ANNUAIRE DU CANADA 1941

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE

MINISTÈRE DU COMMERCE, CANADA

ANNUAIRE DU CANADA 1941

RÉPERTOIRE STATISTIQUE OFFICIEL DES RESSOURCES, DE L'HISTOIRE, DES INSTITUTIONS ET DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIOLOGIQUE DU DOMINION

Publié par ordre de
L'Honorable JAMES A. MACKINNON, M.P.,
MINISTRE DU COMMERCE

OTTAWA
EDMOND CLOUTIER
IMPRIMEUR DU ROI
1941

Prix, $1·50.

PRÉFACE

L'Annuaire du Canada date de la première année du Dominion, époque où parut l'ouvrage semi-officiel intitulé "Annuaire et Almanach de l'Amérique Britannique du Nord". C'était, comme l'indiquait son sous-titre, "un recueil annuel des statistiques politiques, démographiques et commerciales, des tarifs des douanes, de l'accise et des droits de timbre ainsi que de tous les événements d'intérêt public des Haut et Bas-Canadas, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse, de l'île du Prince-Edouard, de Terre-Neuve et des Antilles".

Par la suite, après la réorganisation des statistiques comme résultat du rapport de la Commission Royale sur la Statistique de 1912 et la création du Bureau Fédéral de la Statistique en 1918, l'Annuaire a subi de nombreuses métamorphoses sous la direction de E. H. Godfrey et particulièrement de S. A. Cudmore, maintenant l'adjoint du Statisticien du Dominion.

Maintenir la matière de chaque édition de l'Annuaire dans un cadre suffisant devient chaque année plus difficile. Il n'est plus possible dans une seule édition d'embrasser tout le champ d'information. En conséquence, la méthode adoptée a été d'épargner l'espace par la publication, à des intervalles de 5 à 10 ans selon les circonstances, d'articles spéciaux traitant de sujets d'intérêt général et peu susceptibles de changements d'année en année. Le texte courant peut ainsi dans une forte mesure se limiter aux analyses statistiques nécessaires. Aucune édition séparée ne doit donc être considérée comme complète quant à la matière se rapportant à un sujet particulier et l'Annuaire devient par là une série de publications plutôt qu'un ouvrage isolé. La liste classifiée d'articles spéciaux donnée aux pp. vii à xii sert d'index des articles spéciaux parus dans les éditions précédentes.

Cette deuxième édition de l'Annuaire parue durant le conflit actuel donne une perspective plus claire que l'Annuaire de 1940 des effets cumulatifs de la lutte sur l'économie canadienne, vu que plusieurs séries statistiques couvrent maintenant la première partie de cette période et que des articles spéciaux montrent les changements et développements du temps de guerre. Ces articles sont au nombre de huit dans la présente édition, comme suit: l'Enregistrement National de 1940, préparé sous la direction de l'hon. juge Davis, sous-ministre adjoint des Service Nationaux de Guerre (pp. 70–71); Certains Effets de la Guerre sur l'Agriculture Canadienne, préparé sous la direction de Dr G. S. H. Barton, sous-ministre de l'Agriculture (pp. 138–145); Effets des dépenses de temps de guerre du Gouvernement sur l'industrie de la construction, par H. Carl Goldenberg, directeur général adjoint du Ministère des Munitions et Approvisionnements (pp. 369–371); Aviation civile d'avant-guerre et programme de défense, par J. A. Wilson, contrôleur de l'Aviation civile (pp. 617–622); Fonctions d'une banque centrale en temps de guerre (pp. 816–818); Contrôle en temps de guerre par la Commission de contrôle du change étranger, par R. H. Tarr, secrétaire de la Commission de contrôle du change étranger (pp. 847–850); Progrès récents dans le domaine de l'instruction au Canada, préparé sous la direction de Dr J. E. Robbins, chef, Branche de la Statistique de l'Education, Bureau Fédéral de la Statistique (pp. 891–899); et Chronologie spéciale de guerre paraissant comme Appendice I à la fin du volume.

Les changements profonds dans la vie économique de la nation sont indiqués par ces articles spéciaux et la revision du texte courant. Il y a un choc très remarquable de l'équilibre national qui aura un effet défini sur le cours des événements d'après-guerre et sur la vie des générations canadiennes présentes et futures. Il est nécessaire que ces changements soient étroitement surveillés et notés afin qu'ils puissent être étudiés sous une perspective appropriée au cours des années qui suivront. C'est là le but de ceux qui voient à la rédaction de l'Annuaire.

L'Introduction du présent volume est plus longue que d'ordinaire afin de présenter un résumé coordonné de l'effort de guerre au moment d'aller sous presse. Cet exposé est suivi d'une revue de la situation économique en général.

12380—A½

Les changements les plus importants apportés dans les divers chapitres sont les suivants:—

Des renseignements routiniers ont été enlevés du chapitre I, là où il est possible de référer à des éditions antérieures; de l'espace a également été ménagé dans le chapitre III, en omettant la chronologie usuelle de la période antérieure à la Confédération, de même que dans les chapitres XVI et XVIII sur le Commerce Extérieur et les Transports respectivement. Le chapitre XVII sur le Commerce Intérieur a été remodelé; la section 6 traitant du mouvement coopératif au Canada et paraissant précédemment dans le chapitre du Travail a été transférée au Commerce, comme lui étant plus intimement liée. Les faillites commerciales tombent dans la même catégorie et ce sujet paraît maintenant sous la partie III du chapitre du Commerce Intérieur.

La transformation du chapitre XIX—Travail et Salaires—commencée l'an dernier, est continuée cette année. La matière nouvelle sur l'assurance-chômage pose les fondations de ce qui est destiné à devenir avec les années une section très importante de ce chapitre. La loi sur l'assurance-chômage est entrée en opération le 1er juillet 1941 et, par conséquent, les statistiques concernant son administration ne seront pas établies avant 1942, mais l'amendement de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord en vertu duquel le Dominion a obtenu juridiction exclusive dans ce domaine, de même que les principes, les conditions, les taux de contribution, etc., qui s'y rapportent, sont résumés aux pp. 678–680.

Le chapitre XXI sur les Finances Publiques commence par des statistiques comparatives sur les finances de tous les gouvernements—fédéral, provinciaux et municipaux—du Canada. Ces statistiques sont le résultat d'études spéciales sur ce sujet par des organisations de recherches créées pour aider la Commission Royale des Relations entre le Dominion et les Provinces et la Conférence entre le Dominion et les Provinces. C'est l'intention de continuer et supplémenter cette série dans les prochaines éditions. De plus, la taxe du revenu est traitée beaucoup plus longuement; cette taxe prend une importance croissante en temps de guerre et le public réclame plus de particularités sur son application. Une autre caractéristique est l'introduction de tableaux montrant les revenus découlant de la taxe sur la gazoline et des droits de succession depuis leur mise en vigueur. Comme le Gouvernement du Dominion a maintenant envahi ces domaines, ces tableaux fourniront une base à l'étude de ces sources nationales de revenu.

Le présent volume a été préparé sous la direction de A. E. Millward, rédacteur de l'Annuaire du Canada. Le texte français en a été préparé sous la direction d'Omer Chaput, chef de la Branche de Traduction du Bureau, et les cartes, graphiques et dessins, à moins d'indication contraire, ont été faits par ou sous la direction de J. W. Delisle, dessinateur senior du Bureau Fédéral de la Statistique.

Des remerciements sincères sont offerts ici aux nombreux fonctionnaires fédéraux et provinciaux ainsi qu'aux particuliers qui ont contribué à la documentation. Partout où la chose est possible, crédit est donné aux diverses personnes et aux divers services par le moyen de renvois aux sections qu'ils ont contribuées ou à la compilation desquelles ils ont collaboré.

Bien que cet ouvrage ait été préparé avec le plus grand soin, il contient à n'en pas douter des imperfections; afin d'améliorer les éditions futures, le Bureau sera heureux qu'on lui signale les erreurs qui ont pu lui échapper et de recevoir des suggestions relatives à des omissions ou à des méthodes de présentation.

R. H. COATS,
Statisticien du Dominion.

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE,
OTTAWA, 1er juillet 1941.

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre	Sujet	Page
	Liste des illustrations, cartes et diagrammes	v
	Liste des articles publiés dans les éditions antérieures de l'Annuaire	vii
	Résumé statistique, 1871–1940	xiii
	Introduction	xxvii
I	Physiographie	1
II	Histoire et chronologie	15
III	Constitution et gouvernement	22
IV	Population	46
V	Statistiques vitales	72
VI	Immigration et colonisation	109
VII	Relevé de la production	127
VIII	Agriculture	137
IX	Forêts	185
X	Ressources et production de fourrures	211
XI	Pêcheries	218
XII	Mines et minéraux	230
XIII	Forces motrices et leur utilisation au Canada	274
XIV	Manufactures	305
XV	Construction	368
XVI	Commerce extérieur	384
XVII	Commerce intérieur	485
XVIII	Transports et communications	549
XIX	Travail et salaires	662
XX	Prix	727
XXI	Finances publiques	745
XXII	Régime monétaire et système bancaire; finance commerciale diverse	813
XXIII	Assurances	859
XXIV	Instruction publique et recherches	891
XXV	Santé publique et institutions connexes	917
XXVI	Statistiques judiciaires et pénitentiaires	940
XXVII	Administrations diverses	962
XXVIII	Sources de la statistique et autres informations officielles	986
XXIX	Annales	1017
	Appendice I—Chronologie spéciale de guerre, 1940–41	1030
	Appendice II—Commerce extérieur du Canada, 1940	1048
	Appendice III—Relevé de la production, 1938–39	1049
	Index	1050

Liste des illustrations, cartes et diagrammes

	Page
Carte: Dominion du Canada	*face à la page* vi
Carte: Carte orographique du Canada	*face à la page* 2
Carte: Divisions de recensement de l'Ouest canadien, 1931	53
Diagramme: Taux de mortalité par 100,000 âmes au Canada, 1926–39	93
Diagramme: Natalité, mortalité et accroissement naturel au Canada, 1926–39	105
Diagramme: Valeur nette de la production, 1938 en regard de 1937	132
Carte: Principaux types de fermes au Canada	*face à la page* 138
Diagramme: Revenus bruts en espèces pour vente des produits de la ferme, 1926–40	151
Diagramme: Production laitière au Canada, 1920–39	152
Diagramme: Consommation par tête de produits du tabac	176
Carte: Classification des forêts	*face à la page* 189
Diagramme: Production, consommation, exportations de bois à pulpe et valeur par corde, 1908–39	202
Diagramme: Production de papier à journal, 1913–40	204
Diagramme: Production de bois d'œuvre, bardeaux et lattes	208
Diagramme: Valeur des produits de la pêche au Canada, 1917–39	221
Diagramme: Valeur de la production minérale au Canada, par classe, 1907–39	236
Carte: Pouvoirs hydrauliques du Dominion du Canada	*face à la page* 275
Diagramme: Progrès du développement des forces hydrauliques au Canada, 31 décembre 1900–40	277
Diagramme: Nombres-indices de la production des usines centrales électriques	280
Diagramme: Expansion des industries manufacturières, 1917–38	306
Diagramme: Eléments de la production manufacturière, 1917–38	353
Diagramme: Emploiement effectif aux entreprises de construction de guerre du Gouvernement	369
Diagramme: Importations au Canada, 1926–39	407
Diagramme: Exportations domestiques du Canada, 1926–39	408
Carte: Mouvement de la récolte canadienne de blé, 1939–40	491
Diagramme: Indices mensuels des ventes en gros, 1935–40	508
Diagramme: Indices mensuels des ventes au détail, 1930–40	514
Diagramme: Recettes brutes et frais d'exploitation des chemins de fer, 1914–39	570
Carte: Réseau de la C.B.C	*face à la page* 627
Diagramme: Emploiement tel que déclaré par les patrons, 1926–40	673
Diagramme: Croissance des unions ouvrières au Canada, 1919–39	694
Diagramme: Nombres-indices mensuels de gros de matières industrielles	730
Diagramme: Nombres-indices du coût de la vie, 1916–40	738
Diagramme: Finances publiques: Composition de la dette nette	752
Diagramme: Taxe sur le revenu	778
Diagramme: Dette publique du Canada	785
Diagramme: Banque du Canada—Sources et distribution des espèces	820
Diagramme: Actif et passif des banques à charte, 1867–1940	828
Diagramme: Progrès de l'assurance au Canada, 1869–1940	860

COMPILE ET DESSINE AU BUREAU DE L'ARPENTEUR GENERAL ET CHEF DU SERVICE HYDROGRAPHIQUE, OTTAWA

DISTANCES ENTRE LES PRINCIPAUX POINTS AU CANADA.*

NOTA.—Généralement, les distances données sont les plus courtes par rail.

A notre époque, où les déplacements sont si populaires, il est très utile de connaître les distances en milles entre les principaux points, mais toute tentative d'établir une telle compilation rencontre de nombreuses difficultés. Les distances par rail sont le choix logique, bien que les distances par route soient d'un intérêt croissant pour un grand nombre de voyageurs par automobile et soient une alternative utile. Les parcours par rail représentent ordinairement les plus courtes distances pratiques entre deux points et même aujourd'hui le gros du trafic-marchandises et du trafic-voyageurs se fait par rail. De nouveau, les distances par air (quelquefois appelées distances à vol d'oiseau) sont utiles en pratique pour ceux qui voyagent par air seulement. Il est certain que ce mode de transport tend à se populariser, mais il n'a pas encore atteint de proportions assez grandes pour qu'elles justifient une tabulation élaborée. De plus, il n'est pas difficile d'estimer les distances par air au moyen d'une carte sur échelle convenable, tandis que le lecteur ordinaire éprouve certaines difficultés à obtenir les distances par rail.

Bien qu'il ait été décidé d'adopter les distances par rail comme plus utiles, il est nécessaire de décider laquelle des deux routes entre deux points, la plus fréquentée ou la plus courte, devra dominer. Dans les tableaux ci-dessous, les distances entre les différents points sont les plus courtes distances par rail et non nécessairement les routes les plus fréquentées ou les routes par lesquelles la plupart des trains passent. Elles sont compilées principalement d'après les horaires des chemins de fer. Le principal tableau comprend la capitale de chaque province et certains des principaux centres d'expédition choisis principalement, mais pas uniquement, d'après la population; les tableaux secondaires comprennent des distances d'importance locale. Comprise dans les distances de Charlottetown est la distance de Borden au Cap Tormentine, sur laquelle les trains sont transportés par ferry-boat; de même la distance par ferry-boat, que le train parcourt entre Mulgrave et Point Tupper, est comprise dans la distance entre Halifax et Sydney. Dans le tableau principal toutes les distances de Victoria comprennent la distance parcourue par bateau de Victoria à Vancouver. Cependant, partout où il a été possible, les distances par rail seulement ont été employées. Pour certaines distances de Trois-Rivières et de Québec il est possible, au moyen de traversiers, de voyager par des routes plus courtes que celles données dans les tableaux; la route par rail est cependant la seule donnée dans ces cas.

Là où les routes par eau sont données, la distance est approximative.

Les distances par air ne sont pas nécessairement les distances en ligne droite entre les différents points, mais la longueur des routes aériennes généralement suivies par les aéroplanes par une belle température.

Place.	Halifax.	Moncton.	Charlottetown.	Saint John.	Fredericton.	Québec.	Montréal.	Sherbrooke.	Trois-Rivières.	Ottawa.	Kingston.	Toronto.	Hamilton.	London.	Windsor.	Fort William.	Winnipeg.	Brandon.	Churchill.	Regina.	Saskatoon.	Calgary.	Edmonton.	Vancouver.	Victoria.	Prince Rupert.
Halifax	0	189	239	278	292	662	747	646	740	858	920	1081	1120	1196	1306	1716	2012	2146	2991	2367	2483	2634	2813	3475	3560	3769
Moncton	189	0	126	89	104	473	558	457	551	669	731	892	931	1007	1117	1527	1823	1957	2802	2178	2294	2645	2624	3286	3371	3580
Charlottetown	239	126	0	215	230	600	684	583	677	795	857	1018	1057	1133	1243	1653	1950	2084	2929	2305	2421	2772	2751	3413	3498	3707
Saint John	278	89	215	0	67	426	476	375	503	587	649	810	849	925	1035	1445	1776	1910	2755	2131	2247	2598	2577	3239	3324	3533
Fredericton	292	104	230	67	0	403	454	353	481	565	627	788	827	903	1013	1423	1753	1887	2732	2108	2224	2575	2554	3216	3301	3510
Québec	662	473	600	426	403	0	169	127	78	280	342	503	542	618	728	1079	1350	1484	2329	1705	1821	2172	2151	2813	2898	3107
Montréal	747	558	684	476	454	169	0	101	95	111	173	334	373	449	559	969	1353	1486	2331	1707	1823	2174	2153	2815	2900	3109
Sherbrooke	646	457	583	375	353	127	101	0	196	212	274	435	474	550	660	1070	1454	1587	2432	1808	1924	2275	2254	2916	3001	3210
Trois-Rivières	740	551	677	503	481	78	95	196	0	206	268	429	468	544	654	1064	1448	1581	2426	1802	1918	2269	2248	2910	2995	3205
Ottawa	858	669	795	587	565	280	111	212	206	0	112	247	286	362	472	858	1242	1375	2330	1596	1712	2063	2042	2704	2789	2998
Kingston	920	731	857	649	627	342	173	274	268	112	0	161	200	276	386	908	1292	1426	2270	1647	1763	2113	2093	2754	2839	3049
Toronto	1081	892	1018	810	788	503	334	435	429	247	161	0	39	115	225	811	1207	1340	2185	1562	1677	2028	2008	2670	2755	2964
Hamilton	1120	931	1057	849	827	542	373	474	468	286	200	39	0	80	190	850	1246	1379	2224	1601	1716	2067	2047	2709	2794	3003
London	1196	1007	1133	925	903	618	449	550	544	362	276	115	80	0	110	926	1322	1455	2300	1677	1792	2143	2123	2785	2870	3079
Windsor	1306	1117	1243	1035	1013	728	559	660	654	472	386	225	190	110	0	1036	1432	1565	2410	1787	1902	2253	2233	2895	2980	3189
Fort William	1716	1527	1653	1445	1423	1079	969	1070	1064	858	908	181	850	926	1036	0	419	552	1397	774	889	1240	1220	1882	1967	2176
Winnipeg	2012	1823	1950	1776	1753	1350	1338	1454	1448	1242	1292	1207	1246	1322	1432	419	0	133	978	355	470	821	801	1463	1548	1757
Brandon	2146	1957	2084	1910	1887	1484	1486	1587	1581	1375	1426	1340	1379	1455	1565	552	133	0	937	221	384	688	715	1330	1415	1671
Churchill	2991	2802	2929	2755	2732	2329	2331	2432	2426	2220	2270	2185	2224	2300	2410	1397	978	937	0	845	813	1217	1144	1859	1944	2100
Regina	2367	2178	2305	2131	2108	1705	1707	1808	1802	1596	1647	1562	1601	1677	1787	774	355	221	845	0	163	467	493	1108	1193	1449
Saskatoon	2483	2294	2421	2247	2224	1821	1823	1924	1918	1712	1763	1677	1716	1792	1902	889	470	384	813	163	0	404	330	1046	1131	1287
Calgary	2634	2645	2772	2598	2575	2172	2174	2275	2269	2063	2113	2028	2067	2143	2253	1240	821	688	1217	467	404	0	194	642	727	1150
Edmonton	2813	2624	2751	2577	2554	2151	2153	2254	2248	2042	2093	2008	2047	2123	2233	1220	801	715	1144	493	330	194	0	761	846	956
Vancouver	3475	3286	3413	3229	3216	2813	2815	2916	2910	2704	2754	2670	2709	2785	2895	1882	1463	1330	1859	1108	1046	742	761	0	85	1158
Victoria	3560	3371	3498	3324	3301	2898	2900	3001	2995	2789	2839	2755	2794	2870	2980	1967	1548	1415	1944	1193	1131	727	846	85	0	1243
Prince Rupert	3769	3580	2707	3533	3510	3107	3109	3210	3205	2998	3049	2964	3003	3079	3189	2176	1757	1671	2100	1449	1287	1150	956	1158	1243	0

De Halifax—

à Yarmouth	217
Sydney	289
Glace Bay	304
New Glasgow	107

De Saint John—

à Edmundston	236
Campbellton	276
St. Stephen	83

De Montréal—

à Shawinigan Falls	89
St-Hyacinthe	35
Noranda	463

De Toronto—

à Brantford	64
St. Catharines	71
Kitchener	62
Oshawa	33
Peterborough	77
North Bay	228
Sudbury	260
Sault-Ste-Marie	439
Sioux Lookout	955
Cochrane	479
Kenora	1,105
Cobalt	330
Timmins	485
Moosonee	666

De Winnipeg—

à Portage-la-Prairie	54
Le Pas	468
Flinflon	560
Ilford (chemin d'hiver d'Ilford à Gods Lake 132 milles)	754
Norway House (par eau de Selkirk)	313

De Regina—

à Moose Jaw	42
Swift Current	152
Prince Albert	219
North Battleford	259
Yorkton	123

De Calgary—

à Medicine Hat	176
Lethbridge	127
Banff	82
Red Deer	95

D'Edmonton—

à Jasper	236
Peace River	317
Grande Prairie	407
Waterways	305

De Waterways—

à Fort Smith (par air)	242
Rae (par air)	380
Cameron Bay (par air)	614
Resolution (par eau)	512
Norman (par eau)	1,123
Aklavik (par eau)	1,606

De Vancouver—

à Trail	507
Kamloops	251
Prince George	691
Prince Rupert (par eau)	546
Whitehorse, T. du Y. (une partie par eau)	1,082
Dawson, T. du Y. (une partie par eau)	1,473

De Victoria—

à Nanaimo	73

*Préparé sous la direction de F. H. Peters, Arpenteur Général et Chef, Arpentage hydrographique, Ministère des Mines et Ressources, Ottawa.

ARTICLES ET TEXTES DIVERS (PARUS DANS LES ÉDITIONS ANTÉRIEURES) CLASSIFIÉS PAR SUJET

NOTA.—Tel qu'expliqué dans la préface, il n'est pas possible d'insérer en une seule édition de l'Annuaire tous les articles et le texte descriptif des éditions antérieures; la liste suivante a été compilée comme index des divers textes et articles spéciaux, fournis par des autorités en leur domaine particulier, qui paraissent dans les éditions antérieures. La liste relie l'Annuaire de 1941 à ses prédécesseurs relativement aux matières qui n'ont pas été sujettes à de grands changements. Ces sections de chapitre, comme celui de la Population, qui sont automatiquement rajeunies à chaque nouveau recensement et auxquelles le texte comporte des références adéquates, ne sont pas énumérées à moins qu'il ne s'agisse de contributions spéciales. Seul le dernier article publié sur chaque sujet est indiqué excepté lorsqu'un article antérieur entre dans un domaine non couvert par le plus récent. Quand les articles couvrent plus d'un sujet, ils sont énumérés sous un en-tête pour chacun.

Article	Auteur	Volume	Page
Agriculture—			
La géologie par rapport à l'agriculture	WYATT MALCOLM.	1921	73–78
Le commerce du grain	–	1922–23	597–601
Le développement de l'agriculture au Canada	J. H. GRISDALE, D.Sc.A.	1924	191–196
Départements provinciaux de l'agriculture	–	1930	199–216
Les branches du mininistère fédéral de l'agriculture	–	1936	221–223
Progrès de l'agriculture et système des fermes expérimentales	–	1937	227–234
Le programme de rétablissement agricole des Prairies	WILLIAM DICKSON.	1938	232–239
Arrière-plan historique de l'agriculture canadienne	G. S. H. BARTON, C.M.G., B.S.A., D.Sc.A.	1939	194–198
La Commission canadienne du blé	T. W. GRINDLEY, Ph.D.	1939	596–607
Collèges et écoles agricoles	–	1940	192–199
Types de ferme dans les Provinces des Prairies, 1935	–	1940	232–236
Législation sur la vente des produits agricoles, 1939	–	1940	183–187
Art, littérature et journalisme—			
Bibliothèques publiques au Canada	–	1921	172–177
Les beaux-arts au Canada	–	1924	902–904
Bibliographie choisie de l'Histoire du Canada	ADAM SHORTT, C.M.G., LL.D., F.R.S.C.	1925	57–59
Le développement des beaux-arts au Canada	NEWTON MACTAVISH, M.A., D. Litt.	1931	1005–1020
Bibliographie de la flore canadienne	JOHN ADAMS, M.A. (Cantab.)	1938	61–63
Bibliographie sur l'histoire du Canada	GUSTAVE LANCTOT, LL.M., D.Litt.,LL.D. C.R., F.R.S.C.	1939	38–41
Le développement de la presse au Canada	A. E. MILLWARD, B.A., B. Com.	1939	773–795
Système bancaire et Finance—			
Assurance-vie—Esquisse historique	A. D. WATSON.	1925	870–874
Législation bancaire	–	1931	902–907
La banque du Canada et sa relation au système financier	–	1937	914–919

ARTICLES ET TEXTES DIVERS, ETC.—suite

Article	Auteur	Volume	Page
Système bancaire et Finance—fin			
Esquisse historique du régime monétaire et du système bancaire	A. D. WATSON.	1938	934–940
L'assurance en ce qu'elle affecte la balance des paiements internationaux	HERBERT MARSHALL, B.A., F.S.S.	1940	976–978
La Monnaie Royale Canadienne	H. E. EWART.	1940	911–916
Climat et Météorologie—			
Climat et météorologie	A. J. CONNOR, M.A.	1913	113–122
Etude générale sur le climat au Canada	SIR FREDERICK STUPART, F.R.S.C.	1914	131–142
Le service météorologique du Canada	SIR FREDERICK STUPART, F.R.S.C.	1922–23	46–51
Climat du Canada depuis la Confédération	SIR FREDERICK STUPART, F.R.S.C.	1924	33–37
Facteurs qui déterminent la température au Canada	SIR FREDERICK STUPART, F.R.S.C.	1925	38–43
La répartition de la précipitation	A. J. CONNOR, M.A.	1926	45–49
Températures et précipitations à des stations choisies	–	1927–28	53–59
Insolation, vents et intempéries (moyennes)	–	1927–28	60–66
Le climat du Canada	SIR FREDERICK STUPART, F.R.S.C.	1929	44–54
Température et précipitation au Canada septentrional	A. J. CONNOR, M.A.	1930	44–60
Sécheresses au Canada occidental	A. J. CONNOR, M.A.	1933	48–60
Heures du lever et du coucher du soleil au Canada	–	1938	70–72
Constitution et Gouvernement—			
Constitution et gouvernement du Canada	THOMAS FLINT, M.A., LL.B., D.C.L.	1914	1–18
Constitution et gouvernement du Canada	S. A. CUDMORE, B.A. (Tor.), M.A. (Oxon.), F.S.S., F.R. Econ. Soc.	1922–23	95–107
Gouvernement provincial et municipal—			
Provinces Maritimes	THOMAS FLINT, M.A., LL.B., D.C.L.	1922–23	109–112
Québec	C. J. MAGNAN.	1915	8–11
Québec	G. E. MARQUIS.	1922–23	112–114
Ontario	S. A. CUDMORE, B.A. (Tor.), M.A. (Oxon.), F.S.S., F.R. Econ. Soc.	1922–23	114–117
Province des Prairies	REV. E. H. OLIVER, Ph.D., F.R.S.C.	1922–23	117–121
Colombie Britannique	S. D. SCOTT.	1915	23–27
Colombie Britannique	JOHN HOSIE.	1922–23	121–123
Le Canada et la Société des Nations	N. A. ROBERTSON.	1931	118–125
Administration du territoire canadien de l'Arctique	R. A. GIBSON.	1938	97–98
Loi criminelle—			
Esquisse historique de la loi criminelle et de la procédure	R. E. WATTS.	1932	911–913

ARTICLES ET TEXTES DIVERS, ETC.—suite

Article	Auteur	Volume	Page
Sociétés éducationnelles et scientifiques—			
Bibliothèques publiques au Canada	–	1921	168–169
Institut Royal Canadien	Prof. McMurrich, M.A., Ph.D., LL.D., F.R.S.C.	1924	901
Société Royale du Canada	Prof. McMurrich, M.A., Ph.D., LL.D., F.R.S.C.	1924	900
Conseil consultatif honoraire de recherches scientifiques	–	1920	53–57
Conseil National de Recherches	F. E. Lathe, M.Sc.	1932	881–885
Recherches scientifiques et industrielles	–	1940	1003–1038
Faune et Flore—			
Faune du Canada	P. A. Taverner.	1922–23	34–39
Faune du Canada	R. M. Anderson, Ph.D.	1937	31–56
Flore du Canada	John Adams, M.A. (Cantab.)	1938	32–63
Forêts—			
Esquisse du commerce de bois canadien	A. R. M. Lower, M.A.	1925	323–328
Physiographie, Géologie et Climatologie forestières	–	1934–35	313–316
Insectes nuisibles à la forêt et leur contrôle	J. J. deGryse, Ph. Cand. (Louv.)	1939	261–271
Ressources forestières du Canada: en relation avec la guerre de 1914–18 et avec l'effort de guerre actuel	R. D. Craig, F.E.	1940	253–261
Commerce de fourrure—			
Esquisse historique	–	1934–35	346–347
Géologie—			
Géologie et minéraux économiques	R. W. Brock, M.A., LL.D., F.G.S.	1921	70–73
Géologie par rapport à l'agriculture	Wyatt Malcolm, M.A., F.R.S.C.	1921	73–78
Formation géologique	–	1925	17–25
Commission géologique du Canada	Wyatt Malcolm, M.A., F.R.S.C.	1926	36–39
Géologie économique du Canada	Wyatt Malcolm, M.A., F.R.S.C.	1929	28–36
(Articles annuels passant en revue les publications dans le domaine de la géologie appliquée, 1915–27) (Do. 1928–34)	P. J. Moran, B.Sc.	1936	30–40
Géologie du Canada	Wyatt Malcolm, M.A., F.R.S.C.	1936	18–30
Géologie et minéraux économiques	F. J. Alcock, Ph.D.	1937	17–30
Géologie du Canada	F J. Alcock, Ph.D.	1939	320–321
Ports—			
Administration des ports au Canada	–	1930	1029
Conseil des Ports Nationaux	R. O. Campney, C.R.	1940	698–700
Histoire—			
Histoire de la Confédération	Sir Joseph Pope, K.C.M.G., C.V.O., I.S.O.	1918	1–13
Cinquante années de progrès au Canada	E. H. Godfrey, F.S.S.	1918	24–75

ARTICLES ET TEXTES DIVERS, ETC.—suite

Article	Auteur	Volume	Page
Histoire—fin			
Histoire de la Grande Guerre, 1914–18	E. A. CRUIKSHANK, LL.D., F.R.S.C.	1919	1–71
Reconstruction au Canada	S. A. CUDMORE, B.A. (Tor.), M.A. (Oxon.), F.S.S., F.R. Econ. Soc.	1920	1–65
Histoire du Canada	ARTHUR DOUGHTY, C.M.G., LL.D.	1922–23	64–84
Bibliographie choisie de l'histoire du Canada	ADAM SHORTT, C.M.G., LL.D., F.R.S.C.	1925	57–59
Le Canada à la Crête de Vimy	A. F. DUGUID, D.S.O., B.Sc., R.C.A.	1936	54–64
Sites et monuments historiques	W. D. CROMARTY.	1938	82–95
Relation entre le Département des Archives Publiques et les Annales historiques du Canada et Bibliographie sur l'histoire du Canada	GUSTAVE LANCTOT, LL.M., D. Litt., LL.D., C.R., F.R.S.C.	1939	36–42
Chronologie de guerre	–	1940	38–41, 1174–1180
Effort de guerre du Canada	–	1940	xxiv–xxxviii
Hôpitaux et Institutions—			
Revue historique des hôpitaux et autres institutions	J. C. BRADY.	1936	1040–1043
Assurance—			
L'assurance en ce qu'elle affecte la balance des paiements internationaux	HERBERT MARSHALL, B.A., F.S.S.	1940	976–978
Travail—			
Le mouvement coopératif au Canada	MLLE M. MACKINTOSH, M.A.	1925	712–718
Législation sur les coalitions pour nuire au commerce	F. A. MCGREGOR.	1927–28	785–790
Statistiques des salaires au recensement de 1921	MLLE M. E. K. ROUGHSEDGE.	1927–28	795–805
Occupations de la population	MLLE M. E. K. ROUGHSEDGE.	1929	137–151
Occupations du peuple canadien	A. H. LENEVEU, M.A.	1937	133–151
Législation ouvrière au Canada	MLLE M. MACKINTOSH, M.A.	1938	818–828
La Commission nationale de placement	–	1938	809–810
Manufactures—			
L'industrie du fer et de l'acier	–	1922–23	466–471
Mines—			
Géologie et minéraux économiques	R. W. BROCK, M.A., LL.D., F.G.S.	1921	70–73
Géologie et minéraux économiques	F. J. ALCOCK, Ph.D.	1937	17–30
Mines—Esquisse historique	–	1939	320–321
Le développement des ressources minérales du Canada par rapport à la guerre actuelle	E. S. MARTINDALE.	1940	303–315

ARTICLES ET TEXTILES DIVERS, ETC.—suite

Article	Auteur	Volume	Page
Administration diverse—			
Commission géologique du Canada.....	WYATT MALCOLM, M.A., F.R.S.C.	1926	36-39
(Voir p. 985 pour références aux articles sur: les observatoires du Dominion, la Commission des Eaux Limitrophes, le Service Géodésique et le Service Topographique.)			
Ressources Naturelles—			
Ressources naturelles du Dominion.....	WATSON GRIFFITH.	1916-17	1-67
Géologie et minéraux économiques.....	R. W. BROCK, M.A., LL.D., F.G.S.	1921	70-73
Esquisse du commerce canadien de bois...	A. R. M. LOWER, M.A.	1925	323-329
Commerce des fourrures—Esquisse historique.....	-	1934-35	346-351
Géologie et minéraux économiques.....	F. J. ALCOCK, Ph.D.	1937	17-30
Mines—Esquisse historique.....	-	1939	320-321
Ressources en forces hydrauliques du Canada et leur utilisation.....	J. T. JOHNSTON.	1940	361-374
Population—			
Occupations de la population, 1921.....	MLLE M. E. K. ROUGHSEDGE.	1929	137-151
Directives d'immigration.....	R. J. C. STEAD.	1931	192-195
Organisation du recensement de 1931.....	-	1932	97-98
Superficie et population des pays de l'Empire Britannique et de l'univers, 1921 et 1931.....	-	1934-35	167-171
Colonisation.....	-	1936	209-210
Occupations du peuple canadien, 1931.....	A. H. LENEVEU, M.A.	1937	133-151
Tendances des occupations au Canada, 1891-1931.....	A. H. LENEVEU, M.A.	1939	811-816
Prix—			
Enquête sur le budget alimentaire et familial.....	H. F. GREENWAY, M.A.	1940	841-843
Radio—			
Esquisse historique des communications par radio.....	COMMANDER C. P. EDWARDS, O.B.E.	1932	620-623
La Commission canadienne de radiodiffusion.....	HECTOR CHARLESWORTH	1933	743-745
Recherches—			
Recherches scientifiques et industrielles au Canada.....	-	1940	1003-1038
Sismologie—			
La Sismologie au Canada.....	E. A. HODGSON, Ph.D.	1938	30-32
Heures et zones d'heure—			
Heure légale et ses zones au Canada.....	C. C. SMITH.	1934-35	52-55
Horaire du lever et du coucher du soleil...	-	1938	72-73

ARTICLES ET TEXTES DIVERS, ETC.—fin

Article	Auteur	Volume	Page
Commerce—			
Commission consultative sur le tarif et la taxation	C. C. SMITH	1930	1034
Commissions de port	–	1930	1029
Le commerce du grain	–	1922–23	597–601
Tarif préférentiel et traités de commerce	W. GILCHRIST.	1934–35	528–535
Transports—			
Le développement de l'aviation au Canada	J. A. WILSON.	1938	737–740
La route aérienne Transcanadienne	J. A. WILSON.	1938	740–743
Commissions de port	–	1930	1029
Guerre—			
Chronologie de guerre	–	1940	38–41, 1174–1180
Effort de guerre du Canada	–	1940	xxiv-xxxvii
Forces hydrauliques—			
Ressources en forces hydrauliques du Canada et leur utilisation	J. T. JOHNSTON.	1940	361–372

RÉSUMÉ STATISTIQUE
DES
PROGRÈS DU CANADA
1871-1940

NOTA.—Dans le résumé suivant, les statistiques des pêcheries (1871–1916), du commerce, des transports maritimes, des postes, de la dette, des revenus et des dépenses publics et des caisses d'épargne postales et du Gouvernement ont trait aux années fiscales terminées le 30 juin jusqu'en 1906; ensuite, aux années terminées le 31 mars, excepté dans le cas du commerce où, comme il est indiqué par les renvois, les chiffres des années civiles sont donnés pour certaines des dernières années. Les statistiques de l'agriculture, de l'industrie laitière, des pêcheries (depuis 1922), des mines, des manufactures, des banques, de l'assurance, des compagnies de prêt et de fiducie, de la construction, du transport routier, des naissances, mariages et décès, des hôpitaux et de l'immigration se rapportent aux années civiles et les statistiques des chemins de fer aux années terminées le 30 juin 1871–1916, et aux années civiles 1921 et 1926–40. Les statistiques des canaux couvrent les saisons de navigation. Les statistiques des télégraphes se rapportent aux années fiscales pour les lignes du Gouvernement et aux années civiles pour les autres lignes.

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA

Superficie du Dominion du Canada en milles carrés:—Terre, 3,466,556; Eau douce, 228,307; Total, 3,694,863.

NOTA.—Dans ce tableau les tirets indiquent que les données comparables ou les estimations ne sont pas connues pour les années où ils sont inscrits.

	Eléments		1871	1881	1891	1901	1906
	Population—[2,3]						
1	Ile du Prince-Edouard	nomb.	94,021	108,891	109,078	103,259	96,000
2	Nouvelle-Ecosse	"	387,800	440,572	450,396	459,574	465,000
3	Nouveau-Brunswick	"	285,594	321,233	321,263	331,120	334,000
4	Québec	"	1,191,516	1,359,027	1,488,535	1,648,898	1,784,000
5	Ontario	"	1,620,851	1,926,922	2,114,321	2,182,947	2,299,000
6	Manitoba	"	25,228	62,260	152,506	255,211	366,000
7	Saskatchewan	"	-	-	-	91,279	258,000
8	Alberta	"	-	-	-	73,022	185,000
9	Colombie Britannique	"	36,247	49,459	98,173	178,657	279,000
10	Youkon	"	-	-	-	27,219	18,000
11	Territoires du Nord-Ouest	"	48,000	56,446	98,967	20,129	13,000
	Canada	"	3,689,257	4,324,810	4,833,239	5,371,315	6,097,000
	Statistiques vitales—[6]						
12	Naissances (vivantes)	nomb.	-	-	-	-	-
	Taux par 1,000		-	-	-	-	-
13	Décès, toutes causes	nomb.	-	-	-	-	-
	Taux par 1,000		-	-	-	-	-
14	Maladies du cœur[7]	nomb.	-	-	-	-	-
15	Cancer	"	-	-	-	-	-
16	Maladies des artères[7]	"	-	-	-	-	-
17	Tuberculose (toutes formes)[7]	"	-	-	-	-	-
18	Pneumonie	"	-	-	-	-	-
19	Néphrite	"	-	-	-	-	-
20	Mariages	"	-	-	-	-	-
	Taux par 1,000		-	-	-	-	-
21	Divorces	nomb.	4	7	10	19	37
	Immigration—(années civiles)—						
22	Du Royaume-Uni	nomb.	-	17,033	22,042	11,810[9]	86,796[9]
23	Des Etats-Unis	"	-	21,822	52,516	17,987[9]	52,796[9]
24	D'autres pays	"	-	9,136	7,607	19,352[9]	44,472[9]
	Totaux	"	27,773	47,991	82,165	49,149[9]	184,064[9]
	Agriculture—						
25	Fermes occupées	acres	36,046,401	45,358,141	58,997,995	63,422,338	-
26	Terres défrichées	"	17,335,818	21,899,181	27,729,852	30,166,033	-
27	Valeur brute de la production agricole	$	-	-	-	-	-
	Grandes cultures—[10]						
28	Blé	acres	1,646,781	2,366,554	2,701,213	4,224,542	-
		boiss.	16,723,873	32,350,269	42,223,372	55,572,368	-
		$	16,993,265	38,820,323	31,667,529	36,122,039	-
29	Avoine	acres	-	-	3,961,356	5,367,655	-
		boiss.	42,489,453	70,493,131	83,428,202	151,497,407	-
		$	15,966,310	23,967,665	31,702,717	51,509,118	-
30	Orge	acres	-	-	868,464	871,800	-
		boiss.	11,496,038	16,844,868	17,222,795	22,224,366	-
		$	8,170,735	11,791,408	8,611,397	8,889,746	-
31	Maïs	acres	-	-	195,101	360,758	-
		boiss.	3,802,830	9,025,142	10,711,380	25,875,919	-
		$	2,283,145	5,415,085	5,034,348	11,902,923	-
32	Pommes de terre	acres	403,102	464,289	450,190	448,743	-
		boiss.	47,330,187	55,368,790	53,490,857	55,362,635	-
		$	15,211,774	13,288,510	21,396,342	13,840,658	-
33	Foin et trèfle	acres	3,650,419	4,458,349	5,931,548	6,543,423	-
		tonnes	3,818,641	5,055,810	7,693,733	6,943,715	-
		$	38,869,900	40,446,480	69,243,597	85,625,315	-
	Superficie totale des grandes cultures	acres	-	-	15,662,811	19,763,740	-
	Valeur totale des grandes cultures[11,12]	$	111,116,606	155,277,427	194,766,934	237,682,285	-

[1] Les chiffres de 1940 sont sujets à revision. [2] Les estimations de la population depuis le recensement de 1931 sont sujettes à ajustement à mesure que des données plus récentes sont connues; aucune estimation de la population par province n'est donnée pour 1940 vu la proximité du recensement de 1941. [3] Pour les années entre les recensements et celles qui suivent le recensement les populations données sont estimatives. [4] Revisé conformément au Jugement sur le Labrador par le Conseil Privé, 1er mars 1927. [5] Comprend la marine canadienne. [6] Territoires non compris. [7] Pour ces causes de décès les

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA—suite

La longueur de la frontière canado-américaine est de 3,986·8 milles et celle de Canada-Alaska est de 1,539·8 milles.

NOTA.—Dans ce tableau les tirets indiquent que les données comparables ou les estimations ne sont pas connues pour les années où ils sont inscrits.

1911	1916	1921	1926	1931	1936	1939	1940[1]	
93,728	92,000	88,615	87,000	88,038	92,000	95,000	–	1
492,338	505,000	523,837	515,000	512,846	537,000	554,000	–	2
351,889	368,000	387,876	396,000	408,219	435,000	451,000	–	3
2,005,776	2,154,000	2,360,665[4]	2,603,000	2,874,255	3,096,000	3,210,000	–	4
2,527,292	2,713,000	2,933,662	3,164,000	3,431,683	3,690,000	3,752,000	–	5
461,394	554,000	610.118	639,000	700,139	711,000	727,000	–	6
492,432	648,000	757,510	821,000	921,785	931,000	949,000	–	7
374,295	496,000	588,454	608,000	731,605	772,000	789,000	–	8
392,480	456,000	524,582	606,000	694,263	750,000	774,000	–	9
8,512	7,000	4,157	4,000	4,230	4,000	4,000	–	10
6,507	8,000	7,988	8,000	9,723	10,000	10,000	–	11
7,206,643	8,001,000	8,788,483[5]	9,451,000	10,376,786	11,028,000	11,315,000	11,422,000[2]	
–	–	–	232,750	240,473	220,371	229,468	–	12
–	–	–	24·7	23·2	20·0	20·3	–	
–	–	–	107,454	104,517	107,050	108,951	–	13
–	–	–	11·4	10·1	9·7	9·6	–	
–	–	–	11,415	13,734	16,424	18,562	–	14
–	–	–	7,614	9,578	11,694	12,399	–	15
–	–	–	4,981	5,957	9,112	10,884	–	16
–	–	–	7,929	7,616	6,763	5,977	–	17
–	–	–	8,427	7,011	7,313	6,596	–	18
–	–	–	5,138	5,168	6,402	6,538	–	19
–	–	–	66,658	66,591	80,904	103,658	–	20
–	–	–	7·1	6·4	7·3	9·2	–	
57	67	549[6]	606[6]	696[6]	1,576[6]	2,088[6]	2,369	21
144,076	8,596	43,772	48,819	7,678	2,197	3,544	3,021	22
112,028	41,779	23,888	20,944	15,195	4,876	5,649	7,134	23
75,184	5,539	24,068	66,219	4,657	4,570	7,801	1,169	24
331,288	55,914	91,728	135,982	27,530	11,643	16,994	11,324	
108,968,715	–	140,887,903	–	163,119,231	–	–	–	25
48,733,823	–	70,769,548	–	85,733,309	–	–	–	26
–	–	1,386,126,000	1,714,477,000	839,881,000	1,065,966,000	1,224,616,000	1,235,714,000	27
8,864,514	15,369,709	17,835,734	22,895,649	26,355,136	25,604,800	26,756,500	28,726,200	28
132,077,547	262,781,000	226,508,411	407,136,000	321,325,000	219,218,000	520,623,000	551,390,000	
104,816,825	344,096,400	374,178,601	442,221,000	123,550,000	205,327,000	282,151,000	283,269,000	
8,656,179	10,996,487	13,879,257	12,741,340	12,837,736	13,287,700	12,789,900	12,297,600	29
245,393,425	410,211,000	364,989,218	383,416,000	328,278,000	271,778,000	384,407,000	380,526,000	
86,796,130	210,957,500	180,989,587	184,098,000	77,970,000	116,267,000	114,843,000	98,800 000	
1,283,094	1,802,996	2,043,669	3,647,462	3,791,395	4,437,600	4,347,400	4,341,500	30
28,848,310	42,770 000	42,956,049	99,987,100	67,382,600	71,922,000	103,147,000	104,256,000	
14,653,697	35,024,000	33,514,070	52,059,000	17,465,000	49,512,000	35,424,000	30,952,000	
293,951	173,000	204,775	209,725	131,829	164,400	183,200	186,000	31
14,417,599	6,282,000	10,822,278	7,815,000	5,449,000	6,083,000	8,097,000	6,956,000	
5,774,039	6,747,000	7,081,140	7,780,000	2,274,000	4,258,000	4,453,000	3,826,000	
464,504	472,992	534,621	523,112	591,804	502,100	517,700	545,000	32
55,461,473	63,297.000	62,230.052	46,937,000[11]	52,305,000[11]	39,614,000[11]	36,390,000[11]	42,300,000[11]	
27,426,765	50,982,300	44,635,547	69,204,000	22,359,000	45,125,000	41,065,000	33,555,000	
8,289,407	7,821.257	8,678.883	9,516,125	9,114,457	8,784,100	8,836,600	8,811.200	33
10,406,367	14,527.000	8,829,915	14,058,000	14,539,600	13,803,000	13,377.000	14,070,000	
90,115,531	168,547,900	174,110,386	170,473,000	110,110.000	105,703,000	112,305.000	110,287.000	
30,556,168	38,930,333	47,553,418	56,097,836	58,862,305	58,146,850	59,224,600	60,907,500	
384,513,795	886,494.900	933,045.936	1,104,983,100	435,966,400	612,300.400	685,839,000	651,228,000	

chiffres de 1926 ne sont pas exactement comparables à ceux des années ultérieures à cause des changements dans la classification. [8] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940. [9] Année fiscale. [10] Les chiffres des années de recensements décennaux 1871 à 1921 couvrent les années précédentes; ceux de 1871 ne couvrent que les quatre premières provinces seulement. [11] Cwt. [12] Voir Bulletin Mensuel de la Statistique Agricole de mai 1921 pour ce qui est des valeurs des grandes cultures les années 1871, 1881 et 1901.

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA—suite

	Eléments		1871	1881	1891	1901	1906
	Bétail et volaille—						
1	Chevaux	nomb.	836,743	1,059,358	1,470,572	1,577,493	–
		$	–	–	–	118,279,419	–
2	Vaches laitières	nomb.	1,251,209	1,595,800	1,857,112	2,408,677	–
		$	–	–	–	69,237,970	–
3	Autres bovins	nomb.	1,373,081	1,919,189	2,263,474	3,167,774	–
		$	–	–	–	54,197,341	–
4	Moutons	nomb.	3,155,509	3,048,678	2,563,781	2,510,239	–
		$	–	–	–	10,490,594	–
5	Porcs	nomb.	1,366,083	1,207,619	1,733,850	2,353,828	–
		$	–	–	–	16,445,702	–
6	Toute volaille	nomb.	–	–	14,105,102	17,922,658	–
		$	–	–	–	5,723,890	–
	Valeur totale, bétail et volaille	$	–	–	–	274,374,916	–
	Industrie laitière—[2]						
7	Production totale de lait	000 lb	–	–	–	6,866,834	–
8	Fromage de fabrique	lb	–	54,574,856	97,418,855	220,833,269	204,788,583[3]
		$	–	5,457,486	9,741,886	22,221,430	23,597,639[3]
9	Beurre de fabrique	lb	–	1,365,912	3,654,364	36,066,739	45,930,294[3]
		$	–	341,478	913,591	7,240,972	10,949,062[3]
10	Beurre de ferme	lb	–	102,545,169	111,577,210	105,343,076	–
		$	–	–	–	21,384,644	–
11	Produits laitiers divers[4]	$	–	–	–	15,623,907	–
	Valeur totale, produits laitiers	$	–	22,743,939	30,315,214	66,470,953	–
	Fourrures—						
12	Pelleteries brutes	nomb.	–	–	–	–	–
		$	–	–	–	–	–
13	Valeur des animaux des fermes à fourrure	$	–	–	–	–	–
	Forêts—						
14	Production de matières premières	$	–	–	–	–	–
15	Production du bois d'œuvre M p.m.p.		–	–	–	–	–
		$	–	–	–	–	–
16	Produits totaux des scieries	$	–	–	–	–	–
17	Produits de pulpe et papier	$	–	–	–	–	–
18	Exportations de bois, produits du bois et papier[5]	$	–	–	25,351,085	33,099,915	45,716,762
19	**Pêcheries**	$	7,573,199	15,817,162	18,977,874	25,737,153	26,279,485
	Production minérale—						
20	Or[7]	onces	105,187	63,524	45,018	1,167,216	556,415
		$	2,174,412	1,313,153	930,614	24,128,503	11,502,120
21	Argent	onces	–	355,083[8]	414,523	5,539,192	8,473,379
		$	–	347,271[8]	409,549	3,265,354	5,659,455
22	Cuivre	lb	–	3,260,424[8]	9,529,401	37,827,019	55,609,888
		$	–	366,798[8]	1,226,703	6,096,581	10,720,474
23	Plomb	lb	–	204,800[8]	88,665	51,900,958	54,608,217
		$	–	9,216[8]	3,857	2,249,387	3,089,187
24	Zinc	lb	–	–	–	788,000[9]	1,154
		$	–	–	–	36,011[9]	23,800
25	Nickel	lb	–	830,477[10]	4,035,347	9,189,047	21,490,955
		$	–	498,286[10]	2,421,208	4,594,523	8,948,834
26	Fonte en gueuse	tonnes longues	–	22,167[8]	21,331	244,979	534,295
27	Houille	tonnes courtes	1,063,742[11]	1,537,106	3,577,749	6,486,325	9,762,601
		$	1,763,423[11]	2,688,621	7,019,425	12,699,243	19,732,019
28	Gaz naturel	M pds c.	–	–	–	–	–
		$	–	–	150,000[12]	339,476	583,523
29	Pétrole brut	barils	–	368,987	755,298	622,392	569,753
		$	–	–	1,010,211	1,008,275	761,760
30	Amiante	tonnes courtes	–	–	9,279	40,217	82,185
		$	–	–	999,878	1,259,759	2,060,143
31	Ciment	barils	–	69,843[8]	93,479	450,394	2,128,374
		$	–	81,909[8]	108,561	660,030	3,170,859
	Totaux, production minérale[13]	$	–	10,221,255[14]	18,976,616	65,797,911	79,286,697

[1] Les chiffres de 1940 sont sujets à revision. [2] Les chiffres des années de recensement décennal 1881 et 1891 couvrent les années précédentes. Dans les recensements de 1881 et 1891 les valeurs seulement sont indiquées pour le fromage et le beurre de fabrique et les quantités ont été calculées en attribuant au fromage un prix de 10 cents la livre et au beurre un prix de 25 cents la livre. [3] 1907. [4] Avant 1931 cet

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA—suite

1911	1916	1921	1926	1931	1936	1939	1940[1]	
2,598,958	3,246,430	3,624,262	3,398,114	3,113,909	2,891,540	2,824,340	2,857,600	1
381,915,505	418,686,000	440,502,040	245,119,000	155,908,000	208,170,000	189,768,000	179,642,000	
2,595,255	2,835,552	3,324,653	3,839,191	3,371,923	3,885,300	3,873,500	3,894,700	2
109,575,526	198,896,000	203,555,836	201,236,000	143,616,000	143,316,000	179,807,000	197,259,000	
3,930,828	3,763,155	5,194,831	4,731,688	4,601,108	4,955,300	4,601,100	4,670,600	3
86,278,490	204,477,000	139,590,484	148,742,000	114,201,000	112,247,000	151,087,000	170,748,000	
2,174,300	2,025,023	3,203,966	3,142,476	3,627,116	3,327,100	3,365,800	3,452,100	4
10,701,691	20,927,000	20,704,509	31,417,000	18,596,000	18,077,000	22,511,000	23,816,000	
3,634,778	3,484,982	3,404,730	4,359,582	4,699,831	4,145,000	4,294,000	5,881,800	5
26,986,621	60,700,000	36,893,244	69,958,000	32,773,000	45,488,000	59,213,000	69,451,000	
31,793,261	-	50,325,248	50,108,516	65,468,000	59,339,400	62,405,000	64,142,800	6
14,653,773	-	31,750,247	51,037,000	43,138,000	40,366,000	47,062,000	50,782,000	
630,111,606	-	872,996,360	747,509,000	508,232,000	567,664,000	649,448,000	691,698,000	
9,806,741	-	10,976,235	13,407,340	15,772,852	15,430,058	16,146,482	16,283,078	7
199,904,205	192,968,597	149,201,856	171,731,631	113,956,639	119,123,483	125,475,359	142,107,100	8
21,587,124	35,512,622	39,100,872	28,807,841	12,824,695	15,565,813	15,311,782	19,730,400	
64,489,398	82,564,130	111,691,718	177,209,287	225,955,246	250,931,777	267,612,546	264,153,000	9
15,597,807	26,966,355	63,625,203	61,753,390	50,198,878	57,662,160	61,748,399	64,679,000	
137,110,200	-	103,487,506	95,000,000	103,310,000	109,026,000	103,722,000	99,188,000	10
30,269,497	-	*50,180,952*	*28,252,777*	*21,450,000*	*20,006,000*	*19,098,000*	*20,427,000*	
35,927,426	-	-	158,490,971	106,916,119	106,644,791	122,303,815	136,104,032	11
103,381,854	-	-	277,304,979	191,389,692	199,878,764	218,461,996	240,940,432	
-	-	2,936,407	3,686,148	4,060,356	4,596,713	6,492,222	-	12
-	-	10,151,594	15,072,244	11,803,217	15,464,883	14,286,937	-	
-	-	5,977,545	11,153,838	8,497,237	9,838,280	6,921,594	-	13
-	-	168,054,024	204,436,328	141,123,930	134,804,228	157,747,398	-	14
4,918,202	3,490,550	2,869,307	4,185,140	2,497,553	3,412,151	3,976,882	-	15
75,830,954	58,365,349	82,448,585	101,071,260	45,977,843	61,965,540	78,331,839	-	
-	115,884,905[5]	116,891,191	135,182,592	62,769,253	80,343,291	100,132,597	-	16
-	92,074,684[5]	149,216,005	215,370,274	174,733,954	185,144,603	208,152,295	-	17
56,334,695	83,116,282	284,561,478	286,305,842	185,493,491	210,206,707	242,541,043	348,006,396	18
29,965,142	35,860,708	34,931,935	56,360,633	30,517,306	39,165,055	40,072,985	-	19
473,159	930,492	926,329	1,754,228	2,693,892	3,748,028	5,094,379	5,322,857	20
9,781,077	19,234,976	19,148,920	36,263,110	58,093,396	131,293,421	184,115,951	204,929,995	
32,559,044	25,459,741	13,543,198	22,371,924	20,562,247	18,334,487	23,163,629	23,815,715	21
17,355,272	16,717,121	8,485,355	13,894,531	6,141,943	8,273,804	9,378,490	9,109,273	
55,648,011	117,150,028	47,620,820	133,094,942	292,304,390	421,027,732	608,825,570	-	22
6,886,998	31,867,150	5,953,555	17,490,300	24,114,065	39,514,101	60,934,859	-	
23,784,969	41,497,615	66,679,592	283,801,265	267,342,482	383,180,909	388,569,550	-	23
827,717	3,532,692	3,828,742	19,240,661	7,260,183	14,993,869	12,313,768	-	
1,877,479	23,364,760	53,089,356	149,938,105	237,245,451	333,182,736	394,533,860	-	24
108,105	2,991,623	2,471,310	11,110,413	6,059,249	11,045,007	12,108,244	-	
34,098,744	82,958,564	19,293,060	65,714,294	65,666,320	169,739,393	226,105,865	-	25
10,229,623	29,035,498	6,752,571	14,374,163	15,267,453	43,876,525	50,920,305	-	
819,228	1,043,979	593,829	757,317	420,038	678,231	755,731	1,168,894	26
11,323,388	14,483,395	15,057,493	16,478,131	12,243,211	15,229,182	15,537,443	17,551,326	27
26,467,646	38,817,481	72,451,656	59,875,094	41,207,682	45,791,934	48,315,224	54,638,476	
-	25,467,458	14,077,601	19,208,209	25,874,723	28,113,348	35,185,146	35,954,000	28
1,917,678	3,958,029	4,594,164	7,557,174	9,026,754	10,762,243	12,507,307	12,877,515	
291,092	198,123	187,540	364,444	1,542,573	1,500,374	7,826,301	8,717,345	29
357,073	392,284	641,533	1,311,665	4,211,674	3,421,767	9,846,352	11,128,000	
127,414	154,149	92,761	279,403	164,296	301,287	364,472	-	30
2,943,108	5,228,869	4,906,230	10,099,423	4,812,886	9,958,183	15,859,212	-	
5,692,915	5,369,560	5,752,885	8,707,021	10,161,658	4,508,718	5,731,264	7,559,648	31
7,644,537	6,547,728	14,195,143	13,013,283	15,826,243	6,908,192	8,511,211	11,775,345	
103,220,994	177,201,534	171,923,342	240,437,123	230,434,726	361,919,372	474,602,059	529,179,434	

article ne comprend pas le lait écrémé et le lait de beurre. [5] 1917. [6] Années fiscales avant 1926. [7] Depuis 1932 les valeurs comprennent la péréquation du change. [8] 1887. [9] 1898. [10] 1889. [11] 1874. [12] 1892. [13] Autres éléments non indiqués compris. [14] 1886.

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA—suite

	Eléments		1871	1881	1891	1901	1906
	Production d'électricité—						
1	Usines centrales	nomb.	–	–	80	58	157
2	Capital immobilisé	$	–	–	4,113,771	11,891,025	80,393,445
3	Kilowatt-heures produits[2]	nomb.	–	–	–	–	–
4	Usagers	"	–	–	–	–	–
	Forces hydrauliques—						
5	Turbines, h.p. installés	nomb.	–	–	71,219	238,902	608,002
	Manufactures—[3]						
6	Effectif	nomb.	187,942	254,935	272,033	339,173	383,920
7	Capital	$	77,964,020	165,302,623	353,213,000[4]	446,916,487	833,916,155
8	Salaires et gages	$	40,851,009	59,429,002	79,234,311	113,249,350	162,155,578
9	Matières premières consommées	$	124,907,846	179,918,593	250,759,292[4]	266,527,858	–
10	Produits—						
	Brut	$	221,617,773	309,676,068	368,696,723	481,053,375	706,446,578
	Net	$	96,709,927	129,757,475	117,937,431	214,525,517	–
	Construction—						
11	Valeur des contrats accordés	$	–	–	–	–	–
	Commerce de gros et de détail—						
	De gros—						
12	Etablissements	nomb.	–	–	–	–	–
13	Employés	nomb.	–	–	–	–	–
14	Ventes nettes	$	–	–	–	–	–
	De détail—						
15	Magasins	nomb.	–	–	–	–	–
16	Employés, réguliers	nomb.	–	–	–	–	–
17	Ventes nettes	$	–	–	–	–	–
	Services de détail—						
18	Etablissements	nomb.	–	–	–	–	–
19	Employés, réguliers	nomb.	–	–	–	–	–
20	Recettes	$	–	–	–	–	–
	Commerce extérieur (années fiscales)—						
21	Exportations[8,9]	$	57,630,024	83,944,701	88,671,738	177,431,386	235,483,956
22	Importations[8,10]	$	84,214,388	90,488,329	111,533,954	177,930,919	283,740,280
	Totaux, commerce extérieur[8]	$	141,844,412	174,433,030	200,205,692	355,362,305	519,224,236
23	Exportations totales à l'Empire Britannique[11]	$	–	–	47,137,203	100,748,097	138,421,222
24	Exportations au Royaume-Uni[11]	$	21,733,556	42,637,219	43,243,784	92,857,525	127,456,465
25	Importations totales de l'Empire Britannique[11]	$	–	–	44,337,052	46,653,228	83,789,434
26	Importations du Royaume-Uni[11]	$	48,498,202	42,885,142	42,018,943	42,820,334	69,183,915
27	Exportations aux Etats-Unis[11]	$	29,164,358	34,038,431	37,743,430	67,983,673	83,546,306
28	Importations des Etats-Unis[11]	$	27,185,586	36,338,701	52,033,477	107,377,906	169,256,452
	Exportations domestiques par principaux éléments—[11]						
29	Blé	boiss.	1,748,977	2,523,673	2,108,216	9,739,758	40,399,402
		$	1,981,917	2,593,820	1,583,084	6,871,939	33,658,391
30	Farine de blé	barils	306,339	439,728	296,784	1,118,700	1,532,014
		$	1,609,849	2,173,108	1,388,578	4,015,226	6,179,825
31	Avoine	boiss.	542,386	2,926,532	260,569	8,155,063	2,700,303
		$	231,227	1,191,873	129,917	2,490,521	1,083,347
32	Foin	tonnes	23,487	168,381	65,083	252,977	206,714
		$	290,217	1,813,208	559,489	2,097,882	1,529,941
33	Bacon et jambon, épaules et flancs	cwt	103,444	103,547	75,541	1,055,495	1,029,079
		$	1,018,918	758,334	628,469	11,778,446	12,086,868
34	Beurre	lb	15,439,266	17,649,491	3,768,101	16,335,528	34,031,525
		$	3,065,234	3,573,034	602,175	3,295,663	7,075,539
35	Fromage	lb	8,271,439	49,255,523	106,202,140	195,926,397	215,834,543
		$	1,109,906	5,510,443	9,508,800	20,696,951	24,433,169
36	Argent	onces	–	–	–	4,022,019	7,261,527
		$	595,261	34,494	238,367	2,420,750	4,310,528
37	Cuivre[12]	lb	6,246,000	39,604,000	10,994,498	26,345,776	44,282,348
		$	120,121	150,412	505,196	2,659,261	7,148,633

[1] Les chiffres de 1940 sont sujets à revision. [2] En milliers. [3] Les statistiques des manufactures de 1871 et 1881 couvrent les établissements employant moins de 5 personnes, tandis que celles de 1891, 1901, 1911 et 1916 ne couvrent que ceux employant 5 personnes ou plus, excepté les fabriques de beurre ou fromage, les moulins à farine, les usines électriques, les scieries de planches, lattes et bardeaux, les fours à chaux, les briqueteries et tuileries et les conserveries de poisson. Les chiffres sont ceux des années précédentes dans tous les cas. A partir de 1922, ces statistiques n'englobent pas les métiers du bâtiment, les métiers manuels et les travaux de réparation et à façon. Les chiffres de 1926-39 comprennent la fonte des métaux non ferreux qui n'y était pas les années précédentes. [4] Tous les établissements compris indé-

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA—suite

1911	1916	1921	1926	1931	1936	1939	1940[1]	
266	307	510	595	559	561	611	–	1
110,838,746	248,573,546	484,669,451	756,220,066	1,229,988,951	1,483,116,649	1,564,603,211	–	2
–	–	5,614,132	12,093,445	16,330,867	25,402,282	28,338,030	–	3
–	–	973,212	1,337,562	1,632,792	1,740,793	1,941,663	–	4
1,363,134	2,222,169	2,754,157	4,549,383	6,666,337	7,945,590	8,289,212	8,584,438	5
515,203	–	456,076	581,539	557,426	594,359	658,114	–	6
1,247,583,609	1,958,705,230	3,190,026,358	3,981,569,590	4,961,312,408	3,271,263,531	3,647,024,449	–	7
241,008,416	283,311,505	518,785,137	653,850,933	624,545,561	612,071,434	737,811,153	–	8
601,509,018	791,943,433	1,366,893,685	1,728,624,192	1,223,880,011	1,624,213,996	1,826,159,375	–	9
1,165,975,639	1,381,547,225	2,488,987,148[5]	3,100,604,637[5]	2,555,126,448[5]	3,002,403,814[5]	3,474,783,528[5]	–	10
564,466,621	589,603,792	1,123,694,263[5]	1,305,168,549[5]	1,252,017,248[5]	1,289,592,672[5]	1,531,051,901[5]	–	
345,425,000	99,311,000	240,133,300	372,947,900	315,482,000	162,588,000	187,178,500	346,009,800	11
–	–	–	–	13,140[6]	–	–	–	12
–	–	–	–	90,564[6]	–	–	–	13
–	–	–	–	3,325,210,300[6]	–	–	–	14
–	–	–	–	125,003[6]	–	–	–	15
–	–	–	–	238,683[6]	–	–	–	16
–	–	–	–	2,755,569,900[6]	2,208,142,000[7]	2,447,658,000[7]	–	17
–	–	–	–	42,223[6]	–	–	–	18
–	–	–	–	55,257[6]	–	–	–	19
–	–	–	–	249,455,900[6]	–	–	–	20
274,316,553	741,610,638	800,149,296	1,261,241,525	587,653,440	937,824,933	924,926,104	1,178,954,420	21
452,724,603	508,201,134	799,478,483	1,008,341,911	628,098,386	635,190,844	751,055,534	1,081,950,719	22
727,041,156	1,249,811,772	1,599,627,779	2,269,583,436	1,215,751,826	1,573,015,777	1,675,981,638	2,260,905,139	
148,967,442	482,529,733	403,452,219	554,924,454	219,781,406	479,646,028	430,806,546	–	23
132,156,924	451,852,399	312,844,871	459,223,468	170,597,455	395,351,959	328,099,242	–	24
129,467,647	105,229,977	266,002,688	214,614,416	151,999,922	189,319,021	188,900,276	–	25
109,934,753	77,404,361	213,973,562	164,707,111	109,468,081	122,971,264	114,007,409	–	26
104,115,823	201,106,488	542,322,967	457,877,594	240,196,849	333,916,949	380,392,047	–	27
275,824,265	370,880,549	856,176,820	668,747,247	393,775,289	369,141,513	496,898,466	–	28
45,802,115	157,745,469	129,215,157	250,116,414	194,825,612	243,041,530	162,904,586	139,169,671	29
45,521,134	172,896,445	310,952,138	362,978,198	117,871,254	226,913,763	109,050,542	119,530,365	
3,049,046	6,400,214	6,017,032	10,456,916	5,697,224	4,850,071	5,342,172	6,970,902	30
13,854,790	35,767,044	66,520,490	71,993,618	20,207,319	20,638,718	16,378,301	26,351,695	
5,431,662	26,816,322	14,321,048	18,571,663	11,177,072	8,488,040	12,115,598	14,396,287	31
2,144,846	14,637,849	14,152,033	9,894,122	3,767,918	3,136,891	4,142,375	6,177,281	
326,132	255,407	179,398	428,105	89,056	127,996	94,191	74,598	32
2,723,291	5,849,426	4,210,594	4,185,289	839,278	989,557	773,782	753,997	
598,745	1,536,517	982,338	931,850	127,752	1,580,496	1,878,251	3,456,042	33
8,526,332	27,090,113	31,492,407	22,768,782	2,035,382	25,957,012	32,656,049	58,814,151	
3,142,682	3,441,183	9,739,414	9,814,000	10,680,500	5,128,800	12,398,600	1,337,600	34
744,288	1,018,769	5,128,831	3,352,829	2,329,853	1,178,916	2,673,765	382,299	
181,895,724	168,961,583	133,620,340	134,656,600	84,788,400	81,890,300	90,944,800	106,631,100	35
20,739,507	26,690,500	37,146,722	24,857,868	10,594,917	11,347,125	12,248,650	15,723,486	
33,731,010	27,794,566	13,331,050	21,132,133	18,666,367	16,130,875	21,030,580	19,246,058	36
17,269,168	14,298,351	11,127,432	13,106,777	5,399,259	7,283,547	8,525,173	7,165,504	
55,005,342	111,046,300	36,167,900	67,108,300	48,761,200	45,519,600	121,500,900	–	37
5,575,033	14,670,073	4,336,972	7,822,260	3,891,045	2,971,042	8,505,664	–	

pendamment du nombre d'employés. [5] Depuis 1924 la valeur nette de production est calculée en soustrayant le coût du combustible et de l'électricité ainsi que le coût des matières premières de la valeur brute de production. [6] Chiffres du recensement pour l'année civile 1930. [7] Estimé d'après le relevé des gros établissements entre les années de recensement. [8] Années fiscales avant 1921. [9] Exportations de marchandises domestiques seulement. [10] Importations de marchandise pour la consommation au pays. [11] Années fiscales avant 1926. [12] Cuivre affiné, contenu dans le minerai, la matte, les régules, etc.

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA—suite

	Eléments		1871	1881	1891	1901	1906
	Exportations domestiques par éléments principaux—fin[2]						
1	Nickel	lb	–	–	5,352,043	9,537,558	23,959,841
		$	–	–	240,499	958,365	2,166,936
2	Houille	tonnes	318,287	420,055	833,684	1,888,538	1,820,511
		$	662,451	1,123,091	2,916,465	5,307,060	4,643,198
3	Amiante	tonnes	–	–	7,022	26,715	57,075
		$	–	–	513,909	864,573	1,578,137
4	Pulpe de bois	cwt	–	–	–	–	–
		$	–	–	280,619	1,937,207	3,478,150
5	Papier à journal	cwt	–	–	–	–	–
		$	–	–	–	–	–
	Exportations domestiques par groupes—[2]						
6	Subs. vég. (à l'exc. des produits chim., des fibres et du bois.)	$	–	–	13,742,557	25,541,567	55,828,252
7	Animaux et prod. animaux (ex. fibres et produits chimiques)	$	–	–	36,399,140	68,465,332	84,570,644
8	Fibres, textiles et tissus	$	–	–	872,628	1,880,539	2,602,903
9	Bois, produits du bois et papier	$	–	–	25,351,085	33,099,915	45,716,762
10	Fer et ses dérivés	$	–	–	556,527	3,778,897	4,705,296
11	Métaux non ferreux et leurs produits	$	–	–	1,618,955	33,395,096	28,455,786
12	Métalloïdes et leurs produits (prod. chim. non compris)	$	–	–	3,988,584	7,356,444	7,817,475
13	Produits chimiques et leurs dérivés	$	–	–	851,211	791,855	1,784,800
14	Toutes autres marchandises	$	–	–	5,291,051	3,121,741	4,002,038
	Totaux des export. domestiq.	$	57,630,024	83,944,701	88,671,738	177,431,386	235,483,956
	Import. pour consommation—[2]						
15	Substances végétales (ex. produits chimiq., fibres et bois.)	$	–	–	24,212,140	38,036,146	50,307,368
16	Animaux et prod. animaux (ex. fibres et produits chimiques.)	$	–	–	8,080,862	14,022,896	23,616,835
17	Fibres, textiles et tissus	$	–	–	28,670,141	37,284,752	59,292,868
18	Bois, produits du bois et papier	$	–	–	5,203,490	8,196,901	14,341,947
19	Fer et ses dérivés	$	–	–	15,142,615	29,955,936	49,436,840
20	Métaux non ferreux et leurs produits	$	–	–	3,810,626	7,167,318	17,533,430
21	Métalloïdes et leurs produits (excepté prod. chimiques.)	$	–	–	14,139,024	21,255,403	33,757,284
22	Prod. chimiq. et leurs dérivés.	$	–	–	3,697,810	5,684,999	8,269,169
23	Toutes autres marchandises	$	–	–	8,577,246	16,326,568	27,184,539
	Totaux des importations	$	84,214,388	90,488,329	111,533,954	177,930,919	283,740,280
	Chemins de fer—						
24	Milles en exploitation	nomb.	2,695	7,331	13,838	18,140	21,423
25	Capital	$	257,035,188[3]	284,419,293	632,061,440	816,110,837	1,065,881,629
26	Voyageurs	nomb.	5,190,416[4]	6,943,671	13,222,568	18,385,722	27,989,782
27	Marchandises	tonnes	5,670,836[4]	12,065,323	21,753,021	36,999,371	57,966,713
28	Recettes	$	19,470,539[4]	27,987,509	48,192,099	72,898,749	125,322,865
29	Dépenses	$	15,775,532[4]	20,121,418	34,960,449	50,368,726	87,129,434
	Tramways—						
30	Milles en exploitation	nomb.	–	–	–	553	814
31	Capital	$	–	–	–	–	–
32	Voyageurs	nomb.	–	–	–	120,934,656	237,655,074
33	Marchandises	tonnes	–	–	–	287,926	506,024
34	Recettes	$	–	–	–	5,768,283	10,966,871
35	Dépenses	$	–	–	–	3,435,162	6,675,037
	Transports sur routes—						
36	Grands chemins, parcours total	milles	–	–	–	–	–
37	Dépenses capitales	$	–	–	–	–	–
38	Véhicules-moteur enregistrés	nomb.	–	–	–	–	1,447
39	Revenu provincial total provenant des permis et de l'exploitation	$	–	–	–	–	–
	Canaux—						
40	Voyageurs transportés	nomb.	100,377	118,136	146,336	190,428	256,500
41	Marchandises	tonnes	3,955,621	2,853,230	2,902,526	5,665,259	10,523,185

[1] Chiffres de 1940 sujets à revision. [2] Années fiscales avant 1926. [3] 1876. [4] 1875.
[5] Double emploi éliminé.

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA—suite

1911	1916	1921	1926	1931	1936	1939	1940[1]	
34,767,523	70,443,000	47,018,300	63,875,800	60,420,300	168,316,400	229,930,400	–	1
3,842,332	7,714,769	9,405,291	12,460,884	13,188,928	42,987,140	56,522,602	–	
2,315,171	1,971,124	2,277,202	1,012,951	336,302	401,130	368,204	498,077	2
6,014,095	6,032,765	16,501,478	5,690,379	1,843,429	1,766,720	1,643,106	2,338,924	
69,829	88,833	191,299	141,760	70,903	136,547	186,238	–	3
2,076,477	2,962,010	12,633,389	8,669,810	3,929,317	7,391,517	12,463,177	–	
6,588,655	8,144,019	14,363,006	20,115,576	12,450,741	15,089,928	14,110,308	21,370,348	4
5,715,532	10,376,548	71,552,037	52,077,122	30,056,643	31,246,695	31,000,602	60,930,149	
–	9,264,080	15,112,586	34,639,718	40,164,815	59,861,787	53,174,453	64,855,787	5
3,092,437	17,974,292	78,922,137	114,090,595	107,233,112	103,639,634	115,687,288	151,360,196	
84,368,425	257,019,215	482,140,444	588,885,984	209,760,786	346,980,652	220,118,056	218,263,811	6
69,693,263	138,375,083	188,359,937	168,025,501	70,938,351	124,694,815	131,803,706	164,723,794	7
1,818,931	15,097,691	18,783,884	7,111,896	5,394,084	12,227,387	14,427,669	21,571,023	8
56,334,695	83,116,282	284,561,478	286,305,842	185,493,491	210,206,707	242,541,043	348,006,396	9
9,884,346	66,127,099	76,500,741	75,602,162	19,086,492	52,303,878	63,102,432	127,666,846	10
34,000,996	66,036,542	45,939,377	74,669,188	56,158,939	134,436,740	182,890,103	194,711,984	11
10,038,493	12,096,973	40,345,345	27,095,283	14,976,873	23,974,191	29,332,099	33,754,096	12
3,088,840	15,961,226	20,142,826	16,487,522	10,848,946	17,749,628	24,263,342	31,222,806	13
5,088,564	87,780,527	32,389,669	17,058,147	14,995,478	15,250,935	16,447,654	39,033,664	14
274,316,553	741,610,638	1,189,163,701	1,261,241,525	587,653,440	937,824,933	924,926,104	1,178,954,420	
		–						
79,214,041	95,421,161	259,431,110	210,666,426	134,433,268	126,245,938	127,835,146	157,249,595	15
30,671,908	38,657,514	61,722,390	53,464,168	28,629,914	25,845,624	32,757,666	35,365,835	16
87,916,282	96,191,485	243,608,342	184,236,564	90,151,516	98,915,100	100,866,078	147,328,745	17
26,851,936	18,277,420	57,449,384	46,444,652	34,923,391	27,099,785	33,703,149	38,100,146	18
91,968,180	92,065,895	245,625,703	219,575,146	116,209,368	135,359,104	183,159,650	298,902,743	19
27,579,572	29,431,592	55,651,319	50,765,605	38,666,648	35,040,115	42,108,374	71,143,931	20
53,430,475	53,490,284	206,095,113	152,687,995	106,087,909	115,497,181	132,823,892	161,198,044	21
12,471,730	19,217,505	37,887,449	31,358,384	31,336,994	31,971,047	43,705,905	51,824,059	22
42,620,479	65,448,278	72,688,072	59,142,971	47,659,378	39,216,950	54,095,674	120,837,621	23
452,724,603	508,201,134	1,240,158,882	1,008,341,911	628,098,386	635,190,844	751,055,534	1,081,950,719	
25,400	36,985	39,192	40,350	42,280	42,552	42,637	–	24
1,528,689,201	1,893,125,774	2,164,687,636	3,506,758,047	4,232,022,088	4,487,605,510	3,367,702,730	–	25
37,097,718	43,503,459	46,793,251	42,686,166	26,396,812	20,497,616	20,482,296	–	26
79,884,282	89,237,156[5]	83,730,829[5]	105,221,906[5]	74,129,694[5]	75,846,566[5]	84,631,122[5]	–	27
188,733,494	261,888,654	458,008,891	493,599,754	358,549,382	334,768,557	367,179,095	–	28
131,034,785	180,542,259	422,581,205	389,503,452	321,025,588	283,345,968	304,373,285	–	29
1,224	1,674	1,680	1,677	1,379	1,247	1,083	–	30
111,532,347	154,895,584	177,187,436	215,808,520	215,818,096	205,062,353	204,581,406	–	31
426,296,792	580,094,167	719,305,441	748,710,836	720,468,361	614,890,897	632,533,152	–	32
1,228,362	1,936,674	2,282,292	3,489,183	1,977,441	2,265,023	2,313,748	–	33
20,356,952	27,416,285	44,536,832	51,723,199	49,088,310	41,391,927	42,864,150	–	34
12,096,134	18,099,906	35,945,316	36,453,709	35,367,068	28,807,311	29,605,328	–	35
–	–	–	378,269	378,094	410,448	497,707	–	36
–	–	–	–	66,250,229	34,966,916	62,577,241	–	37
21,783	128,328	464,805	832,268	1,200,668	1,240,124	1,439,245	1,500,829	38
–	–	–	21,795,184	42,231,027	61,026,358	79,915,560	–	39
304,904	263,648	230,129	197,561	126,633	59,855	62,790	72,039	40
38,030,353	23,583,491	9,407,021	13,477,663	16,189,074	21,468,816	23,391,077	22,870,553	41

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA—suite

	Eléments		1871	1881	1891	1901	1906
	Transport par eau—						
1	Vaisseaux inscrits	nomb.	–	7,394	7,015	6,697	7,516
		tonnes	–	1,310,896	1,005,475	666,276	663,415
	Maritime—						
2	A l'entrée	tonnes	2,521,573	4,032,946	5,273,935	7,514,732	8,895,353
3	A la sortie	"	2,594,460	4,071,391	5,421,261	7,028,330	7,948,076
4	Totaux	"	5,116,033	8,104,337	10,695,196	14,543,062	16,843,429
	International à l'intérieur—						
5	A l'entrée	tonnes	4,055,198	2,934,503	4,098,434	5,720,575	9,352,653
6	A la sortie	"	3,954,797	2,763,592	4,009,018	5,766,171	8,536,090
7	Totaux	"	8,009,995	5,698,095	8,107,452	11,486,746	17,888,743
	Cabotage—						
8	A l'entrée	tonnes	–	7,664,863	12,835,774	17,927,959	23,543,604
9	A la sortie	"	–	7,451,903	12,150,356	16,516,837	22,780,458
10	Totaux	"	–	15,116,766	25,986,130	34,444,796	46,324,062
	Transport par air—						
11	Milles de vol	nomb.	–	–	–	–	
12	Mille-voyageur	nomb.	–	–	–	–	–
13	Marchandises	lb	–	–	–	–	–
14	Courrier	"	–	–	–	–	–
	Communications—						
	Télégraphes—						
15	De l'Etat, milles de ligne	nomb.	–	1,947	2,699	5,744	6,829
16	Autres, milles de ligne	"	–	–	27,866	30,194	31,506
17	Téléphones	nomb.	–	–	–	63,192	–
18	Employés	nomb.	–	–	–	–	–
19	Radio, postes récepteurs	nomb.	–	–	–	–	–
	Postes—						
20	Revenus	$	803,637	1,344,970	2,515,824	3,421,192	5,933,342
21	Déboursés	$	994,876	1,876,658	3,161,676	3,837,376	4,921,577
22	Mandats-poste émis	$	4,546,434	7,725,212	12,478,178	17,956,258	37,355,673
	Finances fédérales—						
23	Revenus des douanes	$	11,841,105	18,406,092	23,305,218	28,293,930	46,053,377
24	Revenus de l'accise	$	4,295,945	5,343,022	6,914,850	10,318,266	14,010,220
25	Revenus de la taxe de guerre	$	–	–	–	–	–
26	Impôt sur le revenu	$	–	–	–	–	–
27	Taxe de vente	$	–	–	–	–	–
28	Recettes totales de taxation	$	16,320,369	23,942,139	30,220,068	38,612,196	60,063,597
29	Recettes, p. capita, de taxation	$	4·42	5·54	6·25	7·19	9·69
30	Revenu total	$	19,335,561	29,635,298	38,579,311	52,514,701	80,139,360
31	Revenu per capita	$	5·24	6·85	7·98	9·78	12·93
32	Dépenses totales	$	19,293,478	33,796,643	40,793,208	57,982,866	83,277,642
33	Dépenses per capita	$	5·23	7·82	8·44	10·79	13·44
34	Dette brute	$	115,492,683	199,861,537	289,899,230	354,732,433	392,269,680
35	Actif	$	37,786,165	44,465,757	52,090,199	86,252,429	125,226,703
36	Dette nette	$	77,706,518	155,395,780	237,809,031	268,480,004	267,042,977
	Finances provinciales—						
37	Totaux, recettes ordinaires	$	5,518,946	7,853,698	10,693,815	14,074,991	23,027,122
38	Totaux, dépenses ordinaires	$	4,935,008	8,119,701	11,628,353	14,146,059	21,169,868
	Billets mis en circulation—						
39	Billets de banque	$	20,914,637	28,516,692	33,061,042	50,601,205	70,638,870
40	Billets du Dominion ou de la Banque du Canada[6]	$	7,244,341	14,539,795	16,176,316	27,898,509	49,941,426
	Banques à charte—						
41	Capital versé	$	37,095,340	59,534,977	60,700,697	67,035,615	91,035,604
42	Actif	$	125,273,631	200,613,879	269,307,032	531,829,324	878,512,076
43	Passif envers le public	$	80,250,974	127,176,249	187,332,325	420,003,743	713,790,553
44	Dépôts remboursables à vue	$	–	–	–	95,169,631	165,144,569
45	Dépôts rembours. après avis	$	–	–	–	221,624,664	381,778,705
46	Totaux, dépôts[6,7]	$	56,287,391	94,346,481	148,396,968	349,573,327	605,968,513
	Caisses d'épargne—						
47	Dépôts aux bureaux de poste	$	2,497,260	6,208,227	21,738,648	39,950,813	45,736,488
48	Dép. dans les banques de l'Etat	$	2,072,037	9,628,445	17,661,378	16,098,146	16,174,134
49	Dép. dans les banques spéciales	$	5,766,712	7,685,888	10,982,232	19,125,097	27,399,194
	Compagnies de prêts (Dominion)—						
50	Actif	$	8,392,464	73,906,638	125,041,146	158,523,307	232,076,447
51	Passif	$	8,392,958	71,965,017	123,915,704	158,523,307	232,076,447

[1] Les chiffres de 1940 sont sujets à revision.
[2] A l'exclusion des lignes des Etats-Unis du télégraphe Canadien National.
[3] Au 30 juin.
[4] A l'exclusion des employés sur les lignes rurales en Saskatchewan.
[5] Actif productif seulement.
[6] Au 30 juin de 1871 à 1906. Moyennes mensuelles

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA—suite

1911	1916	1921	1926	1931	1936	1939	1940[1]	
8,088	8,659	7,482	8,193	8,966	9,373	8,419	8,396	1
770,446	943,131	1,223,973	1,348,935	1,484,423	1,367,071	1,287,365	1,292,692	
11,919,339	12,616,927	12,516,503	22,837,720	28,064,762	28,895,751	31,353,871	33,523,965	2
10,377,847	12,210,723	12,400,226	22,817,276	26,535,387	29,156,876	32,044,242	34,865,229	3
22,297,186	24,827,650	24,916,729	45,654,996	54,600,149	58,052,627	63,398,113	68,389,194	4
13,286,102	16,486,778	14,828,454	14,117,099	17,769,690	14,472,022	13,421,245	13,142,431	5
11,846,257	16,406,670	14,903,447	15,474,732	18,542,037	14,998,858	15,008,129	13,831,092	6
25,132,359	32,893,448	29,731,901	29,591,831	36,311,727	29,470,880	28,429,374	26,973,523	7
34,280,669	35,624,074	28,567,545	41,770,480	47,134,652	42,979,361	45,386,457	44,361,232	8
32,347,265	33,085,350	27,773,668	41,117,175	47,540,555	41,815,616	43,183,652	42,110,407	9
66,627,934	68,709,424	56,341,213	82,887,655	94,675,207	84,794,977	88,570,109	86,471,639	10
–	–	294,449	393,103	7,046,276	7,803,942	10,969,271	11,966,790	11
–	–	–	631,715	4,073,552	12,055,684	26,107,750	43,184,880	12
–	–	79,850	724,721	2,372,467	25,387,719	21,253,364	16,686,214	13
–	–	–	3,960	470,461	1,161,069	1,900,347	2,737,122	14
8,446	10,699	11,207	10,722	9,300	8,893	8,780	8,625	15
33,905	38,552	41,577	42,239[2]	43,928	44,014	43,684	43,771	16
302,759[3]	548,421[3]	902,090	1,201,008	1,364,200	1,266,228	1,397,272	–	17
10,425[3,4]	15,247[3,4]	19,943[4]	23,083[4]	23,825[4]	17,775[4]	17,636[4]	–	18
–	–	–	134,486	523,100	862,109	1,223,502	1,345,157	19
9,146,952	18,858,410	26,331,119	31,024,464	30,416,106	32,507,888	35,288,220	36,729,105	20
7,954,223	16,009,139	24,661,262	30,499,686	36,292,603	30,100,102	35,456,181	36,725,870	21
70,614,862	94,469,871	173,523,322	177,840,231	167,749,651	121,810,839	145,204,787	156,340,540	22
71,838,089	98,617,695	163,266,804	127,355,144	131,208,955	74,004,560	78,751,111	104,301,467	23
16,869,837	22,428,492	37,118,367	42,923,549	57,746,808	44,409,797	51,313,658	61,032,044	24
–	3,620,782	168,385,327	157,296,320	107,320,633	197,484,627	305,642,025	302,351,433	25
–	–	46,381,824	55,571,962	71,048,022	82,709,803	142,026,138	134,448,566	26
–	–	38,114,539	74,025,093	20,783,944	77,551,974	122,139,067	137,446,253	27
88,707,926	124,666,969	368,770,498	327,575,013	296,276,396	317,311,809	435,706,794	467,684,964	28
12·31	15·58	41·96	34·66	28·55	28·77	38·51	40·95	29
117,780,409	172,147,838	436,292,185	382,893,009	356,160,876	372,595,996	502,171,354	562,093,459	30
16·34	21·52	49·64	40·52	34·32	33·79	44·38	49·21	31
122,861,250	339,702,502	528,302,513	355,186,423	440,008,855	532,585,555	553,063,098	680,793,792	32
17·04	42·46	60·11	37·59	42·41	48·29	48·88	59·60	33
474,941,487	936,987,802	2,902,482,117	2,768,779,184	2,610,265,698	3,431,944,027	3,638,320,816	3,959,236,382	34
134,899,435	321,831,631	561,603,133[4]	379,048,085[4]	348,653,762[5]	425,843,509[5]	485,761,502[5]	687,976,735[5]	35
340,042,052	615,156,171	2,340,878,984	2,389,731,099	2,261,611,937	3,006,100,517	3,152,559,314	3,271,259,647	36
40,706,948	50,015,795	102,030,458	146,450,904	179,143,480	232,616,182	296,836,927	302,481,833	37
38,144,511	53,826,219	102,569,515	144,183,178	190,754,202	248,141,808	289,467,574	306,072,544	38
89,982,223	126,691,913	194,621,710	168,885,995	141,969,350	119,507,306	94,064,907	91,134,378	39
99,921,354	176,816,006	271,531,162	190,004,824	153,079,362	105,275,223	184,904,919	277,095,305	40
103,009,256	113,175,353	129,096,339	116,638,254	144,674,853	145,500,000	145,500,000	145,500,000	41
1,303,131,260	1,839,286,709	2,841,782,079	2,864,019,213	3,066,018,472	3,144,506,755	3,591,564,586	3,707,316,459	42
1,097,661,393	1,596,905,337	2,556,454,190	2,604,601,786	2,741,554,219	2,855,622,232	3,298,351,099	3,411,104,825	43
304,801,755	428,717,781	551,914,643	553,322,935	578,604,394	618,340,561	741,733,241	875,059,476	44
568,976,209	780,842,383	1,289,347,063	1,340,559,021	1,437,976,749	1,518,216,945	1,699,224,304	1,646,891,010	45
980,433,788	1,418,035,429	2,264,586,736	2,277,192,043	2,422,834,828	2,614,895,597	3,060,859,111	3,179,523,062	46
43,330,579	40,008,418	29,010,619	24,035,669	24,750,227	22,047,287	23,045,576	23,100,118	47
14,673,752	13,519,855	10,150,189	8,794,870	[8]	[8]	[8]	[8]	48
34,770,386	40,405,037	58,576,775	67,241,344	69,820,422	69,665,415	81,566,754	79,838,963	49
389,701,988	70,872,297	96,698,810	120,321,095	147,094,183	137,210,511	136,358,786	–	50
389,701,988	70,872,297	95,281,122	119,425,417	146,046,087	137,199,814	136,351,602	–	51

de 1911 à 1940. [7] Y compris sommes déposées ailleurs qu'au Canada depuis 1901. [8] Compris dans les caisses d'épargne postales.

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA—suite

	Eléments		1871	1881	1891	1901	1906
	Compagnies de petits prêts (Dominion)—						
1	Actif	$	–	–	–	–	–
2	Passif	$	–	–	–	–	–
	Compagnies de prêt (provinciales)—						
3	Actif	$	–	–	–	–	–
4	Passif	$	–	–	–	–	–
	Compagnies de fiducie (Dominion)—						
	ACTIF—						
5	Fonds des compagnies	$	[4]	[4]	[4]	[4]	[4]
6	Fonds garantis	$	[4]	[4]	[4]	[4]	[4]
	PASSIF—						
7	Fonds des compagnies	$	[4]	[4]	[4]	[4]	[4]
8	Fonds garantis	$	[4]	[4]	[4]	[4]	[4]
9	SUCCESSION, FIDUCIE ET FONDS DES AGENCES	$	[4]	[4]	[4]	[4]	[4]
	Compagnies de fiducie (provinciales)[5]						
	ACTIF—						
10	Fonds des compagnies (valeur au pair)	$	–	–	–	–	–
11	Fonds garantis (valeur au pair)	$	–	–	–	–	–
12	SUCCESSIONS, FIDUCIE ET FONDS DES AGENCES	$	–	–	–	–	–
	Assur.-incendie (Dominion)—						
13	Montant des risques, 31 déc.	$	228,453,784	462,210,968	759,602,191	1,038,687,619	1,443,902,244
14	Primes encaissées dans l'année.	$	2,321,716	3,827,116	6,168,716	9,650,348	14,687,963
15	Pertes payées dans l'année	$	1,549,199	3,169,824	3,905,697	6,774,956	6,584,291
	Assur.-incendie (provinces)—						
16	Montant des risques, 31 déc.	$	–	–	–	–	–
17	Primes encaissées dans l'année.	$	–	–	–	–	–
18	Pertes payées dans l'année	$	–	–	–	–	–
	Assurance-vie (Dominion)—[6]						
19	Montant des risques, 31 déc.	$	45,825,935	103,290,932	261,475,229	463,769,034	656,260,900
20	Primes encaissées dans l'année.	$	1,852,974	3,094,689	8,417,702	15,189,854	22,364,456
21	Montant net des polices devenues réclamations dans l'an.	$	–	–	–	7,182,358	8,881,776
	Assurance-vie (provinces)—						
22	Montant des risques, 31 déc.	$	–	–	–	–	–
23	Primes encaissées dans l'année.	$	–	–	–	–	–
24	Montant net des polices devenues réclamations dans l'an.	$	–	–	–	–	–
	Volume d'affaires—						
25	Compensations bancaires	$000	–	–	580,644	1,871,062	3,950,701
26	Débits bancaires	$000	–	–	–	–	–
27	**Faillites commerciales**	nomb.	–	–	1,861	1,341	1,184
28	Actif	$	–	–	–	7,686,823	6,499,052
29	Passif	$	–	–	16,723,939	10,811,671	9,085,773
	Instruction publique—(sous le contrôle provincial seulement)—						
30	Elèves inscrits	nomb.	803,000	891,000	993,000	1,092,633	1,173,009
31	Moyenne quot. de fréquentat.	"	–	–	–	669,000	743,299
32	Instituteurs	"	13,559	18,016	23,718	27,126	32,250
33	Dépenses publiques	$	–	–	–	11,044,925	16,368,244
	Statistiques criminelles—[9]						
34	Condamnations, offenses crim.	nomb.	–	3,509[10]	3,974	5,638	8,092
35	Condamnations, menus délits.	"	–	30,365[10]	33,643	36,510	62,811
	Hôpitaux—						
36	Autres que pour aliénés	nomb.	–	–	–	–	–
37	Patients sous traitement[11]	"	–	–	–	–	–
38	Lits	"	–	–	–	–	–
39	Hôpitaux pour les malad. ment.	"	–	–	–	–	–
40	Patients sous traitement[11]	"	–	–	–	–	–
41	Recettes	$	–	–	–	–	–
42	Dépenses	$	–	–	–	–	–

[1] Les chiffres de 1940 sont sujets à revision. [2] Chiffres de 1928; première année connue. [3] Chiffres de 1922; première année de chiffres provinciaux mis à jour par le département des Assurances. [4] Avant 1920, alors que le département fédéral des Assurances s'est chargé de l'administration de la législation relative aux compagnies de prêt, les chiffres ne sont pas comparables. Ils paraissent cependant aux pp. xl et xli de l'Annuaire de 1938. [5] Tiré de données fournies volontairement au Surintendant des Assurances par les compagnies provinciales, portant sur environ 90 p.c. de toutes les affaires provinciales. Les

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA—fin

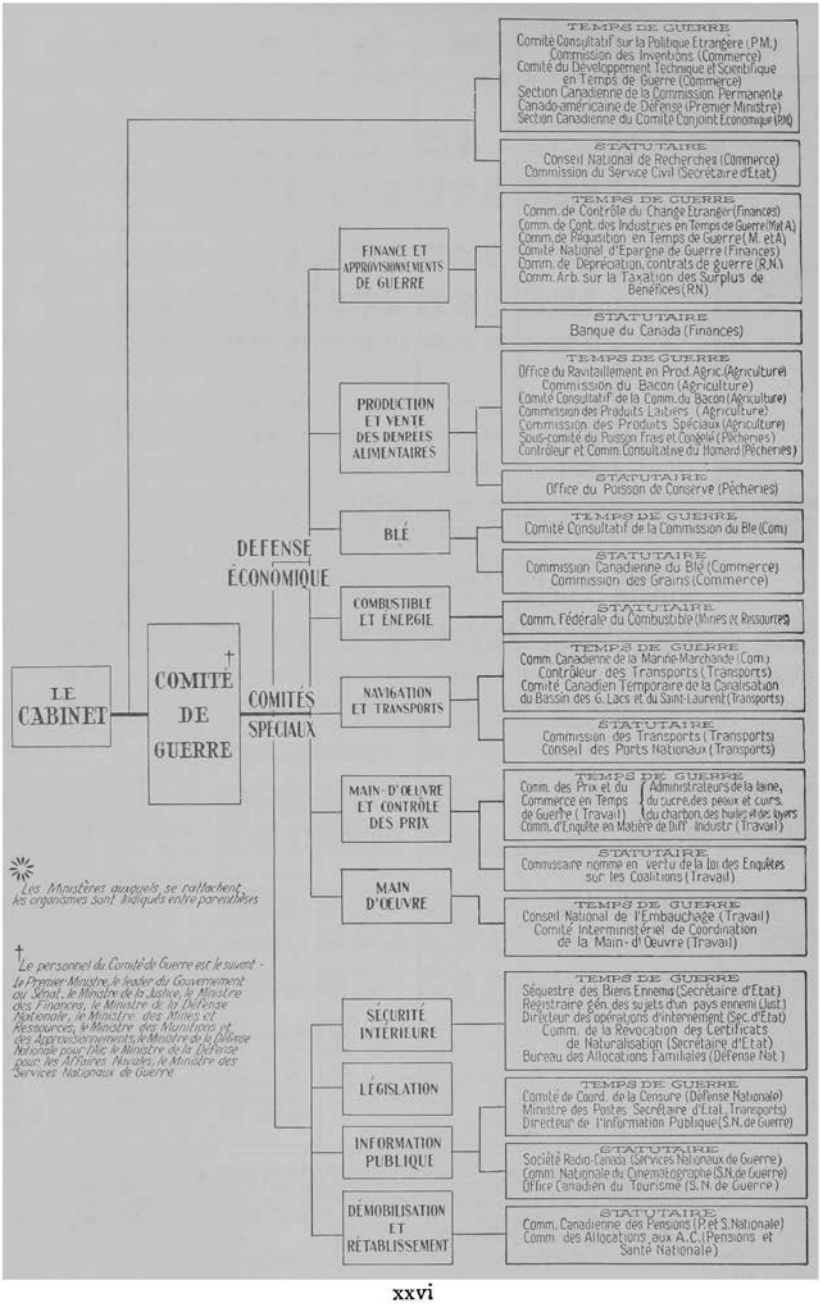
1911	1916	1921	1926	1931	1936	1939	1940[1]	
–	–	–	159,239[2]	827,373	4,392,390	5,466,679	–	1
–	–	–	157,453[2]	823,120	4,361,126	5,424,047	–	2
–	–	86,144,153[3]	84,402,833	65,728,238	58,909,744	58,526,904	–	3
–	–	87,385,807[3]	83,198,515	66,387,987	58,762,522	58,533,671	–	4
[4]	[4]	10,237,930	13,195,277	15,459,347	16,374,558	20,176,418	–	5
[4]	[4]	8,774,185	17,979,412	25,718,219	35,456,607	36,001,000	–	6
[4]	[4]	9,907,331	12,954,225	15,066,431	15,878,061	19,351,839	–	7
[4]	[4]	8,549,642	17,979,412	25,718,221	35,456,607	36,001,000	–	8
[4]	[4]	79,252,639	139,777,235	215,698,469	226,024,454	242,369,850	–	9
–	–	31,418,403[3]	33,172,710	66,338,148	63,770,447	61,292,364	–	10
–	–	32,885,302[3]	52,321,267	125,829,165	121,986,843	114,606,960	–	11
–	–	629,953,917[3]	733,149,544	1,961,948,175	2,311,906,898	2,422,219,901	–	12
2,279,868,346	3,720,058,236	6,020,513,832	8,051,444,136	9,544,641,293	9,248,273,260	10,200,346,551	10,759,934,401	13
20,575,255	27,783,852	47,312,564	52,595,923	50,342,669	40,218,296	40,984,276	41,947,268	14
10,936,948	15,114,063	27,572,560	25,705,975	29,938,409	14,072,237	15,738,902	15,409,613	15
–	849,915,678	1,269,764,435	1,286,255,476	1,341,184,333	1,184,852,046	1,284,998,454	–	16
–	3,902,504	5,545,549	6,068,701	7,185,066	5,002,603	5,750,302	–	17
–	2,188,438	3,544,820	3,062,846	4,985,605	2,190,624	3,170,597	–	18
950,220,771	1,422,179,632	2,934,843,848	4,610,196,334	6,622,267,793	6,403,037,477	6,776,262,587	6,975,318,346	19
31,619,626	48,093,105	98,864,371	159,872,965	225,100,571	200,541,265	198,042,144	200,202,296	20
11,434,901	20,259,534	24,014,465	34,642,526	54,410,589	58,086,634	73,936,661	75,993,952	21
–	348,097,229	222,871,178	147,821,972	202,094,301	130,044,228	134,554,434	–	22
–	5,311,003	4,389,008	3,991,126	5,178,615	3,025,124	3,491,402	–	23
–	4,592,420	2,812,077	1,741,735	2,603,453	2,195,537	3,178,604	–	24
7,346,382	10,315,854	16,811,287	17,715,090	16,827,603	19,202,527	17,742,785	18,505,951	25
–	–	27,157,474[7]	30,358,034	31,586,468	35,928,607	31,617,352	34,437,474	26
1,332	1,685[5]	2,451[8]	2,196[5]	2,563[5]	1,238	1,299	1,158	27
9,964,404	19,670,542[8]	57,158,397[8]	25,668,509[8]	37,613,810[8]	7,060,000	7,327,000	6,429,000	28
13,491,196	25,069,534[8]	73,299,111[8]	37,082,882[8]	52,987,554[8]	11,314,000	11,635,000	9,578,000	29
1,361,205	1,626,144	1,880,805	2,085,473	2,264,106	2,189,450	2,196,065	–	30
870,532	1,118,522	1,349,256	1,564,830	1,801,955	1,832,257	1,870,163	–	31
40,516	50,307	56,607	63,840	71,246	71,701	74,549	–	32
37,971,374	57,362,734	112,976,543	122,701,259	144,748,823	114,685,037	122,974,590	–	33
12,627	19,160	19,396	22,538	36,853	41,029	53,125	–	34
100,633	104,631	157,777	172,654	330,235	379,946	431,203	–	35
–	–	–	–	806[12]	903	958[13]	–	36
–	–	–	–	697,183[12]	877,945	946,002[13]	–	37
–	–	–	–	55,285[12]	66,486	73,061[13]	–	38
–	–	–	–	56[12]	57	59	–	39
–	–	–	–	39,986[12]	53,326	56,867	–	40
–	–	–	–	–	14,300,952	16,623,786	–	41
–	–	–	–	–	14,222,138	16,607,041	–	42

chiffres comprennent toutes les grandes et la plupart des petites compagnies provinciales. [6] Non compris l'assurance fraternelle. [7] Chiffres de 1924, première année où les débits bancaires sont connus. [8] Y compris Terre-Neuve. [9] Année terminée le 30 sept. [10] Chiffres de 1886; première année connue. [11] Durant l'année fiscale respective. [12] Chiffres de recensement, s'appliquant à l'année civile 1930. [13] Hôpitaux militaires de guerre non compris.

ORGANISATION DE GUERRE

COMITÉS DU CABINET

ORGANISMES CONNEXES ✲



✲ *Les Ministères auxquels se rattachent les organismes sont indiqués entre parenthèses*

† *Le personnel du Comité de Guerre est le suivant - Le Premier Ministre, le leader du Gouvernement au Sénat, le Ministre de la Justice, le Ministre des Finances, le Ministre de la Défense Nationale, le Ministre des Mines et Ressources, le Ministre des Munitions et des Approvisionnements, le Ministre de la Défense Nationale pour l'Air, le Ministre de la Défense pour les Affaires Navales, le Ministre des Services Nationaux de Guerre*

INTRODUCTION

Section 1.—L'effort de guerre du Canada

Le 1er sept. 1939, lors de l'invasion de la Pologne par l'armée allemande, il fut annoncé que le Parlement était convoqué en session d'urgence pour le 7 sept. Le 3 sept., dès qu'on eut su que le Royaume-Uni et l'Allemagne étaient en guerre, le Premier Ministre annonça que le Gouvernement recommanderait au Parlement que le Canada se range du côté de l'Angleterre; il souligna aussi les mesures déjà prises par le Gouvernement pour faire face à la situation. La loi des mesures de guerre de 1914 conférait au Gouvernement tous les pouvoirs nécessaires pour affronter les circonstances précipitées par le déclenchement des hostilités. Le 10 sept., le Parlement s'étant assemblé et ayant agi, l'état de guerre entre le Canada et l'Allemagne fut proclamé par Sa Majesté le Roi.

Organisation générale de l'effort de guerre du Canada.—Les dispositions immédiates nécessaires à l'organisation de l'effort de guerre furent prises en vertu de la loi des mesures de guerre de 1914. La milice, le service naval et les forces aériennes furent mis en service actif et certaines autres dispositions furent prises pour la défense des côtes et la sécurité intérieure. Les "Règlements de la Défense du Canada" et d'autres règlements d'urgence furent mis en vigueur et la censure fut établie.

A la session d'urgence du Parlement des mesures furent adoptées pour pourvoir financièrement au coût immédiat de la guerre et à la création, au besoin, d'un Ministère des Munitions et Approvisionnements.

Plusieurs mois suivirent de ce que nous pourrions appeler la phase d'organisation des activités de guerre du Canada. On songea immédiatement au moyen le plus efficace pour le Canada d'apporter sa contribution maximum à la guerre. Les autorités alliées furent consultées. Des programmes furent annoncés et mis en vigueur sans délai. Ils comprennent la préparation de deux divisions pour service outre-mer et le doublement des effectifs du service naval canadien. A la suggestion du Royaume-Uni, des représentants du Royaume-Uni, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande vinrent conférer avec les autorités canadiennes au sujet du Plan d'Entraînement Aérien du Commonwealth Britannique. L'accord sur les détails de ce programme fut signé le 17 déc. (voir p. xxxiii) alors qu'on avait pris les mesures nécessaires à sa mise en œuvre.

Du côté économique, l'organisation procéda aussi rapidement. La création d'un organisme économique de guerre efficace devint dès le début partie essentielle de l'effort de guerre. Ce sujet est étudié en détail aux pp. xxxiv-xliv.

Le Parlement se réunit de nouveau en session régulière le 25 janv. 1940 mais fut dissout le même jour. Il y eut élection générale le 26 mars. Lors de la convocation du nouveau Parlement, le 16 mai 1940, la guerre avait déjà pris une tournure nouvelle et beaucoup plus active. L'Allemagne avait réussi en avril à envahir le Danemark et la Norvège et, le 10 mai, commençait son "blitzkrieg" contre la Hollande, la Belgique, le Luxembourg et la France. La Hollande fut conquise et, la veille de l'ouverture du Parlement, les Allemands avaient déjà pénétré en France. Le Parlement agit promptement pour faire face à la nouvelle situation. Un crédit de guerre de $700,000,000 fut la première mesure adoptée. A la lumière de l'expé-

tanniques. Depuis le commencement de la guerre, la collaboration la plus étroite entre la Marine Royale et la Marine Royale Canadienne a existé en tout temps; ce qui explique beaucoup que les membres de l'une de ces flottes puissent à un moment d'avis être transférés dans l'autre et vice-versa sans délai et sans entraînement supplémentaire.

L'entraînement des officiers et marins se fait dans les divisions de la R.V.M.R.C. Les membres de ces divisions y reçoivent un entraînement préliminaire et sont ensuite envoyés au littoral de l'Est ou de l'Ouest pour un entraînement avancé. Cet entraînement terminé, ils entrent en service actif sur mer ou sur terre. De plus, un personnel choisi fait de l'entraînement avec la Marine Royale. Ces hommes sont payés par la M.R.C. et l'entraînement qu'ils reçoivent contribue à l'efficacité de la Marine Canadienne à leur retour.

La vaste ligne côtière du Canada est patrouillée et gardée par la Marine. Cette patrouille s'étend même jusqu'aux eaux équatoriales. Les navires approchant les ports canadiens ou les quittant sont sous la protection constante de navires de la Marine. La Marine Royale Canadienne, dont les opérations s'exécutent en coopération étroite avec la Marine Royale, a aidé à convoyer outre-mer des troupes, du matériel de guerre et des denrées alimentaires.

En septembre 1939, l'effectif mobilisé de la Marine Royale Canadienne était de 1,600 hommes; au milieu de juillet 1941, le personnel est de 21,626 hommes, soit un peu plus de 13½ fois l'effectif original. Ces hommes ont été recrutés surtout parmi les 19 divisions de la Réserve Volontaire de la Marine Royale Canadienne situées dans les principales villes du pays.

Le nombre de vaisseaux de la Marine Royale Canadienne a augmenté de façon également frappante. En la même période la Marine a passé de 15 unités à environ 250; il y a des additions constantes. Elle a maintenant 13 destroyers en service; 2 ont été achetés de la Marine Royale et 7 ont été acquis des Etats-Unis. Trois paquebots ont été convertis en croiseurs marchands armés et patrouillent maintenant les mers. De plus, 15 yachts armés outillés pour la patrouille antisousmarins sont en service.

Des bateaux ont été perdus: le H.M.C.S. *Fraser*, alors qu'il était engagé en ce que le Premier Ministre King a décrit à la Chambre des Communes comme "l'exercice de périlleux devoirs . . . . près de Bordeaux, France"; le H.M.C.S. *Margaree*, dans un convoi; le H.M.C.S. *Bras d'Or* à cause de forte mer et grand vent sur le St-Laurent; le H.M.C.S. *Otter* par l'incendie au cours d'une patrouille sur la côte orientale.

Egalement important parmi les opérations réelles de défense est le programme de construction qui augmente rapidement la puissance de la Marine. Les chantiers maritimes d'un océan à l'autre fonctionnent à capacité, occupés de la construction de vaisseaux pour la flotte de guerre et pour la marine marchande. Plusieurs de ces vaisseaux, surtout les balayeurs de mines et les corvettes, garnis d'officiers et d'équipages de la M.R.C., sont maintenant en service dans les eaux territoriales et dans les zones plus périlleuses de combat. Les commandes de construction navale jusqu'à juin 1940 comprennent 70 corvettes, 48 balayeurs de mines, 12 torpilleurs, et 36 canots automobiles de la classe Fairmile. De plus, 10 corvettes sont commandées pour la Marine Royale.

La liste des victimes au 10 juillet 1941 est de 28 officiers et 308 marins tués en service actif.

L'Armée.—Aux premiers stages de la guerre, la contribution du Canada se limitait à l'apport de: deux divisions avec troupes auxiliaires nécessaires pour service outre-mer, comprenant les renforts et les établissements d'entraînement nécessaires à ces forces; des gardes aux points vulnérables à travers le Canada; et des défenses sur les côtes de l'Est et de l'Ouest.

En avril 1940, la 1ère Division canadienne et certaines troupes du corps se trouvaient outre-mer et le quartier général militaire canadien était établi à Londres. Les forces canadiennes outre-mer se chiffraient à 23,408 et l'Armée active au Canada comptait 53,234 hommes de tous rangs. Une grande expansion s'effectua, portant le total en mai 1941 à 376,000 hommes de tous rangs, comprenant l'Armée active outre-mer et au Canada, la Réserve de l'armée au Canada et les conscrits de réserve entraînés ou en entraînement d'après les stipulations de la loi de mobilisation des ressources nationales.

La suite des succès ennemis en Europe, en mai et juin 1940, amena de promptes décisions pour l'affermissement des forces outre-mer et des défenses au pays. L'envoi outre-mer de la 2ème Division canadienne et de renforts de la 1ère Division, déjà outre-mer, fut accéléré. La 3ème Division fut autorisée à mobiliser quelque 72 unités additionnelles, ce qui comprend la sélection, l'administration et l'approvisionnement.

Pour augmenter l'efficacité des défenses domestiques et des défenses des territoires d'importance stratégique en raison de l'extansion des lignes océaniques de communication, des mesures furent prises de concert avec le Gouvernement britannique pour garnir l'Islande d'une force mixte de soldats britanniques et canadiens. Des forces canadiennes furent envoyées pour affermir les défenses de la Jamaïque et des Bermudes. Par entente avec le Gouvernement de Terre-Neuve, des forces canadiennes furent envoyées pour participer à la défense de St-Jean, y compris l'aérodrome, de grande importance stratégique; ces troupes ont été augmentées depuis. Des mesures ont été prises pour améliorer les fortifications fixes à St-Jean et autres points.

En juin 1940, la mobilisation de la 4ème Division canadienne a été ordonnée. A cause de la gravité croissante de la situation à cette époque et en prévision du lourd drain possible des ressources en hommes du Canada, des arrangements furent terminés pour appeler sous les drapeaux les jeunes gens de 21 ans pour une période d'entraînement militaire. Les autorités de l'Armée ont été chargées d'approvisionner, d'administer et d'entraîner ce groupe de 80,201 hommes au total. Il fallut aussitôt pourvoir à 39 centres d'entraînement avec accommodation d'hiver, hôpitaux, champs d'exercice, équipement, et personnels d'entraînement et d'administration. Les plans originaux, prévoyant une période de trente jours d'entraînement pour chaque classe de recrues, ont été plus tard étendus pour couvrir quatre mois d'entraînement, afin d'assurer un degré suffisant de formation basique commune à toutes les armes et une période de spécialisation dans une arme particulière du Service—ou dans la M.R.C. ou le C.A.R.C.—choisie par chaque recrue. D'après la politique récemment annoncée, les recrues actuellement en entraînement et celles des classes subséquentes seront gardées dans le Service et versées dans des unités de la défense domestique. Les recrues appelées en vertu du plan de service obligatoire peuvent en tout temps opter pour service en dehors du Canada. Environ 5,000 hommes par mois sont appelés à l'entraînement d'après l'arrangement en existence.

En mai 1940, les vétérans de la guerre de 1914–18 ont eu l'occasion de prendre une part active à la lutte actuelle par l'organisation de la "Garde des Vétérans du Canada", comprenant 29 compagnies d'infanterie entièrement composées et com-

mandées par des vétérans, dont le rôle consiste à garder des points vulnérables, à accomplir des besognes de sécurité intérieure et à servir à la garde du grand nombre de prisonniers de guerre et d'étrangers internés dans les 15 camps du pays. De semblables compagnies de réserve de vétérans furent autorisées et attachées aux différentes unités de l'Armée de réserve.

Pour diminuer la rareté des cales pour le transport du bois d'œuvre, les autorités britanniques décidèrent d'utiliser, dans la mesure du possible, les réserves de bois disponibles au Royaume-Uni. Une entente fut conclue entre les deux Gouvernements d'après laquelle vingt compagnies forestières, composées de forestiers spécialisés, furent levées au Canada et mises à la disposition de la Grande-Bretagne.

En août 1940, le Corps de chars blindés canadien fut établi et ensuite on mobilisa la formation initiale d'un groupe de brigade de chars blindés. Des mesures furent prises pour augmenter la puissance des défenses côtières par la concentration d'une force mobile, comprenant une division complète, dans la région de l'Atlantique. Ceci demanda la complétion urgente d'un vaste programme de génie nécessitant des déboursés de $6,772,511 et le défrichement de grandes étendues de forêt; la construction de routes nouvelles; et l'érection de plus de 650 nouveaux édifices permanents ou temporaires, y compris deux hôpitaux de 500 et 250 lits respectivement.

La création d'un commandement de l'"Atlantique" et un du "Pacifique" fut autorisée pour mieux coordonner les facilités de défense des côtes de l'Est et de l'Ouest. Ces commandements assuraient une meilleure coordination des forces de campagne dans plusieurs districts militaires avoisinant les régions côtières.

Une mesure importante a été prise en août 1940 par la formation d'une Commission de la défense canado-américaine à laquelle était représenté l'état-major de l'Armée. Cette commission fut établie pour coordonner les mesures défensives militaires des deux pays.

Le Corps canadien outre-mer a été formé en décembre 1940, comprenant d'abord les 1ère et 2ème Divisions canadiennes et les troupes de corps. Une augmentation du Corps canadien à trois divisions, avec affermissement conséquent des unités auxiliaires du corps, de l'armée et des lignes de communication, fut approuvée. Autorisation fut accordée au groupe de la 1ère Brigade de chars blindés Canadienne de s'agrandir pour devenir la 1ère Division de chars blindés Canadienne et au Corps Canadien de comprendre la 1ère Brigade de tanks de l'Armée Canadienne.

Une étroite collaboration s'établit aussi avec l'industrie de l'automobile pour le développement de divers types de véhicules de transport mécanique hautement spécialisés dont les armées modernes ont besoin en grand nombre. Vers la fin de mars 1940, 8,766 véhicules de tous types avaient été livrés à l'Armée canadienne outre-mer, 6,998 à l'Armée canadienne au pays et 26,434 aux autres armées de l'Empire. A cette date, 11,845 véhicules étaient commandés pour les forces canadiennes et 49,775 pour des Gouvernements de l'extérieur. La production canadienne de véhicules militaires hautement spécialisés de divers types avait atteint une moyenne de 116 unités par jour.

L'armée de l'air.—L'entraînement aérien pour combat aérien a pris une place vitale dans l'effort de guerre du Canada. Bâtissant sur les traditions aériennes établies durant la guerre de 1914–18, le Canada dans le conflit actuel est devenu le centre d'entraînement aérien du Commonwealth britannique.

Lors du déclenchement de la guerre, la petite force aérienne du Canada répondit aussitôt au besoin de défense côtière et de convoyage le long des routes de navigation; des plans de rapide expansion à un pied de guerre furent mis en exécution et le C.A.R.C. prépara ses propres escadrons pour service outre-mer.

Le Plan d'Entraînement Aérien du Commonwealth Britannique.—La contribution principale du Canada à la guerre aérienne a été la préparation et l'organisation des traits centraux du Plan d'Entraînement Aérien du Commonwealth Britannique confié au Dominion par entente entre les différentes parties de l'Empire. Le projet d'utiliser les vastes plaines peu habitées du Canada pour un large plan d'entraînement du Commonwealth fut proposé par le Royaume-Uni peu de semaines après le déclenchement de la guerre. La discussion des détails commença en octobre 1939, et le 17 déc. le Premier Ministre W. L. Mackenzie King annonça que le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada avaient convenu d'un tel plan et que le C.A.R.C. servirait de noyau à l'organisation qui fournirait, dans quelques années, un approvisionnement inépuisable de pilotes, d'observateurs et de mitrailleurs de bord.

Le Royaume-Uni et les Dominions participants convinrent d'attacher temporairement leurs recrues au C.A.R.C. pour la période d'entraînement au Canada. Le Royaume-Uni offrit de l'aide dès les débuts et envoya 71 officiers et 200 hommes entraînés pour aider à l'organisation.

Le Plan est administré par le Ministère canadien de la Défense Nationale pour l'Air, assisté d'une Commission de surveillance à Ottawa, composée de trois ministres du Cabinet canadien, de représentants des autres Gouvernements participants, du sous-ministre de la Défense Nationale pour l'Air et du chef de l'état-major de l'Air.

Pour utiliser l'expérience déjà acquise par le Ministère canadien des Transports, il fut entendu que ce Ministère s'occuperait de la construction d'aérodromes. Ce travail commença immédiatement. D'après les termes de l'entente, le Royaume-Uni devait fournir le gros des avions, de l'équipement et de l'armement d'entraînement, complété par des avions légers de fabrication canadienne et d'un certain nombre d'avions achetés aux Etats-Unis. Cependant, avec la défaite et la capitulation définitive de la France, l'Angleterre eut besoin de tous les avions disponibles chez elle et la livraison normale d'avions au Canada fut interrompue. En face d'une telle urgence, le Canada augmenta sa propre production et plaça de fortes commandes aux Etats-Unis. Le plan d'entraînement dut être avancé conséquemment et la construction de toutes les écoles fut hâtée; les facilités d'accommodation furent agrandies en vue de mettre 83 écoles en opération six mois avant la date projetée.

Le plan fut développé à une vive allure et prit une expansion rapide durant le reste de 1940 et la première moitié de 1941, et l'envoi outre-mer d'équipages de l'air entraînés augmenta à l'avenant. Cette accélération et cette expansion furent accompagnées d'une augmentation de dépenses; en mai 1941 le Ministre de l'Air annonça qu'au lieu de $600,000,000 (dont $370,000,000 part du Canada) le plan coûterait $824,000,000 et que la part du Canada serait de $531,000,000. Ces chiffres sont basés sur l'accord de trois ans expirant en mars 1943.

Le Canada s'intéresse maintenant plus que jamais à l'aviation. Par suite de l'accélération du plan, plus de 60 écoles étaient activement occupées, en juin 1941, à la formation de pilotes, d'observateurs et de mitrailleurs de toutes les parties de l'Empire, y compris l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni, Singapour

et la Malaisie, ainsi que des Etats-Unis. On projette d'avoir quatre-vingt-trois écoles en activité dès septembre 1941 au lieu d'avril 1942. Ce plan, qui depuis son stage initial en septembre 1939 est devenu un grand effort coopératif exigeant un effectif de 40,000 personnes, est une vaste entreprise. Il y a eu une augmentation correspondante des effectifs du Corps d'Aviation Royal Canadien, de 4,500 officiers et hommes lors de la déclaration de la guerre à plus de 56,000 en juin 1941; en outre, environ 8,000 civils figuraient sur le bordereau de paye à cette dernière date. Le nombre d'aviateurs canadiens en service outre-mer augmente continuellement, mais par mesure de prudence on ne peut dévoiler les effectifs réels.

L'effort économique et son organisation

La guerre moderne exige la mobilisation entière et effective des ressources économiques du pays, afin d'équiper et approvisionner les forces armées et de soutenir la population civile, alors que l'effort national se concentre sur la guerre jusqu'aux limites du possible. Cela veut dire pour le Canada qu'en plus de donner des hommes et du matériel à ses propres armées, il doit fournir à la Grande-Bretagne et à ses alliés des vivres, des matières premières, des munitions et des armements. Le financement de toutes ces opérations a été une vaste entreprise sur laquelle est fondé le succès de l'effort national de guerre.

Heureusement, la structure financière du Canada a atteint en ces dernières décennies un degré de développement qui s'est avéré capable de supporter, sans préjudice, les demandes extrêmement lourdes qui lui ont été faites jusqu'ici. Ces demandes ont surgi non seulement de ce qu'il en coûte directement au Canada pour ses propres activités de guerre, mais aussi de la nécessité de fournir à la Grande-Bretagne une aide financière très considérable pour l'obtention de fournitures de guerre au Canada. Il y a eu en outre un sérieux problème de change étranger, une pénurie de dollars des Etats-Unis, qui est née du besoin d'obtenir de ce pays des matières premières et des fournitures de guerre essentielles.

Les paragraphes suivants soulignent brièvement les mesures financières adoptées, les organismes gouvernementaux créés et leurs principales activités.

Financement de l'effort de guerre du Canada.*—Lors de la session extraordinaire du Parlement en septembre 1939, un crédit de $100,000,000 fut voté pour couvrir les dépenses de guerre, auquel furent ajoutées les sommes non dépensées du Ministère de la Défense Nationale et votées à la première session de 1939. Le premier budget de guerre fut présenté le 12 septembre par le Ministre du Revenu National. Ce budget comprenait des augmentations modérées de l'impôt sur le revenu et de fortes augmentations des taxes sur certains articles de luxe et de demi-luxe, notamment les boissons et les tabacs. Une taxe fut imposée sur les excédents de bénéfices afin de diriger vers le Trésor une grande partie de l'augmentation des profits résultant des conditions de temps de guerre.

Lorsque le Parlement se réunit en mai 1940, un crédit de guerre de $700,000,000 fut voté pour défrayer les dépenses fortement accrues de l'effort de guerre de 1940–41. Les crédits demandés au Parlement pour d'autres dépenses s'établissaient à $448,000,000, soit une diminution sensible sur ceux de $525,000,000 l'année précédente.

* Pour renseignements plus détaillés et interprétation de ces matières financières, référer aux trois discours sur les budgets de guerre du 12 sept. 1939 (Débats, p. 142), du 24 juin 1940 (Débats, p. 1,041) et du 29 avril 1941 (Débats, p. 2,599) et aux déclarations et discours faits par le Ministre des Finances à la Chambre des Communes le 21 mai 1940 (Débats, p. 86), le 30 juillet 1940 (Débats, p. 2,191), le 21 nov. 1940 (Débats, p. 325), le 2 déc. 1940 (Débats, p. 625), le 18 fév. 1941 (Débats, p. 925) et le 20 mars 1941 (Débats, p. 1,911). On peut également référer au discours du Premier Ministre à la Chambre des Communes le 25 mars 1941 (Débats, p. 2,064) et, en général, aux débats sur les trois budgets susmentionnés.

Le deuxième budget de guerre, présenté le 24 juin, pourvoyait à de fortes augmentations de taxes pour faire face à une partie des frais supplémentaires occasionnés par la guerre. Les taux gradués de l'impôt sur les revenus personnels furent haussés considérablement et les limites d'exemption, baissées. Une taxe de Défense Nationale fut imposée à toutes les personnes touchant un revenu de plus de $600 par année. Autant que possible, cette taxe est déduite à la source. La taxe sur les excédents de bénéfices fut remaniée et rendue beaucoup plus lourde. Afin de conserver le change, une taxe de guerre sur le change de 10 p.c. fut imposée sur toutes les importations sauf celles en provenance des pays de l'Empire. La taxe d'accise sur les automobiles fut rendue plus onéreuse et abruptement échelonnée dans les niveaux supérieurs. Le Ministre des Finances a estimé que ces changements, de même que d'autres moins importants, apporteraient une augmentation de $280,000,000 aux recettes provenant de la taxe en une année.

Les dépenses de guerre furent relativement faibles les huit ou neuf premiers mois de guerre, alors qu'on en était à la phase d'organisation. Elles augmentèrent rapidement par la suite et, vers la fin de la première année de guerre, elles atteignaient un taux de plus de $700,000,000 par année. Elles continuèrent d'augmenter et s'élevèrent à $484,000,000 le premier semestre de 1941—soit un taux de $968,000,000 par année. Pour l'année fiscale terminée le 31 mars 1941 les dépenses globales de guerre se sont placées à environ $782,000,000, dont $26,000,000 représentaient des dépenses pour des item traités comme actif productif dans les comptes du Dominion.

La Grande-Bretagne reçut une assistance financière qui augmenta rapidement à mesure que la guerre progressait. Le Gouvernement britannique demandait des dollars canadiens pour défrayer le coût d'approvisionnements essentiels produits au Canada. Il en obtint un certain nombre de la façon normale, au moyen des exportations britanniques au Canada, et les tarifs canadiens sur les articles britanniques furent énergiquement réduits (dans les lois sur la conservation du change en temps de guerre) afin de faciliter les opérations. Toutefois, du 15 septembre 1939 au 31 mars le déficit de la Grande-Bretagne dans sa balance de paiements envers le Canada s'élevait à environ $795,000,000. Avant 1941 la Grande-Bretagne pouvait envoyer de l'or au Canada pour acheter des dollars canadiens; cet or était transféré aux Etats-Unis pour le règlement partiel du déficit du Canada dans ses paiements envers ce pays. La balance considérable de dollars canadiens dont le Royaume-Uni avait besoin a été fournie de deux manières par le Gouvernement canadien ou ses organismes: environ $337,000,000, jusqu'au 31 mars 1941, furent transférés au Royaume-Uni en échange de valeurs mobilières canadiennes auparavant détenues en ce pays-là; le reste fut simplement transféré au Royaume-Uni en échange de soldes de sterling accumulés au crédit du Canada à Londres.

Dans le troisième budget de guerre (29 avril 1941) il fut nécessaire de pourvoir aux dépenses de guerre de l'année fiscale 1941–42 que l'on estimait devoir atteindre $1,450,000,000 et aux autres dépenses de $468,000,000, tandis que la même année on prévoyait que l'assistance financière au Royaume-Uni, à même les revenus courants du Canada, exigerait de $800,000,000 à $900,000,000. Les taxes furent encore augmentées très considérablement, particulièrement l'impôt sur les revenus personnels et ceux des corporations et la taxe de Défense Nationale. On introduisit une nouvelle taxe sous forme de droit fédéral sur les successions. Les gouvernements provinciaux reçurent une offre leur permettant d'abandonner le domaine de l'impôt sur les revenus personnels et ceux des corporations pour la durée de la guerre sans

perte de revenus. Les recettes globales du Dominion, y compris les nouvelles taxes, ont été estimées à $1,400,000,000 pour l'année fiscale 1941–42.

Le Dominion dut emprunter de fortes sommes pour défrayer la partie de ses propres dépenses de guerre qui ne pouvaient pas l'être même par de lourdes taxes et pour fournir des fonds à la Grande-Bretagne. Il y a eu cinq emprunts distincts, en outre de l'importante campagne des certificats d'épargne qui se continue et des prêts sans intérêt faits par des citoyens animés d'esprit public. En octobre 1939 les banques souscrivirent un emprunt à brève échéance de $200,000,000, afin de faciliter la rapide expansion économique nécessitée par les premiers mois de la guerre. En janvier, 1940, le premier emprunt de guerre fut lancé dans le public, pour obtenir $200,000,000 en espèces et convertir une émission échue. Ce montant fut surpassé très rapidement. En septembre 1940 le deuxième emprunt de guerre fut offert pour l'obtention de $300,000,000 en espèces et la conversion d'une autre émission échue. Ce montant fut également surpassé, mais moins rapidement. En janvier 1941 les banques souscrivirent un autre emprunt à brève échéance, au montant de $250,000,000, et sous forme de billets à 2½ ans vendus pour rapporter 1⅝ p.c. L'expansion considérable et inouïe de l'emploiement et de la production au Canada, qui se poursuivait encore à cette époque, permit de faire cet autre financement par l'intermédiaire des banques sans pratiquer l'inflation. Il faut ajouter qu'une émission de $325,000,000 en valeurs du Dominion fut vendue à la Banque du Canada en mai 1940, pour l'obtention de change étranger; mais cette opération constituait essentiellement un échange d'actif plutôt qu'un emprunt normal.

L'emprunt de la victoire de 1941, lancé en juin, fut beaucoup plus considérable que les précédents et mené à bonne fin par une organisation nationale, s'étendant à toutes les régions du Canada. L'objectif initial était une souscription globale de $600,000,000 en espèces, en outre des souscriptions de conversion pour une émission échéant en novembre 1941. On avait le choix entre des obligations à 10 ans rapportant 3·09 p.c. et des obligations à 5½ ans rapportant 2·19 p.c. Après avoir progressé continuellement pendant la campagne de trois semaines, les souscriptions en espèces atteignirent finalement le total de $737,071,950. Il y eut également des souscriptions de conversion de $104,096,050. Le nombre total de souscripteurs fut de 948,001.

Afin de s'occuper des problèmes du change étranger pendant la guerre, la Commission de contrôle du change étranger a été établie le 15 septembre 1939, avec pouvoirs de réglementer les transactions entre les résidants du Canada et les non-résidants. Les pp. 847-850 donnent un exposé complet de la raison d'être, de l'organisation et des activités de cette Commission. A remarquer ici que, en outre du travail de la Commission, y compris la restriction des exportations de capitaux en dehors du Canada et la restriction de l'utilisation du change étranger pour les voyages d'agrément, le Gouvernement prit d'autres mesures pour faire face à la pénurie de change. La plus importante est la loi sur la conservation du change en temps de guerre, défendant ou restreignant l'importation d'articles non essentiels spécifiés et facilitant l'augmentation des exportations. De plus, la pénurie de change fut partiellement atténuée par les accords annoncés par le Président des Etats-Unis et le Premier Ministre du Canada à Hyde Park, le 20 avril; d'après ces accords, les Etats-Unis fourniront au Royaume-Uni, en vertu de la loi du prêt-location, les matières constituantes de fournitures de guerre qui seront fabriquées au Canada et, ce qui est plus important, les Etats-Unis achèteront du Canada certaines matières premières essentielles et autres fournitures de guerre que le Canada peut produire rapidement et efficacement.

Ministère des Munitions et Approvisionnements.—Le Ministère des Munitions et Approvisionnements fut créé huit mois après la déclaration de la guerre, afin de faire face aux problèmes grandissants que faisaient naître le besoin de se procurer plus rapidement des fournitures de guerre considérables et l'établissement de nouvelles facilités industrielles. Il a remplacé la Commission des approvisionnements de guerre qui, en novembre 1939, avait supplanté le Conseil des achats de la défense créé en juillet 1939, alors que la guerre menaçait d'éclater. D'autres détails sur l'organisation et l'évolution de ce Ministère se trouvent aux pp. xxxiii-xxxiv de l'Annuaire de 1940.

Le Ministère fut organisé de façon à centraliser toutes les fonctions d'achat pour le compte des services de l'armée, excepté pour certaines constructions et facilités semblables; les contrats pour ces dernières ont continué d'être accordés directement par les autres Ministères, comme ceux des Transports, de la Défense Nationale et des Travaux Publics. Le Ministre est autorisé à examiner, organiser, mobiliser et conserver les ressources du Canada à l'effet de fournir des munitions de guerre et des approvisionnements.

Le Ministère fait tous les achats essentiels pour les forces armées du Canada, de même que pour le plan d'entraînement aérien du Commonwealth britannique, la mission technique du Royaume-Uni et la mission technique de l'Amirauté britannique. Grâce à un système de contrôleurs pour l'huile, le bois, l'acier, les machines-outils, l'énergie, les métaux, les véhicules automobiles, les réparations de navires et les produits chimiques, il maintient une surveillance stricte sur certaines industries. Les contrôleurs sont organisés en une Commission de contrôle des industries en temps de guerre qui agit comme un organisme consultatif mutuel. Le Ministère employait 1,400 personne le 1er juin 1941 et, depuis sa création, il a mis à contribution l'expérience de plusieurs hommes éminents dans l'industrie canadienne.

Depuis les débuts du Conseil des achats de la défense à venir au 15 juin 1941, la valeur globale des contrats placés pour le compte du Canada excède $1,070,000,000. Pendant la même période les achats faits au Canada pour le compte du Royaume-Uni sont d'environ $750,000,000.

Le besoin d'agrandir et de créer au Canada de nouvelles facilités industrielles pour la production de guerre a conduit au développement d'un vaste programme d'assistance à l'industrie sous forme de capitaux par les Gouvernements du Canada et du Royaume-Uni. Les fonds du Gouvernement furent appliqués à la construction d'usines et à l'achat de machines-outils; mais, dans la plupart des cas, l'exploitation de ces nouvelles facilités fut laissée à des particuliers sous des conditions spécifiées et sujette à la surveillance du Ministère. De plus, le Gouvernement canadien avait adopté la politique d'établir des compagnies possédées entièrement par la Couronne pour la fabrication d'armes portatives et d'instruments de précision, de même que celle de se livrer à des opérations d'achat et de surveillance.

L'assistance donnée sous forme de capitaux de la Couronne à ces compagnies et à l'industrie privée en général (y compris l'assistance financière fournie par le Royaume-Uni) excédait $510,000,000 à venir jusqu'au 31 mai 1941. Près de 22·7 p.c. de cette somme fut avancée aux manufactures de produits chimiques et d'explosifs; 22·3 p.c., aux fabricants de canons, de montures et d'affûts; 10·4 p.c., aux manufacturiers d'obus; 4·8 p.c., aux chemins de fer; 4·6 p.c., aux manufacturiers d'avions; 3·8 p.c., aux fabricants de machines-outils; et 2·9 p.c., aux manufacturiers de tanks et de transports. Près de 26·6 p.c. a servi à la fabrication de matériaux semi-ouvrés (c'est-à-dire de matériaux dont le procédé manufacturier devait se pour-

suivre sous d'autres formes), et le reste servit à aider à la fabrication et à l'achat d'outillage automobile, de bombes, de grenades sous-marines et de mines.

La tâche de satisfaire aux besoins de la guerre mécanisée moderne comportait pour le Canada non seulement l'expansion de la production familière à l'industrie canadienne mais aussi la production d'outillage qui n'avait jamais été fabriqué au Canada auparavant. La liste de ces articles est impressionnante et comprend les navires de guerre, les tanks, les canons et outillages de campagne, de bord et antiavion, les instruments de précision pour la défense antisousmarine et antiavion, les plaques de blindage, les bombes et les diverses parties constituantes des engins de guerre. Le programme relatif aux produits chimiques comprend la production des explosifs et propulseurs et le chargement des projectiles. Une compagnie de la Couronne fut établie pour fournir des facilités de logement dans les agglomérations tout à fait nouvelles qui ont surgi à la suite de l'activité créée par la guerre et dans les régions plus anciennes où il n'y avait pas assez de logis.

Commission des prix et du commerce en temps de guerre.—La Comsion des prix et du commerce en temps de guerre fut établie le 3 septembre 1939 en vertu de la loi des mesures de guerre. Sa tâche est double: prévenir la hausse des aliments, du combustible, des facilités de logement et des autres nécessités de la vie, et assurer l'approvisionnement suffisant et la distribution équitable de ces denrées. La Commission se compose de cinq fonctionnaires supérieurs.

Pour remplir ses fonctions la Commission a nommé six administrateurs qui, sous sa surveillance, sont responsables du contrôle de la laine, du sucre, du charbon, des cuirs et peaux, des huiles animales et végétales, et des loyers.

Les principales activités de la Commission se sont bien plus concentrées à la fourniture d'approvisionnements suffisants et réguliers qu'à la fixation des prix ou au rationnement sur une grande échelle. En différentes occasions elle a fixé des prix maximums pour la laine, le pain, la farine et le beurre. Cependant, en chaque cas ces ordres de fixation de prix furent révoqués dès qu'on eut remédié aux conditions spéciales qui les avait rendus nécessaires. Elle a également introduit le contrôle des loyers en certaines régions congestionnées par suite de la guerre.

A la Commission fut assignée la responsabilité de voir à ce que personne ne profitât de la taxe de guerre sur le change imposée sur les importations ou de la loi sur la conservation du change en temps de guerre pour hausser les prix au-delà de l'augmentation réelle du coût des articles.

La Commission confère fréquemment avec les manufacturiers et les distributeurs au Canada et s'assure de leur collaboration pour empêcher les augmentations de prix évitables; elle a maintenu une liaison étroite avec les autres organismes de contrôle des denrées en temps de guerre au Canada et dans d'autres pays. La coordination de ses mesures est particulièrement étroite avec certains organismes de contrôle (du sucre et de la laine, par exemple) du Royaume-Uni et des autres pays de l'Empire.

Ministère des Services Nationaux de Guerre.—Le Ministère des Services Nationaux de Guerre fut établi par une loi du Parlement en juillet 1940, afin d'aider à l'exécution de la loi sur la mobilisation des ressources nationales, 1940, concernant la mobilisation de toutes les ressources effectives de la nation, humaines et matérielles. Le Ministère fut également autorisé à faciliter, organiser et coordonner les services de guerre volontaires et d'utiliser de la manière la plus efficace les services existants et les contributions matérielles pour la poursuite de la guerre.

A ses débuts, le Ministère fut chargé de la direction et de la surveillance de l'enregistrement national. En vertu de la loi sur la mobilisation des ressources nationales, le Ministère utilise ses dossiers de l'enregistrement national et détermine les hommes qui subiront l'entraînement militaire; le nombre est basé sur les besoins, de temps à autre, du Ministère de la Défense Nationale. Les règlements relèvent de la juridiction de comités administratifs pour chacune des treize divisions administratives. Les hommes sont appelés pour l'entraînement obligatoire par classes d'âge et doivent subir un examen médical devant l'un des huit mille médecins canadiens désignés et dûment autorisés. Après avoir passé l'examen médical requis, les hommes sont incorporés à l'un des vingt-huit centres d'entraînement militaire (voir sous "Armée", p. xxxi).

La Division des Ressources Humaines et Matérielles du Ministère fonctionne en collaboration avec le Comité de coordination de la main-d'œuvre et le Bureau d'enregistrement technique, et s'occupe des sujets se rapportant directement ou indirectement à la situation de la main-d'œuvre au Canada. Elle se maintient en rapport étroit avec les gouvernements provinciaux au sujet de la situation de la main-d'œuvre, de l'érection et de l'emplacement de nouvelles industries. La Division fait un relevé complet des ressources du Canada et travaille en collaboration étroite avec les divers contrôleurs pour la conservation des matières premières.

La campagne nationale de récupération fut organisée par le Ministère des Services Nationaux de Guerre, afin de faciliter aux organisations patriotiques et sociétés de bienfaisance la cueillette volontaire de matières récupérables. Les matériaux sont écoulés par les voies régulières du commerce et les recettes servent aux œuvres de bienfaisance relatives à la guerre et à la défense nationale.

La Division des Services Volontaires est chargée de l'administration de la loi sur les œuvres de bienfaisance relatives à la guerre. Cette loi exige l'inscription de toute organisation qui sollicite du public des dons en argent ou en nature pour toute œuvre de bienfaisance relative à la guerre. Depuis que cette loi a été sanctionnée, le 13 septembre 1939, plus de 1,750 œuvres ont été ainsi inscrites et ont fait des rapports financiers de leurs opérations à ce Ministère. Les dons des Canadiens à ces organisations ont approché $20,000,000 l'année terminée le 31 mars 1941.

Un registre complet est tenu des prisonniers de guerre canadiens en territoire occupé par l'ennemi dont les parents résident au Canada, et ces derniers sont continuellement tenus au courant des endroits où les prisonniers se trouvent, de leurs mouvements et des renseignements relatifs aux communications avec eux.

Le Directeur de l'Information Publique utilise la presse, le cinéma, la radio et tous les autres intermédiaires populaires pour attirer l'attention du public sur les faits et les idées qui l'armeront pour la grande lutte dans laquelle le pays est engagé. Des brochures, des opuscules et des feuillets sont distribués aux écoles, collèges, universités, unions ouvrières, clubs de bienfaisance sociale, chambres de commerce et organisations religieuses, afin de fournir des résumés positifs de l'effort de guerre du Canada et des sujets d'inspiration. Les renseignements sont soigneusement choisis et proviennent du Canada et d'ailleurs. Ils sont distribués au Canada, aux Etats-Unis et aux autres parties du monde.

La Société Radio-Canada et le Bureau du Tourisme (relevant autrefois du Ministère des Transports), la Commission Nationale du Cinématographe et le Bureau cinématographique (relevant autrefois du Ministère du Commerce) furent, par arrêté ministériel, placés sous la surveillance du Ministère des Services Nationaux de Guerre, dans les premiers mois de 1941.

Office du ravitaillement en produits agricoles.—L'Office du ravitaillement en produits agricoles et les comités de la production provinciale qui collaborent avec lui sont chargés de voir à ce que l'agriculture canadienne soit dirigée, en temps de guerre, de manière à répondre autant que possible aux besoins du Canada et du Royaume-Uni en aliments et en fibres.

L'Office agit comme un organisme directeur central, s'efforçant de guider la production à la lumière des besoins connus du Canada et des besoins de la Grande-Bretagne, déterminés au moyen de communications télégraphiques constantes et, lorsque nécessaire, de communications personnelles avec les autorités britanniques.

Par l'intermédiaire de sous-comités, l'Office assure l'approvisionnement d'engrais chimiques et d'insecticides requis au Canada; grâce à des programmes conjoints du Dominion et des provinces, on a entrepris dans les régions appropriées la production de graines de plantes-racines et de légumes potagers, ordinairement fournies en grande partie par l'Europe; et, par une action directe, l'Office contrôle l'industrie du lin fibreux au Canada afin qu'une quantité maximum de fibre de lin et d'étoupe parvienne à l'organisme britannique de contrôle de la fibre et que le surplus de graine de lin fibreux du Canada soit mis à la disposition de l'Irlande du Nord.

Afin que l'industrie agricole ne se disloquât pas, l'Office s'est efforcé d'aider aux branches de l'agriculture qui, par suite de la disparition des débouchés normaux d'exportation à cause de la guerre, sont devenues des victimes de la guerre. Il en a été ainsi de la pomiculture qui, particulièrement en Nouvelle-Ecosse et en Colombie Britannique, a été développée en vue de l'exportation.

Il y a trois commissions, indépendantes de l'Office mais travaillant en étroite collaboration avec lui, qui achètent et expédient des produits de la ferme canadienne en vertu de contrats intervenus entre le Ministère britannique de l'Alimentation et le Gouvernement canadien. La Commission du bacon achète, entrepose et expédie des wiltshires et autres produits du porc demandés par la Grande-Bretagne, limitant, au besoin, la consommation canadienne afin de remplir les stipulations du contrat; la Commission des produits laitiers exerce les mêmes fonctions en ce qui concerne le fromage cheddar canadien nécessaire au Royaume-Uni et prend les mesures propres à assurer les approvisionnements requis d'autres produits laitiers pour la Grande-Bretagne et le marché domestique; la Commission des produits spéciaux, établie au printemps de 1941, est chargée de l'achat et de l'expédition au Royaume-Uni de certains produits de la ferme canadienne, comme les œufs, les produits des fruits et des légumes, qui ne sont pas déjà manutentionnés par les deux commissions précédemment mentionnées. (Voir aussi l'article aux pp. 138–145.)

La guerre et ses effets sur la réglementation du travail et le marché de la main-d'œuvre.—Les conditions de guerre font ressortir l'importance du travail sous tous ses aspects: approvisionnement de travailleurs, formation, placement, salaires, heures de travail, santé et sécurité, organisation et relations avec les employeurs. Le Ministère fédéral du Travail a donné une attention spéciale à tous ces sujets.

Politique ouvrière du Gouvernement.—Un arrêté ministériel en juin 1940 renferme certains principes considérés comme fondamentaux dans la réglementation des conditions du travail pendant la guerre. Ces principes sont les suivants: accélération de la production dans les industries de guerre; salaires et conditions de travail équitables et raisonnables; aucune prolongation indue des heures de travail mais, si possible, adoption d'un système d'équipes; maintien de sauvegardes établies pour

la santé et la sécurité des ouvriers, et précautions pour assurer des conditions hygiéniques dans les industries de guerre; aucune interruption du travail à cause des conflits ouvriers, mais règlements des différends par les négociations, ou avec l'assistance des services de conciliation du Gouvernement, ou en vertu des stipulations de la loi sur l'arbitrage des différends industriels; liberté de s'organiser en unions et leur reconnaissance par les employeurs au moyen du contrat collectif en vue d'accords gouvernant les conditions de travail et prévoyant l'ajustement des différends; et, enfin, suspension des conditions établies après accord seulement.

Conciliation et arbitrage.—L'une des premières mesures prises pour sauvegarder la paix industrielle sous la tension de la production de guerre a été l'extension aux industries de guerre de la loi sur l'arbitrage des différends industriels, en novembre 1939, le Ministre du Travail étant autorisé de déterminer quelles industries sont essentielles à la poursuite de la guerre. Dans ces industries une grève ou un lockout est illégal jusqu'à ce que le conflit ait été l'objet d'une enquête par une commission de conciliation et d'arbitrage nommée par le Ministre. La loi a été modifiée de façon à interdire d'être membre d'une commission à toute personne qui, au cours des six mois précédents, a été l'aviseur légal ou l'agent rémunéré de l'une ou l'autre des parties en conflit.

Dans un autre effort pour aider les parties à régler promptement leurs différends, le Ministre a reçu l'autorisation, en juin 1941, de nommer trois commissaires d'enquête sur les différends industriels pour faire des enquêtes préliminaires et en arriver à des solutions, si possible, sans recourir aux commissions officielles établies par la loi. La valeur de cette stipulation repose dans la promptitude avec laquelle les commissaires peuvent agir comparativement au temps qu'il faut pour nommer une commission pour chaque conflit. Ces commissaires sont spécialement autorisés à enquêter sur les accusations de discrimination attribuable à l'activité syndicale, et le Ministre peut émettre des ordres basés sur leurs recommandations qui lient les employeurs et les employés ou les autres personnes concernées.

Salaires et prix.—La relation entre les salaires et les prix a retenu l'attention du Ministère dès les débuts de la guerre. En outre du contrôle comme celui qui est exercé par la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, on surveille en vertu de la loi d'enquête sur les coalitions toute tentative en vue de supprimer la concurrence ou de hausser les prix d'une manière déraisonnable.

Une politique des salaires fut adoptée en décembre 1940 et modifiée en juin 1941 pour aider à prévenir une hausse indue des prix, en stabilisant les salaires, et pour protéger les ouvriers contre toute augmentation inévitable du coût de la vie.

Les commissions établies en vertu de la loi sur l'arbitrage des conflits industriels reçoivent l'ordre de considérer comme équitables et raisonnables les taux de salaires les plus élevés payés de 1926 à décembre 1940, à moins que le niveau des salaires en question pendant cette période n'ait été bas outre mesure; en ce cas une commission peut recommander les taux qu'elle considère équitables. Là où l'indice du coût de la vie a gagné 5 points depuis août 1939, les travailleurs ont droit à un boni de 25 cents par semaine pour chaque avance d'un point, mais les personnes de moins de 21 ans gagnant moins de 50 cents l'heure doivent recevoir 1 p.c. du taux de base. Un autre boni peut être accordé après trois mois si l'indice a gagné 5 autres points. Etant une augmentation uniforme et non pas proportionnelle, le boni accorde une protection maximum à ceux qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire aux petits salariés.

Conformément à cette politique, les taux établis en 1934 pour les ouvriers travaillant à des contrats pour fournitures du Gouvernement ont été élevés le 30 mai 1941 de 30 et 20 cents à 35 et 25 cents pour les hommes et les femmes de plus de 18 ans, respectivement, et des taux plus bas sont prévus pour les apprentis. Deux mesures importantes ont été adoptées pour l'application de la loi des salaires équitables: premièrement, le sous-ministre du Travail est autorisé à demander aux entrepreneurs qui exécutent des travaux de construction pour le Gouvernement de lui remettre la différence entre les salaires payés et les salaires prévus dans les échelles de salaires dans leurs contrats et, deuxièmement, le Dominion et les provinces ont établi un système conjoint d'inspection des fabriques produisant des fournitures de guerre afin d'assurer l'application des taux minimums du Dominion.

Marché de la main-d'œuvre, formation, etc.—Le Conseil National de l'Embauchage fut établi comme organisme consultatif en juin 1940. Représentant également l'industrie et le travail, le Conseil a consacré son attention à la question d'un marché suffisant de main-d'œuvre appropriée. Dans un domaine plus vaste, il doit faire rapport au Ministre sur n'importe quel sujet et rédiger des règlements; en outre, on lui a soumis des questions relatives à des lignes de conduite à adopter pour qu'il les étudiât et fît des suggestions.

Afin de s'occuper convenablement du problème des recrues nécessaires aux forces armées et à la main-d'œuvre dans l'industrie, un comité interministériel fut organisé en octobre 1940, comprenant des représentants des Ministères de la Défense Nationale, des Services Nationaux de Guerre, des Munitions et des Approvisionnements, des Finances et du Travail.

D'après un plan d'entraînement spécial financé par le Dominion, dont le coût administratif est assumé par les provinces et le coût de l'outillage en machines-outils est réparti également entre les deux, 24,000 personnes ont suivi des cours dans des écoles professionnelles pendant les quatre premiers mois de 1941 comparativement à 23,000 pendant neuf mois en 1940; on s'attend que 50,000 subissent leur entraînement cette année, la plus forte proportion dans les classes industrielles et le reste dans les classes du C.A.R.C. Une allocation hebdomadaire de $12 aux hommes mariés à l'entraînement a fait augmenter le nombre des hommes âgés et des anciens combattants. Un arrêté ministériel en juin 1941 stipule que les personnes à l'entraînement doivent être considérées comme des employés gagnant $12.50 par semaine pour fins de compensation en cas d'accident en vertu de la loi d'indemnisation des employés de l'Etat.

Le Bureau du personnel technique, établi par les sociétés d'ingénieurs, en collaboration avec le Ministère du Travail, enregistre les techniciens et prend des dispositions pour en transférer des travaux non essentiels aux industries de guerre.

Afin d'empêcher le déplacement de la main-d'œuvre susceptible d'être amorcée par les salaires plus élevés, il a été interdit aux employeurs en novembre 1940 de faire de la publicité ou de la sollicitation pour attirer des personnes qui travaillent dans les industries produisant des munitions ou autres fournitures de guerre. La main-d'œuvre n'a été assujettie à aucune restriction directe. En juin 1941 l'arrêté a été amplifié de manière à inclure toutes les industries, y compris les compagnies civiles engagées dans le plan d'entraînement aérien du Commonwealth britannique, qui tombent maintenant sous le coup de la loi sur l'arbitrage des différends industriels. Le Ministre a été autorisé à faire des règlements pour empêcher l'embauchage de personnes ayant des métiers spécifiés, excepté par l'intermédiaire des bureaux fédéraux de placement.

En outre des mesures précédentes, on a établi des règlements relatifs à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs dans les fabriques de munitions et autres usines de guerre; des stipulations sous l'empire de la loi sur la mobilisation des ressources nationales on trait à la réintégration des employés en leurs fonctions une fois leurs services de guerre terminés; et la loi sur l'assurance-chômage (voir pp. 678–680) est entrée en vigueur. Cette dernière mesure devrait s'avérer d'une grande valeur pendant la guerre et aura une importance vitale à la fin des hostilités, alors qu'il est sûr que l'industrie sera considérablement disloquée.

Conseil National de Recherches.—Les travaux du Conseil National de Recherches ont établi la valeur de la science pour le pays en guerre comme en paix. Depuis le déclenchement de la guerre les activités du Conseil ont été presque entièrement consacrées au soutien des forces armées: armée, marine et aviation. Il maintient une collaboration étroite entre les services de l'armée, les Ministères, les institutions industrielles, les universités et les laboratoires de recherches au sujet de toutes les expériences scientifiques et techniques pour fins de guerre. Le Conseil est en réalité la station de recherches scientifiques des trois services nommés: il a été désigné la station officielle de recherches pour la Marine Royale Canadienne. Il a étudié des centaines de problèmes et obtenu une bonne proportion de résultats heureux. Les travaux de guerre ont nécessité l'augmentation du personnel de 308 en juillet 1939 à 574 le 31 mars 1941.

Les recherches sur les armes aboutissent à leur développement et doivent se terminer par leur production. Le Conseil a construit les prototypes des armes tactiques les plus importantes que l'on utilise maintenant sur une grande échelle. Le fourniment et l'accoutrement des troupes doivent être rigoureusement inspectés afin de s'assurer qu'ils satisfont au standard requis. Les devis sont étudiés et des avis donnés, tels que demandés pour l'inspection et l'achat de matériaux produits au Canada.

Le Corps d'Aviation Royal Canadien et les laboratoires aéronautiques ont grandi ensemble. Le C.A.R.C., le personnel des laboratoires du Conseil et l'avionnerie concourent à former le comité chargé des travaux en aéronautique. Un comité de médecine aéronautique a entrepris l'étude des problèmes créés par des facteurs tels que les vitesses vertigineuses et les hautes altitudes atteintes par les avions modernes.

Les plus récentes activités des laboratoires nées de la guerre comprennent l'étude intensive des problèmes de la radio, les études antécédentes à la production de verre optique au Canada, le développement de mécanismes et d'outillage pour la protection des navires, les travaux sur la balistique, les recherches des méthodes de défense contre les attaques chimiques, les recherches sur l'emmagasinage du sang, la conservation des aliments et l'étude des problèmes de la nutrition.

En outre des divisions de recherches sous les auspices du Conseil, environ quarante comités associés chargés de la coordination et de la surveillance des recherches sur de vastes problèmes nationaux ont été occupés en 1940. L'un des plus importants a été le comité des recherches médicales, sous la présidence de feu sir Frederick Banting.

La liaison a été établie et maintenue à un haut point d'efficacité avec le Royaume-Uni et les autres pays de l'Empire Britannique grâce à l'échange de personnels et de renseignements, au sujet des plans comme des résultats. Le Gouvernement britannique a établi un poste d'officier de liaison scientifique au Canada; cet officier est posté à l'édifice du Conseil de Recherches.

Autres organismes et activités.—Il y a divers autres organismes accomplissant des fonctions économiques importantes, soit de contrôle, soit d'investigation. La Commission canadienne de la marine marchande exerce un certain contrôle sur la marine marchande du Canada et s'occupe de différents problèmes, maintenant très importants, relatifs à l'expédition maritime en temps de guerre. Deux groupes ont été établis pour aider à la coordination de l'action économique du Canada avec celle des Etats-Unis: le comité de coordination des matières premières, comprenant deux officiers des Etats-Unis et deux du Canada, s'occupant principalement des questions concernant les approvisionnements et le contrôle des matières premières; et les comités économiques conjoints, composés d'officiers canadiens et américains, chargés de faire des investigations et des rapports sur les problèmes économiques en temps de guerre qui concernent les deux pays, de même que sur les problèmes de rajustement d'après-guerre. Ces organismes internationaux spéciaux complètent, sans pour cela les modifier, les voies diplomatiques régulières ou le contact direct officieux, mais considérable et important, entre le Canada et les Etats-Unis au sujet de travaux officiels et privés.

Le Canada a participé dès le début, et dans une mesure croissante, à la guerre économique. Sur cette question il a maintenu un contact et une collaboration étroites avec le Gouvernement britannique et les autres gouvernements du Commonwealth. Tout récemment la coordination des lignes de conduite et des actes du Canada avec les contrôles exercés par les Etats-Unis sur son commerce et ses transactions est devenu de plus en plus importante.

Il y a deux objets principaux en vue: empêcher les approvisionnements essentiels de tomber entre les mains de l'ennemi et empêcher l'ennemi de tirer un profit ou bénéfice quelconque du commerce. Le contrôle maintenant exercé sur les exportations canadiennes permet de réaliser le premier objet. Ce contrôle est administré par une branche spéciale du Ministère du Commerce qui, en matières de politique, se consulte avec un comité interministériel. Le second est principalement atteint grâce aux règlements sur le commerce avec l'ennemi, administrés par le séquestre des biens ennemis. Le séquestre est chargé de compiler la liste de 'personnes spécifiées', qui renferme les noms de personnes et de firmes dans presque tous les pays non belligérants où l'ennemi a des intérêts et avec lesquels il est défendu de faire affaires. En ces cas le séquestre consulte également un comité interministériel spécialement constitué.

Deux importants comités ont aussi été nommés pour enquêter et faire rapport au Gouvernement, de temps à autre, sur des questions économiques spécifiques ou générales: le comité consultatif de politique économique, établi en septembre 1939 et formé de fonctionnaires supérieurs et d'aviseurs; et le comité de réquisition en temps de guerre, établi en novembre 1940, pour fournir des renseignements et pour formuler tel plan ou tels plans qui peuvent être nécessaires pour assurer la priorité des besoins de guerre, par ordre d'importance, sur tous les autres besoins, et faire rapport sur d'autres questions qui lui sont soumises par le comité de guerre du Cabinet.

Section 2.—Revue statistique et économique

Sous-section 1.—Activités de guerre du Bureau Fédéral de la Statistique

Le Bureau Fédéral de la Statistique date des années qui ont immédiatement suivi la première grande guerre, alors que le caractère amateur et fragmentaire des statistiques disponibles à cette époque avait entravé le travail de l'administration

en temps de guerre. L'une des premières fonctions du nouvel organisme établi en vertu de la loi de la statistique de 1918 a été la compilation des données obtenues lors du premier enregistrement national, le 22 juin 1918, alors que quelque 5,044,000 Canadiens des deux sexes se sont enregistrés pour le service public. Les facilités du Bureau ont de nouveau servi à la compilation des résultats du deuxième enregistrement national en août 1940, alors que 7,863,000 personnes ont été inscrites en diverses catégories, dont les plus importantes ont été l'âge et l'occupation. Pour maintenir à jour ce deuxième enregistrement national, un personnel considérable s'occupe continuellement d'enregistrer ceux qui ont atteint l'âge de seize ans depuis la date originale de l'enregistrement, de consigner les changements de nom au mariage et les changements d'adresse, et de biffer les noms des personnes décédées. L'enregistrement a permis de compiler de longues listes de personnes expérimentées dans les différentes occupations et de les transmettre aux autorités qui s'occupent de subvenir aux besoins des industries de guerre en main-d'œuvre.

"La statistique", disait le Statisticien du Dominion dans son premier rapport annuel de 1919, "n'est pas seulement la constatation de ce qui a été, mais doit servir à modeler ce qui sera". L'expansion considérable et diversifiée des statistiques canadiennes dans de nombreux domaines au cours des vingt dernières années a énormément agrandi les connaissances officielles et publiques des faits relatifs à la situation canadienne et, par là, a facilité la conversion de notre économie de paix en économie de guerre. On est bien plus renseigné que durant la dernière guerre au sujet de la production, du commerce intérieur, des prix, de la balance des paiements internationaux, etc., et le Gouvernement s'est largement servi de cette connaissance dans son œuvre d'administration en temps de guerre.

Enfin, le recensement de 1941, qui se fait au moment où ce chapitre est écrit, fournira un volume considérable de renseignements à jour sur la composition de la population, sur ses occupations et ses gains, sur l'agriculture et l'horticulture au Canada, et sur le logement. Ces données, considérées à la lumière de la situation internationale après la fin de la guerre, fourniront une base positive pour le travail de reconstruction d'après-guerre.

Sous-section 2.—Situation au cours des premiers mois de 1941 comparativement à 1940 et 1939*

NOTA.—Cette revue met à date, au moment de l'impression, les principales informations aux différents chapitres de l'Annuaire.

Depuis le déclenchement de la guerre en 1939, la situation économique du Canada a fait de grands progrès, spécialement au point de vue de la production primaire et secondaire. La production et le commerce extérieur ont été disloqués, par suite de la diversion de vastes quantités de produits alimentaires et de munitions vers le Royaume-Uni; mais leur volume a augmenté rapidement, car le déclenchement des hostilités a été le signal d'une augmentation de la production pour toutes les sortes de denrées nécessaires à la poursuite de la guerre.

Durant les quatre derniers mois de 1939, la transformation de l'économie de paix en une économie de guerre en était à son stage initial; depuis lors, elle est devenue l'issue principale. Le volume physique des affaires a augmenté d'environ 36 p.c. les quatre premiers mois de 1941 comparativement à la même période de 1939, établissant un record de tout temps. Presque toute la main-d'œuvre classifiée comme 'employable' en temps normal est maintenant au travail, de même qu'un nombre

* Préparé par Sydney B. Smith, M.A., statisticien, Bureau Fédéral de la Statistique.

considérable d'ouvriers qui, ordinairement, ne travailleraient pas pour un salaire ou des gages. Cette dernière réserve, composée d'individus employables seulement en temps critique comme à présent, sera mise davantage à contribution lorsque le volume des opérations commerciales augmentera.

Le Ministère des Munitions et des Approvisionnements et les deux organismes d'achat qui l'ont précédé ont placé des contrats, pour le compte du Canada et celui de la Grande-Bretagne, s'élevant à plus de $1,524,000,000 à venir jusqu'à la fin de mars 1941. Les engagements de capitaux, représentant les immobilisations dans les nouvelles usines et leur outillage de même que pour l'agrandissement des fabriques existantes, se sont chiffrés à $383,000,000; 29 p.c. de ces immobilisations sont pour le compte de la Grande-Bretagne, 37 p.c. pour le compte du Canada et le reste à compte à demi. Les fonds dépensés pour le compte du Canada comprennent les attributions aux compagnies possédées et administrées par la Couronne, ainsi que celles pour aider financièrement à la production de denrées semi-ouvrées pour faire face à une variété de besoins de guerre.

L'expansion de l'activité économique depuis 1939 et, spécialement, l'augmentation de l'emploiement ont eu pour résultat un accroissement marqué du revenu national et, conséquemment, du pouvoir d'épargne de la nation. Comme on le fait remarquer à la fin de cette revue (p. li), le revenu national les quatre premiers mois de 1941 est officiellement estimé à $1,683,000,000, soit une augmentation de 11·6 p.c. sur la période correspondante de l'an dernier. Ces chiffres indiquent que le revenu national en espèces sera sans précédent pour 1941 et qu'il excédera de beaucoup celui des meilleures années avant la dépression.

Agriculture.—Bien que l'expansion de l'agriculture ait été moins marquée que dans quelques autres domaines importants de la production, les progrès sont considérables. L'indice de la production agricole passe de 104·4 en 1939 à 111·3 en 1940, le plus haut point atteint en toute année depuis 1928. Au moment de l'impression, la récolte de blé de 1940 est officiellement estimée à 551,400,000 boisseaux. Elle surpasse de 30,800,000 boisseaux la production considérable de 1939 et elle est la deuxième plus grande récolte canadienne dans l'histoire. Cette récolte, ajoutée au report d'environ 300,000,000 de boisseaux le 31 juillet, a créé un problème d'emmagasinage qui cause quelque anxiété. L'approvisionnement visible le 30 mai 1941 s'établissait à 467,300,000 boisseaux contre 281,500,000 l'année précédente. Les expéditions se chiffrent à 137,000,000 de boisseaux au cours de la campagne 1940–41, comparativement à 134,000,000 la campagne précédente.

La récolte d'avoine, à 380,500,000 boisseaux, accuse une légère diminution; mais celles de graine de lin et d'orge laissent voir des augmentations. La production de pommes de terre augmente d'environ 6,000,000 de cwt pour se chiffrer à 42,300,000. La valeur brute des produits agricoles, estimée à $651,200,000, est de 5 p.c. plus faible que celle de $685,800,000 en 1939; mais elle est plus forte que celle de toute autre année depuis 1930.

L'agriculture contribue à l'effort de guerre de différentes façons: elle satisfait aux besoins de la Grande-Bretagne en bacon, fromage, lait évaporé, fruit et légumes en conserve; le Ministère britannique de l'Alimentation a demandé 8,176,000 livres de bacon par semaine jusqu'au 31 octobre 1941 (les arrivages de porcs en 1940 se chiffrent à 5,500,000, augmentation de près de 49 p.c. sur ceux de 1939); le Ministère a aussi commandé 112,000,000 de livres de fromage cheddar pour les douze mois après le 1er avril 1941 et 1,000,000 de caisses de lait évaporé (48 boîtes d'une livre par caisse) qui devront être livrées en 1941.

Le revenu en espèces provenant de la vente des produits agricoles est de $714,700,000 en 1940, à rapprocher de $702,800,000 en 1939, et il est le plus considérable depuis le record de $922,300,000 établi en 1929. L'augmentation sur l'année précédente, toutefois, est contre-balancée par une légère hausse du prix de la main-d'œuvre et par les prix un peu plus élevés des nécessités.

Forêts.—La production de papier à journal et de papier fin a considérablement augmenté en 1940, et les papeteries ont fonctionné à une capacité qui approchait plus le rendement maximum que depuis quelques années. La production de papier à journal se chiffre à 1,063,000 tonnes les quatre premiers mois de 1941, soit une augmentation de 5·9 p.c. sur les 1,003,000 tonnes produites durant la période correspondante de 1940. En avril 1941, cependant, la capacité inutilisée des moulins de papier à journal en opération approchait 22 p.c. de leur capacité effective globale et, bien que tout indique que l'année soit excellente pour l'industrie de la pulpe et du papier en 1941, les perspectives présentes sont qu'une bonne partie de cette capacité restera inutilisée durant toute l'année.

Il est admis que l'amélioration de l'industrie du papier à journal est surtout attribuable à la guerre, qui a virtuellement éliminé les exportations scandinaves et allemandes de papier à journal, lesquelles faisaient autrefois concurrence aux exportations canadiennes; les exportations de ces concurrents ont atteint une moyenne de 700,000 tonnes annuellement les trois années qui ont précédé le déclenchement de la guerre. Au cours des trois premiers mois de 1941, les importations américaines de papier à journal européen ont été inférieures à un dixième de celles de la période correspondante de l'année précédente. De plus, ces dernières importations ont représenté environ un quart de celles des trois premiers mois de 1939. D'autre part, la consommation globale de papier à journal par les éditeurs des Etats-Unis laisse voir une augmentation de 3·7 p.c. les quatre premiers mois de 1941 en regard de la période correspondante de 1940. Bien que les expéditions de papier à journal canadien durant les quatre premiers mois de 1941 augmentent de 7·9 p.c. comparativement à celles de la même période de 1940, l'augmentation des expéditions aux Etats-Unis est indubitablement beaucoup plus considérable.

Les exportations de madriers et planches pendant les quatre premiers mois de 1941 augmentent de 8·6 p.c. par rapport à celles de la période correspondante l'année précédente.

L'industrie du bois offre un exemple de la meilleure utilisation que les Canadiens peuvent faire de leurs abondantes ressources et, ainsi, conserver le change étranger pour l'achat de nécessités de guerre. L'industrie forestière tend à distribuer la population canadienne et l'activité économique du pays avec une plus grande uniformité et sur un plus grand territoire que l'agriculture ou l'industrie minière.

Mines.—L'industrie minière contribue largement à l'effort de guerre du Canada et continue son avance ininterrompue au cours des quinze dernières années. En 1940 la production minérale atteint le record de $529,200,000. Une autre augmentation est signalée durant les quatre premiers mois de 1941, l'indice avançant de 1·6 p.c. en regard de la période correspondante de 1940.

L'augmentation de la production d'or qui a prévalu en 1940 s'est continuée les quatre premiers mois de 1941; elle a été de 4·6 p.c. en regard de la même période de l'an dernier. Le prix de l'or est resté stable à $38·50 l'once fine. Toutefois, les expéditions d'argent ont diminué de 12·8 p.c. en 1941 comparativement aux quatre premiers mois de 1940.

La production de charbon a continué d'augmenter et, les quatre premiers mois de 1941, le gain est de 4·1 p.c. par rapport à la même période de l'année précédente. L'emploiement dans l'industrie minière augmente de 1·1 p.c. comparativement à la période correspondante de 1940.

Energie électrique.—La forte augmentation de la production d'énergie électrique en 1940 est principalement attribuable à l'accélération des opérations minières et industrielles. Les nouvelles installations hydrauliques en 1940 produisent environ 300,000 h.p., portant à 8,584,000 h.p. le développement hydraulique global au 1er janvier 1941. La plus grande des deux nouvelles génératrices mises en opération pendant l'année a été l'usine de 178,000 h.p. de la St. Maurice Power Co. à La Tuque, Québec. L'autre a été l'usine de 7,500 h.p., à Hollow Bridge, de l'Avon River Power Co., sur la rivière Black, N.-E. Les plus grandes additions aux usines existantes comprennent une unité de 53,000 h.p. installée à la station de Beauharnois, sur le St-Laurent, et deux unités de 25,000 h.p. chacune à la station d'Upper Bonnington, de la West Kootenay Power and Light Co., C.B. On a commencé les travaux de construction du développement de la Chute Barrett, sur la rivière Madawaska, environ cinq milles en amont de Calabogie, Ont.; l'usine doit avoir une puissance nominale de 56,000 h.p.

Ces installations portent le développement à beaucoup plus de quatre fois ce qu'il était à la fin de 1914, alors que le Canada s'est engagé dans la guerre de 1914–18.

La production des quatre premiers mois de 1941 est de 10,370,000 kWh contre 9,160,000 kWh la même période de 1939. La production d'énergie ferme pour consommation au Canada a augmenté encore davantage.

Manufactures.—Depuis la déclaration de la guerre l'activité industrielle du Dominion a augmenté à une allure toujours croissante, et l'indice de la production manufacturière au cours des quatre premiers mois de 1941 a avancé de plus de 40 p.c. en regard de la même période de 1939. Le Canada a été transformé en l'arsenal de l'Empire, où le matériel de guerre est produit sur une grande échelle dans des fabriques qui sont à l'abri des risques de bombardement aérien.

L'expansion de la sidérurgie est typique. La production de lingots et de coulages d'acier a augmenté de 351,000 tonnes courtes les quatre premiers mois de 1939 à 755,000 la même période de 1941. La production d'automobiles et de camions, y compris les véhicules militaires, s'est placée à 100,533 contre 63,534 les mêmes mois de 1939, dernière année avant la guerre.

Les employés des industries manufacturières au cours du premier trimestre de 1941 ont augmenté de 36 p.c. comparativement à la même période de 1939. Il est probable qu'environ la moitié de ces employés sont maintenant engagés, plus ou moins directement, à la production de denrées nécessaires à la guerre. Cette concentration se manifeste dans le niveau extraordinairement élevé des effectifs dans les industries du fer et de l'acier, des métaux non ferreux, des produits chimiques, des appareils et fournitures électriques, bien que l'expansion s'étende également à la plupart des autres branches de l'industrie manufacturière. La production de navires, d'avions et de véhicules terrestre a atteint un stage où l'on envisage nettement une pénurie de main-d'œuvre, situation qui a nécessité la mobilisation des facilités d'apprentissage du Dominion.

Construction.—L'industrie de la construction a participé pleinement à l'amélioration des conditions économiques. Comme l'outillage existant des usines industrielles s'est avéré insuffisant pour faire face à la demande, l'importance des agran-

dissements et de la nouvelle construction est devenue un indice de la participation du Canada à l'effort de guerre. Les contrats placés pendant les cinq premiers mois de 1941 sont d'environ 123 p.c. plus considérables que ceux de la même période de 1939. Les principales catégories de construction se rattachant directement à l'effort de guerre du Canada laissent voir une expansion en 1940: les contrats pour édifices publics se chiffrent à $57,900,000 contre $9,900,000 l'année précédente; la construction d'usines industrielles, résultant principalement des demandes de guerre, augmente de $22,800,000 à $121,800,000; les travaux de génie, malgré le ralentissement marqué de la construction routière, augmentent d'environ $10,000,000 à $52,000,000; et la construction d'édifices commerciaux passe de $55,000,000 à $104,600,000.

Transports.—Les transports jouent également un rôle important dans l'effort de guerre du Canada. Sous la direction du Contrôleur des Transport, le mouvement des fournitures de guerre et de la circulation commerciale ordinaire a été coordonné de manière à favoriser l'écoulement régulier des matières premières aux fabriques et des produits finis à destination ou vers les débouchés d'exportation.

Les recettes brutes des chemins de fer au cours des quatre premiers mois de 1941 s'élèvent à $151,400,000, soit une augmentation de 27 p.c. sur les quatre premiers mois de l'année précédente. Le trafic ferroviaire et le trafic par eau en 1940 sont plus considérables qu'en toute autre année de la dernière décennie. Le transport de marchandises payantes par chemin de fer s'établit à 97,531,000 tonnes en 1940 comparativement à 84,180,000 tonnes en 1939, gain de près de 16 p.c. Les augmentations sont considérables pour le charbon, le bois d'œuvre, les matériaux de construction, le fer et l'acier, les automobiles, le papier et la pulpe de bois. En contraste, il y a un déclin du transport des produits agricoles, ce qui est surtout attribuable au ralentissement du mouvement du blé. L'expansion générale s'est maintenue les deux premiers mois de 1941 et l'augmentation est de 12 p.c. en regard de la période correspondante de 1940. Les expéditions de fer et d'acier et de produits forestiers continuent d'augmenter. Le trafic passant par le canal maritime de Welland a atteint une nouvelle cime de 12,900,000 tonnes en 1940, augmentation de 10 p.c. sur le record antérieur de 1939; les augmentations du charbon, du minerai, du sable et du gravier, des pétroles, de la fonte en gueuse, etc. ont plus que neutralisé la diminution de 1,059,000 tonnes de grains et autres produits agricoles. Les marchandises passant par les écluses canadiennes et américaines de Sault-Ste-Marie (principalement des expéditions de minerai de fer et de charbon entre les ports des Etats-Unis) se chiffrent à 89,858,000 tonnes, les plus considérables depuis 1929.

Le transport aérien a continué de s'accroître: le nombre de passagers payants a augmenté à 137,690 comparativement à 110,862 en 1939 et la longueur moyenne du voyage a augmenté de 197 à 279 milles. Le transport de marchandises (vers les ou des mines du nord) a diminué de 21,253,364 à 16,686,214 livres, mais le transport du courrier a augmenté de 1,900,000 livres en 1939 à 2,737,000 livres en 1940.

Commerce intérieur.—L'activité industrielle à son niveau le plus élevé dans l'histoire canadienne, l'expansion des bordereaux de paye, les salaires plus élevés et l'augmentation générale du pouvoir d'achat ont fourni un vif stimulant au commerce de détail. Plusieurs influences ont concouru à une augmentation marquée des achats au détail. Bien que les gains aient été généraux dans toutes les catégories de marchandises, l'avance a d'abord été très marquée pour les articles durables de consommation et a été attribuable aux remplacements retardés pendant quelques

années et à l'achat en prévision de la pénurie de produits importés. L'augmentation des ventes de détail est due à un accroissement du volume des ventes et à la hausse des prix. L'indice des prix des aliments au détail au cours des quatre premiers mois de 1941 est de 10·6 p.c. plus élevé que celui de la même période de 1939, dernière année avant la guerre, tandis que les ventes en dollars des épiceries et boucheries ont augmenté de 23 p.c. dans la même comparaison. La hausse de 14 p.c. pour les vêtements au détail s'est accompagnée d'augmentations de 43 p.c. et de 41 p.c., respectivement, dans les ventes en dollars des magasins de vêtements pour hommes et femmes.

Les ventes en dollars des marchands de gros durant les quatre premiers mois de 1941 excèdent de 37 p.c. celles de la même période de 1939. Cette augmentation est beaucoup plus forte que celle constatée par les détaillants. L'augmentation en dollars du commerce de gros est générale dans tous les genres de commerce et dans les cinq régions économiques. L'outillage automobile et la quincaillerie accusent les plus fortes augmentations, soit 63 p.c. et 66 p.c. respectivement. Les augmentations des ventes en dollars de l'épicerie et de la mercerie en gros, se plaçant à 30 p.c. et 45 p.c. respectivement, sont partiellement attribuables à la hausse de 17 p.c. des prix de gros la première partie de 1941 comparativement à 1939. On voit donc que l'augmentation du volume réel des transactions de gros en ces importants genres de commerce, indépendamment de la hausse des prix, est prononcée par rapport à la même période de 1939.

Commerce extérieur.—Les exportations de marchandises (à l'exclusion de l'or) s'élèvent à $410,900,000 les quatre premiers mois de 1941, à rapprocher de $250,100,000 la même période de 1939, augmentation de 64 p.c. Comme les importations se placent à $402,300,000 contre $184,400,000 dans la même comparaison, l'excédent des exportations sur les importations est grandement réduit en regard du niveau d'il y a deux ans. La perte des marchés d'exportation sur le continent européen durant la première année de guerre est plus que contre-balancée par l'augmentation des achats des autres pays. L'expansion considérable du commerce extérieur pendant la période courante est un phénomène de temps de guerre. La guerre a créé une demande urgente, mais temporaire, de l'étranger pour les métaux et les produits ouvrés du Canada, tandis que de grandes quantités de denrées nécessaires à l'effort de guerre doivent être importées.

Banques.—Les dépôts à terme des banques à charte ont atteint un nouveau maximum au printemps de 1941, reflétant l'accumulation des fonds préparatoire à l'achat d'obligations de la victoire offertes en juin. Ils se chiffraient à $1,707,600,000 à la fin d'avril, augmentation de plus de $36,000,000 en regard de la même date de l'an dernier. Les prêts commerciaux atteignaient $1,012,200,000 le 30 avril. La forte position liquide des banques en ces dernières années, étayée par les opérations de la Banque du Canada, a facilité l'expansion du crédit nécessaire à l'effort de guerre.

La circulation des billets dans le public (comme l'indiquent les billets effectivement mis en circulation par les banques à charte et la Banque du Canada, autres que le portefeuille des banques à charte) a augmenté continuellement depuis 1932. Au 30 avril le total était de $362,000,000 et contrastait avec la moyenne de $294,000,000 en 1940. L'approvisionnement global de fonds, y compris les dépôts, était en moyenne de $3,082,000,000 en 1939—le maximum dans l'histoire bancaire du Canada.

Malgré l'inactivité des opérations spéculatives, les paiements au comptant et par chèques sont estimés à $44,211,000,000 en 1940; ce chiffre est plus élevé qu'en aucune des neuf années précédentes, avec la seule exception de 1936. Le total en avril est estimé à $3,908,000,000 contre $3,737,000,000 le même mois de 1940. L'expansion des opérations bancaires est une contre-partie de l'accélération de l'effort de guerre, comportant des augmentations du prix des denrées et du volume de la production.

Indice des affaires.—Le développement économique sensationnel de ces derniers mois a été l'accélération spectaculaire des opérations commerciales. L'indice du volume physique des affaires a atteint une moyenne de 126·9 les quatre premiers mois de 1941 contre 112·2 la période correspondante de 1940, gain de 13·1 p.c. L'indice des premiers mois de 1940 est à peu près égal à la cime atteinte en 1929. L'avance depuis ce temps a porté l'indice à de nouvelles cimes.

INDICE MENSUEL DU VOLUME PHYSIQUE DES AFFAIRES, 1938 A AVRIL 1941
(1935-39=100)

Mois	1938	1939	1940	1941	Mois	1938	1939	1940
Janvier	97·6	98·7	113·8	130·5	Août	96·5	109·3	128·6
Février	93·2	97·6	108·6	126·1	Septembre	104·1	109·9	130·1
Mars	95·0	98·9	106·3	124·0	Octobre	103·6	116·2	129·0
Avril	98·2	101·9	120·0	127·9	Novembre	107·8	116·2	129·7
Mai	96·7	106·0	117·8	–	Décembre	101·0	116·4	128·3
Juin	94·7	106·0	120·0	–				
Juillet	95·3	105·2	120·9	–	Moyennes	98·6	106·9	121·1

Les prix de gros ont monté de 3·3 p.c. les quatre premiers mois de 1941 comparativement à la même période de l'année précédente, maintenant ainsi le mouvement graduel à la hausse qui a marqué les derniers mois de 1940.

Le rendement capitalisé des obligations a fait un gain de 5·9 p.c. en regard des quatre premiers mois de 1940. L'indice du rendement des obligations a dépassé la ligne de la tendance entre guerres dans le dernier mois de 1940. L'indice du cours des actions ordinaires reflète encore les vicissitudes de la guerre, le rapatriement de valeurs canadiennes détenues en Grande-Bretagne et les effets des lourdes taxes sur les compagnies exploitantes. Les quatre premiers mois de 1941 cet indice atteint une moyenne de 67·6 contre 90·0 les mêmes mois de l'année précédente, déclin de 24·9 p.c.

Les industries des matières de producteur, où l'expansion des premiers mois de guerre s'est bien maintenue, sont le plus grand facteur d'accélération de l'activité industrielle durant la période sous revue. L'indice de la production de matériel fixe a grimpé de 21·3 p.c. comparativement aux quatre premiers mois de 1940, en regard d'une avance de 4·5 p.c. pour l'indice des articles de consommation.

La mesure la plus complète de l'amélioration économique attribuable à l'effort de guerre est celle que présente le revenu national, la mesure de la production nette de denrées et de services par toutes les entreprises privées et publiques. Une compilation provisoire indique que le revenu national s'est élevé à $1,683,000,000 les quatre premiers mois de 1941, à rapprocher de $1,508,000,000 la même période de 1940, augmentation de 11·6 p.c. Puisque la hausse des prix est relativement faible,

soit 3·3 p.c. seulement, l'accroissement du revenu national résulte dans une large mesure de l'augmentation de la production des denrées et des services. Comme la plus grande partie des activités de défense portent sur les matières premières et l'outillage industriels, le revenu a augmenté dans les industries productrices de denrées. Ces industries, comprenant neuf branches principales, ont contribué une valeur nette de $828,000,000 la période sous revue, augmentation de 17·6 p.c. sur les quatre premiers mois de 1940.

CHAPITRE I.—PHYSIOGRAPHIE

SYNOPSIS

	Page
Partie I.—Caractère géographique	1
Section 1. Orographie	2
Section 2. Lacs et rivières	4
Section 3. Iles	6
Partie II.—Géologie	6
Section 1. Géologie du Canada	6
Section 2. Géologie appliquée	7
Partie III.—La sismologie au Canada	7
Partie IV.—La flore du Canada	7
Partie V.—La faune du Canada	7
Partie VI.—Ressources terriennes scéniques et giboyeuses du Canada	7
Partie VII.—Climat et météorologie	14
Section 1. Le climat du Canada	14
Section 2. Facteurs déterminants de la température canadienne	14
Section 3. Répartition de la précipitation au Canada	14
Section 4. Température et précipitation du Canada septentrional	14
Section 5. Le Service Météorologique du Canada	14
Section 6. Tableaux météorologiques	14
Section 7. Les sécheresses au Canada occidental	14
Section 8. Heure légale et ses zones au Canada	14

PARTIE I.—CARACTÈRE GÉOGRAPHIQUE*

Situation.—Le Dominion du Canada comprend toute la partie septentrionale du continent nord-américain, avec ses îles, excepté le territoire d'Alaska, propriété des Etats-Unis, et celui de Terre-Neuve (qui comprend le Labrador). Il englobe tout l'archipel arctique entre le détroit de Davis et les eaux du nord jusqu'au 60ème méridien à l'est et le 141ème à l'ouest.

Le Canada est borné à l'ouest par l'océan Pacifique et l'Alaska; au sud par les Etats-Unis; à l'est par l'océan Atlantique, les eaux situées entre Terre-Neuve et le golfe St-Laurent, le Labrador, le détroit de Davis et les eaux limitrophes entre le territoire danois de Groenland et l'île Ellsmere; au nord il s'étend jusqu'au pôle.

Son point le plus méridional est l'île du Milieu, dans le lac Erié, à une latitude nord de 41° 41'. De l'est à l'ouest le Canada s'étend des environs du 57° de longitude ouest, dans le détroit de Belle-Isle, au 141° de longitude ouest, sur la frontière de l'Alaska. Le territoire canadien comprend donc 84° de longitude et 48° de latitude.

Superficie.—La superficie du Canada est de 3,694,863 milles carrés, chiffre pouvant être comparé aux 3,738,395 milles carrés de superficie totale des Etats-Unis et leurs possessions; 3,776,700, superficie totale de l'Europe; 2,974,581, superficie totale de l'Australie; 3,275,510, superficie du Brésil; 1,805,252, superficie de l'Inde; 121,633, superficie des Iles Britanniques. La superficie du Canada couvre plus de 27 p.c. de la superficie totale de l'Empire Britannique, comme il est montré à la page 167 de l'Annuaire du Canada de 1934–1935.

Subdivisions politiques.—Le Canada est divisé de l'est à l'ouest en neuf provinces échelonnées dans l'ordre suivant: les Provinces Maritimes: Nouvelle-Ecosse, Ile du Prince-Edouard et Nouveau-Brunswick, toutes trois de superficie relativement peu étendue; le Québec, qui occupe une lisière au sud du fleuve St-Laurent et s'étend à tout le territoire situé au nord du même fleuve, et au nord, de la rivière Ottawa jusqu'au détroit d'Hudson, excepté la côte du Labrador; l'Ontario, s'étendant au nord depuis les Grands Lacs jusqu'à la baie d'Hudson; le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta, provinces de la plaine continentale intérieure, s'étendant de la frontière des Etats-Unis au 60° de latitude nord; et la Colombie

* Revisé par F. H. Peters, Arpenteur Général et chef du Service Hydrographique, Ministère des Mines et Ressources, Ottawa.

Britannique, province de la région des Cordillères, s'étendant aussi de la frontière internationale jusqu'au 60° de latitude nord. Au nord du territoire compris dans ces provinces le Canada est divisé entre un territoire, à l'ouest, s'appelant le Yukon et touchant l'Alaska, et les Territoires du Nord-Ouest. Ces derniers sont subdivisés en trois districts provisoires: le Mackenzie, qui comprend la terre ferme entre le Yukon et le 102° de longitude ouest; le Keewatin, qui comprend ce qui reste de terre ferme entre le Mackenzie et la baie d'Hudson, de même que les îles de cette baie et celles de la baie James; la terre de Franklin, qui comprend tout l'archipel de l'Arctique.

Caractère géographique.—Le caractère géographique et les ressources naturelles des subdivisions provinciales et territoriales sont étudiés aux pages 2–10 de l'Annuaire de 1940, de même que sous le même en-tête dans les éditions antérieures.

Superficies en terre et eau.—Les superficies totales en terre et eau douce du Dominion ainsi que leur distribution par province et territoire paraissent au tableau **1.**

1.—Superficie en terre et en eau douce[1] du Canada, par province et territoire, 1940

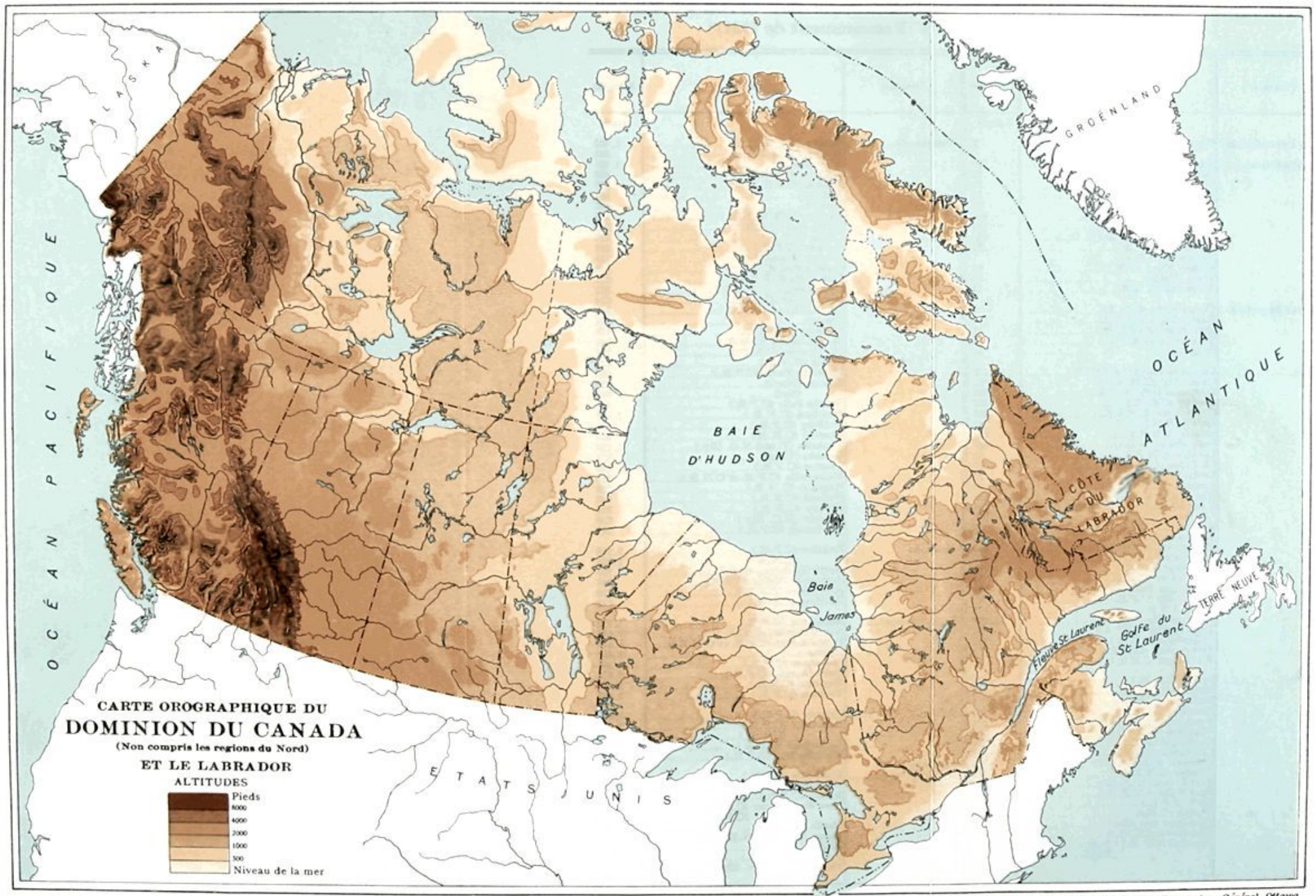
NOTA.—La classification des terres agricoles, forestières, etc., paraît à la page 8.

Province ou territoire	Terre	Eau douce	Total	P.c. de la superficie totale
	milles carr.	milles carr.	milles carr.	
Ile du Prince-Edouard	2,184	[2]	2,184	0·1
Nouvelle-Ecosse	20,743	325	21,068	0·6
Nouveau-Brunswick	27,473	512	27,985	0·8
Québec	523,534	71,000	594,534	16·1
Ontario	363,282	49,300	412,582	11·1
Manitoba	219,723	26,789	246,512	6·7
Saskatchewan	237,975	13,725	251,700	6·8
Alberta	248,800	6,485	255,285	6·9
Colombie Britannique	359,279	6,976	366,255	9·9
Yukon	205,346	1,730	207,076	5·6
Territoires du Nord-Ouest—				
Franklin	546,532	7,500	554,032	15·0
Keewatin	218,460	9,700	228,160	6·2
Mackenzie	493,225	34,265	527,490	14·2
Canada	**3,466,556**	**228,307**	**3,694,863**	**100·0**

[1] Eaux salées canadiennes non comprises. [2] Trop petite pour être énumérée.

Section 1.—Orographie

Le grand système des Cordillères constitue le trait orographique prédominant du Canada. Il s'étend du sud, longe la côte du Pacifique et, continuant vers le nord, englobe la majeure partie du territoire américain de l'Alaska. La partie canadienne de ce système de montagnes a une largeur d'environ 400 milles et couvre une superficie d'environ 530,000 milles carrés, laquelle comprend toute la Colombie Britannique et le Yukon. Cette région est à coup sûr la plus rugueuse et la plus élevée du Canada, plusieurs de ses cimes atteignant des altitudes de 10,000 pieds et certains pics s'élançant à plus de 13,000 pieds au-dessus du niveau de la mer. Les principaux pics qui ont un nom et dont l'altitude est de plus de 11,000 pieds sont indiqués à la page 11 de l'Annuaire de 1940. Les principales chaînes qui forment ce système sont les montanges de la Côte et de St-Elias, sur le Pacifique, les Selkirk et les Rocheuses au sud, sur le versant oriental du système, et, encore plus au nord sur le même versant, les Stikine et les Mackenzie. Cette immense région montagneuse constitue un rempart formidable entre l'océan et l'intérieur de l'Ouest cana-



Compilation, dessin et impression du Bureau de l'Arpenteur Général, Ottawa

ALTITUDES DES STATIONS DE CHEMIN DE FER DANS LES CITÉS ET VILLES DE PLUS DE 5,000 HABITANTS (Recensement de 1931)*

Province	Station	Altitude
		pieds
Ile du Prince-Edouard	Charlottetown (C.N.R.)	9
Nouvelle-Ecosse	Amherst (C.N.R.)	60
	Dartmouth (C.N.R.)	13
	Glace Bay (S. and L. Rly.)	74
	Halifax (nouveau C.N.R.)	24
	New Glasgow (C.N.R.)	31
	New Waterford (Jonction)	103
	North Sydney (C.N.R.)	41
	Springhill (C. Rly. and C. Co.)	435
	Stellarton (C.N.R.)	62
	Sydney (C.N.R.)	7
	Sydney Mines (C.N.R.)	62
	Truro (Union)	62
	Yarmouth (C.N.R.)	15
Nouveau-Brunswick	Campbellton (C.N.R.)	42
	Edmundston (C.P.R.)	479
	Fredericton (C.P.R.)	33
	Moncton (C.N.R.)	50
	Saint John	21
Québec	Cap-de-la-Madeleine (C.P.R.)	123
	Chicoutimi (C.N.R.)	21
	Drummondville (C.P.R.)	266
	Granby (C.N.R.)	387
	Grand'Mère (C.P.R.)	426
	Hull (C.P.R.)	167
	Joliette (C.P.R.)	193
	Jonquière (C.N.R.)	487
	Lachine (C.N.R.)	81
	La Tuque (C.N.R.)	545
	Lévis (C.N.R.)	16
	Longueuil (C.N.R.)	56
	Magog (C.P.R.)	689
	Montréal (C.P.R.—Windsor)	109
	Outremont (C.P.R.)	206
	Québec (C.P.R. et C.N.R.)	21
	Rimouski (C.N.R.)	77
	Rivière-du Loup (C.N.R.)	315
	St-Hyacinthe (C.P.R.)	109
	St-Jérôme (C.P.R.)	308
	St-Lambert (C.N.R.)	75
	Shawinigan Falls (C.P.R.)	306
	Sherbrooke (C.P.R.)	593
	Sorel (C.N.R.)	49
	Thetford Mines (Q.C.Rly.)	1,028
	Trois-Rivières (C.P.R.)	52
	Valleyfield (C.N.R.)	161
	Victoriaville (C.N.R.)	433
	Westmount (C.P.R.)	152
Ontario	Barrie (C.N.R.)	728
	Belleville (C.P.R.)	260
	Brampton (C.P.R.)	721
	Brantford (C.N.R.)	706
	Brockville (C.P.R. et C.N.R.)	283
	Chatham (C.P.R.)	594
	Cobourg (C.P.R.)	296
	Collingwood (C.N.R.)	589
	Cornwall (C.P.R.)	183
	Dundas (C.N.R.)	513
	Fort Frances (C.N.R.)	1,122
	Fort William (C.P.R.)	617
	Galt (C.P.R.)	936
	Guelph (C.P.R.)	1,042
	Hamilton (rue King)	305
	Hawkesbury (C.N.R.)	163
	Ingersoll (C.P.R.) (Sud)	880
	(Nord)	890
Ontario—*fin*	Kenora (C.P.R.)	1,090
	Kingston (C.P.R.)	253
	Kitchener	1,101
	Lindsay (C.P.R.)	832
	London (C.P.R.)	805
	Midland	593
	Mimico	307
	Niagara Falls (C.N.R.)	572
	North Bay (C.P.R.)	662
	Orillia (C.P.R.)	725
	Oshawa (C.P.R.)	330
	Ottawa (Union)	215
	Owen Sound (C.P.R.)	585
	Pembroke (C.P.R.)	381
	Peterborough (C.P.R.)	632
	Port Arthur (C.P.R.)	614
	Port Colborne (C.N.R.)	583
	Preston	926
	Renfrew (C.P.R.)	418
	St. Catherines (C.N.R.)	348
	St. Thomas (C.N.R.)	756
	Sarnia (C.N.R.)	612
	Sault-Ste-Marie (C.P.R.)	636
	Simcoe (Nord)	724
	(Sud)	714
	Smiths Falls (C.P.R.)	428
	Stratford (C.N.R.)	1,193
	Sudbury (C.P.R.)	857
	Thorold (C.N.R.)	565
	Timmins (T. and N.O. Rly.)	1,029
	Toronto (Union)	273
	Trenton (C.P.R.)	295
	Walkerville (C.P.R. et C.N.R.)	587
	Waterloo (C.N.R.)	1,058
	Welland (C.N.R.)	600
	Whitby (C.N.R.)	286
	Windsor (M.C. Rly.)	606
	Woodstock (C.P.R.)	948
Manitoba	Brandon (C.P.R.)	1,206
	(C.N.R.)	1,262
	North Transcona (C.P.R.)	768
	Portage-la-Prairie (C.P.R.)	858
	St-Boniface (C.P.R.)	759
	Winnipeg (C.P.R.)	772
Saskatchewan	Moose Jaw (C.P.R.)	1,778
	North Battleford (C.N.R.)	1,688
	Prince Albert (C.P.R. et C.N.R.)	1,414
	Regina	1,896
	Saskatoon (C.P.R.)	1,596
	Swift Current (C.P.R.)	2,432
	Weyburn (C.P.R.)	1,857
	Yorkton (C.P.R.)	1,657
Alberta	Calgary (C.P.R.)	3,439
	Edmonton (C.P.R.)	2,183
	(C.N.R.)	2,186
	Lethbridge (C.P.R.)	2,983
	Medicine Hat (C.P.R.)	2,181
Colombie Britannique	Kamloops (C.P.R.)	1,160
	Nanaimo (C.P.R.)	129
	Nelson (C.P.R.)	1,766
	New Westminster (C.P.R.)	12
	(C.N.R.)	34
	North Vancouver	12
	Prince Rupert (C.N.R.)	19
	Trail (C.P.R.)	1,363
	Vancouver (C.P.R.)	16
	Victoria (E. and N. Rly.)	29

*Préparé sous la direction de F. H. Peters, inspecteur général et chef du Service Hydrographique, Ministère des Mines et Ressources, Ottawa, d'après des renseignements fournis par le Service Géodésique du Canada.

dien. Elle exerce une influence marquée sur le climat de l'Ouest en précipitant une grande partie de l'humidité qui sature les vents venant du Pacifique. Sur leur versant occidental les Cordillères sont arrosées par des cours d'eau de montagne qui se précipitent avec impétuosité vers l'océan. Le territoire du Yukon est arrosé au nord par le fameux fleuve du même nom qui traverse une large vallée de plus de 1,700 milles de longueur avant d'aller se jeter dans la mer de Bering. Sur le versant oriental des montagnes et des collines qui en forment les contreforts, le terrain s'aplanit doucement vers l'est et vers le nord.

La partie sud de la déclivité orientale, depuis les Montagnes Rocheuses en descendant jusqu'au lac Winnipeg, fait partie du bassin de la rivière Nelson, qui se jette dans la baie d'Hudson; elle représente la région actuellement colonisée de l'Ouest canadien et comprend, en plus des prairies dénudées, les terres qui produisent la majeure partie du blé canadien. Cette région diffère d'une manière caractéristique des autres parties du Canada en ce qu'il s'y trouve rarement de roche de surface. Elle est recouverte en général d'une couche argileuse de grande profondeur à travers laquelle les cours d'eau se sont taillé de profondes coulées et les rivières, de profondes et larges vallées. Les lacs de quelque importance y sont rares et habituellement peu profonds; il y a plusieurs endroits dans la région aride des prairies où l'évaporation est si intense, dans ces vastes et peu profondes nappes, que l'écoulement de celles-ci est à peu près nul et leurs eaux impropres à l'usage domestique en raison de la quantité de sels minéraux qu'elles contiennent. Le terrain est généralement plat ou légèrement ondulé. D'une élévation de 3,400 pieds à Calgary, il tombe graduellement à 800 pieds dans la région du lac Winnipeg, à sept cents milles à l'est. Un peu au nord d'Edmonton, la hauteur des terres détourne le cours des eaux vers le nord pour les jeter dans le fleuve Mackenzie, d'une longueur de 2,500 milles et dont la vallée, à cause de son peu d'élévation au-dessus du niveau de la mer, constitue l'un des traits caractéristiques des Territoires du Nord-Ouest. Dans ce bassin le terrain est moins plat. Il s'y trouve même des élévations assez importantes dans les montagnes du Caribou, Horn et Franklin, et les sols argileux des prairies y font place à un sol plus sablonneux et plus rocailleux. Les Grand Lac des Esclaves et Grand Lac de l'Ours, la moitié moins grands tous deux que le lac Ontario et moins élevés au-dessus du niveau de la mer que le lac Erié, sont aussi des caractéristiques de ces territoires; au nord et à l'est de ces deux grands lacs le pays entre en deçà du Bouclier Canadien* et le roc, mincement recouvert, dévale doucement jusqu'à l'océan Arctique sans soulèvements marqués pour en briser la monotonie.

En procédant toujours vers l'est, mais plus au nord, on constate les effets orographiques de la baie d'Hudson. Celle-ci en raison de la profonde indentation qu'elle fait au continent et aussi des nombreuses rivières de l'ouest, du sud et de l'est qui s'y déversent a un immense bassin de drainage principalement dans les trois provinces de Manitoba, d'Ontario et de Québec. La majeure partie de ce grand bassin, à l'exception toutefois du bassin de la rivière Nelson, est comprise dans le Bouclier Canadien, dont les caractéristiques de surface sont de la roche dure, à découvert ou recouverte d'un sol peu profond, qui confine l'agriculture vers les vallées ou les petits bassins. Dans le nord-est du Québec, où les élévations de plus de 2,000 pieds sont rares, il n'y a pas de grandes éminences, mais la surface est généralement accidentée par de nombreuses collines et dépressions parsemées d'in-

* A l'exception des Basses-Terres du St-Laurent, des Provinces Maritimes et des Basses-Terres de la baie d'Hudson, le Bouclier Canadien comprend toute cette partie du Canada située à l'est d'une ligne commençant à la baie Darnley sur la côte Arctique s'étendant au sud et à l'est en passant par le Grand Lac de l'Ours, le Grand Lac des Esclaves, le lac Athabaska, le lac Winnipeg et le lac des Bois sur la frontière internationale.

nombrables lacs et cours d'eau. La baie d'Hudson est bordée à l'ouest et au sud d'une lisière de terre basse de moins de 500 pieds d'élévation et d'une largeur variant de cent à deux cents milles. A l'extrémité méridionale de ces terres basses et planes, le roc disparaît sous une couche profonde de terre appelée la zone argileuse du nord de l'Ontario.

Au sud et à l'est de la baie d'Hudson, le trait saillant, tant au point de vue orographique qu'au point de vue économique, est l'immense dépression dans laquelle se trouvent les Grands Lacs et le fleuve St-Laurent qui les relie à l'océan. La majeure partie du bassin des Grands Lacs et du St-Laurent se trouve à l'intérieur du Bouclier Canadien et possède les mêmes caractéristiques que celles déjà indiquées. La vallée du St-Laurent, de Kingston à Québec, et la péninsule ontarienne formée par les Grands Lacs, appelées dans leur ensemble les Basse-Terres du St-Laurent, et dont la superficie est d'environ 35,000 milles carrés, font cependant exception. Cette région industrielle, qui contient actuellement la majeure partie de la population du Canada est d'une grande importance économique; les conditions climatériques et la fertilité du sol en font une terre fort propice à la culture mixte.

Les Provinces Maritimes (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse et Ile du Prince-Edouard), ainsi que la partie sud-est du Québec, comprennent une prolongation des Apalaches vers le nord. Mais à l'exception des montagnes Notre-Dame, dans la péninsule de Gaspé, les élévations relativement basses y sont plutôt des collines. Cette région tout entière peut être considérée comme une péninsule dont la côte brisée émerge hardiment pour séparer le golfe St-Laurent de l'Atlantique. C'est le fait saillant de l'orographie. A l'exception du fleuve Saint-John, les rivières qui coulent vers la mer ne sont pas très longues. C'est une contrée magnifique, au caractère changeant, et qui offre de bonnes terres à l'agriculture. Les échancrures de la côte offrent par ailleurs d'excellents mouillages et les seuls ports canadiens sur l'Atlantique qui restent ouverts à l'année.

Section 2.—Lacs et rivières

Lacs.—La superficie des nappes et cours d'eau douce au Canada est extraordinairement vaste. Elle équivaut à 6 p.c. environ de la superficie totale du pays. Les Grands Lacs en sont le trait principal. A noter la profondeur du lac Supérieur et le peu de profondeur des lacs Sainte-Claire et Erié.

2.—Superficie, altitude et profondeur des Grands Lacs

Lac	Altitude au-dessus du niveau de la mer	Longueur	Largeur	Profondeur maximum	Superficie	Superficie du côté canadien des frontières
	pieds	milles	milles	pieds	milles carrés	milles carrés
Supérieur	602·23	383	160	1,302	31,820	11,200
Michigan	580·77	321	118	923	22,400	Nil
Huron	580·77	247	101	750	23,010	13,675
Sainte-Claire	575·30	26	24	23	460	270
Erié	572·40	241	57	210	9,940	5,094
Ontario	245·88	193	53	774	7,540	3,727

Le lac Supérieur, dont la superficie atteint 31,820 milles carrés, est la plus grande étendue d'eau douce de l'univers. La frontière entre le Canada et les Etats-Unis passant par les eaux des lacs Supérieur, Huron, Sainte-Claire, Erié et Ontario, seule la partie de la superficie de ces lacs, indiquée dans la dernière colonne du tableau ci-haut, se trouve en territoire canadien. Le lac Michigan est entièrement

en territoire américain. La longueur totale du fleuve St-Laurent, depuis la source de la rivière Saint-Louis, dans le Minnesota, jusqu'à la Pointe-des-Monts, à l'entrée du golfe St-Laurent, est de 1,900 milles. Le grand obstacle à la navigation sur cette route fluviale était jadis la différence de niveau de 326 pieds entre les lacs Ontario et Erié, difficulté maintenant aplanie grâce au canal maritime Welland. La rivière qui tombe de l'escarpement de Niagara constitue peut-être la plus célèbre chute d'eau du monde. Les Grands Lacs et le St-Laurent forment le plus important réseau de navigation fluviale du continent et peut-être du monde entier. Il y a en outre plusieurs autres lacs de dimensions remarquables dont onze ont une superficie de plus de 1,000 milles carrés. En plus de ces lacs, mentionnés pour leurs dimensions, il y a d'innombrables autres lacs dispersés à travers la majeure partie du territoire canadien qui se trouve en deçà du Bouclier Canadien. Dans un territoire de 6,094 milles carrés, cartographié avec précision, au sud et à l'est du lac Winnipeg, il y en a 3,000; dans un autre de 5,294 milles carrés cartographié avec précision, au sud-ouest du lac Reindeer, en Saskatchewan, il y en a 7,500. Un tableau, pp. 12–14, de l'Annuaire de 1938 donne une liste plus complète des lacs du Canada, par province, avec leur élévation en pieds et leur superficie en milles carrés.

Rivières.—L'étude du système des rivières du Canada, moins les îles de l'Arctique, sera facilitée en en séparant les principaux bassins hydrographiques.

3.—Bassins hydrographiques du Canada[1]

Bassin	Superficie[2]	Bassin	Superficie[2]
Atlantique	milles carrés	**Arctique**	milles carrés
Provinces Maritimes ou de l'Atlantique	61,151	Grand Lac des Esclaves	370,681
Grands Lacs et fleuve St-Laurent	359,312	Arctique	559,676
Total	**420,463**	**Total**	**930,357**
Baie d'Hudson		**Pacifique**	
		Pacifique	273,540
Nord du Québec	343,259	Fleuve Yukon	127,190
Sud-ouest de la baie d'Hudson	283,997	**Total**	**400,730**
Rivière Nelson	368,182		
Ouest de la baie d'Hudson	383,722	Golfe du Mexique	10,121
Total	**1,379,160**	**Superficie, moins l'archipel de l'Arctique**	**3,140,831**

[1] Cette classification est celle du Bureau Fédéral de l'Hydraulique, Ministère des Mines et Ressources.
[2] Superficies approximatives et ne comprenant pas pour toutes les rivières la partie de leur bassin située aux Etats-Unis.

Fait remarquable, la majeure partie du Dominion draine dans la baie d'Hudson et dans l'océan Arctique; le drainage de la rivière Nelson est unique en ce qu'il *traverse* les meilleures terres arables et les plus peuplées de l'Ouest, tandis que dans son cours la rivière *s'éloigne* des régions habitées pour aller se mêler aux eaux froides et salées du nord et perdre ainsi beaucoup de sa valeur au point de vue industriel. Le Mackenzie, qui draine le Grand Lac des Esclaves, est, avec ses tributaires, le plus long cours d'eau du Canada (2,514 milles). Sa vallée est la voie naturelle de transport à travers les Territoires du Nord-Ouest jusqu'à l'océan Arctique. Sur la rivière des Esclaves, de gros bateaux peuvent naviguer sans encombre depuis Fort Smith jusqu'à Aklavik, dans le delta du Mackenzie, soit une distance de 1,292 milles. Dans l'Est du Canada le principal bassin hydraulique est celui du St-Laurent et des Gracs Lacs. C'est aussi le plus développé. Le fleuve St-Laurent et les Grands Lacs offrent une route navigable depuis l'océan Atlantique jusqu'à Fort William et

Port Arthur, deux villes jumelles situées sur le lac Supérieur à 419 milles de Winnipeg, soit à mi-chemin entre les deux océans. Tous les principaux tributaires du St-Laurent (dont la plupart ont des lacs leur servant de réservoirs) coulent vers le sud et, tout comme le fleuve lui-même, fournissent des sources d'énergie hydraulique aménagées ou aménageables dont la valeur économique potentielle est très grande. En dehors des prairies de l'Ouest, les rivières du Canada ont une vaste puissance potentielle bien répartie à travers le pays. Un tableau de la p. 15, Annuaire de 1938, donne la longueur des principales rivières avec leurs tributaires, classifiées d'après les quatre plus grands bassins.

Section 3.—Iles

Les îles du Canada sont l'un des aspects géographiques les plus remarquables du pays. Elles embrassent le groupe considérable des îles des régions boréales; le chapelet des îles, grandes et petites, longeant le littoral du Pacifique; celles des Provinces Maritimes et du Québec, situées tant dans l'océan Atlantique que dans l'estuaire du St-Laurent; enfin les innombrables îles et îlots disséminés dans les Grands Lacs et les autres eaux intérieures. Les îles du cercle polaire arctique sont très grandes. Celles de Baffin, Victoria et Ellesmere ont des superficies respectives de 201,600, 80,450 et 75,024 milles carrés; d'autres, telles que Banks, Devon, Somerset, Prince of Wales, Melville et Axel Heiberg, sont toutes plus grandes que l'île du Prince-Edouard. L'île de Southampton est située un peu en deçà de la vaste embouchure de la baie d'Hudson. En dehors de quelques gisements de houille et autres minéraux, on ignore leur valeur économique. A l'exception de l'île de Vancouver et du groupe de la Reine Charlotte, les îles du littoral du Pacifique sont de dimensions restreintes; elles forment une ceinture au rivage de la Colombie Britannique, depuis l'embouchure de la rivière Dixon jusqu'à sa frontière méridionale. L'île de Vancouver, longue de 285 milles et dont la largeur varie entre 40 et 80 milles, couvre une superficie d'environ 12,408 milles carrés; la chaîne de montagnes dont elle est l'un des maillons se relève plus au nord pour donner naissance aux îles de la Reine Charlotte. Ces îles jouent un rôle fort important dans les industries minière, forestière et poissonnière de l'Ouest. Les fiords de leurs côtes ont un attrait touristique qui ne le cède en rien à ceux de la Norvège.

Sur la côte orientale du Dominion se trouve l'île (province) du Prince-Edouard, les îles du Cap-Breton (partie intégrante de la Nouvelle-Ecosse); l'Anticosti et le groupe des îles de la Madeleine (appartenant à la province de Québec); Grand Manan et Campobello, dans la baie de Fundy, qui appartiennent au Nouveau-Brunswick. L'île du Prince-Edouard a une superficie de 2,184 milles carrés; l'île du Cap-Breton, 3,970 milles carrés; et la surface d'Anticosti lui est sensiblement égale. Dans toutes ces îles la pêche a une réelle importance, tandis que l'agriculture dans l'île du Prince-Edouard et les opérations minières dans l'île du Cap-Breton sont les principales occupations des habitants.

L'île Manitoulin et les autres îles de la baie Georgienne, dans le lac Huron, et les Mille-Iles qui font l'ornement du fleuve St-Laurent, à sa sortie du lac Ontario, figurent parmi les îles les plus importantes des eaux intérieures.

PARTIE II.—GÉOLOGIE

Section 1.—Géologie du Canada

Voir la liste après la table des matières de cet ouvrage pour articles spéciaux parus sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

Section 2.—Géologie appliquée

Voir la liste après la table des matières de cet ouvrage pour articles spéciaux parus sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

PARTIE III.—LA SISMOLOGIE AU CANADA

Voir la liste après la table des matières de cet ouvrage pour articles spéciaux parus sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

PARTIE IV.—LA FLORE DU CANADA

Voir la liste après la table des matières de cet ouvrage pour articles spéciaux parus sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

PARTIE V.—LA FAUNE DU CANADA

Voir la liste après la table des matières de cet ouvrage pour articles spéciaux parus sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

PARTIE VI.—RESSOURCES TERRIENNES, SCÉNIQUES ET GIBOYEUSES DU CANADA

Le Canada est distinctement un pays nouveau et ses ressources en sont en majeure partie à leurs premières phases de développement. Il est vrai que les produits de la chasse, de la pêche et de la forêt ont été la base de son commerce depuis deux ou trois siècles, mais leur exploitation sur l'échelle commerciale actuelle est plutôt récente. Il est cependant très remarquable que dans un pays aussi jeune que le Canada on ait déjà commencé à s'occuper directement de la conservation et, dans le cas des ressources naturelles qui s'y prêtent, on ait commencé la récupération et l'expansion au moyen du reboisement, de la sylviculture, de l'élevage des animaux à fourrure et de la pisciculture.

De nombreux inventaires de l'étendue et de la valeur des ressources, leurs groupement et analyse partiels par province supplémentent les données de la géographie physique paraissant aux pages 1 à 6 du présent volume. Des informations plus détaillées sur chaque groupe de ressources définies sont données dans les chapitres subséquents.

L'étude des ressources qui suit ne porte que sur les aspects du sujet qui peuvent proprement être considérés comme tombant sous la définition de la physiographie employée dans son sens le plus large, et ne porte pas spécifiquement sur l'un ou l'autre des sujets étudiés ailleurs plus au long dans ce volume. Une classification des ressources terriennes, les informations sur les parcs nationaux et sur nos richesses giboyeuses et scéniques tombent bien sous cet en-tête.

Terres.—Les chiffres du tableau 1 sont, dans l'ensemble, basés sur des estimations préparées par le Service Forestier du Canada et par l'Arpenteur Général et chef de la Branche du Génie et des Levers Topographiques, tous deux relevant du Ministère fédéral des Mines et Ressources. Ils indiquent la proportion des terres actuellement en exploitation agricole et celles potentiellement arables dans la superficie totale des terres au Canada, la proportion des territoires forestiers actuels et potentiels et les terres improductives en fait de ressources de surface. Il y a naturellement double emploi dans la mesure des terres arables encore sous la futaie, entre les totaux des terres agricoles actuelles et potentielles et les totaux des terres forestières actuelles et potentielles.

1.—Superficie des terres agricoles, boisées ou improductives du Canada

NOTA.—La superficie des terres, au Canada, classifiées selon la tenure, est indiquée au chapitre XXVII.

Description	Ile du Prince-Edouard	Nouv.-Ecosse	Nouv.-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
	milles carrés	milles carrés	milles carrés	milles carrés	milles carrés	milles carrés
Terres agricoles (actuelles et potentielles)—						
Occupées—	*1,861*	*6,722*	*6,488*	*30,128*[1]	*33,689*[1]	*23,644*
Défrichées et en pâturages	1,331	2,811	2,686	17,608	26,342[1]	20,489
Boisées	530	3,911	3,802	12,520[1]	7,347	3,155
Inoccupées	*105*	*5,922*	*10,259*	*38,224*[1]	*69,181*[1]	*26,950*
Herbes, brousse, etc	25	2,922	759	1,314	7,181	10,950
Boisées	80	3,000	9,500	36,910[1]	62,000[1]	16,000
Totaux, terres agricoles[2]	**1,966**	**12,644**	**16,747**	**68,352**	**102,870**	**50,594**
Non boisées	1,356	5,733	3,445	18,922	35,523	31,439
Boisées	610	6,911	13,302	49,430	67,347	19,155
Terres boisées—						
Productives	725	11,950	21,773	303,500	170,000	30,500
Improductives	[3]	50	189	70,000	70,000	62,500
Tenure—						
Propriété privée	723	10,473	11,100	21,100[1]	7,972	8,500
Terres de la Couronne	2	1,527	10,862	352,400[1]	232,028	84,500
Dimension du bois—						
Vendable	485	7,470	13,384	213,500	56,100	4,615
Jeune bois	240	4,480	8,389	90,000	113,900	25,885
Essences—						
Bois tendre	725	8,000	8,329	218,400	65,000	10,950
Bois mixte	[3]	1,150	11,223	66,100	83,000	6,220
Bois dur	[3]	2,800	2,221	19,000	22,000	13,330
Totaux, terres boisées	**725**	**12,000**	**21,962**	**373,500**	**240,000**	**93,000**
Terres productives[4], **net**	**2,081**	**17,733**	**25,407**	**392,422**	**275,523**	**124,439**
Incultes et autres[5]	**103**	**3,010**	**2,066**	**131,112**	**87,759**	**95,284**
Totaux de la superficie en terre	**2,184**	**20,743**	**27,473**	**523,534**	**363,282**	**219,723**

Description	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Yukon et T.N.-O.	Canada
	milles carrés	milles carrés	milles carrés	milles carrés	milles carrés
Terres agricoles (actuelles et potentielles)—					
Occupées	*86,989*	*60,901*	*5,584*	*7*	*255,968*[1]
Défrichées et en pâturages	81,508	54,817	3,640	4	211,236[1]
Boisées	5,481	6,084	1,894	3	44,727[1]
Inoccupées	*38,127*	*75,740*	*15,166*	*14,063*	*293,737*[1]
Herbes, brousse, etc	15,127	30,740	5,760	10,063	84,841
Boisées	23,000	45,000	9,406	4,000	208,896[1]
Totaux, terres agricoles[2]	**125,116**	**136,641**	**20,700**[6]	**14,070**	**549,700**
Non boisées	96,635	85,557	9,400	10,067	298,077
Boisées	28,481	51,084	11,300	4,003	251,623
Terres boisées—					
Productives	42,160	93,075	85,780	10,000	769,463
Improductives	40,000	37,560	123,760	50,000	454,059
Tenure—					
Propriété privée	6,250	10,044	17,519	3	93,684[1]
Terres de la Couronne	75,910	120,591	192,021	59,997	1,129,838[1]
Dimension du bois—					
Vendable	7,305	20,680	36,010	1,000	360,549
Jeune bois	34,855	72,395	49,770	9,000	408,914
Essences—					
Bois tendre	8,900	31,770	85,780	4,500	442,354
Bois mixte	9,395	*40,800*	[3]	3,250	221,138
Bois dur	23,865	20,505	[3]	2,250	105,971
Totaux, terres boisées	**82,160**	**130,635**	**209,540**	**60,000**	**1,223,522**
Terres productives[4], **net**	**178,795**	**216,192**	**218,940**	**70,067**	**1,521,599**
Incultes et autres[5]	**59,180**	**32,608**	**140,339**	**1,393,496**	**1,944,957**
Totaux de la superficie en terre	**237,975**	**248,800**	**359,279**	**1,463,563**	**3,466,556**

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940. [2] Ces totaux comprennent l'étendue actuelle de la terre agricole de toutes catégories possibles et de la terre renfermant quelque possibilité agricole. [3] Très petite ou négligeable. [4] Total des terres agricoles, plus les terres boisées, moins les terres agricoles boisées. [5] Y compris les muskegs, la pierre, les tracés de routes, les terres urbaines, etc. [6] Une estimation de sources provinciales place la superficie totale de terre propre au labourage à 6,626 milles carrés.

Parcs Nationaux du Canada.*—Afin d'assurer la perpétuation des régions les plus pittoresques et les plus intéressantes du Canada, le gouvernement fédéral a établi les Parcs Nationaux. D'un caractère fort différent et affectées à des fins variées, ces régions comprennent: les parcs scéniques et récréatifs, de la côte de l'Atlantique jusqu'aux Montagnes Rocheuses et aux Selkirk; les parcs nationaux ou réserves d'animaux sauvages—immenses étendues clôturées pour la conservation et la multiplication d'espèces menacées d'extinction; et les parcs historiques nationaux. Elles sont sous la régie du Bureau des Parcs Nationaux, Branche des Terres, Parcs et Forêts, Ministère des Mines et Ressources. Ce même organisme s'occupe aussi des sites historiques d'intérêt national acquis un peu partout à travers le pays. (Voir pp. 82 à 95 de l'Annuaire de 1938.)

Dans ces parcs nationaux, la vie sauvage jouit de la plus grande protection et, autant que possible, les conditions primitives naturelles y sont maintenues. L'administration locale des parcs les plus vastes est effectuée par des surintendants résidants, aidés de gardiens qui remplissent le double rôle de garde-chasse et de garde-forestier. Les terrains de camping bien aménagés, les pavillons de baigneurs, les terrains de jeux, les terrains de golf, les courts de tennis et les piscines à l'extérieur ont multiplié les occasions et les moyens de vivre au grand air et de se récréer. Dans plusieurs parcs, des hôtels modernes, des camps de bungalows et des chalets exploités par des entreprises privées offrent les facilités de logement. Les parcs sont desservis par les chemins de fer et les routes pour automobiles; 700 milles de route pour autos et 3,000 milles de piste ont été construits pour donner accès aux régions les plus pittoresques.

Les parcs scéniques et récréatifs renferment des régions d'une splendeur insurpassable dans les Montagnes Rocheuses et Selkirk du Canada occidental. Parmi ceux-ci se trouvent les parcs nationaux d'Alberta: Banff, Jasper et Lacs Waterton, sur le versant oriental des Rocheuses; les parcs Kootenay et Yoho, de la Colombie Britannique, sur le versant occidental; et les parcs Glacier et Mont Revelstoke, aussi de la Colombie Britannique, dans les monts Selkirk. Malgré une ressemblance générale entre ces parcs, chacun d'eux possède cependant des caractéristiques et des phénomènes particuliers, une flore et une faune variées et des paysages différents. Le parc de Banff contient les fameuses villégiatures Banff et le lac Louise; celui de Jasper comprend le centre touristique bien connu, Jasper. Le nouvel autostrade Banff-Jasper relie ces endroits. Il a été terminé et ouvert à la circulation en 1940.

A l'est des montagnes se trouvent le parc national Prince-Albert, de la Saskatchewan, un exemple type de la région forestière et lacustre bordant les prairies au nord-ouest, et le parc national Riding Mountain, du Manitoba, une région bien boisée parsemée de lacs et d'une altitude générale de 2,000 pieds au-dessus du niveau de la mer. En Ontario, l'on trouve trois petits parcs nationaux établis principalement comme zones de récréation. Ce sont la Pointe-Pelée, les Iles de la baie Georgienne et les Iles du St-Laurent.

Les additions les plus récentes au réseau canadien des Parcs Nationaux sont dans les Provinces Maritimes. Le parc national des Hautes-Terres du Cap-Breton, établi en 1936, est situé dans la partie septentrionale de l'île du Cap-Breton. Sa côte rugueuse et pittoresque et son intérieur montagneux qui ressemble beaucoup aux highlands d'Ecosse sont au nombre de ses principales attractions. Le parc national de l'Ile du Prince-Edouard, qui s'étend sur une distance de 25 milles en bordure de la côte nord de l'île, possède parmi ses principaux attraits de vastes et

* Préparé sous la direction de R. A. Gibson, directeur, Branche des Terres, Parcs et Forêts, Ministère des Mines et Ressources, Ottawa.

superbes plages sablonneuses qui offrent de merveilleuses facilités pour le bain de mer en eau salée modérément chaude.

Les parcs spéciaux d'élevage ont été établis pour la protection de différentes espèces de mammifères sauvages menacées d'extinction, telles que le bison, l'élan, l'antilope à cornes fourchues, qui maintenant se multiplient dans des conditions naturelles dans d'immenses enceintes spécialement aménagées pour leurs besoins. Ces réserves comprennent le parc national d'Elk Island, en Alberta, à 30 milles d'Edmonton, qui contient un grand troupeau de bisons et un grand nombre de chevreuils, d'élans et d'orignaux. Ce parc possède aussi des facilités d'amusements au lac Astotin, où l'on peut s'adonner à la natation, au camping, au tennis et au golf. Le parc national de Nemiskam, en Alberta lui aussi, constitue un sanctuaire d'antilopes à cornes fourchues.

Les parcs historiques nationaux comprennent le Fort Anne, à Annapolis Royal, Nouvelle-Ecosse, et le Fort Beauséjour, près de Sackville, Nouveau-Brunswick, des sites importants dans l'histoire du Canada. Ces deux parcs possèdent des musées historiques qui contiennent plusieurs pièces et documents se rattachant à la région.

Sites historiques nationaux.—Le Bureau des Parcs Nationaux a aussi pour mission de conserver, restaurer et marquer les sites historiques au Canada. En ce qui concerne le choix et l'acquisition de sites dignes de commémoration, le Bureau reçoit l'aide de la Commission Canadienne des Sites et Monuments Historiques, un groupe d'autorités reconnues sur l'histoire de la section du pays qu'elles représentent. Sur le nombre de sites qui ont été mis à l'étude par la Commission, plus de 300 ont été convenablement indiqués par le Ministère des Mines et Ressources et plusieurs autres jugés dignes d'une attention future. A certains des sites les plus considérables et les plus importants, des musées historiques ont été construits ou établis pour loger les pièces ou documents se rattachant à la région. De tels sites comprennent la Forteresse de Louisbourg, Nouvelle-Ecosse; les Forts Lennox et Chambly, Québec; le Fort Wellington, à Prescott; et le Fort Malden, à Amherstburg, en Ontario.

Traité des oiseaux migrateurs.—Ce traité et la législation l'appliquant à travers le Canada sont sous la juridiction de la Branche des Parcs Nationaux du Ministère des Mines et Ressources. Ce traité, en vigueur depuis 1916, a pour but la protection des oiseaux migrateurs du Canada et des Etats-Unis. Les renseignements concernant ce traité et les règlements concernant son application peuvent être obtenus du commissaire des Parcs Nationaux, Ministère des Mines et Ressources, Ottawa.

2.—Site, date de création, superficie et caractéristiques des Parcs Nationaux du Canada et des réserves du Dominion, 1940

(Au nombre de vingt, d'une superficie totale d'environ 29,703 milles carrés.)

Parcs	Site	Date de création	Superficie	Caractéristiques
			milles car.	
Parcs scéniques et récréatifs				
Banff	Alberta occidental, versant est des Rocheuses.	1885	2,585·00	Terrains de récréation dans les montagnes contenant les fameuses villégiatures, Banff et Lac Louise. Aspect typique du centre des Rocheuses, montagnes massives, glaciers, vallées alpines, lacs alimentés par les glaciers et sources d'eau chaude minérale. Réserve de gros gibier. Récréations: alpinisme, automobilisme, équitation, natation, golf, tennis, pêche, ski.

2.—Site, date de création, superficie et caractéristiques des Parcs Nationaux du Canada et des réserves du Dominion, 1940—suite

Parcs	Site	Date de création	Superficie	Caractéristiques
			milles car.	
Parcs scéniques et récréatifs—suite				
Yoho	Colombie Britannique orientale, versant occidental des Rocheuses.	1886	507·00	Paysage sauvage sur le versant occidental des Rocheuses. Contient la fameuse vallée Yoho, avec ses nombreuses chutes; la vallée du Cheval qui Rue; les lacs Emeraude, O'Hara et Wapta; pont naturel. Centre d'alpinisme.
Glacier	Sud-est de la Colombie Britannique, sur le sommet de la chaîne Selkirk.	1886	521·00	Superbe exemple de la région des montagnes Selkirk, avec des pics couverts de neiges, des glaciers, de luxuriantes forêts, une flore alpine et du gros gibier en abondance. Glaciers Illecillewaet et Asulkan; passe Rogers; et fameux tunnel Macdonald.
Lacs Waterton	Alberta méridional, voisin du parc Glacier du Montana, E.-U.	1895	220·00	Section canadienne, Parc international de la Paix, Waterton-Glacier. Montagnes renommées pour la beauté de leur coloris; lacs splendides, sentiers pittoresques, chutes. Récréations: automobilisme, équitation, pêche, tennis, golf, camping.
Jasper	Alberta occidental, versant oriental des Rocheuses.	1907	4,200·00	Le plus grand parc national en Amérique du Nord, riche en souvenirs historiques. Immense région de pics majestueux, gorges profondes, lacs merveilleux, contenant la fameuse villégiature Jasper. Aussi source d'eau chaude Miette, lac Maligne, mont Edith Cavell et glacier Columbia. Réserve de gros gibier. Récréations: automobilisme, alpinisme, équitation, natation, pêche, golf, tennis, ski.
Mont Revelstoke	Sud-est de la Colombie Britannique sur le versant occidental des Selkirk.	1914	100·00	Plateau alpin sur le sommet du mont Revelstoke accessible par une magnifique promenade de 18 milles de Revelstoke. Contient des lacs de montagne, une flore alpine, des sites de camping. Sanctuaire de gibier; centre de sports d'hiver.
Iles du Saint-Laurent	Dans le fleuve Saint-Laurent, entre Morrisburg et Kingston, Ont.	1914 (Réservé 1904)	185·60 (acres)	Réserve de terre ferme et treize îles parmi les "Mille Iles" Zone de récréation, camping, pêche, natation.
Pointe-Pelée	Sud de l'Ontario, dans le lac Erié.	1918	6·04	La terre ferme la plus méridionale du Canada (41° 54' N.). Zone de récréation avec une flore unique et belles plages. Lieu de repos pour bien des oiseaux migrateurs. Natation, camping.
Kootenay	Sud-est de la Colombie Britannique, sur le versant ouest des Rocheuses.	1920	587·00	Parc de montagnes longeant la section Vermilion-Sinclair de la route Banff-Windermere. Contient la gorge Sinclair, la source chaude Radium, la gorge Marble. Réserve de gros gibier. Récréations: automobilisme, natation, camping.
Prince-Albert	Au centre de la Saskatchewan, au nord de Prince-Albert.	1927	1,869·00 (approx.)	Parc forestier du nord-ouest canadien, avec de longs cours d'eau et de belles plages. Faune intéressante; villégiature. Récréations: canotage, natation, pêche, camping, tennis, golf.
Riding Mountain	Sud-ouest du Manitoba, à l'ouest du lac Winnipeg.	1929	1,148·04	Pays boisé ondulé, avec des lacs limpides, sur le sommet de l'escarpement du Manitoba. Habitat naturel du gros gibier, y compris l'élan, le cerf et l'orignal. Villégiature. Récréations: natation, canotage, pêche, tennis, golf, camping.

2.—Site, date de création, superficie et caractéristiques des Parcs Nationaux du Canada et des réserves du Dominion, 1940—fin

Parcs	Site	Date de création	Superficie	Caractéristiques
			milles car.	
Parcs scéniques et récréatifs—fin				
Iles de la baie Georgienne (y compris la Réserve Ile Flowerpot).	Dans la baie Georgienne, près de Midland, Ont.	1929	5·37	Trente îles dans la baie Georgienne. Zone de récréation et de camping; canotage, natation, pêche. Formations uniques de calcaire et cavernes sur l'île Flowerpot
Hautes-Terres du Cap-Breton.	Partie nord de l'île du Cap-Breton, Nouvelle-Ecosse.	1936	390·0 (approx.)	Remarquables exemples d'une côte hérissée sur fond montagneux. Magnifiques points de vue sur l'Atlantique et sur le golfe St-Laurent; visibles de la Piste Cabot. Récréations: natation, canotage, golf, tennis, pêche en haute mer, camping.
Ile du Prince-Edouard	Versant nord de l'île du Pr.-Edouard.	1937	7·00	Lisière de 25 milles de long sur la côte nord. Zone de récréation avec plages magnifiques. Contient la fameuse ferme Green Gables. Récréations: natation, canotage, pêche, golf, boulingrin, camping.
Réserves et parcs d'élevage				
Buffalo	A l'est de l'Alberta, près de Wainwright.	1908	197·50	Enceinte clôturée destinée originairement à la conservation du bison et autre gros gibier. Les animaux se sont depuis retirés; la réserve principale se trouve maintenant au parc national d'Elk Island.
Elk Island	Au centre de l'Alberta, près de Lamont.	1913 (Réservé 1906)	51·20	Enceinte clôturée contenant un grand troupeau de bisons des plaines; aussi beaucoup de cerfs, d'élans et d'orignaux. Zone de récréation au lac Astotin; camping, canotage, natation, tennis et golf.
Nemiskam	Au sud de l'Alberta, près de Foremost.	1922	8·50	Enceinte clôturée contenant un troupeau d'antilopes à cornes fourchues, espèce indigène de la région.
Bison-des-bois[1]	Une partie en Alberta (13,675 m. car.) et une partie dans les Territoires du Nord-Ouest (3,625 m. car.), à l'ouest des rivières Athabaska et des Esclaves.	1922	17,300·00 (approx.)	Immense région non clôturée de forêts de plaines découvertes, parsemée de lacs et parcourue par de nombreux cours d'eau. Contient un grand troupeau de bisons, y compris le type "des bois" et aussi le surplus de bisons du parc national Buffalo; aussi ours, castor, caribou, cerf, orignal et gibier aquatique. Région encore non développée.
Parcs historiques				
Fort Anne	Nouvelle-Ecosse.... (Annapolis Royal)	1917	31·00 (acres)	Site du premier établissement acadien de Port-Royal. Contient les fortifications en terre bien conservées; aussi musée renfermant une magnifique bibliothèque historique et de nombreuses reliques des premiers temps de la colonie.
Fort-Beauséjour	Nouveau-Brunswick, près de Sackville.	1926	59·00 (acres)	Site du vieux fort français érigé au milieu du 18ème siècle. Rebaptisé Fort Cumberland en 1755 par les Anglais; son nom premier a été restauré plus tard. Musée historique contenant des objets historiques de cette région.

[1] Administré par le Bureau des Affaires du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest de la Branche des Terres, Parcs et Forêts, Ministère des Mines et Ressources, Ottawa.

Parcs provinciaux.—En plus des parcs nationaux dans tout le Canada, administrés par le Gouvernement Fédéral, la plupart des provinces maintiennent aussi des parcs provinciaux pour la protection de la vie sauvage et comme zones de récréation. Parmi les plus grands de ces parcs, il y a le parc Algonquin (2,740 milles carrés) en Ontario, le parc des Laurentides (3,565 milles carrés) dans le Québec, et le parc Tweedsmuir (environ 5,400 milles carrés) en Colombie Britannique.

Gibier et paysage.—Les ressources du Canada en attractions pour le sportsman et le touriste sont aussi uniques que variées. A mesure qu'augmentent le tourisme et ses exigences (les statistiques relatives au tourisme sont indiquées au Chapitre XVI, comme une phase du Commerce Extérieur), de plus grandes régions de terres inhabitées sont devenues accessibles et des zones immenses inconnues jusqu'à présent peuvent maintenant être atteintes et traversées avec confort. Dans les régions boisées et non encore colonisées de chaque province il y a force orignaux, chevreuils, ours et plus petit gibier. De même dans l'Ouest du Canada se trouve le cerf du Canada, le caribou, le moufflon, la chèvre des Rocheuses, l'ours gris et le lynx. En Colombie Britannique et dans les montagnes de l'Alberta habite le lion de montagne ou cougar, tandis que dans le nord-ouest et dans l'extrême nord il y a encore des troupeaux de bisons et de bœufs musqués, qui jouissent d'ailleurs maintenant de la protection la plus complète de la part du Gouvernement canadien.

On trouve dans toutes les régions boisées du Canada, d'un océan à l'autre, la gélinotte à fraise et le tétras du Canada. La poule des prairies et la perdrix hongroise se trouvent dans les plaines et les régions partiellement boisées des trois provinces des prairies. La perdrix de Franklin habite les montagnes de l'ouest, tandis que les lagopèdes, variété de perdrix de l'Arctique, se contentent des plaines dénudées du nord. Il s'en rencontre cependant dans les grandes altitudes de l'Alberta et de la Colombie Britannique.

Le Canada est l'habitat naturel d'une grande variété d'oiseaux aquatiques et il est difficile de rêver plus beau paradis de chasse au fusil que la myriade de lacs qui jouent un rôle si important dans le paysage canadien. Et ceci est particulièrement vrai des trois provinces des prairies, où les lacs sont peu profonds et dont la surface abonde en nourriture pour ces oiseaux.

Les vallées de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, les rudes régions lacustres du nord du Québec, de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan, de même que les régions montagneuses de la Colombie Britannique, et de l'Alberta, offrent au touriste, au chasseur et au pêcheur des coups d'œil panoramiques nouveaux, en même temps que d'innombrables sanctuaires de chasse. Ces régions ont valu au Canada son titre de paradis des sportsmen et des campeurs. Les voyageurs par terre ne sont pas les seuls à jouir de ces avantages. Grâce à un lacis ténu de lacs et de rivières, dans l'Est du pays surtout, on peut maintenant voyager par eau d'une façon fort commode à bord de petits bateaux. De plus, la facilité offerte aux sports d'hiver, ajoutée à un décor exceptionnellement attrayant et à un climat vivifiant malgré sa rigueur, a fort contribué à grandir la réputation de régions touristiques, renommées autrefois pour leurs seuls avantages estivaux. La chasse est défendue et la vie sauvage est protégée aussi bien dans les parcs provinciaux que dans les parcs nationaux. La pêche à la ligne y est permise. Ailleurs, cependant, le chasseur et le pêcheur trouvent, en saison, une grande abondance de gibier et de poisson

PARTIE VII.—CLIMAT, MÉTÉOROLOGIE, ETC.

Section 1.—Le climat du Canada

Voir la liste au début de cet ouvrage pour la matière spéciale publiée sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

Section 2.—Facteurs déterminants de la température canadienne

Voir la liste au début de cet ouvrage pour la matière spéciale publiée sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

Section 3.—Répartition de la précipitation au Canada

Voir la liste au début de cet ouvrage pour la matière spéciale publiée sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

Section 4.—Température et précipitation du Canada septentrional

Voir la liste au début de cet ouvrage pour la matière spéciale publiée sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

Section 5.—Le Service Météorologique du Canada

Voir la liste au début de cet ouvrage pour la matière spéciale publiée sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

Section 6.—Tableaux météorologiques

Voir la liste au début de cet ouvrage pour la matière spéciale publiée sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

Section 7.—Les sécheresses au Canada occidental

Voir la liste au début de cet ouvrage pour la matière spéciale publiée sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

Section 8.—Heure légale et ses zones au Canada

Voir la liste au début de cet ouvrage pour la matière spéciale publiée sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

PARTIE II.—HISTOIRE ET CHRONOLOGIE

SYNOPSIS

	Page
Partie I.—Histoire	15
Section 1. Esquisse de l'histoire du Canada	15
Section 2. Bibliographie sur l'histoire du Canada	15
Section 3. Annales historiques	15
Partie II.—Chronologie, 1497 à 1941	15
Section 1. Chronologie générale	15
Section 2. Chronologie spéciale de guerre	21

PARTIE I.—HISTOIRE

Section 1.—Esquisse de l'histoire du Canada

Voir la liste au début de cet ouvrage pour la matière spéciale publiée antérieurement.

Section 2.—Bibliographie sur l'histoire du Canada

Voir la liste au début de cet ouvrage pour la matière spéciale publiée antérieurement.

Section 3.—Annales historiques

Voir la liste au début de cet ouvrage pour la matière spéciale publiée antérieurement.

PARTIE II.—CHRONOLOGIE, 1497 à 1941

Section 1.—Chronologie générale

NOTA.—*Les événements de la Chronologie générale de 1497 à 1866 sont donnés aux pp. 26–32 de l'Annuaire de 1940. Les Ministères, les dates des élections et la durée des sessions de tous les parlements du Dominion après la Confédération sont indiqués au chapitre III, tableaux 2 et 4. Les changements dans les Législatures et Ministères provinciaux de la Confédération à 1923 sont donnés aux pp. 79–88 de l'Annuaire de 1924, et de 1924 à 1937, aux pp. 115–124 de l'Annuaire de 1938. Les notes chronologiques touchant ces faits ont donc été supprimées de la chronologie ci-dessous, laquelle comprend les changements depuis 1937.*

1867, 29 mars. La sanction royale est donnée à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord; 1er juillet, il est mis en vigueur. Union des provinces du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, sous le nom de Dominion du Canada. Le Haut et le Bas-Canada deviennent les provinces d'Ontario et de Québec. Le vicomte Monck est le premier gouverneur général et sir John A. Macdonald, premier ministre; 6 nov., le premier parlement du Dominion s'assemble.

1868, 7 avril. Assassinat de d'Arcy McGee à Ottawa. 31 juillet, la loi de la Terre de Rupert autorise l'acquisition des Territoires du Nord-Ouest par le Dominion.

1869, 22 juin. Loi pourvoyant au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest; 19 nov., retour à la couronne des droits territoriaux que possédait la Cie de la Baie d'Hudson sur le Nord-Ouest. Rébellion de la Rivière Rouge sous Riel.

1870, 12 mai. Loi constituant la province de Manitoba; 15 juillet, les Territoires du Nord-Ouest sont donnés au Dominion et le Manitoba admis dans la Confédération; 24 août, l'expédition de Wolseley atteint Fort-Garry (Winnipeg); répression de la rébellion.

1871, 2 avril. Premier recensement du Dominion (population, 3,689,257); 14 avril, loi établissant un système monétaire uniforme au Canada; 8 mai, traité de Washington, aplanissant les difficultés pendantes entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis; 20 juillet, la Colombie Britannique entre dans la Confédération.

1873, 23 mai. Loi constituant la Police Montée du Nord-Ouest; 1er juillet, l'Ile du Prince-Edouard est admise dans la Confédération; 8 nov., incorporation de Winnipeg.

1874, mai. Ouverture du Collège Agricole d'Ontario, à Guelph.

1875, 8 avril. La loi des Territoires du Nord-Ouest établit un lieutenant-gouverneur et un Conseil des Territoires du Nord-Ouest. Avril-mai, premier contrat pour la construction du C.P.R. comme ligne du gouvernement; travaux commencés à Fort-William. 15 juin, formation de l'Eglise presbytérienne du Canada.

1876, 1er juin. Ouverture du Collège Militaire Royal de Kingston; 5 juin, première séance de la Cour Suprême du Canada. 3 juillet, inauguration du chemin de fer Intercolonial de Québec à Halifax. Une succursale de l'Université Laval est établie à Montréal.

1877, 20 juin. Grand incendie à Saint-John, N.-B.; oct., première exportation de blé du Manitoba au Royaume-Uni. Fondation de l'université du Manitoba.

1878, 1er juillet. Le Canada adhère à l'Union Postale Internationale.

1879, 15 mai. Adoption d'un tarif protecteur (la "Politique Nationale").

1880. Fondation de l'Académie Royale des Arts du Canada, première séance et exposition (6 mars); 11 mai, nomination de sir A. T. Galt comme premier Haut Commissaire canadien à Londres; 1er sept.; toutes les possessions britanniques de l'Amérique du Nord et les îles adjacentes, à l'exception de Terre-Neuve et ses dépendances, sont annexées au Canada en vertu d'un arrêté impérial du 31 juillet; 21 oct., signature du contract avec la compagnie actuelle du C.P.R. pour le parachèvement du chemin de fer.

1881, 4 avril. Deuxième recensement du Dominion (population, 4,324,810). 2 mai, commencement des travaux du C.P.R. comme ligne privée.

1882, 8 mai. Formation des districts provisoires d'Assiniboine, de Saskatchewan, d'Athabaska et d'Alberta; 25 mai, première séance de la Société Royale du Canada; 23 août, désignation de Regina comme siège du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.

1883, 5 sept. Formation de l'Eglise méthodiste au Canada; conférence unie.

1884, 24 mai. Sir Charles Tupper nommé Haut Commissaire à Londres; 11 août, ordre en conseil rectifiant la frontière entre l'Ontario et le Manitoba.

1885, 26 mars. Seconde rébellion de Riel dans le Nord-Ouest; 24 avril, engagement à Fish-Creek; 2 mai, engagement à Cut-Knife; 12 mai, prise de Batoche; 16 mai, reddition de Riel; 24 août, premier recensement des Territoires du Nord-Ouest; 7 nov., parachèvement de la ligne du Pacifique Canadien à Craigellachie; 16 nov., exécution de Riel.

1886, 6 avril. Incorporation de Vancouver; 7 juin, l'archevêque Taschereau de Québec devient le premier cardinal canadien; 13 juin, destruction de Vancouver par un incendie; 28 juin, premier train direct du chemin de fer Pacifique Canadien de Montréal à Port-Moody; 31 juillet, premier recensement quinquennal du Manitoba.

1887. Conférence interprovinciale à Québec; 4 avril, première conférence coloniale à Londres.

1888, 15 février. Signature à Washington du traité des pêcheries entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Août, le sénat des Etats-Unis refuse de ratifier le traité des pêcheries.

1890, 31 mars. La loi des écoles du Manitoba abolit les écoles séparées.

1891, 5 avril. Troisième recensement du Dominion (population 4,833,239); 6 juin, mort de sir John A. Macdonald.

1892, 29 février. Traité de Washington, soumettant à l'arbitrage la question de la pêche du phoque dans la mer de Behring; 22 juillet, convention au sujet de leur frontière commune entre le Canada et les Etats-Unis.

1893, 4 avril. Première séance du tribunal d'arbitrage de la mer de Behring; 18 déc., l'archevêque Machray, de Rupert's Land, élu premier primat anglican du Canada.

1894, 28 juin. Deuxième conférence coloniale à Ottawa; 12 décembre, décès de sir John Thompson à Windsor Castle.

1895, 10 sept. Ouverture du nouveau canal de Sault-Ste-Marie.

1896, 24 avril. Sir Donald Smith (lord Strathcona) est nommé Haut Commissaire à Londres; août, découverte de l'or au Klondyke.

1897, 22 juin. Célébration dans l'Empire du Jubilé de Diamant de S.M. la reine Victoria; juillet, troisième conférence coloniale à Londres; 17 déc., sentence arbitrale, tranchant la question des pêcheries de la mer de Behring.

1898, 13 juin. Une loi du parlement fait du district du Yukon un territoire distinct; 1er août, le tarif préférentiel en faveur de la Grande-Bretagne entre en vigueur; 23 août, réunion à Québec de la Haute Commission chargée de la solution des différends existant entre les Etats-Unis et le Canada. 25 déc., introduction du British Imperial Penny Postage (affranchissement des lettres pour l'Empire Britannique, à deux sous).

1899, 1er oct. Arrivée à Québec de Mgr Diomède Falconio, premier délégué apostolique permanent au Canada. 11 oct., commencement de la guerre du Sud-Africain; 29 oct., le premier contingent canadien part de Québec pour le Sud-Africain.

1900, 27 février. Bataille de Paardeberg; 26 avril, conflagration à Ottawa et Hull.

1901, 22 janvier. Mort de la reine Victoria et accession au trône du roi Edouard VII; 1er avril, quatrième recensement du Dominion (population, 5,371,315); 16 sept.-21 oct., visite au Canada du duc et de la duchesse de Cornwall et d'York (roi George V et reine Marie).

1902, 31 mai. La paix, signée à Vereeniging, met fin à la guerre du Sud-Africain; 30 juin, la quatrième conférence coloniale se réunit à Londres; 9 août, couronnement de S.M. le roi Edouard VII; déc., premier message sans-fil du Canada au Royaume-Uni, via Cap-Breton, N.-E.

1903, 24 janvier. Signature de la convention des frontières de l'Alaska; 19 juin, incorporation de Regina; 20 oct., la Commission des Frontières de l'Alaska fait connaître sa décision.

1904, 1er février. Etablissement de la Commission fédérale des chemins de fer; 19 avril, grand incendie à Toronto; 8 oct., incorporation d'Edmonton.

1905, 1er sept. Création des provinces d'Alberta et de Saskatchewan.

1906. Roald Amundsen arrive à Nome, Alaska, sur la goélette *Gjoa*, ayant accompli la première traversée du Passage du Nord-Ouest. Fondation de l'université d'Alberta; 8 oct., conférence interprovinciale à Ottawa.

1907, 15 avril-14 mai. Cinquième conférence coloniale de Londres. 17 oct., télégraphie sans-fil transatlantique établie pour service public limité; fondation de l'Université de Saskatchewan; 6 déc., première envolée au Canada d'un plus lourd que l'air transportant un passager (le "Cygnet", cerf-volant tétraédral du Dr Graham Bell).

1908. Fondation de l'Université de la Colombie Britannique; 2 janvier, établissement à Ottawa d'une succursale de la Monnaie Royale. 21-23 juin, Québec célèbre le deuxième centenaire de l'évêque Laval. 20-31 juillet, fêtes du tricentenaire de Québec; visite du Prince de Galles à Québec. 2 août, grand incendie dans la vallée de Kootenay, C.B.

1909, 11 janvier. Signature de la Convention des eaux limitrophes par le Canada et les Etats-Unis; 23 fév., première envolée au Canada d'un plus lourd que l'air de son propre pouvoir (le "Silver Dart" de McCurdy).

1910, 6 mai. Mort du roi Edouard VII et accession au trône du roi George V. 7 sept., le tribunal de La Haye prononce sa sentence sur la question des pêcheries côtières du Nord Atlantique. Nouvelles conventions commerciales négociées avec l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas et l'Italie; 11 octobre, inauguration à Kitchener du réseau hydroélectrique de l'Ontario.

1911, 23 mai-20 juin. Conférence impériale à Londres. 1er juin, cinquième recensement du Dominion (population, 7,206,643). 22 juin, couronnement de S.M. le roi George V. 11 juillet, désastreux feux de forêts dans la région de Porcupine.

1912, 29 mars-9 avril. Première conférence commerciale entre le Canada et les Antilles tenue à Ottawa. 15 avril, naufrage du *Titanic;* nomination de la Commission Royale des Dominions. 15 mai, extension des frontières de Québec, d'Ontario et de Manitoba.

1914, 20 mai. Naufrage du paquebot *Empress of Ireland.* 4 août, en guerre avec l'Allemagne; 12 août, avec l'Autriche-Hongrie. 5 nov., avec la Turquie. 18-22 août, session spéciale de guerre du Parlement canadien. 16 oct., le premier contingent canadien, fort de plus de 33,000 hommes, débarque à Plymouth, Angleterre.

1915, 5 février. Le premier contingent canadien débarque en France; on l'envoie dans les Flandres. 22 avril, seconde bataille d'Ypres; 24 avril, bataille de St-Julien; 20-26 mai, bataille de Festubert; 15 juin, bataille de Givenchy.

1916, 12 janvier. Décret de l'exécutif portant à 500,000 hommes la levée des troupes canadiennes. 3 fév., un incendie détruit l'édifice du Parlement à Ottawa. 3-20 avril, bataille de St-Eloi. 1er juin, recensement des Provinces des Prairies. 1-3 juin, bataille du bois du Sanctuaire. 1er juillet, commencement de la bataille de la Somme. 1er sept., pose de la première pierre du nouvel édifice du parlement par le duc de Connaught.

1917, 12 février-15 mai. Conférence Impériale. 20 mars-2 mai, séance à Londres du Cabinet de guerre de l'Empire. 21 mars-27 avril, conférence impériale de guerre; 6 avril, les Etats-Unis déclarent la guerre à

l'Allemagne. 9 avril, enlèvement de la crête de Vimy. 15 août, bataille de Loos, prise de la côte 70. 29 août, adoption de la loi du service militaire. 20 sept., achèvement du pont de Québec; le droit de voter aux élections fédérales est accordé aux femmes. 26 oct.-10 nov., bataille de Passchendaele; 6 déc., désastreuse explosion à Halifax, N.-E.

1918, 31 mars. Les Allemands prennent vigoureusement l'offensive en France; mars-avril, seconde bataille de la Somme; 17 avril, séance secrète du Parlement; juin-juillet, le premier ministre et plusieurs de ses collègues assistent aux conférences de guerre de l'Empire, à Londres; 18 juillet, les Alliés commencent leur heureuse contre-offensive sur le front de l'ouest; 12 août, bataille d'Amiens; 26-28 août, prise de Monchy-le-Preux; 2-4 sept., rupture de la ligne Drocourt-Quéant; 16 sept., proposition de paix de l'Autriche. 27-29 sept., le bois de Bourlon est emporté. 30 sept., la Bulgarie dépose les armes et signe un armistice. 1-9 oct., prise de Cambrai; 6 oct., première note allemande en vue d'un armistice; 20 oct., prise de Denain; 25 oct.-2 nov., prise de Valenciennes; 31 oct., la Turquie dépose les armes et signe un armistice; 4 nov., l'Autriche-Hongrie dépose les armes et obtient un armistice; 11 nov., prise de Mons; l'Allemagne dépose les armes et signe un armistice.

1919, 17 février. Mort de sir Wilfrid Laurier. 1er mai–15 juin, grève générale à Winnipeg et autres villes de l'Ouest; 28 juin, signature à Versailles du traité de paix et du protocole. 15 août, arrivée de S.A.R. le prince de Galles, visitant officiellement le Canada. 22 août, inauguration officielle du pont de Québec par S.A.R. le prince de Galles. 1er sept., S.A.R. le prince de Galles pose la première pierre de la tour des nouveaux édifices du Parlement, à Ottawa. 1er sept.–10 nov., session spéciale de paix du treizième parlement du Canada. 20 déc., organisation des "Chemins de fer Nationaux", par un arrêté en conseil.

1920, 10 janvier. Ratification du traité de Versailles; 19 fév., les actionnaires du Grand-Tronc ratifient la promesse de vente du chemin de fer du Grand-Tronc au gouvernement du Canada. 31 mai–18 juin, conférence commerciale à Ottawa entre le Canada et les Antilles. 16 juillet, ratification du traité de St-Germain-en-Laye; 9 août, ratification du traité de Neuilly-sur-Seine. 15 nov., la première séance de l'Assemblée de la Société des Nations s'ouvre à Genève, Suisse.

1921, 10 mai. Le tarif préférentiel avec les Antilles Britanniques entre en vigueur. 1er juin, sixième recensement du Dominion (population, 8,787,949). 20 juin–5 août, Conférence impériale. 11 nov., ouverture de la conférence de Washington, sur la limitation des armements.

1922, 1er fév. La conférence de Washington constate l'accord des cinq puissances, *limitant le nombre des grosses* unités d'escadre, restreignant l'activité des sous-marins et prohibant l'usage des gaz toxiques. 10 avril, la conférence générale économique s'ouvre à Gênes; 13 juillet, conférence entre le Canada et les Etats-Unis *re perpétuation du traité* Rush-Bagot, au sujet des armements sur les Grands Lacs; 7 août, la conférence interalliée sur les dettes de guerre et les réparations s'ouvre à Londres; 10 oct., armistice de Mudania signée par la Grande-Bretagne, la France et la Turquie; 9 déc., conférence des réparations ouverte à Londres.

1923, 1er avril. La levée de l'embargo sur le bétail canadien devient effective. 1er oct., conférence impériale et conférence économique à Londres.

1924, 23 avril. Ouverture de l'Exposition de l'Empire Britannique à Wembley, Angleterre, par le roi George V, le prince de Galles en est le président. 6–16 août, assemblées de l'Association Britannique pour le Progrès des Sciences à Toronto. 11–16 août, congrès international de mathématiques, à Toronto.

1925, 10 juin. Inauguration de l'Eglise Unie du Canada; 20 nov., mort de la reine Alexandra.

1926, 1er juin. Recensement des Provinces des Prairies. 19 oct.–23 nov., conférence impériale à Londres. 26 nov., l'hon. C. Vincent Massey est nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire aux Etats-Unis.

1927, 1er juin, l'hon. Wm. Phillips, premier ministre des Etats-Unis au Canada, arrive à Ottawa. 1–3 juillet. Jubilé de Diamant de la Confédération célébré dans tout le Dominion. 30 juillet, le prince de Galles, le prince George, le très hon. Stanley Baldwin et leur escorte arrivent à Québec, en visite au Canada. Septembre, le Canada est élu membre, sans permanence, du Conseil de la Société des Nations à Genève. Novembre, conférence sur les relations entre le Dominion et les provinces.

1928, 25 avril. Sir Wm. H. Clark est nommé premier Haut Commissaire anglais au Canada. 31 mai, le conseil législatif de la Nouvelle-Ecosse cesse

d'exister, laissant le Québec seule province avec deux chambres. 20 juillet, ouverture de la Légation japonaise à Ottawa. 15 nov., ouverture de la Légation de France au Canada.

1929, 15–25 oct. Le très hon. J. Ramsay MacDonald, premier ministre du Royaume-Uni, visite le Canada. 14 déc., transfert des ressources naturelles au Manitoba et à l'Alberta.

1930, 21 janv. Ouverture de la conférence de désarmement naval des cinq puissances à Londres; l'hon. J. L. Ralston y représente le Canada. 20 fév., transfert des ressources naturelles à la Colombie Britannique. 20 mars, transfert des ressources naturelles à la Saskatchewan. 1er août, le R-100 arrive à Montréal, étant le premier transatlantique plus léger que l'air à atteindre le Canada. 1er oct., Conférence Impériale à Londres.

1931, 1er juin. Septième recensement du Canada (population, 10,376,786). 30 juin, le statut de Westminster exemptant le Canada et ses provinces de l'application de l'Acte de la validité des lois coloniales et de l'Acte de la marine marchande est approuvé par la Chambre des Communes. 21 sept., la Grande-Bretagne suspend ses paiements en or et le Canada limite l'exportation de l'or. 21 nov., le Royaume-Uni ratifie la loi des importations anormales par laquelle le traitement préférentiel est accordé aux produits de l'Empire. 12 déc., le statut de Westminster, décrétant la complète égalité législative du Parlement du Canada et du Parlement du Royaume-Uni, entre en vigueur.

1932, 21 juil.–20 août. Conférence Economique Impériale à Ottawa. 6 août, ouverture officielle du canal Welland.

1933, 17–19 janv. Conférence des provinces avec le Dominion. 18 mai, célébration du 150ième anniversaire du débarquement des Loyalistes à Saint John.

1934, août. Célébration à Gaspé du quatrième centenaire du premier débarquement de Jacques Cartier au Canada.

1935, 11 mars. La Banque du Canada commence ses opérations. 6 mai, célébrations dans l'Empire du vingt-cinquième anniversaire de l'accession au trône du roi George V. 15 sept., conférence des statisticiens du Commonwealth Britannique à Ottawa. 9 déc., conférence entre le Dominion et les provinces à Ottawa; conférence sur la limitation navale à Londres.

1936, 20 janv. Mort de S.M. le roi George V et accession au trône de S.M. le roi Edouard VIII. 8 mars, les armées allemandes réoccupent la Rhénanie en violation directe du traité de Versailles. 1er juin, recensement quinquennal des provinces des Prairies. 1er juillet–7 septembre, fêtes du cinquantenaire de la ville de Vancouver et du Pacifique Canadien; 26 juillet, dévoilement en France du monument de Vimy par Sa Majesté le roi Edouard VIII; 11 décembre, abdication de S.M. le roi Edouard VIII et accession au trône de S.M. le roi George VI.

1937, 1er janvier. La Belgique représentée au Canada par un ministre plénipotentiaire. 30 mars, le Gouverneur Général et lady Tweedsmuir rendent au président Roosevelt sa visite à Québec du 30 juillet 1936, en se rendant à la Maison Blanche à Washington; 12 mai, couronnement de S.M. le roi George VI; 8 juillet, l'hydravion *Caledonia* des Imperial Airways arrive de Southampton à Montréal, inaugurant la période expérimentale du transport aérien transatlantique; 17 août, le Gouvernement fédéral désavoue trois statuts de l'Alberta qui empiètent sur les droits fédéraux. 29 novembre, la Commission Royale sur les relations fédérales-provinciales tient sa première séance à Winnipeg.

1938, 4 mars. Jugement unanime est rendu par la Cour Suprême en faveur du gouvernement fédéral sur chacune des questions soumises par l'Alberta. 13 mars, l'Allemagne s'empare de l'Autriche. 9 juin, élection provinciale générale en Saskatchewan. Le gouvernement libéral de l'hon. W. J. Patterson est maintenu au pouvoir. 15 juin, désaveu des lois albertaines dites Home Owner's Security et Securities Tax. 7 juillet, le Conseil Privé refuse de se prononcer sur les lois albertaines sur le contrôle de la presse et le règlement du crédit. 15 juillet, le Conseil Privé déboute l'Alberta de son appel d'un jugement de la Cour Suprême du Canada sur une loi pour taxer les banques à charte. 12 sept., le discours de Herr Hitler à Nuremburg est suivi d'escarmouches sur la frontière tchécoslovaque qui déclenchent une crise internationale. 15 sept., rencontre de M. Chamberlain et de Herr Hitler à Berchtesgaden. 22, 23 sept., rencontre de M. Chamberlain et de Herr Hitler à Godesberg. 28 sept., mobilisation de la flotte britannique. 30 sept., la crise se termine à la suite d'une conférence des quatre puissances à Munich. 1er oct., occupation des régions sudètes de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne. 17 oct., inaugura-

tion d'un service de messagerie sur les Lignes Aériennes Trans-canada. 4 nov., jugement écrit du Conseil Privé donnant les raisons pour le rejet de l'appel de l'Alberta sur la loi pour taxer les banques. 17 nov., accord commercial entre le Canada et les Etats-Unis signé à Washington.

1939, 13 janv. Le rapport de la Commission Royale d'enquête sur le contrat des mitrailleuses Bren est déposé à la Chambre des Communes. 1er mars, inauguration d'un service aéropostal transcanadien. 14 mars, invasion de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne. 27 mars, le gouvernement fédéral désavoue la législation albertaine relative à la loi de 1935 sur la limitation des actions. 31 mars, le premier ministre du Royaume-Uni annonce les dispositions préliminaires d'un traité garantissant à la Pologne le secours armé pour défendre son indépendance. 28 avril, dénonciation du pacte de non-agression germano-polonais par l'Allemagne. 17 mai-15 juin, Leurs Majestés le Roi George VI et la Reine Elizabeth visitent le Canada et les Etats-Unis. 18 mai, élection provinciale générale dans l'Ile du Prince-Edouard; le gouvernement libéral de l'hon. T. A. Campbell est maintenu. 16 juin, première nomination d'un Haut Commissaire au Canada par le gouvernement de l'Eire. 27 juin, première envolée du *Yankee Clipper*, inaugurant le service postal aérien, de Port Washington, N.-Y. à Southampton, Angl., via Shédiac, N.-B. et Botwood, T.-N. 6 août, le *Caribou* des Imperial Airways arrive à Montréal et inaugure officiellement le service aéropostal britannique. 23 août, le chancelier Hitler, dans une entrevue avec l'ambassadeur britannique, demande la possession de Danzig et du Corridor polonais et l'institution d'un protectorat allemand sur la Pologne. 24 août, l'Allemagne et la Russie soviétique signent un traité réciproque de non-agression. 25 août, le Royaume-Uni signe un pacte avec la Pologne par lequel chaque partie s'engage à porter secours à l'autre dans le cas d'une agression menaçant l'indépendance de l'autre partie. Le Japon proteste à l'Allemagne que le pacte de non-agression russo-allemand viole l'esprit du pacte anti-comintern. 1er sept., l'Allemagne envahit la Pologne. Proclamation déclarant un état prochain de guerre au Canada depuis le 25 août. 3 sept., le Royaume-Uni et la France déclarent la guerre à l'Allemagne. Organisation de la Commission des Prix et du Commerce en Temps de Guerre. 10 sept., le Canada déclare la guerre à l'Allemagne.

Voir chronologie spéciale de guerre à l'Appendice I.

15 sept., Formation de la Commission Canadienne de Contrôle du Change Etranger. 25 sept., la Commission des Approvisionnements de Guerre commence à fonctionner sous la direction du Ministre des Finances. 26 sept., les Etats-Unis à la Conférence de Panama proposent une zone de sécurité dans les eaux américaines. 2 oct., les Etats-Unis refusent de reconnaître le partage germano-russe de la Pologne. 4 oct., deuxième désaveu de la loi des limitations des actions de l'Alberta, qui avait été votée de nouveau après un premier désaveu. 16 oct., arrivée à Ottawa du premier ministre des Pays-Bas. Emprunt de guerre à court terme de $200,000,000 vendu aux banques à charte. 25 oct., élection provinciale générale dans le Québec. Le gouvernement de l'Union Nationale de l'hon. M. Duplessis est défait par les libéraux sous Adélard Godbout. 1er nov., commencement des envolées quotidiennes des côtes de l'Atlantique aux côtes du Pacifique par les Lignes Aériennes Trans-Canada. 2 nov., première nomination d'un Haut Commissaire canadien en Australie. 20 nov., élection provinciale générale au Nouveau-Brunswick. Le gouvernement libéral de l'hon. A. A. Dysart est maintenu. 23 nov., l'hon. C. D. Howe est nommé chef ministériel de la Commission des Approvisionnements de Guerre, *vice* l'hon. J. L. Ralston. 14 déc., la Russie est expulsée de la Société des Nations. 20 déc., nouvel accord commercial entre l'Allemagne et la Roumanie doublant les exportations d'huile à l'Allemagne. 22 déc., le Ministre des Finances annonce l'établissement du Comité National de l'Emprunt de Guerre. 26 déc., la Commission Canadienne de la Marine Marchande assume les fonctions de l'ancienne Commission des Permis de Navigation. 29 déc., nomination des premiers Hauts Commissaires du Canada en Irlande (Eire) et en Nouvelle-Zélande.

1940. 1er janv. Le premier gouvernement municipal dans les Territoires du Nord-Ouest est inauguré à Yellowknife. 8 janv., ouverture des consultations à Ottawa entre les gouvernements du Canada et des Etats-Unis sur la canalisation du St-Laurent. 15 janv., le premier emprunt de guerre, est offert au public canadien et le montant désiré ($200,000,000) est fortement dépassé. 18 janv., nomination du premier Haut Commissaire canadien pour

l'Union Sud-Africaine. 22 janv., les Ministres de la Défense et des Transports annoncent les détails du plan d'entraînement aérien du Commonwealth Britannique. 1er fév., la formation du Conseil Consultatif sur les Pêcheries en Temps de Guerre est annoncée. 13 mars, la Finlande et la Russie signent un traité de paix après la conclusion de la guerre russo-finlandaise. (Voir chronologie spéciale de guerre, 29 nov. 1939.) 21 mars, élection provinciale générale en Alberta; le gouvernement de l'hon. W. Aberhart est réélu. 28 mars, arrivée du premier Haut Commissaire australien au Canada. 9 avril, la formation du Ministère des Munitions et Approvisionnements est annoncée. L'Allemagne envahit le Danemark et la Norvège. 25 avril, le droit de voter aux élections provinciales et de se présenter comme candidates à la Législature est accordé aux femmes du Québec. 30 avril, un ordre en conseil transfère le change étranger de la Banque du Canada et des particuliers à la Commission de Contrôle du Change Etranger. 5 mai, un Comité National Canadien d'Epargnes de Guerre est nommé. 10 mai, le très hon. Neville Chamberlain démissionne et le très hon. Winston Churchill devient Premier Ministre du Royaume-Uni. 16 mai, le rapport de la Commission Royale des relations entre le Dominion et les provinces est présenté à la Chambre des Communes. 22 mai, le Ministère canadien de la Défense pour l'Air est établi. 11 juin, l'établissement d'un service consulaire canadien est annoncé; des consuls sont nommés au Groenland, en France et au Japon. Le Parlement fédéral vote une loi autorisant le Gouvernement à organiser les ressources économiques et le capital humain du pays. 2 juil., l'établissement de la Commission de Contrôle des Industries en Temps de Guerre est annoncé. 8 juil., un Ministère séparé de la Défense Nationale pour les Affaires Navales est institué. 10 juil., la sanction royale est donnée à l'amendement à l'Acte de l'A.B.N. permettant au Dominion de légiférer en matière d'assurance-chômage. 29 juil., la loi de l'assurance-chômage est adoptée par la Chambre des Communes. 16 août, le Bureau International du Travail de la Société des Nations s'établit à l'Université McGill, Montréal. 17-18 août, Conférence sur la défense de la moitié nord de l'hémisphère occidental, tenue à Ogdensburg, N.-Y., entre le Premier Ministre du Canada et le Président des Etats-Unis, après laquelle est annoncée la création d'une Commission conjointe permanente de la Défense, composée de 4 ou 5 membres de chaque pays. 19-21 août, enregistrement national au Canada. 26 août, la Commission Conjointe Permanente de la Défense tient sa première assemblée. 6 sept., traités de conciliation signés entre le gouvernement des Etats-Unis et le gouvernement du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. 9 sept., deuxième emprunt de guerre de $300,000,000 offert au public canadien. 12 sept., la Commission des Prix et du Commerce en Temps de Guerre est autorisée à contrôler les loyers. 13 sept., organisation du Ministère des Services de Guerre. 14 oct., le gouvernement des Etats-Unis annonce l'approbation des diversions de Long Lac et d'Ogaki en Ontario, permettant ainsi une production additionnelle de 200,000 h.p. à Niagara. 4 nov., un gouvernement de coalition est formé au Manitoba. 1er déc., le budget supplémentaire impose une autre restriction des importations et des taxes additionnelles.

Section 2.—Chronologie spéciale de guerre

Une chronologie détaillée de guerre du 1er sept. 1939 au 8 juil. 1940 paraît aux pp. 38-41 et pp. 1174-1180 de l'Annuaire de 1940. Cette chronologie continue à l'appendice I du présent volume.

CHAPITRE III.—CONSTITUTION ET GOUVERNEMENT

SYNOPSIS

	Page
Partie I.—Constitution et gouvernement général	23
Partie II.—Gouvernement provincial et administration municipale	23
Partie III.—Corps législatifs et exécutifs	23
Section 1. Parlement et Ministère fédéral	23
Sous-section 1. Le Gouverneur Général du Canada	23
Sous-section 2. Le Ministère	24
Sous-section 3. Le Sénat	27
Sous-section 4. La Chambre des Communes	29
Sous-section 5. L'électorat fédéral	35
Section 2. Gouvernements provinciaux	36
Partie IV.—Représentants du Canada à l'étranger	42
Section 1. Hauts commissaires dans le Commonwealth des Nations Britanniques	42
Section 2. Représentants diplomatiques dans les pays étrangers	43
Partie V.—Représentants des autres pays au Canada	44
Section 1. Représentants des membres du Commonwealth des Nations Britanniques	44
Section 2. Représentants diplomatiques des pays étrangers	44
Partie VI.—Le Canada et la Société des Nations	45

Le gouvernement du Dominion du Canada a été établi en vertu des dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867. Ce statut du Parlement de l'Empire, modifié de temps à autre,* forme la base écrite de la Constitution du Canada. Les sections suivantes de ce chapitre traitent en détail des institutions et des mesures par lesquelles le Canada est gouverné.

Les stages nombreux de l'évolution du status du pays comme Dominion ont été décrits avec autorité dans les rapports des Conférences Impériales successives, dont celle tenue à Londres en 1926 qui a défini le groupe de communautés autonomes consistant du Royaume-Uni et des Dominions comme des "communautés autonomes dans le giron de l'Empire, égales en status et en aucune manière subordonnées l'une à l'autre dans la question de leurs affaires domestiques ou étrangères, bien qu'unies par une commune allégeance à la Couronne et associées librement comme membres du Commonwealth des Nations Britanniques". De plus, la Conférence a établi que, comme conséquence de cette égalité de status, le Gouverneur Général d'un Dominion "est le représentant de la Couronne ayant, dans toutes les choses essentielles à l'administration des affaires publiques du Dominion, les mêmes prérogatives que Sa Majesté le Roi en Grande-Bretagne", et "que le gouvernement de chaque Dominion a le droit d'aviser la Couronne sur toutes choses affectant l'administration de ses affaires". Avec ce changement dans les relations constitutionnelles entres les différentes parties du Commonwealth des Nations Britanniques, les divers Dominions assumaient, comme trait complémentaire de leur nationalité, des responsabilités plus grandes et des droits d'Etat souverain dans leurs relations avec les autres membres de la communauté des nations. Le fait d'être membre de la Société des Nations, le droit de négocier certains traités, l'établissement de repré-

* Le dernier amendement à l'Acte de l'A.B.N. a été fait par statut impérial, c. 36, 3 et 4 Geo. VI, 1940, le 10 juillet 1940, à la suite d'une requête à Sa Majesté par le Parlement canadien. L'Acte est amendé par insertion de l'"Assurance-chômage" (comme paragraphe 2A de l'article 91) parmi les sujets du pouvoir législatif exclusif du Parlement du Canada.

sentation diplomatique séparée dans nombre de pays étrangers ont caractérisé cette phase de la croissance du Dominion du Canada. Une déclaration plus explicite sur les principes d'égalité de status a été donnée dans le Statut de Westminster en 1931 qui enlevait les dernières restrictions sur l'autonomie législative des Dominions.

PARTIE I.—CONSTITUTION ET GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

Sous le titre ci-dessus, l'Annuaire du Canada de 1922–23 a publié, pp. 95–107, un court historique descriptif de l'évolution du gouvernement général du Canada.

PARTIE II.—GOUVERNEMENT PROVINCIAL ET ADMINISTRATION MUNICIPALE

L'Annuaire du Canada de 1922–23, pp. 108–123, a publié une courte analyse du gouvernement de chacune des provinces du Canada, de leurs institutions municipales et de leur organisation judiciaire. L'édition de 1938 de l'Annuaire du Canada donne, pp. 97–98, un article intitulé "Administration du territoire canadien de l'Arctique".

PARTIE III.—CORPS LÉGISLATIFS ET EXÉCUTIFS

Section 1.—Parlement et Ministère fédéral

Le Parlement du Dominion se compose du Roi, représenté par le Gouverneur Général, du Sénat et de la Chambre des Communes. L'évolution du principe démocratique a relégué à l'arrière-plan le rôle du représentant du Roi et celui de la Chambre Haute du Parlement, en matière de législation, aussi bien au Canada que dans la mère patrie, la Chambre des Communes assumant de plus en plus les responsabilités de la législation.

Un précis de l'histoire de la représentation parlementaire se trouve aux sous-sections 3 et 4, pp. 27–35, et on y remarquera l'augmentation depuis la Confédération du nombre de représentants tant au Sénat qu'à la Chambre des Communes, de même que de l'unité de représentation à la Chambre Basse.

Sous-section 1.—Le Gouverneur Général du Canada

Le Gouverneur Général est nommé par le Roi comme son représentant au Canada pour une période habituelle de cinq ans; son traitement, fixé à £10,000 par an, est payé sur le revenu consolidé du pays. Les attributions du Gouverneur Général sont limitées à la durée de son office et il ne peut exercer que l'autorité qui lui est expressément dévolue. Il agit selon l'avis de ses ministres, lesquels sont responsables devant le Parlement; en sa qualité de chef de l'exécutif, il convoque, proroge et dissout le Parlement; il sanctionne les lois ou leur refuse son assentiment. Dans l'accomplissement des devoirs de sa charge, il agit entièrement selon l'avis du Ministère et devient alors le Gouverneur Général en Conseil. La prérogative royale du pardon de la peine capitale, que le Gouverneur Général pouvait autrefois exercer à son bon plaisir, ne s'exerce maintenant que sur la recommandation du Ministère. La coutume de faire du Gouverneur Général le lien de communication entre le gouvernement canadien et le gouvernement impérial a été abandonnée, et depuis le 1er juillet 1927 le gouvernement de Sa Majesté au Canada communique directement avec le gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

1.—Gouverneurs Généraux du Canada, 1867-1941

Nom	Date de leur nomination	Date de leur entrée en fonction
VICOMTE MONCK, G.C.M.G.	1er juin 1867	1er juillet 1867
LORD LISGAR, G.C.M.G.	29 déc. 1868	2 fév. 1869
COMTE DE DUFFERIN, K.P., K.C.B., G.C.M.G.	22 mai 1872	25 juin 1872
MARQUIS DE LORNE, K.T., G.C.M.G.	5 oct. 1878	25 nov. 1878
MARQUIS DE LANSDOWNE, G.C.M.G.	18 août 1883	23 oct. 1883
LORD STANLEY DE PRESTON, G.C.B.	1er mai 1888	11 juin 1888
COMTE D'ABERDEEN, K.T., G.C.M.G.	22 mai 1893	18 sept. 1893
COMTE DE MINTO, G.C.M.G.	30 juillet 1898	12 nov. 1898
COMTE GREY, G.C.M.G.	26 sept. 1904	10 déc. 1904
S.A.R. FELD-MARÉCHAL DUC DE CONNAUGHT, K.G.	21 mars 1911	13 oct. 1911
DUC DE DEVONSHIRE, K.G., G.C.M.G., G.C.V.O.	19 août 1916	11 nov. 1916
GÉNÉRAL LORD BYNG DE VIMY, G.C.B., G.C.M.G., M.V.O.	2 août 1921	11 août 1921
VICOMTE WILLINGDON DE RATTON, G.C.S.I., G.C.I.E., G.B.E.	5 août 1926	2 oct. 1926
COMTE DE BESSBOROUGH, G.C.M.G.	9 fév. 1931	4 avril 1931
LORD TWEEDSMUIR D'ELSFIELD, G.C.M.G., G.C.V.O., C.H.	10 août 1935	2 nov. 1935
MAJOR GÉNÉRAL COMTE D'ATHLONE, K.G., P.C., G.C.B., G.C.M.G., G.C.V.O., D.S.O.	3 avril 1940	21 juin 1940

Sous-section 2.—Le Ministère

Le Canada possède un système de gouvernement semblable à celui de la Grande-Bretagne, par lequel un Cabinet ou Ministère composé de membres de la Chambre des Communes ou du Sénat est responsable envers le Parlement, exerce le pouvoir pendant qu'il jouit de la confiance des représentants du peuple. Le Cabinet est effectivement un comité du Conseil Privé du Roi pour le Canada. Sans expliquer en détail le fonctionnement de ce système, il faut toutefois remarquer que le Cabinet est responsable à la Chambre des Communes et, suivant un précédent établi, démissionne lorsqu'il devient évident qu'il a perdu la confiance des représentants du peuple. Les membres du Cabinet sont choisis par le Premier Ministre; généralement chacun d'eux assume la charge de l'un des différents départements administratifs; cependant, un Ministre peut avoir plus d'un portefeuille ou n'en avoir aucun.

2.—Ministères depuis la Confédération

NOTA.—La liste complète des Ministres fédéraux depuis la Confédération jusqu'en 1913 paraît dans l'Annuaire de 1912, pp. 423-430. Les Ministères subséquents se trouvent dans les tableaux correspondants des éditions subséquentes de l'Annuaire.

Ministère	Premier Ministre	Durée d'administration
1	TRÈS HON. SIR JOHN A. MACDONALD	1er juil. 1867–6 nov. 1873
2	HON. ALEXANDER MACKENZIE	7 nov. 1873–16 oct. 1878
3	TRÈS HON. SIR JOHN A. MACDONALD	17 oct. 1878–6 juin 1891
4	HON. SIR JOHN J. C. ABBOTT	16 juin 1891–5 déc. 1892
5	HON. SIR JOHN S. D. THOMPSON	5 déc. 1892–12 déc. 1894
6	HON. SIR MACKENZIE BOWELL	21 déc. 1894–27 avril 1896
7	HON. SIR CHARLES TUPPER	1er mai 1896–8 juil. 1896
8	TRÈS HON. SIR WILFRID LAURIER	11 juil. 1896–6 oct. 1911

2.—Ministères depuis la Confédération—fin

Ministère	Premier Ministre	Durée d'administration
9	TRÈS HON. SIR ROBERT L. BORDEN	10 oct. 1911–12 oct. 1917 (Administration conservative)
10	TRÈS HON. SIR ROBERT L. BORDEN	12 oct. 1917–10 juil. 1920 (Administration unioniste)
11	TRÈS HON. ARTHUR MEIGHEN	10 juil. 1920–29 déc. 1921 (Unioniste—"Parti national libéral et conservateur")
12	TRÈS HON. WILLIAM LYON MACKENZIE KING	29 déc. 1921–28 juin 1926
13	TRÈS HON. ARTHUR MEIGHEN	29 juin 1926–25 sept. 1926
14	TRÈS HON. WILLIAM LYON MACKENZIE KING	25 sept. 1926–6 août 1930
15	TRÈS HON. RICHARD BEDFORD BENNETT	7 août 1930–23 oct. 1935
16	TRÈS HON. WILLIAM LYON MACKENZIE KING	23 oct. 1935

2A.—Membres du seizième Cabinet fédéral

(Selon la préséance des ministres)

Ministère	Titulaire	Date de la nomination[1]
Premier Ministre, Président du Conseil Privé et Secrétaire d'Etat aux Affaires Extérieures	TRÈS HON. W. L. MACKENZIE KING, C.M.G.	23 oct. 1935
Ministre de l'Administration et Ministre sans portefeuille	HON. RAOUL DANDURAND, C.R.	23 oct. 1935
Ministre des Mines et Ressources	HON. THOMAS ALEXANDER CRERAR	23 oct. 1935
Ministre de la Justice et Procureur Général	TRÈS HON. ERNEST LAPOINTE, C.R.	23 oct. 1935
Ministre des Travaux Publics Ministre des Transports	HON. PIERRE JOSEPH ARTHUR CARDIN, C.R.	23 oct. 1935 8 juil. 1940
Ministre de la Défense Nationale	HON. JAMES LAYTON RALSTON, K.C., C.M.G., D.S.O.	6 sept. 1939 5 juil. 1940
Ministre des Pensions et de la Santé Nationale	HON. IAN ALISTAIR MACKENZIE, K.C.	23 oct. 1935 19 sept. 1939
Ministre associé de la Défense Nationale Ministre de la Défense Nationale pour l'Air	HON. CHARLES GAVAN POWER, K.C., M.C.	23 oct. 1935 12 juil. 1940 23 mai 1940
Ministre des Finances	HON. JAMES LORIMER ILSLEY, K.C.	23 oct. 1935 8 juil. 1940
Ministre des Pêcheries	HON. JOSEPH ENOÏL MICHAUD, C.R.	23 oct. 1935
Ministre des Munitions et des Approvisionnements	HON. CLARENCE DECATUR HOWE	23 oct. 1935 9 avril 1940
Ministre de l'Agriculture Ministre des Services Nationaux de guerre	HON. JAMES GARFIELD GARDINER	28 oct. 1935 12 juil. 1940
Ministre du Travail	HON. NORMAN ALEXANDER MCLARTY, K.C.	23 janv. 1939 19 sept. 1939
Ministre du Commerce	HON. JAMES ANGUS MACKINNON	23 janv. 1939 10 mai 1940
Secrétaire d'Etat	HON. PIERRE FRANÇOIS CASGRAIN, C.R.	10 mai 1940
Ministre des Postes	HON. WILLIAM PATE MULOCK, K.C.	8 juil. 1940
Ministre du Revenu National	HON. COLIN WILLIAM GEORGE GIBSON, K.C., M.C., V.D.	8 juil. 1940
Ministre de la Défense Nationale pour les Services Navals	HON. ANGUS LEWIS MACDONALD, K.C.	12 juil. 1940

[1] Quand il y a plus d'une date la première indique celle de la première nomination au Cabinet actuel et l'autre la date de nomination au portefeuille actuel.

3.—Membres du Conseil Privé du Roi pour le Dominion du Canada, selon leur ordre de préséance,[1] le 4 mars 1941

NOTA.—Dans cette liste le préfixe Très hon. indique les membres du Conseil Privé britannique. Outre ceux mentionnés dans cette énumération, le Très hon. sir Lyman P. Duff, G.C.M.G., juge en chef de la Cour Suprême, est membre canadien du Conseil Privé d'Angleterre.

Nom	Date de l'assermentation	Nom	Date de l'assermentation
Très hon. sir William Mulock	12 juillet 1896	Hon. John Alexander Macdonald	13 juillet 1926
Très hon. sir Charles Fitzpatrick[2]	11 fév. 1902	Hon. Eugène Paquet	23 août 1926
Hon. sir A. B. Aylesworth	16 oct. 1905	Hon. Lucien Cannon	25 sept. 1935
Très hon. George P. Graham	30 août 1907	Hon. William D. Euler	25 sept. 1926
Hon. R. Dandurand[3]	20 janv. 1909	Hon. Peter Heenan	25 sept. 1926
Très hon. W. L. Mackenzie King[4]	2 juin 1909	Hon. James Layton Ralston[3]	8 oct. 1926
Très hon. sir Thomas White	10 oct. 1911	S.A.R. le duc de Windsor	2 août 1927
Hon. Pierre-Edouard Blondin	20 oct. 1914	Très hon. comte Baldwin de Bewdley	2 août 1927
Très hon. Arthur Meighen	2 oct. 1915	Hon. William Frederick Kay	17 juin 1930
Hon. Esioff-Léon Patenaude	6 oct. 1915	Hon. Cyrus Macmillan	17 juin 1930
Très hon. William Morris Hughes	18 fév. 1916	Hon. Ian Alistair Mackenzie[3]	27 juin 1930
Hon. Albert Sévigny	8 janv. 1917	Hon. Arthur C. Hardy	31 juillet 1930
Hon. Charles Colquhoun Ballantyne	3 oct. 1917	Hon. Arthur Sauvé	7 août 1930
Hon. James Alexander Calder	12 oct. 1917	Hon. Murray MacLaren	7 août 1930
Hon. Newton Wesley Rowell	12 oct. 1917	Hon. Hugh Alexander Stewart	7 août 1930
Hon. Sydney Chilton Mewburn	12 oct. 1917	Hon. Charles Hazlitt Cahan	7 août 1930
Hon. Thomas Alexander Crerar[3]	12 oct. 1917	Hon. Donald Matheson Sutherland	7 août 1930
Hon. Alexander K. Maclean	23 oct. 1917	Hon. Alfred Duranleau	7 août 1930
Hon. sir Henry Lumley Drayton	2 août 1919	Hon. Thomas Gerow Murphy	7 août 1930
Hon. Fleming Blanchard McCurdy	13 juillet 1920	Hon. Maurice Dupré	7 août 1930
Hon. Edgar N. Rhodes	22 fév. 1921	Hon. Wesley Ashton Gordon	7 août 1930
Hon. John Babington Macaulay Baxter	21 sept. 1921	Hon. G. Howard Ferguson	14 janv. 1931
Hon. Henry Herbert Stevens	21 sept. 1921	Hon. W. D. Herridge	17 juin 1931
Hon. Robert James Manion	22 sept. 1921	Hon. Robert Charles Matthews	6 déc. 1933
Hon. James Robert Wilson	26 sept. 1921	Hon. Richard Burpee Hanson[5]	17 nov. 1934
Très hon. Richard Bedford Bennett	4 oct. 1921	Hon. Grote Stirling	17 nov. 1934
Très hon. Ernest Lapointe[3]	29 déc. 1921	Hon. George Reginald Geary	14 août 1935
Hon. Arthur Bliss Copp	29 déc. 1921	Hon. James Earl Lawson	14 août 1935
Hon. Charles Stewart	29 déc. 1921	Hon. Samuel Gobeil	14 août 1935
Hon. William Richard Motherwell	29 déc. 1921	Hon. Lucien Henri Gendron	30 août 1935
Hon. James Murdock	29 déc. 1921	Hon. William Earl Rowe	30 août 1935
Hon. John Ewan Sinclair	30 déc. 1921	Hon. Onésime Gagnon	30 août 1935
Hon. James H. King	3 fév. 1922	Hon. Charles Gavan Power[3]	23 oct. 1935
Hon. Edward James McMurray	14 nov. 1923	Hon. James Lorimer Ilsley[3]	23 oct. 1935
Hon. Pierre-Joseph-Arthur Cardin[3]	30 janv. 1924	Hon. Joseph Enoïl Michaud[3]	23 oct. 1935
Hon. George Newcombe Gordon	7 sept. 1925	Hon. Clarence Decatur Howe[3]	23 oct. 1935
Hon. Charles Vincent Massey[6]	16 sept. 1925	Hon. James Garfield Gardiner[3]	4 nov. 1935
Hon. Walter Edward Foster	26 sept. 1925	Hon. Norman Alexander McLarty[3]	23 janv. 1939
Hon. Philippe Roy	9 fév. 1926	Hon. James Angus MacKinnon[3]	23 janv. 1939
Hon. Charles A. Dunning	1er mars 1926	Hon. Pierre-F. Casgrain[3]	10 mai 1940
Hon. John C. Elliott	8 mars 1926	Hon. William P. Mulock[3]	8 juillet 1940
Hon. George Burpee Jones	13 juillet 1926	Hon. Colin W. G. Gibson[3]	8 juillet 1940
Hon. Donald Sutherland	13 juillet 1926	Hon. Angus L. Macdonald[3]	12 juillet 1940
Hon. Raymond Ducharme Morand	13 juillet 1926	Hon. Leighton McCarthy[7]	4 mars 1941

[1] Comme dans le cas des Conseillers Privés du Royaume-Uni, les membres du Conseil Privé de Sa Majesté pour le Canada prennent rang *inter se* d'après la date de leur assermentation. [2] Juge en chef à la retraite. [3] Préséance comme membre du cabinet. [4] Préséance comme Premier Ministre du Canada. [5] Préséance comme chef de l'opposition. [6] Haut-Commissaire du Canada au Royaume-Uni. [7] Ministre canadien à Washington.

4.—Durée et sessions des Parlements du Dominion, 1918-1941

NOTA.—Des renseignements semblables sur les douze premiers Parlements depuis la Confédération jusqu'à 1917 paraissent à la p. 47 de l'Annuaire de 1940.

Ordre des Parlements	Session	Date de l'ouverture	Date de la clôture	Durée de la session, en jours	Elections, brefs rapportables, dissolution et durée des Parlements[1]
13ème Parlement	1ère	18 mars 1918	24 mai 1918	68	17 déc. 1917[2]
	2e	20 fév. 1919	7 juillet 1919	138	27 fév. 1918[3]
	3e	1er sept. 1919	10 nov. 1919	71	4 oct. 1921[4]
	4e	26 fév. 1920	1er juillet 1920	127	3 ans, 7 m., 6 j.[5]
	5e	14 fév. 1921	4 juin 1921	111	
14ème Parlement	1ère	8 mars 1922	28 juin 1922	113	6 déc. 1921[2]
	2e	31 janv. 1923	30 juin 1923	151	14 janv. 1922[3]
	3e	28 fév. 1924	19 juillet 1924	143	5 sept. 1925[4]
	4e	5 fév. 1925	27 juin 1925	143	3 ans, 7 m., 26 j.[5]
15ème Parlement	1ère	7 janv. 1926	2 juillet 1926	177[6]	29 oct. 1925[2] 7 déc. 1925[3] 2 juillet, 1926[4] 6 m., 26 j.[5]
16ème Parlement	1ère	9 déc. 1926	14 avril 1927	73[7]	14 sept. 1926[2]
	2e	26 janv. 1928	11 juin 1928	138	2 nov. 1926[3]
	3e	7 fév. 1929	14 juin 1929	128	30 mai 1930[4]
	4e	20 fév. 1930	30 mai 1930	100	3 ans, 7 m., 0 j.[5]
17ème Parlement	1ère	8 sept. 1930	22 sept. 1930	15	
	2e	12 mars 1931	3 août 1931	145	28 juillet 1930[2]
	3e	4 fév. 1932	26 mai 1932	113	18 août 1930[3]
	4e	6 oct. 1932	27 mai 1933	169[8]	15 août 1935[4]
	5e	25 janv. 1934	3 juillet 1934	160	4 ans, 11 m., 29j.[5]
	6e	17 janv. 1935	5 juillet 1935	170	
18ème Parlement	1ère	6 fév. 1936	23 juin 1936	139	
	2e	14 janv. 1937	10 avril 1937	87	14 oct. 1935[2]
	3e	27 janv. 1938	1er juillet 1938	156	9 nov. 1935[3]
	4e	12 janv. 1939	3 juin 1939	143	25 janv. 1940[4]
	5e	7 sept. 1939	13 sept. 1939	7	4 ans, 3 m., 13 j.[5]
	6e	25 janv. 1940	25 janv. 1940	1	
19ème Parlement	1ère	16 mai 1940	5 nov. 1940	85[9]	26 mars 1940[2]
	2e	7 nov. 1940	[10]	–	17 avril 1940[3]

[1] La durée légale d'un parlement est ordinairement limitée à cinq ans. [2] Date d'élections générales. [3] Brefs rapportables. [4] Dissolution du Parlement. [5] Durée du Parlement en années, mois et jours. La durée d'un Parlement se compte depuis la date du retour des brefs d'élection à la date de la dissolution, ces deux jours compris. [6] Non compris 13 jours d'ajournement du 3 mars au 15 mars. [7] Non compris 54 jours d'ajournement du 15 déc. au 8 fév. [8] Non compris 65 jours d'ajournement du 25 nov. au 30 janv. [9] Non compris 89 jours d'ajournement du 8 août au 4 nov. [10] Inconnue au moment de l'impression.

Sous-section 3.—Le Sénat*

Avec l'addition de nouvelles provinces et le développement général du Dominion, le Sénat est passé de 72 membres à la Confédération à 96 à l'heure actuelle; le dernier changement à la représentation s'est fait en 1915. L'accroissement de la représentation au Sénat est décrit aux pp. 48–49 de l'Annuaire de 1940; le tableau 5 en donne le résumé par province.

* L'indemnité sessionnelle d'un sénateur est de $4,000.

5.—Accroissement de la représentation sénatoriale, 1867-1941

Province	1867	1870	1871	1873	1882	1887	1892	1903	1905	1915-1941
Ontario	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24
Québec	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24
Provinces Maritimes	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24
Nouvelle-Ecosse	12	12	12	10	10	10	10	10	10	10
Nouveau-Brunswick	12	12	12	10	10	10	10	10	10	10
Ile du Prince-Edouard	–	–	–	4	4	4	4	4	4	4
Provinces de l'Ouest	–	2	5	5	6	8	9	11	15	24
Manitoba	–	2	2	2	3	3	4	4	4	6
Colombie Britannique	–	–	3	3	3	3	3	3	3	6
Saskatchewan	–	–	–	–	–	2	2	4	4	6
Alberta	–	–	–	–	–				4	6
Totaux	72	74	77	77	78	80	81	83	87	96

6.—Représentation des provinces canadiennes au Sénat, 28 février 1941

NOTA.—Selon l'ancienneté, par province.

Nom du sénateur	Domicile
Ile du Prince-Edouard—(4 sénateurs)	
Hughes, James J.	Souris
MacArthur, Creelman	Summerside
Sinclair, John E., P.C.	Emerald
Macdonald, John A., P.C.	Cardigan
Nouvelle-Ecosse—(10 sénateurs)	
Tanner, C. E.	Pictou
Logan, H. J.	Parrsboro
Dennis, W. H.	Halifax
Macdonald, J. A.	St. Peters
Rhodes, Edgar N., P.C.	Amherst
Cantley, Thomas	New Glasgow
Quinn, Felix P.	Bedford
Robicheau, John L. P.	Maxwellton
Duff, William	Lunenburg
MacLennan, Donald	Margaree Forks
Nouveau-Brunswick—(10 sénateurs)	
Bourque, T. J.	Richibouctо
McDonald, J. A.	Shediac
Black, Frank B.	Sackville
Turgeon, Onésiphore	Bathurst
Robinson, C.W.	Moncton
Copp, A. B., P.C.	Sackville
Foster, W. E., P.C.	Saint John
Jones, George B., P.C.	Apahaqui
Léger, Antoine J.	Moncton
Smith, Benjamin F.	East Florenceville
Québec—(24 sénateurs—une vacance)	
Dandurand, R., C.P.	Montréal
Pope, Rufus H.	Cookshire
Beaubien, C. P.	Montréal
L'Espérance, D. O.	Québec
Blondin, P. E., C.P.	St-François-du-Lac
Chapais, Sir Thomas, K.B.	Québec
Webster, L. C.	Montréal
Raymond, Donat	Montréal
Parent, G. (Président)	Québec
Prevost, J.-E.	St-Jérôme
Ballantyne, C. C., C.P.	Montréal
Rainville, J. H.	St-Lambert
Moraud, L.	Québec
Sauvé, Arthur, C.P.	Outremont
Paquet, Eugène, C.P.	St-Romuald.
Hugessen, A. K.	Montréal
Fafard, J. Fernand	L'Islet
Howard, C. B.	Sherbrooke
Beauregard, Elie	Montréal
David, Athanase	Montréal
St-Père, E. C.	Montréal
Hushion, William James	Westmount
Gouin, L.-M.	Montréal
Ontario—(24 sénateurs)	
Gordon, George	North Bay
Smith, E. D.	Winona.
Ontario—fin.	
Donnelly, J. J.	Pinkerton
White, G. V.	Pembroke
Hardy, A. C., P.C.	Brockville
Aylesworth, Sir A. B., P.C.	Toronto
Graham, très hon. George P., P.C.	Brockville
McGuire, William H.	Toronto
Little, Edgar S.	London
Lacasse, Gustave	Tecumseh
Horsey, H. H.	Cressy
Wilson, Cairine R.	Ottawa
Murdock, James, P.C.	Ottawa
Meighen, très hon. A., P.C.	Toronto
Coté, L.	Ottawa
Sutherland, Donald, P.C.	Ingersoll
Fallis, Iva C.	Peterborough, R.R. No. 3
Lambert, Norman P.	Ottawa
Marshall, Duncan M.	Toronto
Elliott, hon. J. C., P.C.	London
Hayden, S. A.	Toronto
Paterson, N. M.	Fort William
Duffus, Joseph James	Peterborough
Euler, W. D., P.C.	Kitchener
Manitoba—(6 sénateurs)	
Sharpe, W. H.	Manitou
McMeans, L.	Winnipeg
Molloy, J. P.	Winnipeg
Mullins, Henry A.	Winnipeg
Haig, John T.	Winnipeg
Beaubien, A. L.	St-Jean-Baptiste
Saskatchewan—(6 sénateurs—une vacance)	
Calder, J. A., P.C.	Regina
Marcotte, A.	Ponteix
Horner, R. B.	Blaine Lake
Aseltine, W. M.	Rosetown
Stevenson, J. J.	Regina
Alberta—(6 sénateurs)	
Michener, Edward	Calgary
Harmer, William J.	Edmonton
Griesbach, W. A., C.B., C.M.G.	Edmonton
Buchanan, W. A.	Lethbridge
Riley, Daniel E.	High River
Blais, Aristide	Edmonton
Colombie Britannique—(6 sénateurs)	
Barnard, G. H.	Victoria
Taylor, J. D.	New Westminster
Green, R. F.	Victoria
King, J. H., P.C.	Victoria
McRae, A. D., C.B.	Vancouver
Farris, J. W. de B.	Vancouver

Sous-section 4.—La Chambre des Communes*

L'Article 37 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867 (30 Vict., ch. 3), dispose que "la Chambre des Communes . . . se composera de cent quatre-vingt-un membres dont quatre-vingt-deux représenteront la province d'Ontario, soixante-cinq celle de Québec, dix-neuf la Nouvelle-Ecosse et quinze le Nouveau-Brunswick". L'article 51 ajoute qu'après le dépouillement du recensement de 1871 et de chacun des recensements décennaux subséquents, la représentation des quatre provinces sera rajustée par l'autorité, de la façon et depuis l'époque qu'aura fixées le Parlement du Canada, selon les règles suivantes:—

" (1) Le Québec aura invariablement soixante-cinq députés.

" (2) Chacune des autres provinces aura droit à un nombre de députés tel que la relation entre leur députation et leur population déterminée par le recensement sera exactement semblable à celle de la province de Québec ainsi déterminée.

" (3) Dans le calcul du nombre de députés d'une province, il ne sera pas tenu compte du nombre fractionnaire n'excédant pas la moitié du nombre entier, mais un nombre fractionnaire excédant la moitié du nombre entier sera considéré comme une unité.

" (4) Lors de ce rajustement, le nombre de députés d'une province ne subira pas de réduction à moins que la proportion de la population de cette province, par rapport à la totalité de la population du Dominion, n'ait diminué d'au moins un vingtième entre le dernier rajustement et le dernier recensement.

" (5) Ce rajustement ne produira ses effets qu'à partir de la dissolution du parlement alors en fonction."

Plus loin, l'article 52 stipule que "le nombre de membres de la Chambre des Communes peut être de temps à autre augmenté par le Parlement du Canada, pourvu qu'il ne soit pas porté atteinte à la proportionnalité de la représentation des provinces établies par la présente loi".

Plus tard, l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1886 (49–50 Vict., ch. 35) par son article premier disposa que "le Parlement du Canada peut de temps à autre réglementer la représentation au Sénat et à la Chambre des Communes, ou bien à l'un ou l'autre de ces corps, en ce qui regarde les territoires formant actuellement partie du Dominion du Canada mais n'appartenant à aucune province".

Plus tard encore, en 1915, un amendement à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord effectué par le parlement impérial (5–6 George V, ch. 45) déclara que "nonobstant les dispositions de ladite loi le nombre de représentants d'une province à la Chambre des Communes ne sera pas inférieur au nombre de sénateurs de ladite province".

Rajustements de la représentation provinciale.—Conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord déjà citées, la représentation à la Chambre des Communes a été rajustée après chacun des sept recensements décennaux et à la suite aussi de l'entrée du Manitoba, de la Colombie Britannique et de l'Ile du Prince-Edouard dans la Confédération et de l'incorporation de certaines parties du Nord-Ouest à la Saskatchewan, l'Alberta et le Yukon. Dans l'Annuaire de 1934–1935, pp. 77–80, les problèmes de la redistribution sont étudiés en détail, ceux particulièrement qui sont nés du recensement de 1931. Des états détaillés sont aussi publiés dans les Annuaires subséquents jusqu'en 1937 (voir pp. 83–85 de l'Annuaire de 1937).

* L'indemnité sessionnelle d'un membre de la Chambre des Communes est de $4,000.

7.—Représentation à la Chambre des Communes du Canada aux élections générales fédérales, 1867-1940[1]

Province	1867	1872	1874	1878	1882	1887	1891	1896	1900	1904	1908	1911	1917	1921	1925[2]	1935[1]
Ont.	82	88	88	88	92	92	92	92	92	86	86	86	82	82	82	82
Qué.	65	65	65	65	65	65	65	65	65	65	65	65	65	65	65	65
N.-E.	19	21	21	21	21	21	21	20	20	18	18	18	16	16	14	12
N.-B.	15	16	16	16	16	16	16	14	14	13	13	13	11	11	11	10
Man.	–	4	4	4	5	5	5	7	7	10	10	10	15	15	17	17
C.B.	–	6	6	6	6	6	6	6	6	7	7	7	13	13	14	16
I.P.-E.	–	–	6	6	6	6	6	5	5	4	4	4	4	4	4	4
Sask.	–	–	–	–	–	4	4	4	4	10	10	10	16	16	21	21
Alta.	–	–	–	–	–						7	7	12	12	16	17
Yukon	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	1	1	1	1	1	1
Totaux	**181**	**200**	**206**	**206**	**211**	**215**	**215**	**213**	**213**	**214**	**221**	**221**	**235**	**235**	**245**	**24**

[1] La représentation aux élections générales de 1940 est la même qu'en 1935. [2] La représentation aux élections générales de 1926 et 1930 était la même qu'en 1925.

Unité de représentation.—Les unités de représentation déterminées par les recensements décennaux effectués depuis la Confédération sont les suivantes: 1871, 18,331; 1881, 20,908; 1891, 22,901; 1901, 25,368; 1911, 30,819; 1921, 36,283; et 1931, 44,186, soit un soixante-cinquième de la population du Québec sans l'Ungava.

Divisions électorales et députés au dix-neuvième Parlement.—Les changements de représentation aux élections partielles depuis le 26 mars 1940 sont indiqués aux renvois du tableau 8.

8.—Districts électoraux, votants inscrits et votes enregistrés, noms et adresses des députés à la Chambre des Communes tels qu'élus à la dix-neuvième élection générale, le 26 mars 1940

NOTA.—Cette information, excepté la population des circonscriptions et les partis, a été fournie par le directeur général des élections, à Ottawa, qui publie un rapport officiel sur le nombre de votes enregistrés pour chaque candidat. Cette information paraît aussi sous forme de brochure; on peut se la procurer chez le directeur général des élections. L'affiliation est celle que donne le Guide Parlementaire Canadien (non officiel).

Province et district électoral	Population, 1931	Votants inscrits	Votes enregistrés	Nom du député	Parti	Adresse postale
	nomb.	nomb.	nomb.			
Ile du Prince-Edouard— (4 députés)						
Kings	19,147	11,461	9,129	Grant, T. V.	Lib.	Montague, I.P.-E.
Prince	31,500	19,481	14,618	Ralston, hon. J. L.	Lib.	Ottawa, Ont.
Queens	37,391	24,399	39,196[1]	Douglas, J. L.	Lib.	Charlottetown, I.P.-E.
				MacMillan, hon. C.	Lib.	Montréal, Qué.
Nouvelle-Ecosse— (12 députés)						
Antigonish-Guysborough	25,516	16,128	11,946	Kirk, J. R.	Lib.	Antigonish, N.-E.
Cap-Breton Nord-Victoria	31,615	19,252	13,651	MacLean, M.	Lib.	Sydney Mines, N.-E.
Cap-Breton-Sud	65,198	42,045	32,819	Gillis, C.	C.C.F.	New Aberdeen, N.-E.
Colchester-Hants	44,444	30,147	22,514	Purdy, G. T.	Lib.	Truro, N.-E.
Cumberland	36,366	23,807	17,697	Black, P. C.	Cons.	Amherst, N.-E.
Digby-Annapolis-Kings	50,859	35,359	24,776	Ilsley, hon. J. L.	Lib.	Ottawa, Ont.
Halifax	100,204	68,422	88,927[1]	Macdonald, W. C.	Lib.	Halifax, N.-E.
				Isnor, G. B.	Lib.	
Inverness-Richmond	35,768	21,609	16,293	McGarry, M. E.	Lib.	Margaree Forks, N.-E.
Pictou	39,018	25,309	19,059	McCulloch, H. B.	Lib.	New Glasgow, N.-E.
Queens-Lunenburg	42,286	28,079	18,094	Kinley, J. J.	Lib.	Lunenburg, N.-E.
Shelburne-Yarmouth-Clare	41,572	25,833	17,559	Pottier, V. J.	Lib.	Yarmouth, N.-E.

[1] Chaque électeur pouvait voter pour deux candidats.

8.—Districts électoraux, votants inscrits et votes enregistrés, noms et adresses des députés à la Chambre des Communes tels qu'élus à la dix-neuvième élection générale, le 26 mars 1940—suite

Province et district électoral	Population, 1931	Votants inscrits	Votes enregistrés	Nom du député	Parti	Adresse postale
	nomb.	nomb.	nomb.			
Nouveau-Brunswick— (10 députés)						
Charlotte	21,337	14,809	10,574	Hill, B. M.	Lib.	St. Stephen, N.-B.
Gloucester	41,914	23,052	16,081	Veniot, C. J.	Lib.	Bathurst, N.-B.
Kent	23,478	13,594	8,707	Léger, A. D.	Lib.	Shediac Bridge, N.-B.
Northumberland	34,124	19,575	13,100	O'Brien, J. L.	Cons.	South Nelson, N.-B.
Restigouche-Madawaska	54,386	28,730	17,623	Michaud, hon. J. E.	Lib.	Ottawa, Ont.
Royal	31,026	20,785	15,324	Brooks, A. J.	Cons.	Sussex, N.-B.
St. John-Albert	69,292	46,653	30,563	Hazen, D. K.	Cons.	Saint John, N.-B.
Victoria-Carleton	35,703	21,269	15,423	Hatfield, H. H.	Cons.	Hartland, N.-B.
Westmorland	57,506	36,631	26,916	Emmerson, H. R.	Lib.	Dorchester, N.-B.
York-Sunbury	39,453	26,887	20,423	Hanson, hon. R. B.	Cons.	Fredericton, N.-B.
Québec— (65 députés)						
Argenteuil	19,379	12,495	9,461	McGibbon, J. W.	Lib.	Lachute, Qué.
Beauce	51,614	26,113	15,735	Lacroix, E.	Lib.	Lacroix, Qué.
Beauharnois-Laprairie	42,104	22,593	14,901	Raymond, M.	Lib.	Outremont, Qué.
Bellechasse	27,480	14,608	9,023	Picard, L. P.	Lib.	Québec, Qué.
Berthier-Maskinongé	35,545	20,858	13,561	Ferron, J. E.	Lib.	Louiseville, Qué.
Bonaventure	36,184	20,451	15,287	Poirier, J. A.	Lib.	Bonaventure, Qué.
Brome-Missisquoi	32,069	20,058	10,983	Hallé, M.	Lib.	Sweetsburg, Qué.
Chambly-Rouville	39,648	25,850	18,547	Dupuis, V.	Lib.	Longueuil, Qué.
Champlain	37,526	20,942	14,838	Branelle, H. E.	Lib.	Cap-de-la-Madeleine, Qué.
Chapleau	24,328	19,543	12,616	Authier, H.	Lib.	Amos, Qué.
Charlevoix-Saguenay	55,594	29,779	20,472	Casgrain, hon. P. F.	Lib.	Westmount, Qué.
Châteauguay-Huntingdon	24,412	14,622	7,887	Black, D. E.	Lib.	Aubrey, Qué.
Chicoutimi	55,724	31,895	22,559	Dubuc, J. E. A.	Lib.	Chicoutimi, Qué.
Compton	31,858	18,202	9,695	Blanchette, J. A.	Lib.	Chartierville, Qué.
Dorchester	27,156	13,892	10,370	Tremblay, L. D.	Lib.	St-Malachie, Qué.
Drummond-Arthabaska	53,338	34,192	23,174	Cloutier, A.	Lib.	Drummondville, Qué.
Gaspé	47,160	26,626	21,119	Roy, J. S.	Cons.-ind.	Gaspé, Qué.
Hull	49,196	28,062	22,444	Fournier, A.	Lib.	Hull, Qué.
Joliette-L'Assomption-Montcalm	56,444	33,233	17,733	Ferland, C. E.	Lib.	Joliette, Qué.
Kamouraska	30,853	16,257	9,154	Lizotte, L. P.	Lib.	Rivière-du-Loup, Qué.
Labelle	36,953	19,785	14,828	Lalonde, M.	Lib.	Mont-Laurier, Qué.
Lac-St-Jean-Roberval	50,253	26,840	21,502	Sylvestre, A.	Lib.	Roberval, Qué.
Laval-Deux-Montagnes	26,224	15,156	11,057	Lacombe, J. R. L.	Lib.-ind.	Ste-Scholastique, Qué.
Lévis	28,548	15,915	13,244	Bourget, M.	Lib.	Lauzon, Qué.
Lotbinière	38,546	21,748	13,703	Lapointe, H.	Lib.	Québec, Qué.
Matapédia-Matane	39,977	22,291	15,874	Lapointe, A. J.	Lib.	Priceville, Qué.
Mégantic-Frontenac	44,440	23,691	16,885	Lafontaine, J.	Lib.	Thetford Mines, Qué.
Montmagny-L'Islet	30,869	17,294	10,308	Laflamme, J. L. K.	Lib.	Montmagny, Qué.
Nicolet-Yamaska	39,219	21,429	15,076	Dubois, L.	Lib.-ind.	Gentilly-Nicolet, Qué.
Pontiac	43,045	50,211	30,558	McDonald, W. R.	Lib.	Chapeau, Qué.
Portneuf	37,383	21,152	14,988	Gauthier, P.	Lib.	Deschambault, Qué.
Québec-Est	58,145	38,222	30,611	Lapointe, très hon. Ernest	Lib.	Ottawa, Ont.
Québec-Sud	33,441	28,050	20,023	Power, hon. C. G.	Lib.	Ottawa, Ont.
Québec-Ouest et Sud	43,617	26,580	20,565	Parent, C.	Lib.	Québec, Qué.
Québec-Montmorency	40,274	24,226	18,284	LaCroix, W.	Lib.	Québec, Qué.
Richelieu-Verchères	35,901	21,234	14,323	Cardin, hon. P.J.A.	Lib.	Ottawa, Ont.
Richmond-Wolfe	36,568	20,636	12,961	Mullins, J. P.	Lib.	Bromptonville, Qué.
Rimouski	40,208	24,487	15,823	d'Anjou, J. E. S. E.	Lib.	Rimouski, Qué.
St-Hyacinthe-Bagot	42,820	28,185	15,970	Fontaine, T. A.	Lib.	St-Hyacinthe, Qué.
St-Jean-Iberville-Napierville	32,259	20,584	16,206	Rhéaume, M.	Lib.	St-Jean, Qué.
St-Maurice-Laflèche	45,450	27,081	19,466	Crète, J. A.	Lib.	Grand'Mère, Qué.
Shefford	28,262	18,417	11,588	Leclerc, J. H.	Lib.	Granby, Qué.
Sherbrooke	37,386	26,773	18,931	Gingues, M.	Lib.	Sherbrooke, Qué.
Stanstead	25,118	15,826	10,048	Davidson, R. G.	Lib.	North Hatley, Qué.

8.—Districts électoraux, votants inscrits et votes enregistrés, noms et adresses des députés à la Chambre des Communes tels qu'élus à la dix-neuvième élection générale, le 26 mars 1940—suite

Province et district électoral	Population, 1931	Votants inscrits	Votes enregistrés	Nom du député	Parti	Adresse postale
	nomb.	nomb.	nomb.			
Québec—fin.						
Témiscouata	42,679	22,966	13,349	Pouliot, J. F.	Lib.	Rivière-du-Loup, Qué.
Terrebonne	38,940	24,388	17,555	Bertrand, L.	Lib.-ind.	Ste-Thérèse-de-Blainville, Qué.
Trois-Rivières	44,223	28,787	18,827	Ryan, R.	Lib.	Trois-Rivières, Qué.
Vaudreuil-Soulanges	21,114	12,707	9,159	Thauvette, J.	Lib.	Vaudreuil Village, Qué.
Wright	27,107	15,445	10,829	Leduc, R.	Lib.	Maniwaki, Qué.
Ile de Montréal—						
Cartier	61,280	40,655	21,261	Bercovitch, P.	Lib.	Montréal, Qué.
Hochelaga	78,353	48,809	32,155	Eudes, R.	Lib.	Montréal, Qué.
Jacques-Cartier	42,671	27,078	16,001	Marier, E.	Lib.	Pointe-Claire, Qué.
Laurier	68,784	45,757	26,158	Bertrand, E.	Lib.	Westmount, Qué.
Maisonneuve-Rosemont	64,845	38,877	24,590	Fournier, S.	Lib.	Montréal, Qué.
Mercier	66,651	39,447	24,220	Jean, J.	Lib.	Montréal, Qué.
Mont-Royal	65,012	53,832	35,610	Whitman, F. P.	Lib.	Montréal-Ouest, Qué.
Outremont	46,136	33,999	22,568	Vien, T.	Lib.	Montréal, Qué.
Ste-Anne	38,673	21,844	16,530	Healy, T. P.	Lib.	Montréal, Qué.
St-Antoine-Westmount	50,009	38,570	24,286	Abbott, D. C.	Lib.	Westmount, Qué.
St-Denis	76,930	49,793	30,175	Denis, A.	Lib.	Montréal, Qué.
St-Henri	78,127	46,236	31,282	Bonnier, J. A.	Lib.	Montréal, Qué.
St-Jacques	89,374	64,823	35,587	Durocher, E.	Lib.	Montréal, Qué.
St-Laurent-St-Georges	40,213	29,416	18,544	Claxton, B.	Lib.	Montréal, Qué.
Ste-Marie	77,472	49,874	30,289	Deslauriers, H.	Lib.	Montréal, Qué.
Verdun	63,144	40,555	28,033	Côté, P. E.	Lib.	Verdun, Qué.
Ontario—						
(82 députés)						
Algoma-Est	27,925	15,250	10,386	Farquhar, T.	Lib.	Mindemoya, Ont.
Algoma-Ouest	35,618	22,454	16,580	Nixon, G. E.	Lib.	Sault-Ste-Marie, Ont.
Brant	21,202	12,980	9,229	Wood, G. E.	Lib.	Cainsville, Ont.
Brantford, Cité de	32,274	21,607	15,762	Macdonald, R.	Lib.	Brantford, Ont.
Bruce	29,842	19,359	12,781	Tomlinson, W. R.	Lib.	Port Elgin, Ont.
Carleton	31,305	20,716	14,481	Hyndman, A. B.[1]	Cons.	Carp, Ont.
Cochrane	58,284	44,559	26,729	Bradette, J. A.	Lib.	Cochrane, Ont.
Dufferin-Simcoe	27,394	19,338	10,840	Rowe, hon. W. E.	Cons.	Newton Robinson, Ont.
Durham	25,782	17,095	12,254	Rickard, W. F.	Lib.	Newcastle, Ont.
Elgin	43,436	30,216	20,902	Mills, W. H.	Lib.	Sparta, Ont.
Essex-Est	51,718	30,220	21,541	Martin, P.	Lib.	Windsor, Ont.
Essex-Sud	31,970	20,048	13,916	Clark, S. M.	Lib.	Harrow, Ont.
Essex-Ouest	75,350	45,620	29,560	McLarty, hon. N.A.	Lib.	Ottawa, Ont.
Fort William	34,656	20,809	17,261	McIvor, D.	Lib.	Fort William, Ont.
Frontenac-Addington	26,455	17,022	12,272	Aylesworth, W. R.	Cons.	Kingston, Ont.
Glengarry	18,666	11,299	7,437	MacDiarmid, W. B.	Lib.	Maxville, Ont.
Grenville-Dundas	32,425	22,320	12,941	Casselman, A. C.	Cons.	Prescott, Ont.
Grey-Bruce	35,736	23,385	16,209	Harris, W. E.	Lib.	Markdale, Ont.
Grey-Nord	35,407	23,419	15,820	Telford, W. P.	Lib.	Owen Sound, Ont.
Haldimand	21,428	13,977	10,300	Senn, M. C.	Cons.	Caledonia, Ont.
Halton	26,558	18,375	14,082	Cleaver, H.	Lib.	Burlington, Ont.
Hamilton-Est	66,771	43,705	30,110	Ross, T. H.	Lib.	Hamilton, Ont.
Hamilton-Ouest	56,305	36,014	25,326	Gibson, Hon. C. W. G.	Lib.	Ottawa, Ont.
Hastings-Peterborough	27,160	17,033	10,735	White, G. S.	Cons.	Madoc, Ont.
Hastings-Sud	39,327	25,348	18,857	Stokes, G. H.	Cons.	Belleville, Ont.
Huron-Nord	26,095	17,501	11,902	Cardiff, L. E.	Cons.	Brussels, Ont.
Huron-Perth	22,661	14,742	9,137	Golding, W. H.	Lib.	Seaforth, Ont.
Kenora-Rainy River	39,834	27,254	19,242	McKinnon, H. B.	Lib.	Kenora, Ont.
Kent	50,994	32,703	22,759	Desmond, C. E.	Cons.	Ridgetown, Ont.
Kingston, Cité de	26,180	19,381	17,291	Rogers, hon. N.M.[2]	Lib.	Kingston, Ont.
Lambton-Kent	34,686	21,760	14,994	MacKenzie, H. A.	Lib.-prog.	Watford, Ont.

[1] Le Dr Hyndman est décédé le 9 avril 1940, et M. G. R. Boucher (C) a été élu le 19 août 1940.
[2] L'hon. M. Rogers est décédé le 10 juin 1940, et l'hon. A. L. MacDonald (L) a été élu par acclamation le 12 août 1940.

8.—Districts électoraux, votants inscrits et votes enregistrés, noms et adresses des députés à la Chambre des Communes tels qu'élus à la dix-neuvième élection générale, le 26 mars 1940—suite

Province et district électoral	Population, 1931	Votants inscrits	Votes enregistrés	Nom du député	Parti	Adresse postale
	nomb.	nomb.	nomb.			
Ontario—fin						
Lambton-Ouest	32,601	22,041	16,674	Gray, R. W.	Lib.	Sarnia, Ont.
Lanark	32,856	21,854	16,079	Soper, B. H.	Lib.	Smiths Falls, Ont.
Leeds	35,157	23,479	18,637	Fulford, G. T.	Lib.	Brockville, Ont.
Lincoln	54,199	37,685	28,955	Lockhart, N. J. M.	Cons.	St. Catharines, Ont.
London	59,821	43,951	32,388	Johnston, J. A.	Lib.	London, Ont.
Middlesex-Est	34,788	23,608	16,389	Ross, D. G.	Lib.	Lucan, Ont.
Middlesex-Ouest	23,632	15,151	9,953	McCubbin, R.	Lib.	Strathroy, Ont.
Muskoka-Ontario	35,513	23,414	15,197	Furniss, S. J.	Lib.-prog.	Brechin, Ont.
Nipissing	88,597	64,005	38,632	Hurtubise, J. R.	Lib.	Sudbury, Ont.
Norfolk	31,359	22,459	15,272	Taylor, W. H.	Lib.	Scotland, Ont.
Northumberland	30,727	19,973	15,555	Fraser, W. A.	Lib.	Trenton, Ont.
Ontario	45,139	29,353	20,320	Moore, W. H.	Lib.	Dunbarton, Ont.
Ottawa-Est	51,667	37,357	29,363	Pinard, J. A.	Lib.	Ottawa, Ont.
Ottawa-Ouest	78,656	61,322	41,751	McIlraith, G. J.	Lib.	Ottawa, Ont.
Oxford	47,825	32,710	19,397	Rennie, A. S.	Lib.	Tillsonburg, Ont.
Parry Sound	26,198	15,798	10,877	Slaght, A. G.	Lib.	Toronto, Ont.
Peel	28,156	20,221	16,234	Graydon, G.	Cons.	Brampton, Ont.
Perth	47,816	30,966	21,531	Sanderson, F. G.	Lib.	St. Marys, Ont.
Peterborough-Ouest	37,042	25,189	19,311	Fraser, G. K.	Cons.	Lakefield, Ont.
Port Arthur	35,313	26,290	18,947	Howe, hon. C. D.	Lib.	Ottawa, Ont.
Prescott	24,596	14,146	10,350	Bertrand, E. O.	Lib.	L'Orignal, Ont.
Prince Edward-Lennox	28,697	18,329	12,568	Tustin, G. J.	Cons.	Napanee, Ont.
Renfrew-Nord	27,230	16,420	11,523	Warren, R. M.	Lib.	Eganville, Ont.
Renfrew-Sud	26,986	16,572	11,537	McCann, J. J.	Lib.	Renfrew, Ont.
Russell	26,899	15,079	9,102	Goulet, A.	Lib.	Bourget, Ont.
Simcoe-Est	36,572	21,709	15,592	McLean, G. A.	Lib.	Orillia, Ont.
Simcoe-Nord	29,224	19,922	13,192	McCuaig, D. F.	Lib.	Barrie, Ont.
Stormont	32,524	23,103	16,557	Chevrier, L.	Lib.	Cornwall, Ont.
Timiskaming	37,594	32,545	22,440	Little, W.	Lib.	Kirkland Lake, Ont.
Victoria	31,841	21,766	16,002	McNevin, B.	Lib.	Omemee, Ont.
Waterloo-Nord	53,777	36,661	22,712	Euler, hon. W. D.[1]	Lib.	Waterloo, Ont.
Waterloo-Sud	36,075	24,639	16,086	Homuth, K. K.	Cons.	Preston, Ont.
Welland	82,731	52,356	36,977	Damude, A. B.	Lib.	Fonthill, Ont.
Wellington-Nord	27,677	16,259	10,052	Blair, J. K.	Lib.	Arthur, Ont.
Wellington-Sud	35,856	23,642	17,427	Gladstone, R. W.	Lib.	Guelph, Ont.
Wentworth	66,943	45,419	31,110	Corman, E. H.	Lib.	Hamilton, Ont.
York-Est	66,194	51,544	34,422	McGregor, R. H.	Cons.	Toronto, Ont.
York-Nord	43,323	29,117	19,644	Mulock, hon. W. P.	Lib.	Ottawa, Ont.
York-Sud	60,350	49,012	33,873	Cockeram, A.	Cons.	Forest Hill Village, Ont.
York-Ouest	55,881	39,995	28,968	Adamson, A. R.	Cons.	Port Credit, Ont.
Cité de Toronto—						
Broadview	57,523	38,653	25,261	Church, T. L.	Cons.	Toronto, Ont.
Danforth	41,824	29,243	21,000	Harris, J. H.	Cons.	Toronto, Ont.
Davenport	57,039	40,119	26,310	MacNicol, J. R.	Cons.	Toronto, Ont.
Eglinton	54,859	48,399	34,368	Hoblitzell, F. G.	Lib.	Toronto, Ont.
Greenwood	57,296	37,302	25,775	Massey, D.	Cons.	Toronto, Ont.
High Park	52,971	37,165	26,386	Anderson, A. J.	Cons.	Toronto, Ont.
Parkdale	51,398	37,485	26,372	Bruce, hon. H. A.	Cons.	Toronto, Ont.
Rosedale	53,081	36,072	24,232	Jackman, H. R.	Cons.	Toronto, Ont.
St. Paul's	62,283	49,279	30,898	Ross, D. G.	Cons.	Toronto, Ont.
Spadina	82,127	56,944	38,259	Factor, S.	Lib.	Toronto, Ont.
Trinity	60,806	39,113	28,062	Roebuck, A. W.	Lib.	Toronto, Ont.
Manitoba— (17 députés)						
Brandon	38,098	23,061	17,798	Matthews, J. E.	Lib.	Brandon, Man.
Churchill	33,909	18,362	13,485	Crerar, hon. T. A.	Lib.	Ottawa, Ont.
Dauphin	40,597	22,554	17,218	Ward, W. J.	Lib.	Dauphin, Man.
Lisgar	30,595	15,747	9,560	Winkler, H. W.	Lib.	Morden, Man.
Macdonald	36,127	20,283	14,977	Weir, W. G.	Lib.-prog.	Carman, Man.
Marquette	38,105	21,112	16,993	Glen, hon. J. A.	Lib.	Russell, Man.
Neepawa	29,449	17,438	13,921	MacKenzie, F. D.	Lib.	Neepawa, Man.
Portage-la-Prairie	27,610	15,749	12,413	Leader, H.	Lib.	Portage-la-Prairie, Man.

[1] L'hon. W. D. Euler a été nommé sénateur le 9 mai 1940, et M. L. O. Breithaupt (L) a été élu le 19 août 1940.

8.—Districts électoraux, votants inscrits et votes enrègistrés, noms et adresses des députés à la Chambre des Communes tels qu'élus à la dix-neuvième élection générale, le 26 mars 1940—suite

Province et district électoral	Population, 1931	Votants inscrits	Votes enregistrés	Nom du député	Parti	Adresse postale
	nomb.	nomb.	nomb.			
Manitoba—fin.						
Provencher	36,299	18,117	12,348	Jutras, R.	Lib.	Letellier, Man.
St-Boniface	32,810	19,558	15,505	Howden, J. P.	Lib.	Norwood Grove, Man.
Selkirk	55,584	29,253	22,028	Thorson, J. T.	Lib.	Winnipeg, Man.
Souris	22,157	13,924	11,269	Ross, J. A.	Cons.	Melita, Man.
Springfield	44,073	23,866	17,940	Turner, J. M.	Lib.	Winnipeg, Man.
Winnipeg-Nord	71,904	42,959	32,525	Booth, C. S.	Lib.	Winnipeg, Man.
Winnipeg-Nord Centre	58,047	40,754	28,423	Woodsworth, J. S.	C.C.F.	Winnipeg, Man.
Winnipeg-Sud	52,757	34,971	28,180	Mutch, L. A.	Lib.	Winnipeg, Man.
Winnipeg-Sud Centre	63,095	47,358	36,277	Maybank, R.	Lib.	Fort Garry, Man.
Saskatchewan—(21 députés)						
Assiniboia	36,565	18,615	15,245	Tripp, J. P.	Lib.	Oxbow, Sask.
Humboldt	44,977	21,656	16,446	Fleming, H. R.	Lib.	Humboldt, Sask.
Kindersley	36,004	16,773	13,014	Henderson, C. A.	Lib.	Dodsland, Sask.
Lake Centre	37,539	20,224	16,517	Diefenbaker, J. G.	Cons.	Prince Albert, Sask.
Mackenzie	55,434	28,093	20,410	Nicholson, A. M.	C.C.F.	Canora, Sask.
Maple Creek	38,948	19,172	13,540	Evans, C. R.	Lib.	Piapot, Sask.
Melfort	51,286	28,038	21,220	Wright, P. E.	C.C.F.	Tisdale, Sask.
Melville	49,264	24,935	21,162	Gardiner, hon. J. G.	Lib.	Ottawa, Ont.
Moose Jaw	40,162	23,114	17,307	Ross, J. G.	Lib.	Moose Jaw, Sask.
North Battleford	55,334	25,642	18,535	Nielsen, Mme D. W.	Unité	Spiritwood, Sask.
Prince Albert	45,718	23,143	18,230	King, très hon. W. L. M.	Lib.	Ottawa, Ont.
Qu'Appelle	37,688	19,286	15,107	Perley, E. E.	Cons.	Wolseley, Sask.
Cité de Régina	53,354	36,455	30,804	McNiven, D. A.	Lib.	Regina, Sask.
Rosetown-Biggar	36,100	18,813	15,061	Coldwell, M. J. W.	C.C.F.	Regina, Sask.
Rosthern	42,675	19,313	13,132	Tucker, W. A.	Lib.	Rosthern, Sask.
Cité de Saskatoon	45,140	28,947	22,561	Brown, W. G.[1]	U.R.	Saskatoon, Sask.
Swift Current	42,556	21,091	15,601	Graham, R. T.	Lib.	Swift Current, Sask.
The Battlefords	48,868	23,759	17,268	Gregory, J. A.	Lib.	North Battleford, Sask.
Weyburn	41,558	19,537	16,400	Douglas, T. C.	C.C.F.	Weyburn, Sask.
Wood Mountain	40,025	19,611	15,451	Donnelly, T. F.	Lib.	Kincaid, Sask.
Yorkton	52,342	25,724	20,366	Castleden, G. H.	C.C.F.	Yorkton, Sask.
Alberta—(17 députés)						
Acadia	29,944	14,976	8,392	Quelch, V.	N.D.	Morrin, Alta
Athabaska	48,886	23,460	13,016	Déchêne, J. M.	Lib.	Bonnyville, Alta
Battle River	44,391	21,976	12,372	Fair, R.	N.D.	Paradise Valley, Alta
Bow River	44,851	23,561	16,026	Johnston, C. E.	N.D.	Three Hills, Alta
Calgary-Est	44,505	30,381	21,487	Ross, G. H.	Lib.	Calgary, Alta
Calgary-Ouest	41,315	27,059	19,994	Edwards, M. J.	Lib.	Calgary, Alta
Camrose	44,073	22,953	12,989	Marshall, J. A.	N.D.	Bashaw, Alta
Edmonton-Est	49,467	30,816	20,709	Casselman, F. C.	Lib.	Edmonton, Alta
Edmonton-Ouest	43,795	30,688	21,873	MacKinnon, hon. J. A.	Lib.	Ottawa, Ont.
Jasper-Edson	55,345	29,967	16,751	Kuhl, W. F.	N.D.	Sprucegrove, Alta
Lethbridge	46,373	21,244	15,740	Blackmore, J. H.	N.D.	Cardston, Alta
Macleod	43,084	23,293	16,911	Hansell, E. G.	N.D.	Vulcan, Alta
Medicine Hat	40,949	21,591	15,134	Gershaw, F. W.	Lib.	Medicine Hat, Alta
Rivière-la-Paix	48,748	25,380	15,742	Sissons, J. H.	Lib.	Grand Prairie, Alta
Red Deer	45,525	26,155	15,306	Shaw, F. D.	N.D.	James River Bridge, Alta
Vegreville	49,261	23,219	14,214	Hlynka, A.	N.D.	Edmonton, Alta
Wetaskiwin	52,270	26,890	15,764	Jaques, N.	N.D.	Mirror, Alta
Colombie Britannique—(16 députés)						
Cariboo	26,094	17,575	13,591	Turgeon, J. G.	Lib.	Vancouver, C.B.
Comox-Alberni	28,379	19,703	14,304	Neill, A. W.	Ind.	Alberni, C.B.
Fraser Valley	31,377	20,192	15,949	Cruickshank, G. A.	Lib.	Clayburn, C.B.
Kamloops	29,249	16,180	13,592	O'Neill, T. J.	Lib.	Kamloops, C.B.

[1] Le rév. Brown est mort le 1er avril 1940 et M. A. H. Bence (C) a été élu le 19 août 1940.

8.—Districts électoraux, votants inscrits et votes enregistrés, noms et adresses des députés à la Chambre des Communes tels qu'élus à la dix-neuvième élection générale, le 26 mars 1940—fin

Province et district électoral	Population, 1931	Votants inscrits	Votes enregistrés	Nom du député	Parti	Adresse postale
	nomb.	nomb.	nomb.			
Colombie Britannique—fin.						
Kootenay-Est	25,662	14,312	12,673	MacKinnon, G. E. L.	Cons.	Cranbrook, C.B.
Kootenay-Ouest	32,556	21,261	17,423	Esling, W. K.	Cons.	Rossland, C.B.
Nanaimo	45,767	32,426	25,513	Chambers, A.	Lib.	Saanich, C.B.
New Westminster	59,170	42,728	34,936	Reid, T.	Lib.	Newton, C.B.
Skeena	30,391	12,088	9,567	Hanson, O.	Lib.	Prince Rupert, C.B.
Vancouver-Burrard	59,583	43,427	33,257	McGeer, G. G.	Lib.	Vancouver, C.B.
Vancouver-Centre	65,683	43,887	31,748	Mackenzie, hon. I.A.	Lib.	Ottawa, Ont.
Vancouver-Est	58,921	39,841	29,408	MacInnis, A.	C.C.F.	Vancouver, C.B.
Vancouver-Nord	48,906	36,275	27,906	Sinclair, J.	Lib.	Vancouver, C.B.
Vancouver-Sud	63,122	49,102	38,387	Green, H. C.	Cons.	Vancouver, C.B.
Victoria	48,599	35,360	26,750	Mayhew, R. W.	Lib.	Victoria, C.B.
Yale	40,804	28,227	23,100	Stirling, hon. G.	Cons.	Kelowna, C.B.
Territoire du Yukon— (1 député)						
Yukon	4,230	2,097	1,741	Black, G.	Cons.	Vancouver, C.B.

Sous-section 5.—L'électorat fédéral

En deux mots, il faut, pour avoir droit de vote, être sujet britannique âgé de 21 ans révolus et avoir résidé ordinairement au Canada pendant au moins un an et dans le district d'enregistrement pendant au moins trois mois. Un article par le colonel J. T. C. Thompson, commissaire du Cens électoral du Dominion, a paru dans l'Annuaire de 1937 aux pages 91–93.

9.—Electeurs inscrits et suffrages exprimés aux élections générales de 1926, 1930, 1935 et 1940

NOTA.—La statistique correspondante des élections générales de 1911, 1917, 1921 et 1925 paraît à la p. 84 de l'Annuaire de 1926.

Province	Electeurs inscrits				Suffrages exprimés			
	1926	1930	1935	1940	1926	1930	1935	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Pr.-Edouard	46,208	46,985	53,284	55,341	55,569[1]	59,519[1]	61,641[1]	62,943[1]
Nouv.-Ecosse	273,712	275,762	304,313	335,990	229,846[2]	268,727[2]	275,523[2]	283,335[2]
Nouv.-Brunswick	210,028	207,006	229,266	251,985	162,777[3]	185,277[3]	177,485	174,734
Québec	1,133,633	1,351,585[4]	1,576,458	1,799,942	809,295	1,029,480[4]	1,162,862	1,189,389
Ontario	1,847,512	1,894,624	2,174,188	2,340,344	1,226,267[5]	1,364,960[5]	1,608,244	1,625,435
Manitoba	257,244[4]	328,089	377,733	425,066	198,028[4]	235,192	284,589	320,860
Saskatchewan	353,471	410,400	451,386	481,931	246,460	331,652	347,536	373,377
Alberta	279,463	304,475[4]	368,956	423,609	157,993	201,635[4]	241,107	272,420
Col. Britannique	262,262	333,326	382,117	472,584	185,345	243,631	292,423	368,104
Yukon	1,848	1,719	1,805	2,097	1,482	1,408	1,265	1,741
Totaux	**4,665,381**[4]	**5,153,971**[6]	**5,919,506**	**6,588,890**	**3,273,062**[4]	**3,922,481**[6]	**4,452,675**	**4,672,338**

[1] Dans la division de Queens (I.P.-E.) le scrutin est binominal; en 1940, 24,399 électeurs ont donné 39,196 votes. [2] Dans la division de Halifax (N.-E.) le scrutin est binominal; en 1940, 68,422 électeurs ont donné 88,927 votes. [3] Dans la division de Saint John-Albert (N.-B.) le scrutin est binominal; en 1930, 37,067 électeurs ont donné 50,121 votes. [4] Sans compter une division où le candidat a été élu par acclamation. [5] Dans la division d'Ottawa (Ont.) le scrutin est binominal; en 1930, 61,535 électeurs ont donné 97,369 votes. [6] Sans compter deux divisions où les candidats ont été élus par acclamation.

Section 2.—Gouvernements provinciaux

Dans chacune des provinces, le Roi est représenté par un lieutenant-gouverneur, nommé par le Gouverneur Général en Conseil; il gouverne avec les avis et l'aide de son Ministère ou conseil exécutif, lequel est responsable devant la législature et démissionne lorsqu'il cesse de jouir de sa confiance. A l'exception du Québec, qui possède un Conseil Législatif et une Assemblée Législative, les provinces n'ont qu'une seule Chambre, c'est-à-dire une Assemblée Législative élue par le peuple. Pour les détails du fonctionnement des gouvernements provinciaux, le lecteur est renvoyé à l'Annuaire de 1922–23, pp. 108–123.

10.—Provinces et territoires du Canada; leur superficie actuelle, date de leur entrée dans la Confédération et mesures législatives qui l'ont déterminée

Province, territoire ou district	Date de la création ou de l'entrée	Mesure législative	Superficie actuelle (milles carrés)		
			Terre	Eau douce	Total
Ontario	1er juillet 1867	Loi du Parlement impérial—Loi de	363,282	49,300	412,582[1]
Québec	1er " 1867	l'Amérique Britannique du Nord	523,534	71,000	594,534[2]
Nouvelle-Ecosse	1er " 1867	de 1867 (30-31 Vict., chap. 3) et	20,743	325	21,068
Nouv.-Brunswick	1er " 1867	Ordre en Conseil impérial du 22 mai 1867.	27,473	512	27,985
Manitoba	15 " 1870	Loi du Manitoba de 1870 (33 Vict., chap. 3), et Ordre en Conseil impérial du 23 juin 1870	219,723	26,789	246,512[3]
Colombie Britannique	20 " 1871	Ordre en Conseil impérial du 16 mai 1871	359,279	6,976	366,255
Ile du P.-Edouard	1er " 1873	Ordre en Conseil impérial du 26 juin 1873	2,184	[4]	2,184
Yukon	13 juin 1898	Loi du territoire du Yukon de 1898 (61 Vict., chap. 6)	205,346	1,730	207,076
Saskatchewan	1er sept. 1905	Loi créant la Saskatchewan, 1905 (4-5 Edouard VII, chap. 42)	237,975	13,725	251,700[5]
Alberta	1er " 1905	Loi créant l'Alberta, 1905 (4-5 Edouard VII, chap. 3)	248,800	6,485	255,285[5]
Mackenzie	1er janv. 1920		493,225	34,265	527,490[6]
Keewatin	1er " 1920	Ordre en conseil du 16 mars 1918	218,460	9,700	228,160[6]
Franklin	1er " 1920		546,532	7,500	554,032[6]
		Totaux	3,466,556	228,307	3,694,863

[1] Superficie augmentée par la loi de l'extension des frontières d'Ontario de 1912 (2 Geo. V, chap. 40). [2] Augmentée par la loi de l'extension des frontières du Québec, de 1912 (2 Geo. V, chap. 45), et diminuée à la suite de la décision du Comité judiciaire du Conseil Privé (1er mars 1927) transférant au gouvernement de Terre-Neuve environ 112,400 milles carrés de territoire autrefois considéré comme appartenant au Québec. [3] Augmenté par la loi de l'extension des frontières du Manitoba de 1881 et la loi de l'extension des frontières du Manitoba de 1912 (2 Geo. V, chap. 32). [4] Trop petite pour être énumérée. [5] L'Alberta et la Saskatchewan couvrent approximativement l'étendue qui constituait autrefois les districts d'Assiniboine, d'Athabaska, d'Alberta et de Saskatchewan, créés le 17 mai 1882, par décision du C.P. Canadien, ratifiée par le Parlement du Dominion et par un ordre en conseil du 2 octobre 1895. [6] Par un arrêté ministériel du 23 juin 1870, la terre de Rupert, acquise par l'effet de deux lois de 1867 et 1868, et les territoires septentrionaux non délimités furent admis dans la Confédération. Les territoires du Nord- Ouest, dont il est parlé pour la première fois dans la loi du Manitoba de 1870, furent officiellement reconnus par la loi des Territoires du Nord-Ouest de 1880 (43 Vict., chap. 25). Antérieurement, le district de Keewatin avait été délimité par une loi du Parlement fédéral (39 Vict., chap. 21). Les districts provisoires du Yukon, de Mackenzie, de Franklin et d'Ungava furent établis par un ordre en conseil du 2 octobre 1895, mais leurs frontières furent modifiées par un autre ordre en conseil du 18 décembre 1897. La partie du Keewatin laissée en dehors fut formellement annexée aux Territoires du Nord-Ouest par un ordre en conseil du 24 juillet 1905, prenant effet le premier septembre 1905. Par la loi de l'extension des frontières de 1912, l'Ungava fut annexé à la Province de Québec et le surplus des Territoires du Nord-Ouest, se trouvant au sud du 60° de latitude nord, fut partagé entre le Manitoba et l'Ontario.

11.—Lieutenants-gouverneurs des provinces, 1867-1941, et ministères actuels

NOTA.—On décerne au lieutenant-gouverneur d'une province le titre de "Son Honneur" et celui de "Honorable" pour le reste de sa vie. Les législatures et ministères depuis la Confédération jusqu'à 1923 paraissent aux pp. 75-84 de l'Annuaire de 1924, celles de 1924-37 aux pp. 115-124 de celui de 1938. Quand deux dates ou plus sont données pour la nomination d'un ministre, la première indique la nomination première au Ministère et la deuxième ou la dernière, la nomination au portefeuille actuel.

ILE DU PRINCE-ÉDOUARD

LIEUTENANTS-GOUVERNEURS

Nom	Date de la nomination	Nom	Date de la nomination
W. C. F. Robinson	10 juin 1873	D. A. Mackinnon	3 oct. 1904
Sir Robert Hodgson	4 juillet 1874	Benjamin Rogers	1er juin 1910
Thomas H. Haviland	14 juillet 1879	A. C. Macdonald	2 juin 1915
Andrew Archibald Macdonald	1er août 1884	Murdoch McKinnon	3 sept. 1919
Jedediah S. Carvel	21 sept. 1889	Frank R. Heartz	8 sept. 1924
Geo. W. Howlan	21 fév. 1894	Charles Dalton	29 nov. 1930
P. A. MacIntyre	13 mai 1899	George D. DeBlois	28 déc. 1933
		Branford W. LePage	2 oct. 1939

VINGT ET UNIÈME MINISTÈRE

Portefeuille	Titulaire	Date de la nomination
Premier ministre, Secrétaire-trésorier Provincial et Procureur Général	Hon. Thane A. Campbell, K.C., LL.D.	15 août 1935 14 janv. 1936 14 sept. 1939
Président du Conseil Exécutif	Hon. Horace Wright	14 sept. 1939 8 fév. 1940
Ministre des Travaux Publics et de la Voirie	Hon. James P. McIntyre	15 août 1935
Ministre de l'Agriculture	Hon. William H. Denis	14 janv. 1936
Ministre de l'Education et de la Santé Publique	Hon. Mark R. McGuigan, K.C.	15 août 1935
Ministre sans portefeuille	Hon. John A. Campbell	15 août 1935
Ministre sans portefeuille	Hon. Marin Gallant	15 août 1935
Ministre sans portefeuille	Hon. Harry H. Cox	14 sept. 1939
Ministre sans portefeuille	Hon. Dougald McKinnon	14 sept. 1939

NOUVELLE-ÉCOSSE

LIEUTENANTS-GOUVERNEURS

Nom	Date de la nomination	Nom	Date de la nomination
Lieut. général sir W. F. Williams	1er juillet 1867	James D. McGregor	18 oct. 1910
Major gén. sir C. Hastings Doyle	18 oct. 1867	David MacKeen	19 oct. 1915
Lieut. gén. sir C. Hastings Doyle	31 janv. 1868[1]	McCallum Grant	29 nov. 1916
Joseph Howe	1er mai 1873	McCallum Grant	21 mars 1922[1]
Sir Adams G. Archibald	4 juillet 1873	J. Robson Douglas	23 janv. 1925
Matthew Henry Richey	4 juillet 1883	James C. Tory	24 sept. 1925
A. W. McLelan	9 juillet 1888	Frank Stanfield	2 déc. 1930
Sir Malachy Bowes Daly	11 juillet 1890	Walter H. Covert	5 oct. 1931
Sir Malachy Bowes Daly	29 juillet 1895[1]	Robert Irwin	1er mai 1937
Alfred G. Jones	7 août 1900	Frederick F. Mathers, K.C.	31 mai 1940
Duncan C. Fraser	27 mars 1906		

[1] Deuxième terme.

TREIZIÈME MINISTÈRE

NOTA.—Les ministres qui sont demeurés continuellement en fonction paraissent avec la date de leur première nomination, en dépit de la formation d'un nouveau ministère après la nomination d'un nouveau Premier Ministre.

Portefeuille	Titulaire	Date de la nomination
Premier Ministre et Président du Conseil, Secrétaire Provincial et Trésorier	Hon. A. Stirling MacMillan	10 juillet 1940
Procureur Général, Ministre des Terres et Forêts et Ministre des Affaires Municipales	Hon. Josiah H. MacQuarrie, K.C.	5 sept. 1933
Ministre de l'Agriculture et des Marchés	Hon. John A. McDonald	5 sept. 1933
Ministre de la Santé	Hon. Frank R. Davis, M.D., C.M.	5 sept. 1933
Ministre des Mines et Ministre du Travail	Hon. Lauchlin D. Currie, K.C.	6 fév. 1939
Ministre de la Voirie et des Travaux Publics	Hon. John D. McKenzie	24 fév. 1941
Ministre de l'Industrie et de la Publicité	Hon. Thorold Connolly	24 fév. 1941
Ministre sans portefeuille	Hon. J. Willie Comeau	5 sept. 1933

11.—Lieutenants-gouverneurs des provinces, 1867-1941, et ministères actuels—suite

NOUVEAU-BRUNSWICK

LIEUTENANTS-GOUVERNEURS

Nom	Date de la nomination	Nom	Date de la nomination
Major général sir C. Hastings Doyle	1er juillet 1867	A. R. McClelan	9 déc. 1896
Col. F. P. Harding	18 oct. 1867	Jabez B. Snowball	5 fév. 1902
L. A. Wilmot	14 juillet 1868	L. J. Tweedie	2 mars 1907
Samuel Leonard Tilley	5 nov. 1873	Josiah Wood	6 mars 1912
E. Baron Chandler	16 juillet 1878	G. W. Ganong	29 juin 1916
Robert Duncan Wilmot	11 fév. 1880	William Pugsley	6 nov. 1917
Sir Samuel Leonard Tilley	31 oct. 1885	William F. Todd	24 fév. 1923
John Boyd	21 sept. 1893	Major-gén. Hugh H. McLean	28 déc. 1928
John A. Fraser	20 déc. 1893	Murray MacLaren	5 fév. 1935
		W. G. Clark	5 mars 1940

VINGT ET UNIÈME MINISTÈRE

NOTA.—Voir note sous treizième ministère, Nouvelle-Ecosse.

Portefeuille	Titulaire	Date de la nomination
Premier Ministre et Président du Conseil Exécutif	Hon. J. B. McNair, K.C.	13 mars 1940
Ministre des Travaux Publics	Hon. W. S. Anderson	16 juillet 1938
Ministre des Terres et des Mines	Hon. F. W. Pirie	16 juillet 1935
Ministre de l'Agriculture	Hon. Austin C. Taylor	16 juillet 1935
Procureur Général	Hon. J. B. McNair, K.C.	16 juillet 1935
Ministre de la Santé et du Travail	Hon. J. A. Doucet	13 mars 1940
Secrétaire-trésorier Provincial	Hon. J. J. Hayes Doone	13 mars 1940
Ministre de l'Education et des Relations fédérales et municipales	Hon. C. H. Blakney	13 mars 1940
Ministre sans portefeuille et Président de la Commission d'Energie Electrique du N.-B.	Hon. J. G. Boucher	13 mars 1940

QUÉBEC

LIEUTENANTS-GOUVERNEURS

Nom	Date de la nomination	Nom	Date de la nomination
Sir Narcisse F. Belleau	1er juillet 1867	Sir Charles A. P. Pelletier	4 sept. 1908
Sir Narcisse F. Belleau	31 janv. 1868[1]	Sir François Langelier	5 mai 1911
René Edouard Caron	11 fév. 1873	Sir Pierre Evariste Leblanc	9 fév. 1915
Luc Letellier de Saint-Just	15 déc. 1876	Très hon. sir Charles Fitzpatrick	21 oct. 1918
Théodore Robitaille	26 juillet 1879	L. P. Brodeur	31 oct. 1923
L. F. R. Masson	7 nov. 1884	N. Pérodeau	8 janv. 1924
A. R. Angers	24 oct. 1887	Sir Lomer Gouin	10 janv. 1929
Sir Joseph A. Chapleau	5 déc. 1892	H. G. Carroll	2 avril 1929
Louis A. Jetté	2 fév. 1898	E. L. Patenaude	3 mai 1934
Sir Louis A. Jetté	2 fév. 1903[1]	Major-gén. sir Eugène Fiset, K.B., C.M.G., D.S.O., M.D.	30 déc. 1939

[1] Deuxième terme.

VINGTIÈME MINISTÈRE

Portefeuille	Titulaire	Date de la nomination
Premier Ministre, Président du Conseil, Ministre de l'Agriculture et de la Colonisation	Hon. Adélard Godbout	8 nov. 1939
Ministre de la Voirie et des Travaux Publics	Hon. T. Damien Bouchard	8 nov. 1939
Trésorier Provincial	Hon. J. Arthur Mathewson, C.R.	8 nov. 1939
Procureur Général	Hon. Wilfrid Girouard, C.R.	8 nov. 1939
Ministre des Terres et Forêts, de la Pêche et de la Chasse	Hon. Pierre Emile Côté, C.R.	8 nov. 1939
Ministre du Travail et des Mines	Hon. Edgard Rochette, C.R.	8 nov. 1939
Ministre du Commerce et de l'Industrie et des Affaires Municipales	Hon. Oscar Drouin, C.R.	8 nov. 1939
Ministre de la Santé et du Bien-être social	Hon. Henri Groulx	8 nov. 1939 16 oct. 1940
Secrétaire Provincial	Hon. Hector Perrier	16 oct. 1940
Ministre sans portefeuille	Hon. Philippe Brais, C.R.	16 fév. 1940
Ministre sans portefeuille	Hon. Léon Casgrain	8 nov. 1939
Ministre sans portefeuille	Hon. Cléophas Bastien	8 nov. 1939
Ministre sans portefeuille	Hon. L. J. Thisdel	8 nov. 1939
Ministre sans portefeuille	Hon. Georges Dansereau	8 nov. 1939
Ministre sans portefeuille	Hon. Frank Connors	8 nov. 1939
Ministre sans portefeuille	Hon. Wilfrid Hamel	8 nov. 1939

11.—Lieutenants-gouverneurs des provinces, 1867-1941, et ministères actuels—suite

ONTARIO

LIEUTENANTS-GOUVERNEURS

Nom	Date de la nomination	Nom	Date de la nomination
Major-général H. W. Stisted	1er juillet 1867	Sir William Mortimer Clark	20 avril 1903
W. P. Howland	14 juillet 1868	Sir John M. Gibson	22 sept. 1908
John W. Crawford	5 nov. 1873	Lieut-col. sir John S. Hendrie	26 sept. 1914
D. A. Macdonald	18 mai 1875	Lionel H. Clarke	27 nov. 1919
John Beverly Robinson	30 juin 1880	Col. Henry Cockshutt	10 sept. 1921
Sir Alexander Campbell	8 fév. 1887	William Donald Ross	30 déc. 1926
Sir George A. Kirkpatrick	30 mai 1892	Col. Herbert Alexander Bruce	25 oct. 1932
Sir Oliver Mowat	18 nov. 1897	Albert Matthews	30 nov. 1937

ONZIÈME MINISTÈRE

Portefeuille	Titulaire	Date de la nomination
Président du Conseil et Trésorier Provincial	Hon. Mitchell Hepburn	10 juillet 1934
Secrétaire et Régistrateur	Hon. Harry C. Nixon	10 juillet 1934
Ministre des Terres et Forêts	Hon. Peter Heenan	10 juillet 1934
Ministre de la voirie et des Affaires Municipales	Hon. Thomas B. McQuesten, K.C.	10 juillet 1934 22 nov. 1940
Ministre de la Santé	Hon. Harold J. Kirby, K.C.	12 oct. 1937
Ministre du Travail et du Bien-être	Hon. N. O. Hipel	2 sept. 1938 22 nov. 1940
Ministre de l'Agriculture	Hon. P. M. Dewan	12 oct. 1937
Procureur Général	Hon. Gordon D. Conant, K.C.	12 oct. 1937
Ministre de l'Education	Hon. Duncan McArthur	22 août 1940
Ministre des Mines	Hon. Robert Laurier	7 oct. 1940
Ministre des Travaux Publics	Hon. F. R. Oliver	23 janv. 1941
Ministre sans portefeuille	Hon. William L. Houck	12 oct. 1937
Ministre sans portefeuille	Hon. A. St. Clair, Gordon	12 oct. 1937

MANITOBA

LIEUTENANTS-GOUVERNEURS

Nom	Date de la nomination	Nom	Date de la nomination
A. G. Archibald	20 mai 1870	Sir Daniel N. McMillan	11 mai 1906 [1]
Francis Goodschall Johnson	9 avril 1872	Sir Douglas C. Cameron	1er août 1911
Alexander Morris	2 déc. 1872	Sir James A. M. Aikins	3 août 1916
Joseph E. Cauchon	2 déc. 1877	Sir James A. M. Aikins	7 août 1921 [1]
James C. Aikins	22 sept. 1882	Theodore A. Burrows	9 oct. 1926
J. C. Schultz	1er juillet 1888	J. D. McGregor	25 janv. 1929
J. C. Patterson	2 sept. 1895	William Johnston Tupper	17 nov. 1934
Sir Daniel H. McMillan	16 oct. 1900	Roland Fairbairn McWilliams	1er nov. 1940

[1] Deuxième terme.

DOUZIÈME MINISTÈRE

Portefeuille	Titulaire	Date de la nomination
Premier Ministre et Président du Conseil	Hon. John Bracken	8 août 1922 12 janv. 1925
Procureur Général, Ministre des Téléphones et Télégraphes et Ministre des relations fédérales-provinciales	Hon. W. J. Major, K.C.	29 avril 1927 21 sept. 1936 2 nov. 1940
Ministre de l'Agriculture et de l'Immigration	Hon. D. L. Campbell	21 sept. 1936
Ministre de l'Education	Hon. Ivan Schultz, K.C.	21 sept. 1936
Ministre des Mines et Ressources Naturelles, de l'Industrie et du Commerce et Secrétaire Provincial	Hon. J. S. McDiarmid	27 mai 1932
Trésorier Provincial	Hon. S. S. Garson, K.C.	21 sept. 1936
Commissaire Municipal	Hon. W. Morton	22 nov. 1939
Ministre des Travaux Publics	Hon. E. F. Willis	2 nov. 1940
Ministre de la Santé et du Bien-être Public	Hon. J. O. McLenaghen	2 nov. 1940
Ministre du Travail	Hon. S. J. Farmer	2 nov. 1940
Ministre sans portefeuille	Hon. S. Marcoux	21 sept. 1936
Ministre sans portefeuille	Hon. A. R. Welch	2 nov. 1940
Ministre sans portefeuille	Hon. N. L. Turnbull	2 nov. 1940

11.—Lieutenants-gouverneurs des provinces, 1867-1941, et ministères actuels—suite

SASKATCHEWAN

LIEUTENANTS-GOUVERNEURS

Nom	Date de la nomination	Nom	Date de la nomination
A. E. Forget	1er sept. 1905	H. W. Newlands	17 fév. 1921
George W. Brown	5 oct. 1910	H. W. Newlands	22 fév. 1926[1]
Sir Richard Stuart Lake	6 oct. 1915	Lieut.-col. H. E. Munroe, O.B.E.	31 mars 1931
		A. P. McNab	1er oct. 1936

[1] Deuxième terme.

SEPTIÈME MINISTÈRE

Portefeuille	Titulaire	Date de la nomination
Premier Ministre, Président du Conseil, Trésorier Provincial et Ministre des Téléphones et Télégraphes	Hon. W. J. Patterson	1er nov. 1935
Procureur Général et Ministre chargé des compagnies de prêt et de fiducie	Hon. J. W. Estey, K.C.	30 juin 1939
Ministre de la Santé Publique et Ministre des Travaux Publics	Hon. J. M. Uhrich, M.D.	19 juillet 1934
Ministre de l'Education et Ministre chargé de la loi concernant la Commission hydroélectrique de la Saskatchewan	Hon. J. W. Estey, K.C.	19 juillet 1934
Ministre de l'Agriculture	Hon. J. G. Taggart, B.S.A.	19 juillet 1934
Ministre des Affaires Municipales, Ministre chargé du Bureau du travail et du bien-être public	Hon. R. J. M. Parker	19 juillet 1934
Ministre des Ressources Naturelles et Ministre chargé de la loi des assurances de la Saskatchewan, de la loi concernant la prévention des incendies, de la loi concernant la protection de la prairie et de la forêt contre le feu et de la loi des compagnies	Hon. W. F. Kerr	5 nov. 1935
Ministre de la Voirie et du Transport, Ministre chargé de la loi du bien-être de l'enfance et des pensions de vieillesse	Hon. A. T. Proctor, K.C.	1er déc. 1938
Secrétaire Provincial et Ministre chargé de la loi concernant les théâtres et cinémas, de la loi sur la Commission Provinciale de la Taxe, de la loi sur les impressions publiques et le Bureau des Publications	Hon. E. M. Culliton	1er déc. 1938

ALBERTA

LIEUTENANTS-GOUVERNEURS

Nom	Date de la nomination	Nom	Date de la nomination
George H. V. Bulyea	1er sept. 1905	William Egbert	20 oct. 1925
George H. V. Bulyea	5 oct. 1910[1]	William L. Walsh	24 avril 1931
Robert George Brett	6 oct. 1915	Philip C. H. Primrose	1er oct. 1936
Robert George Brett	20 oct. 1920[1]	J. C. Bowen	20 mars 1937

[1] Deuxième terme.

SEPTIÈME MINISTÈRE

Portefeuille	Titulaire	Date de la nomination
Premier Ministre et Ministre de l'Education	Hon. Wm. Aberhart	3 sept. 1935
Procureur Général	Hon. Wm. Aberhart	15 sept. 1937
Trésorier Provincial	Hon. Solon Low	2 fév. 1937
Ministre des Terres et des Mines	Hon. Nathan E. Tanner	5 janv. 1937
Ministre des Travaux Publics et Ministre des Chemins de fer et des Téléphones	Hon. Wm. A. Fallow	3 sept. 1935
Ministre de la Santé	Hon. W. W. Cross, M.D.	3 sept. 1935
Secrétaire Provincial et Ministre du Commerce et de l'Industrie	Hon. E. C. Manning	3 sept. 1935
Ministre des Affaires Municipales	Hon. Lucien Maynard	20 janv. 1937
Ministre de l'Agriculture	Hon. Duncan Bruce MacMillan	3 déc. 1940

11.—Lieutenants-Gouverneurs des provinces, 1867-1941, et ministères actuels—suite

COLOMBIE BRITANNIQUE

LIEUTENANTS-GOUVERNEURS

Nom	Date de la nomination	Nom	Date de la nomination
J. W. Trutch	20 juillet 1871	T. W. Patterson	3 déc. 1909
Albert Norton Richards	20 juillet 1876	Sir Frank S. Barnard	5 déc. 1914
Clement F. Cornwall	20 juillet 1881	Col. Edward G. Prior	9 déc. 1919
Hugh Nelson	8 fév. 1887	Walter C. Nichol	24 déc. 1920
Edgar Dewdney	1er nov. 1892	R. Randolph Bruce	21 janv. 1926
Thomas R. McInnes	18 nov. 1897	J. W. Fordham Johnson	1er août 1931
Sir Henri G. Joly de Lotbinière	21 juin 1900	Eric W. Hamber	1er mai 1936
James Dunsmuir	11 mai 1906		

VINGT-DEUXIÈME MINISTÈRE

Portefeuille	Titulaire	Date de la nomination
Premier Ministre et Président du Conseil exécutif	Hon. T. D. Pattullo	15 nov. 1933
Ministre des Finances	Hon. John Hart	15 nov. 1933
Secrétaire Provincial et Ministre de l'Education	Hon. G. M. Weir	15 nov. 1933
Procureur Général	Hon. G. S. Wismer	5 juillet 1937
Ministre des Terres et des Municipalités	Hon. A. Wellesley Gray	15 nov. 1933
Ministre de l'Agriculture	Hon. K. C. MacDonald	15 nov. 1933
Ministre des Chemins de fer et du Travail et Commissaire des Pêcheries	Hon. G. S. Pearson	15 nov. 1933
Ministre des Travaux Publics	Hon. C. S. Leary	5 déc. 1939
Ministre des Mines, du Commerce et de l'Industrie	Hon. W. J. Asseltine	23 déc. 1937

TERRITOIRE DU YUKON

COMMISSAIRES DU YUKON

Nom	Date de la nomination	Nom	Date de la nomination
James Morro Walsh	17 août 1897	George Black	1er fév. 1912
William Ogilvie	4 juillet 1898	George Patton Mackenzie (Commissaire de l'or)	1er avril 1918
James H. Ross	11 mars 1901	Percy Bearisto Reid (Commissaire de l'or)	1er avril 1925
Fred Tennyson Congdon	1er mars 1903	George Ian MacLean (Commissaire de l'or)	1er avril 1928
Wm. Wallace Burns McInnes	27 mai 1905	George Allan Jeckell (Contrôleur)	30 juin 1932
Alexander Henderson	17 juin 1907		

CONSEIL TERRITORIAL

(Trois membres élus en 1940 pour 3 ans)

District de Dawson.....Andrew T. Taddie, Dawson

District de Whitehorse.....Willard Leroy Phelps, Whitehorse

District de Mayo.....Richard Gordon Lee, Mayo

11.—Lieutenants-Gouverneurs des provinces, 1867-1941, et ministères actuels—fin

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

NOTA.—En 1888, les districts d'Alberta, d'Assiniboia, d'Athabaska et de Saskatchewan, qui constituaient alors les Territoires du Nord-Ouest, avec leur capitale à Regina, reçurent un gouvernement local responsable et l'ancien Conseil du Nord-Ouest fut remplacé par la législature du Nord-Ouest, laquelle exista jusqu'au 31 août 1905. Lorsque, le 1er septembre 1905, ces territoires furent morcelés entre les provinces d'Alberta et de Saskatchewan, celles-ci obtinrent des systèmes de gouvernement semblables à ceux des autres provinces. Ce qui reste des régions de l'extrême-nord (le Yukon et les districts provisoires de Franklin, Keewatin et Mackenzie) sont maintenant administrés par la Branche des Terres, Parcs et Forêts du Ministère des Mines et Ressources.

LIEUTENANTS-GOUVERNEURS

Nom	Date de la nomination	Nom	Date de la nomination
A. G. Archibald	10 mai 1870	Joseph Royal	1er juillet 1888
Francis Goodschall Johnson	9 avril 1872	C. H. Mackintosh	31 oct. 1893
Alexander Morris	2 déc. 1872	M. C. Cameron	30 mai 1898
David Laird	7 oct. 1876	A. E. Forget	11 oct. 1898
Edgar Dewdney	3 déc. 1881	A. E. Forget	30 mars 1904[1]

[1] Deuxième terme.

CONSEIL TERRITORIAL

(Nommé par le Gouverneur Général en Conseil)

Commissaire—Charles Camsell, C.M.G., LL.D., F.R.S.C.

Sous-commissaire—Roy Alexander Gibson.

Membres du Conseil—Austin Louis Cumming; Kenneth Robinson Daly; Howard Wigmore McGill, M.C., M.D.; Stuart Taylor Wood; Hugh Llewellyn Keenleyside, M.A., Ph.D.

Secrétaire—David Livingstone McKeand.

PARTIE IV.—REPRÉSENTANTS DU CANADA À L'ÉTRANGER*

Section 1.—Hauts Commissaires dans le Commonwealth des Nations Britanniques

Royaume-Uni.—Le Haut Commissaire actuel pour le Canada au Royaume-Uni est l'HON. VINCENT MASSEY, nommé le 8 nov. 1935. Son bureau est à Canada House, Trafalgar Square, Londres, S.W. 1.

Voici la liste des Hauts Commissaires précédents:—

SIR ALEXANDER GALT, 1880–83
SIR CHARLES TUPPER, 1884–87, 1888–96
LORD STRATHCONA AND MOUNT ROYAL, 1896–1914
SIR GEORGE PERLEY, 1917–22, (Suppléant, 1914–17)
L'HON. P. C. LARKIN, 1922–30
L'HON. G. HOWARD FERGUSON, 1930–35

Australie.—M. CHARLES J. BURCHELL, nommé Haut Commissaire canadien en Australie le 1er novembre 1939, est le premier à occuper ce poste. Ses bureaux sont à Canberra.

Nouvelle-Zélande.—Le Haut Commissariat canadien en Nouvelle-Zélande a été créé le 1er février 1940 et son premier titulaire est le DR W. A. RIDDELL, avec bureaux à Wellington.

* Revisé par le Ministère des Affaires Extérieures à Ottawa. Un rapport annuel sur l'organisation et les activités de la représentation du gouvernement canadien à l'étranger paraît dans le rapport du Ministère des Affaires Extérieures, en vente chez l'Imprimeur du Roi, 25 cents l'exemplaire.

Afrique du Sud.—M. HENRY LAUREYS est le premier Haut Commissaire canadien dans l'Union Sud-africaine. Il a été nommé le 1er février 1940 avec bureaux à Prétoria.

Irlande.—Le Haut Commissaire canadien en Irlande était M. JOHN HALL KELLY, qui a été nommé le 1er fév. 1940. M. Kelly est mort le 9 mars 1941. M. E. J. GARLAND, Secrétaire du Bureau, est le Haut Commissaire canadien suppléant. Ses bureaux sont à Dublin.

Section 2.—Représentants diplomatiques dans les pays étrangers

Etats-Unis d'Amérique.—Le Ministre Canadien actuel aux Etats-Unis est l'HON. LEIGHTON GOLDIE MCCARTHY, qui a été nommé le 24 fév. 1941. L'adresse de la légation canadienne est 1746 avenue Massachussetts, Washington, D.C.

Voici une liste des Ministres antérieurs:—

L'HON. VINCENT MASSEY, 1927–30
L'HON. W. D. HERRIDGE, 1931–35
L'HON. SIR HERBERT MARLER, 1936-39
M. LORING C. CHRISTIE, 1939-41

France.—Le Ministre Canadien en France est le LT.-COL. GEORGE P. VANIER, qui a été nommé en 1939. Le lt.-col. Vanier est en congé et M. Pierre Dupuy, premier Secrétaire est le chargé d'affaires. L'adresse temporaire est Londres.

Le prédécesseur de l'hon. Vanier est l'HON. PHILIPPE ROY, premier Ministre Canadien en France, qui agit en cette qualité de 1928 à 1938. De 1911 jusqu'à son élévation au poste de ministre, M. Roy fut commissaire général du Canada en France. De 1882 à 1911, le Gouvernement canadien avait maintenu une agence à Paris dont le titulaire était l'HON. HECTOR FABRE.

Japon.—Le poste de Ministre Canadien au Japon est vacant. Le chargé d'affaires de la légation canadienne est M. E. D. MCGREER et la légation est à 16 Omote-Cho, Sanchome, Akasaka-ku, Tokio.

Voici la liste des Ministres antérieurs:—

L'HON. SIR HERBERT MARLER, 1929–36
L'HON. R. RANDOLPH BRUCE, 1936–38

Belgique.—M. JEAN DESY est le Ministre Canadien en Belgique. M. Désy est en congé et M. PIERRE DUPUY est le chargé d'affaires. Adresse temporaire, Londres.

Pays-Bas.—Le Ministre Canadien aux Pays-Bas est M. JEAN DESY. M. Désy est en congé et M. PIERRE DUPUY est le chargé d'affaires. Adresse temporaire, Londres.

Groenland.—M. K. P. KIRKWOOD est le consul canadien au Groenland. Il a été nommé en 1940. Son adresse est Godthaab, Groenland.

PARTIE V.—REPRÉSENTANTS DES AUTRES PAYS AU CANADA

Section 1.—Représentants des membres du Commonwealth des Nations Britanniques

Haut Commissaire du Royaume-Uni: (Commissariat fondé en 1928.)

Adresse: Earnscliffe, Ottawa.

Le présent Haut Commissaire est LE TRES HON. MALCOLM MACDONALD, qui est entré en fonction en 1941. Ses prédécesseurs furent:—

SIR WILLIAM H. CLARK, 1928–34
SIR FRANCIS FLOUD, 1935–38
SIR GERALD CAMPBELL, 1938–41

Haut Commissaire du Commonwealth d'Australie: (Commissariat établi en 1939.)

Adresse: 114 rue Wellington, Ottawa.

Le premier Haut Commissaire est le MAJOR GENERAL L'HON. SIR THOMAS W. GLASGOW. Il est entré en fonctions en 1940.

Représentants accrédité de l'Union Sud-Africaine: (Bureau établi en 1938.)

Adresse: 56 rue Sparks, Ottawa.

Le représentant accrédité actuel est M. DAVID DE WAAL MEYER, en fonctions depuis avril 1938. Il est le premier à occuper ce poste.

Haut Commissaire d'Irlande: (Commissariat fondé en 1939.)

Adresse: 140 rue Wellington, Ottawa.

Le premier Haut Commissaire est M. JOHN J. HEARNE qui est entré en fonctions en août 1939. Il occupe encore ce poste.

Section 2.—Représentants diplomatiques des pays étrangers

Légation des Etats-Unis d'Amérique: (Etablie en 1927.)

Adresse: rue Wellington, Ottawa. *Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire:* L'HON. JAY PIERREPONT MOFFATT.

Légation de France: (Etablie en 1928.)

Adresse: 42 rue Sussex, Ottawa. *Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire:* M. RENÉ RISTELHUEBER.

Légation du Japon: (Etablie en 1928.)

Adresse: 140 rue Wellington, Ottawa. *Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire:* M. SAIJIRO YOSHIZAWA.

Légation de Belgique: (Etablie en 1937.)

Adresse: Stadacona Hall, 395 est avenue Laurier, Ottawa. *Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire:* BARON SILVERCRUYS.

Légation des Pays-Bas: (Etablie en 1939.)

Adresse: 18 Range Road, Ottawa. *Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire:* M. F. E. H. GROENMAN.

PARTIE VI.—LE CANADA ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS*

Les Annuaires récents, de 1931 à 1940, auxquels le lecteur est référé, donnent un état des relations du Canada avec la Société ainsi qu'un exposé de son organisation. Voir la liste des articles spéciaux au commencement de ce volume.

* La Ligue de la Société des Nations, 124 rue Wellington, Ottawa, est la représentante autorisée des publications de la Société des Nations.

CHAPITRE IV.—POPULATION*

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Statistiques du Recensement sur la population en général	45
Section 2. Répartition par sexe	56
Section 3. Répartition d'âge	57
Section 4. Etat conjugal	58
Section 5. Origines raciales	59
Section 6. Religions	60
Section 7. Lieux de naissance	62
Section 8. Population rurale et urbaine	62
Section 9. Citoyenneté et naturalisation	68
Section 10. Langue parlée et langue maternelle	68
Section 11. Instruction	68
Section 12. Fréquentation scolaire	68
Section 13. Aveugles et sourds-muets	68
Section 14. Occupations de la population canadienne	69
Section 15. Habitations et ménages	69
Section 16. Recensement quinquennal des provinces des prairies	69
Section 17. Estimations annuelles de la population	69
Section 18. Enregistrement national	70
Section 19. Superficie et population de l'Empire britannique	71
Section 20. Superficie et population de l'univers	71

Le chapitre de l'Annuaire consacré à la population est un précis qui résume l'accroissement et la distribution de la population de 1871 à 1931, à chacun des recensements décennaux en regard des principaux points sur lesquels portaient ces recensements. Vu l'ampleur de ce cadre, il est presque impossible de répéter dans chaque édition de l'Annuaire une étude complète des statistiques sur la population. En conséquence, la procédure adoptée est de maintenir l'ossature du chapitre et les tableaux historiques comme caractéristiques permanentes et d'édifier chaque section à mesure que les statistiques sont mises à jour à la suite de chaque recensement. Quand les statistiques complètes et un sommaire exact ont été publiés, le chapitre est réduit à sa plus simple expression, avec les références nécessaires, jusqu'au prochain recensement. L'Annuaire de 1934–35 donne aux pages 101–171 un tableau aussi complet que possible des statistiques du recensement de 1931 qui puisse être publié dans une édition de l'Annuaire.

Le Recensement.—D'après la constitution canadienne, la raison d'être essentielle du recensement est de déterminer la représentation à la Chambre des Communes; après chaque recensement décennal, il est procédé à un remaniement des sièges en Chambre conforme au mouvement de la population, ainsi qu'il est expliqué aux pages 29–30 de cet ouvrage. Mais le recensement, surtout depuis l'introduction des méthodes de tabulation mécanique, est devenu beaucoup plus qu'un simple dénombrement. C'est un grand inventaire périodique de la population et de ses affaires ayant pour objet d'établir aussi exactement que possible le degré de progrès de la nation. Ainsi, le nombre, la répartition, l'âge, le sexe, l'origine raciale, la nationalité, la langue, la religion, l'instruction, le logement et les occupations de la population représentent autant de recherches d'une importance énorme qui n'ont toute leur valeur que si l'on y rapporte toutes les statistiques ininterrompues et routinières recueillies dans le cours ordinaire de l'administration. Bref, le recensement est l'assiette de la masse des renseignements à l'aide desquels le gouvernement dirige les affaires du pays.

Recensements d'autrefois.—Le premier recensement des temps modernes s'est fait en Nouvelle-France en 1666, alors que 3,215 personnes ont été dénombrées. Il fut répété à intervalles assez réguliers pendant une centaine d'années et en 1765 la population était de 69,810, tandis que 10,000 autres Français étaient dispersés à travers ce qui constitue maintenant les Provinces Maritimes. La population britannique à Halifax se chiffrait à 8,104 en 1762, treize ans après la fondation de Halifa.

* Ce chapitre a été revisé par A. J. Pelletier, F.S.S., chef de la Branche de la Démographie, du Bureau Fédéral de la Statistique. On trouvera au chapitre XXVIII, Section 1, dans "Population", une liste des publications de cette section.

Les principales sources de statistiques durant cinquante ans et plus après la cession sont les rapports—plus ou moins sporadiques—des gouverneurs coloniaux, bien qu'il y ait eu à intervalles irréguliers des recensements dans les différentes sections sous l'hégémonie britannique. La colonisation anglaise dans une grande partie des provinces du golfe et dans l'Ontario ne date que du mouvement des Loyalistes qui suivit la révolution américaine et à la fin duquel, c'est-à-dire aux environs de l'année de l'Acte Constitutionnel en 1791, la population du Bas-Canada était d'environ 163,000 âmes, tandis que celle de la nouvelle province du Haut-Canada, sous le lieutenant-gouverneur Simcoe, était peut-être de 15,000. En y ajoutant la population des colonies maritimes, la population totale se trouve portée à plus de 200,000 âmes. Dix ans plus tard, le Canada entrait dans le dix-neuvième siècle avec une population de pas moins de 250,000 ou 260,000 âmes. Les recensements subséquents établissent ainsi les populations des diverses colonies: Haut-Canada (1824) 150,066, (1840) 432,159; Bas-Canada (1822) 427,465, (1844) 697,084; Nouveau-Brunswick (1824) 74,176, (1840) 156,162; Nouvelle-Ecosse (1817) 81,351, (1838) 202,575; Ile du Prince-Edouard (1822), 22,600, (1841) 47,042.*

Les recensements à dates irrégulières sont supposés avoir pris fin après l'union du Bas et du Haut-Canada par une loi adoptée le 18 septembre 1841, décrétant un recensement en 1842 et tous les cinq ans après cette date, mais le seul recensement pris fut celui du Haut-Canada, et l'année suivante la loi fut amendée et le recensement du Bas-Canada eut lieu en 1844. La législation de 1847 créa un "bureau d'enregistrement et de statistiques" et le recensement du Haut-Canada eut lieu en 1848.

Finalement, une loi du 30 août 1851 pourvoit à un recensement en janvier 1852 et plus tard en 1861 et, par la suite, à tous les dix ans. Cette loi décrète que de meilleures mesures doivent être prises pour effectuer le recensement. Le premier recensement en vertu de cette loi fut fait en janvier 1852 et, comme des recensements semblables furent faits au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Ecosse, nous avons une mesure régulière de la croissance de notre population depuis plus de 80 ans. Les 1850 virent une croissance rapide de la population, spécialement en Ontario, tandis que les 1860 montrent aussi des gains, mais plus modérés. Les années qui suivirent la Confédération, il y eut une certaine ruée, l'augmentation entre 1871 et 1881 (avec plusieurs années maigres vers la fin de cette période) étant de 635,553 ou 17·23 p.c. Dans aucune des deux dernières décades du dix-neuvième siècle cependant ce chiffre n'a été égalé, ni absolument ni proportionnellement, les gains dans chaque cas étant inférieurs à 550,000 ou 12 p.c. A la fin du siècle, la population du Canada avait atteint approximativement cinq millions et un tiers ou vingt fois celle de 1800. Elle a augmenté de cinq millions les derniers trente ans.

Le commencement de la colonisation de l'Ouest et l'influx conséquent d'immigrés firent doubler la population après 1880 et encore après 1890; le mouvement d'immigration intense après 1900, qui porta sur l'Ouest agricole et l'Est industriel, se reflète au recensement de 1911 qui montre une augmentation de 1,835,328 pour la décennie. Le mouvement se continue et même s'intensifie au cours des trois premières années de la deuxième décennie du siècle, après lesquelles toutefois il se produit une diminution orientée par la guerre dans une direction nouvelle et tout à fait inattendue; néanmoins, la décennie terminée avec le recensement de 1921 accuse plus de 1,700,000 arrivées d'immigrants au Canada et, malgré la perte d'une grande partie de cette masse (probablement les deux tiers), le gain relatif du Canada au cours de ces dix années est de nouveau parmi les plus importants du monde.

* Un résumé de tous les recensements pris au Canada entre 1666 et 1931 a paru sous forme de bulletin et est incorporé dans le Vol. I du Recensement de 1931.

Résultats du recensement de 1931.—Un exposé des résultats du recensement de 1931 paraît aux pp. 75 et 76 de l'Annuaire de 1940.

Microphotographie appliquée aux dossiers du recensement canadien.—Cette méthode de conserver les dossiers du recensement sous un format réduit est en usage au Bureau Fédéral de la Statistique depuis le mois de juin 1939. Elle consiste à photographier dans des dimensions considérablement réduites chaque feuille de dossier sur une pellicule enroulée. Lorsqu'il devient nécessaire de consulter les dossiers, la pellicule est adaptée à un projecteur qui agrandit les feuilles photographiées et les rend facilement lisibles.

La microphotographie n'est présentement en usage qu'à la Branche du Recensement. On en étudie cependant l'utilité pour la conservation des documents de bibliothèque. L'espace occupé par les dossiers de recensement est immense parce que tous les originaux depuis 1871 jusqu'à nos jours doivent être gardés à portée de main. Ces dossiers servent de base à des fins multiples dont, entre autres, la vérification des demandes de pension de vieillesse. Ils sont de même essentiels à plusieurs autres services administratifs de l'Etat. La micro-pellicule, qui devient un dossier d'accès facile, peut être conservée dans moins d'un pour cent de l'espace requis pour les originaux; ceux-ci peuvent alors être conservés en permanence dans d'autres locaux où l'espace a moins de prix.

Le système a de plus l'avantage d'empêcher la détérioration rapide des documents originaux par une manipulation constante. Sans compter que le poids de la micro-pellicule est infinitésimal comparativement à celui des chemises qui renferment les originaux. Les cabinets contenant les pellicules peuvent être facilement transportés à l'endroit où l'on a besoin des films.

Section 1.—Statistiques du Recensement sur la population en général

Depuis la constitution du Dominion en 1867, des recensements décennaux ont été effectués selon le principe *de jure*, les 2 avril 1871, 4 avril 1881, 5 avril 1891, 1er avril 1901, 1er juin 1911, 1921 et 1931. Les tableaux **1-4** donnent un résumé.

1.—Population du Canada, par province et territoire, à chaque recensement, de 1871 à 1931

NOTA.—La population des Provinces des Prairies en 1906, 1916, 1926 et 1936 est donnée à la page 152 de l'Annuaire de 1937. La population estimative des périodes entre les recensements se trouve au tableau de la p.000.

Province ou territoire	*1871*	*1881*	*1891*	*1901*	*1911*	*1921*	*1931*
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Prince-Edouard	94,021	108,891	109,078	103,259	93,728	88,615	88,038
Nouvelle-Ecosse	387,800	440,572	450,396	459,574	492,338	523,837	512,846
Nouveau Brunswick	285,594	321,233	321,263	331,120	351,889	387,876	408,219
Québec	1,191,516	1,359,027	1,488,535	1,648,898	2,005,776[1]	2,360,665[2]	2,874,255
Ontario	1,620,851	1,926,922	2,114,321	2,182,947	2,527,292[1]	2,933,662	3,431,683
Manitoba	25,228	62,260	152,506	255,211	461,394[1]	610,118	700,139
Saskatchewan	–	–	–	91,279	492,432	757,510	921,785
Alberta	–	–	–	73,022	374,295[3]	588,454	731,605
Colombie Britannique	36,247	49,459	98,173	178,657	392,480	524,582	694,263
Yukon	–	–	–	27,219	8,512	4,157	4,230
Territoires du Nord-Ouest[4]	48,000	56,446	98,967	20,129	6,507[1,3]	7,988	9,723
Canada	**3,689,257**	**4,324,810**	**4,833,239**	**5,371,315**	**7,206,643**	**8,787,949**[2]	**10,376,786**

[1] Correction résultant des lois de l'extension des frontières, 1912. [2] Revisé à la suite de la décision du Conseil Privé au sujet du Labrador, 1er mars 1927. Le total du Canada comprend 485 membres de la Marine Royale Canadienne énumérés séparément en 1921. [3] Corrigé par le transfert de la population de Fort Smith (368) aux Territoires du Nord-Ouest. [4] Les diminutions de la population des Territoires du Nord-Ouest depuis 1891 s'expliquent par la séparation d'immenses étendues qui en ont été détachées pour former l'Alberta, la Saskatchewan et le Yukon, ainsi que pour agrandir les anciennes provinces de Québec, d'Ontario et de Manitoba.

2.—Pourcentage de population canadienne, par province et territoire, de 1871 à 1931

Province ou territoire	1871	1881	1891	1901	1911	1921	1931
	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
Ile du Prince-Edouard	2·55	2·52	2·25	1·92	1·30	1·01	0·85
Nouvelle-Ecosse	10·51	10·19	9·32	8·56	6·83	5·96	4·94
Nouveau Brunswick	7·74	7·43	6·65	6·16	4·88	4·41	3·94
Québec	32·30	31·42	30·80	30·70	27·83[1]	26·86[2]	27·70
Ontario	43·94	44·56	43·74	40·64	35·07[1]	33·39	33·07
Manitoba	0·68	1·44	3·16	4·75	6·40[1]	6·94	6·75
Saskatchewan	–	–	–	1·70	6·84	8·62	8·88
Alberta	–	–	–	1·36	5·19[3]	6·70	7·05
Colombie Britanique	0·98	1·14	2·03	3·33	5·45	5·97	6·69
Yukon	–	–	–	0·51	0·12	0·05	0·04
Territoires du Nord-Oest[4]	1·30	1·30	2·05	0·37	0·09[1,3]	0·09	0·09
Canada	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**[2]	**100·00**

Voir renvois au bas du tableau **1**, p. 48.

3.—Population du Canada, par province et territoire, en 1871 et pourcentage de changement dans chaque décennie de 1871 à 1931

Province ou territoire	Population en 1871	Pourcentage de changement dans chaque décennie						Changement total en 60 ans
		1871 à 1881	1881 à 1891	1891 à 1901	1901 à 1911	1911 à 1921	1921 à 1931	
	nomb.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
Ile du Prince-Edouard	94,021	15·82	0·17	−5·33	−9·23	−5·46	−0·65	−6·36
Nouvelle-Ecosse	387,800	13·61	2·23	2·04	7·13	6·40	−2·10	32·24
Nouveau-Brunswick	285,594	12·48	0·01	3·07	6·27	10·23	5·24	42·94
Québec	1,191,516	14·06	9·53	10·77	21·64	17·69[1]	21·76	141·23
Ontario	1,620,851	18·88	9·73	3·25	15·77	16·08	16·98	111·7
Manitoba	25,228	146·79	144·95	67·34	80·79	32·23	14·75	2,675·
Saskatchewan	–	–	–	–	439·48	53·83	21·69	
Alberta	–	–	–	–	412·58	57·22	24·33	–
Colombie Britannique	36,247	36·45	98·49	81·98	119·68	33·66	32·35	1,815·37
Yukon	–	–	–	–	−68·73	−51·16	1·76	–
Territoires du Nord-Ouest[2]	48,000	17·60	75·33	−79·66	−67·67	22·76	21·72	−79·74
Canada	**3,689,257**	**17·23**	**11·76**	**11·13**	**34·17**	**21·94**[1]	**18·08**	**181·27**

[1] Revisé conformément à la décision du Conseil Privé au sujet du Labrador, le 1er mars 1927. Le total du Canada comprend 485 membres de la Marine Royale Canadienne énumérés séparément en 1921. [2] Les diminutions successives de la population des Territoires du Nord-Ouest depuis 1891 s'expliquent par la séparation d'immenses étendues de ces territoires qui en ont été détachées pour former l'Alberta, la Saskatchewan et le Yukon, ainsi que pour agrandir les anciennes provinces de Québec, d'Ontario et de Manitoba.

Centres de la population.*—Le centre de la population du Canada a été établi avec soin à chaque recensement depuis 1851 jusqu'à 1931 et montre un déplacement bien défini vers le nord-ouest jusqu'en 1911, vers l'ouest pendant la décennie suivante et vers le nord en 1931. Aux recensements de 1851 à 1881 le centre se trouvait près de Valleyfield, Qué.; en 1891, à 25 milles à l'ouest d'Ottawa; en

* Les centres de population sont les centres de gravité (non l'intersection des lignes médianes). Les unités d'aires dans lesquelles les moments (c'est-à-dire la population multipliée par la distance d'un point fixe) ont été calculés sont les comtés ou divisions de recensement permanents, qui sont au nombre d'environ 220, les mêmes unités servant autant que possible à tous les recensements de 1851 à 1931. Le centre géographique de l'unité d'aire est pris comme centre de population de cette unité excepté les cas d'aires peu habitées dans le nord et des comtés ayant de grandes villes, où ont été faits des ajustements spéciaux.

1901, près de Pembroke; en 1911, 45 milles à l'ouest de Sudbury; en 1921, 50 milles au nord-est de Sault-Ste-Marie; et en 1931, 35 milles au nord de Sault-Ste-Marie.

Densité de la population.—Généralement parlant, la densité de la population diminue à mesure que nous procédons vers l'Ouest, mais la superficie immense de la province de Québec réduit indûment la densité de la population de cette province, laquelle est de 5·49 en 1931. Parmi les neuf provinces, c'est l'Ile du Prince-Edouard qui accuse la population la plus dense et la Colombie Britannique qui accuse la moins dense.

4.—Superficie du Canada et densité de la population, par province, 1901-31

Province ou territoire	Superficie en terre, milles carrés	Population, 1901[1]		Population, 1911[1]		Population, 1921[1]		Population, 1931	
		Total	Par mille carré	Total	Par mille carré	Total	Par mille carré	Total	Par mille carré
Ile du Prince-Edouard..	2,184	103,259	47·28	93,728	42·92	88,615	40·57	88,038	40·31
Nouvelle-Ecosse.....	20,743	459,574	22·16	492,338	23·74	523,837	25·25	512,846	24·72
Nouveau-Brunswick....	27,473	331,120	12·06	351,889	12·81	387,876	14·12	408,219	14·86
Québec.....	523,534	1,648,898	3·15	2,005,776	3·83	2,360,665[2]	4·51	2,874,255	5·49
Ontario.....	363,282	2,182,947	6·01	2,527,292	6·96	2,933,662	8·08	3,431,683	9·45
Manitoba.....	219,723	255,211	1·16	461,394	2·10	610,118	2·78	700,139	3·19
Saskatchewan.....	237,975	91,279	0·38	492,432	2·07	757,510	3·18	921,785	3·87
Alberta.....	248,800	73,022	0·29	374,295	1·50	588,454	2·37	731,605	2·94
Colombie Britannique..	359,279	178,657	0·50	392,480	1·09	524,582	1·46	694,263	1·93
Canada (Territoires non compris).....	**2,002,993**	**5,323,967**	**2·66**	**7,191,624**	**3·59**	**8,775,319**[2]	**4·38**	**10,362,833**	**5·17**
Yukon.....	205,346	27,219	0·13	8,512	0·04	4,157	0·02	4,230	0·02
Territoires du N.-O....	1,258,217	20,129[1]	0·02[1]	6,507	0·01	7,988	0·01	9,723	0·01
Canada.....	**3,466,556**	**5,371,315**	**1·55**	**7,206,643**	**2·08**	**8,787,949**[2]	**2·53**	**10,376,786**	**2·99**

[1] Les populations de l'Ontario, du Québec, du Manitoba et des Territoires du Nord-Ouest ont été ajustées en 1911 conformément aux dispositions de la loi de l'extension de leurs limites de 1912, mais ne l'ont pas été en 1901. Ceci explique la diminution apparente de la population des Territoires du Nord-Ouest de 1901 à 1911. [2] Les populations de Northwest-River-Arm et de Rigolet, sur Hamilton-Inlet, ont été déduites du Québec, parce que ces régions ont été adjugées à Terre-Neuve par décision du Conseil Privé le 1er mars 1927. Le grand total du Canada comprend également 485 membres de la Marine Royale Canadienne qui ont été relevés séparément en 1921.

5.—Superficie du Canada et densité de la population, par comté ou division de recensement, 1931

Province et comté	Superficie en terre	Population		Province et comté	Superficie en terre	Population	
		Total	Par mille carré			Total	Par mille carré
	milles carrés	nomb.	nomb.		milles carrés	nomb.	nomb.
CANADA.....	**3,466,556**	**10,376,786**	**2·99**	**Nouvelle-Ecosse** —suite			
Ile du Prince-Edouard.....	**2,184**	**88,038**	**40·31**	Cape Breton.....	972	92,419	95·08
Kings.....	641	19,147	29·87	Colchester.....	1,451	25,051	17·26
Prince.....	778	31,500	40·49	Cumberland.....	1,683	36,366	21·61
Queens.....	765	37,391	48·88	Digby.....	970	18,353	18·92
Nouvelle-Ecosse....	**20,743**	**512,846**	**24·72**	Guysborough.....	1,611	15,443	9·59
Annapolis.....	1,285	16,297	12·68	Halifax.....	2,063	100,204	48·57
Antigonish.....	541	10,073	18·62	Hants.....	1,229	19,393	15·78
				Inverness.....	1,409	21,055	14·94
				Kings.....	842	24,357	28·93

5.—Superficie du Canada et densité de la population, par comté ou division de recensement, 1931—suite

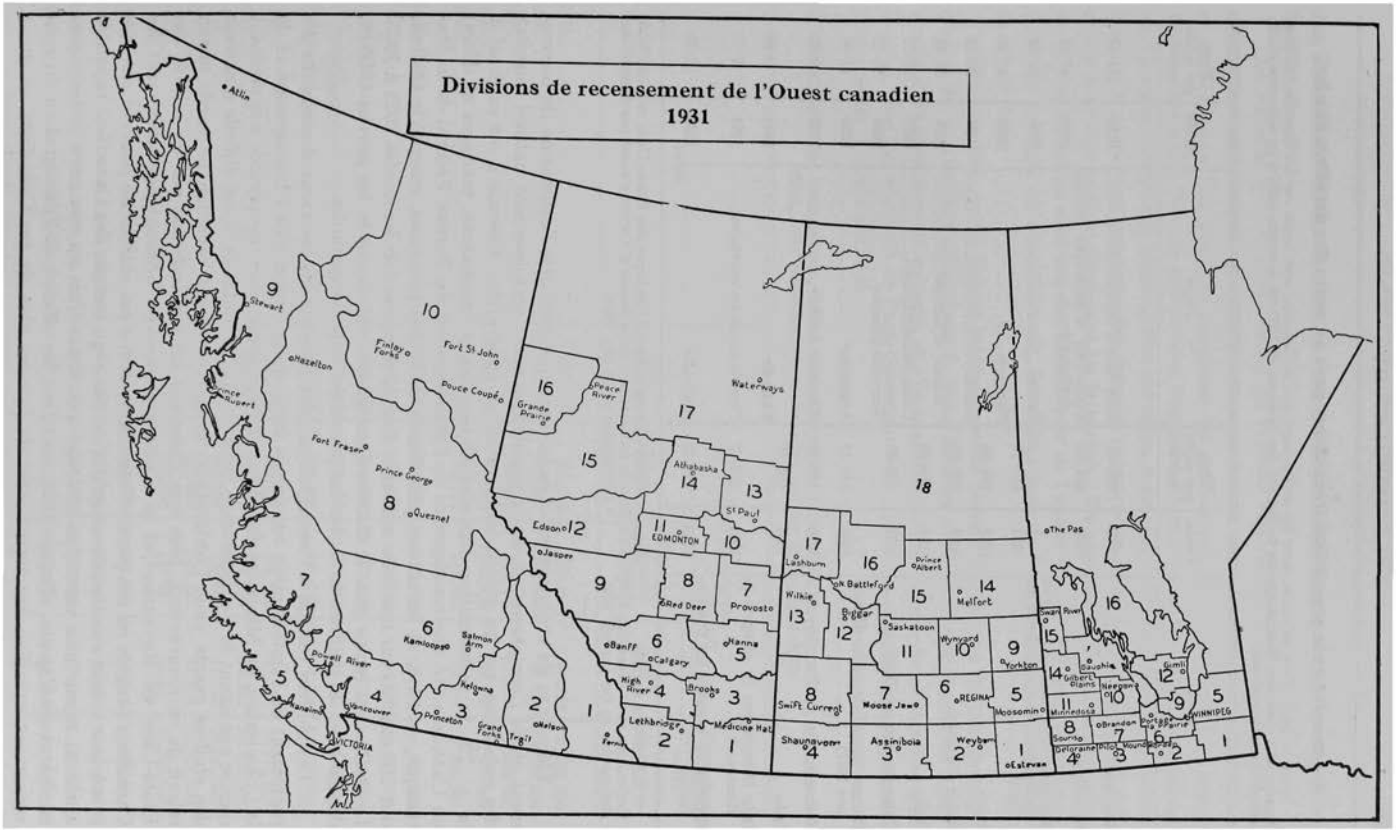
Province et comté	Superficie en terre	Population	
		Total	Par mille carré
	milles carrés	nomb.	nomb.
Nouvelle-Ecosse —fin			
Lunenburg	1,169	31,674	27·09
Pictou	1,124	39,018	34·71
Queens	983	10,612	10·80
Richmond	489	11,098	22·70
Shelburne	979	12,485	12·75
Victoria	1,105	8,009	7·25
Yarmouth	838	20,939	24·99
Nouv.-Brunswick[1]	**27,473**	**408,219**	**14·86**
Albert	681	7,679	11·28
Carleton	1,300	20,796	16·00
Charlotte	1,243	21,337	17·17
Gloucester	1,854	41,914	22·61
Kent	1,734	23,478	13·54
Kings	1,374	19,807	14·42
Madawaska	1,262	24,527	19·44
Northumberland	4,671	34,124	7·31
Queens	1,373	11,219	8·17
Restigouche	3,242	29,859	9·21
St. John	611	61,613	100·84
Sunbury	1,079	6,999	6·49
Victoria	2,074	14,907	7·19
Westmorland	1,430	57,506	40·21
York	3,545	32,454	9·15
Québec	**523,534**	**2,874,255**	**5·49**
Abitibi[2]	76,725	23,692	0·31
Argenteuil	783	18,976	24·23
Arthabaska	666	27,159	40·78
Bagot	346	16,914	48·88
Beauce	1,128	44,793	39·71
Beauharnois	147	25,163	171·18
Bellechasse	653	22,006	33·70
Berthier	1,816	19,506	10·74
Bonaventure	3,464	32,432	9·36
Brome	488	12,433	25·48
Chambly	138	26,801	194·21
Champlain	8,586	59,935	6·98
Charlevoix	2,273	22,940	10·09
Châteauguay	265	13,125	49·53
Chicoutimi	17,800	55,724	3·13
Compton	933	21,917	23·49
Deux-Montagnes	279	14,284	51·20
Dorchester	842	27,994	33·25
Drummond	532	26,179	49·21
Frontenac	1,370	25,681	18·75
Gaspé	4,551	45,617	10·02
Hull	2,432	63,870	26·26
Huntingdon	361	12,345	34·20
Iberville	198	9,402	47·48
Joliette	2,506	27,585	11·01
Kamouraska	1,038	23,954	23·08
Labelle	2,392	20,140	8·42
Lac-St-Jean	23,590	50,253	2·13
Laprairie	170	13,491	79·36
L'Assomption	247	15,323	62·04
Lévis	272	35,656	131·09
L'Islet	773	19,404	25·10
Lotbinière	726	23,034	31·73
Maskinongé	2,378	16,039	6·74
Matane	3,496	45,272	12·95
Mégantic	780	35,492	45·50
Missisquoi	375	19,636	52·36
Montcalm	3,894	13,865	3·56
Montmagny	630	20,239	32·13
Québec—fin			
Montmorency	2,137	16,955	7·93
Iles de Montréal et Jésus	294	1,020,018	3,469·54
Ile de Montréal	*201*	*1,003,868*	*4,994·37*
Ile Jésus	*93*	*16,150*	*173·66*
Napierville	149	7,600	51·01
Nicolet	626	28,673	45·80
Papineau	1,581	29,246	18·50
Pontiac	9,560	21,241	2·22
Portneuf	1,440	35,890	24·92
Québec	2,745	170,915	62·26
Richelieu	221	21,483	97·21
Richmond	544	24,956	45·88
Rimouski	2,089	33,151	15·87
Rouville	243	13,776	56·69
Saguenay[3]	315,176	21,754	0·07
Shefford	567	28,262	49·84
Sherbrooke	238	37,386	157·08
Soulanges	136	9,099	66·90
Stanstead	432	25,118	58·14
St-Hyacinthe	278	25,854	93·00
St-Jean	205	17,649	86·09
St-Maurice	1,820	69,095	37·96
Témiskamingue	8,977	20,609	2·30
Témiscouata	1,806	50,294	27·85
Terrebonne	782	38,611	49·37
Vaudreuil	201	12,015	59·78
Verchères	199	12,603	63·33
Wolfe	680	16,911	24·87
Yamaska	365	16,820	46·08
Ontario	**363,282**	**3,431,683**	**9·45**
Addington	873	6,879	7·88
Algoma	19,320	46,444	2·40
Brant	421	53,476	127·02
Bruce	1,650	42,286	25·63
Carleton	947	170,040	179·56
Cochrane	52,237	58,033	1·11
Dufferin	557	14,892	26·74
Dundas	384	16,098	41·92
Durham	629	25,782	40·99
Elgin	720	43,436	60·33
Essex	707	159,780	226·00
Frontenac	1,599	45,756	28·62
Glengarry	478	18,666	39·05
Grenville	463	16,327	35·26
Grey	1,708	57,699	33·78
Haldimand	488	21,428	43·91
Haliburton	1,486	5,997	4·04
Halton	363	26,558	73·16
Hastings	2,323	58,846	25·33
Huron	1,295	45,180	34·89
Kenora	18,150	21,946	1·21
Kent	918	62,865	68·48
Lambton	1,124	54,674	48·64
Lanark	1,138	32,856	28·87
Leeds	900	35,157	39·06
Lennox	297	12,004	40·42
Lincoln	332	54,199	163·25
Manitoulin	1,588	10,734	6·76
Middlesex	1,240	118,241	95·36
Muskoka	1,585	20,985	13·24
Nipissing	7,560	41,207	5·45
Norfolk	634	31,359	49·46
Northumberland	734	31,452	42·85
Ontario	853	59,667	69·95

[1] Les superficies des comtés du Nouveau-Brunswick ont été revisées depuis le recensement de 1931.
[2] Comprend les districts d'Abitibi et de Mistassini. [3] Comprend le district du Nouveau-Québec.

5.—Superficie du Canada et densité de la population, par comté ou division de recensement, 1931—fin

Province et comté	Superficie en terre	Population		Province et comté	Superficie en terre	Population	
		Total	Par mille carré			Total	Par mille carré
	milles carrés	nomb.	nomb.		milles carrés	nomb.	nomb.
Ontario—fin				**Saskatchewan—fin**			
Oxford	765	47,825	62·52	Division n° 8	9,264	49,361	5·33
Parry Sound	4,336	25,900	5·97	Division n° 9	5,010	60,539	12·08
Peel	469	28,156	60·03	Division n° 10	4,860	41,890	8·62
Perth	840	51,392	61·18	Division n° 11	5,979	87,976	14·71
Peterborough	1,415	43,958	31·07	Division n° 12	5,982	40,612	6·79
Prescott	494	24,596	49·79	Division n° 13	6,848	42,632	6·23
Prince Edward	390	16,693	42·80	Division n° 14	13,419	46,222	3·44
Rainy River	7,276	17,359	2·39	Division n° 15	8,082	83,697	10·36
Renfrew	3,009	52,227	17·36	Division n° 16	8,912	48,736	5·47
Russell	407	18,487	45·42	Division n° 17	6,913	27,315	3·95
Simcoe	1,663	83,667	50·31	Division n° 18	114,833	6,339	0·06
Stormont	412	32,524	78·94				
Sudbury	18,058	58,251	3·23				
Thunder Bay	52,471	65,118	1·24	**Alberta**	**248,800**	**731,605**	**2·94**
Timiskaming	5,896	37,043	6·28	Division n° 1	7,323	28,849	3·94
Victoria	1,348	25,844	19·17	Division n° 2	6,342	57,186	9·02
Waterloo	516	89,852	174·13	Division n° 3	7,018	15,066	2·15
Welland	387	82,731	213·78	Division n° 4	6,119	29,067	4·75
Wellington	1,019	58,164	57·08	Division n° 5	7,681	26,651	3·47
Wentworth	458	190,019	414·89	Division n° 6	10,595	140,624	13·27
York	882	856,955	971·60	Division n° 7	6,684	38,106	5·70
District de Patricia	135,070	3,973	0·03	Division n° 8	6,510	61,016	9·37
				Division n° 9	14,415	24,503	1·70
				Division n° 10	6,180	58,049	9·39
				Division n° 11	4,753	126,832	26·68
Manitoba	**219,723**	**700,139**	**3·19**	Division n° 12	13,083	13,815	1·06
Division n° 1	4,281	22,817	5·33	Division n° 13	8,103	24,936	3·08
Division n° 2	2,320	38,810	16·73	Division n° 14	8,731	39,508	4·53
Division n° 3	2,577	26,753	10·38	Division n° 15	22,845	13,664	0·60
Division n° 4	2,466	18,253	7·40	Division n° 16	11,100	27,945	2·52
Division n° 5	5,256	46,228	8·80	Division n° 17	101,318	5,788	0·06
Division n° 6	2,436	283,828	116·51				
Division n° 7	2,578	36,912	14·32				
Division n° 8	2,160	19,846	9·19	**Colombie Britannique**	**359,279**	**694,263**	**1·93**
Division n° 9	1,217	45,414	37·32	Division n° 1	15,984	22,566	1·41
Division n° 10	2,377	17,916	7·54	Division n° 2	13,343	40,455	3·03
Division n° 11	2,914	28,100	9·64	Division n° 3	10,729	40,523	3·78
Division n° 12	3,240	24,344	7·51	Division n° 4	9,764	379,858	38·90
Division n° 13	3,324	24,263	7·30	Division n° 5	13,206	120,933	9·16
Division n° 14	3,636	25,978	7·14	Division n° 6	31,420	30,025	0·96
Division n° 15	2,304	10,008	4·34	Division n° 7	22,187	12,658	0·57
Division n° 16	176,637	30,669	0·17	Division n° 8	71,985	21,534	0·30
				Division n° 9	88,128	18,698	0·21
				Division n° 10	82,533	7,013	0·08
Saskatchewan	**237,975**	**921,785**	**3·87**				
Division n° 1	5,944	41,544	6·99				
Division n° 2	6,686	42,831	6·41				
Division n° 3	7,646	46,881	6·13	**Yukon**	**205,346**	**4,230**	**0·02**
Division n° 4	7,579	28,126	3·71				
Division n° 5	5,760	53,948	9·37				
Division n° 6	6,787	109,906	16·19	**Territoires du Nord-Ouest**	**1,258,217**	**9,723**	**0·01**
Division n° 7	7,471	63,230	8·46				

Toutefois, une faible densité ne doit pas être interprétée comme indiquant nécessairement une population déficiente. Si la densité pouvait être exprimée en terme de superficie estimative de terre habitable, les chiffres seraient plus comparables et, même alors, les facteurs physiques comme le climat, la topographie, l'état physique du sol, les ressources minérales, etc. ne seraient pas pesés adéquatement. Il faut tenir compte de ces considérations dans la comparaison des chiffres des tableaux **5** et **6**.


Divisions de recensement de l'Ouest canadien
1931
Atlin
Stewart
Prince Rupert
Hazelton
Finlay Forks
Fort St John
Pouce Coupé
Fort Fraser
Prince George
Quesnel
Grande Prairie
Peace River
Waterways
Athabaska
St Paul
Edson
EDMONTON
Jasper
Red Deer
Provost
Lashburn
N Battleford
Prince Albert
Melfort
Wilkie
Biggar
Saskatoon
Wynyard
Yorkton
The Pas
Swan River
Gilbert Plains
Dauphin
Neepawa
Gimli
Minnedosa
Brandon
Portage la Prairie
WINNIPEG
Souris
Deloraine
Pilot Mound
Dresden
Estevan
Moosomin
REGINA
Moose Jaw
Assiniboia
Weyburn
Swift Current
Shaunavon
Medicine Hat
Brooks
Calgary
Banff
Hanna
High River
Lethbridge
Fernie
Nelson
Trail
Grand Forks
Princeton
Kelowna
Salmon Arm
Kamloops
Powell River
Vancouver
Nanaimo
VICTORIA

6.—Densité de la population dans divers pays au cours des dernières années

NOTA.—Les chiffres suivants, pour les autres pays que le Canada, sont basés sur les données les plus récentes de l'Annuaire Statistique de la Société des Nations de 1939-40, à moins qu'il n'en soit autrement indiqué dans les renvois.

Pays	Année	Pop. par mille carré	Pays	Année	Pop. par mille carré
Belgique	1930	698·61	Etat libre d'Irlande (Eire)	1936	111·41
Pays-Bas	1930	604·54	Etats-Unis d'Amérique (moins l'Alaska)[2]	1940	43·42
Royaume-Uni, Angleterre, Pays de Galles, Ecosse et Irlande du Nord	1931	488·77	Suède	1935	36·06
Japon	1935	469·55	Norvège	1930	22·56
Reich allemand	1939	383·32	Russie	1939	20·85
Italie	1936	358·58	Russie d'Europe[3]	1936	59·81
Chine proprement dite[1]	1936	145·59	Union Sud-Africaine	1936	20·33
Pologne (superficie au 1er décembre 1937)	1931	214·32	Nouvelle-Zélande	1936	15·21
France	1936	196·99	Argentine[4]	1939	12·00
Inde	1931	195·07	Rhodésie du Sud[5]	1939	9·22
Inde Britannique (y compris la Birmanie)	1931	247·67	**Canada**	**1931**	**2·99**
Espagne (y compris les îles Canaries)	1930	121·33	Canada moins les territoires	1931	5·17
			Australie	1933	2·23

[1] Estimation en 1936. [2] Rapport du service de la Santé Publique des Etats-Unis, octobre 1940.
[3] Estimation au 31 décembre 1936, les chiffres de recensement de la Russie d'Europe n'étant pas disponibles.
[4] Estimation au 1er janvier 1939. [5] Estimation au 30 juin 1939.

Eléments de croissance.—Les facteurs que comporte l'estimation du mouvement et de l'accroissement de la population sont: accroissement naturel (surplus des naissances sur les décès), immigration et émigration. Comme il est expliqué à la p. 72, la collaboration aux statistiques vitales (naissances, mariages et décès) au Canada a été une conséquence de l'établissement du Bureau Fédéral de la Statistique, en 1918, et les statistiques vitales de toutes provinces, excepté le Québec, ont été établies sur une base uniforme pour la première fois les années 1921 à 1925. Le Québec est inclus dans le district d'enregistrement depuis le 1er janvier 1926 et, depuis lors, les chiffres de toutes les provinces sont comparables.

Les chiffres relatifs à l'immigration sont puisés dans les vieux dossiers du département de l'Immigration ou, depuis 1936, de la Branche de l'Immigration et de la Colonisation du Ministère des Mines et Ressources, pour une période commençant quinze ans avant la Confédération (voir p. 111). Toutefois, il est difficile d'obtenir des chiffres exacts pour l'émigration; le gouvernement canadien ne garde aucun relevé de ce mouvement, bien que l'ampleur en soit indiquée par les relevés des Etats-Unis, du Royaume-Uni et d'autres possessions britanniques concernant les Canadiens émigrés en ces pays. Cependant, même ces chiffres ne peuvent pas être pris à leur valeur nominale, puisqu'il n'est pas tenu compte des Canadiens rapatriés après un séjour plus ou moins prolongé aux Etats-Unis ou aux pays britanniques en dehors du Canada. Depuis 1924, toutefois, les officiers de l'immigration du gouvernement canadien ont reçu l'ordre de prendre note de ces Canadiens revenant

des Etats-Unis. Naturellement, ce groupe embrasse la plus grande partie des "Canadiens rapatriés".

La Branche de l'Analyse Sociale du Bureau Fédéral de la Statistique fait les estimations de l'émigration canadienne en se basant sur les relevés des Etats-Unis et du Royaume-Uni auxquels suppléent les chiffres connus des "Canadiens rapatriés", lorsqu'elle fait ses estimations annuelles de la population. Ces estimations sont les plus exactes qui puissent être calculées, mais elles sont naturellement sujettes à une marge d'erreur par suite des données incomplètes et du fait qu'elles sont calculées pour une période devançant les faits réels. De plus, les estimations annuelles de la population ne sont pas des statistiques de l'année civile mais sont les estimations du 1er juin et, naturellement, les estimations de l'émigration sont faites sur la même base.

Dès lors, bien que le lecteur intéressé puisse obtenir la *tendance* de l'émigration d'après les statistiques du tableau 7, il est évident qu'il n'est pas justifié en additionnant l'accroissement naturel et l'immigration d'une année de s'attendre que le total, une fois soustrait de l'accroissement estimatif de la population, représente l'émigration de cette année-là.

7.—Sommaire des naissances, décès, accroissement naturel et immigration, années civiles, avec population estimative au 1er juin, 1921-1939

Année	Données pour l'année civile				Population estimative, année terminée le 1er juin
	Naissances	Décès	Accroissement naturel	Immigration	
1921	257,728	101,155	156,573	91,728	8,788,000
1922	252,571	102,487	150,084	64,224	8,919,000
1923	240,476	105,330	135,146	133,729	9,010,000
1924	244,525	98,553	145,972	124,164	9,143,000
1925	242,388	98,777	143,611	84,907	9,294,000
1926	232,750	107,454	125,296	135,982	9,451,000
1927	234,188	105,292	128,896	158,886	9,637,000
1928	236,757	109,057	127,700	166,783	9,835,000
1929	235,415	113,515	121,900	164,993	10,029,000
1930	243,495	109,306	134,189	104,806	10,208,000
1931	240,473	104,517	135,956	27,530	10,376,000
1932	235,666	104,377	131,289	20,591	10,506,000
1933	222,868	101,968	120,900	14,382	10,681,000
1934	221,303	101,582	119,721	12,476	10,824,000
1935	221,451	105,567	115,884	11,277	10,935,000
1936	220,371	107,050	113,321	11,643	11,028,000
1937	220,235	113,824	106,411	15,101	11,120,000
1938	229,446	106,817	122,629	17,244	11,209,000
1939	229,063	108,874	120,189	16,994	11,315,000

Section 2.—Répartition par sexe

Dans les vieux pays il y a d'habitude un excédent de population féminine sur la population masculine, notamment parce que dans la plupart de ces pays le recensement se fait sur une base *de facto* au lieu de *de jure* comme au Canada. Les causes de cet excédent de population féminine sont: (1) un taux de mortalité normalement plus élevé du sexe masculin; (2) un plus grand nombre d'hommes parmi la population qui voyage; (3) les effets de la guerre; (4) l'occupation des hommes dans l'armée et la marine de guerre ou de commerce; et (5) la prépondérance des hommes parmi les émigrants. Dans les pays neufs, cependant, la prépondérance des hommes parmi les immigrants se traduit par un excédent de la population masculine sur la population féminine. Ces phénomènes sont illustrés tant pour les vieux pays que pour les plus nouveaux dans le tableau **8.**

8.—Masculinité de la population de divers pays en ces dernières années

NOTA.—Le signe (−) indique que la population masculine est en minorité. Le calcul est basé sur les chiffres de la population au dernier recensement dans chaque cas tels que donnés dans l'Annuaire de la Société des Nations de 1939–40 à moins d'indication contraire.

Pays	Année	Excédent des hommes sur les femmes par 100 habitants	Pays	Année	Excédent des hommes sur les femmes par 100 habitants
Argentine[1]	1928	6·58[1]	Danemark	1935	−1·57
Canada	**1931**	**3·58**	Italie	1936	−1·82
Inde	1931	3·06	Finlande	1930	−2·05
Etat libre d'Irlande (Eire)	1936	2·42	Espagne	1930	−2·41
Australie	1933	1·57	Norvège	1930	−2·49
Nouvelle-Zélande	1936	1·52	Irlande-du Nord	1937	−2·66
Union Sud-Africaine	1936	0·88	Reich Allemand	1939	−2·28
Etats-Unis[2]	1940	0·55	Autriche	1939	−2·88
Bulgarie	1934	0·49	Tchécoslovaquie	1930	−3·01
Japon	1935	0·31	France	1931	−3·40
Pays-Bas	1930	−0·63	Suisse	1930	−3·50
Grèce	1928	−0·85	Ecosse	1931	−3·94
Belgique	1930	−0·96	U.R.S.S.	1939	−4·19
Chili	1930	−0·98	Angleterre et Pays de Galles	1931	−4·22
Suède	1935	−1·14	Portugal	1930	−4·59

[1] Estimation. [2] Basé sur des chiffres préliminaires.

Le Canada a eu un excédent de population masculine depuis les débuts de son histoire, le premier recensement (1666) relevant 2,034 hommes et seulement 1,181 femmes. Comme la colonie augmentait en nombre, la disproportion entre les sexes diminuait surtout parce que la population canadienne-française après 1680 ne recevait guère de renforts du vieux continent. En 1931, il y avait au Canada, pris dans son entier, 518 hommes et 482 femmes par 1,000 âmes. Il est digne de remarque que la masculinité de la population a augmenté dans les provinces de l'Est et diminué dans celles de l'Ouest où elle était auparavant le plus élevée. Un tableau indiquant la proportion des sexes et l'excédent d'hommes par 1,000 de population, 1871 à 1931, paraît à la page 116 de l'Annuaire de 1934–35.

9.—Répartition de la population du Canada selon le sexe par province, 1871-1931

Province ou territoire	1871		1881		1891	
	H.	F.	H.	F.	H.	F.
Ile du Prince-Edouard	47,121	46,900	54,729	54,162	54,881	54,197
Nouvelle-Ecosse	193,792	194,008	220,538	220,034	227,093	223,303
Nouveau-Brunswick	145,888	139,706	164,119	157,114	163,739	157,524
Québec	596,041	595,475	678,175	680,852	744,141	744,394
Ontario	828,590	792,261	978,554	948,368	1,069,487	1,044,834
Manitoba	12,864	12,364	35,123	27,137	84,342	68,164
Saskatchewan	–	–	–	–	–	–
Alberta	–	–	–	–	–	–
Colombie Britannique	20,694	15,553	29,503	19,956	63,003	35,170
Yukon	–	–	–	–	–	–
Territoires du Nord-Ouest	24,274	23,726	28,113	28,333	53,785	45,182
Canada	**1,869,264**	**1,819,993**	**2,188,854**	**2,135,956**	**2,460,471**	**2,372,768**

	1901		1911		1921		1931	
	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.
Ile du Prince-Edouard	51,959	51,300	47,069	46,659	44,887	43,728	45,392	42,646
Nouvelle-Ecosse	233,642	225,932	251,019	241,319	266,472	257,365	263,104	249,742
Nouveau-Brunswink	168,639	162,481	179,867	172,022	197,351	190,525	208,620	199,599
Québec	824,454	824,444	1,012,815	992,961	1,179,726	1,180,939	1,447,124	1,427,131
Ontario	1,096,640	1,086,307	1,301,272	1,226,020	1,481,890	1,451,772	1,748,844	1,682,839
Manitoba	138,504	116,707	252,954	208,440	320,567	289,551	368,065	332,074
Saskatchewan	49,431	41,848	291,730	200,702	413,700	343,810	499,935	421,850
Alberta	41,019	32,003	223,792	150,503	324,208	264,246	400,199	331,406
Colombie Britannique	114,160	64,497	251,619	140,861	293,409	231,173	385,219	309,044
Yukon	23,084	4,135	6,508	2,004	2,819	1,338	2,825	1,405
Territoires du Nord-Ouest	10,176	9,953	3,350	3,157	4,129	3,859	5,214	4,509
Canada	**2,751,708**	**2,619,607**	**3,821,995**	**3,384,648**	**4,529,643**[1]	**4,258,306**	**5,374,541**	**5,002,245**

[1] Comprend 485 membres de la Marine Royale Canadienne.

Section 3.—Répartition par âge

Les causes qui dans le passé ont influé anormalement sur la répartition de la population canadienne parmi les sexes ont eu des effets à peu près semblables sur la répartition par âge. Au début du peuplement d'une colonie, les hommes dans la force de l'âge fournissent le gros de la population et les femmes et les enfants brillent plutôt par leur absence, de sorte qu'on y trouve une population masculine anormalement élevée entre les âges de 20 et 50 ans en même temps qu'un taux de natalité très minime. Mais ensuite, dans les pays neufs où il y a de la terre et de la nourriture en abondance pour tous, la disproportion entre les sexes disparaît: il y a un taux très élevé d'accroissement naturel et une proportion extraordinairement élevée d'enfants. Ainsi en 1871 (voir tableau **10**), 286·91 sur chaque 1,000 âmes de la population canadienne étaient des enfants au-dessous de 10 ans et plus de la moitié de la population totale (526·76 sur 1,000 âmes) avait moins de 20 ans. Mais au fur et à mesure que l'urbanisation progressait, l'âge moyen au mariage montait et, de ce fait aussi bien que d'autres facteurs économiques et sociaux, les enfants devenaient moins nombreux dans les familles rurales. Ainsi en 1911, sur chaque 1,000 âmes, seulement 231·83 avaient moins de 10 ans et 423·42 moins de 20 ans. Ce-

pendant, en 1921, 239·67 par 1,000 âmes avaient moins de 10 ans et 434·81 moins de 20 ans. En 1931 le nombre d'enfants au-dessous de 10 ans avait baissé à 212·70 par 1,000 âmes et celui de personnes au-dessous de 20 ans, à 416·39 par 1,000 âmes.

10.—Répartition proportionnelle de la population (par 1,000 âmes) entre différentes périodes d'âge, années de recensement, 1871-1931

Groupe d'âge	1871	1881	1891	1901	1911	1921	1931
Moins d'un an	30·567	28·019	24·923	24·497	25·734	23·858	19·531
1— 4 ans	115·649	108·507	99·964	95·210	97·413	96·482	84·009
5— 9 "	140·691	128·251	121·242	114·664	108·685	119·333	109·162
10—19 "	239·854	227·404	219·710	210·906	191·585	195·138	203·689
20—29 "	171·436	175·957	178·080	173·549	189·335	159·041	163·583
30—39 "	111·404	113·099	122·080	129·259	141·938	146·247	134·656
40—49 "	79·995	83·817	88·441	98·494	100·071	109·481	118·660
50—59 "	54·788	58·087	62·360	67·886	69·121	73·082	82·463
60 ans et plus	55·128	63·270	70·142	76·397	71·027	74·917	83·882
Inconnu	0·488	13·589	13·059	9·137	5·090	2·419	0·363

11.—Répartition proportionnelle de la population (par 1,000 âmes) entre différentes périodes d'âge, par province en 1931, et totaux pour 1921

Province	0–9 ans	10–19 ans	20–44 ans	45–69 ans	70 ans et plus	Age inconnu
Ile du Prince-Edouard	212·47	207·97	308·15	208·52	64·81	0·08
Nouvelle-Ecosse	215·36	214·17	320·93	198·39	50·93	0·22
Nouveau-Brunswick	239·83	219·63	317·25	181·18	41·95	0·17
Québec	245·89	214·20	352·95	157·69	29·05	0·23
Ontario	186·68	185·67	373·92	212·28	41·20	0·25
Manitoba	203·29	219·27	365·99	185·52	25·72	0·20
Saskatchewan	234·80	228·98	353·08	163·81	19·12	0·21
Alberta	217·98	210·00	374·07	178·47	19·32	0·16
Colombie Britannique	160·07	175·97	377·16	254·66	29·97	2·17
Canada, 1931[1]	**212·70**	**203·69**	**360·50**	**189·52**	**33·22**	**0·36**
Canada, 1921[1]	**239·67**	**195·14**	**365·27**	**169·38**	**28·12**	**2·42**

[1] Les statistiques pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont comprises dans les totaux.

Distribution d'âge par sexe.—Les détails de la distribution d'âge de la population du Dominion selon le sexe pour les années de recensement de 1881 à 1931 sont donnés à la page 122 de l'Annuaire de 1934–35.

Section 4.—Etat conjugal

Il ressort d'une façon toute particulière du tableau **12** que la proportion de personnes mariées a fort augmenté au cours des récentes années. Ceci est principalement attribuable à la plus forte proportion d'adultes parmi la population actuelle. Il convient de remarquer aussi la proportion plus élevée de divorcés en ces dernières années; les tableaux montrant l'état conjugal de la population en pourcentages de la population totale, selon le sexe et par province, sont donnés à la page 115 de l'Annuaire de 1936. Aux pages 118–119 de l'Annuaire de 1934–35, un tableau indique l'état conjugal de la population de 1931 âgée de 15 ans ou plus par groupes d'âge. Le lecteur pourra consulter les pages 83–87 du présent ouvrage pour plus amples données relatives aux mariages et les pages 87–88 pour le détail des divorces de 1918 à 1940.

12.—Etat conjugal de la population tel que déterminé par les recensements de 1871-1931

NOTA.—Dans ce tableau les tirets indiquent qu'il n'y avait pas de données sous les en-têtes respectifs.

Année de recensement et sexe	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Légalement séparés	Non dénommés	Total
1871[1]—Hommes	1,183,787	543,037	37,487	–	–	–	1,764,311
Femmes	1,099,216	542,339	79,895	–	–	–	1,721,450
1881—Hommes	1,447,415	690,544	50,895	–	–	–	2,188,854
Femmes	1,336,981	689,540	109,435	–	–	–	2,135,956
1891—Hommes	1,601,541	796,153	62,777	–	–	–	2,460,471
Femmes	1,451,851	791,902	129,015	–	–	–	2,372,768
1901—Hommes	1,748,582	928,952	73,837	337	–	–	2,751,708
Femmes	1,564,011	904,091	151,181	324	–	–	2,619,607
1911—Hommes	2,369,766	1,331,853	89,154	839	1,286	29,097	3,821,995
Femmes	1,941,886	1,251,468	179,656	691	1,584	9,363	3,384,648
1921—Hommes	2,698,564	1,698,297	119,695	3,670[2]	[2]	9,417	4,529,643
Femmes	2,378,728	1,631,663	236,504	3,731[2]	[2]	7,680	4,258,306
1931—Hommes	3,179,444	2,033,240[3]	148,954	4,049	[3]	8,854	5,374,541
Femmes	2,771,968	1,937,950[3]	288,641	3,392	[3]	294	5,002,245

[1] Les chiffres de 1871 ne s'appliquent qu'aux quatre provinces originales du Canada. [2] Légalement séparés compris avec divorcés. [3] Légalement séparés compris avec mariés.

Section 5.—Origines raciales

Répartition des races.—L'augmentation de la population d'origine britannique en 1931 sur 1921 représente 32 p.c. de l'augmentation totale en regard de 55 p.c. les dix années précédentes. Par contre, l'augmentation de la population d'origine française constitue un peu moins de 30 p.c. de l'augmentation totale en cette période et accuse la plus forte augmentation absolue pour toute décennie depuis 1871. Les chiffres relatifs aux groupes moins importants qui entrent dans notre population (voir tableau **13**) indiquent que les populations scandinave, allemande et ukranienne augmentent de 36 p.c., 111 p.c. et 11 p.c. respectivement de 1921 à 1931. En raison des regroupements nationaux et raciaux dans le centre et le sud-est de l'Europe après la guerre de 1914–18, il est devenu impossible d'établir des comparaisons exactes entre les données d'avant-guerre et celles d'après-guerre pour certains groupes ethniques. Ainsi, une partie de la population classifiée comme étant de race ukranienne lors du septième recensement était désignée aux recensements de 1921 et de 1911 comme galicienne, bukovine, ruthène ou russe.

Les groupes britanniques et français réunis absorbaient, en 1931, 80 p.c. de la population totale, comparativement à 83 p.c. en 1921, 84 p.c. en 1911, 88 p.c. en 1901, 89 p.c. en 1881 et pas moins de 92 p.c. en 1871. L'immigration de l'Europe continentale au Canada durant les trente dernières années a, naturellement, été la cause de ce déclin.

Une idée du rapport direct des groupes d'origine à la population totale est donnée dans un tableau pour 1871–1931 à la page 125 de l'Annuaire de 1934–35. Les pourcentages donnés pour 1911 devraient cependant être changés conformément aux chiffres revisés de cette année tels que donnés au tableau **13**.

13.—Origines de la population du Canada, années de recensement, 1871-1931

NOTA.—On n'a pas tenu compte des origines au recensement de 1891. Les tirets indiquent l'absence de données.

Origine	1871[1]	1881	1901	1911	1921	1931
Britannique—						
Anglaise	706,369	881,301	1,260,899	1,871,268	2,545,358	2,741,419
Irlandaise	846,414	957,403	988,721	1,074,738	1,107,803	1,230,808
Ecossaise	549,946	699,863	800,154	1,027,015	1,173,625	1,346,350
Autres	7,773	9,947	13,421	26,060	41,952	62,494
Totaux, britanniques	2,110,502	2,548,514	3,063,195	3,999,081	4,868,738	5,381,071
Française	1,082,940	1,298,929	1,649,371	2,061,719	2,452,743	2,927,990
Autrichienne, *n.a.é.*	–	–	10,947	44,036	107,671	48,639
Belge	–	–	2,994	9,664	20,234	27,585
Bulgare et roumaine	–	–	354	5,883	15,235	32,216
Chinoise	–	4,383	17,312	27,831	39,587	46,519
Tchèque (bohémienne et morave)	–	–	–	–	8,840	30,401
Hollandaise	29,662	30,412	33,845	55,961	117,505	148,962
Finlandaise	–	–	2,502	15,500	21,494	43,885
Allemande	202,991	254,319	310,501	403,417	294,635	473,544
Grecque	–	–	291	3,614	5,740	9,444
Juive	125	667	16,131	76,199	126,196	156,726
Hongroise	–	–	1,549	11,648	13,181	40,582
Indienne et esquimaude[2]	23,037	108,547	127,941	105,611	113,724	128,890
Italienne	1,035	1,849	10,834	45,963	66,769	98,173
Japonaise	–	–	4,738	9,067	15,868	23,342
Nègre	21,496	21,394	17,437	16,994	18,291	19,456
Polonaise	–	–	6,285	33,652	53,403	145,503
Russe	607	1,227	19,825	44,376	100,064	88,148
Scandinave[3]	1,623	5,223	31,042	112,682	167,359	228,049
Ukranienne	–	–	5,682	75,432	106,721	225,113
Yougoslave	–	–	–	–	3,906	16,174
Diverses	4,182	8,540	7,000	31,381	28,796	27,476
Non spécifié	7,561	40,806	31,539	16,932	21,249	8,898
Grands totaux	**3,485,761**	**4,324,810**	**5,371,315**	**7,206,643**	**8,787,949**	**10,376,786**

[1] Les données de 1871 ne couvrent que les quatre provinces originales du Canada. [2] Incomplets en 1871; comprend les métis en 1901. [3] Comprend Danois, Islandais, Norvégiens et Suédois; ils étaient respectivement au nombre de 21,124, 15,876, 68,856 et 61,503 en 1921 et de 34,118, 19,382, 93,243 et 81,306 en 1931.

Section 6.—Religions

A chaque recensement de 1871 à 1931, chaque habitant du Canada avait à déclarer le corps religieux dont il faisait partie ou auquel il adhérait. Les fluctuations dans les affiliations religieuses de dix ans en dix ans dans un pays neuf sont occasionnées en majeure partie par la religion des immigrés.

Les chiffres indiquent que pendant les derniers soixante ans les catholiques romains constituent les deux cinquièmes environ de la population totale; en 1931, leur pourcentage est de 41·30, y compris les uniates. Les méthodistes représentaient 16·27 p.c. de la population en 1871, mais ils tombent à 13·19 p.c. en 1921, tandis que les presbytériens, renforcés par une immigration écossaise considérable au commencement du siècle, passent de 15·63 p.c. en 1871 à 16·04 p.c. en 1921. Le fusionnement en 1925 des méthodistes et des congrégationalistes avec un important élément presbytérien, sous le nom d'Eglise Unie du Canada, place celle-ci en deuxième lieu parmi les religions au Canada en 1931, avec 19·44 p.c. de la population. Les presbytériens qui n'ont pas adhéré à ce mouvement constituent 8·39 p.c. de la population en 1931. La proportion d'anglicans parmi la population canadienne augmente de 14·17 p.c. en 1871 à 16·02 p.c. en 1921 en raison de la forte immigration venue des Iles Britanniques. En 1931, toutefois, leur pourcentage fléchit à 15·76. Pour ce qui est des baptistes, ils accusent une diminution assez persistante de 6·87 p.c. en 1871 à 4·27 en 1931.

L'immigration des pays autres que de langue anglaise depuis 1900 a donné un élan considérable aux groupes religieux d'origine européenne continentale. Ainsi, les luthériens, qui en 1871 ne constituaient que 1·09 p.c. de la population totale, ont vu leur proportion grossir à 3·80 en 1931. Les juifs qui n'étaient que de 0·03 p.c. en 1871 sont de 1·50 p.c. en 1931. Les orthodoxes grecs qui, dans les premières années, étaient comptés avec les catholiques grecs (les deux réunis ne représentant en 1901 que 0·29 p.c. de la population) sont de 0·99 p.c. en 1931.

Sur une population totale de 10,376,786 en 1931, 0·15 p.c. se déclarent sans religion, tandis que 0·52 p.c. appartiennent à de petites sectes classifiées sous la rubrique "diverses" et 0·20 p.c. déclarent ne professer aucune religion. Parmi les sectes non chrétiennes, 1·50 p.c. sont des juifs, 0·23 p.c. des confucéens, 0·15 p.c. des bouddhistes et 0·05 p.c. des païens. D'autres analyses montrant les pourcentages des diverses religions à chacun des recensements de 1871 à 1931 et le nombre d'adhérents attribués à chaque religion en particulier, par province, sont publiées aux pages 128–130 de l'Annuaire de 1934–35. En 1931, pour la première fois dans un recensement au Canada, les religions de la population furent recoupées d'après les origines raciales. Les résultats de cette analyse pour tout le Canada sont donnés aux pages 122–123 de l'Annuaire de 1936.

14.—Religions de la population du Canada, années de recensement, 1871-1931

NOTA.—Les tirets indiquent l'absence de données

Religion	1871[1]	1881	1891	1901	1911	1921	1931
Adventistes	6,179	7,211	6,354	8,058	10,406	14,179	16,026
Anglicans	494,049	574,818	646,059	681,494	1,043,017	1,407,780	1,635,615
Baptistes[2]	239,343[3]	296,525[3]	303,839[3]	318,005	382,720	421,730	443,341
Frères	2,305	8,831	11,637	8,014	9,278	11,580	13,472
Boudhistes	–	–	–	10,407	10,012	11,281	15,784
Chrétiens	–	–	–	7,484	17,421	17,142	11,527
Scientistes	–	–	–	2,619	5,073	13,826	18,436
Eglise du Christ, Disciples	–	20,193	12,763	17,164	14,554	13,107	15,811
Confucéens	–	–	–	5,115	14,562	27,114	24,087
Congrégationalistes	21,829	26,900	28,157	28,293	34,054	30,730	694[4]
Doukhobors	–	–	–	8,775	10,493	12,648	14,913
Association Evangélique	–	–	–	10,193	10,595	13,905	22,213
Amis (Quakers)	7,345	6,553	4,650	4,100	4,027	3,149	2,424
Eglise grecque	–	–	–	15,630	88,507	169,832	[5]
Orthodoxes	–	–	–	–	–	–	102,389[5]
Holiness Movement	–	–	–	2,775	3,856	3,245	4,436
International Bible Students	–	–	–	99	925	6,678	13,552
Juifs	1,115	2,393	6,414	16,401	74,564	125,197	155,614
Luthériens	37,935	46,350	63,982	92,524	229,864	286,458	394,194
Mennonites (y.c. Hutterites)	[3]	[3]	[3]	31,797	44,625	58,797	88,736
Méthodistes	567,091	742,981	847,765	916,886	1,079,993	1,159,246	[4]
Mormons	–	–	–	6,891	15,971	19,622	22,005
Aucune religion	5,146	2,634	[6]	4,810	26,027	21,739	21,071
Païens	1,886	4,478	[6]	15,107	11,840	6,778	5,008
Pentecostale	–	–	–	–	513	7,003	26,301
Frères de Plymouth	–	–	–	3,040	3,438	6,482	6,983
Presbytériens	544,998	676,165	755,326	842,531	1,116,071	1,409,406	870,728[4]
Protestants	10,146	6,519	12,253	11,612	30,265	30,753	23,296
Catholiques romains	1,492,029	1,791,982	1,992,017	2,229,600	2,833,041	3,389,626	4,285,388[7]
Salutistes	–	–	13,949	10,308	18,834	24,733	30,716
Unitariens	2,275	2,126	1,777	1,934	3,224	4,926	4,445
Eglise Unie	–	–	–	–	–	8,728[4]	2,017,375[4]
Toutes autres (diverses)	35,035	21,382	46,030	16,427	26,383	31,270	54,164
Non spécifiée	17,055	86,769	80,267	43,222	32,490	19,259	16,042
Totaux	**3,485,761**	**4,324,810**	**4,833,239**	**5,371,315**	**7,206,643**	**8,787,949**	**10,376,786**

[1] Les données de 1871 ne couvrent que les quatre provinces originales du Canada. [2] Y compris les Tunkers. [3] Avant 1901 les mennonites étaient inclus avec les baptistes. [4] La presque totalité des méthodistes et congrégationalistes ainsi qu'un grand nombre de presbytériens se sont fusionnés en 1925 en l'Eglise Unie du Canada, bien qu'un petit nombre de personnes se déclarent adeptes de l'Eglise Unie dès 1921, notamment dans l'Ouest où le mouvement eut son origine. [5] Dans les recensements antérieurs il n'y en avait qu'un petit nombre, les Grecs catholiques et les Grecs orthodoxes étant réunis sous la rubrique commune "Eglise grecque", mais comme les deux religions accusent un nombre toujours croissant d'adhérents et que les premiers reconnaissent le pape comme chef, ils sont compris avec les catholiques en 1931. [6] Compris avec "toutes autres" en 1891. [7] Y compris 186,654 Catholiques grecs (voir renvoi 5).

Section 7.—Lieux de naissance

Le tableau **15** montre que 97·28 p.c. de la population, en 1871, était née sous le drapeau britannique, tandis que soixante ans plus tard ce pourcentage était tombé à 89·18. La proportion de la population de naissance canadienne augmente de façon ininterrompue jusqu'au commencement du siècle, mais décline ensuite à cause de l'augmentation de l'immigration après 1900. Le recensement de 1931 enregistre des fléchissements sur 1921 pour ce qui est de la population née dans les pays britanniques et aux Etats-Unis, alors que le pourcentage de population de naissance étrangère augmente; la proportion de nés canadiens demeure à peu près stationnaire.

Signalons l'augmentation passablement persistante de la population née aux Etats-Unis qui passe de 1·85 p.c. en 1871 à 4·25 p.c. en 1921 pour retomber ensuite à 3·32 p.c. en 1931. Quant à la population née dans d'autres pays étrangers, elle augmente de 0·87 p.c. en 1871 à 6·23 p.c. en 1911, décline à 5·87 p.c. de la population totale en 1921 mais, comme on l'a déjà remarqué, remonte sensiblement par la suite pour toucher 7·50 p.c. en 1931.

15.—Lieu de naissance de la population canadienne par nombre et pourcentage, années de recensement, 1871-1931

Année	Née au Canada	Autre de naissance britannique[1]	De naissance étrangère		Population totale	Proportion du total			
			Etats-Unis	Autres pays		Née au Canada	Autre de naissance britannique	De naissance étrangère	
								Etats-Unis	Autres pays étrangers
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
1871....	2,894,591	496,502	64,447	30,221	3,485,761	83·04	14·24	1·85	0·87
1881....	3,721,826	478,615	77,753	46,616	4,324,810	86·06	11·07	1·80	1·08
1891....	4,189,368	490,573	80,915	72,383	4,833,239	86·68	10·15	1·67	1·50
1901....	4,671,815	421,051	127,899	150,550	5,371,315	86·98	7·84	2·38	2·80
1911....	5,619,682	834,229	303,680	449,052	7,206,643	77·98	11·58	4·21	6·23
1921....	6,832,224	1,065,448	374,022	516,255	8,787,949	77·75	12·13	4·25	5·87
1931....	8,069,261	1,184,830	344,574	778,121	10,376,786	77·76	11·42	3·32	7·50

[1] Comprend quelques centaines de personnes nées en mer.

Le lieu de naissance de la population de 1931 est indiqué selon le sexe dans les diverses provinces et territoires à la page 124 de l'Annuaire de 1936. Dans les Provinces Maritimes, la population, d'après le recensement de 1931, est d'environ 93 p.c. de naissance canadienne et dans le Québec, d'environ 91 p.c. Dans l'Ontario, toutefois, cette proportion tombe à environ 77 p.c.; dans le Manitoba, à environ 66 p.c.; dans la Saskatchewan, à environ 65 p.c.; dans l'Alberta, à environ 58 p.c.; et dans la Colombie Britannique, à environ 54 p.c.

Aux pages 135 à 142 inclusivement de l'Annuaire de 1934–35, se trouve une analyse très complète des lieux de naissance de la population canadienne. Les tableaux publiés dans ces pages indiquent: la population classifiée par province de résidence et province de naissance; la population de chaque province selon le lieu de naissance des parents; la population de naissance canadienne selon le lieu de naissance des parents, par origine raciale; la population rurale et urbaine née en dehors du Canada et classifiée selon l'année d'arrivée au Canada.

Section 8.—Population rurale et urbaine

Pour les fins du recensement, les populations des cités, villes et villages incorporés sont désignées comme urbaines et celles des autres localités, comme rurales. Au Canada, les lois varient d'une province à l'autre en ce qui concerne la population

requise pour qu'une localité soit érigée en municipalité urbaine. Les lois de la Saskatchewan, par exemple, pourvoient à ce que 100 personnes habitant réellement une étendue de terrain ne dépassant pas 640 acres aient droit à l'incorporation de leur localité en village, tandis qu'en Ontario la loi exige des villages demandant l'incorporation qu'ils aient une population de 750 habitants sur une superficie de 500 acres. Ainsi, la ligne de démarcation entre la population rurale et la population urbaine est loin d'être uniforme dans tout le Canada en ce qui concerne les groupements comparables de population, et la distinction faite entre la population 'rurale' et la population 'urbaine' est plutôt une distinction de status légal provincial qu'une distinction d'importance entre les agglomérations vivant dans certaines limites.

Un tableau paraissant à la page 149 de l'Annuaire de 1934–35 donne les populations rurales et urbaines par province et selon le sexe, et divise en deux groupes les centres urbains érigés en corporations, i.e. les centres de moins de mille habitants et les centres de 1,000 habitants et plus, ce qui permet d'établir une comparaison plus étroite que celle du tableau **17.** A la page 96 de l'Annuaire de 1940, il y a un tableau montrant les populations urbaines classifiées selon l'importance des groupes de municipalités.

Une comparaison sommaire entre l'urbanisation au Canada en 1931 et aux Etats-Unis en 1930 amène à la conclusion que le Canada, en dépit de sa population beaucoup moins dense que celle des Etats-Unis, a un pourcentage de population urbaine presque aussi élevé, soit 53·70 p.c. en regard de 56·2 p.c. aux Etats-Unis.* Une base de comparaison plus équitable peut être établie en prenant les mêmes limites de population pour les deux pays, comme on pourrait le faire au moyen du tableau **17.** D'après le recensement de 1930, 29·5 p.c. de la population américaine habite des villes de 100,000 âmes et plus, tandis que le recensement canadien de 1931 en donne 22·44 p.c. En outre, 18 p.c. de la population américaine habite les villes de 10,000 à 100,000 âmes et 4·8 p.c. celles de 5,000 à 10,000, alors qu'au Canada les proportions respectives sont de 14·87 et 4·42 p.c. Par conséquent, en prenant tous les endroits ayant une population de 5,000 âmes et plus, la plus faible population sur laquelle existent des chiffres se prêtant à la comparaison, il se trouve que 52·3 p.c. de la population américaine habite des localités de cette grandeur, comparativement à 41·73 pour la population canadienne, ce qui indique que l'urbanisation est de beaucoup plus considérable aux Etats-Unis, fait tout naturel dans un pays où la colonisation est généralement plus ancienne et la population plus dense.

D'après la classification du recensement, les chiffres au tableau **16** indiquent qu'au cours de la dernière décennie, comme d'ailleurs durant l'avant-dernière, les centres urbains ont absorbé presque 77 p.c. de l'accroissement total; il en résulte que la population urbaine du Canada dépasse en 1931 la population rurale de 767,330 âmes. Sur 1,000 personnes du total, 463 habitaient le 1er juin 1931 des régions rurales et 537 des centres urbains, comparativement à 505 et 495 en 1921, 546 et 454 en 1911, 625 et 375 en 1901, et 682 et 318 en 1891.

Des liens économiques relient étroitement à tous les grands centres bon nombre de villes satellites ou agglomérations densément peuplées, phénomène qui prend de plus en plus d'importance au fur et à mesure que se développent les transports par automobile. Par conséquent il a été jugé opportun de calculer la population totale de ce que les autorités du recensement aux Etats-Unis appellent les "districts

* Aux Etats-Unis, antérieurement à 1930, le Bureau du Recensement classifiait comme urbaine la population des endroits de 2,500 âmes ou plus, sauf quelques restrictions mineures, mais en 1930, la définition a été modifiée de manière à comprendre les townships et autres divisions politiques non incorporées en municipalités, dont la population est de 10,000 âmes ou plus et a une densité de 1,000 âmes ou plus par mille carré. Comme résultat direct de ce changement la proportion de population urbaine s'est trouvée légèrement augmentée.

métropolitains". D'après cette méthode de calculer, les populations des plus grandes villes au recensement de 1931 étaient les suivantes: Grand-Montréal, 1,000,159 habitants; Grand-Toronto, 808,864; Grand-Vancouver, 308,340; Grand-Winnipeg, 284,295; Grand-Ottawa (y compris Hull), 175,988; Grand-Québec, 166,435; Grand-Hamilton, 163,710; Grand-Windsor, 110,385; Grand-Halifax, 74,161; et Grand-Saint John, 55,611.*

* Voir monographie N° 6 sur le recensement de 1931: *Composition rurale et urbaine de la population canadienne*, par S. A. Cudmore et H. G. Caldwell.

16.—Population rurale et urbaine, par province et territoire, recensements décennaux, 1871-1931, et augmentation numérique, 1921-1931

Province ou territoire	1871		1881		1891		1901	
	Rurale	Urbaine	Rurale	Urbaine	Rurale	Urbaine	Rurale	Urbaine
Ile du P.-E.	86,149	7,872	95,693	13,198	94,823	14,255	88,304	14,955
N.-Ecosse	355,718	32,082	377,030	63,542	373,403	76,993	330,191	129,383
N.-Brunswick	235,381	50,213	262,141	59,092	272,362	48,901[1]	253,835	77,285
Québec	919,665	271,851	980,515	378,512	988,820	499,715	994,833	654,065
Ontario	1,264,854	355,997	1,351,074	575,848	1,295,323	818,998	1,246,969	935,978
Manitoba	24,170	1,058	52,015	10,245	111,498	41,008	184,775[2]	70,436[2]
Saskatchewan	[3]	-	[3]	-	[3]	-	77,013[2]	14,266[2]
Alberta	[3]	-	[3]	-	[3]	-	54,489	18,533
Col. Britannique	32,977	3,270	40,389	9,070	60,945	37,228	88,478	90,179
Yukon	[3]	-	[3]	-	[3]	-	18,077	9,142
Ter. du N.-O.	[3]	-	[3]	-	[3]	-	20,129	-
Marine Royale du Canada	-	-	-	-	-	-	-	-
Canada	**2,966,914**[3]	**722,343**	**3,215,303**[3]	**1,109,507**	**3,296,141**[3]	**1,537,098**	**3,357,093**	**2,014,222**

	1911		1921		1931		Augmentations numériques, la décennie 1921-31	
	Rurale	Urbaine	Rurale	Urbaine	Rurale	Urbaine	Rurale	Urbaine
Ile du P.-E.	78,758	14,970	69,522	19,093	67,653	20,385	- 1,869	1,292
N.-Ecosse	306,210	186,128	296,799	227,038	281,192	231,654	-15,607	4,616
N.-Brunswick	252,342	99,547	263,432	124,444	279,279	128,940	15,847	4,496
Québec	1,038,934[4]	966,842[4]	1,038,096	1,322,569	1,060,649	1,813,606	22,553	491,037
Ontario	1,198,803[5]	1,328,489	1,227,030	1,706,632	1,335,691	2,095,992	108,661	389,360
Manitoba	261,029[5]	200,365	348,502	261,616	384,170	315,969	35,668	54,353
Saskatchewan	361,037[2]	131,395[2]	538,552	218,958	630,880	290,905	92,328	71,947
Alberta	236,633[6]	137,662[6]	365,550	222,904	453,097	278,508	87,547	55,604
Col. Britannique	188,796	203,684	277,020	247,562	299,524	394,739[7]	22,504	147,177
Yukon	4,647	3,865	2,851	1,306	2,870	1,360	19	54
Ter. du N.-O.	6,507[5]	-	7,988	-	9,723	-	1,735	-
Marine Royale du Canada	-	-	485	-	[8]	-	[8]	-
Canada	**3,933,696**	**3,272,947**	**4,435,827**	**4,352,122**	**4,804,728**	**5,572,058**	**368,901**	**1,219,936**

[1] La population rurale comprend certaines villes de 1891. [2] Tel que corrigé dans le rapport du recensement des Provinces des Prairies, 1916. [3] Les populations (48,000, 56,446 et 98,967 respectivement) dans le territoire qui constitue présentement les provinces d'Alberta, de Saskatchewan et les territoires du Yukon et du Nord-Ouest, étaient classifiées comme rurales lors des recensements de 1871, 1881 et 1891. [4] La population urbaine de 970,791 indiquée dans le volume I du recensement de 1911 est réduite à 966,842 par le transfert des populations de Maniwaki, Martinville, Moisie, St-Bruno, St-Martin et St-Vincent-de-Paul à la rubrique "rurale", par quelques modifications apportées dans les territoires qui constituent les villages de Ste-Anne et de Ste-Geneviève et par la loi d'extension des frontières, 1912. [5] Tel que modifié par la loi de l'extension des frontières, 1912. [6] Le recensement de 1911 (volume I) place la population urbaine de l'Alberta, en 1911, à 141,937. Ce chiffre comprend la population (5,250) de 12 endroits qui, d'après le rapport fourni par le Commissaire municipal de l'Alberta, n'étaient pas alors constitués en municipalités. Il s'agit des localités suivantes: Ætna, Banff, Bankhead, Bellevue, Bickerdike, Canmore, Cardiff, Exshaw, Hillcrest, Passburg, Queenston et Elmpark. Après rectification et quelques autres modifications apportées aussitôt que les données définitives furent établies au sujet des régions incorporées, la population urbaine pour 1911 fut fixée à 137,662. Les chiffres de la population urbaine et rurale se rapportant au recensement de 1901 ont été également rectifiés. [7] Comprend South Vancouver et Point Grey dont les populations respectives en 1921 étaient de 32,267 et 13,736 âmes et qui alors étaient classifiées comme "rurales". [8] Dénombrement des membres de la Marine Royale du Canada effectué à domicile en 1931.

Comme l'indiquent les chiffres au tableau **17**, les grandes villes exercent un attrait de plus en plus fort sur la population. Il n'y a pas que les centres de plus de 500,000 habitants—Montréal et Toronto—qui augmentent leur proportion du total; les villes dont la population varie entre 100,000 et 500,000 habitants ont vu augmenter leur population globale de 5·90 p.c. du total à 8·46 p.c., tandis que celles ayant 5,000 à 100,000 habitants sont montées de 17·68 à 19·29 p.c. au cours de la décennie 1921–31. Comme l'indiquent les chiffres, les grosses augmentations absolues de la population totale des municipalités de moins de 1,000 habitants en 1921 et 1931 sont attribuables dans la presque totalité à l'annexion de nouvelles régions incorporées.*

* Voir aussi la référence qui suit le texte (*) au haut de la p. 64.

17.—Population urbaine du Canada, répartie selon l'importance des municipalités, 1911, 1921 et 1931

Groupe	1911			1921			1931		
	Nombre de localités	Population	P.c. de la population globale	Nombre de localités	Population	P. c. de la population globale	Nombre de localités	Population	P. c. de la population globale
Plus de 500,000	Nil	-	-	2	1,140,399	12·98	2	1,449,784	13·97
Entre—									
400,000 et 500,000	1	490,504	6·81	Nil	-	-	Nil	-	-
300,000 et 400,000	1	381,833	5·30	"	-	-	"	-	-
200,000 et 300,000	Nil	-	-	"	-	-	2	465,378	4·48
100,000 et 200,000	2	236,436	3·28	4	518,298	5·90	3	413,013	3·98
50,000 et 100,000	3	247,221	3·43	5	336,650	3·83	7	470,443	4·53
25,000 et 50,000	7	272,071	3·78	7	239,096	2·72	10	339,521	3·27
15,000 et 25,000	11	193,977	2·69	19	370,990	4·22	23	457,292	4·41
10,000 et 15,000	18	225,423	3·13	18	224,033	2·55	23	275,944	2·66
5,000 et 10,000	44	313,100	4·34	54	382,762	4·36	68	458,784	4·42
3,000 et 5,000	59	222,274	3·08	72	272,720	3·10	71	273,276	2·63
1,000 et 3,000	250	428,250	5·94	293	492,116	5·60	324	557,466	5·37
500 et 1,000	241	174,781	2·43	290	215,648	2·45	322	231,375	2·23
Moins de 500	419	87,077	1·21	679	159,410	1·81	750	179,782	1·73
Totaux	**1,056**	**3,272,947**	**45·42**	**1,443**	**4,352,122**	**49·52**	**1,605**	**5,572,058**	**53·70**

18.—Population des cités et villes de plus de 5,000 âmes, recensements décennaux, 1871-1931, et recensement quinquennal de 1936[1]

NOTA.—Les cités et villes dotées d'un Board of Trade sont indiquées par un astérisque (*), tandis qu'une croix (†) dénote l'existence d'une Chambre de Commerce. Dans chaque cas la population des recensements antérieurs a été arrangée pour couvrir autant que possible le même territoire qu'en 1931.

Cité ou ville	Province	Population							
		1871	1881	1891	1901	1911	1921	1931	1936[1]
		nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nom b.
*†Montréal	Qué	130,833	177,377	256,723	328,172	490,504	618,506	818,577	-
*Toronto	Ont.	59,000	96,196	181,215	209,892	381,833	521,893	631,207	-
*Vancouver	C.B.	-	-	13,709	29,432	120,847	163,220	246,593	-
*Winnipeg	Man.	241	7,985	25,639	42,340	136,035	179,087	218,785	215,814
†Hamilton	Ont.	26,880	36,661	48,959	52,634	81,969	114,151	155,547	-
*Québec	Qué.	59,699	62,446	63,090	68,840	78,710	95,193	130,594	-
*Ottawa	Ont.	24,141	31,307	44,154	59,928	87,062	107,843	126,872	-
*Calgary	Alta.	-	-	3,876	4,392	43,704	63,305	88,761	83,407
†Edmonton	Alta.	-	-	-	4,176	31,064	58,821	79,197	85,774
†London	Ont.	18,000	27,867	31,977	37,976	46,300	60,959	71,148	-
†Windsor	Ont.	4,253	6,561	10,322	12,153	17,829	38,591	63,108	-
†Verdun	Qué.	-	278	296	1,898	11,629	25,001	60,745	-
*Halifax	N.-E.	29,582	36,100	38,437	40,832	46,619	58,372	59,275	-
*Regina	Sask.	-	-	-	2,249	30,213	34,432	53,209	53,354

[1] Les chiffres de 1936 sont pour les cités et villes des Provinces des Prairies seulement.

18.—Population des cités et villes de plus de 5,000 âmes, recensements décennaux, 1871-1931, et recensement quinquennal de 1936[1]—suite

Cité ou ville	Province	Populations							
		1871	1881	1891	1901	1911	1921	1931	1936[1]
		nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
*Saint John	N.-B.	41,325	41,353	39,179	40,711	42,511	47,166	47,514	-
*Saskatoon	Sask.	-	-	-	113	12,004	25,739	43,291	41,734
†Victoria	C.B.	3,270	5,925	16,841	20,919	31,660	38,727	39,082	-
†Trois-Rivières	Qué.	7,570	8,670	8,334	9,981	13,691	22,367	35,450	-
*Kitchener	Ont.	2,743	4,054	7,425	9,747	15,196	21,763	30,793	-
*Brantford	Ont.	8,107	9,616	12,753	16,619	23,132	29,440	30,107	-
†Hull	Qué.	3,800	6,890	11,264	13,993	18,222	24,117	29,433	-
†Sherbrooke	Qué.	4,432	7,227	10,097	11,765	16,405	23,515	28,933	-
Outremont	Qué.	-	387	795	1,148	4,820	13,249	28,641	-
†Fort William	Ont.	-	690	2,176	3,633	16,499	20,541	26,277	-
†St. Catharines	Ont.	7,864	9,631	9,170	9,946	12,484	19,881	24,753	-
Westmount	Qué.	200	884	3,076	8,856	14,579	17,593	24,235	-
†Kingston	Ont.	12,407	14,091	19,263	17,961	18,874	21,753	23,439	-
†Oshawa	Ont.	3,185	3,992	4,066	4,394	7,436	11,940	23,439	-
*Sydney	N.-E.	1,700	2,180	2,427	9,909	17,723	22,545	23,089	-
*Sault-Ste-Marie	Ont.	879	780	2,414	7,169	14,920	21,092	23,082	-
†Peterborough	Ont.	4,611	6,812	9,717	12,886	18,360	20,994	22,327	-
*Moose Jaw	Sask.	-	-	-	1,558	13,823	19,285	21,299	19,805
*Guelph	Ont.	6,878	9,890	10,537	11,496	15,175	18,128	21,075	-
†Glace Bay	N.-E.	-	-	2,459	6,945	16,562	17,007	20,706	-
*Moncton	N.-B.	600	5,032	8,762	9,026	11,345	17,488	20,689	-
†Port Arthur	Ont.	-	1,275	2,698	3,214	11,220	14,886	19,818	-
†Niagara Falls	Ont.	1,610	2,347	3,349	5,702	9,248	14,764	19,046	-
†Lachine	Qué.	2,689	3,248	4,819	6,365	11,688	15,404	18,630	-
*Sudbury	Ont.	-	-	-	2,027	4,150	8,621	18,518	-
†Sarnia	Ont.	2,929	3,874	6,692	8,176	9,947	14,877	18,191	-
*Stratford	Ont.	4,313	8,239	9,500	9,959	12,946	16,094	17,742	-
*New Westminster	C.B.	-	1,500	6,678	6,499	13,199	14,495	17,524	-
*Brandon	Man.	-	-	3,778	5,620	13,839	15,397	17,082	16,461
*St-Boniface	Man.	817	1,283	1,553	2,019	7,483	12,821	16,305	16,275
*North Bay	Ont.	-	-	1,848	2,530	7,737	10,692	15,528	-
†St. Thomas	Ont.	2,197	8,367	10,366	11,485	14,054	16,026	15,430	-
†Shawinigan Falls	Qué.	-	-	-	-	4,265	10,625	15,345	-
*Chatham	Ont.	5,873	7,873	9,052	9,068	10,770	13,256	14,569	-
†East Windsor	Ont.	-	-	-	-	-	5,780	14,251	-
*Timmins	Ont.	-	-	-	-	-	3,813	14,200	-
*Galt	Ont.	3,827	5,187	7,535	7,866	10,299	13,216	14,006	-
†Belleville	Ont.	7,305	9,516	9,916	9,117	9,876	12,206	13,790	-
*Lethbridge	Alta.	-	-	-	2,072	9,035	11,097	13,489	13,523
†St-Hyacinthe	Qué.	3,746	5,321	7,016	9,210	9,797	10,859	13,448	-
*Owen Sound	Ont.	3,369	4,426	7,497	8,776	12,558	12,190	12,839	-
*Charlottetown	I.P.-E.	7,872	10,345	10,098	10,718	9,883	10,814	12,361	-
†Chicoutimi	Qué.	1,393	1,935	2,277	3,826	5,880	8,937	11,877	-
†Lévis	Qué.	8,052	8,734	8,797	9,242	8,703	10,470	11,724	-
*Valleyfield (Salaberry de)	Qué.	1,800	3,906	5,515	11,055	9,449	9,215	11,411	-
*Woodstock	Ont.	3,982	5,373	8,612	8,833	9,320	9,935	11,395	-
*St-Jean	Qué.	3,022	4,314	4,722	4,030	5,903	7,734	11,256	-
*Cornwall	Ont.	2,033	4,468	6,805	6,704	6,598	7,419	11,126	-
†Joliette	Qué.	3,047	3,268	3,372	4,220	6,346	9,039	10,765	-
†Sandwich	Ont.	1,160	1,143	1,352	1,450	2,302	4,415	10,715	-
*Welland	Ont.	1,110	1,870	2,035	1,863	5,318	8,654	10,709	-
Thetford Mines	Qué.	-	-	-	3,256	7,261	8,272	10,701	-
*Granby	Qué.	876	1,040	1,710	3,773	4,750	6,785	10,587	-
†Sorel	Qué.	5,636	5,791	6,669	7,057	8,420	8,174	10,320	-
†Medicine Hat	Alta.	-	-	-	1,570	5,608	9,634	10,300	9,592
†Walkerville	Ont.	-	-	933	1,595	3,302	7,059	10,105	-
*Prince Albert	Sask.	-	-	-	1,785	6,254	7,352	9,905	11,049
†Brockville	Ont.	5,102	7,609	8,791	8,940	9,374	10,043	9,736	-
Jonquière	Qué.	-	-	-	-	2,354	4,851	9,448	-
†Pembroke	Ont.	1,508	2,820	4,401	5,156	5,626	7,875	9,368	-
*Dartmouth	N.-E.	2,191	3,786	6,252	4,806	5,058	7,899	9,100	-
†St-Jérôme	Qué.	1,159	2,032	2,868	3,619	3,473	5,491	8,967	-
*New Glasgow	N.-E.	1,676	2,595	3,776	4,447	6,383	8,974	8,858	-
*Fredericton	N.-B.	6,006	6,218	6,502	7,117	7,208	8,114	8,830	-
Cap-de-laMadeleine	Qué.	-	-	-	-	-	6,738	8,748	-
North Vancouver	C.B.	-	-	-	365	8,196	7,652	8,510	-
†Rivière-du-Loup	Qué.	1,541	2,291	4,175	4,569	6,774	7,703	8,499	-
*Orillia	Ont.	1,322	2,910	4,752	4,907	6,828	7,631	8,183	-
*Waterloo	Ont.	1,594	2,066	2,941	3,537	4,359	5,883	8,095	-
*Truro	N.-E.	2,114	3,461	5,102	5,993	6,107	7,562	7,901	-
†La Tuque	Qué.	-	-	-	-	2,934	5,603	7,871	-

[1] Les chiffres de 1936 sont pour les cités et villes des Provinces des Prairies seulement.

18.—Population des cités et villes de plus de 5,000 âmes, recensements décennaux, 1871-1931, et recensement quinquennal de 1936[1]—fin

Cité ou ville	Province	Populations							
		1871	1881	1891	1901	1911	1921	1931	1936[1]
		nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
*Barrie	Ont.	3,398	4,854	5,550	5,949	6,420	6,936	7,776	-
*Sydney Mines	N.-E.	1,494	2,340	2,442	3,191	7,470	8,327	7,769	-
*New Waterford	N.-E.	-	-	-	-	-	5,615	7,745	-
*Trail	C.B.	-	-	-	1,360	1,460	3,020	7,573	-
*Lindsay	Ont.	4,049	5,080	6,081	7,003	6,964	7,620	7,505	-
*Amherst	N.-E.	1,839	2,274	3,781	4,964	8,973	9,998	7,450	-
New Toronto	Ont.	-	-	-	209	686	2,699	7,146	-
†Smiths Falls	Ont.	1,150	2,087	3,864	5,155	6,370	6,790	7,108	-
Lauzon	Qué.	2,827	4,578	4,391	4,267	4,982	6,428	7,084	-
*Yartmouth	N.-E.	4,696	5,324	6,089	6,430	6,600	7,073	7,055	-
†Midland	Ont.	-	1,095	2,088	3,174	4,663	7,016	6,920	-
Mimico	Ont.	-	-	-	437	1,373	3,751	6,800	-
*Kenora	Ont.	-	-	1,806	5,202	6,158	5,407	6,766	-
*Nanaimo	C.B.	-	1,645	4,595	6,130	6,254	6,559	6,745	-
Eastview	Ont.	-	-	-	-	3,169	5,324	6,686	-
†Drummondville	Qué.	-	900	1,955	1,450	1,725	2,852	6,609	-
*Portage-la-Prairie	Man.	-	-	3,363	3,901	5,892	6,766	6,597	6,538
*Campbellton	N.-B.	-	-	1,782	2,652	3,817	5,570	6,505	-
†Port Colborne	Ont.	988	1,716	1,154	1,253	1,624	3,415	6,503	-
†Grand'Mère	Qué.	-	-	-	2,511	4,783	7,631	6,461	-
*Edmundston	N.-B.	-	-	-	-	1,821	4,035	6,430	-
*Springhill	N.-E.	-	900	4,813	4,559	5,713	5,681	6,355	-
†Prince Rupert	C.B.	-	-	-	-	4,184	6,393	6,350	-
*Magog	Qué.	-	-	2,100	3,516	3,978	5,159	6,302	-
*Preston	Ont.	1,408	1,419	1,843	2,308	3,887	5,423	6,280	-
†Trenton	Ont.	1,796	3,042	4,363	4,217	3,988	5,902	6,276	-
†Victoriaville	Qué.	1,425	1,474	1,300	1,693	3,028	3,759	6,213	-
*Kamloops	C.B.	-	-	-	-	3,772	4,501	6,167	-
*North Sydney	N.-E.	1,200	1,520	2,513	4,646	5,418	6,585	6,139	-
*St-Lambert	Qué.	327	332	906	1,362	3,344	3,890	6,075	-
*Nelson	C.B.	-	-	-	5,273	4,476	5,230	5,992	-
*North Battleford	Sask.	-	-	-	-	2,105	4,108	5,985	4,719
†Cobourg	Ont.	4,442	4,957	4,829	4,239	5,074	5,327	5,834	-
*Collingwood	Ont.	2,829	4,445	4,939	5,755	7,090	5,882	5,809	-
Transcona	Man.	-	-	-	-	-	4,185	5,747	5,578
†Rimouski	Qué.	1,186	1,417	1,429	1,804	3,097	3,612	5,589	-
†Brampton	Ont.	2,090	2,920	3,252	2,748	3,412	4,527	5,532	-
*Fort Frances	Ont.	-	-	1,339	1,163	1,611	3,109	5,470	-
Longueuil	Qué.	2,083	2,355	2,757	2,833	3,972	4,682	5,407	-
St-Laurent	Qué.	-	-	1,184	1,390	1,860	3,232	5,348	-
*Renfrew	Ont.	865	1,605	2,611	3,153	3,846	4,903	5,296	-
*Swift Current	Sask.	-	-	-	121	1,852	3,518	5,296	5,074
†Ingersoll	Ont.	4,022	4,318	4,191	4,573	4,763	5,150	5,233	-
†Simcoe	Ont.	1,856	2,645	2,674	2,627	3,227	3,953	5,226	-
Forest Hill (village)	Ont.	-	-	-	-	-	-	5,207	-
*Hawkesbury	Ont.	1,671	1,920	2,042	4,150	4,400	5,544	5,177	-
†Thorold	Ont.	1,635	2,456	2,273	1,979	2,273	4,825	5,092	-
†Whitby	Ont.	2,732	3,140	2,786	2,110	2,248	3,957	5,046	-
Swansea (village)	Ont.	-	-	-	-	-	-	5,031	-
*Yorkton	Sask.	-	-	-	700	2,309	5,151	5,027	4,931
*Dundas	Ont.	3,135	3,709	3,546	3,173	4,299	4,978	5,026	-
*Stellarton	N.-E.	1,750	1,599	2,410	2,335	3,910	5,312	5,002	-
*Weyburn	Sask.	-	-	-	113	2,210	3,193	5,002	5,338

[1] Les chiffres de 1936 sont pour les cités et villes des Provinces des Prairies seulement.

Le tableau **22**, p. 98, de l'Annuaire de 1940, donne la population des villes et villages ayant de 1,000 à 5,000 habitants, pour chacun des recensements, 1871-1931. Ces statistiques ne sont pas reproduites ici, car le temps qui s'est écoulé depuis que les données de 1931 ont été prises les rend incertaines.

Population agricole, rurale et urbaine.—L'Annuaire de 1937, page 131, donne les statistiques de la population agricole, rurale et urbaine, par provinces telles que compilées d'après le recensement de 1931; celui de 1934-35, page 301, traite de la main-d'œuvre sur les fermes employant du travail loué, de la durée de ce travail ainsi que de sa rémunération. Pour plus ample information le lecteur est aussi référé à l'item "Salariés" (Agriculture) de l'index du présent volume.

Section 9.—Citoyenneté et naturalisation

A chacun des quatre derniers recensements décennaux, 1901, 1911, 1921 et 1931, on s'est enquis de la citoyenneté de la population née à l'étranger. Les statistiques relatives au recensement de 1931 sont publiées à la p. 143 de l'Annuaire de 1934–35. Les autres Annuaires, jusqu'à 1939, renferment un résumé de ce sujet.

Section 10.—Langue parlée et langue maternelle

Les pp. 126–128 de l'Annuaire de 1936 résument le sujet de la langue parlée et de la langue maternelle de la population. L'édition de 1939, à la p. 102, donne un tableau analysant la population par langue parlée d'après les groupes d'âge.

Section 11.—Instruction

Le degré d'instruction est étudié aux pages 137 et 138 de l'Annuaire de 1936. L'Annuaire de 1934–35, page 159, donne un tableau indiquant le degré d'instruction de la population de cinq ans et plus de 1901 à 1931, et à la page 160 les mêmes données, par sexe, telles que résumées dans le tableau **19** de la présente édition. A la page 162 est indiquée la population de dix ans et plus dans les villes de 30,000 âmes ou plus sachant lire et écrire, en 1931.

19.—Population de dix ans et plus sachant lire et écrire, par province, 1931

NOTA.—Les chiffres correspondants de 1921 paraissent dans l'Annuaire de 1924, p. 134.

Province ou territoire	Population de dix ans et plus	Sachant lire et écrire	Sachant lire seulement	Ne sachant ni lire ni écrire	Pourcentages		
					Sachant lire et écrire	Sachant lire seulement	Ne sachant ni lire ni écrire
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	p.c.	p.c.	p.c.
Ile du Prince-Edouard	69,333	66,996	502	1,835	96·63	0·72	2·65
Nouvelle-Ecosse	402,401	382,472	2,790	17,139	95·05	0·69	4·26
Nouveau-Brunswick	310,316	286,676	2,200	21,440	92·38	0·71	6·91
Québec	2,167,517	2,048,778	15,527	103,212	94·52	0·72	4·76
Ontario	2,791,072	2,719,558	7,357	64,157	97·44	0·26	2·30
Manitoba	557,806	540,779	2,151	24,876	95·15	0·39	4·46
Saskatchewan	705,350	672,812	3,441	29,097	95·39	0·49	4·13
Alberta	572,129	549,789	2,671	19,669	96·10	0·47	3·44
Colombie Britannique	583,135	558,417	1,630	23,088	95·76	0·28	3·96
Yukon	3,542	2,710	30	802	76·51	0·85	22·64
Territoires du Nord-Ouest	7,021	2,832	108	4,081	40·31	1·54	58·13
Canada	**8,169,622**	**7,821,819**	**38,407**	**309,396**	**95·74**	**0·47**	**3·79**

Section 12.—Fréquentation scolaire

Ce sujet est étudié aux pages 138, 139 et 140 de l'Annuaire de 1936, où se trouvent aussi des tableaux indiquant la fréquentation scolaire (1) de la population de 5 à 19 ans, par sexe, aux années de recensement de 1911, 1921, et 1931; (2) de la population scolaire totale, rurale et urbaine, en 1931; et (3) de la population scolaire de 7 à 14 ans par lieu de naissance et par sexe en 1931.

Section 13.—Aveugles et sourds-muets

A la page 142 de l'Annuaire de 1936, on trouvera le nombre d'aveugles et de sourds-muets par province et sexe, en même temps que leurs nombre et proportion aux recensements décennaux de 1881 à 1931. Les statistiques sont données sous forme résumée à la page 112 de l'Annuaire de 1939.

Section 14.—Occupations de la population canadienne

Un article préparé spécialement pour l'Annuaire et donnant un aperçu complet des occupations de la population canadienne, telles que relevées au recensement de 1931, a paru aux pages 133–151 de l'Annuaire de 1937.

Section 15.—Habitations et ménages

Une étude détaillée de ce sujet, basée sur les relevés du recensement de 1931, a paru dans l'Annuaire de 1936, pages 143–146.

Deux tableaux additionnels, qui complètent cette question, sont donnés aux pages 113–114 de l'Annuaire de 1939.

Section 16.—Recensement quinquennal des Provinces des Prairies

Le dernier recensement des Provinces des Prairies a été fait le 1er juin 1936. L'Annuaire de 1937 donne, pages 151–157, les statistiques de la population pour chaque province, par district électoral, sexe, état conjugal, distribution d'âge, origine raciale, lieu de naissance, et par habitation rurale et urbaine. Les chiffres corrigés et un tableau additionnel paraissent aux pages 115–116 de l'Annuaire de 1939. Les chiffres définitifs sont également publiés dans les volumes I et II du recensement de 1936.

Section 17.—Estimations annuelles de la population

Bien que le dénombrement effectif des habitants ne se fasse dans les divers pays que lors des recensements décennaux ou quinquennaux, les pays modernes établissent des estimations annuelles de la natalité, de la mortalité et de la nuptialité, ainsi que les chiffres per capita se rapportant à la production, au commerce, aux finances, à la consommation, etc. Les différents pays ont adopté diverses méthodes pour obtenir les chiffres annuels de la population après le recensement. Par exemple, à l'aide d'un bon système de statistiques vitales et de données sur les entrées et les sorties, il est possible d'obtenir avec assez d'exactitude la population effective à n'importe quelle date en établissant simplement la somme des naissances et des entrées, de laquelle sont ensuite déduits les décès et les sorties enregistrés au cours de la période écoulée depuis le recensement. Cette méthode est cependant impraticable au Canada, vu qu'il ne se passe une journée que des milliers de personnes franchissent la frontière, longue de 4,000 milles, qui sépare le Canada des Etats-Unis. Les méthodes mêmes de faire les estimations varient dans presque tous les pays civilisés. Ainsi, c'est la méthode de la progression arithmétique qui est utilisée dans presque tous les anciens pays; elle comporte l'addition, tous les ans, d'un cinquième ou d'un dixième de l'accroissement numérique enregistré durant la période quinquennale ou décennale qui s'est écoulée entre deux recensements. En ce qui concerne le Canada, les chiffres annuels de la population sont purement estimatifs, basés sur les dernières augmentations, avant le recensement de 1931. Ils sont maintenant supputés sur une base qui fait entrer en ligne de compte des données collatérales remontant à 1867 et les chiffres résultants, croit-on, donnent une idée plus exacte de la population des périodes entre recensements que tous autres publiés avant 1931.

La nouvelle méthode de faire les estimations annuelles du chiffre de la population est décrite aux pages 111–113 de l'Annuaire de 1932.

20.—Estimation de la population du Canada, par province, années entre recensements, 1922-40

NOTA.—A chaque recensement les données établies depuis le recensement antérieur sont ajustées d'après le chiffre nouvellement enregistré de la population. Les chiffres de 1867-99 se trouvent à la p. 148 de l'Annuaire de 1936 et ceux de 1900-21, à la p. 104 de l'édition de 1940.

Année	Canada	Ile du P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Yukon	Ter. du N.-O.
	'000	'000	'000	'000	'000	'000	'000	'000	'000	'000	'000	'000
1922	8,919	89	522	389	2,409	2,980	616	769	592	541	4	8
1923	9,010	87	518	389	2,446	3,013	619	778	593	555	4	8
1924	9,143	86	516	391	2,495	3,059	625	791	597	571	4	8
1925	9,294	86	515	393	2,549	3,111	632	806	602	588	4	8
1926	9,451	87	515	396	2,603	3,164	639	821	608	606	4	8
1927	9,636	87	515	398	2,657	3,219	651	841	633	623	4	8
1928	9,835	88	515	401	2,715	3,278	664	862	658	641	4	9
1929	10,029	88	515	404	2,772	3,334	677	883	684	659	4	9
1930	10,208	88	514	406	2,825	3,385	689	903	708	676	4	9
1931	10,376	88	513	408	2,874	3,432	700	922	732	694	4	9
1932[1]	10,506	89	519	413	2,910	3,475	709	933	740	704	4	10
1933[1]	10,681	89	522	420	2,970	3,564	710	932	748	712	4	10
1934[1]	10,824	89	525	425	3,018	3,629	711	932	756	725	4	10
1935[1]	10,935	89	527	429	3,062	3,673	711	931	764	735	4	10
1936[1]	11,028	92	537	435	3,096	3,690	711	931	772	750	4	10
1937[1]	11,120	93	542	440	3,135	3,711	717	939	778	751	4	10
1938[1]	11,209	94	548	445	3,172	3,731	720	941	783	761	4	10
1939[1]	11,315	95	554	451	3,210	3,752	727	949	789	774	4	10
1940[2]	11,422	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

[1] Ces estimations seront sujettes à ajustement lorsque les données postérieures seront établies. [2] Les chiffres des provinces seront interpolés d'après les résultats du recensement de 1941.

Section 18.—L'Enregistrement National de 1940

L'intention du Gouvernement d'entreprendre un enregistrement national du capital humain a été annoncée par le Premier Ministre le 18 juin 1940, lorsque le Gouvernement fit connaître son intention de présenter une loi sur la mobilisation des ressources nationales. Certains des objets immédiats de l'enregistrement national ont été indiqués par M. King en ces termes:—

> "L'Enregistrement National nous donnera une protection additionnelle contre les activités de 'cinquième colonne' telles que le sabotage et l'espionnage qui peuvent devenir plus dangereux à mesure que les menaces extérieures deviennent plus sérieuses. De cette manière nous consolidons nos industries.
>
> "L'Enregistrement national fournira aussi au Gouvernement un inventaire des ressources de la population en main-d'œuvre mécanique et industrielle. Un tel inventaire aura aussi le mérite de fournir de plus amples informations sur l'étendue de nos ressources en artisans, sur lesquelles nous pourrons tirer pour répondre aux besoins des industries essentielles en temps de guerre."

La première décision prise quant à l'enregistrement national est qu'il devait être fait, autant que possible, sur une base volontaire. Le Ministère des Services Nationaux de Guerre a été chargé de la conduite de l'enregistrement national et le Bureau Fédéral de la Statistique s'est vu assigner la tâche de la revision, des changements d'adresse et d'état conjugal, de l'émission de duplicata de certificats pour remplacer les certificats perdus ou détruits, de la codification, du poinçonnage, de la tabulation, etc. Un registraire et un registraire-adjoint principal ont été nommés pour chaque district électoral, de même que des sous-registraires pour chaque arrondissement de votation. Ils étaient les seuls payés et un appel a été fait au public pour de l'aide volontaire dans la conduite même de l'enregistrement. Au moins 200,000 personnes ont agi comme sous-registraires-adjoints volontaires.

Il a fallu trois jours pour l'enregistrement national; ces jours ont été les 19, 20 et 21 août 1940.

Des arrangements ont été faits pour que l'enregistrement soit pris au sein même des industries comptant plus de cent employés. Le même privilège a été accordé aux institutions.

L'enregistrement a commencé à la date désignée d'un bout à l'autre du Canada et s'est poursuivi sans encombres, de sorte qu'il était terminé dans la limite de temps spécifiée. Il est évident que l'enregistrement a été complet et a englobé toute la population canadienne de plus de seize ans, hommes et femmes, en résidence permanente, indépendamment de leur citoyenneté.

Les sous-registraires on fait une copie supplémentaire de la carte de chaque célibataire masculin, de 19 à 45 ans inclusivement, et de tous les veufs sans enfant, dans le même groupe d'âge. Les registraires de division se sont servis des cartes presque immédiatement pour mobiliser les hommes pour l'entraînement militaire.

Quand l'enregistrement a été terminé, tous les maîtres de poste du Canada ont été nommés sous-registraires pour l'enregistrement de toutes les jeunes personnes atteignant 16 ans, des personnes qui se trouvaient en dehors du Canada lors de l'enregistrement ou qui ne s'étaient pas enregistrées pour toute autre raison. Plus tard les règlements ont été modifiés afin de donner à tous les maîtres de poste la permission d'émettre des duplicata de certificats pour remplacer ceux qui avaient été perdus, détériorés ou détruits, ainsi que d'émettre des certificats pour les femmes qui changeaient d'état conjugal.

Divers usages de l'enregistrement national.—La première compilation, en outre de servir à la mobilisation du capital humain pour entraînement militaire, portait sur l'"occupation spéciale", c'est-à-dire les occupations associées à la fabrication de matériel de guerre. Ces cartes ont été codifiées, vérifiées, poinçonnées et passées dans les catalogueuses, où elles ont été classées par occupations: chaque carte a été passée dans les catalogueuses et mise en tableaux de façon à donner le nom et l'adresse des personnes ayant ces occupations spécialisées. Ces listes sont à l'usage des bureaux de placement, des divers ministères du Gouvernement et des manufacturiers qui ont besoin de certaines catégories d'employés. Le même procédé a été adopté pour toutes les personnes qui ne vivent pas et ne travaillent pas sur une ferme, qui n'ont pas une occupation spéciale, mais qui ont de l'expérience en agriculture. Ces listes particulières seront utilisées s'il y a pénurie de main-d'œuvre agricole en 1941.

A la demande des gouvernements hollandais, belge et polonais, les cartes d'enregistrement ont servi à trouver tous les citoyens hollandais, belges et polonais d'âge militaire pour former des régiments de sujets de plusieurs de ces pays "occupés". Les Gouvernements d'autres pays envahis se prévaudront sans doute des facilités qu'offre l'enregistrement national. Les cartes sont disposées par ordre alphabétique et par province, de sorte qu'on peut trouver facilement la carte de toute personne.

Section 19.—Superficie et population de l'Empire Britannique

Les statistiques sur la superficie et la population des territoires qui constituent l'Empire Britannique en 1931 ainsi que les chiffres comparatifs des populations de 1921 et de 1911 sont donnés au tableau de la page 167 de l'Annuaire de 1934–35.

Section 20.—Superficie et population de l'univers

Les statistiques montrant les superficies et les populations des différents continents et les détails de chaque pays, en 1931, paraissent au tableau des pages 170 et 171 de l'Annuaire de 1934–35.

CHAPITRE V.—STATISTIQUES VITALES*

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Naissances	73
Section 2. Mariages et Divorces	83
Sous-section 1. Mariages	83
Sous-section 2. Divorces	87
Section 3. Décès	88
Sous-section 1. Mortalité générale	89
Sous-section 2. Mortalité infantile	97
Sous-section 3. Mortalité puerpérale	102
Section 4. Accroissement naturel	104

Les pp. 105–106 de l'Annuaire de 1940 donnent une esquisse historique des premiers relevés de statistiques vitales au Canada. La collaboration des provinces dans la collection de statistiques comparables est finalement devenue une réalité à la suite de la création du Bureau Fédéral de la Statistique, en vertu de la loi de la statistique de 1918.

En 1919, par suite de la conférence, un plan a été adopté suivant lequel le Bureau de la Statistique et le bureau du Registraire général dans chaque province collaboreraient à la production de statistiques vitales nationales pour le Dominion. D'après ce système national, les autorités provinciales, tout en voyant à l'enregistrement des naissances, des mariages et des décès comme auparavant, règlent les points essentiels de leur législation sur une loi-modèle, préparée par le Bureau Fédéral de la Statistique, dont l'enregistrement obligatoire est une des caractéristiques. Le Bureau de la Statistique se charge de la compilation et de la tabulation. De 1921 à 1925 les statistiques vitales ont été compilées par le Bureau sur une base comparable pour toutes les provinces à l'exception du Québec.

Depuis le 1er janvier 1926, le Québec fait partie du territoire d'enregistrement et, depuis cette date, ses statistiques sont sur le même pied que celles des autres provinces.

Ceux qui font état des tableaux qui suivent ou des rapports détaillés publiés par le Bureau Fédéral de la Statistique pour fins de comparaison feront bien de se rappeler deux importantes considérations. D'abord, malgré les améliorations des derniers dix ans, l'enregistrement en général, celui des naissances en particulier, n'est pas observé complètement. Ensuite, l'extrême diversité de la répartition de la population des différentes provinces par âge et sexe rend inévitable et décevante toute comparaison entre les taux bruts des naissances et les taux bruts des décès. Tous les taux dans ce chapitre ont été recalculés sur la base de l'estimation revisée de la population donnée à la page 70.

En 1938 la Branche des Statistiques Vitales a inauguré une série de rapports montrant: (1) les naissances selon le domicile de la mère (publié en 1939); (2) les décès selon le domicile et le lieu de survenance dans les cités et villes de 5,000 âmes ou plus et dans les autres parties des comtés ou divisions de recensement (publié en 1938); (3) les décès selon le domicile et la cause, par province; (4) la même information que (3) pour les cités de 40,000 âmes ou plus; (5) les mêmes renseignements pour les localités de 5,000 âmes ou plus mais de moins de 40,000. Y figurent également les décès selon le domicile et la cause pour les comtés et les divisions de recensement, à l'exclusion des localités de 5,000 âmes ou plus, et le rapport de 1936 comprend les naissances vivantes, les mort-nés et les décès d'enfants de moins d'un an et de moins d'un mois. Ces rapports sont en trois parties et peuvent s'obtenir chez le Statisticien du Dominion au prix de 25 cents chaque partie.

Yukon et Territoires du Nord-Ouest.—Les statistiques vitales du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest sont colligées et compilées depuis 1924. Tout de même, elles ne sont pas présentées avec celles des neuf provinces dans les tableaux

* Ce chapitre a été revisé à la Branche des Statistiques Vitales du Bureau Fédéral de la Statistique. Une liste des publications de cette division se trouve au chapitre XXVIII, Section 1, sous "Population".

du présent chapitre parce que les données n'en sont pas considérées comme complètes, les détails manquant dans nombre de cas, et le chiffre peu élevé et variable de la population n'est pas connu avec assez d'exactitude pour permettre le calcul de taux annuels. Comme ces territoires contiennent moins de 1/700 de la population du Canada, leurs statistiques vitales sont un facteur négligeable dans le total.

STATISTIQUES VITALES DU YUKON ET DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST, 1924-39

Année	Yukon			Territoires du Nord-Ouest		
	Naissances	Mariages	Décès	Naissances	Mariages	Décès
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1924	31	5	38	95	39	47
1925	22	17	63	57	35	32
1926	27	12	68	75	3	51
1927	29	19	33	126	20	133
1928	30	13	46	222	30	367
1929	35	10	54	133	29	168
1930	45	17	69	232	36	206
1931	40	24	66	141	36	106
1932	44	26	62	195	33	122
1933	58	15	60	179	26	128
1934	44	29	48	203	47	154
1935	58	27	69	231	63	175
1936	38	26	82	229	68	177
1937	74	37	77	210	45	147
1938	76	36	63	226	63	181
1939[1]	63	35	82	230	79	189

[1] Chiffres préliminaires.

Section 1.—Naissances

Dans la majeure partie de l'univers civilisé la natalité est au déclin depuis le commencement de la génération présente, mais le ralentissement de l'accroissement naturel qui aurait dû s'en suivre est en grande partie neutralisé par une baisse concomitante de la mortalité.

La natalité brute en Angleterre et au pays de Galles, par exemple, est de 24·1 en 1913 et, bien qu'elle monte à 25·5 en 1920, elle décline très rapidement, avec des fluctuations peu importantes, à 14·9 en 1937 et remonte à 15·1 en 1938.

De même, en France, la natalité brute décline d'une moyenne de 21·4 en 1920, à 16·1 en 1934, à 14·7 en 1937 et à 14·6 en 1938. En Allemagne, la natalité brute s'établit à 25·9 en 1920, 17·6 en 1930 et à 14·7 en 1933. Depuis lors elle remonte à 18·8 en 1937.

Au Canada le taux brut des naissances reste encore à un niveau relativement élevé; il est de 20·3 par 1,000 âmes en 1939 contre 20·5 en 1938. Ceci est surtout imputable à l'influence du Québec où le taux, bien que déclinant, se place à 24·8 par 1,000 âmes en 1939 comparativement à 17·1 par 1,000 âmes en Ontario. Dans les autres provinces les chiffres varient de 16·0 en Colombie Britannique à 25·0 au Nouveau-Brunswick.

Quelques années avant 1930 les naissances vivantes dans les cités et villes de 10,000 âmes et plus ont une tendance définie à augmenter, mais les chiffres de 1930 à 1936 indiquent une tendance opposée; depuis 1936, toutefois, elles s'orientent de nouveau vers une augmentation (voir tableau 2).

Sexes des naissances vivantes.—Les chiffres du Québec ne commencent qu'avec l'année 1926, date d'entrée de cette province dans le territoire d'enregistrement, et les totaux pour le Canada sont limités en conséquence. Chaque province montre un excédent de garçons sur les filles pour les années et moyennes indiquées au tableau 1. Le tableau fait voir que, sur 1,000 naissances en 1939 dans tout le Canada, il y a 512 garçons et 488 filles. En d'autres termes, il est né 1,051 garçons pour 1,000 filles.

1.—Naissances vivantes par sexe, et proportion de garçons par rapport aux filles, par province, 1937-39, et moyennes de 1921-25, 1926-30 et 1931-35

NOTA.—Pour chiffres correspondants de 1921-25, voir l'Annuaire de 1927-28, p. 170; pour ceux de 1926-30, voir l'Annuaire de 1933, p. 160; pour ceux de 1931-33, voir l'Annuaire de 1936, p. 163; et pour ceux de 1934-36, voir l'Annuaire de 1938, p. 165.

Province et année	Total	Taux par millier de population	Garçons		Filles		Garçons par 1,000 filles
			Nombre	Pourcentage du total	Nombre	Pourcentage du total	
Ile du Prince-Edouard. Moy. 1921-25	1,966	22·6	993	50·5	973	49·5	1,021
Moy. 1926-30	1,734	19·7	898	51·8	836	48·2	1,074
Moy. 1931-35	1,961	22·1	1,012	51·6	949	48·4	1,067
1937	2,093	22·5	1,108	52·9	985	47·1	1,125
1938	1,974	21·0	1,032	52·3	942	47·7	1,096
1939	2,128	22·4	1,127	53·0	1,001	47·0	1,126
Nouvelle-Ecosse..... Moy. 1921-25	12,119	23·4	6,275	51·8	5,844	48·2	1,074
Moy. 1926-30	11,016	21·4	5,653	51·3	5,363	48·7	1,054
Moy. 1931-35	11,486	22·0	5,906	51·4	5,580	48·6	1,058
1937	11,572	21·4	6,071	52·5	5,501	47·5	1,104
1938	12,241	22·3	6,278	51·3	5,963	48·7	1,053
1939	11,825	21·3	5,919	50·1	5,906	49·9	1,002
Nouveau-Brunswick.. Moy. 1921-25	11,080	28·4	5,708	51·5	5,372	48·5	1,063
Moy. 1926-30	10,327	25·8	5,292	51·2	5,035	48·8	1,051
Moy. 1931-35	10,440	24·9	5,344	51·2	5,096	48·8	1,049
1937	10,580	24·0	5,452	51·5	5,128	48·5	1,063
1938	11,447	25·7	5,810	50·8	5,637	49·2	1,031
1939	11,286	25·0	5,813	51·5	5,473	48·5	1,062
Québec[1]..... Moy. 1926-30	82,771	30·5	42,644	51·5	40,127	48·5	1,063
Moy. 1931-35	78,889	26·6	40,466	51·3	38,423	48·7	1,053
1937	75,635	24·1	38,985	51·5	36,650	48·5	1,064
1938	78,145	24·6	40,336	51·6	37,809	48·4	1,067
1939	79,621	24·8	40,795	51·2	38,826	48·8	1,051
Ontario..... Moy. 1921-25	71,454	23·7	36,725	51·4	34,729	48·6	1,057
Moy. 1926-30	68,703	21·0	35,268	51·3	33,435	48·7	1,055
Moy. 1931-35	65,000	18·3	33,324	51·3	31,676	48·7	1,052
1937	61,645	16·6	31,655	51·4	29,990	48·6	1,056
1938	65,564	17·6	33,605	51·3	31,959	48·7	1,052
1939	64,123	17·1	32,935	51·4	31,188	48·6	1,056
Manitoba..... Moy. 1921-25	16,590	26·8	8,443	50·9	8,147	49·1	1,036
Moy. 1926-30	14,391	21·7	7,399	51·4	6,992	48·6	1,058
Moy. 1931-35	13,690	19·3	7,005	51·2	6,685	48·8	1,048
1937	12,888	18·0	6,594	51·2	6,294	48·8	1,048
1938	13,478	18·7	6,910	51·3	6,568	48·7	1,052
1939	13,583	18·7	6,978	51·4	6,605	48·6	1,056
Saskatchewan..... Moy. 1921-25	21,580	27·7	11,119	51·5	10,461	48·5	1,063
Moy. 1926-30	21,298	24·7	10,979	51·5	10,319	48·5	1,064
Moy. 1931-35	20,325	21·9	10,444	51·4	9,881	48·6	1,057
1937	18,640	19·9	9,526	51·1	9,114	48·9	1,045
1938	18,230	19·4	9,381	51·5	8,849	48·5	1,060
1939	18,059	19·0	9,249	51·2	8,810	48·8	1,050
Alberta..... Moy. 1921-25	15,461	26·0	7,887	51·0	7,574	49·0	1,041
Moy. 1926-30	15,924	24·2	8,153	51·2	7,771	48·8	1,049
Moy. 1931-35	16,556	22·1	8,505	51·4	8,051	48·6	1,056
1937	15,903	20·4	8,027	50·5	7,876	49·5	1,019
1938	15,891	20·3	8,125	51·1	7,766	48·9	1,046
1939	16,470	20·9	8,420	51·1	8,050	48·9	1,046
Colombie Britannique Moy. 1921-25	10,256	18·4	5,310	51·8	4,946	48·2	1,074
Moy. 1926-30	10,356	16·2	5,266	50·8	5,090	49·2	1,035
Moy. 1931-35	10,005	14·0	5,136	51·3	4,869	48·7	1,055
1937	11,279	15·0	5,725	50·8	5,554	49·2	1,031
1938	12,476	16·4	6,385	51·2	6,091	48·8	1,048
1939	12,373	16·0	6,358	51·4	6,015	48·6	1,057
Canada[1] (à l'exclusion des Territoires).... **Moy. 1926-30**	**236,520**	**24·1**	**121,552**	**51·4**	**114,968**	**48·6**	**1,057**
Moy. 1931-35	**228,352**	**21·4**	**117,142**	**51·3**	**111,210**	**48·7**	**1,053**
1937	**220,235**	**19·8**	**113,143**	**51·4**	**107,092**	**48·6**	**1,057**
1938	**229,446**	**20·5**	**117,862**	**51·4**	**111,584**	**48·6**	**1,056**
1939	**229,468**	**20·3**	**117,594**	**51·2**	**111,874**	**48·8**	**1,051**

[1]Antérieurement à 1926, le Québec ne faisait pas partie du territoire d'enregistrement.

2.—Naissances vivantes dans les cités et villes de 10,000 âmes ou plus, 1936-39, par domicile, avec moyennes, 1926-30 et 1931-35, par lieu de survenance

Province et cité ou ville	Population, recensement de 1931	Moyennes, 1926-30	Moyennes, 1931-35	1936	1937	1938	1939
Ile du Prince-Edouard—							
Charlottetown	12,361	287	361	278	256	275	296
Nouvelle-Ecosse—							
Glace Bay	20,706	672	702	661	645	747	739
Halifax	59,275	1,457	1,629	1,443	1,294	1,295	1,265
Sydney	23,089	511	586	553	554	519	516
Nouveau-Brunswick—							
Moncton	20,689	518	494	387	374	384	416
Saint John	47,514	1,144	1,203	945	952	923	971
Québec—							
Chicoutimi	11,877	553	508	500	503	545	518
Granby	10,587	298	354	309	317	326	342
Hull	29,433	1,001	875	822	817	808	833
Joliette	10,765	347	329	282	275	281	297
Lachine	18,630	442	398	328	361	388	311
Lévis	11,724	307	261	205	225	211	199
Montréal	818,577	20,205	19,002	16,820	17,082	16,895	16,555
Outremont	28,641	124	95	181	178	202	210
Québec	130,594	4,379	4,137	3,764	3,825	3,729	3,825
St-Hyacinthe	13,448	333	352	368	387	377	361
St-Jean	11,256	324	295	289	270	273	283
Shawinigan Falls	15,345	658	570	521	480	511	534
Sherbrooke	28,933	786	753	682	652	690	708
Sorel	10,320	297	265	245	236	243	238
Thetford Mines	10,701	465	351	292	337	357	327
Trois-Rivières	35,450	1,329	1,187	1,113	1,070	1,146	1,165
Valleyfield	11,411	317	358	338	323	302	325
Verdun	60,745	1,057	1,021	1,198	1,140	1,195	1,133
Westmount	24,235	110	313	126	130	148	121
Ontario—							
Belleville	13,790	370	376	260	219	266	252
Brantford	30,107	682	627	558	518	497	509
Chatham	14,569	485	484	273	301	343	335
Cornwall	11,126	468	482	425	429	419	436
Fort William	26,277	635	558	415	416	437	440
Galt	14,006	277	296	200	235	249	220
Guelph	21,075	395	351	391	366	416	376
Hamilton	155,547	3,041	2,957	2,421	2,398	2,554	2,452
Kingston	23,439	595	657	450	467	487	504
Kitchener	30,793	754	752	602	567	576	560
London	71,148	1,381	1,379	1,108	1,125	1,203	1,228
Niagara Falls	19,046	466	421	314	313	351	312
North Bay	15,528	417	390	317	298	332	335
Oshawa	23,439	645	525	497	493	503	452
Ottawa	126,872	2,965	2,960	2,504	2,414	2,503	2,389
Owen Sound	12,839	334	319	237	247	259	253
Peterborough	22,327	579	577	474	486	520	497
Port Arthur	19,818	542	511	339	366	431	381
St. Catharines	24,753	596	589	419	407	441	521
St. Thomas	15,430	326	296	203	180	240	258
Sarnia	18,191	431	413	344	307	368	343
Sault-Ste-Marie	23,082	613	574	461	416	515	501
Stratford	17,742	384	340	253	233	251	221
Sudbury	18,518	498	797	773	920	1,080	1,118
Timmins	14,200	491	563	639	754	842	870
Toronto	631,207	12,210	11,436	8,984	8,490	8,829	8,404
Welland	10,709	288	286	201	200	209	206
Windsor[1]	98,179	2,791	2,037	1,933	1,819	1,948	1,781
Woodstock	11,395	246	237	175	190	194	178
Manitoba—							
Brandon	16,461[2]	390	303	201	196	183	210
St-Boniface	16,275[2]	843	1,064	265	267	284	287
Winnipeg	215,814[2]	4,527	3,944	2,713	2,788	2,764	2,806

Pour renvois, voir à la fin du tableau, p. 76.

2.—Naissances vivantes dans les cités et villes de 10,000 âmes ou plus, 1936-39, par domicile, avec moyennes, 1926-30 et 1931-35, par lieu de survenance—fin

Province et cité ou ville	Population, recensement de 1931	Moyennes, 1926-30	Moyennes, 1931-35	1936	1937	1938	1939
Saskatchewan—							
Moose Jaw	19,805[2]	623	464	301	335	323	291
Prince Albert	11,049[2]	334	398	214	245	231	235
Regina	53,354[2]	1,368	1,270	837	937	934	955
Saskatoon	41,734[2]	1,058	955	586	551	529	539
Alberta—							
Calgary	83,407[2]	1,806	1,695	1,285	1,217	1,221	1,240
Edmonton	85,774[2]	2,122	2,246	1,445	1,576	1,632	1,631
Lethbridge	13,523[2]	436	531	239	243	225	248
Colombie Britannique—							
New Westminster	17,524	525	558	334	338	400	397
Vancouver	46,593	3,776	3,357	2,997	3,304	3,543	3,520
Victoria	39,082	717	696	386	390	439	447

[1] Y compris Windsor-Est, Sandwich et Walkerville. [2] Recensement de 1936.

Pays de naissance des mères.—L'influence de l'immigration limitée au cours des dernières années se reflète dans les chiffres du tableau 3. Dans les Provinces des Prairies (Manitoba, Saskatchewan et Alberta) les pourcentages d'enfants nés de mères nées à l'étranger ont été de 25·9, 36·3 et 40·4 respectivement en 1933 et de 14·6, 21·0 et 25·1 respectivement en 1939. Ainsi, les enfants nés dans l'Ouest entrent de plus en plus dans la classe de la troisième génération canadienne.

3.—Pourcentages d'enfants légitimes nés vivants, de mères nées au Canada, de naissance britannique ou étrangère, par province, 1937-39

Province	Pays de naissance des mères								
	Canada			Britannique			Etrangers		
	1937	1938	1939	1937	1938	1939	1937	1938	1939
	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
Ile du Prince-Edouard	94·5	95·8	95·9	1·6	0·7	1·5	3·8	3·4	2·6
Nouvelle-Ecosse	90·7	90·8	91·7	6·4	6·2	5·8	2·9	2·9	2·5
Nouveau-Brunswick	94·3	94·5	94·5	2·3	2·0	2·1	3·5	3·5	3·4
Québec	95·6	96·1	96·4	1·7	1·4	1·4	2·7	2·5	2·2
Ontario	79·8	81·3	82·3	11·5	10·5	9·7	8·8	8·2	8·0
Manitoba	75·3	77·1	79·4	6·7	6·5	6·0	18·0	16·4	14·6
Saskatchewan	68·6	70·7	74·0	5·8	5·4	5·1	25·7	23·9	21·0
Alberta	60·9	64·4	67·6	9·1	7·9	7·3	30·0	27·7	25·1
Colombie Britannique	66·5	69·9	72·1	15·9	14·3	13·4	17·6	15·8	14·5
Canada[1]	**83·4**	**84·8**	**86·0**	**6·6**	**6·0**	**5·6**	**10·0**	**9·2**	**8·4**

[1] Moins les Territoires.

Taux de fécondité.—La natalité brute d'un jeune pays subit des influences de nature à infirmer la comparaison avec des pays plus vieux. Ces influences sont le résultat jusqu'à un certain point de différences dans l'âge, le sexe ou l'état conjugal de la population. Pour cette raison la natalité est souvent basée sur le nombre de naissances par millier de femmes dans un groupe choisi d'âge. Ces taux sont communément appelés taux de fécondité. L'annuaire de 1936 donne, aux pages 158–159, les taux de fécondité des femmes mariées âgées de 15 à 49 ans, par province, pour les années 1921 et 1922 et de 1930 à 1932.

Naissances multiples au Canada.—Durant la période de quatorze ans de 1926 à 1939, sur un total de 3,277,892 accouchements déclarés, 39,345 ou 1 sur 83·3 sont des accouchements multiples. De ce nombre il y a 38,966 naissances doubles et 375 naissances triples; en 1931 il y a en Colombie Britannique une naissance quadruple, mais les enfants meurent tous quelques heures après leur naissance. Un accouchement multiple a pour résultat la naissance de cinq enfants en 1934. En 1937 il y a deux naissances quadruples dans le Québec et tous les enfants sont nés vivants.

En 1939 il y a une naissance double sur 86 naissances, ce qui est une proportion assez représentative pour les autres années. Il n'y a que 16 naissances triples en 1939. Sur 44 enfants nés vivants ou mort-nés, un provient d'une naissance multiple. La proportion d'enfants nés vivants est de 1 sur 45 et celle d'enfants mort-nés, de 1 sur 22. Dans les naissances multiples les enfants mort-nés représentent 5·6 p.c. de toutes les naissances contre 2·6 p.c. dans les naissances simples.

4.—Nés vivants et mort-nés classifiés d'après les naissances simples ou multiples, par sexe, 1935-39

NOTA.—Pour les statistiques de 1926 à 1934, voir p. 168 de l'Annuaire de 1938

Année et sexe	Naissances totales		Naissances simples		Jumeaux			Naissances triples		
					Total	Enfants		Total	Enfants	
	Nés vivants	Mort-nés	Nés vivants	Mort-nés		Nés vivants	Mort-nés		Nés vivants	Mort-nés
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1935—										
Total.....	221,451	6,449	216,482	6,136	2,590	4,872	308	34	97	5
Garçon.....	113,293	3,646	110,763	3,468	–	2,473	175	–	57	3
Fille.....	108,158	2,803	105,719	2,668	–	2,399	133	–	40	2
1936—										
Garçon.....	220,371	6,350	215,377	6,051	2,600	4,913	287	31	81	12
Fille.....	113,289	3,605	110,722	3,433	–	2,528	162	–	39	10
	107,082	2,745	104,655	2,618	–	2,385	125	–	42	2
1937—										
Total.....										
Garçon.....	220,235[1]	6,275	215,276	5,959	2,599	4,890	308	23	61	8
Fille.....	113,143[1]	3,573	110,632	3,392	–	2,477	180	–	29	1
	107,092[1]	2,702	104,644	2,567	–	2,413	128	–	32	7
1938—										
Total.....										
Garçon.....	229,446	6,426	224,315	6,129	2,681	5,068	294	22	63	3
Fille.....	117,862	3,694	115,235	3,527	–	2,597	166	–	30	1
Fille.....	111,584	2,732	109,080	2,602	–	2,471	128	–	33	2
1939—										
Total.....	229,468	6,365	224,336	6,077	2,686	5,092	280	16	40	8
Garçon.....	117,594	3,596	114,980	3,426	–	2,598	164	–	16	6
Fille.....	111,874	2,769	109,356	2,651	–	2,494	116	–	24	2

[1] Y Compris deux naissances multiples de quadruplés, tous vivants (cinq garçons et trois filles).

Ages des parents.—Chacune des années mentionnées au tableau 5 les pères et les mères sont disposés selon l'âge et répartis ensuite en quatre groupes égaux. Chaque point de séparation est appelé un quartile. Pour trouver ce point il faut présumer que tous ceux du même âge sont également distribués entre les deux limites extrêmes de l'année. De la même manière, les déciles divisent les pères et les mères de chaque année en dix groupes égaux.

En 1938, 25 p.c. des pères mariés ont moins de 27·73 ans; 50 p.c., moins de 32·17; et 75 p.c., moins de 37·97 ans. Vingt-cinq pour cent des mères mariées ont moins de 23·95 ans; 50 p.c., moins de 28·07 ans; et 75 p.c., moins de 33·19 ans. Neuf dixièmes des pères ont moins de 43·63 ans et neuf dixièmes des mères, moins

de 38·01 ans. A noter que dans chaque cas, chez les pères, les chiffres de 1926 sont sensiblement plus élevés qu'en 1938. En d'autres termes, les parents, généralement parlant, sont un peu plus jeunes qu'en 1926, bien que la tendance soit contraire pendant de brèves périodes intermédiaires.

5.—Ages quartiles et déciles des pères et mères mariés, 1926 et 1936-38

Ordre par âge	Pères				Mères			
	1926	1936	1937	1938	1926	1936	1937	1938
	années	années	années	années	années	années	années	années
Premier quartile	28·35	27·89	27·85	27·73	24·43	24·10	24·00	23·95
Deuxième quartile	33·31	32·50	32·35	32·17	28·89	28·37	28·20	28·07
Troisième quartile	39·01	38·39	38·05	37·97	34·26	33·60	33·38	33·19
Premier décile	24·91	24·67	24·66	24·61	21·41	21·26	21·22	21·17
Deuxième décile	27·28	26·91	26·91	26·80	23·50	23·22	23·16	23·12
Troisième décile	29·35	28·79	28·75	28·60	25·34	24·94	24·82	24·75
Quatrième décile	31·28	30·58	30·47	30·32	27·79	26·64	26·48	26·37
Cinquième décile	33·31	32·50	32·35	32·17	28·89	28·37	28·20	28·07
Sixième décile	35·48	34·60	34·39	34·18	30·82	30·21	30·02	29·87
Septième décile	37·81	36·92	36·80	36·58	33·41	32·40	32·18	32·02
Huitième décile	40·40	39·96	39·62	39·36	35·61	34·99	34·74	34·53
Neuvième décile	44·19	44·09	43·83	43·63	38·69	38·25	38·07	38·01

Lieu de naissance des parents.—Le tableau 6 laisse voir jusqu'à quel point la nouvelle génération née au Canada sera le produit de nés au Canada, nés britanniques et nés à l'étranger. L'expression "pays non spécifié", sous pays de naissance, comprend les pères illégitimes et les naissances où les constatations ont été incomplètes, tandis que pour les mères elle ne comprend que les constatations incomplètes. Entre 1926 et 1939 la proportion de naissances où les deux parents sont nés au Canada a augmenté de 61·4 en 1926 à 70·7 et 72·3 en 1938 et 1939 respectivement.

6.—Nombre et pourcentage de naissances vivantes, selon le pays spécifié de naissance des pères et mères, 1926, 1938 et 1939

NOTA.—Les statistiques comparables pour les années antérieures, depuis 1926, se trouvent dans les annuaires précédents à compter de 1929.

Pays de naissance des parents		Nombre d'enfants dont le père ou la mère ou l'un et l'autre sont nés dans les pays ci énumérés			Pourcentage d'enfants dont le père ou la mère ou l'un et l'autre sont nés dans les pays ci énumérés		
		Père	Mère	Père et mère	Père	Mère	Père et mère
Canada	**1926**	**159,438**	**166,999**	**142,882**	**68·5**	**71·8**	**61·4**
	1938	**174,394**	**194,323**	**162,223**	**76·0**	**84·7**	**70·7**
	1939	**177,479**	**196,974**	**165,824**	**77·3**	**85·8**	**72·3**
Angleterre	1926	18,304	18,808	9,658	7·9	8·1	4·1
	1938	10,437	7,659	2,334	4·5	3·3	1·0
	1939	9,866	6,953	2,105	4·3	3·0	0·9
Irlande (Eire et Irlande du Nord)	1926	2,540	2,195	873	1·1	0·9	0·4
	1938	1,848	1,249	405	0·8	0·5	0·2
	1939	1,680	1,149	359	0·7	0·5	0·2
Ecosse	1926	6,635	7,165	3,318	2·9	3·1	1·4
	1938	4,166	3,475	965	1·8	1·5	0·4
	1939	3,967	3,321	858	1·7	1·4	0·4
Pays de Galles	1926	546	508	105	0·2	0·2	1
	1938	468	342	52	0·2	0·1	1
	1939	511	294	47	0·2	0·1	1

Voir renvois à la fin du tableau, p. 79.

6.—Nombre et pourcentage de naissances vivantes, selon le pays spécifié de naissance des pères et mères, 1926, 1938 et 1939—fin

Pays de naissance des parents		Nombre d'enfants dont le père ou la mère ou l'un et l'autre sont nés dans les pays ci énumérés			Pourcentage d'enfants dont le père ou la mère ou l'un et l'autre sont nés dans les pays ci énumérés		
		Père	Mère	Père et mère	Père	Mère	Père et mère
Autres îles britanniques	1926	100	90	23	[1]	[1]	[1]
	1938	59	28	3	[1]	[1]	[1]
	1939	45	22	1	[1]	[1]	[1]
Terre-Neuve	1926	1,001	1,051	515	0·4	0·5	0·2
	1938	731	732	237	0·3	0·3	0·1
	1939	686	695	225	0·3	0·3	0·1
Autres possessions britanniques	1926	524	413	134	0·2	0·2	0·1
	1938	347	229	78	0·2	0·1	[1]
	1939	319	210	59	0·1	0·1	[1]
Autriche	1926	3,473	2,938	2,371	1·5	1·3	1·0
	1938	1,647	912	629	0·7	0·4	0·3
	1939	1,389	754	515	0·6	0·3	0·2
Belgique	1926	531	472	307	0·2	0·2	0·1
	1938	425	286	163	0·2	0·1	0·1
	1939	375	253	139	0·2	0·1	0·1
Finlande	1926	458	471	364	0·2	0·2	0·2
	1938	343	349	204	0·1	0·2	0·1
	1939	321	315	174	0·1	0·1	0·1
France	1926	512	464	194	0·2	0·2	0·1
	1938	254	155	44	0·1	0·1	[1]
	1939	236	149	31	0·1	0·1	[1]
Allemagne	1926	711	635	255	0·3	0·3	0·1
	1938	1,106	626	332	0·5	0·3	0·1
	1939	965	540	248	0·4	0·2	0·1
Hongrie	1926	512	460	358	0·2	0·2	0·2
	1938	800	649	517	0·3	0·3	0·2
	1939	755	595	476	0·3	0·3	0·2
Italie	1926	2,599	1,946	1,870	1·1	0·8	0·8
	1938	1,330	749	649	0·6	0·3	0·3
	1939	1,179	643	542	0·5	0·3	0·2
Norvège	1926	840	618	346	0·4	0·3	0·1
	1938	698	330	152	0·3	0·1	0·1
	1939	662	300	141	0·3	0·1	0·1
Pologne	1926	4,249	3,714	3,053	1·8	1·6	1·3
	1938	4,389	3,379	2,476	1·9	1·5	1·1
	1939	4,095	3,110	2,253	1·8	1·4	1·0
Russie[2]	1926	5,443	4,620	3,665	2·3	2·0	1·6
	1938	3,453	2,588	1,702	1·5	1·1	0·7
	1939	3,205	2,279	1,503	1·4	1·0	0·7
Suède	1926	876	666	387	0·4	0·3	0·2
	1938	709	267	115	0·3	0·1	0·1
	1939	615	231	90	0·3	0·1	[1]
Autres pays de l'Europe	1926	3,474	2,556	1,909	1·5	1·1	0·8
	1938	3,511	2,139	1,574	1·5	0·9	0·7
	1939	3,418	2,059	1,534	1·5	0·9	0·7
Chine et Japon	1926	1,117	1,052	1,018	0·5	0·5	0·4
	1938	644	427	363	0·3	0·2	0·2
	1939	557	332	284	0·2	0·1	0·1
Autres pays de l'Asie	1926	362	285	250	0·2	0·1	0·1
	1938	151	87	66	0·1	[1]	[1]
	1939	140	66	50	0·1	[1]	[1]
Etats-Unis	1926	11,940	13,394	4,096	5·1	5·8	1·8
	1938	8,111	7,599	1,699	3·5	3·3	0·7
	1939	7,725	7,181	1,580	3·4	3·1	0·7
Pays non spécifiés	1926	6,565	1,230	204	2·8	0·5	0·1
	1938	9,425	867	52	4·1	0·4	[1]
	1939	9,278	1,043	49	4·0	0·5	[1]
Totaux	**1926**	**232,750**	**232,750**	**178,155[3]**	**100·0**	**100·0**	**76·5[4]**
	1938	**229,446**	**229,446**	**177,034[3]**	**100·0**	**100·0**	**77·2[4]**
	1939	**229,468**	**229,468**	**179,087[3]**	**100·0**	**100·0**	**78·0[4]**

[1] Moins d'un dixième d'un p.c. [2] Comprend l'Ukraine. [3] Nombre d'enfants dont le père et la mère sont nés dans le même pays. La différence entre ce chiffre et le total des naissances représente le nombre d'enfants dont le père et la mère sont nés en pays différents. [4] Ceci exclut le pourcentage de parentage mixte, c'est-à-dire dont les parents ne sont pas nés dans le même pays.

Origine des parents.—Le tableau 7 donne le nombre et le pourcentage des naissances en 1926, 1938 et 1939, réparties suivant les origines principales.

7.—Nombre et pourcentage de naissances vivantes, selon l'origine spécifiée des pères et mères, 1926, 1938 et 1939

NOTA.—Les données comparables pour les années antérieures depuis 1926 se trouvent dans les Annuaires précédents à compter de 1929.

Origine des parents		Nombre d'enfants dont le père ou la mère ou l'un et l'autre sont d'origine spécifiée			Pourcentage d'enfants dont le père ou la mère ou l'un et l'autre sont d'origine spécifiée		
		Père	Mère	Père et mère	Père	Mère	Père et mère
Anglaise	1926	52,854	55,908	38,445	22·7	24·0	16·5
	1938	45,864	49,279	29,134	20·0	21·5	12·7
	1939	46,104	48,620	28,863	20·1	21·2	12·6
Irlandaise	1926	21,136	20,071	9,409	9·1	8·6	4·0
	1938	20,612	20,140	7,501	9·0	8·8	3·3
	1939	20,617	20,080	7,433	9·0	8·8	3·2
Ecossaise	1926	23,120	23,285	11,158	9·9	10·0	4·8
	1938	21,309	21,064	7,778	9·3	9·2	3·4
	1939	21,246	21,218	7,624	9·3	9·2	3·3
Galloise	1926	858	711	129	0·4	0·3	0·1
	1938	991	775	78	0·4	0·3	1
	1939	1,003	842	73	0·4	0·4	1
Française	1926	89,400	92,425	85,139	38·4	39·7	36·6
	1938	87,341	91,181	81,886	38·1	39·7	35·7
	1939	88,360	92,710	83,004	38·5	40·4	36·2
Allemande	1926	9,497	10,047	6,951	4·1	4·3	3·0
	1938	11,667	12,352	7,536	5·1	5·4	3·3
	1939	10,963	11,459	6,871	4·8	5·0	3·0
Arménienne	1926	76	72	69	1	1	1
	1938	27	18	17	1	1	1
	1939	28	18	17	1	1	1
Autrichienne	1926	1,629	1,778	1,393	0·7	0·8	0·6
	1938	559	513	261	0·2	0·2	0·1
	1939	500	502	195	0·2	0·2	0·1
Belge	1926	571	581	361	0·2	0·2	0·2
	1938	609	568	264	0·3	0·2	0·1
	1939	576	532	244	0·3	0·2	0·1
Bulgare	1926	74	32	26	1	1	1
	1938	41	24	20	1	1	1
	1939	37	24	14	1	1	1
Chinoise	1926	336	310	309	0·1	0·1	0·1
	1938	225	167	164	0·1	0·1	0·1
	1939	217	177	170	0·1	0·1	0·1
Tchèque et slovaque	1926	325	368	232	0·1	0·2	0·1
	1938	843	828	619	0·4	0·4	0·3
	1939	909	878	660	0·4	0·4	0·3
Danoise	1926	491	409	159	0·2	0·2	0·1
	1938	781	601	193	0·3	0·3	0·1
	1939	758	538	165	0·3	0·2	0·1
Hollandaise	1926	1,933	1,890	927	0·8	0·8	0·4
	1938	2,735	2,676	1,254	1·2	1·2	0·5
	1939	2,890	2,812	1,364	1·3	1·2	0·6
Finlandaise	1926	498	586	449	0·2	0·3	0·2
	1938	514	718	379	0·2	0·3	0·2
	1939	517	711	364	0·2	0·3	0·2
Hellénique	1926	290	171	167	0·1	0·1	0·1
	1938	166	156	115	0·1	0·1	0·1
	1939	189	147	109	0·1	0·1	1
Hébraïque	1926	2,043	2,023	1,977	0·9	0·9	0·8
	1938	2,166	2,146	2,070	0·9	0·9	0·9
	1939	2,148	2,121	2,040	0·9	0·9	0·9
Hindoue	1926	22	20	20	1	1	1
	1938	45	43	41	1	1	1
	1939	31	30	29	1	1	1
Hongroise	1926	474	514	410	0·2	0·2	0·2
	1938	932	961	739	0·4	0·4	0·3
	1939	899	912	670	0·4	0·4	0·3
Islandaise	1926	363	427	264	0·2	0·2	0·1
	1938	358	384	165	0·2	0·2	0·1
	1939	418	389	188	0·2	0·2	0·1
Indienne	1926	2,162	2,499	2,040	0·9	1·1	0·9
	1938	3,859	4,539	3,675	1·7	2·0	1·6
	1939	3,715	4,520	3,539	1·6	2·0	1·5

Voir renvois à la fin du tableau, p. 81.

7.—Nombre et pourcentage de naissances vivantes, selon l'origine spécifiée des pères et mères, 1926, 1938 et 1939—fin

Origine des parents		Nombre d'enfants dont le père ou la mère ou l'un et l'autre sont d'origine spécifiée			Pourcentage d'enfants dont le père ou la mère ou l'un et l'autre sont d'origine spécifiée		
		Père	Mère	Père et mère	Père	Mère	Père et mère
Italienne	1926	2,799	2,379	2,239	1·2	1·0	1·0
	1938	2,058	1,816	1,312	0·9	0·8	0·6
	1939	1,965	1,762	1,195	0·9	0·8	0·5
Japonaise	1926	800	793	790	0·3	0·3	0·3
	1938	539	544	536	0·2	0·2	0·2
	1939	472	472	467	0·2	0·2	0·2
Nègre	1926	350	382	312	0·2	0·2	0·1
	1938	402	474	354	0·2	0·2	0·2
	1939	404	461	363	0·2	0·2	0·2
Norvégienne	1926	1,696	1,789	911	0·7	0·8	0·4
	1938	1,890	1,906	614	0·8	0·8	0·3
	1939	1,860	1,933	588	0·8	0·8	0·3
Polonaise	1926	1,988	2,172	1,487	0·9	0·9	0·6
	1938	2,804	3,160	1,797	1·2	1·4	0·8
	1939	2,696	3,075	1,667	1·2	1·3	0·7
Roumaine	1926	707	601	479	0·3	0·3	0·2
	1938	428	424	225	0·2	0·2	0·1
	1939	430	434	224	0·2	0·2	0·1
Russe	1926	2,210	2,041	1,636	0·9	0·9	0·7
	1938	1,282	1,323	825	0·6	0·6	0·4
	1939	1,353	1,322	831	0·6	0·6	0·4
Serbo-croate	1926	208	185	168	0·1	0·1	0·1
	1938	440	366	313	0·2	0·2	0·1
	1939	376	329	266	0·2	0·1	0·1
Suédoise	1926	1,370	1,389	633	0·6	0·6	0·3
	1938	1,584	1,488	378	0·7	0·6	0·2
	1939	1,505	1,442	376	0·7	0·6	0·2
Helvétique	1926	269	215	91	0·1	0·1	[1]
	1938	281	218	53	0·1	0·1	[1]
	1939	309	202	59	0·1	0·1	[1]
Syrienne	1926	284	219	203	0·1	0·1	0·1
	1938	183	156	111	0·1	0·1	[1]
	1939	188	150	94	0·1	0·1	[1]
Ukranienne[2]	1926	5,072	5,255	4,665	2·2	2·3	2·0
	1938	5,950	6,965	5,049	2·6	3·0	2·2
	1939	5,928	6,931	4,990	2·6	3·0	2·2
Autre	1926	210	165	96	0·1	0·1	[1]
	1938	231	213	98	0·1	0·1	[1]
	1939	280	254	107	0·1	0·1	[1]
Origine non spécifiée	1926	6,635	1,038	321	2·9	0·4	0·1
	1938	9,730	1,260	292	4·2	0·5	0·1
	1939	9,577	1,461	285	4·2	0·6	0·1
Totaux	**1926**	**232,750**	**232,750**	**174,065[3]**	**100·0**	**100·0**	**74·8[4]**
	1938	**229,446**	**229,446**	**155,846[3]**	**100·0**	**100·0**	**67·9[4]**
	1939	***229,468***	***229,468***	***155,148[3]***	***100·0***	***100·0***	***67·6[4]***

[1] Moins d'un dixième d'un pour cent. [2] Comprend Galiciens et Bukovins. [3] Ce chiffre représente le nombre d'enfants dont le père et la mère ont la même origine. La différence entre ce chiffre et le total des naissances égale le nombre d'enfants dont le père et la mère sont d'origine différente. [4] Ceci exclut le pourcentage de parentage mixte, i.e. les parents qui ne sont pas de même origine.

Illégitimité.—Comparativement aux autres pays la proportion de naissances illégitimes, généralement parlant, est basse au Canada. L'augmentation continue observée depuis ces dernières années est probablement attribuable à des donnés plus complètes.

Sur 229,446 naissances vivantes dans les neuf provinces du Canada en 1938, 9,228 ou 4·02 p.c. sont déclarées issues de filles mères. Les chiffres de 1939 donnent un total de 229,468 naissances vivantes dont 9,105 ou 3·97 p.c. sont déclarées illégitimes. De ce nombre 4,628 sont des garçons et 4,477 des filles, soit 1,034 garçons pour 1,000 filles contre 1,084 pour 1,000 filles en 1938 et une moyenne générale en 1939 pour toutes les naissances vivantes de 1,051 garçons pour 1,000 filles. (Voir tableau 8.)

8.—Naissances illégitimes, classifiées selon l'âge de la mère, par province, en 1939, avec moyennes de 1926-30 et 1931-35, total de naissances illégitimes, par sexe, 1937, 1938 et 1939, et pourcentage des naissances vivantes

Age de la mère et item	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Canada[1]
1939	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Au-dessous de 15 ans	Nil	3	1	8	21	5	4	4	6	52
De 15 à 19 ans	34	267	152	463	911	149	203	158	140	2,477
De 20 à 24 ans	41	264	155	685	1,067	201	260	248	200	3,121
De 25 à 29 ans	20	116	66	236	492	93	105	111	85	1,324
De 30 à 34 ans	4	64	23	76	221	42	51	53	45	579
De 35 à 39 ans	1	23	12	28	118	13	34	35	13	277
De 40 à 44 ans	Nil	6	Nil	13	33	5	13	7	12	89
45 ans ou plus	"	1	"	4	1	1	2	Nil	Nil	9
Age inconnu	"	Nil	"	1,155	20	Nil	1	1	"	1,177
Moyennes, 1926-30	**42**	**558**	**299**	**2,334**	**2,196**	**501**	**489**	**479**	**240**	**7,138**
Moyennes, 1931-35	**74**	**652**	**373**	**2,431**	**2,707**	**501**	**651**	**613**	**330**	**8,332**
Totaux—										
1937	**63**	**693**	**381**	**2,451**	**2,796**	**478**	**651**	**626**	**435**	**8,574**
1938	**88**	**782**	**435**	**2,525**	**3,061**	**503**	**641**	**683**	**510**	**9,228**
1939	**100**	**744**	**409**	**2,668**	**2,884**	**509**	**673**	**617**	**501**	**9,105**
Garçons illégitimes—										
1937	27	372	218	1,259	1,424	242	320	311	225	4,398
1938	37	402	230	1,330	1,583	270	334	366	247	4,799
1939	59	375	207	1,364	1,460	255	359	297	252	4,628
Filles illégitimes—										
1937	36	321	163	1,192	1,372	236	331	315	210	4,176
1938	51	380	205	1,195	1,478	233	307	317	263	4,429
1939	41	369	202	1,304	1,424	254	314	320	249	4,477
Pourcentage des naissances vivantes—	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
1937	3·0	6·0	3·6	3·2	4·5	3·7	3·5	3·9	3·9	3·89
1938	4·5	6·4	3·8	3·2	4·7	3·7	3·5	4·3	4·1	4·02
1939	4·7	6·3	3·6	3·4	4·5	3·7	3·7	3·7	4·0	3·97

[1] Moins les Territoires.

Mortinatalité.—Les mort-nés de mères non mariées constituent 3·7 p.c. du total des naissances illégitimes en, 1939 tandis que le total des mort-nés ne représente que 2·7 p.c. de toutes les naissances de la même année.

9.—Mort-nés, légitimes ou illégitimes, selon l'âge de la mère, par province, 1939, avec moyennes de 1926-30 et 1931-35, et total et proportion de mort-nés par rapport à toutes les naissances, 1937-39

Age de la mère et item	Toutes mères										Mères non mariées
	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	C.B.	Canada[1]	
1939	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Moins de 15 ans	Nil	Nil	Nil	1	2	1	Nil	Nil	Nil	4	4
De 15 à 19 ans	5	26	35	89	143	15	32	17	10	372	89
De 20 à 24 ans	15	89	73	486	414	57	69	76	49	1,328	117
De 25 à 29 ans	20	77	57	644	493	91	84	77	68	1,611	41
De 30 à 34 ans	6	73	52	491	413	71	71	76	50	1,303	23
De 35 à 39 ans	5	63	40	382	315	59	69	47	42	1,022	19
De 40 à 44 ans	5	31	31	245	151	28	36	39	19	585	10
45 ans ou plus	1	4	1	32	19	6	7	1	Nil	71	2
Age inconnu	1	1	Nil	45	15	Nil	4	2	1	69	46
Moyennes, 1926-30	**43**	**365**	**283**	**2,212**	**2,761**	**479**	**551**	**467**	**297**	**7,458**	**356**
Moyennes, 1931-35	**67**	**401**	**302**	**2,337**	**2,284**	**383**	**488**	**421**	**247**	**6,931**	**381**
Totaux—											
1937	**63**	**294**	**273**	**2,312**	**1,988**	**345**	**398**	**355**	**247**	**6,275**	**331**
1938	**61**	**356**	**314**	**2,356**	**2,015**	**347**	**370**	**351**	**256**	**6,426**	**350**
1939	**58**	**364**	**289**	**2,415**	**1,965**	**328**	**372**	**335**	**239**	**6,365**	**351**
Proportion des naissances totales—											
1937	2·9	2·5	2·5	3·0	3·1	2·6	2·1	2·2	2·1	2·8	3·7
1938	3·0	2·8	2·7	2·9	3·0	2·5	2·0	2·2	2·0	2·7	3·7
1939	2·7	3·0	2·5	2·9	3·0	2·4	2·0	2·0	1·9	2·7	3·7

[1] Moins les Territoires.

Taux de natalité en différents pays.—Le tableau **10** montre les positions relatives occupées par le Canada et ses provinces parmi les différents pays par son taux brut de natalité (le nombre de naissances par année par 1,000 âmes).

10.—Taux brut de natalité dans certains pays et dans les provinces du Canada, pour les récentes années

Pays ou province	Année	Taux brut de natalité	Pays ou province	Année	Taux brut de natalité
Egypte	1937	43·5	**Canada**—fin		
Costa Rica	1937	42·2	Saskatchewan	1939	19·0
Straits Settlements	1937	42·1	Manitoba	1939	18·7
Salvador	1936	41·2	Ontario	1939	17·1
Palestine	1938	39·9	Colombie Britannique	1939	16·0
Panama	1937	36·0	Hongrie	1937	20·2
Ceylan	1938	35·9	Uruguay	1937	19·9
Inde Britannique	1937	34·5	Pays-Bas	1937	19·8
Chili	1938	33·4	Irlande du Nord	1939	19·5
Jamaïque	1937	32·1	Irlande (Eire)	1939	19·1
Roumanie	1937	30·8	Finlande	1937	18·9
Japon	1937	30·6	Allemagne	1937	18·8
Grèce	1937	26·4	Lettonie	1938	18·4
Espagne	1935	25·2	Danemark	1938	18·1
Union Sud-Africaine (blancs)	1938	25·0	Nouvelle-Zélande	1938	17·9
Pologne	1937	24·9	Ecosse	1938	17·7
Terre-Neuve et Labrador	1938	24·8	Australie	1938	17·5
Bulgarie	1937	24·0	Etats-Unis (terr. d'enre.)	1939	17·3
Italie	1938	23·7	Tchécoslovaquie	1937	17·2
Lithuanie	1939	22·4	Estonie	1937	16·1
Islande	1937	20·4	Norvège	1938	15·8
			Iles Britanniques	1938	15·7
Canada	**1939**	**20·3**	Belgique	1937	15·4
Nouveau-Brunswick	1939	25·0	Suisse	1939	15·2
Québec	1939	24·8	Angleterre et Galles	1938	15·1
Ile du Prince-Edouard	1939	22·4	Suède	1938	14·9
Nouvelle-Ecosse	1939	21·3	France	1938	14·6
Alberta	1939	20·9	Autriche	1937	12·8

Section 2.—Mariages et divorces

Sous-section 1.—Mariages

Le taux de nuptialité dans les pays modernes du monde occidental est sensiblement influencé par le niveau général de prospérité. C'est ainsi qu'en étudiant les statistiques de chaque année de la dernière décennie on constate que le nombre des mariages atteint son maximum en 1929, pour diminuer ensuite sans interruption et de façon marquée jusqu'en 1932. En 1933, il y a une légère amélioration d'un peu plus de 2 p.c. sur 1932, et en 1934 cette amélioration dépasse les 14 p.c. L'amélioration persiste de 1935 à 1939. Cette tendance générale dans tout le Canada se reflète aussi dans les statistiques de la plupart des provinces. (Voir tableau **12**, p. 85, et tableau **32**, p. 106.)

Age au mariage.—L'âge moyen de tous les nouveaux maris au Canada en 1938 était de 29·3 ans et celui de toutes les nouvelles épouses de 25·3 ans. La moyenne de l'excédent d'âge de l'époux sur celui de l'épouse était donc de 4·0 ans. On peut noter dans le tableau **11** que, lorsque les nouveaux époux sont groupés selon l'âge de l'homme, la moyenne de différence en âge est moins grande chez les groupes plus jeunes, les hommes de moins de 20 ans étant de 0·2 an plus jeunes que les femmes, alors que l'excédent d'âge de l'homme est de 1·5 an dans le groupe 20–24; l'écart augmente graduellement avec chaque groupe quinquennal jusqu'à ce que 11·4 soit atteint par les époux de 50 ans et plus en 1938. D'autre part, si les mariés sont groupés selon l'âge des femmes, cette régularité n'existe pas. C'est dans le groupe des femmes de 25–29 ans et de 30–34 ans que l'âge des maris est le plus proche. Comme ces tableaux sont basés sur tous les mariages contractés au cours de l'année, les chiffres donnés ne doivent pas être interprétés comme montrant les âges moyens au *premier* mariage. Sur chaque 1,000 nouveaux mariés en 1939, 949 étaient célibataires, 41 veufs et 10 divorcés; sur chaque 1,000 nouvelles mariées, 964 étaient célibataires, 27 veuves et 9 divorcées. Pour la première fois en 1928 les divorcés convolant de nouveau constituent plus de 1 p.c. La comparaison entre les chiffres des divorces tels que montrés au tableau **15** de ce chapitre et le nombre de divorcés remariés est de quelque intérêt. Ainsi pour 1939, on constate 2,082 divorces, alors que 1,039 divorcés et 973 divorcées se sont remariés. Ceci ne veut pas dire, bien entendu, qu'il s'agit des mêmes personnes.

11.—Différence d'âge entre les époux mariés en 1938

Groupe d'âge des maris	Moyenne de l'âge des maris	Moyenne de l'âge des femmes	Moyenne de l'excédent d'âge des maris	Groupe d'âge des femmes	Moyenne de l'âge des femmes	Moyenne de l'âge des maris	Moyenne de l'excédent d'âge des maris
Tous époux	29·3	25·3	4·0	Toutes épouses	25·3	29·3	4·0
Moins de 20 ans	19·1	19·3	−0·2	Moins de 20 ans	18·5	24·8	6·3
20–24 ans	23·0	21·5	1·5	20–24 ans	22·5	26·7	4·2
25–29 ans	27·3	23·9	3·4	25–29 ans	27·1	29·9	2·8
30–34 ans	32·1	26·4	5·7	30–34 ans	32·1	34·5	2·4
35–39 ans	37·2	29·1	8·1	35–39 ans	37·2	40·2	3·0
40–44 ans	42·3	32·8	9·5	40–44 ans	42·3	46·7	4·4
45–49 ans	47·4	36·5	10·9	45–49 ans	47·4	52·1	4·7
50 ans et plus	59·8	48·4	11·4	50 ans et plus	58·9	61·4	2·5

Pays de naissance des époux et des épouses.—La majorité des mariages contractés dans les provinces de l'Ouest, les années passées, l'ont été entre personnes nées en dehors du Canada. Cette condition, toutefois, change rapidement et il est évident que la proportion s'affaiblit depuis quelques années dans toutes les provinces de l'Ouest. (Voir tableau **12.**) Les époux et les épouses nés au Canada sont maintenant en majorité dans chaque province. Dans les Provinces Maritimes et le Québec, ils prédominent sensiblement. En 1939, pour tout le Canada, 85 p.c. des époux et plus de 90 p.c. des épouses étaient nés au Canada; ce sont les pourcentages les plus élevés de la période sur laquelle des statistiques sont établies.

12.—Distribution proportionnelle selon le lieu de naissance des conjoints, par province, 1937, 1938 et 1939 et moyennes pour 1921-25, 1926-30 et 1931-35

NOTA.—Voir l'Annuaire de 1929, page 170, pour les chiffres des années 1921-25; l'Annuaire de 1933, page 165, pour les chiffres des années 1926-30; l'Annuaire de 1936, page 171, pour les chiffres de 1931-33; et l'Annuaire de 1938, page 176, pour ceux de 1934-36.

Province	Année	Mariages		Pourcentage des nouveaux époux, par lieu de naissance					
		Total	Par 1,000 âmes	Nés dans la province qu'ils habitent		Nés dans les autres provinces		Nés en dehors du Canada	
				Maris	Femmes	Maris	Femmes	Maris	Femmes
		nomb.	nomb.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
Ile du Pr.-Edouard	Moy. 1921-25	473	5·4	90·8	93·8	5·1	2·6	4·1	3·7
	Moy. 1926-30	473	5·4	90·8	93·5	4·1	2·9	5·1	3·6
	Moy. 1931-35	496	5·6	89·7	92·6	4·7	3·6	5·6	3·8
	1937	584	6·3	87·8	91·6	5·5	4·8	6·7	3·6
	1938	591	6·3	87·1	94·1	7·6	4·1	5·2	1·9
	1939	641	6·7	90·2	93·6	6·2	3·9	3·6	2·5
Nouvelle-Ecosse	Moy. 1921-25	3,186	6·1	78·2	83·2	5·6	3·4	16·3	13·4
	Moy. 1926-30	3,224	6·3	78·7	84·0	5·0	3·6	16·3	12·4
	Moy. 1930-35	3,522	6·8	81·8	87·1	5·4	4·1	12·8	8·8
	1937	4,337	8·0	84·4	88·9	5·3	4·3	10·3	6·8
	1938	4,089	7·5	82·9	88·7	6·6	4·7	10·5	6·6
	1939	5,024	9·1	82·5	87·2	8·8	6·2	8·7	6·7
Nouveau-Brunswick	Moy. 1921-25	2,953	7·6	72·4	77·0	10·5	8·0	17·2	14·9
	Moy. 1926-30	2,970	7·4	72·7	76·8	9·2	8·1	18·2	15·0
	Moy. 1931-35	2,737	6·5	78·7	83·2	9·9	8·3	11·4	8·5
	1937	3,671	8·3	82·0	86·9	9·2	7·4	8·8	5·7
	1938	3,371	7·6	81·6	86·4	9·5	7·3	8·9	6·3
	1939	3,726	8·3	82·3	87·3	8·7	7·2	9·0	5·5
Québec[1]	Moy. 1926-30	18,731	6·9	80·6	83·5	4·0	3·5	15·4	13·0
	Moy. 1931-35	17,089	5·8	81·3	84·7	4·2	4·0	14·5	11·3
	1937	24,876	7·9	86·5	90·0	4·5	4·1	8·9	5·9
	1938	25,044	7·9	86·7	90·0	4·9	4·6	8·4	5·5
	1939	28,911	9·0	87·1	90·1	4·9	4·9	7·9	5·0
Ontario	Moy. 1921-25	24,037	8·0	61·0	64·5	6·7	5·8	32·4	29·6
	Moy. 1926-30	25,449	7·8	57·2	61·9	7·3	6·8	35·5	31·3
	Moy. 1931-35	24,260	6·8	62·9	69·5	7·0	7·4	30·1	23·1
	1937	29,893	8·1	80·1	82·6	4·7	5·5	15·3	11·9
	1938	30,080	8·1	81·1	83·8	5·1	5·6	13·9	10·6
	1939	34,657	9·2	81·8	84·2	5·5	5·9	12·7	9·9
Manitoba	Moy. 1921-25	4,634	7·5	28·4	40·8	16·9	13·1	54·7	46·1
	Moy. 1926-30	4,951	7·5	35·9	49·4	13·2	10·9	50·9	39·7
	Moy. 1931-35	5,015	7·1	48·4	62·7	11·5	10·8	40·1	26·5
	1937	6,113	8·5	58·1	71·6	13·2	11·3	28·7	17·1
	1938	6,262	8·7	60·7	73·1	13·2	11·8	26·1	15·0
	1939	7,676	10·6	62·8	74·0	15·1	12·7	22·0	13·2
Saskatchewan	Moy. 1921-25	4,982	6·4	9·7	21·0	30·5	26·7	59·8	52·3
	Moy. 1926-30	6,036	7·0	18·6	35·9	26·5	21·2	54·9	42·9
	Moy. 1931-35	5,680	6·1	36·7	59·5	20·4	15·0	42·9	25·5
	1937	5,790	6·2	51·5	73·9	17·4	11·8	31·1	14·3
	1938	5,893	6·3	56·6	76·0	16·3	10·8	27·0	13·2
	1939	7,323	7·7	61·0	77·8	16·2	10·5	22·8	11·6
Alberta	Moy. 1921-25	4,313	7·3	9·8	19·2	25·1	22·9	65·1	57·9
	Moy. 1926-30	5,265	8·0	16·3	28·6	22·3	19·4	61·3	52·0
	Moy. 1931-35	5,530	7·4	28·5	47·3	20·6	18·6	50·9	34·0
	1937	6,345	8·2	40·3	59·4	21·2	18·4	38·6	22·2
	1938	6,973	8·9	43·6	61·4	21·6	19·0	34·7	19·6
	1939	7,838	9·9	48·1	62·2	21·9	19·8	30·0	18·0
Col. Britannique	Moy. 1921-25	3,971	7·1	16·2	21·4	22·0	20·6	61·8	58·0
	Moy. 1926-30	4,786	7·5	18·1	24·9	20·9	21·7	61·0	53·4
	Moy. 1931-35	4,267	6·0	26·5	37·5	23·4	26·6	50·2	35·9
	1937	6,191	8·2	33·0	43·3	29·9	33·1	37·2	23·7
	1938	6,135	8·1	33·6	43·0	31·7	34·1	34·7	22·9
	1939	7,862	10·2	36·9	43·8	32·6	35·1	30·5	21·1
Canada[1] (à l'exclusion des Territoires)	**Moy. 1926-30**	**71,885**	**7·3**	**54·9**	**61·4**	**10·4**	**9·2**	**34·8**	**29·4**
	Moy. 1931-35	**68,596**	**6·4**	**60·9**	**69·8**	**9·9**	**9·4**	**29·1**	**20·8**
	1937	**87,800**	**7·9**	**72·6**	**79·4**	**9·3**	**8·8**	**18·1**	**11·8**
	1938	**88,438**	**7·9**	**73·5**	**80·1**	**9·7**	**9·1**	**16·7**	**10·8**
	1939	**103,658**	**9·2**	**74·6**	**80·2**	**10·4**	**9·8**	**15·0**	**10·0**

[1] Antérieurement à 1926 la province de Québec ne faisait pas partie du territoire d'enregistrement.

Mariages d'après la religion des parties contractantes.—Cette analyse montre la très forte influence exercée par la religion des maris et des femmes sur le mariage. Les 88,438 mariages de 1938 par rapport aux diverses dénominations religieuses se répartissent à peu près dans la même proportion que la population adhérant à ces dénominations. Cependant dans toutes les dénominations du tableau **13** la proportion d'hommes à épouser des femmes de même dénomination dépasse 50 p.c. à l'exception des presbytériens (41·93). D'après cette base, les Juifs sont en tête avec 96·23 des maris à épouser des Juives; les catholiques suivent de près avec 92·06 p.c.; les grecs catholiques et les protestants sont en troisième et quatrième places avec 70 et 75 p.c. chacun; les membres de l'Eglise Unie dépassent légèrement 68 p.c., tandis que les anglicans, les luthériens et les baptistes en ont 50 à 55 p.c. chacun

13.—Mariages[1] classifiés selon la religion, 1937 et 1938

Dénomination du mari	Tous maris	Dénomination de l'épouse										
		Anglicane	Baptiste	Grecque catholique	Juive	Luthérienne	Presbytérienne	Protestante	Catholique	Eglise Unie	Autres sectes	Non spécifiée
1937	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nb.
Anglicane	12,742	6,923	559	38	7	266	996	41	1,015	2,611	282	4
Baptiste	4,136	555	2,085	9	1	83	248	11	195	794	153	2
Grecque catholique	1,343	18	8	1,016	2	17	9	10	171	23	67	2
Juive	1,620	8	4	1	1,563	Nil	8	3	14	17	1	1
Luthérienne	3,211	279	109	33	3	1,713	147	37	242	477	169	2
Presbytérienne	6,668	1,297	329	21	4	150	2,764	40	520	1,372	170	1
Protestante[2]	1,943	81	35	10	1	45	40	1,358	238	102	32	1
Catholique romaine	34,923	697	159	208	9	197	271	163	32,402	653	158	6
Eglise Unie	16,861	2,182	655	35	2	338	923	56	783	11,529	354	4
Autres sectes	4,305	265	137	72	1	112	124	14	216	362	3,000	2
Non spécifiée	48	6	2	Nil	Nil	Nil	3	Nil	9	7	2	19
Totaux	**87,800**	**12,311**	**4,082**	**1,443**	**1,593**	**2,921**	**5,533**	**1,733**	**35,805**	**17,947**	**4,388**	**44**
1938												
Anglicane	12,743	6,813	602	29	6	264	957	57	1,052	2,684	276	3
Baptiste	4,098	583	2,074	11	2	74	224	11	216	758	144	1
Grecque catholique	1,405	15	4	1,053	2	21	10	4	198	26	72	Nil
Juive	1,565	13	2	Nil	1,506	4	8	5	16	7	3	1
Luthérienne	3,279	320	100	30	Nil	1,695	138	44	275	487	188	2
Presbytérienne	6,325	1,133	315	22	3	151	2,652	34	519	1,336	159	1
Protestante[2]	2,219	87	25	11	2	45	41	1,584	259	121	44	Nil
Catholique romaine	34,597	758	174	218	7	212	276	205	31,849	690	203	5
Eglise Unie	17,731	2,265	715	39	10	355	896	60	918	12,079	387	7
Autres sectes	4,421	278	140	82	7	125	118	34	228	404	3,002	3
Non spécifiée	55	6	4	Nil	Nil	Nil	1	Nil	11	11	5	17
Totaux	**88,438**	**12,271**	**4,155**	**1,495**	**1,545**	**2,946**	**5,321**	**2,038**	**35,541**	**18,603**	**4,483**	**40**

[1] A l'exclusion des Territoires. [2] Déclarée "protestante" sans autres renseignements.

Taux de nuptialité en différents pays.—Pour fins de comparaison, le tableau **14** montre les taux bruts de nuptialité par 1,000 habitants en différents pays et chacune des provinces du Canada, pour les années indiquées.

14.—Taux bruts de nuptialité en certains pays et dans les provinces du Canada en ces dernières années

Pays ou province	Année	Taux brut par 1,000 habitants	Pays ou province	Année	Taux brut par 1,000 habitants
Union Sud-Africaine (blancs)	1938	11·0	Tchécoslovaquie	1937	8·3
Etats Unis	1937	11·0[1]	Norvège	1938	8·3
Nouvelle-Zélande	1938	10·1	Bulgarie	1937	8·1
Japon	1937	9·5	Chili	1938	8·1
Roumanie	1937	9·5	Pologne	1937	8·0
Canada	**1939**	**9·2**	Ecosse	1938	7·8
Manitoba	1939	10·6	Belgique	1937	7·6
Colombie Britannique	1939	10·2	Pays-Bas	1937	7·6
Alberta	1939	9·9	Lithuanie	1939	7·5
Ontario	1939	9·2	Suisse	1939	7·5
Nouvelle-Ecosse	1939	9·1	Italie	1938	7·4
Québec	1939	9·0	Terre-Neuve et Labrador	1938	7·3
Nouveau-Brunswick	1939	8·3	Irlande du Nord	1939	7·1
Saskatchewan	1939	7·7	Autriche	1937	6·9
Ile du Prince-Edouard	1939	6·7	Uruguay	1937	6·7
Australie	1938	9·1	Grèce	1937	6·6
Allemagne	1937	9·1	France	1938	6·5
Suède	1938	9·0	Ceylan	1938	6·1
Danemark	1938	8·9	Espagne	1935	6·1
Hongrie	1937	8·9	Islande	1937	5·5
Angleterre et Galles	1938	8·7	Irlande (Eire)	1939	5·2
Estonie	1937	8·5	Panama	1937	4·8
Finlande	1937	8·5	Jamaïque	1937	4·6
Lettonie	1938	8·5	Salvador	1936	3·5
Iles Britanniques	1938	8·4			

[1] Taux estimatif.

Sous-section 2.—Divorces*

Pendant bon nombre d'années après la Confédération le nombre de divorces au Canada est resté très bas. Il était de 13 en 1883, la première année à atteindre la dizaine, et en 1903 il était de 21, ce qui dépassait tous les précédents. Plus tard le nombre de divorces augmenta plus rapidement; en 1909 on en comptait 51 et en 1913, la dernière année d'avant-guerre, 60. Tout de même ce chiffre était encore inférieur à un par mille mariages contractés au Canada au cours de ces années.

La guerre de 1914–18 a eu pour effet d'augmenter le divorce, ce qui est attribuable aux effets psychologiques de la période de guerre et aux longues séparations entre époux pendant que les hommes étaient à l'armée. Il faut aussi tenir compte du fait que le divorce a été rendu plus facile à la suite d'une décision du Conseil Privé d'Angleterre que les divorces peuvent être accordés par les tribunaux des Provinces des Prairies à partir de 1918, de sorte que depuis cette date l'Ontario et le Québec sont restés les seules provinces où il fallait demander une loi spéciale du Parlement pour rompre les liens du mariage. Cependant, en 1930 une loi du Parlement fédéral (20–21 Geo. V, c. 14) a donné à la Cour Suprême d'Ontario juridiction dans les causes de divorce.

Ces différentes raisons ont contribué à produire la récente augmentation du nombre de divorces au Canada, qui a monté de 114 en 1918 à 873 en 1930, ces chiffres étant ceux de décrets définitifs qui seuls constituent le divorce proprement dit. En 1931, le nombre de divorces avait baissé à 696, diminution due dans une large mesure à ce que la juridiction, en ce qui concerne les divorces dans l'Ontario, a été transférée du Parlement fédéral à la Cour Suprême de la province qui établit les délais entre le décret nisi et le décret absolu. Depuis 1931 le nombre de divorces a augmenté de près de 200 p.c. En 1938 ils dépassent pour la première fois les

*Le Bureau Fédéral de la Statistique publie un bulletin sur le sexe des requérants et le nombre de divorcés remariés ainsi que des comparaisons avec certains autres pays.

2,000, à cause surtout de l'augmentation en Ontario et en Colombie Britannique. Depuis la publication de l'Annuaire de 1940, les statistiques du tableau **15** ont été grandement revisées par l'entremise des autorités provinciales concernées.

15.—Statistique des divorces au Canada, 1918-39

NOTA.—A la suite d'une décision du Conseil Privé britannique, des divorces ont été prononcés au Manitoba, dans la Saskatchewan et l'Alberta depuis 1918 par les tribunaux de ces provinces. Pour les divorces de chaque année avant 1918, voir l'Annuaire de 1921, p. 847.

Année	Prononcés par le Parlement fédéral			Prononcés par les tribunaux						Total pour le Canada
	Ile du Prince-Ed.	Québec	Ontario	Nouvelle-Ecosse	Nouv.-Brunswick	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	
1918.....	Nil	2	10	24	10	Nil	1[1]	2[1]	65	114
1919.....	"	4	46	36	13	88[2]	3	36[2]	147	373
1920.....	"	9	89	45	15	42	26	112[3]	136	474[3]
1921.....	"	10	96	41	13	122	50	89[3]	128	549[3]
1922.....	"	6	91	35	12	97	37	129	138	545
1923.....	"	10	102	22	19	81	41	88[3]	139[2]	502[3]
1924.....	"	13	113	42	15	77[2]	28	118	136[2]	542
1925.....	"	13	119	30	15	79	42	101	150	549
1926.....	"	10	111	19	12	85	48[2]	154	167	606
1927.....	"	13	181	29	17	101	60	148	197	746
1928.....	"	24	213	28	13	79	55	173[3]	203	788[3]
1929.....	"	30	207	30	21	89	69	147	222	815
1930.....	"	41	204	19	27	114	62	151	255	873
1931.....	1	38	914[4,5]	36	20	94	51	157[3]	208	696[3]
1932.....	Nil	27	343[4,5]	35	26	114	61	150[3]	245	1,001[3]
1933.....	"	24	307[4,5]	27	12	116	48	138[3]	258	930[3]
1934.....	"	38	365[4,5]	33	17	126	62	170[3]	306	1,117[3]
1935.....	2	28	491[4,5]	52	36	145	60	225[3]	384	1,423[3]
1936.....	Nil	40	519[4,5]	41	38	179	79	218[3]	462[3]	1,576[3]
1937.....	2	43	607[4,5]	36	53[3]	200	109	259[3]	533[3]	1,842[3]
1938.....	2	83	824[4,5]	51	39	205	122	271[3]	647[3]	2,244[3]
1939.....	Nil	50	747[4,5]	64	40	181	132[3]	272[3]	602[3]	2,088[3]

[1] Prononcé par le Parlement. [2] Dont un prononcé par le Parlement. [3] Dont deux prononcés par le Parlement. [4] Prononcés par les tribunaux. [5] Revisé depuis l'Annuaire de 1940.

Section 3.—Décès

En dehors des effets de la guerre et de ses suites, le siècle dernier voit un déclin de la mortalité dans les pays de race blanche. La preuve la plus frappante du déclin de la mortalité nous est peut-être fournie par la Suède, où les statistiques vitales sont gardées avec la plus grande exactitude depuis 1750. Le taux brut de la mortalité y décline d'une moyenne de 27·4 par 1,000 dans la décennie de 1751–60 à 14·3 en 1911–20 et à 11·5 en 1938.

De même, en Angleterre et au Pays de Galles, le taux brut de mortalité, qui était de 18·2 en 1890–99, décline à 15·4 en 1901–10 et à 12·1 en 1921–30, pour s'établir ensuite à 11·6 en 1938. En Ecosse la moyenne était de 22·1 en 1860–69, 21·8 en 1870–79, 18·6 en 1890–99, 13·9 en 1921–25, 13·6 en 1926–30 et 12·6 en 1938.

Il y a toujours eu des années de mortalité excessivement élevée comme, par exemple, en 1918 alors que le taux de mortalité en Ontario, la plus populeuse des provinces du Canada, a été de 15·3 par 1,000 contre 12·0 en 1917 et 11·9 en 1919. (C'était le résultat de la grande épidémie d'influenza-pneumonie de l'année.) Cependant, sur un bon nombre d'années, cet excédent est négligeable.

Au Canada, bien que la période couverte depuis l'introduction des statistiques vitales complètes en 1920 ait été trop courte pour permettre d'y retracer une tendance bien définie à la baisse, le taux de 12·4 par 1,000 pour ladite année dans les huit provinces alors comprises dans le territoire d'enregistrement a été beaucoup plus élevé qu'en toute autre année subséquente. De 1933 à 1936 la mortalité et le taux de mortalité ont sensiblement diminué dans la province de Québec, bien qu'en 1937 le taux ait monté à 11·3; en 1938 il tombe à 10·3 et à 10·4 en 1939. En général, toutefois, l'amélioration se fait sentir depuis 1926, et plus récemment le Québec a accusé un taux plus bas que toute autre province plus à l'est.

Sous-section 1.—Mortalité générale

Comme le montre le tableau **32**, p. 106, le chiffre absolu des mortalités et le taux de mortalité au Canada sont inférieurs en 1938 à ceux des deux années précédentes. La mortalité est de 9·5 en 1938 et 9·6 en 1939, ce qui est une amélioration très marquée sur le taux de 10·2 en 1937. Comparativement à 1938, la mortalité augmente dans chaque province à l'exception de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie Britannique.

Répartition des décès par âge.—Le tableau **17** donne les âges quartiles et déciles des défunts pour les années 1926, 1937 et 1938 divisés par sexe et pour les deux sexes réunis. Le cinquième décile et le deuxième quartile (ou le médian) indiquent le point de séparation et les déciles divisent chaque moitié en cinq groupes donnant un portrait plus détaillé de la distribution d'âge dans chaque moitié que les quartiles. Il est bien évident que les âges moyens à la mort se sont élevés graduellement. La méthode de compilation et d'interprétation de ce tableau est donnée à la page 77, au sujet d'un tableau semblable des âges quartiles et déciles des pères et mères mariés.

Taux standardisé de mortalité.—Si le taux brut de mortalité donne la mesure des décès par 1,000 âmes, il ne reflète pas fidèlement par ailleurs l'expectative de vie dans des agglomérations différentes en raison de la composition différente d'âge de ces agglomérations et de la haute mortalité chez les tout jeunes enfants et chez les vieillards. Là où la composition d'âge d'un groupe particulier est distinctement favorable à une mortalité peu élevée comme, par exemple, les soldats en temps de paix qui représentent les vies les mieux protégées, le taux brut de la mortalité sera naturellement plus bas qu'ailleurs.

16.—Répartition des décès, par sexe et groupe d'âge, au Canada, 1938-39

Groupe d'âge	Nombre				Pourcentage			
	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
	1938	1939	1938	1939	1938	1939	1938	1939
Au-dessous d'un an	8,311	8,039	6,206	5,900	14·1	13·4	12·9	12·0
1 an	903	889	791	724	1·5	1·5	1·6	1·5
2 ans	506	398	407	340	0·9	0·7	0·8	0·7
3 ans	338	307	265	273	0·6	0·5	0·6	0·6
4 ans	282	259	244	202	0·5	0·4	0·5	0·4
Totaux, moins de 5 ans	10,340	9,892	7,913	7,439	17·6	16·5	16·5	15·2
5- 9 ans	985	915	836	717	1·7	1·5	1·7	1·5
10-14 ans	831	735	657	606	1·4	1·2	1·4	1·2
15-19 ans	1,127	1,112	912	913	1·9	1·9	1·9	1·9
20-24 ans	1,285	1,217	1,186	1,063	2·2	2·0	2·5	2·2
25-29 ans	1,261	1,232	1,215	1,215	2·1	2·1	2·5	2·5
30-34 ans	1,230	1,176	1,199	1,191	2·1	2·0	2·5	2·4
35-39 ans	1,380	1,402	1,317	1,309	2·3	2·3	2·7	2·7
40-44 ans	1,736	1,668	1,492	1,384	3·0	2·8	3·1	2·8
45-49 ans	2,383	2,240	1,694	1,716	4·1	3·7	3·5	3·5
50-54 ans	3,241	3,271	2,155	2,276	5·5	5·5	4·5	4·6
55-59 ans	3,912	4,123	2,674	2,714	6·7	6·9	5·6	5·5
60-64 ans	4,589	4,826	3,140	3,371	7·8	8·1	6·5	6·9
65-69 ans	5,236	5,600	3,868	4,095	8·9	9·4	8·1	8·4
70-74 ans	5,925	6,136	4,761	4,918	10·1	10·3	9·9	10·0
75-79 ans	5,766	6,077	5,056	5,279	9·8	10·2	10·5	10·8
80-89 ans	6,595	7,172	6,628	7,427	11·2	12·0	13·8	15·1
90 ans et plus	951	1,069	1,289	1,402	1·6	1·8	2·7	2·9
Totaux, âges connus	**58,773**	**59,863**	**47,992**	**49,035**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**
Ages inconnus	44	44	8	9	–	–	–	–
Totaux, tous âges	**58,817**	**59,907**	**48,000**	**49,044**	–	–	–	–

17.—Ages des défunts groupés par quartiles et déciles, par sexe, 1926, 1937 et 1938

Groupement fractionnaire, par âge		Les deux sexes			Masculin			Féminin		
		1926	1937	1938	1926	1937	1938	1926	1937	1938
Premier quartile	années	1·83	20·89	26·22	1·34	19·36	25·53	2·85	22·27	26·88
Deuxième quartile	"	45·50	58·37	60·28	45·16	57·91	59·59	45·89	59·00	61·27
Troisième quartile	"	70·70	74·29	74·82	70·05	73·31	73·89	71·51	75·40	75·93
Premier décile	mois	0·88	3·75	3·95	0·60	3·21	3·40	1·43	4·59	4·83
Deuxième décile	années	0·71	6·44	14·35	0·55	4·96	12·69	0·98	8·63	16·20
Troisième décile	"	6·95	31·40	37·06	4·30	31·08	37·19	12·15	31·72	36·91
Quatrième décile	"	28·77	48·49	51·78	26·47	48·71	51·64	30·61	48·24	51·95
Cinquième décile	"	45·50	58·37	60·28	45·16	57·91	59·59	45·89	59·00	61·27
Sixième décile	"	58·40	65·65	67·00	57·73	64·72	65·94	59·13	67·01	68·27
Septième décile	"	67·15	71·66	72·43	66·44	70·54	71·45	68·00	72·90	73·57
Huitième décile	"	74·05	76·77	77·20	73·28	75·92	76·27	74·00	77·82	78·31
Neuvième décile	"	80·82	82·41	82·68	79·89	81·41	81·78	81·85	83·49	83·72

Lorsqu'il s'agit d'établir des comparaisons selon le groupe d'âge entre les taux de mortalité de différentes agglomérations, les effets des différences dans la composition d'âge disparaissent, mais en vertu d'un procédé qui ne réunit pas les aspects de la situation ni ne les exprime par un seul chiffre Il a donc été jugé désirable de choisir une agglomération type et de trouver quel aurait été le taux de mortalité des autres si la composition d'âge et de sexe de leur population avait été conforme à celle de l'agglomération type. L'étalon désigné à cette fin en Angleterre, au Pays de Galles et aux Etats-Unis est le "million standard", basé sur l'âge et le sexe de la population d'Angleterre et du Pays de Galles au recensement de 1901. Cette répartition est la suivante:—

Groupe d'âge	Deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Tous âges	1,000,000	483,543	516,457
Moins de 5 ans	114,262	57,039	57,223
5- 9 ans	107,209	53,462	53,747
10-14 ans	102,735	51,370	51,365
15-19 ans	99,796	49,420	50,376
20-24 ans	95,946	45,273	50,673
25-34 ans	161,579	76,425	85,154
35-44 ans	122,849	59,394	63,455
45-54 ans	89,222	42,924	46,298
55-64 ans	59,741	27,913	31,828
65-74 ans	33,080	14,691	18,389
75 ans et plus	13,581	5,632	7,949

Voici ce que dit le Registraire Général relativement au million standard de l'Angleterre et du Pays de Galles: "Comme la population de ce pays comprend en 1901 relativement peu d'enfants en bas âge et de vieillards, le standard est exceptionnellement favorable à une mortalité peu élevée".

La méthode ci-dessus a été appliquée pour 1921–39 à la population des huit provinces qui formaient anciennement le territoire d'enregistrement du Canada et pour 1926–39 à la province de Québec (voir p. 125 de l'Annuaire de 1940). Le taux de chaque année est calculé directement d'après les proportions de chaque sexe et groupe d'âge au recensement de 1931.

Les taux brut et standardisé de ces dernières années, surtout 1937 et 1938, au tableau **18**, doivent être acceptés avec réserve parce que les données du recensement, qui sont le pivot des calculs, sont éloignées de six à huit années.

18.—Taux bruts et taux standardisés de mortalité au Canada, par province, 1932-39, et moyennes pour 1921-25, 1926-30 et 1931-35

Province	Moyennes			1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939
	1921-25	1926-30	1931-35								
Ile du Prince-Edouard—											
Taux brut	12·5	11·0	11·3	11·8	11·6	11·6	11·0	11·1	12·3	11·0	11·9
Taux standardisé	9·3	8·1	7·9	8·2	8·1	8·1	7·6	7·6	8·4	7·4	[1]
Nouvelle-Ecosse—											
Taux brut	12·6	12·4	11·7	11·9	11·6	11·5	11·7	11·0	11·2	11·1	11·4
Taux standardisé	10·4	10·0	9·1	9·2	9·0	8·9	9·0	8·4	8·5	8·4	[1]
Nouveau-Brunswick—											
Taux brut	13·1	12·5	11·2	11·0	11·7	11·0	11·1	11·0	12·3	11·0	11·3
Taux standardisé	11·5	10·9	9·6	9·4	9·9	9·3	9·4	9·3	10·4	9·2	[1]
Québec—											
Taux brut	[1]	13·5	11·1	11·4	10·7	10·6	10·7	10·3	11·3	10·3	10·4
Taux standardisé	[1]	13·1	10·8	11·1	10·4	10·3	10·4	10·1	11·1	10·1	[1]
Ontario—											
Taux brut	11·3	11·2	10·1	10·5	9·9	9·7	9·9	10·2	10·4	9·9	10·0
Taux standardisé	10·3	9·8	8·5	8·8	8·5	8·3	8·1	8·3	8·4	7·9	[1]
Manitoba—											
Taux brut	8·6	8·3	7·6	7·5	7·7	7·3	8·1	8·7	8·5	8·2	8·5
Taux standardisé	9·4	8·8	7·6	7·8	7·6	7·0	7·8	8·4	8·1	7·6	[1]
Saskatchewan—											
Taux brut	7·5	7·3	6·5	6·5	6·5	6·4	6·6	6·8	7·4	6·5	6·4
Taux standardisé	8·5	8·2	7·1	7·4	7·0	6·7	6·9	7·1	7·7	6·6	[1]
Alberta—											
Taux brut	8·3	8·4	7·3	7·5	7·1	7·1	7·5	8·0	8·0	7·5	7·3
Taux standardisé	9·5	9·4	7·8	8·4	7·6	7·3	7·7	8·2	8·3	7·5	[1]
Colombie Britannique—											
Taux brut	8·7	9·3	8·9	8·7	8·7	8·8	9·3	9·6	10·6	9·8	9·7
Taux standardisé	9·0	8·9	8·0	8·0	7·8	7·8	8·1	8·2	8·9	8·1	[1]
Canada (à l'exclusion des Territoires)—											
Taux brut	[2]	**11·1**	**9·7**	**9·9**	**9·6**	**9·4**	**9·7**	**9·7**	**10·2**	**9·5**	**9·6**
Taux standardisé	[2]	**10·5**	**9·1**	**9·3**	**8·9**	**8·7**	**9·0**	**9·0**	**9·5**	**8·8**	–

[1] Inconnu. [2] Avant 1926, le Québec ne faisait pas partie du territoire d'enregistrement.

Causes de décès.—Près de 87 p.c. des décès déclarés de 1935 à 1939 dans le territoire d'enregistrement actuel sont attribuables aux 32 causes spécifiées dans les tableaux **19** et **20.** Dans ces tableaux et au graphique de la p. 93 les groupements sont en conformité avec la liste internationale telle qu'elle a été revisée en 1929 et appliquée aux statistiques canadiennes de mortalité en 1931. Chaque revision de la liste internationale présente des difficultés spéciales quand il s'agit de garder la continuité. Au graphique de la page 93 par exemple, il serait nécessaire de construire les courbes des maladies du cœur, des artères et du premier âge suivant les revisions de 1920 s'il fallait comparer avec les années après 1926. D'autre part, on n'aurait pas là un vrai portrait de la plus récente revision; c'est pourquoi les graphiques sont construits pour les années de 1931 à 1939 d'après la revision de 1929.

Les changements effectués d'après cette revision: (1) maladies des artères coronaires, comprises dans les maladies des artères dans la revision de 1920, sont maintenant comprises dans les maladies du cœur; (2) l'embolie et la thrombose des artères coronaires, non comprises dans les maladies du cœur ou des artères en 1920, sont maintenant comprises dans les maladies du cœur; (3) l'athrepsie était comprise avec "diarrhée et entérite" dans la revision de 1920, mais ces causes de décès sont maintenant comprises avec les maladies de l'enfance.

Dans toute analyse de l'importance relative des causes de décès on doit tenir compte du fait que la population canadienne est une population qui vieillit, c'est-à-dire que la moyenne d'âge augmente d'année en année en fonction de l'influence exercée à la longue par une diminution de la natalité et de la mortalité spécifique et par une immigration très réduite depuis 1913 et dont les effets sur la répartition d'âge de la population sont illustrés par le mouvement de ce qui pourrait s'appeler

la "bosse de l'immigration", ou de cet excédent de population dû à l'immigration intensive d'avant 1913. Ceci dépasse graduellement l'échelle des âges. De plus, grâce aux progrès de l'assainissement et de l'état de santé en général, la moyenne de l'âge auquel survient le décès s'est graduellement élevée. Tous ces facteurs tendent à retarder les causes qui accompagnent d'ordinaire l'avancement en âge.

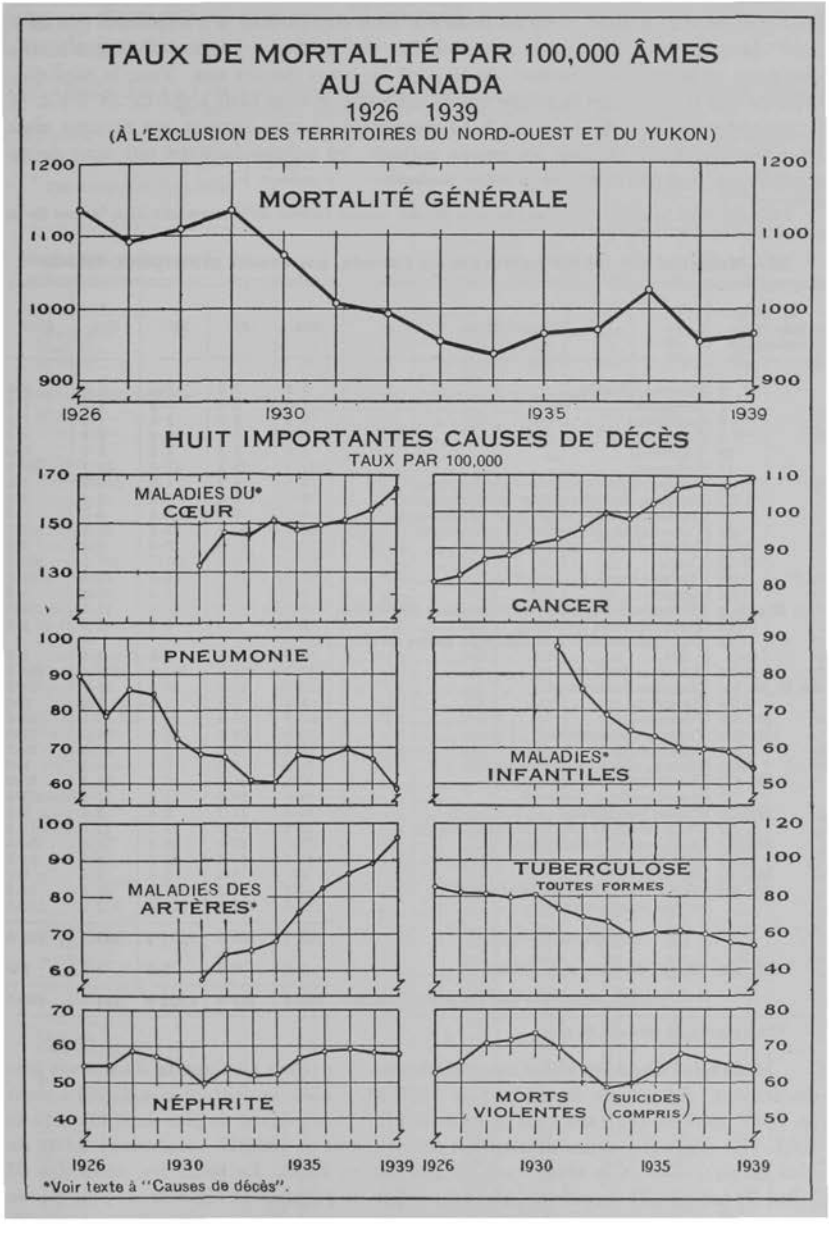
Certains des effets de ce "vieillissement" de la population ressortent à la comparaison des taux bruts et standardisés de la mortalité pour certaines causes particulières de décès en 1921 et 1931, les taux standardisés étant établis de façon à éliminer les effets des changements de la composition en sexe et en âge de la population. Le cancer est un exemple frappant des effets de l'avance en âge. Le taux brut de la mortalité attribuable au cancer était de 75·3 en 1921 et de 95·8 en 1931, soit une augmentation de 27 p.c. Par contre le taux standardisé était de 72·7 en 1921 et de 81·4 en 1931, soit une augmentation de 12 p.c. seulement*. On peut donc dire que la moitié environ de l'augmentation de la mortalité due au cancer de 1921 à 1931 est attribuable à l'avance en âge de la population. Néanmoins, le cancer fait des progrès d'année en année malgré tous les efforts pour en circonscrire l'expansion. Les maladies du cœur et des artères sont deux autres afflictions importantes qui accompagnent l'avance en âge et qui font des progrès sensibles.

* On doit tenir compte d'une diagnose plus précise comme facteur de changement dans le taux de la mortalité due à ces maladies.

19.—Principales causes de décès au Canada, 1935-39

N° de la liste internationale[1]	Nomenclature	1935	1936	1937	1938	1939
1, 2	Fièvre typhoïde	273	256	330	207	180
7	Rougeole	490	376	837	250	197
8	Scarlatine	242	244	269	202	167
9	Coqueluche	892	594	763	496	541
10	Diphtérie	264	258	369	434	336
11	Influenza	3,392	3,113	5,260	2,362	3,955
16	Poliomyélite et polioencéphalite aiguës	64	97	200	83	56
17	Encéphalite léthargique ou épidémique	54	52	50	45	47
18	Méningite cérébrospinale épidémique	112	103	93	86	84
23	Tuberculose de l'appareil respiratoire	5,466	5,528	5,497	5,057	4,944
24-32	Tuberculose d'autres organes	1,131	1,235	1,172	1,069	1,033
45-53	Cancer	11,156	11,694	11,963	12,038	12,399
59	Diabète sucré	1,459	1,442	1,555	1,545	1,712
71	Anémie	650	646	623	650	699
82 a, b, c	Hémorragie, embolie ou thrombose cérébrales	2,105	1,890	1,683	1,693	1,740
82d	Paralysies non spécifiées	415	358	322	323	320
86	Convulsions chez les enfants de moins de cinq ans	234	200	195	161	171
90-95	Maladies du coeur	16,069	16,424	16,840	17,372	18,562
96, 97, 99, 102	Maladies des artères	8,302	9,112	9,609	9,970	10,884
106	Bronchite	363	342	328	325	311
107-109	Pneumonie	7,411	7,313	7,731	7,432	6,596
119, 120	Diarrhée et entérite	2,767	2,378	4,216	2,590	2,375
121	Appendicite	1,491	1,428	1,410	1,297	1,208
122	Hernie, obstruction intestinale	1,121	1,050	1,074	1,065	1,016
130-132	Néphrite	6,176	6,402	6,530	6,492	6,538
137	Maladies de la prostate	1,089	1,157	1,255	1,297	1,298
140-150	Causes puerpérales	1,093	1,233	1,071	968	967
157	Vices de conformation congénitaux	1,423	1,439	1,474	1,445	1,530
158-161	Maladies du premier âge	6,880	6,605	6,644	6,598	6,174
162	Sénilité	1,932	1,691	1,741	1,764	1,614
163-171	Suicides	905	928	978	948	978
173-198	Morts violentes (suicide excepté)	5,993	6,535	6,380	6,258	6,195
	Autres causes spécifiées	13,391	14,216	14,589	13,683	13,528
	Totaux, causes spécifiées	104,805	106,339	113,051	106,205	108,355
199, 200	Causes de décès mal définies	762	711	773	612	596
	Totaux	**105,567**	**107,050**	**113,824**	**106,817**	**108,951**

[1] Les numéros figurant dans cette colonne sont ceux de la nomenclature internationale des causes de décès, revisée en 1929 par la Commission Internationale chargée de la confection des nomenclatures nosologiques et de la classification des causes de décès. Les nomenclatures, soit telles quelles, soit en forme intermédiaire ou abrégée, sont acceptées par la presque totalité des pays civilisés.


TAUX DE MORTALITÉ PAR 100,000 ÂMES
AU CANADA
1926 1939
(À L'EXCLUSION DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST ET DU YUKON)
MORTALITÉ GÉNÉRALE
1200
1100
1000
900
1926
1930
1935
1939
HUIT IMPORTANTES CAUSES DE DÉCÈS
TAUX PAR 100,000
MALADIES DU* CŒUR
CANCER
PNEUMONIE
MALADIES* INFANTILES
MALADIES DES ARTÈRES*
TUBERCULOSE TOUTES FORMES
NÉPHRITE
MORTS VIOLENTES (SUICIDES COMPRIS)
*Voir texte à "Causes de décès".

Le taux brut de la mortalité imputable aux maladies du cœur a augmenté de 25·5 p.c. de 1921 à 1931, mais ici encore le taux standardisé n'a augmenté que de 9 p.c.* Le taux brut imputable aux maladies des artères a augmenté de pas moins de 71 p.c. et le taux standardisé, de 50 p.c.* au cours des dix ans. Pour la néphrite, maladie qui tombe dans la même classe générale, le taux brut a été de 28·5 p.c. et le taux standardisé, de 12·5 p.c.* La pneumonie exerce surtout ses ravages chez les personnes âgées et chez les jeunes enfants; les mêmes facteurs ont sans doute modifié les données relatives à cette maladie.

* On doit tenir compte d'une diagnose plus précise comme facteur de changement dans le taux de la mortalité due à ces maladies.

20.—Mortalité par 100,000 habitants au Canada, par causes principales, 1935-39

N° de la liste internationale[1]	Nomenclature	1935	1936	1937	1938	1939
1, 2	Fièvre typhoïde	2·5	2·3	3·0	1·8	1·6
7	Rougeole	4·5	3·4	7·5	2·2	1·7
8	Scarlatine	2·2	2·2	2·4	1·8	1·5
9	Coqueluche	8·2	5·4	6·9	4·4	4·8
10	Diphtérie	2·4	2·3	3·3	3·9	3·0
11	Influenza	31·1	28·3	47·4	21·1	35·0
16	Poliomyélite et polioencéphalite aiguës	0·6	0·9	1·8	0·7	0·5
17	Encéphalite léthargique ou épidémique	0·5	0·5	0·5	0·4	0·4
18	Méningite cérébrospinale ou épidémique	1·0	0·9	0·8	0·8	0·7
23	Tuberculose de l'appareil respiratoire	50·1	50·2	49·5	45·2	43·7
24-32	Tuberculose d'autres organes	10·4	11·2	10·6	9·5	9·1
45-53	Cancer	102·2	106·2	107·7	107·5	109·7
59	Diabète sucré	13·4	13·1	14·0	13·8	15·1
71	Anémie	6·0	5·9	5·6	5·8	6·2
82 a, b, c	Hémorragie, embolie ou thrombose cérébrales	19·3	17·2	15·2	15·1	15·4
82d	Paralysies non spécifiées	3·8	3·3	2·9	2·9	2·8
86	Convulsions chez les enfants de moins de cinq ans	2·1	1·8	1·8	1·4	1·5
90-95	Maladies du coeur	147·1	149·1	151·6	155·2	164·3
96,97, 99, 102	Maladies des artères	76·0	82·7	86·5	89·1	96·3
106	Bronchite	3·3	3·1	3·0	2·9	2·8
107-109	Pneumonie	67·9	66·4	69·6	66·4	58·4
119, 120	Diarrhée et entérite	25·3	21·6	38·0	23·1	21·0
121	Appendicite	13·7	13·0	12·7	11·6	10·7
122	Hernie, obstruction intestinale	10·3	9·5	9·7	9·5	9·0
130-132	Néphrite	56·6	58·1	58·8	58·0	57·9
137	Maladies de la prostate	10·0	10·5	11·3	11·6	11·5
140-150	Causes puerpérales	10·0	11·2	9·6	8·6	8·6
157	Vices de conformation congénitaux	13·0	13·1	13·3	12·9	13·5
158-161	Maladies du premier âge	63·0	60·0	59·8	58·9	54·6
162	Sénilité	17·7	15·4	15·7	15·8	14·3
163-171	Suicides	8·3	8·4	8·8	8·5	8·7
173-198	Morts violentes (suicide excepté)	54·9	59·3	57·4	55·9	54·8
	Autres causes spécifiées	122·6	129·1	131·4	122·2	119·7
	Totaux, causes spécifiées	959·7	965·5	1,017·9	948·7	958·8
199, 200	Causes de décès mal définies	7·0	6·5	7·0	5·5	5·3
	Totaux, mortalité par 100,000 habitants	**966·6**	**971·9**	**1,024·9**	**954·1**	**964·1**

[1] Voir renvoi du tableau **19**, p. 92.

Mortalité dans les villes canadiennes.—Les décès au Canada diminuent graduellement durant de la période de 1931-34, mais augmentent considérablement en 1935, 1936 et 1937 alors qu'ils sont de 113,824, excédant de plus de 9,000 ceux de 1931. En 1938 il y a une diminution remarquable à 106,817—seulement 2,300 de plus qu'en 1931—et le chiffre est de 108,951 en 1939. Le total des décès des 67 villes du tableau **21** représente une proportion de population légèrement plus élevée que pour la période quinquennale de 1931-35 comparativement à celle de 1926-30. En 1932, qui marque le creux de la dépression économique, la mortalité augmente dans ces villes contrairement à la tendance générale de tout le Canada; les autres années, cependant, c'est la tendance générale qui domine.

Décès selon le lieu de domicile.—La Branche des Statistiques Vitales du Bureau Fédéral de la Statistique a publié un rapport montrant les décès selon le lieu de domicile (voir p. 72).

21.—Décès dans les cités et villes de 10,000 âmes ou plus, par lieu de domicile, 1935-39, et moyennes, par lieu de survenance, 1926-30 et 1931-35

Province et cité ou ville	Pop., recensement, 1931	Moyennes		1935	1936	1937	1938	1939
		1926-30	1931-35					
Ile du Prince-Edouard—								
Charlottetown	12,361	264	262	170	168	193	179	218
Nouvelle-Ecosse—								
Glace Bay	20,706	294	258	239	242	227	217	261
Halifax	59,275	884	898	747	705	731	694	728
Sydney	23,089	241	213	220	175	173	146	174
Nouveau-Brunswick—								
Moncton	20,689	252	245	196	192	217	223	220
Saint John	47,514	712	667	558	618	645	601	630
Québec—								
Chicoutimi	11,877	228	224	164	182	184	180	193
Granby	10,587	115	115	138	156	113	132	130
Hull	29,433	354	360	362	293	343	297	332
Joliette	10,765	173	172	125	127	142	141	150
Lachine	18,630	214	186	180	167	179	194	202
Lévis	11,724	223	219	116	123	133	130	154
Montréal	818,577	11,260	9,808	9,297	9,042	9,813	9,206	9,251
Outremont	28,641	105	161	253	251	302	256	262
Québec	130,594	2,269	1,991	1,770	1,831	2,093	1,948	1,962
St-Hyacinthe	13,448	288	293	221	242	283	278	242
St-Jean	11,256	120	125	111	132	141	117	123
Shawinigan Falls	15,345	199	157	163	158	171	142	164
Sherbrooke	28,933	450	443	347	347	340	322	326
Sorel	10,320	167	141	173	139	131	127	160
Thetford Mines	10,701	157	139	147	134	182	153	168
Trois-Rivières	35,450	556	610	567	585	643	509	500
Valleyfield	11,411	180	154	156	166	167	163	124
Verdun	60.745	398	460	476	481	508	459	509
Westmount	24,235	143	249	247	266	226	254	250
Ontario—								
Belleville	13,790	230	227	154	185	169	157	184
Brantford	30,107	382	362	322	376	374	385	400
Chatham	14,569	300	303	225	222	206	205	195
Cornwall	11,126	238	234	162	182	194	157	179
Fort William	26,277	215	203	193	190	209	169	199
Galt	14,006	172	187	167	144	150	174	170
Guelph	21,075	235	234	244	236	239	240	245
Hamilton	155,547	1,473	1,491	1,512	1,592	1,563	1,481	1,511
Kingston	23,439	476	476	361	346	324	372	353
Kitchener	30,793	303	347	298	300	311	276	306
London	71,148	1,089	1,020	813	873	851	861	903
Niagara Falls	19,046	215	200	169	179	184	224	199
North Bay	15,528	149	155	147	160	155	133	104
Oshawa	23,439	216	186	175	224	227	181	200
Ottawa	126,872	1,664	1,715	1,608	1,558	1,624	1,487	1,591
Owen Sound	12,839	163	181	157	161	164	170	173
Peterborough	22,327	308	324	274	317	301	304	280
Port Arthur	19,818	224	197	161	188	183	199	202
St. Catharines	24,753	317	283	273	264	253	288	270
St. Thomas	15,430	226	227	219	222	226	179	215
Sarnia	18,191	222	224	189	229	204	213	178
Sault-Ste-Marie	23,082	218	214	221	224	230	198	228
Stratford	17,742	200	199	202	185	188	211	204
Sudbury	18,518	215	235	189	254	262	240	236
Timmins	14,200	146	171	165	182	216	194	208
Toronto	631,207	6,735	6,546	6,276	6,607	6,540	6,417	6,534
Welland	10,709	162	138	111	93	115	101	100
Windsor[1]	98,179	965	838	787	799	861	770	789
Woodstock	11,395	173	177	138	152	149	137	154

[1] Comprend Windsor-Est, Sandwich et Walkerville.

21.—Décès dans les cités et villes de 10,000 âmes ou plus, par lieu de domicile, 1935-39, et moyennes, par lieu de survenance, 1926-30 et 1931-35—fin

Province et cité ou ville	Pop., recensement, 1931	Moyennes		1935	1936	1937	1938	1939
		1926-30	1931-35					
Manitoba—								
Brandon	16,461[1]	244	225	128	145	124	147	164
St-Boniface	16,275[1]	482	417	156	192	164	189	138
Winnipeg	215,814[1]	1,757	1,712	1,690	1,827	1,764	1,720	1,848
Saskatchewan—								
Moose Jaw	19,805[1]	226	196	136	138	184	152	146
Prince Albert	11,049[1]	153	175	98	110	100	85	91
Regina	53,354[1]	481	468	338	365	386	361	384
Saskatoon	41,734[1]	485	450	255	284	313	284	296
Alberta—								
Calgary	83,407[1]	756	730	691	751	692	716	710
Edmonton	85,774[1]	862	884	656	714	686	722	638
Lethbridge	13,523[1]	185	193	97	118	116	114	117
Colombie Britannique—								
New Westminster	17,524	273	287	188	189	197	176	179
Vancouver	246,593	2,175	2,303	2,411	2,581	2,687	2,629	2,644
Victoria	39,082	552	561	470	521	521	550	540

[1] Recensement de 1936.

Mortalité brute en différents pays.—Les Pays-Bas, l'Union Sud-Africaine (blancs), l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande sont les pays dont le taux de décès est au-dessous de 10·0 par 1,000 âmes. La mortalité peu élevée dans les Provinces des Prairies est due en partie à une distribution favorable d'âge.

22.—Mortalité brute dans divers pays et dans les provinces du Canada ces dernières années

Pays ou province	Année	Mortalité brute	Pays ou province	Année	Mortalité brute
Pays-Bas	1937	8·8	Ecosse	1938	12·6
Union Sud-Africaine (blancs)	1938	9·5	Belgique	1937	13·2
Australie	1938	9·6	Tchécoslovaquie	1937	13·3
Canada	**1939**	**9·6**	Autriche	1937	13·4
Saskatchewan	1939	6·4	Bulgarie	1937	13·5
Alberta	1939	7·3	Lettonie	1938	13·5
Manitoba	1939	8·5	Irlande du Nord	1939	13·5
Colombie Britannique	1939	9·7	Lithuanie	1939	13·6
Ontario	1939	10·0	Italie	1938	14·0
Québec	1939	10·4	Pologne	1937	14·0
Nouveau-Brunswick	1939	11·3	Hongrie	1937	14·2
Nouvelle-Ecosse	1939	11·4	Irlande (Eire)	1939	14·2
Ile du Prince-Edouard	1939	11·9	Estonie	1937	14·7
Nouvelle-Zélande	1938	9·7	Palestine	1938	15·0
Norvège	1938	10·0	Grèce	1937	15·2
Danemark	1938	10·3	Jamaïque	1937	15·3
Uruguay	1937	10·4	Espagne	1935	15·3
Etats-Unis (terr. d'enre.)	1939	10·6	France	1938	15·4
Islande	1937	11·2	Japon	1937	17·0
Suède	1938	11·5	Costa Rica	1937	18·2
Angleterre et Pays de Galles	1938	11·6	Roumanie	1937	19·3
Allemagne	1937	11·7	Salvador	1936	20·1
Suisse	1939	11·8	Ceylan	1938	21·0
Iles Britanniques	1938	11·9	Inde Britannique	1937	22·4
Terre-Neuve et Labrador	1938	12·1	Straits Settlements	1937	22·5
Finlande	1937	12·3	Chili	1938	24·5
Panama	1937	12·4	Egypte	1937	27·2

Sous-section 2.—Mortalité infantile

En ces dernières années la science médicale a consacré une grande partie de ses efforts à la lutte contre la mortalité infantile et il est reconnu que ce travail a été couronné de succès. Au Canada, les autorités sanitaires, tant fédérales que provinciales ou minicipales, ont lutté énergiquement pour réduire la mortalité infantile et, en l'absence d'épidémies, les statistiques accusent chaque année une amélioration. Dans les dix-huit années depuis l'institution des statistiques vitales, nous avons la preuve d'un déclin très considérable de la mortalité infantile. Les chiffres de 1939 accusent le taux le plus faible depuis l'établissement du système, à savoir 61 par 1,000 naissances vivantes. En 1921 le taux de mortalité infantile au Canada (pour le Québec on s'est servi des chiffres fournis par la province) était de 102 par 1,000 naissances vivantes. Le tableau **23** donne les chiffres pour tout le Canada depuis 1932 jusqu'à 1939 et les moyennes pour les quinquennats de 1921–25, 1926–30 et 1931–35. En 1939, l'Ile du Prince-Edouard et le Nouveau-Brunswick accusent les taux le plus élevés, soit 79, tandis que le Québec suit avec 78. Une analyse des taux du Québec y indique un progrès continu depuis les douze années que la province est incorporée au territoire d'enregistrement; les chiffres de 1938 montrent une diminution de plus de 1,000 sur 1937 et ceux de 1939, une autre diminution de 276 comparativement à 1938. On peut dire que plus de 9,000 bébés, qui en 1926 auraient été fauchés par la mort, ont été sauvés au Canada en 1939.

23.—Décès d'enfants et proportion par 1,000 naissances vivantes, par province, en 1932-39 et moyennes en 1921-25, 1926-30 et 1931-35

Année	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Canada[1]
	DÉCÈS D'ENFANTS									
Moyennes, 1921-25	151	1,139	1,165	[2]	5,916	1,394	1,789	1,327	621	[2]
Moyennes, 1926-30	122	934	1,039	10,518	5,091	1,031	1,559	1,195	571	22,060
Moyennes, 1931-35	131	840	857	7,756	3,962	835	1,261	998	464	17,104
1932	132	849	774	7,744	4,133	836	1,321	997	477	17,263
1933	118	791	821	7,270	3,804	844	1,231	966	439	16,284
1934	130	807	878	7,388	3,523	734	1,093	891	426	15,870
1935	145	838	866	6,939	3,515	837	1,194	936	460	15,730
1936	137	781	806	6,220	3,416	779	1,030	940	465	14,574
1937	152	812	1,072	7,580	3,382	826	1,245	994	630	16,693
1938	114	754	859	6,486	3,245	750	941	812	556	14,517
1939	168	761	893	6,210	2,979	752	930	763	483	13,939
	MORTALITÉ INFANTILE PAR 1,000 NAISSANCES VIVANTES									
Moyennes, 1921-25	77	94	105	[2]	83	84	83	86	61	[2]
Moyennes, 1926-30	71	85	101	127	74	72	73	75	55	93
Moyennes, 1931-35	67	73	82	98	61	61	62	60	46	75
1932	65	73	72	94	62	59	63	59	47	73
1933	61	71	82	95	60	63	61	60	46	73
1934	67	71	86	97	57	55	55	55	43	72
1935	72	72	83	92	56	63	61	58	46	71
1936	69	66	77	83	55	61	54	60	44	66
1937	73	70	101	100	55	64	67	63	56	76
1938	58	62	75	83	49	56	52	51	45	63
1939	79	64	79	78	46	55	51	46	39	61

[1] Moins les Territoires. [2] Antérieurement à 1926 le Québec ne faisait pas partie du territoire d'enregistrement.

Mortalité infantile par causes.—De 1926 à 1939, comme le montre le tableau **24**, 21 principales causes de décès ont contribué de 90 à 92 p.c. de la mortalité infantile au Canada. Il est à remarquer que quatre causes dont la source remonte à la naissance même, c'est-à-dire naissance prématurée, conséquence de l'accouchement, débilité congénitale et vices de conformation congénitaux, sont responsables de plus de 45 p.c. des décès d'enfants de 1939. En 1926 ce pourcentage était de 41·4 et en 1930, de 42·3; et, comme le total des décès d'enfants a diminué de près de 40 p.c.

de 1926 à 1939, il est évident que les méthodes de soins post-nataux des enfants ont fait des progrès. En 1938 et 1939, 50·1 et 50·5 p.c. respectivement de tous les nouveau-nés décédés étaient âgés de moins d'un mois et 37·4 et 37·3 p.c. respectivement étaient âgés de moins d'une semaine, comme l'indique le tableau **25.**

24.—Mortalité infantile au Canada, par principales causes, 1926, 1938-39

NOTA.—Les chiffres de l'ancien territoire d'enregistrement, les années 1921-25, paraissent aux pp. 188-189 de l'Annuaire de 1927-28. Les chiffres de tout le Canada à partir de 1926 paraissent aux tableaux correspondants des Annuaires antérieurs à partir de l'édition de 1932.

N° de la liste internationale	Cause de décès	Année	Nombre			Taux par 100,000 naissances vivantes			Répartition proportionnelle parmi les causes de décès
			Sexe masculin	Sexe féminin	Total	Sexe masculin	Sexe féminin	Total	
7	Rougeole	1926	141	122	263	118	108	113	1·1
		1938	53	38	91	45	34	40	0·6
		1939	30	39	69	26	35	30	0·5
8	Scarlatine	1926	13	12	25	11	11	11	0·1
		1938	8	5	13	7	4	6	0·1
		1939	6	8	14	5	7	6	0·1
9	Coqueluche	1926	358	415	773	299	368	332	3·3
		1938	154	180	334	131	161	146	2·3
		1939	200	182	382	170	163	166	2·7
10	Diphtérie	1926	24	23	47	20	20	20	0·2
		1938	15	5	20	13	4	9	0·1
		1939	11	20	31	9	18	14	0·2
11	Influenza[1]	1926	576	374	950	481	331	408	4·0
		1938	298	221	519	253	198	226	3·6
		1939	442	307	749	376	274	326	5·4
15	Erysipèle	1926	51	50	101	43	44	43	0·4
		1938	8	9	17	7	8	7	0·1
		1939	6	9	15	5	8	7	0·1
16	Poliomyélite et polio-encéphalite aiguës	1926	6	3	9	5	3	4	0·3
		1938	2	2	4	2	2	2	[2]
		1939	4	2	6	3	2	3	[2]
18	Méningite cérébrospinale épidémique	1926	33	24	57	28	21	24	0·2
		1938	12	9	21	10	8	9	0·1
		1939	9	10	19	8	9	8	0·1
23-32	Tuberculose[1]	1926	131	102	233	109	90	100	1·0
		1938	85	59	144	72	53	63	1·0
		1939	52	56	108	44	50	47	0·8
34	Syphilis	1926	68	60	128	57	53	55	0·5
		1938	54	49	103	46	44	45	0·7
		1939	60	26	86	51	23	37	0·6
86	Convulsions	1926	263	177	440	219	157	189	1·9
		1938	82	58	140	70	52	61	1·0
		1939	80	58	138	68	52	60	1·0
106	Bronchite	1926	90	60	150	75	53	64	0·6
		1938	40	27	67	34	24	29	0·5
		1939	36	14	50	31	13	22	0·4
107-109	Pneumonie	1926	1,410	1,077	2,487	1,176	954	1,069	10·5
		1938	1,078	765	1,843	915	686	803	12·7
		1939	1,024	729	1,753	871	652	764	12·6
116-118	Maladies de l'estomac	1926	156	126	282	130	112	121	1·2
		1938	37	41	78	31	37	34	0·5
		1939	36	37	73	31	33	32	0·5
119	Diarrhée et entérite[1]	1926	2,451	1,867	4,318	2,045	1,654	1,855	18·2
		1938	1,009	742	1,751	856	665	763	12·1
		1939	948	642	1,590	806	574	693	11·4
122	Hernie, obstruction intestinale	1926	68	39	107	57	35	46	0·5
		1938	44	21	65	37	19	28	0·4
		1939	40	19	59	34	17	26	0·4
157	Vices de conformation congénitaux	1926	777	635	1,412	648	563	607	6·0
		1938	679	619	1,298	576	555	566	8·9
		1939	742	583	1,325	631	521	577	9·5
158	Débilité congénitale	1926	1,353	1,000	2,353	1,129	886	1,011	9·9
		1938	659	484	1,143	559	434	498	7·9
		1939	641	483	1,124	545	432	490	8·1
159	Naissance prématurée	1926	2,936	2,147	5,083	2,449	1,902	2,184	21·5
		1938	1,895	1,405	3,300	1,608	1,259	1,438	22·7
		1939	1,680	1,322	3,002	1,429	1,182	1,308	21·5

[1] Pour ces causes, la comparabilité entre les chiffres de 1926 et ceux des années 1937 et 1938 n'est pas exacte en raison des changements dans la classification. [2] Moins d'un dixième d'un pour cent.

24.—Mortalité infantile au Canada, par principales causes de décès, 1926, 1938-39—fin

N° de la liste internationale	Cause de décès	Année	Nombre			Taux par 100,000 naissances vivantes			Répartition proportionnelle parmi les causes de décès
			Sexe masculin	Sexe féminin	Total	Sexe masculin	Sexe féminin	Total	
160	Conséquence de l'accouchement	1926	563	386	949	470	342	408	4·0
		1938	626	373	999	531	334	435	6·9
161	Autres maladies spéciales au premier âge[1]	1939	575	357	932	489	319	406	6·7
		1926	885	622	1,507	738	551	647	6·4
		1938	675	481	1,156	573	431	504	8·0
		1939	659	457	1,116	560	408	486	8·0
	Autres causes spécifiées[1]	1926	1,081	779	1,860	902	690	799	7·9
		1938	714	546	1,260	606	489	549	8·7
		1939	658	471	1,129	560	421	492	8·1
199,200	Causes mal définies	1926	103	55	158	86	49	68	0·7
		1938	84	67	151	71	60	66	1·0
		1939	100	69	169	85	62	74	1·2
	Toutes causes	**1926**	**13,537**	**10,155**	**23,692**	**11,294**	**8,996**	**10,179**	**100·0**
		1938	**8,311**	**6,206**	**14,517**	**7,051**	**5,562**	**6,327**	**100·0**
		1939	**8,039**	**5,900**	**13,939**	**6,836**	**5,274**	**6,074**	**100·0**

[1] Pour ces causes, la comparabilité entre les chiffres de 1926 et ceux des années 1937 et 1938 n'est pas exacte en raison des changements dans la classification. [2] Moins d'un dixième d'un pour cent.

25.—Proportion de décès d'enfants de moins d'un an, à chaque période d'âge, par 1,000 décès, 1938-39

Age au décès	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Canada[1]
1938										
Moins d'un mois	421	481	501	458	582	492	514	523	525	501
Moins d'un jour	*96*	*150*	*143*	*154*	*256*	*187*	*171*	*197*	*218*	*183*
1 jour et moins d'une semaine	*219*	*208*	*206*	*170*	*216*	*179*	*210*	*195*	*210*	*191*
1 sem. et moins de 2 sem	*44*	*44*	*72*	*57*	*45*	*55*	*74*	*60*	*50*	*55*
2 sem. et moins de 3 sem	*18*	*41*	*30*	*39*	*59*	*43*	*30*	*43*	*16*	*37*
3 sem. et moins de 1 mois	*44*	*38*	*49*	*38*	*25*	*29*	*29*	*38*	*31*	*34*
1 mois et moins de 2 mois	132	107	102	99	74	108	85	91	77	93
2 mois et moins de 3 mois	114	95	81	95	68	85	85	59	74	84
3 mois et moins de 4 mois	79	76	72	59	56	63	57	68	59	61
4 mois et moins de 5 mois	44	61	51	53	38	64	54	58	38	50
5 mois et moins de 6 mois	61	38	34	42	38	51	60	22	32	41
6 mois et moins de 7 mois	44	33	37	42	31	35	36	36	41	38
7 mois et moins de 8 mois	53	23	31	38	22	29	34	38	41	33
8 mois et moins de 9 mois	9	23	20	34	29	24	23	32	27	30
9 mois et moins de 10 mois	26	27	17	30	24	17	21	31	32	27
10 mois et moins de 11 mois	9	17	28	26	18	17	16	23	25	23
11 mois et moins d'un an	9	19	24	24	20	15	14	18	27	21
Totaux, 1938	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**
1939										
Moins d'un mois	494	457	466	465	597	520	522	498	565	505
Moins d'un jour	*107*	*143*	*158*	*151*	*250*	*222*	*187*	*202*	*203*	*181*
1 jour et moins d'une sem	*288*	*194*	*187*	*174*	*226*	*188*	*196*	*161*	*253*	*192*
1 sem. et moins de 2 sem	*42*	*42*	*53*	*65*	*55*	*51*	*66*	*64*	*56*	*59*
2 sem. et moins de 3 sem	*56*	*39*	*41*	*38*	*36*	*28*	*33*	*33*	*33*	*36*
3 sem. et moins de 1 mois	*42*	*38*	*47*	*36*	*31*	*32*	*40*	*38*	*21*	*36*
1 mois et moins de 2 mois	77	106	102	107	85	90	94	104	58	98
2 mois et moins de 3 mois	101	106	80	92	61	70	78	87	66	82
3 mois et moins de 4 mois	71	91	90	71	50	60	63	60	56	67
4 mois et moins de 5 mois	54	51	57	48	44	72	49	54	54	50
5 mois et moins de 6 mois	30	46	45	43	36	32	29	46	46	40
6 mois et moins de 7 mois	30	22	43	42	31	35	43	37	25	37
7 mois et moins de 8 mois	54	37	32	32	27	27	35	24	27	31
8 mois et moins de 9 mois	12	25	27	33	25	27	23	26	33	29
9 mois et moins de 10 mois	30	22	19	31	17	21	32	25	29	26
10 mois et moins de 11 mois	24	16	28	20	14	23	11	20	27	19
11 mois et moins d'un an	24	20	12	16	15	24	20	21	14	17
Totaux, 1939	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**

[1] Moins les Territoires.

Mortalité infantile dans les cités et villes du Canada.—Dans l'interprétation des statistiques du tableau **26,** il faut se rendre compte qu'un taux très faible une année quelconque n'a guère de signification puisque, d'une année à l'autre, des fluctuations prononcées se produisent généralement. En outre, comme les hôpitaux de maternité de plusieurs centres urbains acceptent des patientes des régions avoisinantes, les taux basés sur l'endroit où les décès surviennent sont souvent assez différents de ceux qui sont basés sur le lieu de domicile. Il se trouve un exemple de ceci dans le cas de Westmount où le nombre de décès d'enfants de moins d'un an, par endroit de survenance, en 1939, est de 25 comparativement à 8 par lieu de domicile. Vancouver a un record splendide parmi les grandes villes les trois années à l'étude. Sorel, Trois-Rivières, Québec et Hull ont tous des taux de plus de 100 en 1938 et la plupart de ces villes conservent des taux élevés la période de trois ans. Outre Vancouver, dont il a déjà été fait mention, Montréal accuse, parmi les grandes villes, une amélioration graduelle pour cette période et Winnipeg et Toronto ont des taux très bas et de bons records.

26—Décès et mortalité des enfants de moins d'un an (à l'exclusion des mort-nés) dans les cités et villes de 10,000 âmes et plus, d'après le lieu de domicile, 1937-39, avec moyennes, d'après le lieu de survenance, 1926-30 et 1931-35

Cité ou ville	Décès d'enfants					Taux par 1,000 naissances vivantes				
	Moyenne, 1926-30	Moyenne, 1931-35	1937	1938	1939	Moyenne, 1926-30	Moyenne, 1931-35	1937	1938	1939
Belleville, Ont.	27	20	10	10	16	72	53	46	38	63
Brandon, Man.	26	18	5	13	10	67	59	26	71	48
Brantford, Ont.	52	34	23	25	29	76	54	44	50	57
Calgary, Alta.	113	74	44	39	41	62	44	36	32	33
Charlottetown, I.P.-E.	30	26	28	14	29	105	72	109	51	98
Chatham, Ont.	38	33	15	22	15	78	68	50	64	45
Chicoutimi, Qué.	72	57	48	45	44	129	112	95	83	85
Cornwall, Ont.	48	38	38	21	26	102	79	89	50	60
Edmonton, Alta.	140	109	72	64	56	66	49	46	39	34
Fort William, Ont.	46	32	15	17	16	73	57	36	39	36
Galt, Ont.	16	15	3	13	7	57	51	13	52	32
Glace Bay, N.-E.	85	69	83	58	70	127	98	129	78	95
Granby, Qué.	29	28	17	22	25	96	79	54	67	73
Guelph, Ont.	23	20	15	12	22	59	57	41	29	59
Halifax, N.-E.	127	119	91	85	74	87	73	70	66	58
Hamilton, Ont.	200	167	91	94	75	66	56	38	37	31
Hull, Qué.	132	102	96	78	90	132	117	118	97	108
Joliette, Qué.	52	35	28	24	25	149	106	102	85	84
Kingston, Ont.	59	38	21	31	31	99	58	45	64	62
Kitchener, Ont.	43	35	25	29	19	58	47	44	50	34
Lachine, Qué.	49	29	24	16	20	111	73	66	41	64
Lethbridge, Alta.	33	34	14	17	4	76	64	58	76	16
Lévis, Qué.	37	25	22	20	12	120	96	98	95	60
London, Ont.	91	77	37	37	47	66	56	33	31	38
Moncton, N.-B.	40	24	31	23	21	76	49	83	60	50
Montréal, Qué.	2,735	1,862	1,489	1,270	1,179	135	98	87	75	71
Moose Jaw, Sask.	39	24	21	12	8	62	52	63	37	27
New Westminster, C.B.	27	24	13	11	10	51	43	38	28	25
Niagara Falls, Ont.	31	21	10	14	13	66	50	32	40	42
North Bay, Ont.	35	23	20	18	10	85	59	67	54	30
Oshawa, Ont.	53	29	29	26	15	83	55	59	52	33
Ottawa, Ont.	327	257	202	149	129	110	87	84	60	54
Outremont, Qué.	8	5	6	3	5	65	53	34	15	24
Owen Sound, Ont.	15	16	10	11	12	46	50	40	42	47
Peterborough, Ont.	39	35	20	22	26	67	61	41	42	52
Port Arthur, Ont.	45	24	17	26	27	83	47	46	60	71
Prince Albert, Sask.	34	27	14	15	13	102	68	57	65	55
Québec, Qué.	727	538	530	450	415	166	130	139	121	108
Regina, Sask.	92	61	48	37	44	67	48	51	40	46
St-Boniface, Man.	59	46	11	7	8	70	43	41	25	28
St. Catharines, Ont.	40	27	9	17	17	67	46	22	39	33
St-Hyacinthe, Qué.	55	42	36	28	27	166	119	93	74	75
St-Jean, Qué.	26	19	14	17	15	79	64	52	62	53
St. Thomas, Ont.	20	16	7	15	4	60	54	39	63	16
Saint John, N.-B.	113	91	66	60	49	99	76	69	65	50
Sarnia, Ont.	32	22	16	15	13	74	53	52	41	38
Saskatoon, Sask.	86	48	26	23	10	81	50	47	43	19
Sault-Ste-Marie, Ont.	42	25	29	27	24	69	44	70	52	48
Shawinigan Falls, Qué.	103	53	47	37	34	157	93	98	72	64
Sherbrooke, Qué.	77	61	44	47	39	97	81	67	68	55

26.—Décès et mortalité des enfants de moins d'un an (à l'exclusion des mort-nés) dans les cités et villes de 10,000 âmes et plus, d'après le lieu de domicile, 1937-39, avec moyennes, d'après le lieu de survenance, 1926-30 et 1931-35—fin

Cité ou ville	Décès d'enfants					Taux par 1,000 naissances vivantes				
	Moyenne, 1926-30	Moyenne, 1931-35	1937	1938	1939	Moyenne, 1926-30	Moyenne, 1931-35	1937	1938	1939
Sorel, Qué	56	36	29	33	38	187	136	123	136	160
Stratford, Ont	21	19	15	14	12	55	56	64	56	54
Sudbury, Ont	54	66	58	54	60	108	83	63	50	54
Sydney, N.-E.	40	26	16	17	10	77	44	29	33	19
Thetford Mines, Qué	52	32	37	27	23	113	91	110	76	70
Trois-Rivières, Qué	228	237	312	199	138	171	200	292	174	118
Timmins, Ont	60	57	67	55	51	123	101	89	65	59
Toronto, Ont	914	673	357	387	322	75	59	42	44	38
Valleyfield, Qué	40	31	17	23	17	126	87	53	76	52
Vancouver, C.B	173	117	107	114	92	46	35	32	32	26
Verdun, Qué	91	68	67	65	53	86	67	59	54	47
Victoria, C.B	33	23	17	17	19	46	33	44	39	43
Welland, Ont	20	19	9	10	10	69	66	45	48	49
Westmount, Qué	11	33	8	7	8	102	105	62	47	66
Windsor, Ont.[1]	203	106	86	64	58	73	52	47	33	33
Winnipeg, Man	277	170	120	103	87	61	43	43	37	31
Woodstock, Ont	14	12	12	10	10	58	51	63	52	56

[1] Comprend Windsor-Est, Sandwich et Walkerville.

Mortalité infantile en différents pays.—Le taux de mortalité infantile le plus bas est actuellement celui de la Nouvelle-Zélande, où en 1938 il est de 36 par 1,000 naissances vivantes comparativement à 68 en 1905. L'Australie, les Pays-Bas, la Suède et la Norvège avec des taux de 38, 38, 41 et 42 respectivement, la dernière année sur laquelle les chiffres sont établis, sont les suivants (sans compter l'Islande).

Pour montrer les progrès de ces dernières années il suffit de rappeler que la mortalité infantile en Angleterre et au Pays de Galles a été réduite de 128 par 1,000 naissances vivantes en 1905 à 53 en 1938, tandis que celle de l'Allemagne a décliné de 196 en 1904 à 64 en 1937. Aux Pays-Bas, le taux a baissé de 131 par 1,000 naissances vivantes en 1905 à 38 en 1937.

27.—Mortalité infantile par 1,000 naissances vivantes en différents pays et dans les provinces du Canada ces dernières années

Pays ou province	Année	Mortalité infantile	Pays ou province	Année	Mortalité infantile
Islande	1937	32	Ecosse	1938	70
Nouvelle-Zélande	1938	36	Irlande du Nord	1939	70
Australie	1938	38	Belgique	1937	83
Pays-Bas	1937	38	Autriche	1937	90
Suède	1938	41	Estonie	1937	91
Norvège	1937	42	Uruguay	1936	92
Suisse	1939	43	Terre-Neuve et Labrador	1938	93
Etats-Unis (territ. d'enreg.)	1939	48	Panama	1934	95
Union Sud-Africaine (blancs)	1938	52	Italie	1938	106
Angleterre et Pays de Galles	1938	53	Japon	1937	106
Iles Britanniques	1938	56	Espagne	1935	109
Danemark	1938	59	Palestine	1938	112
Canada	**1939**	**61**	Jamaïque	1937	119
Colombie Britannique	1939	39	Salvador	1936	120
Alberta	1939	46	Tchécoslovaquie	1937	122
Ontario	1939	46	Grèce	1937	122
Saskatchewan	1939	46	Lithuanie	1939	122
Manitoba	1939	55	Hongrie	1937	134
Nouvelle-Ecosse	1939	64	Pologne	1937	136
Québec	1939	78	Costa Rica	1937	142
Nouveau-Brunswick	1939	79	Bulgarie	1937	150
Ile du Prince-Edouard	1939	79	Straits Settlements	1937	156
Allemagne	1937	64	Ceylan	1938	161
France	1938	65	Inde Britannique	1937	162
Irlande (Eire)	1939	65	Egypte	1937	165
Lettonie	1938	68	Roumanie	1937	178
Finlande	1937	69	Chili	1938	236

Mortalité infantile dans certaines villes de l'univers.—L'un des plus grands triomphes des temps modernes est d'avoir rendu la vie urbaine de nos jours sinon aussi salubre, du mois pas essentiellement plus dangereuse à la vie humaine et principalement à la santé des enfants, que la vie dans le pays pris dans son ensemble.

Comme exemple, la mortalité infantile à New-York est de 38 par 1,000 naissances vivantes en 1939 comparativement à 57 dans le territoire d'enregistrement des Etats-Unis. En 1937, la mortalité infantile à Berlin est de 61 par 1,000 naissances vivantes comparativement à 65 pour toute l'Allemagne; Paris a un taux de 59 en 1937 contre 65 pour toute la France. Le taux de Londres en 1938 se chiffre à 50 comparativement à 53 pour l'Angleterre et le Pays de Galles.

Au Canada, Montréal a en 1939 une mortalité infantile de 70 par 1,000 naissances vivantes comparativement à 78 pour toute la province de Québec. En 1939, Toronto a une mortalité infantile de 43 par 1,000 naissances vivantes contre 46 pour la province d'Ontario. Winnipeg et Vancouver accusent des taux beaucoup plus bas que ceux de leur province respective. Depuis plusieurs années, la mortalité infantile de Vancouver et de Victoria est parmi les plus faibles de l'univers.

28.—Mortalité infantile par 1,000 naissances vivantes dans certaines villes de l'univers, en 1938

Cité	Pays	Mortalité infantile	Cité	Pays	Mortalité infantile
Oslo	Norvège	25[1]	Sheffield	Angleterre	50
Victoria	Canada	29	Francfort-sur-le-Main	Allemagne	51[2]
Calgary	Canada	30	Copenhague	Danemark	53[1]
Adélaïde	Australie	31	Johannesburg	U.S.-Africaine	56
Amsterdam	Pays-Bas	32[1]	Hambourg	Allemagne	56[1]
Vancouver	Canada	33	Leipzig	Allemagne	56[1]
Chicago	Etats-Unis	34	Moncton	Canada	59
Stockholm	Suède	34[1]	Paris	France	59[1]
Auckland	Nouvelle-Zélande	35	Breslau	Allemagne	60[1]
Windsor	Canada	36	Berlin	Allemagne	61[1]
Hamilton	Canada	37	Birmingham	Angleterre	61
Melbourne	Australie	37[1]	Edimbourg	Ecosse	61
Winnipeg	Canada	37	Ottawa	Canada	61
Saskatoon	Canada	37	Saint John	Canada	62
New-York	Etats-Unis	38	Halifax	Canada	63
Wellington	Nouvelle-Zélande	38	Anvers	Belgique	66[1]
Sydney	Australie	39[1]	Cologne	Allemagne	66[1]
Brisbane	Australie	40[1]	Munich	Allemagne	66[1]
Edmonton	Canada	40	Manchester	Angleterre	69
Regina	Canada	41	Verdun	Canada	69
Perth	Australie	42[1]	Montréal	Canada	73
Capetown	U.S.-Africaine	44	Liverpool	Angleterre	74
Hobart	Tasmanie	45[1]	Cork	Irlande (Eire)	76
London	Canada	45	Glasgow	Ecosse	87
Dresde	Allemagne	48[1]	Brandon	Canada	95
Toronto	Canada	48	Québec	Canada	122
Washington	Etats-Unis	48	Bombay	Inde	161[1]
Londres	Angleterre	50	Madras	Inde Britannique	170[1]

[1] Taux de 1937. [2] Taux de 1936.

Sous-section 3.—Mortalité puerpérale

La mortalité puerpérale, découlant de la grossesse et de l'accouchement, est un sujet étroitement apparenté à la mortalité infantile. Les tableaux **29** et **30** montrent que les décès de cette nature sont à leur plus bas chez les mères de moins de 25 ans.

29.—Mortalité puerpérale au Canada, par groupe d'âge, avec taux par 1,000 naissances vivantes, en 1936-39, et moyennes de 1926-30 et 1931-35

NOTA.—Pour les chiffres comparables de 1926-32 voir page 210 de l'Annuaire de 1934-35 et pour 1933-35, p. 192 de l'Annuaire de 1937.

Groupe d'âge	Année	Naissances vivantes	Mortalité puerpérale		Groupe d'âge	Année	Naissances vivantes	Mortalité puerpérale	
			Décès, nombre	Taux par 1,000 naissances vivantes				Décès, nombre	Taux par 1,000 naissances vivantes
Moins de 20 ans..	1936	13,576	59	4·3	30-39 ans.....	1936	75,311	515	6·8
	1937	13,795	56	4·1		1937	73,896	454	6·1
	1938	14,837	45	3·0		1938	75,720	440	5·8
	1939	15,178	63	4·2		1939	75,688	402	5·3
					40 ans et plus....	1936	12,888	157	12·2
20-24 ans.....	1936	56,627	230	4·1		1937	12,391	140	11·3
	1937	57,818	177	3·1		1938	12,207	134	11·0
	1938	60,995	133	2·2		1939	11,686	129	11·0
	1939	60,137	158	2·6					
					Moyennes.....	**1926-30**	**236,520**	**1,339**	**5·7**
					Moyennes.....	**1931-35**	**228,352**	**1,154**	**5·1**
25-29 ans.....	1936	61,969	272	4·4	**Totaux**.....	**1936**	**220,371**	**1,233**	**5·6**
	1937	62,235	244	3·9	**Totaux**.....	**1937**	**220,235**	**1,071**	**4·9**
	1938	65,687	216	3·3	**Totaux**.....	**1938**	**229,446**	**968**	**4·2**
	1939	66,799	215	3·2	**Totaux**.....	**1939**	**229,468**	**967**	**4·2**

30.—Mortalité puerpérale par groupe d'âge, dans chaque province en 1939, avec totaux et taux par 1,000 naissances vivantes pour 1936-39, et moyennes pour 1926-30 et 1931-35

NOTA.—Pour les totaux de 1926-30 voir page 185 de l'Annuaire de 1933; pour totaux de 1931-34, p. 189 de l'édition de 1936; et pour totaux de 1935, p. 192 de l'édition de 1937.

Année et groupe d'âge	I.P.-E.	N.-E.	N.B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Canada[1]
Mortalité puerpérale—										
Moyennes, 1926-30.....	**8**	**61**	**64**	**433**	**398**	**81**	**126**	**105**	**63**	**1,339**
Moyennes, 1931-35.....	**10**	**59**	**57**	**405**	**344**	**60**	**91**	**75**	**53**	**1,154**
Totaux, 1936.....	**11**	**51**	**69**	**450**	**355**	**70**	**86**	**91**	**50**	**1,233**
Totaux, 1937.....	**12**	**35**	**39**	**397**	**319**	**55**	**86**	**77**	**51**	**1,071**
Totaux, 1938.....	**5**	**51**	**52**	**408**	**251**	**39**	**46**	**68**	**48**	**968**
Totaux, 1939.....	**16**	**49**	**54**	**369**	**276**	**47**	**59**	**59**	**38**	**967**
Groupe d'âge, 1939										
Moins de 20 ans.....	1	3	9	14	20	2	4	3	7	63
20-24 ans.....	1	9	12	50	51	7	13	10	5	158
25-29 ans.....	3	12	5	93	55	12	8	14	13	215
30-39 ans.....	8	21	23	155	120	18	23	24	10	402
40 ans et plus.....	3	4	5	57	30	8	11	8	3	129
Age non spécifié.....	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Taux par 1,000 naissances vivantes—										
Moyennes, 1926-30.....	**4·6**	**5·5**	**6·2**	**5·2**	**5·8**	**5·6**	**5·9**	**6·6**	**6·1**	**5·7**
Moyennes, 1931-35.....	**5·1**	**5·1**	**5·5**	**5·1**	**5·3**	**4·4**	**4·5**	**4·5**	**5·3**	**5·1**
Totaux, 1936.....	**5·6**	**4·3**	**6·6**	**6·0**	**5·7**	**5·4**	**4·5**	**5·8**	**4·7**	**5·6**
Totaux, 1937.....	**5·7**	**3·0**	**3·7**	**5·2**	**5·2**	**4·3**	**4·6**	**4·8**	**4·5**	**4·9**
Totaux, 1938.....	**2·5**	**4·2**	**4·5**	**5·2**	**3·8**	**2·9**	**2·5**	**4·3**	**3·8**	**4·2**
Totaux, 1939.....	**7·5**	**4·1**	**4·8**	**4·6**	**4·3**	**3·5**	**3·3**	**3·6**	**3·1**	**4·2**

[1] Moins les Territoires.

31.—Mortalité puerpérale dans chaque province, par cause de décès, 1939

N° de la liste internationale	Cause de décès	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Canada[1]
140	Avortement, avec conditions septiques	Nil	6	7	18	42	5	5	13	12	108
	(a) Avortement	"	*5*	*6*	*16*	*24*	*5*	*2*	*10*	*8*	*76*
	(b) Avortement provoqué	"	*1*	*1*	*2*	*18*	*Nil*	*3*	*3*	*4*	*32*
141	Avortement, sans mention de conditions septiques (hémorragies comprises)	1	1	1	10	10	1	2	2	4	32
	(a) Avortement	*1*	*1*	*Nil*	*10*	*6*	*1*	*2*	*1*	*4*	*26*
	(b) Avortement provoqué	*Nil*	*Nil*	*1*	*Nil*	*4*	*Nil*	*Nil*	*1*	*Nil*	*6*
142	Gestation ectopique	Nil	2	2	2	11	1	4	1	2	25
	(a) Avec conditions septiques	"	*1*	*1*	*Nil*	*1*	*Nil*	*1*	*1*	*Nil*	*5*
	(b) Sans mention de conditions septiques	"	*1*	*1*	*2*	*10*	*1*	*3*	*Nil*	*2*	*20*
143	Autres accidents de la grossesse (non compris les hémorragies)	1	1	Nil	6	4	Nil	Nil	1	1	14
144	Hémorragies puerpérales	3	9	11	67	38	9	5	11	7	160
	(a) Placenta prævia	*1*	*3*	*1*	*12*	*11*	*1*	*2*	*1*	*Nil*	*32*
	(b) Autres hémorragies	*2*	*6*	*10*	*55*	*27*	*8*	*3*	*10*	*7*	*128*
145	Septicémie puerpérale (non spécifiée comme suite d'avortement)	2	4	8	100	50	8	15	7	3	197
	(a) Septicémie et pyémie puerpérales	*2*	*4*	*8*	*100*	*50*	*8*	*15*	*7*	*3*	*197*
	(b) Tétanos puerpéral	*Nil*	*Nil*	*Nil*	*Nil*	*Nil*	*Nil*	*Nil*	*Nil*	*Nil*	*Nil*
146	Albuminurie et éclampsie puerpérales	3	13	10	81	42	11	15	7	2	184
147	Autres formes de toxémie de la grossesse	3	5	5	12	13	3	Nil	5	2	48
148	Phlegmasia alba dolens, embolie ou mort subite puerpérale (non spécifiée comme septique)	2	2	6	28	44	3	9	6	1	101
	(a) Phlegmasia alba dolens et thrombose	*Nil*	*2*	*Nil*	*4*	*8*	*Nil*	*2*	*Nil*	*Nil*	*16*
	(b) Embolie	*1*	*Nil*	*6*	*13*	*25*	*1*	*5*	*2*	*1*	*54*
	(c) Mort subite	*1*	"	*Nil*	*11*	*11*	*2*	*2*	*4*	*Nil*	*31*
149	Autres accidents de l'accouchement	1	4	4	43	21	4	4	5	2	88
	(a) Opération césarienne	*Nil*	*2*	*1*	*5*	*10*	*Nil*	*1*	*Nil*	*Nil*	*19*
	(b) Autres opérations chirurgicales ou emploi d'instruments	*Nil*	*Nil*	*Nil*	*4*	*Nil*	*2*	*2*	*2*	"	*10*
	(b) Dystocie	*1*	"	*1*	*17*	*5*	*1*	*Nil*	*2*	"	*27*
	(d) Rupture de l'utérus (accouchement)	*Nil*	*1*	*Nil*	*6*	*3*	*1*	*1*	*Nil*	"	*12*
	(e) Autres maladies sous cette rubrique	"	*1*	*2*	*11*	*3*	*Nil*	*Nil*	*1*	*2*	*20*
150	Autres maladies définies ou conditions non spécifiées de l'état puerpéral	Nil	2	Nil	2	1	2	Nil	1	2	10
	(a) Maladies puerpérales de la mamelle	"	*1*	"	*Nil*	*Nil*	*Nil*	"	*Nil*	*Nil*	*1*
	(b) Autres maladies sous cette rubrique	"	*1*	"	*2*	*1*	*2*	"	*1*	*2*	*9*
	Totaux	**16**	**49**	**54**	**369**	**27**	**47**	**59**	**59**	**38**	**967**

[1] Moins les Territoires.

Section 4.—Accroissement naturel

L'accroissement naturel de la population du Canada a diminué ces dernières années. En 1921, le taux est de 17·8; il tombe à 13·3 en 1926 et à 12·2 en 1929. Vient ensuite une amélioration passagère, mais les taux de 1935, 1936, 1937, 1938

et 1939—10·6, 10·3, 9·6, 11·0 et 10·7 respectivement—poursuivent irrégulièrement l'orientation vers le déclin. Dans les provinces la tendance suit généralement celle de tout le Canada, à l'exception toutefois des Provinces Maritimes où la baisse n'est pas aussi régulière et où il y a, de fait, amélioration entre 1934 et 1938. En 1939 les seules provinces à montrer des augmentations sont l'Ile du Prince-Edouard, le Québec et l'Alberta. C'est dans la province de Québec que l'amélioration de la mortalité depuis 1926 a été la plus considérable. Le taux de 10·3 pour 1936 est le plus bas de la période 1926–39. En 1938 le taux est de 10·4. Mais, là comme ailleurs, la natalité décline et le taux d'accroissement naturel accuse une tendance à la diminution qui, toutefois, n'est pas aussi accentuée qu'en Saskatchewan.

De toutes les régions civilisées, la province de Québec est considérée comme ayant l'un des taux les plus élevés d'accroissement naturel par 1,000 âmes. Le taux du Québec était de 17·1 en 1931 et, bien qu'il ait diminué comme partout ailleurs, il est encore à 14·4 en 1939. D'habitude la Saskatchewan suit d'assez près la province de Québec en fait d'accroissement naturel; elle l'a même devancée en 1934 et 1935. Cependant, en ces dernières années, ses taux sont inférieurs. L'Alberta vient à la suite de la Saskatchewan. Dans le cas des deux provinces de l'Ouest, le taux élevé d'accroisse-ment naturel est attribué à leur population relativement plus jeune et à leur mortalité brute moins élevée. Les taux élevés de ces provinces portent la moyenne pour tout le Canada à 10·6 en 1935, 10·3 en 1936, 9·6 en 1937, 11·0 en 1938 et 10·7 en 1939 bien que celui de la Colombie Britannique, toujours peu élevé, ne soit que de 4·4 en 1937, 6·6 en 1938 et 6·3 en 1939. En 1938 le taux d'accroissement naturel est de 15·5 par 1,000 dans l'Union Sud-africaine (blancs), 8·2 en Nouvelle-Zélande, 7·9 en Australie, 5·7 en Irlande (Eire), 6·3 dans l'Irlande du Nord, 5·1 en Ecosse et 3·5 en Angleterre et Pays de Galles, de sorte que le Canada peut se comparer favorablement avec la plupart des autres pays britanniques.

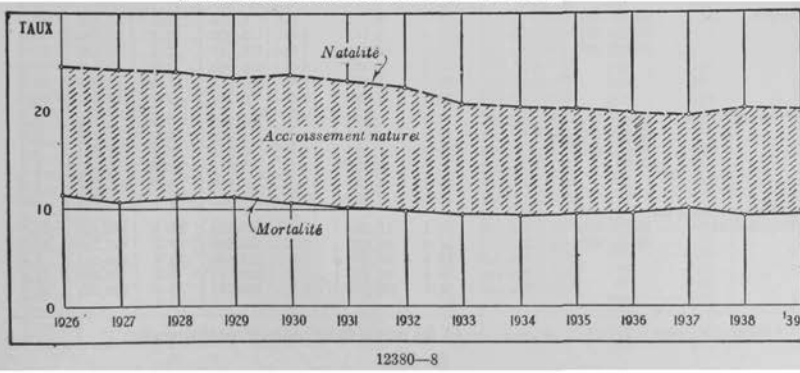
Le taux d'accroissement naturel par 1,000 de population moyenne des autres pays la dernière année commune sont les suivants, les chiffres étant de 1937: Pays-Bas, 11·0; Japon, 13·6; Italie, 8·7; Danemark, 7·2; Allemagne, 7·1; Etats-Unis, 5·8; Finlande, 6·6; Suisse, 3·7; Norvège, 4·7; Belgique, 2·2; Suède, 2·3; France, 0·3.

NATALITÉ, MORTALITÉ ET ACCROISSEMENT NATUREL AU CANADA

1926-1939

TAUX PAR 1000 ÂMES

(A l'exclusion des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon)



12380—8

32.—Naissances, mariages, décès et accroissement naturel, par province, 1937-39, et moyennes de 1921-25, 1926-30 et 1931-35

NOTA.—Les taux de naissances, mariages et décès sont calculés sur la population estimative pour les années autres que celles des recensements (voir page 70). Les chiffres de 1921-25 sont donnés à la page 165 de l'Annuaire de 1927-28; ceux de 1926-30 à la page 152 de l'Annuaire de 1933; ceux de 1931-33 à la page 154 de l'Annuaire de 1936 et ceux de 1934-36 à la page 198 de l'Annuaire de 1938.

Province		Naissances	Natalité par 1,000 âmes	Mariages	Nuptialité par 1,000 âmes	Décès	Mortalité par 1,000 âmes	Excédent des naissances sur les décès	Taux d'accroissement naturel par 1,000 âmes
Ile du Pr.-Edouard	Moy. 1921-25	1,966	22·6	473	5·4	1,085	12·5	881	10·1
	Moy. 1926-30	1,734	19·7	473	5·4	969	11·0	765	8·7
	Moy. 1931-35	1,961	22·1	496	5·6	1,001	11·3	961	10·8
	1937	2,093	22·5	584	6·3	1,146	12·3	947	10·2
	1938	1,974	21·0	591	6·3	1,030	11·0	944	10·0
	1939	2,128	22·4	641	6·7	1,133	11·9	995	10·5
Nouvelle-Ecosse	Moy. 1921-25	12,119	23·4	3,186	6·1	6,519	12·6	5,600	10·8
	Moy. 1926-30	11,016	21·4	3,224	6·3	6,362	12·4	4,654	9·0
	Moy. 1931-35	11,486	22·0	3,522	6·8	6,073	11·7	5,413	10·3
	1937	11,572	21·4	4,337	8·0	6,083	11·2	5,489	10·1
	1938	12,241	22·3	4,089	7·5	6,087	11·1	6,154	11·2
	1939	11,825	21·3	5,024	9·1	6,324	11·4	5,501	9·9
Nouveau-Brunswick	Moy. 1921-25	11,080	28·4	2,953	7·6	5,093	13·1	5,987	15·3
	Moy. 1926-30	10,327	25·8	2,970	7·4	5,019	12·5	5,308	13·3
	Moy. 1931-35	10,440	24·9	2,737	6·5	4,710	11·2	5,730	13·7
	1937	10,580	24·0	3,671	8·3	5,433	12·3	5,147	11·7
	1938	11,447	25·7	3,371	7·6	4,898	11·0	6,549	14·7
	1939	11,286	25·0	3,726	8·3	5,082	11·3	6,204	13·7
Québec[1]	Moy. 1926-30	82,771	30·5	18,731	6·9	36,645	13·5	46,126	17·0
	Moy. 1931-35	78,889	26·6	17,089	5·8	32,796	11·1	46,093	15·5
	1937	75,635	24·1	24,876	7·9	35,456	11·3	40,179	12·8
	1938	78,145	24·6	25,044	7·9	32,609	10·3	45,536	14·3
	1939	79,621	24·8	28,911	9·0	33,388	10·4	46,233	14·4
Ontario	Moy. 1921-25	71,454	23·7	24,037	8·0	34,252	11·3	37,202	12·4
	Moy. 1926-30	68,703	21·0	25,449	7·8	36,650	11·2	32,053	9·8
	Moy. 1931-35	65,000	18·3	24,260	6·8	35,782	10·1	29,218	8·2
	1937	61,645	16·6	29,893	8·1	38,475	10·4	23,170	6·2
	1938	65,564	17·6	30,080	8·1	36,890	9·9	28,674	7·7
	1939	64,123	17·1	34,657	9·2	37,530	10·0	26,593	7·1
Manitoba	Moy. 1921-25	16,590	26·8	4,634	7·5	5,348	8·6	11,242	18·2
	Moy. 1926-30	14,391	21·7	4,951	7·5	5,507	8·3	8,884	13·4
	Moy. 1931-35	13,690	19·3	5,015	7·1	5,413	7·6	8,277	11·7
	1937	12,888	18·0	6,113	8·5	6,070	8·5	6,818	9·5
	1938	13,478	18·7	6,262	8·7	5,893	8·2	7,585	10·5
	1939	13,583	18·7	7,676	10·6	6,157	8·5	7,426	10·2
Saskatchewan	Moy. 1921-25	21,580	27·7	4,982	6·4	5,859	7·5	15,721	20·2
	Moy. 1926-30	21,298	24·7	6,036	7·0	6,256	7·3	15,042	17·4
	Moy. 1931-35	20,325	21·9	5,680	6·1	6,037	6·5	14,288	15·4
	1937	18,640	19·9	5,790	6·2	6,927	7·4	11,713	12·5
	1938	18,230	19·4	5,893	6·3	6,079	6·5	12,151	12·9
	1939	18,059	19·0	7,323	7·7	6,031	6·4	12,028	12·6
Alberta	Moy. 1921-25	15,461	26·0	4,313	7·3	4,953	8·3	10,508	17·7
	Moy. 1926-30	15,924	24·2	5,265	8·0	5,530	8·4	10,394	15·8
	Moy. 1931-35	16,556	22·1	5,530	7·4	5,447	7·3	11,109	14·8
	1937	15,903	20·4	6,345	8·2	6,261	8·0	9,642	12·4
	1938	15,891	20·3	6,973	8·9	5,871	7·5	10,020	12·8
	1939	16,470	20·9	7,838	9·9	5,789	7·3	10,681	13·6
Col. Britannique	Moy. 1921-25	10,256	18·4	3,971	7·1	4,812	8·7	5,444	9·7
	Moy. 1926-30	10,356	16·2	4,786	7·5	5,986	9·3	4,370	6·9
	Moy. 1931-35	10,005	14·0	4,267	6·0	6,344	8·9	3,661	5·1
	1937	11,279	15·0	6,191	8·2	7,973	10·6	3,306	4·4
	1938	12,476	16·4	6,135	8·1	7,460	9·8	5,016	6·6
	1939	12,373	16·0	7,862	10·2	7,517	9·7	4,856	6·3
Canada[1] (excepté les Territoires)	**Moy. 1926-30**	**236,520**	**24·1**	**71,885**	**7·3**	**108,924**	**11·1**	**127,596**	**13·0**
	Moy. 1931-35	**228,352**	**21·4**	**68,596**	**6·4**	**103,603**	**9·7**	**124,750**	**11·7**
	1937	**220,235**	**19·8**	**87,800**	**7·9**	**113,824**	**10·2**	**106,411**	**9·6**
	1938	**229,446**	**20·5**	**88,438**	**7·9**	**106,817**	**9·5**	**122,629**	**11·0**
	1939	**229,468**	**20·3**	**103,658**	**9·2**	**108,951**	**9·6**	**120,517**	**10·7**

[1] Antérieurement à 1926, le Québec ne faisait pas partie du territoire d'enregistrement.

Accroissement naturel dans les cités et villes.—Les statistiques de l'accroissement naturel dans les cités et villes de 10,000 âmes et plus, la période 1926–39, paraissent au tableau **33,** mais non pas comme taux par 1,000 âmes, bien que les populations du recensement de 1931, qui sont aussi incluses, renseignent en quelque sorte à ce sujet.

33.—Accroissement naturel dans les cités et villes de 10,000 âmes et plus, d'après le lieu de domicile, 1936-39, et moyennes d'après le lieu d'incidence, 1926-30 et 1931-35

Province et cité ou ville	Population, recensement de 1931	Moyennes		1936	1937	1938	1939
		1926–30	1931–35				
Ile du Prince-Edouard—							
Charlottetown	12,361	23	99	110	63	96	78
Nouvelle-Ecosse—							
Glace Bay	20,706	378	445	419	418	530	478
Halifax	59,275	573	732	738	563	601	537
Syney	23,089	270	374	378	381	373	342
Nouveau-Brunswick—							
Moncton	20,689	266	249	195	157	161	196
Saint John	47,514	432	536	327	307	322	341
Québec—							
Chicoutimi	11,877	325	284	318	319	365	325
Granby	10,587	183	239	153	204	194	212
Hull	29,433	647	515	529	474	511	501
Joliette	10,765	174	157	155	133	140	147
Lachine	18,630	228	212	161	182	194	109
Lévis	11,724	84	42	82	92	81	45
Montréal	818,577	8,945	9,194	7,778	7,269	7,689	7,304
Outremont	28,641	19	−66	−70	−124	−54	−52
Québec	130,594	2,110	2,146	1,933	1,732	1,781	1,863
St-Hyacinthe	13,448	45	59	126	104	99	119
St-Jean	11,256	204	170	157	129	156	160
Shawinigan Falls	15,345	459	413	363	309	369	370
Sherbrooke	28,933	336	310	335	312	368	382
Sorel	10,320	130	124	106	105	116	78
Thetford Mines	10,701	308	212	158	155	204	159
Trois-Rivières	35,450	773	577	528	427	637	665
Valleyfield	11,411	137	204	172	156	139	201
Verdun	60,745	659	561	717	632	736	624
Westmount	24,235	−33	64	−140	−96	−106	−129
Ontario—							
Belleville	13,790	140	149	75	50	109	68
Brantford	30,107	300	265	182	144	112	109
Chatham	14,569	185	181	51	95	138	140
Cornwall	11,126	230	248	243	235	262	257
Fort William	26,277	420	355	225	207	268	241
Galt	14,006	105	109	56	85	75	50
Guelph	21,075	160	117	155	127	176	131
Hamilton	155,547	1,568	1,467	829	835	1,073	941
Kingston	23,439	119	181	104	143	115	151
Kitchener	30,793	451	405	302	256	300	254
London	71,148	292	359	235	274	342	325
Niagara Falls	19,046	251	221	135	129	127	113
North Bay	15,528	268	235	157	143	199	231
Oshawa	23,439	429	339	273	266	322	252
Ottawa	126,872	1,301	1,247	946	790	1,016	798
Owen Sound	12,839	171	138	76	83	89	80
Peterborough	22,327	271	253	157	185	216	217
Port Arthur	19,818	318	314	151	183	232	179
St. Catharines	24,753	279	306	155	154	153	251
St. Thomas	15,430	100	69	−19	−46	61	43
Sarnia	18,191	209	189	115	103	155	165
Sault-Ste-Marie	23,082	395	360	237	186	317	273
Stratford	17,742	184	141	68	45	40	17
Sudbury	18,518	283	562	519	658	840	882
Timmins	14,200	345	392	457	538	648	662
Toronto	631,207	5,475	4,890	2,377	1,950	2,412	1,870
Welland	10,709	126	148	108	85	108	106

33.—Accroissement naturel dans les cités et villes de 10,000 âmes et plus, d'après le lieu de domicile, 1936-39, et moyennes, d'après le lieu d'incidence, 1926-30 et 1931-35—fin

Province et cité ou ville	Population, recensement de 1931	Moyennes		1936	1937	1938	1939
		1926-30	1931-35				
Ontario—fin							
Windsor[1]	98,179	1,826	1,200	1,134	958	1,178	992
Woodstock	11,395	73	60	23	41	57	24
Manitoba—							
Brandon	16,461[2]	146	78	56	72	36	46
St-Boniface	16,275[2]	361	647	73	103	95	149
Winnipeg	215,814[2]	2,770	2,232	886	1,024	1,044	958
Saskatchewan—							
Moose Jaw	19,805[2]	397	268	163	151	171	145
Prince Albert	11,049[2]	181	223	104	145	146	144
Regina	53,354[2]	887	802	472	551	573	571
Saskatoon	41,734[2]	573	505	302	238	245	243
Alberta—							
Calgary	83,407[2]	1,050	965	534	525	505	530
Edmonton	85,774[2]	1,260	1,362	731	890	910	993
Lethbridge	13,523[2]	251	338	121	127	111	131
Colombie Britannique—							
New Westminster	17,524	252	271	145	141	224	218
Vancouver	246,593	1,601	1,056	416	617	914	876
Victoria	39,082	165	136	−135	−131	−111	−93

[1] Y compris Windsor-Est, Sandwich et Walkerville. [2] Recensement de 1936.

Accroissement naturel par sexe.—Le tableau **34** montre la proportion des naissances et des décès, par sexe, de 1926 à 1939 au Canada, et par province pour 1939. Malgré une plus forte natalité masculine, l'accroissement naturel de l'élément masculin est inférieur à celui de l'élément féminin à cause de la mortalité plus élevée chez les hommes.

34.—Naissances, décès et accroissement naturel au Canada,[1] par province et sexe, 1939, avec totaux pour 1933-39 et moyennes de 1926-30 et 1931-35

Année et province	Hommes			Femmes			Les deux sexes
	Naissances	Décès	Excédent des naissances sur les décès	Naissances	Décès	Excédent des naissances sur les décès	Excédent des naissances sur les décès
Canada,[1] moy., 1926-30	**121,552**	**58,351**	**63,201**	**114,968**	**50,573**	**64,395**	**127,596**
moy., 1931-35	**117,142**	**55,967**	**61,175**	**111,210**	**47,635**	**63,575**	**124,750**
totaux, 1933	**114,388**	**54,725**	**59,663**	**108,480**	**47,243**	**61,237**	**120,900**
totaux, 1934	**113,323**	**55,224**	**58,099**	**107,980**	**46,358**	**61,622**	**119,721**
totaux, 1935	**113,293**	**57,206**	**56,087**	**108,158**	**48,361**	**59,797**	**115,884**
totaux, 1936	**113,289**	**57,728**	**55,561**	**107,082**	**49,322**	**57,760**	**113,321**
totaux, 1937	**113,143**	**62,109**	**51,034**	**107,092**	**51,715**	**55,377**	**106,411**
totaux, 1938	**117,862**	**58,817**	**59,045**	**111,584**	**48,000**	**63,584**	**122,629**
totaux, 1939	**117,594**	**59,907**	**57,687**	**111,874**	**49,044**	**62,830**	**120,517**
Provinces, 1939							
Ile du Prince-Edouard	1,127	578	549	1,001	555	446	995
Nouvelle-Ecosse	5,919	3,387	2,532	5,906	2,937	2,969	5,501
Nouveau-Brunswick	5,813	2,781	3,032	5,473	2,301	3,172	6,204
Québec	40,795	17,545	23,250	38,826	15,843	22,983	46,233
Ontario	32,935	20,310	12,625	31,188	17,220	13,968	26,593
Manitoba	6,978	3,531	3,447	6,605	2,626	3,979	7,426
Saskatchewan	9,249	3,593	5,656	8,810	2,438	6,372	12,028
Alberta	8,420	3,468	4,952	8,050	2,321	5,729	10,681
Colombie Britannique	6,358	4,714	1,644	6,015	2,803	3,212	4,856

[1] Moins les Territoires.

CHAPITRE VI.—IMMIGRATION ET COLONISATION*

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Renseignements généraux.	109
Section 2. Statistques de l immigration	110
Sous-section 1. Accroissement de l'immigration depuis la Confédération..	111
Sous-section 2. Sexe et état conjugal des immigrés	111
Sous-section 3. Langue et origine raciale des immigrés	112
Sous-section 4. Pays de naissance et nationalité des immigrés	114
Sous-section 5. Port d'entrée, destination et occupation des immigrés	116
Sous-section 6. Immigrés refusés	119
Sous-section 7. Immigration juvénile	120
Sous-section 8. Immigration orientale..	121
Section 3. Emigration et Canadiens rapatriés	124
Section 4. Colonisation	126

Section 1.—Renseignements généraux

Si la grande majorité des Canadiens-Français peuvent retracer leurs origines aux ancêtres arrivés d'Europe il y a 250 ans, et même plus, la grande masse des Canadiens de langue anglaise, par contre, sont relativement de nouveaux venus au Canada et même dans le continent nord-américain, quoiqu'un nombre considérable de familles de Loyalistes de l'Empire-Uni aient habité les anciennes colonies pendant des générations avant de venir se fixer au Canada pour y créer des groupes de citoyens de langue anglaise. Le milieu du dix-neuvième siècle vit surgir de nombreux immigrants de langue anglaise qui s'établirent dans la province d'Ontario, laquelle, pour la première fois, devint plus populeuse que la province de Québec, situation qui donna naissance à la demande de représentation sur une base de proportion numérique. Par la suite, l'immigration se ralentit jusqu'à l'aube du vingtième siècle, qui vit arriver une masse d'immigrants dans les territoires nouvellement colonisés du grand Nord-Ouest, si bien qu'au recensement de 1911 il fut constaté que depuis 1901 la population du Canada avait grossi plus qu'au cours des trente années 1871–1901.

Le commencement de la deuxième décennie du vingtième siècle fit prévoir que la période en cours verrait une immigration plus considérable que celle de la première. De 1910 à 1913, il est entré au Canada 1,107,914 immigrants venant s'y créer un foyer. La guerre de 1914–18 tarit les sources de notre immigration au Royaume-Uni et en Europe continentale, où tous les hommes valides étaient nécessaires pour la défense de leur pays. En 1917, le Royaume-Uni n'envoya au Canada que 3,000 immigrants, au lieu de 157,000 en 1913. En 1915, le nombre d'immigrants des autres pays, sauf des Etats-Unis, n'était que de 3,000 comparativement à 146,000 en 1913. Depuis la guerre de 1914–18, l'immigration n'a jamais approché celle de la période d'avant-guerre.

Assimilation des immigrés.—Les statistiques de l'effet cumulatif de l'immigration sur la composition raciale de la population, montrant les pourcentages de personnes de chaque origine nées au Canada et dans les autres pays de même que les principales races chez lesquelles les hommes ont pris femmes, d'après le recensement de 1931, sont présentées aux pages 165–66 de l'Annuaire de 1939 et aux pages 145–47 de l'édition de 1940. Ces renseignements sont tirés de la Mono-

* Revisé sous la direction de F. C. Blair, directeur de l'Immigration, Ministère des Mines et Ressources, Ottawa.

graphie n° 4, "Origines Raciales et Lieux de Naissance du Peuple Canadien", du recensement de 1931. On peut obtenir cette publication de l'Imprimeur du Roi, Ottawa, au prix de 35 cents l'exemplaire.

Dépenses pour l'immigration.—Depuis la Confédération jusqu'au 31 mars 1940, le Canada a affecté à l'encouragement et à la réglementation de l'immigration une somme de $66,280,935 dont les 68 p.c. ont été dépensés au cours des trente années de 1901 à 1930. Les décaissements aux mêmes fins pour les cinq dernières années se trouvent au chapitre de cet ouvrage intitulé "Finances Publiques", tandis que les chiffres annuels se trouvent dans les "Comptes Publics" publiés chaque année par le Ministère des Finances.

Section 2.—Statistiques de l'immigration

L'immigration au Canada, comme dans d'autres pays nouveaux, est généralement plus intense dans les périodes de grande prospérité; à ces moments-là, capital et travail délaissent les vieux pays pour les nouveaux dans l'espoir de trouver dans les territoires vierges et aux ressources naturelles inexploitées un placement et un emploi plus rémunérateurs. Par contre, dans les périodes de dépression, l'exportation tant du capital que du travail se contracte, l'un et l'autre préférant endurer chez eux les maux qui leur sont familiers plutôt que de courir les risques de l'expatriation. Certes, la dépession commencée à la fin de 1929, accompagnée de chômage et de surplus invendu de produits agricoles, a soulevé la question de savoir si dans de telles conditions il serait sage pour le Canada de recevoir des immigrés en grand nombre. En conséquence, le gouvernement a adopté un ordre en conseil le 14 août 1930 limitant l'immigration, sauf pour les sujets britanniques venant de la mère patrie ou des Dominions autonomes et les citoyens américains venant des Etats-Unis, à deux classes: (a) les épouses et les enfants non mariés au-dessous de dix-huit ans venant rejoindre le père de famille établi au Canada et déjà en mesure de subvenir à leurs besoins; (b) les agriculteurs ayant assez d'argent pour s'établir sur une ferme canadienne. Cette restriction s'applique à toute l'Europe continentale aussi bien qu'à de nombreux autres pays. Les règlements concernant l'immigration venant des Iles Britanniques, des autres Dominions britanniques ou des Etats-Unis n'ont pas été modifiés, mais toute sollicitation ou propagande a été catégoriquement arrêtée. Conformément à cette politique, le Ministère de l'Immigration et de la Colonisation, en 1931, fermait tous ses bureaux de renseignements aux Etats-Unis et réduisait sa représentation dans les Iles Britanniques.

Depuis plusieurs années, les règlements de l'immigration contiennent une disposition générale voulant que les immigrants venant au Canada disposent de suffisamment d'argent pour se subvenir à eux-mêmes jusqu'à ce qu'ils aient trouvé de l'emploi. Naturellement, quand le travail abonde, une somme peut être jugée suffisante qui ne le serait pas dans une période de chômage et la mise en vigueur de ce règlement constitue dans les années de dépression un facteur de nature à réduire considérablement l'immigration. Un ordre en conseil (7 août 1929) interdit en outre le débarquement au Canada de tout immigrant venant au pays en vertu d'un contrat ou entente écrit ou verbal d'exécuter du travail et faire du service de quelque nature que ce soit; cet interdit ne s'applique pas toutefois aux agriculteurs, à la main-d'œuvre agricole et aux domestiques. En vertu de cet ordre en conseil, le Ministre de l'immigration et de la Colonisation peut admettre tout ouvrier à l'entreprise s'il juge son travail ou ses services nécessaires au pays.

Sous-section 1.—Accroissement de l'immigration depuis la Confédération

Les grands soubresauts de l'immigration depuis le milieu du dix-neuvième siècle sont indiqués au tableau **1.** L'immigration intense de la période 1902–1914 a été considérablement réduite entre 1915 et 1918, et depuis 1929 les chiffres sont les plus bas jamais enregistrés au cours d'une période de dix ans.

1.—Immigrés venus au Canada en chacune des années civiles 1852-1940

Année	Arrivées	Année	Arrivées	Année	Arrivées	Année	Arrivées	Année	Arrivées	Année	Arrivée
	nomb.		nomb.		nomb.		nomb.		nomb.		nomb.
1852....	29,307	1867..	14,666	1882..	112,458	1897..	21,716	1912..	375,756	1927..	158,886
1853....	29,464	1868..	12,765	1883..	133,624	1898..	31,900	1913..	400,870	1928..	166,783
1854....	37,263	1869..	18,630	1884..	103,824	1899..	44,543	1914..	150,484	1929..	164,993
1855....	25,296	1870..	24,706	1885..	79,169	1900..	41,681	1915..	36,665	1930..	104,806
1856....	22,544	1871..	27,773	1886..	69,152	1901..	55,747	1916..	55,914	1931..	27,530
1857....	33,854	1872..	36,578	1887..	84,526	1902..	89,102	1917..	72,910	1932..	20,591
1858....	12,339	1873..	50,050	1888..	88,766	1903..	138,660	1918..	41,845	1933..	14,382
1859....	6,300	1874..	39,373	1889..	91,600	1904..	131,252	1919..	107,698	1934..	12,476
1860....	6,276	1875..	27,382	1890..	75,067	1905..	141,465	1920..	138,824	1935..	11,277
1861....	13,589	1876..	25,663	1891..	82,165	1906..	211,653	1921..	91,728	1936..	11,643
1862....	18,294	1877..	27,082	1892..	30,996	1907..	272,409	1922..	64,224	1937..	15,101
1863....	21,000	1878..	29,807	1893..	29,633	1908..	143,326	1923..	133,729	1938..	17,244
1864....	24,779	1879..	40,492	1894..	20,829	1909..	173,694	1924..	124,164	1939..	16,994
1865....	18,958	1880..	38,505	1895..	18,790	1910..	286,839	1925..	84,907	1940..	11,324
1866....	11,427	1881..	47,991	1896..	16,835	1911..	331,288	1926..	135,982		

2.—Immigrés arrivés au Canada du Royaume-Uni, des Etats-Unis et d'autres pays en chacune des années civiles de 1908-40

NOTA.—A la page 193 de l'Annuaire de 1936 on trouvera les statistiques de l'immigration, sur cette base, pour chacune des années civiles de 1881 à 1900, et pour chacune des années fiscales de 1901 à 1935.

Année	Pays de provenance des immigrés			Total	Année	Pays de provenance des immigrés			Total
	Royaume-Uni	Etats-Unis	Autres pays			Royaume-Uni	Etats-Unis	Autres pays	
1908.....	55,727	51,750	35,849	143,326	1925.....	35,362	17,717	31,828	84,907
1909.....	52,344	80,409	40,941	173,694	1926.....	48,819	20,944	66,219	135,982
1910.....	112,638	108,350	65,851	286,839	1927.....	52,940	23,818	82,128	158,886
1911.....	144,076	112,028	75,184	331,288	1928.....	55,848	29,933	81,002	166,783
1912.....	145,859	120,095	109,802	375,756	1929.....	66,801	31,852	66,340	164,993
1913.....	156,984	97,783	146,103	400,870	1930.....	31,709	25,632	47,465	104,806
1914.....	49,879	50,213	50,392	150,484	1931.....	7,678	15,195	4,657	27,530
1915.....	9,606	24,297	2,762	36,665	1932.....	3,327	13,709	3,555	20,591
1916.....	8,596	41,779	5,539	55,914	1933.....	2,304	8,500	3,578	14,382
1917.....	2,632	65,737	4,541	72,910	1934.....	2,166	6,071	4,239	12,476
1918.....	4,484	31,769	5,592	41,845	1935.....	2,103	5,291	3,883	11,277
1919.....	57,251	42,129	8,318	107,698	1936.....	2,197	4,876	4,570	11,643
1920.....	75,804	40,188	22,832	138,824	1937.....	2,859	5,555	6,687	15,101
1921.....	43,772	23,888	24,068	91,728	1938.....	3,389	5,833	8,022	17,244
1922.....	31,005	17,534	15,685	64,224	1939.....	3,544	5,649	7,801	16,994
1923.....	70,110	16,716	46,903	133,729	1940.....	3,021	7,134	1,169	11,324
1924.....	57,612	16,042	50,510	124,164					

Sous-section 2.—Sexe et état conjugal des immigrés

Sexe et état conjugal des immigrés.—Comme l'indique le tableau **3,** des 16,994 immigrés au Canada au cours de l'année civile 1939, 45·2 p.c. sont des hommes comparativement à 43·0 p.c. en 1938. Avant 1932, les hommes étaient ordinairement plus nombreux que les femmes, comme on le voit à la page 216 de l'Annuaire de 1934–35, où se trouvent les chiffres pour les années fiscales de 1911 à 1934.

3.—Sexe et état conjugal des immigrés, par groupe d'âge, années civiles 1938 et 1939

Année et groupe d'âge	Hommes					Femmes				
	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées	Total
1938										
0–14 ans	2,682	Nil	Nil	Nil	2,682	2,457	Nil	Nil	Nil	2,457
15–19	807	3	"	"	810	828	133	"	1	962
20–24	414	77	"	"	491	482	458	"	2	942
25–29	373	328	1	2	704	348	775	10	10	1,143
30–39	242	970	16	15	1,243	324	1,810	49	33	2,216
40–49	91	598	13	10	712	156	756	101	22	1,035
50 ans et et plus	76	562	125	11	774	118	483	458	14	1,073
Totaux, 1938	**4,685**	**2,538**	**155**	**38**	**7,416**	**4,713**	**4,415**	**618**	**82**	**9,828**
1939										
0–14 ans	2,284	Nil	Nil	Nil	2,284	2,027	Nil	Nil	Nil	2,027
15–19	812	3	"	"	815	757	96	1	"	854
20–24	443	68	"	"	511	422	466	1	2	891
25–29	383	325	1	3	712	330	734	8	14	1,086
30–39	339	1,024	7	15	1,385	320	1,651	33	24	2,028
40–49	122	848	21	17	1,008	147	875	101	23	1,146
50 ans et plus	96	718	137	15	966	174	524	550	33	1,281
Totaux, 1939	**4,479**	**2,986**	**166**	**50**	**7,681**	**4,177**	**4,346**	**694**	**96**	**9,313**

4.—Répartition selon le sexe, adultes et enfants, des immigrés venus au Canada pendant les années civiles 1929-39

Année	Hommes	Femmes	Enfants au-dessous de 18 ans		Total
			Garçons	Filles	
1929	75,814	47,425	23,213	18,541	164,993
1930	44,078	32,882	15,521	12,325	104,806
1931	7,280	9,728	5,645	4,877	27,530
1932	5,429	7,259	4,238	3,665	20,591
1933	3,691	5,749	2,500	2,442	14,382
1934	2,998	5,107	2,161	2,210	12,476
1935	2,550	4,593	2,106	2,028	11,277
1936	2,691	4,830	2,127	1,995	11,643
1937	3,573	6,126	2,727	2,675	15,101
1938	4,142	6,800	3,274	3,028	17,244
1939	4,866	6,820	2,815	2,493	16,994

Sous-section 3.—Langue et origine raciale des immigrés

Langue des immigrés.—Au recensement de 1931, 1·82 p.c. seulement de la population âgée de 10 ans et plus ne pouvait parler ni l'anglais ni le français, mais les proportions, par origine raciale, de personnes ne pouvant parler aucune des deux langues officielles variaient grandement. Une courte étude de ce sujet se trouve aux pp. 151–52 de l'Annuaire de 1940.

Les immigrés de langue anglaise représentent 51·9 p.c. de tous les immigrés en 1939 et ceux de langue française, 3·9 p.c. Parmi ceux qui ne parlent aucune des deux langues officielles, les Allemands constituent 13·6 p.c. et les Polonais, 8·4 p.c.

5.—Langue des immigrés de 10 ans et plus, années civiles 1932-39

NOTA.—Les tirets dans ce tableau indiquent qu'aucun immigré de la race correspondant au talon n'a été rapporté.

Langue	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939
Anglais	11,037	7,524	6,059	5,367	5,397	6,643	7,142	7,431
Français	992	562	467	507	485	478	623	559
Allemand	506	378	370	274	282	511	571	1,944
Norvégien	74	34	33	29	36	25	20	43
Suédois	65	21	23	18	15	41	28	14
Danois	45	44	19	21	19	38	36	73
Islandais	6	5	4	2	–	–	1	–
Flamand	36	23	45	53	43	62	131	90
Hollandais	33	21	36	26	53	58	95	190
Finlandais	34	36	44	37	36	65	56	60
Estonien	3	1	1	3	3	–	8	5
Letton	2	4	–	–	3	7	4	3
Lithuanien	30	29	24	22	38	43	40	50
Russe	36	50	54	32	36	42	29	88
Hébreu[1]	215	223	137	158	197	110	93	197
Ruthène, Russniak, Ukranien	164	149	205	184	266	401	728	665
Polonais	390	505	688	707	793	1,215	1,440	1,198
Roumain	32	29	45	64	65	103	142	90
Slovène	–	3	–	–	3	2	1	–
Tchèque (bonémien)	192	269	433	356	490	989	1,389	673
Croate (serbe)	120	114	189	214	305	438	460	185
Hongrois (magyar)	211	314	290	234	265	436	507	383
Italien	273	227	261	265	245	367	337	183
Espagnol	24	19	6	7	9	11	7	8
Portugais	1	1	–	–	–	–	–	1
Grec	49	42	42	44	56	76	106	103
Albanais	–	–	1	1	3	7	5	5
Turc	–	–	–	–	4	1	1	1
Bulgare	11	10	6	10	13	27	20	13
Chinois	1	1	1	–	–	1	–	–
Japonais	112	104	117	66	96	130	52	40
Hindou	48	30	29	21	10	8	8	16
Arménien (araméen)	10	3	1	1	5	3	1	2
Syrien (arabe)	20	16	10	13	15	16	18	13
Totaux	**14,772**	**10,791**	**9,640**	**8,736**	**9,286**	**12,354**	**14,099**	**14,326**

[1] Comprend ceux parlant le judéo-allemand.

Origine raciale des immigrés.—Quand un pays doté d'institutions démocratiques doit absorber une grande masse d'immigrants, la composition de cette immigration au point de vue de la race et de la langue acquiert une importance capitale. D'une manière générale, les Canadiens préfèrent à tous autres les immigrants susceptibles de s'assimiler facilement, c'est-à-dire ceux déjà apparentés soit par le sang, soit par la langue, avec l'une ou l'autre des deux grandes races qui habitent ce pays, et préparés à assumer les devoirs de la citoyenneté canadienne. Puisque les Français n'émigrent guère, cela signifie qu'en pratique la grande masse de nos immigrants les plus désirables doit se recruter chez ceux de langue anglaise, qu'ils viennent du Royaume-Uni ou des Etats-Unis. Immédiatement après eux, au point de vue de la facilité d'assimilation, se classent les immigrants scandinaves, hollandais et allemands, qui apprennent l'anglais avec facilité et sont déjà familiarisés avec le fonctionnement des institutions démocratiques. Les colons originaires du sud et de l'est de l'Europe, quelque désirables qu'ils soient au point de vue purement économique, s'assimilent moins facilement et se canadianisent plus lentement ;

l'assimilation des individus de ces régions entrés au Canada au cours du siècle actuel constitue encore aujourd'hui un problème à résoudre, tant dans les provinces agricoles de l'Ouest que dans les cités de l'Est. Mais les moins assimilables de tous les immigrés sont incontestablement les Orientaux. La masse des immigrés entrés au Canada pendant la dernière génération venait des pays de langue anglaise ou bien des pays européens ethniquement apparentés aux Anglo-Saxons, mais en ces dernières années l'immigration des Slaves a sensiblement augmenté. Dans la dernière année les races britanniques ont contribué 40·3 p.c. et les Français, 5·5 p.c. de l'immigration globale.

6.—Origine raciale des immigrés, années civiles 1936-39

NOTA.—Les tirets dans le tableau indiquent qu'aucun immigré de la race correspondante au talon n'a été rapporté. Les statistiques de 1926 se trouvent aux pages 164-65 de l'Annuaire de 1939 et celles de 1927-35, à la page 15₂ de l'Annuaire de 1940.

Origine raciale	1936	1937	1938	1939	Origine raciale	1936	1937	1938	1939
Britanniques—					Europe continentale—fin				
Anglais	3,049	3,736	4,163	4,261	Ruthènes	815	1,215	1,905	1,766
Irlandais	854	1,017	1,130	1,071					
Ecossais	1,133	1,314	1,365	1,384	Scandinaves—				
Gallois	105	102	130	127	Danois	63	81	80	112
					Islandais	4	6	10	4
Totaux, Britanniques	5,141	6,169	6,788	6,843	Norvégiens	101	113	119	121
					Suédois	81	138	116	90
Europe continentale—					Serbes	40	80	71	33
Albanais	4	9	10	4	Slovaques	571	1,173	1,523	291
Belges	94	111	199	172	Espagnols	22	16	9	13
Bohémiens	13	12	10	342	Hispano-américains	–	4	–	1
Bulgares	23	32	26	23	Suisses	60	110	58	114
Croates	232	262	287	130	Turcs	1	1	–	–
Tchèques	124	182	172	317	Yougoslaves	109	130	225	103
Dalmates	1	–	1	–					
Hollandais	211	221	336	460	Totaux, Europe continentale	6,333	8,702	10,313	10,018
Estoniens	5	3	9	7					
Finlandais	61	94	81	82					
Français	833	871	1,049	930					
Allemands	792	1,137	1,102	1,586	Races non européennes—				
Grecs	92	110	130	140	Arabes	–	3	5	2
Herzégoviniens	–	–	–	–	Arméniens	6	6	6	3
Italiens	349	481	428	262	Chinois	–	1	–	–
Juifs	659	559	748	1,763	Malais et Hindous	13	11	9	19
Lettons	5	10	6	2	Indiens d'Amérique	2	11	9	7
Lithuaniens	51	44	47	56	Japonais	103	146	57	44
Magyars	334	573	617	401	Coréens	–	–	–	–
Maltais	4	3	6	–	Nègres	18	27	27	29
Mexicains	6	1	2	–	Persans	1	3	–	–
Monténégrins	–	2	8	–	Syriens	26	22	30	29
Moraves	–	3	9	52					
Polonais	414	675	633	439	Totaux, races non européennes	169	230	143	133
Portugais	4	5	3	3					
Roumains	61	91	113	29					
Russes	94	144	165	170	**Grands totaux**	**11,643**	**15,101**	**17,244**	**16,994**

Sous-section 4.—Pays de naissance et nationalité des immigrés

Pays de naissance des immigrés.—Les chiffres du tableau 7 montrent que les Etats-Unis (avec 4,216) sont le pays de naissance d'un plus grand nombre d'immigrés que tout autre pays en particulier en 1939. Il en est ainsi depuis 1930. En 1939, la Pologne vient en deuxième avec 2,682, l'Angleterre troisième avec 2,322 et la Tchécoslovaquie quatrième avec 1,828.

7.—Pays de naissance des immigrés, années civiles 1936-39

NOTA.—Les tirets dans ce tableau indique qu'aucun immigré n'a été rapporté sous l'item correspondant au talon. Les statistiques de 1930 se trouvent à la page 199 de l'Annuaire de 1936 et celles de 1931-35, à la page 155 de l'Annuaire de 1940.

Pays de naissance	1936	1937	1938	1939	Pays de naissance	1936	1937	1938	1939
Afrique (britannique)	23	30	21	36	Corée	2	–	2	4
Afrique (non britannique)	1	3	2	2	Lettonie	6	13	15	11
Albanie	4	9	7	5	Iles Britann. (petites)	8	8	16	13
Argentine	2	3	4	12	Lithuanie	72	56	60	96
Arménie	–	1	1	2	Malte	–	2	6	–
Asie	9	13	20	24	Mexique	76	66	125	70
Australie	24	35	30	61	Terre-Neuve	393	566	553	418
Autriche	47	50	78	102	Nouvelle-Zélande	12	11	19	26
Belgique	101	122	215	196	Norvège	46	42	35	52
Brésil	3	4	11	4	Perse	1	2	–	4
Bulgarie	18	27	18	15	Pologne	1,599	2,095	2,635	2,682
Canada	553	546	657	540	Portugal	–	–	3	–
Amérique Centrale	4	8	7	–	Roumanie	171	307	362	184
Chili	1	2	1	1	Russie	78	91	104	89
Chine	29	37	36	44	St-Pierre et Miquelon	12	7	4	1
Tchécoslovaquie	760	1,456	2,040	1,828	Ecosse	569	642	680	688
Dantzig	–	1	–	4	Amérique du Sud	5	17	17	19
Danemark	27	41	44	77	Espagne	8	7	3	7
Egypte	–	4	4	5	Suède	22	35	25	21
Angleterre	1,289	1,603	1,951	2,322	Suisse	67	200	106	106
Estonie	3	2	6	7	Syrie	23	16	24	16
Finlande	52	104	73	65	Turquie	16	9	7	5
France	100	102	118	137	Ukraine	3	2	1	2
Allemagne	114	214	211	801	Etats-Unis	3,591	4,180	4,474	4,215
Grèce	83	106	126	127	Galles	64	71	81	93
Guyane (britannique)	7	2	3	4	Antilles (britanniques)	27	36	28	55
Hollande	73	66	129	268	Antilles (non britann.)	6	6	11	6
Hongrie	262	412	426	400	Yougoslavie	446	627	717	284
Islande	1	4	3	–	Autres pays européens	–	–	3	2
Inde (Britannique)	42	40	55	71	Autres pays (brit.)	6	11	12	14
Irlande (Eire)	127	135	145	147	Autres pays (non brit.)	3	11	7	8
Irlande (Nord)	130	184	208	184	Nés en mer	4	3	1	1
Italie	314	433	387	233					
Japon	104	163	71	77	**Totaux**	**11,643**	**15,101**	**17,244**	**16,994**

Nationalité des immigrés.—Le pourcentage de sujets britanniques immigrés au Canada au cours de l'année civile 1939 est de 30·2, tandis que celui de citoyens américains est de 26·0. En 1930, au moment où l'immigration était de plus de six fois plus intense que l'an dernier, les proportions étaient de 34 p.c. et 21 p.c. respectivement. Le troisième groupe en importance, celui des immigrés de nationalité polonaise, tombe de 16 p.c. en 1930 à 15·2 en 1939.

8.—Nationalité des immigrés, années civiles 1936-39

NOTA.—Les tirets dans ce tableau indiquent qu'aucun immigré n'a été rapporté sous l'item correspondant du talon. Les statistiques de 1930 se trouvent à la page 198 de l'Annuaire de 1936 et celles de 1931-35, à la page 156 de l'Annuaire de 1940.

Nationalité	1936	1937	1938	1939	Nationalité	1936	1937	1938	1939
Africain (non britannique)	–	1	–	–	Danois	18	37	35	67
Albanais	4	8	6	2	Dantzikois	–	1	–	12
Arabe	–	–	–	–	Dominicain	–	–	–	–
Argentin	–	1	–	–	Hollandais	60	63	125	281
Arménien	–	–	–	2	Equatorien	1	–	–	–
Autrichien	40	40	37	2	Egyptien	–	1	–	–
Belge	93	108	193	170	Estonien	5	2	7	5
Brésilien	–	2	–	–	Finlandais	49	96	66	60
Britannique	3,171	4,020	4,775	5,125	Français	96	88	99	99
Bulgare	15	30	20	14	Allemand	72	155	192	708
Chilien	–	–	–	–	Grec	77	91	114	120
Chinois	–	1	–	–	Guatémaltèque	–	–	–	–
Colombien	–	–	–	–	Haïtien	–	–	–	–
Costaricien	–	–	–	–	Hondurien	–	2	–	–
Cubain	7	1	2	3	Hongrois	247	391	405	393
Tchécoslovaque	771	1,469	2,026	1,984	Islandais	37	–	–	–

8.—Nationalité des immigrés, années civiles 1936-39—fin

Nationalité	1936	1937	1938	1939	Nationalité	1936	1937	1938	1939
Irakis	-	-	-	1	Américain du Sud	-	-	-	9
Italien	281	348	305	180	Espagnol	10	7	2	6
Japonais	78	111	39	25	Suédois	11	18	11	13
Coréen	-	-	-	-	Suisse	65	202	116	104
Letton	2	10	11	4	Syrien	12	10	22	4
Lithuanien	73	44	52	98	Turc	3	3	1	2
Luxembourgeois	-	-	2	-	Ukranien	-	-	-	2
Mexicain	49	25	41	1	Citoyens des Etats-Unis	4,122	4,699	4,877	4,412
Norvégien	-	22	12	27	Uruguayen	-	-	-	-
Panamien	1	-	-	-	Vénézuélien	-	-	-	-
Paraguayen	-	-	-	-	Antillais (non brit.)	-	-	-	-
Persan	-	-	-	-	Yougoslave	423	610	703	268
Péruvien	-	2	-	-					
Polonais	1,552	2,070	2,574	2,591	**Totaux**	**11,643**	**15,101**	**17,244**	**16,994**
Roumain	168	295	355	186					
Russe	30	17	19	14					

Sous-section 5.—Port d'entrée, destination et occupation des immigrés

Port d'entrée des immigrés.—Depuis l'époque la plus reculée de l'histoire du Canada, Québec a été le port de débarquement de la plupart des immigrés. Cependant en ces dernières années la proportion d'immigrés débarquant à Halifax a une tendance à augmenter. Ceci est apparemment attribuable à une immigration plus considérable aux débuts du printemps avant l'ouverture de la navigation sur le Saint-Laurent. Les chiffres des années civiles 1931–37 paraissent à la page 170 de l'Annuaire de 1939. Les données basées sur l'année fiscale se trouvent au Rapport du Ministère des Mines et Ressources.

Destination des immigrés.—Le tableau 9 montre que, chaque année civile, depuis 1905, c'est la province d'Ontario qui reçoit le plus grand nombre d'immigrés. En 1929 et 1930 le Manitoba vient en deuxième place, tandis qu'au cours des neuf dernières années c'est la province de Québec qui occupe la deuxième place comme destination immédiate des nouveaux venus.

9.—Destination des immigrés, par province, années civiles 1929-40

NOTA.—L'Annuaire de 1934-35 contient les mêmes données, par année fiscale, de 1901 à 1934.

Année	Prov. Maritimes	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Brit. et Yukon	Territoires du Nord Ouest	Inconnue	Total
1929	4,961	23,952	61,684	38,340	11,336	15,300	9,417	2	1	164,993
1930	4,060	18,405	37,851	23,837	6,435	7,812	6,395	9	2	104,806
1931	2,547	5,452	12,316	1,056	1,352	2,213	2,583	11	Nil	27,530
1932	1,762	4,134	9,312	757	971	1,692	1,960	3	"	20,591
1933	1,281	2,755	6,210	558	727	1,296	1,552	2	1	14,382
1934	1,027	2,456	5,582	390	519	1,098	1,402	2	Nil	12,476
1935	1,060	2,258	4,786	708	408	735	1,315	7	"	11,277
1936	981	1,995	4,913	938	528	917	1,366	5	"	11,643
1937	1,136	2,611	6,463	1,430	616	1,175	1,667	3	"	15,101
1938	1,270	3,301	7,107	1,673	684	1,648	1,557	4	"	17,244
1939	1,167	3,433	5,957	1,316	1,227	1,695	2,190	9	"	16,994
1940	1,642	2,556	4,447	314	250	458	1,653	4	"	11,324

Occupations des nouveaux venus.—Les immigrants surtout recherchés par le Canada sont les cultivateurs qui s'établissent sur la terre, ou bien les femmes et filles qui entrent dans les services domestiques.

10.—Immigrés venus au Canada, par occupation et sexe, selon leur destination, année civile 1939

NOTA.—Les tirets dans ce tableau indiquent qu'aucun immigré n'a été rapporté sous l'item correspondant du talon. Pour les chiffres des années civiles antérieures, voir les éditions de l'Annuaire à compter de 1936.

Destination	Total	Cultivateurs				Journaliers				Artisans			
		18 ans ou plus		Moins de 18 ans		18 ans ou plus		Moins de 18 ans		18 ans ou plus		Moins de 18 ans	
		H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.
Ile du Prince-Edouard	67	9	4	3	1	-	-	-	-	-	-	-	-
par les ports océaniques	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
venant des Etats-Unis	61	9	4	3	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle-Ecosse	747	50	30	22	22	78	8	3	1	26	10	1	3
par les ports océaniques	479	28	19	15	21	72	6	2	1	17	9	1	2
venant des Etats-Unis	268	22	11	7	1	6	2	1	-	9	1	-	1
Nouveau-Brunswick	353	34	12	11	7	15	4	1	2	4	-	-	-
par les ports océaniques	49	5	1	2	1	1	-	-	-	2	-	-	-
venant des Etats-Unis	304	29	11	9	6	14	4	1	2	2	-	-	-
Québec	3,433	241	140	113	79	83	13	18	8	163	61	18	10
par les ports océaniques	2,165	210	128	103	71	51	10	13	3	89	37	12	7
venant des Etats-Unis	1,268	31	12	10	8	32	3	5	5	74	24	6	3
Ontario	5,957	422	219	216	116	98	24	26	12	322	152	53	52
par les ports océaniques	3,575	340	183	189	102	54	14	14	4	156	81	28	24
venant des Etats-Unis	2,382	82	36	27	14	44	10	12	8	166	71	25	28
Manitoba	1,316	256	166	214	162	4	2	-	2	14	6	1	3
par les ports océaniques	1,114	240	157	203	146	3	1	-	1	7	3	-	1
venant des Etats-Unis	202	16	9	11	16	1	1	-	1	7	3	1	2
Saskatchewan	1,227	339	241	177	155	2	-	-	-	4	3	-	-
par les ports océaniques	1,071	307	226	171	153	1	-	-	-	1	1	-	-
venant des Etats-Unis	156	32	15	6	2	1	-	-	-	3	2	-	-
Alberta	1,695	335	228	268	192	6	2	1	1	21	12	5	2
par les ports océaniques	1,308	259	199	255	183	1	-	1	1	5	2	-	-
venant des Etats-Unis	387	76	29	13	9	5	2	-	-	16	10	5	2
Colombie Britannique	2,183	308	196	102	92	31	10	6	3	46	27	6	4
par les ports océaniques	1,567	279	184	93	86	15	4	5	2	25	15	3	4
venant des Etats-Unis	616	29	12	9	6	16	6	1	1	21	12	3	-
Yukon	7	2	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par les ports océaniques	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
venant des Etats-Unis	5	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Territoires du Nord-Ouest	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par les ports océaniques	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
venant des Etats-Unis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux	**16,994**	**1,996**	**1,236**	**1,127**	**826**	**317**	**63**	**55**	**29**	**600**	**271**	**84**	**74**
par les ports océaniques	**11,345**	**1,669**	**1,097**	**1,031**	**763**	**198**	**35**	**35**	**12**	**302**	**148**	**44**	**38**
venant des Etats-Unis	**5,649**	**327**	**139**	**96**	**63**	**119**	**28**	**20**	**17**	**298**	**123**	**40**	**36**

10.—Immigrés venus au Canada, par occupation et sexe, selon leur destination, année civile 1939—fin

Destination	Commerce et employés de bureau				Mineurs				Femmes domestiques		Autres occupations			
	18 ans ou plus		Moins de 18 ans		18 ans ou plus		Moins de 18 ans		18 ans ou plus	Moins de 18 ans	18 ans ou plus		Moins de 18 ans	
	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.
Ile du Prince-Edouard	2	-	1	-	-	-	-	-	1	-	5	24	8	9
par les ports océaniques	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	3	1	-
venant des Etats-Unis	2	-	-	-	-	-	-	-	1	-	4	21	7	9
Nouvelle-Ecosse	22	10	1	2	-	-	-	-	109	25	54	146	50	74
par les ports océaniques	11	3	1	-	-	-	-	-	103	25	25	64	26	28
venant des Etats-Unis	11	7	-	2	-	-	-	-	6	-	29	82	24	46
Nouveau Brunswick	4	4	-	-	1	-	-	-	5	-	23	108	68	50
par les ports océaniques	1	-	-	-	1	-	-	-	4	-	4	18	2	7
venant des Etats-Unis	3	4	-	-	-	-	-	-	1	-	19	90	66	43
Québec	261	152	47	37	3	-	-	-	167	12	349	925	272	261
par les ports océaniques	164	105	35	28	2	-	-	-	140	11	201	464	143	138
venant des Etats-Unis	97	47	12	9	1	-	-	-	27	1	148	461	129	123
Ontario	289	181	43	50	14	4	2	-	232	31	414	1,710	661	614
par les ports océaniques	122	87	24	34	5	3	2	-	191	30	198	924	392	374
venant des Etats-Unis	167	94	19	16	9	1	-	-	41	1	216	786	269	240
Manitoba	17	9	5	2	-	1	-	-	36	15	51	195	84	71
par les ports océaniques	9	5	4	2	-	-	-	-	34	15	38	129	64	52
venant des Etats-Unis	8	4	1	-	-	1	-	-	2	-	13	66	20	19
Saskatchewan	7	5	1	1	-	-	-	-	19	9	43	133	39	49
par les ports océaniques	-	2	1	-	-	-	-	-	17	8	30	88	26	39
venant des Etats-Unis	7	3	-	1	-	-	-	-	2	1	13	45	13	10
Alberta	14	7	1	1	1	-	-	-	30	14	47	323	105	79
par les ports océaniques	8	5	1	1	1	-	-	-	20	14	18	206	75	53
venant des Etats-Unis	6	2	-	-	-	-	-	-	10	-	29	117	30	26
Colombie Britannique	96	69	15	12	14	3	-	-	63	10	213	577	145	135
par les ports océaniques	48	42	11	10	4	1	-	-	54	10	133	368	84	87
venant des Etats-Unis	48	27	4	2	10	2	-	-	9	-	80	209	61	48
Yukon	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	1	1
par les ports océaniques	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
venant des Etats-Unis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	1
Territoires du Nord-Ouest	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	1	-	-
par les ports océaniques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	1	-	-
venant des Etats-Unis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux	**712**	**437**	**114**	**105**	**34**	**8**	**2**	**-**	**662**	**116**	**1,207**	**4,143**	**1,433**	**1,343**
par les ports océaniques	**363**	**249**	**78**	**75**	**14**	**4**	**2**	**-**	**563**	**113**	**656**	**2,265**	**813**	**778**
venant des Etats-Unis	**349**	**188**	**36**	**30**	**20**	**4**	**-**	**-**	**99**	**3**	**551**	**1,878**	**620**	**565**

On remarquera que les "Autres occupations" constituent présentement la plus importante des sept divisions parce que de nos jours les femmes et les enfants mineurs représentent plus de la moitié des nouveaux venus au Canada. Il en est ainsi depuis 1930, les femmes et les enfants qui arrivent maintenant au Canada étant pour la plupart les épouses et les enfants d'immigrés déjà au pays et qui auraient été classifiés dans l'une des autres divisions du tableau **10** s'ils étaient entrés au Canada en même temps que le chef de la famille.

La distribution des immigrés selon le pourcentage au Canada en 1939 est la suivante: cultivateurs, 30·5; journaliers, 2·7; artisans, 6·1; commerce et employés de bureau, 8·0; mineurs, 0·3; femmes domestiques, 4·6; autres occupations, 47·8. Les cultivateurs constituent plus de la moitié de l'immigration totale de 1925 à 1928; ils atteignent la proportion de 56·9 p.c. en 1927; l'année fiscale 1935, ils ne représentent plus que 11·9 p.c. du total. L'année fiscale 1920, leur pourcentage est de 26·7 et l'année civile 1939, de 30·5.

Les personnes de la classe des journaliers ne représentent pas plus de 7 p.c. environ de l'immigration totale depuis 20 ans, leur proportion, l'année fiscale 1920, étant de 5·3 p.c. comparativement à 2·7 l'année civile 1939. Les artisans (hommes de métier expérimentés) fluctuent entre 16·1 p.c. et 5·1 p.c. les vingt dernières années, mais leur proportion diminue graduellement depuis 1929. Le groupe des occupations commerciales et des employés de bureau atteint son plus haut pourcentage de 20 ans en 1934 (année fiscale), soit de 9·7. Cette proportion n'était que de 3·2 l'année fiscale 1920. La classe des occupations minières n'a jamais dépassé 2·3 p.c. au cours de la période étudiée.

Les femmes domestiques, qui représentent actuellement de 4 à 5 p.c. de l'immigration totale, accusent un pourcentage de 12·3 l'année fiscale 1931.

Les statistiques de l'immigration sont maintenant calculées d'après l'année civile, mais la série ne remonte pas assez loin dans le passé pour qu'on en puisse vérifier l'orientation, et les comparaisons ci-dessus sont basées sur les années fiscales 1920–39.

Sous-section 6.—Immigrés refusés

Immigration prohibée.—L'immigration au Canada est interdite à certaines catégories de personnes. Ces catégories comprennent les personnes qui sont physiquement ou mentalement incapables de gagner leur vie, les criminels, les mendiants, les personnes qui croient au renversement du gouvernement par l'influence révolutionnaire, etc. Le paragraphe particulier de la loi qui définit cette catégorie de personnes se lit ainsi:—

(n)Les personnes qui croient au renversement ou qui préconisent le renversement, par la force ou la violence, du Gouvernement du Canada, ou des lois et de l'autorité constituées, ou qui ne croient pas à un gouvernement organisé ou s'y opposent, ou qui conseillent l'assassinat des fonctionnaires publics, ou qui préconisent et enseignent la destruction illicite de la propriété.

L'article 3 de la loi de l'immigration (S.R.C. 1927, c. 93) traitant de l'immigration prohibée est donné *in extenso* dans les Annuaires de 1934 à 1940.

La loi de l'immigration pourvoit au rejet et à la déportation des immigrés appartenant aux catégories interdites et à la déportation de ceux qui deviennent indésirables moins de cinq ans après leur entrée légale.

11.—Immigrants refusés aux ports océaniques, par cause principale et nationalité, années civiles 1931-39

NOTA.—Les chiffres comparables de la période 1903-34 basés sur l'année fiscale se trouvent à la page 224 de l'Annuaire de 1934-35.

Item	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	Total, 1931-39
Par cause—										
Raisons de santé	23	17	14	13	13	10	9	9	9	117
Raisons civiles	286	244	160	224	192	213	217	166	168	1,870
Totaux	**309**	**261**	**174**	**237**	**205**	**223**	**226**	**175**	**177**	**1,987**
Par nationalité—										
Britannique	171	144	101	167	133	128	94	90	120	1,148
Américaine	5	13	9	14	6	9	4	7	4	71
Autres pays	133	104	64	56	66	86	128	78	53	768

Les statistiques sur le nombre de personnes déportées, calculées autrefois d'après l'année fiscale, sont maintenant mises à notre disposition par la branche de l'Immigration du Ministère des Mines et Ressources, et sont données pour la première fois d'après l'année civile dans le tableau **12.**

12.—Immigrés et personnes les accompagnant déportés après admission, par cause principale et nationalité, années civiles 1930-39

NOTA.—Les statistiques des années fiscales de 1903-39 se trouvent à la page 162 de l'Annuaire de 1940.

Item	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	Total, 1930-39
CAUSE											
Raisons de santé	765	730	560	316	181	90	52	44	38	33	2,809
Charge publique	1,806	4,084	5,217	3,541	880	133	135	51	45	29	15,921
Criminalité	772	1,022	909	584	288	251	124	106	101	113	4,270
Autres causes	172	261	290	238	196	168	238	187	243	233	2,226
Personnes venues avec les déportés	510	486	671	459	156	33	56	33	12	5	2,421
Totaux	**4,025**	**6,583**	**7,647**	**5,138**	**1,701**	**675**	**605**	**421**	**439**	**413**	**27,647**
NATIONALITÉ											
Britannique	2,899	4,289	4,563	3,029	805	157	210	140	139	123	16,354
Américaine	237	263	367	308	216	157	176	124	144	162	2,154
Polonaise	156	335	622	332	118	57	42	22	14	4	1,702
Finlandaise	85	221	319	274	46	23	8	4	7	6	993
Autres	648	1,475	1,776	1,195	516	281	169	131	135	118	6,444

Sous-section 7.—Immigration juvénile

Jeunes immigrés.—Parmi les immigrés les plus généralement acceptables accueillis ces dernières années figuraient les jeunes gens des deux sexes dont plusieurs

avaient subi un entraînement spécial dans les institutions britanniques avant de venir au Canada, les garçons ayant appris à s'acquitter des légers travaux de la ferme et les filles s'étant familiarisées avec les travaux de maison. A leur arrivée au Canada, les garçons étaient placés sur les fermes, les filles allaient à la ville ou à la campagne, mais les institutions demeuraient légalement tutrices des enfants jusqu'à ce qu'ils fussent devenus adultes; de plus, jusqu'à ce qu'ils aient atteint leur dix-neuvième année, ils étaient placés sous le contrôle du directeur de l'immigration juvénile.

En vertu de l'entente de colonisation de l'Empire Britannique, le terme "enfant" s'appliquait à tout garçon âgé de 14 à 19 ans et toute fille de 14 à 17 ans allant au Canada sous les auspices de sociétés provinciales ou reconnues. Ces organisations bénéficiaient de l'entente de colonisation outre-mer qui pourvoyait au transport gratuit des garçons et des filles qui immigraient au Canada sous leurs auspices. Le 23 septembre 1931, ces sociétés furent averties que le gouvernement fédéral avait décidé de ne plus accorder d'assistance de cette nature.

Les enfants évacués ou invités, habitant temporairement le Canada à cause de la guerre au Royaume-Uni, ne figurent pas dans les statistiques de cette section.

13.—Immigrés juvéniles britanniques, années fiscales 1901-40

NOTA.—Ces immigrés sont, bien entendu, compris dans le total des immigrés indiqué ailleurs.

Année	Immigrés juvéniles	Année	Immigrés juvéniles	Année	Immigrés juvéniles
1901	977	1915	1,899	1929	3,036
1902	1,540	1916	821	1930	4,281
1903	1,979	1917	251	1931	2,190
1904	2,212	1918	Nil	1932	478
1905	2,814	1919	"	1933	172
1906	3,258	1920	155	1934	6
1907 (9 mois)	1,455	1921	1,426	1935	6
1908	2,375	1922	1,211	1936	4
1909	2,424	1923	1,184	1937	10
1910	2,422	1924	2,080	1938	44
1911	2,524	1925	2,000	1939	120
1912	2,689	1926	1,862	1940	49
1913	2,642	1927	1,741		
1914	2,318	1928	2,070		

Sous-section 8.—Immigration orientale

Immigration orientale.—L'entrée au Canada d'immigrants appartenant aux races orientales est fondamentalement un problème économique plutôt qu'un problème ethnique, lequel affecte tout spécialement nos régions les plus rapprochées de l'Orient et les classes dont la sécurité économique est menacée. Un relevé de

l'immigration orientale depuis le commencement du siècle est donné à la page 163 de l'Annuaire de 1940. Il est basé sur les années fiscales. Le tableau **14** donne les mêmes renseignements à compter de 1929, première année où ces statistiques ont été établies d'après l'année civile.

14.—Immigration orientale, années civiles 1929-39

Année	Chinois	Japonais	Malais et Hindous	Total
1929	1	180	49	230
1930	Nil	218	80	298
1931	"	174	52	226
1932	1	119	61	181
1933	1	105	36	143
1934	1	126	33	160
1935	Nil	70	26	96
1936	"	103	13	116
1937	1	146	11	158
1938	Nil	57	9	66
1939	"	44	19	63

Immigration chinoise.—L'immigration orientale à la côte du Pacifique de l'Amérique du Nord semble avoir commencé avec la découverte d'or en Californie en 1849, et la Colombie Britannique a reçu ses premiers immigrants chinois un peu avant 1870. L'occupation de ces Chinois était le blanchissage et le service domestique. On en trouvait déjà en 1872 travaillant dans les houillères de la province et la législature songea alors à leur imposer une taxe de capitation; cette même proposition vint plus tard devant la Chambre fédérale dans le but d'arrêter l'emploi des Chinois à la construction des chemins de fer. Une Commission Royale fut alors nommée par le gouvernement fédéral en 1884 pour enquêter sur l'immigration chinoise et elle recommanda l'imposition d'une taxe de $10 sur chaque Chinois entrant au Canada, les obligeant à l'enregistrement, et une loi spéciale les restreignait au service domestique. Cette décision conduisit à la loi de 1885 (48-49 Vic., chap. 71), imposant aux Chinois des classes ouvrières, comme condition de leur entrée au Canada, le paiement d'une taxe de $50 par tête; le 1er janvier 1901 (63-64 Vic., chap. 32) cette taxe fut portée à $100 et le 1er janvier 1904 (3 Edouard VII, chap. 8) à $500. Cette taxe frappe tous les immigrants chinois, à l'exception des fonctionnaires consulaires, des négociants, des ministres du culte et de leur famille, des touristes, des savants, étudiants et professeurs. En dépit de ces mesures restrictives, le nombre de Chinois énumérés à chaque recensement s'est élevé à 4,383 en 1881, 17,312 en 1901, 27,774 en 1911, 39,587 en 1921 et 46,519 en 1931. De ce nombre, 43,051 sont des hommes et 3,468 seulement sont des femmes. Environ 58 p.c. de tous les Chinois au Canada, soit 27,139, habitent la Colombie Britannique.

15.—Etat des recettes totales provenant de l'immigration chinoise et des enregistrements d'immigrés chinois sortant du pays, 1886-1900, par décade 1901-30, et années fiscales 1931-40

Année	Payant la taxe	Exempts de taxe	Pourcentage de ceux exemptés de la taxe	Permis d'absence	Recettes totales
	nomb.	nomb.	p.c.	nomb.	$
Totaux (1886 à 1900, inclusivement)	**28,637**	**394**	**1·36**	**15,853**	**1,454,239**
Totaux (1901 à 1910, inclusivement)	**20,645**	**2,850**	**12·13**	**25,453**	**3,885,204**
Totaux (1911 à 1920, inclusivement)	**29,476**	**2,768**	**8·58**	**38,899**	**15,198,518**
Totaux (1921 à 1930, inclusivement)	**3,623**	**1,949**	**33·00**	**58,857**	**2,422,705**
1931	Nil	Nil	–	5,783	28,846
1932	"	"	–	4,387	11,584
1933	"	1	100·00	3,626	9,152
1934	"	2	100·00	2,156	7,237
1935	"	Nil	–	2,103	6,506
1936	"	"	–	2,138	6,501
1937	"	1	100·00	2,059	9,893
1938	"	Nil	–	792	2,359
1939	"	"	–	817	2,959
1940	"	"	–	933	4,066

La loi sur l'immigration chinoise de 1923 (13–14 Geo. V, ch. 38)* a restreint l'entrée au Canada des individus de race ou de descendance chinoise, sans égard à leur nationalité ou citoyenneté, aux classes suivantes:—

(a) Les membres des corps diplomatiques, ou autres représentants d'un gouvernement, leur personnel et leurs domestiques; les consuls et les agents consulaires;
(b) Les enfants nés au Canada de pères et mères de race ou de descendance chinoise, qui ont quitté le Canada pour fins de s'instruire ou autre, lorsqu'ils établissent leur identité à la satisfaction du contrôleur au port ou endroit où ils cherchent à entrer à leur retour;
(c) Les marchands tels que définis par des règlements que peut prescrire le Ministre;
Les étudiants qui viennent au Canada dans le but de suivre et pendant qu'ils suivent les cours d'une université ou d'un collège canadien autorisés par une loi ou une charte à conférer des degrés;
(d) Les personnes en transit au Canada.

Les gens des catégories *(c)* et *(d)* doivent être munis d'un passeport délivré par le gouvernement chinois et visé par un agent d'immigration canadien.

Immigration japonaise.—L'immigration japonaise au Canada a commencé vers 1896 et dès 1900 il y avait environ 12,000 Japonais au Canada, mais au recensement de 1901 le nombre de Japonais énumérés comme domiciliés au Canada n'était que de 4,738; en 1911 de 9,021; en 1921 de 15,868; en 1931, 23,342, dont 22,205 étaient domiciliés dans la Colombie Britannique. L'immigration japonaise a été particulièrement active les années fiscales 1906, 1907 et 1908, au cours desquelles 11,565 Japonais sont entrés au pays. En 1908, le gouvernement japonais consentit une entente en vertu de laquelle il s'engageait à limiter le nombre de passeports accordés aux Japonais voulant entrer au Canada. L'immigration japonaise a été très limitée depuis 1929; pendant l'année fiscale 1940, seulement 36 immigrés japonais sont entrés au Canada.

Immigration hindoue et malaise.—De même que l'immigration japonaise, celle des Hindous et Malais n'est devenue active qu'à compter des années fiscales 1906–08, avec l'arrivée au pays de 5,134 Hindous et Malais. (V. tableau **15**, p. 214 de l'Annuaire de 1938.) Toutefois, la mise en vigueur des règlements de l'immigration mit un frein à l'immigration hindoue et malaise qui a considérablement diminué depuis des années. Une résolution adoptée à la Conférence impériale de guerre de 1918 décide que "les gouvernements de différents peuples constituant la fédération britannique ont le droit inhérent d'exercer dans son intégralité le contrôle de la composition de leur propre population en refusant l'entrée de leurs frontières à tout peuple quelconque". Toutefois, il fut recommandé que les Hindous et Malais déjà

* S.R.C. 1927, c. 95.

domiciliés d'une manière définitive dans tout pays britannique fussent autorisés à y amener leur femme et leurs enfants mineurs. Durant les dix années fiscales 1931–40, seulement 329 Hindous et Malais, dont plusieurs étaient des femmes et des enfants, sont entrés au pays.

Section 3.—Emigration et Canadiens rapatriés

L'émigration du Canada est un facteur important pour contre-balancer l'immigration du passé et le mouvement du Canada aux Etats-Unis a atteint à certaines époques de fortes proportions. Les nouveaux règlements appliqués par le gouvernement des Etats-Unis aux immigrants en général, excepté les Canadiens de naissance, eurent pour effet de restreindre l'immigration aux Etats-Unis et partant d'encourager les Canadiens à émigrer vers ce pays. Le Gouvernement canadien n'avait jamais gardé de constations écrites de ce mouvement, et malgré sa gravité reconnue, son importance, telle qu'indiquée par les rapports des Etats-Unis, fut mise en doute parce que ces rapports ne tenaient pas compte des Canadiens qui revenaient au Canada après un séjour plus ou moins prolongé aux Etats-Unis. Le Ministère canadien de l'Immigration et de la Colonisation était au fait d'un fort mouvement de retour de Canadiens et pourtant, jusqu'en 1924, aucun moyen ne fut pris pour en mesurer l'importance. Cette année-là les fonctionnaires de l'Immigration reçurent instruction de relever le nombre de Canadiens rentrant au Canada après avoir séjourné aux Etats-Unis.

Une autre circonstance qui dans le passé a déterminé un fort mouvement du Canada vers les Etats-Unis est sans doute l'entrée d'Européens au Canada qui se disaient immigrants de bonne foi, mais avaient par ailleurs l'intention de passer aux Etats-Unis aussitôt que les restrictions le leur permettraient. Le resserrement des règlements de l'immigration américaine au sujet des personnes venant du Canada et l'active coopération du Ministère canadien de l'Immigration et de la Colonisation, pour décourager cette pratique, semblent avoir apporté un palliatif efficace à la situation.

Le tableau **16** indique le nombre de Canadiens partis aux Etats-Unis dans l'intention de s'établir et revenus au Canada pendant la période du 1er avril 1924 au 31 décembre 1940.

16.—Canadiens revenus des Etats-Unis, années civiles 1924-40

Année	Nés au Canada	Sujets britanniques établis au Canada	Naturalisés citoyens canadiens	Total	Année	Nés au Canada	Sujets britanniques établis au Canada	Naturalisés citoyens canadiens	Total
1924[1]	31,217	3,736	2,364	37,317	1933	9,330	457	422	10,209
1925	33,774	3,658	2,555	39,987	1934	5,926	739	607	7,272
1926	53,736	5,792	2,765	62,293	1935	4,961	632	785	6,378
1927	36,838	3,560	1,680	42,078	1936	4,649	297	222	5,168
1928	30,436	2,674	1,010	34,120	1937	4,443	377	347	5,167
1929	27,328	2,265	886	30,479	1938	4,016	333	310	4,659
1930	28,230	2,176	1,202	31,608	1939	3,572	565	473	4,610
1931	18,503	1,135	714	20,352	1940	4,705	207	78	4,990
1932	16,801	809	610	18,220					

[1] Neuf mois.

Le mouvement permanent de la population entre le Canada et les Etats-Unis est devenu pour les Canadiens une question d'intérêt capital. En raison de l'absence de statistiques canadiennes sur l'émigration, le tableau suivant a été dressé à même des chiffres fournis par le Service de l'Immigration et de la Naturalisation du Département du Travail des Etats-Unis. Comme toutes les données n'existent pas

pour chaque mois, il n'a pas été possible d'établir les statistiques d'après l'année civile, lesquelles sont données en conséquence d'après l'année fiscale des Etats-Unis, soit du 1er juillet au 30 juin. La colonne intitulée "Aubains déportables destinés au Canada" s'applique aux personnes autorisées à rentrer au Canada plutôt que de se soumettre à la procédure de déportation.

17.—Mouvement permanent présumé de la population entre le Canada et les Etats-Unis, années terminées le 30 juin 1933-40

Années terminées le 30 juin	Des Etats-Unis au Canada				
	Citoyens américains entrant au Canada	Aubains entrant au Canada	Aubains déportés au Canada	Aubains déportables destinés au Canada	Total
1933	5,967	1,705	2,216	1,750	11,638
1934	3,702	1,529	1,577	2,387	9,195
1935	3,049	1,324	1,554	2,471	8,398
1936	2,872	1,272	1,784	2,721	8,649
1937	2,862	1,027	1,833	3,463	9,185
1938	2,306	1,018	1,941	3,695	8,960
1939	2,933	965	1,915	3,604	9,417
1940	2,695	769	1,503	3,981	8,948

Années terminées le 30 juin	Du Canada aux Etats-Unis				Mouvement net vers le (+) ou du (−) Canada
	Aubains immigrés du Canada	Citoyens américains rentrant du Canada	Personnes déportées du Canada	Total	
1933	6,135	3,818	462	10,415	+1,233
1934	7,873	5,976	245	14,094	−4,899
1935	7,695	4,453	224	12,372	−3,974
1936	8,018	4,524	206	12,748	−4,099
1937	11,799	5,211	214	17,224	−8,039
1938	14,070	5,032	153	19,255	−10,295
1939	10,501	4,233	153	14,887	−5,470
1940	10,806	4,264	113	15,183	−6,235

Depuis 1931 il y a eu aussi un fort mouvement d'émigration du Canada vers les Iles Britanniques. Le tableau **18,** tiré de *Statistical Abstract of the United Kingdom,* montre le mouvement de la population entre le Royaume-Uni et l'Amérique Britannique du Nord de 1924 à 1939. A cause du peu d'importance du mouvement entre les Iles Britanniques et Terre-Neuve, le tableau peut être regardé comme un résumé assez juste du mouvement migratoire entre le Canada et le Royaume-Uni.

18.—Personnes de nationalité britannique changeant de domicile permanent, entre le Royaume-Uni et l'Amérique Britannique du Nord, années civiles 1924-39.

(Tiré de *Statistical Abstract of the United Kingdom*)

Année	Du R.-U. à l'A.B. du N.	De l'A.B. du N. au R.-U.	Gain (+) ou perte (−) nets de la population du Canada	Année	Du R.-U. à l'A.B. du N.	De l'A.B. du N. au R.-U.	Gain (+) ou perte (−) nets de la population du Canada
1924	63,016	15,822	+47,194	1932	3,104	21,187	−18,083
1925	38,662	13,939	+24,723	1933	2,243	16,371	−14,128
1926	49,632	10,481	+39,151	1934	2,167	12,128	−9,961
1927	52,916	12,570	+40,346	1935	2,175	9,712	−7,537
1928	54,709	15,804	+38,905	1936	2,281	10,107	−7,826
1929	65,558	12,294	+53,264	1937	2,850	8,970	−6,120
1930	31,074	15,820	+15,254	1938	3,367	7,341	−3,974
1931	7,620	17,864	−10,244	1939[1]	1,848	2,159	−311

[1]Six mois.

Dans les estimations annuelles de la population l'étude du mouvement de la population est faite d'après les données connues. Le lecteur trouvera les résultats résumés de cette étude aux pages 69–70 du présent ouvrage.

La classification des Canadiens revenant au pays, parue à la page 180 de l'Annuaire de 1939, a été remplacée par celle donnée ci-dessous le 1er avril 1938, avec le résultat que des données comparables sur l'ancienne base ne sont pas disponibles pour l'année civile 1938. Cependant, les statistiques, par classe de passage, pour le total des passagers, autres que les immigrants, sont disponibles pour l'année en question et les totaux sont compris dans le tableau **19.**

19.—Canadiens revenant au pays et autres non immigrants entrant au Canada par les ports océaniques, par classe de passage, année civile 1940, et totaux, 1930-40

NOTA.—Les chiffres de ce tableau ne couvrent que les passagers transocéaniques. Les totaux pour 1926 à 1934, sur la base de l'année fiscale, se trouvent à la page 230 de l'Annuaire de 1934–35. Les chiffres de ce tableau ne comprennent pas les 7,756 évacués dont 6,056 ont voyagé à leurs frais, 1,532 aux frais du Gouvernement Britannique, tandis que 168 étaient des Canadiens rentrant au pays.

Année et item	Passagers transocéaniques			
	1ère classe	2ième classe	3ième classe	Total
Totaux, 1930	**6,064**	**14,458**	**30,479**	**51,001**
Totaux, 1931	**5,170**	**10,281**	**26,741**	**42,192**
Totaux, 1932	**5,333**	**9,314**	**27,285**	**41,932**
Totaux, 1933	**4,965**	**8,447**	**23,644**	**37,056**
Totaux, 1934	**6,103**	**9,119**	**23,928**	**39,150**
Totaux, 1935	**5,780**	**9,981**	**24,618**	**40,379**
Totaux, 1936	**4,391**	**12,356**	**30,076**	**46,823**
Totaux, 1937	**4,489**	**13,810**	**29,375**	**47,674**
	Cabin	Tourist	Third	Total
Totaux, 1938	**14,459**	**11,899**	**16,858**	**43,216**
Totaux, 1939	**11,687**	**8,877**	**13,590**	**34,154**
Totaux, 1940	**5,547**	**4,148**	**6,167**	**15,874**[1]
Détails, 1940				
Canadiens revenus (après une absence de plus d'un an)	675	870	1,400	2,945
Nés canadiens	*505*	*623*	*802*	*1,930*
Nés britanniques en dehors du Canada	*124*	*207*	*477*	*808*
Naturalisés Canadiens avec domicile	*40*	*35*	*74*	*149*
Aubains avec domicile	*6*	*5*	*47*	*58*
Touristes, etc	3,436	1,868	1,598	6,914[1]
Personnes revenant (moins d'un an)	761	540	1,769	3,070

[1] Y compris 12 "non connus".

A compter du 1er avril 1938 une énumération a été faite des Canadiens revenant au pays et des autres non immigrants entrant dans le Dominion en provenance de Terre-Neuve. Ces personnes ne sont pas comprises dans les données du tableau **19** de même qu'elles ne sont pas comprises dans les tableaux semblables publiés antérieurement. L'année civile 1940, les Canadiens revenant au pays après une absence de plus d'un an s'établissent à 153, dont 123 sont nés canadiens, 25 nés dans d'autres pays britanniques, 2 naturalisés ayant élu domicile au Canada et 3 des aubains ayant domicile au Canada. Les touristes, etc. sont au nombre de 8,060 et les Canadiens revenant après une absence de moins d'un an s'établissent à 2,723, le total de toutes les classes atteignant 10,936 personnes.

Section 4.—Colonisation

Le lecteur intéressé trouvera une étude de ce sujet aux pages 209–210 de l'Annuaire de 1936.

CHAPITRE VII.—RELEVÉ DE LA PRODUCTION*

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Principales branches de la production en 1938	127
Section 2. Distribution provinciale de la production en 1938 comparée avec celle de 1937	130
Section 3. Principales branches de la production dans chaque province en 1938 comparativement à 1937	131

La valeur nette des denrées produites en 1938 dans les neuf groupes industriels principaux s'établit à $2,974,700,000 en regard du chiffre revisé de $2,992,300,000 en 1937. C'est le deuxième chiffre le plus élevé enregistré depuis 1930. L'indice du prix de gros des commodités est de 7 p.c. plus bas en 1938, tombant de 84·5 à 78·6. Il est donc évident que le volume de la production est beaucoup plus considérable qu'en 1937.

Bien que l'année 1937 ait été particulièrement décourageante pour l'industrie agricole, le retour des bonnes récoltes en 1938 a rétabli l'ancien équilibre entre les principales industries, surtout dans les provinces de l'Ouest. Toutefois, les avances de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie électrique, des mines, de la construction et des travaux à façon et réparations n'ont pas tout à fait réussi à contre-balancer les reculs des manufactures, de l'industrie forestière et du piégeage.

Les chiffres préliminaires de 1939 indiquent que la production canadienne va en augmentant, particulièrement au cours des quatre derniers mois où les demandes créées par la guerre ont fortement stimulé l'industrie. La valeur nette de la production agricole en 1939 est estimée à près de $816,000,000, le plus haut touché depuis 1930; le volume en est aussi le plus considérable depuis 1931. La production minière atteint la valeur nette la plus élevée de son histoire, laquelle s'établit à $470,000,000, gain de 10 p.c. sur 1938. En 1939 l'indice officiel de la production industrielle s'établit à 125·6 en moyenne contre 114·7 en 1938.

Les chiffres nets de la production tels que calculés par le Bureau Fédéral de la Statistique représentent une estimation de la contribution à notre vie économique des neufs principaux groupes d'industries figurant au relevé annuel de la production. La production "nette" vise à écarter la valeur des matériaux, du combustible, de l'énergie électrique achetée et des fournitures de transformation entrant dans la production. Pour les fins d'une étude économique ordinaire, les chiffres de production nette devraient être utilisés de préférence à ceux de la production brute, à cause des nombreux doubles-emplois que ces derniers supposent.

Une explication de la méthode générale de calculer les statistiques contenues dans ce chapitre a paru dans les sections correspondantes des Annuaires antérieurs de même qu'aux pages 11–13 du "Relevé de la Production au Canada, 1938", bulletin annuel publié par le Bureau Fédéral de la Statistique.

Section 1.—Principales branches de la production en 1938

En fait de valeur nette des denrées produites en 1938, six des neuf divisions industrielles accusent des augmentations sur les chiffres de 1937. Les exceptions à cette expansion générale sont les manufactures, l'industrie forestière et le piégeage qui accusent des reculs à cause de la contraction de la demande étrangère pour des denrées telles que le papier à journal, le bois, les métaux non ferreux et les fourrures.

L'agriculture, comme on l'a vu plus haut, enregistre un gain de $63,000,000 ou de 9·3 p.c. sur 1937. Ce gain est en majeure partie attribuable aux bas prix des

* Revisé par Sydney B. Smith, M.A., Bureau Fédéral de la Statistique.

semences et des fourrages. Les grandes cultures, les produits laitiers, les fruits et légumes, les volailles et le tabac sont écoulés en volume beaucoup plus considérable. Bien que les prix des céréales soient naturellement plus bas en raison d'une récolte beaucoup plus abondante, le relèvement agricole en Saskatchewan est particulièrement heureux, la valeur nette de la production agricole dans cette province augmentant de $60,000,000, gain de 156 p.c. sur 1937. Les Provinces Maritimes annoncent aussi une amélioration de leur production agricole.

La production minière continue son ascension. Sa valeur nette établit un record pour la quatrième année consécutive. Il convient de noter que, depuis la fin de la guerre de 1914–18, l'industrie minière a triplé sa contribution annuelle à la valeur nette de la production canadienne. Elle accuse en 1938, une augmentation de $1,600,000 sur 1937. La production totale dans ce groupe est si considérable que cette expansion exprimée en pourcentage ne s'élève qu'à 0·4 p.c. Le volume de la production aurifère est de plus du double de celui de 1930 et le prix accuse une avance à peu près aussi considérable.

Les opérations forestières ont été restreintes. Un recul dans l'activité commerciale des Etats-Unis se reflète dans une demande moindre de papier à journal et de bois canadiens, tandis que la concurrence des pays scandinaves est restée forte. En conséquence, la valeur nette de la production forestière en 1938 baisse de 14 p.c.

La valeur nette de la production poissonnière accuse une avance de 3·3 p.c. en 1938. La prise de saumon en Colombie Britannique est l'une des plus considérables depuis plusieurs années et les prix se maintiennent bien; la prise est bonne aussi dans les Provinces Maritimes, mais la demande européenne diminue.

La demande d'articles en fourrures, lesquels sont principalement des articles de luxe, diminue du fait que les pays européens s'appliquent surtout à accumuler des réserves de denrées nécessaires en prévision de la guerre. Comme la production canadienne de fourrures est destinée en majeure partie à l'exportation, il en résulte une diminution de plus de 37 p.c. dans la valeur des produits de l'industrie de la fourrure. Bien que cette diminution soit très élevée, l'industrie du piégeage ne contribue que de 0·22 p.c. à la production nette totale de sorte que son effet sur celle-ci est insignifiant.

La valeur nette des travaux de construction terminés en 1938 accuse une petite augmentation de 0·4 p.c. sur le niveau de 1937. Il y a encore une rareté aiguë de logements et l'on se prévaut de plus en plus de l'aide financière du gouvernement à la construction de logements. Depuis récemment, cette industrie s'oriente davantage vers la construction de maison d'appartements.

Dans l'analyse du tableau **1**, la "teinturerie, le nettoyage et la blanchisserie" sont incorporés aux travaux à façon et réparations et non aux manufactures comme auparavant; ceci ne permet pas d'établir une juste comparaison avec les chiffres de 1937 pour ce groupe.

Bien que les chiffres de 1938 pour les manufactures soient modifiés désavantageusement par le transport des "teinturerie, nettoyage et blanchisserie" aux travaux à façon et réparations, le déclin de 5·3 p.c. dans le groupe en regard de 1937 est dû principalement à la contraction des opérations manufacturières en général. Celles-ci accusent des diminutions respectives de 2·8 p.c. et 2·2 p.c. dans le nombre de personnes employées et dans le montant de salaires et gages. Les textiles, le bois et le papier, le fer et l'acier et les métaux non ferreux sont les principaux groupes responsables de ce recul.

Dans une comparaison entre les industries primaires et les industries secondaires, il est observé qu'en 1938 le groupe des primaires accuse une avance nette

de 1·5 p.c. sur 1937, tandis que la production secondaire recule de 4·5 p.c. Les indices du prix des matières de production et des produits de consommation en 1938 sont plus près de la parité qu'en 1937; ce rapprochement exerce une influence constructive sur l'économie nationale.

1.—Valeur brute et nette de la production au Canada, par industrie, 1937 et 1938

NOTA.—La production nette représente la valeur totale sous un en-tête particulier, moins le coût des matériaux, du combustible, de l'électricité achetée, et des matières absorbées par la transformation.

Division de l'industrie	1937		1938		Changement proportionnel en valeur nette de 1938 sur 1937	Pourcentage de valeur nette par industrie, par rapport à la production nette de 1938
	Brute	Nette	Brute	Nette		
	$	$	$	$	p.c.	p.c.
Agriculture	1,039,492,000	678,953,000	1,062,645,000	742,020,000	+ 9·3	24·94
Forêts	494,344,383[1]	284,492,827[1]	425,019,266	244,564,571	−14·0	8·22
Pêcheries	51,155,513	34,439,481	53,182,700	35,593,009	+ 3·3	1·20
Piégeage	10,477,096	10,477,096	6,572,824	6,572,824	−37·3	0·22
Mines	662,630,976[2]	372,796,027	653,781,836[2]	374,415,674	+ 0·4	12·59
Energie électrique	143,546,643	140,963,914	144,331,627	142,320,725	+ 1·0	4·78
Totaux, production primaire	2,401,646,611[1]	1,522,122,345[1]	2,345,533,253	1,545,486,803	+ 1·5	51·95
Construction	351,874,114	176,029,679	353,223,285	176,661,077	+ 0·4	5·94
Travail à façon et réparations	145,511,833[1]	98,484,982[1]	146,399,500	99,086,100	+ 0·6	3·33
Manufactures[3]	3,625,459,500[1]	1,508,924,867[1]	3,337,681,366	1,428,286,778	− 5·3	48·01
Totaux, production secondaire[4]	4,122,845,447[1]	1,783,439,528[1]	3,837,304,151	1,704,033,955	− 4·5	57·28
Grands totaux	**5,693,610,700[1]**	**2,992,336,288[1]**	**5,431,756,699**	**2,974,673,454**	**− 0·6**	**100·00**

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940. [2] La valeur brute comprend la production minérale, telle qu'indiquée au chapitre XII, tableau 1, plus la valeur des minerais et autres matières premières des usines de réduction. [3] Comprend l'industrie laitière, les scieries, les pulperies et papeteries, les conserveries et saurisseries de poisson et certaines industries minérales qui figurent également sous d'autres rubriques. Ce double emploi, s'élevant en 1937 à une valeur brute de $830,881,358 et à une valeur nette de $313,225,585 et en 1938 à une valeur brute de $751,080,705 et à une valeur nette de $274,847,304, est éliminé du grand total. [4] Comprend le double emploi ci-dessus mentionné. Le pourcentage de la valeur nette de la production manufacturière *n. a. é.* par rapport à la production nette totale en 1937 est de 40·17 et en 1938 de 38·78.

2.—Relevé détaillé de la valeur nette de la production au Canada, 1937 et 1938 (doubles emplois éliminés)

Classification	1937	1938
	$	$
PRODUCTION PRIMAIRE		
Agriculture	678,953,000	742,020,000
Forêts—		
Billots et billes	58,004,070	52,759,660
Bois à pulpe	63,057,205	53,761,999
Traverses de chemin de fer taillées	3,129,207	2,222,509
Combustible	32,457,629	32,740,566
Tous autres produits forestiers	6,601,776	6,781,123
Moins fournitures	−31,486,379	−32,000,000
Totaux, opérations forestières	131,763,508	116,265,857
Produits des scieries	46,727,302	39,264,528
Produits des pulperies	106,002,017[1]	89,034,186
Totaux, bois ouvré	152,729,319[1]	128,298,714
Totaux, production forestière	284,492,827[1]	244,564,571
Pêcheries—		
Poisson préparé à la maison ou vendu frais par les pêcheurs	11,013,868	10,239,825
Ventes aux conserveries et saurisseries	12,179,219	12,589,724
Poisson mariné à la maison	1,873,801	2,303,943
Conserveries et saurisseries (valeur ajoutée)	13,909,406	15,359,484
Moins combustible, électricité et fournitures	−4,536,813	−4,899,967
Totaux, production des pêcheries	34,439,481	35,593,009

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

2.—Relevé détaillé de la valeur nette de la production au Canada, 1937 et 1938 (doubles emplois éliminés)—fin

Classification	1937	1938
	$	$
Piégeage—		
Production de fourrures (sauvagines)	10,477,096	6,572,824
Production minérale	372,796,027	374,415,674
Energie et éclairage électriques	140,963,914	142,320,725
TOTAUX, PRODUCTION PRIMAIRE	1,512,122,345[1]	1,545,486,803
PRODUCTION SECONDAIRE		
Construction	176,029,679	176,661,077
Travail à façon et réparations	98,484,982[1]	99,086,100
Manufactures—		
Substances végétales	266,869,693	267,471,208
Produits animaux	118,117,961	118,950,278
Textiles	174,076,945	159,978,801
Bois et papier	306,961,553	277,002,267
Fer et acier	280,165,582[1]	261,639,134
Métaux non ferreux	182,968,223	164,692,324
Métalloïdes	77,667,225	74,967,075
Produits chimiques	79,290,240	80,506,965
Diverses	22,807,435	23,078,726
Totaux, manufactures[2]	1,508,925,867[1]	1,428,286,778
TOTAUX, PRODUCTION SECONDAIRE	1,783,439,528[1]	1,704,033,955
Moins les doubles emplois dans les manufactures[2]	313,225,585	274,847,304
Grands totaux	**2,992,336,288**[1]	**2,974,673,454**

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940. [2] Les totaux des manufactures contiennent des doubles emplois qui ont été éliminés de la production totale. Le double emploi provient de l'inclusion à deux endroits d'un certain nombre d'industries qui peuvent être considérées comme extractives ou comme transformation manufacturière.

Importance relative des diverses branches de la production.—En raison de l'amélioration des récoltes en 1938 et d'un déclin de la valeur nette de la production manufacturière, l'importance relative de cette dernière comme principale industrie du Canada s'est amoindrie quelque peu au cours de l'année. La production agricole en 1938 représente le quart du rendement net de toutes les industries, tandis que le groupe manufacturier contribue 48 p.c. au total de la production nette. Abstraction faite du double emploi des item qui entrent aussi dans diverses industries extractives avec lesquelles ils sont associés, la production des industries manufacturières non autrement spécifiées s'établit à 38·8 p.c. du total net en regard de 40 p.c. en 1937. Les mines conservent la troisième place et apportent 12·6 p.c. au total du pays. L'industrie forestière contribue 8·2 p.c. au revenu net, tandis que la construction et l'énergie électrique fournissent la même part que l'année précédente, soit 5·9 et 4·8 p.c. respectivement. Le travail à façon et les réparations, les pêcheries et le piégeage suivent par ordre d'importance.

Section 2.—Distribution provinciale de la production en 1938 comparée avec celle de 1937

Trois des neuf provinces accusent des gains de production nette en 1938 comparativement à 1937. En dépit d'une avance encourageante dans l'Ile du Prince-Edouard, le total net des Provinces Maritimes fléchit de 1·3 p.c. Le niveau de la production de la province de Québec se maintient bien et les avances de l'agriculture et des mines compensent les reculs des industries forestière et manufacturière. Le déclin de près de 3 p.c. en Ontario est attribuable aux manufactures, aux forêts et aux autres groupes à l'exception de l'agriculture, de la construction, du travail à façon et des réparations. La tendance des Provinces des Prairies est inégale. Le Manitoba accuse un déclin de 18 p.c. en raison du prix plus bas des produits agricoles. La Saskatchewan, toutefois, pousse de l'avant au moyen d'une amélioration

sans précédent de plus de 80 p.c.; à lui seul, le revenu net de l'agriculture augmente de $60,000,000 en regard du bas niveau de 1937. La construction est aussi beaucoup plus active. Dans l'Alberta, la production conserve son allure et les mines et les manufactures contre-balancent de légers déclins d'autres industries. Les industries forestière et manufacturière sont responsables de la baisse de 3·3 p.c. en valeur nette du rendement de la région Colombie Britannique-Yukon; les autres groupes industriels se maintiennent bien et les pêcheries côtières sont plus productives.

Production relative par province en 1938.—Dans le tableau 3, la production nette de commodités est estimée sur une base per capita par province. Elle représente la valeur nette de la nouvelle richesse produite par le capital et le travail et, comme tel, mesure le produit annuel en dollars de nos ressources naturelles, des établissements de production et de l'outillage de la nation. Elle diffère du revenu national et ne doit pas être confondu avec ce dernier qui comprend, en plus de la production nette de commodités, la valeur des services, les utilités de temps, de lieu et de possession qui, malgré leur intangibilité, ont une valeur distincte au point de vue économique tout comme les commodités réelles produites.

3.—Valeur brute et valeur nette de la production au Canada, par province, 1937 et 1938

Province	1937[1]				1938			
	Valeur brute	Valeur nette			Valeur brute	Valeur nette		
		Somme	Pourcentage	Per capita[2]		Somme	Pourcentage	Per capita[2]
	$	$		$	$	$		$
Ile du P.-E.	18,480,008	9,429,799	0·32	101·40	20,458,390	11,832,958	0·40	125·88
N.-E.	182,212,155	102,891,083	3·44	189·84	168,300,064	99,158,589	3·33	180·95
N.-B.	136,595,211	71,136,855	2·38	161·67	126,852,056	70,047,728	2·35	157·41
Qué.	1,507,712,591	764,517,559	25·55	243·87	1,450,142,356	764,189,933	25·69	240·92
Ont.	2,595,646,912	1,329,953,078	44·44	358·38	2,429,302,024	1,292,574,329	43·46	347·29
Man.	303,844,094	176,680,688	5·90	246·42	263,484,363	145,101,719	4·88	201·53
Sask.	178,407,583	75,836,421	2·53	80·76	231,430,092	136,980,819	4·60	145·57
Alta.	311,106,844	206,987,784	6·92	266·05	308,419,193	208,382,832	7·01	266·13
C.B. et Yukon[3]	459,605,302	254,903,021	8·52	333·21	433,368,161	246,404,547	8·28	317·94
Totaux	**5,693,610,700**	**2,992,336,288**	**100·00**	**269·09**	**5,431,756,699**	**2,974,673,454**	**100·00**	**265·38**

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940. [2] Basée sur les estimations de la population faites par le Bureau Fédéral de la Statistique. [3] La valeur brute de la production au Yukon, principalement dans l'industrie minière et le piégeage (y compris les mêmes industries dans les T.N.-O.) est de $5,453,393 et la valeur nette, de $4,155,941 en 1937; en 1938, la valeur brute est de $6,157,950 et la valeur nette, $4,172,627.

Section 3.—Principales branches de la production dans chaque province en 1938 comparativement à 1937

Provinces Maritimes.—La production nette des Provinces Maritimes ne fléchit que d'un peu plus de 1 p.c. en regard de l'année précédente. L'agriculture, le piégeage, l'énergie électrique et le travail à façon et les réparations accusent des augmentations. L'industrie forestière subit le déclin relatif le plus considérable, tandis que la production nette des manufactures recule de $63,000,000 à $56,400,000.

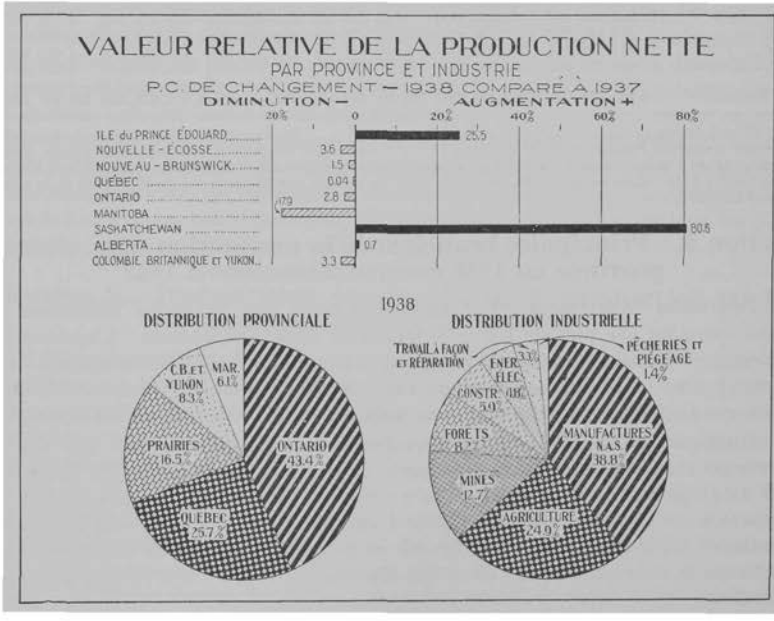
Québec.—La transformation manufacturière constitue encore une fois la principale industrie du Québec. Dégagée de ses doubles emplois, elle contribue plus de 45 p.c. à la valeur nette de la production provinciale. Ce pourcentage se compare avec 17·2 p.c. seulement pour l'agriculture et 10·8 p.c. pour l'industrie forestière. L'industrie minière enregistre un gain encourageant de 7·9 à 9·1 p.c., tandis que la construction ne s'élève que légèrement de 6·7 à 6·8 p.c. du total provincial.

Ontario.—La valeur nette de la production manufacturière tient la première place dans cette province en 1938 et contribue près de la moitié du total provincial. L'agriculture n'apporte que 18·5 p.c., tandis que l'industrie minière reste à peu près au même niveau à 14·1 p.c. comparativement à 14·3 p.c. en 1937.

Provinces des Prairies.—Naturellement, l'agriculture prédomine dans les Provinces des Prairies et contribue environ 60 p.c. à la production nette en 1938; l'augmentation par rapport à 1937 s'établit à 8·7 p.c. Le gain prononcé de la Saskatchewan contre-balance les déclins du Manitoba et de l'Alberta. L'industrie manufacturière contribue près d'un cinquième du rendement régional—développement remarquable ces derniers vingt-cinq ans dans une région considérée comme étant principalement agricole. L'industrie minière poursuit son avance et fournit plus de 9 p.c. du total net.

Colombie Britannique et Yukon.—La production nette de l'industrie forestière en Colombie Britannique en 1938 est de $60,707,000 ou près du quart de toute la production provinciale. La proportion contribuée par l'industrie minière est la deuxième en importance, soit 21 p.c., tandis que les manufactures, déduction faite des doubles emplois, contribuent 19 p.c. à la production nette. L'agriculture est responsable de près de 13 p.c. et les pêcheries n'apportent que 6 p.c.

Comme l'indique le tableau **4**, l'agriculture détient la première place dans la production nette du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de l'Ile du Prince-Edouard. Les manufactures devancent cette industrie primaire dans les cinq autres provinces. Le tableau **5** établit des comparaisons très intéressantes. En Nouvelle-Ecosse, en 1937 et 1938, les mines sont plus productives en valeur nette que l'agriculture, tandis qu'au Nouveau-Brunswick l'industrie forestière se place au-dessus de l'agriculture dans le relevé de la richesse nouvelle. En Colombie Britannique et au Yukon, les produits de la forêt, des mines et des manufactures occupent un rang supérieur à celui de l'agriculture.



Sur une base de pourcentage provincial, l'industrie minière est beaucoup plus importante en Nouvelle-Ecosse qu'en Ontario, première province en ce qui concerne la production minérale. De même, la production d'énergie électrique est relativement plus importante en Nouvelle-Ecosse, au Nouveau-Brunswick, au Québec, au Manitoba et en Colombie Britannique qu'en Ontario. L'industrie manufacturière est de première importance en Ontario et au Québec, ainsi qu'en Nouvelle-Ecosse.

4.—Valeur brute et nette de la production, par industrie et par province, 1937 et 1938

NOTA.—La valeur brute et nette pour 1937 a été revisée depuis la publication de l'Annuaire de 1940. Voir les tableaux 1 et 2 pour les totaux du Dominion.

PRODUCTION BRUTE, 1937 ET 1938

Industrie	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
	$	$	$	$	$
1937					
Agriculture	12,867,000	28,561,000	26,632,000	188,844,000	343,137,000
Forêts	700,892	15,581,950	40,937,863	184,574,481	128,261,976
Pêcheries	1,284,907	12,623,335	5,493,413	2,281,651	3,615,666
Piégeage	7,620	504,530	86,862	1,428,020	2,022,835
Mines	–	28,673,800	2,735,968	128,596,331	336,278,376
Electricité	301,841	5,690,004	3,633,004	50,535,737	52,752,388
Construction	754,448	20,180,404	17,557,146	101,460,731	148,352,327
Travail à façon et réparations	509,293	4,263,497	2,982,993	39,360,950	57,375,315
Manufactures[1]	3,566,991	84,393,656	69,479,207	1,046,470,796	1,880,388,188
Doubles emplois (manufactures)[1]	−1,512,984	−18,260,021	−32,943,245	−235,840,106	−356,537,159
Totaux	**18,480,008**	**182,212,155**	**136,595,211**	**1,507,712,591**	**2,595,646,912**

Industrie	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique et Yukon[2]
	$	$	$	$
1937				
Agriculture	121,029,000	92,309,000	181,274,000	44,839,000
Forêts	7,018,321	2,880,892	4,911,455	109,476,553
Pêcheries	1,796,012	527,199	433,354	23,099,976
Piégeage	1,161,247	1,031,252	1,482,708	2,752,022
Mines	27,708,927	15,602,580	23,808,597	99,226,397
Electricité	7,679,888	4,665,244	5,147,308	13,141,229
Construction	12,475,326	8,436,495	11,198,894	31,458,343
Travail à façon et réparations	9,923,907	7,057,324	8,206,867	15,831,687
Manufactures[1]	140,805,451	62,205,884	86,225,069	251,924,258
Doubles emplois (manufactures[1])	−25,753,985	−16,308,287	−11,581,408	−132,144,163
Totaux	**303,844,094**	**178,407,583**	**311,106,844**	**459,605,302**

Industrie	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
	$	$	$	$	$
1938					
Agriculture	14,350,000	30,621,000	29,676,000	197,747,000	341,309,000
Forêts	640,691	15,969,645	32,382,183	151,060,149	110,175,793
Pêcheries	1,312,368	12,316,472	4,773,409	2,406,750	3,353,775
Piégeage	5,740	267,250	603,121	1,058,752	824,412
Mines	–	25,482,903	3,780,228	148,819,998	318,041,840
Electricité	313,187	5,330,038	3,562,746	52,962,073	49,988,137
Construction	1,331,442	18,038,687	14,974,820	100,830,603	151,435,842
Travail à façon et réparations	512,400	4,289,500	3,001,200	39,601,000	57,725,300
Manufactures[1]	3,570,667	74,860,605	58,570,952	983,123,599	1,712,496,421
Doubles emplois (manufactures)[1]	−1,578,105	−18,876,036	−24,472,603	−227,467,568	−316,048,496
Totaux	**20,458,390**	**168,300,064**	**126,852,056**	**1,450,142,356**	**2,429,302,024**

Pour renvois, voir la fin du tableau, p. 135.

4.—Valeur brute et nette de la production, par industrie et par province, 1937 et 1938—suite

PRODUCTION BRUTE, 1937 ET 1938—fin

Industrie	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique et Yukon[2]
	$	$	$	$
1938				
Agriculture	87,632,000	144,559,000	173,520,000	43,231,000
Forêts	5,111,243	2,904,224	4,889,559	101,885,779
Pêcheries	1,811,124	468,646	492,943	26,247,213
Piégeage	509,496	537,516	506,066	2,260,471
Mines	29,623,498	12,375,136	27,898,325	87,759,908
Electricité	7,926,813	4,787,862	5,546,544	13,914,227
Construction	14,247,661	11,020,224	13,166,662	28,177,344
Travail à façon et réparations	9,984,500	7,100,400	8,256,900	15,928,200
Manufactures[1]	131,770,280	61,027,853	86,675,500	225,585,489
Doubles emplois (manufactures[1])	−25,132,252	−13,350,769	−12,533,306	−111,621,570
Totaux	**263,484,363**	**231,430,092**	**308,419,193**	**433,368,161**

PRODUCTION NETTE, 1937 ET 1938

Industrie	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
	$	$	$	$	$
1937					
Agriculture	6,367,450	16,380,450	12,508,480	110,218,770	230,788,370
Forêts	507,861	10,010,920	23,041,300	103,858,192	72,380,504
Pêcheries	798,425	8,494,245	3,555,251	1,818,548	3,615,666
Piégeage	7,620	504,530	86,862	1,428,020	2,022,835
Mines	–	22,597,547	2,442,101	60,872,828	190,447,576
Electricité	250,174	4,622,539	3,425,423	50,511,494	52,701,707
Construction	376,055	11,995,103	9,610,497	51,464,002	71,502,421
Travail à façon et réparations	344,697	2,885,610	2,018,942	26,640,188	38,832,628
Manufactures[1]	1,117,298	33,146,796	28,770,727	445,885,666	804,703,114
Doubles emplois (manufactures)[1]	−339,781	−7,746,657	−14,322,728	−88,180,149	−137,041,743
Totaux	**9,429,799**	**102,891,083**	**71,136,855**	**764,517,559**	**1,329,953,078**

Industrie	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique et Yukon[2]
	$	$	$	$
1937				
Agriculture	93,241,760	38,282,070	139,195,510	31,970,140
Forêts	4,402,136	2,199,340	3,612,734	64,479,840
Pêcheries	1,796,012	527,199	433,354	13,400,781
Piégeage	1,161,247	1,031,252	1,482,708	2,752,022
Mines	13,415,841	8,226,326	20,988,638	53,805,170
Electricité	7,607,513	3,903,680	4,860,043	13,081,341
Construction	5,755,079	4,973,840	6,045,285	14,307,397
Travail à façon et réparations	6,716,676	4,776,522	5,554,553	10,715,166
Manufactures[1]	49,950,465	17,068,655	28,923,095	99,359,051
Doubles emplois (manufactures[1])	−7,366,041	−5,152,463	−4,108,136	−48,967,887
Totaux	**176,680,688**	**75,836,421**	**206,987,784**	**254,903,021**

Pour renvois, voir la fin du tableau, p. 135.

4.—Valeur brute et nette de la production, par industrie et par province, 1937 et 1938—fin

PRODUCTION NETTE, 1937 ET 1938—fin

Industrie	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
	$	$	$	$	$
1938					
Agriculture	8,450,500	19,559,430	17,043,360	131,569,970	239,382,400
Forêts	465,676	10,237,628	18,276,104	82,579,127	63,302,933
Pêcheries	847,789	8,060,634	3,113,855	1,876,531	3,353,775
Piégeage	5,740	267,250	603,121	1,058,752	824,412
Mines	–	20,224,347	3,506,250	69,593,807	181,897,886
Electricité	259,793	4,854,842	3,356,595	52,930,122	49,952,866
Construction	675,142	9,705,582	8,177,241	52,157,674	73,036,721
Travail à façon et réparations	346,800	2,903,200	2,031,300	26,802,800	39,069,600
Manufactures[1]	1,131,902	31,375,251	23,865,877	428,614,079	757,620,632
Doubles emplois (manufactures)[1]	−350,384	−8,029,575	−9,925,975	−82,992,929	−115,866,896
Totaux	**11,832,958**	**99,158,589**	**70,047,728**	**764,189,933**	**1,292,574,329**

Industrie	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique et Yukon[2]
	$	$	$	$
1938				
Agriculture	61,340,800	98,164,500	134,788,440	31,720,600
Forêts	3,324,964	2,161,347	3,509,608	60,707,184
Pêcheries	1,811,124	468,646	492,943	15,567,712
Piégeage	509,496	537,516	506,066	2,260,471
Mines	15,144,672	7,029,842	24,931,056	52,087,814
Electricité	7,850,699	4,019,721	5,253,250	13,842,837
Construction	6,230,265	7,208,193	7,011,373	12,458,886
Travail à façon et réparations	6,757,700	4,805,700	5,588,400	10,780,600
Manufactures[1]	48,308,248	16,143,335	30,755,626	90,471,828
Doubles emplois (manufactures[1])	−6,176,249	−3,557,981	−4,453,930	−43,493,385
Totaux	**145,101,719**	**136,980,819**	**208,382,832**	**246,404,547**

[1] Les totaux des manufactures comprennent des doubles emplois qui sont éliminés lorsqu'il s'agit de calculer la production totale de chaque province. Ces doubles emplois proviennent de ce que les chiffres de certaines industries qui peuvent être considérées comme extractives ou de transformation manufacturière sont inscrits sous deux rubriques. [2] La valeur brute en 1937 de la production au Yukon, principalement dans les industries minière et du piégeage (y compris les industries semblables des T.N.-O.), est de $5,453,393 et la valeur nette, $4,155,941; en 1938, la valeur brute est de $6,157,950 et la valeur nette, $4,172,627

5.—Rapport du pourcentage de la production nette de chaque industrie au total de la production nette de chaque province, 1937 et 1938

Industrie	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
1937					
Agriculture	67·5	15·9	17·6	14·4	17·4
Forêts	5·4	9·7	32·4	13·6	5·4
Pêcheries	8·5	8·3	5·0	0·2	0·3
Piégeage	0·1	0·5	0·1	0·2	0·2
Mines	–	22·0	3·4	8·0	14·3
Electricité	2·7	4·5	4·8	6·6	4·0
Construction	4·0	11·7	13·5	6·7	5·4
Travail à façon et réparations	3·6	2·8	2·8	3·5	2·8
Manufactures, *n.a.é.*	8·2	24·6	20·4	46·8	50·2
Totaux	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**
Production manufacturière (pourcentage de la production nette)	11·8	32·2	40·4	58·3	60·5

5.—Rapport du pourcentage de la production nette de chaque industrie au total de la production nette de chaque province, 1937 et 1938—fin

Industrie	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique et Yukon	Canada
1937	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
Agriculture	52·8	50·5	67·3	12·5	22·69
Forêts	2·5	2·9	1·7	25·3	9·51
Pêcheries	1·0	0·7	0·2	5·3	1·15
Piégeage	0·7	1·4	0·7	1·1[1]	0·35
Mines	7·6	10·8	10·2	21·1[1]	12·46
Electricité	4·3	5·1	2·3	5·1	4·71
Construction	3·3	6·6	2·9	5·6	5·88
Travail à façon et réparations	3·8	6·3	2·7	4·2	3·29
Manufactures, *n.a.é.*	24·0	15·7	12·0	19·8	39·96
Totaux	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·00**
Production manufacturière (pourcentage de la production nette)	28·3	22·5	14·0	39·0	50·43

Industrie	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
1938	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
Agriculture	71·4	19·7	24·3	17·2	18·5
Forêts	3·9	10·3	26·1	10·8	4·9
Pêcheries	7·2	8·2	4·4	0·2	0·3
Piégeage	0·1	0·3	0·9	0·2	0·1
Mines	–	20·4	5·0	9·1	14·1
Electricité	2·2	4·9	4·8	6·9	3·9
Construction	5·7	9·8	11·7	6·8	5·6
Travail à façon et réparations	2·9	2·9	2·9	3·5	3·0
Manufactures, *n.a.é.*	6·6	23·5	19·9	45·3	49·6
Totaux	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**
Production manufacturière (pourcentage de la production nette)	9·6	31·6	34·1	56·1	58·6

Industrie	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique et Yukon	Canada
1938	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
Agriculture	42·3	71·7	64·7	12·9	24·94
Forêts	2·3	1·6	1·7	24·6	8·22
Pêcheries	1·2	0·3	0·2	6·3	1·20
Piégeage	0·4	0·4	0·2	0·9[1]	0·22
Mines	10·4	5·1	12·0	21·2[1]	12·59
Electricité	5·4	2·9	2·5	5·6	4·78
Construction	4·3	5·3	3·4	5·1	5·94
Travail à façon et réparations	4·7	3·5	2·7	4·4	3·33
Manufactures, *n.a.e.*	29·0	9·2	12·6	19·0	38·78
Totaux	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·00**
Production manufacturière (pourcentage de la production nette)	33·3	11·8	14·8	36·7	48·01

[1] Y compris le piégeage et les mines dans les Territoires du Nord-Ouest.

CHAPITRE VIII.—AGRICULTURE

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Le Gouvernement et l'agriculture	137
Sous-section 1. Le Gouvernement fédéral	138
Les effets de dix-huit mois de guerre sur l'agriculture canadienne	138
Commission du prêt agricole canadien.	145
Sous-section 2. Ministères provinciaux de l'agriculture	147
Sous-section 3. Collèges et écoles agricoles des provinces	150
Section 2. Statistiques de l'agriculture	150
Sous-section 1. Valeur de la production et du fonds agricoles	153
Sous-section 2. Superficie, rendement et valeur des grandes cultures	156
Sous-section 3. Bestiaux et volailles de ferme	163
Sous-section 4. Statistiques laitières	167
Sous-section 5. Horticulture	172
Sous-section 6. Cultures spéciales	175
Sous-section 7. Mercuriale des produits agricoles	179
Sous-section 8. Statistiques agricoles du recensement	183
Sous-section 9. Diverses statistiques agricoles	183
Sous-section 10. Statistiques agricoles internationales	184

L'agriculture, en y comprenant l'élevage et l'horticulture, est la plus importante industrie du peuple canadien; en 1931 elle employait 28·7 p.c. de la population active totale ou 33·9 p.c. ou plus d'un tiers de la population active masculine. Elle fournit en outre la matière première de maintes manufactures canadiennes et ses produits bruts ou transformés représentent une proportion très considérable de nos exportations. Pour détails sur terres occupées et terres arables disponibles, voir page 8 du présent volume.

Une esquisse de l'arrière-plan historique de l'agriculture canadienne qui servait d'introduction au sujet est donnée aux pages 194–198 de l'Annuaire de 1939. Tel que présenté maintenant, ce chapitre traite des activités ordinaires des gouvernements—fédéral, selon l'espace disponible (pour utiliser cet espace à meilleur escient, la méthode de ne pas répéter les articles spéciaux d'une année à l'autre a été adoptée) et provinciaux au moyen de précis et de références aux sources provinciales de renseignements. Des statistiques complètes sur l'agriculture, colligées et compilées par la Branche de l'Agriculture du Bureau Fédéral de la Statistique et couvrant le Canada en général, terminent le chapitre. Elles offrent des données sur la valeur de la production et du fonds agricoles, les grandes cultures, les bestiaux et volailles des fermes, l'industrie laitière, les fruits, les cultures spéciales, les prix et divers autres sujets. La revue habituelle des statistiques mondiales, dont les données sont puisées dans les publications de l'Institut International d'Agriculture, ne paraît pas dans la présente édition de l'Annuaire, vu que ces statistiques ne sont pas disponibles à cause de la guerre.

Section 1.—Le Gouvernement et l'agriculture

L'article 95 de l'Acte de l'Amérique du Nord stipule que "dans chaque province, la législature peut légiférer en matière d'agriculture"; plus loin il est dit aussi que "le Parlement du Canada peut, de temps à autre, faire des lois concernant l'agriculture dans toutes ou dans certaines provinces; et toute loi provinciale de cette nature . . . opérera dans cette province en tant qu'elle ne sera pas inconciliable avec la loi fédérale".

C'est en vertu de ces dispositions qu'existent aujourd'hui des ministères de l'Agriculture dirigés par des ministres de l'Agriculture dans toutes les provinces aussi bien qu'au sein du Gouvernement fédéral; dans deux provinces, cependant, le portefeuille de l'Agriculture est fusionné avec un ou plusieurs autres portefeuilles sous la direction d'un seul ministre.

Sous-section 1.—Le Gouvernement fédéral

Sous cette rubrique, les sujets suivants ont déjà été traités dans des éditions antérieures de l'Annuaire: les attributions du Ministère fédéral de l'Agriculture; le système des fermes expérimentales fédérales; le programme de rétablissement agricole des Prairies; l'arrière-plan historique de l'agriculture canadienne; les insectes nuisibles à la forêt et leur destruction; la législation sur la vente des produits agricoles, 1939. Voir la liste des articles spéciaux au commencement de cette édition.

CERTAINS EFFETS DE LA GUERRE SUR L'AGRICULTURE CANADIENNE*

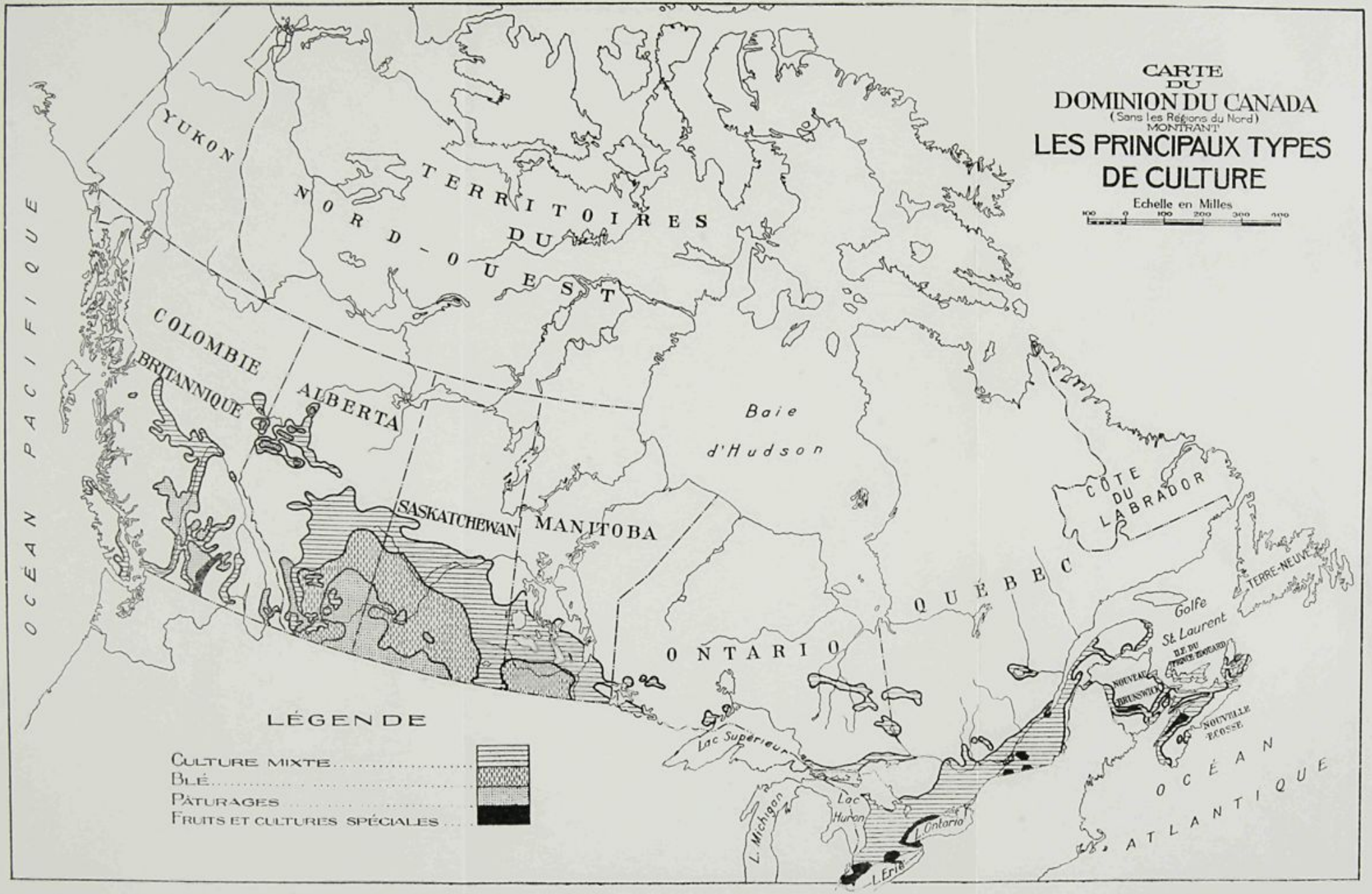
Au sujet des produits agricoles qui peuvent être nécessaires aux fins de guerre, la situation canadienne au début des hostilités en septembre 1939 était beaucoup plus favorable qu'elle ne l'avait été au commencement de la guerre de 1914–18. Prenons deux exemples seulement: la superficie en blé, sous l'impulsion d'une demande active de guerre pour ce produit, s'accroît de 10,300,000 acres en 1914 à 17,300,000 acres en 1918 et s'établit à 26,700,000 acres en 1939; le nombre de porcs, presque le même au début de 1939 qu'à la fin de 1918, s'élève si rapidement au cours de l'année, vu l'abondance de la provende, que l'augmentation en nombre durant 1939 égale l'augmentation globale des quatre années de la guerre de 1914–18.

Seules les superficies affectées à des cultures d'importance secondaire telles que les pois, les fèves, le sarrasin et le lin révèlent un déclin prononcé en regard de 1918; seulement dans le cas du bacon, des produits laitiers et du lin fibreux semble-t-il qu'une quantité plus considérable que d'ordinaire soit requise par le Royaume-Uni; d'un autre côté, la production accrue de tabac et de pommes comparativement à celle de 1918 crée des problèmes d'écoulement de surplus plutôt que d'approvisionnement.

Par conséquent, on n'a pas tardé à se rendre compte que le danger d'une pénurie durant la guerre actuelle est moindre que celui d'une surproduction agricole considérable à la fin de la guerre; c'est pourquoi, quand des mesures ont été prises pour orienter le programme agricole canadien de guerre, on a songé aussi à amoindrir les difficultés de l'ajustement agricole d'après-guerre.

Compte tenu de ce dernier point, il a été décidé d'utiliser autant que possible les services réguliers des Ministères fédéral et provinciaux de l'Agriculture et de faire appel à la collaboration des représentants des producteurs et des commerçants. L'Office du Ravitaillement en produits agricoles, composé des sept fonctionnaires du Ministère fédéral de l'Agriculture, a été établi en conséquence, afin d'agir comme organe central de direction du programme agricole canadien de guerre, avec l'autorisation de nommer des comités consultatifs représentant les producteurs et les commerçants. Pour obtenir une collaboration avec l'Office et donner suite à ses

* Préparé sous la direction de G. S. H. Barton, C.M.G., B.S.A., D.Sc.A., sous-ministre de l'Agriculture, Ottawa.


CARTE
DU
DOMINION DU CANADA
(Sans les Régions du Nord)
MONTRANT
LES PRINCIPAUX TYPES
DE CULTURE
Echelle en Milles
100 0 100 200 300 400
OCÉAN PACIFIQUE
YUKON
TERRITOIRES
DU
NORD-OUEST
COLOMBIE
BRITANNIQUE
ALBERTA
SASKATCHEWAN
MANITOBA
Baie
d'Hudson
ONTARIO
QUÉBEC
CÔTE
DU
LABRADOR
TERRE-NEUVE
Golfe
St Laurent
ÎLE DU
PRINCE EDOUARD
NOUVEAU
BRUNSWICK
NOUVELLE
ÉCOSSE
OCÉAN
ATLANTIQUE
Lac Supérieur
L. Michigan
Lac
Huron
L. Ontario
L. Erie
LÉGENDE
CULTURE MIXTE
BLÉ
PÂTURAGES
FRUITS ET CULTURES SPÉCIALES

suggestions, des comités de production, composés de représentants des producteurs, de fonctionnaires provinciaux et de représentants locaux du Gouvernement fédéral, ont été formés dans chaque province. Entre autres, l'Office central a reçu l'autorisation d'acheter, de vendre, d'emmagasiner, de distribuer les fournitures utilisées dans la production agricole ou d'en contrôler la distribution et de recommander la rétention des permis pour l'exportation de telles fournitures. Des sous-comités ont été constitués pour venir en aide à l'Office du Ravitaillement dans les questions concernant les approvisionnements de semences, d'engrais et d'insecticides et l'écoulement des surplus de fruits et légumes.

Effet sur le mouvement des denrées importantes

Le fait qu'après dix-huit mois de guerre le Canada soit encore en mesure d'avoir un approvisionnement considérable de produits agricoles en magasin ou en perspective démontre que l'attitude prise au début de la guerre est justifiée par les événements. A la fin de 1940, le Royaume-Uni a exprimé le désir de ne recevoir que quelques produits agricoles canadiens en outre des expéditions courantes, à savoir, du fromage, du lait évaporé et de la fibre de lin. Le Canada peut fournir au Royaume-Uni une quantité plus considérable de bacon (voir plus bas sous la rubrique "Bétail") et de fromage que celle requise dans l'accord de 1939-40; les expéditions d'œufs ont été plus fortes que d'habitude mais, si le besoin s'en était fait sentir, on aurait pu en envoyer davantage de certaines qualités. Le Royaume-Uni n'est pas en état de recevoir le tabac, les pommes et autres fruits frais du Canada; il est prêt toutefois à accepter les tomates en conserve, les pommes sèches et en conserve, la pulpe et la pectine de fruit et le miel.

Bétail et produits animaux

Le fléchissement prononcé des importations d'animaux de race constitue l'un des effets de la guerre sur l'ensemble de l'industrie animale. Ce déclin, d'un autre côté, a stimulé le recours aux animaux reproducteurs du pays dans certaines catégories. L'absence de marchés d'exportation pour l'excédent de grain et le nombre insuffisant de garçons de ferme expérimentés sont d'autres facteurs qui ne manqueront pas d'influencer l'orientation de l'élevage des bestiaux.

Bacon.—Les porcs à bacon constituent la seule catégorie de bétail à subir l'influence marquée des demandes de guerre. Afin d'assurer un approvisionnement abondant de bacon en temps de guerre, le Gouvernement du Royaume-Uni a négocié un accord en vertu duquel le Gouvernement canadien livre un minimum de 5,600,000 livres de ce produit par semaine, jusqu'au 31 octobre 1940, au prix de $18·01 le 100 livres, f.o.b. ports de mer canadiens. Le volume exporté dépasse le maximum annuel de 280,000,000 de livres prévu dans l'accord d'Ottawa, et le prix s'avère attrayant en regard de ceux de la provende. Ceci a pour effet d'accentuer la tendance ascendante de la production porcine. Le nombre de porcs à l'engrais crée un nouveau record.

La concurrence européenne est disparue; le Canada est maintenant le seul pourvoyeur de bacon wiltshire importé pour le Royaume-Uni et est en mesure de faire une contribution encore plus grande qu'en 1939–40.

D'après un nouvel accord, 425,000,000 de livres de flancs et de morceaux de wiltshire seront expédiées au Royaume-Uni entre le 1er novembre 1940 et le 31

octobre 1941, soit environ 95,000,000 de livres de plus que les exportations aux termes du contrat de 1939–40. Les recettes nettes en vertu de l'accord s'établiront à $67,300,000. Des foies, des rognons, des langues, des vessies et des boyaux, d'une valeur nette d'environ $2,000,000, lui seront également fournis. Le prix des différentes variétés de flancs wiltshire varie de $16·10 le 100 livres livré aux ports de mer canadiens pour la catégorie A, n° 1 de bonne grosseur, à $12·75 pour la catégorie B, n° 3, de 70 à 80 livres le flanc.

La forte demande du Royaume-Uni pour un volume considérable et de qualité stimule l'amélioration additionnelle de chaque aspect du marché et de la production. En vertu des accords, le Gouvernement, par l'entremise du Comité canadien du bacon, est le seul agent de livraison auprès du Ministère britannique de l'Alimentation. Il en résulte une stricte réglementation du volume et de la qualité, une relation étroite entre le prix du porc et du bacon et l'élimination des grandes fluctuations du marché porcin.

Bœuf.—La guerre n'a exercé que peu d'influence sur le marché du bœuf de boucherie. Au début des hostilités, le mouvement du surplus canadien se dirigeait presque entièrement vers le marché américain; il s'est maintenu dans cette direction depuis lors. Durant la première année de la guerre, une augmentation prononcée du pouvoir d'achat de la classe ouvrière maintient un prix satisfaisant dans toutes les catégories de viande, particulièrement le bœuf, et les exportations aux Etats-Unis ne sont limitées que par le prix comparativement élevé du marché domestique.

Etant donné la nécessité de réserver le transport maritime à l'essentiel de guerre, les expéditions d'essai de jeune bœuf frais au Royaume-Uni sont discontinuées, mais ceci n'affecte pas sensiblement le marché domestique. De même, le commerce d'animaux de laiterie avec le Royaume-Uni a été suspendu au début de la guerre; cependant, il a continué normalement avec les Etats-Unis.

Laine.—Exception faite de l'effet stimulant sur la production de laine, la guerre n'apporte aucun changement important à l'industrie ovine. La production d'agneau et de mouton ne suffit pas à la demande domestique et les importations dépassent les exportations.

Les recettes provenant des ventes de laine, toutefois, sont plus élevées qu'avant la déclaration de la guerre. Avant la guerre, les débouchés pour laine canadienne s'étendaient au monde entier et une quantité considérable de laine fine était exportée en Angleterre et en Europe continentale. Vu les risques actuels de guerre et d'assurance, il ne serait pas facile d'exporter outre-mer une partie quelconque de la tonte de 1940. Les besoins de la Grande-Bretagne sont amplement satisfaits au moyen du contrôle de la tonte complète de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie et de l'Afrique du Sud. L'Administrateur de la laine, de la Commission des Prix et du Commerce en temps de Guerre, est autorisé à retenir toute la production domestique qui pourrait servir aux fins de guerre. Avec la permission de l'Administrateur de la Laine, certaines exportations ont été faites aux Etats-Unis, mais la majeure partie des ventes sont limitées au marché domestique.

Produits laitiers

Les seuls produits laitiers canadiens dont le Royaume-Uni a demandé une quantité plus considérable qu'en temps de paix sont le fromage cheddar et le lait évaporé;

et, en grande partie, vu une saison favorable à l'industrie laitière à travers le Dominion, une production sensiblement accrue de ces deux produits a été possible sans nuire à la production normale des autres.

Beurre et fromage.—En vertu d'un accord conclu le 28 mai 1940, entre les Gouvernements du Royaume-Uni et du Canada, le Ministère britannique de l'Alimentation a pourvu à l'achat de 35,000 tonnes longues de fromage cheddar canadien durant la période de production terminée le 30 novembre 1940, au prix de 14 cents la livre de première qualité, f.o.b. navire ou wagon de chemin de fer à Montréal. Immédiatement après, le Ministère britannique a demandé que le Canada expédiât du fromage cheddar disponible en excédent de la quantité spécifiée. Un marché assuré pour la production de fromage de la saison et les stocks de beurre plus considérables que ceux de l'année précédente exercent une influence déprimante sur le prix du beurre mais stimulent la production du fromage, avec le résultat que les exportations de fromage faites par l'intermédiaire de la Commission des Produits Laitiers atteignent 39,895 tonnes longues le 30 novembre.

La Commission des Produits Laitiers, seule agence de livraison auprès du Ministère britannique de l'Alimentation, a jugé nécessaire de réduire les exportations de fromage aux pays en dehors de l'Empire afin de conserver la quantité maximum pour le Royaume-Uni. En conséquence, l'exportation des fromages cheddar de dimension et de forme régulières fabriqués depuis le 1er avril 1940 a été prohibée et les expéditions de fromage cheddar mûri et d'autres espèces dont l'exportation est permise ont été limitées aux firmes établies avant la déclaration de la guerre.

En vertu d'un nouvel accord avec le Gouvernement britannique, 50,000 tonnes longues (et toute quantité additionnelle disponible dans la limite des besoins britanniques) de fromage canadien seront expédiées sur le Royaume-Uni au cours des douze mois terminés le 31 mars 1942. Les prix suivants, f.o.b. navire ou wagon de chemin de fer à Montréal, ont été fixés: première qualité, 14·4 cents la livre; deuxième qualité, 13·9 cents; troisième qualité, 13·4 cents.

Les douze mois qui précèdent le début des hostilités, les exportations canadiennes de beurre au Royaume-Uni sont plus fortes que d'ordinaire en raison des stocks considérables au Canada et d'un marché favorable au Royaume-Uni. A la déclaration de la guerre, les exportations canadiennes sur ce marché cessent en raison d'une demande plus faible et d'un prix réglementé au Royaume-Uni inférieur au prix domestique du Canada.

Lait évaporé.—Le lait évaporé est un autre produit laitier exporté au Royaume-Uni en vertu d'un accord. Basé en grande partie sur les exportations antérieures sur ce marché, un accord a été conclu en vue de l'exportation de 300,000 caisses à $3·75 la caisse, f.o.b. navire, ports canadiens, la saison terminée le 31 décembre 1940; par après, la quantité a été augmentée de 150,000 caisses. Ensuite, des renseignements ont été demandés au sujet de la disponibilité de quantités additionnelles pour être expédiées jusqu'au 31 mars 1941. Le Canada a pu subvenir aux demandes de lait évaporé du Royaume-Uni sans pour cela négliger les autres marchés établis dans les pays de l'Empire et autres.

Œufs et volailles

Immédiatement après la déclaration de la guerre, le Royaume-Uni tend à acheter des quantités d'œufs plus considérables des pays européens voisins de l'en-

nemi, et ce n'est que lorsque ces sources d'approvisionnement deviennent inaccessibles que les achats faits au Canada augmentent brusquement. Les exportations d'œufs au Royaume-Uni les dix premiers mois de 1940 s'établissent à plus de 320,000 caisses, en regard de 30,000 à 40,000 caisses l'année précédente. Actuellement, rien n'indique quel sera le volume d'œufs requis par le Royaume-Uni en 1941, mais il semble raisonnable de prévoir une certaine augmentation en regard de 1940.

Le fait que le Gouvernement du Royaume-Uni a placé la volaille au nombre des denrées de demi-luxe constitue la cause d'un fléchissement des expéditions canadiennes. Au cours de la saison de navigation terminée en mai 1940, le contingent alloué comprend la moitié des poulets expédiés l'année précédente et exclut les dindes. Rien n'indique que l'importation des poulets sera permise durant la saison de navigation de 1941; toutefois, la consommation domestique accrue et les exportations aux Etats-Unis faciliteront probablement l'écoulement du surplus canadien de volailles.

Provende animale

Il est probable que les approvisionnements de grains secondaires pour l'hiver de 1940–41 seront suffisants et que les quantités de foin et de fourrage seront supérieures à la moyenne dans l'ensemble du pays. Des mesures spéciales ont été prises pour transporter les approvisionnements de grains secondaires de l'Ouest aux entrepôts de l'Est avant la fermeture de la navigation intérieure, en vue de réduire le coût du transport et d'assurer l'approvisionnement des régions où la provende est insuffisante. Les développements de la guerre rendent impossible l'importation normale, de Grande-Bretagne et de Norvège, d'huile de foie de morue dont l'aviculteur canadien faisait grand usage. On a adopté, en conséquence, des mesures destinées à faciliter une production plus considérable d'huiles alimentaires au Canada. En outre, afin de conserver les approvisionnements, des dispositions ont été prises au sujet de l'autorisation des exportations. Le Ministère fédéral de l'Agriculture a établi un laboratoire pour analyser la teneur en vitamines de ces huiles.

Grandes cultures

Le principal effet de la guerre en ce qui concerne les grandes cultures du Canada est la fermeture des débouchés européens, exception faite du Royaume-Uni. La superficie consacrée à la production du blé au Canada, qui s'établit à 10,300,000 acres en 1914, 17,300,000 en 1918 et 26,700,000 en 1939, couvre 28,200,000 acres en 1940. Une forte récolte en 1940, ajoutée à un report considérable, présente des problèmes difficiles d'écoulement et d'entreposage au Ministère du Commerce, en dépit du fait que les exportations de blé en 1939–40 atteignent le volume le plus grand depuis la campagne de 1935–36.

Le lin fibreux a joui d'une demande plus intense depuis le début des hostilités. Normalement, les approvisionnements du Royaume-Uni proviennent en grande partie de la Russie, des pays baltes et de la Belgique. Une fois ces sources disparues, on a demandé au Canada d'augmenter l'approvisionnement de fibre et d'étoupe de lin sérancé et de mettre à la disposition du Gouvernement de l'Irlande du Nord toute la graine de lin fibreux dont il n'a pas besoin. La superficie affectée au lin fibreux au Canada s'élève de 8,000 acres en 1939 à plus de 21,000 en 1940. On prévoit qu'au printemps de 1941 la production accusera une forte augmentation additionnelle. Pour être certain que tous les approvisionnements disponibles soient envoyés au Royaume-Uni, les exportations de fibre et d'étoupe de lin sérancé ont dû être

autorisées. La quantité de ces produits en 1940 s'établit entre 4,000 et 5,000 tonnes à rapprocher de 1,300 tonnes en 1939. L'Office du Ravitaillement en produits agricoles, par l'entremise de son Comité des approvisionnements de graines de semence, a acheté ou contrôlé toute la graine de semence de lin fibreux disponible de la production de 1939; il est aussi autorisé à acheter toute la graine de semence produite en 1940. Une fois que les besoins du Canada ont été remplis, près de 18,000 boisseaux ont été expédiés au Gouvernement de l'Irlande du Nord pendant l'hiver de 1939–40. On s'attend que 25,000 boisseaux soient à la disposition de l'Irlande du Nord au cours de l'hiver de 1940–41.

On a proposé d'intensifier la production de graine de lin afin que le Canada dépende dans une mesure moindre des importations pour l'industrie huilière; de cette façon, on aiderait aussi à maintenir le change.

La guerre n'a pas beaucoup affecté les autres grandes cultures.

Fruits, légumes et miel

L'industrie de la pomme est au nombre de celles qui ont le plus souffert de la guerre, étant donné qu'en temps ordinaire environ la moitié de la production commerciale de pommes canadiennes est exportée. Normalement, 80 p.c. ou plus de la récolte de la Nouvelle-Ecosse est expédié sur les Iles Britanniques ou le continent européen; au sujet des pommes de la Nouvelle-Ecosse de la récolte de 1939, l'excédent à la suite de la diminution des exportations a été absorbé en grande partie par la transformation de 1,224,795 barils, suivant un accord en vertu duquel le Gouvernement fédéral a garanti un prix donné pour les pommes livrées aux conserveries et sècheries. L'amélioration des techniques de transformation, telle qu'effectuée dans les laboratoires du Ministère fédéral de l'Agriculture, contribue beaucoup à l'écoulement efficace d'une grande quantité de l'excédent. Dans les provinces de Québec et d'Ontario, dont les exportations totales sont inférieures aux arrivages globaux de Nouvelle-Ecosse et de Colombie Britannique, il a suffi de raffermir les exigences relatives à la qualité, d'imposer certaines restrictions de zones et de lancer une vigoureuse campagne de réclame à travers le pays. Naturellement, c'est dans les centres de consommation que cette campagne a obtenu les meilleurs résultats. Les pommes de la Colombie Britannique s'approprient une part extraordinaire des exportations restreintes sur le Royaume-Uni en raison des cales disponibles plus nombreuses que celles qui sont offertes aux pommes expédiées d'Halifax. Une campagne de réclame a aussi favorisé l'écoulement domestique.

Des arrangements ont été faits entre le Gouvernement fédéral et les principales provinces d'exportation au sujet de la récolte de pommes de 1940. Etant donné que le Gouvernement a garanti certains prix fixes pour les pommes qui normalement seraient exportées, on espère que la consommation domestique plus forte de pommes fraîches ou transformées suffira à disposer de l'excédent, vu surtout que la récolte de 1940 a été plus faible.

La diminution des exportations a affecté en outre l'industrie de la conserverie. Les achats considérables de produits de la tomate avant l'interdiction du Royaume-Uni sur les importations de ces marchandises ont réduit les stocks au minimum et, depuis lors, les conditions défavorables de récolte ont empêché l'accumulation de tout excédent indu. Entretemps, la restriction sur l'importation de tomates en conserve a été modifiée comme on le mentionne à la p. 139. Les stocks d'autres fruits et légumes transformés sont un peu au-dessus de la moyenne, mais on peut stimuler la demande afin d'absorber le surplus

Le Royaume-Uni n'a placé aucune restriction sur l'importation du miel et de lourds achats ont épuisé tous les stocks disponibles. La situation défavorable du

change et les droits plus élevés sur les importations d'abeilles en colis ont eu pour effet indirect de stimuler l'intérêt au sujet des meilleures méthodes d'hivernage.

Tabac et fourrures

A la suite de la déclaration de la guerre, le tabac et les fourrures, qui d'ordinaire trouvent un débouché dans le Royaume-Uni, ont été gravement affectés.

Tabac.—Les exportations de tabac sur le marché britannique en 1939 s'établissent à près de 40,000,000 de livres. En 1940, ce chiffre subit un brusque fléchissement à moins de 10,000,000 de livres. On ne s'attend à aucune demande de tabac canadien de la part du Royaume-Uni en 1941. Un mouvement relativement faible d'exportation sur l'Australie et la Nouvelle-Zélande en 1941 représente l'ouverture d'un nouveau débouché. Devant la rupture du marché britannique, la superficie affectée à la culture du tabac accuse en 1940 une forte diminution de 26 p.c. Le déclin le plus prononcé en superficie se produit dans le district de tabac jaune en Ontario et les dégâts considérables causés par le gel dans certaines parties de cette région diminuent davantage la production. La récolte canadienne totale de 1940 s'établit à 60,300,000 livres comparativement à 107,700,000 livres en 1939. Cette diminution, jointe au fait que le report de plus de 30,000,000 de livres de 1939 a été retiré du marché, peut améliorer la situation des cultivateurs de tabac durant la saison d'achat de 1941 en dépit de l'état incertain du marché d'exportation.

Fourrures.—Par le passé, la majeure partie des peaux de renards argentés et de visons élevés en captivité au Canada était vendue au Royaume-Uni; mais à la suite de la guerre, ce marché s'est transporté aux Etats-Unis. De crainte que ce marché ne fût submergé, ce dernier pays a contingenté les importations. D'abord, 58,300 peaux de renard argenté seulement peuvent être importées du Canada; en vertu de l'accord commercial de 1940, ce chiffre est porté à 70,000. En raison de ces facteurs, la situation à la fin de 1939 est décourageante. Toutefois, les achats subséquents considérables des marchands américains pour le compte d'étrangers, de même qu'une meilleure demande au Canada et une élimination rigoureuse de la part des éleveurs, entraînent l'écoulement des stocks disponibles à des prix plus élevés à la fin de 1940. Le prix du vison fléchit brusquement après la disparition du marché britannique, bien qu'il n'y ait aucune restriction sur les exportations de peaux de vison aux Etats-Unis. La meilleure demande aux Etats-Unis et au Canada ranime les affaires et les perpectives de 1941 sont bonnes pour les éleveurs de visons et de renards.

Questions de politique générale

Moyens d'assurer les approvisionnements nécessaires à la production.—La guerre a eu pour effet de priver la production de certaines fournitures indispensables. Des quantités considérables de graine de semence de betterave à sucre, par exemple, proviennent d'ordinaire de sources européennes, et la même chose s'applique aux graines de semence de betterave fourragère, du choux de Siam et de différents légumes. On fait un effort national pour stimuler la production domestique et obtenir une quantité suffisante de graine produite au Canada pour remplacer les approvisionnements européens qui ne sont plus disponibles. Les stocks fournis par les fermes expérimentales du Gouvernement ont servi de base à une grande partie de cette industrie de la grainerie. En outre, des comités spéciaux ont pris des mesures pour assurer l'approvisionnement d'engrais, d'insecticides et de fongicides, dont une grande partie provient ordinairement de sources européennes. Bien qu'il faille avoir recours à des succédanés, on croit que les approvisionnements disponibles au Canada et aux Etats-Unis seront suffisants.

Depuis que les approvisionnements européens de caillettes (estomacs de veau), servant à la préparation de la présure pour la fabrication du fromage, sont coupés, les exportations canadiennes de caillettes sont prohibées, tout comme l'exportation de la présure elle-même. En vue d'éviter les pertes de denrées alimentaires, on accorde une attention plus grande au contrôle des insectes dans les grains et autres produits emmagasinés.

La situation de la demande domestique.—L'activité industrielle plus intense, de même que l'augmentation concomitante de l'emploiement et du revenu autre que celui des fermes, ont eu un effet favorable sur l'agriculture dans les régions qui produisent en grande partie pour le marché domestique, telles que l'Ontario, le Québec, la Colombie Britannique et, dans une moindre mesure, les Provinces Maritimes. Le revenu provenant des cultures maraîchères, des produits laitiers, des bêtes à cornes de boucherie et de certains fruits s'est considérablement accru. D'un autre côté, d'autres produits, normalement destinés à l'exportation, particulièrement les grains, les pommes et le tabac, ont subi une influence défavorable et il se peut que le revenu des producteurs soit inférieur à celui de l'an dernier. En dépit d'une production beaucoup plus considérable, le prix du porc se maintient bien et, avec l'accroissement du volume, le revenu des éleveurs de porcs est beaucoup plus élevé qu'il ne l'était il y a un an.

COMMISSION DU PRÊT AGRICOLE CANADIEN*

Cette Commission fut instituée par le Gouverneur en Conseil en vertu des dispositions de la loi du prêt agricole canadien (c. 66, S.R.C. 1927, tel qu'amendé par le c. 46 des Statuts de 1934 et par le c. 16 de ceux de 1935). Elle administre un système de crédit hypothécaire à long terme pour les cultivateurs du Canada comme une agence de la Couronne au nom du Dominion.

La Commission est autorisée à prêter de l'argent aux cultivateurs pour l'acquittement de leurs dettes, l'achat d'outillage agricole et de bétail, pour leur aider à acheter des terres agricoles, à améliorer leurs fermes et à toute autre fin jugée de nature à augmenter la valeur de la terre destinée à l'agriculture.

Des prêts à long terme peuvent être consentis sur la garantie d'une première hypothèque sur les terres à culture actuellement exploitées par l'emprunteur jusqu'à concurrence d'un montant ne dépassant pas 50 p.c. de la valeur estimative de ces terres et ne devant pour aucune considération dépasser $5,000. Les emprunts sont remboursables au moyen d'un système d'amortissement dans un délai ne devant pas dépasser 25 ans.

En vertu des amendements apportés à la loi en 1935, la Commission est aussi autorisée à consentir des avances supplémentaires aux cultivateurs qui, ayant obtenu de la Commission un emprunt sur première hypothèque, ont besoin de plus d'argent; le montant de ces avances supplémentaires ne doit pas excéder 50 p.c. du montant avancé sur la garantie de la première hypothèque, et le montant global des prêts consentis sur la garantie d'une première et d'une deuxième hypothèques ne doit pas excéder les deux tiers de la valeur estimative de la terre hypothéquée en garantie du prêt et ne dépasser jamais le montant global de $6,000.

Les détails au sujet du capital dont la Commission a besoin, du taux d'intérêt et autres paraissent à la p. 187 de l'Annuaire de 1940.

Le taux courant d'intérêt sur les prêts consentis par la Commission est de 5 p.c. sur la garantie de première hypothèque et de 6 p.c. sur la garantie de la deuxième. Les opérations se poursuivent maintenant dans toutes les provinces du Canada.

* Revisé par A. H. Brown, secrétaire de la Commission du prêt agricole canadien, Ottawa.

1.—Demandes de prêts agricoles reçues, prêts approuvés et prêts déboursés, années fiscales 1931-40

Année	Demandes reçues		Prêts approuvés					Prêts déboursés		
	Nombre	Montant	Première hypothèque		Deuxième hypothèque		Montant total	1ère hypothèque	2ème hypothèque	Total
			Nombre	Montant	Nombre	Montant				
		$		$		$	$	$	$	$
1931.....	3,372	8,650,182	1,458	3,212,400	Nil	–	3,212,400	3,517,489	Nil	3,517,489
1932.....	4,803	12,370,399	1,049	2,025,400	"	–	2,025,400	1,996,344	"	1,996,344
1933.....	1,776	3,939,393	536	982,600	"	–	982,600	1,276,114	"	1,276,114
1934.....	1,207	2,306,934	287	490,800	"	–	490,800	558,630	"	558,630
1935.....	2,456	5,496,817	532	880,900	72	44,600	925,500	537,974	9,233	547,207
1936.....	21,698	50,152,821	5,109	8,906,680	3,236	2,051,725	10,958,405	6,191,609	1,232,170	7,423,779
1937.....	9,821	21,872,723	5,099	9,004,850	2,835	1,504,150	10,509,000	9,269,188	1,804,968	11,074,156
1938.....	3,924	8,254,401	1,913	3,473,000	776	368,575	3,841,575	4,652,397	611,910	5,264,307
1939.....	4,723	9,688,427	2,267	4,076,800	560	269,250	4,346,050	4,041,395	297,448	4,338,843
1940.....	4,666	8,941,899	2,380	4,149,400	464	199,550	4,348,950	4,130,765	211,897	4,342,662

2.—Emprunts agricoles approuvés, avec détails de la valeur estimative des garanties, par province, années fiscales 1939 et 1940

Année et province	Prêts approuvés					Valeur estimative de la garantie au moment de l'emprunt		
	Première hypothèque		Deuxième hypothèque		Montant total	Terre	Immeubles	Total
	Nombre	Montant	Nombre	Montant				
		$		$	$	$	$	$
1939								
Ile du Pr.-Edouard....	128	181,950	15	7,400	189,350	315,455	142,656	458,111
Nouvelle-Ecosse.....	150	217,600	7	3,600	221,200	398,222	202,964	601,186
Nouveau-Brunswick...	33	38,400	12	4,150	42,550	59,501	38,285	97,786
Québec.....	398	840,350	61	26,300	866,650	1,286,533	755,684	2,042,217
Ontario.....	413	806,100	97	46,500	852,600	1,261,886	665,233	1,927,119
Manitoba.....	276	504,450	117	64,950	569,400	1,110,513	348,785	1,459,298
Saskatchewan.....	381	626,500	146	64,050	690,550	1,583,766	468,021	2,051,787
Alberta.....	363	615,800	89	41,200	657,000	1,423,681	323,835	1,747,516
Colombie Britannique.	125	245,650	16	11,100	256,750	495,658	238,975	734,633
Totaux, 1939....	**2,267**	**4,076,800**	**560**	**269,250**	**4,346,050**	**7,935,215**	**3,184,438**	**11,119,653**
1940								
Ile du Pr.-Edouard....	116	155,150	4	1,700	156,850	266,915	124,520	391,435
Nouvelle-Ecosse.....	131	192,600	1	300	192,900	343,840	167,226	511,066
Nouveau-Brunswick...	54	55,900	5	1,850	57,750	82,312	54,909	137,221
Québec.....	401	790,650	22	7,750	798,400	1,238,406	708,203	1,946,609
Ontario.....	437	889,150	99	45,250	934,400	1,369,469	763,141	2,132,610
Manitoba.....	249	440,750	65	30,000	470,750	992,026	326,088	1,318,114
Saskatchewan.....	391	624,500	171	63,550	688,050	1,522,463	429,274	1,951,737
Alberta.....	493	807,800	97	49,150	856,950	2,037,390	453,686	2,491,076
Colombie Britannique.	108	192,900	Nil	–	192,900	451,763	189,052	640,815
Totaux, 1940..	**2,380**	**4,149,400**	**464**	**199,550**	**4,348,950**	**8,304,584**	**3,216,099**	**11,520,683**

Sous-section 2.—Ministères provinciaux de l'Agriculture*

Ile du Prince-Edouard.—Le Ministère de l'Agriculture est sous la direction d'un ministre et son personnel se compose d'un sous-ministre, d'un surintendant de l'industrie animale, d'une surintendante des cercles de femmes, d'un surintendant de l'industrie laitière, de trois surintendants sur place et d'un représentant sur place pour la vulpiculture. Le ministère s'intéresse à la vente coopérative des produits agricoles, à l'avancement de l'industrie animale, aux expositions, aux clubs de garçons et filles et au progrès de l'agriculture en général.

Nouvelle-Ecosse.—La politique agricole de la province de Nouvelle-Ecosse est administrée par le Ministère de l'Agriculture et des Marchés; le bureau du Ministre et ceux du Directeur des Marchés, du Bureau de Colonisation, du Statisticien et du Surintendant de l'Immigration, du Représentant de la Publicité, du Représentant des Produits Forestiers et de la Commission de l'Exposition provinciale sont situés à Halifax. Plusieurs des services techniques se trouvent au collège d'Agriculture, à Truro. Les autres divisions du ministère sont les suivantes: services d'extension; sociétés, associations et expositions agricoles; industrie laitière; aviculture; bétail; entomologie et botanique; apiculture; pathologie animale; génie agricole; et cercles de femmes.

Nouveau-Brunswick.—Le Ministère de l'Agriculture du Nouveau-Brunswick se compose des branches suivantes: bétail et sociétés agricoles; industrie laitière; amélioration des troupeaux; sols et cultures; aviculture; horticulture; cercles de femmes; extension; industrie, immigration et colonisation; économie agricole; apiculture; fourrures; coopératives de crédit et coopératives.

Québec.—Le Ministère de l'Agriculture du Québec comporte les branches suivantes: agronomie; grandes cultures; extension; élevage; économie rurale; et génie rural. Chaque service est divisé en sections chargées de disposer des problèmes particuliers. Le Ministère de l'Agriculture a aussi plusieurs autres activités telles que la Commission du Crédit Agricole du Québec, le concours du Mérite Agricole, l'Ecole Provinciale d'Industrie Laitière, les cours d'art manuel et l'Ecole Provinciale d'Agriculture. Le Ministère administre plusieurs écoles d'agriculture, dirige 132 représentants agricoles à travers la province, maintient un personnel de spécialistes, et veille aux associations coopératives et aux organisations féminines. Il y a donc pour chaque domaine de l'activité agricole un service administratif correspondant où les personnes intéressées peuvent obtenir des renseignements adéquats.

Ontario.—Le Ministère de l'Agriculture de l'Ontario comporte les branches suivantes: statistiques et publications, sociétés d'agriculture et horticulture, bétail, cercles de femmes, industrie laitière, fruits, représentants agricoles, récoltes, semences et mauvaises herbes; coopération et marchés, y compris l'administration de la loi relative aux coopératives de crédit et la régie du lait. Le Ministère a la direction du Collège Agricole d'Ontario, du Collège Vétérinaire d'Ontario, de l'école d'agriculture de Kemptville, des fermes expérimentales de Guelph, Ridgetown et Vineland, et des fermes de démonstration de New Liskeard et de Hearst.

* Pour les publications des Ministères provinciaux de l'Agriculture voir l'entrée "Publications des gouvernements provinciaux" à l'index alphabétique.

Manitoba.—Le Ministère de l'Agriculture du Manitoba comprend les branches suivantes: extension agricole, industrie laitière, élevage, publications, Bureau d'ajustement des créances et Office de la pathologie animale.

La Branche d'Extension de l'Agriculture aide à la production des grandes cultures, à l'horticulture, à l'apiculture, à l'aviculture, à l'enrayement des ravages par les insectes, au travail des associations de garçons et filles et à divers projets d'établissement. Elle dirige également le travail des représentants agricoles ruraux et surveille celui des sociétés agricoles et horticoles et des cercles féminins. La Branche de l'Industrie Laitière classe la crème apportée aux crémeries, surveille les activités des crémeries et des fromageries et aide en général à l'industrie laitière. La Branche du Bétail approuve les étalons et conduit divers projets en vue d'encourager la production de meilleurs types d'animaux. La Branche des Publications publie et distribue de la littérature agricole et est préposée aux statistiques agricoles. Le Bureau d'ajustement des créances, opérant en vertu d'une législation provinciale, cherche à éviter l'insolvabilité inutile chez les fermiers. Le laboratoire vétérinaire provincial offre aux médecins vétérinaires et aux éleveurs de bestiaux et de volailles ses services de diagnostic, de consultation et de conseils.

Saskatchewan.—Le Ministère de l'Agriculture comprend diverses branches dont les fonctions sont les suivantes: la Branche du Bétail s'occupe de l'examen et de l'inscription des étalons, sauvegarde la santé du bétail, facilite l'achat et la vente de bêtes à cornes, moutons et porcs aux fermiers dans les régions de reproducteurs de race, organise des expositions de bétail et enregistre les marques de bétail; elle maintient des services de sélection des volailles et de classement des dindons, et administre un système d'incubation approuvée. La Branche des Grandes Cultures favorise les bonnes méthodes de culture et du travail du sol, encourage l'utilisation de graine de bonne qualité et en distribue en vertu d'un système d'échange, et fournit les moyens de supprimer les insectes et les mauvaises herbes. La Branche de l'Industrie Laitière accorde les permis aux exploitants de crémerie, aux classificateurs et analystes de crème, cautionne les crémeries et encourage l'amélioration du troupeau par les épreuves auxquelles elle soumet les vaches laitières. La Branche des Statistiques, de concert avec le Bureau Fédéral de la Statistique, dirige un service de renseignements sur les cultures et collige des données sur les cultures et le bétail. La Branche de la Coopération et des Marchés administre la législation relative aux organisations coopératives, y compris les coopératives de crédit, encourage les activités coopératives, fournit un service de recherches économiques et d'inspection, publie des bulletins, des rapports et un communiqué à la presse. Sous la direction du Service des Représentants Agricoles, la province est divisée en districts où des hommes compétents poursuivent des travaux d'avancement et de renseignements. La Division de l'Apiculture enregistre les apiculteurs et encourage les meilleures méthodes d'administration. Les sociétés agricoles reçoivent des subventions du ministère, mais les activités sont dirigées par le Collège d'Agriculture. Le Bureau d'Utilisation des Terres, composé de représentants de divers services intéressés du Gouvernement, s'efforce d'opérer la désaffectation des terres impropres à l'agriculture.

Alberta.—Le Ministère de l'Agriculture de l'Alberta sert l'agriculture et la population rurale de l'Alberta par l'intermédiaire de ses neuf branches, chacune intéressée dans une phase particulière de l'industrie.

Parmi les plus importants services se trouve le programme d'extension que dirige la Branche d'Extension en collaboration avec les autres branches. Le Ministère de l'Agriculture cherche à faire pénétrer dans les régions rurales des renseignements pratiques et à jour par l'intermédiaire d'agronomes régionaux stationnés dans

seize districts, de cours abrégés, de fêtes champêtres et conférences illustrées. On sert les intérêts des fermières au moyen d'un programme de conférences, de démonstrations et de cours par correspondance. Des publications traitant d'agriculture et de science ménagère sont publiées et distribuées gratis. On peut, sur demande, se procurer des renseignements statistiques.

Aux deux écoles d'agriculture, à Olds et à Vermilion, s'inscrivent annuellement environ 350 étudiants pour y recevoir un enseignement pratique en agriculture et en science ménagère. On trouve attachée à chaque école d'agriculture une large ferme de démonstration sur laquelle sont entretenus des troupeaux de race pure. Le Ministère dirige aussi la Station Provinciale d'Horticulture à Brooks où des variétés vivaces de plantes de pépinière sont éprouvées et propagées.

Un programme de cercles de jeunes fermiers, comprenant 175 cercles, cherche à subvenir aux besoins des jeunes ruraux, tandis que 91 foires scolaires encouragent l'étude de l'agriculture chez les plus jeunes enfants. Le Ministère a collaboré avec le Gouvernement fédéral de façon à étendre le programme fédéral-provincial de formation des jeunes et afin d'inclure un cours de mécanique rurale pour les fils de fermiers.

La Branche du Bétail a récemment inauguré un nouveau programme d'amélioration dont le but est de placer des béliers de race dans les troupeaux des fermiers. Les autres programmes importants comprennent l'échange de taureaux et de verrats, la distribution de truies et les clubs de haras. La branche a aussi augmenté l'engraissement des bœufs par intermédiaire de son programme d'Associations des Engraisseurs de Bestiaux. Dans le but de venir encore plus en aide aux éleveurs de bestiaux un pathologiste vétérinaire a été nommé et l'on a ouvert, en janvier 1940, un laboratoire vétérinaire des plus modernes.

Des améliorations dans la grande culture furent réalisées grâce à la formation de l'Association Albertaine pour l'Amélioration des Récoltes, dont le but est de coordonner les efforts de ceux qui sont intéressés dans la production et la distribution du grain de haute qualité.

La Branche de l'Industrie Laitière est au service de cette industrie et elle a augmenté ses efforts dans ce sens en donnant une plus grande attention à l'amélioration des vaches laitières.

Grâce à ses divers programmes la Branche de l'Aviculture sert cette industrie et rend de grands services aux aviculteurs.

La Branche de la Pêche et de la Chasse est chargée de la préservation de la vie sauvagine et de l'application des règlements provinciaux. On trouve parmi ses importantes fonctions le repoissonnement des ruisseaux et des lacs et les instructions aux fermiers à fourrure.

La Branche de l'Apiculture s'intéresse à près de 1,600 apiculteurs; et la Branche de Secours administre le programme d'établissement agricole.

Depuis le début de la guerre le Ministère de l'Agriculture a dirigé ses principaux efforts vers la solution de quelques problèmes qui en découlent.

Colombie Britannique.—Le Ministère de l'Agriculture comprend trois divisions principales: (1) La Division de l'Administration est responsable de la direction générale des programmes agricoles; met en vigueur les lois provinciales affectant l'agriculture; surveille les programmes d'extension agricole; recueille les statistiques agricoles; prépare les étalages pour les expositions provinciales; compile les rapports et les publications ministériels; dirige les programmes de cercles de jeunes fermiers, les cercles de fermiers et de fermières et l'extension des marchés. (2) La Division

de l'Industrie Animale a la surveillance des entreprises d'élevage, y compris l'encouragement et l'amélioration; de l'inspection des marques; de l'inspection des classements du bœuf; du contrôle des maladies contagieuses des animaux; de la destruction des insectes nuisibles au bétail; et du travail sur place relatif à l'alimentation des animaux. Cette division comprend les branches suivantes: bétail, médecine vétérinaire, industrie laitière et aviculture. (3) La Division de l'Industrie des Plantes comprend les branches de l'horticulture, des grandes cultures, de la pathologie végétale, de l'entomologie et de l'apiculture; elle a la direction générale de la production des fruits, des légumes et des semences et des relevés portant sur les vergers, les superficies de petits fruits et plantes bulbeuses, et les régions recouvertes par les serres; elle s'occupe de la suppression des fléaux d'insectes et des maladies cryptogamiques, de l'inspection et du contrôle des mauvaises herbes et de l'avancement général des cultures.

Des officiers du Ministère chargés de l'extension sont assignés à seize centres d'agriculture dans la province.

Sous-section 3.—Collèges et écoles agricoles des provinces

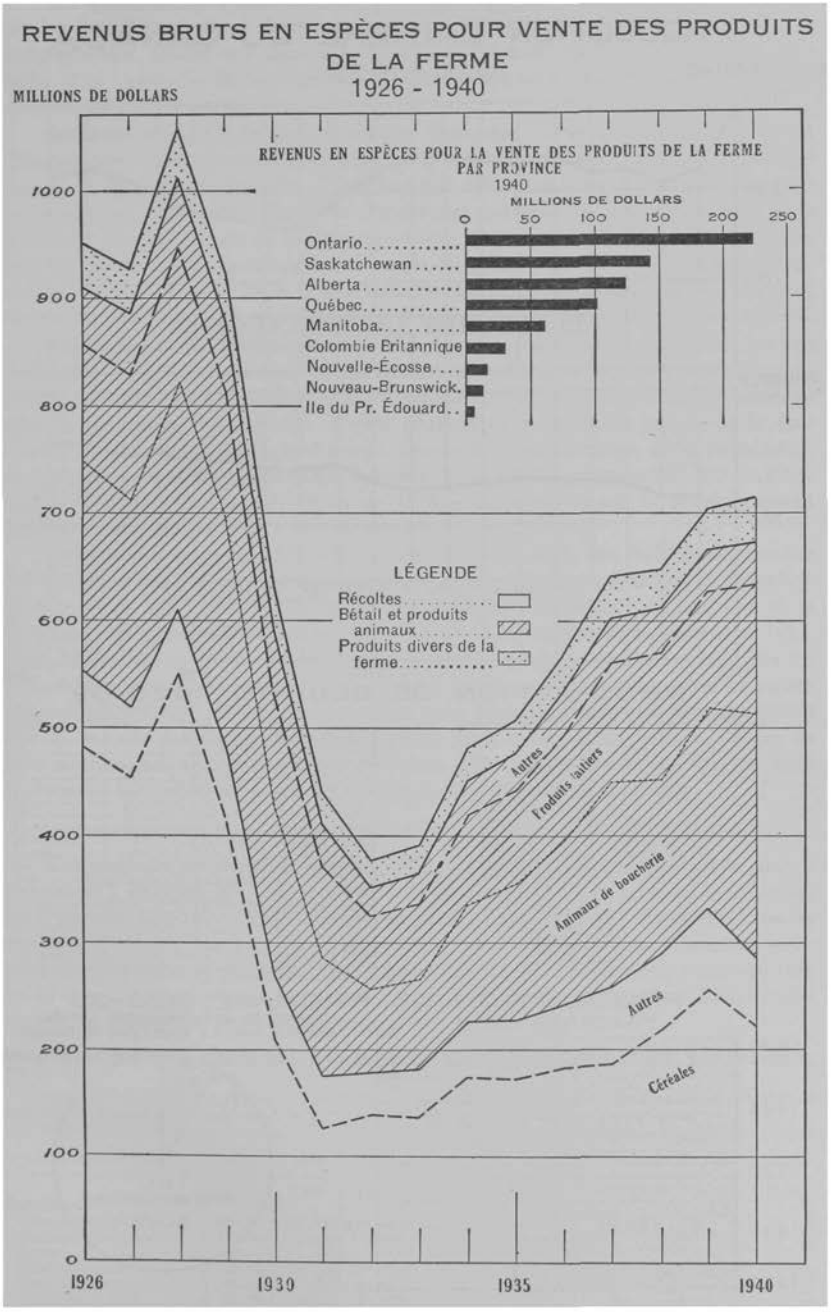
On trouvera un aperçu récemment revisé sur ce sujet aux pages 192–199 de l'Annuaire du Canada de 1940.

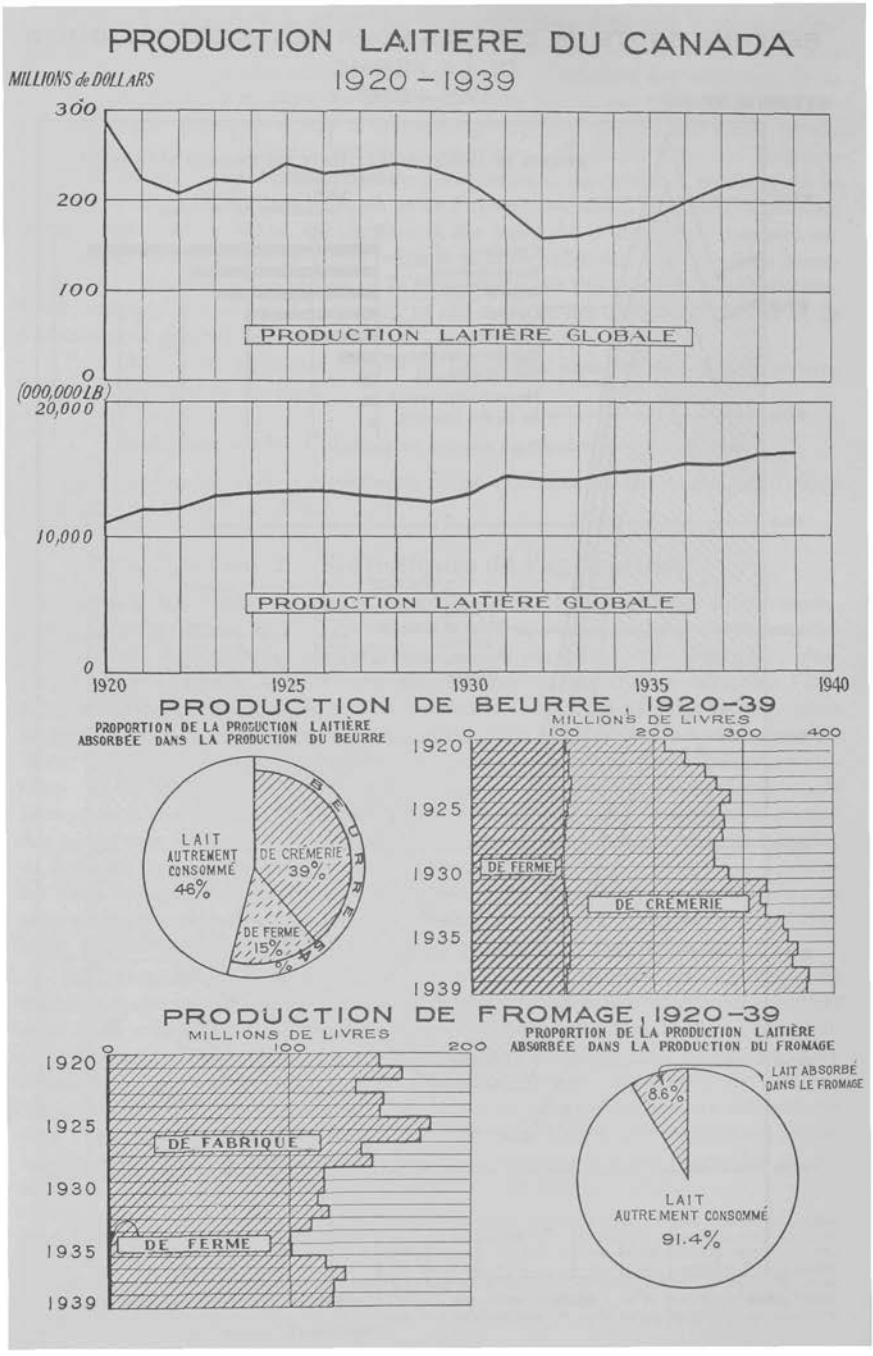
Section 2.—Statistiques de l'agriculture*

Service des Correspondants Agricoles.—Par l'intermédiaire de correspondants agricoles bénévoles le Gouvernement fédéral publie, à temps opportun, des rapports indépendants et précis sur l'état des cultures à travers le Dominion. Jusqu'à l'entrée de l'Italie en guerre des rapports périodiques étaient envoyés à l'Institut International d'Agriculture à Rome (dont le Canada est un adhérent) en retour de rapports sur la production dans les autres pays et les totaux mondiaux qui influent sur les prix et qui, à leur tour, ont leurs répercussions sur les intérêts canadiens. Pour supplémenter les rapports mensuels des correspondants agricoles, le Bureau émet des rapports télégraphiques sur l'état des cultures en utilisant le service des agronomes de tout le Dominion. Ces rapports sont publiés chaque semaine, de la fin de mai au début de septembre, pour les provinces des Prairies et à toutes les deux semaines, durant la même période, pour l'ensemble du Dominion. Le programme des rapports pour 1941–42 paraît dans le Bulletin Mensuel de la Statistique Agricole de janvier 1941 et il est aussi publié en feuillets spéciaux.

Statistiques annuelles.—Outre le Service des Correspondants Agricoles, les statistiques des superficies en cultures et du nombre de bestiaux sont aussi colligées, grâce à des arrangements en vigueur depuis 1918 qui assurent au Bureau Fédéral de la Statistique la collaboration des gouvernements provinciaux. Ces statistiques sont obtenues au moyen de simples questionnaires auxquels répondent environ un cinquième des fermiers du Canada. Ces réponses forment la base des estimations pour l'ensemble du pays. Les superficies ainsi déterminées sont multipliées par le rendement moyen par acre tel que constaté par les correspondants agricoles, ce qui forme la base de la production totale estimative de chaque récolte.

* Revisé à la Branche de l'Agriculture, Bureau Fédéral de la Statistique. Cette branche s'occupe des statistiques primaires et secondaires en agriculture de même que des statistiques de la production et de la distribution des produits agricoles. Les statistiques primaires portent principalement sur l'état des récoltes, les estimations des récoltes et du bétail, la valeur des exploitations agricoles, les salaires de la main-d'œuvre agricole, les prix mensuels et annuels reçus par les fermiers pour leurs produits. Les statistiques secondaires couvrent l'écoulement du grain et du bétail, des industries du lait, de la minoterie, du raffinage du sucre et des entrepôts frigorifiques. Une liste des publications de cette branche paraît au chapitre XXVIII, section 1, sous l'en-tête "Production".


REVENUS BRUTS EN ESPÈCES POUR VENTE DES PRODUITS DE LA FERME
1926 - 1940
MILLIONS DE DOLLARS
REVENUS EN ESPÈCES POUR LA VENTE DES PRODUITS DE LA FERME PAR PROVINCE
1940
MILLIONS DE DOLLARS
0 50 100 150 200 250
Ontario
Saskatchewan
Alberta
Québec
Manitoba
Colombie Britannique
Nouvelle-Écosse
Nouveau-Brunswick
Ile du Pr. Édouard
LÉGENDE
Récoltes
Bétail et produits animaux
Produits divers de la ferme
Autres
Produits laitiers
Animaux de boucherie
Autres
Céréales
1000
900
800
700
600
500
400
300
200
100
0
1926
1930
1935
1940


PRODUCTION LAITIERE DU CANADA
1920 – 1939
MILLIONS de DOLLARS
300
200
100
0
PRODUCTION LAITIÈRE GLOBALE
(000,000 LB)
20,000
10,000
0
PRODUCTION LAITIÈRE GLOBALE
1920
1925
1930
1935
1940
PRODUCTION DE BEURRE, 1920-39
PROPORTION DE LA PRODUCTION LAITIÈRE ABSORBÉE DANS LA PRODUCTION DU BEURRE
LAIT AUTREMENT CONSOMMÉ 46%
DE CRÉMERIE 39%
DE FERME 15%
BEURRE
MILLIONS DE LIVRES
0
100
200
300
400
1920
1925
1930
1935
1939
DE FERME
DE CRÉMERIE
PRODUCTION DE FROMAGE, 1920-39
MILLIONS DE LIVRES
0
100
200
1920
1925
1930
1935
1939
DE FABRIQUE
DE FERME
PROPORTION DE LA PRODUCTION LAITIÈRE ABSORBÉE DANS LA PRODUCTION DU FROMAGE
LAIT ABSORBÉ DANS LE FROMAGE
8.6%
LAIT AUTREMENT CONSOMMÉ
91.4%

Les questionnaires sont distribués et recueillis par l'intermédiaire des écoles rurales dans les provinces de Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario, Manitoba et Saskatchewan, tandis que dans l'Ile du Prince-Edouard, la Nouvelle-Ecosse, l'Alberta et la Colombie Britannique les questionnaires sont envoyés directement aux cultivateurs par la poste.

Bulletin Mensuel de la Statistique Agricole.—Créé en 1908 sous le nom de "Statistiques Mensuelles du Recensement", il devenait en avril 1917 le Bulletin Mensuel de la Statistique Agricole. C'est l'organe officiel non seulement pour les rapports mensuels sur les récoltes et les statistiques annuelles indiquées ci-dessus, mais aussi pour les statistiques de l'industrie laitière, des œufs, des fruits, de l'apiculture, du houblon, du tabac, des produits de l'érable, des betteraves sucrières, du sucre de betterave, de la fibre de lin, de la graine de trèfle et d'herbe, des stocks visibles, des prix, des valeurs, de l'agriculture à l'étranger et autres sujets d'une très grande variété.

Statistiques du recensement.—En plus des données recueillies tous les ans et qui font l'objet de cette section, des statistiques additionnelles sont publiées après chaque recensement décennal pour le Dominion et chaque recensement quinquennal pour les provinces des Prairies. Celles traitant du nombre de fermes et de leur tenure, de leur superficie, de leur valeur, des dettes hypothécaires, de la population, de la machinerie et des commodités des fermes ont paru aux pages 297–303 de l'Annuaire de 1934–35. Dans l'édition de 1936, un sommaire sur le développement agricole depuis 1871 paraît à la sous-section 9, pp. 276–279.

On trouvera aux pages 276–279 de l'Annuaire de 1937, des chiffres comparatifs des Provinces des Prairies sur la population, les exploitations agricoles, la superficie des fermes et leur valeur, l'état de la terre agricole, le nombre de bestiaux et la superficie des principales cultures pour chacune des années de recensement 1911, 1921, 1926, 1931 et 1936. Dans l'Annuaire de 1939, à la page 245, on trouvera un tableau résumé des occupations des fermiers à temps partiel classifiés selon les autres occupations poursuivies par une partie ou tous les membres d'une famille, comme c'est le cas sur des fermes trop petites pour fournir un gagne-pain. L'édition de 1940 contient un aperçu des types de ferme dans les Provinces des Prairies tirés de données recueillies au cours du recensement quinquennal de 1936.

Sous-section 1.—Valeur de la production et du fonds agricoles

Valeur de la production agricole.—Il importe de noter que les chiffres donnés au tableau 3 ne représentent que la valeur brute des produits de la ferme canadienne, car il ne peut être fait de distinction pour les produits servant à d'autres formes de production comme, par exemple, l'alimentation du bétail et aucune déduction n'est faite du coût de la production. Le revenu total de 1939 accuse une augmentation de 10·2 p.c. comparativement à 1938, imputable en grande partie à l'augmentation de la valeur des grandes cultures et des animaux de ferme.

3.—Estimation de la valeur brute de la production agricole au Canada, par province, 1937-39

NOTA.—Chiffres sujets à revision. Les chiffres préliminaires de 1940 et les chiffres revisés de 1936-39 sont publiés dans le Bulletin Mensuel de la Statistique Agricole, mars 1941.

Province et item	1937	1938	1939	Province et item	1937	1938	1939
	$'000	$'000	$'000		$'000	$'000	$'000
Canada—				**Canada**—fin			
Grandes cultures	556,222	550,069	634,130	Produits de l'érable	2,245	3,850	3,444
Animaux de ferme	140,989	136,846	170,837	Tabac	17,140	20,270	19,248
Laine	2,049	1,565	1,688	Fibre de lin	332	519	1,249
Produits laitiers	215,623	226,155	217,716	Graine de trèfle et d'herbe	2,344	2,996	2,683
Fruits et légumes	41,816	57,095	55,911	Miel et cire	2,164	3,057	2,726
Volailles et œufs	51,766	53,747	55,483	**Totaux, Canada**	**1,039,492**	**1,062,645**	**1,170,943**
Fermes à fourrure	6,802	6,476	5,828				

3.—Estimation de la valeur brute de la production agricole au Canada, par province, 1937-39—fin

Province et item	1937	1938	1939
	$'000	$'000	$'000
Ile du Prince-Edouard—			
Grandes cultures	7,706	9,113	10,634
Animaux de ferme	1,452	1,591	1,819
Laine	36	26	26
Produits laitiers	1,758	1,908	1,571
Fruits et légumes	190	165	166
Volailles et œufs	762	817	713
Fermes à fourrure	946	722	650
Graine de trèfle et d'herbe	15	7	10
Miel et cire	2	1	1
Totaux, I. du P.-Ed.	**12,867**	**14,350**	**15,590**
Nouvelle-Ecosse—			
Grandes cultures	10,811	11,129	12,659
Animaux de ferme	3,079	2,835	3,049
Laine	88	72	64
Produits laitiers	7,675	8,175	6,989
Fruits et légumes	5,237	6,793	4,426
Volailles et œufs	1,120	1,137	1,190
Fermes à fourrure	517	446	401
Produits de l'érable	26	24	15
Graine de trèfle et d'herbe	Nil	Nil	1
Miel et cire	8	10	9
Totaux, N.-Ecosse	**28,561**	**30,621**	**28,803**
Nouveau-Brunswick—			
Grandes cultures	14,149	17,064	19,961
Animaux de ferme	3,688	3,385	3,690
Laine	81	77	75
Produits laitiers	5,387	5,892	5,160
Fruits et légumes	1,317	1,246	1,287
Volailles et œufs	1,247	1,297	1,277
Fermes à fourrure	707	632	569
Produits de l'érable	32	63	35
Graine de trèfle et d'herbe	12	9	11
Miel et cire	12	11	11
Totaux, N.-Brunsw.	**26,632**	**29,676**	**32,076**
Québec—			
Grandes cultures	81,629	86,477	88,376
Animaux de ferme	29,673	27,894	31,591
Laine	394	363	396
Produits laitiers	55,711	57,990	56,578
Fruits et légumes	8,724	9,841	9,927
Volailles et œufs	8,428	8,829	9,667
Fermes à fourrure	1,249	1,266	1,139
Produits de l'érable	1,308	2,910	2,643
Tabac	1,098	1,157	1,656
Fibre de lin	199	399	891
Graine de trèfle et d'herbe	57	87	68
Miel et cire	374	534	497
Totaux, Québec	**188,844**	**197,747**	**203,429**
Ontario—			
Grandes cultures	149,100	131,569	149,672
Animaux de ferme	50,885	51,095	61,196
Laine	593	376	449
Produits laitiers	87,647	90,968	87,821
Fruits et légumes	13,003	20,926	21,468
Ontario—fin			
Volailles et œufs	21,659	22,329	22,875
Fermes à fourrure	1,351	1,136	1,022
Produits de l'érable	880	853	751
Tabac	15,965	19,058	17,546
Fibre de lin	133	120	358
Graine de trèfle et d'herbe	1,168	1,689	1,381
Miel et cire	753	1,190	1,075
Totaux, Ontario	**343,137**	**341,309**	**365,614**
Manitoba—			
Grandes cultures	90,112	54,208	58,640
Animaux de ferme	9,797	10,146	13,401
Laine	94	75	82
Produits laitiers	14,083	15,347	15,093
Fruits et légumes	1,662	1,883	2,139
Volailles et œufs	3,643	4,159	4,161
Fermes à fourrure	664	821	739
Graine de trèfle et d'herbe	457	354	378
Miel et cire	517	639	419
Totaux, Manitoba	**121,029**	**87,632**	**95,052**
Saskatchewan—			
Grandes cultures	51,850	104,752	166,633
Animaux de ferme	15,691	12,662	19,393
Laine	181	149	153
Produits laitiers	17,132	16,541	15,998
Fruits et légumes	322	3,375	3,894
Volailles et œufs	6,319	5,872	6,152
Fermes à fourrure	378	445	401
Graine de trèfle et d'herbe	329	514	412
Miel et cire	107	249	376
Totaux, Saskatch.	**92,309**	**144,559**	**213,412**
Alberta—			
Grandes cultures	134,429	122,148	113,190
Animaux de ferme	22,585	23,257	32,523
Laine	478	344	366
Produits laitiers	17,211	19,223	17,815
Fruits et légumes	1,207	3,026	3,543
Volailles et œufs	4,229	4,325	4,559
Fermes à fourrure	784	749	674
Graine de trèfle et d'herbe	180	270	285
Miel et cire	171	178	184
Totaux, Alberta	**181,274**	**173,520**	**173,139**
Colombie Britannique—			
Grandes cultures	16,436	13,609	14,365
Animaux de ferme	4,139	3,981	4,175
Laine	103	83	77
Produits laitiers	9,019	10,111	10,691
Fruits et légumes	10,154	9,840	9,061
Volailles et œufs	4,359	4,982	4,889
Fermes à fourrure	206	259	233
Tabac	77	55	46
Graine de trèfle et d'herbe	126	66	137
Miel et cire	220	245	154
Totaux, Colombie Britannique	**44,839**	**43,231**	**43,828**

Valeur foncière agricole.—Les éléments dont se compose la rubrique "valeur foncière", telle qu'utilisée au tableau **4**, sont les terres et bâtiments, les instruments et machines, y compris les camions et les automobiles, et le bétail y compris les volailles et les animaux sur les fermes à fourrure. La valeur des terres et bâti-

ments, des instruments et des machines en 1931 a été déclarée au recensement décennal du 1er juin cette année-là. Les changements dans la valeur totale des terres et bâtiments de 1932 à 1939 sont basés sur la valeur des terres agricoles occupées telle que rapportée annuellement par les correspondants agricoles. Les changements dans la valeur annuelle des instruments et machines agricoles sont calculés d'après le nombre de ventes rapporté chaque année: dans le cas des Provinces des Prairies, les chiffres sont basés sur le Recensement quinquennal de 1936.

4.—Valeur foncière courante des fermes au Canada, par province, 1938 et 1939

Province	1938[1]				1939			
	Terres et bâtiments	Instruments et machines	Bestiaux	Total	Terres et bâtiments	Instruments et machines	Bestiaux	Total
	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000
Ile du Pr.-Ed.	45,445	6,142	7,766	59,353	44,183	5,962	7,998	58,143
Nouv.-Ecosse	91,084	7,934	14,847	113,865	97,366	7,699	15,419	120,484
N.-Brunswick	80,025	9,828	15,764	105,617	85,953	9,504	17,035	112,492
Québec	684,131	72,345	115,226	871,702	709,786	69,912	121,753	901,451
Ontario	1,049,524	118,521	198,876	1,366,921	1,072,847	116,827	219,225	1,408,899
Manitoba	212,356	43,370	51,631	307,357	225,628	46,499	57,724	329,851
Saskatchewan	629,838	119,844	80,461	830,143	629,838	115,673	95,670	841,181
Alberta	387,752	86,284	86,992	561,028	413,602	86,800	99,063	599,465
Col. Britannique	91,815	10,722	22,569	125,106	91,815	10,411	23,590	125,816
Canada	**3,271,970**	**474,990**	**594,132**	**4,341,092**	**3,371,018**	**469,287**	**657,477**	**4,497,782**

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

Une estimation préliminaire place la valeur courante du capital agricole au Canada en 1939 à $4,497,782,000 comparativement aux chiffres estimatifs revisés de $4,341,092,000 en 1938; $4,720,751,000 en 1937; $4,626,161,000 en 1936; $4,712,-391,000 en 1935; $4,464,147,000 en 1934 et $4,443,159,000 en 1933.

Valeur moyenne des terres agricoles.—La valeur par acre des terres agricoles est basée sur les estimations des correspondants agricoles. Elle accuse une hausse de 1910 à 1920, un déclin général marqué de fluctuations modérées de 1920 à 1929 et une dégringolade rapide, depuis 1929, à un niveau inférieur à celui de 1910 pour le pays pris dans son ensemble.

5.—Valeur moyenne, à l'acre, des terres agricoles occupées[1] au Canada, 1910, 1920 et 1923-40

Province	1910	1920	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
I.P.-E.	31	49	51	40	45	46	41	44	43	42	34	31	32	34	31	31	34	36	35	32
N.-E.	25	43	31	33	37	36	37	34	36	30	29	28	26	27	31	35	32	29	33	28
N.-B.	19	28	32	27	34	31	30	31	35	28	26	24	24	24	25	28	26	27	29	24
Qué.	43	70	56	53	54	53	57	54	55	48	40	37	36	34	41	38	40	40	44	44
Ont.	48	70	64	65	67	62	65	62	60	52	46	38	38	41	42	44	46	45	46	46
Man.	29	39	28	28	29	29	27	27	26	22	18	16	16	17	17	16	17	16	17	16
Sask.	22	32	24	24	24	25	26	27	25	22	19	16	16	16	17	15	15	15	15	15
Alta.	24	32	24	25	26	26	26	28	28	24	20	17	16	16	16	16	16	15	16	16
C.B.	74	175	100	96	88	80	89	90	90	76	74	65	63	60	58	60	58	60	60	58
Canada	**33**	**48**	**37**	**37**	**38**	**37**	**38**	**38**	**37**	**32**	**28**	**24**	**24**	**23**	**24**	**24**	**24**	**24**	**25**	**24**

[1] Vergers et terres fructicoles, 1940, chiffres de 1939 entre parenthèses: Nouvelle-Ecosse $78 ($76); Ontario $99 ($99); Colombie Britannique $267 ($263).

Sous-section 2.—Superficie, rendement et valeur des grandes cultures

Principales grandes cultures des derniers dix ans.—Ces dix dernières années la superficie d'avoine a été relativement stationnaire, mais celle de blé a montré une variation considérable, allant de 24,000,000 d'acres en 1934 jusqu'à la superficie record de 28,700,000 acres en 1940. Les fluctuations dans les superficies consacrées à l'orge, au seigle et au lin ont été passablement prononcées en raison de l'encouragement ou du découragement apporté à la production de ces cultures par les changements de prix. La superficie de foin et trèfle tend à diminuer, tandis que celle de luzerne accuse une augmentation depuis l'aménagement de certaines régions consacrées à la production de graines de semence dans l'ouest du pays. Les sécheresses répétées dans l'Ouest ont sensiblement réduit la production des principales céréales de 1933 à 1938, mais en 1939 et 1940 le rendement moyen du blé a dépassé la moyenne à long terme.

6.—Superficie, production et valeur des principales cultures du Canada, 1931-40, et moyenne à long terme

NOTA.—Pour les chiffres comparatifs des années 1908 à 1928, voir pages 236-237 de l'Annuaire de 1929 et pour 1929-30, pages 211-12 de l'Annuaire de 1939. La valeur globale du blé pour 1912, tel qu'inscrite dans l'Annuaire de 1929, devrait être $139,090,000 au lieu de $19,090,000. Pour certains chiffres portant sur les années antérieures au sujet de la superficie, du rendement et de la valeur, voir Résumé Statistique des Progrès du Canada au commencement de cet ouvrage. Pour la majorité des cultures, la moyenne à long terme couvre les années 1908-1930.

Culture et année	Superficie	Rendement par acre	Production	Prix moyen	Valeur totale	Culture et année	Superficie	Rendement par acre	Production	Prix moyen	Valeur totale
	'000 acres	boiss.	'000 boiss.	$ par boiss.	'000 $		'000 acres	boiss.	'000 boiss.	$ par boiss.	'000 $
Blé—						Seigle—					
Moyenne à long terme	17,244	17·1	295,929	1·02	302,751	Moyenne à long terme	650	16·1	10,042	0·78	7,791
1931	26,355	12·2	321,325	0·38	123,550	1931	799	6·7	5,322	0·28	1,476
1932	27,182	16·3	443,061	0·35	154,760	1932	774	10·9	8,470	0·27	2,284
1933	25,991	10·8	281,892	0·49	136,958	1933	583	7·2	4,177	0·38	1,603
1934	23,985	11·5	275,849	0·61	169,631	1934	685	6·9	4,706	0·49	2,325
1935	24,116	11·7	281,935	0·61	173,065	1935	720	13·4	9,606	0·27	2,634
1936	25,605	8·6	219,218	0·94	205,327	1936	625	6·8	4,281	0·70	2,980
1937	25,570	7·0	180,210	1·02	184,651	1937	894	6·5	5,771	0·72	4,152
1938	25,931	13·9	360,010	0·59	211,265	1938	741	14·8	10,988	0·29	3,147
1939	26,757	18·3	520,623[1]	0·54[1]	282,151[1]	1939	1,102	13·9	15,307	0·42[1]	6,423[1]
1940	28,726	19·2	551,390	0·51	283,269	1940	1,035	13·5	13,994	0·30	4,184
Avoine—						Sarrasin—					
Moyenne à long terme	12,401	32·3	401,083	0·46	183,042	Moyenne à long terme	412	22·4	9,245	0·91	8,377
1931	12,838	25·6	328,278	0·24	77,970	1931	336	20·6	6,917	0·50	3,454
1932	13,148	29·8	391,561	0·19	75,988	1932	368	22·9	8,424	0·43	3,585
1933	13,529	22·7	307,478	0·26	79,818	1933	398	21·3	8,483	0·50	4,233
1934	13,731	23·4	321,120	0·32	103,124	1934	407	21·2	8,635	0·53	4,572
1935	14,096	28·0	394,348	0·24	93,409	1935	380	20·9	7,949	0·51	4,017
1936	13,288	20·5	271,778	0·43	116,267	1936	397	21·7	8,596	0·71	6,088
1937	13,049	20·6	268,442	0·43	114,093	1937	396	19·6	7,745	0·72	5,592
1938	13,010	28·5	371,382	0·24	89,335	1938	376	18·8	7,079	0·58	4,098
1939	12,790	30·1	384,407	0·30[1]	114,843[1]	1939	335	20·4	6,848	0·60	4,103[1]
1940	12,298	30·9	380,526	0·26	98,800	1940	326	20·5	6,692	0·54	3,586
						Graine de lin—					
Orge—						Moyenne à long terme	822	8·8	7,300	1·63	11,891
Moyenne à long terme	2,783	25·2	70,152	0·59	41,499	1931	648	3·8	2,465	0·79	1,944
1931	3,791	17·8	67,383	0·26	17,465	1932	462	5·9	2,719	0·62	1,682
1932	3,758	21·5	80,773	0·23	18,855	1933	244	2·6	632	1·20	756
1933	3,658	17·3	63,359	0·30	18,954	1934	227	4·0	910	1·15	1,049
1934	3,613	17·6	63,742	0·47	29,975	1935	307	5·4	1,667	1·19	1,991
1935	3,887	21·6	83,975	0·29	24,465	1936	477	3·8	1,795	1·44	2,588
1936	4,438	16·2	71,922	0·69	49,512	1937	241	3·2	775	1·48	1,148
1937	4,331	19·2	83,124	0·51	42,020	1938	210	6·0	1,259	1·13	1,420
1938	4,454	23·0	102,242	0·28	28,446	1939	208	6·9	2,044	1·41[1]	2,886[1]
1939	4,347	23·7	103,147	0·34[1]	35,424[1]	1940	397	8·0	3,189	1·11	3,525
1940	4,342	24·0	104,256	0·30	30,952						

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

6.—Superficie, production et valeur des principales cultures du Canada, 1931-40, et moyenne à long terme—fin

Culture et année	Superficie	Rendement par acre	Production	Prix moyen	Valeur totale	Culture et année	Superficie	Rendement par acre	Production	Prix moyen	Valeur totale
	'000 acres	cwt	'000 cwt	$ par cwt	'000 $		'000 acres	tonnes	'000 tonnes	$ par tonne	'000 $
Pommes de terre—						Foin et trèfle—fin					
Moyenne à long terme	574	89·0	51,042	1·16	59,347	1935.....	8,698	1·62	14,060	7·62	107,133
1931.....	592	88·0	52,305	0·43	22,359	1936.....	8,784	1·57	13,803	7·66	105,703
1932.....	522	76·0	39,416	0·63	24,920	1937.....	8,693	1·50	13,030	7·53	98,136
1933.....	528	81·0	42,745	0·77	33,092	1938.....	8,820	1·56	13,798	7·58	104,529
1934.....	569	84·0	48,095	0·50	23,822	1939.....	8,837	1·51	13,377	8·40[1]	112,305[1]
1935.....	507	76·0	38,670	0·80	30,854	1940.....	8,811	1·60	14,070	7·84	110,287
1936.....	502	79·0	39,614	1·14	45,125	Luzerne—					
1937.....	531	80·0	42,547	0·63	26,650	Moyenne à long terme	363	2·40	879	13·27	11,664
1938.....	522	69·0	35,938	0·92	33,093	1931.....	568	2·45	1,388	10·36	14,381
1939.....	518	70·0	36,390	1·13[1]	41,065[1]	1932.....	666	2·65	1,764	8·58	15,131
1940.....	545	78·0	42,300	0·79	33,555	1933.....	722	2·29	1,652	9·25	15,279
		tonnes	'000 tonnes	$ par tonnes		1934.....	679	1·96	1,328	12·67	16,822
Foin et trèfle—						1935.....	762	2·57	1,959	8·04	15,743
Moyenne à long terme	9,313	1·50	13,703	13·07	179,150	1936.....	854	2·30	1,966	9·19	18,077
1931.....	9,114	1·60	14,540	7·57	110,110	1937.....	849	2·48	2,107	8·06	16,986
1932.....	8,812	1·54	13,559	7·13	96,654	1938.....	859	2·40	2,061	7·88	16,249
1933.....	8,876	1·29	11,443	8·77	100,306	1939.....	947	2·29	2,167	8·70[1]	18,854[1]
1934.....	8,881	1·26	11,174	11·75	131,295	1940.....	1,032	2·51	2,588	7·54	19,524

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

Superficie et valeur.—La superficie des grandes cultures a augmenté l'année dernière de 2·8 p.c. et la valeur des récoltes a diminué de 5·3 p.c., comme l'indique le tableau **7.**

Les statistiques des principales grandes cultures données au tableau **8** sont augmentées de la moyenne des cinq années 1934–38. Dans tout le Canada les pois sont la seule culture à montrer une production inférieure à la moyenne.

7.—Superficie et valeur des grandes cultures au Canada, par province, 1935-40

NOTA.—Pour les chiffres des années précédentes, voir le résumé statistique au commencement du présent volume.

Province	1935	1936	1937	1938	1939[1]	1940
Superficie—	acres	acres	acres	acres	acres	acres
Ile du Prince-Edouard....	472,900	483,200	490,300	484,400	479,300	505,500
Nouvelle-Ecosse.....	558,700	551,400	548,100	549,200	551,900	556,700
Nouveau-Brunswick.....	913,900	921,300	907,300	903,600	901,600	908,000
Québec.....	5,912,800	6,018,400	6,042,300	6,103,300	6,142,100	6,104,000
Ontario.....	9,104,800	9,118,900	9,037,000	9,077,300	9,084,500	9,156,800
Manitoba.....	5,962,000	6,081,100	6,421,600	6,897,500	6,863,300	6,997,600
Saskatchewan.....	20,176,210	21,757,350	20,483,600	19,960,300	20,749,200	21,919,700
Alberta.....	13,451,450	12,743,150	13,409,000	13,582,500	13,942,600	14,238,700
Colombie Britannique....	463,700	472,050	487,700	501,400	510,100	520,500
Totaux, superficie.....	**57,016,460**	**58,146,850**	**57,826,900**	**58,059,500**	**59,224,600**	**60,907,500**
Valeur—	$	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard....	8,561,000	10,693,000	7,706,000	9,113,000	10,798,000	8,290,000
Nouvelle-Ecosse.....	11,748,000	13,593,000	10,811,000	11,129,000	13,145,000	13,347,000
Nouveau-Brunswick.....	14,542,000	18,396,000	14,149,000	17,054,000	20,641,000	18,446,000
Québec.....	83,616,000	91,276,000	81,629,000	86,477,000	92,740,000	89,531,000
Ontario.....	132,086,000	166,284,000	149,100,000	131,569,000	156,115,000	140,680,000
Manitoba.....	34,944,000	50,401,000	90,112,000	54,208,000	60,283,000	59,800,000
Saskatchewan.....	119,643,600	141,793,400	51,850,000	104,752,000	190,827,000	172,979,000
Alberta.....	93,687,000	103,603,000	134,429,000	122,148,000	126,947,000	133,734,000
Colombie Britannique....	13,045,300	16,261,000	16,436,000	13,609,000	14,343,000	14,421,000
Totaux, valeur.....	**511,872,900**	**612,300,400**	**556,222,000**	**550,069,000**	**685,839,000**	**651,228,000**

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

8.—Superficie, rendement et valeur des principales grandes cultures du Canada, par province, 1939 et 1940, et moyenne de cinq ans, 1934-38

NOTA.—Dans plusieurs cas, les chiffres de 1939 diffèrent de ceux publiés dans l'Annuaire de 1940 à cause de la revision des estimations. Ceux de 1940 sont sujets à revision. Les chiffres comparables pour les années antérieures sont donnés au tableau correspondant des éditions antérieures de l'Annuaire.

Province et grande culture	Année	Superficie	Rendement global	Valeur brute à la ferme
		'000 acres	'000 boiss.	$'000
Canada—				
Blé d'automne..Moy.	1934-38	590	14,061	11,869
	1939	735	22,271	14,699
	1940	775	22,099	13,922
Blé de print....Moy.	1934-38	24,451	249,385	176,918
	1939	26,022	498,352	267,452
	1940	27,951	529,291	269,347
Tout blé..Moy.	1934-38	25,041	263,446	188,787
	1939	26,757	520,623	282,151
	1940	28,726	551,390	283,269
Avoine...Moy.	1934-38	13,435	325,413	103,245
	1939	12,790	384,407	114,843
	1940	12,298	380,526	98,800
Orge.....Moy.	1934-38	4,145	81,001	34,884
	1939	4,347	103,147	35,424
	1940	4,342	104,256	30,952
Seigle d'aut...Moy.	1934-38	565	5,474	2,344
	1939	892	12,178	5,103
	1940	786	10,357	3,143
Seigle de print....Moy.	1934-38	169	1,597	705
	1939	210	3,129	1,320
	1940	250	3,637	1,041
Tout seigle...Moy.	1934-38	734	7,071	3,049
	1939	1,102	15,307	6,423
	1940	1,036	13,994	4,184
Pois.....Moy.	1934-38	89	1,400	1,909
	1939	76	1,307	2,350
	1940	82	1,355	2,652
Haricots..Moy.	1934-38	65	1,141	1,578
	1939	73	1,527	3,138
	1940	97	1,477	2,721
Sarrasin..Moy.	1934-38	391	8,001	4,874
	1939	335	6,848	4,103
	1940	326	6,692	3,586
Grains mélang.Moy.	1934-38	1,154	37,277	16,415
	1939	1,218	44,072	18,917
	1940	1,220	43,133	16,919
Graine de lin.....Moy.	1934-38	293	1,281	1,639
	1939	298	2,044	2,886
	1940	397	3,189	3,525
Maïs à grain...Moy.	1934-38	168	6,750	3,850
	1939	183	8,097	4,453
	1940	186	6,956	3,826
			'000 cwt	
Pommes de terre Moy.	1934-38	526	40,973	31,909
	1939	518	36,390	41,065
	1940	545	42,300	33,555
Navets...Moy.	1934-38	186	37,665	12,349
	1939	190	37,636	14,127
	1940	186	39,016	12,388
			'000 tonnes	
Foin et trèfle...Moy.	1934-38	8,775	13,174	109,359
	1939	8,837	13,377	112,305
	1940	8,811	14,070	110,287
Canada—fin				
Luzerne...Moy.	1934-38	801	1,884	16,775
	1939	947	2,167	18,854
	1940	1,032	2,588	19,524
Maïs fourrager...Moy.	1934-38	457	3,873	12,870
	1939	495	4,514	13,666
	1940	496	4,155	12,235
Foin de grain...Moy.	1934-38	1,099	1,636	9,545
	1939	1,000	1,538	6,717
	1940	1,052	1,916	8,186
Betteraves sucr....Moy.	1934-38	51	487	2,872
	1939	60	586	4,417
	1940	78	830	4,619
I. du P.-Ed.—			'000 boiss.	
Blé de print....Moy.	1934-38	23	311	316
	1939	10	165	165
	1940	13	238	209
Avoine...Moy.	1934-38	151	4,760	2,083
	1939	146	4,868	2,191
	1940	143	4,998	1,499
Orge.....Moy.	1934-38	5	133	88
	1939	9	252	189
	1940	13	397	238
Sarrasin..Moy.	1934-38	3	62	41
	1939	4	66	46
	1940	4	74	45
Grains mélang.Moy.	1934-38	27	900	465
	1939	37	1,270	635
	1940	43	1,505	602
			'000 cwt	
Pommes de terre Moy.	1934-38	35	3,825	2,257
	1939	37	4,440	3,907
	1940	42	4,579	1,923
Navets, etc.....Moy.	1934-38	11	2,851	749
	1939	11	2,430	851
	1940	11	2,549	663
			'000 tonnes	
Foin et trèfle...Moy.	1934-38	225	307	3,013
	1939	226	294	2,793
	1940	237	344	3,096
Maïs fourrager...Moy.	1934-38	0·4	3	14
	1939	0·4	3	21
	1940	0·4	3	15
Nouv.-Ecosse—			'000 boiss.	
Blé de print....Moy.	1934-38	4	62	71
	1939	3	45	45
	1940	3	55	55
Avoine...Moy.	1934-38	92	2,921	1,666
	1939	91	3,325	1,995
	1940	91	3,265	1,828

8.—Superficie, rendement et valeur des principales grandes cultures du Canada, par province, 1939 et 1940, et moyenne de cinq ans, 1934-38—suite

Province et grande culture	Année	Superficie	Rendement global	Valeur brute à la ferme
		'000 acres	'000 boiss.	$'000
Nouv.-Ecosse—fin				
Orge.....Moy.	1934-38	9	223	178
	1939	10	297	238
	1940	12	351	263
Sarrasin..Moy.	1934-38	5	98	84
	1939	4	80	67
	1940	4	84	67
Grains mélang.Moy.	1934-38	6	187	124
	1939	6	214	150
	1940	6	204	133
			'000 cwt	
Pommes de terre Moy.	1934-38	21	1,981	1,726
	1939	21	2,033	2,399
	1940	23	2,313	2,082
Navets, etc.....Moy.	1934-38	12	3,227	1,323
	1939	12	3,000	1,560
	1940	12	3,511	1,756
			'000 tonnes	
Foin et trèfle...Moy.	1934-38	403	649	6,859
	1939	404	605	6,655
	1940	406	649	7,139
Maïs fourrager...Moy.	1934-38	1	6	24
	1939	0·6	6	36
	1940	0·8	6	24
N.-Brunswick—				
Blé de print....Moy.	1934-38	15	'000 boiss. 256	287
	1939	8	140	147
	1940	8	176	185
Avoine...Moy.	1934-38	213	6,188	3,099
	1939	215	6,671	3,469
	1940	210	6,507	3,254
Orge.....Moy.	1934-38	13	326	224
	1939	17	459	358
	1940	19	521	375
Haricots..Moy.	1934-38	1	18	36
	1939	1	21	63
	1940	1	21	59
Sarrasin..Moy.	1934-38	33	681	476
	1939	30	548	466
	1940	26	537	419
Grains mélang.Moy.	1934-38	3	92	53
	1939	4	110	73
	1940	4	128	77
			'000 cwt	
Pommes de terre Moy.	1934-38	49	5,370	3,793
	1939	51	5,039	5,694
	1940	54	6,896	3,448
Navets, etc.....Moy.	1934-38	12	2,599	958
	1939	13	2,772	1,469
	1940	13	3,340	1,169
			'000 tonnes	
Foin et trèfle...Moy.	1934-38	570	771	6,872
	1939	563	844	8,862
	1940	572	944	9,440
N.-Bruns.—fin				
Maïs fourrager...Moy.	1934-38	1	6	25
	1939	1	9	40
	1940	0·8	5	20
Québec—			'000 boiss.	
Blé de print....Moy.	1934-38	57	989	1,040
	1939	34	577	508
	1940	30	522	473
Avoine...Moy.	1934-38	1,670	42,989	20,950
	1939	1,717	45,293	21,741
	1940	1,664	44,290	19,254
Orge.....Moy.	1934-38	155	3,723	2,491
	1939	168	4,055	2,555
	1940	160	3,888	2,219
Seigle de print....Moy.	1934-38	6	102	83
	1939	7	111	91
	1940	6	103	84
Pois.....Moy.	1934-38	19	286	527
	1939	18	290	612
	1940	20	318	794
Haricots..Moy.	1934-38	6	98	193
	1939	8	126	260
	1940	9	153	375
Sarrasin..Moy.	1934-38	149	3,171	2,137
	1939	122	2,483	1,607
	1940	105	2,144	1,278
Grains mélang.Moy.	1934-38	129	3,391	2,111
	1939	168	4,763	2,861
	1940	163	4,502	2,373
Graine de lin.....Moy.	1934-38	3	26	46
	1939	3	32	64
	1940	16	140	347
			'000 cwt	
Pommes de terre Moy.	1934-38	137	12,067	9,632
	1939	138	10,737	12,348
	1940	150	13,125	10,416
Navets, etc.....Moy.	1934-38	38	7,638	3,221
	1939	38	6,197	3,099
	1940	36	5,975	2,455
			'000 tonnes	
Foin et trèfle...Moy.	1934-38	3,573	5,106	43,633
	1939	3,646	4,917	44,253
	1940	3,661	5,223	46,373
Luzerne...Moy.	1934-38	13	31	294
	1939	18	43	452
	1940	22	57	618
Maïs fourrager.....Moy.	1934-38	50	481	1,902
	1939	56	559	2,289
	1940	62	552	2,472

8.—Superficie, rendement et valeur des principales grandes cultures du Canada, par province, 1939 et 1940, et moyenne de cinq ans, 1934-38—suite

Province et grande culture	Année	Superficie	Rendement global	Valeur brute à la ferme
		'000 acres	'000 boiss.	$'000
Ontario—				
Blé d'aut.Moy.	1934-38	590	14,061	11,869
	1939	735	22,271	14,699
	1940	775	22,099	13,922
Blé de print....Moy.	1934-38	95	1,721	1,477
	1939	82	1,550	1,054
	1940	69	1,301	846
Tout blé..Moy.	1934-38	685	15,782	13,346
	1939	817	23,821	15,753
	1940	844	23,400	14,768
Avoine...Moy.	1934-38	2,328	77,979	28,312
	1939	2,274	86,639	30,324
	1940	2,254	86,554	27,697
Orge.....Moy.	1934-38	525	15,651	8,352
	1939	522	16,600	7,802
	1940	499	15,519	6,828
Seigle d'automne..Moy.	1934-38	63	1,107	663
	1939	76	1,378	799
	1940	82	1,557	779
Pois.....Moy.	1934-38	63	961	1,181
	1939	52	887	1,570
	1940	55	894	1,672
Haricots..Moy.	1934-38	56	988	1,285
	1939	62	1,338	2,743
	1940	85	1,264	2,212
Sarrasin..Moy.	1934-38	195	3,898	2,082
	1939	168	3,570	1,856
	1940	182	3,796	1,746
Grains mélang.Moy.	1934-38	920	31,431	13,232
	1939	914	35,662	14,621
	1940	915	34,770	13,213
Graine de lin.....Moy.	1934-38	6	52	71
	1939	6	58	92
	1940	18	170	226
Maïs à grain...Moy.	1934-38	168	6,750	3,850
	1939	183	8,097	4,453
	1940	186	6,956	3,826
			'000 cwt	
Pommes de terre Moy.	1934-38	151	9,307	8,064
	1939	142	7,247	8,696
	1940	147	6,753	7,496
Navets, etc.....Moy.	1934-38	98	19,232	4,919
	1939	98	21,036	5,890
	1940	98	21,528	5,167
			'000 tonnes	
Foin et trèfle...Moy.	1934-38	2,848	4,554	36,278
	1939	2,722	4,682	36,286
	1940	2,699	5,021	31,733
Luzerne...Moy.	1934-38	609	1,432	12,125
	1939	673	1,568	13,328
	1940	715	1,895	13,511
Maïs fourrager...Moy.	1934-38	319	3,010	9,185
	1939	336	3,545	9,430
	1940	339	3,112	7,500
Betteraves sucrières..Moy.	1934-38	34	287	1,610
	1939	38	324	2,472
	1940	38	401	2,306
Manitoba—				
Blé de print...Moy.	1934-38	2,746	36,290	27,692
	1939	3,201	61,300	33,715
	1940	3,512	66,000	34,980
Avoine...Moy.	1934-38	1,444	32,385	9,060
	1939	1,377	34,500	8,280
	1940	1,293	33,000	6,930
Orge.....Moy.	1934-38	1,284	25,038	10,143
	1939	1,344	28,000	8,400
	1940	1,256	27,500	7,425
Seigle d'automne..Moy.	1934-38	108	1,697	745
	1939	152	1,600	624
	1940	133	1,900	570
Seigle de print....Moy.	1934-38	17	223	96
	1939	26	400	156
	1940	27	350	105
Tout seigle...Moy.	1934-38	125	1,920	841
	1939	178	2,000	780
	1940	160	2,250	675
Pois.....Moy.	1934-38	2	34	41
	1939	2	29	38
	1940	2	23	28
Sarrasin..Moy.	1934-38	6	91	54
	1939	7	101	61
	1940	5	57	31
Grains mélang.Moy.	1934-38	22	445	152
	1939	27	619	180
	1940	26	501	125
Graine de lin.....Moy.	1934-38	43	285	374
	1939	71	425	595
	1940	89	800	840
			'000 cwt	
Pommes de terre Moy.	1934-38	35	2,058	1,284
	1939	36	2,016	1,935
	1940	34	1,784	1,606
Navets, etc.....Moy.	1934-38	5	544	258
	1939	6	637	350
	1940	6	437	227
			'000 tonnes	
Foin et trèfle...Moy.	1934-38	468	805	4,386
	1939	471	706	3,777
	1940	421	581	3,486
Luzerne...Moy.	1934-38	33	69	492
	1939	72	132	957
	1940	105	170	1,360
Maïs fourrager...Moy.	1934-38	61	250	1,109
	1939	73	270	1,215
	1940	74	358	1,611
Betteraves sucrières.....	1940	16	95	476
Saskatchewan—			'000 boiss.	
Blé de print....Moy.	1934-38	13,780	108,040	74,781
	1939	14,233	271,300	146,502
	1940	15,571	272,000	141,440

8.—Superficie, rendement et valeur des principales grandes cultures du Canada, par province, 1939 et 1940, et moyenne de cinq ans, 1934-38—suite

Province et grande culture	Année	Superficie	Rendement global	Valeur brute à la ferme
Saskatchewan—fin		'000 acres	'000 boiss.	$'000
Avoine...Moy.	1934-38	4,561	74,808	17,118
	1939	4,144	112,000	25,760
	1940	3,880	93,000	17,670
Orge.....Moy.	1934-38	1,183	15,539	5,893
	1939	1,149	26,000	7,800
	1940	1,251	23,500	5,640
Seigle d'automne..Moy.	1934-38	292	1,680	561
	1939	537	7,600	3,040
	1940	471	5,300	1,378
Seigle de print....Moy.	1934-38	82	682	252
	1939	110	1,700	680
	1940	136	1,700	442
Tout seigle.....Moy.	1934-38	374	2,362	813
	1939	647	9,300	3,720
	1940	607	7,000	1,820
Pois.....Moy.	1934-38	0·5	4	5
Haricots..Moy.	1934-38	0·3	2	3
Grains mélangés..Moy.	1934-38	23	270	73
	1939	34	710	178
	1940	29	540	124
Graine de lin.....Moy.	1934-38	223	791	992
	1939	187	1,250	1,750
	1940	232	1,650	1,683
			'000 cwt	
Pommes de terre Moy.	1934-38	49	2,239	1,509
	1939	48	1,721	2,065
	1940	49	2,548	2,166
Navets, etc.....Moy.	1934-38	2	112	62
	1939	3	174	96
	1940	2	178	98
			'000 tonnes	
Foin et trèfle...Moy.	1934-38	202	227	1,281
	1939	257	445	2,314
	1940	257	337	1,803
Luzerne...Moy.	1934-38	19	25	218
	1939	29	57	433
	1940	30	48	350
Maïs fourrager...Moy.	1934-38	15	27	155
	1939	18	38	209
	1940	11	37	185
Alberta—			'000 boiss.	
Blé de printemps..Moy.	1934-38	7,668	100,210	69,863
	1939	8,379	161,400	83,928
	1940	8,667	187,000	89,760
Avoine...Moy.	1934-38	2,869	78,241	18,600
	1939	2,706	85,000	18,700
	1940	2,645	103,000	18,540
Orge.....Moy.	1934-38	958	19,913	7,259
	1939	1,114	27,000	7,830
	1940	1,115	32,000	7,680
Seigle d'automne..Moy.	1934-38	102	990	375
	1939	127	1,600	640
	1940	100	1,600	416
Seigle de printemps..Moy.	1934-38	59	501	215
	1939	62	800	320
	1940	77	1,400	364
Alberta—fin		'000 acres	'000 boiss.	$'000
Tout seigle.....Moy.	1934-38	161	1,491	590
	1939	189	2,400	960
	1940	177	3,000	780
Pois.....Moy.	1934-38	1	15	20
	1939	1	19	27
	1940	1	23	32
Haricots..Moy.	1934-38	1	13	23
	1939	1	14	22
	1940	1	10	20
Grains mélangés..Moy.	1934-38	20	407	125
	1939	23	557	139
	1940	29	800	184
Graine de lin.....Moy.	1934-38	18	124	152
	1939	31	275	380
	1940	42	425	425
			'000 cwt	
Pommes de terre Moy.	1934-38	30	2,087	1,541
	1939	26	1,219	1,889
	1940	26	1,862	1,490
Navets, etc.....Moy.	1934-38	2	216	129
	1939	3	270	162
	1940	3	266	138
			'000 tonnes	
Foin et trèfle...Moy.	1934-38	333	449	3,178
	1939	392	569	3,585
	1940	399	638	3,637
Luzerne...Moy.	1934-38	78	172	1,604
	1939	103	207	1,604
	1940	109	261	1,958
Maïs à grain...Moy.	1934-38	4	20	123
	1939	3	14	76
	1940	2	11	53
Foin de grain...Moy.	1934-38	1,052	1,528	8,513
	1939	950	1,425	5,700
	1940	1,000	1,800	7,200
Betteraves sucriéres..Moy.	1934-38	17	200	1,262
	1939	22	262	1,945
	1940	24	334	1,837
Colombie Britannique—			'000 boiss.	
Blé de printemps..Moy.	1934-38	63	1,506	1,391
	1939	72	1,875	1,388
	1940	78	1,999	1,399
Avoine...Moy.	1934-38	107	5,142	2,357
	1939	120	6,111	2,383
	1940	118	5,912	2,128
Orge.....Moy.	1934-38	13	425	256
	1939	14	484	252
	1940	17	580	284
Seigle de printemps..Moy.	1934-38	5	89	59
	1939	5	118	73
	1940	4	84	46
Pois.....Moy.	1934-38	4	100	135
	1939	3	82	103
	1940	4	97	126
Haricots..Moy.	1934-38	1	22	38
	1939	1	28	50
	1940	1	29	55

8.—Superficie, rendement et valeur des principales grandes cultures du Canada, par province, 1939 et 1940, et moyenne de cinq ans, 1934-38—fin

Province et grande culture	Année	Superficie	Rendement global	Valeur brute à la ferme	Province et grande culture	Année	Superficie	Rendement global	Valeur brute à la ferme
		'000 acres	'000 boiss.	$'000			'000 acres	'000 tonnes	$'000
Colombie Britannique—suite					**Colombie Britannique**—fin				
Grains mélangés..Moy.	1934-38	4	154	80	Foin et trèfle...Moy.	1934-38	153	306	3,859
	1939	5	167	80		1939	156	315	3,780
	1940	5	183	88		1940	159	333	3,580
Graine de lin.....Moy..	1934-38	0·3	3	4	Luzerne..Moy.	1934-38	49	155	2,042
	1939	0·3	4	5		1939	52	160	2,080
	1940	0·3	4	4		1940	51	157	1,727
			'000 cwt						
Pommes de terre Moy.	1934-38	19	2,039	2,013	Maïs fourrager...Moy.	1934-38	6	70	333
	1939	19	1,938	2,132		1939	7	70	350
	1940	20	2,440	2,928		1940	6	71	355
Navets, etc.....Moy.	1934-38	6	1,246	730	Foin de grain...Moy.	1934-38	47	108	1,032
	1939	6	1,120	650		1939	50	113	1,017
	1940	5	1,232	715		1940	52	116	986

Production de grain des Provinces des Prairies.—Les estimations de la superficie et de la production de grain des Provinces des Prairies (Manitoba, Saskatchewan et Alberta), totalisées d'après le tableau **6**, paraissent au tableau **9** pour 1938-40.

9.—Superficie et production de grain dans les Provinces des Prairies, 1938-40

Culture	Superficie			Production		
	1938	1939	1940	1938	1939	1940
	acres	acres	acres	boiss.	boiss.	boiss.
Blé	24,946,000	25,813,000	27,750,000	336,000,000	494,000,000[1]	525,000,000
Avoine	8,518,000	8,227,000	7,818,000	232,000,000	231,500,000	229,000,000
Orge	3,687,000	3,607,000	3,622,000	80,200,000	81,000,000	83,000,000
Seigle	655,000	1,014,100	943,000	9,340,000	13,700,000	12,250,000
Graine de lin	201,700	288,500[1]	363,700	1,185,000	1,950,000[1]	2,875,000

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

Stocks de grain au Canada.—Le tableau **10** donne les quantités de grain sur les fermes au 31 juillet 1940 comparativement au 31 juillet 1939 et 1938. Le tableau **11** donne les quantités globales de grain sur les fermes à la fin des campagnes 1931-40. La répartition de ces récoltes paraît dans la section consacrée au commerce du grain au Canada, au chapitre du commerce intérieur.

10.—Stocks de grain sur les fermes au Canada, 31 juillet 1938-40, et production totale de l'année précédente

Céréales	Production totale de 1937	Sur les fermes, 31 juillet 1938		Production totale de 1938	Sur les fermes, 31 juillet 1939		Production totale de 1939	Sur les fermes, 31 juillet 1940	
	'000 boiss.	p.c.	boiss.	'000 boiss.	p.c.	boiss.	'000 boiss.	p.c.	boiss.
Blé	180,210	2·81	5,061,000	360,010[1]	1·3	4,682,000	520,623	3·3	17,286,000
Avoine	268,442	6·01	16,120,000	371,382	10·7	39,654,000	384,407	10·3	39,781,000
Orge	83,124	3·82	3,177,500	102,242	7·2	7,346,700	103,147	6·9	7,075,000
Seigle	5,771	1·35	78,000	10,988	3·5	380,000	15,307	4·0	619,000
Graine de lin	775	0·23	1,800	1,259[1]	0·4	4,900	2,044	1·5	26,800

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

11.—Stocks de grain sur les fermes au Canada, 31 juillet 1931-40

Année	Blé	Avoine	Orge	Seigle	Graine de lin
	boiss.	boiss.	boiss.	boiss.	boiss.
1931	19,459,400	52,603,500	17,618,400	1,403,000	35,800
1932	7,495,800	22,823,000	3,477,000	146,000	7,100
1933	12,340,000	27,701,000	3,102,000	156,600	17,700
1934	8,733,000	19,333,000	1,839,000	37,000	3,400
1935	7,861,200	20,071,000	2,022,000	77,900	4,200
1936	5,520,000	31,186,000	4,199,200	270,600	7,600
1937	3,999,300	15,231,000	1,476,400	78,400	9,800
1938	5,081,000	16,120,000	3,177,500	78,000	1,800
1939	4,682,000	39,654,000	7,346,700	380,000	4,900
1940	17,286,000	39,781,000	7,075,000	619,000	26,800

Sous-section 3.—Bestiaux et volailles de ferme

Les progrès de l'industrie animale et de l'aviculture sont illustrés de dix ans en dix ans dans le résumé statistique du tableau **12.**

12.—Bestiaux et volailles sur les fermes au Canada, recensements de 1871 à 1931

Espèce	1871	1881	1891	1901	1911	1921[1]	1931
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Chevaux	836,743	1,059,358	1,470,572	1,577,493	2,598,958	3,610,494	3,113,909
Bêtes à cornes	2,624,290	3,433,989	4,120,586	5,576,451	6,526,083	8,519,484	7,973,031
Vaches laitières[2]	1,251,209	1,595,800	1,857,112	2,408,677	2,595,255	3,324,653	3,371,923
Autres bêtes à cornes	1,373,081	1,838,189	2,263,474	3,167,774	3,930,828	5,194,831	4,601,108
Moutons	3,155,509	3,048,678	2,563,781	2,510,239	2,174,300	3,203,966	3,627,116
Porcs	1,366,083	1,207,619	1,733,850	2,353,828	3,634,778	3,040,730	4,699,831
Volailles—							
Poules et poulets	–	–	*12,696,701*	*16,651,337*	*29,773,457*	*48,021,647*	*61,277,229*
Dindons	–	–	*458,306*	*584,569*	*863,182*	*1,096,721*	*2,223,197*
Canards	–	–	*320,169*	*290,755*	*527,098*	*603,152*	*749,930*
Oies	–	–	*537,932*	*595,997*	*629,524*	*603,728*	*902,251*
Total—							
Volailles	[3]	[3]	14,105,102[4]	17,922,658	31,793,261	50,325,248	65,184,689[4]
Ruches	144,791	[3]	199,288	189,986	180,372	185,530	215,349

[1] Comprend les bestiaux suivants ailleurs que sur les fermes: 158,742 chevaux; 149,995 bêtes à cornes; 3,499 moutons; 80,439 porcs; 6,978,054 volailles et 37,425 ruches. [2] Depuis 1921, "Vaches en lactation ou en gestation". [3] Les volailles ne sont pas déclarées à ce recensement. [4] Comprend 91,994 volailles non spécifiées en 1891 et 32,082 en 1931.

Le tableau **13** donne des indices montrant le nombre d'animaux sur les fermes, les années 1926 à 1940, exprimés en pourcentages du nombre moyen sur les fermes, la période de 1926 à 1930.

13.—Nombres-indices des animaux sur les fermes au Canada, 1926-40

(Moyenne de 1926-30=100)

Année	Chevaux	Vaches laitières	Autres bêtes à cornes	Moutons	Porcs
1926	100·7	101·7	93·2	91·6	99·4
1927	101·4	102·9	103·7	95·1	107·0
1928	100·1	100·2	98·3	99·6	102·5
1929	100·1	97·6	101·3	105·0	99·9
1930	97·7	97·6	103·5	107·7	91·2
1931	92·3	89·3	90·6	105·7	107·1
1932	91·6	95·2	95·9	106·2	105·8
1933	88·5	97·9	102·1	98·7	86·6
1934	87·0	102·4	100·2	99·7	83·3
1935	86·9	102·0	97·9	99·1	80·9
1936	85·7	102·9	97·6	97·0	94·5
1937	85·5	104·4	96·5	97·4	90·3
1938	83·6	102·6	91·4	99·5	79·5
1939	83·7	102·6	90·6	98·1	97·9
1940	84·7	103·2	92·0	100·6	134·1

Le nombre de bestiaux et de volailles sur les fermes, qui antérieurement était donné dans des tableaux séparés pour trois et deux ans respectivement, et pour les dix ans (de 1930 à 1939) à la p. 214 de l'Annuaire de 1940, paraît maintenant pour cinq ans au tableau **14,** tandis que la valeur moyenne par tête les cinq dernières années est indiquée au tableau **15.** Les statistiques des bêtes à cornes, des oies et des canards, ainsi que la valeur de chaque espèce de bétail, paraissent dans le "Bulletin Mensuel de la Statistique Agricole" de février 1941.

14.—Bestiaux et volailles de ferme au Canada, par province, 1936-40

Province et espèce	1936	1937	1938	1939	1940	Province et espèce	1936	1937	1938	1939	1940
	'000	'000	'000	'000	'000		'000	'000	'000	'000	'000
Canada—						**Ontario—**					
Chevaux	2,892	2,883	2,821	2,824	2,858	Chevaux	563	558	561	559	560
Vaches laitières	3,885	3,940	3,874	3,873	3,894	Vaches laitières	1,181	1,176	1,174	1,183	1,195
Autres bêtes à c.	4,955	4,900	4,637	4,601	4,670	Autres bêtes à c.	1,293	1,278	1,318	1,305	1,323
Moutons	3,327	3,340	3,415	3,366	3,452	Moutons	886	875	858	847	819
Porcs	4,145	3,963	3,487	4,294	5,882	Porcs	1,408	1,488	1,430	1,546	1,998
Poules et poulets	55,769	53,983	53,775	58,510	60,201	Poules et poulets	21,724	21,314	21,189	21,618	21,693
Dindons	2,045	1,998	2,040	2,476	2,508	Dindons	428	425	446	453	450
Toutes volailles[1]	59,339	57,510	57,237	62,405	64,143	Toutes volailles[1]	22,958	22,536	22,420	22,841	22,901
Ile du Pr.-Ed.—						**Manitoba—**					
Chevaux	28	29	29	29	29	Chevaux	305	325	325	315	323
Vaches laitières	46	46	46	46	44	Vaches laitières	328	390	384	366	350
Autres bêtes à c.	47	53	54	53	49	Autres bêtes à c.	419	457	458	421	422
Moutons	49	50	49	46	44	Moutons	208	216	231	230	234
Porcs	42	44	44	48	53	Porcs	270	229	219	311	499
Poules et poulets	852	826	830	829	806	Poules et poulets	4,255	3,832	4,512	5,278	5,640
Dindons	12	12	11	12	17	Dindons	380	393	451	551	580
Toutes volailles[1]	907	878	873	871	851	Toutes volailles[1]	4,729	4,333	5,081	5,951	6,351
Nouvelle-Ecosse—						**Saskatchewan—**					
Chevaux	40	42	43	44	44	Chevaux	898	874	806	800	813
Vaches laitières	114	116	115	118	114	Vaches laitières	591	564	497	490	503
Autres bêtes à c.	100	113	121	122	115	Autres bêtes à c.	944	877	632	680	747
Moutons	135	138	146	144	143	Moutons	342	345	337	341	399
Porcs	43	50	44	45	53	Porcs	667	454	268	470	791
Poules et poulets	1,235	1,212	1,225	1,226	1,308	Poules et poulets	8,862	8,116	7,283	8,651	9,298
Dindons	15	16	15	17	18	Dindons	587	524	485	724	780
Toutes volailles[1]	1,268	1,244	1,255	1,256	1,336	Toutes volailles[1]	9,635	8,825	7,890	9,512	10,251
Nouv.-Brunsw.—						**Alberta—**					
Chevaux	50	52	52	53	55	Chevaux	677	661	649	659	658
Vaches laitières	110	111	113	114	113	Vaches laitières	458	454	441	429	417
Autres bêtes à c.	89	103	104	107	101	Autres bêtes à c.	1,096	1,004	921	908	949
Moutons	109	107	110	108	107	Moutons	766	768	834	834	883
Porcs	82	95	82	87	97	Porcs	878	774	707	993	1,371
Poules et poulets	1,315	1,290	1,261	1,285	1,227	Poules et poulets	6,307	6,161	6,325	7,068	7,103
Dindons	29	27	25	36	30	Dindons	430	444	445	495	443
Toutes volailles[1]	1,367	1,339	1,306	1,340	1,274	Toutes volailles[1]	6,899	6,794	6,921	7,723	7,698
Québec—						**Col. Britannique**					
Chevaux	270	280	289	297	305	Chevaux	61	62	67	68	71
Vaches laitières	939	962	982	1,002	1,029	Vaches laitières	118	121	122	125	129
Autres bêtes à c.	757	802	827	815	766	Autres bêtes à c.	210	213	202	190	198
Moutons	654	658	670	647	648	Moutons	178	183	180	169	175
Porcs	704	774	645	744	937	Porcs	51	55	48	50	83
Poules et poulets	7,460	7,362	7,234	7,871	8,407	Poules et poulets	3,759	3,870	3,916	4,684	4,719
Dindons	128	111	112	133	134	Dindons	36	46	50	55	56
Toutes volailles[1]	7,740	7,603	7,485	8,128	8,661	Toutes volailles[1]	3,836	3,958	4,006	4,783	4,820

[1] Comprend les oies et les canards.

15.—Valeur moyenne par tête du bétail et de la volaille de ferme au Canada, par province, 1936-40

NOTA.—Les chiffres de 1925-34 paraissent aux pp. 274-76 de l'Annuaire de 1934-35 et ceux de 1935, à la p. 216 de l'Annuaire de 1940.

Province et espèce	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$
Canada—					
Chevaux	72	72	71	67	63
Vaches laitières	37	40	40	46	51
Autres bêtes à c.	23	25	27	33	37
Toutes bêtes à c.	29	32	33	39	43
Moutons	5·42	5·61	5·79	6·69	6·90
Porcs	10·98	12·31	13·21	13·79	11·81
Poules et poulets	0·63	0·69	0·68	0·70	73
Dindons	1·77	1·90	1·89	1·76	1·97
Ile du Pr.-Ed.—					
Chevaux	90	91	94	96	87
Vaches laitières	35	37	36	37	38
Autres bêtes à c.	24	24	24	25	25
Toutes bêtes à c.	29	30	30	31	31
Moutons	5·08	5·55	5·53	6·47	6·48
Porcs	11·50	10·55	12·75	14·24	10·89
Poules et poulets	0·68	0·72	0·77	0·72	0·80
Dindons	1·83	1·89	1·86	1·94	1·97
Nouvelle-Ecosse—					
Chevaux	94	102	100	102	96
Vaches laitières	38	42	41	41	44
Autres bêtes à c.	24	28	26	27	30
Toutes bêtes à c.	31	35	33	34	37
Moutons	4·70	5·22	5·15	5·60	5·61
Porcs	14·10	14·30	13·97	14·60	13·81
Poules et poulets	0·75	0·73	0·73	0·77	0·81
Dindons	2·38	2·23	2·32	2·25	2·28
Nouv.-Brunsw.—					
Chevaux	111	114	114	118	110
Vaches laitières	36	36	37	40	43
Autres bêtes à c.	21	21	22	24	24
Toutes bêtes à c.	29	29	30	32	34
Moutons	4·98	5·23	5·11	6·06	6·25
Porcs	15·86	15·03	14·90	15·07	13·51
Poules et poulets	0·77	0·83	0·78	0·85	0·87
Dindons	2·60	2·52	2·72	2·55	2·65
Québec—					
Chevaux	112	117	114	109	117
Vaches laitières	38	43	41	43	46
Autres bêtes à c.	22	24	24	27	28
Toutes bêtes à c.	31	34	33	36	38
Moutons	5·24	5·57	5·58	6·04	6·37
Porcs	10·70	14·00	15·00	15·00	14·00
Poules et poulets	0·66	0·88	0·91	0·92	0·95
Dindons	2·20	2·46	2·35	2·30	2·47

Province et espèce	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$
Ontario—					
Chevaux	105	103	102	92	80
Vaches laitières	46	48	47	56	59
Autres bêtes à c.	30	32	31	40	42
Toutes bêtes à c.	38	40	39	48	50
Moutons	7·00	6·96	7·42	8·13	8·21
Porcs	11·63	12·40	13·15	14·02	11·18
Poules et poulets	0·74	0·79	0·77	0·78	0·83
Dindons	2·31	2·42	2·40	2·27	2·50
Manitoba—					
Chevaux	62	64	58	56	50
Vaches laitières	29	32	33	43	48
Autres bêtes à c.	21	24	25	32	36
Toutes bêtes à c.	24	28	29	37	41
Moutons	4·89	5·07	5·23	6·27	6·61
Porcs	11·18	12·00	12·99	13·60	12·37
Poules et poulets	0·53	0·58	0·55	0·58	0·57
Dindons	1·69	1·86	1·71	1·65	1·81
Saskatchewan—					
Chevaux	56	53	50	50	45
Vaches laitières	27	28	31	41	47
Autres bêtes à c.	18	20	24	31	36
Toutes bêtes à c.	21	23	27	35	40
Moutons	4·38	4·72	4·90	6·50	6·60
Porcs	10·29	11·09	12·60	13·00	11·40
Poules et poulets	0·45	0·44	0·41	0·50	0·50
Dindons	1·51	1·56	1·63	1·52	1·68
Alberta—					
Chevaux	50	49	49	45	43
Vaches laitières	26	30	33	40	49
Autres bêtes à c.	18	22	25	32	39
Toutes bêtes à c.	20	24	28	35	42
Moutons	4·51	4·64	4·97	6·21	6·53
Porcs	9·86	10·87	11·81	12·74	10·93
Poules et poulets	0·42	0·45	0·47	0·47	0·53
Dindons	1·40	1·60	1·61	1·45	1·85
Col. Britannique					
Chevaux	65	70	73	75	76
Vaches laitières	51	51	50	51	54
Autres bêtes à c.	28	30	31	32	38
Toutes bêtes à c.	36	38	38	40	44
Moutons	5·90	6·25	5·92	6·64	7·21
Porcs	12·73	12·84	13·12	14·73	14·50
Poules et poulets	0·70	0·75	0·75	0·76	0·77
Dindons	2·50	2·60	2·51	2·56	2·61

Production de laine.—La tonte canadienne de laine en 1940 s'élève à 13,822,000 livres d'une valeur de $2,626,000. Cette production est la plus considérable depuis 1932 et la hausse du prix, attribuable à la guerre, a pour résultat une valeur totale qui dépasse de beaucoup celle de toute année de la décennie précédente. La production de laine d'abat se place à 4,305,000 livres, ce qui fait une production totale au Canada de 18,127,000 livres.

Les importations canadiennes de laine en 1940, en termes de laine en suint, sont estimées à 86,170,000 livres. Les importations exceptionnellement fortes ainsi que la production plus considérable résultent en une consommation apparente de 101,616,000 livres, qui surpasse de beaucoup celle de toute année de la décennie précédente. La consommation plus forte provient de ce que la laine a été utilisée sur une grande échelle dans la confection d'uniformes pour les services de l'armée.

16.—Production estimative, exportations, importations et consommation apparente de laine au Canada, 1930 à 1940[1]

NOTA.—Les statistiques comparables de la production des années 1920-29 paraissent à la p. 227 de l'Annuaire de 1939.

Année	Laine tondue				D'abat	Production totale	Exportations[1]	Importations[1]	Consommation apparente
	Rendement par toison	Rendement total	Prix la livre	Valeur totale de la tonte					
	lb	'000 lb	cts	$	'000 lb	'000 lb	'000 lb	'000 lb	'000 lb
1930	7·0	12,800	11	1,392,000	3,852	16,652	4,424	24,093	36,321
1931	7·0	13,575	8	1,050,000	4,250	17,825	4,805	29,339	42,359
1932	7·1	14,027	5	722,000	4,087	18,114	3,769	30,599	44,944
1933	7·1	13,308	10	1,364,000	4,511	17,819	11,671	42,682	48,830
1934	6·9	13,135	10	1,255,000	4,443	17,578	4,295	41,800	55,083
1935	7·1	13,320	11	1,492,000	4,499	17,819	8,755	47,551	56,615
1936	7·2	13,057	14	1,861,000	4,374	17,431	9,775	59,128	66,784
1937	7·2	13,271	15	2,049,000	4,358	17,629	5,093	60,375	72,911
1938	7·3	13,386	11	1,565,000	4,309	17,695	4,398	45,101	58,398
1939	7·5	13,569[2]	13[2]	1,764,000[2]	4,277	17,846[2]	4,879	51,933	64,900
1940[3]	7·4	13,822	19	2,626,000	4,305	18,127	2,681	86,170	101,616

[1] Toutes les estimations sont exprimées en termes de laine en suint. Les exportations et les importations, dans les Annuaires précédents, n'étaient que partiellement exprimées en termes de laine en suint. [2] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940. [3] Sujet à revision.

Production d'œufs de ferme.—L'augmentation estimative de la production d'œufs de ferme en 1939 est de 8,338,000 douzaines ou de 3·9 p.c. comparativement à 1938. La valeur totale de la production d'œufs au Canada augmente de 0·9 p.c. en regard de l'année précédente. Les données complètes par province, pour 1937 et 1938, paraissent à la p. 228 de l'Annuaire de 1939.

17.—Production estimative et valeur des œufs de ferme au Canada, 1930-39

Province	Poules pondeuses	Production moyenne par poule	Production totale	Prix la douzaine	Valeur totale
	nomb.	nomb.	douz.	cts	$
Totaux, 1930	**29,052,600**	**95**	**230,000,000**	**27**	**62,100,000**
Totaux, 1931	**25,407,000**	**112**	**237,131,000**	**17**	**40,312,000**
Totaux, 1932	**24,806,600**	**111**	**229,461,000**	**13**	**29,830,000**
Totaux, 1933	**24,922,000**	**107**	**222,254,000**	**12**	**27,577,000**
Totaux, 1934	**24,688,000**	**108**	**223,272,000**	**15**	**34,454,000**
Totaux, 1935	**24,594,000**	**109**	**223,540,000**	**17**	**37,763,000**
Totaux, 1936	**23,798,000**	**111**	**219,494,000**	**18·5**	**40,776,000**
Totaux, 1937	**23,861,000**	**110**	**219,443,000**	**17·5**	**38,480,000**
Totaux, 1938	**23,089,000**	**111**	**213,399,000**	**19**	**40,653,000**

17.—Production estimative et valeur des œufs de ferme au Canada, 1930-39—fin

Province	Poules pondeuses	Production moyenne par poule	Production totale	Prix la douzaine	Valeur totale
1939	nomb.	nomb.	douz.	cts	$
Ile du Prince-Edouard	395,000	91	2,995,000	17	509,000
Nouvelle-Ecosse	502,000	94	3,932,000	23	904,000
Nouveau-Brunswick	554,000	94	4,340,000	21	911,000
Québec	3,437,000	116	33,224,000	22	7,309,000
Ontario	7,912,000	119	78,461,000	22	17,261,000
Manitoba	2,370,000	104	20,540,000	13	2,670,000
Saskatchewan	4,266,000	100	35,550,000	12	4,266,000
Alberta	2,915,000	100	24,292,000	13	3,158,000
Colombie Britannique	1,673,000	132	18,403,000	22	4,049,000
Totaux, 1939	**24,024,000**	**111**	**221,737,000**	**18·5**	**41,037,000**

Les exportations d'œufs aux marchés de l'Empire Britannique ont considérablement augmenté ces dernières années. En 1939, 1,024,070 douzaines d'œufs sont expédiées au Royaume-Uni, les exportations totales étant de 1,274,327 douzaines. Les importations restent faibles depuis 1930, alors que le Dominion importe 2,908,340 douzaines d'œufs en coquille. En 1935 les importations se placent à 26,842 douzaines seulement et en 1939 elles augmentent à 56,947 douzaines.

Les œufs ont toujours été un aliment relativement populaire chez les Canadiens. En 1939 la consommation d'œufs au Canada s'établit à 240,844,596 douzaines, ce qui représente une consommation par bouche de 21·29 douzaines. Ces calculs sont faits en additionnant la production estimative d'œufs de ferme, les œufs produits ailleurs, les importations et les stocks le 1er janvier, et en soustrayant de cette somme les exportations de l'année et les stocks en magasin à la fin de l'année.

Sous-section 4.—Statistiques laitières

L'industrie laitière au Canada a connu une expansion continuelle chaque décennie de ce siècle. Dans la présente édition de l'Annuaire les statistiques de l'ensemble du Dominion sont données pour les années 1935–39 et les statistiques des provinces, pour les années 1938–39. Les chiffres revisés relatifs au Dominion pour 1930–34 paraissent aux pp. 219–221 de l'Annuaire de 1940. Les chiffres revisés relatifs aux provinces pour les années 1935–39 se trouvent dans les "Statistiques Laitières du Canada, 1939" (l'édition de 1938 de cette même publication fait remonter la revision jusqu'à 1934). Un état supplémentaire, publié en septembre 1939, donne les chiffres revisés par province pour les années 1930–33; et, au moment de l'impression, une autre revision remontant à 1920, qui sera publié dans le "Bulletin Mensuel de la Statistique Agricole" au cours de l'année 1941, était en voie de préparation.

Production de lait.—En 1900 la production de lait est estimée à 7,000,000,000 de livres; elle augmente à plus de 9,750,000,000 de livres en 1910. Dix ans plus tard, en 1920, l'estimation revisée se place à 10,976,000,000 de livres et en 1930 elle est de 13,000,000,000 de livres, tandis que l'augmentation durant la présente décennie a été continuelle, à l'exception, en 1939, d'une très légère diminution (0·2 p.c.) en regard des données revisées de 1938.

De la quantité totale de lait, en 1939, 59·4 p.c. sert à la production de beurre de crémerie, 23·0 p.c. au beurre de ferme, 13·0 p.c. au fromage et 4·6 p.c. aux produits concentrés du lait, à la crème glacée et au fromage de ferme.

18.—Production totale de lait au Canada et consommation quotidienne par bouche, 1935-39, et par province, 1938-39

NOTA.—Les statistiques de 1930-34 paraissent à la p. 219 de l'Annuaire de 1940. Plusieurs chiffres pour 1936-38 ont été revisés depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

Année	Lait transformé		Lait autrement employé			Production totale de lait	Consommation quotidienne par bouche
	Sur la ferme	Dans la fabrique	Ventes de lait fluide	Consommé sur la ferme	Donné aux animaux sur la ferme		
	lb	lb	lb	lb	lb	lb	chop.
Totaux, 1935	**2,569,285,400**	**7,054,892,900**	**2,773,175,000**	**1,655,861,000**	**794,600,000**	**14,847,814,300**	**0·83**
Totaux, 1936	**2,566,072,400**	**7,525,268,100**	**2,828,751,000**	**1,697,646,000**	**812,320,000**	**15,430,057,500**	**0·84**
Totaux, 1937	**2,544,045,400**	**7,650,571,200**	**2,774,427,000**	**1,676,374,000**	**801,480,000**	**15,446,897,600**	**0·82**
1938							
PROVINCE							
Ile du Prince-Edouard	36,499,400	65,601,500	14,735,000	28,201,000	8,960,000	153,996,900	0·93
Nouvelle-Ecosse	152,969,000	172,424,600	102,433,000	64,219,000	18,360,000	510,405,600	0·62
Nouveau-Brunswick	153,485,000	115,609,800	63,570,000	78,452,000	17,760,000	428,876,800	0·65
Québec	307,904,000	2,211,976,700	1,013,027,000	404,071,000	156,920,000	4,093,898,700	0·92
Ontario	*581,581,000*	*3,341,669,000*	*1,169,659,000*	*487,950,000*	*224,920,000*	*5,805,779,000*	*0·91*
Manitoba	252,572,000	647,763,500	141,413,000	149,710,000	75,280,000	1,266,738,500	0·83
Saskatchewan	547,922,000	561,507,400	127,078,000	306,370,000	118,120,000	1,660,997,400	0·94
Alberta	367,996,000	772,678,700	189,635,000	233,960,000	135,600,000	1,699,869,700	1·10
Colombie Britannique	71,238,000	192,953,400	191,720,000	36,978,000	20,400,000	513,289,400	0·62
Totaux, 1938	**2,472,166,400**	**8,082,184,600**	**3,013,270,000**	**1,789,911,000**	**776,320,000**	**16,133,852,000**	**0·88**
1939							
PROVINCE							
Ile du Prince-Edouard	37,599,400	50,988,900	12,842,000	24,576,000	8,200,000	134,206,300	0·80
Nouvelle-Ecosse	134,541,000	148,774,600	89,811,000	56,306,000	18,080,000	447,512,600	0·54
Nouveau-Brunswick	147,352,000	102,878,200	59,461,000	73,379,000	18,080,000	401,150,200	0·60
Québec	286,510,000	2,188,326,000	993,074,000	396,112,000	149,240,000	4,013,262,000	0·89
Ontario	571,293,000	3,389,628,900	1,180,393,000	492,429,000	225,320,000	5,859,063,900	0·91
Manitoba	255,711,000	670,699,600	145,158,000	153,675,000	75,040,000	1,300,283,600	0·84
Saskatchewan	564,208,000	605,388,100	133,555,000	321,985,000	120,520,000	1,745,656,100	0·98
Alberta	375,020,000	735,666,500	185,738,000	229,152,000	139,360,000	1,664,936,500	1·07
Colombie Britannique	67,614,000	212,226,600	202,585,000	39,074,000	20,880,000	542,379,600	0·64
Totaux, 1939	**2,439,848,400**	**8,104,577,400**	**3,002,617,000**	**1,786,688,000**	**774,720,000**	**16,108,450,800**	**0·87**

Valeur fermière de la production de lait.—La valeur totale de la production laitière en 1939 s'élève à $150,667,000, tandis que le revenu des ventes est de $121,000,000 ou 80·3 p.c. de la valeur fermière totale de la production de lait.

19.—Valeur fermière de la production de lait au Canada, 1935-39, et par province, 1938-39

NOTA.—Les données de ce tableau sont basées sur la valeur du lait entier sur les fermes, le coût du transport pour le lait et la crème étant déduit de la valeur aux fabriques pour obtenir les chiffres indiqués. Les statistiques de 1920-34 paraissent à la p. 219 de l'Annuaire de 1940. Plusieurs chiffres pour 1936-38 ont été revisés depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

Année	Lait transformé		Lait autrement employé			Valeur totale
	Sur la ferme	Dans la fabrique	Ventes de lait fluide	Consommé sur la ferme	Donné aux animaux sur la ferme	
	$	$	$	$	$	$
Totaux, 1935	**17,452,000**	**55,451,000**	**37,412,000**	**11,330,000**	**5,345,000**	**126,990,000**
Totaux, 1936	**18,310,000**	**61,249,000**	**40,334,000**	**12,160,000**	**5,716,000**	**137,769,000**
Totaux, 1937	**19,387,000**	**66,134,000**	**40,474,000**	**12,807,000**	**6,058,000**	**144,860,000**
1938						
PROVINCE						
Ile du Prince-Edouard	367,000	586,000	205,000	237,000	75,000	1,410,000
Nouvelle-Ecosse	1,484,000	1,811,000	1,758,000	623,000	178,000	5,854,000
Nouveau-Brunswick	1,366,000	1,127,000	1,055,000	698,000	158,000	4,404,000
Québec	2,463,000	19,284,000	14,689,000	3,233,000	1,255,000	40,924,000
Ontario	4,943,000	29,740,000	17,545,000	4,148,000	1,912,000	58,288,000
Manitoba	1,642,000	5,373,000	2,051,000	973,000	489,000	10,528,000
Saskatchewan	3,726,000	4,627,000	1,856,000	2,083,000	803,000	13,095,000
Alberta	2,502,000	6,240,000	2,763,000	1,591,000	922,000	14,018,000
Colombie Britannique	655,000	1,913,000	2,933,000	340,000	188,000	6,029,000
Totaux, 1938	**19,088,000**	**70,701,000**	**44,855,000**	**13,926,000**	**5,980,000**	**154,550,000**
1939						
PROVINCE						
Ile du Prince-Edouard	271,000	395,000[1]	189,000	177,000	59,000	1,091,000
Nouvelle-Ecosse	1,318,000	1,577,000[1]	1,632,000	552,000	177,000	5,256,000
Nouveau-Brunswick	1,032,000	809,000[1]	1,034,000	514,000	127,000	3,516,000
Québec	2,206,000	18,417,000[1]	15,393,000	3,050,000	1,149,000	40,215,000
Ontario	4,856,000	30,166,000[1]	17,942,000	4,186,000	1,915,000	59,065,000
Manitoba	1,585,000	5,360,000[1]	2,163,000	953,000	465,000	10,526,000
Saskatchewan	2,821,000	3,899,000[1]	1,948,000	1,610,000	603,000	10,881,000
Alberta	2,513,000	5,867,000[1]	2,691,000	1,535,000	934,000	13,540,000
Colombie Britannique	642,000	2,165,000[1]	3,201,000	371,000	198,000	6,577,000
Totaux, 1939	**17,244,000**	**68,655,000**[1]	**46,193,000**	**12,948,000**	**5,627,000**	**150,667,000**

[1] Sujet à revision.

Beurre et fromage.—En 1939 la production de beurre de crémerie augmente de 265,275 livres comparativement à celle de 1938, et la production de beurre de ferme diminue de 1·3 p.c. La production globale de fromage augmente de 1·2 p.c. en regard de celle de 1938 et excède de 26·0 p.c. celle de 1934, creux de cette décennie. Le graphique de la p. 152 fait voir la production de beurre et de fromage pour les années 1920-39. Avant 1907 ces chiffres de la production s'obtenaient des recensements décennaux, à des périodes de dix ans seulement, et n'étaient pas aussi sûrs que les données annuelles maintenant compilées.

20.—Production et consommation, par bouche, de beurre et de fromage au Canada, 1935-39, et production par province, 1938-39

NOTA.—Les statistiques de 1930-34 paraissent à la p. 219 de l'Annuaire de 1940. Plusieurs chiffres pour 1936-38 ont été revisés depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

Année	Beurre			Fromage		
	De ferme	De crémerie	Total	De ferme	De fabrique	Total
	lb	lb	lb	lb	lb	lb
1935						
Totaux, production	**109,161,999**	**240,918,799**	**350,080,798**	**1,232,148**	**100,427,390**	**101,659,538**
Consommation par bouche	[1]	[1]	**31·33**	[1]	[1]	**3·64**
1936						
Totaux, production	**109,026,000**	**250,931,777**	**359,957,777**	**1,229,300**	**119,123,483**	**120,352,783**
Consommation par bouche	[1]	[1]	**31·82**	[1]	[1]	**3·65**
1937						
Totaux, production	**108,084,000**	**247,056,746**	**355,140,746**	**1,232,300**	**130,625,838**	**131,858,138**
Consommation par bouche	[1]	[1]	**32·31**	[1]	[1]	**3·58**
1938						
PROVINCE						
Ile du Prince-Edouard	1,559,000	2,557,447	4,116,447	300	449,957	450,257
Nouvelle-Ecosse	6,520,000	6,716,643	13,236,643	30,000	Nil	30,000
Nouveau-Brunswick	6,554,000	4,521,525	11,075,525	5,000	552,589	557,589
Québec	13,045,000	79,758,453	92,803,453	225,000	28,569,124	28,794,124
Ontario	24,783,000	87,754,385	112,537,385	126,000	87,593,430	87,719,430
Manitoba	10,710,000	25,703,684	36,413,684	165,000	3,344,202	3,509,202
Saskatchewan	23,305,000	23,524,260	46,829,260	210,000	419,404	629,404
Alberta	15,600,000	31,242,357	46,842,357	250,000	2,451,821	2,701,821
Colombie Britannique	3,000,000	5,568,517	8,568,517	90,000	590,781	680,781
Totaux, production, 1938	**105,076,000**	**267,347,271**	**372,423,271**	**1,101,300**	**123,971,308**	**125,072,608**
Consommation par bouche	[1]	[1]	**31·86**	[1]	[1]	**3·80**
1939						
PROVINCE						
Ile du Prince-Edouard	1,606,000	1,937,272	3,543,272	300	459,748	460,048
Nouvelle-Ecosse	5,738,000	5,681,607	11,419,607	20,000	Nil	20,000
Nouveau-Brunswick	6,292,000	3,987,318	10,279,318	5,000	557,388	562,388
Québec	12,132,000	80,235,791	92,367,791	223,000	27,526,828	27,749,828
Ontario	24,344,000	88,010,276	112,354,276	125,000	89,968,073	90,193,073
Manitoba	10,844,000	26,524,240	37,368,240	165,000	3,492,958	3,657,958
Saskatchewan	24,004,000	25,400,005	49,404,005	203,000	345,902	548,902
Alberta	15,912,000	29,749,958	45,661,958	225,000	2,196,157	2,421,157
Colombie Britannique	2,850,000	6,086,079	8,936,079	80,000	928,305	1,008,305
Totaux, 1939	**103,722,000**	**267,612,546**	**371,334,546**	**1,046,300**	**125,475,359**	**126,621,659**
Consommation par bouche	[1]	[1]	**32·00**	[1]	[1]	**3·53**

[1] Inconnue.

Valeur globale de la production laitière.—En 1939 la production laitière diminue de $7,023,086 ou de 3·1 p.c. en valeur comparativement à celle de 1938. Le beurre de crémerie représente 28·2 p.c. de la valeur globale de 1939; les divers produits de fabrique, 12·0 p.c.; le beurre de ferme, 8·7 p.c.; le fromage de fabrique, 7·0 p.c.; le lait écrémé et le lait de beurre, 4·5 p.c.; et le fromage de ferme, 0·1 p.c. Le lait employé autrement, l'item le plus considérable, comprend le lait vendu à l'état fluide, le lait consommé sur les fermes et le lait donné aux animaux. Les pourcentages par rapport au total sont 31·3, 5·9 et 2·6 respectivement.

Des $26,220,000 donnés au tableau 21 comme valeur des divers produits de fabrique, la crème glacée contribue 39·6 p.c. et les produits concentrés du lait entier, 38·7 p.c. Les statistiques de la quantité et de la valeur de chacun des produits sous cet en-tête, pour les années 1935-39, paraissent aux pp. 11 et 12 des "Statistiques Laitières du Canada, 1939", que l'on peut obtenir en s'adressant au Statisticien du Dominion.

21.—Valeur globale de la production laitière du Canada, 1935-39, et par province, 1938-39

NOTA.—Les statistiques de 1930-34 paraissent à la p. 220 de l'Annuaire de 1940. Plusieurs chiffres pour 1936-38 ont été revisés depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

Année	Beurre		Fromage		Divers produits de fabrique	Lait autrement employé[1]	Total, tous produits[2]
	De ferme	De crémerie	De ferme	De fabrique			
	$	$	$	$	$	$	$
Totaux, 1935	**18,392,000**	**52,228,133**	**133,023**	**10,570,309**	**16,705,958**	**74,265,000**	**180,756,423**
Totaux, 1936	**20,006,090**	**57,662,160**	**162,028**	**15,565,813**	**18,070,763**	**78,808,000**	**199,878,764**
Totaux, 1937	**22,622,000**	**64,217,332**	**174,027**	**17,965,123**	**22,743,780**	**79,562,000**	**217,098,262**
1938							
PROVINCE							
Ile du Pr.-Edouard	359,000	656,774	27	62,528	61,904	622,000	1,908,233
Nouvelle-Ecosse	1,695,000	1,864,848	4,000	Nil	872,494	3,293,000	8,175,342
Nouveau-Brunswick	1,639,000	1,161,741	1,000	76,415	257,992	2,383,000	5,892,148
Québec	2,740,000	19,577,024	31,000	3,822,843	2,941,167	26,597,000	57,990,034
Ontario	5,328,000	23,125,733	16,000	11,899,714	15,875,096	31,938,000	90,967,543
Manitoba	2,088,000	6,165,637	21,000	448,123	706,392	4,690,000	15,347,152
Saskatchewan	3,729,000	5,321,115	26,000	59,973	587,459	5,659,000	16,540,547
Alberta	2,839,000	7,157,624	30,000	348,404	932,937	6,652,000	19,222,965
Colombie Brit	540,000	1,504,072	22,000	91,861	2,664,399	4,904,000	10,111,332
Totaux, 1938	**20,957,000**	**66,534,568**	**151,027**	**16,809,861**	**24,899,840**	**86,738,000**	**226,155,296**
1939							
PROVINCE							
Ile du Pr.-Edouard	353,000	459,534	29	55,740	63,000	516,000	1,574,303
Nouvelle-Ecosse	1,320,000	1,487,902	2,000	Nil	880,000	3,003,000	7,000,902
Nouveau-Brunswick	1,384,000	954,682	1,000	66,147	305,000	2,117,000	5,173,829
Québec	2,426,000	18,815,509	28,000	3,257,348	3,080,000	26,867,000	56,746,857
Ontario	4,869,000	21,121,703	14,000	11,090,497	16,599,000	32,453,000	88,930,200
Manitoba	1,952,000	5,702,713	18,000	407,278	963,000	4,790,000	15,092,991
Saskatchewan	3,721,000	5,333,053	23,000	42,526	657,000	5,128,000	16,125,579
Alberta	2,546,000	6,281,521	25,000	263,508	976,000	6,504,000	17,827,029
Colombie Brit	527,000	1,591,782	20,000	128,738	2,697,000	5,294,000	10,660,520
Totaux, 1939	**19,098,000**	**61,748,399**	**131,029**	**15,311,782**	**26,220,000**	**86,672,000**	**219,132,219**

[1] Comprend le lait vendu pour fins ménagères évalué aux fabriques, et le lait consommé et le lait donné aux animaux évalués sur les fermes. [2] Les données de cette colonne comprennent la valeur totale du lait écrémé et du lait de beurre. Celle-ci s'établit, pour tout le Canada, à $9,951,000 en 1939, $10,065,000 en 1938, $9,814,000 en 1937, $9,604,000 en 1936 et $8,462,000 en 1935.

Consommation de produits laitiers.—La consommation de beurre au Canada en 1939 s'établit à 362,118,703 livres ou 97·6 p.c. de la production totale et la consommation de fromage, à 39,997,839 livres ou 32·3 p.c. de la production totale. La consommation domestique de tous les produits concentrés du lait constitue 84·5 p.c. de la production totale.

La consommation de lait frais, ainsi que de crème exprimée en termes de lait, atteint un total de 4,609,892,000 livres ou 3,580,499,000 chopines en 1939. Ceci représente une consommation quotidienne pour tout le Canada de 0·87 de chopine par personne. Il est important d'observer que les producteurs de lait fournissant leur propre ménage consomment 1·25 chopine par jour, tandis que ceux qui doivent acheter leur lait n'en consomment en moyenne que 0·74 de chopine.

La consommation annuelle, par bouche, des différents produits laitiers en 1939 est la suivante: lait et crème, 407·9 livres; beurre, 32·0 livres; fromage, 3·5 livres; lait évaporé, 8·4 livres; lait condensé, 0·94 de livre; poudre de lait, 2·4 livres; crème glacée, 0·75 de gallon.

Exportations et importations de beurre et de fromage.—Les exportations et les importations de beurre varient d'une année à l'autre. En 1939 les exportations de beurre sont d'environ 12,400,000 livres, les plus considérables depuis 1925, alors qu'elles atteignent la cime de 26,500,000 livres. Les importations de beurre en 1939 sont inférieures à 6,000 livres comparativement à 5,200,000 livres l'année précédente, alors que de grandes quantités sont importées des antipodes.

La majeure partie de la production canadienne de fromage est exportée. Les exportations les plus considérables sont celles de 1917, qui s'élèvent à 176,250,000 livres. En 1939 la quantité exportée est de 90,900,000 livres, soit 74·1 p.c. de la production de fromage de fabrique de cette année-là. Les importations de fromage sont faibles et comprennent principalement des espèces spéciales pour les goûts particuliers.

Sous-section 5.—Horticulture

Les statistiques annuelles de l'horticulture commerciale se confinent à la production et à la valeur des fruits, des fleurs et des plants de pépinière. Bien que l'on ne tente pas présentement de faire une estimation de la production annuelle de légumes, le volume du recensement de 1931 sur l'agriculture donne en détail la production, la superficie et la valeur des cultures de légumes les plus communes. La transformation manufacturière des fruits et légumes est une industrie importante intimement liée à celle de la production. En 1939, la dernière année pour laquelle des statistiques complètes sont établies, la valeur totale des fruits et légumes de conserverie (y compris le vin) a été de $57,824,000.

Production fruitière.—La culture des pommes tient la première place dans la fructiculture canadienne. La valeur moyenne de sa production commerciale est d'environ $10,000,000 par année. Les autres fruits cultivés au Canada sont la poire, la pêche, la prune, la cerise, l'abricot et le raisin, de même que diverses baies, dont la fraise est la plus importante. Le bluet indigène, en abondance dans de vastes régions de l'Est du Canada, et la canneberge, que l'on trouve surtout dans les Provinces Maritimes, donnent aussi des recettes substantielles. La culture commerciale des fruits se pratique surtout dans la Nouvelle-Ecosse, l'Ontario et la Colombie Britannique. Pour plus amples détails sur la culture fruitière au Canada le lecteur est référé aux pp. 245–249 de l'Annuaire de 1931.

Les statistiques par province paraissent dans le "Bulletin Mensuel de la Statistique Agricole" de janvier 1941, et dans les "Statistiques Annuelles des Fruits, des Pépinières et de la Floriculture, 1940", publiés par le Bureau Fédéral de la Statistique.

22.—Production commerciale estimative et valeur au point d'expédition des fruits au Canada, 1937-40, et moyennes quinquennales, 1927-31 et 1932-36

Espèce de fruit et année	Quantité	Valeur moyenne l'unité	Valeur totale	Espèce de fruit et année	Quantité	Valeur moyenne l'unité	Valeur totale
	barils	$	$		boiss.	$	$
Pommes				Abricots			
Moy., 1927-31	3,571,200	2·96	10,570,200	Moy., 1927-31	27,300	3·07	83,700
Moy., 1932-36	4,637,000	2·15	9,978,000	Moy., 1932-36	45,100	2·55	115,200
1937	5,057,300	2·17	10,957,300	1937	52,700	2·31	122,000
1938	5,222,400	2·41	12,569,100	1938	62,700	2·48	155,400
1939	5,476,300[1]	1·85[1]	10,138,100[1]	1939	59,000[1]	2·54[1]	149,700[1]
1940	4,101,300	2·11	8,653,700	1940	64,000	2·55	163,300
Poires	boiss.			Cerises			
Moy., 1927-31	359,100	1·61	579,900	Moy., 1927-31	232,700	3·30	768,100
Moy., 1932-36	456,000	1·19	544,300	Moy., 1932-36	221,500	2·36	522,100
1937	457,700	1·39	634,500	1937	153,000	3·36	513,600
1938	653,400	1·05	688,100	1938	210,000	3·11	653,600
1939	577,100[1]	1·17[1]	675,300[1]	1939	223,000[1]	2·60[1]	580,200[1]
1940	572,900	1·22	698,900	1940	148,800	3·94	586,600
Prunes et pruneaux				Fraises	pintes		
Moy., 1927-31	290,200	1·55	449,300	Moy., 1927-31	12,811,200	0·13	1,623,400
Moy., 1932-36	230,400	1·27	293,500	Moy., 1932-36	22,237,500	0·09	1,921,800
1937	199,400	1·42	283,200	1937	23,424,100	0·09	2,170,500
1938	238,000	1·44	342,700	1938	24,145,600	0·08	1,996,300
1939	268,100[1]	1·07[1]	287,800[1]	1939	28,290,400[1]	0·07	2,119,600[1]
1940	236,000	1·36	321,100	1940	26,303,200	0·08	2,182,200
Pêches				Framboises			
Moy., 1927-31	645,700	1·94	1,255,300	Moy., 1927-31	4,886,300	0·17	833,800
Moy., 1932-36	630,000	1·58	995,700	Moy., 1932-36	6,648,300	0·12	821,400
1937	664,800	1·56	1,035,900	1937	8,589,800	0·11	957,200
1938	700,000	1·42	992,200	1938	11,059,300	0·09	996,600
1939	935,000[1]	1·22[1]	1,142,900[1]	1939	11,094,200[1]	0·10	1,078,400[1]
1940	788,300	1·50	1,189,300	1940	11,785,900	0·11	1,276,600
Raisins	lb			Mûres de Logan	lb		
Moy., 1927-31	49,714,600	0·03	1,680,200	Moy., 1927-31	1,690,400	0·07	122,900
Moy., 1932-36	41,321,200	0·02	699,100	Moy., 1932-36	1,966,300	0·05	90,200
1937	54,384,800	0·02	1,120,400	1937	1,540,000	0·06	97,500
1938	35,973,600	0·02	782,600	1938	2,326,600	0·06	143,300
1939	55,595,900[1]	0·02	908,900[1]	1939	2,061,100[1]	0·04[1]	83,700[1]
1940	52,339,500	0·02	996,900	1940	2,311,500	0·03	69,300

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

Les statistiques de la valeur totale de la production commerciale de fruits sont données ci-dessous. Les chiffres de 1940 laissent voir une diminution de 4·8 p.c. en regard de 1939.

23.—Valeur totale de la production commerciale de fruits au Canada, par province, 1931-40

NOTA.—Les statistiques de 1926-30 paraissent à la p. 224 de l'Annuaire de 1940.

Année	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Colombie Britannique	Total
	$	$	$	$	$	$
1931	3,124,500	206,000	911,600	5,894,000	4,773,700	14,909,800
1932	2,297,800	165,400	1,198,000	3,957,500	5,074,700	12,693,400
1933	4,262,500	199,000	1,421,000	5,353,000	5,807,900	17,043,400
1934	3,810,000	159,500	1,257,000	4,967,100	6,523,900	16,717,500
1935	4,419,400	213,600	1,743,000	5,439,900	6,502,100	18,318,000
1936	2,953,100	196,500	1,352,700	4,721,000	5,912,700	15,136,000
1937	3,600,200	259,800	1,684,700	4,891,500	7,455,900	17,892,100
1938	5,399,400	275,700	1,357,900	4,933,400	7,353,500	19,319,900
1939	2,722,000[1]	296,900	1,455,300[1]	4,783,500[1]	7,906,900[1]	17,164,600[1]
1940	2,077,300	257,200	1,416,600	4,981,000	7,405,800	16,137,900

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940

L'industrie pépiniériste fruitière.—La première pépinière commerciale au Canada vit le jour près de Fonthill, Ontario, et cette région reste l'un des centres principaux de cette industrie. Bien que la majeure partie de la production pépiniériste fruitière soit de provenance ontarienne, il y a maintenant des pépinières dans toutes les provinces. La valeur de gros de la production vendue l'année terminée le 31 mai 1940 accuse un déclin de 22·8 p.c. comparativement à l'année précédente.

24.—Nombre et valeur de gros des arbres fruitiers, arbrisseaux et plants vendus par les pépiniéristes canadiens, années finissant le 31 mai 1937-40

Espèce	Ventes				Valeur			
	1937	1938	1939	1940	1937	1938	1939	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	$	$	$	$
Pommiers—								
Hâtifs	68,725	64,376	80,447	59,452	26,422	24,978	23,912	16,252
D'automne	70,963	74,679	92,972	71,523	27,915	29,975	29,893	20,870
D'hiver	257,615	285,907	270,228	239,029	96,682	107,599	77,254	59,156
Pommetiers	15,675	16,225	29,878	22,154	4,682	4,566	8,453	5,577
Total, pommiers	412,978	441,187	473,525	392,158	155,701	167,118	139,512	101,855
Plants de pommetiers	[1]	6,000	Nil	7,308	–	120	–	75
Greffes de racines	22,000	35,000	50,000	Nil	[1]	1,225	1,750	–
Poiriers	84,357	96,276	87,981	81,474	34,529	37,159	29,172	22,512
Greffes de poir.	3,500	2,500	2,000	Nil	[1]	100	80	–
Pruniers	76,974	97,369	78,833	73,653	28,984	34,088	27,429	23,262
Plants de prun.	[1]	16,000	Nil	4,127	–	515	–	71
Pêchers	201,271	159,295	187,929	180,028	48,220	35,414	36,785	28,980
Cerisiers	71,230	70,975	93,058	93,994	30,564	28,057	31,768	29,367
Plants de ceris.	[1]	2,000	1,760	500	–	120	138	15
Abricotiers	4,724	5,532	5,972	7,927	1,478	1,592	1,817	2,087
Nectarines	47	70	144	57	17	25	45	18
Cognassiers	283	383	350	552	136	169	136	202
Mûriers	19,601	24,428	31,975	35,241	802	1,227	944	1,081
Gadeliers	74,554	85,882	97,809	66,230	6,395	7,116	7,054	4,487
Ceps de vigne	174,036	168,187	197,615	170,732	13,611	13,817	14,902	10,625
Groseilliers	39,467	40,562	41,455	31,600	4,996	4,894	4,792	3,087
Framboisiers	826,189	765,741	693,404	669,676	26,115	21,890	15,823	13,665
Mûriers de Logan	805	1,637	5,695	1,459	48	128	392	160
Fraisiers	3,315,142	2,381,494	1,990,167	1,641,833	21,406	14,684	12,226	9,012
Totaux	–	–	–	–	**373,002**[2]	**369,458**	**324,765**	**250,561**

[1] Inconnu. [2] Ne comprend pas la valeur de 22,000 greffes de racines et de 3,500 greffes de pêchers qui n'est pas connue.

Production de légumes.—Actuellement, il n'existe pas de statistiques annuelles satisfaisantes sur la production commerciale des légumes mais, au moyen du recensement décennal, on peut obtenir des renseignements importants sur ce sujet. Ces données paraissent aux pages 265 et 266 de l'Annuaire de 1936.

Floriculture.—Pour les quatre années avant 1939 les statistiques des ventes de fleurs et de plantes ornementales étaient peu comparables, parce que la liste des firmes comprises dans le relevé a été amplifiée durant la période. Cette réserve s'applique également aux chiffres de 1940, mais à un moindre degré.

25.—Quantité et valeur en gros des plantes à fleurs et décoratives cultivées au Canada et vendues au cours des années terminées le 31 mai, 1939 et 1940

Espèce	1939		1940	
	Quantité vendue	Valeur totale en gros	Quantité vendue	Valeur totale en gros
	nomb.	$	nomb.	$
Roses de jardin	573,899[1]	98,217[1]	552,477	92,702
Arbustes ornementaux, extérieurs	1,064,566	107,058	807,499	111,764
Arbres ornementaux (décidus)	199,002	66,067	125,787	51,771
Arbres ornementaux (vivaces)	107,683	101,567	142,906	137,096
Vignes grimpantes (extérieures)	36,571	8,601	33,844	8,475
Plantes vivaces	588,115	60,228	482,296	48,438
Plantes bisannuelles	36,999	2,947	27,153	2,031
Fleurs de plates-bandes	8,387,079	196,158	9,453,339	201,104
Plantes à fleur, d'intérieur	714,259	337,779	795,343	330,527
Plantes décoratives d'intérieur	267,608	64,998	255,752	69,044
Bulbeuses	2,427,183	53,265	2,764,502	67,378
Fleurs coupées cultivées en serre	50,545,601[1]	2,088,167[1]	52,956,525	2,132,875
Fleurs coupées cultivées en plein air	4,538,081	75,931	5,441,945	70,990
Totaux	–	**3,260,983**[1]	–	**3,324,195**

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

Sous-section 6.—Cultures spéciales

Sirop et sucre d'érable.—L'Annuaire du Canada, 1924, donne une description de la fabrication du sucre d'érable, pp. 254 et 255.

Le tableau **26** montre que pour l'ensemble du Canada en 1940 il y a des augmentations estimatives de 537,300 livres pour la production de sucre d'érable et de 453,000 gallons pour celle de sirop d'érable, tandis que la valeur globale de ces deux produits accuse une augmentation de $765,400 ou de 22·2 p.c. comparativement à l'année précédente.

26.—Production estimative de sucre et sirop d'érable au Canada, par province, 1938-40

Province et année	Sucre d'érable			Sirop d'érable			Valeur totale du sucre et du sirop d'érable
	Quantité	Prix moyen par lb	Valeur	Quantité	Prix moyen par gall.	Valeur	
	lb	cents	$	gallons	$	$	$
Nouv.-Ecosse...1938	44,600	23	10,300	7,400	1·81	13,400	23,700
1939	36,200	23	8,300	4,000	1·76	7,000	15,300
1940	41,700	23	9,600	8,000	1·78	14,300	23,900
N.-Brunswick...1938	118,200	21	24,800	23,300	1·63	37,900	62,700
1939	82,400	23	19,000	8,800	1·76	15,500	34,500
1940	94,100	23	21,600	16,800	1·85	31,200	52,800
Québec.....1938	3,212,100	10	321,200	2,353,800	1·10	2,589,100	2,910,300
1939	2,715,400	14	380,200	1,810,400	1·25	2,263,000	2,643,200
1940	3,251,700	15	487,800	2,211,000	1·27	2,808,000	3,295,800
Ontario.....1938	79,000	18	14,200	570,800	1·47	839,000	853,200
1939	66,200	20	13,200	479,000	1·54	737,700	750,900
1940	50,000	22	11,000	519,400	1·59	825,800	836,800
Canada.....1938	**3,453,900**	**11**	**370,500**	**2,955,300**	**1·18**	**3,479,400**	**3,849,900**
1939	**2,900,200**	**14·5**	**420,700**	**2,302,200**	**1·31**	**3,023,200**	**3,443,900**
1940	**3,437,500**	**15**	**530,000**	**2,755,200**	**1·34**	**3,679,300**	**4,209,300**

Betteraves sucrières et sucre de betterave.—Un bref historique de l'industrie du sucre de betterave au Canada a paru dans l'Annuaire du Canada, 1925, pp. 259–260. Actuellement, au Canada, il y a deux compagnies engagées dans la fabrication du sucre de betterave: la Canada and Dominion Sugar Co., Ltd., avec fabriques à Chatham et Wallaceburg, Ontario, et les Canadian Sugar Factories, Ltd., avec fabriques à Raymond et Picture Butte, Alberta.

27.—Superficie, production et valeur de la betterave sucrière au Canada et production de sucre de betterave raffiné, 1930-39

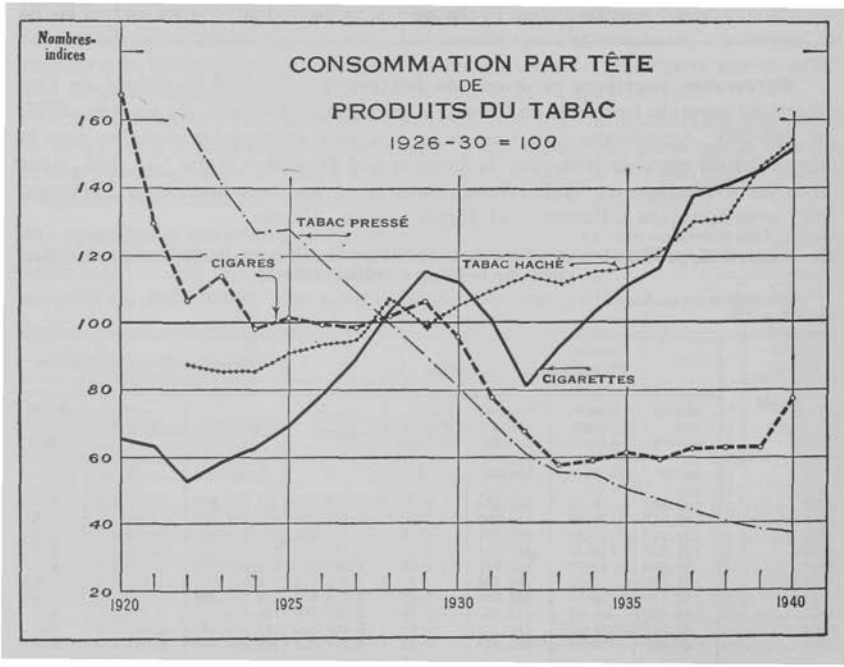
NOTA.—Pour les années de 1911 à 1920 voir l'Annuaire de 1932, p. 1073. De 1921 à 1929, voir l'Annuaire de 1933, p. 259.

Année	Betteraves sucrières					Production de sucre de betterave raffiné		
	Acres en cultures	Rendement à l'acre	Production totale	Prix moyen la tonne	Valeur totale	Quantité	Valeur	Prix la livre
	acres	tonnes	tonnes	$	$	lb	$	cts
1930.....	40,532	9·80	397,576	8·25	3,278,625	94,624,700	4,529,944	4·8
1931.....	43,337	10·06	435,992	7·32	3,190,198	107,139,129	4,794,551	4·5
1932.....	44,817	11·28	505,671	6·16	3,113,942	132,016,859	5,789,205	4·4
1933.....	43,807	10·10	442,391	6·31	2,790,929	131,392,501	5,713,181	4·4
1934.....	38,495	10·72	412,672	6·30	2,599,982	114,002,950	4,714,625	4·1
1935.....	51,985	8·83	459,223	6·27	2,881,098	119,857,668	4,617,733	3·9
1936.....	52,748	10·54	555,969	6·31	3,510,922	156,066,242	6,103,264	3·9
1937.....	46,669	9·05	422,152	6·69	2,825,006	120,440,235	5,230,971	4·3
1938.....	45,322	11·00	498,102	6·83	3,403,635	143,013,847	6,001,380	4·2
1939.....	59,603	9·84	586,444	7·53	4,417,372	169,320,343	8,063,332	4·8

La production en 1936–37 des principaux pays producteurs de sucre de betterave (en milliers de tonnes courtes) est la suivante: U.R.S.S., 2,203; Allemagne, 1,992; Etats-Unis, 1,396; France, 960; Tchécoslovaquie, 801; Royaume-Uni, 650; Pologne, 505; Italie, 380; Suède, 330; Belgique, 266; Pays-Bas, 259; Danemark, 249; Espagne, 249; Autriche, 161; Hongrie, 158; Yougoslavie, 110; Irlande (Eire), 107. Il n'existe pas de statistiques plus récentes par suite de la situation causée par la guerre.

Tabac.—La récolte commerciale de tabac canadien en 1940, estimée à 60,296,100 livres, représente une diminution de 44·0 p.c. en production et de 26·4 p.c. en superficie comparativement à la récolte sans précédent de 1939; elle renverse le mouvement de la production qui s'était orientée vers une augmentation brusque les trois années précédentes. Cependant, la production de 1940 excède de 7,250,000 livres ou de 13·7 p.c. la moyenne de la décennie 1929–38.

Les estimations des valeurs brutes de ferme sont basées sur les prix moyens de ferme. A la suite des conditions défavorables d'écoulement et d'un brusque déclin des prix en 1931, les valeurs ont touché des niveaux très bas en 1932. Les prix se sont relevés continuellement les cinq années suivantes, en partie à cause de l'augmentation des prix pour tous les types de tabac mais particulièrement à cause de l'expansion rapide de la production de tabac jaune qui commande un prix plus élevé que les autres types. A cause des très fortes récoltes de 1938 et de 1939, des grands stocks en mains, d'une baisse du sterling et de fortes restrictions sur les achats destinés à l'exportation, le prix de la récolte de 1940 a continué à fléchir comme en 1938, bien que la récolte de tabac jaune en 1940 ait commandé des prix légèrement plus élevés que ceux de la récolte de l'année précédente.



28.—Superficie, production et valeur de la récolte commerciale de tabac au Canada, 1931-40

NOTA.—Les chiffres d'années représentatives 1900-1928 sont donnés à la p. 237 de l'Annuaire de 1939 et ceux de 1929 et 1930, à la p. 227 de l'Annuaire de 1940.

Année	Plantations	Rendement moyen à l'acre	Production totale	Prix moyen la livre, à la ferme	Valeur brute à la ferme
	acres	lb	lb	cts	$
1931	54,936	933	51,248,400	13·9	7,105,200
1932	53,966	1,000	53,987,000	11·5	6,178,200
1933	46,898	957	44,904,200	14·5	6,524,600
1934	40,962	946	38,734,900	18·6	7,218,300
1935	47,117	1,177	55,470,400	19·6	10,870,100
1936	54,993	839	46,116,300	20·3	9,374,100
1937	69,028	1,044	72,093,400	23·8	17,140,200
1938	83,575	1,213	101,394,600	20·0	20,269,700
1939	92,300	1,157	107,703,400	18·1	19,443,800
1940[1]	67,900	888	60,296,100	17·2	10,385,900

[1] Sujet à revision.

29.—Superficie, production et valeur de la récolte commerciale de tabac au Canada, par province, 1936-40

Année	Québec			Ontario			Colombie Britannique		
	Plantations	Production	Valeur	Plantations	Production	Valeur	Plantations	Production	Valeur
	acres	'000 lb	$	acres	'000 lb	$	acres	'000 lb	$
1936	8,678	9,111	844,800	46,191	36,883	8,504,900	124	122	24,300
1937	7,734	8,678	1,098,500	60,819	63,026	15,964,700	475	389	77,000
1938	9,980	10,900	1,157,000	73,215	90,099	19,057,400	380	395	55,300
1939	14,330	13,221	1,655,500	77,660	94,162	17,741,900	310	320	46,400
1940[1]	13,980	13,144	1,643,100	53,500	46,644	8,646,400	450	508	96,400

[1] Sujet à revision.

30.—Superficie, production et valeur de la récolte commerciale de tabac au Canada par principal type, 1938-40, et moyennes quinquennales de 1933-1937

Description	Année	Plantations	Rendement moyen à l'acre	Production totale	Prix moyen la livre, à la ferme	Valeur brute à la ferme
		acres	lb	lb	cts	$
Jaune	Moy., 1933-37	35,084	938	32,897,100	24·1	7,933,700
	1938	63,530	1,230	78,174,100	22·5	17,620,700
	1939	69,840[1]	1,142[1]	79,734,400[1]	20·2[1]	16,114,000[1]
	1940	48,610	805	39,143,900	20·9	8,165,700
Burley	Moy., 1933-37	7,626	1,187	9,049,900	11·0	993,000
	1938	9,215	1,174	10,820,500	13·9	1,507,000
	1939	11,190[1]	1,363[1]	15,248,000[1]	13·7	2,095,100
	1940	9,710	1,144	11,110,300	12·2	1,351,000
A cigare	Moy., 1933-37	3,856	1,061	4,091,600	10·2	419,100
	1938	5,065	1,225	6,200,000	9·3	578,000
	1939	4,600[1]	1,128[1]	5,190,000[1]	10·2[1]	529,100
	1940	4,370	1,074	4,693,800	8·7	406,000

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

Fibre de lin.—Le tableau **31**, compilé d'après les renseignements fournis par la Division de la production de la fibre industrielle des Fermes Expérimentales fédérales, montre que la superficie de lin cultivé pour la fibre est à peu près deux fois plus considérable en 1940 et que la valeur totale de la récolte augmente de $759,374 ou de 60·8 p.c. Les perspectives sont tout à fait brillantes pour l'industrie de la fibre en 1941. Six nouvelles lineries ont été établies en 1940 et pourront étendre leurs opérations en 1941. Au moins cinq nouvelles lineries doivent être établies dans le Québec et trois dans l'Ontario en 1941. Il est probable que le nombre d'acres ensemencées sera en 1941 le double de 1940, c'est-à-dire, approximativement 40,000

32.—Nombre d'apiculteurs et de colonies, production de miel et valeur du miel et de la cire au Canada, 1930-39

NOTA.—Les statistiques provinciales paraissent dans le "Bulletin Mensuel de la Statistique Agricole", mars 1940, pp. 125-126. Les totaux pour le Dominion pour 1924-29 sont donnés à la page 229 de l'Annuaire de 1940.

Année	Apiculteurs	Colonies	Miel				Valeur du miel et de la cire
			Production moyenne par ruche	Production globale	Prix moyen la livre aux producteurs	Valeur globale	
	nomb.	nomb.	lb	lb	cts	$	$
1930	24,200	362,100	68	24,486,500	8·3	2,037,600	2,133,600
1931	24,000	350,500	72	25,106,400	8·0	2,000,900	2,095,200
1932	24,600	349,300	61	21,169,300	7·5	1,588,400	1,663,200
1933	23,100	328,200	77	25,287,800	8·6	2,165,500	2,256,900
1934	24,300	328,400	82	27,062,800	9·2	2,479,700	2,574,700
1935	24,800	357,000	75	26,814,800	8·3	2,228,500	2,337,500
1936	26,300	370,800	86	31,938,100	8·5	2,701,200	2,822,900
1937	27,900	386,400	60	23,196,600	9·0	2,067,700	2,163,700
1938	27,300[1]	394,000[1]	96[1]	37,909,900[1]	7·8	2,942,500[1]	3,057,200[1]
1939	28,000	406,000	71	28,856,100	9·1	2,630,400	2,726,700

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

33.—Production canadienne de miel, par province, 1935-1939

Province	1935	1936	1937	1938	1939
	lb	lb	lb	lb	lb
Ile du Prince-Edouard	9,500	14,000	16,200	11,300	12,400
Nouvelle-Ecosse	47,100	60,000	46,100	64,100[1]	60,000
Nouveau-Brunswick	42,000	42,000	67,000	90,100[1]	82,800
Québec	4,013,600	5,395,600	3,588,700	5,108,200	4,355,400
Ontario	14,282,000	12,675,000	8,000,000	16,300,000[1]	11,500,000
Manitoba	4,978,000	8,135,500	6,748,600	9,539,900	5,400,000
Saskatchewan	1,051,400	2,636,300	1,142,500	2,794,200	4,262,600
Alberta	1,100,000	1,850,000	2,160,000	2,418,000	2,178,000
Colombie Britannique	1,291,200	1,129,700	1,427,500	1,584,100	1,004,900
Totaux	**26,814,800**	**31,938,100**	**23,196,600**	**37,909,900[1]**	**28,856,100**

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

Sous-section 7.—Mercuriale des produits agricoles

Les prix hebdomadaires et mensuels du grain et les prix mensuels du bétail paraissent dans le "Bulletin Mensuel de la Statistique Agricole".

34.—Prix moyens annuels au comptant par boisseau des céréales canadiennes—Base, en entrepôt à Fort William et Port Arthur—Campagnes terminées le 31 juillet, 1931-40

NOTA.—Les statistiques pour 1926-30 paraissent à la page 230 de l'Annuaire de 1940.

Année	Blé, No 1 N.	Avoine, No 2 C.O.	Orge, No 3 C.O.	Seigle, No 1 C.O.	Graine de lin, No 2 C.O.
	cts	cts	cts	cts	cts
1931	64·2	29·9	28·4	34·7	114·1
1932	59·8	31·4	37·3	40·0	93·7
1933	54·3	26·4	32·3	37·8	90·6
1934	68·1	33·9	38·8	47·5	148·0
1935	81·9	42·8	48·2	52·9	138·6
1936	84·6	34·5	37·0	42·7	147·6
1937	122·7	53·0	70·9	98·8	171·2
1938	131·6	50·4	57·7	72·4	164·3
1939	62·0	29·0	36·1	40·7	143·6
1940	76·6	35·5	45·0	59·7	172·3

acres de lin fibreux. C'est la Grande-Bretagne qui consomme tout ce que le Canada exporte de lin.

31.—Superficie, production et valeur de graine, fibre et étoupe de lin au Canada, 1931-40

NOTA.—Les chiffres de 1915-30 sont à la page 286 de l'Annuaire de 1934-35.

Année	Emblavures	Production			Valeur			
		Graine	Fibre	Etoupe	Graine	Fibre	Etoupe	Total
	acres	boiss.	lb	tonnes	$	$	$	$
1931	4,220	35,870	25,000	3,019	53,805	4,000	120,760	178,565
1932	5,135	35,945	200,000	3,552	56,156	18,000	95,964	170,120
1933	5,091	30,546	Nil	3,055	65,227	Nil	96,233	161,460
1934	5,965	41,755	45,000	4,361	128,268	7,200	114,450	249,918
1935	6,200	37,200	90,000	5,950	142,800	16,200	162,250	321,250
1936	6,242	31,210	635,100	3,094	106,185	114,318	77,350	297,853
1937	7,907	39,535	1,368,600	2,654	40,220	211,880	79,620	331,720
1938	10,225	77,992	2,662,000	2,246	189,752	241,850	87,000	518,602
1939	10,536	63,216	4,079,640	2,230	245,667	914,084	89,200	1,248,951
1940[1]	20,275	79,300	3,965,000	1,027	376,675	1,570,050[2]	61,600	2,008,325

[1] Sujet à revision. [2] Fibre et étoupe à turbine.

Apiculture.—D'après l'estimation revisée de 1939, la récolte de miel a été de 28,856,100 livres. Quoique cette récolte soit de 9,053,800 lb ou 24 p.c. plus petite que la récolte record de 37,909,900 lb en 1938, elle est quelque peu plus grande que la moyenne de 26,860,000 lb des cinq années précédentes, 1933 à 1937. Le nombre d'apiculteurs et de colonies d'abeilles est plus grand en 1939, mais, comme le rendement moyen par ruche diminue de 25 lb, la récolte totale est inférieure à celle de 1938. La récolte en Ontario, qui représente plus de 40 p.c. de la récolte totale du Canada, est de 4,800,000 lb plus petite que celle de 1938. En Saskatchewan la production atteint un nouveau plafond de 4,300,000 lb, ce qui est une augmentation de 50 p.c. sur la récolte record de l'année précédente.

La première estimation de la récolte de 1940 donne une production totale de 22,633,400 lb de miel et 271,600 de cire. On a estimé la production de cire d'abeille à 371,700 lb comparativement à celle de 463,000 lb en 1938.

Durant la campagne finissant le 31 juillet 1940, un total de 10,046,022 lb de miel est exporté, dont 93 p.c. au Royaume-Uni. Ces exportations sont presque le double des 5,511,988 lb exportées au cours des douze mois précédents. Les importations durant les mêmes périodes montent à un total de 1,335,043 lb en 1940 contre 35,510 lb en 1939. L'accélération des exportations au Royaume-Uni a créé un déficit de l'approvisionnement local qui a été cause de l'augmentation subite des importations venues des Etats-Unis.

Au début de la guerre en septembre 1939, la miel a été placé sur la liste des produits de luxe qui ne pouvaient être importés dans le Royaume-Uni qu'au moyen d'un permis. Pour conserver le change en sterling on a refusé d'émettre des permis pour le miel canadien. En novembre cet embargo a été levé, à la suite de quoi des envois substantiels de miel canadien entrèrent au Royaume-Uni en vertu d'un permis général. En juin 1940, le Ministère britannique de l'Alimentation a décrété que pour toute importation de miel des permis d'importations individuels seraient requis, et à partir du 7 octobre il a placé le prix maximum pour le miel canadien en vrac à £3 5s. par cwt *c.a.f.* (ce qui équivaut approximativement à 13 cents la livre aux taux officiels courants). Le Ministère a aussi consenti à émettre des permis d'importation pour approximativement 4,500,000 lb de miel canadien. Ce généreux contingentement était basé sur les importations de miel canadien durant la campagne qui a immédiatement précédé la guerre, c'est-à-dire l'année qui a fini le 31 août 1939.

35.—Prix moyens annuels par cwt du bétail canadien aux principaux marchés, 1936-40

Nomenclature	Toronto					Montréal				
	1936	1937	1938	1939	1940	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Bœufs, jusqu'à 1,050 lb, bons	5·04	6·72	5·97	6·77	7·68	5·64	7·62	6·41	7·17	7·90
Bœufs, jusqu'à 1,050 lb, moyens	4·59	6·17	5·46	6·38	7·20	4·80	6·16	5·54	6·37	7·07
Bœufs, jusqu'à 1,050 lb, ordinaires	3·75	4·91	4·72	5·71	6·46	3·85	4·52	4·51	5·26	5·66
Bœufs, plus de 1,050 lb, bons	5·41	7·40	6·27	6·89	7·83	5·67	7·61	6·53	7·15	7·97
Bœufs, plus de 1,050 lb, moyens	5·05	7·05	5·73	6·44	7·33	4·81	6·22	5·54	6·27	7·09
Bœufs, plus de 1,050 lb, ordinaires	4·53	6·33	5·12	5·97	6·85	3·89	4·78	4·55	5·25	5·15
Génisses, bonnes	5·01	6·47	5·78	6·74	7·66	4·66	5·79	5·26	6·14	6·65
Génisses, moyennes	4·59	5·92	5·36	6·36	7·23	3·78	4·81	4·52	5·25	5·66
Veaux d'herbe, bons	6·26	7·63	7·09	7·82	8·64	6·23	7·87	7·57	8·00	8·67
Veaux d'herbe, moyens	5·63	6·73	6·34	7·22	8·01	5·12	6·39	5·90	6·51	7·36
Veaux de lait, bons et de choix	8·30	9·07	9·08	9·26	10·56	7·38	8·55	8·10	8·55	9·09
Veaux de lait, ordinaires et moyens	6·53	6·99	6·98	7·42	8·23	5·78	6·09	6·21	6·18	7·11
Vaches, bonnes	3·54	4·64	4·33	4·86	5·41	3·61	4·67	4·59	5·26	5·66
Vaches, moyennes	3·07	4·08	3·82	4·29	4·82	3·21	3·95	3·89	4·48	4·92
Taureaux, bons	3·52	4·33	4·22	5·11	5·48	3·87	4·56	4·54	5·11	5·49
Bœufs, d'engrais lent et rapide, bons	3·95	5·34	5·14	6·10	7·10	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]
Bœufs, d'engrais lent et rapide, ordinaires	3·38	4·35	4·57	5·62	6·29	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]
Vaches et génisses, engraissées, bonnes	3·00	3·80	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]
Vaches et génisses, engraissées, ordinaires	1·68	3·06	[1]	[1]	4·25	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]
Porcs, de choix à bacon	8·94	9·45	9·99	9·43		9·30	9·71	10·17	9·67	
Porcs, à bacon	8·43	8·92	9·45	8·91		8·81	9·21	9·66	9·17	
Porcs, de boucherie	[2]	[2]	[2]	[3]	8·57[4]	8·36	8·76	9·24	[5]	8·76[4]
Porcs, lourds	[2]	[6]	[7]	[8]		8·46	8·71	9·48	[9]	
Porcs, légers et d'engrais	[2]	[10]	[3]	[7]		8·40	8·48	9·82	9·29	
Agneaux, bon poids	8·77	9·32	8·77	9·47	10·14	7·80	8·42	8·36	9·37	9·38
Agneaux ordinaires, tous poids	6·56	7·44	7·19	7·58	8·15	6·28	7·02	6·69	7·49	7·53
Moutons, bon poids	3·98	4·22	4·16	4·49	5·33	4·02	3·95	4·07	4·48	5·19

Nomenclature	Winnipeg					Edmonton				
	1936	1937	1938	1939	1940	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Bœufs, jusqu'à 1,050 lb, bons	4·49	6·12	5·25	6·18	6·87	4·10	6·50	5·37	5·72	6·55
Bœufs, jusqu'à 1,050 lb, moyens	3·67	4·85	4·42	5·41	6·24	3·52	5·30	4·37	5·22	5·94
Bœufs, jusqu'à 1,050 lb, ordinaires	2·69	3·61	3·62	4·59	5·38	2·62	3·47	3·37	4·17	4·94
Bœufs, plus de 1,050 lb, bons	4·54	6·25	5·29	6·19	6·92	4·14	6·41	5·28	5·60	6·42
Bœufs, plus de 1,050 lb, moyens	3·71	4·92	4·48	5·39	6·26	3·63	5·16	4·39	5·16	5·90
Bœufs, plus de 1,050 lb, ordinaires	2·81	3·74	3·80	4·62	5·38	2·54	3·61	3·34	4·14	5·09
Génisses, bonnes	3·77	4·73	4·61	5·58	6·24	3·39	4·77	4·53	5·43	6·19
Génisses, moyennes	2·98	3·69	3·86	4·80	5·36	2·81	3·73	3·75	4·78	5·70
Veaux d'herbe, bons	5·28	7·00	6·21	6·63	7·41	4·26	6·56	5·43	5·70	6·94
Veaux d'herbe, moyens	4·05	5·54	5·07	5·75	6·54	3·50	4·55	4·41	4·93	6·40
Veaux de lait, bons et de choix	5·68	6·21	6·97	7·32	8·10	4·27	5·73	6·02	6·39	7·69
Veaux de lait, ordinaires et moyens	3·76	4·13	4·81	5·39	6·02	3·05	4·03	4·34	5·27	6·08
Vaches, bonnes	2·85	3·98	3·73	4·57	4·88	2·34	3·32	3·17	4·05	4·43
Vaches, moyennes	2·27	3·08	3·06	3·84	4·12	1·78	2·62	2·71	3·52	3·82
Taureaux, bons	2·48	3·20	3·49	4·36	4·69	2·12	2·74	2·96	3·69	4·23
Bœufs, d'engrais lent et rapide, bons	3·27	4·33	4·31	5·45	6·13	2·89	3·68	3·58	4·90	5·59
Bœufs, d'engrais lent et rapide, ordinaires	2·00	2·71	3·21	4·25	4·80	2·01	2·61	2·70	4·08	4·53
Vaches et génisses, engraissées, bonnes	2·36	3·00	3·40	4·30	4·71	1·99	2·59	2·98	3·73	4·50
Vaches et génisses, engraissées, ordinaires	1·60	2·13	2·57	3·19	3·50	1·44	1·90	2·22	2·94	3·34
Porcs, de choix à bacon	8·38	8·67	9·38	8·97		8·16	8·51	9·15	8·57	
Porcs, à bacon	7·87	8·15	8·88	8·45		7·65	8·02	8·60	8·05	
Porcs, de boucherie	7·37	7·68	8·56	7·65	7·89[4]	7·22	7·51	8·16	7·09	7·62[4]
Porcs, lourds	7·65	7·78	8·59	7·20		6·77	7·02	7·63	6·21	
Porcs, légers et d'engrais	7·34	7·63	9·00	8·65		6·93	6·11	6·98	6·06	
Agneaux, bon poids	6·86	7·23	7·19	8·03	8·17	6·23	6·60	6·26	7·05	7·76
Agneaux ordinaires, tous poids	4·86	5·27	5·65	6·31	6·75	4·26	4·53	4·37	5·51	5·66
Moutons, bon poids	2·42	2·87	3·54	3·85	4·08	3·35	3·30	3·32	4·14	4·87

[1] Pas de vente. [2] Prix du bacon, moins $1 par tête. [3] Prix du bacon, moins $2 par tête. [4] Moyenne annuelle des prix pour tous les porcs vivants. De janvier à septembre les porcs étaient classés vivants et d'octobre à décembre ils étaient classés habillés. [5] Prix du bacon, moins $1·25 par tête. [6] Prix du bacon, moins $1 par tête de janvier à novembre, et moins $1·50 en décembre. [7] Prix du bacon, moins $1·50 par tête. [8] Prix du bacon, moins $3 par tête. [9] Prix du bacon, moins $2·50 par tête. [10] Prix du bacon, moins $1 par tête en janvier, $2 de février à mai, $1 en juin et $2 de juillet à décembre.

Nombres-indices des prix agricoles.—Le tableau **36** présente les nombres-indices des prix des grandes cultures pour la période de 1909–10 à 1940–41, les prix moyens des cinq années d'avant-guerre (1935–39) servant de base. Pour comparaison, les nombres-indices des campagnes 1939–40 et 1940–41 sont présentés sur la base de 1913–14. Les séries se rapportent aux prix moyens reçus par les fermiers durant la saison d'écoulement des récoltes du 1er août au 31 juillet de l'année suivante.

En plus des nombres-indices donnés ici, ceux du rendement des diverses récoltes ont aussi été calculés. Les renseignements combinés sur les prix et le rendement ont aussi servi à calculer une série de nombres-indices pondérés des valeurs des récoltes particulières et de toutes les grandes cultures. Les nombres-indices des prix, des rendements et des valeurs en détail, et par province, paraissent dans le "Bulletin Mensuel de la Statistique Agricole", janvier 1941.

Dans les précédentes éditions de l'Annuaire les nombres-indices étaient publiés sur la base de 1926–27. Mais, puisque la moyenne de la période des cinq années de 1935 à 1939 a été choisie par le Bureau Fédéral de la Statistique comme base des nombres-indices, les nombres-indices des prix, rendements et valeurs sont donnés d'après cette nouvelle base, et celle de la campagne 1926–27 a été discontinuée.

36.—Nombres-indices des prix[1] de ferme des grandes cultures au Canada, campagnes terminées le 31 juillet 1910-41

NOTA.—Les formules employées pour le calcul paraissent dans le "Bulletin Trimestriel de la Statistique Agricole", janvier-mars 1941, p. 30. Les indices des années 1931–32 à 1939–40 sont basés sur les prix moyens, 1926–27, qui sont donnés à la page 232 de l'Annuaire de 1940.

Récolte	Moyenne des cours 1935–39[1]	Nombres-indices (1935–36 à 1939–40=100)										
		1909–10	1910–11	1911–12	1912–13	1913–14	1914–15	1915–16	1916–17	1917–18	1918–19	1919–20
	$											
Blé	0·68	125·0	116·2	94·1	91·2	98·5	144·1	133·8	192·6	285·3	297·1	348·5
Avoine	0·31	112·9	112·9	116·1	103·2	103·2	154·8	116·1	164·5	222·6	251·6	258·1
Orge	0·40	115·0	127·5	140·0	112·5	105·0	150·0	130·0	205·0	270·0	250·0	307·5
Seigle	0·42	173·8	159·5	181·0	171·4	157·1	197·6	183·3	264·3	385·7	354·8	333·3
Pois	1·52	58·6	57·9	67·1	82·9	73·0	96·1	108·6	146·1	232·9	196·7	188·2
Haricots	1·55	91·6	99·4	124·5	140·6	121·3	149·0	196·8	348·4	480·6	349·0	289·0
Sarrasin	0·63	92·1	90·5	101·6	98·4	101·6	114·3	119·0	169·8	231·7	250·8	238·1
Grains mélangés	0·44	127·3	109·1	138·6	131·8	125·0	150·0	129·5	200·0	263·6	259·1	309·1
Graine de lin	1·33	94·0	157·1	112·8	67·7	72·9	77·4	113·5	153·4	199·2	235·3	310·5
Maïs à grain	0·55	120·0	72·7	116·4	112·7	116·4	129·1	129·1	194·5	334·5	318·2	243·6
Pommes de terre	0·92	66·3	89·1	107·6	79·3	89·1	89·1	108·7	146·7	183·7	177·2	171·7
Navets, etc	0·34	100·0	64·7	138·2	141·2	164·7	158·8	141·2	229·4	270·6	250·0	288·2
Foin et trèfle	7·75	143·7	111·7	150·1	143·1	148·1	183·6	185·4	149·7	133·3	209·7	267·4
Foin de grain	5·26	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	551·3
Luzerne	8·37	[2]	121·7	137·9	143·4	141·6	169·3	151·5	127·7	138·5	213·1	261·1
Maïs fourrager	3·10	175·2	104·5	157·1	159·0	154·2	158·4	158·4	158·7	165·8	198·4	223·2
Betteraves à sucre	6·31	92·1	92·4	104·4	79·2	97·0	94·9	87·2	98·3	107·0	162·4	172·1
Tous produits	–	**116·6**	**110·3**	**116·3**	**108·0**	**111·8**	**119·0**	**137·3**	**173·4**	**227·2**	**251·0**	**295·9**

[1] Pour renvois, voir à la fin du tableau, p. 182.

36.—Nombres-indices des prix de ferme des grandes cultures au Canada, campagnes terminées le 31 juillet 1910-41—fin

Récolte	Nombres-indices (1935-36 à 1939-40=100)											
	1920-21	1921-22	1922-23	1923-24	1924-25	1925-26	1926-27	1927-28	1928-29	1929-30	1930-31	1931-32
Blé	238·2	119·1	125·0	98·5	179·4	180·9	160·3	147·1	117·6	154·4	72·1	55·9
Avoine	171·0	109·7	122·6	106·5	158·1	135·5	154·8	164·5	151·6	190·3	77·4	77·4
Orge	207·5	117·5	115·0	105·0	175·0	132·5	130·0	165·0	140·0	147·5	50·0	65·0
Seigle	316·7	171·4	138·1	116·7	235·7	183·3	183·3	195·2	188·1	200·0	47·6	66·7
Pois	159·2	128·9	121·1	113·2	115·1	108·6	115·1	115·8	121·7	135·5	96·7	55·9
Haricots	250·3	187·1	183·9	171·6	178·7	166·5	170·3	149·7	230·3	212·9	146·5	46·4
Sarrasin	203·2	141·3	133·3	133·3	141·3	134·9	138·1	141·3	147·6	149·2	103·2	79·4
Grains mélangés	204·5	140·9	136·4	134·1	161·4	147·7	150·0	163·6	161·4	172·7	95·4	84·1
Graine de lin	145·9	108·3	129·3	133·1	145·9	139·1	121·8	116·5	119·5	178·9	70·7	59·4
Maïs à grain	210·9	150·9	150·9	167·3	216·4	170·9	181·8	180·0	203·6	192·7	158·2	76·4
Pommes de terre	176·1	139·1	97·8	110·9	92·4	223·9	159·8	127·2	88·0	172·8	90·2	46·7
Navets, etc	244·1	197·1	158·8	173·5	129·4	164·7	176·5	135·3	138·2	155·9	129·4	82·4
Foin et trèfle	336·8	304·0	173·7	141·5	142·8	133·5	156·5	134·3	133·8	150·3	126·8	97·7
Foin de grain	629·7	384·0	244·7	66·0	175·9	175·9	192·2	192·2	191·6	229·1	127·9	116·5
Luzerne	284·2	238·4	152·6	138·4	139·8	152·0	158·9	143·7	137·5	150·9	144·8	123·8
Maïs fourrager	250·0	227·4	160·3	149·0	165·2	130·0	157·4	144·2	151·3	148·1	159·0	127·7
Betteraves à sucre	202·9	103·0	124·9	102·7	107·6	96·4	102·2	123·4	114·9	108·6	108·9	96·8
Tous produits	**243·9**	**164·8**	**136·0**	**114·6**	**159·8**	**159·2**	**156·7**	**148·6**	**132·0**	**162·7**	**90·6**	**73·7**

	1932-33	1933-34	1934-35	1935-36	1936-37	1937-38	1938-39	1939-40	1940-41[4]	Prix moyen en 1913-14[1]	Nombres-indices (1913-14=100)	
											1939-40[3]	1940-41[4]
										$		
Blé	51·5	72·1	89·7	89·7	138·2	150·0	86·8	79·4	75·0	0·67	80·6	76·1
Avoine	61·3	83·9	103·2	77·4	138·7	138·7	77·4	96·8	83·9	0·32	93·8	81·2
Orge	57·5	75·0	117·5	72·5	172·5	127·5	70·0	85·0	75·0	0·42	81·0	71·4
Seigle	64·3	90·5	116·7	64·3	166·7	171·4	69·0	100·0	71·4	0·66	63·6	45·5
Pois	55·9	65·8	69·1	71·7	106·6	110·5	102·0	118·4	128·9	1·11	162·2	176·6
Haricots	35·5	63·9	85·8	94·2	131·6	79·4	71·6	132·9	118·7	1·88	109·6	97·9
Sarrasin	68·3	79·4	84·1	81·0	112·7	114·3	92·1	95·2	85·7	0·64	93·8	84·4
Grains mélangés	75·0	90·9	93·2	81·8	127·3	115·9	88·6	97·7	88·6	0·55	78·2	70·9
Graine de lin	46·6	90·2	86·5	89·5	108·3	111·3	85·0	106·0	83·4	0·97	145·4	114·4
Maïs à grain	81·8	107·3	118·2	81·8	127·3	116·4	85·5	100·0	100·0	0·64	85·9	85·9
Pommes de terre	68·5	83·7	54·3	87·0	123·9	68·5	100·0	122·8	85·9	0·82	137·8	96·3
Navets, etc	79·4	100·0	91·2	94·1	102·9	94·1	97·0	111·8	94·1	0·56	67·9	57·1
Foin et trèfle	92·0	113·2	151·6	98·3	98·8	97·2	97·8	108·4	101·2	11·48	73·2	68·3
Foin de grain	115·6	125·1	135·4	99·6	121·9	118·4	83·1	83·1	81·2	[2]	[2]	[2]
Luzerne	102·5	110·5	151·4	96·1	109·8	96·3	94·1	103·9	90·1	11·85	73·4	63·6
Maïs fourrager	88·7	105·8	132·9	107·1	109·0	99·4	90·6	97·7	94·8	4·78	63·4	61·5
Betteraves à sucre	98·7	95·7	89·4	86·2	91·0	94·9	104·4	119·5	88·1	6·12	123·2	90·8
Tous produits	**67·1**	**86·8**	**106·6**	**88·0**	**129·0**	**125·6**	**87·4**	**94·2**	**84·4**	**–**	**123·8**	**117·6**

[1] Les prix sont donnés par boisseau, excepté pour les pommes de terre, les navets, etc., par cwt, et les cinq derniers item, par tonne. [2] Inconnu. [3] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940. [4] Sujet à revision.

Sous-section 8.—Statistiques agricoles de recensement

Un résumé des plus importantes statistiques agricoles compilées d'après le recensement de 1931 a paru dans l'Annuaire de 1934–35, pp. 297–302. Cette revue contient les statistiques sur la tenure des fermes, les valeurs, les dettes hypothécaires, les dépenses, la population agricole, la main-d'œuvre, le travail loué et sa rémunération, la machinerie et les commodités de la ferme. Dans l'Annuaire de 1937, il y a d'autres statistiques, aux pages 276–279, donnant pour les Provinces des Prairies des chiffres comparatifs sur la population, les exploitations agricoles, les superficies et les valeurs, la condition de la terre agricole, le bétail, et les semis de principales cultures, pour chaque année de recensement: 1911, 1921, 1926, 1931 et 1936. Dans l'Annuaire de 1939, p. 245, un tableau présente en résumé par province les exploitants de ferme à temps partiel classifiés suivant les autres occupations de quelques ou de tous les membres de la famille, spécialement dans le cas des fermes qui sont trop petites pour subvenir aux besoins des occupants. Dans l'Annuaire de 1940, aux pages 232–236, il est fait un relevé des types de ferme dans les Provinces des Prairies d'après les données recueillies au recensement quinquennal des Provinces des Prairies pour 1936.

Sous-section 9.—Diverses statistiques agricoles

Irrigation agricole.—*Alberta*.*—Le contrôle des eaux de surface de l'Alberta appartient maintenant à la Couronne en vertu de la loi des ressources hydrauliques appliquée par l'Office des Ressources Hydrauliques. Tout ce qui concerne le contrôle des eaux de surface en général de même que l'inspection et l'autorisation de travaux détournant l'eau pour usages domestique, municipal et industriel, rrigation, énergie hydraulique et autres fins et l'octroi de patentes pour telles fins est prévu dans cette loi. Le directeur des Ressources Hydrauliques à Edmonton est chargé de cette administration. La loi des districts d'irrigation de l'Alberta (S.R.A., 1922, c. 114) et les statuts qui l'amendent pourvoient à la formation de districts d'irrigation et autorisent des emprunts par des règlements adoptés par les électeurs des districts.

* Revisé par P. M. Sauder, directeur des Ressources Hydrauliques, Edmonton, Alberta.

37.—Principaux réseaux d'irrigation dans le sud de l'Alberta, 1938 et 1939

Réseau	Source d'approvisionnement	1938			1939		
		Superficie irrigable	Milles de canaux	Superficie irriguée	Superficie irrigable	Milles de canaux	Superficie irriguée
		acres	milles	acres	acres	milles	acres
C.P.R. Ouest	Rivière Bow	218,980	964	35,775	218,980	964	11,647
C.P.R. Lethbridge	Rivière St. Mary	100,000	219	75,749	100,000	219	76,492
Canada Land	Rivière Bow	130,000	469	30,326	130,000	469	31,616
Taber	Rivière St. Mary	21,499	102	20,880	21,499	102	18,485
Lethbridge Northern	Rivière Oldman	95,664	600	73,297	95,482	600	56,712
United	Rivière Belly	34,166	175	10,000	34,166	175	10,000
New West	Rivière Bow	4,564	24	3,000	4,564	24	3,368
Magrath	Rivière St. Mary	6,975	90	4,000	6,975	90	3,700
Raymond	Rivière St. Mary	15,130	16	12,000	15,130	16	12,000
Mountain View	Rivière Belly	3,500	25	3,500	3,500	25	3,200
Little Bow	Rivière Highwood	3,093	2·5	20	3,093	2·5	15
Est	Rivière Bow	281,500	992	133,928	281,500	992	141,688

Le chemin de fer Canadien Pacifique a construit dans l'Alberta trois grands réseaux d'irrigation appelés les sections de l'Est, de l'Ouest et de Lethbridge, cette dernière étant le réseau le plus ancien. En 1935 les intérêts de la compagnie dans la section de l'Est furent transférés aux détenteurs de contrats d'eau qui opèrent maintenant sous le nom de District d'Irrigation de l'Est. A la suite d'une entente avec le chemin de fer du Canadien Pacifique, les districts d'irrigation de Taver, Magrath et Raymond prennent leurs eaux dans le canal principal de la section Lethbridge et une étendue de 43,604 acres est irriguée par les canaux de ces districts.

La superficie arosée par le réseau de canaux de la Canada Land and Irrigation Co. est de 130,000 acres et, en vertu d'une entente avec cette compagnie, le district d'irrigation New West reçoit de l'eau pour arroser une autre étendue de 4,564 acres.

Outre les grands réseaux mentionnés dans le tableau ci-dessus, il y a environ 586 systèmes d'irrigation privés en Alberta, avec une superficie possible irrigable de 68,137 acres.

*Colombie Britannique**.—Les eaux de surface de la Colombie Britannique sont la propriété de la Couronne au nom de la province et leur administration relève de la Branche des Droits Hydrauliques du Ministère des Terres en vertu de la loi des eaux, la loi du drainage, de l'endiguage et du développement et la loi des fossés et des cours d'eau.

L'application de ces lois relève du contrôleur des Droits Hydrauliques. D'après les stipulations de la loi des eaux, 1909, la Commission d'enquête, ou comme elle a été appelée plus tard, la Commission des Eaux, est autorisée à reviser les permis d'irrigation accordés depuis 1858. La Commission a reçu d'autres pouvoirs administratifs plus tard; mais, à cause de la loi provinciale des utilités publiques et parce que la revision de plus de 8,000 permis d'irrigation accordés avant 1909 était terminée, la Commission des Eaux a cessé d'exister avec l'application de la loi des eaux, 1939. Il est intéressant de noter que seulement six des ordonnances de la Commission revisant les vieux permis ont été contestées devant la cour d'appel.

Il existe plusieurs formes d'organisation exploitant des réseaux d'irrigation en Colombie Britannique; on trouvera les statistiques des principaux réseaux actuellement en opération à la page 238 de l'Annuaire de 1940.

Sous-section 10.—Statistiques agricoles internationales

En raison de l'impossibilité d'obtenir les compilations de l'Institut International d'Agriculture à Rome, on ne peut mettre à date les statistiques sur la production mondiale des céréales, des pommes de terre, du commerce du blé et de la farine et le nombre de bestiaux dans les principaux pays. Tous ces renseignements entraient auparavant sous cet en-tête.

* Revisé par E. Davis, contrôleur des Droits Hydrauliques, Ministère des Terres, Victoria, C.B.

CHAPITRE IX.—FORÊTS*

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Régions forestières	185
Section 2. Essences importantes	189
Section 3. Ressources forestières	189
Section 4. Epuisement et récupération de la forêt	190
Section 5. Administration forestière	192
Sous-section 1. Administration des forêts fédérales et provinciales	192
Sous-section 2. Protection des forêts contre le feu	194
Sous-section 3. Sylviculture	196
Section 6. Utilisation des forêts	197
Sous-section 1. Abatage du bois	197
Sous-section 2. Industrie de la pulpe et du papier	199
Sous-section 3. Sciage du bois	207
Sous-section 4. Industries utilisant le bois et le papier	209

Section 1.—Régions forestières

La forêt canadienne couvre une vaste région dans la zone tempérée du nord qui s'étend de l'Atlantique au Pacifique et, au nord, depuis la frontière internationale jusqu'au cercle polaire et au delà. Les grandes variations dans les conditions climatiques, physiographiques et du sol sont la cause de différences marquées dans le caractère des forêts de diverses parties du pays et c'est pourquoi il se trouve des régions forestières plus ou moins nettement définies. Les principales régions forestières suivantes sont décrites séparément: acadienne, Grands-Lacs-St-Laurent, décidue, boréale, sub-alpine, colombienne, montane et côtière. Il importe, pour fins de description, d'étudier deux sections de la région boréale, comme entités distinctes indiquées ci-dessous comme section de transition du nord et section des bosquets de peupliers.

Région acadienne.—Cette région englobe la Nouvelle-Ecosse et l'Ile du Prince-Edouard dans toute leur étendue et le Nouveau-Brunswick en entier moins le coin du nord-ouest. Elle a un climat caractéristique des régions maritimes et particulièrement favorable à la croissance des arbres. La moyenne annuelle de précipitation est d'environ 40 pouces. La topographie et la géologie y ont des caractères très variés. Dans le nord du Nouveau-Brunswick l'altitude maximum au-dessus du niveau de la mer est de 2,700 pieds et le nord de l'île de Cap-Breton et certaines parties de la Nouvelle-Ecosse sont passablement accidentés. Le reste de cette région est de plat à doucement ondulé.

Cette région, spécialement dans les parties septentrionales du Nouveau-Brunswick et de l'île de Cap-Breton, se caractérise par la prédominance des conifères. Les forêts mixtes parsemées de "bouquets de bois dur" sont communes; toutefois, elles se rencontrent plus fréquemment dans les parties méridionales du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse.

L'épinette rouge est la principale essence parmi les conifères. Elle voisine d'habitude avec le sapin baumier. L'épinette blanche et l'épinette noire de même

* Ce chapitre a été revisé par R. G. Lewis, B.Sc.F., chef de la Branche des Produits Forestiers du Bureau Fédéral de la Statistique en coopération avec le Service Forestier du Ministère des Mines et Ressources. La section 1 est basée sur le bulletin n° 89 du Service Forestier du Dominion "A Forest Classification for Canada" par W. E. D. Halliday. La Branche des Produits Forestiers du Bureau Fédéral de la Statistique collige et compile les statistiques relatives à la production forestière et publie quatre rapports annuels sur l'industrie du bois d'œuvre, la pulpe et le papier et les industries utilisant le bois et le papier au Canada. Ces rapports sont généralement précédés de rapports préliminaires miméographiés, un pour chaque industrie importante ou groupe d'industries. On en trouvera la liste détaillée au Chapitre XXVIII.

que le pin blanc et le pin rouge sont aussi très répandus. Le pin gris se trouve en futaies homogènes dans les plaines sablonneuses. La pruche, encore introuvable dans la plus grande partie de la région, a dû, à une époque antérieure, être beaucoup plus répandue qu'aujourd'hui. Les autres conifères caractéristiques de cette région sont le cèdre et le tamarac.

Le merisier, l'érable et le hêtre poussent aussi en assez grand nombre et se trouvent d'habitude sur des saillants bien irrigués. On trouve encore, dans le voisinage des conifères, le bouleau blanc, le bouleau gris et le peuplier, de même que le chêne, le noyer cendré, le tilleul, le frêne et l'orme.

Région des Grands-Lacs-St-Laurent.—Cette forêt dont le centre se trouve au sein du réseau des Grands-Lacs et qui s'étend à l'est le long de la vallée du Saint-Laurent est d'un caractère irrégulier. Elle est située à mi-chemin entre les grandes forêts de conifères du nord et les forêts décidues du sud. La précipitation moyenne annuelle y varie de 25 pouces dans l'ouest à 45 pouces dans l'est, et la saison de croissance est de 100 à 150 jours. Les bons sols forestiers d'origine sédimentaire y sont fréquents, mais on y trouve, au sud, des prolongements des étendues granitiques du Bouclier Canadien.

Les essences caractéristiques sont le pin blanc, le pin rouge et la pruche avec lesquelles cohabitent l'érable, le merisier et, dans quelques parties, le hêtre et le tilleul. Le tremble, le cèdre et le pin gris y sont très répandus. L'épinette et le sapin baumier sont communs dans certains endroits. Parmi les espèces moins répandues de bois dur, il y a le bouleau blanc, l'orme, les noyers durs, le frêne blanc et le frêne noir, le chêne à gros glands, le chêne rouge, le chêne blanc, l'ostryer de Virginie et le noyer cendré. Les forêts de pin de la vallée de l'Ottawa et de la région algonquine sont réputées comme ayant été les plus vastes étendues de bois de coupe du Canada. La forêt mixte prédomine ailleurs dans la région et renferme dans les endroits plus propices du sud une proportion considérable de futaies homogènes de bois dur.

Région décidue.—Cette région au Canada consiste en une petite intrusion au nord de la grande forêt du même genre qui se trouve aux Etats-Unis. Elle se trouve dans la partie sud-ouest de ce qui s'appelle ordinairement la péninsule ontarienne. Le climat et le sol y sont très propices à la croissance de certaines essences qui ne se trouvent pas ailleurs au Canada. Grâce à la fertilité de son sol, cette région est entièrement habitée, et les seules forêts qui s'y trouvent maintenant sont de petites réserves forestières, des parcs et de petites étendues boisées dans les sols plus légers.

Les essences caractéristiques sont le hêtre, l'érable à sucre, qui croissent avec le tilleul d'Amérique, l'érable rouge et plusieurs variétés de chêne. Les conifères y sont abondamment représentés par certaines variétés d'épinette blanche, de pruche et de genévrier rouge dispersées.

Parmi les variétés moins communes de bois dur que l'on trouve isolées ou en bouquets, il y a les noyers durs, le noyer noir d'Amérique, le châtaignier d'Amérique, le tulipier, le magnolier, le mûrier, le sycomore, le sassafras, le nyssa sylvestre, le chicot du Canada et nombre d'autres espèces à l'extrémité dont cette région marque la limite septentrionale.

Région boréale.—Cette région couvre la majeure partie du territoire canadien. Elle s'étend sans interruption du littoral de l'Atlantique dans la province de Québec jusqu'à l'Alaska. Elle suit au sud les limites de la région des Grands-Lacs-St-Laurent, longe ensuite les verts pâturages des Provinces des Prairies et va finir aux contreforts des Montagnes Rocheuses. Elle est bornée au nord par la limite des terres boisées.

Les principaux arbres de la région sont l'épinette blanche et l'épinette noire, le sapin baumier, le peuplier, le bouleau blanc et le pin gris. Le pin de Murray se substitue à ces espèces près des contreforts des Montagnes Rocheuses. Dans le Québec et l'Ontario jusqu'à une ligne imaginaire dans l'Ouest, s'étendant du lac Winnipeg jusqu'au lac Athabaska, dans les Provinces des Prairies, les couches sous-jacentes du sol sont en majeure partie de roc granitique de formation précambrienne appelée Bouclier Canadien. Bien que cette région renferme de vastes étendues de bon sol formé de dépôts glaciaires ou sédimentaires, sa majeure partie est caractérisée par des sols minces. D'immenses étendues de roche dénudée attestent les résultats désastreux des feux de forêts suivis de l'érosion. Les forêts de cette partie de la région sont plutôt conifères. L'épinette noire et le sapin baumier y prédominent et sont utilisés surtout comme bois de pulpe.

Les mêmes essences croissent à l'ouest du lac Winnipeg, mais dans des proportions différentes. Le sol y est profond et relativement fertile, et la forêt caractéristique s'y compose d'un mélange de peuplier et d'épinette blanche.

Le climat de cette région est rigoureux. La précipitation varie ordinairement de 15 à 30 pouces annuellement bien que ces chiffres soient dépassés dans l'est du Québec.

Section de transition septentrionale.—Cette étendue fait partie de la région boréale. Elle est décrite séparément parce qu'aucune de ses forêts, malgré leur valeur économique locale, n'a de valeur commerciale. C'est une région transitoire entre les forêts ayant une valeur commerciale et les régions désertiques de l'extrême nord. L'épinette blanche et l'épinette noire, le mélèze et le bouleau sont les arbres principaux, mais dans des proportions réduites à cause des rigueurs du climat. Dans les bassins des rivières et autres endroits protégés, on trouve çà et là des bouquets d'arbres de dimensions raisonnables. La principale valeur économique des forêts réside dans l'habitat qu'elles constituent pour les animaux à fourrure et dans le bois de chauffage et de construction qu'elles fournissent aux rares habitants de la région.

Section des bosquets de tremble.—Cette contrée entièrement enclose dans les limites des Provinces des Prairies fait aussi partie de la région boréale, mais elle a des caractéristiques toutes particulières. C'est une zone transitoire entre la région forestière proprement dite du nord et les prairies ouvertes du sud. Le tremble y prédomine et y croît pratiquement seul dans la majeure partie de la contrée. On rencontre des bouquets de chênes à gros glands dans le sud du Manitoba et des ormes, des tilleuls d'Amérique et des frênes, croissant isolément ou en touffes dans le creux des vallées. La majeure partie de la région est maintenant consacrée à l'agriculture et la forêt ne s'y trouve plus que dans des lots de bois.

Région sub-alpine.—C'est une forêt essentiellement conifère qui s'étend des terres en herbe des prairies et de la limite occidentale de la région boréale au versant oriental des Rocheuses jusqu'à la limite de la zone forestière. Ce genre de forêt se retrouve en une étroite lisière s'étendant de la frontière internationale au nord-ouest, entre les plateaux de la région montane et la toundra dénuée des hauteurs de la chaîne côtière.

Somme toute, cette forêt occupe une région qui alterne entre 3,500 et 6,000 pieds au-dessus du niveau de la mer. La pluie y est modérée, la température basse et la saison de croissance courte. La topographie est montagneuse et striée de vallées aux parois escarpées. Le sol est de formation glaciale et autres matériaux résiduaires. Les essences forestières principales sont l'épinette d'Engelman, le sapin concolore et le pin de Murray. Le tsuga de Patton, le mélèze de Lyall et le pin à blanche écorce y croissent aussi, mais sont plus rares.

Région colombienne.—Les forêts de cette région, appelée souvent zone humide de l'intérieur de la Colombie Britannique, ressemblent à certains points de vue à celles de la région côtière.

La forêt caractéristique de la région colombienne se compose de bouquets d'arbres qui croissent dans les vallées du Columbia et autres rivières, à des altitudes variant de 2,500 à 4,000 pieds au-dessus du niveau de la mer. Plus bas, se trouve la région montane et au-dessus, la région sub-alpine. Le climat est intermédiaire entre ceux des régions côtière et montane. La précipitation varie de 30 à 60 pouces. Cette région devait être cartographiée comme une série d'îles et de cordons entourés de parcelles de forêt sub-alpine. Mais la chose serait impossible sur l'échelle restreinte de la carte qui fait face à la page 190.

Certaines autorités ne voient dans la région colombienne qu'un prolongement de la région côtière, mais la division indiquée ici a été adoptée à cause de la séparation physique complète des deux régions au Canada et en raison aussi des différences importantes dans les conditions environnantes.

Les principales essences forestières de cette région sont l'épinette d'Engelman, le thuya géant, la pruche de l'Ouest et le sapin de Douglas. S'y trouvent aussi d'autres espèces de grande importance, comme le sapin concolore et le sapin grandissime, le pin argenté et le mélèze occidental. Le pin de Murray se substitue aux futaies détruites par le feu. Le peuplier de l'Ouest croît dans les riches sols alluvionnaires.

Région montane.—Cette région fait partie de ce qui est connu sous le nom de zone sèche intérieure de la Colombie Britannique. Elle occupe une longue chaîne de plateaux, de vallées et d'étendues à l'intérieur de la province, qui s'étend de la frontière internationale à la vallée de la rivière Skeena. Le climat y est relativement sec, la pluie est peu abondante en été et la température y est de modérée à élevée. Les vallées inférieures des rivières sont les endroits les plus secs et la forêt y cède le pas aux terres d'herbe ouvertes.

Les principales espèces sylvestres sont le pin à bois lourd, le sapin de Douglas, le pin de Murray et le tremble. Dans la moitié septentrionale de cette région le pin à bois lourd disparaît pour faire place à un mélange de pin de Douglas et de pin de Murray. Des futaies d'épinette d'Engelman et de sapin concolore, poussant plus au nord et à l'est, s'introduisent jusque dans les forêts des régions sub-alpine et colombienne. Le nord de cette forêt est caractérisé par la prédominance du tremble.

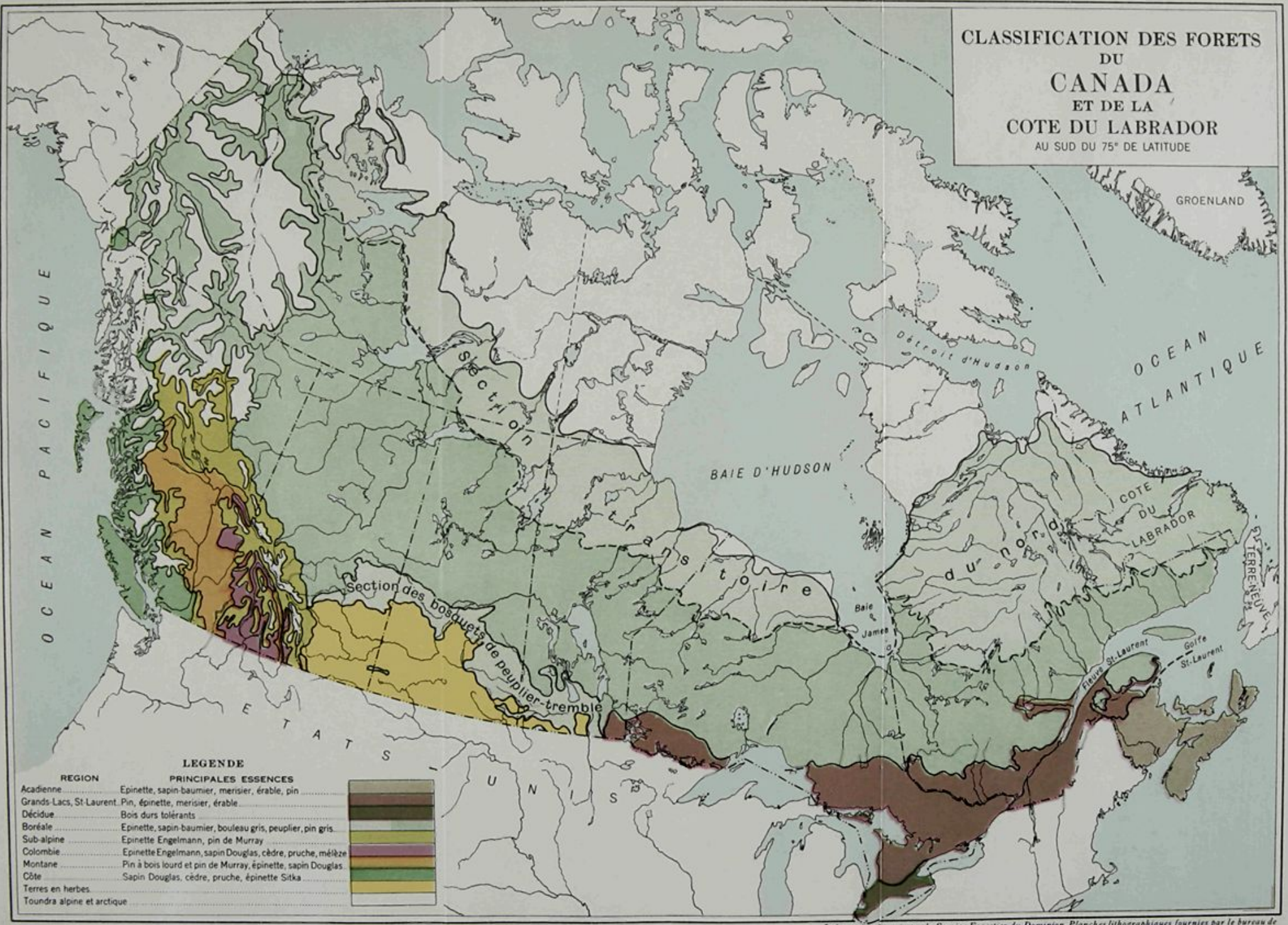
Région côtière.—Cette région embrasse le versant occidental des massifs montagneux du Pacifique, des Cascades et du système insulaire, dont les plus hautes élévations forment l'île de Vancouver, le groupe de la Reine Charlotte et autres îles échelonnées le long de la côte.

Le climat de cette région est doux et uniforme, et la précipitation abondante. Elle y varie de 40 à 200 pouces par année, dont 70 p.c. au cours des mois d'automne et d'hiver. Ces conditions sont très propices à une végétation luxuriante de conifères au sein de laquelle on trouve les plus grands arbres et les plus épaisses futaies du Canada.

Les essences prédominantes de cette région sont la pruche de l'Ouest et le thuya géant qui cohabitent cependant, dans le sud, avec le sapin de Douglas et, au nord, avec l'épinette de Sitka. Ces quatre espèces d'arbres, dont la plus importante au point de vue commercial est le sapin de Douglas, atteignent de grandes dimensions. On les trouve parfois dans des futaies qui donnent jusqu'à 100,000 pieds de bois, mesure de planche, par acre. D'autres conifères de moindre importance qui crois-

CLASSIFICATION DES FORETS DU CANADA ET DE LA COTE DU LABRADOR

AU SUD DU 75° DE LATITUDE



LEGENDE

REGION	PRINCIPALES ESSENCES
Acadienne	Epinette, sapin-baumier, merisier, érable, pin
Grands-Lacs, St-Laurent	Pin, épinette, merisier, érable
Décidue	Bois durs tolérants
Boréale	Epinette, sapin-baumier, bouleau gris, peuplier, pin gris
Sub-alpine	Epinette Engelmann, pin de Murray
Colombie	Epinette Engelmann, sapin Douglas, cèdre, pruche, mélèze
Montane	Pin à bois lourd et pin de Murray, épinette, sapin Douglas
Côte	Sapin Douglas, cèdre, pruche, épinette Sitka
Terres en herbes	
Toundra alpine et arctique	

Information fournie par le Service Forestier du Dominion. Planches lithographiques fournies par le bureau de l'Arpenteur-Général. Imprimé par la Section Géographique, Etat-Major. Ministère de la Défense Nationale.

sent dans cette région sont le cyprès jaune, le tsuga de Patton, les sapins gracieux, grandissime et concolore et le pin argenté. Parmi les arbres feuillus plusieurs variétés d'aunes sont très répandues, et dans le voisinage des détroits de Georgie on trouve des chênes de Garry et des arbousiers de Menzies. L'érable à grandes feuilles et l'érable circiné croissent sur les petites élévations de la partie méridionale de la région, et sur les sols alluvionnaires des vallées on rencontre le peuplier de l'Ouest, le bois dur le plus important peut-être de toute la région au point de vue commercial.

Section 2.—Essences importantes

Il existe au Canada plus de cent trente espèces distinctes d'arbres. Trente-trois seulement sont des conifères communément appelés "bois tendres", mais elles représentent plus de 80 p.c. de notre richesse forestière et 70 p.c. du bois de tout usage. Quoique les essences de "bois dur" ou non résineux soient nombreuses, environ une douzaine seulement ont une importance commerciale comparativement à deux fois autant d'espèces de conifères.

Une courte description des essences individuelles a paru aux pages 250–253 de l'Annuaire de 1940. On trouvera des renseignements plus détaillés sur ce sujet aux pages 294–297 de l'Annuaire de 1936 et dans le Bulletin nº 61, intitulé "Les Arbres du Canada" et publié par le Ministère des Mines et Ressources, Ottawa.

Section 3.—Ressources forestières

Le Canada est recouvert de 1,223,522 milles carrés de forêts, ce qui représente plus de 35 p.c. de la superficie totale des terres. A titre de comparaison, environ 15·8 p.c. seulement de la superficie totale des terres est considérée propre à l'agriculture et environ 6·1 p.c. seulement est actuellement classifié comme terres "défrichées et de pâturage". Des terres maintenant boisées on croit que peut-être 252,000 milles carrés peuvent servir à l'agriculture; mais le meilleur usage auquel peuvent servir environ 971,522 milles carrés de celles-ci, c'est à la production forestière. Cependant, pas toute cette superficie forestière peut produire du bois pour usages commerciaux; car environ 454,000 milles carrés se trouvent situés dans les régions sous-arctique et sous-alpine ou autres endroits infavorables qui empêchent toute production profitable de bois d'œuvre susceptible d'utilisation industrielle. Ces forêts "improductives" ont, cependant, des influences importantes sur le climat et le contrôle des eaux; elles fournissent l'habitat le plus naturel à la vie sauvagine, le bois de chauffage et de construction aux habitants de ces régions, tant blancs qu'indigènes.

On considère qu'environ 769,463 milles carrés sont accessibles et peuvent donner des récoltes continues de bois d'œuvre pour usages domestiques et industriels. On estime que 47 p.c. de la superficie productive en forêts contient du bois de charpente de dimension marchande, c'est-à-dire, suffisamment grossi pour servir comme bois de pulpe, bois de chauffage ou bois de sciage. Sur les 53 p.c. qui restent on trouve des jeunes pousses d'âges variables, différentes sortes de jeunes pousses qui se sont naturellement reproduites sur des superficies soit de bois abattu ou brûlé, soit des deux.

C'est à 274,000 millions de pieds cubes que l'on estime le total de bois en futaies de dimension marchande, desquels on considère comme accessible 170,000 millions de pieds cubes. Du bois d'œuvre accessible environ un tiers (245,000 millions pieds de planche) est assez gros pour être scié et deux tiers (1,107 millions de cordes) peut servir comme bois de pulpe, bois de chauffage, poteaux, étais, etc. Une grande partie de ce bois pourra atteindre les dimensions de bois de sciage si on le laisse

pousser de 30 à 50 ans, mais il en est qui poussant sur des terres assez pauvres ne deviendra jamais du bois de sciage.

Les autorités fédérales et provinciales sont à faire un inventaire des ressources forestières du Canada. Les relevés du Manitoba et du Nouveau-Brunswick ont été terminés par le Service Forestier du Dominion et celui de la Nouvelle-Ecosse est actuellement en marche. Les autorités des provinces d'Ontario et de Colombie Britannique ont déjà publié des études descriptives de leurs ressources forestières.

1.—Estimation du bois en futaies accessibles au Canada, par type et volume, province et région, et estimation du total des futaies

Province et région	Conifères			Bois feuillu			Totaux		
	Bois de sciage	Jeune bois	Total équivalent en bois debout	Bois de sciage	Jeune bois	Total équivalent en bois debout	Bois de sciage	Jeune bois	Total équivalent en bois debout
Futaies accessibles	million p.m.p.	1,000 cordes	million pds c.	million p.m.p.	1,000 cordes	million pds c.	million p.m.p.	1,000 cordes	million pds c.
Ile du Prince-Edouard.	100	700	104	20	100	14	120	800	118
Nouvelle-Ecosse.....	4,854	23,182	3,775	1,170	5,805	808	6,024	28,987	4,583
Nouveau-Brunswick....	5,657	48,070	6,863	3,944	15,737	2,359	9,601	63,807	9,222
Québec.....	52,175	277,300	43,871	8,565	88,750	10,307	60,740	366,050	54,177
Ontario.....	23,620	251,175	34,560	9,640	105,820	12,163	33,260	356,995	46,724
Totaux, Provinces de l'Est.....	*86,406*	*600,427*	*89,173*	*23,339*	*216,212*	*25,651*	*109,745*	*816,639*	*114,824*
Manitoba.....	1,045	9,645	1,357	1,620	19,110	2,170	2,665	28,755	3,528
Saskatchewan.....	4,085	12,865	2,400	2,825	46,260	5,013	6,910	59,125	7,413
Alberta.....	7,000	74,400	10,238	2,080	36,000	3,876	9,080	110,400	14,113
Totaux, Provinces des Prairies.....	*12,130*	*96,910*	*13,995*	*6,525*	*101,370*	*11,059*	*18,655*	*198,280*	*25,054*
Colombie Britannique.	116,508	91,470	30,123	405	790	143	116,913	92,260	30,266
Totaux, futaies accessibles.....	**215,044**	**788,807**	**133,291**	**30,269**	**318,372**	**36,853**	**245,313**	**1,107,179**	**170,144**
Totaux, futaies inaccessibles.....	**171,673**	**503,268**	**88,785**	**8,264**	**136,192**	**14,727**	**179,937**	**639,460**	**103,512**
Grands totaux....	**386,717**	**1,292,075**	**222,076**	**38,533**	**454,564**	**51,580**	**425,250**	**1,746,639**	**273,656**

Section 4.—Epuisement et récupération de la forêt

Epuisement.—La situation forestière au Canada est maintenant très encourageante malgré le gaspillage que l'on a fait et que dans certains cas l'on fait encore de nos ressources en bois.

Durant les dix années de 1929 à 1938, l'abatage moyen de bois pour fins ménagères et industrielles équivaut à environ 2,546,000,000 de pieds cubes par année. Un fait qui n'est peut-être pas généralement reconnu est que ce bois sert principalement de combustible, 34·1 p.c. environ de la coupe annuelle étant affectée à cette fin. Ceci équivaut à environ huit dixièmes de corde per capita et à 6,500,000 tonnes d'anthracite approximativement. Environ 32·0 p.c. est utilisé dans les scieries et converti en bois de charpente, lattes, bardeaux, etc., et 27·6 p.c. dans la pulperie et

la papeterie. Le reste, 6·3 p.c., passe en traverses sciées, pieux, perches à clôtures, étais de mines, poteaux et divers autres produits. Neuf pour cent seulement de bois est exporté à l'état brut ou non ouvré et 91 p.c. sert aux besoins ménagers ou subit une plus ample transformation avant d'être exporté.

La moyenne annuelle des pertes attribuables au feu durant ces dix années est estimée à 391,000,000 de pieds cubes de bois marchand et à environ la même quantité de futaille ou jeune pousse. Les déprédations annuelles des insectes et les ravages des maladies cryptogamiques sont estimées à 700,000,000 de pieds cubes, ce qui fait un épuisement annuel global de 3,986,000,000 de pieds de bois debout.

Récupération.—Les recherches entreprises dans différentes régions forestières indiquent que la reproduction naturelle des essences principales, tant de bois tendre que de bois dur, suffit à restaurer la futaie, à moins que la forêt ne devienne la proie d'incendies désastreux et répétés. Le feu ou l'exploitation exclusive d'une ou plusieurs essences peuvent modifier temporairement la composition de la futaie et causer momentanément une disette locale de ces essences, mais on peut compter qu'avec le temps et pourvu qu'il reste des arbres à graines la reproduction naturelle les remplacera. Le reboisement artificiel par la semence ou la plantation d'arbres occupe une place définie, bien que limitée, dans l'industrie forestière canadienne en ce qu'elle réhabilite les régions fortement dévastées, repeuple de bois les terres défrichées par erreur pour l'agriculture et fournit et améliore les lots boisés des fermes et les zones d'abri.

Apparemment il y a donc suffisamment de bois de dimension commerciale pour maintenir la coupe annuelle à son niveau actuel et permettre un degré modéré d'épuisement pour autres causes jusqu'à ce que la repousse de dimension marchande puisse répondre aux besoins. Il importe toutefois de se rappeler qu'il est nécessaire que les approvisionnements d'espèces de bois recherchées par l'industrie soient situés là où ils puissent être coupés et livrés aux manufactures à un prix qui permette de vendre ensuite le produit ouvré avec profit sur les marchés du monde. En outre, le bois devrait être distribué selon des groupes successifs d'âge afin qu'il y ait une récupération constante de bois marchand.

Influences convergeant vers une base de rendement continu.—Au cours des vingt dernières années, la formation de la mentalité publique en matière de prévention des incendies a fait de grands progrès et les méthodes de combattre le feu des organismes d'Etat aussi bien que privés ont gagné en efficacité, au point que les pertes annuelles causées par le feu ont fortement diminué malgré l'augmentation des dangers. Il est évident qu'il y a encore lieu d'améliorer grandement cette protection contre le feu puisque, les dix années de 1929–38, les relevés montrent que la superficie moyenne de forêt détruite annuellement par le feu est de 1,716,000 acres, dont 551,000 acres de bois marchand et 1,165,000 acres de repousse et de terre déboisée, ce qui représente la destruction de 833,000,000 de pieds, m.p., de bois de sciage et plus de 2,000,000 de cordes d'autre bois.

Une autre forte influence est le plus grand cas que l'on fait de l'importance de la jeune pousse. Plusieurs futaies de repousse qui se sont élevées après une première coupe ou un incendie ont maintenant atteint la dimension marchande et commencent à attirer l'attention. En prévision de la nécessité d'une directive pratique dans l'exploitation de ces jeunes forêts accessibles, le Service Forestier du Dominion consacre la majeure partie des efforts de ses diverses stations d'expérimentation à l'amélioration de la qualité et à la croissance plus rapide de la jeune brousse que la nature a établie. De même, les exploitants s'intéressent davantage à placer leurs opérations sur une base de rendement ininterrompu et dressent des plans dans ce sens.

Des changements très significatifs s'opèrent dans les divers usages du bois, lesquels permettent d'utiliser du bois de dimension et de qualité non marchandes comme bois de sciage. L'essor phénoménal de l'industrie de la pulpe et du papier a créé un marché à d'immenses quantités de bois pour lequel il n'y avait pas de demande il y a vingt-cinq ans et les progrès de l'industrie de la rayonne, de la cellophane et de nombreux autres produits créent pour le bois de multiples autres usages. Le bois plastique, la planche de fibre et le bois laminé créeront à n'en pas douter une demande croissante pour ces soi-disant catégories inférieures de bois, de sorte que l'utilisation des ressources forestières sera plus complète et qu'il y aura moins de gaspillage. Bien qu'il puisse y avoir une diminution de la production du bois, imputable en partie à la disparition du bois de haute qualité et en partie à la concurrence des autres matériaux, il y a de bonnes raisons d'espérer que la demande de bois se maintiendra si elle n'augmente pas.

Section 5.—Administration forestière

Sous-section 1.—Administration des forêts fédérales et provinciales

Quoique les ressources forestières soient, généralement parlant, sous le contrôle des provinces, les forêts des parcs nationaux, les stations d'expérimentation forestière et les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon sont administrés par le gouvernement fédéral.

La pratique généralement suivie par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux a été de disposer de la coupe du bois au moyen de licences de coupe, plutôt que par la vente ferme des terres boisées. Par ce système, l'Etat garde la propriété du fonds et le contrôle des opérations d'abatage. Le revenu est prélevé sous forme de droit de souche (payable soit en une somme ronde, soit en versements à mesure que le bois est abattu); le loyer annuel pour le terrain et les droits régaliens sont perçus quand le bois est enlevé. Le loyer du terrain et les droits régaliens peuvent être ajustés de temps à autre à la discrétion des gouvernements.

Les Provinces Maritimes n'ont pas suivi cette pratique autant que le reste du Canada. Dans l'Ile du Prince-Edouard presque toutes les terres boisées ont été aliénées et sont aussi fractionnées, étant généralement en lots de bois pour les cultivateurs. Dans la Nouvelle-Ecosse, 87 p.c. des forêts sont devenues propriétés privées et plus de la moitié de ces dernières sont en lots dépassant 1,000 acres. Au Nouveau-Brunswick, près de 50 p.c. ont été vendues et 20 p.c. sont en lots dépassant 1,000 acres. Les proportions des terres boisées, à l'exception des parcs nationaux et des réserves indiennes, aux mains de particuliers dans les autres provinces sont comme suit: Québec, 8·0 p.c.; Ontario, 3·3 p.c.; Manitoba, 9·1 p.c.; Saskatchewan, 7·6 p.c.; Alberta, 7·7 p.c.; et Colombie Britannique, 8·4 p.c. Sauf des superficies relativement petites détenues par le gouvernement fédéral, les terres de la Couronne et le bois qu'elles renferment relèvent de l'administration des provinces où ils se trouvent. A mesure que de nouvelles régions sont explorées, les terres sont examinées et celles qui sont propres à l'agriculture sont vendues. Les terres qui sont considérées comme de caractère essentiellement forestier sont généralement mises de côté pour la production du bois et, maintenant, à peu près toutes les provinces du Canada ont discontinué de concéder les terres dont la production devrait se limiter au bois. De nombreux efforts sont faits, spécialement en Québec et en Ontario, pour encourager l'établissement et le maintien de forêts sur cette base des forêts communales.

2.—Réserves forestières et parcs au Canada, 1941

Province	Sous l'administration fédérale		Sous l'administration provinciale	
	Stations d'expérimentation forestière du Dominion	Parcs nationaux	Réserves forestières provinciales	Parcs provinciaux
	milles carrés	milles carrés	milles carrés	milles carrés
Ile du Prince-Edouard	Nil	7·00	Nil	Nil
Nouvelle-Ecosse	"	390·00	"	"
Nouveau-Brunswick	35·00	0·10	92·18	"
Québec	7·25	Nil	32,115·00	5,160·00
Ontario	97·10	11·69	19,606·00	4,248·00
Manitoba	25·25	1,148·04	3,775·14	Nil
Saskatchewan	Nil	1,869·00	10,222·70	1,146·38[1]
Alberta	62·60	7,262·20	14,315·76	2·27
Colombie Britannique	Nil	1,715·00	28,400·00	8,133·93
Totaux	**227·20**	**12,403·03[2]**	**108,526·78**	**18,690·58[1]**

[1] En outre, 532·82 milles carrés des réserves forestières provinciales en Saskatchewan sont administrés en vertu des règlements relatifs aux parcs provinciaux. [2] A l'exclusion du parc Wood Buffalo, comprenant 17,300 milles carrés, situé partiellement en Alberta et partiellement dans les Territoires du Nord-Ouest, qui est administré par le Bureau des Affaires des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon.

Terres boisées sous le contrôle fédéral.—Les terres boisées sous le contrôle fédéral sont administrées par le Ministère des Mines et Ressources. Le Bureau des Parcs Nationaux voit aux parcs nationaux; la Branche des Terres Domaniales administre les forêts du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, et la Branche des Affaires Indiennes administre pour le compte des Indiens toutes les régions boisées sur les réserves. Le Service Forestier du Dominion est chargé de l'administration des stations d'expérimentation forestière.

Administration des forêts dans les provinces.—*Nouvelle-Ecosse.*—Quatre-vingt-sept pour cent ou 10,473 milles carrés de la forêt néo-écossaise sont propriété privée. La forêt provinciale est administrée par le Ministre des Terres et Forêts, et un Forestier provincial est chargé de la protection, de l'arpentage, etc. Les permis de coupe sont accordés en vertu d'ententes spéciales.

Nouveau-Brunswick.—Au Nouveau-Brunswick, la forêt est administrée par le Service Forestier du Ministère des Terres et Mines, qui dispose maintenant des terres boisées selon la méthode en usage dans les autres provinces. Autrefois, cependant, plusieurs concessions forestières furent faites à des compagnies de chemin de fer, à des industriels et des particuliers, lesquels possèdent aujourd'hui en franc-alleu environ 11,159 milles carrés de forêt.

Québec.—Le Service Forestier du Ministère des Terres et Forêts gère les terres boisées du Québec. Ses attributions embrassent la classification des terres, la disposition du bois et la réglementation des opérations d'abatage. La protection des forêts est depuis 1924 confiée à une organisation distincte: le Service de la Protection des Forêts. Les permis de coupe sont adjugés au plus haut enchérisseur; ils sont renouvelables d'année en année et les droits régaliens peuvent être changés en tout temps. Des octrois de terre en franc-alleu, faits le plus souvent sous le régime français, ont attribué à des particuliers la propriété d'environ 31,048 milles carrés de forêt. Les réserves forestières sont d'environ 32,115 milles carrés et les parcs provinciaux, de 5,160 milles carrés.

Ontario.—L'administration forestière de cette province est confiée au Ministère des Terres et Forêts, sous la direction d'un ministre, d'un sous-ministre et d'un Forestier provincial. Depuis quelques années le bois de sciage, après examen,

est vendu aux enchères à certaines conditions relatives à son enlèvement dans un délai spécifié, la disposition des débris, etc. Une bonne partie du bois marchand est détenue actuellement sur permis accordés anciennement et renouvelables indéfiniment. Les forêts de bois à pulpe sont généralement affermés à des particuliers pour une période plus longue que les forêts de bois de sciage. Les locataires s'engagent à construire dans la province une pulperie ou une papeterie dont le type est stipulé. Dans cette province, environ 7,972 milles carrés de forêts ont été vendus sans conditions. Les réserves provinciales ont une superficie de 19,606 milles carrés et les parcs provinciaux, une superficie de 4,248 milles carrés.

Manitoba.—Les ressources forestières du Manitoba sont administrées depuis 1930 par le Service Forestier du Ministère des Mines et Ressources Naturelles. Un service aérien provincial, sous la direction du Forestier provincial, assure la protection de la forêt contre le feu. Six réserves d'une superficie globale de 3,775 milles carrés restent affectées en permanence à la production forestière. La disposition des terres boisées s'opère au moyen de permis ou de vente. Un grand nombre de permis de coupe, pour de petites quantités de bois, sont accordés chaque année aux colons et à d'autres personnes. Il y a une pulperie-papeterie dans la province. La superficie forestière appartenant à des particuliers est estimée à 8,500 milles carrés.

Saskatchewan.—L'administration des forêts de la Saskatchewan relève du Ministère des Ressources Naturelles. Les diverses ressources naturelles de la province sont confiées aux soins de représentants sur place chargés de disposer, dans les limites de leurs districts respectifs, de toutes questions relatives à ces ressources. Les transactions forestières du ministère sont faites par le Directeur des Forêts, et la disposition du bois s'opère au moyen de licences, ventes et permis. Un service aérien veille à la protection du bois contre le feu. Les réserves forestières couvrent 10,223 milles carrés et les parcs provinciaux, 1,146 milles carrés. La superficie des terres boisées appartenant à des particuliers est estimée à 6,250 milles carrés.

Alberta.—Les forêts de l'Alberta sont administrées par le Service Forestier du Ministère des Terres et des Mines, qui voit aussi à leur protection. La disposition du bois se fait au moyen de licences et permis, excepté dans les réserves, où le bois est vendu mais où il ne se fait pas d'affermage. La superficie des réserves forestières est de 14,316 milles carrés et celle des terres boisées qui sont propriété privée est de 10,044 milles carrés.

Colombie Britannique.—La Branche de la Sylviculture du Ministère des Terres Domaniales a administré les terres boisées de la Colombie Britannique depuis 1912. Toutes les terres inaliénées de la province qui sont jugées aptes à la production forestière plutôt qu'agricole sont consacrées à l'afforestation, et il ne peut être disposé des terres boisées avant qu'elles aient été examinées par la Branche de la Sylviculture. Aux cours des dernières années, 28,400 milles carrés ont été ajoutés aux réserves forestières permanentes. Les parcs provinciaux ont une superficie de 8,134 milles carrés. Le droit de coupe pendant une période déterminée est maintenant vendu à l'enchère publique, mais des permis de coupe renouvelables tous les ans à perpétuité ont été concédés sur une grande partie des forêts accessibles. Les droits régaliens sont revisés périodiquement sur la base de la moyenne des cours du bois. Environ 15,000 milles carrés de terre boisée appartiennent à des particuliers.

Sous-section 2.—Protection des forêts contre le feu

Le Gouvernement fédéral (voir p. 192) administre les forêts des Parcs Nationaux, des stations d'expérimentation forestière du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest. Il est donc responsable de leur protection contre le feu. Sauf dans

l'Ile du Prince-Edouard, tous les gouvernements provinciaux maintiennent une organisation de protection contre le feu qui collabore avec les compagnies propriétaires de permis de coupe pour la protection de toutes les régions boisées. Le coût de cette police est partiellement réparti ou compensé par des taxes spéciales sur ces régions. Dans chaque province sauf l'exception déjà mentionnée, des lois provinciales réglementent les feux d'abattis et autres feux jugés légitimes et les interdisent absolument pendant certaines saisons ou périodes dangereuses. Un mouvement intéressant à cet égard s'est produit dans la province de Québec, où les détenteurs de permis de coupe ont formé des associations coopératives de protection dont les dirigeants collaborent avec la Commission des Chemins de Fer et le gouvernement provincial. Ce dernier les subventionne et paie également pour la protection des forêts provinciales non affermées se trouvant à proximité.

La protection des forêts bordant les lignes de chemin de fer est prévue dans la loi fédérale des chemins de fer appliquée par la Commission des Chemins de Fer. Par cette loi la Commission a des pouvoirs très étendus en ce qui concerne la protection contre le feu le long des chemins de fer au Canada. Certains officiers des différentes autorités forestières sont ex-officio officiers de la Commission des Chemins de Fer. Ils collaborent avec les gardes-forestiers employés par les différentes compagnies de chemin de fer. Le contrôle obligatoire de toutes les lignes tombe sous la juridiction de la Commission, étant prévu par la loi des chemins de fer.

L'un des plus importants développements dans la protection des forêts contre le feu en ces dernières années a été l'emploi de l'aéroplane pour découvrir et supprimer des commencements d'incendie. Là où les lacs sont très nombreux on peut se servir facilement d'hydravions pour la découverte des feux et le transport des gardes-forestiers avec leur outillage jusque dans des régions très éloignées. Des avions spécialement construits sont pourvus d'un sans-fil et peuvent localiser exactement un feu aussitôt qu'il a été découvert. Règle générale, l'aviation sert dans les districts les plus éloignés, tandis qu'ailleurs des tours d'observation reliées entre elles par des lignes téléphoniques ou munies du télégraphe sans fil sont établies dans les régions plus habitées et plus fréquentées par les voyageurs. Néanmoins, il faudra toujours maintenir à terre un personnel considérable et un outillage placé à des points stratégiques pour combattre les plus grands feux et assurer un système de coupe-feu, de tranchées garde-feu, de communications et de transports.

L'amélioration la plus importante de l'outillage pour combattre les feux de forêts est la pompe à gazoline portative. Cette pompe, qui pèse de 45 à un peu plus de 100 livres, peut facilement être transportée par automobile, canot, canot automobile, voiture, avion, à dos de cheval et à dos d'homme. Elle peut donner une assez forte pression jusqu'à sept mille pieds d'un cours d'eau et à une beaucoup plus grande distance si elle est utilisée en relais. De plus, les petites pompes à bras, alimentées par des réservoir portatifs de cinq gallons, ont aussi servi avec beaucoup d'efficacité dans plusieurs circonstances.

En plus de toutes ces mesures améliorées, des lois très sévères ont été adoptées pour réduire les dangers d'incendie. La création d'une saison au cours de laquelle il est interdit de brûler des abattis et des saisons où il est nécessaire d'avoir un permis pour allumer des feux et voyager dans les forêts au cours des périodes sèches a été d'une valeur énorme pour prévenir les incendies.

Des conférences préparées d'avance et illustrées par l'écran sont distribuées à des conférenciers volontaires; il se fait aussi du travail de propagande dans les écoles et les assemblées publiques. Les autorités forestières du Dominion et des

provinces font également beaucoup de publicité indépendamment de ou en coopération avec l'Association Forestière Canadienne.

Un autre développement intéressant dans la protection des forêts est l'établissement de stations météorologiques spéciales pour l'étude quotidienne des hasards d'incendie. Dans les forêts et régions où les recherches ont été faites, les services forestiers peuvent non seulement mesurer le degré de hasard à un moment donné, mais aussi, à l'aide des pronostics de la température, prévoir un ou deux jours d'avance et ainsi se préparer en conséquence à faire face aux circonstances au fur et à mesure qu'elles surgissent.

Depuis sa fondation en 1900, l'Association Forestière Canadienne a fortement contribué à obtenir la coopération du public pour réduire les risques d'incendie. Au moyen de son magazine attrayant, dont la circulation dépasse les 16,000, de wagons aménagés pour des conférences, de camions automobiles dotés d'un outillage cinématographique, et en collaboration avec les postes de radio et les journaux, l'Association atteint une bonne partie de la population du Dominion. Par l'entremise des écoles et avec l'aide de jeunes gardes-forestiers, l'Association tâche d'inculquer à la jeunesse des connaissances relatives à la valeur des forêts, à la dévastation causée par les incendies et aux moyens à prendre pour prévenir les pertes causées par le feu.

Sous-section 3.—Sylviculture

L'administration des terres de la Couronne, d'abord en vertu d'un programme provisoire et ensuite selon des méthodes de travail plus élaborées afin d'assurer un rendement soutenu, constitue aujourd'hui le plus grand problème forestier. Les recherches scientifiques dans ce sens revêtent maintenant une grande importance. Le Service Forestier du Dominion maintient cinq stations d'expérimentation forestière d'une superficie totale de 227 milles carrés. On y étudie les principes fondamentaux de la croissance forestière et on y met à l'épreuve des méthodes pratiques d'administration.

Environ 400 techniciens forestiers sont employés par les services forestiers du Dominion ou des provinces ou par les compagnies de papier ou de bois. Un grand nombre de forestiers dirigent activement les opérations d'abatage du bois commercial. En plus de leurs attributions administratives, ces hommes font des relevés forestiers devant servir à l'estimation des valeurs sylvestres, à la cartographie des forêts ou à établir quelle est la récupération annuelle et quels sont les éléments et les conditions de reproduction. L'un des progrès les plus remarquables, ces dernières années, a été l'usage général de la photographie aérienne pour les relevés forestiers. Avec la collaboration du Corps d'Aviation Royal Canadien et de la Division des Relevés Topographiques, le Service Forestier du Dominion a joué un rôle prépondérant dans le développement des moyens d'interpréter les photographies pour fins forestières; et la plupart des services forestiers provinciaux et plusieurs propriétaires de limites à bois se servent beaucoup des photographies aériennes. Il est maintenant possible non seulement de cartographier les régions couvertes par les divers types de forêts mais d'estimer le volume du bois en futaie avec une exactitude qui se compare favorablement avec les arpentages terriens. Plus de 950,000 milles carrés ont maintenant été photographiés au Canada et des cartes forestières couvrant 110,000 milles carrés de cette superficie ont été préparées.

Recherches sylvicoles.—Dans un article spécial sur les recherches scientifiques et industrielles au Canada, l'Annuaire de 1940, pp. 1003–1038, donne une vue d'ensemble sur les phases diverses des recherches scientifiques entreprises par les différents ministères. Notamment, aux pages 1019–1021 se trouve une analyse des recherches

en économie forestière, sylviculture, protection des forêts contre le feu et produits forestiers. L'espace ne permet pas la reproduction de cette matière dans chaque Annuaire. C'est pourquoi le lecteur est référé à cet article pour plus amples détails. Dès que les progrès le motiveront, cet article sera remis à date.

Section 6.—Utilisation des forêts

Sous-section 1.—Abatage du bois

La diversité des conditions forestières au Canada crée la diversité des méthodes d'abatage. En général, le climat de l'Est du Canada est tel que la coupe et le transport des billots peuvent s'effectuer plus économiquement durant les mois d'automne et d'hiver. Des réseaux de lacs et de cours d'eau permettent dans la plupart des cas le flottage des billes depuis la forêt jusqu'à la scierie à un minimum de frais durant la crue printanière. L'industrie de l'abatage à l'est des Montagnes Rocheuses est donc presque entièrement saisonnière. Dans plusieurs cas, les bûcherons sont aussi employés aux opérations de flottage et des compagnies de développement, financées par les exploitants forestiers, entreprennent l'aménagement des rivières pour faciliter le passage du bois, lequel est finalement trié et livré aux propriétaires respectifs. En Colombie Britannique, la rareté de cours d'eau flottables et la plus grande dimension moyenne des billes nécessitent le recours à des méthodes tout à fait différentes. Les billes, réunies par des réseaux de câbles actionnés par des grues à vapeur, sont transportées aux scieries ou aux cours d'eau flottables par les chemins de fer forestiers ou par camions automobiles. Ces opérations sont plus ou moins indifférentes au gel, à la neige ou la crue des eaux et se poursuivent presque toute l'année durant.

Dans l'Est du Canada, les opérations de coupe de bois en forêt sont exécutées par les propriétaires de scieries ou par les locataires de terres boisées, souvent par l'intermédiaire d'entrepreneurs, de sous-entrepreneurs ou de tâcherons. Dans les parties du pays où la population est plus dense, des quantités considérables de bois sont sciées sur commande pour le compte de particuliers qui l'amènent à la scierie ou bien par de petites scieries qui achètent les billots des cultivateurs. Le bois à pulpe non ouvré, les poteaux, traverses et autres produits de la forêt ont une valeur marchande; mais les billes de sciage, appartenant en général aux propriétaires de la scierie, ne sont généralement pas vendues sous cette forme. Dans la Colombie Britannique, le plus souvent, l'abatage du bois en forêt constitue une entreprise distincte par les locataires de terres boisées qui coupent et vendent les billots sur les marchés. Très souvent les propriétaires de scieries achètent leur entière provision de bois des entrepreneurs d'abatage.

En étudiant le cours des opérations forestières il ne faut pas oublier que les forêts fournissent non seulement les matières premières des scieries, pulperies, distilleries de bois, fabriques de charbon de bois, de laine de bois et d'autres produits, mais qu'elles fournissent les billots, le bois à pulpe et le bois pour exportation à l'état naturel ou comme combustible, ainsi que les poteaux, traverses de chemins de fer, piquets et perches de clôture, étais de mines, pilotis et autres produits primaires qui sortent des chantiers tout prêts pour l'exportation. Il y a encore nombre de produits forestiers d'importance moindre, comme les arbres de Noël, le sucre et le sirop d'érable, la gomme de sapin, la résine, le cascara, la mousse et le tan, qui concourent tous à grossir le total.

Les importations et les exportations de produits forestiers au cours de 1936 à 1939 sont données aux tableaux **16** et **17** du chapitre sur le commerce extérieur.

3.—Valeur du bois abattu, par produit, 1934-38[1]

Produit	1934	1935	1936	1937	1938
	$	$	$	$	$
Billots et perches sciés	29,115,515	34,077,938	44,827,957	58,004,070	52,759,660
Bois à pulpe	38,302,807	41,195,871	48,680,200	63,057,205	53,761,999
Bois de chauffage	31,489,524	31,864,500	32,167,410	32,457,629	32,740,566
Traverses de chemin de fer	1,541,901	3,188,651	3,190,052	3,129,207	2,222,509
Poteaux	1,091,046	1,359,736	1,563,681	2,455,345	2,824,512
Etais de mine	954,059	997,357	1,102,255	1,262,658	1,297,993
Piquets de clôture	988,884	976,402	1,008,178	992,610	978,679
Bois pour la distillation	286,847	274,797	274,077	309,892	298,110
Perches de clôture	262,519	266,253	273,282	262,160	264,480
Produits divers	1,506,630	1,260,274	1,717,136	1,319,111	1,117,349
Totaux	**105,539,732**	**115,461,779**	**134,804,228**	**163,249,887**	**148,265,857**

[1] La valeur totale des opérations forestières en 1939 est de $157,747,398.

Il est estimé qu'en 1938, les opérations forestières au Canada ont exigé des immobilisations de plus de $185,000,000, employé durant la saison d'abatage plus de 264,000 hommes et distribué en salaires et gages plus de $74,000,000. Pour estimer l'épuisement annuel de nos ressources forestières, certains facteurs de conversion entrent en cause. Chacun de ces facteurs représente en pieds cubes la quantité de bois debout qui doit être coupé dans la forêt pour donner une unité du produit en question, basée sur le volume total de l'arbre.

4.—Principaux produits des chantiers de bois au Canada, équivalent en bois debout et valeur totale par produits principaux, 1938[1], avec totaux comparatifs de 1928 à 1937

NOTA.—Les premières statistiques dans cette série sont celles de 1922, qui paraissent dans l'Annuaire de 1924.

Produit	Quantité connue ou estimative	Facteur de conversion	Volume équivalent en bois debout	Valeur totale
			'000 pds cubes	$
Totaux, 1928	-	-	**2,988,038**	**212,950,799**
Totaux, 1929	-	-	**3,090,615**	**219,570,129**
Totaux, 1930	-	-	**3,056,930**	**206,853,494**
Totaux, 1931	-	-	**2,306,144**	**141,123,930**
Totaux, 1932	-	-	**1,882,228**	**92,106,252**
Totaux, 1933	-	-	**2,027,714**	**93,773,142**
Totaux, 1934	-	-	**2,299,547**	**105,539,732**
Totaux, 1935	-	-	**2,440,809**	**115,461,779**
Totaux, 1936	-	-	**2,702,766**	**134,804,228**
Totaux, 1937	-	-	**2,996,633**	**163,249,887**
1938				
Billots et perches sciés M.p.m.p.	4,208,753	219	921,718	52,759,660
Bois à pulpe cordes	6,306,747	117	737,889	53,761,999
Bois de chauffage "	9,026,080	95	857,478	32,740,566
Traverses de chemin de fer sciées nombre	3,892,992	12	46,716	2,222,509
Poteaux de télégraphe et téléphone "	635,395	13	8,260	2,824,512
Etais de mine pds cubes	6,924,534	1·3	9,002	1,297,993
Piquets de clôture nombre	14,196,910	2	28,394	978,679
Bois pour la distillation cordes	64,374	123	7,918	298,110
Perches de clôture nombre	4,880,300	3	14,641	264,480
Produits divers cordes	176,766	-	20,682	1,117,349
Totaux, 1938	-	-	**2,652,698**	**148,265,857**

[1] La valeur totale des opérations forestières en 1939 est de $157,747,398.

5.—Volume du bois coupé au Canada et valeur des produits des opérations forestières, par province, 1937 et 1938[1]

Province	Volume équivalent en bois debout		Valeur des produits	
	1937	1938	1937	1938
	'000 pds cubes	'000 pds cubes	$	$
Ile du Prince-Edouard	12,882	12,526	548,074	524,511
Nouvelle-Ecosse	137,823	132,938	7,399,065	7,475,334
Nouveau-Brunswick	217,098	190,511	13,157,666	12,670,798
Québec	1,050,087	890,590	58,577,529	42,182,132
Ontario	629,826	576,278	37,668,861	34,797,120
Manitoba	73,897	65,380	2,812,234	2,299,214
Saskatchewan	79,627	81,443	2,099,475	2,252,936
Alberta	105,646	104,630	3,196,988	3,169,009
Colombie Britannique	689,747	598,402	37,789,995	42,894,803
Totaux	**2,996,633**	**2,652,698**	**163,249,887**	**148,265,857**

[1] La valeur totale des opérations forestières en 1939 est de $157,747,398.

Sous-section 2.—Industrie de la pulpe et du papier

La place importante qu'occupe le Canada dans l'industrie du papier à journal et du papier en général ne date que du présent siècle. En 1917, la production de papier est évaluée à $58,750,341. La production brute de cette industrie augmente sans interruption jusqu'aux années de prospérité qui suivent la guerre de 1914–1918. Elle atteint en 1920 une cime de plus de $132,000,000. Elle diminue en 1921, après quoi elle se remet graduellement pour toucher un deuxième maximum en 1929, soit $243,970,761. La production diminue ensuite annuellement jusqu'en 1933 pour augmenter ensuite chaque année jusqu'en 1937. Elle retombe en 1938 et se relève en 1939.

L'essor rapide de cette industrie jusqu'à 1929 est attribuable principalement à l'abondance au Canada de ressources hydrauliques à proximité des vastes forêts d'essences à pulpe et à la demande croissante de papier à journal aux Etats-Unis. Un résumé statistique des industries réunies de la pulpe et du papier paraît aux pages 205–206.

Il y a aujourd'hui trois catégories d'établissements dans cette industrie, se répartissant en 1939 entre 27 pulperies, 49 pulperies-papeteries et 24 papeteries.

Au Canada, cette industrie revêt trois formes d'activité industrielle: les opérations en forêt dont le produit principal est le bois à pulpe; la fabrication de la pulpe et la fabrication du papier. Quelques-unes des pulperies les plus importantes exploitent aussi des scieries afin de pouvoir utiliser de la façon la plus profitable le bois de fortes dimensions coupé sur leurs concessions forestières, tandis que maints propriétaires de scieries divertissent une partie de leur billes d'épinette et de sapin baumier en faveur des pulperies.

Par l'effet des lois dont il a déjà été parlé, le bois à pulpe coupé dans les forêts domaniales de toutes les provinces doit être transformé en pulpe dans les manufactures canadiennes à moins d'un permis spécial. Le bois à pulpe exporté aux Etats-Unis, par conséquent, est tiré en majeure partie de propriétés privées. En 1908, près des deux tiers du bois à pulpe abattu au Canada ont été exportés à l'état brut ou non ouvré; mais à compter de 1916, cette proportion tombait à deux cinquièmes. Elle est présentement encore plus faible.

6.—Production, consommation, exportations et importations de bois à pulpe, 1930-39

NOTA.—Les chiffres des années précédentes sont dans le tableau correspondant des éditions antérieures de l'Annuaire.

Année	Production globale apparente de bois à pulpe au Canada			Bois à pulpe canadien utilisé dans les pulperies du Canada		Bois à pulpe canadien exporté à l'état brut[1]		Bois à pulpe importé et utilisé au Canada	
	Volume	Valeur totale	Valeur moyenne par corde	Volume	Pourcentage de la production totale	Volume	Pourcentage de la production totale	Volume	Pourcentage de la production totale
	cordes	$	$	cordes		cordes		cordes	
1930....	5,977,183	67,529,622	11·30	4,646,717	77·7	1,330,466	22·3	94,632	1·6
1931....	5,046,291	51,973,243	10·30	4,088,988	81·0	957,303	19·0	59,291	1·4
1932....	4,222,224	36,750,910	8·70	3,602,100	85·3	620,124	14·7	45,654	1·1
1933....	4,746,383	33,213,973	7·00	4,027,827	84·9	718,556	15·1	17,049	0·4
1934....	5,773,970	38,302,807	6·63	4,752,685	82·3	1,021,285	17·7	13,919	0·2
1935....	6,095,016	41,195,871	6·76	4,985,143	81·8	1,109,873	18·2	19,940	0·3
1936....	7,002,057	48,680,200	6·95	5,766,303	82·3	1,235,754	17·6	9,591	0·1
1937....	8,298,165	63,057,205	7·60	6,593,134	79·5	1,705,031	20·5	20,505	0·2
1938....	6,438,344[2]	53,761,999	8·35[2]	4,686,085[2]	72·8[2]	1,752,259	27·2[2]	33,668	0·5
1939....	6,899,986	58,302,668	8·45	5,360,546	76·6	1,539,440	22·3	25,694	0·4

[1] Les exportations de bois à pulpe, l'année civile 1940, s'élèvent à 1,551,429 cordes. [2] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

La fabrication de la pulpe constitue la seconde phase de cette industrie. Elle se fait dans des usines dont certaines sont des pulperies proprement dites et les autres des papeteries-pulperies, leurs propriétaires combinant les deux fabrications et pourvoyant ainsi leurs papeteries de matières premières. Généralement ces dernières fabriquent un surplus de pulpe qui est vendue au Canada ou exportée.

Les chiffons qui servent à la fabrication du papier ne sont pas en très grande abondance et cette matière est d'ailleurs trop coûteuse pour la confection du papier à bas prix. Diverses essences ont été mises à l'essai et, finalement, l'épinette et le sapin baumier furent reconnus les plus adaptables à la fabrication de presque toutes les catégories de papier, sauf le papier de luxe.

La préparation préliminaire du bois à pulpe se fait fréquemment à la pulperie, mais il existe au Canada un certain nombre d'établissements indépendants spécialisés dans le tronçonnage et l'écorçage, pour les seules fins de diminuer les frais de transport par chemin de fer, spécialement sur le bois coupé à distance de l'usine ou sur le bois destiné à l'exportation. Le bois de pulpe est mesuré à la corde (4′ x 4′ x 8′ de bois empilé), laquelle équivaut approximativement à 500 pieds mesure de planche ou à 90 pieds cubes de bois massif.

Il existe au Canada quatre méthodes de préparer la pulpe de bois dont l'une est mécanique et trois sont chimiques. Une description détaillée de ces opérations paraît aux pages 294 et 295 de l'Annuaire de 1931.

Production de pulpe.—Cette industrie accuse un essor continu jusqu'en 1920, la production atteignant alors 1,960,102 tonnes de pulpe. Chaque année jusqu'en 1929, sauf en 1921 et 1924, la production annuelle augmente sans interruption pour atteindre en 1929 un record de 4,021,229 tonnes. Puis, des déclins annuels se produisent ensuite jusqu'en 1932, après quoi, les augmentations sont graduelles et la production atteint le niveau sans précédent de 5,141,504 tonnes en 1937.

7.—Production de pulpe mécanique et chimique, 1930-1939

NOTA.—Les chiffres des années précédentes sont au tableau correspondant des éditions antérieures de l'Annuaire.

Année	Pulpe mécanique[1]		Pulpe chimique[1]		Production totale[2]	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	tonnes	$	tonnes	$	tonnes	$
1930	2,283,130	48,317,494	1,265,057	63,156,351	3,619,345	112,355,872
1931	2,016,480	37,096,768	1,151,480	46,998,988	3,167,960	84,780,809
1932	1,696,021	28,018,451	967,227	35,987,294	2,663,248	64,412,453
1933	1,859,049	25,332,444	1,120,513	38,781,630	2,979,562	64,114,074
1934	2,394,765	30,875,323	1,241,570	44,851,635	3,636,335	75,726,958
1935	2,563,711	32,323,820	1,283,743	46,444,144	3,868,341	79,722,039
1936	2,984,282	38,674,492	1,480,925	52,701,156	4,485,445	92,336,953
1937	3,384,744	46,663 759	1,756,760	70,065,469	5,141,504	116,729,228
1938	2,520,738	39,707,479	1,147,051	48,189,669	3,667,789	87,897,148
1939	2,796,093	43,530,366	1,370,208	43,601,451	4,166,301	97,131,817

[1] Y compris les criblures. [2] Quelques-uns de ces totaux comprennent de la pulpe non autrement spécifiée.

Les exploitations de 1939 se répartissent entre 27 pulperies et 49 pulperies-papeteries. Ces 76 établissements produisent 4,166,301 tonnes de pulpe d'une valeur de $97,131,817 comparativement à 3,667,789 tonnes de pulpe d'une valeur de $87,897,148 en 1938. De la production totale de 1939, 3,277,651 tonnes évaluées à $60,390,253 ont été fabriquées dans les pulperies-papeteries pour leur propre usage dans la fabrication du papier. De ce qui reste, 170,264 tonnes d'une valeur de $6,565,356 ont été fabriquées pour la vente au Canada, tandis que 718,386 tonnes valant $30,176,208 ont été fabriquées pour l'exportation. Comme pour le bois de pulpe, une partie du produit fournit, dans cette phase de l'industrie, la matière première pour les phases subséquentes, tandis que le reste a une valeur marchande fixe comme pulpe.

Plus de 65 p.c. de la production de 1939 est de la pulpe mécanique et près de 15 p.c., de la pulpe au sulfite écrue, les deux principaux éléments du papier à journal. Le reste se compose de pulpe au sulfite blanchie, de pulpe au sulfate blanchie et écrue, de fibre et de pulpe mécanique à la soude et de criblures chimiques. Un marché considérable a été trouvé pour ces dernières dans la fabrication de la planche rigide isolante.

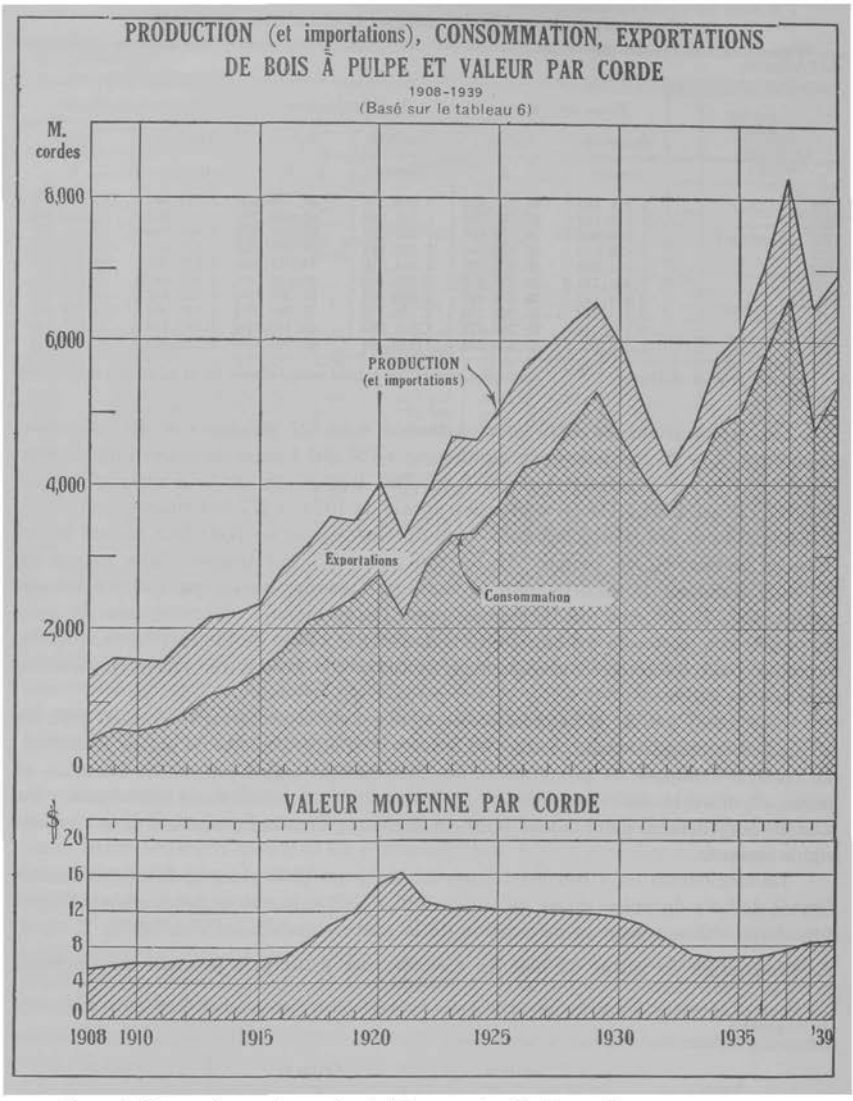
La fabrication de 4,166,301 tonnes de pulpe en 1939 absorbe 5,386,240 cordes brutes de bois de pulpe d'une valeur de $46,558,645; la valeur totale des matières premières utilisées dans la fabrication de la pulpe s'établit à $57,157,070.

8.—Production de pulpe de bois au Canada, par principale province productrice, 1930-39

NOTA.—Les chiffres des années précédentes sont dans le tableau correspondant des éditions antérieures de l'Annuaire.

Année	Québec		Ontario		Canada[1]	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	tonnes	$	tonnes	$	tonnes	$
1930	1,833,000	58,703,067	1,043,559	31,463,873	3,619,345	112,355,872
1931	1,513,658	41,884,387	858,100	22,944,933	3,167,960	84,780,809
1932	1,240,442	31,124,954	786,405	18,735,105	2,663,248	64,412,453
1933	1,360,704	29,860,706	867,417	18,644,259	2,979,562	64,114,074
1934	1,813,096	36,837,402	999,935	21,000,769	3,636,335	75,726,958
1935	1,916,382	38,235,076	1,087,742	22,866,369	3,868,341	79,722,039
1936	2,236,376	44,071,292	1,257,060	27,005,484	4,485,445	92,336,953
1937	2,551,546	55,277,014	1,466,555	33,964,784	5,141,504	116,729,228
1938	1,858,971	44,220,224	1,057,984	25,821,023	3,667,789	87,897,148
1939	2,119,183	49,026,966	1,158,576	27,631,051	4,166,301	97,131,817

[1] Y compris la Colombie Britannique, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse.



Exportations de pulpe.—Le tableau qui suit donne les quantités de pulpe exportées par les principaux pays producteurs en 1938, dernière année pour laquelle existent des chiffres définitifs. Le commencement de la guerre en septembre 1939 explique l'inintégralité de ceux de 1939. Les chiffres de 1913, année qui a précédé immédiatement la guerre de 1914–1918, sont aussi donnés pour fin de comparaison. Les chiffres d'exportations de pulpe de bois du Canada en 1936–39 se trouvent au tableau **17** du chapitre sur le commerce extérieur. Au cours de l'année civile 1940, nos exportations de pulpe s'établissent à 1,068,517 tonnes. Les exportations totales des dix principaux pays exportateurs de pulpe en 1938 sont de 5,558,145 tonnes courtes, le Canada y étant pour près de 10 p.c.

9.—Exportations de pulpe de bois des principaux pays producteurs, 1913, 1938 et 1939

Pays	Exportations totales			Proportions, 1939	
	1913	1938	1939	Pulpe chimique	Pâte mécanique
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
Suède	1,112,313	2,528,489	1,700,606[1]	1,449,240[1]	251,366[1]
Finlande	132,674	1,373,448	[2]	[2]	[2]
Norvège	779,025	857,710	876,214	372,664	503,549
Canada	**298,169**	**554,037**	**705,515**	**527,805**	**177,710**
Etats-Unis	19,776	140,484	139,504	116,403	23,101
Allemagne	206,042	81,952	110,068[3]	106,515[3]	3,553[3]
Autriche	112,714	13,284	[2]	[2]	[2]
Suisse	7,328	6,639	4,956	4,330	627
Pologne	Nil	2,102	1,159[3]	1,159[3]	Nil
Tchécoslovaquie	23,935	[2]	[2]	[2]	[2]

[1] Neuf mois. [2] Non disponible. [3] Six mois.

Production de papier.—En 1939, il existe 49 pulperies-papeteries et 24 papeteries. Ces 73 établissements produisent 3,600,502 tonnes de papier d'une valeur totale de $170,776,062 en regard de 3,249,358 tonnes d'une valeur de $151,650,065 en 1938. Le papier à journal constitue présentement 81 p.c. de la production papetière canadienne. En 1939, la production de ce genre de papier est de 2,926,597 tonnes évaluées à $120,858,583, augmentation de 9·7 p.c. en tonnage et de 12·9 p.c. en valeur sur 1938. Le reste de la production se répartit ainsi: carton, 11·5 p.c.; papier d'emballage, 3·0 p.c.; papier à livre et à écrire, 2·5 p.c.; et papier de soie et autres papiers divers, environ 1·7 p.c. L'estimation préliminaire de la production de papier à journal en 1940 est de 3,418,803 tonnes.

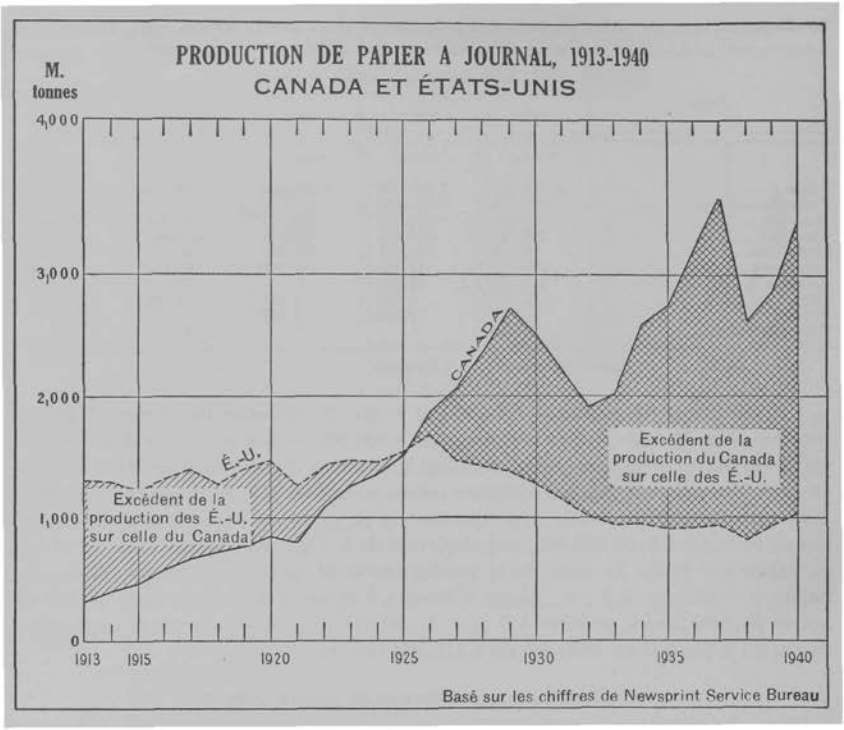
10.—Production canadienne de papier, 1930-39

NOTA.—Les chiffres pour les années précédentes sont au tableau correspondant des éditions antérieures de l'Annuaire.

Année	Papier à journal		Papier à livre et à écrire		Papier d'emballage	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	tonnes	$	tonnes	$	tonnes	$
1930	2,497,952	136,181,883	69,468	12,261,659	78,320	7,880,224
1931	2,227,052	111,419,637	59,580	10,154,171	77,194	7,479,993
1932	1,919,205	85,539,852	56,781	8,687,895	69,018	6,289,293
1933	2,021,965	66,959,501	60,683	8,927,408	67,780	6,441,695
1934	2,604,973	86,811,460	64,991	9,681,536	79,779	7,740,823
1935	2,765,444	91,762,201	70,350	10,440,789	82,517	7,956,783
1936	3,225,386	105,214,533	74,940	10,866,346	95,916	8,761,356
1937	3,673,886	126,424,303	84,168	12,620,507	108,734	10,237,823
1938	2,668,913	107,051,202	73,975	11,112,042	90,879	9,069,298
1939	2,926,597	120,858,583	90,253	12,785,567	109,907	10,712,394

Année	Carton		Papier de soie et autres papiers divers		Tout papier	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	tonnes	$	tonnes	$	tonnes	$
1930	233,217	12,193,829	47,830	4,788,279	2,926,787	173,626,383[1]
1931	202,854	10,225,732	44,545	4,350,356	2,611,225	143,957,264[1]
1932	209,938	9,621,041	35,825	3,735,042	2,290,767	114,115,570[1]
1933	232,190	10,598,439	36,802	3,762,832	2,419,420	96,689,875
1934	280,724	13,351,475	39,049	3,306,931	3,069,516	120,892,225
1935	314,849	15,051,893	47,736	3,866,720	3,280,896	129,078,386
1936	363,778	17,531,451	47,309	4,058,248	3,807,329	147,854,652[1]
1937	422,710	21,719,730	55,863	4,883,060	4,345,361	175,885,423
1938	356,891	19,288,172	58,700	5,129,351	3,249,358	151,650,065
1939	413,687	21,359,828	60,058	5,059,690	3,600,502	170,776,062

[1] Comprend certains produits de papier non spécifiés.



11.—Production de papier au Canada, par province, 1938 et 1939

Province	1938		1939	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	tonnes	$	tonnes	$
Québec	1,635,317	74,533,867	1,827,229	87,108,163
Ontario	1,051,113	52,282,508	1,125,948	55,602,550
Colombie Britannique	222,305	10,105,788	272,117	12,493,398
Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunswick et Manitoba	340,623	14,727,902	375,208	15,571,951
Totaux	**3,249,358**	**151,650,065**	**3,600,502**	**170,776,062**

Le Québec produit 50·7 p.c. du total; l'Ontario, 31·3 p.c.; la Colombie Britannique, 7·6 p.c.; la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick et le Manitoba, le reste, soit 10·4 p.c.

Production mondiale de papier à journal.—La production mondiale de papier à journal en 1939 est estimée à 7,679,000 tonnes courtes; l'Amérique du Nord en fournit 54 p.c. et le Canada à lui seul, environ 37 p.c.

12.—Production estimative de papier à journal des principaux pays, 1938 et 1939, et moyennes duodécennales, 1928-39

NOTA.—Enumération dans l'ordre d'importance de la production de 1939.

Pays	1938	1939	Moyenne, 1928-39	Pays	1938	1939	Moyenne, 1928-39
	'000 tonnes courtes	'000 tonnes courtes	'000 tonnes courtes		'000 tonnes courtes	'000 tonnes courtes	'000 tonnes courtes
Canada	**2,625**[1]	**2,869**[1]	**2,620**	Norvège	188	226	185
Etats-Unis	820	939	1,058	Russie	234	200	144
Royaume-Uni	954	818	831	Pays-Bas	105	104	91
Finlande	457	519	326	Italie	77	66	66
Japon	429	536	337	Belgique	39	54	48
Allemagne	512	415	504	Suisse	46	40	53
Terre-Neuve	268	308	293	Autriche	55	25	54
Suède	278	305	272	Pologne	37	25	29
France	347	276	294	Tchécoslovaquie	48	24	42

[1] Un léger changement de classification explique la différence entre ces chiffres et ceux des tableaux **10** et **11.**

Exportations de papier à journal.—Les exportations de papier à imprimer sont relevées séparément pour la première fois en 1908. Elles s'établissent alors à $2,833,535 et se composent en majeure partie de papier à journal. L'année fiscale 1913, alors que les quantités sont déclarées pour la première fois, le Canada exporte 256,661 tonnes de papier à journal d'une valeur de $9,980,378, et l'année civile 1939 il en exporte 2,658,723 d'une valeur de $115,685,970. Ces exportations occupent le premier rang parmi les exportations du Dominion; le tonnage pour l'année civile 1940 est de 3,242,789. Pour les exportations de papier à journal et autre papier de 1936 à 1939, voir tableau **17**, chapitre du commerce extérieur.

A compter de 1913, le Canada détient la tête parmi les pays exportateurs de papier à journal. En 1938, la quantité de papier à journal exportée par les onze principaux pays producteurs de cet article est de 3,806,737 tonnes courtes, dont 63·7 p.c. du Canada et 36·3 p.c. des dix autres pays. Le début des hostilités en septembre 1939 explique l'inintégralité des chiffres de 1939.

13.—Exportations de papier à journal des principaux pays producteurs de papier, 1913 et 1937-39

NOTA.—Pays disposés par ordre d'importance de leurs exportations, 1938.

Pays	1913	1937	1938	1939
	tonnes courtes	tonnes courtes	tonnes courtes	tonnes courtes
Canada	**256,661**	**3,455,240**	**2,424,655**	**2,658,723**
Finlande	77,213	421,503	394,550	349,594[1]
Terre-Neuve	49,755	298,406	323,724	[2]
Suède	67,938	222,851	178,256	154,800[3]
Norvège	108,507	195,403	166,058	184,742
Allemagne	75,761	217,951	145,507	120,146[4]
Royaume-Uni	105,153	63,472	63,025	36,592[1]
Autriche	14,855	61,991	52,664	[2]
Japon	3,270	40,811	44,961	75,192
Pays-Bas	-	11,928	7,692	8,169
Etats-Unis	43,301	17,044	5,645	13,496
Tchécoslovaquie	-	10,597	[2]	[2]

[1] Huit mois. [2] Non disponible. [3] Neuf mois. [4] Six mois.

Statistiques des industries combinées de la pulpe et du papier.*—La fabrication de la pulpe, celle du papier et celle des produits du papier pourraient, à la faveur de certaines conditions, être étudiées comme trois industries distinctes

* Voir chapitre XIV—Manufactures—et l'Index pour plus amples détails sur l'industrie de la pulpe et du papier et de la transformation du papier.

parce que souvent elles se font dans des établissements distincts par des compagnies totalement indépendantes les unes des autres. La fabrication de la matière de base et sa transformation en serviettes, papeterie et autres produits du papier finement ouvrés sont souvent réunies dans un même établissement. Ce finissage du papier au sein même de l'industrie de la pulpe et du papier ne représente qu'une faible partie de la production canadienne de papier et de carton ouvrés, dont la majeure partie est encore fabriquée dans des établissements de transformation spéciaux classifiés sous d'autres rubriques industrielles.

L'occurrence de ces diverses combinaisons dans un seul établissement rend la distinction impossible entre un grand nombre de données relatives à la fabrication de la pulpe, du papier basique et des produits ouvrés du papier. Toutes les opérations faites dans les moulins à papier dans cette industrie sont maintenant attribuées au groupe industriel particulier d'établissements de transformation auquel elles appartiennent. Les chiffres de 1937 et des années subséquentes, par conséquent, excluent toute information relative à la conversion du papier, ce qui tend à faire baisser sensiblement toutes les principales statistiques de l'industrie de la pulpe et du papier et à rendre ces chiffres non strictement comparables à ceux des années précédentes. En prenant comme un tout la transformation manufacturière jusqu'à la fabrication du papier, il est constaté qu'en 1939 il y a 100 moulins en opération. Le capital engagé s'élève à $597,908,918; les employés se chiffrent à 31,016 et leurs salaires et gages se placent à $44,737,379. S'il n'est pas tenu compte de la pulpe fabriquée pour être consommée sur place dans les pulperies-papeteries, la valeur totale des matières premières et fournitures employées dans l'industrie prise dans son ensemble peut être estimée à $79,933,657 en 1939, $71,062,580 en 1938 et $91,-121,629 en 1937; la valeur brute de la production, à $208,152,295 en 1939, $183,-897,503 en 1938 et $226,244,711 en 1937, et la valeur nette*, à $103,123,660 en 1939, $89,034,186 en 1938 et $106,103,221 en 1937.†

L'industrie de la pulpe et du papier, l'une des plus importantes au Canada, est la première quant aux salaires et gages depuis 1922 alors qu'elle dépasse pour la première fois les scieries. Elle était aussi depuis 1925, supplantant alors la minoterie, la première industrie en valeur brute de production jusqu'en 1935 alors qu'elle fut dépassée par les fonderies et affineries de métaux non ferreux. Elle a été la première en valeur nette de production et en immobilisations depuis quelques années. Ces comparaisons ne tiennent compte que des phases manufacturières de l'industrie sans égard au capital engagé, personnel, salaires et produits primaires vendus en marge des opérations forestières et qui forment une très importante partie de l'industrie prise dans son ensemble, mais qui ne peuvent être séparées des opérations forestières en tant que partie des scieries et autres industries. En tenant compte d'une valeur de $11,901,480 de bois à pulpe exporté, la contribution globale de l'industrie de la pulpe et du papier à la balance commerciale favorable du Canada en 1939 s'élève à $157,454,661, ce qui représente la différence entre les exportations et les importations de bois de pulpe, pulpe, papier et produits du papier.

Le marché des Etats-Unis absorbe annuellement plus de 99 p.c. des exportations canadiennes de bois à pulpe, environ 82 p.c. de sa pulpe et 77 p.c. de ses expéditions de papier. La moitié environ du papier consommé aux Etats-Unis est de fabrication canadienne ou provient de bois ou de pulpe de bois importés du Canada.

* Valeur brute de la production moins le coût de l'énergie, du combustible et des fournitures aussi bien que le coût des matières premières.

† En raison de l'ajustement au sujet des moulins combinés de papier et de transformation du papier, les chiffres de 1937 ne sont prs strictement comparables à ceux des années antérieures.

Sous-section 3.—Sciage du bois

Le sciage du bois occupe la deuxième place parmi les industries canadiennes tirant leurs matières premières de la forêt.

Le nombre d'établissements en opération en 1939 et faisant le sciage du bois, fabriquant des traverses de chemin de fer, des bardeaux, des lattes, du placage, des douves, des fonds et des cercles, tronçonnant et écorçant le bois de pulpe, est de 3,941 en regard de 3,873 en 1938. Le capital engagé dans ces établissements en 1939 est de $85,628,394; l'emploiement, de 32,399 hommes-année; et les salaires et gages, de $26,396,308. Les billots et billes et autres matières premières et fournitures consommés par l'industrie sont évalués à $54,447,549 et la valeur brute de la production, de $100,132,597. La production nette en 1939 est de $44,852,358.

La production de bois scié ou bois d'œuvre au Canada atteint son maximum en 1911 avec cinq billions de pieds m.p. environ. Elle atteint sa valeur maximum en 1920. La valeur moyenne est passablement uniforme jusqu'en 1916, mais elle augmente rapidement entre 1917 et 1920, pour diminuer graduellement les années suivantes et toucher son plus bas niveau de toute la période en 1933. Elle accuse ensuite des augmentations annuelles de 1934 à 1937, une nouvelle diminution en 1938 et une autre augmentation en 1939.

14.—Production de bois d'œuvre et autres produits des scieries au Canada, par province, 1938 et 1939

Province	Production de bois d'œuvre				Valeur totale[1]	
	Quantité		Valeur		1938	1939
	1938	1939	1938	1939		
	M.p.m.p.	M.p.m.p.	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	4,525	4,944	88,332	97,815	116,180	127,979
Nouvelle-Ecosse	141,504	152,721	2,181,143	2,547,789	2,560,788	2,954,498
Nouveau-Brunswick	223,384	210,919	4,619,708	4,643,119	5,414,051	5,626,273
Québec	724,652	656,374	15,403,296	13,715,313	19,887,902	17,129,012
Ontario	439,397	481,527	11,081,402	12,320,233	14,432,476	16,011,798
Manitoba	52,190	60,748	975,979	1,118,391	1,086,538	1,206,727
Saskatchewan	35,753	37,974	632,820	697,743	651,288	775,507
Alberta	102,070	95,642	1,491,891	1,420,143	1,720,550	1,615,493
Colombie Britannique	2,044,876	2,276,033	36,158,847	41,771,293	46,986,133	54,685,280
Totaux	**3,768,351**	**3,976,882**	**72,633,418**	**78,331,839**	**92,855,906**	**100,132,597**

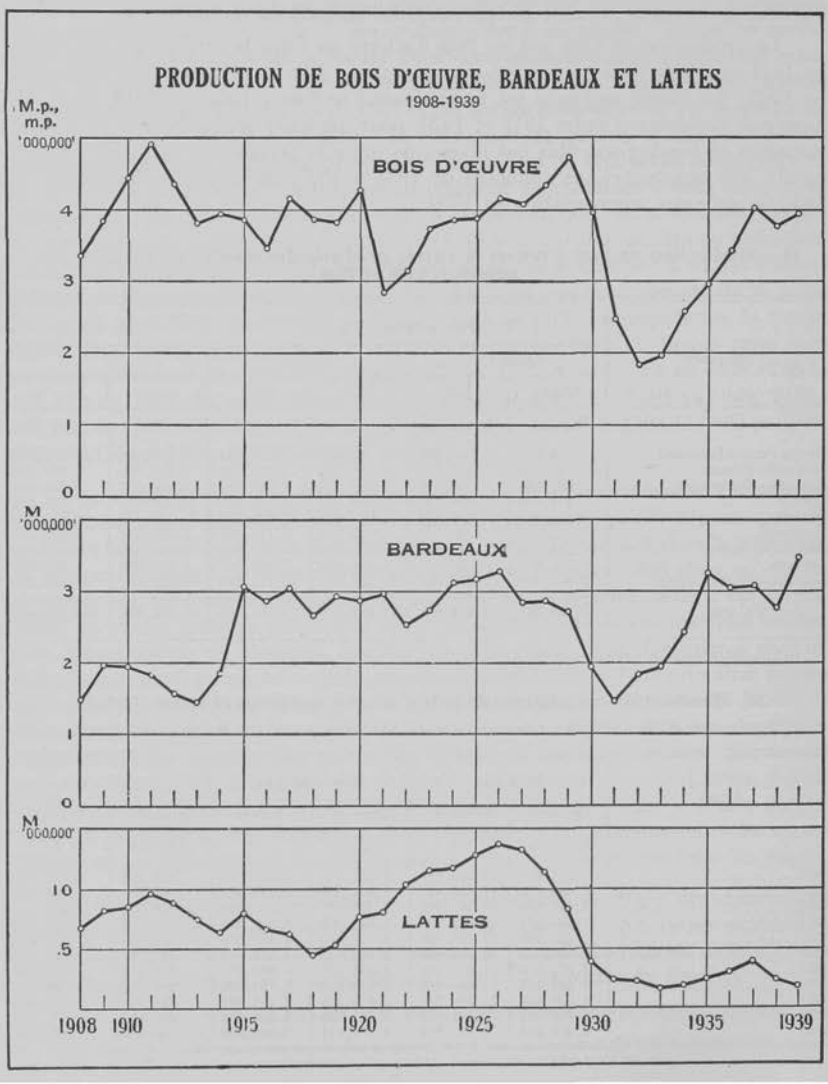
[1] Comprend tous les autres produits du sciage.

15.—Production canadienne de bois d'œuvre, bardeaux et lattes, 1929-39

NOTA.—Les chiffres de 1908 à 1928 inclusivement figurent à la page 304 de l'Annuaire de 1931.

Année	Bois scié		Bardeaux sciés		Lattes sciées	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	M.p.m.p.	$	Milliers	$	Milliers	$
1929	4,741,941	113,349,886	2,707,235	9,423,363	835,799	3,860,799
1930	3,989,421	87,710,957	1,914,836	5,388,837	398,254	1,154,593
1931	2,497,553	45,977,843	1,453,277	3,331,229	228,050	576,080
1932	1,809,884	26,881,924	1,802,008	3,556,823	208,321	474,889
1933	1,957,989	27,708,908	1,939,519	4,448,876	151,653	332,364
1934	2,578,411	40,509,600	2,408,616	4,422,578	177,988	412,844
1935	2,973,169	47,911,256	3,258,253	7,593,765	226,854	536,087
1936	3,412,151	61,965,540	3,019,030	6,754,788	286,323	874,231
1937	4,005,601	82,776,822	3,018,395	7,631,691	392,922	1,231,965
1938	3,768,551	72,633,418	2,761,978	6,894,654	229,467	656,230
1939	3,976,882	78,331,839	3,469,411	9,048,876	163,686	476,252

En 1939 la Colombie Britannique est en tête, par sa production totale, avec 57·2 p.c. de tout le bois scié et 86·1 p.c. des bardeaux. Le Québec vient ensuite, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick en troisième et quatrième places respectivement. Le sapin de Douglas est la plus importante essence dans le bois de sciage et il provient presque entièrement de la Colombie Britannique. L'épinette qui est sciée dans toutes les provinces occupe le deuxième rang, tandis que la pruche, le pin blanc, le cèdre et le sapin baumier suivent dans l'ordre mentionné. Le cèdre est le bois le plus important dans la fabrication des bardeaux. Les conifères contribuent d'ordinaire 95 p.c. de tous les bois exploités dans l'industrie, tandis que les bois feuillus ou bois durs se partagent les autres 5 p.c.



Exportations de bois d'œuvre.—Le commerce du bois équarri a atteint son maximum vers 1860, après quoi il a décliné graduellement pour presque disparaître. Son déclin a correspondu à l'éveil de l'exportation des madriers et autres bois de sciage, d'abord au Royaume-Uni et ensuite aux Etats-Unis. Dès ses débuts, le commerce avec ce dernier pays s'est limité en grande partie aux madriers et planches de dimensions types. Au cours de la guerre civile américaine les exportations de produits forestiers de toutes sortes aux Etats-Unis dépassèrent pour la première fois les expéditions à la Grande-Bretagne. En ces dernières années ces proportions n'ont guère varié. Le volume des exportations de bois de sciage et de bois équarri du Canada a très peu varié de 1900 à 1929, donnant une moyenne de deux billions de pieds mesure de planche par année, mais il a diminué considérablement dans les trois années qui suivirent pour toucher son plus bas niveau en 1932. Depuis lors les exportations de bois se relèvent et sont de 2,211,933 m.p.m.p. en 1939. Cinquantre-trois p.c. des exportations de 1939 vont au Royaume-Uni et 15 p.c. aux autres pays de l'Empire, ce qui fait 68 p.c. pour l'Empire. Vingt-huit p.c. vont aux Etats-Unis et 4 p.c. aux pays étrangers, soit 32 p.c. à tous les pays étrangers.

16.—Exportations de madriers, planches et bois équarri, par pays, 1937-40

Pays	1937		1938		1939		1940	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	M.p.m.p.	$	M.p.m.p.	$	M.p.m.p.	$	M.p.m.p.	$
Britanniques—								
Royaume-Uni	1,057,249	24,303,521	984,757	19,881,672	1,223,974	26,294,286	[1]	[1]
Irlande (Eire)	8,844	189,818	7,052	144,877	36,915	874,445	[1]	[1]
Nouv.-Zélande	5,871	186,227	7,506	202,100	5,097	139,157	[1]	[1]
Australie	164,296	2,897,141	141,790	2,189,171	136,818	2,212,963	[1]	[1]
Sud-Africain britannique	27,516	723,456	26,334	541,176	57,224	1,403,734	[1]	[1]
Antilles britanniques	17,834	463,734	19,459	482,074	23,581	604,154	[1]	[1]
Autres pays britanniques	25,159	695,724	20,451	563,115	17,444	496,064	[1]	[1]
Totaux, britanniques	**1,306,769**	**29,459,621**	**1,207,349**	**24,004,185**	**1,501,053**	**32,024,803**	**1,842,977**	**47,760,305**
Etrangers—								
Etats-Unis	538,921	15,521,442	450,118	11,581,308	627,087	16,900,984	[1]	[1]
Chine	39,256	674,941	39,170	591,200	31,137	405,446[2]	[1]	[1]
Japon	33,316	623,651	6,184	117,043	5,429	90,400	[1]	[1]
Autres pays étrangers	48,036	1,309,439	50,270	1,118,442	47,227	1,125,970	[1]	[1]
Totaux, étrangers	**659,529**	**18,129,473**	**545,742**	**13,407,993**	**710,880**	**18,522,800**	**705,704**	**22,043,118**
Grands totaux	**1,966,298**	**47,589,094**	**1,753,091**	**37,412,178**	**2,211,933**	**50,547,603**	**2,548,681**	**69,803,423**

[1] Non disponible. [2] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

Sous-section 4.—Industries utilisant le bois et le papier

Les scieries et les pulperies tirent leurs matières premières directement de la forêt, sous forme de billots et bois à pulpe, et produisent du bois d'œuvre, des sous-produits des scieries, de la pulpe et du papier. Il existe nombre d'autres industries importantes qui emploient et transforment les mêmes matières premières; certaines d'entre elles produisent des articles entièrement en bois, en pulpe de bois ou en papier; d'autres, des objets dans lesquels le bois joue le rôle essentiel; d'autres enfin où il n'entre qu'en infime quantité. En outre, d'autres industries se servent du bois indirectement, dans la fabrication d'articles qui n'en contiennent pas. Le

premier groupe comprend la fabrication du papier; la fabrication des portes, fenêtres et autres produits des ateliers de rabotage; des boîtes, paniers, tonneaux ou autres récipients; des canots, bateaux et autres petites embarcations; des ustensiles de ménage, de boulangerie et de laiterie; des pompes, tuyaux, citernes et silos; des bobines, poignées, goujons et objets tournés. Le deuxième embrasse la fabrication des meubles, des véhicules et leurs accessoires, des bières et cercueils, etc., et le papier utilisé dans les imprimeries et la fabrication des boîtes, des sacs, de la papeterie et des articles en papier. Dans le troisième, où le bois ne joue qu'un rôle secondaire, il y a la fabrication des instruments aratoires, des wagons de chemin de fer, des instruments de musique, des balais, brosses, etc. Quant au quatrième, il embrasse presque sans exception chaque forme de l'activité industrielle, car bien peu d'industries peuvent se passer de bois, directement ou indirectement.

Une classification basée sur la principale matière constituante des produits de chaque établissement manufacturier sert maintenant largement à la compilation des statistiques manufacturières et pour les fins du commerce extérieur. D'après ce système, la plupart des industries forestières tombent dans le groupe du bois et papier. En 1939, ce groupe, comprenant 8,538 établissements, procure 144,782 hommes-année d'emploiement et paye $165,287,455 en salaires et gages. Le capital engagé dans les industries du groupe est de $960,804,672; la valeur brute des produits, de $579,892,183; et la valeur nette, de $303,882,441.

La forêt canadienne contribue sensiblement au commerce d'exportation. Au cours de l'année civile 1940, les exportations de produits du bois et du papier atteignent $348,003,396, ce qui représente 29·5 p.c. de la valeur totale des exportations de l'année, laquelle s'élève à $1,178,954,420. Les exportations de produits forestiers sont dépassées par celles des produits agricoles (substances végétales et animales) qui représentent 32·5 p.c. du total et celles des produits minéraux, 30·2 p.c.. Les produits du bois et du papier forment aussi de très fortes unités dans nos exportations.

CHAPITRE X.—RESSOURCES ET PRODUCTION DE FOURRURES

SYNOPSIS

	Page		Page
Section 1. Le commerce des fourrures	211	Section 4. Commerce extérieur de la fourrure	216
Section 2. Fermes à fourrure	212		
Section 3. Statistiques de la production de fourrures	213		

Section 1.—Le commerce des fourrures

Aperçu historique.—Le rôle que jouait le commerce des fourrures au Canada sous le régime français est bien connu; chacun sait que pendant un siècle et demi il fut tout à la fois le mobile des découvertes et de l'expansion de la colonie et le fléau des autres industries. On peut dire que, plus tard, la Compagnie de la Baie d'Hudson fut le principal moteur de la vie de l'Ouest jusqu'à ce que le Dominion eût assez grandi pour l'absorber, léguant à la civilisation qui lui succéda une race indigène accoutumée à l'homme blanc et un exemple d'organisation et de discipline dont l'influence fut durable. Les faits saillants de l'histoire du commerce des fourrures sont donnés aux pp. 346–349 de l'Annuaire de 1934–35.

Ressources en fourrures.—Dès les premières années du 19ème siècle les exportations canadiennes de fourrures dépassaient en valeur celles de tous les autres produits. La production globale n'a pas diminué sensiblement, et le Canada peut être considéré comme possédant, dans ses régions septentrionales, les plus grandes réserves de fourrures du monde. L'essor rapide du pays et la colonisation de l'Ouest vers la fin du 19ème siècle et au commencement du 20ème, ajoutés aux améliorations apportées aux moyens de transport et à la colonisation, déterminèrent l'épuisement des ressources en fourrures des régions colonisées du pays. Plus récemment encore les développements miniers intensifs dans tout le Bouclier Précambrien ont repoussé le trappeur encore plus loin au nord. L'épuisement des ressources en fourrures a été marqué cependant par une meilleure demande et des prix plus élevés, par l'encouragement à l'élevage des animaux à fourrure et l'inauguration de moyens de conservation. Néanmoins, la zone septentrionale du Canada qui englobe les Territoires du Nord-Ouest dans toute leur étendue, les régions nord des Provinces des Prairies, et qui s'étend jusqu'aux Provinces Maritimes en passant par le nord de l'Ontario et du Québec, reste l'une des rares réserves de fourrures fines. Les minéraux et les fourrures y resteront probablement les principales ressources, parce que la majeure partie de cette zone est improprice à la colonisation ou la croissance forestière.

Les animaux à fourrure du Canada sont pour la plupart carnivores; ils comprennent cependant deux variétés de rongeurs de très grande valeur: le castor et le rat musqué. Le plus gros animal à fourrure est l'ours polaire le long de la côte de l'Arctique et de la baie d'Hudson, le grizzly dans les Montagnes Rocheuses et le noir dans toutes les régions boisées. Les loups sont communs et très répandus. Les variétés de couleur de cette espèce sont le gris, le noir et le bleu. La fourrure de renard contribue plus de la moitié du commerce total des fourrures. Presque toutes les peaux de renard argenté proviennent maintenant des renardières, tandis que celles de renard blanc et de renard bleu viennent des régions de l'Arctique. L'hermine ou belette est passablement abondante dans tout le pays et se rencontre jusque dans les régions les plus septentrionales que fréquentent les trappeurs. La loutre, le castor, la martre, le pékan et le vison sont des fourrures d'une qualité et d'une beauté rares. On les rencontre dans toute la partie boisée de la zone septentrionale. L'élevage du vison se pratique grandement maintenant sur les fermes à fourrure, et la peau du vison élevé en captivité est supérieure à celle du vison resté à l'état sauvage.

Parmi les rongeurs, le castor a une peau de très grande valeur, mais cette race donne des signes d'extinction et en conséquence les restrictions imposées à sa prise ont été rendues plus rigides. Le rat musqué est maintenant aussi assez haut coté et il dépasse de beaucoup toutes les autres espèces par le nombre de prises; sous le nom commercial de "phoque de l'Hudson", sa fourrure est devenue l'une des favorites à prix modérés.

Conservation.—Aux pages 298–299 de l'Annuaire de 1939 paraît une courte section traitant des mesures de conservation en faveur des animaux à fourrure.

Section 2.—Fermes à fourrure*

En 1921, la valeur des peaux d'animaux élevés en captivité s'élève à 3 p.c. seulement de la valeur totale de la production de fourrures brutes, tandis qu'en 1938 elle s'élève à près de 40 p.c.

Aux premiers temps du commerce des fourrures, c'était la pratique chez les trappeurs canadiens de garder vivants les renards pris hors-saison jusqu'à ce que leur pelage eût atteint son maximum de beauté. De cette pratique est née l'industrie moderne des fermes à fourrure. Le renard est le premier animal à fourrure de valeur dont l'élevage en captivité est une réussite et il reste encore aujourd'hui l'un des plus importants. Les pionniers de cette industrie n'élèvent des renards que pour la fourrure, touchant parfois jusqu'à $2,600 pour une seule peau de qualité exceptionnelle. Ce n'est qu'en 1912 que la vente ouverte de renards vivants fait son apparition. En même temps que s'accroît l'intérêt pour les fermes à fourrure, la demande de renards devant servir au peuplement de nouvelles renardières s'intensifie. Les bêtes vivantes obtiennent des prix fabuleux, les reproducteurs éprouvés se vendant en 1912 de $18,000 à $35,000 le couple. A compter de cette époque le nombre de fermes à fourrure augmente rapidement et, comme le nombre de renards mis en vente augmente aussi, les prix naturellement déclinent. En 1919, le Bureau Fédéral de la Statistique inaugure un relevé annuel des fermes à fourrure, et les archives de cette année montrent qu'il existe alors au pays 424 renardières et cinq autres fermes à fourrure mixtes. Le nombre de renards argentés sur ces fermes cette même année est de 7,181, dont 5,401 dans l'Ile du Prince-Edouard. Dans l'intervalle le prix moyen d'un couple de renards argentés tombe aux environs de $650, mais on enregistre parfois un prix aussi élevé que $1,100 pour un seul renard. En 1938, le nombre de fermes à fourrure s'établit à 8,073; il y a sur ces fermes 141,000 renards dont 137,819 argentés. L'année cime à date pour le nombre de renards est 1937. Le total est alors de 157,053 dont 153,822 argentés et 3,231 d'autres variétés. La demande pour les renards vivants n'est plus aussi élevée qu'aux débuts des fermes à fourrure, mais il reste toujours un marché pour les fourrures. En 1938, la valeur des peaux vendues représente 89 p.c. du revenu global des fermes au cours de l'année.

Deux nouvelles variétés de renards, le "platine" et le "visage blanc" attirent présentement l'attention. Leurs fourrures se vendent à des prix très élevés. Les deux sont regardés comme des renards argentés au pelage évolué dont l'origine remonterait à des sujets phénomènes trouvés dans des portées de renards argentés. La statistique de 1938 ne les classifie pas séparément et toutes les entrées de ce genre dans les relevés des fermes à fourrure sont mises au compte des renards argentés.

Le vison est le deuxième animal à fourrure en importance après le renard argenté. Il est de domestication facile et s'élève avec succès en captivité, à condition que l'on mette du soin dans le choix de l'environnement et que l'on porte une attention particulière à ses exigences alimentaires. L'intérêt pour l'élevage du vison grandit sans

* Revisé par Mlle F. A. Brown, chef de la Branche des Pêcheries et des Produits Animaux, Bureau Fédéral de la Statistique. Cette branche publie des rapports annuels détaillés sur les fermes à fourrure et sur la production primaire de pelleteries.

cesse, et à la fin de 1938, le nombre de visons sur les fermes est de 106,283 ou 23 p.c. seulement de moins que le nombre de renards argentés. Il y a des visonnières dans toutes les provinces, mais c'est dans l'Ontario et le Manitoba respectivement que l'on en compte le plus grand nombre. Les prix élevés commandés par le pékan et la martre ont stimulé l'élevage en captivité de ces animaux et, bien que cette industrie en soit encore à son stage d'expérimentation, elle accuse déjà dans les deux cas un succès modéré. Une récente addition à l'industrie des fermes à fourrure est l'élevage du chinchilla, animal à fourrure de grande valeur. Les relevés de 1938 montrent 60 chinchillas d'une valeur globale de $96,000.

Le Ministère fédéral de l'Agriculture exploite à Summerside, Ile du Prince-Edouard, une ferme à fourrure d'expérimentation pour l'étude des problèmes relatifs à la santé des animaux à fourrure en captivité, particulièrement le renard argenté. Plusieurs gouvernements provinciaux en ont établi des branches où l'on s'occupe de travail expérimental et de diverses autres aspects importants de l'industrie des fermes à fourrure. Le Ministère fédéral de l'Agriculture a en outre organisé un service spécial pour faciliter l'écoulement des fourrures canadiennes, tant au pays qu'à l'étranger.

1.—Fermes à fourrure, valeur foncière et valeur des animaux à fourrure, par province, 1936-38

Province ou territoire	Etablissements			Valeur des terrains et bâtiments			Valeur des animaux à fourrure		
	1936	1937	1938	1936	1937	1938	1936	1937	1938
	nomb.	nomb.	nomb.	$	$	$	$	$	$
Ile du Pr.-Edouard	730	1,216	1,024	876,446	878,934	729,657	1,088,647	945,542	585,102
Nouvelle-Ecosse	958	1,002	1,032	337,422	319,305	290,805	608,202	510,769	407,790
Nouv.-Brunswick	1,028	1,012	941	531,955	521,983	447,172	908,215	734,002	493,335
Québec	2,570	2,541	3,370	1,226,657	1,348,655	1,557,468	1,910,811	1,797,806	1,682,533
Ontario	1,170	1,278	1,481	1,401,675	1,445,654	1,463,556	2,044,500	2,085,875	2,042,410
Manitoba	512	662	793	797,602	1,029,280	1,138,982	1,109,299	1,311,427	1,243,050
Saskatchewan	349	491	606	567,550	678,014	684,000	629,432	689,770	672,690
Alberta	514	587	727	972,632	1,047,408	1,176,979	1,164,714	1,186,450	1,317,109
Col. Britannique	304	380	470	367,747	400,788	424,223	362,635	402,646	475,205
Yukon	7	10	10	17,350	17,150	17,850	11,825	12,144	10,280
Totaux	**8,142**	**9,179**	**10,454**	**7,097,036**	**7,687,171**	**7,930,692**	**9,838,280**	**9,676,431**	**8,929,504**

2.—Animaux à fourrure élevés en captivité au Canada, au 31 déc. 1935-38

Espèce	1935		1936		1937		1938	
	Nomb.	Valeur	Nomb.	Valeur	Nomb.	Valeur	Nomb.	Valeur
		$		$		$		$
Blaireau	22	434	27	810	20	525	26	760
Castor[1]	1,180	26,587	888	23,428	787	19,330	677	15,095
Chinchilla	Nil	–	Nil	–	2	3,300	60	96,000
Coyote	18	132	27	280	47	550	37	330
Furet	6	30	Nil	–	Nil	–	Nil	–
Pékan	163	16,425	126	13,885	120	12,790	126	12,655
Putois	1,144	4,508	1,001	3,472	575	1,953	649	2,445
Renard bleu	669	20,750	649	21,043	723	32,884	978	74,195
Renard croisé	1,931	65,684	1,723	61,784	1,388	46,937	1,279	39,730
Renard roux	1,548	16,149	1,248	13,567	1,119	13,018	923	8,826
Renard argenté	141,509	8,495,851	151,696	8,345,552	153,822	7,474,741	137,819	5,727,611
Renard blanc	Nil	–	4	120	1	40	1	40
Agneau caracul	102	540	102	560	180	3,330	157	2,335
Lynx	Nil	–	Nil	–	Nil	–	3	300
Martre	113	6,460	122	7,225	136	8,175	200	14,765
Vison	31,946	695,492	44,695	1,314,133	71,410	2,035,307	106,283	2,894,850
Rat musqué[1]	20,539	20,852	17,769	23,194	10,003	12,335	20,155	23,359
Myopotame	72	1,065	62	1,320	152	4,265	323	11,225
Lapin chinchilla	2	5	[2]	–	[2]	–	[2]	–
Lapin, *n.a.é.*	57	109	[2]	–	[2]	–	[2]	–
Raton laveur	1,334	10,658	930	7,889	865	6,932	678	4,968
Mouffette	Nil	–	2	10	6	10	7	15
Belette	8	4	8	8	3	9	Nil	–
Totaux	**202,363**	**9,381,825**	**221,079**	**9,838,280**	**241,359**	**9,676,431**	**270,381**	**8,929,504**

[1] Basé sur les estimations fournies par les éleveurs. [2] La publication de renseignements concernant les lapins sur les fermes est discontinuée.

Le revenu annuel de l'éleveur d'animaux à fourrure provient de deux sources: la vente des animaux vivants et la vente des peaux. Au cours des dernières années, les ventes de peaux ont dépassé celles d'animaux en vie, alors que précédemment c'était le contraire.

3.—Valeur des animaux à fourrure et des peaux vendus par les fermes à fourrure au Canada, 1935-38

Espèce	1935		1936		1937		1938	
	Animaux	Peaux	Animaux	Peaux	Animaux	Peaux	Animaux	Peaux
	$	$	$	$	$	$	$	$
Blaireau	320	296	Nil	108	Nil	75	Nil	70
Castor	Nil	113	"	248	92	1,358	15	895
Coyote	"	322	"	1,187	Nil	752	Nil	433
Pékan	3,255	626	5,930	1,512	2,100	245	1,978	397
Putois	2,377	2,010	1,160	1,738	590	1,470	500	2,024
Renard bleu	335	9,179	1,110	11,071	2,145	10,586	15,790	14,909
Renard croisé	3,280	75,273	3,321	65,182	3,437	48,899	2,246	55,788
Renard roux	2,110	14,301	1,293	12,734	1,449	8,382	729	7,307
Renard argenté	562,480	4,437,301	542,888	4,950,290	517,782	5 019,487	258,205	4,508,767
Renard blanc	Nil	75	25	80	Nil	Nil	Nil	Nil
Agneau caracul	160	338	Nil	538	75	442	500	"
Martre	800	194	292	830	2,337	398	1,300	119
Vison	73,402	323,263	272,560	652,940	497,965	681,475	443,802	1,156,062
Rat musqué	15	3,213	446	6,438	222	3,739	10	4,593
Myopotame	115	50	880	3	2,200	Nil	4,525	Nil
Lapin chinchilla	Nil	Nil	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]
Lapin, *n.a é.*	4	"	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]
Raton laveur	779	4,410	867	3,519	494	2,175	474	1,365
Mouffette	Nil	6	Nil	Nil	Nil	15	Nil	13
Belette	"	25	"	20	"	Nil	"	Nil
Totaux	**649,432**	**4,870,995**	**830,772**	**5,708,438**	**1,030,888**	**5,779,498**	**730,074**	**5,752,742**

[1] La publication des renseignements concernant les lapins est discontinuée.

Statistiques préliminaires de 1939.—D'après les chiffres publiés au moment d'aller sous presse, il y a au Canada 9,906 fermes à fourrure; la terre et les bâtiments sont évalués à $14,349,887; et les animaux à fourrure, à $6,921,594. Les animaux vendus vivants sont au nombre de 21,780 d'une valeur de $595,609 et les peaux vendues, au nombre de 438,407 d'une valeur de $5,205,909.

Section 3.—Statistique de la production de fourrures*

Les premiers relevés de la production de fourrures brutes se limitent aux recensements décennaux qui font état du nombre et de la valeur des peaux obtenues par les trappeurs. En 1920 le Bureau Fédéral de la Statistique inaugura un relevé annuel de la production de fourrure brute basé sur les renseignements obtenus des négociants en fourrures. Ce relevé fut fait pendant quelques années. Plus récemment, des états annuels basés sur les droits régaliens, la taxe d'exportation, etc. ont été obtenus des départements de la Chasse provinciaux (excepté l'Ile du Prince-Edouard), et ces états servent maintenant à la préparation des statistiques annuelles publiées par le Bureau. Dans le cas de l'Ile du Prince-Edouard, les statistiques sont basées sur les rapports fournis directement au Bureau par les commerçants qui disposent des fourrures produites dans la province.

* Revisé par Mlle F. A. Brown, chef de la Branche des Pêcheries et des Produits Animaux, Bureau Fédéral de la Statistique.

4.—Peaux d'animaux à fourrure au Canada et pourcentages vendus par les fermes à fourrure, années terminées le 30 juin 1921-39

Année	Peaux		Pourcentage vendu par les fermes	Année	Peaux		Pourcentage vendu par les fermes
	Nombre	Valeur			Nombre	Valeur	
		$				$	
1921	2,936,407	10,151,594	3	1931	4,060,356	11,803,217	26
1922	4,366,790	17,438,867	4	1932	4,449,289	10,189,481	30
1923	4,963,996	16,761,567	4	1933	4,503,558	10,305,154	30
1924	4,207,593	15,643,817	6	1934	6,076,197	12,349,328	30
1925	3,820,326	15,441,564	4	1935	4,926,413	12,843,341	31
1926	3,686,148	15,072,244	5	1936	4,596,713	15,464,883	40
1927	4,289,233	18,864,126	6	1937	6,237,640	17,526,365	40
1928	3,601,153	18,758,177	11	1938	4,745,927	13,196,354	43
1929	5,150,328	18,745,473	13	1939	6,492,222	14,286,937	40
1930	3,798,444	12,158,376	19				

Les principales provinces par la valeur de leur production de peaux brutes sont l'Ontario et le Québec. La part de chaque province dans le total pour le Canada, l'année terminée le 30 juin 1939, est la suivante: Ontario, 17·8 p.c.; Québec, 15·6 p.c.; Nouveau-Brunswick, 9·5 p.c.; Alberta, 9·4 p.c.; Ile du Prince-Edouard, 9·1 p.c.; Territoires du Nord-Ouest, 8·9 p.c.; Manitoba, 8·9 p.c.; Colombie Britannique, 7·8 p.c.; Saskatchewan, 6·9 p.c.; Nouvelle-Ecosse, 4·2 p.c.; et Yukon, 1·9 p.c.

5.—Peaux d'animaux à fourrure produites au Canada, par province, années terminées le 30 juin 1938 et 1939

Province et territoire	Peaux		Valeur	
	1938	1939	1938	1939
	nomb.	nomb.	$	$
Ile du Prince-Edouard	76,039	74,748	1,704,046	1,299,331
Nouvelle-Ecosse	107,871	150,865	733,816	601,752
Nouveau-Brunswick	87,312	94,790	1,252,465	1,361,168
Québec	293,385	417,632	2,107,765	2,230,280
Ontario	737,379	1,038,446	1,978,113	2,538,658
Manitoba	470,450	475,406	989,975	1,267,664
Saskatchewan	738,230	1,122,882	852,147	983,447
Alberta	1,476,696	2,273,826	1,156,011	1,345,131
Colombie Britannique	167,531	251,258	814,532	1,116,968
Territoires du Nord-Ouest	523,379	514,894	1,311,627	1,274,817
Yukon	67,655	77,475	295,857	267,721
Canada	**4,745,927**	**6,492,222**	**13,196,354**	**14,286,937**

Selon la variété de peau, le renard argenté, provenant presque entièrement des fermes à fourrure, détient la première place dans l'ordre des valeurs; il est suivi par le vison et le rat musqué dans l'ordre mentionné. Le nombre de peaux de renard argenté produites est plus élevé qu'en toute saison antérieure, mais le prix moyen est le plus bas de l'histoire de l'industrie et la valeur totale tombe à un niveau inférieur à celui de la saison précédente. En 1939, le vison (dont la production augmente rapidement ces quelques dernières années grâce à la réussite de l'élevage de cet animal) accuse une augmentation numérique de 80,619 comparativement à l'année précédente et une augmentation de $703,187 en valeur. Il est estimé que 40 p.c. du nombre et 50 p.c. de la valeur des peaux de vison peuvent être crédités aux ventes faites sur les fermes à fourrure. Parmi les autres fourrures principales, le rat musqué, le castor et l'hermine accusent des augmentations tant en nombre qu'en valeur, tandis que le renard blanc augmente en nombre seulement et la martre diminue et en nombre et en valeur. Le rat musqué et l'écureuil absorbent la majeure partie de l'augmentation du nombre de peaux produites en 1939 sur 1938.

6.—Peaux d'animaux à fourrure produites au Canada, années terminées le 30 juin 1938 et 1939

Espèce	Peaux		Valeur totale		Valeur moyenne	
	1938	1939	1938	1939	1938	1939
	nomb.	nomb.	$	$	$	$
Blaireau	204	3,237	1,953	22,485	9·57	6·95
Ours noir et brun	1,589	1,583	3,061	2,841	1·93	1·79
Ours gris	2	Nil	14	–	7·00	–
Ours blanc	150	115	2,020	1,616	13·47	14·05
Ours, non spécifié	53	43	159	182	3·00	4·23
Castor	54,148	64,086	568,486	985,743	10·50	15·38
Chat domestique	339	213	68	29	0·20	0·14
Coyote ou loup des prairies[1]	40,811	33,995	285,360	198,587	6·99	5·84
Hermine (belette)	680,752	697,104	348,213	354,485	0·51	0·51
Pékan	3,505	3,399	140,293	166,656	40·03	49·03
Putois	976	1,283	1,642	2,365	1·68	1·84
Renard bleu	1,580	1,260	35,214	32,743	22·29	25·99
Renard croisé	15,281	13,555	319,151	186,308	20·89	13·79
Renard roux	64,076	62,347	449,985	340,596	7·02	5·46
Renard argenté	275,541	319,693	6,183,522	5,660,722	22·44	17·71
Renard blanc	55,907	56,396	700,194	677,581	12·52	12·01
Renard, autre	215	194	2,032	883	9·45	4·55
Lynx	10,538	8,109	315,192	299,153	29·91	36·89
Martre	23,851	21,843	555,002	550,263	23·27	25·19
Vison	139,740	220,359	1,400,587	2,103,774	10·02	9·55
Rat musqué	1,748,239	2,295,550	1,320,509	2,011,469	0·76	0·88
Myopotame	Nil	2	–	10	–	5·00
Loutre	10,262	11,125	176,533	168,021	17·20	15·10
Lapin	218,005	192,488	22,121	23,093	0·10	0·12
Raton laveur	20,366	18,658	72,892	38,241	3·58	2·05
Mouffette	125,612	160,734	90,983	158,235	0·72	0·98
Ecureuil	1,244,359	2,296,139	113,811	245,312	0·09	0·11
Chat sauvage	1,093	1,125	3,574	3,120	3·27	2·77
Loup[1]	8,062	6,866	80,123	48,212	9·94	7·02
Carcajou	671	721	3,660	3,612	5·45	5·01
Totaux	**4,745,927**	**6,492,222**	**13,196,354**	**14,286,937**	–	–

[1] Au Manitoba, la coyote ou loup des prairies est comprise avec le loup.

Depuis la guerre de 1914–18, Montréal est regardé comme un marché international de la fourrure. La première enchère y fut tenue en 1920. Grâce à ces enchères le classement et l'écoulement des fourrures canadiennes se trouvent placés sur une base scientifique, ce qui donne lieu à des prix plus ou moins stables suivant les conditions et qui sont profitables tant au trappeur qu'à l'éleveur, au manufacturier, au distributeur et au consommateur. Aux enchères tenues à Montréal durant la saison de 1938–39, 1,299,695 peaux d'une valeur de $3,917,453 ont été vendues. Il y a aussi des enchères à Winnipeg, Edmonton et Vancouver.

Au cours des quelque derniers vingt ans, l'apprêtage, le teinturage et le finissage des fourrures ont fait d'énormes progrès. En 1938, les 14 établissements d'apprêtage et de teinturage au Canada traitent 4,197,079 peaux à fourrure, les variétés principales étant le rat musqué (1,374,930) et le lapin (1,318,904). Le nombre d'établissements engagés dans la fabrication d'articles en fourrure tels que les manteaux, les collets, les écharpes, les manchons, etc. est de 366 dont la production globale est évaluée à $16,012,245.

Section 4.—Commerce extérieur de la fourrure

Les débouchés étrangers importants pour les fourrures canadiennes sont Londres et New York; les tableaux sur ce commerce pour les douze mois terminés le 30 juin 1939 indiquent que, sur une valeur totale de $14,288,568 de peaux brutes exportées, le Royaume-Uni en absorbe pour $8,436,144 et les Etats-Unis pour $5,087,038. En 1667 les exportations de fourrures en France et aux Antilles valaient 550,000 francs. En 1850, première année où des tableaux sont dressés par le Département des Douanes, la valeur des fourrures brutes exportées est de £19,395.

7.—Valeur des fourrures canadiennes exportées selon la variété de peau et par principal pays, années terminées le 30 juin 1935-39

Pays et fourrure	1935	1936	1937	1938	1939
	$	$	$	$	$
FOURRURE					
Peaux vertes—					
Castor	748,521	615,738	1,029,063	973,159	1,268,425
Renard, noir et argenté	5,708,024	6,260,371	7,439,955	5,571,647	5,441,287
Renard, autre	2,818,386	2,522,428	1,670,475	1,198,855	1,297,956
Lynx	456,469	690,239	670,848	421,013	348,398
Martre	302,516	439,125	622,865	448,971	601,624
Vison	1,878,666	2,202,695	2,509,517	1,598,722	2,499,047
Rat musqué	1,622,787	1,403,397	1,334,484	891,998	1,207,972
Autres variétés	1,688,973	2,025,282	3,252,047	1,548,989	1,623,859
Totaux, peaux vertes	15,224,342	16,159,275	18,529,254	12,653,355	14,288,568
Peaux apprêtées	475,670	576,148	878,921	481,773	318,140
Articles en fourrure	70,174	87,446	148,947	179,987	177,795
Grands totaux	**15,770,186**	**16,822,869**	**19,557,122**	**13,315,115**	**14,784,503**
PAYS					
Royaume-Uni	10,175,912	9,830,429	11,081,561	8,690,365	8,592,571
Etats-Unis	4,692,482	6,118,325	7,380,390	3,799,648	5,255,421
Autres pays	901,792	874,115	1,095,171	825,102	936,511

8.—Valeur des fourrures importées, selon la variété et par principal pays de provenance, années terminées le 30 juin 1935-39

Pays et fourrure	1935	1936	1937	1938	1939
	$	$	$	$	$
FOURRURE					
Peaux vertes—					
Renard	176,474	350,216	410,933	230,340	165,201
Vison	106,723	194,671	335,237	139,549	182,423
Rat musqué	316,231	622,850	741,179	618,343	881,355
Agneau de perse	284,898	604,366	854,055	806,629	740,212
Lapin	422,673	662,434	933,694	423,528	400,404
Ecureuil	[1]	47,528	92,904	67,781	86,779
Autres variétés	1,318,215	1,869,274	2,292,445	1,561,432	1,442,126
Totaux, peaux vertes	2,625,214	4,351,339	5,660,447	3,847,602	3,898,500
Peaux apprêtées	912,489	1,191,667	1,813,060	1,147,503	797,228
Articles en fourrure	570,489	1,106,435	1,014,254	986,937	930,421
Grands totaux	**4,108,192**	**6,649,441**	**8,487,761**	**5,982,042**	**5,626,149**
PAYS					
Royaume-Uni	597,881	831,456	1,889,447	1,097,005	908,797
Etats-Unis	2,393,009	4,146,462	4,592,413	3,303,398	3,260,844
Autres pays	1,117,302	1,671,523	2,005,901	1,581,639	1,456,508

[1] Inconnu.

Parmi les animaux vivants exportés du Canada, il n'y a que deux espèces d'animaux à fourrure que les Douanes classifient séparément. Ce sont le renard et le vison.

Le nombre de renards exportés vivants au cours de l'année civile 1939 est de 3,543, d'une valeur de $98,522, et le nombre de visons est de 309, d'une valeur de $13,773. Le nombre de renards vivants importés en 1939 est de 48, d'une valeur de $9,518.

CHAPITRE XI.—PÊCHERIES

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Débuts des pêcheries....	218
Section 2. Lieux de pêche canadiens.	218
Section 3. Le Gouvernement et les pêcheries.....	218
Section 4. Industrie moderne de la pêche.....	222
Sous-section 1. Production primaire....	222
Sous-section 2. Industrie de la conserverie et de la saurisserie du poisson.	226
Sous-section 3. Le commerce poissonnier du Canada.....	229

Section 1.—Débuts des pêcheries

La pêche est une des plus anciennes et des plus historiques industries du Canada. Laissant de côté les témoignages historiques de peu de valeur pour se reporter à des documents authentiques, il faut attribuer à Cabot l'honneur d'avoir découvert, en 1497, les bancs de morue de Terre-Neuve, quand il aperçut pour la première fois le continent nord-américain. La pêche peut donc être regardée comme la première industrie à laquelle se soient livrés les Européens au Canada; elle n'a cessé depuis de donner sa récolte annuelle, tant à l'Europe qu'à l'Amérique. D'après le recensement de 1931, sur 3,927,230 personnes au Canada ayant une occupation rémunérée cette année-là, 33,756 étaient occupées dans l'industrie de la pêche.*

Un historique plus détaillé des pêcheries de l'Atlantique est donné à la page 352 de l'Annuaire de 1934–35.

Section 2.—Lieux de pêche canadiens

Les lieux de pêche du Dominion sont d'une importance nationale exceptionnelle parce que le Canada a un littoral sur deux des quatre grandes régions de pêcheries maritimes du monde. Ils comprennent naturellement trois divisions: pêcheries de l'Atlantique, pêcheries de l'intérieur et pêcheries du Pacifique. Une description détaillée de chacune de ces divisions, des poissons qui y sont pris et des méthodes employées a paru dans l'Annuaire de 1932, aux pages 229–233.

Section 3.—Le Gouvernement et les pêcheries†

Lors de la création d'un gouvernement fédéral à la Confédération, l'administration des pêcheries canadiennes fut attribuée au Ministère de la Marine et des Pêcheries. Au début de 1930 les pêcheries ont formé un ministère distinct relevant de leur propre ministre. Ce département administre maintenant toutes les pêcheries en eau salée (excepté celles de la partie continentale du Québec, qui par entente sont sous l'administration provinciale), les pêcheries en eau douce de la Nouvelle-Ecosse, et les pêcheries du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest. Les pêcheries en eau douce du Nouveau-Brunswick, de l'Ile du Prince-Edouard, de l'Ontario, des Provinces des Prairies et de la Colombie Britannique, et les pêcheries tant en eau douce qu'en eau salée de la province de Québec (excepté celles des îles de la Madeleine) sont administrées par leur province respective, quoique le ministère fédéral fasse certains travaux protecteurs dans les eaux douces du Nouveau-Brunswick, de l'Ile de Prince-Edouard et de la Colombie Britannique. Le droit de légiférer sur les pêcheries pour toutes les provinces appartient cependant au gouvernement fédéral. (Voir loi des pêcheries, 22–23 Geo. V, c. 42.) Les dépenses du Fédéral pour les pêcheries au cours l'année fiscale 1939–40, y compris les salaires des fonctionnaires, les dépenses casuelles, etc., sont de $3,039,266 (ceci comprenant en outre les dépenses

* Voir renvoi 2, tableau 7, p. 226.

† Revisé sous la direction du Dr. B. Finn, sous-ministre des Pêcheries, Ottawa.

relatives aux commissions du Flétan du Pacifique et du Saumon du Pacifique) et les recettes, de $148,587.

Conservation.—Les pêcheries fluviales et lacustres sûrement, et les pêcheries maritimes probablement, subiraient la loi économique de l'appauvrissement si elles étaient laissées à elles-mêmes. En conséquence, le Gouvernement fédéral a voulu obvier à l'épuisement en établissant des périodes d'interdiction, en défendant l'obstruction et la pollution des cours d'eau et en réglementant l'usage des filets et autres engins de même que les opérations de pêche en général. En outre, il a créé un vaste système de pisciculture qui possède, en 1939, 13 frayères principales, une frayère auxiliaire, 6 stations d'élevage, 7 viviers à saumon et plusieurs stations de collection d'œufs. Ce système a coûté $224,918 et il a assuré la distribution de 34,253,300 œufs de truite et de saumon, alevins et poissons dans des eaux judicieusement choisies. Depuis 1929, le Ministère fédéral des Pêcheries poursuit, dans l'Ile du Prince-Edouard, recherches et expériences en ostréiculture commerciale, lesquelles ont été, plus récemment, étendues à la Nouvelle-Ecosse. Dans chacune de ces provinces, les autorités provinciales ont cédé à l'autorité fédérale le contrôle des régions huîtrières. Dans les deux autres provinces huîtrières, le Nouveau-Brunswick et la Colombie Britannique, ce contrôle reste entre les mains de la province, sauf sur une petite bande de la côte du Nouveau-Brunswick, laquelle a été transférée au Ministère fédéral des Pêcheries pour lui permettre d'y faire des expériences sur l'ostréiculture commerciale.

Assistance directe.—Sur le littoral de l'Atlantique où les conditions de la pêche exigent un tel service, il a été établi, il y a plusieurs années, à l'usage des pêcheurs un système de radiodiffusion des pronostics de la température et de renseignements sur les approvisionnements de boëtte et de glace et sur l'état des glaces. La guerre a cependant limité l'activité dans ce sens en 1939–40. Le Ministère des Pêcheries maintient aussi depuis plusieurs années des systèmes d'instruction sur les meilleures méthodes de traiter et de saurir le poisson, etc.

Conformément au plan suivi depuis plusieurs années pour venir en aide aux pêcheurs nécessiteux, la somme de $500,000 est inscrite au budget du Ministère fédéral des Pêcheries pour l'année fiscale 1939–40 et des prêts et subventions ont été consentis au cours de l'année à 15,539 pêcheurs et 33 associations de pêcheurs dans les Provinces Maritimes et le Québec. Les décaissements globaux à même les crédits du Ministère s'élèvent à $473,474. Cette somme a été supplémentée par des contributions provinciales dans les trois Provinces Maritimes.

Toujours dans le but de venir en aide aux pêcheurs en créant une demande plus forte pour leurs produits, le Ministère des Pêcheries a lancé au cours de l'année une campagne publicitaire dans tout le Canada sur les aliments poissonniers. A cette fin une somme de $200,000 a été dépensée en 1939–40, dont $15,000 au Royaume-Uni lors de la campagne "Canada Calling' pour compléter la réclame en faveur du saumon et du homard en boîte du Canada. En plus de cette campagne publicitaire au Canada, le Ministère a recouru aux services de conférenciers-démonstrateurs sur la cuisson du poisson comme autre moyen d'encourager la consommation des produits alimentaires poissonniers.

Recherches scientifiques.—Ce sujet est traité dans un article spécial sur les recherches scientifiques et industrielles aux pages 1024–1028 de l'Annuaire de 1940.

Problèmes internationaux.—Des problèmes d'importance internationale concernant les pêcheries ont surgi de temps en temps sur les deux littoraux du Dominion, de même que dans la région des Grands Lacs où les problèmes sont compliqués par le nombre de gouvernements locaux intéressés. Un des principaux problèmes

internationaux a été la question des droits de pêche des Etats-Unis dans les eaux canadiennes de l'Atlantique. Des détails historiques sur cette question se trouvent aux pages 356–357 de l'Annuaire de 1934–35. Depuis 1933, en vertu de l'ancien système de *modus vivendi*, résultat du traité non ratifié de 1888, les vaisseaux des Etats-Unis ont encore reçu la permission d'entrer dans les ports canadiens pour acheter de la boëtte et toutes autres nécessités de pêche.

Le Canada et les Etats-Unis ont pris ces dernières années des mesures conjointes pour traiter de deux problèmes importants créés par les pêcheries du littoral du Pacifique. Des commissions internationales ont été instituées pour s'occuper d'une part de la protection de la pêche du flétan dans le Pacifique septentrional et la mer de Bering, et d'autre part, de la protection, la conservation et l'extension des pêcheries de saumon sockeye dans le système du fleuve Fraser. Les détails des traités et conventions signées à ce sujet se trouvent à la page 292 de l'Annuaire de 1940.

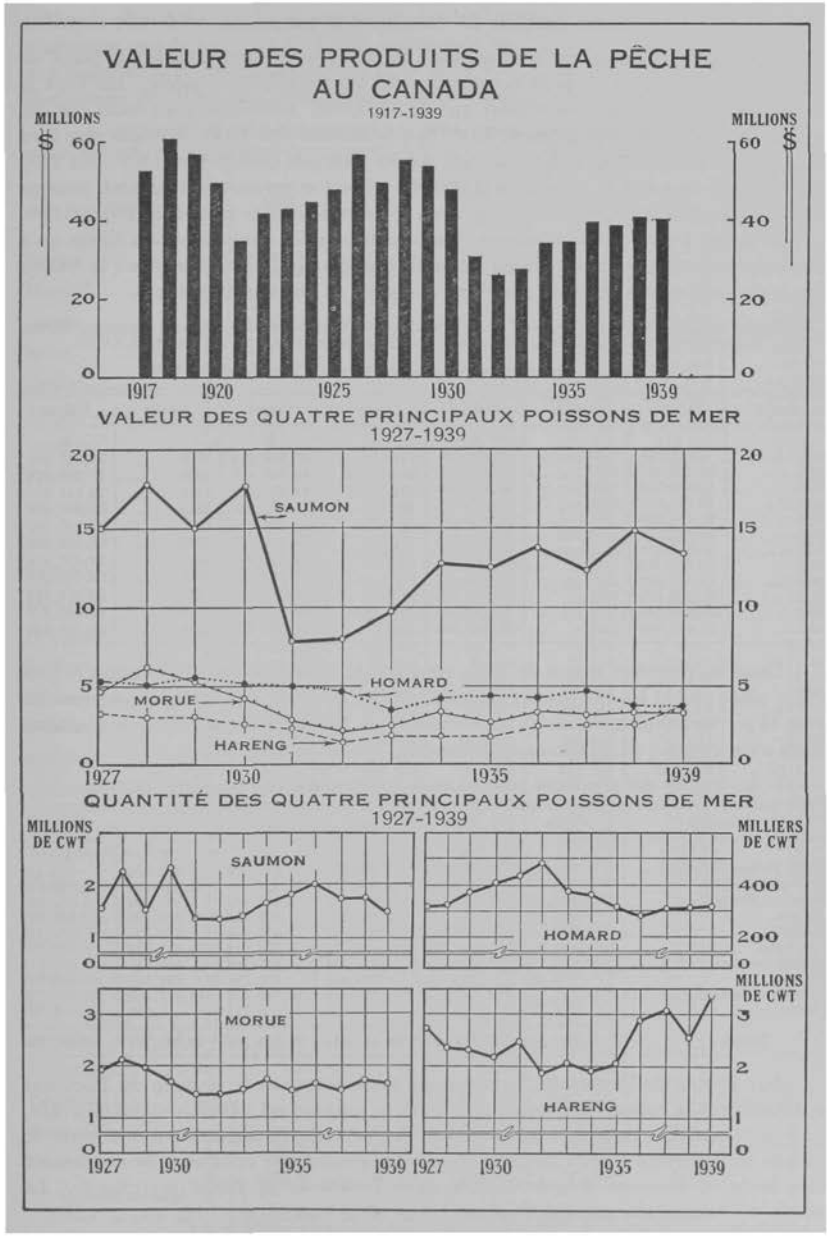
Primes.—Une loi de 1882 (45 Vict., c. 18), pour le développement des pêcheries maritimes et l'encouragement à la construction de navires de pêche, a consacré une somme annuelle de $150,000 (représentant l'intérêt du montant de la sentence arbitrale de Halifax), à la distribution de primes aux pêcheurs et aux propriétaires de bateaux de pêche sur l'Atlantique. Une loi de 1891 (54–55 Vict., c. 42) éleva ces primes à $160,000, les détails de leur distribution étant réglés chaque année par ordre en conseil. Pour l'année 1939, la répartition de cette somme s'est faite sous l'autorité de la loi des pêcheries en eau profonde (S.R.C., 1927, c. 74) sur les bases suivantes: aux armateurs ayant droit à la prime, $1 par tonneau enregistré, avec un maximum de $80 par navire; à chaque membre de leurs équipages ayant droit à la prime, $6·20 chacun; aux propriétaires de barques mesurant au moins 12 pieds de quille, $1 par embarcation; à chaque pêcheur montant des barques ayant droit à la prime, $5·80.

1.—Primes payées par le Gouvernement aux pêcheurs, 1936-39

Province	Personnes à qui les primes ont été versées				Montant des primes payées[1]			
	1936	1937	1938	1939	1936	1937	1938	1939
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	$	$	$	$
Ile du Pr.-Edouard	2,129	2,062	2,392	2,173	13,495	15,748	14,991	13,926
Nouv.-Ecosse	11,022	10,437	11,540	10,987	77,349	86,409	81,863	78,211
Nouv.-Brunswick	2,710	2,196	2,975	2,689	20,508	19,273	21,344	19,973
Québec	7,714	5,120	6,733	7,488	48,625	38,427	41,784	47,883
Totaux	**23,575**	**19,815**	**23,640**	**23,337**	**159,977**	**159,857**	**159,982**	**159,993**

[1] Comprend les paiements aux propriétaires de vaisseaux et bateaux.

Compilation des statistiques.—Les statistiques des pêcheries du Canada sont publiées par le Bureau Fédéral de la Statistique, en collaboration avec le Ministère fédéral des Pêcheries et les départements des différents gouvernements provinciaux ayant juridiction sur les pêcheries. En vertu de cette entente les statistiques de la prise et des produits vendus frais ou préparés au pays sont colligées par les représentants régionaux des Pêcheries, revisées par le Ministère des Pêcheries dans les régions contrôlées par le Dominion et compilées par le Bureau Fédéral de la Statistique. Dans le cas du poisson conservé, des questionnaires semblables à tous ceux employés par le Recensement des Industries sont envoyés par le Bureau aux conserveries, saurisseries, etc. Les représentants des ministères donnent leur concours pour assurer que les réponses soient exactes et viennent rapidement.


VALEUR DES PRODUITS DE LA PÊCHE
AU CANADA
1917-1939
MILLIONS $
60
40
20
0
1917
1920
1925
1930
1935
1939
VALEUR DES QUATRE PRINCIPAUX POISSONS DE MER
1927-1939
SAUMON
HOMARD
MORUE
HARENG
1927
1930
1935
1939
QUANTITÉ DES QUATRE PRINCIPAUX POISSONS DE MER
1927-1939
MILLIONS DE CWT
MILLIERS DE CWT
SAUMON
HOMARD
MORUE
HARENG

Section 4.—Industrie moderne de la pêche*

Sous-section 1.—Production primaire

L'industrie poissonnière a commencé de prendre de l'importance au point de vue commercial au cours de la dernière moitié du dix-neuvième siècle. En 1844 la valeur estimative de la prise n'était que de $125,000. Elle doubla au cours des dix années qui suivirent pour dépasser le million de dollars vers 1860. Dix ans plus tard elle touchait $6,000,000, chiffre qui était encore plus que doublé vers 1878. En 1900 elle atteignit le total de près de $22,000,000 et son expansion se maintint presque sans interruption jusqu'en 1918 pour alors toucher le chiffre record de $60,000,000. Depuis lors il y a eu des diminutions, plutôt attribuables aux prix moins élevés qu'à une prise moins abondante. Il est entendu que ces chiffres représentent la valeur totale du poisson vendu, frais, séché, en conserve ou autrement préparé.

* Revisé par Mlle F. A. Brown, chef de la Branche des Pêcheries et des Produits Animaux, Bureau Fédéral de la Statistique. Pour la liste des publications de cette branche, voir le chapitre XXVIII.

2.—Valeur des produits poissonniers du Canada, 1870-1939

Année	Valeur	Année	Valeur	Année	Valeur	Année	Valeur
	$		$		$		$
1870	6,577,391	1906	26,279,485	1918	60,259,744	1929	53,518,521
1875	10,350,385	1907	25,499,349	1919	56,508,479	1930	47,804,216
1880	14,499,979	1908	25,451,085	1920	49,241,339	1931	30,517,306
1885	17,722,973	1909	29,629,169	1921	34,931,935	1932	25,957,109
1890	17,714,900	1910	29,965,142	1922	41,800,210	1933	27,496,946
1895	20,199,338	1911	34,667,872	1923	42,565,545	1934	34,022,323
1900	21,557,639	1912	33,389,464	1924	44,534,235	1935	34,427,854
1901	25,737,153	1913	33,207,748	1925	47,942,131	1936	39,165,055
1902	21,959,433	1914	31,264,631	1926	56,360,633	1937	38,976,294
1903	23,100,878	1915	35,860,708	1927	49,123,609	1938	40,492,976
1904	23,516,439	1916	39,208,378	1928	55,050,973	1939	40,072,985
1905	29,479,562	1917	52,312,044				

Dans les premiers temps de cette industrie la Nouvelle-Ecosse occupait la première place parmi les provinces; aujourd'hui la Colombie Britannique est première avec 44 p.c. de la valeur totale de la production; la Nouvelle-Ecosse vient en deuxième place avec 22 p.c.; et le Nouveau-Brunswick, troisième avec 13 p.c.

3.—Valeur des produits poissonniers du Canada, par province, 1934-39

Province	1934	1935	1936	1937	1938	1939
	$	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	963,926	899,685	953,029	870,299	930,874	950,412
Nouvelle-Ecosse	7,673,865	7,852,899	8,905,268	9,229,834	8,804,231	8,753,548
Nouveau-Brunswick	3,679,970	3,949,615	4,399,735	4,447,688	3,996,064	5,082,393
Québec	2,306,517	1,947,259	2,108,404	1,892,036	1,957,279	2,010,953
Ontario	2,218,550	2,852,007	3,209,422	3,615,666	3,353,775	3,007,315
Manitoba	1,465,358	1,258,335	1,667,371	1,796,012	1,811,124	1,655,273
Saskatchewan	219,772	252,059	367,025	527,199	468,646	478,511
Alberta	245,405	225,741	309,882	433,354	492,943	430,724
Colombie Britannique	15,234,335	15,169,529	17,231,534	16,155,439	18,672,750	17,698,989
Yukon	14,625	20,725	13,385	8,767	5,290	4,867
Totaux	**34,022,323**	**34,427,854**	**39,165,055**	**38,976,294**	**40,492,976**	**40,072,985**

Aux débuts de l'industrie, la morue de l'Atlantique et le saumon du Pacifique se disputaient la première place; depuis 1895 le saumon est définitivement en avant, et, depuis quelques années, l'abondance et les prix élevés du homard ont porté ce poisson en deuxième place. En 1939, le hareng, grâce à une prise exceptionnellement abondante, se hisse en troisième place dans l'ordre de la valeur marchande. La morue est reléguée en quatrième place.

Le tableau 4 donne les quantités de poisson pris, mais les valeurs représentent tous les produits poissonniers, primaires et secondaires, écoulés. Les grands totaux sont aussi subdivisés de façon à montrer la valeur respective des pêcheries mari-

times et des pêcheries intérieures, comparativement aux pêcheries globales. Des tableaux plus détaillés des quantités et des valeurs tant des produits des pêcheries maritimes que de ceux des pêcheries intérieures écoulés, tels que ceux qui paraissent aux pages 329–341 de l'Annuaire de 1938, se trouvent aux pages 222–229 du Rapport Statistique des Pêcheries, 1939, publié par le Bureau Fédéral de la Statistique.

4.—Prise et valeur commerciale des principaux poissons, Canada, 1935-39

Espèces		1935	1936	1937	1938	1939	Augmentation ou diminution en 1939 sur 1938
Saumon	cwt	1,824,205	2,029,704	1,724,213	1,766,728	1,501,747	−264,981
	$	12,540,307	13,867,513	12,370,219	14,992,544	13,409,292	−1,583,252
Homard	cwt	319,969	283,273	309,950	314,385	314,665	+280
	$	4,378,742	4,383,428	4,633,429	3,793,219	3,782,325	−10,894
Hareng	cwt	2,060,320	2,852,381	3,057,503	2,533,677	3,364,530	+830,853
	$	1,817,540	2,575,533	2,556,883	2,487,231	3,780,297	+1,293,066
Morue	cwt	1,539,150	1,699,974	1,523,626	1,702,023	1,635,505	−66,518
	$	2,758,140	3,331,750	3,140,230	3,335,231	3,234,059	−101,172
Sardine	brl	187,666	247,238	159,481	184,450	317,085	+132,635
	$	1,335,798	1,598,562	1,526,505	1,393,129	2,300,818	+907,689
Flétan	cwt	132,130	138,468	150,583	162,540	184,734	+22,194
	$	1,285,587	1,441,310	1,598,190	1,789,444	2,117,712	+328,268
Corégone	cwt	147,456	144,603	173,675	154,244	164,619	+10,375
	$	1,432,072	1,525,700	1,887,889	1,650,347	1,722,342	+71,995
Eglefin	cwt	368,426	403,010	388,823	393,589	385,155	−8,434
	$	1,129,695	1,291,905	1,296,313	1,361,992	1,357,064	−4,928
Maquereau	cwt	160,495	227,638	239,163	285,565	520,651	+235,086
	$	308,721	461,866	635,740	560,716	890,778	+330,062
Doré	cwt	109,548	145,635	143,020	128,812	120,509	−8,303
	$	801,822	1,109,397	1,043,532	1,031,868	867,288	−164,580
Truite	cwt	66,325	72,973	70,588	72,873	63,217	−9,656
	$	768,568	842,738	1,031,740	1,036,292	829,768	−206,524
Doré noir	cwt	35,044	47,711	82,676	95,007	113,972	+18,965
	$	155,975	263,579	377,884	488,786	487,258	−1,528
Eperlan	cwt	79,409	94,868	67,343	71,256	70,902	−354
	$	588,333	655,656	444,473	486,485	472,564	−13,921
Sandre	cwt	51,230	68,995	94,496	73,171	61,575	−11,596
	$	302,259	614,055	812,665	497,564	418,710	−78,854
Lingue	cwt	62,841	68,932	42,858	46,516	47,497	+981
	$	326,029	392,147	275,817	283,511	300,783	+17,272
Perche	cwt	72,001	32,258	35,231	43,661	33,037	−10,624
	$	401,034	268,653	277,220	335,563	262,964	−72,599
Espadon	cwt	22,339	17,853	15,020	10,929	17,884	+6,955
	$	264,097	230,798	238,165	132,763	243,783	+111,020
Tullibee	cwt	39,721	59,265	55,966	57,932	69,893	+11,961
	$	225,808	276,464	284,288	283,836	237,409	−46,427
Brochet	cwt	44,761	54,370	51,320	62,283	56,483	−5,800
	$	181,263	225,589	215,306	233,182	212,730	−20,452
Merluche et brosmius	cwt	189,756	228,047	229,225	261,898	210,458	−51,440
	$	221,341	316,200	299,004	280,161	189,821	−90,340
Huître	brl	27,113	26,965	24,687	24,476	29,624	+5,148
	$	178,126	189,922	180,079	175,620	173,710	−1,910
Coque	cwt	157,944	143,274	142,472	150,528	95,519	−55,009
	$	173,626	192,910	240,184	285,561	147,323	−138,238
Sole	cwt	16,578	24,301	27,456	23,602	30,312	+6,710
	$	79,246	108,409	123,398	107,957	140,503	+32,546
Gasparot	cwt	83,086	88,860	74,890	104,520	123,419	+18,899
	$	98,244	93,628	76,698	116,414	124,733	+8,319
Merlan	cwt	82,048	126,345	239,845	101,334	94,684	−6,650
	$	82,745	114,200	222,208	115,017	114,722	−295
Anguille	cwt	25,091	23,440	20,980	22,064	19,430	−2,634
	$	162,370	153,495	144,277	157,198	105,384	−51,814
Esturgeon	cwt	6,976	6,563	6,346	7,577	7,399	−178
	$	101,729	92,506	72,646	91,728	101,311	+9,583
Pilchard	cwt	911,411	889,037	961,485	1,035,369	110,453	−924,916
	$	670,328	667,313	902,619	867,007	100,693	−766,314
Poisson gris	cwt	107,400	145,701	148,913	197,110	115,166	−81,944
	$	58,079	86,783	81,238	136,660	80,499	−56,161
Pétoncle	gall.	133,225	170,762	183,755	95,686	49,580	−46,106
	$	207,641	334,424	296,529	140,509	79,329	−61,180
Grands totaux[1]	$						
Totaux, poisson de mer	$	**34,427,854**	**39,165,055**	**38,976,291**	**40,492,976**	**40,072,985**	**−419,991**
Totaux, poisson d'eau douce	$	29,175,400 5,252,454	32,951,504 6,213,551	31,984,047 6,992,247	33,774,148 6,718,828	33,972,310 6,100,675	+198,162 −618,153

[1] Y compris d'autres item non spécifiés.

Quantités et valeurs en ces dernières années.—Les valeurs sur lesquelles les chiffres du tableau 5 sont basés sont celles des produits poissonniers tels que mis sur le marché, c.-à-d. qu'elles comprennent la valeur ajoutée par la transformation comme la conserverie, la saurisserie, etc. D'un autre côté, les indices du volume sont basés sur les quantités de poisson pris et débarqué.

5.—Pourcentages de la valeur totale et indices du volume de production des pêcheries, par principales espèces de poisson de mer et d'eau douce, 1928-39

NOTA.—Basés sur les valeurs des ventes et sur les quantités prises.

Espèces	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939
Pourcentage de la valeur totale												
Saumon	32·5	28·0	37·1	26·1	31·0	34·8	37·9	36·4	35·4	31·7	37·0	33·5
Homard	9·4	10·7	10·9	16·5	18·3	12·8	12·6	12·7	11·2	11·9	9·4	9·4
Hareng	5·6	6·0	5·5	7·6	5·7	6·4	5·3	5·3	6·6	6·6	6·1	9·4
Morue	11·4	10·1	9·0	9·3	8·5	9·5	9·8	8·0	8·5	8·1	8·2	8·1
Sardine	2·3	3·0	2·2	2·7	1·6	2·3	3·1	3·9	4·1	3·9	3·4	5·7
Flétan[1]	6·9	9·0	6·0	5·8	4·7	6·2	3·3	3·7	3·7	4·1	4·4	5·3
Corégone	4·0	4·6	3·8	4·7	4·6	4·1	4·0	4·2	3·9	4·8	4·1	4·3
Eglefin	3·2	3·6	3·9	4·5	4·3	3·0	3·2	3·3	3·3	3·3	3·4	3·4
Maquereau	1·0	1·0	1·3	1·6	1·1	1·4	1·2	0·9	1·2	1·6	1·4	2·2
Doré	2·6	2·7	2·0	2·5	2·7	2·3	2·5	2·3	2·8	2·7	2·6	2·1
Truite	2·4	2·5	2·2	2·3	2·2	1·9	1·7	2·2	2·2	2·6	2·6	2·0
Eperlan	2·5	2·2	1·8	2·1	2·7	1·8	1·6	1·7	1·7	1·1	1·2	1·2
Sandre	0·5	0·6	0·9	0·6	0·7	0·9	0·3	0·9	1·6	2·1	0·1	1·0
Lingue	0·7	0·8	0·7	0·8	0·6	0·7	0·8	0·9	1·0	0·7	0·7	0·8
Perche	1·5	1·2	0·7	0·8	1·0	0·9	1·1	1·2	0·7	0·7	0·8	0·6
Espadon	0·1	0·2	0·4	0·8	0·5	0·8	0·5	0·8	0·6	0·6	0·3	0·6
Tullibee	1·1	1·3	1·0	0·6	0·9	1·0	0·6	0·7	0·7	0·7	0·7	0·6
Brochet	0·7	0·8	0·5	0·5	0·5	0·4	0·4	0·5	0·6	0·6	0·6	0·5
Grands totaux[2]	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**
Totaux, poisson de mer[2]	84·8	83·9	86·7	84·5	83·8	85·2	85·9	84·7	84·1	82·1	83·4	84·8
Totaux, poisson d'eau douce[2]	15·2	16·1	13·3	15·5	16·2	14·8	14·1	15·3	15·9	17·9	16·6	15·2
Indices du volume (1926=100)												
Saumon	104·8	71·1	108·4	61·6	61·1	66·8	77·8	83·7	93·1	79·1	81·0	68·9
Homard	98·0	109·8	120·0	128·4	142·4	110·5	106·7	94·2	83·4	91·3	92·6	92·7
Hareng	98·9	95·7	90·5	108·5	76·9	84·9	78·5	85·0	117·7	126·2	104·6	138·9
Morue[3]	80·1	73·8	61·9	54·5	53·2	58·2	63·8	57·3	63·4	56·8	63·4	60·9
Sardine	165·2	144·0	74·8	36·8	38·6	75·4	110·6	108·4	142·8	92·1	106·5	183·1
Flétan[1]	97·1	98·8	83·1	62·0	57·0	59·1	36·2	38·9	40·7	44·3	47·8	54·3
Corégone	94·8	103·0	89·0	82·0	72·6	79·8	75·9	77·4	75·9	91·1	80·9	86·3
Eglefin	97·0	109·8	97·9	73·2	72·5	54·2	71·6	74·2	81·1	78·3	79·2	77·5
Maquereau	107·2	132·2	154·6	170·0	154·6	228·0	165·3	139·0	197·1	207·2	247·3	450·8
Doré	113·1	102·0	81·8	73·2	71·0	84·3	97·2	86·9	115·5	113·5	102·2	95·6
Truite	116·5	115·5	88·7	73·0	63·8	64·7	75·0	84·3	92·7	89·7	92·6	80·3
Eperlan	99·6	91·0	71·6	80·7	104·2	84·2	64·9	86·1	102·8	73·0	77·2	76·8
Sandre	70·8	85·0	195·0	177·8	133·6	138·7	80·0	168·5	227·0	310·8	240·8	202·6
Lingue[3]	102·1	97·6	99·8	102·6	80·4	81·1	96·2	126·5	138·7	86·2	93·6	95·6
Perche	174·3	219·8	143·5	168·6	200·0	134·4	238·5	236·0	105·7	115·5	143·2	108·3
Espadon	62·5	49·0	92·2	97·6	80·0	132·5	108·2	172·7	138·0	116·1	84·5	138·2
Tullibee	102·6	96·2	61·1	42·2	46·9	41·7	43·4	39·1	58·4	55·1	57·1	68·8
Brochet	86·5	113·9	77·9	62·7	57·1	56·7	51·3	61·7	75·0	70·8	85·9	77·9

[1] Depuis 1934, les prises débarquées dans les ports de la Colombie Britannique par les vaisseaux des Etats-Unis ne sont pas comprises. [2] Les totaux comprennent des item moins importants non spécifiés. [3] Comme la lingue était comprise avec la morue en 1926, la moyenne des années 1927-30 a été prise comme la quantité de lingue pour 1926 et déduite de la quantité de morue déclarée pour 1926, la quantité qui en a résulté étant employée comme la base pour l'indice de volume.

Production des pêcheries en 1940.—Les rapports statistiques non revisés annoncent des augmentations assez substantielles en 1940 tant dans la prise de poisson de mer que dans la valeur du poisson débarqué. Toutefois, la majeure partie de ces gains sont attribuables aux meilleurs rapports venant de la Colombie Britannique et de la Nouvelle-Ecosse. Les relevés de la pêche au homard, l'une des plus importantes parmi les pêcheries de l'Atlantique, indiquent une diminution, tandis que la production de poisson séché, sur le littoral de l'Atlantique, accuse une régression considérable. Sur la côte du Pacifique la prise de saumon et de flétan

diminue. Il y a diminution aussi dans la mise en boîte du saumon. D'autre part, les débarquements de hareng et de pilchard, les deux produits les plus importants des pêcheries de la Colombie Britannique, augmentent sensiblement. Dans le cas de ces quatre pêches du Pacifique, la valeur du poisson débarqué augmente. Au moment de la préparation de cette matière, les statistiques des pêcheries intérieures en 1940 ne sont pas encore établies.

6.—Vaisseaux, barques, filets, pièges, etc., utilisés dans les pêcheries canadiennes, 1938 et 1939

Outillage	1938		1939	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
		$		$
Pêcheries maritimes—				
Chalutiers à vapeur	3	69,000	2	60,000
Vaisseaux de pêche à vapeur	6	150,000	Nil	-
Vaisseaux à voile, à gazoline et diesel	1,133	3,960,120	1,180	3,935,188
Barques à gazoline et diesel	19,875	7,486,346	18,940	7,097,339
Barques à voiles et à rames	14,518	390,424	14,666	381,643
Pinasses, barques servant à recueillir le poisson et chalands	425	882,274	511	828,560
Filets à mailles	69,584	857,589	74,368	996,439
Filets dérivant à saumon	13,511	1,323,470	13,345	1,067,835
Filets à saumon à parc	987	397,490	830	338,680
Filets à parc, autres	639	281,170	517	278,150
Filets à éperlan	15,974	366,638	17,154	398,466
Filets tremblants	49	7,350	49	7,350
Filets à oulachon	28	840	31	855
Filets à crevette	23	1,975	26	2,485
Sennes à poches pour saumon	262	301,200	254	328,550
Sennes de fond à saumon	9	5,350	9	5,000
Sennes, autres	888	241,425	961	242,850
Bordigues	490	380,025	659	408,635
Baquets de palangre	3,034	58,475	4,026	81,771
Petits chaluts	Nil	-	22	1,690
Baquets à chalut	22,828	307,172	22,882	344,516
Autres chaluts	15	6,850	Nil	-
Lignes à main	70,629	175,343	69,255	172,138
Râteaux à crabe	6,778	26,545	6,104	14,651
Pièges à anguille	782	1,112	770	1,144
Pièges à homard	2,094,070	2,315,970	2,068,382	2,295,317
Parcs à homard	33	65,275	33	67,345
Râteaux à huîtres	1,879	5,852	2,000	6,067
Râteaux à pétoncles	662	20,799	394	8,064
Râteaux à praires	277	896	171	567
Môles et quais	1,721	573,675	1,703	539,480
Congélateurs et glacières	727	251,945	731	267,015
Petites poissonneries et fumeries	7,443	699,473	7,340	669,679
Autres engins	-	67,737	-	79,256
Valeurs totales, pêcheries maritimes	-	**21,679,805**	-	**20,926,725**
Pêcheries intérieures—				
Allèges	27	124,850	25	124,400
Remorqueurs	101	685,010	94	638,430
Barques à gazoline	1,629	903,126	1,419	853,295
Esquifs et canots	3,602	109,179	3,867	124,695
Rets à mailles	-	1,793,774	-	1,883,791
Sennes	317	23,319	283	29,323
Sennes à parc	1	800	Nil	-
Filets à enclos	1,112	534,580	1,125	540,785
Filets à cercle	1,462	30,969	1,257	25,652
Carrelets sur dévidoirs	68	298	85	531
Lignes	1,849	13,263	796	10,850
Bordigues	342	67,500	547	91,000
Harpons	325	1,396	306	1,267
Pièges à anguille	260	1,100	200	400
Pièges tournants	8	680	7	1,000
Môles et quais	578	155,252	576	153,813
Congélateurs et glacières	940	412,753	775	371,650
Petites poissonneries et fumeries	195	61,290	337	62,280
Autres engins	Nil	-	-	4,549
Valeurs totales, pêcheries intérieures	-	**4,919,139**	-	**4,917,711**
Grands totaux[1]		**26,598,944**	-	**25,844,436**

[1] Ne comprennent pas l'outillage des conserveries et saurisseries.

7.—Personnes employées dans les opérations primaires de la pêche au Canada, 1937-39

Personnel des—	Pêcheries maritimes			Pêcheries intérieures		
	1937	1938	1939	1937	1938	1939
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Chalutiers à vapeur	75	79	54	Nil	Nil	Nil
Navires	5,201	5,843	5,376	[1]	[1]	[1]
Barques	46,788	47,161	46,236	8,689	8,384	8,172
Pinasses et vaisseaux servant à recueillir le poisson	594	649	730	128	102	106
Pêcheurs sans embarcation	3,140	3,302	2,809	5,366	5,990	5,458
Totaux, pêcheurs[2]	**55,798**	**57,034**	**55,205**	**14,183**	**14,476**	**13,736**

[1] Compris avec les barques. [2] Ces totaux comprennent toutes les personnes employées aux opérations primaires de la pêche, indépendamment de la période d'emploiement. Les chiffres du recensement de 1931, page 218, ne comprennent que les personnes dont la principale occupation est la pêche.

Sous-section 2.—Industrie de la conserverie et de la saurisserie du poisson

Evolution des procédés de transformation.*—L'industrie de la pêche survivra et progressera selon que son évolution technique lui assurera les sources de matières premières d'une qualité uniformément élevée et à des prix se comparant favorablement avec les autres comestibles à teneur de protéine.

Si nous prenons pour acquit que le poisson est l'un des aliments les plus périssables et que ses sources d'approvisionnement sont saisonnières et perpétuellement sujettes à des conditions imprévisibles de surabondance ou de rareté, la technique de cette industrie s'est orientée vers: (1) des moyens convenables de conservation afin qu'en temps d'abondance on puisse emmagasiner en prévision des périodes de rareté; (2) des moyens de disposer rapidement de grandes quantités de poisson; (3) un produit qui répondra aux exigences changeantes du consommateur.

Dans le passé le degré de conservation était mesuré subjectivement à vue. Les recherches faites par le Bureau des Recherches des pêcheries et autres laboratoires permettent maintenant de mesurer objectivement le degré de fraîcheur et, partant, de calculer les effets des divers procédés de manutention. Ces dernières années, les progrès les plus remarquables des méthodes de conservation s'avèrent dans la frigorification du poisson et dans sa mise sur le marché à l'état frigorifié. Grâce à ces recherches, les meilleures conditions de frigorification, d'emmagasinage, de transport et de manutention du produit congelé ont été déterminées. Les ingénieurs les ont réalisées ensuite dans les congélateurs, les entrepôts, les véhicules de transport et les magasins de détail. Ainsi, l'outillage de l'industrie dans toutes ses branches, y compris la distribution au détail, se modifie. Ceci permet au consommateur de l'intérieur du pays non seulement de se procurer du poisson plus frais et de meilleure qualité, mais encore pendant une période beaucoup plus longue de l'année.

La transformation du poisson salé fait aussi des progrès. Alors qu'autrefois ce poisson était séché en plein air et sujet ainsi à toutes les intempéries, il est possible maintenant, grâce à une étude scientifique du problème, de faire le salage dans des séchoirs artificiels. Ce perfectionnement, ajouté au conditionnement des entrepôts, assure un produit beaucoup plus uniforme et élimine le travail inutile et les pertes dues à la détérioration.

L'avènement des vaisseaux usines qui se rendent aux pêches les plus éloignées permet de conserver le poisson en le gelant presque immédiatement après qu'il a été pris. Ces vaisseaux, outillés pour la fabrication de sous-produits tels que les

* Préparé par le Dr D. B. Finn, sous-ministre des Pêcheries, Ottawa.

farines et les huiles comestibles, peuvent emmagasiner de grandes quantités du produit fini. Ils peuvent être six mois en voyage, rendant ainsi inutiles les fréquents et longs voyages des chalutiers et autres engins de production primaire de la haute mer aux établissements manufacturiers de la côte ou de ceux-ci à la haute mer. Toutefois, le coût initial et d'exploitation de même que la difficulté de recruter le personnel nécessaire sont deux éléments qui limitent l'activité dans ce sens. Pour le Canada, heureusement, en raison de la proximité des grandes pêches, il n'a pas encore été nécessaire de recourir à ces méthodes.

Une manutention rapide est de toute première importance parce que le poisson se détériore très rapidement. Cette manutention rapide des grandes prises a été portée à son zénith dans les grandes conserveries. Des appareils automatiques de chargement et des machines à étriper, apprêter et à couper, le poisson passe par une remplisseuse où les boîtes sont remplies à raison de cent vingt-cinq par minute. Chaque boîte est pesée automatiquement et finalement fermée dans des machines à sceller au vacuum et passée au pasteurisateur. De cette façon, les conserveries de saumon de la côte du Pacifique peuvent, dans une courte saison de trois mois, préparer un million et demi de caisses de quarante-huit livres chacune. Cette opération permet de conserver un haut degré d'uniformité et de qualité, amélioration à laquelle l'inspection d'Etat n'a pas peu contribué.

L'industrie du poisson frais et congelé s'oriente également vers une manutention plus rapide. On affirme qu'une machine à dépecer les filets, de fabrication récente, peut disposer de cinquante morues ou églefins de 1·5 à 10 livres chacun par minute, tout en produisant plus de filets par livre de poisson qu'il ne serait possible à la main. La production manuelle donne cent livres de filet pour deux cent soixante-dix livres de poisson non coupé, tandis que la machine en tire cent livres de deux cent huit livres. Cette méthode assure la rapidité, l'uniformité du produit et une économie de matières premières. En plus de cette coupeuse, les poissonneries s'outillent rapidement de courroies transporteuses, de machines à laver automatiques, d'enveloppeuses et autres dispositifs qui, par la mécanisation de grandes quantités de matières premières, sont de nature à assurer une manutention rapide.

Il est reconnu que les préférences du consommateur tendent aujourd'hui vers l'empaquetage individuel et étiqueté de la plupart des produits alimentaires. L'industrie poissonnière s'efforce chaque jour davantage de répondre à ces préférences. Elle y réussit mieux avec le filet congelé qu'avec celui qui ne l'est pas, et le produit enveloppé de cellophane est maintenant très répandu. Comme le degré de fraîcheur est fixé au moment de la congélation, et qu'il est maintenant possible de prévenir la détérioration durant la période d'entreposage, le manufacturier peut répondre de la qualité de son produit en y apposant sa marque—chose qu'il ne pouvait pas faire avec le poisson non congelé, parce qu'il n'avait plus le moyen d'en contrôler la fraîcheur une fois qu'il était sorti de son établissement.

Ainsi, les améliorations récentes dans la technique de la transformation facilitent la conservation, assurent une manutention rapide et sont un gage de satisfaction pour le consommateur.

Etablissements, capital, employés, matières premières et produits.—Parmi les conserveries et saurisseries de poisson en existence au Canada en 1939, la saumonnerie constitue le groupe le plus important. Le capital engagé s'y élève à $11,566,687 ou 54 p.c. des immobilisations totales de tous les établissements. Environ 72 p.c. de la valeur de production des établissements est attribuée au poisson en boîte, salé, ou autrement préparé et 28 p.c. au poisson frais mis sur le marché pour consommation immédiate.

8.—Conserveries et saurisseries de poisson, par province, 1938 et 1939

Année et genre d'établissement	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Québec	C.B.	Canada
1938	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Homarderies	64	62	73	16	Nil	215
Saumonneries	Nil	2	Nil	62	38	102
Mollusques et crustacés	4	5	12	Nil	4	25
Sardineries, etc	Nil	5	3	1	2	11
Saurisseries	10	75	22	46	19	172
Glacières	Nil	2	5	9	2	18
Huileries	"	4	3	1	10	18
Totaux, 1938	**78**	**155**	**118**	**135**	**75**	**561**
1939						
Homarderies	60	55	67	12	Nil	194
Saumonneries	Nil	2	Nil	47	35	84
Mollusques et crustacés	3	5	11	Nil	1	20
Sardineries, etc	2	7	3	1	2	15
Saurisseries	6	78	23	46	13	166
Glacières	Nil	4	9	8	7	28
Huileries	"	3	3	1	9	16
Totaux, 1939	**71**	**154**	**116**	**115**	**67**	**523**

9.—Matières premières utilisées dans les conserveries et saurisseries de poisson et valeur de leurs produits en 1935-39

Matières premières et produits	1935	1936	1937	1938	1939
Matières premières utilisées—	$	$	$	$	$
Poisson	10,958,895	11,916,080	12,179,219	12,589,724	12,807,991
Huiles comestibles	[1]	137,1 4	134,426	104,605	150,809
Sel	212,554	256,651	208,510	206,797	212,325
Récipients	3,152,924	3,672,437	3,353,174	3,728,603	3,922,650
Autres	448,349	477,626	443,452	452,331	1,020,923
Totaux, matières premières utilisées	**14,772,722**	**16,459,938**	**16,318,781**	**17,082,060**	**18,114,698**
Produits—					
Poisson vendu frais pour la consommat.	5,204,465	6,430,174	7,056,041	6,052,397	8,158,416
Poisson en boîte, fumé ou autrement préparé	18,253,891	20,254,627	19,032,584	21,896,811	20,640,234
Totaux, produits	**23,458,356**	**26,684,801**	**26,088,625**	**27,949,208**	**28,798,650**

[1] Compris dans "autres".

10.—Conserveries et saurisseries de poisson, 1938 et 1939

Genre d'établissement	1938		1939	
	Nomb.	Valeur[1]	Nomb.	Valeur[1]
		$		$
Saumonneries	102	11,615,322	84	11,566,687
Saurisseries	172	5,333,983	166	4,433,188
Sardineries et autres conserveries	11	2,181,350	15	2,313,603
Homarderies	215	1,220,121	194	1,191,771
Huileries	18	922,042	16	669,209
Glacières	18	404,971	28	1,179,334
Coques	25	284,709	20	125,408
Totaux	**561**	**21,962,498**	**523**	**21,479,200**

[1] Comprend biens-fonds, bâtiments et machinerie, produits et matériel en mains, comptes et effets à recevoir et en caisse.

11.—Personnel des conserveries et saurisseries, 1937-39

Personnel des—	1937			1938			1939		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Homarderies	2,077	3,099	5,176	1,789	2,949	4,738	1,742	2,991	4,733
Saumonneries	2,305	2,174	4,479	2,714	2,439	5,153	3,125	2,274	5,399
Conserveries de coques	120	196	316	138	268	406	94	221	315
Sardineries et autres conserveries	403	427	830	443	478	921	503	489	992
Saurisseries	2,309	322	2,631	2,315	408	2,723	2,236	426	2,662
Glacières	214	43	257	178	34	212	382	65	447
Huileries	346	9	355	219	12	231	262	4	266
Totaux	**7,774**	**6,270**	**14,044**	**7,796**	**6,588**	**14,384**	**8,344**	**6,470**	**14,814**

12.—Personnel des conserveries et saurisseries, et sa rémunération, 1920-39

Année	Salariés		Employés à gages		Ouvriers à l'entreprise et à la pièce		Total	
	nomb.	$	nomb.	$	nomb.	$	nomb.	$
1920	651	759,176	13,137	3,180,701	4,711	916,413	18,499	4,856,290
1921	487	551,330	10,534	2,023,040	3,083	399,016	14,104	2,973,386
1922	614	682,535	11,848	2,358,780	4,115	600,415	16,577	3,641,730
1923	585	681,101	11,265	2,443,971	3,597	644,842	15,447	3,769,914
1924	574	755,631	10,583	2,588,717	4,379	890,413	15,536	4,234,761
1925	632	806,418	10,687	3,166,045	4,953	998,704	16,272	4,971,167
1926	546	733,760	11,579	3,807,533	5,283	1,081,544	17,408	5,622,837
1927	636	871,211	11,343	3,769,791	4,715	732,949	16,697	5,373,951
1928	630	853,800	10,579	3,539,070	4,225	868,226	15,434	5,261,096
1929	660	951,669	11,122	3,668,802	4,585	791,384	16,367	5,411,855
1930	591	918,952	9,967	3,383,902	5,164	1,023,609	15,722	5,326,463
1931	540	692,270	9,577	2,069,153	2,954	421,452	13,071	3,182,875
1932	486	602,760	9,799	1,741,404	3,439	477,714	13,724	2,821,878
1933	473	558,500	9,453	1,728,885	4,116	736,683	14,042	3,024,068
1934	548	676,124	9,642	2,193,995	4,612	684,956	14,802	3,555,075
1935	550	703,075	9,468	2,171,478	4,343	679,395	14,361	3,553,948
1936	558	734,678	10,073	2,544,903	4,607	724,269	15,238	4,003,850
1937	602	722,651	9,671	2,632,120	3,771	687,794	14,044	4,042,565
1938	642	772,493	9,092	2,775,425	4,750	680,037	14,484	4,227,955
1939	743	819,119	9,670	2,819,675	4,401	708,600	14,814	4,347,394

Sous-section 3.—Le commerce poissonnier du Canada

Le Canada ne consomme qu'une petite partie du poisson pris annuellement par ses pêcheurs, de sorte que le commerce dépend en bonne partie des marchés extérieurs. L'exportation absorbe en moyenne de 60 à 70 p.c. de la prise annuelle, dont les Etats-Unis prennent environ la moitié et le Royaume-Uni, un quart. Les exportations de poisson et de produits poissonniers au cours de l'année civile de 1939 ont une valeur totale de $29,641,232 comparativement à $27,543,680 en 1938. Les importations sont estimées à $3,438,644 en regard de $3,036,227.

D'après les statistiques de 1939, le saumon en boîte constitue l'item d'exportation le plus important. Il est suivi par le homard frais, le saumon frais, le corégone frais, le homard en boîte, la morue séchée et le flétan frais. Les Etats-Unis sont le principal débouché pour notre poisson frais, bien qu'il existe maintenant un fort commerce d'exportation de saumon et de flétan frais avec le Royaume-Uni. Une analyse complète des importations et des exportations, de même que de la production, paraît dans le rapport annuel "Statistiques des Pêcheries, 1939", publié par le Bureau Fédéral de la Statistique.

CHAPITRE XII.—MINES ET MINÉRAUX*

SYNOPSIS

	Page
Section 2. Administration des terrains miniers et lois minières...	230
Sous-section 1. Lois et règlements miniers du Dominion.....	231
Sous-section 2. Lois et règlements miniers des provinces.....	231
Section 2. Résumé de la production générale.....	233
Sous-section 1. Statistiques générales de la production minérale.....	233
Sous-section 2. Distribution provinciale de la production minérale.....	240
Section 3. Statistiques industrielles des mines et minéraux—capital, main-d'œuvre, salaires, etc. dans les industries minérales.....	244
Sous-section 1. Principaux facteurs de l'industrie minérale.....	245
Sous-section 2. Progrès de l'industrie minière en ces dernières années.....	245
Sous-section 3. Principales industries minérales.....	248
Section 4. Production métallique....	250
Sous-section 1. Cobalt.....	250
Sous-section 2. Cuivre.....	250
Sous-section 3. Or.....	252
Sous-section 4. Fer.....	256
Sous-section 5. Plomb.....	257
Sous-section 6. Nickel.....	258
Sous-section 7. Platinides.....	258
Sous-section 8. Radium et uranium....	259
Sous-section 9. Argent.....	259
Sous-section 10. Zinc.....	261
Section 5. Production de combustibles	262
Sous-section 1. Charbon.....	262
Sous-section 2. Gaz naturel et pétrole..	266
Section 6. Production métalloïdique (moins les combustibles).....	268
Section 7. Produits de l'argile et autres matériaux de construction.	271

Esquisse historique.—Aux pages 320–321 de l'Annuaire de 1939 on trouvera un précis historique du développement de l'industrie minière du Canada.

Statistiques des mines et minéraux.—La compilation et la publication des statistiques de la production minérale du Canada sont faites par la Branche des Mines, de la Métallurgie et des Produits Chimiques du Bureau Fédéral de la Statistique, laquelle, en collaboration avec les Ministères des Mines des différents gouvernements provinciaux, collige les données. Les questionnaires qui sont adressés aux exploitants de mines sont rédigés de façon à couvrir tous les besoins d'information des autorités fédérales et provinciales, éliminant tout double travail.

Pour informations plus détaillées sur la production minérale du Canada le lecteur peut consulter les différents rapports publiés par la Branche des Mines, de la Métallurgie et des Produits Chimiques, Bureau Fédéral de la Statistique.* Les plus importants sont: les rapports préliminaires annuels sur la production minérale au Canada; un rapport annuel, complet et détaillé, sur les industries minérales; des bulletins mensuels de la production des principaux minéraux sauf ceux qui ont une valeur stratégique; et des rapports statistiques mensuels, trimestriels et annuels sur le charbon.

Section 1.—Administration des terrains miniers et lois minières

Les terrains miniers du Canada, comme les autres terres de la Couronne, sont administrés ou par le gouvernement fédéral ou par les gouvernements provinciaux. Le gouvernement fédéral administre les terrains miniers du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest, des réserves indiennes et des parcs nationaux; tous les autres terrains miniers situés dans les limites des diverses provinces sont administrés par les gouvernements provinciaux.

* A l'exception de la section 1 toutes les sections de ce chapitre ont été revisées en collaboration avec W. H. Losee, B.Sc., chef de la Branche des Mines, de la Métallurgie et des Produits Chimiques, Bureau Fédéral de la Statistique. Une liste complète des publications de cette branche paraît au chapitre XXVIII, section 1. La sous-section 1 de la section 1 a été compilée d'après les renseignements fournis par la Branche des Terres, Parcs et Forêts, du Ministère des Mines et Ressources, Ottawa, et la sous-section 2, d'après les renseignements fournis par les gouvernements provinciaux.

Sous-section 1.—Lois et règlements miniers du Dominion

Les terres fédérales auxquelles ces lois et règlements s'appliquent sont celles administrées par la Branche des Terres, Parcs et Forêts du Ministère des Mines et Ressources et se trouvent dans le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest. Les titres de concession de terres du gouvernement fédéral, dans les territoires canadiens, réservent à la Couronne tous droits sur les mines et minéraux pouvant être découverts sur ces terres, de même que le droit de les exploiter.

Les lois et règlements régissant les mines et les carrières situées sur les terres du Dominion sont: *Yukon et Territoires du Nord-Ouest*—Règlements sur l'extraction des alcalis; règlements sur le noir de fumée; règlements sur l'extraction du charbon; règlement sur la potasse; permis pour le charbon domestique. *Yukon*—Loi de l'extraction de l'or dans le Yukon (S.R.C., 1927, c. 216); loi de l'extraction du quartz dans le Yukon (S.R.C., 1927, c. 217); règlements sur le draguage; règlements sur le pétrole et sur le gaz naturel. *Territoires du Nord-Ouest*—Règlements sur l'extraction du quartz; règlements sur l'extraction de l'or en filon; règlements sur le draguage; règlements sur l'huile et le gaz; règlements sur les carrières et permis de retirer le sable, la pierre et le gravier du lit des rivières. On peut se procurer des copies de ces règlements à la Branche des Terres, Parcs et Forêts du Ministère des Mines et Ressources à Ottawa.

Sous-section 2.—Lois et règlements miniers des provinces

Dans toutes les provinces une concession de terre ne comprend pas les droits miniers à la surface ou au-dessous du sol, à l'exception toutefois de l'Ontario où les droits miniers sont strictement réservés quand ils ne sont pas compris dans les concessions terriennes. Dans le passé certaines concessions terriennes du Nouveau-Brunswick et du Québec comprenaient certains droits miniers. Aujourd'hui ceux-ci doivent être obtenus séparément par bail ou concession des services provinciaux chargés de l'administration des lois et règlements miniers. Les opérations minières peuvent être classifiées comme placers, minéraux en général (usuellement les minéraux métalliques), combustibles (charbon, pétrole et gaz) et carrières. Les règlements provinciaux de l'industrie peuvent être résumés comme suit:—

Placers.—Dans les provinces où se rencontrent des gîtes alluvionnaires les règlements définissent la grandeur d'une concession, les conditions auxquelles celle-ci peut être acquise et les droits régaliens dont elle est redevable.

Minéraux en général.—Ceux-ci sont quelquefois décrits comme quartz, minéraux à filon ou minéraux amalgamés. C'est à cette dernière division que s'appliquent les règlements les plus élaborés. Dans toutes les provinces, sauf l'Alberta, il faut un permis de prospecteur ou de mineur pour se livrer à la recherche des gîtes minéraux. Ce permis est valide pour un an. Le prospecteur peut ensuite piqueter un claim d'une grandeur spécifiée. Ce claim doit être enregistré dans une limite de temps spécifiée sur paiement d'honoraires d'enregistrement. Un travail d'une valeur spécifiée doit être fait sur le claim chaque année pendant une période allant jusqu'à cinq ans, après quoi le prospecteur peut obtenir une concession ou un bail de droit minier sujet à certains honoraires ou à une rente annuelle. Le plus fréquemment la taxe minière est appliquée sur une proportion des profits nets des mines en production.

Combustibles.—Dans les provinces où se rencontrent des gisements de charbon, les règlements miniers décrètent les conditions d'exploitation et de rente. Dans

certaines provinces il y a des droits régaliens. Dans les cas du pétrole et du gaz naturel il faut un permis de sondage avant de commencer des travaux de recherche. S'il y a découverte d'huile ou de gaz le prospecteur peut obtenir une concession ou un bail sur une étendue spécifiée, sujette à une rente ou des honoraires. Dans certaines provinces, il y a aussi un droit régalien sur la production.

Carrières.—Les règlements sous cet en-tête définissent la superficie de l'exploitation et les conditions du bail ou de la concession.

Ci-dessous paraissent les traits les plus importants des règlements provinciaux portant sur ces principales divisions de l'industrie minière. On peut obtenir des copies des lois et règlements de même que les détails qui s'y rapportent en s'adressant aux autorités respectives.

Nouvelle-Ecosse.—*Administration.*—Le Ministre des Mines, édifices du Parlement, à Halifax. *Législation.*—Lois des mines (chap. 22, S.R.N.-E., 1923) modifiées par les lois de 1927 (chap. 17), 1929 (chap. 22), 1933 (chap. 12), 1935 (chap. 23), 1937 (chap. 19), 1938 (chap. 18) et 1940 (chap. 13). Loi réglementant les mines de houille (chap. 1, 1927) et les lois de 1934 la modifiant (chap. 44 et 45), 1935 (chap. 39), 1938 (chap. 37) et 1940 (chap. 35); et loi réglementant les mines métallifères et les carrières 1937 (chap. 3), loi la modifiant, 1940 (c. 47).

Nouveau-Brunswick.—*Administration.*—Ministère des Terres et des Mines, Fredericton. *Législation.*—Loi des mines (c. 35, S.R.N.-B., 1927) telle que modifiée par le chap. 27 en 1927 et par le chap. 23 en 1933. Depuis 1805, la plupart des concessions de terre par la Couronne réservent à la Couronne tous les minéraux et mines. Avant cette époque, la plupart des concessions ne réservaient que l'or, l'argent, le cuivre, le plomb et le charbon.

Québec.—*Administration.*—Ministre des Mines, Québec. Le rapport annuel du Bureau des Mines de la province de Québec fournit les renseignements et les statistiques relatives aux opérations minières et aux explorations géologiques. *Législation.*—Loi des mines du Québec (c. 80, S.R.Q., 1925) et ses modifications. La Couronne conserve tous les droits miniers dans les townships sur toutes les terres concédées après le 24 juillet 1880, et tous ses droits sur l'or et l'argent dans les terres concédées avant cette date. Dans la plupart des seigneuries, les droits miniers sont la propriété de la Couronne.

Ontario.—*Administration.*—Ministère des Mines, édifice du Parlement à Toronto. Un registraire des mines est nommé dans chaque division minière. *Législation.*—Loi des mines (chap. 47, S.R.O., 1937) et ses modifications; toutes les terres de la Couronne y sont sujettes à l'exception des terres indiennes. Le titre est une concession en franc-alleu excepté dans les forêts provinciales où les terres sont louées. Il n'y a pas de loi concernant le sommet des filons, toutes les limites s'étendant verticalement sous terre. Tous les conflits sont réglés par le registraire ou, sur appel, par le tribunal spécial des Mines.

Manitoba.—*Administration.*—Directeur, Branche des Mines, Ministère des Mines et Ressources Naturelles, Winnipeg; greffes des mines à Winnipeg et Le Pas. *Législation.*—La loi des mines (chap. 136, S.R.M., 1940) et ses modifications [chap. 33, 1940; chap. 28 (deuxième session) 1940], et règlements édictés sous son empire; loi de la taxe minière (chap. 207, S.R.M., 1940), loi du forage de puits (chap. 232, S.R.M., 1940); loi des terres de la Couronne (chap. 48, S.R.M., 1940); loi des ressources naturelles du Manitoba (chap 148, S.R.M., 1940) et loi des arpentages (chap. 205, S.R.M., 1940) et les règlements édictés sous son empire.

Saskatchewan.—*Administration.*—Ministère des Ressources Naturelles, Regina. *Législation.*—Loi des ressources minérales de 1931 et règlements édictés sous son empire; loi de la sécurité et du bien-être dans les mines de charbon, 1932, définissant la compétence des gérants de mine, des contremaîtres de puits et pourvoyant à la constatation des accidents et au bien-être et à la sécurité des personnes employées à la production minérale; loi de l'industrie de l'extraction du charbon, 1935, pourvoyant à la nomination d'un administrateur du charbon pour appliquer toute la législation qui concerne l'industrie du charbon.

Alberta.—*Administration.*—Ministère des Terres et des Mines, Edmonton. Il y a un personnel d'inspecteurs miniers. *Législation.*—Loi des terres provinciales, 1939; loi des puits d'huile et de gaz, 1931; loi sur la conservation des ressources pétrolières et de gaz; loi des mines; loi sur les ventes de charbon; loi de garantie des salaires des mineurs de charbon.

Colombie Britannique.—*Administration.*—Département des Mines, Victoria. Le Ministère comprend le Bureau des Mines et tous les bureaux du gouvernement qui sont en rapport avec l'industrie minière. *Législation.*—La loi du Ministère des Mines et les autres lois touchant les mines et les minéraux, notamment: la loi des minéraux (chap. 181, S.R.C.B., 1936); la loi de l'exploitation du placer (c. 184, S.R.C.B., 1936); la loi réglementant les mines métallifères (c. 189, S.R.C.B., 1936); la loi des mines de charbon (c. 188, S.R.C.B., 1936) et les modifications à ces lois.

Section 2.—Résumé de la production générale

Un article spécial traitant du développement des ressources minérales du Canada par rapport à la guerre actuelle, dans la mesure où il existait au milieu de 1940, paraît aux pages 303–315 de l'Annuaire de 1940.

L'importance de la production minérale comparativement aux autres industries primaires du Canada est indiquée au chapitre VII, tandis que le rôle qu'elle joue dans notre commerce extérieur est étudié au chapitre XVI, partie II, spécialement à la section 2, sous-section 1, et à la section 3, sous-sections 2 et 5.

Sous-section 1.—Statistiques générales de la production minérale

Histoire et statistiques.—Les données officielles sur la valeur de la production minérale commencent en 1886, comme le montre le tableau 1, bien que la production date des premiers établissements. Les chiffres ne sont pas toujours strictement comparables au cours de la période, à cause de changements mineurs dans les méthodes de computation du contenu métallique des minerais vendus et de l'évaluation des produits. Les premières méthodes donnaient une valeur plus élevée que celles en usage aujourd'hui. Toutefois, ces changements n'infirment en rien l'utilité générale des chiffres, qui ont pour but de tracer à grands traits la marche de l'industrie minière.

Production courante.—Pendant la guerre de 1914–1918, en raison d'une production limitée, les prix des métaux de guerre tels que le cuivre, le plomb et le zinc ont atteint des niveaux très élevés. Non seulement ces métaux n'étaient produits au Canada qu'en quantités relativement faibles, même malgré le stimulant apporté par les prix élevés, mais encore l'affinage de cette production limitée était fait en dehors du pays. La production aurifère était aussi au ralenti et même très limitée vers la fin de la période de 1914–1918 par un coût de production anormalement élevé résultant de la hausse du prix des denrées.

1.—Valeur de la production minérale au Canada, 1886-1940

Année	Valeur totale	Valeur per capita	Année	Valeur totale	Valeur per capita	Année	Valeur totale	Valeur per capita
	$	$		$	$		$	$
1886.....	10,221,255	2·23	1905.....	69,078,999	11·51	1923.....	214,079,331	23·76
1887.....	10,321,331	2·23	1906.....	79,285,697	12·86	1924.....	209,583,406	22·92
1888.....	12,518,894	2·67	1907.....	86,865,202	13·55	1925.....	226,583,333	24·38
1889.....	14,013,113	2·96	1908.....	85,557,101	12·92	1926.....	240,437,123	25·44
1890.....	16,763,353	3·51	1909.....	91,831,441	13·50	1927.....	247,356,695	25·67
1891.....	18,976,616	3·93	1910.....	106,823,623	15·29	1928.....	274,989,487	27·96
1892.....	16,623,415	3·40	1911.....	103,220,994	14·32	1929.....	310,850,246	31·00
1893.....	20,035,082	4·06	1912.....	135,048,296	18·28	1930.....	279,873,578	27·42
1894.....	19,931,158	4·00	1913.....	145,634,812	19·08			
1895.....	20,505,917	4·08	1914.....	128,863,075	16·36	1931[1].....	230,434,726	22·21
1896.....	22,474,256	4·42	1915.....	137,109,171	17·18	1932.....	191,228,225	18·20
1897.....	28,485,023	5·56	1916.....	177,201,534	22·15	1933.....	221,495,253	20·74
1898.....	38,412,431	7·42	1917.....	189,646,821	23·53	1934.....	278,161,590	25·67
1899.....	49,234,005	9·41	1918.....	211,301,897	25·93	1935.....	312,344,457	28·56
1900.....	64,420,877	12·15	1919.....	176,686,390	21·26	1936.....	361,919,372	32·82
1901.....	65,797,911	12·25	1920.....	227,859,665	26·63	1937.....	457,359,092	41·12
1902.....	63,231,836	11·51	1921.....	171,923,342	19·56	1938.....	441,823,237	39·42
1903.....	61,740,513	10·90	1922.....	184,297,242	20·66	1939.....	474,602,059	41·94
1904.....	60,082,771	10·31				1940[2].....	529,179,434	46·33

[1] A compter de 1931, la prime sur la production aurifère est incluse. [2] Sujet à revision.

Au cours des années qui suivent immédiatement la guerre, il se produit dans les industries métalliques des transformations fondamentales et de très haute portée. La baisse générale du prix des denrées après 1920 réduit sensiblement le coût de la production aurifère et cette industrie prend un essor rapide. Des gisements importants de bas métaux sont découverts dans le nord-ouest du Québec. On y installe un outillage de production massive de même qu'à Flin Flon, sur la frontière entre le Manitoba et la Saskatchewan. Dans l'intervalle de vastes programmes d'expansion sont élaborés en marge de l'exploitation des établissements miniers et métallurgiques dépendant des mines de nickel-cuivre de la région de Sudbury, tandis que la découverte de meilleurs procédés métallurgiques pour le traitement des minerais de plomb-zinc de la grande mine Sullivan, en Colombie Britannique, prépare les voies à d'étonnantes augmentations dans la production de ces métaux. Les effets de ces progrès immenses commencent à se faire sentir au début de la période de 1920–1930, et en 1926 la valeur de la production minérale, établie à plus de $240,000,000, dépasse celle de 1918 ou de 1920 alors que les prix de tous les minéraux sont beaucoup plus élevés. Cette expansion des exploitations, de la production et de la valeur se maintient jusqu'en 1929. Vers la fin de la période, alors que la prospérité industrielle et

la construction sont à leur maximum, la production de combustibles, de métalloïdes non combustibles et de matériaux de construction apporte une contribution substantielle à la valeur totale de la production minérale.

La dépression, commencée en 1930, a un effet profond sur la production minérale au Canada. La baisse des denrées en général et la hausse de l'or apportent un double stimulant à la production aurifère et, comme en 1920, celle-ci augmente. Les plus anciennes propriétés étendent leurs opérations, de nouvelles régions et de nouvelles mines sont découvertes, exploitées et mises en état de produire. Le prix des métaux secondaires décline, mais les améliorations déterminées par les bas prix et la concurrence dans les facilités de production de 1920 à 1930, ajoutées à la présence de minerais à teneur appréciable bien que petite de métaux précieux, permettent aux compagnies de se maintenir. Après une période de rajustement, la production se remet à augmenter. Toutefois, la contraction marquée de l'activité industrielle et du bâtiment limite sensiblement la production de charbon, de métalloïdes autres que les combustibles et des divers minéraux servant à la construction.

En conséquence, les industries minérales, avant le début des hostilités en 1939, sont en très forte posture en ce qui concerne la contribution substantielle qu'elles sont appelées à apporter à l'effort de guerre du pays.

Cette contribution possible revêt deux aspects, notamment:—

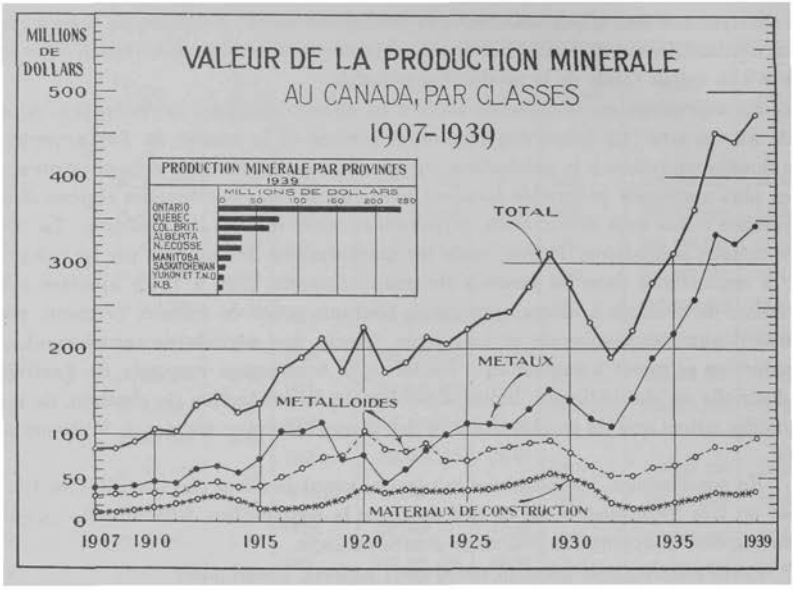
1. La production à prix raisonnable des minéraux essentiels à la fabrication d'armements, de munitions et autres fournitures de guerre aussi bien qu'aux besoins civils du pays.

2. La création à l'étranger des crédits essentiels par une surproduction d'or, d'argent et autres minéraux pour l'exportation.

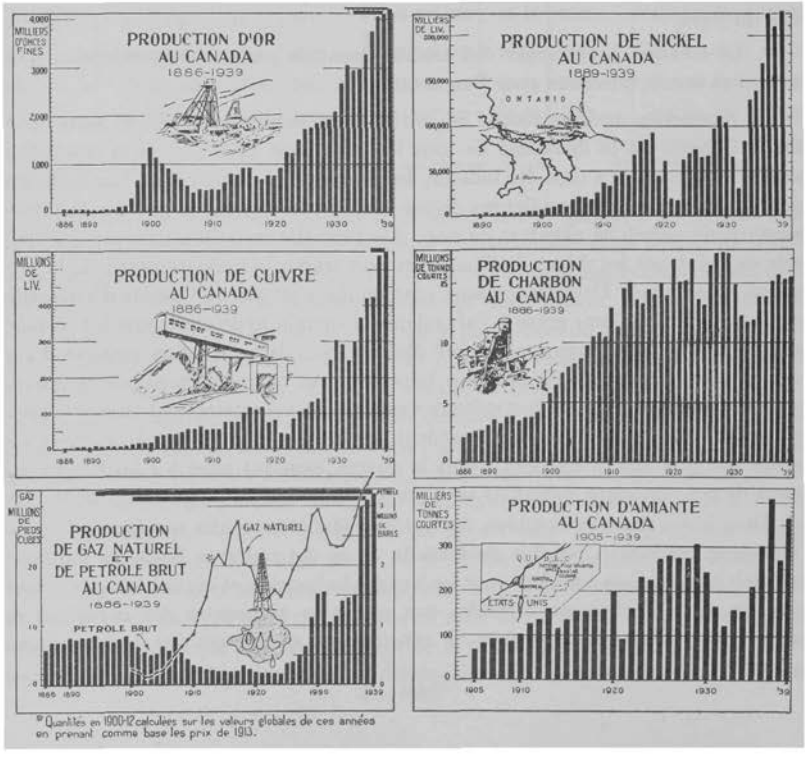
La production aurifère touche de nouvelles cimes chaque année, de sorte qu'en 1939 le Canada est le deuxième de tous les pays avec 12·9 p.c. de la production mondiale. Comme il a déjà été indiqué, les progrès de l'industrie des bas métaux a permis aux compagnies canadiennes de produire à peu de frais de grandes quantités de cuivre, de nickel, de plomb et de zinc. Les procédés métallurgiques ont été améliorés au point que les usines d'affinage peuvent traiter la majeure partie de la production canadienne. Dans ce domaine, bien qu'il n'y ait pas au Canada d'extraction de minerai d'aluminium, grâce à l'abondance d'énergie hydroélectrique à bon marché, des usines métallurgiques ont été établies pour la production massive d'aluminium affiné provenant de minerais importés. Au commencement de la guerre, les producteurs de tous ces bas métaux s'engagèrent volontairement envers le Gouvernement britannique à vendre l'excédent des besoins domestiques à peu près aux mêmes bas prix qui prévalaient avant la guerre, assurant ainsi à l'Angleterre une source de ces matériaux essentiels sans avoir à craindre une augmentation de prix.

Dans le cas des combustibles, des autres métalloïdes et des matériaux de construction, le rendement possible du Canada en ce qui concerne plusieurs minéraux essentiels est plus que suffisant pour les besoins industriels et civils existants. Ainsi donc, on a pu facilement répondre aux exigences croissantes des industries de guerre et des diverses entreprises de construction nécessitées par le programme de guerre.

12380—16½



QUANTITE PRODUITE DES TROIS PRINCIPAUX METAUX
ET DES TROIS PRINCIPAUX METALLOIDES



* Quantités en 1900-12 calculées sur les valeurs globales de ces années en prenant comme base les prix de 1913.

2.—Production minérale du Canada, 1937-39

Nomenclature	1937		1938		1939	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Métaux		$		$		$
Antimoine lb	48,163	7,394	24,560	2,200	1,225,585	151,469
Arsenic (As_2O_3) "	1,389,426	41,032	2,175,646	56,538	1,741,917	52,257
Bismuth "	5,711	5,654	9,516	9,754	409,449	466,362
Cadmium "	745,207	1,222,140	699,138	561,799	939,691	662,209
Chromite	[2]	43,250	Nil	–	Nil	–
Cobalt lb	507,064	848,145	459,226	790,913	732,561	1,213,454
Cuivre "	530,028,615	68,917,219	571,249,664	56,554,034	608,825,570	60,934,859
Or oz fines	4,096,213	143,326,493 [3]	4,725,117	166,205,990 [3]	5,094,379	184,115,951 [3]
Minerai de fer tonnes [1]	Nil	–	Nil	–	123,598	341,594
Plomb lb	411,999,484	21,053,173	418,927,660	14,008,941	388,569,550	12,313,768
Minerai de manganèse tonnes [1]	85	817	Nil	–	396	3,688
Mercure lb	[2]	[2]	760	760	436	1,226
Concentrés de molybdénite lb	16,500	8,147	13,000	4,500	2,722	816
Nickel "	224,905,046	59,507,176	210,572,738	53,914,494	226,105,865	50,920,305
Palladium, rhodium, iridium, etc. oz fines	119,829	3,179,782	130,893	3,677,342	135,402	4,199,622
Platine "	139,377	6,752,816	161,326	5,196,794	148,902	5,222,589
Radium et uranium	[4]	[4]	[4]	[4]	[2]	1,121,553
Sélénium lb	397,227	687,203	358,929	622,742	150,771	266,714
Argent oz fines	22,977,751	10,312,644	22,219,195	9,660,239	23,163,629	9,378,490
Tellure lb	41,490	71,777	48,237	82,967	2,940	4,769
Minerai de titanium tonnes [1]	4,229	26,432	207	1,449	3,694	21,267
Concentrés de tungstène lb	Nil	–	Nil	–	8,825	4,917
Zinc "	370,337,589	18,153,949	381,506,588	11,723,698	394,533,860	12,108,244
Totaux, métaux	–	**334,165,243**	–	**323,075,154**	–	**343,506,123**
Combustibles						
Charbon tonnes [1]	15,835,954	48,752,048	14,294,718	43,982,171	15,537,443	48,315,224
Gaz naturel M. pds cu.	32,380,991	11,674,802	33,444,791	11,587,450	35,185,146	12,507,307
Tourbe tonnes [1]	478	2,676	620	3,500	445	2,445
Pétrole brut barils	2,943,750	5,399,353	6,966,084	9,230,173	7,826,301	9,846,352
Totaux, combustibles	–	**65,828,879**	–	**64,803,294**	–	**70,671,328**
Métalloïdes (moins les combustibles)						
Amiante tonnes [1]	410,026	14,505,791	289,793	12,890,195	364,472	15,859,212
Barytine "	Nil	–	Nil	–	[2]	3,639
Sables bitumineux "	35	142	[5]	[5]	[5]	[5]
Diatomite "	643	18,606	398	13,842	301	10,388
Feldspath "	21,346	178,222	14,058	129,293	12,500	112,309
Fluorine "	150	2,550	217	3,906	240	4,995
Graphite	[2]	125,343	[2]	41,590	[2]	61,684
Pierre meulière (y compris meules à pulpe) tonnes [1]	412	21,429	306	16,198	304	15,278
Gypse "	1,047,187	1,540,483	1,008,799	1,502,265	1,421,934	1,935,127
Oxyde de fer (ocre) "	6,197	83,640	5,821	71,769	6,015	88,418
Lithium minéral	[2]	1,694	Nil	–	Nil	–
Dolomite magnésitique	[2]	677,207	[2]	420,261	[2]	474,418
Sulfate de magnésie tonnes [1]	727	14,456	470	9,400	550	9,900
Mica lb	1,890,376	133,731	1,037,026	80,989	1,995,356 [6]	145,221 [6]
Eau minérale gall. imp.	225,019	20,586	188,309	21,619	123,769	19,105
Synénite éléolitique tonnes [1]	[2]	121,481	[2]	142,737	30,766	140,148
Phosphate "	100	900	208	1,836	157	1,712
Quartz "	1,377,448	1,129,011	1,380,011	961,617	1,582,935	1,100,214
Sel "	458,957	1,799,465	440,045	1,912,913	424,500	2,486,632
Brique siliceuse M	3,744	181,126	1,788	100,403	2,493	124,807
Stéatite tonnes [1]	[2]	40,513	[2]	35,038	5,097	41,471
Carbonate de soude "	286	2,574	252	2,268	300	2,400
Sulfate de soude "	79,884	618,028	63,009	553,307	71,485	628,151
Soufre [7] "	130,913	1,154,992	112,395	1,044,817	211,278	1,668,025
Talc "	12,457	123,301	10,853	109,810	13,144	128,595
Totaux, métalloïdes	–	**22,495,271**	–	**20,066,123**	–	**25,061,849**

Renvois à la fin du tableau, p. 238.

2.—Production minérale du Canada, 1937-39—fin

Nomenclature	1937		1938		1939	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
		$		$		$
Dérivés de l'argile et autres matériaux de construction						
DÉRIVÉS DE L'ARGILE						
Brique—						
Argile plastique—						
Face lisse..... M	9,904	175,544	10,838	208,610	10,927	182,376
Commune..... M	23,636	316,534	24,104	313,082	26,651	372,116
Argile maigre—						
(coupée au fil)—						
Face lisse..... M	37,610	735,615	34,179	671,471	45,995	941,696
Commune..... M	55,689	755,630	50,734	681,744	51,115	692,224
Pressée à sec—						
Face lisse..... M	12,565	233,542	13,125	266,039	12,262	242,518
Commune..... M	14,136	152,662	15,536	192,741	17,791	236,597
Brique de fantaisie ou d'ornement.. M	55	2,972	63	4,175	68	4,601
Brique à égout..... M	175	2,777	228	3,581	217	4,506
Brique à pavé..... M	3	131	1	34	157	6,089
Brique réfractaire... M	2,950	142,827	2,213	113,581	2,331	119,346
Argile réfractaire et autres.....tonnes[1]	8,165	31,068	2,344	17,243	13,159	40,236
Bentonite..... "	163	1,971	1,179	3,659	988	3,441
Blocs et moulages de brique réfractaire.....	[2]	75,431	[2]	73,512		95,256
Blocs creux.....tonnes[1]	64,526	533,843	70,648	591,416	86,120	714,291
Tuile à toiture.....nomb.	60,542	3,302	150,504	5,196	148,291	4,964
Tuile à carrelage....pds car.	73,191	12,169	100,958	15,330	90,812	15,233
Tuile à drain..... M	11,391	298,970	12,862	322,774	14,360	353,973
Tuyaux d'égout, gaines de cheminée, faîtières, etc...	[2]	790,210	[2]	778,107	[2]	813,208
Poterie lustrée ou non.....	[2]	232,209	[2]	235,890	[2]	282,712
Autres dérivés de l'argile...	[2]	19,452	[2]	37,899	[2]	25,853
TOTAUX, DÉRIVÉS DE L'ARGILE.....	-	4,516,859	-	4,536,084	-	5,151,236
AUTRES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION						
Ciment.....barils	6,168,971	9,095,867	5,519,102	8,241,350	5,731,264	8,511,211
Chaux[3].....tonnes[1]	549,353	3,824,917	486,922	3,542,652	552,209	4,003,514
Sable et gravier..... "	27,001,301	10,492,696	32,223,882	12,002,554	31,294,341	11,241,102
Pierre—						
Granit..... "	1,135,099	1,827,433	705,307	1,379,417	1,102,395	2,119,501
Pierre calcaire[3]..... "	5,542,806	4,673,942	4,288,507	3,864,619	4,149,589	3,817,551
Marbre..... "	21,642	88,595	19,375	87,274	14,124	200,054
Grès..... "	235,165	343,871	101,853	218,405	176,265	311,830
Ardoise..... "	900	5,519	979	6,311	1,149	6,760
TOTAUX, AUTRES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION.....	-	30,352,840	-	29,342,582	-	30,211,523
Totaux, dérivés de l'argile et autres matériaux de construction.....	-	**34,869,699**	-	**33,878,666**	-	**35,362,759**
Grands totaux (fonds canadiens).....	-	**457,359,092**	-	**441,823,237**	-	**474,602,059**

[1] Tonnes courtes. [2] Non connue. [3] Valeur en argent canadien. [4] Non existante pour publication. [5] Compris dans le pétrole. [6] Ne comprend pas le schiste micacé moulu produit en Colombie Britannique. [7] Soufre contenu dans les pyrites expédiées et contenu approximatif de soufre dans l'acide sulfurique récupéré des gaz de fonderies. [8] Comprend des quantités relativement considérables qui entrent dans la fabrication des produits chimiques.

Analyse de la valeur courante et du volume.—Aux fins de donner une interprétation plus claire et plus simple de la marche de la production minérale au Canada depuis 1930, le tableau 3 fait voir la proportion de valeur totale contribuée par chaque minéral principal chaque année. Les valeurs sur lesquelles sont basées les pourcentages de ce tableau sont les valeurs annuelles de la production minérale en argent canadien telles qu'indiquées dans les tableaux 1 et 2.

3.—Pourcentages de la valeur totale de la production minérale par groupe et par principal minéral, 1930-39

Minéraux	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939
	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
MÉTAUX										
Cobalt	0·4	0·3	0·3	0·3	0·2	0·2	0·2	0·2	0·2	0·2
Cuivre	13·6	10·6	8·0	9·8	9·6	10·3	10·9	15·1	12·8	12·8
Or	15·5	24·4	37·4	38·0	36·9	37·0	36·3	31·3	37·6	38·8
Plomb	4·7	3·2	2·8	2·9	3·0	3·4	4·1	4·6	3·1	2·6
Nickel	8·7	6·7	3·8	9·1	11·6	11·3	12·1	13·0	12·2	10·7
Platinides	0·9	1·2	1·0	0·7	2·2	1·7	2·2	2·2	2·0	2·0
Dérivés du radium et de l'uranium	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	0·2
Argent	3·6	2·7	3·0	2·6	2·8	3·4	2·3	2·3	2·2	2·0
Zinc	3·4	2·7	2·2	2·9	3·3	3·2	3·1	4·0	2·7	2·6
TOTAUX, MÉTAUX[1]	51·0	52·0	58·6	66·4	69·7	71·0	71·7	73·1	73·1	72·4
COMBUSTIBLES										
Charbon	18·9	18·1	19·4	16·3	15·1	13·4	12·7	10·7	10·0	10·2
Gaz naturel	3·7	4·0	4·7	3·9	3·2	3·0	3·0	2·5	2·6	2·6
Pétrole	1·8	1·8	1·6	1·4	1·2	1·1	0·9	1·2	2·1	2·1
TOTAUX, COMBUSTIBLES[1]	24·4	23·9	25·7	21·6	19·5	17·5	16·6	14·4	14·7	14·9
MÉTALLOÏDES (moins les combustibles)										
Amiante	3·0	2·1	1·6	2·4	1·8	2·3	2·8	3·2	2·9	3·3
Gypse	1·0	0·9	0·6	0·3	0·3	0·3	0·4	0·3	0·3	0·4
Quartz	0·1	0·1	0·1	0·1	0·2	0·1	0·2	0·2	0·2	0·2
Sel	0·6	0·8	1·0	0·9	0·7	0·6	0·5	0·4	0·4	0·5
Soufre	0·1	0·2	0·2	0·2	0·2	0·2	0·3	0·3	0·2	0·4
TOTAUX, MÉTALLOÏDES[1]	5·4	4·8	4·0	4·5	3·8	4·0	4·6	4·9	4·5	5·3
PRODUITS DE L'ARGILE										
TOTAUX, PRODUITS DE L'ARGILE	3·8	3·4	1·9	1·0	1·0	1·0	1·0	1·0	1·0	1·1
AUTRES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION										
Ciment	6·3	6·9	3·6	2·0	2·0	1·8	1·9	2·0	1·9	1·8
Chaux	1·4	1·2	1·3	1·1	1·0	0·9	0·9	0·8	0·8	0·8
Sable et gravier	3·0	2·9	2·3	2·0	1·5	2·1	1·9	2·3	2·7	2·4
Pierre	4·7	4·9	2·6	1·4	1·5	1·7	1·4	1·5	1·3	1·4
TOTAUX, AUTRES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION	15·4	15·9	9·8	6·5	6·0	6·5	6·1	6·6	6·7	6·3
Grands totaux	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**

[1] Compris certains petits item non spécifiés. [2] Non connus.

Bien que l'année 1926 n'ait pas été aussi normale dans la production minérale que dans d'autres domaines économiques, en la prenant comme base on voit clairement les changements rapides découlant des circonstances qui ont surgi depuis l'année 1926. Le tableau **4** montre les indices du volume de la production minérale, en prenant l'année 1926 comme base, dans le cas des principaux minéraux, pour la période 1928–39.

4.—Indices du volume de la production minérale, par principal minéral, 1928-39

(1926=100)

Minéraux	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939
MÉTAUX												
Cobalt	143·9	139·8	104·4	78·4	73·8	70·2	89·5	102·5	133·5	76·3	69·1	110·2
Cuivre	152·3	186·4	228·0	219·6	186·1	225·4	274·1	314·8	316·3	398·2	429·2	457·4
Or	107·8	109·9	119·8	153·6	173·5	168·1	169·4	187·3	213·7	233·5	269·4	290·4
Plomb	119·1	115·1	117·3	94·2	90·2	93·9	122·0	119·5	135·0	145·2	147·6	136·9
Nickel	147·2	167·8	157·9	99·9	46·2	126·7	195·8	210·8	258·3	342·2	320·4	344·1
Platinides	110·8	131·5	357·4	470·3	287·2	260·3	1220·8	1106·8	1381·9	1463·9	1694·4	1454·6
Argent	98·1	103·4	118·2	91·9	82·0	67·9	73·4	74·3	82·0	102·7	99·3	103·5
Zinc	123·1	131·6	178·5	158·2	114·9	132·8	199·1	213·9	222·2	247·0	254·4	263·1
COMBUSTIBLES												
Charbon	106·6	106·2	90·3	74·3	71·2	72·2	83·8	84·3	92·4	96·1	86·7	94·3
Gaz naturel	117·6	147·8	152·9	134·7	121·9	120·5	120·6	129·7	146·4	168·6	174·1	183·2
Pétrole	171·3	306·6	417·7	423·3	286·6	314·3	387·1	396·9	411·7	807·7	1911·4	2147·5
MÉTALLOÏDES (moins les combustibles)												
Amiante	97·7	109·5	86·7	58·8	44·0	56·7	55·8	99·8	107·8	146·8	103·7	130·4
Gypse	141·0	137·1	121·2	97·7	49·6	43·4	52·2	61·3	94·4	118·5	114·2	160·9
Quartz	121·7	114·6	97·5	84·3	81·5	80·1	117·4	100·4	451·0[1]	593·5[1]	594·6[1]	682·1[1]
Sel	114·1	125·8	103·5	98·7	100·4	106·7	122·6	137·2	149·0	174·8	167·6	161·7
Soufre[2]	100·0	110·9	97·8	129·8	137·8	148·7	133·6	174·8	316·5	339·2	291·3	547·5
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION[3]												
Ciment	126·6	141·1	126·7	116·7	51·7	34·5	43·5	41·9	51·8	70·9	63·4	65·8
Chaux	122·9	162·9	118·6	83·3	77·5	78·2	88·9	98·0	113·2	132·7	117·6	133·4
Sable et gravier	164·2	162·7	166·8	127·1	84·6	68·6	86·8	124·0	129·3	157·8	188·3	182·9
Pierre	129·0	150·4	156·2	131·3	73·3	45·9	63·7	67·5	77·9	108·4	80·0	85·1

[1] Comprend, à compter de 1936, le silice naturel commun employé comme fondant non ferreux dans les smelters. [2] 1928=100, les années antérieures n'étant pas comparables. [3] Les dérivés de l'argile non compris.

Sous-section 2.—Distribution provinciale de la production minérale

Depuis 1907 l'Ontario a été la principale province minière du Canada et, en ces dernières années, a contribué environ 50 p.c. de la production minérale totale du Canada. La hausse de l'or a été particulièrement favorable à la production minérale de l'Ontario et les dépôts de nickel-cuivre de Sudbury sont un autre trait saillant des réserves minières de cette province. En 1938 la production de l'Ontario s'est élevée à 49·7 p.c. du total et en 1939, à 49·0 p.c. Pendant nombre d'années la Colombie Britannique a conservé le deuxième rang en valeur, parce que sa production comprend la plupart des métaux importants ainsi que des quantités considérables de charbon. Cependant, depuis 1930, le Québec a disputé cette position à la Colombie Britannique puisque ces deux dernières années il s'est placé au deuxième rang. Autrefois les métalloïdes (spécialement l'amiante) et les matériaux de construction constituaient à peu près toute sa production minérale, mais actuellement les métaux, surtout l'or et le cuivre, en fournissent plus de la moitié de la valeur. En 1938 et 1939, la production du Québec s'est élevée à 15·6 p.c. et 16·3 p.c. respectivement, tandis que la Colombie Britannique en a produit 14·6 p.c. en 1938 et 13·7 p.c. en 1939. La Nouvelle-Ecosse et l'Alberta sont les deux provinces les plus importantes par la production de charbon. La découverte et la mise en valeur des massifs de minerai Flin Flon et Sherritt-Gordon ont fait des provinces de Manitoba et de Saskatchewan d'importants producteurs de bas métaux et d'or et d'argent. L'Alberta, en sus d'être un fort producteur de charbon, est la première province pour le pétrole et le gaz naturel et ces exploitations ont pris un rapide essor en ces dernières années.

5.—Production minérale du Canada, par province, 1925-39

NOTA.—Les chiffres pour les années 1899-1910 inclusivement ont paru à la page 349 de l'Annuaire de 1933, et pour les années 1911-24 inclusivement à la page 335 de l'édition de 1939.

Année	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Yukon
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
1925..	17,625,612	1,743,858	24,284,527	87,980,436	2,276,759	1,076,392	25,318,866	64,485,242	1,791,641
1926..	28,873,792	1,811,104	25,956,193	84,702,296	3,073,528	1,193,394	26,977,027	65,622,976	2,226,813
1927..	30,111,221	2,148,535	28,870,403	89,982,962	2,888,912	1,455,225	29,309,223	60,801,170	1,789,044
1928..	30,524,392	2,198,919	37,037,420	99,584,718	4,186,853	1,719,461	32,531,416	64,496,351	2,709,957
1929..	30,904,453	2,439,072	46,358,285	117,662,505	5,423,825	2,253,506	34,739,986	68,162,878	2,905,736
1930..	27,019,367	2,383,571	41,215,220	113,530,976	5,453,182	2,368,612	30,427,742	54,953,320	2,521,588
1931..	21,081,157	2,176,910	35,964,537	97,975,915	10,057,808	1,931,880	23,580,901	35,480,701	2,184,917
1932..	16,201,279	2,223,505	25,638,466	85,910,030	9,058,365	1,681,728	21,174,061	27,326,173	2,014,618[1]
1933..	16,966,183	2,107,682	28,141,482	110,205,021	9,026,951	2,477,425	19,702,953	30,794,504	2,073,052[1]
1934..	23,310,729	2,156,151	31,269,945	145,565,871	9,776,934	2,977,061	20,228,851	41,206,965	1,669,083[1]
1935..	23,183,128	2,821,027	39,124,696	158,934,269	12,052,417	3,816,943	22,289,681	48,692,050	1,430,246[1]
1936..	26,672,278	2,587,891	49,736,919	184,532,892	11,315,527	6,970,397	23,305,726	54,407,036	2,390,706[1]
1937..	30,314,188	2,763,643	65,160,215	230,042,517	15,751,645	10,271,463	25,597,117	73,555,798	3,902,506[1]
1938..	26,253,645	3,802,565	68,965,594	219,810,994	17,173,002	7,782,847	28,966,272	64,549,130	4,528,188[1]
1939..	30,746,200	3,949,433	77,335,998	232,519,948	17,137,930	8,794,090	30,691,617	65,216,745	8,210,098[1]

[1] Y compris la production des Territoires du Nord-Ouest.

Les différents minéraux entrant dans la production de chaque province figurent au tableau **6**, ainsi que la contribution de chaque province à la production de chaque minéral au Canada en 1939.

6.—Détail de la production minérale du Canada, par province, 1939

NOTA.—Les quantités et la valeur des minéraux produits en 1939 au Yukon sont: or, 87,745 onces fines, $3,171,192; plomb, 7,544,632 livres, $239,089; argent, 3,830,864 onces fines, $1,551,040; valeur totale, $4,961,321; et dans les Territoires du Nord-Ouest: cuivre, 2,382 livres, $4,277; or, 51,914 onces fines, $1,876,224; dérivés du radium et de l'uranium, $1,121,553; argent, 483,874 onces fines, $195,911; gaz naturel, 1,500 m.p.c., $335; pétrole, 20,191 barils, $50,477; valeur totale, $3,248,777. Voir le tableau 2 pour les totaux du Canada. Les tirets dans ce tableau indiquent que la province n'a déclaré aucune production. La tonne dont il s'agit est la tonne courte de 2,000 livres.

Minéraux	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
Métaux								
Antimoine.....lb	1,200	–	–	–	–	–	–	1,224,385
$	148	–	–	–	–	–	–	151,321
Arsenic (As_2O_3)..lb	–	–	1	1,741,917	–	–	–	–
$	–	–	–	52,257	–	–	–	–
Bismuth.....lb	–	–	–	–	–	–	–	409,449
$	–	–	–	–	–	–	–	466,362
Cadmium.....lb	–	–	–	–	73,830	66,608	–	799,253
$	–	–	–	–	52,029	46,939	–	563,241
Chromite....tonnes	–	–	–	–	–	–	–	–
$	–	–	–	–	–	–	–	–
Cobalt.....lb	–	–	–	732,561	–	–	–	–
$	–	–	–	1,213,454	–	–	–	–
Cuivre.....lb	1,269,179	–	117,238,897	328,429,665	70,458,890	18,133,149	–	73,253,403
$	128,086	–	11,831,749	32,637,305	7,110,711	1,829,997	–	7,392,734
Or[2].....oz fines	29,943	–	953,377	3,086,076	180,875	77,120	359	626,970
$	1,082,170	–	34,455,998	111,533,873	6,537,003	2,787,194	12,974	22,659,323
Minerai de fer..... tonnes	–	–	–	123,598	–	–	–	–
$	–	–	–	341,594	–	–	–	–
Plomb.....lb	2,545,122	–	–	39,130	–	–	–	378,440,666
$	80,655	–	–	1,240	–	–	–	11,992,784
Minerai de manganèse tonnes	4	392	–	–	–	–	–	–
$	88	3,600	–	–	–	–	–	–
Mercure.....lb	–	–	–	–	–	–	–	436
$	–	–	–	–	–	–	–	1,226
Molybdénite (concentrés)...tonnes	–	–	2,240	482	–	–	–	–
$	–	–	600	216	–	–	–	–
Nickel.....lb	–	–	–	226,105,865	–	–	–	–
$	–	–	–	50,920,305	–	–	–	–

[1] Renvois à la fin du tableau, p. 244.

6.—Détail de la production minérale du Canada, par province, 1939—suite

Minéraux		Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
Métaux—fin									
Palladium, rhodium, iridium	oz fines	–	–	–	135,402	–	–	–	–
	$	–	–	–	4,199,622	–	–	–	–
Platine	oz fines	–	–	–	148,877	–	–	–	25
	$	–	–	–	5,221,712	–	–	–	877
Radium et uranium[3]	$	–	–	–	–	–	–	–	–
Sélénium	lb	–	–	23,841	126,930	–	–	–	–
	$	–	–	42,175	224,539	–	–	–	–
Argent	oz fines	173,877	–	1,167,444	4,689,422	1,028,485	1,141,600	32	10,648,031
	$	70,399	–	472,675	1,898,653	416,413	462,211	13	4,311,175
Tellure	lb	–	–	2,940	–	–	–	–	–
	$	–	–	4,769	–	–	–	–	–
Minerai de titanium	tonnes	–	–	3,694	–	–	–	–	–
	$	–	–	21,267	–	–	–	–	–
Concentrés de tungstène	lb	–	–	–	–	–	–	–	8,825
	$	–	–	–	–	–	–	–	4,917
Zinc	lb	9,152,856	–	28,758,759	–	40,302,747	37,278,001	–	279,041,497
	$	280,901	–	882,606	–	1,236,891	1,144,062	–	8,563,784
Totaux, métaux	$	**1,642,447**	**3,600**	**47,711,839**	**208,244,770**	**15,353,047**	**6,270,403**	**12,987**	**56,107,744**
Combustibles									
Charbon	tonnes	7,051,176	468,421	–	–	1,138	959,595	5,519,208	1,537,905
	$	25,611,271	1,566,359	–	–	3,110	1,255,142	14,415,281	5,464,061
Gaz naturel M	p.cu.	–	606,382	–	11,966,581	600	96,423	22,513,660	–
	$	–	292,403	–	7,261,928	180	36,640	4,915,821	–
Tourbe	tonnes	–	–	–	445	–	–	–	–
	$	–	–	–	2,445	–	–	–	–
Pétrole brut	brl	–	22,799	–	206,379	–	–	7,576,932	–
	$	–	32,082	–	401,430	–	–	9,362,363	–
Totaux, combustibles	$	**25,611,271**	**1,890,844**	**–**	**7,665,803**	**3,290**	**1,291,782**	**28,693,465**	**5,464,061**
Métalloïdes (moins combustibles)									
Amiante	tonnes	–	–	364,454	18	–	–	–	–
	$	–	–	15,858,492	720	–	–	–	–
Barytine	tonnes	–	–	–	–	–	–	–	–
	$	–	–	–	3,639	–	–	–	–
Diatomite	tonnes	279	–	–	5	–	–	–	17
	$	9,661	–	–	280	–	–	–	447
Feldspath	tonnes	–	–	5,399	7,061	40	–	–	–
	$	–	–	60,923	51,056	330	–	–	–
Fluorine	tonnes	–	–	–	240	–	–	–	–
	$	–	–	–	4,995	–	–	–	–
Graphite	$	–	–	–	61,684	–	–	–	–
Pierre meulière (y compris meules à pulpe, etc.)	tonnes	152	152	–	–	–	–	–	–
	$	5,616	9,662	–	–	–	–	–	–
Gypse	tonnes	1,298,618	29,765	–	59,440	15,961	–	–	18,150
	$	1,340,830	134,286	–	260,792	98,578	–	–	100,641
Oxyde de fer (ocre)	tonnes	–	–	5,465	–	–	–	–	550
	$	–	–	82,501	–	–	–	–	5,917
Dolomite magnésitique	$	–	–	474,418	–	–	–	–	–
Sulfate de magnésie	tonnes	–	–	–	–	–	–	–	550
	$	–	–	–	–	–	–	–	9,900
Mica	lb	–	–	867,396	1,127,960	–	–	–	[4]
	$	–	–	122,243	22,978	–	–	–	–
Eau minérale	gal. imp.	–	–	104,629	19,140	–	–	–	–
	$	–	–	17,503	1,602	–	–	–	–
Synénite éléolitique	$	–	–	–	30,766	–	–	–	–
	$	–	–	–	140,148	–	–	–	–
Phosphate	tonnes	–	–	157	–	–	–	–	–
	$	–	–	1,712	–	–	–	–	–
Quartz	tonnes	10,574	–	104,827	1,333,342	–	134,192	–	–
	$	18,927	–	369,172	665,148	–	46,967	–	–
Sel	tonnes	47,885	–	–	370,843	2,453	–	3,319	–
	$	213,029	–	–	2,200,189	35,888	–	37,526	–
Brique siliceuse	M	1,890	–	–	603	–	–	–	–
	$	75,212	–	–	49,595	–	–	–	–

Voir renvois à la fin du tableau, p. 244.

6.—Détail de la production minérale du Canada, par province, 1939—suite

Minéraux	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
Métalloïdes (moins combustibles)—fin								
Stéatite[5]..... $	–	–	5,097	–	–	–	–	–
	–	–	41,471	–	–	–	–	–
Carbonate...tonnes	–	–	–	–	–	–	–	300
de soude. $	–	–	–	–	–	–	–	2,400
Sulfate de tonnes	–	–	–	–	–	71,455	30	–
soude. $	–	–	–	–	–	627,965	186	–
Soufre[6]..... tonnes	–	–	61,476	16,126	–	–	–	133,676
$	–	–	275,951	161,260	–	–	–	1,230,814
Talc..... tonnes	–	–	–	13,144	–	–	–	–
$	–	–	–	128,595	–	–	–	–
Totaux, métalloïdes..... $	**1,663,275**	**143,948**	**17,304,386**	**3,752,681**	**134,796**	**674,932**	**37,712**	**1,350,119**
Produits de l'argile et autres matériaux de construction								
PRODUITS DE L'ARGILE								
Argile—								
Réfractaire.tonnes	2,522	–	–	–	–	6,931	–	592
$	7,720	–	–	–	–	15,020	–	8,084
Bentonite...tonnes	–	–	–	–	99	–	889	–
$	–	–	–	–	591	–	2,850	–
Autre argile tonnes	–	–	–	222	–	2,892	–	–
$	–	–	–	666	–	8,746	–	–
Brique d'argile plastique—								
Face lisse..... M	2	–	462	9,295	–	–	99	1,069
$	35	–	5,348	160,321	–	–	2,566	14,106
Commune..... M	233	–	2,683	13,863	3,716	25	2,360	3,771
$	2,412	–	23,285	200,089	57,152	300	35,413	53,465
D'argile maigre—(coupée au fil)								
Face lisse..... M	538	2,334	17,580	24,281	300	324	216	420
$	13,461	37,752	351,445	502,264	11,299	8,076	3,010	14,389
Commune..... M	4,202	3,036	27,902	12,840	83	546	1,431	1,075
$	58,581	40,322	363,852	193,970	902	5,260	12,344	16,993
Pressée à sec—								
Face lisse..... M	–	–	1,897	8,385	–	87	1,681	212
$	–	–	48,277	165,348	–	2,997	17,151	8,745
Commune..... M	–	–	8,928	2,742	–	–	6,121	–
$	–	–	142,844	39,879	–	–	53,874	–
Brique de fantaisie ou ornementale. M	–	–	–	68	–	–	–	–
$	–	–	–	4,601	–	–	–	–
Brique à égout..M	–	–	–	217	–	–	–	–
$	–	–	–	4,506	–	–	–	–
Brique à pavé..M	–	–	–	–	–	–	–	157
$	–	–	–	–	–	–	–	6,089
Briq. réfractaire.M	3	–	–	–	–	474	30	1,824
$	123	–	–	–	–	26,300	1,297	91,626
Blocs et formes d'arg. réfractaire..... $	813	–	–	–	–	73,990	–	20,453
Tuiles—								
Blocs creux..ton.	5,385	2,377	27,230	41,856	551	790	4,989	2,942
$	50,713	19,341	235,581	329,951	5,258	7,835	37,952	27,660
Tuile à nomb.	–	–	–	110,869	–	–	–	37,422
toiture $	–	–	–	3,599	–	–	–	1,365
Tuile à pds car.	–	–	–	90,292	–	–	–	520
carrelage $	–	–	–	15,163	–	–	–	70
Tuile à drain..M	233	43	649	12,193	76	5	77	1,084
$	7,512	1,588	24,876	274,846	3,690	200	3,129	38,132
Tuyaux d'égout, gaines de cheminée, faîtières, etc..... $	195,218	–	78,447	377,550	–	–	111,476	50,517
Poterie, lustrée ou non..... $	–	30,593	–	60,692	–	50	180,017	11,360
Autres produits de l'argile..... $	3,364	389	821	13,193[7]	–	–	–	8,086
TOTAUX, PRODUITS DE L'ARGILE... $	339,952	129,985	1,274,776	2,346,638	78,892	148,774	461,079	371,140

Voir renvois à la fin du tableau, p. 244.

6.—Détail de la production minérale du Canada, par province, 1939—fin

Minéraux	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
Produits de l'argile et autres matériaux de construction—fin								
AUTRES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION								
Ciment.....barils	–	–	3,027,759	1,709,263	343,717	–	377,846	272,679
$	–	–	4,035,294	2,437,777	773,363	–	744,357	520,420
Chaux[6].....tonnes	14,781	18,675	161,112	302,259	20,032	–	12,499	22,851
Sable et gravier $	129,511	151,898	983,072	2,236,952	196,190	–	108,632	197,259
.....tonnes	2,139,427	3,373,303	10,050,985	9,350,875	1,363,593	1,913,995	817,168	2,284,995
$	1,225,827	1,363,051	2,703,032	3,537,216	514,404	408,199	619,105	870,268
Pierre[8].....tonnes	49,835	75,409	2,528,355	2,437,594	36,143	–	3,048	313,138
$	133,917	266,107	3,323,599	2,298,111	83,948	–	14,280	335,734
TOTAUX, AUTRES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION $	1,489,255	1,781,056	11,044,997	10,510,056	1,567,905	408,199	1,486,374	1,923,681
Totaux, produits de l'argile et autres matériaux de construction.....$	**1,829,207**	**1,911,041**	**12,319,773**	**12,856,694**	**1,646,797**	**556,973**	**1,947,453**	**2,294,821**
Grands totaux $	**30,746,200**	**3,949,433**	**77,325,998**	**232,519,948**	**17,137,930**	**8,794,090**	**30,691,617**	**65,216,745**

[1] Arsenic récupéré des minerais d'or mais non pas vendu ni expédié. [2] Valeur courante en fonds canadiens. [3] Voir la note au commencement de ce tableau. [4] Inconnu. [5] Comprend un peu de talc. [6] Teneur en soufre des pyrites expédiées et contenu estimatif de soufre dans l'acide sulfurique et soufre élémentaire récupéré des gaz des hauts fourneaux. [7] Y compris les creusets. [8] Comprend d'assez grandes quantités employées comme produit chimique.

Section 3.—Statistiques industrielles des mines et minéraux—capital, main-d'œuvre, salaires, etc. dans les industries minérales

Des rapports statistiques annuels sur la production minérale du Canada ont été publiés depuis de nombreuses années, d'abord par la Commission Géologique, plus tard par la Division des Mines du Ministère des Mines et, depuis 1921, par le Bureau Fédéral de la Statistique. Antérieurement, la statistique annuelle se limitait à l'indication du volume de la production de chacun des minéraux et à leur valeur aux prix moyens du marché pour l'année; le cadre a été élargi de manière à embrasser les principales industries extractives, telles que le cuivre aurifère, l'argent-plomb-zinc et le nickel-cuivre, ainsi que les industries métallurgiques. Les données additionnelles publiées de temps à autre portent sur le capital immobilisé, le personnel, les salaires et gages et la valeur nette des ventes.

Les ventes nettes des industries minérales données dans les tableaux 7 et 8 sont celles déclarées par les compagnies exploitantes et dans chaque cas les montants reçus pour les expéditions des exploitants de mine et la valeur additionnelle quand le fondage des minerais est complété au Canada. Les totaux indiquent plus clairement le revenu réel des différentes industries que ne peuvent l'indiquer les valeurs pour différents minéraux paraissant au tableau 2 du présent chapitre où, dans le cas du cuivre, du plomb, du zinc et de l'argent, les valeurs sont compilées en appliquant les prix moyens de l'année sur les principaux marchés à la production totale des

mines et smelters sans faire la déduction pour le combustible, l'électricité et autres fournitures consommées dans la transformation. Quelques minerais et concentrés importés sont traités dans les smelters et les affineries canadiennes, spécialement dans la production d'aluminium dont tout le minerai est importé. Les ventes nettes de ces établissements comprennent, par conséquent, la valeur nette des métaux récupérés de ces minerais importés et jusqu'à ce point les ventes nettes paraissant aux tableaux 7 et 8 comprennent des produits qui ne sont pas d'origine canadienne.

Sous-section 1.—Principaux facteurs de l'industrie minérale

Capital.—Dans l'item du capital, les exploitants ont été priés de ne faire entrer que les *fonds réellement engagés dans l'entreprise* et couvrant (1) la valeur actuelle des terrains, des bâtiments, des usines, machines et outils, (2) le coût des matériaux en mains, fournitures, produits finis et minerai extrait, et (3) la caisse, les comptes courants et effets à recevoir. Il est à remarquer qu'on n'y a pas inclus une estimation des réserves de minerai. Les incertitudes du compte capital des entreprises minières sont expliquées plus en détail aux pp. 331–332 de l'Annuaire de 1940.

Personnel.—Les tableaux 7 et 8 donnent également le nombre de personnes directement engagées dans les opérations minières. Ces données, toutefois, ne tiennent pas compte des personnes occupées à la prospection ou à l'exploration pour des particuliers ou des petits syndicats qui ne font pas rapport; dans l'ensemble elles forment probablement un nombre considérable. Les données ne comprennent ni les géologues et les ingénieurs miniers occupés à l'étude du terrain ni les foreurs à diamant sous contrat et leurs organisations respectives.

Denrées et services achetés.—Des statistiques sont annuellement recueillies concernant les dépenses de combustible et d'électricité; les chiffres antérieurs à 1935 donnés aux tableaux 7 et 8 ne comprennent pas le combustible et l'électricité utilisés dans les opérations de métallurgie, réduction, électrolyse, etc. L'industrie minière consacre chaque année de grandes sommes additionnelles à l'achat d'outillage, de machinerie, d'explosifs et d'une foule d'autres fournitures, et aux frais de transport et d'assurance. Afin de connaître une estimation de ces dépenses, des enquêtes spéciales ont été faites en 1934, 1935 et 1937* et le résumé des résultats paraît aux pp. 365–366 de l'Annuaire de 1937 et aux pp. 341–342 de l'Annuaire de 1939.

Sous-section 2.—Progrès de l'industrie minière en ces dernières années

Développements depuis 1929.—Depuis 1929, l'industrie minière au Canada souffre des perturbations économiques mondiales et d'un déclin violent des prix des principaux métaux, spécialement du cuivre, du plomb, du zinc et de l'argent. Dans le cas de l'or, d'un autre côté, le prix monte d'environ 69 p.c. depuis 1931. Sous l'influence des premiers déclins dans les prix des bas métaux, la valeur de la production des industries métalliques décroît de 27 p.c. de 1929 à 1932, avec une diminution de 29 p.c. dans le nombre d'employés et de 30 p.c. dans le chiffre des salaires et gages. Mais, comme la hausse de l'or en stimule la production et que le rajustement du coût stabilise les industries des bas métaux, la production métallique s'accroît de nouveau et, bien que les ventes nettes de 1939 ne soient pas comparables à celles de 1929, le nombre d'employés est de 87 p.c. plus considérable et les salaires et

* Les résultats de ces relevés sont contenus dans le "Rapport spécial sur la consommation de fournitures par l'industrie minière canadienne, 1934 et 1935", et dans des bulletins spéciaux sur la consommation de fournitures par les industries minières de l'or et des bas métaux et les industries de fondage et d'affinage en 1937, publiés par la Branche des Mines, de la Métallurgie et des Produits Chimiques du Bureau Fédéral de la Statistique et qui peuvent être obtenus du Statisticien du Dominion.

gages de 96 p.c. supérieurs à 1929. Bien que la déclaration de la guerre en Europe en septembre ait exercé peu d'effet appréciable sur la production de minéraux en 1939, il est probable que les programmes d'armements qui ont précédé le conflit ont été un facteur dans l'activité croissante des diverses industries d'extraction des métaux.

Dans les industries métalloïdiques, la demande pour le charbon fléchit pendant les années de dépression à la suite d'une plus faible consommation dans les industries et les chemins de fer. De même, la demande pour l'amiante et le gypse est affectée par la contraction de l'activité industrielle et de la construction. Le sel fait exception à la règle générale. Sa production se maintient bien pendant la dépression. Ceci est attribuable à une plus grande consommation par certaines industries chimiques. Ce groupe atteint un haut degré de relèvement, surtout dans la production des minéraux non métalliques autres que les combustibles.

La production d'articles en argile et autres matériaux de construction dépend directement de l'activité du bâtiment au Canada. Au cours des premières années de la dépression celui-ci s'est partiellement maintenu grâce aux travaux de secours des gouvernements et à l'achèvement de plusieurs grandes entreprises commencées avant 1930. Comme résultat, la construction atteint son plus bas niveau au Canada en 1933 et le groupe produisant des articles en argile et des matériaux de construction y est aussi plus bas qu'en toute autre année depuis 1921. De 1929 à 1933, les ventes nettes déclinent de 71 p.c.; le nombre d'employés, de 69 p.c.; les salaires et gages, de 74 p.c.; et les dépenses en combustible et électricité, item très important dans le coût de la production de ces industries, de 76 p.c. Toutefois, la construction est plus active au Canada depuis 1933 (voir le chapitre XV) et cette plus grande activité est accompagnée d'une accélération heureuse dans la production des dérivés de l'argile et autres matériaux de construction, bien que ces industries soient encore à un bas niveau d'activité comparativement aux années antérieures à 1929.

7.—Principales statistiques de l'industrie minière au Canada par groupe, 1929-39, et par province en 1939

NOTA.—Pour les années 1921-28 voir l'Annuaire de 1936, pp. 370-371. Dans le passé la valeur nette de la production appelée "ventes nettes" était, dans ces industries, la valeur brute moins les frais de transport et les frais de traitement dans le cas des mines et moins la valeur des minerais dans le cas des smelters. En vertu d'une recommandation de la conférence des statisticiens du Commonwealth, à Ottawa, en 1935, le chiffre net, appelé "recettes nettes des ventes", est maintenant obtenu des ventes, telles que définies plus haut, et par une nouvelle déduction des frais de combustible, d'électricité et de fournitures employés dans les procédés de récupération. Afin de faciliter la comparaison avec les années antérieures, le tableau ci-après donne les chiffres pour 1935, montrant les déductions et le résultat net selon les deux méthodes, et ceux depuis lors selon la nouvelle méthode seulement.

Groupe et année	Usines ou mines	Capital engagé	Employés	Salaires et gages	Coût du combustible et de l'électricité[1]	Ventes nettes[2]
	nomb.	$	nomb.	$	$	$
MÉTAUX						
1929	528	427,498,173	31,125	50,279,511	11,221,987	163,050,366
1930	352	427,439,265	30,623	48,851,303	11,323,313	137,015,892
1931	327	390,908,034	25,434	41,829,288	10,340,523	132,382,514
1932	330	269,180,464	21,931	34,983,704	8,551,463	119,790,072
1933	402	406,998,952	25,443	37,937,871	7,084,253	150,145,926
1934	636	465,583,818	34,143	50,818,448	9,144,600	186,785,532
					10,199,214	217,353,515
1935	619	437,471,769	38,603	59,528,350	151,846,099[1]	173,588,815[2]
1936	867	507,796,987	46,455	72,016,670	188,371,440[1]	211,444,303[2]
1937	1,000	584,692,790	55,046	90,798,501	268,514,346[1,4]	276,885,288[2]
1938	883	583,631,536	56,491	94,466,952	260,417,691[1,4]	278,367,293[2]
1939	785	574,099,672	58,225	98,570,473	249,452,335[1,4]	286,895,798[2]

Pour renvois, voir à la fin du tableau, p. 248.

7.—Principales statistiques de l'industrie minière au Canada par groupe, 1929-39, et par province en 1939—suite

Groupe et année	Usines ou mines	Capital engagé	Employés	Salaires et gages	Coût du combustible et de l'électricité[1]	Ventes nettes[2]
	nomb.	$	nomb.	$	$	$
COMBUSTIBLES						
1929	5,346	264,885,834	33,913	48,400,214	3,992,299	72,508,890
1930	5,034	274,164,992	32,982	42,129,818	3,993,225	64,834,559
1931	5,242	264,419,494	30,761	32,508,967	3,390,919	50,729,036
1932	5,121	255,635,299	28,966	27,557,881	3,220,355	46,641,426
1933	5,190	243,650,488	27,460	24,803,285	3,404,904	45,093,269
1934	5,435	224,450,330	28,458	28,525,019	3,684,466	50,586,951
					3,631,527	50,531,780
1935	6,031	213,136,462	28,857	29,574,327	13,876,051[1]	36,692,659[2]
1936	6,072	220,659,487	30,045	32,628,645	8,677,204[1]	47,354,595[2]
1937	6,099	236,032,476	30,850	36,470,163	9,926,557[1]	51,092,131[2]
1938	6,223	242,324,005	30,934	33,862,014	9,150,977[1]	52,942,261[2]
1939	6,251	239,583,899	30,242	35,825,194	9,734,267[1]	58,007,938[2]
METALLOÏDES (MOINS LES COMBUSTIBLES)						
1929	148	52,416,662	6,167	7,202,099	2,041,474	21,087,298
1930	157	54,611,604	5,373	5,722,857	1,792,258	15,228,796
1931	132	60,748,865	3,314	3,522,266	1,479,755	10,900,174
1932	125	46,659,538	2,688	2,360,438	1,277,247	7,748,430
1933	137	40,146,295	3,072	2,506,322	1,290,350	9,818,936
1934	170	38,669,950	3,737	3,238,473	1,535,099	9,993,603
					1,521,444	11,875,534
1935	150	31,101,247	3,898	3,576,377	2,829,074[1]	9,046,485[2]
1936	152	36,398,319	4,723	4,652,169	3,593,551[1]	12,120,887[2]
1937	172	37,546,148	6,294	6,729,395	5,392,536[1]	15,950,419[2]
1938	167	38,570,095	5,933	6,322,332	4,365,127[1]	14,659,821[2]
1939	199	39,148,011	6,175	6,850,352	5,170,228[1]	18,699,491[2]
PRODUITS DE L'ARGILE ET AUTRES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION						
1929	3,126	122,220,364	23,897	18,608,687	9,495,825	58,534,834
1930	3,562	131,204,998	20,222	17,271,354	7,957,397	53,727,465
1931	3,877	125,983,627	13,300	14,108,778	6,298,151	44,158,295
1932	4,804	113,736,272	7,885	6,870,026	3,427,419	22,398,283
1933	5,144	109,496,612	7,359	4,784,327	2,245,397	16,696,687
1934	5,411	102,319,089	7,167	5,544,246	2,838,327	19,286,761
					3,004,647	23,215,400
1935	6,098	95,790,621	8,898	7,401,505	3,962,091[1]	19,253,309[2]
1936	6,138	94,208,302	9,776	7,468,738	4,718,167[1]	21,052,574[2]
1937	8,137	99,073,560	13,224	10,294,325	6,001,510[1]	28,868,189[2]
1938	6,857	89,722,416	13,917	10,992,702	5,432,367[1]	28,446,299[2]
1939	7,004	88,943,803	13,299	11,107,189	5,753,942[1]	29,628,817[2]
Grands totaux, industries minérales—						
1929	**9,148**	**867,021,033**	**95,102**	**124,490,511**	**26,751,585**	**315,181,388**
1930	**9,105**	**887,420,859**	**89,200**	**113,975,332**	**25,066,193**	**270,806,712**
1931	**9,578**	**842,060,020**	**72,809**	**91,969,299**	**21,509,348**	**238,170,019**
1932	**10,380**	**685,211,573**	**61,470**	**71,772,049**	**16,476,484**	**196,578,211**
1933	**10,873**	**800,292,347**	**63,334**	**70,031,805**	**14,024,904**	**221,754,818**
1934	**11,652**	**831,023,187**	**73,505**	**88,126,186**	**17,202,492**	**266,652,847**
					18,356,832	**302,976,229**
1935	**12,898**	**777,500,099**	**80,256**	**100,080,559**	**172,513,315[1]**	**238,581,268[2]**
1936	**13,229**	**859,063,095**	**90,999**	**116,766,222**	**205,360,362[1]**	**291,972,359[2]**
1937	**15,408**	**957,344,974**	**105,414**	**144,292,384**	**289,834,949[1]**	**372,796,027[2]**
1938	**14,130**	**954,248,052**	**107,275**	**145,644,000**	**279,366,162[1]**	**374,415,674[2]**
1939	**14,239**	**941,775,385**	**107,941**	**152,353,208**	**270,110,772[1]**	**393,232,044[2]**

Pour renvois, voir à la fin du tableau, p. 248.

7.—Principales statistiques de l'industrie minière au Canada par groupe, 1929-39, et par province en 1939—fin

Année et province	Usines ou mines	Capital engagé	Employés	Salaires et gages	Coût du combustible et de l'électricité[1]	Ventes nettes[2]
1939	nomb.	$	nomb.	$	$	$
Nouvelle-Ecosse et I.P.-E.	914	52,580,559	15,202	17,371,518	5,450,671	23,504,419
Nouveau-Brunswick	426	4,466,757	3,263	2,311,835	329,538	3,600,454
Québec	4,137	179,371,057	20,872	25,689,382	81,840,188	81,600,118
Ontario	6,380	397,025,573	37,233	63,220,042	119,307,190	188,867,969
Manitoba	260	36,516,216	3,027	4,541,992	16,217,955	12,401,404
Saskatchewan	258	18,838,439	2,026	2,347,264	6,749,197	6,391,404
Alberta	709	121,311,648	10,548	13,097,818	3,508,845	26,049,861
Col. Britannique	1,130	119,437,585	14,769	21,698,690	34,754,310	45,419,651
Yukon	10	10,117,207	728	1,605,671	1,598,650	3,803,985
Territoires du N.-Ouest	15	2,110,344	273	468,996	354,228	1,592,779

[1] Moins le combustible et l'électricité utilisés dans les procédés de récupération métallurgique, excepté les chiffres de renvoi pour 1935-39 qui comprennent tout combustible et toute électricité (que ce soit ou non pour les procédés de métallurgie) et aussi le coût des fournitures qui entrent dans la transformation. [2] Voir la note en tête du tableau. [3] C'est "recettes nettes des ventes". Voir la note en tête du tableau. [4] Y compris les frais de transport et de traitement, déclarés pour la première fois en 1937. Ils étaient autrefois déduits par l'expéditeur de minerais à teneur métallique dans son rapport sur la valeur de ces minerais. [5] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

Sous-section 3.—Principales industries minérales

Le tableau 8 présente un résumé statistique des principales industries minérales au Canada en 1938 et 1939. C'est l'industrie aurifère qui dispose en 1939 des plus forts effectifs, ayant dépassé celle du charbon pour la troisième fois. L'emploiement y est beaucoup moins exposé aux fluctuations saisonnières et les dépenses en salaires et gages sont beaucoup plus élevées que celles des charbonnages. Le smeltage et l'affinage viennent en troisième place par le nombre d'employés et par les salaires et gages.

8.—Principales statistiques des industries minérales, par industrie, 1938 et 1939

NOTA.—Voir note au haut du tableau 7, p. 246.

Industrie et année	Usines ou mines	Capital engagé	Employés	Salaires et gages	Combustible acheté, électricité et fournitures	Valeur nette des ventes[1]
Métaux	nomb.	$	nomb.	$	$	$
Or alluvionnaire 1938	113	12,846,973	1,071	2,056,936	288,370	3,753,052
1939	104	9,844,524	1,012	1,439,765	318,613	4,204,974
Quartz aurifère 1938	550	251,203,802	29,647	50,462,092	28,674,805[2]	114,472,106
1939	474	248,692,569	30,622	53,206,225	30,380,927[2]	129,633,245
Cuivre-or-argent 1938	39	65,416,729	5,577	8,921,465	20,544,691[2]	28,795,492
1939	30	58,867,620	6,083	9,920,591	24,978,891[2]	26,182,577
Argent-cobalt 1938	30	2,696,217	297	386,851	446,070[2]	288,293
1939	43	2,461,556	323	412,728	237,096[2]	653,032
Argent-plomb-zinc 1938	108	30,386,714	1,640	3,027,915	5,068,253[2]	18,483,945
1939	83	23,664,620	1,646	2,803,057	4,699,242[2]	13,555,609
Nickel-cuivre 1938	11	35,363,940	5,342	9,916,179	5,174,237[2]	25,491,028
1939	7	35,307,319	5,759	10,960,710	6,117,331[2]	32,259,124
Divers métaux 1938	19	1,380,035	129	145,551	16,906	−7,997
1939	31	3,074,999	331	455,278	175,573	349,404
Usines métallurgiques 1938	13	184,337,126	12,788	19,549,963	200,204,359	87,091,374
1939	13	192,186,465	12,449	19,372,119	182,544,662	80,057,833
Totaux, métaux 1938	883	583,631,536	56,491	94,466,952	260,417,691[2]	278,367,293
1939	785	574,099,672	58,225	98,570,473	249,452,335[2]	286,895,798

Pour renvois, voir à la fin du tableau, p. 249.

8.—Principales statistiques des industries minérales, par industrie 1938 et 1939—fin

Industrie et année	Usines ou mines	Capital engagé	Employés	Salaires et gages	Combustible acheté, électricité et fournitures	Valeur nette des ventes[1]
	nomb.	$	nomb.	$	$	$
Combustibles						
Houille 1938	498	111,495,137	27,074	28,699,781	7,926,328	34,207,513
1939	510	109,072,484	26,472	30,720,991	8,203,815	38,062,870
Gaz naturel 1938	3,325	79,143,830	1,966	2,506,121	82,887	9,748,677
1939	3,352	78,409,338	1,990	2,536,220	98,397	10,634,146
Pétrole 1938	2,400	51,685,038	1,894	2,656,112	1,141,762	8,986,071
1939	2,389	52,102,077	1,780	2,567,983	1,432,055	9,310,922
Totaux, combustibles 1938	**6,223**	**242,324,005**	**30,934**	**33,862,014**	**9,150,977**	**52,942,261**
1939	**6,251**	**239,583,899**	**30,242**	**35,825,194**	**9,734,267**	**58,007,938**
Métalloïdes						
Amiante 1938	9	22,008,771	3,711	4,024,363	3,187,725	9,702,470
1939	9	22,489,233	3,784	4,347,064	3,463,513	12,395,699
Feldspath, quartz et syénite éléolitique 1938	32	1,605,136	375	342,248	168,509	1,065,138
1939	43	1,591,015	338	330,170	178,721	1,173,950
Gypse 1938	15	7,325,412	623	528,027	239,306	1,262,959
1939	17	6,806,907	714	692,158	299,319	1,635,808
Oxydes de fer 1938	6	200,057	37	31,557	8,124	63,645
1939	7	215,445	38	26,916	8,194	80,224
Mica 1938	40	159,758	156	74,424	19,247	61,742
1939	61	230,337	224	112,653	19,014	128,307
Sel 1938	9	4,270,799	562	786,720	309,080	1,603,833
1939	9	4,447,204	547	741,736	784,778	2,173,204
Talc et stéatite 1938	6	212,491	75	59,426	23,907	120,941
1939	6	239,835	65	60,512	22,332	147,734
Divers[3] 1938	50	2,787,671	394	475,567	409,229	779,093
1939	47	3,128,035	465	539,143	394,357	964,565
Totaux, métalloïdes 1938	**167**	**38,570,095**	**5,933**	**6,322,332**	**4,365,127**	**14,659,821**
1939	**199**	**39,148,011**	**6,175**	**6,850,352**	**5,170,228**	**18,699,491**
Produits de l'argile et matériaux de construction						
PRODUITS DE L'ARGILE						
Brique, tuile et tuyaux d'égout 1938	147	17,756,732	2,125	2,009,836	1,039,148	3,284,486
1939	141	17,614,307	2,055	2,072,351	1,093,160	3,852,837
1939	5	311,810	117	100,397	14,701	197,749
Poterie 1938	8	326,435	110	89,337	14,338	190,901
TOTAUX, PRODUITS DE L'ARGILE 1938	152	18,068,542	2,242	2,110,233	1,053,849	3,482,235
1939	149	17,940,742	2,165	2,161,688	1,107,498	4,043,738
AUTRES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION						
Ciment 1938	8	52,299,046	1,034	1,306,331	2,293,584	5,947,766
1939	8	51,251,358	1,001	1,297,542	2,238,039	6,273,172
Chaux 1938	53	4,881,214	867	795,068	939,989	2,602,663
1939	59	4,802,983	937	849,468	1,052,012	2,951,502
Sable et gravier 1938	6,094	3,286,340	6,959	4,482,916	254,595	11,747,959
1939	6,215	2,735,690	6,120	3,981,913	274,509	10,966,593
Pierre 1938	550	11,187,274	2,815	2,298,154	890,350	4,665,676
1939	573	12,213,030	3,076	2,816,578	1,081,884	5,393,812
TOTAUX AUTRES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION 1938	6,705	71,653,874	11,675	8,882,469	4,378,518	24,964,064
1939	6,855	71,003,061	11,134	8,945,501	4,646,444	25,585,079
Totaux, produits de l'argile et matériaux de construction 1938	**6,857**	**89,722,416**	**13,917**	**10,992,702**	**5,432,367**	**28,446,299**
1939	**7,004**	**88,943,803**	**13,299**	**11,107,189**	**5,753,942**	**29,628,817**
Grands totaux, industries minérales 1938	**14,130**	**954,248,052**	**107,275**	**145,644,000**	**279,366,162**	**374,415,674**
1939	**14,239**	**941,775,385**	**107,941**	**152,353,208**	**276,110,772**	**393,232,044**

[1] Voir note en tête du tableau 7, p. 246. [2] Y compris les frais de transport et de traitement. Voir renvoi 4 du tableau 7, p. 248. [3] Comprend les "abrasifs naturels", ainsi qu'une petite production de tourbe, faisant normalement partie des combustibles.

Section 4.—Production métallique

Les métaux de première importance au Canada sont le cobalt, le cuivre, l'or, le fer, le plomb, le nickel, les platinides, le radium, l'argent et le zinc. Ils sont étudiés dans des sous-sections séparées. Il y a en outre un certain nombre d'autres métaux produits en petites quantités, principalement comme sous-produits dans le traitement des minerais métallifères, et leur production ces trois dernières années est indiquée au tableau **2**, tandis que leur production par province en 1939 paraît au tableau **6**.

Sous-section 1.—Cobalt

La majeure partie de l'approvisionnement mondial de cobalt a été tirée pendant près de deux décennies avant 1925 des massifs de la région de Cobalt. Ces massifs furent découverts en 1903 et contiennent de l'argent, du cobalt, du nickel, du bismuth et de l'arsenic. De vastes gisements de minerais cobaltifères se trouvent au Congo belge, dans la Rhodésia du Nord et au Maroc français, en Afrique, et l'introduction du cobalt de ces sources sur le marché mondial a augmenté la production mondiale, tandis que la production canadienne a diminué depuis 1925. Cependant, depuis le commencement de la guerre en 1939, la demande de ce métal a stimulé une nouvelle activité en certaines des vieilles mines ontariennes, bien que les opérations se limitent surtout à la récupération et au nettoyage.

9.—Production canadienne de cobalt, 1925-39

NOTA.—Les valeurs des années 1904 à 1924, inclusivement, ont paru à la page 347 de l'Annuaire de 1939. La production de 1940 n'est pas publiée.

Année	Quantité	Valeur	Année	Quantité	Valeur
	lb	$		lb	$
1925	1,116,492	2,328,517	1933	466,702	597,752
1926	664,778	1,136,014	1934	594,671	592,497
1927	880,590	1,764,534	1935	681,419	512,705
1928	956,590	1,672,320	1936	887,591	804,676
1929	929,415	1,801,915	1937	507,064	848,145
1930	694,163	1,144,007	1938	459,226	790,913
1931	521,051	651,179	1939	732,561	1,213,454
1932	490,631	587,957			

Sous-section 2.—Cuivre

La plus ancienne région cuprifère d'importance du Canada est située dans les Cantons de l'Est du Québec. Les travaux ont été suspendus dans cette partie du Canada à la mi-été de 1939. La production de la région de Sudbury a commencé à prendre de l'importance aux environs de 1889 et celle des mines de la Colombie Britannique, aux environs de 1896. De 1898 à 1929, cette province a été la plus grosse productrice de cuivre grâce aux mines de Rossland et des districts de la frontière, de la mine de Copper Mountain et des mines Britannia et de Hidden Creek sur la côte. Peu après la guerre de vastes entreprises d'exploitation furent lancées dans les régions cuprifères de Noranda, Waite-Amulet et autres de l'ouest du Québec, de même que sur les propriétés de Flin Flon et de Sherritt-Gordon dans l'ouest du Manitoba. Un programme encore plus grand fut mis en œuvre dans

les régions de nickel-cuivre de Sudbury. Les conséquences de ces développements ont été l'énorme augmentation depuis 1927 de la production de cuivre et de nickel de même que des métaux associés comme le platine, le palladium, le sélénium et le tellure. Les méthodes minières et les établissements modernes et efficaces et la présence de quantités appréciables de métaux précieux dans le minerai ont déterminé une production profitable de cuivre malgré les bas prix qui sévissent depuis 1930.

Le cuivre est ordinairement considéré comme second en importance après le fer parmi les métaux de guerre, plus à cause des grandes quantités requises dans l'application des procédés industriels ordinaires aux besoins de guerre qu'à cause de ses usages proprement militaires. Non seulement les sources de production se sont élargies et agrandies, mais le Dominion dispose maintenant de deux grandes affineries de cuivre, à Copper Cliff et à Montréal-Est, capables de convertir environ 80 p.c. de toute la production sous forme de métal affiné. L'industrie cupro-minière canadienne est donc en mesure de contribuer grandement aux approvisionnements de cuivre du Royaume-Uni et de ses Alliés. De plus, l'industrie, par la possibilité de produire ce cuivre de façon profitable au bas prix d'avant-guerre d'un peu plus de 10 cents la livre, contribue considérablement à la conservation des ressources financières.

10.—Quantité et valeur de cuivre produit au Canada, par province, avec totaux, 1925-39

NOTA.—Pour les années 1886 à 1910, voir l'Annuaire du Canada, 1916-17, p. 287, et pour les années 1911-1924, l'édition de 1939, p. 348. La production de 1940 n'est pas indiquée séparément de celle des autres bas métaux.

Année	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Colombie Britannique	Yukon	Totaux	
	lb	lb	lb	lb	lb	lb	lb	$
1925.....	2,510,141	39,718,777	Nil	-	69,221,600	Nil	111,450,518	15,649,882
1926.....	2,674,058	41,312,867	"	-	89,108,017	"	133,094,942	17,490,300
1927.....	3,119,848	45,341,295	"	-	91,686,297	"	140,147,440	17,195,487
1928.....	33,697,949	66,607,510	"	-	102,283,210	107,377	202,696,046	28,598,249
1929.....	55,337,169	88,879,853	"	-	103,903,738	Nil	248,120,760	43,415,251
1930.....	80,310,363	127,718,871	2,087,609	-	93,318,885	42,628	303,478,356	37,948,359
1931.....	68,376,985	112,882,625	45,821,432	-	65,223,348	Nil	292,304,390	24,114,065
1932.....	67,336,692	77,055,413	52,706,861	-	50,580,104	"	247,679,070	15,294,058
1933.....	69,943,882	145,504,720	38,163,181	3,223,941[1]	43,146,724	"	299,982,448	21,634,853
1934.....	73,968,545	205,059,539	30,867,141	6,618,913	48,246,924	"	364,761,062	26,671,438
1935.....	79,050,906	252,027,928	38,011,371	11,429,452	38,478,043	"	418,997,700	32,311,960
1936.....	66,340,175	287,914,078	29,853,220	14,971,609	21,169,343	"	421,027,732[2]	39,514,101[2]
1937.....	94,653,132	322,039,208	44,920,835	22,436,843	45,797,988	"	530,028,615[2]	68,917,219[2]
1938.....	112,645,797	309,030,106	65,582,772	18,156,157	65,759,265	"	571,249,664[2]	56,554,034[2]
1939.....	117,238,897	328,429,665	70,458,890	18,133,149	73,253,408	"	608,825,570[2]	60,934,859[2]

[1] Première production rapportée. [2] Comprend 779,307 livres, d'une valeur de $73,855, produites en Nouvelle Ecosse en 1936; 180,609 livres à $23,620 en 1937; 75,567 livres évaluées à $7,535, produites dans les T.N.-O. en 1938; 1,269,179 livres, d'une valeur de $128,086, produites en Nouvelle-Ecosse et 42,382 livres évaluées à $4,277, produites dans les T.N.-O. en 1939.

Production mondiale de cuivre.—La production mondiale de cuivre en 1938 est estimée à 2,020,000 tonnes longues, comparativement à 1,920,000 en 1929. Le Canada produit environ 12·6 p.c. du total mondial estimatif et est au troisième rang des pays producteurs.

11.—Production de cuivre des principaux pays, 1925-39

(Tonnes de 2,240 lb)

NOTA.—A moins d'indication contraire, les chiffres de ce tableau sont fournis par l'Institut Impérial. Les chiffres des années 1913-1924, inclusivement, se trouvent à la page 349 de l'Annuaire de 1939.

Année	Canada[1]	Rhodesia du Nord	Congo belge	Chili	Japon	Mexique	Pérou	Espagne et Portugal	Etats-Unis	Production mondiale[2]
1925...	49,755	74	88,681	187,191	64,654	52,788	36,768	57,083	762,500	1,419,390
1926...	59,417	708	79,365	199,121	64,533	55,628	41,699	57,083	783,929	1,462,044
1927...	62,566	3,290	87,748	235,930	65,519	56,929	46,820	53,885	756,624	1,502,108
1928...	90,489	5,930	110,680	282,269	67,155	64,536	55,556	55,000	807,945	1,690,000
1929...	110,768	5,466	134,828	315,566	74,277	85,187	55,228	67,000	890,674	1,920,000
1930...	135,481	6,269	136,754	216,844	77,785	72,252	46,800	66,000	629,529	1,580,000
1931...	130,493	22,800	118,000	221,000	74,650	53,354	43,600	56,000	472,210	1,360,000
1932...	110,571	87,238	53,000	101,600	70,741	34,698	24,691	34,000	212,599	890,000
1933...	133,921	129,423	65,544	160,814	67,942	39,196	30,773	31,000	211,969	1,260,000
1934...	162,840	157,599	108,346	252,646	65,944	43,569	27,283	32,000	211,969	1,260,000
1935...	187,053	168,659	105,981	262,864	68,215	38,751	30,237	32,000	339,724	1,470,000
1936...	187,959	170,728	94,156	252,162	76,505	29,244	32,825	27,000	548,674	1,700,000
1937...	236,620	245,888	148,210	410,000	86,215	45,350	36,000	32,518	748,009	2,300,000
1938...	255,022	250,877	121,985	345,821	80,000	41,190	37,154	34,807	498,003	2,020,000
1939[3]...	271,797	244,658	[4]	333,816	[4]	43,688	[4]	[4]	645,300	[4]

[1] Chiffres du Bureau Fédéral de la Statistique. [2] Les totaux comprennent la production d'autres pays non spécifiés. [3] Chiffres préliminaires sauf pour le Canada. [4] Inconnue.

Sous-section 3.—Or

Depuis plus de 75 ans le Canada produit de l'or. Durant la dernière moitié du siècle dernier, la production provenait principalement des placers de la Colombie Britannique et du Yukon, tandis que depuis le commencement du siècle actuel il y a eu croissance rapide de la production d'or filonien provenant des mines de quartz aurifère et de l'or en association à d'autres métaux. La production d'or au Canada atteignait son premier maximum en 1900, le Yukon étant alors à son apogée, avec 1,350,057 onces fines. La production d'or au Canada pour l'année 1925 et les années suivantes fait l'objet des tableaux **12** et **13.**

Il se produit de l'or en Nouvelle-Ecosse à des endoits à travers le Bouclier Canadien, du Québec jusqu'aux Territoires du Nord-Ouest, et dans la région des Cordillères, en Colombie Britannique et au Yukon. Sauf des quantités relativement peu élevées provenant d'entreprises alluvionnaires au Yukon, en Colombie Britannique, en Saskatchewan et en Alberta, la production d'or provient surtout de l'exploitation filonienne des quartz aurifères ou autres minerais métalliques tels que le cuivre, le nickel et le zinc qui renferment des quantités variables d'or. Les principales régions productrices sont l'ouest du Québec, les régions voisines de Kirkland Lake et de Porcupine en Ontario de même que d'autres petits établissements disséminés à travers le nord et s'étendant jusqu'à la frontière occidentale; les régions de Rice Lake et de Gods Lake dans l'est du Manitoba et la région de Flin Flon sur la frontière de la Saskatchewan; et la région de Bridge River et le nouveau champ de Zeballos, sur la côte occidentale de l'île de Vancouver, en Colombie Britannique. Quatre mines sont entrées en production à la suite de développement dans le district de Yellowknife, dans les Territoires du Nord-Ouest. Une propriété près du lac Athabaska, en Saskatchewan, a commencé à produire en 1939 après une période très active de développement. Grâce à la découverte de nouvelles régions prometteuses, à l'augmentation des réserves et à l'expansion des opérations dans les établissements plus anciens, tout indique que la production d'or au Canada continuera d'augmenter. La principale mine d'or canadienne est actuellement la Hollinger, de Porcupine; la deuxième est la mine de Lake Shore dans la région de Kirkland Lake et la troisième est la mine de cuivre-or de Noranda dans l'ouest du Québec. En 1939, 83·3 p.c. environ de la production totale provient des mines de quartz auri-

fère, 14·2 p.c. environ de mines où l'or se présente associé aux minerais de cuivre, de nickel, de zinc, etc., et 2·5 p.c. environ des exploitations alluvionnaires. Le nombre de mines de quartz aurifère en production passe de 37 en 1930 à 232 en 1939.

L'importance primaire de la production d'or dans l'effort de guerre du Canada est l'affermissement de la situation de notre crédit à l'étranger, particulièrement aux Etats-Unis. La production de plus de 5,000,000 d'onces par année à $35 l'once en fonds américains pourvoit à l'achat de plus de $175,000,000 d'outillage essentiel de guerre dans ce pays. Ainsi, bien que les usages militaires de l'or soient limités, l'augmentation de la production est un facteur très important dans l'efficacité de la contribution du Canada à la guerre.

12.—Quantité d'or produit au Canada, par province, 1925-40

NOTA.—Pour les années 1862 à 1910, voir l'Annuaire du Canada de 1916-17, pp. 284-285, et pour les années 1911 à 1924, l'édition de 1939, p. 350.

Année	Nouvelle-Ecosse	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Col. Britannique	Yukon	Total
	onces fines	onces fines	onces fines	onces fines	onces fines	onces fines	onces fines	onces fines	onces fines
1925....	1,626	1,602	1,461,039	4,424	-	Nil	219,227	47,817	1,735,735
1926....	1,678	3,680	1,497,215	188	-	"	225,866	25,601	1,754,228
1927....	3,151	8,331	1,627,050	182	-	42	183,094	30,935	1,852,785
1928....	1,290	60,006	1,578,434	19,813	-	68	196,617	34,364	1,890,592
1929....	2,687	90,798	1,622,267	22,455	-	5	154,204	35,892	1,928,308
1930....	1,272	141,747	1,736,012	23,189	-	Nil	164,331	35,517	2,102,068
1931....	460	300,075	2,085,814	102,969	-	195	160,069	44,310	2,693,892
1932....	964	401,105	2,280,105	122,507	11[1]	83	199,004	40,608	3,044,387
1933....	1,382	382,886	2,155,519	125,310	5,400	324	238,995	39,493	2,949,309
1934....	3,525	390,097	2,105,339	132,321	5,405	393	296,196	38,798	2,972,074
1935....	9,376	470,552	2,220,336	142,613	14,323	150	391,633	35,907[2]	3,284,890[2]
1936....	11,960	666,905	2,378,503	139,273	48,981	109	451,938	50,359[2]	3,748,028[2]
1937....	19,918	711,480	2,587,095	157,949	65,886	46	505,857	47,982	4,096,213
1938....	26,560	881,263	2,896,477	185,706	50,021	305	605,617	79,168[2]	4,725,117[2]
1939....	29,943	953,377	3,086,076	180,875	77,120	359	626,970	139,659[2]	5,094,379[2]
1940....	-	-	-	-	-	-	-	-	5,322,857[3]

[1] Première production rapportée dans cette province. [2] Y compris la production des Territoires du Nord-Ouest se chiffrant à 200 onces fines en 1935, 1 once fine en 1936, 6,800 onces fines en 1938 et 51,914 onces fines en 1939. [3] Chiffres préliminaires. Non donnés par province pour 1940.

13.—Valeur de l'or produit au Canada, par province, 1925-40

NOTA.—Pour les années 1862 à 1910, voir l'Annuaire du Canada de 1916-17, p. 284-85 et pour les années 1911 à 1924, la page 351 de l'édition de 1939.

Année	Nouvelle-Ecosse	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Col. Britannique	Yukon	Total
1925..	33,612	33,116	30,202,357	91,452	-	Nil	4,531,824	988,465	35,880,826
1926..	34,687	76,072	30,950,180	3,886	-	"	4,669,065	529,220	36,263,110
1927..	65,137	172,217	33,634,108	3,762	-	868	3,784,889	639,483	38,300,464
1928..	26,667	1,240,434	32,629,126	409,571	-	1,406	4,064,434	710,367	39,082,005
1929..	55,545	1,876,961	33,535,234	464,186	-	103	3,187,680	741,954	39,861,663
1930..	26,295	2,930,170	35,886,552	479,359	-	Nil	3,397,023	734,202	43,453,601
1931..	9,920	6,471,075	44,980,280	2,220,512	-	4,205	3,451,865	955,539	58,093,396
1932[1]..	22,634	9,417,572	53,534,743	2,876,350	258[2]	1,949	4,672,429	953,438	71,479,373
1933..	39,525	10,950,539	61,647,843	3,583,866	154,440	9,267	6,835,257	1,129,500	84,350,237
1934..	121,613	13,458,347	72,634,195	4,565,075	186,472	13,558	10,218,762	1,338,531	102,536,553
1935..	329,942	16,558,725	78,133,624	5,018,551	504,026	5,279	13,781,565	1,263,567[2]	115,595,279[3]
1936..	418,959	23,361,683	83,318,960	4,878,733	1,715,804	3,818	15,831,388	1,764,076[2]	131,293,421[3]
1937..	696,931	24,894,685	90,522,454	5,526,636	2,305,351	1,610	17,699,936	1,678,890	143,326,493
1938..	934,248	30,998,426	101,883,578	6,532,209	1,759,489	10,728	21,302,578	2,784,734[2]	166,205,990[3]
1939..	1,082,170	34,455,998	111,533,873	6,537,003	2,787,194	12,974	22,659,323	5,047,416[2]	184,115,951[3]
1940..	-	-	-	-	-	-	-	-	204,925,995[4]

[1] Valeur calculée sur la base de 1 once fine=$20·671834 pour la période de 1920 à 1931; depuis lors, au cours mondial en numéraire canadien. [2] Première production enregistrée dans cette province. [3] Comprend la valeur de production des Territoires du Nord-Ouest se chiffrant à $7,038 en 1935, $35 en 1936, $239,190 en 1938 et $1,876,224 en 1939. [4] Chiffre préliminaire. Non donné par province pour 1940.

Production mondiale.—L'ère de développement des mines d'or depuis la découverte de l'Amérique peut être divisée en quatre périodes. Pendant la première période, s'étendant de 1493 à 1760, la production annuelle était en moyenne de 337,000 onces d'or fin. L'or des bancs de sable du Brésil et de la Colombie éleva la production moyenne des soixante dernières années de cette période jusqu'à 606,000 onces par années.

La période suivante, entre 1761 et 1840, fut caractérisée par l'entrée en lice de la Russie, ce pays occupant le premier rang parmi les producteurs d'or jusqu'en 1837. Au cours de cette période, la production moyenne annuelle fut de 565,500 onces.

La troisième période, qui commence en 1841 pour se terminer en 1890, vit de remarquables découvertes d'or en Californie en 1848 et en Australie en 1851. La moyenne de production durant ces cinquante années fut de 4,937,000 onces, c'est-à-dire 1,761,000 onces pendant la première décennie, 6,448,000 onces pendant la deuxième et 5,201,000 onces pendant la dernière décennie. La production pendant cette période fut assurée principalement par les Etats-Unis, l'Australie et la Russie.

Dans la quatrième période, s'étendant de 1891 à nos jours, comme l'indique le tableau 14, les faits les plus saillants sont d'abord l'apparition de l'Afrique du Sud, au début l'un des importants producteurs, plus tard le producteur principal, puis l'accroissement de la production de la plupart des pays consécutif à l'introduction du procédé au cyanure et enfin, plus récemment encore, l'augmentation rapide de la production mondiale due à la hausse en valeur de l'or. En 1891, l'univers donnait 6,320,000 onces; une progression constante jusqu'en 1915 porta alors ce chiffre à 22,847,000 onces. Par la suite, la hausse considérable des salaires et des autres frais généraux grevant la production d'un métal dont la valeur est immuable, fit tomber l'extraction à 15,497,000 onces en 1922. Toutefois, le déclin général des prix de 1921 et 1922 a réduit le coût de l'extraction de l'or et l'industrie a répondu par une accélération au cours de la décennie suivante. L'augmentation du prix de l'or depuis 1930 a accéléré l'expansion de la production mondiale durant ces dernières années, battant tous les records antérieurs.

14.—Volume et valeur de la production mondiale d'or, 1891-1939

(Tiré du Rapport annuel du Directeur de la Monnaie des Etats-Unis)

Année	Volume	Valeur[1]	Année	Volume	Valeur[1]	Année	Volume	Valeur[1]
	onces fines	$		onces fines	$		onces fines	$
1891.....	6,320,194	130,650,000	1908....	21,422,244	422,837,000	1925....	18,673,178	384,009,921
1892.....	7,094,266	146,651,500	1909....	21,965,111	454,059,100	1926....	19,117,568	395,198,984
1893.....	7,618,811	157,494,800	1910....	22,022,180	455,239,100	1927....	19,058,736	393,979,954
1894.....	8,764,362	181,175,600	1911....	22,397,136	462,989,761	1928....	18,885,849	390,386,574
1895.....	9,615,190	198,763,600	1912....	22,605,068	467,288,203	1929....	19,207,452	397,153,303
1896.....	9,783,914	202,251,600	1913....	22,556,347	466,284,303	1930....	20,903,736	432,118,638
1897.....	11,420,068	236,073,700	1914....	21,652,883	447,608,337	1931....	22,284,290	460,650,527
1898.....	13,877,806	286,879,700	1915....	22,846,608	472,283,884	1932....	24,098,676	498,163,970
1899.....	14,837,775	306,724,100	1916....	22,032,542	455,455,670	1933....	25,400,295	525,070,547
1900.....	12,315,135	254,576,300	1917....	20,346,043	420,592,147	1934....	27,372,374	958,033,090
1901.....	12,625,527	260,992,900	1918....	18,588,127	384,251,378	1935....	29,999,245	1,049,973,580
1902.....	14,354,680	296,737,600	1919....	17,339,679	358,443,791	1936....	32,930,554	1,152,569,390
1903.....	15,852,620	327,702,700	1920....	16,146,830	333,784,924	1937....	35,118,298	1,229,140,430
1904.....	16,804,372	347,377,200	1921....	15,997,692	330,702,190	1938....	37,703,334	1,319,616,690
1905.....	18,396,451	380,288,300	1922....	15,496,859	320,349,102	1939[2]....	39,651,307	1,387,795,67[4]
1906.....	19,471,080	402,503,000	1923....	17,845,349	368,896,948			
1907.....	19,977,260	412,966,600	1924....	18,619,481	384,899,578			

[1] A $20·67 + l'once fine avant 1934; à $35 l'once fine en 1934 et les années suivantes. [2] Chiffres préliminaires.

C'est l'Union Sud-Africaine qui se classe au premier rang des producteurs d'or en 1939, avec 32·3 p.c. de la production mondiale; elle est suivie du Canada, avec 12·9 p.c.; de l'U.R.S.S. (Russie), y compris la Sibérie, avec 12·6 p.c.; et des Etats-Unis, avec 11·7 p.c. Comme l'Australie, la Rhodesia, l'Afrique occidentale anglaise et l'Inde Britannique en produisent également des quantités importantes, il s'ensuit que l'Empire Britannique fournit plus de 55 p.c. de la production mondiale en 1939.

15.—Volume et valeur de la production mondiale d'or et d'argent, par pays principaux, 1938 et 1939

(Tiré du rapport annuel du Directeur de la Monnaie des Etats-Unis.)

Pays	1938				1939[1]			
	Or		Argent		Or		Argent	
	Volume	Valeur ($35·00 l'once)	Volume	Valeur ($0·43537 l'once)[2]	Volume	Valeur ($35·00 l'once)	Volume	Valeur ($0·39395 l'once)[2]
AMÉRIQUE DU NORD—	oz fines	$	oz fines	$	oz fines	$	oz fines	$
Etats-Unis.	4,245,377	148,588,195	61,688,834	26,857,468	4,620,602	161,721,070	63,871,972	25,162,363
Canada.....	4,715,480	165,041,800	22,157,164	9,646,564	5,095,176	178,331,160	23,116,861	9,106,887
Mexique....	923,819	32,333,665	81,018,809	35,273,159	1,055,894	36,956,290	75,870,574	29,889,213
TOTAUX[3]..	9,908,780	346,807,300	166,533,429	72,503,659	10,791,985	377,719,475	164,280,467	64,718,290
AMÉRIQUE CENTRALE ET ANTILLES	164,000[4]	5,740,000	4,300,000[4]	1,872,091	154,251[4]	5,398,785	4,625,450[4]	1,822,196
AMÉRIQUE DU SUD—								
Argentine..	8,423	294,805	3,755,000	1,634,814	8,423	294,805	3,929,501	1,548,027
Bolivie.....	28,937[4]	1,012,795	6,373,660	2,774,900	20,544[4]	719,040	7,241,376	2,852,740
Brésil.....	192,166	6,725,810	25,528	11,114	233,800	8,183,000	27,075	10,666
Chili.....	318,389	11,143,615	1,132,671	493,131	325,044	11,376,540	1,327,408	522,932
Colombie..	520,713	18,224,955	192,872	83,971	551,417	19,299,595	242,609	95,576
Pérou.....	254,473	8,906,555	20,424,466	8,892,200	272,349	9,532,215	18,802,075	7,407,077
Vénézuela..	114,978	4,024,230	[5]	–	146,607	5,131,245	[5]	–
TOTAUX[3]...	1,607,290	56,255,150	31,993,308	13,928,926	1,735,712	60,749,920	31,673,375	12,477,725
EUROPE—								
Tchécoslovaquie....	10,000	350,000	1,190,326	518,232	10,000	350,000	1,000,000	393,950
France.....	87,354	3,057,390	565,000	245,984	85,000[4]	2,975,000	565,000[4]	222,582
Allemagne[6].	8,650	302,750	7,010,000	3,051,944	[7]	–	7,000,000[4]	2,757,650
Roumanie..	172,453	6,035,855	819,876	356,949	162,319	5,681,165	712,718	280,775
Suède.....	197,994	6,929,790	643,418	280,124	200,000	7,000,000	643,418	253,475
U.R.S.S....	5,235,909	183,256,815	8,021,707	3,492,411	5,000,000	175,000,000	7,000,000[4]	2,757,650
Yougoslavie	78,297	2,740,395	2,524,155	1,098,941	71,503	2,502,605	2,293,634	903,577
TOTAUX[3]...	5,818,616	203,651,560	22,747,038	9,903,376	5,555,229	194,433,015	21,223,617	8,361,045
ASIE—								
Inde Britannique.[8]	322,397	11,283,895	5,946,794	2,589,056	316,504	11,077,640	5,942,794	2,341,164
Chine[9].....	188,000	6,580,000	150,000[4]	65,305	265,000	9,275,000	150,000[4]	59,093
Chosen.....	948,447	33,195,645	3,000,000[4]	1,306,110	975,000	34,125,000	3,000,000[4]	1,181,850
Japon.....	760,000	26,600,000	10,100,000	4,397,237	800,000	28,000,000	11,000,000[4]	4,333,450
Iles Philippines.....	903,265	31,614,275	1,167,612	508,343	1,040,626	36,421,875	1,350,099	531,872
Formose....	128,603	4,501,105	15,000	6,530	128,603	4,501,105	15,000	5,910
TOTAUX[3]...	3,440,634	120,422,190	21,512,626	9,365,952	3,715,846	130,054,575	22,628,212	8,914,385
OCEANIE—								
Australie...	1,882,547	65,889,145	14,672,547	6,387,987	1,928,748	67,506,180	15,013,854	5,914,708
Fidji.....	92,369	3,232,915	12,378	5,389	110,000	3,850,000	12,378[10]	4,876
N.-Zélande.	152,050	5,321,750	357,709	155,736	178,955	6,263,425	390,342	153,775
TOTAUX[3]...	2,126,966	74,443,810	15,042,634	6,549,112	2,217,703	77,619,605	15,416,574	6,073,359
AFRIQUE—								
Congo belge	482,261	16,879,135	3,117,014	1,357,054	494,639	17,312,365	2,800,000	1,103,060
Ouest-Africbritanniq..	730,184	25,556,440	101,271	44,090	839,913	29,396,955	101,271	39,896
Ouest-Africfrançais....	127,220	4,452,700	[5]	–	130,000	4,550,000	[5]	–
Rhodésie du Sud....	814,078	28,492,730	166,417	72,453	795,613	27,846,455	173,556	68,372
Tanganyika	81,857	2,864,995	16,305	7,099	130,366	4,562,810	27,999	11,030
Union S.-A.	12,161,392	425,648,720	1,135,374	494,308	12,821,507	448,752,745	1,182,516	465,852
TOTAUX[3]...	14,637,048	512,296,680	5,636,399	2,453,918	15,480,581	541,820,296	5,414,382	2,132,997
Totaux mondiaux..	**37,703,334**	**1,319,616,690**	**267,765,434**	**116,577,034**	**39,651,307**	**1,387,795,671**	**265,262,077**	**104,499,997**

[1] Sujet à revision (voir tableau 2, p. 237). [2] Prix moyen par once fine à New-York. [3] Les totaux comprennent d'autres pays non spécifiés. [4] Estimation de diverses sources. [5] Aucune production déclarée. [6] Y compris Autriche. [7] Données inconnues. [8] Y compris Birmanie. [9] Y compris Mandchourie. [10] Chiffres de 1938.

Sous-section 4.—Fer*

Le minerai de fer est largement distribué au Canada et des gisements considérables ont été découverts de temps à autre; cependant ces gisements ne peuvent pas à l'heure actuelle concurrencer à bas prix les riches sources extérieures d'approvisionnement.

Le minerai de fer a été extrait et fondu pour la première fois dans la province de Québec au début du dix-huitième siècle; depuis lors jusqu'en 1883, l'industrie s'est continuée presque sans interruption aux Trois-Rivières. Les autres hauts fourneaux à employer le minerai local étaient à Radnor Forges et à Drummondville; ce dernier haut fourneau ne fonctionne plus depuis 1911.

La grande industrie du fer et de l'acier de la Nouvelle-Ecosse s'approvisionne de matière première à même les riches gisements accessibles et abondants de Wabana (Terre-Neuve). Dans l'Ontario, l'industrie primaire du fer et de l'acier s'est grandement développée surtout parce que le minerai de fer, de haute teneur et à bon marché, s'obtient facilement des gisements de Mesabi (Minnesota), tandis que la Pennsylvanie, dans le voisinage immédiat, fournit la houille.

16.—Expéditions de minerai de fer et production de fonte en gueuse, de ferro-alliages, de lingots et coulages d'acier, 1925-40

NOTA.—Pour les années de 1886 à 1910, voir l'Annuaire de 1936, p. 388, et pour les années 1911-1924, la page 354 de l'édition de 1939.

Année	Expéditions de minerai des mines canadiennes	Production de fonte en gueuse				Production de ferro-alliages	Production d'acier: lingots et coulages
		Nouvelle-Ecosse	Québec	Ontario	Canada		
	tonnes courtes[1]	tonnes longues[1]	tonnes longues[1]	tonnes longues[1]	tonnes longues[1]	tonnes longues[1]	tonnes longues[1]
1925	Nil	201,795	Nil	368,971	570,766	25,709	752,503
1926	"	250,238	"	507,079	757,317	57,050	776,262
1927	"	249,549	"	460,148	709,697	56,230	907,945
1928	"	302,756	"	734,971	1,037,727	44,482	1,234,719
1929	"	310,801	"	769,359	1,080,160	89,116	1,378,024
1930	"	212,636	"	534,542	747,178	65,223	1,009,578
1931	"	101,393	"	318,645	420,038	46,764	672,109
1932	"	30,697	"	113,433	144,130	16,161	339,346
1933	"	118,514	"	108,803	227,317	30,133	409,979
1934	"	133,360	"	271,635	404,995	31,921	757,782
1935	"	208,002	"	391,873	599,875	56,616	941,527
1936	"	257,148	"	421,083	678,231	76,284	1,115,779
1937	"	320,318	"	578,537	898,855	82,072	1,402,882
1938	"	241,856	"	463,571	705,427	55,926	1,155,190
1939	123,598	259,136	"	496,595	755,731	75,234	1,383,262
1940[2]	[3]	394,412	"	774,482	1,168,894	135,412	2,011,172

[1] Bien que les expéditions de minerai soient exprimées en tonnes courtes, le commerce emploie les tonnes longues comme unité de quantité pour la fonte en gueuse, etc. [2] Chiffres préliminaires. [3] Non publié pour 1940.

Au cours de l'été de 1937, les Algoma Properties Ltd. ont commencé à rebâtir l'équipement de surface à la nouvelle mine Helen, dans le district de Michipicoten, où les réserves sont estimées à 60,000,000 de tonnes de carbonate de fer de teneur plutôt forte en soufre, ce qui requiert le grillage pour le rendre apte au haut fourneau.

Grâce à une loi de la Législature ontarienne qui accorde une prime de deux cents par unité de contenu de fer pour une période de 10 ans à partir du 1er janvier 1939, le Canada a pu constater en 1939, pour la première fois depuis 1923, une production de minerai de fer. Les expéditions se continuent en 1940. En outre, on a exécuté des travaux de développement au lac Steep-Rock, près d'Atikokan, à 135 milles à l'ouest de Port-Arthur, en vue de la production du minerai de fer de haute teneur. Des levés magnétiques et des sondages au diamant à travers la glace ont

* Les ressources connues de minerai de fer ont été brièvement données à la p. 417 de l'Annuaire de 1934-35 et une brève étude sur la sidérurgie au Canada a paru dans l'Annuaire de 1922-23, pp. 466-471.

révélé l'existence d'un gros massif de minerai de haute teneur. Un puits a été foncé sur la propriété et les indications préliminaires sont très prometteuses.

Sous-section 5.—Plomb

Le plomb canadien provient principalement des gisements de la Colombie Britannique où la production commença en 1891 avec 88,665 livres. De 1899 à 1918 des primes furent payées sur le plomb produit au Canada (voir p. 460 de l'Annuaire de 1920), mais la production la plus forte de cette période a été de 56,900,000 livres en 1905. Cependant, en raison des développements en Colombie Britannique mentionnés plus bas, la production a beaucoup augmenté depuis la guerre de 1914–18.

Avec cette grande augmentation de la production canadienne en plus de celle de l'Australie, qui est un des principaux pays producteurs de plomb, il semble probable que d'amples approvisionnements seront disponibles pour l'Angleterre et les Alliés au cours du présent conflit.

Les données au tableau **17** représentent les quantités de plomb produites au Canada avec des minerais indigènes, ainsi qu'une estimation de la récupération des minerais et concentrés de plomb exportés.

17.—Quantité et valeur de plomb tiré du minerai canadien, 1925-39

NOTA.—Pour les années de 1887–1910, voir l'Annuaire de 1929, p. 376, et pour les années 1911 à 1924, la page 355 de l'édition de 1939. La production de 1940 n'est pas donnée.

Année	Quantité	Valeur	Prix par livre	Année	Quantité	Valeur	Prix par livre
	lb	$	cents		lb	$	cents
1925[1]	253,590,578	23,127,460	9·120	1932	255,947,378	5,409,704	2·114
				1933	266,475,191	6,372,998	2·392
1926[1]	283,801,265	19,240,661	6·751	1934	346,275,576	8,436,658	2·436
1927	311,423,161	16,477,139	5·256	1935	339,105,079	10,624,772	3·133
1928	337,946,688	15,553,231	4·576				
1929	326,522,566	16,544,248	5·063	1936	383,180,909	14,993,869	3·913
				1937	411,999,481	21,053,173	5·110
1930	332,894,163	13,102,635	3·933	1938	418,927,660	14,008,941	3·344
1931	267,342,482	7,260,183	2·710	1939	388,569,550	12,313,768	3·169

[1] Pour 1925, moyenne des cours à Montréal; de 1926 à 1939, moyenne annuelle des cours à Londres, Angleterre.

Colombie Britannique.—Il existe bon nombre de mines importantes dans les districts de Kootenay, Est et Ouest, dont la plus productive est la mine Sullivan, non loin de Kimberley, de plomb zincifère. Une tonne de minerai donne en moyenne 11 p.c. de plomb, 7 p.c. de zinc et 5 onces d'argent. L'essor rapide de la production de plomb au cours des quelques dernières années est attribuable dans une large mesure au fait que la Consolidated Mining and Smelting Company a pu résoudre les problèmes d'ordre métallurgique relatifs à la séparation et à la réduction de ces minerais. En raison de la baisse du plomb, du zinc et de l'argent de 1930 à 1935, plusieurs petites mines de plomb argentifère de Slocan ont été inactives.

Autres provinces.—Bien que l'on ait fait plusieurs découvertes de gisements plombifères dans la péninsule de Gaspé et dans le district de Rouyn (Québec), la seule mine qui ait quelque importance est la Tétreault, située dans le district de Notre-Dame-des-Anges (comté de Portneuf), qui produit des concentrés de plomb et de zinc. La production de plomb de l'Ontario venait principalement des opérations de la mine de plomb et de la fonderie de Galetta qui a été fermée au cours de l'été de 1931. Depuis quelques années, les gisements d'argent plombifère du district de Mayo (Yukon) en produisent des quantités importantes et en 1935 la production des concentrés d'argent-plomb-zinc a repris à la mine Sterling, dans le comté de Richmond (Nouvelle-Ecosse), mais les travaux ont cessé en 1939. La production en 1939 est indiquée au tableau **6**, p. 241.

Production mondiale.*—La production mondiale de plomb en 1938 est estimée à environ 1,780,000 tonnes longues. Les principaux producteurs sont les Etats-Unis (18·5 p.c.), l'Australie (15·4), le Mexique (15·6), le Canada (10·5).

Sous-section 6.—Nickel

La totalité du nickel canadien vient des gisements cupro-nickelifères bien connus du district de Sudbury, en Ontario. Le minerai est extrait principalement pour son contenu de nickel et de cuivre; mais par des procédés métallurgiques on récupère profitablement des quantités relativement petites d'or, d'argent, de sélénium, de tellure et platinides. Les gisements repérés jusqu'ici au Canada peuvent suffire aux besoins de l'univers entier pour bien des années à venir et il en reste un grand nombre qui n'ont pas été mis en valeur encore.

Après la guerre de 1914-18 les compagnies exploitantes ont fait de vastes recherches dans le but de découvrir et d'encourager de nouveaux usages de ce métal en temps de paix. L'augmentation marquée de la production, par de grandes additions aux usines et aux facilités, est attribuable en grande partie au succès de ces recherches. L'industrie de l'automobile, la machinerie électrique, les ustensiles de cuisine, les nouveaux câbles sous-marins et divers alliages de nickel ont aussi contribué à cette augmentation.

Cette capacité productive accrue est maintenant à la disposition des exigences actuelles de guerre. Le nickel est très important en temps de guerre à cause de ses usages strictement militaires comme tôle de blindage, pièces forgées de fusil, ressort de recul de fusil et chemise de balle et aussi de son emploi dans l'industrie des aciers au nickel pour la production de l'outillage de guerre.

18.—Quantité et valeur de nickel produit au Canada, 1925-39

NOTA.—Les chiffres des années 1889–1910 sont donnés dans l'Annuaire de 1929, p. 377, et pour les années 1911 à 1924, à la page 356 de l'édition de 1939. La production de 1940 n'est pas donnée.

Année	Quantité	Valeur	Année	Quantité	Valeur	Année	Quantité	Valeur
	lb	$		lb	$		lb	$
1925.....	73,857,114	15,946,672	1930....	103,768,857	24,455,133	1935....	138,516,240	35,345,103
1926.....	65,714,294	14,374,163	1931....	65,666,320	15,267,453	1936....	169,739,393	43,876,525
1927.....	66,798,717	15,262,171	1932....	30,327,968	7,179,862	1937....	224,905,046	59,507,176
1928.....	96,755,578	22,318,907	1933....	83,264,658	20,130,480	1938....	210,572,738	53,914,494
1929.....	110,275,912	27,115,461	1934....	128,687,340	32,139,425	1939....	226,105,865	50,920,305

Production mondiale.*—La production mondiale de nickel en 1938, dernière année de statistiques connues, est estimée à 113,000 tonnes longues, dont 83·0 p.c. environ de production canadienne, le reste provenant surtout de la Nouvelle-Calédonie.

Sous-section 7.—Platinides

Les métaux de ce groupe produits au Canada comprennent le platine, le palladium, le rhodium, le ruthénium, l'osmium et l'iridium. Le platine et le palladium sont d'une importance de premier ordre. Depuis les premiers temps il y a eu une légère récupération de platine associé à l'or des dépôts alluvionnaires de la Colombie Britannique et d'autres petites quantités dans l'affinage des bas métaux à Trail. Toutefois, la source principale de ces métaux au Canada est le minerai de nickel-cuivre de Sudbury et la grande expansion de l'industrie minière de ce district ces dernières années a été la cause d'une augmentation considérable dans la production des platinides. Le Canada est devenu le premier producteur du monde. Après lui, les pays les plus importants sont la Russie et la Colombie.

* Chiffres du résumé statistique de l'Institut Impérial.

19.—Quantité et valeur de platine et palladium produits au Canada, 1925-40

NOTA.—Les données sur la production de platine au Canada partent de 1887, mais les quantités étaient relativement petites et n'avaient pas la même base que celles de 1921. Chiffres de 1921-24, p. 347 de l'Annuaire de 1940.

Année	Platine		Palladium[1]		Année	Platine		Palladium[1]	
	onces fines	$	onces fines	$		onces fines	$	onces fines	$
1925.....	8,698	1,028,192	8,288	648,969	1933....	24,786	857,590	31,009	645,043
1926.....	9,521	923,607	10,024	640,178	1934....	116,230	4,490,763	83,932	1,699,228
1927.....	11,228	717,613	11,545	554,190	1935....	105,374	3,445,730	84,772	1,962,937
1928.....	10,532	708,909	13,707	627,833	1936....	131,571	5,320,731	103,671	2,483,075
1929.....	12,519	846,756	17,318	809,289	1937....	139,377	6,752,816	119,829	3,179,782
1930.....	34,024	1,543,261	34,092	895,867	1938....	161,326	5,196,794	130,893	3,677,342
1931.....	44,775	1,596,900	46,918	1,217,717	1939....	148,902	5,222,589	135,402	4,199,622
1932.....	27,343	1,099,393	37,613	901,890	1940....	[2]	7,761,147[3]	–	–

[1] Comprend aussi le rhodium, le ruthénium, l'osmium et l'iridium. [2] Non publié. [3] Chiffres préliminaires, comprend palladium et tous autres platinides.

Sous-section 8.—Radium et uranium

Les gisements d'argent-pechblende, à l'extrémité est du Grand Lac de l'Ours, ont été découverts en 1930. Depuis lors, un établissement moderne d'extraction et de bocardage a été établi aux gisements; de grandes améliorations ont été apportées aux facilités de transport sur la route de 1,500 milles qui part du chemin de fer à Waterways, en Alberta, descend le Mackenzie, monte la Grande Rivière de l'Ours et traverse le lac jusqu'à la mine; un établissement pour l'affinage du radium et de l'uranium a été mis en opération à Port Hope, Ont. L'argent, le cuivre, le cobalt et le plomb, de même que le radium et l'uranium, sont récupérés des minerais. De grandes réserves de minerais ont été repérées à la mine et durant 1937-38 la capacité de l'usine d'affinage à Port Hope a à peu près triplé. La production canadienne provenant de cette source a causé une réduction d'environ 62 p.c. dans le prix mondial du radium entre 1933 et 1937, à près de $22 par milligramme, et d'environ 37 p.c. dans le prix des sels d'uranium au cours de la même période. Les chiffres officiels de la production ne sont pas disponibles en certaines années, puisque à cause du caractère restreint des opérations ils représenteraient les opérations de compagnies individuelles. A la page 358 de l'Annuaire de 1939 un tableau a été compilé d'après diverses sources non officielles, indiquant la production de sels de radium et d'uranium de 1933 à 1937. Il y a eu en 1939 expédition de produits de radium et d'uranium pour une somme de $1,121,553. La valeur des expéditions en 1940 ne paraît pas séparément.

Sous-section 9.—Argent

Bien qu'il n'existe aucune statistique officielle de la production d'argent antérieurement à 1887, les rapports annuels des compagnies exploitantes font connaître que, de 1869 à 1885, le district de Port-Arthur, Ontario, a produit environ 4,000,000 d'onces de ce métal d'une valeur probable de $4,800,000.

La production courante d'argent du Canada est en grande partie tirée des minerais d'argent-plomb-zinc de la Colombie Britannique, des minerais de plomb argentifère exportés du Yukon et des minerais de cuivre nickelifère de l'Ontario. Pendant nombre d'années le fameux champ de cobalt argentifère de l'Ontario a fourni le gros de l'argent du Canada, mais ce district a été graduellement épuisé,

et avec la baisse du prix, qui s'est produite à la mi-été de 1939, plusieurs propriétés de ce champ autrefois réputé se sont vues limitées à la teneur en cobalt des minerais. Une quantité appréciable est récupérée des minerais aurifères du nord ontarien, des minerais de cuivre-or du Québec, du Manitoba et de la Colombe Britannique et de la pechblende du district du Grand Lac de l'Ours, dans les Territoires du Nord-Ouest. Ainsi la plus grande partie de l'argent est produite au Canada en combinaison avec d'autres métaux.

La production d'argent au Canada a atteint son maximum de 32,869,264 onces fines en 1910 alors que la fameuse région argentifère de Cobalt était à son apogée; mais la production provenant de cette source a décliné depuis lors et maintenant c'est la mine Sullivan, Colombie Britannique, dont la production principale fut d'abord le plomb et le zinc, qui est devenue la plus grande productrice d'argent au Canada.

21.—Quantité et valeur d'argent produit au Canada, 1925-40

NOTA.—Pour les années 1887-1910, voir l'Annuaire de 1933, p. 365, et pour les années 1911 à 1924, l'édition de 1939, p. 358.

Année	Quantité	Valeur	Année	Quantité	Valeur	Année	Quantité	Valeur
	onces fines	$		onces fines	$		onces fines	$
1925.....	20,228,988	13,971,150	1930....	26,443,823	10,089,376	1935....	16,618,558	10,767,148
1926.....	22,371,924	13,894,531	1931....	20,562,247	6,141,943	1936....	18,334,487	8,273,804
1927.....	22,736,698	12,816,677	1932....	18,347,907	5,811,081	1937....	22,977,751	10,312,644
1928.....	21,936,407	12,761,725	1933....	15,187,950	5,746,027	1938....	22,219,195	9,660,239
1929.....	23,143,261	12,264,308	1934....	16,415,282	7,790,840	1939....	23,163,629	9,378,490
						1940[1]...	23,815,715	9,109,273

[1] Chiffres préliminaires.

22.—Quantité et valeur de l'argent produit au Canada, par province, 1925-39

NOTA.—Pour les années 1887 à 1910, voir l'Annuaire du Canada de 1916-17, pp. 286-287, et pour les années 1911 à 1924, la page 359 de l'édition de 1939. La Nouvelle-Ecosse, la Saskatchewan et l'Alberta ont aussi une petite production en ces dernières années. Celle de 1939 est donnée au tableau 6 de ce chapitre, p. 242. La production par province n'est pas donnée pour 1940.

Année	Québec		Ontario		Manitoba		Colombie Britannique		Yukon et Territoires du Nord-Ouest	
	onces fines	$	onces fines	$	onces fines	$	onces fines	$	onces fines	$
1925..	214,943	148,451	10,529,131	7,271,944	477	329	8,579,458	5,925,403	904,893	624,946
1926..	375,986	233,513	9,274,965	5,760,402	18	11	10,625,816	6,599,376	2,095,027	1,301,159
1927..	740,864	417,625	9,307,953	5,246,893	12	7	11,040,445	6,223,499	1,647,295	928,580
1928..	908,959	528,796	7,242,601	4,213,456	1,763	1,026	10,943,367	6,366,413	2,839,633	1,651,985
1929..	813,821	431,268	8,890,726	4,711,462	2,644	1,401	10,156,408	5,382,185	3,279,530	1,737,922
1930..	571,164	217,922	10,205,683	3,893,876	94,653	36,114	11,825,930	4,512,065	3,746,326	1,429,373
1931..	530,345	158,414	7,438,951	2,222,014	836,547	249,877	8,061,599	2,408,000	3,694,728	1,103,615
1932..	628,902	199,184	6,335,788	2,006,648	1,036,497	328,275	7,293,462	2,309,958	3,053,188	966,994
1933..	471,419	178,351	4,535,680	1,715,975	1,101,578	416,758	6,737,057	2,548,817	2,227,476	842,717
1934..	470,254	223,187	5,321,160	2,525,470	1,252,920	594,647	8,729,721	4,143,204	553,320	262,611
1935..	668,836	433,338	5,161,651	3,344,229	1,256,454	781,660	9,178,400	5,946,677	201,221	130,371
1936..	724,339	326,872	5,219,366	2,355,343	791,489	357,175	9,748,715	4,399,303	1,100,430	496,591
1937..	908,590	407,784	4,693,047	2,106,286	905,179	406,253	11,530,177	5,174,859	4,091,946	1,836,507
1938..	1,189,495	517,157	4,318,837	1,877,701	1,198,315	520,991	11,186,563	4,863,582	3,426,561	1,489,765
1939..	1,167,444	472,675	4,689,422	1,898,653	1,028,485	416,413	10,648,031	4,311,175	4,314,738	1,746,951

Production mondiale.—Le Directeur de la Monnaie des Etats-Unis estime la production mondiale d'argent en 1939 (voir tableau **15** du présent chapitre, p. 255) à 265,262,077 onces fines. La production canadienne en 1939 est de 23,163,629

onces fines, soit 8·7 p.c. environ de la production mondiale pour cette année; le Canada se classe troisième, suivant le Mexique et les Etats-Unis.

Le tableau 23 donne la production mondiale, la valeur et le prix moyen de l'argent de 1900 à nos jours. Malgré l'importance décroissante de l'argent, sauf en Chine et aux Indes, la production s'est accrue du fait que l'argent est un sous-produit de l'extraction des autres métaux.

23.—Volume et valeur de la production mondiale d'argent et moyenne annuelle du prix, 1900-39

(Tiré du Rapport annuel du Directeur de la Monnaie des Etats-Unis)

NOTA.—Pour les chiffres des années 1860 à 1899, voir l'Annuaire de 1939, p. 360.

Année	Quantité	Valeur	Prix moyen par once fine[1]	Année	Quantité	Valeur	Prix moyen par once fine[1]	Année	Quantité	Valeur	Prix moyen par once fine[1]
	'000 onces	$000	$		'000 onces	$000	$		'000 onces	$000	$
1900.....	173,591	107,626	0·620	1914...	172,264	95,282	0·553	1927...	253,981	144,947	0·570
1901.....	173,011	103,807	0·600	1915...	173,001	88,338	0·511	1928...	257,925	151,214	0·586
1902.....	162,763	86,265	0·530	1916...	180,802	121,410	0·672	1929...	260,970	139,961	0·536
1903.....	167,689	90,552	0·540	1917...	186,125	156,345	0·839	1930...	248,708	96,310	0·387
1904.....	164,195	95,233	0·580								
1905.....	172,318	105,114	0·610	1918...	203,159	200,000	0·985[1]	1931...	195,920	56,842	0·290[1]
1906.....	165,054	111,724	0·677	1919...	179,850	201,588	1·121	1932...	164,893	46,506	0·282
1907.....	184,207	121,857	0·661	1920...	173,296	176,658	1·019	1933...	169,159	59,201	0·350
1908.....	203,131	108,655	0·535	1921...	171,286	108,074	0·631	1934...	190,398	91,930	0·483
1909.....	212,149	110,351	0·520	1922...	209,815	158,207	0·754	1935...	220,704	142,535	0·646
1910.....	221,716	119,897	0·541								
1911.....	226,193	121,981	0·539	1923...	246,010	172,276	0·700	1936...	253,696	115,175	0·454
				1924...	239,485	178,311	0·744	1937...	274,538	124,077	0·452
1912.....	230,904	141,937	0·615	1925...	245,214	172,498	0·703	1938...	267,765	116,577	0·435
1913.....	210,013	126,970	0·604	1926...	253,795	159,569	0·629	1939[2]...	265,262	104,500	0·394

[1] Moyenne au pair de l'once d'argent fin à Londres excepté pour 1918-22 inclusivement et 1931-39, où on s'est basé sur la moyenne de New-York. [2] Chiffres préliminaires.

Sous-section 10.—Zinc

L'industrie de l'extraction du zinc au Canada a pris récemment un très grand essor, principalement depuis l'application de nouvelles méthodes métallurgiques dans le traitement des minerais de zinc et de plomb de la Colombie Britannique et la production du zinc électrolytique des minerais de cuivre-zinc de Flin Flon, Manitoba.

Les principales mines de zinc de la Colombie Britannique sont situées dans le district de Kootenay où existent de vastes dépôts de minerai d'argent-plomb-zinc. La principale productrice est la mine Sullivan, près Kimberley; il y a d'autres mines dans les divisions Ainsworth et Slocan, du district de Kootenay-Ouest. La mine Britannia, à Howe Sound, quoique premièrement une propriété de cuivre-or, produit aussi des concentrés de zinc quand le marché est favorable.

Les mines Flin Flon et Sherritt-Gordon, dans le nord-ouest du Manitoba, produisent des minerais dans lesquels le zinc est associé au cuivre et à l'or, et du cuivre affiné a été produit au smelter de la Hudson Bay Mining and Smelting Company à même les minerais de Flin Flon depuis l'automne de 1930. Les Waite-Amulet Mines et la Normetal Mining Corporation du district de Rouyn expédient également des concentrés de zinc en 1939. La production par province en 1939 est donnée au tableau 6, p. 242.

Les besoins domestiques n'absorbent normalement qu'une partie relativement faible de la production. Comme la production peut être grandement augmentée, l'industrie canadienne de l'extraction du zinc peut fournir de grands approvisionnements pour fins de guerre.

24.—Quantité et valeur du zinc produit au Canada, 1925-39

NOTA.—Les chiffres de 1911-24 sont données à la p. 361 de l'Annuaire de 1939. La production de 1940 n'est pas publiée.

Année	Quantité[1]	Valeur	Prix moyen par livre	Année	Quantité[1]	Valeur	Prix moyen par livre
	lb	$	cents		lb	$	cents
1925.....	109,268,511	8,328,446	7·622	1933.....	199,131,984	6,393,132	3·211
1926.....	149,938,105	11,110,413	7·410	1934.....	298,579,683	9,087,571	3·044
1927.....	165,495,525	10,250,793	6·194	1935.....	320,649,859	9,936,908	3·099
1928.....	184,647,374	10,143,050	5·493	1936.....	333,182,736	11,045,007	3·315
1929.....	197,267,087	10,626,778	5·387	1937.....	370,337,589	18,153,949	4·902
1930.....	267,643,505	9,635,166	3·600	1938.....	381,506,588	11,723,698	3·073
1931.....	237,245,451	6,059,249	2·554	1939.....	394,533,860	12,108,244	3·069
1932.....	172,283,558	4,144,454	2·406				

[1] Récupération estimative dans les hauts fourneaux étrangers et zinc affiné au Canada.

Section 5.—Production de combustibles

Sous-section 1.—Charbon

La situation du combustible au Canada est quelque peu anormale; car, nonobstant ses énormes ressources en houille, environ 50 p.c. de sa consommation est importée. Les houillères canadiennes sont situées à l'est et à l'ouest du pays; les régions de population très dense et d'intense développement industriel de l'Ontario et du Québec sont approvisionnées plus facilement et à moins de frais par les charbonnages plus rapprochés de la Pennsylvanie et de l'Ohio.

Commission fédérale du Combustible.—La Commission du Combustible fut créée en 1922 pour répondre au besoin d'un organisme permanent responsable au Gouvernement pour faire l'étude complète et systématique de la situation du combustible et des disettes de charbon qui se produisent de temps à autre. Elle se compose de fonctionnaires titularisés de l'Etat qui constituent une division du Bureau des Mines et de Géologie du Ministère des Mines et Ressources.

Au cours des dernières années le Gouvernement canadien, cherchant à élargir les débouchés pour le charbon canadien, est venu en aide financièrement à l'industrie charbonnière en lui accordant depuis 1928 des subventions, dont l'administration et le versement relèvent de la Commission. La quantité de charbon transportée grâce à ces subventions a augmenté de 146,126 tonnes courtes en 1928 à 3,403,581 tonnes en 1939 et 3,008,289 en 1940, dont 1,999,794 tonnes proviennent de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick et 1,008,495 de l'Ouest du Canada.

La Commission fédérale du Combustible administre aussi la loi du combustible domestique (17 Geo. V, c. 52) qui accorde un boni pour le charbon canadien converti en coke et vendu pour usage ménager; à partir du 1er avril 1941, elle administre aussi la loi (20-21 Geo. V, c. 6) qui a pour but de placer le charbon canadien employé dans la fabrication du coke pour fins métallurgiques sur une base d'égalité avec le charbon importé.

Avec le déclenchement de la guerre et la nomination de l'Administrateur du Charbon, on a fait face à plusieurs problèmes spéciaux qui ont surgi.

Production de charbon.—La production en 1940 a été de 13·0 p.c. plus élevée que celle de 1939. Le prix moyen par tonne, qui avait été de $3·63 en 1928, était tombé à $3·02 en 1933 et était à peu près de $3·11 en 1940. La Nouvelle-Ecosse reste la principale province productrice. Le charbon extrait en Nouvelle-

Ecosse, au Nouveau-Brunswick, en Colombie Britannique et au Yukon est du bitumineux; celui de l'Alberta est du bitumineux, du sous-bitumineux et du lignite; et celui de la Saskatchewan et du Manitoba, du lignite seulement.

25.—Production des houillères canadiennes, par province, 1925-40

NOTA.—Pour la production annuelle des provinces entre 1874 et 1910, voir l'Annuaire de 1911, p. 419, et pour les années 1911 à 1924, la page 362 de l'édition de 1939.

Année	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Yukon	Total	
								Quantité	Valeur
	tonnes courtes	tonnes courtes	tonnes courtes	tonnes courtes	tonnes courtes	tonnes courtes	tonnes courtes	tonnes courtes	$
1925....	3,842,978	208,012	-	471,965	5,869,031	2,742,252	730	13,134,968	49,261,951
1926....	6,747,477	173,111	-	439,803	6,503,705	2,613,719	316	16,478,131	59,875,094
1927....	7,071,876	203,950	-	470,216	6,934,162	2,746,243	414	17,426,861	61,867,463
1928....	6,743,504	207,738	-	471,713	7,336,330	2,804,594	414	17,564,293	63,757,833
1929....	7,056,133	218,706	-	580,189	7,150,693	2,490,378	458	17,496,557	63,065,170
1930....	6,252,552	209,349	-	579,424	5,755,528	2,083,818	653	14,881,324	52,849,748
1931....	4,955,563	182,181	1,306[1]	662,836	4,564,015	1,876,406	904	12,243,211	41,207,682
1932....	4,084,581	212,695	1,552	887,139	4,870,648	1,681,490	808	11,738,913	37,117,695
1933....	4,557,590	312,303	3,880	927,649	4,718,788	1,382,272	862	11,903,344	35,923,962
1934....	6,341,625	314,750	4,113	909,288	4,753,810	1,485,969	638	13,810,193	42,045,942
1935....	5,822,075	346,024	3,106	921,785	5,462,894	1,331,287	835	13,888,006	41,963,110
1936....	6,649,102	368,618	4,029	1,020,792	5,696,960	1,489,171	510	15,229,182	45,791,934
1937....	7,256,954	364,714	3,172	1,049,348	5,562,839	1,598,843	84	15,835,954	48,752,048
1938....	6,236,417	342,238	2,016	1,022,166	5,251,233	1,440,287	361	14,294,718	43,982,171
1939....	7,051,176	468,421	1,138	959,595	5,519,208	1,537,905	Nil	15,537,443	48,315,224
1940[2]...	7,848,186	536,468	1,777	1,094,436	6,202,936	1,807,846	"	17,551,649	54,638,476

[1] Production déclarée pour la première fois. [2] Chiffres préliminaires.

26.—Importations de houille anthracite et bitumineuse et de lignite, pour consommation domestique, 1925-40

NOTA.—Le poussier d'anthracite est compris dans l'anthracite. Pour les chiffres des années 1868-1910 voir l'Annuaire de 1911, page 420, et pour les années 1911 à 1924, l'édition de 1939, p. 363.

Année	Houille anthracite		Houille bitumineuse		Lignite		Total	
	tonnes courtes	$	tonnes courtes	$	tonnes courtes	$	tonnes courtes	$
1925.....	3,782,557	32,096,509	12,548,460	26,974,340	18,653	87,832	16,349,670	59,158,681
1926.....	4,192,419	34,202,166	12,376,606	25,511,932	10,423	45,567	16,579,448	59,759,665
1927.....	4,107,854	31,282,371	14,568,671	30,457,884	10,829	44,254	18,687,354	61,784,509
1928.....	3,748,816	27,680,018	13,445,945	26,608,427	10,780	44,247	17,205,541	54,332,692
1929.....	4,019,917	28,809,792	14,170,138	27,140,968	14,108	62,508	18,204,163	56,013,268
1930.....	4,256,090	30,098,910	14,497,955	26,522,765	18,676	72,691	18,772,721	56,694,366
1931.....	3,162,317	21,067,025	9,952,280	15,732,710	6,410	29,603	13,121,007	36,829,338
1932.....	3,148,902	19,312,710	8,807,131	12,011,398	3,004	13,701	11,959,037	31,337,809
1933.....	3,015,571	17,610,091	8,185,759	10,501,924	2,707	10,176	11,204,037	28,122,191
1934.....	3,500,563	18,414,060	9,471,605	16,641,659	2,791	9,661	12,974,959	35,065,380
1935.....	3,442,835	17,445,102	8,430,686	15,867,107	5,246	19,040	12,078,767	33,331,249
1936.....	3,418,556	17,897,635	9,700,002	17,039,408	4,873	18,347	13,123,431	34,955,390
1937.....	3,488,278	17,317,449	11,180,827	20,835,587	1,494	5,582	14,670,599	38,158,618
1938.....	3,475,801	18,079,657	9,533,729	17,734,567	2,961	11,690	13,012,491	35,825,914
1939.....	4,288,461	21,938,333	10,706,786	19,628,410	3,398	11,942	14,998,645	41,578,685
1940.....	3,944,255	23,123,417	13,479,986	26 499,046	2,493	7,669	17,426,734	49,630,132

27.—Exportations de houille produite au Canada, 1925-40

NOTA.—Pour les années 1868 à 1910, voir l'Annuaire de 1911, p. 421, et pour les années 1911 à 1924, la page 363 de l'édition de 1939.

Année	Quantité	Valeur	Année	Quantité	Valeur
	tonnes courtes	$		tonnes courtes	$
1925	785,910	4,329,173	1933	259,233	1,188,225
1926	1,028,200	5,739,436	1934	306,335	1,400,978
1927	1,113,330	5,890,259	1935	418,391	1,906,647
1928	863,941	4,469,999	1936	411,574	1,792,584
1929	842,972	4,375,328	1937	355,268	1,441,879
1930	624,512	3,345,998	1938	353,181	1,540,990
1931	359,853	1,909,922	1939	376,203	1,666,934
1932	285,487	1,433,036	1940	504,898	2,361,551

Consommation de houille.—Le tableau **28** donne les sources de la houille consommée au Canada durant les années civiles 1925–39; le tableau **29** donne les chiffres détaillés de la houille *disponible pour la consommation* en 1940. La différence entre les totaux des deux tableaux pour la dernière année est due au fait que les arrivages de houille peuvent ne pas être dédouanés au Canada et ainsi ne pas être rendus disponibles pour la consommation jusqu'à ce que le besoin s'en fasse sentir, tandis que les arrivages de toute année précédente ont pu être dédouanés au cours des années suivantes. Normalement, la quantité disponible pour la consommation est supérieure à la consommation domestique apparente, puisque le charbon est déchargé dans les ports canadiens et réexporté ou ensouté sans avoir été dédouané; mais, tant qu'il se trouve en entrepôt fictif, il est disponible pour la consommation domestique.

28.—Consommation annuelle de houille canadienne et de houille importée, au Canada, par quantité et pourcentage, 1925-39

NOTA.—Pour les années 1886 à 1910, voir l'Annuaire du Canada de 1921, p. 367, et pour les années 1911 à 1924, la page 364 de l'édition de 1939.

Année	Houille canadienne[1]		Houille importée "pour la consommation"				Grand total	Par tête[3]
			Des Etats-Unis	Du Royaume-Uni	Total[2]			
	tonnes courtes	p.c.	tonnes courtes	tonnes courtes	tonnes courtes	p.c.	tonnes courtes	tonnes courtes
1925	12,125,290	42·6	15,744,957	604,117	16,331,971	57·4	28,457,261	3·062
1926	15,086,296	47·7	16,204,405	287,299	16,565,555	52·3	31,651,851	3·349
1927	15,944,983	46·7	17,266,434	907,220	18,177,303	53·3	34,122,286	3·541
1928	16,487,807	50·0	15,830,688	682,755	16,515,582	50·0	33,003,389	3·356
1929	16,387,461	48·0	16,780,452	843,502	17,724,132	52·0	34,111,593	3·401
1930	14,052,671	43·3	16,971,933	1,144,861	18,412,039	56·7	32,464,710	3·180
1931	11,682,779	47·7	11,793,798	987,442	12,828,327	52·3	24,511,106	2·362
1932	11,212,701	49·0	9,889,866	1,727,716	11,654,492	51·0	22,867,193	2·177
1933	11,456,273	51·5	8,865,935	1,942,875	10,808,962	48·5	22,265,235	2·085
1934	13,236,406	51·1	10,580,710	1,981,116	12,651,168	48·9	25,887,574	2·392
1935	13,306,303	53·1	9,618,518	1,822,500	11,735,835	46·9	25,042,138	2·290
1936	14,508,652	53·3	10,801,643	1,498,656	12,719,515	46·7	27,228,167	2·469
1937	15,172,729	51·5	12,574,574	1,211,052	14,268,585	48·5	29,441,314	2·648
1938	13,800,094	53·5	10,754,747[4]	1,257,887	12,012,634	46·5	25,812,728	2·281
1939	14,902,915	50·6	12,923,708	1,099,419	14,564,679	49·4	29,467,594	2·604

[1] Somme du charbon vendu par les houillères canadiennes, de la propre consommation des charbonnages et de leur personnel, de la houille ayant servi à la fabrication du coke, etc., moins le charbon exporté. [2] Y compris de faibles quantités venant de pays autres que le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Déduction est faite des quantités réexportées et du charbon bitumineux dédouané pour l'ensoutage. [3] Chiffres basés sur la population estimative donnée à la page 70. [4] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

29.—Production, exportations, arrivages des autres pays et houille disponible pour la consommation au Canada, 1940

NOTA.—Pour détails par province, voir le rapport annuel du Bureau: "Statistique du charbon au Canada".

Variété	Houille canadienne		Arrivages des Etats-Unis	Arrivages du Royaume-Uni	Arrivages d'autres pays	Houille disponible pour la consommation
	Extraite	Exportée				
	tonnes courtes	tonnes courtes	tonnes courtes	tonnes courtes	tonnes courtes	tonnes courtes
Anthracite	Nil	-	2,643,588	1,321,274	Nil	3,964,862
Bitumineuse	13,320,923	498,077	13,382,389	196,316	"	26,401,551
Sous-bitumineuse	598,686	Nil	Nil	Nil	"	598,686
Lignite	3,631,717	6,821	2,540	"	"	3,627,436
Totaux	**17,551,326**	**504,898**	**16,028,517**[1]	**1,517,590**[1]	**Nil**	**34,592,535**[1]

[1] Voir texte, p. 264.

Production mondiale.—La production mondiale de 1938, dernière année de statistiques connues, est estimée à environ 1,420,000,000 de tonnes longues, diminution de 6 p.c. sur l'estimation de l'année précédente. L'Allemagne, qui s'est classée deuxième après les Etats-Unis chaque année depuis 1925, a fourni 26·4 p.c. de la production mondiale en 1938; les Etats-Unis, 24·6 p.c.; et le Royaume-Uni, 16 p.c. Le Canada a contribué 12,763,000 tonnes longues ou environ 0·9 p.c.

30.—Production de houille dans les principaux pays, 1913 et 1925-39

NOTA.—Pour chiffres correspondants de 1914 à 1924, voir l'Annuaire de 1932, p. 291. Chiffres pris du Résumé statistique de l'Institut Impérial, sauf indication contraire.

EMPIRE BRITANNIQUE

Année	Royaume-Uni	Inde Britannique	Canada[1]	Australie	Nouvelle-Zélande	Union Sud-Africaine
	'000 tonnes longues	'000 tonnes longues	'000 tonnes longues	'000 tonnes longues	'000 tonnes longues	'000 tonnes longues
1913	287,431	16,208	13,404	12,418	1,888	9,583
1925	243,176	20,904	11,723	14,503	2,115	12,127
1926	126,279	20,093	14,694	14,208	2,240	12,745
1927	251,232	22,082	15,560	14,978	2,367	12,382
1928	237,763	22,543	15,683	13,432	2,437	12,408
1929	257,907	23,419	15,622	12,106	2,536	12,813
1930	243,882	23,803	13,287	11,363	2,542	12,030
1931	219,459	21,716	10,931	10,595	2,158	10,709
1932	208,733	20,153	10,481	11,157	1,842	9,764
1933	207,112	20,284	10,628	11,672	1,821	10,545
1934	220,728	22,608	12,331	12,418	2,060	12,002
1935	222,252	23,592	12,400	13,109	2,115	13,360
1936	228,454	23,176	13,597	14,415	2,140	14,607
1937	240,409	25,662	14,139	15,468	2,278	15,246
1938	227,015	28,343	12,763	15,356	2,222	16,027
1939[2]	[3]	27,767	13,873	[3]	2,343	16,624

Pour renvois, voir à la fin du tableau, p. 266.

30.—Production de houille dans les principaux pays, 1913 et 1925-39—fin

PAYS ÉTRANGERS

Année	Sarre	Allemagne	Belgique	France	Tchécoslovaquie	Pologne	Pays-Bas	Japon	Etats-Unis
	'000 tonnes longues	'000 tonnes lontues	'000 tonnes longues	'000 tonnes longues	'000 tonnes longues	'000 tonnes longues	'000 tonnes longues	'000 tonnes longues	'000 tonnes longues
1913...	[3]	274,264	22,474	40,188	[4]	[4]	1,843	20,973	508,893
1925...	12,785	267,970	22,726	47,249	30,663	28,677	6,943	31,121	519,527
1926...	13,465	280,656	24,913	51,607	32,491	35,139	8,677	31,089	591,720
1927...	13,381	299,511	27,130	52,021	33,106	37,560	9,374	33,177	535,625
1928...	12,900	312.092	27.108	51,601	34,459	40,047	10,941	33,445	514,369
1929...	13,365	332,560	26,514	54,109	38,465	45,686	11,552	34,479	541,232
1930...	13,027	284,148	26,982	54,163	33,098	36,968	12,160	31,007	479,385
1931...	11,187	247,971	26,615	51,280	30,544	37,699	12,818	27,661	394,406
1932...	10,273	223,796	21,075	46,511	26,394	28,412	12,677	27,717	321,040
1933...	10,394	232,752	24,900	47,223	25,191	26,957	12,471	32,999	342,118
1934...	11,139	257,990	25,972	47,889	25,451	28,797	12,237	36,658	371,907
1935...	[3]	287,445	26,087	46,375	25,769	28,110	11,775	34,354	379,046
1936...	[3]	314,631	27,427	45,418	27,737	29,291	12,688	37,466	440,774
1937...	[3]	363,390	29,388	44,618	34,125	35,665	14,236	[5]	444,096
1938..	[3]	375,137	29,107	46,803	26,200	37,512	13,442	[5]	348,865
1939[2]..	–	[5]	29,376	46,809	[5]	[5]	12,658	[5]	392,807

[1] Chiffres du Bureau Fédéral de la Statistique. [2] Chiffres préliminaires. [3] Compris avec l'Allemagne. [4] Aucun rapport séparé. [5] Données non disponibles.

Sous-section 2.—Gaz naturel et pétrole

Gaz naturel.—Les puits de l'Est en exploitation sont situés dans le sud-ouest de l'Ontario et près de Moncton, Nouveau-Brunswick. Les champs les plus productifs de l'Alberta se trouvent dans la vallée Turner (35 milles au sud-ouest de Calgary), à Medicine Hat, Viking (environ 80 milles au sud-est d'Edmonton), Redcliff, Foremost, Bow Island et Wetaskiwin. La ville de Wainwright tire son approvisionnement du puits Maple Leaf percé dans le champ Fabyan. Près de Lloydminster, Saskatchewan, un puits a été foncé en 1934 et il fournit maintenant cette ville de gaz. En 1940 l'Ontario a contribué plus de 59 p.c. de la valeur totale mais moins de 35 p.c. du volume global, tandis que les pourcentages respectifs pour l'Alberta sont de 39 et 63.

31.—Volume et valeur de la production canadienne de gaz naturel, par province, 1925-40

NOTA.—Pour les chiffres des années 1892-1919, voir "Production minérale du Canada, 1928", p. 188. Pour ceux de 1920-24, voir p. 354 de l'Annuaire de 1940.

Année	Nouveau-Brunswick		Ontario		Alberta		Canada[1]	
	M. p. cu.	$	M. p. cu.	$	M. p. cu.	$	M. p. cu.	$
1925.....	639,235	122,394	7,143,962	3,958,006	9,119,500	2,752,545	16,902,897	6,833,005
1926.....	648,316	128,300	7,764,996	4,409,593	10,794,697	3,019,221	19,208,209	7,557,174
1927.....	630,755	124,637	7,311,215	4,331,780	13,434,621	3,586,553	21,376,791	8,043,010
1928.....	660,981	324,344	7,632,800	4,535,312	14,288,605	3,754,466	22,582,586	8,614,182
1929.....	678,456	333,002	8,586,475	4,959,695	19,112,931	4,684,247	28,378,462	9,977,124
1930.....	661,975	325,751	7,965,761	5,034,828	20,748,583	4,929,226	29,376,919	10,289,985
1931.....	655,891	323,184	7,419,534	4,635,497	17,798,698	4,067,893	25,874,723	9,026,754
1932.....	662.452	326,191	7,386,154	4,719,297	15,370,968	3,853,794	23,420,174	8,899,462
1933.....	618,033	302,706	7,166,659	4,523,085	15,352,811	3,886,263	23,138,103	8,712,234
1934.....	623,601	306,005	7,682,851	4,741,368	14.841,491	3,707,276	23,162,324	8,759,652
1935.....	615,454	303,886	8,158,825	4,938,084	16,060,349	4,113,436	24,910,786	9,363,141
1936.....	606,246	298,819	10,006,743	6,052,294	17,407,820	4,376,720	28,113,348	10,762,243
1937.....	576,671	283,922	10,746,334	6,588,798	20,955,506	4,766,437	32,380,991	11,674,802
1938.....	577,492	284,689	10,952,806	6,460,764	21,822,108	4,807,346	33,444,791	11,587,450
1939.....	606,382	292,403	11,966,581	7,261,928	22,513,660	4,915,821	35,185,146	12,507,307
1940[2].....	616.000	297,000	12,500,000	7,586.000	22.736,000	4,956,000	35,954,000	12.877,515

[1] Les totaux du Canada comprennent de petites quantités du Manitoba, de la Saskatchewan et des Territoires du Nord-Ouest. [2] Chiffres préliminaires.

Pétrole.—Le champ de la vallée Turner, en Alberta, est la principale source de production au Canada. Après parachèvement, en 1924, de Royalite 4, le forage de la calotte pour l'obtention de gaz et d'huile de distillation (naphte) s'étendit le long de la région de production probable jusqu'à ce que, en 1933, seule l'extrémité sud restait encore à louer. L'existence d'huile brute sur le flanc de la structure avait été démontrée par le forage de Model 1, en 1930, dans la partie nord du champ; mais les recherches ne furent pas poussées plus loin jusqu'après le parachèvement de Century 1 dans le sud en 1934. Dans cette région, la production, comme dans le cas de Model 1, passa graduellement du naphte à une huile brute de haute qualité et encouragea l'achèvement, en 1936, d'un puits plus profond (Turner Valley Royalties 1) situé à un demi-mille au sud-ouest.

Ce puits devint le premier gros producteur d'huile brute de la vallée Turner et l'élan ainsi donné aux forages en vue de l'huile brute a été remarquable. A la fin de 1940, en dehors des deux puits Model antérieurs, 139 de ces puits avaient été terminés et seulement 10 ne produisaient pas encore. Quatre de ces derniers ont été classés comme puits de gaz. Sur les 129 puits, 116 se trouvaient dans la partie sud du champ ouvert par les Turner Valley Royalties 1. Généralement, la production a été grandement augmentée par l'acidification des puits, dont l'effet est d'ouvrir les pores et d'établir des issues permettant à l'huile de couler plus facilement vers le puits. Il n'est pas encore établi si ce traitement augmente la production globale d'un puits.

En plus de l'huile brute, la vallée Turner a produit une plus petite quantité d'huile de distillation provenant des vieux puits dont 101 sont capables de fournir un rendement; le nombre de puits autorisés à opérer ainsi dépend de la demande pour le gaz naturel. Plusieurs de ces puits et quelques puits d'huile brute fournissent aussi de la gazoline naturelle par l'intermédiaire des usines d'absorption.

La densité du pétrole provenant du calcaire dans la région de l'huile brute de la vallée Turner varie de 39° à 48° API, d'une moyenne de 43°; le rendement est de 50 p.c. de gazoline naturelle, différant de la plupart des huiles brutes, qui rendent de 30 à 35 p.c. L'huile de distillation varie de 55° à 73° API et la gazoline naturelle est de 73° API. On a constaté une grande variabilité dans le rendement des différents puits du champ.

La croissance rapide de la production d'huile brute dans la vallée Turner a fait naître les problèmes du transport et de la mise sur le marché. Les réservoirs d'emmagasinage sur place et à Calgary et dans d'autres centres ont maintenant été augmentés, de sorte que les pipe-lines du champ jusqu'à Calgary peuvent satisfaire à la demande des Provinces des Prairies et de l'est de la Colombie Britannique. L'huile est aussi transportée du terrain par camion. Les taux revisés de transport de Calgary aux centres de raffinage en Saskatchewan et au Manitoba en 1937 ont agrandi les marchés de l'huile brute de la vallée Turner et maintenant la demande surpasse l'offre.

Cette situation changée a donné lieu à d'actifs programmes d'exploration pour augmenter la production d'huile brute dans l'Ouest canadien. Dans les bassins des rivières Elbow et Saskatchewan-Nord on a trouvé d'importantes traces d'huile dans des puits d'essai et, dans le nord lointain, à Norman, sur le fleuve Mackenzie, il y a production continue depuis 1932. A bien des endroits dans les plaines de l'Alberta et à travers la frontière jusqu'en Saskatchewan, on a trouvé des traces d'huile durant le forage. Un intérêt considérable a été soulevé à la fin de 1940 par une rencontre de pétrole au nord de Princess Station sur le C.P.R., sur la subdivision 3, sec. 13, twp. 20, rang 12, O. du 4ème méridien, à une profondeur de 3,290 pieds. L'huile

était douce, avait une densité de 26·3° API, et la production en était estimée à 520 barils par jour. Cette région avait déjà donné des signes prometteurs de grande production de gaz et des signes encourageants d'huile. En 1940, 9 puits produisaient à Coulée Rouge et à Del Bonita, en Alberta, près de la frontière internationale, et 11 autres à Wainwright, Vermilion, Dina et Lloydminster. La densité de ces huiles variait de 35° à 37° API à Del Bonita à 14° API à Lloydminster. La région ouverte à la prospection est très vaste, s'étendant dans la Colombie Britannique et les Territoires du Nord-Ouest.

Les principaux puits de pétrole de l'Ontario sont situés dans la péninsule sud-ouest, entre les lacs Huron et Erié. Leur production maximum a été atteinte vers la fin du siècle dernier; elle a diminué depuis. La petite production du Nouveau-Brunswick vient du champ de Stony Creek, près de Moncton. Il y a aussi une production des puits des Territoires du Nord-Ouest à Fort Norman où une petite raffinerie fournit des produits du pétrole à la vallée du Bas-Mackenzie. La production par province en 1939 paraît au tableau **6**, p. 242.

32.—Quantité et valeur de la production de pétrole brut au Canada, 1925-40

NOTA.—Pour les années 1886-1910, voir l'Annuaire du Canada 1933, p. 381, et pour les années 1911 à 1924, la page 367 de l'édition de 1939.

Année	Quantité	Valeur	Année	Quantité	Valeur	Année	Quantité	Valeur
	brl[1]	$		brl[1]	$		brl[1]	$
1925.....	332,001	1,250,705	1931....	1,542,573	4,211,674	1936....	1,500,374	3,421,767
1926.....	364,444	1,311,665	1932....	1,044,412	3,022,592	1937....	2,943,750	5,399,353
1927.....	476,591	1,516,043	1933....	1,145,333	3,138,791	1938....	6,966,084	9,230,173
1928.....	624,184	2,035,300	1934....	1,410,895	3,449,162	1939....	7,826,301	9,846,352
1929.....	1,117,368	3,731,764	1935....	1,446,620	3,492,188	1940[2]....	8,717,345	11,128,000
1930.....	1,522,220	5,033,820						

[1] Le baril équivaut à 35 gallons impériaux. [2] Chiffres préliminaires.

Section 6.—Production métalloïdique (moins les combustibles)

Les plus importants minéraux canadiens de ce groupe sont l'amiante, le gypse, le quartz, le sel et le soufre; une brève description des gisements et de la production est donnée ci-après dans chaque cas. Le tableau **2**, p. 237, et le tableau **6**, pp. 242–243, montrent beaucoup d'autres minéraux, employés surtout pour fins chimiques et industrielles, classifiés sous ce groupe. Parmi ceux-ci on peut mentionner le feldspath, le graphite, les oxydes de fer (ocre), la dolomite magnésitique, le mica, la syénite éléolitique, la brique de silice, le sulfate de soude, le talc et la stéatite. La statistique de la production de ces minéraux et d'autres moins importants, ces dernières années, paraît dans les tableaux mentionnés ci-dessus.

Amiante.—Le Canada produit plus d'amiante que tout autre pays. La valeur de la production annuelle, qui n'atteignait pas $25,000 en 1880, a augmenté à $14,792,201 en 1920 et $13,172,581 en 1929. Comme l'indique le tableau **33**, la crise économique a eu pour effet un fléchissement de 1929 à 1932. Toutefois depuis 1932, la production montre une amélioration distincte. En 1939 le Canada a produit 325,421 tonnes longues, tandis que les autres principaux pays étaient les suivants,

avec leur production* en tonnes longues: Rhodésia du Sud, 52,065; Union Sud-Africaine, 19,617; Etats-Unis, 13,515; et Chypre, 9,836. La production de la Russie et de plusieurs pays moins importants n'est pas connue.

Les Cantons de l'Est sont, depuis de nombreuses années, les plus grands fournisseurs d'amiante du monde. Les veines d'amiante chrysotile varient de ¼ à ½ pouce en largeur et on rencontre parfois des fibres de plusieurs pouces de longueur. Cette fibre est de bonne qualité et se prête au filage. Dans tous les gisements d'amiante du Canada, l'exploitation se fait tant à ciel ouvert que par la méthode souterraine. Presque toutes les compagnies minières possèdent leur machinerie pour le broyage, le défibrage, le tamisage et le triage des produits extraits. Certains travaux d'exploitation sont exécutés sur un gisement d'amiante au lac Rahn, township de Bannockburn, Ontario; la fibre de ce gisement est estimée de haute qualité.

Il y a au Canada 13 manufactures où l'on convertit l'amiante en produits ouvrés tels que papier et carton, toiture d'amiante de toutes sortes, bardeaux rigides, matériaux de construction, tuyaux isolateurs cellulaires et tuyaux à isolation feutrée, feuilles et blocs isolateurs, filés d'amiante, feutres siccatifs en amiante, garnitures de frein et d'embrayage (tissées sur des métiers spéciaux), et bourrages pour machines à vapeur et à pétrole, pompes et travaux hydrauliques.

33.—Volume et valeur de la production d'amiante au Canada, 1925-39

NOTA.—Les chiffres de 1896-1910 ont paru dans l'Annuaire de 1911, p. 424, et pour les années 1911 à 1924 à la page 369 de l'édition de 1939. La production de 1940 n'est pas donnée.

Année	Quantité	Valeur	Année	Quantité	Valeur	Année	Quantité	Valeur
	tonnes courtes	$		tonnes courtes	$		tonnes courtes	$
1925.....	273,524	8,977,546	1930....	242,114	8,390,163	1935....	210,467	7,054,614
1926.....	279,403	10,099,423	1931....	164,296	4,812,886	1936....	301,287	9,958,183
1927.....	274,778	10,621,013	1932....	122,977	3,039,721	1937....	410,026	14,505,791
1928.....	273,033	11,238,360	1933....	158,367	5,211,177	1938....	289,793	12,890,195
1929.....	306,055	13,172,581	1934....	155,980	4,936,326	1939....	364,472	15,859,212

Gypse.—Le Canada possède des gisements de gypse nombreux; mais la production vient principalement des comtés de Hants, Inverness et Victoria (Nouvelle-Ecosse); Hillsborough (Nouveau-Brunswick); Hagersville et Caledonia (Ont.); Gypsumville et Amaranth (Manitoba); Falkland (Colombie Britannique). Le gypse de Hillsborough est d'excellente qualité. La majeure partie de la production canadienne est exportée à l'état brut des gisements de Nouvelle-Ecosse, avantageusement situés à proximité des ports de mer et qui produisent environ ces dernières années de 80 à 90 p.c. du total du Canada, bien que la valeur marchande représente un pourcentage moins élevé. Les principaux produits canadiens en 1939 sont les suivants: planche murale, 78,148,000 pieds carrés; plâtre mural dur, 69,853 tonnes; industrie du ciment, 31,492 tonnes.

* Chiffres tirés du résumé statistique de l'Institut Impérial.

34.—Production de gypse au Canada, par province, 1926-40

NOTA.—Les chiffres des années 1886-1925 paraissent aux pp. 256-257 du Rapport Annuel de la Production Minérale au Canada, 1927.

Année	Nouvelle-Ecosse		Nouveau-Brunswick	Ontario	Manitoba	Colombie Britannique	Canada	
	Quantité	Valeur	Quantité	Quantité	Quantité	Quantité	Quantité	Valeur
	tonnes	$	*tonnes*	*tonnes*	*tonnes*	*tonnes*	*tonnes*	$
1926.....	678,107	1,187,918	59,546	89,987	35,172	20,916	883,728	2,770,812
1927.....	829,438	1,512,015	85,293	83,998	39,895	24,493	1,063,117	3,251,015
1928.....	1,013,257	1,850,243	75,033	85,811	51,285	20,982	1,246,368	3,743,648
1929.....	948,895	1,152,160	70,482	100,347	67,269	24,696	1,211,689	3,345,696
1930.....	827,063	982,287	82,674	94,946	34,157	32,128	1,070,968	2,818,788
1931.....	707,817	878,487	58,957	53,358	23,076	20,544	863,752	2,111,517
1932.....	341,508	398,861	38,019	35,655	12,719	10,728	438,629	1,080,379
1933.....	*315,948*	*363,528*	*30,391*	*24,460*	*6,830*	*5,107*	*382,736*	*675,822*
1934.....	378,287	488,044	30,398	33,234	9,657	9,661	461,237	863,776
1935.....	454,703	523,216	30,796	38,247	10,500	7,618	541,864	932,203
1936.....	729,019	808,294	38,470	40,191	12,064	14,078	833,822	1,278,971
1937.....	926,796	978,288	36,906	53,780	13,941	15,764	1,047,187	1,540,483
1938.....	870,856	908,383	48,418	57,503	14,571	17,451	1,008,799	1,502,265
1939.....	1,298,618	1,340,830	29,765	59,440	15,961	18,150	1,421,934	1,935,127
1940[1].....	–	–	–	–	–	–	1,448,788	2,065,933

[1] Chiffres préliminaires. La production par province n'est pas publiée.

Quartz.—La production de quartz comprend sous forme brute ou broyée le quartz de demi-profondeur, le quartzite, le grès et les sables et gravier naturels de silice. La production par province en 1939 paraît au tableau **6**, p. 242. De grandes quantités de sables et graviers naturels de silice produits en Ontario et en Saskatchewan pour servir de fondant dans les smelters non ferreux à Sudbury et à Flin Flon entrent dans cette classification seulement depuis 1936, et expliquent la grande augmentation du total déclaré cette année. Comme ce minéral est bon marché, il influence relativement peu la valeur de la production de quartz. La production de silice en Nouvelle-Ecosse est surtout destinée à la fabrication de brique de silice dans les aciéries. Le Québec produit des sables de silice de haute qualité pour la fabrication du verre et de produits chimiques, la projection de sable et diverses autres fins; l'Ontario produit du quartzite ou du grès broyés pour la fabrication de la brique de silice et le ferrosilicium en plus d'un quartz de basse qualité comme fondant des smelters non ferreux.

Sel.—Bien que la plus grande partie de la production vienne des puits du sud-ouest de l'Ontario, l'exploitation des gisements de Malagash, en Nouvelle-Ecosse, se fait de plus en plus active depuis quelques années. Au Manitoba, les premières expéditions commerciales importantes ont eu lieu en 1932, tandis que certaines expéditions commerciales ont été faites en Saskatchewan et en Alberta. Au Canada, le sel provient des puits de saumure excepté en Nouvelle-Ecosse où la production vient entièrement des mines souterraines de sel gemme. Une grande partie de la production canadienne de sel (44·3 p.c. en 1939) est employée sous forme de saumure dans les industries chimiques pour la préparation de soude caustique, de chlore liquide et d'autres produits chimiques. En 1939, 1·9 p.c. de la production a été utilisé pour les chemins et routes.

La production canadienne depuis 1900 avance constamment; elle passe de 59,428 tonnes en 1901 à 91,582 en 1911, 164,658 en 1921, 262,547 en 1926 et 330,264 en 1929, maximum à cette époque. La production par province depuis 1929 paraît au tableau **35.**

35.—Production de sel au Canada, par province, 1929-40

Année	Nouvelle-Ecosse	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Canada	
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	$
1929	27,819	302,445	–	–	[1]	330,264	1,578,086
1930	23,058	248,637	–	–	[1]	271,695	1,694,631
1931	27,718	231,329	–	–	[1]	259,047	1,904,149
1932	31,897	231,138	508[2]	–	[1]	263,543	1,947,551
1933	34,278	244,107	1,499	231[2]	[1]	280,115	1,939,874
1934	42,886	276,751	1,664	452	[1]	321,753	1,954,953
1935	38,701	320,003	1,538	101	[1]	360,343	1,880,978
1936	38,774	350,044	2,498	[1]	[1]	391,316	1,773,144
1937	47,865	407,701	3,391	[1]	[1]	458,957	1,799,465
1938	44,950	388,130	2,920	[1]	4,045	440,045	1,912,913
1939	47,885	370,843	2,453	[1]	3,319	424,500	2,486,632
1940[3]	–	–	–	–	–	464,714	2,823,269

[1] Aucune production déclarée. [2] Première production commerciale déclarée. [3] Chiffres préliminaires. Production non publiée par province en 1940.

Soufre.—La production canadienne de soufre comprend le soufre des pyrites expédiées ainsi que le soufre récupéré sous forme d'acide sulfurique ou autres produits chimiques ou le soufre élémentaire des gaz autrefois perdus des smelters de métaux non ferreux à Copper Cliff, Ontario, et Trail, Colombie Britannique. L'installation de ces usines de récupération vers 1928 causa une importante augmentation de la production sulfureuse. Les pyrites de fer expédiées ces dernières années du Québec et de la Colombie Britannique étaient des sous-produits de l'extraction et de la concentration des minerais de cuivre-or-argent. Il n'existe pas de gisements au Canada actuellement où les pyrites de fer sont le principal minéral extrait.

Section 7.—Produits de l'argile et autres matériaux de construction

La production de ces matériaux au Canada dépend naturellement de l'industrie du bâtiment. La construction varie sur une large marge avec les cycles d'affaires et durant les dernières années de dépression elle a tombé à un très bas niveau. Dans ces circonstances, la production de dérivés de l'argile, de ciment, de gravier et de pierre a été grandement écourtée. L'achèvement de quelques grands travaux de génie et d'autres travaux entrepris par le gouvernement pour remédier au chômage ont ralenti le déclin de cette industrie les premières années de la dépression, mais la tendance au marasme était encore évidente en 1933. Toutefois avec un relèvement modéré des activités du bâtiment depuis lors (voir Chapitre XV) il y a une augmentation dans la production des principaux matériaux de construction, leur valeur totale étant de $35,362,759 en 1939 comparativement à $16,696,687 en 1933. Il faut noter que, si la grande partie des matériaux de ce groupe sert à la construction, des quantités considérables de chaux et de pierre calcaire pour fins chimiques, industrielles et agricoles sont aussi comprises.

Briques et tuiles.—Bien que l'industrie de la brique et de la tuile soit répandue dans toutes les provinces du Dominion, sa production est naturellement plus importante près des centres les plus populeux, dans l'Ontario et le Québec. La production de ces industries varie selon l'activité de la construction et atteignit son apogée en 1912. Depuis cette date l'acier et le béton armé, ayant graduellement remplacé la brique dans la construction, il en résulte une diminution de production et, bien que la valeur de construction entreprise en 1928 et 1929 dépasse celle de 1912, la quantité de brique produite en chacune de ces deux dernières années représente seulement environ la moitié de celle de 1912. D'autre part, la production et la con-

sommation de ciment en 1929 dépassent de beaucoup celles de 1912 et 1913. La production de tous les divers types de brique en 1937, 1938 et 1939 paraît au tableau **2** et la production par province en 1939, au tableau **6** du présent chapitre. La production estimative de produits de l'argile de 1939 est de $5,151,236 et celle de 1940, de $6,353,000.

Ciment.—L'industrie du ciment au Canada commença par la fabrication du ciment hydraulique ou de roc naturel, probablement à Hull, Québec, entre 1830 et 1840; celle du ciment Portland vers 1889. En raison de sa supériorité en uniformité et solidité, il eut tôt fait de supplanter le vieux produit. Le ciment Portland est un mélange proportionné de chaux, de silice et d'alumine. La chaux provient de la pierre calcaire, et la silice et l'alumine de l'argile ou du schiste. L'industrie du ciment s'est naturellement établie où ces matières premières existent, dans le voisinage des approvisionnements de combustible et où les moyens de transport facilitent l'écoulement. La production la plus considérable vient du Québec et de l'Ontario, bien qu'il y ait des cimenteries très actives dans le Manitoba, l'Alberta et la Colombie Britannique. Ainsi que le montre le tableau **36,** la production de ciment, bien qu'elle ait eu à subir une diminution depuis 1929 jusqu'à 1933, s'est relevée un peu depuis. Le tableau **6,** p. 244, montre par province la production de 1939.

36.—Production, importations, exportations et consommation apparente de ciment Portland, 1925-40

NOTA.—Les chiffres de 1910 à 1924 ont paru dans l'Annuaire de 1939, p. 370.

Année	Production[1]		Importations		Exportations		Consommation apparente	
	brl[2]	$	brl[2]	$	brl[2]	$	brl[2]	$
1925.....	8,116,597	14,046,704	21,849	63,067	997,915	1,498,495	7,140,531	12,611,276
1926.....	8,707,021	13,013,283	21,114	77,866	285,932	358,231	8,442,203	12,732,918
1927.....	10,065,865	14,391,937	19,354	87,541	249,694	308,144	9,835,525	14,171,334
1928.....	11,023,928	16,739,163	34,047	146,164	267,325	340,624	10,790,650	16,544,703
1929.....	12,284,081	19,337,235	55,980	189,169	234,111	252,955	12,105,950	19,273,449
1930.....	11,032,538	17,713,067	143,436	569,848	198,736	212,071	10,977,238	18,070,844
1931.....	10,161,658	15,826,243	38,392	143,491	114,054	124,267	10,085,986	15,845,467
1932.....	4,498,721	6,930,721	21,351	58,092	53,333	38,921	4,466,739	6,949,892
1933.....	3,007,432	4,536,935	19,119	37,768	52,531	47,369	2,974,020	4,527,334
1934.....	3,783,226	5,667,946	14,341	45,548	70,046	55,181	3,727,521	5,658,313
1935.....	3,648,086	5,580,043	17,738	60,079	55,607	44,365	3,610,217	5,595,757
1936.....	4,508,718	6,908,192	39,867	107,180	68,929	56,909	4,479,656	6,958,463
1937.....	6,168,971	9,095,867	61,082	134,113	72,568	82,978	6,157,485	9,147,002
1938.....	5,519,102	8,241,350	48,497	105,326	89,419	101,059	5,478,180	8,245,617
1939.....	5,731,264	8,511,211	16,622	58,316	156,556	159,579	5,591,330	8,409,948
1940[3].....	7,559,648	11,775,345	13,213	69,821	299,975	414,442	7,272,886	11,430,724

[1] Production veut dire volume et valeur des ventes. [2] Le baril équivaut à 350 livres ou à 3⅐ cwt. [3] Chiffres préliminaires.

Pierre, sable et gravier.—Bien que la Branche des Mines, de la Métallurgie et des Produits Chimiques du Bureau Fédéral de la Statistique présente séparément les détails de la production et de l'organisation de l'industrie de la pierre et ceux du sable et du gravier, pour plus de concision ils sont groupés ici. Toutefois les chiffres de la production de pierre donnés ici ne comprennent pas les quantités de pierre calcaire entrant dans la fabrication de la chaux et du ciment, ni le quartz et autres minéraux pierreux donnés séparément au tableau **2,** p. 238. La production de ces matériaux a augmenté substantiellement jusqu'au commencement de la récente dépression mondiale. L'expansion de l'industrie de la pierre s'avère surtout dans la pierre concassée dont la production de 3,044,399 tonnes en 1922 a monté à 8,062,330 tonnes en 1930, tandis que pendant la même période la production de sable et de gravier

a augmenté de 11,666,374 tonnes à 28,547,511 tonnes. Mais durant la dépression la production s'est fortement ralentie. Elle tend cependant à se relever depuis 1933. Parmi les développements qui ont contribué à cette augmentation de la production avant la crise, peuvent être mentionnés: (1) la tendance à remplacer la brique par le béton armé, les blocs de ciment, etc., tel qu'indiqué à la page 271 par le fléchissement dans la production de brique et l'augmentation dans celle de ciment; (2) le prolongement marqué et l'amélioration des routes et chemins au cours de la période et (3) le perfectionnement de l'assiette des voies ferrées.

La répartition par province en 1939 de la production de pierre, sable et gravier figure au tableau **6**, page 244, tandis que la classification de ces matériaux selon les fins principales auxquelles ils sont destinés paraît au tableau **37.** La production de sable et de gravier en 1939 s'est élevée à 31,294,341 tonnes évaluées à $11,241,102 et la production de pierre et d'ardoise s'est chiffrée à 5,443,522 tonnes d'une valeur de $6,455,696.

37.—Production de sable et gravier et de pierre au Canada, 1937-39

Matériaux et usages	1937		1938		1939	
	Quantité	Valeur brute	Quantité	Valeur brute	Quantité	Valeur brute
	tonnes	$	tonnes	$	tonnes	$
Sable—						
Sable de fonderie	100,668	44,551	18,845	19,698	17,618	18,652
Construction, béton, voirie, etc.	1,356,269	476,824	1,750,187	685,976	1,169,899	364,829
Autres usages	59,007	13,087	67,695	22,909	55,019	15,547
Sable et gravier—						
Ballast	2,764,639	533,876	2,359,703	443,936	3,223,718	603,288
Béton, voirie, etc.	19,453,188	8,340,764	22,513,256	9,101,882	22,899,751	8,988,114
Remblayage de mine	1,170,260	146,811	1,852,323	256,380	1,452,993	194,332
Gravier broyé	2,097,270	936,783	3,661,973	1,471,773	2,475,343	1,056,340
Totaux, sable et gravier	**27,001,301**	**10,492,696**	**32,223,882**	**12,002,554**	**31,294,341**	**11,241,102**
Pierre—						
Construction	49,098	746,370	49,666	725,402	71,288	1,334,340
Pierres tombales et ornementales	8,301	278,325	22,382	448,328	8,296	313,019
Pierre à chaux pour agriculture	112,628	131,071	129,689	146,557	192,505	271,294
Usages chimiques—						
Fusion	345,742	266,780	314,604	233,671	273,970	203,672
Pulpe et papier	200,893	219,461	114,572	126,980	175,154	206,126
Autres	147,312	140,056	122,561	107,349	128,154	113,781
Blocaille et enrochement	699,586	608,453	501,216	359,232	429,205	341,002
Pierre concassée	5,309,039	4,306,867	3,789,680	3,197,797	4,076,208	3,405,247
Totaux, pierre[1]	**6,935,612**	**6,939,360**	**5,116,022**	**5,556,026**	**5,443,522**	**6,455,696**

[1]Les totaux comprennent quelques petits item non spécifiés.

Le volume et la valeur de la production de pierre indiqués au tableau ci-dessus ne représentent que la production des établissements qui font l'abatage en carrières et ne comprend pas les produits de l'industrie de la taille dont font partie les établissements qui achètent la pierre brute pour la tailler, la polir ou la finir, bien que la pierre soit souvent taillée à la carrière même et que l'on ne puisse ainsi séparer ce genre de travail de la production primaire. L'extraction totale de pierre en 1939 comprend de la pierre calcaire (76 p.c.), du granit (20 p.c.), du grès (3·2 p.c.) et du marbre (0·3 p.c.). La valeur moyenne par tonne est de $0·92 pour la pierre calcaire, $1·92 pour le granit, $1·88 pour le grès et $14·16 pour le marbre. Le marbre a été utilisé surtout comme éclats de terrazzo, pour saupoudrer le stuc, comme menu gravier pour la volaille, et blocaille et enrochement; de grandes quantités de pierre calcaire servent comme fondant et autres procédés chimiques, mais la majeure partie de toute la pierre extraite, à l'exception du marbre, est pour le concassage.

CHAPITRE XIII.—FORCES MOTRICES ET LEUR UTILISATION AU CANADA*

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Forces hydrauliques	274
Sous-section 1. Ressources en forces hydrauliques du Canada et leur utilisation	274
Sous-section 2. Statistiques du développement des forces hydrauliques	275
Section 2. Industrie des usines centrales électriques au Canada	278
Sous-section 1. Statistiques historiques et générales	279
Sous-section 2. Communalisation des centrales électriques	283
Sous-section 3. Usines centrales électriques privées	293
Sous-section 4. Exportation d'énergie électrique	295
Section 3. Evolution de l'outillage en force motrice et utilisation de l'énergie dans l'industrie	296
Section 4. Energie produite par le combustible	301

Dans ce chapitre de l'Annuaire sont coordonnées toutes les données relatives à la production et à l'utilisation de l'énergie électrique au Canada. Certaines sections cependant ne peuvent être tenues pour complètes en raison de l'insuffisance de données.

Section 1.—Forces hydrauliques

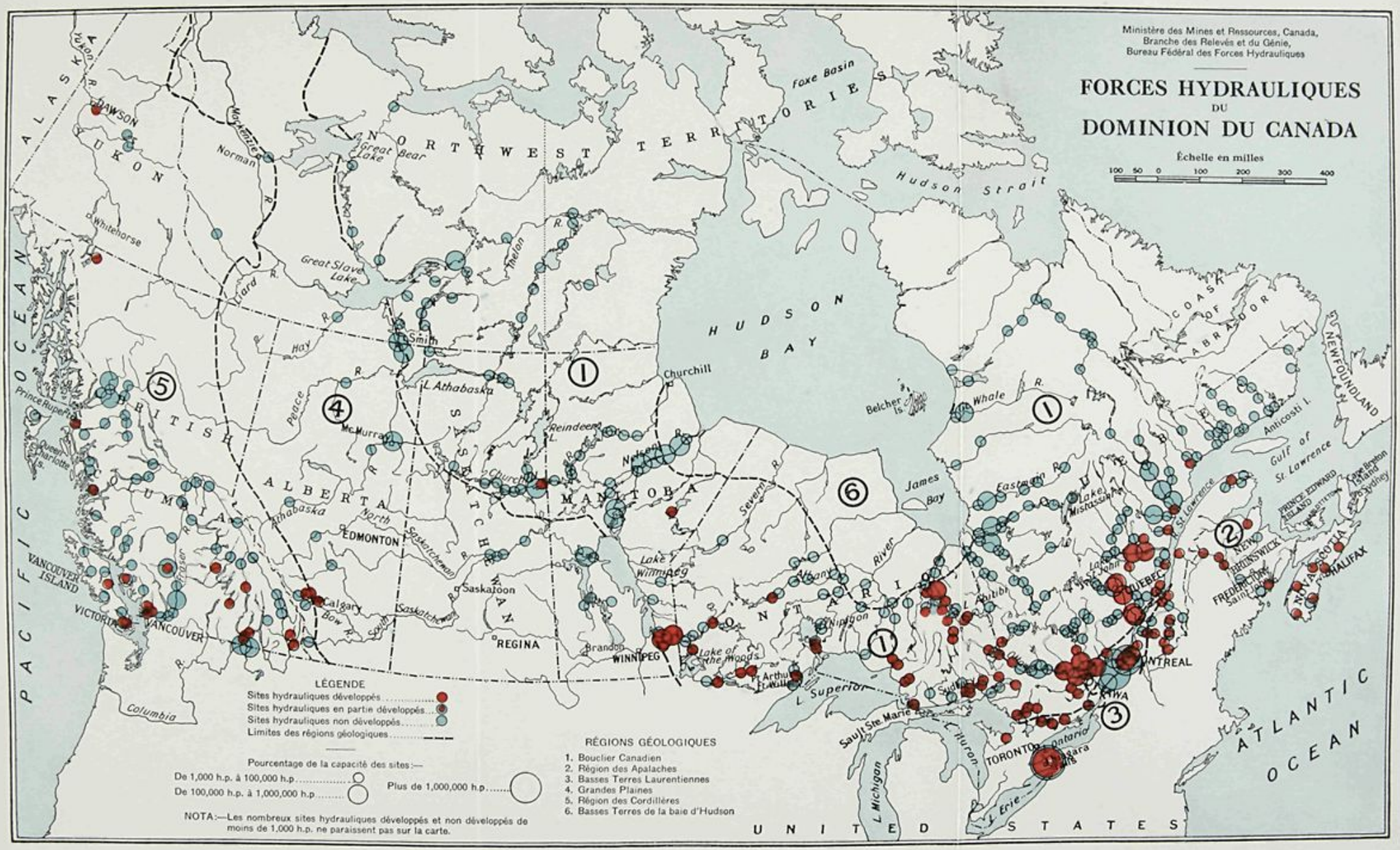
La partie de territoire canadien recouverte d'eau douce est estimée officiellement à 228,307 milles carrés, soit presque deux fois la superficie des Iles Britanniques et sûrement plus que l'aire occupée par les eaux intérieures de tout autre pays. Plusieurs parties de ce pays si bien arrosé perchent à des altitudes considérables au-dessus du niveau de la mer, et de ce fait, sont de grandes sources potentielles d'énergie. Les forces hydrauliques sont parmi les principales ressources naturelles du Canada et leur développement ces dernières années a contribué sensiblement à grossir le volume de la production industrielle canadienne.

Sous-section 1.—Ressources en forces hydrauliques du Canada et leur utilisation

Un long article sur les ressources hydrauliques du Canada, sur leur importance par rapport à celles d'autres pays, sur les problèmes du développement des forces hydrauliques et hydroélectriques et leur vente paraît aux pp. 361–372 de l'Annuaire de 1940.

Si nous considérons l'importance relative des différentes ressources naturelles, les forces hydrauliques, ne pouvant s'épuiser par l'usure, sont dans une position unique. Autre fait significatif pour le Canada, la présence de grandes ressources en forces hydrauliques est l'apanage des zones où il y a carence de combustible, c'est-à-dire là où le charbon local n'est pas commodément ou économiquement utilisable. Les provinces d'Ontario et de Québec, sans mines de charbon, renferment les principaux centres de population et de fabrication et abondent en plusieurs matières premières brutes pour l'industrie. Elles renferment plus de la moitié des ressources globales disponibles de forces hydrauliques et plus des trois quarts des captations hydrauliques du Canada. Dans les Maritimes et la Colombie Britannique l'incidence de forces hydrauliques à proximité de larges ressources de bois de pulpe a également été favorable.

* La section 1 de ce chapitre a été revisée sous la direction de V. Meek, Contrôleur, Service des Forces Hydrauliques et Bureau Hydrométrique, Branche des Relevés et du Génie, Ministère des Mines et Ressources, et les sections 2, 3 et 4 (sauf indications contraires) par G. S. Wrong, B.Sc., chef, Branche des Transports et Utilités Publiques, Bureau Fédéral de la Statistique.


Ministère des Mines et Ressources, Canada,
Branche des Relevés et du Génie,
Bureau Fédéral des Forces Hydrauliques
FORCES HYDRAULIQUES
DU
DOMINION DU CANADA
Échelle en milles
100 50 0 100 200 300 400
LÉGENDE
Sites hydrauliques développés
Sites hydrauliques en partie développés
Sites hydrauliques non développés
Limites des régions géologiques
Pourcentage de la capacité des sites:—
De 1,000 h.p. à 100,000 h.p.
De 100,000 h.p. à 1,000,000 h.p.
Plus de 1,000,000 h.p.
NOTA:—Les nombreux sites hydrauliques développés et non développés de moins de 1,000 h.p. ne paraissent pas sur la carte.
RÉGIONS GÉOLOGIQUES
1. Bouclier Canadien
2. Région des Apalaches
3. Basses Terres Laurentiennes
4. Grandes Plaines
5. Région des Cordillères
6. Basses Terres de la baie d'Hudson
PACIFIC OCEAN
ATLANTIC OCEAN
UNITED STATES
ALASKA
YUKON
NORTHWEST TERRITORIES
BRITISH COLUMBIA
ALBERTA
SASKATCHEWAN
MANITOBA
ONTARIO
QUEBEC
NEW BRUNSWICK
NOVA SCOTIA
PRINCE EDWARD ISLAND
NEWFOUNDLAND
HUDSON BAY
Hudson Strait
Foxe Basin
Great Bear Lake
Great Slave Lake
Great Lake
Norman
Whitehorse
DAWSON
Prince Rupert
Queen Charlotte Is.
VANCOUVER ISLAND
VICTORIA
VANCOUVER
Columbia
Smith
L. Athabaska
McMurray
EDMONTON
Calgary
Saskatoon
REGINA
Churchill
Reindeer L.
Nelson R.
Lake Winnipeg
Brandon
WINNIPEG
Lake of the Woods
Arthur
Ft. Willis
L. Superior
Sault Ste. Marie
L. Huron
L. Michigan
L. Erie
TORONTO
Ontario
Niagara Falls
Sudbury
Nipigon
Albany
Severn R.
James Bay
Belcher Is.
Whale R.
Eastmain R.
Lake Mistassini
Lake St. John
QUEBEC
MONTREAL
OTTAWA
Anticosti I.
Gulf of St. Lawrence
Cape Breton Island
Sydney
HALIFAX
COAST OF LABRADOR
Yukon R.
Mackenzie R.
Liard R.
Hay R.
Peace R.
Athabaska R.
North Saskatchewan R.
South Saskatchewan R.
Bow R.
Fraser R.
Thelon R.
Albany River
St. Lawrence R.
Saint John R.
Ontario R.
Sydney

1.—Forces hydrauliques du Canada captées et utilisables, par province, 31 décembre 1940

Province ou territoire	Force motrice utilisable en 24 heures, à 80 p.c. du débit		Turbines installées
	Au minimum habituel du débit	Au débit normal pendant six mois	
Ile du Prince-Edouard	3,000	5,300	2,617
Nouvelle-Ecosse	20,800	128,300	139,217
Nouveau-Brunswick	68,600	169,100	133,347
Québec	8,459,000	13,064,000	4,320,943
Ontario	5,330,000	6,940,000	2,597,595
Manitoba	3,309,000	5,344,500	420,925
Saskatchewan	542,000	1,082,000	90,835
Alberta	390,000	1,049,500	71,997
Colombie Britannique	1,931,000	5,103,500	788,763
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	294,000	731,000	18,199
Canada	**20,347,400**	**33,617,200**	**8,584,438**

Les chiffres ci-dessus sont les résultats d'une étude systématique de toutes les données existantes de sources fédérales, provinciales et privées sur les cours d'eau et les aménagements hydrauliques. Les données sur les forces hydrauliques existantes ou connues reposent sur les rapides, les chutes et les sites d'énergie dont la pente réelle ou le degré de concentration possible ont été mesurés ou soigneusement estimés. Plusieurs rapides et chutes non connus et d'une capacité indéterminée existent sur les rivières et cours d'eau d'un océan à l'autre. Ces ressources ne seront connues qu'à la lumière de relevés plus détaillés; il en est particulièrement ainsi des régions septentrionales les moins explorées. De même, il n'est pas tenu compte des concentrations d'énergie réalisables sur les rivières et cours d'eau à pente graduelle, là où des réservoirs économiques pourraient être aménagés par la construction de digues, et il en sera ainsi aussi longtemps que des études définies n'auront pas été faites et des données établies. Bref, les données sur les forces hydrauliques existantes ne représentent que le *minimum* des potentialités du Dominion dans ce domaine.

L'installation totale de turbines de 8,584,438 h.p. représente la somme des capacités réputées par les manufacturiers des différentes unités sous les têtes d'eau où elles sont installées. Il n'est pas correct de soustraire cette donnée des totaux des ressources disponibles des colonnes 1 et 2 pour déterminer les forces hydrauliques non encore captées, car l'on convient en pratique que les turbines installées dépassent de 30 p.c. le maximum des disponibilités computées au débit normal pendant six mois. Sur cette base les ressources hydrauliques actuelles du Dominion permettent l'installation de turbines pouvant développer 43,700,000 h.p. Les turbines fonctionnant aujourd'hui n'absorbent qu'un peu moins de 19¾ p.c. du total des forces hydrauliques reconnues du Dominion.

Sous-section 2.—Statistiques du développement des forces hydrauliques

Les débuts de la transmission de l'électricité à longue distance dans les premières années du siècle actuel ont déterminé un développement intensif de l'industrie hydro-électrique pour la desserte de vastes territoires. Le tableau 2 fait voir la croissance des aménagements au cours de la période de 1925 à 1940.

2.—Capacité en h.p. des turbines hydrauliques installées au Canada, par province, au 31 décembre 1925-40

NOTA.—Les statistiques comparables des années 1900-1919, inclusivement, paraissent à la page 375 de l'Annuaire de 1939 et celles des années 1920-24, à la page 373 de l'Annuaire de 1940.

Année	I.P.-E.	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Total[1]
	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.
1925...	2,274	65,637	42,271	1,749,975	1,802,562	183,925	35	34,532	443,852	4,338,262
1926...	2,274	66,147	47,131	1,886,042	1,808,246	227,925	35	34,532	463,852	4,549,383
1927...	2,274	68,416	47,131	2,069,518	1,832,655	255,925	35	34,532	475,232	4,798,917
1928...	2,439	74,356	67,131	2,387,118	1,903,705	311,925	35	34,532	554,792	5,349,232
1929...	2,439	109,124	112,631	2,595,430	1,952,055	311,925	35	70,532	559,792	5,727,162
1930...	2,439	114,224	133,681	2,718,130	2,088,055	311,925	42,035	70,532	630,792	6,125,012
1931...	2,439	111,999	133,681	3,100,330	2,145,205	390,925	42,035	70,532	655,992	6,666,337
1932...	2,439	112,167	133,681	3,357,320	2,208,105	390,925	42,035	71,597	713,792	7,045,260
1933...	2,439	112,167	133,681	3,493,320	2,355,105	390,925	42,035	71,597	717,602	7,332,070
1934...	2,439	116,367	133,681	3,703,320	2,355,756	390,925	42,035	71,597	717,717	7,547,035
1935...	2,439	116,367	133,681	3,853,320	2,560,155	392,825	42,035	71,597	718,497	7,909,115
1936...	2,439	120,667	133,681	3,883,320	2,561,905	392,825	42,035	71,597	718,922	7,945,590
1937...	2,439	123,437	133,681	3,999,686	2,577,380	405,325	61,035	71,597	719,972	8,112,751
1938...	2,617	130,617	133,347	4,031,063	2,582,959	420,925	61,035	71,997	738,013	8,190,772
1939...	2,617	131,717	133,347	4,084,763	2,596,799	420,925	90,835	71,997	738,013	8,289,212
1940...	2,617	139,217	133,347	4,320,943	2,597,595	420,925	90,835	71,997	788,763	8,584,438

[1] Comprend les totaux du Yukon. La capacité des turbines du Yukon était de 13,199 h.p. de 1925 à 1934 et de 18,199 de 1935 à 1940.

Analyse des installations globales de forces hydrauliques.—Pour les fins de cette revue, les installations actuelles de 8,584,438 h.p. sont divisées dans le tableau 3 sous trois en-têtes principaux: usines centrales électriques, pulperies et papeteries et installations pour autres fins.

La plus grande de ces trois classes et celle qui croît le plus rapidement, soit les usines centrales électriques (un relevé complet des usines centrales électriques est donné dans les sous-sections de la Section 2), fournit 88·4 p.c. de tous les aménagements actuels du Canada et produit 98 p.c. de toute l'électricité vendue ou exportée.

L'industrie de la pulpe et du papier à elle seule contribue 649,801 h.p. ou 7·6 du total. Il n'est pas possible d'établir d'une manière définitive quelle proportion de cette quantité est utilisée pour l'opération de moteurs, mais les chiffres du dernier recensement indiquent une force approximative de 350,000 h.p. Naturellement l'industrie couvre un pourcentage beaucoup plus grand que ces 649,801 h.p., parce que les pulperies et papeteries achètent à peu près un tiers de la production globale des usines centrales électriques et consomment plus de 45 p.c. de cette quantité pour actionner ses moteurs. Les derniers chiffres connus indiquent que les pulperies et papeteries du Canada ont des moteurs installés pour une force de 1,250,000 h.p., actionnés par cette énergie. Les 55 p.c. qui restent de l'énergie achetée sont utilisés pour la génération de vapeur dans les bouilloires électriques.

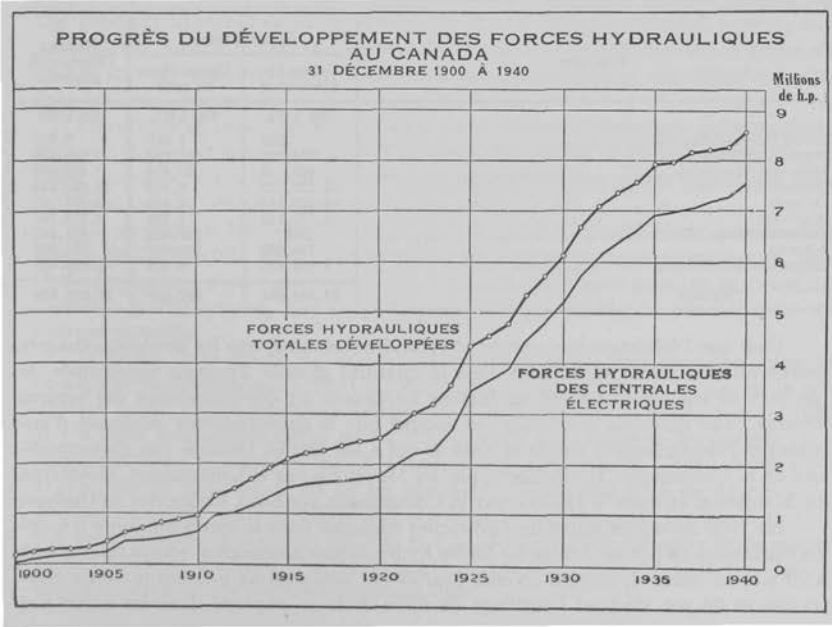
La colonne 3 du tableau 3 montre les installations autres que celles des centrales électriques et des pulperies et papeteries—un total de 346,912 h.p. Ces chiffres comprennent les forces hydrauliques aménagées pour fournir l'électricité ou la force motrice aux industries minérales et électrochimiques, usines de pompage des municipalités, tramways électriques, et à un grand nombre de scieries, meuneries et autres industries par tout le Canada. Ici encore il n'y a pas de division naturellement établie entre la force hydraulique simple et la force hydroélectrique.

3.—Forces hydrauliques captées au Canada: distribution par province et industrie, au 31 décembre 1940

Province ou territoire	Turbines installées			
	Dans les usines centrales électriques[1]	Dans les pulperies et papeteries[2]	Dans les autres industries[3]	Total
	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.
Ile du Prince-Edouard	579	Nil	2,038	2,617
Nouvelle-Ecosse	104,868	18,858	15,491	139,217
Nouveau-Brunswick	104,710	20,694	7,943	133,347
Québec	3,909,318	273,022	138,603	4,320,943
Ontario	2,258,619	231,277	107,699	2,597,595
Manitoba	420,925	Nil	Nil	420,925
Saskatchewan	87,500	"	3,335	90,835
Alberta	69,920	"	2,077	71,997
Colombie Britannique	629,286	105,950	53,527	788,763
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	2,000	Nil	16,199	18,199
Canada	**7,587,725**	**649,801**	**346,912**	**8,584,438**
Pourcentages de l'installation totale	88·4	7·6	4·0	100·0

[1] Comprend seulement les usines hydroélectriques développant de l'énergie pour la vente. [2] Comprend seulement les forces hydrauliques *effectivement développées* par les compagnies de pulpe et papier. En plus de cette installation de turbines, ces compagnies ont un outillage auxiliaire pour opération par hydroélectricité achetée des usines centrales électriques donnant plus de 1,260,000 h.p., faisant un total de plus de 1,900,000 h.p. réellement développés pour la fabrication de la pulpe et du papier. De grandes quantités d'électricité sont aussi achetées pour l'alimentation des bouilloires électriques, donnant plus de 1,750,000 h.p. [3] Comprend seulement les forces hydrauliques développées en rapport avec les industries autres que les centrales électriques et les pulperies et les papeteries. Ces industries achètent aussi de l'énergie des usines centrales électriques.

Les chiffres relatifs à ces installations de turbines ne peuvent se comparer directement avec ceux du recensement annuel des centrales électriques ou de l'industrie de la pulpe et du papier à cause de bases différentes de compilation. Les chiffres de l'installation hydraulique représentent les totaux cumulatifs des instal-



lations pour les fins nommées, ajustés après déduction de la capacité des installations inactives ou hors d'usage à cause de leur vieillesse ou autres raisons. Les données du recensement de l'industrie sont computées sur une base différente, représentant seulement la somme des installations dans les établissements réellement en opération au cours de l'année sous revue et non pas les installations globales. Aussi, les données sur les installations sont connues aussitôt que l'aménagement est terminé, tandis que les données du recensement pour toute période quelconque sont nécessairement connues quelque temps seulement après la fin de la période.

Section 2.—Industrie des usines centrales électriques au Canada

Les usines centrales électriques sont définies comme des compagnies, municipalités ou individus vendant ou distribuant l'énergie électrique, que celle-ci soit générée par eux-mêmes ou achetée pour revente. Les stations génératrices peuvent aussi acheter de l'énergie pour supplémenter leur propre production. Les usines classées comme non génératrices achètent ordinairement toute l'énergie qu'elles vendent. Cependant, quelques-unes de ces dernières ont des usines génératrices sous forme d'outillage auxiliaire. Il en résulte l'anomalie que, tout en étant classées comme nongénératrices, ces usines ont de fait généré 5,228,000 kWh en 1939.

Les usines sont divisées en deux classes suivant le mode de propriété: (1) commerciales—celles qui sont des propriétés privées et exploitées par des compagnies ou des individus, et (2) municipales—celles qui sont la propriété d'une municipalité ou d'un gouvernement provincial qui les exploite.

Les compagnies papetières et minières achètent une très grande proportion de la production des usines centrales électriques. Même, environ une vingtaine de gros établissements produisant de l'énergie électrique pour vente ont été créés primairement pour desservir les pulperies et papeteries ou les mines et les smelters.

4.—Energie électrique générée, par classe de station et par province, 1939

Province	Générée par—		Toute l'électricité générée
	Usines hydrauliques	Usines thermiques	
	'000 kWh	'000 kWh	'000 kWh
Ile du Prince-Edouard	230	7,517	7,747
Nouvelle-Ecosse	294,281	141,988	436,269
Nouveau-Brunswick	402,110	57,436	459,546
Québec	15,229,622	4,762	15,234,384
Ontario	8,005,644	1,483	8,007,127
Manitoba	1,770,319	4,938	1,775,257
Saskatchewan	Nil	167,242	167,242
Alberta	144,909	106,897	251,806
Colombie Britannique	1,989,576	9,076	1,998,652
Totaux	**27,836,691**	**501,339**	**28,338,030**

Bien que l'éclairage commercial et celui des rues ainsi que les services ménagers jouent un rôle plutôt secondaire dans la quantité globale d'énergie consommée, le bas prix de ces services a été un facteur important du développement des centres urbains. Les autorités publiques ont trouvé que le gouvernement se devait d'encourager l'électrification rurale et c'est ce qui a été fait en Ontario par l'intermédiaire de la Commission Hydroélectrique, au Manitoba par la Commission Electrique du Manitoba, et dans le Québec par la Commission des Eaux Courantes de Québec.

En 1939 les usines centrales électriques engagées dans la vente publique d'énergie contrôlent 88 p.c. de toutes les forces hydrauliques aménagées, comparativement à 70 p.c. en 1922. L'énergie qu'elles fournissent actionne 83 p.c. des moteurs électriques et 66 p.c. de tout l'outillage de force motrice employé dans les industries

manufacturières. Le capital global immobilisé dans les usines centrales électriques est plus grand que dans tout autre industrie manufacturière, tandis que le chiffre des salaires et gages vient au deuxième rang en valeur totale. Presque tout l'ensemble ou 98 p.c., est de l'énergie hydraulique, tandis que 95·2 p.c. de l'outillage primaire de ces usines est hydraulique.

Dans les statistiques des usines centrales électriques on comprend aussi celles de quelques établissements engagés primairement dans d'autres industries, tels que les mines, les pulperies et papeteries, etc., qui vendent le surplus de leur énergie. Pour de tels établissements, les statistiques appartenant à la phase d'usine centrale électrique de l'industrie ont été données séparément autant que possible.

Sous-section 1.—Statistiques historiques et générales

Le progrès des usines centrales électriques a été à peu près continu depuis 1919, alors qu'on a établi pour la première fois les statistiques du nombre de kilowatt-heures générés. La dépression commencée au début de 1930 a provoqué une diminution de production pendant plusieurs années, mais ce n'était que temporaire et il y a maintenant augmentation au même taux que les années précédant immédiatement 1930. Le volume record généré en 1939 dépassait de 400 p.c. celui de 1919 et de 57 p.c. celui de 1930.

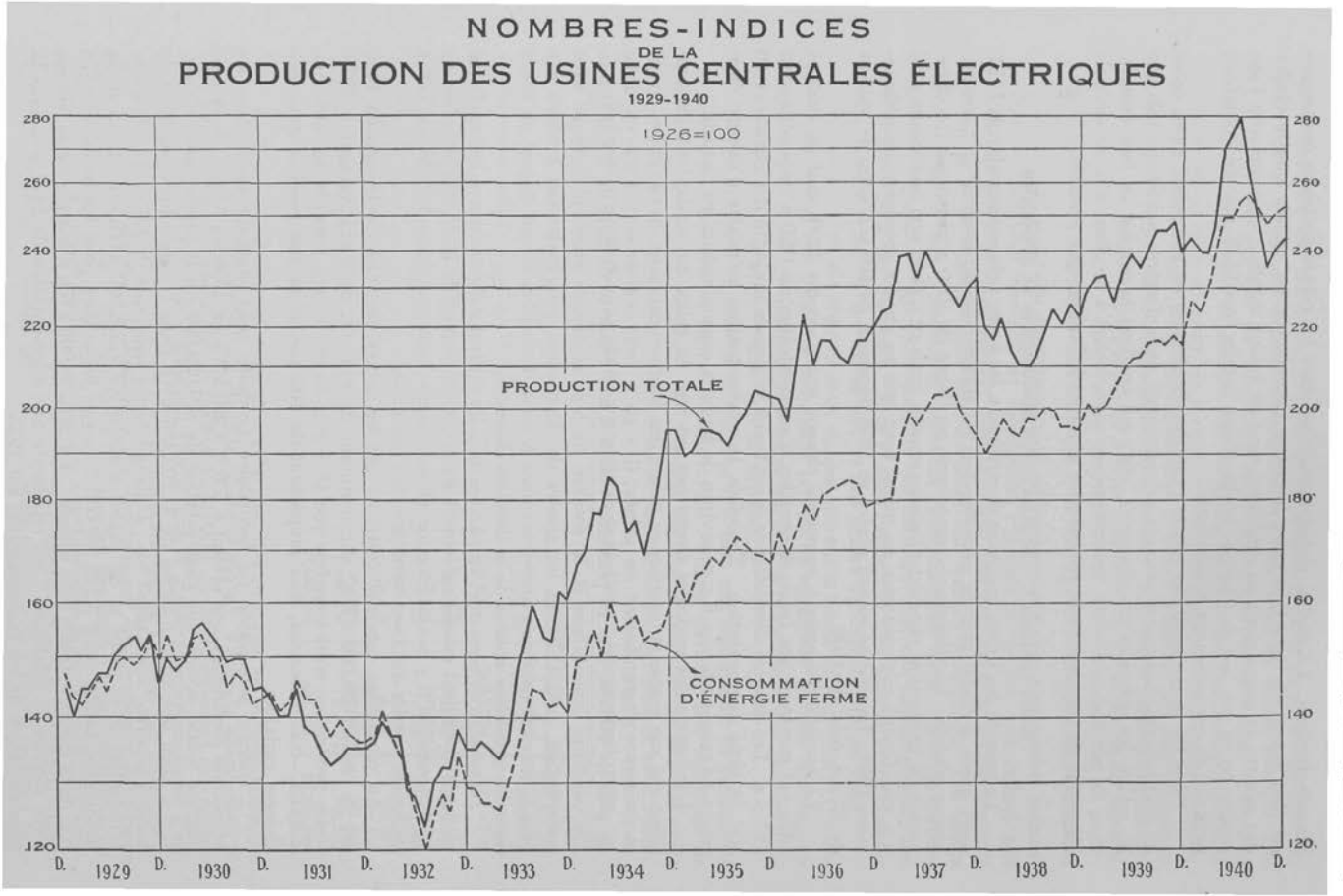
Le nombre d'usagers a augmenté chaque année depuis 1920, sauf en 1933 et 1934 qui montrent une faible diminution, l'augmentation de 1920 à 1939 dépassant 117 p.c. Les usagers domestiques constituent la grande majorité des clients et 80 p.c. de cette augmentation. Toutefois, la consommation ménagère d'énergie électrique ne représente que 9 p.c. environ de toute la consommation au Canada.

L'industrie des centrales électriques est une de celles qui s'adaptent particulièrement aux vastes entreprises en raison des énormes capitaux qu'elle exige. Avec sa croissance s'agrandissent les usines; il y en a trois maintenant d'une capacité de plus de 500,000 h.p. et plusieurs autres d'une capacité de plus de 200,000 h.p. Les capitaux immobilisés et le nombre de h.p. aménagés croissent presque sans interruption, même durant les années de dépression, principalement à cause des grands travaux entrepris antérieurement à cette dépression et qui étaient en cours dans les premières années de la dernière décennie.

Le nombre de personnes employées dans les centrales électriques et leurs salaires et gages diminuent considérablement au cours des années de la dépression. Depuis 1934, toutefois, il y a amélioration chaque année bien que moins rapide que celles indiquées par les autres statistiques de l'industrie.

La production totale d'électricité par les usines centrales électriques en 1939 est de 28,338,030,000 kWh, augmentation de 8·4 p.c. comparativement à 1938. Cette production n'est toutefois que 49·8 p.c. du rendement possible de l'outillage installé. Naturellement, une proportion de 100 p.c. n'est pas possible avec des charges variables.

L'énergie hors-pointe ou secondaire produite pour consommation dans les bouilloires électriques, qui atteint 6,590,378,000 kWh en 1939 ou 23 p.c. de la production totale, accuse une augmentation de 839,028,000 sur la production de 1938. Il y a aussi une augmentation de 34,702,486 kWh dans l'énergie hors-pointe et de surplus exportée aux Etats-Unis. L'énergie ferme augmente de 1,310,140,000 kWh. L'industrie de la pulpe et du papier absorbe 9,377,528,000 kWh ou 32 p.c. de la production totale, dont 5,152,790,000 d'énergie secondaire pour les bouilloires (78 p.c. de la quantité totale ainsi utilisée) et 4,224,738,000 kWh d'énergie ferme comme force motrice et éclairage. Ceci représente une augmentation de 18·7 p.c. dans la consommation de ces établissements sur 1938.


NOMBRES-INDICES
DE LA
PRODUCTION DES USINES CENTRALES ÉLECTRIQUES
1929-1940
1926=100
PRODUCTION TOTALE
CONSOMMATION D'ÉNERGIE FERME
280
260
240
220
200
180
160
140
120
D. 1929 D. 1930 D. 1931 D. 1932 D. 1933 D. 1934 D. 1935 D 1936 D 1937 D. 1938 D. 1939 D. 1940 D.

5.—Résumé statistique des usines centrales électriques, 1925-39

NOTA.—Les chiffres de 1917-24 se trouvent à la p. 378 de l'Annuaire de 1940.

Année	Usines	Capital	Recettes de la vente de l'électricité[1]	Energie produite[2]	Kilowatt-heures produits	Abonnés	Personnel	Salaires et gages
	nomb.	$	$	h.p.	(000)	nomb.	nomb.	$
1925.....	563	726,721,087	79,341,584	3,569,527	10,110,459	1,279,731	13,263	18,755,907
1926.....	595	756,220,066	88,933,733	3,769,323	12,093,445	1,337,562	13,406	19,943,000
1927.....	629	866,825,285	104,033,297	4,173,349	14,549,099	1,381,966	14,708	22,946,315
1928.....	601	956,919,603	112,326,819	4,627,667	16,336,518	1,464,005	15,855	24,253,820
1929.....	587	1,055,731,532	122,883,446	4,925,555	17,962,515	1,555,883	16,164	24,831,821
1930.....	587	1,138,200,016	126,038,145	5,401,108	18,093,802	1,607,766	17,857	27,287,443
1931.....	559	1,229,988,951	122,310,730	5,706,757	16,330,867	1,632,792	17,014	26,306,956
1932.....	572	1,335,886,987	121,212,679	6,343,654	16,052,057	1,657,454	15,395	23,261,166
1933.....	575	1,386,532,055	117,532,081	6,616,006	17,338,990	1,666,882	14,717	21,431,877
1934.....	573	1,430,852,166	124,463,613	6,854,161	21,197,124	1,660,079	14,974	21,829,491
1935.....	566	1,459,821,168	127,177,954	7,104,142	23,283,033	1,694,703	15,342	22,519,993
1936.....	561	1,483,116,649	135,865,173	7,119,272	25,402,282	1,740,793	16,087	23,367,091
1937.....	568	1,497,330,231	143,546,643	7,342,085	27,687,646	1,805,995	17,018	25,623,767
1938.....	589	1,545,416,592	144,331,627	7,476,976	26,154,160	1,873,621	17,929	27,148,688
1939.....	611	1,564,603,211	151,880,969	7,607,122	28,338,030	1,941,663	18,848	28,223,376

[1] Moins les doubles emplois. [2] Moins l'outillage auxiliaire.

La consommation ménagère ou l'électricité utilisée à domicile augmente continuellement, même durant les années de 1930-33. En 1939 elle atteint, 2,358,364,000 kWh, augmentation de 58 p.c. sur 1930 et de 8·6 p.c. sur 1938. La consommation ménagère moyenne est de 63 p.c. plus élevée au Canada qu'aux Etats-Unis, tandis que la consommation ménagère ou à domicile totale est d'environ 8·9 p.c. de la production totale des centrales électriques au Canada et de 18·6 p.c. aux Etats-Unis. On peut naturellement attribuer ceci au fait que la région industrielle des Etats-Unis dispose d'abondantes quantités de houille à bon marché, tandis que dans les provinces centrales du Canada, pauvres en charbon, mais disposant d'immenses ressources hydrauliques, les conditions sont plutôt propices à la génération d'énergie dans les usines centrales.

Outillage des centrales électriques.—En 1939 l'outillage primaire des centrales électriques (roues et turbines hydrauliques, moteurs à mouvement alternatif et turbines à vapeur, et moteurs à explosion) s'élève à 7,607,122 h.p. Les générateurs hydrauliques prédominent de beaucoup, donnant 95·2 p.c. de la puissance globale; le reste, ou 4·8 p.c., se répartit sur les turbines à vapeur, les machines à mouvement alternatif et les moteurs à explosion. Le total ci-dessus ne comprend ni les machines à vapeur ni les moteurs à explosion dont la puissance est de 194,139 h.p. ou 2·6 p.c. de la puissance totale et qui constituent l'outillage auxiliaire ou de réserve des centrales. Les pages 297–300 traitent de l'outillage en force motrice utilisé dans les industries minières et manufacturières.

Les centrales thermiques, c'est-à-dire celles qui emploient des machines à vapeur ou à explosion, ont relativement peu d'importance. Sur 44 usines thermiques centrales en 1939 employant des machines à vapeur à mouvement alternatif, il n'y en avait que 7 de plus de 500 h.p. Quant aux turbines à vapeur, leur moyenne était d'environ 4,570 h.p., avec 22 unités d'une moyenne de 10,333 h.p., mais cette industrie n'en utilise que 70 confinées à 29 usines; pour les 826 roues et turbines hydrauliques, la moyenne est de 8,766 h.p. comprenant 4 de 65,000 h.p. et 5 de 66,000 h.p. chacune.

La plupart des usines centrales thermiques se limitent presque entièrement à la production pour fins d'éclairage et se servent du combustible le moins cher qu'elles peuvent trouver, donc généralement de l'huile ou du charbon provenant des gisements de la région. Dans les Provinces des Prairies on se sert de charbon gras et

de lignite pour les machines à vapeur, et d'essence, de distillés de pétrole et de gaz pauvre pour les moteurs à explosion.

Sur 435 usines centrales avec moteurs à explosion en 1939, les centrales de la Saskatchewan en comptent 228 (52 p.c.); celles de l'Alberta, 89 (21 p.c.); et celles du Manitoba, 40 (9 p.c.)

Les usines thermiques ont produit 509,013,000 kilowatt-heures en 1939; pour cela elles ont consommé $2,017,077 de combustible, soit 0·4 de cent par kilowatt-heure. Toutefois, cette production n'équivaut pas à 2 p.c. de la production globale.

6.—Outillage principal des usines centrales électriques, par province, et tout outillage auxiliaire, 1939

NOTA.—kVA signifie kilovoltampère.

Outillage et province	Usines	Turbines et roues hydrauliques			Machines à vapeur, turbines à vapeur et moteurs à combustion interne			Dynamos		
		Nombre	Puissance	Force moyenne	Nombre	Puissance	Force moyenne	Nombre	Puissance	Force moyenne
OUTILLAGE PRINCIPAL	nomb.		h.p.	h.p.		h.p.	h.p.		kVA	kVA
Ile du Pr.-Ed.	9	7	392	56	12	7,967	664	18	6,256	348
Nouv.-Ecosse	46	56	95,045	1,697	33	64,704	1,961	89	135,672	1,524
N.-Brunswick	12	16	105,760	6,610	15	33,642	2,243	31	118,564	3,825
Québec	96	266	3,630,505	13,649	8	2,750	344	273	3,205,570	1,174
Ontario	138	347	2,254,344	6,497	17	1,440	85	362	1,812,081	5,006
Manitoba	30	43	500,800	11,647	47	4,769	101	91	411,671	452
Saskatchewan	138	Nil	–	–	255	164,538	645	249	138,718	557
Alberta	71	11	69,140	6,285	121	80,889	669	128	123,282	963
Col. Britannique et Yukon	71	80	584,997	7,312	41	5,440	133	122	483,602	396
Totaux	**611**	**826**	**7,240,983**	**8,766**	**549**	**366,139**	**667**	**1,363**	**6,435,416**	**4,722**
MACHINES AUXILIAIRES	64	Nil	–	–	124	194,139	1,566	116	165,785	1,429
Grands totaux	**675**	**826**	**7,240,983**	**8,766**	**673**	**560,278**	**833**	**1,479**	**6,601,201**	**4,463**

Répartition provinciale de la production.—L'année la plus récente, plus de 82 p.c. de toute l'énergie électrique a été générée dans les deux principales provinces industrielles d'Ontario et de Québec. On verra d'après le tableau **18**, page 295, que les exportations totales d'énergie électrique l'année civile 1940 sont de 2,135,557,000 kWh, ou 7·5 p.c. de la production estimative des usines centrales au cours de la même année; en 1939 elles s'élevaient à 1,912,633,000 kWh, ou 6·7 p.c. de la production totale.

7.—Production d'énergie dans les usines centrales électriques, par province, 1934-39

Province	1934	1935	1936	1937	1938	1939
	'000 kWh	'000 kWh	'000 kWh	'000 kWh	'000 kWh	'000 kWh
Ile du Prince-Edouard	4,902	5,127	5,769	6,524	7,038	7,747
Nouvelle-Ecosse	389,049	389,144	412,294	446,976	404,828	436,269
Nouveau-Brunswick	394,100	390,003	425,849	501,319	465,358	459,546
Québec	11,335,987	12,628,662	13,019,908	14,341,400	13,707,343	15,234,384
Ontario	6,113,595	6,653,219	7,927,044	8,528,726	7,538,071	8,007,127
Manitoba	1,183,381	1,342,093	1,574,898	1,697,656	1,686,876	1,775,257
Saskatchewan	134,033	138,479	145,219	147,143	153,500	167,242
Alberta	193,002	208,054	216,770	222,755	232,451	251,806
Colombie Britannique et Yukon	1,449,075	1,528,252	1,674,531	1,795,146	1,958,695	1,998,652
Totaux	**21,197,124**	**23,283,033**	**25,402,282**	**27,687,645**	**26,154,160**	**28,338,030**

Service fermier offert par les usines centrales électriques.—Toutes les usines centrales électriques ne font pas une distinction nette entre leurs usagers ruraux et leurs autres clients ménagers, et en 1930, seules les usines de l'Ontario et du Québec déclarent un nombre de clients agricoles presque égal au nombre de fermes électrifiées tel qu'indiqué par le recensement décennal de 1931.

8.—Service fermier offert par les usines centrales électriques dans le Québec et l'Ontario, 1930-39

Année	Québec			Ontario		
	Usagers	Energie consommée	Revenu	Usagers	Energie consommée	Revenu
	nomb.	kWh	$	nomb.	kWh	$
1930	14,541	5,062,869	334,139	19,644	21,375,070	952,886
1931	15,142	5,406,741	292,574	24,172	27,093,114	1,215,142
1932	9,940	3,130,443	189,816	24,923	31,377,643	1,386,543
1933	10,747	3,572,085	203,258	25,552	32,336,080	1,386,688
1934	10,673	3,524,179	205,259	26,605	35,465,058	1,413,587
1935	13,108	4,268,290	261,274	27,883	39,844,300	1,434,169
1936	14,903	4,663,879	276,286	30,534	46,383,997	1,444,428
1937	19,505	5,858,850	361,411	39,281	56,729,752	1,432,883
1938	22,266	6,903,638	413,853	46,096	69,563,901	1,786,341
1939	24,965	8,511,961	487,572	54,479	82,912,852	2,143,071

Sous-section 2.—Communalisation des centrales électriques*

Les rivières et les lacs, sauf les très petits, sont généralement la propriété de la Couronne. Il s'ensuit naturellement que l'exploitation de ces eaux pour fins hydrauliques est une prérogative de la Couronne.

Dans certains endroits du Canada, la Couronne a déféré ses droits à des compagnies constituées légalement et, dans d'autres, elles s'en prévaut et exploite elle-même les sites de pouvoir hydraulique. L'Ontario fut la première province à produire et distribuer l'hydroélectricité. Dotée de l'un des sites les plus vastes et les plus pittoresques du monde, les chutes Niagara, et dépourvue par contre de charbon, cette province comprit la nécessité urgente de produire de l'énergie hydroélectrique. En 1906, une commission fut instituée pour agir au nom des municipalités dans la production et la distribution de l'énergie électrique dans la province.

9.—Usines centrales électriques publiques au Canada, 1929-39

Année	Usines	Usagers	Energie électrique produite	Outillage de production	
				Turbines et roues hydrauliques	Total
	nomb.	nomb.	'000 kWh	h.p.	h.p.
1929	165	822,185	5,188,408	1,274,394	1,426,488
1930	166	862,158	5,156,788	1,454,014	1,658,087
1931	163	874,507	4,139,707	1,505,599	1,719,495
1932	170	881,054	3,713,841	1,610,024	1,824,010
1933	172	890,301	3,673,016	1,742,024	1,966,889
1934	171	899,617	5,136,241	1,743,074	1,963,979
1935	169	915,303	5,515,084	1,815,164	2,036,799
1936	171	938,117	6,887,057	1,944,189	2,173,030
1937	179	972,284	7,372,018	1,975,989	2,202,624
1938	183	1,014,115	6,665,837	2,013,169	2,176,793
1939	184	1,052,245	7,047,100	2,014,500	2,221,490

Dans le Québec, l'étatisation n'a pas fait grand progrès, du fait peut-être que dans cette province l'exploitation hydroélectrique est étroitement associée à l'industrie de la pulpe et du papier, laquelle a été établie comme une entreprise commerciale.

* Les renseignements donnés sous les en-têtes provinciaux de cette sous-section (pp. 284-293) ont été revisés par les diverses commissions ou autorités provinciales.

Le développement de l'énergie électrique au Nouveau-Brunswick est également étroitement associé à l'industrie de la pulpe et du papier et les compagnies commerciales y contrôlent encore une grande partie de l'électricité, bien que la Commission de l'Energie Electrique du Nouveau-Brunswick, établie en 1920, ait organisé depuis lors des services publics semblables à ceux de l'Ontario et qui fournissent l'hydro-électricité aussi bien que l'énergie thermique. La Nouvelle-Ecosse, la Saskatchewan et le Manitoba ont établi des commissions hydroélectriques semblables à celle de l'Ontario.

En Colombie Britannique, la population est concentrée dans le delta du fleuve Fraser et autour de Victoria. Comme ces régions de colonisation ont grandi en même temps que de petites villes éparses exploitant des industries minières, de sciage et de pulpe et papier, l'énergie hydroélectrique leur est fournie par des corporations privées et aussi, dans une certaine mesure, par de plus petites corporations d'utilités publiques.

Le tableau **10** donne, par province, les statistiques des usines centrales électriques municipales ou publiques en 1939. Le tableau **17** à la page 294 donne les statistiques comparées des usines commerciales.

10.—Statistiques des usines centrales électriques au Canada, par province, 1939

Province	Usines	Usagers	Energie produite	Outillage de production	
				Roues et turbines hydrauliques	Total
	nombre	nombre	'000 kWh	h.p.	h.p.
Ile du Prince-Edouard	2	1,182	1,153	Nil	1,235
Nouvelle-Ecosse	25	27,620	254,189	80,805	84,160
Nouveau-Brunswick	5	30,436	59,292	12,860	29,440
Québec	16	40,154	71,691	30,710	33,230
Ontario	74	757,758	5,841,861	1,724,395	1,725,595
Manitoba	13	72,867	594,566	155,000	158,314
Saskatchewan	32	42,182	113,991	Nil	107,601
Alberta	9	60,374	95,459	960	71,540
Colombie Britannique et Yukon	8	19,672	14,890	9,770	10,375
Totaux	**184**	**1,052,245**	**7,047,092**	**2,014,500**	**2,221,490**

En raison de l'absence de détermination des prix en marché libre et de réglementation des services dans une industrie qui exerce un demi-monopole, on a tenté dans la plupart des provinces de réglementer les services électriques. Les commissions diverses, leur réglementation générale et leurs attributions sont ici étudiées, par province.

Nouvelle-Ecosse.—La première législation relative à l'utilisation des forces hydrauliques en Nouvelle-Ecosse date de 1909. Elle s'intitule "Une loi pour aider davantage à l'industrie minière de l'or". Elle est restée la pièce législative la plus avancée jusqu'à l'exploitation des forces hydrauliques en Nouvelle-Ecosse sous l'empire des lois de 1914, et elle continua par la suite sous forme de recherches en collaboration avec le Gouvernement fédéral jusqu'en 1919. C'est alors qu'en vertu de la loi sur la Commission de l'Energie Electrique fut créée la Commission Electrique de la Nouvelle-Ecosse. Bien qu'elle dispose de son propre service de recherches, certains autres travaux de recherches se poursuivent encore en Nouvelle-Ecosse sous la direction de l'autorité fédérale représentée par une branche du service des Forces Hydrauliques et Bureau Hydrométrique du Dominion avec lequel la Commission Electrique de la Nouvelle-Ecosse reste en relation étroite.

La Commission a pour première attribution de produire de l'énergie électrique par les moyens les plus économiques pouvant s'adapter de façon pratique aux circonstances. Ses opérations reposent sur un système de prix de revient et, bien qu'elle

vende au détail à un grand nombre d'usagers, ce n'est pas sa politique d'envahir le marché de détail; elle vise plutôt à desservir les régions où il n'est pas pratique d'importer l'électricité d'autres sources. La loi de l'électrification rurale de 1937 a grandement facilité le service de détail et les habitants de diverses parties de la province en bénéficient pleinement.

I.—DÉVELOPPEMENTS ACTUELS ET CAPACITÉS INITIALES DES ENTREPRISES DE LA COMMISSION ÉLECTRIQUE DE LA NOUVELLE-ECOSSE

Exploitation	Début des opérations	Capacité initiale	Capacité en 1940
		h.p.	h.p.
Réseau Mushamush	1921	800	1,030
Réseau St. Margaret	1922	10,700	15,700
Réseau Sheet Harbour—			
Chutes Malay	1924	5,550	5,550
Chutes Ruth	1925	6,290	10,590
Réseau Mersey—			
Original	1928	29,400	29,400
Chutet Cowie	1938	10,200	10,200
Réseau Tusket	1929	3,000	2,820
Réseau Roseway	1930	560	560
Réseau Markland	1931	1,400	[1]
Réseau Antigonish	1931	[2]	500
Réseau Canseau	1937	72	374

[1] Discontinué en octobre 1938. [2] Réseau de distribution seulement.

L'ancien district de Musquodoboit Harbour qui faisait partie du réseau Sheet Harbour s'alimente maintenant aux chutes Ruth. Le réseau Markland qui produisait à l'origine son électricité est maintenant alimenté par le réseau Mersey, et le réseau Antigonish qui ne produisait pas d'électricité autrefois est devenu un réseau générateur alimenté par les captations de Barrie Brook où les opérations ont commencé en février 1940.

L'essor progressif indiqué plus haut frappe davantage à la lumière d'une comparaison entre les livraisons globales de l'année terminée le 30 novembre 1940 (207,123,000 kWh) et celles de la première année des opérations qui sont de 192,000 kWh.

Les exploitations de la Commission se composent présentement de neuf réseaux; 1,300 milles de lignes de transmission et de distribution desservant 24 usagers en gros et 4,700 usagers en détail; 18 usines génératrices avec une installation de 37 unités et d'une capacité totale de 76,724 h.p.

Le contrôle des ressources hydrauliques de la province relève de la Couronne et s'exerce en vertu de la loi des eaux de la Nouvelle-Ecosse. La Commission paye les honoraires réguliers pour la captation dans la même proportion que les autres qui jouissent de ces privilèges.

La Commission est financièrement indépendante; elle rachète à même ses revenus ses propres obligations qui sont un item de dépenses. Elle a emprunté du Gouvernement dans le passé pour son capital initial, mais elle a le droit d'émettre des obligations et des débentures garanties par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil. Elle a inauguré cette pratique vers la fin de 1938 par une émission initiale de $1,000,000 d'obligations sériées.

Le bilan au 30 novembre 1940 montre un capital fixe de $16,759,797; des installations en cours d'une valeur de $125,696; un actif courant de $254,200; une réserve pour éventualités et renouvellement de $1,148,860; une réserve pour caisse d'amortissement de $2,230,850. La réserve totale accumulée est de $3,483,373.

Nouveau-Brunswick.—La Commission de l'Energie Electrique du Nouveau-Brunswick a été incorporée en vertu de la loi sur l'énergie électrique de 1920. Elle possède et exploite les centrales génératrices indiquées dans l'exposé II.

II.—ÉTABLISSEMENTS DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Centrale	Genre	Capacité
		h.p.
Musquash	Usine hydraulique	11,000
Grand-Lac	A vapeur	26,800
Kouchibouguac	Usine hydraulique	200
Grand-Manan	Diesel	200
St-Quentin	Diesel	65
	Total	38,265

La Commission achète aussi de l'énergie pour la desserte du village de Port-Elgine et la région rurale avoisinante. Les districts ruraux à l'est et à l'ouest de Dalhousie obtiennent leur électricité de la Gatineau Power Company, à Dalhousie; la côte de Caraquet, dans le comté de Gloucester, l'obtient de la Bathurst Power and Paper Co., de Bathurst; la vallée de Tobique et Plaster Rock l'obtiennent de la Commission Electrique Andover-Perth, tandis que les régions rurales à l'est et à l'ouest de Grand Falls l'obtiennent de la St. John River Power Co. La Commission dispose de 24 réseaux de distribution rurale desservant 17,500 clients et possède à différents endroits d'importantes charges d'énergie industrielle.

Les établissements de Musquash, Grand-Lac et Kouchibouguac sont raccordés et fonctionnent en parallèle en permanence.

Lignes de transmission.—Le réseau de transmission se compose d'une ligne de 66,000 volts entre Musquash et Moncton, et de quatre lignes partant de Grand-Lac, dont deux de 33,000 volts jusqu'à Fredericton, une de 66,000 volts jusqu'à Newcastle et une de 66,000 volts jusqu'à Moncton. En plus, la Commission a déjà construit 12 milles d'une ligne de 66,000 volts devant relier Grand-Lac à l'île Coles. Elle projette de prolonger cette ligne jusqu'à Saint John pour répondre à la demande croissante de la région.

L'énergie est vendue en bloc aux cités de Saint John, Moncton, Fredericton et à la ville de Sussex. La Commission en distribue aussi directement dans chaque comté de la province à diverses villes et divers villages et centres ruraux.

Les statistiques données ci-dessous font voir l'expansion des entreprises de la Commission depuis 1925.

11.—Expansion de la Commission de l'Energie Electrique du Nouveau-Brunswick, 1925, 1930, 1935 et 1940

Item	1925	1930	1935	1940
Lignes de transmission à fort voltage.....milles	138	138	308	316
Lignes de distribution..... "	67	440	753	1,950
Usagers indirects.....nomb.	11,561	14,590	17,155	18,000
Usagers directs..... "	1,129	3,720	7,247	17,500
Capacité des établissements..... h.p.	11,100	11,100	17,700	26,800
Energie générée.....kWh	15,500,000	28,000,000	41,139,600	77,343,240
Capitaux engagés..... $	3,780,000	4,264,000	7,087,000	9,600,000
Revenus annuels..... $	310,000	512,000	829,000	1,270,000

Québec.—En 1940, le Syndicat National d'Electricité, fondé dans le but de développer les usines génératrices et les réseaux de distribution, a été aboli; l'administration de la propriété qu'il avait acquise et de celle qui lui avait été confiée a été remise à la Commission des Eaux Courantes. Celle-ci dispose de pouvoirs analogues à ceux de l'ancien Syndicat en vertu d'"une loi relative à l'exploitation des chutes et des rapides situés sur les cours d'eau du domaine public et à leur concession à l'avenir", laquelle, après avoir été abrogée en 1937, a été restaurée en 1940.

De même, la Commission Provinciale de l'Electricité a été abolie et la Régie des Services Publics établie. Ce nouvel organisme exerce les pouvoirs de l'ancienne Commission de l'Electricité du Québec, instituée en 1935 de même que ceux de la Régie Provinciale des Transports et Communications, instituée en 1939. Le champ d'activité de ces deux organismes est étudié plus bas.

Commission des Eaux Courantes du Québec.—Créée en 1910 en vertu de la loi 1 Geo. V, c. 5 et fondée de pouvoirs additionnels par la loi 3 Geo. V, c. 6 (voir S.R.Q. 1925, c. 46), par la loi 20 Geo. V, c. 34 et par la loi 4 Geo. VI, c. 22, la Commission est autorisée à faire l'inventaire des ressources hydrauliques de la province, à faire des recommandations concernant leur contrôle et à construire et à exploiter certains bassins d'emmagasinage pour régler le débit des cours d'eau et à entreprendre la production directe de l'énergie électrique. Elle a aidé aux compagnies engagées dans cette industrie en réunissant systématiquement les données sur le débit des principales rivières et sur les conditions météorologiques, par des recherches sur de nombreux pouvoirs hydrauliques et par la détermination du profil longitudinal d'un grand nombre de rivières, mais principalement en réglant le débit des principaux cours d'eau. Le contrôle du débit des eaux est assuré par des bassins d'emmagasinage qui retiennent l'eau dans d'immenses réservoirs durant les périodes de crue pour l'utiliser ensuite à augmenter le débit durant les périodes d'étiage.

De 1912 à 1925, la Commission a construit ou acquis des réservoirs qu'elle a exploités, les compagnies qui en bénéficiaient devant payer les intérêts et les frais d'amortissement sur le capital engagé de même que les frais d'exploitation. Depuis 1925, les compagnies ou les particuliers se sont prévalus de la latitude que leur laisse l'article 6 du chapitre 46 des S.R.Q. pour construire les digues nécessaires à retenir les eaux dans les réservoirs, subordonnément toutefois aux règlements et conditions imposés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil. Les réservoirs construits depuis lors ont été transférés à la Commission. Celle-ci les exploite et les frais sont imposés annuellement aux compagnies ou aux particuliers intéressés.

En 1940 il y a 17 réservoirs d'emmagasinage dans la province de Québec. Parmi les rivières contrôlées par la Commission, soit par des digues sur les rivières même, soit par le réglage du débit des eaux d'amont des lacs, sont énumérées ici avec l'énergie produite en h.p.: le St-Maurice, 1,018,050 h.p.; la Gatineau, 504,000 h.p.; la rivière du Lièvre, 274,000 h.p.; le St-François, 100,000 h.p.; la rivière Chicoutimi, 41,400 h.p.; la rivière au Sable, 33,200 h.p. La plupart de ces exploitations peuvent être agrandies de façon à augmenter considérablement leur production.

Les autres réservoirs d'emmagasinage exploités par la Commission sont ceux du lac Mitis, sur la rivière Savane, et du lac Brûlé, sur la rivière Ste-Anne-de-Beaupré, et trois autres plus petits sur la rivière du Nord.

Parmi les réservoirs qui ne relèvent pas de la Commission sont celui du lac St-Jean, dont l'immense bassin de drainage est de 30,000 milles carrés, et celui d'Onatchiway, sur la rivière Shipshaw. Les captations de la rivière Saguenay, qui bénéficient de l'emmagasinage des eaux du lac St-Jean, s'établissent à 810,000 h.p. en 1940 et celles de la Chute-à-Caron ont une potentialité de 540,000 h.p.

Régie des Services Publics.—Cette régie est un organisme d'arbitrage, de surveillance et de contrôle des services publics et des entreprises d'utilité publique. En plus du contrôle qu'elle exerce sur les transports et communications, ses attributions dans le domaine de l'électricité englobent les pouvoirs de l'ancienne Commission d'Electricité de Québec, soit la juridiction sur la production, la transmission, la distribution et la vente de l'électricité dans la province de Québec, et de vastes pouvoirs relatifs au service, à l'outillage, aux appareils, aux moyens de protection, aux extensions des établissements et des réseaux. Elle exerce aussi le contrôle sur

les taux et sur la capitalisation. La construction ou l'exploitation de nouveaux établissements, de nouvelles lignes de transmission, de réseaux ou systèmes ou de toute partie de ces réseaux et systèmes sont sujettes à l'approbation de la Régie, de même que les ventes ou fusionnements sont sujets à son consentement. La Régie a aussi des attributions de surveillance et consultatives en vertu de la loi de la municipalisation de l'électricité qui permet aux corporations municipales d'établir des réseaux d'électricité. Deux municipalités ou plus peuvent établir un réseau conjoint. Là où ces réseaux obtiennent leur énergie d'une corporation de service public, la Régie a des pouvoirs mandatifs en ce qui concerne la fourniture de l'énergie et les conditions auxquelles elle est fournie. Elle peut recommander un octroi de 50 p.c. du coût initial des réseaux d'électrification rurale, lequel octroi est versable à même les fonds provinciaux, et peut en outre consentir un prêt de 25 p.c. de ce coût initial pour une période de 30 ans à un intérêt de 4 p.c. Toute municipalité rurale qui s'est prévalue de ces avantages est autorisée, avec l'approbation de la Régie, à contracter avec tout service public pour l'achat d'énergie, la construction de lignes, l'exploitation et l'entretien du système et de tous autres services.

Ontario.—*La Commission Hydroélectrique.*—Un article sur les débuts et les opérations de la Commission paraît aux pages 386-88 de l'Annuaire de 1940.

Pour répondre à une demande sans cesse croissante d'énergie électrique, la Commission a construit ses propres usines génératrices et s'est portée acquéreur de divers autres établissements privés. La plus grande des 45 usines hydroélectriques exploitées par la Commission en 1939 est celle de Queenston-Chippawa, sur la rivière Niagara. Elle a été construite par la Commission. Sa capacité normale est de 500,000 h.p. Les installations tant existantes que projetées, comprenant les usines déjà érigées, celles qui sont en construction et l'énergie livrée actuellement et à livrer dans un avenir prochain, atteindront une potentialité globale de 2,350,000 h.p.

Statistiques de la Commission Hydroélectrique.—L'Annuaire de 1910 (p. xlv) décrit l'inauguration, le 11 octobre 1910, à Berlin (maintenant Kitchener), Ontario, d'un courant électrique généré par les chutes Niagara. La faible charge initiale de moins de 1,000 h.p. augmenta rapidement par la suite et atteignit 100,000 h.p. en 1915. En 1920 le courant distribué dépassait 350,000 h.p. et, en 1930, il dépassait 1,260,000 h.p.

Les rapports annuels de la Commission donnent des descriptions et des statistiques fort détaillées de l'exploitation, de la construction, du service municipal, de la transmission et de la distribution. La Commission exerce un droit de surveillance sur les réseaux électriques possédés et exploités par les municipalités coopérantes. Elle a établi un système de comptabilité uniforme qui lui permet de présenter dans ses rapports annuels des bilans et des rapports d'exploitation consolidés. Ces statistiques couvrent environ 90 p.c. de tous les clients desservis en détail par la Commission.

Les immobilisations nécessaires à l'origine pour assurer le service à environ douze municipalités furent de $3,600,000 approximativement. Le 31 octobre 1939, elles sont de $446,122,545 dont $321,214,964 engagés par la Commission dans des usines génératrices, réseaux de transmission, etc., y compris les tramways électriques et autres biens administrés par la Commission pour le compte des réseaux les plus importants relevant d'elle, et $124,907,581 engagés par les municipalités dans les réseaux distributeurs locaux leur appartenant et autres actifs. De même, les réserves totales de la Commission et des services électriques municipaux pour la caisse d'amortissement, les renouvellements, les éventualités et les assurances s'élèvent à $216,405,116 dont $125,739,024 représentent les réserves de la Commission elle-même et $90,666,092 celles des municipalités.

12.—Expansion de la Commission Hydroélectrique d'Ontario, années terminées le 31 octobre 1910-39

Année	Municipalités desservies	Consommateurs desservis	Energie distribuée par la Commission	Capital de la Commission et actif des utilités municipales
	nomb.	nomb.	n.p.	$
1910	10	[1]	2,500	2,521,000
1911	26	[1]	15,200	4,020,000
1912	36	[1]	31,000	4,576,000
1913	58	58,961	45,000	17,698,000
1914	95	96,744	77,000	25,023,000
1915	131	116,892	104,000	29,791,000
1916	191	155,052	167,000	34,917,000
1917	215	181,711	333,000	74,701,000
1918	236	194,382	316,000	87,812,000
1919	252	230,472	328,000	103,591,000
1920	266	261,582	355,000	128,334,000
1921	301	285,923	529,000	193,918,000
1922	348	364,988	605,000	220,594,000
1923	393	387,983	685,486	236,023,000
1924	418	415,922	691,198	254,189,000
1925	444	439,702	816,295	265,998,000
1926	501	448,241	928,032	274,972,000
1927	530	469,572	949,700	286,165,000
1928	560	522,770	1,032,500	297,204,000
1929	607	552,321	1,136,689	314,237,000
1930	668	586,267	1,263,512	359,648,000
1931	721	600,297	1,107,227	373,010,000
1932	747	611,955	1,108,037	382,558,000
1933	757	621,418	1,365,735	394,661,000
1934	760	624,801	1,451,699	398,225,000
1935	766	636,134	1,625,733	408,001,000
1936	782	649,517	1,509,667	413,710,000
1937	795	667,863	1,648,467	424,422,000
1938	821	694,400	1,831,216	436,822,000
1939	858	720,372	1,963,471	446,123,000

[1] Non connu.

13.—Distribution de l'énergie aux systèmes de la Commission Hydroélectrique d'Ontario, années terminées le 31 octobre 1935-39

(20 minutes maximum de charge—système des maxima coïncidents)

Réseau et district	1935	1936	1937	1938	1939
	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.
Réseau Niagara	1,177,346	1,006,166	1,126,675	1,259,115	1,358,177
Dominion Power and Transmission	54,155	54,021	57,507	46,515	56,970
Réseau Georgian Bay	27,534	26,555	29,310	30,891	34,756
Réseau Eastern Ontario	133,733	117,969	129,584	159,249	168,958
Réseau Thunder Bay	113,673	133,914	134,678	131,394	118,740
District Manitoulin	114	138	137	205	273
Réseau Northern Ontario—					
District Nipissing	3,921	4,115	4,812	4,857	5,188
District Sudbury	13,070	14,021	14,611	17,895	19,740
District Abitibi	96,814	146,783	143,432	172,409	188,877
District Patricia	3,512	4,182	5,013	5,697	[1]
District Espanola	547	101	Nil	Nil	Nil
District St-Joseph	1,314	1,702	2,708	2,989	11,792[1]
Totaux	**1,625,733**	**1,509,667**	**1,648,467**	**1,831,216**	**1,963,471**

[1] Les districts Patricia et St-Joseph ont été, en 1939, réunis sous l'unique nom de "District Patricia-St-Joseph".

Statistiques des services électriques municipaux-urbains de l'Ontario fournis par la Commission.—Les bilans des services d'électricité municipaux-urbains desservis par la Commission Hydroélectrique montrent en 1939 un actif global de $173,544,768 en regard d'un passif de $34,241,490. De la différence, $75,752,295 sont au compte des réserves, ce qui laisse un surplus de $63,550,983. Il n'est pas tenu compte de la valeur résiduelle des réseaux de la Commission dans le calcul de la proportion de la dette nette par rapport à l'actif total. De 1933 à 1939 l'actif global augmente de $37,766,098, tandis que le passif global diminue de $15,679,264.

*Service électrique rural en Ontario.**—Ces quelques dernières années, l'électrification rurale a fait des progrès marqués en Ontario et les opérations rurales de la Commission constituent aujourd'hui un aspect important de ses attributions. Fidèle à sa politique de venir en aide à l'industrie fondamentale de l'agriculture, le gouvernement de l'Ontario collabore à ce travail d'électrification au moyen d'octrois jusqu'à 50 p.c. des immobilisations initiales pour lignes de transmission et outillage. En 1930 la législature ontarienne adoptait une loi pourvoyant à une avance ne devant pas excéder $1,000 aux propriétaires de biens-fonds et immeubles situés dans les régions rurales pour l'installation de l'électricité et l'achat d'outillage et une autre pourvoyant à l'établissement d'un taux minimum pour toutes les catégories de services ruraux.

14.—Statistiques relatives au service électrique des districts ruraux exploité par la Commission Hydroélectrique d'Ontario, années terminées le 31 octobre 1935-39

Enumération		1935	1936	1937	1938	1939
Usines des districts ruraux	nomb.	171	174	177	178	184
Cantons desservis	"	368	380	388	398	419
Consommateurs	"	67,802	73,614	86,194	99,921	113,157
Lignes de distribution primaire	milles	9,976	10,808	13,117	15,784	18,166
Energie fournie	h.p.	37,190	42,897	50,758	59,153	68,433
Recettes provenant des usagers	$	2,902,809	3,000,750	3,087,001	3,547,899	4,136,088
Dépenses totales	$	2,875,498	2,891,007	2,989,637	3,484,698	4,084,201
Surplus net	$	27,311	109,743	97,364	63,201	51,887
Capital immobilisé	$	19,182,265	20,674,674	24,138,729	28,561,214	33,476,148
Allocations prov. accordées[1]	$	*9,489,671*	*10,232,099*	*11,951,893*	*14,149,667*	*16,596,671*

[1] Compris dans l'item précédent "capital immobilisé".

Manitoba.—La Commission Electrique du Manitoba a commencé ses opérations en 1919 sous l'empire de la loi sur la transmission de l'énergie électrique. Cette loi autorise la Commission à prendre les dispositions nécessaires à la production de l'électricité, faire des contrats pour l'achat en bloc de l'énergie des compagnies productrices et pour sa transmission et sa vente aux municipalités, corporations et particuliers. En 1929, une loi a été adoptée en vertu de laquelle le gouvernement s'engageait à payer l'intérêt et la caisse d'amortissement jusqu'à concurrence de 50 p.c. du coût capital de la construction et de l'outillage de production et de trans-

* Les lois concernant les districts ruraux sont les suivantes: *The Power Commission Act* (S.R.O. 1927. c. 57); *The Rural Hydro-Electric Distribution Act* (S.R.O. 1927, c. 59); *The Rural Power District Loans Act, 1930* (20 Geo. V, c. 14); et *The Rural District Service Charge Act, 1930* (20 Geo. V, c. 15).

mission. En 1931, par l'adoption de la loi de transmission de l'énergie électrique, l'administration de la Commission a été réorganisée et un Bureau a été fondé, nanti de pouvoirs additionnels. Cette loi a été amendée en 1940 pour donner à la Commission le contrôle de ses propres finances.

La première ligne de transmission a été parachevée en 1920 pour desservir la ville de Portage-la-Prairie. Cette ville étant ainsi devenue un centre, les lignes se sont rapidement étendues aux régions les plus populeuses de la province. La Commission dessert maintenant 142 cités, villes et villages. L'électricité a été aussi portée à environ 550 maisons de ferme. La Commission exploite 1,878 milles-circuit de lignes de transmission desservant près de 17,500 usagers. A mesure que le réseau prend de l'ampleur, la demande d'énergie s'intensifie. Néanmoins en 1940 il n'y a pas eu d'autres extensions du réseau si ce n'est des additions pour desservir des aérodromes et des camps d'entraînement militaire à la demande du Gouvernement fédéral, afin de ne pas nuire à l'effort de guerre.

Elle achète présentement son électricité à une sous-station de la Compagnie Electrique de Winnipeg située à Fort-Garry dans la banlieue de Winnipeg. C'est la source d'approvisionnement des villes du principal réseau. La Commission achète aussi de l'énergie de l'usine municipale de Dauphin pour la distribuer à Grandview et Gilbert Plains. La région de villégiature bordant le lac Winnipeg est desservie par la Commission à même de l'énergie achetée de la Compagnie Electrique de Winnipeg, à Selkirk; cette même compagnie alimente aussi la source d'électricité de Selkirk-Est, Seven Sisters Falls et St-Boniface, d'où la Commission fait ensuite la distribution aux districts plus éloignés. En 1936, des arrangements ont été conclus pour l'exportation en bloc de l'énergie électrique à l'Interstate Power Company, Neche, Dakota-Nord.

Les immobilisations de la Commission dans la province sont d'environ $6,000,000. A la fin de l'année fiscale 1939, ses réserves, telles que représentées par des obligations de tout repos, s'établissaient à $2,093,912. La Commission est en excellente posture financière.

Le réseau est placé sous la surveillance de 37 surveillants régionaux qui en assurent l'entretien. La Commission est aussi engagée activement dans le commerce des appareils et accessoires dont elle a établi des magasins à Brandon et à Portage-la-Prairie. Elle exploite également un système central de chauffage à vapeur et une usine de gaz à Brandon.

Les résultats de ses méthodes de vente et de vulgarisation de même que les économies accomplies ont pu réduire progressivement les taux; la Commission a maintenant établi un taux fondamental essentiel pour toutes les villes du réseau.

Saskatchewan.—La Commission d'Energie de la Saskatchewan a été fondée en 1929 en vertu de la loi sur la commission de l'énergie (S.R.S., 1930, c. 30) qui l'autorise à produire, vendre et fournir l'électricité, acquérir et développer les sources hydrauliques, acquérir et construire des usines thermiques à la vapeur ou à l'huile, construire des lignes de transmission, acheter de l'énergie et faire des contrats avec les municipalités pour en assurer la distribution. La Commission jouit aussi de certains pouvoirs de contrôle et de réglementation concernant l'exploitation des services électriques publics et elle est chargée de l'application de la loi sur l'inspection et les permis d'électricité, 1935 (1934–35, c. 64).

Les premières opérations de la Commission se limitaient à l'achat des usines municipales qu'elle améliorait, agrandissait ou outillait pour les exploiter ensuite comme sources particulières d'énergie. Par exemple, elle prit possession, en 1929, des usines de Saskatoon, Humboldt et Rosthern. Elle établit la même année les réseaux de Shellbrook, Wynyard-Elfros-Wadena et Leader-Prelate-Sceptre en les alimentant de Wynyard et de Leader. En 1930, les usines municipales de Battleford-Nord, Swift Current, Unity et Lanigan, et l'usine privée de la compagnie Maple Creek Light, Power and Milling à Maple Creek devenaient aussi la propriété de la Commission, et en 1931 ce fut au tour de l'usine génératrice de Willow Bunch. Le réseau Watrous-Nokomis, composé de deux usines génératrices, d'une ligne de transport et de systèmes de distribution locale dans dix villes et villages, fut acheté des Canadian Utilities, Limited, et raccordé au réseau Bulyea de la Montreal Engineering Co., Limited.

De Saskatoon, centre du principal réseau de la Commission, les lignes de transport vont, à l'est, jusqu'à Humboldt, au nord, jusqu'à Shellbrook et au lac au Canard, à l'ouest, jusqu'à Radisson, et au sud-ouest, jusqu'à Rosetown. Des lignes additionnelles relient Rosetown à Moose Jaw et Tisdale (où la Commission possède une usine génératrice) à Nipawin. Les réseaux construits en 1929 ont été agrandis. Toutes les lignes de transmission alimentent les villes et les villages par où elles passent. Le détail des extensions de 1935 à 1939 est donné à la p. 391 de l'Annuaire de 1940.

En 1940, le réseau Watrous-Nokomis a été étendu aux villages de Viscount, Colonsay, Allan, Elstow et Bradwell et une ligne de transmission a été construite pour connecter l'usine génératrice de la Commission à Saskatoon avec Dundurn (site d'un camp militaire) et aussi le réseau de Watrous-Nokomis. En 1940 la Commission possède et exploite 1,522 milles de lignes de transmission.

Des 15 usines génératrices que possède et exploite la Commission en 1940, celles de Saskatoon et de Battleford-Nord sont des usines à vapeur et les autres sont aménagées avec des moteurs à combustion interne. La capacité globale des usines génératrices est de 29,600 kW. La Commission ne possède pas d'usines hydro-électriques, l'énergie primaire se répartissant ainsi: engins à vapeur à mouvement alternatif, 800 h.p.; turbines à vapeur, 30,740 h.p.; moteurs à combustion interne, 7,921 h.p.

En plus de l'énergie qu'elle tire de ses propres usines, la Commission en achète en bloc de particuliers ou s'entend pour en échanger avec eux. En 1939, la quantité totale d'énergie achetée d'intérêts privés est de 2,085,702 kWh et la quantité générée aux usines de la Commission, de 55,055,958 kWh. Le nombre d'usagers desservis directement dans 134 villes et villages est d'environ 10,188 et le nombre de ceux desservis indirectement (dans les cités de Saskatoon, Battleford-Nord et Swift Current et la ville de Battleford, où les corporations municipales exploitent leurs propres systèmes de distribution), de 13,995. Les recettes totales de l'année civile 1939 sont de $1,247,729. La Commission pourvoit à une réserve de $2,402,335 pour la dépréciation et le remplacement (y compris certaines obligations municipales assumées et rachetées depuis). Le 31 décembre 1939, les immobilisations totales sont d'environ $8,174,141.

Les affaires de la Commission, en 1940, reflètent une amélioration générale de la situation économique.

15.—Développement de la Commission d'Energie Electrique de la Saskatchewan, 1929-39

Année	Municipalités desservies		Consommateurs desservis		Energie globale générée par la Commission	Energie globale achetée par la Commission	Capital de la Commission
	En bloc	Directement	En bloc	Directement			
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	kWh	kWh	$
1929	Nil	2	Nil	[1]	[1]	Nil	1,902,005
1930	1	106	[2]	[3]	[3]	[3]	6,290,431
1931	3	117	[2]	8,324	46,040,000	1,414,420	7,287,827
1932	3	117	16,124	7,875	46,426,171	1,803,503	7,345,916
1933	3	123	16,124	7,574	44,401,494	1,674,444	7,411,986
1934	3	123	15,833	7,754	44,863,396	1,817,528	7,428,330
1935	4	123	13,644	8,219	46,889,172	1,986,105	7,504,726
1936	4	123	13,747	8,506	49,757,756	1,967,025	7,535,783
1937	4	126	13,513	8,620	49,165,813	1,918,473	7,609,910
1938	4	129	13,658	9,183	49,435,169	1,954,995	7,765,571
1939	4	129	13,606	9,467	55,055,958	2,085,702	8,174,141

[1] Les opérations de la Commission dans les deux villes desservies ont commencé en novembre 1929. [2] Inconnu. [3] Les opérations dans la majorité des municipalités desservies n'ont commencé que vers la fin de l'année.

Alberta.—Dans cette province, les compagnies hydroélectriques et les usines thermiques relèvent de la Commission des Utilités Publiques. Celle-ci exerce la juridiction générale sur les taux imposés par toute compagnie d'utilités publiques, i.e. toute entreprise, usine ou tout outillage pour la production, la distribution, la livraison ou la fourniture du chauffage, de l'éclairage ou de l'électricité. Elle n'exerce aucun contrôle sur les corporations municipales qui exploitent leurs propres usines, sauf dans le cas où une municipalité, par un règlement, décide d'assujettir celles-ci à la loi.

La Commission a le pouvoir de faire enquête au sujet de toute plainte portée par une municipalité ou une compagnie d'utilité publique concernant l'équité des taux et peut, d'après ses constatations, fixer les taux qu'elle juge justes et raisonnables. Il n'y a que deux compagnies importantes qui opèrent dans cette province: la Compagnie Electrique de Calgary, Limitée, et la Compagnie Canadienne d'Utilités, Limitée. Il existe un grand nombre de compagnies plus petites desservant des villes et des villages et aussi un certain nombre de municipalités qui exploitent leurs propres usines.

Colombie Britannique.—En Colombie Britannique, l'énergie hydroélectrique est la propriété exclusive des organismes municipaux et des entreprises commerciales. Il n'existe pas dans cette province de commission comme dans les autres.

La Commission des Utilités Publiques, instituée en vertu d'une loi adoptée par la législature en 1938, règlemente les taux imposés par les compagnies privées d'utilités mais non pas ceux imposés par les corporations municipales.

Sous-section 3.—Usines centrales électriques privées

Les usines électriques privées ou commerciales produisent, en 1939, 21,285,710,000 kWh ou 75·1 p.c. de toute l'électricité produite au Canada par les usines centrales. En 1929, la quantité produite par ces usines était de 71·0 p.c. du total. Au cours de la même période, la puissance installée en h.p. augmente de 46·7 p.c. et la production d'énergie électrique, de 66·6 p.c.

16.—Usines centrales électriques privées au Canada, 1929-39

Année	Usines	Usagers	Energie électrique produite	Outillage de production	
				Turbines et roues hydrauliques	Total
	nombre	nombre	'000 kWh	h.p.	h.p.
1929	420	733,698	12,774,107	3,444,533	3,671,255
1930	421	745,608	12,937,014	3,690,095	3,914,474
1931	396	756,285	12,191,139	3,916,720	4,171,305
1932	402	776,400	12,338,216	4,426,235	4,704,523
1933	403	776,581	13,665,974	4,563,973	4,842,686
1934	402	760,462	16,060,883	4,817,600	5,097,613
1935	397	779,400	17,767,949	4,992,805	5,274,174
1936	390	802,676	18,515,225	4,866,471	5,146,863
1937	389	833,711	20,315,627	5,047,253	5,336,811
1938	406	859,506	19,488,323	5,142,432	5,300,183
1939	427	889,418	21,285,710	5,226,483	5,385,632

La dernière colonne du tableau **17** fait ressortir la position proéminente de la province de Québec dans la production d'électricité. Du volume global de la production canadienne, 53·5 p.c. provient des centrales privées ou commerciales de cette province, et presque toute cette production, soit 52·8 p.c., provient de l'énergie hydraulique, montrant l'énorme influence des forces motrices hydrauliques de cette province sur l'industrie canadienne. Par comparaison, toute l'énergie générée par les centrales privées et publiques de l'Ontario ne fournit que 28·6 p.c. de la production de toutes les centrales du Canada.

Il y a deux facteurs importants de cette large production d'énergie électrique dans le Québec: (1) les pulperies et papeteries qui se trouvent à proximité des sources d'énergie et des terres boisées et qui consomment environ 40 p.c. de tout le courant électrique de la province; et (2) les industries de l'est et du sud de l'Ontario qui importent environ 18 p.c. de l'énergie générée dans le Québec.

La proportion d'énergie générée par les usines privées ou commerciales comparativement à la production globale est comme suit, par province: I.P.-E., 85 p.c.; N.-E., 41 p.c.; N.-B., 87 p.c.; Qué., 99 p.c.; Ont., 27 p.c.; Man., 67 p.c.; Sask., 32 p.c.; Alta, 62 p.c.; et C.B., 99 p.c.

17.—Usines centrales électriques privées au Canada, par province, 1939

Province	Usines	Usagers	Energie électrique produite	Outillage de production	
				Turbines et roues hydrauliques	Total
	nombre	nombre	'000 kWh	h.p.	h.p.
Ile du Prince-Edouard	7	5,181	6,594	392	7,124
Nouvelle-Ecosse	21	47,079	176,942	14,240	75,589
Nouveau-Brunswick	7	23,877	400,254	92,900	109,962
Québec	80	483,221	15,162,693	3,599,795	3,600,025
Ontario	64	72,915	2,165,189	529,949	530,189
Manitoba	17	31,810	1,180,683	345,800	347,255
Saskatchewan	106	26,189	53,251	Nil	56,937
Alberta	62	29,203	156,347	68,180	78,489
Colombie Britannique	63	169,943	1,983,757	575,227	580,062
Totaux	**427**	**889,418**	**21,285,710**	**5,226,483**	**5,385,632**

Dans les provinces de Québec, Ontario, Manitoba et Colombie Britannique presque toute l'énergie produite est de l'hydroélectricité. En Saskatchewan toute l'énergie est générée dans des usines thermiques et en Nouvelle-Ecosse 31 p.c. de l'électricité est produite dans des usines semblables. Il y a une usine hydroélectrique en Saskatchewan près de la frontière manitobaine. Toute son énergie est consommée au Manitoba et les statistiques en sont comprises avec celles des usines du Manitoba.

Sous-section 4.—Exportations d'énergie électrique

L'exportation de l'énergie électrique se fait subordonnément à la loi sur l'exportation de l'électricité et des fluides, 1907 (6-7 Ed. VII, c. 16). Cette loi fut appliquée par le Ministère du Revenu de l'Intérieur jusqu'au 1er septembre 1918 lorsque, en vertu d'un ordre en conseil du 3 juin 1918, elle fut transférée au Ministère du Commerce. (Voir cc. 54 et 55, S.R.C., 1927.)

Un permis d'exportation doit être obtenu des Services d'inspection de l'électricité et du gaz du Ministère du Commerce. Ce service a aussi juridiction sur les droits imposés aux exportations depuis le 1er avril 1925. Au cours de l'année fiscale terminée le 31 mars 1940 les droits perçus sur les exportations s'élèvent à $443,783 comparativement à $449,987 l'année précédente. Le taux est de 0·03 cents le kWh sur l'énergie électrique exportée, sauf sur certaines exportations. Le tableau 18 fait voir les exportations réelles d'électricité au cours des années civiles 1937 à 1940. Les données contenues dans ce tableau ont été calculées d'après les rapports du directeur du Service de l'inspection de l'électricité et du gaz.

18.—Energie électrique exportée du Canada, 1937-40

Compagnie	1937	1938	1939	1940
	kWh	kWh	kWh	kWh
Commission hydroélectrique d'Ontario	386,310,900	387,249,300	389,926,100	395,620,100
Commission hydroélectrique d'Ontario (surplus)	439,491,214	417,251,923	445,107,609	711,865,644
Canadian Niagara Power Company	379,904,201	371,864,078	383,205,902	323,955,002
Canadian Niagara Power Company (surplus)	12,109,200	35,980,900	42,827,700	15,576,100
Ontario and Minnesota Power Co	35,215,850	18,908,900	28,774,200	23,732,300
Maine and New Brunswick Electric Power Co	16,700,587	17,515,863	19,516,633	21,871,011
British Columbia Electric Railway Co	188,113	194,005	198,936	191,400
Southern Canada Power Co	444,398	454,216	451,190	467,238
Cedars Rapids Manufacturing and Power Co	570,733,439	570,817,684	596,526,022	636,726,412
Canadian Cottons, Ltd., Milltown, N.-B	894,963	431,140	760,369	548,460
Fraser Companies, Ltd	3,873,000	4,412,000	3,866,000	3,396,000
Northport Power and Light Co	305,958	288,300	284,398	294,494
Northern B.C. Power Co	39,270	29,850	28,750	24,030
Detroit and Windsor Subway Co	277,800	279,600	284,900	273,200
Commission Electrique du Manitoba	610,894	837,600	874,284	1,015,400
Totaux	**1,847,099,787**	**1,826,515,359**	**1,912,632,993**	**2,135,556,791**

Les exportations d'énergie aux Etats-Unis ont touché un bas niveau en 1933 avec 667,880,000 kWh, mais vers le milieu de cette année les exportations ont augmenté et ont continué ainsi chaque année à l'exception de 1938. Elles s'élèvent à 2,135,557,000 kWh en 1940. Près de 59 p.c. viennent de Niagara Falls, Ont.

Une petite quantité d'énergie (4,453,100 kWh) a été importée des Etats-Unis en 1940. La seule importation d'importance sert à l'opération du tunnel et des cours de chemin de fer à Sarnia, Ont.

En 1939, les usines centrales électriques du Québec ont exporté 3,452,158,000 kWh à d'autres provinces; la production d'énergie par des usines commerciales du Québec pour des usines publiques de l'Ontario constitue une importante caractéristique. L'Ontario a acheté 3,446,095,000 kWh, dont 787,421,000 pour réexportation aux Etats-Unis; le Nouveau-Brunswick a pris le reste. Il y a eu aussi des exportations du nord de l'Ontario au Québec (108,500,000 kWh) en 1939. La Colombie Britannique a aussi exporté une petite quantité (2,304,000 kWh) à l'Alberta.

Section 3.—Evolution de l'outillage en force motrice et utilisation de l'énergie dans l'industrie

Il y a eu une évolution passablement rapide et continue dans l'énergie utilisée dans les industries manufacturières et minières au Canada, à partir des bras de l'homme jusqu'à la machine; il y a eu aussi un fort mouvement dans l'énergie mécanique, particulièrement les derniers trente ou quarante ans, à partir des engins à vapeur jusqu'aux moteurs électriques.

Les engins à vapeur sont encore utilisés pour conduire les machines et aussi pour produire l'électricité, mais la plus grande partie de l'énergie utilisée au Canada par les manufactures et les mines est de l'électricité dont la plus grande partie est de l'hydroélectricité. Les usines centrales électriques ne sont pas ici considérées comme une industrie manufacturière.

La proportion de capacité des moteurs électriques par rapport à l'énergie globale est de 79·3 p.c. en 1938 contre 60·8 p.c. en 1923, augmentation de plus de 30 p.c. De 1923 à 1938 le nombre d'employés des industries manufacturières augmente de 25 p.c.; mais la capacité de tout l'outillage en force motrice augmente de 132 p.c. et la capacité des moteurs électriques, de 201 p.c. contre une augmentation de seulement 40 p.c. dans les autres classes d'outillage en force motrice.

Cette apparente évolution vers l'énergie électrique est plus amplifiée par la coutume d'installer des moteurs à chaque machine ou groupe de machines avec une capacité globale plus grande qu'il n'aurait fallu si l'on avait employé des machines à vapeur avec courroies et arbres de transmission; mais plusieurs industries emploient l'énergie électrique exclusivement et bien plus encore l'emploient presque exclusivement.

Pour chacun des 642,016 employés des industries manufacturières au Canada en 1938 il existe 6·2 h.p. de moteurs électriques et 1·5 h.p. d'autres engins de force motrice.

L'énergie électrique consommée par ces moteurs dans l'accomplissement de leur travail équivaut à environ 36,000,000 d'hommes travaillant 8 heures par jour durant 300 jours.

L'outillage n'est pas mis à pleine contribution et, en dehors de la consommation de kWh des moteurs électriques, il n'existe pas de statistiques sur l'utilisation qui en est faite.

Les détails de l'outillage installé dans les industries manufacturières et minières chaque année de 1923 à 1938, inclusivement, paraissent dans les tableaux **19** et **20**. Les statistiques d'avant 1923 contiennent des doubles emplois et partant ne sont pas comprises.

19.—Pourcentages de la capacité électrique par rapport au total de l'outillage en force motrice dans les industries manufacturières et minières, 1923-38

NOTA.—Les chiffres n'englobent pas les centrales électriques, mais comprennent l'outillage inactif et de réserve.

Année	Total, installations d'outillage en force motrice	Energie électrique	
		Total, capacité des moteurs	P.c. du total
	h.p.	h.p.	p.c.
1923	2,448,219	1,488,523	60·8
1924	2,833,240	1,844,781	65·1
1925	3,201,250	2,187,827	68·3
1926	3,459,257	2,387,574	69·0
1927	3,657,815	2,571,070	70·3
1928	3,999,864	2,882,048	72·1
1929	4,305,909	3,196,804	74·2
1930	4,548,014	3,376,103	74·2
1931	4,620,570	3,510,779	76·0
1932	4,625,002	3,559,516	77·0
1933	4,722,942	3,576,793	75·7
1934	4,850,743	3,781,779	78·0
1935	5,019,958	3,889,366	77·5
1936	5,186,506	4,059,355	78·3
1937	5,562,772	4,411,974	79·3
1938	5,844,666	4,635,423	79·3

De l'augmentation totale de l'outillage en force motrice employé dans toutes les industries manufacturières et minières de 1923 à 1938, qui s'établit à 3,396,447 h.p. ou 139 p.c., environ 83 p.c. est attribuable aux moteurs électriques mus par l'énergie achetée des centrales électriques. Les turbines et roues hydrauliques s'attribuent environ 5 p.c. de l'augmentation; mais, parce que l'énergie de la centrale électrique est de 98 p.c. hydroélectrique, il est juste de dire qu'environ 85 p.c. de l'augmentation revient à l'utilisation de l'énergie hydraulique ou hydroélectrique directe. Toutefois, quelques régions du Canada ne sont pas aussi bien pourvues de force hydraulique; mais en ces régions il y a également eu pendant la période en question une augmentation rapide de l'énergie primaire provenant des engins et tur-

bines à vapeur, des moteurs à explosion—qui comprennent les moteurs à gazoline, les moteurs à gaz (à gaz naturel, à gaz de houille et à gaz de gazogène) et les moteurs à compression-allumage. En 1938, comme le fait voir le tableau de la page 301, le pourcentage de toutes les installations de force motrice sous ces en-têtes est de 20·2 p.c. et la majeure partie est constituée par les machines et turbines à vapeur. Les turbines et les roues hydrauliques en représentent 13·3 p.c. et les moteurs électriques mus par l'énergie achetée, 66·5 p.c. Durant la période de 1923 à 1938 il y a une augmentation nette de plus de 26 p.c. dans l'utilisation des roues hydrauliques; la capacité des usines à vapeur augmente durant la même période de plus de 39 p.c.; celle des moteurs à combustion interne, d'environ 276 p.c.; et celle des moteurs électriques, de plus de 211 p.c.

Dans l'Ile du Prince-Edouard, la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick, la Saskatchewan et l'Alberta l'énergie primaire dérivée des combustibles est un facteur important.

La première partie du tableau 20 révèle que 51 p.c. de toutes les installations de force motrice dans les industries manufacturières en 1938 est employé dans la fabrication des produits du bois et papier; le groupe suivant en importance est celui du fer et ses produits qui s'en attribue un peu plus de 15 p.c.; les produits des métaux non ferreux viennent en troisième lieu avec 11 p.c. Ces trois groupes ensemble s'approprient 77 p.c. de ces installations.

L'énergie électrique employée dans l'industrie de la pulpe et du papier est beaucoup plus considérable que celle consommée par toute autre industrie individuelle; elle constitue 35 p.c. du total pour toutes les industries manufacturières en 1933 et 41 p.c. en 1938; l'accroissement de l'utilisation de l'électricité pour cette industrie—de 447,847 h.p. à 1,555,649 h.p. durant cette même période—a été un important facteur dans l'ensemble de l'augmentation.

Dans le cas de l'outillage installé dans les industries minières, plus de 58 p.c. est employé dans les mines métalliques et plus de 36 p.c. dans les mines non métalliques.

Energie utilisée dans les industries.—Les centrales électriques, munies d'un outillage primaire de 7,672,604 h.p. et de dynamos d'une capacité de 6,494,528 kVA, produisent 26,154,160,000 kWh en 1938, soit environ 50 p.c. de la capacité de l'industrie fonctionnant 24 heures par jour pendant 365 jours. Très peu d'industries travaillent sur une base de 24 heures par jour et 7 jours par semaine; de même, peu d'industries peuvent utiliser leur outillage en force motrice d'une façon aussi efficace que les centrales électriques. De plus, on ne mesure pas l'énergie employée autrement que sous forme d'électricité et, en conséquence, la seule mesure possible de l'énergie mécanique employée dans les industries est celle de la capacité de l'outillage. Si l'on mesurait les autres formes de l'énergie mécanique employée dans les industries de la même manière que l'énergie électrique, on pourrait calculer le total. Avec les données disponibles il n'est pas possible de convertir les kilowatt-heures et le combustible consommé, parce que de grandes quantités d'énergie électrique servent à chauffer l'eau, à fondre les métaux, à décomposer l'eau et à d'autres fins électrochimiques; de même, les valeurs thermales des combustibles et les rendements des chaudières et des moteurs diffèrent grandement.

20.—Installations de force motrice dans les industries manufacturières et minières du Canada, 1923-36, avec détails par province et groupe industriel, 1937 et 1938

Année et province ou groupe	Machines et turbines à vapeur	Moteurs à explosion	Turbines et roues hydrauliques	Total	Moteurs électriques mus par énergie achetée	Total, installations de force motrice	Moteurs électriques mus par énergie produite par les établissements faisant rapport	Total, moteurs électriques
	INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES							
	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.
Totaux, 1923	**554,191**	**46,829**	**587,191**	**1,188,211**	**958,692**	**2,146,903**	**357,136**	**1,315,828**
Totaux, 1924	**647,501**	**54,214**	**575,169**	**1,276,884**	**1,250,418**	**2,527,302**	**397,262**	**1,647,680**
Totaux, 1925	**680,824**	**57,232**	**596,728**	**1,334,784**	**1,542,584**	**2,877,368**	**433,926**	**1,976,510**
Totaux, 1926	**698,343**	**56,068**	**603,618**	**1,358,029**	**1,764,348**	**3,122,377**	**391,708**	**2,156,056**
Totaux, 1927	**712,611**	**57,133**	**587,493**	**1,357,237**	**1,920,118**	**3,277,355**	**386,183**	**2,306,301**
Totaux, 1928	**731,422**	**58,765**	**657,243**	**1,447,430**	**2,132,970**	**3,580,400**	**457,291**	**2,590,261**
Totaux, 1929	**762,697**	**60,841**	**645,270**	**1,468,808**	**2,386,840**	**3,855,648**	**495,921**	**2,882,761**
Totaux, 1930	**793,949**	**65,586**	**668,208**	**1,527,743**	**2,511,264**	**4,039,007**	**478,428**	**2,989,692**
Totaux, 1931	**780,487**	**73,376**	**667,546**	**1,521,409**	**2,578,523**	**4,099,932**	**539,430**	**3,117,953**
Totaux, 1932	**735,980**	**68,551**	**653,204**	**1,457,735**	**2,684,923**	**4,142,658**	**510,837**	**3,195,760**
Totaux, 1933	**738,297**	**76,583**	**657,683**	**1,472,563**	**2,662,445**	**4,135,008**	**497,392**	**3,159,837**
Totaux, 1934	**774,494**	**87,120**	**597,675**	**1,459,289**	**2,770,383**	**4,229,672**	**544,714**	**3,315,097**
Totaux, 1935	**774,166**	**88,265**	**603,717**	**1,466,148**	**2,865,340**	**4,331,488**	**512,177**	**3,377,517**
Totaux, 1936	**743,184**	**92,480**	**648,489**	**1,484,153**	**2,977,714**	**4,461,867**	**528,501**	**3,506,215**
1937								
PROVINCE								
Ile du Prince-Edouard	1,302	726	1,206	3,234	787	4,021	[1]	787
Nouvelle-Ecosse	60,671	5,472	13,319	79,462	98,018	177,480	11,584	109,602
Nouveau-Brunswick	88,921	4,500	28,129	121,550	111,381	232,931	45,534	156,915
Québec	190,433	20,535	245,809	456,777	1,262,972	1,719,749	121,635	1,384,607
Ontario	314,952	44,924	247,157	607,033	1,220,648	1,827,681	293,514	1,514,162
Manitoba	15,396	2,609	25	18,030	110,831	128,861	2,044	112,875
Saskatchewan	12,417	2,553	80	15,050	23,153	38,203	115	23,268
Alberta	24,455	4,483	12	28,950	42,659	71,609	4,253	46,912
Colombie Britannique	126,142	12,431	113,820	252,393	259,333	511,726	124,276	383,609
Yukon	14	Nil	Nil	14	8	22	Nil	8
Totaux, 1937	**834,703**	**98,233**	**649,557**	**1,582,493**	**3,129,790**	**4,712,283**	**602,955**	**3,732,745**
GROUPE INDUSTRIEL								
Substances végétales	60,527	20,322	29,301	110,150	236,852	347,002	32,989	269,841
Produits animaux	27,149	6,187	2,129	35,465	98,182	133,647	2,877	101,059
Produits textiles	22,747	1,597	24,695	49,039	162,690	211,729	26,071	188,761
Produits du bois et du papier	488,838	36,810	525,617	1,051,265	1,369,171	2,420,436	427,219	1,796,390
Fer et ses produits	155,360	23,560	3,722	182,642	536,623	719,265	82,262	618,885
Produits des métaux non ferreux	18,850	825	55,557	75,232	396,799	472,031	14,258	411,057
Produits des métalloïdes	40,462	8,389	31	48,882	191,016	239,898	6,516	197,532
Produits chimiques et dérivés	17,539	383	8,505	26,427	115,328	141,755	8,379	123,707
Industries diverses	3,231	160	[1]	3,391	23,129	26,520	2,384	25,513
1938								
PROVINCE								
Ile du Prince-Edouard	1,318	679	1,210	3,207	772	3,979	2	774
Nouvelle-Ecosse	58,115	6,125	15,733	79,973	104,707	184,680	13,672	118,379
Nouveau-Brunswick	85,672	5,169	28,226	119,067	111,899	230,966	48,418	160,317
Québec	191,818	25,390	320,563	537,771	1,303,120	1,840,891	166,463	1,469,583
Ontario	312,209	49,636	247,042	608,887	1,292,737	1,901,624	299,863	1,592,600
Manitoba	12,246	2,930	25	15,201	141,041	156,242	1,554	142,595
Saskatchewan	11,290	2,556	80	13,926	35,223	49,149	124	35,347
Alberta	25,990	5,043	12	31,045	45,923	76,968	4,254	50,177
Colombie Britannique	132,225	14,117	110,486	256,828	268,381	525,209	125,391	393,772
Yukon	14	Nil	Nil	14	1	15	Nil	1
Totaux, 1938	**830,897**	**111,645**	**723,377**	**1,665,919**	**3,303,804**	**4,969,723**	**659,741**	**3,963,545**

[1] Non disponible.

20.—Installations de force motrice dans les industries manufacturières et minières du Canada, 1923-36, avec détails par province et groupe industriel, 1937 et 1938—suite

Année et province ou groupe	Machines et turbines à vapeur	Moteurs à explosion	Turbines et roues hydrauliques	Total	Moteurs électriques mus par énergie achetée	Total, installations de force motrice	Moteurs électriques mus par énergie produite par les établissements faisant rapport	Total, moteurs électriques
	INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES—fin							
GROUPE INDUSTRIEL	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.
Substances végétales...	56,891	21,714	28,778	107,383	249,550	356,933	31,215	280,765
Produits animaux.....	*27,358*	*6,547*	*2,519*	*36,424*	*103,475*	*139,899*	*2,977*	*106,452*
Produits textiles.....	24,961	1,105	24,716	50,782	166,299	217,081	34,779	201,078
Produits du bois et du papier.....	486,430	43,290	597,136	1,126,856	1,402,937	2,529,793	454,936	1,857,873
Fer et ses produits.....	152,993	27,780	3,872	184,645	566,969	751,614	102,896	669,865
Produits des métaux non ferreux.....	19,395	557	55,550	75,502	460,469	535,971	12,082	472,551
Produits des métalloïdes.....	42,312	10,281	31	52,624	206,058	258,682	6,683	212,741
Produits chimiques et dérivés.....	17,456	287	10,775	28,518	124,049	152,567	11,752	135,801
Industries diverses....	3,101	84	[1]	3,185	23,998	27,183	2,421	26,419
	INDUSTRIES MINIÈRES							
	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.
Totaux, 1923.....	**148,039**	**6,914**	**27,528**	**182,481**	**118,835**	**301,316**	**53,860**	**172,695**
Totaux, 1924.....	**139,606**	**9,429**	**31,178**	**180,213**	**125,725**	**305,938**	**71,376**	**197,101**
Totaux, 1925.....	**131,100**	**10,342**	**35,249**	**176,691**	**147,191**	**323,882**	**64,126**	**211,317**
Totaux, 1926.....	**123,604**	**14,485**	**31,550**	**169,639**	**167,241**	**336,880**	**64,277**	**231,518**
Totaux, 1927.....	**127,160**	**17,772**	**32,826**	**177,758**	**202,702**	**380,460**	**62,067**	**264,769**
Totaux, 1928.....	**138,807**	**20,129**	**36,862**	**195,798**	**223,666**	**419,464**	**68,121**	**291,787**
Totaux, 1929.....	**142,230**	**27,033**	**42,024**	**211,287**	**238,974**	**450,261**	**75,069**	**314,043**
Totaux, 1930.....	**139,419**	**31,532**	**40,230**	**211,181**	**297,826**	**509,007**	**88,585**	**386,411**
Totaux, 1931.....	**136,551**	**32,012**	**38,508**	**207,071**	**313,567**	**520,638**	**79,259**	**392,826**
Totaux, 1932.....	**128,869**	**28,938**	**37,407**	**195,214**	**287,130**	**482,344**	**76,626**	**363,756**
Totaux, 1933.....	**136,322**	**37,181**	**44,882**	**218,385**	**369,549**	**587,934**	**47,407**	**416,956**
Totaux, 1934.....	**136,096**	**49,526**	**35,414**	**221,036**	**400,035**	**621,071**	**66,647**	**466,682**
Totaux, 1935.....	**133,888**	**53,482**	**63,940**	**251,310**	**437,160**	**688,470**	**74,687**	**511,847**
Totaux, 1936.....	**126,318**	**69,412**	**54,909**	**250,639**	**474,000**	**724,639**	**79,140**	**553,140**
1937								
PROVINCE								
Ile du Prince-Edouard.	Nil	Nil	Nil	–	Nil	–	Nil	–
Nouvelle-Ecosse.....	52,912	7,502	500	60,914	53,240	114,154	12,128	65,368
Nouveau-Brunswick...	1,520	1,175	75	2,770	1,331	4,101	242	1,573
Québec.....	2,913	16,926	1,160	20,999	124,236	145,235	9,026	133,262
Ontario.....	7,053	29,126	1,150	37,329	219,110	256,439	8,402	227,512
Manitoba.....	2,907	4,089	2,200	9,196	60,563	69,759	2,194	62,757
Saskatchewan.....	3,890	3,275	Nil	7,165	28,342	35,507	2,169	30,511
Alberta.....	39,226	2,855	"	42,081	34,106	76,187	10,454	44,560
Colombie Britannique.	33,918	16,927	37,490	88,335	56,775	145,110	38,967	95,742
Yukon et T. du N.-O..	115	3,882	Nil	3,997	Nil	3,997	17,944	17,944
Totaux, 1937.....	**144,454**	**85,757**	**42,575**	**272,786**	**577,703**	**850,489**	**101,526**	**679,229**
GROUPE								
Métaux.....	25,055	55,781	28,520	109,356	385,062	494,418	65,560	450,622
Métalloïdes.....	113,579	19,461	12,295	145,335	159,771	305,106	34,036	193,807
Combustibles.....	*111,244*	*11,341*	*12,000*	*134,585*	*93,935*	*228,510*	*31,856*	*125,781*
Autres métalloïdes..	*2,335*	*8,120*	*295*	*10,750*	*65,846*	*76,596*	*2,180*	*68,026*
Pierre, sable et gravier.	5,820	10,515	1,760	18,095	32,870	50,965	1,930	34,800
1938								
PROVINCE								
Ile du Prince-Edouard.	Nil	Nil	Nil	–	Nil	–	Nil	–
Nouvelle-Ecosse.....	51,670	6,604	600	58,874	52,127	111,001	16,259	68,386
Nouveau-Brunswick...	1,651	1,071	Nil	2,722	1,426	4,148	245	1,671
Québec.....	2,583	17,365	570	20,518	136,359	156,877	5,095	141,454
Ontario.....	6,401	26,921	1,150	34,472	246,469	280,941	3,886	250,355
Manitoba.....	2,478	3,774	1,900	8,152	37,778	45,930	2,278	40,056
Saskatchewan.....	3,319	4,018	Nil	7,337	19,760	27,097	804	20,564
Alberta.....	47,251	5,517	"	52,768	34,162	86,930	8,789	42,951
Colombie Britannique.	33,104	20,335	39,593	93,032	50,596	143,628	37,052	87,648
Yukon et T. du N.-O..	Nil	4,558	10,000	14,558	3,833	18,391	14,960	18,793
Totaux, 1938.....	**148,457**	**90,163**	**53,813**	**292,433**	**582,510**	**874,943**	**89,368**	**671,878**

[1] Non disponible.

20.—Installations de force motrice dans les industries manufacturières et minières du Canada, 1923-36, avec détails par province et groupe industriel, 1937 et 1938—fin

Année et province ou groupe	Machines et turbines à vapeur	Moteurs à explosion	Turbines et roues hydrauliques	Total	Moteurs électriques mus par énergie achetée	Total, installations de force motrice	Moteurs électriques mus par énergie produite par les établissements faisant rapport	Total, moteurs électriques
	INDUSTRIES MINIÈRES—fin							
GROUPE								
Métaux	23,694	55,154	40,183	119,031	390,126	509,157	52,506	442,632
Métalloïdes	119,453	23,439	12,295	155,187	161,727	316,914	36,029	197,756
Combustibles	*116,682*	*14,259*	*12,000*	*142,941*	*94,596*	*237,537*	*33,548*	*128,138*
Autres métalloïdes	*2,771*	*9,180*	*295*	*12,246*	*67,131*	*79,377*	*2,487*	*69,618*
Pierre, sable et gravier	5,310	11,570	1,335	18,215	30,657	48,872	833	31,490
	INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES ET MINIÈRES COMBINÉES							
	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.
Totaux, 1923	**702,230**	**53,743**	**614,719**	**1,370,692**	**1,077,527**	**2,448,219**	**410,996**	**1,488,523**
Totaux, 1924	**787,107**	**63,643**	**606,347**	**1,457,097**	**1,376,143**	**2,833,240**	**468,638**	**1,844,781**
Totaux, 1925	**811,924**	**67,574**	**631,977**	**1,511,475**	**1,689,775**	**3,201,250**	**498,052**	**2,187,827**
Totaux, 1926	**821,947**	**70,553**	**635,168**	**1,527,668**	**1,931,589**	**3,459,257**	**455,985**	**2,387,574**
Totaux, 1927	**839,771**	**74,905**	**620,319**	**1,534,995**	**2,122,820**	**3,657,815**	**448,250**	**2,571,070**
Totaux, 1928	**870,229**	**78,894**	**694,105**	**1,643,228**	**2,356,636**	**3,999,864**	**525,412**	**2,882,048**
Totaux, 1929	**901,927**	**87,874**	**687,294**	**1,680,095**	**2,625,814**	**4,305,909**	**570,990**	**3,196,804**
Totaux, 1930	**933,368**	**97,118**	**708,438**	**1,738,924**	**2,809,090**	**4,548,014**	**567,013**	**3,376,103**
Totaux, 1931	**917,038**	**105,388**	**706,054**	**1,728,480**	**2,892,090**	**4,620,570**	**618,689**	**3,510,779**
Totaux, 1932	**864,849**	**97,489**	**690,611**	**1,652,949**	**2,972,053**	**4,625,002**	**587,463**	**3,559,516**
Totaux, 1933	**874,619**	**113,764**	**702,565**	**1,690,948**	**3,031,994**	**4,722,942**	**544,799**	**3,576,793**
Totaux, 1934	**910,590**	**136,646**	**633,089**	**1,680,325**	**3,170,418**	**4,850,743**	**611,361**	**3,781,779**
Totaux, 1935	**908,054**	**141,747**	**667,657**	**1,717,458**	**3,302,500**	**5,019,958**	**586,864**	**3,889,364**
Totaux, 1936	**869,502**	**161,892**	**703,398**	**1,734,792**	**3,451,714**	**5,186,506**	**607,641**	**4,059,355**
1937								
PROVINCE								
Ile du Prince-Edouard	1,302	726	1,206	3,234	787	4,021	[1]	787
Nouvelle-Ecosse	113,583	12,974	13,819	140,376	151,258	291,634	23,712	174,970
Nouveau-Brunswick	90,441	5,675	28,204	124,320	112,712	237,032	45,776	158,488
Québec	193,346	37,461	246,969	477,776	1,387,208	1,864,984	130,661	1,517,869
Ontario	322,005	74,050	248,307	644,362	1,439,758	2,084,120	301,916	1,741,674
Manitoba	18,303	6,698	2,225	27,226	171,394	198,620	4,238	175,632
Saskatchewan	16,307	5,828	80	22,215	51,495	73,710	2,284	53,779
Alberta	63,681	7,338	12	71,031	76,765	147,796	14,707	91,472
Colombie Britannique	160,060	29,358	151,310	340,728	316,108	656,836	163,243	479,351
Yukon et T. du N.-O.	129	3,882	Nil	4,011	8	4,019	17,944	17,952
Totaux, 1937	**979,157**	**183,990**	**692,132**	**1,855,279**	**3,707,493**	**5,562,772**	**704,481**	**4,411,974**
1938								
PROVINCE								
Ile du Prince-Edouard	1,318	679	1,210	3,207	772	3,979	2	774
Nouvelle-Ecosse	109,785	12,729	16,333	138,847	156,834	295,681	29,931	186,765
Nouveau-Brunswick	87,323	6,240	28,226	121,789	113,325	235,114	48,663	161,988
Québec	194,401	42,755	321,133	558,289	1,439,479	1,997,768	171,558	1,611,037
Ontario	318,610	76,557	248,192	643,359	1,539,206	2,182,565	303,749	1,842,955
Manitoba	14,724	6,704	1,925	23,353	178,819	202,172	3,832	182,651
Saskatchewan	14,609	6,574	80	21,263	54,983	76,246	928	55,911
Alberta	73,241	10,560	12	83,813	80,085	163,898	13,043	93,128
Colombie Britannique	165,329	34,452	150,079	349,860	318,977	668,837	162,443	481,420
Yukon et T. du N.-O.	14	4,558	10,000	14,572	3,834	18,406	14,960	18,794
Totaux, 1938	**979,354**	**201,808**	**777,190**	**1,958,352**	**3,886,314**	**5,844,666**	**749,109**	**4,635,423**

[1] Non disponible.

Section 4.—Energie produite par le combustible

Utilisation industrielle du combustible.—Le combustible est généralement utilisé dans le domaine industriel pour la production d'énergie au moyen de machines à vapeur et de moteurs à explosion. Il est aussi employé pour chauffer les établissements et procurer la chaleur nécessaire à quelques transformations manufacturières. Les plus importantes industries où la chaleur est appliquée aux matières premières pour faciliter ou accomplir la transformation désirée sont les fonderies et les ateliers

de machineries, les briqueteries, les tuileries, les fours à chaux, les cimenteries, les raffineries de pétrole, les verreries, les distilleries, les établissements de préparations alimentaires, d'articles en caoutchouc, etc. Le combustible employé pour fins de chauffage, de même que l'énergie, est compris dans les chiffres du tableau **21.** Les chiffres du tableau n'englobent pas les combustibles qui constituent les matières premières à transformer, comme le charbon dans les industries du coke et du gaz et le pétrole brut dans l'industrie du raffinage. L'électricité employée dans les opérations métallurgiques, comme dans l'affinage électrolytique des métaux non ferreux, est également exclue.

La valeur du combustible consommé dans les industries manufacturières et minières en 1938 augmente de 62 p.c. par rapport à 1937. Les besoins de l'Ontario représentent 42·1 p.c. du coût total du combustible en 1938; ceux du Québec 34·4 p.c.; ceux de la Colombie Britannique, 8·2 p.c.; et ceux de la Nouvelle-Ecosse 4·6 p.c.

Le groupe des produits du bois et du papier utilise 28·0 p.c. du combustible consommé par les industries manufacturières; les métaux non ferreux, 17·1 p.c.; le fer et ses produits, 14·3 p.c.; et les produits des métalloïdes, 14·3 p.c.

21.—Combustible utilisé dans les industries manufacturières et minières du Canada, 1922-36, avec détails par province et groupe industriel, 1937 et 1938

Année et province ou groupe	Charbon	Coke	Huiles combustibles[1]	Bois	Gaz	Autre combustible[1]	Total
	INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES						
	$	$	$	$	$	$	$
Totaux, 1922	32,362,465	3,295,785	5,463,572	2,001,113	1,599,185	1,522,829	46,243,949
Totaux, 1923	41,199,317	3,237,497	5,970,810	2,444,582	1,896,295	1,349,549	56,098,050
Totaux, 1924	37,144,928	2,227,856	5,549,456	2,479,312	4,648,333	1,740,056	53,789,941
Totaux, 1925	34,881,063	5,024,427	6,933,153	2,580,267	3,516,646	1,793,702	54,729,258
Totaux, 1926	37,207,397	4,157,935	7,102,676	2,533,424	4,182,186	1,496,882	56,680,500
Totaux, 1927	37,467,319	3,867,043	6,862,229	2,359,951	5,207,853	1,278,994	57,043,389
Totaux, 1928	39,129,922	1,787,828	6,884,693	2,332,090	5,374,007	1,131,819	56,640,359
Totaux, 1929	40,334,254	2,332,823	7,926,574	2,601,803	6,125,954	1,239,563	60,563,971
Totaux, 1930	34,584,983	1,906,850	7,287,460	2,222,243	5,895,325	1,163,440	53,060,301
Totaux, 1931	28,786,767	1,784,288	5,545,743	1,720,700	4,930,991	1,152,203	43,920,692
Totaux, 1932	21,938,349	1,592,015	4,684,042	1,483,066	4,692,700	974,884	35,365,056
Totaux, 1933	19,897,799	1,574,426	4,606,527	1,635,689	4,827,310	981,591	33,523,342
Totaux, 1934	23,140,344	1,670,877	5,182,216	1,450,553	5,734,229	1,549,086	38,727,305
Totaux, 1935	23,988,177	1,921,138	5,981,169	1,419,130	5,707,589	1,773,040	40,790,243
Totaux, 1936	26,584,200	1,883,025	6,381,311	1,421,076	6,583,603	1,962,450	44,815,665
1937							
PROVINCE							
Ile du Prince-Edouard	25,158	3,252	2,414	9,450	Nil	6,853	47,127
Nouvelle-Ecosse	1,320,989	131,017	535,188	29,844	833,935	39,872	2,890,845
Nouveau-Brunswick	1,853,995	24,112	72,410	82,815	19,081	121,770	2,174,183
Québec	9,491,873	313,004	2,478,560	623,606	1,743,516	530,843	15,181,402
Ontario	18,377,800	4,061,723	3,679,139	523,013	4,003,054	1,164,561	31,809,290
Manitoba	1,215,717	27,152	199,659	133,515	110,820	42,859	1,729,722
Saskatchewan	390,064	5,133	258,845	63,407	84,910	26,001	828,360
Alberta	357,860	11,278	46,783	23,836	374,398	39,356	853,511
Colombie Britannique et Yukon	883,249	592,853	1,307,371	146,612	235,205	895,306	4,060,596
Totaux, 1937	33,916,705	5,169,524	8,580,369	1,636,098	7,404,919	2,867,421	59,575,036
GROUPE INDUSTRIEL							
Substances végétales	3,922,281	422,394	636,070	460,095	690,702	472,979	6,604,521
Produits animaux	2,191,136	11,042	255,210	486,005	144,542	140,384	3,228,319
Textiles et tissus	2,685,298	6,370	323,046	30,200	62,197	94,256	3,201,367
Produits du bois et du papier	9,830,384	17,602	918,637	230,636	161,074	1,503,789	12,662,122
Fer et ses produits	5,178,909	362,984	2,461,049	52,569	2,237,717	203,934	10,497,162
Produits des métaux non ferreux	4,628,910	3,420,453	1,380,037	82,570	195,277	48,102	9,755,349
Produits des métalloïdes	3,601,857	870,879	2,400,172	256,895	3,838,006	307,937	11,275,746
Produits chimiques et dérivés	1,706,240	54,175	188,187	33,919	39,984	92,971	2,115,476
Industries diverses	171,690	3,625	17,961	3,209	35,420	3,069	234,974

[1] Y compris gazoline et kérosène.

21.—Combustible utilisé dans les industries manufacturières et minières du Canada, 1922-36, avec détails par province et groupe industriel, 1937 et 1938—suite

Année et province ou groupe	Charbon	Coke	Huiles combustibles[1]	Bois	Gaz	Autre combustible[1]	Total
1938	INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES—fin						
PROVINCE	$	$	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	21,429	3,308	3,217	8,878	Nil	5,778	42,610
Nouvelle-Ecosse	1,222,193	88,622	440,197	28,567	680,950	53,350	2,513,879
Nouveau-Brunswick	1,397,519	20,746	64,835	76,612	19,051	107,669	1,686,432
Québec	8,028,447	309,402	2,731,787	603,160	1,883,545	636,371	14,192,712
Ontario	16,152,094	3,383,204	3,351,293	497,831	3,829,483	1,125,809	28,339,714
Manitoba	1,141,646	24,929	187,499	145,266	157,883	65,213	1,722,436
Saskatchewan	349,278	3,652	324,978	62,475	133,021	42,861	916,265
Alberta	384,731	12,202	103,808	25,883	436,268	50,231	1,013,123
Colombie Britannique et Yukon	921,932	647,759	895,814	166,269	241,703	715,740	3,589,217
Totaux, 1938	**29,619,269**	**4,493,824**	**8,103,428**	**1,614,941**	**7,381,904**	**2,803,022**	**54,016,388**
GROUPE INDUSTRIEL							
Substances végétales	3,822,541	403,274	668,560	446,177	712,912	527,766	6,581,230
Produits animaux	2,202,730	23,272	256,166	507,365	150,588	236,085	3,376,206
Textiles et tissus	2,548,908	6,399	320,306	31,962	54,279	86,217	3,048,071
Produits du bois et du papier	7,023,505	15,402	592,301	153,226	162,838	1,227,177	9,174,449
Fer et ses produits	4,366,802	288,866	2,219,278	43,948	2,056,704	205,053	9,180,651
Produits des métaux non ferreux	4,795,843	2,819,414	1,326,854	73,359	187,029	44,331	9,246,830
Produits des métalloïdes	3,112,756	881,279	2,540,663	323,596	3,983,515	363,949	11,205,758
Produits chimiques et dérivés	1,574,264	51,804	161,572	31,802	36,974	109,322	1,965,738
Industries diverses	171,920	4,114	17,728	3,506	37,065	3,122	237,455
	INDUSTRIES MINIÈRES						
	$	$	$	$	$	$	$
Totaux, 1922	**4,167,839**	**32,722**	**112,394**	**183,758**	**1,755**	**45,808**	**4,544,276**
Totaux, 1923	**4,877,893**	**79,013**	**213,648**	**251,674**	**4,345**	**11,239**	**5,437,812**
Totaux, 1924	**4,178,956**	**40,933**	**311,028**	**247,933**	**2,090**	**619**	**4,781,559**
Totaux, 1925	**3,917,893**	**68,784**	**373,960**	**241,731**	**13,920**	**39,019**	**4,655,307**
Totaux, 1926	**4,547,851**	**49,546**	**480,980**	**252,599**	**35,621**	**30,445**	**5,397,042**
Totaux, 1927	**4,748,613**	**40,394**	**284,434**	**227,289**	**66,498**	**188,815**	**5,556,043**
Totaux, 1928[2]	**4,925,546**	**43,861**	**374,012**	**323,558**	**158,520**	**214,757**	**6,040,254**
Totaux, 1929[2]	**5,025,556**	**41,500**	**474,037**	**376,381**	**214,216**	**284,924**	**6,416,614**
Totaux, 1930[2]	**4,317,209**	**33,969**	**587,153**	**157,061**	**231,859**	**298,980**	**5,626,234**
Totaux, 1931[2]	**3,230,598**	**12,906**	**485,531**	**150,001**	**273,269**	**211,134**	**4,363,439**
Totaux, 1932[2]	**2,705,396**	**13,831**	**374,594**	**192,113**	**126,605**	**172,522**	**3,585,061**
Totaux, 1933[2]	**2,614,885**	**6,948**	**366,584**	**250,628**	**156,903**	**221,154**	**3,617,102**
Totaux, 1934[2]	**2,989,478**	**9,833**	**611,978**	**484,044**	**187,989**	**318,497**	**4,601,819**
Totaux, 1935[2]	**2,977,569**	**12,726**	**631,883**	**544,460**	**194,183**	**327,224**	**4,688,045**
Totaux, 1936[2]	**3,234,692**	**9,232**	**1,158,742**	**674,498**	**228,304**	**416,181**	**5,721,649**
1937[2]							
PROVINCE							
Ile du Prince-Edouard	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	-
Nouvelle-Ecosse	1,389,674	34	77,188	8,045	26,778	30,304	1,532,023
Nouveau-Brunswick	33,832	Nil	Nil	295	15,858	4,352	54,337
Québec	620,024	3,219	265,772	256,840	Nil	152,083	1,297,938
Ontario	579,276	7,777	462,163	307,462	62,911	224,095	1,643,684
Manitoba	59,584	1,862	65,120	50,578	Nil	51,529	228,673
Saskatchewan	89,069	180	137,382	31,783	"	38,790	297,204
Alberta	345,459	Nil	54,714	4,588	365,221	13,875	783,857
Colombie Britannique	526,838	1,058	323,173	81,908	Nil	86,284	1,019,261
Yukon et Terr. du N.-O.	4,614	1,222	237,492	52,672	335	22,123	318,458
Totaux, 1937[2]	**3,648,370**	**15,352**	**1,623,004**	**794,171**	**471,103**	**623,435**	**7,175,435**

[1] Dans les industries minières, les chiffres relatifs à la gazoline et au kérosène sont compris dans "huiles combustibles" de 1922 à 1926 et dans "autre combustible" de 1927 à 1938; dans les industries manufacturières, la gazoline et le kérosène sont compris dans "autre combustible" pour toute la période. [2] Ne comprend pas le combustible employé dans les opérations métallurgiques; avant 1928 le combustible utilisé dans ces opérations a été relativement faible.

21.—Combustible utilisé dans les industries manufacturières et minières du Canada, 1922-36, avec détails par province et groupe industriel, 1937 et 1938—fin

Année et province ou groupe	Charbon	Coke	Huiles combustibles[1]	Bois	Gaz	Autre combustible[1]	Total
1938[2]	INDUSTRIES MINIÈRES—fin						
PROVINCE	$	$	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	–
Nouvelle-Ecosse	1,109,909	"	56,972	5,853	9,992	4	1,182,730
Nouveau-Brunswick	34,251	"	1,714	345	15,020	Nil	51,330
Québec	604,364	765	355,974	149,190	Nil	143	1,110,436
Ontario	568,873	1,851	615,737	211,064	48,528	Nil	1,446,053
Manitoba	50,092	1,824	118,834	28,506	Nil	580	199,836
Saskatchewan	87,629	214	162,004	33,015	217	285	283,364
Alberta	323,670	Nil	27,565	3,497	268,989	Nil	623,721
Colombie Britannique	533,731	1,331	433,570	51,303	Nil	41	1,019,976
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	2,819	970	335,173	70,588	335	Nil	409,885
Totaux, 1938[2]	**3,315,338**	**6,955**	**2,107,543**	**553,361**	**343,081**	**1,053**	**6,327,331**
	INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES ET MINIÈRES COMBINÉES						
	$	$	$	$	$	$	$
Totaux, 1922	**36,530,304**	**3,328,507**	**5,574,966**	**2,184,871**	**1,600,940**	**1,568,637**	**50,788,225**
Totaux, 1923	**46,077,210**	**3,316,510**	**6,184,458**	**2,696,256**	**1,900,640**	**1,360,788**	**61,535,862**
Totaux, 1924	**41,323,884**	**2,268,789**	**5,860,484**	**2,727,245**	**4,650,423**	**1,740,675**	**58,571,500**
Totaux, 1925	**38,798,956**	**5,093,211**	**7,307,113**	**2,821,998**	**3,530,566**	**1,832,721**	**59,384,565**
Totaux, 1926	**41,755,248**	**4,207,481**	**7,583,656**	**2,786,023**	**4,217,807**	**1,527,327**	**62,077,542**
Totaux, 1927	**42,215,932**	**3,907,437**	**7,146,663**	**2,587,240**	**5,274,351**	**1,467,809**	**62,599,432**
Totaux, 1928[2]	**41,055,468**	**1,831,689**	**7,258,705**	**2,655,648**	**5,532,527**	**1,346,576**	**62,680,613**
Totaux, 1929[2]	**45,359,810**	**2,374,323**	**8,400,611**	**2,981,184**	**6,340,170**	**1,524,487**	**66,980,585**
Totaux, 1930[2]	**38,902,192**	**1,940,819**	**7,874,613**	**2,379,307**	**6,127,184**	**1,462,420**	**58,686,535**
Totaux, 1931[2]	**32,017,365**	**1,797,194**	**6,031,274**	**1,870,701**	**5,204,260**	**1,363,337**	**48,284,131**
Totaux, 1932[2]	**24,643,745**	**1,605,846**	**5,058,636**	**1,675,179**	**4,819,305**	**1,147,406**	**38,950,117**
Totaux, 1933[2]	**22,512,684**	**1,581,374**	**4,973,111**	**1,886,317**	**4,984,213**	**1,202,745**	**37,140,444**
Totaux, 1934[2]	**26,129,822**	**1,680,710**	**5,794,194**	**1,934,597**	**5,922,218**	**1,867,583**	**43,329,124**
Totaux, 1935[2]	**26,965,746**	**1,933,864**	**6,613,052**	**1,963,590**	**5,901,772**	**2,100,264**	**45,478,288**
Totaux, 1936[2]	**29,818,892**	**1,892,257**	**7,540,053**	**2,095,574**	**6,811,907**	**2,378,631**	**50,537,314**
1937[2]							
PROVINCE							
Ile du Prince-Edouard	25,158	3,252	2,414	9,450	Nil	6,853	47,127
Nouvelle-Ecosse	2,710,663	131,051	612,376	37,889	860,713	70,176	4,422,868
Nouveau-Brunswick	1,887,827	24,112	72,410	83,110	34,939	126,122	2,228,520
Québec	10,111,897	316,223	2,744,332	880,446	1,743,516	682,926	16,479,340
Ontario	18,957,076	4,069,500	4,141,302	830,475	4,065,965	1,388,656	33,452,974
Manitoba	1,275,301	29,014	264,779	184,093	110,820	94,388	1,958,395
Saskatchewan	479,133	5,313	396,227	95,190	84,910	64,791	1,125,564
Alberta	703,319	11,278	101,497	28,424	739,619	53,231	1,637,368
Colombie Britannique	1,402,246	593,911	1,630,544	228,046	235,205	981,535	5,071,487
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	12,455	1,222	237,492	53,146	335	22,178	326,828
Totaux, 1937[2]	**37,565,075**	**5,184,876**	**10,203,373**	**2,430,269**	**7,876,022**	**3,490,856**	**66,750,471**
1938[2]							
PROVINCE							
Ile du Prince Edouard	21,429	3,308	3,217	8,878	Nil	5,778	42,610
Nouvelle-Ecosse	2,332,102	88,622	497,169	34,420	690,942	53,354	3,696,609
Nouveau-Brunswick	1,431,770	20,746	66,549	76,957	34,071	107,669	1,737,762
Québec	8,632,811	310,167	3,087,761	752,350	1,883,545	636,514	15,303,148
Ontario	16,720,967	3,385,055	3,967,030	708,895	3,878,011	1,125,809	29,785,767
Manitoba	1,191,738	26,753	306,333	173,772	157,883	65,793	1,922,272
Saskatchewan	436,907	3,866	486,982	95,490	133,238	43,146	1,199,629
Alberta	708,401	12,202	131,373	29,380	705,257	50,231	1,636,844
Colombie Britannique	1,449,304	649,090	1,328,699	217,182	241,113	715,481	4,600,869
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	9,178	970	335,858	70,978	925	300	418,209
Totaux, 1938[2]	**32,934,607**	**4,500,779**	**10,210,971**	**2,168,302**	**7,724,985**	**2,804,075**	**60,343,719**

[1] Dans les industries minières, les chiffres relatifs à la gazoline et au kérosène sont compris dans "huiles combustibles" de 1922 à 1926 et dans "autre combustible" de 1927 à 1938. [2]Voir renvoi 2, p. 303.

CHAPITRE XIV.—MANUFACTURES

SYNOPSIS

	Page
Partie I.—Analyses générales sur l'industrie manufacturière dans le Dominion	307
Section 1. Résumé statistique rétrospectif et indices de la valeur et du volume	307
Sous-section 1. Expansion des industries manufacturières au Canada depuis 1870	307
Sous-section 2. Valeur et volume des produits manufacturiers	315
Section 2. Production par groupe industriel et par industrie	318
Sous-section 1. Manufactures groupées suivant la matière principale du produit	318
Sous-section 2. Etablissements manufacturiers classifiés selon l'usage du produit fini	326
Sous-section 3. Etablissements manufacturiers classifiés selon l'origine des matières premières	328
Sous-section 4. Principales industries manufacturières	330
Section 3. Principaux éléments de la production manufacturière	334
Sous-section 1. Capitaux	334
Sous-section 2. Emploiement dans l'industrie manufacturière	335
Sous-section 3. Salaires et gages dans les industries manufacturières du Canada	343
Sous-section 4. Importance des établissements manufacturiers	350
Partie II.—Distribution provinciale et locale de la production manufacturière	354
Section 1. Les manufactures des Provinces Maritimes, 1938	356
Section 2. Les manufactures du Québec, 1938	357
Section 3. Les manufactures de l'Ontario, 1938	359
Section 4. Les manufactures des Provinces des Prairies, 1938	360
Section 5. Les manufactures de la Colombie Britannique, 1938	362
Section 6. Industries manufacturières dans les cités et villes	362

Ce chapitre traite des industries manufacturières au Canada en deux parties principales. La partie I donne des analyses générales sur les manufactures du Dominion et la partie II traite de la distribution provinciale et locale de la production manufacturière.

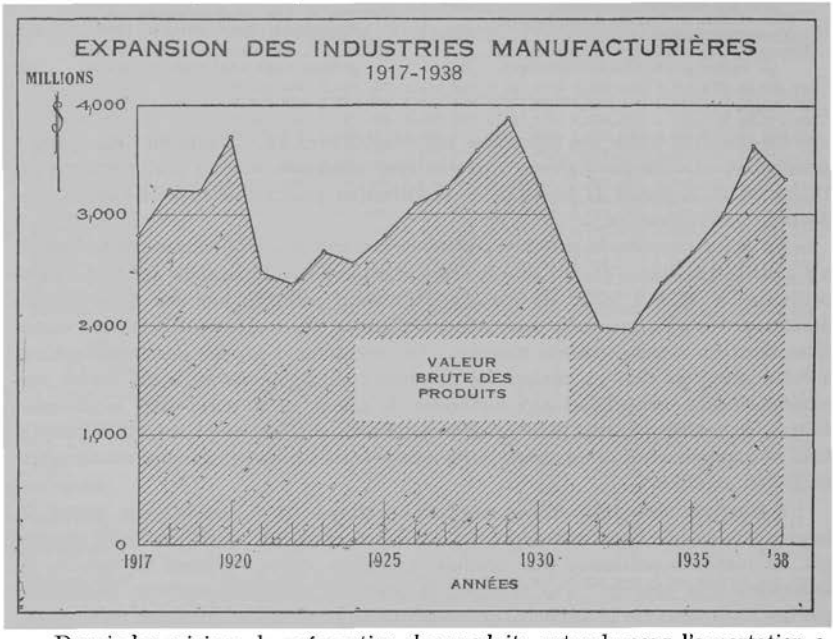
En ce qui concerne la première section de la partie I, sur l'évolution historique, il n'a pas été possible d'établir des données absolument comparables sur une longue période. De 1870 à 1915, les statistiques étaient colligées lors des recensements décennaux ou quinquennaux seulement; il s'ensuit nécessairement certaines variations dans les renseignements obtenus. Le recensement annuel des manufactures a été institué en 1917 et, malgré les nombreux changements apportés depuis aux renseignements recueillis et aux méthodes de calcul, on a tenté dans la présente édition de retracer autant que possible toutes les modifications majeures jusqu'à 1917 afin que les chiffres couvrant la période écoulée fussent en général raisonnablement comparables.

Evolution des industries manufacturières du Canada.—Le genre de fabriques à établir dans un endroit est au début déterminé dans une large mesure par lès matières premières que produit la région, surtout lorsque les moyens de transports sont coûteux. Par exemple, la première entreprise agricole, poursuivie par des Européens sur le territoire qui constitue aujourd'hui le Dominion du Canada, est probablement la culture du grain à Port-Royal (Nouvelle-Ecosse), en 1605; la transformation de ce grain en farine au cours de l'automne de la même année est le premier pas de l'industrie manufacturière au pays. L'établissement des autres manufactures au début est nécessairement déterminé par les premiers besoins de l'homme, comme l'alimentation, le vêtement, le logement et la sécurité.

Depuis les premiers établissements, deux influences principales ont orienté l'évolution de l'industrie manufacturière au Canada: d'abord, les besoins domestiques de la population grandissante du Canada et, ensuite, la transformation des produits naturels canadiens en des denrées plus convenables pour l'exportation. Le marché domestique comparativement petit, dont une bonne partie se trouve dans des régions agricoles éloignées, a toujours limité la variété des denrées qui peuvent être

fabriquées économiquement au Canada pour les besoins de ce marché. A mesure que la population canadienne augmente et que les moyens de distribution s'améliorent, la variété de denrées qui peuvent être effectivement fabriquées pour le marché domestique grandit constamment. Par ailleurs et grâce à l'élévation graduelle du niveau de la vie au Canada, la variété de denrées ouvrées pour lesquelles il existe au pays même une demande réelle s'étend de même sans cesse, de sorte qu'il y aura toujours place sur le marché canadien pour les importations de marchandises finement ouvrées.

Un aspect moderne frappant de la fabrication pour le marché domestique est l'importation au Canada de matières premières exotiques entrant dans la production d'articles pour lesquels il existe une grande demande domestique. Ceci est typiquement illustré par les industries des tissus de coton et des articles en caoutchouc. De plus, une importante industrie sidérurgique, dont les matières premières sont les minerais de fer importés de Terre-Neuve et des Etats-Unis, s'est développée en Nouvelle-Ecosse, dans le Québec et l'Ontario.



Depuis les origines, la préparation des produits naturels pour l'exportation a nécessité d'importantes opérations manufacturières dont on a deux premiers exemples dans la salaison du poisson et des fourrures et dans la transformation des produits forestiers. A l'époque des vaisseaux de bois, la construction navale était une industrie importante sur les rives du St-Laurent et dans les Provinces Maritimes. De même, dans les conditions modernes, les plus grandes industries reposent principalement sur les ressources agricoles, forestières et minérales du pays, tandis que la force hydraulique à bon marché leur permet de faire concurrence avec succès sur les marchés mondiaux.

De nos jours, la majeure partie de nos exportations de produits naturels ont subi une certaine transformation avant de s'acheminer vers l'étranger. On en trouve des exemples typiques dans la farine de blé, les produits laitiers et les viandes ap-

prêtées, provenant tous de l'agriculture; le bois d'œuvre, les bardeaux et la pulpe et le papier, provenant des ressources forestières; les métaux affinés provenant des mines; et le poisson sauri et mis en boîte, provenant des pêcheries de l'Atlantique et du Pacifique. On trouvera dans le "Rapport préliminaire condensé du commerce du Canada, 1939", et dans le chapitre sur le commerce extérieur de ce volume (voir index) la proportion de produits ouvrés qui entrent dans nos exportations.

PARTIE I.—ANALYSES GÉNÉRALES SUR L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE DANS LE DOMINION

Section 1.—Résumé statistique rétrospectif et indices de la valeur et du volume

Cette section illustre l'expansion de l'industrie manufacturière en général, ainsi que le révèlent les principales statistiques comparables suivantes: établissements, capitaux, employés, salaires et gages, coût des matières premières et valeur des produits. Le tableau **4** offre d'autres comparaisons utiles et le tableau **5** donne des chiffres sur la consommation. Les tableaux **6** et **7** établissent des comparaisons sur le volume.

Sous-section 1.—Expansion des industries manufacturières au Canada depuis 1870

Progrès de l'industrie manufacturière avant la guerre de 1914-18.—On peut dire que jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle le développement de l'industrie manufacturière au Canada fut plutôt languissant: l'accroissement relativement lent de la valeur globale des produits ouvrés (1870, $221,600,000; 1890, $469,800,000) est attribuable dans une large mesure à la baisse continuelle des prix entre 1873 et 1897, comme le fait voir le tableau **1.** Survint ensuite un changement, et au cours de la période de renchérissement (1900 à 1912) l'industrie en général fut des plus prospères. Le rendement brut des établissements occupant cinq employés ou plus, de $368,700,000 qu'il était en 1890, atteignit $1,166,000,000 en 1910 et $1,381,500,000 en 1915.

Influence de la guerre de 1914-18.—La guerre de 1914–18 a eu des répercussions profondes sur l'industrie canadienne; elle a eu pour effet la diversification de la production et la fabrication au pays d'un bon nombre de produits ouvrés jusque-là importés. Comme l'importation de maints produits de provenance européenne était pour ainsi dire suspendue, les fabricants entreprenants du Canada saisirent l'occasion qui se présentait et se lancèrent dans la fabrication de nouveaux produits, s'emparant presque complètement du marché. Il convient de mentionner l'influence réflexe sur l'agriculture qui passa par une ère de grande prospérité, attribuable au renchérissement sans précédent dû à la guerre. Incidemment les méthodes de fabrication se spécialisèrent et un haut degré de rendement administratif et mécanique fut atteint. Le Canada devint alors un pays industriel important.

Comme le recensement annuel des manufactures ne date que de 1917, il n'est pas possible de montrer dans le tableau **1** la croissance de la production manufacturière au cours des premières années de la guerre de 1914–18. Les chiffres de 1915 ne sont pas strictement comparables à ceux des années postérieures. Toutefois, l'effet de l'inflation de temps de guerre, dont le sommet a été atteint à l'été de 1920, est visible. Par la suite, la marche de la production manufacturière de 1920 à 1930 ressort clairement des chiffres de ce tableau. En 1929, la valeur brute de la production dépasse celle de 1920, malgré une baisse de 41 p.c. dans les prix des produits ouvrés.

1.—Résumé statistique rétrospectif de l'industrie manufacturière au Canada, 1870-1939

NOTA.—Les statistiques des établissements de récupération des métaux non ferreux ont été incluses dans celles des manufactures pour la première fois en 1925.

Année	Etablissements	Capitaux	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur nette de la production[1]	Valeur brute de la production
	nomb.	$	nomb.	$	$	$	$
(Tous établissements quel qu'en soit le personnel)							
1870	41,259	77,964,020	187,942	40,851,009	124,907,846	96,709,927	221,617,773
1880	49,722	165,302,623	254,935	59,429,002	179,918,593	129,757,475	309,676,068
1890	75,964	353,213,000	369,595	100,415,350	250,759,292	219,088,594	469,847,886
(Etablissements occupant cinq employés ou plus)							
1890	14,065	[2]	272,033	79,234,311	[2]	[2]	368,696,723
1900	14,650	446,916,487	339,173	113,249,350	266,527,858	214,525,517	481,053,375
1910	19,218	1,247,583,609	515,203	241,008,416	601,509,018	564,466,621	1,165,975,639
1915	15,593	1,958,705,230	[2]	283,311,505	791,943,433	589,603,792	1,381,547,225
(Tous établissements quel qu'en soit le personnel)[3]							
1917	21,845	2,333,991,229	606,523	497,801,844	1,539,678,811	1,281,131,980	2,820,810,791
1918	21,777	2,518,197,329	602,179	567,991,171	1,827,631,548	1,399,794,849	3,227,426,397
1919	22,083	2,670,559,435	594,066	601,715,668	1,779,056,765	1,442,400,638	3,221,457,403
1920	22,532	2,923,667,011	598,893	717,493,876	2,085,271,649	1,621,273,348	3,706,544,997
1921	20,848	2,697,858,073	438,555	497,399,761	1,365,292,885	1,123,694,263	2,488,987,148
1922	21,016	2,667,493,290	456,256	489,397,230	1,272,651,585	1,103,266,106	2,375,917,691
1923	21,080	2,788,051,630	506,203	549,529,631	1,456,595,367	1,206,332,107	2,662,927,474
1924	20,709	2,895,317,508	487,610	534,467,675	1,422,573,946	1,075,458,459	2,570,561,931
1925[3]	20,981	3,065,730,916	522,924	569,944,442	1,571,788,252	1,167,936,726	2,816,864,958
1926[3]	21,301	3,208,071,197	559,161	625,682,242	1,712,519,991	1,305,168,549	3,100,604,637
1927[3]	21,501	3,454,825,529	595,052	662,705,332	1,741,128,711	1,427,649,292	3,257,214,876
1928[3]	21,973	3,804,062,566	631,429	721,471,634	1,894,027,188	1,597,887,676	3,582,345,302
1929[3]	22,216	4,004,892,009	666,531	777,291,217	2,029,670,813	1,755,386,937	3,883,446,116
1930[3]	22,618	4,041,030,475	614,696	697,555,378	1,664,787,763	1,522,737,125	3,280,236,603
1931	23,083	3,705,701,893	528,640	587,566,990	1,221,911,982	1,252,017,248	2,555,126,448
1932	23,102	3,380,475,509	468,833	473,601,716	954,381,097	955,960,724	1,980,471,543
1933	23,780	3,279,259,838	468,658	436,247,824	967,788,928	919,671,181	1,954,075,785
1934	24,209	3,249,348,864	519,812	503,851,055	1,229,513,621	1,087,301,742	2,393,692,729
1935	24,034	3,216,403,127	556,664	559,467,777	1,419,146,217	1,153,485,104	2,653,911,209
1936	24,202	3,271,263,531	594,359	612,071,434	1,624,213,996	1,289,592,672	3,002,403,814
1937	24,834	3,465,227,831	660,451	721,727,037	2,006,926,787	1,508,924,867	3,625,459,500
1938	25,200	3,485,683,018	642,016	705,668,589	1,807,478,028	1,428,286,778	3,337,681,366
1939	24,805	3,647,024,449	658,114	737,811,153	1,836,159,375	1,531,051,901	3,474,783,528

[1] En vertu d'une résolution adoptée à la Conférence des Statisticiens du Commonwealth britannique, en 1935, la valeur nette de production doit être calculée en soustrayant le coût des matières premières, plus le combustible et l'électricité de la valeur brute des produits. Les chiffres de 1924 et des années postérieures ont donc été revisés conformément à cette résolution. Les calculs ne peuvent remonter plus haut que 1924, les statistiques du coût de l'électricité n'existant pas antérieurement à cette date. [2] Non donné. [3] Un changement apporté à la méthode de calculer le nombre d'employés à gages les années 1925 à 1930 inclusivement l'a quelque peu augmenté comparativement à celui que l'ancienne méthode eût donné. En 1931, toutefois, la méthode en vigueur antérieurement à 1925 a été réadoptée. Les chiffres de 1931 et des années qui suivent sont donc comparables avec ceux de 1924 et des années antérieures.

Effets de la dépression sur les industries manufacturières.—Le ralentissement des opérations manufacturières, commencé dès l'automne de 1929, s'est accentué jusqu'au milieu de 1933. Comme résultat, la production manufacturière en 1933 eut moins de valeur qu'en toute autre année depuis l'origine du recensement annuel en 1917, mais l'indice des prix de gros des articles entièrement et principalement ouvrés, comparativement à la base de 1926, baissa de 93·0 en 1929 à 70·2 en 1933 pour ne remonter qu'à 73·6 en 1936. Par suite de la hausse des prix commencée en 1936, le nombre-indice grimpa à 80·5 en 1937, le plus élevé depuis 1930; mais il déclina légèrement à 78·2 en 1938. En rapprochant les chiffres du tableau **6**, p. 317, de ceux du tableau **3**, on voit que le déclin de la production manufacturière n'a pas été aussi marqué que celui des valeurs. Le tableau **8**, p. 319, montre, en pourcentages, les effets de la dépression sur l'emploiement, les salaires et gages et la valeur brute des produits. Ces deux analyses indiquent que l'incidence de la dépression a affecté certaines industries plus que d'autres. Généralement parlant, la production de denrées de consommation s'est mieux maintenu que celle de denrées de production.

2.—Relevé statistique de l'industrie manufacturière, par province, 1927-39

NOTA.—Avec la publication du présent tableau et de celui des pp. 408-409 de l'Annuaire de 1940, les chiffres revisés sont maintenant disponibles pour toutes les années depuis 1917, à l'exception de 1918, 1919, 1921, 1923, 1924 et 1925. Ceux de ces dernières années paraîtront dans l'Annuaire de 1942.

Année et province	Etablissements	Capitaux	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur nette de la production[1]	Valeur brute de la production
	nomb.	$	nomb.	$	$	$	$
1927[2,3]							
Ile du P.-Ed.	278	2,293,926	2,177	639,816	2,853,172	1,366,837	4,302 113
Nouv.-Ecosse	1,098	113,978,491	17,092	12,792,416	41,462,745	27,027,166	70,947,887
N.-Brunswick	812	88,376,127	18,477	14,510,238	42,316,170	26,071,433	70,352,564
Québec	6,970	1,063,584,109	190,127	196,942,659	462,024,306	447,809,548	940,184,139
Ontario	8,953	1,735,099,977	286,165	340,583,611	909,184,916	726,502,150	1,677,598,587
Manitoba	801	106,271,464	21,185	26,524,968	78,295,260	53,098,973	134,072,310
Saskatchewan	543	27,896,593	4,912	6,302,374	32,054,888	15,010,884	48,150,759
Alberta	663	64,634,038	10,132	12,154,411	50,095,511	28,526,394	79,949,515
C.B. et Yukon	1,383	252,690,804	44,785	52,254,839	122,841,743	102,235,907	231,657,002
Canada, 1927	**21,501**	**3,454,825,529**	**595,052**	**662,705,332**	**1,741,128,711**	**1,427,649,292**	**3,257,214,876**
1928[2,3]							
Ile du Pr.-Ed.	264	2,404,956	1,979	658,248	2,745,432	1,400,027	4,232,101
Nouv.-Ecosse	1,069	124,176,539	18,359	14,933,009	43,468,501	34,638,114	81,076,039
N.-Brunswick	732	92,124,841	17,429	14,163,888	39,217,347	23,660,273	64,602,227
Québec	7,012	1,205,789,994	198,403	210,102,319	494,247,574	489,963,727	1,016,162,758
Ontario	9,344	1,871,474,158	309,893	377,045,200	1,000,767,114	818,128,597	1,861,190,039
Manitoba	812	111,355,281	22,947	29,581,572	86,792,605	60,678,427	150,423,240
Saskatchewan	562	32,670,505	5,244	6,832,060	34,047,281	19,400,705	54,526,936
Alberta	691	72,651,291	11,423	13,619,149	58,601,182	34,782,224	94,915,557
C.B. et Yukon	1,487	290,415,001	45,752	54,536,189	134,140,152	115,235,582	255,216,405
Canada, 1928	**21,973**	**3,804,062,566**	**631,429**	**721,471,634**	**1,894,027,188**	**1,597,887,676**	**3,582,345,302**
1929[2]							
Ile du P.-Ed.	263	2,646,354	2,074	727,286	2,862,725	1,466,446	4,408,608
Nouv.-Ecosse	1,094	118,951,398	19,986	16,905,885	50,725,562	35,676,421	89,787,548
N.-Brunswick	803	91,376,948	17,952	15,127,716	39,800,366	26,640,786	68,145,012
Québec	6,948	1,246,208,650	206,580	225,226,808	537,270,055	537,796,395	1,108,592,775
Ontario	9,348	1,986,736,556	328,533	406,622,627	1,056,530,202	916,971,816	2,020,492,433
Manitoba	851	121,363,898	24,012	31,224,596	87,832,324	63,925,015	155,266,294
Saskatchewan	594	43,925,797	7,025	9,105,597	51,003,566	23,002,952	75,368,605
Alberta	736	81,875,952	12,216	14,585,734	62,500,175	36,824,969	100,966,196
C.B. et Yukon	1,569	311,806,456	48,153	57,764,968	141,145,838	113,082,137	260,418,645
Canada, 1929	**22,216**	**4,004,892,009**	**666,531**	**777,291,217**	**2,029,670,813**	**1,755,386,937**	**3,883,446,116**
1931[3]							
Ile du P.-Ed.	276	2,898,075	1,090	737,185	2,347,113	1,395,585	3,830,328
Nouv.-Ecosse	1,344	100,589,411	14,983	13,535,776	33,225,382	29,821,145	66,008,145
N.-Brunswick	817	97,775,840	12,430	11,987,224	25,593,721	23,533,381	51,815,546
Québec	7,287	1,159,982,849	173,605	178,389,417	368,530,245	404,034,043	801,643,772
Ontario	9,546	1,811,379,155	257,601	297,214,788	597,121,355	624,809,456	1,257,449,583
Manitoba	894	123,861,840	22,062	27,840,416	54,958,745	52,235,773	110,032,372
Saskatchewan	622	42,182,703	5,000	6,210,390	22,459,921	15,665,401	39,194,202
Alberta	795	78,447,393	10,343	12,569,106	35,970,042	25,313,844	62,640,857
C.B. et Yukon	1,502	288,584,627	31,526	39,082,688	81,705,458	75,208,620	162,511,643
Canada, 1931	**23,083**	**3,705,701,893**	**528,640**	**587,566,990**	**1,221,911,982**	**1,252,017,248**	**2,555,126,448**
1932[3]							
Ile du P.-Ed.	260	2,782,090	1,074	657,409	1,947,188	1,232,323	3,261,198
Nouv.-Ecosse	1,303	94,906,255	12,065	10,046,807	22,866,184	20,194,092	45,410,628
N.-Brunswick	789	87,516,659	11,289	9,927,079	20,744,785	20,282,120	43,763,487
Québec	7,630	1,051,020,080	155,025	144,263,174	291,766,121	301,757,419	619,093,915
Ontario	9,230	1,660,299,740	227,859	241,163,008	459,279,685	481,979,742	971,521,866
Manitoba	911	110,401,086	20,223	21,731,654	45,452,436	40,303,911	88,091,022
Saskatchewan	627	36,782,881	4,610	5,238,766	18,157,286	11,971,355	31,139,264
Alberta	848	71,483,630	9,882	10,473,427	28,354,393	20,203,758	49,772,819
C.B. et Yukon	1,504	265,283,088	26,806	30,100,392	65,813,019	58,036,004	128,417,353
Canada, 1932	**23,102**	**3,380,475,509**	**468,833**	**473,601,716**	**954,381,097**	**955,960,724**	**1,980,471,543**

[1] Voir renvoi 1, tableau 1. [2] Voir renvoi 3, tableau 1. [3] Revisé depuis publication antérieure dans l'Annuaire.

2.—Relevé statistique de l'industrie manufacturière, par province, 1927-39—fin

Année et province	Etablissements	Capitaux	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur nette de la production[1]	Valeur brute de la production
	nomb.	$	nomb.	$	$	$	$
1933							
Ile du P.-Ed.	249	2,256,307	991	529,684	1,590,834	1,126,826	2,775,787
Nouv.-Ecosse	1,277	92,004,624	12,211	9,604,680	25,354,319	19,988,257	47,912,432
N.-Brunswick	747	90,148,317	11,336	9,308,100	20,442,421	18,166,713	41,345,622
Québec	7,856	1,035,339,591	157,481	134,696,386	292,560,568	288,504,782	604,496,078
Ontario	9,542	1,587,947,947	224,816	220,530,088	464,544,563	465,103,842	958,776,858
Manitoba	1,010	100,074,404	18,871	18,687,430	44,579,998	37,390,275	83,934,777
Saskatchewan	673	38,688,433	4,782	4,848,763	19,124,030	11,478,634	31,559,387
Alberta	874	69,604,563	9,753	9,573,468	29,425,975	18,876,929	49,395,514
C.B. et Yukon	1,552	263,195,652	28,417	28,469,225	70,166,220	59,034,923	133,879,330
Canada, 1933	**23,780**	**3,279,259,838**	**468,658**	**436,247,824**	**967,788,928**	**919,671,181**	**1,954,075,785**
1934[2]							
Ile du P.-Ed.	259	2,359,018	1,015	531,438	1,919,659	1,017,799	2,995,661
Nouv.-Ecosse	1,288	87,595,445	13,939	11,252,729	28,446,489	23,776,521	55,389,908
N.-Brunswick	793	91,539,470	12,844	10,747,928	24,608,582	23,172,171	50,656,316
Québec	7,952	1,023,762,268	175,248	154,225,040	357,366,911	330,153,916	715,513,642
Ontario	9,698	1,560,415,973	248,761	256,970,207	609,875,050	562,399,245	1,205,418,094
Manitoba	1,013	104,865,130	19,828	19,932,594	54,595,345	41,077,566	97,693,242
Saskatchewan	702	39,674,481	5,209	5,146,537	24,249,577	12,476,676	37,661,842
Alberta	868	69,988,172	10,468	10,546,984	40,307,089	22,609,234	64,139,973
C.B. et Yukon	1,636	269,148,907	32,500	34,497,598	88,144,919	70,618,614	164,224,051
Canada, 1934	**24,209**	**3,249,348,864**	**519,812**	**503,851,055**	**1,229,513,621**	**1,087,301,742**	**2,393,692,729**
1937							
Ile du Pr.-Ed.	240	2,637,472	1,062	607,547	2,386,091	1,117,298	3,566,991
Nouv.-Ecosse	1,135	94,756,601	18,088	16,727,338	46,964,053	33,146,796	84,393,656
N.-Brunswick	805	89,797,597	15,612	14,563,310	36,983,284	28,770,727	69,479,207
Québec	8,518	1,117,772,721	219,033	216,971,207	562,889,160	445,885,666	1,046,470,796
Ontario	9,796	1,674,806,201	321,743	373,018,048	1,025,871,741	804,703,114	1,880,388,188
Manitoba	1,043	119,363,026	23,706	27,198,978	87,684,514	49,950,465	140,805,451
Saskatchewan	689	39,279,050	6,107	6,758,154	43,782,999	17,068,655	62,205,884
Alberta	895	70,804,070	12,524	13,903,062	55,898,599	28,923,095	86,225,069
C.B. et Yukon	1,713	256,011,093	42,576	51,979,393	144,466,346	99,359,051	251,924,258
Canada, 1937	**24,834**	**3,465,227,831**	**660,451**	**721,727,037**	**2,006,926,787**	**1,508,924,867**	**3,625,459,500**
1938							
Ile du P.-Ed.	229	2,652,783	1,041	582,725	2,379,543	1,131,902	3,570,667
Nouv.-Ecosse	1,102	91,393,782	16,810	15,570,669	39,703,367	31,375,251	74,860,605
N.-Brunswick	826	81,965,576	13,967	13,177,238	31,578,262	23,865,877	58,570,952
Québec	8,655	1,146,235,084	214,397	213,390,084	518,430,815	428,614,079	983,123,599
Ontario	9,883	1,676,896,175	311,274	362,351,277	909,958,721	757,620,632	1,712,496,421
Manitoba	1,072	114,367,743	23,507	27,195,923	80,447,740	48,308,248	131,770,280
Saskatchewan	678	38,364,021	6,123	6,988,061	43,437,556	16,143,335	61,027,853
Alberta	970	69,192,348	12,684	14,367,789	54,345,594	30,755,626	86,675,500
C.B. et Yukon	1,785	264,615,506	42,213	52,044,823	127,196,430	90,471,828	225,585,489
Canada, 1938	**25,200**	**3,485,683,018**	**642,016**	**705,668,589**	**1,807,478,028**	**1,428,286,778**	**3,337,681,366**
1939							
Ile du Pr.-Ed.	222	2,682,900	1,088	617,945	2,239,117	1,243,979	3,543,681
Nouv.-Ecosse	1,083	101,954,082	17,627	16,651,685	43,332,195	35,885,563	83,139,572
N.-Brunswick	803	91,171,323	14,501	13,659,162	35,617,614	27,041,195	66,058,151
Québec	8,373	1,182,538,441	220,321	223,757,767	536,823,039	470,385,279	1,045,757,585
Ontario	9,824	1,762,571,669	318,871	378,376,209	907,011,461	791,428,569	1,745,674,707
Manitoba	1,087	119,659,365	23,910	28,444,798	82,408,293	48,810,544	134,293,595
Saskatchewan	737	37,654,095	6,475	7,346,127	38,782,135	20,283,273	60,650,589
Alberta	961	73,284,225	12,712	14,977,700	53,151,149	32,618,153	87,474,080
Col. Britannique	1,710	274,969,502	42,554	53,881,994	136,655,872	103,263,292	247,948,600
Yukon et T.N.-O.	5	538,847	55	97,766	138,500	92,054	242,968
Canada, 1939	**24,805**	**3,647,024,449**	**658,114**	**737,811,153**	**1,836,159,375**	**1,531,051,901**	**3,474,783,528**

[1] Voir renvoi 1, tableau 1. [2] Voir renvoi 3, p. 309.

3.—Résumé statistique de l'industrie manufacturière, par groupe industriel, 1927-39

NOTA.—Avec la publication du présent tableau et de celui de l'Annuaire de 1940, les chiffres revisés sont maintenant disponibles pour toutes les années depuis 1917, à l'exception de 1918, 1919, 1921, 1923, 1924 et 1925. Ceux de ces dernières années paraîtront dans l'Annuaire de 1942.

Année et groupe industriel	Etablissements	Capitaux	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur nette de la production[1]	Valeur brute de la production
	nomb.	$	nomb.	$	$	$	$
1927[2,3]							
Substances végétales...	5,128	505,841,140	80,102	83,883,777	432,786,416	278,773,405	721,412,507
Produits animaux.....	4,692	233,113,872	68,381	61,407,018	325,455,482	127,604,589	457,716,038
Produits textiles.....	1,464	330,531,421	98,346	87,610,662	197,075,056	162,873,179	364,579,420
Bois et papier.....	6,799	1,022,049,473	150,334	167,793,170	271,266,692	329,233,408	628,556,172
Produits du fer.....	1,194	694,399,066	114,466	155,165,683	276,264,090	270,763,870	561,010,358
Métaux non ferreux.....	401	208,957,168	33,443	44,154,695	87,612,666	104,646,671	200,369,961
Métalloïdes.....	849	268,367,971	24,860	31,905,498	82,851,218	69,065,448	167,033,638
Produits chimiques.....	561	134,618,839	14,559	18,656,851	47,765,066	60,269,501	111,447,612
Industries diverses.....	413	56,946,581	10,561	12,127,978	20,052,025	24,419,221	45,089,170
Totaux, 1927.....	**21,501**	**3,454,825,529**	**595,052**	**663,705,332**	**1,741,128,711**	**1,427,649,292**	**3,257,214,876**
1928[2,3]							
Substances végétales...	5,192	543,569,663	85,731	90,527,203	444,627,784	313,029,774	767,673,416
Produits animaux.....	4,542	243,550,121	67,777	61,950,631	351,324,498	129,105,821	485,021,994
Produits textiles.....	1,528	346,407,711	102,985	93,811,007	221,548,044	168,463,116	394,887,834
Bois et papier.....	7,279	1,158,151,875	157,836	179,155,138	292,866,762	360,541,925	682,040,136
Produits du fer.....	1,211	764,489,961	128,101	181,531,300	324,828,055	308,328,697	648,561,805
Métaux non ferreux.....	406	253,367,370	35,568	47,497,842	98,746,019	132,212,261	237,966,927
Métalloïdes.....	831	287,042,184	26,683	34,728,590	88,978,217	91,010,925	195,404,310
Produits chimiques....	572	148,939,920	16,130	20,290,417	50,934,391	68,867,086	123,677,860
Industries diverses.....	412	58,543,761	10,618	11,979,506	20,173,418	26,328,071	47,111,020
Totaux, 1928.....	**21,973**	**3,804,062,566**	**631,429**	**721,471,634**	**1,894,027,188**	**1,597,887,676**	**3,582,345,302**
1929[2]							
Substances végétales...	5,350	581,820,861	91,032	95,853,121	431,595,751	341,688,938	783,706,883
Produits animaux.....	4,490	243,825,065	67,670	62,081,423	345,351,882	127,929,857	477,761,855
Produits textiles.....	1,534	360,762,584	103,881	94,969,433	217,954,088	180,469,064	403,205,809
Bois et papier.....	7,392	1,151,463,962	164,572	192,088,948	313,797,201	381,485,477	724,972,308
Produits du fer.....	1,224	826,063,942	142,772	203,740,658	405,818,468	367,465,582	790,726,338
Métaux non ferreux.....	408	298,721,106	39,867	54,501,806	124,900,632	150,415,215	283,545,666
Métalloïdes.....	843	316,692,818	29,257	38,958,390	112,573,103	99,065,847	229,774,300
Produits chimiques....	554	165,886,912	16,694	22,639,449	55,184,337	78,785,911	138,545,221
Industries diverses.....	421	59,654,759	10,786	12,457,989	22,495,351	28,081,046	51,207,736
Totaux, 1929.....	**22,216**	**4,004,892,009**	**666,531**	**777,291,217**	**2,029,670,813**	**1,755,386,937**	**3,883,446,116**
1931[3]							
Substances végétales...	5,685	559,310,945	80,146	82,630,376	263,905,338	274,900,784	548,143,816
Produits animaux.....	4,430	217,441,415	51,297	51,270,503	214,743,508	102,098,539	320,803,456
Produits textiles.....	1,548	326,722,509	93,701	81,832,473	151,223,346	140,245,453	296,133,986
Bois et papier.....	7,752	1,052,507,028	121,365	140,063,515	192,034,070	264,481,662	483,352,408
Produits du fer.....	1,289	704,925,713	100,975	126,025,464	174,860,501	200,836,260	387,048,175
Métaux non ferreux.....	455	318,395,983	34,414	46,111,373	95,342,788	108,781,753	211,862,412
Métalloïdes.....	870	314,950,411	22,455	29,211,421	75,644,990	79,640,252	168,367,553
Produits chimiques.....	621	163,863,072	15,207	20,867,948	40,756,550	61,120,647	105,501,905
Industries diverses.....	433	47,584,817	9,080	10,153,917	13,400,891	19,911,898	33,912,737
Totaux, 1931.....	**23,083**	**3,705,701,893**	**528,640**	**587,566,990**	**1,221,911,982**	**1,252,017,248**	**2,555,126,448**
1932[3]							
Substances végétales...	5,642	528,996,857	74,692	72,729,551	227,896,036	211,018,819	447,804,137
Produits animaux.....	4,413	193,015,462	49,953	45,979,793	167,170,394	91,805,184	262,793,629
Produits textiles.....	1,593	296,699,948	90,946	73,797,503	127,881,152	124,471,329	257,108,957
Bois et papier.....	7,822	954,054,915	107,526	112,125,122	142,030,839	203,364,196	368,789,494
Produits du fer.....	1,277	636,471,186	77,070	85,736,712	104,401,825	119,490,953	232,607,146
Métaux non ferreux.....	452	272,045,441	26,704	32,755,103	67,934,940	78,150,931	152,111,317
Métalloïdes.....	784	299,928,971	18,040	21,797,578	71,597 611	54,738,658	136,697,732
Produits chimiques.....	662	160,929,954	15,295	20,008,108	35,276,531	56,489,910	95,279,376
Industries diverses.....	457	38,332,775	8,607	8,672,246	10,191,769	16,430,744	27,189,755
Totaux, 1932.....	**23,102**	**3,380,475,509**	**468,833**	**473,601,716**	**954,381,097**	**955,960,724**	**1,980,471,543**

[1] Voir renvoi 1, tableau 1. [2] Voir renvoi 3, tableau 1. [3] Revisé depuis publication antérieure dans l'Annuaire.

3.—Résumé statistique de l'industrie manufacturière, par groupe industriel, 1927-39—fin

Année et groupe industriel	Etablissements	Capitaux	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur nette de la production[1]	Valeur brute de la production
	nomb.	$	nomb.	$	$	$	$
1933							
Substances végétales	5,916	522,389,736	75,416	68,535,349	226,879,373	196,820,952	432,315,617
Produits animaux	4,496	201,993,642	53,111	46,453,188	179,429,948	87,629,444	271,068,210
Produits textiles	1,740	298,730,436	95,707	72,813,424	143,184,861	131,065,992	279,475,267
Bois et papier	7,891	892,652,622	105,080	102,218,652	134,663,641	184,233,540	341,336,701
Produits du fer	1,334	614,632,403	73,348	72,296,179	98,793,191	109,198,169	216,828,992
Métaux non ferreux	478	266,266,443	25,273	28,099,026	71,990,608	88,427,984	164,765,604
Métalloïdes	770	295,139,543	16,975	19,282,401	69,077,701	52,817,078	131,325,706
Produits chimiques	696	153,900,930	15,397	18,738,629	34,271,854	55,394,284	92,820,761
Industries diverses	459	33,554,083	8,351	7,810,976	9,497,751	14,083,738	24,138,927
Totaux, 1933	**23,780**	**3,279,259,838**	**468,658**	**436,247,824**	**967,788,928**	**919,671,181**	**1,954,075,785**
1934[2]							
Substances végétales	6,042	518,297,704	79,818	73,879,934	263,490,967	219,338,564	491,900,758
Produits animaux	4,504	210,260,801	57,199	50,191,368	226,262,465	94,998,316	325,703,683
Produits textiles	1,823	304,646,116	105,319	82,882,512	173,069,165	147,543,330	326,451,924
Bois et papier	8,043	883,507,648	116,213	116,989,262	154,879,585	222,510,744	403,175,360
Produits du fer	1,301	580,124,849	84,704	92,314,485	155,830,839	148,532,017	315,506,759
Métaux non ferreux	488	263,488,479	30,177	35,097,986	119,713,328	112,155,502	237,233,670
Métalloïdes	778	295,755,140	19,605	22,414,996	81,508,547	62,918,095	155,196,712
Produits chimiques	736	156,788,418	17,130	20,919,740	41,998,776	62,216,030	108,052,039
Industries diverses	494	36,479,709	9,647	9,160,772	12,759,949	17,089,144	30,471,824
Totaux, 1934	**24,209**	**3,249,348,864**	**519,812**	**503,851,055**	**1,229,513,621**	**1,087,301,742**	**2,393,692,729**
1937							
Substances végétales	5,968	539,531,357	94,258	94,632,901	395,491,147	266,869,693	672,540,163
Produits animaux	4,435	230,312,163	67,996	64,816,361	326,537,087	118,117,971	449,783,908
Produits textiles	1,941	322,204,180	121,677	105,056,051	219,813,775	174,076,945	400,383,726
Bois et papier	8,497	927,070,757	147,254	165,298,485	256,269,941	306,961,553	597,061,878
Produits du fer	1,345	651,398,528	127,148	163,261,130	328,091,063	280,165,582	624,819,877
Métaux non ferreux	526	306,522,643	44,614	57,722,728	282,532,128	182,968,223	482,440,562
Métalloïdes	823	287,473,542	23,837	30,389,958	115,938,578	77,667,225	208,205,148
Produits chimiques	754	161,165,068	21,968	28,612,719	64,460,947	79,290,240	148,973,220
Industries diverses	545	39,549,593	11,699	11,936,704	17,792,121	22,807,435	41,251,018
Totaux, 1937	**24,834**	**3,465,227,831**	**660,451**	**721,727,037**	**2,006,926,787**	**1,508,924,867**	**3,625,459,500**
1938							
Substances végétales	6,076	531,073,166	95,541	98,750,708	370,466,550	267,471,208	648,159,901
Produits animaux	4,389	227,300,762	66,660	64,752,517	317,907,853	118,950,278	442,198,408
Produits textiles	1,927	307,299,840	115,745	99,275,365	180,050,478	159,978,801	346,215,005
Bois et papier	8,684	951,092,969	141,974	158,873,650	227,707,841	277,002,267	533,210,257
Produits du fer	1,391	657,304,274	121,235	154,459,640	272,544,238	261,639,134	548,801,929
Métaux non ferreux	521	327,463,534	44,440	58,010,696	252,624,911	164,692,324	434,699,676
Métalloïdes	856	283,268,960	22,799	29,774,927	108,574,069	74,967,075	197,620,490
Produits chimiques	790	161,266,586	21,896	29,570,517	60,714,102	80,506,965	146,139,312
Industries diverses	566	39,612,927	11,726	12,200,569	16,887,986	23,078,726	40,636,388
Totaux, 1938	**25,200**	**3,485,683,018**	**642,016**	**705,668,589**	**1,807,478,028**	**1,428,286,778**	**3,337,681,366**
1939							
Substances végétales	5,872	539,446,225	99,447	104,248,785	356,726,153	292,129,840	659,624,014
Produits animaux	4,362	250,335,831	69,358	68,231,871	333,647,306	122,821,410	461,983,262
Produits textiles	1,930	347,248,927	121,022	107,117,035	203,618,197	181,927,898	392,657,759
Bois et papier	8,538	960,804,672	144,782	165,287,455	246,292,820	303,662,441	579,892,183
Produits du fer	1,394	697,893,720	121,041	158,559,728	262,292,781	275,774,796	553,468,880
Métaux non ferreux	526	346,489,890	44,563	59,684,858	242,063,177	155,808,806	416,060,459
Métalloïdes	809	290,865,285	23,026	30,067,934	107,979,292	85,511,631	208,166,781
Produits chimiques	808	172,459,365	22,595	31,567,558	65,230,839	89,046,832	159,536,984
Industries diverses	566	41,480,534	12,280	13,045,929	18,308,810	24,368,247	43,393,206
Totaux, 1939	**24,805**	**3,647,024,449**	**658,114**	**737,811,153**	**1,836,159,375**	**1,531,051,901**	**3,474,783,528**

[1] Voir renvoi 1, tableau 1.

[2] Voir renvoi 3, tableau 1.

Résumé de la statistique manufacturière.—Les chiffres du tableau **4** indiquent aussi clairement que possible les tendances de l'industrie canadienne au cours de cette récente période de son évolution. En analysant les statistiques de la production et des matières premières employées il faut se rappeler que, par suite de l'inflation des valeurs de 1914 à la période qui a suivi immédiatement la guerre et de la baisse des prix qui a marqué les dépressions de 1921 et 1930, les chiffres de ces années ne sont pas tout à fait comparables. Il y a toutefois un chiffre des plus importants, celui qui se rapporte à la consommation d'énergie, qui illustre fidèlement et sans discontinuité le développement. La force motrice employée a augmenté de 1,658,475 h.p. en 1917 à 4,969,723 en 1938, soit d'environ 200 p.c. en vingt et un ans. Durant la même période la consommation d'électricité par employé à gages a augmenté de 3·06 h.p. à 9·53, indication que l'énergie fournit une contribution de plus en plus importante à la production manufacturière. L'augmentation dans les chiffres absolus de l'énergie employée et de la moyenne par employé à gages les années de dépression, comparativement à 1929, constitue une caractéristique significative, bien qu'un nombre considérable de personnes employées depuis 1933 ait réduit les moyennes des années 1934–37; la moyenne de 1938 a augmenté de 10 p.c. Une autre comparaison intéressante, c'est la tendance de la valeur ajoutée par la transformation, par employé, et des salaires et gages payés depuis 1929. Toutefois, en regard de 1917, les chiffres de la moyenne des salaires et gages en 1939 représentent une augmentation de 36·5 p.c., tandis que l'augmentation estimative de la valeur ajoutée par la transformation, par employé, est de 10·1 p.c. seulement. Les prix de gros des denrées déclinent d'environ 31 p.c. pendant la même période.

Consommation de produits ouvrés.—L'un des avantages de l'unification de la classification du commerce extérieur et de la production ressort clairement du tableau **5**, où la valeur des denrées de consommation au Canada est dérivée de deux sources importantes. Par exemple, la valeur de tous les produits manufacturés mis à la disposition du consommateur au cours d'une période correspondant à peu près à 1938 était de $3,222,000,000, chiffre obtenu en additionnant la valeur des produits fabriqués en 1938 et celle des importations d'articles ouvrés ou partiellement ouvrés au cours de l'année fiscale terminée le 31 mars 1939, en en soustrayant la valeur des exportations correspondantes pour la même période. Dans ce tableau, des statistiques plus exactes pourraient être obtenues s'il était possible d'exclure de la valeur brute des produits ouvrés les doubles emplois que supposent ceux-ci quand ils deviennent les matières premières d'un autre établissement manufacturier. Les substances végétales, le fer, les textiles, les produits animaux, le bois et le papier sont, dans l'ordre indiqué, les principaux groupes (au point de vue de la valeur) d'articles ouvrés mis à la disposition des consommateurs. L'énorme volume de substances végétales transformées pour la consommation est imputable à l'abondante production domestique, les exportations étant presque égales aux importations, tandis que les textiles et les produits sidérurgiques, en plus d'une production élevée, accusent un excédent des importations sur les exportations de $49,907,000 et de $90,560,000 respectivement. Le bois et le papier, les métaux non ferreux et les produits animaux sont fabriqués au Canada en quantités plus grandes que requises pour la consommation et accusent ainsi des surplus exportables.

En 1929 l'ordre des groupes disponibles pour la consommation, d'après leur valeur, était le suivant: fer, substances végétales, textiles, bois et papier, et produits animaux. Les chiffres de 1938, en regard de ceux de 1929, laissent voir une augmentation de la consommation de métaux non ferreux et de produits chimiques. De même, la consommation de substances végétales, de métalloïdes et de produits animaux se maintient mieux que celle du bois, des textiles et des produits du fer.

4.—Résumé de la statistique manufacturière, années représentatives, 1917-39

Item	1917	1920	1929[1]	1933	1935	1936	1937	1938	1939
Etablissements.....nomb.	21,845	22,532	22,216	23,780	24,034	24,202	24,834	25,200	24,805
Capital..... $	2,333,991,229	2,923,667,011	4,004,892,009	3,279,259,838	3,216,403,127	3,271,263,531	3,465,227,831	3,485,683,018	3,647,024,449
Moyenne par établissement..... $	106,843	129,756	180,271	137,900	133,827	135,165	139,536	138,321	147,028
Moyenne par employé..... $	3,848	4,882	6,009	6,997	5,778	5,504	5,247	5,429	5,542
Moyenne par ouvrier..... $	4,309	5,616	6,933	8,584	7,011	6,677	6,363	6,685	6,838
Total du personnel.....nomb.	606,523	598,893	666,531	468,658	556,664	594,359	660,451	642,016	658,114
Moyenne par établissement..nomb.	27·8	26·6	30·0	19·7	23·2	24·6	26·6	25·5	26·5
Total, salaires et gages..... $	497,801,844	717,493,876	777,291,217	436,247,824	559,467,777	612,071,434	721,727,037	705,668,589	787,811,153
Moyenne par établissement..... $	22,788	31,843	34,988	18,345	23,278	25,290	29,062	28,003	29,744
Moyenne par employé..... $	821	1,198	1,166	931	1,005	1,030	1,093	1,099	1,121
Personnel à salaire.....nomb.	64,918	78,334	88,841	86,636	97,930	104,417	115,827	120,589	124,772
Moyenne par établissement.nomb.	3·0	3·5	4·0	3·6	4·1	4·3	4·7	4·8	5·03
Salaires..... $	85,353,667	141,837,361	175,553,710	139,317,946	160,455,080	173,198,057	195,983,475	207,386,381	217,839,334
Moyenne des salaires..... $	1,315	1,811	1,976	1,608	1,638	1,659	1,692	1,719	1,746
Employés à gages.....nomb.	541,605	520,559	577,690	382,022	458,734	489,942	544,624	521,427	533,342
Moyenne par établissement.nomb.	24·8	23·1	26·0	16·1	19·1	20·2	21·9	20·7	21·5
Gages..... $	412,448,177	575,656,515	601,737,507	296,929,878	399,012,697	438,873,377	525,743,562	498,282,208	519,971,819
Moyenne des gages..... $	762	1,106	1,042	777	870	896	965	956	975
Coût des matières premières..... $	1,539,678,811	2,085,271,649	2,029,670,813	967,788,928	1,419,146,217	1,624,213,996	2,006,926,787	1,807,478,028	1,836,159,375
Moyenne par établissement..... $	70,482	92,547	91,361	40,698	59,047	67,111	80,814	71,725	74,024
Moyenne par employé..... $	2.539	3.482	3,045	2.065	2,549	2,733	3,039	2,815	2,790
Valeur ajoutée par la fabrication[2] $	1,281,131,980	1,621,273,348	1,755,386,937	919,671,181	1,153,485,104	1,289,592,672	1,508,924,867	1,428,286,778	1,531,051,901
Moyenne par établissement[2].... $	58,646	71,954	79,015	38,674	47,994	53,285	60,760	56,678	61,724
Moyenne par employé[2]..... $	2,112	2.707	2,634	1,962	2,072	2,170	2,285	2,225	2.326
Valeur brute des produits..... $	2,820,810,791	3,706,544,997	3,883,446,116	1,954,075,785	2,653,911,209	3,002,403,814	3,625,459,500	3,337,681,366	3,474,783,528
Moyenne par établissement..... $	129,128	164,501	174,804	82,173	110,423	124,056	145,988	132,448	140,084
Moyenne par employé..... $	4,651	6,189	5,826	4,170	4,768	5,051	5,489	5,199	5,280
Force motrice employée.....h.p.	1,658,475	2,068,875	3,855,648	4,135,008	4,331,488	4,461,867	4,712,283	4,969,723	[3]
Moyenne par établissement....h.p.	76	92	174	174	180	184	190	197	[3]
Moyenne par ouvrier..... $	3·06	3·97	6·67	10·82	9·44	9·11	8·65	9·53	[3]

[1] Vu la modification apportée à la méthode de calcul de 1925 à 1930 inclusivement, le nombre d'employés à gages depuis lors est plus élevé qu'il ne le serait si on se servait encore de l'ancienne méthode. Les moyennes de 1925-30 par salarié et ouvrier sont donc proportionnellement moins élevées que si on s'était servi de la méthode précédente. En 1931, toutefois, la méthode d'avant 1925 a été réadoptée. Les chiffres de 1931 et des années suivantes sont donc comparables avec ceux de 1924 et des années précédentes.
[2] Valeurs nettes des produits; voir renvoi 1, tableau 1.
[3] Non disponible au moment d'aller sous presse.

5.—Consommation de produits manufacturés, par groupe, 1938, et totaux de 1922-38

NOTA.—Les données sur la production manufacturière se rapportent à l'année civile, alors que la statistique des importations et exportations couvre l'exercice financier terminé le 31 mars de l'année suivante.

Année et groupe industriel	Valeur des produits ouvrés	Produits ouvrés ou partiellement ouvrés		Valeur des produits disponibles pour la consommation[1]
		Valeur nette des importations[1]	Valeur des exportations	
	$	$	$	$
Totaux 1922	**2,375,917,691**	**574,551,323**	**515,173,415**	**2,435,295,599**
Totaux 1923	**2,662,927,474**	**639,343,645**	**591,829,306**	**2,710,441,813**
Totaux 1924	**2,570,561,931**	**576,031,243**	**591,598,479**	**2,554,994,695**
Totaux 1925	**2,816,864,958**	**671,462,940**	**695,325,245**	**2,793,002,653**
Totaux 1926	**3,100,604,637**	**767,022,008**	**673,709,266**	**3,193,917,379**
Totaux 1927	**3,257,214,876**	**825,147,919**	**648,178,000**	**3,434,184,795**
Totaux 1928	**3,582,345,302**	**954,387,551[1]**	**698,376,615**	**3,838,356,238[1]**
Totaux 1929	**3,883,446,116**	**939,130,201**	**686,876,071**	**4,135,700,246**
Totaux 1930	**3,280,236,603**	**675,828,233**	**490,108,470**	**3,465,956,366**
Totaux 1931	**2,555,126 448**	**423,519,849**	**347,456,198**	**2,631,190,099**
Totaux 1932	**1,980,471,543**	**281,855,757**	**267,765,614**	**1,994,561,686**
Totaux 1933	**1,954,675,785**	**298,068,344**	**365,232,113**	**1,886,912,016**
Totaux 1934	**2,393,692,729**	**357,320,284**	**419,094,297**	**2,331,918,716**
Totaux 1935	**2,653,911,209**	**385,597,041**	**582,041,141**	**2,457,467,109**
Totaux, 1936	**3,002,403,814**	**468,455,981**	**676,890,803**	**2,793,968,992**
Totaux, 1937	**3,625,459,500**	**566,876,483**	**781,099,407**	**3,411,236,576**
Groupe industriel, 1938				
Substances végétales	648,159,901	65,963,249	63,189,996	650,933,154
Produits animaux	442,198,408	13,365,726	75,295,608	380,268,526
Textiles et tissus	346,215,005	62,549,711	12,642,258	396,122,458
Bois et papier	533,210,257	30,574,862	194,412,660	369,372,459
Produits du fer	548,801,929	149,241,501	58,681,589	639,361,841
Métaux autres que le fer	434,699,676	31,455,270	140,863,309	325,291,637
Métalloïdes	197,620,490	38,247,528	7,650,517	228,217,501
Produits chimiques et leurs dérivés	146,139,312	34,379,286	20,583,506	159,935,092
Industries diverses	40,636,388	46,416,120	14,439,352	72,613,156
Totaux, 1938	**3,337,681,366**	**472,193,253**	**587,758,795**	**3,222,115,824**

[1] Les importations nettes sont les importations totales moins les produits étrangers réexportés. De 1928 à 1938, les produits importés et ensuite réexportés ne sont pas compris dans la valeur des produits disponibles pour la consommation; mais en 1927 et antérieurement il était impossible de les éliminer parce que l'on ne faisait aucune distinction entre les réexportations de matières brutes et de produits ouvrés. La valeur des produits ouvrés disponibles pour la consommation est donc surestimée, en ce qui concerne les années 1922 à 1927 inclusivement, en raison de la somme des réexportations de produits ouvrés, les différences annuelles variant probablement entre $11,000,000 pour 1922 et $18,000,000 pour 1927.

Sous-section 2.—Valeur et volume des produits manufacturiers

Valeur des produits.—Quand on interprète les valeurs de la production manufacturière d'un certain nombre d'années, il faut penser aux variations des prix, surtout quand elles ont été aussi grandes que celles de la période depuis le commencement du recensement annuel des manufactures en 1917. Le nombre-indice des prix

de gros au Canada, sur la base de 1926, calculé par le Bureau Fédéral de la Statistique, est de 114·3 en 1917, 155·9 en 1920, 97·3 en 1922, 95·6 en 1929, 67·1 en 1933, 84·6 en 1937 et 78·6 en 1938. Les nombres-indices des prix des produits entièrement ou principalement ouvrés sont: 113·5 en 1917, 156·5 en 1920, 100·4 en 1922, 93·0 en 1929, 70·2 en 1933, 80·5 en 1937 et 78·2 en 1938.

Volume de la production manufacturière.*—Comme la marchandise et les services rendus constituent en définitive le véritable étalon de revenu, l'accroissement du volume de la production manufacturière devient un facteur très important. Il s'agit donc de savoir surtout si les consommateurs obtiennent plus en marchandises et en services et non pas s'ils dépensent plus d'argent.

L'indice du volume est basé sur la quantité déclarée de produits manufacturés et comprend 71·1 p.c. de la valeur totale de la production en 1926. Les indices des industries sont pondérés conformément aux valeurs ajoutées par la transformation. Les indices des années 1923–31 sont basés sur les valeurs ajoutées en 1926. Les coefficients et les produits ont été changés en 1931 et de nouveau en 1936. En changeant les coefficients et les produits employés dans la construction de l'indice tous les cinq ans, les fluctuations courantes de la production se reflètent avec plus d'exactitute. La description complète de la manière dont l'indice est construit se trouve dans la publication mentionnée au bas de cette page.

Le volume physique de la production manufacturière augmente de 50·2 p.c. de 1923 à 1929. Quand on considère que dans le même laps de temps la population du Canada n'a augmenté que de 11·3 p.c., il faut admettre que cet accroissement est certainement remarquable. L'augmentation de la demande domestique en raison de l'accroissement de la population y est pour environ 11·3 p.c. De $591,830,000 qu'elles étaient dans l'année fiscale clôturée le 31 mars 1924, les exportations de produits ouvrés et semi-ouvrés ont atteint $686,876,000 en 1930, augmentation équivalente à 3·6 p.c. environ de la production de 1923. Le reste de l'accroissement en production jusqu'en 1929, soit une marge approximative de 35 p.c. du volume de la production manufacturière de 1923, aurait donc été absorbé par l'augmentation de l'outillage et par la hausse du standard de vie de la population canadienne.

Une analyse semblable du volume de la production manufacturière depuis 1929 relativement à la population et aux exportations montrerait que le déclin durant la dépression est dû principalement à la diminution des exportations et à la cessation de la production d'outillage; le déclin de 7·9 p.c. en 1938, comparativement à 1937, est également attribuable aux mêmes causes.

Comme le montre le tableau **6**, tous les groupes de la classification suivant la matière constituante diminuent de volume au cours de la dépression. En comparant le plus bas point de la dépression, soit 1933 avec 1929, on remarque que la sidérurgie accuse en 1933 le plus fort fléchissement, soit 61·1 p.c. L'indice de la production de toutes les industries avance de 82·0 en 1933 à 132·0 en 1937, mais il recule à 121·6 en 1938. En cette dernière année, quatre groupes—bois et papier, fer et ses produits, métalloïdes et industries diverses—sont en bas du niveau de 1929, et dans chaque cas le volume de la production est légèrement inférieur à celui de 1937.

* Voir la revue plus détaillée et compréhensive, intitulée "The Quantity of Manufacturing Production in Canada, 1923–29", par A. Cohen, B. Com., chef de la Branche des Manufactures en général, Bureau Fédéral de la Statistique.

6.—Indices du volume de la production manufacturière, selon la composition et l'usage des produits, années représentatives, 1923-38

(1926=100)

Classification et groupe	1923	1929	1932	1933	1935	1937	1938
Classification selon la composition—							
Substances végétales	78·3	121·6	92·5	90·9	108·6	128·7	126·2
Produits animaux	81·4	95·4	83·2	86·4	99·1	111·4	108·8
Textiles et tissus	84·9	113·6	98·5	107·1	124·8	139·9	124·6
Bois et papier	83·4	127·5	87·2	89·3	115·0	140·6	123·3
Produits du fer	82·2	129·7	53·4	50·5	84·5	119·2	103·7
Métaux autres que le fer	72·9	138·7	100·4	98·3	138·5	187·9	179·4
Métalloïdes	88·9	145·0	84·4	77·8	99·1	129·5	118·3
Produits chimiques et dérivés	84·0	120·4	93·7	99·2	123·8	152·3	146·1
Industries diverses	80·1	110·0	66·1	58·9	76·6	95·0	93·9
Totaux, toutes industries	**81·8**	**122·9**	**81·9**	**82·0**	**106·5**	**132·0**	**121·6**
Classification selon l'usage—							
Denrées alimentaires	84·7	102·8	92·7	91·9	104·1	116·7	117·7
Vêtement	82·9	114·8	93·2	97·9	110·5	124·6	117·3
Liqueurs et tabacs	76·0	140·5	101·7	96·2	125·2	163·3	163·1
Objets à l'usage personnel	85·4	101·9	70·6	71·0	87·9	107·0	103·3
Ameublement	78·9	137·7	89·9	87·3	109·2	140·5	129·1
Livres et papeterie	93·1	131·5	127·6	122·0	154·9	168·8	172·2
Matériaux de production	84·9	124·7	75·0	77·9	105·6	137·1	118·8
Outillage industriel	76·3	129·5	75·6	70·2	100·5	134·4	120·4
Véhicules et navires	71·4	131·6	52·4	53·3	83·5	109·0	92·2
Divers	85·0	125·1	99·4	113·3	148·6	207·2	206·2

7.—Indices du volume de la production manufacturière pour les groupes de la classification suivant l'usage, années représentatives, 1923-38

(1926=100)

Groupe et classe	1923	1929	1932	1933	1935	1937	1938
Denrées alimentaires	**81·7**	**102·8**	**92·7**	**91·9**	**104·1**	**116·7**	**117·7**
Céréales	90·8	110·6	97·4	94·5	103·8	112·8	114·4
Poisson	74·1	77·9	57·2	59·2	66·7	63·7	69·7
Fruits et préparations végétales	59·3	127·5	109·4	116·2	147·6	190·7	188·4
Viandes	90·1	97·3	90·6	94·4	107·0	133·1	124·1
Produits laitiers	87·4	96·7	100·8	98·5	113·3	125·3	131·7
Huiles et gras	111·5	87·8	101·9	89·9	119·9	191·9	299·8
Sucre	74·3	83·0	84·1	77·4	86·1	90·7	92·6
Infusions	97·0	112·9	114·8	124·2	142·6	153·0	147·9
Diverses	82·9	120·2	111·6	118·7	150·4	184·6	186·3
Vêtement	**82·9**	**114·8**	**93·2**	**97·9**	**110·5**	**124·6**	**117·3**
Chaussures	79·8	110·0	83·0	87·4	97·2	115·0	106·3
Articles en fourrure	48·3	114·6	89·3	95·1	101·2	115·1	118·5
Vêtements et lingerie	90·6	113·3	87·8	96·5	115·7	125·6	116·8
Gants et mitaines	93·9	133·3	97·7	121·1	145·9	172·1	154·0
Chapellerie	67·1	109·2	87·0	85·1	107·9	117·6	114·9
Tricots	83·9	111·4	103·2	107·5	116·4	131·8	127·5
Imperméables	78·4	143·8	107·9	105·2	140·5	190·5	146·6
Divers	97·7	138·0	128·1	120·4	122·4	[1]	[1]
Liqueurs et tabac	**76·0**	**140·5**	**101·7**	**96·2**	**125·2**	**163·3**	**163·1**
Boissons alcooliques	69·2	148·0	94·0	84·6	119·7	156·9	143·2
Boissons non alcooliques	86·0	146·8	137·4	131·5	155·9	245·6	294·4
Tabac	81·3	133·3	108·8	113·4	129·3	149·2	159·3
Effets personnels	**85·4**	**101·9**	**70·6**	**71·0**	**87·9**	**107·0**	**103·3**
Bijouterie et horlogerie	92·4	104·2	78·3	79·7	103·1	124·2	123·5
Articles de récréation	93·0	85·0	28·0	23·2	35·6	51·4	53·5
Effets personnels	78·6	111·7	104·1	109·3	127·0	149·2	141·3
Ameublement	**78·9**	**137·7**	**89·9**	**87·3**	**109·2**	**140·5**	**129·1**
Livres et papeterie	**93·1**	**131·5**	**127·6**	**122·0**	**154·9**	**168·8**	**172·2**
Matériaux de production	**84·9**	**124·7**	**75·0**	**77·9**	**105·6**	**137·1**	**118·8**
Matériaux de ferme (engrais chimiques)	78·3	130·8	381·1	505·8	675·3	1,001·0	1,239·5
Matériaux à l'usage des manufacturiers	82·9	124·4	82·9	91·0	123·7	159·3	135·9
Matériaux de construction	88·0	123·1	54·1	47·3	65·4	88·0	78·7
Matériaux généraux	95·4	133·4	79·2	76·8	96·0	119·6	113·3

[1] Les statistiques de ce groupe n'ont pas été colligées en ces années.

7.—**Indices du volume de la production manufacturière pour les groupes de la classification suivant l'usage, années représentatives 1923-38**—fin

(1926=100)

Groupe et classe	1923	1929	1932	1933	1935	1937	1938
Outillage industriel	**76·3**	**129·5**	**75·6**	**70·2**	**100·5**	**134·4**	**120·4**
Outillage de ferme	66·8	98·9	25·4	29·6	59·0	79·3	79·3
Outillage de manufacture	86·2	131·4	65·0	58·2	101·8	156·9	132·3
Outillage de commerce	83·3	116·4	120·2	120·6	137·3	156·7	162·8
Outillage de service	96·3	107·9	103·7	103·1	157·6	143·3	138·8
Outillage pour éclairage, chauffage et énergie électrique	66·2	149·0	100·3	87·7	122·8	159·2	145·1
Outillage général	84·3	130·0	68·2	66·4	93·8	130·3	111·8
Véhicules et navires	**71·4**	**131·6**	**52·4**	**53·3**	**83·5**	**109·0**	**92·2**
Divers	**85·0**	**125·1**	**99·4**	**113·3**	**148·6**	**207·2**	**206·2**
Totaux, toutes manufactures	**81·8**	**122·9**	**81·8**	**82·0**	**106·5**	**132·0**	**121·6**

Section 2.—Production par groupe industriel et par industrie

Pour le recensement des manufactures, la principale analyse détaillée est faite sous une classification où les industries sont groupées suivant la composition des marchandises fabriquées. C'est donc le groupement employé au tableau **9**, où les statistiques de chaque industrie sont présentées en détail, et dans les séries historiques déjà données au tableau **3**. Cependant, il y a aussi des analyses moins détaillées dans les groupements suivant la destination au tableau **10** et dans ceux suivant l'origine, au tableau **11.**

Sous-section 1.—Manufactures groupées suivant la matière principale du produit

Une classification basée sur la matière principale des différents produits de chaque manufacture fut adoptée pour la première fois dans la compilation des données de 1920. Ultérieurement, le nombre de groupes industriels fut réduit de quinze à neuf afin de faire concorder cette classification avec celle du commerce extérieur; de plus, la division des catégories subit quelques changements dans le but de les harmoniser avec l'organisation industrielle plus récente. Subséquemment, nombre de changements secondaires ont été faits dont le plus important est l'élimination des usines centrales électriques et de l'industrie de la teinturerie, du nettoyage et du blanchissage, de la compilation de 1936. Les revisions apportées par ces changements ont été reportées jusqu'à 1917 autant que possible.

Effets de la dépression sur les principaux groupes.—Le tableau **8** montre les effets de la dépression et la reprise depuis 1933 sur les principaux groupes d'industries relativement à l'effectif, aux salaires et gages, et à la valeur brute des produits. A cause du déclin des prix durant la dépression, la valeur en argent des gages et des produits a naturellement été plus affectée que le nombre d'employés. De plus, durant les périodes de contraction de la production, il y a tendance chez les employés à gages à travailler à temps partiel, tandis que le nombre de salariés se ressent moins vite que les employés à gages de la diminution de la production. C'est pourquoi il y a nombre de raisons pour lesquelles la variation de l'effectif est moindre que celle de la valeur en argent. Les chiffres du tableau **8** sont à comparer à ceux du tableau **6,** qui donne les changements dans le volume de la production.

Comme il est noté ailleurs dans ce chapitre (spécialement où il est traité du volume de la production manufacturière aux pp. 315–317) la dépression a affecté la production de matériel fixe ou marchandises durables plus que la consommation de marchandises. C'est pourquoi la production des groupes tels que les produits du fer et les produits du bois et du papier a diminué beaucoup plus que celle des

groupes tels que les textiles, les substances végétales et les produits animaux; en 1938, la reprise n'est pas assez avancée pour que la production de marchandises durables occupe de nouveau la position relative qu'elle avait en 1929.

8.—Variation proportionnelle de l'emploi, des salaires et gages, et de la valeur brute des produits dans les principaux groupes d'industries, années spécifiques, 1929-38

NOTA.—L'année cime d'avant la dépression est 1929; l'année creux d'après la dépression est 1933.

Groupe d'industries	1933 comparé à 1929			1938 comparé à 1929			1938 comparé à 1933		
	Employés	Salaires et gages	Valeur brute des produits	Employés	Salaires et gages	Valeur brute des produits	Employés	Salaires et gages	Valeur brute des produits
Substances végétales	−17·2	−28·5	−44·8	+ 5·0	+ 3·0	−17·3	+26·7	+44·1	+49·9
Produits animaux	−21·5	−25·2	−43·3	− 1·5	+ 4·3	− 7·4	+25·5	+39·4	+63·1
Textiles et tissus	− 7·9	−23·3	−30·7	+11·4	+ 4·5	−14·1	+20·9	+36·3	+23·9
Bois et papier	−36·1	−46·8	−52·9	−13·7	−17·3	−26·5	+35·1	+55·4	+56·2
Produits du fer	−48·6	−64·5	−72·6	−15·1	−24·2	−30·6	+65·3	+113·6	+53·1
Métaux autres que le fer	−36·6	−48·4	−41·9	+11·5	+ 6·4	+53·3	+75·8	+106·5	+163·8
Métalloïdes	−42·0	−50·5	−42·8	−22·1	−23·6	−14·0	+34·3	+54·4	+50·5
Produits chimiques	− 7·8	−17·2	−33·0	+31·2	+30·6	+ 5·5	+42·2	+57·8	+57·4
Industries diverses	−22·6	−37·3	−52·9	+ 8·7	− 2·1	−20·6	+40·4	+56·2	+68·3
Moyenne, toutes indust.	**−29·7**	**−43·9**	**−49·7**	**− 3·7**	**− 9·2**	**−14·1**	**+37·0**	**+61·8**	**+70·8**

Statistiques détaillées par groupe et industrie individuelle.—Le tableau 9 présente des statistiques détaillées sur les industries individuelles sous lesquelles sont classifiées toutes les fabriques du Dominion. Les industries sont en outre assemblées sous neuf groupes principaux d'après la principale matière constituante de leurs produits. Les pp. 418–423 de l'Annuaire de 1940 décrivent brièvement les principales industries comprises sous chacun de ces groupes. Le manque d'espace ne permet pas de répéter ces descriptions ici, à l'exception de celle des moulins à farine et à provende, la principale industrie du groupe des substances végétales.

Moulins à farine et à provende.—Dans les conditions modernes l'industrie a une capacité pour la production de la farine qui dépasse de beaucoup la consommation domestique, de sorte que sa prospérité a fluctué grandement suivant l'état du marché d'exportation. Les exportations de farine de blé tombent de 10,737,000 barils en 1928 à 3,911,886 en 1938; malgré cette diminution, le Canada continue d'être l'un des premiers exportateurs de farine de blé. Un grand nombre de minoteries traitent aussi les grains secondaires pour la production des provendes. Dans les districts ruraux il y a plusieurs minoteries entièrement consacrées à la mouture des grains fourragers, habituellement à forfait.

MINOTERIES DU CANADA AINSI QUE LEUR OUTILLAGE ET CAPACITÉ, PAR PROVINCE, 1938, ET TOTAUX, 1937

Province	Minoteries	Moulins	Total	Rouleaux	Meules	Capacité par jour
	nomb.	nomb.	nomb.	paires	paires	brl
Ile du Prince-Edouard	8	4	12	46	7	386
Nouvelle-Ecosse	2	7	9	5	Nil	49
Nouveau-Brunswick	6	19	25	43	"	415
Québec	69	122	191	358	122	11,583
Ontario	116	528	644	1,940	33	50,519
Manitoba	34	8	42	543	5	11,665
Saskatchewan	44	16	60	541	17	14,162
Alberta	46	44	90	616	1	12,703
Colombie Britannique	3	4	7	46	Nil	674
Totaux, 1938	328	752	1,080	4,138	185	102,156
Totaux, 1937	335	751	1,086	4,075	208	102,057

9.—Capital, employés, salaires et gages, force motrice, combustible, matières

	Province, groupe et industrie	Etablissements	Capital	Employés à salaire		
				Hommes	Femmes	Salaires
	Province	nomb.	$	nomb.	nomb.	$
1	Ile du Prince-Edouard	229	2,652,783	211	52	205,960
2	Nouvelle-Ecosse	1,102	91,393,782	1,881	412	3,185,099
3	Nouveau-Brunswick	826	81,965,576	1,818	499	3,649,149
4	Québec	8,655	1,146,235,084	31,301	6,899	63,030,653
5	Ontario	9,883	1,676,896,175	46,412	14,643	110,184,079
6	Manitoba	1,072	114,367,743	3,799	893	7,745,349
7	Saskatchewan	678	38,364,021	1,601	277	2,585,934
8	Alberta	970	69,192,348	2,558	500	4,659,309
9	Colombie Britannique et Yukon	1,785	264,615,506	5,689	1,144	12,140,849
	Totaux, Canada	**25,200**	**3,485,683,018**	**95,270**	**25,319**	**207,386,381**
	Groupe industriel					
1	Substances végétales	6,076	531,073,166	16,645	4,191	34,148,985
2	Produits animaux	4,389	227,300,762	12,032	2,368	19,608,194
3	Textiles et tissus	1,927	307,299,840	9,868	3,968	24,013,195
4	Bois et papier	8,684	951,092,969	24,484	5,550	49,210,864
5	Fer et ses produits	1,391	657,304,274	14,124	3,532	34,969,470
6	Métaux non ferreux et leurs produits	521	327,463,534	6,916	2,207	17,684,199
7	Métalloïdes et leurs produits	856	283,268,960	3,593	785	8,158,462
8	Produits chimiques et leurs dérivés	790	161,266,586	5,684	2,039	15,149,567
9	Industries diverses	566	39,612,927	1,924	679	4,443,445
	1.—Substances végétales—					
1	Eaux gazeuses et minérales	454	18,879,487	1,006	212	1,877,518
2	Biscuits, confiserie, cacao, etc	226	38,253,958	2,311	585	4,826,559
3	Pain et autres produits de boulangerie	3,231	48,026,819	2,643	741	3,599,019
4	Brasseries	65	62,745,249	1,340	166	3,542,610
5	Café, thé et épices	91	14,226,282	680	210	1,617,949
6	Distilleries	15	33,411,988	320	63	1,092,104
7	Minoterie et provende	1,080	50,111,006	1,671	228	2,464,473
8	Diverses céréales alimentaires	39	5,485,140	121	42	267,401
9	Préparations alimentaires pour le bétail et la volaille	131	6,741,411	391	113	704,120
10	Préparations alimentaires, diverses	132	10,370,622	481	189	1,142,966
11	Conserves de fruits et légumes	341	48,862,472	1,059	421	2,170,747
12	Oublies à crème glacée	7	585,585	16	6	26,030
13	Huile de lin et tourteaux oléagineux	11	2,397,021	45	6	106,952
14	Macaroni, vermicelle, etc	16	2,042,230	62	18	109,156
15	Produits des malteries	13	6,678,042	78	9	215,828
16	Rizeries	6	978,656	17	2	47,289
17	Articles en caoutchouc, y compris chaussures	53	64,854,448	1,859	630	4,376,987
18	Amidon et glucose	8	5,563,020	115	46	343,118
19	Raffineries de sucre	10	36,347,866	364	61	1,163,988
20	Tabac, cigares et cigarettes	87	59,480,641	1,655	402	3,599,865
21	Préparation et emballage du tabac	18	7,725,862	199	14	384,571
22	Vins	42	7,305,361	212	27	469,735
	Totaux, substances végétales	**6,076**	**531,073,166**	**16,645**	**4,191**	**34,148,985**
	2.—Produits animaux—					
1	Graisse et huiles animales	5	305,506	9	2	17,504
2	Courroies en cuir	12	963,994	51	17	103,237
3	Crépins en cuir	19	1,396,492	62	14	152,454
4	Chaussures en cuir	213	25,328,677	1,325	388	2,944,740
5	Beurre et fromage	2,528	62,481,408	5,027	920	5,436,655
6	Fromage composé	23	3,066,016	80	25	184,749
7	Lait condensé	24	5,928,977	121	37	263,792
8	Produits laitiers	54	2,717,083	123	28	228,603
9	Préparation et mise en boîte du poisson	561	21,962,498	552	90	772,493
10	Apprêtage des fourrures	14	1,134,716	71	14	186,720
11	Confection des fourrures	366	12,160,829	748	199	1,441,485
12	Gants et mitaines en cuir	54	2,759,676	180	61	301,782
13	Articles en cheveux	4	62,489	2	Nil	2,996
14	Tanneries	88	23,515,249	351	58	985,689
15	Autres articles en cuir	212	6,377,421	494	124	892,724
16	Saucisses et boyauderies	67	1,020,222	94	18	139,264
17	Abattoirs et salaisons	145	56,119,509	2,742	373	5,553,307
	Totaux, produits animaux	**4,389**	**227,300,762**	**12,032**	**2,368**	**19,608,194**
	3.—Textiles et tissus—					
1	Auvents, tentes, voiles	70	1,943,117	123	38	214,803
2	Sacs en coton et en jute	27	5,291,806	108	35	313,687
3	Ouate	4	1,379,007	13	4	55,345
4	Tapis, moquettes et carpettes	18	6,866,448	150	47	415,193
5	Confection et lingerie pour hommes	387	36,899,228	2,514	800	5,307,551

premières et valeur des produits des industries manufacturières du Canada, 1938

Employés à gages			Force motrice installée	Coût du combustible et de l'électricité	Coût des matières premières	Valeur de la production		
Hommes	Femmes	Gages				Nette	Brute	
nomb.	nomb.	$	h.p.	$	$	$	$	
550	228	376,765	3,979	59,222	2,379,543	1,131,902	3,570,667	1
12,189	2,328	12,385,570	184,680	3,781,987	39,703,367	31,375,251	74,860,605	2
9,894	1,756	9,528,089	230,966	3,126,813	31,578,262	23,865,877	58,570,952	3
126,886	49,311	150,359,431	1,840,891	36,078,705	518,430,815	428,614,079	983,123,599	4
199,062	51,157	252,167,198	1,901,624	44,917,068	909,958,721	757,620,632	1,712,496,421	5
15,637	3,178	19,450,574	156,242	3,014,292	80,447,740	48,308,248	131,770,280	6
3,964	281	4,402,127	49,149	1,446,962	43,437,556	16,143,335	61,027,853	7
8,540	1,086	9,708,480	76,968	1,574,280	54,345,594	30,755,626	86,675,500	8
32,450	2,930	39,903,974	525,224	7,917,231	127,196,430	90,471,828	225,585,489	9
409,172	**112,255**	**498,282,208**	**4,969,723**	**101,916,560**	**1,807,478,028**	**1,428,286,778**	**3,337,681,366**	
52,611	22,094	64,601,723	356,933	10,222,143	370,466,550	267,471,208	648,159,901	1
41,011	11,249	45,144,323	139,899	5,340,277	317,907,853	118,950,278	442,198,408	2
46,778	55,131	75,262,170	217,081	6,185,726	180,050,478	159,978,801	346,215,005	3
102,046	9,894	109,662,786	2,529,793	28,500,149	227,707,841	277,002,267	533,210,257	4
100,317	3,262	119,490,170	751,614	14,618,557	272,544,238	261,639,134	548,801,929	5
30,729	4,588	40,326,497	535,971	17,382,441	252,624,911	164,692,324	434,699,676	6
17,815	606	21,616,465	258,682	14,079,346	108,574,069	74,967,075	197,620,490	7
11,061	3,112	14,420,950	152,567	4,918,245	60,714,102	80,506,965	146,139,312	8
6,804	2,319	7,757,124	27,183	669,676	16,887,986	23,078,726	40,636,388	9
3,234	117	3,283,287	4,918	338,459	7,750,190	18,005,477	26,094,126	1
4,072	5,165	6,561,038	23,379	783,025	23,005,548	25,928,836	49,717,409	2
16,351	2,624	17,811,487	17,729	2,267,448	38,446,525	37,821,360	78,535,333	3
3,834	39	4,800,669	24,396	776,841	17,140,219	24,461,793	42,378,853	4
684	577	1,080,888	3,185	104,020	19,776,481	6,748,379	26,628,880	5
954	443	1,339,333	9,139	464,591	6,855,623	14,406,222	21,726,436	6
3,728	151	3,698,878	118,348	1,190,276	99,418,794	21,989,098	122,598,168	7
419	206	657,290	5,274	191,205	3,479,141	7,221,856	10,892,202	8
670	11	648,761	9,043	141,381	8,937,419	2,912,790	11,991,590	9
738	478	1,036,701	5,896	163,867	8,162,966	8,151,580	16,478,413	10
3,843	4,168	4,682,369	21,706	660,385	29,307,862	17,853,103	47,821,350	11
34	12	34,746	55	14,314	126,627	183,345	324,286	12
161	Nil	145,068	2,568	52,256	2,808,142	820,249	3,680,647	13
165	108	199,070	1,456	52,756	1,009,613	676,791	1,739,160	14
242	7	333,940	5,757	284,829	3,534,809	2,902,222	6,721,860	15
64	1	58,872	829	7,321	998,674	318,996	1,324,991	16
7,344	3,046	9,684,801	69,446	1,237,518	24,301,221	35,491,971	61,030,710	17
532	18	535,511	4,556	213,574	3,092,381	2,543,662	5,849,617	18
1,809	84	2,151,645	24,209	995,540	28,838,685	11,557,871	41,392,096	19
1,992	3,918	3,988,588	3,246	171,861	22,880,770	22,239,882	45,292,513	20
1,370	888	1,498,326	611	60,702	18,564,333	3,386,121	22,011,156	21
371	33	370,455	1,187	49,974	2,030,527	1,849,604	3,930,105	22
52,611	**22,094**	**64,601,723**	**356,933**	**10,222,143**	**370,466,550**	**267,471,208**	**648,159,901**	
50	Nil	52,246	340	16,386	126,700	102,395	245,481	1
93	"	86,931	230	9,935	315,350	294,849	620,134	2
360	64	311,544	2,995	55,758	511,008	728,722	1,295,488	3
8,563	5,656	9,451,930	6,786	274,251	19,054,739	17,865,780	37,194,770	4
10,850	539	11,102,301	44,856	1,942,125	94,057,247	31,659,971	127,659,343	5
171	122	225,446	519	25,346	2,752,188	1,777,849	4,555,383	6
645	32	648,818	4,832	402,441	9,086,341	3,701,231	13,190,013	7
305	47	329,928	1,841	60,770	1,262,011	1,438,940	2,761,721	8
3,647	888	2,775,425	14,027	407,631	17,082,060	10,459,517	27,949,208	9
542	103	519,579	1,329	34,217	237,557	1,047,045	1,318,819	10
1,455	1,098	2,574,290	587	76,259	9,865,663	6,070,323	16,012,245	11
638	861	911,050	351	22,253	2,051,460	1,619,070	3,692,783	12
14	2	12,572	75	1,498	35,885	36,173	73,556	13
3,408	123	3,189,632	16,336	469,141	12,522,318	6,669,640	19,661,099	14
1,564	705	1,614,729	1,695	62,967	3,556,412	3,877,793	7,497,172	15
299	28	294,499	575	47,663	1,909,222	746,926	2,703,811	16
8,407	981	11,043,403	42,525	1,431,636	143,481,692	30,854,054	175,767,382	17
41,011	**11,249**	**45,144,323**	**139,899**	**5,340,277**	**317,907,853**	**118,950,278**	**442,198,408**	
239	188	341,285	415	19,479	957,284	957,833	1,934,596	1
278	452	553,647	1,166	37,111	6,425,466	1,806,448	8,269,025	2
116	15	144,405	866	18,665	566,956	431,433	1,017,054	3
645	410	776,112	3,508	122,362	1,764,821	1,848,844	3,736,027	4
6,163	11,728	13,099,021	3,866	286,266	35,827,036	28,190,311	64,303,613	5

9.—Capital, employés, salaires et gages, force motrice, combustible, matières premières

	Groupe et industrie	Etablissements	Capital	Employés à salaire		
				Hommes	Femmes	Salaires
		nomb.	$	nomb.	nomb.	$
	3.—Textiles et tissus—fin					
6	Confection pour femmes	605	26,254,827	2,123	939	4,970,161
7	Entrepreneurs en confection pour hommes et femmes	129	798,015	198	34	272,970
8	Cordage, câble et ficelle	10	10,437,106	88	24	269,162
9	Corset	23	3,377,292	162	226	593,388
10	Déchets de coton et de laine	18	1,061,159	40	16	105,445
11	Cotonnades, *n.a.é.*	45	3,209,898	113	55	263,939
12	Fil de coton	5	3,264,560	142	47	292,421
13	Filés et tissus de coton	37	60,862,966	505	171	1,419,249
14	Teinturage et finissage des produits textiles	25	5,207,949	121	32	334,105
15	Préparation du lin	6	223,577	2	Nil	2,800
16	Gants et mitaines de tissu	10	523,045	21	5	52,496
17	Chapeaux et casquettes	158	6,548,684	595	215	1,335,714
18	Bonneterie et tricots	174	51,808,989	1,211	696	3,227,742
19	Textiles divers, *n.a.é.*	14	11,857,093	346	77	1,007,176
20	Vêtements nuilés et imperméabilisés	13	678,566	29	14	69,985
21	Soie naturelle et artificielle	28	31,780,203	566	260	1,586,394
22	Drap de laine	59	19,960,830	411	132	1,038,449
23	Lainages, *n.a.é.*	29	8,271,286	113	32	424,221
24	Filés de laine	31	8,407,184	162	64	391,692
25	Toutes autres industries	2	387,005	12	5	49,107
	Totaux textiles et tissus	**1,927**	**307,299,840**	**9,868**	**3,968**	**24,013,195**
	4.—Bois et papier—					
1	Fournitures pour l'apiculture et l'aviculture	8	214,489	15	3	21,626
2	Prussiate	23	234,456	39	6	64,114
3	Embarcations	120	1,856,645	165	16	177,367
4	Boîtes et sacs en papier	151	22,948,019	867	284	2,417,082
5	Boîtes et caisses de bois	143	7,835,742	330	52	690,859
6	Voitures, wagons et traîneaux	89	1,059,644	111	6	104,102
7	Charbon de bois	195	101,341	195	Nil	21,968
8	Cerceuils et bières	51	4,178,220	149	27	305,284
9	Tonnellerie	68	1,627,328	89	13	133,405
10	Gravures, stéréotypie et électrotypie	106	9,982,788	632	150	1,547,775
11	Laine de bois	13	372,967	28	6	23,026
12	Bois dur à parqueterie	19	3,419,567	94	23	228,742
13	Meubles	392	26,585,729	1,240	299	2,325,365
14	Formes, embauchoirs et crépins	14	1,301,000	55	31	135,006
15	Lithographie	41	11,069,819	406	196	1,435,046
16	Articles en papier	136	20,336,942	684	286	1,802,859
17	Produits divers du bois	132	5,087,162	240	53	425,964
18	Fabriques de portes et fenêtres, etc	767	29,530,813	1,404	208	1,998,290
19	Impression et reliure	1,284	42,332,591	3,078	782	6,229,347
20	Impression et édition	806	53,757,534	6,414	2,087	12,860,605
21	Pulpe et papier	99	594,908,222	3,655	608	10,823,536
22	Glacières	14	698,405	55	14	108,103
23	Papier toiture, carton-planche, etc	14	5,775,014	219	70	614,198
24	Scieries	3,873	88,812,313	3,932	229	3,584,344
25	Typographie pour le commerce	36	1,100,561	68	20	178,395
26	Ustensiles en bois	20	1,230,108	44	13	104,388
27	Tournage du bois	49	2,618,586	98	18	165,716
28	Toutes autres industries	21	12,116,964	178	50	684,352
	Totaux, bois et papier	**8,684**	**951,092,969**	**24,484**	**5,550**	**49,210,864**
	5.—Fer et ses dérivés—					
1	Instruments agricoles	38	63,761,644	860	240	1,680,663
2	Avions	13	8,641,790	231	32	426,307
3	Automobiles	12	59,798,250	1,671	491	4,943,490
4	Accessoires pour automobiles	97	27,480,773	793	273	2,084,420
5	Bicyclettes	4	2,653,978	31	9	55,735
6	Chaudières, cylindres et moteurs	55	15,500,319	556	124	1,197,156
7	Poutres et charpentes en acier	21	20,425,317	736	87	1,895,300
8	Moulages et pièces forgées	230	48,989,131	1,163	298	2,853,513
9	Quincaillerie et outils	151	28,852,137	644	252	1,711,741
10	Appareils de chauffage et de cuisson	68	15,606,276	622	184	1,452,432
11	Articles en fer et en acier, *n.a.é.*	110	5,464,947	308	60	566,786
12	Machines	213	63,137,547	2,073	608	4,857,344
13	Sidérurgie	55	100,272,104	900	200	2,844,190
14	Matériel roulant de chemin de fer	37	87,314,298	1,361	90	3,284,564
15	Tôleries	169	51,717,455	1,247	356	2,838,497
16	Chantiers et réparations de bateau	41	28,422,035	422	50	943,302
17	Tréfilerie	77	29,266,273	506	178	1,334,030
	Totaux, fer et ses dérivés	**1,391**	**657,304,274**	**14,124**	**3,532**	**34,969,470**

et valeur des produits des industries manufacturières du Canada, 1938—suite

Employés à gages			Force motrice installée	Coût du combustible et de l'électricité	Coût des matières premières	Valeur de la production		
Hommes	Femmes	Gages				Nette	Brute	
nomb.	nomb.	$	h.p.	$	$	$	$	
4,884	11,963	12,014,385	3,093	236,839	32,046,796	24,988,318	57,271,953	6
961	1,161	1,303,387	355	29,111	156,599	1,813,144	1,998,854	7
557	213	738,435	7,486	96,687	3,057,839	1,756,436	4,910,962	8
150	1,094	720,323	617	21,263	1,939,519	2,360,472	4,321,254	9
180	91	182,443	1,705	29,799	1,075,554	678,508	1,783,861	10
339	665	658,399	1,125	31,649	2,173,819	1,621,888	3,827,356	11
171	388	433,134	2,089	69,961	1,515,279	1,936,056	3,521,296	12
11,209	6,164	13,220,068	100,750	1,981,861	29,902,346	25,171,408	57,055,615	13
687	140	624,593	4,157	220,644	1,208,261	1,901,375	3,330,280	14
141	3	60,959	449	5,363	145,028	136,596	286,987	15
42	215	146,033	326	7,981	379,432	321,999	709,412	16
1,816	1,880	3,046,920	2,558	131,967	5,937,215	6,516,022	12,585,204	17
6,777	11,347	12,926,308	19,496	743,287	23,049,120	25,713,067	49,505,474	18
1,026	223	1,136,046	8,853	249,281	4,427,708	4,380,013	9,057,002	19
103	203	194,477	185	10,979	758,902	408,426	1,178,307	20
5,065	3,031	6,561,447	22,362	967,471	8,882,157	14,022,364	23,871,992	21
3,093	1,988	3,804,004	14,572	531,193	9,511,647	7,009,989	17,052,829	22
926	253	920,918	9,614	123,357	2,996,141	2,483,589	5,603,087	23
1,138	1,261	1,565,908	7,303	207,058	5,011,986	3,214,437	8,433,481	24
72	55	89,513	165	6,092	333,567	309,825	649,484	25
46,778	**55,131**	**75,262,170**	**217,081**	**6,185,726**	**180,050,478**	**159,978,801**	**346,215,005**	
28	Nil	21,901	274	4,899	44,607	149,313	198,819	1
78	5	61,481	102	7,120	80,121	199,931	287,172	2
403	4	324,877	1,681	19,196	489,459	799,126	1,307,781	3
3,029	2,314	4,345,992	9,098	279,477	16,228,350	11,721,367	28,229,194	4
2,935	235	2,224,182	15,908	156,847	3,665,726	4,166,480	7,989,053	5
218	Nil	172,511	1,464	26,316	264,080	386,180	676,576	6
43	"	15,050	65	240	56,462	44,640	101,342	7
676	130	660,147	2,191	47,661	1,026,428	1,525,815	2,599,904	8
439	Nil	353,555	1,694	22,500	1,070,642	776,205	1,869,347	9
1,524	378	2,835,693	2,903	109,816	1,410,606	6,091,583	7,612,005	10
83	11	59,380	955	11,814	97,458	138,746	248,018	11
777	1	626,160	5,376	46,075	1,972,974	1,336,135	3,355,184	12
8,397	348	7,062,862	21,785	495,057	10,100,463	13,273,796	23,869,316	13
425	152	389,884	1,311	22,135	359,062	706,324	1,087,521	14
1,422	594	2,387,477	3,633	91,334	4,309,103	5,784,947	10,185,384	15
1,706	1,001	2,560,139	10,493	317,673	12,000,871	9,208,739	21,527,283	16
1,074	132	893,139	6,248	89,702	1,813,526	2,160,035	4,063,263	17
6,506	16	5,323,078	52,613	492,412	11,561,992	10,849,648	22,904,052	18
7,105	2,464	9,578,721	14,577	467,835	13,576,663	23,246,734	37,291,232	19
8,629	1,273	13,210,315	29,611	785,326	13,416,562	47,541,592	61,743,480	20
26,208	472	31,795,775	1,996,547	23,800,737	71,062,580	89,034,186	183,897,503	21
203	2	177,593	940	11,181	382,909	457,291	851,381	22
526	1	548,001	3,775	172,563	2,876,173	2,821,642	5,870,378	23
26,896	125	21,760,720	330,852	803,132	52,788,246	39,264,528	92,855,906	24
235	2	301,564	119	16,696	54,548	689,439	760,683	25
624	74	413,278	1,683	10,856	586,176	661,280	1,258,312	26
856	41	558,308	5,345	38,047	786,203	1,139,231	1,963,481	27
1,001	119	1,001,003	8,550	153,502	5,625,851	2,827,334	8,606,687	28
102,046	**9,894**	**109,662,786**	**2,529,793**	**28,500,149**	**227,707,841**	**277,002,267**	**533,210,257**	
5,308	50	5,829,043	22,568	533,363	9,611,780	11,154,042	21,299,185	1
1,320	34	1,667,410	6,833	63,501	2,709,384	4,154,220	6,927,105	2
12,498	212	16,049,872	74,040	833,862	76,202,670	39,709,707	116,746,239	3
6,147	687	7,265,576	40,267	772,420	19,168,459	17,039,545	36,980,424	4
380	24	411,398	1,210	39,380	993,563	734,595	1,767,538	5
2,238	1	2,507,648	15,977	219,781	4,345,518	6,274,921	10,840,220	6
2,422	Nil	3,201,858	29,999	252,789	8,006,023	6,559,089	14,817,901	7
9,525	112	9,955,016	52,196	1,298,248	13,702,714	20,460,000	35,460,962	8
4,657	669	4,865,520	16,180	492,811	5,745,046	12,847,150	19,085,007	9
3,966	39	3,905,554	9,062	332,019	5,078,932	8,658,067	14,069,018	10
977	26	987,848	5,251	87,027	1,483,443	2,338,260	3,908,730	11
8,700	250	9,728,919	46,779	717,470	17,841,141	29,713,831	48,272,442	12
11,939	61	15,412,437	231,148	5,529,833	24,786,761	29,289,556	59,606,150	13
17,880	27	23,451,701	117,692	1,953,667	46,536,416	32,487,618	80,977,701	14
5,859	800	6,617,148	19,307	638,902	25,890,565	19,737,217	46,266,684	15
3,122	2	3,870,312	43,978	296,635	4,435,966	6,438,815	11,171,416	16
3,379	268	3,762,910	19,127	556,849	6,005,857	14,042,501	20,605,207	17
100,317	**3,262**	**119,490,170**	**751,614**	**14,618,557**	**272,544,238**	**261,639,134**	**548,801,929**	

9.—Capital, employés, salaires et gages, force motrice, combustible, matières

	Groupe et industrie	Etablissements	Capital	Employés à salaire		
				Hommes	Femmes	Salaires
		nomb.	$	nomb.	nomb.	$
	6.—Métaux non ferreux et leurs produits—					
1	Produits d'aluminium	19	4,798,855	159	58	385,278
2	Produits du laiton et du cuivre	127	22,991,460	923	215	2,140,485
3	Appareils et fournitures électriques	188	97,122,970	4,239	1,449	10,659,482
4	Bijouterie et argenterie	118	9,687,335	432	198	1,193,613
5	Articles non ferreux divers	20	1,327,933	92	42	224,401
6	Réduction et affinage des métaux non ferreux	14	184,337,126	904	159	2,612,284
7	Alliages de métal blanc	35	7,197,855	167	86	468,656
	Totaux, métaux non ferreux et leurs produits	**521**	**327,463,534**	**6,916**	**2,207**	**17,684,199**
	7.—Produits des métalloïdes—					
1	Abrasifs	16	6,754,670	211	61	549,628
2	Articles en amiante	13	1,701,202	73	14	163,528
3	Ciment	8	52,299,046	95	5	218,445
4	Ouvrages en ciment	118	3,476,390	173	19	262,326
5	Argile domestique	152	18,068,542	252	26	525,502
6	Produits argileux importés	21	4,690,306	117	45	303,119
7	Coke et produits du gaz	33	93,337,572	850	252	1,734,227
8	Verre	77	15,333,941	328	112	800,010
9	Produits du gypse	9	2,823,184	30	3	58,798
10	Chaux	53	4,881,214	68	9	112,998
11	Produits divers	48	7,296,524	151	29	354,129
12	Produits du pétrole	59	62,620,908	785	136	2,188,437
13	Sel	9	4,270,799	78	37	278,478
14	Brique de chaux et sable	6	542,648	13	1	19,861
15	Pierre taillée et d'ornementation	234	5,172,014	369	36	588,976
	Totaux, produits des métalloïdes	**856**	**283,268,960**	**3,593**	**785**	**8,158,462**
	8.—Produits chimiques et dérivés—					
1	Acides, alcalis, sels	24	32,254,723	576	100	1,583,938
2	Substances adhésives	19	2,580,263	76	19	187,959
3	Goudron et produits	10	4,780,847	34	8	106,566
4	Engrais	26	17,155,945	259	77	581,767
5	Gaz comprimés	30	4,938,766	259	98	633,168
6	Encre à imprimer et à écrire	31	2,764,654	161	48	553,275
7	Préparations médicinales et pharmaceutiques	171	23,508,341	1,241	635	3,653,883
8	Autres industries chimiques	143	25,989,719	766	248	2,166,538
9	Peintures, pigments et vernis	87	24,252,436	1,202	317	2,976,945
10	Crèmes et pâtes à polissage	52	2,485,993	181	89	395,454
11	Savons et saponacés	109	13,346,856	692	180	1,528,126
12	Parfumerie	83	5,648,460	226	220	761,125
13	Distillation du bois	5	1,559,583	11	Nil	20,823
	Totaux, produits chimiques et dérivés	**790**	**161,266,586**	**5,684**	**2,039**	**15,149,567**
	9.—Industries diverses—					
1	Fleurs et plumes artificielles	21	345,539	45	25	100,055
2	Accessoires d'automobile, tissu	11	867,391	65	21	81,156
3	Balais, brosses et vadrouilles	79	4,244,039	229	85	506,491
4	Boutons	21	1,579,532	101	23	218,959
5	Cierges	12	801,581	39	14	96,960
6	Stylographes et crayons	9	2,082,182	70	57	222,823
7	Glace artificielle	51	4,281,840	133	19	250,552
8	Ecrins à bijoux et coffrets à argenterie	4	274,274	11	16	36,465
9	Matelas et sommiers	73	7,331,058	342	100	816,249
10	Films de cinéma	5	935,263	48	21	159,391
11	Instruments de musique	18	2,280,822	48	11	79,612
12	Bibelots de réclame ou autres	18	339,059	34	12	69,512
13	Pipes	4	42,053	5	Nil	5,242
14	Insignes et brassards	9	124,664	12	5	18,631
15	Appareils scientifiques et professionnels	32	6,688,907	190	104	600,676
16	Enseignes électriques et autres	46	2,643,038	176	29	362,459
17	Articles de sport	36	1,390,995	78	39	172,102
18	Timbres, stencils, caoutchouc ou métal	37	775,546	84	15	146,890
19	Statues, objets d'art et de culte	44	892,069	88	32	160,338
20	Accessoires d'étalage de magasin	5	107,912	16	3	20,343
21	Jouets et jeux	14	252,783	28	15	57,661
22	Fournitures pour dactylotypes	8	953,291	48	23	197,167
23	Parapluies et ombrelles	8	259,678	31	9	57,096
24	Toutes autres industries	1	119,411	3	1	6,615
	Totaux, industries diverses	**566**	**39,612,927**	**1,924**	**679**	**4,443,445**
	Grand totaux, toutes industries	**25,200**	**3,485,683,018**	**95,270**	**25,319**	**207,386,381**

premières et valeur des produits des industries manufacturières du Canada, 1938—fin

Employés à gages			Force motrice installée	Coût du combustible et de l'électricité	Coût des matières premières	Valeur de la production		
Hommes	Femmes	Gages				Nette	Brute	
nomb.	nomb.	$	h.p.	$	$	$	$	
1,045	110	1,233,804	7,257	136,690	4,078,112	2,709,286	6,924,088	1
3,642	250	4,014,882	25,962	577,601	16,002,647	11,147,389	27,727,637	2
11,397	3,268	14,318,595	81,558	1,199,103	35,916,344	53,013,672	90,129,119	3
2,012	657	2,658,953	3,729	110,816	6,780,352	6,483,015	13,374,183	4
165	47	197,151	354	14,897	369,763	1,204,002	1,588,662	5
11,725	Nil	16,937,679	412,621	15,233,547	184,970,812	87,091,374	287,295,733	6
743	256	965,433	4,490	109,787	4,506,881	3,043,586	7,660,254	7
30,729	**4,588**	**40,326,497**	**535,971**	**17,382,441**	**252,624,911**	**164,692,324**	**434,699,676**	
868	1	1,053,143	8,009	830,813	2,657,393	6,091,499	9,579,705	1
292	24	270,436	3,502	107,436	614,207	809,475	1,531,118	2
934	Nil	1,087,886	84,255	1,764,427	529,157	5,947,766	8,241,350	3
635	7	534,576	3,514	97,023	1,452,169	1,651,227	3,200,419	4
1,964	Nil	1,584,731	25,357	939,190	114,659	3,482,235	4,536,084	5
825	176	891,390	2,544	229,517	795,956	2,023,415	3,048,888	6
2,827	1	4,065,275	36,461	2,842,320	16,603,643	20,275,567	39,721,530	7
2,674	315	3,187,816	14,458	898,006	4,648,477	7,103,474	12,649,957	8
212	Nil	230,785	3,733	118,936	1,123,950	1,473,008	2,715,894	9
790	"	682,070	6,591	826,230	113,759	2,602,663	3,542,652	10
736	29	820,993	10,015	309,257	2,146,288	3,424,551	5,880,096	11
3,743	11	5,684,603	43,675	4,683,217	76,419,516	15,900,614	97,003,347	12
415	32	508,242	4,185	278,711	30,369	1,603,833	1,912,913	13
54	Nil	42,564	938	16,004	52,876	84,883	153,763	14
846	10	971,955	11,445	138,259	1,271,650	2,492,865	3,902,774	15
17,815	**606**	**21,616,465**	**258,682**	**14,079,346**	**108,574,069**	**74,967,075**	**197,620,490**	
2,305	10	2,987,641	77,353	2,349,819	5,223,443	12,903,316	20,476,578	1
305	15	308,991	2,623	115,972	851,529	936,757	1,904,258	2
214	1	249,998	700	158,649	1,742,366	994,222	2,895,237	3
891	5	979,106	26,339	654,359	8,344,853	3,842,088	12,841,300	4
296	1	385,526	6,994	147,922	506,003	3,099,675	3,753,600	5
290	31	365,260	2,139	38,108	1,250,000	1,892,882	3,180,990	6
1,103	1,291	2,036,943	4,327	192,377	8,566,007	15,778,090	24,536,474	7
2,278	781	2,859,480	14,991	452,710	9,239,464	13,669,495	23,361,669	8
1,730	163	2,026,056	8,735	307,789	11,333,307	12,676,436	24,317,532	9
139	89	205,718	261	18,666	1,484,638	1,592,949	3,096,253	10
1,118	283	1,414,330	6,988	374,195	9,224,150	8,643,640	18,241,985	11
235	442	485,902	728	27,474	2,574,579	4,249,114	6,851,167	12
157	Nil	115,999	389	80,205	373,763	228,301	682,269	13
11,061	**3,112**	**14,420,950**	**152,567**	**4,918,245**	**60,714,102**	**80,506,965**	**146,139,312**	
79	244	165,186	11	2,559	242,811	372,053	617,423	1
149	75	224,783	611	8,854	533,590	453,667	996,111	2
866	204	774,371	1,830	45,586	1,863,857	2,211,867	4,121,310	3
373	239	353,899	980	27,843	498,674	812,066	1,338,583	4
54	25	50,012	49	8,045	221,986	328,043	558,074	5
225	207	350,473	408	17,235	918,052	1,197,383	2,132,670	6
451	11	452,347	11,249	187,578	68,213	1,555,902	1,811,693	7
75	74	108,053	120	4,631	160,396	218,561	383,588	8
1,749	292	1,781,009	4,794	111,901	5,244,692	4,494,920	9,851,513	9
81	19	135,150	62	7,842	701,977	412,695	1,122,514	10
503	12	430,028	1,461	40,000	426,323	619,638	1,085,961	11
36	100	82,933	76	2,723	218,941	248,773	470,437	12
36	2	23,419	23	1,296	17,766	35,217	54,279	13
13	17	21,103	20	674	30,180	66,560	97,414	14
527	274	948,732	2,029	64,522	2,764,793	4,260,758	7,090,073	15
462	6	531,938	366	51,084	476,586	2,022,775	2,550,445	16
416	142	430,633	1,406	32,983	776,627	1,193,535	2,003,145	17
167	8	183,552	178	10,013	97,173	484,599	591,785	18
202	156	271,585	765	11,831	496,314	645,268	1,153,413	19
34	1	30,512	136	3,002	20,032	69,444	92,478	20
168	100	180,570	183	14,438	317,951	534,508	866,897	21
101	27	133,959	343	9,928	494,283	537,354	1,041,565	22
24	75	73,555	38	2,707	226,305	207,601	436,613	23
13	9	19,322	45	2,401	70,464	95,539	168,404	24
6,804	**2,319**	**7,757,124**	**27,183**	**669,676**	**16,887,986**	**23,078,726**	**40,636,388**	
409,172	**112,255**	**498,282,208**	**4,969,723**	**101,916,560**	**1,807,478,028**	**1,428,286,778**	**3,337,681,366**	

Sous-section 2.—Etablissements manufacturiers classifiés selon l'usage du produit fini

Des changements significatifs se sont produits depuis 1922 dans l'importance des différents groupes indiqués dans cette classification spéciale. L'industrialisation croissante du Dominion est démontrée par l'augmentation de l'outillage industriel, de 14·2 p.c. de la valeur totale de la production en 1922 à 15·1 p.c. en 1938, et par l'augmentation des matériaux de production de 27·9 p.c. à 31·6 p.c. au cours de la même période. Un autre changement significatif est le déclin dans le groupe de l'alimentation dont la production diminue de 28·2 p.c. à 23·3 p.c. du total. En 1922 le groupe des produits alimentaires se classe premier, tandis qu'en 1938 c'est le groupe des matériaux de production qui est le premier en importance. Il convient toutefois de noter que le coût des matériaux dans ce groupe est anormalement élevé. La production de véhicules et navires augmente de 6·7 p.c. de la valeur totale de la production en 1922 à 8·4 p.c. en 1938; celle des industries diverses, de 0·2 p.c. à 0·9 p.c.; et celle des liqueurs et tabacs, de 4·2 p.c. à 4·8 p.c.

10.—Statistiques principales des industries manufacturières du Canada, classifiées selon l'utilisation des principaux produits, par principaux groupes, pour les années représentatives 1922-38 et en détail pour 1938

Année et industrie	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits
	nomb.	$	nomb.	$	$	$
1922						
Aliments	8,256	343,867,673	66,815	67,738,707	490,731,438	673,794,031
Liqueurs et tabacs	496	104,047,461	13,402	13,777,986	33,027,203	99,529,819
Vêtements	659	166,336,319	63,441	59,056,687	117,015,780	221,903,467
Effets personnels	936	56,060,262	16,904	17,080,049	21,879,031	57,258,476
Ameublement	600	75,168,053	18,032	19,861,883	24,956,960	62,961,050
Livres et papeterie	1,557	82,240,691	28,103	36,920,804	27,190,071	99,118,969
Véhicules et navires	1,154	191,257,804	30,067	37,237,412	87,840,814	160,624,079
Matériaux de production	5,588	1,086,692,015	143,354	147,581,011	316,400,400	666,241,271
Outillage industriel	1,740	556,862,578	75,269	89,081,303	160,035,399	338,882,958
Divers	30	4,960,434	869	1,061,388	2,964,354	4,916,418
Totaux, 1922	**21,016**	**2,667,493,290**	**456,256**	**489,397,230**	**1,282,041,450**[1]	**2,385,230,538**[1]
1929						
Aliments	8,351	463,984,558	94,707	87,960,036	597,396,238	837,986,384
Liqueurs et tabacs	599	201,365,785	18,976	21,670,376	65,440,053	208,968,998
Vêtements	1,680	223,376,104	93,935	88,914,849	172,726,557	336,452,685
Effets personnels	380	56,155,234	11,148	13,595,331	29,389,246	61,191,750
Ameublement	600	76,185,921	20,857	23,248,775	34,293,465	77,811,331
Livres et papeterie	1,917	144,222,275	38,141	56,003,183	45,384,362	155,947,960
Véhicules et navires	781	310,942,038	61,835	91,239,185	243,258,350	407,947,648
Matériaux de production	6,227	1,776,758,115	223,071	258,255,079	524,193,104	1,154,908,260
Outillage industriel	1,576	719,112,914	99,922	131,820,142	304,581,449	614,827,756
Divers	105	32,789,065	3,939	4,584,261	13,007,989	27,403,344
Totaux, 1929	**22,216**	**4,004,892,009**	**656,531**	**777,291,217**	**2,029,670,813**	**3,883,446,116**
1933						
Aliments	8,759	408,995,499	75,434	68,652,798	313,760,942	492,729,174
Liqueurs et tabacs	670	185,612,678	18,289	17,626,141	40,454,300	98,409,638
Vêtements	1,922	143,382,092	75,363	56,001,234	103,209,050	194,627,734
Effets personnels	601	39,681,900	8,938	8,616,372	15,323,848	35,589,961
Ameublement	654	66,047,002	15,587	12,887,200	16,022,584	38,634,649
Livres et papeterie	2,170	132,507,101	34,300	42,830,661	28,818,380	103,477,707
Véhicules et navires	479	232,153,543	37,618	35,725,625	56,917,292	120,992,781
Matériaux de construction	6,564	1,459,569,284	139,734	126,208,238	252,383,314	573,991,467
Outillage industriel	1,819	588,147,285	60,061	64,155,426	133,382,392	277,075,032
Divers	142	23,163,454	3,334	3,544,129	7,516,826	18,497,642
Totaux, 1933	**23,780**	**3,279,259,838**	**468,658**	**436,247,824**	**967,788,928**	**1,954,075,785**

[1] Pour l'année 1922 les chiffres du "coût des matières premières" et de la "valeur brute des produits" comprennent la valeur placée sur les produits intermédiaires utilisés dans les procédés additionnels dans le groupe chimique des industries. Pour cette raison, ces chiffres diffèrent légèrement de ceux contenus dans les autres tableaux de ce chapitre.

10.—Statistiques principales des industries manufacturières du Canada classifiées selon l'utilisation des principaux produits, par principaux groupes, pour les années représentatives 1922-38 et en détail pour 1938—suite

Année et industrie	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits
	nomb.	$	nomb.	$	$	$
1937						
Aliments	8,696	441,611,585	96,740	94,656,930	558,118,480	792,271,852
Liqueurs et tabacs	668	187,487,631	21,646	24,398,981	68,935,399	152,152,105
Vêtements	2,158	173,474,299	95,274	79,547,935	148,901,374	271,690,917
Effets personnels	634	43,476,516	12,420	12,729,626	28,185,411	55,289,473
Ameublement	800	89,293,123	27,446	27,169,931	41,836,387	90,102,397
Livres et papeterie	2,349	137,392,420	40,348	53,453,842	44,257,314	138,673,644
Véhicules et navires	376	248,949,257	55,141	71,890,706	186,070,917	319,280,534
Matériaux de production	6,892	1,482,194,043	208,930	232,733,013	634,232,482	1,221,670,588
Outillage industriel	2,086	629,908,231	97,250	119,070,287	280,546,886	551,891,976
Divers	175	31,440,726	5,256	6,075,786	15,842,137	32,436,014
Totaux, 1937	**24,834**	**3,465,227,831**	**660,451**	**721,727,037**	**2,006,926,787**	**3,625,459,500**
1938						
Aliments	8,747	432,145,127	97,455	98,044,992	537,923,355	778,760,610
Liqueurs et tabacs	681	189,548,588	22,809	26,247,061	75,221,662	161,433,189
Vêtements	2,167	168,618,083	92,564	77,877,678	131,546,849	250,710,111
Effets personnels	624	41,767,523	12,106	12,816,968	25,009,093	53,025,074
Ameublement	750	87,071,593	26,303	26,414,078	36,966,223	80,935,597
Livres et papeterie	2,432	133,814,691	41,264	55,053,531	44,848,474	139,407,239
Véhicules et navires	369	254,601,088	53,689	69,944,736	155,932,759	280,605,066
Matériaux de production	7,097	1,513,279,525	197,419	217,719,784	537,249,412	1,054,563,077
Outillage industriel	2,155	626,649,226	93,082	115,089,654	249,033,856	507,219,480
Divers	178	33,187,574	5,325	6,460,107	13,746,345	31,021,923
Totaux, 1938	**25,200**	**3,485,683,018**	**642,016**	**705,668,589**	**1,807,478,028**	**3,337,681,366**
1938—Détail						
Aliments	**8,747**	**432,145,127**	**97,455**	**98,044,992**	**537,923,355**	**778,760,610**
Céréales	4,618	152,161,436	41,899	40,911,076	170,019,731	271,853,409
Poisson	561	21,962,498	5,177	3,547,918	17,082,060	27,949,208
Fruits et légumes	341	48,862,472	9,491	6,853,116	29,307,862	47,821,350
Viandes	212	57,139,731	12,942	17,030,473	145,390,914	178,471,193
Produits laitiers	2,629	74,193,484	19,072	18,420,292	107,157,787	148,166,460
Huiles et graisses	5	305,506	61	69,750	126,700	245,481
Sucre	10	36,347,866	2,318	3,315,633	28,838,685	41,392,006
Infusions	91	14,226,282	2,151	2,698,837	19,776,481	26,628,880
Divers	280	26,945,852	4,344	5,197,897	20,223,135	36,232,533
Liqueurs et tabacs	**681**	**189,548,588**	**22,809**	**26,247,061**	**75,221,662**	**161,433,189**
Boissons alcooliques	80	96,157,237	7,159	10,774,716	23,995,842	64,105,289
Boissons non alcooliques	496	26,184,848	5,212	6,000,995	9,780,717	30,024,231
Tabacs	105	67,206,503	10,438	9,471,350	41,445,103	67,303,669
Vêtements	**2,167**	**168,618,083**	**92,564**	**77,877,678**	**131,546,849**	**250,710,111**
Chaussures en cuir	213	25,328,677	15,932	12,396,670	19,054,739	37,194,770
Fourrures	380	13,295,545	4,230	4,722,074	10,103,220	17,331,064
Vêtements et lingerie	1,144	67,329,362	45,100	38,281,186	69,969,950	127,895,674
Gants et mitaines	64	3,282,721	2,023	1,411,361	2,430,892	4,402,195
Chapellerie	179	6,894,223	4,899	4,647,875	6,180,026	13,202,627
Tricots	174	51,808,989	20,031	16,154,050	23,049,120	49,505,474
Imperméables	13	678,566	349	264,462	758,902	1,178,307
Effets personnels	**624**	**41,767,523**	**12,106**	**12,816,968**	**25,009,093**	**53,025,074**
Bijouterie et horlogerie	122	9,961,609	3,475	3,997,084	6,940,748	13,757,771
Articles de récréation	68	3,924,600	1,560	1,350,606	1,520,901	3,956,003
Effets personnels	434	27,881,314	7,071	7,469,278	16,547,444	35,311,300
Ameublement	**750**	**87,071,593**	**26,303**	**26,414,078**	**36,966,223**	**80,935,597**
Livres et papeterie	**2,432**	**138,814,691**	**41,264**	**55,053,531**	**44,848,474**	**139,407,239**
Véhicules et navires	**369**	**254,601,088**	**53,689**	**69,944,736**	**155,932,759**	**280,605,066**

10.—Statistiques principales des industries manufacturières du Canada classifiées selon l'utilisation des principaux produits, par principaux groupes, pour les années représentatives 1922-38 et en détail pour 1938—fin

Année et industrie	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits
1938—Détail—fin	nomb.	$	nomb.	$	$	$
Matériaux de production	**7,097**	**1,513,279,525**	**197,419**	**217,719,784**	**537,249,412**	**1,054,563,077**
Pour l'agriculture	26	17,155,945	1,232	1,560,873	8,344,853	12,841,300
Pour manufactures	1,092	1,183,824,445	126,569	150,525,680	403,918,774	792,328,158
Matériaux de construction	5,348	240,820,790	52,359	48,420,357	92,735,007	185,602,941
Matériaux généraux	631	71,478,345	17,259	17,212,874	32,250,778	63,790,678
Outillage industriel	**2,155**	**626,649,226**	**93,082**	**115,089,654**	**249,033,856**	**507,219,480**
Agricole	46	63,976,133	6,504	7,553,233	9,656,387	21,498,004
Des manufactures	227	61,438,547	12,294	15,111,153	18,200,203	49,359,963
Du commerce	165	9,100,686	1,996	2,462,164	1,375,228	6,558,403
Des services	303	36,202,800	6,994	8,932,129	13,555,519	36,502,378
Eclairage, chauffage et force motrice	542	269,647,104	32,276	42,582,609	133,656,833	238,415,692
Toutes autres machineries industrielles	872	183,283,956	33,018	38,448,366	72,589,686	154,885,040
Divers	**178**	**33,187,574**	**5,325**	**6,460,107**	**13,746,345**	**31,021,923**

Sous-section 3.—Etablissements manufacturiers classifiés selon l'origine des matières premières

La distinction entre les matières premières agricoles de provenance domestique ou étrangère ne repose pas sur la source réelle de ces matières, mais sur le fait qu'elles sont indigènes ou exotiques. C'est pourquoi les industries comprises dans les classes d'origine étrangère sont celles dépendant de matières premières que le pays ne produit pas comme le thé, le café, les épices, le sucre de canne, le riz, le caoutchouc, le coton, etc. Les industries des classes d'origine canadienne peuvent, cependant, consommer de grandes quantités de matières importées.

Le groupe d'origine minérale comprend, en plus des métaux non ferreux produits en si grande quantité au Canada, les dérivés du fer et de l'acier, du pétrole, et d'autres substances minérales dont les matières premières sont en grande partie importées. Presque tous les produits d'origine minérale sauf les combustibles sont des produits durables. Une production et une consommation relativement considérables de produits minéraux sont habituellement le signe d'un haut niveau de vie et d'une organisation industrielle avancée. En 1938, la valeur brute des produits manufacturés d'origine minérale au Canada dépasse la valeur de ceux d'origine agricole, qui comprennent les textiles aussi bien que les aliments.

Pour ce qui est de la valeur ajoutée par la transformation, le groupe d'origine minérale passe de la deuxième place en 1924, avec 30·5 p.c. de la valeur totale ajoutée par la transformation dans toutes les industries, à la première place en 1938 avec 40·9 p.c. du total. D'un autre côté, la transformation des substances d'origine agricole tombe de la première place, avec 33·3 p.c. du total en 1924, à la deuxième place avec 30·5 p.c. du total en 1938. La valeur ajoutée par la transformation des matériaux d'origine forestière est en troisième place au début et à la fin de la période, mais la proportion baisse de 26·0 p.c. en 1924 à 19·5 p.c. en 1938. Ces trois groupes contribuent environ 90 p.c. de la valeur ajoutée.

En 1938, les industries du groupe agricole ont le plus grand nombre d'employés, mais le groupe minéral a le plus gros capital et paye le plus en salaires et gages. Les industries du groupe minéral ont un capital moyen par employé de $6,779 et un salaire ou des gages moyens de $1,296, tandis que pour les industries du groupe agricole les moyennes respectives sont de $4,244 et $970.

11.—Statistiques principales des industries manufacturières du Canada classifiées selon l'origine des matières premières utilisées, par groupes principaux, années représentatives 1924-38

Année et origine	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits
	nomb.	$	nomb.	$	$	$
1924[1]						
Origine agricole	8,663	772,791,471	152,488	153,213,763	716,047,892	1,099,279,665
Origine minérale	2,806	1,010,517,944	136,837	171,068,497	349,800,585	700,002,097
Origine forestière	6,873	876,149,932	126,907	147,719,245	245,183,429	544,282,597
Origine marine	836	20,304,785	11,157	3,344,348	16,089,332	26,637,962
Origine sauvagine	226	10,837,249	2,944	3,194,213	7,506,169	13,386,266
Origine mixte	1,305	204,716,127	57,277	55,927,609	101,563,384	200,718,177
Grands totaux, 1924	**20,709**	**2,895,317,508**	**487,610**	**534,467,675**	**1,436,190,791**	**2,584,306,764**
GROUPE D'ORIGINE AGRICOLE—						
Produits de la terre	4,595	525,717,571	89,436	87,789,237	433,443,376	691,513,259
Elevage	4,068	247,073,900	63,052	65,424,526	282,604,516	407,766,406
TOTAUX, ORIGINE AGRICOLE	8,663	772,791,471	152,488	153,213,763	716,047,892	1,099,279,665
Des fermes canadiennes	8,379	546,231,949	114,514	119,217,657	553,357,883	848,236,237
Des fermes étrangères	284	226,559,522	37,974	33,996,106	162,690,009	251,043,428
1929						
Origine agricole	9,041	969,384,866	181,682	188,306,755	852,606,083	1,396,769,569
Origine minérale	3,219	1,550,662,908	218,879	304,027,803	678,683,203	1,392,499,868
Origine forestière	7,353	1,148,558,242	163,863	191,044,307	313,088,964	722,269,066
Origine marine	730	28,644,442	16,367	5,411,855	21,496,859	34,966,260
Origine sauvagine	234	14,338,686	3,767	4,783,323	12,847,817	20,861,039
Origine mixte	1,639	293,302,865	81,973	83,717,174	150,947,887	316,080,314
Grands totaux, 1929	**22,216**	**4,004,892,009**	**666,531**	**777,291,217**	**2,029,670,813**	**3,883,446,116**
GROUPE D'ORIGINE AGRICOLE—						
Produits de la terre	5,191	697,206,163	114,236	115,201,292	496,842,580	889,075,246
Elevage	3,850	272,178,703	67,446	73,105,463	355,763,503	507,694,323
TOTAUX, ORIGINE AGRICOLE	9,041	969,384,866	181,682	188,306,755	852,606,083	1,396,769,569
Des fermes canadiennes	8,743	708,461,549	134,680	140,340,993	682,056,026	1,106,006,184
Des fermes étrangères	298	260,923,317	47,002	47,965,762	170,550,057	290,763,385
1933						
Origine agricole	9,695	844,582,058	158,602	137,711,749	454,882,704	791,956,470
Origine minérale	3,539	1,306,641,651	130,565	138,101,092	271,434,337	601,428,003
Origine forestière	7,796	882,445,602	102,807	99,046,012	133,550,374	335,886,257
Origine marine	620	15,532,775	4,064	2,287,385	10,960,289	17,380,323
Origine sauvagine	335	10,507,157	3,498	3,481,885	7,159,079	13,000,927
Origine mixte	1,795	219,550,595	69,122	55,619,701	89,802,145	194,423,805
Grands totaux, 1933	**23,780**	**3,279,259,838**	**468,658**	**436,247,824**	**967,788,928**	**1,954,075,785**
GROUPE D'ORIGINE AGRICOLE—						
Produits de la terre	5,746	609,044,529	93,433	81,655,182	263,007,043	494,048,930
Elevage	3,949	235,537,529	65,169	56,056,567	191,875,661	297,907,540
TOTAUX, ORIGINE AGRICOLE	9,695	844,582,058	158,602	137,711,749	454,882,704	791,956,470
Des fermes canadiennes	9,373	629,450,643	124,547	107,807,386	365,559,776	620,197,449
Des fermes étrangères	322	215,131,415	34,055	29,904,363	89,322,928	171,759,021
1937						
Origine agricole	10,139	901,539,200	203,908	197,861,819	809,964,706	1,276,249,283
Origine minérale	3,384	1,401,562,788	216,959	280,323,383	784,742,328	1,451,202,762
Origine forestière	8,392	916,530,488	144,597	161,030,221	254,863,829	589,517,795
Origine marine	597	18,130,385	5,427	3,354,771	16,318,781	26,088,625
Origine sauvagine	365	13,328,164	4,264	4,452,918	10,761,233	17,658,867
Origine mixte	1,957	214,136,806	85,296	74,703,925	130,275,910	264,742,168
Grands totaux, 1937	**24,834**	**3,465,227,831**	**660,451**	**721,727,037**	**2,006,926,787**	**3,625,459,500**

[1] Pour l'année 1924 les chiffres du "coût des matières premières" et de la "valeur brute des produits" comprennent la valeur placée sur les produits intermédiaires utilisés dans les procédés additionnels dans le groupe chimique des industries. Pour cette raison, ces chiffres diffèrent légèrement de ceux contenus dans les autres tableaux du présent chapitre.

11.—Statistiques principales des industries manufacturières du Canada classifiées selon l'origine des matières premières utilisées, par groupes principaux, années représentatives 1924-38—fin

Année et origine	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits
1937—fin	nomb.	$	nomb.	$	$	$
GROUPE D'ORIGINE AGRICOLE—						
Produits de la terre	6,197	635,995,955	118,765	115,999,546	456,791,911	774,683,154
Elevage	3,942	265,543,245	85,143	81,862,273	353,172,795	501,566,129
TOTAUX, ORIGINE AGRICOLE	10,139	901,539,200	203,908	197,861,819	809,964,706	1,276,249,283
Des fermes canadiennes	9,326	673,003,567	158,075	152,070,575	659,488,389	1,008,885,353
Des fermes étrangères	813	228,535,633	45,833	45,791,244	150,476,317	267,363,930
1938						
Origine agricole	10,401	892,379,077	210,255	203,960,905	762,610,491	1,229,462,164
Origine minérale	3,502	1,423,182,270	209,929	272,086,998	688,478,398	1,314,520,207
Origine forestière	8,578	941,110,181	139,290	154,490,182	226,297,235	525,598,252
Origine marine	561	21,962,498	5,177	3,547,918	17,082,060	27,949,208
Origine sauvagine	380	13,295,545	4,230	4,722,074	10,103,220	17,331,064
Origine mixte	1,778	193,753,447	73,135	66,860,512	102,906,624	222,820,471
Grands totaux, 1938	**25,200**	**3,485,683,018**	**642,016**	**705,668,589**	**1,807,478,028**	**3,337,681,366**
GROUPE D'ORIGINE AGRICOLE—						
Produits de la terre	6,300	619,133,367	118,618	118,158,954	416,619,688	731,416,137
Elevage	4,101	273,245,710	91,637	85,801,951	345,990,803	498,046,027
TOTAUX, ORIGINE AGRICOLE	10,401	892,379,077	210,255	203,960,905	762,610,491	1,229,462,164
Des fermes canadiennes	9,571	669,642,719	165,467	159,411,814	635,270,697	990,671,596
Des fermes étrangères	830	222,736,358	44,788	44,549,091	127,339,794	238,790,568

Sous-section 4.—Principales industries manufacturières

Dans l'état suivant, le rang des dix principales industries en 1938, classifiées selon la valeur brute de leur production, est comparé à leur rang respectif pour des années représentatives depuis 1922.

LES DIX PRINCIPALES INDUSTRIES EN 1938 ET LE RANG DE CHACUNE, ANNÉES REPRÉSENTATIVES 1922-38

Industrie	Rang en—						
	1938	1937	1936	1933	1929	1926	1922
Réduction et affinage des métaux non ferreux	1	1	1	2	9	9	–
Pulpe et papier	2	2	2	1	1	1	2
Abattoirs et salaisons	3	3	3	3	2	3	3
Beurre et fromage	4	6	5	5	6	6	5
Minoterie et meunerie	5	5	4	4	3	2	1
Automobiles	6	4	6	11	4	5	6
Dérivés du pétrole	7	9	7	6	10	11	9
Scieries	8	7	8	14	5	4	4
Appareils et fournitures électriques	9	8	9	16	8	13	17
Matériel roulant de chemin de fer	10	10	14	24	7	10	25

Un trait frappant du développement de l'industrie manufacturière canadienne ces dernières années est la croissance de l'industrie de la réduction des métaux autres que le fer. Cette industrie, basée sur les ressources minérales, a pris place parmi les principales activités manufacturières à l'égal des industries basées sur les ressources forestières, agricoles et animales. La dépression a provoqué des changements dans le rang de plusieurs industries, lequel s'est avéré temporaire dans quelques cas.

12.—Statistiques des quarante principales industries du Canada classifiées selon la valeur brute des produits, 1933

	Industrie	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur des produits	
							Nette	Brute
		nomb.	$	nomb.	$	$	$	$
1	Réduction et affinage des métaux non ferreux	14	184,337,126	12,788	19,549,963	184,970,812	87,091,374	287,295,733
2	Pulpe et papier	99	594,908,222	30,943	42,619,311	71,062,580	89,034,186	183,897,503
3	Abattoirs et salaisons	145	56,119,509	12,503	16,596,710	143,481,692	30,854,054	175,767,382
4	Beurre et fromage	2,528	62,481,408	17,336	16,538,956	94,057,247	31,659,971	127,659,343
5	Minoterie et meunerie	1,080	50,111,006	5,778	6,163,351	99,418,794	21,989,098	122,598,168
6	Automobiles	12	59,798,250	14,872	20,993,362	76,202,670	39,709,707	116,746,239
7	Dérivés du pétrole	59	62,620,908	4,675	7,873,040	76,419,516	15,900,614	97,003,347
8	Scieries	3,873	88,812,313	31,182	25,345,064	52,788,246	39,264,528	92,855,906
9	Appareils et fournitures électriques	188	97,122,970	20,353	24,978,077	35,916,344	53,013,672	90,129,119
10	Matériel roulant de chemin de fer	37	87,314,298	19,358	26,736,265	46,536,416	32,487,618	80,977,701
11	Pain et autres produits de boulangerie	3,231	48,026,819	22,359	21,410,506	38,446,525	37,821,360	78,535,333
12	Confection pour hommes (y compris lingerie)	387	36,899,228	21,205	18,406,572	35,827,036	28,190,311	64,303,613
13	Impression et édition	806	53,757,534	18,403	26,070,920	13,416,562	47,541,592	61,743,480
14	Articles en caoutchouc (y compris chaussures)	53	64,854,448	12,879	14,061,788	24,301,221	35,491,971	61,030,710
15	Fer et acier primaires	55	100,272,104	13,100	18,256,627	24,786,761	29,289,556	59,606,150
16	Confection pour femmes	605	26,254,827	19,909	16,984,546	32,046,796	24,988,318	57,271,953
17	Filés et tissus de coton	37	60,862,966	18,049	14,639,317	29,902,346	25,171,408	57,055,615
18	Biscuits, confiserie, cacao, etc	226	38,253,958	12,133	11,387,597	23,005,548	25,928,836	49,717,409
19	Bonneterie et tricots	174	51,808,989	20,031	16,154,050	23,049,120	25,713,067	49,505,474
20	Machinerie	213	63,137,547	11,631	14,586,263	17,841,141	29,713,831	48,272,442
21	Conserves de fruits et légumes	341	48,862,472	9,491	6,853,116	29,307,862	17,853,103	47,821,350
22	Tôlerie	169	51,717,455	8,262	9,455,645	25,890,565	19,737,217	46,266,684
23	Tabac, cigares et cigarettes	87	59,480,641	7,967	7,588,453	22,880,770	22,239,882	45,292,513
24	Brasseries	65	62,745,249	5,379	8,343,279	17,140,219	24,461,793	42,378,853
25	Raffineries de sucre	10	36,347,866	2,318	3,315,633	28,838,685	11,557,871	41,392,096
26	Coke et dérivés du gaz	33	93,337,572	3,930	5,799,502	16,693,643	20,275,567	39,721,530
27	Impression et reliure	1,284	42,332,591	13,429	15,808,068	13,576,663	23,246,734	37,291,232
28	Chaussures en cuir	213	25,328,677	15,932	12,396,670	19,054,739	17,835,780	37,194,770
29	Accessoires pour automobiles	97	27,480,773	7,900	9,349,996	19,168,459	17,039,545	36,980,424

12.—Statistiques des quarante principales industries du Canada classifiées selon la valeur brute des produits, 1938—fin

	Industrie	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur des produits	
							Nette	Brute
		nomb.	$	nomb.	$	$	$	$
30	Coulages et pièces forgées	230	48,989,131	11,098	12,808,529	13,702,714	20,460,000	35,460,962
31	Boîtes et sacs en papier	151	22,948,019	6,494	6,763,074	16,228,350	11,721,367	28,229,194
32	Conserves de poisson	561	21,962,498	5,177	3,547,918	17,082,060	10,459,517	27,949,208
33	Produits du laiton et du cuivre	127	22,991,460	5,030	6,155,367	16,002,647	11,147,389	27,727,637
34	Café, thé et épices	91	14,226,282	2,151	2,698,837	19,776,481	6,748,379	26,628,880
35	Eaux gazeuses et minérales	454	18,879,487	4,569	5,160,805	7,750,190	18,005,477	26,094,126
36	Préparations médicinales et pharmaceutiques	171	23,508,341	4,270	5,690,826	8,566,007	15,778,090	24,536,474
37	Peintures, pigments et vernis	87	24,252,436	3,412	5,003,001	11,333,307	12,676,436	24,317,532
38	Soie et soie artificielle	28	31,780,203	8,922	8,147,841	8,882,157	14,022,364	23,871,992
39	Meubles et rembourrage	392	26,585,729	10,284	9,388,227	10,100,463	13,273,796	23,869,316
40	Produits chimiques divers	143	25,989,719	4,073	5,026,018	9,239,464	13,669,495	23,361,669
	Totaux, quarante principales industries	**18,556**	**2,617,501,031**	**479,575**	**528,653,090**	**1,474,602,818**	**1,073,094,874**	**2,628,359,062**
	Totaux, toutes industries	**25,200**	**3,485,683,018**	**642,016**	**705,668,589**	**1,807,478,028**	**1,428,286,778**	**3,337,681,366**
	P.c. des quarante principales industries comparativement au grand total	73·6	75·1	74·7	74·9	81·6	75·1	78·7
	Textiles primaires[1]	451	199,640,313	60,727	50,884,296	86,015,577	84,923,017	175,937,437

[1] D'après une classification plus vaste, l'industrie primaire des textiles, qui comprend la production des cotonnades, lainages, soieries, articles de bonneterie et de tricoterie, la teinture et le finissage des textiles, occupe le premier rang pour le nombre d'employés et pour les salaires et gages payés, et le troisième rang pour la valeur brute de la production.

12A.—Statistiques des quarante principales industries du Canada classifiées selon la valeur brute des produits, 1939

	Industrie	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur des produits	
							Nette	Brute
		nomb.	$	nomb.	$	$	$	$
1	Réduction et affinage des métaux non ferreux	14	192,186,465	12,449	19,372,119	166,653,361	80,057,833	262,602,495
2	Pulpe et papier	100	597,908,918	31,016	44,737,379	79,933,657	103,123,660	208,152,295
3	Abattoirs et salaisons	150	68,660,761	12,765	17,109,682	154,692,370	29,048,432	185,196,133
4	Beurre et fromage	2,528	62,430,427	17,448	16,635,539	87,344,396	33,185,177	122,561,771
5	Automobiles	12	59,470,986	14,427	20,573,714	71,671,753	34,972,702	107,463,351
6	Dérivés du pétrole	53	66,381,189	4,766	7,890,247	74,465,600	25,534,218	104,578,517
7	Minoterie et meunerie	1,050	47,926,318	5,898	6,515,496	75,435,165	25,051,936	101,776,429

12A.—Statistiques des quarante principales industries du Canada, classifiées selon la valeur brute des produits, 1939—fin

	Industrie	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur des produits	
							Nette	Brute
		nomb.	$	nomb.	$	$	$	$
8	Scieries	3,941	85,628,394	32,399	26,396,308	54,447,549	44,852,358	100,132,597
9	Appareils et fournitures électriques	190	102,245,833	20,261	25,711,092	39,331,766	48,462,341	89,060,568
10	Pain et autres produits de boulangerie	3,115	49,162,475	23,121	22,337,808	34,391,725	39,264,949	76,040,651
11	Fer et acier primaires	54	113,660,251	13,827	20,410,517	29,629,376	40,130,444	75,934,481
12	Confection pour hommes	375	40,791,892	22,426	20,068,061	39,991,597	30,506,388	70,807,930
13	Filés et tissus de coton	36	81,272,668	19,723	16,733,206	35,527,356	32,279,911	70,385,460
14	Articles en caoutchouc	54	65,374,269	14,160	15,603,774	28,814,003	39,799,568	69,945,471
15	Impression et édition	812	54,788,782	18,342	26,205,362	13,845,743	47,270,818	61,903,495
16	Matériel roulant de chemin de fer	38	94,551,828	17,569	25,050,559	34,070,884	24,756,763	60,710,204
17	Confection pour femmes	615	28,682,365	20,270	17,386,492	33,725,781	25,624,385	59,594,842
18	Bonneterie et tricots	174	56,365,078	21,312	17,778,485	27,383,530	29,457,833	57,669,805
19	Conserves de fruits et légumes	338	45,875,538	9,838	7,196,036	32,097,384	22,315,118	55,164,957
20	Tôlerie	172	59,490,712	8,479	10,001,639	29,612,215	21,235,199	51,527,229
21	Biscuits, confiserie, cacao, etc	216	37,858,363	12,152	11,748,656	22,846,696	27,654,965	51,301,152
22	Raffineries de sucre	10	40,511,884	2,399	3,467,367	33,728,967	15,078,627	49,896,763
23	Machinerie	232	69,053,059	12,248	15,847,861	18,099,490	29,546,294	48,458,408
24	Tabac, cigares et cigarettes	80	60,135,642	8,158	7,733,023	23,001,316	23,872,832	47,054,707
25	Brasseries	61	61,645,877	5,345	8,451,402	16,488,207	26,394,981	43,633,342
26	Chaussures en cuir	222	30,258,048	16,957	13,467,293	21,528,236	19,100,943	40,925,513
27	Coke et dérivés du gaz	33	94,925,764	4,063	5,851,614	16,726,445	18,872,732	39,029,570
28	Accessoires pour automobiles	97	30,290,876	8,119	9,846,641	19,714,235	18,198,625	38,711,807
29	Impression et reliure	1,293	43,807,901	13,473	16,117,704	13,911,211	23,756,025	38,153,017
30	Coulages et pièces forgées	194	43,218,451	9,635	11,190,871	12,273,647	18,956,569	32,345,831
31	Produits du laiton et du cuivre	129	25,105,578	5,217	6,706,040	18,961,128	12,533,549	32,111,912
32	Boîtes et sacs en papier	152	24,046,931	6,742	7,150,013	17,362,523	12,163,753	29,832,038
33	Café, thé et épices	88	17,032,039	2,242	2,936,800	21,629,753	7,948,376	29,684,410
34	Conserves de poisson	523	21,479,200	5,369	3,638,794	18,114,698	10,311,304	28,816,536
35	Eaux gazeuses et minérales	447	20,132,465	4,915	5,528,200	8,751,757	19,671,900	28,743,811
36	Préparations médicinales	174	25,282,626	4,388	5,906,891	9,804,525	17,179,838	27,184,262
37	Peintures, pigments et vernis	93	26,348,301	3,540	5,311,616	12,080,774	13,443,416	25,855,506
38	Produits chimiques divers	145	25,246,894	4,196	5,429,827	10,242,733	15,039,627	25,788,906
39	Meubles	378	27,923,372	10,572	9,959,270	10,934,029	14,190,641	25,629,270
40	Tanneries	84	26,537,224	4,312	4,688,836	17,480,088	7,587,522	25,584,972
	Totaux, quarante principales industries	18,472	2,723,695,644	484,538	544,692,234	1,486,745,669	1,128,432,552	2,699,950,414
	Totaux, toutes industries	24,805	3,647,024,449	658,114	737,811,153	1,836,159,375	1,531,051,901	3,474,783,528
	P.c. des quarante principales industries comparativement à toutes les industries	74·5	74·7	73·6	73·8	80·9	73·7	77·7
	Textiles primaires[1]	458	229,738,700	63,788	55,965,617	101,848,831	101,848,831	209,369,551

[1] D'après une classification plus vaste, l'industrie primaire des textiles, qui comprend la production des cotonnages, lainages, soieries, articles de bonneterie et de tricoterie, la teinture et le finissage des textiles, occupe le premier rang pour le nombre d'employés et pour les salaires et gages payés, et le troisième rang pour la valeur brute de la production.

Section 3.—Principaux éléments de la production manufacturière

Les sujets traités dans cette section, d'une façon aussi détaillée que le permet l'espace limité, comprennent les capitaux, l'emploiement, les salaires et gages, l'importance des établissements. La sous-section 5 de cette section, dans l'Annuaire de 1939 et les précédents, traite de la force motrice et du combustible utilisés dans l'industrie manufacturière; mais depuis 1940 le sujet est présenté dans les sections 3 et 4, chapitre XIII, "Forces motrices et leur utilisation au Canada", aux pp. 296-304 de la présente édition.

Sous-section 1.—Capitaux

L'analyse rétrospective des capitaux engagés dans l'industrie manufacturière du Canada reflète son augmentation remarquable depuis le début du vingtième siècle; de $446,900,000 en 1900, les capitaux ont augmenté à $833,900,000 en 1905 et à $1,958,700,000 en 1915. Les états fournis au cours de cette période comprennent les établissements occupant cinq personnes ou plus et, alors que l'augmentation des prix de gros équivaut à peine à 37 p.c., les capitaux engagés accusent un accroissement de 340 p.c.

En 1938, le capital immobilisé dans tous les établissements, sans égard au nombre d'employés et sans compter les usines centrales électriques, est de $3,486,000,000 comparativement à $2,334,000,000 en 1917, soit une augmentation de 49 p.c., tandis que les prix de gros baissent d'environ 45 p.c. au cours de la même période.

13.—Répartition proportionnelle des capitaux engagés dans les industries manufacturières du Canada, par province et groupe industriel, années représentatives 1917-38

Province et groupe	1917	1920	1926	1929	1933	1937	1938
	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
Province							
Ile du Prince-Edouard	0·1	0·1	0·1	0·1	0·1	0·1	0·1
Nouvelle-Ecosse	5·3	4·6	3·3	3·0	2·8	2·7	2·6
Nouveau Brunswick	2·6	3·5	2·6	2·3	2·7	2 6	2·3
Québec	28·4	30·1	30·2	31·1	31·6	32·3	32·9
Ontario	49·6	50·1	50·4	49·6	48·4	48·3	48·1
Manitoba	3·6	3·2	2·7	3·0	3·1	3·5	3·3
Saskatchewan	1·0	0·8	0·8	1·1	1·2	1·1	1·1
Alberta	2·1	1·6	1·8	2·0	2·1	2·0	2·0
Colombie Britannique et Yukon	7·3	6·0	8·1	7·8	8·0	7·4	7·6
Totaux	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**
Groupe d'industries							
Substances végétales	12·0	13·7	14·3	14·5	15·9	15·6	15·2
Produits animaux	8·9	7·6	7·0	6·1	6·2	6·6	6·5
Textiles et tissus	8·2	10·4	9·4	9·0	9·1	9·3	8·8
Bois et papier	23·0	26·5	28·9	28·8	27·2	26·8	27·3
Fer et ses produits	29·8	24·8	20·4	20·6	18·8	18·8	18·9
Métaux non ferreux	3·0	3·7	6·3	7·5	8·1	8·8	9·4
Métalloïdes	6·2	7·4	7·8	7·9	9·0	8·3	8·2
Produits chimiques et dérivés	7·5	4·2	4·2	4·1	4·7	4·7	4·6
Industries diverses	1·4	1·7	1·7	1·5	1·0	1·1	1·1

14.—Capitaux engagés dans les industries manufacturières du Canada, par province et groupe industriel, 1938, et totaux pour les années représentatives 1924-37

Année, province et groupe	Etablissements	Capital fixe	Capital de roulement		Capital total
		Terrains, bâtiments, agencements, machinerie, outils et autre outillage	Valeur d'inventaire des matières premières et des produits finis en main, des stocks en transformation, du combustible, des fournitures, etc.	Caisse, effets et comptes à recevoir, paiements anticipés, etc.	
	nomb.	$	$	$	$
Totaux, 1924	**20,709**	**1,717,122,081**	**658,360,445**	**519,834,982**	**2,895,317,508**
Totaux, 1926	**21,301**	**1,905,620,436**	**707,413,136**	**595,037,625**	**3,208,071,197**
Totaux, 1929	**22,216**	**2,356,913,335**	**867,689,319**	**780,289,355**	**4,004,892,009**
Totaux, 1932	**23,102**	**2,218,729,234**	**597,939,060**	**563,807,215**	**3,380,475,509**
Totaux, 1933	**23,780**	**2,151,091,557**	**573,587,617**	**554,580,664**	**3,279,259,838**
Totaux, 1934	**24,209**	**2,109,729,523**	**598,110,478**	**541,508,863**	**3,249,348,864**
Totaux, 1935	**24,034**	**2,080,221,792**	**610,814,942**	**525,366,393**	**3,216,403,127**
Totaux, 1936	**24,202**	**2,061,610,260**	**651,771,457**	**557,881,814**	**3,271,263,531**
Totaux, 1937	**24,834**	**2,126,929,809**	**757,322,293**	**580,975,729**	**3,465,227,831**
1938					
PROVINCE					
Ile du Prince-Edouard	229	1,622,530	470,856	559,397	2,652,783
Nouvelle-Ecosse	1,102	56,006,842	23,226,065	12,160,875	91,393,782
Nouveau-Brunswick	826	54,232,468	15,790,775	11,942,333	81,965,576
Québec	8,655	731,183,518	227,567,574	187,483,992	1,146,235,084
Ontario	9,883	991,088,641	368,983,921	316,823,613	1,676,896,175
Manitoba	1,072	76,211,118	20,588,911	17,567,714	114,367,743
Saskatchewan	678	22,118,918	8,378,786	7,866,317	38,364,021
Alberta	970	45,596,431	14,772,883	8,823,034	69,192,348
Colombie Britannique et Yukon	1,785	171,341,707	59,447,037	33,826,762	264,615,506
Totaux, 1938	**25,200**	**2,149,402,173**	**739,226,808**	**597,054,037**	**3,485,683,018**
GROUPES D'INDUSTRIES					
Substances végétales	6,076	273,288,781	140,094,496	117,689,889	531,073,166
Produits animaux	4,389	124,202,336	62,989,274	40,109,152	227,300,762
Textiles et tissus	1,927	163,985,063	81,641,614	61,673,163	307,299,840
Bois et papier	8,684	715,819,652	132,847,578	102,425,739	951,092,969
Fer et ses produits	1,391	373,563,204	149,762,264	133,978,806	657,304,274
Métaux non ferreux	521	186,386,103	72,081,493	68,995,938	327,463,534
Métalloïdes	856	206,144,869	53,376,453	23,747,638	283,268,960
Produits chimiques et dérivés	790	87,051,989	36,777,155	37,437,442	161,266,586
Industries diverses	566	18,960,176	9,656,481	10,996,270	39,612,927

Sous-section 2.—Emploiement dans l'industrie manufacturière

En prenant 1917 comme base et en prenant les pourcentages d'employés à gages et le total des employés chaque année, puis en répartissant ces pourcentages sur le volume de la production manufacturière de chaque année (voir p. 317 pour l'indice du volume), les quotients permettent de tirer des conclusions relatives au rendement effectif par employé à gages et par employé à salaire. Ces indices sont affectés, il va sans dire, par les modifications apportées à la méthode de calcul de l'effectif en 1925 et de nouveau en 1931. En tant que le changement fait gonfler le nombre apparent des employés occupés en 1925 et 1930, il fait baisser proportionnellement l'indice de la production effective. Le tableau illustre le développement de l'industrie moderne qui a fortement accru la production sans augmenter sensiblement le nombre d'employés à gages, grâce à une meilleure organisation et à un outillage plus perfectionné. Les capitaux immobilisés dans les industries manufacturières ont augmenté de 49 p.c. de 1917 à 1938, tandis que l'effectif ouvrier a diminué de 3·7 p.c. et que la consommation de force motrice per capita de l'effectif a augmenté de 3·06 p.c. en 1917 à 9·53 p.c. en 1938. L'élément de meilleure organisation ne se

peut mesurer facilement. Toutefois le nombre d'employés à salaire a augmenté de 86 p.c. depuis 1917, soit de façon mieux proportionnée à l'augmentation de la production qu'à l'effectif à gages. Il résulte de ce développement que le volume de production a augmenté de 61·7 p.c. par employé à gages contre 47·2 par employé, ce qui est dû à l'accroissement proportionnellement plus fort du personnel à salaire. Les indices fournissent donc une preuve suffisante de l'accroissement général du volume de la production par employé. Il faut se rappeler, toutefois, qu'en 1917, alors que bon nombre d'hommes se trouvaient en Europe, l'industrie occupait une multitude d'ouvriers peu expérimentés dont l'infériorité de rendement se trouvait dissimulée par l'inflation des prix d'alors; il est possible que l'avance soudaine des indices du rendement entre 1921 et 1922 soit attribuable, en partie, à l'élimination de la main-d'œuvre inférieure qui s'est produite lorsque l'activité industrielle s'est contractée. Le volume de la production, réduit en ces dernières années de dépression, a abaissé les indices du rendement effectif.

15.—Employés à salaire et à gages des industries manufacturières du Canada, volume de leur production et capacité productive comparée, 1931-38

NOTA.—Les chiffres de 1917 à 1930, avec réserves quant à leur comparabilité, sont donnés à la page 440 de l'Annuaire de 1939.

(1917=100)

Année	Employés à salaire	Employés à gages	Total des personnes occupées	Pourcentage comparativement à 1917		Nombre-indice du volume des produits manufacturés	Indices de la capacité productive	
				Employés à gages	Tous employés		Par employé à gages	Par employé
	nomb.	nomb.	nomb.	p.c.	p.c.			
1931.....	91,491	437,149	528,640	80·7	87·2	124·1	153·8	142·3
1932.....	87,050	381,783	468,833	70·5	77·3	105·0	148·9	135·8
1933.....	86,636	382,022	468,658	70·5	77·3	105·1	149·1	136·0
1934.....	92,095	427,717	519,812	79·0	85·7	123·7	156·6	144·3
1935.....	97,930	458,734	556,664	84·7	91·8	136·4	161·0	148·6
1936.....	104,417	489 942	594,359	90·5	98·0	149·4	165·1	152·4
1937.....	115,827	544,624	660,451	100·6	109·1	169·1	168·1	155·0
1938.....	120,589	521,427	642,016	96·3	105·8	155·7	161·7	147·2

Répartition des employés en 1938.—Les 25,200 établissements recensés en 1938 emploient 120,589 employés à salaire et 521,427 employés à gages, soit un total de 642,016 personnes. Sur chaque millier de personnes employées dans les manufactures, 188 sont classifiées comme à salaire et 812 comme à gages; les premiers gagnent 29·4 p.c. et les derniers, 70·6 p.c. de la rémunération totale payée en échange de leurs services.

L'Ontario a un pourcentage plus faible d'employés à salaire et d'employés à gages que la proportion de sa production brute (51·3 p.c.) ou de sa production nette (53·0 p.c.). Dans le Québec, par contre, les pourcentages tant d'employés à salaire que d'employés à gages sont plus élevés que les proportions de production brute (29·5 p.c.) et de production nette (30·0 p.c.). Les pourcentages de salariés sont relativement élevés dans ces deux provinces, parce que les sièges sociaux de plusieurs importantes corporations s'y trouvent avec leurs administrateurs salariés. En Ontario le pourcentage de femmes salariées est plus fort que celui d'hommes, c'est-à-dire que la proportion de femmes parmi les employés à salaire est plus élevée que dans les autres provinces. Il en est de même du Québec en ce qui regarde les employés à gages, en raison probablement des industries textiles établies dans cette province. Il est intéressant de noter que, sur chaque millier d'employés à gages dans les industries textiles, 541 sont des femmes comparativement à 136 dans les autres groupes. L'importance des industries textiles comme source de travail pour les femmes est illustrée de façon frappante par le fait que, du nombre de toutes les

femmes employées à gages dans les industries manufacturières, 49·1 p.c. sont employées dans le groupe des textiles.

16.—Pourcentages des employés à salaire et à gages des deux sexes et pourcentages de la rémunération par province et groupe industriel, 1938

NOTA.—Les chiffres absolus, qui servent de base à ce tableau, paraissent au tableau 22, p. 344.

Province et groupe	Personnel à salaire			Salaires	Personnel à gages			Gages
	Hom.	Femmes	Total		Hom.	Femmes	Total	
	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
Province								
Ile du Prince-Edouard	0·2	0·1	0·2	0·1	0·1	0·2	0·2	0·1
Nouvelle-Ecosse	2·0	1·6	1·9	1·5	3·0	2·1	2·8	2·5
Nouveau-Brunswick	1·9	2·0	1·9	1·8	2·4	1·6	2·2	1·9
Québec	32·8	27·3	31·7	30·4	31·0	43·9	33·8	30·2
Ontario	48·7	57·9	50·6	53·1	48·7	45·6	48·0	50·6
Manitoba	4·0	3·5	3·9	3·7	3·8	2·8	3·6	3·9
Saskatchewan	1·7	1·1	1·6	1·2	1·0	0·2	0·8	0·9
Alberta	2·7	2·0	2·5	2·3	2·1	1·0	1·8	1·9
Col. Britannique et Yukon	6·0	4·5	5·7	5·9	7·9	2·6	6·8	8·0
Totaux	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**
Groupe industriel								
Substances végétales	17·5	16·5	17·3	16·5	12·9	19·7	14·3	12·9
Produits animaux	12·6	9·4	11·9	9·5	10·0	10·0	10·0	9·1
Textiles et tissus	10·3	15·7	11·5	11·6	11·4	49·1	19·5	15·1
Bois et papier	25·7	21·9	24·9	23·7	24·9	8·8	21·5	22·0
Fer et dérivés	14·8	14·0	14·6	16·9	24·5	2·9	19·9	24·0
Métaux autres que le fer	7·3	8·7	7·6	8·5	7·5	4·1	6·8	8·1
Métalloïdes	3·8	3·1	3·6	3·9	4·4	0·5	3·5	4·3
Produits chimiques	6·0	8·0	6·4	7·3	2·7	2·8	2·7	2·9
Industries diverses	2·0	2·7	2·2	2·1	1·7	2·1	1·8	1·6

Relevé mensuel de l'emploiement dans les manufactures.—Ordinairement l'emploiement industriel au Canada atteint sa cime dans les mois d'été. Les industries saisonnières, comme la conserverie, sont alors très actives: l'industrie textile fabrique la marchandise d'hiver et l'industrie en général se ressent de la vive demande créée par le pouvoir d'achat des agriculteurs, à la perspective de la moisson. L'emploiement, après l'arrêt de 1929, a décliné continuellement en 1930, 1931, 1932 et la première partie de 1933, les chiffres mensuels de chaque mois étant inférieurs à ceux du mois correspondant de l'année précédente. La cime antérieure de l'emploiement a été touchée en juin 1929 alors que 575,693 employés à gages étaient sur les listes de paie. Ceci se compare à 410,954 en 1933, 444,151 en 1934, 476,961 en 1935, 511,072 en 1936, 582,305 en 1937 et 536,044 en 1938. En juillet 1933 l'emploiement s'est remis à augmenter et l'amélioration s'est généralement maintenue depuis lors; mais, à l'exception de janvier et février, chaque mois de 1938 laisse voir une légère régression en regard du même mois de 1937.

17.—Employés à gages dans les manufactures canadiennes, par mois et selon le sexe, années représentatives 1922-38

Mois	Total d'employés à gages						
	1922	1926	1929	1933	1936	1937	1938
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Janvier	324,257	417,469	502,644	340,027	448,706	484,480	503,659
Février	336,729	430,469	519,423	347,777	458,114	502,635	508,897
Mars	349,110	444,597	536,866	355,888	468,053	518,663	513,955
Avril	360,248	457,680	555,711	358,759	477,860	536,691	522,288
Mai	382,504	478,541	574,905	377,659	496,874	558,205	534,266
Juin	393,935	491,858	575,693	392,196	500,829	569,613	534,706
Juillet	391,186	494,467	573,554	393,464	497,840	564,685	525,714
Août	389,511	489,367	567,022	402,249	499,134	559,760	534,743
Septembre	392,423	490,115	564,796	410,954	511,072	582,305	536,044
Octobre	385,262	486,996	553,338	405,757	507,922	564,493	519,834
Novembre	378,992	467,936	527,213	396,384	497,313	546,473	511,128
Décembre	367,724	449,342	499,893	380,612	486,116	521,565	485,880

17.—Employés à gages dans les manufactures canadiennes, par mois et selon le sexe, années représentatives 1922-38—fin

Mois	Employés à gages selon le sexe									
	1922		1929		1933		1937		1938	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Janvier	243,682	80,575	397,459	105,185	257,445	82,582	380,314	104,166	396,240	107,419
Février	253,178	83,551	410,865	108,558	260,728	87,049	392,475	110,160	399,089	109,808
Mars	263,849	85,261	426,713	110,153	267,259	88,629	406,202	112,461	403,466	110,489
Avril	274,821	85,427	443,569	112,142	271,348	87,411	422,678	114,013	411,795	110,493
Mai	294,095	88,409	459,783	115,122	285,705	91,954	440,211	117,994	423,014	111,252
Juin	304,395	89,540	460,294	115,399	296,937	95,259	450,121	119,492	423,899	110,807
Juillet	304,020	87,166	459,051	114,503	300,329	93,135	448,991	115,694	416,759	108,955
Août	301,234	88,277	449,721	117,301	302,969	99,280	440,123	119,637	415,002	119,741
Septembre	298,918	93,505	441,510	123,286	304,908	106,046	449,011	133,294	411,865	124,179
Octobre	291,973	93,289	432,576	120,762	301,315	104,442	438,890	125,603	402,339	117,495
Novembre	286,511	92,481	412,114	115,099	294,945	101,439	425,171	121,302	397,173	113,955
Décembre	277,854	89,870	391,903	107,990	285,690	94,922	408,663	112,902	380,319	105,561

Heures de travail par employé à gages.—De 1932 (la première année pour laquelle existent des chiffres sur les heures de travail par semaine et par employé à gages) à 1937 chaque établissement a dû déclarer le nombre d'heures de travail par semaine de ses employés à gages durant le mois où il a employé le plus fort effectif. Pour 1938, toutefois, les chiffres représentent une semaine dans un mois d'emploiement normal. En tout cas, les chiffres du tableau **18** ne se rapportent pas à un mois en particulier, puisque le mois de plus grande activité ou le mois normal peut être celui de mai pour un établissement et celui d'octobre pour un autre; ils représentent la somme de tous les différents mois de plus grande activité ou les différents mois normaux tels que déclarés par les établissements. Pour une certaine industrie, cependant, le mois de plus grande activité ou le mois normal a plus de signification que pour une autre, parce que dans ce cas il coïncide pour un grand nombre d'établissements engagés dans la même industrie.

Le nombre d'heures de travail est sensible aux fluctuations des affaires, aux changements dans la législation des gouvernements et aux demandes syndicales. En temps de dépression, la moyenne d'heures de travail par semaine diminue parce que certains patrons répartissent le travail entre autant d'employés que possible. Reviennent de meilleurs jours, le nombre d'heures de travail de chaque employé augmente en conséquence. Cette augmentation, toutefois, est contre-balancée par la diminution des heures de travail effectuée en vertu des lois et des conventions ouvrières. La période de sept ans sur laquelle portent les chiffres du tableau **18** est trop courte pour indiquer une tendance définie de la moyenne d'heures de travail.

Pour l'ensemble du Canada, 47 p.c. des employés à gages ont travaillé moins de 48 heures en 1938, 21 p.c. 48 heures, 17 p.c. de 49 à 54 heures et 15 p.c. 55 heures ou plus. Ces pourcentages se comparent à 37 p.c., 22 p.c., 20 p.c. et 21 p.c. respectivement en 1937. Les heures de travail des employés à gages ont été classifiées par sexe pour la première fois en 1938.

18.—Employés à gages dans les manufactures, travaillant un nombre spécifié d'heures[1] par semaine durant le mois de plus grande activité, 1932-38

Heures de travail par semaine	1932	1933	1934	1935	1936	1937	Heures de travail par semaine	1938[2]		
								Hommes	Femmes	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.		nomb.	nomb.	nomb.
40 ou moins	78,223	82,896	70,736	72,528	75,224	79,178	30 ou moins	15,439	8,634	24,073
41-43	9,593	9,571	9,814	11,448	11,820	11,273	31-43	75,842	23,283	99,125
44	65,063	63,598	69,217	78,564	80,202	97,209	44	59,983	23,780	83,763
45-47	31,193	33,033	38,805	44,672	51,259	61,099	45-47	47,877	18,391	66,268
48	81,894	75,558	95,669	130,830	138,500	148,399	48	97,287	24,338	121,625
49-50	67,823	66,310	71,997	62,328	67,740	76,526	49-50	45,981	16,313	62,294
51-53	14,438	15,764	16,562	19,100	18,287	21,815	51-54	33,744	5,852	39,596
54	30,098	28,770	24,520	25,935	29,712	33,361	55	16,493	4,082	20,575
55	39,817	44,465	46,437	42,261	43,377	49,470	56-64	56,171	4,584	60,755
56-59	18,131	14,150	21,938	21,068	23,369	24,926	65 ou plus	8,224	531	8,755
60 ou plus	62,296	59,158	64,659	59,712	64,222	68,288				
Totaux, employés à gages	**498,569**	**493,273**	**530,354**	**568,446**	**603,712**	**671,544**	**Totaux, employés à gages**	**457,041**	**129,788**	**586,829**
Moyennes, heures de travail par semaines	**48·9**	**48·7**	**49·2**	**48·7**	**48·7**	**48·8**	**Moyennes, heures de travail par semaine**	**47·3**	**44·6**	**46·7**

[1] Heures régulières de travail par semaine, non compris le surtemps.

[2] Les chiffres se rapportent à une semaine dans un mois d'emploiement normal.

19.—Employés à gages travaillant un nombre spécifié d'heures[1] par semaine dans un mois d'emploiement normal, par sexe, province et groupe, 1938

Province et groupe industriel	Heures de travail par semaine										Total des employés à gages	Moyenne d'heures de travail par semaine
	30 ou moins	31-43	44	45-47	48	49-50	51-54	55	56-64	65 et plus		
	HOMMES											
Province	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Prince-Edouard	5	48	127	19	280	51	118	28	374	17	1,067	52·2
Nouvelle-Ecosse	579	1,291	1,190	1,580	3,292	683	1,848	574	4,088	460	15,585	50·4
Nouveau-Brunswick	536	1,933	562	532	2,403	752	2,297	320	3,588	356	13,279	50·1
Québec	4,745	21,613	11,887	13,870	28,146	17,464	9,285	8,235	25,737	2,704	143,686	48·5
Ontario	7,791	34,959	34,602	28,594	40,330	24,496	14,421	6,749	19,494	4,234	215,670	46·7
Manitoba	306	5,333	2,938	904	2,724	1,184	1,095	302	1,039	168	15,993	44·6
Saskatchewan	117	785	545	211	936	249	434	44	854	85	4,260	48·2
Alberta	193	1,753	1,540	773	2,276	439	2,209	140	442	62	9,827	46·7
Colombie Britannique et Yukon	1,167	8,127	6,592	1,394	16,900	663	2,037	101	555	138	37,674	44·7
Totaux[2]	**15,439**	**75,842**	**59,983**	**47,877**	**97,287**	**45,981**	**33,744**	**16,493**	**56,171**	**8,224**	**457,041**	**47·3**

Pour renvois, voir la fin du tableau, p. 340.

19.—Employés à gages travaillant un nombre spécifié d'heures[1] par semaine en un mois d'emploiement normal, par sexe, province et groupe, 1938—fin

Province et groupe d'industries	Heures de travail par semaine										Total des employés à ages	Moyenne d'heures de travail par semaine
	30 ou moins	31-43	44	45-47	48	49-50	51-54	55	56-64	65 et plus		
	HOMMES—fin											
Groupe industriel												
Substances végétales	2,338	5,919	4,566	5,961	11,983	5,684	8,594	3,907	10,636	3,101	62,689	49·9
Produits animaux[2]	1,553	3,843	3,052	3,747	7,087	5,522	3,895	2,250	3,284	628	34,861	47·9
Textiles et tissus	1,518	6,930	7,065	3,649	6,912	14,073	3,60)	2,699	2,031	614	49,091	46·9
Bois et papier	3,694	12,807	12,983	10,324	36,554	5,581	10,228	4,051	29,663	1,856	127,741	49·4
Fer et dérivés	4,816	30,681	19,247	15,541	16.049	10,963	4,544	2,255	6,129	1,128	111,353	44·4
Métaux non ferreux	400	7,125	6,790	5,637	8,736	1,527	553	385	715	102	31,970	44·6
Métalloïdes	786	4,395	2,019	689	5,394	1,335	1,544	517	3,121	598	20,398	47·4
Produits chimiques	170	3,282	2,044	1,369	3,265	554	377	162	257	115	11,595	44·4
Industries diverses	164	860	2,217	960	1,307	742	409	267	335	82	7,343	46·2
Totaux[2]	**15,439**	**75,842**	**59,983**	**47,877**	**97,287**	**45,981**	**33,744**	**16,493**	**56,171**	**8,224**	**457,041**	**47·3**
	FEMMES											
Province	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Prince-Edouard	8	43	64	22	219	8	44	14	398	13	833	53·3
Nouvelle-Ecosse	206	193	169	391	592	552	568	232	631	28	3,562	49·4
Nouveau-Brunswick	399	428	263	249	563	341	101	81	589	21	3,035	45·9
Québec	3,016	8,750	8,581	7,742	13,517	7,258	2,047	2,492	1,236	80	54,719	45·1
Ontario	4,143	11,881	11,542	8,740	7,878	7,993	2,838	1,218	1,542	378	58,153	43·9
Manitoba	136	591	1,889	316	484	80	43	12	14	2	3,567	42·6
Saskatchewan	38	33	47	7	115	3	7	Nil	8	1	259	43·0
Alberta	63	142	437	218	178	11	33	1	20	3	1,106	43·7
Colombie Britannique et Yukon	625	1,222	788	706	792	67	171	32	146	5	4,554	41·6
Totaux[2]	**8,634**	**23,283**	**23,780**	**18,391**	**24,338**	**16,313**	**5,852**	**4,082**	**4,584**	**531**	**129,788**	**44·6**
Groupe industriel												
Substances végétales	3,377	6,199	3,223	5,076	6,157	2,163	1,910	1,156	2,484	366	32,111	44·5
Produits animaux[2]	1,095	1,950	1,777	1,582	3,260	2,018	974	751	1,536	74	15,017	46·3
Textiles et tissus	2,902	10,001	12,648	6,542	10,545	10,377	2,285	1,911	281	26	57,518	44·6
Bois et papier	609	1,413	2,403	1,869	2,650	889	273	118	120	15	10,359	44·4
Fer et dérivés	287	1,039	855	610	366	272	96	15	7	1	3,548	41·9
Métaux non ferreux	171	1,186	1,207	1,448	221	219	94	43	108	48	4,745	43·5
Métalloïdes	18	112	72	65	196	81	29	29	34	Nil	636	46·1
Produits chimiques	91	955	783	807	469	140	49	24	3	"	3,321	42·3
Industries diverses	84	428	812	392	474	154	142	35	11	1	2,533	44·3

[1] Heures régulières de travail par semaine, sans compter le surtemps.

[2] A l'exclusion des fabriques laitières.

20.—Employés à gages travaillant un nombre spécifié d'heures[1] par semaine en un mois d'emploiement normal dans les quarante principales industries, 1938

NOTA.—Industries disposées selon le nombre annuel d'employés à gages.

	Industrie	Heures de travail par semaine										Total des employés	Moyenne d'heures par semaines	
		30 ou moins	31-43	44	45-47	48	49-50	51-54	55	56-64	65 ou plus			
		nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	
1	Scieries	322	821	583	562	13,727	1,063	5,560	1,283	23,297	768	47,986	54·5	1
2	Pulpe et papier	1,497	6,510	805	853	12,343	812	1,427	467	2,052	444	27,210	45·6	2
3	Matériel roulant de chemin de fer	37	13,282	664	5,091	780	128	117	96	135	15	20,345	40·3	3
4	Pain et autres produits de boulangerie	386	400	598	216	2,631	1,619	4,872	1,316	4,243	458	16,739	52·7	4
5	Automobiles	2,639	7,501	3,837	99	87	47	107	3	21	26	14,367	37·0	5
6	Sidérurgie	243	997	661	814	5,554	859	668	298	2,913	280	13,287	50·0	6
7	Réduction des métaux non ferreux	1	3,425	567	702	6,985	2	214	2	441	3	12,342	45·2	7
8	Appareils et fournitures électriques	283	2,309	3,537	3,772	629	659	141	154	172	55	11,711	43·9	8
9	Filés et tissus de coton	493	1,560	66	303	733	7,436	340	641	272	37	11,881	47·3	9
10	Beurre et fromage	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	10
11	Coulages et pièces forgées	488	2,012	1,393	1,835	1,787	1,361	712	161	482	68	10,299	45·2	11
12	Machinerie	239	1,781	2,481	653	850	2,663	241	198	157	154	9,417	45·4	12
13	Impression et édition	587	1,829	1,871	1,316	2,646	255	210	27	71	4	8,816	43·3	13
14	Chaussures en cuir	504	1,076	801	1,584	1,200	2,059	611	1,003	375	85	9,298	46·9	14
15	Abattoirs et salaisons	282	784	400	1,195	1,717	1,371	1,504	428	827	106	8,614	48·6	15
16	Meubles	300	719	1,943	3,002	911	414	234	863	560	86	9,032	46·6	16
17	Caoutchouc (y compris chaussures)	131	2,265	362	1,314	1,039	928	443	213	622	139	7,456	45·8	17
18	Impression et reliure	222	645	2,492	1,748	1,851	125	35	5	20	9	7,152	44·5	18
19	Bonneterie et tricot	126	471	311	785	1,686	1,560	780	958	414	77	7,168	49·2	19
20	Rabotage, châssis et portes	180	537	1,820	258	1,145	729	889	365	1,374	116	7,413	49·2	20
21	Vêtement et confection pour hommes	90	558	3,540	341	914	194	589	53	17	2	6,298	44·9	21
22	Accessoires d'automobiles	163	1,386	1,227	1,501	677	1,131	120	221	290	22	6,738	45·2	22
23	Tôlerie	259	457	1,884	784	1,457	695	204	124	292	51	6,207	46·0	23
24	Instruments agricoles	40	348	409	1,657	2,134	503	150	56	288	14	5,599	47·3	24
25	Soie et rayonne	127	348	68	162	873	1,854	384	516	545	217	5,094	50·4	25
26	Confection pour femmes	204	2,148	1,745	358	696	225	56	13	33	8	5,486	41·7	26
27	Quincaillerie et outils	91	785	1,307	410	454	894	460	265	156	76	4,898	46·4	27
28	Biscuits, confiserie, cacao, etc.	90	423	185	683	807	880	344	374	407	93	4,286	48·8	28
29	Appareils de chauffage et de cuisson	140	550	692	400	485	779	173	402	598	72	4,291	48·2	29
30	Conserves de fruits et légumes	1,045	1,182	296	403	570	380	648	597	2,328	1,244	8,693	50·7	30
31	Brasseries	184	122	959	470	386	423	264	262	823	61	3,954	49·1	31
32	Dérivés du pétrole	236	2,581	124	18	664	22	77	22	73	68	3,885	39·9	32
33	Minoterie et meunerie	107	112	58	39	1,906	60	356	332	879	99	3,948	51·1	33
34	Conserveries et saurisseries	551	368	291	123	2,618	283	468	286	1,640	366	6,994	50·0	34
35	Produits du laiton et du cuivre	59	1,098	1,164	475	355	453	73	84	50	17	3,828	43·7	35
36	Tanneries	93	269	347	359	258	1,421	611	208	125	52	3,743	48·5	36
37	Tréfilerie	111	481	427	550	451	341	610	175	318	165	3,629	48·4	37
38	Eaux gazeuses et minérales	144	162	143	234	751	504	729	260	587	164	3,678	50·8	38
39	Chantiers maritimes	131	167	1,294	361	279	211	712	176	398	150	3,879	48·5	39
40	Tissus de laine	71	291	52	304	594	848	597	160	238	77	3,232	49·3	40
	Totaux, quarante princ. industries	**12,896**	**62,760**	**41,404**	**35,734**	**75,630**	**36,191**	**26,730**	**13,067**	**48,533**	**5,948**	**358,893**	**47·3**	
	Totaux, toutes industries	**15,439**	**75,842**	**59,983**	**47,877**	**97,287**	**45,981**	**33,744**	**16,493**	**56,171**	**8,224**	**457,041**	**47·3**	

[1] Heures régulières de travail par semaine, sans compter le surtemps. [2] Chiffres non connus.

21.—Employées à gages travaillant un nombre spécifié d'heures[1] par semaine en un mois d'emploiement normal dans les quarante principales industries, 1938

NOTA.—Industries disposées selon le nombre annuel d'employées à gages.

	Industrie	Heures de travail par semaine										Total des employées	Moyenne d'heures par semaine	
		30 ou moins	31-43	44	45-47	48	49-50	51-54	55	56-64	65 ou plus			
		nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	
1	Confection pour femmes	505	2,403	4,312	1,689	3,224	550	245	7	28	Nil	12,963	43·7	1
2	Vêtement et confection pour hommes	333	1,382	4,663	1,511	1,928	1,163	155	136	21	"	11,292	44·4	2
3	Bonneterie et tricot	515	1,687	1,136	1,432	2,551	2,759	852	975	30	18	11,955	46·1	3
4	Filés et tissus de coton	705	1,043	49	227	368	3,548	140	338	46	Nil	6,464	42·4	4
5	Chaussures en cuir	350	639	658	796	1,116	1,594	370	467	403	19	6,412	47·0	5
6	Biscuits, confiserie, cacao, etc	189	738	755	1,268	1,233	687	255	129	73	42	5,369	45·6	6
7	Conserves de fruits et légumes	2,523	2,501	367	962	859	643	900	790	2,055	313	11,913	44·2	7
8	Tabac, cigares et cigarettes	180	1,269	371	732	1,417	41	1	Nil	Nil	Nil	4,011	42·8	8
9	Appareils et fournitures électriques	149	1,037	760	1,066	138	131	40	21	25	"	3,367	42·5	9
10	Caoutchouc (y compris chaussures)	99	790	328	331	691	320	267	91	246	"	3,163	45·6	10
11	Soie et rayonne	139	760	605	222	217	603	169	257	84	3	3,059	44·8	11
12	Pain et autres produits de boulangerie	266	221	221	217	1,080	206	339	63	93	11	2,717	45·7	12
13	Impression et reliure	114	281	792	565	780	31	11	Nil	2	Nil	2,576	44·2	13
14	Boîtes et sacs en papier	72	251	418	581	637	470	39	1	3	5	2,477	45·5	14
15	Tissus de laine	127	352	52	254	373	639	208	68	18	Nil	2,091	45·6	15
16	Chapeaux et casquettes	184	1,025	378	208	293	76	58	6	37	5	2,270	40·7	16
17	Préparations médicinales et pharmaceutiques	32	391	427	386	79	57	6	Nil	1	Nil	1,379	42·6	17
18	Impression et édition	226	140	330	136	293	43	34	5	1	"	1,208	41·3	18
19	Filés de laine	87	116	63	61	331	367	301	4	Nil	"	1,330	46·7	19
20	Entrepreneurs en confection, pour hom. et fem.	125	339	475	46	243	9	2	6	"	"	1,245	41·1	20
21	Fourrures	36	633	237	85	261	26	85	Nil	"	"	1,363	41·8	21
22	Corsets	15	89	310	416	282	Nil	Nil	"	"	"	1,112	44·9	22
23	Divers produits en papier	31	153	179	135	383	128	45	6	"	"	1,060	43·3	23
24	Abattoirs et salaisons	44	257	90	250	204	62	68	5	19	"	999	44·0	24
25	Préparation et empaquetage du tabac	16	33	572	938	355	228	114	21	Nil	"	2,277	46·3	25
26	Conserveries et saurisseries	591	202	148	59	997	156	277	240	1,111	55	3,836	48·3	26
27	Gants et mitaines en cuir	32	98	218	121	407	62	44	22	1	Nil	1,005	45·5	27
28	Tôlerie	67	115	226	162	250	65	7	Nil	Nil	"	890	43·6	28
29	Produits chimiques divers	23	259	93	80	261	59	39	22	2	"	838	43·9	29
30	Articles en caoutchouc divers	21	67	288	233	168	35	11	1	Nil	"	824	44·7	30
31	Accessoires d'automobiles	18	283	105	187	44	73	5	Nil	"	"	715	42·1	31
32	Quincaillerie et outils	11	341	144	31	31	79	56	7	"	"	700	41·9	32
33	Articles en coton, *n.a.é.*	38	125	174	35	155	142	[2]	1	9	"	679	44·0	33
34	Bijouterie et argenterie	5	21	316	178	71	11	46	6	Nil	"	654	45·4	34
35	Lithographie	3	95	48	237	184	7	1	Nil	4	"	579	45·0	35
36	Café, thé et épices	3	42	220	164	144	8	[2]	"	Nil	"	581	45·0	36
37	Beurre et fromage	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	37
38	Denrées alimentaires diverses	32	169	110	174	51	15	3	3	Nil	Nil	557	42·1	38
39	Pulpe et papier	77	69	48	11	133	86	39	Nil	1	"	464	42·8	39
40	Sacs en coton et jute	19	60	23	88	179	21	70	"	Nil	"	460	45·7	40
	Totaux, quarante princ. industries	**8,002**	**20,474**	**20,709**	**16,274**	**22,411**	**15,200**	**5,302**	**3,698**	**4,313**	**471**	**116,854**	**44·7**	
	Totaux, toutes industries	**8,634**	**23,283**	**23,780**	**18,391**	**24,338**	**16,313**	**5,852**	**4,082**	**4,584**	**531**	**129,788**	**44·6**	

[1] Heures régulières de travail par semaine, sans compter le surtemps. [2] Chiffres non connus.

Sous-section 3.—Salaires et gages dans les industries manufacturières du Canada

En 1938 l'Ontario montre le salaire moyen le plus élevé ($1,805), suivi de la Colombie Britannique ($1,777), du Manitoba ($1,651) et du Québec ($1,650). Le siège social de plusieurs grandes corporations se trouve à Montréal, Toronto, Vancouver et Winnipeg et la moyenne des salaires tend à s'élever dans les provinces où sont situées ces villes. Dans les autres provinces, les moyennes sont moins élevées. surtout dans l'Ile du Prince-Edouard. Il n'y a pas de tendance régionale apparente dans la moyenne des salaires indiquée au tableau **22.**

La Colombie Britannique, avec une moyenne de gages de $1,128 par année (soit $172 de plus que la moyenne générale), est en tête en 1938. Dans les provinces de l'Ouest, la moyenne des gages est généralement plus haute à cause de la proportion anormalement faible d'ouvrières. Dans les quatre provinces le plus à l'est, la moyenne des gages dans les manufactures est inférieure à la moyenne du Dominion; de l'Ontario à l'ouest elle est supérieure. Le caractère saisonnier de certaines des principales industries, notamment la conserverie et la saurisserie du poisson et l'abatage du bois, tend à abaisser la moyenne dans les Provinces Maritimes et le Québec. En outre, le Québec a une plus forte proportion d'ouvrières à gages (employées principalement dans les industries textiles, alimentaires et du tabac) que toute autre province excepté l'Ile du Prince-Edouard.

22.—Employés à salaire et à gages dans les industries manufacturières du Canada, par province et groupe industriel, 1938, et totaux d'années représentatives, 1917-37

Année, province ou groupe industriel	Employés à salaire				Employés à gages			
	Salariés		Tous salaires	Salaires moyens	Employés à gages		Tous gages	Gages moyens
	Hommes	Femmes			Hommes	Femmes		
	nomb.	nomb.	$	$	nomb.	nomb.	$	$
Totaux, 1917	**64,918**		**85,353,667**	**1,315**	**541,605**		**412,448,177**	**762**
Totaux, 1920	**78,334**		**141,837,361**	**1,811**	**520,559**		**575,656,515**	**1,105**
Totaux, 1922	**71,586**		**129,836,831**	**1,814**	**384,670**		**359,560,399**	**935**
Totaux, 1924	54,379	15,641	130,344,822	1,857	322,719	94,871	404,122,853	968
Totaux, 1926	58,245	17,092	142,353,900	1,890	374,244	109,580	483,328,342	999
Totaux, 1929[1]	67,731	21,110	175,553,710	1,976	451,768	122,922	601,737,507	1,042
Totaux, 1930[1]	64,161	20,550	169,992,216	2,007	416,790	113,195	527,563,162	995
Totaux, 1931[2]	71,198	20,293	172,289,095	1,883	337,636	99,513	415,277,895	950
Totaux, 1932	68,264	18,786	151,355,790	1,739	288,817	92,966	322,215,926	844
Totaux, 1933	67,875	18,761	139,317,946	1,608	287,266	94,756	296,929,878	777
Totaux, 1934	71,963	20,132	148,760,126	1,615	326,598	101,119	355,090,929	830
Totaux, 1935	76,213	21,717	160,455,080	1,638	353,790	104,944	399,012,697	870
Totaux, 1936	81,409	23,008	173,198,057	1,659	379,977	109,965	438,873,377	896
Totaux, 1937	91,092	24,735	195,983,475	1,692	427,285	117,339	525,743,562	965

[1] Les moyennes d'employés à gages et de gains pour 1925 à 1930, inclusivement, ne sont pas strictement comparables avec celles des années avant ou après cette période. Les chiffres des dernières années—comme des premières—représentent les gains d'homme-années complètes de travail sans tenir compte des périodes de chômage. La différence n'est que d'environ 3 ou 4 p.c. dans le total et affecte surtout les industries saisonnières. [2] L'augmentation du nombre de salariés en 1931 est due aux changements de méthode suivants: (1) avant 1931 les propriétaires qui travaillaient, comme les boulangers, les exploitants de scierie, les petits manufacturiers de vêtements, etc. devaient se déclarer comme employés à gages. En 1931 et les années suivantes, cependant, tous ces propriétaires se sont déclarés comme salariés; (2) en 1931 les voyageurs de commerce attachés à l'établissement, et consacrant tout ou la plus grande partie de leur temps à la vente des produits de cet établissement, sont compris parmi les salariés; avant cette date, ils ne l'étaient pas.

22.—Employés à salaires et à gages dans les industries manufacturières du Canada, par province et groupe industriel, 1938, et totaux d'années représentatives, 1917-37—fin

Année, province ou groupe industriel	Employés à salaire				Employés à gages			
	Salariés		Tous salaires	Salaires moyens	Employés à gages		Tous gages	Gages moyens
	Hommes	Femmes			Hommes	Femmes		
	nomb.	nomb.	$	$	nomb.	nomb.	$	$
1938								
PROVINCE								
Ile du Prince-Edouard	211	52	205,960	783	550	228	376,765	484
Nouvelle-Ecosse	1,881	412	3,185,099	1,389	12,189	2,328	12,385,570	853
Nouveau-Brunswick	1,818	499	3,649,149	1,575	9,894	1,756	9,528,089	818
Québec	31,301	6,899	63,030,653	1,650	126,886	49,311	150,359,431	853
Ontario	46,412	14,643	110,184,079	1,805	199,062	51,157	252,167,198	1,008
Manitoba	3,799	893	7,745,349	1,651	15,637	3,178	19,450,574	1,034
Saskatchewan	1,601	277	2,585,934	1,377	3,964	281	4,402,127	1,037
Alberta	2,558	500	4,659,309	1,524	8,540	1,086	9,708,480	1,009
Colombie Britannique et Yukon	5,689	1,144	12,140,849	1,777	32,450	2,930	39,903,974	1,128
Totaux, 1938	**95,270**	**25,319**	**207,386,381**	**1,719**	**409,172**	**112,255**	**498,282,208**	**956**
GROUPE INDUSTRIEL								
Substances végétales	16,645	4,191	34,148,985	1,639	52,611	22,094	64,601,723	865
Produits animaux	12,032	2,368	19,608,194	1,362	41,011	11,249	45,144,323	864
Textiles et tissus	9,868	3,968	24,013,195	1,736	46,778	55,131	75,262,170	739
Bois et papier	24,484	5,550	49,210,864	1,639	102,046	9,894	109,662,786	980
Fer et dérivés	14,124	3,532	34,969,470	1,981	100,317	3,262	119,490,170	1,154
Métaux non ferreux	6,916	2,207	17,684,199	1,938	30,729	4,588	40,326,497	1,142
Métalloïdes	3,593	785	8,158,462	1,864	17,815	606	21,616,465	1,173
Produits chimiques	5,684	2,039	15,149,567	1,962	11,061	3,112	14,420,950	1,017
Industries diverses	1,924	679	4,443,445	1,707	6,804	2,319	7,757,124	850

Moyenne des gains annuels dans quarante industries principales.—La moyenne des salaires dépasse $2,000 dans dix industries seulement en 1938; elle varie de $1,800 à $2,000 dans neuf autres; de $1,500 à $1,800 dans quinze autres; dans les six autres, elle est inférieure à $1,500. Ces chiffres se comparent à dix, six, seize et huit respectivement en 1937. En 1938 les salaires les plus bas sont déclarés par les scieries, l'industrie du beurre et du fromage et l'industrie du pain et autres produits de la boulangerie, qui comprennent un grand nombre de petits établissements.

Les gages les plus élevés, de plus de $1,250, sont payés dans huit industries—dérivés du pétrole, $1,514; réduction des métaux non ferreux, $1,445; coke et produits du gaz, $1,438; impression et édition, $1,334; poutres et structure d'acier, $1,322; matériel roulant de chemin de fer, $1,310; sidérurgie, $1,284; automobiles, $1,263—dans lesquelles la proportion d'artisans est probablement élevée. Dans neuf autres les gages varient de $1,000 à $1,250. Dans la plupart de ces dix-sept industries la proportion d'ouvrières est faible. Dans quinze autres industries les gages moyens vont de $800 à $1,000, tandis que dans les huit autres ils sont en bas de $800. Ce dernier groupe comprend des industries qui comportent une grande proportion de petits établissements, comme les scieries, l'industrie du beurre et du fromage et l'industrie du pain et autres produits de la boulangerie, qui sont des industries où la proportion d'ouvrières est élevée. Dans six des industries à payer des gages inférieurs à $800, comprenant les industries du vêtement, de la bonneterie et du tricot, de la biscuiterie et de la confiserie, du tabac et des cigarettes, et des conserves de fruits et légumes, la proportion d'ouvrières dépasse 50 p.c.

23.—Salaires et gages dans les quarante premières industries, 1938, juxtaposés aux salaires et gages moyens en 1937

NOTA.—Industries classées suivant l'ensemble des salaires et des gages.

	Industrie	Salaires					Gages				
		Employés à salaire		Total des salaires	Moyenne des salaires		Employés à gages		Total des gages	Moyenne des gages	
		Hommes	Femmes		1938	1937	Hommes	Femmes		1938	1937
		nomb.	nomb.	$	$	$	nomb.	nomb.	$	$	$
1	Pulpe et papier	3,655	608	10,823,536	2,539	2,364	26,208	472	31,795,775	1,192	1,344
2	Matér. roul. de ch. de fer	1,361	90	3,284,564	2,264	2,159	17,880	27	23,451,701	1,310	1,300
3	Impression et édition	6,414	2,087	12,860,605	1,513	1,498	8,629	1,273	13,210,315	1,334	1,338
4	Scieries	3,932	229	3,584,344	861	945	26,896	125	21,760,720	805	784
5	Appareils électriques	4,239	1,449	10,659,482	1,874	1,881	11,397	3,268	14,318,595	976	996
6	Pain et autres produits de boulangerie	2,643	741	3,599,019	1,064	1,017	16,351	2,624	17,811,487	939	915
7	Automobiles	1,671	491	4,943,490	2,287	2,133	12,498	212	16,049,872	1,263	1,371
8	Réduction des métaux non ferreux	904	159	2,612,284	2,457	2,568	11,725	Nil	16,937,679	1,445	1,459
9	Vêtement et confection pour hommes	2,514	800	5,307,551	1,602	1,566	6,163	11,728	13,099,021	732	744
10	Sidérurgie	900	200	2,844,190	2,586	2,439	11,939	61	15,412,437	1,284	1,333
11	Confection pour femmes	2,123	939	4,970,161	1,623	1,591	4,884	11,963	12,014,385	713	714
12	Abattoirs et salaisons	2,742	373	5,553,307	1,783	1,785	8,407	981	11,043,403	1,176	1,165
13	Beurre et fromage	5,027	920	5,436,655	914	915	10,850	539	11,102,301	975	963
14	Bonneterie et tricot	1,211	696	3,227,742	1,693	1,775	6,777	11,347	12,926,308	713	704
15	Impression et reliure	3,078	782	6,229,347	1,614	1,616	7,105	2,464	9,578,721	1,001	994
16	Filés et tissus de coton	505	171	1,419,249	2,099	2,077	11,209	6,164	13,220,068	761	809
17	Machinerie	2,073	608	4,857,344	1,812	1,778	8,700	250	9,728,919	1,087	1,140
18	Caoutchouc (y compris chaussures)	1,859	630	4,376,987	1,759	1,780	7,344	3,046	9,684,801	932	954
19	Coulages et pièces forgées	1,163	298	2,853,513	1,953	1,836	9,525	112	9,955,016	1,033	1,085
20	Chaussures en cuir	1,325	388	2,944,740	1,719	1,667	8,563	5,656	9,451,930	665	676
21	Biscuits, confiserie, cacao, etc	2,311	585	4,826,559	1,667	1,604	4,072	5,165	6,561,038	710	698
22	Tôlerie	1,247	356	2,838,497	1,771	1,698	5,859	800	6,617,148	994	988
23	Meubles	1,240	299	2,325,365	1,511	1,426	8,397	348	7,062,862	808	783
24	Accessoires d'automob.	793	273	2,084,420	1,955	1,865	6,147	687	7,265,576	1,063	1,143
25	Brasseries	1,340	166	3,542,610	2,352	2,335	3,834	39	4,800,669	1,240	1,241
26	Soie et rayonne	566	260	1,586,394	1,921	1,973	5,065	3,031	6,561,447	810	768
27	Dérivés du pétrole	785	136	2,188,437	2,376	2,297	3,743	11	5,684,603	1,514	1,451
28	Tabac, cigares et cigarettes	1,655	402	3,599,865	1,750	1,744	1,992	3,918	3,988,588	675	680
29	Instruments agricoles	860	240	1,680,663	1,528	1,678	5,308	50	5,829,043	1,088	1,051
30	Ateliers de rabotage	1,404	208	1,998,290	1,240	1,308	6,506	16	5,323,078	816	789
31	Conserves de fruits et légumes	1,059	421	2,170,747	1,467	1,408	3,843	4,168	4,682,369	584	576
32	Boîtes et sacs de papier	867	284	2,417,082	2,100	2,185	3,029	2,314	4,345,992	813	791
33	Quincaillerie et outils	644	252	1,711,741	1,910	1,938	4,657	669	4,865,520	914	984
34	Minoterie et meunerie	1,671	228	2,464,473	1,298	1,252	3,728	151	3,698,878	954	902
35	Laiton et cuivre, produits	923	215	2,140,485	1,881	1,861	3,642	250	4,014,882	1,032	1,083
36	Coke et produits du gaz	850	252	1,734,227	1,574	1,553	2,827	1	4,065,275	1,438	1,368
37	Préparations médicinales et pharmaceutiques	1,241	635	3,653,883	1,948	1,777	1,103	1,291	2,036,943	851	848
38	Appareils de chauffage et de cuisson	622	184	1,452,432	1,802	1,739	3,966	39	3,905,554	975	1,000
39	Eaux gazeuses et minérales	1,006	212	1,877,518	1,541	1,607	3,234	117	3,283,287	980	957
40	Poutres et charpentes d'acier	736	87	1,895,300	2,303	2,066	2,422	Nil	3,201,858	1,322	1,261
	Totaux, quarante princip. industries	71,159	18,354	150,577,098	-	-	316,424	85,377	390,348,064	-	-
	Grands totaux, toutes industries	95,270	25,319	207,386,381	1,719	1,692	409,172	112,255	498,282,208	956	965

Gains moyens à l'année, à la semaine et à l'heure.—Dans la comparaison des gains par province ou groupe, il faut considérer le type d'industries dans chaque cas. Certaines industries nécessitent un personnel habile et rapide; d'autres, un personnel capable d'accomplir un effort musculaire; dans d'autres encore, le personnel doit être composé d'artisans ou doué de connaissances techniques approfondies. Les ouvriers de ces dernières industries commandent naturellement des gages relativement plus élevés que les ouvriers d'industries qui emploient de simples manœuvres.

Le rang des provinces et des industries quant aux gains annuels diffère souvent quant il s'agit des gains à la semaine ou à l'heure, vu qu'interviennent les facteurs de nombre de semaines de travail durant l'année et de nombre d'heures de travail par semaine. Cependant, le tableau **24** montre que les employés à gages au Manitoba et en Colombie Britannique touchent les gages les plus élevés à l'année, à la semaine et à l'heure; dans ces provinces les gains sont beaucoup au-dessus de la moyenne du Dominion. Les employées à gages de l'Alberta et de la Colombie Britannique ont les gains moyens les plus élevés. Les gages moyens des provinces à partir de l'Ontario et à l'ouest sont plus élevés pour les hommes et les femmes que ceux des provinces de l'Est.

Les ouvriers des groupes du fer, des métaux non ferreux, des métalloïdes et des produits chimiques se trouvent classés dans cet ordre en fait de gains hebdomadaires et presque de la même façon pour ce qui est des gages à l'heure, bien que les ouvriers du groupe des métaux non ferreux soient les premiers quant aux gains annuels. Le nombre d'artisans dans ces industries est probablement élevé. Les ouvrières dans les industries du fer et des métaux non ferreux sont au premier rang quant aux gains dans les trois classes. Seulement 3·3 p.c. des employés à gages des industries du fer et 14·9 p.c. de ceux des industries des métaux non ferreux sont des femmes en 1938.

24.—Moyenne des gains annuels, hebdomadaires et à l'heure des employés à gages, selon le sexe, la province et le groupe industriel, 1938[1]

Province ou groupe industriel	Moyenne des gains			Heures de travail par semaine
	Annuels	Hebdomadaires	A l'heure	
	HOMMES À GAGES			
Province				
	$	$	$	nomb.
Ile du Prince-Edouard	549	10·31	0·198	52·2
Nouvelle-Ecosse	926	17·96	0·356	50·4
Nouveau-Brunswick	890	16·89	0·337	50·1
Québec	964	19·46	0·401	48·5
Ontario	1,105	22·92	0·491	46·7
Manitoba	1,127	24·15	0·541	44·6
Saskatchewan	1,066	20·33	0·422	48·2
Alberta	1,051	21·42	0·459	46·7
Colombie Britannique et Yukon	1,169	23·54	0·527	44·7
Totaux[2]	**1,055**	**21·49**	**0·454**	**47·3**
Groupe industriel				
Substances végétales	988	19·46	0·390	49·9
Produits animaux[1]	953	18·91	0·395	47·9
Textiles et tissus	895	18·38	0·392	46·9
Bois et papier	1,013	20·08	0·406	49·4
Fer et ses produits	1,169	25·65	0·578	44·4
Métaux non ferreux	1,201	23·97	0·537	44·6
Métalloïdes	1,195	22·52	0·475	47·4
Produits chimiques et leurs dérivés	1,128	21·63	0·487	44·4
Industries diverses	929	19·55	0·423	46·2
	FEMMES À GAGES			
Province				
Ile du Prince-Edouard	328	6·16	0·116	53·3
Nouvelle-Ecosse	469	9·11	0·184	49·4
Nouveau-Brunswick	410	7·78	0·169	45·9
Québec	569	11·48	0·255	45·1
Ontario	627	13·03	0·297	43·9
Manitoba	576	12·35	0·290	42·6
Saskatchewan	620	11·84	0·275	43·0
Alberta	671	13·67	0·313	43·7
Colombie Britannique et Yukon	673	13·55	0·326	41·6
Totaux[2]	**594**	**12·10**	**0·271**	**44·6**

[1] Pour les gains moyens annuels et hebdomadaires en 1934, 1935 et 1936 voir le rapport "Gains hebdomadaires des employés à gages des deux sexes dans les industries manufacturières du Canada, 1934-36".
[2] A l'exclusion des fabriques laitières.

24.—Moyenne des gains annuels, hebdomadaires et à l'heure des employés à gages, selon le sexe, la province et le groupe industriel, 1938[1]—fin

Province ou groupe industriel	Moyenne des gains			Heures de travail par semaine
	Annuels	Hebdomadaires	A l'heure	
Groupe industriel	FEMMES À GAGES—fin			
	$	$	$	nomb.
Substances végétales	571	11·24	0·253	44·5
Produits animaux	538	10·68	0·231	46·3
Textiles et tissus	605	12·43	0·279	44·6
Bois et papier	639	12·68	0·286	44·4
Fer et dérivés	687	15·09	0·360	41·9
Métaux non ferreux	742	14·81	0·340	43·5
Métalloïdes	543	10·22	0·222	46·1
Produits chimiques	626	12·00	0·284	42·3
Industries diverses	619	13·03	0·294	44·3
Totaux[1]	**594**	**12·10**	**0·271**	**44·6**

[1] A l'exclusion des fabriques laitières.

25.—Gains moyens annuels, hebdomadaires et à l'heure des employés à gages des quarante principales industries, 1938

NOTA.—Industries disposées suivant le nombre d'hommes à gages.

	Industrie	Gains moyens			Heures de travail par semaine
		Annuels	Hebdomadaires	A l'heure	
		$	$	$	nomb.
1	Scieries	807	15·46	0·284	54·5
2	Pulpe et papier	1,203	25·07	0·550	45·6
3	Matériel roulant de chemin de fer	1,310	27·31	0·678	40·3
4	Pain et autres produits de boulangerie	989	19·03	0·361	52·7
5	Automobiles	1,268	30·89	0·835	37·0
6	Sidérurgie	1,288	28·10	0·562	50·0
7	Réduction des métaux non ferreux	1,445	28·12	0·622	45·2
8	Appareils et fournitures électriques	1,053	20·90	0·476	43·9
9	Filés et tissus de coton	839	15·78	0·334	47·3
10	Beurre et fromage	[1]	[1]	[1]	[1]
11	Coulages et pièces forgées	1,038	22·39	0·495	45·2
12	Machinerie	1,100	22·56	0·497	45·4
13	Impression et édition	1,437	27·29	0·630	43·3
14	Chaussures en cuir	767	16·85	0·359	46·9
15	Abattoirs et salaisons	1,223	23·44	0·482	48·6
16	Meubles	816	17·93	0·385	46·6
17	Caoutchouc (y compris chaussures)	1,054	22·46	0·490	45·8
18	Impression et reliure	1,155	23·20	0·521	44·5
19	Bonneterie et tricot	926	19·38	0·394	49·2
20	Rabotage, chassis et portes	817	16·95	0·345	49·2
21	Vêtement et confection pour hommes	985	19·70	0·439	44·9
22	Accessoires d'automobiles	1,106	25·60	0·566	45·2
23	Tôlerie	1,031	21·73	0·472	46·0
24	Instruments agricoles	1,089	23·17	0·490	47·3
25	Soie et rayonne	951	20·12	0·399	50·4
26	Confection pour femmes	972	21·08	0·506	41·7
27	Quincaillerie et outils	966	23·04	0·497	46·4
28	Biscuits, confiserie, cacao, etc	902	18·05	0·370	48·8
29	Appareils de chauffage et cuisson	979	24·54	0·509	48·2
30	Conserves de fruits et légumes	711	15·20	0·300	50·7
31	Brasseries	1,244	24·25	0·494	49·1
32	Dérivés du pétrole	1,516	28·84	0·723	39·9
33	Minoterie et meunerie	966	19·08	0·373	51·1
34	Conserveries et saurisseries	692	15·33	0·307	50·0
35	Produits du laiton et du cuivre	1,056	21·10	0·483	43·7
36	Tanneries	916	19·87	0·410	48·5
37	Tréfilerie	1,060	22·12	0·457	48·4
38	Eaux gazeuses et minérales	993	19·03	0·375	50·8
39	Chantiers maritimes	1,239	25·48	0·525	48·5
40	Tissus de laine	846	17·94	0·364	49·3
	Totaux, quarante princ. industries	**1,068**	**21·71**	**0·459**	**47·3**
	Totaux, toutes industries	**1,055**	**21·49**	**0·454**	**47·3**

[1] Chiffres non connus.

26.—Gains moyens annuels, hebdomadaires et à l'heure des employées à gages des quarante principales industries, 1938

NOTA.—Industries disposées suivant le nombre de femmes à gages.

	Industrie	Gains moyens			Heures de travail par semaine
		Annuels	Hebdomadaires	A l'heure	
		$	$	$	nomb.
1	Confection pour femmes	608	13·18	0·302	43·7
2	Vêtement et confection pour hommes	599	11·98	0·270	44·4
3	Bonneterie et tricot	586	12·26	0·266	46·1
4	Filés et tissus de coton	619	11·64	0·275	42·4
5	Chaussures en cuir	509	11·18	0·238	47·0
6	Biscuits, confiserie, cacao, etc	559	11·19	0·245	45·6
7	Conserves de fruits et légumes	469	10·01	0·226	44·2
8	Tabac, cigares et cigarettes	580	11·76	0·275	42·8
9	Appareils et fournitures électriques	709	14·07	0·331	42·5
10	Caoutchouc (y compris chaussures)	638	13·58	0·298	45·6
11	Soie et rayonne	576	12·20	0·272	44·8
12	Pain et autres produits de boulangerie	625	12·02	0·263	45·7
13	Impression et reliure	651	13·09	0·296	44·2
14	Boîtes et sacs en papier	613	12·84	0·282	45·5
15	Tissus de laine	596	12·64	0·277	45·6
16	Chapeaux et casquettes	676	14·00	0·344	40·7
17	Préparations médicinales et pharmaceutiques	657	12·75	0·299	42·6
18	Impression et édition	634	12·04	0·292	41·3
19	Filés de laine	559	12·13	0·260	46·7
20	Entrepreneurs en confection, pour hom. et fem	506	12·86	0·313	41·1
21	Fourrures	784	15·83	0·379	41·8
22	Corsets	532	10·86	0·242	44·9
23	Divers produits en papier	638	13·78	0·318	43·3
24	Abattoirs et salaisons	762	14·61	0·332	44·0
25	Préparation et empaquetage du tabac	595	13·60	0·294	46·3
26	Conserveries et saurisseries	284	6·28	0·130	48·3
27	Gants et mitaines en cuir	499	11·42	0·251	45·5
28	Tôlerie	723	15·23	0·349	43·6
29	Produits chimiques divers	540	10·17	0·232	43·9
30	Articles en caoutchouc divers	593	12·62	0·282	44·7
31	Accessoires d'automobiles	678	15·69	0·373	42·1
32	Quincaillerie et outils	550	13·06	0·312	41·9
33	Articles en coton, *n.a.é.*	598	11·99	0·273	44·0
34	Bijouterie et argenterie	638	13·27	0·292	45·4
35	Lithographie	651	12·64	0·281	45·0
36	Café, thé et épices	613	12·14	0·270	45·0
37	Beurre et fromage	[1]	[1]	[1]	[1]
38	Denrées alimentaires diverses	621	12·59	0·299	42·1
39	Pulpe et papier	546	11·38	0·266	42·8
40	Sacs en coton et jute	625	12·84	0·281	45·7
	Totaux, quarante principales industries	**592**	**11·99**	**0·268**	**44·7**
	Totaux, toutes industries	**594**	**12·10**	**0·271**	**44·6**

[1] Chiffres non connus.

Gains effectifs des employés ces dernières années.—En divisant l'indice représentant la moyenne annuelle des gages, en se servant de 1917 comme base, par l'indice du coût de la vie, avec la même année comme base, on trouve que les gages effectifs ont augmenté de 28·2 p.c. de 1917 à 1938. Les indices de 1931 à 1938 sont donnés dans le tableau **27.** En 1931, les gages effectifs atteignent 119·1, déclinent à 113·0 en 1933, remontent à 130·8 en 1937, le plus haut point atteint, et déclinent à 128·2 en 1938.

27.—Gains annuels moyens et nombres-indices des gains, du coût de la vie et des gages effectifs des employés à gages dans les industries manufacturières, 1931-38

NOTA—Les chiffres pouvant être comparés, de 1917 à 1930, ont été publiés à la page 440 de l'Annuaire de 1939.

Année	Montant des gages	Nombre moyen des employés à gages	Moyenne des gains annuels	Nombres indices (1917=100)		
				Moyenne des gains annuels	Coût de la vie[1]	Valeur intrinsèque des gains annuels moyens[2]
	$	nomb.	$			
1931	415,277,895	437,149	950	124·7	104·4	119·4
1932	322,245,926	381,783	844	110·8	94·7	117·0
1933	296,929,878	382,022	777	102·0	90·3	113·0
1934	355,090,929	427,717	830	108·9	91·6	118·9
1935	399,012,697	458,734	870	114·2	92·1	124·0
1936	438,873,377	489,942	896	117·6	93·9	125·2
1937	525,743,562	544,624	965	126·6	96·8	130·8
1938	498,282,208	521,427	956	125·4	97·8	128·2

[1] Nouvel indice du coût de la vie avec 1935-39 comme base. [2] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

Pourcentages des salaires et gages comparativement à la valeur nette de production.—Le tableau 28 montre le rapport qui existe entre les salaires et gages payés par les fabricants et la valeur nette de production. Bien que l'on se serve souvent des chiffres bruts dans des calculs semblables, il faut se rappeler qu'après tout les valeurs qui produisent les gages sont celles qui proviennent des valeurs ajoutées aux matières premières pendant que celles-ci se trouvent dans l'établissement. Ce sont ces valeurs ajoutées qui constituent la production effective de la fabrique et la source unique des sommes nécessaires au paiement des salaires et gages, de l'intérêt, du loyer, des impôts, des réparations et de tous les autres frais d'exploitation. Les pourcentages des salaires ont été les plus élevés en 1932 et 1933, années où la production manufacturière a subi des diminutions; il est probable que, les salariés étant un facteur de l'organisation plutôt que de la production, les salaires (à cause du niveau auquel la production était tombée) constituaient un pourcentage anormal. De 1924 à 1929 la production manufacturière augmente et le pourcentage décline graduellement, tandis que de 1931 à 1935 et de nouveau en 1938, à la faveur de la reprise de l'activité industrielle, la proportion des salaires par rapport à la valeur ajoutée est anormalement élevée. Il ne faut toutefois pas oublier que le nombre de salariés augmente de 72·2 p.c. de 1924 à 1938, tandis que celui d'employés à gages n'augmente que de 24·9 p.c. Le pourcentage des gages fluctue beaucoup moins que celui des salaires. Comme le nombre d'employés à gages peut être ajusté plus facilement à l'activité industrielle et le niveau des salaires au prix des produits, il s'ensuit que le pourcentage des gages par rapport aux valeurs ajoutées par la transformation n'est que de 2·7 points plus bas en 1938 qu'en 1924. Le pourcentage atteint sa cime en 1920, année de la grande inflation d'après-guerre où la moyenne des gages est la plus élevée et le rendement effectif au plus bas niveau

28.—Pourcentages des salaires et gages comparativement à la valeur nette de la production manufacturière, 1924-38

Année	Valeur ajoutée par la transformation[1]	Salaires	Gages	Pourcentage de la valeur ajoutée		
				en salaires	en gages	en salaires et gages
	$	$	$	p.c.	p.c.	p.c.
1924	1,075,458,459	130,344,822	404,122,853	12·1	37·3	49·7
1925	1,167,936,726	133,409,498	436,534,944	11·4	37·4	48·8
1926	1,305,168,549	142,353,900	483,328,342	10·9	37·0	47·9
1927	1,427,649,292	151,419,411	511,285,921	10·6	35·8	46·4
1928	1,597,887,676	162,903,007	558,568,627	10·2	35·0	45·2
1929	1,755,386,937	175,553,710	601,737,507	10·0	34·3	44·3
1930	1,522,737,125	169,992,216	527,563,162	11·2	34·6	45·8
1931	1,252,017,248	172,289,095	415,277,895	13·8	33·2	47·0
1932	955,960,724	151,355,790	322,245,926	15·8	33·7	49·5
1933	919,671,181	139,317,946	296,929,878	15·1	32·3	47·4
1934	1,087,301,742	148,760,126	355,090,929	13·7	32·7	46·4
1935	1,153,485,104	160,455,080	399,012,697	13·9	34·6	48·5
1936	1,289,592,672	173,198,057	438,873,377	13·4	34·0	47·4
1937	1,508,924,867	195,983,475	525,743,562	13·0	34·8	47·8
1938	1,428,286,778	207,386,381	498,282,208	14·5	34·9	49·4

[1] Equivalente à la "valeur nette des produits", voir renvoi 1, tableau **1**, p. 308.

Sous-section 4.—Importance des établissements manufacturiers

L'importance d'un établissement manufacturier se mesure soit par le nombre d'employés, soit par la valeur de production, bien que les deux méthodes aient leur limitation. Dans la première on ne tient aucun compte des différences en outillage pour les diverses périodes ou les diverses industries, et il va sans dire que l'utilisation accrue des machines, comme par exemple dans la minoterie, peut avoir pour effets simultanés un accroissement en production et une diminution en personnel. La deuxième méthode doit être ajustée aux changements des niveaux de prix et, pour ce qui est des comparaisons entre industries, celles qui transforment des matières premières coûteuses semblent opérer sur une plus grande échelle. Les deux étalons dépendent des fluctuations de l'activité commerciale et de la demande du consommateur; sur de longues périodes il est difficile d'établir une comparabilité absolue à cause de changements dans les méthodes de recensement.

Importance des établissements mesurée par la valeur brute de production.—En 1922, les 420 établissements ayant une production dépassant $1,000,000 donnent une production globale de $1,268,056,129 ou 51 p.c. de toute la production des industries manufacturières. En 1929, il y avait 719 de ces établissements, fournissant $2,516,064,954 ou 62 p.c. de toute la production manufacturière—un changement très significatif en la courte période de huit ans. Toutefois, en 1931 le nombre d'établissements ayant une production dépassant $1,000,000 a de nouveau tombé à 482, leur production valant $1,451,658,954 ou 53 p.c. du total. Vu l'exclusion des usines centrales électriques en 1931 et de l'industrie de teinturerie, nettoyage et buanderie en 1936, les chiffres depuis 1932 ne sont pas directement comparables à ceux de 1929 ou 1922.

29.—Etablissements manufacturiers groupés selon la valeur brute de production, totaux et valeur moyenne des produits de chaque groupe, 1922, 1929, 1936 et 1938

Echelons de production	1922[1]			1929[1]		
	Etablissements	Production totale	Moyenne de production	Etablissements	Production totale	Moyenne de production
	nomb.	$	$	nomb.	$	$
Moins de $25,000	14,978	114,205,770	7,625	14,024	106,735,470	7,611
$ 25,000 mais moins de $ 50,000	2,401	85,075,807	35,433	2,802	99,529,725	35,521
50,000 " 100,000	1,793	129,320,947	72,125	2,209	156,308,744	70,760
100,000 " 200,000	1,355	191,675,689	141,458	1,688	237,532,492	140,718
200,000 " 500,000	1,078	330,533,712	306,618	1,519	504,218,217	331,941
500,000 " 1,000,000	516	363,341,076	704,149	636	443,597,677	697,481
1,000,000 " 5,000,000	364	692,463,530	1,902,372	601	1,217,866,089	2,026,400
5,000,000 et plus	56	575,592,599	10,278,439	118	1,298,198,865	11,001,685
Totaux et moyennes	**22,541**	**2,482,209,130**	**110,120**	**23,597**	**4,063,987,279**	**172,225**
	1936[2]			1938[2]		
Moins de $25,000	15,846	119,766,944	7,558	16,216	126,006,137	7,770
$ 25,000 mais moins de $ 50,000	2,625	93,736,051	35,709	2,785	99,131,061	35,595
50,000 " 100,000	2,040	144,718,010	70,940	2,123	150,486,178	70,884
100,000 " 200,000	1,413	198,268,333	140,317	1,626	228,821,261	140,726
200,000 " 500,000	1,251	391,284,269	312,777	1,331	413,456,203	310,636
500,000 " 1,000,000	512	358,345,875	699,894	569	398,513,063	700,374
1,000,000 " 5,000,000	447	949,275,501	2,123,659	468	967,571,891	2,067,461
5,000,000 et plus	68	747,008,831	10,985,423	82	953,695,572	11,630,433
Totaux et moyennes	**24,202**	**3,002,403,814**	**124,056**	**25,200**	**3,337,681,366**	**132,448**

[1] Ces chiffres comprennent la production des "usines centrales électriques" et des "teinturerie, nettoyage et buanderie" [2] Ces chiffres ne comprennent ni les "usines centrales électriques" ni les "teinturerie, nettoyage et buanderie".

Importance des établissements mesurée par le nombre d'employés.—En 1923, les établissements employant 501 personnes ou plus ont fourni du travail à 21·4 p.c. de tout le personnel occupé dans les établissements manufacturiers. En 1929 la même catégorie d'établissements employait 27·3 p.c. du total, indiquant une plus forte concentration de production dans des établissements plus grands. Cette tendance toutefois a été arrêtée par la dépression, le pourcentage baissant à 20·5 en 1933 (usines centrales électriques comprises). A la faveur du relèvement de la production depuis 1933, le pourcentage a remonté à 25·6 p.c. en 1938. Il en est de même des établissements employant 101 personnes ou plus. En 1923 ils occupaient 58·6 p.c. du personnel global de toutes les manufactures; en 1929, 61·9 p.c.; en 1933, 55·7 p.c.; et en 1938, 61·0 p.c.

30.—Etablissements manufacturiers et leur personnel groupés selon l'effectif de chaque établissement, 1923, 1929, 1936 et 1938

Groupe	1923[1]			1929[1]		
	Etablissements	Personnel	Moyenne du personnel	Etablissements	Personnel	Moyenne du personnel
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Moins de 5 personnes	13,156	22,789	1·7	12,273	30,446	2·5
5 à 20 personnes	5,310	53,852	10·1	6,160	62,310	10·1
21 " 50 "	2,093	67,408	32·2	2,531	81,846	32·3
51 " 100 "	1,031	73,449	71·2	1,262	90,238	71·5
101 " 200 "	566	79,737	140·9	745	103,944	139·5
201 " 500 "	374	115,585	309·1	444	136,397	307·2
501 et plus	112	112,447	1,004·0	182	189,253	1,040·0
Totaux et moyennes	**22,642**	**525,267**	**23·2**	**23,597**	**694,434**	**29·4**

[1] Voir renvoi 1, tableau **29.**

30.—Etablissements manufacturiers et leur personnel groupés selon l'effectif de chaque établissement, 1923, 1929, 1936 et 1938—fin

Groupe	1936[2]			1938[2]		
	Etablissements	Personnel	Moyenne du personnel	Etablissements	Personnel	Moyenne du personnel
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Moins de 5 personnes	13,441	26,659	2·0	13,560	28,661	2·1
5 à 20 personnes	6,353	62,298	9·8	6,910	66,718	9·7
21 " 50 "	2,151	69,017	32·1	2,318	74,570	32·2
51 " 100 "	1,042	72,902	70·0	1,139	80,452	70·6
101 " 200 "	657	91,966	140·0	671	94,295	140·5
201 " 500 "	411	126,368	307·5	439	133,059	303·1
501 et plus	147	145,149	987·4	163	164,261	1,007·7
Totaux et moyennes	**24,202**	**594,359**	**24·6**	**25,200**	**642,016**	**25·5**

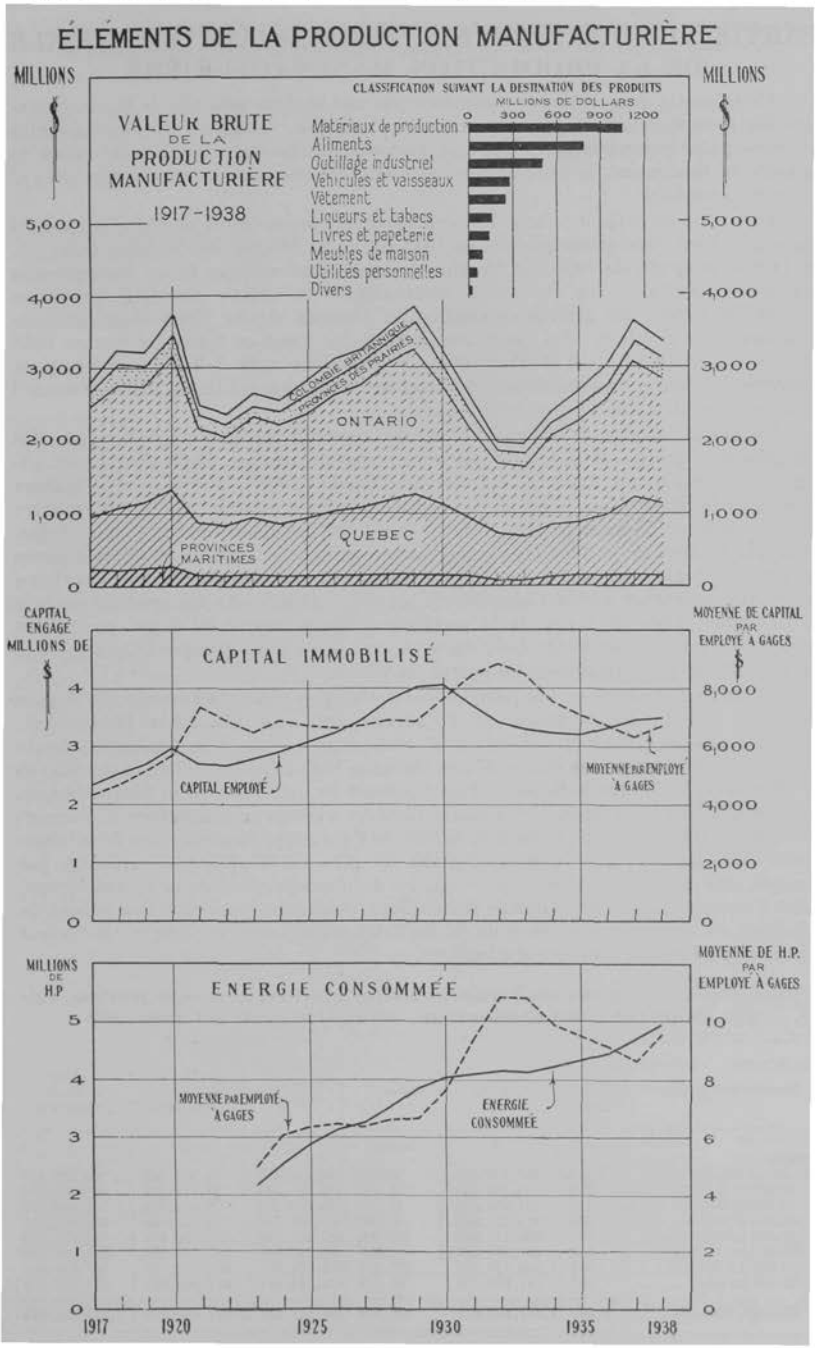
[2] Voir renvoi 2, tableau **29.**

Importance des établissements dans les industries principales.—Le tableau **31** ci-dessous résume le degré de concentration dans certaines industries principales du Canada. Cette concentration est analysée en détail pour chacune des vingt-cinq industries du tableau **32,** pp. 52–55 du rapport annuel, "Les industries manufacturières du Canada, 1938", publié par le Bureau Fédéral de la Statistique. La concentration est extrêmement marquée dans le cas de la réduction des métaux non ferreux, raffineries de sucre, automobiles, dérivés du pétrole, matériel roulant de chemin de fer, tabac, cigares et cigarettes, et pulpe et papier, tandis que dans le cas de la confection pour hommes et femmes, du pain et des autres produits de la boulangerie, et du beurre et fromage, le degré de concentration est faible. En ce qui concerne la minoterie et meunerie, la concentration est élevée dans le cas des moulins à farine, mais le peu d'importance de la moyenne des moulins à provende renverse cette concentration dans l'industrie en général.

31.—Importance proportionnelle des établissements ayant une production brute de $1,000,000 et plus, dans les vingt-cinq principales industries, 1938

NOTA.—Pour les principales statistiques de ces industries, voir le tableau **12,** p. 331.

	Industrie	Nombre de ces établissements	P.c. du total d'établissements dans l'industrie	P.c. de la production totale dans l'industrie
1	Réduction et affinage des métaux non ferreux	14	100·0	100·0
2	Pulpe et papier	55	55·6	91·2
3	Abattoirs et salaisons	38	26·2	89·5
4	Beurre et fromage	12	0·5	14·0
5	Minoterie et meunerie	21	1·9	70·8
6	Automobiles	6	50·0	98·0
7	Dérivés du pétrole	14	23·7	92·5
8	Scieries	13	0·3	23·0
9	Appareils et fournitures électriques	16	8·5	67·4
10	Matériel roulant de chemin de fer	19	51·4	92·5
11	Pain et autres produits de boulangerie	7	0·2	14·3
12	Vêtement et confection pour hommes	7	1·8	18·6
13	Impression et édition	12	1·5	47·7
14	Caoutchouc (y compris chaussures)	13	24·5	69·3
15	Sidérurgie	14	25·5	84·4
16	Confection pour femmes	3	0·5	6·4
17	Filés et tissus de coton	18	48·6	85·2
18	Biscuits, confiserie, cacao, etc	14	6·2	58·1
19	Bonneterie et tricot	14	8·0	38·7
20	Machinerie	7	3·3	39·0
21	Conserves de fruits et légumes	4	1·2	34·4
22	Tôlerie	12	7·1	57·9
23	Tabac, cigares et cigarettes	9	10·3	91·5
24	Brasseries	10	15·4	57·8
25	Raffineries de sucre	10	100·0	100·0


ÉLÉMENTS DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE
MILLIONS
$
VALEUR BRUTE DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE
1917-1938
CLASSIFICATION SUIVANT LA DESTINATION DES PRODUITS
MILLIONS DE DOLLARS
0 300 600 900 1200
Matériaux de production
Aliments
Outillage industriel
Véhicules et vaisseaux
Vêtement
Liqueurs et tabacs
Livres et papeterie
Meubles de maison
Utilités personnelles
Divers
COLOMBIE BRITANNIQUE
PROVINCES DES PRAIRIES
ONTARIO
QUEBEC
PROVINCES MARITIMES
5,000
4,000
3,000
2,000
1,000
0
CAPITAL ENGAGÉ
MILLIONS DE $
CAPITAL IMMOBILISÉ
CAPITAL EMPLOYÉ
MOYENNE DU CAPITAL PAR EMPLOYÉ À GAGES
MOYENNE DE CAPITAL PAR EMPLOYÉ À GAGES
$
8,000
6,000
4,000
2,000
0
MILLIONS DE H.P.
ENERGIE CONSOMMÉE
MOYENNE PAR EMPLOYÉ À GAGES
ENERGIE CONSOMMÉE
MOYENNE DE H.P. PAR EMPLOYÉ À GAGES
10
8
6
4
2
0
1917
1920
1925
1930
1935
1938

PARTIE II.—DISTRIBUTION PROVINCIALE ET LOCALE DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE

Cette partie de ce chapitre commence par une analyse générale de la concentration des industries manufacturières dans les provinces. Dans les sections suivantes les principales caractéristiques des manufactures de chaque province sont mises en lumière et, finalement, la distribution des manufactures dans les principales cités et villes du Dominion.

L'Ontario et le Québec sont les plus importantes provinces manufacturières du Canada. Leur production globale en 1938 est de $2,696,000,000 ou plus de 80 p.c. de la valeur brute de celle du Dominion. Les charbonnages de la Pennsylvanie avoisinant l'Ontario, les ressources hydrauliques et autres des deux provinces et leur proximité des grands débouchés du Canada et des Etats-Unis ont tous contribué à ce résultat. La Colombie Britannique vient en troisième lieu en 1938 avec 6·8 p.c. du total et le Manitoba, en quatrième avec 3·9 p.c.; l'Alberta ,la Nouvelle-Ecosse, la Saskatchewan, le Nouveau-Brunswick et l'Ile du Prince-Edouard viennent ensuite dans l'ordre mentionné.

Un grand tableau de la valeur brute de la production manufacturière en 1938 par province, groupe et industrie particulière paraît aux pp. 60-66 du rapport annuel, "Les industries manufacturières du Canada, 1938", publié par le Bureau Fédéral de la Statistique. Il n'est pas répété ici faute d'espace. Ce tableau montre l'indiscutable prédominance de l'Ontario et du Québec dans chaque groupe industriel. Le Québec est en tête dans la fabrication des textiles, mais dans tous les autres groupes l'Ontario a la production la plus forte. La position de ces deux provinces est le plus approchée par la Colombie Britannique dans le cas des produits du bois et du papier, avec 15·4 p.c. de la production brute, contre 39·6 p.c. pour l'Ontario et 32·4 p.c. pour le Québec; dans chacun des autres groupes l'Ontario et le Québec dépassent de beaucoup les autres provinces.

Le tableau **1** analyse les principales statistiques manufacturières de chaque province, suivant l'importance de l'établissement. La Colombie Britannique, troisième province manufacturière, a 37 établissements dont la production brute surpasse $1,000,000 chacun contre 272 en Ontario, 168 en Québec, 22 au Manitoba, 18 en Alberta, 12 en Nouvelle-Ecosse, 11 au Nouveau-Brunswick et 10 en Saskatchewan. Les immobilisations, l'effectif et d'autres facteurs varient en proportion de l'importance de l'établissement et suivant la nature de l'industrie concernée (les 3 établissements du Manitoba avec une production de plus de $5,000,000 emploient par exemple près de 2 fois autant de gens que les 4 du même genre de la Saskatchewan, et les 4 semblables de la Colombie Britannique emploient plus de 6 fois autant de personnes en moyenne que les 4 de la Saskatchewan), mais en général le facteur importance se reflète dans les statistiques.

1.—Statistiques principales des industries manufacturières de chaque province, suivant l'importance de l'établissement (production brute par unité) 1938

Province et groupe	Etablissements	Capital	Effectif	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute de production
	nomb.	$	nomb.	$	$	$
Canada—						
Moins de $25,000	16,216	157,573,520	56,801	39,584,499	73,513,793	126,006,137
$ 25,000 à 50,000	2,785	83,139,732	29,782	26,021,844	54,613,138	99,131,061
50,000 à 100,000	2,123	127,901,729	41,377	40,233,653	79,078,298	150,486,178
100,000 à 200,000	1,626	215,155,896	61,080	61,631,779	120,330,735	228,821,261
200,000 à 500,000	1,331	403,114,908	103,009	107,321,747	212,136,475	413,456,203
500,000 à 1,000,000	569	427,727,883	89,108	98,351,407	193,867,889	398,513,063
1,000,000 à 5,000,000	468	1,289,156,587	171,880	209,959,007	501,631,849	967,571,891
5,000,000 ou plus	82	781,912,763	88,979	122,564,653	572,305,851	953,695,572
Totaux, Canada	**25,200**	**3,485,683,018**	**642,016**	**705,668,589**	**1,807,478,028**	**3,337,681,366**

1.—Statistiques principales des industries manufacturières de chaque province, suivant l'importance de l'établissement (production brute par unité), 1938—suite

Province et groupe	Etablissements	Capital	Effectif	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute de production
	nomb.	$	nomb.	$	$	$
Ile du Prince-Edouard—						
Moins de $25,000	202	1,011,451	603	233,190	863,172	1,320,209
$ 25,000 à 50,000	12	341,036	89	55,674	325,318	439,244
50,000 à 100,000	9	485,856	164	149,786	338,742	616,543
100,000 à 200,000	4	814,440	185	144,075	852,311	1,194,671
200,000 à 500,000	2					
Totaux, I.P.-Edouard	**229**	**2,652,783**	**1,041**	**582,725**	**2,379,543**	**3,570,667**
Nouvelle-Ecosse—						
Moins de $25,000	862	6,536,721	3,685	2,341,028	4,484,183	5,259,119
$ 25,000 à 50,000	83	2,619,418	1,180	807,433	1,568,761	2,944,299
50,000 à 100,000	62	3,981,109	1,341	1,019,802	2,526,992	4,372,900
100,000 à 200,000	43	12,774,809	2,086	1,991,289	5,600,450	6,032,824
200,000 à 500,000	32	11,958,019	2,481	2,368,700	5,418,993	10,109,739
500,000 à 1,000,000	8	5,119,273	1,291	1,096,113	2,618,086	5,394,136
1,000,000 à 5,000,000	10	48,404,433	4,746	5,946,304	17,485,902	40,747,588
5,000,000 ou plus	2					
Totaux, Nouv.-Ecosse	**1,102**	**91,393,782**	**16,810**	**15,570,669**	**39,703,367**	**74,860,605**
Nouveau-Brunswick—						
Moins de $25,000	642	3,760,580	2,345	1,134,638	2,347,737	4,347,500
$ 25,000 à 50,000	62	1,649,448	738	536,228	1,143,053	2,132,698
50,000 à 100,000	47	3,906,352	1,212	969,861	1,698,023	3,408,488
100,000 à 200,000	27	3,884,069	1,365	1,109,171	2,110,894	3,958,605
200,000 à 500,000	31	13,298,194	2,414	2,377,369	5,798,093	10,367,906
500,000 à 1,000,000	6	4,249,099	876	932,391	2,259,917	3,957,660
1,000,000 à 5,000,000	10	51,217,834	5,017	6,117,580	16,220,545	30,398,095
5,000,000 ou plus	1					
Totaux, N.-Brunswick	**826**	**81,965,576**	**13,967**	**13,177,238**	**31,578,262**	**58,570,952**
Québec—						
Moins de $25,000	6,107	52,615,784	20,790	12,634,339	26,264,218	45,344,375
$ 25,000 à 50,000	804	21,439,536	9,462	7,424,374	16,332,609	28,693,837
50,000 à 100,000	577	31,870,983	12,597	10,861,811	21,820,597	40,404,906
100,000 à 200,000	450	52,290,957	18,947	17,405,599	33,221,090	63,653,080
200,000 à 500,000	394	106,915,350	34,912	31,395,393	63,600,832	123,154,379
500,000 à 1,000,000	155	113,385,458	27,784	26,382,366	52,995,816	107,882,551
1,000,000 à 5,000,000	140	498,680,540	61,411	72,363,902	131,598,978	294,396,642
5,000,000 ou plus	28	269,036,476	28,494	34,922,300	172,596,675	279,593,829
Totaux, Québec	**8,655**	**1,146,235,084**	**214,397**	**213,396,084**	**518,430,815**	**983,123,599**
Ontario—						
Moins de $25,000	5,552	67,928,718	20,258	16,345,892	30,318,656	49,660,905
$ 25,000 à 50,000	1,307	39,201,467	12,571	11,534,884	25,814,772	46,368,163
50,000 à 100,000	985	62,610,765	18,675	19,383,409	36,211,367	70,373,525
100,000 à 200,000	808	109,458,248	29,343	30,899,921	56,006,984	113,484,260
200,000 à 500,000	652	209,169,473	49,874	55,184,418	99,679,956	200,950,744
500,000 à 1,000,000	307	231,939,214	48,396	55,882,692	100,323,189	215,532,157
1,000,000 à 5,000,000	234	551,940,571	81,829	99,964,662	251,644,387	473,098,640
5,000,000 ou plus	38	404,647,719	50,328	73,155,399	309,959,410	543,028,027
Totaux, Ontario	**9,883**	**1,676,896,175**	**311,274**	**362,351,277**	**909,958,721**	**1,712,496,421**

1.—Statistiques principales des industries manufacturières de chaque province, suivant l'importance de l'établissement (production brute par unité), 1938—fin

Province et groupe	Etablissements	Capital	Effectif	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute de production
Manitoba—	nomb.	$	nomb.	$	$	$
Moins de $25,000	653	5,954,920	2,323	1,664,961	2,402,002	4,684,346
$ 25,000 à 50,000	110	3,484,091	1,297	1,105,724	2,155,932	3,954,177
50,000 à 100,000	122	6,625,728	1,957	2,044,187	4,805,076	8,764,488
100,000 à 200,000	80	8,620,238	2,794	2,788,499	6,381,108	11,187,681
200,000 à 500,000	61	15,628,933	3,880	4,436,482	10,315,013	18,712,905
500,000 à 1,000,000	24	19,778,049	2,754	3,606,244	7,262,978	16,220,770
1,000,000 à 5,000,000	19	44,021,923	6,951	9,408,915	24,589,462	40,409,895
5,000,000 ou plus	3	10,253,861	1,551	2,140,911	22,536,169	27,836,018
Totaux, Manitoba	**1,072**	**114,367,743**	**23,507**	**27,195,923**	**80,447,740**	**131,770,280**
Saskatchewan—						
Moins de $25,000	502	5,057,841	1,323	913,869	1,255,599	2,754,853
$ 25,000 à 50,000	56	1,904,798	554	503,619	1,015,486	2,031,530
50,000 à 100,000	50	2,736,240	548	582,764	2,100,916	3,505,414
100,000 à 200,000	35	2,846,549	699	818,737	3,038,373	4,711,952
200,000 à 500,000	23	7,028,756	1,228	1,635,341	4,307,641	8,399,128
500,000 à 1,000,000	2					
1,000,000 à 5,000,000	6	7,441,718	903	1,316,346	11,750,319	15,701,109
5,000,000 ou plus	4	11,348,119	868	1,217,385	19,969,222	23,923,867
Totaux, Saskatchewan	**678**	**38,364,021**	**6,123**	**6,988,061**	**43,437,556**	**61,027,853**
Alberta—						
Moins de $25,000	650	5,277,337	1,864	1,303,167	2,049,092	4,325,661
$ 25,000 à 50,000	124	4,137,311	1,057	1,025,428	2,566,118	4,446,441
50,000 à 100,000	89	4,556,142	1,311	1,289,295	3,620,333	6,341,009
100,000 à 200,000	49	5,685,817	1,372	1,471,474	3,849,980	6,734,331
200,000 à 500,000	27	8,908,490	1,579	1,901,529	4,608,801	8,529,114
500,000 à 1,000,000	13	11,625,296	1,552	2,081,468	4,707,805	9,387,593
1,000,000 à 5,000,000	16	29,001,955	3,949	5,295,428	32,943,465	46,911,351
5,000,000 ou plus	2					
Totaux, Alberta	**970**	**69,192,348**	**12,684**	**14,367,789**	**54,345,594**	**86,675,500**
Colombie Britannique—						
Moins de $25,000	1,046	9,430,168	3,610	3,013,415	3,529,134	8,309,169
$ 25,000 à 50,000	227	8,362,627	2,834	3,028,480	3,691,089	8,120,672
50,000 à 100,000	182	11,128,554	3,572	3,932,738	5,956,252	12,698,905
100,000 à 200,000	130	19,056,347	4,367	5,067,426	9,794,149	18,534,706
200,000 à 500,000	109	30,787,736	6,647	8,068,900	18,490,615	33,680,639
500,000 à 1,000,000	54	40,775,873	6,371	8,259,336	23,092,025	39,018,996
1,000,000 à 5,000,000	33	80,945,065	9,233	12,798,463	35,486,914	61,260,407
5,000,000 ou plus	4	64,129,136	5,579	7,876,065	27,156,252	43,961,995
Tot., Col. Britannique	**1,785**	**264,615,506**	**42,213**	**52,044,823**	**127,196,430**	**225,585,489**

Section 1.—Les manufactures des Provinces Maritimes, 1938

Dans l'Ile du Prince-Edouard, les ressources prédominantes des pêcheries et de l'agriculture font des industries du beurre et du fromage, de la poissonnerie et des provendes animales les principales industries manufacturières de la province. L'impression et l'édition y constituent aussi une industrie importante. La Nouvelle-Ecosse est renommée pour ses mines de charbon et ses pêcheries, mais elle possède aussi de vastes forêts et terres agricoles; la mer lui donne aussi accès facile au minerai de fer à haute teneur de Terre-Neuve. Ces ressources favorisent le développement de ses principales manufactures: sidérurgie, poissonnerie, pulpe et papier, matériel roulant de chemin de fer, beurre et fromage et scieries. Les forêts du Nouveau-Brunswick donnent une place prédominante aux industries de la pulpe et du papier et du sciage, tandis que la transformation des produits de la pêche et de la terre y ajoutent à sa production variée.

2.—Statistiques des principales industries des Provinces Maritimes, 1938

	Industrie	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits[1]
	ILE DU PRINCE ÉDOUARD						
		nomb.	$	nomb.	$	$	$
1	Beurre et fromage	29	370,684	111	77,091	685,837	854,649
2	Conserveries de poisson	78	180,525	256	63,345	454,582	607,276
3	Impression et édition	4	245,045	100	90,022	26,677	172,335
4	Provendes animales	3	75,981	22	22,928	85,224	134,997
5	Coulages et pièces forgées	3	337,505	53	44,879	25,050	133,100
6	Pain et autres produits boulangers	12	111,218	49	27,262	76,486	132,365
7	Scieries	52	128,438	85	21,235	59,247	116,180
8	Toutes autres principales industries[2]	5	369,065	110	75,576	720,722	916,667
	Totaux, principales industr.	**186**	**1,818,461**	**786**	**422,338**	**2,133,825**	**3,067,569**
	Totaux, toutes industries	**229**	**2,652,783**	**1,041**	**582,725**	**2,379,543**	**3,570,667**
	NOUVELLE-ÉCOSSE						
1	Sidérurgie	6	18,746,845	2,222	2,901,124	5,708,404	11,183,267
2	Conserveries de poisson	155	3,757,847	1,933	1,116,541	4,149,085	6,471,510
3	Pulpe et papier	5	14,327,943	743	1,109,588	1,781,116	5,933,523
4	Matériel roulant de ch. de fer	3	3,212,912	387	430,190	1,991,472	3,246,033
5	Beurre et fromage	29	1,227,761	333	333,567	2,089,203	3,013,284
6	Scieries	452	1,614,335	1,515	516,368	1,492,977	2,560,788
7	Biscuits, confiserie, cacao, etc	10	2,260,481	841	670,854	1,072,185	2,320,268
8	Bonneterie et tricot	3	2,156,981	814	588,665	889,253	2,070,596
9	Impression et édition	33	1,967,791	723	839,045	368,959	1,970,068
10	Pain et autres produits boulangers	83	906,783	497	381,567	1,035,627	1,876,937
11	Construction et répar. de navires	7	4,055,975	534	665,504	354,465	1,559,747
12	Engrais chimiques	3	769,423	98	95,197	788,051	1,141,643
13	Coulages et pièces forgées	10	1,785,792	509	535,364	421,013	1,076,009
14	Toutes autres principales industries[2]	5	18,599,673	1,195	1,753,249	10,921,147	16,771,520
	Totaux, principales indust.	**804**	**75,390,542**	**12,344**	**11,986,823**	**33,062,957**	**61,195,193**
	Totaux, toutes industries	**1,102**	**91,393,782**	**16,810**	**15,570,669**	**39,703,367**	**74,860,605**
	NOUVEAU-BRUNSWICK						
1	Pulpe et papier	6	37,650,162	2,379	3,027,321	5,990,004	14,297,334
2	Scieries	292	4,594,333	2,256	1,306,935	3,150,814	5,414,051
3	Café, thé, épices	5	1,644,500	256	301,012	2,534,901	3,464,593
4	Conserveries de poisson	118	2,557,521	825	351,796	1,606,220	2,557,617
5	Beurre et fromage	34	1,086,234	275	233,661	1,421,635	1,960,420
6	Pain et autres produits boulangers	87	909,135	481	360,930	915,238	1,653,584
7	Biscuits, confiserie, cacao, etc	9	1,348,849	632	434,617	824,321	1,641,805
8	Abattoirs et salaisons	6	618,500	173	258,270	1,393,504	1,631,204
9	Engrais chimiques	3	1,068,839	83	118,111	1,118,615	1,444,951
10	Impression et édition	24	1,701,837	502	592,844	250,975	1,159,512
11	Appareils de chauffage et de cuisson	3	1,191,013	403	467,085	359,357	1,128,655
12	Toutes autres principales industries[2]	6	11,720,960	2,358	2,682,012	6,957,654	11,676,480
	Totaux, principales indust.	**593**	**66,091,883**	**19,623**	**10,134,594**	**26,523,238**	**48,030,206**
	Totaux, toutes industries	**826**	**81,965,576**	**13,967**	**13,177,238**	**31,578,262**	**58,570,952**

[1] La valeur nette s'obtient en déduisant le coût des matières premières, du combustible et de l'électricité de la valeur brute. [2] Des statistiques individuelles ne peuvent pas être données parce qu'il y a moins de trois établissements par industrie. Ces industries sont: Ile du Prince-Edouard, sacs de coton et de jute, abattoirs et salaisons, engrais chimiques et tôlerie; Nouvelle-Ecosse, raffineries de sucre, tréfilerie, coke et gaz et produits du pétrole; Nouveau-Brunswick, raffineries de sucre, matériel roulant de chemin de fer, filés et tissus de coton.

Section 2.—Les manufactures du Québec, 1938

Parmi les ressources du Québec qui ont contribué au développement des industries manufacturières de la province, on peut mentionner les ressources naturelles de ses forêts, de ses forces hydrauliques, de ses minéraux et de ses régions agricoles, et aussi sa position géographique sur l'estuaire du St-Laurent qui permet aux long-courriers d'atteindre ses principaux centres de population. En plus de ces avantages naturels, on trouve une population stable et laborieuse, un facteur important dans des industries telles que les textiles, les vêtements, les chaussures, etc., qui ont recours aux services d'un grand nombre d'ouvriers.

Au cours des dernières années, le changement le plus remarquable dans les industries manufacturières du Québec a été le développement dans la réduction des métaux non ferreux. Cette industrie parut pour la première fois parmi les quarante principales de la province en 1927, alors qu'elle se plaça au dix-neuvième rang. Elle est au deuxième depuis 1935. Le raffinage du pétrole s'est aussi développé et a acquis de l'importance durant la même période. Il était en vingt-sixième place en 1927 et en neuvième en 1938.

L'importance de l'industrie de la pulpe et du papier dans la province de Québec ressort clairement d'une comparaison avec le reste du pays. L'industrie québecoise de la pulpe et du papier, en plus de contribuer 9 p.c. à la valeur totale brute de la production manufacturière de la province, fournit 48 p.c. de la pulpe et du papier fabriqués au Canada. La valeur brute des filés et tissus de coton fabriqués dans la province de Québec est de 69 p.c. du total du Canada; les tabacs, cigares et cigarettes, 86 p.c.; les confections pour femmes, 68 p.c.

3.—Statistiques des principales industries du Québec, 1938

	Industrie	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits[1]
		nomb.	$	nomb.	$	$	$
1	Pulpe et papier	44	310,894,280	15,493	20,488,451	34,195,721	88,990,115
2	Réduction et affinage des métaux non ferreux	4	52,102,452	2,524	3,677,237	51,757,370	78,954,445
3	Filés et tissus de coton	15	42,024,005	11,661	9,305,834	21,851,591	39,568,088
4	Tabac, cigares, cigarettes	57	50,890,999	6,711	6,355,297	19,750,022	39,156,515
5	Confections pour femmes	337	16,827,754	13,320	11,057,586	22,207,840	39,113,490
6	Matériel roulant de ch. de fer	11	38,078,145	8,595	12,359,723	22,943,973	37,874,224
7	Vêtement et confection pour hommes	211	19,798,860	11,237	9,164,838	21,029,109	36,702,455
8	Beurre et fromage	1,179	16,753,114	5,076	3,610,051	26,455,686	33,468,909
9	Dérivés du pétrole	8	25,139,180	1,046	1,915,626	24,977,619	31,354,925
10	Abattoirs et salaisons	29	9,072,967	2,048	2,340,863	26,043,908	31,148,807
11	Chaussures en cuir	131	13,734,381	10,266	7,393,869	11,443,289	22,266,642
12	Pain et autres produits boulangers	981	13,003,642	6,012	5,394,340	10,448,130	21,115,591
13	Appareils et fournitures électriques	27	22,905,949	5,215	6,449,159	8,407,807	20,937,284
14	Scieries	1,833	19,676,396	8,218	3,996,537	11,510,175	19,887,902
15	Soie et rayonne	19	19,965,856	5,806	5,381,241	6,739,201	17,313,788
16	Bonneterie et tricot	54	17,380,930	7,123	5,635,732	7,729,260	16,982,227
17	Minoterie	191	5,626,017	697	832,051	12,518,866	15,673,078
18	Brasseries	8	28,889,241	2,075	3,194,221	6,720,072	15,568,193
19	Impression et édition	73	12,733,314	4,807	6,137,692	3,526,388	14,523,252
20	Machinerie	36	19,740,724	4,027	4,993,541	4,836,601	14,366,089
21	Biscuits, confiserie, cacao	56	9,761,875	3,400	2,864,228	6,776,558	12,670,642
22	Produits chimiques divers	41	16,502,946	2,603	2,993,549	4,702,741	12,466,930
23	Tôlerie	33	13,270,581	2,290	2,547,276	6,625,583	11,673,188
24	Articles en caoutchouc (y compris chaussures)	14	11,176,046	3,597	3,021,636	4,345,463	11,584,648
25	Eaux gazeuses et minérales	145	7,885,181	1,764	1,917,786	3,401,485	11,013,490
26	Coke et produits du gaz	4	11,961,459	637	1,034,256	3,244,626	10,103,372
27	Peintures, pigments et vernis	27	11,752,125	1,288	1,915,227	4,788,029	9,793,346
28	Imprimerie et reliure	379	11,239,560	3,555	4,038,645	3,231,197	9,305,095
29	Sidérurgie	14	12,683,812	2,425	2,943,864	3,181,820	8,418,130
30	Produits alimentaires divers	47	4,060,393	751	808,238	3,836,203	8,295,295
31	Produits du laiton et du cuivre	29	7,406,370	1,421	1,757,966	5,016,788	8,287,418
32	Préparations médicinales et pharmaceutiques	66	8,918,040	1,503	2,021,163	2,578,149	8,151,096
33	Coulages et pièces forgées	54	11,988,138	2,390	2,429,525	3,364,837	7,846,583
34	Boîtes et sacs en papier	40	6,267,546	1,925	1,709,637	4,099,397	7,399,579
35	Fourrures	135	5,213,396	1,570	1,818,931	4,747,296	7,378,162
36	Distilleries	5	10,000,550	654	768,497	3,010,286	6,868,758
37	Conserves de fruits et légumes	63	6,308,291	1,736	1,112,457	4,566,819	6,809,209
38	Produits textiles divers, *n.a.é.*	8	9,277,312	1,105	1,392,841	3,059,682	6,620,132
39	Meubles	90	7,423,762	2,750	2,432,247	2,750,980	6,509,011
40	Café, thé, épices	18	2,509,636	464	582,647	4,358,483	6,152,033
	Totaux, quarante[2] principales industries	**6,516**	**940,785,225**	**169,785**	**169,791,505**	**436,779,050**	**812,312,136**
	Totaux, toutes industries	**8,655**	**1,146,235,084**	**214,397**	**213,390,084**	**518,430,815**	**983,123,599**
	Pourcentages des quarante premières industries par rapport aux totaux de toutes les industries de la province	75·3	82·1	79·2	79·6	84·2	82·6

[1] Voir renvoi 1 au tableau 2, p. 357. [2] Les statistiques sur le raffinage du sucre, qui est aussi une des industries principales de la province, ne peuvent être publiées, vu qu'elles couvrent moins de 3 établissements.

Section 3.—Les manufactures de l'Ontario, 1938

La valeur brute de la production manufacturière de l'Ontario en 1938 représente environ 51 p.c. du total du Dominion, tandis que celle du Québec s'élève à environ 29 p.c. L'Ontario détient cette première position de façon passablement uniforme comme le montrent les pourcentages suivants: 1926, 52 p.c.; 1918, 53 p.c.; 1910, 50 p.c.; 1900, 50 p.c.; 1890, 51 p.c.; et 1880, 51 p.c. En dépit du rapide développement industriel des autres provinces ces dernières années, comme dans le Québec, la Colombie Britannique et le Manitoba, l'Ontario conserve une production manufacturière à peu près égale à celle du reste du Dominion.

La position géographique de l'Ontario sur le réseau navigable des Grands Lacs, au moyen duquel le minerai de fer du Minnesota et le charbon de la Pensylvanie sont aisément accessibles, a amené un développement des industries du fer et de l'acier plus grand dans cette province que dans toute autre. La province est dotée d'une grande variété de ressources naturelles forestières, minérales, hydrauliques et agricoles. Sa population nombreuse et sa position au centre du Canada, avec d'excellentes facilités de transport par eau et par voie ferrée, ont encouragé le développement industriel. Parmi les autres facteurs qui ont contribué à ce développement, mentionnons la proximité de l'une des sections les plus populeuses des Etats-Unis et l'établissement dans la province de succursales d'industries américaines telles que les fabriques d'automobiles.

La dépression a été particulièrement nuisible aux industries des produits capitaux ou durables, et ceux-ci constituent un important facteur dans les manufactures de l'Ontario. De là, la production a été disproportionnément restreinte dans des industries importantes comme celles de l'automobile, de l'outillage électrique, des machines, des instruments agricoles, de la sidérurgie, etc. Ceci amoindrit la production manufacturière de toute la province relativement à celle des autres provinces moins affectées par ces influences. Depuis 1933, cependant, ces industries se sont bien relevées en général et l'Ontario, qui contribuait 49 p.c. de la valeur brute de toute la production du Canada en 1933, a augmenté sa contribution à 51·3 p.c. en 1938.

L'industrie de l'automobile, qui n'existe pratiquement que dans l'Ontario, tranche sur les autres industries importantes dans lesquelles la province prédomine, et qui sont les suivantes, avec leur pourcentage de production en regard du grand total du Dominion en 1938: instruments agricoles, 96 p.c.; tanneries, 87 p.c.; articles en caoutchouc, 81 p.c.; meubles, 59 p.c.; conserveries de fruits et de légumes, etc., 70 p.c.; appareils et fournitures électriques, 76 p.c.; coulages et pièces forgées, 66 p.c.; sidérurgie, 64 p.c.; minoterie, 54 p.c.; bonneterie et tricot, 60 p.c.; tôlerie, 59 p.c.; biscuits, confiserie, cacao et chocolat, 58 p.c.; coke et produits du gaz, 56 p.c.; produits du laiton et du cuivre, 65 p.c.

4.—Statistiques des principales industries de l'Ontario, 1938

	Industrie	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits[1]
		nomb.	$	nomb.	$	$	$
1	Réduction et affinage des métaux non ferreux	7	96,107,230	6,146	10,023,908	102,982,091	166,012,623
2	Automobiles	7	54,173,682	14,008	19,786,423	72,041,319	110,207,173
3	Abattoirs et salaisons	65	23,467,792	5,145	7,114,438	66,057,758	79,197,442
4	Appareils et fournitures électriques	136	73,524,692	14,908	18,247,713	27,106,345	68,249,332
5	Minoterie	644	24,035,889	3,189	3,223,184	53,155,870	66,763,154
6	Pulpe et papier	37	174,219,617	9,637	14,280,151	24,619,850	60,946,197
7	Beurre et fromage	958	27,061,412	7,542	7,629,975	40,128,992	54,859,365
8	Articles en caoutchouc (y compris les chaussures)	34	53,636,642	9,252	11,017,428	19,940,090	49,402,686
9	Sidérurgie	25	66,698,135	7,960	11,756,505	15,380,617	38,116,667

[1] Voir renvoi 1, tableau 2, p. 357.

Statistiques des principales industries de l'Ontario, 1938—fin

	Industrie	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits[1]
		nomb.	$	nomb.	$	$	$
10	Pain et autres produits boulangers.	1,317	22,785,257	10,886	10,903,709	17,796,766	37,390,971
11	Accessoires d'automobiles	64	26,775,145	7,602	9,009,152	18,898,660	36,180,099
12	Conserves de fruits et de légumes.	170	35,208,434	5,781	4,390,343	19,840,134	33,419,017
13	Machinerie	146	41,202,618	7,197	9,055,808	12,573,430	32,710,450
14	Bonneterie et tricot	102	31,453,278	11,709	9,615,407	13,963,928	29,501,278
15	Dérivés du pétrole	13	19,424,451	2,019	3,362,982	24,136,319	29,442,712
16	Impression et édition	294	23,271,712	7,767	11,919,191	6,567,729	29,326,857
17	Biscuits, confiserie, cacao, etc.	87	22,052,598	6,161	6,399,006	12,411,784	28,869,732
18	Tôlerie	84	28,433,949	4,888	5,698,641	14,940,889	27,510,158
19	Coulages et pièces forgées	109	29,753,969	6,890	8,282,211	8,975,465	23,260,519
20	Coke et produits du gaz	19	53,075,006	2,375	3,525,221	9,786,594	22,241,322
21	Tabac, transformation et empaq.	10	7,136,704	2,150	1,746,381	18,142,475	21,339,920
22	Vêtements et confections pour hommes	120	13,408,519	7,650	7,540,555	10,957,433	21,281,307
23	Matériel roulant de ch. de fer	15	20,680,610	3,807	5,243,074	12,147,845	21,115,612
24	Imprimerie et reliure	568	22,166,406	7,030	8,508,166	7,980,408	21,102,890
25	Instruments agricoles	27	62,727,807	6,151	7,260,024	9,284,995	20,517,081
26	Produits du laiton et du cuivre	81	14,141,438	3,165	3,890,160	10,374,685	17,885,982
27	Boîtes et sacs en papier	88	14,093,323	3,895	4,345,926	10,260,261	17,455,211
28	Tanneries	33	20,824,037	3,235	3,557,934	10,882,289	17,061,438
29	Brasseries	26	18,321,437	2,016	3,119,530	6,384,664	15,880,839
30	Préparations médicinales et pharmaceutiques	91	13,193,756	2,578	3,461,185	5,512,743	15,093,340
31	Confections pour femmes	220	8,003,059	5,410	4,929,256	7,914,663	14,928,282
32	Savons et saponacés	48	9,905,572	1,656	2,203,775	7,818,499	14,872,553
33	Acides, alkalis et sels	14	22,708,825	1,718	2,864,002	3,528,796	14,707,708
34	Scieries	670	19,940,747	4,915	3,618,250	8,306,525	14,432,476
35	Filés et tissus de coton	17	14,722,258	5,094	4,277,221	6,607,439	14,037,345
36	Distilleries	8	20,056,991	937	1,406,385	3,476,101	14,012,460
37	Meubles	198	16,439,697	6,230	5,722,145	5,848,379	13,989,509
38	Chaussures en cuir	64	10,079,069	5,101	4,589,048	6,885,154	13,640,204
39	Quincaillerie et outils	107	20,283,748	4,388	4,794,341	4,055,947	13,019,835
40	Produits divers du papier	76	12,614,462	2,280	2,821,723	7,002,756	12,868,675
	Totaux, quarante principales industries	**6,799**	**1,287,809,973**	**230,468**	**271,140,477**	**744,676,687**	**1,352,850,421**
	Totaux, toutes industries	**9,883**	**1,676,896,175**	**311,274**	**362,351,277**	**909,958,721**	**1,712,496,421**
	Pourcentages des quarante principales industries comparativement au grand total de la province	68·7	76·8	74·4	74·8	81·8	79·0

[1] Voir renvoi 1, tableau 2, p. 357.

Section 4.—Les manufactures des Provinces des Prairies, 1938

Les principales industries de ces provinces sont basées sur leurs ressources agricoles—céréales, élevage et laiterie. Viennent ensuite, habituellement, les industries qui servent la population telles que la boulangerie, l'impression et l'édition, etc. Les services considérables de chemins de fer demandent de grandes usines. L'usage très répandu de véhicules-moteur et de machines à force motrice sur les fermes a amené l'établissement de raffineries de pétrole dans chaque province. La production considérablement augmentée de pétrole brut en Alberta semble destinée à développer davantage l'industrie du raffinage. Le Manitoba, comme premier centre commercial des prairies, a eu un développement industriel plus considérable que les deux autres provinces. Ses ressources en forces hydrauliques, forêts et, plus récemment, minéraux ont été la cause d'une diversification assez grande de la production industrielle.

En considérant les trois provinces comme unité économique, l'industrie des abattoirs et des salaisons a la plus grande production brute en 1938, se chiffrant à $52,419,000, suivie de la minoterie avec $38,181,000 et du beurre et du fromage avec $27,504,000. Ces trois industries de transformation de produits agricoles des provinces ont contribué 42 p.c. de la production manufacturière totale.

5.—Statistiques des principales industries des Provinces des Prairies, 1938

	Industrie	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits[1]
		MANITOBA					
		nomb.	$	nomb.	$	$	$
1	Abattoirs et salaisons	9	6,793,916	1,798	2,377,582	18,769,779	24,536,019
2	Matériel roulant de chem. de fer	4	14,404,117	4,236	5,572,686	6,167,728	12,189,152
3	Beurre et fromage	85	4,360,404	1,280	1,573,868	7,034,248	10,261,844
4	Minoterie	42	4,357,417	504	498,331	7,749,925	9,287,085
5	Impression et édition	81	3,439,562	1,171	1,639,066	705,130	4,004,452
6	Pain et autres produits boulangers	139	2,628,676	1,113	1,058,869	1,915,183	3,799,977
7	Vêtements et confections pour hommes	30	1,828,109	1,257	936,444	2,371,400	3,681,805
8	Imprimerie et reliure	85	3,937,066	1,195	1,428,346	1,136,072	3,057,433
9	Café, thé, épices	10	1,765,004	205	255,889	2,000,255	2,545,149
10	Malt et produits	4	3,210,398	113	219,796	1,439,469	2,513,020
11	Brasseries	6	2,461,546	362	624,388	786,606	2,506,869
12	Confections pour femmes	24	933,754	810	686,464	1,420,651	2,311,905
13	Biscuits, confiserie, cacao, etc.	20	1,585,197	529	480,817	978,322	2,206,851
14	Eaux gazeuses et minérales	22	1,178,289	289	354,921	510,429	1,898,464
15	Sacs de coton et jute	4	1,548,081	164	197,326	1,476,770	1,871,539
16	Produits du pétrole	5	771,969	100	99,530	1,044,062	1,659,986
17	Boîtes et sacs de papier	7	1,186,727	284	327,752	946,714	1,598,219
18	Fourrures	39	1,161,413	421	412,570	855,324	1,494,254
19	Sidérurgie	4	1,818,738	371	482,560	395,185	1,473,903
20	Matelas et sommiers	4	1,163,357	335	375,898	669,106	1,449,668
21	Peintures, pigments, vernis	5	1,395,893	211	258,757	664,937	1,290,171
22	Tôlerie	10	1,808,284	350	360,826	582,286	1,241,286
23	Préparations médicinales et pharmaceutiques	7	1,123,091	134	150,148	426,465	1,097,553
24	Scieries	82	1,323,172	470	312,836	401,220	1,086,538
25	Toutes autres principales industries[2]	6	22,551,535	896	1,311,275	12,026,396	15,126,250
	Totaux, principales industries	**734**	**88,735,715**	**18,598**	**21,996,945**	**72,473,662**	**114,189,392**
	Totaux, toutes industries	**1,072**	**114,367,743**	**23,507**	**27,195,923**	**80,447,740**	**131,770,280**
		SASKATCHEWAN					
1	Minoterie	60	9,197,959	542	682,135	14,671,717	16,889,043
2	Produits du pétrole	12	4,094,938	410	616,655	6,660,841	9,389,608
3	Beurre et fromage	68	3,763,705	850	954,666	5,425,982	7,744,601
4	Abattoirs et salaisons	8	2,336,170	567	790,854	5,194,482	6,553,636
5	Impression et édition	132	2,368,353	892	1,149,891	466,066	2,345,143
6	Pain et autres produits boulangers	136	1,910,596	597	497,104	1,165,135	2,169,500
7	Brasseries	5	2,404,320	186	251,749	597,390	1,714,968
8	Eaux gazeuses et minérales	22	695,140	145	139,316	246,558	672,533
9	Scieries	71	605,291	382	203,364	246,449	651,288
10	Rabotage	16	842,959	173	135,110	203,621	404,487
11	Toutes autres principales industries[2]	3	5,565,717	594	753,457	7,732,435	10,316,072
	Totaux, principales industries	**533**	**33,785,148**	**5,338**	**6,174,301**	**42,610,676**	**58,850,879**
	Totaux, toutes industries	**678**	**38,364,021**	**6,123**	**6,988,061**	**43,437,556**	**61,027,853**
		ALBERTA					
1	Abattoirs et salaisons	11	7,963,518	1,809	2,480,961	16,362,347	21,329,348
2	Minoterie	90	5,814,298	685	787,416	9,698,550	12,005,097
3	Beurre et fromage	108	4,261,992	1,013	1,046,671	6,924,847	9,497,622
4	Produits du pétrole	14	3,698,938	410	631,463	6,056,105	9,101,782
5	Pain et autres produits boulangers	176	2,283,169	833	821,234	1,810,257	3,513,599
6	Matériel roulant de chem. de fer	3	7,032,410	1,358	1,737,872	1,669,471	3,499,144
7	Impression et édition	87	3,048,325	812	1,189,262	459,070	2,741,900
8	Brasseries	5	3,649,202	236	399,043	1,024,798	2,622,617
9	Scieries	146	2,000,678	1,051	582,015	672,521	1,720,550
10	Vêtement et confection pour hommes	5	899,347	348	311,938	614,895	1,182,533
11	Imprimerie et reliure	53	1,509,396	435	511,839	324,376	1,085,067
12	Toutes autres principales industries[2]	6	10,784,247	749	832,816	4,114,223	7,554,462
	Totaux, principales industries	**704**	**52,945,520**	**9,739**	**11,332,530**	**49,731,460**	**75,853,721**
	Totaux, toutes industries	**970**	**69,192,348**	**12,684**	**14,367,789**	**54,345,594**	**86,675,500**

[1] Voir renvoi 1, tableau 2, p. 357. [2] Les autres principales industries dont les statistiques particulières ne peuvent être données parce qu'il y a moins de trois établissements dans chacune sont: Manitoba, pâte et papier, ponts et constructions d'acier, réduction et affinage des métaux non ferreux, coke et produits du gaz; Saskatchewan, sacs en coton et en jute, automobiles, réduction et affinage des métaux non ferreux; Alberta, malt et produits, raffineries de sucre, préservation du bois et vitrerie.

Section 5.—Les manufactures de la Colombie Britannique,* 1938

La Colombie Britannique est, en 1938, la troisième plus importante province manufacturière canadienne avec 6·8 p.c. de la production totale. Les riches forêts ont donné aux industries du bois une prédominance dans la province. Les scieries, en 1938, contribuent 21 p.c. de la production manufacturière de la province et 51 p.c. de la valeur totale du rendement des scieries dans tout le Dominion. L'industrie de la pulpe et du papier se classe troisième, confirmant davantage l'importance des forêts dans la vie industrielle de la province. Vient ensuite la conserverie du poisson, basée principalement sur les pêcheries du saumon de l'estuaire. La Colombie Britannique contribue 63 p.c. de la production totale de cette industrie au Canada. Les ressources variées de la province et sa position sur la côte du Pacifique ont produit une assez grande diversification dans ses industries manufacturières.

6.—Statistiques des principales industries de la Colombie Britannique,[1] 1938

	Industrie	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits[2]
		nomb.	$	nomb.	$	$	$
1	Scieries	275	38,928,923	12,290	14,787,524	26,948,318	46,986,13
2	Conserv. et saurisserie de poisson	75	15,065,019	1,670	1,897,181	10,449,196	17,705,321
3	Pulpe et papier	6	47,437,265	2,416	3,300,710	3,871,231	12,004,843
4	Abattoirs et salaisons	12	5,605,359	885	1,170,565	9,133,385	10,710,098
5	Produits du pétrole	5	4,471,163	317	601,693	7,717,605	9,178,542
6	Pain et autres produits boulangers	300	3,488,343	1,891	1,965,491	3,283,703	6,882,809
7	Beurre et fromage	38	3,596,102	856	1,079,406	3,890,817	5,998,649
8	Conserves de fruits et de légumes	62	5,691,711	1,212	980,615	3,8x0,179	5,717,474
9	Impression et édition	78	4,981,595	1,629	2,513,907	1,045,568	5,499,961
10	Tôlerie	21	7,301,797	527	662,202	3,376,740	5,181,719
11	Café, thé, épices	12	2,013,502	239	260,335	3,626,326	4,568,469
12	Rabotage, portes et châssis	55	3,553,643	1,218	1,315,022	2,052,261	4,181,381
13	Engrais chimiques	4	9,141,710	471	679,834	2,046,124	3,886,296
14	Brasseries	11	5,856,314	329	531,539	1,198,719	3,130,328
15	Provendes animales	34	1,894,736	204	335,205	1,840,783	2,519,861
16	Produits divers du papier	10	1,561,150	292	356,892	1,733,953	2,476,821
17	Coke et produits du gaz	4	12,830,524	329	463,425	796,914	2,476,227
18	Construction et réparation de navires	17	6,540,662	749	1,078,991	770,296	2,376,721
19	Meubles	58	1,721,879	824	806,761	928,552	2,183,934
20	Boîtes en bois	21	1,521,414	659	657,797	1,037,043	2,088,182
21	Divers produits chimiques	9	1,835,481	220	361,575	625,121	1,788,348
22	Acides, alkalis, sels	3	786,165	218	323,077	364,699	1,765,723
23	Imprimerie et reliure	107	2,083,011	707	803,235	579,648	1,692,751
24	Peintures, pigments, vernis	8	1,710,240	196	275,760	581,847	1,372,772
25	Biscuits, confiserie, cacao, etc.	32	973,450	413	388,556	629,760	1,344,258
26	Coulages et pièces forgées	28	1,655,025	484	623,427	320,664	1,280,892
27	Tréfilerie	7	1,365,226	145	189,648	699,703	1,217,557
28	Boîtes et sacs en papier	8	793,056	191	222,728	577,561	1,125,979
29	Toutesautresprincipalesindustries[3]	10	39,925,130	4,644	6,603,321	23,496,304	36,069,950
	Totaux, principales industries	**1,310**	**234,329,595**	**36,325**	**45,236,422**	**117,513,020**	**203,411,999**
	Totaux, toutes industries	**1,785**	**264,615,506**	**42,213**	**52,044,823**	**127,196,430**	**225,585,489**
	Pourcentages des principales industries par rapport au total de toutes les industries de la province	73·4	88·5	86·1	86·9	92·4	90·1

[1] Y compris le Yukon. [2] Voir renvoi 1, tableau 2, p. 357. [3] Comprend d'autres principales industries dont les statistiques ne peuvent être publiées parce qu'il y a moins de trois établissements dans chacune. Ces industries sont: lait condensé, raffineries de sucre, préservation du bois, réduction et affinage des métaux non ferreux, acier de charpente.

Section 6.—Industries manufacturières dans les cités et villes

La prospérité de la plupart des cités et villes du Canada, notamment dans l'Est, est liée intimement aux industries manufacturières qui fournissent de l'emploi à une grande partie de la population active. Bien que les villes de l'Ouest soient surtout des centres de distribution, on y note un accroissement rapide des établissements manufacturiers.

* Y compris le Yukon.

Le tableau 7, qui indique le degré de concentration des industries manufacturières du Canada dans les centres urbains, montre aussi, par province, la proportion de production manufacturière brute contribuée par les cités et villes où celle-ci dépasse $1,000,000. Dans l'Ontario et le Québec, provinces les plus industrialisées du Canada, ces cités et villes fournissent plus de 93·3 p.c. et 89·5 p.c. respectivement du total, alors que dans les Provinces Maritimes et la Colombie Britannique, où les scieries, la conserverie du poisson et l'industrie laitière sont les principales industries, les proportions tombent à 67·6 et 70·3 p.c. respectivement. Dans les Provinces des Prairies, l'industrie manufacturière se confine en majeure partie à quelques centres urbains.

7.—Cités et villes dont la production manufacturière brute dépasse $1,000,000; nombre d'établissements et production brute proportionnellement au grand total de chaque province, 1938

NOTA.—Les statistiques de ce tableau sont en certains cas plus élevées que les chiffres du tableau 9, puisque le tableau ci-dessous comprend les statistiques des villes ayant moins de trois établissements et dont la production excède $1,000,000 dans chaque cas. Il n'est pas possible de publier ces renseignements sans dévoiler les opérations de chaque établissement.

Province	Cités et villes dont la production brute dépasse $1,000,000	Etablissements des cités et des villes produisant plus de $1,000,000	Production totale des cités et des villes produisant plus de $1,000,000	Production totale dans chaque province	Production des cités et des villes en pourcentage de la production totale de chaque province
	nomb.	nomb.	$	$	p.c.
Ile du Prince-Edouard	1	35	1,747,804	3,570,667	48·9
Nouvelle-Ecosse	10	263	52,306,752	74,860,605	69·9
Nouveau-Brunswick	9	262	38,545,849	58,570,952	65·8
Québec	58	3,724	879,741,216	983,123,599	89·5
Ontario	103	6,561	1,597,883,962	1,712,496,421	93·3
Manitoba	6	731	109,861,281	131,770,280	83·4
Saskatchewan	4	238	47,864,774	61,027,853	78·4
Alberta	6	440	72,300,318	86,675,500	83·4
Colombie Britannique	9	1,191	158,504,116	225,585,489	70·3
Totaux	**206**	**13,445**	**2,958,756,072**	**3,337,681,366**	**88·6**

8.—Statistiques principales des industries manufacturières des six premières villes manufacturières du Canada, 1933-38

NOTA.—La teinturerie, le nettoyage et le blanchissage sont compris pour les années antérieures à 1936.

Ville et année	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits[1]
	nomb.	$	nomb.	$	$	$
Montréal 1933	2,226	363,342,078	80,212	74,150,933	148,504,215	300,636,112
1934	2,360	373,098,770	88,131	84,228,834	185,459,720	361,058,297
1935	2,346	382,332,791	94,612	89,934,540	201,022,033	383,547,072
1936	2,372	389,225,593	95,420	96,705,020	228,676,144	427,270,916
1937	2,474	415,816,451	105,931	112,652,112	281,407,645	511,481,054
1938	2,469	409,578,419	103,254	111,431,966	253,277,569	474,534,092
Toronto 1933	2,604	388,995,096	75,645	80,855,883	146,286,472	308,983,639
1934	2,627	392,080,083	81,629	89,569,170	174,820,861	357,706,747
1935	2,689	386,898,652	86,226	97,144,947	190,370,255	385,883,455
1936	2,762	396,257,696	89,056	102,217,057	209,320,347	417,724,888
1937	2,797	423,350,508	96,247	115,520,050	247,422,098	475,470,149
1938	2,863	424,209,626	94,930	115,832,230	229,641,098	455,527,321
Hamilton 1933	469	171,625,714	21,524	21,523,337	35,672,272	83,530,255
1934	494	174,755,759	24,072	25,772,958	44,548,853	100,272,872
1935	484	176,246,963	26,769	30,162,244	53,740,074	114,691,789
1936	466	176,519,530	28,625	32,288,022	61,676,060	130,578,232
1937	479	182,730,036	32,616	40,255,040	83,978,873	170,651,205
1938	471	186,397,262	31,313	38,297,830	71,849,817	150,394,481

Pour renvoi, voir à la fin du tableau p. 357.

8.—Statistiques principales des industries manufacturières des six premières villes manufacturières du Canada, 1933-38—fin

Ville et année	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits[1]
	nomb.	$	nomb.	$	$	$
Windsor 1933	247	66,398,372	10,212	10,719,819	25,752,258	49,359,245
1934	251	63,066,481	11,926	15,057,327	43,208,280	76,487,032
1935	236	64,298,564	15,227	20,714,545	64,062,711	104,908,197
1936	214	66,934,274	15,613	21,180,684	59,871,643	104,556,881
1937	228	77,750,511	18,650	26,919,449	78,667,058	136,896,194
1938	224	79,940,995	17,732	26,088,439	67,680,572	125,833,355
Vancouver 1933	746	74,209,271	12,094	11,754,124	28,588,106	55,160,883
1934	773	84,254,515	13,206	13,595,812	34,258,919	63,475,103
1935	811	83,594,899	15,683	16,789,590	39,863,397	73,981,872
1936	807	83,199,508	16,397	18,479,302	47,394,136	87,581,068
1937	824	85,851,189	17,641	20,783,032	53,139,109	95,717,017
1938	842	91,714,005	17,968	21,700,941	52,178,629	91,607,637
Winnipeg 1933	600	73,886,398	15,336	15,155,537	28,355,612	59,287,280
1934	612	75,513,530	15,745	15,985,206	31,761,326	60,860,444
1935	616	71,837,683	16,649	17,568,803	36,825,174	67,217,042
1936	594	71,757,177	16,673	18,060,555	40,822,725	73,316,055
1937	622	72,419,041	17,284	19,687,511	45,498,865	80,108,696
1938	634	68,339,544	17,153	19,811,744	43,319,595	78,029,078

[1] La valeur nette est la valeur brute moins le coût des matières premières, du combustible et de l'électricité. Voir tableau 9 pour le coût des matières premières, du combustible et de l'électricité en 1938.

9.—Statistiques manufacturières des municipalités dont la production brute est de $1,000,000 ou plus et ayant trois établissements ou plus, 1938

Province et municipalité	Etablissements	Capital	Employés	Salaires et gages	Coût du combustible et de l'électricité	Coût des matières premières	Valeur brute des produits[1]
	nomb.	$	nomb.	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard—							
Charlottetown	35	1,457,810	404	335,358	28,954	1,063,340	1,747,804
Nouvelle-Ecosse—							
Sydney	32	25,609,257	2,534	3,357,812	1,360,497	6,987,246	15,253,976
Halifax	95	13,627,166	3,128	3,393,361	237,745	5,501,335	12,451,634
Dartmouth	12	4,246,140	374	458,747	151,251	3,343,257	5,237,005
Liverpool	7	11,807,582	570	893,869	692,769	1,514,239	5,128,060
Trenton	3	4,672,147	806	938,406	164,486	2,939,186	5,062,133
Truro	23	3,345,002	1,112	875,829	57,961	1,740,859	3,339,467
Yarmouth	28	2,373,601	594	402,640	63,860	734,659	1,633,297
Windsor	15	1,052,681	369	262,301	26,979	1,013,549	1,552,658
New Glasgow	23	1,804,764	592	576,916	108,192	592,245	1,482,274
Amherst	25	1,926,974	563	427,082	54,039	540,267	1,166,248
Nouv.-Brunswick—							
Saint John	127	19,658,699	3,017	3,156,836	363,099	10,969,980	17,643,984
Moncton	46	5,927,458	1,801	2,163,561	161,540	3,781,320	6,524,700
Edmundston	11	5,741,310	660	813,872	516,083	1,856,561	4,068,953
Bathurst	11	8,570,065	656	845,784	364,762	1,370,360	3,419,933
St. Stephen	13	1,678,241	533	447,354	37,380	1,002,879	1,860,878
Fredericton	24	1,406,630	435	354,164	33,048	688,307	1,397,161
Milltown	4	1,071,628	538	411,850	35,533	704,267	1,284,448
Newcastle	14	1,221,878	325	222,251	10,070	925,395	1,194,261
Sackville	12	1,300,216	424	456,794	22,674	376,289	1,151,531
Québec—							
Montréal	2,469	409,578,419	103,254	111,431,966	7,599,905	253,277,569	474,534,092
Montréal-Est	11	43,354,716	1,894	2,712,448	2,056,168	47,824,567	58,358,311
Québec	304	48,605,791	9,865	8,697,239	1,437,103	15,270,798	31,688,961
Trois-Rivières	54	55,642,889	5,572	5,802,258	2,907,181	10,305,696	24,275,208

[1] La valeur nette s'obtient en déduisant de la valeur brute le coût des matières premières, du combustible et de l'électricité.

9.—Statistiques manufacturières des municipalités dont la production brute est de $1,000,000 ou plus et ayant trois établissements ou plus, 1938—suite

Province et municipalité	Etablissements	Capital	Employés	Salaires et gages	Coût du combustible et de l'électricité	Coût des matières premières	Valeur brute des produits[1]
	nomb.	$	nomb.	$	$	$	$
Québec—fin							
Sherbrooke	79	22,063,224	5,497	5,247,519	3,965,574	6,848,569	16,270,815
La Salle	10	18,225,790	1,236	1,586,665	1,072,786	7,825,195	15,384,273
Drummondville	28	17,736,717	4,243	4,291,269	638,604	4,183,351	13,662,757
Lachine	32	17,973,384	2,850	4,221,553	433,373	4,929,240	13,317,992
Shawinigan Falls	25	35,919,263	2,978	3,379,049	1,624,849	4,910,933	12,514,308
Hull	45	13,553,017	2,495	2,673,538	556,298	6,550,223	12,056,914
Granby	34	11,230,680	2,970	2,445,692	170,265	4,520,395	10,584,173
St-Hyacinthe	56	9,966,144	3,722	2,687,084	223,358	5,466,032	10,062,289
St-Jean	41	10,435,108	2,952	2,716,523	266,672	3,853,501	9,414,979
Magog	18	7,286,666	1,709	1,445,577	259,191	6,847,240	9,274,623
Valleyfield	29	10,206,927	2,742	2,209,143	319,607	3,942,887	7,963,888
St-Jérôme	33	7,481,588	2,044	1,575,828	115,428	2,654,943	6,735,335
Outremont	14	5,070,833	676	829,377	37,823	2,716,588	5,723,928
Belœil	11	4,368,777	462	676,852	84,974	2,523,233	5,585,368
Grand'Mère	17	16,732,444	1,533	1,364,136	574,984	2,173,194	5,461,252
Westmount	10	2,102,069	988	1,333,821	85,238	1,671,669	4,422,189
Kénogami	3	15,371,230	891	1,130,734	566,911	1,577,717	4,339,120
La Tuque	14	13,006,866	810	964,647	294,235	2,157,659	4,277,450
Victoriaville	24	3,527,674	1,366	1,180,918	57,414	1,491,991	3,445,170
Buckingham	11	8,849,231	538	654,026	615,704	1,191,658	3,105,872
Windsor	11	6,691,366	609	700,283	224,779	1,298,720	3,058,723
Louiseville	12	2,617,339	939	715,474	88,136	1,842,701	2,863,443
St-Laurent	14	3,328,373	852	840,589	75,688	1,532,039	2,823,221
Brownsburg	5	2,538,589	619	787,273	27,461	990,245	2,784,549
Joliette	39	1,772,751	894	638,470	82,550	1,171,944	2,478,821
Cowansville	14	2,737,931	834	723,482	63,937	1,018,906	2,245,921
East Angus	7	4,905,926	497	639,525	296,074	1,008,616	2,191,623
Farnham	12	3,652,986	656	506,494	84,750	1,066,112	2,146,826
Montmagny	20	2,889,405	857	637,405	41,441	1,038,135	2,140,474
Lachute	9	4,154,714	666	542,694	24,225	991,033	1,973,535
Beauharnois	11	3,552,120	503	528,893	74,789	953,592	1,943,004
Coaticook	18	2,106,206	705	442,423	28,575	1,120,625	1,888,905
St-Pierre	8	3,755,996	643	954,789	111,504	585,627	1,875,600
Dolbeau	5	11,818,702	299	445,323	455,812	545,304	1,849,200
Plessisville	14	1,330,187	547	405,357	19,281	1,056,103	1,842,669
Longueuil	11	1,348,388	453	479,073	13,993	562,364	1,393,281
Cap-de-la-Madeleine	13	699,632	328	237,635	16,350	819,704	1,371,384
Jonquière	12	1,746,135	298	369,016	87,133	627,722	1,331,258
Acton Vale	11	1,036,368	490	306,028	29,399	561,989	1,249,137
Berthier	7	5,253,346	258	185,170	50,951	623,157	1,229,927
Rock Island	11	1,247,400	432	341,617	27,162	362,057	1,208,605
Lauzon	5	1,717,001	307	412,483	30,322	662,432	1,168,286
Rimouski	12	2,090,777	395	175,634	2,770	635,261	1,160,633
Ste-Thérèse	17	1,323,725	402	311,470	26,081	523,400	1,095,023
St-Rémi	9	956,968	185	146,177	22,402	672,095	1,032,383
Verdun	25	685,071	281	231,250	13,099	537,053	1,013,584
Ontario—							
Toronto	2,863	424,209,626	94,930	115,832,230	6,662,645	229,641,098	455,527,321
Hamilton	471	186,397,262	31,313	38,297,830	4,960,573	71,849,817	150,394,481
Windsor	224	79,940,995	17,732	26,088,439	1,725,413	67,680,572	125,833,355
London	241	36,600,462	9,544	10,887,620	612,494	19,750,465	44,756,645
Kitchener	154	35,046,198	9,137	9,443,442	587,763	20,740,672	40,295,471
Oshawa	48	22,120,776	6,091	7,185,520	430,855	2,,882,725	39,054,616
Peterborough	79	20,090,530	5,404	5,615,853	408,947	15,615,497	30,446,2+5
Ottawa	197	31,902,576	6,879	8,348,851	583,275	11,909,132	26,482,490
Brantford	112	38,225,310	6,774	7,016,225	554,096	12,737,117	26,123,543
Garnis	44	16,755,912	2,949	4,251,229	1,213,309	18,621,378	24,723,186
New Toronto	21	26,708,450	2,849	4,175,393	476,801	10,908,838	22,930,601
St. Catharines	91	21,236,748	5,502	6,170,906	457,861	10,499,922	21,704,998
Niagara Falls	61	28,374,168	3,186	4,137,393	1,489,693	7,556,357	21,663,464
Sault-Ste-Marie	45	42,698,393	2,941	4,290,182	1,563,485	6,994,095	17,154,813
Cornwall	44	25,189,648	5,175	5,042,802	889,263	5,906,224	15,802,752
Welland	50	26,210,181	3,658	4,114,069	851,928	6,824,702	15,256,566
Chatham	55	14,309,563	2,059	2,209,811	282,159	10,846,103	14,946,046
Guelph	86	12,566,487	3,995	3,928,998	335,589	6,721,615	14,040,728
Leamington	16	6,692,340	1,330	1,149,072	128,575	6,792,493	12,356,916
Galt	75	13,599,228	4,074	3,988,182	249,722	4,682,348	11,928,223
Thorold	18	12,154,561	1,447	2,326,888	1,257,144	4,699,537	11,607,482
Leaside	27	9,667,089	1,678	2,126,172	139,107	5,002,906	11,080,027

[1] La valeur nette s'obtient en déduisant de la valeur brute le coût des matières premières, du combustible et de l'électricité.

9.—Statistiques manufacturières des municipalités dont la production brute est de $1,000,000 ou plus et ayant trois établissements ou plus, 1938—suite

Province et municipalité	Etablissements	Capital	Employés	Salaires et gages	Coût du combustible et de l'électricité	Coût des matières premières	Valeur brute des produits[1]
	nomb.	$	nomb.	$	$	$	$
Ontario—suite							
Brockville	36	5,986,810	1,088	1,163,551	140,257	7,507,888	10,689,161
Woodstock	51	7,080,954	2,373	2,379,538	167,536	5,003,712	9,367,374
Fort William	37	27,436,063	1,413	2,152,492	908,740	4,272,936	8,900,225
Stratford	54	7,656,664	2,260	2,614,976	176,564	4,975,774	8,730,224
Simcoe	27	8,640,149	1,031	980,424	91,282	5,521,025	8,395,834
Kingston	56	8,648,663	1,740	1,782,376	158,769	3,565,426	7,861,129
Kapuskasing	5	33,987,042	881	1,523,428	476,030	2,528,191	7,783,912
Delhi	6	1,180,102	639	575,699	14,363	6,515,878	7,273,517
Preston	53	6,263,006	1,891	1,839,883	103,417	3,341,034	6,317,434
Merritton	11	5,918,818	984	1,334,925	233,109	3,417,785	6,110,980
Waterloo	41	9,166,976	1,482	1,515,021	106,019	2,631,086	5,909,340
Port Arthur	25	15,501,016	1,182	1,716,292	599,666	2,166,747	5,776,242
Owen Sound	49	5,812,805	1,604	1,485,345	89,605	2,369,271	4,936,982
Tillsonburg	20	1,938,793	629	586,931	64,990	3,890,759	4,890,594
Belleville	43	9,158,507	1,128	1,042,028	232,238	1,930,705	4,708,039
Chippewa	4	1,325,858	267	418,798	287,981	924,628	4,693,525
Goderich	15	2,004,152	320	318,931	87,891	3,281,295	4,247,384
Paris	20	4,964,357	1,187	967,702	106,846	1,971,757	4,123,910
Wallaceburg	17	3,903,344	1,052	1,239,260	268,315	1,777,187	4,121,506
Ingersoll	25	4,728,975	886	873,682	100,560	2,274,949	4,048,394
Amherstburg	10	3,582,974	355	530,247	352,090	695,781	3,932,126
Cardinal	3	3,678,946	477	590,579	141,814	1,989,970	3,678,301
Port Hope	28	3,370,242	821	909,679	94,952	1,575,653	3,607,944
Kenora	17	9,577,598	450	693,550	514,817	2,051,216	3,599,371
St. Thomas	41	2,840,000	1,070	1,058,868	82,590	1,725,415	3,568,681
Fort Erie	29	3,659,763	542	683,042	32,062	1,290,478	3,552,931
Trenton	22	3,527,922	773	704,197	140,080	2,043,464	3,462,314
Fort Frances	11	6,798,735	721	902,836	367,954	1,888,634	3,370,121
Petrolia	12	3,058,238	239	308,177	249,943	2,510,945	3,342,021
Weston	18	3,860,131	893	1,000,684	78,984	1,566,706	3,325,164
Newmarket	12	3,887,138	779	822,016	51,036	2,135,377	3,251,424
Fergus	15	2,307,134	776	822,116	40,410	1,379,557	3,175,584
Bowmanville	14	3,241,921	616	633,142	80,017	1,278,112	3,112,104
Kingsville	14	1,986,168	516	390,132	18,683	2,369,361	3,069,980
St. Marys	19	5,369,211	431	452,774	401,726	1,468,219	3,051,931
Perth	19	3,266,970	835	948,185	47,409	1,306,585	2,967,740
Orillia	36	3,589,701	935	896,909	70,096	1,258,188	2,967,018
Aylmer	13	1,205,998	166	183,120	39,530	1,795,546	2,861,997
Barrie	19	1,192,339	418	405,042	37,348	1,792,971	2,730,304
Hespeler	15	4,033,133	1,072	892,991	148,928	1,265,381	2,672,522
Gananoque	18	2,612,934	435	465,526	60,683	860,001	2,604,458
Pembroke	37	3,776,197	806	733,499	46,623	1,264,239	2,599,223
Georgetown	14	2,930,717	544	582,450	88,696	1,417,431	2,460,969
Brampton	22	1,890,126	792	787,225	29,106	1,249,204	2,458,775
Renfrew	23	2,516,511	720	671,275	62,935	1,084,450	2,348,240
Dunnville	20	3,630,086	743	733,897	40,395	1,243,521	2,333,081
Carleton Place	15	3,753,334	817	772,984	65,131	1,297,482	2,323,718
Cobourg	25	2,552,864	490	518,124	74,569	1,170,738	2,317,181
Sudbury	35	2,651,498	556	625,321	41,246	1,148,538	2,296,349
Dundas	18	3,088,807	732	865,325	40,421	1,037,855	2,233,671
Huntsville	10	2,185,575	295	254,222	24,382	1,417,023	2,224,821
Hawkesbury	9	2,734,853	556	619,964	272,883	1,020,261	2,066,072
Lindsay	32	1,858,409	533	486,214	60,711	922,402	1,958,597
Hanover	15	2,163,542	672	566,410	42,609	957,676	1,873,023
Midland	9	1,178,866	137	144,626	17,607	1,440,741	1,634,744
Aurora	8	1,757,384	403	398,409	28,151	1,171,555	1,628,720
Burlington	11	1,226,858	274	259,251	28,504	872,888	1,548,233
Humberstone	5	733,596	526	434,090	6,882	855,575	1,516,506
Collingwood	16	1,282,404	410	423,901	27,702	862,214	1,422,906
Tilbury	7	813,145	213	215,594	26,082	903,859	1,411,578
Timmins	22	1,801,089	415	427,449	32,740	677,896	1,405,254
Chesterville	4	729,345	65	63,490	25,622	985,167	1,349,028
Streetsville	8	390,516	104	131,166	14,446	1,048,562	1,332,788
Arnprior	16	2,208,841	271	304,321	38,547	521,273	1,268,024
Dryden	11	5,588,875	279	303,473	112,134	496,632	1,195,954
Grimsby	17	911,228	400	289,862	15,769	590,756	1,178,429
North Bay	23	1,210,544	306	315,792	24,764	540,698	1,167,293
Strathroy	15	907,071	229	180,905	16,813	757,543	1,131,269
Tavistock	10	353,436	168	116,533	12,991	918,785	1,117,445
Milton	14	1,548,504	312	265,127	91,347	379,370	1,112,880
Listowel	13	849,658	302	253,501	32,489	581,864	1,070,034

[1] La valeur nette s'obtient en déduisant de la valeur brute le coût des matières premières, du combustible et de l'électricité.

9.—Statistiques manufacturières des municipalités dont la production brute est de $1,000,000 ou plus et ayant trois établissements ou plus, 1938—fin

Province et municipalité	Etablissements	Capital	Employés	Salaires et gages	Coût du combustible et de l'électricité	Coût des matières premières	Valeur brute des produits[1]
	nomb.	$	nomb.	$	$	$	$
Ontario—fin							
Elmira	14	1,071,849	267	269,406	21,221	504,908	1,038,057
Oakville	18	994,648	382	383,865	20,014	507,532	1,028,284
Wingham	15	704,597	276	246,440	17,110	604,275	1,020,988
Napanee	18	1,093,770	287	249,695	35,654	503,638	1,014,882
Manitoba—							
Winnipeg	634	68,339,544	17,153	19,811,774	1,450,340	43,319,595	78,029,078
St-Boniface	46	9,309,975	1,697	2,098,140	234,216	14,754,655	20,810,127
Transcona	3	6,777,225	1,643	2,254,605	192,711	3,399,668	6,144,482
Selkirk	8	2,206,032	403	535,622	149,712	726,208	1,893,499
Brandon	31	1,168,039	297	314,989	36,434	1,052,624	1,755,255
Portage-la-Prairie	9	478,902	123	97,009	11,271	941,737	1,228,840
Saskatchewan—							
Regina	107	11,049,375	2,070	2,629,093	512,048	11,168,981	17,344,178
Moose Jaw	44	9,346,648	884	1,142,105	282,355	12,654,086	16,077,479
Saskatoon	69	6,488,519	1,080	1,368,016	199,406	8,696,182	11,819,437
Prince Albert	18	1,834,682	371	425,957	58,934	1,722,453	2,623,680
Alberta—							
Calgary	191	23,909,192	4,274	5,486,989	646,080	19,574,234	31,908,064
Edmonton	184	19,330,356	4,403	5,331,130	395,678	18,850,764	29,009,535
Medicine Hat	22	4,414,220	550	590,996	46,520	4,262,572	5,456,146
Lethbridge	33	1,876,946	440	496,651	42,698	1,323,335	2,831,350
Raymond	5	3,936,765	222	236,080	35,245	899,836	1,931,596
Redcliffe	5	1,809,850	284	312,028	50,657	564,660	1,163,627
Col. Britannique—							
Vancouver	842	91,714,005	17,968	21,700,941	1,369,051	52,178,629	91,607,637
New Westminster	91	11,136,672	2,335	3,037,314	247,806	9,436,482	14,703,107
Victoria	145	9,385,973	2,220	2,722,765	203,126	3,757,232	8,696,852
Port Alberni	8	2,629,580	698	1,114,276	2,450	2,276,292	4,243,054
North Vancouver	20	3,837,490	524	713,095	60,751	1,292,210	2,528,796
Prince Rupert	21	4,730,343	293	397,704	41,709	1,243,672	2,142,684
Kelowna	23	1,370,915	363	341,858	23,095	667,407	1,293,445
Nelson	24	1,471,916	297	367,492	28,374	537,757	1,239,743

[1] La valeur nette s'obtient en déduisant de la valeur brute le coût des matières premières, du combustible et de l'électricité.

CHAPITRE XV.—CONSTRUCTION

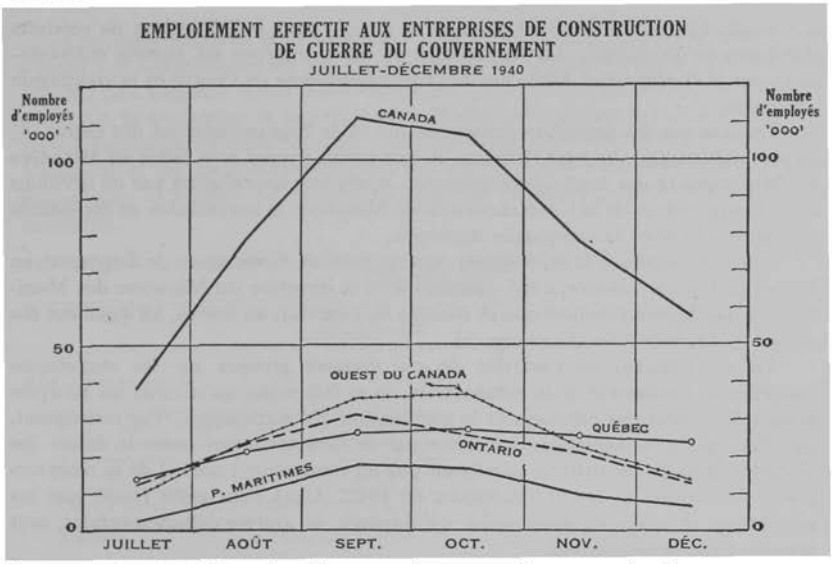
SYNOPSIS

	Page
Section 1. Le Gouvernement et l'industrie de la construction	368
Sous-section 1. Effets des dépenses de temps de guerre du Gouvernement sur l'industrie de la construction	369
Sous-section 2. Aide fédérale au logement	371
Section 2. Contrats adjugés et permis de bâtir	374
Section 3. Recensement annuel de la Construction	378

Le relevé de la situation de la construction se divise en trois sections. La première traite des effets des dépenses fédérales sur l'industrie de la construction en général—l'aide accordée par l'Etat en vertu d'un programme national ayant pour objet de remédier à la pénurie de logements née de la contraction des opérations du bâtiment durant les années de dépression. La deuxième section fait voir la valeur de la construction projetée telle qu'indiquée par les contrats adjugés et les permis de bâtir jusqu'à la fin de 1940. Cette section est donc de nature à indiquer les travaux qui restent à entreprendre. La section 3 réduit les statistiques du recensement annuel de la Construction sous une forme sommaire. Ces statistiques englobent le gros du bâtiment et de la construction terminés à la fin de 1939. Elles sont assez complètes pour s'étendre aussi à tous les genres de constructions étudiés aux sections 1 et 2 et réellement terminés à la fin de l'année indiquée. Elles ne sont pas intégrales cependant, comme il est fait remarquer aux pages 378-381.

Section 1.—Le Gouvernement et l'industrie de la construction

Pendant toute la durée de la dépression commencée en 1930 et qui s'est poursuivie jusqu'au milieu de la décennie, et même jusqu'au commencement de la guerre en septembre 1939, la construction, toujours sensible aux influences économiques générales et caractérisée par des périodes d'alternance entre la prospérité et la famine, a plus souffert de l'affaissement économique de 1929 que toute autre industrie. Comme il n'y a peut-être pas un domaine de l'économie intérieure du Canada qui ne bénéficie directement ou indirectement de l'activité de la construction, et parce qu'on attribuait au manque de confiance le peu d'activité de l'entreprise courante, le Gouvernement fédéral, en encourageant l'initiative privée, a beaucoup fait après 1934 pour stimuler le bâtiment. Les prêts consentis en vertu des lois sur le logement et sur l'amélioration des logements entre 1935 et le début des hostilités s'élèvent à $100,000,000, ce qui, bien entendu, ne représente qu'une partie des sommes dépensées réellement, parce que les emprunteurs ont contribué de fortes sommes à même leurs ressources personnelles. Après que les hostilités eurent éclaté, il ne fut pas nécessaire de continuer cette aide à l'entreprise privée du bâtiment, bien que le Gouvernement ait maintenu son programme relatif au logement. Il devint bientôt évident que les contributions de l'Etat aux entreprises de construction nécessitées par l'effort de guerre, ajoutées aux exigences industrielles nécessaires, absorberaient rapidement les disponibilités qui s'étaient accumulées et que la construction privée devrait probablement s'éclipser. Tel fut bien le cas.



Sous-section 1.—Effets des dépenses de temps de guerre du Gouvernement sur l'industrie de la construction

La construction déterminée par l'effort de guerre du Canada peut se répartir entre les groupes suivants:—

1. Construction d'ouvrages de défense nationale.
2. Erection d'écoles de formation en vertu du "Programme d'Entraînement Aérien du Commonwealth Britannique".
3. Construction d'usines chimiques et d'explosifs.
4. Construction de nouveaux établissements industriels et agrandissement d'autres et aide financière aux industries.
5. Construction de logements nécessités par 1, 3 et 4.

Les contrats adjugés en marge des 1er et 2ème groupes sont accordés par la Branche de la Construction du Ministère des Munitions et des Approvisionnements. La surveillance de la construction des avionneries et de certains autres établissements, tels que les laitonneries, les manufactures d'instruments d'optique et les arsenaux, relève également de cette branche. La surveillance des ouvrages essentiellement de défense nationale relève du Ministère de la Défense Nationale—les plans et la construction des écoles et terrains d'aviation en vertu du Programme d'Entraînement Aérien du Commonwealth Britannique relevant directement du Corps d'Aviation Royal Canadien. Le Ministère de la Défense Nationale fait aussi exécuter en régie certains travaux de défense, et le Ministère des Transports adjuge les contrats pour la construction de la majeure partie des pistes de décollage dont il assure aussi la surveillance. Dans les deux cas, cependant, les matériaux sont achetés par le Ministère des Munitions et des Approvisionnements.

Les plans et la construction des manufactures de produits chimiques et d'explosifs (3) sont exécutés sous la surveillance de la Corporation Alliée des Approvisionnements de Guerre, compagnie appartenant à l'Etat et fondée à cette seule fin. Elle est financée par l'Etat. Cette compagnie peut faire des contrats avec d'autres établissements, tels que les Industries de Guerre Limitée (une filiale des Industries Canadiennes Limitées), la Consolidated Mining and Smelting Company,

la Canada Car and Foundry Company et autres, pour la fabrication de produits chimiques et d'explosifs. La surveillance de ces entreprises est exercée conjointement par la Corporation Alliée des Approvisionnements de Guerre et la compagnie intéressée.

Dans le cas des nouveaux établissements et de l'agrandissement des autres (4) les soumissions pour leur construction et leur aménagement sont faites au Ministère des Munitions et des Approvisionnements. Après leur approbation par les divisions de la Production et de la Construction de ce Ministère, la surveillance en est assurée conjointement avec la compagnie intéressée.

Une compagnie d'Etat, désignée sous le nom de Compagnie de Logement en Temps de Guerre Limitée, a été organisée sous la direction du Ministère des Munitions et des Approvisionnements et chargée de pourvoir, au besoin, au logement des employés des industries de guerre (5).

La répercussion de l'activité de ces derniers groupes sur les statistiques annuelles de l'industrie de la construction ne se fait sentir qu'environ un an après le parachèvement des ouvrages et la compilation des statistiques. Par conséquent, les effets de la construction entreprise par le Gouvernement entre le début des hostilités et la fin de 1940 ne paraîtront pas au recensement annuel de la construction (voir section 3) avant l'Annuaire de 1942. C'est pour cette raison que ces estimations et ces prévisions, telles qu'obtenues de sources départementales, sont données dans cette section.

Les chiffres ainsi fournis par le Ministère des Munitions et Approvisionnements sont de deux catégories: les ouvrages essentiellement de défense et l'aide aux industries canadiennes pour leur permettre de répondre aux exigences fortement accrues par la guerre.

I.—CONTRATS DE CONSTRUCTION (PROJETS) ADJUGÉS PAR L'ENTREMISE DU MINISTÈRE DES MUNITIONS ET APPROVISIONNEMENTS, JUILLET 1939 AU 31 DÉCEMBRE 1940

Ouvrages	Contrats adjugés		Travaux exécutés		
			Commencés	Achevés	Valeur
	nomb.	$	nomb.	nomb.	$
Défense—					
Aérienne	630	69,945,033	97	53	56,094,000
Militaire	95	14,249,765	98	[1]	14,250,000
Navale	28	959,965	28	26	960,000
TOTAUX, DÉFENSE	753	85,154,763	223	-	71,304,000
Industriels	-	-	11	8	4,600,000

[1] Achevé dans la proportion de 70 à 80 p.c.

Ouvrages.—Depuis le début des hostilités jusqu'à la fin de 1940, le Ministère des Munitions et Approvisionnements a adjugé pour une somme globale de $85,154,763 de contrats relatifs aux divers genres d'ouvrages mentionnés dans l'exposé I. En outre, le Ministère des Transports a entrepris pour le compte du "Programme d'Entraînement Aérien du British Commonwealth" et des Etablissements Domestiques de Guerre des travaux de $20,000,000 aux champs d'aviation. Les chiffres de l'exposé I ne comprennent pas non plus les centres d'entraînement militaire construits en régie par le Ministère de la Défense Nationale et dont le coût, y compris les matériaux, s'élève à $14,000,000. Il convient d'insister sur le fait que les chiffres ne comprennent pas la main-d'œuvre louée à la journée par les officiers ingénieurs de district en marge des ouvrages militaires, ni la valeur des matériaux fournis à ces officiers.

Capitaux avancés à l'industrie.—L'aide offerte aux industries canadiennes s'étend aux agrandissements des établissements et à l'augmentation de l'outillage. Il n'est pas toujours facile d'établir distinctement la proportion de ces avances affectée à la confection et la proportion affectée à l'outillage et à l'aménagement. La division indiquée dans l'exposé II est une estimation faite par le Ministère des Munitions et des Approvisionnements. Elle repose sur les meilleures sources de renseignements existantes en ce qui concerne les besoins approximatifs de chaque entreprise.

II.—CAPITAUX AVANCÉS AUX INDUSTRIES, SELON LE PRODUIT, JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1940

Nomenclature	Montant
	$
Pour la fabrication de—	
Produits chimiques et d'explosifs	104,034,537
Canons, affûtages, magasins militaires	96,705,346
Obus et parties constituantes	30,765,838
Avance pour achat de matériaux stratégiques	19,333,687
Matériaux, divers	18,303,655
Avionnerie	18,131,698
Outillage motorisé	7,331,507
Chars d'assaut, porte-mitrailleuse	6,049,000
Machines-outils, divers, etc	4,374,651
Bombes	2,088,755
TOTAL	307,118,674
Classification selon le débiteur—	
Royaume Uni (36·5 p.c.)	112,013,323
Canada (28·9 p.c.)	88,651,576
Compte conjoint ou douteux (34·6 p.c.)	106,453,775

Entreprises de logement pour les travailleurs en temps de guerre.—L'établissement des manufactures d'explosifs dans des localités peu populeuses et l'expansion d'autres établissements dans les centres industriels ont fait ressortir la nécessité de facilités additionnelles de logement pour les employés. On a répondu à ce nouveau besoin en fondant une compagnie d'Etat connue sous le nom de "Compagnie de Logement en Temps de Guerre Limitée" et chargée de pourvoir à ces facilités. Au moment d'aller sous presse, cette entreprise en est encore à l'état de formation, mais un certain nombre de quartiers de logement ont été terminés, notamment par l'Aluminum Company Limited à Arvida, Québec, à l'aide des capitaux avancés par l'entremise de la Corporation Alliée des Approvisionnements de Guerre Limitée, de Nobel, Ont.; par la Sorel Industries Limited, à Sorel, Qué.; aussi à l'aide de capitaux semblables.

Sous-section 2.—Aide fédérale au logement

Loi fédérale sur le logement, 1935.—Antérieurement au mois d'août 1938, des facilités de prêt pour aider la construction de nouvelles habitations étaient assurées en vertu de la loi fédérale sur le logement, 1935 (voir pp. 487–88 de l'Annuaire de 1938). En 1938 des facilités de même nature encore plus grandes furent assurées subordonnément à la partie I de la loi nationale sur le logement, telle que décrite ci-dessous.

Loi nationale sur le logement.—Administrée par le Ministère des Finances, la loi nationale sur le logement, 1938, a un double objet: (1) aider à l'amélioration de la situation du logement; et (2) aider à l'absorption du chômage en stimulant les industries de la construction et des matériaux de construction. La loi se divise en trois parties distinctes.

La partie I, maintient les principales dispositions de la loi fédérale sur le logement, 1935, en y apportant toutefois des modifications importantes destinées à encourager la construction de logements à bas prix et à étendre les facilités d'emprunt aux petites collectivités éloignées. Au 31 décembre 1940, 4,022 prêts à de telles collectivités éloignées avaient été approuvés. En vertu des règlements de temps de guerre publiés au commencement de décembre 1939 et mis en vigueur le 1er janvier 1940, les prêts sont limités au financement des maisons pour une seule famille. Le prêt maximum pour chaque maison est également limité à $4,000. Les autres caractéristiques de la partie I de la loi demeurent les mêmes.

Le Ministre est autorisé à faire des avances et payer les dépenses d'administration de cette partie jusqu'à $20,000,000, moins les avances et les dépenses administratives déjà faites en vertu de la loi fédérale sur le logement, qui s'élèvent à environ $5,500,000. Les prêts sont faits par l'intermédiaire d'institutions de prêt approuvées. Les prêts peuvent être pour une somme d'au plus 80 p.c. de la valeur hypothécable de la propriété. Les prêts ne peuvent dépasser 90 p.c. de la valeur hypothécable quand celle-ci est de $2,500 ou moins et que la maison est construite pour un propriétaire-tenant. Les autres 20 p.c. ou 10 p.c., respectivement, doivent être fournis par l'emprunteur. Il y a également une stipulation relative aux prêts s'échelonnant de 70 p.c. à 80 p.c. lorsque la valeur hypothécable surpasse $2,500 et aux prêts s'échelonnant de 50 p.c. à 90 p.c. lorsque la valeur hypothécable ne dépasse pas $2,500. Le taux d'intérêt payé par l'emprunteur sur tous les prêts en vertu de la partie I est de 5 p.c. Ceci est possible par le fait que le Gouvernement avance un quart de l'argent hypothécable sur une base d'intérêt à 3 p.c. Les prêts sont consentis pour une période de dix ans, renouvelables pour dix autres années moyennant revalorisation des titres et conditions satisfaisantes à tous les partis intéressés. Les intérêts, le principal et les taxes sont payables par versements mensuels. L'amortissement du principal est calculé à un taux qui permet le remboursement de l'emprunt dans 20 ans, mais l'emprunteur peut amortir sa dette plus rapidement. La loi exige des standards solides de construction.

L'encouragement le plus complet a été donné à la construction de logements à bon marché dans les régions où, à cause de la concentration des forces ouvrières nécessitées par la production de guerre, leur rareté est à l'état aigu. En 1940, le nombre de prêts approuvés pour des maisons à bas prix a grandi sans cesse. Plus de 25 p.c. de tous les prêts approuvés au 31 décembre 1940 étaient des prêts de $2,500 ou moins; 50 p.c. des prêts de $3,000 ou moins; 85 p.c. des prêts de $4,000 ou moins. La moyenne des prêts consentis pour une habitation en 1940 est de $2,945; 443 localités se sont prévalues de la loi.

1.—Prêts consentis en vertu de la loi fédérale du logement, 1935, et de la partie I de la loi nationale sur le logement, 1938, par province, octobre 1935-décembre 1940

Province	Prêts					Unités de logements				
	1936[1]	1937	1938	1939	1940	1936[1]	1937	1938	1939	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Prince-Edouard	6	4	5	2	1	6	4	5	2	1
Nouvelle-Ecosse	93	186	139	144	94	96	186	149	147	95
Nouveau-Brunswick	12	48	50	50	30	12	51	55	66	30
Québec	231	303	355	512	397	475	524	745	1,244	807
Ontario	361	604	1,076	2,823	3,152	422	839	2,119	3,691	3,469
Manitoba	12	36	110	264	429	12	36	170	351	492
Saskatchewan	Nil	2	5	30	24	–	2	5	101	24
Alberta	"	Nil	Nil	Nil	Nil	–	–	–	–	–
Colombie Britannique	10	243	784	724	1,101	10	319	890	765	1,155
Totaux	**725**	**1,426**	**2,524**	**4,549**	**5,228**	**1,033**	**1,961**	**4,138**	**6,367**	**6,073**

1.—Prêts consentis en vertu de la loi fédérale du logement, 1935, et de la partie I de la loi nationale sur le logement, 1938, par province, octobre 1935-décembre 1940—fin

Province	Montants					Totaux, 1935-40		
	1936[1]	1937	1938	1939	1940	Prêts	Unités	Montant
	$	$	$	$	$	nomb.	nomb.	$
Ile du Prince-Edouard	32,364	21,670	26 000	11,400	6,400	18	18	97,834
Nouvelle-Ecosse	421,437	837,692	571,831	563,880	350,030	656	673	2,744,870
Nouveau-Brunswick	45,179	219,188	240,750	223,130	112,650	190	214	840,897
Québec	2,233,394	2,348,514	2,939,553	4,256,502	2,402,410	1,798	3,795	14,180,373
Ontario	2,105,745	3,434,833	7,376,842	11,341,565	10,016,187	8,016	10,540	34,275,172
Manitoba	100,564	207,750	606,539	1,269,896	1,625,468	851	1,061	3,810,217
Saskatchewan	Nil	8,200	16,800	236,302	73,195	61	132	334,497
Alberta	"	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	-	-
Colombie Britannique	31,175	988,348	2,863,634	2,405,043	3,299,742	2,862	3,139	9,587,942
Totaux	**4,969,858**	**8,066,195**	**14,641,949**	**20,307,718**	**17,886,082**	**14,452**	**19,572**	**65,871,802**

[1] Y compris les chiffres d'octobre à décembre 1935.

La partie II de la loi nationale sur le logement a expiré le 30 mars 1940 tel que prévu à l'article 18 (2). Elle avait pour objet d'aider les autorités locales de logement, y compris les sociétés de logement à dividende limité, à fournir des habitations convenables, solides et salubres pouvant être louées à des familles à revenu modique et ne pouvant se permettre le "loyer économique" (voir pp. 479–480 de l'Annuaire de 1940). Jusqu'à cette date aucun prêt n'avait été consenti en vertu de la partie II. Certains objectifs furent toutefois atteints, qui firent mieux comprendre et apprécier le caractère et le but de la politique du logement à bon marché.

La partie III de la loi, telle que modifiée le 5 décembre 1939, autorise le Ministre des Finances à verser, moyennant certaines conditions, une partie des taxes municipales sur les nouvelles maisons à bas prix pour famille unique commencées entre le 1er juin 1938 et le 30 mai 1940. Pour jouir de cet avantage, une nouvelle maison ne doit être occupée que par son propriétaire et ne pas coûter, une fois terminée, plus de $4,000. Les paiements doivent couvrir 100 p.c. de la taxe foncière générale et de la taxe scolaire pour la première année de taxation, 50 p.c. pour la deuxième et 25 p.c. pour la troisième. Ces avantages sont offerts à toute municipalité voulant collaborer en adoptant un règlement mettant à la disposition du public un nombre raisonnable de lots de pas plus de $50 chacun. Le 31 décembre 1939, date finale pour la présentation des règlements municipaux, 204 municipalités s'étaient qualifiées et 24,501 lots avaient été mis à la disposition du public à un prix nominal. Le 31 décembre 1940, 1,942 requêtes avaient été reçues pour taxes de première année et 302 pour taxes de deuxième année.

Plan fédéral d'amélioration des logements.—Avant son expiration le 30 octobre 1940, le plan d'amélioration des logements convenu entre le Gouvernement fédéral et les maisons de prêt le 1er novembre 1936 avait pour objets: (1) procurer du travail dans la construction et les industries connexes, et (2) aider à l'amélioration des conditions de logement. Le plan découlait d'"une loi ayant pour objet d'accroître le placement des travailleurs en encourageant la réfection des maisons rurales et urbaines" sanctionnée le 31 mars 1937. La méthode invoquée pour faciliter l'avance de fonds pour la réfection et l'amélioration était une garantie gouvernementale jusqu'à concurrence de 15 p.c. d'un montant global prêté en vertu du plan par chaque maison de prêt reconnue. Le 30 octobre 1940, le prêt de $50,000,000 autorisé par la loi de 1937 garantissant des emprunts pour réfection de maisons étant épuisé, l'engagement du Gouvernement à fournir des garanties pour encourager ce genre de prêt prit fin. Les emprunts d'amélioration contractés le ou après le 31

octobre 1940 restent comme auparavant des obligations directes des emprunteurs aux maisons de prêt, mais ne sont plus garantis par le Gouvernement.

D'abord recommandé par la Commission Nationale de l'Emploiement, le plan fut administré par le Ministère des Finances. Il offrait un moyen commode aux propriétaires d'obtenir des banques et autres maisons de prêt reconnues les sommes nécessaires à l'amélioration, la réfection et la modernisation de leurs propriétés (voir pp. 480–481 de l'Annuaire de 1940). A son expiration le 30 octobre 1940, il avait été en opération pendant quatre ans. Le tableau suivant donne une analyse comparée des opérations des quatre années.

2.—Prêts consentis en vertu du plan fédéral d'amélioration des logements, par province, années terminées en octobre 1937-40[1]

Province	Nombre					Valeur				
	1937	1938	1939	1940	Total, 1937-40	1937	1938	1939	1940	Total, 1937-40
I.P.-E.	379	198	310	220	1,107	103,839	49,607	63,542	51,025	268,013
N.-B...	2,489	2,072	2,132	1,777	8,470	779,017	609,070	635,237	569,779	2,593,103
N.-E...	1,266	992	1,194	920	4,372	435,707	322,657	380,210	283,004	1,421,578
Qué....	4,604	4,271	5,479	4,187	18,541	2,286,198	2,182,004	2,828,123	2,042,116	9,338,441
Ont....	12,875	13,501	17,836	16,138	60,350	5,027,332	5,785,448	7,455,583	5,807,931	24,076,294
Man....	2,001	1,598	2,291	2,236	8,126	757,542	617,339	954,661	868,168	3,197,710
Sask...	813	424	528	617	2,382	285,848	137,000	214,960	266,672	904,480
Alta...	2,318	1,987	2,610	2,636	9,551	1,000,672	862,262	1,104,399	1,197,848	4,165,181
C.B....	3,218	2,871	2,994	3,670	12,753	1,044,974	864,294	955,201	1,161,351	4,025,820
Totaux	**29,963**	**27,914**	**35,374**	**32,401**	**125,652**	**11, 21,129**	**11,429,681**	**14,591,916**	**12,247,894**	**49,990,620**

[1] Loi en vigueur le 1er novembre 1936; expire le 30 octobre 1940.

Section 2.—Contrats adjugés et permis de bâtir

Cette section donne les statistiques barométriques des travaux réellement projetés, tels qu'indiqués par les contrats adjugés et les permis de bâtir. Ces chiffres ne se rapportent au travail exécuté durant l'année que dans la mesure où ce travail est achevé et dûment déclaré au recensement de la construction. De plus, la valeur des contrats adjugés, et surtout des permis de bâtir, sont des estimations (souvent des sous-estimations) des entreprises projetées. Il est évident que ces statistiques ne peuvent concorder avec celles de la section 3, parce que plusieurs travaux dont les contrats sont signés vers la fin d'une année ne sont souvent commencés que l'année suivante et, surtout en ce qui concerne les grandes entreprises ou les contrats accordés vers la fin d'une année, s'étendent à plus d'une année. Les chiffres donnés ici complètent donc ceux de la section 3, en ce qu'ils font voir d'année en année le travail immédiatement projeté pour la période.

Contrats de construction.—La période de 1911 à 1940, ou depuis le commencement des relevés MacLean comme le montre le tableau **3**, il y a eu une dépense moyenne annuelle par tête d'environ $28 pour la construction. Cette période comprend, bien entendu, les années de guerre de 1915 à 1918 et les années de dépression depuis 1930, de même que les années de boom de 1911 à 1913 et de 1926 à 1930, et l'accélération de la construction commerciale et industrielle depuis le commencement de la présente guerre. Conséquemment cette moyenne n'est pas extrêmement élevée. Pour la population actuelle, le total annuel de construction, sur la base de cette moyenne devrait s'établir à environ $320,000,000. De plus, il y a certainement une déficience accumulée de construction ces dernières années d'activité sub normale. L'on peut donc se faire une idée de la part que le fonctionnement normal de l'industrie de la construction peut jouer dans la réduction du chômage.

3.—Valeur des contrats de construction au Canada en 1911-40

(Fourni par MacLean Building Reports, Ltd.)

Année	Valeur des contrats de construction	Année	Valeur des contrats de construction	Année	Valeur des contrats de construction
	$		$		$
1911	345,425,000	1921	240,133,300	1931	315,482,000
1912	463,083,000	1922	331,843,800	1932	132,872,400
1913	384,157,000	1923	314,254,300	1933	97,289,800
1914	241,952,000	1924	276,261,100	1934	125,811,500
1915	83,916,000	1925	297,973,000	1935	160,305,000
1916	99,311,000	1926	372,947,900	1936	162,588,000
1917	84,841,000	1927	418,951,600	1937	224,056,700
1918	99,842,000	1928	472,032,600	1938	187,277,900
1919	190,028,000	1929	576,651,800	1939	187,178,500
1920	255,605,000	1930	456,999,600	1940	346,009,800

La valeur des permis de bâtir accordés en 1940 augmente de $158,831,300 ou 84·9 p.c. Les effets de la demande de guerre se traduisent par une augmentation de la construction industrielle qui absorbe 35·2 p.c. de tous les contrats adjugés comparativement à 12·2 p.c. seulement en 1939. La construction commerciale en absorbe 30·2 p.c.; la construction résidentielle, 19·6; et les contrats de travaux de génie, 15 p.c. Les pourcentages d'augmentation sur 1939 dans les quatre domaines sont: construction industrielle, 435·1 p.c.; commerciale, 90·4 p.c.; génie, 23·7 p.c.; résidentielle, 0·3 p.c.

4.—Valeur des contrats de construction au Canada, par province et genre de construction, 1935-40

(Tirés de MacLean Building Reports, Ltd.)

Item	1935	1936	1937	1938	1939	1940
Province	$	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	414,800	339,900	459,000	1,781,400	946,100	2,135,100
Nouvelle-Ecosse	7,903,400	8,073,800	11,220,000	10,537,600	9,505,400	12,106,900
Nouveau-Brunswick	6,055,300	9,495,100	9,878,200	7,203,800	5,694,800	6,900,100
Québec	44,471,900	45,749,500	71,940,800	65,778,900	62,846,600	96,326,300
Ontario	70,872,800	72,393,300	97,777,400	73,070,100	82,605,500	146,806,100
Manitoba	8,744,400	6,994,400	7,945,100	6,115,200	5,374,400	28,003,700
Saskatchewan	3,841,300	2,200,600	6,704,900	3,969,000	3,246,100	12,566,700
Alberta	5,893,000	6,297,400	4,901,000	8,180,000	5,234,900	23,940,100
Colombie Britannique	12,108,100	11,044,000	13,230,300	10,641,900	11,724,700	17,224,800
Grands totaux	**160,305,000**	**162,588,000**	**224,056,700**	**187,277,900**	**187,178,500**	**346,009,800**
Genre de construction						
RÉSIDENTIELLE—						
Conciergeries	3,249,600	3,921,100	5,815,100	7,807,900	9,829,000	8,530,700
Résidences	33,158,900	38,936,800	50,391,900	47,217,700	57,622,200	59,139,200
TOTAUX, RÉSIDENTIELLE	**36,408,500**	**42,857,900**	**56,207,000**	**55,025,600**	**67,451,200**	**67,669,900**
EDIFICES PUBLICS—						
Eglises	1,698,400	2,625,300	2,662,100	4,440,100	4,697,700	2,523,300
Garages publics	2,267,600	2,746,100	4,429,800	3,418,100	3,755,600	2,564,500
Hôpitaux	2,979,900	2,127,800	7,425,100	7,027,600	7,468,700	8,760,200
Hôtels et clubs	2,312,000	2,031,500	2,715,100	2,899,600	3,187,400	3,844,200
Bureaux	1,687,900	3,149,000	5,911,600	5,076,900	4,773,300	4,974,100
Edifices publics	20,243,500	7,126,200	8,066,200	13,118,600	9,889,500	57,903,500
Ecoles	5,429,200	4,133,600	6,378,600	11,141,600	7,375,300	6,139,600
Magasins	4,374,300	6,625,400	7,315,100	10,069,800	7,160,600	8,080,700
Théâtres	1,429,600	2,516,000	2,397,600	1,867,100	1,418,500	1,290,000
Entrepôts	6,019,800	4,690,100	7,987,600	4,267,700	5,218,600	8,519,400
TOTAUX, ÉDIFICES PUBLICS	**48,442,200**	**37,771,000**	**55,288,800**	**63,327,100**	**54,915,200**	**104,599,500**
TOTAUX, ÉTAB. INDUSTRIELS	**10,292,200**	**14,973,700**	**33,779,800**	**15,982,200**	**22,753,000**	**121,760,800**
TRAVAUX DE GÉNIE—						
Ponts	3,362,200	7,751,200	7,584,800	4,273,100	3,067,300	2,639,200
Jetées et quais	8,557,800	3,119,400	4,374,800	5,285,800	8,441,700	3,834,800
Egouts et conduites	3,715,000	2,515,800	2,946,000	3,428,500	4,133,800	3,880,900
Chemins et rues	27,421,300	23,649,200	35,840,200	16,732,600	23,565,400	28,844,400
Structure générale	22,105,800	29,949,800	28,035,300	23,223,000	2,820,900	12,780,300
TOTAUX, TRAVAUX DE GÉN.	**65,162,100**	**66,985,400**	**78,781,100**	**52,943,000**	**42,029,100**	**51,979,600**

Permis de bâtir.—La valeur approximative des constructions érigées dans 58 cités canadiennes, d'après les permis de bâtir accordés par ces municipalités, est indiquée dans le tableau **5** pour les années 1935 à 1940 inclusivement. Ces cités contenaient en 1931 environ 36 p.c. de la population du Canada et leurs permis de bâtir en 1940 comprennent 23·2 p.c. des contrats donnés dans tout le pays, ainsi qu'on peut le voir par le tableau **3.**

Le prodigieux essor de l'automobilisme et d'autres moyens de transport rapide incite de plus en plus ceux qui travaillent dans les villes à vivre dans la périphérie; c'est ce qui explique la nécessité de faire figurer dans les tableaux certaines municipalités suburbaines telles que les Townships de York dans le cas de Toronto, et North Vancouver dans celui de Vancouver.

Le tableau **4** indique que les contrats de construction en 1940 ont augmenté de 84·9 p.c. comparativement à 1939, tandis que les permis de bâtir dans 58 cités ont augmenté de 33·2 p.c., ainsi que le fait voir le tableau **5.**

Le champ de cette série a été amplifié en 1940, de sorte que 204 municipalités déclarent maintenant leurs permis de bâtir au Bureau Fédéral de la Statistique. Les chiffres préliminaires révèlent que ces 204 municipalités ont émis des permis pour une valeur de $113,005,208 en 1940.

5.—Valeur des permis de bâtir dans 58 villes, 1935-40

NOTA.—Les astérisques désignent les 35 premières villes dont on possède les chiffres depuis 1910

Province et ville	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	**168,395**	**154,455**	**140,170**	**92,210**	**133,788**	**123,785**
Charlottetown	168,395	154,455	140,170	92,210	133,788	123,785
Nouvelle-Ecosse	**1,619,097**	**1,320,202**	**1,929,025**	**1,897,641**	**1,562,125**	**2,159,167**
*Halifax	1,545,824	1,103,988	1,488,326	1,420,142	1,129,481	1,395,747
New Glasgow	18,855	36,818	86,135	81,415	53,688	56,223
*Sydney	54,418	179,396	354,564	396,084	378,956	707,197
Nouveau-Brunswick	**265,115**	**453,756**	**602,163**	**631,966**	**1,069,111**	**1,603,062**
Fredericton	19,325	142,220	126,400	118,230	105,620	288,020
*Moncton	106,261	100,292	214,608	280,202	460,680	1,022,920
*Saint John	139,529	211,244	261,155	233,534	502,811	292,122
Québec	**10,207,383**	**10,011,608**	**11,271,918**	**14,451,635**	**14,796,421**	**16,339,555**
*Maisonneuve *Montréal	7,455,436	6,905,323	8,217,344	10,205,422	9,253,506	11,436,732
*Québec	2,141,695	816,835	915,119	1,945,961	2,493,572	1,762,971
Shawinigan Falls	52,137	126,175	414,080	264,910	491,070	606,585
*Sherbrooke	314,450	278,700	792,240	750,700	1,171,550	1,656,950
*Trois-Rivières	55,555	1,528,197	383,417	769,565	1,007,360	470,271
*Westmount	188,110	356,378	549,718	515,077	379,363	406,046
Ontario	**23,847,536**	**19,256,177**	**28,156,707**	**25,424,507**	**26,543,103**	**35,928,049**
Belleville	145,602	85,065	150,395	119,340	251,396	147,440
*Brantford	272,648	161,602	270,003	273,563	233,175	166,747
Chatham	108,931	156,345	192,050	471,156	532,178	472,887
*Fort William	152,450	207,500	495,880	542,553	524,315	931,476
Galt	388,688	141,226	369,458	286,730	268,995	343,070
*Guelph	273,608	100,200	138,267	152,778	198,294	232,230
*Hamilton	1,887,622	1,466,906	1,694,189	2,325,908	2,265,265	5,562,493
*Kingston	213,929	253,398	360,629	392,733	415,153	946,889
*Kitchener	589,325	449,123	891,247	615,092	774,419	839,301
*London	1,835,110	672,745	949,790	708,140	1,895,870	1,038,575
Niagara Falls	92,057	141,258	246,436	326,919	226,578	267,048
Oshawa	125,300	108,022	218,760	103,085	235,225	512,920

5.—Valeur des permis de bâtir dans 58 villes, 1935-40—fin

Province et ville	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$	$
Ontario—fin						
*Ottawa	4,085,140	1,781,555	2,325,445	5,188,059	2,050,656	3,802,745
Owen Sound	48,727	173,410	56,847	176,961	122,760	105,377
*Peterborough	195,588	269,164	199,686	426,144	502,078	1,260,251
*Port Arthur	163,971	212,671	708,143	747,444	441,656	697,977
Riverside	11,475	29,810	109,605	99,330	125,100	201,715
*Stratford	50,227	53,105	145,047	75,687	77,852	177,674
*St. Catharines	238,694	823,398	793,227	367,405	599,389	1,245,646
*St. Thomas	128,350	79,545	52,106	189,296	166,106	152,898
Sarnia	137,052	123,229	192,830	173,752	231,222	372,420
Sault-Ste-Marie	131,320	226,340	355,950	343,345	596,491	612,110
*Toronto	10,005,455	8,182,799	11,258,900	8,535,401	10,313,943	10,563,481
Welland	74,609	107,645	231,429	146,663	198,854	423,945
*Windsor	709,304	703,970	3,524,699	970,948	928,402	2,015,114
Woodstock	102,223	206,321	214,065	129,355	325,118	196,435
York Townships	1,680,131	2,339,825	2,011,624	1,536,720	2,042,613	2,639,185
Manitoba	**2,945,175**	**1,559,940**	**2,543,559**	**3,073,175**	**3,097,593**	**4,738,156**
*Brandon	111,235	55,211	57,310	50,085	74,540	360,446
St-Boniface	110,540	97,279	334,149	1,037,190	439,003	1,051,260
*Winnipeg	2,723,400	1,407,450	2,152,100	1,985,900	2,584,050	3,326,450
Saskatchewan	**1,029,854**	**640,739**	**905,029**	**972,707**	**1,237,633**	**2,316,946**
*Moose Jaw	252,260	57,818	191,087	46,042	387,354	113,308
*Regina	632,944	358,966	464,041	477,780	598,785	1,053,573
*Saskatoon	144,650	223,955	249,901	448,885	251,494	1,150,065
Alberta	**1,686,457**	**1,966,556**	**1,828,377**	**3,930,553**	**3,198,979**	**5,813,593**
*Calgary	874,286	845,287	667,809	911,311	1,064,076	2,679,290
*Edmonton	676,535	895,440	865,560	2,806,340	1,662,109	2,638,695
Lethbridge	118,442	200,414	232,298	203,117	463,904	465,673
Medicine Hat	17,194	25,415	62,710	9,785	8,890	29,935
Colombie Britannique	**4,791,611**	**5,962,260**	**8,468,051**	**10,342,938**	**8,633,626**	**11,252,037**
Kamloops	69,652	78,735	58,277	67,872	104,757	124,951
Nanaimo	36,856	166,378	231,602	110,895	80,913	152,091
*New Westminster	210,490	369,215	541,715	690,182	1,172,705	862,331
North Vancouver	20,250	57,929	68,188	111,485	103,995	229,425
Prince Rupert	43,235	63,940	46,694	274,086	81,990	62,394
*Vancouver	3,892,665	4,641,545	6,760,880	8,224,300	6,283,796	8,053,725
*Victoria	518,463	584,518	760,695	864,118	805,470	1,767,120
Totaux, 58 villes	**46,560,623**	**41,325,693**	**55,844,999**	**60,817,332**	**60,272,379**	**80,274,350**
***Totaux, 35 villes**	**42,839,627**	**36,337,439**	**49,694,847**	**54,532,781**	**53,048,231**	**70,789,456**

Les indices donnés dans le tableau 6 montrent dans la limite du possible les fluctuations du coût de la construction et leurs répercussions sur le travail même et sur l'emploiement. On a tenté à diverses reprises de déterminer les proportions relatives du coût des matériaux et des gages dans la construction générale; ces proportions varient avec les genres de construction et les centres qui ont été étudiés, et il est difficile d'en établir des données exactes et représentatives. Une étude faite dans quinze villes indique que les proportions moyennes dans tous genres de construction sont de 63·6 p.c. pour les matériaux et de 36·4 p.c. pour la main-d'œuvre. La diminution du coût de la construction au cours des années de dépression est plus que suffisamment démontrée par la baisse de l'indice des prix de gros et des gages, comparativement aux moyennes plus élevées atteintes depuis la guerre de 1914-18.

6.—Valeur des permis de bâtir dans 35 villes et nombres-indices des industries de la construction, 1910-40

Année	Valeur	Nombre-indices moyens—		
		des prix de gros des matériaux de construction	des salaires dans les métiers du bâtiment[1]	de l'emploiement dans les industries de la construction[2]
	$	(1913=100)		(1926=100)
1910	100,357,546	[3]	86·9	[3]
1911	138,170,390	[3]	90·2	[3]
1912	185,233,449	[3]	96·0	[3]
1913	153,662,842	100·0	100·0	[3]
1914	96,780,981	93·8	100·8	[3]
1915	33,566,749	90·3	101·5	[3]
1916	39,724,466	103·8	102·4	[3]
1917	33,936,426	130·7	109·9	[3]
1918	36,838,270	150·5	125·9	[3]
1919	77,113,413	175·0	148·2	[3]
1920	106,054,379	214·9	180·9	[3]
1921	100,797,355	183·2	170·5	62·1
1922	129,338,017	162·2	162·5	60·0
1923	117,243,806	167·0	166·4	66·4
1924	113,329,707	159·1	169·1	71·2
1925	110,314,698	153·5	170·4	75·8
1926	143,052,669	149·2	172·1	100·0
1927	164,791,231	143·4	179·3	108·7
1928	197,566,322	145·3	185·6	112·0
1929	214,277,386	147·7	197·5	135·3
1930	152,404,222	135·5	203·2	134·3
1931	101,821,221	122·2	195·7	104·3
1932	38,443,406	115·2	178·2	54·1
1933	19,890,150	116·8	158·0	38·5
1934	24,911,430	123·1	154·8	47·8
1935	42,839,627	121·2	159·8	55·4
1936	36,337,439	127·3	160·8	55·4
1937	49,694,847	140·8	165·3	60·1
1938	54,532,781	134·2	169·4	60·1
1939	53,048,231	133·8	170·7	62·1
1940	70,789,456	143·6[4]	174·6	83·5

[1] Compilés par le Ministère du Travail. [2] D'après les employeurs. [3] Données inexistantes. [4] Donnée préliminaire.

Emploiement dans l'industrie du bâtiment, 1940.—Le Bureau Fédéral de la Statistique fait des relevés réguliers de l'emploiement dans les établissements industriels employant 15 personnes ou plus. L'indice moyen de l'emploiement dans le bâtiment, basé (moyenne de 1926=100) sur les données fournies par quelque 850 employeurs, s'établit à 83·5 en 1940, soit 34 p.c. plus élevé qu'en 1939, et il est le plus élevé depuis 1931.

Section 3.—Recensement annuel de la construction

Le recensement annuel de la construction par le Bureau Fédéral de la Statistique s'étend à tous les travaux de construction, d'entretien et de réparation effectués par des entrepreneurs, constructeurs et organismes publics (sauf dans les plus petites municipalités) du Canada. Il ne comprend pas les travaux d'entretien et de réparation des chemins de fer à vapeur et électriques, des réseaux télégraphiques et téléphoniques et des utilités publiques de moindre importance, lorsque ceux-ci sont exécutés de la façon ordinaire par les employés des compagnies. Il ne tient pas compte non plus d'un volume substantiel de construction par des fermiers et autres particuliers travaillant à leurs bâtiments et qui autrement seraient sans travail. Il

est douteux qu'une grande partie des travaux des chemins de fer et des utilités publiques soit de la construction au sens entendu par le recensement: ainsi, les dépenses ordinaires d'"entretien de la voie", autant qu'il s'agit de travaux d'inspection, ne sont pas de la construction, bien que, lorsqu'il s'agit de refaire le terrassement d'une voie ou du renouvellement des travaux d'art, elles peuvent être considérées comme appartenant à cette catégorie.

Le tableau suivant montre les dépenses des chemins de fer à vapeur, des tramways électriques et des réseaux télégraphiques et téléphoniques. La plus grande partie des travaux de chemin de fer sont faits par les employés de chemin de fer, mais souvent les travaux sur réseaux téléphoniques et télégraphiques sont exécutés par des entrepreneurs; en conséquence ces dépenses totales ne peuvent pas être ajoutées à la construction industrielle exécutée par des entrepreneurs sans entraîner des doubles emplois. De même, il n'y a pas de données disponibles sur la valeur des travaux faits par des fermiers et autres personnes travaillant pour leur propre compte. Les statistiques des tableaux **7** à **10** sont donc, tel qu'expliqué plus haut, nécessairement limitées.

III.—DÉPENSES DES CHEMINS DE FER À VAPEUR ET À L'ÉLECTRICITÉ, ET DES RÉSEAUX TÉLÉPHONIQUES ET TÉLÉGRAPHIQUES, POUR L'ENTRETIEN DES VOIES ET STRUCTURES ET L'ENTRETIEN DE L'OUTILLAGE, 1936-39

Item	1936	1937	1938	1939
	$	$	$	$
Chemins de fer à vapeur—				
Entretien de la voie et des structures	60,378,275	58,309,150	55,217,352	57,624,668
Entretien de l'outillage	63,755,028	73,166,522	69,233,176	70,994,034
Totaux	124,133,303	131,475,672	124,450,528	128,618,702
Chemins de fer électriques—				
Entretien de la voie et des structures	2,654,875	2,561,156	2,509,225	2,686,891
Entretien de l'outillage	3,179,552	3,276,960	3,407,339	3,286,397
Totaux	5,834,427	5,838,116	5,916,564	5,973,288
Entretien des réseaux téléphoniques	1,906,054	2,200,002	2,152,588	2,198,623
Entretien des réseaux télégraphiques	10,923,509	11,829,389	12,080,383	12,369,344
Grands totaux	142,797,293	151,343,179	144,600,063	149,159,957

Statistiques industrielles de la construction.*—Le Bureau Fédéral de la Statistique a fait un recensement de la construction en 1934; mais la base de compilation n'a été standardisée qu'en 1935, de sorte qu'avec la collection des chiffres de 1939 des statistiques comparables existent maintenant sur les années 1935–39. Des statistiques sommaires sont données dans les tableaux **7**, **8** et **9**.

Il n'existe pas de relation entre la valeur totale de la construction telle qu'indiquée ci-dessous, et la valeur des contrats accordés telle qu'indiquée au tableau **3** de la section 2, p. 375. Dans ce dernier cas, toutes les valeurs sont comprises dès que les contrats sont accordés même si les travaux ne sont pas terminés ou commencés cette même année, tandis que les tableaux qui suivent couvrent la construction entreprise et réellement exécutée durant l'année civile.

* Revisé à la Branche de la Statistique de la Construction, Bureau Fédéral de la Statistique.

7.—Statistiques principales de la construction au Canada, 1936-39

NOTA.—Les chiffres comparables pour 1935 se trouvent au tableau correspondant de l'Annuaire de 1940, p. 482.

Item	1936	1937	1938	1939
Firmes faisant rapport.....nomb.	9,976	10,855	12,964	13,686
Employés à salaire.....nomb.	21,059	22,431	25,278	26,809
Salaires..... $	25,270,846	30,398,287	34,809,919	34,841,305
Employés à gages (moyenne).....nomb.	121,285	129,221	121,913	121,605
Gages..... $	87,575,538	120,239,004	112,595,479	118,601,138
Total, employés.....nomb.	142,344	151,652	147,191	148,414
Total, salaires et gages..... $	112,846,384	150,637,291	147,405,398	153,442,443
Coût des matières premières..... $	122,189,238	175,844,435	176,562,208	189,497,342
Valeur du travail[1]..... $	258,040,400	351,874,114	353,223,285	373,203,680
Nouvelles constructions[1]..... $	*170,645,824*	*244,946,916*	*240,549,164*	*258,662,409*
Modifications, entretien et réparations[1]..... $	*87,394,576*	*106,927,198*	*112,674,121*	*114,541,271*
Travail par sous-contrat..... $	35,710,083	46,975,118	54,024,399	59,354,069
Nouvelles constructions..... $	*29,979,166*	*40,025,508*	*45,322,673*	*49,980,711*
Modifications, entretien et réparations..... $	*5,730,917*	*6,949,610*	*8,701,726*	*9,373,358*

[1] Comprend le travail par sous-contrat indiqué dans la partie inférieure du tableau.

8.—Valeur des travaux de construction au Canada, 1936-39

Groupe ou province	1936	1937	1938	1939
Province	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	816,141	754,448	1,331,442	1,948,064
Nouvelle-Ecosse	15,434,295	20,180,404	18,038,687	19,890,449
Nouveau-Brunswick	11,982,253	17,557,146	14,974,820	14,886,121
Québec	67,902,087	101,460,731	100,830,603	118,529,680
Ontario	108,260,433	148,352,327	151,435,842	144,829,394
Manitoba	12,929,022	12,475,326	14,247,661	14,848,706
Saskatchewan	8,314,668	8,436,495	11,020,224	13,429,064
Alberta	9,611,860	11,198,894	13,166,662	17,856,669
Colombie Britannique et Yukon	22,789,641	31,458,343	28,177,344	26,985,533
Totaux	**258,040,400**	**351,874,114**	**353,223,285**	**373,203,680**
Groupe				
Entrepreneurs, constructeurs, etc	196,737,443	278,209,051	281,484,690	286,712,459
Municipalités	18,637,886	20,128,323	22,863,476	23,723,692
Commissions de port	1,983,044	1,616,949	1,481,456	1,407,686
Départements des gouvernements provinciaux	31,914,208	45,435,326	38,136,854	46,249,892
Départements du Gouvernement fédéral	8,767,819	6,484,465	9,256,809	15,109,951
Genre de construction				
Construction d'édifices	100,098,833	130,538,998	134,912,175	159,041,080
Construction de rues, routes, usines hydrauliques, aqueducs, etc	104,939,449	158,661,078	156,411,564	150,362,784
Construction de ports et aménagement de rivières	14,767,948	14,658,272	15,216,967	17,940,155
Construction accessoire	38,234,170	48,015,766	46,682,579	45,859,661

9.—Statistiques principales de la construction au Canada, par groupe et province, 1939

NOTA.—Les chiffres comparables de 1935, 1936, 1937 et 1938, paraissent au tableau correspondant de l'Annuaire de 1937, 1938, 1939 et 1940.

Groupe ou province	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur de l'ouvrage effectué		
				Nouvelles constructions	Modifications et réparations	Total
Province	nomb.	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	716	779,094	831,105	1,509,102	438,962	1,948,064
Nouvelle-Ecosse	7,369	8,014,055	10,103,054	13,480,929	6,409,520	19,890,449
Nouveau-Brunswick	6,279	5,670,654	6,332,255	11,283,491	3,602,630	14,886,121
Québec	55,721	52,601,852	58,522,370	85,787,346	32,742,334	118,529,680
Ontario	52,338	56,916,926	76,293,682	98,243,771	46,585,623	144,829,394
Manitoba	4,997	5,581,860	8,279,246	8,990,968	5,857,738	14,848,706
Saskatchewan	4,660	4,688,141	5,656,210	9,009,319	4,419,745	13,429,064
Alberta	5,583	6,834,331	8,868,976	11,340,207	6,516,462	17,856,669
Col. Britanique et Yukon	10,751	12,355,530	14,610,444	19,017,276	7,968,257	26,985,533
Totaux	**148,414**	**153,442,443**	**189,497,342**	**258,662,409**	**114,541,271**	**373,203,680**
Groupe						
Entrepreneurs, constructeurs, etc	91,147	103,883,416	160,521,326	211,689,948	75,022,511	286,712,459
Municipalités	13,980	14,109,547	7,758,012	10,619,360	13,104,332	23,723,692
Commissions de port	833	815,223	375,080	384,792	1,022,894	1,407,686
Départements des gouvernements provinciaux	34,440	26,443,065	14,107,503	27,435,611	18,814,281	46,249,892
Départements du Gouvernement fédéral	8,014	8,191,192	6,735,421	8,532,698	6,577,253	15,109,951

Le tableau **10** donne une classification des genres divers de construction entreprise en 1939. L'item "construction accessoire" comprend le briquetage, la charpenterie, la plomberie, le chauffage, le filage électrique rapportés par les entrepreneurs qui se limitent à ces travaux particuliers. On trouvera, au rapport du Bureau Fédéral de la Statistique sur la construction en 1939, le détail par province et autres renseignements plus complets sur cette industrie qu'il n'est pas possible d'inclure dans les cadres limités de l'Annuaire.

10.—Description, classification et valeur de la construction au Canada, 1939

NOTA.—Des chiffres comparables pour 1935, 1936, 1937 et 1938 sont donnés au tableau correspondant de l'Annuaire de 1937, 1938, 1939 et 1940.

Genre de construction	Nouvelle construction	Réparations, modifications et entretien	Valeur totale
Construction d'édifices—	$	$	$
Habitations et conciergeries	44,064,107	9,862,322	53,926,429
Hôtels, clubs et restaurants	2,031,816	1,055,704	3,087,520
Eglises, hôpitaux	16,979,047	4,235,268	21,214,315
Bureaux, magasins, théâtres et salles d'amusement	15,453,881	7,359,062	22,812,943
Elévateurs à grain, manufactures, entrepôts, bâtiments de fermes et de mines	30,760,871	11,429,607	42,190,478
Garages et relais	2,757,317	2,241,355	4,998,672
Postes radiophoniques	162,409	Nil	162,409
Arsenaux	3,920,383	1,945,449	5,865,832
Hangars d'aéroplanes	720,534	Nil	720,534
Tous autres édifices	2,228,785	1,833,163	4,061,948
Totaux, construction d'édifices	**119,079,150**	**39,961,930**	**159,041,080**

10.—Description, classification et valeur de la construction au Canada, 1939—fin

Genre de construction	Nouvelle construction	Reparations, modifications et entretien	Valeur totale
	$	$	$
Construction de rues, routes, usines hydrauliques, aqueducs, etc.—			
Rues, chemins et parcs	62,515,078	27,649,406	90,164,484
Ponts, ponceaux, passages inférieurs	7,575,515	2,554,031	10,129,546
Systèmes d'aqueduc, d'égouts et d'irrigation	7,889,917	3,717,310	11,607,227
Usines d'énergie, y compris digues, réservoirs, lignes de transmission et conduits souterrains	25,427,524	5,643,229	31,070,753
Chemins de fer, à vapeur ou électriques	700,016	246,384	946,400
Aérodromes et terrains d'atterrissage	3,954,494	220,480	4,174,974
Lignes téléphoniques et télégraphiques	81,428	120,370	201,798
Toutes autres constructions, y compris l'installation de chaudières et machinerie	1,606,743	460,859	2,067,602
Totaux, construction de rues, etc.	**109,750,715**	**40,612,069**	**150,362,784**
Construction de ports et aménagement de rivières	**12,706,146**	**5,234,009**	**17,940,155**
Construction accessoire	**17,126,398**	**28,733,263**	**45,859,661**
Grands totaux	**258,662,409**	**114,541,271**	**373,203,680**

Les tableaux **11** et **12** montrent l'emploiement et les gages dans l'industrie de la construction. D'après les chiffres d'emploiement, basés sur des rapports mensuels, il est visible que l'industrie de la construction est moins saisonnière qu'on est parfois porté à le croire; on constate ce fait particulièrement lorsqu'on étudie les statistiques de la période 1935-39. Le mois cime d'emploiement dans cette industrie en général en 1939 est août avec 177,877 travailleurs à gages et le plus bas est janvier avec 73,691.

11.—Employés à gages dans la construction et leur rémunération par groupe et par mois, 1939

NOTA.—Des chiffres comparables pour 1935, 1936, 1937 et 1938 figurent au tableau correspondant de l'Annuaire de 1937, 1938, 1939 et 1940.

Item	Entrepreneurs généraux et de spécialités, et sous-entrepreneurs	Municipalités	Commissions de port	Ministères provinciaux	Ministères fédéraux	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nmob.	nomb.	nomb.
Janvier	43,954	9,069	387	15,413	4,868	73,691
Février	44,561	8,575	539	15,822	4,657	74,154
Mars	48,157	9,038	636	19,655	4,561	82,047
Avril	48,157	10,355	898	17,455	1,950	78,815
Mai	63,300	13,497	866	32,533	3,484	113,680
Juin	79,779	15,240	853	38,472	5,068	139,412
Juillet	90,680	15,441	790	49,744	6,194	162,849
Août	101,843	16,246	764	50,407	8,617	177,877
Septembre	101,947	15,470	787	43,798	12,231	174,233
Octobre	95,186	14,316	711	40,309	14,886	165,408
Novembre	80,541	12,539	627	21,126	13,632	128,465
Décembre	58,988	9,389	574	11,882	7,797	88,630
Moyennes mensuelles	71,424	12,431	703	29,718	7,329	121,605
	$	$	$	$	$	$
Totaux, gages payés durant l'année	76,255,308	11,729,244	592,492	22,606,731	7,417,363	118,601,138

12.—Moyenne d'employés à gages dans la construction et total des gages, par province, 1939

Province	Moyenne mensuelle de travailleurs à gages employés	Total des gages payés durant l'année
	nomb.	$
Ile du Prince-Edouard	624	680,338
Nouvelle-Ecosse	6,316	6,587,138
Nouveau-Brunswick	5,693	4,703,705
Québec	47,547	42,491,457
Ontario	40,917	41,615,174
Manitoba	3,846	4,023,325
Saskatchewan	3,902	3,773,566
Alberta	4,644	5,573,454
Colombie Britannique et Yukon	8,116	9,152,981

CHAPITRE XVI.—COMMERCE EXTÉRIEUR

SYNOPSIS

	Page
Partie I. Le Gouvernement et le commerce extérieur	384
Section 1. Evolution tarifaire	384
Sous-section 1. Esquisse historique du commerce extérieur et des tarifs	384
Sous-section 2. Relations tarifaires avec les autres pays	386
Section 2. Office des Renseignements Commerciaux	399
Partie II. Statistiques du commerce extérieur des marchandises	401
Section 1. Statistiques historiques du commerce canadien	404
Section 2. Distribution géographique du commerce canadien	409
Sous-section 1. Le rôle du Canada dans l'économie mondiale	409
Sous-section 2. Commerce par continents et principaux pays	413
Sous-section 3. Commerce avec le Royaume-Uni et l'Empire Britannique	419
Sous-section 4. Commerce avec les Etats-Unis et autres pays étrangers	426
Section 3. Analyses du commerce canadien selon les marchandises importées ou exportées	428
Sous-section 1. Commerce canadien par groupes principaux	428
Sous-section 2. Principales marchandises importées et exportées	430
Sous-section 3. Comparaison du volume des importations et des exportations	468
Sous-section 4. Proportion du commerce des produits bruts et ouvrés	471
Sous-section 5. Groupement des importations et des exportations d'après l'origine et la destination	474
Partie III. Résumé des échanges extérieurs	478
Section 1. Balance des paiements internationaux	478
Section 2. Le tourisme au Canada	482

Le commerce extérieur des marchandises ne représente qu'une partie, bien que très importante, du vaste domaine des échanges internationaux des marchandises, des services, des titres, etc. Ces relations sont indiquées dans leurs proportions propres à la partie III de ce chapitre. Toutefois, comme les exportations et les importations des marchandises constituent l'élément le plus important des échanges internationaux du Canada et auquel la majorité des Canadiens sont le plus directement intéressés, ce chapitre est consacré principalement à l'étude du commerce des marchandises.

PARTIE I.—LE GOUVERNEMENT ET LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Section 1.—Evolution tarifaire

L'évolution tarifaire, en ce qu'elle se rapporte au Canada, est étudiée ici sous deux en-têtes: le premier est une rétrospective montrant les phases du commerce canadien qui ont marqué l'évolution des tarifs; le deuxième est un exposé des relations entre les tarifs actuels du Canada et ceux des autres pays. En raison des cadres limités de l'Annuaire, il est impossible d'étudier dans tous ses détails une question aussi compliquée que celle des tarifs. Il a donc été nécessaire d'adopter le plan qui consiste à restreindre les détails concernant les denrées et les pays à leurs relations avec les tarifs actuels, et à résumer le plus possible les données historiques et les détails des tarifs précédents, avec renvois aux éditions de l'Annuaire qui traitent de ces questions.

Sous-section 1.—Esquisse historique du commerce extérieur et des tarifs

Un bref exposé des échanges commerciaux et des tarifs antérieurement à la Confédération paraît aux pp. 490–93 de l'Annuaire du Canada de 1940.

Politique tarifaire depuis la Confédération.—L'un des effets immédiats de la Confédération fut l'abolition des barrières tarifaires qui existaient auparavant entre les provinces. Puis le Canada étendit ses frontières jusqu'au point de se

confondre avec l'Amérique Britannique du Nord, hormis toutefois la Terre-Neuve et le Labrador; le champ d'action du libre-échange s'agrandissait à l'intérieur en même temps que la protection contre la concurrence extérieure était maintenue. Cependant, le tarif protecteur de l'ancienne province, adopté en 1859, avec une moyenne de 20 p.c., fut remplacé en 1866 par un tarif adapté à la situation des Provinces Maritimes, réduisant à 15 p.c. les droits sur la majeure partie des produits ouvrés qui payaient auparavant 20 et 25 p.c. Toutefois, la crise générale, qui commença en 1873 et qui exerça une fâcheuse répercussion sur les recettes douanières, nécessita l'élévation du tarif général à 17½ p.c. et même un tarif spécial de 20 p.c. sur les objets de luxe. Malheureusement, cette augmentation ne réussit pas à remplir le Trésor.

Après que le peuple eut, aux élections générales de 1878, adopté une politique de protection, les droits sur les produits ouvrés importés furent considérablement élevés en 1879, le tarif sur les marchandises "non autrement énumérées" étant porté de 17½ p.c. à 20 p.c., le tarif sur les tissus de coton, de 17½ à des taux spécifiques et ad valorem équivalent à 30 p.c. sur les importations de 1881, et le tarif sur les lainages étant presque doublé. Les meubles et les horloges durent payer 35 p.c.; les voitures, la verrerie, le papier à tapisser et les soies, 30 p.c.; les chaussures, les boutons, les articles en caoutchouc et les objets en bois, 25 p.c. La fonte en gueuse, autrefois admise en franchise, devait maintenant payer $2 par tonne et les droits sur le fer en billettes, en barre et en tiges furent portés de 5 p.c. à 10 p.c. et à 17½ p.c., tandis que les produits ouvrés en fer ou acier et la machinerie recevaient une protection de 25 à 35 p.c. Pendant la décennie 1880–90, les changements, d'ailleurs peu important, apportés au tarif eurent tous une tendance vers l'élévation des droits, mais la décennie suivante vit une orientation manifeste dans le sens opposé. En 1891, les droits sur le sucre brut furent supprimés, puis en 1894 de substantielles réductions furent faites sur les instruments aratoires; les cotonnades et les lainages étaient l'objet de rajustements. Cette période fut également marquée par la protection complète accordée à l'industrie sidérurgique tant par les droits de douane qu'au moyen de primes.

Lors de la revision du tarif de 1897, les droits sur le maïs, la ficelle d'engerbage, le fil de fer barbelé, la fonte en gueuse, la farine et le sucre raffiné furent réduits ou abolis, tandis que les primes sur la fonte en gueuse domestique, au lieu d'être réduites, furent augmentées en certains cas. Mais la mesure la plus importante de la revision tarifaire de 1897 fut l'adoption de ce que l'on appela un tarif "réciproque" dont les droits étaient inférieurs d'un huitième à ceux du tarif général. Ce tarif "réciproque" fut immédiatement appliqué au Royaume-Uni et plus tard à la Nouvelle-Galles du Sud et à l'Inde Britannique. D'autres pays, en vertu de traités commerciaux spéciaux de la nation la plus favorisée avec le Royaume-Uni purent bénéficier du tarif de réciprocité, comme la France en vertu du traité franco-canadien de 1893.

Toutefois, les nombreuses concessions ci-dessus mentionnées n'avaient qu'un caractère temporaire; elles disparurent en 1898 comme conséquence de la dénonciation des traités qui liaient le Royaume-Uni à l'Allemagne et à la Belgique. Le Canada était donc libre de confiner ses faveurs au Royaume-Uni et à ses Dominions et colonies. Un tarif préférentiel britannique fut établi; tout d'abord (1er août 1898) il concédait la rémission de 25 p.c. des droits ordinaires; plus tard (1er juillet 1900), cette réduction fut fixée à 33⅓ p.c. des droits ordinaires. Cette méthode de préférence fut abandonnée en 1904; on y substitua des taux spécifiquement plus bas sur la presque totalité des marchandises imposables.

Sous-section 2.—Relations tarifaires avec les autres pays*

Les relations tarifaires du Canada avec les autres pays sont régies par: (1) l'application au Canada de certains des anciens traités commerciaux de la Grande-Bretagne; (2) l'adhésion du Canada, par actes du Parlement, aux traités commerciaux de la Grande-Bretagne; (3) les conventions ou ententes commerciales canadiennes; (4) l'échange de notes relatives à des concessions tarifaires réciproques; (5) les taux préférentiels britanniques accordés en vertu de la loi des tarifs; (6) le pouvoir d'accorder, par ordre en conseil, en échange de concessions, les tarifs préférentiels britanniques ou des tarifs plus bas, les tarifs intermédiaires ou autres tarifs réduits; (7) le droit d'imposer une surtaxe aux marchandises venant d'un pays étranger dont le tarif pourrait nuire aux marchandises canadiennes.

PAYS DE L'EMPIRE

Préférences impériales.—La loi du tarif, sanctionnée le 13 juin 1898 et en vertu de laquelle le Canada substituait un simple tarif préférentiel britannique à son tarif réciproque de l'année précédente, concédait spécifiquement les nouveaux droits préférentiels au Royaume-Uni, aux Bermudes, aux Antilles britanniques et à la Guyane britannique. Une disposition en vertu de laquelle cet avantage pouvait être accordé à toute possession britannique dont le tarif était également favorable au Canada fut immédiatement ajoutée à la loi afin de l'étendre à l'Inde Britannique, au Ceylan, aux Straits Settlements et à la Nouvelle-Galles du Sud. Les préférences furent concédées en 1904 à la Nouvelle-Zélande, aux colonies qui constituent présentement l'Union Sud-Africaine et à la Rhodesia du Sud. Tous ces pays avaient à peu près en même temps étendu au Canada les nouvelles préférences qu'ils venaient d'adopter. A l'exception de la Nouvelle-Galles du Sud qui avait cessé d'être un territoire douanier séparé, ils furent tous mentionnés dans la loi tarifaire du 12 avril 1907 (encore en vigueur, mais modifiée) comme ayant droit aux taux préférentiels britanniques.

La marge de préférence britannique, portée en 1900 d'un quart à un tiers, fut maintenue à ce dernier niveau ou approximativement lors de la revision de 1907. Mais depuis, elle a varié et a été étendue. Le tarif de 1907 contient trois colonnes—tarif préférentiel britannique, tarif intermédiaire et tarif général. L'article 4 de la loi autorise le Gouverneur Général en Conseil à accorder le tarif préférentiel britannique, le tarif intermédiaire en entier ou en partie, ou le traitement de la nation la plus favorisée à toute partie de l'Empire Britannique ou territoire administré par un pays britannique. En vertu de l'article 4 la préférence britannique a été concédée à plusieurs nouveaux territoires. (Voir p. 528 de l'Annuaire de 1934–35.) Elle a été étendue de nouveau en 1937 (ordre en conseil du 29 septembre 1937) à Malte, aux îles Gilbert et Ellice, au protectorat britannique des îles Salomon, à Nauru, à la Papouasie et à l'île Norfolk. Le tarif intermédiaire est accordé à Hong-Kong depuis le 4 février 1933. Des ordres en conseil accordant le traitement de la nation la plus favorisée au Royaume-Uni et à l'Union Sud-Africaine ont été adoptés le 19 juillet 1935; à l'Australie et la Nouvelle-Zélande, le 21 août 1935; aux Antilles britanniques, le 20 octobre 1936; à toutes les colonies et protectorats britanniques non autonomes, à la Palestine, au territoire de Tanganyika, aux territoires du Togoland et du Cameroun sous mandat britannique, le 29 septembre 1937. L'Irlande (Eire), de même, jouit du même traitement parce que son entente commerciale avec le Canada lui garantit des droits aussi bas que ceux qui s'appliquent au Royaume-Uni.

* Revisé par W. Gilchrist, chef de la Division des Tarifs Etrangers, Ministère du Commerce.

Soit en vertu de la loi tarifaire, soit par ententes commerciales avec le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Union Sud-Africaine et les Antilles britanniques, le Canada accorde maintenant la préférence britannique ou des tarifs plus bas à presque tout l'Empire, y compris les protectorats britanniques et les territoires sous mandat britannique. De plus, les produits des pêcheries de Terre-Neuve sont affranchis, par l'article 8 de la loi tarifaire, de tout droit de douane jusqu'à ce qu'il en soit autrement décidé par ordre en conseil.

Les concessions réciproques sur les marchés de l'Empire sont de vaste portée. Presque tous les produits canadiens jouissent de tarifs préférentiels à leur entrée en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord, en Australie, en Nouvelle-Zélande, aux Antilles britanniques, aux Bermudes, en Guyane britannique, au Honduras britannique, à Fidji et en Rhodesia du Nord (bassin de Zambèse), en Gambie, à Sierra Leone, aux îles Seychelles, en Somalie britannique, à Ste-Hélène, au Samao occidental, dans le protectorat britannique de Tonga, les îles britanniques Salomon, les îles Gilbert et Ellice, Chypre, les îles de la Manche et l'île de Man. La Rhodesia du Sud, l'île Maurice, le Ceylan et l'île de Malte accordent aussi la préférence à la majorité des produits canadiens, lesquels jouissent en outre d'une mesure considérable de préférence tarifaire en Irlande et dans l'Union Sud-Africaine; les Etats fédérés et non fédérés de la Malaisie, le Bornéo britannique du Nord, Sarawak, Brunei et les îles Caymans accordent aussi la préférence à certains produits. Les autos en provenance de l'Empire ont une préférence de Hong-Kong et des Straits Settlements; les spiritueux, les vins, les liqueurs de malt et les tabacs, de Gibraltar; et les vins, dans les îles Falkland.

Restrictions sur les importations.—Les systèmes de permis d'importer, en existence en Nouvelle-Zélande depuis le commencement de 1939 et établis peu après le début des hotilités en septembre 1939 au Royaume-Uni, en Australie et dans l'Empire colonial, a réduit sinon aboli toute exportation de certains produits canadiens à ces marchés. Ce contrôle du commerce d'exportation a pour objet de conserver le change en en limitant l'usage à l'achat de marchandises tenues pour essentielles en temps de guerre et, dans certains cas, d'économiser l'espace dans les cales. Toutefois l'augmentation des ventes de certaines denrées a accru, en 1940, le volume global des exportations canadiennes à l'Empire comparativement à 1939.

Royaume-Uni.—Le Canada accorde au Royaume-Uni son tarif préférentiel britannique depuis qu'il a été institué en 1897. Des préférences canadiennes ont été consenties de temps à autre et particulièrement en vertu des conventions de commerce de 1932 et de 1937. La loi de 1940 sur la conservation du change en temps de guerre, sanctionnée le 6 décembre 1940, abolit, en ce qui concerne les marchandises du Royaume-Uni, tous les droits existants sur les cotonnades, la rayonne, le charbon bitumineux, les gelées, confitures, marmelades, les meubles, les gants et mitaines et quelques autres articles divers, et réduit ceux existant sur divers autres, y compris les médicaments, le savon, la poterie, la coutellerie de table, les bicyclettes, les moteurs électriques, les générateurs et transformateurs, les carpettes, les tapis, la toile cirée et le linoléum. En 1919, le Royaume-Uni consentit au Canada et au reste de l'Empire certains traitements préférentiels sur le nombre limité de produits qui tombaient alors sous son tarif. Les années suivantes, en marge de l'expansion tarifaire, la préférence impériale dans le Royaume-Uni fut étendue à un plus grand nombre de denrées. (Voir p. 530 de l'Annuaire de 1934–35.) La loi des droits d'importation, en vigueur depuis le 1er mars 1932, impose un droit de 10 p.c. ad valorem sur toutes les marchandises ne provenant pas de l'Empire et non déjà imposables et nommément exemptes. Sur la recommandation d'un comité consultatif nommé en vertu de la loi, le tarif général fut augmenté en moins de deux

mois à 15, 20, 25, 30 ou 33⅓ pour cent sur un grand nombre de produits ouvrés. D'autres décrets, portant toutefois sur un plus petit nombre d'articles, furent publiés de temps à autre, apportant de nouveaux changements aux tarifs. En vertu de cette loi, tous les produits de l'Empire colonial de même que ceux des Dominions, de l'Inde et de la Rhodesia du Sud furent exemptés jusqu'au 15 novembre 1932. Une convention commerciale entre le Canada et le Royaume-Uni, signée à Ottawa le 20 août 1932, étendit de cinq ans la période d'exemption des marchandises canadiennes. (Voir p. 505 de l'Annuaire de 1936.) L'entente de 1932 a été remplacée par une autre, signée le 23 février 1937 et qui renouvelle l'exemption des marchandises canadiennes de la loi des droits d'importation ou de tous autres droits non encore applicables, avec faculté, pour l'Empire Britannique comme dans l'entente antérieure, d'imposer, après en avoir donné avis, un tarif (préférentiel) sur les œufs, la volaille, le beurre, le fromage et autres produits laitiers canadiens, ou d'accord avec le Gouvernement canadien, de réglementer les importations. Le Royaume-Uni consent des préférences spécifiques sur le blé, le cuivre, le plomb et le zinc canadiens (à condition que les producteurs de l'Empire puissent satisfaire à la demande aux prix mondiaux); sur le beurre, le fromage, les pommes de table ou en conserve, les poires, les œufs, le lait en conserve, le miel, le poisson, le bois de charpente, l'amiante et le cuir verni. La marge de préférence sur les bas de soie a été augmentée; le tarif sur les autos et pièces d'auto, stabilisé; le tarif sur les harmoniums, aboli; et une préférence fixe sur le tabac, garantie jusqu'au 19 août 1942. Le Canada jouit des avantages de tous les tarifs préférentiels britanniques dans l'Empire colonial et échange en outre des préférences spécifiques avec certaines colonies. Il consent au Royaume-Uni une réduction tarifaire sur 179 postes de son tarif, le garantit contre une hausse sur 246 autres postes et s'engage à ne pas réduire les marges préférentielles sur 91 autres (la plupart, des produits de fabrication non canadienne). La convention de 1937 a été approuvée par le Parlement canadien le 31 mars 1937, mise en vigueur par le budget du Royaume-Uni le 20 avril 1937 et proclamée officiellement le 1er septembre 1937. Elle devait rester en vigueur jusqu'au 20 août 1940 et ensuite jusqu'à expiration après avis de six mois.

Afin de faciliter la conclusion d'un accord commercial entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis signé le 17 novembre 1938, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Union Sud-Africaine, Terre-Neuve et l'Inde ont consenti certaines modifications aux droits que leur donnaient leurs accords commerciaux avec le Royaume-Uni. Le Canada accepta la cancellation de la préférence de 3 pence par boisseau sur le blé, une réduction saisonnière de la préférence sur les pommes et les poires, et quelque réduction de la préférence sur les pommes en conserve, le miel, le saumon frigorifié ou gelé, certains bois et le cuir verni, de même que certains changements aux préférences coloniales. De leur côté, le Royaume-Uni et l'Union Sud-Africaine acceptèrent des modifications aux préférences garanties par le Canada, afin de faciliter un nouvel accord commercial entre le Canada et les Etats-Unis, signé aussi le 17 novembre 1938.

Irlande.—Lorsqu'elle devint état libre, en 1923, l'Irlande consentit au Canada tous ses tarifs préférentiels alors en vigueur et reçut en échange les avantages du tarif préférentiel britannique. Une entente commerciale formelle entre le Canada et l'Irlande, signée à Ottawa le 20 août 1932 assure à toutes les marchandises et produits ouvrés du Canada le bénéfice du taux le plus bas accordé aux produits semblables de toute autre provenance. En retour, les produits de l'Etat libre d'Irlande importés au Canada doivent recevoir le même traitement tarifaire que les articles semblables importés du Royaume-Uni.

Australie.—Une convention commerciale entre le Canada et l'Australie (remplaçant l'entente plus restreinte de 1925) est entrée en vigueur le 3 août 1931. Les tarifs préférentiels britanniques furent échangés avec certaines réserves de la part de l'Australie et certaines concessions additionnelles de la part du Canada. Les deux pays se sont aussi consenti mutuellement des marges préférentielles plus étendues sur certains produits importants. (Voir pages 503–504 de l'Annuaire de 1936.) L'entente, obligatoire pour un an, est encore en vigueur jusqu'à dénonciation avec avis de six mois par l'un ou l'autre gouvernement. Au cours de l'année fiscale 1936–37 les exportations canadiennes en Australie atteignent $27,000,000, tandis que les importations canadiennes d'Australie s'élèvent à $9,500,000. En raison de cette balance commerciale si favorable au Canada, l'Australie a laissé entendre que, si la convention doit être maintenue, le Canada devra faire des concessions additionnelles aux produits australiens. Après négociations, le tarif canadien fut abaissé, par ordre en conseil du 1er octobre 1937, sur certains produits venant de ce pays, et l'entente maintenue. Elle reste néanmoins sujette à la dénonciation de l'un ou de l'autre gouvernement, avec avis de six mois.

Nouvelle-Zélande.—Le Canada jouit des tarifs préférentiels britanniques de la Nouvelle-Zélande, établis en 1903. Il consent les siens à ce pays depuis 1904. Le 1er octobre 1925, les taux spéciaux de l'entente commerciale avec l'Australie furent étendus à la Nouvelle-Zélande, mais retirés le 12 octobre 1930. A dater du 2 juin 1931, la Nouvelle-Zélande retire presque tous ses taux de préférence britannique aux marchandises canadiennes. Une nouvelle entente d'un an est conclue avec la Nouvelle-Zélande et entre en force le 24 mai 1932. Elle s'applique aussi au Samoa occidental et aux îles Cook. En vertu de cette entente le Canada accorde dans certains cas à la Nouvelle-Zélande des taux plus bas que la préférence britannique et, autrement, le tarif préférentiel britannique. La Nouvelle-Zélande rétablit les taux de préférence britannique sur les produits canadiens, excepté six item qui tout de même jouissent d'un tarif intermédiaire. Par un amendement à sa loi tarifaire du 19 novembre 1932, la Nouvelle-Zélande abolit une surtaxe de 22½ p.c. (dans quelques cas, 5 p.c.) du tarif imposé le 18 août 1930 à toutes les marchandises de l'Empire, excepté celles du Canada, de l'Union Sud-Africaine, de l'Etat libre d'Irlande, de Terre-Neuve et de l'Inde. L'entente commerciale de 1932 était valide pour un an, mais fut maintenue depuis, à la suite de plusieurs renouvellements. Un renouvellement d'un an, au 30 septembre 1938, effectué par le Canada en accordant des réductions additionnelles à certains produits de la Nouvelle-Zélande, a été suivi d'un autre renouvellement au 30 septembre 1939, en vertu duquel le Canada renonce au droit réciproque de dumping sur le beurre de la Nouvelle-Zélande et la Nouvelle-Zélande entreprend de coopérer dans la mesure du possible en limitant les expéditions à des proportions qui ne portent pas atteinte aux producteurs canadiens. D'autres renouvellements étendent l'accord jusqu'au 30 septembre 1941 sans en modifier les dispositions.

Union Sud-Africaine.—En plus de la préférence britannique accordée à l'Union Sud-Africaine par le Canada en vertu de la loi tarifaire de 1907, les échanges avec ce pays sont régis par une convention commerciale signée le 20 août 1932 et pourvoyant à l'échange de traitements préférentiels sur certaines denrées déterminées. (Voir p. 506 de l'Annuaire de 1936.) Par un échange de notes (Union Sud-Africaine, 2 août 1935; Canada, 31 août 1935) les deux dominions se garantissent mutuellement, depuis le 1er juillet 1935, des tarifs aussi bas que ceux qui s'appliquent aux marchandises de tout pays étranger.

Rhodesia du Sud.—Une entente commerciale signée le 20 août 1932, établissant une préférence réciproque sur quelques denrées déterminées et garantissant

les tarifs préférentiels britanniques de chacun des deux pays sur presque toutes les autres, a pris fin le 2 janvier 1938, après dénonciation par la Rhodesia du Sud. Quoique l'accord commercial ait été cancellé, la Rhodesia du Sud, d'après un nouveau tarif de 331 articles, adopté le 18 mai 1937, accorde au Canada et au Royaume-Uni les mêmes préférences sur les pays étrangers pour 177 postes tarifaires. Sur 78 articles, le Canada a un taux intermédiaire entre le Royaume-Uni et les pays étrangers. Pour 10 articles le Canada n'a aucune préférence sur les pays étrangers bien que le Royaume-Uni l'ait. Sur les 66 autres articles, les taux sont les mêmes pour tous les pays. Le Canada, d'après la loi du tarif de 1907, applique son tarif préférentiel britannique aux produits de la Rhodesia du Sud.

Antilles britanniques.—En vertu de la loi canadienne du tarif douanier de 1907, la préférence britannique s'applique aux Antilles britanniques, aux Bermudes et à la Guyane britannique, et, en vertu d'un ordre en conseil du 1er février 1913, au Honduras britannique. Dans une entente commerciale réciproque signée en 1912 et amplifiée en 1920, certaines concessions tarifaires spéciales sont faites aux Antilles britanniques. Cette entente est remplacée le 6 juillet 1925 par une autre, encore plus étendue et mise officiellement en vigueur par proclamation le 30 avril 1927. Elle doit durer douze ans et ensuite prendre fin après un avis d'un an. Elle comprend: la Jamaïque, Trinidad, la Barbade, les îles Bahamas, les îles sous le Vent, les îles du Vent, les Bermudes, la Guyane et le Honduras britanniques. (Pour plus amples détails voir l'Annuaire de 1936, p. 504.) Un avis du Canada en 1939, stipulant la revision de l'accord de 1925, a été remplacé par un autre daté du 27 décembre 1939, proposant le maintien de l'accord subordonnément au droit de l'un ou de l'autre pays d'y mettre fin après avis de six mois.

PAYS ÉTRANGERS

L'autorité conférée, en vertu de l'article 4 de la loi tarifaire, d'accorder par ordre en conseil le tarif intermédiaire en entier ou en partie aux pays britanniques s'applique aussi aux pays étrangers. L'article 11 des tarifs douaniers offre aussi un autre moyen important d'obtenir des concessions réciproques des pays étrangers en ce qu'il autorise à faire, par ordre en conseil, telles réductions tarifaires qui seront jugées raisonnables sur les marchandises importées de tout pays, en échange de concessions accordées par ces pays. D'autre part, l'article 7 confère le pouvoir d'imposer une surtaxe de 33⅓ p.c. ad valorem sur les marchandises de tout pays étranger qui traite les importations canadiennes moins favorablement que celles d'autres pays.

Traitement de la nation la plus favorisée.—La garantie réciproque du traitement de la nation étrangère la plus favorisée ou, plus couramment appelé, le traitement de la nation la plus favorisée fait partie de nombreuses conventions commerciales entre le Canada et les pays étrangers. Cela signifie d'habitude que le Canada et l'autre Etat contractant consentent à ce que chaque partie accorde aux produits de l'autre l'avantage des plus bas tarifs imposés aux produits de même nature de toute autre provenance étrangère. Il peut y avoir des restrictions. Ces restrictions peuvent être des avantages tarifaires, d'importance relativement limitée, tels ceux qu'un pays peut consentir à un autre pour des motifs historiques, politiques ou géographiques ou autre considération particulière. Les concessions résultant du traitement de la nation la plus favorisée sous l'empire du tarif canadien sont présentement des tarifs intermédiaires et des tarifs encore plus bas sur certains produits mentionnés dans les conventions commerciales avec la France, les Etats-Unis et la Pologne. Il est à remarquer que la garantie du traitement de la nation la plus favorisée offerte par le Canada à un pays étranger n'accorde pas à ce dernier les pré-

férences qui n'existent que dans le tarif préférentiel britannique ou en vertu d'une convention commerciale impériale. En d'autres termes, les préférences impériales sont limitées à l'Empire. Le 26 avril 1939, une taxe spéciale de 3 p.c. a été supprimée, sauf en ce qui concerne les importations tombant sous le tarif général, ce qui augmente les avantages de traitement de la nation la plus favorisée.

Les avantages dont jouissent les exportations canadiennes dans tout pays en vertu du traitement de la nation la plus favorisée dépendent du système douanier et des traités du pays importateur. Plusieurs pays étrangers ont des tarifs maximums et des tarifs minimums, ce qui veut dire qu'ils ont deux échelles de tarifs pour presque toutes les marchandises importées. Il peut y avoir aussi une échelle de tarifs intermédiaires. Certains pays n'ont des tarifs réduits que sur les postes spécifiés de leurs tarifs et qu'ils ont consentis dans un ou plusieurs traités commerciaux. Un pays peut aussi s'en tenir strictement à un tarif uniforme. Alors même qu'il fait des concessions dans un traité commercial il peut incorporer celles-ci dans son tarif normal, ne portant ainsi préjudice à aucun pays. Toutefois, le nombre diminue d'année en année des pays qui maintiennent un tarif uniforme, quelle que soit la provenance des marchandises. Les bienfaits du traitement de la nation la plus favorisée pourraient aussi dépendre de la mesure dans laquelle les concessions tarifaires s'appliquent aux pays compétiteurs sur le marché en question. C'est l'habitude d'imposer des restrictions sur les importations au moment où se font les pourparlers relatifs au traitement de la nation la plus favorisée. Mais cette pratique a perdu beaucoup de son sens en ces dernières années, du fait que certains pays maintiennent des contingentements indépendamment des engagements pris en vertu du traitement de la nation la plus favorisée.

Mesures de guerre.—En vertu d'un ordre en conseil du 5 septembre 1939 invoqué subordonnément à la loi des mesures de guerre, les règlements prohibant tout échange commercial avec un Etat en guerre avec Sa Majesté sont mis en vigueur. Ces règlements établissent les dispositions concernant les biens ennemis et questions connexes et désignent le Secrétaire d'Etat comme séquestre. Un deuxième ordre en conseil, en date du 8 septembre 1939, impose au Reich allemand les règlements concernant le commerce avec l'ennemi. Cet ordre en conseil est rétroactif au 2 septembre. Il est suivi d'une proclamation officielle le 10 septembre déclarant l'état de guerre entre le Canada et le Reich allemand. Une proclamation semblable, en date du 10 juin 1940, déclare que l'état de guerre existe aussi depuis cette date entre le Canada et l'Italie et ses colonies. Les conventions commerciales avec l'Allemagne et l'Italie prennent ainsi fin automatiquement.

En raison de leur occupation par un Etat ennemi ou des hostilités qui s'y poursuivent réellement ou que l'on y prévoit, les pays suivants tombent sous les règlements relatifs au commerce avec l'ennemi et sous la surveillance subséquente du séquestre en ce qui concerne les personnes et les biens: la Pologne, la Slovaquie, la Bohème et la Moravie (2 septembre 1939); le Danemark et la Norvège (9 avril 1940); les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg (10 mai 1940); la France continentale, le Maroc français, la Corse, l'Algérie et la Tunisie (21 juin 1940); les îles de la Manche (1er juillet 1940); la Roumanie (12 octobre 1940); la Bulgarie et la Hongrie (1er mars 1941); la Yougoslavie (15 avril 1941).

Les ordres en conseil interdisent l'exportation de marchandises canadiennes vers certaines destinations et de certaines marchandises à toutes destinations sans la permission du Ministre du Revenu National. L'exportation de certains produits a été placée sous la surveillance de commissions, administrateurs ou contrôleurs. Les consignations en partance sont contrôlées par un ordre en conseil du 8 avril

1941 interdisant l'exportation, sans la permission du Ministre du Commerce, à tout pays non britannique en dehors de l'hémisphère occidental ou aux possessions françaises de ce même hémisphère.

Argentine.—Un traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et l'Argentine, signé le 2 février 1825 et garantissant l'échange du traitement de la nation la plus favorisée, reste applicable aux relations tarifaires entre le Canada et l'Argentine. Les droits de douane argentins, à quelques exceptions près, s'appliquent également aux importations de tous les pays. De vaste réductions tarifaires faites à la suite de l'entente du 26 septembre 1933 avec le Royaume-Uni ont été étendues aux importations de tous les pays.

Belgique ***(conditions d'avant-guerre*)***.—Une convention commerciale entre le Canada et la Belgique, signée le 3 juillet 1924, pourvoit à l'échange d'un traitement de la nation la plus favorisée en faveur des marchandises des deux pays. Le tarif belge consiste en un tarif minimum et en un tarif maximum (trois fois aussi élevé que le tarif minimum). Par contre, le tarif minimum est en pratique appliqué sans distinction aux importations de tous les pays.

Bolivie.—L'article 15 du traité commercial du 1er août 1911 entre le Royaume-Uni et la Bolivie a été accepté par un ordre en conseil canadien du 20 juillet 1935. Il en est résulté une entente entre le Canada et la Bolivie garantissant un échange du traitement de la nation la plus favorisée aux marchandises des deux pays. Les droits de douane en Bolivie s'appliquent sans distinction aux importations de tous les pays.

Brésil.—Un échange de notes les 25–30 juillet 1936 accorde au Brésil le tarif intermédiaire canadien et au Canada, le tarif minimum ou le plus bas tarif du Brésil. Cet arrangement maintient les anciennes relations réciproques entre les deux pays. Il a été remplacé par un échange de notes le 12 juin 1937, pourvoyant à la concession mutuelle du traitement de la nation la plus favorisée en matières tarifaires. Le tarif du Brésil consiste principalement en un tarif minimum et un tarif général, ce dernier étant de 25 p.c. plus élevé que le premier. Certains taux inférieurs au tarif minimum, établis à la suite d'une entente avec les Etats-Unis le 2 février 1935, s'appliquent aux importations des pays jouissant du traitement de la nation la plus favorisée.

Colombie.—Un traité d'amitié, de commerce et de navigation intervenu entre le Royaume-Uni et la Colombie le 16 février 1866 exige de ce pays et du Canada l'échange du traitement de la nation la plus favorisée en matières tarifaires. Le 1er mars 1938, la Colombie donna un avis d'un an de la fin de cette entente, mais des notes échangées le 30 décembre 1938 ont décidé que le traité resterait en vigueur jusqu'au 30 septembre 1939, et par la suite jusqu'à ce qu'il se termine après un avis de trois mois. Une entente entre la Colombie et les Etats-Unis, signée le 13 septembre 1935, a fait baisser plusieurs tarifs colombiens auxquels ont droit les pays ayant traité avec la Colombie. Autrement les tarifs de la Colombie s'appliquent également aux importations de tous les pays.

Costa-Rica.—Une loi du Costa-Rica du 16 février 1933 établit une surtaxe de 30 p.c. des droits sur les importations des pays n'accordant pas le traitement de la nation la plus favorisée à Costa-Rica. Des tarifs réduits ont été insérés dans une entente avec les Etats-Unis signée le 28 novembre 1936. Un échange de notes des 1–2 mars 1933 avec le Royaume-Uni établit que Costa-Rica fera le traitement de la nation la plus favorisée sur une base de réciprocité à toutes les parties de

* Voir "Mesures de guerre", p. 391.

l'Empire Britannique. Un ordre en conseil canadien du 20 juillet 1935 accorde à Costa-Rica le traitement de la nation la plus favorisée, donnant ainsi droit aux produits canadiens à une concession réciproque dans ce pays.

Tchécoslovaquie ***(conditions d'avant-guerre*).***—Une convention de commerce entre le Canada et la Tchécoslovaquie, intervenue le 15 mars 1928, garantit l'échange du traitement de la nation la plus favorisée en matières tarifaires. La Tchécoslovaquie maintient des tarifs conventionnels ou réduits sur un grand nombre de produits. L'absorption d'une grande partie de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne en mars 1939 et la guerre commencée en septembre de la même année ont empêché la mise à exécution de cette convention.

Danemark ***(conditions d'avant-guerre*).***—Les traités de paix et de commerce du Danemark avec la Grande-Bretagne, signés le 13 février 1660–61 et le 11 juillet 1670 et établissant un traitement réciproque de la nation la plus favorisée pour les marchandises des deux pays, s'appliquent encore aujourd'hui aux relations tarifaires entre le Canada et le Danemark. Bien que le Danemark ait un tarif uniforme applicable à tous les pays, il existe des tarifs de représailles contre les pays qui traitent le Danemark avec désavantage.

République Dominicaine.—Un accord commercial intervenu entre le Canada et la République Dominicaine le 8 mars 1940 et mis en vigueur provisoirement à compter du 15 mars 1940 pourvoit à l'échange du traitement de la nation la plus favorisée en matières tarifaires. La République Dominicaine consent en outre à supprimer les taxes de revenu d'intérieur qui pèsent sur la merluche, le merlan et le brosmius salés et séchés, le hareng fumé et autres poissons fumés venant du Canada. Les pommes de terre de semence canadiennes sont affranchies et de la douane et de la taxe du revenu de l'intérieur. L'accord garantit également l'entrée du blé canadien libre de la taxe du revenu de l'intérieur. La ratification de cette convention a été échangée le 22 janvier 1941, la mettant en vigueur pour trois ans à compter de cette date et ensuite jusqu'à expiration sur avis de six mois.

Estonie ***(conditions d'avant-guerre*).***—L'article 28 du traité de commerce et de navigation du 18 janvier 1926 entre le Royaume-Uni et l'Estonie, fournissant au Canada et à l'Estonie les moyens d'en venir à une entente relative au traitement de la nation la plus favorisée, a été accepté en vertu de la loi des conventions commerciales canadiennes du 11 juin 1928. Les droits du tarif minimum estonien est de la moitié du tarif général, tandis que le pays maintient des taux conventionnels plus bas que le tarif minimum sur certaines marchandises.

Finlande.—L'article 23 du traité de commerce et de navigation du 14 décembre 1923 entre le Royaume-Uni et la Finlande, lequel fournit au Canada et à la Finlande les moyens d'échanger le traitement de la nation la plus favorisée, a été accepté en vertu de la loi de l'entente commerciale de la Finlande le 12 juin 1925. La Finlande maintient des tarifs conventionnels inférieurs à son tarif général.

France ***(conditions d'avant-guerre*).***—L'entente commerciale franco-canadienne de 1922 ayant expiré le 16 juin 1932, des pourparlers furent entamés qui se terminèrent par la signature d'une nouvelle convention le 12 mai 1933, laquelle est entrée en vigueur le 10 juin de la même année. En vertu de ses dispositions, le Canada jouit du tarif français minimum et du traitement de la nation la plus favorisée sur 185 item ou parties d'item et de réductions variant de 17 p.c. à 73 p.c. du tarif général sur 24 autres item ou parties d'iceux. Le tarif général français sur la plupart des marchandises est ce quatre fois le tarif minimum. Les tarifs intermédiaires sont appliqués par réductions proportionnelles variables du tarif général. En

* Voir "Mesures de guerre", p. 391.

retour, le Canada concède à la France un taux égal à la préférence britannique sur 7 item, des réductions de 10 p.c. à 25 p.c. des tarifs intermédiaires sur 95 et le tarif intermédiaire à une longue liste d'articles. L'accord s'étend aussi aux colonies françaises. Il a été supplémenté par un protocole le 26 février 1935 et des notes échangées le 20 mars 1936, le 30 juillet 1937 et les 12–18 novembre 1938, en vertu desquels le Canada obtient le tarif minimum sur 25 articles additionnels en échange d'ajustements tarifaires sur certains produits français. Ces conventions supplémentaires pourvoient aussi à des contingentements sur plusieurs articles canadiens dont l'importation en France est sujette à des restrictions quantitatives. Le tarif intermédiaire canadien a été consenti à la France, à ses colonies et à ses protectorats, le 5 juin 1939.

Allemagne.—Les accords commerciaux avec l'Allemagne sont abrogés par la guerre tel qu'expliqué sous "Mesures de guerre", p. 391.

Guatémala.—Une loi du Guatémala du 25 janvier 1936 (renouvelant, avec de légères modifications, la loi de la surtaxe du 26 janvier 1935) pourvoit à une majoration de 100 p.c. des tarifs sur les marchandises provenant de pays dont les balances commerciales sont défavorables au Guatémala et qui ont augmenté leurs exportations dans ce pays de 100 p.c. ou plus en 1935 comparativement à 1934. Une convention commerciale, signée entre le Canada et le Guatémala le 28 septembre 1937 et garantissant l'échange du traitement de la nation la plus favorisée, exempte les produits canadiens de cette majoration et accorde des tarifs réduits au Canada sur certains item mentionnés dans l'entente du Guatémala avec les Etats-Unis du 24 avril 1936. En attendant la ratification de l'entente, un échange de notes à la même date garantit un traitement réciproque de la nation la plus favorisée depuis le 14 octobre 1937. Une loi canadienne approuvant la convention a reçu l'assentiment royal le 25 mai 1938. La ratification a été échangée, mettant le traité en vigueur depuis le 14 janvier 1939 pour une période de trois ans et ensuite jusqu'à expiration après un avis de six mois.

Haïti.—En vertu d'une entente commerciale datant du 28 mars 1935, la république d'Haïti abaisse ses tarifs sur certains produits des Etats-Unis, et le 9 avril de la même année elle adopte un nouveau tarif maximum (le double du minimum) qui se serait appliqué au Canada si, par l'échange de notes du 10 juin 1935 (renouvelé le 6 avril 1936 et le 15 avril 1937), le Canada et Haïti n'avaient pas échangé en matières tarifaires le traitement de la nation la plus favorisée. Une convention commerciale intervenue le 23 avril 1937 et approuvée par un acte du Parlement canadien ratifié le 25 mai 1938 confirme cette entente tarifaire. Celle-ci est en vigueur pour un an et ensuite jusqu'à expiration après avis de six mois. La ratification a été échangée mettant l'entente en vigueur dans les deux pays à compter du 10 janvier 1939.

Hongrie *(conditions d'avant-guerre*)*.—L'article 20 du traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la Hongrie du 23 juillet 1926, qui permet au Canada et à la Hongrie d'échanger le traitement de la nation la plus favorisée, a été accepté en vertu de la loi du 11 juin 1928 sur les conventions commerciales du Canada. La Hongrie maintient divers tarifs conventionnels inférieurs à son tarif général, résultant de traités avec d'autres pays.

Italie.—L'accord commercial avec l'Italie est abrogé par la déclaration de guerre, tel qu'expliqué sous "Mesures de guerre" p. 391.

Japon.—Un traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et le Japon, garantissant l'échange du traitement de la nation la plus favorisée et signé

* Voir "Mesures de guerre", p. 391.

le 3 avril 1911, a été accepté par le Canada (avec des réserves mineures) en vertu d'une loi du 10 avril 1913. Certaines surtaxes sont imposées aux produits des deux pays, par le Japon le 20 juillet 1935 et par le Canada le 5 août 1935. Un échange de notes, le 26 décembre 1935, enlève les surtaxes imposées par les deux pays et établit la base d'évaluation douanière canadienne sur les produits japonais. (Voir p. 509 de l'Annuaire de 1936.)

Lettonie *(conditions d'avant-guerre*).*—L'article 26 du traité de commerce et de navigation du 22 juin 1923 entre le Royaume-Uni et la Lettonie, pourvoyant à l'échange du traitement de la nation la plus favorisée en matières tarifaires entre le Canada et ce pays, a été accepté en vertu de la loi des conventions commerciales canadiennes du 11 juin 1928. La Lettonie a un tarif minimum et un tarif maximum deux fois aussi élevé, de même que certains tarifs fixés par convention avec d'autres pays.

Lithuanie *(conditions d'avant-guerre*).*—L'article 4 du traité du 6 mai 1922 entre le Royaume-Uni et la Lithuanie pourvoit aux moyens d'échanger le traitement de la nation la plus favorisée entre ce dernier pays et le Canada. Il a été adopté en vertu de la loi des conventions commerciales canadiennes du 11 juin 1928. La Lithuanie maintient un tarif maximum sur certains item spécifiés, lequel est le double du tarif ordinaire. A la suite d'ententes relatives à quelques articles, elle offre aussi des tarifs plus bas que le tarif ordinaire.

Pays-Bas *(conditions d'avant-guerre*).*—Une convention commerciale entre le Canada et les Pays-Bas, datant du 11 juillet 1924, garantit l'échange du traitement de la nation la plus favorisée en matières tarifaires entre le Canada, les Pays-Bas, les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao. Le tarif néerlandais est uniforme, sans préférence pour aucun pays.

Norvège *(conditions d'avant-guerre*).*—Une entente commerciale et de navigation entre le Royaume-Uni et la Norvège (et la Suède), datant du 18 mars 1826, est applicable au territoire britannique et pourvoit encore au traitement réciproque de la nation la plus favorisée en matières tarifaires entre le Canada et la Norvège. La Norvège a un tarif uniforme avec dispositions lui permettant d'imposer des tarifs de représailles aux pays n'échangeant pas avec elle.

Panama.—L'article 12 d'une convention de commerce et de navigation, signée le 25 septembre 1928 et pourvoyant à l'échange du traitement de la nation la plus favorisée avec Panama, a été accepté par ordre en conseil canadien, le 20 juillet 1935. Un autre ordre en conseil canadien du 29 décembre 1936 concède à la zone du canal de Panama les avantages du tarif intermédiaire canadien. Les tarifs panaméens s'appliquent également aux importations de tous les pays.

Paraguay.—Par un échange de notes, le 21 mai 1940, devant prendre effet un mois plus tard et rester en vigueur jusqu'à expiration après avis de trois mois, le Canada accorde aux produits du Paraguay son tarif intermédiaire en échange du traitement de la nation la plus favorisée pour les marchandises canadiennes. Le Paraguay n'a qu'un tarif, mais pourvoit à une surtaxe de 50 p.c. sur les importations des pays dont la politique commerciale est jugée préjudiciable au commerce paraguayen. Les deux pays se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le contrôle quantitatif des importations et les allocations de change pour les transactions commerciales.

Pologne *(conditions d'avant-guerre*).*—Une convention commerciale, signée entre le Canada et la Pologne le 3 juillet 1935 et en vigueur depuis le 15 août

* Voir "Mesures de guerre", p. 391.

1936, pourvoit à l'échange du traitement de la nation la plus favorisée et, dans le cas des marchandises de la liste tarifaire, à des réductions du tarif intermédiaire et du tarif minimum polonais. Le tarif polonais a deux colonnes de taux pour toutes les marchandises; les taux de la colonne I sont d'environ 25 p.c. plus élevés que ceux de la colonne II. Il y a des tarifs conventionnels sur certaines marchandises, résultant de traités commerciaux intervenus entre la Pologne et d'autres pays, qui sont encore plus bas que ceux de la colonne II. La Cité libre de Dantzig a donné son adhésion à la convention le 1er janvier 1937.

Portugal.—L'article 21 du traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et le Portugal, signé le 12 août 1914 et pourvoyant à l'échange du traitement de la nation la plus favorisée en matières tarifaires, a été accepté en vertu de la loi du 11 juin 1928 sur les conventions commerciales canadiennes. Le Portugal a un tarif maximum et un tarif minimum. En vertu du traité le Canada jouit des avantages du tarif minimum.

Roumanie ***(conditions d'avant-guerre*).***—L'article 36 du traité de commerce et de navigation du 6 août 1930 entre le Royaume-Uni et la Roumanie pourvoit à l'échange du traitement de la nation la plus favorisée entre le Canada et la Roumanie. Le Canada s'en est prévalu à la suite d'un échange de notes le 30 septembre 1930. La Roumanie maintient un tarif minimum sur certaines commodités, lequel est d'un tiers plus bas que son tarif général. Elle accorde aussi des réductions de son tarif minimum sur certaines marchandises, résultant des traités.

Russie.—Un ordre en conseil du 27 février 1931, interdisant l'importation du charbon, de la pulpe de bois, du bois de pulpe, du bois d'œuvre, de l'amiante et des fourrures apprêtées, a été résilié par un ordre en conseil le 10 septembre 1936. En conséquence l'Union Soviétique a, de son côté, révoqué son décret du 20 avril 1931, qui interdisait aux entreprises importatrices et aux représentants commerciaux de l'Union d'acheter des produits de provenance canadienne ou de noliser des navires canadiens.

Salvador.—A la suite d'un échange de notes le 2 novembre 1937, le Canada et El Salvador se consentent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en matières tarifaires. El Salvador a un tarif maximum, un tarif minimum (un tiers du maximum) et certains tarifs conventionnels inférieurs au tarif minimum.

Espagne.—Un traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et l'Espagne, signé le 31 octobre 1922 (revisé le 5 avril 1927) et pourvoyant à l'échange du traitement de la nation la plus favorisée en matières tarifaires, a été accepté au nom du Canada en vertu de la loi du traité espagnol du 11 juin 1928. L'Espagne maintient un premier tarif (le plus élevé) et un second tarif (un tiers du premier d'habitude) et certains tarifs conventionnels inférieurs au second.

Suède.—Une convention commerciale et de navigation entre le Royaume-Uni et la Suède (et la Norvège), datant du 18 mars 1826, a pour effet d'établir des relations de la nation la plus favorisée entre le Canada et la Suède. Au moyen de traités commerciaux avec divers pays, la Suède consent des tarifs conventionnels, lesquels, toutefois, ont été incorporés au tarif ordinaire et s'appliquent à tous les pays.

Suisse.—En vertu d'un traité d'amitié, de commerce et d'établissement réciproque entre le Royaume-Uni et la Suisse et datant du 6 septembre 1855, le Canada et la Suisse ont échangé le traitement de la nation la plus favorisée pour leurs produits respectifs. Par des traités la Suisse a abaissé certains de ses tarifs, mais ces réductions ont été incorporées à un tarif uniforme s'appliquant à tous les pays.

* Voir "Mesures de guerre", p. 391.

Etats-Unis.—Une convention commerciale entre le Canada et les Etats-Unis, signée le 15 novembre 1935, est entrée en vigueur en ce qui concerne les réductions tarifaires, le 1er janvier 1936 (voir p. 511 de l'Annuaire de 1938).

Un accord commercial de plus d'envergure, signé le 17 novembre 1938, accorde au Canada des concessions sur 202 articles ou sous-articles du tarif des Etats-Unis, ce qui représente 83 p.c. des exportations canadiennes (imposables et en franchise) aux Etats-Unis au cours de l'année 1937. Le rabais maximum de 50 p.c. a été obtenu sur 107 de ces articles, ce qui représente une somme de $76,577,000 (environ la moitié des importations imposables en 1937). Cinquante-huit des autres item jouissent de réductions variant de 10 à 50 p.c., cinq sont assurés du maintien des tarifs existants et 32 continuent à jouir de la franchise. Toutes les concessions prévues par l'accord de 1935 sont maintenues et, là où il y a contingentement, celui-ci est augmenté ou les limitations sont abolies. Les principaux produits canadiens à bénéficier de cet accord sont le bois d'œuvre, les bardeaux, les chevaux, les bêtes à cornes, les produits laitiers, les porcs et produits, les pommes de terre, le poisson, certaines céréales, le foin, la volaille, la pulpe et le papier, les métaux, les métalloïdes, les ferro-alliages et plusieurs catégories de produits ouvrés. Parmi les avantages qui découlent pour le Canada de la clause de l'échange du traitement de la nation la plus favorisée, il y a de nombreuses réductions tarifaires de la part des Etats-Unis résultant de l'accord commercial signé entre ceux-ci et le Royaume-Uni le même jour que l'accord avec le Canada. Les concessions canadiennes aux Etats-Unis portent sur 447 item ou sous-item dont l'importation au Canada au cours de l'année fiscale 1937 a absorbé environ 58 p.c. de nos importations totales des Etats-Unis. Des réductions tarifaires sont consenties sur 283 item ou sous-item et les droits sont fixés aux taux jusque-là en vigueur sur 146 autres. Le Canada s'engage à abolir la taxe spéciale d'accise de 3 p.c. prélevée jusque-là sur ces articles. L'accord contient en outre des clauses de protection au sujet des restrictions quantitatives, de l'évaluation douanière, des variations dans les taux du change, afin d'empêcher que le principal avantage d'une concession passe à un troisième pays. En vertu de cet accord, le traitement de la nation la plus favorisée est échangé sans autre condition que les réserves faites pour les préférences impériales canadiennes et les préférences consenties par les Etats-Unis à Cuba, aux Iles Philippines et à la zone du canal de Panama. Les Etats-Unis ont entamé les négociations sous l'empire de la loi de la modification tarifaire du 12 juin 1934 (Reciprocal Trade Agreements Act), d'abord valide pour trois ans puis maintenue ensuite pour trois autres années par un statut du 1er mars 1937. Le Président des Etats-Unis a proclamé officiellement le nouvel accord commercial le 25 novembre 1938. Le lendemain, 26 novembre 1938, l'article IX de l'accord est entré provisoirement en vigueur. Il exempte de la nécessité de la marque d'origine le bois d'œuvre, les bardeaux et les poteaux de télégraphe expédiés du Canada aux Etats-Unis. Les concessions tarifaires, à moins d'indication contraire, sont entrées provisoirement en vigueur dans les deux pays le 1er janvier 1939. L'acte de ratification canadienne a été sanctionné à Ottawa par Sa Majesté le Roi le 19 mai 1939. L'accord est entré pleinement en vigueur sur l'échange de la ratification royale et d'une copie de la proclamation présidentielle du 17 juin 1939. Il est valide pour trois ans à compter de la date effective de l'article IX et ensuite jusqu'à dénonciation après avis de six mois par l'un ou l'autre pays.

Une proclamation présidentielle du 27 février 1939 alloue au Canada 86·2 p.c. et aux autres pays étrangers, 13·8 p.c. du contingentement de bêtes à cornes pesant 700 livres ou plus. Il en est résulté que le contingentement du Canada pour les

neuf derniers mois de 1939 a été de 142,230 têtes et celui des autres pays, de 22,770 têtes. Les expéditions trimestrielles ne devaient pas dépasser 51,720 têtes et 8,280 têtes respectivement. Ces allocations de bêtes à cornes pesant 700 livres ou plus ont été renouvelées le 30 novembre 1939 pour l'année 1940, ce qui permet au Canada d'envoyer 193,950 têtes et aux autres pays étrangers, 31,050 têtes.

Une convention commerciale entre les Etats-Unis et Cuba, entrée en vigueur le 23 décembre 1939, relève les Etats-Unis de son obligation d'accorder à Cuba une préférence de 50 p.c. sur ses pommes de terre de semence durant les mois de décembre, janvier et février de chaque année. Il s'ensuit que la réduction tarifaire sur le contingentement des pommes de terre de semence canadiennes, conformément à l'accord commercial entre le Canada et les Etats-Unis, passe de 60 cents à 37½ cents les cent livres, taux en vigueur les neuf autres mois de l'année.

Un accord commercial supplémentaire, signé le 30 décembre 1939 et abaissant le tarif américain sur les fourrures de renard noir ou argenté de 37½ à 35 p.c. ad valorem et limitant les importations, de toutes sources, des renards argentés et noirs et leurs fourrures à 100,000 unités par année, a été revisé le 13 décembre 1940. Le nouvel accord augmente la part canadienne du contingentement total de 58,300 à 70,000 unités, exonère des restrictions de contingentement les renards vivants d'une valeur de $250 ou plus, établit des contingentements additionnels sur certaines parties des peaux et sur les articles confectionnés et maintient la réduction des droits.

Uruguay.—Le Canada a signé une entente de la nation la plus favorisée avec l'Uruguay le 12 août 1936 en ce qui concerne les droits de douanes, les contingentements et l'allocation du change sur les transactions commerciales. Les notes échangées alors et renouvelées de temps à autre en attendant l'entrée en vigueur de l'accord officiel garantissent à l'Uruguay le tarif intermédiaire canadien en échange de facilités de commerce pour les exportations canadiennes. L'acte de ratification canadienne de l'entente a été sanctionné le 10 avril 1937. Les ratifications ont été échangées à Montevideo, Uruguay, le 15 avril 1940, et l'accord est entré en vigueur le 15 mai. Il est valide pour trois ans et ensuite jusqu'à résiliation sur avis de six mois. La loi tarifaire de l'Uruguay pourvoit à ce que ce pays puisse majorer son tarif de 50 p.c. sur les importations des pays qui n'offrent pas la réciprocité ou refusent aux produits uruguayens le traitement de la nation la plus favorisée.

Venezuela.—Un *modus vivendi* entre le Canada et le Venezuela, signé le 26 mars 1941 et entré en vigueur le 9 avril, maintient l'échange du traitement de la nation la plus favorisée tel qu'établi par le traité d'amitié, de commerce et de navigation du 18 avril 1825 entre le Royaume-Uni et le Venezuela (qui faisait alors partie de la Colombie) et par une convention du 29 octobre 1834 avec le Venezuela. Le *modus vivendi* est valide pour un an, sujet à renouvellement ou abolition après trois mois d'avis. Les accords commerciaux du 6 août 1936 avec la France et du 6 novembre 1939 avec les Etats-Unis pourvoient à des tarifs vénézuéliens réduits. Le pouvoir exécutif du Venezuela est autorisé à hausser les tarifs jusqu'à 100 p.c. sur les produits de certains pays spécifiés.

Yougoslavie (*conditions d'avant-guerre).—L'article 30 du traité de commerce et de navigation du 12 mai 1927 entre le Royaume-Uni et le royaume des Serbes, Croates et Slovènes (pourvoyant aux moyens d'échanger le traitement de la nation la plus favorisée entre le Canada et la Yougoslavie) a été accepté en vertu de la loi des conventions commerciales canadiennes du 11 juin 1928. Le tarif yougoslave maintient des droits de douane maximum, minimum et conventionnels (incorporés d'habitude aux droits minimums).

* Voir "Mesures de guerre", p. 391.

Section 2.—Office des Renseignements Commerciaux†

L'Office des Renseignements Commerciaux du Ministère du Commerce a pour objet de servir les intérêts du commerce canadien dans les autres parties de l'Empire et à l'étranger. A cette fin, des commissariats du Commerce ont été établis à travers le monde. Les commissaires font des rapports périodiques sur les conditions commerciales et financières, les variations des marchés et la demande courante ou les ouvertures possibles pour les produits canadiens. Ils font en outre pour le compte du Ministère des enquêtes spéciales et s'efforcent de favoriser l'expansion du commerce canadien sur les marchés d'outre-mer. Pour rester en contact avec les progrès industriels du Canada, chaque Commissaire du Commerce fait sa tournée périodique au pays, et profite de son séjour parmi les siens pour donner des informations de première main sur les potentialités d'échanges entre nos exportateurs et les importateurs du pays que couvre son territoire.

Organisation à Ottawa.—L'Office des Renseignements Commerciaux est complété par un office central à Ottawa, à la tête duquel se trouve un directeur qui concentre et unifie le travail assigné à chacun des commissaires. Ce directeur est secondé par les divisions suivantes: Répertoires—où le répertoire des exportateurs, donnant le nom de tous les exportateurs canadiens ainsi que de leurs agents à l'étranger, leur commerce, leur solvabilité, les câbles et les codes qu'ils emploient et celui des importateurs étrangers sont maintenus à date; Rédaction—où est préparé le Bulletin des Renseignements Commerciaux; Archives—toutes les informations sur les débouchés pour les exportations canadiennes y sont indiquées; Economique; Produits animaux et poissonniers; Produits végétaux; Métaux et produits chimiques; Produits forestiers et Produits ouvrés. Ces dernières sections s'occupent de la correspondance affectant les diverses classifications.

Organisation à l'étranger.—En vertu d'un arrangement conclu entre le Ministre du Commerce et le Foreign Office britannique, les manufacturiers et les exportateurs canadiens ainsi que les autres personnes intéressées au commerce peuvent se prévaloir des bons offices des agents diplomatiques et des consuls britanniques dans tous les pays où le Canada n'a pas son propre bureau de renseignements.

COMMISSAIRES DU COMMERCE DU GOUVERNEMENT CANADIEN

NOTA.—Cette liste a été revisée le 1er janvier 1941. L'adresse télégraphique est "Canadien" partout où il n'y a pas d'autre indication. Les commissaires du commerce canadiens se servent de la deuxième édition du code télégraphique Bentley.

Argentine, république d'—(le territoire comprend l'Uruguay).	J. A. Strong, B. Mitre 430, Buenos Aires (1).
Australie—	
Sydney (le territoire comprend le district de la capitale australienne, la Nouvelle-Galles du sud, Queensland, le territoire du nord et dépendances).	L. M. Cosgrave. Adresse postale: c.p. n° 3952V Bureau—City Mutual Life Bldg, rue Hunter et Bligh.
Melbourne (le territoire comprend les états de Victoria, Australie méridionale, Australie occidentale et la Tasmanie).	Frederick Palmer, 44 rue Queen, Melbourne C. 1.
Brésil.....	L. S. Glass. Adresse postale: Caixa Postal 2164, Rio de Janeiro. Bureau—Ed. "Brasilia", Sala 1110, ave Rio Branco 311.
Inde Britannique—(le territoire comprend la Birmanie et le Ceylan).	Paul Sykes. Adresse postale: c.p. 886, Bombay. Bureau—Gresham Assurance House, Mint Road, Bombay.
Malaisie britannique—(territoire: Straits Settlements, les Etats de la Malaisie fédérés et non fédérés, Bornéo anglais, Thaïland et Indes néerlandaise).	J. L. Mutter, Union Building, Singapore, Straits Settlements.
Antilles britanniques—	
Trinidad (le territoire comprend la Barbade, Iles du Vent, Iles sous le Vent, Guyane britannique).	Commissaire du commerce intérimaire. Adresse postale: c. p. 125, Port d'Espagne. Bureau—Barclay's Bank Building.
Jamaïque (le territoire s'étend aux îles Bahamas et au Honduras britannique).	F. W. Fraser. Adresse postale: c. p. 225 Kingston, Bureau—Canadian Bank of Commerce Chambers.

† Revisé par C. H. Payne, directeur de l'Office des Renseignements Commerciaux, Ministère du Commerce.

COMMISSAIRES DU COMMERCE DU GOUVERNEMENT CANADIEN—fin

Chine—	
Shanghaï (territoire: nord et centre de la Chine).	V. E. Duclos. Adresse postale: c. p. 264. Shanghai: Bureau—Ewo Building, 27 The Bund.
Cuba—(le territoire comprend Haïti, la République dominicaine, Porto-Rico).	C. S. Bissett. Adresse postale: Apartado 1945, La Havane. Bureau—Ed. Banque Royale du Canada, Calle Aguiar 367, La Havane.
Egypte—(territoire: Soudan, Palestine, Chypre, Irak, Syrie, Iran, Grèce, Turquie, Bulgarie et Roumanie).	Henri Turcot. Adresse postale: c. p. 1770, Le Caire. Bureau—22 Shari Kasr el Nil, le Caire.
Hong-Kong—(le territoire comprend la Chine du Sud, les Philippines et l'Indo-Chine).	P. V. McLane. Adresse postale: c. p. 80, Hong-Kong. Bureau—Hong Kong and Shanghai Bank Building, Hong Kong.
Irlande et Irlande du Nord.....	James Cormack, 66 rue Upper O'Connell, Dublin, Irlande (ad. tél.—Canadian); et 36 Victoria Square, Belfast, Irlande du Nord (ad. tél.—Adanac).
Japon.....	C. M. Croft, secrétaire commercial. Adresse postale— c.p. 18 Akasaka Post Office, Tokyo. Bureau—Légation canadienne, 16 Omotecho, 3-chome, Akasakaku, Tokyo.
Merique—(Le territoire comprend le Guatémala, le Honduras et Salvador).	A. B. Muddiman. Adresse postale: Apartado Num. 126-bis, Mexico. Bureau—Edificio Banco de Londres y Mexico, Num. 30, Mexico.
Nouvelle-Zélande—(Le territoire comprend les îles Fidji et le Samoa occidental).	W. F. Bull. Adresse postale—c.p. 33, Auckland. Bureau—Yorkshire House, Shortland St., Auckland.
Panama—(Le territoire comprend la Zone du canal, le Venezuela, la Colombie, le Nicaragua et Costa Rica).	H. W. Brighton. Adresse postale: c.p. 222, Panama. Bureau—98 avenue Centrale, Panama.
Pérou—(Le territoire comprend la Bolivie, le Chili et l'Equateur).	M. J. Vechsler. Adresse postale—Casilla 1212, Lima. Bureau—Edificio Boza, Carabaya 831, Plaza San Martin, Lima.
Afrique du Sud—	
Le Cap—(Le territoire comprend la province du Cap et l'Afrique-Sud-Ouest, Natal, Tanganyika, Kénia, Ouganda, Mauricie, Angola et Madagascar).	J. C. Macgillivray. Adresse postale: c.p. 683, Le Cap. Bureau — Nouveaux immeubles South African Mutual, 21 rue du Parlement, Le Cap. Ad. tél.—Cantracom.
Johannesburg—(Le territoire comprend le Transvaal, l'Etat libre d'Orange, les Rhodesias, la Mozambique ou Afrique orientale portugaise, le Nyasaland et le Congo belge).	J. H. English. Adresse postale: c.p. 715, Johannesburg. Bureau—Prudential Assurance Building, 92 rue Fox, Johannesburg. Ad. tél.—Cantracom.
Royaume-Uni—	
Londres.....	Frederic Hudd, Commissaire en chef du Commerce au Royaume-Uni, Canada House, Trafalgar Square, S.W. 1. Ad. tél.—Sleighing, Londres.
Londres—(Le territoire s'étend au Home Counties, aux comtés du Sud-est et Anglia-est; aussi à l'Afrique occidentale britannique).	J. A. Langley, Canada House, Trafalgar Square, S.W. 1. Ad. tél.—Sleighing, Londres.
Londres—(Territoire—pour fruits frais seulement: Royaume-Uni, Suède et France).	W. B. Gornall, commissaire du commerce des fruits, Aldine House, rue Bedford, Strand, W.C. 2. Ad. tél.—Canfrucom.
Londres.....	G. R. Patterson, commissaire du commerce des produits animaux, Canada House, Trafalgar Square, S.W. 1. Ad. tél.—Agrilson.
Liverpool—(Le territoire comprend le nord de l'Angleterre, le Lincolnshire, les Midlands du nord et le Pays de Galles du nord).	A. E. Bryan, Martins Bank Building, rue Water, Liverpool.
Bristol—(Le territoire comprend l'ouest de l'Angleterre, le Pays de Galles du sud et les Midlands du sud).	E. L. McColl, Northcliffe House, avenue Colston, Bristol.
Glasgow—(Le territoire englobe toute l'Ecosse).	G. B. Johnson, 200 rue St. Vincent, Glasgow. Ad. tél.—Cantracom.
Etats-Unis—	
Chicago—(Le territoire comprend les états du centre des Etats-Unis).	W. J. Riddiford, Tribune Tower Building, 435 avenue North Michigan, Chicago.
Los Angeles—(Le territoire comprend les états de l'Ouest central et de l'Ouest des Etats-Unis).	B. C. Butler, Associated Realty Building, 510 ouest, Sixième rue, Los Angeles.
Ville de New-York—(Le territoire comprend aussi les Bermudes).	D. S. Cole, British Empire Building, Rockefeller Centre, ville de New-York. Ad. tél.—Cantracom.

Bulletin des Renseignements Commerciaux.—Le Bulletin des Renseignements Commerciaux, contenant les rapports des commissaires du Commerce et autres informations affectant le commerce d'exportation, est publié toutes les semaines en français et en anglais par le Ministère du Commerce. L'abonnement est de $1 par année au Canada et $3·50 à l'étranger. De temps à autre, des études spéciales sur différentes phases du commerce d'exportation du Canada sont publiées à titre de supplément.

PARTIE II.—STATISTIQUES DU COMMERCE EXTÉRIEUR DES MARCHANDISES*

D'importants changements ont été apportés, dans la présente édition de l'Annuaire comparativement aux éditions antérieures, à la disposition de la matière relative au commerce des marchandises. Les tableaux statistiques sont maintenant distribués dans le texte explicatif et analytique. Le résumé principal et les statistiques détaillées ont été établies d'après l'année civile pour la première fois en 1939 et les chiffres comparatifs de certaines périodes ont été reportés. On a tenté de maintenir la continuité des chiffres des éditions antérieures malgré l'absence de comparabilité qu'entraîne le changement de l'année fiscale à l'année civile.

Une modification qui influe sensiblement sur les chiffres dans cette édition est l'exclusion de l'or non monétaire de toutes les statistiques des exportations, tel qu'expliqué avec plus amples détails aux pp. 403–404. Autrefois cet item figurait aux exportations.

Au moment de l'élaboration de la matière de la présente édition de l'Annuaire, la dernière période sur laquelle existaient des chiffres détaillés était l'année civile 1939. Les effets de la guerre, en septembre, n'ont pas grandement affecté les chiffres du commerce de 1939 en général, mais il faut tenir compte de son influence dans l'analyse du commerce avec les pays européens.

Explications générales sur la statistique du commerce canadien.—Les statistiques du commerce extérieur sont obtenues au moyen de l'enregistrement du mouvement physique des marchandises vers et de l'étranger par les frontières ou les ports océaniques et de leur évaluation au moment du mouvement. Elles ne peuvent tenir compte des transactions financières compliquées qu'entraîne ce mouvement et qui peuvent se produire avant ou après l'expédition effective (bien que dans le calcul de la balance des paiements internationaux, comme dans la Partie III de ce chapitre, ces transactions soient les seules considérées). Certains problèmes de procédure se présentent dans l'établissement des statistiques des échanges commerciaux. Il convient de les expliquer.

Pour interpréter correctement les statistiques du commerce extérieur, il est nécessaire de se rappeler les définitions et explications des termes qui suivent, aussi bien que certaines discordances qui exigent des ajustements correspondant aux statistiques du commerce extérieur, si l'on veut déterminer exactement la position commerciale du Canada par rapport au total des échanges internationaux.

Quantité et valeur.—Dans les tableaux des importations et exportations, le volume et la valeur sont basés sur les déclarations des importateurs et des exportateurs (documents d'importation et d'exportation) subséquemment vérifiées par les fonctionnaires des douanes.

Importations: Evaluation.—"Importations" signifie "importations pour consommation". "Entrées pour la consommation" ne signifie pas que ces marchandises sont nécessairement consommées au Canada, mais qu'elles ont été livrées à l'importateur qui a payé les droits des marchandises imposables.

D'après les principales stipulations de la loi, la valeur des marchandises importées est le prix réel et exact qu'elles commandent quand elles sont vendues pour

* Le texte analytique a été revisé sous la direction de A. L. Neal, B.A., B.Sc., (Econ.), Directeur des Recherches Economiques, tandis que les statistiques ont été revisées sous la direction de L. A. Kane, chef, Branche du Commerce Extérieur, Bureau Fédéral de la Statistique. Cette branche publie le rapport annuel sur le Commerce du Canada et le Rapport Préliminaire condensé sur le commerce du Canada (annuel). Pour liste complète des publications de cette branche, voir chapitre XXVIII, section 1, sous l'en-tête "Commerce extérieur".

consommation domestique sur les principaux marchés du pays d'où elles viennent, au moment de leur exportation directe au Canada. Cette valeur ne doit pas être inférieure aux prix faits généralement aux intermédiaires et aux marchands de gros, ni être inférieure au coût réel de production des marchandises lors de l'expédition, plus une marge raisonnable pour le prix de vente et le profit. (Voir articles 35 à 45 de la loi des douanes.) En vertu de ces dispositions et de leurs amendements, les évaluations de certaines importations sont arbitraires et diffèrent de celles d'après lesquelles les paiements sont faits.

Dans les entrées des Douanes, la valeur de la devise du pays exportateur est convertie en devise canadienne au taux du change, tel que reconnu par la loi et les ordres en conseil. (Voir article 55 de la loi des douanes et les ordres en conseil sur l'évaluation du numéraire.) Les discordances attribuables aux fluctuations des cours du change des devises étrangères sont étudiées plus amplement plus bas sous l'en-tête: "Discordances entre les statistiques commerciales du Canada et celles d'autres pays."

Exportations domestiques: Evaluation.—Les exportations de "produits canadiens" embrassent les produits du sol ou des manufactures du Canada, aussi les produits d'origine étrangère qui ont été modifiés dans leur forme ou leur valeur par l'industrie canadienne, comme le sucre raffiné au Canada après y avoir été importé à l'état brut, l'aluminium récupéré de minerai importé et les articles construits ou fabriqués avec des matériaux importés. La valeur des produits canadiens exportés est la valeur réelle au moment de leur exportation aux points du Canada d'où ils sont expédiés.

Réexportations: Evaluation.—Les "produits étrangers" exportés englobent toutes les marchandises réexportées après avoir été importées (entrées pour la consommation domestique). La valeur de ces marchandises est le coût réel.

Attribution du commerce aux pays étrangers.—Les importations sont attribuées aux pays d'où elles ont été consignées au Canada. Les pays de consignation sont les pays d'où viennent les marchandises, sans autre interruption de transit que les transbordements inéluctables. Les pays d'où les marchandises sont consignées ne sont pas nécessairement les pays d'origine, car les marchandises produites dans un certain pays peuvent avoir été achetées par une firme d'un autre pays, d'où elles peuvent être expédiées au Canada après une période plus ou moins longue. Dans ce cas, l'attribution de ces marchandises est faite au second pays, considéré comme pays de consignation. Il en sera ainsi, par exemple, du thé récolté en Orient mais acheté sur le marché de Londres, Angleterre; les statistiques canadiennes considèrent ce thé comme importé du Royaume-Uni.

Les exportations sont attribuées au pays de l'ultime destination, c'est-à-dire le pays auquel elles sont consignées, même si ce pays ne possède pas de port de mer. Le pays d'ultime destination est le pays que les marchandises exportées du Canada doivent finalement atteindre sans interruption de transit autre que les transbordements inéluctables.

Discordances entre les statistiques commerciales du Canada et celles d'autres pays.—Les statistiques des exportations canadiennes concordent rarement avec celles des importations de ses clients, et des différences semblables se constatent au sujet des importations canadiennes. Plusieurs facteurs contribuent à ces discordances parmi lesquelles sont les suivantes:—

(1) Différences dans la base d'évaluation au Canada et celle d'autres pays.

La récente période d'équilibre instable des devises a introduit un nouvel élément de distinction dans les évaluations. Ainsi les importations du Royaume-Uni

ont été évaluées depuis toujours à $4·86⅔ par livre sterling, quoique depuis le 21 septembre 1931 la livre sterling se fût maintenue au-dessous de ce chiffre durant deux ans, tombant jusqu'à $3·70; la valeur réelle des importations du Royaume-Uni se trouvait donc fortement exagérée. Plus récemment lorsque la valeur d'échange de la livre remonta au-dessus du pair, les importations du Royaume-Uni se trouvèrent de même sous-évaluées. La perturbation dans les niveaux du change des autres pays a conduit à de semblables inexactitudes et à l'attribution de valeurs arbitraires à leurs devises, comme dans le cas des importations du Japon.

De 1920 au 31 mars 1935 il existait une autre discordance, dans l'évaluation des importations du Royaume-Uni, au sujet des spiritueux qui constituent un item important de nos importations de ce pays. L'évaluation des importations canadiennes de spiritueux du Royaume-Uni durant cette période comprend la taxe d'accise britannique en plus de la valeur d'exportation britannique, soit une majoration de plus de $200,000,000 au cours de la période 1920–1934. Depuis le 1er avril 1935, l'évaluation ne comprend pas le droit d'accise.

(2) Même là où les statistiques couvrent exactement la même période, certaines quantités de marchandises se trouvent en transit au commencement ou à la fin de la période et ne sont plus dans le pays exportateur ou importateur.

(3) Les plus grandes discordances, cependant, proviennent de l'impossibilité de déterminer le pays de destination ultime des exportations ou le pays d'origine réel des importations. Une proportion considérable des exportations canadiennes sur les pays d'outre-mer (10·8 p.c. en 1939) est expédiée par les ports des Etats-Unis. Une partie en est créditée aux Etats-Unis par des pays importateurs. Par exemple, les exportations canadiennes de céréales passent souvent, en régie, par les Etats-Unis. La plus grande partie de ce grain part du Canada en consignation pour le Royaume-Uni, mais de grandes quantités sont plus tard détournées vers l'Europe continentale ou d'autres pays et une certaine quantité est gardée en régie pour consommation aux Etats-Unis. Ainsi, les registres canadiens d'exportations au Royaume-Uni peuvent donner $100,000,000 ou plus de marchandises canadiennes reçues par le Royaume-Uni, alors qu'il y a déficit d'une somme correspondante aux exportations déclarées comme allant à d'autres pays d'outre-mer; de même, beaucoup de grain des Etats-Unis passe en transit par le Canada pour être expédié de Montréal, de sorte que les autres pays l'indiquent fréquemment comme importation du Canada tandis qu'aux Etats-Unis il est inscrit comme exporté au Canada. Comme il est dit plus haut, les achats de marchandises en régie en Angleterre, en Allemagne, en Belgique et en France sont inclus dans les importations que le Canada fait de ces pays, mais ne sont pas compris par ces pays dans leurs exportations au Canada.

Pour étude plus détaillée de ce sujet, voir pp. 31-38 du Rapport Préliminaire condensé sur le commerce du Canada, 1939, publié par le Bureau Fédéral de la Statistique.

Classement de l'or dans les statistiques du commerce.—Les exportations d'or, dans les statistiques du commerce canadien, se répartissent entre l'or monétaire et l'or non monétaire. Les exportations d'or monétaire sont celles qui déterminent une diminution correspondante dans les réserves d'or monétaire du Dominion. Toutes les autres exportations d'or (désigné comme non monétaire) sont indiquées comme de la marchandise et sont comprises dans les exportations totales de marchandises.

Le fait que l'or est un métal monétaire lui confère certains attributs particuliers qui le distinguent des autres denrées. En particulier, le mouvement de l'or dans les échanges internationaux est presque exclusivement déterminé par des facteurs mo-

nétaires. La somme des exportations peut varier grandement d'un mois à l'autre en dehors de toute considération ordinaire d'échange ou de commerce. De plus, l'or est généralement acceptable. Il n'a pas à surmonter de barrières tarifaires et il est normalement assuré de trouver marché à prix relativement fixe.

Il faut noter aussi que l'or, dans le commerce international, ne se comporte pas en fonction directe ou normale des ventes et des achats. Il peut être acheté ou vendu à l'étranger sans passer la frontière dans un sens ou l'autre; les ventes ou les achats dans ces cas sont reconnus simplement en mettant de côté ou en affectant l'or dans les voutes de la banque centrale. Les statistiques du commerce ne portent que sur les mouvements physiques; les ventes ou achats d'or qui n'entraînent pas un mouvement réel sont plus proprement regardés comme item 'invisible' et il en est traité dans les états de la "Balance des paiements internationaux" à la Partie III, section 1, de ce chapitre. Les changements dans le stock d'or affecté de la Banque du Canada n'entrent pas, par conséquent, dans les statistiques du commerce.

La publication de statistiques sur les importations et exportations *brutes* d'or est suspendue temporairement depuis septembre 1939. Les statistiques du commerce pour les périodes antérieures à cette date sont revisées en conséquence, de façon à exclure l'or compris auparavant dans le total des exportations de marchandises.

Les statistiques sur les exportations *nettes* d'or non monétaire, y compris les changements des stocks d'or affecté, paraissent comme supplément des statistiques sur le commerce et sont données ci-dessous.

EXPORTATIONS NETTES D'OR NON MONÉTAIRE, 1936-40

Mois	1936	1937	1938	1939	1940
	$'000,000	$'000,000	$'000,000	$'000,000	$'000,000
Janvier	10·8	10·1	11·0	18·1	21·6
Février	12·1	10·8	11·2	12·9	12·4
Mars	8·7	16·3	17·6	15·5	16·2
Avril	11·9	10·3	9·3	10·6	18·0
Mai	8·6	10·3	14·3	15·9	16·9
Juin	11·3	13·5	11·5	17·2	15·1
Juillet	9·0	10·1	11·5	15·2	15·9
Août	10·5	12·3	16·6	9·0	17·6
Septembre	10·3	11·6	15·1	17·3	16·5
Octobre	13·4	11·3	15·5	22·8	18·9
Novembre	13·6	12·1	15·3	15·0	16·6
Décembre	11·5	16·4	11·6	14·9	17·3
Totaux	131·7	145·1	160·5	184·4	203·0

Section 1.—Statistiques historiques du commerce canadien

Dans les éditions antérieures de l'Annuaire, les chiffres des tableaux **1** et **2** sont donnés pour chaque année depuis la Confédération. Dans la présente édition les tableaux sont un peu réduits, mais les chiffres des années précédentes se trouvent dans les tableaux correspondants des éditions antérieures.

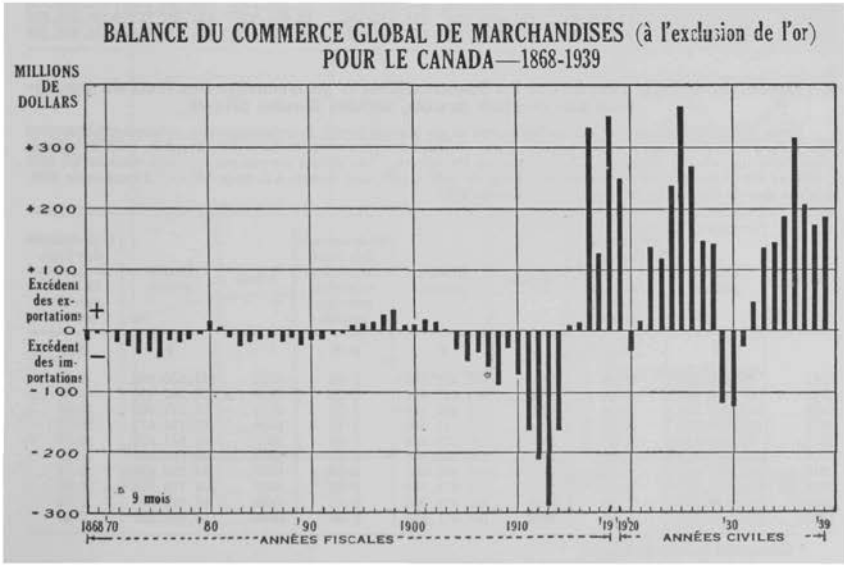
Nécessairement, on n'a pas pu sans difficultés maintenir comparables les statistiques de la période indiquée au tableau **1**; l'une des plus graves vient des diffé-

rentes méthodes adoptées à l'égard des réexportations. Ainsi, la contraction apparente des exportations de produits étrangers depuis 1920 est due au changement de méthode statistique plutôt qu'à la diminution réelle de valeur ou de volume de ces exportations; à partir de 1920, les réexportations des entrepôts en régie n'entrent pas dans les statistiques du commerce canadien comme importations ou exportations. Les exportations de produits étrangers depuis 1920 comprennent donc des marchandises entrées précédemment comme importations pour la consommation domestique, qui sont débitées au compte du Canada au moment de leur importation et doivent être créditées au Canada lors de leur réexportation.

De 1868 à 1893, les importations au Canada dépassent les exportations chaque année à l'exception de 1880 et 1881. Les dix années suivantes, 1894–1903, les exportations dépassent les importations. Durant la grande période d'expansion de 1904 à 1914, les importations entrées pour la consommation dépassent les exportations globales de chaque année. C'est la période pendant laquelle le capital étranger est amené au pays pour édifier l'outillage productif canadien. Depuis lors, cependant, il y a un excédent annuel des exportations excepté en 1920, 1929, 1930 et 1931, alors que de forts mouvements de retour de fonds au Canada donnent un excédent d'importations.

Les années précédentes, un tableau historique montrait le mouvement des monnaies et lingots chaque année depuis 1868. Ce tableau paraît à la page 540 de l'Annuaire de 1940. Depuis le déclenchement de la guerre en septembre 1939, il n'existe pas de renseignements sur le mouvement de l'or.

Les statistiques du commerce extérieur contiennent de nombreuses autres séries de statistiques, mais comme elles montrent l'histoire de certaines particularités comme le commerce avec le Royaume-Uni, les autres pays de l'Empire Britannique et les Etats-Unis, le commerce de certaines commodités ou groupes de commodités, etc., elles paraissent dans d'autres sous-sections qui traitent de ces particularités du commerce.



1.—Commerce du Canada (à l'exclusion de l'or) avec tous les pays, années fiscales 1911-19 et années civiles 1919-40

NOTA.—Pour les chiffres des années fiscales 1868-1910, voir l'Annuaire du Canada de 1940, pp. 538 et 539.

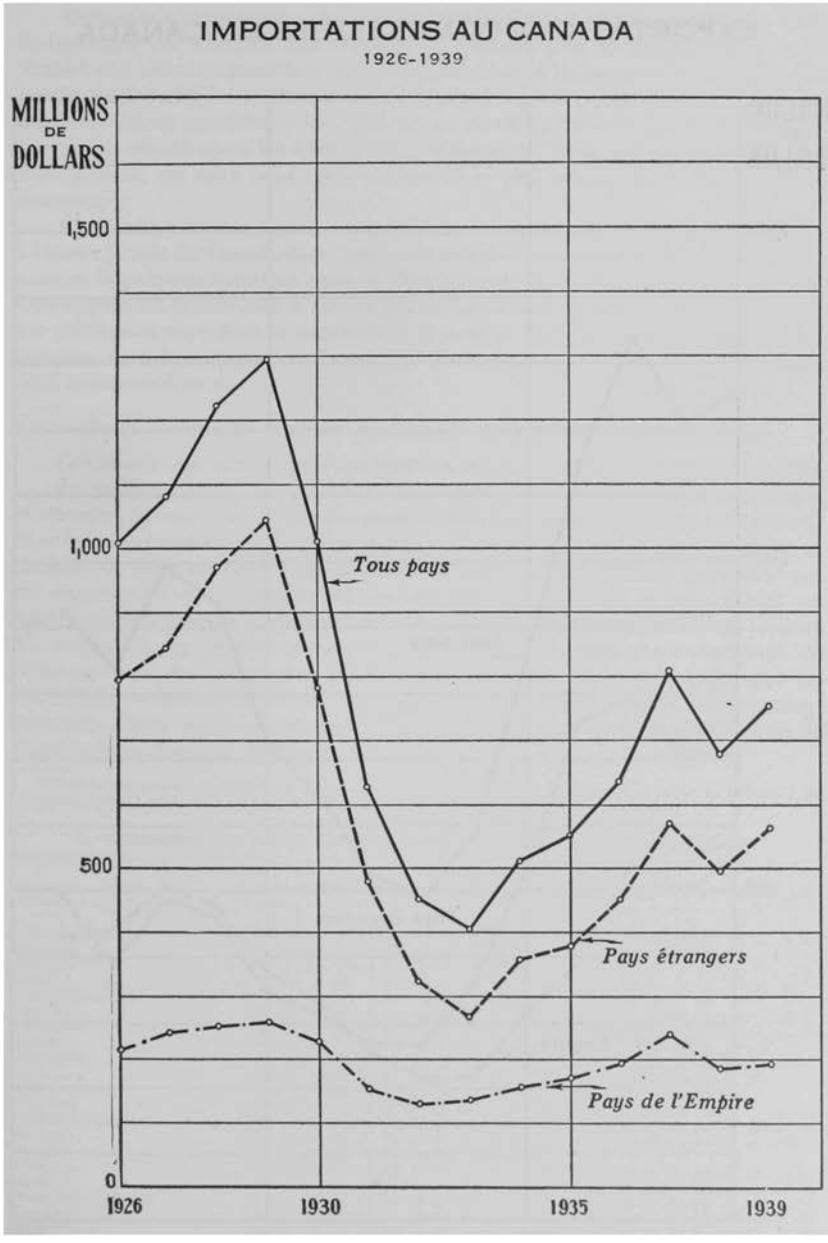
Année	Importations			Exportations			Balance du commerce: Excédent d'exportations (+), d'importations (−)
	Imposables	En franchise	Totales	Produits canadiens	Produits étrangers	Totales	
Terminée le 31 mars—	$	$	$	$	$	$	$
1911....	282,723,812	170,000,791	452,724,603	274,316,553	15,683,657	290,000,210	−162,724,393
1912....	335,304,060	187,100,615	522,404,675	290,223,857	17,492,294	307,716,151	−214,688,524
1913....	441,606,885	229,600,349	671,207,234	355,754,600	21,313,755	377,068,355	−294,138,879
1914....	410,258,744	208,935,254	619,193,998	431,588,439	23,848,785	455,437,224	−163,756,774
1915....	279,792,195	176,163,713	455,955,908	409,418,836	52,023,673	461,442,509	+5,486,601
1916....	289,366,527	218,834,607	508,201,134	741,610,638	37,689,432	779,300,070	+271,098,936
1917....	461,733,609	384,717,269	846,450,878	1,151,375,768	27,835,332	1,179,211,100	+332,760,222
1918....	542,341,522	421,191,056	963,532,578	1,540,027,788	46,142,004	1,586,169,792	+622,637,214
1919....	526,494,658	393,217,047	919,711,705	1,216,443,806	52,321,479	1,268,765,285	+349,053,580
Terminée le 31 déc.—							
1919....	607,458,191	333,555,422	941,013,613	1,235,958,483	53,834,766	1,289,793,249	+348,779,636
1920....	890,847,353	446,073,668	1,336,921,021	1,268,014,533	30,147,672	1,298,162,205	−38,758,816
1921....	546,863,395	252,615,088	799,478,483	800,149,296	13,994,461	814,143,757	+14,665,274
1922....	513,330,771	249,078,538	762,409,309	880,408,645	13,815,268	894,223,913	+131,814,604
1923....	594,098,589	308,931,926	903,030,515	1,002,401,467	13,584,849	1,015,986,316	+112,955,801
1924....	528,912,308	279,232,265	808,144,573	1,029,699,499	12,553,718	1,042,253,167	+234,108,594
1925....	561,061,127	329,132,221	890,193,348	1,239,554,207	12,111,941	1,251,666,148	+361,472,800
1926....	642,448,478	365,893,433	1,008,341,911	1,261,241,525	15,357,292	1,276,598,817	+268,256,906
1927....	696,253,024	390,864,906	1,087,117,930	1,210,596,998	20,445,231	1,231,042,229	+143,924,299
1928....	788,271,150	434,046,766	1,222,317,916	1,339,409,562	24,378,794	1,363,788,356	+141,470,440
1929....	849,114,653	449,878,039	1,298,992,692	1,152,416,330	25,926,117	1,178,342,447	−120,650,245
1930....	647,230,123	361,249,356	1,008,479,479	863,683,761	19,463,987	883,147,748	−125,331,731
1931....	416,179,513	211,918,873	628,098,386	587,653,440	11,907,020	599,560,460	−28,537,926
1932....	288,425,260	164,188,997	452,614,257	489,883,112	8,030,485	497,913,597	+ 45,299,340
1933....	235,195,782	166,018,529	401,214,311	529,449,529	6,034,260	535,483,789	+134,269,478
1934....	295,566,101	217,903,396	513,469,497	649,314,236	6,991,992	656,306,228	+142,836,731
1935....	306,913,652	243,400,899	550,314,551	724,977,459	12,958,420	737,935,879	+187,621,328
1936....	350,903,936	284,286,908	635,190,844	937,824,933	12,684,319	950,509,252	+315,318,408
1937....	436,327,558	372,568,767	808,896,325	997,366,918	14,754,862	1,012,121,780	+203,225,455
1938....	379,095,355	298,355,999	677,451,354	837,583,917	11,100,216	848,684,133	+171,232,779
1939....	427,470,633	323,584,901	751,055,534	924,926,104	10,995,609	935,921,713	+184,866,179
1940....	582,937,741	499,012,978	1,081,950,719	1,178,954,420	14,263,172	1,193,217,592	+111,266,873

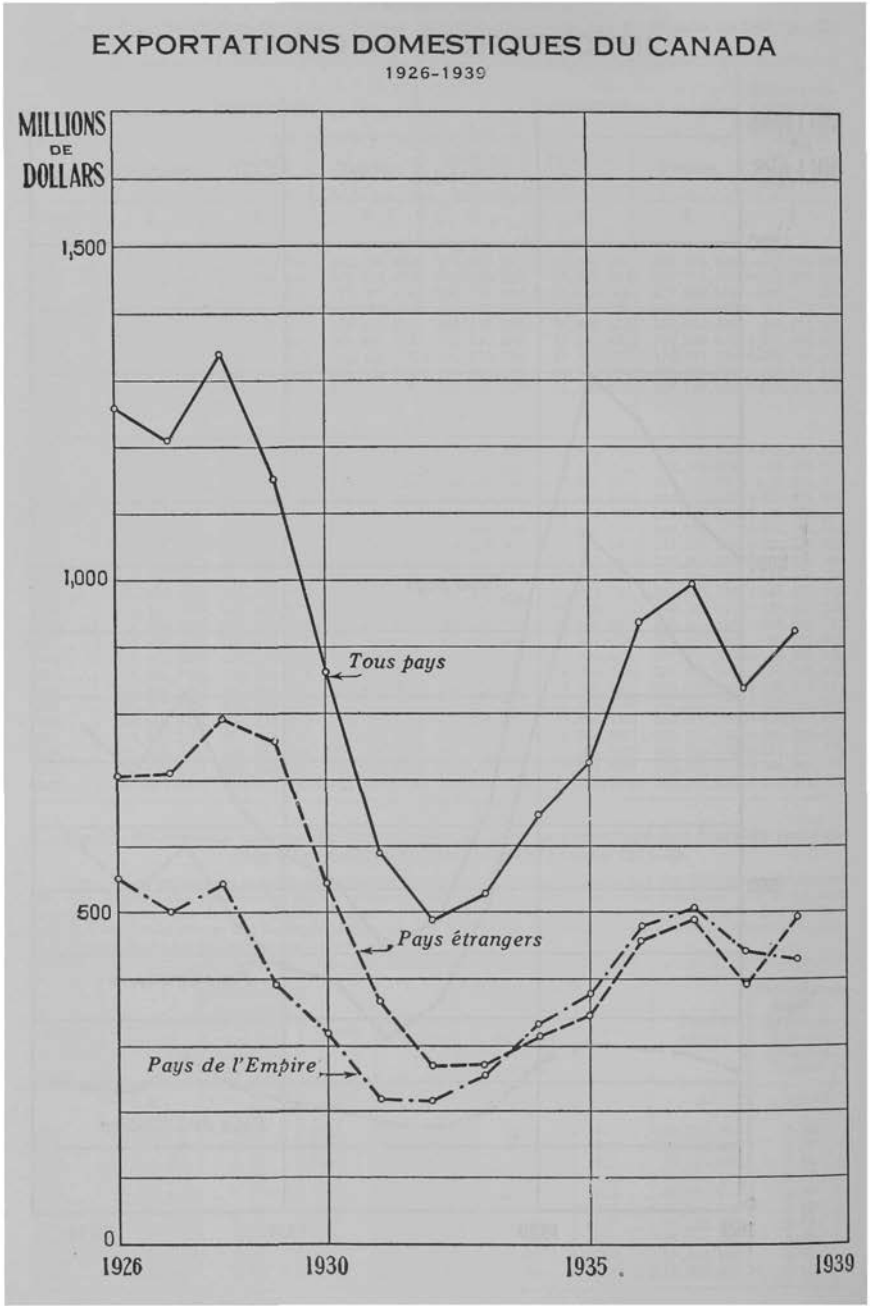
2.—Droits de douane perçus sur les importations et pourcentage des frais de perception aux recettes brutes, années fiscales 1911-40

NOTA.—Les chiffres de ce tableau indiquent la perception brute; le revenu net des douanes est beaucoup plus bas, à cause des drawbacks payés. Pour statistiques des revenus nets des douanes, voir le tableau historique du revenu, chapitre XXI, Finances Publiques. Les droits perçus sur les importations de 1868 à 1910 et les droits perçus sur les exportations de 1868 à 1892 sont donnés à la page 541 de l'Annuaire de 1940. Il n'y a plus de droits sur les exportations depuis 1892.

Année	Droits perçus	Pourcentage des frais de perception aux recettes brutes	Année	Droits perçus	Pourcentage des frais de perception aux recettes brutes	Année	Droits perçus	Pourcentage des frais de perception aux recettes brutes
	$	p.c.		$	p.c.		$	p.c.
1911.....	73,312,368	2·98	1921....	179,667,683[1]	3·36	1931....	149,250,992	4·45
1912.....	87,576,037	2·78	1922....	121,487,394[1]	3·22	1932....	113,997,851	4·87
1913.....	115,063,688	2·74	1923....	133,803,370[1]	2·58	1933....	77,271,965	3·86
1914.....	107,180,578	3·59	1924....	135,122,345	2·49	1934....	73,154,472	3·37
1915.....	79,205,910[1]	4·77	1925....	120,222,454	3·09	1935....	84,627,473	2·97
1916.....	103,940,101[1]	3·55	1926....	143,933,111	2·83	1936....	82,784,317	3·20
1917.....	147,631,455[1]	2·54	1927....	158,966,367	2·66	1937....	92,282,059	2·71
1918.....	161,595,629[1]	2·51	1928....	171,872,768	3·09	1938....	103,719,952	2·48
1919.....	158,046,334[1]	3·13	1929....	200,479,505	3·02	1939....	87,610,300	2·76
1920.....	187,524,182[1]	2·49	1930....	199,011,628	3·30	1940....	113,829,427	2·48

[1] Comprend la taxe de guerre.


IMPORTATIONS AU CANADA
1926-1939
MILLIONS DE DOLLARS
1,500
1,000
500
0
1926
1930
1935
1939
Tous pays
Pays étrangers
Pays de l'Empire


EXPORTATIONS DOMESTIQUES DU CANADA
1926-1939
MILLIONS DE DOLLARS
1,500
1,000
500
0
Tous pays
Pays étrangers
Pays de l'Empire
1926
1930
1935
1939

Section 2.—Distribution géographique du commerce canadien

Depuis la Confédération, les relevés du commerce canadien mettent en relief l'importance des relations commerciales du Canada avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Dans les premières années du Dominion, à l'époque où le Royaume-Uni prêtait au Canada des sommes considérables, ce pays fournissait plus de la moitié des importations canadiennes bien que, comme client du Canada, il occupât la deuxième place, venant après les Etats-Unis. Aujourd'hui, après de nombreux et vastes changements, ces deux pays prennent encore la plus grande partie du commerce canadien.

C'est l'objet de cette section d'esquisser ces principales tendances. La sous-section 1 résume le rôle du Canada dans l'économie mondiale, d'après le Rapport de la Commission Royale des Relations entre le Dominion et les Provinces présenté en 1940. Ceci fournit un arrière-plan à l'étude plus détaillée du commerce par continents et par principaux pays dans la sous-section 2; avec le Royaume-Uni et l'Empire Britannique dans la sous-section 3; avec les Etats-Unis et les autres pays étrangers dans la sous-section 4.

Sous-section 1.—Le rôle du Canada dans l'économie mondiale*

Le Canada occupe un rang de particulière importance dans l'économie mondiale, ou tout au moins parmi les nations dont les régimes commerciaux et financiers sont étroitement liés entre eux et fonctionnent comme les rouages d'un même organisme. Bien que son territoire ne renferme pas un pour cent de la population du globe, le Canada, en 1939, se classe cinquième dans le commerce mondial, le quatrième par ses exportations et le huitième par ses importations. De fait, le pays occupe un rang élevé dans tous les principaux domaines de l'activité qui composent la balance des paiements, les chiffres per capita dans toutes ces transactions dépassant de beaucoup ceux des principales puissances économiques du monde telles que les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne. Les chiffres per capita restent cependant plus élevés dans certains pays plus petits tels que la Nouvelle-Zélande, le Danemark, la Norvège, la Suisse, etc.

* Sauf le tableau 3, la matière de cette sous-section a été puisée à la partie I, chapitre 7, volume I du "Rapport de la Commission Royale des Relations entre le Dominion et les Provinces".

3.—Commerce per capita des vingt principaux pays marchands, 1929-39

Pays	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Argentine	160·68	116·66	97·58	53·24	58·53	56·04	72·97	74·27	98·64	70·62	74·35
Australie	200·27	137·19	93·87	77·08	98·34	108·17	121·65	139·20	159·49	154·15	117·63
Belgique	237·01	198·18	168·41	120·37	135·27	153·43	141·18	167·17	214·93	181·92	172·38
Brésil	21·89	14·28	9·82	8·23	10·59	11·52	13·92	12·51	14·31	12·46	14·74
Inde Britannique	6·67	5·06	3·05	2·30	2·55	2·91	2·95	4·16	3·83	3·26	3·30
Canada	243·05	183·96	116·15	88·95	57·78	106·73	115·37	141·07	163·05	136·11	148·32
Danemark	254·12	240·01	193·42	130·51	136·96	151·29	148·34	166·94	192·93	188·88	189·69
France	103·22	90·93	70·94	52·65	60·56	63·45	57·42	59·83	60·99	52·85	[1]
Allemagne	99·48	79·84	60·42	42·88	45·01	50·88	50·76	55·48	63·02	59·93	[1]
Italie	46·65	37·00	28·53	21·02	23·41	25·90	24·78	20·12	30·15	26·78	[1]
Japon	31·11	22·47	18·14	13·79	15·88	19·80	20·52	22·46	20·18	15·67	[1]
Pays-Bas	248·21	210·94	169·88	123·03	131·32	142·64	129·43	135·61	175·22	160·12	161·16
Nouvelle-Zélande	340·72	281·36	179·48	138·58	157·78	202·22	209·89	254·92	323·94	298·46	249·12
Norvège	172·12	164·52	121·73	82·59	97·79	113·80	121·46	143·05	179·61	167·13	186·15
Espagne	31·72	24·68	9·22	6·64	7·34	8·26	8·17	[1]	[1]	[1]	[1]
Suède	158·19	140·29	109·42	71·47	83·59	107·53	112·70	129·91	167·38	158·10	172·99
Suisse	236·26	212·29	179·33	138·39	159·13	177·00	165·33	156·85	174·37	140·92	183·70
Union Sud-Africaine	91·59	57·52	66·24	66·44	79·18	85·79	100·66	101·47	114·68	97·68	[1]
Royaume-Uni	195·91	162·06	113·51	87·35	97·43	115·16	118·01	132·62	165·72	148·00	134·58
Etats-Unis	78·93	55·26	37·58	26·06	27·00	29·30	33·83	37·71	49·10	39·20	43·08

[1] Non connu.

Pour peu que le Canada veuille conserver son degré d'aisance actuel et assurer un rendement suffisant aux immenses capitaux immobilisés pour outiller le pays en vue du rôle important qu'il est appelé à jouer dans l'économie mondiale, il est essentiel de maintenir au Canada une division avantageuse du travail entre nations—principe sur lequel reposent l'économie actuelle et le degré d'aisance du Canada. Le Canada est loin d'être un pays autarchique, et son maintien dans la position importante qu'il occupe dans le monde dépend de l'utilisation intégrale de ses ressources particulières et d'un échange aussi avantageux que possible de celles-ci contre les denrées qui lui manquent.

Un bref examen des ressources canadiennes en fonction de l'économie universelle fera voir clairement pourquoi le Canada joue un rôle relativement important dans ce système et pourquoi il en dépend si étroitement. Le Canada peut produire et de fait produit de forts excédents de plusieurs produits agricoles (céréales, pommes de terre, pommes, bœuf, porc et produits laitiers), de nombre de produits forestiers (bois d'œuvre de pin et de sapin et bois à pulpe d'épinette, de tremble, de sapin), de plusieurs produits minéraux (or, argent, cuivre, nickel, plomb et zinc) et d'énergie hydroélectrique à meilleur marché, c'est-à-dire à raison de moins de capitaux et de main-d'œuvre que la plupart des autres pays. D'autre part, le Canada ne peut pas produire (ou ne peut le faire qu'à perte) certaines matières premières essentielles à son industrie telles que le fer, la houille, le pétrole, le caoutchouc, l'étain; les fruits tropicaux, les fibres et autres produits naturels; de nombreux produits ouvrés des industries sidérurgique, chimique et textile provenant de pays où les ressources et la technique locales offrent des avantages exceptionnels. Tout pays pourrait dresser la liste de ses ressources excédentaires et déficitaires, mais bien peu pourraient établir un bilan où le volume de tant de produits essentiels prend une telle importance et où les extrêmes sont aussi marqués. Ainsi, le Canada est à la fois le plus important pays exportateur de blé, de papier à journal et de métaux non ferreux et l'un des plus forts importateurs de houille, de pétrole et de produits de l'acier. Cette distribution et le caractère particulier des ressources et des insuffisances canadiennes expliquent bon nombre des problèmes propres à l'économie canadienne et à l'armature financière du Canada.

Le commerce canadien revêt certaines particularités de ce qu'à l'importation comme à l'exportation, les principales denrées sont en général volumineuses et de basse valeur unitaire, tandis que les sources d'approvisionnements sont éloignées des marchés, conférant une importance de premier plan au transport à bon compte. Parmi les produits naturels d'exportation, le blé exige des immobilisations considérables pour les besoins de la manutention et du transport et, aujourd'hui, sa production mécanisée réclame des mises de fonds toujours croissantes. L'exploitation de la forêt et du sous-sol canadiens, réclament, partiellement à cause des problèmes d'ordre technique qui s'attachent à la nature de ces ressources naturelles au Canada, d'énormes placements affectés aux usines et aux aménagements connexes d'énergie hydroélectrique. Pour peu qu'on veuille les exploiter, ces ressources devraient l'être sur la plus grande échelle possible, afin de bénéficier de tous les avantages de la production massive et de faire face aux énormes frais généraux des débuts. Mais, pour arriver à cette fin, il faut de vastes marchés étrangers; le Canada produit cinq fois plus de blé qu'il n'en consomme (non compris la semence); dix fois plus que sa propre consommation de son principal produit forestier, le papier à journal; et vingt fois la quantité de métaux non ferreux qu'il utilise. Cette production excédentaire est nécessaire pour faire contre-poids aux frais globaux d'exploitation qu'entraîne l'aménagement de ces industries et pour maintenir les prix à des

niveaux compétitifs. Il résulte de cette méthode d'exploitation que le Canada peut maintenant fournir aux marchés d'exportation du monde 40 p.c. du blé, les deux tiers du papier à journal et 40 p.c. des métaux non ferreux. La production canadienne de chacun de ces produits représente une fraction beaucoup plus petite de la production mondiale.

En d'autres termes, le Canada, malgré les conditions avantageuses de sa production, se voit relégué au domaine de la production accessoire pour nombre de ces denrées. Quand un pays, qui produit 90 p.c. de ses besoins et en importe 10 p.c., se trouve forcé ou choisit délibérément de réduire sa consommation, cette réduction porte d'abord sur les 10 p.c. importés. Tout fléchissement marqué de l'apport canadien aux marchés du monde doit de toute nécessité influer profondément sur son habileté à maintenir des prix compatibles avec les nécessités de la concurrence et à soutenir les énormes immobilisations effectuées en prévision d'une très forte production. Dans une période de crise mondiale, de fléchissement du pouvoir d'achat et de restrictions croissantes apportées au commerce, l'état relatif des industries qui se trouvent dans une telle situation est appelé à souffrir. Il y a des faiblesses non seulement à cause de la petite proportion de la production consommée au pays, mais aussi de ce qu'une si grande proportion des marchés internationaux est alimentée par les exportations canadiennes. Lorsque les cours sont à la hausse, le vendeur ayant la haute main sur les approvisionnements accessoires jouit d'un certain avantage, mais cette maîtrise tourne à son désavantage dès que, au contraire, les cours se mettent à fléchir. Le domaine toujours plus restreint occupé par le commerce international dans le monde en ces dernières années, précipitant et accentuant la fluctuation des prix plus que ne l'aurait fait un marché plus étendu, a ajouté encore à l'acuité de ces conditions. Lorsque se produit une expansion d'industries domestiques protégées sur d'anciens marchés ou lorsque la dépression et la guerre viennent limiter la demande des principales exportations canadiennes, la puissance de production devient excessive et la quote-part du Canada dans cet excès de productivité est inévitablement beaucoup plus grande que de raison.

La situation diffère quelque peu cependant en ce qui concerne les principales denrées d'importation. Bien que considérables, les importations canadiennes de matières premières essentielles à l'industrie (telles que la houille, le pétrole et le fer), en regard de la consommation domestique et même du commerce global de ces produits dans le monde entier, ne représentent qu'une très faible proportion de la production totale et aussi de la consommation domestique dans les principaux pays producteurs. Un fléchissement de la demande au Canada a son importance, mais l'effet sur les cours n'est pas de nature à entraîner la même chute verticale qu'un fléchissement de la demande étrangère des principales denrées canadiennes.

La plus forte partie du commerce canadien se fait avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni. C'est une conséquence naturelle de la distribution des ressources et de l'organisation économique dans chacun de ces pays et au Canada et qui s'accentue par l'abandon de fait, chez la majorité des autres nations, des anciennes méthodes du commerce international. La position géographique du Canada et ses relations spéciales avec chacun de ces pays lui assurent certains avantages et certains principes de force, mais lui imposent en même temps des responsabilités. Le commerce du Canada avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni revêt pour le Canada une importance bien plus grande que n'en revêt pour ces pays leur commerce avec nous. Le Canada exporte, par tête de sa population, une valeur de $30 à $40 au Royaume-Uni et aux Etats-Unis comparativement à des importations canadiennes de ces pays de $2·50 et $4 per capita. Le commerce canadien avec le Royaume-Uni représente

30 p.c. de notre commerce global, tandis que pour le Royaume-Uni la proportion n'est que de 5 p.c. Notre commerce avec les Etats-Unis absorbe 50 p.c. de notre commerce global, tandis que le commerce de ce dernier pays avec le Canada ne représente que 15 p.c. de son commerce global. Cette haute concentration du commerce canadien présente des éléments de faiblesse et comporte des risques; il suffit que l'un de ces deux importants pays modifie sa politique commerciale, ou encore que le jeu des cours réagisse sur les conditions du commerce, pour que les répercussions s'avèrent bien plus profondes pour le Canada que pour le Royaume-Uni ou les Etats-Unis. Parce que plus vulnérable et plus spécialisé, le Canada voit parfois atteinte sa puissance de traiter, et il en souffre lorsqu'il s'agit de doubler certains caps défavorables ou d'obtenir des concessions plus avantageuses.

Au danger d'attitudes directement défavorables résultant de facteurs qui, tout étrangers qu'ils soient aux conditions canadiennes, n'en portent pas moins parfois de très rudes coups à notre commerce, viennent s'ajouter cependant des alternances inévitables dans les conditions du commerce. Le commerce canadien avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis est d'ordre complémentaire. C'est un exemple classique de l'application d'une division internationale absolument rationnelle du travail. Les céréales du Canada nourrissent l'Angleterre pendant que les textiles anglais vêtent les Canadiens; les produits de nos forêts et de nos mines, transformés au moyen de l'électricité, alimentent les industries américaines pendant que la houille et le fer des Etats-Unis outillent nos usines. Mais dans tout échange de cette nature peuvent se présenter, et il faut s'y attendre, de profondes variations dans les cours des différentes catégories de produits. Ainsi, le Canada peut, à tout instant, s'attendre que les cours des articles qu'il exporte fléchiront plus rapidement ou monteront moins vite que ceux des produits qu'il importe; parfois c'est le contraire. Aux mauvaises heures, le Canada constate qu'à l'épreuve de la crise s'ajoute le fléchissement de la puissance réelle d'achat qui vient de l'ensemble de ses exportations (depuis dix ans l'or constitue une importante exception), tandis que le Royaume-Uni et les Etats-Unis peuvent compter sur des hausses sensibles dans la valeur réelle de leurs exportations.

Dans toutes ses autres transactions avec l'étranger, le Canada est intimement lié à la politique du Royaume-Uni et encore plus à celle des Etats-Unis. Les placements considérables du Royaume-Uni et des Etats-Unis au Canada; les placements canadiens au Royaume-Uni et aux Etats-Unis; l'unification d'une bonne partie de nos industries avec celles des Etats-Unis; le nombre colossal de visiteurs qui nous arrivent pendant la saison de tourisme, les migrations périodiques de la main-d'œuvre et le mouvement perpétuel des populations, et la présence d'organismes ouvriers, commerciaux et professionnels internationaux, tout contribue à un mouvement énorme de flux et de reflux de capitaux qui nécessitent une constante mise au point des prix de revient, des cours et des profits. L'ensemble de ces postes "invisibles" dans la balance des paiements avec les Etats-Unis est beaucoup plus considérable que les échanges totaux de marchandises et, en quelque sorte, peut influer bien plus directement sur le niveau comparatif des cours et éventuellement sur les parités du pouvoir d'achat. Le Canada, dans le passé, a de fait subi pleinement les violentes fluctuations apparues aux Etats-Unis, et à peine tempérées par la stabilité supérieure du Royaume-Uni. Le revenu net des Etats-Unis, sensiblement plus élevé que celui du Canada, souligne bien la différence vitale dans la répercussion sur ces deux pays du cycle économique de l'Amérique septentrionale, si variable et si brusque dans ses oscillations. Bref, le Canada se voit contraint de subir à plein les fluctuations qui accompagnent le standard de vie le plus élevé de l'univers sans pouvoir compter sur ce même standard d'existence pour les absorber.

En plus de tendre à attirer sur le Canada le plein effet des fluctuations économiques qui naissent aux Etats-Unis, les postes invisibles du commerce étranger déterminent, en temps de dépression, certains aspects spéciaux qui ajoutent à la pression qu'ils exercent déjà. Au chapitre du revenu, l'article le plus important de la balance des paiements, après celui de l'échange des marchandises, est celui des dépenses des touristes (v. p. 482), lesquelles appartiennent au domaine du luxe et se contractent violemment en temps de crise. Au chapitre des paiements, les intérêts et les dividendes constituent l'article le plus important. Une grande partie de ceux-ci sont des montants fixes et une autre grande partie proviennent des charges que doivent acquitter les gouvernements canadiens. A une époque de baisse des cours, le fardeau réel devient plus lourd et si, par surcroît, il y a fléchissement dans le cours du dollar canadien, le fardeau réel des obligations provenant du grand nombre de titres remboursables en devises étrangères s'aggrave d'autant. De 1920 à 1930, les Canadiens ont fait des placements considérables à l'étranger et subi de lourdes pertes sur plusieurs de ceux-ci, tant en capital qu'en revenu, tout en continuant d'acquitter la plus grande partie de leurs dettes étrangères. A compter de 1930, les balances favorables furent principalement affectées au remboursement des dettes canadiennes plutôt qu'à l'augmentation de nos placements à l'étranger, et le montant d'obligations remboursables en devises étrangères diminue sensiblement.

En résumé, la position du Canada et dans son commerce et dans ses autres relations financières avec le reste du monde est réellement celle qu'il occupe vis-à-vis des Etats-Unis et du Royaume-Uni. (Voir les sous-sections 3 et 4 qui suivent.) Comme nous l'avons vu, le commerce avec ces deux pays est de toute première importance pour le Canada, tandis que celui de ces deux pays avec le Canada lui est d'importance secondaire. En raison du peu de ressources particulières dont il dispose, le Canada devrait pouvoir bénéficier d'un commerce d'exportation très rémunérateur et d'un revenu national élevé aussi longtemps qu'on admettra une saine division internationale du travail et du commerce. Mais l'établissement de la productivité en vue de l'exploitation de ces ressources comporte de fortes mises de fonds, et le Canada est forcé d'importer massivement les denrées qui lui manquent de sorte que, si les charges fixes sont élevées et si le revenu est anormalement élevé, celui-ci fluctuera probablement beaucoup plus violemment que celles-là. En raison du caractère des ressources canadiennes et de la nature du commerce du Canada et de ses autres relations financières avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis, les fluctuations du revenu brut et, partant, celles encore plus violentes du revenu net atteignent des proportions relativement colossales aux deux extrêmes du cycle des affaires.

Sous-section 2.—Commerce par continents et principaux pays

Commerce par continents.—Tous les pays n'ont pas contribué dans une égale mesure à l'augmentation des importations canadiennes en 1939. Les importations d'Amérique du Nord augmentent sensiblement, tandis que celles d'Europe et d'Amérique du Sud sont moindres qu'en 1938. Le résultat net des changements a été d'augmenter encore davantage l'importance de l'Amérique du Nord comme source d'approvisionnement du Canada. Au cours de la reprise qui a suivi la dépression, le pourcentage de nos importations des Etats-Unis a eu une tendance à augmenter, tandis que celui de nos importations des "Autres pays d'Europe" a tombé à un niveau encore plus bas qu'auparavant. En regard des années qui ont précédé la dépression, nos importations d'Asie, d'Océanie et d'Afrique sont beaucoup plus considérables à cause de l'augmentation des importations directes de

matières premières en provenance de ces continents; toutefois, les achats globaux de ces trois continents réunis s'élèvent à moins de 9 p.c. des importations totales de 1939.

L'Amérique du Nord est de même le premier client du Canada. L'Europe (y compris le Royaume-Uni) détenait d'habitude la première place par ses achats de marchandises canadiennes, mais elle a été dépassée par l'Amérique du Nord en 1938 et 1939. Les restrictions imposées au commerce par plusieurs pays d'Europe, ajoutées à l'état de guerre des quatre derniers mois de l'année, ont fortement réduit la part des "Autres pays d'Europe" dans les exportations canadiennes. Les continents de l'Europe et de l'Amérique du Nord, où se trouvent les grands marchés de consommation du Royaume-Uni et des Etats-Unis, ont absorbé 86 p.c. des exportations du Canada en 1939.

4.—Commerce du Canada (à l'exclusion de l'or) par continent, 1935-39

Item et continent	Valeur en millions de $					Pourcentage du total				
	1935	1936	1937	1938	1939	1935	1936	1937	1938	1939
Importations										
Europe—										
Royaume-Uni	116·7	123·0	147·3	119·3	114·0	21·2	19·4	18·2	17·6	15·2
Autres	38·3	39·5	46·4	39·9	37·1	6·9	6·2	5·7	5·9	4·9
Amérique du Nord—										
Etats-Unis	312·3	369·2	490·5	424·8	496·9	56·7	58·1	60·6	62·7	66·1
Autres	16·3	17·9	17·2	17·4	17·1	3·0	2·8	2·1	2·6	2·3
Amérique du Sud	18·5	28·4	24·9	21·8	21·0	3·4	4·5	3·1	3·2	2·8
Asie	26·5	33·5	45·3	32·6	38·1	4·8	5·3	5·6	4·8	5·1
Océanie	12·0	16·0	22·3	16·2	18·6	2·2	2·5	2·8	2·4	2·5
Afrique	9·7	7·7	15·0	5·5	8·2	1·8	1·2	1·9	0·8	1·1
Totaux, importations	**550·3**	**635·2**	**808·9**	**677·5**	**751·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**
Exportations (canadiennes)										
Europe—										
Royaume-Uni	303·5	395·4	402·1	339·7	328·1	41·9	42·2	40·3	37·2	35·5
Autres	47·7	78·0	71·8	78·1	57·9	6·6	8·3	7·2	8·5	6·3
Amérique du Nord—										
Etats-Unis	261·7	333·9	360·0	345·9	380·4	36·1	35·6	36·1	37·9	41·1
Autres	21·3	24·0	30·0	27·0	28·7	2·9	2·6	3·0	3·0	3·1
Amérique du Sud	12·6	12·8	19·4	14·1	16·2	1·7	1·4	2·0	1·5	1·8
Asie	28·9	32·3	42·8	36·6	44·8	4·0	3·4	4·3	4·0	4·8
Océanie	32·2	40·5	47·1	51·2	46·1	4·4	4·3	4·7	5·6	5·0
Afrique	17·1	20·9	24·2	20·8	22·7	2·4	2·2	2·4	2·3	2·4
Totaux, exportations	**725·0**	**937·8**	**997·4**	**913·4**	**924·9**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**

Importations en provenance des principaux pays.—Le tableau 5 indique la prédominance des deux grands pays de langue anglaise comme source d'approvisionnement des importations canadiennes. Les sous-sections 3 et 4 de cette section couvrent d'une manière plus complète le commerce avec ces deux principaux pays. Le pourcentage des importations provenant des pays qui fournissent au Canada d'importantes matières premières pour l'industrie tend à s'élever en raison de l'activité industrielle croissante du pays. Particulièrement remarquables sont les augmentations de nos achats des pays de l'Empire. Le tableau 6 de ce chapitre donne la valeur des importations provenant de tous les pays importants ces dernières années.

5.—Commerce du Canada (à l'exclusion de l'or), 1936-39, par principaux pays

NOTA.—Pays placés par ordre d'importance en 1939

Rang				Pays	Valeur (milliers de dollars)				P.c. d'augmentation (+) ou de diminution (−) en 1939 comparativement à—		
1936	1937	1938	1939		1936	1937	1938	1939	1936	1937	1938
				Importations							
1	1	1	1	Etats-Unis	369,142	490,522	424,731	496,898	+34·6	+1·3	+17·0
2	2	2	2	Royaume-Uni	122,971	147,294	119,292	114,007	−7·3	−4·9	−4·4
5	3	3	3	Straits Settlements britann.	9,916	15,796	10,278	13,145	+32·6	−16·8	+27·9
6	4	5	4	Australie	8,871	12,061	9,044	11,269	+27·0	−6·6	+24·6
7	6	6	5	Inde britannique	8,245	9,469	8,455	10,358	+25·6	+9·4	+22·5
3	5	4	6	Allemagne	11,189	11,983	9,930	8,947	−20·4	−25·3	−9·9
11	15	7	7	Guyane britannique	5,125	5,587	7,113	6,891	+34·5	+23·3	−3·1
9	8	10	8	Belgique	6,138	7,866	6,181	6,772	+10·3	−13·9	+ 9·6
8	10	11	9	France	6,451	6,695	6,105	6,028	−6·6	−10·0	−1·3
13	16	8	10	Colombie	4,670	4,790	6,903	5,437	+16·4	+13·5	−21·2
16	14	12	11	Japon	4,297	5,875	4,643	4,864	+13·2	−17·2	+ 4·8
4	12	25	12	Argentine	10,787	6,242	2,149	4,406	−59·2	−29·4	+105·0
12	13	9	13	Jamaïque	4,898	5,881	6,192	4,357	−11·0	−25·9	−29·6
14	9	13	14	Nouvelle-Zélande	4,574	7,579	4,562	4,266	−6·7	−43·7	−6·5
26	7	28	15	Sud-Africain britannique	2,083	8,245	1,991	3,991	+91·6	−51·6	+100·5
19	23	26	16	Barbades	3,665	3,233	2,132	3,874	+5·7	+19·8	+81·7
15	22	14	17	Pays-Bas	4,464	3,359	3,756	3,796	−15·0	+13·0	+1·1
18	11	15	18	Ceylan	3,701	6,366	3,679	3,562	−3·8	−44·0	−3·2
22	19	16	19	Suisse	2,582	3,446	3,488	3,459	+34·0	+ 0·4	−0·8
23	27	21	20	Iles Fidji	2,370	2,450	2,394	2,777	+17·2	+13·3	+16·0
				Totaux, 20 pays ci-dessus	596,139	764,739	643,018	719,104	+20·6	−6·0	+11·9
				Grands totaux, importations	635,191	808,896	677,451	751,055	+18·2	−7·2	+10·9
				Empire Britannique	189,319	236,596	186,099	188,900	−0·2	−20·2	+1·5
				Pays étrangers	445,872	572,300	491,352	562,155	+26·1	−1·8	+14·4
				Exportations							
2	2	2	1	Etats-Unis	333,917	360,012	270,461	380,392	+13·9	+ 5·7	+40·6
1	1	1	2	Royaume-Uni	395,352	402,062	339,689	328,099	−17·0	−18·4	−3·4
3	3	3	3	Australie	26,211	30,597	32,982	32,029	+22·2	+4·7	−2·9
5	4	4	4	Japon	19,750	25,799	20,770	28,168	+4·26	+9·2	+35·6
6	6	7	5	Sud-Africain britannique	14,674	16,600	15,547	17,965	+22·4	+8·2	+15·6
7	7	6	6	Nouvelle-Zélande	12,486	14,689	16,371	11,954	−4·3	−18·6	−27·0
12	13	12	7	Norvège	6,631	6,223	7,854	10,904	+64·4	+75·2	+38·8
10	10	11	8	Terre-Neuve	7,446	9,126	8,403	8,506	+14·2	−6·8	+1·2
11	9	5	9	Allemagne	6,728	11,737	18,261	7,869	+17·0	−33·0	−56·9
8	8	8	10	Pays-Bas	11,871	12,521	10,267	7,357	−38·0	−41·2	−28·3
4	5	9	11	Belgique	22,891	17,011	9,555	7,261	−68·3	−57·3	−24·0
9	11	10	12	France	10,815	8,362	9,152	6,973	−35·5	−16·6	−23·8
23	15	19	13	Inde Britannique	2,473	4,652	2,986	5,396	+118·2	+16·0	+80·7
16	14	18	14	Brésil	3,628	5,003	3,522	4,407	+21·5	−11·9	+25·1
20	18	15	15	Jamaïque	3,261	4,113	4,442	4,313	+32·3	+ 4·9	−2·9
19	21	13	16	Suède	3,356	2,979	5,411	4,284	+27·7	+43·8	−20·8
21	19	17	17	Trinidad et Tobago	2,797	3,896	3,714	4,211	+50·6	+8·1	+13·4
18	12	14	18	Argentine	3,426	7,294	4,675	4,117	+20·2	−43·6	−11·9
15	16	16	19	Irlande (Eire)	3,671	4,425	4,440	3,597	−2·0	−18·7	−19·0
22	20	22	20	Mexique	2,588	3,419	2,340	3,004	+16·1	−21·1	+28·4
				Totaux, 20 pays ci-dessus	893,972	950,520	790,842	880,806	−1·4	−7·3	+11·4
				Grands totaux, exportations domestiques	937,825	997,367	837,584	924,926	−1·4	−7·3	+10·4
				Empire Britannique	479,646	506,221	442,902	430,806	−10·2	−14·9	−2·7
				Pays étrangers	458,179	491,146	394,682	494,120	+7·8	+0·6	+25·2

Exportations aux principaux pays.—Comme pour les importations, les Etats-Unis et le Royaume-Uni sont les principaux clients du Canada, absorbant à eux seuls 76·6 p.c. de nos exportations en 1939. Si nos exportations vers les pays de la zone belligérante ont diminué vers la fin de l'année, nos exportations vers les petits pays de l'Empire et à certains pays de l'Amérique du Sud ont augmenté de

façon très satisfaisante. Le tableau 7 fait voir la valeur des exportations canadiennes à tous les pays les plus importants ces dernières années.

Il importe toutefois de noter attentivement que dans les chiffres des exportations canadiennes, par pays, toutes les marchandises indiquées comme ayant été exportées à certains pays n'y ont peut-être pas été consommées, tandis que d'autre part certains pays peuvent en définitive acheter et consommer plus de marchandises canadiennes que les statistiques de nos exportations ne le fassent voir. Dans bien des cas, le pays de destination ultime n'est pas connu au moment du départ des marchandises du Canada et, en conséquence, les exportations vers des pays tels que le Royaume-Uni, qui maintient un fort commerce d'entreposage, sont plus élevées qu'elles ne le seraient si elles étaient attribuées à leurs pays de destination finale. Les exportations vers d'autres pays, tels que la Suisse (qui reçoit les marchandises canadiennes par voies indirectes), seraient proportionnellement plus élevées que les statistiques des exportations canadiennes ne l'indiquent.

6.—Importations totales par pays, 1936-39

Pays	1936	1937	1938	1939
	$	$	$	$
Empire Britannique				
Royaume-Uni	122,971,264	147,291,551	119,292,430	114,007,403
Irlande (Eire)	57,081	46,575	27,097	133,102
Aden	489	5,251	8,626	2,862
Afrique—britannique de l'Est	2,630,896	3,413,139	1,734,911	2,626,308
britannique du Sud	2,083,101	8,245,924	1,991,295	3,990,881
Rhodesia du Sud	717,437	857,346	3,175	717
britannique de l'Ouest—Gambie	6	39	Nil	Nil
Côte de l'or	1,076,638	1,108,588	630,751	250,940
Nigérie	419,732	572,785	362,069	54,395
Sierra Leone	6,231	4,423	11,287	5,007
Autres	Nil	851	Nil	243
Bermudes	160,157	75,591	68,529	65,244
Indes orientales britanniques.—Inde britann.	8,245,194	9,468,958	8,181,479	9,807,576
Birmanie	Nil	Nil	273,276	550,850
Ceylan	3,701,465	6,366,499	3,678,529	3,562,391
Straits Settle.	9,916,328	15,796,187	10,277,630	13,144,970
Autres	72,383	48,967	127,392	112,031
Guyane britannique	5,125,210	5,586,902	7,113,453	6,891,319
Honduras britannique	95,536	43,114	102,198	97,178
Soudan britannique	25,361	24,535	27,189	19,218
Antilles britanniques—Barbade	3,665,104	3,234,799	2,131,749	3,874,026
Jamaïque	4,897,824	5,880,768	6,192,385	4,357,494
Trinidad et Tobago	2,888,486	1,540,978	2,352,406	2,668,420
Autres	1,853,345	1,578,833	2,382,849	1,579,563
Iles Falkland	Nil	2	30	23
Gibraltar	"	8	152	179
Hong-Kong	701,979	780,901	784,756	782,062
Malte	552	453	1,755	5,758
Terre Neuve	2,144,532	2,510,575	2,194,196	1,955,307
Océanie—Australie	8,871,119	12,061,259	9,043,630	11,268,594
Fidji	2,370,408	2,449,651	2,393,918	2,777,401
Nouvelle-Zélande	4,574,078	7,579,052	4,561,824	4,266,131
Autres, Océanie britannique	475	Nil	16,285	Nil
Palestine	46,610	21,334	131,353	42,677
Totaux, Empire Britannique	**189,319,021**	**236,595,838**	**186,098,604**	**188,900,276**
Pays étrangers				
Abyssinie	6,860	3,790	2,180	2,020
Afghanistan	Nil	Nil	Nil	Nil
Albanie	621	"	2,153	"
Argentine	10,787,360	6,242,263	2,149,160	4,406,456
Autriche	378,015	429,069	83,108	Nil
Belgique	6,137,830	7,866,267	6,180,793	6,778,343
Congo belge	8,692	5,834	1,427	469
Bolivie	40,519	58,495	8,360	2,510
Brésil	874,613	847,805	768,915	1,111,291
Bulgarie	2,325	15,156	353	2,669
Chili	97,314	67,744	178,522	226,158
Chine	3,733,062	4,451,608	2,466,186	2,775,861

6.—Importations totales par pays, 1936-39—fin

Pays	1936	1937	1938	1939
Pays étrangers—fin	$	$	$	$
Colombie	4,669,526	4,790,298	6,903,426	5,437,078
Costa Rica	55,334	77,691	76,131	124,471
Cuba	452,357	835,274	439,924	888,649
Tchécoslovaquie	2,247,011	2,882,224	2,528,353	191,291
Danemark	152,077	181,461	173,787	197,169
Groenland	229,010	557,043	511,601	255,350
Equateur	54,982	36,955	27,715	17,891
Egypte	598,227	617,309	546,825	1,030,102
Estonie	23,933	27,054	20,106	20,287
Finlande	54,967	94,462	68,481	87,707
France	6,451,025	6,695,112	6,104,841	6,027,204
Afrique française	54,511	55,439	64,692	67,203
Indes orientales françaises	77,063	72,772	217,532	189,649
Guyane française	Nil	960	Nil	1,424
Océanie française	2,246	3,693	905	7,631
Antilles françaises	496	1,647	617	Nil
Madagascar	47,643	29,378	36,138	36,115
St-Pierre et Miquelon	17,143	22,373	10,353	5,338
Allemagne	11,188,646	11,982,695	9,930,456	8,947,155
Grèce	66,903	59,156	29,472	39,676
Guatémala	23,106	52,270	84,862	163,698
Haïti	99,458	58,983	62,011	51,579
Honduras	41,008	66,712	37,896	16,502
Hongrie	95,087	163,636	161,373	154,552
Islande	552	403	3,403	9,132
Irak (Mésopotamie)	374,788	287,153	303,244	479,398
Italie	1,184,105	3,425,772	2,631,434	2,354,135
Tripoli	Nil	384	344	549
Afrique italienne, autres	"	Nil	Nil	31
Japon	4,296,558	5,874,940	4,642,762	4,864,090
Corée	500	534	1,311	1,291
Lettonie	10,942	8,807	15,422	9,571
Libérie	Nil	Nil	38,346	32,348
Lithuanie	9,989	1,715	384	5,496
Mexique	948,925	623,806	576,393	479,150
Maroc	24,096	13,549	69,209	38,087
Pays-Bas	4,463,685	3,359,469	3,755,896	3,795,085
Indes néerlandaises	915,743	902,295	785,719	775,388
Guyane néerlandaise	Nil	Nil	Nil	596
Antilles néerlandaises	207,918	49	69	269,533
Nicaragua	140	1,151	Nil	315
Norvège	685,634	750,309	733,179	680,345
Panama	8,613	5,295	16,170	72,660
Paraguay	94,123	37,495	58,821	100,170
Perse (Iran)	163,160	173,124	84,259	71,471
Pérou	5,517,807	4,585,772	3,004,743	601,224
Pologne et Dantzig	121,323	230,770	261,382	178,978
Portugal	252,232	369,772	272,140	274,726
Açores et Madère	143,526	151,284	179,280	152,926
Afrique portugaise	Nil	23,862	676	2,845
Asie portugaise	"	Nil	1,567	1,737
Roumanie	162,058	97,313	43,675	30,498
Russie (U.R.S.S.)	80,068	661,322	256,284	442,948
Salvador	30,122	Nil	16,528	44,945
Saint Domingue (République Dominicaine)	Nil	32	341	16,011
Siam (Thaïland)	160,071	53,020	9,962	41,640
Espagne	1,129,315	939,555	793,307	662,516
Iles Canaries	10,258	4,152	14,272	8,718
Afrique espagnole	Nil	Nil	Nil	Nil
Suède	1,716,601	2,427,178	2,114,030	2,289,220
Suisse	2,582,497	3,445,841	3,488,186	3,459,279
Syrie	2,588	6,591	12,602	3,074
Turquie	226,617	313,378	250,987	404,938
Etats-Unis	369,141,513	490,504,978	424,730,567	496,898,466
Alaska	86,784	55,139	101,570	153,560
Iles Vierges américaines	Nil	Nil	Nil	52
Guam	"	42	"	Nil
Hawaii	170,726	218,831	145,191	287,770
Iles Philippines	923,144	671,956	385,911	450,867
Porto Rico	36,837	7,578	5,621	6,547
Uruguay	116,535	184,093	136,530	307,711
Venezuela	1,022,339	2,467,185	1,468,752	1,943,103
Yougoslavie	80,421	61,965	63,627	188,620
Totaux, pays étrangers	**445,871,823**	**572,300,487**	**491,352,750**	**562,155,258**
Grands totaux	**635,190,844**	**808,896,325**	**677,451,354**	**751,055,534**

7.—Exportations domestiques (à l'exclusion de l'or) par pays, 1936-39

Pays	1936	1937	1938	1939
	$	$	$	$
Empire Britannique				
Royaume-Uni	395,351,950	402,062,094	339,688,685	328,099,242
Irlande (Eire)	3,670,691	4,425,293	4,439,543	3,596,563
Aden	94,169	131,252	89,033	140,015
Afrique—Britannique de l'Est	704,297	996,069	676,164	792,868
Britannique du Sud	14,673,847	16,599,591	15,546,687	17,965,280
Rhodésia du Sud	790,716	1,160,707	1,074,391	1,136,469
Britannique de l'Ouest—Gambie	36,936	65,163	19,555	18,510
Côte de l'Or	236,817	470,075	183,567	224,210
Nigérie	155,004	279,958	81,210	64,231
Sierra Leone	213,036	292,477	191,617	149,057
Autres	152	Nil	Nil	Nil
Bermudes	1,345,325	1,549,540	1,413,846	1,369,015
Indes orientales britanniques—Inde britann.	2,473,466	4,051,994	2,863,058	5,165,873
Birmanie	Nil	Nil	123,410	229,765
Ceylan	122,719	236,356	192,118	438,379
Straits Settle.	1,392,695	2,715,314	2,448,040	2,782,401
Autres	3,918	9,101	5,450	5,803
Guyane britannique	1,143,512	1,489,686	1,397,862	1,586,489
Honduras britannique	229,739	289,681	279,563	222,868
Soudan britannique	89,072	142,094	210,181	34,548
Antilles britanniques—Barbade	1,114,504	1,272,532	1,077,350	1,604,425
Jamaïque	3,260,729	4,112,842	4,442,408	4,313,025
Trinidad et Tobago	2,796,575	3,896,260	3,714,336	4,210,742
Autres	1,450,473	1,915,386	1,777,553	1,608,058
Iles Falkland	Nil	276	1,074	14
Gibraltar	19,162	6,670	7,024	9,472
Hong-Kong	1,149,758	1,850,879	2,223,249	1,463,307
Malte	319,338	367,519	402,860	381,571
Terre Neuve	7,446,274	9,125,666	8,403,377	8,506,242
Océanie—Australie	26,210,712	30,596,568	32,982,051	32,028,744
Fidji	355,167	515,976	367,200	455,777
Nouvelle Zélande	12,486,214	14,689,322	16,370,857	11,953,931
Autres, Océanie britannique	21,223	13,595	45,394	19,671
Palestine	287,838	291,265	163,724	229,981
Totaux, Empire Britannique	**479,646,028**	**506,221,201**	**442,902,437**	**430,806,546**
Pays étrangers				
Abyssinie	358	Nil	Nil	Nil
Afghanistan	98	"	"	"
Albanie	615	2,401	7,982	339
Argentine	3,426,051	7,294,191	4,675,489	4,116,923
Autriche	34,300	50,701	8,369	Nil
Belgique	22,890,849	17,011,087	9,555,209	7,260,981
Congo belge	76,404	115,662	106,473	108,467
Bolivie	94,401	133,150	117,482	121,987
Brésil	3,627,931	5,002,552	3,521,766	4,406,789
Bulgarie	1,991	32,989	8,568	8,037
Chili	893,598	928,178	604,373	956,592
Chine	4,736,315	4,152,354	2,885,072	2,636,386
Colombie	1,064,660	1,443,768	1,270,196	1,780,851
Costa Rica	90,508	108,501	99,248	145,526
Cuba	1,343,896	1,868,343	1,185,934	1,497,352
Tchécoslovaquie	154,169	855,128	3,164,222	180,632
Danemark	1,645,593	1,088,507	1,528,137	1,580,940
Groenland	Nil	Nil	Nil	Nil
Equateur	154,485	72,103	51,514	61,045
Egypte	434,992	393,017	395,791	369,018
Estonie	6,042	1,589	1,706	12,689
Finlande	637,666	553,364	482,402	317,544
France	10,815,075	8,361,981	9,152,226	6,973,358
Afrique française	74,372	140,737	803,691	105,501
Indes orientales françaises	9,439	22,767	28,065	361,714
Guyane française	81,269	14,137	6,128	420
Océanie française	93,302	97,731	80,394	82,902
Antilles françaises	178,341	197,202	172,409	74,797
Madagascar	13,365	12,681	9,099	15,879
St-Pierre et Miquelon	345,596	299,158	270,173	256,182
Allemagne	6,728,166	11,737,187	18,260,567	7,868,966
Grèce	3,504,317	365,146	1,564,675	270,803
Guatémala	112,526	88,498	119,527	190,165
Haïti	164,115	164,718	120,266	105,107
Honduras	128,955	175,763	169,635	193,495
Hongrie	2,181	9,373	3,543	683
Islande	15,591	26,401	17,705	74,795
Irak (Mésopotamie)	20,780	26,678	40,289	41,990

7.—Exportations domestiques (à l'exclusion de l'or) par pays, 1936-39—fin

Pays	1936	1937	1938	1939
	$	$	$	$
Pays étrangers—fin				
Italie	4,110,105	2,748,408	1,745,343	2,231,342
Tripoli	Nil	Nil	Nil	Nil
Afrique italienne, autres	"	"	"	208
Japon	19,750,132	25,798,857	20,770,130	28,167,607
Corée	2,576	3,669	489	113
Lettonie	106,488	119,304	275,608	666,298
Libérie	12,221	19,194	19,947	24,328
Lithuanie	1,461	1,380	912,393	64,325
Mexique	2,588,512	3,419,192	2,339,583	3,003,750
Maroc	1,867,274	1,417,940	97,194	92,853
Pays-Bas	11,871,198	12,520,989	10,267,088	7,356,924
Indes néerlandaises	652,380	722,442	902,475	1,057,121
Guyane néerlandaise	54,938	51,209	38,941	42,490
Antilles néerlandaises	174,611	185,678	203,990	179,033
Nicaragua	70,047	76,266	74,970	90,288
Norvège	6,630,564	6,223,370	7,854,175	10,903,889
Panama	341,600	376,421	304,270	262,706
Paraguay	3,984	10,278	10,993	5,748
Perse (Iran)	82,115	141,940	79,823	135,281
Pérou	1,008,165	1,236,661	892,089	1,244,776
Pologne et Dantzig	406,835	869,859	1,034,735	1,280,489
Portugal	131,847	270,752	135,274	169,532
Açores et Madère	16,863	5,942	3,895	7,316
Afrique portugaise	1,536,320	2,104,365	1,394,533	1,630,508
Asie portugaise	33	1,392	1,251	1,234
Roumanie	36,676	55,143	41,977	13,412
Russie (U.R.S.S.)	7,780	456,961	936,961	275,314
Salvador	85,484	59,219	47,243	77,445
Saint Domingue (République Dominicaine)	166,205	137,138	296,232	111,616
Siam (Thailand)	11,983	26,001	20,461	44,107
Espagne	469,160	3,638	100,938	210,819
Iles Canaries	20,283	6,703	2,524	22
Afrique espagnole	13,400	3,216	Nil	Nil
Suède	3,356,283	2,979,369	5,411,427	4,283,892
Suisse	410,617	617,942	735,584	1,849,761
Syrie	87,022	98,944	63,616	58,284
Turquie	1,357	19,347	1,916,262	244
Etats-Unis	333,916,949	360,012,143	270,461,189	380,392,047
Alaska	197,531	183,821	120,224	125,828
Iles Vierges américaines	59,618	36,179	34,221	43,365
Guam	2,127	1,349	2,954	785
Hawaii	1,313,112	1,166,786	1,363,558	1,607,951
Iles Philippines	1,404,520	1,884,299	1,465,089	1,819,075
Porto Rico	314,941	423,298	329,042	548,441
Uruguay	405,293	433,925	215,830	138,126
Venezuela	870,658	1,320,430	1,256,162	1,702,267
Yougoslavie	5,325	46,615	12,472	19,743
Totaux, pays étrangers	**458,178,905**	**491,145,717**	**394,681,480**	**494,119,558**
Grands totaux	**937,824,933**	**997,366,918**	**837,583,917**	**924,926,104**

Sous-section 3.—Commerce avec le Royaume-Uni et l'Empire Britannique

Commerce avec le Royaume-Uni.—Tel que mentionné dans l'introduction de cette section et dans la sous-section 1, le commerce du Canada, pendant de nombreuses années, s'est fait surtout avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis, deux grands pays marchands, dont les populations parlent la langue anglaise et dont le degré d'aisance et les goûts sont identiques à ceux des Canadiens. A l'époque de la Confédération, les exportations canadiennes, suivant l'orientation établie par le traité de réciprocité qui expira en 1866, s'acheminaient principalement vers les Etats-Unis. Toutefois, la proportion de nos exportations se dirigeant vers les Etats-Unis déclina par la suite tandis que celle à destination du Royaume-Uni augmenta, de sorte que vers 1890 le Royaume-Uni était devenu notre principal débouché,

pour le demeurer jusqu'en 1920. Le développement des grandes plaines agricoles de l'Ouest a été la cause de ce changement, l'excédent de notre production de denrées alimentaires étant exporté vers le Royaume-Uni. Durant la guerre de 1914–18, le Canada exporta au Royaume-Uni de grandes quantités de denrées alimentaires, de matières premières et de matériel de guerre, tandis que ses importations des Etats-Unis grossirent proportionnellement, comprenant divers matériaux devant servir à l'effort de guerre. Depuis 1920, aucune tendance définie ne semble faire du Royaume-Uni ou des Etats-Unis le principal marché d'exportation canadien, bien qu'il faille s'attendre qu'au cours de la guerre actuelle nos exportations au Royaume-Uni augmentent de nouveau considérablement.

Au temps de la Confédération, le Royaume-Uni était la principale source des importations canadiennes et jusqu'en 1875 ce pays nous a fourni la moitié ou plus de nos besoins. Les Etats-Unis prirent les devants en 1876 pour y rester jusqu'en 1883. Les importations de ce pays ont dépassé la moitié du total de 1877 à 1879 et continuellement depuis 1896. C'est dû largement à la proximité des deux pays, à l'accroissement de la population de part et d'autre, à la communauté de langue et à la similarité de goûts et de conditions économiques. La proportion d'importations en provenance du Royaume-Uni a généralement eu une tendance à diminuer depuis 1872, bien qu'après l'institution de la préférence britannique en 1897 la valeur réelle de nos importations du Royaume-Uni ait augmenté jusqu'à la guerre de 1914–18. (Voir sous Tarif préférentiel et commerce impérial, p. 422). Même durant la grande période d'expansion avant 1914, à l'époque où d'énormes capitaux anglais étaient placés au Canada, la proportion de nos importations du Royaume-Uni tendait à fléchir, tandis que le contraire se produisait dans le cas des Etats-Unis. Durant la guerre de 1914–18, alors que les ressources du Royaume-Uni étaient absorbées par la lutte, nos importations de cette source tombèrent aussi bas que 8 p.c. l'année fiscale 1919, tandis que nos importations des Etats-Unis atteignaient environ 82 p.c. du total. Depuis lors, la proportion de nos importations du Royaume-Uni a été généralement un peu plus basse et celle de nos importations des Etats-Unis plus élevée qu'au cours de la période qui a précédé 1914, bien que durant la dépression de 1929–33, comme résultat des accords d'Ottawa et de la suspension des importations d'outillage lourd des Etats-Unis, la tendance ait été renversée, du moins temporairement.

La valeur de nos échanges commerciaux avec le Royaume-Uni, certaines années fiscales depuis 1886 à 1921 et les années civiles à compter de 1926, est indiquée au tableau 8, p. 421. Les denrées qui composent les échanges, les années civiles1936-39, sont indiquées en détail dans les tableaux **16** et **17** de ce chapitre.

Commerce avec l'Empire Britannique.—En général, ce commerce comporte une plus forte proportion d'exportations que d'importations. Le pourcentage des échanges commerciaux avec les pays de l'Empire en dehors du Royaume-Uni a augmenté considérablement depuis 1886. L'armature industrielle du Canada exige des quantités croissantes de matières premières des autres pays de l'Empire, lesquels, en retour, offrent un marché sans cesse grandissant aux produits ouvrés et spécialisés du Canada. Un relevé de la valeur et de la proportion de notre commerce avec l'Empire Britannique les années représentatives depuis 1886 est donné au tableau **8.**

8.—Commerce (à l'exclusion de l'or) avec l'Empire Britannique et les pays étrangers

Item et année	Commerce canadien avec—					
	le Royaume-Uni	les Etats-Unis	les autres pays de l'Empire	les autres pays étrangers	Total, avec l'Empire	Total, avec les pays étrangers
	$	$	$	$	$	$
IMPORTATIONS						
Terminée le 31 mars—						
1886	39,033,006	42,818,651	2,383,560	11,756,920	41,416,566	54,575,571
1891	42,018,943	52,033,477	2,318,109	15,163,425	44,337,052	67,196,902
1896	32,824,505	53,529,390	2,388,647	16,618,619	35,213,152	70,148,009
1901	42,820,334	107,377,906	3,832,894	23,899,785	46,653,228	131,277,691
1906	69,183,915	169,256,452	14,605,519	30,694,394	83,789,434	199,950,846
1911	109,934,753	275,824,265	19,532,894	47,432,691	129,467,647	323,256,956
1916	77,404,361	370,880,549	27,825,616	32,090,608	105,229,977	402,971,157
1921	213,973,562	856,176,820	52,029,126	117,979,374	266,002,688	974,156,194
Terminée le 31 décembre—						
1926	164,707,111	668,747,247	49,907,305	124,980,248	214,614,416	793,727,495
1927	182,080,454	707,224,326	58,354,597	139,458,553	240,435,051	846,682,879
1928	190,756,736	825,651,549	63,401,247	142,508,384	254,157,983	968,159,933
1929	194,777,650	893,585,482	62,321,200	148,308,360	257,098,850	1,041,893,842
1930	162,632,466	653,676,496	65,219,110	126,951,407	227,851,576	780,627,903
1931	109,468,081	393,775,289	42,531,841	82,323,175	151,999,922	476,098,464
1932	93,508,143	263,549,346	34,549,472	61,007,296	128,057,615	324,556,642
1933	97,878,232	217,291,498	34,806,405	51,238,176	132,684,637	268,529,674
1934	113,415,984	293,779,813	43,650,726	62,622,974	157,066,710	356,402,787
1935	116,670,227	312,416,604	57,218,583	64,009,137	173,888,810	376,425,741
1936	122,971,264	369,141,513	66,347,757	76,730,310	189,319,021	445,871,823
1937	147,291,551	490,504,978	89,304,287	81,795,509	236,595,838	572,300,487
1938	119,292,430	424,730,567	66,806,174	66,622,183	186,098,604	491,352,750
1939	114,007,409	496,898,466	74,892,867	65,256,792	188,900,276	562,155,258
EXPORTATIONS (DOMESTIQUES)						
Terminée le 31 mars—						
1886	36,694,263	34,284,490	3,262,803	3,515,148	39,957,066	37,799,638
1891	43,243,784	37,743,420	3,893,419	3,791,105	47,137,203	41,534,525
1896	62,717,941	37,789,481	4,048,198	5,152,185	66,766,139	42,941,666
1901	92,857,525	67,983,673	7,890,572	8,699,616	100,748,097	76,683,289
1906	127,456,465	83,546,306	10,964,757	13,516,428	138,421,222	97,062,734
1911	132,156,924	104,115,823	16,810,518	21,233,288	148,967,442	125,349,111
1916	451,852,399	201,106,488	30,677,334	57,974,417	482,529,733	259,080,905
1921	312,844,871	542,322,967	90,607,348	243,388,515	403,452,219	785,711,482
Terminée le 31 décembre—						
1926	459,223,468	457,877,594	95,700,986	248,439,477	554,924,454	706,317,071
1927	409,546,331	466,887,149	90,209,208	243,954,310	499,755,539	710,841,459
1928	446,128,667	481,531,086	99,227,726	312,522,083	545,356,393	794,053,169
1929	290,294,564	492,685,606	105,006,494	264,429,666	395,301,058	757,115,272
1930	235,213,959	373,424,236	81,128,537	173,917,029	316,342,496	547,341,265
1931	170,597,455	240,196,849	49,183,951	127,675,185	219,781,406	367,872,034
1932	178,171,680	158,705,050	38,985,273	114,021,109	217,156,953	272,726,159
1933	210,697,224	168,242,840	44,483,457	106,026,008	255,180,681	274,268,848
1934	270,491,857	218,597,071	64,926,281	95,299,027	335,418,138	313,896,098
1935	303,500,846	261,685,372	74,143,267	85,647,974	377,644,113	347,333,346
1936	395,351,950	333,916,949	84,294,078	124,261,956	479,646,028	458,178,905
1937	402,062,094	360,012,143	104,159,107	131,133,574	506,221,201	491,145,717
1938	339,688,685	270,461,189	103,213,752	124,220,291	442,902,437	394,681,480
1939	328,099,242	380,392,047	102,707,304	113,727,511	430,806,546	494,119,558

8.—Commerce (à l'exclusion de l'or) avec l'Empire Britannique et les pays étrangers—fin

Item et année	Pourcentage de commerce canadien avec					
	le Royaume-Uni	les Etats-Unis	les autres pays de l'Empire	les autres pays étrangers	Total, avec l'Empire	Total, avec les pays étrangers
IMPORTATIONS						
Terminée le 31 mars—						
1886	40·7	44·6	2·5	12·2	43·2	56·8
1891	37·7	46·7	2·1	13·5	39·8	60·2
1896	31·2	50·8	2·2	15·8	33·4	66·6
1901	24·1	60·3	2·2	13·4	26·3	73·7
1906	24·4	59·6	5·1	10·9	29·5	70·5
1911	24·3	60·8	4·4	10·5	28·7	71·3
1916	15·2	73·0	5·5	6·3	20·7	79·3
1921	17·3	69·0	4·2	9·5	21·5	78·5
Terminée le 31 décembre—						
1926	16·3	66·3	5·0	12·4	21·3	78·7
1927	16·7	65·1	5·4	12·8	22·1	77·9
1928	15·6	67·5	5·2	11·7	20·8	79·2
1929	15·0	68·8	4·8	11·4	19·8	80·2
1930	16·1	64·8	6·5	12·6	22·6	77·4
1931	17·4	62·7	6·8	13·1	24·2	75·8
1932	20·7	58·2	7·6	13·5	28·3	71·7
1933	24·4	54·2	8·7	12·7	33·1	66·9
1934	22·1	57·2	8·5	12·2	30·6	69·4
1935	21·2	56·8	10·4	11·6	31·6	68·4
1936	19·4	58·1	10·4	12·1	29·8	70·2
1937	18·2	60·7	11·0	10·1	29·2	70·8
1938	17·6	62·7	9·9	9·8	27·5	72·5
1939	15·2	66·1	10·0	8·7	25·2	74·8
EXPORTATIONS (DOMESTIQUES)						
Terminée le 31 mars—						
1886	47·2	44·1	4·2	4·5	51·4	48·6
1891	48·8	42·6	4·4	4·2	53·2	46·8
1896	57·2	34·4	3·7	4·7	60·9	39·1
1901	52·3	38·3	4·5	4·9	56·8	43·2
1906	54·2	35·5	4·6	5·7	58·8	41·3
1911	48·2	38·0	6·1	7·7	54·3	45·7
1916	60·9	27·1	4·2	7·8	65·1	34·9
1921	26·3	45·6	7·6	20·5	33·9	66·1
Terminée le 31 décembre—						
1926	36·4	36·3	7·6	19·7	44·0	56·0
1927	33·8	38·6	7·5	20·1	41·3	58·7
1928	33·3	36·0	7·4	23·3	40·7	59·3
1929	25·2	42·8	9·1	22·9	34·3	65·7
1930	27·2	43·3	9·4	20·1	36·6	63·4
1931	29·0	40·9	8·4	21·7	37·4	62·6
1932	36·4	32·4	7·9	23·3	44·3	55·7
1933	39·8	31·8	8·4	20·0	48·2	51·8
1934	41·6	33·7	10·0	14·7	51·6	48·4
1935	41·9	36·1	10·2	11·8	52·1	47·9
1936	42·1	35·6	9·0	13·3	51·1	48·9
1937	40·3	36·1	10·4	13·2	50·7	49·3
1938	40·6	32·3	12·3	14·8	52·9	47·1
1939	35·5	41·1	11·1	12·3	46·6	53·4

Tarif préférentiel et commerce impérial.—Le Canada a été le premier des Dominions britanniques à accorder une préférence aux marchandises produites et manufacturées dans le Royaume-Uni et à accorder la réciprocité tarifaire aux Dominions et possessions britanniques. Cette préférence a été étendue de temps à autre à d'autres parties de l'Empire Britannique jusqu'à ce qu'elle soit devenue maintenant applicable à presque tous les Dominions et autres possessions britanniques. Dans le cas de Terre-Neuve, le Canada accorde, outre la préférence, l'admission en franchise du poisson et des produits poissonniers. Les Antilles britan-

niques reçoivent des concessions spéciales en vertu de l'entente de 1925 mentionnée à la page 390.

Le tarif préférentiel britannique de 1897 a eu pour effet de stimuler le commerce du Canada avec l'Empire. Lorsque la préférence britannique devint en vigueur en 1897, les importations totales du Canada en provenance du Royaume-Uni se montaient à seulement $29,401,000, comparativement à $44,741,000 en 1887 et à $67,997,000 en 1873, de sorte que de 1873 à 1897 les importations du Royaume-Uni ont diminué de $38,596,000 ou 56·7 p.c. Après l'adoption du tarif préférentiel britannique la tendance à la diminution de la valeur des importations provenant du Royaume-Uni a été renversée, bien que nos importations globales provenant du Royaume-Uni eussent continué de diminuer. Les importations des autres pays de l'Empire, qui ne comptaient pas avant 1900, se sont accrues en valeur réelle et proportionnellement aux importations globales

Taux moyens des droits en vertu de la prèfèrence britannique.—Le tableau **11**, p. 425, montre les taux moyens ad valorem de douane sur les importations provenant du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de tous les pays chaque année depuis 1911. La moyenne apparemment plus élevée du taux appliqué aux importations du Royaume-Uni que sur celles des Etats-Unis, malgré le tarif préférentiel accordé aux marchandises britanniques depuis 1897, est due largement aux facteurs suivants: (1) les importations de boissons alcooliques, soumises à des droits très élevés, proviennent en plus grande partie du Royaume-Uni, tandis que celles venant des Etats-Unis sont négligeables; (2) les importations de matières premières pour plus ample transformation au Canada, qui entrent en franchise, forment une partie importante des importations en provenance des Etats-Unis; et (3) les importations imposables en provenance du Royaume-Uni sont en très grande partie des marchandises hautement ouvrées, qui sont sujettes à des taux relativement plus élevés que les marchandises semi-ouvrées pour plus ample transformation au Canada, et qui forment un autre élément très important de nos importations des Etats-Unis. Pour bien faire la comparaison entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis des taux moyens de douane perçus sur les importations ordinaires imposables, il faudrait éliminer les importations de boissons alcooliques et de tabacs ouvrés, tandis que les importations en franchise sous la préférence britannique mais imposables quand elles sont importées des Etats-Unis devraient être ajoutées aux importations imposables du Royaume-Uni. Après ces ajustements logiques, le taux moyen de douane sur les importations du Royaume-Uni s'est trouvé plus faible chaque année depuis 1922, tandis que la différence en faveur du Royaume-Uni s'est accrue de 50 p.c. ou plus ces dernières années. Ce sujet est traité plus en détail aux pp. 58–59 du Rapport préliminaire condensé sur le commerce du Canada, 1936, et aux pages 525–526 de l'Annuaire de 1937.

9.—Importations imposables et en franchise en provenance des principaux pays de l'Empire Britannique et étrangers, 1938 et 1939

NOTA.—Ce tableau continue la série des tableaux 17 et 18 du chapitre sur le Commerce Extérieur dans les éditions antérieures de l'Annuaire, mais la répartition entre tarifs général, préférentiel et de traité n'est pas donnée depuis le 31 mars 1939.

Pays	Importations, 1938			Importations, 1939		
	Imposables	En franchise	Totales	Imposables	En franchise	Totales
Empire Britannique	$	$	$	$	$	$
Royaume Uni	54,908,148	64,384,282	119,292,430	52,588,567	61,418,842	114,007,409
Eire	9,244	17,853	27,097	9,737	123,365	133,102
Afrique—						
Britannique de l'Est	183,446	1,551,465	1,734,911	757,284	1,869,024	2,626,308
Britannique du Sud	516,402	1,474,893	1,991,295	784,410	3,206,471	3,990,881
Rhodésia du Sud	2,151	1,024	3,175	717	[1]	717
Côte de l'Or	82,559	548,192	630,751	250,570	370	250,940
Bermudes	7,585	60,944	68,529	7,677	57,567	65,244

[1] Non relevées.

9.—Importations imposables et en franchise en provenance des principaux pays de l'Empire Britannique et étrangers, 1938 et 1939—fin

Pays	Importations, 1938			Importations, 1939		
	Imposables	En franchise	Totales	Imposables	En franchise	Totales
Empire Britannique—fin						
Indes orientales britanniques—						
Inde Britannique	4,558,352	3,623,127	8,181,479	5,185,048	4,622,528	9,807,576
Birmanie	125,887	147,389	273,276	235,815	315,035	550,850
Ceylan	2,477,962	1,200,567	3,678,529	2,168,566	1,393,825	3,562,391
Straits Settlements	565,735	9,711,895	10,277,630	782,646	12,362,324	13,144,970
Guyane britannique	5,436,989	1,676,464	7,113,453	4,539,671	2,351,648	6,891,319
Antilles britanniques—						
Barbade	741,085	1,390,664	2,131,749	2,376,489	1,497,537	3,874,026
Jamaïque	3,875,724	2,316,661	6,192,385	2,323,200	2,034,294	4,357,494
Trinidad et Tobago	1,776,737	575,669	2,352,406	2,143,327	525,093	2,668,420
Autres	1,394,397	988,452	2,382,849	769,998	809,565	1,579,563
Hong-Kong	586,839	197,917	784,756	615,041	167,021	782,062
Terre-Neuve	14,286	2,179,910	2,194,196	7,881	1,947,426	1,955,307
Océanique britannique—						
Australie	2,505,604	6,538,026	9,043,630	4,717,811	6,550,783	11,268,594
Fidji	2,377,686	16,232	2,393,918	2,775,774	1,627	2,777,401
Nouvelle-Zélande	885,033	3,676,791	4,561,824	142,789	4,123,342	4,266,131
Totaux, Empire Britannique[1]	**83,149,044**	**102,949,560**	**186,098,604**	**83,312,500**	**105,587,776**	**188,900,276**
Pays étrangers						
Argentine	1,466,398	682,762	2,149,160	1,939,251	2,467,205	4,406,456
Belgique	3,732,500	2,448,293	6,180,793	4,154,911	2,623,432	6,778,343
Brésil	637,371	131,544	768,915	817,203	294,088	1,111,291
Chine	2,195,367	270,819	2,466,186	2,525,809	250,052	2,775,861
Colombie	664,532	6,238,894	6,903,426	647,764	4,789,314	5,437,078
Cuba	249,302	190,622	439,924	811,978	76,671	888,649
Tchécoslovaquie	2,446,002	82,351	2,528,353	154,965	36,326	191,291
Danemark	99,022	74,765	173,787	122,857	74,312	197,169
Groenland	[2]	511,601	511,601	[2]	255,350	255,350
Egypte	81,982	464,843	546,825	74,963	955,139	1,030,102
France	4,489,922	1,614,919	6,104,841	4,671,433	1,355,771	6,027,204
Allemagne	7,905,882	2,024,574	9,930,456	6,969,152	1,978,003	8,947,155
Irak	302,839	405	303,244	475,298	4,100	479,398
Italie	2,252,207	379,227	2,631,434	1,937,584	416,551	2,354,135
Japon	3,715,581	927,181	4,642,762	4,038,192	825,898	4,864,090
Mexique	428,200	148,193	576,393	470,771	8,379	479,150
Pays Bas	2,353,131	1,402,765	3,755,896	2,248,197	1,546,888	3,795,085
Indes néerlandaises	595,217	190,502	785,719	640,301	135,087	775,388
Norvège	562,556	170,623	733,179	585,476	94,869	680,345
Pérou	11,626	2,993,117	3,004,743	10,094	591,130	601,224
Russie (U.R.S.S.)	234,554	21,730	256,284	322,432	120,516	442,948
Espagne	570,070	223,237	793,307	518,483	144,033	662,516
Suède	1,850,525	263,505	2,114,030	1,755,292	533,928	2,289,220
Suisse	2,851,499	636,687	3,488,186	2,772,422	686,857	3,459,279
Turquie	202,799	48,188	250,987	228,707	176,231	404,938
Etats-Unis	253,748,519	170,982,048	424,730,567	302,558,696	194,339,770	496,898,466
Iles Philippines	222,968	162,943	385,911	264,664	186,203	450,867
Venezuela	14,192	1,454,560	1,468,752	53,857	1,889,246	1,943,103
Totaux, pays étrangers[1]	**295,946,311**	**195,406,439**	**491,352,750**	**344,158,133**	**217,997,125**	**562,155,258**
Grands totaux	**379,095,355**	**298,355,999**	**677,451,354**	**427,470,633**	**323,584,901**	**751,055,534**

[1] Y compris d'autres pays de moindre importance non spécifiés. [2] Non relevées.

10.—Pourcentage des importations en provenance du Royaume-Uni et des Etats-Unis, respectivement, par rapport aux importations totales, imposables et en franchise, 1911-39

NOTA.—Pour les années 1868 à 1910, voir l'Annuaire de 1927-28, page 515.

Année	Royaume-Uni			Etats-Unis		
	Quota du total imposable	Quota du total en franchise	P.c. du total	Quota du total imposable	Quota du total en franchise	P.c. du total
Terminée le 31 mars—	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
1911	29·8	15·1	24·3	54·1	72·1	60·8
1912	26·7	14·7	22·4	58·7	71·7	73·4
1913	24·5	13·4	20·7	62·6	69·8	65·0
1914	25·0	14·3	21·4	60·8	70·2	64·0
1915	24·3	12·6	19·8	60·3	72·9	65·1
1916	18·0	11·6	15·2	68·9	78·3	73·0
1917	16·4	8·2	12·7	71·9	86·6	78·6
1918	10·7	5·5	8·5	79·6	86·3	82·3
1919	9·5	5·9	8·0	79·1	84·7	81·5
Terminée le 31 décembre—						
1919	10·4	7·4	9·3	75·9	83·5	78·6
1920	20·1	11·7	17·3	64·1	78·6	68·9
1921	18·5	8·6	15·4	63·7	82·0	69·4
1922	22·3	9·1	18·0	61·3	78·4	66·9
1923	21·1	9·4	17·1	61·0	80·4	67·6
1924	23·4	9·0	18·4	56·8	80·3	64·9
1925	23·5	9·2	18·2	57·2	78·4	65·0
1926	21·0	8·1	16·3	59·2	78·8	66·3
1927	21·1	9·1	16·8	58·6	76·3	65·0
1928	19·4	8·8	15·6	62·4	76·9	67·5
1929	18·1	9·2	15·0	64·7	76·5	68·8
1930	18·6	11·7	16·1	62·3	69·4	64·8
1931	19·6	13·1	17·4	60·8	66·3	62·7
1932	22·0	18·2	20·7	56·5	61·2	58·2
1933	22·4	27·2	24·4	55·0	53·0	54·2
1934	20·5	24·2	22·1	58·7	55·2	57·2
1935	18·4	24·7	21·2	61·0	51·4	56·8
1936	16·6	22·8	19·4	63·4	51·6	58·1
1937	15·7	21·2	18·2	66·6	53·7	60·6
1938	14·5	21·6	17·6	66·9	57·4	62·7
1939	12·3	19·0	15·2	70·7	60·1	66·2

11.—Moyenne des droits de douane ad valorem perçus sur les importations imposables[1] et totales en provenance du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de tous les pays, années fiscales 1911-1939

NOTA.—Pour les années fiscales 1868–1910, voir tableau 8, p. 545 de l'Annuaire de 1940. La moyenne des droits ad valorem pour chaque pays en particulier n'est pas connue avant 1939. Ces taux sur les importations de tous pays pour les années 1919–38 se trouvent à la page 20, vol. I, "Rapport Annuel du Commerce du Canada", 1939, publié par le Bureau Fédéral de la Statistique.

Année	R.-U.		E.-U.		Tous pays		Année	R.-U.		E.-U.		Tous pays	
	Imposables	Totales	Imposables	Totales	Imposables	Totales		Imposables	Totales	Imposables	Totales	Imposables	Totales
Terminée le 31 mars	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	Terminée le 31 mars	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
1911	24·6	18·9	24·7	13·7	25·9	16·2	1927	23·9	19·7	23·1	13·2	24·1	15·4
1912	25·0	19·1	25·0	14·8	26·1	16·8	1928	25·6	20·6	23·3	13·5	24·2	15·5
1913	25·1	19·6	24·9	15·8	26·1	17·1	1929	25·9	20·6	23·4	14·1	24·4	15·8
1914	25·2	19·5	24·8	15·6	26·1	17·3	1930	25·5	20·0	23·3	14·4	24·3	15·9
1915	27·1	20·5	25·1	14·2	27·4	16·8	1931	26·9	19·5	24·8	15·2	26·0	16·4
1916	28·4	19·1	25·0	13·5	27·2	15·5	1932	29·2	21·9	27·4	17·9	29·3	19·7
1917	24·9	17·6	22·7	11·4	23·8	13·0	1933	25·8	16·6	28·1	17·4	30·1	19·0
1918	24·3	17·3	20·5	11·1	21·5	12·1	1934	26·2	14·2	28·6	16·8	29·2	16·9
1919	22·3	15·3	20·9	11·6	21·5	12·3	1935	26·2	13·8	27·4	16·3	28·1	16·2
1920	22·1	16·2	22·5	14·0	22·5	14·7	1936	26·7	12·7	26·3	15·6	26·7	14·7
1921	20·9	16·6	20·3	12·9	20·6	14·1	1937	25·8	12·0	23·8	14·3	24·9	13·7
1922	24·8	20·1	23·0	13·9	24·5	16·2	1938	23·8	11·0	23·0	13·6	23·9	13·0
1923	24·5	20·1	22·5	13·8	24·9	16·7	1939	25·3	11·7	22·9	13·8	24·2	13·6
1924	22·3	18·3	22·3	13·2	22·9	15·1	Terminée						
1925	22·1	18·2	23·1	13·0	23·3	15·1	le 31 déc.						
1926	21·6	18·4	23·9	13·2	24·7	15·5	39	27·0	12·4	21·3	13·0	24·2	13·8

[1] Voir texte, p. 423.

Sous-section 4.—Commerce avec les Etats-Unis et autres pays étrangers*

Pour faciliter la comparaison et éviter la répétition, l'importance relative du Royaume-Uni et des Etats-Unis dans le commerce du Canada est étudiée à la sous-section 3, p. 419, consacrée au Royaume-Uni. Un relevé de la valeur et de la proportion du commerce avec les Etats-Unis depuis 1886 est donné au tableau **8.** Les denrées qui entrent dans notre commerce d'importation et d'exportation avec les Etats-Unis sont indiquées aux tableaux **16** et **17.**

Le tableau **13,** p. 430, fait voir notre commerce avec les Etats-Unis par groupes principaux de denrées les deux dernières années fiscales en regard de 1932, 1926 et 1914. L'essor de l'industrie de la pulpe et du papier a exercé une influence importante sur l'augmentation des exportations canadiennes aux Etats-Unis depuis les premières années du 20ème siècle. Les métalloïdes (principalement le charbon et les produits du pétrole) et les substances chimiques sont des éléments d'une importance croissante dans nos importations des Etats-Unis, bien qu'en 1935 les dérivés du fer soient redevenus le groupe le plus important et qu'il y ait encore des importations considérables de produits textiles, dont le coton brut, et de substances végétales. Ces dernières se composent en majeure partie de fruits et de légumes tropicaux ou hors-saison. En dehors des répercussions des accords d'Ottawa, dont l'objet était de stimuler le commerce intraimpérial, et du fort escompte qui frappe de temps à autre l'argent canadien aux Etats-Unis, il existe dans la fluctuation de la part des Etats-Unis dans les importations canadiennes un facteur qu'il convient de ne pas oublier: l'influence des capitaux placés au Canada. Les Etats-Unis sont la principale source extérieure pour notre machinerie, notre outillage et nos matériaux de construction. La cessation presque complète de dépenses capitales pendant la dépression de 1930–35 a influé sur nos importations des Etats-Unis plus que sur celles de tout autre pays, tandis que la reprise a eu pour effet de les faire remonter encore plus rapidement.

La puissance d'achat des Canadiens, qui dépend très directement de nos exportations aux Etats-Unis, est un autre facteur important influant sur nos importations de ce pays. Nos exportations aux Etats-Unis furent sensiblement réduites par les droits très élevés dont furent frappés certains produits canadiens importants lors de l'entrée en vigueur des tarifs Hawley-Smoot en juin 1930, et par la suite, tombèrent plus bas que nos exportations vers ce pays. (Voir Annuaire de 1936, pp. 528–29.) Les accords commerciaux avec les Etats-Unis vinrent toutefois remédier à cette situation. Il convient de ne pas mésestimer l'influence de la reprise économique tant au Canada qu'aux Etats-Unis comme facteur d'augmentation dans le commerce avant le commencement de la guerre actuelle.

Commerce canadien via les Etats-Unis.—Nos importations d'outre-mer via les Etats-Unis déclinent avec persistence depuis quelques années, principalement celles provenant de l'Empire Britannique. Ce déclin a suivi: (1) une propagande générale en faveur des ports de mer et intérieurs du Canada; (2) des concessions additionnelles sur les marchandises importées sous le tarif préférentiel si elles nous parviennent directement. Dans tous les traités et accords commerciaux avec les pays étrangers il est pourvu que les marchandises, pour bénéficier pleinement des tarifs spéciaux, doivent être débarquées dans des ports de mer ou intérieurs canadiens. Cette disposition a été abrogée en ce qui concerne le blé en vertu de l'accord commercial entré en vigueur le 1er janvier 1939 entre le Royaume-Uni et les Etats-

* Les tableaux des pp. 84-116 du Rapport préliminaire condensé sur le Commerce du Canada, 1939, publié par le Bureau Fédéral de la Statistique, montrent les échanges de principales denrées entre le Canada et 85 pays britanniques et étrangers au cours des années civiles 1938 et 1939.

Unis. De 1920 à 1939, nos importations via les Etats-Unis diminuent de 9·5 p.c. à 2·7 p.c. de nos importations totales d'outre-mer.

La proportion d'exportations canadiennes outre-mer via les Etats-Unis décline sensiblement depuis 1927, les pourcentages, par année fiscale, étant les suivants: 1927, 39·4; 1930, 33·7; 1932, 18·7; 1935, 17·3; 1936, 18·4; 1937, 16·5; 1938, 11·4; et l'année civile 1939, 10·8.

12.—Valeur et pourcentage des échanges avec les pays d'outre-mer, via les Etats-Unis, 1939

Pays	Importations par voie des Etats-Unis		Exportations domestiques par voie des Etats-Unis	
	Valeur	P.c.	Valeur	P.c.
	$		$	
Empire Britannique				
Royaume-Uni	91,738	0·1	12,312,952	3·8
Eire	9,827	7·4	86,296	2·4
Australie	77	0·0	6,659,171	20·8
Bermudes	470	0·8	81,961	6·0
Afrique britannique de l'Est	126,734	4·8	674,378	85·0
Afrique britannique du Sud	32,256	0·8	2,767,884	15·4
Guyane Britannique	328,781	4·8	33,167	2·1
Inde britannique	1,644	0·0	1,420,180	27·5
Antilles britanniques	39,158	0·3	465,307	4·0
Birmanie	Nil	-	155,697	67·7
Ceylan	6,200	0·2	87,513	20·0
Côte de l'Or	Nil	-	151,300	67·4
Hong-Kong	19,201	2·4	290,395	19·8
Malte	Nil	-	258,703	67·8
Terre-Neuve	"	-	317,534	3·7
Nouvelle-Zélande	"	-	2,771,579	23·2
Palestine	11,070	26·0	189,193	82·3
Rhodésia du Sud	Nil	-	376,147	33·1
Straits Settlements	36,015	0·3	1,310,356	47·1
Totaux, Empire Britannique[1]	***708,200***	***0·4***	***30,686,728***	***7·2***
Pays étrangers				
Argentine	1,113,135	25·2	1,806,400	43·9
Belgique	95,406	1·4	284,710	3·9
Brésil	343,366	30·9	3,431,472	77·8
Chili	8,313	3·7	830,661	86·9
Chine	230,492	8·3	230,104	8·7
Colombie	257,414	4·7	1,267,560	71·2
Cuba	235,080	26·4	893,031	59·6
Danemark	6,259	3·2	264,630	16·7
Egypte	297,689	28·9	237,298	64·4
France	489,465	8·1	1,534,634	22·0
Allemagne	109,258	1·2	435,881	5·5
Guatémala	92,107	56·2	179,096	94·1
Honduras	16,502	100·0	191,335	98·8
Italie	355,364	15·1	72,988	3·3
Japon	501,666	10·3	1,794,395	6·4
Mexique	180,352	37·6	2,727,355	90·8
Pays-Bas	64,640	1·7	1,552,541	21·1
Indes néerlandaises	18,971	2·4	690,684	65·3

[1] Comprend d'autres pays non spécifiés.

12.—Valeur et pourcentage des échanges avec les pays d'outre-mer, via les Etats-Unis 1939—fin

Pays	Importations par voie des Etats-Unis		Exportations domestiques par voie des Etats-Unis	
	Valeur	P.c.	Valeur	P.c.
Pays étrangers—fin	$		$	
Norvège	46,260	6·8	1,070,240	9·8
Panama	1,601	2·2	202,049	76·9
Pérou	Nil	–	804,282	64·6
Iles Philippines	64,284	14·3	554,714	30·5
Pologne	8,300	4·6	543,287	42·4
Portugal	23,585	8·6	156,128	92·1
Afrique portugaise	Nil	–	441,529	27·1
Porto Rico	1,571	24·0	274,406	50·0
Espagne	50,687	7·7	205,518	97·5
Suède	301,034	13 1	1,595,274	37·2
Suisse	543,074	15·7	228,930	12·4
Turquie	217,825	53·8	244	100·0
Venezuela	75	0·0	1,659,807	97·5
Totaux, pays étrangers[1]	**6,112,135**	**9·4**[2]	**27,955,560**	**24·6**[2]
Grands totaux	**6,820,335**	**2·7**[2]	**58,642,288**	**10·8**[2]

[1] Comprend d'autres pays non spécifiés. [2] Pourcentage calculé d'après les totaux des tableaux 6 ou 7 moins les importations ou les exportations des Etats-Unis.

Commerce avec les autres pays étrangers.—Pendant la guerre de 1914–18 et immédiatement après, alors que la production et les exportations de plusieurs pays européens étaient limitées, nos importations des Etats-Unis se sont élevées à une forte proportion, tandis que celles en provenance des autres pays étrangers ont diminué. Sauf cette exception, la proportion d'importations provenant des autres pays étrangers est restée étonnamment constante, variant d'un dixième à un huitième des importations, durant toute la période de près d'un demi-siècle jusqu'à ce que la tendance à la diminution, déterminée par les perturbations européennes qui ont précédé la guerre actuelle, se fasse de nouveau sentir. Les exportations canadiennes à destination des autres pays étrangers augmentent de 4·5 p.c. à 23·0 p.c. en 1928, mais elles déclinent depuis. Un relevé de la valeur et du pourcentage des échanges commerciaux avec les autres pays étrangers depuis 1886 est donné au tableau 8, sous-section 3.

Section 3.—Analyses du commerce canadien selon les marchandises importées ou exportées

Sous-section 1.—Commerce du Canada par groupes principaux

L'expansion du commerce canadien qui a suivi la dépression de 1930 et des quelques années suivantes a subi un revers en 1938 pour reprendre son essor en 1939. La valeur des importations en 1939 est de $751,056,000, augmentation de 10·9 p.c. sur 1938. De même, les exportations domestiques accusent une amélioration. Elles sont évaluées à $924,926,000, augmentation de 10·4 p.c. La valeur déclarée tant des importations que des exportations est inférieure aux niveaux de 1937 à cause

des bas prix. Comme question de fait, importations et exportations sont plus volumineuses qu'en toute autre année depuis la dépression, comme l'indique la sous-section 3 de cette section, pp. 419–422.

En raison d'une expansion plus marquée des exportations totales que des importations, l'importante balance favorable du commerce au compte des marchandises, qui en 1938 s'élevait à $171,233,000, passe à $184,866,000 en 1939. Les droits perçus sur les importations augmentent d'environ 18 p.c. et sont légèrement plus élevés que l'augmentation en valeur des importations; en conséquence, la moyenne des droits ad valorem est plus élevée que l'année précédente.

Les chiffres des exportations indiqués au tableau **13** laissent voir un déplacement en importance des groupes qui composent notre commerce d'exportation. Dans la période prospère de 1925–29, les produits agricoles constituaient l'item le plus important des exportations canadiennes. A la vérité, durant cette période, si la prospérité a été générale au Canada, c'est à cause de nos abondantes récoltes en même temps que d'une demande mondiale active et à bons prix. En 1926, le groupe des produits agricoles et des substances végétales représente 46·7 p.c. de nos exportations domestiques, tandis que les métaux non ferreux n'en absorbent que 5·9 p.c. D'autre part, en 1939, les produits agricoles et les substances végétales ne représentent plus que 23·8 p.c., tandis que les métaux non ferreux (à l'exclusion de l'or) passent à 19·8 p.c. et que la valeur des exportations nettes d'or non monétaire au cours de l'année civile de 1939 est de près de 20 p.c. de celle de toutes les autres exportations domestiques (voir p. 404).

13.—Commerce du Canada (à l'exclusion de l'or) par groupes principaux, 1914, 1926, 1932, 1938 et 1939

Groupe	Valeur des importations (millions de dollars)					Valeur des exportations domestiques (millions de dollars)				
	1914[1]	1926	1932	1938	1939	1914[1]	1926	1932	1938	1939
Tous pays										
Produits agricoles et végétaux	97·6	210·7	97·6	125·1	127·8	201·2	588·9	204·1	190·9	220·1
Animaux et produits	41·1	53·5	17·5	25·2	32·8	76·6	168·0	55·6	118·1	131·8
Fibres et textiles	109·2	184·2	69·0	87·5	100·9	1·9	7·1	4·8	13·1	14·4
Bois et papier	37·4	46·4	22·8	32·2	33·7	63·2	286·3	134·0	211·6	242·5
Fer et produits	143·8	219·6	67·3	162·6	183·2	15·5	75·6	16·3	60·1	63·1
Métaux non ferreux	35·6	50·8	22·0	38·4	42·1	53·3[2]	74·7	44·2	179·7	182·9
Minéraux métalloïdes	85·3	152·7	95·3	121·7	132·8	9·3	27·1	9·7	25·0	29·3
Produits chimiques et connexes	17·1	31·3	27·9	35·2	43·7	4·9	16·5	11·0	19·5	24·3
Denrées diverses	52·1	59·1	33·2	49·6	54·1	5·7	17·0	10·2	19·6	16·5
Totaux, tous pays	**619·2**	**1,008·3**	**452·6**	**677·5**	**751·1**	**431·6**	**1,261·2**	**489·9**	**837·6**	**924·9**
Royaume-Uni										
Produits agricoles et végétaux	16·2	37·7	21·5	16·4	13·0	146·8	339·3	108·8	107·3	94·2
Animaux et produits	5·7	6·2	2·5	4·6	4·3	35·4	73·3	28·8	73·2	73·6
Fibres et textiles	60·6	72·1	27·2	40·1	41·2	0·2	0·9	1·2	3·4	3·5
Bois et papier	3·7	3·8	3·5	3·6	3·0	12·8	16·4	12·1	38·5	43·9
Fer et produits	17·3	15·4	12·5	21·7	19·3	1·4	6·9	5·2	13·5	16·0
Métaux non ferreux	4·8	5·7	3·7	5·8	5·1	16·6[2]	13·8	15·1	91·5	83·4
Métalloïdes	6·3	10·4	12·3	13·0	12·0	0·4	1·8	1·3	3·1	3·4
Produits chimiques et connexes	4·3	5·0	4·7	7·0	7·4	0·6	3·3	2·9	5·0	5·7
Denrées diverses	13·2	8·4	5·6	7·1	8·7	1·0	3·5	2·8	4·2	4·4
Totaux, Royaume-Uni	**132·1**	**164·7**	**93·5**	**119·3**	**114·0**	**215·2**	**459·2**	**178·2**	**339·7**	**328·1**

[1] Année terminée le 31 mars 1914. [2] Comprend l'or.

13.—Commerce du Canada (à l'exclusion de l'or) par groupes principaux, 1914, 1926, 1932, 1938 et 1939—fin

Groupe	Valeur des importations (millions de dollars)					Valeur des exportations domestiques (millions de dollars)				
	1914[1]	1926	1932	1938	1939	1914[1]	1926	1932	1938	1939
Etats-Unis										
Produits agricoles et végétaux	44·1	97·0	33·7	47·0	45·4	34·1	61·1	4·7	31·0	79·5
Animaux et produits	23·3	35·0	9·7	10·8	16·9	32·3	69·7	15·3	30·4	44·1
Fibres et textiles	32·5	70·4	25·5	30·2	41·6	1·2	3·3	0·9	1·7	2·3
Bois et papier	31·7	39·9	17·2	26·4	28·7	45·2	244·1	105·2	140·3	165·8
Fer et produits	121·4	196·8	51·6	134·8	158·1	2·0	10·1	2·1	4·2	5·0
Métaux non ferreux	27·7	40·3	16·3	24·4	29·2	34·2[2]	33·1	14·8	33·9	49·5
Métalloïdes	74·2	126·8	69·5	91·9	106·1	7·2	17·5	5·5	11·9	16·2
Produits chimiques et connexes	9·6	20·2	17·3	22·3	30·7	3·2	8·4	4·7	7·8	9·7
Denrées diverses	31·8	42·3	22·7	36·9	40·2	4·0	10·6	5·5	9·3	8·3
Totaux, Etats-Unis	396·3	668·7	263·5	424·7	496·9	163·4	457·9	158·7	270·5	380·4

[1] Année terminée le 31 mars 1914. [2] Comprend l'or.

Sous-section 2.—Principales marchandises importées et exportées

Principales importations canadiennes.—Dans l'interprétation de l'orientation des importations, il convient de se rappeler qu'à certains points de vue aucune année en particulier n'est tout à fait exempte d'anormalités. En fait de fluctuations de prix, lesquelles modifient la signification des chiffres lorsque le commerce est exprimé en valeur, le nombre-indice des prix de gros, calculé par le Bureau Fédéral de la Statistique et basé sur 1926, est de 59·3 l'année civile 1889, 52·1 en 1899, 59·5 en 1909, 134·0 en 1919, 86·6 en 1930 et 75·3 en 1939. Ces années civiles se rapprochent des années civiles ou fiscales, indiquées au tableau **14.**

Au cours de la période de 50 années analysée dans le tableau **14,** le caractère de nos principales importations a subi des changements considérables en raison de l'évolution de l'armature industrielle du pays et du caractère des denrées consommées par la population. Ainsi en 1890, plusieurs de nos importations principales actuelles, telles que le pétrole brut, les automobiles et pièces, la soie artificielle, les appareils électriques et l'aluminium, étaient inexistantes ou ne représentaient qu'une proportion infime de notre commerce. Nos importations de machinerie agricole en 1890 n'ont qu'une valeur de $161,000, mais depuis, à la suite de l'expansion colossale de l'agriculture au Canada aussi bien que des progrès de la motoculture, nos importations de machinerie agricole deviennent un élément important malgré une fabrication fortement accrue de ces instruments au pays même. D'autre part, un certain nombre de nos principales importations en 1890, telles que les lainages et la laine brute, le sucre et ses produits, les soieries, le thé, les produits des céréales et les viandes, sont devenues relativement beaucoup moins importantes. Ensuite, certaines importations de première grandeur en 1890 telles que le charbon, les produits des laminoirs, la machinerie et les fruits, conservent encore une grande importance par suite de l'absence de charbon et de minerai de fer à haute teneur dans les régions centrales du Canada et de la demande de fruits que le Canada ne peut produire. En raison de l'essor industriel du Canada depuis le début du siècle, plusieurs

de nos principales importations sont des matières brutes pour les besoins de nos industries. La quantité et le nombre de ces matières brutes importées chaque année depuis 1926 sont indiqués dans le tableau **20**, p. 474.

Parmi les facteurs qui déterminent des fluctuations de courte durée comparativement aux tendances prolongées décrites plus haut, le plus important est celui que l'on appelle le cycle des affaires. A ce sujet, les années fiscales 1890 et 1900 furent affectées par le marasme commercial prolongé qui a accompagné le déclin des prix entre 1872 et 1897; l'année fiscale 1910 a été influencée par le boom général de l'Ouest; 1920 a subi les répercussions de l'activité fiévreuse qui a suivi immédiatement la guerre de 1914–18; 1930 représente la fin de l'inflation des valeurs mobilières et le commencement du déclin; mais en 1939, la reprise, comparativement aux bas chiffres de 1932, accuse un progrès sensible, les perturbations commerciales nées de la guerre ne se faisant pas encore sentir de façon marquée. En temps de prospérité industrielle et commerciale, lorsque les exportations se font librement aux marchés mondiaux à des prix rémunérateurs, le revenu national atteint un niveau également élevé et la demande de toutes sortes d'articles importés s'accroît d'autant. L'amélioration à grands frais de l'outillage et les achats abondants d'articles de luxe sont des caractéristiques des périodes de prospérité, tandis que dans les années de dépression les dépenses de ces deux sources disparaissent ou sont très sérieusement réduites. Ce fut donc, en 1939, un indice du retour de la prospérité au Canada lorsque les importations de machinerie, de produits de laminoirs, d'appareils électriques, d'instruments agricoles, d'automobiles, de bois non ouvré, etc., reprirent un peu de l'importance relative qu'ils avaient quelques années avant 1930.

14.—Principales importations canadiennes, cinq périodes décennales, 1890-1939

NOTA.—Articles disposés par ordre d'importance en 1939.

N°	Article	Années terminées le 31 mars				Années terminées le 31 décembre	
		1890	1900	1910	1920	1930	1939
		$	$	$	$	$	$
1	Machinerie non agricole	1,877,551	5,159,952	14,690,873	36,716,791	50,434,725	42,828,621
2	Charbon	8,013,156	11,012,223	27,516,678	60,072,629	56,694,366	41,578,685
3	Pétrole brut	[1]	23,344	1,189,081	20,306,693	41,362,227	39,677,194
4	Produits des laminoirs	5,645,704	11,905,937	15,692,052	39,985,746	46,508,984	32,335,519
5	Pièces d'automobile	[1]	[1]	269,586	12,674,823	23,358,763	25,308,323
6	Fruits	2,400,851	3,133,407	8,316,462	33,463,270	30,973,926	23,962,156
7	Sucre et produits	6,452,654	8,610,845	14,962,770	73,618,354	26,496,027	23,374,465
8	Instruments agricoles, etc	161,277	2,148,867	2,661,207	14,578,106	21,944,231	20,917,487
9	Cotonnades	3,792,584	6,399,705	17,928,093	49,088,060	21,924,835	17,166,025
10	Coton brut	3,539,249	4,229,198	9,384,801	33,854,457	14,216,310	16,425,282
11	Produits du caoutchouc	1,512,427	2,942,044	6,151,157	18,059,435	12,842,452	16,116,311
12	Automobiles	[1]	[1]	1,732,215	15,035,545	20,560,287	15,673,770
13	Livres et imprimés	1,404,583	1,588,432	4,127,179	11,228,018	16,827,309	15,152,187
14	Appareils électriques	317,315	810,900	3,688,538	15,550,254	30,281,152	13,751,833
15	Pétrole raffiné	690,283	830,025	2,326,681	10,566,592	22,638,611	13,299,659
16	Lainages, tapis	10,900,600	9,427,575	20,767,010	45,545,127	27,930,638	13,203,029
17	Thé	3,073,643	3,604,027	5,347,854	8,336,163	12,659,556	10,090,807
18	Huiles végétales	612,671	826,882	1,872,265	15,973,417	11,517,903	9,414,601
19	Lin, chanvre et jute	1,416,217	3,551,037	5,340,312	15,923,836	11,807,906	9,195,611
20	Grain et issues de meunerie	3,034,049	8,298,884	7,806,665	9,806,073	16,627,636	8,905,942

[1] Non relevées.

14.—Principales importations canadiennes, cinq périodes décennales, 1890-1939—suite

N°	Article	Années terminées le 31 mars				Années terminées le 31 décembre	
		1890	1900	1910	1920	1930	1939
		$	$	$	$	$	$
21	Papier	1,208,683	1,378,749	4,567,810	9,949,574	12,907,658	8,653,987
22	Tissus, soie	2,654,505	3,880,535	3,590,829	31,341,944	13,305,318	8,537,964
23	Argile et produits	948,876	1,593,255	3,418,844	6,371,567	10,746,681	7,934,630
24	Verre et verrerie	1,268,314	1,658,694	2,932,104	6,926,459	8,284,741	7,915,113
25	Pierre et produits	862,037	1,029,711	1,773,953	3,687,702	7,059,423	7,612,473
26	Engins et chaudières	188,759	778,364	2,019,558	12,997,757	10,827,352	7,605,616
27	Fourrures	1,058,001	2,106,441	5,768,075	12,887,520	9,585,433	7,133,052
28	Légumes	337,859	625,749	1,751,265	5,722,600	9,363,138	6,988,965
29	Boissons alcooliques	1,695,161	1,938,112	4,459,566	9,135,536	37,936,640	6,539,969
30	Soie brute	193,529	277,708	393,011	3,090,845	7,299,042	6,340,725
31	Teintures et substances de tannage	484,217	711,508	1,412,099	5,623,720	3,372,435	6,257,072
32	Peaux brutes	1,703,093	4,214,012	8,235,819	22,654,661	6,046,567	6,173,395
33	Blousses, peignés et bourres de laine	12,100	151,510	599,446	5,830,957	2,812,234	6,072,177
34	Cuir	1,173,777	1,879,333	4,202,934	17,102,702	9,728,114	5,962,491
35	Aluminium	159	12,543	794,490	2,747,385	6,296,272	5,950,197
36	Soie artificielle	[1]	[1]	[1]	[1]	13,780,922	5,457,111
37	Bois non ouvré	1,444,727	3,775,240	8,324,585	14,112,391	11,028,838	5,238,240
38	Peintures et vernis	672,885	1,012,535	1,376,023	3,821,880	4,663,681	4,661,956
39	Bois ouvré	1,355,230	824,195	3,085,079	7,893,284	9,209,556	4,658,735
40	Laine brute	1,729,058	1,574,834	1,587,175	2,672,211	3,194,583	4,509,490
41	Viandes	1,632,143	1,371,184	2,427,901	22,100,333	6,739,333	4,439,379
42	Minerai de fer	551	282,191	3,345,550	4,601,716	3,324,190	4,179,353
43	Café vert	591,158	491,148	1,194,061	4,711,079	4,564,603	4,154,644
44	Drogues et médicam	513,331	481,359	962,083	3,402,932	3,652,434	3,988,743
45	Effets de colons	1,810,217	3,065,410	10,273,428	10,181,034	11,754,947	3,966,553
46	Engrais chimiques	14,444	88,974	5,395,423	1,796,752	5,960,248	3,948,314
47	Noix comestibles	213,449	400,441	1,237,292	5,889,573	4,158,491	3,724,468
48	Soude et composées	329,084	624,873	785,524	2,982,371	3,426,289	3,180,298
49	Filés, coton	17,879	321,348	767,760	4,078,510	3,167,628	2,940,164
50	Composés de plomb tétraéthyle	[1]	[1]	[1]	[1]	339,058	2,927,449
51	Laiton et produits	554,545	851,606	2,228,215	4,531,015	5,434,454	2,761,210
52	Filés, laine	117,729	402,328	1,671,765	4,445,270	5,408,460	2,457,590
53	Poisson	899,683	1,060,708	1,630,744	3,491,678	2,812,678	2,455,221
54	Soufre	44,276	215,433	430,632	1,296,458	3,177,492	2,453,836
55	Outils	427,305	825,541	891,820	2,050,286	2,351,031	2,376,554
56	Tubes et tuyaux en fer	484,008	1,122,987	2,358,848	4,160,378	4,102,689	2,340,204
57	Quincaillerie et coutellerie	1,250,369	1,434,209	1,937,647	4,210,142	3,739,706	2,329,189
58	Cacao et chocolat	118,569	286,363	1,130,335	7,626,745	2,956,448	2,298,147
59	Graines de semence	478,397	1,916,994	1,167,321	4,210,782	4,154,455	2,176,504
60	Manille, agave, etc., fibre	[1]	[1]	1,548,457	5,195,812	3,323,261	2,152,019
61	Horloges et montres	773,534	698,378	1,459,617	3,126,267	2,759,719	2,085,180
62	Coke	155,513	506,839	1,695,603	2,476,450	5,611,897	1,894,401
63	Tabac brut	1,344,985	1,508,359	3,229,239	13,604,757	6,025,196	1,891,001
64	Objets estampés et enduits	42,042	268,545	492,884	1,016,777	2,447,137	1,803,270
65	Fil de fer	387,490	1,844,788	3,530,226	5,843,623	2,732,972	1,741,754

[1] Non revisés.

14.—Principales importations canadiennes, cinq périodes décennales, 1890-1939—fin

N°	Article	Années terminées le 31 mars				Années terminées le 31 décembre	
		1890	1900	1910	1920	1930	1939
66	Gommes et résines	159,508	287,276	2,256,307	4,987,716	2,671,575	1,720,861
67	Diamants non sertis	110,480	451,792	1,902,710	4,470,846	2,014,713	1,405,792
68	Instruments de chirurgie	25,186	103,740	209,302	1,137,567	1,723,636	1,240,864
69	Instruments de musique	434,814	390,407	1,207,592	4,329,093	1,862,483	1,037,839
70	Epices	213,677	842,597	428,075	1,130,902	1,222,968	977,117
71	Cuivre et produits	484,189	1,271,270	3,488,260	8,568,035	8,317,717	931,153
72	Articles nickelés	13,578	18,843	573,591	1,630,047	2,025,060	891,682
73	Animaux vivants	837,385	841,168	1,711,723	2,570,377	2,268,068	891,436
74	Celluloïde en morceaux	18,318	27,136	120,032	243,856	1,387,304	890,602
75	Plantes et arbres	136,326	28,510	178,470	709,507	1,671,740	868,294
76	Instruments d'optique	40,515	181,852	575,929	947,075	1,036,322	698,329
77	Savon	148,618	446,135	813,619	1,534,082	1,216,842	565,900
78	Chapeaux et casquettes	1,258,409	1,637,422	3,420,609	4,216,333	2,294,105	544,371
79	Sel	309,840	325,433	465,253	1,336,176	660,903	507,368
80	Beurre	62,212	290,220	92,934	176,994	12,393,662	1,656

[1] Non relevées.

Principales exportations canadiennes.—Dans l'interprétation des chiffres de nos exportations de marchandises, tel qu'indiqué au tableau **15**, les mêmes observations que dans le cas des importations s'appliquent en ce qui concerne les fluctuations des prix et du commerce. De plus, les facteurs qui influencent le commerce mondial ont un effet marqué sur les tendances des exportations canadiennes. Comme les produits agricoles sont restés l'un des éléments importants de nos exportations, les variations dans les récoltes tant au pays que dans d'autres parties du monde déterminent d'année en année des fluctuations sensibles dans le volume et la valeur de nos exportations. Parmi les circonstances particulières qui influent sur notre commerce d'exportation en 1939, on pourrait mentionner les exportations beaucoup plus considérables de blé et de bois, le relèvement industriel persistant aux Etats-Unis et dans d'autres pays et la fermeté de la demande de métaux, attribuable principalement aux programmes d'armement.

Au cours des 50 années analysées au tableau **15**, les transformations qui se sont opérées dans nos exportations sont très grandes tant en volume qu'en importance relative des marchandises. Le grand essor agricole de l'Ouest canadien commençait à peine en 1890. Les principales exportations d'alors étaient les bois de sciage et autres, le fromage, le poisson, les bêtes à cornes, l'orge, le charbon et les fourrures, ce qui indiquait que la production canadienne reposait alors en bonne partie sur les forêts de l'est du pays, les régions de culture mixte et les pêcheries. Des six principales exportations en 1939, cinq n'avaient guère d'importance en 1890. L'année 1910 est la première année où le blé émerge au tableau comme principale exportation, bien que le chose se soit produite pour la première fois en 1906. L'ascension de la grande industrie de la pulpe et du papier vers une position majeure est encore plus récente tout comme celle des industries qui se rattachent à la production des métaux non ferreux, des automobiles et des bandages pneumatiques. D'autre part, les exportations de produits de la culture mixte tels que les bêtes à cornes, les peaux,

le fromage et le beurre, tout en montrant des fluctuations aussi vastes, ne se sont pas développées proportionnellement et, dans certains cas, ne sont pas beaucoup plus élevées en 1939 qu'en 1890. Une grande partie de la zone agricole exploitée depuis 1890 s'adapte mieux à la culture des céréales qu'à la culture mixte, de sorte que, avec une population plus nombreuse, une plus grande partie de la production des anciennes régions de culture mixte est consommée au pays. Les progrès rapides des industries minières et métallurgiques des métaux non ferreux au Canada sont illustrés dans le tableau **15** par de plus fortes exportations de cuivre, de nickel, de zinc, de plomb, d'aluminium et de platine depuis 1910. L'expansion de l'industrie aurifère a marché de pair avec celle des autres industries métallurgiques susmentionnées; la majeure partie de l'or canadien est vendue à l'étranger et les exportations nettes d'or non monétaire sont indiquées à la page 404. Le rôle joué par ces industries dans le commerce d'exportation du Canada a grandi depuis la contraction, en 1930, du commerce mondial des produits agricoles. L'effet direct des ressources hydrauliques se retrace, dans le tableau, non seulement à l'accroissement des exportations de pulpe et de papier et d'énergie électrique, mais à celui des exportations de métaux non ferreux, d'abrasifs artificiels et de certains produits chimiques tels que les engrais, les composés de soude et les acides, dont la production économique est due largement à l'énergie hydroélectrique à bon marché.

La grande variété de nos exportations fait voir jusqu'à quel point l'économie canadienne a grandi et s'est affermie depuis le commencement du siècle. Bien que les exportations dérivent encore principalement des ressources naturelles, nos produits sont maintenant exportés à l'état plus ouvré et en plus grande variété. La production minérale plus volumineuse et la plus grande diversité de produits forestiers ont permis aux exportations canadiennes de s'adapter plus facilement aux conditions changeantes à travers le monde. De plus, les marchandises entièrement ouvrées telles que les automobiles, le whisky, les articles en caoutchouc, la machinerie agricole et autre, les appareils électriques, etc., sont devenus des articles importants de la liste.

15.—Principales exportations (à l'exclusion de l'or) cinq périodes décennales, 1890-1939

NOTA.—Les articles sont disposés par ordre d'importance en 1939.

N°	Article	Années terminées le 31 mars				Années terminées le 31 décembre	
		1890	1900	1910	1920	1930	1939
1	Papier à journal	[1]	[1]	2,612,243	53,640,122	133,370,932	115,685,970
2	Blé	388,861	11,995,488	52,609,351	185,045,806	185,786,026	109,050,542
3	Nickel	[1]	1,040,498	3,320,054	9,039,221	20,505,324	57,933,511
4	Madriers et planches	17,637,308	22,015,990	33,100,387	75,216,193	36,743,267	48,829,466
5	Cuivre en formes	[1]	[1]	[1]	541,338	827,944	40,232,279
6	Viandes	895,767	13,615,621	8,013,680	96,161,234	7,569,023	37,445,336
7	Pulpe de bois	168,180	1,816,016	5,204,597	41,383,482	39,059,979	31,000,602
8	Poisson	8,099,674	10,564,688	15,179,015	40,687,172	30,097,635	27,967,290
9	Aluminium en barres, etc	[1]	[1]	1,202,723	5,680,871	7,728,857	25,684,476
10	Automobiles	[1]	[1]	405,011	14,883,607	18,798,783	22,551,011
11	Farine de blé	521,383	2,791,885	14,859,854	94,262,922	37,540,495	16,378,301
12	Amiante, brute	444,159	490,909	1,886,613	8,767,856	8,453,257	15,365,288
13	Bêtes à cornes	6,949,417	8,704,523	10,792,156	46,064,631	3,398,076	15,353,121
14	Fourrures, brutes	1,874,327	2,264,580	3,749,005	20,628,109	15,202,168	14,130,188
15	Fromage	9,372,212	19,856,324	21,607,692	36,336,863	13,207,021	12,248,650
16	Bois de pulpe	80,005	902,772	6,076,638	8,454,863	13,611,617	11,909,480
17	Cuivre, minerai et ampoule	133,251	1,387,388	6,023,925	11,871,039	29,664,632	11,618,806
18	Machinerie non agric.	143,815	446,391	924,510	6,416,591	6,108,818	10,873,125

[1] Non relevés.

15.—Principales exportations (à l'exclusion de l'or) cinq périodes décennales, 1890-1939 —fin

N°	Article	Années terminées le 31 mars				Années terminées le 31 décembre	
		1890	1900	1910	1920	1930	1939
19	Fruits, princ. pommes	1,073,890	3,305,662	5,492,197	8,347,549	10,401,267	10,533,749
20	Légumes	597,074	503,993	1,534,228	11,656,483	9,941,890	10,257,109
21	Tabac, brut	234	3,661	76,564	130,264	1,261,123	10,182,967
22	Zinc	[1]	[1]	[1]	950,082	6,253,781	9,922,232
23	Plomb	2,000	688,891	529,422	1,193,144	8,273,580	9,850,076
24	Engrais chimiques	4,291	51,410	373,315	6,694,037	5,606,400	9,179,148
25	Argent, minerai et ling.	201,615	1,354,053	15,009,937	14,255,601	9,581,752	8,525,173
26	Bardeaux, bois	340,872	1,131,506	2,331,443	10,848,602	4,132,181	8,224,756
27	Bandages et tubes de caoutchouc	[1]	[1]	[1]	7,395,172	14,352,652	8,023,335
28	Whisky	25,383	396,671	1,010,657	1,504,132	21,746,593	7,913,760
29	Orge	4,600,409	1,010,425	1,107,732	20,206,972	987,223	7,881,541
30	Instruments agricoles, etc.	367,198	1,692,155	4,319,385	11,614,400	10,302,404	6,974,684
31	Pierre et produits	949,158	575,749	955,636	3,531,916	5,605,393	6,918,945
32	Cuir, non ouvré	727,087	1,535,440	1,296,480	11,742,268	4,722,852	6,855,832
33	Platine ou platinides, concentrés, etc.	[1]	[1]	61,717	39,058	1,610,945	6,136,752
34	Billes de bois	682,572	760,416	999,681	1,819,083	2,798,643	5,478,264
35	Fer, gueuse, lingots, etc.	[1]	137,651	228,183	6,595,688	2,761,587	5,168,220
36	Chaussures, caoutchouc	[1]	[1]	129,618	1,750,967	7,082,685	5,096,056
37	Son et recoupes	86,225	145,206	1,842,620	2,983,843	2,851,542	4,844,955
38	Composés de soude	[1]	[1]	[1]	[1]	3,139,883	4,802,777
39	Energie électrique	[1]	[1]	[1]	[1]	4,243,934	4,318,854
40	Avoine	256,156	2,143,179	1,566,612	9,349,455	1,061,147	4,142,375
41	Carton	[1]	[1]	[1]	4,568,066	2,250,458	3,921,361
42	Graines de semence	182,200	322,652	4,602,797	9,915,391	3,187,950	3,870,077
43	Peaux, brutes	506,402	1,396,907	5,508,185	19,762,646	4,780,569	3,528,675
44	Farine d'avoine et avoine roulée	254,857	475,991	1,123,861	4,283,772	2,267,422	4,342,205
45	Films	[1]	[1]	7,746	1,486,079	4,537,021	3,416,610
46	Lait préparé	[1]	[1]	541,372	8,517,771	2,948,246	3,294,791
47	Appareils électriques	[1]	[1]	27,743	424,474	2,291,323	3,229,469
48	Pièces d'automobiles	[1]	[1]	[1]	3,097,466	1,587,571	2,991,697
49	Céréales préparées	[1]	[1]	1,689,648	1,087,901	2,476,169	2,892,153
50	Quincaillerie et coutellerie	84,109	278,054	100,085	7,730,826	1,687,306	2,834,327
51	Beurre	340,131	5,122,156	1,010,274	9,844,359	410,447	2,673,765
52	Effets de colons	818,001	1,095,536	2,274,005	7,631,498	5,758,339	2,381,967
53	Sucre et produits	18,101	100,108	153,357	30,695,005	3,274,144	2,194,799
54	Seigle	220,761	279,286	84,658	3,475,834	527,256	2,044,645
55	Malt	150,380	10,939	11,328	1,320,773	115,599	1,962,536
56	Bois équarri	4,353,870	2,013,746	934,723	2,148,162	2,945,748	1,719,455
57	Charbon	2,447,936	4,599,602	5,013,221	13,183,666	3,345,998	1,663,934
58	Acides	5,545	67	[1]	901,397	2,816,448	1,652,024
59	Laiton et produits	[1]	[1]	[1]	1,644,157	1,460,737	1,411,555
60	Papier d'emballage	[1]	[1]	9,098	2,917,197	1,524,357	1,252,153
61	Poteaux, télégraphe, etc.	92,326	36,891	56,177	206,834	3,663,997	1,122,346
62	Tubes et tuyaux de fer	[1]	[1]	[1]	2,325,369	1,666,211	991,236
63	Ficelle d'engerbage	[1]	[1]	[1]	5,530,908	1,654,751	962,263
64	Dérivés du pétrole	15,812	1,653	1,155	1,176,644	2,441,632	848,558
65	Papeterie	[1]	[1]	23,380	276,224	791,925	789,391
66	Boyaux à saucisse	[1]	[1]	[1]	564,222	736,985	786,929
67	Lattes, bois	392,500	749,301	1,882,950	3,668,511	1,374,029	528,657
68	Poils et crins	1,068,554	1,414,109	1,805,849	4,087,670	354,100	472,793
69	Ale, bière et porter	10,347	6,272	2,687	144,077	665,428	171,620
70	Lait et crème, frais	[1]	[1]	[1]	1,699,090	2,777,227	4,284

[1] Non relevées.

Détails des importations et des exportations.—Les statistiques détaillées de toutes les marchandises de quelque importance importées au Canada de tous pays, du Royaume-Uni et des Etats-Unis au cours des années civiles 1936-39 sont données dans le tableau **16**; les mêmes statistiques de nos exportations domestiques paraissent au tableau **17**. Ces tableaux continuent la série des tableaux paraissant sous les numéros 12 et 13 au chapitre du commerce extérieur des éditions antérieures de l'Annuaire.

16.—Principales importations du Canada pour consommation en provenance

N°	Articles		Royaume-Uni			
			1936	1937	1938	1939
	I. Produits agricoles et substances végétales					
	A. ALIMENTAIRES					
	Fruits frais—					
1	Bananes	rég.	Nil	Nil	Nil	Nil
		$	–	–	–	–
2	Pamplemousses	lb	Nil	30,415	Nil	Nil
		$	–	939	–	–
3	Raisins	lb	54,482	47,390	1,300	26,000
		$	5,370	3,121	134	2,443
4	Citrons	caisses	475	2,413	498	348
		$	2,034	9,531	1,435	1,478
5	Oranges	pds cu.	3,024	205,881	4,244	8,255
		$	6,092	245,830	4,919	8,782
6	Poires	lb	4,500	Nil	12,690	Nil
		$	125	–	638	–
7	Fraises	lb	Nil	Nil	Nil	Nil
		$	–	–	–	–
	Totaux, fruits frais[1]	$	13,946	260,349	10,625	13,291
	Fruits secs—					
8	Raisin de Corinthe	lb	342	973	255	8,750
		$	38	149	26	868
9	Dattes	lb	1,172,897	808,621	1,397,443	363,560
		$	30,558	20,269	38,262	11,704
10	Prunes et pruneaux séchés	lb	Nil	17	48	34,500
		$	–	9	8	1,184
11	Raisin	lb	365,052	519,021	198,385	107,200
		$	22,734	28,938	9,648	5,219
	Totaux, fruits secs[1]	$	107,153	56,058	51,926	20,237
	Fruits en conserve—					
12	Pêches et abricots en boîte	lb	125	158	Nil	Nil
		$	7	15	–	–
13	Ananas en boîte	lb	2,159	7,468	Nil	Nil
		$	185	715	–	–
	Totaux, fruits en conserve[1]	$	88,924	80,491	71,048	68,318
14	Jus de fruits	$	15,670	18,358	12,284	10,743
	Noix—					
15	Noix de coco	$	Nil	Nil	Nil	Nil
16	Noix, non écalées	lb	787,349	360,515	803,397	731,452
		$	61,613	45,368	62,929	54,420
17	Noix, écalées	lb	139,515	220,871	85,512	64,159
		$	25,267	65,839	31,548	24,715
	Totaux, noix[1]	$	87,144	111,388	95,171	79,269
	Légumes—					
18	Oignons	$	4,464	5,411	7,763	7
19	Patates	$	Nil	Nil	Nil	Nil
20	Pommes de terre, n.a.é. sauf p.d.t. de sem	cwt	"	"	"	46
		$	–	–	–	66
21	Tomates fraîches	lb	224	216	Nil	365
		$	20	34	–	61
22	Autres légumes frais	$	1,057	887	517	347
23	Légumes en boîte	lb	2,008	3,631	791	1,804
		$	291	282	64	219
24	Marinades et sauces	$	211,478	209,012	198,286	215,081
	Totaux, légumes[1]	$	234,200	236,277	226,686	238,932
	Céréales et farineux—					
25	Biscuits	lb	2,109,031	2,109,521	1,981,195	1,544,267
		$	318,357	323,961	281,419	249,398
26	Maïs	boiss.	217,749	25,228	9	Nil
		$	167,160	22,060	18	–
27	Riz	cwt	1,137	2,464	241	61
		$	3,293	6,025	891	272
	Totaux, céréales et farineux[1]	$	672,523	495,427	370,586	306,867

[1] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés.

du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de tous pays, années civiles 1936-39

Etats-Unis				Tous pays				N°
1936	1937	1938	1939	1936	1937	1938	1939	
333,571	414,994	491,673	687,459	3,324,675	3,528,403	3,463,045	2,886,392	1
551,408	683,573	798,148	1,262,838	1,964,348	2,231,119	2,179,160	2,398,173	
35,677,499	46,858,549	52,899,777	63,381,312	42,612,820	52,517,057	58,996,594	67,542,955	2
1,054,564	1,309,835	1,103,221	1,186,856	1,210,032	1,441,660	1,228,795	1,269,902	
25,014,425	30,465,019	30,045,763	32,963,299	25,439,896	30,842,369	30,642,582	33,491,925	3
903,425	994,868	880,236	1,045,588	927,579	1,016,564	895,497	1,072,762	
314,338	200,381	348,485	395,547	358,925	381,129	388,822	405,971	4
1,436,875	1,034,279	1,049,662	1,325,410	1,579,161	1,679,923	1,147,764	1,348,245	
4,479,031	4,012,610	5,988,169	6,491,845	5,146,711	5,022,693	6,449,058	6,934,585	5
5,949,725	6,823,885	5,320,342	5,842,272	6,497,527	7,708,540	5,668,324	6,212,292	
22,739,632	16,987,526	12,950,829	26,719,347	23,091,942	17,230,605	13,210,229	26,945,918	6
548,765	478,104	302,712	626,265	562,533	489,280	312,968	636,143	
4,471,699	5,481,911	4,868,447	6,570,557	4,471,789	5,481,941	4,868,447	6,570,557	7
400,157	423,614	394,954	504,857	400,185	423,617	394,954	504,857	
12,728,378	13,658,530	11,331,836	13,578,933	15,273,123	17,153,041	13,611,769	15,383,945	
300	Nil	766	Nil	5,082,033	6,034,179	5,513,138	5,078,050	8
39	–	96	–	481,920	554,871	547,690	473,972	
418,219	881,289	605,486	750,765	17,146,319	14,352,695	15,535,755	16,263,383	9
24,083	46,510	36,198	41,972	454,152	374,881	390,212	537,590	
18,657,495	18,764,419	15,444,952	18,341,159	18,657,795	18,764,508	15,445,020	18,375,659	10
786,115	846,284	571,687	779,489	786,139	846,305	571,700	780,673	
7,933,729	6,296,021	5,645,418	7,126,896	40,901,396	37,858,877	30,685,966	35,772,665	11
428,545	370,149	282,541	371,216	3,897,362	3,405,796	2,939,807	3,205,703	
1,656,121	1,720,531	1,254,624	1,738,763	6,365,010	5,794,396	4,993,178	5,723,175	
276,230	268,058	124,467	190,723	4,719,221	4,705,789	2,002,085	3,106,202	12
16,431	17,336	7,590	11,354	313,863	296,270	124,335	180,484	
618,088	368,989	169,838	241,557	26,205,704	20,145,127	20,153,535	22,218,534	13
49,801	29,502	15,965	19,133	907,082	690,561	632,035	778,810	
334,451	233,798	184,656	233,215	2,163,086	1,845,605	1,625,886	1,828,890	
309,171	500,747	493,205	753,349	431,927	719,686	716,850	1,026,146	14
690	605	556	455	212,969	243,801	210,673	176,515	15
2,498,814	2,868,194	3,115,360	3,045,341	38,020,219	44,944,401	43,662,722	46,137,944	16
357,544	400,046	402,689	450,653	1,475,932	1,845,919	1,649,441	1,672,164	
1,415,797	1,048,758	1,295,845	1,297,762	9,698,049	9,782,500	8,948,098	11,482,868	17
421,299	389,904	394,204	438,493	1,796,342	1,827,955	1,597,080	1,836,011	
779,926	790,580	797,619	889,603	3,531,720	3,951,807	3,489,399	3,724,468	
120,391	141,402	358,733	155,246	249,273	252,953	504,166	227,590	18
132,977	144,690	136,593	178,996	134,215	146,841	137,300	180,059	19
126,848	144,763	163,966	634,273	130,195	148,554	166,405	634,832	20
285,478	202,194	220,192	703,121	293,261	210,981	225,010	707,537	
15,483,482	17,318,589	25,417,107	24,787,903	39,057,276	39,973,055	49,198,777	45,755,494	21
536,559	702,882	755,216	889,235	1,263,115	1,439,932	1,301,253	1,499,951	
2,710,100	3,367,834	3,069,199	3,446,951	2,818,407	3,453,865	3,158,089	3,535,450	22
1,845,837	1,069,646	1,493,377	2,353,124	3,653,137	2,970,388	3,210,852	3,963,568	23
126,136	90,101	115,239	170,743	308,403	259,707	269,496	316,232	
66,326	48,742	50,484	80,589	354,867	347,588	334,961	384,495	24
4,025,253	4,771,138	4,785,787	5,726,255	5,501,253	6,224,471	6,051,048	6,988,965	
291,940	330,803	489,884	1,137,940	2,472,149	2,525,147	2,572,679	2,784,902	25
45,507	55,512	67,493	118,334	372,984	391,144	360,489	381,220	
495,130	310,303	7,207,811	3,162,115	17,269,398	16,544,025	9,349,924	7,864,992	26
478,750	287,550	4,034,287	1,857,018	9,773,584	10,874,256	5,474,758	4,571,474	
92,678	88,062	215,836	246,918	759,835	766,375	592,986	800,894	27
260,517	246,080	444,616	550,192	1,373,234	1,520,897	1,249,777	1,483,145	
1,848,898	4,912,728	14,310,637	4,629,275	13,399,712	17,850,836	17,273,789	8,905,942	

16.—Principales importations du Canada pour consommation en provenance

N°	Articles		Royaume-Uni			
			1936	1937	1938	1939
	I. Prod. agricoles et substances végétales—suite					
	A. Alimentaires—fin					
	Huiles végétales alimentaires—					
1	Huile d'olive	gall.	314	1,154	298	755
		$	316	2,300	550	1,064
	Totaux, huiles végétales alimentaires[1]	$	167,476	159,334	112,327	136,547
	Sucre et ses transformations—					
2	Confiserie	lb	4,297,785	4,868,770	4,063,227	3,060,718
		$	526,853	625,716	505,274	420,365
3	Mélasses et sirops	gall.	28,819	25,801	34,684	23,644
		$	17,129	15,819	23,420	16,237
4	Sucre, non au dessus n° 16 E.H.	cwt	Nil	6	Nil	Nil
		$	-	22	-	-
5	Sucre, de raffinerie, au-dessus n° 16 E.H.	cwt	Nil	Nil	34	Nil
		$	-	-	114	-
6	Sucre, au-dessus n° 16 E.H. autre, n.a.é.	cwt	44	1,206	456	204
		$	244	3,525	685	745
	Totaux, sucre et ses transformations[1]	$	544,313	645,082	529,493	437,347
7	Cacao et chocolat	$	515,160	690,056	503,358	375,828
8	Café et chicorée	lb	2,220,307	2,024,539	1,963,529	1,520,134
		$	281,053	299,971	259,762	215,398
9	Epices	$	289,075	347,573	266,063	346,009
10	Thé	lb	10,803,460	11,411,046	9,790,537	10,700,881
		$	2,866,592	3,312,447	2,864,671	2,993,436
11	Levure	lb	332,467	270,754	302,216	213,529
		$	24,952	20,182	22,662	16,030
12	Houblon	lb	165,500	178,444	143,092	70,759
		$	43,791	62,937	59,818	36,978
13	Réglisse	lb	1,306	217	345	Nil
		$	230	115	104	-
	Totaux A. Alimentaires[1]	$	5,993,469	6,845,830	5,491,746	5,333,093
	B. Non alimentaires					
	Boissons alcooliques—					
14	Brandy	gall. de preuve	899	1,371	1,155	480
		$	15,298	11,630	7,402	2,664
15	Geneviève	gall. de preuve	73,055	82,023	75,534	59,836
		$	242,933	270,002	245,414	192,281
16	Rhum	gall. de preuve	104,248	119,574	119,407	120,446
		$	2,036,745	1,081,252	256,049	246,092
17	Whisky	gall. de preuve	634,241	764,031	774,065	913,862
		$	3,266,401	4,213,263	4,394,641	4,099,530
18	Vins transquilles et mousseux	$	166,684	124,958	106,643	60,722
	Totaux, boissons alcooliques[1]	$	5,882,547	5,855,698	5,136,432	4,742,653
19	Gommes et résines	$	49,479	43,872	63,515	30,805
20	Tourteaux oléagineux et farine	cwt	3,908	2,133	600	Nil
		$	7,295	4,152	630	-
	Huiles végétales non comestibles—					
21	Huile de coton, brute	cwt	190,697	170,495	140,419	36,734
		$	1,087,036	1,024,679	574,768	138,891
22	Huile pour la savonnerie	gall.	430,053	1,507,572	1,059,683	345,962
		$	240,174	960,678	462,882	137,435
23	Huile d'arachides, brute, pour fins comes	cwt.	322,283	405,366	715,775	236,952
		$	1,980,046	2,645,222	3,117,396	1,051,531
	Totaux, huiles végét. non comestibles[1]	$	3,808,069	5,048,047	4,425,883	1,539,111
24	Plants, arbrisseaux, arbres et vignes	$	37,216	49,946	41,736	30,226
	Caoutchouc et ses transformations—					
25	Brut	lb	856,889	282,259	450,339	747,021
		$	137,058	56,625	68,685	133,783
26	Récupéré, pulvérisé, succédané	cwt	1,859	2,378	1,633	1,677
		$	41,110	37,311	18,977	16,659
27	Bandages pneumatiques	$	47,348	95,023	99,835	89,440
	Totaux, caoutch. et ses transformations[1]	$	622,925	517,619	509,157	636,766

[1] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés.

du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de tous pays, années civiles 1936-39—suite

Etats-Unis				Tous pays				N°
1936	1937	1938	1939	1936	1937	1938	1939	
3,526	996	1,719	3,672	238,985	253,549	346,099	261,337	1
6,650	2,860	3,612	6,639	321,607	466,298	464,365	353,083	
44,516	25,540	31,101	115,024	575,404	701,207	656,905	742,002	
450,327	626,948	609,797	648,020	5,476,494	6,642,017	5,442,855	4,552,960	2
91,901	136,667	102,434	104,655	668,676	842,591	682,395	614,533	
504,527	386,138	2,172,302	1,205,917	14,491,166	12,558,180	13,117,678	14,521,221	3
122,146	110,347	249,902	172,752	2,241,887	2,181,953	2,021,353	2,140,289	
Nil	Nil	Nil	Nil	6,658,616	4,763,145	6,242,630	5,360,741	4
–	–	–	–	11,306,726	8,987,429	11,491,677	10,616,580	
Nil	Nil	Nil	Nil	3,701,938	4,458,529	3,332,802	4,982,885	5
–	–	–	–	6,278,112	8,291,360	6,069,898	9,609,025	
47,881	66,084	43,730	59,120	49,264	75,766	99,953	79,904	6
225,947	309,722	191,850	310,372	228,909	331,336	298,627	374,077	
464,485	567,083	560,818	614,311	20,748,928	20,645,026	20,580,607	23,374,465	
972,312	1,008,804	535,616	969,599	3,039,109	3,166,548	2,065,015	2,298,147	7
980,281	923,494	1,041,481	1,196,041	40,620,102	38,398,164	43,139,830	47,314,575	8
406,472	377,039	385,677	479,263	3,842,686	4,170,822	3,931,552	4,603,508	
216,870	229,069	208,681	254,206	915,470	894,372	813,562	977,117	9
54,355	15,704	54,398	130,200	39,739,189	40,122,186	37,591,064	43,393,607	10
5,921	3,544	11,078	33,416	9,072,947	10,013,430	9,579,902	10,090,807	
1,026,290	1,032,860	1,126,586	1,098,275	1,409,505	1,348,600	1,480,599	1,380,628	11
168,540	159,422	152,178	156,855	211,828	195,852	193,612	197,366	
347,650	499,075	337,161	244,070	1,280,944	1,454,948	1,087,490	782,232	12
92,329	155,604	76,748	89,935	380,708	444,145	298,535	237,565	
1,071,438	1,114,731	1,026,474	1,243,485	1,145,978	1,120,937	1,026,819	1,246,875	13
118,264	120,413	111,063	139,723	126,969	121,424	111,167	140,218	
24,227,359	29,299,922	35,293,309	30,449,529	85,688,384	94,013,384	86,095,834	86,434,660	
6	16	4	13	131,073	158,330	143,339	127,828	14
262	127	43	90	876,237	859,223	667,072	532,952	
Nil	2	Nil	Nil	75,697	85,427	78,769	62,927	15
–	24	–	–	268,897	296,384	271,143	216,249	
5	1	6	2	222,351	274,953	265,057	305,594	16
42	10	23	12	2,181,465	1,265,201	407,955	425,496	
526	4,672	5,383	142,674	635,203	768,943	779,847	1,057,361	17
7,167	62,665	78,577	242,617	3,280,638	4,277,671	4,475,052	4,344,154	
5,293	6,890	2,660	2,666	981,470	1,043,298	904,884	813,399	18
14,452	70,014	81,534	245,551	7,903,144	8,049,715	6,970,046	6,539,969	
1,520,443	1,953,375	1,035,888	1,451,364	1,916,564	2,313,294	1,404,177	1,720,865	19
128,831	238,055	554,061	507,379	204,972	338,916	625,090	556,032	20
186,696	367,492	663,895	664,618	263,447	491,003	740,520	716,585	
5	19,672	Nil	66,981	190,702	190,167	140,419	103,715	21
50	118,275	–	443,197	1,087,086	1,142,954	574,768	582,088	
1,752,045	1,012,026	742,808	1,828,413	7,967,082	11,533,292	10,492,071	10,644,601	22
809,745	566,753	278,119	643,491	3,202,244	5,901,757	3,875,341	2,972,364	
19,781	1,217	6,727	Nil	600,109	668,739	935,133	398,944	23
168,508	8,367	17,273	–	3,507,859	4,130,854	3,902,730	1,624,534	
3,081,759	3,390,715	2,072,209	3,673,134	11,017,800	15,774,646	11,212,620	8,672,599	
225,791	255,337	263,002	244,852	833,894	992,636	905,988	868,294	24
9,405,756	12,082,311	7,146,831	6,092,551	62,438,602	80,992,738	57,562,865	70,816,852	25
1,497,801	2,509,765	1,035,937	1,101,834	9,519,658	15,672,483	8,144,296	11,357,055	
139,297	190,910	146,663	211,541	141,934	195,153	148,684	213,555	26
564,267	845,328	615,135	907,333	628,906	907,755	646,718	932,771	
137,835	203,788	195,148	405,085	201,818	326,287	323,913	561,557	27
3,614,553	5,615,957	3,555,101	4,832,835	12,284,188	19,478,956	11,289,825	16,116,311	

16.—Principales importations du Canada pour consommation en provenance

N°	Articles		Royaume-Uni			
			1936	1937	1938	1939
	I. Prod. agricoles et substances végétales—fin					
	B. Non alimentaires—fin					
	Graines de semence—					
1	Lin	boiss.	32	147	154	36
		$	64	592	922	205
2	Graine d'herbe	lb	41,022	36,949	41,033	44,594
		$	5,030	4,466	4,652	4,982
	Totaux, graines de semence[1]	$	194,287	425,780	189,014	98,618
	Tabac—					
3	Tabac en feuilles	lb	56,435	162,121	143,890	225,109
		$	35,633	44,236	48,666	131,486
4	Tabac ouvré	lb	105,281	106,159	102,481	105,366
		$	346,227	351,716	333,576	371,944
	Totaux, tabac[1]	$	381,860	395,952	382,242	503,430
5	Sorgho à balai	$	Nil	Nil	Nil	Nil
6	Térébenthine, esprit de	gall.	374	244	584	12,700
		$	262	415	604	4,847
	Totaux, B. Non Alimentaires[1]	$	11,135,081	12,532,059	10,898,089	7,699,658
	Totaux, produits agricoles et substances végétales[1]	$	**17,128,550**	**19,377,889**	**16,389,835**	**13,032,751**
	II. Bétail et produits animaux					
7	Animaux vivants	$	156,039	235,240	101,659	80,185
8	Os, ivoire et écailles	$	70,009	121,996	84,757	137,837
9	Plumes et tiges de plume	$	29,663	61,402	33,763	39,687
	Poisson—					
10	Frais	$	662	863	1,024	601
11	Séché, salé, fumé	$	51,602	39,417	36,243	14,657
12	En conserve et en boîte	$	65,134	60,829	43,906	31,690
	Totaux, poisson[1]	$	117,398	101,109	81,173	46,948
	Fourrures—					
13	Brutes	$	861,269	1,254,760	916,685	696,432
14	Ouvrées	$	69,657	229,741	74,250	64,813
15	Poil pour chapelier	$	150,231	160,351	109,207	191,695
	Totaux, fourrures[1]	$	1,094,131	1,676,407	1,135,686	1,018,417
16	Cheveux et soies	$	41,589	53,144	9,894	10,055
17	Peaux brutes	$	7,288	12,985	5,705	4,751
			86,347	142,286	69,319	48,691
	Cuir non ouvré—					
18	A gants	$	30,048	48,702	21,267	56,112
19	Tanné	$	67,850	203,968	108,470	107,407
20	Ciré ou lustré	$	485,059	837,031	589,599	662,338
	Totaux, cuir non ouvré[1]	$	1,201,474	2,101,059	1,452,905	1,597,805
	Cuir ouvré—					
21	Chaussures	paires	205,096	233,642	154,189	148,233
		$	298,838	383,829	310,720	306,728
22	Gants et mitaines	$	84,934	80,518	57,543	64,411
23	Harnais et sellerie	$	56,454	81,935	67,074	88,025
	Totaux, cuir ouvré[1]	$	578,118	705,363	558,898	568,213
	Viandes—					
24	Viandes en boîte	lb	578,315	56,511	29,830	38,709
		$	55,388	16,948	12,300	11,138
25	Porc saumuré	lb	Nil	Nil	Nil	Nil
		$	-	-	-	-
	Totaux, viandes[1]	$	304,096	141,844	140,914	169,483

[1] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés.

du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de tous pays, années civiles 1936-39—suite

Etats-Unis				Tous pays				N°
1936	1937	1938	1939	1936	1937	1938	1939	
220	19	211	Nil	1,293,354	1,210,765	713,247	1,116,229	1
562	60	517	–	1,608,673	1,603,007	936,637	1,261,029	
2,346,542	884,167	2,167,558	5,921,633	2,646,753	1,186,743	2,372,283	6,162,005	2
149,321	76,443	127,058	298,355	194,438	131,229	167,889	353,494	
411,273	374,296	346,099	601,937	2,558,982	2,890,528	1,742,370	2,176,504	
3,029,191	2,327,895	3,946,034	3,701,584	3,289,994	2,569,177	4,458,578	4,414,955	3
927,780	788,193	1,453,875	1,323,156	1,136,214	901,294	1,809,002	1,891,001	
58,692	60,603	55,745	56,165	184,471	184,735	176,783	177,863	4
75,144	79,321	72,646	76,456	461,439	471,733	441,677	484,162	
1,002,924	867,514	1,526,521	1,399,612	1,597,653	1,376,027	2,250,679	2,375,163	
292,722	208,729	161,426	233,893	321,723	256,878	186,170	261,420	5
1,078,715	1,262,056	1,267,027	1,416,659	1,079,170	1,262,379	1,267,654	1,437,072	6
439,387	487,922	345,039	412,296	439,864	488,412	345,991	420,143	
11,842,272	15,116,160	11,669,918	14,911,127	40,557,554	54,133,365	39,025,664	41,400,486	
36,069,631	**44,416,082**	**46,963,227**	**45,360,656**	**126,245,938**	**148,146,749**	**125,121,498**	**127,835,146**	
541,331	1,066,682	1,192,838	785,524	790,374	1,374,874	1,357,533	891,436	7
164,424	156,440	139,964	183,860	351,952	436,746	335,753	426,543	8
59,288	60,951	73,079	102,638	130,013	191,256	155,635	194,442	9
328,277	327,393	463,886	443,230	603,632	717,729	931,786	886,773	10
39,700	37,536	42,781	55,317	313,093	248,797	287,981	268,280	11
224,891	219,171	217,672	413,439	1,202,253	1,002,585	1,059,856	1,300,158	12
592,868	584,100	724,339	911,986	2,118,978	1,969,111	2,279,623	2,455,221	
3,139,871	3,095,330	2,495,457	3,828,945	4,591,478	5,348,694	3,743,548	5,053,506	13
817,466	879,189	428,764	334,228	1,337,033	1,743,121	946,826	947,700	14
231,563	156,514	126,659	202,573	972,309	814,959	758,106	916,182	15
4,272,302	4,293,135	3,148,940	4,455,938	7,000,917	8,169,840	5,650,624	7,133,052	
503,472	687,658	417,448	612,763	670,555	868,295	507,374	725,949	16
169,211	111,250	123,100	188,269	360,574	404,673	252,089	490,708	17
1,989,778	1,842,870	1,223,840	2,509,223	4,839,362	6,329,054	2,935,975	6,173,395	
431,461	459,860	350,963	461,681	463,122	508,671	372,912	519,811	18
19,057	38,909	25,149	42,066	87,738	243,360	161,870	173,160	19
901,526	862,955	610,743	903,305	1,447,967	1,744,364	1,221,810	1,588,421	20
1,486,023	1,498,947	1,092,231	1,557,931	2,767,662	3,661,130	2,612,239	3,218,396	
143,774	150,217	307,219	514,179	456,061	549,680	594,531	819,330	21
403,773	390,564	638,130	1,004,773	821,073	953,299	1,111,990	1,486,465	
10,931	11,209	11,203	16,718	724,835	867,372	734,525	652,126	22
43,498	53,261	47,076	62,604	100,741	140,507	118,389	152,799	23
667,101	695,212	943,475	1,412,264	2,005,942	2,374,255	2,351,546	2,744,095	
158,190	113,963	55,886	48,704	12,362,855	11,846,161	10,567,788	15,156,562	24
15,350	13,174	9,746	7,912	618,335	647,898	642,238	1,001,547	
2,730,983	1,960,005	3,413,936	3,281,762	2,730,983	1,960,005	3,413,936	3,281,762	25
271,142	239,404	284,348	238,680	271,142	239,404	284,348	238,680	
371,831	367,303	730,682	3,075,560	1,241,784	1,154,679	1,565,086	4,439,379	

16.—Principales importations du Canada pour consommation en provenance

N°	Articles		Royaume-Uni			
			1936	1937	1938	1939
	II. Bétail et produits animaux—fin					
	Lait et ses dérivés—					
1	Beurre	lb	15,680	53,548	951,260	1,281
		$	3,222	11,584	238,337	382
2	Fromage	lb	58,213	49,205	42,683	51,886
		$	17,665	16,554	15,014	18,551
	Totaux, lait et ses dérivés[1]	$	29,023	33,062	255,585	21,839
	Huiles, matières grasses, graisses—					
3	Huiles de poisson	gall.	51,809	79,487	88,431	88,075
		$	86,319	128,567	130,330	125,760
4	Graisse pour savon et cuir	cwt	6,034	8,611	8,451	11,504
		$	22,219	29,972	27,220	40,999
5	Saindoux et dérivés	lb	6,551	4,077	913	2,309
		$	444	232	66	206
	Totaux, huiles, matières grasses, graisses[1]	$	122,213	176,435	164,779	178,724
6	Œufs dans leur coquille	douz.	56	513	83	39
		$	144	1,029	97	41
7	Œufs, *n.a.é.*	$	186	697	661	148
8	Gélatine comestible	lb	677,681	964,747	915,839	725,779
		$	152,086	264,612	240,653	201,072
9	Boyaux à saucisse	$	86,951	15,722	117,777	Nil
	Totaux, bétail et produits animaux[1]	$	**4,274,388**	**6,115,189**	**4,640,392**	**4,304,185**
	III. Fibres et textiles					
	Coton et ses dérivés—					
10	Brut	lb	143,439	313,906	253,425	106,654
		$	26,139	54,303	30,567	14,135
11	Fibres	lb	55,811	Nil	Nil	Nil
		$	1,925	—	—	—
12	Filés	lb	4,672,901	5,135,560	3,883,049	4,477,936
		$	2,404,827	2,915,947	2,023,212	2,488,878
13	Tissus de coton blanchis	lb	1,544,094	1,071,849	634,279	644,557
		$	733,258	565,366	354,350	333,455
14	Tissus de coton non blanchis	lb	2,612,975	3,753,376	2,685,962	2,648,130
		$	846,288	1,428,238	950,248	841,316
15	Teint, en pièce	lb	3,545,138	3,438,321	2,422,952	2,711,473
		$	1,779,501	1,891,180	1,398,497	1,545,128
16	Teint, en filé	lb	797,478	935,478	800,368	764,332
		$	431,903	542,880	504,418	451,216
17	Imprimés	lb	1,998,809	1,702,304	1,172,614	1,499,293[2]
		$	1,075,135	968,202	705,747	843,928[2]
18	Velvetines et velours de coton	lb	450,959	112,145	33,836	19,642
		$	433,542	106,143	29,895	16,966
19	Broderies	$	124,239	178,754	88,956	72,478
20	Mouchoirs	$	436,208	465,915	395,942	371,413
21	Dentelles	$	411,429	330,657	216,758	197,951
22	Vêtements et lingerie	$	324,132	367,212	325,023	287,718
	Totaux, coton et ses dérivés[1]	$	11,022,329	12,520,952	9,360,526	9,941,219
	Lin, chanvre et jute—					
23	Chanvre, teillé ou non	cwt	Nil	Nil	Nil	Nil
		$	—	—	—	—
24	Filés de lin, chanvre et jute	lb	4,257,912	4,827,688	3,127,085	3,134,270
		$	577,098	712,053	492,698	537,573
25	Fil de toile	lb	256,836	314,088	195,378	238,652
		$	248,195	311,741	193,360	251,059
26	Tissus de lin et de chanvre	$	1,044,280	1,108,962	899,536	857,831
27	Tissus de jute	verges	4,352,314	5,194,360	3,395,750	2,705,776
		$	437,757	513,255	331,903	321,590
28	Mouchoirs	$	475,572	489,579	375,448	348,605
29	Serviettes	$	147,425	179,052	132,506	131,201
	Totaux, lin, chanvre et jute[1]	$	4,140,552	4,871,008	3,673,392	3,504,258

[1] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés. [2] Comprend des items inclus antérieurement dans "teint, en pièce" et "teint, en filé".

du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de tous pays, années civiles 1936-39—suite

Etats-Unis				Tous pays				N°
1936	1937	1938	1939	1936	1937	1938	1939	
56,444	10,306	8,688	3,907	117,281	65,918	5,231,838	5,644	1
17,270	3,556	2,624	1,078	30,738	15,724	1,411,958	1,656	
174,620	88,019	90,212	203,898	1,239,882	1,410,336	1,386,645	1,396,713	2
54,800	26,388	25,154	74,461	317,934	327,565	311,635	377,867	
89,768	97,176	69,080	93,220	387,699	462,098	1,788,308	454,843	
76,089	79,734	77,689	82,179	419,585	423,752	334,747	422,848	3
119,482	152,005	144,690	241,055	396,606	481,689	395,770	537,313	
63,633	17,903	12,849	13,051	92,792	133,111	81,778	99,578	4
395,674	143,813	79,552	79,711	527,746	733,249	337,841	345,881	
236,981	60,073	105,486	473,372	486,630	458,324	207,251	655,080	5
18,189	7,518	11,065	36,640	33,016	29,519	15,282	45,248	
618,480	383,360	277,900	461,196	1,234,886	1,562,891	937,692	1,192,533	
106,353	23,743	18,489	40,922	118,598	37,408	33,534	56,947	6
35,684	12,194	9,630	17,905	40,104	17,887	14,960	23,573	
67,025	71,178	58,145	77,139	87,510	71,925	59,363	73,681	7
219,760	68,090	59,998	93,537	2,212,422	2,337,459	2,052,472	2,343,481	8
113,190	27,710	22,923	30,801	524,831	523,114	463,550	495,464	
57,206	38,352	22,345	6,110	837,053	1,179,036	1,152,901	1,070,835	9
12,084,241	**12,557,770**	**10,795,308**	**16,935,800**	**25,845,624**	**31,528,395**	**25,226,625**	**32,757,666**	
145,633,737	154,662,719	130,517,903	149,047,432	149,504,296	158,192,013	134,760,525	159,532,357	10
18,711,576	19,314,192	12,320,152	15,206,453	19,337,081	19,912,756	12,872,808	16,425,282	
5,649,877	7,674,803	9,941,761	11,014,670	5,941,116	8,141,915	10,182,585	11,055,350	11
320,456	435,170	338,015	388,359	334,301	461,906	356,289	389,977	
354,632	686,692	956,171	909,477	5,048,140	5,847,960	4,858,742	5,391,919	12
200,803	332,862	404,849	446,099	2,623,409	3,272,157	2,441,789	2,940,164	
514,245	130,700	171,210	508,039	2,087,519	1,240,378	826,381	1,233,970	13
254,984	74,619	84,033	248,553	1,018,371	677,201	462,926	618,594	
2,676,818	4,572,797	2,420,851	6,106,526	5,294,515	8,350,211	5,130,429	9,153,062	14
683,207	1,341,080	546,327	1,498,077	1,532,700	2,778,036	1,504,091	2,414,514	
1,055,873	1,113,603	1,018,959	16,898	5,582,950	5,668,263	3,964,188	2,742,613	15
649,141	690,748	602,124	7,504	2,846,983	3,078,258	2,238,408	1,557,944	
288,328	353,084	453,843	5,972	1,472,023	1,940,968	2,176,432	802,968	16
170,576	224,408	214,869	3,211	773,879	1,044,490	1,094,036	467,305	
521,918	715,673	1,263,388	4,336,750[2]	2,655,058	2,621,024	2,568,203	7,058,108[2]	17
381,645	522,546	769,960	2,512,172[2]	1,532,614	1,608,747	1,553,494	3,824,150[2]	
49,025	50,899	71,846	141,140	651,092	586,214	545,486	537,567	18
47,613	50,973	57,629	122,577	557,577	369,675	294,528	303,859	
49,154	57,666	84,224	113,377	218,408	285,207	243,988	285,488	19
14,656	7,750	14,351	28,551	607,252	707,233	631,597	677,361	20
23,935	20,299	13,500	15,799	512,274	435,865	302,248	268,915	21
366,047	410,648	573,500	774,855	1,313,254	1,449,212	1,497,350	1,539,600	22
22,969,284	24,727,020	17,166,934	23,115,399	36,720,597	40,615,160	29,535,139	36,647,857	
1,252	2,179	5,826	3,496	44,002	14,288	17,125	10,445	23
13,488	24,607	45,273	40,326	302,683	119,481	100,736	80,237	
222,467	137,198	102,198	148,932	4,728,669	5,250,360	3,698,204	3,990,513	24
39,901	32,598	25,919	37,218	640,244	788,600	571,560	640,978	
1,306	1,711	2,607	14,127	260,957	321,295	203,563	253,645	25
1,605	2,219	3,474	15,013	250,459	316,793	200,384	266,493	
18,784	28,199	24,631	14,918	1,065,736	1,158,666	946,941	888,033	26
161,231	302,391	101,612	1,562,905	99,731,849	104,372,261	95,697,717	98,782,867	27
9,836	12,560	5,189	121,326	3,691,722	3,898,065	3,135,628	4,013,616	
1,971	2,713	2,915	3,906	597,236	609,704	487,533	443,192	28
3,010	3,757	2,136	1,318	184,278	229,877	184,503	152,240	29
604,430	724,450	703,504	920,952	9,210,763	10,501,487	8,542,578	9,195,611	

16.—Principales importations du Canada pour consommation en provenance

N°	Articles		Royaume-Uni			
			1936	1937	1938	1939
	III. Fibres et textiles—fin					
	Soie et ses produits—					
1	Soie grège	lb	Nil	1,380	6,733	674
		$	–	2,760	11,048	1,173
2	Velours et peluches	$	24,977	35,064	18,125	14,794
3	Autres tissus	$	133,682	133,956	124,546	116,219
4	Vêtements et lingerie	$	146,065	156,801	134,888	119,010
	Totaux, soie et ses produits[1]	$	489,400	642,859	438,516	354,395
	Laine et ses produits—					
5	Laine brute	lb	6,309,423	5,529,205	4,112,420	4,321,803
		$	1,755,544	2,157,920	1,230,016	1,219,705
6	Blousses	lb	662,708	656,391	422,396	452,170
		$	343,304	398,733	210,686	207,562
7	Peignés de worsted	lb	10,562,233	9,185,438	8,263,072	9,890,381
		$	5,121,635	5,769,838	4,061,148	4,680,403
8	Filés de laine	lb	3,409,333	3,699,938	2,751,667	2,928,669
		$	2,766,382	3,350,380	2,230,438	2,330,214
9	Tapis et carpettes	$	251,753	360,470	348,589	415,116
10	Tissus en pièce pour être teints	lb	1,356,735	1,413,987	1,119,200	1,191,890
		$	1,448,614	1,646,099	1,283,638	1,342,353
11	Etoffe à pardessus	lb	1,130,510	1,703,156	855,200	713,888
		$	984,467	1,723,207	886,424	736,896
12	Tweeds	lb	1,496,594	1,304,217	997,335	855,192
		$	1,341,826	1,302,829	992,373	849,776
13	Worsteds et serges	lb	3,661,772	4,679,761	4,267,099	4,641,309
		$	4,242,070	5,931,159	5,556,239	5,951,487
14	Couvertures	lb	792,797	715,795	607,347	623,612
		$	406,667	430,336	361,158	360,463
15	Bas et chaussettes douz. paires		107,100	123,151	126,093	120,892
		$	424,367	514,439	505,920	471,477
16	Autres vêtements et lingerie	$	1,056,475	1,089,896	844,248	646,607
	Totaux, laine et ses produits[1]	$	21,808,870	26,435,399	19,996,722	20,742,576
	Rayonne—					
17	Filés	lb	754,724	1,522,547	1,558,351	1,768,745
		$	534,349	1,001,555	676,712	852,288
18	Tissus	$	699,881	1,252,350	1,114,321	1,110,263
	Totaux, rayonne[1]	$	1,334,219	2,370,550	1,870,425	2,462,853
19	Fibres de manille	cwt	Nil	Nil	Nil	Nil
		$	–	–	–	–
20	Fibre d'agave et fibrille, etc	cwt	910	2,717	7,853	659
		$	5,369	22,657	32,605	3,976
21	Ficelle d'engerbage	cwt	111,355	75,577	77,444	113,480
		$	921,127	648,402	582,783	733,136
22	Lignes de pêche	$	1,120,722	1,235,968	1,103,522	959,870
23	Gants	$	149,332	158,402	114,211	85,972
24	Chapeaux, casquettes	$	257,718	276,157	238,772	223,155
25	Toile cirée	lb	2,890,399	3,675,154	4,501,284	4,544,290
		$	254,142	368,183	406,741	384,064
26	Chiffons et déchets	cwt	60,004	63,390	21,711	16,406
		$	393,443	588,701	224,167	151,360
27	Pansements chirurgicaux	$	220,044	209,666	153,858	170,834
	Totaux, fibres et textiles[1]	$	**44,162,796**	**52,642,628**	**40,094,905**	**41,193,836**
	IV. Bois, produits du bois et papier					
	Bois non ouvré—					
28	Billots	M pds	Nil	Nil	Nil	Nil
		$	–	–	–	–
29	Traverses de chemin de fer	nomb.	Nil	90	Nil	Nil
		$	–	210	–	–
30	Bois d'œuvre	M pds	24	36	53	31
		$	3,835	4,495	9,086	7,338
31	Feuilles de placage	$	6,448	7,925	5,820	7,538
	Totaux, bois non ouvré[1]	$	12,127	15,451	18,162	16,235

[1] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés.

du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de tous pays, années civiles 1936-39—suite

Etats-Unis				Tous pays				N°
1936	1937	1938	1939	1936	1937	1938	1939	
2,042,498	2,330,277	2,458,724	2,296,346	2,145,790	2,445,871	2,507,683	2,304,618	1
3,681,784	4,584,098	4,208,476	6,325,214	3,866,972	4,831,824	4,305,859	6,340,725	
273,614	148,594	170,310	158,240	459,953	317,692	344,012	278,886	2
436,441	464,155	321,656	443,050	1,275,225	1,361,308	1,150,012	1,111,150	3
393,067	383,543	252,956	207,948	682,498	741,331	510,648	464,615	4
4,956,124	5,820,654	5,181,095	7,383,180	6,780,074	8,020,319	6,817,000	8,678,489	
3,957	3,983	2,704	255,900	22,781,572	24,426,661	15,524,409	19,077,696	5
2,001	2,417	2,161	119,230	5,309,533	8,585,242	4,156,674	4,509,490	
Nil	438	Nil	254	886,213	807,796	545,855	546,960	6
–	233	–	148	410,938	458,461	242,093	231,130	
1,033	5,582	327	22,887	12,180,333	11,159,949	9,978,648	11,768,327	7
1,600	4,667	243	19,629	6,042,681	6,916,533	5,000,680	5,576,324	
8,760	4,754	4,692	10,579	3,433,568	3,736,103	2,815,153	2,986,386	8
13,701	6,512	6,902	14,157	2,823,139	3,427,666	2,353,667	2,457,590	
35,173	53,185	16,787	13,378	662,083	889,949	784,558	807,524	9
Nil	63	Nil	26	1,360,774	1,419,717	1,126,494	1,212,547	10
–	141	–	15	1,453,212	1,654,609	1,291,303	1,362,731	
578	981	104	1,645	1,139,333	1,747,455	876,772	728,585	11
914	1,440	245	2,278	1,002,742	1,780,197	907,992	753,113	
422	491	164	1,478	1,502,613	1,309,487	1,001,436	858,559	12
959	1,313	456	1,630	1,353,517	1,311,570	998,256	854,014	
2,950	2,816	1,315	5,805	3,696,721	4,765,776	4,364,157	4,696,371	13
7,990	7,954	3,143	14,840	4,319,045	6,065,949	5,703,128	6,039,629	
2,195	4,463	4,873	11,920	795,635	720,821	615,172	636,296	14
1,994	3,720	4,398	8,288	409,303	434,677	367,665	369,432	
267	162	71	43	108,325	124,186	127,023	121,631	15
1,021	978	494	337	430,539	520,872	511,593	475,473	
142,987	133,757	135,825	245,784	1,281,938	1,275,650	1,032,217	945,415	16
345,709	356,810	273,108	505,155	27,573,314	35,625,589	25,184,471	26,242,286	
183,271	103,376	209,040	358,104	1,167,936	2,022,144	2,561,155	3,697,166	17
138,069	98,694	142,092	261,182	766,214	1,316,707	1,161,757	1,762,018	
291,532	435,415	358,259	481,372	1,240,772	2,034,754	1,737,908	1,835,770	18
765,764	1,019,003	1,106,466	1,861,749	2,548,609	4,075,009	3,749,327	5,457,111	
1,193	10,217	15,961	52,435	54,996	76,073	33,009	87,959	19
4,435	105,158	103,140	281,198	316,310	598,389	192,475	415,555	
251,958	176,055	281,334	378,530	572,889	373,328	411,604	468,883	20
1,179,260	988,812	1,223,115	1,441,886	2,810,221	2,075,240	1,751,588	1,736,464	
507	3,545	1,704	8,658	285,679	126,698	196,159	257,152	21
3,964	29,142	13,340	60,235	2,162,354	1,020,670	1,268,925	1,491,964	
294,152	303,208	236,268	301,644	1,525,005	1,665,990	1,479,759	1,348,583	22
13,751	15,325	25,832	26,810	516,496	470,212	462,558	330,136	23
222,124	242,976	229,567	261,794	554,009	621,878	560,674	544,371	24
1,284,890	1,649,782	1,392,755	1,137,387	4,175,455	5,368,275	5,920,384	5,760,116	25
181,163	255,504	198,769	187,153	435,337	625,958	606,747	574,083	
374,252	390,235	275,212	351,620	522,116	541,248	357,079	417,148	26
1,678,994	1,892,375	1,213,682	1,775,002	2,611,617	3,144,287	1,817,830	2,291,495	
37,180	41,986	49,103	122,027	259,956	254,639	205,201	296,303	27
35,278,626	**39,050,348**	**30,168,324**	**41,563,506**	**98,915,100**	**115,273,202**	**87,443,217**	**100,866,078**	
6,466	7,514	24,581	18,773	6,470	7,514	24,584	18,786	28
129,605	119,640	404,922	374,791	129,751	119,640	405,102	375,069	
161,692	286,909	203,619	277,351	161,692	286,999	203,619	277,351	29
219,403	383,685	270,562	359,366	219,403	383,895	270,562	359,366	
89,002	119,386	79,265	76,227	89,467	119,921	80,356	77,041	30
3,528,329	4,677,028	3,185,589	3,324,117	3,561,302	4,731,427	3,256,051	3,392,033	
502,786	519,343	361,570	387,819	557,543	579,232	397,526	428,846	31
4,738,253	6,277,847	4,878,316	5,081,679	4,932,787	6,523,151	5,050,154	5,238,240	

16.—Principales importations du Canada pour consommation en provenance

N°	Articles		Royaume-Uni			
			1936	1937	1938	1939
	IV. Bois, produits du bois et papier—fin					
	Bois ouvré—					
1	Articles en liège	$	77,756	62,800	51,139	42,461
2	Meubles	$	140,218	148,735	107,945	60,949
3	Douves	$	Nil	Nil	Nil	Nil
4	Pulpe de bois	cwt	"	"	"	9
		$	-	-	-	54
	Totaux, bois ouvré[1]	$	296,962	314,984	260,012	191,954
	Papier—					
5	Boîtes et récipients	$	37,180	57,763	34,228	32,391
6	*Papier cartonné*	lb	518,915	643,378	466,701	346,884
		$	51,693	68,001	50,885	33,639
7	Papier à imprimer	lb	1,805,727	1,992,049	1,219,460	861,905
		$	134,654	170,402	121,987	81,280
8	Papier d'emballage	lb	339,073	589,906	553,551	232,123
		$	20,031	41,428	39,806	19,606
	Totaux, papier[1]	$	1,114,069	1,424,696	1,139,758	950,699
	Livres et imprimés—					
	Brochures d'annonceurs, etc	lb	433,860	460,575	385,752	302,729
		$	153,355	185,649	152,238	132,734
10	Bibles, livres de prières, etc	$	106,269	112,473	233,060	166,321
11	Journaux et magazines	$	384,499	408,942	328,749	301,737
12	Photographies, gravures, etc	$	59,275	74,757	55,653	55,881
13	Livres de classe	$	467,510	494,253	445,833	422,627
	Totaux, livres et imprimés[1]	$	2,211,953	2,297,143	2,158,168	1,887,548
	Totaux, produits du bois et papier[1]	$	**3,635,111**	**4,052,274**	**3,576,100**	**3,046,436**
	V. Fer et ses dérivés					
14	Minerai de fer	tonnes	288	Nil	14,667	63
		$	3,837	-	42,295	635
15	*En gueuse, lingots, etc*	cwt	139,743	119,890	21,255	2,586
		$	193,908	236,923	37,167	175,736
16	Ferraille	tonnes	3	64	18	Nil
		$	15	1,023	185	-
17	Coulages et pièces forgées	$	494,689	592,570	595,167	882,535
	Laminages—					
18	Bandes et cercles	cwt	44,709	35,779	14,540	14,122
		$	330,883	390,239	315,878	206,676
19	Barres, y compris rails de chemin de fer	cwt	92,881	154,875	83,835	71,795
		$	622,352	1,146,549	699,598	527,960
	Plaques et tôles—					
20	Plaques	cwt	212,308	279,902	58,830	109,767
		$	449,306	694,021	155,998	257,231
21	Tôles galvanisées	cwt	177,354	212,166	40,676	105,675
		$	595,713	927,522	188,582	447,353
22	Tôles à galvaniser	cwt	175,674	195,120	66,473	91,436
		$	496,611	563,227	235,305	325,557
23	Tôles à étamer	cwt	177,648	104,832	Nil	Nil
		$	531,441	304,063	-	-
24	Tôles, autres	cwt	353,459	381,897	80,518	36,379
		$	1,007,571	1,436,564	324,874	136,288
25	Tôles à cintrer	cwt	19,137	14,478	2,627	5,902
		$	37,025	37,088	7,458	17,854
26	Fer blanc	cwt	1,572,871	1,767,966	1,229,201	1,110,194
		$	7,631,382	10,904,772	7,002,807	5,882,405
	Totaux, plaques et tôles[1]	cwt	2,688,451	2,956,361	1,478,325	1,459,353
		$	10,749,049	14,867,257	7,915,024	7,066,688
27	Fer et acier de charpente	cwt	121,240	80,660	37,367	67,573
		$	242,022	191,333	105,942	162,476
	Totaux, laminages[1]	$	11,944,306	16,595,378	9,037,346	7,964,021

[1] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés.

du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de tous pays, années civiles 1936-39—suite

Etats-Unis				Tous pays				N°
1936	1937	1938	1939	1936	1937	1938	1939	
235,013	395,856	327,413	484,388	565,699	899,232	708,672	810,978	1
663,034	867,331	742,138	599,429	885,625	1,131,483	957,442	727,474	2
201,002	231,334	217,873	305,335	201,002	231,376	217,873	305,335	3
383,770	421,075	339,594	430,876	384,028	421,075	339,594	430,885	4
616,914	695,819	561,474	763,087	617,599	695,819	561,474	763,141	
3,002,377	3,942,568	3,423,624	3,980,918	3,792,075	5,005,294	4,295,518	4,658,735	
335,974	438,837	404,835	504,281	387,629	509,022	451,150	545,913	5
15,921,668	19,531,738	29,225,583	37,146,744	17,434,261	20,834,334	30,448,397	38,341,268	6
692,919	927,757	1,087,867	1,359,163	777,724	1,031,090	1,174,081	1,427,008	
4,557,614	4,565,361	4,728,982	7,085,386	7,934,216	7,835,860	6,972,970	9,405,083	7
472,931	523,753	465,306	685,368	720,047	794,519	668,741	864,021	
2,554,206	2,247,999	2,635,244	3,949,090	3,989,590	3,782,878	3,698,680	4,662,274	8
262,921	256,381	313,188	331,551	341,639	358,172	389,652	375,255	
4,706,598	5,615,986	5,561,537	6,834,459	6,706,408	7,981,545	7,520,328	8,653,987	
2,906,386	3,286,899	3,155,469	3,038,466	3,402,750	3,828,171	3,622,991	3,410,219	9
1,237,651	1,448,717	1,423,574	1,391,485	1,417,435	1,669,158	1,604,942	1,548,623	
134,428	138,973	165,840	212,580	370,832	397,523	539,286	506,803	10
4,037,777	5,934,593	6,535,113	6,395,560	4,430,016	6,356,982	6,878,774	6,710,848	11
277,234	315,928	366,152	427,700	351,329	406,705	437,183	497,663	12
553,520	740,354	747,803	799,806	1,106,914	1,323,537	1,283,337	1,286,307	13
8,990,355	11,633,151	12,541,332	12,790,156	11,668,515	14,489,097	15,277,098	15,152,187	
21,437,583	**27,469,552**	**26,404,809**	**28,687,212**	**27,099,785**	**33,999,087**	**32,143,098**	**33,703,149**	
755,414	1,416,015	631,031	1,205,261	1,317,033	2,124,972	1,302,430	1,764,844	14
1,598,704	3,391,877	1,538,369	3,080,641	2,633,925	4,721,387	2,830,482	4,179,353	
119,907	260,389	253,534	240,285	263,800	403,493	282,141	253,722	15
323,123	737,361	571,921	638,982	537,944	1,108,232	718,835	898,633	
63,413	171,236	96,678	177,771	66,207	175,107	100,000	178,362	16
488,799	2,025,082	829,024	2,057,184	506,856	2,066,343	856,755	2,063,635	
1,543,390	2,684,217	1,978,137	1,849,829	2,041,088	3,280,407	2,573,486	2,733,091	17
556,969	826,329	543,657	720,403	628,315	891,316	580,034	756,879	18
1,982,069	3,273,411	2,111,658	2,938,312	2,447,292	3,844,405	2,611,644	3,207,546	
748,398	776,938	436,041	615,539	950,519	1,072,331	619,603	774,298	19
1,841,049	2,659,981	1,524,544	2,204,125	2,848,742	4,363,188	2,669,802	3,030,411	
257,966	797,277	327,039	491,035	483,449	1,082,549	391,410	609,873	20
583,391	2,055,445	912,620	1,336,776	1,056,848	2,762,258	1,084,033	1,617,049	
70,349	120,039	75,108	187,824	271,550	355,071	115,989	295,834	21
279,203	539,250	347,572	834,998	937,528	1,546,924	537,199	1,293,336	
334	2,945	4,213	23,738	176,008	198,065	70,686	115,174	22
1,970	11,334	11,904	69,960	498,581	574,561	247,209	395,517	
3,129	174,818	12,603	10	180,777	279,650	12,603	10	23
10,513	603,906	42,748	31	541,954	907,969	42,748	31	
1,353,275	2,215,968	1,232,823	1,680,904	1,769,323	2,630,281	1,331,518	1,747,652	24
3,891,312	7,330,577	4,069,307	5,638,595	5,030,639	8,867,583	4,456,531	5,907,042	
1,505,894	1,800,935	1,281,936	1,790,118	1,805,265	2,039,097	1,474,744	2,015,325	25
2,775,339	3,857,530	2,571,229	3,931,507	3,133,986	4,308,135	2,885,963	4,338,611	
312,222	567,824	330,466	627,693	1,886,113	2,336,022	1,559,765	1,738,129	26
1,547,965	2,792,911	1,811,367	3,355,417	9,184,222	13,699,442	8,814,992	9,239,372	
3,503,169	5,679,806	3,264,188	4,801,322	6,572,485	8,920,735	4,956,715	6,521,997	
9,089,693	17,190,953	9,766,747	15,167,284	20,383,758	32,666,872	18,068,675	22,790,958	
847,560	1,308,180	767,676	1,186,033	1,068,980	1,515,460	851,749	1,278,742	27
1,752,923	3,230,421	1,875,572	2,891,232	2,125,699	3,642,591	2,074,572	3,102,336	
14,694,428	26,507,317	15,327,938	23,286,673	27,867,397	44,792,419	25,470,444	32,335,519	

16.—Principales importations du Canada pour consommation en provenance

N°	Articles		Royaume-Uni			
			1936	1937	1938	1939
	V. Fer et ses dérivés—fin					
	Tubes et tuyaux—					
1	Tubes de chaudières	$	183,439	285,536	209,240	144,477
2	Tubes sans couture, 5c. la livre ou plus	$	124,921	242,793	228,765	163,053
3	Tubes forgés ou sans couture	$	228,406	134,651	100,530	68,944
4	Accessoires pour tuyau	$	917	11,436	7,227	3,314
	Totaux, tubes et tuyaux[1]	$	542,285	681,647	552,860	397,595
5	Fil de fer	$	1,193,644	1,499,849	999,383	958,120
6	Chaînes	$	120,464	210,003	161,199	182,271
	Moteurs et chaudières—					
7	Moteurs d'automobile	nomb.	21	15	3	7
		$	11,352	33,496	18,111	15,203
8	Moteurs marins	nomb.	6	14	17	3
		$	3,004	13,678	24,856	4,883
9	Moteurs Diesel et pièces détachées	nomb.	372	434	385	231
		$	689,513	731,723	624,677	390,037
10	Autres moteurs à combustion interne	nomb.	751	543	91	87
		$	27,796	30,701	16,778	10,914
	Totaux, moteurs et chaudières[1]	$	968,633	1,230,789	1,672,316	1,861,702
	Outillage agricole—					
11	Tracteurs de ferme	nomb.	65	368	760	175
		$	32,210	223,299	425,906	92,073
12	Pièces détachées de tracteurs	$	25,215	38,828	51,061	24,641
	Totaux, outillage agricole[1]	$	217,200	490,588	682,728	283,084
	Ferronnerie et coutellerie—					
13	Coutellerie	$	591,062	533,993	461,194	451,406
14	Aiguilles et épingles	$	279,961	292,770	246,554	255,283
15	Ecrous et rondelles	$	10,503	11,154	12,625	6,825
	Totaux, ferronnerie et coutellerie[1]	$	934,028	894,166	763,053	747,334
	Machinerie (non agricole)—					
16	Machines à additionner	$	15	871	561	192
17	Machines à comprimer l'air	$	78,968	58,662	90,739	53,515
18	Grues et chèvres	$	31,854	92,524	44,213	45,397
19	Outillage pour l'exploitation forestière	$	2,367	438	9,385	23,871
20	Machines à travailler le métal	$	212,117	279,560	306,917	594,524
21	Outillage pour l'exploitation minière	$	494,460	611,196	519,124	384,460
22	Outillage de papeterie	$	22,864	59,102	15,232	21,020
23	Presses à imprimer	$	151,593	220,580	191,073	142,642
24	Pompes à moteur	$	33,154	33,781	40,275	31,972
25	Machines à coudre	$	100,097	122,824	116,076	58,728
26	Machines de l'industrie textile	$	539,230	808,944	1,282,946	516,372
27	Dactylotypes	$	6,079	10,574	13,720	18,139
28	Machines à laver	$	203	157	66	85
	Totaux, machinerie[1]	$	2,603,060	3,833,362	4,179,615	3,243,740
29	Ouvrages estampés et enduits	$	163,852	237,377	165,621	171,045
30	Outils	$	341,675	498,671	388,416	401,849
	Automobiles et pièces détachées—					
31	Camions	nomb.	131	101	52	21
		$	156,177	99,196	30,300	14,040
32	Voitures de tourisme	nomb.	795	1,341	609	660
		$	430,319	933,870	355,576	440,912
33	Pièces détachées d'automobile	$	177,668	150,490	145,467	84,219
	Totaux, automobiles et pièces détachées[1]	$	764,164	1,183,556	531,343	539,171
34	Wagons et pièces détachées de wagon	$	15,320	11,077	16,722	11,337
35	Fûts, réservoirs, cylindres	$	12,740	12,898	22,105	12,423
36	Ameublement	$	10,120	19,458	67,172	26,176
37	Poêles (non électriques)	$	10,318	31,842	55,129	71,802
38	Poêles et fournaises électriques	$	8,300	10,119	16,025	5,381
39	Valves	$	43,643	75,308	53,195	37,049
	Totaux, fer et ses dérivés[1]	$	**21,687,639**	**29,794,323**	**21,646,236**	**19,253,070**

[1] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés.

du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de tous pays, années civiles 1936-39—suite

Etats-Unis				Tous pays				N°
1936	1937	1938	1939	1936	1937	1938	1939	
264,740	488,146	399,351	605,899	463,251	808,581	634,180	758,406	1
274,252	390,202	218,473	291,906	401,610	645,024	447,892	457,277	2
262,855	376,599	238,180	398,359	492,720	516,229	350,088	467,509	3
268,886	482,153	405,931	520,335	270,721	496,656	413,940	525,814	4
1,179,254	1,851,428	1,361,425	1,924,449	1,751,661	2,626,917	1,971,728	2,340,204	
293,516	788,677	421,561	741,813	1,556,362	2,380,733	1,468,178	1,741,754	5
293,064	363,504	327,155	355,901	440,705	613,488	523,482	560,117	6
36,989	56,439	8,802	6,690	37,011	56,454	8,805	6,697	7
4,574,349	5,026,991	2,104,944	1,863,178	4,586,975	5,060,806	2,123,195	1,878,671	
652	842	631	894	670	872	654	899	8
213,041	245,363	149,532	200,407	221,326	274,414	181,824	206,302	
162	211	158	213	589	701	592	467	9
538,710	817,492	716,780	782,371	1,365,374	1,807,837	1,687,056	1,337,272	
8,495	11,411	8,788	6,203	9,247	11,958	8,887	6,301	10
608,234	865,444	704,010	675,380	637,308	897,778	725,437	687,406	
7,271,000	9,580,379	5,753,260	5,573,089	8,389,686	11,093,446	7,789,106	7,603,499	
5,144	12,033	14,260	14,490	5,222	12,404	15,038	14,684	11
4,475,343	10,576,390	11,232,997	11,344,409	4,520,114	10,803,859	11,673,297	11,451,160	
1,944,894	2,580,854	3,088,432	3,515,177	1,974,148	2,628,950	3,145,717	3,551,441	12
8,811,262	16,275,597	19,196,007	20,098,391	9,373,876	17,233,658	20,319,626	20,917,487	
244,693	328,603	308,630	382,173	1,108,884	1,154,154	1,026,529	1,005,368	13
97,945	111,219	101,097	131,023	404,704	442,932	381,307	424,310	14
263,078	318,377	168,980	209,352	274,202	330,124	182,388	216,790	15
1,094,655	1,281,863	1,000,297	1,286,518	2,392,576	2,593,636	2,147,033	2,329,189	
1,064,858	1,237,755	1,050,468	1,241,366	1,080,632	1,272,935	1,082,018	1,275,120	16
405,456	612,656	812,192	834,272	484,471	676,469	906,462	888,703	17
270,631	548,463	370,346	459,723	302,485	642,161	414,559	509,382	18
505,418	820,678	486,356	554,357	515,545	828,483	510,088	599,998	19
3,567,908	6,502,288	3,711,847	5,014,082	3,839,372	6,860,985	4,116,977	5,797,594	20
2,737,262	5,750,008	4,696,582	5,160,441	3,296,790	6,399,222	5,257,411	5,584,000	21
387,717	413,347	225,166	319,806	459,294	517,572	298,160	366,781	22
1,052,434	1,644,610	955,378	1,446,396	1,270,770	1,956,811	1,217,755	1,629,687	23
481,723	729,042	628,627	768,011	516,470	764,586	675,877	803,291	24
384,292	515,273	403,504	704,222	501,057	654,976	529,425	776,952	25
2,811,314	3,488,666	2,665,821	3,438,548	3,545,161	4,591,567	4,161,795	4,166,554	26
168,216	220,075	143,062	212,652	180,131	246,191	167,704	238,035	27
436,901	725,905	652,236	841,772	437,104	726,062	652,302	841,907	28
25,499,474	41,261,396	31,692,642	38,356,576	28,943,205	46,427,680	36,916,119	42,830,738	
1,191,928	1,406,210	1,301,875	1,582,461	1,414,396	1,732,467	1,529,835	1,803,270	29
1,186,816	1,709,947	1,372,694	1,670,867	1,905,799	2,687,656	2,172,096	2,376,554	30
1,717	2,700	1,655	1,678	1,850	2,802	1,709	1,699	31
1,494,739	2,690,833	1,975,134	1,934,978	1,651,116	2,791,879	2,005,852	1,949,018	
7,258	15,895	12,821	15,923	8,053	17,267	13,445	16,585	32
5,683,880	12,445,969	10,352,682	13,281,627	6,114,199	13,393,081	10,714,345	13,724,752	
23,854,644	32,608,920	24,526,900	25,214,428	24,044,191	32,774,909	24,694,191	25,308,323	33
31,033,263	47,745,722	36,854,716	40,431,033	31,809,506	48,959,869	37,414,388	40,982,093	
455,107	947,754	583,936	367,861	470,427	961,063	600,658	379,198	34
243,022	470,105	403,091	289,377	273,578	497,454	441,440	321,341	35
398,190	525,842	417,228	696,757	418,246	559,595	495,865	735,817	36
746,468	1,049,861	1,151,909	1,815,621	762,945	1,089,938	1,216,135	1,896,983	37
355,617	457,882	437,107	429,428	364,742	468,926	453,738	435,537	38
348,918	563,333	445,989	505,817	392,653	643,857	499,516	543,198	39
108,428,041	**173,864,866**	**134,844,204**	**158,138,245**	**135,359,104**	**211,002,837**	**162,554,216**	**183,159,650**	

16.—Principales importations du Canada pour consommation en provenance

N°	Articles		Royaume-Uni			
			1936	1937	1938	1939
	VI. Métaux non ferreux					
	Aluminium—					
1	Alumine, bauxite et cryolithe	cwt	188,960	726	863	438
		$	381,178	1,718	2,116	2,240
2	Lingots, barres, tringles, plaques, etc.	cwt	15,363	19,922	16,861	17,515
		$	441,530	633,227	557,557	541,793
3	Ustensiles de cuisine	$	3,598	6,625	8,922	7,683
	Totaux, aluminium[1]	$	1,053,189	993,432	808,996	744,542
4	Laiton et laiton ouvré	$	354,257	437,224	331,242	245,302
5	Cuivre et cuivre ouvré	$	134,960	201,663	91,187	68,218
6	Plomb et plomb ouvré	$	53,493	94,218	64,572	62,697
7	Nickel et nickel ouvré	$	103,887	170,697	153,201	128,876
	Métaux précieux et métaux précieux ouvrés—					
8	Objets plaqués à la galvanoplastie	$	270,387	163,461	93,944	122,210
9	Argent non ouvré	$	526,895	345,764	102,998	355,204
	Totaux, métaux précieux[1]	$	1,134,499	1,281,845	772,843	936,723
10	Etain (totaux)	$	983,091	1,077,588	757,389	925,811
11	Etain en blocs, gueuse, etc	cwt	21,355	20,410	17,300	18,164
		$	967,580	1,065,122	730,772	901,143
12	Zinc	$	5,357	15,849	14,547	13,377
13	Alliages	$	116,536	180,903	78,348	76,900
14	Montres et horloges	$	45,802	35,850	37,859	30,075
	Appareils électriques—					
15	Accumulateurs	$	86,136	111,783	11,110	26,205
16	Dynamos, générateurs	$	137,020	176,817	131,092	96,127
17	Fournitures d'éclairage électrique	$	10,008	24,213	27,850	23,387
18	Lampes à incandescence	$	38,084	4,695	9,630	3,547
19	Moteurs	$	254,907	435,906	337,833	247,542
20	Bougies d'allumage, etc	$	2,452	715	83	1,162
21	Commutateurs, etc	$	57,408	91,678	163,433	28,709
22	Téléphones	$	48,934	77,469	95,476	106,144
23	Transformateurs	$	17,765	113,916	221,229	81,417
24	Tubes de radio	$	25,322	10,084	1,106	3,904
25	Appareils de sans fil	$	87,329	213,931	195,172	115,994
	Totaux, appareils électriques[1]	$	1,239,621	1,989,126	1,825,051	1,366,766
26	Appareils à gaz	$	5,054	8,115	10,983	7,624
27	Art. métal. pour outillage de ferme, n.a.é.	$	8,139	9,850	16,219	16,013
28	Oxyde de manganèse	cwt	169	189	353	275
		$	412	499	1,026	760
29	Minerai de métaux, n.a.é.	$	2,145	288,329	160,034	2,555
30	Matériel d'imprimerie	$	22,185	31,310	45,294	27,096
31	Articles pour la construction navale	$	113,689	134,641	463,641	169,494
	Totaux, métaux non ferreux[1]	$	**5,572,488**	**7,301,579**	**5,807,707**	**5,108,456**
	VII. Métalloïdes					
32	Amiante	$	310,019	415,667	286,440	342,809
	Argile et ses dérivés—					
33	Briques réfractaires	$	173,257	216,531	172,673	193,845
34	Kaolin	cwt	505,082	774,618	536,912	725,293
		$	220,313	313,156	235,859	299,980
35	Vaisselle en porcelaine	$	2,831,578	3,219,581	3,289,341	2,792,850
	Totaux, argile et ses dérivés[1]	$	3,573,639	4,166,926	4,050,397	3,610,781
	Charbon et dérivés—					
36	Anthracite	tonnes	1,331,279	1,131,961	1,198,230	1,022,627
		$	6,345,207	5,593,286	6,320,313	5,665,955
37	Charbon bitumineux	tonnes	167,377	79,091	59,657	76,792
		$	488,980	295,901	243,503	316,612
38	Charbon d'ensoutage	tonnes	1,061	77	Nil	Nil
		$	2,737	116	–	–
39	Coke de chauffage	tonnes	9,854	3,173	3,139	1,672
		$	45,851	17,268	23,365	12,434
	Totaux, charbon et dérivés[1]	$	6,927,162	6,023,339	6,603,332	6,016,748

[1] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés.

du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de tous pays, années civiles 1936-39—suite

Etats-Unis				Tous pays				N°
1936	1937	1938	1939	1936	1937	1938	1939	
1,713,935	2,553,898	1,170,057	1,213,852	3,489,358	6,219,124	7,494,629	10,210,575	1
1,953,500	2,914,246	933,536	1,158,963	2,936,550	4,397,782	2,919,632	3,708,494	
3,359	3,365	2,606	7,958	18,728	23,386	20,289	25,484	2
117,446	146,391	113,869	336,909	559,439	783,903	721,483	879,322	
60,037	69,032	68,737	99,647	67,129	82,580	84,725	116,965	3
2,791,753	3,971,085	1,966,767	2,590,378	4,526,227	6,579,401	4,899,254	5,950,197	
2,121,609	2,865,990	2,091,388	2,439,977	2,607,157	3,436,468	2,552,964	2,761,210	4
629,785	1,002,903	672,521	819,538	802,059	1,246,866	793,693	931,153	5
66,885	72,758	53,654	61,111	152,784	190,289	140,745	171,026	6
919,363	1,097,267	1,021,218	1,249,341	1,177,249	1,472,720	1,401,338	1,581,970	7
766,821	1,139,489	978,879	1,078,420	1,077,866	1,379,171	1,141,374	1,259,785	8
1,729,380	524,624	747,490	1,177,372	2,389,842	870,388	850,488	1,532,891	9
2,683,562	1,835,677	1,893,801	2,483,136	4,030,969	3,231,721	2,775,996	3,507,434	
308,161	180,227	31,928	215,697	2,272,781	3,178,621	2,257,526	2,909,745	10
5,088	2,476	180	3,029	48,468	58,798	52,752	58,257	11
233,352	129,800	7,587	163,755	2,182,419	3,115,643	2,205,449	2,833,089	
457,095	694,745	623,945	871,574	586,342	900,406	765,782	974,887	12
94,529	195,575	140,734	278,709	342,942	635,034	295,306	398,706	13
700,438	910,152	818,520	959,078	1,945,277	2,263,509	2,252,176	2,085,180	14
57,613	68,215	79,857	107,099	144,122	180,367	91,191	133,647	15
295,504	489,178	365,530	268,073	447,275	774,228	585,458	396,404	16
539,010	735,258	701,548	879,889	574,577	815,966	779,964	939,429	17
162,081	122,280	132,800	220,864	233,918	272,198	246,658	341,930	18
1,240,136	1,891,223	1,498,789	1,514,013	1,538,910	2,368,865	1,933,579	1,822,699	19
92,819	20,323	11,541	12,169	97,422	21,139	11,624	13,374	20
522,342	724,747	470,493	494,719	593,457	855,134	751,178	550,284	21
585,081	893,438	702,522	1,006,392	634,615	971,730	799,832	1,113,753	22
88,530	114,087	83,233	129,160	113,032	256,540	409,265	224,752	23
264,337	280,609	212,327	582,180	289,659	290,698	213,433	586,084	24
2,168,822	2,642,053	2,102,910	2,353,054	2,256,540	2,858,135	2,298,955	2,469,127	25
9,446,189	12,732,689	10,492,929	11,843,703	10,907,782	15,506,144	13,053,526	13,751,833	
127,451	133,248	125,899	149,718	139,975	154,241	154,913	158,727	26
1,374,904	2,234,083	1,724,736	1,701,183	1,416,746	2,308,746	1,808,808	1,796,680	27
40,073	46,692	40,325	450,743	1,285,242	1,544,529	421,000	595,736	28
83,373	92,303	89,172	561,179	684,175	802,269	463,673	621,931	
260,769	479,574	328,714	231,522	451,567	1,285,915	1,179,564	811,532	29
588,086	635,084	680,851	696,181	615,336	671,025	731,311	728,517	30
222,454	410,684	364,154	271,225	368,485	580,313	852,295	451,299	31
24,276,519	**31,141,637**	**24,364,956**	**29,243,188**	**35,040,115**	**47,016,907**	**38,395,767**	**42,108,374**	
567,896	720,181	607,365	713,312	888,787	1,149,057	911,551	1,072,443	32
1,784,398	2,659,965	1,736,015	2,293,430	1,958,396	2,878,111	1,917,628	2,489,152	33
328,725	326,512	221,882	152,132	833,807	1,103,891	758,794	877,425	34
122,341	130,373	89,074	76,770	342,654	445,073	324,933	376,750	
28,684	35,514	41,502	49,751	3,252,786	3,666,720	3,563,964	3,023,375	35
3,110,926	4,217,650	3,064,904	3,887,187	7,351,148	9,108,976	7,657,202	7,934,630	
1,672,603	1,893,467	1,819,471	2,756,219	3,418,556	3,488,278	3,475,801	4,288,461	36
9,964,746	10,109,959	9,886,861	14,070,966	17,897,635	17,317,449	18,079,657	21,938,333	
9,171,118	10,724,267	9,048,637	10,198,269	9,343,301	10,829,861	9,131,267	10,307,296	37
15,872,476	19,751,378	16,626,063	18,452,064	16,377,129	20,115,050	16,929,704	18,878,575	
355,640	350,889	402,462	399,490	356,701	350,966	402,462	399,490	38
659,542	720,421	804,863	749,835	662,279	720,537	804,863	749,835	
465,989	294,177	240,940	352,701	483,488	314,120	248,085	356,537	39
2,647,150	1,739,568	1,361,795	1,872,179	2,724,594	1,823,062	1,400,481	1,894,401	
30,980,102	34,621,903	30,616,809	37,483,096	39,542,212	42,394,780	39,171,716	45,826,821	

16.—Principales importations du Canada pour consommation en provenance

N°	Articles		Royaume-Uni			
			1936	1937	1938	1939
	VII. Métalloïdes—fin					
	Verre—					
1	Touries, bouteilles, jarres, etc.	$	55,442	68,671	56,437	50,251
2	Vitres à fenêtre, ordinaire	pds c.	9,462,127	13,522,521	13,763,377	12,935,490
		$	313,368	478,501	440,453	398,470
3	Glaces	pds c.	1,191,669	1,818,268	1,091,120	692,242
		$	398,472	620,380	407,130	276,026
4	Verrerie de table	$	94,439	109,421	73,068	105,768
	Totaux, verre[1]	$	1,123,077	1,668,786	1,348,898	1,358,597
5	Graphite et dérivés	$	48,555	69,453	64,375	58,838
	Pétrole et asphalte—					
6	Asphalte	$	1	148	167	1,906
7	Pétrole brut	gall.	5,485	27,553	12,860	4,933
		$	948	5,078	2,388	1,003
8	Huile combustible pour l'ensoutage	gall.	Nil	Nil	Nil	Nil
		$	–	–	–	–
9	Gazoline	gall.	6,802	6,682	Nil	Nil
		$	653	661	–	–
10	Kérosène raffiné	gall.	Nil	5,485	Nil	Nil
		$	–	921	–	–
11	Huiles de graissage	gall.	93,394	115,314	81,681	76,933
		$	31,867	40,914	29,096	30,637
	Totaux, pétrole et asphalte[1]	$	59,657	94,032	69,870	50,547
12	Poussière de diamant et bort	$	80,104	80,548	18,838	15,594
13	Sable siliceux	cwt	1,600	4,645	832	2,019
		$	342	798	249	249
14	Carbones électriques	$	594	1,192	1,597	1,030
15	Diamants non sertis	$	92,733	183,018	108,534	89,217
16	Sel	cwt	679,934	653,296	509,947	541,151
		$	204,051	193,057	172,203	199,245
17	Soufre	cwt	45,319	635	1,240	254
		$	37,106	1,382	2,006	460
	Totaux, métalloïdes[1]	$	**12,793,611**	**13,299,830**	**13,044,704**	**12,020,001**
	VIII. Produits chimiques et dérivés					
18	Acides	$	519,050	709,303	545,595	597,914
19	Objets en cellulose (totaux)	$	124,877	100,579	103,705	114,029
	Drogues et préparations médicinales—					
20	Préparations médicinales	$	649,962	510,423	578,847	526,612
21	Préparations pour la pulvérisation	$	101,571	124,949	150,687	167,160
	Totaux, drogues et prépar. médicin.[1]	$	925,131	808,595	828,650	843,610
	Teintures et substances de tannage—					
22	Teintures d'aniline et de goudron	lb	666,978	732,520	612,383	751,910
		$	415,101	456,025	426,533	454,224
23	Ext. de chêne, de québracho et ext. sim.	lb	315,557	727,574	315,850	233,450
		$	13,089	27,244	12,800	8,118
	Totaux, teintures et subst. de tannage[1]	$	648,019	725,108	603,020	674,236
24	Explosifs	$	41,736	38,542	67,457	268,541
25	Engrais	$	50,661	32,516	5,626	5,606
26	Glycérine	lb	675,984	168,403	4,480	1,933,452
		$	106,969	50,491	711	217,865
	Peintures et vernis—					
27	Noir de carbone	lb	23,124	111,504	49,948	51,932
		$	1,231	5,909	1,857	3,495
28	Lithopone	lb	8,292,412	10,132,452	9,276,970	7,353,075
		$	298,724	388,984	347,036	270,750
29	Oxydes	lb	1,433,395	1,704,866	1,325,635	1,341,071
		$	179,427	230,051	181,761	208,402
30	Peintures préparées	gall.	24,948	34,965	26,972	27,956
		$	38,265	43,873	36,367	44,841
31	Vernis	gall.	6,449	8,626	6,440	6,866
		$	10,971	14,212	10,610	11,537
32	Blanc de zinc	lb	11,100,958	10,073,137	10,159,284	8,299,403
		$	420,629	519,636	384,610	317,926
	Totaux, peintures et vernis[1]	$	1,519,840	1,877,089	1,484,850	1,384,288

[1] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés.

du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de tous pays, années civiles 1936-39—suite

Etats-Unis				Tous pays				N°
1936	1937	1938	1939	1936	1937	1938	1939	
771,747	922,567	828,715	1,048,569	1,013,621	1,213,405	1,088,107	1,226,281	1
57,625	76,452	316,040	171,172	37,313,377	47,007,536	36,300,373	48,801,227	2
3,168	2,572	9,453	11,414	938,850	1,307,307	972,995	1,159,896	
2,222,612	1,860,725	1,213,000	1,680,966	4,710,098	6,076,722	2,951,795	2,979,167	3
639,438	568,439	378,592	561,178	1,371,474	1,869,555	1,001,278	1,056,335	
568,488	615,360	510,871	579,524	972,996	1,138,911	912,214	949,354	4
3,748,423	4,068,724	3,527,971	4,719,109	6,807,985	8,541,800	6,670,261	7,915,113	
80,309	104,924	77,195	95,516	131,913	177,166	148,504	160,419	5
149,431	183,588	193,017	197,095	153,295	188,274	196,768	206,898	6
919,814,905	1,011,156,942	907,940,296	998,021,628	1,259,294,049	1,362,082,028	1,228,630,083	1,298,367,561	7
30,525,308	36,813,410	31,349,738	32,811,227	39,812,313	46,701,769	41,100,854	39,677,194	
24,018,703	24,369,010	31,198,446	28,096,149	24,018,703	24,369,010	31,198,446	41,057,202	8
692,951	750,118	866,359	705,669	692,951	750,118	866,359	975,164	
38,601,891	53,972,140	101,075,785	93,516,797	60,987,262	72,478,101	119,038,120	109,021,177	9
2,837,423	4,186,335	6,780,105	7,123,067	4,237,685	5,388,134	7,719,907	7,998,336	
2,580,003	3,830,577	5,865,980	7,776,362	2,580,758	3,866,642	5,866,423	7,776,493	10
209,128	285,508	396,054	531,152	209,215	287,574	396,134	531,180	
14,190,666	15,275,522	16,371,494	17,967,371	14,296,949	15,407,215	16,465,965	18,067,304	11
2,909,249	3,374,356	3,151,224	3,917,317	2,946,710	3,422,361	3,187,348	3,957,615	
38,570,514	47,570,783	44,633,564	47,564,800	49,727,188	59,012,412	55,606,622	55,913,177	
2,273,019	4,387,163	3,907,186	4,075,217	2,429,480	4,630,037	3,950,698	4,129,532	12
2,781,412	4,247,716	3,292,020	3,284,632	2,872,217	4,256,803	3,441,451	3,354,427	13
258,224	372,320	316,817	330,246	270,824	373,760	338,832	349,256	
384,759	478,148	244,918	381,385	387,769	479,958	247,358	382,717	14
27,939	104,447	49,617	154,774	1,007,836	1,304,201	983,112	1,405,792	15
832,482	935,280	911,967	1,104,406	2,178,474	2,329,185	2,162,651	2,352,566	16
178,358	194,282	189,680	234,347	460,998	466,190	453,765	507,368	
3,329,337	4,511,961	1,872,536	3,043,850	3,375,484	4,513,683	1,873,938	3,044,329	17
2,763,387	3,665,677	1,469,348	2,452,947	2,802,282	3,669,082	1,471,741	2,453,836	
85,903,616	**104,650,924**	**91,922,690**	**106,095,420**	**115,497,181**	**136,473,376**	**121,721,363**	**132,823,892**	
648,994	984,486	915,067	1,353,490	1,396,631	1,935,963	1,694,454	2,120,343	18
1,574,218	1,743,360	1,533,325	1,626,946	1,766,627	1,937,617	1,720,535	1,806,851	19
999,598	1,137,565	1,017,906	1,347,100	2,080,797	2,045,044	1,955,678	2,274,321	20
430,555	619,390	735,229	918,958	600,251	817,920	932,119	1,186,513	21
1,599,809	2,014,094	2,014,691	2,483,004	3,207,300	3,510,064	3,378,899	3,991,883	
2,371,296	2,571,746	1,922,721	3,385,930	4,911,991	5,365,138	4,116,655	5,556,816	22
1,289,216	1,414,166	1,081,085	2,107,475	3,903,029	3,746,327	2,981,076	4,005,511	
15,026,569	11,941,891	5,576,354	7,074,671	28,025,170	23,380,470	10,681,398	19,376,911	23
421,970	354,198	156,923	222,753	882,529	789,605	354,907	738,560	
2,200,387	2,395,505	1,788,539	3,311,720	5,837,764	5,702,396	4,313,078	6,257,072	
342,328	434,411	345,834	560,966	415,841	502,124	451,675	856,095	24
1,691,484	1,860,072	2,167,218	2,879,292	2,714,880	3,385,925	3,872,579	3,948,314	25
510,146	205,723	2,897,162	2,927,335	1,971,668	1,230,173	3,055,157	5,208,279	26
71,169	62,857	281,081	300,795	329,860	383,651	292,353	557,298	
13,670,644	17,303,373	13,637,844	17,291,350	13,717,681	17,414,877	13,687,792	17,343,282	27
641,036	717,550	369,532	475,741	643,379	723,459	371,389	479,236	
3,181,155	3,352,128	2,584,971	5,457,339	18,859,517	22,162,600	17,731,708	21,252,814	28
140,707	142,642	113,003	235,562	666,667	777,752	632,273	765,522	
3,662,966	4,146,204	3,296,211	4,817,679	5,997,759	8,083,946	6,075,727	6,347,048	29
487,128	554,706	472,077	709,278	721,614	844,149	718,329	954,927	
133,413	148,281	137,521	148,109	162,329	187,724	168,145	180,524	30
228,623	259,179	241,089	255,234	272,818	309,263	284,298	304,656	
89,533	116,457	64,409	85,844	96,990	125,979	71,446	93,386	31
155,896	184,058	118,701	176,742	169,691	200,595	130,959	190,071	
1,423,115	3,298,398	1,149,965	1,814,636	13,240,889	14,481,533	12,492,235	10,539,650	32
74,279	178,934	69,662	121,900	519,425	742,500	489,850	450,954	
2,203,774	2,656,845	1,952,706	2,909,275	4,115,617	4,997,904	3,774,148	4,661,956	

16.—Principales importations du Canada pour consommation en provenance

N°	Articles		Royaume-Uni			
			1936	1937	1938	1939
	VIII. Produits chimiques et dérivés—fin					
1	Parfumerie	$	130,554	168,229	140,573	143,267
	Savon—					
2	Savon à lessive	lb	348,626	574,780	283,947	331,592
		$	23,553	36,862	21,653	24,131
3	Savon de toilette	$	61,383	77,063	67,143	75,507
	Totaux, savon[1]	$	106,815	137,295	109,011	118,624
	Produits chimiques inorganiques, n.a.é.—					
4	Sulfate d'alumine	cwt	102,057	131,362	113,072	120,389
		$	80,487	113,567	102,699	106,367
5	Ammoniaque et ses composés	$	208,736	461,582	638,266	551,802
6	Composés de plomb tétraéthylique	lb	Nil	38,853	Nil	Nil
		$	-	17,576	-	-
7	Chlore liquide	lb	Nil	Nil	Nil	Nil
		$	-	-	-	-
8	Chlorure de calcium	cwt	300	154	273	358
		$	329	218	411	453
9	Potasse et composés de potassium	$	88,372	71,428	119,411	79,380
10	Composés de soude	$	952,520	1,083,430	1,036,123	1,074,270
	Totaux, prod. chim. inorganiques, n.a.é.[1]	$	1,601,024	2,133,563	2,229,157	2,174,062
	Totaux, produits chim. et dérivés[1]	$	**6,802,014**	**7,857,577**	**6,971,467**	**7,374,727**
	IX. Toutes autres marchandises					
	Articles de sport et de récréation—					
11	Pellicules	$	63,965	59,680	29,127	16,205
12	Poupées	$	4,456	8,087	13,223	7,589
13	Jouets	$	203,980	177,116	175,310	180,357
	Totaux, articles de sport et de récréation[1]	$	553,783	579,223	568,094	564,411
14	Brosses	$	134,818	143,897	121,655	112,867
15	Récipients (emballage)	$	1,306,677	827,823	639,978	598,292
	Articles de ménage et effets personnels—					
16	Boutons	$	13,255	15,624	13,326	14,008
17	Ecrins et boîtes de fantaisie	$	145,236	161,216	153,779	132,774
18	Bijouterie, n.a.é.	$	34,094	47,695	51,317	53,662
19	Porte-monnaie, etc.	$	169,881	189,016	135,779	115,696
20	Glacières	$	1,310	1,036	1,755	Nil
21	Pipes à tabac	$	137,289	182,631	151,558	124,300
	Totaux, articles de ménage et effets personnels[1]	$	873,321	978,642	852,024	735,953
22	Instruments de musique	$	82,565	88,374	77,151	73,736
	Appareils scientifiques ou d'éducation—					
23	App. scientifiques et phy.-mathématiques	$	56,452	56,246	54,252	45,407
24	Instruments chirurgicaux, dentaires, etc.	$	275,315	176,307	141,763	162,262
	Totaux, appareils scientifiques ou d'éducation[1]	$	479,477	642,917	692,642	518,081
25	Navires et vaisseaux	$	33,283	9,987	24,381	15,252
26	Véhicules, n.a.é.	$	468,853	421,211	737,197	2,734,796
27	Œuvres d'art	$	302,629	400,855	361,175	245,273
28	Importations spéciales	$	1,685,385	1,786,572	1,942,564	1,689,705
29	Cartouches	$	31,973	47,497	329,803	334,029
30	Energie électrique	kWh	Nil	Nil	Nil	Nil
		$	-	-	-	-
31	Colis de messagerie	$	8,191	10,969	16,846	11,075
32	Crayons de mine	$	77,327	73,564	59,538	54,949
33	Colis postaux	$	302,116	219,609	182,149	168,208
34	Pierres précieuses	$	126,070	90,474	37,968	41,587
35	Effets de colons	$	226,015	274,388	262,995	579,834
36	Vieux papier, rognures	cwt	35,398	24,092	14,450	6,898
		$	23,566	21,985	9,501	3,127
	Totaux, toutes autres marchandises[1]	$	**6,914,667**	**6,850,262**	**7,121,084**	**8,673,947**
	Grands totaux, d'importations pour consommation	$	**122,971,264**	**147,291,551**	**119,292,430**	**114,007,409**

[1] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés.

du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de tous pays, années civiles 1936-39—fin

Etats-Unis				Tous pays				N°
1936	1937	1938	1939	1936	1937	1938	1939	
221,241	226,015	233,483	310,812	430,740	466,457	440,390	533,689	1
3,702,687	4,083,303	2,825,535	3,966,133	4,166,824	4,812,027	3,204,285	4,318,289	2
227,380	251,750	175,432	256,700	257,498	297,810	202,389	282,281	
20,127	26,728	36,151	47,427	102,231	121,998	121,231	137,292	3
324,989	364,503	288,684	396,618	501,991	585,778	459,503	565,900	
518,489	591,167	447,817	543,960	690,997	729,494	591,419	667,011	4
541,285	627,800	514,703	652,522	666,198	746,817	638,162	761,207	
44,709	101,949	73,623	97,922	292,743	617,508	734,981	673,328	5
3,019,356	4,479,714	5,486,418	6,373,494	3,019,356	4,518,567	5,486,418	6,373,494	6
1,414,720	2,014,757	2,485,032	2,927,449	1,414,720	2,032,333	2,485,032	2,927,449	
6,296,562	7,947,320	7,721,550	10,692,096	6,296,562	7,947,320	7,721,550	10,692,096	7
133,570	170,936	165,982	213,207	133,570	170,936	165,982	213,207	
243,058	70,364	155,292	113,406	246,924	74,463	156,682	114,210	8
229,983	66,397	151,636	106,830	233,264	69,262	152,887	107,513	
45,047	65,604	61,935	169,841	352,635	385,283	379,913	419,022	9
1,214,793	1,606,834	1,416,726	1,987,549	2,327,268	2,837,389	2,598,444	3,180,833	10
4,115,550	5,043,137	5,221,554	6,808,894	6,272,319	7,739,443	7,917,938	9,364,124	
18,531,817	**22,520,157**	**22,309,180**	**30,668,134**	**31,971,047**	**37,413,987**	**35,205,579**	**43,705,905**	
261,259	253,905	265,741	252,786	418,189	426,037	405,367	351,580	11
29,491	42,996	36,400	27,539	133,118	135,956	119,269	61,557	12
605,693	704,520	725,250	930,336	1,338,191	1,476,459	1,386,246	1,347,027	13
2,147,987	2,313,244	2,297,712	2,397,906	3,477,842	3,801,493	3,624,161	3,389,001	
145,987	173,508	171,811	193,261	367,605	437,103	383,037	355,265	14
395,399	479,163	443,940	560,263	2,371,920	2,057,550	1,654,896	1,651,189	15
185,655	183,602	138,747	172,873	300,299	290,978	205,218	226,398	16
292,962	377,294	398,444	452,087	598,131	710,366	692,164	689,340	17
454,555	522,833	614,806	852,636	645,673	759,293	888,822	1,048,284	18
373,962	430,086	430,403	561,176	693,479	803,811	740,327	763,541	19
703,720	1,133,223	1,078,615	1,188,762	705,175	1,134,259	1,080,375	1,189,013	20
58,237	51,507	41,448	44,995	410,626	484,589	399,852	385,846	21
3,358,035	4,229,237	4,164,686	4,972,002	5,384,272	6,459,334	6,151,637	6,509,798	
458,759	683,217	941,647	785,565	761,822	1,010,028	1,235,688	1,037,839	22
391,855	501,001	533,729	610,795	529,467	648,867	697,146	724,479	23
954,519	713,504	677,153	974,649	1,390,949	1,022,200	949,405	1,240,864	24
2,367,433	2,998,574	2,984,573	3,741,046	3,296,999	4,284,860	4,323,126	4,761,601	
307,944	369,464	446,176	312,078	354,204	384,607	472,621	328,834	25
800,583	1,400,229	2,444,128	3,125,921	1,271,829	1,824,788	3,182,412	5,862,740	26
573,397	1,588,768	1,673,087	730,890	1,005,029	2,163,192	2,287,335	1,318,030	27
8,582,698	10,949,933	12,635,162	14,212,317	11,148,593	14,006,392	15,606,869	16,773,671	28
135,213	136,357	123,648	180,187	167,409	184,944	454,265	534,749	29
5,173,752	3,717,716	3,656,168	4,236,401	5,173,752	3,717,716	3,656,168	4,236,401	30
82,452	68,708	69,071	61,629	82,452	68,708	69,071	61,629	
1,630,167	1,875,899	1,779,550	1,793,852	1,650,420	1,898,774	1,806,954	1,810,687	31
77,396	98,851	93,386	103,606	223,141	268,060	210,762	186,465	32
2,333,228	2,724,591	2,430,545	2,197,640	2,640,745	2,952,933	2,620,592	2,373,888	33
74,122	107,891	69,311	80,125	273,943	311,308	177,660	204,975	34
2,294,448	2,653,363	2,616,276	2,393,474	2,712,048	3,140,300	3,098,582	3,966,553	35
562,469	817,795	521,061	905,372	598,207	842,889	538,127	912,876	36
373,896	738,125	322,645	532,018	398,755	762,913	337,340	536,214	
27,131,409	**34,833,642**	**36,957,869**	**40,206,305**	**39,216,950**	**48,041,785**	**49,639,991**	**54,095,674**	
369,141,513	**490,504,978**	**424,730,567**	**496,898,466**	**635,190,844**	**808,896,325**	**677,451,354**	**751,055,534**	

17.—Principales exportations de produits domestiques du Canada vers le

N°	Articles		Royaume-Uni			
			1936	1937	1938	1939
	I.—Produits agricoles et substances végétales					
	A. Alimentaires					
	Fruits—					
1	Pommes, fraîches	barils	1,522,528	1,838,309	2,473,845	1,427,491
		$	5,624,865	6,490,358	8,709,817	4,811,580
2	Fruits, en conserve	lb	17,760,077	25,588,400	32,081,627	50,892,978
		$	1,082,846	1,714,455	1,891,279	2,990,845
	Totaux, fruits[1]	$	7,125,976	8,580,658	11,411,504	8,750,451
	Légumes—					
3	Pommes de terre	boiss.	Nil	Nil	Nil	Nil
		$	-	-	-	-
4	Navets	boiss.	Nil	Nil	Nil	Nil
		$	-	-	-	-
5	En conserve	lb	37,227,352	51,195,671	59,554,211	134,201,527
		$	1,584,265	2,246,756	2,618,607	6,266,228
6	Marinades et sauces	$	1,833,308	1,477,617	1,709,376	1,412,877
	Totaux, légumes[1]	$	3,430,420	3,724,412	4,347,073	7,795,969
	Céréales et farineux—					
	Céréales—					
7	Orge	boiss.	5,379,889	7,078,583	13,723,285	8,353,505
		$	3,034,374	4,813,802	7,226,843	3,802,037
8	Avoine	boiss.	7,037,516	3,317,709	5,527,444	3,850,998
		$	2,509,867	1,730,268	2,070,940	1,173,767
9	Seigle	boiss.	1,754,524	302,054	113,090	34,230
		$	968,015	306,271	71,095	19,689
10	Blé	boiss.	165,438,629	73,927,157	61,203,208	61,871,365
		$	154,872,712	95,794,483	51,666,177	40,079,245
	Totaux, céréales[1]	$	161,560,655	102,748,003	61,675,259	45,833,947
11	Son, moulée et recoupes	cwt	484,885	608,535	1,102,896	113,093
		$	454,776	756,480	1,263,100	125,944
12	Céréales préparées	$	3,842,695	4,006,889	3,489,815	2,464,136
13	Malt	boiss.	50,521	19,037	97,075	59,978
		$	54,675	29,811	102,219	57,453
14	Farine d'avoine et avoine roulée	cwt	544,245	514,162	643,395	679,776
		$	2,675,900	2,517,445	2,973,480	2,931,660
15	Farine de blé	barils	2,329,212	2,319,464	2,104,143	2,988,895
		$	9,934,138	13,537,821	9,585,603	9,079,073
	Totaux, céréales et farineux[1]	$	178,903,140	123,935,398	79,539,935	60,945,511
	Sucre—		222,413	125,030	186,383	174,887
16	Bonbons	$	24,843	28,179	19,920	25,294
17	Sucre d'érable	lb	3,623	5,056	3,587	4,294
		$	233,014	138,988	197,800	187,551
	Totaux, sucre[1]	$	190,030,522	136,848,260	95,884,431	77,975,002
	Totaux, A. Alimentaires[1]	$				
	B. Non alimentaires					
	Boissons, alcooliques—					
18	Whisky	gall. de preuve	18,559	26,077	24,089	40,390
		$	85,427	122,315	120,411	195,432
	Totaux, boissons, alcooliques[1]	$	86,240	127,088	121,409	196,483
	Caoutchouc—					
19	A courroies	$	103,810	221,559	156,491	169,339
20	Souliers de toile, semelles en caoutchouc	paires	2,086,989	1,276,786	1,315,952	1,538,472
		$	923,535	581,291	628,002	735,170
21	Chaussures en caoutchouc	paires	3,201,485	4,028,062	3,457,314	3,358,306
		$	2,740,407	3,491,668	2,693,665	2,971,801
22	Talons et semelles	$	304,239	335,161	272,556	196,246
23	Bandages	$	113,106	271,757	183,700	200,046
24	Chambres à air	$	8,515	8,674	12,633	9,774
	Totaux, caoutchouc[1]	$	4,666,958	5,559,597	4,692,583	5,037,044

[1] Les totaux comprennent d'autres articles non spécifiés. [2] A l'exclusion des pommes de terre de semence après le 31 mars 1936 (voir p. 458).

Royaume-Uni, les Etats-Unis et tous pays, années civiles 1936-39

Etats-Unis				Tous pays				N°
1936	1937	1938	1939	1936	1937	1938	1939	
8,069	3,272	11,643	13,472	1,626,888	2,053,958	2,730,003	1,721,919	1
33,398	11,173	47,233	63,509	6,051,282	7,214,898	9,680,337	5,853,481	
245,361	630,756	212,893	258,854	19,094,872	27,778,769	33,862,583	52,700,974	2
17,549	40,937	11,826	25,868	1,195,859	1,896,952	2,055,901	3,154,885	
491,118	644,042	416,527	555,289	8,211,588	10,278,309	13,085,043	10,533,749	
721,396[2]	350,664[2]	177,352[2]	238,105[2]	1,171,173[2]	986,343[2]	849,024[2]	755,645[2]	3
647,927	252,672	91,941	148,389	997,547	657,605	476,871	544,185	
2,817,315	2,417,470	2,415,059	2,239,452	2,829,475	2,425,854	2,434,577	2,245,044	4
785,174	779,416	808,843	859,170	790,122	782,985	817,867	862,269	
54,375	3,180	228,125	1,552,886	42,747,022	59,059,865	68,762,731	145,704,205	5
13,764	204	19,099	122,765	1,870,128	2,685,240	3,151,947	7,009,967	
370	58	35	373	1,917,366	1,626,890	1,909,456	1,611,985	6
1,455,472	1,039,726	925,049	1,149,761	5,709,714	5,876,915	6,504,335	10,257,109	
13,316,131	2,953,727	1,556,219	6,805,387	18,935,682	10,880,530	17,445,767	16,794,866	7
11,767,504	2,514,165	556,287	3,276,179	14,927,954	7,916,779	8,734,577	7,881,541	
185,716	68,536	10,284	6,429,148	8,488,040	4,495,293	6,886,473	12,115,598	8
69,065	35,282	4,938	2,239,498	3,136,891	2,435,582	2,698,250	4,142,375	
1,683,027	302	280,483	2,970,046	4,437,046	1,848,228	1,108,913	3,838,862	9
1,152,003	242	113,025	1,479,310	2,612,247	2,053,480	542,629	2,044,645	
23,952,478	1,160,408	20,144,466	72,482,516	243,041,530	96,008,341	114,178,301	162,904,586	10
22,243,343	1,498,116	12,035,225	50,693,027	226,913,763	124,439,579	89,393,814	109,050,542	
35,476,968	4,498,339	12,733,173	57,738,816	248,178,619	137,550,504	102,295,617	124,499,926	
3,604,314	1,454,237	398,036	4,857,952	4,137,225	2,139,772	1,558,274	5,031,404	11
3,861,961	2,171,719	318,702	4,647,412	4,378,811	3,052,110	1,649,847	4,844,955	
245,717	71,234	79,562	68,250	4,204,738	4,269,526	3,887,416	2,892,153	12
1,906,117	1,727,873	1,246,646	1,701,886	2,029,268	2,012,226	1,578,388	2,144,101	13
1,879,104	2,478,285	1,292,010	1,464,150	2,024,634	2,943,866	1,697,203	1,962,536	
17,506	4	6	633	629,249	578,591	712,093	784,164	14
20,638	26	23	2,004	3,101,614	2,924,908	3,385,164	3,432,205	
123,337	46,131	76,271	151,037	4,850,071	4,087,011	3,911,886	5,342,172	15
395,134	208,050	187,057	339,925	20,638,718	23,872,495	17,637,743	16,378,301	
42,914,194	10,200,565	14,937,182	64,745,426	284,253,428	176,043,294	131,899,633	155,413,468	
8,036	9,751	6,676	7,528	456,161	493,323	551,100	516,071	16
8,207,523	3,456,148	7,441,364	7,654,980	8,269,700	3,546,180	7,519,106	7,812,046	17
1,289,776	508,408	1,190,766	1,193,411	1,299,813	521,928	1,203,002	1,216,340	
1,526,099	656,733	1,309,110	1,574,751	2,086,486	1,247,893	2,015,131	2,194,799	
46,444,372	12,603,284	17,631,541	68,089,354	300,867,956	194,324,143	154,329,674	179,195,283	
4,952,512	5,306,678	2,433,484	1,376,586	5,028,773	5,380,317	2,498,499	1,473,612	18
22,028,849	20,655,082	10,493,188	7,454,277	22,388,116	20,993,002	10,804,529	7,913,760	
22,120,279	20,787,103	10,572,901	7,527,623	22,522,168	21,175,107	10,942,139	8,102,947	
21,991	842	1,908	832	576,855	819,353	618,745	661,830	19
236	353	574	277	2,563,129	1,934,901	1,857,430	2,093,408	20
301	343	724	395	1,182,460	935,381	945,776	1,079,809	
7,363	2,804	2,594	1,058	3,918,754	5,004,265	4,250,481	4,337,117	21
12,799	5,588	4,414	1,884	3,545,289	4,577,098	3,524,635	4,016,247	
Nil	40	Nil	65	370,320	408,848	335,309	257,129	22
260,041	45,801	17,779	56,694	6,709,480	8,722,371	7,232,942	7,374,194	23
45,046	379	1,868	3,280	632,832	755,328	671,610	649,141	24
504,019	221,367	137,646	225,021	14,214,639	17,764,673	14,904,542	15,767,344	

17.—Principales exportations de produits domestiques du Canada vers le

N°	Articles		Royaume-Uni			
			1936	1937	1938	1939
	I.—Produits agric. et substances végétales—fin					
	B. NON ALIMENTAIRES—fin					
	Graines de semence—					
1	Graine de trèfle	boiss.	35,468	12,233	45,771	52,058
		$	321,692	119,087	347,540	409,999
2	Graine de lin	boiss.	175,950	12,522	12,478	16,034
		$	314,754	66,569	75,232	72,533
3	Graine d'herbe	boiss.	5,584	359	390	45
		$	10,281	909	749	100
4	Pommes de terre de semence	boiss.	Nil	Nil	Nil	Nil
		$	–	–	–	–
	Totaux, graines de semence[2]	$	668,146	206,767	445,770	494,363
5	Tabac en feuille	lb	9,477,847	8,836,677	15,243,795	31,172,720
		$	2,928,829	2,586,838	5,231,027	9,969,253
6	Foin et fourrages	$	720,621	677,833	779,602	383,703
	TOTAUX, B. NON ALIMENTAIRES[2]	$	9,251,966	9,310,843	11,396,476	16,230,224
	Totaux, produits agricoles et substances végétales[2]	$	**199,282,488**	**146,159,103**	**107,280,907**	**94,205,226**
	II. Bétail et produits animaux					
	Animaux vivants—					
7	Bêtes à cornes	nomb.	38,495	9,610	27,307	4,280
		$	2,897,452	858,347	2,457,267	422,900
8	Chevaux	nomb.	298	375	326	23
		$	47,990	51,331	60,758	3,450
9	Porcs	nomb.	Nil	Nil	Nil	Nil
		$	–	–	–	–
	Totaux, animaux vivants[2]	$	2,946,831	923,622	2,519,808	431,995
	Produits des pêcheries—					
	Poisson frais—		[3]	Nil	Nil	Nil
10	Homard	cwt	3	–	–	–
		$	44,922	60,996	50,238	60,132
11	Saumon	cwt	638,209	915,497	873,470	960,795
		$	Nil	9	Nil	1
12	Corégone	cwt	–	61	–	13
		$				
	Totaux, poisson frais[2]	$	795,143	1,162,911	1,209,714	1,653,884
	Poisson séché, salé, fumé, mariné—					
13	Morue séchée	cwt	250	22	23	Nil
		$	1,443	200	232	–
	Totaux, poisson séché, salé, etc[2]	$	44,790	53,199	65,321	62,099
	Poisson en conserve—					
14	Homard en boîte	cwt	18,740	22,254	27,758	18,252
		$	985,006	1,128,280	1,194,614	695,813
15	Saumon en boîte	cwt	179,862	196,729	171,320	303,877
		$	3,460,188	3,798,818	3,726,527	5,517,273
16	Sardines	cwt	Nil	1	Nil	Nil
		$	–	7	–	–
	Totaux, poisson en conserve[2]	$	4,445,541	4,927,365	4,922,052	6,595,744
	Totaux, produits des pêcheries[2]	$	5,526,799	6,322,207	6,475,037	8,424,174
	Fourrures—					
	Fourrures brutes—					
17	Peaux de castor	$	303,898	500,605	451,141	476,235
18	Peaux de renard	$	6,050,574	6,638,745	5,912,989	3,896,627
19	Peaux de martre	$	207,886	239,793	220,562	225,593
20	Peaux de vison	$	503,188	560,074	561,579	646,421
21	Peaux de rat musqué	$	1,005,029	808,046	586,103	836,766
	Totaux, fourrures brutes[2]	$	9,054,753	10,115,115	8,553,104	6,969,098
	Totaux, fourrures[2]	$	9,603,161	10,722,537	8,794,834	7,054,745

[1] Compris dans les autres pommes de terre antérieurement au 1er avril 1936 (voir renvoi 2, p. 456).
[2] Les totaux comprennent d'autres articles non spécifiés. [3] Moins de 0·5 de cwt.

Royaume-Uni, les Etats-Unis et tous pays, années civiles 1936-39—suite

Etats-Unis				Tous pays				N°
1936	1937	1938	1939	1936	1937	1938	1939	
147,634	238,542	211,245	162,268	197,500	266,286	276,401	228,864	1
941,242	2,014,718	1,020,641	713,875	1,386,447	2,354,723	1,570,188	1,310,498	
3,903	260	190	137	179,914	13,147	12,838	17,644	2
2,122	655	337	293	317,005	68,819	76,047	79,795	
109,619	71,625	97,552	301,274	117,554	75,243	104,226	307,949	3
162,379	156,065	164,419	423,089	177,025	164,599	176,586	439,938	
621,827[1]	633,386	735,185	851,125	1,093,805[1]	2,271,223	1,308,845	1,947,422	4
529,456	514,016	592,253	767,041	1,118,838	2,328,755	1,101,143	1,966,040	
1,664,843	2,718,802	1,838,664	1,958,441	3,056,080	4,977,139	3,011,103	3,870,077	
28,081	457	329	350	10,212,506	10,040,804	16,341,049	32,210,012	5
1,308	147	106	113	3,067,916	2,846,525	5,474,479	10,182,967	
1,125,639	1,391,102	323,965	1,016,233	2,293,030	2,547,795	1,448,267	1,883,986	6
26,049,130	25,719,741	13,346,728	11,380,082	46,112,696	50,259,008	36,567,040	40,922,773	
72,493,502	**38,323,025**	**30,978,269**	**79,469,436**	**346,980,652**	**244,583,151**	**190,896,714**	**220,118,056**	
241,689	306,958	146,745	284,463	285,414	321,760	179,224	293,425	7
9,397,076	14,577,506	6,491,695	14,699,254	12,497,173	15,677,093	9,181,199	15,353,121	
17,358	10,295	5,406	5,480	18,107	11,243	5,914	5,953	8
2,096,754	1,309,535	672,260	655,805	2,210,614	1,442,085	757,553	726,493	
69,527	75,802	260	124	76,488	82,863	5,500	5,826	9
1,224,066	1,315,446	3,243	2,551	1,256,572	1,348,764	30,429	30,331	
13,277,845	18,374,557	7,779,158	16,050,548	16,558,558	19,695,426	10,641,148	16,804,325	
98,863	113,630	106,869	107,926	98,864	113,630	106,879	107,926	10
2,100,742	2,438,400	1,952,089	2,011,163	2,100,762	2,438,400	1,952,697	2,011,163	
97,291	66,069	56,084	61,072	154,659	146,421	121,243	128,536	11
707,964	548,035	574,159	607,197	1,455,878	1,652,145	1,567,860	1,664,176	
119,234	131,417	125,626	131,397	119,234	131,426	125,626	131,398	12
1,458,827	1,605,801	1,514,870	1,444,318	1,458,827	1,605,862	1,514,870	1,444,331	
10,200,382	10,718,977	9,917,842	10,515,493	11,143,548	12,182,340	11,344,363	12,308,881	
92,502	74,034	78,846	78,482	235,918	225,533	231,315	256,247	13
581,887	513,581	524,229	547,453	1,270,316	1,382,329	1,362,741	1,470,204	
1,351,102	1,355,454	1,355,203	1,667,992	3,603,115	4,154,152	3,927,830	3,884,157	
6,062	5,366	4,785	7,251	38,162	37,167	41,170	33,739	14
376,601	315,552	238,958	319,487	2,080,005	1,984,167	1,898,838	1,431,294	
11,599	55,975	5,366	5,805	471,838	591,793	488,400	592,911	15
70,401	344,002	54,490	37,968	6,367,323	7,533,648	7,128,194	8,627,557	
»	2	240	1	54,108	78,643	71,260	87,056	16
3	12	1,284	6	471,819	693,890	629,037	724,647	
641,053	663,469	302,090	371,787	9,275,885	10,437,150	10,021,065	11,548,982	
12,659,629	13,693,821	12,429,306	13,538,219	24,857,544	27,983,996	26,530,513	28,881,452	
507,188	610,277	459,373	873,659	815,173	1,140,738	924,032	1,356,936	17
1,526,298	1,081,064	786,628	1,810,451	8,158,215	8,368,691	7,230,705	6,133,153	18
267,920	291,754	281,071	343,830	487,289	537,864	507,708	575,363	19
2,154,363	1,151,081	1,540,199	1,942,855	2,673,973	1,730,280	2,189,157	2,639,197	20
559,268	287,106	335,093	540,959	1,599,268	1,130,353	978,163	1,438,208	21
7,108,170	5,534,043	4,313,235	6,581,442	16,889,328	16,494,997	13,590,224	14,130,188	
7,265,603	5,728,014	4,478,818	6,772,641	17,666,213	17,515,460	14,096,503	14,568,986	

17.—Principales exportations de produits domestiques du Canada vers le

N°	Articles		Royaume-Uni			
			1936	1937	1938	1939
	II.—Bétail et produits animaux—fin					
1	Poils et soies	$	6,961	28,785	33,998	83,252
2	Peaux, bruts	cwt	29,459	20,385	18,814	30,937
		$	219,936	233,940	139,406	247,270
3	Cuir, non ouvré	$	5,081,167	4,557,747	3,358,877	5,076,883
4	Cuir, ouvré	$	746,462	893,163	838,419	628,665
	Viandes—					
5	Bacon et jambon	cwt	1,547,688	1,920,587	1,694,636	1,864,730
		$	25,138,590	32,467,171	30,494,762	32,287,291
6	Bœuf, frais	cwt	64,014	97,379	20,479	8,693
		$	286,362	526,009	159,563	101,411
7	Porc, frais	cwt	5,571	8,580	8,579	4,845
		$	75,872	127,546	137,954	80,287
8	Porc, salé à sec, mariné	cwt	1,632	846	898	418
		$	25,043	11,268	13,464	7,384
9	Volaille	lb	2,334,891	4,038,375	1,472,562	2,315,357
		$	530,364	807,609	328,861	526,326
	Totaux, viandes[1]	$	28,267,137	36,190,212	33,809,697	34,983,977
	Lait et ses dérivés—					
10	Beurre	cwt	44,330	35,679	33,688	111,092
		$	1,003,229	1,000,685	726,358	2,325,624
11	Fromage	cwt	678,017	811,815	760,481	811,538
		$	9,359,453	11,825,692	11,023,338	10,802,873
12	Lait, transformé	cwt	114,003	210,355	234,324	213,348
		$	830,691	1,691,008	2,110,544	1,698,567
	Totaux, lait et ses dérivés[1]	$	11,193,373	14,517,385	13,860,240	14,827,064
	Huiles, matières grasses, graisses et cires—					
13	Huile de poisson et de baleine	gall.	891,597	1,218,065	1,297,721	439,753
		$	225,185	355,888	372,466	286,555
14	Saindoux et succédanés	cwt	292,922	302,841	171,736	76,961
		$	3,405,288	3,751,457	1,664,517	546,360
15	Suif	cwt	7,196	2,672	1,351	310
		$	34,035	10,317	4,072	837
	Totaux, huile, matières grasses, graisses et cires[1]	$	3,730,296	4,199,280	2,155,686	904,278
16	Œufs	douz.	993,000	1,346,120	1,539,807	1,024,070
		$	261,225	349,783	401,637	231,941
17	Miel	lb	2,341,335	2,216,424	3,415,477	3,587,992
		$	195,562	198,331	281,067	288,696
18	Boyaux à saucisse	$	462,428	559,887	422,118	319,315
19	Déchets d'abbatoir	cwt	Nil	Nil	1,568	Nil
		$	–	–	2,980	–
	Totaux, bétail et produits animaux[1]	$	**68,285,891**	**79,734,849**	**73,175,748**	**73,577,536**
	III. Fibres et textiles					
20	Coton	$	484,845	842,918	879,953	1,285,501
21	Soie, bas et chaussettes	douz. paires	50,875	68,253	68,152	60,879
		$	342,181	440,199	419,052	366,203
22	Soie, et ses dérivés, *n.a.é.*	$	50,304	48,196	46,480	62,052
	Laine—					
23	Laine, brute	lb	1,381,618	1,337,873	2,711,793	1,517,707
		$	286,051	318,759	400,648	221,738
24	Laine, vêtement	$	5,786	19,816	26,745	8,272
	Totaux, laine[1]	$	292,980	342,905	428,808	243,312
25	Soie artificielle	$	173,002	472,470	513,895	328,733
26	Ficelle d'engerbage	cwt	68,216	62,892	50,083	77,024
		$	479,668	474,340	335,568	435,616
27	Articles en feutre	$	139,824	188,144	194,718	219,754
28	Chiffons	cwt	6,066	13,510	14,524	10,441
		$	39,843	136,680	80,379	70,839
	Totaux, fibres et textiles[1]	$	**2,343,416**	**3,418,299**	**3,425,276**	**3,463,707**

[1] Les totaux comprennent des articles non spécifiés.

Royaume-Uni, les Etats-Unis et tous pays, années civiles 1936-39—suite

Etats-Unis				Tous pays				N°
1936	1937	1938	1939	1936	1937	1938	1939	
271,535	386,240	261,072	264,898	442,579	608,838	447,419	472,793	1
368,243	281,889	290,886	352,953	422,598	348,574	371,923	415,545	2
3,332,560	3,111,337	2,253,649	2,967,354	3,810,774	4,018,587	2,967,954	3,528,675	
524,349	493,168	508,090	1,136,143	6,016,978	5,504,891	4,216,809	6,855,832	3
123,368	61,122	37,083	46,091	1,136,341	1,503,381	1,431,296	1,247,924	4
21,332	23,370	6,633	5,515	1,580,496	1,956,169	1,708,374	1,878,251	5
574,303	660,872	244,775	185,050	25,957,012	33,405,935	30,905,824	32,656,049	
18,452	29,968	12,307	8,645	114,508	161,205	54,108	38,732	6
195,662	345,889	115,132	114,694	759,580	1,225,931	543,202	518,097	
107,599	167,145	23,684	23,304	115,869	181,093	34,779	30,612	7
1,517,415	2,577,295	441,724	429,830	1,634,934	2,788,622	620,869	551,664	
7,046	6,535	333	1	48,563	54,153	41,785	41,052	8
136,010	114,198	5,283	20	505,210	536,987	352,475	329,508	
175,280	41,981	3,058	1,972	2,968,137	4,572,341	1,894,085	2,788,016	9
44,089	8,483	615	530	691,110	938,422	441,844	643,225	
2,658,608	3,940,172	972,343	969,980	32,505,009	42,161,377	36,308,801	37,445,336	
184	147	38	242	51,288	40,966	38,934	123,986	10
4,955	4,255	1,015	5,357	1,178,916	1,147,274	871,547	2,673,765	
114,564	47,299	17,555	67,132	818,903	889,553	809,891	909,448	11
1,579,873	727,456	310,425	981,928	11,347,125	13,062,330	11,874,223	12,248,650	
13,514	5,213	4,273	9,291	204,635	332,823	350,772	344,699	12
148,966	113,320	94,629	192,123	1,881,622	3,174,131	3,456,392	3,294,791	
1,793,761	1,039,263	418,108	1,180,730	14,467,994	17,581,077	16,219,789	18,221,708	
782,282	731,171	707,436	272,983	1,775,229	2,733,482	3,808,707	2,709,157	13
250,485	286,940	280,037	112,130	500,607	849,888	975,491	737,496	
4,799	14	4	Nil	300,296	308,316	173,470	80,439	14
36,854	190	23	-	3,472,996	3,823,830	1,684,307	581,607	
139,868	11,812	7,969	2,569	151,054	21,134	18,881	14,905	15
712,118	69,743	29,982	9,629	764,080	113,829	64,477	43,664	
1,038,127	402,451	317,605	124,650	4,862,598	4,967,041	2,853,479	1,445,809	
3,010	1,637	966	2,410	1,203,814	1,602,011	1,842,538	1,274,327	16
814	434	258	601	326,266	424,200	497,898	310,697	
20,681	11,276	13,227	27,331	2,838,945	2,755,786	4,008,088	4,706,914	17
1,793	1,160	1,364	2,700	228,700	233,482	317,107	362,070	
325,752	577,880	276,698	314,833	987,479	1,282,330	846,481	786,929	18
288,788	311,317	278,694	239,408	288,840	311,357	280,264	239,428	19
470,893	508,873	350,023	401,370	471,008	508,948	353,009	401,413	
44,008,721	**48,778,881**	**30,351,002**	**44,117,026**	**124,694,815**	**144,532,334**	**118,135,506**	**131,803,706**	
16,032	30,664	13,257	11,900	1,997,748	3,059,336	2,614,942	3,535,622	20
20	90	55	62	431,583	487,234	515,082	505,117	21
158	666	456	455	2,720,350	2,962,201	3,112,803	3,098,949	
85,335	9,982	4,110	1,649	259,531	208,499	139,627	144,652	22
4,116,305	1,992,787	556,826	2,673,103	9,102,762	4,812,701	4,260,317	4,664,083	23
1,017,152	664,608	125,854	587,846	2,171,334	1,396,381	693,251	889,077	
204,080	298,221	232,137	221,124	431,084	631,000	527,278	493,382	24
1,297,720	1,058,724	442,583	891,820	2,737,996	2,201,716	1,326,373	1,523,024	
2,429	10,924	9,298	8,360	838,277	1,700,147	2,269,722	2,156,534	25
81,864	89,723	108,738	100,596	161,692	159,830	159,428	177,787	26
551,226	626,739	707,829	532,900	1,115,514	1,153,343	1,047,284	969,263	
7,592	6,110	3,617	4,842	359,219	466,895	371,557	381,139	27
163,522	112,679	98,730	134,689	177,302	138,172	123,462	149,540	28
815,010	679,991	358,812	637,378	900,577	894,166	489,096	730,743	
2,924,622	**2,678,174**	**1,731,126**	**2,305,580**	**12,227,387**	**14,400,522**	**13,054,660**	**14,427,669**	

17.—Principales exportations de produits domestiques du Canada vers le

N°	Articles		Royaume-Uni			
			1936	1937	1938	1939
	IV. Bois, produits du bois et papier					
	Bois, à l'état naturel—					
	Billots et bois en grume—					
1	Billots, sapin Douglas	M pds	Nil	166	47	10
		$	–	2,294	1,062	535
2	Billots, bois dur	M pds	7,529	5,770	7,248	13,132
		$	297,796	221,158	304,731	525,933
3	Poteaux, télégraphe et téléphone	nomb.	Nil	Nil	Nil	Nil
		$	–	–	–	–
4	Traverses de chemin de fer	nomb.	157,302	714,014	456,489	265,567
		$	87,785	554,865	347,278	211,199
	Totaux, billots et bois en grume[1]	$	386,095	779,104	661,798	873,150
5	Lattes	M	25	70	Nil	Nil
		$	50	175	–	–
	Madriers et planches—					
6	Bouleau	M pds	56,216	74,646	50,206	45,998
		$	1,531,646	2,285,597	1,309,795	1,349,525
7	Sapin Douglas	M pds	496,799	473,014	549,272	670,871
		$	9,103,064	9,647,548	9,771,212	12,912,021
8	Pin	M pds	37,497	48,686	22,065	35,888
		$	1,492,043	1,922,904	918,662	1,293,295
9	Epinette	M pds	244,903	321,982	230,789	279,904
		$	4,937,901	7,191,382	5,012,959	6,610,822
	Totaux, madriers et planches[1]	M pds	924,480	1,027,318	960,141	1,188,714
		$	19,003,425	23,619,605	19,374,453	25,598,314
10	Bois à pulpe	cordes	Nil	3,329	2,092	Nil
		$	–	33,315	26,298	–
11	Bardeaux	carrés	19,745	26,011	32,001	58,695
		$	51,168	77,879	89,978	178,522
12	Douves	$	199,117	248,085	244,830	273,712
13	Bois à bobines	M pds	5,487	4,869	8,409	2,796
		$	235,760	209,719	383,959	138,982
14	Bois, équarri	M pds	33,468	29,931	24,616	35,260
		$	746,766	683,916	507,219	695,972
	Totaux, bois, à l'état naturel[1]	$	21,829,448	27,320,105	22,669,304	29,664,344
	Bois ouvré—					
15	Portes	$	2,778,423	2,720,504	1,341,127	715,293
16	Eclisses pour allumettes	$	300,114	295,181	318,877	428,662
	Pulpe de bois—					
17	Chimique	cwt	723,868	1,224,969	976,020	718,188
		$	1,812,030	3,481,261	3,202,927	1,797,023
18	Mécanique	cwt	225,268	439,702	377,261	730,544
		$	232,646	777,337	474,007	915,919
	Totaux, pulpe de bois[1]	cwt	909,136	1,665,201	1,353,881	1,448,732
		$	2,044,676	4,260,024	3,678,448	2,712,942
	Totaux, bois ouvré[1]	$	5,664,394	7,890,312	5,913,564	4,365,800
	Papier—					
19	Planches de pulpe et fibre	cwt	193,782	210,867	199,551	226,582
		$	564,927	608,417	619,165	741,122
20	Papier cartonné, *n.a.é.*	$	2,155,544	2,788,531	2,541,618	2,203,669
21	Papier à livres	cwt	13,416	20,987	14,844	14,398
		$	100,440	154,592	109,786	106,638
22	Papier à journal	cwt	1,888,834	2,959,951	3,441,929	3,535,083
		$	2,901,190	4,725,500	5,694,747	5,811,462
23	Papier d'*emballage*	cwt	12,597	18,838	26,691	35,297
		$	51,911	80,446	151,220	192,493
	Totaux, papier[1]	$	6,273,154	8,909,440	9,705,089	9,715,818
24	Livres et imprimés	$	176,953	207,722	198,455	190,538
	Totaux, bois, produits du bois et papier[1]	$	**33,943,949**	**44,327,579**	**38,486,412**	**43,936,500**

[1] Les totaux comprennent d'autres articles non spécifiés.

Royaume-Uni, les Etats-Unis et tous pays, années civiles 1936-39—suite

Etats-Unis				Tous pays				N°
1936	1937	1938	1939	1936	1937	1938	1939	
7,038	21,874	32,666	34,141	168,489	144,545	106,431	115,020	1
76,559	255,548	360,726	422,930	2,141,771	2,953,987	1,948,756	2,308,749	
3,391	5,306	3,942	4,984	19,112	17,254	14,462	19,558	2
52,786	86,360	69,442	93,453	537,230	552,106	542,819	678,059	
271,387	417,394	334,716	374,671	272,239	418,549	334,718	374,847	3
751,706	1,289,272	1,064,066	1,121,373	755,792	1,294,145	1,064,082	1,122,346	
247,655	303,155	247,058	206,587	907,067	1,217,327	738,405	683,107	4
204,500	226,802	199,558	144,752	620,390	912,370	555,499	563,812	
1,952,642	3,183,888	2,076,091	3,877,084	5,272,745	7,376,728	5,820,368	7,423,467	
270,290	243,875	160,377	177,717	274,694	245,243	163,458	179,060	5
930,895	1,004,816	519,442	524,040	945,685	1,010,329	531,543	528,657	
30,651	38,362	23,372	40,092	87,274	113,392	74,018	86,946	6
1,032,704	1,496,596	893,362	1,579,810	2,577,273	3,795,180	2,216,871	2,956,441	
99,179	107,023	114,218	101,843	788,341	738,846	805,326	924,686	7
1,646,428	2,191,371	1,941,603	1,964,429	14,080,611	15,356,569	14,594,701	18,100,900	
82,756	74,750	52,652	103,672	127,989	132,345	82,068	149,692	8
2,306,326	2,315,408	1,643,814	3,167,306	4,025,251	4,551,446	2,822,425	4,814,335	
243,236	250,555	175,418	282,791	500,514	590,290	419,994	607,987	9
5,722,367	6,679,237	4,396,058	6,676,621	11,043,959	14,472,487	9,820,959	14,487,364	
526,268	537,201	448,921	625,278	1,749,860	1,858,352	1,667,088	2,113,160	
12,770,043	15,477,155	11,557,321	16,874,881	36,858,096	45,449,194	35,887,481	48,829,466	
1,098,756	1,475,212	1,273,105	1,076,761	1,115,651	1,542,853	1,587,529	1,392,311	10
8,141,231	11,437,463	10,374,557	8,785,581	8,276,423	12,088,329	13,641,798	11,901,480	
2,393,982	2,114,578	1,840,686	2,808,339	2,450,468	2,184,335	1,899,634	2,935,349	11
6,027,596	5,998,521	4,989,816	7,865,401	6,164,362	6,188,012	5,157,569	8,224,756	
168	2,122	1,388	2,473	675,084	1,257,388	1,096,190	1,031,355	12
4,626	5,574	2,683	4,868	10,113	11,119	11,123	7,664	13
168,985	213,739	95,836	172,594	404,745	451,324	481,643	311,576	
4,598	1,720	1,197	1,809	108,104	107,946	86,003	98,773	14
71,952	44,287	23,987	26,103	1,811,109	2,139,900	1,524,697	1,718,137	
31,293,930	39,019,969	32,012,326	39,753,713	62,922,067	79,510,385	67,170,704	83,920,773	
944	258	375	427	2,783,930	2,736,909	1,361,267	745,538	15
Nil	Nil	Nil	6	300,114	295,181	319,177	448,168	16
9,692,206	10,408,305	6,617,655	9,111,667	11,682,775	13,378,446	8,231,172	10,354,289	17
23,114,623	28,577,240	18,563,876	23,160,113	27,578,982	36,772,345	24,226,663	26,393,309	
2,445,105	2,896,087	2,106,843	2,642,488	2,670,373	3,336,026	2,484,104	3,373,032	18
2,608,405	3,367,803	2,440,240	3,174,258	2,841,051	4,145,552	2,914,247	4,090,177	
12,822,929	13,962,484	9,077,212	12,131,768	15,089,928	17,414,317	11,080,742	14,110,308	
26,504,499	32,764,641	21,561,546	26,836,718	31,246,695	41,815,731	27,730,738	31,000,602	
26,632,521	32,972,334	21,654,042	27,007,977	35,508,250	46,311,743	30,619,800	33,374,645	
15,488	10,996	4,973	205,602	343,939	379,656	371,320	551,878	19
47,636	34,702	14,566	375,669	1,054,558	1,199,358	1,248,272	1,560,738	
575,716	622,662	433,076	111,522	2,949,853	3,885,625	3,318,378	2,717,387	20
301	2,438	363	342	63,714	110,215	73,653	81,922	21
3,265	8,240	4,187	3,665	433,965	718,370	491,834	510,481	
47,973,473	57,980,416	38,765,934	44,127,726	59,861,787	69,104,793	48,493,092	53,174,453	22
83,545,931	105,699,202	85,190,912	97,057,620	103,639,634	126,466,412	104,615,042	115,687,288	
14,999	17,350	15,961	17,524	333,308	475,473	298,140	306,042	23
24,694	32,069	26,564	32,964	1,094,109	1,848,331	1,277,027	1,252,153	
84,831,911	107,084,385	86,160,845	98,425,416	110,861,428	136,164,168	112,872,776	124,127,164	
458,474	465,074	466,028	636,995	914,962	981,392	949,678	1,118,461	24
143,216,836	179,541,762	140,293,241	165,824,101	210,206,707	262,967,688	211,612,958	242,541,043	

17.—Principales exportations de produits domestiques du Canada vers le

N°	Articles		Royaume-Uni			
			1936	1937	1938	1939
	V. Fer et ses dérivés					
1	Ferro-silicon, ferro-manganèse, etc.	tonnes	2,527	6,117	4,209	11,344
		$	127,086	310,477	232,278	695,199
2	En gueuse, lingots, et billettes	tonnes	91,573	118,675	87,569	92,152
		$	2,162,287	3,093,602	2,734,014	3,164,683
3	Rebuts, fer et acier	tonnes	2,857	15,824	13,884	8,573
		$	25,988	203,406	169,192	90,281
4	Produits des laminoirs	tonnes	53,208	29,443	34,545	39,787
		$	1,640,577	1,222,338	1,613,856	1,627,383
5	Tubes et tuyaux	$	34,863	54,570	43,458	74,472
6	Fil métallique	$	432,429	355,358	369,543	401,269
7	Outillage agricole	$	977,989	1,207,040	1,129,477	1,684,001
8	Ferronnerie et coutellerie	$	1,243,277	1,375,600	1,232,394	1,506,545
	Machines—					
9	Arithmographes	$	587,940	832,025	461,590	722,308
10	Aspirateurs électriques	$	144,153	60,443	33,924	62,280
11	Machines à coudre	$	509	536	510	104
12	Lessiveuses et essoreuses	$	479,694	658,686	704,931	430,305
13	Dactylotypes et pièces	$	221,194	1,053,165	653,078	1,125,394
	Totaux, machines[1]	$	3,185,679	4,613,149	4,324,587	5,227,343
14	Outils	$	354,688	499,558	351,388	449,411
	Véhicules—					
15	Automobiles, camion	nomb.	4	4	3	20
		$	2,091	1,923	1,946	13,920
16	Automobiles, voyageur	nomb.	2,685	2,420	1,395	1,031
		$	2,326,089	1,923,647	1,118,924	818,509
17	Automobiles, pièces détachées	$	10,626	12,234	27,388	60,214
	Totaux, véhicules[1]	$	2,339,355	1,940,057	1,148,393	901,078
	Totaux, fer et ses dérivés[1]	$	**12,736,360**	**14,914,879**	**13,517,445**	**15,976,901**
	VI. Métaux non ferreux					
18	Aluminium en barres, blocs, etc.	cwt	415,163	458,254	678,251	779,155
		$	8,012,135	8,781,947	12,012,734	14,328,385
19	Laiton	$	444,047	568,337	487,900	574,042
	Cuivre—					
20	Minerai	cwt	8,398	11,649	33,781	138,713
		$	53,849	119,530	255,044	970,991
21	Cuivre ampoule	cwt	Nil	Nil	Nil	Nil
		$	—	—	—	—
22	En lingots, barres, baguettes, band. etc.	cwt	2,524,510	2,635,658	2,552,860	2,882,007
		$	22,860,550	35,298,259	25,528,976	29,375,643
	Totaux, cuivre[1]	$	23,210,674	35,751,651	26,123,837	30,610,878
23	Plomb, minerai	cwt	Nil	Nil	Nil	Nil
		$	—	—	—	—
24	Plomb en saumon, etc.	cwt	2,006,877	2,306,658	2,391,619	2,210,933
		$	6,248,505	10,886,174	6,656,476	5,600,771
	Nickel—					
25	Minerai, mattes, etc.	cwt	309,818	442,238	553,858	600,281
		$	5,576,891	7,960,420	9,969,894	10,805,058
26	Affiné	cwt	190,344	413,206	429,546	112,590
		$	8,449,739	16,533,895	17,029,686	4,198,455
27	Oxyde	cwt	2,576	2,692	16,079	33,317
		$	89,340	91,476	531,093	1,078,878
	Totaux, nickel	$	14,115,970	24,585,791	27,530,673	16,082,391
	Métaux précieux—					
28	Balayures d'orfèvre et rebuts, *n.a.é.*	$	303,706	465,520	492,763	287,803
29	Platine et platinides en concentrés	$	6,725,135	8,111,340	9,023,427	5,867,271
30	Argent, minerai	onces	64,910	35,543	698	Nil
		$	34,025	13,882	285	—
31	Argent en lingots	onces	1,372,885	2,758,044	715,808	200,397
		$	629,001	1,245,757	309,904	88,717
	Totaux, métaux précieux[1]	$	12,171,752	9,853,243	9,845,319	6,252,999

[1] Les totaux comprennent d'autres articles non spécifiés.

Royaume-Uni, les Etats-Unis et tous pays, années civiles 1936-39—suite

Etats-Unis				Tous pays				N°
1936	1937	1938	1939	1936	1937	1938	1939	
53,867	36,223	24,420	48,826	57,763	48,603	32,881	64,345	1
1,332,371	1,329,780	742,175	1,463,392	1,531,964	2,036,079	1,305,908	2,476,907	
69,440	43,880	27,273	57,013	162,382	176,547	119,094	157,169	2
1,637,053	1,505,181	806,580	1,630,194	3,871,872	5,184,204	3,872,049	5,168,220	
148,677	80,804	26,962	30,388	224,160	143,977	85,122	93,837	3
1,568,752	1,030,912	284,795	295,234	2,289,814	1,954,698	1,008,992	1,020,642	
1,471	2,472	319	4,691	94,322	65,043	107,499	96,584	4
38,114	60,250	11,050	133,332	3,127,913	2,821,513	4,769,451	3,863,723	
26,174	131,275	33,477	33,291	765,800	1,118,451	786,627	991,236	5
669	1,893	559	13,236	1,126,113	972,673	1,146,622	1,120,216	6
1,995,868	3,311,354	2,366,645	1,852,651	5,992,303	9,838,808	7,790,124	6,974,684	7
162,343	88,787	226,895	386,946	2,139,005	2,301,863	2,238,868	2,834,327	8
175	525	218	530	703,460	971,491	625,695	879,961	9
2,480	11,320	5,447	1,106	251,800	169,701	107,865	117,497	10
4,149	4,721	3,152	5,509	1,369,643	2,513,775	1,617,106	2,127,044	11
357	673	236	270	704,449	1,287,092	1,332,388	971,787	12
2,273	1,004	12,896	929	602,573	1,632,301	1,300,212	1,680,810	13
144,030	242,101	156,574	217,248	6,735,388	10,837,419	9,782,719	10,873,125	
24,990	22,783	15,570	21,531	1,157,151	1,485,209	1,325,817	1,399,299	14
16	31	16	11	13,219	22,066	17,382	19,955	15
5,703	7,503	2,998	3,210	4,904,102	7,941,782	6,925,469	8,156,528	
447	442	239	234	42,351	43,801	40,386	38,548	16
139,261	148,994	87,318	86,280	15,289,140	15,921,282	15,311,201	14,394,483	
65,209	35,007	31,596	47,609	2,899,946	2,919,981	2,679,265	2,991,697	17
236,063	227,867	153,419	170,998	23,213,388	27,018,650	25,204,971	25,949,813	
6,078,135	**6,954,215**	**4,148,832**	**4,954,238**	**52,303,878**	**66,027,238**	**60,139,369**	**63,102,432**	
26,487	256,453	22,337	39,685	576,102	97,029	1,294,487	1,411,579	18
487,446	3,814,524	343,577	547,337	10,840,627	17,592,909	23,052,552	25,684,476	
248,423	531,944	234,323	411,902	1,018,932	1,614,953	1,088,826	1,411,555	19
310,831	510,481	585,119	639,468	455,196	738,676	1,098,061	1,215,009	20
2,028,777	5,104,451	4,052,784	4,476,277	2,971,042	7,409,381	7,637,581	8,505,064	
Nil	108,843	305,273	311,118	Nil	108,843	305,273	311,118	21
–	1,333,073	3,056,241	3,113,742	–	1,333,073	3,056,241	3,113,742	
217	46	355	47,044	3,590,133	3,473,661	4,170,416	3,903,770	22
2,143	764	3,948	474,032	32,230,637	46,015,709	41,625,628	40,232,379	
2,231,678	6,777,770	7,237,687	8,512,369	36,501,654	56,155,282	53,314,802	53,227,919	
27,248	104,375	66,363	82,042	93,955	165,296	71,623	82,042	23
119,513	598,847	322,714	399,811	287,569	862,850	345,394	399,811	
13	10	415	171	3,213,509	3,531,396	3,098,641	3,614,717	24
76	71	1,469	541	10,113,282	16,978,147	8,637,797	9,450,265	
122,560	141,426	78,973	151,049	616,238	808,082	886,482	941,020	25
2,206,013	2,545,000	1,421,514	2,718,882	11,087,235	14,544,952	15,936,929	16,940,142	
796,046	791,255	435,567	983,585	1,066,926	1,368,536	1,053,723	1,358,284	26
19,897,532	19,781,786	10,890,796	25,692,540	31,899,905	42,876,537	35,340,370	39,582,460	
23,704	17,554	3,496	15,192	53,211	51,082	36,835	48,509	27
479,969	352,978	73,435	332,031	1,607,156	1,491,728	1,199,118	1,410,909	
22,583,514	22,679,764	12,385,745	28,743,453	44,594,296	58,913,217	52,496,417	57,933,511	
521,545	872,838	718,441	1,332,996	825,251	1,338,358	1,211,204	1,620,799	28
600	Nil	Nil	32,228	6,841,940	8,374,795	9,320,325	6,136,752	29
2,633,407	5,324,684	5,573,016	6,555,509	3,347,167	5,769,332	5,868,827	6,828,031	30
1,181,562	2,385,930	2,416,746	2,693,316	1,494,237	2,567,412	2,540,860	2,801,206	
11,264,615	11,239,967	21,713,359	13,862,258	12,783,708	14,620,025	22,682,687	14,202,549	31
5,089,183	5,026,640	9,419,185	5,576,354	5,789,310	6,556,357	9,838,462	5,723,967	
79,550,315	8,296,424	12,579,922	9,672,624	92,341,897	18,864,682	22,955,341	16,331,173	

17.—Principales exportations de produits domestiques du Canada vers le

N°	Articles		Royaume-Uni			
			1936	1937	1938	1939
	VI. Métaux non ferreux—fin					
	Zinc—					
1	Minerai	cwt	Nil	Nil	Nil	Nil
		$	–	–	–	–
2	Zinc du commerce	cwt	2,269,043	1,780,567	1,987,789	2,433,516
		$	6,918,919	8,388,962	6,563,273	7,356,015
	Totaux, zinc[1]	$	6,929,155	8,411,292	6,571,840	7,362,074
3	Appareils électriques	$	929,358	1,024,041	712,649	312,118
	Totaux, métaux non ferreux[1]	$	**73,321,479**	**101,319,417**	**91,452,626**	**83,363,379**
	VII. Métalloïdes					
	Amiante—					
4	Amiante brut	tonnes	6,817	14,093	19,996	22,610
		$	405,712	919,350	1,271,974	1,392,063
5	Sable et déchets d'amiante	tonnes	4,566	6,357	4,936	7,559
		$	84,711	119,605	103,453	155,549
	Totaux, amiante[1]	$	577,012	1,183,740	1,461,618	1,888,070
6	Argile et ses dérivés	$	16,573	59,176	21,313	6,175
	Charbon et ses dérivés—					
7	Charbon[2]	tonnes	30,867	3,587	Nil	Nil
		$	169,122	17,935	–	–
8	Coke	tonnes	1,134	1,635	1,400	3,030
		$	37,300	53,445	41,657	86,144
9	Goudron, poix et huiles	$	Nil	Nil	Nil	Nil
	Totaux, charbon et ses dérivés[1]	$	206,422	71,380	41,657	86,144
10	Pétrole et ses dérivés	$	54,574	77,880	49,222	23,062
11	Abrasifs, artificiels, bruts	cwt	154,614	220,599	158,375	155,842
		$	1,006,486	1,198,834	942,170	915,300
12	Gypse brut	tonnes	104,925	103,602	134,375	62,665
		$	110,282	106,443	139,546	64,589
	Totaux, métalloïdes[1]	$	**2,690,935**	**3,276,123**	**3,090,439**	**3,430,123**
	VIII. Produits chimiques et leurs dérivés					
13	Acides	$	1,023,294	1,000,101	868,432	1,290,539
14	Oxyde et sels de cobalt	$	547,559	595,217	509,758	778,504
15	Drogues médicinales	$	647,388	720,075	797,839	1,024,937
	Engrais—					
16	Sulfate d'ammoniaque	cwt	Nil	Nil	Nil	Nil
		$	–	–	–	–
17	Phosphate	cwt	[3]	[3]	[3]	[3]
		$	–	–	–	–
	Totaux, engrais[1]	$	90	Nil	Nil	Nil
18	Peintures et vernis	$	432,372	423,855	385,857	553,066
19	Savon	$	781,699	989,074	1,271,967	511,344
20	Composés de sodium	$	93,022	32,736	25,256	14,348
	Totaux, produits chimiques et leurs dérivés[1]	$	**3,858,025**	**5,248,845**	**5,031,528**	**5,730,789**
	IX. Toutes autres marchandises					
21	Récipients (emballage)	$	16,274	20,216	57,282	92,646
22	Energie électrique	M kwh	Nil	Nil	Nil	Nil
		$	–	–	–	–
23	Pellicules	$	1,777,988	1,624,151	1,797,615	1,830,988
24	Plumes, crayons, et parties	$	598,519	620,832	562,504	499,226
25	Effets de colon	$	520,932	482,254	349,324	200,138
26	Navires et vaisseaux	$	3,059	1,339	90,363	1,615
	Totaux, toutes autres marchandises[1]	$	**3,368,442**	**3,663,000**	**4,228,304**	**4,415,081**
	Totaux, exportations de produits canadiens[1]	$	**395,351,950**	**402,062,094**	**339,688,685**	**328,099,242**

[1] Les totaux comprennent d'autres articles non spécifiés. [2] Moins le charbon d'ensoutage à compter du 1er avril 1937. [3] Non déclaré séparément antérieurement à 1939.

Royaume-Uni, les Etats-Unis et tous pays, années civiles 1936-39—suite

Etats-Unis				Tous pays				N°
1936	1937	1938	1939	1936	1937	1938	1939	
2	1,705	Nil	Nil	391,320	656,958	458,410	412,606	1
7	3,873	–	–	727,253	2,618,641	1,154,812	526,905	
46,029	144,967	47,835	128,744	2,804,229	2,683,780	2,644,241	3,119,891	2
144,729	813,510	161,147	420,056	8,523,906	12,739,242	8,626,961	9,343,586	
146,397	831,739	175,488	447,502	9,315,034	15,491,186	9,816,008	9,922,232	
23,289	39,048	28,564	56,194	3,455,812	4,309,975	4,114,160	3,229,469	3
106,245,792	**44,730,059**	**33,924,261**	**49,538,273**	**211,817,242**	**194,876,383**	**179,664,366**	**182,890,103**	
77,691	98,196	54,323	77,460	136,547	196,511	165,744	186,238	4
4,052,187	5,347,488	3,125,401	4,994,227	7,391,517	10,972,852	10,872,435	12,463,177	
146,081	176,708	112,544	147,599	157,678	194,530	123,143	159,780	5
2,350,527	2,913,183	2,003,429	2,651,896	2,567,343	3,242,457	2,237,751	2,902,111	
6,403,649	8,262,550	5,129,552	7,646,926	10,133,898	14,545,370	13,316,558	15,844,703	
110,918	69,998	58,411	55,573	526,856	596,970	546,005	542,788	6
193,646	228,725	221,512	263,963	411,574	355,268	353,181	376,203	7
714,695	840,545	881,631	1,097,033	1,792,584	1,441,879	1,540,990	1,666,934	
27,900	48,664	40,073	52,380	22,763	53,926	41,907	55,510	8
256,593	358,351	395,792	419,034	361,612	472,486	445,940	506,501	
649,387	895,136	633,423	453,140	717,457	926,683	747,882	467,613	9
1,620,705	2,085,032	1,910,846	1,969,207	2,871,683	2,841,048	2,734,812	2,641,048	
630,406	513,316	81,358	34,591	1,440,961	1,295,457	877,553	848,558	10
1,520,085	2,006,050	1,009,613	1,258,221	1,703,721	2,258,435	1,202,216	1,439,126	11
4,033,761	5,238,546	2,734,022	3,391,803	5,132,041	6,544,454	3,773,570	4,380,148	
545,452	735,125	675,734	1,191,613	650,377	841,191	810,109	1,260,455	12
645,728	851,518	793,196	1,319,985	756,010	960,711	932,742	1,391,468	
15,033,377	**19,393,344**	**11,931,421**	**16,161,233**	**23,974,191**	**30,896,016**	**25,013,087**	**29,332,099**	
1,573,759	1,772,497	363,867	83,374	2,684,667	2,902,209	1,353,770	1,652,024	13
Nil	134,897	Nil	Nil	556,791	754,965	523,218	814,807	14
23,114	51,543	56,300	60,791	1,278,440	1,443,231	1,566,422	1,921,698	15
417,321	341,790	420,886	775,645	1,716,699	1,129,715	1,543,829	2,185,203	16
425,082	381,553	486,448	904,489	1,805,818	1,212,258	1,697,204	2,508,364	
[1]	[1]	[1]	728,137	[1]	[1]	[1]	1,057,465	17
–	–	–	1,025,558	–	–	–	1,684,040	
3,932,038	5,046,461	5,335,904	6,309,288	5,644,005	6,600,164	7,066,186	9,179,148	
60,963	47,120	38,164	353,681	862,335	1,021,948	909,875	1,559,661	18
442	871	739	744	948,819	1,256,815	1,419,051	643,857	19
1,562,261	2,166,741	1,604,512	2,161,277	3,964,696	4,674,097	4,000,307	4,802,777	20
7,763,681	**9,724,310**	**7,844,059**	**9,683,576**	**17,749,628**	**21,666,897**	**19,495,986**	**24,263,342**	
882,862	1,217,713	1,445,765	112,014	1,671,853	2,065,771	2,348,770	1,050,294	21
1,562,191	1,753,411	1,885,288	1,918,602	1,562,242	1,753,456	1,885,316	1,918,630	22
3,592,552	3,976,052	4,180,757	4,316,804	3,596,072	3,979,248	4,182,717	4,318,854	
1,535,001	1,425,648	1,142,312	1,113,226	3,888,996	3,555,240	3,527,330	3,416,610	23
1,260	1,322	3,011	2,171	747,578	855,215	772,876	791,308	24
2,274,124	2,529,464	1,922,829	1,946,400	3,063,911	3,349,257	2,519,537	2,381,967	25
19,713	135,562	40,182	120,728	62,705	626,037	277,161	486,180	26
8,899,901	**9,888,370**	**9,258,978**	**8,338,584**	**15,250,935**	**17,416,689**	**19,571,271**	**16,447,654**	
333,916,949	**360,012,143**	**270,461,189**	**380,392,047**	**937,824,933**	**997,366,918**	**837,583,917**	**924,926,104**	

Sous-section 3.—Comparaison en volume des importations et des exportations

Les statistiques du commerce extérieur sont analysées dans cette sous-section de façon à faire ressortir les fluctuations du volume physique et de la valeur-or de ce commerce. La valeur seule peut jusqu'à un certain point induire en erreur lorsqu'elle est employée pour montrer la croissance physique de la production et du commerce extérieur. Par exemple, les chiffres du commerce des années passées montrent, à l'examen, une stagnation apparente dans le commerce extérieur vers 1870 et vers 1895, laquelle est suivie ensuite d'une croissance très rapide. Pourtant, nous n'ignorons pas que cette stagnation apparente est due en partie à la baisse générale des prix entre 1870 et 1895, tandis que la croissance rapide qui suit est exagérée par la hausse des prix à compter de 1897, particulièrement au cours de la période de guerre de 1914 à 1921. Depuis 1929, un autre déclin précipité des prix fait paraître le fléchissement réel du commerce plus prononcé qu'il ne l'est effectivement. Ainsi, les chiffres ne donnent pas la vraie mesure du volume du commerce extérieur bien que les masses de la population soient plutôt intéressées à connaître le volume que la valeur des denrées créées. A plusieurs points de vue, le volume est une considération plus importante que la valeur, et il est désirable de toujours pouvoir retracer les fluctuations en volume du commerce d'un pays indépendamment de sa valeur. Le tableau **18** tente d'établir cette comparaison en ce qui concerne le commerce extérieur du Canada.

En vue de déterminer les fluctuations du volume on a adopté la méthode consistant à prendre une certaine année comme base—1936—et à opérer la révaluation des quantités de chacune des marchandises importées ou exportées en une année quelconque au cours moyen d'importation ou d'exportation de ces marchandises en l'année de base. Lorsque n'existe aucune indication de volume il est présumé que la valeur de ces marchandises a suivi la même voie et la même allure que les marchandises d'une nature similaire. Pour cette raison les résultats ne peuvent être considérés comme de la plus exacte précision; attendu que la valeur des marchandises dont la quantité n'est pas donnée et de celles qui ne sont pas comparables sur un nombre limité d'années est plutôt faible comparativement au commerce global, la marge d'erreur introduite de ce fait n'est pas large. Par cette méthode il est relativement facile de comparer le volume du commerce de toute année particulière avec celui d'une des années récentes et la marge d'erreur est plutôt étroite. Cependant, en faisant la comparaison du volume du commerce d'une année particulière avec celui d'une autre année très reculée, la marge d'erreur peut être beaucoup plus large. Certaines marchandises nouvelles ont fait leur apparition au cours de la période et les qualités de certaines autres ont considérablement changé; de plus, divers nouveaux articles ont été ajoutés aux classifications douanières et il n'est pas toujours possible de dire que la nomenclature actuelle correspond à celle d'une année aussi lointaine que 1914. Pour ces raisons les comparaisons avec l'année fiscale d'avant-guerre, 1914, sont discontinuées depuis 1929. La comparaison de 1929 avec certaines années antérieures paraît aux pages 593–595 de l'Annuaire de 1930. Pour des raisons semblables la rétention de 1926 comme année de base tendait à rendre moins sûrs les récents calculs et, en conséquence, 1936 a été choisie comme nouvelle année de base dans la présente édition. Les comparaisons avec

1936 remontent jusqu'à 1932 et sont indiquées aux pages 604–606 de l'Annuaire de 1938.

Dans le tableau 18 les importations et les exportations de 1937, 1938 et 1939 sont données aux valeurs du temps. Les mêmes importations et exportations sont ensuite montrées à la valeur qu'elles représenteraient si le prix moyen, ou la valeur d'unité, avait été chaque année le même qu'en 1936. En d'autres termes, les chiffres basés sur les valeurs moyennes de 1936 permettent d'établir quelles ont été les fluctuations des importations et des exportations pour chacune de ces années en quantité seulement, les variations dues aux oscillations de prix étant éliminées. Les nombres-indices des valeurs déclarées, c'est-à-dire la valeur déclarée des importations et des exportations de chaque année, sont ensuite exprimés en pourcentages de 1936. Viennent ensuite les nombres-indices des valeurs moyennes montrant les prix auxquels les marchandises ont été importées ou exportées chaque année en pourcentages des prix de 1936. Finalement viennent les nombres-indices du volume physique montrant la quantité relative des marchandises importées ou exportées chaque année exprimée en pourcentage de la quantité de la même marchandise en 1936.

La valeur déclarée des importations en 1939 accuse une augmentation de 10·9 p.c. sur 1938. Ceci s'explique facilement par les plus grandes quantités de marchandises importées puisque la moyenne des prix a baissé légèrement. Si le niveau des prix de 1936 s'était maintenu en 1938 et en 1939, les importations en ces années se seraient élevées à $692,871,000 et $769,114,000 respectivement, ce qui représenterait un gain de 11·0 p.c. en 1939. Ce chiffre ne diffère pas sensiblement du gain réel indiqué.

On remarquera qu'en regard de 1938, tous les principaux groupes d'importations accusent en 1939 des augmentations en valeur déclarée et en quantité. Cinq des principaux groupes accusent des déclins en valeur unitaire ou dans leurs prix, mais les variations ne sont pas très marquées dans aucun groupe.

Les exportations augmentent aussi en 1939, tant en valeur qu'en volume. En regard du niveau de 1936, elles auraient, en 1939, une valeur de $941,384,000 comparativement à $810,954,000 en 1938, ce qui indiquerait une augmentation en quantité et une diminution en valeur unitaire des exportations en 1939. Le recul le plus marqué en valeur unitaire est celui des produits agricoles et substances végétales, leur indice de valeur tombant de 89·0 à 78·6. Le seul groupe à montrer une augmentation en valeur unitaire est celui des métalloïdes dont le gain est de près de 2 p.c. D'autre part, chaque groupe, sauf les produits divers, accuse des exportations substantiellement plus élevées.

Les nombres-indices de la valeur unitaire des importations totales restent à peu près les mêmes, ne perdant que deux dixièmes d'un point, tandis que l'indice de la valeur unitaire des exportations en 1939 est de 98·2 comparativement à 103·2 l'année précédente. Comme la valeur unitaire moyenne ou prix moyen des exportations diminuent plus que la valeur unitaire des importations, les conditions d'échange pour le Canada dans le commerce mondial sont moins favorables en 1939. En d'autres termes, on pourrait dire qu'en supposant qu'il faille 100 unités d'exportation pour payer 100 unités d'importation en 1938, les mêmes 100 unités d'exportation ne pouvaient payer que pour 95·4 unités d'importations en 1939.

18.—Comparaison de la valeur et du volume du commerce extérieur du Canada, par groupes principaux, 1937-39

Groupe	Importations pour la consommation			Exportations domestiques (or exclus)		
	1937	1938	1939[1]	1937	1938	1939[1]
	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000
Valeur déclarée						
Produits agricoles et substances végétales	148,147	125,121	127,835	244,583	190,897	217,345
Bétail et produits animaux	31,528	25,227	32,758	144,532	118,136	134,577
Fibres et textiles	115,273	87,443	100,866	14,401	13,055	14,428
Bois et papier	33,999	32,143	33,703	262,968	211,613	242,541
Fer et ses produits	211,003	162,554	183,160	66,027	60,139	63,102
Métaux non ferreux	47,017	38,396	42,108	194,876	179,664	182,890
Métalloïdes	136,473	121,721	132,824	30,896	25,013	29,332
Produits chimiques et dérivés	37,414	35,206	43,706	21,667	19,496	24,263
Marchandises diverses	48,042	49,640	54,096	17,417	19,571	16,448
Totaux, valeur déclarée	**808,896**	**677,451**	**751,056**	**997,367**	**837,584**	**924,926**
Sur la base de la valeur moyenne de 1936						
Produits agricoles et substances végétales	135,095	132,493	137,782	198,863	214,543	276,085
Bétail et produits animaux	28,265	27,039	35,646	134,509	114,753	135,499
Fibres et textiles	106,327	92,886	106,701	13,518	15,142	17,151
Bois et papier	32,593	30,044	32,742	234,019	178,135	204,772
Fer et ses dérivés	201,972	150,334	168,325	69,342	54,205	57,142
Métaux non ferreux	46,000	54,803	57,178	162,114	173,901	183,474
Métalloïdes	130,617	118,895	132,942	31,146	22,676	26,123
Produits chimiques et dérivés	37,891	35,763	42,427	21,117	18,360	24,377
Marchandises diverses	45,583	50,614	55,371	15,900	19,239	16,761
Totaux, à la valeur moyenne de 1936	**764,343**	**692,871**	**769,114**	**880,528**	**810,954**	**941,384**
Nombres-indices de la valeur déclarée (1936=100)						
Produits agricoles et substances végétales	117·3	99·1	101·3	70·5	55·0	62·6
Bétail et produits animaux	121·9	97·6	126·7	115·9	94·7	107·9
Fibres et textiles	116·5	88·4	102·0	117·8	106·8	118·0
Bois et papier	125·5	118·6	124·4	125·1	100·7	115·4
Fer et ses produits	155·9	120·1	135·3	126·2	115·0	120·6
Métaux non ferreux	134·2	109·6	120·2	145·0	133·6	136·0
Métalloïdes	118·2	105·4	115·0	128·9	104·3	122·3
Produits chimiques et dérivés	117·0	110·1	136·7	122·1	109·8	136·7
Marchandises diverses	122·5	126·6	137·9	114·2	128·3	107·9
Totaux, indices de la valeur déclarée	**127·3**	**106·7**	**118·2**	**106·3**	**89·3**	**98·6**
Nombres-indices de la valeur moyenne (1936=100)						
Produits agricoles et substances végétales	109·6	94·5	92·9	123·0	89·0	78·6
Bétail et produits animaux	111·4	93·3	91·9	107·4	102·9	99·3
Fibres et textiles	108·4	94·1	94·5	106·5	86·3	84·1
Bois et papier	104·3	106·9	103·0	112·4	118·9	118·5
Fer et ses produits	104·5	108·1	108·8	95·2	111·0	110·4
Métaux non ferreux	102·2	70·1	73·7	120·2	103·2	99·6
Métalloïdes	104·5	102·4	99·9	99·2	110·3	112·2
Produits chimiques et dérivés	98·7	98·4	103·0	102·6	106·2	99·6
Marchandises diverses	105·4	98·1	97·7	109·5	101·7	98·2
Totaux, indices de la valeur moyenne	**105·8**	**97·8**	**97·6**	**113·2**	**103·2**	**98·2**
Nombres-indices du volume physique (1936=100)						
Produits agricoles et substances végétales	107·0	104·9	109·1	57·3	61·8	79·6
Bétail et produits animaux	109·4	104·6	137·9	107·9	92·0	108·7
Fibres et textiles	107·5	93·9	107·9	110·6	123·8	140·3
Bois et papier	120·3	110·9	120·8	111·3	84·7	97·4
Fer et ses produits	149·2	111·1	124·4	132·6	103·6	109·2
Métaux non ferreux	131·3	156·4	163·2	120·6	129·4	136·5
Métalloïdes	113·1	102·9	115·1	129·9	94·6	109·0
Produits chimiques et dérivés	118·5	111·9	132·7	119·0	103·4	137·3
Marchandises diverses	116·2	129·1	141·2	104·3	126·2	109·9
Totaux, indices du volume physique	**120·3**	**109·1**	**121·1**	**93·9**	**86·5**	**100·4**

[1] Sujet à revision.

Sous-section 4.—Proportion du commerce en produits bruts et ouvrés

Le degré de développement industriel d'un pays est indiqué par la nature des marchandises qu'il importe et qu'il exporte. Aux débuts, nos importations se composaient principalement de produits ouvrés et nos exportations, de matières brutes et de produits semi-ouvrés. Depuis le commencement du vingtième siècle, cette situation a changé presque du tout au tout; un fort pourcentage des importations canadiennes se compose maintenant de matières brutes et de produits semi-ouvrés pour nos industries manufacturières, tandis que nos exportations se composent en bonne proportion de produits ayant déjà subi un certain degré de transformation. En raison de l'accroissement de la population et de l'établissement d'industries s'occupant de production massive, il est devenu plus profitable d'importer des matières premières telles que le caoutchouc, le coton et le sucre pour transformation dans les manufactures canadiennes. Ces industries peuvent facilement produire plus d'articles finis que n'en peut absorber le marché canadien, ce qui assure à ces articles un commerce d'exportation.

Dans le commerce avec les pays dont les industries manufacturières sont hautement développées, les importations canadiennes comprennent des produits ouvrés tandis que les exportations à ces pays consistent surtout en matières premières et produits semi-ouvrés. D'autre part, dans le commerce avec les pays de l'Amérique du Sud et de l'Afrique, dont le développement industriel n'est pas avancé, c'est le contraire qui a lieu; les importations sont avant tout des matières premières tandis que de beaucoup la plus grande partie des exportations comprend des articles entièrement ouvrés.

Les analyses du commerce du Canada, au point de vue du degré de fabrication des importations et exportations, avec les principaux pays sont utiles à celui qui étudie les relations économiques, parce qu'elles offrent un portrait sommaire bien significatif de la relation complémentaire dans l'industrie manufacturière et le commerce entre continents et pays.

Les données du tableau **19** sont spécialement mises en tableau pour faire ressortir à première vue cette information pour tout pays de quelque importance qui commerce avec le Canada. Le tableau **20**, d'autre part, donne des statistiques historiques qui indiquent clairement les fluctuations des importations pour la consommation domestique d'importantes matières premières employées dans les industries manufacturières canadiennes, sans égard à la source. En général, les données reflètent le développement des manufactures canadiennes, bien qu'il existe des cas, comme le tabac et les peaux vertes, où la baisse rapide des importations ne signifie pas une production moins grande du produit ouvré correspondant mais plutôt la substitution de la matière première produite au pays à la place de celle qui était importée antérieurement.

19.—Importations et exportations, par continent et principal pays, suivant le degré de fabrication, 1939

NOTA.—Les tirets dans ce tableau indiquent que les valeurs sont trop faibles pour être exprimées.

Continent et pays	Importations						Exportations (produits canadiens)					
	Produits bruts		Partiellement ouvrés		Complètement ouvrés		Produits bruts		Partiellement ouvrés		Complètement ouvrés	
	Valeur	P.c. du total	Valeur	P.c. du total	Valeur	P.c. du total	Valeur	P.c. du total	Valeur	P.c. du total	Valeur	P.c. du total
	$'000		$'000		$'000		$'000		$'000		$'000	
EUROPE												
Belgique	298	4·4	864	12·8	5,609	82·8	5,899	81·2	536	7·4	826	11·4
Tchécoslovaquie	13	6·8	2	1·0	176	92·2	1	0·6	168	92·8	12	6·6
Danemark	38	19·3	16	8·1	143	72·6	871	55·1	573	36·2	137	8·7
France	391	6·5	325	5·4	5,312	88·1	2,887	41·4	3,245	46·5	841	12·1
Allemagne	2,492	27·9	101	1·1	6,354	71·0	5,509	70·0	1,814	23·1	546	6·9
Irlande (Eire)	115	86·5	–	–	18	13·5	1,952	54·3	916	25·5	728	20·2
Italie	294	12·5	233	9·9	1,827	77·6	599	26·8	1,611	72·3	21	0·9
Pays-Bas	874	23·0	159	4·2	2,763	72·8	4,832	65·7	769	10·4	1,756	23·9
Norvège	28	4·1	13	1·9	639	94·0	8,775	80·5	252	2·3	1,877	17·2
Espagne	35	5·3	236	35·6	391	59·1	1	0·5	12	5·7	198	93·8
Suède	158	6·9	5	0·2	2,126	92·9	471	11·0	2,441	57·0	1,372	32·0
Suisse	6	0·2	30	0·9	3,424	98·9	1,360	73·5	105	5·7	385	20·8
Royaume-Uni	9,545	8·4	10,101	8·8	94,361	82·8	88,231	26·9	107,525	32·8	132,343	40·3
TOTAUX, EUROPE[1]	14,637	9·7	12,468	8·2	124,015	82·1	122,281	31·7	121,130	31·4	142,559	36·9
AMÉRIQUE DU NORD												
Bermudes	20	30·8	1	1·5	44	67·7	384	28·0	45	3·3	940	68·7
Antilles britan.—Barbade	–	–	2,341	60·4	1,533	39·6	102	6·4	275	17·1	1,228	76·5
Jamaïque	1,993	45·8	2,263	51·9	101	2·3	119	2·8	224	5·2	3,970	92·0
Trinidad-Tobago	287	10·8	1,699	63·7	682	25·5	247	5·8	260	6·2	3,704	88·0
Autres Antilles britanniques	608	38·4	773	48·9	200	12·7	113	7·0	100	6·2	1,395	86·8
Cuba	231	26·0	450	50·6	208	23·4	459	30·7	157	10·5	881	58·8
Mexique	443	92·5	–	–	36	7·5	128	4·3	280	9·3	2,596	86·4
Terre-Neuve	1,515	77·5	8	0·4	432	22·1	1,928	22·7	150	1·7	6,428	75·6
Etats-Unis	141,397	28·5	25,381	5·1	330,121	66·4	137,141	36·1	92,608	24·3	150,643	39·6
TOTAUX, AMÉRIQUE DU NORD[1]	147,434	28·7	32,956	6·4	333,655	64·9	140,826	34·5	94,237	23·0	174,068	42·5
AMÉRIQUE DU SUD												
Argentine	3,308	75·0	2	0·1	1,097	24·9	770	18·7	41	1·0	3,306	80·3
Brésil	900	81·0	–	–	211	19·0	123	2·8	1,224	27·8	3,060	69·4
Guyane britan.	2,295	33·3	4,430	64·3	166	2·4	146	9·2	95	6·0	1,346	84·8
Colombie	5,424	98·8	–	–	13	0·2	332	18·6	17	1·0	1,432	80·4
Pérou	140	23·3	10	1·7	451	75·0	7	0·6	400	32·1	838	67·3
Venezuela	1,924	99·0	–	–	19	1·0	91	5·3	6	0·4	1,605	94·3
TOTAUX, AMÉRIQUE DU SUD[1]	14,101	67·0	4,656	22·1	2,290	10·9	1,627	10·1	1,881	11·6	12,656	78·3

[1] Les totaux comprennent d'autres pays non spécifiés.

19.—Importations et exportations, par continent et principal pays, suivant le degré de fabrication, 1939—fin

Continent et pays	Importations						Exportations (produits canadiens)					
	Produits bruts		Partiellement ouvrés		Complètement ouvrés		Produits bruts		Partiellement ouvrés		Complètement ouvrés	
	Valeur	P.c. du total	Valeur	P.c. du total	Valeur	P.c. du total	Valeur	P.c. du total	Valeur	P.c. du total	Valeur	P.c. du total
	$'000		$'000		$'000		$'000		$'000		$'000	
ASIE												
Inde Britannique	667	6·8	129	1·3	9,011	91·9	204	3·9	468	9·1	4,494	87·0
Birmanie	315	57·2	–	–	236	42·8	1	0·4	20	8·7	209	90·9
Straits Settlements brit.	9,383	71·4	2,981	22·7	781	5·9	63	2·2	24	0·9	2,696	96·9
Ceylan	960	27·0	425	11·9	2,177	61·1	4	0·9	2	0·5	432	98·6
Chine	789	28·4	649	23·4	1,338	48·2	316	12·0	1,121	42·5	1,199	45·5
Indes néerlandaises	328	42·2	318	41·0	130	16·8	12	1·0	30	3·0	1,015	96·0
Hong-Kong	344	44·0	–	–	438	56·0	86	5·9	155	10·6	1,222	83·5
Japon	534	11·0	146	3·0	4,184	86·0	5,483	19·5	22,221	78·9	464	1·6
Philippines	130	28·8	294	65·2	27	6·0	5	0·3	13	0·7	1,801	99·0
TOTAUX, ASIE[1]	13,841	36·4	4,948	13·0	19,275	50·6	6,195	13·8	24,268	54·2	14,316	32·0
OCÉANIE												
Australie	1,316	11·7	5,628	49·9	4,325	38·4	2,160	6·8	2,729	8·5	27,140	84·7
Fidji	3	0·1	2,773	99·9	1	0·0	10	2·2	153	33·6	292	64·2
Hawaï	32	11·1	24	8·3	232	80·6	39	2·4	54	3·4	1,515	94·2
Nouv.-Zélande	3,160	74·1	1,036	24·3	70	1·6	217	1·8	251	2·1	11,486	96·1
TOTAUX, OCÉANIE[1]	4,518	24·3	9,461	50·8	4,629	24·9	2,426	5·3	3,270	7·1	40,454	87·6
AFRIQUE												
Afrique or. brit.	1,860	70·8	733	27·9	33	1·3	1	0·1	6	0·8	786	99·1
Afr. du sud brit.	3,083	77·3	675	16·9	233	5·8	205	1·1	1,630	9·1	16,130	89·8
Afr. occid. brit.	258	83·0	52	16·7	1	0·3	48	10·5	16	3·5	392	86·0
Egypte	1,008	97·9	12	1·2	10	0·9	63	17·1	10	2·7	296	80·2
Rhodesia du Sud	1	100·0	–	–	–	–	11	1·0	40	3·4	1,086	95·6
TOTAUX, AFRIQUE[1]	6,296	77·0	1,512	18·5	364	4·5	397	1·7	2,263	10·0	20,072	88·3
Grands totaux	**200,827**	**26·7**	**66,001**	**8·8**	**484,228**	**64·5**	**273,752**	**29·6**	**247,049**	**26·7**	**404,125**	**43·7**
EMPIRE BRIT.												
Royaume-Uni	9,545	8·4	10,101	8·8	94,361	82·8	88,231	26·9	107,525	32·8	132,343	40·3
Autres, Empire Brit.	28,294	37·8	25,972	34·7	20,627	27·5	8,059	7·9	7,593	7·4	87,056	84·7
TOTAUX, EMPIRE BRITANNIQUE	37,839	20·0	36,073	19·1	114,988	60·9	96,290	22·3	115,118	26·7	219,399	51·0
PAYS ÉTRANGERS												
Etats-Unis	141,397	28·5	25,381	5·1	330,121	66·4	137,141	36·1	92,608	24·3	150,643	39·6
Autres pays étrangers	21,591	33·1	4,546	6·9	39,119	60·0	40,321	35·4	39,323	34·6	34,083	30·0
TOTAUX, PAYS ÉTRANGERS	162,988	29·0	29,927	5·3	369,240	65·7	177,462	35·9	131,931	26·7	184,726	37·4

[1] Les totaux comprennent d'autres pays non spécifiés.

20.—Importations de certaines matières premières utilisées dans les manufactures canadiennes, 1926-39

NOTA.—Pour les années fiscales 1902 à 1910, voir l'Annuaire de 1926, p. 472, et pour 1911-1929, l'Annuaire de 1940, p. 546. Les chiffres des années civiles n'existent que depuis 1926.

Année	Sucre à raffiner	Huile pour le savon	Huile de coton brute	Caoutchouc brut et balata	Tabac brut	Peaux	Coton brut et déchets	Chanvre, roui ou non	Soie grège, etc.
	tonnes	gall.	cwt	cwt	lb	$	cwt	cwt	lb
1926....	564,955	3,474,017	291,867	453,736	16,100,333	584,033	1,450,014	186,742	620,993
1927....	476,983	3,410,624	530,972	592,596	18,678,745	654,967	1,513,532	87,795	880,313
1928....	454,691	3,665,254	428,081	692,414	17,943,070	586,128	1,455,153	51,678	1,149,540
1929....	454,689	4,924,598	370,043	795,175	17,717,610	449,628	1,487,414	42,559	1,572,485
1930....	447,300	3,862,344	249,601	645,167	17,435,153	412,940	1,083,163	29,099	1,822,870
1931....	465,410	4,387,341	161,533	566,111	14,323,108	271,491	1,033,237	21,581	2,260,243
1932....	432,283	3,337,048	539,017	468,720	7,690,154	296,823	1,049,067	19,797	2,866,080
1933....	392,262	4,885,192	290,898	433,001	9,510,955	314,179	1,262,692	18,911	2,415,975
1934....	427,538	4,603,534	169,337	637,393	8,602,232	299,377	1,484,748	22,473	2,647,050
1935....	448,231	4,435,793	202,766	602,286	6,544,106	401,995	1,266,007	17,435	3,274,721
1936....	518,028	7,967,082	190,702	624,629	3,289,994	360,574	1,554,454	44,002	2,145,790
1937....	461,084	11,533,292	190,167	810,348	2,569,177	404,673	1,663,339	14,288	2,445,871
1938....	478,772	10,492,071	140,419	575,987	4,458,578	252,089	1,449,431	17,125	2,507,683
1939....	517,181	10,644,601	103,715	728,504	4,414,955	490,708	1,705,877	10,445	2,304,618

Année	Laine brute[1]	Blousses et peignés de worsted	Rayonne, boudinages, filés, etc.	Manille, agave, fibrille, tampico	Chiffons de toutes sortes	Minerai de fer	Alumine, bauxite, cryolite	Etain en blocs, saumons, etc.	Pétrole brut à raffiner
	cwt	$	lb	cwt	cwt	tonnes	cwt	cwt	'000 gall.
1926....	153,626	74,985	1,801,825	481,165	1,369,957	1,465,715	1,515,464	51,079	570,444
1927....	143,538	83,967	1,978,376	606,937	1,402,259	1,487,366	2,556,836	48,338	684,713
1928....	142,712	81,823	2,043,830	654,766	1,304,091	2,222,897	3,344,419	53,587	854,411
1929....	120,861	71,406	2,221,609	602,046	1,575,321	2,447,807	2,901,893	57,145	1,065,909
1930....	94,590	57,912	2,373,781	461,899	1,356,564	1,485,429	2,185,006	52,737	1,021,035
1931....	108,486	68,272	1,780,989	458,774	1,342,878	808,420	1,963,271	41,258	1,020,762
1932....	87,171	88,335	1,088,393	746,029	909,984	67,567	1,035,373	31,484	910,207
1933....	137,611	110,028	1,757,017	698,593	815,928	205,703	1,098,721	28,341	980,090
1934....	149,322	97,022	1,210,600	482,830	1,123,697	977,341	1,643,467	39,999	1,074,291
1935....	148,722	127,744	1,214,656	524,572	1,125,868	1,509,933	2,551,217	46,770	1,156,818
1936....	227,816	130,665	1,167,936	627,885	1,120,323	1,317,033	3,489,358	48,468	1,251,504
1937....	244,267	119,677	2,022,144	449,401	1,384,137	2,124,972	6,219,124	58,798	1,361,348
1938....	155,244	105,245	2,561,155	444,613	895,206	1,302,430	7,494,629	52,752	1,228,091
1939....	190,777	123,051	3,697,166	556,842	1,330,024	1,764,844	10,210,575	58,257	1,297,660

[1] Y compris poil de chameau, d'alpaca, de chèvre, etc.

Sous-section 5.—Groupement des importations et exportations d'après l'origine et la destination

Dans la classification des importations et exportations d'après l'origine, tableau **21**, les commodités de ce commerce sont groupées suivant l'origine de la matière première dont elles sont composées. Une autre classification d'après le degré de fabrication est faite simultanément.

La classification d'après la destination, tableau **22**, divise les commodités qui entrent dans le commerce extérieur d'après l'objet auquel elles sont destinées. Il faut noter que cette classification porte sur l'année fiscale terminée avec 1939; la compilation pour l'année civile n'était pas finie au moment de l'impression; il y a aussi des changements de groupements par rapport à la classification correspondante du tableau 16, p. 586, de l'Annuaire de 1940.

Comme le Bureau Fédéral de la Statistique analyse la production manufacturière et les prix de gros au Canada d'après l'origine et la destination, les statistiques données ici sur le commerce extérieur servent à l'étude de la production, des prix et du commerce d'après l'origine et la destination. Ces tableaux pourvoient aussi à la continuité des statistiques données aux tableaux 15 et 16 du chapitre du Commerce Extérieur des Annuaires précédents.

21.—Importations et exportations (à l'exception de l'or), par groupe principal et degré de fabrication, suivant l'origine, année civile 1939

Origine	Importations pour la consommation			Exportations de produits canadiens		
	Du Royaume-Uni	Des Etats-Unis	Total	Au Royaume-Uni	Aux Etats-Unis	Total
D'origine agricole	$	$	$	$	$	$
PRODUITS DES FERMES CANADIENNES—[1]						
Grandes cultures—						
A l'état naturel	272,939	14,826,905	21,540,494	62,394,636	62,908,037	150,002,084
Partiellement transformés	13	642,304	807,611	168,626	1,471,219	2,089,658
Ouvrés ou en voie de fabrication	7,462,597	4,290,018	13,556,695	26,631,866	14,730,924	52,221,686
Totaux, grandes cultures	7,735,549	19,759,227	35,904,800	89,195,128	79,110,180	204,313,428
Elevage—						
A l'état naturel	1,365,206	7,093,674	15,828,106	3,076,515	21,172,201	26,173,516
Partiellement transformés	6,704,319	2,163,296	11,976,027	5,077,780	1,574,713	7,303,212
Ouvrés ou en voie de fabrication	16,322,698	3,235,982	22,951,009	49,900,339	1,750,480	55,557,638
Totaux, élevage	24,392,223	12,492,952	50,755,142	58,054,634	24,497,394	89,034,366
Tous produits des fermes canadiennes—						
A l'état naturel	1,638,145	21,920,579	37,368,600	65,471,151	84,080,238	176,175,600
Partiellement transformés	6,704,332	2,805,600	12,783,638	5,246,406	3,045,932	9,392,870
Ouvrés ou en voie de fabrication	23,785,295	7,526,000	36,507,704	76,532,205	16,481,404	107,779,324
TOTAUX, PRODUITS DES FERMES CANADIENNES	32,127,772	32,252,179	86,659,942	147,249,762	103,607,574	293,347,794
PRODUITS DES FERMES DE L'ÉTRANGER—[1]						
Grandes cultures—						
A l'état naturel	637,250	31,494,863	53,528,761	Nil	43,292	44,179
Partiellement transformés	1,361,170	2,779,591	28,066,982	1,806	224,694	248,257
Ouvrés ou en voie de fabrication	19,903,202	18,492,297	64,482,812	6,899,923	829,255	20,845,570
Totaux, grandes cultures	21,901,622	52,766,751	146,078,555	6,901,729	1,097,241	21,138,006
Elevage—						
A l'état naturel	488,351	6,954,172	7,512,615	Nil	Nil	Nil
Partiellement transformés	6,359	29,732	38,846	"	"	"
Ouvrés ou en voie de fabrication	499,597	1,087,621	2,521,423	428,255	2,104	3,243,601
Totaux, élevage	994,307	8,071,525	10,072,884	428,255	2,104	3,243,601
Tous produits des fermes de l'étranger—						
A l'état naturel	1,125,601	38,449,035	61,041,376	Nil	43,292	44,179
Partiellement transformés	1,367,529	2,809,323	28,105,828	1,806	224,694	248,257
Ouvrés ou en voie de fabrication	20,402,799	19,579,918	67,004,235	7,328,178	831,359	24,089,171
TOTAUX, PRODUITS DES FERMES DE L'ÉTRANGER	22,895,929	60,838,276	156,151,439	7,329,984	1,099,345	24,381,607
TOUS PRODUITS DES FERMES—						
Toutes grandes cultures—						
A l'état naturel	910,189	46,321,768	75,069,255	62,394,636	62,951,329	150,046,263
Partiellement transformés	1,361,183	3,421,895	28,874,593	170,432	1,695,913	2,337,915
Ouvrés ou en voie de fabrication	27,365,799	22,782,315	78,039,507	33,531,789	15,560,179	73,067,256
Totaux, toutes grandes cultures	29,637,171	72,525,978	181,983,355	96,096,857	80,207,421	225,451,434

[1] Dans cette classification, l'expression "Produits des fermes canadiennes" couvre, pour les exportations, toutes les denrées provenant à leur état brut de la ferme canadienne. Dans le cas des importations elle couvre toutes les denrées dont la matière première est semblable à celle produite par les fermes canadiennes. L'expression "Produits des fermes de l'étranger" couvre (importations et exportations) les matières ou denrées qui ne sont pas produites au Canada à l'état naturel, telles que le sucre de canne, le thé, le caoutchouc, le coton, la soie, etc.

21.—Importations et exportations (à l'exception de l'or), par groupe principal et degré de fabrication, suivant l'origine, année civile 1939—fin

Origine	Importations pour la consommation			Exportations de produits canadiens		
	Du Royaume-Uni	Des États-Unis	Total	Au Royaume-Uni	Aux États-Unis	Total
D'origine agricole—fin	$	$	$	$	$	$
TOUS PRODUITS DES FERMES—fin						
Tout élevage—						
A l'état naturel	1,853,557	14,047,846	23,340,721	3,076,515	21,172,201	26,173,516
Partiellement transformés	6,710,678	2,193,028	12,014,873	5,077,780	1,574,713	7,303,212
Ouvrés ou en voie de fabrication	16,822,295	4,323,603	25,472,432	50,328,594	1,752,584	58,801,239
Totaux, tout élevage	25,386,530	20,564,477	60,828,026	58,482,889	24,499,498	92,277,967
Tous produits des fermes						
A l'état naturel	**2,763,746**	**60,369,614**	**98,409,976**	**65,471,151**	**84,122,530**	**176,219,779**
Partiellement transformés	**8,071,861**	**5,614,923**	**40,889,466**	**5,248,212**	**3,270,626**	**9,641,127**
Ouvrés ou en voie de fabrication	**44,188,094**	**27,105,918**	**103,511,939**	**83,860,383**	**17,312,763**	**131,868,495**
Totaux, d'origine agricole	**55,023,701**	**93,090,455**	**242,811,381**	**154,579,746**	**104,706,919**	**317,729,401**
D'origine sauvage—						
A l'état naturel	226,369	2,840,625	3,264,783	6,969,838	6,677,467	14,242,483
Partiellement transformés	61,979	232,729	834,619	79,047	64,118	241,482
Ouvrés ou en voie de fabrication	69,428	90,843	221,028	6,600	127,081	197,316
Totaux, d'origine sauvage	**357,776**	**3,164,197**	**4,320,430**	**7,055,485**	**6,868,666**	**14,681,281**
D'origine maritime—						
A l'état naturel	11,632	544,856	1,033,778	1,654,619	10,811,885	12,650,761
Partiellement transformés	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Ouvrés ou en voie de fabrication	178,783	843,309	2,333,764	7,056,510	2,850,147	16,981,669
Totaux, d'origine maritime	**190,415**	**1,388,165**	**3,367,542**	**8,711,129**	**13,662,032**	**29,632,430**
D'origine forestière—						
A l'état naturel	14,754	839,641	932,108	667,292	13,549,675	19,905,674
Partiellement transformés	18,251	5,912,821	6,030,495	31,762,912	44,215,725	86,022,638
Ouvrés ou en voie de fabrication	3,045,742	23,975,513	29,425,287	11,561,053	108,062,185	136,721,680
Totaux, d'origine forestière	**3,078,747**	**30,727,975**	**36,387,890**	**43,991,257**	**165,827,585**	**242,649,992**
D'origine minérale—						
A l'état naturel	6,512,848	76,707,228	97,062,263	13,467,960	21,979,984	50,734,615
Partiellement transformés	1,772,556	11,442,332	15,457,036	70,364,433	44,420,412	150,413,482
Ouvrés ou en voie de fabrication	32,120,316	222,529,606	270,285,980	20,364,464	8,958,044	86,156,639
Totaux, d'origine minérale	**40,405,720**	**310,679,166**	**382,805,279**	**104,196,857**	**75,358,440**	**287,304,736**
D'origine mixte—						
A l'état naturel	9,041	91,465	108,507	Nil	Nil	Nil
Partiellement transformés	156,712	1,862,993	2,385,701	70,839	637,378	730,743
Ouvrés ou en voie de fabrication	14,785,297	55,894,049	78,868,804	9,493,929	13,331,027	32,197,521
Totaux, d'origine mixte	**14,951,050**	**57,848,507**	**81,363,012**	**9,564,768**	**13,968,405**	**32,928,264**
Récapitulation—						
A l'état naturel	**9,538,390**	**141,393,429**	**200,811,415**	**88,230,860**	**137,142,541**	**273,753,312**
Partiellement transformés	**10,081,359**	**25,065,798**	**65,597,317**	**107,525,443**	**92,608,259**	**247,049,472**
Ouvrés ou en voie de fabrication	**94,387,660**	**330,439,238**	**484,646,802**	**132,342,939**	**150,641,247**	**404,123,320**
Grands totaux	**114,007,409**	**496,898,465**	**751,055,534**	**328,099,242**	**380,392,047**	**924,926,104**

22.—Importations et exportations (à l'exception de l'or), par groupe suivant la destination, année terminée le 31 mars 1939

NOTA.—Certains changements sont faits dans la classification comparativement au tableau 16, p. 586 de l'Annuaire de 1940. Les chiffres des années 1936-38, comparables aux chiffres ici donnés pour 1939, paraissent aux pp. 100-105 du Vol. 1 du "Rapport Annuel du Commerce du Canada", 1939, publié par le Bureau Fédéral de la Statistique. Cependant, la valeur du quartz, du minerai, etc. aurifères exportés, au montant de $51,607 au Royaume-Uni, de $7,731,920 aux Etats-Unis, et de $8,111,940 à tous les pays, n'est pas éliminée de l'item "Autres articles", du groupe des Matières de Producteurs, et des totaux en conséquence dans les tableaux du rapport mentionné ci-dessus, mais elle est éliminée ici. Il y a aussi un ajustement dans "Non classifiés, totaux" comme l'explique le renvoi ci-dessous. Cette classification n'est pas encore terminée sur une base d'année civile.

Groupe et destination	Importations			Exportations de produits canadiens		
	Du Royaume-Uni	Des Etats-Unis	Total	Au Royaume-Uni	Aux Etats-Unis	Total
	$	$	$	$	$	$
Matières de producteurs						
MATIÈRES DE FERME						
Provende	24,332	3,723,128	4,981,842	10,652,792	2,291,867	15,468,300
Engrais	23,026	2,188,858	4,000,240	243,472	5,948,152	8,196,202
Semence	116,047	330,887	1,377,567	506,752	1,748,944	3,266,860
Autres	778,855	708,095	2,226,618	338,136	700,582	1,043,127
TOTAUX, DE FERME	942,260	6,950,968	12,586,267	11,741,152	10,689,545	27,974,489
MATIÈRES DE MANUFACTURIERS						
Aliments et boissons	363,848	8,520,281	10,767,547	47,125,432	12,344,226	85,451,634
Tabac, articles de fumeurs	59,773	1,420,514	1,853,969	4,515,641	401	4,770,303
Textiles, vêtements, cordage	30,133,646	25,064,446	69,181,789	898,078	173,046	3,154,058
Fourrure et articles en cuir	2,314,555	5,492,053	11,087,056	12,429,413	8,424,932	22,661,313
Scieries	Nil	Nil	Nil	558,885	23,430	1,439,243
Industries du caoutchouc	139,807	2,048,935	10,089,671	Nil	79,962	82,980
Autres articles	18,463,881	89,257,232	132,503,816	106,521,094	174,078,568	364,481,075
TOTAUX, MANUFACTURIERS	51,475,510	131,803,461	235,483,848	172,048,543	195,124,565	482,040,606
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION	3,140,985	10,474,676	15,171,523	23,165,482	19,651,083	53,166,052
Totaux, matières de producteurs	**55,558,755**	**149,229,105**	**263,241,638**	**206,955,177**	**225,465,193**	**563,181,147**
Outillage de producteurs						
Ferme	941,396	17,938,681	20,006,284	933,526	4,332,062	9,291,502
Commerce et industrie	8,121,280	49,675,335	60,401,763	6,889,250	3,913,330	21,077,859
Totaux, outillage de producteurs	**9,062,676**	**67,614,016**	**80,408,047**	**7,822,776**	**8,245,392**	**30,369,361**
Combustible, électricité et lubrifiants						
Combustible	6,695,212	36,143,097	44,725,740	46,424	1,608,170	2,906,556
Electricité	Nil	61,442	61,442	Nil	4,186,915	4,188,644
Lubrifiants	32,691	3,358,782	3,400,036	56,922	48,522	255,570
Totaux, combus., etc.	**6,727,903**	**39,563,321**	**48,187,218**	**103,346**	**5,843,607**	**7,350,770**
Transport						
Route	1,014,665	39,436,891	40,522,720	1,389,858	131,102	33,627,092
Rail	14,527	1,746,651	1,761,178	Nil	7,131	428,103
Eau	90,231	688,136	784,249	90,363	35,873	195,937
Air	1,951,716	2,316,679	4,269,741	247,268	10,111	2,234,550
Totaux, transport	**3,071,139**	**44,188,357**	**47,337,888**	**1,727,489**	**184,217**	**36,485,682**

22.—Importations et exportations (à l'exception de l'or), par groupe suivant la destination, année terminée le 31 mars 1939—fin

Groupe et destination	Importations			Exportations de produits canadiens		
	Du Royaume-Uni	Des Etats-Unis	Total	Au Royaume-Uni	Aux Etats-Unis	Total
	$	$	$	$	$	$
Matières auxiliaires pour le commerce et l'industrie						
Articles de publicité	160,921	1,416,758	1,607,007	Nil	Nil	Nil
Récipients	1,254,679	4,011,105	6,558,152	250,008	1,338,008	3,759,739
Autres	192,194	953,585	1,202,169	Nil	Nil	Nil
Totaux, matières auxiliaires	**1,607,794**	**6,381,448**	**9,367,328**	**250,008**	**1,338,008**	**3,759,739**
Articles de consommateurs						
Aliments	4,946,972	23,685,500	63,987,258	88,220,047	16,191,327	127,703,215
Boissons	8,635,396	1,512,411	23,305,795	450,975	9,276,638	10,068,258
Articles de fumeurs	684,138	129,175	1,371,949	1,712	5,767	21,972
Vêtements	4,502,794	8,108,964	15,268,179	5,840,102	426,625	13,340,350
Articles de ménage	8,517,981	12,493,849	24,275,828	2,032,614	77,733	5,560,995
Joaillerie, montres, etc	263,929	1,732,955	4,519,048	191,163	3,583	640,695
Livres, manuels, etc	2,620,103	12,596,554	16,152,358	785,499	573,280	2,024,656
Objets d'amusement, etc	830,462	3,784,114	5,509,884	2,060,031	1,931,309	4,802,740
Remèdes, etc	1,372,302	4,349,794	6,800,243	867,544	196,983	1,849,621
Autres	698,781	2,158,616	3,544,018	93,804	236	206,654
Totaux, articles de consommateurs	**33,072,858**	**70,551,932**	**164,734,560**	**100,543,491**	**28,683,481**	**166,219,156**
Munitions et armements, Totaux	**1,219,754**	**633,345**	**1,913,636**	**436,297**	**1,375**	**773,460**
Animaux de boucherie, totaux	**Nil**	**3,437**	**3,437**	**1,785,441**	**7,071,969**	**9,060,476**
Non classifiés, totaux[1]	**5,312,168**	**34,314,826**	**43,034,282**	**5,789,379**	**3,831,556**	**14,060,394**
Grands totaux	**115,633,047**	**412,479,787**	**658,228,034**	**325,413,404**	**280,664,798**	**831,260,185**

[1] L'item non classifié du tableau 26D, pp. 106-107, Vol. I, Commerce du Canada, 1939, a été ajusté par l'addition d'autres item non classifiés omis pour devenir "Non classifiés, totaux", tel qu'indiqué ici de la façon suivante:—

Item	Importations			Exportations de produits canadiens		
	Du Royaume-Uni	Des Etats-Unis	Total	Au Royaume-Uni	Aux Etats-Unis	Total
	$	$	$	$	$	$
Item "Non classifié" du rapport annuel	291,932	1,747,311	2,186,575	4,800	260,885	269,285
Item omis	5,020,236	32,567,515	40,848,707	5,784,579	3,570,671	13,791,109
Non classifiés, totaux	5,312,168	34,314,826	43,034,282	5,789,379	3,831,556	14,060,394

PARTIE III.—RÉSUMÉ DES ÉCHANGES EXTÉRIEURS

Section 1.—Balance des paiements internationaux*

Les exposés de la balance canadienne des paiements internationaux donnent un résumé annuel des échanges courants de marchandises, d'or et de services et du mouvement des capitaux entre le Canada et autres pays. Ainsi, en plus de la balance visible du commerce des marchandises, il est tenu compte des échanges moins apparents de services et de capitaux fréquemment désignés comme des item 'in-

* Revisé sous la direction de Herbert Marshall, B.A., F.S.S., chef de la Branche du Commerce Intérieur du Bureau Fédéral de la Statistique.

visibles'. L'exposé est divisé en deux comptes, le compte courant et le compte capital, afin de distinguer le revenu courant et les déboursés des transactions au compte capital.

Transactions au compte courant.—Le compte courant comprend tous les échanges courants de marchandises, d'or et de services. Le total des crédits indique les crédits estimatifs obtenus par le Canada chaque année de la vente de marchandises, d'or et de services aux autres pays, tandis que le débit total comprend les versements estimatifs aux autres pays contre des marchandises ou des services de même que les paiements d'intérêts et de dividendes sur les placements britanniques et étrangers au Canada. Ainsi, le compte courant donne une mesure des encaissements et des décaissements de la nation dans ses opérations extérieures. Il indique aussi le mouvement net des capitaux entre le Canada et les autres pays chaque année, car toute différence entre les encaissements et les décaissements doit refléter théoriquement le mouvement des capitaux. Par exemple, lorsque les crédits au compte courant dépassent les débits, il y a balance créditrice indiquant une sortie de capitaux du Canada, parce que dans les circonstances le revenu courant provenant de l'étranger est plus élevé que tous les déboursés d'un caractère courant, le surplus de change étranger qui en résulte servant à accroître les capitaux fixes du Canada à l'étranger ou à diminuer le passif au compte capital. Inversement, lorsque les décaissements sont plus grands que les encaissements, il y a balance débitrice reflétant une importation de capitaux. En d'autres termes, pour obtenir dans ces conditions suffisamment de change étranger pour contre-balancer l'exédent de déboursés courants sur le revenu, le Canada a soit emprunté du capital extérieur, soit liquidé ou retiré des capitaux fixés à l'étranger. Ainsi, bien que la balance du compte courant reflète le mouvement net des capitaux, son exactitude est limitée par le degré de perfection et de précision obtenu dans les estimations des item du compte courant. En outre, c'est tout au plus une mesure du mouvement net des capitaux lequel, par conséquent, ne révèle pas la grande diversité et le fort volume des mouvements de capitaux comme une analyse directe des mouvements de capitaux dans le compte capital.

Mouvements des capitaux.—Le compte capital trace les mouvements de capitaux entre le Canada et les autres pays. La grande distinction entre les transactions au compte courant et les transactions au compte capital repose sur le fait que le premier groupe représente les paiements sur les achats courants de marchandises et de services, tandis que le dernier représente des transactions au compte capital et reflète d'habitude les fluctuations de capitaux fixes ou du passif du Canada à l'étranger, bien que tous les changements de ce genre, remarquons-le, ne déterminent pas nécessairement des mouvements de capitaux. Ainsi, le compte capital joue un double rôle. Il indique la signification générale des mouvements de capitaux sur le marché étranger des changes et conséquemment, de même que le compte courant, révèle l'arrière-plan des transactions sur lesquelles est basée la valeur de change du dollar canadien. Il permet aussi d'apprécier les effets du mouvement des capitaux au cours d'une période quelconque sur la balance de la dette internationale canadienne. Car les effets potentiels du mouvement des capitaux sur l'économie canadienne ne peuvent être appréciés que par l'étude du volume et du caractère des divers contre-mouvements. Souvent, quelque petits que puissent être les mouvements de capitaux durant une période, les répercussions significatives des mouvements bruts sur la composition des capitaux fixes et du passif du Canada à l'étranger peuvent être considérables.

Balance des paiements ces dernières années.—L'état de la balance canadienne des paiements internationaux avant 1939 ne paraît pas dans ce volume parce que les nouvelles données détaillées sur les dépenses des touristes en 1940, obtenues

pour la première fois en 1941 (voir pp. 482–484), révèlent que les estimations antérieures du commerce touristique exagéraient de beaucoup la balance des crédits. Jusqu'à maintenant il n'a pas été possible de reviser de façon satisfaisante les estimations des dépenses des touristes pour les années antérieures à 1939.

L'état de la balance canadienne des paiements internationaux pour 1934 à 1939 montre certaines caractéristiques uniformes durant la période. Chaque année le revenu extérieur courant dépasse les décaissements par une marge importante. Les fortes balances de crédits des exportations de marchandises, les crédits croissants des exportations d'or non monétaire et les balances de crédits au compte du tourisme (compte tenu des estimations trop élevées dans le passé) sont plus que suffisants chaque année pour rencontrer les paiements à d'autres pays au compte des intérêts et dividendes, fret et services divers.

La grande sortie de capitaux indiquée par les balances de crédits au compte courant est analysée dans le compte capital. Chaque année il y a de grands mouvements extérieurs de capitaux pour le retrait de valeurs canadiennes détenues à l'étranger accompagnés de réductions dans le passif contractuel à l'étranger des débiteurs canadiens. Les autres échanges de valeurs provenant du commerce international de valeurs de tout repos causent chaque année, excepté 1937, un afflux de capitaux qui indique une demande extérieure soutenue pour les valeurs canadiennes. Les autres mouvements de capitaux de la période en revue constituent une sortie en grand volume et sont reliés aux activités des banques, compagnies d'assurance et autres institutions financières, aux placements directs internationaux. Les mouvements de capitaux durant la période ont pour effet de réduire beaucoup le passif contractuel à l'étranger des emprunteurs canadiens avec en même temps une diminution des paiements d'intérêt sur les obligations canadiennes détenues à l'étranger et une certaine augmentation de l'actif canadien à l'étranger

L'état de la balance des paiements pour 1939 au tableau 1 a les mêmes grandes lignes décrites ci-dessus. La balance de crédits ($193,000,000) au compte des marchandises est plus élevée qu'en 1938. Les exportations nettes d'or non monétaire ($184,400,000) sont beaucoup plus fortes qu'en 1938 tandis que l'estimation revisée ($78,000,000) de crédits nets du commerce touristique est probablement de proportions comparables à la balance des années précédentes. Ces balances créditrices se trouvent en partie contrebalancées par des balances débitrices plus fortes au compte de l'intérêt, des dividendes et du fret et par des débits nets provenant d'autres services divers.

Les retraits de valeurs canadiennes détenues à l'étranger dépassent les ventes de nouvelles émissions à l'étranger par $96,300,000. Le rapatriement officiel d'une émission fédérale d'obligations après le début de la guerre représente une grande partie de ce total. Par contre, les mouvements de capitaux provenant du commerce international de valeurs en cours sont plutôt des mouvements d'entrée. Cet afflux vient des Etats-Unis et d'Europe et est à son plus fort le premier semestre de l'année. Les autres mouvements de capitaux continuent en somme d'être vers l'extérieur et sont de grandes proportions.

L'arrière-plan de la balance des paiements en 1939 est naturellement plus complexe que ne le suggèrent les changements ci-dessus. Parmi les facteurs importants de la partie de l'année qui précède la guerre il y a l'augmentation de l'activité commerciale aux Etats-Unis et le fort mouvement de capitaux d'Europe en Amérique; une partie de ce capital est venue au Canada. La dernière partie de l'année, les changements du taux du change étranger et l'établissement d'un contrôle du change étranger sont parmi les plus importants nouveaux facteurs de la balance des paiements. Le contrôle du change, avec sa réglementation des mouvements inter-

nationaux de capitaux affecte particulièrement la structure de la balance des paiements. C'est plus clairement démontré quand les balances de paiements entre le Canada et les Etats-Unis et le Royaume-Uni sont examinées séparément.

En 1939 il y a une balance débitrice au compte courant avec les Etats-Unis d'environ $90,000,000. D'autre part, au compte courant avec le Royaume-Uni, les crédits nets sont de $125,000,000 environ et les crédits nets des transactions courantes avec les autres pays, de $100,000,000 environ; ces derniers proviennent surtout de pays hors de l'Empire.

1.—Balance estimative des paiements internationaux, 1939

NOTA.—Si les estimations des item courants et capitaux ci-dessous étaient absolument exactes et couvraient tous les postes, le solde du compte courant et celui de compte capital seraient égaux. La différence entre les deux montants représente donc soit des erreurs dans la computation, soit des omissions de transactions qui qui n'ont pu être retracées lors de la prépéaration des tableaux. Tous ces chiffrres sont susceptibles de revision.

Item	Crédit—Exportations, visibles ou invisibles	Débit—Importations visibles ou invisibles	Crédit (+) ou débit (−) net
Compte courant de marchandises, services et or	$'000,000	$'000,000	$'000,000
Commerce de marchandises (ajusté pour fins de la balance de paiements)[1]	906·0	713·0	+193·0
Exportations nettes d'or non monétaire[2]	184·4	–	+184·4
Encaissements et déboursés en fret, *n.a.é.*	86·6	119·1	−32·5
Dépenses des touristes	164·0	86·0	+78·0
Intérêts et dividendes payés et reçus	56·6	311·0	−254·4
Services divers, etc	36·4	67·8	−31·4
Totaux, compte courant	**1,434·0**	**1,296·9**	**+137·1**
Compte capital			
Nouvelles émissions de valeurs canadiennes vendues à l'étranger	154·8	–	−96·3
Retraits de valeurs canadiennes détenues à l'étranger	–	251·1	
Ventes et achats de valeurs en cours	311·0	238·9	+72·1
Autres transactions de valeurs en cours	11·5	2·4	+9·1
Transactions nettes de capitaux de placements internationaux directs, etc.[3]	–	73·0	−73·0
Opérations d'assurance, *n.a.é.*	18·1	53·1	−35·0
Autres mouvements de capitaux—nets	–	33·0	−33·0
Totaux, compte capital	**495·4**	**651·5**	**−156·1**

[1] L'état du commerce de marchandises est ajusté pour tenir compte des effets sur la balance des paiements de facteurs tels que les transactions non commerciales, les importations déclarées par les touristes, autres surévaluations d'importations et mouvements du blé. Les estimations sont la base de certains de ces ajustements. [2] "Exportations nettes d'or non monétaire" comprend les achats domestiques d'or monétaire. [3] Sont compris dans cet item les mouvements nets de fonds résultant des opérations des branches, filiales, etc. de compagnies britanniques et étrangères au Canada, des filiales, etc. de compagnies canadiennes opérant en dehors du Canada et les mouvements nets de fonds résultant des transactions internationales des compagnies canadiennes de fiducie. Bien que les plus importantes transactions courantes de ces entreprises, comme les dividendes, aient été incluses dans le compte courant, plusieurs menus item de transactions courantes qui sont difficiles à isoler restent dans cet item.

Les effets de la guerre sur la distribution géographique de la balance canadienne des paiements est de mettre en jeu certaines forces. Ces forces rendent les balances avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis beaucoup plus considérables dans des circonstances qui ne permettent plus de les régler d'après le système ordinaire en temps de paix sur un libre marché du change. Les achats britanniques beaucoup plus forts au Canada de fournitures pour la conduite de la guerre créent une forte balance créditrice avec le Royaume-Uni. En même temps les achats canadiens aux Etats-Unis augmentent brusquement aussi, surtout à cause des besoins de guerre. Entre temps, la balance créditrice avec les autres pays étrangers s'est contractée avec le déclin du commerce avec l'Europe continentale tandis que la balance créditrice avec les autres pays de l'Empire a augmenté. Le problème du règlement de ces

fortes balances internationales est donc un aspect de premier ordre de la finance de guerre. Le rapatriement de valeurs canadiennes détenues auparavant au Royaume-Uni a servi au règlement de la balance créditrice avec le Royaume-Uni les premiers mois de guerre. (Voir aussi article sur le Contrôle du change étranger au chapitre XXII.)

Section 2.—Le tourisme au Canada*

Dépenses des touristes au Canada.—Depuis quelques années le tourisme est, pour certaines sections du pays, une source de revenu qui joue un rôle important dans la balance du commerce. C'est la mise en valeur des beautés naturelles si abondantes au Canada et de son climat vivifiant, l'exploitation rationnelle des avantages qu'offrent la chasse, la pêche, le canotage et les sports d'hiver, exploitation qui a donné lieu à des immobilisations importantes par l'industrie hôtelière et des dépenses considérables pour le perfectionnement des grandes routes et autres attractions. Les automobilistes qui nous viennent des Etats-Unis constituent la catégorie la plus importante. Les avantages qui en découlent pour le Canada nous compensent en quelque sorte pour les dépenses considérables nécessitées par le perfectionnement des routes depuis la guerre de 1914–18. Afin d'attirer ce trafic, on a construit des chaussées dans les régions les plus pittoresques, telles que les Montagnes Rocheuses, l'Ontario septentrional, les Laurentides et la Péninsule de Gaspé dans le Québec. Un autre avantage est que la meilleure saison pour voyager dans ces contrées est l'été que les automobilistes préfèrent pour leurs randonnées. Les dépenses des étrangers en voyage d'affaires au Canada ont le même effet sur la balance commerciale que l'exportation des denrées. Par la vente de nos denrées aux touristes étrangers, notre excédent exportable se trouve réduit d'autant.

Il est impossible d'obtenir des données exactes sur ces dépenses. De plus il est même extrêmement difficile d'en obtenir une estimation car les visiteurs sont de toutes classes, d'activités ou de modes de récréation très différents, et demeurant au pays plus ou moins longtemps; leurs dépenses couvrent des montants très variés.

L'estimation des dépenses des touristes au Canada en 1940 est basée sur des informations beaucoup plus nombreuses que les années précédentes; la chose est rendue possible grâce à la collaboration de la Division des Douanes, du Ministère du Revenu National, et de la Branche de l'Immigration, du Ministère des Mines et Ressources. On peut avoir quelque idée de l'amélioration des données qui servent à l'estimation par le fait qu'en 1939 l'échantillon des dépenses des automobilistes étrangers constitue une fraction de 1 p.c. du total tandis qu'en 1940 l'échantillon couvre plus de 80 p.c. des automobilistes canadiens et plus de 50 p.c. de certains groupes d'automobilistes américains. Les renseignements additionnels de cette année indiquent que les estimations précédentes des recettes et dépenses au compte du commerce touristique étaient trop élevées.

Bien qu'il soit impossible de dire quelles auraient été les estimations en 1939 si l'on avait disposé des mêmes informations qu'en 1940, on peut avoir une idée de

* Résumé du "Commerce touristique du Canada, 1940" publié par le Bureau Fédéral de la Statistique. Ce rapport explique les méthodes suivies dans les estimations.

la différence dans les résultats de l'ancienne et de la nouvelle méthode si l'on applique l'échantillon des dépenses de 1940 au chiffre des touristes de 1939. C'est la méthode utilisée au tableau 2. Les informations plus compréhensives de 1940 indiquent que l'estimation précédente des recettes nettes en 1939, paraissant à la p. 598 de l'Annuaire de 1940, peut bien être trop élevée de $80,000,000 à $90,000,000.

Les perspectives du tourisme étaient brillantes au commencement de 1940. Une 'invitation' personnelle du Premier Ministre pressait les citoyens américains de visiter le Canada. Une large publicité a été faite à cette invitation aux Etats-Unis et a donné lieu à une foule de demandes de renseignements. Des crédits plus élevés pour fins de publicité ont été accordés au Bureau Canadien du Tourisme. Les bureaux locaux et provinciaux du tourisme et plusieurs organisations privées ont coopéré à cet effort pour stimuler le tourisme. La statistique des entrées de touristes compilée par la Branche Canadienne de l'Immigration indique que pour le premier semestre de l'année le mouvement des visiteurs se compare favorablement à celui de 1939. Cependant, en juillet il y a un véritable déclin. En août la situation s'améliore et de plus en plus jusqu'à la fin de l'année; bien que le niveau mensuel soit inférieur à celui de tout mois de 1939, le déclin est de moindre proportion. Dans l'ensemble de l'année, il y a 13,592,429 entrées de touristes contre 16,578,119 en 1939. Le déclin est de 2,985,690 personnes, dont 118,216 la première moitié de l'année et 2,867,474 la dernière avec 1,252,173 en juillet et 779,624 en août.

On a tenté d'expliquer ce déclin en 1940 de plusieurs façons. Certes les conditions atmosphériques du commencement de l'été étaient défavorables et ont retardé la saison des vacances; les règlements américains au sujet des passeports étaient sans doute un facteur important.

En temps normal la balance favorable du commerce avec le Royaume-Uni aurait permis d'accumuler du comptant aux Etats-Unis qui aurait pu servir à y contre-balancer la balance défavorable, mais actuellement seule une partie des crédits britanniques du Canada peut servir à effacer les débits canadiens aux Etats-Unis. De plus, la loi de la neutralité empêche d'emprunter aux Etats-Unis. C'est pourquoi il est nécessaire de conserver les dollars américains pour les achats de matériel de guerre dans ce pays. Les dépenses pour commodités non essentielles aux Etats-Unis bloquent l'effort de guerre du Canada tandis que la demande urgente de dollars américains donne une importance plus vitale encore qu'en temps de paix à l'encouragement du trafic touristique. La restriction des visites des Canadiens aux Etats-Unis et les efforts destinés à augmenter le nombre de touristes américains au Canada sont parties complémentaires d'un seul problème. On a souligné que le citoyen américain a un double avantage à visiter le Canada. En retour de ses dollars il jouit d'une foule d'avantages au point de vue touristique; ensuite, le Canada emploie les dollars qu'il laisse au pays pour acheter des munitions aux Etats-Unis.

Dépenses des touristes canadiens à l'étranger.—Les touristes canadiens à l'étranger peuvent être répartis de la même façon que ceux qui nous visitent et les dépenses des Canadiens qui font des voyages d'affaires hors du Canada ont le même

effet sur le change que celles des Canadiens qui voyagent pour leur santé et leur amusement. Comme dans le cas de nos visiteurs, la plus grande partie des dépenses des Canadiens à l'étranger se fait aux Etats-Unis. Le très grand déclin du tourisme canadien à l'étranger en 1940 est dû aux restrictions introduites en juillet pour conserver les réserves de dollars américains pour fins de guerre.

2.—Dépenses des voyageurs étrangers au Canada et des voyageurs canadiens à l'étranger, 1939 et 1940

Classe de voyageurs	1939[1]			1940		
	Dépenses des étrangers au Canada	Dépenses des canadiens à l'étranger	Surplus des dépenses des étrangers au Canada	Dépenses des étrangers au Canada	Dépenses des canadiens à l'étranger	Surplus des dépenses des étrangers au Canada
	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000
Voyageurs des et aux pays d'outre-mer	12,000	14,000	−2,000	6,500	3,200	3,300
Voyageurs des et aux Etats-Unis—						
Automobile	[2]	[2]	–	62,500	10,300	52,200
Rail	[2]	[2]	–	38,500	20,000	18,500
Bateau	[2]	[2]	–	6,000	1,200	4,800
Autobus (moins autobus locaux)	[2]	[2]	–	6,800[3]	3,300[3]	3,500
Aéroplane	[2]	[2]	–	1,300[3]	600[3]	700
Autres (piétons, autobus locaux, etc.)	[2]	[2]	–	6,250[3]	4,500[3]	1,750
Totaux, Etats-Unis	152,000	72,000	80,000	121,350	39,900	81,450
Totaux, tous pays	**164,000**	**86,000**	**78,000**	**127,850**	**43,100**	**84,750**

[1] Estimées principalement en appliquant les échantillons de dépenses de 1940 au chiffre de 1939. [2] Les estimations détaillées de ces classes en 1939 ne sont pas publiées. [3] Les dépenses des voyageurs par autobus et aéroplane couvrent la période d'avril—décembre 1940 seulement. Les premiers trois mois de l'année, les passagers des autobus et des aéroplanes sont compris dans "Autres voyageurs".

CHAPITRE XVII.—COMMERCE INTÉRIEUR

SYNOPSIS

	Page
Partie I.—Mouvement et écoulement des commodités	486
Section 1. Echanges interprovinciaux	486
Section 2. Le commerce des grains	488
Sous-section 1. Organismes d'Etat pour la règlementation du commerce des grains ou pour lui venir en aide	488
Sous-section 2. Mouvement du blé canadien, campagne de 1939–40	490
Sous-section 3. Distribution, entreposage et inspection des principales grandes cultures canadiennes	492
Section 3. Marchandage du bétail et des produits animaux	497
Section 4. Entrepôts frigorifiques	504
Section 5. Etablissements de commerce et de service	506
Sous-section 1. Commerce de gros	507
Sous-section 2. Etablissements de commerce de détail et de services	510
Section 6. Le mouvement coopératif au Canada	521
Sous-section 1. Coopératives de consommateurs	521
Sous-section 2. Syndicats de crédit coopératif	522
Sous-section 3. Coopératives agricoles	524
Partie II.—Aide au commerce et contrôle par le gouvernement	530
Section 1. Coalitions nuisibles au commerce	530
Section 2. Brevets d'invention, droits d'auteur et marques de commerce	530
Section 3. Poids et mesures	535
Section 4. Inspection du gaz et de l'électricité	536
Section 5. Primes	537
Section 6. Régie et vente des boissons alcooliques	538
Partie— III.Faillites commerciales	541
Section 1. Faillites industrielles et commerciales de sources privées	542
Section 2. Faillites commerciales d'administrations sous la législation fédérale	545
Section 3. Administration des biens des faillis	547

Les ressources variées des différentes parties du pays ont déterminé un vaste échange de produits et la tâche de fournir marchandises et services pour la consommation ou l'usage d'une population de 11,422,000 âmes là où ils sont requis suppose une plus forte dépense d'activité économique que n'exige la poursuite du volumineux commerce d'exportation canadien, si élevé que soit dans ce domaine la position du Dominion parmi les pays.

Le commerce intérieur est vaste et compliqué: il embrasse toute valeur ajoutée aux denrées échangées à l'intérieur des provinces comme entre elles par les agences et services d'emmagasinage, de distribution et de vente tels que les chemins de fer, les compagnies de navigation, les entrepôts, les magasins de gros et de détail, les institutions financières, etc. Dans son sens large il embrasse divers services professionnels et personnels y compris ceux qui ont pour objet la récréation du peuple comme les théâtres, les sports, etc. En effet, dans ce sens général, le commerce intérieur couvre une grande partie des activités du peuple qui ajoutent aux utilités de 'forme', dont on a traité dans les divers chapitres précédents, aux utilités de 'lieu', de 'temps' et de 'possession', ainsi que les services personnels et professionnels mentionnés dans le Relevé de la Production et autres chapitres. Cependant, la disposition du texte dans un volume comme l'Annuaire est régie par la nécessité d'interprétation sous divers aspects et il est essentiel de référer à d'autres chapitres. L'Index est très utile à ce sujet.

PARTIE I.—MOUVEMENT ET ÉCOULEMENT DES COMMODITÉS

Section 1.—Echanges interprovinciaux*

Le Canada peut être divisé en cinq grandes régions économiques, leur caractère étant déterminé par les occupations de la population de chacune d'elles:—

1. *La région des pêcheries, des forêts et des mines de l'Est,* comprenant la vallée du St-Laurent, son estuaire et le littoral de l'Atlantique, c'est-à-dire la plus grande partie des Provinces Maritimes, la partie nord de la province de Québec (sans l'ancien territoire de l'Ungava) et une partie de l'Ontario septentrional.

2. *La région agricole et industrielle de l'Est,* constituée par les superficies en culture des Provinces Maritimes, du Québec et de l'Ontario. Dans ces deux dernières provinces, ces régions en culture s'étendent le long des rives du St-Laurent et de ses tributaires.

3. *La région agricole centrale,* qui embrasse le territoire s'étendant de la vallée de la rivière Rouge aux Rocheuses et de la frontière internationale approximativement au 56° lat. N.

4. *La région des pêcheries, des forêts et des mines de l'Ouest,* comprenant l'Alberta occidental, la Colombie Britannique et la partie sud du Yukon.

5. *La région septentrionale de pêche et de chasse,* s'étendant des régions colonisées vers le nord et des côtes du Labrador au Pacifique et à la frontière de l'Alaska. Ce vaste territoire n'est peuplé que de quelques tribus d'indigènes nomades vivant de pêche et de chasse et qui trafiquent avec les compagnies qui font le commerce de la fourrure et autres marchands qui visitent la région. Ces dernières années l'activité minière s'est développée dans cette région, spécialement le long de l'extrémité sud et dans le bassin du fleuve Mackenzie. L'amélioration des transports aériens a grandement facilité l'accès à plusieurs parties de cette vaste région et a favorisé une connaissance et un développement grandissant de ses ressources.

Il y a une grande différence entre les produits de ces diverses sections. Pour répondre aux besoins de la population du Canada il faut donc qu'un échange se fasse entre les diverses régions.

Le commerce interprovincial se pratiquait longtemps avant la Confédération; les pelleteries et le bois du Haut-Canada et du Bas-Canada étaient troqués contre le poisson et les produits miniers des Provinces Maritimes. Bien qu'une grande partie du bois, des minéraux, du poisson et des fruits de la Colombie Britannique, des produits agricoles des Provinces des Prairies, des minéraux de l'Ontario, du bois de pulpe, du papier et de l'amiante du Québec, et du bois, des pommes de terre, des fruits et du poisson des Provinces Maritimes soient exportés à des pays étrangers, il existe cependant un commerce considérable de produits manufacturés et de produits bruts entre les régions économiques du Dominion. Ce commerce se fait principalement par les chemins de fer et, dans une moindre mesure, sur le fleuve St-Laurent et les Grands Lacs et ces dernières années un volume croissant de marchandises est transporté par camions.

Les rapports mensuels et annuels du trafic ferroviaire publiés par le Bureau Fédéral de la Statistique font voir le trafic-marchandises *payant* des provinces et du Canada tel que réparti entre 76 catégories de denrées. Ces données montrent aussi le volume des chargements et déchargements dans chaque province et permettent de

* Revisé par G. S. Wrong, B.Sc., chef de la Branche des Transports et Utilités Publiques, Bureau Fédéral de la Statistique.

de calculer les importations et les exportations nettes de chaque province pour chacune de ces catégories. Ces statistiques ne donnent que le trafic ferroviaire. C'est une limitation dont il faut tenir compte dans le cas des provinces ayant entre elles des communications par eau. Les totaux, cependant, n'indiquent pas dans quelle mesure les importations de produits manufacturiers sont compensées par les exportations de grain, de charbon, etc., dans certaines provinces. Seules les données détaillées peuvent fournir de telles analyses.

Le mouvement des transports commerciaux des chemins de fer canadiens est influencé, jusqu'à un certain point, par les récoltes et l'activité des industries minières et du bâtiment, lesquelles supposent un fort mouvement de marchandises lourdes. La tendance générale de 1921 à 1928 a été ascendante, les transports ayant augmenté au cours de cette période de 83,814,436 tonnes de marchandises en 1921 à 119,227,758 tonnes en 1928. En 1929 toutefois, le trafic-marchandises tombe à 114,600,778 et, en raison de la crise industrielle, tombe encore plus bas. en 1933, soit 57,099,111 tonnes. Il reprend la route ascendante au cours des derniers six mois de 1933 et le total, en 1934, est de 18 p.c. plus élevé que celui de l'année précédente. Le taux de l'augmentation a été un peu réduit au cours de la première moitié de 1935, mais l'augmentation ne s'en est pas moins maintenue jusqu'à la fin de 1937. En 1938 les chiffres retombent aux niveaux de 1936, mais en 1939 et 1940 il y a une nouvelle avance.

1.—Trafic-marchandises payant des chemins de fer au Canada, par province, 1939 et 1940

Province	Chargé au Canada ou dans une province désignée		Reçu de raccordements étrangers		Totaux des marchandises chargées[1]	
	1939	1940	1939	1940	1939	1940
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
Ile du Prince-Edouard	146,150	190,242	252	96	146,402	190,338
Nouvelle-Ecosse	6,895,499	8,451,929	97,229	151,486	6,992,728	8,603,415
Nouveau-Brunswick	2,130,886	2,666,140	432,325	401,221	2,563,211	3,067,361
Québec	8,761,871	11,117,944	4,038,587	4,574,419	12,800,458	15,692,363
Ontario	18,751,577	23,817,081	16,016,789	18,635,666	34,768,366	42,452,747
Manitoba	4,473,696	4,775,784	192,539	194,923	4,666,235	4,970,707
Saskatchewan	6,876,017	6,479,289	82,741	87,650	6,958,758	6,556,939
Alberta	8,590,823	8,325,292	51,023	69,091	8,641,846	8,394,383
Colombie Britannique	6,164,073	7,122,799	477,744	470,082	6,641,817	7,592,881
Totaux	**62,790,592**	**72,946,500**	**21,389,239**	**24,584,634**	**84,179,821**	**97,531,134**

	Déchargé au Canada ou dans une province désignée		Livré à des raccordements étrangers		Totaux des marchandiess déchargées[1]	
	1939	1940	1939	1940	1939	1940
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
Ile du Prince-Edouard	224,230	255,864	11,328	1,502	235,558	257,366
Nouvelle-Ecosse	5,949,645	6,491,016	729,263	1,259,854	6,678,908	7,750,870
Nouveau-Brunswick	1,795,949	2,139,728	1,416,159	2,177,771	3,212,108	4,317,499
Québec	8,524,859	11,254,584	4,552,713	7,072,531	13,077,572	18,327,115
Ontario	26,800,044	30,497,366	15,384,827	16,217,823	42,184,871	46,715,189
Manitoba	3,767,827	4,616,781	301,783	642,051	4,069,610	5,258,832
Saskatchewan	3,983,270	3,812,057	311,388	194,254	4,294,658	4,006,311
Alberta	2,501,941	2,768,892	243	4,491	2,502,184	2,773,383
Colombie Britannique	4,743,565	5,171,441	2,420,306	1,502,898	7,163,871	6,674,339
Totaux	**58,291,330**	**67,007,729**	**25,128,010**	**29,073,175**	**83,419,340**	**96,080,904**

[1] Les chargements ou déchargements d'une année ne peuvent coïncider parce que ce qui a été chargé ou reçu n'est pas toujours déchargé ou livré la même année. D'un autre côté, certains déchargements en 1940, par exemple, ont été chargés l'année précédente.

Section 2.—Le commerce des grains

Sous-section 1.—Organismes d'Etat pour la réglementation du commerce des grains ou pour lui venir en aide

Les organismes qui régissent le commerce des grains au Canada sont: la Commission des Grains, qui applique la loi des grains du Canada, et la Commission Canadienne du Blé, qui opère en vertu de la loi canadienne du blé de 1935. Un article spécial sur la Commission Canadienne du Blé et ses opérations jusqu'au mois de février 1939, par T. W. Grindley, D.Ph., secrétaire de la Commission, a paru dans l'Annuaire de 1939, pp. 596-607.

LA COMMISSION DES GRAINS*

La Commission des Grains a été instituée en 1912 en vertu de la loi des grains du Canada (c. 27, 1912). C'est un triumvirat quasi judiciaire et administratif composé d'un commissaire en chef et de deux autres commissaires. Elle relève du Ministère du Commerce.

La loi des grains du Canada a été appelée la Grande Charte du commerce du grain au Canada ou, plus particulièrement, du fermier canadien. Les principales attributions de la Commission sont de veiller à la protection des droits conférés aux divers partis en vertu des dispositions de la loi. Ces dispositions sont conçues de façon à donner au Gouvernement fédéral l'autorité complète de réglementer la manutention du grain en vertu de pouvoirs que la loi lui confère en matière de transport interprovincial, brevets et droits d'auteur. Le transport du grain est sujet à des restrictions sauf en ce qui concerne les mouvements d'entrée ou de sortie des élévateurs autorisés. De même il existe des restrictions sur l'usage des noms des qualités officielles. La Commission administre et exploite sept élévateurs de tête de ligne à Port-Arthur, Ont., Moose Jaw et Saskatoon, Sask., Lethbridge, Edmonton et Calgary, Alta., et Prince-Rupert, C.B. Elle n'a cependant ni pouvoirs ni attributions en matière de prix. La loi ne pourvoit pas non plus à aucune forme de contrôle ou de surveillance des bourses du grain.

Le système de manutention en vrac du grain au Canada a engendré une méthode indépendante d'inspection, de classement et de pesage du grain avec enregistrement officiel des récépissés des entrepôts. Les services essentiels sont sous la surveillance directe de la Commission, qui les administre, et le coût d'administration est défrayé au moyen d'honoraires exigés de ces services (approximativement, les deux ou trois cinquièmes d'un cent par boisseau). La Commission maintient en outre des bureaux administratifs, des branches de permis et de garanties, de statistiques, de comptabilité et de recherches. Le personnel global varie de 700 à 900 selon le volume de la récolte de chaque année. Les bureaux administratifs et principaux des diverses branches sont à Winnipeg, Man., mais il y a des succursales de ces branches depuis Montréal, dans l'Est, jusqu'à Victoria, dans l'Ouest.

Tous les exploitants d'élévateurs de l'Ouest et de l'Est du Canada qui manutentionnent le blé de l'Ouest destiné à l'exportation, de même que tous les individus agissant comme marchands de grain à commission, acheteurs sur voie ou négociants en grain doivent obtenir de la Commission une patente renouvelable annuellement et déposer une garantie sous forme de cautionnement ou autre, qu'ils observeront

* Préparé d'après la matière fournie par J. Rayner, secrétaire, Commission Canadienne des Grains, Winnipeg, Man.

toutes les obligations que leur imposent la loi des grains du Canada ou les règlements établis par la Commission.

La loi des grains du Canada énonce les principes généraux qui doivent gouverner la manutention du grain, les détails en étant laissés d'habitude à la discrétion de la Commission qui fait les règlements appropriés.

Afin d'assurer la protection des droits des différents partis, la Commission est autorisée à faire enquête et à prendre les décisions que, selon le cas, elle juge conformes au droit et à la justice en ce qui concerne toutes questions relatives au classement et au pesage du grain; aux déductions à faire pour diminution de poids; à l'exploitation injuste et nuisible d'un élévateur quelconque; au refus ou à la négligence de toute personne de se conformer à une disposition quelconque de la loi des grains du Canada et à toute autre question relative à l'exercice des fonctions de la Commission.

Dans chacune des trois Provinces des Prairies, la Commission maintient un commissaire adjoint chargé de faire enquête sans délai sur les plaintes des producteurs. Ces adjoints font aussi l'inspection périodique des élévateurs de campagne dans leurs provinces respectives—tous les élévateurs aussi bien que leur outillage et leurs stocks de grain sont sujets en aucun temps à l'inspection par les représentants de la Commission.

La Commission forme tous les ans les comités dits "des étalons des grains" et nomme les tribunaux d'appel des grains qui rendent des décisions finales dans les causes où les contestations sont faites quant au classement des grains par les inspecteurs de la Commission.

Pour prévenir le frelatage aux élévateurs de tête de ligne, la loi des grains pourvoit à ce que le blé de chacune des quatre qualités les plus élevées ne soit emmagasiné qu'avec des grains de classe semblable.

En plus des attributions que lui confère la loi des grains du Canada, la Commission s'acquitte des autres devoirs suivants:—

En vertu des dispositions de la loi concernant les taux de fret par navigation intérieure (c. 49, 1923), la Commission tient un registre des taux de transport du grain sur les lacs ou les rivières et est autorisée à leur fixer un maximum.

Subordonnément aux dispositions de la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies (c. 50, 1939), la Commission prélève des détenteurs de patentes en vertu de la loi des grains du Canada, 1 p.c. du prix d'achat du blé, de l'avoine, de l'orge et du seigle achetés par lesdits détenteurs de patentes.

La loi sur les marchés de grain à terme (c. 31, 1939) pourvoit à ce que la Commission surveille et réglemente le commerce à terme du grain, mais en raison de la guerre, les dispositions de cette loi sont restées inopérantes.

La loi des grains du Canada.—L'Annuaire du Canada de 1922–23 contient aux pages 597–99 un précis historique des traits les plus importants de l'expédition, de l'inspection et de la vente du grain canadien sous l'empire de la loi des grains du Canada, et celui de 1925, p. 1030, donne une esquisse de la loi des grains du Canada de 1925. Les modifications de 1929 sont exposées aux pp. 1063–64 de l'Annuaire de 1930 et la loi des grains de 1930, à la page 1114 de l'édition de 1931.

Les autres modifications sont les suivantes: modifications en 1932 et 1933, p. 1196 de l'Annuaire de 1934–35; celles de 1934, p. 1202 de l'Annuaire de 1934–35; celles de 1938, p. 1191 de l'Annuaire de 1939 et celles de 1939, p. 1150 de l'Annuaire de 1940.

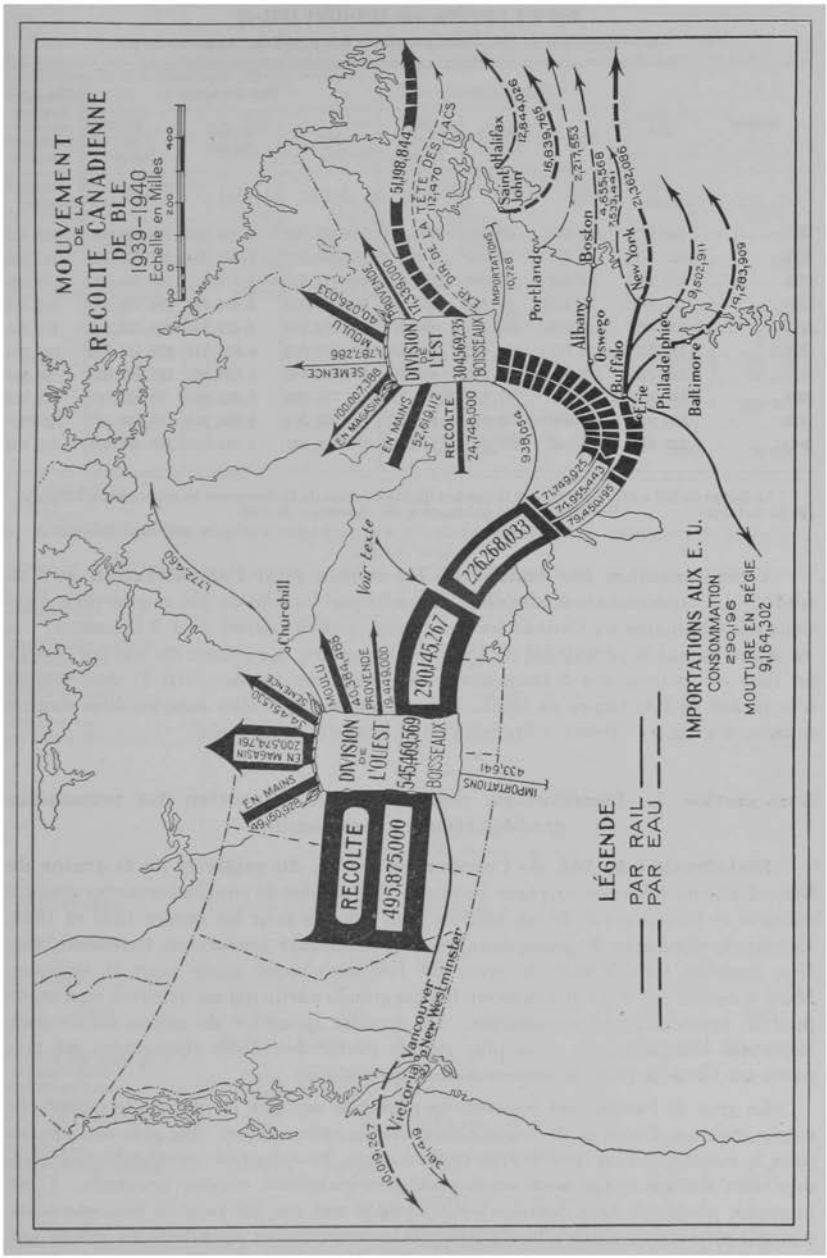
Sous-section 2.—Mouvement du blé canadien, campagne de 1939-40*

Ce résumé du mouvement du blé canadien commence par la description de la récolte dans la division d'inspection de l'Ouest. La récolte de blé en 1939 dans les quatre provinces de l'Ouest s'établit à 495,900,000 boisseaux. Un report de 49,100,000 boisseaux de la campagne précédente et des importations de 433,641 boisseaux portent le stock global de la division de l'Ouest à un total de 545,400,000 boisseaux, la campagne terminée le 31 juillet 1940. Quant à la distribution, 279,800,000 boisseaux ont été écoulés commercialement dont 79,500,000 boisseaux aux Etats-Unis et 147,700,000 dans la division de l'Est. Les exportations directes outremer par les ports de Vancouver, Victoria, Churchill et de la tête des lacs sont de 12,200,000 boisseaux. Les expéditions globales de la division de l'Ouest sont donc de 239,400,000. Le blé absorbé par la minoterie pour transformation en farine s'élève à 40,300,000 boisseaux, dont 38,000,000 pour la consommation domestique. Les expéditions de la division de l'Ouest vers l'Est par chemin de fer s'établissent à 938,045 boisseaux. Les expéditions via les lacs de Fort-William-Port-Arthur sont de 226,200,000 boisseaux, dont 146,700,000 à des ports canadiens et 79,400,000 à des ports des Etats-Unis. Les principaux ports lacustres canadiens sont ceux du lac Huron et de la baie Georgienne auxquels 71,800,000 boisseaux sont consignés, et Port-Colborne et Kingston qui en reçoivent respectivement 29,800,000 et 21,100,000 boisseaux. D'autres petites quantités, s'élevant au total à 24,000,000 de boisseaux, ont été expédiées à d'autres ports des lacs inférieurs et du St-Laurent. Parmi les ports américains, Buffalo est le premier en importance avec 60,400,000 boisseaux. Les exportations de blé via Vancouver-New Westminster s'établissent à 10,000,000 de boisseaux tandis que celles de Victoria sont de 361,419 boisseaux. Les exportations via Churchill sont de 1,772,460 boisseaux, et les expéditions directes outre-mer de Fort-William-Port-Arthur s'élèvent à 112,470 boisseaux. Le blé requis pour la semence dans la division de l'Ouest s'élève à 34,500,000 boisseaux; le blé consommé en provende animale, à 19,400,000 boisseaux; et le report à la fin de la campagne, à 200,500,000 boisseaux.

Les arrivages de la division de l'Est durant la campagne comprennent non seulement la récolte de l'Est, estimée à 24,700,000 boisseaux, mais aussi les livraisons de l'Ouest aux ports de l'Est et des Etats-Unis, lesquelles s'élèvent au total à 227,200,000 boisseaux. Les stocks en mains dans les endroits de l'Est canadien et des Etats-Unis au commencement de la campagne sont de 52,600,000 boisseaux, ce qui, ajouté à des importations de 10,728 boisseaux, forme un stock total de 304,500,000 boisseaux pour la division de l'Est. La distribution durant la campagne de 1939–40 comprend 51,200,000 boisseaux exportés des ports du Saint-Laurent, 29,700,000, de Saint John et Halifax, et 9,500,000 exportés aux Etats-Unis pour la consommation et la mouture en régie. En outre, 59,500,000 boisseaux en provenance des divisions de l'Ouest et de l'Est sont exportés au Royaume-Uni et à d'autres pays via les ports atlantiques américains de New York, Albany, Boston, Philadelphie, Portland et Baltimore. Les minoteries de l'Est en absorbent 40,000,000 de boisseaux. Le report à la fin de la campagne dans la division de l'Est et les ports atlantiques américains est de 100,000,000 de boisseaux.

Les exportations totales de blé canadien durant la campagne de 1939–40 s'établissent à 162,200,000 boisseaux, dont 113,200,000 au Royaume-Uni, 9,500,000 aux Etats-Unis et 39,500,000 à d'autres pays. De plus, 30,500,000 boisseaux de blé sont exportés sous forme de farine, ce qui fait un mouvement total d'exportation de 192,700,000 boisseaux.

* Revisé par la Branche de l'Agriculture, Bureau Fédéral de la Statistique.


MOUVEMENT DE LA RECOLTE CANADIENNE DE BLE 1939-1940
Echelle en Milles
100 0 200 400
RECOLTE 495,875,000
DIVISION DE L'OUEST 545,469,569 BOISSEAUX
DIVISION DE L'EST 304,569,235 BOISSEAUX
EXP. DIR. DE LA TÊTE DES LACS
IMPORTATIONS 10,728
IMPORTATIONS 433,641
EN MAINS 49,150,828
EN MAGASIN 200,574,761
SEMENCE 34,451,530
MOULU 40,384,486
PROVENDE 19,449,000
EN MAINS 52,619,112
RECOLTE 24,748,000
EN MAGASIN 100,007,388
SEMENCE 1,787,286
MOULU 40,026,033
PROVENDE 17,339,000
938,054
1,772,460
Churchill
Voir texte
226,268,033
290,145,267
Vancouver
New Westminster
Victoria
10,019,267
361,419
Portland
Boston
Albany
Oswego
Buffalo
Erie
Philadelphie
Baltimore
New York
Saint John
Halifax
5,198,844
112,470
12,844,026
16,839,765
2,217,553
4,655,568
7,533,441
21,362,086
9,502,911
14,283,909
LÉGENDE
PAR RAIL
PAR EAU
IMPORTATIONS AUX E. U.
CONSOMMATION 290,196
MOUTURE EN RÉGIE 9,164,302

2.—Production, importations, exportations et consommation de blé au Canada, campagnes terminées le 31 juillet 1931-40

NOTA.—Les statistiques de 1868 à 1930 paraissent à la p. 610 de l'Annuaire de 1939.

Année	Production	Importations			Exportations			Consommation domestique apparente
		Blé	Farine de blé	Blé et farine[1]	Blé	Farine de blé	Blé et farine[1]	
	'000 boiss.	boiss.	brl	boiss.	boiss.	brl	boiss.	'000 boiss.
1931	420,672	131,608	25,025	244,221	228,536,403	6,701,663	258,693,887	139,487
1932	321,325	123,524	20,623	216,328	182,803,382	5,383,594	207,029,555	117,560
1933	443,061	51,320	27,043	173,014	240,136,568	5,370,613	264,304,327	99,123
1934	281,892	10,676	89,442	413,165	170,234,013	5,454,636	194,779,875	104,518
1935	275,849	2,794	198,640	896,674	144,374,910	4,750,310	165,751,305	101,583
1936	281,935	15,111	61,422	291,510	232,019,649	4,978,917	254,424,775	121,702
1937	219,218	146,959	56,986	403,396	174,858,160	4,525,665	195,223,653	99,542
1938	180,210	5,743,998	87,738	6,138,819	76,713,595	3,609,656	92,957,047	103,562
1939	360,010	1,558,559	73,915	1,891,177	146,240,344	4,694,245	166,959,447	123,083[2]
1940	520,623	16,306	428,062	444,368	177,380,363	6,781,367	207,896,515	103,300

[1] La farine de blé a été convertie en boisseaux de blé à raison de 4⅓ boisseaux en moyenne au baril de 196 lb de farine. [2] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

Consommation par bouche de blé moulu pour l'alimentation au Canada.—La consommation moyenne annuelle par bouche de blé moulu pour l'alimentation humaine au Canada les dix années de 1930–39 est de 4·0 boisseaux. La variation durant la période est de 3·8 à 4·3 boisseaux. La consommation par bouche en 1939 est estimée à 4·2 boisseaux. Les détails des années 1919–27 sont donnés à la p. 246 de l'Annuaire de 1929. Les estimations annuelles sont publiées dans le numéro d'avril du "Bulletin Mensuel de la Statistique Agricole".

Sous-section 3.—Distribution, entreposage et inspection des principales grandes récoltes canadiennes

Distribution du blé, de l'avoine, de l'orge, du seigle et de la graine de lin.—Dans les tableaux suivants les stocks disponibles de cinq importantes grandes cultures et l'écoulement de ces récoltes sont calculés pour les années 1939 et 1940. Le report représente le grain dans les élévateurs, sur les fermes, en transit, etc. Une quantité considérable de grain est retenue chaque année pour la semence. Dans le cas du blé, c'est de beaucoup la plus grande partie qui est exportée ou moulue pour la consommation domestique. De grandes quantités de graine de lin sont importées chaque année et la plus grande partie des stocks disponibles est préparée au Canada pour la consommation domestique.

Le gros de l'avoine est converti en provende animale et plus de la moitié des stocks globaux d'orge et de seigle s'écoule de la même façon. En plus des surplus pour la consommation domestique comme grain, les quantités invendables ou perdues lors du nettoyage sont employées principalement comme provende. C'est pourquoi ces deux item devraient être ajoutés aux surplus pour la consommation domestique comme grain afin d'obtenir la consommation apparente de grains par le bétail. Ceci naturellement ne comprend pas les provendes, comme son, issues et gluten, qui sont des sous-produits de la mouture.

3.—Distribution des récoltes canadiennes de blé, campagnes terminées le 31 juillet 1939 et 1940

NOTA.—La farine est exprimée en blé sur la base d'un baril de farine, pesant 196 lb, équivalant à 4½ boisseaux de blé. Les chiffres des années antérieures paraissent dans les éditions précédentes de l'Annuaire. Les chiffres de ce tableau sont sujets à revision.

Item	1939	1940	Item	1939	1940
	'000 boiss.	'000 boiss.		'000 boiss.	'000 boiss.
Reports, 1er août 1938 et 1er août 1939	24,536	101,780	Exportations des ports canadiens et américains—Blé	129,089	152,704
Production brute	360,010	520,623	Farine	20,719	30,516
Perte au nettoyage	6,750	[1]	Consommation dans les brasseries et les céréaleries	3	428
Grain non vendable	3,373	[1]	Importations aux États-Unis pour consommation et mouture en régie	10,227	9,454
Production nette et report	374,423	622,403	Moulu pour l'alimentation humaine	48,043	49,895
Importations	1,891	444	Provende animale	31,092	36,788
Quantité à distribuer	376,314	622,847	Rétention pour semence	34,503	36,239
			Reports, 31 juillet 1939 et 31 juillet 1940	101,780	300,582
			Surplus pour consommation domestique comme grain	858	6,241

[1] Non relevé.

4.—Distribution des récoltes canadiennes d'avoine, campagnes terminées le 31 juillet 1939 et 1940

Item	1939	1940	Item	1939	1940
	'000 boiss.	'000 boiss.		'000 boiss.	'000 boiss.
Reports, 1er août 1938, et 1er août 1939	19,499	48,887	Exportations des ports canadiens et américains	7,093	4,556
Production brute	371,382	384,407	Importations aux E.-U. pour consommation et mouture en régie	1,222	10,934
Grain non vendable	8,134	[1]	Exportations sous forme de farine, etc	4,418	8,160
Production nette et report	382,747	433,294	Moulu pour consommation domestique	8,920	4,899[2]
Importations	3,347	13	Rétention pour semence	31,975	27,997
Quantité à distribuer	386,094	433,307	Reports, 31 juillet 1939 et 31 juillet 1940	48,887	46,931
			Surplus pour consommation domestique comme grain	283,579	329,830

[1] Non relevé. [2] Comprend 9,165 boisseaux absorbé par la céréalerie.

5.—Distribution des récoltes canadiennes d'orge, campagnes terminées le 31 juillet 1939 et 1940

Item	1939	1940	Item	1939	1940
	'000 boiss.	'000 boiss.		'000 boiss.	'000 boiss.
Reports, 1er août 1938 et 1er août 1939	6,631	12,804	Exportations des ports canadiens et américains	14,327	10,074
Production brute	102,242	103,147	Importations pour consommation	493	603
Perte au nettoyage	380	[1]	Moulu pour l'alimentation humaine	1,454	1,881
Grain non vendable	1,375	[1]	Consommation dans les brasseries	6,446	6,673
Production nette et report	107,118	115,951	Rétention pour semence	8,695	7,429
Importations	4	7	Reports, 31 juillet 1939 et 31 juillet 1940	12,804	12,654
Quantité à distribuer	107,122	115,958	Surplus pour consommation domestique comme grain	62,903	76,644

[1] Non relevé.

6.—Distribution des récoltes canadiennes de seigle, campagnes terminées le 31 juillet 1939 et 1940

Item	1939	1940	Item	1939	1940
	'000 boiss.	'000 boiss.		'000 boiss.	'000 boiss.
Reports, 1er août 1938 et 1er août 1939	1,001	1,976	Exportations des ports canadiens et américains	787	2,743
Production brute	10,988	15,307	Importations des E.-U. pour consommation	[2]	[2]
Perte au nettoyage	23	[1]	Moulu pour l'alimentation humaine	112	139
Grain non vendable	71	[1]	Consommation dans les malteries et les céréaleries	348	
Production nette et report	11,895	17,283	Rétention pour semence	1,653	1,209
Importations	13	12	Reports, 31 juillet 1939 et 31 juillet 1940	2,616	5,046
Quantité à distribuer	11,882	17,295	Surplus pour consommation domestique comme grain	6,739	7,810

[1] Non relevé. [2] Négligeable.

7.—Distribution des récoltes canadiennes de graine de lin, campagnes terminées le 31 juillet 1939 et 1940

Item	1939	1940	Item	1939	1940
	'000 boiss.	'000 boiss.		'000 boiss.	'000 boiss.
Reports, 1er août 1938 et 1er août 1939	219	759	Exportations des ports canadiens et américains	14	18
Production brute	1,259	2,044	Importations des E.-U. pour consommation	31	[2]
Perte au nettoyage	9	[1]	Moulue pour les industries	1,983	2,637
Grain non vendable	14	[1]	Rétention pour semence	154	228
Production nette et report	1,455	2,803	Reports, 31 juillet 1939 et 31 juillet 1940	119	846
Importations	878	1,392	Surplus pour consommation domestique comme grain	33	466
Quantité à distribuer	2,333	4,195			

[1] Non relevé. [2] Négligeable.

Entreposage et inspection du grain.—Il y avait au Canada en 1901, 426 élévateurs d'une capacité globale de 18,329,352 boisseaux; en 1911, il y en a 1,909 d'une capacité de 105,462,700 boisseaux, et en 1921, 3,855 d'une capacité de 231,213,620 boisseaux. On en compte 5,798 en 1940 d'une capacité de 424,289,570 boisseaux.

8.—Élévateurs à grain canadiens, exercices de permis 1939 et 1940

NOTA.—Les données relatives aux élévateurs de 1901 à 1918 se trouvent dans l'Annuaire de 1921, pp. 525-527; pour les autres années, voir les Annuaires subséquents.

Division, élévateur et province	1939		1940	
	Elévateurs	Capacité	Elévateurs	Capacité
	nombre	boisseaux	nombre	boisseaux
Division de l'Ouest				
Elévateurs ruraux—				
Ontario	3	67,000	1	22,000
Manitoba	700	22,731,650	689	23,305,650
Saskatchewan	3,198	100,470,450	3,165	99,826,300
Alberta	1,756	65,623,000	1,738	65,491,000
Colombie Britannique	15	530,000	14	533,000
Totaux, élévateurs ruraux	5,672	189,422,100	5,607	189,177,950

8.—Élévateurs à grain canadiens, exercices de permis 1939 et 1940—fin

Division, élévateur et province	1939		1940	
	Elévateurs	Capacité	Elévateurs	Capacité
	nombre	boisseaux	nombre	boisseaux
Division de l'Ouest—fin				
Elévateurs ruraux particuliers—				
Manitoba	3	90,000	2	70,000
Saskatchewan	1	25,000	1	25,000
Alberta	3	170,000	3	205,000
Totaux, élévateurs ruraux particuliers	7	285,000	6	300,000
Elévateurs des minoteries—				
Ontario	2	190,000	3	1,480,000
Manitoba	4	152,500	6	1,475,500
Saskatchewan	9	168,000	6	4,405,000
Alberta	4	76,000	11	3,221,000
Colombie Britannique	16	496,110	10	1,088,110
Totaux, élévateurs des minoteries	35	1,082,610	36	11,669,610
Elévateurs des terminus particuliers—				
Ontario	4	1,405,000	1	85,000
Manitoba	10	5,090,000	3	2,465,000
Saskatchewan	5	4,410,500	1	100,000
Alberta	14	4,600,000	4	1,495,000
Colombie Britannique	3	750,000	1	30,000
Totaux, élévateurs des terminus particuliers	36	16,255,500	10	4,175,000
Elévateurs des terminus publics—				
Saskatchewan	2	11,000,000	2	11,000,000
Alberta	3	6,100,000	3	6,100,000
Colombie Britannique	Nil	–	1	1,250,000
Totaux, élévateurs des terminus publics	5	17,100,000	6	18,350,000
Terminus semi-publics—				
Ontario	27	92,567,210	27	92,567,210
Manitoba	1	2,500,000	2	3,500,000
Alberta	Nil	–	1	130,000
Colombie Britannique	9	20,948,000	8	20,474,500
Totaux, terminus semi-publics	37	116,015,210	38	116,671,710
Totaux, division de l'Ouest	**5,792**	**340,160,420**	**5,703**	**340,344,270**
Division de l'Est				
Nouvelle-Ecosse	1	2,200,000	1	2,200,000
Nouveau-Brunswick	3	3,076,800	3	3,076,800
Québec	9	25,537,000	9	25,537,000
Ontario	17	51,850,000	17	51,850,000
Totaux, division de l'Est	**30**	**82,663,800**	**30**	**82,663,800**
Résumé par province				
Nouvelle-Ecosse	1	2,200,000	1	2,200,000
Nouveau-Brunswick	3	3,076,800	3	3,076,800
Québec	9	25,537,000	9	25,537,000
Ontario	53	146,079,210	53	146,079,210
Manitoba	718	30,564,150	716	31,058,150
Saskatchewan	3,215	116,073,950	3,202	115,983,800
Alberta	1,780	76,569,000	1,770	76,825,000
Colombie Britannique	43	22,724,110	44	23,529,610
Grands totaux pour le Canada	**5,822**	**423,824,220**	**5,798**	**424,289,570**

9.—Inspection du grain canadien au cours des campagnes terminées le 31 juillet 1939 et 1940

Grain	1939			1940		
	Division de l'Ouest	Division de l'Est	Totaux	Division de l'Ouest	Division de l'Est	Totaux
	boiss.	boiss.	boiss.	boiss.	boiss.	boiss.
Blé de printemps	276,427,580	Nil	276,427,580	373,267,808	Nil	373,267,808
Blé d'hiver	632,420	1,695,005	2,327,425	442,313	3,252,738	3,695,051
Totaux, blé	277,060,000	1,695,005	278,755,005	373,710,121	3,252,738	376,962,859
Avoine	29,262,000	79,410	29,341,410	33,712,302	89,685	33,801,987
Orge	26,288,000	95,210	26,383,210	21,985,617	64,180	22,049,797
Lin	712,200	Nil	712,200	1,365,450	Nil	1,365,450
Seigle	2,926,000	3,000	2,929,000	5,032,963	5,000	5,037,963
Maïs	82,500	508,360	590,860	121,000	860,538	981,538
Sarrasin	1,000	247,619	248,619	Nil	109,962	109,962
Grains mélangés	96,600	3,050	99,650	141,000	1,250	142,250
Totaux, tous grains	**336,428,300**	**2,631,654**	**339,059,954**	**436,068,453**	**4,383,353**	**440,451,806**

10.—Expéditions de grains par eau, de Fort-William et de Port-Arthur, campagnes terminées le 31 juillet 1939 et 1940

Grain	1939			1940		
	A des ports canadiens	A des ports américains	Expéditions totales	A des ports canadiens	A des ports américains	Expéditions totales
Blé boiss.	146,592,035[1]	30,521,950	177,113,985	146,915,616[2]	79,450,195	226,365,811
Avoine "	14,109,846	731,254	14,841,100	10,506,052	8,124,441	18,630,493
Orge "	15,801,349	2,203,246	18,004,595	8,867,036	6,579,598	15,446,634
Graine de lin "	463,316	Nil	463,316	678,066	Nil	678,066
Seigle "	722,073	1,758,576	2,480,649	1,553,771	3,719,180	5,272,951
Totaux, grains "	**177,688,619**	**35,215,026**	**212,903,645**	**168,520,541**	**97,873,414**	**266,393,955**
Criblures tonnes	41,839	41,892	83,731	31,082	72,414	103,496
Provende mélangée (gruau d'avoine) "	178	Nil	178	360	Nil	360
Malt d'orge lb	22,766,620	"	22,766,620	16,818,220	"	16,818,220

[1] Y compris 337,093 boisseaux de blé exportés directement en Europe. [2] Y compris 112,470 boisseaux de blé exportés directement en Europe et 97,778 coulés en route.

11.—Expéditions de grains par eau et par rail, de Fort-William et de Port-Arthur, campagnes terminées le 31 juillet 1939 et 1940

Grain	1939			1940		
	Navires	Voies ferrées	Totaux	Navires	Voies ferrées	Totaux
	boiss.	boiss.	boiss.	boiss.	boiss.	boiss.
Blé—						
N° 1 dur	1,756,662	5,327	1,761,989	10,784,600	5,220	10,789,820
N° 1 Nord	45,274,514	11,203	45,285,717	120,263,798	1,403	120,265,201
N° 2 Nord	57,208,374	22,600	57,230,974	55,130,981	62,488	55,193,469
N° 3 Nord	26,105,224	4,853	26,110,077	13,857,921	58,041	13,915,962
N° 4	10,158,913	14,560	10,173,473	4,252,046	55,005	4,307,051
Autres qualités	36,628,530	559,769	37,188,299	22,392,245	386,492	22,778,737
Totaux, blé	**177,132,217**	**618,312**	**177,750,529**	**226,681,591**	**568,649**	**227,250,240**
Autres grains—						
Avoine	14,900,775	2,947,257	17,848,032	18,620,833	5,768,962	24,389,795
Orge	17,972,738	567,471	18,540,209	15,456,603	1,699,854	17,156,457
Graine de lin	452,587	149,304	601,891	665,621	198,308	863,929
Seigle	2,411,872	40,179	2,452,051	5,397,728	31,087	5,428,815
Grains mélangés[1]	4,756	51,134	55,890	53,808	94,518	148,326
Totaux, autres grains	**35,742,728**	**3,755,345**	**39,498,073**	**40,194,593**	**7,792,729**	**47,987,322**

[1] En boisseaux de 50 livres.

12.—Manutention du grain canadien aux élévateurs de l'Est, campagnes terminées le 31 juillet 1939-40

NOTA.—Pour campagnes 1922 à 1929, voir page 635 de l'Annuaire de 1931.

Item et année	Blé	Avoine	Orge	Lin	Seigle	Tous grains
	boiss.	boiss.	boiss.	boiss.	boiss.	boiss.
Arrivages et report—						
1930	132,356,863	15,932,469	8,381,291	658,303	3,226,137	160,555,063
1931	178,120,479	20,874,442	37,555,371	1,710,059	6,226,473	244,486,824
1932	151,395,023	17,063,934	17,109,737	1,012,939	15,210,866	201,792,499
1933	233,419,639	17,367,890	7,797,343	1,116,223	3,921,887	263,622,982
1934[1]	164,248,854	17,949,649	7,496,255	631,973	837,076	191,163,807
1935[1]	116,415,429	10,851,457	10,045,694	485,990	933,244	138,731,814
1936[1]	164,427,961	20,967,752	14,403,239	582,309	2,033,088	202,414,349
1937[1]	161,828,565	12,273,485	6,247,592	586,734	2,444,583	183,380,959
1938[1]	118,582,130	7,496,487	27,610,593	482,529	1,400,923	155,572,662
1939[1]	224,541,409	16,024,099	24,845,946	547,082	891,751	266,850,287
1940[1]	240,412,659	15,204,169	14,340,317	666,436	2,163,482	272,787,063
Expéditions—						
1930	111,077,966	13,372,999	6,734,676	657,101	1,654,237	133,496,979
1931	163,730,581	19,086,592	36,485,055	1,693,439	4,378,874	225,374,541
1932	133,610,498	15,706,287	16,807,097	974,649	13,738,895	180,837,426
1933	200,254,656	15,662,256	6,929,791	1,027,504	2,836,333	226,710,540
1934	166,952,408	16,824,993	6,325,712	720,692	1,204,467	192,028,272
1935	105,273,843	13,027,608	11,047,771	485,990	1,306,106	131,141,318
1936	184,120,242	19,563,798	14,652,637	582,309	2,103,700	221,022,686
1937	178,492,948	13,159,516	6,724,438	586,734	2,811,294	201,774,930
1938	119,884,101	7,358,685	27,090,701	482,529	1,180,127	155,996,143
1939	188,113,064	13,763,219	24,626,489	547,083	1,045,658	228,095,513
1940	221,558,877	17,360,438	14,784,608	613,212	1,927,316	256,244,451

[1] Arrivages seulement.

La minoterie.—Il y a en 1939, 303 minoteries (grandes meuneries) au Canada comparativement à 335 en 1938. Il y avait en outre, en 1938, 747 moulanges ou petites meuneries régionales. La capacité des minoteies en barils par jour est de 101,454 en 1939 et de 102,057 en 1938. La répartition des moulins par province, leur outillage et leur capacité en 1937 et 1938 sont indiqués au chapitre des Manufactures, p. 319. Les statistiques du personnel, des installations de force motrice, de la valeur des produits, etc., en 1938 sont contenues dans le tableau **9** du même chapitre, p. 320.

Section 3.—Marchandage du bétail et des produits animaux*

La valeur estimative du bétail de boucherie vendu au Canada en 1939 est de $170,837,000. De plus, la production de laine est évaluée à $1,764,000, la valeur fermière de la production laitière, à $150,667,000 et la valeur fermière des produits de basse-cour, à $55,483,000. Le bétail est un élément important du revenu agricole au Canada. Il fournit de plus la matière première à l'importante industrie des abattoirs et salaisons. Depuis la guerre de 1914–18, c'est l'une des premières industries manufacturières du pays.

Ventes de bestiaux, 1939.—Le nombre de bestiaux de toutes espèces, sauf les moutons, vendus aux parcs à bestiaux en 1939 accuse une augmentation en regard de 1938. Le nombre de bêtes à cornes vendues est de 805,137 en 1939 et de 785,636 en 1938; de veaux, 503,109 et 465,753; de porcs, 706,468 et 700,877, et de moutons et agneaux, 364,845 et 369,247 respectivement.

* Revisé par la Branche de l'Agriculture, Bureau Fédéral de la Statistique. Pour plus amples détails, voir: Annuaire du Canada, 1922–23, pp. 610–611; "Statistique du bétail et des produits animaux", publiée tous les ans par le Bureau Fédéral de la Statistique, ainsi que la Revue annuelle du marché, publiée par la Branche du Bétail, Ministère de l'Agriculture. Les statistiques du bétail et des volailles sont données aux pp. 164-165 du présent volume.

13.—Arrivages et disposition de bétail sur pied aux principaux marchés canadiens, 1938 et 1939

Marché et disposition	1938				1939			
	Bêtes à cornes	Veaux	Porcs	Moutons et agneaux	Bêtes à cornes	Veaux	Porcs	Moutons et agneaux
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Toronto—								
Arrivages (totaux)	314,103	118,093	239,620	158,695	290,357	140,291	174,614	157,007
Expéditions—								
Aux salaisons	207,094	48,128	229,503	123,602	189,327	48,644	194,044	123,345
Aux bouchers	34,713	35,169	12,433	29,454	36,708	31,045	36,418	29,768
Aux fermiers	49,979	5,543	Nil	Nil	52,050	9,918	Nil	Nil
Montréal (Pte-St-Charles)—								
Arrivages (totaux)	77,523	147,023	187,719	101,214	77,387	165,477	178,934	101,210
Expéditions—								
Aux salaisons	47,306	89,926	116,252	72,982	53,096	109,086	156,583	71,138
Aux bouchers	29,760	56,581	101,638	28,326	24,233	61,682	99,288	29,110
Aux fermiers	843	3	Nil	Nil	879	405	Nil	Nil
Montréal (Est)—								
Arrivages (totaux)	16,199	27,989	39,215	5,629	19,882	30,397	48,588	5,813
Expéditions—								
Aux salaisons	123	783	6,411	125	494	1,692	7,012	195
Aux bouchers	11,202	27,003	32,670	5,492	14,270	28,692	42,981	5,618
Aux fermiers	2,295	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Winnipeg—								
Arrivages (totaux)	216,158	112,006	111,598	54,150	246,345	109,966	150,328	53,717
Expéditions—								
Aux salaisons	112,756	76,689	75,832	44,353	121,406	65,774	105,581	45,868
Aux bouchers	31,505	24,671	9,413	3,348	31,452	17,456	13,699	3,903
Aux fermiers	33,627	1,892	Nil	Nil	41,167	2,210	Nil	Nil
Calgary—								
Arrivages (totaux)	64,738	19,192	41,350	11,428	60,057	17,897	50,209	12,726
Expéditions—								
Aux salaisons	51,620	[1]	37,080	9,584	49,319	[1]	47,147	10,624
Aux bouchers	7,173	[1]	1,015	460	1,400	[1]	127	272
Aux fermiers	16,139	73	Nil	Nil	20,546	Nil	Nil	Nil
Edmonton—								
Arrivages (totaux)	63,076	24,418	39,378	15,402	58,196	21,557	46,540	14,853
Expéditions—								
Aux salaisons	32,713	13,920	37,201	11,659	28,546	14,737	43,710	13,159
Aux bouchers	3,497	1,994	2,321	1,302	2,710	2,491	3,869	949
Aux fermiers	16,563	991	Nil	Nil	15,291	1,073	Nil	Nil
Prince-Albert—								
Arrivages (totaux)	9,487	2,933	7,367	2,336	6,944	2,102	7,390	2,045
Expéditions—								
Aux salaisons	5,193	2,266	9,628	2,062	4,321	1,685	8,529	1,974
Aux bouchers	410	83	8	84	336	105	35	11
Aux fermiers	2,881	341	Nil	Nil	1,813	247	Nil	Nil
Moose Jaw—								
Arrivages (totaux)	6,429	2,293	7,388	11,243	8,084	2,730	11,000	7,851
Expéditions—								
Aux salaisons	5,173	1,845	6,513	3,367	5,877	2,018	9,630	3,217
Aux bouchers	1	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Aux fermiers	1,076	443	"	"	1,597	684	"	"
Saskatoon—								
Arrivages (totaux)	10,297	6,731	15,228	6,296	13,401	6,862	17,825	4,440
Expéditions—								
Aux salaisons	5,840	5,507	14,159	5,430	7,598	5,238	17,056	3,370
Aux bouchers	2,594	1,407	663	370	2,329	1,292	900	382
Aux fermiers	1,274	62	Nil	Nil	2,494	206	Nil	Nil
Regina—								
Arrivages (totaux)	7,626	5,075	12,014	2,854	8,861	4,623	18,684	2,820
Expéditions—								
Aux salaisons	5,461	3,730	9,648	2,514	6,413	3,422	15,974	2,269
Aux bouchers	1,569	1,245	1,146	373	1,319	977	1,565	438
Aux fermiers	559	40	Nil	Nil	762	73	Nil	Nil
Vancouver—[2]								
Arrivages (totaux)	–	–	–	–	15,623	1,207	2,356	2,363
Expéditions—								
Aux salaisons	–	–	–	–	11,794	957	771	1,887
Aux bouchers	–	–	–	–	2,293	247	178	232
Aux fermiers	–	–	–	–	1,226	Nil	Nil	Nil

[1] Compris avec les bêtes à cornes.

[2] Non relevé antérieurement à 1939.

Le mouvement interprovincial et les exportations de bétail en 1939 s'accentuent dans toutes les classes. Les expéditions totales en 1939 sont les suivantes avec chiffres comparatifs de 1938 entre parenthèses: bêtes à cornes, 546,272 (458,601); veaux, 287,210 (242,599); porcs, 697,883 (517,715); moutons, 254,931 (245,902).

14.—Bétail sur pied vendu dans les parcs à bestiaux, aux salaisons, etc., par province, 1939

Bétail sur pied	Provinces Maritimes	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Bêtes à cornes—								
Aux parcs à bestiaux	1,623	46,139	317,329	130,251	139,143	139,952	14,910	789,347
Aux salaisons	6,054	13,297	115,047	43,625	26,690	73,401	77	278,191
Pour l'exportation	3,910	4,989	61,221	1,923	7,032	35,395	1,297	115,767
Totaux, bovins	**11,587**	**64,425**	**493,597**	**175,799**	**172,865**	**248,748**	**16,284**	**1,183,305**
Veaux—								
Aux parcs à bestiaux	16,556	119,178	191,214	59,781	62,488	42,891	1,228	493,336
Aux salaisons	8,112	49,107	98,864	48,927	12,398	69,706	14	287,128
Pour l'exportation	1,591	449	11,737	63	460	542	96	14,938
Totaux, veaux	**26,259**	**168,734**	**301,815**	**108,771**	**75,346**	**113,139**	**1,338**	**795,402**
Porcs—								
Aux parcs à bestiaux	5,812	141,768	254,486	85,926	118,614	139,733	Nil	746,339
Aux salaisons	71,434	194,805	1,413,464	241,286	193,574	840,159	"	2,954,722
Pour l'exportation	5,069	2	41	Nil	Nil	6	"	5,118
Totaux, porcs	**82,315**	**336,575**	**1,667,991**	**327,212**	**312,188**	**979,898**	**Nil**	**3,706,179**
Moutons—								
Aux parcs à bestiaux	7,111	91,045	131,659	27,084	39,768	68,653	1,872	367,192
Aux salaisons	10,308	35,028	95,538	62,731	24,026	154,801	Nil	382,432
Pour l'exportation	739	16	2,161	Nil	13	337	172	3,438
Totaux, moutons	**18,158**	**126,089**	**229,358**	**89,815**	**63,807**	**223,791**	**2,044**	**753,062**
Bovins pour l'engrais	235	1,571	99,378	16,639	4,484	32,909	1,888	157,104

Le tableau 15 donne les statistiques relatives à la classification des animaux écoulés par les parcs en 1939, et, dans le cas des porcs, les sujets livrés directement aux salaisons vu que la majorité de ces animaux sont ainsi écoulés. Depuis quelques années, il devient de plus en plus en usage de classifier une proportion plus forte de porcs en carcasse après avoir été habillés à la salaison. Les porcs classifiés suivant chaque méthode sont donnés séparément.

15.—Classification du bétail vendu dans les parcs à bestiaux et aux salaisons, par province, 1939

Bétail	Provinces Maritimes	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Totaux
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Bêtes à cornes—								
Bouvillons, jusqu'à 1,050 lb—								
De choix	8	18	50	2,401	2,829	5,875	221	11,402
Bons	488	500	23,408	9,395	8,786	17,661	2,527	62,765
Moyens	614	1,920	38,269	6,656	6,943	9,873	1,336	65,611
Communs	529	2,201	16,012	2,026	3,492	4,213	227	28,700
Bouvillons, plus de 1,050 lb—								
De choix	1	106	11,362	1,662	1,905	3,629	138	18,803
Bons	144	2,035	28,846	2,470	2,912	6,460	1,078	43,945
Moyens	85	1,248	17,051	949	1,021	2,608	430	23,392
Communs	27	535	3,748	254	378	598	45	5,585

15.—Classification de bétail vendu dans les parcs à bestiaux et aux salaisons, par province, 1939—suite

Bétail	Provinces Maritimes	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Totaux
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Génisses—								
De choix	Nil	23	81	2,850	3,254	4,558	45	10,811
Bonnes	294	442	23,481	9,701	10,590	14,893	1,430	60,831
Moyennes	613	1,366	35,952	9,616	10,202	13,805	1,318	72,872
Communes	398	2,403	19,611	3,402	3,795	6,025	295	35,929
Veaux engraissés—								
De choix	Nil	18	8,184	3,222	2,431	4,271	1	18,127
Bons	"	12	12,188	5,974	5,253	5,691	18	29,136
Moyens	"	39	15,104	7,749	6,875	4,791	4	34,562
Vaches—								
Bonnes	230	1,615	25,954	12,363	14,397	21,996	1,227	77,782
Moyennes	220	6,787	28,942	19,213	17,289	18,343	1,211	92,005
Communes	562	10,794	31,097	11,586	9,775	12,054	805	76,673
A viande et à conserve	2,568	13,760	42,126	14,558	8,108	8,950	853	90,923
Taureaux—								
Bons	88	578	6,702	3,313	3,974	4,980	210	19,845
Communs	808	10,302	14,806	3,846	3,991	3,732	212	37,697
Bouvillons de long et de court engraissement—								
Bons	Nil	182	6,131	16,393	16,923	14,650	864	55,143
Communs	"	1,405	16,664	14,829	12,203	10,580	135	55,816
Vaches et génisses d'engraissement—								
Bonnes	Nil	Nil	89	5,153	4,361	4,976	47	14,626
Communes	"	"	10	2,085	1,516	3,784	250	7,645
Vaches en lactation et gestation	Nil	1,147	6,041	1,131	395	41	Nil	8,755
Non classées	"	Nil	467	1,079	2,235	4,316	60	8,157
Totaux, bovins	**7,677**	**59,436**	**432,376**	**173,876**	**165,833**	**213,353**	**14,987**	**1,067,538**
Veaux—								
Veaux de lait—								
Bons et de choix	139	9,859	94,452	47,498	30,681	48,693	540	231,862
Communs et moyens	3,310	106,876	183,958	58,641	39,761	62,446	702	455,694
D'herbe	21,219	51,550	11,668	2,569	4,444	1,458	Nil	92,908
Totaux, veaux	**24,668**	**168,285**	**290,078**	**108,708**	**74,886**	**112,597**	**1,242**	**780,464**
Porcs vivants—								
A bacon, de choix	597	49,336	159,287	55,608	41,873	212,285	Nil	518,986
A bacon	2,109	100,607	262,754	120,554	69,633	279,875	"	835,532
De boucherie	1,349	28,446	36,354	10,518	16,898	62,362	"	155,927
Lourds	249	4,604	7,516	6,041	7,787	11,603	"	37,800
Extra-lourds	156	1,912	1,932	3,578	4,208	3,100	"	14,886
Légers et d'engrais	2,707	16,721	10,394	50,449	23,874	7,234	"	111,379
Truies, N° 1	218	602	1,838	7,029	6,700	3,688	"	20,075
Truies, N° 2	271	2,998	15,980	5,290	3,814	8,158	"	36,511
Non finis	4	43	562	580	656	967	"	2,812
Verrats	21	281	1,045	419	389	947	"	3,102
Totaux, porcs vivants	**7,681**	**205,550**	**497,662**	**260,066**	**175,832**	**590,219**	**Nil**	**1,737,010**
Porcs, carcasses—								
"A"	22,043	36,467	380,453	15,947	31,794	113,713	Nil	600,417
"B"	34,208	64,887	658,082	37,562	75,147	221,903	"	1,091,789
"C"	5,497	9,545	47,504	3,784	9,393	26,403	"	102,126
"D"	1,337	444	3,267	366	1,526	1,722	"	8,662
"E"	645	1,328	13,582	376	1,235	2,338	"	19,504
Lourds	938	3,238	26,994	3,847	6,128	9,423	"	50,568
Extra-lourds	354	1,703	4,786	1,314	2,374	2,384	"	12,915
Légers	2,996	11,828	17,892	1,588	3,251	4,737	"	42,292
Truies	1,547	1,583	17,728	2,362	5,508	7,050	"	35,778
Totaux, carcasses	**69,565**	**131,023**	**1,170,288**	**67,146**	**136,356**	**389,673**	**Nil**	**1,964,051**
Moutons et agneaux—								
Agneaux—								
Bons poids, commodes	8,484	62,290	166,385	69,686	42,083	168,935	1,137	519,000
Lourds, bons	174	2,006	6,280	2,130	2,384	6,615	33	19,622
Communs, tous poids	5,161	17,196	16,837	12,287	14,391	23,013	164	89,049
Béliers	591	29,357	12,421	724	632	1,025	Nil	45,750

15.—Classification du bétail vendu dans les parcs à bestiaux et aux salaisons, par province, 1939—fin

Bétail	Provinces Maritimes	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Totaux
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Moutons—								
Lourds, bons	55	885	3,920	860	418	1,828	219	8,185
Bons poids, commodes	1,130	7,129	13,471	1,799	1,951	12,539	224	38,243
Communs	824	7,200	7,883	2,329	1,298	4,284	95	23,913
Non classés	Nil	10	Nil	Nil	637	5,215	Nil	5,862
Totaux, moutons et agneaux	**17,419**	**126,073**	**227,197**	**89,815**	**63,791**	**223,454**	**1,872**	**749,621**

Abattoirs et salaisons.—La croissance de cette industrie a été marquée par une concentration d'une grande partie de la production dans un nombre relativement petit de gros établissements, ce qui a facilité l'utilisation des sous-produits et permis une exploitation plus efficace. Le nombre d'établissements a fortement augmenté depuis 1930, alors qu'on n'en comptait que 76. En 1931, il y en avait déjà 147 par suite de l'addition de bouchers en gros exploitant leurs propres abattoirs. L'addition de ces petites unités n'a pas modifié sensiblement la valeur de la production de l'industrie, laquelle passe de $3,799,552 en 1870 à $7,132,831 en 1890 et $22,217,984 en 1900. Au cours des dix années suivantes cette valeur fait plus que doubler. Elle atteint $48,527,076 en 1910 et $240,544,618 en 1920 (le plus haut chiffre de l'histoire de cette industrie). En 1939, la production est évaluée à $185,196,133 comparativement à $175,767,382 en 1938. Les principales statistiques concernant cette industrie en 1938 paraissent au chapitre XIV, tableau **9**, pp. 320–321. Les abatages déclarées par les divers établissements en 1939 sont les suivants: bêtes à cornes, 927,588; veaux, 687,539; moutons et agneaux, 785,653; porcs, 3,793,468.

Les maisons qui apprêtent les viandes pour l'exportation sont sujettes à la loi des viandes et des conserves alimentaires. Elles comprennent à peu près toutes les principales salaisons mais non les bouchers en gros ci-dessus mentionnés comme ayant été ajoutés à l'industrie des abattoirs et salaisons, ni les bouchers en détail qui font de l'abatage et les fermiers qui en font pour leur propre consommation. On remarquera au tableau **16** qu'en 1939, les abatages inspectés représentent les proportions suivantes du total estimatif d'abatages: bêtes à cornes, 76·6 p.c.; veaux, 56·96 p.c.; moutons et agneaux, 53·1 p.c. et porcs, 69·9 p.c.

16.—Bétail abattu dans les abattoirs canadiens inspectés, par mois, 1938 et 1939

Mois	1938				1939			
	Bêtes à cornes	Veaux	Moutons	Porcs	Bêtes à cornes	Veaux	Moutons	Porcs
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Janvier	70,174	30,293	59,026	324,355	69,851	31,950	42,251	262,701
Février	57,803	33,933	44,996	276,255	54,718	31,591	37,225	244,987
Mars	68,854	61,144	35,501	299,814	66,902	61,885	39,151	299,250
Avril	62,951	80,645	24,698	275,898	57,486	77,677	30,739	259,022
Mai	71,049	95,666	26,845	251,804	72,583	101,682	30,221	280,807
Juin	63,522	77,450	47,994	207,972	66,335	74,205	47,069	220,141
Juillet	65,170	61,331	62,832	172,244	64,525	62,458	61,911	217,293
Août	71,754	60,263	83,654	194,316	74,433	57,241	88,363	267,510
Septembre	81,272	52,023	113,255	242,198	84,380	51,645	104,183	269,571
Octobre	87,967	50,476	154,001	297,440	98,718	53,620	159,843	425,406
Novembre	94,020	43,976	100,286	314,507	98,098	44,056	96,010	473,201
Décembre	64,724	29,374	48,591	280,400	65,631	31,107	46,862	403,756
Totaux	**859,260**	**676,579**	**801,679**	**3,137,203**	**873,660**	**679,117**	**783,828**	**3,623,645**

Consommation de produits animaux.—La consommation de produits animaux comme la viande, le beurre et les œufs est généralement plus prononcée chez les gens dont le degré d'aisance est élevé. Au Canada la consommation par bouche de bœuf, de porc, de beurre et d'œufs est relativement élevée, tandis que celle de mouton, d'agneau et de fromage est basse. La consommation par bouche de ces produits n'a pas été atteinte par la dépression autant qu'on aurait pu le prévoir. Les changements dans la consommation par bouche des divers produits animaux surviennent comme un résultat des changements de prix. Les prix, à leur tour, dépendent de la surproduction ou de la sous-production, fait particulièrement remarquable pour les produits du porc et des bêtes à cornes. Le bœuf et le porc se disputent la suprématie quant à la quantité consommée, qui varie selon le rapport des prix entre eux.

Les statistiques sur la consommation de viande ont été revisées en remontant jusqu'à 1920. Les données revisées pour les années 1934–39 sont contenues dans le tableau **17** qui comprend aussi les chiffres sur le saindoux et les produits laitiers. Les données des années 1920–33 paraissent dans la "Statistique du bétail et des produits animaux, 1939". Les nouveaux chiffres sont fondés sur les estimations revisées des animaux abattus. Les données fondamentales de ces nouvelles estimations sont les chiffres de recensement pour 1920 et 1930, et la production des années intermédiaires a été calculée d'après d'autres données connues telles que les abatages et les livraisons rapprochées des chiffres de recensement.

17.—Production, importations, exportations et consommation totale et per capita[1] de viandes et produits animaux au Canada, 1934-39

NOTA.—Les statistiques de ce tableau ont été considérablement revisées depuis la publication de l'Annuaire de 1940 (voir le texte ci-dessus).

Item		1934	1935	1936	1937	1938	1939
Bœuf—							
Abattu au Canada	'000	1,136	1,158	1,272	1,307	1,165	1,139
Habillé, poids estimatif	'000 lb	561,135	571,805	621,959	615,597	567,501	553,457
En mains, le 1er janvier	"	14,896	22,858	21,976	23,947	25,302	19,337
Importations[2]	"	9,894	11,550	12,179	11,787	10,413	15,161
		585,925	606,213	656,114	651,331	603,216	587,955
Exportations	"	15,092	12,513	12,416	17,265	5,692	4,352
		570,833	593,700	643,698	634,066	597,524	583,603
En mains, le 31 décembre	"	22,858	21,976	23,947	25,302	19,337	29,639
CONSOMMATION TOTALE	"	547,975	571,724	619,751	608,764	578,187	553,964
Consommation per capita	lb	50·6	52·3	56·2	54·7	51·6	49·0
Veau—							
Abattu au Canada	'000	995	1,060	1,116	1,267	1,213	1,207
Habillé, poids estimatif	'000 lb	113,396	121,946	131,712	144,484	133,452	136,425
En mains, le 1er janvier	"	1,231	2,538	2,860	4,505	3,206	4,153
Importations	"	[3]	[3]	[3]	[3]	[3]	[3]
		114,627	124,484	134,572	148,989	136,658	140,578
Exportations	"	[3]	[3]	[3]	[3]	[3]	[3]
		114,627	124,484	134,572	148,989	136,658	140,578
En mains, le 31 décembre	"	2,538	2,860	4,505	3,206	4,153	4,201
CONSOMMATION TOTALE	"	112,089	121,624	130,067	145,783	132,505	136,377
Consommation per capita	lb	10·4	11·1	11·8	13·1	11·8	12·1

[1] Pour les estimations de la population sur lesquelles sont basés les chiffres per capita, v. p. 70. [2] Partiellement estimatives. [3] Non déclarées.

17.—Production, importations, exportations et consommation totale et per capita[1] de viandes et produits animaux au Canada, 1934-39—suite

Item		1934	1935	1936	1937	1938	1939
Porc—							
Abattu au Canada	'000	4,625	4,531	5,214	5,517	4,920	5,422
Habillé, poids estimatif[2]	'000 lb	635,530	637,455	726,762	756,946	699,075	774,219
En mains, le 1er janvier	"	24,759	28,117	30,335	49,604	37,261	27,237
Importations	"	4,148	430	2,877	2,069	5,564	26,647
	"	664,437	666,002	759,974	808,619	741,900	828,103
Exportations	"	123,750	132,435	174,493	219,142	178,494	194,992
	"	540,687	533,567	585,481	589,477	563,406	633,111
En mains, le 31 décembre	"	28,117	30,335	49,604	37,261	27,237	44,880
CONSOMMATION TOTALE	"	512,570	503,232	535,877	552,216	536,169	588,231
Consommation per capita	lb	47·4	46·0	48·6	50·0	47·8	52·0
Mouton et agneau—							
Abattus au Canada	'000	1,536	1,573	1,548	1,519	1,505	1,475
Habillés, poids estimatif	'000 lb	66,044	66,083	66,543	63,802	64,711	64,896
En mains, le 1er janvier	"	7,201	7,480	5,578	7,197	5,277	5,420
Importations	"	38	83	19	40	402	1,566
	"	73,283	73,646	72,140	71,039	70,390	71,882
Exportations	"	379	316	232	284	203	205
	"	72,904	73,330	71,908	70,755	70,187	71,677
En mains, le 31 décembre	"	7,480	5,578	7,197	5,277	5,420	6,356
CONSOMMATION TOTALE	"	65,424	67,752	64,711	65,478	64,767	65,321
Consommation per capita	lb	6·0	6·2	5·9	5·9	5·8	5·8
Résumé de la consommation per capita, toutes viandes—							
Bœuf	lb	50·6	52·3	56·2	54·7	51·6	49·0
Veau	"	10·4	11·1	11·8	13·1	11·8	12·1
Porc	"	47·4	46·0	48·6	50·0	47·8	52·0
Mouton et agneau	"	6·0	6·2	5·9	5·9	5·8	5·8
Consommation totale per capita	"	**114·4**	**115·6**	**122·5**	**123·7**	**117·0**	**118·9**
Saindoux—							
En mains, le 1er janvier	'000 lb	2,563	2,743	3,437	2,332	2,301	2,609
Production estimative	"	67,068	63,881	75,596	72,826	65,923	74,819
Importations	"	3,078	3	1	27	64	187
	"	72,709	66,627	79,034	75,185	68,288	77,615
Exportations	"	911	13,772	29,284	30,099	16,767	7,503
	"	71,798	52,855	49,750	45,086	51,521	70,112
En mains, le 31 décembre	"	2,743	3,437	2,332	2,301	2,609	4,134
CONSOMMATION TOTALE	"	69,055	49,418	47,418	42,785	48,912	65,978
Consommation per capita	lb	6·4	4·5	4·3	3·8	4·4	5·8
Beurre—							
En mains, le 1er janvier	'000 lb	22,027	32,423	32,611[3]	36,672	28,495	45,120[4]
Production—De crémerie	"	234,853	240,919	250,932	247,056	267,347	267,612
De ferme	"	109,716	109,162	109,026	108,084	105,076	103,722
Importations	"	2,873	148	117	66	5,232	6
	"	369,469	382,652	392,686	391,878	406,150	416,460
Exportations	"	428	7,697	5,129	4,097	3,893	12,399
	"	369,041	374,955	387,557	387,781	402,257	404,061
En mains, le 31 décembre	"	32,423	32,302	36,672	28,495	45,094	41,769
CONSOMMATION TOTALE	"	336,618	342,653	350,885	359,286	357,163	362,292
Consommation per capita	lb	31·1	31·3	31·8	32·3	31·9	32·0

[1] Pour les estimations de la population sur lesquelles sont basés ces chiffres, v. p. 70. [2] Moins le saindoux [3] Comprend les chargements en transit depuis le 1er janvier 1936. [4] Comprend des stocks importés depuis le 1er janvier 1939.

17.—Production, importations, exportations et consommation totale et per capita de viandes et produits animaux au Canada, 1934-39—fin

Item		1934	1935	1936	1937	1938	1939
Fromage—							
En mains, le 1er janvier.....	'000 lb	15,974	17,196	24,562	24,026	28,559	31,501[1]
Production—De fabrique....	"	99,347	100,428	119,124	130,626	123,971	125,475
De ferme.....	"	1,128	1,232	1,229	1,232	1,101	1,046
Importations.....	"	946	1,274	1,240	1,410	1,387	1,397
	"	117,395	120,130	146,155	157,294	155,018	159,419
Exportations.....	"	61,168	55,719	81,890	88,955	80,989	90,945
	"	56,227	64,411	64,265	68,339	74,029	68,474
En mains, le 31 décembre...	"	17,196	24,562	24,026	28,559	31,453	25,812
CONSOMMATION TOTALE.....	"	39,031	39,849	40,239	39,780	42,576	42,662
Consommation per capita...	lb.	3·6	3·6	3·7	3·6	3·8	3·8
Œufs—							
En mains, le 1er janvier.....	'000 douz.	3,283	5,486	3,839[2]	4,749	4,742	3,834
Production—De ferme.....	"	223,272	223,540	219,494	219,443	213,399	221,737
D'ailleurs.....	"	20,500	20,500	20,500	20,500	20,500	20,500
Importations.....	"	1,153	365	870	594	505	728
	"	248,208	249,891	244,703	245,286	239,146	246,799
Exportations.....	"	2,001	1,301	1,204	1,602	1,843	1,274
	"	246,207	248,590	243,499	243,684	237,303	245,525
En mains, le 31 décembre...	"	5,486	3,795	4,749	4,742	3,834	4,680
CONSOMMATION TOTALE.....	"	240,721	244,795	238,750	238,942	233,469	240,845
Consommation per capita...	douz.	22·2	22·4	21·6	21·5	20·8	21·3
Volaille—[3]							
Volaille—De ferme.....	'000	59,799	56,769	59,339	57,510	57,237	62,405
D'ailleurs.....	"	5,675	5,675	5,675	5,675	5,675	5,675
Total.....	"	65,474	62,444	65,014	63,185	62,912	68,080
Ventes.....	"	33,864	38,125	39,642	38,538	38,359	41,525
Habillée, poids estimatif....	'000 lb	186,142	205,629	212,824	207,132	206,170	224,247
En mains, le 1er janvier.....	"	10,729	11,229	11,436	16,195	10,407	12,330
	"	196,871	216,858	224,260	223,327	216,577	236,577
Exportations estimatives....	"	2,586	2,991	4,919	11,104	3,513	3,515
	"	194,285	213,867	219,341	212,223	213,064	233,062
En mains, le 31 décembre...	"	11,229	11,436	16,195	10,407	12,330	14,597
CONSOMMATION TOTALE.....	"	183,056	202,431	203,146	201,816	200,734	218,465
Consommation per capita...	lb.	16·9	18·5	18·4	18·1	17·9	19·3

[1] Comprend des stocks importés depuis le 1er janvier 1939. [2] Y compris les chargements en transit à compter du 1er janvier 1936. [3] Poules, dindons, canards et oies.

Exportations et importations de bétail et de produits animaux.—Le tableau **17** du chapitre sur le commerce extérieur, pp. 458–461, donne les exportations de bétail et de produits animaux au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et à tous pays, les quatre années civiles 1936–39; le tableau **16**, pp. 440–443, donne les importations.

Section 4.—Entrepôts frigorifiques

Congélation des produits alimentaires.—En vertu de la loi sur les entrepôts frigorifiques de 1907 (6–7 Edouard VII, chapitre 6), refondue dans les Statuts Revisés, 1927, c. 25, le Gouvernement fédéral accorde des subventions pour encourager la construction et l'aménagement d'entrepôts frigorifiques accessibles au public, la loi et les règlements qui en découlent étant appliqués par le Ministère de l'Agriculture.

18.—Entrepôts frigorifiques au Canada, par province, 1940

NOTA.—Les chiffres de ce tableau, qui n'englobent pas les crémeries avec réfrigération mécanique, sont fournis par J. F. Singleton, directeur adjoint du Service des Marché, Produits Laitiers et Entreposage Frigorifique, Ministère fédéral de l'Agriculture.

Province	Entrepôts subventionnés				Tous entrepôts	
	Nombre	Capacité	Coût	Subvention totale	Nombre	Capacité
		pds cu.	$	$		pds cu.
Ile du Prince-Edouard	5	261,246	130,673	38,746	9	321,342
Nouvelle-Ecosse	12	2,424,740	2,803,995	831,918	21	3,113,383
Nouveau-Brunswick	4	1,032,495	356,883	107,065	24	1,290,401
Québec	9	401,105	366,287	109,886	65	11,399,691
Ontario	33	4,594,833	2,274,437	676,307	129	17,346,903
Manitoba	3	1,577,500	1,008,872	302,662	38	6,936,703
Saskatchewan	4	441,868	268,707	80,612	21	1,883,563
Alberta	2	315,339	242,000	72,600	16	4,128,574
Colombie Britannique	31	7,867,560	2,799,387	839,816	86	13,053,443
Yukon	Nil	–	–	–	1	44,900
Totaux	**103**	**18,916,686**	**10,251,241**	**3,059,612**	**410**	**59,518,903**

Stocks des entrepôts frigorifiques.—Les statistiques des stocks alimentaires dans les entrepôts frigorifiques, les entrepôts de gros et les fabriques laitières au Canada sont colligées et publiées mensuellement par la Branche de l'Agriculture du Bureau Fédéral de la Statistique. Un résumé des rapports sur les entrepôts frigorifiques est publié annuellement, donnant les chiffres définitifs sur les stocks ainsi que des mesures statistiques et des graphiques. Les denrées alimentaires en question sont: (1) produits laitiers et de basse-cour; (2) viande et saindoux; (3) poisson; et (4) fruits et légumes. Les données relatives à (1) et (2) sont aussi comprises dans le rapport sur la "Statistique du Bétail et des Produits Animaux", publié annuellement. Un rapport spécial publié en 1940 donne les stocks des produits les plus importants en mains le 1er de chaque mois, de 1920 à 1939, inclusivement.

19.—Stocks d'aliments canadiens dans les entrepôts frigorifiques, les autres entrepôts et les fabriques laitières, 1939 et 1940

Année et denrée		Au 1er janvier	Minimum de l'année	Date du minimum	Maximum de l'année	Date du maximum	Moyenne, 12 mois
1939							
Beurre (de crémerie et de ferme)	'000 lb	44,248	9,754	1er mai	57,247	1er oct.	36,312
Fromage (de fabrique)	"	31,453	26,102	1er avr.	53,298	1er sept.	35,640
Lait entier évaporé	"	15,079	5,497	1er août	15,079	1er janv.	8,609
Poudre de lait écrémé	"	6,294	3,373	1er déc.	6,294	1er janv.	4,862
Œufs—							
En coquille	'000 doz.	1,257	579	1er avr.	8,683	1er août	4,500
Gelés	'000 lb	2,955	2,090	1er avr.	6,411	1er août	4,154
Volaille (habillée)	"	12,564	3,088	1er sept.	12,564	1er janv.	6,238
Porc—							
Frais	"	2,335	2,335	1er janv.	6,150	1er déc.	4,255
Gelé	"	11,517	6,492	1er sept.	16,874	1er déc.	12,327
Salé ou en salaison	"	13,288	13,288	1er janv.	24,346	1er déc.	16,707
Saindoux	"	2,609	1,626	1er oct.	4,076	1er août	2,862
Bœuf—							
Frais	"	5,366	5,163	1er mai	8,412	1er nov.	6,833
Gelé	"	13,571	4,878	1er sept.	20,491	1er déc.	9,779
Salé ou en salaison	"	400	370	1er mars	696	1er sept.	456
Veau	"	4,153	1,744	1er avr.	5,001	1er nov.	3,638
Mouton et agneau	"	5,420	898	1er août	6,504	1er déc.	2,995
Poisson—							
Gelé frais	"	31,537	16,449	1er mai	34,815	1er nov.	26,906
Gelé fumé	"	3,382	1,721	1er avr.	3,382	1er janv.	2,341

19.—Stocks d'aliments canadiens dans les entrepôts frigorifiques, les autres entrepôts et les fabriques laitières, 1939 et 1940—fin

Année et denrée		Au 1er janvier	Minimum de l'année	Date du minimum	Maximum de l'année	Date du maximum	Moyenne, 12 mois
1939—fin							
Fruits—							
Pommes (fraîches)	'000 boiss.	3,976	5	1er juil.	11,176	1er nov.	2,332
Fruits gelés	'000 lb	6,498	3,424	1er juin	8,966	1er sept.	6,389
Dans l'anhydride sulfureux	"	5,937	2,833	1er juin	6,921	1er sept.	5,309
Pommes de terre	tonnes	250,840	963	1er sept.	389,629	1er déc.	126,747
1940							
Beurre (de crémerie et de ferme)	'000 lb	41,001	10,359	1er mai	58,416	1er oct.	35,917
Fromage (de fabrique)	"	25,726	13,490	1er avr.	33,346	1er oct.	24,995
Lait entier évaporé	"	12,651	8,683	1er mars	29,134	1er sept.	17,593
Poudre de lait écrémé	"	3,349	2,304	1er juin	4,411	1er sept.	3,329
Œufs—							
En coquille	'000 doz.	1,426	1,094	1er déc.	9,780	1er août	5,080
Gelés	'000 lb	3,745	2,997	1er avr.	7,450	1er août	5,139
Volaille (habillée)	"	15,170	2,921	1er nov.	15,170	1er janv.	7,503
Porc—							
Frais	"	4,622	4,115	1er juill.	7,452	1er nov.	5,433
Gelé	"	16,123	6,370	1er oct.	45,654	1er juin	24,227
Salé ou en saumure	"	23,255	18,991	1er avr.	31,210	1er déc.	23,517
Saindoux	"	4,134	2,280	1er oct.	4,736	1er juill.	3,717
Bœuf—							
Frais	"	6,939	5,759	1er juill.	8,491	1er déc.	7,063
Gelé	"	22,199	5,928	1er oct.	22,199	1er janv.	13,033
Salé ou en saumure	"	486	199	1er nov.	854	1er juin	550
Veau	"	4,201	1,625	1er avr.	5,325	1er déc.	3,662
Mouton et agneau	"	6,349	910	1er août	6,349	1er janv.	3,307
Poisson—							
Gelé frais	"	29,058	12,074	1er mai	37,198	1er nov.	24,709
Gelé fumé	"	2,408	1,712	1er mars	2,408	1er janv.	2,127
Fruits—							
Pommes (fraîches)	'000 boiss.	6,018	7	1er juill.	7,578	1er nov.	2,440
Fruits gelés	'000 lb	6,121	3,160	1er juin	11,318	1er oct.	6,893
Dans l'anhydride sulfureux	"	6,082	3,342	1er juin	9,218	1er déc.	6,788
Pommes de terre	tonnes	301,989	1,642	1er août	311,620	1er nov.	126,859

Section 5.—Etablissements de commerce et de service*

Un relevé détaillé des opérations des établissements de commerce et de service a été entrepris pour la première fois en conjonction avec le septième recensement décennal du Canada en 1931. Ce relevé couvre non seulement les opérations des établissements de commerce de gros et détail en 1930, mais aussi celles des établissements de service, y compris les hôtels. En plus, les informations nécessaires ont été colligées pour montrer de quelle manière s'écoulent les marchandises fabriquées au Canada (succursales de gros des manufacturiers, autres marchands de gros, marchands de détails, consommateurs industriels, exportations, etc.) et dans quelle proportion chaque canal sert à l'écoulement de la production totale. Les chiffres de ce recensement ont paru dans une série de bulletins et dans les volumes X et XI du recensement de 1931. Un recensement partiel des établissements de commerce avait déjà été fait en 1924, mais les résultats, tout en indiquant l'étendue du commerce domestique, n'en péchaient pas moins par l'insuffisance des informations compilées.

Statistiques annuelles.—Le recensement des établissements de commerce et de service en 1931 a été le point de départ d'un relevé annuel du commerce de gros et de détail basé sur les rapports des principaux établissements de chaque genre. Dans le cas du commerce de gros, le relevé annuel ne porte que sur les véritables

* Par Herbert Marshall, B.A., F.S.S., chef de la Branche du Commerce Intérieur, Bureau Fédéral de la Statistique. Pour liste des publications de cette branche, voir chapitre XXVIII, section 1, sous l'entête: Commerce Intérieur.

marchands de gros et les rapports sont fournis par les firmes qui avaient un volume de ventes de $100,000 ou plus en 1930 ainsi que par les firmes d'importance similaire qui opèrent depuis 1930. Le relevé du commerce de détail est basé sur les rapports de tous les magasins en chaîne et des magasins indépendants ayant un chiffre d'affaires de $20,000 ou plus en 1930. Les magasins indépendants nouvellement établis fournissent aussi des rapports. Bien que les chiffres annuels du commerce ne soient pas basés sur un relevé aussi complet que celui fait conjointement avec le recensement décennal, ils donnent cependant la meilleure indication possible des récentes tendances du commerce vu qu'ils couvrent plus des deux tiers du chiffre d'affaires.

Statistiques mensuelles.—Des indices mensuels des ventes au détail, basés sur les rapports des magasins à rayons, des magasins en chaîne et d'un échantillon représentatif des maisons indépendantes, existent maintenant pour toute la période écoulée depuis janvier 1929. La sous-section 2 de ce chapitre contient une description de ces indices. Des indices mensuels du commerce de gros existent aussi, bien que depuis moins longtemps, soit pour la période commençant en janvier 1935.

Sous-section 1.—Magasins de gros

Sous cet en-tête il y a aux pages 682–684 de l'Annuaire de 1934–35 un résumé du commerce de gros tel que tiré du recensement des établissements de commerce et de service. Des statistiques sur tout commerce autre que le commerce de détail, par province et type de distributeur, en 1930, sont aussi données sous forme de tableaux. Ce sont les dernières données disponibles sur cette base.

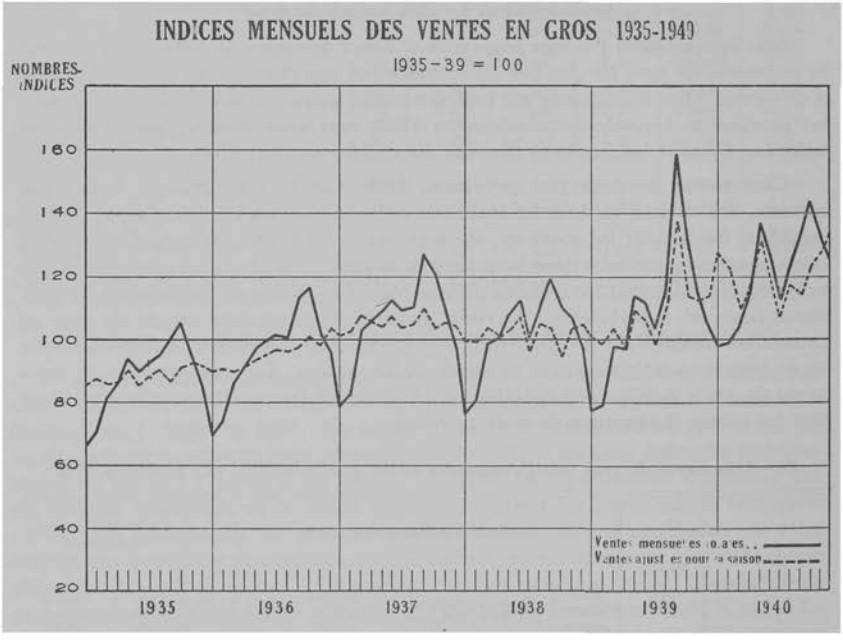
Commerce de gros par province, 1930.—Le tableau **20,** qui donne, par province, des chiffres sur tous les établissements de gros, couvre les maisons de gros régulières, les agents, les courtiers, les succursales de vente des manufacturiers et autres agences spécialisées dans le commerce de gros. Les grossistes proprement dits comprennent seulement les maisons de gros régulières, telles que marchands de gros, importateurs et exportateurs. Environ un tiers du commerce annuel de gros au Canada est transigé par les grossistes proprement dits. La proportion du Manitoba est de beaucoup inférieure à la moyenne du Dominion. La concentration du commerce du grain à Winnipeg entraîne un chiffre d'affaires exceptionnellement élevé pour les agents et courtiers de cette province.

20.—Commerce de gros (tout commerce autre que le détail), par province, 1930

Province	Population, 1931	Tous établissements de gros					Grossistes proprement dits	
		Etablissements	Employés	Salaires et gages	Ventes nettes (1930)	Stocks en main à la fin de l'année. (Prix coûtant)	Etablissements	Ventes nettes (1930)
	nomb.	nomb.	nomb.	$	$	$	nomb.	$
Ile du Pr.-Ed	88,038	61	313	354,600	13,533,300	1,108,700	28	5,455,000
Nouv.-Ecosse	512,846	420	2,522	3,503,800	71,616,200	7,298,900	217	39,498,500
N.-Brunswick	408,219	388	2,825	3,989,300	72,839,900	8,194,200	165	30,156,900
Québec	2,874,255	2,932	26,171	41,958,100	904,795,500	82,285,800	1,479	355,618,100
Ontario	3,431,683	3,938	31,155	51,094,700	1,013,767,400	94,487,200	2,004	387,550,300
Manitoba	700,139	1,307	9,362	15,490,600	669,076,000	28,561,500	349	79,393,100
Saskatchewan	921,785	1,659	5,441	8,393,300	137,112,000	24,209,300	178	52,114,100
Alberta	731,605	1,306	5,756	9,738,200	189,569,900	23,560,400	248	64,091,200
Col. Britannique	694,263	1,129	7,019	11,824,000	252,900,100	27,515,100	440	97,442,000
Totaux	**10,362,833**	**13,140**	**90,564**	**146,346,600**	**3,325,210,300**	**297,221,100**	**5,108**	**1,111,319,200**

Commerce de gros par cité.—Des données sur le commerce de gros dans les cités de 20,000 âmes ou plus paraissent à la page 633 de l'Annuaire de 1939.

Statistiques annuelles du commerce de gros.—En établissant un indice annuel des ventes au gros, le but principal a été d'obtenir la mesure la plus représentative du commerce de gros et particulièrement des affaires avant le stage du détail. Cet indice annuel est confiné aux grossistes proprement dits que sont surtout des marchands de gros, importateurs, exportateurs et distributeurs de machinerie. De ce groupe sont exclus les distributeurs tels que les agents et courtiers, les succursales de ventes des manufacturiers et les autres catégories de distributeurs spécialisés. Cependant, afin d'atteindre l'objectif mentionné plus haut d'une mesure représentative du commerce de gros, il a fallu apporter quelques modifications aux classifications utilisées pour la présentation des résultats du recensement des établissements de commerce et de service, en 1931. Il est question de ces modifications à la page 634 de l'Annuaire de 1937.



Les chiffres de 1930 contenus dans le tableau **21** sont ceux du recensement tandis que ceux des autres années sont des estimations basées sur les résultats de relevés annuels assez complets. Le commerce de gros en 1939 est de 6·1 p.c. en moyenne plus élevé qu'en 1938 et à peu près au même niveau que le volume, exprimé en dollars, du commerce de 1930. L'augmentation s'étend à toutes les provinces et à presque tous les genres de commerce de gros. Les plus fortes augmentations sont celles déclarées par les marchands de matières de rebut, de métaux et d'articles en métal, de produits chimiques et de peinture, de cuir et d'articles en cuir, branches du commerce dans lesquelles on prévoyait les fluctuations de prix les plus marquées.

21.—Ventes totales et indices des ventes des grossistes proprement dits, par province et genre d'affaires, 1930, 1933, 1938 et 1939

Province ou genre d'affaires	Ventes totales nettes				Pourcentage d'augmentation, 1937-38	Indices des ventes (1930=100)			
	1930	1933	1938	1939		1930	1933	1938	1939
PROVINCE	$'000	$'000	$'000	$'000					
Ile du Prince-Edouard	7,518	4,662	5,614	6,629	+16·3	100·0	62·0	74·7	86·8
Nouvelle-Ecosse	46,464	32,812	45,010	51,263	+13·9	100·0	70·6	96·9	110·3
Nouveau-Brunswick	38,320	25,192	36,067	37,832	+ 4·9	100·0	65·7	94·1	98·7
Québec	386,229	254,696	359,637	381,767	+ 6·2	100·0	65·9	93·1	98·8
Ontario	471,618	324,828	468,781	492,124	+ 5·0	100·0	68·9	99·4	104·3
Manitoba	98,960	64,461	101,729	106,781	+ 5·0	100·0	65·1	102·8	107·9
Saskatchewan	90,210	48,555	67,459	74,563	+10·5	100·0	53·8	74·8	82·7
Alberta	99,333	61,872	88,433	92,843	+ 5·0	100·0	62·3	89·0	93·5
Colombie Britannique	131,414	83,418	123,239	131,748	+ 6·9	100·0	63·5	93·8	100·3
Totaux	**1,370,066**	**900,496**	**1,295,969**	**1,375,550**	**+ 6·1**	**100·0**	**65·7**	**94·6**	**100·4**
GENRES D'AFFAIRES									
Amusements, articles de photographie et de sport	4,278	2,464	4,251	4,221	− 0·7	100·0	57·6	99·4	98·7
Automobiles	20,990	13,473	22,426	24,368	+ 8·7	100·0	64·2	106·8	116·1
Produits chimiques et peinture	8,387	7,743	10,554	12,984	+23·0	100·0	92·3	125·8	154·8
Charbon et coke	50,252	42,881	54,449	59,313	+ 8·9	100·0	85·3	108·4	118·0
Drogues et accessoires	27,973	22,139	29,645	31,363	+ 5·8	100·0	79·1	106·0	112·1
Merceries et vêtements	102,358	64,396	77,793	86,650	+11·4	100·0	62·9	76·0	84·7
Appareils électriques	22,982	9,973	25,001	25,728	+ 2·9	100·0	43·4	108·8	112·0
Outillage de ferme	16,037	8,719	13,207	12,054	− 8·7	100·0	54·4	82·4	75·2
Aliments	540,820	377,670	515,146	545,021	+ 5·8	100·0	69·8	95·3	100·8
Produits laitiers et volailles	*48,771*	*32,185*	*43,928*	*45,939*	+ 4·6	100·0	66·0	90·1	94·2
Fruits et légumes	*99,102*	*63,176*	*87,725*	*94,626*	+ 7·9	100·0	63·7	88·5	95·5
Epiceries	*223,838*	*184,436*	*230,748*	*247,966*	+ 7·5	100·0	82·4	103·1	110·8
Viande et poisson	*169,109*	*97,873*	*152,747*	*156,490*	+ 2·5	100·0	57·9	90·3	92·5
Meubles et articles de ménage	13,632	7,293	11,319	11,933	+ 5·4	100·0	53·5	83·0	87·5
Marchandises générales	13,478	8,668	14,801	16,463	+11·2	100·0	64·3	109·8	122·1
Quincaillerie	65,943	38,025	61,852	66,149	+ 6·9	100·0	57·7	93·8	100·3
Bijoux et articles d'optique	10,858	6,935	12,782	14,502	+13·5	100·0	63·9	117·7	133·6
Cuir et articles en cuir	7,377	5,325	6,620	7,701	+16·3	100·0	72·2	89·7	104·4
Bois de charpente et matériaux de construction	51,872	18,912	36,114	39,170	+ 8·5	100·0	36·5	69·6	75·5
Outillage et fournitures mécaniques	59,321	21,789	51,678	53,879	+ 4·3	100·0	36·7	87·1	90·8
Métaux et articles en métal	14,059	6,817	13,728	16,841	+22·7	100·0	48·5	97·6	119·8
Papier et produits	22,462	17,263	23,715	25,323	+ 6·8	100·0	76·9	105·6	112·7
Produits de pétrole	230,169	163,315	223,711	227,493	+ 1·7	100·0	71·0	97·2	98·8
Appareils et fournitures de plomberie et de chauffage	14,512	5,508	10,638	11,767	+10·6	100·0	38·0	73·3	81·1
Tabac et confiseries	45,870	32,165	49,247	52,274	+ 6·1	100·0	70·1	107·4	114·0
Matière de rebut	10,118	6,335	8,758	10,951	+25·0	100·0	62·6	86·6	108·2
Tous autres	16,318	12,688	18,534	19,392	+ 4·6	100·0	77·8	113·6	118·8

Indices mensuels des ventes en gros.*—Le Bureau Fédéral de la Statistique publie depuis le mois de janvier 1935 les indices mensuels des ventes en gros de neuf différents genres d'affaires. Ces indices reposent sur les rapports d'un nombre représentatif de maisons. Environ 300 diverses compagnies de gros collaborent présentement à ce service. La base de calcul de ces nombres-indices était autrefois la moyenne des ventes mensuelles de 1930, mais pour rendre ces nombres-indices conformes aux autres séries, ils ont été recalculés récemment d'après la moyenne des ventes mensuelles de la période quinquennale de 1935 à 1939. Comme les indices mensuels sont basés sur un nombre moins grand de ventes que l'indice obtenu dans

* Voir "Indices mensuels des ventes de gros" publiés à la fin de chaque mois et pouvant être obtenus sur demande du Statisticien du Dominion, prix $1.00 par année ou 10 cents l'exemplaire.

l'inventaire annuel, on ne peut s'attendre que les résultats soient aussi exacts que ceux d'un relevé plus complet. Ils donnent toutefois une indication appréciable de la tendance courante du commerce de gros.

La valeur moyenne en dollars des ventes dans les neuf genres d'affaires qui figurent au relevé mensuel est de 11 p.c. plus élevée en 1940 qu'en 1939, les ventes de tous les mois de 1940, septembre excepté, étant plus volumineuses qu'au cours des périodes correspondantes de l'année précédente. Les lourds achats de stockage de la part des détaillants, pour refaire leurs rayons à la suite d'un commerce de Noël exceptionnellement actif à la fin de 1939, a eu pour résultat des augmentations marquées des ventes en gros en janvier et février 1940. D'autre part, les ventes, en septembre 1940, sont de 16 p.c. en moyenne inférieures à la cime touchée au cours du premier mois de la guerre. Les augmentations des totaux annuels s'étendent à tous les genres d'affaires de même qu'à toutes les régions du pays. Les commerces de l'outillage automobile et de la quincaillerie accusent des gains de 20 p.c. sur 1939; le tabac augmente de 15 p.c.; l'industrie du vêtement, de 14 p.c.; celle de la chaussure, de 11 p.c. Les gains dans les autres branches du commerce qui figurent au relevé ne dépassent pas 10 p.c.

Sous-section 2.—Etablissements de détail et de service*

STATISTIQUES DE RECENSEMENT

Commerce de détail par province.—L'Annuaire de 1934–35, pp. 684–702, contient une revue aussi complète des statistiques des établissements de détail et de service que celle paraissant dans le présent ouvrage et qui est basée sur le recensement des établissements de commerce et de service de 1931. Cette revue analyse en détail ce genre de commerce, les ventes nettes annuelles et le personnel par province, groupes et genres de commerce et mode d'opération (i.e. magasins indépendants, multiples de deux magasins, multiples de trois magasins, chaînes volontaires et autres, etc.). Comme ces statistiques ne changeront pas d'ici au prochain recensement, il n'a pas été jugé nécessaire de les republier dans la présente édition de l'Annuaire. Toutefois, pour l'information des lecteurs en général, le résumé statistique suivant est reproduit ici.

* Une revue du commerce de détail pour la période de 1923–30 paraît aux pp. 663–665 de l'Annuaire de 1936. Ce résumé est puisé dans un rapport spécial intitulé "Dix ans de commerce de détail" publié sous forme du bulletin en 1935 par la branche du Commerce Intérieur du Bureau Fédéral de la Statistique.

22.—Commerce des marchandises au détail, par province, 1930

Province	Population, 1931	Etablissements	Employés à temps entier			Ventes nettes	Stocks en main, fin de l'année (prix coûtant)
			Hommes	Femmes	Salaires et gages		
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	88,038	851	732	395	874,400	13,773,700	3,359,400
Nouvelle-Ecosse	512,846	6,464	5,415	2,811	7,006,300	99,519,900	18,506,700
Nouveau-Brunswick	408,219	4,434	4,516	2,338	6,224,300	84,371,900	14,806,700
Québec	2,874,255	34,286	45,085	17,815	59,778,200	651,138,500	119,843,700
Ontario	3,431,683	43,045	64,127	30,057	101,636,800	1,099,990,200	177,112,500
Manitoba	700,139	6,859	11,440	6,366	18,945,300	189,243,900	28,253,700
Saskatchewan	921,785	10,841	10,158	2,939	14,170,600	189,181,100	43,153,400
Alberta	731,605	8,592	9,638	3,439	14,947,000	176,537,100	35,800,500
Colombie Britannique	694,263	9,501	14,675	6,513	23,465,100	248,597,500	41,055,300
Yukon et T. du N.-O.	13,953	130	215	9	322,500	3,216,100	1,735,600
Canada	**10,376,786**	**125,003**	**166,001**	**72,682**	**247,370,500**	**2,755,569,900**	**483,627,500**

Commerce de détail dans les villes.—Des données semblables à celles du tableau **22** pour les provinces ont paru à la page 637 de l'Annuaire de 1939 pour les villes de 20,000 habitants ou plus.

STATISTIQUES ANNUELLES

Résumé du commerce de détail.—Comme dans le cas du commerce de gros, les statistiques annuelles du commerce de détail reposent sur le recensement complet couvrant 1930 supplémenté d'un relevé annuel de tous les établissements de détail les plus importants. Ceux-ci réunissent en 1930 plus des deux tiers de la valeur totale des ventes. Les chiffres de 1930 dans le tableau **23** sont donc les résultats du recensement complet, tandis que ceux des années subséquentes sont des estimations calculées d'après les relevés annuels.

Il est impossible de mesurer avec exactitude la répercussion de la fluctuation des prix sur la tendance de la valeur-dollars du commerce de détail. Les changements de prix sont probablement la cause d'une plus grande proportion de la fluctuation de la valeur-dollars des ventes dans le groupe alimentaire. D'autre part, les prix des marchandises plus durables ont moins varié, en sorte que les variations de la valeur-dollars de commerces tels que les magasins de meubles, les bijouteries et les établissements de distribution des automobiles représentent dans une large mesure des fluctuations dans le volume des marchandises achetées.

Le volume du commerce de détail au Canada, exprimé en dollars, est en moyenne de 1·8 p.c. plus élevé en 1939 qu'en 1938, la tendance à la baisse des quelques premiers mois de l'année étant un peu plus que contre-balancée par l'augmentation des achats de la part du consommateur immédiatement après le début des hostilités. Une puissance d'achat plus grande en Saskatchewan se traduit par une augmentation de 11·7 p.c. dans le commerce de détail de cette province. Toutes les autres provinces accusent des gains moins élevés, tandis que le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest accusent un déclin de 9·4 p.c.

Les relevés annuels, en plus d'offrir une mesure du volume du commerce de détail, s'étendent aussi aux salaires et gages, aux stocks et aux créances en souffrance à la fin de l'année. Les salaires et gages des employés des magasins de détail, en dehors de la compensation des propriétaires, sont estimés à $245,871,000 en 1939 ou 2·5 p.c. plus élevés que ceux de 1938. Les stocks de détail s'établissent à $465,540,000 à la fin de 1939, soit 7·5 p.c. au-dessus du montant relevé à la date correspondante en 1938, cette augmentation substantielle étant le résultat des lourds achats de stockage faits par les détaillants dans la dernière partie de 1939. Les créances en souffrance dans les livres des marchands de détail s'élèvent à $255,633,800 à la fin de 1939, un montant approximativement égal à 10 p.c. du virement annuel et 2·4 p.c. au-dessus du chiffre correspondant de 1938. La situation améliorée dans la Saskatchewan se reflète dans une diminution de 7·3 p.c. dans les créances des marchands de détail dans cette province au cours de la période de douze mois.

23.—Ventes totales, 1930, 1933, 1938 et 1939 et indices des ventes du

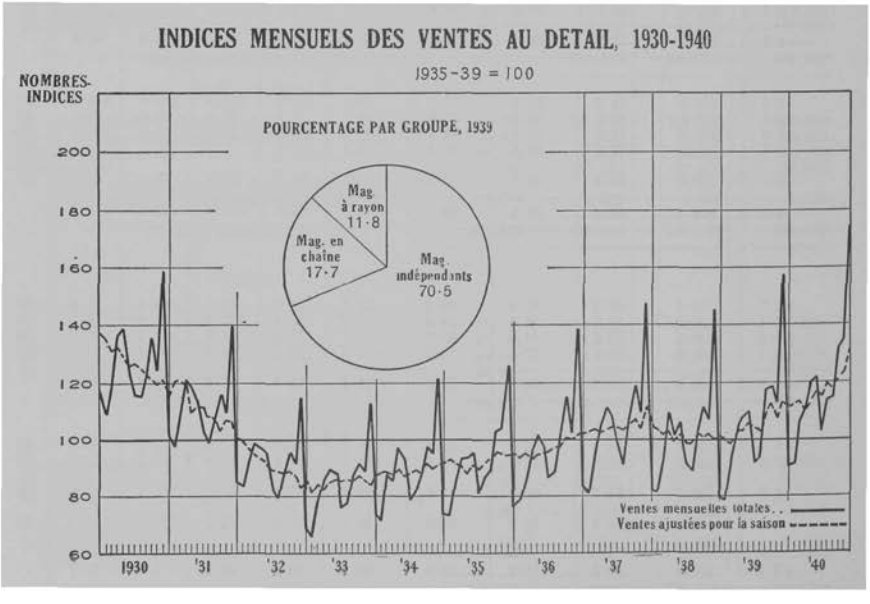
N°	Province ou groupe et genre d'affaires	Ventes totales			
		1930	1933	1938	1939
		$'000	$'000	$'000	$'000
1	Ile du Prince-Edouard	13,774	8,905	11,122	11,431
2	Nouvelle-Ecosse	99,520	68,839	95,819	98,864
3	Nouveau-Brunswick	84,372	52,375	71,637	74,276
4	Québec	651,138	422,297	561,192	564,537
5	Ontario	1,099,990	741,630	988,696	1,002,071
6	Manitoba	189,244	122,045	160,690	161,835
7	Saskatchewan	189,181	103,091	129,309	144,477
8	Alberta	176,537	109,074	161,491	164,211
9	Colombie Britannique	248,598	155,747	222,386	223,769
10	Yukon et Territoires du Nord-Ouest	3,216	1,765	2,414	2,187
	Canada	**2,755,570**	**1,785,768**	**2,404,756**	**2,447,658**
	Alimentation				
11	Magasins de produits de boulangerie (boulangeries non comprises)	11,028	7,727	9,759	9,438
12	Bonbons et confiseries	54,176	33,010	38,863	38,722
13	Vendeurs de produits laitiers (autres que les laiteries)	37,174	26,451	37,062	37,654
14	Fruits et légumes	16,293	12,394	14,690	15,036
15	Epiceries et épiceries avec comptoir de viande	405,403	297,307	346,397	351,410
16	Boucheries (y compris poisson)	83,026	50,090	65,895	65,590
17	Autres magasins d'alimentation	8,376	5,039	6,227	6,296
	Totaux, alimentation	**615,476**	**432,018**	**518,893**	**524,146**
18	**Magasins généraux ruraux**	**228,804**	**151,233**	**195,866**	**192,188**
	Marchandise générale				
19	Magasins à rayons	355,259	241,850	278,539	289,887
20	Merceries	31,706	21,000	25,928	26,018
21	Magasins généraux	20,366	13,217	16,930	17,095
22	Bazars	44,212	37,256	52,556	57,027
	Totaux, marchandise générale	**451,543**	**313,323**	**373,953**	**390,027**
	Automobiles				
23	Vendeurs de véhicules à moteur	253,608	129,889	311,026	302,889
24	Accessoires, bandages et batteries	10,956	7,200	9,785	10,300
25	Postes d'essence	66,449	58,428	80,310	86,118
26	Garages	47,560	30,230	37,807	38,887
27	Autres établissements d'automobiles (y compris motocyclettes, bicyclettes et accessoires)	3,386	1,899	3,049	3,052
	Totaux, automobiles	**381,959**	**227,646**	**441,977**	**441,246**
	Lingerie				
28	Vêtement et lingerie pour hommes et garçons (y compris habits faits sur mesure)	72,111	44,435	56,543	58,058
29	Magasins de vêtement et de lingerie	42,144	31,582	40,559	42,206
30	Lingerie pour femmes, accessoires	69,806	44,699	50,572	52,520
31	Magasins de chaussures	35,908	25,989	29,288	29,327
	Totaux, lingerie	**219,969**	**146,705**	**176,962**	**182,111**
	Matériaux de construction				
32	Quincailleries	70,891	42,732	59,978	60,644
33	Bois et matériaux de construction	66,201	29,331	45,321	48,716
34	Autres matériaux de construction (y compris matériel à toiture)	9,597	3,417	6,647	6,845
35	Matériel électrique (sans radio), Chauffage et plomberie, Peintures et vitres	15,548	7,765	11,626	11,529
	Totaux, matériaux de construction	**162,237**	**83,245**	**123,572**	**127,734**

commerce de détail, 1930 et 1932-39, par province et genre de commerce

P.c. de changement en 1938-39	Indices des ventes de détail (1900=100)									N°
	1930	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	
+2·8	100·0	67·4	64·7	70·3	71·9	82·4	85·3	80·7	83·0	1
+3·2	100·0	75·1	69·2	77·2	81·6	88·7	99·8	96·3	99·3	2
+3·7	100·0	67·6	62·1	69·1	73·1	79·4	90·9	84·9	88·0	3
+0·6	100·0	71·5	64·9	69·0	71·3	76·5	86·9	86·2	86·7	4
+1·4	100·0	71·8	67·4	74·9	78·0	83·0	92·9	89·9	91·1	5
+0·7	100·0	69·6	64·5	69·4	73·4	78·5	85·2	84·9	85·5	6
+11·7	100·0	59·2	54·5	59·4	63·2	69·7	68·3	68·4	76·4	7
+1·7	100·0	65·6	61·8	69·0	73·3	78·7	86·3	91·5	93·0	8
+0·6	100·0	65·9	62·6	69·6	74·0	84·0	93·6	89·5	90·0	9
−9·4	100·0	68·3	54·9	64·9	68·3	61·2	75·2	75·1	68·0	10
+1·8	**100·0**	**69·8**	**64·8**	**71·1**	**74·6**	**80·1**	**89·0**	**87·3**	**88·8**	
−3·3	100·0	72·6	70·1	75·7	80·6	83·6	90·4	88·5	85·6	11
−0·4	100·0	67·7	60·9	62·5	65·0	67·8	73·1	71·7	71·5	12
+1·6	100·0	76·2	71·2	77·0	83·5	88·5	96·4	99·7	101·3	13
+2·4	100·0	81·9	76·1	80·3	82·0	88·1	92·0	90·2	92·3	14
+1·4	100·0	77·9	73·3	75·8	77·0	80·2	85·8	85·4	86·7	15
−0·5	100·0	64·6	60·3	66·9	70·7	73·0	78·1	79·4	79·0	16
+1·1	100·0	65·4	60·2	62·5	66·6	71·1	75·8	74·3	75·2	17
+1·0	**100·0**	**74·9**	**70·2**	**73·5**	**75·5**	**78·8**	**84·4**	**84·3**	**85·2**	
−1·9	**100·0**	**69·3**	**66·1**	**73·1**	**75·4**	**79·9**	**86·7**	**85·6**	**84·0**	18
+4·1	100·0	71·4	68·1	71·5	72·8	76·9	81·1	78·4	81·6	19
+0·3	100·0	72·5	66·2	72·6	73·7	77·7	84·0	81·8	82·1	20
+1·0	100·0	69·1	64·9	72·3	75·8	81·3	89·7	83·1	83·9	21
+8·5	100·0	89·6	84·3	90·6	95·9	104·7	116·7	118·9	129·0	22
+4·3	**100·0**	**73·2**	**69·4**	**73·5**	**75·3**	**79·9**	**85·2**	**82·8**	**86·4**	
−2·6	100·0	53·8	51·2	70·6	85·8	101·4	131·2	122·6	119·4	23
+5·3	100·0	70·6	65·7	64·5	63·7	73·6	85·2	89·3	94·0	24
+7·2	100·0	93·0	87·9	98·3	100·6	101·0	116·1	120·9	129·6	25
+2·9	100·0	71·9	63·6	66·5	66·8	70·9	77·6	79·5	81·8	26
+0·1	100·0	59·6	56·1	63·2	70·3	75·2	83·4	90·0	90·1	27
−0·2	**100·0**	**63·4**	**59·6**	**74·7**	**85·2**	**96·5**	**120·2**	**115·7**	**115·5**	
+2·7	100·0	64·9	61·6	69·2	73·7	78·9	85·0	78·4	80·5	28
+4·1	100·0	75·5	74·9	84·4	89·5	95·4	103·1	96·2	100·1	29
+3·9	100·0	70·8	64·0	68·0	68·1	71·2	74·9	72·4	75·2	30
+0·1	100·0	76·4	72·4	75·2	76·4	79·6	84·3	81·6	81·7	31
+2·9	**100·0**	**70·7**	**66·7**	**72·7**	**75·4**	**79·7**	**85·2**	**80·4**	**82·8**	
+1·1	100·0	66·8	60·3	67·6	70·6	76·1	84·3	84·6	85·5	32
+7·5	100·0	52·6	44·3	51·8	55·7	63·9	70·1	68·5	73·6	33
+3·0	100·0	50·8	35·6	42·2	46·8	57·5	66·3	69·3	71·3	34
−0·8	100·0	59·3	49·9	55·7	58·7	65·6	74·7	74·8	74·2	35
+3·4	**100·0**	**59·3**	**51·3**	**58·5**	**62·0**	**69·0**	**76·5**	**76·2**	**78·7**	

23.—Ventes totales, 1930, 1933, 1938 et 1939 et indices des ventes du

N°	Province ou groupe et genre d'affaires	Ventes totales			
		1930	1933	1938	1939
	Meubles et articles de ménage	$'000	$'000	$'100	$'000
36	Meubles	41,017	23,073	35,656	36,698
37	Appareils de ménage	17,798	9,208	15,164	14,791
38	Autres articles et appareils de ménage (y compris prélarts, tapis, rideaux, etc.)	8,957	5,006	7,065	7,185
39	Radio et musique	33,894	13,440	20,328	20,652
	Totaux, meubles et articles de ménage	**101,666**	**50,727**	**78,213**	**79,326**
40	**Restaurants, cafétérias et salles à manger**	**75,977**	**41,667**	**50,176**	**49,969**
	Autres établissements de détail				
41	Machines agricoles	45,760	29,160	43,024	40,038
42	Librairies	8,837	5,405	7,031	7,122
43	Chantiers, bois et charbon	86,047	70,384	77,060	83,135
44	Pharmacies	76,849	57,253	68,164	69,643
45	Fleurs	9,265	5,570	6,950	6,772
46	Bijoux et joyaux	26,663	15,044	21,382	23,044
47	Fournitures de bureau, d'école et de magasin, et mobilier	19,830	10,003	17,953	18,551
48	Tabac et comptoirs à tabac	30,703	21,586	26,640	27,323
49	Magasins de liqueurs du Gouvernement	100,694	54,869	77,298	81,227
50	Divers genres d'affaires	113,291	69,930	99,642	104,056
	Totaux, autres établissements	**517,939**	**339,204**	**445,144**	**460,911**



commerce de détail, 1930 et 1932-39, par province et genre de commerce—fin

P.c. de changement en 1938-39	Indices des ventes de détail (1930=100)									N°
	1930	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	
+2·9	100·0	63·2	56·3	65·3	71·3	78·6	92·2	86·9	89·5	36
−2·5	100·0	61·1	51·7	60·4	70·0	75·4	88·5	85·2	83·1	37
+1·7	100·0	57·6	55·9	64·7	65·6	75·7	85·4	78·9	80·2	38
+1·6	100·0	49·9	39·7	45·8	51·7	57·8	64·8	60·0	60·9	39
+1·4	**100·0**	**57·9**	**49·9**	**57·9**	**64·0**	**70·8**	**81·8**	**76·9**	**78·0**	
−0·4	**100·0**	**62·7**	**54·8**	**58·0**	**60·3**	**64·2**	**68·4**	**66·0**	**65·8**	**40**
−6·9	100·0	66·5	63·7	74·8	77·2	83·7	99·0	94·0	87·5	41
+1·3	100·0	68·7	61·2	63·6	66·7	71·1	79·6	79·6	80·6	42
+7·9	100·0	82·1	81·8	83·3	84·2	88·3	91·6	89·6	96·6	43
+2·2	100·0	83·3	74·5	77·4	79·8	83·4	89·4	88·7	90·6	44
−2·6	100·0	69·1	60·1	63·7	65·8	69·6	76·8	75·0	73·1	45
+7·8	100·0	61·5	56·4	63·1	68·4	74·5	82·3	80·2	86·4	46
+3·3	100·0	57·8	50·4	61·9	69·3	79·0	93·8	90·5	93·6	47
+2·6	100·0	77·8	70·3	73·4	75·3	79·8	86·7	86·8	89·0	48
+5·1	100·0	66·6	54·5	55·8	56·4	65·5	73·8	76·8	80·7	49
+4·4	100·0	66·1	61·7	70·3	72·1	75·8	85·9	88·0	91·8	50
+3·5	**100·0**	**71·7**	**65·5**	**70·4**	**72·4**	**77·8**	**86·1**	**85·9**	**89·0**	

Magasins en chaîne.—Au cours des dix dernières années, le magasin en chaîne en est arrivé à occuper une place importante dans le domaine de la distribution. Le Bureau Fédéral de la Statistique désigne comme magasins en chaîne toutes les organisations de détail (sauf les magasins à rayons) exploitant quatre unités ou plus. Le nombre de chaînes de magasins relevées chaque année dépend donc non seulement de l'apparition ou de la disparition des maisons de commerce, mais aussi du nombre d'unités en opération. Comme un minimum de quatre magasins est requis pour qu'une maison de commerce soit classifiée comme une chaîne, la réduction du nombre de succursales au-dessous de ce niveau élimine automatiquement cette maison du groupe.

Les ventes des chaînes de magasins de détail sont connues pour chaque année depuis 1930, alors que les compagnies de magasins en chaîne absorbaient 17 7 p.c. de tout le commerce de détail du Canada. La proportion de commerce total absorbée par ces magasins n'a guère varié depuis; elle est encore de 17·7 p.c. en 1939.

Le magasin de bibelots, ou le bazar actuel, est un aspect typique du mouvement des magasins en chaîne. A peu près 90 p.c. des ventes des magasins de bibelots sont faites par des magasins en chaîne. Ces derniers jouent encore un rôle important dans la distribution des épiceries, des viandes, des chaussures, du vêtement et des produits pharmaceutiques.

Un développement significatif des chaînes de magasins dans la distribution des denrées alimentaires ces dernières années est l'orientation vers de plus grands locaux, la proportion d'affaires totales du commerce en chaîne absorbée par les magasins faisant $100,000 de ventes ou plus par année ayant plus que doublé depuis 1934. En cette année, il y a 152 unités de magasins en chaîne faisant $100,000 de ventes ou plus par année et absorbant 21·7 p.c. du commerce annuel des magasins en chaîne de denrées alimentaires. En 1935 il y en a 164 qui absorbent 23·9 p.c. de

tout le commerce des magasins en chaîne; en 1936, il y en a 180 avec 26·3 p.c. des ventes; en 1937, 225 avec 32·7 p.c. En 1938 et 1939 la même marche ascendante se continue. Il y a en 1939, 313 magasins dont le chiffre de ventes atteint ou dépasse annuellement $100,000. Ces magasins absorbent 47·1 p.c. de tout le commerce des magasins en chaîne de denrées alimentaires. Cette évolution est naturellement accompagnée d'une réduction du chiffre d'affaires des plus petits magasins. Les magasins dont les ventes annuelles varient de $20,000 à $100,000 absorbent 71·3 p.c. de tout le commerce des magasins en chaîne de denrées alimentaires en 1934; en 1939, cette proportion, dans le même groupe de magasins, tombe à 49·5 p.c. Il reste néanmoins en opération un grand nombre de chaînes de magasins relativement petites. En 1939 il y a 395 unités en chaîne dont le chiffre d'affaires n'atteint pas $20,000 par année. Dans ce nombre il faut compter de nombreux magasins qui ont été ouverts durant l'année en revue et qui, par conséquent, ne peuvent faire rapport pour douze mois.

24.—Ventes des magasins de détail en chaîne, dans des genres choisis d'affaires, comparées aux ventes totales en 1930, 1933, 1938 et 1939

Genre de commerce		1930	1933	1938	1939
Tous magasins—					
Chaînes	nomb.	**518**	**461**	**457**	**446**
Magasins[1]	"	**8,504**	**8,230**	**7,692**	**7,595**
Ventes, magasins en chaîne	$	**487,336,000**	**328,902,600**	**414,448,300**	**432,026,100**
Ventes totales (tous magasins)	$	**2,755,569,900**	**1,785,768,000**	**2,404,756,000**	**2,447,658,000**
P.c. des ventes des magasins en chaîne par rapport au total		**17·7**	**18·4**	**17·2**	**17·7**
Epiceries et épiceries avec comptoir de viande—					
Chaînes	nomb.	66	75	77	73
Magasins[1]	"	2,127	2,221	2,054	1,887
Ventes, magasins en chaîne	$	119,498,600	98,862,100	116,849,800	123,826,200
Ventes totales (tous magasins)	$	405,403,400	297,307,000	346,397,000	351,410,000
P.c. des ventes des magasins en chaîne par rapport au total		29·5	33·3	33·7	35·2
Magasins de nouveautés—					
Chaînes	nomb.	15	14	16	16
Magasins[1]	"	327	356	468	489
Ventes, magasin en chaîne	$	39,383,600	33,348,600	47,256,700	51,416,000
Ventes totales (tous magasins)	$	44,212,200	37,256,000	52,556,000	57,027,000
P.c. des ventes des magasins en chaîne par rapport au total		89·1	89·5	89·9	90·2
Vêtement et lingerie pour hommes (y compris les vêtements faits sur mesure)—					
Chaînes	nomb.	22	14	17	14
Magasins[1]	"	191	135	164	138
Ventes, magasins en chaîne	$	9,866,800	5,405,200	6,961,400	6,364,600
Ventes totales (tous magasins)	$	72,110,500	44,435,000	56,543,000	58,058,000
P.c. des ventes des magasins en chaîne par rapport au total		13·7	12·2	12·3	11·0
Lingerie pour femmes, accessoires—					
Chaînes	nomb.	28	15	20	19
Magasins[1]	"	203	148	213	215
Ventes, magasins en chaîne	$	8,584,800	4,029,400	6,198,700	6,037,400
Ventes totales (tous magasins)	$	69,806,000	44,699,000	50,572,000	52,520,000
P.c. des ventes des magasins en chaîne par rapport au total		12·3	9·0	12·3	11·5
Chaussures—					
Chaînes	nomb.	17	22	25	29
Magasins[1]	"	203	274	368	399
Ventes, magasins en chaîne	$	7,702,700	7,114,800	10,017,000	10,664,600
Ventes totales (tous magasins)	$	35,908,000	25,989,000	29,288,000	29,327,000
P.c. des ventes des magasins en chaîne par rapport au total		21·5	27·4	34·2	36·4

[1] Maximum en opération durant l'année.

24.—Ventes des magasins de détail en chaîne, dans des genres choisis d'affaires, comparées aux ventes totales en 1930, 1933, 1938 et 1939—fin

Genre de commerce	1930	1933	1938	1939
Produits pharmaceutiques—				
Chaînes.....nomb.	31	29	33	31
Magasins[1]..... "	292	301	347	345
Ventes, magasins en chaîne..... $	13,971,300	11,001,300	14,127,100	14,251,800
Ventes, totales (tous magasins)..... $	76,848,900	57,253,000	68,164,000	69,643,000
P.c. des ventes des magasins en chaîne par rapport au total.....	18·2	19·2	20·7	20·5

[1] Maximum en opération durant l'année.

STATISTIQUES MENSUELLES

Indices mensuels des ventes au détail.—Il existe maintenant des indices mensuels pour une période de douze ans commençant avec janvier 1929 sur les ventes au détail de douze genres de commerce de détail s'occupant principalement de la distribution des aliments, des vêtements et des accessoires ménagers. Ces indices sont basés sur les rapports mensuels de tous les magasins à rayons, de la plupart des principales compagnies de magasins en chaîne et d'un grand nombre de sources indépendantes, le tout comprenant environ 6,600 magasins. Bien que ces rapports ne couvrent qu'une partie du terrain, ils embrassent un nombre suffisants d'établissements pour donner une assez juste indication des tendances courantes du commerce de détail dans les genres d'affaires qui composent l'échantillon. Deux séries de nombres-indices sont publiées: la première, calculée d'après les ventes du mois civil, et la seconde, ajustée de façon à tenir compte des différences dans le nombre de jours ouvrables dans différents mois de même que des influences saisonnières habituelles.

La tendance sous-jacente des achats du consommateur, telle que reflétée dans l'indice ajusté pour chaque saison, s'oriente vigoureusement à la hausse durant la dernière partie de 1940, alors que la puissance d'achat plus grande, née d'un emploiement plus élevé, devient plus manifeste dans les statistiques du commerce de détail. L'indice saisonnier de décembre 1940 touche son plus haut point depuis la première partie de 1930, tandis que les totaux annuels de 1940 sont de 12 p.c. plus élevés que le volume exprimé en dollars des affaires transigées en 1939, ce qui a contribué à l'augmentation marquée de novembre 1940 sur novembre 1939, alors que les ventes déclinèrent sensiblement à la suite de la vague d'achat de la part des consommateurs au cours des deux premiers mois de la guerre.

Les douze genres de commerces sur lesquels il existe des chiffres accusent des gains en 1940 comparativement à 1939. Les magasins spécialisés dans les appareils de radio et électriques accusent la plus forte augmentation, soit 26 p.c., en regard de 1939. L'expansion de ce commerce a été particulièrement prononcée en décembre. La forte demande d'appareils électriques et de radios en prévision d'une hausse de prix née de nouvelles restrictions sur les importations et des nouvelles taxes, a accru les affaires de 52 p.c. sur décembre 1939. Les ventes des magasins à rayons augmentent de 12 p.c.; celles des épiceries, de 10 p.c.; des quincailleries, de 9 p.c. Les ventes des magasins de vêtement pour hommes et pour femmes augmentent d'environ 15 p.c. dans les deux cas. Dans la chaussure, elles augmentent de 11 p.c.

Il existe aussi des statistiques régionales pour certains genres de commerces. Elles servent à indiquer les tendances générales dans différentes parties du pays. Sur la foi des données dont nous disposons, il est estimé que les ventes dans les Provinces Maritimes augmentent de 16 p.c. sur 1939. Dans les autres régions les gains sont ainsi estimés: Ontario et Colombie Britannique, 12 p.c.; Québec et Provinces des Prairies, 9 p.c.

25.—Nombres-indices des ventes de détail, par mois, 1929, 1930, 1933 et 1937-40

NOTA.—Les indices généraux sont des chiffres composites obtenus en pondérant les indices des ventes de douze genres de commerce en proportion de leur position relative dans le commerce total. Les chiffres de ce tableau ont été revisés depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

(Moyenne de 1935-39=100)

Mois	Indices non ajustés							Indices ajustés						
	1929	1930	1933	1937	1938	1939	1940[1]	1929	1930	1933	1937	1938	1939	1940[1]
Janvier	119·1	117·1	69·2	83·0	81·8	79·3	90·0	143·0	137·8	85·0	102·0	104·2	100·3	110·8
Février	115·3	108·9	65·7	80·1	80·9	77·9	90·4	143·9	134·7	81·2	102·5	103·3	99·2	111·5
Mars	137·6	119·0	77·7	95·7	92·9	92·3	105·9	143·1	130·4	83·7	103·7	101·7	98·1	112·3
Avril	136·9	136·3	85·5	104·8	109·7	104·2	110·1	137·4	132·0	82·0	102·4	103·2	103·4	110·0
Mai	144·5	138·6	89·8	110·4	101·5	107·7	119·9	135·4	128·5	84·5	103·3	99·6	103·0	113·7
Juin	139·3	123·0	88·8	108·0	106·0	109·8	121·4	136·3	125·4	85·9	104·3	102·0	105·4	116·6
Juillet	130·3	115·2	76·0	98·4	91·0	91·3	103·2	144·2	126·5	85·5	104·2	99·3	103·8	114·5
Août	135·6	115·0	77·8	90·8	88·8	93·5	113·2	143·8	125·3	85·8	103·8	98·4	102·9	119·8
Septembre	138·5	122·2	87·7	106·6	103·0	116·4	113·9	144·2	123·8	84·4	105·4	101·2	109·9	116·5
Octobre	159·2	135·4	91·1	118·8	110·7	117·9	131·8	142·6	120·9	87·8	107·3	100·9	111·1	120·0
Novembre	150·5	124·4	89·6	109·1	106·7	113·2	135·7	139·2	119·7	85·0	103·9	101·1	107·1	123·1
Décembre	174·4	158·6	112·5	147·9	144·3	157·1	174·2	137·0	120·8	83·5	111·1	99·9	112·3	131·0
Moyenne annuelle	**140·1**	**126·1**	**84·3**	**104·5**	**101·4**	**105·1**	**117·5**	**140·8**	**127·2**	**84·5**	**104·5**	**101·2**	**104·7**	**116·7**

[1] Sujet à revision.

STATISTIQUES SPECIALES SUR LE COMMERCE DE DETAIL ET DES SERVICES

Ventes de détail de véhicules à moteur neufs.*—Bien que, comparativement à la période correspondante de 1939, les ventes de véhicules à moteur neufs aient diminué dans la deuxième moitié de 1940, ce déclin n'a pas été marqué au point d'annihiler les augmentations enregistrées au cours de la première moitié. Il en résulte que les ventes totales de 1940 sont de beaucoup plus considérables que celles de 1939. En dehors des livraisons au Gouvernement pour fins de guerre, 130,552 véhicules à moteur neufs ont été vendus au détail pour la somme de $148,845,278 au Canada en 1940, soit une augmentation de 14 p.c. en nombre et de 18 p.c. en valeur sur les 114,747 unités vendues pour $125,967,521 en 1939. Les voitures de tourisme accusent une augmentation de 13 p.c. en nombre et de 18 p.c. en valeur, tandis que les voitures commerciales accusent une augmentation de 17 p.c. en nombre et de 18 p.c. en valeur. Les ventes de véhicules à moteur neufs en Alberta restent à peu près les mêmes qu'en 1939, tandis que dans les autres provinces les augmentations vont jusqu'à 30 p.c. (Saskatchewan).

* Pour les statistiques sur le nombre de véhicules à moteur enregistrés au Canada et la consommation apparente de véhicules à moteur, voir pp. 578-579.

26.—Ventes de détail de véhicules à moteur neufs au Canada, 1930 et 1932-40

NOTA.—La première année pour laquelle des détails sont disponibles est 1932. Le total de 1930 provient du recensement des établissements de commerce et de service.

Année	Voitures de tourisme		Camions et autobus		Totaux	
	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$
1930	1	1	1	1	1	122,165,000
1932	38,621	38,919,015	7,249	6,341,727	45,870	45,260,742
1933	39,568	39,692,630	5,764	5,757,600	45,332	45,450,230
1934	61,503	63,566,402	11,855	12,219,059	73,358	75,785,461
1935	83,242	83,429,114	18,219	18,313,335	101,461	101,742,449
1936	92,287	95,403,199	21,027	22,179,597	113,314	117,582,796
1937	114,275	116,886,334	30,166	32,284,193	144,441	149,170,527
1938	95,751	105,006,462	25,414	30,005,446	121,165	135,011,908
1939	90,054	97,131,128	24,693	28,836,393	114,747	125,967,521
1940	101,789	114,928,833	28,763	33,916,445	130,552	148,845,278

[1] Inconnu.

Ventes de détail de véhicules à moteur usagés.*—Il est généralement reconnu dans le commerce de l'automobile que la vente d'un véhicule à moteur neuf au Canada suppose celle de deux voitures usagées. L'exactitude de cette proportion est confirmée par les résultats d'un relevé spécial du commerce de détail de l'automobile en 1937 auquel ont contribué directement 3,426 distributeurs au détail de véhicules à moteur au pays. Vendeurs et distributeurs déclarent un total de 413,043 voitures automobiles vendues pour la somme de $245,277,623 en 1937 dont 141,881† sont des voitures neuves vendues pour la somme de $157,671,890†, soit une moyenne de $1,111 chacune, et 271,162, des voitures usagées pour $87,605,733 ou une moyenne de $323 chacune. Le total des voitures vendues se divise donc dans la proportion de 34·4 p.c. de voitures neuves et de 65·6 de voitures usagées, ou en moyenne, 1·91 voiture usagée pour chaque voiture neuve.

La proportion de voitures usagées par rapport aux véhicules neufs vendus varie considérablement d'une région à l'autre. Dans les régions où la concentration de véhicules à moteur en proportion de la population est plus grande, cette proportion est habituellement élevée et dans celles où il y a moins de véhicules usagés à échanger en paiement partiel de voitures neuves, elle est plus basse. La proportion de voitures usagées vendues par rapport aux neuves varie de 1·53 dans la province de Québec, où la population par véhicule-moteur enregistrée est la plus élevée, à 2·16 en Ontario où elle est la plus basse. Un tableau faisant voir les ventes de véhicules à moteur neufs et usagés dans les différentes provinces en 1937 paraît à la page 644 de l'Annuaire de 1939. Il n'existe pas de données comparables pour les années ultérieures.

Financement des ventes de véhicules à moteur au Canada.*—Les corporations financières jouent au Canada un rôle important dans la distribution en détail tant des véhicules à moteur neufs que des véhicules usagés. Elles offrent aux clients des facilités de crédit sans lesquelles ils ne pourraient pas acheter s'ils devaient payer comptant et à d'autres qui, bien que pouvant payer comptant, trouvent plus commode de recourir à des payements échelonnés. Elles rendent aussi de précieux services aux vendeurs d'automobiles en assumant risques et inconvénients qui caractérisent les ventes à tempérament, permettant ainsi aux vendeurs d'opérer avec moins de capital qu'il n'en serait autrement nécessaire.

Les statistiques sur le financement sont compilées chaque mois d'après les rapports de toutes les grandes compagnies financières du Canada qui sont engagées dans l'achat de comptes, contrats ou billets provenant de la vente au détail de véhicules-moteur. L'ensemble des données mensuelles indique que 176,578 véhicules à moteur (y compris les voitures neuves et les voitures usagées) ont été financées pour une somme de $75,235,793 en 1940. Ces chiffres révèlent une augmentation de 15·3 p.c. en nombre et de 19·9 p.c. en valeur sur les 153,107 voitures financées pour $62,768,746 en 1939. Des véhicules à moteur neufs au nombre de 42,982 ont été financés pour $33,473,397 ou une moyenne de $779 chacun. Il y a également eu 133,596 véhicules usagés dont les ventes ont été financées pour le montant de $41,762,396 ou $313 chacun.

En 1940, 32·9 p.c. de tous les véhicules à moteur neufs vendus au Canada ont passé par les mains des corporations financières. Le montant correspondant de financement s'élève à 22·5 p.c. de la valeur marchande totale de toutes les voitures neuves. Les ventes totales de véhicules usagés ne sont connues que pour 1937, alors

* Voir renvoi p. 518.

† Ces chiffres sont calculés d'après les rapports des marchands particulièrement désignés pour ce relevé spécial et ne concordent pas avec ceux des tableaux **26** et **27**, lesquels ont été obtenus des manufacturiers et monteurs.

que 44·9 p.c. des achats de voitures usagées furent financés par des corporations financières.

27.—Comparaison des ventes et du financement des véhicules à moteur neufs au Canada, 1932-40

Année	Véhicules neufs vendus		Véhicules neufs financés			
			Unités		Financement	
	Unités	Valeur de détail	Nombre	Pour cent du total vendu	Montant	Pour cent des ventes totales
	nomb.	$			$	
1932	45,870	45,260,742	21,293	46·4	12,741,179	28·2
1933	45,332	45,450,230	15,880	35·0	10,030,368	22·1
1934	73,358	75,785,461	23,264	31·7	16,364,735	21·6
1935	101,461	101,742,449	31,950	31·5	22,410,656	22·0
1936	113,314	117,582,796	42,863	37·8	29,887,861	25·4
1937	144,441	149,170,527	56,247	38·9	40,664,675	27·3
1938	121,165	135,011,908	45,267	37·4	33,701,624	25·0
1939	114,747	125,967,521	37,320	32·5	27,852,627	22·1
1940	130,552	148,845,278	42,982	32·9	33,473,397	22·5

Statistiques des cinémas.—Le cinéma est devenu la forme d'amusement public la plus populaire et le commerce qu'il détermine atteint une importance correspondante. En 1930, la dépense pour les vues animées (à l'exclusion des taxes d'amusement) était de $3·77 per capita. En 1933, la fréquentation étant moindre et les prix plus bas, la dépense per capita tombe à $2·33, tandis qu'en 1935 elle remonte légèrement à $2·50. Les chiffres pour les années subséquentes sont $2·70 en 1936, $2·93 en 1937, $3·02 en 1938 et $3·03 en 1939.

Les statistiques sur les cinémas au Canada ont été colligées pour la première fois lors du recensement des établissements de commerce et de service en 1931. D'après les résultats de ce recensement, en 1930 il y avait 910 cinémas en opération. Au cours de la dépression, un certain nombre de salles furent fermées, de sorte qu'en 1933 il n'y en avait plus que 765. Depuis 1933, la situation s'est plus que rétablie. On relève en effet 797 théâtres en 1934, 862 en 1935, 959 en 1936, 1,047 en 1937, 1,133 en 1938 et 1,186 en 1939. Les principales statistiques des plus grandes villes en 1936 et 1937 sont données à la page 649 de l'Annuaire de 1939.

28.—Cinémas, employés, salaires et gages, et recettes totales, par province, 1930, 1938 et 1939

NOTA.—Les chiffres des années intermédiaires paraissent dans les tableaux correspondants des éditions antérieures de l'Annuaire.

Année et province	Cinémas	Employés		Salaires et gages	Recettes totales[1]
		Hommes	Femmes		
1930	nomb.	nomb.	nomb.	$	$
Ile du Prince-Edouard	5	16	21	28,200	188,300
Nouvelle-Ecosse	56	198	69	204,400	1,814,500
Nouveau-Brunswick	39	129	77	160,700	1,093,400
Québec	148	1,126	299	1,593,600	8,301,800
Ontario	324	1,881	556	2,826,200	15,900,900
Manitoba	73	322	143	536,900	2,712,800
Saskatchewan	104	223	80	340,400	1,977,300
Alberta	85	307	72	428,700	2,323,700
Colombie Britannique[2]	76	439	185	827,600	4,166,800
Canada, 1930	**910**	**4,641**	**1,502**	**6,946,700**	**38,479,500**

[1] Ne comprennent pas les taxes d'amusement.

[2] Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

28.—Cinémas, employés, salaires et gages, et recettes totales, par province, 1930, 1938 et 1939—fin

Année et province	Cinémas	Employés		Salaires et gages	Recettes totales[1]
		Hommes	Femmes		
	nomb.	nomb.	nomb.	$	$
1938					
Ile du Prince-Edouard	5	15	10	12,784	108,946
Nouvelle-Ecosse	60	238	109	200,887	1,341,902
Nouveau-Brunswick	38	139	77	127,390	861,792
Québec	172	1,119	314	949,898	6,897,986
Ontario	363	2,291	609	2,557,272	15,202,597
Manitoba	102	392	222	383,222	2,278,996
Saskatchewan	129	282	89	230,461	1,318,435
Alberta	148	397	88	402,576	1,959,134
Colombie Britannique[2]	116	549	308	801,559	3,665,264
Canada, 1938	**1,133**	**5,422**	**1,826**	**5,666,049**	**33,635,052**
1939					
Ile du Prince-Edouard	6	23	9	13,197	112,158
Nouvelle-Ecosse	64	249	111	223,237	1,420,395
Nouveau-Brunswick	39	133	75	120,269	826,285
Québec	172	1,124	328	1,049,726	7,032,678
Ontario	383	2,464	632	2,698,316	15,247,941
Manitoba	115	380	245	379,122	2,181,732
Saskatchewan	144	300	96	239,841	1,433,862
Alberta	150	389	83	409,823	2,013,514
Colombie Britannique[2]	113	512	324	821,265	3,741,550
Canada, 1939	**1,186**	**5,574**	**1,903**	**5,954,796**	**34,010,115**

[1] Ne comprend pas les taxes d'amusement. [2] Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Section 6.—Le mouvement coopératif au Canada*

L'Union Coopérative du Canada fut fondée en 1909. Six sociétés y étaient affiliées avec 1,595 membres. En 1939, 65 sociétés y adhéraient avec 164,449 membres. Les ventes de ces sociétés affiliées se sont élevées à $14,181,444 et $415,119 ont été payés aux membres en dividendes sur les achats. Le commerce coopératif comprenait le commerce de détail et de gros, le marchandage, le commerce laitier, les sociétés de transport et les cercles d'achat.

Depuis le mois d'octobre 1909, l'Union publie une revue mensuelle, The Canadian Cooperator, d'où les chiffres ci-haut ont été extraits de même que ceux de la sous-section 1.

Sous-section 1.—Coopératives de consommation

Les statistiques du tableau **29**, ne couvrant que les sociétés détaillantes faisant rapport à l'Union Coopérative du Canada, ne peuvent être tenues pour strictement comparables, parce que, advenant le cas où une grande société ne ferait pas rapport pour une année quelconque (comme il est arrivé souvent dans le passé) il s'ensuivrait une contraction apparente de l'activité des sociétés incompatible avec les conditions actuelles.

Les détails qui vont suivre, qui se rapportent aux trois dernières années de relevé, aideront à indiquer dans quelle mesure la comparabilité des statistiques d'une année à l'autre est affectée par l'irrégularité de certaines sociétés affiliées à faire leurs rapports.

* Un article sur "Le mouvement coopératif au Canada", par Mlle Margaret Mackintosh, M.A., du Ministère du Travail, Ottawa, paraît aux pp. 712-728 de l'Annuaire de 1925.

En 1937, les 38 sociétés qui avaient fait rapport en 1936 accusaient une augmentation de 1,839 dans leur effectif global; cinq sociétés qui n'avaient pas fait rapport en 1936 déclarent un effectif de 1,467. Trois de ces cinq sociétés sont des sociétés nouvelles dont l'effectif global est de 474. Trois sociétés comptant 638 membres et qui avaient fait rapport en 1936, ne l'ont pas fait en 1937.

Des 47 sociétés ayant fait rapport en 1938, 38 l'avaient fait en 1937. Huit nouvelles organisations déclarent un effectif global de 1,713 et une ancienne, qui n'avait pas fait de rapport en 1937, comptait 252 membres en 1938. Un certain nombre de sociétés, qui comptaient 2,277 membres en 1937, n'ont pas fait de rapport en 1938.

Parmi les 48 sociétés qui font rapport en 1939, il y en a neuf, comptant 3,431 membres (y compris une nouvelle société de 95 membres) qui n'avaient pas de rapport l'année précédente. D'autre part, 8 sociétés comptant 1,817 membres qui avaient fait rapport en 1938, ne l'ont pas fait en 1939.

29.—Statistiques des Sociétés coopératives de détail, filiales de l'Union Coopérative du Canada, 1931-39

Année	Sociétés	Membres	Capital	Fonds de réserve	Actif en marchandises	Autre actif	Ventes	Bénéfices nets	Dividendes versés aux acheteurs
	nomb.	nomb.	$	$	$	$	$	$	$
1931....	23	8,122	574,450	449,467	455,986	955,347	2,874,746	185,116	147,175
1932....	27	8,746	536,245	436,184	443,424	829,866	2,631,515	117,895	111,130
1933....	31	10,100	504,623	360,784	443,489	638,138	2,719,212	106,434	80,220
1934....	33	10,518	515,369	370,388	479,574	728,404	3,353,884	117,722	91,784
1935....	34	11,116	573,957	372,732	503,004	877,634	3,876,195	161,113	130,518
1936....	41	13,696	637,012	365,925	585,240	891,053	4,445,339	209,379	163,952
1937....	43	16,364	809,468	415,703	670,296	1,152,963	5,041,328	229,270	182,790
1938....	47	17,428	886,670	418,486	706,887	1,250,668	5,480,806	264,368	199,201
1939....	48	20,019	861,135	395,106	766,128	985,276	5,556,156	257,237	172,488

Sous-section 2.—Syndicats de crédit coopératif

La popularité grandissante du crédit coopératif au Canada a nécessité dans chaque province une législation spéciale sur la formation et la réglementation des syndicats de crédit. Voici les lois principales à ce sujet dans chaque province: Ile du Prince-Edouard, loi sur les syndicats de crédit coopératif, c. 6, 1936; Nouvelle-Ecosse, loi sur les syndicats de crédit coopératif, c. 11, 1932; Nouveau-Brunswick, loi sur les syndicats de crédit coopératif, c. 53, 1936; Québec, loi concernant les syndicats coopératifs, c. 69, 1925; Ontario, loi sur les syndicats de crédit, c. 7, 1940; Manitoba, loi des compagnies, c. 7, 1937, partie VIA, syndicats de crédit coopératif; Saskatchewan, loi sur les syndicats de crédit, c. 25, 1937; Alberta, loi sur les syndicats de crédit, c. 22, 1938; Colombie Britannique, loi sur les syndicats de crédit, c. 12, 1938.

L'Economiste Agricole, publication de la division de l'Economique, service des marchés, Ministère Fédéral de l'Agriculture, dans son numéro de février 1941, pp. 4–8, fait une revue de la situation au Canada en ce qui concerne les syndicats de crédit à la fin de 1940. Le tableau **30** est extrait de cette revue et contient un exposé sommaire de l'organisation des syndicats de crédit dans les diverses provinces. Les trois provinces de l'Est, la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick et le Québec, où le mouvement a pris son origine et par conséquent où ses progrès sont le plus marqué, sont étudiées séparément plus bas.

30.—Sommaire des syndicats de crédit, par province, 1939[1]

NOTA.—Les tirets dans ce tableau indiquent qu'on ne dispose d'aucun renseignement sous les en-tête correspondants.

Province	Syndicats	Membres	Prêts de l'année	Prêts en cours	Actions	Dépôts	Actif total
	nomb.	nomb.	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	44	4,731	124,656	61,473	59,848	5,073	71,135
Nouv.-Ecosse (30 sept. 1939)	182	27,113	775,000[2]	–	678,597	12,108	748,269
Nouveau-Brunswick	119	13,187	375,000	202,000	214,000	7,885	238,000
Québec—							
Desjardins (30 juin 1940)	517	113,793	6,500,000[2]	9,289,697	2,570,988	14,323,835	19,128,932
Autres (Montréal et le district)	6	1,496	35,000[2]	30,000[2]	21,000[2]	26,000[2]	54,880
Ontario—							
A charte et en opération	15	8,809	995,726	–	390,838	1,041,371	1,657,909
Non à charte	45	4,462	–	–	–	–	154,212
Manitoba	19	2,406	–	37,219	31,219	16,352	49,991
Saskatchewan	32	2,862	117,218	52,305	57,035	6,290	67,705
Alberta	23	2,226	–	37,933	40,681	5,405	47,807
Colombie Britannique	6	500[2]	–	–	–	–	–
Totaux[3]	**1,008**	**181,585**	**8,922,600**	**9,710,627**	**4,064,206**	**15,444,319**	**22,218,840**

[1] 31 décembre 1939 sauf indication contraire au talon. [2] Estimatifs. [3] Totaux d'après les données contenues dans le tableau.

Québec.—Une forme de la coopération qui a obtenu un très grand succès est celle qui consiste à ouvrir des crédits à brève échéance aux petits cultivateurs et aux ouvriers de la province de Québec. Les caisses populaires ont vu le jour en 1900, lorsque feu Alphonse Desjardins fonda la Caisse Populaire de Lévis. M. Desjardins adopta pour principe de ne consentir des prêts qu'à des membres choisis, dans une circonscription restreinte et pour un but nettement déterminé; de limiter la responsabilité des sociétaires dont les actions d'une valeur minime sont payables par versements échelonnés et retirables; enfin, le partage des bénéfices. Ces caisses sont pour la plupart établies dans les régions agricoles. Les prêts sont consentis pour l'achat d'instruments aratoires au comptant, pour augmenter le cheptel, pour réparer les bâtiments, pour aider à traverser une période de dépression, pour l'extinction d'une dette et pour différents autres objets. Quoique qualifiés d'"à court terme", ces prêts sont consentis pour une durée plus longue que les prêts commerciaux, parce que les opérations agricoles s'étendent nécessairement sur des périodes plus longues que celles du commerce. Ils peuvent être consentis pour 12, 15 ou même 24 mois, afin de laisser au cultivateur le temps de vendre ses produits.

On pourra prendre connaissance des détails de cette organisation dans l'Annuaire du Québec. Des renseignements complets sur le fonctionnement de chaque caisse particulière, y compris des item tels que le nombre d'actionnaires et de déposants, le taux de l'intérêt, les prêts consentis et les bénéfices réalisés, une classification suivant l'importance des prêts, les recettes et les dépenses et un résumé des opérations principales à compter de la date de fondation jusqu'à 1939 sont publiés dans le rapport intitulé "Les Caisses Populaires coopératives et les Sociétés Agricoles coopératives".

31.—Progrès des Caisses Populaires de la province de Québec, 1915, 1920, 1925 et 1930-38

Année	Caisses ayant transmis leur rapport	Membres	Déposants	Emprunteurs	Avances	Montant des prêts	Bénéfices réalisés
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	$	$
1915	91	23,614	13,696	6,728	8,983	1,483,160	89,893
1920	113	31,752	26,238	9,213	15,390	4,341,544	311,323
1925	122	33,279	33,527	9,384	13,682	3,909,790	449,531
1930	179	45,767	44,940	14,278	18,857	3,724,537	645,096
1931	174	43,641	43,207	13,240	16,203	2,998,046	594,235
1932	168	40,933	40,201	12,363	13,283	2,157,886	531,765
1933	162	36,470	37,683	10,784	11,407	1,682,551	452,220
1934	190	38,811	39,723	11,230	11,295	2,141,762	441,876
1935	202	43,045	42,856	11,987	12,175	2,803,748	472,543
1936	234	49,890	49,796	13,453	13,974	3,370,821	459,601
1937	256	57,216	56,493	15,576	17,639	4,310,777	519,714
1938	338	75,419	73,262	19,679	23,553	5,725,808	624,263
1939	400	89,878	84,026	23,914	27,484	5,918,189	704,628

Nouvelle-Ecosse.—Le rapport de l'inspecteur des syndicats de crédit, qui relève du Secrétaire provincial, pour l'année fiscale 1940 indique les progrès rapides de ces institutions depuis quelques années.

32.—Syndicats de crédit coopératif en Nouvelle-Ecosse, 1936-40

Année	Syndicats	Membres	Capital-actions	Dépôts	Prêts de l'année	Actif total	Caisse de garantie
	nomb.	nomb.	$	$	$	$	$
1936[1]	71	12,178	244,448	3,000	374,924	269,045	5,200
1937[1]	105	17,173	405,439	7,642	646,350	446,403	9,486
1938[1]	148	22,869	555,410	7,472	752,672	605,459	16,439
1939[2]	182	27,113	678,598	12,108	589,441	748,269	21,702
1940[3]	199	27,941	828,854	18,132	939,848	924,751	28,173

[1] Année civile. [2] Neuf mois. [3] Année terminée le 30 septembre.

Nouveau-Brunswick.—La loi qui régit les syndicats de crédit coopératif au Nouveau-Brunswick est entrée en vigueur le 1er juin 1936. Les statistiques du tableau suivant sont tirées du rapport du Registraire des syndicats de crédit, qui relève du Ministre de l'Agriculture, pour l'année fiscale terminée le 31 octobre 1939.

33.—Syndicats de crédit coopératif au Nouveau-Brunswick, années terminées le 31 octobre, 1937-39

Année	Syndicats	Membres	Actif	Prêts durant l'année
	nomb.	nomb.	$	$
1937	24	1,800	20,000	25,000
1938	67	6,203	91,060	144,630
1939	116	11,533	195,132	251,950

Sous-section 3.—Coopératives agricoles au Canada*

Les coopératives agricoles remontent aux premiers établissements du pays, à l'époque où les fermiers comprirent l'avantage mutuel de travailler en collaboration. Le travail concerté et l'échange de main-d'œuvre aidait à bâtir les granges, à déboiser et défricher et à introduire de la nouvelle machinerie agricole. Si l'activité collective a évolué en ces dernières années dans l'agriculture commerciale, le principe coopératif n'a pas changé. De nombreux fermiers ont compris les économies à

* Préparé à la division de l'Economique, Service des Marchés, Ministère de l'Agriculture.

réaliser par l'écoulement coopératif de leurs produits et l'achat coopératif de leurs fournitures.

Les coopératives, telles que comprises aujourd'hui au Canada, constituent une entreprise organisée qui nous reporte aux environs de 1850. Les archives de cette époque parlent de compagnies d'assurance mutuelle contre les incendies, de fromageries, de crémeries et de magasins coopératifs. A l'origine, ces entreprises avaient un caractère plutôt local. Mais lorsque la production excéda les besoins locaux, il fallut rechercher des marchés plus éloignés. Les fermiers ne tardèrent pas à comprendre qu'il serait de bonne politique d'unir leurs ressources et de mettre leurs recettes en commun lorsqu'ils expédieraient à distance. Les risques de l'effort individuel s'en trouveraient du coup amoindris et le plus grand volume des produits se traduirait par une économie dans l'exploitation.

Législation.—En 1908, la Nouvelle-Ecosse adopta la loi des associations de pomiculteurs et d'entrepôts. La même année, la législature du Québec adoptait la loi des associations coopératives agricoles. Depuis lors, chaque province a pourvu, au moyen d'une législation appropriée, à la constitution en coopération des associations coopératives. Depuis 1932, cinq provinces ont recouru à de nouvelles lois au sujet des associations coopératives, et trois ont consolidé ou modifié sensiblement leurs anciennes lois. Cette législation varie d'une province à l'autre, mais dans la plupart des cas, elle s'en tient au principe qui dit: 'un homme, une voix'. L'intérêt sur le capital est limité et il est stipulé que les bénéfices seront répartis entre les membres d'après un système de patronage. Il n'existe pas de loi fédérale sur les coopératives mais plusieurs associations de fermiers se sont constituées en corporations subordonnément à la loi fédérale des compagnies. D'autres ont été érigées en corporations en vertu de lois fédérales et provinciales spéciales. Environ 90 p.c. des associations faisant rapport se sont érigées en corporations par l'un ou l'autre de ces moyens, mais plusieurs petites associations n'ont pas encore atteint ce degré d'importance et achètent ou expédient par l'entremise de clubs ou cercles.

En mai 1939, le Parlement Fédéral adopta une loi ayant pour objet d'aider et encourager la vente coopérative des produits agricoles. L'objet principal de cette loi est de faciliter la création d'associations de producteurs fonctionnant d'après un plan coopératif pour assurer les fonds à leurs membres pendant la période d'écoulement des produits. Ceci est possible grâce à une garantie du Fédéral contre les pertes sur le paiement initial aux producteurs dont le montant est convenu entre l'association coopérative et le Gouvernement fédéral. Huit associations embrassant une grande variété et un fort volume de denrées agricoles existaient en vertu de cette loi en 1940. La loi s'applique à la majeure partie de la production agricole sauf au blé dont l'écoulement est régi par la loi de 1939 sur la vente coopérative du blé. En principe et en objet, cette loi est semblable à la loi sur la vente coopérative des produits agricoles.

Fonctions et valeur.—Pour les fins de cette étude, une association coopérative agricole d'affaires est définie comme étant un organisme d'affaires appartenant à et contrôlé par les fermiers qui en sont les patrons (i.e. ceux qui se prévalent de ses services). Une coopérative bien administrée crée chez ses membres un certain sentiment de satisfaction. Ceux-ci savent que grâce à elle ils ont reçu pour leurs produits le meilleur prix qu'ils pouvaient obtenir. Elle leur donne un rapport annuel détaillé, certifié par un vérificateur compétent, de tous les frais assumés depuis la vente primaire. Si les patrons veulent se renseigner plus complètement au sujet d'une transaction quelconque, ils peuvent le faire, ayant accès aux livres de la coopérative. Ils savent que le prix de vente, moins certains frais nécessaires et explicables, leur a été remis intégralement.

34.—Associations coopératives agricoles d'affaires, campagnes terminées le 31 juillet 1932-40

Année terminée le 31 juillet—	Sociétés	Centres d'affaires	Actionnaires	Contribuants	Ventes de produits agricoles	Ventes de matériel	Affaires globales, y compris autre revenu
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	$	$	$
1932	795	3,501	379,687	417,000	134,611,154	10,665,503	145,303,954
1933	686	3,057	342,369	376,000	106,804,186	8,779,115	115,849,894
1934	690	3,223	345,024	379,740	128,909,035	7,389,034	136,411,483
1935	697	3,301	341,020	378,730	117,783,560	7,991,755	126,064,891
1936	781	3,186	366,885	406,321	144,962,609	12,788,192	158,165,565
1937	1,024	3,987	396,918	451,231	157,031,405	16,363,966	173,927,117
1938	1,217	4,125	435,529	462,937	134,493,746	20,091,893	155,080,435
1939	1,332	3,791	445,742	486,589	180,747,471	20,400,008	201,659,984
1940	1,151	3,657	450,453	462,296	214,293,359	21,129,822	236,322,466

L'une des importantes fonctions de l'association coopérative est d'imposer un frein à la concurrence des autres organismes commerciaux en ce qui concerne les standards de qualité, les méthodes de marchandage et les profits excessifs. Elle vient ainsi en aide indirectement aux fermiers. Il est difficile sinon impossible d'établir la valeur en dollars et en cents d'une association coopérative pour les fermiers, parce que les autres organismes commerciaux s'empressent d'adapter leurs méthodes et leurs systèmes de vente à celles du nouveau concurrent, et avec les années, on perd de vue les bénéfices directs apportés par une coopérative à ses patrons. Néanmoins, la coopérative est une sauvegarde pour le fermier en ce qu'elle exerce une influence régulatrice sur l'activité des autres organismes.

Opérations commerciales.—Du point de vue de l'effectif et du volume d'affaires, les coopératives ont fait des progrès au Canada depuis neuf ans (tableau **34**). Si le déclin de la valeur des ventes à leur plus bas point en 1933 et la reprise qui suivit sont attribuables en majeure partie aux fluctuations du niveau des prix, le mouvement coopératif a aussi été un facteur.

Pour donner plus de force au mouvement, des agences de vente ont été formées d'après une base régionale ou d'après une base nationale selon le genre de production, telles que la Société coopérative limitée des producteurs de laine canadiens et l'Association nationale canadienne des éleveurs de renards argentés. Des sociétés de gros fonctionnent de même dans la plupart des provinces. Elles consolident la puissance d'achat des associations locales et augmentent les bénéfices à retirer de l'achat massif. Les United Farmers of Ontario, Limited, et la Coopérative Fédérée de Québec cumulent les fonctions d'agences de vente et d'agences d'achat en gros pour le compte des associations locales qui leur sont affiliées.

Les fruits, les légumes, le grain, les graines de semence, les œufs, la volaille, la laine et les fourrures sont d'habitude classés et autrement préparés pour le marché avant d'être mis en vente. Les élévateurs, les parcs à bestiaux, les entrepôts ordinaires et frigorifiques, les couvoir. sont la propriété de coopératives qui les exploitent. De même, le beurre et le fromage sont fabriqués, et les produits de volaille et de pommes, les provendes commerciales et les matières de pulvérisation sont préparés dans des établissements coopératifs. La First Co-operative Packers of Ontario, Limited, transforme le porc en bacon et autres produits. L'Association Coopérative des Raffineries des Consommateurs Limitée de Regina, transforme l'huile brute en gazoline, distillés et autres dérivés du pétrole.

35.—Bilan des associations coopératives agricoles d'affaires, campagnes terminées le 31 juillet, 1932-40

Année terminée le 31 juillet—	Actif total	Valeur des installations	Passif	Capital-actions versé	Réserve et surplus	Capital de roulement[1]	Valeur nette en p.c. de l'actif
	$	$	$	$	$	$	p.c.
1932	70,226,288	45,607,366	22,072,231	8,570,488	37,805,137	2,546,691	66·0
1933	90,003,261	42,520,970	43,005,593	8,224,016	38,773,652	4,476,698	52·2
1934	104,350,702	40,432,859	56,046,004	8,722,451	39,590,050	7,871,839	46·3
1935	105,183,565	38,850,488	55,306,671	8,933,425	40,943,469	11,026,406	47·4
1936	85,751,901	35,289,468	34,665,210	8,954,135	42,132,556	15,797,223	59·6
1937	87,938,453	36,338,952	36,685,625	9,265,747	41,987,081	14,913,876	58·3
1938	83,140,697	36,569,984	33,423,607	9,265,391	40,451,699	13,147,106	59·8
1939	86,483,057	37,785,803	32,977,904	9,685,537	43,819,616	15,719,350	61·9
1940	102,685,109	38,265,055	48,424,694	10,155,221	44,105,194	15,995,360	52·8

[1] Le capital de roulement, tel qu'indiqué dans ce tableau, est l'excédent de l'actif moins la valeur de l'installation sur le passif.

Vente des produits.—L'expansion du mouvement coopératif au Canada a été très rapide et s'est avérée en majeure partie dans le domaine de l'écoulement. Il est à supposer que ce domaine offre au fermier le plus de chance de faire des économies et de s'assurer les services dont il a besoin. Le nombre de membres et les affaires transigées par les coopératives sont d'à peu près dix fois ce qu'ils sont dans les organismes d'achat. Seules les statistiques des associations faisant effectivement rapport pour l'année courante servent au calcul du relevé annuel des affaires. Pour l'année terminée le 31 juillet 1940, la valeur des ventes de produits agricoles écoulés coopérativement s'élève à $214,293,359, soit une augmentation de $33,545,888 sur l'année précédente. La récolte de blé plus abondante de 1939 explique une bonne partie de ce plus fort volume d'affaires. Les coopératives laitières, de fruits et de légumes, de bestiaux et de tabac accusent aussi une augmentation marquée de leurs affaires sur 1938.

36.—Associations coopératives agricoles d'affaires, par province, campagne terminée le 31 juillet 1940[1]

Province	Sociétés	Centres d'affaires	Actionnaires	Contribuants	Ventes de produits agricoles	Ventes de matériel	Affaires globales, y compris autre revenu
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	15	15	6,364	7,091	679,630	22,533	703,982
Nouvelle-Ecosse	118	130	8,484	12,982	2,504,461	1,481,628	4,010,812
Nouveau-Brunswick	24	87	4,339	8,465	1,157,507	719,060	1,879,444
Québec	305	335	25,023	25,023	13,884,927	3,041,842	17,236,754
Ontario	139	160	37,736	50,749	32,513,443	3,798,837	36,381,688
Manitoba	59	361	49,500	52,127	16,175,009	1,153,057	17,352,515
Saskatchewan	368	1,489	202,131	187,039	79,024,257	4,974,732	84,252,530
Alberta	48	541	73,158	71,701	34,536,574	2,183,388	36,772,227
Colombie Britannique	69	69	14,400	15,269	8,648,914	2,096,835	10,892,357
Organisations interprov.	6	470	29,318	31,850	25,168,637	1,657,910	26,840,157
Totaux	**1,151**	**3,657**	**450,453**	**462,296**	**214,293,359**	**21,129,822**	**236,322,466**

[1] Ne comprennent pas les compagnies d'assurance coopérative, les sociétés de crédit, les coopératives de téléphone, et les cercles agricoles.

Certains fermiers canadiens écoulent coopérativement l'entière production de leurs fermes. Un fermier peut livrer son grain à un élévateur coopératif, son bétail à une association se spécialisant dans l'expédition du bétail et son lait à une crémerie

coopérative. Il peut aussi acheter une grande partie de ses fournitures et de ses articles de ménage d'un magasin coopératif. Pour son carburant à tracteur et sa gazoline il peut s'adresser au poste d'essence coopératif le plus rapproché. Il convient de ne pas oublier cette double participation dans l'interprétation de l'effectif global de 450,000 des coopératives canadiennes. Une indication utile de l'activité coopérative régionale est obtenue en divisant le volume global du commerce coopératif dans une région par le nombre de fermes comptées dans cette région lors du dernier recensement. Un tel calcul donne la première place à la Saskatchewan en fait de commerce coopératif. Au cours des neuf dernières années, les produits agricoles écoulés coopérativement en Saskatchewan sont en moyenne de $355 par ferme habitée. L'Alberta vient ensuite avec $297 et la Colombie Britannique, en troisième place avec $294. La moyenne pour tout le Canada au cours des dix années de 1931 à 1940 est de $202 par ferme.

37.—Organisation financière des associations coopératives agricoles d'affaires, par province, campagne terminée le 31 juillet 1940[1]

Province	Actif total	Valeur des installations	Passif	Capital-actions versé	Réserve et surplus
Ile du Prince-Edouard	69,114	33,674	20,266	26,390	22,458
Nouvelle-Ecosse	2,068,921	668,170	1,175,053	451,976	441,892
Nouveau-Brunswick	348,765	98,781	183,829	66,512	98,424
Québec	7,703,540	3,223,949	4,523,851	1,065,499	2,114,190
Ontario	3,978,758	1,469,810	1,746,161	1,104,158	1,128,439
Manitoba	5,859,304	3,045,979	3,176,086	376,880	2,306,338
Saskatchewan	46,540,099	15,378,668	22,154,485	1,398,658	22,986,956
Alberta	18,831,535	6,298,270	6,918,591	506,773	11,406,171
Colombie Britannique	5,797,752	1,823,721	2,771,812	1,849,674	1,176,266
Organisations interprovinciales	11,487,321	6,224,033	5,754,560	3,308,701	2,424,060
Totaux	**102,685,109**	**38,265,055**	**48,424,694**	**10,155,221**	**44,105,194**

[1] Ne comprend pas les compagnies d'assurance coopérative, les sociétés de crédit, les coopératives de téléphone et les cercles agricoles.

Les producteurs de grain sont les groupes les mieux organisés au point de vue de la vente en coopérative. Environ 43 p.c. du grain livré aux élévateurs ruraux au Canada au cours de la campagne de 1939 a été écoulé par l'entremise d'agences coopératives. Les laiteries coopératives et les établissements de transformation coopératifs ont écoulé 12 p.c. de la production laitière totale et les coopératives de fruits et de légumes ont écoulé environ 19 p.c. de tous les fruits et pommes de terre vendus au Canada et exportés pour vente outre-mer. L'écoulement coopératif des animaux et leurs produits a eu moins de succès. Il ne représente en 1939 que 10 p.c. environ de toutes les livraisons aux marchés. Toutes les coopératives de vente ont écoulé environ 26 p.c. des principaux produits agricoles entrant dans le commerce.

Achat.—Plusieurs associations, fondées d'abord dans un but de vente, ont trouvé le moyen d'ajouter aux services offerts à leurs membres en utilisant la puissance d'achat déjà mobilisée aux fins d'acheter les fournitures nécessaires à la ferme. Par exemple, les associations de vente de fruits peuvent acheter des engrais chimiques, de l'outillage de pulvérisation, des barils, des boîtes, de la farine et provende et des marchandises en général pour leurs membres. Un certain nombre d'associations ont été formées à l'origine aux fins d'acheter des fournitures, généralement des marchandises en quantité, et certaines d'entre elles exploitent des magasins offrant un assortiment complet de marchandises générales. Plus de la moitié de ces associations se trouvent dans les Provinces des Prairies et les princi-

pales nécessités qu'elles vendent sont de la gazoline, du carburant à tracteur et autres produits du pétrole, du charbon, du bois et de la ficelle d'engerbage. Les ventes de fournitures et marchandises au cours de la campagne de 1939–40 s'élèvent à $21,129,822, légère augmentation sur l'année précédente.

La proportion de marchandises et fournitures agricoles achetées en coopérative est relativement peu élevée. Elle est d'environ 3 p.c. des ventes des magasins de détail de la campagne et des villes de moins de 10,000 âmes.

38.—Produits agricoles vendus et fournitures achetées par l'entremise d'associations coopératives d'affaires au Canada, campagne terminée le 31 juillet 1941

Fonction et commodité	Associations	Centre d'affaires	Actionnaires ou membres	Patrons	Ventes de produits agricoles	Ventes de matériel	Affaires globales y compris autre revenu
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	$	$	$
Ventes de—							
Produits laitiers	279	291	69,599	76,621	18,579,822	336,160	19,111,020
Fruits et légumes	113	149	8,773	11,923	10,135,050	1,612,989	11,864,105
Grain et graines de semence	32	2,147	198,053	198,109	141,981,225	1,905,211	143,941,109
Bétail	92	181	55,501	53,077	18,774,916	458,704	19,266,561
Volaille	66	251	33,257	23,778	3,130,429	56,465	3,210,025
Miel	4	4	1,653	1,113	571,486	11,763	602,299
Produits de l'érable	1	1	1,821	1,821	501,774	–	501,774
Tabac	8	8	6,529	6,443	18,098,304	545	18,297,553
Laine	1	17	2,041	2,500	843,769	84,000	927,769
Fourrures	2	2	642	2,823	678,194	2,169	680,989
Divers	3	14	16,233	16,233	642,692	–	642,692
Ventes totales	601	3,065	394,102	394,431	213,937,661	4,468,006	219,045,896
Achats	550	592	56,351	67,865	355,698	16,661,816	17,276,570
Grands totaux	**1,151**	**3,657**	**450,453**	**462,296**	**214,293,359**	**21,129,822**	**236,322,466**

39.—Organisation et état financiers des Associations coopératives agricoles d'affaires de vente et d'achat au Canada, campagne terminée le 31 juillet, 1940

Fonction et commodité	Actif total	Valeur des installations	Passif	Capital-actions versé	Réserve et surplus	Capital de roulement[1]	Valeur nette en p.c. de l'actif total
	$	$	$	$	$	$	p.c.
Ventes de—							
Produits laitiers	6,078,046	3,163,838	2,320,511	2,352,904	1,404,631	593,697	61·8
Fruits et légumes	6,452,626	2,627,414	3,876,699	1,067,056	1,508,871	51,487	39·9
Grain et graines de semence	76,434,888	29,007,062	35,650,661	3,495,419	37,288,808	11,777,165	53·4
Bétail	1,375,929	521,084	568,439	622,546	184,944	286,406	58·7
Volaille	545,365	148,218	256,942	76,731	211,692	140,205	52·8
Miel	282,711	44,680	178,149	54,887	49,675	59,882	37·0
Produits de l'érable	349,689	253,650	68,111	57,870	223,708	27,928	80·5
Tabac	951,429	388,668	395,344	71,203	484,882	167,417	58·4
Laine	368,940	64,948	83,019	117,840	168,081	220,973	77·4
Fourrures	29,728	4,166	161	[2]	29,567	25,401	99·4
Divers[3]	3,995,792	677,379	2,898,865	615,217	481,710	419,548	27·4
Ventes totales	96,865,143	36,901,107	46,296,901	8,531,673	42,036,569	13,667,135	52·2
Achats	5,819,966	1,363,948	2,127,793	1,623,548	2,068,625	2,328,225	63·4
Grands totaux	**102,685,109**	**38,265,055**	**48,424,694**	**10,155,221**	**44,105,194**	**15,995,360**	**52·8**

[1] Le capital de roulement tel qu'indiqué dans ce tableau est l'excédent de l'actif moins la valeur des installations sur le passif. [2] Non organisés sur une base de capital-actions. [3] Comprend l'actif et le passif des United Farmers of Ontario, Ltd., et de la Coopérative Fédérée de Québec, mais les affaires ont été distribuées selon le groupement par denrée.

Autres sphères d'activité.—En plus des associations de vente et d'achat décrites ci-dessus et au sujet desquelles les statistiques sont données dans les tableaux, les fermiers s'intéressent à d'autres formes d'activité coopérative.

Une compagnie mutuelle d'assurance-feu existait déjà en Ontario en 1835 et plusieurs autres du même genre et qui existent encore comme mutuelles agricoles furent fondées entre 1850 et 1860. Il existe présentement environ 350 de ces compagnies au Canada dont l'actif global est de plus de $5,000,000 et le montant d'assurance en vigueur de plus de $1,000,000,000. L'évolution de ces compagnies est une longue histoire d'opérations prospères.

Environ 71,000 ou 5 p.c. des téléphones au Canada sont exploités par des compagnies coopératives rurales dont les immobilisations totales s'élèvent à $19,441,661.

Le logement coopératif et l'hospitalisation et les systèmes de soins médicaux coopératifs sont d'autres formes de nouveaux organismes coopératifs qui fonctionnent avec succès dans diverses parties du Canada.

Sur les deux côtes, des sociétés de pêcheurs ont été formées dans le but de mettre en boîte et vendre le poisson et d'acheter les engins de pêche en coopérative. Comme un grand nombre de membres de ces sociétés sont aussi des fermiers, il convient, dans un résumé de l'activité coopérative agricole, d'en mentionner le fait. En 1939, 30 sociétés coopératives de pêcheurs de la Nouvelle-Ecosse, du Québec et de la Colombie Britannique, ayant un effectif global de 3,262 membres, ont fait pour $1,255,653 d'affaires. Leur actif à la fin de l'année s'établissait à $350,000.

Résultats.—Les coopératives de producteurs au Canada ont résisté avec succès à la concurrence, aux récoltes déficitaires et autres aléas auxquels tout commerce doit faire face. Petites associations locales de producteurs à l'origine, elles se sont développées en se fusionnant régionalement ou provincialement et un certain nombre en sont arrivées à étendre leur activité à tout le Canada. Les coopératives occupent une place utile dans le mouvement des produits de la ferme vers le marché et l'achat des fournitures agricoles et ont acquis une importance considérable dans les affaires canadiennes.

Les coopératives ont enseigné à leurs membres à produire la variété et la qualité de produits exigées par le marché. Elles ont exercé une influence réelle sur la standardisation du classement et de l'empaquetage des produits canadiens. On pourrait citer en exemple à ce sujet, l'activité des coopératives laitières, de grain, avicoles et de miel. Les coopératives les plus importantes maintiennent un contact direct et constant avec les marchés domestiques et étrangers au moyen de rapports télégraphiques. Grâce à ces renseignements, il leur est plus facile de régler l'écoulement vers le marché et d'améliorer la distribution entre les divers marchés. Grâce à des connaissances dont ne dispose pas le producteur individuel, elles peuvent prévenir l'encombrement des marchés. Au moyen du marchandage collectif, la coopérative a consolidé la position de l'individu. Ces choses ont pu être réalisées et en même temps des relations publiques favorables ont été maintenues. Tout ceci a contribué à réduire le gaspillage, à améliorer la qualité du produit, du service et des méthodes de vente.

PARTIE II.—AIDE AU COMMERCE ET CONTRÔLE PAR LE GOUVERNEMENT

Section 1.—Coalitions nuisibles au commerce*

Dans les éditions antérieures de l'Annuaire, ce sujet est traité à la section 10 du chapitre XIX—Travail et Salaires. Bien que la loi des enquêtes sur les coalitions

* Revisé par F. A. McGregor, commissaire, loi des enquêtes sur les coalitions, Ministère du Travail.

soit appliquée par le Ministère du Travail, le sujet est étudié ici à cause de son étroite relation avec le commerce intérieur.

Un article général sur la législation canadienne relative aux coalitions et monopoles nuisibles au commerce a été publié aux pp. 785–90 de l'Annuaire de 1927–28 sous l'en-tête "Législation sur les coalitions de nature à nuire au commerce". Chacune des éditions suivantes de l'Annuaire contient un exposé des procédures intentées chaque année en vertu de la loi des enquêtes sur les coalitions.

La première loi fédérale dans ce domaine est "Une loi pour la prévention et la suppression des coalitions pour nuire au commerce", adoptée en 1889 et maintenant mise en vigueur sous la forme modifiée de la section 498 du code criminel. Une législation pourvoyant à des facilités spéciales d'enquête sur les coalitions fut d'abord adoptée en 1907 et incorporée à la loi du tarif de la même année. En 1910 la loi d'enquête sur les coalitions de la même année fut mise en vigueur. Elle fut remplacée par la loi des coalitions et des prix équitables, 1919, laquelle, à son tour, après que le comité judiciaire du Conseil Privé l'eût déclarée inconstitutionnelle, fut remplacée par la loi actuelle d'enquête sur les coalitions de 1923. (S.R.C. 1927, c. 26).

Loi d'enquête sur les coalitions.—Cette loi facilite l'enquête sur les coalitions commerciales, les mergers, les trusts et les monopoles que l'on allègue avoir agi pour restreindre le commerce et au détriment du public. Elle fut modifiée en 1935 et 1937. En 1931, sa validité constitutionnelle fut maintenue par le comité judiciaire du Conseil Privé après que le Gouverneur en Conseil eut soumis la question à la Cour Suprême du Canada. La loi d'enquête sur les coalitions pourvoit à la publication de rapports des enquêtes sur les prétendues coalitions. Est coupable d'acte criminel, toute personne qui participe ou sciemment aide à la formation ou l'exploitation de coalitions ou monopoles préjudiciables au public et tombant sous la juridiction de la loi. Elle pouvoit également à la réduction ou l'enlèvement des droits de douane, sur l'instance du Gouverneur en Conseil, dans le cas où il est révélé qu'il existe au sujet d'une denrée, une coalition quelconque dans le but de favoriser indûment les fabricants ou marchands au détriment du public et que ce désavantage pour le public est facilité par les droits de douane existants.

Enquêtes en 1940.—A la suite du rapport du Commissaire, le 14 mars 1939, qu'il existait dans l'industrie des récipients servant à l'expédition une coalition embrassant tous les principaux fabricants de récipients d'expédition en carton et produits connexes, des procédures ont été intentées en Cour Suprême de l'Ontario à la demande du Procureur Général du Canada (p. 815, Annuaire de 1939) contre 19 fabricants de récipients pour expédition. La preuve fut entendue du 22 avril au 29 mai 1940 et les plaidoieries durèrent du 17 au 28 juin. Jugement inculpant tous les accusés sous tous les chefs d'accusation fut rendu par le tribunal le 6 septembre 1940 et des amendes au montant de $161,500 furent imposées. La cause fut portée en appel devant la Cour d'Appel de l'Ontario qui fixa la date de l'instruction au 20 janvier 1941.

En vertu de l'article 498 du code criminel et à la suite d'une enquête faite en 1938, des poursuites furent intentées par le Procureur Général de l'Alberta contre une prétendue coalition de manufacturiers de tabac et de marchands de tabac en gros. Il en résulta qu'un groupe dut subir son procès le 29 avril 1940. Les procédures furent suspendues le 10 mai à la suite d'une ordonnance de sursis de la Couronne. Le 19 novembre 1940, des accusations furent portées en vertu de la loi des enquêtes sur les coalitions en Cour Supérieure de l'Alberta contre 40 manufacturiers, mar-

chands en gros et distributeurs de tabac. Il fut convenu que le procès commencerait en avril 1941.

A la suite d'une enquête tenue en 1939 et à la demande du Procureur Général de la Colombie Britannique, certains marchands de gros et exportateurs de fruits et de légumes de l'Ouest du Canada furent accusés d'infraction à la loi des enquêtes sur les coalitions. Ils ont été trouvés non coupables dans un jugement rendu à Vancouver le 20 mai 1940 par la Cour Supérieure de la Colombie Britannique.

Au début des hostilités, le 3 septembre 1939, la Commission des Prix et du Commerce en Temps de Guerre fut créée et le Commissaire de la loi des enquêtes sur les coalitions invité à en faire partie. En vertu des règlements de cette commission, se rend coupable d'infraction toute personne qui, indûment, empêche, limite ou diminue la fabrication, la production, le transport, la vente, l'approvisionnement ou la distribution d'une nécessité spécifiée de la vie. La Commission d'Enquête sur les Coalitions accorde sa plus entière collaboration à la Commission des Prix et du Commerce en Temps de Guerre afin d'empêcher une hausse non motivée du prix des nécessités de la vie surtout une hausse qui pourrait être attribuée aux coalitions commerciales. La collaboration effective de ces deux organismes est bien illustrée par l'enquête faite sur le prix du charbon à Fort-William et à Port-Arthur. A la suite de cette enquête les conventions de prix furent abandonnées et de substantielles réductions s'ensuivirent.

D'autres enquêtes, dont certaines d'un caractère étendue, ont été faites en 1940 à la suite de plaintes contre l'existence prétendue de limitations nuisibles du commerce d'un grand nombre de commodités. Elles ont déterminé dans certains cas des modifications ou l'abandon de certaines pratiques commerciales dans l'intérêt du public.

Section 2.—Brevets d'invention, droits d'auteur et marques de commerce*

Brevets.—Les brevets ou lettres patentes, qui en Angleterre constituent l'un des privilèges de la Couronne depuis le temps du Statut des Monopoles (1624) et même au delà, ont toujours été au Canada une simple formalité administrative. Une loi fut adoptée au Bas-Canada en 1824, pourvoyant à l'octroi de brevets aux inventeurs qui étaient sujets britanniques et domiciliés dans la province. Une loi de même nature fut adoptée par le Haut-Canada en 1826, puis par la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick à des dates ultérieures. Après l'Union, une loi fusionnant toutes les lois antérieures fut adoptée en 1849, tant pour le Haut-Canada que pour le Bas-Canada; enfin, l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord attribua exclusivement au Parlement du Canada le droit d'accorder ces brevets. La loi fédérale des brevets de 1869 abrogea toutes les lois provinciales et forme la base de notre législation en la matière.

Les brevets d'invention sont sujets aux dispositions du c. 150, S.R.C., 1927, tel que refondu dans le c. 32, 1935, et les demandes de protection à ce sujet doivent être adressées au Commissaire des Brevets, Ottawa, Canada.

L'ordonnance de 1939 sur les brevets, dessins, droits d'auteur et marques de commerce (mesure de circonstance) a été invoquée en raison de la situation née de la présente guerre. Cette ordonnance confère au Commissaire des Brevets le pouvoir de prolonger le délai accordé par les lois des brevets, des dessins de fabrique et des

* La matière relative aux brevets d'invention et droits d'auteur a été revisée par J. T. Mitchell, Commissaire des Brevets d'invention; la matière relative aux marques de commerce a été revisée par D. D. Ryan, Registraire des Marques de commerce.

droits d'auteur pour l'exécution d'une formalité quelconque; d'autoriser la fabrication d'après des brevets, dessins et droits d'auteur appartenant à l'ennemi; de modifier les conventions existantes; de tenir secrète ou de soustraire à la publication toute révélation qui pourrait aider l'ennemi; et d'accorder la permission de déposer à l'étranger des demandes de brevets. L'objet principal des dispositions relatives aux autorisations est de permettre et encourager le perfectionnement au Canada d'inventions protégées par les brevets appartenant à l'ennemi et qui, par conséquent ne pourraient être utilisées durant la guerre.

Les progrès de l'invention* au Canada sont illustrés par le fait que le nombre de demandes de brevets et la somme des honoraires augmentent chaque année sans interruption depuis le commencement du siècle jusqu'à l'année fiscale 1913. Les demandes de brevets sont alors de 8,681 et la somme des honoraires versés s'élève à $218,125. Depuis lors, le progrès n'a pas été aussi rapide. Des 7,234 brevets émis en 1940, 5,131 ou 71 p.c. sont allés à des inventeurs des Etats-Unis, 571 à des Canadiens et 671 à des personnes domiciliées en Grande Bretagne et en Irlande, 322 à des Allemands, 111 à des Français, 98 à des Hollandais, 68 à des Suisses et 67 à des Suédois.

En 1940, une activité continue et un progrès constant s'avèrent dans tous les domaines de l'invention, particulièrement dans la chimie. La synthèse des nouveaux composés organiques a ouvert de nouveaux horizons à l'utilisation des produits secondaires des raffineries de pétrole. On accorde beaucoup d'attention au perfectionnement des carburants, aux éléments antidétonants, aux lubrifiants à haute pression. On a produit de nouveaux agents de vulcanisation et pour empêcher le vieillissement du caoutchouc. De nouveaux usages ont été trouvés pour les résines synthétiques dans l'art plastique et des enduits.

En métallurgie, l'activité a été grande dans la production d'un alliage léger et résistant à la corrosion, la séparation des minéraux par flottation et dans l'extraction du chrome, du vanadium, du béryllium et du manganèse de leurs minerais.

Dans le domaine de l'électricité, la télévision et la transmission des images par fil téléphonique restent les grands sujets de recherches, et dans celui de la radiophonie, l'attention se concentre sur le perfectionnement des tubes et des circuits récepteurs.

Plusieurs inventeurs consacrent aussi leur génie à l'amélioration des mitrailleuses, aux chars d'assaut, aux aéroplanes, aux petits torpilleurs, aux obus, aux explosifs et autres matériaux de guerre.

* 'Invention' signifie tout art, procédé, machine, fabrication ou composition d'une matière nouveaux et utiles et toute amélioration nouvelle et utile à tout art, procédé, machine, fabrication ou composition d'une matière.

1.—Demandes, émissions, etc. de brevets d'invention au Canada, années fiscales 1935-40

Détails		1935	1936	1937	1938	1939	1940
Brevets d'invention demandés	nomb.	9,404	12,580	10,668	10,950	10,899	10,413
Brevets émis	"	8,713	7,791	8,177	7,720	7,578	7,234
Emis à des Canadiens	"	885	792	703	647	620	571
Certificats pour honoraires de renouvellement	"	12	2	Nil	1	Nil	Nil
Caveats accordés	"	445	394	423	399	475	378
Cessions de brevets	"	6,840	8,145	7,723	8,249	8,245	7,976
Honoraires encaissés, net	"	353,460	386,542	377,453	367,127	365,672	350,607

Droits d'auteur, dessins de fabrique et marques sur bois de service.—L'enregistrement des droits d'auteur est gouverné par le c. 32, S.R.C., 1927 et toute demande de protection s'y rapportant doit être adressée au Commissaire des Brevets, Ottawa, Canada.

La loi des droits d'auteur de 1921, (refondue dans le c. 32, S.R.C., 1927), réglemente par son article 4 la nature, et par son article 5 la durée d'un droit d'auteur. "Le droit d'auteur existe au Canada.....pour toute œuvre originale, littéraire, dramatique, musicale et artistique, si l'auteur était au moment de sa production sujet britannique, citoyen ou sujet d'un pays étranger ayant adhéré à la convention de Berne et au protocole additionnel.....ou bien habitait dans les Dominions de Sa Majesté. A moins de dispositions contraires expressément spécifiées par cette loi, cette protection s'exerce pendant toute la durée de la vie de l'auteur et pendant une période de cinquante ans après sa mort".

La protection du droit d'auteur s'étend aux disques, rouleaux perforés, films cinématographiques, ou toute autre combinaison au moyen de laquelle une œuvre peut être mécaniquement représentée. Le but de cette loi est d'accorder aux auteurs canadiens pleine protection dans toutes les parties des Dominions de Sa Majesté, dans les pays étrangers signataires de la convention de Berne et dans les Etats-Unis d'Amérique aussi bien qu'au Canada.

Les lois des dessins de fabrique (c. 71, S.R.C., 1927) et des marques sur les bois de service (c. 198, S.R.C., 1927) et leurs amendements protègent ces dessins et marques. Leurs registres sont conservés par la Branche des Droits d'Auteur du Bureau des Brevets et les renseignements à leur sujet sont publiés dans la Gazette du Bureau des Brevets.

2.—Droits d'auteur, dessins de fabrique et marques sur les bois enregistrés au Canada, années fiscales 1935-40

Détails		1935	1936	1937	1938	1939	1940
Droits d'auteur enregistrés	nomb.	3,060	3,403	3,249	3,241	3,146	3,214
Marques de commerce enregistrées	"	1,686	1,574	2,068	2,169	[1]	[1]
Dessins de fabrique	"	430	363	336	544	356	402
Marques sur bois enregistrées	"	4	3	10	7	16	21
Transferts ou cessions[2]	"	1,090	1,394	2,093	1,688	632	513
Honoraires encaissés, net[2]	"	72,217	68,220	86,396	85,023	13,381	13,535

[1] Transférées à la branche des Marques de Commerce depuis le 1er avril, 1938. [2] Y compris cessions et honoraires qui ne peuvent être indiqués séparément jusqu'au 31 mars, 1938.

Marques de commerce et étiquettes syndicales.—Depuis le 1er avril 1938, le Bureau des Marques de Commerce est devenu une branche relevant du Secrétariat d'Etat. Il est donc une entité distincte du Bureau des Brevets auquel il était auparavant attaché.

Le Bureau des Marques de Commerce est chargé de l'application de la loi de la concurrence déloyale, 1932, qui révoque tous les statuts antérieurs sur les marques de commerce et ou d'étiquettes syndicales doivent être adressées au Registraire vigueur depuis le 1er septembre 1938. Les demandes d'enregistrement de marques de commerce et ou d'étiquettes syndicales doivent être adressées au Registraire des Marques de Commerce, Ottawa, Canada.

Un registre est tenu des marques de commerce, auquel, subordonnément aux dispositions de la loi, toute personne doit faire inscrire toute marque de commerce

qu'elle a adoptée et donner avis des cession, transfert, renonciation et jugement se rapportant à une telle marque. Afin que le public soit tenu au courant des enregistrements des marques de commerce, une liste des marques enregistrées chaque semaine paraît dans la Gazette du Bureau des Brevets.

La loi sur l'enregistrement des étiquettes syndicales a pour objet d'offrir une certaine mesure de protection aux associations telles que les syndicats ouvriers qui pouvaient autrefois enregistrer leurs désignations particulières comme étiquettes syndicales en vertu de la loi des marques de commerce. Les enregistrements en vertu de cette loi peuvent être renouvelés à tous les quinze ans.

3.—Marques de commerce et étiquettes syndicales enregistrées au Canada, années fiscales 1939 et 1940

NOTA.—Antérieurement au 1er avril 1938, les marques de commerce relevaient de la Branche des Droits d'Auteur du Bureau des Brevets et les statistiques à ce sujet sont contenues dans le tableau 2.

Item		1939	1940
Marques de commerce enregistrées	nombre	2,181	1,721
Cessions de marques de commerce enregistrées	"	1,022	1,229
Renouvellements de marques de commerce enregistrées	"	660	410
Copies authentiques préparées	"	356	307
Etiquettes syndicales enregistrées	"	2	4
Recettes nettes en honoraires	$	62,711	51,719

Section 3.—Poids et mesures*

L'administration des poids et mesures a pour objet de maintenir l'uniformité et l'exactitude des étalons officiels de mesure du pays dans l'industrie et le commerce.

Ce qui constitue le statut des poids et mesures au Canada est contenu dans une loi passée durant la session de 1872–73, presque copiée sur la loi d'Angleterre; néanmoins, le système des poids et mesures fut grandement simplifié. Cette loi instituait comme mesure légale au Canada la livre impériale (mais la tonne courte de 2,000 livres), le gallon et la verge. La seule exception à cette règle fut l'admission de la mesure agraire française de l'arpent dans le Québec. Pour le pesage de l'or et des métaux précieux, le seul poids légal est l'once de troy de 480 grains et ses sous-multiples décimaux. De plus, l'usage du système métrique est facultatif.

De nombreuses modifications, additions et suppressions ont été apportées à la loi de 1873; cependant, ses principes n'ont pas varié. La plus récente est la loi des poids et mesures (c. 212, S.R.C. 1927), telle qu'amendée par c. 48, 1935.

Depuis 1918, ce service est administré par le Ministère du Commerce; à cette fin le Dominion est divisé en 19 districts, chacun desquels ayant à sa tête un inspecteur. Voici quelles sont les principales directives de cette administration:—

(1) Tout appareil d'un type nouveau servant, soit au pesage, soit au mesurage, ne peut être mis sur le marché avant approbation par les autorités du Ministère, à Ottawa.
(2) Toute machine neuve doit être inspectée et estampée par un inspecteur avant d'être vendue ou utilisée.
(3) Les machines importées ne peuvent sortir de la douane avant l'autorisation qui doit être donnée par l'inspecteur le plus rapproché.
(4) Toutes les inspections ont lieu chez les commerçants, sauf lorsque les poids et mesures sont apportés au bureau de l'inspecteur.

Les recettes totales du service, les années fiscales 1939 et 1940 sont de $418,015 et $412,733 respectivement, tandis que les dépenses, y compris les salaires, sont de $424,161 et $431,586 respectivement.

* Revisé par E. O. Way, directeur des poids et mesures, Ministère du Commerce.

4.—Inspections par le Service des Poids et Mesures, années fiscales 1939 et 1940

Articles	1939				1940			
	Soumis	Vérifiés	Rejetés	Pourcentage des rejets	Soumis	Vérifiés	Rejetés	Pourcentage des rejets
	nomb.	nomb.	nomb.	p.c.	nomb.	nomb.	nomb.	p.c.
Poids (canadiens)	124,453	118,054	6,399	5·14	124,629	118,450	6,179	4·96
Poids (métriques)	1,273	1,202	71	5·58	985	966	19	1·93
Mesures de capacité	59,881	59,361	520	0·87	59,705	59,337	368	0·53
Mesures linéaires	7,919	7,877	42	0·53	7,950	7,926	24	0·3
Bidons à lait	74,105	73,962	143	0·19	77,857	77,672	185	0·23
Récipients à crème glacée	33,805	33,802	3	0·01	34,536	34,536	Nil	–
Appareils de mesurage (pompes à gazoline)	58,802	49.672	9,130	15·53	59,072	50,449	8,623	14·6
Wagons-citernes	1,021	998	23	2·25	994	988	6	0·51
Pipettes en verre Babcock	41,730	41,601	129	0·31	44,655	44,510	145	0·3
Balances	207,391	181,503	25,888	12·48	204,902	182,295	22,607	11·0
Balances (métriques)	731	693	38	5·20	803	765	38	4·7
Balances domestiques	16,302	16,143	159	0·98	14,213	13,993	220	1·5
Divers	2,383	2,337	46	1·93	3,253	3,184	69	2·1
Totaux	**629,796**	**587,205**	**42,591**	**6·76**	**633,551**	**595,071**	**38,483**	**6·07**

Section 4.—Inspection de l'électricité et du gaz*

La branche de l'Inspection de l'électricité et du gaz, du Ministère du Commerce, assure l'application de trois lois: la loi de l'inspection de l'électricité (c. 22, 1928), la loi de l'inspection du gaz (c. 82, S.R.C., 1927) et la loi de l'exportation de l'électricité et des fluides (c. 54, S.R.C., 1927).

Le Service d'Inspection du Gaz a été inauguré le 1er juillet 1875, et le Service d'Inspection de l'Electricité en 1894, alors que les deux ont été fusionnés pour former le Service d'Inspection du Gaz et de l'Electricité, constitué comme une branche du Ministère du Revenu Intérieur.

Pour fins d'administration, le Canada est divisé en trois zones et 20 districts avec un personnel total de 108. Le travail de ce service est purement technique; il comprend la vérification de tous les compteurs à électricité et à gaz en usage au Canada et la vérification et l'étampage de chaque compteur servant à l'établissement des factures afin d'assurer un calcul exact de la quantité d'électricité et de gaz vendue. Le gaz industriel est aussi analysé afin de déterminer sa valeur calorifique partout où il est vendu au Canada.

Le dernier rapport de ce service montre qu'en l'année fiscale 1940, 517,121 compteurs à électricité et à gaz ont été vérifiés comparativement à 539,363 l'année précédente. Les recettes totales provenant de l'inspection de l'électricité et du gaz sont de $351,728 en regard d'une dépense de $264,382. Cette branche a aussi perçu $444,533 en droits d'exportation et en honoraires de permis en vertu de la loi de l'exportation de l'électricité et des fluides; les frais de cette perception ne s'élèvent qu'à $230.

L'application de la loi de l'exportation de l'électricité et des fluides comprend la réception et la considération des demandes de permis d'exporter l'énergie électrique, le gaz naturel, l'huile brute, etc., de là l'émission des permis, l'inspection et la vérification des compteurs pour mesurer la quantité exportée et la perception de la taxe d'exportation. D'autres statistiques sur l'application de cette dernière loi se trouvent au chapitre des forces hydrauliques de ce volume, pp. 274–304.

* Revisé par J. L. Stiver, directeur du Service de l'Inspection de l'électricité et du gaz, Ministère du Commerce.

5.—Compteurs électriques en usage, années fiscales 1915-40

Année	Nombre	Année	Nombre	Année	Nombre
1915	505,597	1924	1,094,639	1933	1,722,697
1916	517,629	1925	1,165,664	1934	1,720,997
1917	594,737	1926	1,240,752	1935	1,760,262
1918	661,403	1927	1,314,428	1936	1,788,522
1919	717,776	1928	1,412,521	1937	1,839,420
1920	743,468	1929	1,499,872	1938	1,905,692
1921	860,379	1930	1,582,505	1939	1,964,729
1922	945,599	1931	1,653,922	1940	2,037,563
1923	1,046,831	1932	1,704,197		

6.—Compteurs à gaz en usage, par espèce de gaz utilisé, années fiscales 1916-40

Année	Gaz industriel	Gaz naturel	Acétylène	Butane	Total	Année	Gaz industriel	Gaz naturel	Acétylène	Butane	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.		nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1916	199,514	67,940	–	–	267,454	1929	504,500	107,504	116	–	612,120
1917	314,915	55,697	–	–	370,612	1930	520,788	118,390	117	–	639,295
1918	325,244	88,795	–	–	414,039	1931	530,909	125,550	67	205[1]	656,731
1919	336,388	91,056	–	–	427,444	1932	540,277	128,194	66	230	668,767
1920	350,777	85,004	513[1]	–	436,294	1933	532,139	128,282	80	285	660,786
1921	361,479	98,494	577	–	460,550	1934	522,484	134,710	49	369	657,612
1922	366,840	101,785	430	–	469,055	1935	517,948	139,763	14	638	658,363
1923	379,459	102,007	438	–	481,904	1936	505,946	158,827	14	1,108	665,895
1924	390,548	105,804	425	–	496,777	1937	506,075	169,132	3	1,035	676,245
1925	405,471	106,861	404	–	512,736	1938	510,261	174,356	3	1,268	685,888
1926	443,067	85,752	425	–	529,244	1939	512,373	179,988	3	1,224	693,588
1927	462,496	90,302	358	–	553,156	1940	514,170	185,499	3	1,184	700,856
1928	482,076	98,915	357	–	581,348						

[1] Rapporté pour la première fois.

7.—Gaz vendu au Canada, par espèce, années fiscales 1925-40

NOTA.—Les chiffres de 1920-24 paraissent à la p. 630 de l'Annuaire de 1940.

Année	Gaz à l'eau carburée	Gaz de houille	Gaz de coke	Gaz naturel	Gaz acétylène	Butane	Total
	M. pds cub.	M. pds cub.	M. pds cub.	M. pds cub.	M. pds cub.	M. pds cub.	M. pds cub.
1925	5,254,803	7,824,193	91,628	10,525,604	1,266	–	23,697,494
1926	4,835,613	8,149,894	1,449,795	13,004,470	1,211	–	27,440,983
1927	5,804,504	8,405,556	1,049,978	17,863,366	1,247	–	33,124,651
1928	6,883,635	7,488,965	1,680,237	20,365,049	1,325	–	36,419,211
1929	4,550,829	6,273,275	6,097,920	25,491,446	647	–	42,414,117
1930	4,456,997	5,802,653	8,153,473	31,880,845	847	–	50,294,815
1931	4,214,554	6,249,190	7,792,047	28,534,604	875	9,137[1]	46,800,407
1932	4,267,074	6,385,622	7,235,463	27,244,803	790	6,600	45,140,352
1933	3,821,680	7,491,005	5,908,231	27,342,696	4,982	11,930	44,580,524
1934	3,349,893	7,652,344	5,331,047	26,423,633	4,737	13,268	42,774,922
1935	2,256,568	8,378,714	6,267,577	25,051,664	5,729	12,576	41,972,828
1936	1,972,511	7,876,353	6,637,103	29,334,639	6,774	16,976	45,844,356
1937	1,969,493	6,894,858	7,685,207	30,291,438	8,066	19,781	46,868,843
1938	2,301,030	6,945,789	7,229,881	31,370,930	9,889	21,301	47,878,820
1939	2,229,700	6,267,914	7,589,430	31,928,682	10,300	20,141	48,046,167
1940	2,028,134	6,322,047	7,845,366	34,162,733	12,180	18,643	50,389,103

[1] Rapporté pour la première fois.

Section 5.—Primes*

Dans les cas où le Gouvernement juge à propos d'encourager la production d'une denrée particulière, les primes qu'il paye remplacent les droits de protection. Il en a été payé en grand nombre autrefois au Canada, mais les seules primes payées en ces dernières années sont celles sur le cuivre en barres et tiges, le chanvre et le charbon bitumineux miné au Canada et consommé dans la fabrication du fer ou de l'acier. La prime sur le charbon bitumineux a été votée à la suite d'une recom-

* Revisé au bureau principal du Ministère du Commerce.

mandation de la Commission Royale sur les réclamations des Provinces Maritimes au sujet de la consommation du charbon canadien dans la fabrication du fer et de l'acier. Voici les paiements qui ont été faits:—

Années fiscales—		
1930–31	273,148 tonnes nettes à 49½c.	$ 135,209·23
1931–32	126,356 tonnes nettes à 49½c.	62,546·18
1932–33	118,783 tonnes nettes à 49½c.	58,797·54
1933–34	213,841 tonnes nettes à 49½c.	105,851·25
1934–35	336,849 tonnes nettes à 49½c.	166,740·02
1935–36	390,168 tonnes nettes à 49½c.	193,133·12
1936–37	564,695 tonnes nettes à 49½c.	279,523·96
1937–38	583,817 tonnes nettes à 49½c.	288,989·41
1938–39	369,434 tonnes nettes à 49½c.	182,869·80
1939–40	605,909 tonnes nettes à 49½c.	299,924·93
1940–41 au 31 oct. 1940	392,388 tonnes nettes à 49½c.	194,232·04

Des primes ont été payées en différents temps sur le fer et l'acier, le plomb, le pétrole brut, les fibres de manille, le zinc et les filés de toile; mais les primes sur le fer et l'acier ont cessé en 1911, sur le plomb en 1918, sur le zinc en 1921, sur les filés de toile en 1923 et sur le pétrole brut en 1927. Les montants payés en primes sur ces produits entre 1896 et la date d'expiration sont: fer, acier et leurs produits (1896–1912), $16,785,827; plomb (1899–1918) $1,979,216 pour 1,187,169,878 livres; zinc* (1919–21), $400,000; filés de toile (1921–23), $17,523; fibres de manille (1903–13), $367,962; pétrole brut* (1905–27), $3,457,173 sur 233,135,217 gallons. Les paiements globaux des primes expirées depuis 1896, y compris $611,763 sur le cuivre en barres et tiges† et $26,847 sur le chanvre†, s'élèvent à $23,646,311, à l'exclusion des primes sur le charbon indiquées plus haut. L'Annuaire de 1915, pp. 461–463, donne une description des primes payables depuis 1883, ainsi que des tableaux indiquant pour chaque produit les quantités pour lesquelles les primes ont été payées annuellement et les montants de telles primes de 1896 à 1915 inclusivement.

Section 6.—Régie et vente des boissons alcooliques‡

Les premières colonies françaises et anglaises prohibèrent la vente de boissons enivrantes aux Indiens et les colonies anglaises apportèrent certaines restrictions à la vente des spiritueux aux Blancs. Cependant, il ne se manifeste pas de véritable mouvement en faveur de la prohibition avant le milieu du XIXe siècle et la première législation de contrôle a été adoptée dans le Haut Canada en 1853.

Après la Confédération, il y eut durant plusieurs années beaucoup de confusion à cause de l'incertitude dans laquelle on était à savoir si le contrôle des permis de boisson relevait du fédéral ou du provincial. En 1878, le Dominion passa la loi de la tempérance du Canada, pourvoyant à l''option locale'. En 1883, la loi de permis du Dominion fut passée, mais elle fut plus tard déclarée *ultra vires* par le Conseil Privé.

Toute la question du développement des lois prohibitives et de la division des pouvoirs entre le Dominion et les provinces est traitée dans le rapport mentionné au renvoi (‡) de cette page.

En 1916 et 1917, à titre de mesure de guerre, une loi interdisant la vente des boissons alcooliques, sauf pour des fins médicinales et scientifiques, a été adoptée par toutes les provinces, à part le Québec où une semblable loi a été promulguée en 1919. L'interdiction s'appliquait aussi à la vente de la bière et du vin, sauf dans le Québec. La vente des vins de fabrication canadienne était toutefois permise dans l'Ontario.

* L'Annuaire de 1927–28, p. 652, donne des détails relatifs aux primes sur le zinc et le pétrole brut.

† L'Annuaire de 1934–35, p. 674, donne un état des primes payées en vertu de la loi des primes sur le cuivre qui a expiré le 30 juin 1931, et en vertu de la loi des primes sur le chanvre, qui a expiré le 31 décembre 1932.

‡ Résumé du rapport "Régie et vente des liqueurs au Canada" par Mlle L. J. Beehler, M.A., publié par le Bureau Fédéral de la Statistique.

A l'appui des lois provinciales interdisant ou restreignant la vente des boissons alcooliques, le Gouvernement fédéral promulgua en 1916 une loi établissant comme délit le fait d'expédier des boissons enivrantes dans une province quelconque pour y faire l'objet d'un trafic contraire à la loi de cette province. En 1919, cette loi fut modifiée de façon à prescrire que "sur demande de l'assemblée législative d'une province, on pourra soumettre aux électeurs la question de prohiber l'introduction de boissons alcooliques dans cette province".

En 1921, le Québec et la Colombie Britannique rejetèrent les lois de prohibition existantes et leur substituèrent un système de régie gouvernementale pour la vente des boissons alcooliques. L'exemple fut suivi par le Manitoba en 1923, l'Alberta en 1924, la Saskatchewan en 1925, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick en 1927 et la Nouvelle-Ecosse en 1930. Ainsi, l'Ile du Prince-Edouard reste présentement la seule province prohibitionniste.

Les lois provinciales concernant la régie des boissons alcooliques ont été conçues avec l'objet d'établir un monopole provincial sur la vente au détail de la boisson alcoolique en éliminant à peu près complètement la possibilité pour les particuliers de tirer profit de ce commerce. Une exemption partielle est accordée pour la vente au détail des boissons de malt par les brasseries, laquelle est permise dans certaines provinces, celles-ci se réservant le droit de la réglementer et de la taxer lourdement. Dans toutes les provinces, toutefois, les spiritueux ne se vendent que dans les débits du Gouvernement. Le monopole provincial ne s'étend qu'à la vente au détail des boissons alcooliques, la fabrication en étant restée entre les mains d'entreprises privées sujettes à la surveillance des commissions de régie. Les premières lois de régie des boissons alcooliques ont subi de temps à autre les modifications jugées opportunes. Des résumés succincts des lois sont contenus dans le Rapport annuel du Bureau sur la régie et la vente des boissons alcooliques.

Recettes nettes de la régie des boissons alcooliques.—Relativement aux chiffres des recettes nettes du tableau 8, il est essentiel de noter qu'ils comprennent non seulement les profits nets des Bureaux ou Commissions de régie des boissons alcooliques, mais aussi d'autres sommes provenant de permis, licences, etc., qui souvent sont directement payées aux gouvernements provinciaux. Dans les éditions précédentes de l'Annuaire ce tableau paraît avec plus de détails, mais les explications nécessaires (dans les renvois) en rendaient l'interprétation très compliquée. Pour de plus amples renseignements, il faut consulter le rapport sur "La régie et la vente des boissons alcooliques au Canada", que l'on peut se procurer chez le Statisticien du Dominion.

8.—Recettes globales nettes de la régie des boissons alcooliques, par province, 1937-39

Province	Année	Recettes globales nettes	Province	Année	Recettes globales nettes
		$			$
Nouvelle-Ecosse—			Manitoba—		
Année terminée le 30 nov....	1937	1,313,994	Année terminée le 30 avril..	1937	1,512,201
	1938	1,365,814		1938	1,753,363
Nouveau-Brunswick—	1939	1,718,425	Saskatchewan—	1939	1,742,075
Année terminée le 31 oct.....	1937	1,104,717	Année terminée le 31 mars..	1937	1,452,875
	1938	1,153,763		1938	1,247,191
Québec—	1939	1,275,799	Alberta—	1939	1,291,106
Année terminée le 30 avril...	1937	5,487,018	Année terminée le 31 mars..	1937	2,390,813
	1938	6,221,813		1938	2,593,954
Ontario—	1939	6,470,864	Colombie Britannique—	1939	2,740,124
Année terminée le 31 mars.....	1937	9,455,667	Année terminée le 31 mars..	1937	3,607,333
	1938	10,450,166		1938	4,095,165
	1939	10,129,159		1939	3,892,141

Consommation apparente de boissons alcooliques au Canada.—Il est impossible de déterminer les chiffres exacts de la consommation de boissons alcooliques au Canada. Les commissions de régie ne publient pas les chiffres de leurs ventes d'après le nombre de gallons et, même si ces données quantitatives étaient disponibles pour toutes les provinces, elles ne représenteraient pas nécessairement la consommation canadienne. Ainsi, les quantités consommées par les touristes forment un total considérable. De plus, il n'existe pas de données précises concernant le commerce illicite des boissons, bien que des enquêtes aient révélé que ce trafic clandestin atteint parfois des proportions assez considérables.

Les chiffres sur la consommation sont manifestement sujets à erreur pour les raisons indiquées plus haut, et aussi parce qu'il n'y est pas tenu compte des augmentations ou des diminutions de la quantité gardée en stock par les commissions ou par les détenteurs de licences.

Spiritueux.—Presque toute la production de spiritueux est gardée dans les entrepôts d'accise, d'où elle est retirée pour diverses fins. Les quantités indiquées comme "inscrites pour la consommation" sont celles qui sortent des entrepôts, après acquittement des droits, et présumées être destinées à la consommation de bouche au Canada. Toutefois, il se peut qu'une partie en soit exportée.

Boissons de malt.—Une faible partie seulement de la production de boissons de malt est mise en entrepôts. L'approvisionnement représente donc: (1) la production; (2) les variations dans les stocks en entrepôts; et (3) les importations.

Vins.—La consommation apparente de vins canadiens est obtenue en divisant le montant total perçu en taxes par les taux de l'impôt d'accise, ce qui donne, croit-on, une indication plus exacte de la consommation qu'au moyen de l'ancienne méthode (soustraire les exportations de la production) puisqu'une partie des produits n'est pas consommée pendant l'année de production mais est placée en entrepôt pour vieillissement.

9.—Consommation apparente de spiritueux au Canada, années fiscales 1924-40

Année	Inscrits pour consommation[1]	A ajouter exportations en entrepôts d'accise	A ajouter importations	A déduire réexportations de spiritueux importés[1]	A déduire exportations domestiques totales[1]	Consommation apparente
	gal. de pr.	gal. de pr.	gal. de pr.	gal. de pr.	gal. de pr.	gal. de pr.
1924	899,291	875,699	1,261,541	29,329	991,563	2,015,639
1925	910,316	803,535	1,161,169	10,978	1,008,583	1,855,459
1926	1,082,785	499,007	1,410,637	15,958	1,087,553	1,888,918
1927	1,404,111	571,792	1,587,475	107,282	1,266,692	2,189,404
1928	1,896,357	579,420	2,374,885	185,630	1,460,871	3,204,161
1929	2,016,802	1,143,276	2,604,769	183,889	1,911,634	3,669,324
1930	1,926,063	1,810,197	2,446,800	128,612	2,379,858	3,674,590
1931	1,180,536	2,558,327	1,990,574	19,694	2,630,805	3,078,938
1932	781,612	2,276,137	1,421,214	83	2,016,886	2,461,994
1933	769,527	1,991,994	732,306	45	1,996,113	1,497,669
1934	933,946	2,478,975	718,016	1,238	2,551,030	1,578,669
1935	1,063,928	2,215,332	713,346	45	2,205,249	1,787,312
1936	1,621,286	3,006,544	976,563	54	2,995,181	2,609,158
1937	1,900,714	5,280,885	1,126,440	462	5,289,344	3,018,233
1938	2,302,210	4,620,950	1,297,925	141	4,734,678	3,486,266
1939	2,299,474	1,956,358	1,265,909	121	2,087,956	3,433,664
1940	2,032,987	1,876,964	1,612,906	38	1,704,410	3,818,409

[1] Avant 1933 les statistiques des exportations qui figuraient dans les relevés du commerce étaient présentées en gallons mesure impériale. Ils ont été convertis en gallons de preuve comme suit: fabrication canadienne, 20 au-dessous de preuve; origine étrangère, 25 au-dessous de preuve.

10.—Consommation apparente de boissons de malt, années fiscales 1924-40

Année	Production	A ajouter quantités inscrites pour consommation provenant des entrepôts	A ajouter importations	A déduire quantités mises en entrepôts	A déduire exportations domestiques	A déduire réexportations de boissons importées	Consommation apparente
	gal.	gal.	gal.	gal.	gal.	gal.	gal.
1924	44,080,490	9,789	96,647	172,674	3,192,491	4,326	40,817,435
1925	48,389,995	209,398	91,928	363,548	3,142,048	Nil	45,185,725
1926	52,448,853	344,641	152,255	394,989	3,786,164	"	48,764,596
1927	51,755,840	1,291,954	153,105	1,292,087	4,252,583	12	47,656,217
1928	58,397,913	1,343,986	234,701	1,325,630	3,825,003	388	54,825,579
1929	65,837,410	1,712,615	242,100	1,812,444	4,110,698	634	61,868,349
1930	63,450,516	1,738,663	259,003	1,864,625	1,481,215	2,117	62,100,225
1931	59,073,685	1,831,625	230,995	1,832,803	270,102	4,366	59,029,034
1932	52,297,431	1,977,892	195,664	2,020,540	25,458	Nil	52,424,989
1933	40,664,625	1,491,735	106,587	1,412,309	35,667	"	40,814,971
1934	40,920,623	974,161	93,602	1,324,494	404,939	12	40,258,941
1935	52,078,590	11,176,838	97,572	11,242,518	69,994	302	52,040,186
1936	57,154,948	875,759	88,851	974,329	51,887	Nil	57,093,342
1937	60,308,148	912,436	97,725	1,011,964	112,902	"	60,193,443
1938	67,361,250	765,187	104,778	913,994	156,053	"	67,161,168
1939	63,331,620	675,909	97,374	776,260	123,726	"	63,204,917
1940	66,496,129	646,399	92,873	845,796	192,612	32	66,196,961

11.—Consommation apparente de vin au Canada, années fiscales 1924-40

Année	Canadien	Importé			Consommation apparente, canadien et importé
	Consommation apparente (calculée d'après les taxes d'accise perçues)	Importations	A déduire réexportations	Consommation apparente	
	gal.	gal.	gal.	gal.	gal.
1924	922,715	598,125	540	597,585	1,520,300
1925	806,846	706,717	753	705,964	1,512,810
1926	1,182,775	736,311	1,962	734,349	1,917,124
1927	1,482,686	845,074[1]	19,321	825,753[1]	2,308,439[1]
1928	2,171,887	1,147,225[1]	132,748	1,014,477[1]	3,186,364[1]
1929	2,770,117	1,221,406[1]	195,227	1,026,179[1]	3,796,296[1]
1930	3,920,261	1,290,957[1]	150,056	1,140,901[1]	5,061,162[1]
1931	3,408,973	1,050,775[1]	18,573	1,032,202[1]	4,441,175[1]
1932	3,337,556	877,591[1]	76	877,515[1]	4,215,071[1]
1933	2,478,387	669,849[1]	45	669,804[1]	3,148,191[1]
1934	2,679,619	523,866	5,783	518,083	3,197,702
1935	3,187,504	542,019	1,970	540,049	3,727,553
1936	2,605,602	506,707	61	506,646	3,112,248
1937	2,693,456	472,887[1]	173	472,714[1]	3,166,170[1]
1938	3,120,381	507,669	107	507,562	3,627,943
1939	3,010,981	450,953	67	450,886	3,461,867
1940	3,544,910	468,098	91	468,007	4,012,917

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

PARTIE III.—FAILLITES COMMERCIALES

D'après l'article 91 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, "l'autorité législative exclusive du Parlement du Canada" s'étend à la législation sur la faillite et l'insolvabilité et une loi de l'insolvabilité (32-33 Vict., chap. 16) fut adoptée par le Parlement fédéral en 1869 pour s'appliquer aux quatre provinces initiales. Cette loi, fut renouvelée par le chapitre 46 des statuts de 1874, et en 1875 une nouvelle loi de l'insolvabilité (38 Vict., chap. 16) applicable à tout le Dominion fut adoptée mais abrogée en 1880. Il n'y eut plus de législation fédérale couvrant les faillites

jusqu'en 1919. Pendant cet intervalle de près de quarante ans, les faillites commerciales étaient soumises à la législation provinciale et les statistiques sur telles faillites, compilées et publiées par les agences commerciales Dun et Bradstreet. Les statistiques des faillites commerciales, qui tombent sous la loi fédérale de faillite de 1919, sont compilées et publiées par le Bureau Fédéral de la Statistique depuis 1920. (Voir pp. 545-547.)

Les trois sections de cette partie, bien qu'étroitement liées en ce qui concerne le sujet, couvrent des aspects différents de la question et les statistiques présentées dans chaque section ne sont pas comparables.

Les statistiques des faillites industrielles et commerciales au Canada, données dans la section 1, sont compilées par Dun et Bradstreet, Inc. Cette firme est une agence commerciale s'occupant principalement de renseignements sur le crédit, et il ne faut pas s'attendre que leurs données soient compilées sur la même base que les chiffres du Bureau Fédéral de la Statistique ou du surintendant des Faillites. Leurs statistiques sont établies sur une base plus large que celles de la section 2 en ce qu'elles comprennent, en plus des faillites en général, les insolvabilités sous les lois provinciales des compagnies et des mesures telles que les ventes en bloc, les ventes par huissier, les saisies par les propriétaires, etc., quand des pertes aux créanciers en résultent. D'un autre côté, elles ne comprennent pas les cas des fermiers (sous la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers) ou des employés à gages, de sorte qu'en général leurs totaux sont plus bas que ceux de la section 2. Comme nous l'avons fait remarquer, entre 1875 et 1919 Dun et Bradstreet étaient les seules sources de données sur les faillites commerciales, et leurs statistiques ont une grande valeur en ce qu'elles présentent une série historique continue, bien qu'elle ne soit pas sur une base comparable depuis 1934 (voir le texte précédant le tableau 1).

La section 2, d'un autre côté, se limite aux faillites et insolvabilités tombant sous la législation fédérale, comme la loi de faillite (y compris la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers), la loi de liquidation et la loi d'arrangement entre compagnies et créanciers; mais elle ne comprend pas les faillites, les ventes et les saisies exécutées en dehors de cette législation. Cependant, la section 2 couvre un plus vaste domaine que la section 1 en ce que les données du Bureau Fédéral de la Statistique renferment les faillites des individus comme les employés à gages et les cultivateurs.

Il est bon de dire un mot sur la valeur à attacher aux données de l'actif et du passif. Ces valeurs sont des estimations faites par le débiteur et malheureusement elles ne sont pas uniformes. L'équation humaine y joue un grand rôle et elles doivent être acceptées avec cette réserve.

La section 3 traite de l'administration des biens des faillis par le surintendant des Faillites, sous la loi de faillite (y compris la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers). Cette section, cependant, donne des renseignements définis sur les montants réalisés des actifs tels qu'établis par les débiteurs et indique que les valeurs réelles payées aux créanciers sont invariablement inférieures à ce que les estimations laissent prévoir. L'on peut supposer que ceci s'applique dans une plus grande mesure aux vastes domaines couverts dans les sections 1 et 2.

Section 1.—Faillites industrielles et commerciales de sources privées

L'Annuaire de 1936 donne par catégorie, à la page 1003, un tableau historique des faillites au Canada et à Terre-Neuve, de 1915 à 1935. Cependant Dun et Bradstreet, dont les rapports nous ont fourni ces données, adoptèrent, au début de 1936, une nouvelle méthode de classification, en vertu de laquelle sont établis un nouveau

groupe d'entreprises de construction comprises autrefois dans "manufactures" et une nouvelle catégorie de service commercial. Les compagnies d'immeuble, les compagnies de fiducie et autres sociétés financières, de même que diverses catégories d'agents ont été abandonnées. Ces changements ont eu pour résultat de concentrer davantage aux domaines industriel et commercial les données sur les faillites et, comme les compagnies en faillite sont d'habitude très endettées, les passifs sont réduits davantage en proportion de leur nombre. Les chiffres du tableau **1** ne sont pas comparables à ceux de la page 1003 dans l'Annuaire de 1936, d'abord pour les raisons données ci-dessus et ensuite parce que les plus anciennes statistiques portent sur le Canada et Terre-Neuve, tandis que les nouvelles ne portent que sur le Canada.

1.—Faillites commerciales et industrielles au Canada par catégorie, 1934-40, et par province, 1940

(D'après Dun and Bradstreet, Incorporated)

Année et province	Manufactures		Commerce de gros		Commerce de détail		Construction		Service commercial		Totaux	
	N'bre	Passif	N'bre	Passif	Nombre	Passif	N'bre	Passif	N'bre	Passif	Nombre	Passif
		$'000		$'000		$'000		$'000		$'000		$'000
Totaux, 1934	**303**	**6,056**	**82**	**2,518**	**1,068**	**8,767**	**63**	**950**	**84**	**751**	**1,600**	**19,042**
Totaux, 1935	**285**	**5,044**	**65**	**1,249**	**879**	**5,202**	**58**	**689**	**80**	**910**	**1,367**	**13,094**
Totaux, 1936	**260**	**4,459**	**63**	**1,454**	**806**	**4,331**	**37**	**574**	**72**	**496**	**1,238**	**11,314**
Totaux, 1937	**190**	**2,875**	**51**	**925**	**630**	**3,041**	**33**	**228**	**48**	**357**	**952**	**7,426**
Totaux, 1938	**225**	**4,760**	**55**	**1,229**	**699**	**4,464**	**39**	**267**	**31**	**316**	**1,049**	**11,036**
Totaux, 1939	**234**	**3,829**	**77**	**1,293**	**874**	**4,946**	**53**	**793**	**61**	**774**	**1,299**	**11,635**
1940												
Ile du P.-E.	1	2	Nil	–	8	26	Nil	–	Nil	–	9	28
N.-Ecosse	2	41	1	62	26	255	1	50	"	–	30	408
N.-Brunswick	2	4	3	48	43	207	Nil	–	"	–	48	259
Québec	105	1,592	35	698	300	1,704	31	262	43	374	514	4,630
Ontario	63	1,494	22	179	222	1,062	20	235	12	69	339	3,039
Manitoba	10	67	4	109	48	151	1	8	Nil	–	63	335
Saskatchewan	2	6	4	9	104	364	1	2	4	7	115	388
Alberta	8	166	1	8	17	164	1	3	Nil	–	27	341
Col. Britannique	4	110	2	15	6	16	1	9	"	–	13	150
Totaux, 1940	**197**	**3,482**	**72**	**1,128**	**774**	**3,949**	**56**	**569**	**59**	**450**	**1,158**	**9,578**

En 1940 le Québec et l'Ontario s'approprient 44·4 p.c. et 29·3 p.c. respectivement des faillites globales du Dominion. Pour ce qui est du passif, bien que les deux provinces se classent dans le même ordre, le Québec contribue un plus fort pourcentage du total, soit 48·3 p.c. comparativement à 31·7 p.c. pour l'Ontario.

2.—Faillites industrielles et commerciales au Canada, par province, 1938-40

(D'après Dun and Bradstreet, Incorporated)

NOTA.—Les chiffres de 1934-36 paraissent à la p. 987 de l'Annuaire de 1937 et ceux de 1937 à la p. 983 de l'Annuaire de 1940.

Province	Faillites			Actif			Passif		
	1938	1939	1940	1938	1939	1940	1938	1939	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000
Ile du Prince-Edouard	Nil	4	9	–	16	11	–	99	28
Nouvelle-Ecosse	28	38	30	130	76	123	385	257	408
Nouveau-Brunswick	43	43	48	425	429	163	894	559	259
Québec	482	591	514	2,928	3,743	2,690	4,845	5,892	4,630
Ontario	316	359	339	2,790	1,701	2,679	3,617	2,834	3,039
Manitoba	77	117	63	434	609	337	552	955	335
Saskatchewan	55	92	115	177	294	157	255	445	388
Alberta	24	37	27	70	229	157	90	238	341
Colombie Britannique	24	18	13	232	230	112	398	356	150
Totaux	**1,049**	**1,299**	**1,158**	**7,186**	**7,327**	**6,429**	**11,036**	**11,635**	**9,578**

Faillites par genre d'industrie.—La grande majorité des faillites commerciales affecte les établissements de commerce, qui sont de beaucoup plus nombreux que les manufactures. Ainsi, d'après Dun and Bradstreet, Incorporated, sur un total de 1,158 faillites commerciales au Canada en 1940, 774 sont celles de détaillants. dont 272 dans les aliments et 117 dans le vêtement. Parmi les 197 manufactures qui faillissent, il y en a 42 dans les textiles, 57 dans les aliments et 18 dans le cuir et les produits du cuir.

3.—Faillites industrielles et commerciales au Canada, par genre d'industrie, 1938-40

(D'après Dun and Bradstreet, Incorporated)

NOTA.—Les chiffres de 1934-36 se trouvent à la page 987 de l'Annuaire de 1937 et ceux de 1937 à la page 983 de l'Annuaire de 1940.

Industrie et division	Faillites			Passif		
	1938	1939	1940	1938	1939	1940
	No.	No.	No.	$'000	$'000	$'000
Manufactures—						
Aliments	44	48	57	563	607	463
Produits textiles	67	65	42	894	1,365	664
Produits forestiers	27	20	13	1,372	186	221
Papier, impression et édition	17	15	13	129	102	394
Produits chimiques et drogues	6	15	13	32	75	182
Combustible	4	4	3	179	252	130
Cuir et produits	15	11	18	144	209	366
Pierre, argile, verre	6	7	4	185	64	55
Fer et acier	4	10	7	223	104	58
Machinerie	5	3	3	86	32	10
Matériel de transport	6	2	2	112	12	25
Tous autres	24	34	22	841	821	914
Totaux, manufactures	**225**	**234**	**197**	**4,760**	**3,829**	**3,482**
Commerce de gros—						
Produits agricoles, aliments, épiceries	17	20	18	430	372	540
Vêtements et garnitures	6	9	6	157	193	102
Tissus et merceries	5	6	2	229	215	53
Bois, matériaux de construction, quincaillerie	3	7	9	40	137	123
Produits chimiques et drogues	2	2	3	7	48	16
Combustible	1	Nil	Nil	13	–	–
Industrie de l'automobile	3	2	3	7	15	50
Maisons d'approvisionnement	7	Nil	Nil	102	–	–
Tous autres	11	31	31	244	313	244
Totaux, commerce de gros	**55**	**77**	**72**	**1,229**	**1,293**	**1,128**
Commerce de détail—						
Aliments	211	213	272	767	683	837
Accessoires agricoles, magasins généraux	72	101	82	691	829	557
Marchandise générale	44	46	33	307	214	205
Vêtements	125	183	117	628	989	754
Meubles, mobilier de ménage	20	41	28	67	360	208
Bois, matériaux de construction, quincaillerie	33	45	43	514	392	482
Industrie de l'automobile	33	66	47	302	722	351
Restaurants	74	90	72	434	252	180
Drogues	23	20	25	78	88	98
Tous autres	64	69	55	676	417	277
Totaux, commerce de détail	**699**	**874**	**774**	**4,464**	**4,946**	**3,949**
Construction—						
Entrepreneurs généraux	6	13	19	73	499	266
Charpentiers et bâtisseurs	15	9	10	78	97	99
Sous-entrepreneurs, bâtiments	16	31	25	107	197	182
Autres entrepreneurs	2	Nil	2	9	–	22
Totaux, construction	**39**	**53**	**56**	**267**	**793**	**569**

3.—Faillites industrielles et commerciales au Canada, par genre d'industrie, 1938-40 —fin

Industrie et division	Faillites			Passif		
	1938	1939	1940	1938	1939	1940
	No.	No.	No.	$'000	$'000	$'000
Service commercial—						
Dégraisseurs, teinturiers, tailleurs	4	10	20	12	77	197
Hâlage, autobus, taxis, etc	12	10	15	145	109	104
Hôtels	3	11	3	67	239	57
Buanderies	3	7	1	49	269	-
Directeurs de funérailles	2	2	6	31	9	31
Tous autres	7	21	14	12	71	61
Totaux, service commercial	**31**	**61**	**59**	**316**	**774**	**450**
Grands totaux	**1,049**	**1,299**	**1,158**	**11,036**	**11,635**	**9,578**

Section 2.—Faillites commerciales d'administrations sous la législation fédérale

En vertu des lois de faillite et de liquidation (S.R.C. 1927, cc. 11 et 213) certains documents relatifs aux biens administrés d'après ces lois sont depuis juillet 1920 envoyés au Bureau Fédéral de la Statistique pour analyse statistique. Cependant des changements dans les lois en vigueur depuis 1923 affectent la comparabilité avec 1921 et 1922, les deux premières années de complètes statistiques. La série des tableaux ci-dessous commence donc avec 1923, excepté pour l'analyse par genre d'affaires, au tableau **5**, dans lequel cas 1924 est la première année où l'analyse est compilée. Les statistiques de cette section couvrent toutes les faillites et insolvabilités qui tombent sous la législation fédérale, y compris les faillites des individus et des fermiers.

4.—Faillites commerciales au Canada, par province, 1923-40

Année	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	C.B.	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1923	16	155	67	1,181	970	258	280	323	158	3,408
1924	3	69	67	907	835	100	131	150	57	2,319
1925	4	71	67	758	721	85	77	139	74	1,996
1926	4	63	74	654	655	84	68	113	58	1,773
1927	4	66	74	658	681	97	54	135	72	1,841
1928	4	90	56	767	758	103	63	126	70	2,037
1929	1	71	61	927	762	91	84	101	69	2,167
1930	3	61	45	1,011	776	113	146	152	95	2,402
1931	7	51	74	795	793	109	152	131	104	2,216
1932	9	62	80	968	889	86	91	131	104	2,420
1933	10	55	42	935	730	67	59	88	58	2,044
1934	8	42	38	779	474	56	36	42	57	1,532
1935	4	28	37	632	390	46	66	83	28	1,314
1936	6	29	15	589	384	33	57	48	37	1,198
1937	Nil	23	23	623	335	23	34	25	40	1,126
1938	4	35	31	588	391	67	56	20	27	1,219
1939	3	38	45	669	403	74	67	37	56	1,392
1940	3	26	12	622	362	36	46	31	35	1,173

5.—Faillites commerciales au Canada, par genre de commerce, 1924-40

Année	Commerce	Manufactures	Agriculture	Forêt et pêche	Mines	Construction	Transport et utilités publiques	Finance	Service	Non classifié	Totaux
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1924.....	1,317	329	204	14	22	44	36	8	129	216	2,319
1925.....	1,026	403	158	14	15	50	21	5	220	84	1,996
1926.....	805	390	135	27	20	52	34	1	225	84	1,773
1927.....	818	430	116	30	26	63	36	Nil	243	79	1,841
1928.....	884	505	108	31	23	70	45	5	263	103	2,037
1929.....	1,100	443	125	4	11	61	21	5	239	158	2,167
1930.....	1,204	488	115	12	9	55	48	29	283	159	2,402
1931.....	1,102	464	125	5	7	61	42	21	255	134	2,216
1932.....	1,171	468	190	9	6	83	43	7	290	153	2,420
1933.....	1,089	357	92	1	5	57	26	12	246	159	2,044
1934.....	799	217	82	3	2	59	20	16	217	117	1,532
1935.....	594	180	173	3	10	62	11	16	186	79	1,314
1936.....	536	191	123	2	12	53	10	11	189	71	1,198
1937.....	584	182	104	5	21	46	7	15	123	39	1,126
1938.....	667	200	101	1	11	50	9	4	109	67	1,219
1939.....	664	210	108	6	18	80	22	12	197	75	1,392
1940.....	591	167	67	4	15	53	13	11	201	51	1,173

6.—Bilan des faillites commerciales au Canada, 1923-40.

Année	Grand total estimatif de l'actif	Grand total estimatif du passif	Année	Grand total estimatif de l'actif	Grand total estimatif du passif
1923.....	62,127,489	61,617,527	1932.....	40,604,208	51,629,303
1924.....	43,194,035	48,105,397	1933.....	27,033,240	32,953,858
1925.....	26,968,371	32,153,697	1934.....	19,257,469	23,598,260
1926.....	24,676,661	32,291,125	1935.....	12,174,401	17,567,002
1927.....	23,197,894	30,634,469	1936.....	10,703,620	15,144,945
1928.....	26,583,462	32,455,437	1937.....	10,704,079	14,303,362
1929.....	32,064,027	38,747,638	1938.....	8,782,191	14,017,061
1930.....	44,048,171	48,164,065	1939.....	11,186,360	15,089,461
1931.....	46,839,179	52,552,900	1940.....	7,676,295	10,663,326

7.—Faillites commerciales au Canada, par province et genre d'affaires, 1940, et totaux pour 1939

Genre d'affaires	I.P.-E. et N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	C.B.	Total pour 1940	Total pour 1939
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Commerce—										
Magasins généraux	4	3	35	23	1	3	4	4	77	101
Epiceries	7	3	43	29	4	4	1	3	94	96
Confiseries	1	Nil	13	7	Nil	Nil	1	Nil	22	24
Liqueurs et tabacs	Nil	"	19	8	"	"	Nil	"	27	14
Poisson et viande	1	"	26	22	1	2	2	"	54	58
Chaussures	1	"	15	11	Nil	Nil	Nil	"	27	23
Mercerie	1	"	25	12	1	1	1	2	43	44
Vêtements	2	1	41	30	2	4	Nil	1	81	105
Meubles	Nil	Nil	5	5	Nil	Nil	"	Nil	10	13
Livres et papeterie	"	"	9	4	"	"	"	"	13	15
Automobiles	1	1	7	3	"	"	"	"	12	25
Quincaillerie	Nil	Nil	10	4	"	"	2	1	17	23
Appareils électriques	"	"	10	1	"	1	Nil	Nil	12	12
Bijouterie	"	"	4	1	"	Nil	"	"	5	14
Charbon et bois	"	"	5	8	1	1	1	1	17	13
Drogues et produits chimiques	1	"	10	9	Nil	3	Nil	1	24	19
Divers	3	"	24	16	4	3	3	3	56	65
Totaux, commerce	**22**	**8**	**301**	**193**	**14**	**22**	**15**	**16**	**591**	**664**

7.—Faillites commerciales au Canada, par province et genre d'affaires, 1940, et totaux pour 1939—fin

Genre d'affaires	I.P.-E. et N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	C.B.	Total pour 1940	Total pour 1939
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Manufactures—										
Substances végétales alimentaires	1	Nil	22	12	3	Nil	1	3	42	38
Viandes	Nil	"	6	4	Nil	"	Nil	Nil	10	25
Liqueurs et tabacs	"	"	Nil	Nil	"	"	"	"	Nil	1
Fourrure et cuir	"	"	9	4	"	"	3	"	16	21
Pulpe et papier	"	"	1	2	"	"	Nil	"	3	4
Textiles	"	"	5	6	"	"	"	"	11	20
Vêtements	"	"	15	11	1	"	"	"	27	33
Bois et articles en bois	"	"	5	4	Nil	1	1	1	12	20
Fer et acier	1	"	8	1	"	Nil	Nil	Nil	10	10
Métaux non ferreux	Nil	"	5	1	"	"	"	"	6	9
Métalloïdes	"	"	6	3	"	"	1	"	10	11
Drogues et produits chimiques	"	"	4	Nil	"	"	Nil	"	4	6
Divers	"	"	11	5	"	"	"	"	16	12
Totaux, manufactures	**2**	**Nil**	**97**	**53**	**4**	**1**	**6**	**4**	**167**	**210**
Services—										
Garages	1	Nil	21	9	Nil	1	3	Nil	35	28
Autres, façon et réparations	1	"	15	13	1	Nil	Nil	1	31	40
Services personnels	1	1	25	16	3	2	1	1	50	50
Restaurants	Nil	Nil	28	15	3	Nil	2	1	49	47
Services professionnels	"	"	17	4	Nil	"	Nil	Nil	21	19
Services récréationnels	"	"	Nil	1	"	"	"	1	2	5
Services d'affaires	"	"	9	3	"	"	"	1	13	8
Totaux, services	**3**	**1**	**115**	**61**	**7**	**3**	**6**	**5**	**201**	**197**
Autres—										
Agriculture	1	1	26	15	7	16	1	Nil	67	108
Mines	Nil	Nil	5	6	Nil	Nil	1	3	15	18
Abatage du bois, pêche et piégeage	"	"	3	Nil	"	"	Nil	1	4	6
Construction	1	"	31	18	2	"	1	Nil	53	80
Transport et utilités publiques	Nil	"	10	3	Nil	"	Nil	"	13	22
Finance	"	"	8	1	"	"	"	2	11	12
Totaux, autres	**2**	**1**	**83**	**43**	**9**	**16**	**3**	**6**	**163**	**246**
Non classifiés	**Nil**	**2**	**25**	**12**	**2**	**4**	**1**	**4**	**51**	**75**
Grands totaux	**29**	**12**	**621**	**362**	**36**	**46**	**31**	**35**	**1,173**	**1,392**

Section 3.—Administration des biens des faillis

L'administration des biens des faillis relève présentement du surintendant des Faillites (nommé en 1932). Elle a pour objet la conservation autant que possible de l'actif des faillis pour le bénéfice des créanciers. Les chiffres du premier rapport sont donnés à la page 1055 de l'Annuaire de 1934–35 et ceux des années subséquentes paraissent dans les éditions suivantes.

8.—Actif, passif, actif réalisé et frais d'administration des biens des faillis liquidés en 1933-40 et par province, 1940

(Extrait du Rapport annuel du surintendant des Faillites)

Année	Biens	Actif selon l'estimation du failli	Passif selon l'estimation du failli	Somme totale réalisée	Frais d'administration	Pourcentage du coût	Payé aux créanciers
	nomb.	$	$	$	$	p.c.	$
Totaux, 1933	**850**	**9,207,503**	**8,629,392**	**1,880,015**	**423,883**	**22·6**	**1,449,392**
Totaux, 1934	**1,620**	**14,887,298**	**20,342,883**	**3,800,996**	**880,803**	**23·2**	**2,908,020**
Totaux, 1935	**1,198**	**14,039,847**	**19,402,471**	**2,797,009**	**763,617**	**27·3**	**2,020,868**
Totaux, 1936	**1,069**	**10,314,455**	**14,018,966**	**2,265,125**	**603,182**	**26·6**	**1,661,943**
Totaux, 1937	**1,149**	**18,397,022**	**20,431,515**	**2,805,743**	**770,563**	**27·5**	**2,035,180**
Totaux, 1938	**1,098**	**15,995,276**	**21,740,131**	**2,526,562**	**717,485**	**28·4**	**1,809,077**
Totaux, 1939	**1,119**	**13,174,172**	**15,760,643**	**2,667,708**	**815,396**	**30·6**	**1,852,312**

8.—Actif, passif, actif réalisé et frais d'administration des biens des faillis liquidés en 1933-40 et par province, 1940—fin

Année et province ou ville	Biens	Actif selon l'estimation du failli	Passif selon l'estimation du failli	Somme totale réalisée	Frais d'administration	Pourcentage du coût	Payé aux créanciers
	nomb.	$	$	$	$	p.c.	$
1940							
Ile du Prince-Edouard	4	9,774	14,788	3,170	1,127	35·6	2,043
Nouvelle-Ecosse	32	414,380	501,349	83,366	21,988	26·4	61,378
Nouveau-Brunswick	12	146,284	198,431	46,452	11,894	25·6	34,558
Québec[1]	321	2,986,140	2,900,995	634,381	206,864	32·6	427,517
Montréal	381	3,069,540	5,938,407	786,923	228,916	29·1	558,007
Ontario[1]	177	1,736,333	2,332,502	434,093	140,311	32·3	293,782
Toronto	69	1,641,418	1,758,381	207,608	57,595	27·7	150,013
Manitoba	19	127,524	159,646	46,158	9,117	19·8	37,041
Saskatchewan	14	84,955	171,001	34,673	10,408	30·0	24,265
Alberta	22	403,531	327,081	47,248	27,373	57·9	19,875
Colombie Britannique	33	695,513	630,070	171,182	41,053	24·0	130,129
Totaux, 1940	**1,084**	**11,315,392**	**14,932,651**	**2,495,254**	**756,646**	**30·3**	**1,738,608**[2]

[1] A l'exclusion de la ville indiquée en retrait. [2] En plus des paiements faits par les syndics, les créanciers nantis ont estimé leurs valeurs ou en ont réalisé, eux-mêmes, sans l'intervention des syndics pour une somme approximative de $3,047,329.

La loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers est entrée en vigueur le 1er septembre 1934. Il n'y a cession de biens que dans les cas où les cultivateurs sont irrémédiablement insolvables et, dans plusieurs cas, la cession suit le rejet des propositions soumises aux créanciers. Ordonnance de mettre sous séquestre n'est faite que dans les cas où les fermiers ont forfait aux conditions de leurs propositions telles qu'acceptées par les créanciers et approuvées par la cour. Le tableau 9 ne donne que les statistiques des biens liquidés par cession et mise sous séquestre et n'indique pas les propositions approuvées et exécutées subordonnément à la loi.

9.—Actif, passif, actif réalisé et frais d'administration des biens liquidés par cession et mise sous séquestre en vertu de la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers, 1935-40, et par province, 1940

(Extrait du Rapport annuel du surintendant des Faillites)

Année et province	Biens	Actif selon l'estimation du failli	Passif selon l'estimation du failli	Somme totale réalisée	Frais d'administration	Pourcentage du coût	Payé aux créanciers
	nomb.	$	$	$	$	p.c.	$
Totaux, 1935	**94**	**352,030**	**729,203**	**20,731**	**2,296**	**11·1**	**18,435**
Totaux, 1936	**259**	**1,227,198**	**2,426,374**	**55,451**	**12,904**	**23·3**	**42,547**
Totaux, 1937	**167**	**641,096**	**1,131,828**	**78,562**	**13,885**	**17·7**	**64,677**
Totaux, 1938	**139**	**575,514**	**974,002**	**76,832**	**13,400**	**17·4**	**63,432**
Totaux, 1939	**83**	**368,548**	**688,524**	**39,808**	**9,466**	**23·8**	**30,342**
1940							
Ile du Prince-Edouard	2	5,198	7,702	706	217	30·7	489
Nouvelle-Ecosse	Nil	–	–	–	–	–	–
Nouveau-Brunswick	"	–	–	–	–	–	–
Québec	15	64,381	83,307	19,815	3,428	17·3	16,387
Ontario	18	109,496	157,878	14,994	2,512	16·8	12,482
Manitoba	Nil	–	–	–	–	–	–
Saskatchewan	20	72,832	194,589	1,111	912	82·1	199
Alberta	3	13,280	12,918	103	103	100·0	–
Colombie Britannique	1	1,845	3,122	609	245	40·2	364
Totaux, 1940	**59**	**267,032**	**459,516**	**37,338**	**7,417**	**19·8**	**29,921**[1]

[1] De plus, des biens meubles et immeubles hypothéqués ou gagés, d'une valeur estimative de $158,398 ont été transférés aux créanciers hypothécaires.

CHAPITRE XVIII.—TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

SYNOPSIS

	Page
Partie I.—Contrôle du Gouvernement sur les moyens de transport et de communication	550
Partie II.—Chemins de fer	553
Section 1. Chemins de fer	553
Sous-section 1. Parcours et matériel	553
Sous-section 2. Finances des chemins de fer	555
Sous-section 3. Trafic des chemins de fer	565
Section 2. Tramways électriques	571
Sous-section 1. Matériel des tramways électriques	572
Sous-section 2. Finances des tramways électriques	573
Sous-section 3. Trafic des tramways électriques	574
Section 3. Messageries	574
Partie III.—Transport routier	576
Section 1. Règlements provinciaux des véhicules-moteur et de la circulation	576
Section 2. Routes et véhicules	578
Sous-section 1. Voirie	578
Sous-section 2. Véhicules à moteur	580
Section 3. Finances du transport routier	581
Section 4. Trafic routier	584
Partie IV.—Cours d'eau	587
Section 1. Matériel et facilités	588
Sous-section 1. Transport maritime	588
Sous-section 2. Balisage des eaux et ouvrages divers	589
Sous-section 3 Canaux	591
Sous-section 4. Ports	592
Sous-section 5. Services maritimes et opérations du Gouvernement fédéral	594
Section 2. Statistiques financières des cours d'eau	597
Section 3. Trafic et services par eau	605
Sous-section 1. Navigation	605
Sous-section 2. Trafic des canaux	610
Sous-section 3. Trafic dans les ports	616
Partie V.—Aviation	616
Section 1. Historique et administration	616
Sous-section 1. Evolution de l'aviation au Canada	616
Aviation civile d'avant-guerre et problème de la défense	617
Sous-section 2. Administration	622
Section 2. Aéroport et avions	625
Sous-section 1. Résumé statistique de l'aviation civile	625
Sous-section 2. Facilités d'atterrissage	626
Sous-section 3. Avions	627
Section 3. Finances et employés	628
Sous-section 1. Dépenses du Gouvernement fédéral	628
Sous-section 2. Dépenses provinciales et autres	629
Section 4. Trafic	630
Partie VI.—Communications par fil	633
Section 1. Télégraphes	633
Section 2. Téléphones	635
Sous-section 1. Réseaux et matériel	635
Sous-section 2. Statistiques financières du téléphone	636
Sous-section 3. Appels téléphoniques	637
Partie VII.—Communications sans fil	637
Section 1. Administration	638
Sous-section 1. Contrôle technique et permis	638
Sous-section 2. Dépenses et revenus de l'administration de la Radio	640
Sous-section 3. Recherche et suppression de l'interférence inductive	641
Section 2. Opérations des communications radiophoniques	642
Sous-section 1. Postes du Gouvernement fédéral	642
Sous-section 2. Postes de radio des gouvernements provinciaux	645
Sous-section 3. Postes commerciaux laissés à l'entreprise particulière	645
Section 3. Irradiation et régie des programmes sous la Société Radio-Canada	646
Sous-section 1. Administration	646
Sous-section 2. Opérations	647
Sous-section 3. Finances	649
Partie VIII.—Administration des Postes	650
Partie IX.—La presse	657
Section 1. Statistiques de la presse	658

Le Canada, de près de 4,000 milles de long de l'est à l'ouest, avec ses principales barrières topographiques allant du nord au sud, sa population relativement petite de 11,422,000 (population estimative au 1er juin 1940) parsemée le long de sa longue frontière méridionale, présente d'exceptionnelles difficultés au point de vue transport. Certaines parties du pays sont isolées des autres par des étendues montagneuses, rocheuses et forestières, telles que la contrée située entre le Nouveau-Brunswick et le Québec, les régions septentrionales des lacs Huron et Supérieur qui séparent les secteurs industriels de l'Ontario et du Québec des terres agricoles des Prairies, et les barrières dressées par les montagnes de la Colombie Britannique. Dans un pays comme le nôtre, dont la population si dispersée produit surtout pour l'exportation, comme nos agriculteurs de l'Ouest ou, comme nos manufacturiers,

principalement pour la consommation dans les parties éloignées du pays, un système de transports peu coûteux est de première nécessité. Avant 1850, lorsque les cours d'eau constituaient les principaux moyens de transport, les affaires demeuraient tout l'hiver dans un état de stagnation relative, pendant que ces voies de communications étaient bloquées par les glaces plusieurs mois de l'année. La nécessité des chemins de fer s'imposait donc comme moyen adéquat d'assurer le développement économique du Canada et plus particulièrement de rapprocher le monde industriel et commercial des vastes régions de production de l'Ouest du Canada et ainsi contribuer à leur développement. La construction du chemin de fer Canadien Pacifique a donné au Canada sa longueur comme unité économique et celle des autres transcontinentaux plus récents, sa largeur.

Le transport ferroviaire, tout essentiel qu'il soit dans un pays comme le Canada, n'en reste pas moins dispendieux pour les marchandises lourdes et volumineuses de même que pour les faibles distances où le coût d'une manutention répétée est plus élevé que celui du transport lui-même. Pour le transport des matières volumineuses, de nouvelles entreprises ont été lancées ou sont encore à l'étude pour améliorer les communications par eau. La plus importante de celles-ci à l'heure présente est le développement du réseau du St-Laurent en une voie internationale de commerce. Pour le transport des marchandises sur de faibles distances, le camion automobile qui circule sur un réseau sans cesse croissant de routes améliorées, fournit un service dont l'importance ne cesse de grandir. Quant aux régions inaccessibles aux chemins de fer, l'aéroplane y pourvoit en ajoutant considérablement aux facilités de transport.

Pour bien apprécier à ce point de vue la valeur de chacun de ces moyens de transport, le présent chapitre de l'Annuaire, après avoir traité dans la partie I du contrôle du Gouvernement sur les transports et les communications, étudie en particulier dans les parties II, III, IV et V respectivement les quatre principaux moyens de transport, à savoir le rail, la route, l'eau et l'air. Chaque partie est ordonnée de façon à montrer: (1) le matériel d'exploitation, l'outillage et les facilités disponibles; (2) ce qu'il en coûte au peuple canadien; et (3) le trafic ou les services rendus, dans la mesure où il existe des statistiques sur chaque item. Cette disposition, malheureusement, compor e certaines lacunes assez sérieuses dans les renseignements présentement disponibles; ces dernières sont indiquée; dans les parties respectives.

Non moins important, du point de vue social, est le développement des communications dans un pays si vaste et dont les centres de population sont si épars. La poste a été un facteur important bien que peu reconnu de solidarité entre la population des différentes parties du Dominion et la radio vient maintenant contribuer à la poursuite de ce même objet désirable; quant au télégraphe et au téléphone, ils ont fortement concouru à abolir les distances—le téléphone rural ayant particulièrement contribué à la vie sociale et économique des campagnes. La presse, elle aussi, secondée par des communications télégraphiques et par câble à bon marché et par un tarif postal peu élevé sur les matières de deuxième classe dans toutes les parties du pays, a énormément contribué à développer le sentiment national. Ces moyens de communications sont étudiés dans les parties VI, VII, VIII, et IX.

PARTIE I.—CONTRÔLE DU GOUVERNEMENT SUR LES MOYENS DE TRANSPORT ET DE COMMUNICATION

Les problème du transport, parce qu'ils sont d'importance vitale dans la vie économique du Canada, occupent une partie considérable du temps et de la considération de nos parlementaires et de nos hommes publics. Avec l'essor moderne

des nouvelles méthodes, il importe de plus en plus de comprendre que les nombreux moyens de transport—le rail, la route, l'eau et l'air—sont ou doivent être des parties relatives d'un tout complet. Chaque mode trouve place quand il s'agit d'assurer efficacement le transport nécessaire au Canada. L'organisation du Ministère fédéral des Transports est la reconnaissance de cette nécessité grandissante d'étudier les problèmes du transport et des communications qui s'y rattachent comme des parties d'un tout coordonné. Ce Ministère fut organisé le 2 novembre 1936, sous l'autorité du c. 34, 1936, laissant à un ministère unique le droit de regard et de surveillance des chemins de fer, des canaux, des ports, de la marine et des vaisseaux, de l'aviation civile et de la radio. Le Service Météorologique dépend aussi du Ministère des Transports.

Les entreprises privées qui, depuis cinquante ans, s'occupent des transports et des communications au Canada, ont constamment manifesté la tendance constatée partout ailleurs dans le monde civilisé vers la fusion et l'amalgamation. L'explication de cette absorption se trouve dans le fait que les entreprises de transports et de communications constituent, à vrai dire, un "monopole naturel", c'est-à-dire un type d'entreprises qui peut mieux servir le public efficacement et économiquement lorsqu'une ou quelques compagnies contrôlent un type particulier de service à travers le pays. L'exemple frappant de ces fusions au Canada de nos jours, c'est la concentration du contrôle des chemins de fer du pays dans les mains du Canadien Pacifique et du Canadien National.

Cependant, comme ce contrôle contient des éléments de monopole et possiblement de surcharge qui déplaisent au public, on a jugé bon au Canada, comme en d'autres pays, d'établir une autorité pour contrôler les taux et autres conditions des services que les voituriers publics vendent au public. Ce contrôle, en ce qui concerne les chemins de fer qui sont sous la juridiction du Gouvernement, est confié à la Commission des Transports qui a remplacé la Commission des Chemins de fer. De temps à autre l'autorité réglementaire de la Commission a été étendue modérément à d'autres services publics. Suit un bref résumé de l'histoire et des fonctions de cet organisme.

Outre la Commission des Transports, qui s'occupe des grandes utilités publiques soumises à l'action du Gouvernement fédéral, plusieurs provinces ont des rouages similaires chargés de la surveillance et du contrôle des utilités locales dépendant des autorités provinciales, et de leurs taux. Parmi ceux-ci il y a le Ministère des Affaires Municipales d'Ontario (autrefois la Commission Municipale et Ferroviaire d'Ontario, établie en 1906); la Commission des Utilités Publiques du Québec établie en 1909; le Bureau des Commissaires des Utilités Publiques de la Nouvelle-Ecosse et la Commission des Utilités Publiques du Manitoba. Dans les trois autres provinces de l'Ouest les mêmes fonctions sont exercées par les ministères provinciaux des chemins de fer.

Commission des Transports au Canada*

L'Annuaire de 1940 contient aux pages 652–653 des paragraphes préliminaires sur la situation qui a amené l'introduction de la réglementation des chemins de fer au Canada par une commission.

La Commission, connue auparavant sous le nom de Commission des Chemins de Fer du Canada, a été organisée le 1er fév. 1904, conformément aux stipulations de la loi des chemins de fer de 1903 (3 Ed. VII, c. 58). A ses débuts elle se composait d'un commissaire en chef, d'un sous-chef et d'un commissaire. En 1908, on y ajouta un adjoint au commissaire en chef et deux autres commissaires. D'après la

* Revisé par P. F. Baillargeon, secrétaire de la Commission des Transports au Canada.

loi, la Commission peut se diviser en deux sections de trois membres chacune; mais, puisque deux membres constituent un quorum, deux commissaires entendent la majorité des causes et, lorsqu'ils sont d'accord, tranchent les différends au nom de la Commission. En vertu de la loi des transports (c. 53, 1938) le nom de la commission a été changé. Elle se nomme maintenant Commission des Transports au Canada et a juridiction en matières de transport par navires, avions et chemins de fer. La nouvelle commission compte le même nombre de membres et est organisée de la même façon que la précédente.

Les attributions de la Commission, dans leurs grandes lignes, se rapportent principalement au tracé, à la construction et à l'exploitation des chemins de fer, le plus important de leurs pouvoirs étant la réglementation des tarifs. Les tarifs des voyageurs sont de deux catégories, régulier et spécial, et les tarifs des marchandises sont de trois sortes, régulier, spécial et concurrentiel. Les tarifs réguliers sont des tarifs maxima et les seuls qui ne peuvent être mis en vigueur avant leur approbation par la Commission. Les tarifs spéciaux et concurrentiels étant inférieurs aux tarifs maxima ne nécessitent pas l'approbation de la Commission, pourvu que le changement de tarif ait été annoncé. Mais ordinairement les ajustements de tarif d'une certaine ampleur sont portés devant la Commission, car ils ont pour effet de modifier l'étendue du territoire dans lequel un expéditeur peut soutenir la concurrence, et pour cette raison il peut les déférer à la Commission. C'est une question épineuse que de déterminer les limites des territoires de la concurrence, de décider si les manufacturiers de la Nouvelle-Ecosse doivent jouir de tarifs avantageux leur permettant de faire sentir leur concurrence jusqu'à l'ouest de Montréal, ou bien si la cherté de la construction et de l'exploitation des chemins de fer de la Colombie Britannique justifie un tarif élevé, empêchant les marchandises de cette province de pénétrer au cœur des prairies. Un amendement à la loi des chemins de fer donne à la Commission le droit de réglementer les tarifs des téléphones, des télégraphes et des messageries, quoique lui conférant à cet égard des pouvoirs moins étendus que ceux qu'elle possède en matière de chemins de fer. En vertu de la loi du transport, la Commission a maintenant le pouvoir d'accorder aussi des permis aux personnes ou entreprises autorisées à faire du transport par air sur les routes aériennes désignées comme étant sous sa juridiction par le Gouverneur en Conseil. Depuis le 15 janvier 1939 et à la suite d'une proclamation du Gouverneur en Conseil à cet effet, la Commission a aussi le pouvoir d'émettre des permis aux navires engagés dans le transport de passagers ou marchandises sur les Grands Lacs, tel que défini dans l'art. 2, parag. 1 (f), de la loi des transports, 1938.

La procédure de la Commission est exempte de formalité, ce qui convient mieux à la nature de son travail, car l'expérience a démontré que la forme strictement légale des procédures pousse les compagnies à recourir à des attitudes non compromettantes. Si possible, les différends sont aplanis au moyen de recommandations faites à la compagnie ou à l'expéditeur; ainsi en 1938, 96·4 p.c. des plaintes reçues par la Commission furent réglées en dehors de toute audience. L'ancien comité des chemins de fer siégeait à Ottawa, à la manière d'un tribunal, de telle sorte que les plaignants qui ne pouvaient ni comparaître en personne, ni retenir les services d'un avocat, ne pouvaient faire redresser leurs griefs. La Commission des Transports a des itinéraires arrangés de telle manière que l'audition n'entraîne qu'un minimum de frais.

Le commissaire en chef, ou le sous-chef, s'il préside, tranche souverainement les questions de loi, quand, dans l'opinion des commissaires, la question relève de la loi. Sur les points de fait aussi, les décisions de la Commission sont finales et sont indépendantes des précédents créés par la jurisprudence de toute autre cour.

On établit une distinction entre les points de droit et les questions de compétence; dans le premier cas, la Commission peut à son gré permettre un appel à la Cour Suprême, mais dans le second cas le droit d'appel est absolu.

Le comité des chemins de fer du Conseil Privé, étant constitué par les membres du Cabinet, était responsable au Parlement. Lorsque les attributions du comité furent transportées à la Commission des Chemins de fer (maintenant la Commission des Transports) cette responsabilité fut conservée, mais nécessairement de façon différente. Toute décision de la Commission peut être déférée au Gouverneur Général en Conseil, qui peut d'ailleurs intervenir de son propre mouvement, pour l'infirmer ou la modifier, mais ce pouvoir s'exerce généralement par envoi de la cause devant la Commission pour y être jugée de nouveau. Depuis son institution jusqu'au 31 décembre 1939, la Commission a entendu 10,618 causes, mais 123 de ses jugements ont été portés en appel et 6 cas ont été référés à la Cour Suprême du Canada; 79 de ces cas, y compris les 6 références, ont été portés devant la Cour Suprême du Canada et 50 devant le Gouverneur en Conseil. Treize des jugements déférés à la Cour Suprême et trois de ceux déférés au Gouverneur Général en conseil ont été accordés.

PARTIE II.—CHEMINS DE FER

L'étude du transport sur rail est divisée en trois sections: chemins de fer, tramways électriques et messageries.

Section 1.—Chemins de fer*

Le chemin de fer continue d'être le moyen de transport le plus important au point de vue placement et trafic. Ce mode de transport possède un champ statistique plus étendu que tout autre, car les chiffres sur la longueur des voies ferrées, l'outillage, les finances et le trafic sont passablement complets.

Historique.—L'Annuaire de 1940 contient aux pp. 654–656 une esquisse historique du développement des chemins de fer au Canada. De plus amples détails sont fournis aux pp. 632–639 de l'Annuaire de 1922–23, aux pp. 611–613 de l'Annuaire de 1926 et aux pp. 706–710 de l'Annuaire de 1934–35.

Sous-section 1.—Parcours et matériel des chemins de fer

Bien que la construction du premier chemin de fer canadien—la ligne de 16 milles reliant Laprairie et St-Jean, Qué.—ait été commencée en 1835, le Canada ne compte que 66 milles de voie ferrée exploitée en 1850. La première grande période de construction (telle qu'indiquée au tableau 1) a lieu entre 1850 et 1860, alors que le Grand Tronc et le Great Western, de même que plusieurs lignes moins considérables, sont construits. De 1860 à 1870, pendant que des troubles politiques et commerciaux accablent l'Amérique et l'Europe, plusieurs des chemins de fer exploités au Canada éprouvent des difficultés financières et relativement peu de construction nouvelle s'accomplit durant cette période. La construction des chemins de fer Intercolonial et Canadien Pacifique fait partie d'une autre période d'expansion rapide entre 1870 et 1890. Le Grand Tronc Pacifique, le Transcontinental National et le Canadien Nord sont construits au cours de la dernière grande période de construction de chemins de fer, de 1900 à 1917.

* Revisé et vérifié par G. S. Wrong, B.Sc., chef de la Branche des Transports et Utilités Publiques, Bureau Fédéral de la Statistique. Cette Branche publie un "Rapport annuel sur les chemins de fer", ainsi que nombre d'autres bulletins dont la liste est donnée au chapitre XXVIII du présent volume. Certaines statistiques financières des chemins de fer sont compilées avec la collaboration de fonctionnaires du Ministère des Transports.

1.—Millage de voie ferrée, 1835-1939

Année	Milles en exploitation	Année	Milles en exploitation	Année	Milles en exploitation	Année	Milles en exploitation	Année	Milles en exploitation	Année	Milles en exploitation
	nomb.		nomb.		nomb.		nomb.		nomb.		nomb.
1835.....	[1]	1863...	2,189	1879...	6,858	1895...	15,977	1911...	25,400	1925...	40,350
1836-46..	22	1864...	2,189	1880...	7,194	1896...	16,270	1912...	26,840	1926...	40,350
1847-49..	54	1865...	2,240	1881...	7,331	1897...	16,550	1913...	29,304	1927...	40,570
1850.....	66	1866...	2,278	1882...	8,697	1898...	16,870	1914...	30,795	1928...	41,022
1851.....	159	1867...	2,278	1883...	9,577	1899...	17,250	1915...	34,882	1929...	41,380
1852.....	205	1868...	2,270	1884...	10,273	1900...	17,657	1916...	36,985	1930...	42,047
1853.....	506	1869...	2,524	1885...	10,773	1901...	18,140	1917...	38,369	1931...	42,280
1854.....	764	1870...	2,617	1886...	11,793	1902...	18,714	1918...	38,252	1932...	42,409
1855.....	877	1871...	2,695	1887...	12,184	1903...	18,988	1919[2]..	38,329	1933...	42,336
1856.....	1,414	1872...	2,899	1888...	12,163	1904...	19,431				
1857.....	1,444	1873...	3,832	1889...	12,628	1905...	20,487	1919[3]...	38,495	1934...	42,270
1858.....	1,863	1874...	4,331	1890...	13,151	1906...	21,423	1920...	38,805	1935...	42,916
1859.....	1,994	1875...	4,804	1891...	13,838	1907...	22,446	1921...	39,191	1936...	42,552
1860.....	2,065	1876...	5,218	1892...	14,564	1908...	22,966	1922...	39,358	1937...	42,727
1861.....	2,146	1877...	5,782	1893...	15,005	1909...	24,104	1923...	39,654	1938...	42,742
1862.....	2,189	1878...	6,226	1894...	15,627	1910...	24,731	1924...	40,059	1939...	42,637

[1] Commencement de la construction du premier chemin de fer. La ligne ne fut mise en exploitation qu'en 1836. [2] Le 30 juin pour cette année et les années antérieures. [3] Le 31 décembre pour cette année et les suivantes.

En ce qui concerne le parcours global de ses voies ferrées, le Canada se classe maintenant quatrième pays, n'étant dépassé que par les Etats-Unis, la Russie soviétique et l'Inde Britannique. Seule l'Australie accuse une moyenne plus élevée de milles per capita. Le Canada compte un mille de ligne pour chaque 267 personnes (à l'exclusion de 339 milles, en majeure partie de lignes principales, de chemins de fer canadiens qui traversent le territoire américain).

La construction a été très active dans le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta au cours de la période de 1930-39, tandis que le millage est porté à fléchir légèrement dans les autres provinces, à la suite de l'abandon des lignes non lucratives.

2.—Millage de voie ferrée en exploitation, par province, le 31 décembre 1930-39

Province et genre de voie	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939
	milles	milles	milles	milles	milles	milles	milles	milles	milles	milles
Voies simples—										
Ile du Prince-Edouard....	286	286	286	286	286	286	286	286	286	286
Nouvelle-Ecosse.....	1,418	1,418	1,410	1,410	1,406	1,397	1,397	1,397	1,397	1,396
Nouveau-Brunswick.....	1,934	1,934	1,934	1,934	1,930	1,929	1,871	1,871	1,873	1,873
Québec.....	4,891	4,926	4,879	4,863	4,858	4,858	4,777	4,814	4,853	4,836
Ontario.....	10,938	10,905	10,908	10,880	10,842	10,821	10,746	10,692	10,657	10,570
Manitoba.....	4,420	4,419	4,420	4,433	4,459	4,970	4,860	4,860	4,860	4,860
Saskatchewan.....	8,166	8,268	8,438	8,438	8,368	8,556	8,624	8,776	8,777	8,777
Alberta.....	5,581	5,630	5,652	5,654	5,696	5,760	5,687	5,751	5,751	5,751
Colombie Britannique....	4,021	4,097	4,085	4,041	4,028	3,942	3,907	3,883	3,891	3,891
Yukon.....	58	58	58	58	58	58	58	58	58	58
Aux Etats-Unis.....	334	339	339	339	339	339	339	339	339	339
Totaux, voies simples...	42,047	42,280	42,409	42,336	42,270	42,916	42,552	42,727	42,742	42,637
Voies doubles.....	2,688	2,688	2,682	2,531	2,525	2,507	2,500	2,500	2,498	2,499
Voies industrielles.....	1,623	1,606	1,578	1,534	1,495	1,453	1,401	1,390	1,361	1,357
Voies d'évitem. et de gara.	10,227	10,277	10,335	10,278	10,229	10,295	10,239	10,218	10,159	10,108
Totaux, toutes voies.....	**56,585**	**56,851**	**57,004**	**56,679**	**56,519**	**57,171**	**56,692**	**56,835**	**56,760**	**56,601**

Matériel roulant.—Les chiffres du tableau 3 peuvent être complétés par les données suivantes: de 1920 à 1939, la capacité moyenne des wagons couverts aug-

mente de 34·779 tonnes à 41·766 tonnes; celle des wagons plats, de 33·459 à 41·643 tonnes; celle des wagons à charbon, de 43·404 à 52·730 tonnes; celle de tous les wagons à marchandises, de 35·141 tonnes à 42·484 tonnes. La force moyenne de traction des locomotives s'élève de 27·6 p.c. entre 1920 et 1939.

3.—Matériel roulant des chemins de fer à vapeur, au 31 déc. 1933-39

Matériel roulant	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Locomotives							
Voyageurs	1,333	1,291	1,200	1,191	1,209	1,214	1,174
Marchandises	3,073	3,035	2,876	2,862	2,805	2,715	2,592
De manœuvre	742	727	685	660	618	593	571
Electriques	39	34	34	34	35	35	36
Totaux	**5,187**	**5,087**	**4,795**	**4,747**	**4,667**	**4,557**	**4,373**
Wagons de voyageurs							
Première classe	1,924	1,907	1,745	1,754	1,850	1,890	1,874
Deuxième classe	355	350	295	276	256	255	252
Mixtes	463	461	362	372	370	373	371
Pour immigrants	634	628	566	419	374	337	353
Wagons-restaurants	261	260	257	256	251	220	197
Wagons-salons	303	302	290	278	259	250	244
Wagons-lits[1]	1,175	1,163	1,138	1,085	1,037	1,003	983
Bagages, messageries et postes	1,635	1,629	1,462	1,454	1,447	1,508	1,573
Wagons automoteurs	97	96	99	92	88	89	85
Autres	507	490	455	457	463[2]	456[2]	455[2]
Totaux[1]	**7,354**	**7,286**	**6,669**	**6,443**	**6,395**	**6,381**	**6,387**
Wagons de marchandises							
Wagons couverts	146,207	141,768	128,816	124,448	125,421	121,954	115,492
Wagons plats	15,837	15,124	13,501	12,991	12,548	12,462	11,692
A bestiaux	8,522	8,744	7,467	7,219	7,077	6,436	5,985
A charbon	22,472	18,115	17,566	17,463	18,066	18,115	17,770
Citernes	476	468	425	432	421	405	402
Frigorifiques	8,160	7,904	6,682	7,331	7,164	7,005	6,713
Autres	2,988	2,929	2,303	2,124	2,076[3]	1,952[2]	1,964[3]
Totaux	**204,662**	**195,052**	**176,760**	**172,008**	**172,773**	**168,329**	**160,018**

[1] Comprend les wagons Pullman en service au Canada. [2] Comprend trois autorails. [3] Comprend un autorail.

Sous-section 2.—Finances des chemins de fer

Les tableaux de cette sous-section portent sur le capital nominal, le capital immobilisé, les recettes, les frais d'exploitation, le personnel et son salaire, et les subsides gouvernementaux. Cependant, la présentation des statistiques financières des chemins de fer au Canada ne serait pas complète sans la considération détaillée des finances des chemins de fer possédés par le Gouvernement. La dernière partie de la sous-section en fait mention. Quelques autres statistiques du revenu sont comprises dans le tableau 18 où elles sont mises en relation avec le trafic.

4.—Millage, capital nominal, recettes et frais nominal d'exploitation des chemins de fer (y compris les compagnies de pont), 1939

Nom du chemin de fer	Longueur des voies simples	Capital nominal	Recettes brutes	Frais d'exploitation
	milles	$	$	$
Algoma Central Terminals, Ltd.	321·8	3,095,628	1,930,421	1,597,285
Algoma Central and Hudson Bay		15,016,050		
Alma and Jonquière	10·6	629,800	104,137	71,511
British Yukon	90·3	4,978,879	216,048	148,436
Canada and Gulf Terminal	38·1	1,740,000	89,589	71,355

4.—Millage, capital nominal, recettes et frais nominal d'exploitation des chemins de fer (y compris les compagnies de pont), 1939—fin

Nom du chemin de fer	Longueur des voies simples	Capital nominal	Recettes brutes	Frais d'exploitation
	milles	$	$	$
Canada Southern	380·7	44,365,000 [1]	13,636,465	7,145,971
Canadian National	21,903·0 [2]	1,973,285,683 [3]	173,059,119	157,549,269
Canadian Pacific	17,169·4 [2]	1,215,124,504 [3]	152,148,993	118,396,388
Central Vermont	25·3	[4]	229,363	190,474
Cumberland Railway and Coal Co	31·3	1,352,508 [5]	156,824	122,422
Detroit River Tunnel	[6]	4,050,884 [5]	[6]	[6]
Essex Terminal	21·3	976,000	224,978	166,344
Greater Winnipeg Water District	92·0	1,843,286 [5]	97,757	92,997
Hudson Bay	510·1	33,553,934 [6]	273,530	518,647
International Bridge and Terminal Co	1·1	300,000	102,084	51,960
Maine Central	5·1	102,388 [5]	13,973	12,548
Maritime Coal Railway and Power Co	12·2	690,405 [5]	93,809	53,317
Midland Railway of Manitoba	75·5	4,800,000	296,904	368,299
Morrissey, Fernie and Michel	5·4	1,263,000	23,767	23,762
Napierville Junction	41·7	1,200,000	452,771	317,859
Nelson and Fort Sheppard	60·8	2,846,800	57,873	140,873
Nipissing Central	59·7	4,246,834 [5]	522,008	478,405
Northern Alberta	927·6	30,345,000	2,126,563	1,747,870
Ottawa and New York	58·7	2,100,000 [1]	110,927	157,761
Pacific Great Eastern	347·8	97,876,287	593,380	569,932
Père Marquette (y compris L.E.D.R.)	319·0	11,122,025	4,510,302	2,506,168
Quebec Railway, Light and Power Co	25·4	6,269,974	351,114	396,983
Roberval and Saguenay	29·0	3,330,000	664,574	204,683
St. Lawrence and Adirondack	60·7	2,152,685 [1]	415,918	530,472
Sydney and Louisburg	70·3	5,285,243 [5]	1,561,429	996,194
Témiscouata	113·0	3,856,336	185,498	183,921
Temiskaming and Northern Ontario	514·0	39,400,935	5,401,952	3,748,120
Thousand Islands	4·5	60,000	31,715	31,068
Toronto, Hamilton and Buffalo	111·0	10,287,000	1,838,910	1,314,716
Toronto Terminals	3·2	26,460,000	292,481	580,108
Van Buren Bridge Co	0·3	250,000	3,121	2,055
Vancouver, Victoria and Eastern	86·8	23,500,000	498,243	321,360
Wabash (au Canada)	245·4	[7]	4,967,760	3,617,767
Totaux	**43,772·1**	**3,577,757,068** [8]	**367,284,300**	**304,427,300**
Canadien National (Canada et E.-U.)	23,696·7	1,973,285,683 [3]	203,820,186	182,965,768

[1] Capital d'une compagnie locatrice. [2] Comprend 26·2 milles de voie ferrée commune. Lignes canadiennes seulement pour le Canadien National, mais lignes canadiennes et américaines pour le Canadien Pacifique. [3] Capital des lignes au Canada et aux E.-U., y compris le capital des lignes louées. Comprend $159,164,541 de lignes louées et acquises détenues par le Canadien Pacifique. [4] Compris avec le Canadien National. [5] Capitaux immobilisés dans les routes et l'outillage. [6] Compris avec le Canada Southern. [7] Droit de passage seulement. [8] Comprend $210,054,338 d'actions ferroviaires canadiennes détenues par des chemins de fer canadiens.

Capital nominal.—La forte augmentation après 1922 dans le capital nominal des chemins de fer du Canada est due à l'inclusion de tous les prêts du Gouvernement aux chemins de fer et aux dépenses en voies et outillage des chemins de fer du Gouvernement comme partie de leur capital nominal. La réduction en 1937, due à la loi de revision du capital du Canadien National (c. 22, 1937), est expliquée à la page 675 de l'Annuaire de 1939.

5.—Capitaux absorbés par les chemins de fer, 1901-39

NOTA.—Les chiffres correspondants des années 1876 à 1900 inclusivement figurent à la page 667 de l'Annuaire de 1927-28.

Année	Valeurs	Dette fondée	Total	Année	Valeurs	Dette fondée	Total
	$	$	$		$	$	$
1901...	424,414,314	391,696,523	816,110,837	1906....	551,655,395	504,226,234	1,065,881,629
1902...	460,401,863	404,806,847	865,208,710	1907....	588,568,591	583,369,217	1,171,937,808
1903...	483,770,312	424,100,762	907,871,074	1908....	607,891,349	631,869,664	1,239,761,013
1904...	492,752,530	449,114,035	941,866,565	1909....	647,534,647	660,946,769	1,308,481,416
1905...	526,353,951	465,543,967	991,897,918	1910....	687,557,387	722,740,300	1,410,297,687

5.—Capitaux absorbés par les chemins de fer, 1901-39—fin

Année	Valeurs	Dette fondée	Total	Année	Valeurs	Dette fondée	Total
	$	$	$		$	$	$
1911...	749,207,687	779,481,514	1,528,689,201	1925...	1,378,706,860	2,092,374,049	3,471,080,909
1912...	770,459,351	818,478,175	1,588,937,526				
1913...	918,573,740	613,256,952	1,531,830,692	1926[4]...	1,361,758,426	2,144,999,621	3,506,758,047
1914...	1,026,418,123	782,402,638	1,808,820,761	1927...	1,330,215,248	2,252,256,367	3,582,471,615
1915...	1,024,085,983	851,724,905	1,875,810,888	1928...	1,357,017,703	2,306,554,996	3,663,572,699
1916...	1,024,264,325	868,861,449	1,893,125,774	1929...	1,405,622,070	2,497,054,907	3,902,676,977
1917...	1,089,114,875	896,005,116	1,985,119,991	1930...	1,431,324,003	2,595,145,308	4,026,469,311
1918...	1,093,885,495	905,994,999	1,999,880,494	1931...	1,438,050,759	2,793,971,329	4,232,022,088
1919[1]...	1,100,301,195	914,823,515	2,015,124,710	1932...	1,437,489,430	2,934,182,332	4,371,671,762
				1933...	1,438,834,552	2,951,690,468	4,390,525,020
1919[2]...	1,104,409,122	931,756,484	2,036,165,606				
1920...	1,323,705,962	846,324,166	2,170,030,128	1934...	1,437,334,152	2,966,505,594	4,403,839,746
1921...	1,372,545,165	792,142,471	2,164,687,636	1935...	1,433,849,530	3,026,414,779	4,460,264,309
1922...	1,415,623,322	743,653,809	2,159,277,131	1936...	1,425,193,791	3,062,411,719	4,487,605,510
				1937...	1,839,619,361	1,534,450,789	3,374,070,150
1923[3]...	1,385,080,426	1,879,593,612	3,264,674,038	1938...	1,836,882,650	1,568,269,672	3,405,152,322
1924...	1,401,263,285	2,012,602,328	3,413,865,613	1939...	1,834,329,209	1,533,373,521	3,367,702,730

[1] Le 30 juin pour cette année et les années antérieures. [2] Le 31 décembre pour cette année et les années suivantes. [3] Comprend tous les prêts consentis par le Gouvernement et le capital immobilisé dans les voies ferrées et le matériel tant pour les chemins de fer de l'Etat que pour ceux des provinces en 1923 et les années suivantes. [4] Ne comprend pas les actions ferroviaires canadiennes détenues par les chemins de fer canadiens en 1926 et les années ultérieures.

Capital immobilisé.—La structure financière du Canadien National, modifiée par la loi sur la revision du capital, 1937, a été diminuée de $262,770,972 (voir page 675 de l'Annuaire de 1939). L'excédent du capital nominal indiqué au tableau 5 par rapport aux placements indiqués au tableau 6 s'explique par le fait que le compte capital comprend les prêts et avances du Gouvernement pour couvrir les déficits du Canadien National et que certaines actions des chemins de fer ne représentent que peu de placements réels en propriété tangible. Au cours des dernières années, le compte de placements a été atteint par des annulations pour des lignes abandonnées, par le transfert de propriété à d'autres services d'Etat, etc.

6.—Immobilisations dans les voies et outillage des chemins de fer canadiens, 1934-39

Placements	1934	1935	1936	1937	1938	1939
	$	$	$	$	$	$
Nouv. lignes—						
Voie	10,901	89,713	119,295	2,997,932	1,946,830	329,739
Outillage	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Général	86	Cr. 56	756	54,712	118,316	"
Totaux	10,987	89,657	120,051	3,052,644	2,065,146	329,739
Additions et améliorat.—						
Voie	Cr. 5,354,703	2,656,051	6,263,284	5,380,865	6,522,746	5,855,876
Outillage	Cr. 3,494,711	Cr. 6,519,191	4,376,334	28,355,161	17,310,743	Cr. 4,452,439
Général	Cr. 2,811	5,641	Cr. 78,387	Cr. 6,158	63,095	1,665,148
Non attribué	Cr. 163,872	53,862	1,608	3,436	Cr. 32,075	Cr. 13
Totaux	Cr. 9,016,097	Cr. 3,803,637	10,562,839	33,733,304	23,864,509	3,068,572
Non attribué[1]	22,774,651	Cr. 67,902,913	Cr. 17,266,420	Cr.265,358,397	Cr. 3,685,804	Cr. 2,163,803
Totaux, capital engagé, le 31 décembre	**3,379,233,796**	**3,307,616,903**	**3,301,033,373**	**3,072,460,924**	**3,094,704,775**	**3,095,939,283**

[1] Les détails de cet item sont donnés dans le rapport annuel sur les statistiques des chemins de fer, publié par la Branche des Transports et Utilités Publiques du Bureau de la Statistique. Le crédit considérable en 1937 est dû principalement à la loi sur la revision du capital des chemins de fer Nationaux du Canada.

Recettes et dépenses.*—Entre 1917–20, le quotient d'exploitation ou le rapport des frais d'exploitation aux recettes brutes est passé d'environ 70 p.c. à plus de 90 p.c. et est demeuré élevé par la suite. Le Gouvernement des Etats-Unis a pris en main l'exploitation des chemins de fer des Etats-Unis lors de l'entrée de ce pays dans la guerre de 1914–18 et a augmenté les taux de paye des employés de chemin de fer. Les chemins de fer canadiens ont aussi été obligés de faire des augmentations correspondantes et cette augmentation dans la liste de paye a été le principal facteur de l'augmentation du quotient d'exploitation. Des déclins dans les recettes sans réductions correspondantes dans les dépenses durant les derniers cinq ans ont aussi maintenu élevé le quotient d'exploitation.

* Voir graphique, p. 570.

7.—Recettes et frais d'exploitation des chemins de fer, 1915-39

NOTA.—Les recettes brutes et les frais d'exploitation des années 1875–1914 sont donnés à la p. 452 de l'Annuaire de 1916–17. Les analyses par mille de voie et par train-mille remontent à 1908 seulement et celles de 1908–16 paraissent à la p. 453 de l'Annuaire de 1916–17.

Année	Recettes brutes	Frais d'exploitation	Rapport des dépenses aux recettes	Par mille de voie			Par train-mille payant	
				Recettes brutes	Frais d'exploitation	Recettes nettes	Recettes brutes	Frais d'exploitation
	$	$	p.c.	$	$	$	$	$
1915	199,843,072	147,731,099	73·92	5,616	4,152	1,464	2·144	1·585
1916	261,888,654	180,542,259	68·94	6,943	4,823	2,120	2·358	1·623
1917	310,771,479	222,890,637	71·72	8,051	5,774	2,277	2·683	1·925
1918	330,220,150	273,955,436	82·96	8,581	7,119	1,462	3·006	2·494
1919[1]	382,976,901	341,866,509	89·27	9,947	8,879	1,068	3·683	3·292
1919[2]	408,598,361	376,789,093	92·26	10,568	9,745	823	3·817	3·520
1920	492,101,104	478,248,154	97·18	12,626	12,270	356	4·192	4·074
1921	458,008,891	422,581,205	92·25	11,636	10,735	901	4·376	4·038
1922	440,687,128	393,927,406	89·39	11,196	10,008	1,188	4·072	3·640
1923	478,338,047	413,862,818	86·52	12,098	10,434	1,664	4·180	3·616
1924	445,923,877	328,483,908	85·77	11,233	9,548	1,685	4·119	3·533
1925	455,297,288	372,149,656	81·70	11,383	9,222	2,161	4·132	3·378
1926	493,599,754	389,503,452	78·91	12,278	9,653	2,625	4·298	3·391
1927	499,064,207	407,646,280	81·68	12,350	10,047	2,303	4·221	3·448
1928	563,732,260	442,701,270	78·53	13,840	10,791	3,049	4·461	3·503
1929	534,106,045	433,077,113	81·08	13,068	10,596	2,472	4·492	3·643
1930	454,231,650	380,723,411	83·86	10,897	9,133	1,764	4·150	3·538
1931	358,549,382	321,025,588	89·53	8,502	7,612	890	3·747	3·435
1932	293,390,415	256,668,375	87·48	6,922	6,055	867	3·507	3·157
1933	270,278,276	233,133,108	86·26	6,365	5,490	875	3·528	3·153
1934	300,837,816	251,999,667	83·77	7,111	5,956	1,155	3·864[3]	3·128
1935	310,107,155	263,942,899	85·11	7,250	6,170	1,080	3·903[3]	3·193
1936	334,768,557	283,345,968	84·64	7,839	6,635	1,204	4·012[3]	3·298
1937	355,103,271	300,652,548	84·67	8,316	7,041	1,275	3·992[3]	3·366
1938	336,833,400	295,705,638	87·79	7,888	6,925	963	3·930[3]	3·331
1939	367,179,095	304,373,285	82·89	8,604	7,139	1,465	4·137	3·428

[1] Années terminées le 30 juin pour cette année et les années antérieures. [2] Années terminées le 31 décembre pour cette année et celles qui suivent. [3] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

8.—Répartition des frais d'exploitation des chemins de fer, 1936-39

Dépenses	1936		1937		1938		1939	
	$	p.c.	$	p.c.	$	p.c.	$	p.c.
Voies et travaux d'art	60,378,275	21·31	58,309,150	19·39	55,217,352	18·67	57,624,668	18·96
Matériel roulant	63,755,028	22·50	73,166,522	24·34	69,233,176	23·41	70,994,034	23·31
Frais de trafic	12,059,438	4·26	12,287,021	4·09	12,588,923	4·26	12,394,763	4·06
Frais de transport	130,780,123	46·16	139,108,818	46·27	140,347,953	47·46	144,196,332	47·38
Dépenses diverses	16,373,104	5·77	17,781,037	5·91	18,318,234	6·20	19,163,488	6·29
Totaux	**283,345,968**	**100·00**	**300,652,548**	**100·00**	**295,705,638**	**100·00**	**304,373,285**	**100·00**

Salaires et gages des chemins de fer.—En 1928 le réseau Canadien National a compris dans sa comptabilité ferroviaire les employés du service télégraphique commercial, et ces derniers ont été ajoutés pour 1926 et 1927 dans le tableau 9 afin de pouvoir comparer les données. Par suite de l'incapacité des chemins de fer de fournir des données strictement comparables pour les années antérieures, le nombre d'employés et les salaires ont été omis dans leur cas; mais des nombres-indices ont été calculés pour 1912–39 sur des bases de comparaison aussi justes que possible. Dans les éditions antérieures de l'Annuaire, l'année 1926 servait de base, mais dans la présente édition les indices sont revisés et basés sur la moyenne de 1935–39. Le nombre des employés varie selon le volume du trafic, mais pas au même degré. Les salaires et gages sont affectés par le nombre d'employés, les taux de paye et la période d'emploiement. L'augmentation rapide de la moyenne des salaires en 1918 et 1919 était due à l'accroissement considérable des taux de paye correspondant au "McAdoo Award" aux Etats-Unis. De plus les fluctuations en 1932–38 avaient pour causes les réductions et les restaurations des taux de paye de base.

9.—Nombres-indices de l'emploiement et des salaires et gages des chemins de fer

NOTA.—Depuis la publication de l'Annuaire de 1940, les nombres-indices sont basés sur la moyenne quinquennale de 1935–39 au lieu de 1926.

(Moyenne de 1935–39 = 100)

Année	Employés		Salaires et gages		Moyenne des salaires et gages		Rapport des salaires et gages aux—	
	Nombre	Nombre-indice ajusté	Montant	Nombre-indice ajusté	Montant	Nombre-indice ajusté	Recettes brutes	Frais d'exploitation[1]
			$		$		p.c.	p.c.
1912	[3]	127·3	[3]	52·6	604	41·6	43·0	62·5
1913		145·9		64·6	648	44·6	45·1	63·6
1914		129·9		62·4	702	48·3	46·0	62·5
1915		112·7		53·2	690	47·5	47·7	64·5
1916		127·0		60·6	699	48·1	41·5	60·2
1917		119·3		72·3	887	61·1	41·7	58·2
1918		117·2		85·0	1,061	73·1	46·1	55·6
1919[2]		129·6		116·6	1,316	90·6	54·6	61·1
1919[4]		141·8		130·2	1,343	92·5	57·1	61·9
1920		151·2		162·2	1,569	108·1	59·0	60·7
1921		136·8		138·2	1,478	101·8	54·1	58·6
1922		135·3		130·2	1,408	97·0	52·9	59·2
1923		142·2		139·0	1,430	98·5	52·8	61·1
1924		135·4		131·2	1,416	97·5	53·5	62·5
1925		133·0		129·9	1,438	99·0	52·0	63·6
1926	179,800	138·1	260,350,390	137·8	1,448	99·7	45·7	58·0
1927	182,143	139·9	273,932,396	145·0	1,504	103·6	48·1	58·9
1928	187,710	144·1	287,775,316	152·3	1,533	105·6	47·0	59·8
1929	187,846	144·2	290,732,500	153·9	1,548	106·6	48·9	60·2
1930	174,485	134·0	268,347,374	142·0	1,538	105·9	55·4	66·1
1931	154,569	118·7	229,499,505	121·5	1,485	102·3	58·5	65·4
1932	132,678	101·9	181,113,588	95·9	1,365	94·0	56·4	64·5
1933	121,923	93·6	158,326,445	83·8	1,299	89·5	53·9	62·5
1934	127,326	97·8	163,336,635	86·5	1,283	88·4	54·3	64·8
1935	127,526	97·9	172,956,218	91·5	1,356	93·4	51·2	60·1
1936	132,781	102·0	182,638,365	96·7	1,375	94·7	49·9	59·0
1937	133,753	102·7	193,557,663	102·5	1,447	99·7	49·8	58·8
1938	127,747[5]	98·1	195,108,351	103·3	1,531[5]	105·4	52·8	60·2
1939	129,362	99·3	200,373,668	106·1	1,549	106·7	50·3	60·7

[1] Proportion des salaires et des gages partiellement imputable au capital avant 1926 mais aux frais d'exploitation seulement pour 1926 et les années subséquentes. [2] Cette année et les précédentes se terminent le 30 juin. [3] Vu l'incapacité des chemins de fer de fournir des données strictement comparables pour les années antérieures à 1926, les statistiques des employés et gages qui sont données à la p. 690 de l'Annuaire de 1936 ont été omises ici; les nombres-indices ajustés expriment la relation avec les années dernières d'après l'estimation la plus exacte possible. [4] Cette année et celles qui suivent se terminent le 31 décembre. [5] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

Subsides gouvernementaux aux chemins de fer.—Afin de permettre à la construction de chemins de fer privés au Canada de précéder la colonisation à titre de chemins de colonisation, ou de traverser les districts à population clairsemée où le trafic n'était guère considérable, les gouvernements fédéral et provinciaux et même les municipalités durent fournir une certaine assistance. Le mode d'assistance consistait généralement en boni d'un montant fixé par mille de chemin de fer construit et, dans les premiers temps, en octrois de terres pour d'autres fins que les emplacements des voies.

10.—Superficie des terres octroyées aux chemins de fer à vapeur par les gouvernements fédéral et provinciaux, jusqu'au 31 décembre 1939, par genre d'octroi

Gouvernement	Octrois	Cessions pour emprises, emplacements de gares, lotissements urbains	Total
	acres	acres	acres
Fédéral	31,783,655	97,988	31,881,643
Nouvelle-Ecosse	160,000	Nil	160,000
Nouveau-Brunswick	1,788,392	"	1,788,392
Québec	2,085,710	"	2,085,710
Ontario	3,241,207	229,502	3,470,709
Manitoba	Nil	2,578	2,578
Saskatchewan	"	4,932	4,932
Alberta	"	339	339
Colombie Britannique	8,233,410[1]	12,297	8,245,707[1]
Totaux	**47,292,374[1]**	**347,636**	**47,640,010[1]**

[1] Comprend 4,065,076 acres rachetées des chemins de fer B.C. Southern et Columbia and Western.

11.—Terres octroyées aux chemins de fer par les gouvernements fédéral et provinciaux jusqu'au 31 décembre 1939, par compagnie de chemin de fer

Chemin de fer	Octroi par—		Total
	Le fédéral	Les provinces	
	acres	acres	acres
Chemins de fer Nationaux	5,763,741	1,841,095	7,604,836
Pacifique Canadien et embranchements	19,861,357	6,848	19,868,205
Lignes acquises	3,320,446	8,182,604	11,503,050
Lignes à bail—le bail basé sur—			
Intérêts sur obligations et dividendes sur actions	2,927,185	2,657,881	5,585,066
Recettes brutes	55	Nil	55
Totaux, Pacifique Canadien	26,109,043	10,847,333	36,956,376
Autres chemins de fer	8,858	3,069,939	3,078,797
Totaux, tous chemins de fer	**31,881,642**	**15,758,367**	**47,640,009**

Au fur et à mesure que le pays s'enrichissait, les inconvénients de cette méthode se firent sentir et les subsides prirent plus fréquemment la forme d'une subvention en espèces par mille de voie, d'un prêt ou d'une souscription aux émissions de la compagnie. Les garanties des obligations ont été données plus tard et, depuis l'organisation du réseau Canadien National, toutes les émissions d'obligations de ce réseau, sauf celles concernant le matériel roulant, ont été garanties par le Gouvernement fédéral.

12.—Subsides en espèces accordés aux chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1939, par chemin de fer

Chemin de fer	Accordé par—			Total
	Le fédéral	Les provinces	Les municipalités	
	$	$	$	$
National Canadien	64,403,853[1]	16,677,208	7,393,866	88,474,927
Pacifique Canadien	25,000,000	937,657	464,761	26,402,418
Lignes cédées au C.P.—coût au Gouvernement	5,089,509	Nil	Nil	5,089,509
North Shore Railway (Subside du fédéral)	36,234,310	"	"	36,234,310
Payé à la province de Québec pour le North Shore	1,500,000	"	"	1,500,000
Emprunt remboursé pour la remise des terres octroyées (6,793,014 acres)	2,394,000	"	"	2,394,000
Lignes acquises	10,189,521	"	"	10,189,521
Embranchements	11,091,608	9,054,945	2,527,150	22,673,703
Lignes sous bail—bail basé sur—				
Intérêts sur obligations ou dividendes sur actions	7,488,367	4,224,388	1,545,246	13,258,001
Loyer fixe	20,224	24,102	Nil	44,326
Recettes brutes	853,445	346,500	73,000	1,272,945
Totaux, Pacifique Canadien	99,860,984	14,587,592	4,610,157	119,058,733
Autres chemins de fer	7,935,386	2,126,869	1,297,668	11,359,923
Totaux, tous chemins de fer	**172,200,223**	**33,391,669**	**13,301,691**	**218,893,583**

[1] Y compris un prêt de $15,143,633 au Grand Tronc.

Pendant la période d'expansion ferroviaire avant la guerre de 1914–18, les gouvernements provinciaux garantissaient les obligations de certaines lignes de chemins de fer qui, par la suite, ont été incorporées aux chemins de fer du Canadien National. A mesure que ces obligations arrivent à l'échéance, elles sont payées par le Canadien National en grande partie au moyen de fonds obtenus par l'émission de nouvelles obligations garanties par le Gouvernement fédéral. De cette façon, des obligations garanties par les gouvernements d'Ontario, de Manitoba et de Saskatchewan ont été éliminées ces dernières années.

13.—Obligations des chemins de fer garanties par le Gouvernement fédéral et par les gouvernements provinciaux, 31 décembre 1939

Gouvernement	Canadien National	Canadien Pacifique	Autres chemins de fer	Total
	$	$	$	$
Gouvernements provinciaux—				
Nouveau-Brunswick	2,727,977	620,000	Nil	3,347,977
Alberta	10,377,762	Nil	"	10,377,762
Colombie-Britannique	25,026,001	"	20,160,000	45,186,001
Total garanti par les provinces	38,131,740	620,000	20,160,000	58,911,740
Gouvernement fédéral	837,708,753[1]	Nil	Nil	837,708,753[1]
Grand total	**875,840,493[1]**	**620,000**	**20,160,000**	**896,620,493[1]**

[1] Ne comprend pas $216,207,142 d'obligations perpétuelles et d'actions garanties du Grand Tronc, qui maintenant fait partie du Canadien National, dont l'intérêt et les dividendes sont garantis par le Gouvernement fédéral.

STATISTIQUES FINANCIÈRES DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

L'Annuaire de 1926 donne, pp. 611–13, une description de l'origine et du développement des chemins de fer de l'Etat au Canada. Cet article décrit leur unification sous les chemins de fer du Canadien National en 1923. Le chemin de fer de la baie d'Hudson est une valeur passive directe au compte du Gouvernement fédéral et est exploité par le Canadien National pour le compte du Gouvernement

depuis le 1er avril 1935, mais il n'est pas compris dans les données du réseau Canadien National. Au 31 mars 1940, le coût total de ce chemin de fer est de $33,181,013, à l'exclusion des $6,274,150 dépensés pour le terminus à Nelson et des $1,824,992 perdus dans l'exploitation. Le déficit d'exploitation de l'année civile 1939 s'établit à $337,475.

La majeure partie des immobilisations fédérales dans les chemins de fer est constituée par le coût de construction du réseau de l'Intercolonial, du Transcontinental National et du chemin de fer de la baie d'Hudson, et le prix d'achat des petits chemins de fer des provinces de l'Est. Le terminus à Churchill, comprenant un élévateur à grain, un entrepôt et des docks, a été transféré au Conseil des Ports Nationaux et les immobilisations, effacées du compte des chemins de fer. Les prêts et avances au Canadien National pour le paiement des déficits d'opération ont été chargés au compte du revenu consolidé du Dominion et également effacés du compte des chemins de fer, et d'autres ajustements ont été faits en vertu de la loi sur la revision du capital des Chemins de Fer Nationaux du Canada, 1937.

En outre de ces dépenses, le Gouvernement fédéral a fait des prêts au Canadien National et au Canadien Pacifique pour fins de capital, pour des programmes de travaux spéciaux et pour outillage loué aux chemins de fer; les montants en cours au 31 mars 1940 sont: Canadien National, $51,915,570; Canadien Pacifique, $8,503,480; total, $60,419,050.

14.—Actif du chemin de fer Canadien National, 31 décembre 1922 et 1939

Compte	31 déc. 1922	31 déc. 1939	Aug. (+) ou dim. (−)
	$	$	$
Placements—			
Voies et matériel	1,765,323,644	1,863,083,556	+97,759,912
Améliorations sur propriété à bail	1,492,123	4,335,490	+2,843,367
Fonds d'amortissement	4,629,855	620,097	−4,009,758
Dépôts au lieu de propriétés hypothéquées vendues	6,171,808	4,270,519	−1,901,289
Diverses propriétés	34,767,914	62,230,456	+27,462,542
Compagnies affiliées	24,253,323	38,385,153	+14,131,830
Autres placements	5,789,464	1,070,618	−4,718,846
Totaux, placements	**1,842,428,131**	**1,973,995,889**	**+131,567,758**
Actif courant—			
En caisse	14,651,422	8,241,860	−6,409,562
Dépôts spéciaux	6,139,435	7,680,558	+1,541,123
Prêts et effets à recevoir	11,600	100,000	+88,400
Balance recevables, service du trafic et des wagons	2,528,622	1,260,694	−1,267,928
Balances recevables des agents et conducteurs	5,386,673	5,668,581	+281,908
Comptes divers recevables	16,857,420	5,555,428	−11,301,992
Gouvernement fédéral, déficit d'exploitation	Nil	11,049,423	+11,049,423
Matériel et outillage	41,408,999	28,040,297	−13,368,702
Intérêts et dividendes recevables	377,003	266,465	−110,538
Loyers recevables	112,269	73,104	−39,165
Autre actif courant	106,775	705,546	+598,771
Totaux, actif courant	**87,580,218**	**68,641,956**	**−18,938,262**
Actif différé—			
Avances, fonds productifs	166,847	213,646	+46,799
Assurances et autres fonds	352,488	12,418,515	+12,066,027
Autre actif différé	11,805,962	5,463,576	−6,342,386
Totaux, actif différé	**12,325,297**	**18,095,737**	**+5,770,440**
Débits non ajustés—			
Loyers et primes d'assurances payés d'avance	322,059	241,817	−80,242
Escompte sur capital-actions	634,960	189,500	−445,460
Escompte sur dette fondée	1,919,635	12,396,897	+10,477,262
Autres débits non ajustés	12,820,903	2,699,925	−10,120,978
Totaux, débits non ajustés	**15,697,557**	**15,528,139**	**−169,418**
Grands totaux	**1,958,031,203**	**2,076,261,721**	**+118,230,518**

Finances courantes du réseau Canadien National.*—Les recettes brutes, les frais d'exploitation et les revenus nets ne se rapportent qu'aux chemins de fer à vapeur et aux télégraphes commerciaux, mais les déficits comprennent le réseau entier et aussi les chiffres du réseau électrique Niagara, St. Catharines et Toronto Railway (tramway électrique) et autres chemins de fer exploités séparément, les hôtels, les télégraphes commerciaux, les vapeurs côtiers et toutes autres exploitations externes.

En vertu de la loi sur la revision du capital des Chemins de Fer Nationaux du Canada (c. 22, 1937), l'intérêt sur les prêts ($530,832,598) du Gouvernement fédéral et les intérêts en souffrance ($43,949,039) ont été cancellés comme passif du chemin de fer; ils sont éliminés du tableau **15.**

15.—Recettes brutes, frais d'exploitation, recettes nettes, charges fixes et déficits des Chemins de Fer Nationaux du Canada,[1] 1923-39

NOTA.—Les appropriations, etc., du réseau de la Baie d'Hudson ne sont pas comprises avec les données de 1926 et celles des années postérieures car, bien que ce réseau ait été remis au Gouvernement au cours de sa construction, il ne fait pas maintenant partie du Canadien National. Ce tableau condensé est tiré du bulletin "Réseau Canadien National, 1923-1939" publié par le Bureau Fédéral de la Statistique. Voir aussi pp. 666-667 de l'Annuaire de 1940. Pour les années 1911-34, voir p. 686 de l'Annuaire de 1936.

Année	Recettes brutes d'exploitation	Frais d'exploitation	Revenu disponible pour charges fixes	Total, charges fixes	Revenu net, déficit[2]	Caisse, déficit
	$	$	$	$	$	$
1923	256,961,590	235,838,046	15,248,264	36,787,994	21,539,730	23,000,193
1924	239,596,670	221,622,049	16,919,824	40,509,200	23,589,376	20,174,226
1925	249,411,884	216,290,434	32,343,023	42,337,405	9,994,382	9,805,176
1926	270,982,223	223,561,262	43,505,500	41,116,492	Cr. 2,389,008	Cr. 1,572,621
1927	274,879,118	233,305,267	38,389,220	42,589,898	4,200,678	4,419,301
1928	304,591,268	249,731,696	48,289,321	45,650,421	Cr. 2,638,900	Cr. 3,463,752
1929	290,496,980	248,632,275	36,604,368	50,013,074	13,408,706	12,261,631
1930	250,368,998	228,288,023	19,971,106	55,557,001	35,585,895	35,677,097
1931	200,505,162	199,312,995	Dr. 1,738,089	59,131,706	60,869,795	60,968,438
1932	161,103,594	155,208,161	Dr. 1,316,739	59,690,180	61,006,919	60,841,727
1933	148,519,742	142,812,559	Dr. 1,111,028	58,906,685	60,017,713	58,955,388
1934	164,902,502	151,936,079	8,715,785	58,222,480	49,506,695	48,407,901
1935	173,184,502	158,926,249	8,014,635	56,892,817	48,878,182	47,421,465
1936	186,610,489	171,477,690	8,975,091	52,172,437	43,197,346	43,303,394
1937	198,396,609	180,788,858	11,241,763	53,270,417	42,028,654	42,345,868[3]
1938	182,241,723	176,175,312	Dr. 1,019,255	53,451,742	54,470,997	54,314,196[3]
1939	203,820,186	182,965,768	15,248,900	53,488,164	38,239,264	40,095,520[3]

[1] Y compris le Central Vermont Railway, Inc. à compter du 1er février 1930. [2] Le déficit du revenu net comprend des appropriations pour fonds d'assurance ($9,840,672) et ne comprend pas l'intérêt sur les prêts du Gouvernement éliminé par la loi sur la revision du capital, 1937. [3] Contribution du Gouvernement fédéral.

Revision du capital des Chemins de Fer Nationaux du Canada.—La loi sur la revision du capital des Chemins de Fer Nationaux du Canada est décrite à la page 675 de l'Annuaire de 1939. Dans la même édition, un tableau aux pp. 675-676 montre le bilan consolidé condensé au 31 décembre 1936, les ajustements autorisés par la loi sur la revision du capital et le bilan revisé au 1er janvier 1937.

Structure du capital et dette des Chemins de Fer Nationaux du Canada.—La loi sur la revision du capital a éliminé le solde des profits et pertes au 1er janvier 1937; les soldes des profits et pertes pour 1937 et les années futures seront également éliminés en chargeant à la "Part du Propriétaire—Gouvernement fédéral"

* Pour statistiques détaillées sur l'exploitation et la situation financière du réseau Canadien National au cours de 1939, voir Statistiques des chemins de fer, 1939, et du réseau Canadien National, 1923-39, publiées par le Bureau Fédéral de la Statistique, ainsi que le Rapport annuel du réseau Canadien National.

les pertes attribuables à l'abandon de lignes et tels autres item qui n'impliquent pas le paiement en espèces au temps où les item sont couchés par écrit, et au moyen des contributions en espèces du Gouvernement pour les déficits de caisse. Ces déficits de caisse paraissant dans la dernière colonne du tableau **15** ont été comblés au moyen de prêts gouvernementaux, de paiement direct à partir du 1er juillet 1927 et de réduction du capital de roulement.

Le capital-actions le 31 décembre 1922 se compose de $165,627,739 d'actions du Grand Tronc détenues par le Gouvernement fédéral et $100,000,600 d'actions du Canadian Northern Railway également détenues par le Gouvernement fédéral. Il y avait aussi une émission de $4,591,975 d'actions des lignes constituantes détenues par le public, dont $8,175 ont été rachetés. Le tableau **16** fait voir les ajustements du capital nominal du réseau en vigueur le 1er janvier 1937, en vertu de la loi sur la revision du capital.

Un tableau donnant les sources des fonds reçus et les fins pour lesquelles ils ont été dépensés par les Chemins de Fer du Canadien National, 1923–38, paru à la p. 669 de l'Annuaire de 1940, est omis de la présente édition, faute d'espace. Le bulletin "Réseau Canadien National, 1923–39", publié par le Bureau Fédéral de la Statistique, contient des statistiques correspondantes.

16.—Dette des Chemins de Fer Nationaux du Canada, 31 décembre 1922-39

NOTA.—Le bulletin mentionné au tableau **15** contient une analyse plus détaillée.

Année	Dette fondée détenue par le public			Prêts et avances du Gouvernement		Affectations pour les Chemins de Fer de l'Etat	Grand total[1]
	Garantie par—		Non garantie	Actif improductif dans les Comptes Publics	Actif productif dans les Comptes Publics		
	le Gouvernement fédéral	les gouvernements provinciaux					
	$	$	$	$	$	$	$
A l'organisation[2]	331,309,904	93,412,807	385,198,150	115,607,457	Nil	404,272,030[3]	1,600,020,662
1922....	447,872,904	93,574,380	263,055,860	506,945,969	"	442,062,571	2,023,731,998
1923....	470,372,904	93,574,380	259,151,772	567,870,480	"	447,643,526	2,108,833,376
1924....	558,872,904	93,574,380	261,465,799	574,657,394	−14,259,436	451,712,485	2,196,253,365
1925....	581,372,904	93,574,380	256,382,019	572,685,535	Nil	453,935,303	2,228,178,555
1926....	579,872,891	93,574,380	252,032,973[4]	594,200,367	100,000	437,412,033[5]	2,227,417,393
1927....	657,181,330	93,574,380	230,626,027	595,458,349	80,000	436,416,387	2,283,559,222
1928....	681,000,655	93,574,380	203,313,998	601,406,082	13,506,139	417,279,953	2,280,327,156
1929....	807,048,434	94,654,505	220,856,554	601,406,082	32,641,600[6]	417,150,141	2,443,980,565
1930....	854,431,995	74,912,466	239,221,402	604,406,239	46,660,542[6]	403,443,935	2,493,297,703
1931....	970,562,289	74,912,466	230,982,452	604,406,239	35,008,251	405,209,240	2,591,301,901
1932....	965,831,382	74,912,466	223,773,319	645,527,456	50,195,751	405,170,073	2,635,624,011
1933....	962,992,576	74,912,466	217,397,113	645,527,456	16,305,439[6]	404,378,682	2,591,727,296
1934....	963,906,119	74,912,466	207,511,854	645,527,456	27,053,487	404,279,909	2,593,404,455
1935....	889,741,774	74,912,466	190,124,761	645,527,456	109,073,454	405,062,275	2,584,654,750
1936....	937,620,214	73,777,953	173,214,082	643,860,558	77,223,467	405,062,244	2,580,970,957
1937[7]....	937,620,214	73,777,953	173,214,082	[8]	77,223,467	16,771,981[9]	1,959,519,498
1937....	970,697,190	73,777,953	177,522,256	-	62,480,567	16,771,981[9]	1,981,363,775
1938....	1,004,865,758	67,052,468	178,078,197	-	48,144,805	16,771,981[9]	1,992,185,600
1939....	1,053,915,895	38,131,740	171,353,676	-	45,382,081	16,771,981[9]	2,000,210,121

[1] Comprend $265,628,339 de capital-actions détenus par le Gouvernement chaque année jusqu'au 31 décembre 1936; la part du propriétaire—Gouvernement fédéral—qui commence à $676,327,701 le 1er janvier 1937; le capital-action détenu par le public, d'une valeur de $4,591,975 le 31 décembre 1922 et de $4,566,600 le 31 décembre 1939. [2] Somme des dettes des lignes constituantes aux dates où elles ont été absorbées: Canadien Nord, 30 sept. 1917; Grand Tronc Pacifique, 9 mars 1919; Grand Tronc, 21 mai 1920; Chemins de Fer de l'Etat, 31 mars 1919 (date réelle du transfert, 20 nov. 1918). [3] A l'exclusion des $14,529,707 pour le chemin de fer de la baie d'Hudson le 31 mars 1919. Les affectations au 31 déc. 1922 sont comprises dans le total de 1922. [4] Le rapport annuel comprend la dette fondée du Central Vermont s'élevant à $9,902,865 et le capital-actions de $807,600, qui sont exclus ici. [5] Déduction de $15,245,889 pour le chemin de fer de la baie d'Hudson. [6] Comprend passif courant—"prêts et effets à payer—Ministre des Finances". [7] 1er janvier. [8] Eliminé en vertu de la loi sur la revision du capital des Chemins de Fer Nationaux. [9] Capital de roulement, le reste du compte étant éliminé comme au renvoi 8.

Le tableau **17** a été compilé pour montrer la réconciliation des immobilisations et des prêts au réseau Canadien National (y compris les Chemins de Fer de l'Etat canadien) ainsi qu'ils paraissent dans les Comptes Publics pour l'année fiscale terminée le 31 mars 1940, avec la dette envers le Gouvernement fédéral indiquée dans le bilan des chemins de fer le 31 décembre 1939, qui est couverte par les colonnes "Gouvernement fédéral—part du propriétaire", "Actif productif dans les Comptes Publics" et "Affectations pour les Chemins de Fer de l'Etat" dans le tableau **16.**

17.—Réconciliation entre les Comptes Publics, le 31 mars 1940, et le bilan du réseau Canadien National, le 31 décembre, 1939

Item	Comptes Publics, 31 mars 1940	Bilan du Canadien National, 31 déc. 1939
	$	$
Chemins de fer de l'Etat—		
Dépenses d'établissement	388,077,250	Nil
Capital de roulement	16,771,981	16,771,981
Chemins de Fer Nationaux du Canada—		
Capital-actions	282,012,426	Nil
Part du Gouvernement fédéral	Nil	670,088,149
Prêts temporaires	51,915,570	45,382,081
Immobilisations diverses et autres comptes	121,740	Nil
Totaux	**738,898,967**	**732,242,211**
Avances additionnelles entre le 31 déc. 1939 et le 31 mars 1940	Nil	344,655
Dépenses du Dominion ne figurant pas au bilan du C.N.	"	6,312,101
Totaux	**738,898,967**	**738,898,967**

Sous-section 3.—Trafic des chemins de fer

Outre une analyse des statistiques du trafic-voyageur et du trafic-marchandise pour tous les chemins de fer, les opérations et le trafic du réseau Canadien National font le sujet d'une analyse distincte; car le fait d'être contrôlé par le Gouvernement fédéral lui confère un intérêt spécial.

Trafic-voyageur et trafic-marchandise.—La moyenne de parcours effectuée par les transports de marchandises, dans le tableau **18,** est la moyenne pour tous les chemins de fer, éliminant ainsi les effets de la fusion des chemins de fer et du transbordement de marchandises entre chemins de fer canadiens. La moyenne de revenu par voyageur augmentait en 1918 et 1919 avec la hausse des tarifs, mais l'augmentation entre 1924 et 1930 est due dans une large mesure à la diminution des voyages sur courtes distances. L'augmentation de la charge moyenne et du revenu d'un train résulte de l'emploi de locomotives plus grandes et plus puissantes.

18.—Statistiques des services de voyageurs et de marchandises et reçettes, 1929-39

NOTA.—Les chiffres correspondants de 1910-15 sont donnés aux pp. 644-645 de l'Annuaire de 1922-23; et ceux de 1916-28, aux pp. 677-678 de l'Annuaire de 1937.

Année	VOYAGEURS				
	Train-voyageur-milles[1]	Wagon-voyageur-milles[1]	Voyageurs transportés[2]	Voyageurs transportés un mille	Voyageurs transportés un mille par mille de ligne
	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre
1929	49,076,458	379,458,005	39,070,893	2,897,214,817	70,883
1930	47,915,171	350,905,667	34,698,767	2,422,874,877	58,123
1931	41,984,843	301,350,517	26,396,812	1,748,210,593	41,452
1932	34,995,135	259,396,089	21,099,582	1,435,959,501	33,877
1933	31,942,329	235,680,077	19,172,193	1,393,041,245	32,804
1934	31,665,689	258,372,086[3]	20,530,718	1,530,610,962	36,179
1935	31,997,918	262,763,522[3]	20,013,839	1,584,524,044	37,042
1936	33,221,771	274,668,982[3]	20,497,616	1,726,058,974	40,415
1937	34,543,063	290,836,907[3]	22,038,709	1,929,442,930	45,184
1938	36,274,204	285,004,367[3]	20,911,196	1,783,177,557	41,760
1939	36,526,808	284,259,591	20,482,296	1,751,973,333	41,053

Année	Moyenne des recettes par voyageur-mille	Moyenne des recettes par voyageur	Parcours moyen d'un voyageur	Moyenne de voyageurs par train	Recettes par train de voyageurs par mille
	cents	$	milles	nombre	$
1929	2·77	2·06	74	56	2·33
1930	2·76	1·92	70	48	2·02
1931	2·72	1·79	66	39	1·68
1932	2·54	1·73	68	37	1·57
1933	2·29	1·66	73	39	1·50
1934	2·24	1·67	75	43	1·61
1935	2·18	1·72	79	44	1·61
1936	2·08	1·75	84	49	1·79
1937	2·02	1·76	88	53	1·74
1938	2·07	1·77	85	49	1·67
1939	2·06	1·76	86	48	1·67

Année	MARCHANDISES				
	Train-marchandises milles	Wagon-milles[4]	Marchandises transportées[5]	Marchandises transportées un mille	Marchandises transportées un mille par mille de ligne
	nombre	nombre	tonnes	tonnes	tonnes
1929	61,271,673	2,422,571,513	115,187,028	35,025,895,433	856,945
1930	52,537,500	2,077,487,173	96,194,017	29,604,545,125	710,197
1931	44,341,022	1,786,711,340	74,129,694	25,707,373,092	609,555
1932	38,763,206	1,553,486,651	60,807,482	23,136,666,295	545,843
1933	34,647,975	1,456,244,715	57,364,025	21,092,594,200	496,705
1934	38,754,761	1,628,727,881	68,036,505	23,320,451,031	551,220
1935	39,912,286	1,666,893,664	69,141,100	24,235,167,157	566,560
1936	50,219,782[6]	1,795,275,640	75,846,566	26,414,113,720	618,482
1937	52,349,342[6]	1,881,712,546	82,220,374	26,926,054,021	630,557
1938	49,432,589[6]	1,769,787,848	76,175,305	26,834,696,695	628,433
1939	52,231,620[6]	1,944,530,366	84,631,122	31,464,991,270	737,299

Année	Recettes par tonne par mille	Recettes par tonne transportée	Parcours moyen des marchandises	Moyenne de charge d'un train	Moyenne de charge d'un wagon-mille	Recettes par train de marchandises par mille
	cents	$	milles	tonnes	tonnes	$
1929	1·099	3·34	304	523	24·52	5·74
1930	1·090	3·36	308	509	24·34	5·55
1931	1·013	3·51	347	514	24·68	5·20
1932	0·937	3·56	380	517	23·57	4·84
1933	0·955	3·51	368	521	24·92	4·98
1934	0·975	3·34	343	522	24·69	5·09
1935	0·972	3·41	351	528	24·60	5·13
1936	0·969	3·38	348	526	24·73	5·10
1937	1·005	3·29	327	514	23·90	5·17
1938	0·954	3·36	352	543	25·59	5·18
1939	0·909	3·38	372	602	27·28	5·48

[1] Comprend les voitures de messagerie, bagages, postes, etc. [2] Doubles emplois compris. [3] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940 afin d'y inclure les milles des wagons automoteurs. [4] Comprend les milles de fourgon et non les milles des trains de voyageurs et des trains qui ne rapporte rien. [5] Doubles emplois éliminés, voir tableau **20** pour détails sur les marchandises transportées. [6] La classification revisée comprend le millage auparavant classifié comme "mixte".

Millage et trafic des Chemins de Fer Nationaux du Canada.—Le parcours du Canadien National, au 31 décembre 1939, y compris le réseau des Etats-Unis, mais à l'exclusion du Northern Alberta et du Toronto Terminals (qui sont exploités conjointement par le Canadien National et le Canadien Pacifique) est de 22,494 milles. En y ajoutant le chemin de fer des Mille-Iles (4·51 milles) et celui de la Muskegon Railway Navigation Co. (5·25 milles), contrôlés mais exploités séparément, le parcours total est de 22,504 milles. En y ajoutant un parcours de 120·39 milles de lignes électriques, le grand total est de 22,624 milles.

Loi des taux de transport des Provinces Maritimes (17 Geo. V, c. 44).—Cette loi, en vigueur depuis le 1er juillet 1927, décrète que les comptes des lignes du Canadien National à l'est de Lévis et de Diamond Junction, Québec, soient tenus séparément de ceux du reste du réseau du Canadien National. Ces lignes sont appelées "Lignes de l'Est" du Canadien National. La loi décrète aussi que les tarifs spécifiques de transport des marchandises sur ces lignes soient réduits de 20 p.c. Les autres chemins de fer en exploitation dans ce territoire ont le droit de faire des réductions similaires dans leurs tarifs et d'en réclamer la différence à la Commission des Chemins de Fer du Canada. Les différences entre les tarifs réduits et les tarifs normaux sont considérées comme des recettes par le réseau national et versées par le Gouvernement fédéral. Les sommes payées en vertu des dispositions de la loi à toutes les compagnies de chemin de fer s'élèvent à $1,353,464, $2,758,893, $3,092,677, $3,615,218, $2,554,673, $1,922,073, $1,989,130, $2,529,394, $2,348,399, $2,505,823, $3,182,458, $2,582,897 et $2,660,295 respectivement pour les années 1927-39, soit un total de $33,095,395.

Le pont de Québec, qui traverse le St-Laurent en amont de la ville de Québec et dont la travée principale mesure 1,800 pieds et qui porte en plus d'une voie simple, un trottoir pour les piétons et une chaussée pour les automobiles, fait partie du réseau du Canadien National et est exploité comme tel.

19.—Trafic[1] du Canadien National (lignes au Canada et aux Etats-Unis), 1938 et 1939

Détails		1938	1939
Parcours des trains (en milles)—			
De voyageurs	nomb.	18,722,893	18,678,336
De marchandises	"	27,852,951	29,707,142
Totaux, parcours des trains, en milles[2]	"	**46,575,844**	**48,385,478**
Parcours des voitures à voyageurs (en milles)—			
De première classe et combinés	nomb.	52,100,287	52,501,150
Wagons automoteurs	"	1,442,632	1,398,977
Wagons-salons, wagons-lits et buffets	"	40,930,000	38,894,637
Bagage, service postal, messageries, etc.	"	55,116,941	55,857,233
Totaux, parcours des wagons à voyageurs, en milles[2]	"	**149,589,860**	**148,651,997**
Parcours des trains de marchandises (en wagons-milles)—			
Wagons à marchandises, chargés	nomb.	656,686,592	734,039,378
Wagons à marchandises, vides	"	316,154,057	344,051,585
Fourgons	"	26,435,560	28,733,425
Totaux, parcours des trains de marchandises (en wagons-milles[2])	"	**999,276,209**	**1,106,824,388**
Trafic-voyageurs—			
Voyageurs payants, transportés	nomb.	10,289,000	10,144,749
Voyageurs payants, transportés un mille	"	891,594,706	875,418,448
Trains de voyageurs-milles par mille de voie	"	791	830
Moyenne de parcours d'un voyageur	milles	86·66	86·29
Moyenne des recettes par voyageur	$	1·759	1·756
Moyenne des recettes par voyageur-mille	$	0·0203	0·0204
Moyenne de voyageurs par train-mille	nomb.	47·62	46·87
Moyenne de voyageurs par wagon-mille	"	9·94	9·97
Recettes d'un train de voyageurs, par train-mille	$	1·72	1·77
Revenus d'un train de voyageurs, par mille de voie	$	1,359·18	1,468·58

[1] A l'exclusion des lignes électriques. [2] A l'exclusion du service des travaux.

19.—Trafic[1] du Canadien National (lignes au Canada et aux Etats-Unis), 1938 et 1939 —fin

Détails		1938	1939
Trafic-marchandises—			
Marchandises payantes, transportées	tonnes	40,577,656	45,691,284
Marchandises payantes, transportées un mille	"	14,505,234,204	17,084,258,927
Marchandises non payantes, transportées un mille	"	1,559,452,939	1,996,639,089
Total de marchandises (de toutes sortes) transportées un mille	"	16,064,687,143	19,080,898,016
Marchandises payantes transportées un mille par mille de voie	"	609,720	718,554
Total des marchandises (toutes sortes) transportées un mille par mille de voie	"	678,299	806,175
Moyenne de tonnes de marchandises payantes par train-mille	nomb.	520·78	575·09
Moyenne de tonnes de marchandises (toutes sortes) par train-mille	"	576·77	642·30
Moyenne de tonnes de marchandises (toutes sortes) par wagon-mille	"	24·43	26·01
Parcours moyen d'un train de marchandises	milles	357·50	373·91
Revenu des trains, par train-mille	$	5·02	5·35
Revenu des trains de marchandises, par mille de voie	"	5,901·50	6,770·84
Revenu des trains, par tonne	"	3·44450	3·50734
Revenu des trains, par tonne-mille	"	0·00964	0·00938

[1] A l'exclusion des lignes électriques.

Marchandises transportées.—Les marchandises transportées ont atteint un record en 1928, soit 118,652,969 tonnes, y compris 30,176,695 tonnes de produits agricoles.

20.—Marchandises transportées par les chemins de fer, 1935-39

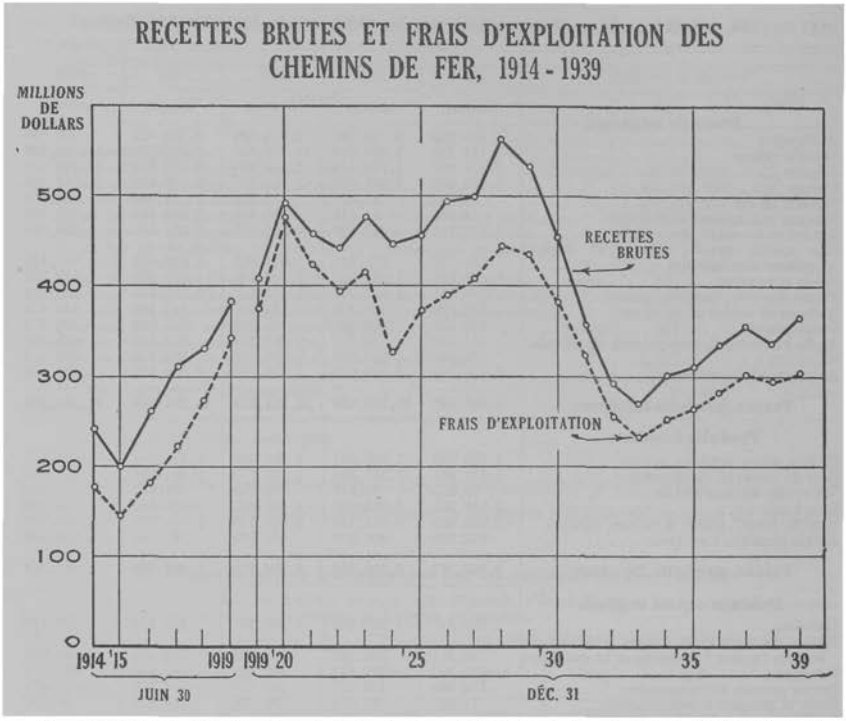
NOTA.—Dans ce tableau les doubles emplois sont éliminés, c'est-à-dire que les marchandises mentionnées par deux chemins de fer ou plus ne figurent qu'une fois.

Groupe et produit	1935	1936	1937	1938	1939
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
Produits agricoles					
Blé	8,367,973	8,489,009	5,144,261	8,555,203	11,127,016
Maïs	296,711	486,471	488,124	785,372	604,258
Avoine	858,724	879,304	906,651	950,702	1,016,754
Orge	455,496	911,444	713,484	793,778	821,075
Seigle	55,001	89,506	69,858	71,271	153,307
Graine de lin	28,762	54,352	42,822	33,369	58,871
Autres céréales	34,746	31,717	36,356	38,996	39,176
Farine	1,368,244	1,490,529	1,374,435	1,399,357	1,659,720
Autres produits de meunerie	1,464,264	1,694,477	1,615,134	1,750,322	1,888,537
Foin et paille	415,787	300,175	670,618	496,347	193,233
Coton	115,676	130,102	127,217	107,051	139,324
Pommes (fraîches)	288,999	249,381	272,577	291,587	231,476
Autres fruits (frais)	394,769	425,155	422,207	479,855	473,774
Pommes de terre	407,969	455,178	550,738	403,653	437,613
Autres légumes frais	234,297	275,803	293,227	278,819	272,838
Autres produits agricoles	928,702	1,033,223	1,005,017	1,097,143	1,183,202
Totaux, produits agricoles	**15,716,120**	**16,995,826**	**13,732,726**	**17,532,825**	**20,300,174**
Produits animaux					
Chevaux	53,707	71,436	88,170	59,958	46,938
Bêtes à cornes et veaux	500,044	590,311	637,898	445,553	465,901
Moutons	48,589	48,488	45,972	38,383	40,255
Porcs	200,177	242,567	231,676	198,075	218,828
Viandes (fraîches)	469,815	487,812	450,145	423,414	420,732
Viandes (fumées ou salées) en boîte	146,528	155,325	165,993	158,773	182,477
Autres produits, salaisons, comestibles	120,536	139,412	146,072	150,160	161,495
Volaille	80,663	91,962	81,094	74,231	81,064
Œufs	99,443	92,217	89,797	93,803	88,805
Beurre	135,052	135,123	136,229	138,835	139,361
Fromage	63,301	72,167	70,055	73,826	79,108
Laine	47,783	48,765	43,774	39,479	55,693
Peaux et cuir	139,447	134,013	128,879	114,438	143,192
Autres prod. animaux (non comestibles)	106,112	121,647	124,995	116,050	131,011
Totaux, produits animaux	**2,211,197**	**2,431,245**	**2,440,749**	**2,124,978**	**2,254,860**

20.—Marchandises transportées par les chemins de fer, 1935-39—fin

Groupe et produit	1935	1936	1937	1938	1939
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
Produits minéraux					
Anthracite	2,629,229	2,749,701	2,876,804	2,704,433	3,252,264
Houille grasse	9,174,105	9,957,019	10,720,545	8,990,920	10,341,758
Lignite	2,574,087	2,749,419	2,564,100	2,302,734	2,305,997
Coke	1,242,068	1,351,663	1,286,666	1,120,465	1,341,684
Minerai de fer	15,089	11,474	15,529	14,294	135,764
Minerai et concentrés de cuivre	12,534	11,114	502,609	1,389,456	1,703,783
Autres minerais et concentrés	2,078,721	2,687,307	4,151,023	4,451,921	4,590,767
Bas métal, matte, gueuse et lingots (métaux non ferreux)	864,727	975,969	1,091,003	1,030,232	1,167,191
Sable et gravier	1,179,721	1,286,601	2,123,789	1,309,487	1,212,339
Pierre (broyée, moulue, cassée)	576,911	1,069,223	1,805,278	1,151,035	1,280,013
Ardoise en dalles ou en blocs	139,709	106,824	121,607	115,196	126,435
Pétrole brut	460,559	510,701	435,085	522,580	560,174
Asphalte (naturel, sous-produit du pétrole)	181,940	185,177	298,307	275,327	275,552
Sel	286,459	289,890	298,439	306,620	302,638
Autres produits minéraux	2,676,793	2,840,608	2,920,534	2,550,550	2,708,969
Totaux, produits minéraux	**24,092,652**	**26,782,690**	**31,211,318**	**28,235,250**	**31,305,328**
Produits forestiers					
Billots, pieux, poteaux, pilotis	1,156,773	1,060,497	1,251,082	1,115,316	1,394,157
Bois de corde et de chauffage	1,421,851	1,367,039	1,199,772	1,082,598	1,066,185
Traverses de voie ferrée	56,495	57,317	82,310	53,342	63,802
Bois à pulpe	2,146,535	1,973,201	2,619,607	2,821,765	1,795,684
Bois de const., planc. à boîtes, douves	3,058,689	3,441,123	4,015,125	3,041,305	3,600,882
Autres produits forestiers	422,024	401,875	496,983	381,180	526,539
Totaux, produits forestiers	**8,262,367**	**8,301,052**	**9,664,879**	**8,495,506**	**8,447,249**
Produits ouvrés et divers					
Gazoline	1,200,347	1,222,559	1,409,851	1,481,588	1,439,192
Huiles de pétrole et autres produits de pétrole (moins l'asphalte et la gazoline)	746,311	766,283	803,385	784,835	796,265
Sucre	310,590	332,455	447,684	337,630	411,716
Fer en gueuses et en saumons	176,539	225,977	297,577	167,123	236,479
Rails et plaques d'accouplement	76,057	87,876	96,226	116,879	99,991
Fonte et acier (barres, tôles, charpente, tuyaux)	944,279	1,208,435	1,654,574	999,199	1,406,798
Pièces coulées, machines et chaudières	181,658	237,314	307,525	237,228	229,220
Ciment	432,694	534,028	769,026	590,192	564,689
Brique et pierre artificielle	207,344	264,392	341,214	250,547	294,733
Chaux et plâtre	204,078	232,018	267,465	268,335	303,840
Tuyaux d'égout et tuiles de drainage	26,237	28,759	30,981	31,095	31,516
Instruments aratoires et véhicules autres qu'automobiles	150,466	168,299	249,405	212,193	196,438
Automobiles, camions et pièces détachées	1,772,595	1,815,404	2,110,205	1,233,823	1,465,544
Articles de ménage et effets de colon	42,311	40,760	68,115	29,777	24,019
Meubles	45,260	54,601	61,445	49,604	56,138
Liqueurs et boissons	253,426	295,859	355,349	320,660	340,081
Engrais, toutes sortes	569,208	667,585	772,435	752,596	846,057
Papier à journal	1,968,278	2,366,404	2,748,810	1,916,349	2,172,159
Autre papier	368,683	416,019	558,601	383,923	445,594
Carton de papier, carton de pulpe et carton mural (papier)	228,075	253,222	286,691	236,377	279,701
Pulpe de bois	884,013	994,833	1,098,013	746,209	931,409
Poisson (frais, gelé, sauri, etc.)	74,294	80,703	88,868	83,882	87,214
Conserves alimentaires (autres que viandes)	420,439	480,440	489,708	483,980	614,753
Autres produits ouvrés et divers	5,426,354	6,298,783	7,390,637	5,859,398	6,770,616
Marchandises (par lots de moins d'un wagon)	2,149,228	2,262,745	2,466,912	2,213,324	2,279,349
Totaux, produits ouvrés et divers	**18,858,764**	**21,335,753**	**25,170,702**	**19,786,746**	**22,323,511**
Grands totaux	**69,141,100**	**75,846,566**	**82,220,374**	**76,175,305**	**84,631,122**

Accidents de chemin de fer.—Tous les voyageurs blessés sont compris dans les tableaux **21** et **22**; mais dans le cas des employés, seules les blessures qui les empêchent d'aller à leur travail au moins trois jours durant les dix jours qui suivent l'accident sont comptées. Les autres personnes comprennent les piétons marchant le long des voies, les resquilleurs, etc. de même que les personnes traversant les voies aux passages à niveau



21.—Voyageurs, employés et autres, tués ou blessés sur les chemins de fer, 1929-39

NOTA.—Pour les années terminées le 30 juin 1888 à 1900, voir p. 378 de l'Annuaire du Canada de 1910; pour les années 1901 à 1919, p. 651 de l'édition de 1922-23; pour 1920 à 1928, p. 687 de l'édition de 1938.

Année	Voyageurs		Employés		Autres		Totaux	
	Tués	Blessés	Tués	Blessés	Tués	Blessés	Tués	Blessés
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1929	20	551	118	12,483	293	809	431	13,843
1930	15	548	103	9,678	345	837	463	11,063
1931	3	399	55	5,966	202	830	260	7,195
1932	7	342	77	4,631	242	598	326	5,571
1933	8	319	53	4,409	219	645	280	5,373
1934	16	432	57	5,179	242	589	315	6,200
1935	10	440	70	5,221	271	625	351	6,286
1936	6	691	93	6,338	282	703	381	7,732
1937	5	426	77	5,774	265	729	347	6,929
1938	4	351	54	4,961	237	568	295	5,880
1939	1	362	58	5,170	240	583	299	6,115

Ces accidents comprennent tous ceux où se trouvent mêlés les chemins de fer et ceux qui se produisent sur la propriété ferroviaire. La classification des accidents en usage dans les statistiques vitales du Bureau considère comme accidents de véhicule à moteur les collisions entre automobiles et trains; de même, les statistiques provinciales des accidents de véhicule à moteur les classifient comme accidents de véhicule à moteur, de sorte qu'il faut faire des ajustements quand on compile les morts accidentelles de toutes sortes ou que l'on compare les résultats des accidents de différentes espèces, comme les accidents de chemin de fer et de véhicule automobile.

22.—Personnes tuées ou blessées par les chemins de fer, 1937-39

Classe de personnes et description des accidents	Accidents résultant du mouvement des trains, des locomotives ou des wagons					
	1937		1938		1939	
	Tués	Blessés	Tués	Blessés	Tués	Blessés
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Classe de personnes—						
Voyageurs	5	378	4	314	1	322
Employés	59	1,082	45	898	43	879
Piétons non autorisés à circuler sur la voie	148	272	149	206	128	191
Piétons autorisés	114	339	86	296	111	328
Commis des postes, messageries, etc.	1	48	Nil	27	Nil	22
Totaux	**327**	**2,119**	**284**	**1,741**	**283**	**1,742**
Description de l'accident (employés et voyageurs seulement)—						
Accouplant ou découplant les wagons	1	70	5	58	2	57
Tamponnements	6	41	3	28	8	75
Déraillements	12	63	7	73	2	35
Bris de locomotive ou de wagon	Nil	3	Nil	2	Nil	1
En tombant des trains ou wagons	6	142	11	120	3	102
En saut., mont. sur les wag. ou en desc.	Nil	Nil	Nil	Nil	1	206
Frappés par les trains, etc	26	39	17	29	25	31
Obstructions au-dessus des trains et autres	Nil	2	Nil	3	Nil	9
Autres causes	13	1,100	6	899	3	685
Totaux	**64**	**1,460**	**49**	**1,212**	**44**	**1,201**

	Accidents autres que ceux résultant du mouvement des trains, des locomotives ou des wagons					
	1937		1938		1939	
	Tués	Blessés	Tués	Blessés	Tués	Blessés
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Classe de personnes—						
Employés des gares et stations	2	692	1	569	1	522
Ouvriers des ateliers	3	1,584	4	1,336	4	1,359
Employés des trains et ouvriers de la voie	12	2,164	2	1,807	9	1,872
Autres employés	1	252	2	351	1	538
Voyageurs	Nil	48	Nil	37	Nil	40
Autres	2	70	2	39	1	42
Totaux	**20**	**4,810**	**11**	**4,139**	**16**	**4,373**

Section 2.—Tramways électriques*

Le transport peu coûteux et relativement rapide de la population urbaine est une nécessité moderne. Un important moyen de pourvoir à cette nécessité dans tout le Canada est fourni par le tramway électrique, généralement actionné par l'énergie hydroélectrique.

Historique.—Se substituant aux tramways à chevaux utilisés à Montréal et à Toronto dès 1861, les tramways électriques ont commencé à être exploités au Canada en 1885, alors qu'une voie expérimentale fut construite et exploitée avec succès aux terrains de l'Exposition de Toronto. Avant bien des années leur sécurité et leur commodité amenèrent l'abandon de l'ancien système. La première ligne de

* Revisé et vérifié par G. S. Wrong, B.Sc., chef de la Branche des Transports et Utilités Publiques, Bureau Fédéral de la Statistique. Cette branche publie un rapport annuel sur les tramways du Canada.

tramway électrique au Canada et, probablement, en Amérique du Nord, qui allait de Windsor à Walkerville, a été établie de bonne heure en juin 1886. (On rapporte qu'elle était en opération active avant le 11 juin.) Un réseau de 7 milles de longueur fut inauguré à St. Catharines en 1887; on y utilisait le double trolley aérien. Le troisième tramway électrique dans le Dominion fut établi à Victoria le 23 février 1890 et le quatrième commença ses opérations à Vancouver en juin 1890. Vinrent ensuite la construction du tramway électrique d'Ottawa en 1891 et l'électrification des réseaux de Montréal et de Toronto en 1892. Pendant la dernière décennie du 19e siècle, les autres grandes villes de l'Est substituèrent le nouveau système à l'ancien et les nouvelles villes de l'Ouest l'adoptèrent de prime abord. Dans l'Est les tramways électriques sont généralement exploités par des compagnies jouissant d'un monopole accordé par la ville; au contraire, dans un grand nombre des villes de l'Ontario et de l'Ouest le tramway électrique est municipalisé.

La circulation des tramways est considérablement gênée en hiver par la neige, obstacle qu'on a toutefois réussi à surmonter au moyen de chasse-neige, balayeuses et charrues. Tous les réseaux emploient le système mono-trolley aérien, mais depuis quelque temps, Edmonton, Montréal et Winnipeg se servent du trolley aérien double et du trolley-bus (il y a 28 de ces voitures en circulation en 1939). Des 36 réseaux en opération en 1939, 17 mettent en circulation des tramways électriques et des autobus, l'augmentation de ces derniers étant de 92, sans compter les autobus des réseaux de Sandwich-Windsor et d'Amherstburg (40 en 1938 et 71 en 1939) et ceux du Guelph Radial (9 en 1938 et 1939) qui ont abandonné définitivement le tramway en 1939. L'autobus offre l'avantage de n'être pas limité à une seule route et de n'entraîner aucune dépense pour les voies. Sa capacité est toutefois beaucoup moindre que celle d'un tramway. Depuis 1920, vingt-neuf réseaux de tramways électriques ont succombé à la concurrence du véhicule à moteur ou ont été remplacés par des service d'autobus.

Sous-section 1.—Matériel des tramways électriques

Le millage de voies de tramways électriques se contracte graduellement depuis quelques années. Il ne se fait que peu de construction; d'autre part, des réseaux entiers ou des parties de réseaux sont abandonnés.

23.—Millage et matériel des tramways électriques, 1936-39

Item	1936	1937	1938	1939	Item	1936	1937	1938	1939
	milles	milles	milles	milles		nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
MILLAGE DES VOIES—					VOITURES À VOYAGEURS—				
Voie principale, simple	1,247	1,222	1,154	1,083	Fermées	3,329	3,303	3,358	3,261
Voies doubles	553	549	539	509	Ouvertes	17	13	13	8
Millage total, voies principales	1,800	1,771	1,693	1,592	Mixtes, voyageurs et marchandises	9	13	10	11
Millage de voies d'évitement, de service, etc.	272	267	264	253	Sans moteur électrique	250	249	184	180
					Omnibus	605	653	760	803
					Trolley-bus, sans rail	7	7	13	28
TOTAL CALCULÉ COMME VOIE SIMPLE	2,072	2,038	1,957	1,845	TOTAL, VOITURES À VOYAGEURS	4,217	4,238	4,338	4,291
	No.	No.	No.	No.					
Voitures à bagages, de messageries et postales	23	24	23	21	Chasse-neige	72	71	74	173
Voitures à marchandises	206	203	201	187	Balayeuses	162	161	170	52
Locomotives	46	46	47	46	Camions	21	3	109	266
					Diverses	348	344	237	26

Sous-section 2.—Finances des tramways électriques

Malgré une capitalisation réduite de près d'un tiers, la dette consolidée des tramways électriques n'a que très peu baissé depuis 1930. De 1930 à 1939, les recette brutes ont décliné de 22 p.c. et les frais d'exploitation, de 25 p.c. La proportion d'exploitation a été inférieure à 70 p.c. depuis 1934.

24.—Statistiques financières des tramways électriques, 1929-39

NOTA.—Les chiffres connus pour les années 1901–1907 sont donnés aux pp. 618 et 619 de l'Annuaire de 1926; pour les années 1908–1918, aux pp. 708 et 709 de l'Annuaire de 1936; pour les années 1919–1928, à la p. 690 de l'Annuaire de 1938.

Année	Capital nominal			Immobilisations dans les voies et le matériel	Recettes brutes	Frais d'exploitation	Rapport des dépenses aux recettes	Personnel	Salaires et gages
	Actions	Dette fondée	Total						
	$	$	$	$	$	$	p.c.	nomb.	$
1929.....	54,453,321	167,969,494	222,422,815	240,110,655	58,268,980	40,085,140	68·79	18,801	26,984,061
1930.....	53,048,929	171,040,610	224,089,539	240,293,974	54,719,259	39,125,515	71·50	18,340	26,954,994
1931.....	45,155,649	170,662,447	215,818,096	234,384,558	49,088,310	35,367,068	72·05	17,135	24,647,391
1932.....	40,101,930	163,210,624	203,312,554	225,747,251	43,339,381	31,516,943	72·72	15,961	21,534,419
1933.....	39,851,230	160,247,640	200,098,870	223,704,367	39,383,965	27,917,265	72·73	14,883	18,692,236
1934.....	39,851,230	158,276,141	198,127,371	224,398,598	40,048,136	28,036,754	70·01	14,544	18,546,750
1935.....	36,827,740	170,363,299	207,191,039	215,007,166	40,442,320	28,009,013	69·26	14,381	18,649,517
1936.....	36,727,740	168,334,613	205,062,353	214,820,798	41,391,927	28,807,311	69·60	14,280	18,958,831
1937.....	36,727,740	169,045,069	205,772,809	208,938,656	42,991,444	29,545,641	68·72	14,347	19,778,118
1938.....	36,727,740	167,878,751	204,606,491	212,643,544	42,537,767	29,683,131	69·78	14,323	20,100,533
1939.....	39,668,660	164,912,746	204,581,406	198,481,728	42,864,150	29,605,328	69·07	14,061	19,716,985

25.—Millage, capital, recettes et frais d'exploitation, usagers, personnel, salaires et gages des lignes de tramways électriques, 1939

Nom de la compagnie	Total, voies principales en exploitation	Capital nominal	Recettes brutes	Frais d'exploitation	Usagers payants	Employés	Salaires et gages
	milles	$	$	$	nomb.	nomb.	$
British Columbia	285·40	23,791,535[1]	5,337,255	4,335,362	72,667,204	2,056	3,193,457
Calgary Municipal[2]	77·02	2,605,644	655,277	521,768	10,438,964	214	320,265
Edmonton Radial[2]	48·09	709,634	737,814	556,693	15,058,583	276	400,266
Hamilton Street[3,4]	40·17	3,205,000	1,047,026	736,267	15,564,824	331	430,272
London Street	9·46	512,400	496,712	418,013	8,908,552	187	233,861
Montreal Tramways	265·03	54,802,200	13,124,028	8,198,267	208,928,429	3,936	5,476,856
Nova Scotia Light and Power Co.	24·91	2,455,481[1]	581,177	418,900	9,626,901	211	300,355
Ottawa	48·30	3,617,899	1,357,194	797,249	21,593,758	412	537,913
Quebec Railway, Light and Power Co.[5]	21·81	[6]	979,931	935,307	16,979,562	403	493,644
Toronto Transportation Com.[2]	214·71	21,727,000	11,072,594	6,448,177	158,977,538	3,172	4,649,975
Winnipeg	65·70	55,700,273[6]	2,947,118	2,233,879	41,639,539	1,143	1,412,596
Totaux, onze principaux réseaux	**1,100·60**	**169,127,066**	**38,336,126**	**25,599,882**	**580,383,854**	**12,341**	**17,449,460**
Totaux, tous réseaux de tramways électriques	**1,592·05**	**204,581,406**	**42,864,150**	**29,605,328**	**632,533,152**	**14,061**	**19,716,985**
Pourcentage des onze principaux par rapport à tous les réseaux	69·2	82·6	89·4	86·5	91·8	87·8	88·5

[1] Immobilisations en voies et matériel. [2] Propriété municipale. [3] Exploité par la Commission Hydroélectrique d'Ontario. [4] Propriété provinciale. [5] Opérations du secteur de la citadelle seulement. Le capital total et les opérations du secteur de Montmorency sont compris dans les chemins de fer à vapeur. [6] Représente toutes les divisions de la compagnie.

Sous-section 3.—Trafic des tramways électriques

Malgré un millage moindre, les statistiques des tramways électriques reflètent un affermissement constant du trafic-voyageurs et du trafic-marchandises depuis les années de dépression; les accidents survenus aux voyageurs et aux employés diminuent nettement dans chaque catégorie jusqu'à la dernière année en revue alors que le nombre de personnes blessées augmente considérablement.

26.—Statistiques des tramways électriques, 1929-39

NOTA.—A la page 687 de l'Annuaire de 1933 paraissent les chiffres des années 1901-10; à la page 708 de l'Annuaire de 1936, ceux des années 1911-18; à la page 692 de l'Annuaire de 1938, ceux des années 1919-28.

Année	Millage en exploitation		Millage des voitures			Voyageurs	Marchandises
	Voies principales	Voies secondaires	Voyageurs	Autres	Total		
	milles	milles	milles	milles	milles	nombre	tonnes
1929	1,629·12	565·27	134,666,564	4,533,070	139,199,634	833,496,866	3,653,411
1930	1,500·52	571·37	136,240,958	3,773,642	140,014,600	792,701,493	2,872,929
1931	1,379·03	572·69	131,200,894	2,682,595	133,883,489	720,468,361	1,977,441
1932	1,306·30	560·02	123,672,220	2,213,081	125,885,301	642,831,002	1,509,561
1933	1,297·63	559·57	117,100,127	2,062,669	119,162,796	585,385,094	1,547,202
1934	1,286·16	557·14	117,678,030	2,357,595	120,035,625	595,143,903	1,939,833
1935	1,268·31	557·83	118,263,764	2,552,585	120,816,349	600,728,313	2,057,897
1936	1,247·09	552·77	119,779,505	2,465,384	122,244,889	614,890,897	2,265,023
1937	1,221·88	548·90	122,750,869	2,559,953	125,310,822	631,894,662	2,612,928
1938	1,154·50	538·66	123,201,830	2,221,392	125,423,222	629,778,738	2,151,309
1939	1,083·49	508·56	121,528,380	2,287,878	123,816,258	632,533,152	2,313,748

27.—Voyageurs, employés ou autres tués ou blessés par les tramways électriques, 1929-39, avec totaux de 1894 au 30 juin 1929

NOTA.—Les détails pour les années terminées le 30 juin 1900-19 sont donnés dans l'Annuaire du Canada de 1926, p. 621, et pour les années 1920-28 à la p. 692 de l'annuaire de 1938.

Année	Voyageurs		Employés		Autres		Total	
	Tués	Blessés	Tués	Blessés	Tués	Blessés	Tués	Blessés
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Totaux, 1894 au 30 juin 1929	**304**	**45,118**	**264**	**17,014**	**1,391**	**20,549**	**1,959**	**82,681**
1929	5	2,808	5	1,200	93	1,372	103	5,380
1930	8	2,790	6	1,003	50	1,269	64	5,062
1931	1	2,245	3	758	61	1,144	65	4,147
1932	3	2,098	2	565	74	879	79	3,542
1933	Nil	1,385	1	333	32	1,184	33	2,902
1934	4	1,666	2	279	49	734	55	2,679
1935	1	1,517	2	388	61	652	64	2,557
1936	Nil	1,503	2	280	41	651	43	2,434
1937	"	1,566	2	364	43	679	45	2,609
1938	1	1,712	1	314	34	605	36	2,631
1939	1	2,039	3	353	33	764	37	3,156

Section 3.—Messageries*

"Le service de messageries est le transport rapide des marchandises par les trains de voyageurs"; mais les compagnies de messageries n'ayant pas personnellement les moyens de transport nécessaires doivent avoir recours aux compagnies de chemin de fer par contrat. Les compagnies de messageries canadiennes ont été étroitement apparentées aux compagnies de chemin de fer depuis le début pratiquement. L'historique des débuts de ces diverses compagnies est relaté dans l'Annuaire de 1926, pp. 621-622.

* Revisé et vérifié par G. S. Wrong, B.Sc., chef de la Branche des Transports et Utilités Publiques du Bureau Fédéral de la Statistique. Cette Branche publie un rapport annuel sur les statistiques des messageries.

Les marchandises sont confiées aux messageries pour en assurer le transport rapide de sorte que les compagnies de messageries ne concurrencent pas les tarifs des trains de marchandises. Ainsi, dans son premier tarif, la Dominion Express Company, conformément à ses conventions avec le C.P.R., faisait payer un tarif égal à 2½ fois le maximum du tarif de première classe des marchandises transportées à la même distance. Généralement, une compagnie de messageries paie à la compagnie de chemin de fer un pourcentage de ses recettes brutes. Les tarifs des messageries sont sujets à l'approbation de la Commission des Transports.

Opération de messageries.—En 1939, il y avait en opération au Canada quatre compagnies de messageries dont trois canadiennes et une américaine. La Canadian Pacific Express Co., autrefois la Dominion Express Co., est une filiale du chemin de fer Canadien Pacifique et s'occupe des messageries sur les chemins de fer et sur les vaisseaux, en eau douce comme en mer, du Canadien Pacifique. Les messageries du Canadien National et du réseau Northern Alberta sont sous les soins d'un département spécial de ces chemins de fer respectifs. La Railway Express Agency, Inc., s'occupe des messageries sur les sections canadiennes des chemins de fer des Etats-Unis et sur la route de Skagway jusqu'au Yukon. Ces compagnies sont organisées en vertu de pouvoirs qui leur sont conférés par des statuts du Gouvernement canadien, leur service consistant en l'expédition rapide du bétail de valeur et des denrées périssables telles que le poisson frais, les fruits frais, etc., et le transport des colis et des bagages; elles ont en outre le droit d'émettre des mandats circulaires, des chèques de voyageur, des lettres de crédit et autres formes d'effet de commerce. Il n'y a pas de statistiques disponibles concernant le volume du trafic par messagerie. Une grande partie du trafic, naturellement, consiste en colis et petits paquets qu'il serait difficile de classifier et de mesurer d'après les données de la statistique. Cependant, il y a aussi un mouvement important dans les quantités de wagons de bétail sur pied, de poisson frais, de fruit, de légumes et d'autres denrées périssables.

Dans les tableaux suivants les montants payés par les compagnies de messageries aux voituriers, c'est-à-dire, chemins de fer, lignes de navigation, etc., pour le transport des matières de messageries, apparaissent sous la rubrique "privilèges de messageries". Sur 65,390 milles exploités en 1939, 42,036 étaient par chemins de fer, 258 par tramways électriques, 16,712 par navires océaniques (principalement par les lignes du Canadien Pacifique), 5,047 milles par navigation intérieure ou par bateaux côtiers, 424 par avions et 913 milles par camions.

28.—Recettes et dépenses des compagnies de messageries, 1929-39

NOTA.—Les chiffres correspondants des années terminées le 30 juin 1911-18 ont paru dans l'Annuaire de 1927-28, p. 692, et ceux de 1919-28 à la page 694 de l'Annuaire de 1938.

Année	Recettes brutes	Frais d'exploitation	Coût des privilèges	Recettes nettes d'exploitation
	$	$	$	$
1929	27,758,385	13,480,028	13,598,575	679,782
1930	24,352,181	12,759,439	12,380,060	−787,318
1931	20,115,285	11,292,957	10,909,184	−2,086,856
1932	16,870,806	9,479,802	7,307,980[1]	83,024
1933	15,226,015	8,497,892	6,605,225	122,898
1934	16,206,171	8,473,601	7,268,616	463,954
1935	16,592,746	8,960,675	7,352,913	279,158
1936	17,169,315	9,414,746	7,478,874	275,695
1937	17,937,567	9,878,443	7,749,711	309,413
1938	17,674,477	10,325,329	7,417,127	−67,979
1939	19,410,091	10,622,936	8,313,218	473,937

[1] Diminution due en majeure partie à une modification de la base des paiements effectués par la Canadian Pacific Express Co.

29.—Recettes, dépenses, opérations et millage des compagnies de messageries, par compagnie, 1938 et 1939

Année et compagnie	Recettes brutes	Frais d'exploitation	Coût des privilèges	Recettes nettes d'exploitation	Millage exploité
	$	$	$	$	milles
1938					
Canadian National Railways	8,642,605	5,053,354	3,829,366	−240,115	24,132
Canadian Pacific Express	8,433,444	4,972,612	3,311,802	149,030	35,638
Northern Alberta Railways	116,639	43,460	62,812	10,367	928
Railway Express Agency	481,789	255,903	213,147	12,739	4,326
Totaux, 1938	**17,674,477**	**10,325,329**	**7,417,127**	**−67,979**	**65,024**
1939					
Canadian National Railways	9,781,542	5,187,277	4,350,257	244,008	24,092
Canadian Pacific Express	9,048,552	5,133,684	3,707,206	207,662	36,026
Northern Alberta Railways	112,553	43,105	60,088	9,360	927
Railway Express Agency	467,444	258,870	195,667	12,907	4,345
Totaux, 1939	**19,410,091**	**10,622,936**	**8,313,218**	**473,937**	**65,390**

30.—Opérations des compagnies de messageries en envois et virements de fonds, 1935-39

Description	1935	1936	1937	1938	1939
	$	$	$	$	$
Mandats circulaires, intérieur	44,560,510	52,581,553	56,083,053	58,052,764	58,297,159
Mandats circulaires, étranger	502,438	577,720	734,558		
Chèques de voyageur, intérieur	2,997,849	3,150,798	3,400,957	4,292,133	3,309,588
Chèques de voyageur, étranger	1,186,495	1,593,840	1,518,306		
Encaissements sur livraison (C.O.D.)	4,839,649	5,007,286	5,182,043	5,222,586	5,066,584
Mandats télégraphiques	249,173	212,860	206,838	251,406	164,068
Autres formes de virements de fonds	492,967	424,863	397,527	357,703	220,234
Totaux	**54,829,081**	**63,548,920**	**67,523,282**	**68,176,592**	**67,057,633**

PARTIE III.—TRANSPORT ROUTIER*

Comme le récent développement des routes au Canada a eu pour but presque exclusif de fournir une assise au trafic des véhicules-moteur, les routes et les véhicules-moteur sont traités comme des traits caractéristiques d'un même mode de transport. Après une section préliminaire qui résume brièvement les règlements provinciaux concernant les véhicules-moteur et la circulation automobile, le sujet du transport routier est traité en entier sous les rubriques: facilités, finances et trafic, de la même manière que dans l'exposé des autres modes de transport.

Section 1.—Règlements provinciaux des véhicules-moteur et de la circulation†

NOTA.—Dans cette section, il est évidemment impossible d'inclure en détail tous les règlements en force dans chaque province. Le but est de fournir seulement les informations générales les plus importantes. Voir pp. 577-578 pour sources d'information sur règlements détaillés propres à chaque province. Voir aussi 'Voirie et véhicules-moteur au Canada", bulletin annuel publié par le Bureau Fédéral de la Statistique, que l'on peut se procurer chez le Statisticien du Dominion, au prix de 25 cents.

Généralités.—Les permis de véhicule automobile et la réglementation de la circulation relèvent des gouvernements provinciaux. Les règlements qui s'appliquent à toutes les provinces se résument comme il suit:—

* Sauf indication contraire, le contenu de cette partie a été revisé par G. S. Wrong, B.Sc., chef de la Branche des Transports et Utilités Publiques du Bureau Fédéral de la Statistique.

† Le contenu de cette section a été revisé par les fonctionnaires qui administrent les lois et règlements concernant l'automobilisme dans chaque province.

Permis de conducteur.—Le conducteur d'un véhicule automobile doit être au-dessus d'un certain âge spécifié (habituellement 16 ans) et posséder un permis qui peut être obtenu seulement après des épreuves d'aptitudes prescrites et qui est renouvelable annuellement. Des permis spéciaux sont requis pour les chauffeurs.

Règlements de véhicules automobiles.—En général, tous les véhicules automobiles et les remorques doivent être enregistrés annuellement, habituellement pour l'année civile, avec le paiement d'un honoraire spécifié, et doivent avoir deux plaques-matricules, l'une à l'avant de la voiture et l'autre à l'arrière (une seulement, à l'arrière, dans le cas de remorques). Tout changement de propriétaire du véhicule doit être déclaré aux autorités de l'enregistrement. Cependant, l'exemption de l'enregistrement est accordée pour une période spécifiée (habituellement 90 jours au moins) chaque année aux véhicules de touristes étrangers enregistrés dans une autre province ou Etat qui accorde un privilège réciproque. De nouveaux règlements demandent un rendement moyen efficace et sûr dans le mécanisme du véhicule et dans ses freins et exigent que ce véhicule soit muni de phares non éblouissants et d'un phare convenable à l'arrière, d'un dispositif suffisant de verrouillage, d'un silencieux, d'un essuie-glace et d'un rétroviseur.

Règlements de la circulation.—Dans toutes les provinces les voitures tiennent la droite du chemin. Les conducteurs d'automobiles sont obligés partout d'observer les signaux indicateurs de la circulation, automatiques et autres, placés aux points stratégiques sur les grandes routes et les chemins. La vitesse permise varie dans les différentes provinces, une vitesse moindre étant toujours requise dans les cités, les villes et les villages, en passant une zone scolaire et des terrains de jeux, aux croisements des rues, aux intersections de voies ferrées, ou à tout autre endroit sur la route où la visibilité est en quelque sorte embarrassée. Les automobiles doivent arrêter derrière les tramways immobilisés pour permettre la montée ou la descente des voyageurs, excepté là où il existe des zones de sûreté. Tout accident suivi de blessures corporelles ou de dommage à la propriété doit être déclaré au premier agent de la police provinciale ou municipale rencontré et aucun conducteur impliqué ne doit laisser la scène de l'accident sans avoir prêté toute l'aide possible.

Sanctions pénales.—Celles-ci varient depuis les petites amendes pour infractions mineures à l'un des règlements jusqu'à la révocation du permis, la mise en fourrière des automobiles ou l'emprisonnement pour infractions sérieuses, négligences, conduite sans permis de conducteur et spécialement pour conduite en état d'ivresse.

Il existe une si grande divergence dans les différentes provinces concernant les bases pour taux de permis, le règlement des véhicules publics commerciaux, les détails de lois de la circulation, la vitesse et l'usage des véhicules-moteur, qu'il est impossible d'en faire même une esquisse convenable dans l'espace disponible ici. Les traits caractéristiques les plus importants sont résumés dans le bulletin annuel auquel réfère la note en tête de cette section, p. 681. Les autorités responsables de l'administration des véhicules-moteur et les lois régissant les véhicules et la circulation paraissent ci-dessous pour chaque province.

Ile du Prince-Edouard.—*Administration.*—Le Secrétaire Provincial, Charlottetown. *Législation.*—La loi de la circulation sur les grandes routes (c. 2, 1936) et ses amendements.

Nouvelle-Ecosse.—*Administration.*—Branche des véhicules à moteur, département de la Voirie et des Travaux Publics, Halifax. *Législation.*—La loi des véhicules à moteur (c. 6, 1932) et ses amendements, et la loi du transport routier (c. 78, S.R.N.-E. 1923) telle qu'amendée par c. 29, 1937.

Nouveau-Brunswick.—*Administration.*—Branche des véhicules à moteur, département des Travaux Publics, Fredericton. *Législation.*—La loi des véhicules à moteur (c. 20, 1934).

Québec.—*Administration.*—Office des véhicules à moteur, Bureau du Revenu Provincial, département du Trésor, Québec. *Législation.* La loi des véhicules à moteur (c. 35, S.R.Q. 1925) et ses amendements.

Ontario.—*Administration.*—Branche des véhicules à moteur, département de la Voirie, Toronto. *Législation.*—La loi de la circulation sur les grandes routes (c. 288, S.R.O. 1937) et ses amendements.

Manitoba.—*Application.*—Procureur Général. *Enregistrement.*—Trésorier, Bureau du Revenu Provincial, Winnipeg. *Législation.*—La loi de la circulation sur les grandes routes (c. 93, S.R.M. 1940) et ses amendements.

Saskatchewan.—*Administration.*—Commission de la taxe provinciale, Bureau de la circulation routière, Revenue Building, Regina. *Législation.*—La loi des véhicules (c. 275, 1940).

Alberta.—*Administration.*—Branche des véhicules à moteur, département du Secrétaire Provincial, Edmonton, et commission de la circulation sur les grandes routes d'Alberta, Edmonton. *Législation.*—La loi des véhicules et de la circulation sur les grandes routes (c. 31, 1924) et ses amendements et loi des véhicules de service public (c. 91, 1936) et les règlements qui en découlent.

Colombie Britannique.—*Législation.*—La loi des véhicules à moteur (c. 195, S.R.C.B. 1936) et la loi des grandes routes (c. 116, S.R.C.B. 1936) et ses amendements, de même que la loi du transport routier (c. 36, S.C.B. 1939). L'administration et l'application de la loi des véhicules à moteur et la mise en vigueur de la loi des grandes routes et de la loi du transport routier sont confiées au Commissaire de la Police Provinciale, Victoria, tandis que l'administration de la loi des grandes routes relève du Ministre des Travaux Publics, Victoria, C.B., et celle du transport routier de la Commission des Utilités Publiques, Victoria, C.B.

Yukon.—*Administration.*—Bureau du secrétaire du Territoire, Dawson, Yukon. Des informations sur les règlements peuvent aussi être obtenues de la Branche des Terres, Parcs et Forêts, Ministère des Mines et Ressources, Ottawa. *Législation.*—L'ordonnance des véhicules à moteur, n° 14, 1914, et ses amendements.

Section 2.—Routes et véhicules

Sous-section 1.—Voirie

Historique.—Un court historique des premières routes du temps de la colonisation au Canada a paru à la page 747 de l'Annuaire de 1934-35.

Récent développement de la voirie.—En même temps que, depuis la guerre de 1914-18, le pourcentage augmente de propriétaires d'automobiles par rapport à la population (voir pp. 579-580), le besoin de bonnes routes se fait de plus en plus sentir. En outre, les avantages qui découlent du tourisme ont été un encouragement puissant pour les autorités à améliorer les chemins et les grandes routes pittoresques sous leur juridiction. Là où l'automobile s'est avéré d'un avantage économique particulier sont les régions rurales. Il s'ensuit que lors du recensement de 1931, une ferme sur deux a déclaré un automobile (1·96 ferme pour chaque voiture.) Cette vulgarisation de l'automobile dans les campagnes a eu pour effet le perfectionnement des chemins ruraux secondaires.

Le tableau du millage des routes, ci-dessous, comprend toutes les routes sous juridiction provinciale et les routes locales des Provinces Maritimes et de l'Ontario, de même que des estimations de la longueur des routes locales des quatre provinces de l'Ouest. Il existe dans le nord du Québec, de l'Ontario, des Provinces des Prairies et de la Colombie Britannique de vastes régions à population claire et jalonnées de très peu de routes contrairement aux régions méridionales qui sont mieux partagées à ce point de vue. Les travaux se poursuivent sur le dernier tronçon de la route transcanadienne, entre Hearst et Nipigon dans le nord de l'Ontario. Une fois terminée, la route transcanadienne offrira au trafic automobile une route entièrement canadienne de l'Atlantique au Pacifique.

Les statistiques des rues urbaines sont colligées depuis 1935 dans les cités et les principales villes; les petites municipalités omises n'augmenteraient que peu les totaux. En 1939, la longueur totale des rues est de 12,962 milles dont 2,306 milles avec revêtement d'asphalte; 923 milles en ciment béton portland; 1,533 milles en macadam bitumineux, béton et autres revêtements bitumineux; 541 milles en macadam à l'eau; 2,612 milles en gravier et pierre concassée, et 988 milles d'autres revêtements. Ce qui fait un total de 8,903 milles de rues recouvertes et 4,059 milles de chemins de terre. Ces chiffres sur les rues urbaines et les routes ne sont pas compris dans le tableau qui suit sur la longueur des grandes routes.

1.—Classification des grandes routes, par province

NOTA.—La date à laquelle le millage est déclaré est indiquée pour chaque province. Les chiffres du Canada sont la somme de ces millages provinciaux. Les rues urbaines ne sont pas comprises. Les tirets indiquent qu'aucun millage n'a été déclaré en regard des item correspondants du talon.

Classification	I.P.-E. 31 déc. 1939	N.-E. 30 nov. 1939	N.-B. 31 oct. 1939	Qué. 30 juin 1939	Ont. [1]	Man. 30 avril 1940	Sask. 31 mars 1940	Alta. 31 mars 1940	C.B. 31 mars 1939	Total
	milles	milles	milles	milles	milles	milles	milles	milles	milles	millles
REVÊTEMENT										
Couche d'asphalte	–	5	–	–	1	17	–	–	–	23
Béton de ciment portland	4	–	–	197	2,087	–		–	42	2,330
Béton bitumineux	182	785	955	1,536	1,148	386	–	71	67	5,130
Macadam bitumineux	–	56	–	221	728			–	93	1,098
Mélange bitumineux	–	–	–	–	1,049	4	155	–	498	1,706
Couche de bitume	–	–	–	940	1,174	66	–	413	664	3,257
Nouveau revêtement	–	11	–	–	424	–	–	–	–	435
Macadam à l'eau	–	–	–	1,138	–	–	–	–	–	1,138
Gravier, pierre broyée	–	5,250	6,817	15,018	49,655	8,228	4,160	2,972	6,728 [2]	98,828 [2]
Argile de sable, gravier lié	197	4	–	–	32	37	–	–	–	270
Blocs de bois ou granit, brique	–	–	–	–	–	–	–	–	39	39
TOTAL, CHEMIN PAVÉ	383	6,111	7,772	19,050	56,298	8,738	4,315	3,456	8,131	114,254
CHEMIN DE TERRE										
Terre améliorée	2,223	3,626	2,663	17,614	15,725	8,277	147,503	12,309	10,138	220,078
Terre non améliorée	1,090	5,298	1,615	6	577	15,000	61,018	76,170	2,601	163,375
TOTAL, CHEMIN DE TERRE	3,313	8,924	4,278	17,620	16,302	23,277	208,521	88,479	12,739	383,453
Grand total	**3,696**	**15,035**	**12,050**	**36,670** [3]	**72,600**	**32,015**	**212,836**	**91,935**	**20,870**	**497,707**

[1] Provincial, 31 mars 1940; municipal, 31 déc. 1939. [2] Comprend du macadam à l'eau. [3] Moins 910 milles de chemins miniers.

Sous-section 2.—Véhicules à moteur

Enregistrement.—La population moyenne par véhicule enregistré est de 7·9 en 1939. Le Canada se classe quatrième sous ce rapport, la première place étant détenue par les Etats-Unis avec 4·3. Avec un nombre global de 1,439,245 automobiles enregistrés en 1939, le Canada n'est dépassé que par quatre pays: les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne.

2.—Véhicules-moteur enregistrés au Canada, par province, 1929-39

NOTA.—Les enregistrements donnés ici comprennent les voitures de tourisme, les camions, les autobus, les motocyclettes, les autos de service, etc., mais non pas les licences de remorque et de vendeur. Les chiffres de 1904-1928 paraissent à la p. 693 de l'Annuaire de 1937.

Année	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle Ecosse	Nouveau Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Total[1]
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1929	6,116	39,972	31,736	169,105	540,207	77,259	128,426	98,720	95,571	1,187,331
1930	7,376	43,029	34,699	178,548	562,506	78,850	127,193	101,119	98,938	1,232,489
1931	7,744	43,758	33,627	177,485	562,216	75,210	107,830	94,642	97,932	1,200,668
1932	6,982	41,013	28,041	165,730	531,597	70,840	91,275	86,781	91,042	1,113,533
1933	6,940	40,648	26,867	160,012	520,353	68,590	84,944	86,041	88,554	1,083,178
1934	7,206	41,932	29,094	165,526	542,245	70,430	91,461	89,369	92,021	1,129,532
1935	8,231	43,952	31,217	170,644	564,076	70,660	94,792	93,870	98,411	1,176,116
1936	7,632	46,179	33,402	181,628	590,226	74,940	102,270	97,468	106,079	1,240,124
1937	8,011	50,048	36,780	197,917	623,918	80,860	105,064	100,434	116,341	1,319,702
1938	7,992	51,214	37,110	205,463	669,088	88,219	109,014	107,191	119,220	1,394,853
1939	8,040	53,008	38,116	213,148	682,891	88,864	119,018	113,702	122,087	1,439,245

[1] Comprend les enregistrements du Yukon.

3.—Classification des véhicules-moteur enregistrés au Canada, par province, 1938 et 1939

Année et province	Automobiles de tourisme[1]	Voitures commerciales ou camions[2]	Autobus	Motocyclettes	Total
1938	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Prince-Edouard	6,840	1,125	5	22	7,992
Nouvelle-Ecosse	40,876	9,978	88	272	51,214
Nouveau-Brunswick	30,257	6,557	100	196	37,110
Québec	166,447	35,641	708	2,667	205,463
Ontario	580,364	82,634	884	5,206	669,088
Manitoba	71,450[3]	16,055	[4]	714	88,219
Saskatchewan	83,635	24,795	74	510	109,014
Alberta	85,244	21,221	121	605	107,191
Colombie Britannique	94,346	23,005[3]	[5]	1,869	119,220
Yukon	145	180	5	12	342
Totaux, 1938	**1,159,604**	**221,191**	**1,985**	**12,073**	**1,394,853**
1939					
Ile du Prince-Edouard	6,804	1,212	6	18	8,040
Nouvelle-Ecosse	41,919	10,684	114	291	53,008
Nouveau-Brunswick	30,457	7,370	102	187	38,116
Québec	171,766	37,707	796	2,879	213,148
Ontario	593,693	83,139	960	5,099	682,891
Manitoba	70,506	17,605	86	667	88,864
Saskatchewan	89,471	28,917	77	553	119,018
Alberta	88,516	24,369	143	674	113,702
Colombie Britannique	96,737	23,057	355	1,938	122,087
Yukon	152	198	5	16	371
Totaux, 1939	**1,190,021**	**234,258**	**2,644**	**12,322**	**1,439,245**

[1] Y compris les taxis. [2] Y compris les tracteurs, machines routières, arroseuses automobiles, pompes à incendie municipales, etc. [3] Y compris les autobus. [4] Compris avec les automobiles de tourisme. [5] Compris avec les voitures commerciales ou camions.

Consommation apparente d'automobiles au Canada.—La consommation apparente d'automobiles au Canada pour une année quelconque peut être calculée en soustrayant du chiffre global de la production et des importations le nombre de voitures exportées. Les statistiques concernant les ventes au détail et le financement des véhicules à moteur se trouvent aux pp. 518–520 du présent ouvrage.

4.—Consommation apparente d'automobiles au Canada, 1926-39

NOTA.—Les chiffres de 1917–25 se trouvent à la p. 699 de l'Annuaire de 1938.

Année	Production	Importations	Voitures disponibles	Exportations	Réexportations	Exportations totales	Consommation apparente
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1926	204,727	28,544	233,271	74,324	370	74,694	158,577
1927	179,054	36,630	215,684	57,414	438	57,852	157,832
1928	242,054	47,408	289,462	79,388	467	79,855	209,607
1929	262,625	44,724	307,349	101,711	671	102,382	204,967
1930	153,372	23,233	176,605	44,553	818	45,371	131,234
1931	82,559	8,738	91,297	13,813	726	14,539	76,758
1932	60,789	1,449	62,238	12,534	488	13,022	49,216
1933	65,852	1,781	67,633	20,403	497	20,900	46,733
1934	116,852	2,905	119,757	43,368	399	43,767	75,990
1935	172,877	4,111	176,988	64,330	291	64,621	112,367
1936	162,159	9,903	172,062	55,570	267	55,837	116,225
1937	207,463	20,069	227,532	65,867	276	66,143	161,389
1938	166,086	15,154	181,240	57,767	142	57,909	123,331
1939	155,426	18,284	173,710	58,503	220	58,723	114,987

Section 3.—Finances du transport routier

Le coût du transport routier au peuple canadien pourrait se résumer sous les rubriques suivantes: dépenses pour la voirie; dépenses des individus et des corporations possédant des véhicules-moteur; et dépenses pour le transport des marchandises et des voyageurs par les voituriers publics tels que taxis, autobus et compagnies de transport automobile. Puisque les corps administratifs paient à peu près en entier les dépenses de voirie, ces dernières sont presque complètement établies par les statistiques; mais, à cause du nombre excessif d'individus et d'organisations qui devraient être sollicités et des difficultés impliquées, il n'y a pas de statistiques complètes disponibles des dépenses sous les deux autres rubriques.

A la p. 696 de l'Annuaire de 1939 paraît une estimation de la valeur des véhicules-moteur en usage au Canada en 1937. Les dépenses pour l'achat de nouveaux véhicules-moteur sont données dans ce volume au chapitre du commerce intérieur à la p. 518 et les ventes de gazoline, à la p. 585.

Etant donné qu'il n'y a pas de statistiques disponibles concernant les revenus des compagnies de transport automobile et d'autobus, une estimation des dépenses annuelles pour les services donnés par ces voituriers publics est impossible.

Dépenses de voirie.—Les routes au Canada, excepté celles des Territoires et des Parcs Nationaux, sont sous la juridiction des autorités provinciales et municipales. Le Bureau Fédéral de la Statistique a terminé la compilation des dépenses en routes, ponts, traverses et sentiers pour la période de 1919–37. Cette compilation comprend les dépenses fédérales en chemins, ponts, etc. dans les parcs nationaux, et en programmes de routes pour venir en aide au chômage, par les provinces et les municipalités rurales en Ontario; elle couvre aussi le gros des dépenses en chemins ruraux et en ponts et traverses qui sont les liens des réseaux routiers. Les grands systèmes routiers actuels des provinces ont été presque entièrement déve-

loppés depuis la guerre de 1914–18 pour répondre aux besoins du trafic routier. Cependant, les vieux chemins de gravier et de macadam à l'eau ont constitué les fondations en bien des endroits pour de nouvelles surfaces en béton et bitume.

Les dépenses totales ces dix-neuf années (1919–1937) sont: construction, $780,571,155; entretien, $326,401,275. Les dépenses en fait d'établissements et item généraux sont divisées entre la construction et l'entretien sur une base au prorata, quand les autorités ne les ont pas réparties. Un tableau à la p. 697 de l'Annuaire de 1939 résume ces dépenses de voirie pour toute la période de 1919–37; le tableau 5 donne de telles dépenses chacune des dernières années.

5.—Frais de construction et d'entretien et dépenses générales des grandes routes rurales du Canada, par province, 1935-39

NOTA.—Les dépenses provinciales se rapportent aux années fiscales respectives terminées aux dates indiquées dans le tableau 1, p. 579.

Item et province	1935	1936	1937	1938	1939
	$	$	$	$	$
Construction					
Ile du Prince-Edouard	998,067	[1]	399,643	1,231,596	1,728,968
Nouvelle-Ecosse	5,133,188	6,587,411	7,852,858	4,904,250	3,676,994
Nouveau-Brunswick	3,780,587	5,732,915	10,142,464	9,481,055	7,135,345
Québec	6,466,134	8,033,000	5,906,126	14,951,864	15,683,975
Ontario	20,769,357	8,965,720	36,582,390	35,861,572	24,949,784
Manitoba	150,724	2,991	94,723	1,942,532	1,916,962
Saskatchewan	468,623	1,506,231	2,275,589	2,464,988	2,299,270
Alberta	2,052,858	1,399,544	1,638,236	1,980,768	2,219,928
Colombie Britannique	2,619,022	2,739,104[2]	4,573,125	3,901,943	2,966,015
Totaux, construction	**42,438,560**	**34,966,916[3]**	**69,465,154**	**76,720,568**	**62,577,241**
Entretien					
Ile du Prince-Edouard	443,542	[1]	289,088	253,679	270,796
Nouvelle-Ecosse	1,734,352	1,893,637	1,839,592	1,983,145	2,029,888
Nouveau-Brunswick	1,390,057	714,445	1,131,365	1,169,406	1,169,240
Québec	3,921,273	5,022,914	4,700,740	5,482,535	6,066,477
Ontario	7,565,899	5,836,251	9,503,604	9,639,509	11,104,598
Manitoba	452,040	420,551	520,629	668,171	916,691
Saskatchewan	1,208,051	1,079,306	830,749	890,623	924,567
Alberta	1,164,032	1,154,391	1,314,907	1,417,803	1,519,596
Colombie Britannique	3,837,524	4,013.475[2]	2,299,532	2,460,106	2,333,804
Totaux, entretien	**21,716,770**	**20,134,970[3]**	**22,430,206**	**23,964,977**	**26,335,657**
Etablissements et dépenses générales					
Ile du Prince-Edouard	31,095	[1]	36,884	113,488	89,343
Nouvelle-Ecosse	Nil	5,000	160,106	198,140	295,336
Nouveau-Brunswick	"	Nil	72,643	77,509	135,000
Québec	1,401,587	1,679,603	920,795	1,290,000	1,263,399
Ontario	866,459	360,529	1,487,196	1,050,868	598,675
Manitoba	88,130	88,130	107,357	125,311	185,788
Saskatchewan	135,056	77,234	98,298	187,999	177,892
Alberta	40,938	26,747	33,441	29,982	9,617
Colombie Britannique	184,393	192,849[2]	208,732	104,949	177,857
Totaux, établissements et dépenses générales	**2,747,658**	**2,430,092[3]**	**3,125,452**	**3,178,246**	**2,932,907**
Grands totaux	**66,902,988**	**57,531,978**	**95,020,812**	**103,863,791**	**91,845,805**
Réparation de toutes dépenses entre le Fédéral et les provinces					
Fédérales—Dépenses et subventions nettes	10,092,310	5,229,410	5,055,445	5,984,728	7,948,561
Provinciales—Dépenses et subventions nettes	51,066,944	48,877,721	85,127,756	92,824,563	77,941,653
Municipales—Dépenses et subventions nettes	5,743,734	3,424,847	4,837,611	5,054,500	5,955,591

[1] Aucun rapport. [2] Les dépenses totales réparties entre la construction, l'entretien et les frais généraux, sur la base de 1935. [3] Ne comprend pas l'Ile du Prince-Edouard.

Dette fondée des provinces pour les routes.—La plus grande partie des dépenses en voirie a été faite par les provinces et celles-ci doivent par conséquent être payées à même les taxes provinciales. Le paiement d'une grande partie du coût de la construction a été différé, ce qui explique en partie l'augmentation rapide de la dette fondée des provinces depuis 1919. En 1919 la dette nette fondée de toutes les provinces était de $290,748,592; en 1939, elle s'élève à $1,731,943,154 et la partie imputable à la voirie est de $685,648,472 ou plus du double de la dette nette pour toutes fins de 1919. Comme on l'a déjà expliqué à la p. 578, les réseaux provinciaux de routes modernes ont été développés presque entièrement depuis 1919 et auparavant les dépenses provinciales de voirie étaient relativement faibles.

6.—Dette fondée des provinces au compte voirie et intérêts annuels, 1937-39

NOTA.—Le rapport des gouvernements provinciaux se fait pour leurs années fiscales respectives terminées aux dates indiquées dans le tableau 1, p. 579.

Province	Dette de voirie, en cours			Intérêt annuel, fonds d'amortissement et paiement sur le capital					
				1937	1938	Détails, 1939			
	1937	1938	1939	Total	Total	Intérêt	Fonds d'amortissement	Paiement sur le capital	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
I.P.-E..	767,636	[2]	[2]	231,825	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]
N.-E...	49,674,625	59,129,853	61,422,253	1,939,333	2,270,448	2,229,469	297,861	Nil	2,527,330
N.-B...	49,979,092	62,627,812	74,016,817	2,433,981	2,785,127	2,829,428	424,129	545,000	3,798,557
Qué.....	80,736,741	94,826,232	100,106,289	4,490,550	7,182,175	3,213,412	Nil	Nil	3,213,412
Ont.....	258,770,555	291,647,936	313,542,031	12,938,528	14,582,397	15,677,102	"	"	15,667,102
Man....	17,794,182	18,050,417	23,244,420	938,255	840,896	859,332	104,000	"	963,332
Sask....	33,673,494	33,818,920	33,818,920	1,630,610	1,546,118	1,617,694	135,633	"	1,753,327
Alta....	37,025,514	39,701,159	39,650,000	1,062,155	1,100,890	1,100,730	Nil	50,000	1,150,730
C.B.....	41,297,772	39,856,076	39,847,742	3,378,548	1,849,174	1,797,943	45,360	214,449	2,057,752
Totaux.	**569,719,611**	**639,658,405**	**685,648,472**	**29,043,785**[3]	**32,157,225**[4]	**29,325,110**	**1,006,983**	**809,449**	**31,141,542**

[1] Total des intérêts et des versements au fonds d'amortissement. [2] Non déclaré. [3] Moins les versements au fonds d'amortissement en Ontario et en Alberta. [4] Moins les versements au fonds d'amortissement en Ontario, au Manitoba et en Alberta.

Revenu des gouvernements provinciaux.—La taxation des automobiles, des garages, des chauffeurs, etc., devient une source importante de revenus pour les gouvernements provinciaux. Dans chaque province, les permis suivants, dûment émis par les autorités provinciales, sont requis pour véhicules-moteur de toutes sortes, remorques (dans toutes les provinces excepté l'Alberta), conducteurs ou chauffeurs, chauffeurs professionnels, marchands, garages et postes d'essence et de service. Une taxe de vente sur la gazoline est aussi prélevée par chaque province*, les taux étant de 10 cents par gallon dans les Provinces Maritimes, 8 cents dans Québec et Ontario (ils étaient de 6 cents en avril 1939) et 7 cents dans les quatre provinces de l'Ouest. Le tableau 7 donne les sources les plus importantes de revenu provincial provenant de véhicules-moteur. Les revenus du Gouvernement fédéral provenant des droits d'importation, de l'accise et des taxes de vente ne sont pas inclus.

* Il y a présentement (1941) une taxe fédérale de 3 cents en plus.

7.—Taxes perçues par les provinces sur la distribution des automobiles et sur leur circulation, années civiles 1938 et 1939

NOTA.—Les Gouvernements provinciaux font rapport pour leurs années fiscales respectives terminées aux dates indiquées au tableau 1.

Année et province	Voitures de tourisme	Camions	Motocyclettes	Voitures des marchands d'automobiles	Conducteurs et chauffeurs	Taxe de trajet, autobus et camions	Taxe sur la gazoline	Totaux, y compris recettes diverses
1938	$	$	$	$	$	$	$	$
Ile du Pr.-Edouard	99,015	48,193	117	665	4,410	450	285,163	440,403
Nouvelle-Ecosse	731,944	487,127	1,527	7,720	117,001	5,744	2,424,355	3,873,535
Nouv-Brunswick	545,959	421,100	1,126	22,072	105,546	8,684	1,807,493	2,962,953
Québec	3,439,206	1,973,679	12,001	33,603	1,243,615	106,893	7,637,151	14,886,691
Ontario	3,790,332	2,405,903	4,790	23,411	952,304	407,369	18,503,789	26,694,330
Manitoba	684,164	230,461	2,883	11,082	118,745	58,537	2,529,088	3,688,218
Saskatchewan	1,022,250	211,959	[1]	17,933	78,877	146,200	1,822,689	3,518,079
Alberta	1,280,709	438,083	3,076	24,076	153,231	315,649	2,953,128	5,217,876
Col. Britannique	1,829,911	637,477	10,044	15,628	228,180	116,881	3,284,490	6,189,490
Yukon	1,565	1,455	48	[2]	[2]	[2]	[2]	3,470
Totaux, 1938	**13,425,055**	**6,855,437**	**35,612**[3]	**156,190**	**3,001,909**	**1,166,407**	**41,247,346**	**67,475,045**
1939								
Ile du Pr.-Edouard	99,664	51,567	102	630	4,587	395	316,087	475,324
Nouvelle-Ecosse	744,514	514,646	[1]	8,100	121,320	16,795	2,608,189	4,110,429
Nouv.-Brunswick	552,832	437,546	[1]	5,430	107,759	10,470	1,893,169	3,068,434
Québec	3,656,356	2,019,342	12,956	31,723	710,435	75,551	9,969,226	16,982,153
Ontario	4,221,274	2,674,138	[1]	23,782	1,003,430	428,004	25,105,359	34,127,465
Manitoba	722,256	184,087	2,710	10,793	133,831	210,830	2,750,638	4,074,080
Saskatchewan	1,008,632	376,391	3,024	19,064	91,927	305,429	2,760,196	4,697,849
Alberta	1,381,021	491,794	2,854	25,303	159,319	398,898	3,096,644	5,667,647
Col. Britannique	2,016,768	701,557	11,038	16,419	314,072	123,608	3,454,852	6,708,439
Yukon	1,490	1,420	48	[2]	[2]	[2]	[2]	3,740
Totaux, 1939	**14,404,807**	**7,452,488**	**32,732**[3]	**141,244**	**2,646,680**	**1,569,980**	**51,954,360**	**79,915,560**

[1] Non relevés séparément. [2] Taxe non applicable. [3] Chiffres incomplets, voir renvoi 1.

Section 4.—Trafic routier

Jusqu'à présent l'industrie des transports par automobile a fait sentir ses effets sur le trafic-voyageur des chemins de fer et des tramways électriques plutôt que sur les transports commerciaux. Ce détournement du trafic-voyageur est attribuable en grande partie à l'automobile privé, quoique l'autobus devienne de plus en plus important, desservant maintenant tous les endroits entre les grands centres. Le camion automobile transporte un volume de plus en plus considérable de marchandises; cependant, il n'y a encore aucune statistique indiquant le tonnage transporté. Il est manifestement difficile de compiler des statistiques à cause du très grand nombre de camionneurs particuliers.

Les opinions diffèrent grandement quand il s'agit de savoir jusqu'à quel point le véhicule-moteur a nui au trafic ferroviaire.* On ne pourra en arriver à une conclusion définitive aussi longtemps qu'on n'aura pas établi des statistiques certaines sur le trafic des véhicules-moteur. Il est incontestable que l'autobus transporte un certain volume de trafic-voyageur qui autrement serait effectué par les chemins de fer et les tramways électriques, mais il ne faudrait pas se méprendre au point de considérer que tout le trafic-voyageur par véhicule-moteur est une perte pour les chemins de fer. Une grande partie de ce trafic est attribuable au fait que le voyage par véhicule-moteur est commode et à bon marché et n'existerait pas du tout en des circonstances moins favorables.

Les mêmes considérations s'appliquent dans une certaine mesure à la marchandise transportée par camion. Une partie du trafic par camion effectué à de

* Un avocat des chemins de fer au comité des Transports du Sénat canadien, 1938, a présenté des arguments démontrant que la compétition des véhicules-moteur causait une perte sérieuse de revenus pour les chemins de fer. D'autre part, si l'on suppose que les conditions du trafic automobile au Canada sont semblables à celles des Etats-Unis, les estimations du trafic ferroviaire et du trafic automobile, d'après Automobile Facts and Figures, 1936, publié par l'Association des manufacturiers d'automobiles, tendent à atténuer la gravité de la concurrence des camions dans le transport des marchandises.

faibles distances a pris la place du véhicule à traction animale plutôt que celle du chemin de fer. De plus, jusqu'à un certain point, il y a compensation pour le trafic que les véhicules-moteur ont enlevé aux chemins de fer en ce sens que l'industrie automobile a fourni aux chemins de fer un nouveau champ d'action consistant dans le transport de produits bruts ou ouvrés, d'essence et d'huile à moteur, et de matériaux pour la construction et l'entretien des routes propres à la circulation automobile.

D'autre part, une phase de cette nouvelle compétition avec le transport ferroviaire a été son effet sur les taux du fret. Le chemin de fer, dans l'établissement des taux, prenait en considération la valeur des marchandises manutentionnées, c'est-à-dire les denrées expédiées en vrac et de peu de valeur étaient transportées à des taux relativement bas, tandis que pour les denrées ouvrées et de haute qualité les taux étaient plus élevés, bien que la différence dans les taux eût peu de relation avec la différence dans les coûts de transport. Une telle échelle permettait le transport des matières brutes à bon marché et les chemins de fer se dédommageaient au moyen de taux plus élevés sur les denrées ouvrées. Le camion est en train d'opérer un changement: le camionneur transporte ces denrées de qualité supérieure à des taux qui approchent davantage les tarifs réels et ne tente pas de faire le transport de matières brutes excepté dans des cas spéciaux. Ses prix sont réduits grâce à une emprise qui lui est fournie et pour laquelle il ne paie qu'une partie du coût et, si ces tarifs sont beaucoup au-dessus du coût réel, le manufacturier peut très facilement pourvoir au transport de ses propres marchandises. Quelques embranchements de chemin de fer sont pratiquement abandonnés excepté pendant une courte période de l'année alors que la neige empêche la circulation des véhicules-moteur. En conséquence, les pertes des chemins de fer comprennent celles qui résultent de la déviation du fret et des réductions dans les taux de marchandises de haute qualité pour tenter de retenir ce trafic sans compenser pour les augmentations dans les taux de fret des marchandises de qualité inférieure.

Consommation de gazoline.—Toutes les provinces exigent que les ventes au détail de gazoline soient déclarées, et une taxe est imposée sur toute la gazoline consommée par les véhicules automobiles en usage sur les grands chemins et les rues et aussi sur toute gazoline consommée pour un nombre toujours croissant d'autres fins. La gazoline imposable est, cependant, dans une large mesure consommée par les véhicules automobiles et indique de façon générale l'augmentation ou la diminution de la circulation des véhicules automobiles. Les ventes nettes sont les différences entre les ventes totales ou brutes déclarées et les quantités sur lesquelles la taxe est remboursée en tout ou en partie, ou sur lesquelles la taxe n'est pas imposée au moment de la vente.

8.—Ventes de gazoline au Canada, par province, 1935-39

Province	1935	1936	1937	1938	1939
	gall.	gall.	gall.	gall.	gall.
Ile du Prince-Edouard	2,832,750	3,088,910	3,420,163	3,631,360	4,128,907
Nouvelle-Ecosse	22,274,254	25,247,957	29,159,361	29,632,787	31,621,971
Nouveau-Brunswick	15,185,003	17,477,029	21,947,202	21,998,728	23,192,413
Québec	102,177,506	109,835,482	128,394,645	135,026,866	138,925,246
Ontario	272,680,687	282,827,724	324,858,959	337,880,996	345,105,726
Manitoba	28,448,689	30,561,665	34,635,432	38,596,582	41,455,558
Saskatchewan	39,166,282	45,966,233	46,278,251	65,090,674	87,877,403
Alberta	47,442,690	60,387,814	75,166,087	73,724,520	75,535,323
Colombie Britannique	43,410,411	48,723,037	54,567,327	57,157,813	59,823,751
Totaux, ventes brutes	**573,618,272**	**624,115,851**	**718,427,427**	**762,740,326**	**807,666,298**
Remboursements	73,214,746	91,260,543	115,022,668	130,722,877	144,723,812
Totaux, ventes nettes	**500,403,526**	**532,855,308**	**603,401,759**	**632,017,449**	**662,942,486**

Accidents d'automobile.—Les conducteurs d'automobiles sont enjoints de faire rapport des accidents, mais des statistiques compréhensives ne sont pas colligibles dans toutes les provinces. La Branche des Statistiques Vitales du Bureau Fédéral de la Statistique compile les statistiques des mortalités dues aux accidents d'automobile, et celles-ci sont indiquées au tableau **9.** Une comparaison directe de telles statistiques entre les provinces n'a pas beaucoup de valeur à cause des différences dans la superficie, la population, la densité du trafic, etc.; mais, afin de placer les provinces sur une même base, le nombre moyen de morts par 10,000 automobiles enregistrés a aussi été disposé en tableau. Ces données ne tiennent pas compte des différences dans l'usage des véhicules à moteur, telles que le climat, les routes, les voitures de tourisme, etc. qui sont tous des facteurs dans les accidents.

Le tableau **10** indique le nombre de personnes tuées ou blessées dans des accidents d'automobile tel que déclaré par les branches des véhicules automobiles des gouvernements provinciaux. Il est possible que des personnes déclarées blessées par les autorités provinciales soient par la suite mortes de leurs blessures et soient comprises dans les mortalités des statistiques vitales au tableau **9,** de même des accidents peuvent arriver tard en décembre et les morts attribués à décembre par les autorités provinciales et à janvier de l'année suivante dans les statistiques vitales. Conséquemment les données ne correspondent pas.

9.—Mortalités résultant des accidents d'automobile au Canada, par province, 1926-39

NOTA.—Les statistiques de ce tableau sont compilées par la Branche des Statistiques Vitales, Bureau Fédéral de la Statistique.

Année	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Total
	MORTS									
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1926	1	28	11	183	242	27	21	33	60	606
1927	2	31	25	252	387	32	24	35	77	865
1928	2	40	31	279	437	53	74	75	91	1,082
1929	1	61	47	323	556	68	56	71	117	1,300
1930	10	54	72	338	517	60	51	77	111	1,290
1931	5	49	45	355	574	60	50	67	111	1,316
1932	1	51	49	311	497	42	35	49	85	1,120
1933	2	47	22	256	416	38	32	64	78	955
1934	5	41	52	275	528	41	30	61	82	1,115
1935	2	57	40	314	571	53	40	45	102	1,224
1936	7	60	41	371	564	53	47	72	101	1,316
1937	7	97	67	405	774	66	47	55	124	1,642
1938	6	75	58	413	677	80	49	77	110	1,545
1939	7	84	92	390	682	63	65	81	120	1,584
	MORTS PAR 10,000 AUTOMOBILES ENREGISTRÉS									
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1926	2·89	10·82	5·11	16·89	6·23	4·67	2·16	5·03	8·82	7·23
1927	4·56	10·31	10·19	19·62	8·87	5·01	2·25	4·74	9·92	9·15
1928	3·68	11·39	11·00	18·79	8·90	7·45	6·08	8·40	10·25	10·05
1929	1·63	15·30	14·76	19·05	10·12	8·74	4·30	7·12	11·23	10·82
1930	13·51	12·54	20·67	18·89	9·16	7·57	3·93	7·50	11·22	10·40
1931	6·46	11·20	13·38	19·77	10·21	7·94	4·61	7·00	11·33	10·96
1932	1·43	12·39	17·47	18·77	9·35	5·87	3·83	5·64	9·34	10·05
1933	2·88	11·62	8·20	16·00	8·00	5·53	3·78	7·43	8·81	8·82
1934	6·94	9·78	17·87	16·62	9·74	5·82	3·28	6·83	8·91	9·82
1935	2·43	12·97	12·81	18·40	10·12	7·50	4·21	4·79	10·47	10·42
1936	9·17	12·99	12·27	20·43	9·56	7·07	4·60	7·39	9·52	10·61
1937	8·73	19·38	18·22	20·46	12·41	8·16	4·47	5·48	10·66	12·44
1938	7·51	14·64	15·63	20·10	10·12	9·07	4·49	7·18	9·23	11·08
1939	8·71	15·85	24·14	18·30	9·99	7·09	5·46	7·12	9·83	11·01

10.—Accidents mortels et non mortels d'automobile, 1939

NOTA.—Les chiffres sont ceux des autorités provinciales chargées des véhicules-moteur, pour l'année civile.

Item	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	C.B.	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Accidents										
Mortels—										
Causant la mort d'une personne ou plus	6	[1]	[1]	[1]	573	62	46	57	98	842[2]
Non mortels—										
Causant des blessures à une personne ou plus	64	[1]	[1]	[1]	8,506	1,734	519	552	1,886	13,261[2]
Causant des dommages à la propriété seulement	251	[1]	[1]	[1]	4,631	1,526	689	4,418	2,970	14,485[2]
Totaux, accidents	**321**	**2,221**	[1]	**10,003**	**13,710**	**3,322**	**1,254**	**5,027**	**4,954**	**40,812**[2]
Personnes tuées										
Piétons	2	[1]	54	175	261	22	7	21	47	589[2]
Motocyclistes (conducteurs et voyageurs)	Nil	[1]	Nil	6	8	1	1	1	3	20[2]
Conducteurs d'autres véhicules-moteur	"	[1]	32	130	125	29	13	17	25	645[2]
Voyageurs et compagnons d'autres véhicules-moteur	3	[1]			206		27	12	26	
Occupants de véhicules à traction animale	Nil	[1]	Nil	10	4	1	2	1	Nil	18[2]
Cyclistes à pédales	1	[1]	4	38	48	5	4	2	9	111[2]
Autres	Nil	[1]	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	7	Nil	7[2]
Totaux, personnes tuées	**6**	**79**	**90**	**359**	**652**	**58**	**54**	**61**	**110**	**1,469**
Personnes blessées										
Piétons	9	[1]	272	2,365	3,171	530	63	198	569	7,177[2]
Motocyclistes (conducteurs et voyageurs)	Nil	[1]	Nil	192	185	34	9	15	106	541[2]
Conducteurs d'autres véhicules-moteur	23	[1]	435	2,798	2,375	510	247	121	450	13,265[2]
Voyageurs et compagnons d'autres véhicules-moteur	37	[1]			4,483		441	304	1,041	
Occupants de véhicules à traction animale	5	[1]	[1]	222	121	2	22	10	7	389[2]
Cyclistes à pédales	3	[1]	[1]	541	1,303	271	30	78	290	2,516[2]
Autres	[1]	[1]	[1]	Nil	Nil	87	3	4	Nil	94[2]
Totaux, personnes blessées	**77**	**1,122**	**707**	**6,118**	**11,638**	**1,434**	**815**	**730**	**2,463**	**25,104**

[1] Non déclaré. [2] Incomplet, voir renvoi 1.

PARTIE IV.—COURS D'EAU*

Sous cette rubrique, les statistiques qui se rapportent au transport maritime, au balisage des eaux, aux canaux et ports, sont réunies parce qu'elles sont toutes des parties essentielles et intégrantes des facilités du trafic par eau. Ces perfectionnements sont ordonnés de façon à assurer la manutention expéditive des mêmes marchandises sans recourir au transbordement qui peut être nécessaire ou non pour passer les obstacles en cours de route. Dans cet exposé toutes les facilités du trafic

* Les renseignements et les statistiques se rapportant aux sujets indiqués ont été fournis comme suit: balisage des eaux, ports, services administratifs et marine marchande de l'Etat, par le Ministère des Transports et la Commission Nationale des Ports; cales sèches et partie des statistiques financières, par le Ministère des Travaux Publics; canal de Panama, par le gouverneur de la zone du canal de Panama; le trafic des autres canaux et statistiques du transport maritime par la Branche des Transports et Utilités Publiques, Bureau Fédéral de la Statistique.

par eau viennent en premier lieu, suivies de leur coût et des autres statistiques financières disponibles et, finalement, des chiffres qui donnent quelques renseignements sur le volume du trafic. Le but général est de présenter un tableau complet du transport par eau dans la mesure où il existe des statistiques.

La loi de la marine marchande du Canada.—La législation régissant le transport maritime au Canada a été refondue en 1934 par la loi de la marine marchande canadienne (c. 44, 1934). Depuis l'adoption du statut de Westminster, en 1931, le Parlement canadien assume comme corollaire l'entière responsabilité de la police du transport maritime canadien. Cette vaste pièce législative est de fait l'incorporation à la loi du transport maritime du Canada de points importants de la législation internationale et britannique et de l'ancienne législation canadienne. Un résumé succint de la loi paraît aux pages 681–683 de l'Annuaire de 1938.

Section 1.—Matériel et facilités

Le matériel et les facilités du trafic par eau sont classés sous les rubriques de transport maritime, balisage des eaux et travaux divers, canaux, et ports. Il y a en plus une sous-section qui donne des chiffres sur l'activité administrative concernant le service du pilotage, l'inspection des bateaux à vapeur, le personnel et les accidents de navigation.

Sous-section 1.—Transport maritime

Bien qu'une grande partie du trafic par eau, spécialement celui de la navigation intérieure et côtière, se fasse sur des bateaux dont le port d'attache est au Canada, le commerce du Dominion ne repose pas complètement, loin de là, sur le transport maritime canadien puisque tous les cours d'eau, y compris les canaux, les lacs et rivières de l'intérieur sont ouverts aux mêmes conditions réciproques au transport maritime de tous les pays du monde, excepté dans le cas du cabotage.

Immatriculation canadienne.—En vertu de la partie I de la loi de la marine marchande canadienne, tout navire tombant sous la définition de "navire britannique" donnée à l'article 6 de la loi et dont l'administration et l'exploitation s'exercent au Canada doit être immatriculé au Canada, à moins de l'être dans un autre pays de l'Empire. Exception est faite toutefois pour les navires ne jaugeant pas plus de 10 tonneaux et affectés au cabotage ou à la navigation intérieure exclusivement. Un navire (quel que soit son titre à l'immatriculation britannique) qui n'est pas immatriculé dans aucune partie des Dominions de Sa Majesté n'a pas droit aux privilèges accordés aux navires britanniques. En vertu de la loi, des vaisseaux sur le point d'être construits *peuvent* être enregistrés et les vaisseaux en construction ou en train d'être équipés *doivent* être enregistrés par un régistrateur des navires britanniques. La procédure pour l'immatriculation canadienne des navires britanniques et pour l'émission des certificats est énoncée aux articles 9–36. Les articles 64–70 concernent l'enregistrement des transformations (ou nouvelle immatriculation au besoin) et indiquent les peines encourues pour contravention aux règlements. Les conditions régissant le transfert de l'immatriculation sont de même indiquées.

Pour statistiques du nombre et du tonnage des bateaux engagés dans l'industrie des transports, voir dans ce chapitre les tableaux de la section 3, pp. 606–615. A cet endroit les tableaux sont inclus sous les statistiques du trafic, parce qu'ils sont considérés comme plus précieux au point de vue trafic transporté qu'au point de vue transport maritime disponible tout simplement. Un exposé des services de transport maritime exploités par le Gouvernement fédéral paraît aux pp. 594–597.

1.—Navires des registres maritimes du Canada par province, au 31 déc. 1935-39, et statistiques du tonnage, 1939

Province	TONNAGE NET ENREGISTRÉ, 1935-39									
	1935		1936		1937		1938		1939	
	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage
Ile du Pr.-Ed....	140	11,077	143	11,248	102	9,891	91	8,991	90	8,960
Nouvelle-Ecosse..	1,434	99,115	1,513	94,654	1,616	89,921	1,570	79,341	1,740	75,915
Nouv.-Brunswick	1,025	42,530	1,003	44,447	1,078	44,960	891	38,465	881	36,197
Québec.....	1,312	460,313	1,393	457,229	1,255	445,031	1,146	427,591	1,150	432,351
Ontario.....	1,777	421,203	1,773	420,211	1,588	401,463	1,328	389,101	1,318	398,161
Manitoba.....	87	8,157	131	8,169	83	7,726	87	8,416	92	9,734
Saskatchewan....	5	397	5	397	3	240	2	201	2	201
Col. Britannique.	3,096	341,372	3,394	325,537	3,165	324,177	3,068	319,545	3,128	320,821
Yukon.....	18	5,179	18	5,179	19	5,317	18	5,025	18	5,025
Totaux.....	**8,894**	**1,389,343**	**9,373**	**1,367,071**	**8,909**	**1,328,726**	**8,201**	**1,276,676**	**8,419**	**1,287,365**

STATISTIQUES DU TONNAGE, 1939

Item	Nombre	Tonnage	Item	Nombre	Tonnage	Item	Nombre	Tonnage
Vaisseaux *immatriculés* au Canada — 31 déc. 1939			Vaisseaux *ajoutés* aux registres durant l'année—			Vaisseaux supprimés du registre durant l'année—		
A vapeur ou à moteur.....	6,260	849,857	Transférés d'autres pays.....	37	36,118	Transférés à d'autres pays.	29	10,841
A voiles ou sans gréement.....	2,159	437,498	Construits au Canada.....	409	11,556	Démolis, détruits ou supprimés pour d'autres causes.....	206	25,860
			Autres.....	7	131			
			Transformations	–	710	Transformations	–	1,125
Totaux.....	**8,419**	**1,287,365**	**Totaux**.....	**453**	**48,515**	**Totaux**.....	**235**	**37,826**

Sous-section 2.—Balisage des eaux et ouvrages divers

Cette rubrique comprend les phares et tout le système des signaux maritimes de danger établis sur les côtes de l'est et de l'ouest du Canada, sur la baie et le détroit d'Hudson, le fleuve et le golfe St-Laurent, les rivières et lacs intérieurs et à l'entrée des ports; c'est un système considérable destiné à rendre sûre la navigation dans toutes les eaux canadiennes. En outre, un service de pilotage existe sur les eaux où la navigation est difficile; ce service est décrit avec les autres services administratifs, p. 594. Afin de rendre la navigation encore plus sûre, il y a des réseaux de stations radiophoniques qui transmettent des signaux et des postes de repérage dont la description apparaît sous radiotélégraphie, pp. 642–643.

2.—Signaux maritimes de danger maintenus au Canada, années fiscales 1929-40

NOTA.—Outre les appareils énumérés ci-dessous, il existe environ 9,268 bouées, balises et corps morts non lumineux. Les chiffres sont fournis par le Ministère des Transports.

Description	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre
Phares	1,815	1,855	1,912	1,923	1,922	1,924	1,920	1,938	1,959	1,983	2,012	2,035
Bateaux-phares	11	11	11	11	11	11	12	12	11	10	11	11
Gardiens de phares	1,192	1,207	1,227	1,230	1,230	1,226	1,223	1,223	1,227	1,233	1,236	1,197
Sirènes de brume	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	11
Sirènes d'alarme	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3
Diaphones	158	162	165	170	171	171	170	169	168	168	169	169
Cloches de brume	38	38	38	38	38	38	38	38	37	38	38	37
Cornes de brume à main	147	151	152	153	154	154	155	158	158	158	156	154
Cloches de brume (à main)	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Bouées à gaz, à sirène et à cloche	411	425	429	436	444	440	438	441	445	460	456	464
Bouées à sirène	40	40	40	42	42	41	41	41	41	39	41	44
Bouées à cloche	111	119	119	119	122	122	122	124	126	127	124	122
Cloches sous-marines	4	4	4	3	2	2	2	2	2	2	2	2
Canons ou bombes de brume	5	5	5	5	5	5	4	6	9	12	13	13
Postes d'alarme de brume seulement	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13

On a beaucoup fait pour améliorer les eaux navigables: dragage des chenaux et des ports, enlèvement des obstructions et construction d'ouvrages préventifs pour maintenir et contrôler les niveaux de l'eau. Il est probable que l'ouvrage le plus considérable de ce genre a été le chenal maritime du fleuve St-Laurent. Un outillage flottant considérable est en service pour maintenir et améliorer le chenal à eau profonde de Montréal à la mer pour la navigation océanique. A ces perfectionnements apportés dans la navigabilité des eaux s'ajoutent des ouvrages pour protéger les lignes du rivage et prévenir l'érosion, de même que le contrôle des voies et des ponts qui traversent les chenaux navigables. Afin de prolonger la saison de navigation dans les eaux importantes qui gèlent complètement en hiver, des brise-glace circulent au commencement et à la fin de cette saison. C'est particulièrement le cas de la navigation de Montréal à l'océan.

3.—Durée de la saison de navigation dans le chenal du St-Laurent, 1911-40

NOTA.—Pour les années 1882-1910, voir l'Annuaire du Canada de 1934-35, p. 770

Année	Chenal ouvert entre Québec et Montréal[1]	Première arrivée océanique, port de Montréal	Dernier départ océanique, port de Montréal	Année	Chenal ouvert entre Québec et Montréal[1]	Première arrivée océanique, port de Montréal	Dernier départ océanique, port de Montréal
1911	Avril 25	Avril 26	Déc. 3	1926	Mai 1	Mai 3	Déc. 6
1912	" 29	" 30	" 3	1927	Avril 11	Avril 12	" 6
1913	" 14	" 19	Nov. 29	1928	" 26	" 26	" 9
1914	" 25	" 29	Déc. 4	1929	" 10	" 20	" 7
1915	" 14	" 30	" 11	1930	" 12	" 21	" 12
1916	" 22	Mai 1	" 3	1931	Mars 19	" 15	" 11
1917	" 22	" 1	" 7	1932	" 27	" 14	" 8
1918	" 22	" 7	" 14	1933	" 23	" 14	" 6
1919	" 16	Avril 22	" 10	1934	" 28	" 26	" 8
1920	" 18	" 25	" 7	1935	" 30	" 15	" 9
1921	Mars 29	" 21	" 8	1936	" 28	" 13	" 11
1922	Avril 13	" 24	" 2	1937	Avril 9	" 19	" 8
1923	" 29	Mai 3	" 2	1938	" 12	" 18	" 4
1924	" 17	Avril 24	" 3	1939	" 29	" 29	" 12
1925	" 10	" 22	" 9	1940	" 23	" 24	" 5

[1] "Chenal ouvert" veut dire navigable, bien qu'il puisse y avoir encore de la glace flottante sur le fleuve.

Sous-section 3.—Canaux

Antérieurement à la période de construction des voies ferrées, qui commença au Canada vers le milieu du dix-neuvième siècle, les routes fluviales et lacustres, plus spécialement le St-Laurent, les Grands Lacs et l'Ottawa, constituaient les principales avenues de transport. Ces routes étaient coupées à certains points nécessitant des portages. Les canaux du Canada furent construits pour éliminer les portages et les transbordements.

La première mention d'un canal au Canada se rapporte à celui de Lachine, commencé en 1700 par les colons français, mais ce ne fut qu'après la conquête du Canada par les Anglais que les grandes voies navigables furent améliorées. Au commencement du dix-neuvième siècle, en raison de l'accroissement du commerce, tant intérieur qu'extérieur, et de l'introduction de la navigation à vapeur, ces travaux prirent une impulsion nouvelle. Les canaux devinrent bientôt les artères de la vie commerciale du pays, quoiqu'ils eussent été, à l'origine, destinés à faciliter les opérations militaires. Toutefois, depuis le développement des chemins de fer au Canada, et encore plus depuis la vulgarisation de l'automobile, les canaux, à l'exception de ceux des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent, jouent un rôle moins important dans les transports du pays.

Les principaux canaux du Canada sont sous la juridiction du Ministère fédéral des Transports. Ils ont tous accès à l'océan Atlantique. Ils desservent six routes: (1) Montréal à Port-Arthur et Fort-William, par le Saint-Laurent et les Grands Lacs; (2) Montréal à la frontière internationale près du lac Champlain, par la rivière Richelieu; (3) Montréal à Ottawa, par la rivière Ottawa; (4) Ottawa à Perth et Kingston, par les rivières Rideau et Cataracoui; (5) Trenton, à l'embouchure de la rivière Trent sur le lac Ontario à l'embouchure de la rivière Severn sur le lac Huron; (6) Saint-Pierre, Nouvelle-Ecosse, sur l'océan Atlantique, aux lacs Bras d'Or. La longueur globale de ces six réseaux est de 1,890 milles et celle des canaux eux-mêmes, de 509 milles. Une description détaillée de chaque canal en particulier est donnée aux pages 636–639 de l'Annuaire de 1926.

Sous la juridiction du Ministère fédéral des Travaux Publics, il y a les écluses St. Andrews (longueur, largeur et profondeur, 215, 45 et 17 pieds respectivement) à Selkirk sur la rivière Rouge au Manitoba, et deux ou trois autres écluses plus petites très éloignées l'une de l'autre dans les autres provinces. Il y a de même quelques petites écluses isolées contrôlées par les provinces dans lesquelles elles sont situées.

4.—Canaux du Canada sous la juridiction du Ministère des Transports, longueur des canaux et dimensions des écluses, 1941

Nom	Situation	Longueur	Ecluses			
			Nombre	Dimensions minimums		
				Longueur	Largeur	Profondeur
		milles		pds	pds	pds
St-Laurent—						
Lachine	Montréal à Lachine	8·74	5	270	45	14[1]
Soulanges	Cascades-Point à Coteau-Landing	14·67	5	280	46	15[1]
Cornwall	Cornwall à Dickinson's Landing	11·00	6	270	43·67	14[1]
Farran's	Rapides de Farran's Point	1·28	1	800	50	16[1]
Rapide-Plat	Morrisburg	3·89	2	270	45	14[1]
Galops	Iroquois à Cardinal	7·36	3	270	45	14[1]
Welland, canal marit.	Port-Weller, lac Ontario, à Port-Colborne, lac Erié	27·60	8	859	80	30[2]
Sault-Ste-Marie	Sault-Ste-Marie, Ont.	1·38	1	900	60	18·25
Rivière Richelieu—						
St-Ours	St-Ours, Qué.	0·12	1	339	45	12
Chambly	Chambly à St-Jean, Qué.	11·78	9	120·5	23·25	6·5

Pour renvois, voir fin du tableau, p. 592.

4.—Canaux du Canada sous la juridiction du Ministère des Transports, longueur des canaux et dimensions des écluses, 1941—fin

Nom	Situation	Longueur	Ecluses			
			Nombre	Dimensions minimums		
				Longueur	Largeur	Profondeur
		milles		pds	pds	pds
Rivière Ottawa—						
Ste-Anne	Confluent du St-Laurent et de la rivière Ottawa	0·12	1	200	45	9
Carillon	Rapides Carillon, rivière Ottawa	0·94	2	200	45	9
Grenville	Rapides Long-Sault, rivière Ottawa	5·94	5	200	45	9·5
Divers—						
Rideau	Ottawa à Kingston	126·25	47	134	33	5
	Lac Rideau à Perth (Div. de Tay)	6·50	2	134	33	5
Trent	Trenton aux écluses de Peterborough, Peterborough	88·74	18	175	33	6[3]
	Ecluses de Peterborough à Swift Rapids	135·71	24	134	33	6
	Swift Rapids à Port Severn	16·00[4]	chemin de fer de halage			[4]
	Ecluses de Port Severn	–	1	100	25	6
	Lac de l'Esturgeon à Lindsay (division de Scugog)	8·35	1	142	33	6
	Lindsay à Port Berry (division de Scugog)	26·65	Nil	–	–	–
Murray	Isthme de Murray—Baie de Quinte	5·15[5]	"	–	–	–
St-Pierre	Baie St-Pierre aux lacs Bras d'Or, Cap-Breton, N.-E.	0·50	1	300	48	18[6]

[1] Les profondeurs navigables sont parfois moindres lorsque les eaux sont extrêmement bases. [2] Profondeur minimum entre les écluses, 25 pieds. [3] Cette profondeur peut être portée à 8 pieds 4 pouces sur avis raisonnable du passage des vaisseaux commerciaux plus gros. [4] Profondeur minimum des eaux navigables, 4·5 pieds. [5] La profondeur minimum du canal lorsque le niveau du lac Ontario est à 244 pieds au-dessus de la mer est de 10·5 pieds. [6] La profondeur du prisme du canal est de 17 pieds.

Sous-section 4.—Ports

L'étude du transport par eau ne peut être complète si on ne tient pas compte de la coordination du transport par terre et du transport par eau à plusieurs des ports. L'outillage destiné à faciliter les mouvements d'échange comprennent les docks et les quais nécessaires dont quelques-uns pour le trafic-voyageur mais la plupart pour le trafic-marchandises, des entrepôts pour la manutention de la cargaison générale et un outillage spécial pour les marchandises expédiées en vrac telles que le bois, le charbon, l'huile, le grain, etc. Le matériel peut comprendre des entrepôts frigorifiques, des voies ferrées et des facilités d'aiguillage, des élévateurs à grain, des soutes à charbon, des réservoirs d'huile et, dans les principaux ports, des bassins de radoub.

Huit des principaux ports du Canada sont administrés par le Conseil des Ports Nationaux; sept autres par des commissions composées de fonctionnaires municipaux aussi bien que fédéraux. Les autres sont administrés par des maîtres de port sous l'autorité du Ministère des Transports.

En outre des facilités possédées par le Conseil des Ports Nationaux ou exploitées par d'autres commissions, il y a dans la plupart des ports des docks et des facilités de manutention appartenant à des compagnies privées telles que compagnies de chemin de fer, de pulpe et de papier, d'huiles, d'industrie sucrière, etc. Quelques ports sont aussi aménagés de cales sèches. Celles-ci sont étudiées séparément.

5.—Facilités des six principaux ports du Canada, 31 décembre 1940

Item		Halifax	Saint John	Québec	Trois-Rivières	Montréal	Vancouver
Profond. minim. du chenal d'ap.	pds	50	30	35	30	32·5	35
Voie ferrée	milles	31	57	32	5	57·6	75
Môles, quais, jetées, etc.	nomb.	46	17	36	3	116	27
Longueur de mouillage	pds	32,716	14,383	32,505	7,400	52,111	28,600
Hangars de transbordement	pds car.	1,236,804	824,000	743,642	192,000	2,039,000	1,310,000
Entrepôts frigorifiques	pds cu.	1,000,000	880,000	500,000	Nil	4,628,000	1,277,000
Elévateurs à grain—							
Capacité	boiss.	2,200,000	3,000,000	4,000,000	2,000,000	15,162,000	18,641,500
Capacité de chargement	boiss. par hr.	75,000	150,000	90,000	32,000	400,000	312,000
Grues flottantes (capac.)	tonnes	75	15	50	Nil	75	50
Entrepôts de charbon d'ensoutage	"	63,000	34,000	215,000	300,000	2,000,000	Nil
Réservoirs d'huile	gall.	75,307,610	9,818,000	26,280,000	Nil	4,200,000	79,854,000

Conseil des Ports Nationaux.—Aux pp. 698–700 de l'Annuaire de 1940 paraît une description de l'origine et des fonctions du Conseil des Ports Nationaux. Le Conseil est responsable de l'administration et de l'opération des propriétés suivantes (représentant des immobilisations d'environ $225,000,000): facilités de port comme quais et jetées, hangars de transbordement, élévateurs à grain, entrepôts frigorifiques, voies ferrées terminales, etc., aux ports de Halifax, Saint John, Chicoutimi, Québec, Trois-Rivières, Montréal, Vancouver et Churchill; élévateurs à grain à Prescott et Port Colborne; et pont Jacques-Cartier à Montréal et pont Second Narrows à Vancouver. Les revenus et dépenses d'opération de ces propriétés sont donnés au tableau **20**, p. 604.

Ports publics et maîtres de port.—Dans les autres centres maritimes, le Gouverneur en Conseil peut établir des ports publics par proclamation (partie X de la loi de la marine marchande du Canada, c. 44, 1934); et le Ministre des Transports peut de temps en temps nommer des maîtres de port pour ces ports, qui les administreront d'après les lois et règlements approuvés par le Gouverneur en Conseil. La rémunération de ces maîtres de port se fait d'après les droits perçus sur les vaisseaux aux termes de la loi.

Cales sèches.—Le Ministère des Travaux Publics du Gouvernement fédéral a construit cinq cales sèches. La cale sèche de Kingston, Ontario, est louée à la Kingston Shipbuilding Company et le vieux bassin de radoub d'Esquimalt a été provisoirement transféré au Ministère de la Défense Nationale le 1er nov. 1934, jusqu'à ce qu'il soit requis pour des fins civiles, alors qu'il fera retour au Ministère des Travaux Publics. Les grandes cales sèches de Lauzon (Québec) et d'Esquimalt (C.B.) peuvent se diviser en deux parties et leur construction a coûté environ $3,850,000 chacune. En vertu de la loi des subventions aux cales sèches de 1910 (9–10 Edouard VII, c. 17), plusieurs docks ont été subventionnés au moyen d'un versement pendant un certain nombre d'années de 3 à 4 p.c. par an du coût de leur construction, ainsi que l'indique le tableau **7.**

6.—Dimensions des cales sèches appartenant au Gouvernement fédéral

Localité	Longueur	Largeur			Profondeur à l'entrée, à l'eau haute	Hauteur de la marée	
		Faîte	Fond	Entrée		Printemps	Marée basse
	pieds	pieds	pieds	pieds	pieds	pieds	pieds
Lauzon, Qué. *Champlain*	1,150	144	105	120	40·0 E.H.	18	13·3
Lauzon, Qué. *Lorne*	600·3	100	59·5	62	25·8 E.H.	18	13·3
Esquimalt, C.B. (ancienne)[1]	450·7	90	41	65	29·0 E.H.	7 à 10	3 à 8
Esquimalt, C.B.	1,173	149	126	135	40·0 E.H.	7 à 10	3 à 8
Kingston, Ont.	353·5	79	47	55	14·7 E.B.	–	–

[1] Non utilisée.

7.—Dimensions et coût des cales sèches subventionnées en vertu de la loi des subventions aux cales sèches, 1910

Localité	Longueur	Largeur	Profondeur à l'entrée	Coût total	Subvention
	pieds	pieds	pieds	$	
Collingwood n° 1, Ont.[1]	515·8	59·8	14·0	500,000	3 p.c. pendant 20 ans
Collingwood n° 2, Ont.[1]	413·2	95	14·0	306,965	3 p.c. pendant 20 ans
Port-Arthur, Ont.[1]	708·3	77·6	16·2	1,258,050	3 p.c. pendant 20 ans
Montréal, Qué., *Duke of Connaught* (bassin flottant)	601	100	31·5	3,000,000	3½ p.c. pendant 35 ans
Prince-Rupert, C.B. (bassin flottant)	600	100	32[2]	2,199,168	3½ p.c. pendant 35 ans
Saint-John, N.-B.	1,164·5	133	40	5,500,000	4½ p.c. pendant 35 ans
North-Vancouver, C.B. (bassin flottant)	556·5	98	28[3]	2,500,000	4½ p.c. pendant 35 ans

[1] Les subventions à ces cales sèches ont été versées en entier. [2] 28 pieds au-dessus des tins.
[3] Au-dessus des tins.

Sous-section 5.—Services maritimes et opérations du Gouvernement fédéral

Les services que comprend cette sous-section sont ceux qui se rapportent au pilotage, à l'inspection des bateaux à vapeur, aux effectifs des équipages et aux accidents de navigation; et les opérations sont celles de la marine marchande du Gouvernement canadien et des Paquebots Nationaux (Antilles).

Pilotage.—Ce service fonctionne en vertu des dispositions arrêtées dans la Partie VI de la loi de la marine marchande du Canada (c. 44, 1934). Des pilotes qualifiés peuvent offrir leurs services aux navires étrangers dans les eaux locales ou intérieures. En même temps le pilotage peut être considéré comme une méthode d'assurance.

Il y a 40 districts de pilotage au Canada, dont huit (Sydney, Halifax, Saint-John, Québec, Montréal, St-Laurent-Kingston-Ottawa, Colombie Britannique et Churchill) relèvent du Ministre des Transports qui est en même temps l'administrateur du pilotage. Le district de pilotage de New-Westminster, C.B., relève de l'administration locale. Les autres districts relèvent d'administrations locales désignées par le Gouverneur en Conseil en vertu des dispositions de la loi de la marine marchande du Canada.

Le tableau 8 montre le nombre et le tonnage global des navires se servant de pilotes dans nos ports canadiens les plus importants au cours des deux dernières années fiscales. Les mêmes données sont inexistantes pour le district St-Laurent-Kingston-Ottawa.

8.—Détails du pilotage, par district, années fiscales 1939 et 1940

District	1939			1940		
	Pilotes	Navires pilotés (entrée et sortie)	Tonnage net	Pilotes	Navires pilotés (entrée et sortie)	Tonnage net
	nomb.	nomb.	tonnes	nomb.	nomb.	tonnes
Sydney	19	2,130	4,614,437	18	2,461	5,160,934
Halifax	20	2,057	7,545,185	26	4,311	16,315,929
Saint John	12	980	3,003,537	12	889	2,721,192
Québec	61	3,882	15,124,634	57	2,961	9,636,390
Montréal	78	6,518	15,825,177	79	4,885	10,821,151
Churchill	1	8	20,598	1	4	3,664
Colombie Britannique	35	3,675	14,572,084	34	3,612	13,604,924
New Westminster	7	1,034	3,638,646	7	948	3,249,284

Inspection des bateaux à vapeur.—Le service d'inspection des bateaux à vapeur, établi en vertu de la partie VII de la loi de la marine marchande du Canada, 1934, comprend des quartiers généraux à Ottawa et des personnels d'inspecteurs aux principaux ports océaniques et intérieurs. La loi pourvoit à une commission, connue sous le nom de Commission d'inspection des Bateaux à vapeur, qui règle les problèmes que suscite l'application de la loi. Le service d'inspection des bateaux à vapeur est responsable de l'application et de la mise en force des dispositions de la partie VII de la loi concernant l'inspection périodique des navires à force motrice, l'émission des certificats d'inspection, l'attribution des lignes de charge, les conditions sous lesquelles les marchandises dangereuses peuvent être transportées sur les navires et la protection des débardeurs contre les accidents. Le service d'inspection des bateaux à vapeur est aussi responsable de la mise en vigueur des dispositions de la partie II de la loi concernant le certificat et l'emploiement des mécaniciens.

9.—Inspection des bateaux à vapeur, par division d'inspection, années fiscales 1939 et 1940

Année et division	Navires sujets à inspection en service		Navires inspectés				Navires non inspectés	
			Navires enregistrés ou possédés au Canada		Navires enregistrés ou possédés ailleurs			
1939	nombre	tonnage brut	nombre	tonnage brut	nombre	tonnage brut	nombre	tonnage brut
Halifax	137	170,809	120	120,055	17	50,754	Nil	–
Saint John	98	87,526	49	59,064	3	10,122	46	18,340
Québec	90	49,240	80	46,702	Nil	–	10	2,538
Sorel	130	87,871	68	50,093	"	–	62	37,778
Montréal	185	263,456	119	120,836	3	48,913	63	93,707
Kingston	95	100,807	77	99,860	18	947	Nil	–
Toronto	222	395,014	185	356,692	23	32,123	14	6,199
Collingwood	118	90,209	93	76,952	3	7,605	22	5,652
Midland	68	51,282	62	47,255	2	3,895	4	132
Port Arthur	124	48,436	65	41,674	Nil	–	59	6,762
Vancouver	287	135,509	229	99,617	9	28,078	49	7,814
Victoria	102	113,696	72	87,379	3	3,368	27	22,949
Totaux, 1939	**1,656**	**1,593,855**	**1,219**	**1,206,179**	**81**	**185,805**	**356**	**201,871**
1940								
Halifax	137	165,601	127	135,193	10	30,408	Nil	–
Saint John	92	71,550	46	62,760	3	6,504	43	2,286
Québec	79	42,523	75	40,646	Nil	–	4	1,877
Sorel	145	95,391	84	53,865	"	–	61	41,526
Montréal	164	256,601	111	106,434	8	89,777	45	60,390
Kingston	95	112,993	80	112,319	15	674	Nil	–
Toronto	249	456,696	218	415,906	24	35,056	7	5,734
Midland	101	80,835	76	73,058	2	4,979	23	2,798
Collingwood	53	12,910	48	12,460	Nil	–	5	450
Port Arthur	121	53,436	75	48,945	"	–	46	4,491
Vancouver	295	137,491	244	93,704	10	31,832	41	11,955
Victoria	101	104,230	64	75,953	2	3,077	35	25,200
Totaux, 1940	**1,632**	**1,590,257**	**1,248**	**1,231,243**	**74**	**202,307**	**310**	**156,707**

Matelots embarqués et débarqués.—Le tableau **10** donne pour chaque année, de 1918 à 1939, le nombre de matelots pris à bord et de ceux congédiés aux ports canadiens d'après les dispositions de la loi de la marine marchande du Canada (S.R.C. 1927, ch. 186 et ch. 44, 1934).

10.—Matelots embarqués et débarqués aux ports canadiens, 1918-39

NOTA.—Les chiffres de 1908-17 paraissent à la page 717 de l'Annuaire de 1938

Année	Matelots embarqués	Matelots débarqués	Année	Matelots embarqués	Matelots débarqués
	nomb.	nomb.		nomb.	nomb.
1918	16,516	12,930	1929	31,374	29,483
1919	18,208	13,649	1930	26,983	25,670
1920	22,569	19,719	1931	24,891	24,289
1921	18,444	17,103	1932	25,313	23,472
1922	25,689	24,558	1933	27,038	23,148
1923	31,407	30,195	1934	27,234	23,858
1924	30,687	29,018	1935	26,527	23,924
1925	31,772	28,472	1936	29,052	30,269
1926	31,869	27,413	1937	27,924	25,491
1927	28,137	25,863	1938	28,847	26,421
1928	28,748	25,763	1939	32,416	29,226

Naufrages et sinistres.—Le relevé du tableau **11,** fourni par le Ministère des Transports, s'applique aux vaisseaux de toutes nationalités naufragés ou sinistrés dans les eaux canadiennes et aux vaisseaux canadiens naufragés ou sinistrés dans les eaux étrangères. Parfois, les chiffres d'une année comprennent les naufrages et sinistres survenus l'année précédente.

11.—Naufrages et sinistres au Canada, 1918-39

NOTA.—Pour les années 1870 à 1910, voir l'Annuaire du Canada de 1911, p. 381; et pour 1911-17, p. 717 de l'Annuaire de 1938.

Année	Sinistres	Tonnage net	Vies perdues	Pertes matérielles	Année	Sinistres	Tonnage net	Vies perdues	Pertes matérielles
	nombre	tonnes	nombre	$		nombre	tonnes	nombre	$
1918	226	312,928	402[1]	1,818,895	1929	451	459,394	12	4,740,620
1919	240	205,720	100	1,808,690	1930	551	447,169	66	3,077,009
1920	227	222,928	28	1,643,825	1931	477	404,157	7	2,696,019
1921	260	588,503	38	1,809,328	1932	452	406,194	40	3,478,575
1922	277	604,423	27	451,312	1933	445	372,545	19	1,292,618
1923	376	480,713	50	3,184,749	1934	484	400,714	39	1,716,294
1924	224	215,470	54	4,355,217	1935	467	496,109	19	2,842,402
1925	298	305,798	53	3,317,020	1936	545	512,582	34	3,108,671
1926	300	293,310	91	4,630,267	1937	495	445,602	31	1,571,387
1927	434	566,011	128	6,879,825	1938	540	486,779	9	1,795,176
1928	504	558,251	64	5,418,236	1939	464	552,779	20	1,488,359

[1] Y compris 328 personnes noyées dans le naufrage du "Princess Sophia".

Marine marchande de l'Etat.—Les circonstances dans lesquelles l'Etat devint possesseur et chargé de l'exploitation d'une marine marchande sont expliquées à la page 790 de l'Annuaire 1934-35.

La flotte marchande a eu son plus grand développement en 1924 et le 31 décembre de l'année elle comptait 57 navires d'un déplacement total de 353,450 tonnes représentant un placement original de $79,661,921. Le 8 juin 1936 les dix navires qui restaient ont été vendus au prix de $389,444. Un tableau montrant les résultats de l'exploitation de 1919 à 1936 paraît à la p. 715 de l'Annuaire de 1937.

Depuis le déclenchement de la guerre en septembre 1939, la marine marchande du Gouvernement canadien a été reconstituée et elle exploite maintenant certains navires danois, français, allemands et italiens pour le compte du Gouvernement canadien. Ces opérations sont engendrées par la guerre et, pour le moment, il n'est pas possible de publier des statistiques à leur sujet.

Paquebots Nationaux (Antilles).—En vertu du traité commercial de 1926 entre le Canada et les Antilles (16–17 Geo. V, c. 16), le Gouvernement canadien s'est engagé à établir une ligne directe aux Antilles desservie par les Paquebots Nationaux (Antilles). Ce service comporte onze bâtiments d'un déplacement global de 62,761 tonnes. Cinq de ces navires, de la classe "Lady", ont été construits spécialement pour le transport des passagers, tandis que les six autres qui faisaient partie anciennement de la flotte marchande de l'Etat furent acquis par les Paquebots Nationaux (Antilles), en vertu d'ententes avec leurs propriétaires respectifs. Les immobilisations au 31 décembre 1939 représentent une somme de $10,969,329 dont la plus grande partie est imputable au coût de construction des navires de la classe "Lady", à l'évaluation actuelle des six autres bâtiments et aux modifications apportées à trois de ceux-ci dans le but de les rendre propres au service de la ligne des Antilles. Nous donnons au tableau 12 les données relatives à l'exploitation des Paquebots Nationaux (Antilles).

12.—Statistiques financières des Paquebots Nationaux (Antilles), 1929-39

Année	Recettes d'exploitation	Frais d'exploitation	Résultat net d'exploitation	Dépréciation	Intérêt	Pertes d'écritures
	$	$	$	$	$	$
1929	3,332,683	3,780,524	−447,841	227,315	442,739	1,117,895
1930	3,792,694	4,315,831	−523,137	288,999	550,519	1,362,655
1931	3,648,986	4,095,555	−446,569	294,141	604,651	1,345,361
1932	3,323,077	3,606,793	−283,716	321,261	688,037	1,293,014
1933	2,956,974	3,454,972	−497,998	319,967	726,108	1,544,073
1934	3,509,738	3,606,416	− 96,678	319,967	762,033	1,178,678
1935	3,816,246	3,616,215	+200,031	325,513	788,814	917,390
1936	4,322,593	3,765,194	+557,399	328,235	800,282	574,213
1937	4,676,684	4,018,146	+658,538	328,287	808,432	481,275
1938	4,915,355	4,169,116	+746,239	328,641	818,613	404,109
1939	4,642,306	4,018,447	+623,859	328,829	816,366	524,429

Section 2.—Statistiques financières des cours d'eau

Les principales statistiques qui peuvent concourir à l'établissement estimatif du coût du trafic par eau consistent dans la compilation des dépenses publiques pour les cours d'eau. Ces dépenses sont classifiées comme des immobilisations, des dépenses pour le maintien et l'exploitation et des revenus d'exploitation. Sans doute, en tant que sont concernées les immobilisations pour l'amélioration permanente des cours d'eau, celles du Gouvernement fédéral couvrent la plus grande partie. Des municipalités ont fait quelques dépenses pour améliorer des ports locaux, tandis que les dépenses des capitaux privés ont été restreintes presque exclusivement aux entreprises de terminus et de dock. Le capital placé dans le transport maritime, cependant, à l'exception de la marine marchande du Gouvernement canadien et des Paquebots Nationaux (Antilles) dont il est fait mention plus haut, a presque complètement été fourni par des sources privées telles que compagnies de chemin de fer, compagnies de bateaux à vapeur, corporations industrielles et simples particuliers. Il n'y a pas de chiffres disponibles concernant les placements des particuliers dans le transport maritime, excepté ceux qui paraissent dans les rapports des compagnies exploitantes et qui ne couvrent qu'une partie du champ statistique. Il n'y a pas de statistiques non plus qui laissent voir les recettes des armateurs provenant du trafic-voyageurs et du trafic-marchandises. Dans le cas des chemins de fer, les statistiques montrent assez complètement: (1) les immobilisations dans les ateliers, l'assiette des voies, etc.; (2) les recettes des chemins de fer ou le coût payé annuellement par le peuple canadien pour le transport des voyageurs et des marchandises;

(3) les déficits annuels qui sont aussi payés indirectement par le public, soit comme portefeuillistes, soit comme contribuables. Le trafic par eau ne peut fournir un tableau semblable.

Immobilisations.—Les dépenses du Gouvernement pour améliorations permanentes des cours d'eau, portées au bilan du Dominion comme dépenses de placement ou immobilisations, ne peuvent être regardées que comme indication de la valeur de ces améliorations; elles ne peuvent d'aucune façon précise en représenter la valeur à l'heure présente. Le coût de construction des canaux et autres ouvrages permanents pour faciliter le transport par eau a été grandement séparé comme immobilisations dans les comptes du Gouvernement, mais ces totaux cumulatifs n'ont subi aucune déduction pour dépréciation ou abandon d'ouvrages antérieurs comme les anciens canaux Welland. Dans cette mesure, les chiffres des tableaux **13** et **14** sont une sur-évaluation de la valeur présente des ouvrages en exploitation. D'autre part, le coût des bâtiments et des nombreuses autres améliorations terriennes pour l'exploitation des ouvrages de génie n'est pas compris dans les comptes de capital mais est imputé aux dépenses du fonds consolidé. De telles dépenses par rapport aux canaux sont inscrites séparément comme dépenses d'amélioration au tableau **16.** Le dragage pour le creusage et l'amélioration permanente du chenal maritime du St-Laurent est compris dans les immobilisations de cet ouvrage données au tableau **13,** mais les dépenses annuelles pour creusage du Ministère des Travaux Publics, données au tableau **18,** n'entrent pas dans les comptes de capital. C'est dans la même catégorie qu'entrent les grandes dépenses annuelles pour la construction d'améliorations aux ports et cours d'eaux du Dominion par le Ministère des Travaux Publics, comme le montre le même tableau. Les autres dépenses d'améliorations plus ou moins permanentes, non comprises dans les comptes de capital, paraissent aux item comme "balisage des eaux" au tableau **17** et entretien et construction des stations radiophoniques au tableau **3** de la partie VII de ce chapitre. La valeur des immobilisations en fait de ports et propriétés administrés par le Conseil des Ports Nationaux paraît séparément au tableau **15** et les dépenses entraînées par ces propriétés sont éliminées autant que possible des deux tableaux précédents.

13.—Immobilisations dans les canaux et services marins, au 31 mars 1940

NOTA.—Compilé d'après les rapports annuels du Ministère des Transports.

Item	Total en l'année terminée le 31 mars 1940	Total au 31 mars 1940	Item	Total en l'année terminée le 31 mars 1940	Total au 31 mars 1940
Canaux	$	$	**Canaux**—fin	$	$
Carillon et Grenville	Nil	4,191,756	Rideau	"	4,214,211
Ecluse Ste-Anne	"	1,320,216	Tay	Nil	489,599
Chambly	"	780,997	Murray	"	1,248,947
Ecluse St-Ours	"	735,964	Trent	"	19,962,694
Lachine	"	13,988,600	Canal Welland	Cr. 373	27,530,444
Lac St-Louis	"	298,176	Chenal maritime Welland	Cr. 270	131,899,610
Beauharnois	"	1,636,029	Sault-Ste-Marie	Nil	4,935,809
Soulanges	"	7,899,945	Ecluse et barrage de Culbute	"	382,391
Lac St-François	"	75,907	Général	"	34,967
Cornwall	"	7,245,803			
Williamsburg	"	1,334,552	**Totaux, Canaux**	**Cr. 643**	**243,688,369**
Farran's Point	"	877,090			
Galops	"	6,143,468			
Rapide Plat	"	2,159,881	**Services marins**		
Chenal du nord	"	1,995,143	Chenal maritime du St-Laurent	3,813,956	78,029,493
Approches	"	483,830	Remorqueur "Ocean Eagle"	Nil	91,072
Chenal de Galops	"	1,039,896	Construction de brise-glace	536,000	536,720
Chenal maritime du St-Laurent (relevés)	"	133,897			
St-Pierre	"	648,547	**Totaux, Services marins**	**4,349,956**	**78,657,285**

14.—Immobilisations dans diverses facilités pour le transport par eau, au 31 mars 1940

NOTA.—Ce sont des travaux qui ne paraissent pas ailleurs dans ces tableaux et sont donnés ici comme ils paraissent dans les "Comptes Publics", article "M" du Bilan.

Item	Total en l'année terminée le 31 mars 1940	Total au 31 mars 1940	Item	Total en l'année terminée le 31 mars 1940	Total au 31 mars 1940
	$	$		$	$
Môle de Bare Point	Nil	217,996	Ecluse et barrage de Rainy River	Nil	134
Améliorations au chenal de Burlington	"	1,392,490	Améliorations au port de Sorel	"	1,792,774
Port de Cape Tormentine	"	236,861	Améliorations de St. Andrews Rapids et de la Rivière Rouge	"	1,569,777
Cale sèche d'Esquimalt	"	7,799,761	Améliorations au port de Tiffin	"	481,622
Relevé de la voie navigable de la Baie Georgienne à Montréal	"	918,797	Améliorations au port de Toronto	"	9,331,987
Site de l'élévateur de Halifax	"	86,512	Améliorations au chenal du Haut-St-Laurent	"	468,098
Cale sèche de Kingston	"	556,589	Améliorations au port de Victoria, C.B.	"	5,131,025
Cale sèche de Lévis	"	971,593	Améliorations au port de Victoria, Ont.	"	761,802
Divers quais	"	975,469			
Améliorations de Port Arthur, Fort William et de la rivière Kaministikwia	"	16,249,020			
Port de Port Colborne	"	904,459	**Totaux**	**Nil**	**49,846,766**

La valeur des immobilisations données au tableau **15** est bien plus définie que celle des deux tableaux précédents. Elle comprend les édifices, la machinerie et toutes les améliorations d'outillage plus ou moins durables; elle est sujette à des déductions pour dépréciation et démolition ou abandon d'outillage, et elle représente donc approximativement la valeur présente de ces propriétés administrées par le Conseil des Ports Nationaux. Dans ces circonstances, les chiffres de ce tableau ne montrent pas les montants globaux dépensés pour ces ports et propriétés.

15.—Valeur des immobilisations fixes administrées par le Conseil des Ports Nationaux, au 31 déc. 1939

NOTA.—Compilé d'après le rapport annuel du Conseil.

Item	Au 31 déc. 1939	Ports et propriétés	Dépenses en 1939	Au 31 déc. 1939
Immobilisations fixes consolidées	$		$	$
Dragage de port	12,258,188	Halifax	138,156	27,187,071
Immeubles	12,754,899	Saint John	46,566	23,465,296
Ponts pour le trafic	300,544	Chicoutimi	134	4,334,773
Chemins, clôtures et limites	1,756,422	Québec	454,047	28,893,322
Egouts et drains	696,744	Trois-Rivières	2,770	7,899,274
Structures diverses	733,330	Montréal	837,509	68,097,711
Quais et jetées	86,995,702	Pont Jacques-Cartier	Nil	18,649,115
Hangars permanents	19,942,962	Elévateur de Prescott	"	5,029,226
Treuils de hangar et grues électriques	235,271	Elév. de Port Colborne	"	2,383,116
Voies ferrées	8,442,278	Churchill	"	13,198,491
Elévateurs à grain	41,836,915	Vancouver	98,971	24,587,140
Entrepôts frigorifiques	5,542,486	Pont de Second Narrows	Nil	915,408
Ameublements et fournitures de bureau	130,061	Quartier général	"	3,983
Edifices de port	737,352			
Usines de chauffage central	173,192			
Ateliers de port	334,993			
Systèmes d'énergie électrique	1,344,492			
Systèmes d'aqueduc	729,533			
Outillage flottant	2,240,838			
Outillage de terre	584,701			
Petit outillage divers	581,055			
Génie—relevés généraux	606,403			
Travaux en construction	823,683			
Dépenses diverses—non réparties	5,297,866			
Construction de pont, d'emprise, etc	19,564,016			
Total	**224,643,926**	**Totaux**	**1,578,153**	**224,643,926**

Dépenses et revenus des voies navigables au compte du fonds consolidé.—Les dépenses sous cette rubrique sont principalement destinées à l'opération et au maintien de diverses facilités de transport par eau, mais les tableaux comprennent quelques item qui sont plus de la nature d'améliorations au compte capital. Cette dernière catégorie comprend: dépenses d'améliorations aux canaux au tableau **16,** dépenses de construction (non séparées) en fait de balisage des eaux au tableau **17,** et dépenses de construction et probablement partie des dépenses de dragage au tableau **18.**

En plus des dépenses répétées pour faciliter le transport par eau indiquées ici, le Gouvernement fédéral dépense annuellement de fortes sommes pour combler les déficits des Paquebots Nationaux (Antilles) et du Conseil des Ports Nationaux, pour accorder des subsides postaux et des subventions maritimes comme le montre le tableau **21,** et pour le maintien et l'opération des postes radiophoniques pour aider à la navigation comme le montre le tableau **3** de la partie VII de ce chapitre. Dans les autres éditions de l'Annuaire, le coût de construction, d'opération et de maintien des stations radiotélégraphiques paraît comme partie des dépenses pour les voies navigables. Cependant, en plus d'aider à la navigation, plusieurs de ces stations fournissent un service commercial, tandis que les développements de la radio relativement aux lignes aériennes ont augmenté grandement. A cause de ces conditions changeantes, les dépenses et revenus du service de radiotélégraphie paraissent maintenant séparément à la partie VII de ce chapitre, de concert avec l'organisation et la comptabilité revisées du Ministère des Transports. Les dépenses et les revenus d'opération des facilités administrées par le Conseil des Ports Nationaux paraissent séparément au tableau **20.**

16.—Dépenses pour les canaux imputées au compte du fonds consolidé, années fiscales 1939 et 1940

NOTA.—Compilé d'après les rapports annuels du Ministère des Transports. Les chiffres annuels ne comprennent pas les transferts entre les comptes départementaux.

DÉPENSES POUR AMÉLIORATIONS

Item	Durant les années terminées le 31 mars		Total au 31 mars 1940	Item	Durant les années terminées le 31 mars		Total au 31 mars 1940
	1939	1940			1939	1940	
	$	$	$		$	$	$
Navires de dragage de Québec	Nil	1,995	83,597	Chambly	11,929	62,972	1,247,209
Lachine	9,575	821,222	3,101,631	Ecluse de St-Ours	3,360	3,854	192,495
Soulanges	12,997	3,037	607,736	Ecluse de Ste-Anne	Nil	Nil	232,812
Beauharnois, ancien	Nil	12,812	332,685	Carillon et Grenville	6,486	19,837	593,790
Beauharnois, nouveau	"	413	413	Rideau (y compris Tay)	35,481	30,513	1,060,837
Lac St-François	"	Nil	55,324	Trent	45,528	99,420	4,231,542
Digue de Hungry Bay	"	"	47,223	Murray	556	Nil	142,554
Navires de draguage du St-Laurent en Ontario	"	3,029	319,706	Baie Verte (Chignecto)	Nil	"	44,388
Cornwall	35,145	30,155	733,597	Ecluse et barrage de Culbute	"	"	60,923
Williamsburg	4,114	12,742	444,109	Chenal maritime du St-Laurent (relevés et recherches)	"	984	605,447
Chenal maritime de Welland	227,288	152,816	1,252,552	Relevés et recherches	"	Nil	572,990
Les vieux canaux Welland	Nil	Nil	2,650,121	Canaux, général	"	"	190,509
Sault-Ste-Marie	"	1,207	327,019				
St-Pierre	"	1,280	876,915	**Totaux**	**392,459**	**1,258,288**	**20,008,124**

16.—Dépenses pour les canaux imputées au compte du fonds consolidé, années fiscales 1939 et 1940—fin

DÉPENSES POUR OPÉRATION ET MAINTIEN (PERSONNEL ET RÉPARATION)

Item	Année terminée le 31 mars 1939			Année terminée le 31 mars 1940		
	Opération	Maintien	Total	Opération	Maintien	Total
	$	$	$	$	$	$
Administration, Ottawa	30,526	Nil	30,526	29,618	Nil	29,618
Canaux de Québec, quartier général	35,553	"	35,553	35,303	"	35,303
Lachine	184,831	133,202	318,033	185,725	120,006	305,731
Soulanges	68,073	58,997	127,070	67,084	66,149	133,233
Chambly	39,412	31,353	70,765	39,124	29,024	68,148
Ecluse de St-Ours	4,612	2,459	7,071	5,258	6,755	12,013
Ecluse de Ste-Anne	6,361	4,349	10,710	6,252	5,212	11,464
Carillon et Grenville	29,877	34,734	64,611	29,402	31,165	60,567
Digues de Hungry Bay et de Ste-Barbe	Nil	3,118	3,118	Nil	3,835	3,835
Navires de dragage de Québec	27,494	11,798	39,292	16,441	14,288	30,729
Quartier-général du St-Laurent en Ontario	34,175	9,778	43,953	34,099	9,680	43,779
Cornwall	93,109	61,525	154,634	94,315	72,011	166,326
Williamsburg	60,439	28,524	88,963	60,961	30,246	91,207
St-Pierre	7,329	2,592	9,921	7,108	2,257	9,365
Canaux Welland	434,727	277,400	712,127	434,933	286,564	721,497
Sault-Ste-Marie	36,727	12,162	48,889	36,458	11,968	48,426
Rideau (y compris Tay)	91,673	67,017	158,690	94,392	68,931	163,323
Trent	147,566	74,359	221,925	151,435	60,217	211,652
Murray	5,692	5,699	11,391	6,545	4,455	11,000
Totaux	**1,338,176**	**819,066**	**2,157,242**	**1,334,453**	**822,763**	**2,157,216**

17.—Dépenses du service maritime imputables sur le compte du fonds consolidé, années fiscales 1939 et 1940

NOTA.—Calculé d'après les rapports annuels du Ministère des Transports.

Item	1939	1940	Item	1939	1940
	$	$		$	$
Service maritime, administration	16,953	17,104	Opérations des brise-glaces (Thunder Bay)	30,000	30,000
Administration, outillage flottant	23,933	23,625	Patrouille des glaces du nord de l'Atlantique	7,257	6,972
Service nautique, administration	19,990	24,031	Inspection des bat. à vapeur	173,273	181,780
Entretien et opération des vapeurs (y compr. les brise-gl.)	1,303,839	1,304,858	Agences, salaires et dépenses de bureau	233,572	222,162
Navigation et transport maritime, divers	40,670	38,097	Chenal maritime du St-Laurent, entretien et exploitat.	221,558	236,286
Service de sauvetage	46,329	49,336	Subvent. aux instituts de mar.	600	600
Service des signaux maritimes	88,829	84,371	Enlèvement d'obstructions	14,998	13,972
Administration du pilotage	118,319	109,311	Pensions des pilotes	2,314	2,685
Subsides aux navires de sauvet.	45,000	45,000	Indemnités à titre gracieux	1,428	2,031
Balisages des eaux (construction, entretien, exploitation)	1,877,390	1,957,576	Loi d'indemnisation des employés de l'Etat	16,169	15,498
Entretien et réparation des quais	4,265	3,490	Crédits de guerre aux services maritimes	Nil	75,233
			Totaux	**4,286,686**	**4,444,018**

18.—Dépenses pour les cours d'eau imputées sur le compte du fonds consolidé par le Ministère des Travaux Publics, années fiscales, 1939 et 1940

NOTA.—Calculé d'après les rapports annuels du Ministère.

Item et année	Dragage	Construction	Améliorations et réparations	Personnel et divers	Totaux
	$	$	$	$	$
1939					
PORTS[1] ET RIVIÈRES					
Ile du Prince-Edouard	80,497	161,516	67,311	13,680	323,004
Nouvelle-Ecosse	401,590	409,133	349,264	64,319	1,224,306
Nouveau-Brunswick	206,421	139,573	292,813	292,329	931,136
Québec	471,972	2,043,540	326,159	362,238	3,203,909
Ontario	574,604	1,156,845	114,918	175,954	2,022,321
Manitoba	63,333	28,158	38,305	49,504	179,300
Saskatchewan	11,466	10,817	8,050	880	31,213
Alberta	11,519	46,209	5,425	400	63,553
Colombie Britannique	316,668	240,409	196,131	370,764	1,123,972
Yukon	Nil	Nil	4,927	Nil	4,927
Territoires du Nord-Ouest	"	7,379	9,974	143	17,496
En général	"	Nil	Nil	29,023	29,023
TOTAUX, PORTS[1] ET RIVIÈRES	2,138,070	4,243,579	1,413,277	1,359,234	9,154,160
Outillage et dragage	Nil	87,160	51,874	Nil	139,034
Routes et ponts	"	166,818	34,169	27,195	228,182
Totaux, 1939	**2,138,070**	**4,497,557**	**1,499,320**	**1,386,429**	**9,521,376**
1940					
PORTS[1] ET RIVIÈRES					
Ile du Prince-Edouard	95,007	235,953	93,833	15,411	440,204
Nouvelle-Ecosse	495,823	631,874	454,655	70,046	1,652,398
Nouveau-Brunswick	229,689	277,939	371,334	294,113	1,173,075
Québec	455,882	2,850,254	527,850	372,982	4,206,968
Ontario	645,996	1,632,865	149,382	176,977	2,605,220
Manitoba	75,107	40,892	27,667	52,847	196,513
Saskatchewan	Nil	12,290	7,792	828	20,910
Alberta	68,623	26,234	7,762	421	103,040
Colombie Britannique	367,901	402,207	151,981	381,082	1,303,171
Yukon	Nil	Nil	4,964	Nil	4,964
Territoires du Nord-Ouest	"	"	1,594	223	1,817
En général	"	"	Nil	27,005	27,005
TOTAUX, PORTS[1] ET RIVIÈRES	2,434,028	6,110,508	1,798,814	1,391,935	11,735,285
Outillage de dragage	Nil	43,029	57,318	Nil	100,347
Routes et ponts	"	4,652	40,056	33,489	78,197
Totaux, 1940	**2,434,028**	**6,158,189**	**1,896,188**	**1,425,424**	**11,913,829**

[1] Moins les ports relevant de la Commission des Ports Nationaux, tels qu'indiqués au tableau 20.

Le revenu fédéral découlant des facilités de transport par eau proviennent des loyers, baux, permis, honoraires et paiements pour services rendus. Il est particulièrement à noter qu'il n'existe pas de péage sur les canaux canadiens, les recettes de ceux-ci provenant des baux, loyers de terrains, immeubles, etc.

19.—Revenu du Gouvernement provenant des cours d'eau, années fiscales, 1939 et 1940

NOTA.—Calculé d'après les rapports des Ministères des Transports et des Travaux Publics.

Item	1939	1940	Item	1939	1940
	$	$		$	$
Ministère des Transports			COMMISSION DES TRANSPORTS		
SERVICE DES CANAUX			Licences aux navires	1,144	5,168
Amendes et confiscations	395	320	**Totaux, Ministère des Transports**	**1,132,176**	**1,163,586**
Lachine	215,877	238,444			
Soulanges	4,168	4,199			
Chambly	1,671	1,703	**Ministère des Travaux Publics**		
Ecluse de Ste-Anne	305	312			
Ecluse de St-Ours	10	53	RECETTES DES CALES SÈCHES		
Carillon et Grenville	1,678	1,604			
Beauharnois	60,880	62,828			
Cornwall	38,448	38,991			
Williamsburg	4,225	3,469	Cale sèche Champlain, Lauzon, Qué	44,536	32,122
St-Pierre	153	200	Cale sèche Lorne, Lauzon, Qué	9,137	19,925
Canaux Welland	302,618	310,909	Nouvelle cale sèche d'Esquimalt	38,597	65,667
Sault Ste-Marie	227	222	Ancienne cale sèche d'Esquimalt	233	1,172
Rideau	10,873	15,540	Bateau de radouage Selkirk	1,115	1,087
Trent	81,809	83,629			
Murray	290	306			
Chute des Chats	2	1			
Divers	Nil	4			
TOTAUX, SERVICE DES CANAUX	723,629	762,734	TOTAUX, RECETTES, ETC.	93,618	119,973
SERVICE MARITIME			OUVRAGES ET OUTILLAGE LOUÉS À BAIL		
Amendes et confiscations	539	667			
Inspection des bateaux à vap.	119,950	123,555			
Recettes des quais	201,036	174,282	Cale sèche de Kingston	6,050	6,050
Redevances des ports	56,264	50,429	Privilèges de ferry	2,460	2,351
Honoraires des arpenteurs-mesureurs	401	455	Dragues et outillage	3,389	26,155
Examens, capit. et matelots	4,761	4,407	TOTAUX, BAUX	11,899	34,556
Honoraires de licences des pilotes	102	18			
Honoraires d'immatriculation maritime	122	97	Vente de vieux vaisseaux, matériel, etc	4,575	6,332
Recettes des vapeurs du Gouvernement	550	218	Vente immobilière	1,007	50
Redevances des postes de sign.	1,037	2,080	Loyers de surface d'eau, etc.	11,522	11,296
Déchargement du courrier à la Pointe-au-Père	750	750	Permis de faucher	506	Nil
Loyers	21,891	13,406	Remboursements sur dépenses déclarées l'année précédente	18,525	34,144
Ventes diverses	Nil	25,320			
TOTAUX, SERVICE MARIT.	407,403	395,684	**Totaux, Ministère des Travaux Publics**	**141,652**	**206,351**

La Commission des Ports Nationaux agit en qualité de corporation régulière et les ports et propriétés qu'elle administre sont indiqués séparément dans le tableau **20.** L'amélioration de la posture financière de ces propriétés depuis leur unification sous la Commission est indiquée par une augmentation de $2,452,000 en 1935 à **$5,823,000** en 1940 dans le revenu consolidé d'exploitation.

20.—Revenus et frais d'exploitation des ports, élévateurs et ponts sous la juridiction du Conseil des Ports Nationaux, 1935-40

NOTA.—Les commissions locales des ports indiqués ci-dessous ont été abolies le 1er novembre 1935.

Item	Revenus d'exploitation	Frais d'exploitation	Recettes nettes d'exploitation
	$	$	$
Halifax—			
1935	500,936	504,851	−3,915
1936	510,179	433,040	77,139
1937	581,740	429,472	152,268
1938	599,856	420,765	179,091
1939	744,470	420,841	323,629
1940	1,225,787	547,285	678,502
Saint John—			
1935	322,954	272,860	50,094
1936	367,448	256,380	111,068
1937	435,952	240,302	195,650
1938	445,726	242,544	203,182
1939	466,004	237,882	228,122
1940	661,359	258,901	402,458
Chicoutimi—			
1935	13,328	20,401	−7,073
1936	21,307	18,639	2,668
1937	21,750	14,361	7,389
1938	21,254	13,374	7,880
1939	20,414	14,078	6,336
1940	34,139	15,247	18,892
Québec—			
1935	466,474	781,758	−315,284
1936	482,542	673,838	−191,295
1937	447,780	572,334	−124,554
1938	488,013	537,316	−49,303
1939	469,424	492,203	−22,779
1940	684,988	504,078	180,910
Trois-Rivières—			
1935	93,076	47,837	45,239
1936	122,347	32,191	90,156
1937	172,309	18,023	154,286
1938	191,881	33,242	158,639
1939	165,682	18,147	147,535
1940	237,924	44,905	193,019
Montréal—			
1935	4,032,770	2,394,967	1,637,803
1936	4,238,836	2,209,179	2,029,657
1937	4,377,350	2,136,800	2,240,550
1938	4,917,837	2,095,656	2,822,181
1939	4,469,097	1,987,928	2,481,169
1940	5,117,818	2,116,681	3,001,137
Vancouver—			
1935	1,537,044	736,554	800,490
1936	1,792,980	718,997	1,073,983
1937	1,636,648	708,830	927,818
1938	1,453,905	566,397	887,508
1939	1,578,036	590,743	987,293
1940	1,480,904	568,853	912,051
Churchill—			
1937	6,418	148,331	−141,913
1938	83,867	136,491	−52,624
1939	108,264	154,671	−46,407
Elévateur de Port-Colborne—			
1937	126,457	99,546	26,911
1938	249,622	133,319	116,303
1939	255,659	119,207	136,452
Elévateur de Prescott—			
1937	57,257	81,888	−24,631
1938	68,989	75,204	−6,215
1939	242,741	74,778	167,963
Pont Jacques-Cartier (Montréal)—			
1935	347,698	145,439	202,259
1936	354,867	91,861	263,006
1937	423,785	84,550	339,235
1938	445,945	91,785	354,160
1939	463,124	91,266	371,858
1940	474,270	103,167	371,103
Pont Second Narrows (Vancouver)—			
1935	113,168	71,083	42,085
1936	140,089	60,586	79,502
1937	164,899	62,611	102,288
1938	178,039	62,630	115,409
1939	110,225	57,074	53,151
1940	117,569	52,480	65,089

Subventions au transport maritime.*—Les chiffres contenus dans le tableau **21** représentent les sommes payées en vertu de contrats consentis avec l'autorisation du Ministère du Commerce pour les services commerciaux, y compris le transport des matières postales.

* Collaboration de F. E. Bawden, directeur des subventions aux lignes de navigation, Ministère du Commerce.

21.—Subventions aux lignes de navigation et subsides postaux, années fiscales 1938-40

Service	1938	1939	1940
	$	$	$
Océan Atlantique—			
Canada et Grande-Bretagne	250,000	250,000	291,667
Canada et Sud-Africain	112,500	104,167	91,667
Océan Pacifique—			
Colombie Britannique et Australie et/ou Chine	64,350	77,292	28,418
Canada, Chine et Japon	600,000	600,000	534,783
Canada et Nouvelle-Zélande	300,000	300,000	276,923
Prince Rupert, C.B. et îles de la Reine Charlotte	12,000	12,000	12,000
Vancouver et Antilles britanniques	30,000	25,000	15,000
Vancouver et ports du nord de la Colombie Britannique	18,000	15,000	15,000
Victoria, Vancouver, ports du littoral et Skagway	12,000	10,000	10,000
Victoria et côte ouest, île Vancouver	10,000	10,000	10,000
Colombie Britannique et Sud-Africain	77,000	53,333	80,000

21.—Subventions aux lignes de navigation et subsides postaux, années fiscales 1938-40
—fin

Service	1938	1939	1940
	$	$	$
Services locaux—			
Baddeck et Iona	8,000	8,000	8,000
Charlottetown et Pictou	30,000	30,000	30,000
Chester et île Tancook (hiver)	1,600	1,600	1,600
Grand Manan et terre ferme	33,000	33,000	33,000
Halifax, Canso et Guysborough	6,750	6,750	9,000
Halifax, La Have et ports de la rivière La Have	2,000	1,565	1,750
Halifax, Sherbrooke et baie Spry	2,900	2,900	2,900
Halifax, ports au sud du Cap-Breton, Lacs Bras d'Or et baie St-Laurent	5,500	3,000	1,950
Halifax et côte ouest du Cap-Breton	3,367	Nil	Nil
Ile-aux-Coudres et les Eboulements	1,100	1,900	1,900
Mulgrave, Arichat et Canso	37,000	37,000	37,000
Mulgrave et Guysborough, et points intermédiaires	9,500	9,500	9,500
La Malbaie et rive nord (service d'hiver)	40,000	40,000	40,000
Parrsboro, Kingsport et Wolfville	2,500	2,500	4,500
Ile Pelée et terre ferme	7,000	7,000	7,000
Pictou, Mulgrave et Chéticamp	11,500	11,500	11,500
Pictou, Souris et îles de la Madeleine	37,500	37,500	37,500
Québec, Natashquan et Harrington et autres ports sur la rive nord du St-Laurent	85,000	85,000	85,000
Québec ou Montréal et Gaspé et autres ports sur la rive sud du St-Laurent	60,000	60,000	60,000
Rimouski, Matane et rive nord du bas St-Laurent	50,000	50,000	50,000
Rivière-du-Loup et Tadoussac et autres ports de la rive nord	10,000	10,000	14,000
Baie Ste-Catherine et Tadoussac	3,500	1,312	Nil
Saint John et Bridgetown	800	800	800
Saint John, Bear-River, Annapolis et Granville	1,500	1,500	1,500
Saint John et Margaretville et autres ports sur la baie de Fundy	2,500	2,500	2,500
Saint John et ports du Bassin de Minas	5,000	5,000	5,000
Saint John et St-Andrews et ports intermédiaires	3,000	3,000	3,000
Saint John, Westport et Yarmouth et autres	13,000	10,000	10,000
Saint John et Weymouth	1,000	1,000	1,000
Summerville, Burlington et Windsor, N.-E.	750	Nil	Nil
Sydney et baie St-Laurent, etc.	25,000	22,500	22,500
Sydney et ports du lac Bras-d'Or et ports sur la côte ouest du Cap-Breton et de l'Ile du Prince-Edouard	22,500	22,500	22,500
Sydney et Whycocomagh	16,000	16,000	16,000
Inspection des navires subventionnés	4,593	Nil	10,262
Frais d'administration	Nil	11,703	Nil
Totaux	**2,029,210**	**1,993,322**	**1,906,619**

Section 3.—Trafic et services par eau

Des statistiques complètes, comparables à celles des chemins de fer, ne sont pas établies concernant le volume du fret transporté par eau. A la vérité, il serait très difficile d'obtenir un compte rendu du trafic manutentionné par les petits propriétaires de vaisseaux côtiers. Toutefois, il y a un relevé du nombre et du tonnage des navires s'arrêtant à tous les ports et de toutes les cargaisons qui passent par les canaux.

Sous-section 1.—Navigation

La navigation au Canada doit être envisagée sous trois aspects: (1) la navigation océanique; (2) la navigation intérieure, par les rivières et les lacs (moins le transport par ferry-boat); (3) la navigation côtière ou le cabotage. La navigation océanique couvre les transports océaniques aux ports de l'Atlantique et du Pacifique, y compris les ports du fleuve St-Laurent jusqu'à Montréal. La navigation intérieure comprend le commerce international intérieur, savoir: les expéditions entre ports canadiens et américains, sur les Grands Lacs, les rivières internationales et sur les lacs et rivières qui y ont accès, tels que la rivière Ottawa, le canal Rideau, le canal Trent, etc. On en exclut cependant le transport par ferry-boats. La navigation côtière ou le cabotage comprend les expéditions entre un port canadien et un autre

sur le littoral de l'Atlantique, sur la côte du Pacifique, sur les rivières et les lacs intérieurs internationaux ou les lacs et rivières y ayant accès. Elle n'inclut pas la navigation sur les voies d'eau canadiennes isolées, telles que le fleuve Mackenzie, le lac Winnipeg, le lac Saint-Jean, etc.

Navigation océanique.—La navigation océanique canadienne remonte aux jours lointains où les pêcheurs européens fréquentaient les rivages de Terre-Neuve et des Provinces Maritimes. Les chantiers maritimes établis à Québec et à d'autres endroits le long du St-Laurent, aussi bien que les établissements du même genre mais plus récents des Provinces Maritimes et de la côte du Pacifique, constituent les bases principales de la navigation canadienne.

La navigation canadienne atteignit une certaine renommée à l'époque des rapides voiliers en bois et, plus tard, à l'avènement de la navigation à vapeur. En 1833, le *Royal William*, bâtiment canadien construit pour faire la navette entre Québec et Halifax, traversa l'Atlantique de Pictou à Londres; ce fut le premier vaisseau à faire cette traversée entière sous sa propre vapeur. De nos jours, en plus d'autres lignes, le chemin de fer Canadian Pacifique exploite des flottes océaniques sur l'Atlantique et sur le Pacifique et le Gouvernement fédéral en exploite une entre le Canada et les Antilles.

Le tableau qui suit a été compilé d'après les rapports sur la navigation du Ministère du Revenu National pour chacune des années fiscales de 1929 à 1937, et d'après les rapports sur la navigation publiés par la Branche des Transports du Bureau Fédéral de la Statistique pour les années fiscales 1938–40.

22.—Entrées et sorties des navires océaniques dans les ports canadiens, années fiscales 1929–40

NOTA.—Pour les années 1868–1910, voir l'Annuaire du Canada de 1911, p. 379; pour 1911–28, voir l'Annuaire de 1938, p. 725.

Année fiscale	Britanniques, entrées et sorties			Canadiens, entrées et sorties			Etrangers, entrées et sorties		
	Nombre	Tonnage enregistré	Tonnage du fret[1]	Nombre	Tonnage enregistré	Tonnage du fret[1]	Nombre	Tonnage enregistré	Tonnage du fret[1]
1929....	6,400	21,625,660	10,448,795	18,005	9,235,036	3,433,603	21,021	23,547,831	11,317,358
1930....	5,634	20,171,383	8,206,656	18,145	9,673,948	3,171,136	19,689	23,146,901	9,386,904
1931....	5,826	20,008,005	7,430,148	17,865	11,707,129	2,441,542	17,906	22,885,015	8,783,961
1932....	5,754	19,025,391	6,751,209	15,919	11,808,667	2,570,564	16,604	21,506,183	8,198,158
1933....	6,323	20,865,151	9,129,496	13,864	9,041,203	1,929,213	15,741	19,860,478	7,314,492
1934....	6,831	22,480,487	8,746,708	17,110	9,391,625	2,474,602	15,464	23,573,742	7,663,478
1935....	7,678	23,676,256	9,392,527	18,788	11,450,147	2,567,636	16,737	21,933,445	8,375,350
1936....	8,095	24,593,603	10,377,917	21,663	13,104,753	3,030,463	16,405	20,354,271	8,914,230
1937....	9,581	27,299,731	12,775,530	23,905	13,334,472	3,085,518	17,998	22,313,808	11,072,578
1938....	9,027	25,710,374	12,134,908	27,243	15,502,958	3,250,695	17,496	21,610,486	11,195,306
1939....	9,958	26,563,472	11,493,839	28,159	15,220,507	3,181,963	18,119	21,614,134	13,014,529
1940....	10,782	30,385,100	11,375,363	32,595	15,525,410	3,192,212	19,227	22,478,684	13,205,921
	Totaux des entrées			Totaux des sorties			Totaux, entrées et sorties		
	Nombre	Tonnage enregistré	Tonnage du fret[1]	Nombre	Tonnage enregistré	Tonnage du fret[1]	Nombre	Tonnage enregistré	Tonnage du fret[1]
1929....	22,531	27,464,158	7,155,130	22,895	26,944,369	18,044,626	45,426	54,408,527	25,199,756
1930....	21,583	27,155,766	8,471,107	21,885	25,836,466	12,293,589	43,468	52,992,232	20,764,696
1931....	20,737	28,064,762	7,814,115	20,860	26,535,387	10,841,536	41,597	54,600,149	18,655,651
1932....	19,175	27,003,210	6,820,915	19,102	25,337,031	10,699,016	38,277	52,340,241	17,519,931
1933....	17,778	25,044,389	6,570,607	18,150	24,722,443	11,802,594	35,928	49,766,832	18,373,201
1934....	19,501	28,209,947	7,667,915	19,904	27,235,907	11,216,873	39,405	55,445,854	18,884,788
1935....	21,419	28,512,257	9,039,787	21,784	28,547,591	11,235,726	43,203	57,059,848	20,335,513
1936....	22,835	28,895,751	10,025,922	23,328	29,156,876	12,296,688	46,163	58,052,627	22,322,610
1937....	25,348	31,145,065	11,142,357	26,136	31,802,946	15,791,269	51,484	62,948,011	26,933,626
1938....	26,407	31,421,775	12,698,849	27,359	31,402,043	13,882,060	53,766	62,823,818	26,580,909
1939....	27,509	31,353,871	10,422,537	28,736	32,044,242	17,267,794	56,236	63,398,113	27,690,331
1940....	30,648	33,523,965	11,065,128	31,956	34,865,229	16,708,368	62,604	68,389,194	27,773,496

[1] Comprend le fret exprimé en tonnes-poids et tonnes de jauge.

Navigation intérieure.—La navigation intérieure est associée à ses débuts au canot d'écorce de bouleau des Indiens d'Amérique. Après la migration des Loyalistes de l'Empire-Uni, la chaloupe et le bateau dit Durham firent leur apparition. Faute de routes, à cette époque, qui eussent permis le voyage par terre, le St-Laurent et les Grands Lacs furent la grande avenue de pénétration à l'intérieur du pays. La route de Montréal aux lacs supérieurs était fractionnée en trois tronçons: de Montréal à Kingston, les transports se faisaient par chaloupe ou bateau Durham; de Kingston à Queenston, par des goélettes; puis on pratiquait le portage de Queenston à Chippewa et finalement les goélettes achevaient le parcours.

En 1809, l'honorable John Molson fit construire l'*Accommodation*, premier navire à vapeur canadien, pour faire le service entre Montréal et Québec. Sur le lac Ontario, depuis 1817, le Frontenac faisait un service hebdomadaire entre York et Prescott et, bientôt après, on vit s'ouvrir une période de grande activité dans la navigation fluviale et lacustre. En 1845, le Gore atteignit le lac Huron par le canal Welland et inaugura le transport des marchandises sur les lacs supérieurs qui n'était pas suffisant jusque-là pour occuper un gros navire. La navigation sur les lacs supérieurs devint plus active, car des colons partaient de Buffalo et se dirigeaient vers l'ouest des Etats-Unis et, à leur retour, les navires rapportaient du grain. A cette période, la navigation canadienne subsistait par le moyen des marchandises américaines, car le proche-Ouest canadien ne fournissait que fort peu de trafic.

Le chemin de fer n'apporta aucun fléchissement des transports par eau; ils augmentèrent même, et aujourd'hui la majeure partie du grain de l'Ouest est expédiée aux ports de l'Est par voie des Grands Lacs. Le trafic entre le lac Supérieur et le lac Erié se fait surtout par des bateaux américains pour le minerai de fer et la houille, il dépasse quelquefois 80 millions de tonnes courtes en une année. Le trafic global sur les lacs supérieurs à lui seul est plus important que celui de tous les chemins de fer du Canada et forme environ un douzième de celui de tous les chemins de fer des Etats-Unis.

Cabotage.—Ce mode de trafic par eau a pris beaucoup d'importance au Canada, chose attribuable au vaste littoral des océans Atlantique et Pacifique, des Grands Lacs et du fleuve St-Laurent. Un des facteurs importants de la navigation côtière est le mouvement du grain de Fort-William et Port-Arthur aux ports canadiens sur les lacs inférieurs et à Montréal.

Transport maritime par port.—Au cours de l'année fiscale terminée le 31 mars 1940, Halifax dépasse tous les autres ports canadiens par le tonnage de navires océaniques entrés et sortis; Vancouver vient en deuxième place, suivi de Victoria et Montréal. Au point de vue des cargaisons océaniques chargées et déchargées, Montréal vient en tête avec une marge considérable, suivi de Vancouver, Sydney, Halifax et Saint John. Les arrivées seules sont données ici, spécialement dans les petits ports, car, en raison de la nécessité de l'inspection douanière, elles sont déclarées plus complètement que les départs.

23.—Navires océaniques entrés et sortis et tous les navires (à l'exclusion des ferry-boats) entrés aux principaux ports du Canada, année fiscale 1940

NOTA.—Pour détails sur le cabotage ou la navigation internationale intérieure de ces ports et de tous les autres ports du Canada, voir le rapport sur la navigation du Bureau Fédéral de la Statistique pour 1940.

Province et port	Océaniques						Tous navires	
	Entrés			Sortis			Entrés	
	Navires	Tonnage enregistré	Tonnage de la cargaison	Navires	Tonnage enregistré	Tonnage de la cargaison	Navires	Tonnage enregistré
Ile du Prince-Edouard—								
Charlottetown	35	34,556	33,995	31	24,127	9,458	393	163,264
Totaux, I.P.-E.[1]	**60**	**53,574**	**56,069**	**67**	**49,301**	**43,393**	**567**	**221,655**
Nouvelle-Ecosse—								
Canso	48	7,330	846	82	10,340	10,185	1,151	121,717
Digby	54	102,572	[2]	75	105,011	171,382	621	795,612
Halifax	2,286	6,654,176	1,135,948	2,687	7,375,847	754,977	4,032	8,186,598
Liverpool	124	81,991	17,326	118	82,390	110,736	232	160,607
Louisburg	209	251,888	343,989	269	314,337	631,149	548	446,907
North Sydney	847	274,373	23,378	888	291,149	123,249	1,913	598,804
Pictou	20	18,682	2,032	31	30,758	20,510	555	224,726
Port Mulgrave	13	2,966	3,081	14	4,938	1,028	854	105,537
Sydney	337	746,747	1,389,219	487	981,494	1,228,017	1,527	2,462,420
Windsor	155	288,304	22,621	152	285,709	760,811	213	325,797
Yarmouth	584	684,798	32,543	597	679,652	33,371	973	849,558
Totaux, Nouv.-Ecosse[1]	**6,765**	**9,485,370**	**3,022,811**	**7,796**	**10,593,639**	**4,586,629**	**18,804**	**15,083,373**
Nouveau-Brunswick—								
Campobello	1,063	102,913	44	1,060	100,879	1,481	1,273	193,329
Dalhousie	19	57,650	9,899	40	116,236	188,324	43	116,639
North Head	520	95,360	702	521	96,790	8,401	648	110,342
St. Andrews	817	80,414	7,821	816	81,589	3,089	1,255	113,629
Saint John	751	1,370,864	399,249	773	1,464,937	1,440,249	2,333	2,473,170
Totaux, N.-Brunswick[1]	**7,018**	**1,935,583**	**465,481**	**7,146**	**2,196,391**	**2,235,890**	**10,858**	**3,511,678**
Québec—								
Baie Comeau	20	54,834	2,757	20	56,983	113,013	523	196,506
Gaspé	13	38,282	5,096	38	105,315	60,035	192	190,043
Lévis	3	3,980	10,152	2	6,740	–	118	150,218
Montréal	1,003	3,646,414	4,840,361	946	3,455,792	2,820,060	5,553	8,001,024
Port Alfred	83	209,544	484,322	93	247,684	112,902	260	676,768
Quebec	344	1,544,565	235,522	326	1,292,704	291,813	2,915	3,522,236
Rimouski	8	17,497	1,999	18	33,119	82,468	712	176,947
Sorel	58	139,309	143,668	125	277,607	566,379	814	970,841
Trois-Rivières	131	354,005	71,592	131	354,005	380,396	1,479	1,428,527
Totaux, Québec[1]	**1,721**	**6,064,418**	**5,807,129**	**1,768**	**5,880,475**	**4,496,967**	**15,713**	**15,941,088**
Ontario—								
Amherstburg	–	–	–	–	–	–	494	397,574
Brockville	–	–	–	–	–	–	869	273,756
Cobourg	–	–	–	–	–	–	343	1,024,121
Cornwall	–	–	–	–	–	–	335	370,164
Fort William	–	–	–	–	–	–	1,218	2,826,235
Goderich	–	–	–	–	–	–	183	274,267
Hamilton	–	–	–	–	–	–	875	1,344,741
Kingston	–	–	–	–	–	–	2,634	1,453,621
Leamington	–	–	–	–	–	–	521	276,800
Little Current	–	–	–	–	–	–	339	213,895
Midland	–	–	–	–	–	–	323	587,034
Owen Sound	–	–	–	–	–	–	254	277,356
Port Arthur	–	–	–	–	–	–	1,358	3,453,778
Port Colborne	–	–	–	–	–	–	903	1,643,044
Port McNicoll	–	–	–	–	–	–	234	587,783
Prescott	–	–	–	–	–	–	580	670,374
St. Catharines	–	–	–	–	–	–	317	427,504
Sarnia	–	–	–	–	–	–	1,138	1,637,476
Sault Ste-Marie	–	–	–	–	–	–	1,007	1,909,269
Thorold	–	–	–	4	3,157	863	459	688,907
Toronto	36	26,357	9,791	28	20,562	4,510	2,849	3,053,020
Welland	[2]	–	–	[2]	–	–	180	240,779
Windsor	[2]	–	–	[2]	–	–	1,132	1,717,743
Totaux, Ontario[1]	**36**	**26,357**	**9,791**	**32**	**23,719**	**5,373**	**25,509**	**27,574,695**

[1] Les totaux comprennent d'autres ports moins importants. [2] Aucun rapport.

23.—Navires océaniques entrés et sortis et tous les navires (à l'exclusion des ferry-boats) entrés aux principaux ports du Canada, année fiscale 1940—fin

Province et port	Océaniques						Tous navires	
	Entrés			Sortis			Entrés	
	Navires	Tonnage enregistré	Tonnage de la cargaison	Navires	Tonnage enregistré	Tonnage de la cargaison	Navires	Tonnage enregistré
Manitoba—								
Totaux, Manitoba	**6**	**18,715**	**1,263**	**6**	**18,715**	**47,474**	**11**	**18,890**
Colombie Britannique—								
Alert Bay	180	29,056	32	156	38,892	30,373	1,764	628,060
Britannia Beach	160	194,058	7,205	169	211,455	237,102	1,200	482,724
Chemainus	475	695,375	236	488	702,250	401,846	886	773,512
Nanaimo	670	289,395	10	658	288,023	139,327	3,696	1,422,805
New Westminster	547	1,611,584	25,513	523	1,599,324	924,914	2,580	2,060,883
Ocean Falls	51	38,752	5,851	104	182,649	40,266	1,019	676,271
Port Alberni	352	812,259	–	343	816,030	996,360	833	1,047,072
Powell River	177	178,120	1,699	207	186,521	142,713	2,194	1,059,762
Prince Rupert	2,393	266,369	15,860	2,400	319,355	1,018	5,565	930,401
Sidney	966	199,949	13,520	908	187,295	1,209	1,355	367,647
Union Bay	178	549,244	–	195	554,736	8,929	979	846,774
Vancouver	2,989	6,280,561	1,581,992	2,980	6,334,316	1,750,302	20,422	11,016,512
Victoria	2,997	4,454,597	40,387	2,975	4,358,150	451,285	5,961	6,516,243
Totaux, C. Britan.[1]	**15,042**	**15,939,948**	**1,702,584**	**15,141**	**16,102,989**	**5,292,642**	**52,845**	**28,574,219**
Yukon—								
Totaux, Yukon	[2]	–	–	[2]	–	–	**146**	**102,030**
Grands Totaux	**30,648**	**33,523,965**	**11,065,128**	**31,956**	**34,865,229**	**16,708,368**	**124,453**	**91,027,628**

[1] Les totaux comprennent d'autres ports moins importants. [2] Aucun rapport.

Récapitulation générale sur le commerce maritime.—La navigation tant océanique que côtière accuse une expansion remarquable depuis vingt ans, bien que là encore les effets de la dépression soient manifestes. Il est à noter que le volume des expéditions côtières est le plus considérable, le tonnage des expéditions océaniques venant ensuite. D'autre part, le trafic international intérieur a oscillé sensiblement pour indiquer une tendance définie à la baisse au cours de la dépression. Les ferry-boats faisant 19,167 voyages aller et retour entre Sarnia, Ontario, et Port-Huron, Michigan, avec un tonnage cumulatif enregistré de 2'148,656 tonnes pour aller comme pour revenir, ont été discontinués en 1938, ayant été remplacés par un pont en 1938-39.

24.—Tous navires entrés dans et sortis des ports canadiens, ferry-boats non compris, 1929-40, avec détails par province pour 1940

NOTA.—Les totaux de 1923 à 1928 sont donnés à la page 729 de l'Annuaire de 1938.

Année et province	Navires océaniques				Navires caboteurs			
	Entrés		Sortis		Entrés		Sortis	
	Navires	Tonnage enregistré	Navires	Tonnage enregistré	Navires	Tonnage enregistré	Navires	Tonnage enregistré
Totaux, 1929	**22,531**	**27,464,158**	**22,895**	**26,944,369**	**95,047**	**49,046,588**	**93,905**	**48,007,097**
Totaux, 1930	**21,583**	**27,155,766**	**21,885**	**25,836,466**	**82,205**	**43,666,866**	**82,197**	**44,067,907**
Totaux, 1931	**20,737**	**28,064,762**	**20,860**	**26,535,387**	**77,507**	**47,134,652**	**77,351**	**47,540,555**
Totaux, 1932	**19,175**	**27,003,210**	**19,102**	**25,337,031**	**69,875**	**41,912,972**	**70,112**	**45,311,899**
Totaux, 1933	**17,778**	**25,011,389**	**18,150**	**24,722,413**	**64,875**	**41,975,393**	**64,688**	**41,100,788**
Totaux, 1934	**19,501**	**28,200,947**	**19,904**	**27,235,907**	**66,915**	**41,923,543**	**66,895**	**41,843,250**
Totaux, 1935	**21,419**	**28,512,257**	**21,784**	**28,517,591**	**68,141**	**43,146,037**	**68,545**	**42,827,149**
Totaux, 1936	**22,835**	**28,895,751**	**23,328**	**29,156,876**	**69,809**	**42,979,361**	**69,633**	**41,815,616**
Totaux, 1937	**25,348**	**31,145,065**	**26,136**	**31,802,916**	**73,033**	**45,973,830**	**72,739**	**45,147,342**
Totaux, 1938	**26,407**	**31,421,775**	**27,359**	**31,402,013**	**75,537**	**44,471,834**	**75,761**	**44,259,779**
Totaux, 1939	**27,500**	**31,353,871**	**28,736**	**32,044,242**	**73,386**	**45,386,457**	**72,279**	**43,183,652**

24.—Tous navires entrés dans et sortis des ports canadiens, ferry-boats non compris 1929-40, avec détails par province pour 1940—fin

Année et province	Navires océaniques				Navires caboteurs			
	Entrés		Sortis		Entrés		Sortis	
	Navires	Tonnage enregistré	Navires	Tonnage enregistré	Navires	Tonnage enregistré	Navires	Tonnage enregistré
1940								
Ile du Prince-Edouard	60	53,574	67	49,301	507	168,081	509	174,578
Nouvelle-Ecosse	6,765	9,485,370	7,796	10,593,639	12,039	5,598,003	11,378	4,079,705
Nouveau-Brunswick	7,018	1,935,583	7,146	2,196,391	3,840	1,576,095	3,769	1,291,624
Québec	1,721	6,064,418	1,768	5,880,475	11,875	8,755,170	12,094	9,111,872
Ontario	36	26,357	32	23,719	12,022	15,535,233	11,725	14,845,064
Manitoba	6	18,715	6	18,715	5	175	5	175
Colombie Britannique	15,042	15,939,948	15,141	16,102,989	37,799	12,634,266	38,461	12,513,170
Yukon	Nil	-	Nil	-	125	94,209	125	94,219
Totaux, 1940	**30,648**	**33,523,965**	**31,956**	**34,865,229**	**78,212**	**44,361,232**	**78,066**	**42,110,407**

	Navires fluviaux internationaux				Totaux			
	Entrés		Sortis		Entrés		Sortis	
	Nombre	Tonnage enregistré	Nombre	Tonnage enregistré	Nombre	Tonnage enregistré	Nombre	Tonnage enregistré
Totaux, 1929[1]	**37,320**	**18,987,751**	**38,437**	**20,338,949**	**154,898**	**95,498,497**	**155,237**	**95,290,415**
Totaux, 1930[1]	**54,742**	**17,550,585**	**55,660**	**18,895,972**	**158,530**	**88,373,217**	**159,682**	**88,800,345**
Totaux, 1931[1]	**40,663**	**17,769,690**	**40,826**	**18,542,037**	**138,907**	**92,969,101**	**139,040**	**92,617,979**
Totaux, 1932[1]	**35,264**	**15,216,213**	**35,768**	**15,879,943**	**124,314**	**87,132,395**	**124,982**	**86,528,873**
Totaux, 1933[1]	**31,551**	**12,714,054**	**31,957**	**13,791,599**	**114,204**	**79,733,836**	**114,795**	**79,614,830**
Totaux, 1934[1]	**28,328**	**12,718,566**	**28,660**	**14,460,952**	**114,744**	**82,852,056**	**115,459**	**83,540,109**
Totaux, 1935[1]	**26,943**	**14,772,884**	**26,874**	**14,602,087**	**116,803**	**86,431,178**	**117,203**	**85,976,827**
Totaux, 1936[1]	**29,548**	**14,472,022**	**29,425**	**14,998,858**	**122,192**	**86,347,134**	**123,386**	**85,971,350**
Totaux, 1937[1]	**31,624**	**15,564,121**	**31,759**	**16,074,614**	**130,005**	**92,683,016**	**130,634**	**93,324,902**
Totaux, 1938[2]	**16,175**	**14,181,280**	**15,958**	**14,364,168**	**118,119**	**90,074,889**	**119,078**	**90,025,990**
Totaux, 1939[2]	**16,101**	**13,421,245**	**16,777**	**15,008,129**	**116,987**	**90,161,573**	**117,792**	**90,236,023**
1940								
Ile du Prince-Edouard	Nil	-	Nil	-	567	221,655	576	223,879
Nouvelle-Ecosse	"	-	"	-	18,804	15,083,373	19,174	14,673,344
Nouveau-Brunswick	"	-	"	-	10,858	3,511,678	10,915	3,488,015
Québec	2,117	1,121,500	1,907	960,264	15,713	15,941,088	15,769	15,952,611
Ontario[2]	13,451	12,013,105	13,524	12,863,002	25,509	27,574,695	25,281	27,731,785
Manitoba	Nil	-	Nil	-	11	18,890	11	18,890
Colombie Britannique	4	5	4	5	52,845	28,574,219	53,606	28,616,164
Yukon	21	7,821	21	7,821	146	102,030	146	102,040
Totaux, 1940	**15,593**	**13,142,431**	**15,456**	**13,831,092**	**124,453**	**91,027,628**	**125,478**	**90,806,728**

[1] Les chiffres de l'Ontario et les totaux de "navires fluviaux des eaux internationales" et les "totaux" comprennent le passage par ferry-boat à Sarnia; les "entrées" et les "sorties" sont de: 13,180 navires et 1,415,612 tonnes pour 1934; 13,444 navires et 1,433,031 tonnes pour 1935; 14,583 navires et 1,620,820 tonnes pour 1936; et 15,217 navires et 1,678,272 tonnes pour 1937. Les déductions correspondantes pour les années antérieures ne sont pas établies. [2] Le service de ferry-boats à Sarnia a été discontinué en 1938. Voir renvoi 1.

Sous-section 2.—Trafic des canaux

Comme les canaux canadiens sont ouverts aux navires et au trafic de tous les pays à des conditions égales, les Etats-Unis détiennent une partie importante du trafic total passant par certains canaux, spécialement par le canal maritime Welland. C'est ce qu'indiquent les tableaux **25** et **28**. Le rapport annuel sur les Statistiques des Canaux, publié par le Bureau Fédéral de la Statistique, fournit des détails plus complets sur le trafic des canaux.

25.—Trafic de tous les canaux canadiens, par nationalité des navires et provenance des cargaisons, saisons de navigation 1929-40

NOTA.—Les chiffres comprennent des doubles emplois quand les cargaisons passent par deux canaux ou plus. Pour le trafic des canaux canadiens de 1886 à 1899, voir l'Annuaire du Canada de 1902, p. 402; pour les chiffres de 1900-10, voir l'Annuaire de 1933, p. 709 et pour les chiffres de 1911-28, p. 730 de l'Annuaire de 1938.

Saison	Nationalité du navire				Provenance de la cargaison				
	Canadienne		Américaine[1]		Canada		Etats-Unis		Totaux
	Nombre	Tonnage enregistré	Nombre	Tonnage enregistré	Tonnes	P.c. du total	Tonnes	P.c. du total	Tonnes
1929..	25,917	13,741,071	2,400	2,323,351	9,689,718	70·7	4,009,929	29·3	13,699,647
1930..	24,100	14,489,045	2,063	1,684,576	10,955,113	74·0	3,848,221	26·0	14,803,334
1931..	25,830	15,869,553	1,821	1,749,231	11,433,737	70·6	4,755,337	29·4	16,189,074
1932..	19,854	15,255,970	2,061	2,681,078	13,242,773	73·7	4,717,877	26·3	17,960,650
1933..	21,364	15,225,022	2,200	3,045,876	12,724,925	67·8	6,055,564	32·2	18,780,489
1934..	22,217	14,766,837	2,044	2,969,981	10,813,922	59·8	7,255,330	40·2	18,069,252
1935..	23,822	15,290,797	2,035	2,578,091	11,187,082	61·5	7,018,907	38·5	18,205,989
1936..	25,251	17,085,749	2,708	3,208,829	13,465,460	62·7	8,033,356	37·3	21,468,816
1937..	24,669	17,904,774	2,869	3,526,939	11,911,241	51·0	11,439,759	49·0	23,351,000
1938..	25,365	19,803,447	2,373	2,932,799	12,988,349	52·7	11,648,113	47·3	24,636,462
1939..	24,768	18,240,632	2,757	3,095,648	14,150,305	60·5	9,240,772	39·5	23,391,077
1940..	23,646	18,513,994	3,194	4,056,089	12,257,336	53·6	10,613,217	46·4	22,870,553

[1] Les chiffres comprennent un petit pourcentage de vaisseaux d'autres pays étrangers.

26.—Tonnage du trafic, par canal et par catégorie de marchandises, saisons de navigation 1939 et 1940

NOTA.—Les chiffres comprennent les doubles emplois quand les cargaisons passent par deux canaux ou plus.

Année et canal	Produits agricoles	Produits animaux	Produits des manufactures	Produits forestiers	Produits miniers	Totaux
1939	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
Sault-Ste-Marie	1,683,943	215	642,721	210,152	238,738	2,775,769
Welland (maritime)	3,848,643	1,914	2,742,840	448,716	4,685,440	11,727,553
Fleuve St-Laurent	3,104,168	4,496	2,205,787	580,317	2,445,397	8,340,165
Rivière Richelieu	719	50	78,923	5,483	26,502	111,677
St-Pierre	5,672	1,246	7,178	48,521	16,398	79,015
Murray	75	64	865	650	2,053	3,707
Rivière Ottawa	Nil	Nil	104,059	6,527	191,085	301,671
Rideau	"	"	168	1,486	355	2,009
Trent	96	22	1,231	6,698	20,938	28,985
St. Andrews	80	1,575	6,340	12,256	275	20,526
Totaux, 1939	**8,643,396**	**9,582**	**5,790,112**	**1,320,806**	**7,627,181**	**23,391,077**
1940						
Sault-Ste-Marie	1,062,737	1,752	658,698	122,906	108,637	1,954,730
Welland (maritime)	2,789,217	1,647	3,672,510	445,982	5,997,118	12,906,474
Fleuve St-Laurent	2,015,266	1,190	2,014,490	606,173	2,842,498	7,479,617
Rivière Richelieu	Nil	226	68,116	3,257	43,222	114,821
St-Pierre	7,184	772	10,639	19,247	16,809	54,651
Murray	Nil	Nil	935	Nil	Nil	935
Rivière Ottawa	"	"	101,932	2,284	213,196	317,412
Rideau	8	2	219	473	608	1,310
Trent	75	3	553	3,873	19,320	23,824
St. Andrews	Nil	1,978	5,210	9,481	110	16,779
Totaux, 1940	**5,874,487**	**7,570**	**6,533,302**	**1,213,676**	**9,241,518**	**22,870,553**

27.—Principales denrées transportées par les canaux canadiens, saisons de navigation 1936-40

NOTA.—Les chiffres comprennent des doubles emplois quand les cargaisons passent par deux canaux ou plus.

Denrée	1936	1937	1938	1939	1940	Augmentation (+) ou diminution (−) en 1940
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
Orge	494,500	755,081	1,308,679	690,097	379,282	−310,815
Maïs	381,248	1,823,211	3,900,997	501,758	1,023,990	+522,232
Avoine	317,507	258,269	343,740	329,232	118,419	−210,813
Seigle	112,487	245,119	179,995	112,445	43,914	−68,531
Graine de lin	110,056	222,791	80,720	89,999	91,318	+1,319
Blé	5,444,009	4,119,942	5,474,382	5,662,574	3,479,938	−2,182,636
Autres grains	114,954	73,106	122,883	314,294	17,144	−297,150
Farine	773,152	597,823	671,940	774,438	582,843	−191,595
Issues de meunerie	78,328	54,196	80,747	145,191	129,603	−15,588
Foin	4,724	3,225	1,521	3,100	1,259	−1,841
Fruits et légumes	3,902	5,441	9,086	15,105	2,120	−12,985
Pommes de terre	2,871	5,263	4,970	5,163	4,657	−506
Volaille, gibier et poisson	5,024	6,105	3,106	4,625	3,164	−1,461
Viandes préparées	2,105	97	65	440	324	−116
Autres salaisons	1,906	2,908	454	435	1,752	+1,317
Autres produits animaux	4,820	4,429	2,516	4,082	2,330	−1,752
Instruments agricoles	8,763	12,660	17,643	15,293	10,581	−4,712
Ciment, brique, chaux	41,939	29,578	23,327	39,843	44,183	+4,340
Fer en gueuses et blooms	14,631	142,213	31,313	106,934	302,194	+195,260
Fer et acier, autres	291,913	338,843	227,653	416,377	557,345	+140,968
Gazoline	1,088,885	1,138,041	1,190,050	1,181,078	1,123,241	−57,837
Pétroles et autres huiles	849,458	970,788	964,382	1,256,990	2,285,174	+1,028,184
Sucre	308,308	256,485	304,345	252,983	239,288	−13,695
Sel	74,127	102,767	124,379	108,705	118,314	+9,609
Vins, liqueurs et bières	16,161	15,447	14,125	13,861	20,945	+7,084
Papier	406,828	515,668	378,551	459,754	473,738	+13,984
Pulpe de bois	799,192	606,836	445,549	372,933	93,717	−279,216
Automobiles et pièces	59,033	81,731	54,885	64,561	53,125	−11,436
Bois à pulpe	1,388,154	1,331,699	1,154,710	1,236,842	1,119,937	−116,905
Billots, poteaux, pieux, etc	32,992	6,963	4,269	16,526	6,819	−9,707
Bois de chauffage	6,685	5,810	16,062	9,487	5,220	−4,267
Bois de sciage et douves	60,707	55,779	51,801	56,501	80,896	+24,395
Autres bois	7,245	1,693	3,048	1,450	804	−646
Charbon dur	380,910	266,193	357,301	288,283	351,451	+63,168
Charbon mou	4,339,090	5,617,723	4,200,872	5,672,094	6,787,355	+1,115,261
Coke	406,142	336,733	232,882	287,990	400,291	+112,301
Minerai de cuivre	12,559	5,061	11,511	22,517	9,224	−13,293
Minerai de fer	863,632	1,077,709	642,253	699,951	799,305	+99,354
Autres minerais	214,876	215,227	131,898	174,846	234,856	+60,010
Sable, etc	388,444	453,970	475,426	481,500	659,036	+177,536
Toutes autres marchandises	1,556,549	1,588,377	1,392,426	1,500,800	1,211,457	−289,343
Totaux	**21,468,816**	**23,351,000**	**24,636,462**	**23,391,077**	**22,870,553**	**−520,524**

28.—Trafic des canaux, par direction et origine, saisons de navigation 1939 et 1940

NOTA.—Les chiffres comprennent les doubles emplois là ou les cargaisons passent par deux canaux ou plus.

Année et canal	De ports canadiens à ports canadiens		De ports canadiens à ports des Etats-Unis[1]		De ports des Etats-Unis à ports des Etats-Unis[1]		De ports des Etats-Unis à ports canadiens	
	En mont.	En desc.	En mont.	En desc.	En mont.	En desc.	En mont.	En desc.
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
1939								
Sault-Ste-Marie	478,439	1,557,359	18,520	369,480	31,153	66,403	197,941	56,474
Welland(maritime)	1,206,991	3,645,411	587,184	366,508	426,889	618,953	31,040	4,844,577
St-Laurent	2,744,541	3,223,880	559,269	52,558	156,849	114,722	32,429	1,455,917
Richelieu	39,747	1,842	42,384	Nil	Nil	Nil	Nil	27,704
St-Pierre	15,204	63,811	Nil	"	"	"	"	Nil
Murray	2,943	764	"	"	"	"	"	"
Rivière Ottawa	129,459	152,145	"	20,067	"	"	"	"
Rideau	1,512	497	"	Nil	"	"	"	"
Trent	7,061	21,924	"	"	"	"	"	"
St. Andrews	14,339	6,187	"	"	"	"	"	"
Totaux, 1939	**4,640,236**	**8,673,820**	**1,207,357**	**808,613**	**614,891**	**800,078**	**261,410**	**6,384,672**
1940								
Sault-Ste-Marie	404,952	1,144,835	5,561	227,599	14,581	24,524	101,018	31,660
Welland(maritime)	1,069,569	2,922,236	400,685	292,663	314,709	617,649	17,824	7,271,139
St-Laurent	2,181,923	2,650,336	475,955	17,765	2,902	4,380	23,195	2,123,161
Richelieu	2,940	5,224	40,182	Nil	Nil	Nil	Nil	66,475
St-Pierre	17,780	36,839	Nil	32	"	"	"	Nil
Murray	180	755	"	Nil	"	"	"	"
Rivière Ottawa	145,137	154,170	"	18,105	"	"	"	"
Rideau	839	471	"	Nil	"	"	"	"
Trent	4,016	19,808	"	"	"	"	"	"
St. Andrews	11,977	4,802	"	"	"	"	"	"
Totaux, 1940	**3,839,313**	**6,939,476**	**922,383**	**556,164**	**332,192**	**646,553**	**142,037**	**9,492,435**

Année et canal	Trafic total par direction		Origine de la cargaison		Totaux	Augmentation (+) ou diminution (−) sur l'année précédente
	En montant	En descendant	Canada	Etats-Unis[1]		
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
1939						
Sault-Ste-Marie	726,053	2,049,716	2,403,388	372,381	2,775,769	+507,413
Welland (maritime)	2,252,104	9,475,449	5,419,825	6,307,728	11,727,553	−901,501
St-Laurent	3,493,088	4,847,077	5,808,933	2,531,232	8,340,165	−896,153
Richelieu	82,131	29,546	83,973	27,704	111,677	+16,980
St-Pierre	15,204	63,811	79,015	Nil	79,015	+17,541
Murray	2,943	764	3,707	"	3,707	+1,360
Ottawa	129,459	172,212	299,944	1,727	301,671	+1,978
Rideau	1,512	497	2,009	Nil	2,009	+386
Trent	7,061	21,924	28,985	"	28,985	+6,752
St. Andrews	14,339	6,187	20,526	"	20,526	−141
Totaux, 1939	**6,723,894**	**16,667,183**	**14,150,305**	**9,240,772**	**23,391,077**	**−1,245,385**
1940						
Sault-Ste-Marie	526,112	1,428,618	1,782,947	171,783	1,954,730	−821,039
Welland (maritime)	1,802,787	11,103,687	4,685,153	8,221,321	12,906,474	+1,178,921
St-Laurent	2,683,975	4,795,642	5,325,979	2,153,638	7,479,617	−860,548
Richelieu	43,122	71,699	48,346	66,475	114,821	+3,144
St-Pierre	17,780	36,871	54,651	Nil	54,651	−24,364
Murray	180	755	935	"	935	−2,772
Ottawa	145,137	172,275	317,412	"	317,412	+15,741
Rideau	839	471	1,310	"	1,310	−699
Trent	4,016	19,808	23,824	"	23,824	−5,161
St. Andrews	11,977	4,802	16,779	"	16,779	−3,747
Totaux, 1940	**5,235,925**	**17,634,62**	**12,257,336**	**10,613,217**	**22,870,553**	**−520,524**

[1] Les chiffres des Etats-Unis comprennent un faible pourcentage de ports d'autres pays étrangers.

Les chiffres des tableaux **25-28** comprennent des doubles-emplois quand il s'agit des mêmes cargaisons passant par deux canaux et plus. Par contre, le tableau **29** élimine ces doubles-emplois du trafic passant par les canaux du St-Laurent, le canal maritime Welland et les écluses canadiennes du Sault-Ste-Marie. Ce trafic s'élève à 3,988,022 tonnes.

Le grain transbordé à la Baie Georgienne, sur le lac Erié, ou autres ports en amont de Montréal est traité comme une nouvelle cargaison. Comme la majeure partie de ce grain a passé par les écluses canadiennes ou américaines du Sault-Ste-Marie des doubles emplois restent encore dans les données en raison même de ce traitement. Ces doubles emplois ne peuvent être évités dans les calculs des totaux nets des canaux canadiens, parce qu'il est impossible de vérifier si le grain rechargé à Port-Colborne ou tout autre port de transbordement a passé par les écluses canadiennes ou américaines du Sault-Ste-Marie.

29.—Trafic-marchandise passant par les canaux St-Laurent, maritime Welland et Sault-Ste-Marie, 1949

Canaux employés	En amont	En aval	Total
Trafic passant par les canaux canadiens	tonnes	tonnes	tonnes
St-Laurent seulement	1,700,823	2,473,654	4,174,477
St-Laurent et Welland (canal maritime)	899,228	1,940,809	2,840,037
St-Laurent, Welland et Sault Ste-Marie	83,924	381,179	465,103
Canal maritime Welland seulement	684,219	6,272,872	6,957,091
Canal maritime Welland et Sault Ste-Marie	135,416	2,508,827	2,644,243
Sault-Ste-Marie seulement	342,806	929,042	1,271,848
Totaux, trafic passant par les canaux canadiens	**3,846,416**	**14,506,383**	**18,352,799**
Trafic passant par les canaux des Etats-Unis			
Trafic passant par les écluses américaines au Sault-Ste-Marie et ayant passé par le canal maritime Welland et les canaux du St-Laurent	36,034	2,390,430	2,426,464
Ecluses américaines au Sault-Ste-Marie seulement	12,234,071	73,242,407	85,476,478
Totaux, écluses américaines au Sault-Ste-Marie	**12,270,105**	**75,632,837**	**87,902,942**

Canal de Panama.*—Ouvert à la navigation commerciale le 15 août 1914, le canal de Panama est destiné à rendre de grands services aux ports de la Colombie Britannique, d'où partent toute l'année des navires allant directement, soit en Grande-Bretagne, soit dans les ports de l'Europe continentale. Cette route océanique, qui s'ajoute à nos chemins de fer transcontinentaux, est d'une importance vitale dans la solution des grands problèmes de transport du continent et, bien que son influence ne soit peut-être que latente, elle n'en contribue pas moins à maintenir à un niveau raisonnable les tarifs de transport transcontinental. Pendant la guerre de 1914–1918, les grands espoirs que l'on fondait sur le canal de Panama ne se sont pas réalisés à cause de la disette de navires, mais depuis la baisse d'après-guerre des tarifs océaniques, on constate un accroissement de trafic entre nos ports du Pacifique et l'Europe; quoique les navires canadiens ne bénéficient que d'une part minime de ce trafic, leur tonnage a néanmoins atteint des proportions considérables.

L'importance plus grande de cette route comme moyen de communication des ports du Pacifique à ceux de l'Atlantique est illustrée au tableau **30** par le volume plus grand de marchandises en provenance des ports de l'Ouest que des ports de l'Est, et le volume plus grand de marchandises destinées aux ports canadiens de l'Est qu'aux ports de l'Ouest. Les cargaisons strictement canadiennes allant d'un

* Chiffres et revisions fournis par le gouverneur de la zone du canal de Panama.

littoral canadien à l'autre au cours de la dernière année se totalisent à 46,116 tonnes longues, comparativement à 103,291 tonnes longues en 1939.

La guerre en septembre 1939 a réduit davantage la navigation marchande ordinaire des pays belligérants. Il est probable que dans les circonstances les chemins de fer transcontinentaux ont absorbé une partie du trafic qui passait auparavant par le canal de Panama.

En ce qui concerne le trafic global selon la nationalité des vaisseaux et des cargaisons, les vaisseaux des Etats-Unis ont transporté 12,384,617 tonnes ou 45·4 p.c. de tout le fret de 27,299,016 tonnes qui ont passé par le canal de Panama au cours de l'année terminée le 30 juin, 1940. Les vaisseaux anglais en ont transporté 5,182,351 tonnes ou 18·9 p.c.; les vaisseaux norvégiens, 2,905,772 tonnes ou 10·6 p.c., et les vaisseaux japonais, 1,863,619 tonnes ou 6·8 p.c. Les répercussions de la guerre sont évidentes dans la distribution selon la nationalité. Le fret transporté par les vaisseaux des Etats-Unis augmente de 35·6 p.c. en 1939, tandis que celui transporté par les vaisseaux anglais et norvégiens diminue. Depuis les deux premiers mois de l'année fiscale terminée le 30 juin 1940, les statistiques du trafic sur les cargos allemands ont complètement disparu.

30.—Trafic des ports canadiens de l'Est et de l'Ouest par le canal de Panama, années terminées le 30 juin 1929-40

NOTA.—Les chiffres de 1921-28 paraissent à la page 734 de l'Annuaire de 1938.

Année	Départ		Destination	
	Littoral canadien du Pacifique	Littoral canadien de l'Atlantique	Littoral canadien du Pacifique	Littoral canadien de l'Atlantique
	tonnes longues	tonnes longues	tonnes longues	tonnes longues
1929	2,650,646	221,128	266,433	539,767
1930	1,968,966	185,776	267,282	556,562
1931	2,307,257	137,756	271,621	492,532
1932	2,383,211	89,443	167,855	529,317
1933	2,896,162	121,875	134,511	328,038
1934	2,201,180	196,204	189,227	498,706
1935	2,490,203	248,658	176,698	547,974
1936	2,705,567	298,884	223,174	506,673
1937	2,780,243	379,783	240,221	589,011
1938	1,962,220	391,906	213,781	398,710
1939	2,873,452	348,410	163,526	296,881
1940	2,272,450	313,118	185,540	108,648

31.—Trafic du Canal de Panama, années terminées le 30 juin 1929-40

NOTA.—Les chiffres de 1915 à 1928 sont donnés à la page 735 de l'Annuaire de 1938.

Année	De l'Atlantique au Pacifique		Du Pacifique à l'Atlantique		Trafic total	
	Vaisseaux	Cargaisons	Vaisseaux	Cargaisons	Vaisseaux	Cargaisons
	nomb.	tonnes longues	nomb.	tonnes longues	nomb.	tonnes longues
1929	3,279	9,873,529	3,010	20,774,239	6,289	30,647,768
1930	3,051	9,472,061	2,976	20,546,368	6,027	30,018,429
1931	2,717	6,670,718	2,653	18,394,565	5,370	25,065,283
1932	2,273	5,631,717	2,089	14,167,269	4,362	19,798,986
1933	2,184	4,507,070	1,978	13,654,095	4,162	18,161,165
1934	2,753	6,162,649	2 481	18,541,360	5,234	24,704,009
1935	2,676	7,529,721	2,504	17,779,806	5,180	25,309,527
1936	2,770	8,249,899	2,612	18,256,044	5,382	26,505,943
1937	2,865	9,895,632	2,522	18,212,743	5,387	28,108,375
1938	2,946	9,688,560	2,578	17,697,364	5,524	27,385,924
1939	3,146	9,011,267	2,757	18,855,360	5,903	27,866,627
1940	2,763	9,819,600	2,607	17,479,416	5,370	27,299,016

Sous-section 3.—Trafic dans les ports

Le trafic-marchandises dans un grand port revêt diverses formes. Le mouvement outre-mer, c'est-à-dire le fret chargé dans les ou déchargé des navires océaniques constitue souvent une partie étonnamment infime du trafic global. D'ordinaire le mouvement de va-et-vient du trafic par navires côtiers l'emporte en volume. Il y a ensuite le mouvement "en transit" des vaisseaux qui passent dans les ports sans faire de chargement ou de déchargement. Enfin il y a le mouvement d'un endroit à un autre dans les limites du même port, lequel, en plusieurs cas, constitue un total plus élevé que tout autre. Il est impossible d'obtenir des statistiques sur le fret global manutentionné dans tous les ports du Canada, étant donné que plusieurs d'entre eux ne sont pas importants et n'ont pas le personnel nécessaire pour compiler un relevé détaillé de ce manutentionnement. Toutefois, la cargaison des navires océaniques chargés et déchargés dans les principaux ports des provinces est indiquée au tableau **23.** Des statistiques semblables des cargaisons transportées par les navires qui font du cabotage ou de la navigation internationale intérieure ne sont pas connues. La Commission des Ports Nationaux administre un certain nombre des principaux ports du Canada. Elle a publié pour les années 1936 à 1939 un relevé des principales denrées transportées par eau et manutentionnées dans les ports qui sont sous sa juridiction. Ce relevé pour 1939 paraît aux pp. 720–21 de l'Annuaire de 1940. A cause de la guerre, la publication des statistiques ultérieures a été suspendue.

PARTIE V.—AVIATION*

L'aviation, telle que traitée dans cette partie de l'Annuaire, se limite aux opérations civiles; l'activité et l'organisation militaires sont traitées sous la rubrique Défense Nationale (voir "Aéronautique" dans l'index).

L'avion est un moyen de transport rapide et commode pour les voyageurs et les machandises, surtout dans les régions éloignées et peu habitées où autrement le transport serait lent et très dispendieux. De même, il offre un moyen pratique et peu coûteux d'obtenir des renseignements sur le développement et la conservation des ressources naturelles dans divers endroits du Canada où tout autre moyen serait dispendieux au point d'en être prohibitif. Depuis l'inauguration de la route aérienne transcanadienne, le transport des voyageurs, des matières postales et de la messagerie par voie des airs a augmenté entre les principaux centres de population du Canada et des Etats-Unis. Les lignes aéropostales et de transport aérien de même que les services commerciaux étendent sans cesse le champ de leurs opérations et de leur utilité.

Section 1.—Histoire et administration

Sous-section 1.—Evolution de l'aviation au Canada

Esquisse historique.—Un bref exposé historique de l'évolution de l'aviation au Canada paraît aux pages 737–740 de l'Annuaire de 1938.

Route aérienne transcanadienne.—Un article descriptif à ce sujet paraît aux pp. 722–725 de l'Annuaire de 1940.

Service aérien transatlantique.—Les efforts accomplis pour établir un service aérien entre le Canada, les Etats-Unis et les Iles Britanniques en passant par Terre-Neuve jusqu'au début des hostilités sont décrits aux pp. 725–726 de l'Annuaire de 1940. Les services aériens transatlantiques sont maintenus entre les Etats-Unis via les Bermudes et les Açores et Lisbonne.

* Les renseignements portant sur la description et l'administration ont été préparés d'après les données fournies par J. A. Wilson, contrôleur de l'Aviation civile, Ministère des Transports, et les statistiques ont été compilées par G. S. Wrong, B.Sc., chef de la Branche des Transports et Utilités Publiques du Bureau Fédéral de la Statistique.

AVIATION CIVILE D'AVANT-GUERRE ET PROGRAMME DE DEFENSE

PROGRÈS IMPORTANTS AVANT LA GUERRE

Aéroports municipaux et aéroclubs.—Un mouvement fut lancé en 1928 au Canada en faveur des aéroclubs dans le but premier de maintenir l'intérêt public dans l'aviation et de préparer une réserve de pilotes et de mécaniciens en cas de nécessité. Vingt-deux clubs attachés aux principaux centres de population ont été fondés depuis cette époque. Chaque club doit s'engager à entretenir un aéroport tel que spécifié dans l'engagement et ces aéroports sont devenus autant de centres d'activité aérienne. Environ 2,800 pilotes ont été formés dans ces clubs depuis 1928. Les clubs et écoles privés ont accompli aussi une forte somme de travail de formation, et au cours des dix années qui ont précédé la guerre, 5,400 pilotes et 1,300 ingénieurs y ont obtenu leurs permis. Un grand nombre de ces pilotes ont été absorbés par la R.A.F. et chaque année un certain nombre de permis n'ont pas été renouvelés, mais somme toute, une réserve d'une valeur immense a été formée.

En plus de l'encouragement accordé aux aéroclubs, les pionniers de l'aviation civile au Canada ont eu la prévoyance de stimuler aussi la construction, avec l'aide du Gouvernement, d'aéroports municipaux dans le voisinage des municipalités urbaines dans toutes les parties du Canada. Plusieurs de ces aéroports ont été utilisés par les aéroclubs et plus tard ils ont formé les points stratégiques de la route aérienne transcanadienne et, avec l'aide du Gouvernement, ont été aménagés conformément aux exigences d'un tel réseau.

Rien n'illustre mieux la relation étroite entre chaque industrie et les connaissances technologiques et scientifiques que l'aviation. Elle ne peut exister par elle-même. L'avionneur dépend des industries métallurgiques pour un grand nombre d'alliages spéciaux; de la production massive de certains genres et de certaines qualités de bois; des industries chimiques pour les carburants, les lubrifiants et les matières plastiques perfectionnés; et d'une multitude d'industries de génie pour les instruments et les dispositifs électriques de grande précision et non moins compliqués. La conduite des avions de nos jours exige les données d'un service météorologique perfectionné; la radio et autres aides à la navigation en même temps que les techniciens pour les faire fonctionner; des établissements de mise au point pour l'entretien de l'outillage de vol; un éclairage spécial des aéroports et un outillage d'entretien; des cartographes et une foule d'autres spécialistes aussi bien que de pilotes, d'ingénieurs, d'expéditeurs et un personnel entier formé et outillé pour le transport sûr et rapide des passagers et des matières postales par la voie des airs. Grâce au travail fondamental accompli en temps de paix, la mise sur pied de temps de guerre est relativement facile. Sans quoi, il faudrait y consacrer de longues et précieuses années. L'armée de l'air dépend autant de l'aviation civile de temps de paix que la marine de guerre de la marine marchande.

L'aviation civile au Canada a posé une bonne partie des assises sur lesquelles reposent notre effort de guerre actuel. La formation des pilotes, des mécaniciens et des ingénieurs de l'air constitue un apport indirect tandis que la construction d'aéroports perfectionnés et le recrutement d'un personnel de spécialistes dans la construction et l'entretien des aéroports constituent un apport beaucoup plus direct.

Aviation commerciale dans le nord.—Le trait caractéristique le plus important de l'aviation civile à ses débuts au Canada a été d'établir un service aérien dans les régions du nord. En plus de préparer les pilotes et les mécaniciens aux problèmes particuliers de ce climat, elle a contribué précieusement à l'établissement de nouvelles routes aériennes et à l'exploration de nouveaux territoires. Les expériences pratiquées sur de nouveaux genres de flotteurs et de skis ont été aussi d'une valeur considérable. Elle a rendu de non moins grands services en offrant un débouché à l'avionnerie canadienne qui avait dû lutter désespérément pour se maintenir durant la dépression. L'encouragement à l'avionnerie au Canada constitue peut-être une politique judicieusement établie du Gouvernement, mais sans la demande de ces diverses sources civiles, il est difficile de dire combien de compagnies auraient pu survivre.

Route aérienne Trans-Canada.—Le Canada a sensiblement amélioré sa position dans le domaine de l'aviation en se dotant d'une chaîne d'aéroports de première classe à des intervalles de 100 milles ou moins, reliant tous les principaux centres de la population et s'étendant d'une côte à l'autre. Grâce à ces aéroports, tout avion muni de roues peut maintenant traverser le pays en tout temps de l'année, de jour ou de nuit. Pour bien saisir toute l'importance de cette chaîne d'aéroports pour l'aviation canadienne en général et pour le problème de la défense en particulier, il importe de rappeler qu'entre North Bay et Winnipeg, il existe une région d'environ 1,000 milles de largeur de pays sauvage, rugueux et non colonisé, à un point que la construction d'aéroports n'a pu y être entreprise qu'au prix de très grandes difficultés. Le pays, en majeure partie boisé et parsemé de lacs et de muskeg, est très propice aux avions munis de flotteurs ou de patins mais non aux avions munis de roues. Même avec les appareils voulus, la traversée de cette région constituait autrefois toute une aventure en raison des dispositions qu'il fallait prendre au préalable pour les caches de carburant, d'huile et autres fournitures. La plus grande difficulté toutefois était l'absence de tout service météorologique fiable ou d'aides à la navigation et il n'était pas rare qu'un avion restât échoué pendant des jours sur quelque lac du nord, attendant le beau temps pour continuer sa route. Pour traverser cette partie du pays à cette époque, il était nécessaire de munir l'avion de flotteurs ou de patins, selon la saison, et survoler la brousse et les muskegs au nord du lac Supérieur ou passer au sud de la frontière si l'avion était d'un genre ne pouvant s'adapter à des flotteurs ou à des patins—les avions modernes très rapides ne peuvent facilement être munis de flotteurs ou de patins. Une troisième alternative à laquelle on recourait souvent, était de démonter l'avion, le mettre dans une caisse et l'expédier par chemin de fer à l'endroit voulu. Les embarras causés par la région sauvage et déserte qui sépare l'Est de l'Ouest constituaient une menace sérieuse que la construction d'aéroports a fait disparaître.

Services radiotélégraphique et météorologique.—Un système de zonage radiophonique a été établi pour le service de ces aéroports, ce qui permet d'accomplir des envolées en toute sécurité par mauvais temps. Ce qui n'est pas moins important, un personnel de météorologistes a été formé pour donner toutes les indications et pronostics atmosphériques de nature à aider les pilotes. Des cartes météorologiques sont préparées à toutes les six heures dans les bureaux de la Division Météorologique, Ministère des Transports, à Halifax, Montréal, Toronto, Winnipeg,

Lethbridge et Vancouver d'après les observations relevées simultanément sur tout le continent de l'Amérique Septentrionale et transmises à ces points stratégiques par télétype. En outre, des observations sont faites à toutes les heures à chacune des 42 stations échelonnées le long de la route aérienne transcanadienne. Les pronostics préparés d'après ces observations sont transmis par les postes de radio de la zone à toutes les heures pour le bénéfice des pilotes. Les endroits éloignés de la route sont desservis par les postes radiophoniques du Gouvernement qui donnent les indications et pronostics atmosphériques nécessaires. Ce service a fortement contribué à rendre plus sûre la navigation aérienne de tous genres au Canada.

Génie aéronautique et d'éclairage.—En marge de la construction d'aéroports avant la guerre, un organisme a été mis sur pied devant s'occuper du travail de génie nécessité par leur construction et leur entretien. Cet organisme, disposant de nombreuses années d'expérience dans le choix des sites et la construction des aéroports, a été mis à la disposition du Ministère de la Défense Nationale lorsque la guerre éclata en septembre 1939.

L'avènement de nouveaux types d'avions lourds à grande vitesse a déterminé de profondes transformations dans la construction des aéroports au cours des quatre ou cinq années qui ont précédé la guerre. Avant cette époque, un champ plus ou moins uni recouvert de gazon pouvait servir d'aéroport. Avec les nouveaux avions plus lourds et plus rapides, il a fallu construire des pistes de décollage à surface dure et mesurant jusqu'à 4,000 pieds de longueur. Pour maintenir les horaires, il a fallu éclairer les aéroports pour le vol de nuit, travail qui nécessita force expérience. L'ancien système d'éclairage par projecteurs, ne donnant plus satisfaction, fut finalement remplacé par des lampes à contact avec réflecteurs projetant toute la lumière sur la piste et installées près du sol de chaque côté de celle-ci. L'hiver, ces lampes se recouvraient de neige et il fallut leur substituer des unités mobiles à fil prolongateur. Comme résultat de ces expériences, les aéroports modernes sont maintenant éclairés au moyen de phares limitrophes, de lumières éclairant les obstructions, de phares tournants et sacs à vent illuminés, et de lumières de répérage et à contact, ces dernières étant interchangeables pour usage d'hiver et d'été.

Entretien en hiver.—L'entretien des aéroports de première classe au Canada durant les mois d'hiver a suscité de multiples problèmes. Puisque l'avion rapide ne peut faire usage de patins, il est évident que la neige des pistes doit être roulée ou déblayée. Il fut constaté cependant que le problème variait avec la localité. Certaines régions du nord du Canada ont tant de neige que le déblayage n'est pas possible; d'autres sont tellement humides que le roulage ne donne pas satisfaction. Graduellement le pays a été divisé en zones et chaque zone aménagée en particulier selon les conditions locales. Toutes les difficultés n'ont pas été aplanies mais les méthodes actuelles donnent des résultats passablement satisfaisants.

Cartes de navigation aérienne.—Le perfectionnement du réseau aérien transcontinental a fait comprendre la nécessité de préparer un service uniforme de cartes aériennes embrassant tout le parcours de la route et indiquant tous les principaux centres du sud du pays où la navigation aérienne se pratique. Ce travail a été entrepris par le Service Hydrographique et Cartographique, Branche des Levers et du Génie, Ministère des Mines et Ressources, en collaboration avec le Ministère

des Transports. Comme résultat, il est maintenant possible de voler d'une côte à l'autre d'après des cartes uniformes. Autrefois, le pilote devait recourir à une multitude de cartes tracées d'après des échelles différentes et qu'il lui fallait interpréter.

Exploitation expérimentale.—L'organisation de la compagnie des Lignes Aériennes Trans-Canada a servi le double objet de répondre à une demande de transport aérien rapide à travers le Canada et d'éprouver les service auxiliaires et les facilités auxquels il avait fallu pourvoir. Les ateliers de la compagnie à Winnipeg ont de beaucoup le meilleur outillage d'expérimentation, de mise au point et de calibrage des instruments au Canada, de sorte que leur contribution dans ce sens a été très précieuse.

Non moins précieux a été le concours d'un certain nombre de compagnies d'aviation commerciale privées qui sont outillées pour la revision des avions et des moteurs d'avion. Dans plusieurs cas, ces outillages de revision ont été augmentés pour répondre à la demande croissante de facilités de réparation, de sorte qu'ils occupent une place essentielle dans l'armature industrielle nécessaire au bon fonctionnement du Programme de Formation des Aviateurs du Commonwealth Britannique.

Contribution au programme de défense aérienne

Le Canada a été choisi comme base du Programme de Formation des Aviateurs du Commonwealth Britannique pour plusieurs raisons dont les plus importantes sont son immunité contre les attaques; sa situation géographique centrale par rapport aux autres unités de l'Empire; sa proximité de la plus grande source de ravitaillement du monde, les Etats-Unis; sa belle tradition dans le domaine de l'aviation tant dans la guerre de 1914–18 que subséquemment dans l'aviation civile, et en raison aussi des perfectionnements de celle-ci qui assurent un nombre considérable d'aéroports et autres facilités. Grâce à l'encouragement donné à l'aviation, l'attrait de la navigation aérienne pour la jeunesse canadienne en tout temps depuis dix ans a été beaucoup plus marqué que la capacité d'absorption de l'industrie. Ceci a donné lieu à une concurrence acharnée, laquelle, tout en imposant probablement de durs sacrifices aux individus intéressés, augure bien pour tout programme offrant à la jeunesse du Canada un débouché dans l'aviation.

Envergure du programme de formation des aviateurs.—Le premier programme de formation prévoyait la construction de 64 écoles d'aviation. Vingt de celles-ci devaient s'ouvrir en 1940, dont la première en juin; 36 en 1941, et le reste dans la première moitié de 1942. La situation en Europe au printemps et à l'été de 1940 a nécessité l'intensification du programme en même temps qu'il en a sensiblement accéléré le développement.

Des 64 premières écoles, 26 sont élémentaires; 10, des écoles d'observation aérienne; 10, de bombardement et de tir; 2, de navigation aérienne; et 16, d'aviation militaire où les élèves reçoivent une formation intermédiaire et avancée. A chacune de ces dernières, l'installation des divers types d'avions fut si vaste que lorsque l'école fut en plein fonctionnement il fallut recourir à deux aérodromes supplémentaires pour éviter l'encombrement des aérodromes principaux. Le programme exigeait, en conséquence, des aérodromes pour 96 unités; plus tard, ce chiffre fut porté à 124 et on peut s'attendre à de nouvelles expansions.

Organisation pour le développement des aérodromes.—L'organisation du réseau de la Route Aérienne Trans-Canada et les problèmes inhérents qu'il fallut résoudre ont été décrits plus haut. L'utilisation de cette chaîne d'aéroports, construits selon des standards universels et modernes, comme base du programme, était la solution qui s'imposait, et la Division de l'Aviation Civile, à qui en revient le mérite, a été appelée en consultation vers le milieu d'octobre 1939, à l'époque où le programme fut annoncé bien que l'entente définitive au sujet de son envergure et de ses détails n'ait été arrêtée qu'en décembre. Toutefois, peu après que le programme eût été annoncée en octobre, il fut décidé que la Division serait chargée des sites et de la construction des aérodromes nécessaires. La Division entreprit donc de choisir les sites, de surveiller le détail des arpentages et de veiller à ce que les données appropriées soient indiquées sur les plans; d'aider, au besoin, les agents des terres des Chemins de Fer Nationaux à obtenir des options sur le terrain nécessaire, et de conférer avec le personnel des ingénieurs au sujet de la construction effective des aéroports selon la conception de l'aviateur. Tous les plans sont sujets à l'approbation du Comité pour le Développement des Aérodromes, lequel relève du Comité de Surveillance du Programme de Formation des Aviateurs.

La création d'un corps de génie approprié pour mettre en œuvre le programme de construction s'est trouvée simplifiée du fait que la Division disposait déjà d'un personnel d'ingénieurs possédant, dans ce nouveau domaine, de vastes connaissances qui ne peuvent s'obtenir qu'avec l'expérience. Ces ingénieurs veillaient déjà depuis huit ans à la construction de la Route Aérienne Trans-Canada et étaient très familiers avec les conditions et les problèmes qu'ils rencontraient dans les différentes régions du Canada. Mais ce personnel était relativement peu nombreux, de sorte qu'il fut nécessaire d'en élargir sensiblement les cadres. L'envergure du programme et la rapidité avec laquelle il fallait de toute nécessité le réaliser firent comprendre l'opportunité d'en répartir la mise à exécution entre deux organismes aux quartiers généraux afin d'alléger le fardeau des principaux ingénieurs. Comme les ingénieurs de la route aérienne connaissaient à fond les aéroports existants, il fut décidé de leur en confier l'amélioration et tout le travail connexe en vue de leur utilisation en marge du programme. Il fut aussi décidé de créer un nouvel organisme temporaire de génie qui s'occuperait de tous les nouveaux aérodromes. Ce nouvel organisme emprunte les services d'un certain nombre d'ingénieurs principaux du personnel permanent.

Utilisation des aérodromes de la route aérienne.—Les aéroports du réseau Trans-Canada et ceux dont la construction était projetée en vue de son extension s'adaptaient bien aux écoles élémentaires d'aviation et d'aviateurs-observateurs. La route aérienne avait été construite pour le transport civil, mais, lorsque la crise éclata, sa construction fut jugée doublement justifiée. Aucun projet d'une importance plus grande pour la défense nationale n'avait été entrepris depuis la guerre de 1914–18. Comme les sites avaient été soigneusement choisis en prévision des développements futurs, il fut relativement facile à l'Armée de l'Air d'utiliser les aéroports pour les écoles élémentaires d'aviation et d'aviateurs-observateurs. Il fallut tout au plus les niveler davantage et en recouvrir d'herbe les portions qui n'avaient pas encore été terminées, et les doter, au besoin, d'un service de taxi jusqu'aux hangars de l'armée de l'air. L'expérience a démontré que, pour être

utilisable en toutes saisons, un aérodrome doit être aménagé de pistes à surface dure de portée suffisante au printemps et à l'automne. De telles pistes ont été construites à tous les principaux aéroports de la route aérienne.

Une autre contribution de la Route Aérienne Trans-Canada à la défense sur laquelle il convient d'insister derechef, est la facilité de mouvement assurée d'une côte à l'autre par la chaîne d'aéroports aux avions de terre de l'établissement de défense territoriale du C.A.R.C. Sans cette route aérienne, il ne serait pas possible à ces avions de traverser le Canada et les établissements sur les littoraux de l'Atlantique et du Pacifique ne disposeraient d'aucun moyen de raccordement aérien en territoire canadien.

Organisations d'écoles.—Il a déjà été fait mention du mouvement lancé au début en faveur des aéroclubs, et du rôle qu'il a joué dans la formation des pilotes et des mécaniciens. Mais son utilité ne s'arrête pas là. Vingt des 22 clubs ont été appelés à s'occuper de l'organisation des écoles élémentaires d'aviation dans diverses parties du pays, et de beaucoup la majeure partie de la formation élémentaire des novices préparés en vue du Programme de Formation des Aviateurs, leur a été donnée par ces clubs. Un nombre considérable de compagnies d'aviation commerciale ont de même été organisées en écoles devant fournir la formation tant élémentaire qu'avancée en aviation. Les plus grandes compagnies se sont engagées à donner la formation élémentaire en navigation aérienne et le fonctionnement des neuf écoles d'aviateurs-observateurs où cette matière est enseignée relève d'organismes créés par ces compagnies. L'aviation civile complète donc le travail du C.A.R.C. en assumant les phases de la formation aérienne dans lesquelles elle est compétente, et que l'Armée de l'Air, malgré toute l'envergure du programme, ne pourrait encore entreprendre de longtemps.

Conclusion.—C'est un encouragement pour toute l'industrie de l'aviation civile au Canada que de se savoir d'une si grande valeur dans la crise actuelle. La lutte avec les problèmes suscités par la construction des avions, la formation du personnel, l'aménagement et l'éclairage des aéroports, le traitement de la neige en hiver sur les pistes, l'organisation d'un service météorologique, et, finalement, l'incorporation des clubs et des pilotes privés au cœur même du Programme de Formation des Aviateurs du Commonwealth Britannique, constituent une contribution à la défense de l'Empire qui, apparemment, justifie tous les efforts tentés au cours des années d'avant-guerre. Sans cette fondation solide, le fonctionnement du Programme de Formation des Aviateurs du Commonwealth Britannique au Canada eût pu être dangereusement retardé au point où il n'eut plus été que de valeur modique. A la vérité, on se demande si ce programme eut été réalisable au Canada.

Sous-section 2.—Administration

L'administration de l'aviation civile au Canada est prévue dans les dispositions de la loi de l'aéronautique (c. 3, S.R.C., 1927). Cette loi remanie complètement tous les règlements de la navigation aérienne, lesquels sont promulgués par l'ordre en conseil C.P. 1433 du 23 juin 1938 sous le nom de Règlements de la navigation aérienne 1938. Ces règlements sont conformes en substance à la convention internationale sur la navigation aérienne. Ils comprennent un nouvel article pour-

voyant à l'émission de permis pour les services de transport aérien réguliers interurbains et internationaux comme moyen de contrôle et de réglementation de ces services.

Le contrôleur de l'aviaton civile est le fonctionnaire en charge de la Division de l'Aviation Civile du Ministère des Transports. Aux fins de s'acquitter des attributions et des fonctions qui lui sont dévolues, la Division se compose des sections suivantes: (1) administration, (2) règlements de la navigation aérienne, (3) routes aériennes et aéroports, et (4) inspectorat des avions. Un aperçu des fonctions de chacune de ces sections est donné sous chaque en-tête particulier

Certaines routes aériennes désignées par ordre en conseil, subordonnément à l'article 15, partie III de la loi des transports de 1938, peuvent être autorisées par la Commission des Transports du Canada. La Division de l'Aviation Civile collabore avec la Commission en émettant un permis conformément à la loi de l'aéronautique qu'après que le service a été approuvé par la Commission des Transports. Les permis émis par la Division de l'Aviation Civile portent généralement sur la sécurité d'opération de ces services tandis que ceux émis par la Commission des Transports portent sur la commodité et la nécessité publiques, la solvabilité, etc.

Section de l'administration.—Cette section se divise en trois sous-sections: Contrôle général, Comptabilité, et Renseignements et Publications.

Section des règlements de la navigation aérienne.—Le surintendant des règlements de la navigation aérienne relève de cette section. Ses attributions comprennent l'inspection et l'enregistrement des avions de même que l'émission de leurs certificats d'aéronavigabilité; l'examen des pilotes et des mécaniciens et l'émission de leurs brevets; la surveillance des aéroclubs; la prévention des envolées dangereuses; les enquêtes sur les causes des accidents d'avion, et l'aviation internationale.

Règlements spéciaux.—Les règlements de 1939 délimitant les zones d'aéroport, et ceux de 1940 régissant la défense aérienne du Canada sont entrés en vigueur après les débuts des hostilités en 1939. Les règlements de zonage défendent l'érection de structures qui pourraient être un danger pour la navigation aérienne dans le voisinage des aéroports servant directement ou indirectement à des fins militaires.

Les règlements régissant la défense aérienne du Canada, élaborés en collaboration avec les services de défense, définissent un certain nombre de régions où la navigation aérienne est interdite; défendent la navigation des avions privés sans une permission spéciale; établissent les conditions d'entrée au pays des avions étrangers et indiquent la procédure générale en ce qui concerne la navigation aérienne jugée nécessaire dans l'intérêt de la sécurité nationale.

Section des routes aériennes et des aéroports.—Les attributions de cette section comprennent l'inspection, l'émission des permis et l'enregistrement des aéroports et des bases d'hydravions; l'émission des permis pour les opérations de transport aérien régulières; la construction et l'entretien des aéroports et des aérodromes intermédiaires sur certains tronçons de la route Trans-Canada qui ne sont pas desservis par les aéroports municipaux; l'aide aux municipalités dans la préparation des plans et la construction des aéroports municipaux; l'éclairage des aéroports et des routes aériennes du Gouvernement; le développement et l'établissement de sites radiophoniques de repérage et l'érection de postes de repérage, à l'exception de l'installation de l'outillage radiophonique qui est faite par la Division de la Radio;

la construction d'immeubles et l'érection de lignes téléphoniques et électriques, et le calibrage et la mise à l'épreuve des balisages radiophoniques pour la navigation aérienne.

Depuis le début de la guerre, cette section a la nouvelle responsabilité d'aider au Ministère de la Défense Nationale dans le choix et la construction des aéroports appelés à servir en vertu du Programme de la Formation des Aviateurs du Commonwealth Britannique.

Navigation aérienne internationale.—Une conférence entre une délégation américaine et le Gouvernement canadien représenté par les Ministères des Transports et des Postes et le Département des Affaires Extérieures a été convoquée à Ottawa à l'automne de 1939 pour étudier un projet de convention réciproque concernant les services de transport aérien. Comme résultat, une convention a été signée entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et est entrée en vigueur le 18 août 1939. Elle contient dix articles intéressant réciproquement les deux pays. Cette convention doit rester en vigueur pendant deux ans et par la suite jusqu'à expiration après avis de six mois de l'un ou l'autre pays.

Contrôle de la circulation aux aéroports.—L'augmentation de la circulation aux plus grands aéroports du Canada et dans les environs a nécessité, dans l'intérêt de la sécurité publique, un système de contrôle dans le voisinage de ces aéroports, tant sur le sol que dans les airs. Une étude a été faite des systèmes de contrôle de la circulation en vigueur aux Etats-Unis et au Canada et des règlements ont été établis contenant les meilleures pratiques invoquées sur le continent. Ces règlements exigent qu'entre autres choses un préposé au contrôle de la circulation à un aéroport obtienne un permis du Ministère.

Section de l'inspection des avions.—Cette section veille aux attributions du Ministère en matière de génie aéronautique, en ce qui concerne la tenue d'un code d'aéronavigabilité et l'approbation du dessin, de la construction, des matériaux et de la facture des avions, des moteurs d'avion et des accessoires destinés à l'usage commercial ou privé au Canada ou à l'exportation. En outre, cette section prête son assistance technique à la section des Règlements de la Navigation Aérienne en ce qui concerne l'inspection des avions, les enquêtes sur les accidents et l'examen des postulants de certificats de mécanicien ou de pilote.

Cette section agit au nom du Ministère en sa qualité d'agent du Bureau de l'Enregistrement de l'Air de Grande Bretagne en ce qui concerne l'inspection des avions de l'Imperial Airways faisant la navette entre les Etats-Unis et les Bermudes. Ce travail a été suspendu lorsque l'Imperial Airways cessa d'opérer entre les Etats-Unis et les Bermudes peu après le début des hostilités.

Une subvention est faite à même les crédits de l'aviation civile en guise de contribution au défrayement des dépenses des laboratoires aéronautiques, lesquels relèvent du Conseil National de Recherches. Le personnel de ces laboratoires fait, pour le compte du Ministère, des recherches pour lesquelles il est spécialement outillé. Au cours de l'année, il a terminé la mise à l'épreuve du modèle du premier moteur d'avion de fabrication entièrement canadienne. Ce moteur a été conçu et construit au Canada avec des matériaux canadiens et de la main-d'œuvre canadienne.

Aéroposte.—Des services réguliers d'aéroposte ont été établis en décembre 1927. Les statistiques de ces services, indiquant les routes parcourues, le millage de vol, et le volume de matières postales transportées au cours de l'année terminée le 31 mars 1940, se trouvent au tableau **6**, p. 657, dans la partie VIII de ce chapitre traitant des postes.

Section 2.—Aéroports et avions

Sous-section 1.—Résumé statistique de l'aviation civile

Le Bureau Fédéral de la Statistique recueille des pilotes commerciaux privés, des aéroclubs, etc. les statistiques de l'aviation civile et les compile. Ses attributions dans ce domaine ne comprennent pas toutefois les données sur les permis et les accidents, lesquelles sont fournies par la Division de l'Aviation Civile du Ministère des Transports. Afin d'assurer la continuité des plus anciennes statistiques de l'aviation, les chiffres sur certains item importants sont donnés au tableau **1** pour les années 1934–39. Toutefois, les statistiques colligées depuis 1936 ont été quelque peu augmentés, de sorte qu'il n'existe pas de données antérieures à 1936 sur certains item du tableau **1** et sur une bonne partie de la matière des tableaux subséquents.

L'objet principal des aéroclubs est la formation des pilotes, et pour leur permettre de poursuivre ce travail, le Gouvernement fédéral leur vient en aide financièrement. Il n'existe pas de statistiques sur le millage des envolées d'instruction et d'exercice autour des terrains des clubs. Par contre, en ce qui concerne les envolées d'un aéroport à un autre, le millage est calculé tant pour l'avion que pour les passagers. Les avions provinciaux sont engagés presque entièrement dans la protection des forêts, l'arpentage aérien et travaux analogues, tandis que les avions civils du Gouvernement fédéral accomplissent un travail semblable, en plus de l'inspection, du transport des hauts fonctionnaires, etc.

Depuis 1939, les statistiques comprennent une classification additionnelle pour les écoles et le sightseeing. Ce dernier terme s'applique aux pilotes dont la principale occupation est de prendre des passagers pour de courtes envolées et atterrir au point de décollage. Toutefois, ces pilotes et les écoles sont appelés de temps à autre à donner ce qui pourrait être considéré comme un service de transport, c'est-à-dire transporter les voyageurs et la marchandise d'un endroit à un autre. En raison de la confusion que pourrait créer l'incorporation des statistiques sur ces pilotes à celles des compagnies de transport aérien, on a tenté de les isoler.

Les compagnies commerciales se divisent en deux classes, celles qui sont engagées principalement dans l'aviation internationale entre le Canada et les Etats-Unis et celles qui le sont exclusivement ou presque dans l'aviation entre stations canadiennes. Les compagnies internationales font un peu de transport exclusivement canadien.

Les envolées régulières sur le tronçon de Montréal à Vancouver de la Route Trans-Canada remontent à la fin de 1938 de sorte que les statistiques de 1939 sont les premières à s'étendre aux grandes entreprises des Lignes Aériennes Trans-Canada. Cette compagnie est dans une catégorie à part dans l'aviation canadienne, et son incorporation aux statistiques déforme quelque peu les comparaisons avec les données des années antérieures. Les longs voyages et le nombre relativement élevé de passagers augmentent le parcours moyen et la moyenne de passagers par avion-mille, bien que l'activité des autres compagnies soit à peu près le même. Les compagnies qui opèrent dans le nord transportent des passagers, des marchandises et des fournitures dans les centres miniers, ce qui explique le volume élevé de marchandises transportées par voies aériennes au Canada. En raison même de cette caractéristique de l'aviation civile au Canada, il est difficile d'établir des comparaisons avec les autres pays où la circulation aérienne consiste surtout dans le transport interurbain des voyageurs entre des aéroports bien établis.

1.—Résumé statistique de l'aviation civile au Canada, 1934-39

NOTA.—Les chiffres de 1921-23 se trouvent à la p. 628 de l'Annuaire de 1924; ceux de 1924-29, à la p. 674 de l'Annuaire de 1930, et ceux de 1930-33, à la p. 726 de l'Annuaire de 1936. Depuis la publication de l'Annuaire de 1940, plusieurs item d'importance secondaire ont été abandonnés et d'autres, plus importants, introduits.

Item		1934	1935	1936	1937	1938	1939
Analyse générale							
Heures de vol des avions	nomb.	75,871	88,451	101,953	126,896	133,168	145,638
Millage de vol des avions	"	6,497,637	7,522,102	7,803,942	10,755,524	12,294,088	10,969,271
Passagers transportés	"	80,806	157,472	118,660	141,158	139,806	161,503
Passagers transportés un mille	"	6,266,475	7,936,950	10,105,936	14,511,930	14,886,718	26,107,750
Marchandises transportées	lb	14,441,179	17,615,910	25,387,719	26,279,156	21,704,587	21,253,364
Matières postales[1]	"	625,040	1,126,084	1,161,069	1,450,473	1,901,711	1,900,347
Tonne-milles de marchandises	nomb.	[2]	[2]	1,075,029	1,874,723	1,038,738	1,037,562
Tonne-milles de matières postales	"	[2]	[2]	89,588	112,558	281,667	433,349
Gazoline consommée	gal.	[2]	[2]	1,681,517	2,222,733	2,857,847	3,297,410
Huile lubrifiante consommée	"	[2]	[2]	51,730	64,371	63,256	68,756
Aéroports civils autorisés							
Aéroports, tous genres	nomb.	101	96	155	158	123	124
Flotte aérienne autorisée[3]							
Total des avions (tous modèles)—							
Poids brut—							
Jusqu'à 2,000 lb	nomb.	[4]	[4]	[4]	316	222	283
De 2,001-4,000 lb	"	[4]	[4]	[4]	132	113	96
De 4,001-10,000 lb	"	[4]	[4]	[4]	147	119	90
De plus de 10,000 lb	"	[4]	[4]	5	9	17	19
Modèles							
Hydravions	nomb.	[4]	[4]	[4]	32	23	24
Amphibies	"	[4]	[4]	[4]	1	3	2
Aéroplanes de terre	"	[4]	[4]	[4]	322	244	230
Convertibles	"	368	380	450	249	201	232
Personnel aviateur breveté							
Pilotes commerciaux	nomb.	405	414	380	320	226	166
Pilotes commerciaux à brevet limité	"	[5]	[5]	65	129	165	191
Pilotes affectés au transport	"	[5]	[5]	42	73	130	147
Pilotes privés	"	429	496	559	635	734	795
Ingénieurs en aviation	"	461	472	533	595	643	722

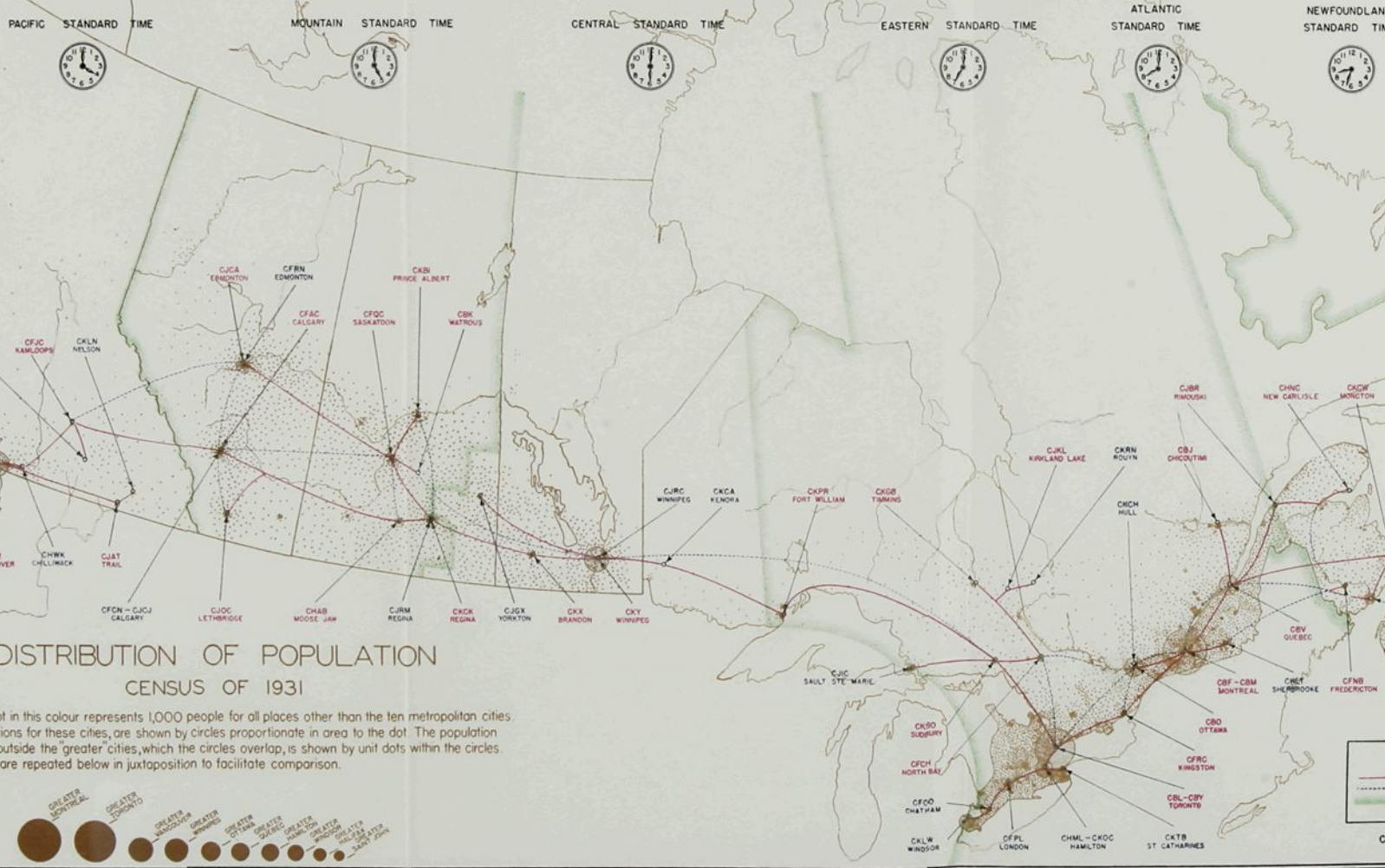
[1] Calculé sur une base différente de celle du Bureau de Poste, telle qu'indiquée à la p. 657. [2] Chiffres inexistants avant 1936. [3] Les détails sur les avions autorisés en 1939 sont donnés au tableau 3. [4] Aucun renseignement. [5] Cette classe n'existait pas avant 1936.

Sous-section 2.—Facilités d'atterrissage

Les premières facilités d'atterrissage dont disposa l'aviation civile au Canada furent principalement les aéroports municipaux ou ceux des aéroclubs voisins des grands centres urbains et un grand nombre de têtes de ligne d'où les services commerciaux orientaient leur trafic, surtout vers les régions minières du nord. Un grand terminus de navigation aérienne a été aménagé à Saint-Hubert, à sept milles à l'est de Montréal, avec tout ce qu'il faut pour répondre aux exigences de l'immigration, de la douane et des postes. Ces premiers aéroports formaient le noyau qui, à la suite de nombreuses additions et améliorations, est devenu la chaîne d'aérodromes qui constitue aujourd'hui la route aérienne Trans-Canada. L'évolution de cette route, de même que l'utilisation et l'expansion des facilités d'atterrissage pour fins militaires depuis le commencement de la guerre ont modifié la condition et les facilités de plusieurs aéroports municipaux.

CANADIAN BROADCASTING CORPORATION NETWORK

CORRECTED TO MARCH - 29 - 1941



DISTRIBUTION OF POPULATION

CENSUS OF 1931

NOTE Each dot in this colour represents 1,000 people for all places other than the ten metropolitan cities. The populations for these cities, are shown by circles proportionate in area to the dot. The population of territory outside the "greater" cities, which the circles overlap, is shown by unit dots within the circles. The circles are repeated below in juxtaposition to facilitate comparison.

COVERAGE STATISTICS DEPARTMENT
C. B. C.

CBC NETWORK STATIONS

Symbol	City	Call Letters	Frequency in Kilocycles	Power in Watts
MARITIMES REGIONAL NETWORK				
●	SACKVILLE	CBA	1070	50,000
◉	CHARLOTTETOWN	CFCY	630	1,000
◉	FREDERICTON	CFNB	550	1,000
◉	HALIFAX	CHNS	960	1,000
◉	MONCTON	CKCW	1400	100
◉	SAINT JOHN	CHSJ	1150	1,000
◉	SYDNEY	CJCB	1270	1,000
○	SUMMERSIDE	CHGS	1480	100
○	YARMOUTH	CJLS	1340	100
QUEBEC REGIONAL NETWORK				
●	MONTREAL	CBF	690	50,000
●	MONTREAL	CBM	940	5,000
●	QUEBEC	CBV	980	1,000
●	CHICOUTIMI	CBJ	1240	100
◉	NEW CARLISLE	CHNC	610	1,000
◉	RIMOUSKI	CJBR	900	1,000
○	HULL	CKCH	1240	100
○	ROUYN	CKRN	1400	250
○	SHERBROOKE	CHLT	1240	100
ONTARIO REGIONAL NETWORK				
●	TORONTO	CBL	740	50,000
●	TORONTO	CBY	1010	1,000
●	OTTAWA	CBO	910	1,000
◉	FORT WILLIAM	CKPR	580	1,000
◉	KINGSTON	CFRC	1490	100
◉	KIRKLAND LAKE	CJKL	560	1,000
◉	NORTH BAY	CFCH	1230	100
◉	TIMMINS	CKGB	1470	1,000
◉	SUDBURY	CKSO	790	1,000
○	CHATHAM	CFCO	630	100
○	HAMILTON	CHML	900	1,000
○	HAMILTON	CKOC	1150	500 N-1000 D
○	KENORA	CKCA	1450	100 N-250 D
○	LONDON	CFPL	1570	1,000
○	ST CATHARINES	CKTB	1230	100
○	SAULT STE MARIE	CJIC	1490	100
○	WINDSOR	CKLW	800	5,000
PRAIRIE REGIONAL NETWORK				
●	WATROUS	CBK	540	50,000
◉	BRANDON	CKX	1150	1,000
◉	CALGARY	CFAC	960	1,000
◉	EDMONTON	CJCA	930	1,000
◉	LETHBRIDGE	CJOC	1400	100
◉	MOOSE JAW	CHAB	1220	1,000
◉	PRINCE ALBERT	CKBI	900	1,000
◉	REGINA	CKCK	620	1,000
◉	SASKATOON	CFQC	600	1,000
◉	WINNIPEG	CKY	990	15,000
○	CALGARY	CFCN	1010	10,000
○	CALGARY	CJCJ	1230	100
○	EDMONTON	CFRN	1260	1,000
○	REGINA	CJRM	980	1,000
○	WINNIPEG	CJRC	630	1,000
○	YORKTON	CJGX	1460	1,000
BRITISH COLUMBIA REGIONAL NETWORK				
●	VANCOUVER	CBR	1130	5,000
◉	KAMLOOPS	CFJC	910	1,000
◉	KELOWNA	CKOV	630	1,000
◉	TRAIL	CJAT	610	1,000
○	CHILLIWACK	CHWK	1340	100
○	NELSON	CKLN	1450	100

LEGEND
- CBC OWNED OR OPERATED STATIONS
- NETWORK STATIONS
- SUPPLEMENTARY STATIONS

ABBREVIATIONS – N. NIGHT TIME POWER
D. DAY TIME POWER

Le réseau de la Société Radio-Canada

Les planches de cette carte, dues à la courtoisie de la Société Radio-Canada, n'existaient qu'en anglais. En conséquence, il fallait ou omettre la carte dans l'Annuaire du Canada ou la publier accompagnée des explications nécessaires traduites en français. Ce dernier moyen a été adopté.

Pour l'information des lecteurs de langue française, il convient de remarquer que la distribution de la population est indiquée en brun. Chaque point de cette couleur représente 1,000 personnes partout en dehors des dix cités métropolitaines. Les populations de celles-ci sont indiquées par des cercles dont la superficie est proportionnée aux points. La population du territoire sis en dehors des 'grandes' villes, et sur lequel les cercles chevauchent, est indiquée par des points à l'intérieur du cercle. Les cercles sont répétés en juxtaposition au coin gauche de la carte pour en faciliter la comparaison.

2.—Aéroports au Canada au 1er déc. 1939

Nature	Surface d'atterrissage			
	Terre seulement	Eau seulement	Terre et eau	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Public	10	11	Nil	21
Public-auxiliaire	2	Nil	"	2
Public-temporaire	15	5	1	21
Gouvernement fédéral	8	3	Nil	11
Intermédiaire	1	Nil	"	1
Provincial	Nil	15	"	15
Privé	6	23	"	29
Aéroports municipaux	20	3	1	24
Totaux	**62**	**60**	**2**	**124**[1]

[1] Ne comprend pas 62 aérodromes intermédiaires du Gouvernement Fédéral qui n'ont pas besoin de permis.

Sous-section 3.—Avions

Fabrication des avions.—La construction au Canada même des aéroplanes et du matériel d'aviation est essentielle au progrès de l'aviation. La compagnie Canadian Vickers a été la première du genre au Canada. Avant la guerre, plusieurs fabricants construisaient des types d'avions convenant particulièrement au Canada, et un certain nombre de fabricants d'Angleterre et des Etats-Unis établissaient ici des succursales pour le montage et le service de leurs avions. Il existait aussi un certain nombre d'établissements pour la fabrication de trains d'atterrissage, spécialement à patins et à flotteurs, destinés à répondre aux exigences particulières du Canada. Depuis le commencement de la guerre, les établissements outillés pour la fabrication des avions et des pièces d'avion, produisent des avions militaires et l'industrie s'est accrue de compagnies et d'établissements nouveaux.

Les principales statistiques de l'avionnerie, i.e. des établissements dont l'avion et ses pièces sont le principal produit, paraissent pour la dernière année connue au chapitre des Manufactures (tableau 9, p. 322). Il existe aussi d'autres maisons, engagées dans la fabrication d'autres articles, qui construisent également des avions. La production globale au Canada, ces dernières années, est la suivante: 18 avions d'une valeur de $117,689 en 1934; 58 d'une valeur de $479,614 en 1935; 109 d'une valeur de $1,210,910 en 1936; 110 d'une valeur de $1,461,626 en 1937; 160 d'une valeur de $3,336,689 en 1938, et 252 d'une valeur de $4,177,555 en 1939. En 1939 le Canada a importé, presque uniquement du Royaume-Uni et des Etats-Unis, 158 avions avec pièces autres que les moteurs d'une valeur de $5,550,320, et 316 moteurs d'une valeur de $2,192,767.

3.—Avions civils autorisés au Canada, au 31 décembre 1939

Avions	Fédéral et provincial	Privé	Aéroclubs	Commercial[1]	Total
Poids brut[2]	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Jusqu'à 2,000 lb	31	66	86	100	283
2,001 à 4,000 lb	22	7	1	66	96
4,001 à 10,000 lb	9	3	Nil	78	90
Plus de 10,000 lb	Nil	Nil	"	19	19
Total	**62**	**76**	**87**	**263**	**488**
Modèle					
Hydravions	18	1	1	4	24
Amphibies	1	1	Nil	Nil	2
Avions	25	60	55	90	230
Convertibles[3]	18	14	31	169	232

[1] Y compris les avions de compagnies internationales autorisés au Canada. [2] Le poids total comprend les accessoires et la charge complète. [3] Peuvent être équipés de roues, flotteurs ou patins suivant les conditions.

Section 3.—Finances et employés

Sous-section 1.—Dépenses du Gouvernement fédéral

Les exigences civiles et militaires ont déterminé de profonds changements dans la position de l'aviation civile au Canada. Jusqu'à l'inauguration des services des Lignes Aériennes Trans-Canada, l'aviation civile était développée principalement en vue d'assurer des services privés, commerciaux et administratifs aux régions les plus éloignées du pays, surtout les régions minières, forestières et de piégeage du nord. Récemment toutefois, le Gouvernement fédéral a amélioré les aéroports existants et en a construit d'autres pour la route aérienne Trans-Canada et pour fins militaires. En plus des dépenses directes, le Ministère des Transports a aidé les municipalités à améliorer leurs aéroports. Ces contributions, telles qu'indiquées au tableau **4**, comprennent vraisemblablement des décaissements pour fins capitales et d'exploitation.

Le Ministère de la Défense Nationale accuse une dépense de $28,561,303 pour les services aéronautiques (C.A.R.C.) l'année terminée le 31 mars 1940 et de $4,257,-081 pour le Programme de Formation des Aviateurs du Commonwealth Britannique.

Après la guerre, une partie de ces dépenses sera imputable sur le compte de l'aviation civile.

4.—Dépenses au compte capital et ordinaire, et recettes du Gouvernement fédéral découlant de l'aviation civile, années fiscales, 1938-40

NOTA.—D'après les rapports annuels du Ministère des Transports.

DÉPENSES AU COMPTE CAPITAL

Item	1938	1939	1940	Total jusqu'au 31 mars 1940
	$	$	$	$
Immobilisations				
Routes aériennes, aéroports et postes de radio-construction	1,993,776	2,497,781	2,743,883	7,583,313
Routes aériennes et aéroports—construction (guerre)	Nil	Nil	93,338	93,338
Totaux, immobilisations	**1,993,776**	**2,497,781**	**2,837,221**	**7,676,651**

DÉPENSES ET RECETTES ORDINAIRES

Item	1938	1939	1940
	$	$	$
Dépenses			
Contrôle de l'aviation civile	207,900	271,450	242,989
Administration des services de l'air	27,482	10,202	10,553
Subventions aux aéroclubs	52,774	43,082	54,676
Déficit des Lignes Aériennes Trans-Canada	111,005	818,026	411,657
Contributions pour venir en aide aux municipalités	374,787	1,261,676	1,364,878
Routes aériennes et aéroports, exploitation et entretien			
Exploitation et entretien général	282,404	289,892	375,479
Service météorologique	[1]	238,718	309,447
Service radiophonique	177,577	338,852	558,764
Loi d'indemnisation des employés d'Etat	3,917	3,404	3,649
Totaux, dépenses	**1,237,826**	**3,275,302**	**3,332,092**
Recettes			
Amendes et confiscations	117	90	35
Recettes, transport des voyageurs	742	790	131
Brevets de pilotes privés	857	864	1,154
Permis d'aéroports	330	110	70
Permis, services de transport réguliers	1,775	250	Cr. 265
Honoraires d'atterrissage	520	683	2,001
Location d'espace pour entrepôts, terrains et hangars, et honoraires d'atterrissage	4,965	9,895	10,780
Honoraires d'enregistrement	1,320	1,060	1,045
Analyses d'aéronavigabilité et de résistance	750	485	600
Main-d'oeuvre et tracteurs	462	626	115
Loyers	3,076	2,957	6,249
Frais de service—usage des aéroports	[1]	1,350	11,368
Diverses	235	Nil	Nil
Totaux, recettes	**15,149**	**19,160**	**33,283**

[1] Non détaillé séparément.

Sous-section 2.—Dépenses provinciales et autres

Immobilisations.—Les immobilisations dans l'aviation civile telles qu'elles s'établissent à la fin de 1939 sont indiquées au tableau **5.** Elles ne comprennent pas les décaissements du Fédéral pour les aéroports à travers le Canada, lesquels sont inclus dans ceux de la route aérienne Trans-Canada, ni les décaissements pour les aérodromes militaires. Les dépenses nécessitées par la route Trans-Canada sont étudiées dans la sous-section 1. Toutefois les sommes affectées à des fins d'établissement par les aéroclubs et puisées aux subventions du Gouvernement fédéral sont probablement incluses ici. Il n'existe pas de statistiques complètes sur les immobilisations des municipalités dans les aéroports, tandis que les immobilisations des gouvernements provinciaux se limitent au coût des bâtiments et des avions.

5.—Immobilisations dans l'aviation civile au Canada, 1939

Item	Gouvernement provincial	Ecoles et sightseeing	Clubs d'aviation légère	Commerciale[1] canadienne	Total
	$	$	$	$	$
Terrains et bâtiments	8,341	22,234	238,314	1,507,572	1,776,461
Avions	97,193	174,313	121,308	5,305,269	5,698,083
Outillage et équipement	1,747	12,486	8,641	903,734	926,608
Mobilier et autres accessoires de bureaux	Nil	2,112	6,353	83,725	92,190
Dépenses d'organisation	"	4,930	2,849	1,042,713	1,050,492
Totaux	**107,281**	**216,075**	**377,465**	**8,843,013**	**9,543,834**

[1] Comprend les Lignes Aériennes Trans-Canada.

Recettes et dépenses.—Il n'existe aucune statistique sur les dépenses des gouvernements fédéral et provinciaux ou des particuliers pour la navigation aérienne. Le tableau **6** donne les statistiques existantes sur les opérations de l'aviation civile.

6.—Recettes et dépenses relatives à l'aviation civile au Canada, 1939

Item	Dépenses					Recettes	Recettes nettes d'exploitation
	Entretien	Exploitation	Circulation	Générales	Totales		
	$	$	$	$	$	$	$
Ecoles et sightseeing	52,494	75,786	2,469	67,955	198,704	172,132	Dr. 26,572
Clubs d'aviation légère	-	-	-	-	320,568[1]	357,273	36,705
Commerciale canadienne	3,322,914	1,716,156	253,912	615,511	5,908,493	5,310,536	Dr. 597,957
Totaux	**3,375,408**	**1,791,942**	**256,381**	**683,466**	**6,427,765**	**5,839,941**	**Dr. 587,824**

[1] Non réparties.

Employés, salaires et gages.—Les effectifs du personnel breveté de l'aviation civile ces dernières années sont indiqués au tableau **1,** p. 626. Toutefois, ces chiffres comprennent en outre les pilotes et mécaniciens à l'emploi du Gouvernement Fédéral et de particuliers, de même que ceux qui n'ont pas d'emploi au sens ordinaire du mot. Le personnel breveté de ces catégories ne paraît pas au tableau **7.**

7.—Employés, salaires et gages dans l'aviation civile au Canada, 1939

Catégorie d'employés	Gouvernement provincial		Ecoles et sightseeing		Clubs d'aviation légère		Commerciale canadienne[1]		Totaux	
	no.	$	no.	$	no.	$	no.	$	no.	$
Directeurs généraux	5	16,500	5	17,617	6	9,026	36	164,217	52	207,360
Commis	5	6,675	6	4,367	10	7,285	142	173,691	163	192,018
Pilotes brevetés	29	73,447	22	30,646	43	80,907	182	571,333	276	756,333
Ingénieurs brevetés	35	66,042	6	6,657	26	28,171	163	281,572	230	382,442
Mécaniciens et autres préposés aux avions	11	16,725	14	12,697	25	10,381	227	254,172	277	293,975
Autres employés	8	5,109	2	260	8	3,886	300	373,422	318	382,677
Totaux	**93**	**184,498**	**55**	**72,244**	**118**	**139,656**	**1,050**	**1,818,407**	**1,316**	**2,214,805**

[1]Comprend les Lignes Aériennes Trans-Canada.

Section 4.—Trafic

Le tableau 1, p. 626, indique une forte augmentation en 1939 dans le transport des voyageurs tel qu'indiqué par le nombre de passagers transportés un mille. Ceci est dû aux déplacements plus nombreux par la voie des airs depuis l'inauguration des Lignes Aériennes Trans-Canada.

Les marchandises transportées par avion se composent en bonne partie de machinerie, fournitures, etc. pour les régions minières du nord du Québec et de l'Ontario, des provinces de l'Ouest et des Territoires du Nord-Ouest. Plusieurs de ces mines ne sont accessibles que par canot en été et attelage de chiens en hiver ou par avion. Le transport aérien sera probablement le moins coûteux et le plus efficace durant toute l'existence d'un grand nombre de ces mines. Le volume de marchandises transportées par avion augmente rapidement, passant de 2,372,467 livres en 1931 à 26,279,156 livres en 1937. C'est beaucoup plus qu'en tout autre pays sauf peut-être la Russie. Les Etats-Unis déclarent 9,514,299 livres en 1939. L'activité minière, notamment dans les mines d'or, grâce à l'augmentation du prix de ce métal, a été l'un des facteurs principaux de l'expansion rapide du transport aérien des marchandises. Une forte quantité de matières postales ne figurant pas aux matières postales transportées sous contrat, est aussi transportée vers les mines par avion. La partie VIII de ce chapitre qui traite des postes, pp. 650–657, contient des renseignements supplémentaires sur les services aéropostaux.

Certains pays incorporent à leurs statistiques le trafic entre deux postes étrangers des compagnies constituées dans le pays faisant rapport. Dans le tableau 8, les statistiques des compagnies faisant des envolées régulières entre des points du Canada et des Etats-Unis sont indiquées séparément. Ces statistiques ne s'appliquent qu'au trafic entre les deux pays qui a son point de départ ou d'arrivée au Canada, et en conséquence, ne tiennent pas compte de celui qui est effectué par les mêmes lignes entre deux points étrangers. Le nombre indiqué de milles de vol est celui des envolées en territoire canadien seulement. Ce millage sert aussi au calcul du nombre de voyageurs-mille et de tonnes-mille.

8.—Opérations d'aviation civile au Canada, 1939, et totaux pour 1938

Item		1939						1938
		Gouvernements fédéral et provinciaux	Clubs d'aviation légère	Ecoles et sight-seeing	Compagnies commerciales		Total	Total
					Internationales[1]	Canadiennes		
Clubs d'aviation légère	nomb.	–	22	–	–	–	22	22
Membres—								
Aviateurs	"	–	1,180	–	–	–	1,180	1,212
Autres	"	–	1,026	–	–	–	1,026	1,174
Heures de vol	"	8,575	30,106	19,240	1,984	85,733	145,638	133,168
Milles de vol	"	428,172	20,875[2]	616,614	283,395	9,620,215	10,969,271	12,294,088
Essence consommée	gal.	176,124	170,069	75,350	149,172	2,726,695	3,297,410	2,857,847
Huile lubrifiante con.	"	3,886	5,546	2,163	1,854	55,307	68,756	63,256
Voyageurs transportés—								
Payants	nomb.	Nil	1,683	21,231	15,456	95,406	133,776	104,117
Non payants	"	7,559	5,062	Nil	1,700	13,406	27,727	55,192
TOTAUX, VOYAGEURS TRANSPORTÉS	"	7,559	6,745	21,231	17,156	108,812	161,503	159,309
Voyageurs transportés un mille—								
Payants	"	9,116	11,697[2]	Nil	1,013,386	20,806,285	21,840,484	10,913,409
Non payants	"	1,393,377	Nil	"	60,976	2,812,913	4,267,266	3,973,309
TOTAUX, VOYAGEURS TRANSPORTÉS UN MILLE	"	1,402,493	11,697[2]	Nil	1,074,362	23,619,198	26,107,750	14,886,718
Marchandises et matières postales transportées—								
Marchandises	lb	1,873,664	–	–	19,752	19,359,948	21,253,364	21,704,587
Matières postales	"	Nil	–	–	121,201	1,779,146	1,900,347	1,901,711
TOTAUX MARCHANDISES ET MATIÈRES POSTALES	"	1,873,664	–	–	140,953	21,139,094	23,153,711	23,606,298
Tonnes-mille—								
Marchandises	nomb.	70,449	–	–	361	966,752	1,037,562	1,038,738
Matières postales	"	–	–	–	6,767	426,582	433,349	281,667
TOTAUX, TONNES-MILLE	"	70,449	–	–	7,128	1,393,334	1,470,911	1,320,405
Elèves ayant reçu la formation	nomb.	1	1,519	1,966	–	179	3,665	3,390
Elèves s'étant qualifiés et ayant reçu leurs brevets de pilote	"	1	334	206	–	17	558	[3]
Milles carrés cartographiés	"	900	–	20	–	2,500	3,420	13,000
Milles carrés photographiés—								
Verticalement	"	25,335[4]	–	–	[3]	19,225	44,560[4]	58,957[4]
Obliquement	"	Nil	–	–	[3]	1,784	1,784	43,450[4]
Feux de forêt découverts du haut des airs et rapportés	"	137	–	4	–	40	181	368

[1] Envolées internationales et canadiennes de compagnies engagées principalement dans la navigation aérienne internationale. [2] D'un point à un autre seulement. [3] Non connu. [4] Comprend les relevés photographiques des avions de la Défense nationale.

9.—Trafic de l'aviation civile au Canada, par province d'origine, 1939

Province d'origine	Passagers		Marchandises		Matières postales	
	Compagnies commerciales canadiennes	Total[1]	Compagnies commerciales canadiennes	Total	Compagnies commerciales canadiennes	Total
	nomb.	nomb.	lb	lb	lb	lb
Ile du Prince-Edouard	729	739	945	945	110,630	110,630
Nouvelle-Ecosse	454	2,717	1,088	1,088	2,227	2,227
Nouveau-Brunswick	1,239	1,452	12,682	12,682	177,149	177,149
Québec	18,703	28,854	2,758,886	2,761,048	219,271	253,401
Ontario	36,888	75,463	9,377,973	11,164,197	407,118	407,118
Manitoba	11,448	22,386	2,903,032	2,989,827	230,173	254,905
Saskatchewan	8,025	10,848	830,445	830,445	102,399	102,399
Alberta	9,528	12,756	802,096	802,096	219,304	219,304
Colombie Britannique	13,368	20,415	511,247	511,684	198,566	198,566
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	6,599	6,825	2,156,519	2,156,519	81,256	82,091
Pays étrangers	1,831	7,767	5,035	22,833	31,053	92,557[2]
Totaux	**108,812**	**190,222**	**19,359,948**	**21,253,364**	**1,779,146**	**1,900,347**

[1] Comprend les envolées des passagers de la localité et des novices aux clubs d'aviation légère là où le commencement et la fin de l'envolée se font sur le même terrain, de même que 1,068 passagers en transit à travers le territoire du Yukon. [2] Comprend 21,163 livres en transit en travers le territoire du Yukon.

10.—Accidents d'aviation au Canada, 1939

Genre d'envolée	Accidents ayant pour résultat			Personnes tuées			Personnes blessées		
	Mort ou blessures	Dommages à l'avion seulement	Total	Pilotes	Voyageurs	Total	Pilotes	Voyageurs	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Commerciale	7	75	82	6	7	13	2	6	8
Privée	3	14	17	1	2	3	Nil	Nil	-
Entraînement	Nil	21	21	Nil	Nil	-	"	"	-
Officielle	"	7	7	"	"	-	"	"	-
Totaux	**10**	**117**	**127**	**7**	**9**	**16**	**2**	**6**	**8**

11.—Moyennes d'opérations et d'accidents dans l'aviation civile au Canada, 1937-39

Item	1937	1938	1939
Toute aviation civile			
Heures de vol par accident[1]	126,896	133,168	147,643
Heures de vol par mortalité	15,862	7,833	9,228
Heures de vol par personne blessée	18,127	10,244	18,580
Aviation commerciale canadienne			
Voyage moyen par passager (milles)	103	97	217
Milles de vol par gallon de carburant[2]	5·1	4·9	3·5
Passagers tués par million de passagers-mille	0·17	0·69	0·29
Passagers blessés par million de passagers-mille	0·25	0·59	0·25
Pilotes tués par million de milles de vol	0·11	0·95	0·62
Pilotes blessés par million de milles de vol	0·21	0·47	0·21

[1] Accidents entraînant la mort ou des blessures. [2] Légèrement inférieurs aux chiffres réels à cause de l'exclusion des milles de vol pour l'aérophotographie et services analogues.

PARTIE VI.—COMMUNICATIONS PAR FIL*

Section 1.—Télégraphes

Un précis historique des communications télégraphiques au Canada paraît à la p. 792 de l'Annuaire de 1934-35.

Service télégraphique du Gouvernement canadien.—Ce service est exploité par la Branche du Télégraphe du Ministère des Travaux Publics. Il a pour but de fournir des communications dans les régions distantes, négligées par les compagnies commerciales, en raison de la modicité de leur chiffre d'affaires, mais où l'intérêt public impose la nécessité de communications rapides. Cet organisme assure les services suivants: communications télégraphiques et téléphoniques entre les groupements disséminés le long des côtes de l'île du Cap-Breton; liaison par câbles avec les îles Campobello, Grand-Manan et d'autres de la baie de Fundy, et avec l'île du Prince-Edouard, les îles de la Madeleine et l'île d'Anticosti, dans le golfe St-Laurent; lignes télégraphiques ou téléphoniques le long de la côte nord du St-Laurent, de Québec au détroit de Belle-Isle; communications par câbles avec les îles Pelée et Manitoulin, en Ontario; lignes télégraphiques vers les districts septentrionaux de la Saskatchewan; lignes télégraphiques d'Edmonton à la région d'Athabaska et de Rivière-la-Paix, dans l'Alberta; lignes télégraphiques ou téléphoniques le long du littoral de l'île Vancouver et vers les établissements de pêche et les exploitations forestières et minières situés sur la côte de la Colombie Britannique, de même que vers certaines régions minières de l'intérieur; ligne télégraphique (aérienne) vers Dawson et d'autres endroits du Yukon.

Réseaux télégraphiques.—Le réseau télégraphique canadien se compose des lignes de l'Etat et de celles des compagnies à charte de chemin de fer et de télégraphe. Proportionnellement à la population, le réseau télégraphique du Canada est l'un des plus étendus de l'univers; son fonctionnement s'opère nonobstant de sérieux désavantages géographiques et climatiques. Pour la circulation des trains, la diffusion des communications à la presse et des cours de la Bourse et des marchés, ses services sont inappréciables.

* Revisé par G. S. Wrong, B.Sc., chef de la Branche des Transports et Utilités Publiques du Bureau Fédéral de la Statistique. Cette branche publie des rapports annuels sur les statistiques des télégraphes et des téléphones.

1.—Statistiques de toutes les compagnies de télégraphes, 1929-39

NOTA.—Les chiffres des années 1920-28 se trouvent à la p. 751 de l'Annuaire de 1938

Année	Revenu brut	Dépenses d'exploitation	Revenu net d'exploitation	Longueur des lignes sur poteaux	Longueur des fils	Employés[1]	Bureaux	Dépêches par terre	Câblogrammes[2]	Sommes câblées
	$	$	$	milles	milles	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	$
1929..	16,256,441	12,590,364	3,666,077	52,835	360,883	8,056	4,766	18,029,973	2,086,549	11,295,857
1930..	14,264,997	11,791,291	2,473,706	52,824	371,747	7,331	4,661	15,558,224	2,053,059	10,213,475
1931..	11,641,729	10,720,949	920,780	53,228	368,583	6,637	4,474	13,200,198	1,784,787	7,475,928
1932..	9,381,075	9,020,052	361,023	52,362	366,142	5,788	4,248	10,519,433	1,514,321	4,698,660
1933..	9,267,715	8,122,964	1,144,751	52,112	365,489	5,263	4,115	10,095,061	1,597,044	3,632,910
1934..	9,972,627	8,436,144	1,536,483	52,406	366,706	5,624	4,171	10,526,496	1,691,477	3,950,854
1935..	9,741,394	8,416,329	1,325,065	53,034	365,518	5,903	4,103	11,138,835	1,297,454	3,834,458
1936..	10,378,873	8,710,349	1,668,524	52,907	363,180	6,064	4,121	12,735,186	1,391,903	4,296,738
1937..	11,410,333	9,467,398	1,942,935	53,001	369,411	6,401	4,761	13,456,330	1,488,767	4,550,731
1938..	10,611,207	9,399,631	1,211,576	52,708	373,283	6,347	4,900	12,814,234[3]	1,404,244	4,103,690
1939..	10,474,489	9,297,902	1,176,587	52,764	374,550	6,339	4,845	12,462,912	1,492,389	3,539,988

[1] A l'exclusion des opérateurs à commission. [2] A l'exclusion des messages relayés aux Etats-Unis. [3] Chiffres revisés depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

2.—Statistiques des compagnies de télégraphe, 1935-39

NOTA.—Les statistiques de la Halifax and Bermudas Cable Co., de la Canadian Marconi Wireless Telegraph Co. et du Pacific Cable Board ne sont pas comprises.

Compagnie	Année	Ligne	Fil	Messages[1]	Bureaux[2]
		milles	milles	nomb.	nomb.
Canadian National Telegraph Co.	1935	24,938	162,110	5,807,170	1,708
	1936	24,698	162,922	7,215,653	1,705
	1937	24,716	163,527	7,642,860	2,346[3]
	1938	24,683	164,667	7,162,508[4]	2,375[3]
	1939	24,602	165,697	6,963,812	2,321
Compagnie du Pacifique Canadien	1935	17,471	176,430	4,803,265	1,582
	1936	17,604	173,341	4,946,247	1,613
	1937	17,645	178,504	5,120,016	1,612
	1938	17,478	181,196	4,976,619	1,712
	1939	17,656	181,764	4,851,770	1,712
Western Union	1935	1,098	9,387	[5]	1
	1936	1,086	9,362	[5]	1
	1937	1,084	9,454	[5]	1
	1938	1,081	9,696	[5]	1
	1939	1,077	9,545	[5]	1
Temiskaming and Northern Ontario Railway Commission	1935	575	3,557	94,436	35
	1936	575	3,485	103,707	35
	1937	575	3,430	117,317	35
	1938	575	3,441	114,281	35
	1939	575	3,377	112,070	35
North American Telegraph Co., Ltd.	1935	345[6]	445	57,541	15
	1936	345[6]	445	60,686	15
	1937	345[6]	445	65,980	15
	1938	345[6]	445	63,655	15
	1939	327[6]	443	68,020	13
Northern Alberta Railway	1935	926	2,262	16,569	40
	1936	926	2,262	42,612	40
	1937	926	2,262	46,210	41
	1938	926	2,262	42,148	41
	1939	926	2,262	37,334	41
Services des Télégraphes du Dominion	1935	8,884	11,327	324,721	688
	1936	8,893	11,363	328,866	679
	1937	8,929	11,789	425,094	678
	1938	9,049	11,576	413,207	689
	1939	9,080	11,462	394,280	690

[1] Câblogrammes non compris. [2] Les chiffres du tableau 1 comprennent les bureaux des compagnies de sans-fil et de câbles; pour cette raison ils sont plus considérables que la somme des bureaux donnée ici pour les années correspondantes. [3] Comprend sous-bureaux. [4] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940. [5] Compris avec le réseau télégraphique Canadien National. La Western Union ne s'occupe que des messages directs. [6] Ligne téléphonique louée.

Câbles sous-marins.—Seize câbles océaniques ont leur terminus au Canada, dont quatorze sur l'Atlantique et deux sur le Pacifique. En outre, il y a huit câbles entre les stations côtières de l'Atlantique au Canada et aux Etats-Unis. C'est en 1866 que ces câbles démontrèrent leur utilité commerciale qui n'a cessé de s'accroître depuis. Les câbles de l'Atlantique sont sous le contrôle de capitalistes anglais et américains; le câble du Pacifique reliant le Canada à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande existe depuis 1902 et a tout d'abord appartenu à un consortium des gouvernements de la Grande-Bretagne, de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie et du Canada. A la suite d'une recommandation de la conférence impériale de 1928 sur les communications par câble et par sans-fil, il fut décidé de vendre les câbles du Pacifique et ceux des Antilles à l'Imperial and International Communication Company, compagnie formée pour prendre le contrôle de tous les câbles sous-marins et louer tous les systèmes de sans-fil par ondes dirigées possédés dans l'Empire. La législation nécessaire fut adoptée par la Grande-Bretagne en février 1929 et par le Canada en juin de la même année.

Section 2.—Téléphones

Un bref historique des premiers développements des téléphones paraît à la page 795 de l'Annuaire 1934-35.

Sous-section 1.—Réseaux et matériel

Réseaux téléphoniques.—Dans les 3,212 réseaux téléphoniques existant en 1939 figurent les trois grands réseaux provinciaux du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, un réseau plus petit appartenant à la province d'Ontario et un autre appartenant au service des Parcs Nationaux du Ministère des Mines et Ressources. Ce chiffre englobe également 144 réseaux municipaux, les plus importants appartenant aux villes d'Edmonton, Fort William et Port Arthur. Parmi les 2,282 compagnies coopératives de téléphone, 1,152 sont dans la Saskatchewan seulement, 793 dans l'Alberta et 211 dans la Nouvelle-Ecosse. Les plus puissantes des 541 sociétés en commandite exploitant des réseaux téléphoniques en 1939 sont la Bell Telephone Co. et la British Columbia Telephone Co. La Bell Telephone Co. détient presque 58 p.c. du total des immobilisations dans les réseaux téléphoniques au Canada et le nombre de téléphones qu'elle possède dans les provinces de Québec et d'Ontario constitue 56 p.c. du total pour le Canada.

Matériel téléphonique.—Au point de vue du nombre d'appareils téléphoniques par centaine d'habitants, le Canada occupe la quatrième place avec 12·35, les trois premiers pays étant les Etats-Unis avec 15·37, la Suède avec 12·73 et la Nouvelle-Zélande avec 12·69.

Sur un total de 916,394 appareils dans les 51 principales villes du Canada, 658,496 sont des appareils actionnés par multiples automatiques. Le reste, soit 257,898 le sont au moyen de multiples ordinaires. Les centraux automatiques ont complètement remplacé les centraux mécaniques dans les principales villes des Provinces des Prairies et les déplacent graduellement dans les autres provinces.

3.—Parcours des lignes et fils sur poteaux et téléphones en usage, au 31 déc. 1929-39

NOTA.—Pour les chiffres de 1911-28, voir p. 753 de l'Annuaire de 1938.

Année	Réseaux	Longueur de ligne sur poteaux	Longueur de fil	Appareils téléphoniques					
				Commerciaux	Domiciliaires	Ruraux[1]	Publics	Total	Par 100 habitants
	nomb.	milles	milles	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1929....	2,415	220,525	4,486,213	366,418	724,001	269,487	22,916	1,382,822	14·1
1930....	2,414	222,113	4,790,224	373,387	740,050	264,681	24,743	1,402,861	14·1
1931....	2,399	222,196	4,985,076	369,281	723,868	245,485	25,566	1,364,200	13·1
1932....	2,414	220,459	5,089,261	351,509	663,815	220,680	25,241	1,261,245	12·0
1933....	2,403	219,753	5,134,871	341,063	617,532	209,611	24,124	1,192,330	11·2
1934....	2,388	208,131	5,133,521	349,892	605,206	217,182	24,749	1,197,029	11·1
1935....	2,833	207,916	5,120,610	351,427	615,052	218,818	23,518	1,208,815	11·1
1936....	3,063	210,926	5,197,042	371,401	641,229	229,940	23,658	1,266,228	11·5
1937....	3,191	209,767	5,307,884	386,669	676,001	235,763	24,361	1,322,794	11·9
1938....	3,203	211,895	5,397,244	396,975	695,961	240,204	26,277	1,359,417	12·1
1939....	3,212	212,603	5,518,329	406,279	720,043	243,730	27,220	1,397,272	12·3

[1] Comprend les téléphones sur les lignes d'échange rurales et les lignes d'échange urbaines qui ont plus de quatre postes.

La densité des téléphones dans les différentes provinces subit naturellement l'influence de l'urbanisation de la population, car le nombre de téléphones employés pour fins commerciales est beaucoup plus grand dans les cités et villes que dans les régions rurales.

4.—Téléphones en usage, par province, le 31 décembre 1939

Province	Lignes individuelles		Lignes doubles et quadruples		Lignes rurales		Branche privée d'échange et d'extension		Publics	Total	Appareils par 100 habitants
	Affaires	Résidence	Affaires	Résidence	Affaires	Résidence	Affaires	Résidence			
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
I.P.-E.	793	1,041	123	559	175	2,163	473	98	69	5,494	5·8
N.-E.	6,457	13,098	632	9,080	840	9,879	5,925	2,234	1,012	49,157	8·9
N.-B.	4,342	7,380	808	7,963	843	5,815	4,623	1,315	783	33,872	7·5
Qué.	43,526	83,070	3,649	72,097	5,298	24,727	58,380	12,364	8,821	311,932	9·7
Ont.	73,424	137,233	7,048	176,684	4,619	100,780	90,329	27,410	11,569	629,096	16·8
Man.	9,942	26,721	50	6,778	1,104	13,027	12,150	1,628	2,165	73,565	10·1
Sask.	11,928	19,045	358	76	13	44,940	5,273	600	362	82,595	8·7
Alta.	13,175	29,340	33	409	1,128	15,728	10,095	11	1,017	70,936	9·0
C.B.	18,869	10,402	423	68,738	839	11,701	23,399	4,667	1,416	140,454	18·1
Yukon	30	2	22	Nil	31	80	Nil	Nil	6	171	4·3
Totaux	**182,486**	**327,332**	**13,146**	**342,384**	**14,890**	**228,840**	**210,647**	**50,327**	**27,220**	**1,397,272**	**12·3**

Sous-section 2.—Statistiques financières du téléphone

Les tendances importantes de l'industrie du téléphone au Canada paraissent dans les tableaux **5** et **6.** Il y a des reculs dans les revenus, les dépenses d'opération, les salaires et gages, etc., durant la dépression, mais ils ne sont pas aussi marqués que dans la plupart des autres branches de l'industrie.

5.—Statistiques financières des téléphones au Canada, 1929-39

NOTA.—Pour les chiffres de 1911-28 voir p. 754 de l'Annuaire de 1938.

Année	Capitalisation		Coût de la propriété	Recettes brutes	Frais d'exploitation	Revenu net d'exploitation	Salaires et gages[1], [2]	Employés[2]
	Capital-actions	Dette fondée						
	$	$	$	$	$	$	$	nomb.
1929	93,737,979	141,205,328	291,589,148	65,240,610	56,559,517	8,681,093	31,672,277	27,459
1930	102,777,267	155,411,716	319,101,191	69,420,459	61,886,340	7,534,119	32,085,948	26,575
1931	105,765,685	168,224,084	333,055,119	66,806,580	60,067,016	6,739,564	28,493,252	23,825
1932	106,161,477	172,158,977	333,169,486	60,684,992	55,344,023	5,340,969	24,115,545	21,354
1933	106,336,079	165,229,197	330,490,878	56,062,970	50,423,641	5,639,329	21,276,406	18,796
1934	108,638,326	162,660,037	331,187,227	57,380,171	50,989,088	6,391,083	21,167,834	17,291
1935	109,776,507	159,785,965	327,754,026	57,029,918	50,889,780	6,140,138	22,283,362	17,414
1936	111,239,775	160,331,601	330,048,263	59,770,591	51,938,102	7,832,489	23,365,977	17,775
1937	127,289,481	160,558,719	335,810,564	63,288,855	54,512,191	8,776,664	25,579,850	18,413
1938	128,802,946	163,398,749	342,227,172	64,749,255	55,231,173	9,518,082	26,020,463	17,925
1939	130,507,411	162,168,894	350,160,208	67,438,256	57,383,562	10,054,694	26,525,374	17,636

[1] Y compris les salaires et gages imputables au capital. [2] A l'exclusion des lignes rurales de la Saskatchewan.

6.—Statistiques financières des téléphones au Canada, par province, 1939

Province	Passif du capital	Coût de la propriété	Recettes brutes	Dépenses	Recettes nettes	Salaires et gages[1]	Employés
	$	$	$	$	$	$	nomb.
Ile du Pr.-Ed.	1,022,657	1,044,056	210,830	194,495	16,335	66,275	90
Nouv.-Ecosse	9,042,431	11,456,718	2,149,161	1,709,985	439,176	740,355	749
N.-Brunswick	6,426,318	8,008,779	1,509,227	1,197,584	311,643	596,363	600
Québec	159,592,342[2]	76,530,518[2]	44,074,611[2]	37,457,720[2]	6,616,891[2]	7,174,661[2]	4,063[2]
Ontario	7,440,545	146,872,316	2,609,723	2,200,575	409,148	11,374,849	6,834
Manitoba	21,227,330	23,181,319	3,366,613	3,155,274	211,339	1,477,711	1,095
Saskatchewan	33,953,920	33,462,869	3,506,771	3,239,318	267,453	859,979[3]	647
Alberta	28,952,569	17,905,955	3,595,784	2,715,608	880,176	1,149,165	1,062
Colombie Britannique	24,931,255	31,641,896	6,397,087	5,492,708	904,379	3,072,282	2,490
Yukon	86,938	55,782	18,449	20,295	Dr. 1,846	13,734	6
Totaux	**292,676,305**	**350,160,208**	**67,438,256**	**57,383,562**	**10,054,694**	**26,525,374**	**17,636**

[1] Y compris salaires et gages imputables au compte capital. [2] Y compris les données de la Cie de Téléphone Bell. [3] A l'exclusion des lignes rurales.

Sous-section 3.—Appels téléphoniques

Les réseaux téléphoniques qui administrent 90 p.c. de tous les téléphones au Canada ont établi leurs estimations en comptant les jours d'affaires normales et, après déduction des appels incomplétés, des jours de fête, des dimanches, etc., ont multiplié la moyenne obtenue par 365. Dans presque tous les cas, les appels interurbains sont des appels complétés. Les moyennes sont de 1,963 appels locaux et 22·6 appels interurbains pour chaque téléphone et 245 conversations téléphoniques per capita. La moyenne estimative per capita, aux Etats-Unis en 1938, est de 223.

7.—Appels locaux et interurbains et moyennes par téléphone et per capita, 1929-39

Année	Appels locaux	Appels interurbains	Nombre total d'appels	Total per capita[1]	Moyenne par téléphone		
					Locaux	Interurbains	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1929	2,425,019,000	37,852,000	2,462,871,000	1,781	246	1,754	27·4
1930	2,475,323,000	37,497,000	2,512,820,000	1,791	246	1,764	26·7
1931	2,421,081,000	33,198,000	2,454,279,000	1,799	236	1,775	24·3
1932	2,319,354,000	27,219,000	2,346,573,000	1,861	223	1,839	21·6
1933	2,247,144,000	24,437,000	2,271,581,000	1,905	213	1,885	20·5
1934	2,278,864,000	25,396,000	2,304,260,000	1,925	213	1,904	21·2
1935	2,294,580,000	26,019,000	2,320,599,000	1,920	212	1,898	21·5
1936	2,444,517,000	27,990,000	2,472,507,000	1,953	224	1,931	22·1
1937	2,582,984,000	30,823,000	2,613,807,000	1,976	235	1,953	23·3
1938	2,592,803,000	30,289,000	2,623,092,000	1,929	234	1,907	22·3
1939	2,742,739,000	31,612,000	2,774,351,000	1,986	245	1,963	22·6

[1] Les données per capita sont basées sur les estimations officielles de la population, p. 70.

PARTIE VII.—COMMUNICATIONS SANS FIL*

La radio au Canada, et sur les bateaux enregistrés au Canada, était administrée avant le 1er juillet 1938 en vertu de la loi de la radiotélégraphie adoptée en 1913 et des règlements émis de temps à autre à la suite de cette loi. Cette loi, à cause des développements rapides, a été abrogée et remplacée par la loi sur la radio de 1938, qui est entrée en vigueur le 1er juillet 1938. Entre-temps, cependant, la loi de la marine marchande du Canada avait déjà été revisée (voir Annuaire de 1936, pp. 1144–

*La partie VII, à l'exception de la section 3, a été revisée sous la direction de Walter A. Rush, Contrôleur de la Radio, Ministère des Transports.

1145), et les sections de l'ancienne loi sur la radiotélégraphie concernant l'outillage radiotélégraphique sur les bateaux ont été enlevées et incorporées à la loi revisée de la marine marchande du Canada, 1934.

En 1932, la loi canadienne de la radiodiffusion a été adoptée et aux termes de cette loi le contrôle de toute la radiodiffusion est dévolue à la Commission Canadienne de la Radiodiffusion. Cette loi a été subséquemment rappelée et remplacée par la loi canadienne sur la radiodiffusion, 1936. D'après la nouvelle loi, le contrôle technique de tous les postes de radiodiffusion retourne au Ministère des Transports, tandis que le règlement des programmes est placé entre les mains de la Société Radio-Canada; une section autorise le Ministre des Transports à faire des règlements pour le contrôle de tout outillage susceptible de causer du brouillage dans la réception radiophonique.

Conséquemment, le pouvoir pour l'administration de toute la radio dans les limites du Canada est accordé au Ministre des Transports en vertu des lois suivantes: loi de la radio, 1938; loi de la marine marchande du Canada, 1934; loi canadienne de la radiodiffusion, 1936.

En plus d'être soumise aux stipulations de la loi de la radio, 1938, et des règlements établis à la suite de cette loi, l'opération de la radio, y compris la radiodiffusion, est soumise au Canada à la Convention Internationale des Télécommunications (Madrid, 1932) et aux règlements des radiocommunications y annexés (revision du Caire, 1938) de même qu'à la Convention des Radiocommunications Interaméricaines et à l'Entente de la Radiodiffusion Régionale en Amérique du Nord, La Havane, 1937.

Section 1.—Administration

Sous-section 1.—Contrôle technique et permis

Tous les postes de radio au Canada doivent avoir un permis, qu'il s'agisse d'émission ou de réception, ou des deux. L'émission de toutes les classes de permis, l'affectation des indicatifs et des fréquences, et l'inspection et la surveillance des postes de radio au Canada relèvent du personnel de la Division de la Radio. En 1940, les inspecteurs du département de la radio ont inspecté 90,896 postes de radio de toutes classes. Le personnel d'inspection de la Division de la Radio tient également les examens pour les certificats de compétence en radiotélégraphie. Jusqu'au 31 mars 1940, 9,656 certificats de toutes classes ont été accordés.

Les règlements de la radio pour les bateaux-postes en vertu de la loi de la marine marchande du Canada, 1934, établissent les spécifications de l'outillage radiotélégraphique dont doivent être munies certaines classes de bateaux, et désignent également les qualifications requises des opérateurs de ces postes.

Pour assurer la sécurité de la vie en mer, certains paquebots à passagers et certains cargos, en vertu de règlements internationaux, doivent être possesseurs d'un outillage radiotélégraphique avec opérateurs compétents, porteurs de certificats de compétence. Le Ministère maintient un service complet d'inspection de la radio pour appliquer ce règlement. Les inspecteurs, postés aux principaux ports du Dominion, doivent vérifier l'efficacité de l'outillage radiotélégraphique des bateaux faisant escale aux ports canadiens, quelle que soit leur nationalité, et voir à ce que seuls des opérateurs compétents soient à bord. En vertu de la loi des conventions de la sécurité de la vie en mer et de la ligne de charge, 1931, les bateaux étrangers et canadiens, durant leur séjour dans les ports canadiens, sont examinés en vue de l'émission de certificats de sûreté.

1.—Postes de radio en opération au Canada, par classe, au 31 mars 1936-40

Classe de poste	1936	1937	1938	1939	1940
	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre
Postes côtiers (du gouvernement)[1]	31	31	31	31	28
Postes radiogoniomètres (du gouvernem.[1])	13	13	13	13	13
Postes radiogoniomètres aéronautiques (du gouvernement)	Nil	Nil	2	2	2
Postes de bord (du gouvernement)	56	58	59	61	64
Postes de bord (commerciaux)	212	261	313	340	356
Poste de bord (récept. commerc. seulem.)	Nil	Nil	Nil	Nil	71
Postes radio-phares (du gouvernement)[1]	24	26	26	26	26
Postes radiotéléphoniques (du gouvern.)	9	10	10	10	17
Postes météorologiques (du gouvernem.)	Nil	Nil	1	1	1
Postes de terre	1	1	1	1	1
Postes côtiers à rayon limité	5	5	7	10	10
Postes publics commerciaux	36	41	58	81	78
Postes privés commerciaux	275	315	399	489	863
Postes privés commerciaux d'irradiation	78	80	88	94	96
Postes d'expérimentation[2]	82	126	147	182	78
Postes amateurs d'expérimentation[2]	2,380	2,821	3,222	3,678	3,776
Postes d'expérimentation d'irradiation sur ondes courtes	10	8	8	Nil[3]	Nil
Postes privés de réception[4]	862,109	1,038,500	1,104,207	1,223,502	1,345,157
Postes d'écoles de radiotéléphonie	6	5	6	7	9
Postes d'avions autorisés	4	7	91	129	156
Postes aéronautiques de repérage (du gouvernement)	Nil	Nil	13	31	34
Postes commerciaux de réception	"	"	5	64	86
Postes de repérage flabelliformes (du gouvernement)	"	"	Nil	1	1
Totaux	**865,331**	**1,042,308**	**1,108,707**	**1,228,753**	**1,350,922**

[1] Le total des postes radiogoniomètres comprend un poste combiné de radiogoniomètre et radio-phare; le total des postes côtiers comprend un poste combiné côtier et radio-phare. [2] Tous les permis de postes privés d'expérimentation et de postes amateurs d'expérimentation ont été suspendus lors du déclenchement de la guerre en septembre 1939. [3] Ce genre de poste a été abandonné le 1er avril 1938. [4] Y compris 5,862 permis gratuits accordés en 1940, 4,557 en 1939, 3,155 en 1938, 2,758 en 1937 et 2,314 en 1936.

D'après le nombre de permis de réception privée au tableau 2 émis dans chaque province l'année fiscale 1940, la population estimative par permis de réception est: Ile du Prince-Edouard, 16·8; Nouvelle-Ecosse, 10·0; Nouveau-Brunswick, 12·1; Québec, 10·2; Ontario, 7·3; Manitoba, 8·2; Saskatchewan, 9·7; Alberta, 7·6; Colombie Britannique, 6·8; Yukon et Territoires du Nord-Ouest, 34·2; et Canada, 8·5.

2.—Permis[1] de postes récepteurs privés émis au Canada, par province, années fiscales 1934-40

Province	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Prince-Edouard	1,758	1,945	2,159	3,282	4,198	5,209	5,694
Nouvelle-Ecosse	25,039	28,989	31,905	40,938	43,321	51,622	55,796
Nouveau-Brunswick	17,206	20,194	22,347	27,253	29,956	35,050	37,729
Québec	201,154	204,096	221,702	240,105	268,650	295,920	318,387
Ontario	288,357	342,394	342,056	424,126	445,867	497,858	520,503
Manitoba	44,420	52,928	56,986	69,861	73,099	79,295	89,704
Saskatchewan	32,951	41,573	49,059	68,193	62,636	63,625	98,707
Alberta	40,455	49,107	55,318	72,458	75,843	88,357	104,283
Colombie Britannique	55,978	70,759	80,205	91,978	100,251	106,169	113,945
Yukon et T. N.-O.	307	350	372	306	386	397	409
Canada	**707,625**	**812,335**	**862,109**	**1,038,509**	**1,104,207**	**1,223,502**	**1,345,157**

[1] Y compris permis gratuits: 5,862 en 1940, 4,557 en 1939, 3,155 en 1938, 2,758 en 1937, 2,314 en 1936, 1,931 en 1935 et 1,517 en 1934.

Sous-section 2.—Dépenses et revenus de l'administration de la radio

Les dépenses paraissant au tableau 3 aux item des lignes aériennes et des aéroports paraissent aussi parmi les dépenses de l'aviation civile au tableau 4 de la partie V de ce chapitre. Un exposé des dépenses de ces services ne saurait être complet s'il ne tenait compte de ces item répétés. Le Ministère des Transports a été organisé durant l'année fiscale 1937, de sorte que 1938 est la première année de chiffres complets sur la présente base.

Antérieurement au 1er avril 1939, le prix d'un permis pour les postes commerciaux privés était de $50. Depuis lors, toutefois, le prix est basé sur la puissance du poste et la densité de la population de la région qu'il dessert. Il varie de $50 par année dans le cas des postes à faible puissance, les postes à ondes courtes et les postes non commerciaux des universités à $10,000 dans celui des postes commerciaux de 50 kW.

3.—Dépenses et revenus des services de radio, Ministère des Transports, années fiscales 1938-40

Item	1938	1939	1940
	$	$	$
Dépenses			
Administration de la loi de radiotélégraphie et ses règlements	102,237	103,384	120,164
Postes radiogoniomètres, radio-phares et de radiotélégraphie—			
Opération et maintien	592,843	600,253	653,193
Construction (spéciale)	Nil	Nil	159,843
Suppression de l'interférence électrique locale	199,467	210,881	231,714
Emission de permis de réception radiophonique	103,959	124,064	135,229
Lignes aériennes et aéroports, radio—			
Opération et maintien	177,557	338,852	558,764
Construction	860,899	972,391	534,702
Totaux, dépenses	**2,036,962**	**2,349,825**	**2,393,609**
Revenus			
Droits du trafic commercial	63,784	60,089	59,433
Droits de licence des postes récepteurs[1]	2,019,361	2,798,166	3,037,168
Droits de licence des stations d'irradiation[1]	3,905	4,300	30,700
Autres droits de licence	17,848	20,135	24,074
Amendes et confiscations	6,257	12,205	6,894
Droits d'examen	715	1,211	1,289
Publications	609	861	636
Location de domicile (opérateurs de radio)	Nil	Nil	17,313
Totaux, revenus	**2,112,479**	**2,896,967**	**3,177,507**

[1] La loi canadienne sur la radiodiffusion, 1936 (c. 24) stipule ce qui suit:—
"14. (1) Le Ministre des Finances doit au besoin verser à la Banque du Canada ou à une banque à charte qu'il désigne, au crédit de la Société:—
(a) les deniers provenant des droits de licence pour les postes récepteurs et les stations d'irradiation privées, après avoir déduit, des recettes brutes, les frais de perception et d'administration, lesdits frais étant déterminés au besoin par le Ministre.

Il y a deux genres de permis de postes récepteurs privés, dont l'un pour les appareils à piles ($2·00 par année) et l'autre pour les appareils électriques ($2·50 par année). Des permis gratuits sont émis pour les postes à cristal et aux aveugles, aux écoles, aux hôpitaux et aux institutions de charité, ainsi que pour les postes installés dans les casernes, les mess des officiers, les cantines ou salles de récréation pour l'amusement gratuit des membres des forces navales, militaires ou aériennes de Sa Majesté en service actif.

Il n'existe pas de chiffres exacts par province sur les recettes provenant des postes récepteurs privés précisément à cause des deux genres de permis dont il est question plus haut et aussi parce que les commissions versées pour l'émission des permis varient selon la classification de l'émetteur, c'est-à-dire les bureaux de poste, les marchands d'appareils récepteurs, les vendeurs ambulants, etc. En conséquence, le tableau 4 donne le revenu total provenant de la vente des permis de postes récepteurs privés réparti entre les provinces selon le nombre de permis émis par chacune

4.—Recettes provenant de la vente de permis de postes récepteurs privés au Canada, par province, années fiscales 1934-40

NOTA.—Ces chiffres ne sont qu'approximatifs.

Province	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	3,217	3,559	3,951	6,006	7,682	11,929	12,075
Nouvelle-Ecosse	45,821	53,050	58,386	74,917	79,277	118,214	125,763
Nouveau-Brunswick	31,487	36,955	40,895	49,873	54,819	80,265	85,364
Québec	368,112	373,496	405,715	439,392	491,630	677,657	735,521
Ontario	527,693	626,581	625,962	776,151	815,937	1,140,095	1,194,050
Manitoba	81,289	96,858	104,284	127,846	133,771	181,586	197,311
Saskatchewan	60,300	76,079	89,778	124,793	114,624	145,701	203,757
Alberta	74,033	89,866	101,232	132,598	138,793	202,338	222,695
Colombie Britannique	102,440	129,489	146,775	168,320	183,459	243,127	259,749
Yukon et Ter. du N.-Ouest	562	641	681	560	706	909	783

Sous-section 3.—Recherche et suppression de l'interférence inductive

Trente-huit automobiles munis d'appareils sensibles font la recherche des sources d'interférence à la réception radiophonique. Elles relèvent de bureaux permanents d'inspection dans 23 villes à travers tout le Canada. Les inspecteurs en charge de ces voitures interrogent les radiophiles qui se sont plaints d'interférence et ils en localisent la source réelle. Ils font ensuite des expériences de nature à établir si l'interférence peut ou non être efficacement et économiquement supprimée. Les propriétaires de postes récepteurs causant de l'interférence sont avertis des résultats de ces expériences et sont renseignés pleinement sur les moyens les plus efficaces de suppression ou élimination. Trente-trois inspecteurs à temps partiel placés dans d'autres cités et villes ont à leur disposition des postes récepteurs portatifs et un outillage limité pour faire la recherche de l'interférence dans leurs districts.

5.—Investigations sur l'interférence inductive, années fiscales 1936-40

Item	1936	1937	1938	1939	1940
Investigations	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Systèmes de distribution électr. et lignes de transm.	9,278	8,979	8,259	6,939	6,500
Appareils électriques ménagers et commerciaux	3,803	4,718	5,743	5,374	5,796
Postes récepteurs et appareils radiophon. défectueux	1,832	1,845	2,026	1,952	1,946
Totaux	**14,913**	**15,542**	**16,028**	**14,265**	**14,242**
Remèdes tentés					
Sources rapportées comme définitivement éliminées	12,908	12,989	13,764	12,197	12,875
Sources non encore rapportées éliminées	1,839	2,378	2,047	1,847	1,237
Sources non éliminables actuellement	166	175	217	221	130

Section 2.—Opération des communications radiophoniques

Sous-section 1.—Postes du Gouvernement fédéral

Des facilités de radiocommunications de plusieurs genres sont essentielles à la sécurité et à la précision de la navigation des navires et des avions. Afin de subvenir aux besoins de ce genre des navires canadiens et étrangers naviguant dans les eaux canadiennes et des avions volant en territoire canadien, le Ministère des Transports a établi des réseaux de postes radiogoniomètres, de radiophares marins, de postes d'orientation pour les avions, de radiotélégraphie et de radiotéléphonie.

Ministère des Transports, service maritime.—Quatre réseaux distincts de postes assurent un service de balisage radiophonique complet aux navires. Ces réseaux desservent les régions suivantes: les Grands Lacs; le golfe St-Laurent et le littoral de l'Atlantique; la baie et le détroit d'Hudson, et la région sub-arctique; et le littoral du Pacifique. Les trois premiers réseaux sont en communication les uns avec les autres. Il n'y a toutefois aucune communication radiophonique entre le réseau du littoral du Pacifique et ceux de l'Est du Canada et de la région sub-arctique, bien qu'au moyen d'un poste à ondes courtes situé à Ottawa le Ministère des Transports puisse se tenir en contact avec les réseaux de la côte du Pacifique et de la baie et du détroit d'Hudson.

Au cours de l'année fiscale 1940, les postes radiotélégraphiques des littoraux de l'Atlantique et du Pacifique, des Grands Lacs, de la baie et du détroit d'Hudson ont transmis ou reçu 387,639 messages ou 9,291,116 mots comparativement à 419,912 messages ou 8,643,173 mots en 1938–39. Le coût d'entretien de ces postes a été de $577,325 en 1939–40 comparativement à $530,017 l'année précédente.

6.—Genre de service fourni par les postes de radio maritimes, au 31 mars 1940

Service assuré	Régions desservies				Nombre
	Grands Lacs	Golfe St-Laurent et côte de l'Atlantique	Baie et détroit d'Hudson, et région sub-arctique	Côte du Pacifique	
Radiotélégraphie	Tobermory, Ont.	Clarke-City, Qué. Baie-Ellis, Anticosti Pointe-à-la-Renommée, Qué.[1] Pointe-au-Père, Qué.[1] Montréal, Qué.[1] North-Sydney, N.-E.[1] Pointe-Amour, Terre-Neuve.[1] Québec, Qué.[1]	Coppermine, T. N.-O.	Bull-Harbour, C.B. Estevan, C.B. Vancouver, C.B. (VAB) Victoria, C.B.	14
Radiotéléphonie		Rocher-aux-Oiseaux, Qué. Gannet-Rock, N.-B. Ile-du-Petit-Bois, N.-B.		Banfield, C.B. Cap-Beale, C.B. Carmanah, C.B. Ile Lennard, C.B. Ile Merry, C.B. Tofino, C.B.	9
Radiotélégraphie et radiotéléphonie	Kingston, Ont. Midland, Ont. Point-Edward, Ont. Port-Arthur, Ont. Port-Burwell, Ont. Sault-Ste-Marie, Ont. Toronto, Ont.	Ile-Grindstone, Qué.[1] Halifax, N.-E.	Port-Harrison, Qué.[2]	Baie-Alert, C.B. Cap-Lazo, C.B. Prince-Rupert, C.B. Vancouver, C.B. (VAI)	14

Voir renvois à la fin du tableau, p. 643.

6.—Genre de service fourni par les postes de radio maritimes, au 31 mars 1940—fin

Service assuré	Régions desservies				Nombre
	Grands Lacs	Golfe St-Laurent et côte de l'Atlantique	Baie et détroit d'Hudson, et région sub-arctique	Côte du Pacifique	
Radiophare	Ile-Cove, Ont. Long-Point, Ont. Ile-Main-Duck, Ont. Ile-Michipicoten Ont. Port-Weller, Ont. South East Shoal, Ont. Ile-Slate, Ont.	Cap-Bauld, T.-N. Cap-Ray, T.-N. Cap-Whittle, Qué. East-Point, I.P.-E. Bateau-phare de Halifax-Est. Heath-Point, Anticosti. Pointe-Natashquan, Qué. Ile du Perroquet, Qué. Pointe-des-Monts, Qué. Ile de Sable, N.-E. Ile Seal, N.-E. Western-Head, N.-E. West-Point, Anticosti.		Ile Langara, C.B. Point-Atkinson, C.B. Quatsino (Ile Kains) C.B. Race-Rocks, C.B. Triple-Island, C.B.	25
Radiophare et radiotélégraphie		Lurcher, bateau-phare.		Dead-Tree-Point, C.B.	2
Radiophare, radiotélégraphie et radiotéléphonie		Sambro, bateau-phare.			1
Station radiogoniomètre et radiophare		Ile St-Paul, N.-E.			1
Station radiogoniomètre et radiotélégraphie		Belle-Isle, T.-N. Camperdown, N.-E. Canso, N.-E. Cap-Race, T.-N. Saint John, N.-B. Yarmouth, N.-E.	Cap-Hopes-Advance, Qué. Chesterfield Inlet, T.N.-O. Port-Churchill, Man. Ile Résolution, T.N.-O.		10
Station radiogoniomètre, radiotélégraphie et radiotéléphonie			Ile Nottingham, T.N.-O.	Pachena, C.B.	2
Totaux, stations desservant des régions déterminées	15	35	7	21	78
Grand total					78

[1] Exploités sous contrat par la Cie Canadienne Marconi. [2] Fut d'abord un poste météorologique (Voir tableau 7).

Ministère des Transports, service de l'Aéronautique.—Les services de sans-fil à la disposition de l'aviation peuvent se diviser en deux catégories: d'abord ceux qui desservent la route aérienne transcanadienne et ensuite ceux qui desservent les routes aériennes transatlantiques. Cette phase de la radio au Canada évolue très rapidement et il est prévu qu'avant longtemps les navigateurs aériens disposeront d'un service aussi complet que celui dont jouissent présentement les navigateurs maritimes. Ce service suppose le parachèvement d'une chaîne de postes de repérage s'étendant d'une côte à l'autre le long de la route transcanadienne et sur les routes importantes de raccordement. Ces stations sont aménagées aux aéroports

à peu près à tous les 100 milles. Elles irradient des signaux qui permettent aux pilotes de naviguer entièrement par instruments. Les pronostics météorologiques réguliers sont aussi irradiés d'heure en heure.

7.—Genre de service assuré et routes desservies par les postes de radio de l'Aéronautique, au 31 mars 1940

Service assuré	Routes desservies			Nombre
	Transcanadienne	Transatlantique	Transcanadienne et transatlantique	
Radiophare de repérage et radiotéléphonie	Blissville, N.-B. Broadview, Sask. Calgary, Alta. Carmi, C.B. Cowley, Alta. Cranbrook, C.B. Crescent Valley, C.B. Earlton Jct., Ont. Edmonton, Alta. Grand Forks, C.B. Kapuskasing, Ont. Kenora, Ont. Killaloe, Ont. Lethbridge, Alta. Malton, Ont. Medicine Hat, Alta. Mégantic, Qué. Moncton, N.-B. Muskoka, Ont. Nakina, Ont. North Bay, Ont. Ottawa, Ont. Pagwa, Ont. Porquis Jct., Ont. Princeton, C.B. Red Deer, Alta. Regina, Sask. Rivers, Man. Sioux Lookout, Ont. Swift Current, Sask. Vancouver, C.B. Wagaming, Ont. Winnipeg, Man.			33
Radiophare de repérage, radiotélégraphie et radiotéléphonie			St-Hubert, Qué.	1
Poste radiogoniomètre		Longueuil, Qué.		1
Poste radiogoniomètre, de radiotélégraphie et de radiotéléphonie			Shédiac, N.-B.	1
Poste de repérage flabelliforme	Maple Ridge, C.B.			1
Totaux, postes desservant des routes déterminées	31	1	2	37
Station météorologique auxiliaire, Port Harrison, Qué.				1
Grand total				38

Ministère de la Défense Nationale.—Le Corps des signaleurs royaux canadiens maintient, en plus des postes établis pour fins militaires, 11 postes permanents et deux postes estivaux le long du fleuve Mackenzie et au Yukon pour le compte du Bureau des Affaires des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon, Ministère des Mines et Ressources.

Ministère des Travaux Publics.—Onze postes sont maintenus pour établir des communications d'urgence entre la terre ferme et certaines îles, et 15 autres pour les raccordements d'urgence entre les réseaux existants sur la terre ferme.

Ministère des Mines et Ressources.—Ce ministère entretient un poste commercial à l'Observatoire du Dominion pour la transmission de l'heure exacte, 10 postes commerciaux privés dans les parcs nationaux du Canada et 3 postes portatifs d'expérimentation.

Sous-section 2.—Postes de radio des gouvernements provinciaux

Colombie Britannique.—Le Ministère des Terres administre 11 postes maritimes, 131 postes commerciaux privés. Sous la juridiction du département du Procureur Général, la police provincial administre 5 postes maritimes et 26 postes commerciaux privés et la Commission de la Chasse, trois postes maritimes et un poste commercial privé.

Alberta.—Le Service Forestier du Ministère des Terres et Mines dispose de 25 postes commerciaux privés pour la protection de la forêt contre le feu.

Saskatchewan.—Le Ministère des Ressources Naturelles administre 23 postes commerciaux privés et trois postes d'expérimentation en rapport avec les services de protection de la forêt. La Commission de l'Energie de la Saskatchewan maintient 3 postes commerciaux privés et douze poste récepteurs commerciaux (dans les camions de service, etc.) pour établir les communications d'urgence par sans-fil en cas de panne dans les lignes de transmission électrique, etc.

Manitoba.—Le Ministère des Mines et des Ressources Naturelles exploite 8 postes commerciaux privés et un poste pour avions pour le bénéfice des expéditions d'arpentage.

Ontario.—Le Service Forestier maintient dans le nord-ouest de l'Ontario 4 postes commerciaux publics assurant un service radiotéléphonique d'un endroit à un autre, quatre poste commerciaux publics assurant un service radiotélégraphique d'un endroit à un autre et douze postes commerciaux publics assurant un service radiotéléphonique entre la terre et les avions des compagnies d'aviation desservant ces régions; 108 postes commerciaux privés, 4 postes d'expérimentation et 5 postes au service de l'aviation en rapport avec les services de protection de la forêt contre le feu.

Sous-section 3.—Postes commerciaux laissés à l'entreprise particulière

Il est à remarquer d'après le tableau 1 qu'il y a au Canada, le 31 mars 1940, 10 postes limités littoraux, 78 postes commerciaux publics et 863 postes commerciaux privés. Un poste commercial public, à Drummondville, Qué., assure des services radiotélégraphique et radiotéléphonique transocéaniques avec la Grande-Bretagne et l'Australie et un service radiotéléphonique avec Terre-Neuve. Ces postes se ressemblent en ce qu'ils appartiennent à des particuliers ou des compagnies incorporées en vertu des lois du Dominion ou de l'une des provinces qui les exploitent.

Règle générale, les postes limités situés sur les côtes sont des postes privés qui assurent un service de communications entre les navires et la terre ferme, lequel est à la disposition exclusive de ses propriétaires. Deux de ces postes sont toutefois la propriété de la Cie Canadienne Marconi qui les exploite. L'un, situé à Louisbourg, N.-E., assure un service radiotélégraphique de longue portée aux navires en mer et l'autre, situé à Drummondville, Qué., assure un service analogue, mais

radiotéléphonique. Les facilités de ces deux postes sont à la disposition du public en général. Les services assurés par les postes commerciaux publics et privés sont multiples et variés. En général, ces postes sont situés dans des régions non autrement desservies par le téléphone, le télégraphe ou autres moyens de télécommunication. La plupart d'entre eux maintiennent un service radiotélégraphique et radiotéléphonique d'un endroit à un autre, bien qu'ils soient maintenant de plus en plus utilisés entre la terre et les avions. Ces postes offrent un précieux moyen de communiquer avec les camps miniers, les chantiers forestiers, les expéditions d'explorateurs et d'arpenteurs, les postes de traite et plusieurs autres endroits qui autrement resteraient isolés des parties mieux colonisées du Dominion.

Les postes commerciaux privés peuvent ne servir qu'à la transmission des messages d'affaires particuliers de leurs propriétaires, tandis que les postes commerciaux publics peuvent servir à la transmission des messages au public en général.

Section 3.—Irradiation et régie des programmes sous la Société Radio-Canada*

Sous-section 1.—Administration de la Société Radio-Canada

La Société Radio-Canada a succédé à la Commission Canadienne de la Radiodiffusion le 2 novembre 1936. Fidèle à son but, cette société—la première corporation radiophonique étatisée de l'Amérique du Nord—a fortement contribué à assurer à tous les radiophiles du Canada un service aussi parfait que possible. Elle fonctionne subordonnément à la loi canadienne sur la radiodiffusion de 1936. Cette loi pourvoit à ce que la Société se compose d'un bureau de neuf gouverneurs choisis de manière à représenter les principales divisions géographiques du Canada. En pratique, c'est le Bureau des Gouverneurs qui décide de la politique de la Société et la surveille. L'administration effective et l'opération des postes relèvent d'un gérant général. Les règlements de la Société, approuvés par le Gouverneur en Conseil, fournissent une formule d'administration générale. L'organisation administrative de Radio-Canada se compose des divisions suivantes: l'exécutif, le secrétariat, les finances, le génie, les programmes, la publicité, le service commercial et les relations entre postes.

En vertu de la loi canadienne de la radiodiffusion, la Société Radio-Canada est chargée de formuler les règlements de contrôle sur l'établissement et l'opération des réseaux, le caractère de chacun et de tous les programmes radiodiffusés au Canada et la proportion de temps qui peut être consacré à l'annonce dans les programmes radiophoniques. Les règlements de Radio-Canada ont été tracés pour assurer un certain niveau à toutes les émissions. Radio-Canada n'exerce pas, et n'autorise aucun poste privé à exercer pour son compte, une censure sur une matière quelconque d'une émission. L'administration d'un poste est responsable de l'exécution des règlements.

Censure de la Radio en temps de guerre.—Le personnel du Comité de Coordination de la Censure du Gouvernement canadien a emprunté en 1940 un fonctionnaire supérieur de Radio-Canada pour veiller aux intérêts de la radiophonie. Le Comité est une entité séparée et distincte de Radio-Canada. Il applique les règlements de la Défense du Canada qui frappent également Radio-Canada et les postes privés.

Le but des autorités de la censure est d'intervenir le moins possible dans la vie ordinaire et la jouissance de la propriété. L'administration de chaque poste est

* Revisé sous la direction de W. E. Gladstone Murray, gérant général, Société Radio-Canada.

responsable de l'observance des règlements de la Défense du Canada et seules les causeries provenant de l'extérieur du Canada ou de déjeuner ou dîners en commun doivent être antérieurement autorisées. Les émissions originant de réunions publiques, autres que les précédentes, sont prohibées. Les émissions parlées sont limitées à l'anglais, le français, le gaélique et le gallois, excepté quand les transmissions proviennent directement de Radio-Canada ou de ministères du Gouvernement fédéral.

Irradiation de nouvelles.—Le 1er janv. 1941, Radio-Canada a inauguré son propre service de nouvelles. Le service de nouvelles de Radio-Canada est disponible pour toutes les stations reliées par des lignes de terre. On peut obtenir les nouvelles locales par entente avec chaque poste et les journaux locaux. L'irradiation de nouvelles de sources autres que celles ci-dessus n'est pas permise sans une autorisation antérieure écrite de Radio-Canada. Les postes privés peuvent se servir du service de nouvelles de Radio-Canada seulement pour assurer la continuité de leurs irradiations ou absolument sans commentaires.

Le service de nouvelles de Radio-Canada maintient des salles de nouvelles à Halifax, Montréal (qui donne des nouvelles en français et en anglais), Winnipeg, Vancouver et une salle centrale à Toronto. Les services de nouvelles de la Presse Canadienne et de la British United Press sont livrés aux salles de Radio-Canada où les nouvelles sont rédigées de nouveau de façon propre à la radiodiffusion. Radio-Canada a aussi des bulletins de nouvelles et des programmes d'actualités transmis directement de Grande-Bretagne par ondes courtes et captés par la station de réception à ondes courtes à Ottawa.

Sous-section 2.—Opérations

Facilités d'irradiation.—En vertu de l'article 24 de la loi, Radio-Canada est tenu de faire la revue de toutes les demandes de permis pour de nouveaux postes de même que des demandes d'augmentation de puissance ou de changement de fréquence ou de localité. D'après ces stipulations, l'extension des facilités d'irradiation suppose deux considérations: d'abord, la non-interférence avec les facilités présentes et proposées de Radio-Canada; ensuite, les facilités de transmission de haute puissance, sur ondes longues et courtes, sont réservées à Radio-Canada. Dans cette mesure, le Bureau a pour politique de servir les intérêts locaux en donnant tout l'encouragement et l'assistance possibles aux postes locaux.

Le réseau national de Radio-Canada comprend 10 postes appartenant à Radio-Canada, 26 stations privées affiliées et 24 stations privées supplémentaires. La puissance globale des stations de Radio-Canada, qui comprend quatre transmetteurs de 50,000 watts, est de 213,100 watts, et celle du réseau des stations privées est de 58,250. Le service du réseau de Radio-Canada a été encore élargi sur la fin de 1940 par la construction à Verchères, Qué., de CBFW (X, Y, Z), d'une station à ondes courtes de 7,500 watts. Dans le perfectionnement du vaste champ d'irradiation du réseau de Radio-Canada, tracé pour être aussi efficace que possible dans tout le Dominion, on a tenu compte autant de la population rurale que de celle des villes. La province de Québec jouit de sources d'irradiation française et anglaise.

Radio-Canada contrôle des raccordements secondaires qui doivent tous avoir l'autorisation de la Société. Les arrangements contractuels avec les postes pour raccordements commerciaux sont réglés par le département commercial de la Société.

Des négotiations se sont continuées en 1940 entre les représentants des pays signataires de l'Entente convenue à la Conférence Interaméricaine des longueurs

d'ondes de La Havane, en novembre 1937. En vertu de cette Entente une redistribution générale des fréquences a été effectuée le 29 mars 1941. Cette redistribution a mis fin à l'interférence dans une mesure considérable.

8.—Postes d'irradiation du réseau national de Radio-Canada, au 31 mars 1941

NOTA.—Les postes qui sont la propriété de Radio-Canada ou qui sont loués sont marqués d'une croix (†), et les postes affiliés dont certaines heures d'émission sont réservées aux programmes de R.-C., par un astérisque (*). L'usage des programmes de R.-C. est laissé aux choix des autres postes.

Lettres d'identification	Endroit	Fréquence	Puissance	Lettres d'identification	Endroit	Fréquence	Puissance
		kc.	w.			kc.	w.
CJCB*	Sydney, N.-E.	1270	1000	CFCH*	North Bay, Ont.	1230	100
CHNS*	Halifax, N.-E.	960	1000	CJKL*	Kirkland Lake, Ont.	560	1000
CJLS	Yarmouth, N.-E.	1340	100	CKGB*	Timmins, Ont.	1470	1000
CFCY*	Charlottetown, I.P.-E.	630	1000	CKSO*	Sudbury, Ont.	790	1000
CHGS	Summerside, I.P.-E.	1480	50	CJIC	Sault-Ste-Marie, Ont.	1490	100
CBA†	Sackville, N.-B.	1070	50,000	CKPR*	Fort-William, Ont.	580	1000
CKCW*	Moncton, N.-B.	1400	100	CKCA	Kenora, Ont.	1450	250[2]
CHSJ*	Saint John, N.-B.	1150	1000	CKY*	Winnipeg, Man.	990	15,000
CFNB*	Fredericton, N.-B.	550	1000	CJRC	Winnipeg, Man.	630	1000
CHNC*	New Carlisle, Qué.	610	1000	CKX*	Brandon, Man.	1150	1000
CJBR*	Rimouski, Qué.	900	1000	CJGX	Yorkton, Sask.	1460	1000
CBJ†	Chicoutimi, Qué.	1240	100	CBK†	Watrous, Sask.	540	50,000
CBV†	Québec, Qué.	980	1000	CKCK*	Regina, Sask.	620	1000
CKCV	Québec, Qué.	1340	100	CJRM	Regina, Sask.	980	1000
CHLT	Sherbrooke, Qué.	1240	100	CHAB*	Moose Jaw, Sask.	1220	1000
CBF†	Montréal, Qué.	690	50,000	CFQC*	Saskatoon, Sask.	600	1000
CBM†	Montréal, Qué.	940	5000	CKBI*	Prince Albert, Sask.	900	1000
CKRN	Rouyn, Qué.	1400	250	CFAC*	Calgary, Alta.	960	1000
CKCH	Hull, Qué.	1240	100	CJCJ	Calgary, Alta.	1230	100
CBO†	Ottawa, Ont.	910	1000	CFCN	Calgary, Alta.	1010	10,000
CKCO	Ottawa, Ont.	1340	100	CJCA*	Edmonton, Alta.	930	1000
CFRC*	Kingston, Ont.	1490	100	CFRN	Edmonton, Alta.	1260	1000
CBL†	Toronto, Ont.	740	50,000	CKUA	Edmonton, Alta.	580	500
CBY†	Toronto, Ont.	1010	1000	CJOC*	Lethbridge, Alta.	1400	100
CKOC	Hamilton, Ont.	1150	1000[1]	CKLN	Nelson, C.B.	1450	100
CHML	Hamilton, Ont.	900	1000	CJAT*	Trail, C.B.	610	1000
CKTB	St. Catherines, Ont.	1230	100	CKOV*	Kelowna, C.B.	630	1000
CFPL	London, Ont.	1570	1000	CFJC*	Kamloops, C.B.	910	1000
CFCO	Chatham, Ont.	630	100	CHWK	Chilliwack, C.B.	1340	100
CKLW	Windsor, Ont.	800	5000	CBR†	Vancouver, C.B.	1130	5000

[1] Puissance durant le jour—500 watts seulement la nuit. [2] Puissance durant le jour—100 watts seulement la nuit.

Service et développement des programmes.—En novembre 1936, Radio-Canada desservait moins de 50 p.c. de la population; au commencement de 1941, le service était étendu à plus de 87 p.c. de toute la population urbaine et rurale. En un mois typique de l'an dernier, 2,100 programmes couvrant 713 heures étaient offerts, en plus des programmes du réseau français, au nombre de 1,500 et couvrant 320 heures.

Les émissions de nouvelles et les programmes ayant trait spécialement à l'effort de guerre occupent une partie considérable du temps du réseau à travers le pays et dans chaque région en 1940. Avec une unité de Radio-Canada en Angleterre et l'étroite collaboration de la British Broadcasting Corporation, Radio-Canada l'année dernière a pu mettre spécialement en regard des programmes originant des services actifs ou qui leur étaient destinés, des échanges de souhaits entre des hôtes de guerre au Canada et leurs parents en Grande-Bretagne, et autres activités spécialisées du service de guerre. Durant cette période, le directeur général des programmes de Radio-Canada est aussi allé en Angleterre pour aider la BBC à remodeler ses émissions sur ondes courtes destinées à l'Amérique du Nord.

Bien que les émissions pour l'effort de guerre aient occupé le premier rang l'année dernière, les autres phases de l'activité de Radio-Canada n'ont pas été oubliées. Les programmes musicaux, à partir de la musique symphonique et des opéras jusqu'à la musique populaire, de fanfare et de danse, occupent 55 p.c. du nombre total d'heures d'émission. Les autres 45 p.c. sont consacrés aux nouvelles, théâtre, causeries, sports, activités féminines, programmes d'enfants, émissions religieuses, programmes de service public, programmes d'effort de guerre, etc. Ces sujets comprennent les services grandement élaborés d'émission agricole, disposés de façon à satisfaire les divers intérêts régionaux. Dans le domaine des émissions scolaires, il s'est fait beaucoup de développements durant l'année et l'expérience heureuse en Colombie Britannique, où la Société a travaillé très étroitement avec le ministère de l'Education, s'étend graduellement à d'autres régions.

Toutes les émissions religieuses sont surveillées par le Conseil National Consultatif en Matières Religieuses qui comprend des représentants des principales dénominations religieuses du Canada. Ce Conseil voit à la composition de deux programmes d'une demi-heure chaque dimanche et par l'intermédiaires des conseils locaux fait donner le matin de chaque jour de la semaine des émissions pieuses dans les diverses régions.

9.—Classification des programmes de Radio-Canada pour un mois représentatif (novembre 1940)

Genre de programme	Programmes	Heures	Pourcentage d'heures	Genre de programme	Programmes	Heures[1]	Pourcentage d'heures
Musicaux	nomb.	nomb.		**Parlés—fin**	nomb.	nomb.	
Opéra	5	5:00	0·5	Commentaires d'actualité	25	4:05	0·4
Symphonie	51	44:50	4·3	Evénements d'actualité	25	11:35	1·1
Sacrée	5	1:25	0·1	Résumé des nouv.	835	189:25	18·5
Classique	90	33:55	3·2	Marché, températ., bourse, etc., rapports	171	66:20	6·5
Semi-classique	319	126:25	12·3	Evénements sport.	6	12:15	1·2
Variété	97	51:25	4·9	Résumés sportifs	5	1:05	0·1
Légère	379	118:35	11·5	Program. féminins	93	23:05	2·2
De danse	432	148:20	14·5	Program. d'enfants	21	6:45	0·6
Du bon-vieux-temps	12	7:15	0·7	Religion	61	21:15	2·0
Fanfare	83	33:25	3·2	Service public	8	2:50	0·2
Total, musique	**1,473**	**570:35**	**55·2**	**Total, parlés**	**1,653**	**462:15**	**44·8**
Parlés							
Théâtre	67	27:15[1]	2·6				
Causeries—							
D'information	269	74:00[1]	7·3				
Educatives	67	22:20[1]	2·1	**Grand total**	**3,126**	**1,032:50**	**100·0**

[1] Y compris le temps sur le réseau français.

Sous-section 3.—Finances

La politique financière de la Société est toujours de tendre à agrandir régulièrement ses facilités pour l'avantage immédiat des détenteurs de permis de réception tout en évitant de détourner de la production de programmes plus d'un montant minimum de ses revenus courants.

Compte tenu de la dépréciation des immobilisations fixes et de l'outillage, les opérations de l'année apportent une augmentation de $253,990 dans le surplus net global de la Société. La valeur comptable des immobilisations fixes augmente de $613,792, ce qui est dû largement à l'achèvement des nouveaux transmetteurs dans les Maritimes (CBA), en Saskatchewan (CBK), et de dépenses dans le Québec à

Marieville (CBM). Toutes les dépenses-capital majeures ont été financées par des prêts du Gouvernement fédéral; ces prêts sont ordinairement remboursés à même les revenus sur une période de 10 ans.

10.—Recettes et dépenses de Radio-Canada, années fiscales 1938-40

Item	1938		1939		1940	
Recettes	$	p.c.	$	p.c.	$	p.c.
Permis	1,896,813	82·14	2,652,186	80·10	2,906,605	77·47
Opérations commerciales	411,346	17·82	584,612	17·65	700,868	18·68
Emissions subsidiaires	Nil	–	57,069	1·72	72,654	1·93
Diverses	1,003	0·04	17,574	0·53	71,935	1·92
Totaux, recettes nettes	**2,309,162**	**100·00**	**3,311,441**	**100·00**	**3,752,062**	**100·00**
Dépenses						
Programmes	1,060,184	47·38	1,393,018	46·95	1,540,658	43·89
Réseau	477,902	21·36	571,496	19·26	674,184	19·22
Location de temps de postes privés	58,494	2·61	16,810	0·57	11,125	0·31
Génie	303,968	13·58	481,123	16·22	610,482	17·39
Générales et d'administrat.	146,686	6·56	139,827	4·71	162,940	4·63
Presse et information	28,236	1·26	67,087	2·26	63,540	1·80
Intérêts sur emprunts	Nil	–	16,907	0·57	23,837	0·67
Opérations commerciales	55,426	2·48	77,909	2·63	108,120	3·09
Dépréciation	106,846	4·77	202,814	6·83	316,274	9·00
	2,237,742	100·00	2,966,991	100·00	3,511,160	100·00
Moins les inventaires	17,206	–	13,005	–	13,088	–
Totaux, dépenses	**2,220,536**	–	**2,953,986**	–	**3,498,072**	–
Surplus d'exploitation	88,626	–	357,455	–	253,990	–

PARTIE VIII.—ADMINISTRATION DES POSTES*

Historique.—Un bref exposé du développement du service postal avant la Confédération au Canada paraît à la page 804 de l'Annuaire 1934–35.

Lors de la Confédération, les administrations provinciales furent transférées au Dominion et la loi des postes de 1867 créa un service à travers le Canada. L'affranchissement intérieur fut réduit de 5 à 3 cents par demi-once; en 1870 l'affranchissement des lettres à destination des Etats-Unis fut réduit de 10 à 6 cents et de celles à destination de la Grande-Bretagne, de 12½ à 6 cents par demi-once. En 1875, une convention entre le Canada et les Etats-Unis abaissa l'affranchissement postal entre ces deux pays au tarif intérieur. En 1878, le Canada étant devenu membre de l'Union Postale, l'affranchissement des lettres à destination des pays adhérents de l'Union fut réduit à 5 cents par demi-once. A la suite de la Conférence de 1897, l'affranchissement à deux sous par demi-once fut établi, le 25 décembre 1898, pour toutes les lettres à destination de l'Empire Britannique, en même temps que l'affranchissement intérieur était baissé de 3 à 2 cents par once. Ce tarif fut maintenu jusqu'en 1915, alors qu'avec la hausse des prix durant la guerre les tarifs furent élevés. L'affranchissement à deux sous a été remis en vigueur pour les lettres à destination du Canada, des Etats-Unis, de Terre-Neuve et autres pays du continent nord américain, le 1er juillet 1926, et à destination de la Grande-Bretagne et de tous les autres pays de l'Empire Britannique, le 25 décembre 1928; plus tard il a été appliqué à la France et à l'Amérique du Sud. Le Gouvernement imposait, le 1er juillet 1931, une taxe spéciale du revenu sur les lettres adressées à tout endroit du Canada, des pays de l'Empire, de la France, de l'Espagne, et des deux Amériques,

* Revisé par H. Beaulieu, directeur des services d'administration, Ministère des Postes.

les tarifs dans ces cas se trouvant portés à 3 cents pour la première once et 2 cents pour chaque once supplémentaire.

L'administration des postes est dirigée par le Ministre des Postes. Outre les différentes branches administratives du ministère, le Dominion est divisé en 15 districts, dont chacun est confié à un directeur de district du service des Postes. L'administration postale canadienne dessert un territoire plus étendu que celui de tous les autres pays, si l'on excepte les Etats-Unis et la Russie, et habité par une population moins dense, ce qui complique sa tâche et rend sa gestion fort onéreuse.

Facteurs ruraux.—Un système de distribution rurale des lettres fut inauguré le 10 octobre 1908; il fut d'abord limité aux routes à diligence. De nouveaux règlements prenant effet le 1er avril 1921 étendirent sensiblement le service. Il en résulta un accroissement de routes rurales d'environ 900 en 1912 à 4,814 en 1940, comportant 276,196 boîtes à lettres contre approximativement 25,000 en 1912.

Transport du courrier.—Le transport du courrier par terre, eau et air coûte $15,899,780 l'année fiscale terminée en 1940. Le transport par chemin de fer coûte $6,980,886; par terre, $6,309,900; par eau, $283,092; et par air, $2,325,902. Ces sommes sont payées pour le transport seulement. Pour détails sur l'aéroposte, voir p. 656. Des subsides spéciaux sont versés à l'entretien de certains services de navigation. Comme ces services transportent aussi des passagers et des marchandises, les subsides sont compris dans les autres dépenses pour transport par eau, pp. 604–605.

1.—Bureaux de poste dans les diverses provinces, 31 mars 1935-40

Province	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Prince-Edouard	114	114	114	115	115	115
Nouvelle-Ecosse	1,571	1,565	1,551	1,543	1,540	1,530
Nouveau-Brunswick	1,000	1,002	1,009	1,023	1,026	1,024
Québec	2,466	2,494	2,542	2,592	2,625	2,646
Ontario	2,540	2,559	2,589	2,623	2,640	2,655
Manitoba	788	788	794	798	806	813
Saskatchewan	1,433	1,460	1,482	1,501	1,515	1,530
Alberta	1,228	1,243	1,246	1,259	1,266	1,267
Colombie Britannique	892	895	908	929	940	938
Yukon	18	18	18	18	18	16
Territoires du Nord-Ouest	19	18	19	20	23	23
Canada	**12,069**	**12,156**	**12,272**	**12,421**	**12,514**	**12,557**

2.—Recettes brutes des bureaux encaissant $10,000 et plus, années fiscales 1939 et 1940

Province et bureau de poste	1939	1940	Province et bureau de poste	1939	1940
	$	$		$	$
Ile du Prince-Edouard			**Nouvelle-Écosse—fin**		
Charlottetown	84,350	87,701	Liverpool	16,300	16,063
Summerside	25,324	25,328	Lunenburg	14,009	14,109
			New-Glasgow	39,447	41,714
Totaux, I.P.-E.	**179,863**	**184,351**	New-Waterford	10,697	11,528
			North-Sydney	16,585	17,373
			Pictou	14,216	14,505
Nouvelle-Ecosse			Springhill	12,794	13,793
			Stellarton	10,960	11,671
Amherst	38,427	38,441	Sydney	84,289	92,125
Antigonish	19,433	20,226	Truro	61,348	63,178
Bridgetown	10,329	10,337	Windsor	19,683	19,578
Bridgewater	19,859	20,361	Wolfville	15,382	14,749
Digby	12,372	12,264	Yarmouth	30,183	30,498
Glace-Bay	19,839	20,580			
Halifax	577,776	612,021	**Totaux, Nouv.-Ecosse**	**1,523,437**	**1,590,264**
Kentville	24,772	25,947			

2.—Recettes brutes des bureaux encaissant $10,000 et plus, années fiscales 1939 et 1940—suite

Province et bureau de poste	1939	1940
	$	$
Nouveau-Brunswick		
Bathurst	15,740	16,287
Campbellton	24,657	26,063
Chatham	11,583	11,483
Dalhousie	9,995	10,099
Edmundston	18,742	19,971
Fairville	9,456	10,982
Fredericton	89,390	94,737
Moncton	451,994	495,008
Newcastle	14,497	15,540
Saint John	292,932	290,106
St. Stephen	20,558	19,728
Sackville	21,560	26,015
Sussex	16,705	17,250
Woodstock	20,041	21,110
Totaux, N.-Brunswick	**1,322,780**	**1,392,167**
Québec		
Amos	19,289	17,704
Asbestos	9,467	10,131
Buckingham	10,492	11,314
Chicoutimi	39,865	41,876
Coaticook	13,126	13,219
Cowansville	10,562	10,547
Drummondville	39,249	41,092
Farnham	15,098	15,548
Gardenvale	20,081	29,641
Granby	32,974	35,514
Grand'Mère	14,880	15,130
Hull	40,482	44,100
Joliette	26,544	27,971
Jonquière	12,538	13,381
Lachute	11,338	11,797
Lac Mégantic	10,521	10,939
La Tuque	16,258	19,465
Lennoxville	11,189	11,501
Lévis	32,056	33,129
Magog	14,405	15,399
Matane	13,891	14,149
Mont-Joli	9,760	11,100
Montmagny	12,287	13,180
Montréal	5,058,726	5,212,180
Nicolet	9,328	10,067
Noranda	27,234	26,230
Québec	806,281	806,197
Richmond	10,881	11,179
Rimouski	25,401	26,834
Roberval	10,642	10,903
Rock Island	14,109	14,552
Rouyn	31,276	32,746
Ste-Agathe-des-Monts	13,550	14,605
Ste-Anne-de-Beaupré	15,857	19,483
St-Hyacinthe	50,952	52,911
St-Jean	38,838	39,519
St-Jérôme	21,126	20,984
Shawinigan Falls	30,743	32,245
Sherbrooke	138,841	142,692
Sorel	23,015	24,776
Thetford-Mines	22,133	23,499
Trois-Rivières	90,163	93,781
Val D'Or	19,108	19,639
Valleyfield	19,783	21,185
Victoriaville	25,891	28,441
Waterloo	9,889	10,331
Totaux, Québec	**8,534,151**	**8,844,865**

Province et bureau de poste	1939	1940
	$	$
Ontario		
Amherstburg	11,376	11,981
Arnprior	14,451	14,881
Aurora	13,584	13,445
Aylmer-West	12,957	13,185
Barrie	35,319	43,004
Belleville	74,639	77,052
Blenheim	11,296	12,067
Bowmanville	16,247	16,383
Bracebridge	16,630	17,032
Brampton	32,783	33,779
Brantford	146,271	149,223
Brockville	58,393	57,977
Burlington	13,426	14,344
Campbellford	10,715	11,415
Carleton-Place	16,626	16,769
Chatham	86,648	93,322
Chesley	9,910	10,101
Clinton	10,326	10,466
Cobalt	13,330	12,231
Cobourg	26,253	25,990
Cochrane	17,476	17,098
Collingwood	17,556	17,249
Copper Cliff	13,232	12,589
Cornwall	58,571	58,925
Delhi	9,698	10,292
Dundas	19,293	20,670
Dunnville	21,817	22,794
Fergus	20,031	19,768
Fort-Erie	9,652	10,226
Fort-Erie North	22,510	23,372
Fort-Frances	23,075	23,654
Fort-William	95,939	95,914
Galt	69,215	73,448
Gananoque	20,751	20,752
Georgetown	21,852	26,486
Geraldton	13,321	13,781
Goderich	19,258	19,743
Gravenhurst	12,953	12,860
Grimsby	12,783	12,674
Guelph	113,233	118,197
Haileybury	13,394	12,908
Hamilton	677,504	699,421
Hanover	16,486	16,150
Hawkesbury	11,177	11,644
Hespeler	10,879	11,252
Huntsville	18,749	19,044
Ingersoll	24,344	25,161
Kapuskasing	12,201	14,163
Kenora	32,590	33,235
Kincardine	18,597	16,388
Kingston	135,177	142,811
Kingsville	11,653	11,648
Kirkland-Lake	71,559	73,386
Kitchener	153,376	159,973
Leamington	23,217	24,482
Lindsay	37,548	43,430
Listowel	13,015	13,677
London	547,638	551,800
Meaford	11,754	12,109
Midland	22,924	23,379
Milton West	9,818	10,462
Napanee	21,547	21,076
New-Liskeard	29,520	30,637
Newmarket	20,607	20,677
Niagara-Falls	127,189	133,732
North-Bay	75,435	75,180
Oakville	24,086	24,558
Orangeville	13,825	14,109
Orillia	46,831	48,096
Oshawa	116,116	116,364

2.—Recettes brutes des bureaux encaissant $10,000 et plus, années fiscales 1939 et 1940—suite

Province et bureau de poste	1939	1940
	$	$
Ontario—fin		
Ottawa	749,878	777,272
Owen-Sound	55,124	56,504
Paris	22,098	22,028
Parry-Sound	18,675	18,907
Pembroke	31,697	34,618
Perth	29,084	30,258
Peterborough	138,359	135,670
Petrolia	11,959	11,713
Picton	22,255	22,355
Port-Arthur	75,522	77,539
Port-Colborne	22,108	22,855
Port-Credit	11,615	12,216
Port-Hope	24,212	24,752
Prescott	14,060	14,258
Preston	27,422	28,425
Renfrew	27,513	26,263
St. Catharines	125,581	128,151
St. Marys	16,382	16,699
St. Thomas	63,769	67,782
Sarnia	69,708	70,826
Sault-Ste-Marie	75,471	78,231
Schumacher	10,926	10,889
Seaforth	10,555	10,419
Simcoe	45,939	43,311
Sioux-Lookout	13,085	12,988
Smiths-Falls	27,303	28,452
South-Porcupine	16,503	17,346
Stratford	68,673	69,343
Strathroy	13,576	13,733
Sudbury	108,850	111,991
Thorold	13,874	13,999
Tilsonburg	22,242	23,137
Timmins	73,187	79,978
Toronto	7,751,216	7,913,357
Trenton	26,990	29,964
Walkerton	12,471	12,819
Wallaceburg	15,414	16,613
Waterloo	57,969	59,243
Welland	45,746	48,490
Whitby	16,472	14,320
Windsor	431,530	423,582
Wingham	12,291	12,677
Woodstock	63,187	64,738
Totaux, Ontario	**16,203,859**	**16,509,211**
Manitoba		
Brandon	83,096	83,215
Dauphin	25,123	25,849
Flinflon	19,546	20,467
Neepawa	12,341	12,183
Norwood-Grove	11,925	11,921
Portage-la-Prairie	31,256	32,032
St-Boniface	24,562	26,917
Selkirk	10,502	11,091
Swan-River	10,433	10,551
Le Pas	16,592	16,762
Wawanesa	12,608	11,437
Winnipeg	2,939,056	3,092,225
Totaux, Manitoba	**3,734,618**	**3,889,095**
Saskatchewan		
Assiniboia	10,420	12,180
Biggar	9,629	10,499
Estevan	16,315	15,743
Humboldt	12,799	14,195
Lloydminster	14,265	14,641
Melfort	16,599	17,954
Melville	14,660	15,972
Moose-Jaw	103,489	108,486
North-Battleford	35,808	36,483
Prince-Albert	59,191	39,013
Regina	862,465	973,292
Rosetown	11,273	12,391
Saskatoon	331,396	343,499
Shaunavon	10,592	11,591
Swift-Current	34,892	37,922
Tisdale	12,071	12,502
Weyburn	23,485	25,050
Yorkton	39,899	40,943
Totaux, Saskatchewan	**2,748,039**	**2,931,474**
Alberta		
Banff	20,820	22,621
Calgary	649,602	660,741
Camrose	17,837	17,372
Drumheller	22,796	23,307
Edmonton	663,450	673,241
Grand-Prairie	13,373	13,774
High River	9,458	10,126
Innisfail	10,235	10,153
Jasper	8,842	10,245
Lacombe	12,308	13,469
Lethbridge	86,899	89,664
Medicine-Hat	45,549	48,664
Olds	11,207	11,209
Ponoka	11,142	10,840
Red-Deer	25,003	26,830
Stettler	11,157	11,259
Vegreville	11,979	11,519
Vermilion	10,782	11,603
Wetaskiwin	16,583	16,971
Totaux, Alberta	**2,501,100**	**2,550,891**
Colombie Britannique		
Chilliwack	24,203	25,133
Courtenay	14,113	15,304
Cranbrook	21,860	21,523
Duncan	26,687	27,245
Fernie	11,050	10,929
Kamloops	40,909	41,035
Kelowna	38,570	40,278
Kimberley	12,031	12,875
Mission-City	12,035	12,860
Nanaimo	35,451	36,899
Nelson	53,658	53,962
New-Westminster	114,576	120,456
Penticton	33,020	33,788
Port-Alberni	21,697	22,364
Powell-River	12,796	15,166
Prince-George	13,630	14,043
Prince-Rupert	32,897	34,815
Revelstoke	14,870	14,849
Rossland	13,892	12,966
Salmon-Arm	11,381	11,372
Trail	50,694	48,953
Vancouver	1,743,989	1,814,145

2.—Recettes brutes des bureaux encaissant $10,000 et plus, années fiscaesl 1939 et 1940—fin

Province et bureau de poste	1939	1940	Province et bureau de poste	1939	1940
Colombie Britannique—fin	$	$	**Résumé**	$	$
Vernon	37,947	39,143	Ile du Prince-Edouard	179,863	184,351
Victoria	374,363	397,167	Nouvelle-Ecosse	1,523,437	1,590,264
Wells	10,178	10,722	Nouveau-Brunswick	1,322,780	1,392,167
Totaux, Col. Britann.	**3,447,049**	**3,583,650**	Québec	8,534,151	8,844,865
			Ontario	16,203,859	16,509,211
Yukon			Manitoba	3,734,618	3,889,095
			Saskatchewan	2,748,039	2,931,474
			Alberta	2,501,100	2,550,891
			Colombie Britannique	3,447,049	3,583,650
Dawson	13,202	14,634	Yukon et T.N.-O	32,619	36,431
Totaux, Yukon	**23,662**	**24,041**	**Totaux, Canada**	**10,227,515**	**41,512,403**

3.—Budget du Ministère des Postes, par période quinquennale entre 1890 et 1910, et pour les années fiscales terminées le 31 mars 1911-40

NOTA.—Pour les autres années depuis la Confédération, voir l'Annuaire du Canada de 1911, p. 288.

Année	Recettes nettes[1]	Dépenses	Surplus (+) Déficit (−)	Année	Recettes nettes[1]	Dépenses	Surplus (+) Déficit (−)
	$	$	$		$	$	$
1890	2,357,389	3,074,470	−717,081	1924	29,100,492	28,305,937	+794,555
1895	2,792,790	3,593,647	−800,857	1925	28,581,993	29,873,802	−1,291,809
1900	3,183,984	3,645,646	−461,662	1926	31,024,464	30,499,686	+524,778
1905	5,125,373	4,634,528	+490,845	1927	29,378,697	31,007,698	−1,629,001
1910	7,958,547	7,215,337	+743,210	1928	30,529,155	32,379,196	−1,850,041
1911	9,146,952	7,954,223	+1,192,729	1929	31,170,904	33,483,058	−2,312,154
1912	10,482,255	9,172,035	+1,310,220	1930	32,969,293	35,036,629	−2,067,336
1913	12,060,476	10,882,805	+1,177,671	1931	30,416,107	36,292,604	−5,876,497
1914	12,956,216	12,822,058	+134,158	1932	32,476,604	34,448,986	−1,972,382
1915	13,046,650	15,961,191	−2,914,541	1933	30,825,155	30,167,827	+657,328
1916	18,858,410	16,009,139	+2,849,271	1934	30,367,465	29,202,730	+1,164,735
1917	20,902,384	16,300,579	+4,601,805	1935	31,248,324	28,974,316	+2,274,008
1918	21,345,394	18,046,558	+3,298,836	1936	32,507,888	30,100,102	+2,407,786
1919	21,602,713	19,273,584	+2,329,129	1937	34,274,552	30,538,575	+3,735,977
1920	24,449,917	20,774,385	+3,675,532	1938	35,546,161	32,296,805	+3,249,356
1921	26,331,119	24,661,262	+1,669,857	1939	35,288,220	35,456,181	−167,961
1922	26,554,538	28,121,425	−1,566,887	1940	36,729,105	36,725,870	+3,235
1923	29,262,233	27,794,502	+1,467,731				

[1] "Recettes nettes" ne comprennent pas les salaires et allocations des maîtres de poste et quelques autres item de moindre importance. Les recettes brutes des années fiscales 1937, 1938, 1939 et 1940 se montent respectivement à $41,181,566, $42,998,349, $42,896,178 et $44,208,369.

Affranchissement.—Les recettes nettes inscrites au tableau 3 proviennent principalement de l'affranchissement comme l'indiquent les chiffres bruts qui suivent:

La valeur brute des timbres-poste, cartes postales affranchies, etc., vendus au cours de chacune des huit dernières années fiscales est: $25,999,159 en 1933, $25,-541,129 en 1934, $26,303,451 en 1935, $27,341,608 en 1936, $28,179,323 en 1937, $28,808,513 en 1938, $28,836,457 en 1939 et $29,530,247 en 1940. Les produits de l'affranchissement acquitté au comptant sont les suivants: $8,173,950 en 1933, $8,129,387 en 1934, $8,619,712 en 1935, $9,277,072 en 1936, $10,203,389 en 1937, $10,865,895 en 1938, $11,065,527 en 1939 et $11,792,311 en 1940.

Services auxiliaires.—Les services postaux auxiliaires, c'est-à-dire l'émission des mandats et bons postaux, la caisse d'épargne postale, etc., ont pris une importance énorme depuis la Confédération. En 1868, les 515 bureaux préposés à cette fin avaient émis des mandats-poste pour une valeur de $3,342,574; les tableaux suivants montrent l'étendue des opérations ces dernières années. Des tableaux statistiques indiquant les dépôts dans les banques d'épargnes fédérales depuis la Confédération et les opérations des caisses d'épargne postales, 1935–40, paraissent au chapitre sur le système bancaire et le régime monétaire (chapitre XXII).

4.—Emissions de mandats-poste au Canada, années fiscales 1921-40

NOTA.—Pour les chiffres de 1868-1900, voir l'Annuaire du Canada de 1911, p. 289; pour ceux de 1901-20, voir l'Annuaire de 1932, p. 635.

Année	Bureaux émetteurs de mandats au Canada	Mandats émis au Canada	Valeur des mandats émis au Canada	Payables		Mandats émis en d'autres pays, payables au Canada
				Au Canada	Dans d'autres pays	
	nomb.	nomb.	$	$	$	$
1921	5,197	11,013,167	173,523,322	155,916,232	17,607,090	6,680,971
1922	5,266	10,031,198	139,914,186	124,316,726	15,597,460	5,515,069
1923	5,337	11,098,222	143,055,120	126,617,350	16,437,770	8,986,041
1924	5,472	12,561,490	159,855,115	141,620,372	18,234,743	13,508,396
1925	5,578	13,435,448	163,519,320	145,769,761	17,749,559	13,957,613
1926	5,706	14,784,230	177,840,231	158,844,831	18,995,400	15,600,917
1927	5,797	15,760,994	188,219,777	167,206,859	21,012,918	15,532,673
1928	5,923	17,505,563	200,773,403	177,880,036	22,893,367	15,398,181
1929	6,066	17,210,316	203,129,237	179,833,100	23,296,138	14,096,027
1930	6,209	17,525,979	197,699,353	174,285,024	23,414,329	14,016,240
1931	6,401	16,313,134	167,749,651	149,012,359	18,737,292	12,906,487
1932	6,414	14,324,715	132,625,260	121,391,212	11,234,048	9,097,086
1933	6,467	12,659,379	107,767,394	102,009,862	5,757,532	5,079,234
1934	6,464	12,633,710	107,471,321	101,926,369	5,544,952	5,401,118
1935	6,531	12,673,794	114,832,665	107,981,978	6,850,687	5,932,762
1936	6,627	13,133,354	121,810,839	114,761,204	7,049,635	6,559,564
1937	6,737	13,746,743	133,155,222	124,479,322	8,675,900	7,280,169
1938	6,840	14,554,010	144,445,972	134,262,900	10,183,072	7,590,616
1939	6,976	14,522,060	145,204,787	135,417,731	9,787,056	6,948,186
1940	7,103	15,161,896	156,340,540	148,560,567	7,779,973	5,578,250

5.—Mandats-poste, par province, et totaux de bons postaux, années fiscales 1936-40

Province	1936	1937	1938	1939	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Bureaux d'émission—					
Ile du Prince-Edouard	73	72	72	71	70
Nouvelle-Ecosse	429	441	443	457	461
Nouveau-Brunswick	315	317	325	332	336
Québec	1,400	1,427	1,465	1,497	1,547
Ontario	1,725	1,736	1,745	1,770	1,790
Manitoba	476	481	493	503	515
Saskatchewan	960	993	1,001	1,020	1,033
Alberta	708	723	735	753	766
Colombie Britannique	535	541	554	566	579
Yukon	6	6	7	7	6
Canada	**6,627**	**6,737**	**6,840**	**6,976**	**7,103**
Mandats émis—					
Ile du Prince-Edouard	114,868	118,827	115,345	114,991	116,824
Nouvelle-Ecosse	911,153	927,924	990,727	935,303	975,299
Nouveau-Brunswick	496,936	523,288	581,189	549,557	588,634

5.—Mandats-poste, par province, et totaux de bons postaux, années fiscales 1936-40—fin

Province	1936	1937	1938	1939	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Mandats émis—fin					
Québec	1,979,591	2,127,105	2,486,055	2,499,506	2,673,098
Ontario	3,465,843	3,648,744	4,008,397	3,948,811	4,009,616
Manitoba	925,054	990,123	1,076,394	1,040,625	1,022,964
Saskatchewan	2,318,370	2,348,036	2,066,129	2,155,594	2,432,722
Alberta	1,673,634	1,725,801	1,772,232	1,806,459	1,824,244
Colombie Britannique	1,236,914	1,324,818	1,444,711	1,457,368	1,505,283
Yukon	10,991	12,077	12,831	13,846	13,212
Canada	**13,133,354**	**13,746,743**	**14,554,010**	**14,522,060**	**15,161,896**
	$	$	$	$	$
Valeur des mandats émis—					
Ile du Prince-Edouard	1,014,092	1,099,648	1,065,014	1,072,137	1,119,890
Nouvelle-Ecosse	8,130,794	8,512,734	9,433,039	8,843,013	9,249,132
Nouveau-Brunswick	4,509,609	4,837,795	5,575,619	5,133,558	5,545,217
Québec	17,554,015	19,738,187	24,334,638	24,277,202	25,989,315
Ontario	32,039,755	35,379,028	40,738,666	39,990,726	40,892,645
Manitoba	8,211,359	9,441,609	10,980,301	10,579,685	10,719,212
Saskatchewan	22,384,564	23,851,266	19,106 520	21,510,849	28,088,379
Alberta	16,392,097	17,424,010	18,654,558	19,461,483	19,921,123
Colombie Britannique	11,415,066	12,695,912	14,369,887	14,122,281	14,614,592
Yukon	159,488	175,033	187,730	213,853	201,035
Canada	**121,810,839**	**133,155,222**	**144,445,972**	**145,204,787**	**156,340,540**
	No.	No.	No.	No.	No.
Mandats payés—					
Ile du Prince-Edouard	42,386	44,378	46,608	46,511	48,314
Nouvelle-Ecosse	557,860	563,167	614,436	611,273	656,299
Nouveau-Brunswick	792,991	817,643	880,207	798,361	851,731
Québec	1,657,924	1,784,960	2,005,105	2,027,700	2,142,927
Ontario	3,957,563	4,152,562	4,563,271	4,542,091	4,724,844
Manitoba	2,706,591	2,732,859	2,671,919	2,588,107	2,781,756
Saskatchewan	1,477,281	1,511,159	1,442,129	1,496,141	1,671,153
Alberta	679,123	740,803	777,826	794,942	806,803
Colombie Britannique	677,186	732,245	828,426	846,370	869,442
Yukon	790	780	868	1,632	899
Canada	**12,549,695**	**13,080,556**	**13,830,795**	**13,753,128**	**14,554,168**
	$	$	$	$	$
Valeur des mandats payés—					
Ile du Prince-Edouard	545,660	588,953	615,494	613,024	641,342
Nouvelle-Ecosse	5,741,560	6,096,036	6,737,362	6,659,742	7,053,664
Nouveau-Brunswick	6,755,746	7,104,652	7,982,825	7,090,500	7,422,410
Québec	16,185,467	18,180,150	21,596,168	21,887,208	23,097,684
Ontario	36,288,177	39,787,824	45,423,340	44,867,266	46,636,500
Manitoba	23,313,484	24,396,689	23,862,224	23,196,279	26,690,904
Saskatchewan	14,298,781	15,553,218	13,849,133	15,391,562	19,085,090
Alberta	9,428,761	10,391,350	11,544,441	12,183,123	12,520,321
Colombie Britannique	8,151,767	9,144,277	10,522,072	10,489,815	10,809,889
Yukon	16,349	14,289	17,015	17,856	15,246
Canada	**120,725,752**	**131,257,438**	**142,150,074**	**142,396,375**	**153,973,050**
Bons postaux—					
Totaux payés.....nomb.	6,730,361	7,077,540	7,295,649	7,233,265	7,464,512
Valeur totale, y compris timbres-poste apposés aux bons..... $	11,374,903	12,020,467	12,486,657	12,349,642	12,966,379

Aéroposte.—Le poids des matières postales transportées par la voie des airs au Canada au cours de l'année terminée le 31 mars 1940 est de 2,351,172 livres et le millage des envolées est de 5,769,257.

Au cours de cette période, le service aéropostal transcontinental a été étendu de façon régulière de Montréal à Moncton le 1er janvier 1940 et de Moncton à Halifax et Saint John le 15 janvier de la même année, ce qui assure un service quotidien d'une côte à l'autre. La matière aéropostale déposée à Halifax l'après-midi est livrée à Victoria le lendemain après-midi.

6.—Milles et poids des matières postales transportées par avion, année fiscale, 1940

NOTA.—En plus des chiffres indiqués dans ce tableau, des matières postales canadiennes ont aussi été transportées sur les routes aériennes du nord de l'Atlantique par l'Imperial Airways (17 voyages, 2,724 livres) et par la Pan-American Airways (50 voyages, 2,330 livres).

Service	Distance	Voyages simples	Millage	Poids des matières postales
	milles	nomb.	milles	lb
Atlin-Telegraph Creek	146	20	2,920	4,159
Charlottetown-Iles de la Madeleine	106	66	6,996	28,284
Edmonton-Fort St. John	443	105	46,315	16,955
Edmonton-White Horse	949	136	123,999	16,904
Fort St.-John-Fort Nelson	190	25	4,750	3,187
Fort Nelson-Fort Liard	120	10	818	493
Halifax-Moncton[1]	114	195	22,230	15,599
Ile à la Crosse-Laloche	100	79	6,269	4,943
Kenora-Red Lake	96	477	45,519	64,527
Leamington-Ile Pelée	22	192	4,224	27,992
Lethbridge-Edmonton	288	1,449	417,935	112,197
District du fleuve Mackenzie	2,287	487	287,775	118,876
Moncton-Charlottetown	79	725	67,577	186,920
Montréal-Burlington-(Boston)	74	624	45,700	6,832
Montréal-New York	329	1,945	646,035	75,482
Montréal-Rimouski	309·5	31	9,596	3,650
Rive nord—				
Rimouski-Sept-Iles	180	208	37,440	91,911
Sept-Iles-Natashquan	205	68	13,940	19,996
Natashquan-Harrington Harbour	112	18	2,016	4,620
Harrington Harbour-Lourdes du Blanc Sablon	133	16	2,128	4,680
Havre St-Pierre-Port-Ménier	45·5	16	728	5,945
Envolées spéciales	Variée	42	9,036	17,365
Rivière-la-Paix-Fort Vermillion	190	122	33,981	39,870
Prince Albert-Goldfields	446	180	82,155	24,431
Lac la Ronge	95			
Prince Albert-Ile à la Crosse	177	200	30,839	25,227
Stony Rapids	133			
Prince George-Takla Landing	218	69	14,053	15,385
Prince George-Ware	275	24	6,600	4,167
Regina-North Battleford	366	689	240,757	25,181
Saint John-Moncton[1]	89	208	18,455	8,776
Sioux Lookout-Narrow Lake	124	277	27,534	16,669
Sioux Lookout-Pickle Crow	129	531	68,499	89,032
Sioux Lookout-Red Lake	167	588	84,683	72,222
Le Pas-Cumberland House	69	74	4,170	6,503
Le Pas-Herbe Lake	88	193	16,984	18,683
Trans-Canada (Moncton-Vancouver)	3,057	2,277	2,379,971	547,525
Vancouver-Fort St-John	597	107	57,932	12,367
Vancouver-Seattle	122	1,430	174,460	80,756
Vancouver-Victoria	53	701	37,153	25,471
Vancouver-Zeballos	175	257	45,703	3,458
White Horse-Dawson	309	178	48,958	15,009
Winnipeg-Manitoba central	148	675	60,988	73,054
Winnipeg-Fargo	210	1,432	300,720	55,612
Winnipeg-Favourable Lake[2]	266	167	34,402	17,095
Winnipeg-District de Gods Lake—				
Winnipeg-Gods Lake	434	493	96,264	89,563
Ilford-Gods Lake	120			
Gods Lake-Norway House-Cross Lake	177			
Norway House-Island Lake-Gods Lake	178			
Gods Lake-Sachigo River	110			
Winnipeg-Red Lake	170	518	56,980	73,433
Totaux	-	**18,324**	**5,726,187**	**2,171,005**
Atlin-Carcross[3]	53	122	6,466	73,409
Tulsequah-Juneau[3]	40	46	1,840	8,660
White Horse-Dawson[4]	343	123	34,764	93,043
Grands totaux	-	**18,615**	**5,769,257**	**2,346,118**

[1] Inauguré le 15 janvier 1940. [2] Inauguré le 8 avril 1939. [3] Inauguré le 1er novembre 1939.
[4] Inauguré le 11 octobre 1939.

PARTIE IX.—LA PRESSE

Un article sur l'évolution de la presse au Canada paraît aux pp. 773–795 de l'Annuaire de 1939.

Section 1.—Statistiques de la presse

Le Bureau Fédéral de la Statistique ne collige pas de données sur le tirage des journaux et périodiques au Canada et les tableaux suivants sont basés sur des données puisées dans *l'Almanach des Publications Canadiennes de McKim.*

Les publications énumérées au tableau **1** comprennent un certain nombre pour lesquelles aucun tirage estimatif n'est donné. De telles publications sont donc omises des tableaux **2** et **3** sur les statistiques du tirage. Cela explique la différence entre le nombre de publications quotidiennes, semi-hebdomadaires et hebdomadaires indiquées aux tableaux **1** et **2.** La comparaison des chiffres du tableau **3,** qui donne les publications dans les villes de 20,000 habitants ou plus, avec ceux de la même année du tableau **2,** qui donne toutes les publications du Canada, fait voir que les journaux quotidiens sont surtout dans les plus grands centres urbains, tandis que les hebdomadaires, dont la majeure partie de la circulation se trouve pourtant dans les grands centres, sont en majeure partie publiés dans les centres plus petits. L'hebdomadaire semble être le médium idéal d'information locale pour la population des petites villes et des villages.

La presse hebdomadaire française en particulier exerce une forte influence dans le Québec. Montréal est le centre de la section urbaine. La presse hebdomadaire rurale de cette province peut être comparée à celle du reste du pays. Son évolution a été parallèle à celle de la presse rurale anglaise, avec cette différence que son champ est plus restreint. La plupart des hebdomadaires ruraux français, si petits soient-ils si on les mesure par leur tirage, sont de vieilles institutions, nombre d'entre eux ayant dépassé le demi-siècle. Comme dans le cas de la presse hebdomadaire anglaise, le développement des travaux locaux d'impression, particulièrement la réclame commerciale, a exercé une grande influence sur la survivance d'un grand nombre de petits hebdomadaires ruraux.

1.—Publications canadiennes, selon leur périodicité, 1921-40

NOTA.—Compilé d'après l'*Almanach des Publications canadiennes McKim.* Les chiffres ne comprennent pas Terre-Neuve.

Année	Quotidiennes	Tri-hebdomadaires	Semi-hebdomadaires	Hebdomadaires	Bi-hebdomadaires et semi-mensuelles	Mensuelles	Bi-mensuelles et trimestrielles	Diverses	Total
1921....	121	9	36	990	48	297	20	4	1,525
1922....	117	10	34	1,012	43	295	22	2	1,535
1923....	110	8	30	966	48	299	20	Nil	1,481
1924....	108	9	30	968	44	328	29	9	1,525
1925....	116	6	32	940	44	353	36	11	1,538
1926....	113	7	28	929	46	365	38	10	1,536
1927....	113	6	23	935	48	385	37	9	1,556
1928....	113	7	21	950	56	390	38	15	1,590
1929....	114	5	21	958	50	384	37	19	1,594
1930....	113	4	20	994	47	402	35	18	1,633
1931....	112	8	18	965	53	425	36	24	1,641
1932....	110	7	20	975	50	415	47	27	1,651
1933....	110	6	19	960	51	426	60	38	1,670
1934....	113	6	25	986	55	454	56	38	1,733
1935....	115	8	22	1,000	58	449	66	50	1,768
1936....	115	9	24	996	56	450	77	52	1,779
1937....	114	9	25	1,000	56	450	73	60	1,787
1938....	112	9	26	995	61	463	79	59	1,804
1939....	113	8	23	998	71	459	86	66	1,824
1940....	110	6	22	973	67	457	81	73	1,789

2.—Tirage[1] des publications quotidiennes, semi-hebdomadaires et hebdomadaires au Canada, 1921-39, avec détails par province, 1939

NOTA.—Chiffres de tirage donnés au plus près millier, les données de certaines publications n'étant pas exactes. Compilé d'après l'*Almanach des Publications canadiennes McKim;* ne comprend que les journaux dont le tirage y est indiqué.

Année	Quotidiennes[2]		Semi-hebdomadaires[3]		Hebdomadaires[4]	
	Nombre	Tirage	Nombre	Tirage	Nombre	Tirage
1921	111	1,716,000	39	155,000	831	2,316,000
1922	107	1,744,000	41	154,000	841	2,370,000
1923	103	1,732,000	35	102,000	850	2,277,000
1924	106	1,821,000	35	104,000	796	2,488,000
1925	109	1,783,000	30	176,000	670	2,328,000
1926	112	1,943,000	26	93,000	822	2,729,000
1927	112	2,001,000	26	93,000	821	3,008,000
1928	112	2,087,000	25	89,000	816	3,081,000
1929	116	2,197,000	24	84,000	825	3,264,000
1930	113	2,212,000	26	106,000	858	3,318,000
1931	111	2,233,000	26	102,000	867	3,445,000
1932	103	2,115,000	25	102,000	883	3,726,000
1933	106	2,052,000	24	91,000	860	3,349,000
1934	107	2,147,000	30	127,000	867	3,663,000
1935	109	2,230,000	28	113,000	884	3,929,000
1936	109	2,276,000	32	139,000	875	4,065,000
1937	110	2,357,000	34	127,000	898	3,916,000
1938	103	2,196,000	35	140,000	909	4,234,000
1939						
Ile du Prince-Edouard	3	14,000	Nil	–	3	16,000
Nouvelle-Ecosse	7	113,000	2	5,000	38	79,000
Nouveau-Brunswick	4	58,000	2	4,000	19	44,000
Québec	16	550,000	Nil	–	137	1,787,000
Ontario	40	977,000	12	66,000	307	1,715,000
Manitoba	7	117,000	5	27,000	88	499,000
Saskatchewan	4	57,000	2	10,000	143	273,000
Alberta	7	98,000	1	2,000	86	111,000
Colombie Britannique et Yukon	15	234,000	6	8,000	79	162,000
Totaux, 1939	**103**	**2,218,000**	**30**	**122,000**	**900**	**4,686,000**

[1] Pour les journaux—moyenne des douze mois terminés le 30 sept.; pour périodiques—moyenne des six mois terminés le 31 déc. [2] Y compris le total des éditions du matin et du soir du même journal, et les journaux publiés cinq fois par semaine. [3] Y compris les journaux publiés, deux, trois et quatre fois par semaine. [4] Y compris les éditions spéciales des quotidiens, le samedi et le dimanche.

3.—Tirage[1] des publications quotidiennes, semi-hebdomadaires et hebdomadaires dans les villes de 20,000 âmes ou plus, 1939

NOTA.—Voir celui du tableau 2.

Ville	Recensement de 1931		Quotidiennes[2]		Semi-hebdomadaires[3]		Hebdomadaires[4]	
	Population	Ménages	Nomb.	Tirage	Nomb.	Tirage	Nomb.	Tirage
Montréal	818,577	170,811	10	397,000	Nil	–	40	1,492,000
Toronto	631,207	149,538	8	557,000	2	16,000	45	1,190,000
Vancouver	246,593	60,530	6	183,000	3	5,000	15	70,000
Winnipeg	218,785	48,294	4	110,000	4	25,000	27	442,000
Hamilton	155,547	37,217	1	56,000	Nil	–	3	33,000
Québec	130,594	23,043	3	127,000	"	–	8	30,000
Ottawa	126,872	27,658	3	87,000	1	13,000	Nil	–

Pour renvois, voir fin du tableau, p. 660.

3.—Tirage[1] des publications quotidiennes, semi-hebdomadaires et hebdomadaires dans les villes de 20 000 âmes ou plus, 1939—fin

NOTA.—Voir celle du tableau 2.

Ville	Recensement de 1931		Quotidiennes[2]		Semi-hebdomadaires[3]		Hebdomadaires[4]	
	Population	Ménages	Nomb.	Tirage	Nomb.	Tirage	Nomb.	Tirage
Calgary	83,761	20,371	2	42,000	Nil	-	1	16,000
Edmonton	79,197	18,868	2	46,000	1	2,000	6	29,000
London	71,148	17,549	1	51,000	Nil	-	4	58,000
Windsor	63,108	14,900	1	45,000	"	-	Nil	-
Verdun	60,745	13,914	Nil	-	"	-	2	32,000
Halifax	59,275	12,147	2	86,000	"	-	3	4,000
Regina	53,209	12,017	1	29,000	"	-	Nil	-
Saint John	47,514	10,890	1	35,000	"	-	1	5,000
Saskatoon	43,291	9,698	1	21,000	2	11,000	2	120,000
Victoria	39,082	10,431	3	29,000	Nil	-	Nil	-
Trois-Rivières	35,450	6,191	1	10,000	"	-	2	10,000
Kitchener	30,793	7,189	1	13,000	"	-	Nil	-
Brantford	30,107	7,487	1	12,000	"	-	"	-
Hull	29,433	5,394	Nil	-	"	-	3	12,000
Sherbrooke	28,933	5,666	2	16,000	"	-	3	46,000
Outremont	28,641	6,086	Nil	-	"	-	Nil	-
Fort-William	26,277	5,576	1	7,000	Nil	-	Nil	-
St. Catharines	24,753	6,115	1	11,000	"	-	1	8,000
Westmount	24,235	5,454	Nil	-	Nil	-	1	7,000
Kingston	23,439	5,514	1	11,000	1	2,000	1	8,000
Oshawa	23,439	5,605	1	3,000	Nil	-	2	14,000
Sydney	23,089	4,494	1	14,000	"	-	Nil	
Sault-Ste-Marie	23,082	4,989	1	7,000	"	-	"	-
Peterborough	22,327	5,295	1	8,000	"	-	1	9,000
Moose-Jaw	21,299	5,176	1	5,000	"	-	2	8,000
Guelph	21,075	5,096	1	8,000	"	-	Nil	-
Glace-Bay	20,706	3,819	1	8,000	"	-	"	-
Moncton	20,689	4,201	2	15,000	"	-	2	8,000
Totaux	**3,386,272**	**757,223**	**66**	**2,049,000**	**14**	**74,000**	**175**	**3,651,000**

[1] Pour les journaux—moyenne des douze mois terminés le 30 sept.; pour les périodiques—moyenne des six mois terminés le 31 déc. [2] Y compris le total des éditions du matin et du soir du même journal, et les journaux publiés cinq fois par semaine. [3] Y compris les journaux publiés deux, trois et quatre fois par semaine. [4] Y compris les éditions spéciales des quotidiens, le samedi et le dimanche.

Publications de langue française.—Ces publications comprennent un grand nombre de périodiques traitant de littérature, musique, religion et autres sujets semblables d'étude. Le tirage de plusieurs de ces périodiques n'est pas donné dans l'*Almanach des Publications canadiennes McKim*. Les publications dont le

tirage n'est pas donné ne sont pas comprises dans les chiffres sur le nombre et le tirage du tableau **4.** Etant donné que la majorité de ces publications non indiquées ont un tirage plutôt restreint, les chiffres du tableau représentent une plus forte proportion du tirage global que du nombre total de publications. Parmi les quotidiens il n'y a qu'une petite publication qui n'est pas indiquée pour chaque année.

4.—Tirage des publications de langue française au Canada, par province, 1938 et 1939

NOTA.—Les chiffres de tirage sont donnés au millier près, parce que le tirage de certaines publications n'est pas exactement rapporté. Compilé d'après l'*Almanach des Publications canadiennes de McKim.*

Année et province	Quotidiennes		Hebdomadaires		Semi-hebdomadaires et mensuelles		Autres[1]	
	Nombre	Tirage	Nombre	Tirage	Nombre	Tirage	Nombre	Tirage
1938								
Nouvelle-Écosse	Nil	–	1[2]	1,000[2]	Nil	–	Nil	–
Nouveau-Brunswick	"	–	3	10,000	1	3,000	"	–
Québec	9	349,000[3]	98[2]	967,000[2,3]	80[2]	837,000[2]	11	231,000
Ontario	1	17,000	3	22,000	5[2]	23,000[2]	1	2,000
Manitoba	1	7,000	Nil	–	2	5,000	1	1,000
Saskatchewan	Nil	–	3[2]	11,000[2]	Nil	–	Nil	–
Alberta	"	–	1	3,000	1	11,000	"	–
Totaux, 1938	**11**	**373,000[3]**	**109[2]**	**1,014,000[2,3]**	**89[2]**	**879,000[2]**	**13**	**234,000**
1939								
Nouvelle-Ecosse	Nil	–	1[2]	1,000[2]	Nil	–	Nil	–
Nouveau-Brunswick	"	–	3	11,000	1	3,000	"	–
Québec	9	338,000[3]	102[2]	718,000[2,3]	83[2]	818,000[2]	12	255,000
Ontario	1	20,000	3	6,000	6[2]	28,000[2]	5[2]	29,000[2]
Manitoba	Nil	–	1	7,000	2	4,000	1	5,000
Saskatchewan	"	–	2[2]	7,000[2]	Nil	–	Nil	–
Alberta	"	–	1	3,000	1	11,000	"	–
Totaux, 1939	**10**	**358,000[3]**	**113[2]**	**753,000[2,3]**	**93[2]**	**864,000[2]**	**18[2]**	**289,000[2]**

[1] Bimensuelles, trimestrielles et annuelles. [2] Comprend les publications bilingues [3] Y compris certaines éditions pour les Etats-Unis dont le tirage moyen s'établit à 10,000 par jour et par semaine en 1938, et à 9,000 par jour et 9,000 par semaine en 1939.

CHAPITRE XIX.—TRAVAIL ET SALAIRES*

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Le Gouvernement et le Travail	662
Sous-section 1. Le Ministère fédéral du Travail	662
Sous-section 2. Ministères et Offices provinciaux du Travail	665
Sous-section 3. Législation ouvrière provinciale, 1940	666
Section 2. Occupations de la population active	668
Section 3. Emploiement et chômage	668
Sous-section 1. Données du recensement sur l'emploiement et le chômage	668
Sous-section 2. Emploiement tel que déclaré par les patrons	669
Sous-section 3. Le Service de Placement du Canada	675
Sous-section 4. Chômage parmi les ouvriers syndiqués	676
Section 4. Assurance-chômage et autres mesures pour l'assistance et l'adaptation des chômeurs	678
Sous-section 1. Assurance-chômage	678
Sous-section 2. Enregistrement national des personnes recevant des secours-chômage	681
Sous-section 3. Le soulagement du chômage	683
Section 5. Les syndicats ouvriers au Canada	692
Section 6. Accidents de travail et compensations aux accidentés	698
Sous-section 1. Accidents mortels de travail	698
Sous-section 2. Indemnisation des accidentés	699
Section 7. Conflits industriels	707
Section 8. Salaires et gains	710
Sous-section 1. Salaires et heures de travail de diverses catégories d'ouvriers au Canada	710
Sous-section 2. Gains en l'année de recensement 1931	713
Section 9. La réglementation des salaires minimums au Canada	713
Sous-section 1. Salaires minimums des femmes	714
Sous-section 2. Salaires minimums des hommes	716
Sous-section 3. Salaires et heures de travail dans certaines provinces	717
Section 10. Poursuites en vertu de la loi d'enquête sur les coalitions	718
Section 11. Le mouvement coopératif au Canada	718
Section 12. Pensions pour les vieillards et les aveugles	718
Section 13. Allocations aux mères	721

Section 1.—Le Gouvernement et le Travail

Sous-section 1.—Ministère fédéral du Travail

Le Ministère fédéral du Travail a été créé en 1900 en vertu de la loi de conciliation. De 1900 à 1909, ce département fut dirigé par le Ministre des Postes, qui était en même temps Ministre du Travail, puis il fut érigé en ministère spécial par la loi du Ministère du Travail, de 1909.

A l'origine, ses principales attributions étaient: l'application de certaines dispositions de la loi de conciliation ayant pour objet la prévention ou le règlement des différends; l'application du principe des salaires équitables adopté par le Gouvernement pour la protection des ouvriers employés à des travaux publics ou des entreprises subventionnées; colliger et compiler les statistiques et autres renseignements relatifs aux conditions de travail; publier un journal mensuel, la *Gazette du Travail*.

Le rôle du Ministère fut considérablement étendu en 1907 par la loi d'arbitrage des différends industriels. Actuellement, le Ministère est chargé de l'application de la législation suivante: loi des rentes viagères du Gouvernement; loi de la coordination des bureaux de placement; loi sur l'enseignement technique; loi des enquêtes sur les coalitions; loi des justes salaires et des heures de travail; loi d'assistance-chômage du Gouvernement fédéral, 1930–40; loi de la formation de la jeunesse; loi d'assurance-chômage. Il s'occupe en outre du travail inhérent aux relations du Canada avec l'Office International du Travail. L'activité du Ministère a pris de l'envergure aussi en ce qui concerne la réunion et la publication des renseignements

* Sauf là où un autre nom est mentionné, la matière de ce chapitre a été préparée ou revisée sous la direction de Bryce Stewart, M.A., D.Ph., sous-ministre du Travail, Ottawa.

sur les associations ouvrières, les salaires et les heures de travail, les prix et le coût de la vie, les grèves et lockouts, les accords industriels, les accidents de travail, la législation ouvrière et autres sujets connexes. Pour ce qui est des rentes viagères du Gouvernement, de l'enseignement technique et des enquêtes sur les coalitions, voir les chapitres qui traitent de l'Assurance, de l'Instruction Publique et du Commerce Intérieure respectivement, ou l'index de ce volume.

Arbitrage des conflits du travail.—La loi sur l'arbitrage des conflits industriels (S.R.C., 1927, c. 112), en vigueur depuis 1907, a pour objet de prévenir et de régler les grèves et les contre-grèves. Cette loi, qui illicite ces cessations de travail jusqu'à ce que le litige ait été soumis à l'arbitrage d'un bureau de conciliation et d'investigation, s'applique normalement aux différends qui surgissent dans les mines et certaines industries d'utilité publique. Le 7 novembre 1939, toutefois, en vertu des dispositions de la loi des mesures de guerre, la portée de la loi a été étendue aux différends entre employés et patrons engagés dans la fabrication des munitions ou autres fournitures de guerre et dans des entreprises de défense. Aux fins d'élucider le sens du terme "fournitures", il a été stipulé depuis, (Ordre en Conseil P.C. 1708, en date du 10 mars, 1941) que certaines commodités, bien que non destinées spécifiquement à servir aux forces armées, peuvent, de l'avis du Ministère du Travail devenir "essentielles aux besoins du Gouvernement ou de la collectivité dans la guerre". En vertu de ces dispositions, l'industrie aurifère et l'industrie de la pulpe et du papier ont toutes deux été déclarées industries essentielles de guerre en raison des fortes sommes de change américain qu'elles mettent à notre disposition pour l'achat du matériel de guerre aux Etats-Unis. L'arrêté au sujet de l'industrie aurifère a été nécessité par l'abrogation en 1937 de la législation déclaratoire de la Colombie Britannique qui a soustrait l'industrie, dans cette province, à l'empire de la loi sur l'arbitrage des différends industriels.

Aux fins d'établir une politique uniforme des salaires en temps de guerre pour la gouverne des bureaux de conciliation et d'investigation, il a été pourvu (Ordre en Conseil P.C. 7440, en date du 16 décembre 1940) que les barèmes de salaires les plus élevés généralement en vigueur et normalement établis pour les différents emplois dans un établissement quelconque durant la période 1926–29 ou tous autres barèmes plus élevés établis par la suite, mais avant le 16 décembre 1940, soient acceptés comme justes et raisonnables et qu'ils peuvent être supplémentés par des indemnités distinctes basées sur la hausse du coût de la vie. Si, toutefois, il est prouvé que les barèmes les plus élevés ci-dessus mentionnés sont indûment abaissés ou élevés, un tribunal pourra recommander une augmentation ou une diminution, selon le cas, à un niveau qu'il considérera juste et raisonnable. L'Ordre en Conseil pourvoit en outre que tous les accords relatifs aux salaires négociés durant la période de la guerre dans les industries visées par la loi (y compris les industries de guerre) doivent être conformes à la politique ci-dessus définie.

Un bureau de conciliation et d'investigation se compose de trois membres, dont deux sont désignés par le Ministre du Travail sur la recommandation des parties intéressées, et le troisième, sur la recommandation des deux premiers ou, en cas de désaccord, par le Ministre lui-même. Si l'une ou l'autre des parties ne réussit pas à nommer un représentant, le Ministre peut nommer une personne compétente en son nom. Après que ce bureau a fait son rapport, chacune des parties en cause a le droit d'en rejeter les conclusions et déclarer une grève ou un lockout, ce qui ne s'est encore produit toutefois qu'en peu de cas. A la demande des parties intéressées, le rouage de cette loi peut être invoqué relativement à des différends dans d'autres industries qui ne tombent pas sous son empire.

Un coup d'œil sur les procédures entreprises en vertu de la loi d'arbitrage des différends industriels, depuis sa mise en vigueur en mars 1907 jusqu'au 31 mars 1941, fait voir que dans ces trente-quatre années il a été reçu 1,058 demandes de nomination d'arbitres et 635 commissions d'arbitrage ont été constituées. Dans tous ces cas, sauf 44, les grèves ou lock-outs ont été soit conjurés, soit réglés.

Section des salaires équitables.—Cet organe du Ministère du Travail a pour mission de préparer les conditions de salaires équitables et les échelles de salaire minimum qui sont insérées dans les contrats de construction, de transformation, de réparations ou de démolition du Gouvernement fédéral. Le nombre d'échelles de salaires équitables depuis l'adoption de la loi des salaires équitables par le Gouvernement du Dominion en 1900 jusqu'à la fin de l'année fiscale 1939–40 et de 9,707. Le nombre d'échelles et clauses des salaires équitables fournies au cours de la même année fiscale est de 812.

Le Ministère du Travail collabore de même étroitement avec les autres Ministères fédéraux pour faire respecter les clauses de la loi des salaires équitables dans les contrats pour la fabrication de différentes classes d'outillage et de fournitures à l'usage du Gouvernement. Il est fréquemment consulté par les autres Ministères au sujet des salaires normaux lorsque ces Ministères font exécuter des travaux à la journée.

La politique des salaires équitables du Gouvernement canadien fut basée à l'origine sur une résolution adoptée en 1900 par la Chambre des Communes. Elle fut plus tard traduite et amplifiée dans divers ordres en conseil, dans la loi des salaires équitables et de la journée de huit heures de 1930 et dans la loi des salaires équitables et des heures de travail de 1935. Les dispositions de ces lois sont exposées en détail aux pages 817 et 818 de l'Annuaire du Canada de 1939.

Dans les contrats de défense accordés par le Gouvernement pour la fabrication de matériel de guerre, c'est maintenant la coutume d'insérer les barèmes relatifs aux salaires minimums et aux heures maximums de travail dans l'exécution de chaque entreprise de ce genre au Canada. Ces barèmes sont convenus entre le Ministère du Travail et les autres ministères intéressés; le Ministère du Travail collabore étroitement avec ces ministères à la stricte observance des dispositions des contrats.

Gazette du Travail. *—Le Ministère du Travail publie, depuis sa création en 1900, un journal mensuel connu sous le nom de *Gazette du Travail*. Depuis ses débuts, la *Gazette du Travail* a toujours donné un aperçu de la situation industrielle, sociale et économique du Canada, telle que reflétée dans la législation, l'emploiement et le chômage, l'orientation des prix, les différends industriels, les accords et les recommandations des associations ouvrières et les programmes de relations industrielles. L'une des principales attributions du Ministère est de maintenir l'harmonie au sein de l'industrie. C'est pourquoi la *Gazette du Travail* donne beaucoup d'importance dans ses colonnes aux procédures entreprises en vertu de la loi d'arbitrage des différends industriels et de la loi de la conciliation et du travail. Elle fournit également une documentation complète au sujet des procédures entreprises sous l'empire d'autres lois du Ministère du Travail, dont entre autres, la loi de coordination des bureaux de placement, la loi d'enquête sur les coalitions, la loi sur l'enseignement technique, la loi des pensions viagères du Gouvernement, la loi de secours-chômage, la loi des salaires équitables et des heures de travail et la loi de la formation de la jeunesse.

* Un abonnement de 20 cents par année est exigé pour cette publication des abonnés du Canada, des Etats-Unis d'Amérique et du Mexique et de $1.00 par année pour ceux de tous les autres pays.

Depuis le début des hostilités en septembre 1939, la *Gazette du Travail* donne en outre un aperçu mensuel de l'activité de la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre de même qu'un relevé des répercussions de la guerre sur les standards industriels.

En outre, la *Gazette du Travail* a consigné l'établissement, les attributions et l'activité du Conseil National de l'embauchage; les progrès du programme de formation de guerre d'urgence du Canada et l'établissement et l'organisation de la Commission de l'Assurance-chômage.

Les renseignements statistiques publiés dans la *Gazette du Travail* contiennent une analyse mensuelle des prix de gros et de détail au Canada, indiquant l'orientation du coût de la vie et montrant les prix des denrées de consommation courante et les nombres-indices des mouvements des prix pendant un certain nombre d'années. Des résumés financiers et statistiques des pensions de vieillesse et aux aveugles au Canada sont aussi publiés à intervalles fixes. Une section spéciale enregistre le travail de l'organisation Internationale du Travail (Société des Nations), et publie intégralement les protocoles et les recommandations adoptés par cet organisme.

La *Gazette du Travail* a une forte circulation dans tout le Canada et ses données statistiques et autres servent toujours de base aux ajustements de salaires et autres problèmes surgissant entre patrons et employés.

Législation ouvrière.—La législation ouvrière, tant au Canada que dans les autres pays, est l'objet d'une grande sollicitude de la part du Ministère du Travail. A la fin de chaque session du Parlement et des législatures des diverses provinces, les nouvelles lois ouvrières sont exposées en résumé dans la *Gazette du Travail*. Les règlements statutaires y sont de même relevés et un résumé des décisions ou jugements des plus importants concernant les questions ouvrières y est donné.

Le Ministère du Travail publie depuis 1915 une série de rapports annuels portant sur la législation ouvrière au Canada.* La première de ces revues est une refonte de toute la législation ouvrière contenue dans les statuts du Dominion et des provinces à la fin de 1915. Des refontes semblables ont aussi été publiées pour les années 1920, 1928 et 1937. Entre ces années, les revues contiennent le texte ou le résumé des lois des années respectives et une introduction donne un aperçu succinct des principales mesures.

En outre, certains aspects de la législation ouvrière au Canada ou à l'étranger sont étudiés de temps à autre dans la *Gazette du Travail* ou dans des bulletins imprimés ou polycopiés. Les données relatives à la législation sur les salaires minimums et la réglementation des heures de travail au Canada sont contenues dans un rapport intitulé "Salaires et Heures de Travail au Canada" et publié comme supplément de la *Gazette du Travail*. Chaque année, en juillet, un mémoire polycopié est publié sur les lois concernant les accidents de travail. Un résumé de la législation fédérale de 1940 relative au travail se trouve au chapitre XXIX de cet ouvrage.

Sous-section 2.—Ministères et Offices provinciaux du Travail

La législation ouvrière canadienne relève en bonne partie des législatures provinciales. Dans toutes les provinces, sauf l'Alberta et l'Ile du Prince-Edouard, il existe un ministère ou office spécial chargé de la mise en œuvre des lois ouvrières. Dans l'Ile du Prince-Edouard, la nécessité n'existe pas et il y a peu de législation ouvrière et, dans l'Alberta, la majeure partie de la législation ouvrière relève du Ministère du Commerce et de l'Industrie, la Commission des Relations Industrielles veillant aux statuts concernant les salaires et les heures de travail. La législation

* Chez l'Imprimeur du Roi, Ottawa; publication annuelle, 25 cents l'exemplaire.

pourvoyant à la protection des mineurs relève, dans toutes les provinces, du Ministère des Mines. La législation concernant les manufactures dans huit provinces et celle concernant les boutiques dans plusieurs, défendent le travail des enfants, fixent les heures de travail des femmes et des jeunes personnes et pourvoient à la protection et à l'hygiène. Les lois des salaires minimums tant des hommes que des femmes sont administrées dans toutes les provinces, sauf la Nouvelle-Ecosse et l'Ile du Prince-Edouard, par des commissions spéciales qui font partie, dans la plupart des cas, du Ministère du Travail. L'autre législation administrée par les ministères provinciaux comprennent, dans toutes les provinces, les lois pourvoyant à l'établissement de bureaux de placement publics et à l'autorisation de certaines catégories de travailleurs, la loi des standards industriels en Alberta, Saskatchewan, Ontario et Nouvelle-Ecosse qui permet de donner force de loi dans toute industrie concernée aux accords intervenus entre employeurs et employés concernant les salaires et les heures de travail et la loi des conventions collectives de travail dans la province de Québec, permettant que ces conventions entre employeurs et syndicats ouvriers soient obligatoires pour tous dans l'industrie. Les lois des accidents de travail sont administrées par des commissions indépendantes dans toutes les provinces sauf l'Ile du Prince-Edouard.

On pourra obtenir des données plus actuelles concernant les ministères provinciaux du Travail de chaque province en particulier en consultant les rapports annuels de ces ministères ou en s'adressant aux sous-ministres des gouvernements provinciaux.

Sous-section 3.—Législation ouvrière provinciale, 1940

La *Gazette du Travail* résume le programme de législation ouvrière des provinces en 1940. La revue intitulée "Législation Ouvrière au Canada, 1940"*, et publiée par le Ministère fédéral du Travail, résume, par sujet, la législation tant fédérale que provinciale et donne le texte des nouvelles lois et des modifications apportées aux anciennes.

Ile du Prince-Edouard.—La loi des écoles publiques exige maintenant que les enfants des districts ruraux fréquentent l'école jusqu'à concurrence de 75 p.c. des jours de classe au lieu de 60 p.c. comme autrefois.

Nouvelle-Ecosse.—Une nouvelle mesure de sécurité exige maintenant que toute personne pénétrant dans une mine régie par la loi sur la réglementation des mines métallifères et des carrières soit coiffée d'un chapeau protecteur spécial. En vertu de la loi des accidents de travail, la durée d'office des membres du Bureau n'est plus limitée à dix ans, la silicose est reconnue, moyennant certaines conditions, comme maladie indemnisable et le traitement dentaire peut être pourvu en vertu des dispositions de la loi concernant les soins médicaux.

Nouveau-Brunswick.—Les bénéfices payables pour incapacité totale en vertu de la loi des accidents de travail sont élevés de 55 p.c. à 60 p.c. du gain moyen et le versement minimum hebdomadaire de $6 à $8 ou le plein salaire s'il est moindre. Pour incapacité temporaire, la différence entre le gain avant et après l'accident a été augmentée de 55 p.c. qu'elle était à 60 p.c. Le maximum de $2,500 pour infirmité partielle permanente a été aboli. En cas de mortalité, l'indemnisation des enfants est de $10 par mois au lieu de $7·50 et la veuve reçoit une somme grosse de $100 en plus de l'autre indemnité.

Québec.—La province de Québec a établi un Conseil Supérieur du Travail pour étudier les questions ouvrières et conseiller le Ministre. Elle a aussi adopté une

* Chez l'Imprimeur du Roi, Ottawa; 25 cents l'exemplaire.

nouvelle loi des salaires minimums pour remplacer la loi des salaires raisonnables et la loi des opérations forestières et revisé la loi des conventions collectives. Dans cette dernière loi, les dispositions relatives au droit d'association ont été renforcies et l'emploi dans des entreprises provinciales n'en est plus exempt. Parmi les modifications apportées à la loi des accidents de travail, il y a l'extension des dispositions en vertu desquelles les travailleurs sont indemnisés pour la silicose aux tailleurs et polisseurs de la pierre et aux fondeurs et dresseurs ou polisseurs des métaux. Plusieurs maladies ont été ajoutées à la loi. La portée de la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses s'étend aux mères d'un enfant au-dessous de 16 ans et aux épouses abandonnées ou dont l'époux est physiquement ou mentalement invalide et se trouve dans une institution publique. La loi modificatrice n'a pas été proclamée

Ontario.—Les peines sont augmentées pour infractions à la loi régissant les écoles de métiers. La loi des syndicats de crédit est adoptée; elle codifie la législation existance et la rend plus conforme aux lois semblables dans les autres provinces.

Manitoba.—L'article de la loi sur la prévention des grèves et contre-grèves traitant de la liberté d'association est renforci: est maintenant coupable d'infraction quiconque tente, par intimidation, de forcer un employé à faire ou à continuer de faire partie d'un syndicat, ou, d'autre part, de l'empêcher de le faire. Autrefois, l'article en question ne portait que sur l'adhésion ou le refus d'adhésion à un syndicat. A la deuxième session de la législature, l'article traitant du contrat collectif a été modifié de façon à accorder aux employés le droit de négocier collectivement par l'entremise de leurs associations ou représentants, pourvu que ces derniers soient sujets britanniques; au terme de la loi, un employeur qui refuse d'entrer en négociation collective crée "un conflit de travail". En vertu de la loi des fabriques, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut maintenant établir les règlements nécessaires à la protection des personnes engagées dans les procédés de transformation dans lesquels il entre du benzol et autres substances dangereuses. La loi des salaires raisonnables a été modifiée pour que l'objet n'en soit pas éludé par le recours à l'association ou autrement. La boulangerie et la pâtisserie sont assujetties à la partie II de la loi des salaires raisonnables en vertu de laquelle les salaires et les heures de travail peuvent être fixés par Ordre en Conseil pour toute une industrie pourvu qu'une proportion suffisante d'employeurs et d'employés y consentent. Les dispositions de la loi régissant les écoles de métiers ont été resserrées. En vertu de la loi sur le recouvrement de salaires, une personne ne peut être sommairement envoyée en prison pour négligence de se conformer à un ordre de payement au sujet des gages d'un serviteur domestique avant d'avoir reçu sommation de comparaître. L'employeur, dans ce cas, doit payer les frais occasionnés par son défaut de payer.

Saskatchewan.—En vertu de la loi du salaire minimum, il n'est plus nécessaire d'en étendre les dispositions aux hommes par arrêté en conseil comme la chose se pratiquait depuis 1936. Des dispositions plus strictes sont apportées pour faciliter l'application de la loi: l'employeur doit, sur demande de toute personne autorisée par le Ministre, produire un registre des salaires et des heures de travail et, sur conviction d'avoir payé des salaires moindres que le minimum prévu, l'employeur peut être requis de verser un honoraire raisonnable de pas plus de $25 à l'avocat du demandeur. La loi de la double-équipe des services d'incendie est étendue à toutes les villes d'une population de 10,000 ou plus. Les modifications apportées à la loi des standards industriels permet la réglementation du nombre d'apprentis et applique les échelles des salaires et des heures de travail à toute personne exécutant un travail spécifié, sauf dans le cas d'une habitation privée occupée par l'employeur ou de réparations légères faites par les employés d'un patron sur sa propriété.

Alberta.—La loi des maîtres et serviteurs est modifiée de façon à permettre à un employé de poursuivre son employeur pour un montant ne dépassant pas six mois de gages au lieu de deux. Le délai accordé pour intenter procédure est de six mois à compter de la fin de l'emploi. La loi des écoles est modifiée et autorise maintenant certains districts comptant moins de 75 élèves à faire des arrangements pour donner des cours d'atelier, d'économie domestique, de musique, d'art ou de travail commercial.

Colombie Britannique.—Plusieurs nouvelles dispositions concernant la sécurité ont été ajoutées à la loi régissant les mines de charbon. Dans le cas où plus de 20 personnes travaillent sous terre, il doit être pourvu à des lavoirs convenables. En vertu des modifications apportées à la loi de l'apprentissage, le Gouvernement peut retirer certains métiers des annexes de la loi et le Ministre peut permettre l'emploi d'une personne d'âge mineur à un travail spécialisé ou répété dans un métier spécifié dans une industrie de guerre sans qu'il lui soit nécessaire de signer un contrat d'apprentissage. La forme du contrat peut être modifiée par le Ministre sur la recommandation du comité provincial d'apprentissage. Un nouvel article de la loi municipale exige que les entrepreneurs ou les sous-entrepreneurs de travaux publics municipaux payent les gages acceptés comme raisonnables par le Dominion ou le Gouvernement provincial en vertu de la loi fédérale de 1935 sur les justes salaires et les heures de travail. L'âge minimum pour l'emploiement comme projectionniste de cinéma est élevé de 18 à 21 ans.

Territoires du Nord-Ouest.—Une nouvelle ordonnance sur l'indemnisation des accidentés codifie l'ancienne ordonnance sur l'indemnisation des accidentés et l'ordonnance sur l'indemnisation des familles. Des modifications sont aussi apportées à ces ordonnances. La nouvelle mesure permet une poursuite en dommages au nom du compagnon ou de la compagne, du père ou de la mère, d'un enfant, d'un frère ou d'une sœur de toute personne dont la mort a été causée par une action injustifiée, négligence ou défaut qui aurait donné droit à la personne blessée, si elle n'en était pas morte, d'intenter cette poursuite. La défense de l'emploiement ordinaire est abrogée. Si le Commissaire juge qu'il est impossible de conclure des arrangements avec le tribunal d'indemnisation des accidentés d'une autre province ou d'un autre territoire pour protéger ses travailleurs, il peut ordonner à l'employeur de s'assurer contre les accidents dans une compagnie reconnue.

Section 2.—Occupations de la population active

La population totale occupant des emplois rétribués est relevée lors du recensement. La section 15 du chapitre IV, pp. 133–151 de l'Annuaire de 1937, donne, de façon passablement détaillée, la population active de 1931 sous le titre "Occupations de la Population canadienne". Les statistiques de la distribution numérique et proportionnelle des salariés parmi la population active sont données par groupes industriels et occupationnels aux pages 771–772 de l'Annuaire de 1938, et un tableau à la page 760 de l'édition de 1937 montre la distribution numérique et proportionnelle des salariés par groupes d'âge au recensement de 1931.

Section 3.—Emploiement et chômage

Sous-section 1.—Données du recensement sur l'emploiement et le chômage

L'Annuaire de 1933 a donné, pp. 788–792, une étude des chiffres préliminaires sur le chômage tels que rapportés le 1er juin 1931 pour cette date et pour les douze mois antérieurs. Les résultats définitifs de cette étude sont publiés dans le volume

VI du Recensement, en vente, broché, au prix de 75 cents, chez l'Imprimeur du Roi, à Ottawa.

Les tableaux 24 et 25, p. 850 de l'Annuaire de 1934–35, résument par industrie les statistiques des personnes réellement inoccupées lors du recensement et du temps perdu au cours des douze mois précédant cette date.

Estimations de l'emploi de la population à gages.—Le nombre estimatif d'employés à gages ayant de l'occupation à compter de 1921 jusqu'au mois de mars 1940 paraît aux pp. 771–772 de l'Annuaire de 1940. En raison des changements et de la dislocation de la production industrielle causés par les demandes de guerre, cette série a été abandonnée temporairement.

Sous-section 2.—Emploiement tel que déclaré par les patrons*

Le Bureau Fédéral de la Statistique calcule depuis plusieurs années, sous forme de tableaux mensuels, le nombre d'employés des établissements occupant 15 personnes ou plus dans les principaux groupes d'industries suivants: manufactures abatage du bois, mines, transports, communications, construction et entretien, services (i.e. hôtels et restaurants, blanchissage et nettoyage) et commerce; il reçoit aussi depuis quelques années des renseignements des institutions financières, lesquels cependant n'entrent pas pour le moment dans l'indice général dont les calculs remontent jusqu'à 1920. Le Bureau ne collige pas de statistiques mensuelles sur l'industrie agricole, les services personnels et domestiques et les services professionnels, de l'Etat, de l'enseignement et autres.

En 1940, environ 12,100 patrons, dans les huit industries ci-dessus mentionnées, déclarent un personnel moyen de 1,215,431 personnes, variant de 1,093,930 le 1er avril à 1,364,720 au commencement de novembre. Un rapprochement de ces chiffres à ceux de la population adulte totale telle qu'énumérée lors de l'enregistrement national du mois d'août 1940, indique clairement combien représentatifs des conditions chez les travailleurs de l'industrie au Canada sont les relevés mensuels. La proportion de personnes de 16 ans et plus figurant au relevé de l'emploiement du 1er août 1940 par rapport à la population totale enregistrée est de 16·4 p.c. comparativement à 13·7 p.c. par rapport à la population énumérée lors du recensement de 1931. Au plus intense de l'activité industrielle en 1940 (1er novembre) 174 hommes et femmes pour chaque millier d'adultes enregistrés appartiennent aux forces travailleuses des établissements industriels faisant des rapports mensuels au Bureau Fédéral de la Statistique. Lorsque l'emploiement était à son plus bas point de l'année (1er avril), 139 par millier de population adulte étaient à l'emploi de ces maisons.

L'année 1940 a été témoin d'une expansion sans précédent de l'emploiement industriel au Canada, prolongement et intensification du mouvement de reprise commencé vers la fin de l'année précédente un peu après la déclaration de la guerre. La situation en 1939 avait accusé des fluctuations considérables; l'indice de l'emploiement, parti d'un niveau relativement peu élevé à l'hiver et au printemps, atteignit, à la fin de l'année, un point plus élevé qu'en tout autre mois de décembre. La moyenne de l'année, toutefois, ne fut que légèrement plus élevée qu'en 1938 et fut plus basse qu'en 1937 ou 1929, années cimes d'activité industrielle dans la période sous observation antérieure à 1940.

Malgré les contractions saisonnières des premiers mois de 1940, le niveau de l'emploiement est resté élevé pendant les mois d'hiver, tandis que la tendance à compter du 1er avril a toujours été favorable, l'amélioration s'accélérant à mesure

* Revisé par Mlle M. E. K. Roughsedge, préposée aux statistiques de l'emploiement, Bureau Fédéral de la Statistique.

que l'année s'écoulait. Il en est résulté une succession de nouvelles cimes sans précédent à compter du 1er août jusqu'au 1er novembre. A cette dernière date, l'indice (1926=100) à 139·2 est de 19·8 p.c. plus élevé qu'au début de l'année et de beaucoup plus élevé que le maximum antérieur de 127·8 au 1er août 1929. Au commencement de décembre, un recul saisonnier très léger abaisse l'indice à 139·1. Ce recul, toutefois, est nettement moins marqué que d'habitude.

Emploiement par région économique.—L'activité industrielle croît dans toutes les provinces en 1940. Quatre des cinq régions économiques atteignent de nouvelles cimes. Dans la plupart des cas, l'amélioration se maintient ferme durant les douze mois tandis que dans chaque province, à mesure que l'année s'écoule, le volume de l'emploiement augmente. Basé sur l'indice de 1926 fixé à 100, les nombres-indices moyens de la Nouvelle-Ecosse, du Québec et de l'Ontario sont plus élevés que celui du Dominion tandis que dans les autres provinces ils sont plus bas.

Dans chacune des régions économiques, l'industrie manufacturière est généralement plus active qu'en 1939, et, sauf dans les Provinces des Prairies, plus active aussi qu'en toute autre année du relevé. Dans ces provinces, le dernier indice est inférieur à celui de 1929. Il y a aussi une amélioration générale dans le commerce et les services. Les opérations forestières restent inchangées en Colombie Britannique; ailleurs toutefois elles réclament beaucoup plus de main-d'œuvre. Les mines accusent des gains modérés, excepté en Colombie Britannique où elles accusent un léger recul; les transports font aussi exception dans cette province. Ils montrent un relâchement en regard de la tendance à la reprise relevée ailleurs. Le bâtiment est très actif dans la majorité des provinces, mais la contraction des travaux sur les grandes routes des Provinces Maritimes, du Québec et de la Colombie Britannique a déterminé un emploiement moindre dans la construction en général. En Ontario toutefois, les opérations du bâtiment sont quelque peu plus actives, tandis que dans les Provinces des Prairies, la construction n'accuse que peu de changement.

1.—Nombres-indices mensuels de l'emploiement d'après les données des patrons, par région économique, 1939 et 1940, et moyennes annuelles depuis 1929

NOTA.—Ces indices sont calculés le premier jour de chaque mois d'après l'année 1926=100. Les poids relatifs font voir les proportions d'employés déclarées dans chaque région économique par rapport au total déclaré par tous les patrons faisant rapport au Canada, le 1er décembre 1939. Les moyennes de 1921-28 paraissent à la p. 801 de l'Annuaire de 1938.

Année et mois	Provinces Maritimes	Québec	Ontario	Provinces des Prairies	Colombie Britannique	Canada
Moyennes, 1929	114·8	113·4	123·1	126·3	111·5	119·0
Moyennes, 1930	118·3	110·3	114·6	117·1	107·9	113·4
Moyennes, 1931	108·1	100·9	101·2	111·5	95·5	102·5
Moyennes, 1932	92·2	85·5	88·7	90·0	80·5	87·6
Moyennes, 1933	85·3	82·0	84·2	86·2	78·0	83·4
Moyennes, 1934	101·0	91·7	101·3	90·0	90·4	96·0
Moyennes, 1935	103·7	95·4	103·3	95·2	97·7	99·4
Moyennes, 1936	109·4	100·7	106·7	99·3	101·1	103·7
Moyennes, 1937	121·0	115·4	118·3	99·3	106·8	114·1
Moyennes, 1938	111·5	117·0	113·7	100·0	104·2	111·8

1.—Nombres-indices mensuels de l'emploiement d'après les données des patrons, par région économique, 1939 et 1940, et moyennes annuelles depuis 1929—fin

Année et mois	Provinces Maritimes	Québec	Ontario	Provinces des Prairies	Colombie Britannique	Canada
1939						
1er janvier	109·2	114·9	108·8	97·1	98·0	108·1
1er février	100·5	113·0	109·2	93·9	96·2	106·5
1er mars	101·2	112·8	109·1	94·3	96·7	106·5
1er avril	99·7	109·4	108·0	91·7	100·5	104·9
1er mai	100·2	111·6	107·9	94·5	103·3	106·2
1er juin	108·4	121·0	113·6	101·0	106·6	113·1
1er juillet	115·9	124·0	114·7	104·0	111·0	115·8
1er août	115·6	126·4	114·2	109·4	117·0	117·5
1er septembre	116·4	128·5	116·2	114·0	116·6	119·6
1er octobre	117·9	126·4	121·4	116·4	118·7	121·7
1er novembre	117·9	131·5	124·4	112·7	115·5	123·6
1er décembre	123·0	130·3	124·5	108·9	110·0	122·7
Moyennes, 1939	**110·5**	**120·8**	**114·3**	**103·2**	**107·5**	**113·9**
1940						
1er janvier	118·9	120·7	120·9	103·3	97·6	116·2
1er février	118·4	116·0	120·2	100·8	100·0	114·4
1er mars	116·0	114·3	120·0	98·5	101·8	113·5
1er avril	111·8	112·2	118·8	96·7	102·8	111·9
1er mai	112·8	113·9	121·0	100·2	107·2	114·3
1er juin	117·0	123·0	126·6	107·4	112·0	120·9
1er juillet	124·0	126·6	129·6	112·4	114·8	124·7
1er août	124·5	130·6	132·8	114·9	119·0	127·9
1er septembre	127·3	136·4	134·8	117·0	126·7	131·6
1er octobre	128·2	142·8	140·9	118·1	127·8	136·2
1er novembre	133·8	148·7	142·5	119·7	126·3	139·2
1er décembre	133·2	149·7	142·7	118·8	123·6	139·1
Moyennes, 1940	**122·2**	**127·9**	**129·2**	**109·0**	**113·3**	**124·2**
Proportion relative de l'emploiement par région économique le 1er déc. 1940..	7·3	31·5	41·8	11·4	8·0	100·0

Emploiement dans les villes.—Dans les huit principales villes industrielles dont les statistiques sont données séparément—Montréal, Québec, Toronto, Ottawa, Hamilton, Windsor, Winnipeg et Vancouver—l'emploiement avance sensiblement en 1940. Il fallait s'y attendre en raison de la concentration intense de l'activité manufacturière dans les régions les plus populeuses.* Les gains sur 1939 varient de 5·7 p.c. dans la ville de Québec et 7·6 p.c. à Winnipeg à 20 p.c. à Hamilton et 20·8 p.c. à Windsor. L'augmentation générale dans les villes est de 10·3 p.c. comparativement à un gain de 7·8 p.c. dans les autres parties du Canada. L'augmentation pour le Canada en général est de 9 p.c. Néanmoins, l'indice composé des huit principales villes à 118·9 est inférieur à celui des autres parties du pays et inférieur aussi à l'indice général du Dominion. La différence toutefois est la plus petite enregistrée depuis 1933. Antérieurement à cette date, le nombre-indice des huit principales villes prises dans leur ensemble était légèrement supérieur à celui du Canada.†

Dans l'ensemble, l'emploiement dans les plus grandes villes en 1940 dans les manufactures, les communications, le commerce, les services et la construction n'est pas aussi actif qu'ailleurs au Canada—une tendance qui se faisait déjà sentir depuis quelques années. La plus grande différence s'avère dans la construction, dont l'in-

* En 1940, un peu moins de 50 p.c. de tous les employés déclarés dans les manufactures se trouvent dans ces huit centres.

† Voir analyse dans le bulletin intitulé "La Situation de l'Emploiement au Canada en 1940" publié par le Bureau Fédéral de la Statistique.

dice moyen dans les huit villes est de 62·1 comparativement à la moyenne du Dominion qui s'établit à 90·7. Dans le bâtiment, l'indice s'établit à 64·7 dans les huit villes comparativement à 83·5. Dans les transports toutefois, l'emploiement urbain, ces dernières années, est plus favorable, l'indice à 92·7 étant de quelques points au-dessus de l'indice total de 89·7.

2.—Nombres-indices mensuels de l'emploiement d'après les données des patrons dans les principales villes, 1939 et 1940, et moyennes annuelles depuis 1929

NOTA.—Ces indices sont calculés le premier jour de chaque mois d'après l'année 1926=100. Les poids relatifs font voir les proportions déclarées d'employés dans chaque ville par rapport au total déclaré par tous les patrons faisant rapport au Canada le 1er décembre 1939. Les moyennes de 1921-28 paraissent à la p. 803 de l'Annuaire de 1938.

Année et mois	Montréal	Québec	Toronto	Ottawa	Hamilton	Windsor	Winnipeg	Vancouver
Moyennes, 1929	**115·3**	**124·2**	**121·3**	**120·7**	**128·4**	**153·2**	**112·3**	**109·2**
Moyennes, 1930	**111·8**	**125·3**	**116·3**	**123·1**	**113·9**	**128·6**	**107·6**	**109·8**
Moyennes, 1931	**102·5**	**122·2**	**107·7**	**119·5**	**101·3**	**88·3**	**97·1**	**104·5**
Moyennes, 1932	**88·1**	**101·8**	**95·2**	**99·3**	**83·7**	**78·4**	**86·6**	**88·5**
Moyennes, 1933	**81·0**	**95·1**	**87·5**	**90·2**	**74·6**	**75·9**	**80·2**	**83·9**
Moyennes, 1934	**84·5**	**95·1**	**93·5**	**99·5**	**84·1**	**93·1**	**82·9**	**87·4**
Moyennes, 1935	**87·3**	**96·9**	**97·5**	**102·2**	**92·6**	**115·0**	**87·8**	**96·6**
Moyennes, 1936	**92·1**	**95·2**	**101·5**	**106·3**	**98·3**	**121·3**	**92·3**	**103·7**
Moyennes, 1937	**101·2**	**100·3**	**107·9**	**107·9**	**112·1**	**146·4**	**95·1**	**110·7**
Moyennes, 1938	**103·9**	**107·5**	**107·3**	**105·0**	**106·8**	**138·3**	**93·1**	**109·1**
1939								
1er janvier	100·4	119·7	107·3	104·3	97·9	150·2	90·6	106·8
1er février	102·6	117·0	105·7	103·1	96·9	140·5	89·1	106·7
1er mars	101·4	117·9	105·3	105·3	97·4	139·1	88·5	106·4
1er avril	102·2	118·1	106·1	107·3	99·1	139·1	88·3	107·4
1er mai	104·5	122·8	107·6	106·4	102·3	140·8	90·0	110·3
1er juin	108·7	124·2	109·2	109·8	104·6	136·4	92·4	109·9
1er juillet	108·3	127·4	109·4	111·8	105·7	114·7	94·3	112·6
1er août	107·6	126·9	108·6	110·2	102·1	112·1	96·5	115·1
1er septembre	109·3	127·8	110·5	108·6	101·8	115·2	98·2	117·2
1er octobre	110·2	111·5	114·1	111·1	108·2	124·8	98·8	115·8
1er novembre	110·7	111·6	117·4	113·1	112·8	140·4	99·3	114·8
1er décembre	112·7	110·6	117·7	109·5	116·1	147·9	100·6	113·7
Moyennes, 1939	**106·6**	**119·6**	**109·9**	**108·4**	**103·7**	**133·4**	**93·9**	**111·4**
1940								
1er janvier	108·0	107·8	116·6	109·6	114·3	149·7	97·8	111·0
1er février	105·7	107·1	113·9	109·2	116·6	148·6	95·8	110·3
1er mars	108·1	108·7	114·6	108·9	117·1	149·2	94·4	109·0
1er avril	108·8	108·1	115·9	110·6	116·4	155·1	95·4	111·5
1er mai	111·3	115·6	117·9	111·0	120·1	155·2	96·6	115·7
1er juin	113·5	125·6	119·9	117·9	122·3	160·0	99·4	118·6
1er juillet	114·3	127·3	121·4	124·0	124·2	143·4	101·3	122·9
1er août	114·9	134·9	124·4	126·1	126·8	149·2	102·8	127·3
1er septembre	117·8	138·9	128·5	124·4	129·6	169·1	105·6	128·9
1er octobre	122·4	144·7	133·0	127·8	133·2	177·6	105·3	129·5
1er novembre	124·3	149·0	135·2	131·2	134·4	188·5	107·5	127·9
1er décembre	126·9	149·0	136·3	129·2	138·1	188·8	110·2	129·7
Moyennes, 1940	**114·7**	**126·4**	**123·1**	**119·2**	**124·4**	**161·2**	**101·0**	**120·2**
Proportion relative par ville au 31 déc. 1940	14·5	1·5	13·0	1·3	3·3	1·9	3·5	3·2

Emploiement par industrie.—Les manufactures emploient en 1940 une proportion légèrement plus élevée des effectifs totaux des établissements faisant rapport qu'en 1939, 55·5 p.c. de tous les employés déclarés se trouvant dans cette catégorie. Des quelque 110,000 travailleurs ajoutés aux effectifs des établissements de toutes les industries, 90 p.c. environ sont absorbés dans les fabriques, ce qui constitue une augmentation de 16·9 p.c. sur l'année précédente comparativement à une augmentation de 9 p.c. dans toutes les industries.

L'expansion dans les manufactures est continue de janvier à décembre tandis qu'à compter du commencement de l'année, l'emploiement dans ce domaine aussi bien que dans plusieurs de ses divisions touche successivement de nouveaux hauts. Le nombre-indice passe de 118·2 le 1er janvier à 144·7 le 1er décembre, soit une augmentation de 22·4 p.c., laquelle n'a jamais été dépassée au cours des 20 années du relevé. Il se compare d'une façon extrêmement favorable au gain moyen de 9·8 p.c. accusé au cours de la période de 20 ans. Bien que toutes les branches de l'industrie manufacturière aient participé à cette reprise en 1940, les degrés d'amélioration varient. L'augmentation la plus sensible est celle des manufactures des divers produits sidérurgiques, lesquelles accusent un gain général de 33·1 p.c.

Il y a aussi amélioration considérable en 1940 parmi les catégories non manufacturières, bien qu'à un moindre degré que dans les manufactures. Les opérations forestières accusent des gains substantiels sur 1939. Elles sont plus actives qu'en toute autre année du relevé, sauf 1937. Les mines touchent un maximum sans précédent malgré une activité moindre dans la recherche des minerais métalliques. Les transports et les communications accusent des augmentations modérées, leurs nombres-indices touchant leurs plus hauts points depuis nombre d'années—depuis 1931 dans le cas des transports, et depuis 1932 dans celui des communications. Les services et le commerce restent actifs malgré le déclin du tourisme.

Parmi les huit groupes industriels principaux, seule la construction fait exception à la tendance générale à la hausse en 1940. Le bâtiment est plus actif qu'il ne l'a été depuis plusieurs années et, à la suite d'un trafic plus intense, l'emploiement augmente dans les services de construction et d'entretien des compagnies de chemin de fer. Toutefois, la disparition partielle des entreprises de secours a déterminé un déclin marqué dans la construction et l'entretien des grandes routes, ce qui a fait tomber l'indice moyen de 113·0 en 1939 à 90·7 en 1940.

La ligne solide est basée sur le nombre de personnes employées le 1er jour du mois dans les établissements faisant rapport comparativement à la moyenne d'emploiement offert par ces maisons durant l'année civile de 1926 fixée à 100. La ligne pointillée fait voir cette même courbe corrigée pour les variations saisonnières telles que déterminées par l'expérience des années 1929-1937.

3.—Nombres-indices mensuels de l'emploiement par groupe industriel, 1939 et 1940, et moyennes annuelles depuis 1929

NOTA.—Ces indices sont calculés le premier jour de chaque mois d'après l'année 1926=100. Les poids relatifs font voir les proportions déclarées d'employés dans chaque industrie par rapport au total déclaré par tous les patrons faisant rapport au Canada le 1er décembre 1939. Les moyennes de 1921–1928 inclusivement paraissent à la p. 804 de l'Annuaire de 1938.

Année et mois	Manufactures	Coupe et flottage du bois	Mines	Communications	Transports	Construction et entretien	Services	Commerce	Toutes industries[1]
Moyennes, 1929	**117·1**	**125·8**	**120·1**	**120·6**	**109·7**	**120·7**	**130·3**	**126·2**	**119·0**
Moyennes, 1930	**109·0**	**108·0**	**117·8**	**119·8**	**104·6**	**129·8**	**131·6**	**127·7**	**113·4**
Moyennes, 1931	**95·3**	**60·1**	**107·7**	**104·7**	**95·8**	**131·4**	**124·7**	**123·6**	**102·5**
Moyennes, 1932	**84·4**	**42·6**	**99·2**	**93·5**	**84·7**	**86·0**	**113·6**	**116·1**	**87·5**
Moyennes, 1933	**80·9**	**66·5**	**97·5**	**83·9**	**79·0**	**74·6**	**106·7**	**112·1**	**83·4**
Moyennes, 1934	**90·2**	**124·7**	**110·8**	**79·1**	**80·3**	**109·3**	**115·1**	**117·9**	**96·0**
Moyennes, 1935	**97·1**	**126·9**	**123·3**	**79·8**	**81·2**	**97·8**	**118·2**	**122·1**	**99·4**
Moyennes, 1936	**103·4**	**138·7**	**136·5**	**81·0**	**84·1**	**88·2**	**124·5**	**127·5**	**103·7**
Moyennes, 1937	**114·4**	**189·3**	**153·2**	**85·4**	**85·2**	**99·5**	**130·2**	**132·1**	**114·1**
Moyennes, 1938	**111·0**	**142·8**	**155·9**	**85·0**	**84·4**	**105·4**	**135·2**	**132·6**	**111·8**
1939									
1er janvier	104·3	150·6	160·4	83·3	79·9	96·4	131·7	144·8	108·1
1er février	106·0	143·0	160·5	81·2	79·4	89·4	129·5	131·0	106·5
1er mars	107·0	108·8	160·9	80·8	80·3	94·3	128·5	128·9	106·5
1er avril	107·1	64·0	157·4	81·2	79·3	91·6	131·4	131·1	104·9
1er mai	108·4	51·0	155·8	82·0	81·4	94·2	133·2	135·1	106·2
1er juin	111·4	97·1	160·5	83·8	86·5	115·3	141·8	136·6	113·1
1er juillet	111·3	95·3	164·1	86·0	87·6	133·1	147·6	137·4	115·8
1er août	112·8	73·5	165·6	87·5	87·5	146·3	149·8	135·5	117·5
1er septembre	115·3	60·3	168·0	87·3	90·0	152·2	151·7	134·9	119·6
1er octobre	119·7	115·6	170·3	87·5	94·8	131·5	136·1	138·6	121·7
1er novembre	122·1	206·4	171·0	86·7	90·6	117·6	135·2	140·2	123·6
1er décembre	122·2	263·6	171·3	85·5	89·7	93·8	132·9	144·7	122·7
Moyennes, 1939	**112·3**	**119·1**	**163·8**	**84·4**	**85·6**	**113·0**	**137·4**	**136·6**	**113·9**
1940									
1er janvier	118·2	237·8	164·7	84·3	84·5	68·8	133·7	149·9	116·2
1er février	120·5	227·2	168·4	82·7	83·3	58·1	131·8	136·4	114·4
1er mars	122·6	179·1	167·1	82·2	83·0	55·4	132·6	134·9	113·5
1er avril	123·4	90·0	164·4	83·2	82·8	59·6	133·4	137·6	111·9
1er mai	125·7	60·5	164·5	83·8	88·8	68·4	138·2	138·3	114·3
1er juin	129·2	105·2	166·7	87·1	90·3	90·5	142·5	140·7	120·9
1er juillet	130·3	121·4	167·2	89·4	93·7	105·0	149·2	142·8	124·7
1er août	134·4	112·2	168·1	90·9	94·8	114·3	155·4	141·4	127·9
1er septembre	138·4	126·8	170·2	92·1	94·6	121·1	157·1	142·9	131·6
1er octobre	143·8	180·2	172·3	90·7	94·3	121·1	147·3	146·8	136·2
1er novembre	144·6	258·6	174·0	90·4	93·5	120·5	148·8	148·9	139·2
1er décembre	144·7	303·6	172·6	90·0	92·5	105·9	147·8	154·4	139·1
Moyennes, 1940	**131·3**	**166·9**	**168·4**	**87·2**	**89·7**	**90·7**	**143·2**	**142·9**	**124·2**
Proportion par industrie au 1er déc. 1940	54·6	6·6	5·9	1·8	8·3	9·4	2·4	11·0	100·0

[1] Sauf l'agriculture (v. p. 669).

Sous-section 3.—Le Service de Placement du Canada

La loi de coordination des bureaux de placement de mai 1918 (c. 57, S.R.C., 1927) donne, par son article 3, les attributions suivantes au Ministre du Travail:—

"(a) aider et encourager l'organisation des bureaux de placements et les coordonner; établir entre eux une uniformité de méthode;

"(b) établir une Bourse du Travail ou plusieurs, pour la centralisation et l'échange entre les bureaux de placement d'informations sur le mouvement du travail et autres sujets;

"(c) compiler et disséminer les informations reçues des bureaux de placement ainsi que d'autres sources, concernant les conditions du travail."

De plus, cette loi met à la disposition du Gouvernement des crédits annuels pour le versement aux provinces de subventions proportionnées aux sommes que dépenseront les provinces elles-mêmes pour leurs bureaux de placement.

L'uniformité et la coordination de l'activité du service de placement dans les diverses provinces sont obtenues en subordonnant les versements du Fédéral à une convention voulant que les provinces, dans l'administration de leurs bureaux respectifs de placement, s'efforcent de combler les vacances dans tous les métiers et toutes les occupations pour personnes des deux sexes sans frais supplémentaires pour les employeurs ni pour les employés. Chaque province s'engage à maintenir une Bourse du Travail provinciale devant fonctionner en collaboration avec le rouage interprovincial établi par le Gouvernement fédéral afin d'assurer à la main-d'œuvre la mobilité nécessaire entre localités d'une même province ou de provinces différentes. Au cours de l'année fiscale 1940–41, des conventions de ce genre ont été conclues avec toutes les provinces sauf l'Ile du Prince-Edouard. Le Service de Placement du Canada constitue donc une chaîne de bureaux de placement de Halifax à Vancouver, administrés intraprovincialement par les gouvernements provinciaux mais coordonnés interprovincialement par le Gouvernement fédéral. Lors de l'entrée en vigueur de cette loi, il n'existait au Canada que 12 bureaux provinciaux de placement. Ce nombre s'accrut rapidement, si bien qu'à la fin de 1919, grâce à l'essor donné par les nécessités de la démobilisation, 84 de ces bureaux fonctionnaient dans différents centres. Les contractions subséquentes en ont réduit le nombre. Mais le 31 décembre 1940, il y avait des bureaux du Service de Placement dans 80 centres. Ils étaient ainsi répartis: Nouvelle-Ecosse, 4; Nouveau-Brunswick, 3; Québec, 13; Ontario, 34; Manitoba, 4; Saskatchewan, 9; Alberta, 5 et Colombie Britannique, 8.

Opérations des bureaux de placement.—Les statistiques des bureaux locaux sont colligées et compilées par la Branche de l'Emploiement du Ministère du Travail. (Voir tableau **4.**) En 1940, les emplois procurés sont plus nombreux qu'en toute autre année depuis l'établissement des bureaux de placement en vertu de la loi de coordination des bureaux de placement. Cette augmentation est due principalement au grand nombre de travailleurs embauchés dans les entreprises de construction de la Défense Nationale vers la fin de l'année et à la demande accrue de main-d'œuvre de la part des établissements industriels engagés à des contrats pour matériel de guerre.

Taux de chemin de fer réduits.—Afin de faciliter le déplacement de la main-d'œuvre dans les cas où il n'y a pas assez de travailleurs dans une localité pour combler les emplois disponibles, le Service de Placement, à la suite d'arrangements spéciaux avec presque tous les membres de l'Association Canadienne des Voyageurs, a le privilège d'émettre des certificats permettant au porteur d'acheter son passage en chemin de fer au taux réduit de 2·5 cents par mille. C'est le prix d'un billet de deuxième classe et il ne s'applique qu'à des passages de $4 et plus. En 1940, 9,859 certificats ont été émis, dont 7,950 à des personnes allant d'un endroit à un autre

dans une même province et 1,909 à des travailleurs allant d'une province à une autre. En 1939, 7,203 certificats aux taux spéciaux ont été accordés: 6,407 à des personnes allant travailler dans la même province et 796 à des personnes à qui on avait trouvé de l'emploi dans d'autres provinces.

4.—Demandes de travail, emplois offerts et embauchages par l'intermédiaire du Service de Placement du Canada, 1931-40, et par province, 1939 et 1940

NOTA.—Pour les chiffres provinciaux de 1920 à 1938, voir le tableau correspondant des Annuaires antérieurs, à partir de 1926. Les totaux des années 1920-30 paraissent à la page 797 de l'édition de 1938.

Province et année		Demandes de travail		Emplois offerts		Embauchages effectués	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
		nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Totaux 1931		**685,460**	**140,693**	**391,857**	**94,527**	**389,231**	**82,277**
Totaux 1932		**512,695**	**139,733**	**282,643**	**83,385**	**278,975**	**73,239**
Totaux, 1933		**531,041**	**143,180**	**282,120**	**87,565**	**278,589**	**73,508**
Totaux, 1934		**569,301**	**155,064**	**327,907**	**99,885**	**324,900**	**81,191**
Totaux, 1935		**498,466**	**157,955**	**268,300**	**108,274**	**265,212**	**88,590**
Totaux, 1936		**515,930**	**164,123**	**241,098**	**114,278**	**237,476**	**93,974**
Totaux, 1937		**543,343**	**168,880**	**290,790**	**127,598**	**286,618**	**102,918**
Totaux, 1938		**584,727**	**197,937**	**276,851**	**124,390**	**275,338**	**106,957**
Totaux, 1939		**579,645**	**208,327**	**271,654**	**130,739**	**270,020**	**114,862**
Totaux, 1940		**653,445**	**235,150**	**344,921**	**166,955**	**336,507**	**138,599**
Nouvelle-Ecosse	1939	9,925	7,943	7,893	6,843	7,876	6,512
	1940	27,587	11,640	23,475	10,910	23,363	10,116
Nouveau-Brunswick	1939	8,387	6,546	8,006	5,923	8,006	5,910
	1940	9,226	7,389	8,991	6,950	8,951	6,835
Québec	1939	131,891	61,225	43,586	46,162	43,166	34,608
	1940	189,233	73,454	84,076	66,580	82,169	45,951
Ontario	1939	239,613	82,585	104,158	38,207	102,600	36,592
	1940	255,838	90,767	140,233	45,797	132,902	42,029
Manitoba	1939	51,806	12,915	30,658	10,183	31,494	9,947
	1940	46,199	14,010	22,072	9,601	23,450	9,382
Saskatchewan	1939	24,026	9,552	20,459	8,225	20,062	7,405
	1940	25,775	8,944	15,247	8,039	15,027	7,234
Alberta	1939	40,177	12,054	18,659	7,236	18,636	5,957
	1940	38,548	11,488	22,501	8,591	22,445	6,714
Colombie-Britannique	1939	73,820	15,507	38,235	7,960	38,180	7,931
	1940	61,039	17,458	28,326	10,487	28,200	10,338

Le service de placement et la loi d'assurance-chômage, 1940.—L'article 88 de la loi (voir p. 678) pourvoit à ce que la Commission d'Assurance-Chômage "organise et entretienne un service de placement au Canada". Les plans s'élaborent présentement pour l'établissement de ce service. En général, le Service de Placement du Canada, administré jusqu'ici par les provinces et subventionné par le Fédéral, cessera d'exister lorsque le nouveau service entrera en vigueur.

Sous-section 4.—Chômage parmi les ouvriers syndiqués

La statistique mensuelle du chômage est compilée et publiée par la Branche du Service de Placement du Ministère fédéral du Travail; elle est basée sur les informations fournies par 1,900 unions ouvrières locales, groupant près de 250,000 membres.

Le sens ici donné au mot chômage est celui de l'oisiveté involontaire de l'ouvrier due à des causes économiques. Les ouvriers employés à une occupation autre que leur propre métier ou les malades ne sont pas considérés comme chômeurs, tandis que les syndicats ouvriers engagés dans un conflit sont exclus des tableaux. Comme le nombre des groupements ouvriers transmettant ces informations varie d'un mois à l'autre, ce qui entraîne nécessairement une fluctuation du nombre des ouvriers servant de base à la computation, il doit être bien compris que les chiffres mensuels ci-après se rapportent exclusivement aux organisations ouvrières faisant rapport. Le chômage en 1940 atteint son maximum en février alors que le pourcentage est de 11·7; le bas de 1940 est de 4·4 p.c. enregistré en septembre. En 1939, le maximum est de 16·4 p.c. touché en février, et le minimum de 9·0 p.c. touché en octobre. L'emploiement parmi les ouvriers syndiqués est dans l'ensemble plus actif en 1940 qu'en 1939, les moyennes mensuelles du chômage étant de 7·8 p.c. et 12·2 p.c. respectivement.

5.—Pourcentage de chômage parmi les ouvriers syndiqués, par province, semi-annuellement, 1931-39, et par mois, 1940

NOTA.—Pour les pourcentages de chômage le 30 juin et le 31 décembre depuis le mois de décembre 1915 à décembre 1930, voir page 841 de l'Annuaire 1934-35. Pour les données mensuelles depuis 1921, voir les éditions successives de l'Annuaire à partir de celle de 1922-23.

Mois	Année	Nouv.-Ecosse et Ile du Prince-Ed.	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Canada
Juin	1931	7·2	6·5	20·0	16·2	14·1	13·5	21·7	15·6	16·3
Décembre	1931	13·8	9·6	29·0	20·3	16·5	19·5	16·9	21·2	21·1
Juin	1932	9·6	12·0	27·1	23·4	18·1	14·4	23·4	22·3	21·9
Décembre	1932	8·4	16·5	30·9	28·5	20·9	20·8	22·8	26·0	25·5
Juin	1933	13·8	13·0	26·2	23·3	19·4	14·9	24·5	18·6	21·8
Décembre	1933	11·2	11·5	23·2	24·9	20·3	17·2	17·6	19·8	21·0
Juin	1934	11·4	7·3	22·9	15·9	17·0	12·1	24·8	17·2	18·0
Décembre	1934	4·7	7·2	24·5	18·7	16·1	13·1	9·0	24·6	18·0
Juin	1935	12·2	8·1	21·9	12·0	13·7	9·4	20·1	13·2	15·4
Décembre	1935	7·8	7·5	20·6	13·4	13·1	11·6	9·6	15·9	14·6
Juin	1936	6·7	7·8	19·0	13·3	8·4	6·4	17·2	10·5	13·9
Décembre	1936	6·8	6·2	20·9	13·8	10·9	12·8	6·4	12·7	14·3
Juin	1937	5·9	4·7	15·3	7·6	5·7	7·2	16·6	8·0	10·4
Décembre	1937	3·3	4·6	16·5	12·9	16·8	10·6	6·7	15·8	13·0
Juin	1938	3·6	14·8	17·1	12·4	12·5	9·7	17·8	14·3	13·5
Décembre	1938	8·4	9·8	21·2	14·5	21·4	11·8	9·5	17·3	16·2
Juin	1939	6·3	8·9	15·0	9·7	10·2	6·6	18·2	9·7	11·6
Décembre	1939	5·3	4·3	16·1	9·7	12·0	10·2	4·9	12·4	11·4
Janvier	1940	4·8	4·2	15·6	10·1	11·8	9·7	7·7	11·1	11·3
Février	1940	6·4	4·5	15·9	10·3	11·9	13·0	7·7	10·7	11·7
Mars	1940	5·6	4·2	14·7	9·7	8·4	11·4	14·7	7·3	10·8
Avril	1940	4·0	4·1	12·3	8·2	8·3	8·3	16·5	8·8	9·6
Mai	1940	3·2	4·1	10·0	5·1	9·7	5·5	16·1	9·3	7·9
Juin	1940	2·4	3·7	12·2	4·9	3·9	3·4	14·6	7·7	7·6
Juillet	1940	1·9	2·7	10·2	4·3	4·0	3·3	11·9	5·6	6·4
Août	1940	2·2	3·5	7·6	3·7	4·9	3·7	7·9	4·8	5·2
Septembre	1940	1·2	3·5	6·5	2·7	5·4	3·9	5·5	5·7	4·4
Octobre	1940	1·1	4·2	6·9	3·8	6·8	5·9	4·8	4·9	5·0
Novembre	1940	1·7	3·4	9·2	4·8	6·2	7·8	4·7	7·0	6·2
Décembre	1940	2·6	2·3	11·1	5·9	6·6	6·7	4·8	9·0	7·4

Section 4.—Assurance-chômage et autres mesures pour l'assistance et l'adaptation des chômeurs

Sous-section 1.—Assurance-chômage

L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord a été modifié par le Parlement du Royaume-Uni le 10 juillet 1940 par l'addition des mots "Assurance-chômage" à l'article 91. Cette modification confère au Dominion une juridiction exclusive dans le domaine législatif de l'assurance-chômage. Un projet de loi d'assurance-chômage a été présenté et a subi sa première lecture en Chambre des Communes canadiennes le 16 juillet. Après étude par un comité spécial de la Chambre des Communes et du comité sénatorial des banques et du commerce, le projet a reçu l'assentiment royal le 7 août 1940.

Principes

Voici quelques-uns des principes les plus importants contenus dans la loi de 1940 sur l'assurance-chômage:—

1. L'affirmation que les bénéfices de l'assurance sont un droit établi en vertu de contributions antérieures et non une forme de secours. Ces bénéfices seront proportionnés aux contributions mais donneront droit en même temps au petit salarié à un pourcentage relativement élevé de son salaire.

2. Les bénéfices hebdomadaires découlant de l'assurance ne devront être ni aussi ni plus élevés que le gain hebdomadaire normal.

3. Le degré d'aisance normal du salarié doit être protégé.

Administration

La loi pourvoit à son exécution par trois commissaires: un commissaire en chef; un commissaire nommé sur consultation d'organisations représentatives de travailleurs, et l'autre sur consultation d'organisations représentatives d'employeurs. Le commissaire en chef exerce sa charge pendant une période de dix ans, et chacun des autres commissaires pendant une période de cinq ans.

Personnes assurées et exemptions.—Les bénéfices de l'assurance seront versés à toutes les personnes employées en vertu d'un contrat de service ou d'apprentissage, avec certaines exceptions. Les exceptions comprennent les travailleurs de l'agriculture et de la forêt, des pêcheries, de l'abatage du bois, des transports par air et par eau, les arrimeurs, les personnes en service domestique privé, celles ayant de l'emploi dans un hôpital ou une institution de charité non conduits dans un but lucratif, et les travailleurs gagnant plus de $2,000 par année. Les jeunes personnes de moins de 16 ans n'ont pas droit aux bénéfices mais peuvent accumuler des droits à ces bénéfices sans qu'il leur en coûte; il en est de même pour ceux qui gagnent moins de 90 cents par jour normal de travail.

Il est estimé qu'en 1941, 2,100,000 salariés bénéficieront de cette assurance. Si l'on ajoute à ce chiffre environ 940,000 adultes et 1,620,000 enfants à la charge, on peut dire que les bienfaits de cette législation s'étendront à plus de 4,660,000 personnes. Il est pourvu à l'élargissement des cadres de la loi sur la recommandation du Comité consultatif national devant être institué subordonnément à la loi.

Contributions

Une caisse d'assurance-chômage sera instituée. La Banque du Canada sera son agent financier. Employeurs et employés contribueront des montants qui assureront des totaux approximativement égaux dans tout le pays. Le Gouvernement fédéral ajoutera une subvention égale à un cinquième de ces contributions et assumera en outre tous les frais d'administration.

Il est estimé que le revenu de la caisse en 1941 sera d'environ $58,500,000, soit $23,400,000 provenant des contributions des employeurs, $23,400,000, des contributions des employés et $9,700,000 du Gouvernement. Les frais d'administration seront d'environ $5,250,000 par année.

ECHELLE DES CONTRIBUTIONS HEBDOMADAIRES EN VERTU DE LA LOI D'ASSURANCE-CHÔMAGE

Numéro de la catégorie	Catégorie	Taux hebdomadaire	
		Patron	Personne employée
		cts.	cts.
0	Gagnant moins de 90 cents par jour [Art. 19(3)] Agées de moins de 16 ans [Art. 19(4)]	18	1
1	Gagnant $ 5·40 mais moins de $ 7·50 dans une semaine	21	12
2	Gagnant $ 7·50 mais moins de $ 9·60 dans une semaine	25	15
3	Gagnant $ 9·00 mais moins de $12·00 dans une semaine	25	18
4	Gagnant $12·00 mais moins de $15·00 dans une semaine	25	21
5	Gagnant $15·00 mais moins de $20·00 dans une semaine	27	24
6	Gagnant $20·00 mais moins de $26·00 dans une semaine	27	30
7	Gagnant $26·00 mais moins de $38·50 dans une semaine ou $2,000 par année [Première annexe (n)]	27	36

[1] 9 cents payés pour le compte de l'employé par le patron.

Taux quotidien.—En ce qui concerne chaque catégorie, le taux quotidien des contributions est un sixième du taux hebdomadaire [Article 17(4)].

Prestations d'assurance

Les bénéfices de l'assurance seront versés de droit sur accomplissement de quatre conditions statutaires:

1. Le versement de 30 contributions hebdomadaires (ou 180 contributions quotidiennes) par une personne employée durant les deux années qui précèdent immédiatement la demande de prestation.
2. Présentation en bonne et due forme de la demande et preuve du chômage.
3. Preuve que l'assuré est capable et est en état de travailler.
4. Preuve que l'assuré n'a pas refusé, lorsqu'il en a été prié, de suivre un cours d'études ou de formation.

Les causes de déchéances des droits à la prestation sont les suivantes: perte d'emploi pour mauvaise conduite ou différend ouvrier dans lequel l'assuré est en cause; refus d'accepter un emploi approprié; internement de l'assuré dans une prison ou institution supportée à même des fonds publics; si, pendant qu'il vaque à son emploi, l'assuré reçoit moins de 90 cents par jour.

TAUX HEBDOMADAIRE DE PRESTATION EN VERTU DE LA LOI D'ASSURANCE-CHÔMAGE

Numéro de la catégorie	Catégorie	Célibataires	Personnes ayant quelqu'un à charge
		$	$
0	De moins de 16 ans ou gagnant moins de 90 cents par jour	–	–
1	Gagnant $ 5·40 et moins de $ 7·50 par semaine	4·08	4·80
2	Gagnant $ 7·50 et moins de $ 9·60 par semaine	5·10	6·00
3	Gagnant $ 9·60 et moins de $12·00 par semaine	6·12	7·20
4	Gagnant $12·00 et moins de $15·00 par semaine	7·14	8·40
5	Gagnant $15·00 et moins de $20·00 par semaine	8·16	9·60
6	Gagnant $20·00 et moins de $26·00 par semaine	10·20	12·00
7	Gagnant $26·00 et moins de $38·50 par semaine et certains autres cas	12·24	14·40

Le montant des prestations quotidiennes ou hebdomadaires est de 34 fois la moyenne quotidienne ou hebdomadaire de la contribution pour un assuré sans personnes à charge, et de 40 fois la moyenne de la contribution pour les personnes mariées entretenant principalement ou entièrement une ou plusieurs personnes. On verra que les prestations sont ajustées selon le salaire normal, i.e., le degré normal d'aisance de la personne employée.

Formule de prestation

Aucune prestation ne sera faite pour les neuf premiers jours de chômage d'une année de prestation, après quoi l'assuré recevra une prestation pour un nombre de jours égal à la différence entre le cinquième du nombre de jours pour lequel des contributions ont été versées à son égard dans la période antérieure de cinq ans et le tiers du nombre de jours, le cas échéant, pour lequel une prestation lui a été versée dans une période prescrite de trois ans précédant l'année de prestation. Au terme de la loi, la totalité des bénéfices dépendra du dossier d'emploiement de la personne assurée. Puisque les bénéfices futurs d'un homme sont réduits en proportion de ses réclamations antérieures, il fera bien dans la suite d'y aller avec prudence dans ses nouvelles demandes de prestation. Il sait d'ailleurs que plus sa période d'emploi et de contribution aura été longue, plus les bénéfices dans une période quelconque de chômage, seront substantiels en raison précisément des contributions régulières antérieures.

Arbitres et tribunaux arbitraux

La Commission doit délimiter certaines divisions régionales qu'elle confiera à des fonctionnaires de l'assurance. Elle doit créer aussi des tribunaux arbitraux, représentant les parties intéressées, pour disposer des litiges. Les décisions des arbitres et des arbitres suppléants nommés par le Gouverneur en Conseil et choisis parmi les juges de la cour de l'Echiquier et des cours supérieures des provinces seront définitives. Elles seront rendues d'après une procédure nettement définie.

Il est pourvu à la nomination d'inspecteurs possédant le pouvoir de faire les examens nécessaires pour s'assurer que les dispositions de la loi sont observées.

Comité consultatif d'assurance-chômage

Le comité consultatif, nommé par le Gouverneur en Conseil, conseillera et assistera la Commission, fera rapport sur l'état de la Caisse, et fera des recommandations si la Caisse est ou peut devenir insuffisante pour acquitter ses obligations. Le Comité se composera d'un président et de quatre à six membres, certains de ces derniers devant représenter les patrons et les organisations de travailleurs.

Service de placement

La Commission doit organiser un service national de placement, avec divisions régionales et offices régionaux. L'office central de chaque division doit servir de bureau d'échange pour recueillir, des offices de placement situés dans la division, et leur distribuer, des renseignements sur les employeurs qui cherchent des travailleurs et sur les travailleurs en quête d'emploi. Des avances peuvent être faites à titre de prêt aux travailleurs qui se rendent aux endroits où il leur a été trouvé de l'emploi.

Un comité national et des comités régionaux et locaux représentant employés et employeurs seront institués pour conseiller et assister la Commission dans son travail.

Organisation

La Commission d'Assurance-Chômage a été nommée le 24 septembre 1940. Depuis lors, elle travaille à l'élaboration des détails de son organisation et de la procédure nécessaire à l'application de la loi.

Sous-section 2.—Enregistrement national des personnes vivant d'assistance publique

La loi de 1936 sur la Commission Nationale de Placement, en vertu de laquelle cette Commission* a été établie en mai 1936, exige un enregistrement national et une classification des personnes secourues dans tout le Canada [article 6.(a)]. A cette fin, la branche de l'enregistrement a été créée, laquelle, en collaboration avec les provinces et les municipalités, a fait, en septembre 1936, un premier enregistrement national de ces personnes là où le Fédéral contribuait financièrement aux secours. Afin d'obtenir des chiffres courants comparables à ceux de septembre 1936, les provinces et les municipalités ont été requises de fournir par la suite des relevés mensuels à compter du mois d'octobre 1936. En septembre 1937, un deuxième enregistrement a été effectué à la lumière de l'expérience acquise lors du premier. Il a été tenu à date par la suite de mois en mois.

Dans la section III de son rapport final, la Commission Nationale de Placement recommande que le travail d'enregistrement soit continué sous les auspices du Ministre du Travail lorsque la Commission elle-même aura terminé le sien. En conséquence, lorsque la Commission fut abolie le 1er février 1938, ce travail fut confié à la Branche de l'Enregistrement National du Ministère du Travail. Un troisième, un quatrième et un cinquième enregistrements, comparables avec ceux des deux années précédentes, ont été effectués en 1938, 1939 et 1940.

Depuis l'inauguration de ces enregistrements, le nombre d'organismes locaux procurant des secours en espèces au Canada est de 2,000 en moyenne; la réussite de l'enregistrement dépend de l'intégralité des rapports de ces organismes et de la promptitude de ceux-ci à les faire parvenir. Les rapports mensuels publiés par le Ministère du Travail donnent en détail le nombre, la catégorie, les aptitudes au travail, etc. des personnes secourues.

En plus de l'enregistrement des personnes secourues† dans toutes les municipalités et toutes les provinces, la Branche de l'Enregistrement National fait des relevés spéciaux des pensionnés et des Indiens assistés en collaboration avec le Ministère des Pensions et de la Santé Nationale et la Branche des Affaires indiennes du Ministère des Mines et Ressources respectivement.

Statistiques des personnes secourues.—Avant l'établissement de l'enregistrement national, les statistiques des personnes secourues étaient obtenues de rapports fournis au commissaire national du secours-chômage par les différentes provinces donnant des secours. Les moyennes mensuelles nationales ainsi relevées jusqu'au premier enregistrement national, de même que les chiffres depuis septembre 1936 sont les suivants: 1932 (8 mois), 833,989; 1933, 1,227,558; 1934, 1,135,901; 1935, 1,162,563; 1936, 1,148,083; 1937, 965,907; 1938, 870,103; 1939, 808,040; 1940, 508,995. Les secourus urbains constituent 85·3 p.c. et les secourus ruraux, 14·7 p.c. de la moyenne mensuelle globale du Dominion en 1940. La moyenne mensuelle de toutes les personnes secourues (telle que donnée au tableau 6) montre la répartition provinciale suivante pour 1940: Ile du Prince-Edouard, 0·7 p.c.; Nouvelle-Ecosse, 0·5 p.c.; Québec, 31·1 p.c.; Ontario, 27·2 p.c.; Manitoba, 7·8 p.c.; Saskatchewan, 18·0 p.c.; Alberta, 5·3 p.c., et Colombie Britannique, 9·4 p.c.

* Voir l'Annuaire de 1937, pp. 1090-1091, et l'Annuaire de 1938, pp. 795-797.

† Le secours en espèces ne désigne que le secours direct; au sens qu'on lui donne ici, il ne comprend donc pas les personnes employées à des travaux de secours défrayés au moyen de gages alors même que ces travaux sont exécutés pour soulager le chômage. Le secours en espèces se divise en secours urbain et en secours agricole. Ce dernier désigne le secours accordé, pour leur subsistance, aux fermiers habitant leurs fermes et à leurs dépendants qui, normalement, devraient vivre de la terre qu'ils occupent. Le secours urbain est accordé à toutes les personnes autres que les fermiers et leurs dépendants; il s'étend aussi aux chômeurs et aux personnes inaptes à travailler.

Depuis le 1er avril 1937, la province du Nouveau-Brunswick a substitué des programmes de travaux aux secours en espèces. C'est pourquoi cette province ne contribue pas aux totaux d'enregistrement, tels qu'indiqués aux tableaux **6** et **7**, pour les mois postérieurs à cette date. De plus, dans le cas de toutes les provinces, les chiffres actuels ne comprennent que les personnes recevant des secours auxquels le Gouvernement fédéral contribue financièrement.

Une analyse de l'état des 307,403 personnes secourues en décembre 1940, révèle que 63,997 ou 20·8 p.c. sont des chefs de famille,* 214,106 ou 69·7, les personnes à leur charge, tandis que le reste, 29,300 ou 9·5 p.c., sont classifiés comme "particuliers".* Des 250,977 personnes recevant du secours dans les villes, 53,284 sont des chefs de famille, dont 32,172 sont totalement aptes au travail, 11,036, partiellement aptes et 10,076, inaptes. Des 28,043 personnes secourues classifiées comme "particuliers", 6,715 sont totalement aptes au travail, 9,483 partiellement aptes et 11,845, inaptes. Des personnes à la charge des chefs de famille, qui se chiffrent par 169,650 recevant des secours dans les villes, 3,423 avaient déjà occupé des emplois rétribués, 6,958 n'en avaient jamais eus, 257 n'étaient que partiellement aptes au travail, et le reste classifié comme personnes à charge non actives comprenant les épouses, les enfants de moins de 16 ans et autres dépendants non actifs de plus de 16 ans.

6.—Personnes vivant d'assistance urbaine et d'assistance agricole, par mois, 1939 et 1940

Mois	1939			1940		
	Assistance urbaine	Assistance agricole	Total, assistance en espèces	Assistance urbaine	Assistance agricole	Total, assistance en espèces
	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre
Janvier	668,196	308,332	976,528	618,050	96,093	714,143
Février	697,896	320,771	1,018,667	640,972	112,093	753,065
Mars	704,694	322,842	1,027,536	648,869	123,673	772,542
Avril	686,033	318,823	1,004,856	619,848	130,236	750,084
Mai	626,274	297,147	923,421	550,250	109,612	659,862
Juin	557,408	281,918	839,326	458,969	84,400	543,369
Juillet	534,720	270,934	805,654	394,310	61,973	456,283
Août	544,817	257,835	802,652	321,223	45,458	366,681
Septembre	488,984	50,029	539,013	246,716	15,356	262,072
Octobre	484,309	59,574	543,883	226,722	23,778	250,500
Novembre	507,893	77,803	585,696	232,163	39,772	271,935
Décembre	556,676	72,570	629,246	250,977	56,426	307,403
Moyennes mensuelles	**588,158**	**219,882**	**808,040**	**434,089**	**74,906**	**508,995**

Dans une étude du problème du chômage, l'attention générale se concentre d'habitude sur le travailleur entièrement apte au travail et vivant d'assistance urbaine. Les chiffres du tableau **7** font voir des diminutions considérables en 1940 comparativement à 1939 parmi les chômeurs de cette catégorie. La moyenne mensuelle de 1940 accuse une diminution de 47,967 personnes ou plus de 30 p.c. sur celle de 1939. On remarquera que la légère augmentation en novembre et décembre correspond avec l'augmentation saisonnière coutumière du nombre de personnes recevant des secours. Cette augmentation est toutefois moins marquée que par les années passées.

* 'Chef de famille' désigne une personne socialement responsable de la subsistance d'un ou plusieurs dépendants. Un 'particulier' est une personne qui n'est pas dépendante d'un chef de famille et qui n'a personne à sa charge. Le terme 'épouse' désigne le membre de l'unité familiale qui assume les fonctions de ménagère et 'épouses' sont une sous-classification de dépendants. Les 'dépendants' sont toutes les personnes qui dépendent du chef de famille pour leur subsistance et le terme peut en conséquence désigner certaines personnes adultes employables et vivant encore sous le toit paternel.

7.—Personnes totalement aptes au travail vivant d'assistance urbaine, par mois et selon le sexe, 1939 et 1940

Mois	1939			1940		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre
Janvier	149,189	32,209	181,398	133,048	31,030	164,078
Février	157,141	33,375	190,516	138,674	31,817	170,491
Mars	158,761	33,446	192,207	140,671	32,012	172,683
Avril	153,744	32,836	186,580	133,702	31,088	164,790
Mai	137,876	30,947	168,823	116,783	28,777	145,560
Juin	119,880	28,665	148,545	94,275	25,462	119,737
Juillet	112,683	27,982	140,665	77,818	23,153	100,971
Août	113,728	28,570	142,298	59,984	19,052	79,036
Septembre	98,825	26,582	125,407	37,710	12,119	49,829
Octobre	98,167	26,980	125,147	33,480	10,792	44,272
Novembre	105,206	27,697	132,903	34,462	10,585	45,047
Décembre	117,864	29,002	146,866	38,462	10,806	49,268
Moyennes mensuelles	**126,922**	**29,858**	**156,780**	**86,589**	**22,224**	**108,813**

Le déclin persistant du nombre de secourus attribuable à l'activité industrielle pour fins de guerre et à l'enrôlement dans les forces armées, a sensiblement allégé le fardeau du chômage. Il en est résulté, comme l'annonçait le Ministre du Travail le 13 février 1941, que les contributions du Fédéral aux secours en espèces devaient cesser le 1er avril 1941. En conséquence, l'enregistrement national des personnes secourues a été abandonné à compter de la même date. Il est constaté que cet enregistrement a répondu aux fins pour lesquelles il fut institué en septembre 1936.

Sous-section 3.—Le soulagement du chômage

L'aide accordée par le Gouvernement fédéral en vertu des lois de secours mises en vigueur de 1930 à 1939 inclusivement est étudiée dans les éditions antérieures de l'Annuaire du Canada. Ce qui suit est un résumé de la législation adoptée en 1940 et de l'aide accordée en vertu de ces lois jusqu'au 31 mars 1941.

LOI SUR LE SOULAGEMENT DU CHÔMAGE ET L'ASSISTANCE À L'AGRICULTURE, 1940

Cette loi, dont l'application relève du Ministre du Travail, contient des dispositions semblables à celles de la loi antérieure: loi sur le soulagement du chômage et l'assistance à l'agriculture, 1939. Le chapitre XXIX en contient un résumé sous "Législation fédérale". La loi a expiré le 31 mars 1941, mais elle pourvoyait que toute obligation ou responsabilité assumée sous son empire pût être honorée nonobstant son expiration.

Secours en espèces (assistance matérielle).—En vertu des dispositions de cette loi, des ententes ont été conclues avec toutes les provinces pourvoyant à une contribution fédérale au défrayement des secours en espèces (nourriture, combustible, vêtement et logement, l'équivalent en argent ou des assignats négociables contre ces articles) sur une base de dollar pour dollar jusqu'à concurrence d'une contribution de 40 p.c. de la part du Dominion, le reste devant être versé par les municipalités. Les ententes pourvoient en outre à une contribution fédérale de 50 p.c. des dépenses provinciales pour secours en espèces aux personnes nécessiteuses non domiciliées dans la province et aux personnes nécessiteuses domiciliées dans une province mais en habitant une autre au moment de leur malchance.

Les accords ont été maintenus avec les provinces voulant que dans les municipalités ou tout autre district où il n'y a pas d'organisation municipale, la province vienne en aide aux personnes à la charge d'autres personnes internées ou détenues au Canada en vertu des règlements de la défense du Canada et qui, après enquête, ont été trouvées dans le besoin. Le Fédéral rembourse à la province et/ou la municipalité par l'entremise de la province, toutes les dépenses ainsi assumées. Les décaissements du Fédéral à cette fin ont été autorisés par Ordre en Conseil, le 27 mai 1940, subordonnément à la loi des mesures de guerre, et imputés sur les crédits de guerre.

Les accords relatifs aux secours en espèces, conclus avec toutes les provinces sauf la Nouvelle-Ecosse et l'Ontario, où il n'a pas été fait d'amélioration municipale sous l'empire de la loi de 1939–40, pourvoient à une contribution fédérale de 50 p.c. du coût direct de la main-d'œuvre pour le parachèvement de certaines entreprises d'amélioration municipale autorisées par les accords de 1939–40. Il est pourvu que la contribution fédérale ne s'applique qu'aux gages payés aux chômeurs dans le besoin.

D'autres accords pourvoyant à une contribution fédérale de 50 p.c. des frais assumés en marge de certaines entreprises provinciales ont été conclus avec la province du Nouveau-Brunswick (cette province a substitué des travaux publics aux secours en espèces), et avec la province de la Nouvelle-Ecosse où la crise du chômage est à l'état aigu dans certaines régions. Une entente avec la province de Québec pourvoit à une contribution fédérale, par l'entremise de la province, au défrayement des dépenses assumées par la ville de Québec lors de la construction d'un égout d'interception entreprise pour remédier au chômage. Le Fédéral s'engage à contribuer au défrayement des dépenses de l'Ontario pour permettre à certains particuliers dans le besoin de cultiver et de jardiner sur les terrains vacants. Un accord a aussi été conclu avec la province du Manitoba, pourvoyant à une contribution fédérale aux dépenses faites par la province en marge de certains projets permettant aux personnes secourues de remplacer les secours en espèces par du travail.

Formation sylvicole.—Voir sous 'Formation de la jeunesse et programme de formation industrielle de temps de guerre, 1940–41", p. 691.

Les grandes routes de tourisme.—Le ministère des Mines et des Ressources a conclu des accords avec les provinces du Manitoba et la Colombie Britannique (subordonnément à la loi de 1940 sur le soulagement du chômage et l'assistance à l'agriculture) pourvoyant à une contribution fédérale à l'amélioration des grandes routes de tourisme dans ces provinces. Les accords pourvoient à une contribution fédérale de 50 p.c. de toutes les dépenses faites à cette fin par les provinces, avec entente que, dans l'embauchage de la main-d'œuvre, préférence soit accordée aux personnes secourues et aux personnes dans le besoin.

Programme d'emploiement agricole.—A la demande des provinces intéressées, les accords conclus avec le Manitoba, l'Alberta et la Colombie Britannique relativement à l'embauchage des personnes nécessiteuses sur les fermes ont été étendus au mois d'avril 1940. De nouveaux accords sont intervenus avec les mêmes provinces pour l'hiver de 1940–41 en vertu de la loi de 1940 sur le soulagement du chômage et de l'assistance à l'agriculture. Le programme toutefois n'a été mis à exécution qu'en Colombie Britannique. Ces accords pourvoient à une contribution fédérale de 50 p.c. au défrayement des dépenses occasionnées par le versement de $5 par mois, plus une gratification de $2·50 par mois là où l'emploi était continu, aux personnes placées sur les fermes et par le versement de $5·00 par mois au fermier employeur. Le Fédéral contribue aussi la moitié des frais de déplacement des travailleurs pour se rendre aux fermes et la moitié de leurs frais d'habillement d'hiver.

Réhabilitation des chômeurs plus âgés.—Des ententes ont été conclues avec toutes les provinces, sauf l'Ile du Prince-Edouard et le Québec, pourvoyant à une contribution fédérale de 50 p.c. des déboursés des provinces pour la restauration de la compétence et la réhabilitation de certains chômeurs ayant dépassé la limite d'âge fixée pour la formation de la jeunesse. Aucun projet n'a été approuvé cependant par la Colombie Britannique. Les projets lancés par les autres provinces et approuvées par le Fédéral sont: Nouvelle-Ecosse—extraction de la roche dure; Nouveau-Brunswick—formation agricole; Ontario—formation dans les métiers spécialisés et les emplois industriels; formation agricole et un programme de réhabilitation agricole; Manitoba—fabrication manuelle de meubles rustiques, programme de formation au travail quotidien de la ferme; Saskatchewan—programme de formation au travail quotidien de la ferme; Alberta—programme de formation au travail quotidien de la ferme.

Rétablissement des colons.—Le seul domaine ou le Ministère de l'Agriculture exerce son activité en vertu de la loi de 1940 sur le soulagement du chômage et l'assistance à l'agriculture, est la continuation de l'assistance au Nouveau-Brunswick, à la Saskatchewan, à l'Alberta et à la Colombie Britannique pour le rétablissement des colons dans certaines régions. Le programme a pour objet de venir en aide aux colons dans les régions de colonisation afin de leur aider à se subvenir. Les sommes versées en vertu de ces accords sont affectées principalement au défrichage et au labourage de la terre, et à l'achat de matériaux de construction, d'instruments agricoles et de bestiaux. Elles sont, pour l'année 1940–41: Nouveau-Brunswick, $20,000; Saskatchewan, $125,000; Alberta, $25,000 et Colombie Britannique, $15,000.

Etablissement de secours.—Le Fédéral continue de venir en aide aux provinces de Québec, du Manitoba et de l'Alberta dans l'établissement, en vertu des accords d'établissement de secours décrits à la page 790 de l'Annuaire du Canada de 1937, de familles choisies qui autrement recevraient des secours en espèces. En vertu de la loi de 1940 sur le soulagement au chômage et l'assistance à l'agriculture, de nouveaux accords ont été conclus avec ces provinces à ce sujet pour remplacer ceux qui ont expiré le 31 mars 1940.

8.—Nombre de familles de colons et colons reconnus et établis en vertu des accords d'établissement de secours, 1932, au 31 mars 1941

Province	Familles de colons	Personnes
	nombre	nombre
Nouvelle-Ecosse	343	2,154
Québec	5,544	31,047
Ontario	606	2,990
Manitoba	1,664	8,358
Saskatchewan	939	4,604
Alberta	1,078	5,059
Colombie Britannique	52	285
Totaux	**10,226**	**54,497**

9.—Dépenses au 31 mars 1941 aux termes des lois de secours, 1930-40

NOTA.—Les chiffres relatifs aux lois de 1930 et 1931 sont indiqués séparément à la p. 790 de l'Annuaire de 1940.

Bénéficiaires	Lois de 1930 et 1931	Loi de 1932	Loi de 1933	Loi de 1934	Loi de 1935	Loi de 1936	Loi de 1937	Loi de 1938	Loi de 1939	Loi de 1940	Total
	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000
Avances aux prov.—											
Ile du P.-Edouard	224	25	99	147	287	291	125	81	40	20	1,339
Nouvelle-Ecosse	1,862	580	1,261	574	1,295	1,110	587	341	392	80	8,082
N.-Brunswick	1,267	220	593	425	1,060	910	510	352	551	207	6,095
Québec	8,729	4,253	8,297	6,346	7,503	11,601	6,919	4,959	5,111	2,968	66,686
Ontario	15,793	7,987	12,914	11,045	16,209	13,983	7,186	7,284	7,533	2,935	102,869
Manitoba	4,924	1,740	2,372	2,118	3,563	4,558	3,073	2,013	2,079	1,031	27,471
Saskatchewan	9,914	5,612	2,752	7,735	8,335	9,244	6,214	2,887	3,368	1,565	57,626
Alberta	4,318	1,298	1,565	1,465	1,781	2,647	2,325	1,449	1,238	490	18,576
Col. Britannique	5,316	3,228	3,448	2,301	2,283	3,500	2,679	1,944	2,824	1,093	28,616
Yukon et Territoires du N.-O.	30	3	5	Nil	11	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	49
Déboursés des ministères fédér.	4,653	978	7,643	8,398	8,252	608	23,522	11,272	6,351	311	71,988
Autres déboursés—											
Commission des chem. de fer	1,000	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	1,000
C.P.R.	1,072	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,072
C.N.R.	924	"	"	"	"	"	"	"	"	"	924
Administration	128	68	87	89	140	179	225	176	172	113	1,377
Divers	Nil	Nil	Nil	Nil	21	1	Nil	Nil	6	Nil	28
Enregistrement de secours	"	"	"	"	Nil	Nil	"	"	92	85	177
Totaux	**60,154**	**25,992**	**41,036**	**40,643**	**50,740**	**48,632**	**53,365**	**32,758**	**29,757**	**10,898**	**393,975**

FORMATION DE LA JEUNESSE ET PROGRAMME DE FORMATION INDUSTRIELLE DE TEMPS DE GUERRE, 1940–41

L'exposé qui suit indique les décaissements du Gouvernement fédéral pour la formation de la jeunesse, la formation d'urgence de temps de guerre et la formation sylvicole durant l'année fiscale 1940–41. Ces statistiques sont suivies d'un texte descriptif de chacun des en-têtes.

ALLOCATIONS FÉDÉRALES POUR DIVERS PROGRAMMES DE FORMATION, ANNÉE FISCALE 1940-41, ET RÉCLAMATIONS HONORÉES, 31 MARS 1941

Province	Formation de la jeunesse		Formation d'urgence de temps de guerre		Formation sylvicole	
	Allocation	Réclamations honorées au 31 mars 1941	Allocation	Réclamations honorées au 31 mars 1941	Allocation	Réclamations honorées au 31 mars 1941
	$	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	18,550	3,802	Nil	–	5,000	3,595
Nouvelle-Ecosse	20,000	10,057	75,000	43,091	Nil	–
Nouveau-Brunswick	60,000	25,906	93,000	47,720	20,000	3,203
Québec	320,500	77,662	146,000	91,992	140,000	64,529
Ontario	241,000	217,846	885,000	295,405	Nil	–
Manitoba	116,875	60,025	55,000	10,553	"	–
Saskatchewan	132,575	95,682	51,000	15,748	"	–
Alberta	117,000	87,077	205,000	106,965	"	–
Colombie Britannique	110,800	56,962	75,000	24,521	75,000	14,070
TOTAUX	1,137,300	635,019	1,585,000	635,995	240,000	85,397

Formation de la jeunesse.—Le 31 mars 1941, le programme fédéral-provincial de formation de la jeunesse entrait dans sa cinquième année d'existence, et dans sa deuxième sous l'empire de la loi de 1939 sur la formation de la jeunesse. Un crédit

de $1,500,000 a été voté par le Parlement pour l'application des dispositions de la loi durant l'année fiscale.

Les admissibles aux entreprises de formation de la jeunesse subordonnément à la loi sont de jeunes personnes de 16 à 30 ans sans emploi rétribué et dont les familles n'ont pas autrement les moyens de payer pour la formation.

Les accords conclus avec les gouvernements provinciaux au cours de l'année restent en vigueur jusqu'au 31 mars 1942. En vertu de ces accords, des programmes ont été approuvés pourvoyant à la formation dans les principales entreprises suivantes: mines et prospection; apprentissage industriel; formation des jeunes gens et des jeunes filles de la ville aux occupations industrielles et commerciales; service domestique pour les jeunes femmes; cours d'art manuels et ménagers pour les jeunes femmes de la campagne; cours généraux et spécialisés pour jeunes gens et jeunes filles de la campagne; culture et récréation physiques; apprentissage agricoles; aide aux étudiants; mécaniciens et radiotélégraphistes à terre pour le C.A.R.C.

Les entreprises de formation de la jeunesse n'ont pas toutes pour objet de préparer les jeunes à des emplois rétribués. Les cours ruraux sont destinés à donner aux jeunes personnes de la campagne la formation et les connaissances nécessaires non seulement pour les perfectionner comme exploitants de fermes mais aussi pour relever le niveau de la vie rurale et créer une élite dirigeante dans nos campagnes. Les centres de recréation physique sont naturellement destinés à mettre en valeur les aptitudes physiques des élèves.

A la suite de la déclaration de la guerre en 1939, certaines entreprises ont dû être modifiées et adaptées à la plus grande demande de techniciens non seulement dans l'industrie mais aussi dans les forces armées. Au cours de l'année fiscale 1940–41, les cours établis l'année précédente pour la formation de mécaniciens-aviateurs et de radiotélégraphistes pour le compte du C.A.R.C. ont été intensifiés. De nouveaux cours ont été établis dans les quatre provinces de l'Ouest, en Ontario, en Québec et au Nouveau-Brunswick pour la formation des jeunes gens de 18 à 30 ans désireux de s'enrôler dans le C.A.R.C. comme ajusteurs de moteurs d'aviation, monteurs de charpente d'avion, et radiotélégraphistes. Tous les élèves de ces cours ont été choisis, après examen médical, parmi des jeunes gens possédant une formation secondaire et les instructions qui leur sont données sont basées sur le programme du C.A.R.C. Celui-ci prête l'outillage nécessaire. Au cours de l'année fiscale, 6,093 jeunes gens ont suivi ces cours, dont 3,281 ont terminé leur formation et se sont enrôlés, et 2,199 continueront à suivre les cours jusqu'à la fin de l'année. En plus de ces enrôlements dans le C.A.R.C., plusieurs de ceux qui ont été formés comme radiotélégraphistes se sont enrôlés dans d'autres unités des forces armées de Sa Majesté.

La contribution du Fédéral au défrayement des cours est généralement de 50 p.c. En ce qui concerne le remboursement, en partie, des provinces qui ont assumé 50 p.c. des frais, le Gouvernement est autorisé par Ordre en Conseil, subordonnément à la loi des mesures de guerre, à remettre à une province, à même les crédits de guerre, une somme de $100 pour chaque ajusteur de moteur d'avion et chaque mécanicien d'aéroplane enrôlé dans le C.A.R.C., et une somme égale pour chaque radiotélégraphiste enrôlé pour service actif comme tel dans les forces de terre, de mer ou de l'air, canadiennes ou impériales, de Sa Majesté.

Aux fins de trouver de l'emploi aux jeunes gens formés en vue d'une situation rétribuée, des officiers spéciaux de placement et des surveillants des projets de formation ont été engagés, et les facilités offertes par le Service national de Placement ont été utilisées. Au cours de l'année fiscale 1940–41, 5,790 jeunes gens ont terminé leur formation en vertu du programme de formation de la jeunesse et on trouvé de

l'emploi, tandis que 3,753 se sont enrôlés, dont 3,175 avaient suivi les cours du C.A.R.C. Ce chiffre ne comprend pas un grand nombre d'autres jeunes gens qui, leur formation terminée, se sont trouvé de l'emploi comme salariés ou se sont créé une situation rémunératrice à leur propre compte.

Autre formation d'urgence de temps de guerre.—En plus des centres de formation industrielle établis au cours de l'été de 1940 en vertu du programme fédéral-provincial de formation de la jeunesse, le Gouvernement fédéral a retenu la collaboration des gouvernements provinciaux et inauguré des cours spécialisés dans le but de former les ouvriers spécialisés et partiellement spécialisés aux industries de guerre et pour les forces armées. Ce programme a été exécuté sous l'empire d'un Ordre en Conseil dans lequel la loi des mesures de guerre est invoquée afin d'obvier à certaines restrictions imposées par la loi sur la formation de la jeunesse, et les accords qui en découlent, particulièrement en ce qui concerne la limite d'âge des élèves et le pourcentage de la contribution du Fédéral.

Les sommes ont été puisées aux crédits de guerre pour la mise en œuvre de ce programme de formation et des cédules spéciales contenant les règlements relatifs à ce programme ont été annexées à tous les accords sur la formation de la jeunesse sauf celui conclu avec l'Ile du Prince-Edouard, parce qu'il n'existe pas, dans cette province, de facilités convenables de formation et qu'aucune industrie n'y est engagée à des contrats de guerre.

Le Fédéral assume 100 p.c. du coût de la formation des ouvriers spécialisés et partiellement spécialisés, sauf en ce qui concerne les frais d'administration, ceux-ci étant assumés par la province. Le coût de toute pièce d'outillage additionnel nécessaire est réparti également entre le Fédéral et la province.

Au cours des vacances d'été, le programme a été mis à exécution dans 65 centres. L'inscription totale a été de 11,606. Les cours ont été donnés dans les ateliers des écoles techniques régulières (dont l'usage a été accordé gracieusement par les autorités locales) et dans les centres spéciaux de formation de la jeunesse.

En général, la semaine est de 44 heures de classe et chaque élève reçoit de 400 à 500 heures d'instruction intensive. Des cours ont été donnés dans les métiers suivants: atelier d'usinage, ajustage à l'établi, avionnerie, tôlerie, soudage (à l'électricité et à l'acétylène), ébénisterie, mécanique de moteur et électricité. Il a été pourvu à une certaine somme d'enseignement technique dans les matières connexes telles que dessin et traçage, interprétation des bleus, mathématique d'atelier, etc.

La formation des jeunes femmes a été limitée aux cas où un employeur individuel demandait qu'un groupe soit formé à une occupation spécifiée et s'engageait à donner de l'emploi à celles qui termineraient leurs cours avec succès. L'Ontario est la seule province où des cours ont été donnés aux femmes durant l'été de 1940; 1,343 femmes s'y étaient inscrites, dont 60 p.c. environ ont été formées comme opératrices de couseuses mues par force motrice.

L'âge minimum des élèves est de 16 ans et l'âge maximum de 60, mais dans le cas des plus de 30 ans il est stipulé que seuls les hommes possédant une certaine expérience dans un métier qui n'exige qu'un rafraîchissement de mémoire seraient admis aux cours.

Il est pourvu au versement d'une allocation de subsistance de $7 par semaine aux élèves éloignés de leur foyer pendant leur période de formation et, là où la chose est nécessaire, une allocation ne dépassant pas $3 aux élèves demeurant à la maison durant cette période.

A la fin du programme d'été, des dispositions ont été prises avec les provinces pour que ces cours se poursuivent toute l'année partout où le travail local de guerre exige des travailleurs spécialisés ou semi-spécialisés. Bien qu'il ait été re-

connu qu'il ne serait pas sage d'intervenir indûment dans les cours réguliers de jour dans les écoles, la situation s'est aggravée suffisamment pour motiver l'élimination de cours ordinaires du soir dans un bon nombre d'écoles publiques, sauf là où ces écoles servent à des cours de rafraîchissement ou supplémentaires pour le bénéfice des personnes qui travaillent de jour dans des industries essentielles. Des arrangements ont été faits pour que ces cours de formation d'urgence de temps de guerre soient donnés de 4 heures de l'après-midi à minuit pour la formation des travailleurs dans les industries de guerre et des hommes enrôlés dans les forces armées. Dans certains cas où l'armée envoie ses hommes parfaire leurs métiers aux écoles de formation, celles-ci fonctionnent en trois périodes, et les hommes de métier de l'armée reçoivent leur formation de 11 heures ou minuit à 7 heures ou 8 heures le lendemain matin.

Le 28 décembre 1940, le comité interministériel de coordination de la main-d'œuvre, qui avait déjà étudié le marché de la main-d'œuvre, recommanda l'intensification du programme de formation d'urgence de temps de guerre pour assurer la formation de 50,000 ouvriers spécialisés et semi-spécialisés dans les écoles de métiers et les centres spéciaux de formation durant l'année. Le comité recommanda aussi que 50,000 ouvriers spécialisés et semi-spécialisés soient formés pour l'industrie durant l'année 1941.

Des sommes additionnelles ont été puisées aux crédits de guerre pour défrayer ce programme plus vaste jusqu'au 31 mars 1941, et les annexes des accords pour la formation de la jeunesse régissant l'entreprise ont été modifiées de façon à englober les changements recommandés par le comité. Voici quels sont ces principaux changements:

1. Que préférence soit accordée, dans le choix des élèves, aux catégories suivantes dans l'ordre mentionné: (*a*) vétérans de la guerre de 1914–18 et les démobilisés du service actif dans les forces armées de Sa Majesté engagées dans la présente guerre; (*b*) hommes de plus de 40 ans; (*c*) femmes et autres hommes de plus de 16 ans. Tous les élèves choisis parmi ces catégories doivent être aptes à bénéficier de la formation et physiquement capables d'exécuter le travail imposé.

2. Que des allocations hebdomadaires soient versées de la façon suivante aux élèves inscrits dans les écoles de formation et les principaux centres de formation subordonnément au programme: (*a*) aux chefs de famille, $12; (*b*) aux élèves célibataires éloignés de leurs foyers, $7 sauf dans les endroits où la pension et le logement ne peuvent être obtenus à ce prix; le cas échant l'allocation pourra s'élever jusqu'à $9; (*c*) aucune allocation ne sera versée aux élèves célibataires vivant à la maison, sauf dans le cas où ces élèves auront renoncé à un autre emploi afin de pouvoir suivre les cours, ou sont dans le besoin; l'allocation sera alors de $3 par semaine au maximum.

En vertu du programme augmenté, des cours sont donnés en avionnerie, fonctionnement d'atelier d'usinage, tôlerie, soudage (à l'acétylène et à l'électricité), chimie industrielle, cuisine (pour les femmes des services auxiliaires de l'armée en Ontario), électricité et mécanique radiotélégraphique, modelage et couseuses mues par force motrice (pour les femmes, en Ontario). Des cours spéciaux de réparation des instruments de précision ont été inaugurés à l'Ecole Technique Centrale de Toronto, à l'Université Dalhousie et à l'Université de la Colombie Britannique, et un cours de perfectionnement des outils a été inauguré à l'école Westdale, de Hamilton, Ont. La durée ordinaire d'un cours est de 3 mois, sauf dans le cas des cours spéciaux qui sont un peu plus longs. Il n'y a pas de cours dans les métiers spécialisés qui exigent moins de 4 semaines de formation. La formation des personnes enrôlées envoyées aux écoles par l'armée, comporte des cours pour les forgerons, les brique-

teurs, les charpentiers et finisseurs, les ouvriers du béton, les électriciens, les ajusteurs de moteurs, les ajusteurs aux ateliers d'usinage, les dessinateurs, les mécaniciens de moteur, les plombiers et les ferblantiers.

Comme il n'existe aucune de ces facilités pour la formation industrielle aux travaux de guerre dans l'Ile du Prince-Edouard, des arrangements ont été conclus pour qu'un nombre déterminé d'élèves de cette province puissent s'inscrire dans les centres de formation du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse. En guise de contribution à cette formation, le Gouvernement de l'Ile du Prince-Edouard défraye le déplacement des élèves qui suivent les cours. Au besoin, les frais de voyage sont versés aux élèves pour se rendre aux centres de formation et pour revenir chez-eux ou aller occuper un emploi assuré.

Tout élève qui suit avec succès les cours de formation d'urgence de temps de guerre reçoit un certificat du chef de l'école indiquant la durée de sa formation, les travaux de divers genres qu'il a exécutés et son classement dans chacun.

La formation en vertu du programme augmenté de formation d'urgence de temps de guerre a été donnée dans 90 centres environ. A la fin de mars 1941, le nombre d'élèves inscrits aux cours de formation d'urgence et aux cours de formation de la jeunesse attachés à la production de guerre s'établit à 11,129. Durant l'année, 38,044 élèves se sont inscrits; 12,137 ont obtenu de l'emploi et 4,028 se sont enrôlés. Le nombre de ceux qui ont obtenu de l'emploi ne comprend pas les élèves qui ne se sont pas rapportés aux officiers de placement. Le nombre d'élèves enrôlés durant l'année comprend 3,193 hommes envoyés aux écoles pour formation comme hommes de métier au service de l'Armée.

Les autorités provinciales ont été priées de vérifier les besoins de main-d'œuvre des établissements qui ont obtenu des contrats de guerre et de voir à maintenir un contact étroit entre l'industrie et les écoles, afin que la formation réponde aux exigences des employeurs.

La question d'obtenir la collaboration de l'industrie a reçu une attention particulière, et dans plusieurs cas, en Ontario surtout, des groupes d'élèves ont été envoyés aux écoles locales par les industries avec prière de les former selon certaines lignes définies et promesse de prendre à leur emploi tous ceux qui auront terminé leur formation de façon satisfaisante. Ces industries restent en contact étroit avec les écoles pendant toute la durée des cours. Dans d'autres cas, des contingentements hebdomadaires ou mensuels fixes sont fournis aux employeurs tel que requis. Au besoin, l'excédent d'élèves d'une région est envoyé dans d'autres régions où leurs services sont requis.

Formation d'urgences de temps de guerre dans l'industrie.—Le programme fédéral-provincial de formation d'urgence de temps de guerre a été limité presque entièrement, au cours de l'année terminée le 31 mars 1941, à ces cours spécialement organisés dans toutes les écoles de métiers et les centres de formation de la jeunesse du Canada. Aucun crédit n'a été affecté aux programmes de formation dans les établissements industriels et tous les projets de cette nature ont été lancés sans aide financière directe des gouvernements, sauf dans un nouvel établissement important de la province de Québec.

Un programme spécial de formation a été établi dans cet établissement au commencement de l'année et des arrangements ont été conclus par l'entremise des directeurs du programme de formation de la jeunesse de la province pour dédommager la corporation, sur une base per capita, des frais de l'instruction donnée. Ces arrangements sont contraires à la ligne de conduite adoptée par la suite en vertu du programme de formation d'urgence de temps de guerre et les subventions ont cessé à la fin de l'année.

Dans un autre établissement de la Nouvelle-Ecosse, un centre de formation a été fondé aux frais du public dans le but de répondre aux demandes futures de cet établissement et d'autres du voisinage. La compagnie a mis gracieusement à la disposition de l'école une partie de l'outillage d'usinage dont elle ne se sert pas et n'exige aucun loyer pour l'espace occupé par l'école. Dans ce cas, les autorités provinciales et fédérales utilisent une partie de l'établissement comme centre public de formation, tandis que dans le premier cas mentionné ci-dessus, le programme de formation avait été organisé pour répondre aux besoins particuliers de la compagnie intéressée.

Dans un certain nombre d'industries de guerre laissées à l'entreprise privée et dans d'autres établies par les gouvernements britannique et canadien, des programmes de formation ont été conçus tant pour le bénéfice des nouveaux travailleurs que pour celui des ouvriers spécialisés et semi-spécialisés et qui exigent une formation supplémentaire et des connaissances techniques pour obtenir de l'avancement. Ces programmes revêtent des formes diverses selon les besoins particuliers de chaque établissement et les conditions qui y existent. Rien n'a encore été fait pour réglementer ou contrôler de telles entreprises.

La politique actuelle est d'encourager et d'amplifier les programmes de formation dans les industries de guerre afin de compléter la formation donnée dans les cours d'urgence de temps de guerre et de permettre à chaque établissment, en autant que possible, de développer ses propres méthodes. Elle sera secondée au besoin par la distribution de renseignements, le choix et la préparation des instructeurs et par l'amélioration des cours et de la technique de formation. Il deviendra peut-être nécessaire d'exiger une formation organisée partout où s'exécutent des contrats de guerre du Gouvernement, mais, pour le moment, il est laissé à l'employeur de fournir les facilités convenables de formation à ses employés à mesure que les besoins se font sentir et faire tout usage qu'il jugera approprié des centres de formetion et des cours spéciaux organisés en vertu du programme de formation d'urgence de temps de guerre.

Les établissements de toutes les parties du Canada ont été visités et, d'après les rapports reçus, un plus grand nombre de personnes reçoivent leur formation dans les établissements industriels engagés dans des contrats de guerre que dans les cours de formation d'urgence de temps de guerre.

Il est projeté de développer les programmes de formation dans les industries autres que les industries de guerre parce que les besoins de formation dépassent les facilités existantes et que la formation spécifique exigée dans les industries de guerre est mieux connue. Le développement de ces programmes permettra aux industries autres que les industries de guerre de libérer certains de leurs employés formés et expérimentés pour qu'ils puissent aller faire du service temporaire là où leurs services auront le plus de valeur et fournira la formation fondamentale des ouvriers de guerre et des jeunes gens qui s'enrôlent dans les unités des forces armées qui exigent des connaissances industrielles spécialisées.

Formation sylvicole.—Les crédits votés par le Parlement aux fins du programme sylvicole national pour l'année fiscale 1940–41 s'établissent à $360,000. Des accords ont été conclus avec l'Ile du Prince-Edouard, le Nouveau-Brunswick, le Québec et la Colombie Britannique subordonnément à la loi de 1940 sur le soulagement du chômage et l'assistance à l'agriculture pourvoyant à une contribution fédérale de 50 p.c. du coût des entreprises forestières approuvées dans ces provinces.

Ces accords sont semblables à ceux conclus l'année précédente et à peu près identiques aux accords sur la formation de la jeunesse. Les éligibles sont des jeunes gens de 17 à 23 ans qui n'ont aucun emploi rétribué et qui appartiennent à des

familles nécessiteuses, et les célibataires jusqu'à 27 ans qui n'ont aucun emploi rétribué et qui n'ont pas été acceptés dans les forces armées de Sa Majesté pour la présente guerre. Les accords pourvoient à ce que le choix des élèves soit fait sans distinction ou faveur en ce qui concerne l'origine raciale, les croyances religieuses ou les affiliations politiques des postulants, mais aussi à ce que préférence soit accordée à ceux qui n'ont pas été acceptés dans l'armée et à ceux qui vivent d'assistance publique. Tous les postulants ont subi un examen médical avant d'être acceptés aux fins de vérifier s'ils sont aptes à faire le travail et s'ils sont exempts de maladies communicables.

En plus du travail en forêt, il est pourvu à des cours et à des sports et récréations organisés. La semaine normale de travail est de 44 heures, et les jours de pluie sont consacrés aux cours à l'intérieur.

La dimension des camps varie selon la nature du travail. Dans certains cas, des élèves ont été désignés pour aider aux gardes-forestiers et ont reçu en conséquence des instructions et une formation d'une grande valeur.

Afin que tous les élèves soient convenablement vêtus et dans le but de créer un esprit de corps, des uniformes standards leur ont été fournis. La moitié du coût de ces uniformes est défrayée par l'élève et l'autre moitié par les autorités. Les uniformes deviennent la propriété des jeunes gens à leur départ du camp.

Le travail a été organisé et surveillé par des forestiers expérimentés qui ont assumé en outre une part considérable de l'instruction donnée en classe. Rien n'a été négligé pour enrôler les services de contremaîtres et de sous-contremaîtres qui, non seulement possèdent la compétence au point de vue du travail à accomplir, mais encore comprennent les jeunes gens et peuvent leur donner les directives appropriées. Il a été constaté que le succès des entreprises de même que les résultats obtenus dépendent en majeure partie de la qualité du personnel dirigeant.

Section 5.—Les syndicats ouvriers au Canada

Les données qui suivent sont un résumé extrait du Rapport Annuel du Ministère du Travail qui décrit la composition et l'évolution des divers organismes de salariés au Canada et donne la statistique et autres renseignements sur les effectifs, les bénéfices, l'enregistrement des syndicats ouvriers, etc.

Nombre d'adhérents de tous les syndicats ouvriers au Canada.—Les effectifs des organisations ouvrières au Canada à la fin de l'année 1939, suivant le Ministère du Travail, sont comme il suit: organisations internationales, 2,091 unions locales comptant 216,661 membres; corps centraux canadiens (y compris les Unions Nationales Catholiques) 1,120 unions locales et 122,886 membres; unités indépendantes, 85 succursales comptant 19,420 membres; grand total, 3,296 unions locales et 358,967 membres. Comparativement à 1938, ceci représente une diminution de 22 unités locales et 26,072 membres.

10.—Membres des unions ouvrières du Canada, 1911-1939

Année	Membres	Année	Membres	Année	Membres
	nombre		nombre		nombre
1911	133,132	1921	313,320	1931	310,544
1912	160,120	1922	276,621	1932	283,576
1913	175,799	1923	278,092	1933	286,220
1914	166,163	1924	260,643	1934	281,774
1915	143,343	1925	271,064	1935	280,704
1916	160,407	1926	274,604	1936	322,473
1917	204,630	1927	290,282	1937	384,619
1918	248,887	1928	300,602	1938	385,039
1919	378,047	1929	319,476	1939	358,967
1920	373,842	1930	322,429		

Groupes principaux.—Les paragraphes suivants font ressortir l'organisation actuelle des principaux groupes des organisations ouvrières canadiennes.

Congrès des Métiers et du Travail du Canada.—Le Congrès des Métiers et du Travail représente le syndicalisme ouvrier international au Canada, la majorité de ses membres appartenant à des associations internationales qui ont des succursales au pays. Le Congrès rapporte, au 31 décembre 1939, un effectif de 145,684 membres. Des 1,751 unions locales affiliées au Congrès, 1,620 font rapport déclarant un effectif global de 163,218.

Congrès Pan-Canadien du Travail.—Le Congrès Pan-Canadien du Travail fut fondé à Montréal le 16 mars 1927 par des représentants d'unions nationales et indépendantes. Au 31 décembre 1939, il compte 31,194 membres. Des 264 unités locales affiliées, 235 font rapport déclarant un effectif global de 26,191.

Le Comité Canadien d'Organisation Industrielle.—Ce comité fut institué à une conférence de représentants des syndicats qui font partie du C.O.I. (Congrès d'Organisation Industrielle) tenue à Ottawa le 5 novembre 1939. Il fut déclaré alors que les 105 délégués présents représentaient 55,000 membres faisant partie d'organismes industriels canadiens.

Des 177 unions locales affiliées au comité canadien qui ont toutes reçu les questionnaires du Ministère, 150 ont répondu déclarant un effectif global de 49,068 membres.

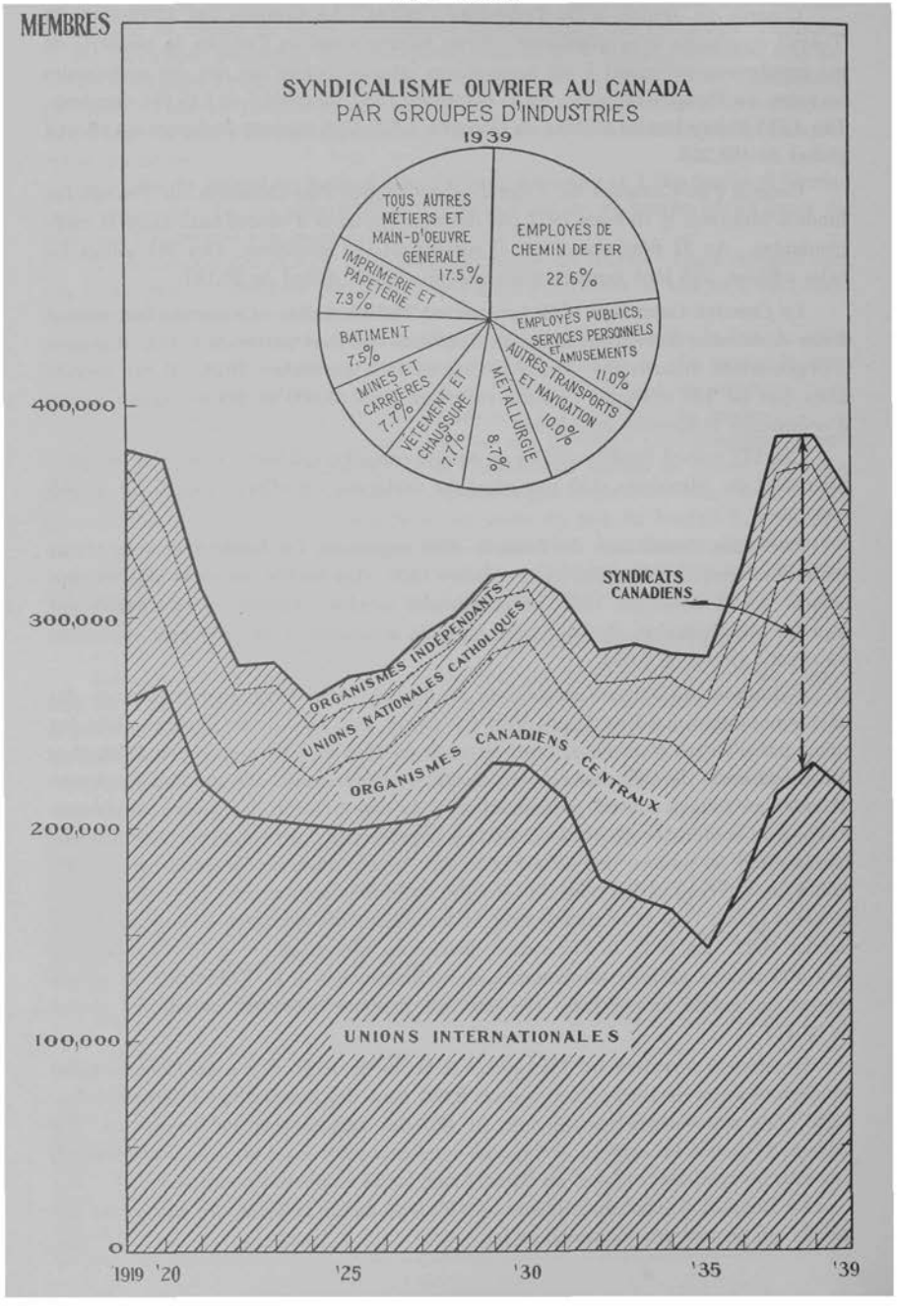
Fédération Canadienne du Travail.—Cet organisme fut fondé à la suite d'une conférence tenue à Winnipeg le 24 octobre 1936. Les unités centrales affiliées rapportent, au 31 décembre 1939, 44 succursales locales. Toutes ces succursales ont reçu les questionnaires du Ministère mais 24 seulement y ont répondu, déclarant un effectif global de 7,695.

Fédération des ouvriers catholiques du Canada.—En 1918, une conférence des unions nationales fondées depuis 1901 fut tenue dans la ville de Québec. Elle fut suivie par d'autres réunions à Trois-Rivières en 1919 et à Chicoutimi en 1920. Les délégués à cette dernière, au nombre de 225 et représentant 120 unions, décidèrent de créer un rouage central permanent pour la coordination des unions dispersées. Aussi, à la conférence de Hull en 1921, à laquelle assistaient environ 200 délégués représentant 89 unions, une constitution fut donnée au nouvel organisme. "Fédération des ouvriers catholiques du Canada", tel fut le nom choisi. Des officiers permanents furent élus et la constitution et les règlements entrèrent en vigueur le 1er janvier 1922. En 1939, la Fédération déclare un effectif affilié de 49,401 membres. Des 305 unions affiliées directement ou indirectement à la Fédération et autres unions nationales catholiques, 178 ont fait rapport déclarant un effectif global de 33,417.

Syndicats ouvriers au Canada.—A la fin de 1939, il y a au Canada 3,296 syndicats locaux de toutes classes dont 2,091 sont des associations internationales, 1,120, des associations canadiennes et 85, des associations indépendantes. Le tableau 11 donne les chiffres de tous les syndicats relevant d'un organisme central, i.e., tous les syndicats opérant au Canada sauf les 85 unités indépendantes.

Le Rapport Annuel du Ministère du Travail donne le détail des affiliations des unions qui ne sont pas mentionnées ici.

CROISSANCE DU SYNDICALISME OUVRIER AU CANADA
1919–1939



11.—Organismes centraux des syndicats recrutant au Canada, nombre de succursales au Canada et de succursales locales canadiennes faisant rapport, 31 décembre 1939

Organisme	Succursales au Canada	Succursales locales canadienne faisant rapport
	nomb.	nomb.
Congrès Pan-Canadien du Travail	88[1]	75
Fédération Américaine du Travail	16[2]	14
Union Internationale des Ouvriers Unis de l'Automobile d'Amérique	5	4
Union Internationale des Ouvriers Boulangers et Confiseurs d'Amérique	9	8
Union Internationale des Barbiers (journaliers) d'Amérique	24	22
Alliance Internationale des Afficheurs d'Amérique	1	1
Fraternité Internationale des Forgerons, Frappeurs et Aides d'Amérique	17	17
Fraternité Internationale des Chaudronniers, Constructeurs de Navires en fer et Aides d'Amérique	38	35
Fraternité Internationale des Relieurs	10	10
Union des Ouvriers de la Chaussure	5	5
Union Internationale des Ouvriers Brasseurs, Meuniers et Limonadiers Unis	21	17
Travailleurs Unis de la Brique et de l'Argile d'Amérique	1	1
Union Internationale des Briqueteurs, Maçons et Plâtriers d'Amérique	41	37
Association Internationale des Constructeurs de Ponts et Charpentiers en Fer	4	4
Ouvriers Amalgamés du Bâtiment du Canada	9	8
Fédération Canadienne du Travail	[3]	–
Travailleurs Unis de la Conserverie, de l'Agriculture, de la Salaison et connexes d'Amérique	8	7
Fraternité Unie des Charpentiers et Menuisiers d'Amérique	88	74
Association de Bienfaisance des Tisseurs de Tapis de Bruxelles canadiens	7	7
Union Internationale des Cigariers d'Amérique	2	2
Employés Civils Amalgamés du Canada	44	41
Association du Service Civil de l'Alberta	14	14
Ouvriers Amalgamés du Vêtement d'Amérique	21	21
Union des Télégraphistes Commerciaux	4	3
Union Canadienne des Communications	[4]	–
Ordre des Conducteurs de wagons-lits	1	1
Congrès des Associations Industrielles	9[1]	6
Travailleurs Unis de l'Electricité, de la Radio et de la Machinerie d'Amérique	2	2
Union Canadienne des Métiers Electriques	1	1
Fraternité Internationale des Travailleurs de l'Electricité	49	45
Union Internationale des Constructeurs, Opérateurs et Démarreurs d'Ascenseurs	9	9
Union Nationale des Mécaniciens Opérateurs du Canada	5	5
Association Canadienne des Mécaniciens de Machines Fixes	17	14
Union Internationale des Mécaniciens Opérateurs	24	20
Fraternité des Employés de Messagerie	29	28
Union de la Main-d'œuvre Agricole du Nouveau-Brunswick	20	7
Association Internationale des Pompiers	48	48
Fraternité Internationale des Chauffeurs et Huileurs	40	37
Union des Pêcheurs de la Côte du Pacifique	26	24
Fraternité Internationale des Employés de Fonderie	1	1
Union Internationale des Travailleurs de la Fourrure et du Cuir des Etats-Unis et du Canada	10	10
Travailleurs Unis de l'Habillement d'Amérique	8	7
Union Internationale des Ouvriers de la Mode	16	16
Association des Souffleurs de Bouteilles des Etats-Unis et du Canada	3	3
Union des Ouvriers Verriers de l'Amérique du Nord	2	2
Union Internationale des Gantiers d'Amérique	1	1
Fédération Américaine des Employés du Gouvernement	1	1
Association Internationale des Tailleurs de Granit d'Amérique	2	2
Union Internationale des Chapeliers, Casquetiers et Modistes Unis	11	11
Union Internationale des Portefaix et Manœuvres du Bâtiment d'Amérique	6	6
Association Canadienne des Ouvriers de la Bonneterie pleinement façonnée	10	9
Alliance Internationale des Employés d'Hôtels et de Restaurants et Ligue Internationale des Garçons de Bar d'Amérique	32	28
Travailleurs Industriels du Monde	6	2
Union des Bateliers Intérieurs du Pacifique	1	1
Travailleurs du Fer, de l'Acier et de la Tôlerie d'Amérique (Voir Comité d'Organisation des Travailleurs de l'Acier)	–	–
Union Internationale des Ouvriers Bijoutiers	2	2
Union Internationale des Poseurs de Lattes de bois et métalliques	7	7
Union Internationale des Ouvriers de la Blanchisserie	1	1
Association Fédérée des Facteurs	74	69
Les Lithographes Amalgamés d'Amérique	7	7
Fraternité des Mécaniciens de Locomotives	97	95
Fraternité des Chauffeurs et des Mécaniciens de Locomotives	96	92
Union Internationale des Débardeurs et des Employés d'Entrepôts	1	1
Association Internationale des Débardeurs	30	25
Association Internationale des Machinistes	81	77
Fraternité des Cantonniers de Chemins de Fer	197	178
Association Internationale des Polisseurs, Frotteurs et Scieurs de Marbre, de Pierre et d'Ardoise et d'Aides Tuiliers et Marbriers et d'Aides Ouvriers en Terrazzo	4	4

Voir renvois à la fin du tableau, p. 696.

11.—Organismes centraux des syndicats recrutant au Canada, nombre de succursales au Canada et de succursales locales canadiennes faisant rapport, 31 décembre 1939—fin

Organisme	Succursales au Canada	Succursales locales canadiennes faisant rapport
	nomb.	nomb.
Union Industrielle des Travailleurs Navals et de la Construction des Vaisseaux	1	1
Association Nationale des Mécaniciens de Marine du Canada	15	14
Union Internationale des Polisseurs et Plaqueurs de Métaux et Aides	2	2
Association Internationale des Tôliers	14	14
Union Internationale des Travailleurs des Mines, Moulins et Fonderies	11	6
Employé des Mines Unis d'Amérique	75	66
Union Internationale des Mouleurs de l'Amérique du Nord	29	24
Fédération Américaine des Musiciens	33	32
Unions Nationales Catholiques	305	178
Fraternité des Natifs de la Colombie Britannique	17	12
Corporation des Journalistes d'Amérique	2	2
One Big Union	32	13
Fraternité des Peintres, Décorateurs et Tapissiers d'Amérique	26	25
Fraternité Internationale des Papetiers	38	36
Ligue des Modeleurs de l'Amérique du Nord	6[5]	5
Union des Coupeurs de Blocs de Pavage des Etats-Unis et du Canada	5	3
Union Internationale des Photograveurs de l'Amérique du Nord	5	5
Association Internationale des Plâtriers et Finisseurs en Ciment des Etats-Unis et du Canada	13	12
Association des Journaliers unis de la Plomberie et de la Tuyauterie des Etats-Unis et du Canada	36	33
Union Internationale des Travailleurs de Portefeuilles, d'Articles de nouveauté et de Sacs à main pour femmes	2	2
Fraternité des Portiers de wagons-lits	2	2
Postiers canadiens	24	23
Union Internationale des Imprimeurs, Estampeurs et Graveurs de l'Amérique du Nord	2	1
Union Internationale des Pressiers et Aides-pressiers de l'Amérique du Nord	21	20
Union Nationale Canadienne des Imprimeurs	4	4
Fraternité Internationale des Travailleurs des Pulperies et Papeteries	44	44
Union Internationale des Carriers de l'Amérique du Nord	2	2
Fraternité des Signaleurs de Chemin de Fer d'Amérique	11	11
Ordre des Télégraphistes de Chemin de Fer	13	12
Fraternité des Serre-Freins	92	91
Fraternité Canadienne des Employés de Chemin de Fer	169	152
Fraternité des Employés de Chemin de Fer et de la Navigation, des Portefaix, des Employés de Messagerie et de Gare	97	93
Association Amalgamée des Employés de Tramways Electriques et d'Autobus d'Amérique	26	25
Fraternité des Nettoyeurs de Wagons d'Amérique	112	112
Ordre des Conducteurs de Trains d'Amérique	67	67
Association Canadienne des Employés de Chemin de Fer	75	62
Union Nationale des Employés de Chemin de Fer	[4]	–
Fédération Nationale des Commis Postaux de Chemin de Fer	19	16
Association Protectrice Internationale des Employés de Commerce de Détail	5	5
Union Internationale des Travailleurs du Caoutchouc d'Amérique	6	4
Union Internationale des Matelots d'Amérique	6	5
Fraternité Canadienne des Employés de Navires	3	3
Travailleurs Unis de la Chaussure d'Amérique	2	1
Union Canadienne des Cordonniers et Métiers connexes	3	3
Association Internationale des Sidérographes	1	1
Alliance Internationale des Employés de Théâtre (scène) et Projectionnistes de Cinéma des Etats-Unis et du Canada	34	33
Union Nationale des Travailleurs de l'Acier, Algoma	1	1
Comité d'organisation des Travailleurs de l'Acier	11	10
Union Internationale des Stéréotypeurs et des Electrotypeurs	10	7
Union des Journaliers Tailleurs de Pierre de l'Amérique du Nord	12	11
Union des Aiguilleurs de l'Amérique du Nord	6	6
Fraternité Internationale des Charretiers, Chauffeurs, Palefreniers et Aides	27	21
Association des Techniciens	5	4
Congrès des Métiers et du Travail du Canada	104[1]	95
Association Américaine des Expéditeurs de Trains	1	1
Union Internationale des Typographes	49	46
Union Internationale des Rembourreurs de l'Amérique du Nord	4	3
Union Internationale des Travailleurs du Bois d'Amérique	10	7
Totaux	**3,211**	**2,821**

[1] Ne comprend que les syndicats possédant une charte directe. [2] Ne comprend que les syndicats possédant un charte directe, i.e. les syndicats affiliés à aucun organisme international ayant des rapports avec la Fédération. [3] Aucune succursale ne possède une charte directe. [4] Aucune succursale, sociétariat massif seulement. [5] Comprend les sous-succursales des syndicats locaux.

Le Canada et l'organisation internationale du Travail.*—L'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations fut établie en 1919, conformément à la Partie XIII des Traités de Paix, en vue de l'amélioration du sort des travailleurs au moyen de l'action législative et des ententes internationales.

L'organisation comporte: la Conférence Internationale du Travail, qui se réunit annuellement et se compose de quatre délégués de chaque pays adhérent, dont deux représentent le gouvernement et les deux autres les patrons et les ouvriers; l'Office International du Travail, installé à Genève, qui agit à titre de secrétariat de la conférence annuelle, recueille des données et publie des renseignements sur la vie industrielle et ouvrière. L'Office est placé sous le contrôle d'un conseil composé de 32 membres nommés par la Conférence internationale du Travail, dont 16 représentent les gouvernements, 8 les patrons et 8 les ouvriers. Outre la juridiction qu'il exerce sur l'Office du Travail, le conseil est chargé de la préparation de l'agenda de la conférence annuelle.

Cinquante-deux Etats font actuellement partie de l'Organisation Internationale du Travail. Dans quelques cas, toutefois, en raison de la situation européenne actuelle, les adhésions ne sont pas réellement effectives, mais aucun membre ne s'est retiré officiellement.

En juin 1940, la guerre avait à peu près complètement isolé l'Office International du Travail à Genève de la grande majorité des Etats-membres. Les communications étant devenues difficiles sinon impossibles, il s'ensuivit que l'Organisation ne put continuer son travail de façon satisfaisante à Genève. En conséquence, le Gouvernement canadien consentit en août 1940 à ce que le personnel de l'Office International du Travail nécessaire à maintenir les services vint s'établir temporairement au Canada. Le Directeur de l'Organisation Internationale du Travail choisit Montréal comme l'endroit le plus commode et le plus approprié pour l'installation des nouveaux quartiers et l'Université McGill prêta les bureaux nécessaires.

Les publications de l'Office Internationale du Travail ont recommencé de paraître; le programme de recherches a été remis sur pied; des projets de conférences, de comités et de nouvelles assemblées générales ont été repris et les experts de l'Office continuent de rendre service aux Etats-membres en ce qui concerne l'information industrielle, sociale et ouvrière.

Les conclusions de la Conférence Internationale du Travail sont établies sous forme de projets ou recommandations adressés aux gouvernements nationaux qui font partie de l'Organisation Internationale du Travail. L'adoption par la Conférence d'un projet de convention ou d'une recommandation exige une majorité de deux tiers. En vertu des traités de paix, les pays adhérents sont tenus de soumettre les projets de convention ou les recommandations à leurs rouages ou organismes compétents, lesquels décident de leur adoption ou de leur rejet. Ainsi, les décisions de la conférence n'obligent les pays adhérents que si et quand elles sont ratifiées par eux.

Depuis son institution en 1919, la Conférence Internationale du Travail a tenu 25 sessions. La vingt-sixième, qui devait être convoquée en juin 1940, a été remise indéfiniment de même que les autres réunions des techniciens de l'Organisation

* Sur le même sujet voir aussi l'Annuaire du Canada, 1921, pp. 627-629; l'Annuaire du Canada, 1922-23, pp. 722-725; et l'Annuaire du Canada, 1924, pp. 678-682.

Internationale du Travail qui devaient avoir lieu au cours de l'année. Soixante-sept projets de convention et 66 recommandations ont été adoptées à date à ces réunions annuelles. Les projets de convention et les recommandations de la Conférence se rapportent, entre autres, aux sujets suivants: heures de travail; mesures pour obvier au chômage; conditions de travail des femmes et des enfants; conditions de travail des marins; emploiement dans l'agriculture; repos hebdomadaire; statistiques d'immigration et d'émigration; principes régissant l'inspection des fabriques; examen des émigrants avant leur débarquement; indemnisation des victimes d'accidents de travail ou de maladies professionnelles; assurance sociale; salaires minimums; protection des débardeurs contre les accidents; travail forcé; vacances avec paye; réglementation des heures de travail des salariés et autres travailleurs dans les industries minières, manufacturières, du transport routier et de l'agriculture. En décembre 1940, la Société des Nations avait reçu 879 ratifications de ces conventions.

Attitude du Canada à l'égard des projets et recommandations.—Six conventions relatives au transport maritime ont été ratifiées par le Gouvernement canadien, notamment celles qui portent sur: (1) l'âge minimum de l'embauchage des enfants sur les océaniques; (2) indemnité de chômage aux matelots en cas de naufrage ou de perte de leur navire; (3) âge minimum de l'embauchage des arrimeurs et des chauffeurs; (4) examen médical des enfants et des jeunes gens employés sur les océaniques; (5) engagement des matelots; (6) indication du poids sur les colis lourds transportés par vaisseau. Les quatre premières de ces conventions ont été ratifiées en mars 1926 à la suite de l'adoption par le Parlement d'un projet de loi donnant plein effet aux propositions. Les deux suivantes l'ont été en juin 1938; la législation les mettant en œuvre a été incorporée à la loi de la marine marchande du Canada, 1934.

A la suite de l'adoption, par le Parlement en 1935, de la législation concernant les heures de travail, le repos hebdomadaire et les salaires minimums, trois autres conventions ont été ratifiées par le Canada en mars de la même année. Ces conventions ont trait à: (*a*) la limitation, dans les entreprises industrielles, des heures de travail à huit par jour et à quarante-huit par semaine; (*b*) le repos hebdomadaire dans les entreprises industrielles; (*c*) la création d'un organisme chargé de fixer les salaires minimums. Des doutes ayant surgi toutefois au sujet de la compétence légale du Parlement du Dominion pour disposer de ces questions, la chose fut soumise à la Cour Suprême du Canada et plus tard portée au Comité judiciaire du Conseil Privé. Celui-ci, rendant jugement en janvier 1937, déclara que les trois statuts étaient inconstitutionnels.

A la session de 1935, le Parlement adopta une résolution approuvant un autre projet de convention de la Conférence Internationale du Travail sujet à ratification, notamment la sauvegarde des ouvriers employés au chargement et au déchargement des navires. Cette convention toutefois n'a pas encore été ratifiée.

Section 6.—Accidents de travail et compensation aux accidentés

Sous-section 1.—Accidents mortels de travail

Le Ministère du Travail collige les statistiques des accidents mortels de travail depuis 1903. Il les obtient des commissions provinciales des accidents de travail, de la Commission des Chemins de Fer du Canada et de diverses autres sources administratives et correspondances officielles et dans les journaux.

12.—Accidents mortels de travail, par industrie, 1936-40

Industrie	Nombre d'accidents mortels					Pourcentage d'accidents mortels				
	1936	1937	1938	1939	1940[1]	1936	1937	1938	1939	1940[1]
Agriculture	127	156	156	162	125	11·5	12·5	13·4	15·2	10·9
Abatage du bois	133	149	143	148	164	12·0	12·0	12·2	13·8	14·3
Pêche et piégeage	57	52	30	29	32	5·1	4·2	2·6	2·7	2·8
Mines, usines d'affinage des métaux non ferreux et carrières	181	201	253	168	160	16·3	16·1	21·7	15·7	14·0
Manufactures	112	157	136	110	137	10·1	12·6	11·6	10·3	12·0
Construction	105	170	154	133	164	9·5	13·6	13·2	12·4	14·3
Energie et éclairage électriques	14	23	19	25	25	1·3	1·8	1·6	2·4	2·2
Transports et utilités publiques	240	227	166	181	228	21·7	18·2	14·2	16·9	19·9
Commerce	45	46	44	44	49	4·1	3·7	3·8	4·1	4·3
Service	89	65	66	70	59	8·0	5·2	5·7	6·5	0·1
Diverses	4	1	Nil	Nil	1	0·4	0·1	–	–	5·2
Totaux	**1,107**	**1,247**	**1,167**	**1,070**	**1,144**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**

[1] Chiffres sujets à revision.

Accidents mortels selon la cause.—Il ressort d'un classement selon la cause des accidents mortels en 1940 que les plus nombreux, 375, sont dus à "des trains, véhicules, etc., en mouvement". A cette catégorie appartiennent tous les accidents dus aux wagons ou aux locomotives, y compris les wagonnets de mine et de carrière, aux automobiles et autres véhicules à traction mécanique ou animale, à la machinerie, aux navires et aux avions en mouvement.

Les "chutes de personnes" causent 203 mortalités. Elles comprennent les chutes dans les fosses, les puits de mine, les soutes de navire, les ports, les rivières, etc. Viennent ensuite, comme causes de mortalité, les "chutes d'objets" dont 191 personnes sont mortes. Les autres accidents mortels par cause sont: substances dangereuses, y compris l'électricité, les explosifs, les substances chaudes et inflammables, les gaz, les explosions de chaudières, etc., 138; les appareils de levage, 30; les moteurs, 29; les chocs contre ou par des objets, 22; la manipulation d'objets lourds ou tranchants, 22; mortalités causées par les animaux, 20 dont 12 par les chevaux; machines en mouvement, 19; outils, 6. La catégorie des "autres causes", accuse 89 accidents mortels, dont 42 attribuables aux maladies occupationnelles, tension, etc.; 17 aux effondrements, éboulements, embâcles de glace, etc., 9 à la foudre, au froid, aux tempêtes et aux insolations; 5 à l'infection non autrement spécifiée; 5 à la noyade non autrement spécifiée; 5 aux armes à feu et à la violence, et 6 à des causes inconnues.

Nombre d'accidents mortels ou non dont s'occupent les divers organismes provinciaux d'indemnisation sont énumérés dans la sous-section 2, plus bas, qui traite de l'indemnisation des accidentés.

Sous-section 2.—Indemnisation des accidentés

Dans toutes les provinces sauf l'Ile du Prince-Edouard, et au Yukon, il existe des lois pourvoyant à l'indemnisation du travailleur pour blessures corporelles attribuables à des accidents survenus pendant l'exercice de ses fonctions ou à des maladies professionnelles spécifiées, sauf dans le cas ou un ouvrier est immobilisé moins d'un certain nombre de jours. Un travailleur à qui s'appliquent ces dispositions n'a pas droit de recours contre son employeur pour blessures subies pendant qu'il est à son travail. Il existe aussi une loi fédérale qui pourvoit à l'indemnisation, pour accident, des employés du Gouvernement fédéral, subordonnément aux dispositions de la loi de la province dans laquelle l'accident se produit. Dans l'Ile du Prince-Edouard, où il n'existe pas de loi des accidents de travail, l'indemnité est versée aux employés

du Gouvernement fédéral subordonnément aux dispositions de la loi du Nouveau-Brunswick. Les employés des chemins de fer de l'Etat sont protégés par la loi fédérale, tandis que les membres des forces de Sa Majesté le sont par la loi des pensions.

Portée des lois.—Les lois diffèrent, en portée, les unes des autres, mais s'appliquent en général à la construction, aux mines, aux manufactures, aux opérations forestières, à la pêche, aux transports et communications et aux utilités publiques. Les entreprises qui n'emploient d'habitude qu'un certain nombre d'employés peuvent être exclues, sauf en Colombie Britannique et en Alberta. Dans cette dernière province, les lois ne s'appliquent que dans une certaine mesure à l'agriculture et aux services domestiques. Toutefois, dans certains cas, les personnes de ces catégories peuvent en bénéficier sur demande des employeurs ou des employés. Il existe dans chaque province une commission chargée d'appliquer la loi. Cette commission a le pouvoir de classifier les industries selon les dangers qu'elles comportent et prélever, des employeurs de chaque classe ou groupe, une taxe suffisante à garantir la responsabilité des accidents qui se produisent dans les industries, de chaque classe ou groupe mais la caisse d'accident formée par ces contributions reste une et indivisible. Le système d'Etat obligatoire de responsabilité collective a été substitué au système de responsabilité individuelle, mais les lois de responsabilité individuelle protègent encore certaines catégories d'employés de chemin de fer en Alberta et en Saskatchewan. La Nouvelle-Ecosse oblige à s'assurer les personnes qui emploient des hommes pour la pêche et le draguage. Dans l'Ontario et le Québec, les autorités publiques, les compagnies de chemin de fer et de navigation, de même que les compagnies de téléphone et de télégraphe sont individuellement responsables de l'indemnisation telle que déterminée par la commission et payent une partie des frais d'administration.

Soin médical.—Les soins médicaux sont fournis aux ouvriers durant leur immobilisation sauf dans la Nouvelle-Ecosse où ils ne sont assurés que pour trente jours à moins que cette période ne soit prolongée par la commission. En Alberta et en Colombie Britannique, les ouvriers contribuent à la caisse des soins médicaux; ailleurs, la caisse d'accident en porte tout le coût. Là où, subordonnément à la loi, l'employeur est individuellement responsable de l'indemnisation, il doit aussi fournir les soins médicaux.

Dans toutes les provinces, certaines maladies professionnelles donnent à certains ouvriers le droit à l'indemnisation. Les maladies indemnisables sont énumérées dans une annexe des lois, sauf dans le Nouveau-Brunswick où elles sont contenues dans les règlements. La commission a le droit cependant d'ajouter à cette liste dans chaque province. Une indemnité est payable dans toutes les provinces pour l'anthrax, l'empoisonnement dû à l'arsenic, au plomb, au mercure et au phosphore. Dans toutes les provinces aussi, sauf le Nouveau-Brunswick, la silicose est indemnisable moyennant certaines conditions. Les autres maladies indemnisables varient selon les industries de la province.

Règlements de prudence.—Dans toutes les provinces, sauf au Manitoba où la prévention des accidents relève du Bureau du Travail, les commissions d'accidents de travail ont le droit de visiter les lieux de travail des employés afin de vérifier si certaines précautions sont prises pour prévenir les accidents. Dans l'Alberta et la Colombie Britannique, les commissions peuvent établir des règlements concernant la prudence; au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Ecosse, en Ontario, dans Québec et en Saskatchewan, les Commissions peuvent accorder de l'aide financière aux associations d'employeurs organisées pour la prévention des accidents et leur rendre

les règlements de prudence obligatoires. Dans toutes les provinces, les commissions définissent les règlements concernant l'outillage de secourisme à maintenir.

Bénéfices.—Subordonnément à chacune des lois, un laps de temps fixe doit s'écouler entre la date de l'accident et le premier versement d'indemnité, bien que dans toutes les provinces les soins médicaux soient assurés à compter de la date de l'accident. Ce laps de temps varie de trois à sept jours et, dans certaines provinces, l'indemnité est versée pour cette période si l'incapacité de l'accidenté persiste au-delà.

Actuellement, l'indemnisation dans les cas d'accidents mortels se fait de la façon suivante:—

Frais funéraires, $100 dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, $150 au Manitoba et $125 dans les autres provinces (dans certains cas les frais de transport de la dépouille sont aussi payés).

A une veuve ou à un veuf invalide, ou à une mère adoptive aussi longtemps que les enfants n'ont pas atteint la limite d'âge, un versement mensuel de $30 en Nouvelle-Ecosse et au Nouveau-Brunswick, de $35 en Alberta et de $40 dans les autres provinces; en outre une somme grosse de $100 est payée au Nouveau-Brunswick, dans le Québec, l'Ontario et la Saskatchewan.

Pour chaque enfant restant à la charge du père ou d'une mère adoptive touchant une indemnité: $7·50 en Nouvelle-Ecosse et en Colombie Britannique; $10 au Nouveau-Brunswick, dans le Québec, en Ontario* et en Saskatchewan; et au Manitoba et dans l'Alberta, $12 pour l'aîné des enfants, $10 pour le deuxième, $9 pour le troisième et $8 par chaque enfant additionnel.

A chaque orphelin, $15 dans toutes les provinces avec maximum de $60 en Nouvelle-Ecosse. La limite d'âge des enfants, sauf les invalides, est de 16 ans en Nouvelle-Ecosse, en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan et en Colombie Britannique, 18 ans dans le Québec et en Alberta et 16 ans pour les garçons et 18 ans pour les filles au Nouveau-Brunswick. Au Manitoba, les versements aux enfants peuvent être continués jusqu'à l'âge de 18 ans s'il est désirable qu'ils poursuivent leurs études. En Colombie Britannique et au Manitoba, les versements aux enfants invalides se continuent jusqu'à ce qu'ils aient recouvré la santé tandis que dans les autres provinces ils ne sont faits que durant la période où, de l'avis des Commissions, l'ouvrier eût payé pour leur entretien.

Là où les seules personnes à la charge ne sont pas l'époux ou l'épouse ou des enfants, toutes les lois pourvoient à ce que l'indemnité soit une somme raisonnablement proportionnée à la perte financière, tandis que la somme mensuelle devant leur être versée ne doit pas dépasser $40 au Manitoba, $65 en Alberta et $45 en Nouvelle-Ecosse et en Colombie Britannique. Dans cette dernière province, toutefois, s'il y a aussi à la charge des personnes telles qu'une veuve, un veuf invalide ou un orphelin, la somme maximum devant être payée aux autres est de $30. Dans toutes les provinces, l'indemnisation ne se continue que durant la période, où, de l'avis des Commissions, l'ouvrier eût payé pour l'entretien de ces personnes.

Dans toutes les provinces, sauf au Nouveau-Brunswick et en Colombie Britannique, les bénéfices maximums payables aux personnes à charge advenant la mort mort de l'ouvrier sont des deux tiers du gain de ce dernier. Au Nouveau-Brunswick, ils sont de 60 p.c. Le minimum payable à un époux ou une épouse et un enfant est de $50 par mois dans le Québec ou $12·50 par semaine s'il y a plus d'un enfant; de $12·50 par semaine en Ontario, au Manitoba et en Saskatchewan ($15 par semaine au Manitoba s'il y a plus d'un enfant).

* Ce versement est porté à $15 dans le cas de la mort de la mère.

L'indemnisation pour incapacité totale permanente dans toutes les provinces sauf le Nouveau-Brunswick est faite à raison d'un versement hebdomadaire équivalent à 66⅔ p.c. de la moyenne du gain hebdomadaire, durant l'incapacité; au Nouveau-Brunswick, ce versement est de 60 p.c. Dans les cas de mortalité, la loi fixe une somme hebdomadaire minimum devant être payée à moins que le gain ne soit inférieur à ce minimum, dans lequel cas, la somme versée est égale au gain.* Le minimum est de $8 en Nouvelle-Ecosse et au Nouveau-Brunswick, de $10 en Alberta et en Colombie Britannique, de $12·50 dans le Québec, Ontario et en Saskatchewan et de $15 au Manitoba. Pour incapacité permanente partielle, il existe des dispositions semblables dans toutes les provinces sauf le Nouveau-Brunswick et l'Alberta, i.e. deux tiers de la différence de gain avant et après l'accident. Au Nouveau-Brunswick et en Alberta, le montant est basé sur l'affaiblissement de la capacité de gagner. Dans la Nouvelle-Ecosse, s'il n'y a très peu ou pas de différence, ou dans les autres provinces, si la différence est de 10 p.c. ou moins, une somme grosse peut être versée. Au Nouveau-Brunswick, une somme équivalent à 60 p.c. de la perte de gain est versée pour incapacité partielle temporaire.

Les gains moyens sur lesquels la compensation est basée doivent être calculés de façon à donner le taux par semaine ou par mois auquel l'employé est rémunéré, mais ce taux ne doit pas dépasser $1,500 par année en Nouvelle-Ecosse et au Nouveau-Brunswick et $2,000 dans les autres provinces. Si pour une raison quelconque les gains de l'ouvrier au moment de l'accident ne sont pas considérés comme une base convenable pour la compensation, la Commission doit prendre comme base les gains moyens d'une autre personne employée par le même employeur dans le même genre de travail, ou par un autre employeur dans la localité. Le taux de compensation des ouvriers de moins de 21 ans peut être plus tard augmenté s'il est jugé que les gains de ces derniers se seraient accrus dans le cas où il n'y aurait pas eu accident.

Opérations des commissions sur les accidents de travail.†—*Nouvelle-Ecosse.*—La loi sur les accidentés de travail votée en 1915 n'entra en vigueur que le 1er janvier 1917. Au cours des vingt-quatre années écoulées entre cette date et le 31 décembre 1940, la commission eut à s'occuper de 201,262 accidents dont 181,004 firent l'objet d'une indemnité. Antérieurement au 1er janvier 1920, les soins médicaux n'étaient accordés que dans des cas spéciaux.

* En Ontario, lorsque la moyenne de gain est inférieure à $12·50 par semaine, la somme versée est de 100 p.c. du gain. En Saskatchewan, lorsque la moyenne du gain est inférieure au minimum, un taux arbitraire de $9·00 est payé à ceux qui sont âgés de plus de 21 ans et de $6·00 à ceux qui sont âgés de moins de 21 ans.

† Courtoisie des autorités provinciales respectives.

13.—Opérations de la Commission sur les accidents de travail, Nouvelle-Ecosse, 1931-40,

NOTA.—Ces chiffres ne couvrent pas les réclamations en suspens. Les statistiques pour 1917-30 paraissent à la page 787 de l'Annuaire de 1938.

Année	Indemnité	Soins médicaux	Total	Accidentés indemnisés
	$	$	$	nombre
1931	951,256	106,578	1,057,834	6,357
1932	688,448	84,281	772,729	5,024
1933	570,701	69,575	640,276	5,168
1934	794,717	113,860	908,577	8,063
1935	954,061	130,952	1,085,013	8,971
1936	1,160,738	167,255	1,327,993	10,246
1937	1,189,710	190,846	1,380,556	11,953
1938	1,976,154	206,233	2,182,387	11,408
1939	1,391,933	189,031	1,580,964	11,823[1]
1940	1,285,390	190,616	1,476,006	13,309

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

Nouveau-Brunswick.—La loi sur les accidents du travail au Nouveau-Brunswick remonte à 1918. S'étendant à un très grand nombre d'industries, elle est appliquée par une commission de trois membres encaissant les primes et versant les indemnités.

14.—Opérations de la Commission sur les accidents de travail, Nouveau-Brunswick, 1931-40

NOTA.—Les statistiques pour les années 1920-30 sont données à la page 787 de l'Annuaire de 1938.

Année	Indemnités hebdomadaires	Invalidité partielle permanente	Accidents mortels		Soins médicaux		Réserve pour l'invalidité complète et permanente
			Frais funéraires	Réserves pour pensions	Honoraires de médecin et transport	Hôpitaux et infirmières	
	$	$	$	$	$	$	$
1931	181,676	73,774	1,581	72,481	79,021	60,183	[1]
1932	137,762	71,527	1,403	33,280	68,712	46,907	[1]
1933	145,063	103,742	2,126	63,649	88,304	63,572	20,521
1934	192,207	80,967	2,104	83,485	110,103	85,724	[1]
1935	195,763	91,382	2,388	86,161	111,470	83,221	10,273
1936	247,204	88,596	2,290	106,633	130,266	101,262	9,347
1937	304,033	79,246	2,101	73,180	140,014	108,521	[1]
1938	210,590	57,597	1,478	58,359	94,591	51,144	7,326
1939	220,053	78,326	1,833	69,175	103,115	59,295	5,361
1940[2]	259,571	62,159	1,759	108,227	84,594	48,200	10,309

[1] Aucune réserve déclarée. [2] Chiffres provisoires.

Québec.—La commission de compensation des accidents de travail date de 1928 en vertu des chap. 79 et 80 des statuts de l'année. Elle fut mise en vigueur par proclamation le 22 mars 1928, les activités de la commission commençant le 1er septembre 1928. Aux termes de cette loi, la Commission du Québec n'assurait pas les employeurs contre leur responsabilité. Le 4 avril 1931, une nouvelle loi (21 Geo. V, c. 100), effective le 1er septembre 1931, pourvoyait à l'assurance par l'Etat tout comme cela se fait dans l'Ontario. Cette nouvelle loi fut modifiée en 1933, 1935, 1936, 1937, 1938 et 1940.

15.—Opérations de la Commission sur les accidents de travail, Québec, 1932-40

NOTA.—Les statistiques pour 1928-31 sont données à la page 798 de l'Annuaire de 1940.

Année	Réclamations	Accidents reconnus	Indemnités payées
	nombre	nombre	$
1932	34,414	30,643	3,048,055
1933	30,462	26,723	2,237,504
1934	35,436	31,557	2,579,002
1935	40,521	35,163	3,396,413
1936	43,838	39,581	3,917,462
1937	70,355	62,616	5,669,368
1938	58,335	51,760	4,597,875
1939	53,942[1]	47,900	3,906,065[1]
1940[2]	65,704	[3]	5,524,989

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940. [2] Chiffres sujets à revision. [3] Non disponible.

Ontario.—Par l'annexe 1 de la loi des compensations des accidents de travail de l'Ontario en vertu de laquelle la responsabilité est collective, 24 classes d'industries versent annuellement différents pourcentages de leur bordereau de paie au Bureau et ne sont plus civilement responsables des accidents et de certaines maladies professionnelles spécifiées. Le pourcentage des bordereaux de paie prélevé par la Commission est basé sur le degré de risque de l'occupation et variait en 1939 entre 15 cents par $100 pour les métiers à l'aiguille à $10 pour le nettoyage des fenêtres. La moyenne pour toutes les classes est de $1·06 par $100 de tous les bordereaux de paie dont l'ensemble est de $530,262,800. Certaines autres industries, visées par l'annexe 2, y compris les travaux municipaux, les chemins de fer, les usines de chemin de fer, les télégraphes, les téléphones, etc., sont tenues de payer individuellement les taux de compensation fixés par cette loi. Les employés du Dominion ou de la province, tués ou blessés dans l'accomplissement de leur devoir, sont, en vertu de législation spéciale, mis sur le même pied que les employés des patrons de la deuxième catégorie.

Les 70,111 accidents pour lesquels ont été payées des indemnités en 1940 comprennent 263 décès, 1,114 cas d'incapacité permanente, 28,633 cas d'incapacité temporaire et 40,101 cas n'ayant requis que des soins médicaux. Ces derniers tombent sous l'annexe 1; dans les cas de l'annexe 2 et ceux des employés de l'Etat, ces secours sont fournis directement par le patron.

16.—Opérations de la Commission sur les accidents de travail, Ontario, 1931-40

NOTA.—Les statistiques pour les années 1915-30 sont données à la page 789 de l'Annuaire de 1938

Année	Indemnités versées				Accidents constatés			
	Annexe 1		Annexe 2 et employés du gouvernement	Total des sommes versées	Annexe 1	Annexe 2	Employés du gouvernement	Totaux
	Indemnité	Soins médicaux						
	$	$	$	$	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1931.....	3,917,045	1,060,763	1,043,584	6,021,392	46,069	3,348	3,477	52,894
1932.....	3,202,639	817,240	1,105,741	5,125,621	35,264	2,474	3,732	41,470
1933.....	2,298,788	667,582	732,699	3,699,069	33,227	1,890	2,925	38,042
1934.....	2,745,239	841,738	912,730	4,499,707	44,858	2,244	7,628	54,730
1935.....	3,225,899	1,037,683	1,050,531	5,314,113	50,690	2,208	5,648	58,546
1936.....	3,553,282	1,058,642	1,031,874	5,643,798	55,878	2,515	2,989	61,382
1937.....	3,837,589	1,251,848	1,040,523	6,129,961	64,845	2,554	3,183	70,582
1938.....	4,362,618	1,153,895	947,748	6,464,261	[1]	[1]	[1]	59,834
1939.....	4,174,408	1,094,693	883,306	6,152,407	[1]	[1]	[1]	60,520
1940.....	4,852,470	1,408,250	1,022,158	7,282,878	[1]	[1]	[1]	81,116

[1] Non disponible.

Manitoba.—La première partie de la loi sur les accidents du travail, mise en vigueur le 1er mars 1917, qui traite des ouvriers dont l'occupation est dangereuse, est appliquée par la Commission des accidents du travail, laquelle perçoit une prime variant selon les risques de l'industrie et verse aux accidentés une indemnité qui se substitue au droit d'action qu'ils possédaient antérieurement. Cette loi autorise la province, la ville de Winnipeg et certaines grandes entreprises d'utilité publique à s'assurer elles-mêmes.

La Commission des accidents de travail veille aussi à l'application de la loi fédérale sur les compensations à verser aux employés du gouvernement tués ou blessés dans l'exercice de leurs fonctions, en vertu du c. 15 des statuts de 1918 et des amendements ultérieurs. Les chiffres donnés ci-dessous comprennent les accidents relevant des législations provinciales et fédérale.

Depuis la mise en vigueur de cette loi jusqu'au 31 décembre 1939, la Commission a dû régler 146,988 accidents et payer $18,304,170, soit à titre d'indemnité, soit à titre de soins médicaux. Parmi les accidents en 1939, 5,128 requéraient des soins médicaux seulement, 4,044 comportaient une incapacité temporaire et 196 une incapacité permanente; 33 étaient des accidents mortels.

17.—Opérations de la Commission sur les accidents de travail, Manitoba, 1931-39

NOTA.—Les statistiques pour les années 1917-30 sont données à la page 790 de l'Annuaire de 1938

Année	Compensation			Accidentés indemnisés
	Indemnités	Soins médicaux	Totaux	
	$	$	$	nombre
1931	670,461	177,552	848,013	6,671
1932	636,975	165,969	802,944	5,695
1933	456,180	141,536	597,716	5,505
1934	562,276	169,598	731,874	6,578
1935	572,262	189,829	762,091	8,237
1936	702,321	211,307	913,628	9,299
1937	688,312	204,259	892,571	9,153
1938	784,816	202,925	987,741	9,331
1939	736,903	196,090	932,993	9,401

Saskatchewan.—La Commission d'indemnisation des accidentés fonctionne régulièrement depuis le 1er juillet 1930; sa juridiction s'étend à la presque totalité des salariés de la province, sauf aux employés des chemins de fer (convois), aux travailleurs occasionnels, aux ouvriers des fermes et des ranchs, aux domestiques, aux concierges, aux employés des magasins de détail et à toux ceux qui ne peuvent être classés comme ouvriers.

La loi est administrée par une commission de trois personnes et pourvoit à la responsabilité collective des employeurs intéressés. L'échelle des indemnités est analogue à celle des autres lois de ce genre.

18.—Opérations de la Commission sur les accidents de travail, Saskatchewan, 1930-40

Année	Compensation			Accidentés indemnisés
	Indemnités	Soins médicaux	Total	
	$	$	$	nombre
1930 (6 mois)	131,338	28,434	159,772	2,639
1931	308,662	100,748	409,410	3,969
1932	255,933	73,398	329,331	2,844
1933	224,738	58,099	282,838	2,389
1934	207,842	60,029	267,871	3,222
1935	245,065	70,670	315,735	3,568
1936	357,545	89,930	447,475	4,642
1937	349,862	98,928	448,791	4,296
1938	369,711	106,874	476,586	4,219
1939	388,848	103,897	492,745	4,984
1940	371,894	121,455	493,350	5,260

Alberta.—La loi de compensation des accidents de travail de 1918 est effective depuis le 1er août 1918 en ce qui concerne les mines et depuis le 1er janvier 1919 pour toutes les autres industries excepté l'agriculture, les chemins de fer, le commerce de détail et les bureaux. Les chemins de fer (employés ambulants non compris) ont aussi été placés sous l'empire de cette loi en 1919 et un autre amendement de 1928 ne laisse que les conducteurs et serre-freins en dehors de cette loi.

Les chiffres indiqués au tableau **19** ne comprennent pas ceux qui ont été transférés au fonds de pension, ni les frais d'administration, ni les sommes affectées à la solde du passif estimatif. Le nombre d'accidentés indemnisés de la dernière colonne ne comprend pas les réclamations dont il a été disposé en payant les notes du médecin seulement.

19.—Opérations de la Commission sur les accidents de travail, Alberta, 1931-40

NOTA.—Les statistiques pour les années 1921-30 sont publiées à la page 791 de l'Annuaire de 1938

Année	Compensation			Réclamations	Accidentés indemnisés
	Indemnité	Soins médicaux	Total		
	$	$	$	nombre	nombre
1931	452,643	216,212	668,855	10,049	4,878
1932	407,284	203,745	611,029	8,974	4,607
1933	291,406	143,675	435,081	8,160	3,398
1934	312,092	169,490	481,582	9,608	4,090
1935	353,292	205,891	559,183	11,058	4,813
1936	436,498	262,801	699,299	12,381	4,834
1937	446,716	290,733	737,449	13,177	5,096
1938	468,626	317,807	786,433	13,377	6,367
1939	464,398	339,388	803,786	13,504	6,584
1940	447,362	292,565	739,927	14,632	6,384

Colombie Britannique.—La loi sur les accidents du travail, mise en vigueur le 1er janvier 1917, oblige à s'assurer contre les accidents presque toutes les industries de la province. La prime d'assurance prélevée sur les employés est basée sur le risque de l'industrie. Tous les employeurs doivent, en vertu de la loi, retenir en plus un centin par jour ou fraction de jour sur le salaire de leurs ouvriers et remettre cet argent à la Commission au crédit du fonds d'aide médicale qui pourvoit à toutes les dépenses en frais de médecin, d'opération et d'hôpital.

20.—Opération de la Commission sur les accidents de travail, Colombie Britannique, 1930-39

NOTA.—Les chiffres pour les années 1917-29 sont donnés à la page 792 de l'Annuaire de 1938

Année	Compensation			Réclamations (chiffres bruts)
	Indemnités	Soins médicaux	Total	
	$	$	$	nomb.
1930	3,403,743	773,397	4,177,140	33,285
1931	2,572,254	568,289	3,140,543	25,877
1932	1,8o0,021	447,423	2,307,445	19,011
1933	1,501,700	368,482	1,870,183	18,274
1934	1,590,817	410,126	2,000,943	22,354
1935	2,092,389	506,741	2,599,130	26,280
1936	2,536,166	595,894	3,132,060	29,677
1937	2,966,110	684,115	3,650,225	35,005
1938	3,182,762	701,953	3,884,715	31,505
1939	3,404,434	720,265	4,124,699	33,173

Section 7—Conflits industriels

Depuis sa création, c'est-à-dire en 1900, le Ministère fédéral du Travail a colligé les statistiques des grèves et des contre-grèves au Canada.

Les chiffres portés dans la colonne des jours de travail perdus dans les tableaux **21-23** sont obtenus en multipliant le nombre de grévistes ou de victimes d'un lock-out par le nombre de jours de travail qu'a duré un conflit.

Les résumés de ces chiffres et les détails relatifs aux grèves et lock-outs durant 1940 ont été publiés dans la Gazette du Travail de mars 1941, pp. 255-281.

Conflits industriels en ces dernières années.—De 1931 à 1937, le nombre moyen de grèves et lock-outs, d'ouvriers affectés et de journées de travail perdues est substantiellement plus élevé que durant la période de 1926 à 1930, mais il est encore plus bas que les années antérieures à 1926 alors que les grèves de charbon impliquaient un plus grand nombre d'employés et causaient une lourde perte de temps. En 1938, les chiffres sont à peu près les mêmes que la moyenne de 1926-30, mais en 1939, malgré le nombre inférieur de grèves comparativement à 1938, deux fois plus de travailleurs sont impliqués avec une augmentation correspondante de temps perdu. En 1940 le nombre de grèves a augmenté d'environ un tiers sur 1939, avec une augmentation à peu près équivalente dans le temps perdu, mais le nombre de travailleurs impliqués a augmenté de cinquante pour cent. Depuis 1931, la plupart des conflits graves ont éclaté dans les industries textiles et la confection des vêtements, l'abatage du bois, les scieries et les industries où l'on travaille le bois. Les charbonnages contribuent aussi une proportion substantielle. En 1940 presque la moitié de la perte de temps est attribuable aux grèves dans les industries textiles et du vêtement. Les grèves les plus importantes de l'année comprennent celles des soieries de Drummondville, Qué., des cotonneries de Milltown, N.-B., des couturiers de Montréal, Qué., des pêcheurs de saumons sur la côte de la Colombie Britannique et des matelots des Grands Lacs et du St-Laurent.

21.—Grèves et lock-outs, 1931-40, avec totaux pour 1901-30

NOTA.—Pour les années 1901-20 voir l'Annuaire de 1933, p. 775, et pour 1921-30, l'Annuaire de 1938, p. 793.

Année	Charbonnages			Autres industries que les charbonnages			Toutes industries			
							Nombre de différends			
	Nombre de différends en cours durant l'année	Employés affectés	Jours de travail perdus	Différends en cours durant l'année	Employés affectés	Jours de travail perdus	En cours durant l'année	Nés dans l'année	Employés affectés	Jours de travail perdus
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Totaux 1901-30	**388**	**266,148**	**8,975,412**	**3,463**	**716,355**	**13,890,333**	**3,851**	**3,736**	**982,503**	**22,865,745**
1931	9	2,129	11,523	79	8,609	192,715	88	86	10,738	204,238
1932	33	8,540	132,766	83	14,850	122,234	116	111	23,390	255,000
1933	21	3,028	33,019	104	23,530	284,528	125	122	26,558	317,547
1934	26	11,461	91,459	165	34,339	483,060	191	189	45,800	574,519
1935	17	6,131	61,032	103	27,138	222,996	120	120	33,269	284,028
1936	22	8,655	56,766	134	26,157	220,231	156	155	34,812	276,997
1937	44	15,477	112,826	234	56,428	773,567	278	274	71,905	886,393
1938	25	5,054	21,366	122	15,341	127,312	147	142	20,395	148,678
1939	48	31,102	111,274	74	9,936	113,314	122	120	41,038	224,588
1940	65	31,223	68,734	103	29,396	197,584	168	166	60,619	266,318

En 1940, les grèves et contre-grèves importantes, par industrie, se répartissent comme suit, par province: les charbonnages, la pêche, l'industrie de l'acier et le travail de garage en Nouvelle-Ecosse; l'industrie textile du coton et le transport par eau (débardeurs) au Nouveau-Brunswick; les soieries, cotonneries et verreries et la confection de robes dans le Québec; les fonderies, les ateliers de machinerie, les usines de caoutchouc, la construction de navires et le commerce (charbon) en Ontario; l'extraction du charbon en Alberta; la pêche au saumon et l'extraction de l'or en Colombie Britannique. Une grève interprovinciale a impliqué les matelots (hommes d'équipage, etc.) des Grands Lacs et du St-Laurent.

22.—Grèves et lock-outs, par province, employés affectés et perte de temps, 1939 et 1940

Province	1939				1940			
	Différends	Employés affectés	Temps perdu		Différends	Employés affectés	Temps perdu	
			Jours de travail	P.c. du total			Jours de travail	P.c. du total
	nomb.	nomb.	nomb.		nomb.	nomb.	nomb.	
Ile du Pr.-Edouard	2	150	175	0·1	2	75	75	0·0
Nouvelle-Ecosse	44	29,527	97,435	43·4	71	31,096	66,323	24·9
Nouv.-Brunswick	5	694	1,365	0·6	4	1,763	16,850	6·3
Québec	18	2,504	16,165	7·2	23	8,653	106,579	40·0
Ontario	34	5,132	60,226	26·8	51	10,167	41,495	15·6
Manitoba	4	144	579	0·3	4	129	308	0·1
Saskatchewan	1	400	14,000	6·2	Nil	–	–	–
Alberta	10	1,574	19,043	8·5	7	882	8,238	3·1
Col. Britannique	4	913	15,600	6·9	5	1,854	16,450	6·2
Interprovinciales	Nil	–	–	–	1	6,000	10,000	3·8
Totaux	**122**	**41,038**	**224,588**	**100·0**	**168**	**60,619**	**266,318**	**100·0**

En 1939, les conflits industriels les plus importants ont lieu dans l'industrie manufacturière (principalement les produits du caoutchouc; les textiles, la confection, etc.; et les produits métalliques); les mines (surtout le charbon); et le commerce (poisson). En 1940, ils sont survenus dans l'industrie manufacturière (principalement les textiles, la confection, etc.); le transport par eau; et la pêche.

23.—Grèves et lock-outs, par industrie, 1939 et 1940

Industrie	1939					1940				
	Différends	Employés affectés		Temps perdu		Différends	Employés affectés		Temps perdu	
		Nombre	P.c. du total	Jours de travail	P.c. du total		Nombre	P.c. du total	Jours de travail	P.c. du total
Agriculture	[1]	[1]	–	[1]	–	[1]	[1]	–	[1]	–
Exploitation forestière	1	70	0·1	210	0·0	1	50	0·1	200	0·1
Pêche et piégeage	1	15	0·0	40	0·0	5	1,855	3·1	12,070	4·5
Mines, etc.[2]	50	31,333	76·4	122,074	54·4	70	31,652	52·2	76,303	28·6
Industries manufacturières	43	7,901	19·3	80,962	36·1	56	16,118	26·6	148,631	55·8
Substances végétales, etc.	[1]	1	–	1	–	3	290	0·5	410	0·2
Tabac et spiritueux	[1]	1	–	1	–	[1]	1	–	1	–
Caoutchouc	6	2,062	5·0	42,460	18·9	2	347	0·6	1,564	0·6
Produits animaux	[1]	1	–	1	–	[1]	1	–	1	–
Chaussure (cuir)	1	16	0·0	64	0·0	2	86	0·2	2,645	1·0
Fourrure, cuir et autres produits animaux	2	76	0·2	508	0·2	[1]	1	–	1	–
Textiles, vêtements, etc.	19	3,840	9·4	27,835	12·4	27	10,992	18·1	118,533	44·5
Pulpe et papier	[1]	1	–	1	–	[1]	1	–	1	–
Impression et édition	1	20	0·1	60	0·0	[1]	1	–	1	–
Divers produits du bois	4	381	0·9	1,005	0·5	2	318	0·5	913	0·3
Ouvrages en métal	7	1,272	3·1	6,370	2·9	17	3,579	5·9	19,626	7·4
Métalloïdes, produits chimiques, etc.	1	104	0·3	2,500	1·1	2	430	0·7	4,750	1·7
Produits divers	2	130	0·3	160	0·1	1	76	0·1	190	0·1
Construction	11	683	1·7	1,414	0·6	18	1,953	3·2	4,476	1·7
Edifices et charpentes	3	149	0·4	295	0·1	6	508	0·8	1,398	0·5
Chemins de fer	[1]	1	–	1	–	[1]	1	–	1	–
Construction navale	1	150	0·4	600	0·3	3	900	1·5	2,450	0·9
Ponts[3]	[1]	1	–	1	–	[1]	1	–	1	–
Routes	6	377	0·9	504	0·2	[1]	1	–	1	–
Canaux, ports, etc.	[1]	1	–	1	–	[1]	1	–	1	–
Autres	1	7	0·0	15	0·0	9	545	0·9	628	0·3
Transports et utilités publiques	4	265	0·6	325	0·2	7	6,816	11·3	15,087	5·7
Trains à vapeur	1	80	0·2	60	0·0	[1]	1	–	1	–
Tramways	[1]	1	–	1	–	[1]	1	–	1	–
Transports par eau	3	185	0·4	265	0·2	5	6,591	10·9	11,287	4·2
Transports locaux	[1]	1	–	1	–	2	225	0·4	3,800	1·5
Télégraphe et téléphone	[1]	1	–	1	–	[1]	1	–	1	–
Electricité et gaz	[1]	1	–	1	–	[1]	1	–	1	–
Autres	[1]	1	–	1	–	[1]	1	–	1	–
Commerce	4	563	1·4	18,864	8·4	4	1,404	2·3	6,668	2·5
Finance	[1]	1	–	1	–	[1]	1	–	1	–
Services	8	208	0·5	699	0·3	7	771	1·2	2,883	1·1
Administration[4]	[1]	1	–	1	–	1	35	0·0	70	0·0
Amusements	5	183	0·4	219	0·1	[1]	1	–	1	–
Confection et réparation	1	7	0·0	125	0·0	1	100	0·2	1,000	0·7
Bureaux et services personnels	2	18	0·1	355	0·2	5	636	1·0	1,813	0·4
Divers	[1]	1	–	1	–	–	–	–	–	–
Totaux	122	41,038	100·0	224,588	100·0	168	60,619	100·0	266,318	100·0

[1] Aucune déclarée. [2] Y compris l'affinage des métaux non ferreux. [3] Y compris l'érection de tous les grands ponts. [4] Y compris les services d'eau.

Causes et résultats des conflits industriels.—Depuis l'inauguration de la statistique sur ces différends, en 1901, la cause la plus importante des conflits industriels a été la question des salaires, mais depuis 1936 les questions de syndicalisme (principalement la reconnaissance des unions, le congédiement d'employés pour prosélytisme syndical et comme membre de syndicats, l'embauchage d'ouvriers syndiqués seulement) ont été la cause de nombreuses grèves et d'environ 40 p.c. de la perte totale de temps. En 1940, les changements dans les salaires, principalement pour des augmentations, ont provoqué le plus grand nombre de grèves, mais les questions de syndicalisme ont encore été la cause de plusieurs conflits, et si l'on mesure ces derniers par le temps perdu, la demande de reconnaissance des unions a été la principale cause de toutes les grèves. Un nombre exceptionnellement considérable est attribuable à d'autres causes touchant les salaires et les conditions de travail, surtout dans les charbonnages.

Environ 35 p.c. de tous les différends de 1940 ont été réglés par négociations directes, 30 p.c. par le retour des employés au travail et 25 p.c. par la conciliation et l'arbitrage. Il y a une forte augmentation dans le nombre de différends réglés par la conciliation et l'arbitrage comparativement aux années antérieures à 1935, alors que les négociations mettaient fin à environ la moitié de tous les conflits. Les chiffres font voir qu'environ 8 p.c. des ouvriers directement impliqués ont réussi, que 60 p.c. n'ont que partiellement réussi et que 28 p.c. n'ont pas réussi du tout. Les autres sont compris dans 2 conflits qui n'étaient pas terminés à la fin de l'année et dans 5 conflits dont les résultats ont été indéfinis.

Section 8.—Salaires et gains

Sous-section 1.—Salaires et heures de travail de diverses catégories d'ouvriers au Canada*

Les statistiques des salaires et des heures de travail sont recueillies depuis quelques années par le Ministère du Travail et publiées dans une série de suppléments à la *Gazette du Travail*, dont le premier date de mars 1921. Les données sur lesquelles ces statistiques sont basées remontent généralement à l'année 1901. En vue de préciser le mouvement général des salaires, on a établi des nombres-indices computés depuis 1901 sur six groupes d'occupations et depuis 1911 sur la main-d'œuvre ordinaire d'usines, sur d'autres métiers d'usines et sur l'exploitation forestière. Les nombres-indices moyens, pondérés selon la moyenne du nombre d'employés dans chaque groupe, tel qu'indiqué dans les recensements de 1921 et 1931, sont aussi donnés. La pondération n'a pas été appliquée par groupe. Dans les groupes d'occupations ou d'industries tels que ceux-ci, la pondération donne une différence comparativement petite, vu que les taux des gages dans les différentes classes de travail tendent à monter et à descendre dans une même mesure pour les différentes localités. Dans les trois groupes, ouvriers d'usines non spécialisés, ouvriers d'usines spécialisés et ouvriers de l'industrie du bois, les nombres-indices étant calculés d'après les échantillons, les moyennes sont automatiquement pondérées d'après le nombre d'échantillons qui varie suivant le nombre d'ouvriers dans les différentes occupations et industries. Le mouvement à la hausse remarqué dans les nombres-indices de certains groupes en 1934 s'est généralisé en 1935 et s'est continué en 1936, 1937 et 1938, ainsi que dans une faible mesure en 1939. En 1940, cette tendance à la hausse est beaucoup plus prononcée, reflétant la plus grande activité industrielle sous les conditions de guerre et une certaine augmentation dans le coût de la vie. Sur les chemins de fer, les gages ont été augmentés en 1937 et en 1938, le taux de 1929 étant graduellement restauré.

* On peut obtenir une étude détaillée sur les salaires et les heures de travail au Canada en s'adressant au Ministère du Travail, Ottawa. Voir pp. 795-805 de l'Annuaire de 1927-28: "Statistiques des salaires du recensement de 1921" et pp. 809-811 de l'Annuaire de 1933: "Gains au cours de l'année du recensement 1931".

24.—Nombres-indices des salaires payés à diverses catégories d'ouvriers au Canada, 1935-40

NOTA.—Les nombres-indices de 1901-31 sont donnés à la page 688 de l'Annuaire de 1932 et ceux de 1913-34 à la page 805 de l'Annuaire de 1940.

(1913=100)

Année	Bâtiment	Métallurgie	Imprimerie	Tramways électriques	Chemins de fer	Mines de charbon	Ouvriers d'usines non spécialisés	Ouvriers d'usines spécialisés	Industries du bois	Moyenne générale pondérée[1]
1935	159·8	169·7	184·5	183·7	183·9	165·8	174·9	184·7	152·3	175·4
1936	160·8	170·1	185·2	185·5	183·9	165·9	179·7	188·8	165·9	178·6
1937	165·3	187·4	187·8	1ɒ0·5	196·1	166·8	195·5	203·7	188·1	191·7
1938	169·4	189·3	190·7	193·7	204·3	174·4	199·7	210·3	197·2	197·4
1939	170·7	189·8	191·5	194·9	204·3	174·5	201·4	211·8	194·3	198·3
1940	174·6	198·2	194·6	200·4	204·3	176·2	208·2	221·0	201·1	204·4

[1] Pondérée suivant le nombre moyen d'employés dans chaque groupe en 1921 et 1931.

L'indice sur la base de 1913, donné au tableau **24**, a été remplacé par un nouvel indice sur la base des salaires de 1935–39 = 100, pour correspondre avec le nouvel indice du coût de la vie sur la même base.

La nouvelle série a été construite d'après les groupes du tableau précédemment publié avec l'inclusion de quatre nouveaux groupes, à savoir, l'extraction des métaux, les navires à vapeur, les blanchisseries et les employés de téléphone. Afin d'obtenir la moyenne générale, ces nouveaux groupes ont été pondérés de la même façon que les autres groupes d'industries dans le tableau, c'est-à-dire suivant le nombre moyen d'employés dans chaque industrie aux recensements de 1921 et 1931. Pour l'extraction des métaux la moyenne de 1921, 1931 et 1938 a été employée, comme il y a eu dans le nombre d'employés de ce groupe une plus grande augmentation que pour les autres industries. Dans ces quatre nouveaux groupes, chaque donnée de groupe, étant calculée d'après les échantillons, est automatiquement pondérée par le nombre d'échantillons.

Tous les nouveaux groupes ne sont pas montrés dans le tableau **25**, mais la moyenne générale comprend les trois groupes qui y sont mis. Une série complète des nombres-indices, avec des détails sur la pondération et le nombre de classes couvertes, sont donnés à la page 7 de "Salaires et heures de travail au Canada", publié par le Ministère du Travail, Ottawa.

25.—Nombres-indices des salaires payés à diverses catégories d'ouvriers au Canada, 1901-40

(1935-39 = 100)

Année	Bâtiment	Métallurgie	Imprimerie	Tramways électriques	Chemins de fer	Mines de charbon	Ouvriers d'usines non spécialisés	Ouvriers d'usines spécialisés	Industries du bois	Extraction des métaux	Moyenne générale pondérée[1]
1901.....	31·5	37·8	32·0	33·7	35·4	48·8	–	–	–	62·9	37·3
1902.....	38·9	38·7	32·8	35·8	37·0	49·4	–	–	–	63·3	40·1
1903.....	40·8	40·4	33·3	37·5	38·6	50·3	–	–	–	61·2	41·6
1904.....	42·2	41·9	35·2	38·5	39·5	50·2	–	–	–	59·7	42·5
1905.....	44·2	43·4	36·5	38·7	38·3	50·9	–	–	–	60·3	43·2
1906.....	46·5	44·0	38·4	40·0	40·8	51·6	–	–	–	64·2	45·0
1907.....	48·5	45·4	41·7	42·9	41·6	55·2	–	–	–	63·4	46·5
1908.....	49·3	46·7	42·8	43·1	44·3	55·9	–	–	–	64·4	48·0
1909.....	50·3	47·5	44·4	42·8	44·4	56·1	–	–	–	65·0	48·6
1910.....	52·6	49·0	46·7	45·2	46·3	55·6	–	–	–	64·2	50·2
1911.....	54·6	50·2	48·8	46·4	49·2	57·5	49·9[2]	47·7[2]	53·6[2]	64·9	50·6
1912.....	58·1	52·6	51·1	48·7	50·3	58·0	51·6	48·6	55·0	68·2	52·2
1913.....	60·5	55·2	53·2	52·7	51·4	59·0	52·6	50·0	55·7	67·1	53·7
1914.....	61·0	55·4	54·5	53·2	52·4	60·1	53·1	51·6	52·7	67·2	54·4
1915.....	61·4	56·0	55·1	51·6	52·3	60·4	53·1	53·1	49·6	68·1	54·8
1916.....	62·0	59·0	56·3	53·9	54·4	65·9	58·0	57·6	61·0	75·2	58·7
1917.....	66·5	70·6	59·2	60·4	64·0	77·2	67·9	64·0	72·5	83·4	66·7
1918.....	76·2	85·6	65·8	75·3	81·2	93·1	80·1	73·4	83·8	90·6	78·6
1919.....	89·7	99·3	77·6	86·0	94·6	100·6	94·7	90·1	94·5	90·9	92·3
1920.....	109·5	115·5	97·9	102·4	113·6	116·6	113·2	108·5	112·9	105·8	110·3
1921.....	103·2	103·0	102·9	101·3	100·7	122·9	100·2	101·1	85·0	97·9	100·8
1922.....	98·4	95·8	102·3	97·2	94·8	116·7	96·2	94·6	88·4	90·5	95·6
1923.....	100·7	96·0	100·5	98·2	95·8	116·7	95·5	98·1	94·9	94·5	97·8
1924.....	102·7	96·8	102·1	98·3	95·8	113·5	96·3	98·8	101·9	94·6	98·9
1925.....	103·1	96·7	102·6	99·0	95·8	98·9	97·9	97·8	99·5	95·9	98·3
1926.....	104·2	97·8	102·9	99·3	95·8	98·8	98·5	98·4	100·7	95·8	98·9
1927.....	108·5	98·2	103·8	100·1	102·0	99·1	98·7	99·7	101·8	95·9	101·0
1928.....	112·3	99·3	105·5	102·3	102·0	99·6	98·4	100·5	102·6	95·8	102·1
1929.....	119·6	101·8	107·7	104·7	105·0	99·6	98·7	101·1	103·3	96·4	104·1
1930.....	123·0	102·9	108·2	105·1	105·0	99·9	98·9	101·2	102·4	96·5	104·7
1931.....	118·5	100·9	109·2	104·7	102·4	99·9	96·4	98·7	90·8	95·2	101·6
1932.....	107·9	96·4	103·4	100·7	94·6	96·8	91·3	92·2	78·7	92·2	94·7
1933.....	95·6	93·3	98·1	96·3	92·4	95·5	88·4	87·9	67·8	91·1	89·7
1934.....	93·7	92·7	97·7	96·2	89·3	96·1	89·8	90·3	80·8	93·4	90·9
1935.....	96·7	93·6	98·2	96·8	94·6	97·8	92·0	92·2	84·8	95·2	93·3
1936.....	97·3	93·8	98·6	97·8	94·6	97·9	94·5	94·4	92·4	97·6	95·0
1937.....	100·1	103·4	99·9	100·4	100·8	98·4	102·8	101·9	104·7	101·9	101·8
1938.....	102·5	104·4	101·5	102·1	105·0	102·9	105·0	105·2	109·8	102·4	104·7
1939.....	103·3	104·7	101·9	102·7	105·0	102·9	105·9	106·0	108·2	102·8	105·1
1940.....	105·7	109·3	103·6	105·6	105·0	104·0	109·5	110·6	112·0	103·5	108·3

[1] Comprend les navires à vapeur, les blanchisseries et les employés de téléphone. [2] Première année pour laquelle un indice a été calculé.

Des tableaux sur les gages et heures de travail des ouvriers non spécialisés de certaines villes paraissent dans les éditions antérieures à 1932. Des renseignements détaillés pour 1940 seront trouvés à la page 78 de "Salaires et Heures de travail au Canada", publié comme supplément à la *Gazette du Travail* pour avril 1941, et pouvant être obtenu du Ministère du Travail, Ottawa. Pour les cinq villes du tableau **26**, les renseignements sont compris sous l'en-tête "Travail non spécialisé".

26.—Salaires et heures de travail de différents métiers et d'ouvriers d'usine non spécialisés dans certaines villes du Canada, 1940

Métiers	Halifax		Montréal		Toronto		Winnipeg		Vancouver	
	Salaire par heure	Heures par semaine	Salaires par heure	Heures par semaine	Salaire par heure	Heures par semaine	Salaire par heure	Heures par semaine	Salaire par heure	Heures par semaine
	$	nomb.	$	nomb.	$	nomb.	$	nomb.	$	nomb.
Construction—										
Briqueteurs et maçons	1·00	44	·88	44	1·05	40	1·10	44	1·10	40
Charpentiers	·70	44	·77	44	·95	40	·85	44	·75–·90	40-44
Electriciens	·95	44	·83	44	1·10	40	·85	44	·85–1·00	40-44
Peintres	·65	44	·70	44	·80	40	·70	44	·62½–·80	40-44
Plâtriers	·85	44	·88	44	1·00	40	1·10	44	1·00	40
Plombiers	·95	44	·85	44	1·00	40	·95	44	1·00	40-44
Tôliers	·70	44	·75	44	1·00	40	·70	44	1·00	40-44
Tail. de pierre	·70	44	·88	44	·95	40	·90	44	1·00	40
Manoeuvres	·30–·40	44-48	·44	44-50	·40–·50	40-50	·42½–·50	44-48	·45–·50	40-48
Métallurgie—										
Forgerons	·67–·90	40-44	·50–·80	40-60	·50–·80	40-58	·40–·75	40-50	·70–·95	40-44
Chaudronniers	·67–·90	40-44	·55–·90	40-48	·44–·70	44-56	·55–·79	50	·75–·95	40-44
Machinistes	·65–·90	40-44	·50–·90	40-60	·50–·96	40-59	·50–·80	40-50	·65–·95	40-48
Mouleurs	·70–·85	44-48	·50–·90	36-60	·55–·89	32-59	·53–·70	40-50	·70–·80	40-45
Imprimerie—	Gages par semaine		Gages par semaine		Gages par semaine		Gages par semaine		Gages par semaine	
Typographes à la machine ou à la main, journaux	35·00	40	37·00–47·00	40	47·00	40	41·00	46	39·75	37½
Typographes, à la machine ou à la main, trav. de ville	25·00–35·00	44-48	36·00–40·00	45	31·00–40·00	44-48	35·20–39·60	44-48	40·00–40·50	40-44
Pressiers, journaux	24·00–34·00	46-48	32·00–43·00	44-48	47·00	40	40·00	48	47·70	48
Pressiers, trav. de ville	25·00–30·00	44-48	36·00–40·00	45	30·00–40·00	44-48	28·00–38·50	44-48	40·00–40·70	40-44
Relieurs	28·00–35·00	45-47	36·00	45	29·00–38·00	44-48	33·00–39·00	44-48	37·20–45·00	40-48
Relieuses	11·00–12·00	44-47	12·60–15·30	45	12·50–18·00	44-48	9·00–17·00	44-48	14·00–20·00	40-48
Tramways électriques—	Gages par heure		Gages par heure		Gages par heure		Gages par heure		Gages par heure	
Conducteurs et wattmen[1]	·65	51	·60	54	·63	44	·56½	42	·63	48
Filistes	·55–·77	44	·58–·62	48	·75–·81	44	·48½–·90½	44	·68½–·97	40
Ouv. de hang.	·56–·77	44-52	·39–·68	45	·57–·84	44-48	·43–·70	44-48	·52–·75	44-48
Electriciens	·63–·82	44	·62–·68	45	·63–·82	44-48	·57½–·70	44-48	·70–·75	44
Cantonniers et manoeuvres	·40–·55	44	·35–·40	48	·48–·53	48	·43	48	·45½–·54	44
Ouvriers d'usine non spécialisés	·30–·45	44-55	·25–·50	40-60	·30–·60	32-60	·32–·60	44-58	·35–·60	40-48

[1]Taux maxima basés sur la longueur du trajet; trams à conducteur unique à Halifax; 5 cents en sus pour les conducteurs de trams à conducteur unique à Montréal, Toronto et Winnipeg; 6 cents en plus à Vancouver.

Salaire moyen de la main-d'œuvre agricole.—Le coût du travail agricole a atteint son plus haut niveau en 1920. Les deux années suivantes il y a une baisse rapide, tandis que de 1923 à 1929 on constate peu de changement. Avec la baisse des prix des produits agricoles due à la dépression, les gages

agricoles montrent aussi des réductions marquées et continues de 1930 à 1933. Depuis 1934 il y a de faibles augmentations chaque année, mais les gages moyens pour les hommes et les femmes sont encore bien au-dessous de ceux de 1930.

Les chiffres du tableau 27 ne comprennent que les gens engagés comme employés à gages sur les fermes. Toutes les employées à gages sur les fermes sont comprises, même si elles ne sont que des domestiques.

27.—Moyenne des gages et de la pension de la main-d'œuvre agricole, d'après les estimations des correspondants agricoles, 1914, 1920, 1930 et 1939-40, et par province, 1939-40

NOTA.—H=Hommes. F=Femmes

Province et année	Gages		Pension		Gages et pension		Province et année	Gages		Pension		Gages et pension	
	H.	F.	H.	F.	H.	F.		H.	F.	H.	F.	H.	F.
	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$	$	$
Canada.....**1914**	**155**	**57**	**168**	**132**	**323**	**189**	Ontario.....1939	252	165	188	155	440	320
1920	**543**	**275**	**278**	**217**	**821**	**492**	1940	289	186	194	159	483	345
1930	**326**	**210**	**233**	**199**	**559**	**409**							
1939	**245**	**140**	**179**	**143**	**424**	**283**	Manitoba....1939	221	124	177	143	398	267
1940	**275**	**151**	**181**	**145**	**456**	**296**	1940	239	134	170	142	409	276
Ile du P.-E..1939	219	128	153	131	372	259	Sask.....1939	218	122	163	140	381	262
1940	231	132	168	136	399	268	1940	243	134	164	136	407	270
Nouv.-E.....1939	271	143	181	128	452	271							
1940	299	142	173	123	472	265	Alberta.....1939	251	143	180	152	431	295
Nouv.-B.....1939	293	143	146	121	439	264	1940	288	157	187	158	475	315
1940	353	151	165	133	518	284							
Québec.....1939	243	124	155	116	398	240	Colombie B.1939	285	172	240	198	525	370
1940	288	142	165	120	453	262	1940	314	183	237	196	551	379

Sous-section 2.—Gains en l'année de recensement 1931*

Le nombre total de salariés au Canada à déclarer des gains l'année de recensement terminée le 1er juin 1931 est de 2,476,414 ou 96·35 p.c. de tous les salariés et le montant global de leurs gains est de $2,100,552,700. Le tableau de la p. 818 de l'Annuaire de 1937 montre les statistiques des salariés, par sexe, et leurs gains, années de recensement 1911, 1921 et 1931.

Section 9.—Réglementation des taux de salaire minimum au Canada

La réglementation des salaires minimums est sous la juridiction provinciale. Toutes les provinces canadiennes, excepté l'Ile du Prince-Edouard, ont adopté des lois pourvoyant aux salaires minimums dans certains métiers et industries; des commissions qui fixent et mettent en vigueur les taux minimums. Cette législation a été adoptée entre 1918 et 1920 dans toutes les provinces, excepté le Nouveau-Brunswick. Dans la Nouvelle-Ecosse cette législation s'applique aux femmes seulement, mais dans les autres provinces elle s'applique maintenant aux hommes et aux femmes. Il y a également des lois pour la restriction des heures de travail qui sont fixées, dans quelques provinces, par les commissions de salaires minimums et, dans les autres, par les lois sur les manufactures, etc. Les sections sur la législation ouvrière de cette édition et des éditions antérieures de l'Annuaire (voir Index) couvrent la législation mise en vigueur.

En Colombie Britannique, depuis 1925, et au Manitoba, depuis 1931, des ordonnances distinctes sont en vigueur pour certaines classes d'ouvriers et la portée en a été étendue davantage en 1934 et les années suivantes. Au Nouveau-Brunswick, la loi des relations ouvrières et industrielles de 1938 qui reproduit les dispositions

* Renseignement compilés par le Bureau Fédéral de la Statistique.

de la loi des salaires raisonnables, 1936, pourvoit à l'établissement de taux minimums de salaires; les premières ordonnances d'application générale ont été émises en 1940 et portent sur les employés de l'industrie des produits laitiers à Saint John et dans les paroisses de Lancaster et Simonds, les mécaniciens de garage à Saint John et Fredericton et certains employés de l'industrie du bois d'œuvre et du bois de pulpe dans plusieurs comtés. En Saskatchewan, depuis 1936, et dans le Québec, depuis 1937, toutes les ordonnances sur les salaires minimums pour les femmes s'appliquent également aux hommes. En Alberta, les ordonnances distinctes pour des ouvriers ont été émises en 1937 pour la première fois. En Ontario, en vertu de la loi sur les salaires minimums de 1937, la législation s'étend aux hommes, mais une ordonnance seulement pour les hommes a été mise en vigueur à la fin de 1940, à savoir, celle se rapportant à l'industrie des textiles. Dans le Québec et le Nouveau-Brunswick, les salaires dans les opérations d'abatage du bois sont établis par les lois sur les opérations forestières.

Dans le Québec, certains taux de salaires établis par des conventions collectives sont devenus obligatoires pour les industries dans certains districts ou à travers toute la province, en vertu de la loi relative à l'extension des conventions collectives de travail de 1934, de la loi relative aux salaires des ouvriers, 1937, de la loi relative aux conventions collectives de travail, 1938, et la loi de convention collective, 1940. La loi de l'étalonnage industriel de l'Ontario et de l'Alberta, 1935, celle de la Nouvelle-Ecosse, 1936, celle de la Saskatchewan, 1937, et celle du Nouveau-Brunswick, 1939 pourvoient à des conférences d'employeurs et d'employés combinés pour l'établissement de barèmes de salaires dans les diverses industries des districts concernés.

Des renseignements sur les salaires minimums applicables aux contrats du Gouvernement fédéral pour la fabrication et la fourniture d'outillage, de provisions, de vêtements, etc. paraissent à la p. 664 sous l'en-tête "Section des salaires équitables".

Sous-section 1.—Salaires minimums des femmes

Le tableau 28, p. 715, donne des renseignements sur les taux minimums de salaires pour les femmes et les heures maximums de travail auxquelles ces taux s'appliquent dans la principale ville industrielle de chaque province avec ordonnances de salaires minimums à la fin de 1940. Ces renseignements sont plutôt un résumé statistique des salaires minimums et des heures de travail des ouvriers expérimentés dans les industries données pour ces villes particulières. Les ordonnances varient tellement entre provinces et entre différentes parties d'une province qu'il est difficile de présenter tous les renseignements sous forme de tableau; les données des villes sont suffisamment représentatives pour fins générales. Bien que les taux minimums, tels que donnés pour ces villes soient généralement plus élevés qu'en d'autre parties des différentes provinces, ils représentent de grandes proportions de travailleurs.

Les taux donnés pour Halifax s'appliquent aux cités et villes de la Nouvelle-Ecosse d'une population de 17,000 âmes et plus; les taux de moins de $1 par semaine s'appliquent aux villes de moins de 17,000 âmes. Dans le Québec, une ordonnance générale couvre toutes les industries (excepté l'agriculture et le service domestique) qui ne font pas l'objet d'ordonnances spéciales ou d'ententes en vertu de la loi de convention collective; l'ordonnance divise la province en zones avec différents taux dans chaque zone dont les plus élevés sont ceux de Montréal et du district. Dans cette ordonnance, les taux sont établis pour trois périodes hebdomadaires de travail de 48, 54 et 60 heures. En Ontario, les taux sont fixés d'après l'importance de la municipalité; le taux de Toronto est le plus élevé et celui d'Ottawa, Hamilton, London et Windsor est légèrement inférieur. Pour certaines industries, tout le reste de

la province commande un même taux tandis que pour d'autres industries il y a encore baisse progressive suivant l'importance de l'endroit. Au Manitoba, il y a deux taux pour la plupart des industries concernées; le premier s'applique généralement aux villes incorporées et à la région comprise dans le district d'aqueduc du Grand-Winnipeg et le second, aux autres parties de la province. Les taux donnés pour Regina s'appliquent à toutes les cités de la Saskatchewan et aussi aux villes d'Estevan et de Melville, excepté dans le cas des hôtels et restaurants qui ont un taux moins élevé dans ces villes. Pour l'Alberta et la Colombie Britannique, les taux donnés pour Edmonton et Vancouver s'appliquent à toutes les parties de ces provinces, excepté qu'en Alberta le taux des opératrices de téléphone s'applique aux districts ruraux seulement quand le central téléphonique a 100 lignes ou plus.

Il faut se rappeler que les taux donnés ici s'appliquent seulement aux ouvrières pleinement expérimentées. Les ordonnances des différents bureaux ou commissions provinciaux, dans presque tous les cas, stipulent des taux plus bas pour les mineures, les débutantes, les apprenties, etc. En quelques provinces, les ordonnances comprennent des règlements sur les conditions d'emploiement, hygiéniques, etc. Les commissions chargées des lois de salaires minimums peuvent fixer des taux spéciaux pour les ouvrières atteintes d'une infirmité et en certaines provinces ces ouvrières doivent avoir un permis. Quand des taux inférieurs au minimum ordinaire sont établis pour les débutantes il existe généralement une restriction à la proportion d'employées qui peuvent être engagées à un tel taux inférieur. Des taux de temps partiel et de sur-temps peuvent être établis par les commissions.

Pour données complètes sur les métiers, occupations et industries affectés par ces lois, ainsi que sur les règlements, taux et heures de travail en vigueur, il faut voir les ordonnances des diverses autorités provinciales. Ces ordonnances ont paru en détail de temps à autre dans la *Gazette du Travail*, au moment de leur émission; elles ont aussi paru sous forme de résumé, par province, dans le Supplément à la *Gazette du Travail* sur les Salaires et les Heures de Travail avril 1941.

28.—Taux minimums de salaire hebdomadaire pour les femmes dans des villes représentatives de chaque province avec une législation de salaire minimum en vigueur, 1940

NOTA.—Le taux donné ici s'appliquent aux ouvrières adultes pleinement expérimentées dans chaque groupe. Voir texte ci-dessus pour autres conditions. Pour détails, voir le Supplément à la *Gazette du Travail* sur les Salaires et Heures de Travail, avril 1941.

Industrie	Halifax	Montréal[1]	Toronto	Winnipeg[1]	Regina[1]	Edmonton	Vancouver
Heures d'application des taux	44–50[2]	48[3]	48	48[4]	48	48	48
	$	$	$	$	$	$	$
Manufacture	11·00	12·50	12·50	12·00	13·00	12·50	14·00
Blanchissage, nettoyage à sec,	11·00	19–26 cts par h.	12·50	12·00	13·00	12·50	13·50
Magasin de détail	11·00	12·50	12·50	12·00	14·00	12·50	12·75
Hôtels, restaurants, etc.	11·00	15–30 cts par h.	26 cts par h.	12·00 ou 25 cts par h.	12·00	12·50[5]	14·00
Salons de coiffures etc.	11·00	12·50	12·50	12·00	13·00	14·00	14·25
Théâtres et lieux d'amusements	Nil	12·50	12·50	12·00	12·00	14·00	14·25
Bureaux	11·00	12·00	12·50	12·50	13·00[6]	14·00	15·00
Opératrices de téléphone	11·00	12·50	12·50	12·00	Nil	14·00[7]	15·00[7]
Opératrice d'ascenceur	Nil	13·00–17·00	12·50	12·00 ou 25 cts par h.	8·00	14·00	14·00

[1] Minimum pour les hommes aussi. [2] Excepté dans les magasins, les salons de beauté et les bureaux où ils s'appliquent à la semaine de 48 heures ou la semaine normale de moins de 48. [3] Excepté dans le cas des employées d'ascenseur, semaine de 43–50 heures. [4] 44 dans les bureaux et 50 dans les établissements de confection de robes, de coupe et de modes. [5] S'applique seulement aux restaurants. [6] S'applique seulement aux bureaux d'industries nommées dans les ordonnances de fabriques. [7] S'applique aussi aux opératrices de télégraphe.

Sous-section 2.—Salaires minimums des hommes

Les principales stipulations concernant les taux de salaire minimum pour les hommes sont données dans l'Annuaire du Canada, 1940, pp. 809–813. Les changements subséquents à ces stipulations sont relatés ci-dessous. Pour des données sur les taux fixés par une législation autre que les lois de salaires minimums, voir la sous-section 3, pp. 717–718, et le texte sur la législation ouvrière, pp. 666–668. Un résumé plus détaillé de toute la législation sur les salaires minimums des hommes se trouve dans le Supplément à la *Gazette du Travail* sur les Salaires et les Heures de Travail, avril 1941—appendice D.

Au Nouveau-Brunswick, en 1940, des ordonnances de la commission des salaires équitables, autres que celles destinées aux établissements particuliers, sont émises pour la première fois avec les taux minimums suivants: pour les porteurs de lait et certaines classes d'ouvriers de fabrique à Saint John et dans deux paroisses avoisinantes, $20 par semaine; pour d'autres (excepté les employés de bureau), $14 par semaine; pour les employés de garage à Saint John, $13·50–$27 par semaine; et à Fredericton et dans le voisinage, $12·15–$24·30; pour les chargeurs de bois d'œuvre et de bois de pulpe sur bateaux dans les comtés du nord-est, 45 cts de l'heure.

Dans le Québec, la loi des salaires minimums, 1940 (remplaçant la loi des salaires équitables, 1937, et la loi des opérations forestières, 1937) rétablit une commission du salaire minimum, et les ordonnances de l'ancienne commission des salaires équitables en vigueur le 22 juin 1940 deviennent ordonnances de la nouvelle commission. L'ordonnance générale (n° 4) fixait des salaires minimums pour tous les hommes et toutes les femmes de la province dans tous les établissements industriels et commerciaux non couverts par les ordonnances spéciales ou les ententes en vertu de la loi de convention collective. Trois ordonnances ont été émises en 1940, établissant les taux suivants pour l'abatage du bois: (1) draveurs, $3 par jour, cuisiniers, $58–$90 par mois, autres $50–$60 par mois; (2) ouvriers de pulperie, $52 par mois, travail à la pièce, $35–$58, ouvriers d'entretien et autres ouvriers spécialisés, $60; manœuvres, $55 par mois; (3) ouvriers pour le bois de chauffage et le bois de sciage, proportions spécifiées d'ouvriers, $35–$55, manœuvres, $48 par mois.

En Ontario et au Manitoba, il n'y a pas de changement en 1940 (voir pp. 809–813 de l'Annuaire de 1940 pour dernières données).

En Saskatchewan, des taux de salaire minimum sont fixés en 1940 en vertu de la loi de l'industrie de l'extraction du charbon, 1935; couche de houille profonde—mineurs, 42½–55 cts l'heure, aides, 40–45 cts; puits à ciel ouvert—opérateurs de pelle, 75 cts–$1 l'heure, mécaniciens, 75 cts, manœuvre, 40 cts, autres classes, 42½–60 cts; petites mines—camionneurs et aides d'opérateurs de machines, 40 cts l'heure; autres classes, travail à la pièce.

En Alberta, l'ordonnance générale en vertu de la loi du salaire minimum des hommes fixait des taux minimums pour les hommes de toutes les industries non autrement couvertes (excepté le travail de la ferme et le service domestique) à 25–33⅓ cts l'heure pour les gens de plus de 17 ans employés durant une semaine ou plus, et 20 cts pour ceux de moins de 17 ans; quant à ceux employés durant moins d'une semaine, 30–40 cts pour ceux de plus de 17 ans et 25 cts pour ceux de moins de 17. Le taux pour l'abatage du bois, le sciage du bois, le travail du bois, etc., en dehors du voisinage des cités, villes, etc., avec pension et logement, est élevé à $35 par mois pour 9 heures par jour et $37·50 pour 10 heures par jour. Une annexe pour l'extraction du charbon dans le district d'Edmonton fixe les taux minimums à 65 cts pour les mineurs à la machine, 50 cts pour les mineurs à la main, etc., 55 cts pour les mécaniciens d'usine génératrice, 45 cts pour les aides, etc., 40 cts pour les manœuvres, etc., et 35 cts pour les garçons.

En Colombie Britannique, un taux minimum de 75 cts l'heure est fixé pour les peintres à Vancouver, New Westminster et les environs. Un taux de 50 cts l'heure est établi pour les conducteurs d'autobus sur l'île Vancouver et l'île Saltspring.

Sous-section 3.—Salaires et heures de travail arrêtés par des ordres en conseil en certaines provinces

Les taux de salaire minimum établis par les commissions de salaires minimums exposés dans les sous-sections 1 et 2 sont dans la majorité des cas les taux les plus bas qui peuvent être payés d'après la loi dans une industrie spécifiée pour toute classe d'ouvriers y engagés et deviennent, par conséquent, les taux payés aux ouvriers non spécialisés ou non organisés. Il existe deux autres méthodes pour l'établissement de taux minimum légalement obligatoires pour les diverses occupations, métiers, etc. à la suite d'ententes ou de conférences conjointes de représentants des patrons et des ouvriers affectés.

L'une des méthodes est celle en vigueur en vertu de la loi des étalons industriels de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario, de la Saskatchewan et de l'Alberta et aussi en vertu de la partie II de la loi des salaires équitables du Manitoba. Ces lois stipulent que, à la suite d'une pétition des employés ou des patrons dans une industrie d'une région particulière ou dans la province, le ministre du Travail de cette province ou une personne déléguée par lui peut appeler en conférence les représentants des patrons et des employés; à cette conférence, une échelle de salaires et d'heures pour l'industrie, dans la région spécifiée, est établie et approuvée. Cette échelle, si le ministre considère qu'elle a été approuvée par une représentation véritable et suffisante de patrons et d'employés, peut après sa recommandation devenir obligatoire par ordre en conseil dans une zone désignée. Le ministre peut aussi établir un comité consultatif, où patrons et employés sont représentés, pour faciliter l'exécution des clauses de l'échelle. L'administration de la loi et la mise en vigueur des échelles approuvées en vertu d'icelle, dans chaque province, dépendent d'une commission provincial ou d'un représentant du gouvernement.

L'autre méthode est celle en vigueur en vertu de la loi de convention collective du Québec, 1940, autrefois la loi d'extension des conventions collectives, 1934. Elle stipule que les termes des conventions collectives, établis volontairement par les représentants des patrons et des unions ouvrières, peuvent être soumis au ministre du Travail, et si, de son avis, une proportion satisfaisante de patrons et d'employés les ont approuvés, ces termes peuvent alors, par ordre en conseil, devenir obligatoires pour l'industrie affectée dans une zone ou certaines zones ou dans toute la province. L'exécution de la loi est à la charge entière de comités conjoints de patrons et d'unions ouvrières de l'industrie.

Les salaires et heures en vigueur en vertu de ces différents types de législation dans les diverses provinces sont exposés dans le Supplément à la *Gazette du Travail* sur les Salaires et Heures, avril 1941, et le résumé de chaque ordre en conseil est donné dans la *Gazette du Travail.*

La liste des industries et métiers couverts par les ordres en conseil en vertu des lois provinciales ci-dessus à la fin de 1939 paraît dans l'Annuaire de 1940, p. 813. Les métiers ou industries suivants ont été ajoutés en 1940:—

Au Nouveau-Brunswick, en vertu de la loi des étalons industriels, 1939, des taux de salaire minimum et des heures normales sont fixés pour la ville de Saint John et le district, relativement aux métiers suivants de la construction: briqueteurs, maçons, poseurs de tuile, poseurs de terrazzo, finisseurs de ciment, plâtriers, charpentiers, peintres et plombiers.

Dans le Québec, en vertu de la loi de convention collective (qui remplace la loi d'extension des conventions collectives, 1934, la loi des salaires des ouvriers, 1937, et la loi des conventions collectives, 1938), en plus des nombreuses industries qui se trouvaient sous ces conventions en 1939, de nouvelles conventions ont été rendues obligatoires en 1940 pour: l'industrie du tannage du cuir dans toute la province; les opérateurs et bloqueurs dans l'industrie du gant de travail dans toute la province (seuls les coupeurs étaient couverts autrefois); la fabrication des robes dans toute la province; les employés municipaux et les magasins de quincaillerie et de peinture dans la ville de Québec; les magasins de détail à Coaticook; et les employés municipaux à St-Joseph-d'Alma. Les conventions inscrites en 1939, non renouvelées en 1940, couvrent les maréchaux ferrants et les charrons dans la zone des Cantons de l'Est; les réparateurs de chaussures à Sherbrooke; et les barbiers dans cinq districts.

En Ontario, en vertu de la loi des étalons industriels, 1935, d'autres échelles deviennent obligatoires en 1940 pour: les charpentiers à Belleville, St. Catharines et St. Thomas; les stations-service de gazoline à Toronto; et les barbiers dans six autres districts. Trois échelles ont expiré en 1940 et ont été rappelées ou non renouvelées: l'abatage du bois dans un district, la fabrication des bijoux à Toronto et les peintres à Toronto.

Au Manitoba, la partie II de la loi des salaires équitables, ajoutée en 1938, est semblable à la loi des étalons industriels d'autres provinces. Les barbiers dans le district de Winnipeg, à Brandon, Portage-la-Prairie et Dauphin sont devenus sujets à une échelle.

En Saskatchewan, les stipulations de la loi des étalons industriels deviennent, en 1940, appliquables aux métiers suivants: boulangers à Régina; charpentiers à Swift Current; charroyeurs de gravier à Regina; conducteurs de taxi à Regina et Battleford-Nord; industrie du charbon et du bois à Regina; garages et stations-service à Moose-Jaw; et coiffeurs à Battleford-Nord.

En Alberta, en vertu de la loi des étalons industriels, 1935, de nouvelles échelles sont ajoutées pour la fonderie et les barbiers à Edmonton, tandis que les échelles déjà en vigueur pour l'abatage du bois et le sciage du bois dans trois districts n'ont pas été renouvelées. Aussi, en vertu de la loi du ministère du Commerce et de l'Industrie, 1934, un code est entré en vigueur établissant des salaires minimums pour les barbiers dans toute la province, excepté là où ils sont couverts par une échelle de la loi des étalons industriels.

Section 10.—Poursuites en vertu de la loi d'enquête sur les coalitions

Ce sujet, traité précédemment ici, est transféré au chapitre du Commerce Intérieur. La revue courante des poursuites en vertu de la loi paraît aux pp. 530–532 de cette édition.

Section 11.—Le mouvement coopératif au Canada

Comme la coopération est une phase des activités commerciales du pays, le texte qui paraissait ici auparavant est transféré au chapitre du Commerce Intérieur, pp. 521–530.

Section 12.—Pensions pour les vieillards et les aveugles*

Loi des pensions de vieillesse, 1927.—Le Gouvernement fédéral a adopté en 1927 une loi des pensions de vieillesse (S.R.C., 1927, c. 156) en vertu de laquelle

* Revisé sous la direction du Dr W. C. Clark, sous-ministre des Finances, Ottawa.

il rembourse à chaque province participant au projet fédéral la moitié des déboursés effectués par elle pour les pensions de vieillesse. Par un amendement passé lors de la session de 1931 (c. 42, Statuts de 1931) le Gouvernement fédéral s'engage à augmenter sa contribution de 50 à 75 p.c. des dépenses provinciales en paiements de pensions aux vieillards. La contribution fédérale de 75 p.c. des déboursés provinciaux est en vigueur depuis le 1er novembre 1931; depuis, les provinces ont été remboursées dans cette proportion.

La loi fédérale des pensions de vieillesse est maintenant en vigueur dans toutes les provinces et dans les Territoires du Nord-Ouest.

Le commissaire de l'or du Yukon fut autorisé en 1927, par une ordonnance du Conseil territorial, à conclure un accord avec le Gouvernement fédéral en vue d'obtenir l'avantage de la loi des pensions de vieillesse pour les habitants du territoire. Aucun projet d'ordre administratif pour l'adoption du système au Yukon ne fut soumis à la sanction du Gouverneur en conseil.

En vertu de l'article 5, avant qu'une convention conclue en conformité des dispositions de cette loi entre en vigueur, le Gouverneur en Conseil doit approuver le projet et la province ne peut effectuer aucun changement sans le consentement du Gouverneur en Conseil.

Les conditions auxquelles une personne peut toucher la pension sont indiquées à l'article 8 de la loi, lequel se lit comme suit:

1) Des dispositions seront établies pour le versement d'une pension à chaque personne qui, à la date du commencement projeté de la pension:

a) est sujet britannique, ou s'il s'agit d'une veuve qui n'est pas sujet britannique, l'était avant son mariage;

b) a atteint l'âge de soixante-dix ans;

c) a résidé au Canada pendant les vingt ans qui ont précédé immédiatement la date susdite;

d) a résidé dans la province où est faite la demande de pension, pendant les cinq ans qui ont précédé la date susdite;

e) n'est pas un Indien aux termes de la loi des Indiens;

f) ne perçoit pas un revenu qui équivaut à trois cent soixante-cinq ($365) par année, et

g) n'a pas volontairement fait cession de ses biens ou transféré ses biens dans le but d'avoir droit à une pension.

2) La réception d'une pension ne constitue pas du fait même un empêchement de voter à une élection provinciale ou municipale.

L'article 9 limite la pension à $240 par année et celle-ci peut être diminuée d'un montant égal à tout revenu d'un pensionnaire excédant $125 par année. Un pensionnaire peut transporter à l'administration son intérêt dans la maison qu'il habite et en tel cas la valeur de l'habitation n'entre pas dans le calcul du montant payable en pension. Moyennant certaines conditions, une administration des pensions peut recouvrer à même la succession d'un pensionnaire décédé le montant de la pension avec intérêt composé annuel de 5 p.c.

L'article 15 pourvoit à une suspension de la pension lorsqu'un pensionnaire transporte son domicile en dehors du Canada. En vertu de l'article 16, la pension ne peut être aliénée ni transférée par le pensionnaire ni saisie pour dettes.

Le Gouverneur en Conseil peut, en vertu de l'article 19, faire des règlements se rapportant audit article. Par les ordres en conseil des 9 décembre 1937, 3 février 1938 et 27 juillet 1939 les anciens règlements sont revisés et sanctionnés.

29.—Récapitulation statistique des pensions de vieillesse au Canada, par province, au 31 décembre 1940

Détails	Ile du Prince-Edouard — Loi en vigueur le 1er juillet 1933	Nouvelle-Ecosse — Loi en vigueur le 1er mars 1934	Nouveau-Brunswick — Loi en vigueur le 1er juillet 1936	Québec — Loi en vigueur le 1er août 1936	Ontario — Loi en vigueur le 1er novembre 1929	Manitoba — Loi en vigueur le 1er septembre 1928
Pensionnaires au 31 décembre 1940.....nomb.	2,034	14,709	11,920	48,790	60,127	12,758
Moyennes mensuelles.....$	11·30	14·88	14·63	15·76	18·56	18·70
Pourcentage de pensionnaires par rapport à la population estimative totale, 1939[1]....	2·14	2·66	2·64	1·52	1·60	1·75
Pourcentage de personnes de plus de 70 ans par rapport à la population totale[1].....	6·19	4·97	4·18	3·02	4·40	3·11
Contributions du Gouvernement fédéral du 1er janvier au 31 décembre 1940.$	202,581	1,937,656	1,554,453	7,472,965	9,830,306	2,099,615
Contributions du Gouvernement fédéral depuis l'adoption de la loi jusqu'au 31 décembre 1940.....$	1,205,680	12,046,848	6,338,642	31,650,851	85,603,732	18,336,931

Détails	Saskatchewan — Loi en vigueur le 1er mai 1928	Alberta — Loi en vigueur le 1er août 1929	Colombie Britannique — Loi en vigueur le 1er septembre 1927	Territoires du Nord-Ouest — Ordre en conseil du 25 janvier 1929	Total
Pensionnaires au 31 décembre 1940.nomb.	13,096	10,757	13,901	7	188,099
Moyennes mensuelles.....$	16·89	18·57	19·14	20·00	–
Pourcentage de pensionnaires par rapport à la population estimative totale, 1939[1]...	1·38	1·36	1·80	0·07	1·66
Pourcentage de personnes de plus de 70 ans par rapport à la population totale[1].....	2·35	2·36	3·54	1·22	3·59
Contributions du Gouvernement fédéral, du 1er janvier au 31 décembre 1940....$	1,954,078	1,774,810	2,313,433	1,648	29,141,545
Contributions du Gouvernement fédéral depuis l'adoption de la loi jusqu'au 31 décembre 1940.....	16,636,365	12,783,391	17,947,979	17,928	202,568,347

[1] Les estimations de la population (au 1er juin 1939) sur lesquelles sont basés ces chiffres paraissent à la p. 70.

Pensions aux aveugles.—En vertu d'une modification apportée à la loi des pensions de vieillesse de 1937, une pension sera payée à toute personne aveugle qui, à la date du premier versement:—

(a) Est et continue d'être aveugle au point d'être incapable d'accomplir un travail pour lequel la vue est essentielle;
(b) A atteint l'âge de quarante ans;
(c) Ne touche aucune pension pour cécité en vertu de la *Loi des pensions* ni aucune allocation pour cécité en vertu de la *Loi des allocations aux anciens combattants*;
(d) Est
(i) célibataire, ou veuf sans un ou plusieurs enfants, ou veuve sans un ou plusieurs enfants, dont le revenu n'atteint pas quatre cent quarante dollars par année, ou
(ii) est marié, ou veuf avec un ou plusieurs enfants, ou veuve avec un ou plusieurs enfants, et ne touche pas un revenu qui atteigne six cent quarante dollars par année; et
(e) Remplit les conditions énoncées aux alinéas *a*, *c*, *d*, *e* et *g* du premier paragraphe de l'article huit de la présente loi.

La pension maximum payable à une personne aveugle est de $240 annuellement, excepté dans le cas où une personne aveugle épouserait, après l'entrée en vigueur de la loi telle que modifiée, une autre personne aveugle au point de ne pouvoir exécuter aucun travail où la vue est essentielle. Dans le cas, sa pension maximum est de $120.

La loi telle que modifiée pourvoit aux réductions suivantes des pensions payables aux aveugles.

(a) S'il s'agit d'une personne non mariée ou d'un veuf sans un ou plusieurs enfants, ou d'une veuve sans un ou plusieurs enfants, du montant du revenu du pensionnaire en excédent de deux cents dollars par année;

(b) S'il s'agit d'une personne mariée ou d'un veuf avec un ou plusieurs enfants, ou d'une veuve avec un ou plusieurs enfants, du montant du revenu du pensionnaire en excédent de quatre cents dollars par année;

(c) S'il s'agit d'une personne mariée à une personne aveugle recevant une pension sous le régime du présent article, du montant du revenu du pensionnaire en excédent de deux cent dollars par année.

Elle décrète aussi qu'aucune personne aveugle qui est mariée, ou est un veuf ou une veuve avec un ou plusieurs enfants, n'a droit à une pension en excédent de celle à laquelle a droit une personne non mariée, à moins que cette personne mariée ou son époux ou épouse, ou ce veuf ou cette veuve et l'un de ses enfants ou plus ne vivent ensemble.

Le Gouverneur en Conseil a le pouvoir de faire des règlements se rapportant à la pension des aveugles et d'interpréter l'expression "est aveugle au point de ne pouvoir exécuter aucun travail où la vue est essentielle".

30.—Récapitulation statistique des pensions aux aveugles au Canada, par province, au 31 décembre 1940

Détails	Ile du Prince-Edouard — Loi en vigueur le 1er décembre 1937	Nouvelle-Ecosse — Loi en vigueur le 1er octobre 1937	Nouveau-Brunswick — Loi en vigueur le 1er septembre 1937	Québec — Loi en vigueur le 1er octobre 1937	Ontario — Loi en vigueur le 1er septembre 1937
Totaux, pensionnaires.....nomb.	115	603	702	1,913	1,427
Moyennes mensuelles.....$	13·89	19·16	19·65	19·46	19·61
Contributions du Gouvernement fédéral du 1er janvier au 31 décembre 1940 ..$	14,360	100,016	119,057	326,187	243,352
Contributions du Gouvernement fédéral depuis l'amendement à la loi des pensions de vieillesse.....$	35,219	253,747	294,413	864,054	648,035

Détails	Manitoba — Loi en vigueur le 1er septembre 1937	Saskatchewan — Loi en vigueur le 15 novembre 1937	Alberta — Loi en vigueur le 7 mars 1938	Colombie Britannique — Loi en vigueur le 1er décembre 1937	Total
Totaux, pensionnaires.....nomb.	304	284	194	286	5,828
Moyennes mensuelles.....$	19·59	19·90	19·50	19·81	-
Contributions du Gouvernement fédéral du 1er janvier au 31 décembre 1940 ..$	49,120	49,260	33,155	49,913	984,420
Contributions du Gouvernement fédéral depuis l'amendement à la loi des pensions de vieillesse.....$	119,979	119,801	74,392	124,347	2,533,987

Section 13.—Allocations aux mères

Sept provinces canadiennes pourvoient à des allocations aux mères veuves ou sans moyens suffisants de subsistance. Le Manitoba fut la première province, ne 1916, à adopter une telle mesure. En 1924, la loi des allocations aux mères du Manitoba fut abrogée et ses dispositions incorporées à la loi du bien-être de l'enfance, qui est une codification de toute la législation de la province sur le bien-être de l'enfance. Il n'existe pas de législation semblable dans l'Ile du Prince-Edouard et la loi de 1930 au Nouveau-Brunswick n'a jamais été mise en vigueur.

Toutes les lois exigent que la postulante soit domiciliée dans la province à l'époque où elle est déclarée admissible. En outre, toutes les provinces, sauf l'Alberta, exigent que les postulantes aient demeuré dans la province depuis un certain temps. Le Manitoba toutefois exige une période de résidence plus courte ou n'en exige pas du tout à condition que la postulante ne soit pas admissible pour allocations ailleurs. Dans l'Alberta, la seule condition est que l'époux fût domicilié dans la province au moment de sa mort, de son internement ou de sa désertion. Toutes les lois, sauf celles de la Saskatchewan et de l'Alberta, exigent que la postulante soit sujet britannique ou la veuve ou l'épouse d'un sujet britannique; dans le Québec, elle doit être sujet britannique depuis quinze ans ou de naissance. Dans la Nouvelle-Ecosse, la postulante doit être elle-même sujet britannique. Au Manitoba, l'enfant ou les enfants pouvant bénéficier des allocations doivent être nés au Canada ou leur père (la mère, s'il est décédé) doit être sujet britannique (si les deux sont morts, le dernier vivant doit avoir été sujet britannique). En Colombie Britannique, une femme est admissible si elle est née sujet britannique même si, par la suite, elle a perdu cette citoyenneté. Dans la plupart des provinces, des limites aux allocations sont fixées d'après les biens que pourrait posséder une bénéficiaire. Il n'existe pas de limite en Alberta et en Saskatchewan, mais la mère doit être incapable de pourvoir à la subsistance de ses enfants.

Une postulante doit être une veuve ou, sauf en Nouvelle-Ecosse, épouse dont le mari est mentalement déficient ou, sauf en Alberta,* en Nouvelle-Ecosse et dans le Québec, l'épouse d'un invalide. Dans le Québec, une modification de 1940 rend une mère admissible si son époux est dans une institution de charité soutenue à même les deniers publics, et pourvoit à une allocation pour une mère abandonnée. En Alberta, en Colombie Britannique, en Ontario et en Saskatchewan les épouses 'abandonnées' qui satisfont aux dispositions de la loi reçoivent des allocations, et en Colombie Britannique et en Saskatchewan, les épouses des détenus des institutions pénales sont admissibles aux allocations. La période qui doit s'écouler après la désertion varie de deux ans en Colombie Britannique à sept en Saskatchewan. En Colombie Britannique, des allocations sont accordées aux mères divorcées ou séparées légalement depuis deux ans. Une mère adoptive qui satisfait aux exigences de la loi peut recevoir une allocation dans toutes les provinces sauf en Nouvelle-Ecosse et en Alberta. En Ontario, au Manitoba et en Colombie Britannique des allocations sont payées dans certains cas pour des enfants nés en dehors des liens du mariage. En Saskatchewan, des allocations sont payables aux enfants dont la mère est morte et dont le père ne peut subvenir à la subsistance en raison d'invalidité mentale ou physique ou parce qu'il est interné dans une prison.

Les mères ayant un ou plusieurs enfants sont admissibles en Ontario, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie Britannique. Dans le Québec, en vertu d'une modification de 1940, le nombre d'enfants est réduit de deux à un. En Nouvelle-Ecosse et au Manitoba, une allocation est payable pour un enfant à la charge si la mère est invalide et aussi pour un enfant ayant franchi la limite d'âge et qui est à la charge à cause d'incapacité physique ou mentale. Les enfants doivent être âgés de moins de 16 ans, sauf au Manitoba où la limite d'âge est de 15 ans, en Alberta où elle est aussi de 15 ans, mais pour les garçons seulement.

Taux des allocations. En *Colombie Britannique*, l'allocation mensuelle maximum est de $42·50 pour une mère et un enfant, plus $7·50 pour chaque enfant additionnel et enfin $7·50 si l'époux est invalide et vit avec elle. Depuis 1933, le montant alloué à une mère et un enfant a été réduit à $35. En *Nouvelle-Ecosse*, un maximum de $60 est fixé par la loi mais dans d'autres provinces, l'autorité provin-

* L'article de la loi albertaine relative aux époux infirmes n'a pas été proclamé.

ciale peut fixer le taux de l'allocation.* La Commission du *Québec* accorde $25 à une femme et un enfant dans les cités ou villes de 10,000 habitants, $20 dans les autres endroits, et $5 pour chaque enfant additionnel, le total ne devant pas excéder $45. Une somme supplémentaire est allouée là où le bénéficiaire est incapable de travailler. En *Ontario*, le maximum pour une mère et un enfant est de $35 par mois dans une cité, $30 dans une ville de plus de 5,000 habitants et $25 dans un district rural, et $5 pour chaque enfant additionnel. Le maximum au *Manitoba* pour une mère et deux enfants est de $50 sans compter le combustible pour l'hiver, avec allocations supplémentaires pour un plus grand nombre d'enfants jusqu'à concurrence de $89. Il est pourvu en outre à une somme de $9·50 pour le père s'il est invalide et vit à la maison. Depuis janvier 1940, l'allocation alimentaire est augmentée de 10 p.c. En *Saskatchewan*, les allocations mensuelles maximums varient de $8 pour une mère et un enfant à $44 pour une mère de dix enfants ou plus. Les allocations en *Alberta* varient selon les circonstances mais ne doivent pas excéder $25 par mois pour une mère et un enfant; elles s'élèvent à $50 pour une mère et cinq enfants.

Le coût entier de ces allocations est défrayé à même les deniers provinciaux sauf en Alberta où la municipalité en paye 25 p.c. Dans le Québec, une modification de 1940 non encore proclamée, pourvoit à une contribution municipale n'excédant pas 5 p.c. des allocations.

Nouvelle-Ecosse.—La loi des allocations aux mère (c. 4, 1930) a été adoptée à la session de 1930 et est entrée en vigueur le 1er octobre de la même année.

* En Saskatchewan toutefois, l'autorité provinciale n'est pas autorisée à élever le maximum fixé par ordre en conseil.

31.—Allocations aux mères en Nouvelle-Ecosse, 1931-40

Année	Familles assistées	Enfants assistés	Versements
	nomb.	nomb.	$
1931 (année terminée le 30 sept.)	1,030	3,179	310,602
1932 " "	1,108	3,342	331,337
1933 " "	1,158	3,487	341,929
1934 " "	1,168	3,549	356,075
1935 (14 mois terminés le 30 nov.)	1,239	3,720	413,997
1936 (année terminée le 30 nov.)	1,222	3,630	363,981
1937 " "	1,260	3,682	389,212
1938 " "	1,295	3,713	412,745
1939 " "	1,291	3,640	424,615
1940 " "	1,258	3,526	418,436

Québec.—La loi de l'assistance aux mères nécessiteuses est entrée en vigueur en décembre 1938. Du 15 décembre 1938 au 31 décembre 1940, 6,283 mères en ont bénéficié, dont 892 avaient un enfant; 3,648, 2 enfants; et 673, 9 enfants ou plus. L'exposé ci-bas fait voir, sous une forme résumée, les opérations de la Commission des Pensions de Vieillesse du Québec—organisme chargé de l'application de la loi—depuis les débuts jusqu'au 31 décembre 1940.

PENSIONS AUX MÈRES NÉCESSITEUSES DANS LE QUÉBEC, 15 DÉC. 1938 AU 31 DÉC. 1940

Item		1938-39	1940	Total
Allocations accordées	nomb.	5,176	1,898	7,074
Décès	"	18	23	41
Allocations annulées	"	468	674	1,142
Allocations refusées	"	3,476	779	4,255
Cas réexaminés	"	4,412	4,455	8,867
Cas où il fallut faire des recherches supplémentaires	"	Nil	4,709	4,709
Cas étudiés par le bureau	"	13,550	12,558	26,088
Allocations en vigueur	nomb.	4,709	[1]	6,283
Chèques émis	"	43,136	61,057	104,193
Remboursements obtenus des bénéficiaires	$	346	2,090	2,435
Montant des allocations payées	$	2,064,733	2,165,053	4,229,759
Allocation moyenne par bénéficiaire	$	41·09		26·04

[1] Chiffres non connus.

Ontario.—La loi des allocations aux mères (S.R.O., 1927, c. 280) a d'abord été adoptée à la session de 1920 comme le chapitre 89 des statuts de cette année. Elle est entrée en vigueur le 1er octobre de la même année.

32.—Allocations aux mères en Ontario, 1921-40

Année	Familles assistées	Enfants assistés	Versements		
			Imputables à la province	Imputables aux municipalités	Total
	nomb.	nomb.	$	$	$
1921 (année terminée le 31 oct.)	2,660	8,271	416,152	358,515	774,667
1922 " "	3,559	10,922	762,059	620,079	1,382,138
1923 " "	3,870	11,791	889,252	723,449	1,612,701
1924 " "	4,058	12,374	939,522	768,372	1,707,894
1925 " "	5,007	14,577	974,174	807,107	1,781,281
1926 " "	5,215	15,115	1,027,518	849,367	1,876,885
1927 " "	5,540	16,060	1,101,817	905,740	2,007,557
1928 " "	5,976	17,328	1,203,920	986,487	2,190,407
1929 " "	6,411	18,605	1,260,299	1,045,784	2,306,083
1930 " "	6,712	19,620	1,292,245	1,084,743	2,376,988
1931 " "	7,157	20,906	1,400,418	1,181,468	2,581,886
1932 " "	7,418	21,468	1,455,100	1,234,627	2,689,727
1933 " "	7,653	22,068	1,516,260	1,285,613	2,801,873
1934 " "	8,144	23,173	1,640,283	1,385,872	3,026,155
1935 (1er nov. 1934 au 31 mars 1935)	7,875	22,417	745,885	634,080	1,379,965
1936 (année terminée le 31 mars)	11,189	26,697	2,133,490	1,813,326	3,946,816
1937 " "	12,856	28,700	2,477,631	2,104,916	4,582,547
1938 " "	13,644	29,551	4,851,577	Nil	4,851,577
1939 " "	13,937	29,630	5,016,509	"	5,016,509
1940 " "	14,049	29,353	4,741,277	"	4,741,277

Manitoba.—La loi des allocations aux mères (1916, c. 69), la première du genre au Canada, est devenue en opération le 10 mars 1916. Les allocations se font maintenant en vertu de la loi du bien-être de l'enfant (1924, c. 6).

33.—Allocations aux mères au Manitoba, 1919-40

Année	Familles assistées	Enfants assistés	Versements		
			Imputables à la province	Imputables aux municipalités	Total
	nomb.	nomb.	$	$	$
1919 (année terminée le 30 nov.)	413	[1]	107,651	95,833	203,484
1920 " "	532	[1]	157,484	193,360	350,844
1921 (1er déc. 1920 au 31 août 1921)	648	[1]	212,237	225,000	437,237
1922 (année terminée le 31 août)	669	[1]	179,060	150,199	329,259
1923 " "	722	2,609	236,399	225,749	462,148
1924 " "	728	[1]	185,661	220,359	406,020
1925 (1er sept. 1924 au 30 avril 1925)	756	[1]	144,590	150,937	295,527
1926 (année terminée le 30 avril)	825	2,507	172,425	229,796	402,221
1927 " "	855	2,595	183,924	230,000	413,924
1928 " "	967	2,986	286,798	244,559	531,357
1929 " "	1,062	3,239	276,144	281,477	557,621
1930 " "	1,055	3,180	100,979	384,081	485,060
1931 " "	1,042	3,326	140,545	325,194	465,739
1932 " "	1,070	3,412	471,704	Nil	471,704
1933 " "	1,078	3,374	432,615	"	432,615
1934 " "	1,092	3,313	438,649	"	438,649
1935 " "	1,110	3,302	440,769	"	440,769
1936 " "	1,140	3,386	444,869	"	444,869
1937 " "	1,141	3,271	445,549	"	445,549
1937 (1er mai-31 déc.)	1,053	3,072	283,451	"	283,451
1938 (année civile)	1,079	3,197	426,621	"	426,621
1939 "	1,055	3,088	427,781	"	427,781
1940 "	1,016	2,997	430,535	"	430,535

[1] Non connu.

Saskatchewan.—Les allocations sont versées aux mères sous l'empire de la partie V de la loi du bien-être de l'enfant (S.R.S., 1940, c. 278), adoptée d'abord en 1917 sous le nom de loi des pensions aux mères.

34.—Allocations aux mères en Saskatchewan, années terminées le 30 avril 1929-40

Année	Familles assistées	Enfants assistés	Versements
	nomb.	nomb.	$
1929	1,214	4,657	521,880
1930	1,800	5,465	467,575
1931	2,183	6,590	544,250
1932	2,372	6,431	483,618
1933	2,511	6,733	403,915
1934	2,608	6,794	407,993
1935	2,826	7,368	440,580
1936	2,944	7,638	474,120
1937	2,958	7,487	482,411
1938	3,007	7,854	495,988
1939	3,071	7,922	498,048
1940	3,054	7,912	501,363

Alberta.—La loi des allocations aux mères (S.R.A., 1922, c. 215) a d'abord été adoptée à la session de 1919 et est devenue en vigueur cette année-là.

35.—Allocations aux mères en Alberta, 1919-40

Année	Familles assistées	Enfants assistés	Versements		
			Imputables à la province	Imputables aux municipalités	Total
	nomb.	nomb.	$	$	$
1919 (année civile)	245	766	19,714	19,714	39,428
1920 "	477	1,502	80,642	76,787	157,429
1921 "	562	1,636	103,572	98,302	201,874
1922 "	721	1,864	126,122	120,629	246,751
1923 "	758	1,887	122,651	120,035	242,686
1924 "	742	2,136	129,242	128,169	257,411
1925 "	828	2,271	142,004	141,582	283,586
1926 "	907	2,290	157,272	157,013	314,285
1927 "	968	2,445	174,500	174,440	348,940
1928 "	1,029	2,517	182,382	182,222	364,604
1929 "	1,094	2,880	198,378	198,377	396,755
1930 "	1,270	3,409	234,828	231,708	466,536
1932 (année terminée le 31 mars)	1,499	3,747	242,314	237,293	479,607
1933 " "	1,675	3,882	222,606	216,590	439,196
1934 " "	1,724	4,060	223,262	216,721	439,983
1935 " "	1,812	4,274	233,904	228,489	462,393
1936 " "	2,088	4,764	257,327	250,175	507,502
1937 " "	2,319	5,172	410,872	164,636	575,508
1938 " "	2,317	5,177	462,143	151,421	613,564
1939 " "	2,304	4,970	469,126	153,711	622,837
1940 " "	2,262	4,673	476,322	157,389	633,711

Colombie Britannique.—La loi des pensions aux mères (S.R.C.B., 1937, c. 53) a d'abord été adoptée comme le c. 61 des lois de 1920 et est devenue en vigueur en juillet 1920.

En vertu de la loi originale le coût entier des pensions reposait sur la province. En 1932, la moitié du coût des pensions payées aux résidants d'une municipalité

était imputée à la municipalité à laquelle ils appartenaient et, à la fin de l'année fiscale 1936–37, la province a assumé de nouveau la responsabilité de tous les paiements.

En 1940, il y a 510 cas où des mères ont reçu des allocations supplémentaires pour leur mari invalide.

36.—Allocations aux mères en Colombie Britannique, années fiscales 1921-40

Année	Familles assistées[1]	Enfants assistés	Versements[2]		
			Imputables à la province	Imputables aux municipalités	Total
	nomb.	nomb.	$	$	$
1921	[3]	[3]	[3]	[3]	273,575
1922	771	1,978	487,888	Nil	487,888
1923	785	1,990	414,227	"	414,227
1924	847	2,240	423,233	"	423,233
1925	943	2,544	463,669	"	463,669
1926	986	2,723	518,471	"	518,471
1927	1,100	3,050	612,645	"	612,645
1928	1,233	2,757	628,600	"	628,600
1929	1,370	3,028	677,510	"	677,510
1930	1,468	3,229	759,698	"	759,698
1931	1,568	3,295	816,272	"	816,272
1932	1,547	3,213	842,977	"	842,977
1933	1,514	3,274	468,511	311,129	779,640
1934	1,436	3,147	469,916	151,586	621,502
1935	1,410	2,922	365,288	224,334	589,622
1936	1,485	3,026	403,558	212,997	616,555
1937	1,567	3,191	443,803	238,785	682,588
1938	1,692	3,481	747,878	Nil	747,878
1939	1,751	3,626	790,101	"	790,101
1940	1,762	3,617	810,688	"	810,688

[1] Années terminées le 30 septembre en 1921–32 et années fiscales terminées le 31 mars à compter de 1933.
[2] Années fiscales terminées le 31 mars dans tous les cas. [3] Non disponible.

CHAPITRE XX.—PRIX*

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Prix de gros des commodités	727
Sous-section 1. Revue historique des prix au Canada	727
Sous-section 2. Mouvements des prix de gros au Canada en 1940	728
Section 2. Coût de la vie et prix de détail	736
Sous-section 1. Indice du coût de la vie	736
Sous-section 2. Prix de détail	739
Sous-section 3. Enquête sur le budget alimentaire et familial	741
Section 3. Nombres-indices des valeurs mobilières	741
Section 4. Nombres-indices du rendement des obligations	744

Les prix des denrées se divisent en deux catégories principales pour fin d'analyse statistique: prix de gros et prix de détail. Il ne faut pas prendre à la lettre le terme "de gros" car les cotes des producteurs primaires, des manufacturiers et des spéculateurs sont souvent comprises dans ce groupe aussi bien que les prix de gros réels. Les marchés intéressés à ces cotes de gros sont habituellement bien organisés et fréquemment très sensibles. Ils subissent tous les changements des conditions commerciales et monétaires. C'est pourquoi les prix de gros sont employés de préférence pour la préparation de nombres-indices sensibles des prix qui reflètent les réactions des prix aux facteurs économiques.

Les prix de détail représentent des ventes plus diffusées et sont moins sensibles. Il y a ordinairement un retard de plusieurs mois entre les cotes du détail et celles du gros. Au point de vue statistique, les prix de détail sont importants cependant, parce qu'ils indiquent les changements du coût de la vie et de la mensuration du revenu et montrent les fluctuations du bien-être économique de la communauté.

Section 1.—Prix de gros des commodités

Sous-section 1.—Revue historique des prix au Canada

Les prix élevés de 1867, à l'issue de la guerre civile américaine et de la guerre austro-prussienne de 1866, sont suivis de plusieurs années de déclin graduel (tableau 1). Ils se redressent après la guerre franco-allemande de 1871 et atteignent un niveau très élevé en 1872 et 1873, mais la crise de cette dernière année les réoriente vers la baisse. Ce déclin est passablement persistant pendant les 25 années de 1872 à 1897 alors que les réserves mondiales d'or (l'étalon-or libre existe dans la plupart des pays) n'augmentent pas aussi rapidement que celles de marchandises. Cette disette d'or est accentuée par la démonétisation de l'argent qui tombe au niveau de monnaie divisionnaire dans la majorité des pays. La découverte d'or dans les mines Rand et l'utilisation du procédé au cyanure dans le cas des minéraux de basse teneur viennent remédier à la situation. Il en résulte une augmentation rapide de la production aurifère mondiale à compter des environs de 1890 jusqu'au début de la

* A moins d'indication contraire, les sections de ce chapitre ont été revisées sous la direction de Herbert Marshall, B.A., F.S.S., chef, Branche du Commerce Intérieur, Bureau Fédéral de la Statistique. Cette Branche compile et publie des statistiques sur les prix (gros et détail, valeurs mobilières, rendement des obligations, services, coût de l'argent, coût de la vie), le commerce de gros et de détail, les placements de capitaux étrangers au Canada et de capitaux canadiens à l'étranger, la balance des paiements internationaux, le tourisme et autres activités. Pour une liste complète des publications de cette Branche voir au chapitre XXVIII, section I, sous la rubrique "Commerce Intérieur".

guerre de 1914–18 et une hausse parallèle des prix à mesure que le volume d'or nouveau constitue une proportion plus considérable des réserves globales. La guerre elle-même, tant par la rareté des denrées que par l'inflation du numéraire qu'elle détermine, donne un essor rapide aux prix qui atteignent 243·5 en 1920, mais pour retomber rapidement à 152·0 en 1922. La tendance de 1925 à 1929 est graduellement à la baisse, malgré la prospérité croissante.

La violente dépression économique qui commence au cours de l'automne de 1929 est accompagnée d'un violent fléchissement des prix de gros (l'indice des prix de gros tombe de 153·7 en août 1929 à 99·2 en février 1933). Une hausse subséquente irrégulière se fait sentir jusqu'en 1937, bien que les prix aient une tendance à la baisse la dernière moitié de l'année. Ce mouvement se maintient jusqu'en septembre 1939. La déclaration de guerre en Europe détermine une hausse brusque qui persiste pendant toute l'année 1940, sauf une légère interruption.

1.—Indices annuels des prix de gros au Canada, 1867-1940

(1913=100. Indice non pondéré de 1867-1912)

Année	N'b.-indice	Année	N'b.-indice	Année	N'b.-indice	Année	N'b.-indice
1867	133·0	1886	90·7	1905	87·8	1924	155·2
1868	128·7	1887	91·9	1906	92·6	1925	160·3
1869	126·5	1888	93·5	1907	96·2	1926	156·2
1870	123·5	1889	92·6	1908	90·9	1927	152·6
1871	124·5	1890	93·0	1909	91·4	1928	150·6
1872	135·7	1891	91·4	1910	94·3	1929	149·3
1873	133·8	1892	86·2	1911	95·0	1930	135·3
1874	129·0	1893	85·2	1912	99·5	1931	1 2·6
1875	120·7	1894	80·6	**1913**	**100·0**	1932	1 4·2
1876	116·6	1895	79·6	1914	102·3	1933	104·8
1877	115·1	1896	76·0	1915	109·9	1934	111·8
1878	104·3	1897	75·6	1916	131·6	1935	112·6
1879	101·0	1898	77·8	1917	178·5	1936	116·5
1880	112·9	1899	81·4	1918	199·0	1937	132·1
1881	109·9	1900	85·8	1919	209·2	1938	122·8
1882	112·1	1901	84·5	1920	243·5	1939	117·6
1883	106·0	1902	86·2	1921	171·8	1940	129·5
1884	100·6	1903	86·9	1922	152·0		
1885	92·7	1904	87·0	1923	153·0		

Sous-section 2.—Mouvements des prix de gros au Canada en 1940

Après avoir réagi faiblement au cours de l'été de 1940, les prix de gros se remettent à la hausse, mais leur avance nette de 3·1 p.c. pour l'année est beaucoup moindre que l'augmentation enregistrée au cours des quatre derniers mois de 1939. Au cours du premier trimestre de 1940, l'indice composé basé sur 1926 des prix de 567 commodités passe de 81·7 en décembre 1939 au maximum de 83·2 en mars. Les trois mois suivants, un recul général abaisse l'indice à 81·6 en juin. C'est le point tournant de l'année. Le déclin des prix à l'été coïncide avec l'invasion des Pays-Bas par l'Allemagne et atteint son plus bas point lors de l'effondrement de la France en juin. Les prix qui accusent à ce moment les reculs les plus graves sont ceux des grains, et le 18 mai, la Commission Canadienne du Blé fixe un minimum pour les ventes de blé à terme. Les prix se remettent à la hausse en juillet, reflétant par là un redressement dans les denrées essentielles, les nouveaux impôts sur les importations pour autres fins que la guerre et l'intensification de l'activité de défense nationale. A sa session du printemps, le Parlement du Dominion impose une taxe de 10 p.c. sur

toutes les importations en provenance des pays ne faisant pas partie de l'Empire, sauf pour fins de guerre. Il impose en même temps une taxe de mouture de 15 cents le boisseau sur le blé moulu pour consommation domestique. Il existe en outre, depuis septembre 1939, un agio de 11 p.c. sur tous les contrats d'importation conclus en termes de monnaie de New York ou de monnaie apparentée.

Parmi les divers groupes industriels qui composent l'indice, les augmentations de 1940 varient de 3·1 p.c. pour les fibres, les textiles et les tissus à 7·3 p.c. pour le bois, les produits du bois et le papier. Seules les substances végétales accusent une perte nette pour l'année, laquelle s'élève à 1·7 p.c. Les hausses de prix de la deuxième moitié de 1940 sont plus marquées parmi les commodités entièrement ou principalement ouvrées que parmi les denrées essentielles. De juin à décembre 1940, la hausse des commodités entièrement et principalement ouvrées est de 3·9 p.c. en regard de 3·0 p.c. dans les matières brutes et partiellement transformées.

2.—Nombres-indices mensuels pondérés des prix de gros en général, 1929-40

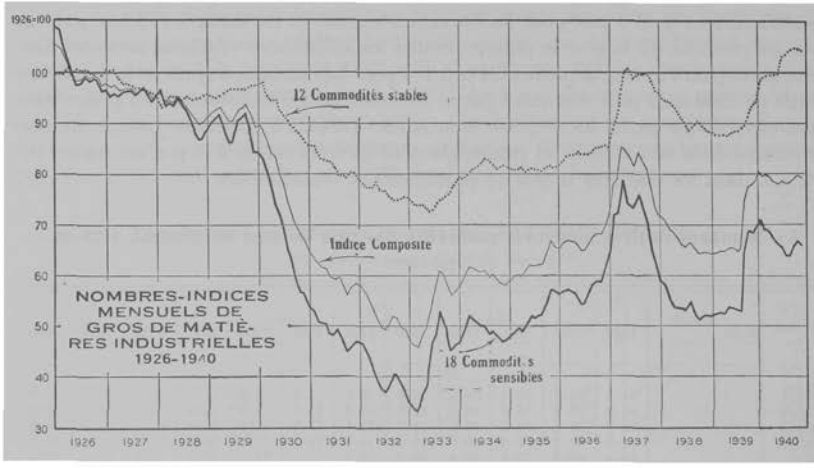
(1926=100)

Mois	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
Janvier	94·0	95·3	75·9	69·5	63·8	70·7	71·4	72·9	81·9	83·8	73·2	82·6
Février	95·0	93·9	75·5	68·9	63·5	72·1	71·8	72·5	82·9	83·6	73·1	82·8
Mars	95·6	91·8	74·5	69·0	64·3	72·1	71·9	72·4	85·4	83·1	73·2	83·2
Avril	94·5	91·2	73·9	68·2	65·3	71·3	72·5	72·2	86·2	82·3	73·4	83·1
Mai	93·4	89·7	72·5	67·4	66·7	71·1	72·2	71·9	85·3	80·3	73·7	82·2
Juin	93·4	87·7	71·8	66·4	67·5	72·0	71·4	72·3	84·6	80·1	73·3	81·6
Juillet	97·2	85·3	71·3	66·5	70·5	72·0	71·4	74·3	87·6	78·6	72·6	82·6
Août	98·4	83·7	70·5	66·7	69·5	72·2	71·7	76·1	85·6	76·0	72·4	82·6
Septembre	97·8	82·1	69·7	65·9	68·9	71·9	72·4	76·4	85·0	74·5	78·3	83·0
Octobre	96·8	81·0	69·9	65·0	67·9	71·3	73·1	77·1	84·7	74·1	79·5	83·1
Novembre	95·7	79·5	70·7	64·7	68·9	71·1	72·7	77·2	83·1	73·5	80·4	83·9
Décembre	96·0	77·7	70·4	64·0	69·0	71·1	72·7	79·6	82·7	73·3	81·7	84·2
Moyennes annuelles	**95·6**	**86·6**	**72·1**	**66·7**	**67·1**	**71·6**	**72·1**	**74·6**	**84·6**	**78·6**	**75·3**	**82·9**

Produits de la ferme canadienne.—Les prix de gros des produits de la ferme canadienne se signalent en 1940 par leurs fluctuations désordonnées. Une hausse, datant de la déclaration de la guerre, persiste jusqu'en avril. L'indice des produits de la ferme est alors à 72·1 comparativement à 69·0 en décembre 1939 et 58·4 en août de la même année. A compter de cette date toutefois, un recul violent abaisse l'indice, lequel tombe à 62·7 en août. La majeure partie de cette baisse se produit dans les prix des produits des cultures à cause de la baisse rapide de l'indice du prix des grains qui tombe de 65·1 en avril à 50·2 en août. Un peu plus tard, l'indice du prix des pommes de terre subit un recul violent pour tomber de son maximum saisonnier de 84·5 en juillet à 43·1 en octobre, ce qui contribue à affaiblir le groupe davantage. Les prix des produits animaux comme groupe sont relativement uniformes en 1940 bien que des avances saisonnières marquées dans les prix des peaux et cuirs et des œufs au cours de la dernière moitié de l'année aient déterminé une ferme fin d'année. L'indice des produits animaux en décembre est de 91·6 en regard de 85·4 en janvier et un creux de 83·3 en août. A la fin de l'année, le niveau moyen des prix de gros des produits de la ferme canadienne s'établit à 67·1 p.c. de la moyenne de 1926, ou 2·8 p.c. au-dessous du prix final de 1939.

Prix des matières industrielles.—Les tendances majeures indiquées par l'indice des prix des matières industrielles depuis 1926 peuvent se résumer brièvement

ment comme suit: de 1926 à 1929, une instabilité sous-jacente se fait sentir et l'indice général baisse graduellement durant toute la période. Il se produit ensuite un recul violent qui entraîne les prix des matières industrielles en même temps que ceux des autres groupes de denrées principales. Ce déclin persiste jusqu'au début de 1933. Une hausse graduelle marquée par des déclins intermittents de courte durée se fait



sentir durant les quatre années suivantes. En mars 1937, les prix des matières industrielles atteignent leur plus haut point depuis 1929. A la suite d'une petite contraction, ils touchent un maximum légèrement plus bas en juillet. Depuis lors jusqu'à novembre 1938, l'indice des prix des matières industrielles retombe à des niveaux égaux à ceux de 1936 et de la dernière partie de 1935. Les répercussions de la guerre se font sentir au cours des quatre derniers mois de 1939 et pendant toute l'année 1940.

3.—Nombres-indices mensuels des prix des matières industrielles, 1926-40

(1926=100)

Année	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1926	104·7	102·6	100·7	99·4	98·3	98·4	99·5	98·9	99·2	99·1	97·4	98·0
1927	97·2	97·5	96·4	96·7	96·8	96·9	96·0	96·6	96·7	96·0	94·8	96·1
1928	95·4	93·7	94·5	94·1	95·2	93·8	93·4	92·1	90·9	89·9	90·2	91·1
1929	92·2	92·7	93·2	91·8	90·3	90·4	92·9	93·0	93·7	92·4	89·4	89·5
1930	88·3	86·8	84·0	83·4	79·8	77·4	74·0	71·9	69·3	67·7	66·6	64·9
1931	63·9	62·1	61·5	61·2	59·5	59·3	59·6	57·9	56·1	57·7	58·1	57·7
1932	56·8	55·2	53·4	51·5	49·7	49·2	50·3	51·6	51·5	49·9	49·1	47·4
1933	46·0	45·8	48·4	49·3	54·0	56·7	60·8	59·4	58·6	55·7	57·0	57·6
1934	59·4	61·7	61·5	60·9	60·7	60·9	59·8	60·1	59·1	58·4	58·3	58·9
1935	59·8	60·0	59·7	61·1	62·0	61·7	62·0	62·1	64·1	65·9	65·5	65·3
1936	66·1	66·5	66·3	66·0	64·6	64·6	66·4	67·7	68·2	68·0	69·9	73·1
1937	78·1	79·3	85·2	84·7	83·4	82·3	84·5	82·9	81·2	76·8	73·4	71·5
1938	70·6	69·2	68·8	67·4	65·9	65·5	66·3	65·1	64·1	64·2	64·2	64·0
1939	64·3	64·3	64·7	64·6	65·2	65·3	64·9	65·3	75·0	77·4	77·9	78·8[1]
1940	80·2	79·5	79·7	79·4	78·6	77·9	78·7	78·1	78·2	78·8	79·8	79·1

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

4.—Nombres-indices annuels des prix de gros des commodités d'après la principale matière constituante, 1926-40, et chiffres mensuels de 1939 et 1940

(1926=100)

NOTA.—Les chiffres annuels de 1913-25 paraissent à la page 849 de l'Annuaire de 1938; les chiffres de certaines années antérieures paraissent au tableau correspondant d'éditions antérieures.

Année et mois	Substances végétales	Bétail et produits animaux	Fibres, textiles et tissus	Bois, produits du bois et papier	Fer et ses dérivés	Métaux non ferreux et leurs produits	Métalloïdes et leurs produits	Produits chimiques et connexes	Toutes marchandises
	Séries de prix utilisées								
1913-25	67	50	28	21	26	15	16	13	236
1926-33	124	74	60	44	39	15	73	73	502
1934-40	135	76	85	49	44	18	83	77	567
	Nombres-indices								
1926	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**
1927	98·3	101·9	93·7	98·5	96·2	91·5	96·5	98·3	97·7
1928	93·0	108·1	94·5	98·7	93·2	92·0	92·5	95·3	96·4
1929	91·6	109·0	91·3	93·9	93·7	99·2	92·9	95·4	95·6
1930	77·7	99·1	81·8	88·7	91·1	80·7	91·3	92·8	86·6
1931	56·9	73·9	73·4	79·1	87·4	64·6	86·5	86·7	72·1
1932	54·8	59·7	69·7	69·1	86·3	59·0	85·5	83·9	66·7
1933	59·3	59·4	69·7	62·8	85·4	64·3	84·4	81·3	67·1
1934	66·6	67·2	72·9	65·4	87·0	64·3	86·0	81·2	71·6
1935	67·3	70·4	70·2	64·6	87·2	69·1	85·5	79·1	72·1
1936	72·6	71·8	69·7	68·5	88·0	70·0	85·5	78·0	74·6
1937	88·4	78·4	72·8	76·7	101·8	83·8	86·6	81·4	84·6
1938	73·8	76·7	67·5	77·5	100·4	70·9	86·7	79·9	78·6
1939	63·3	74·7	69·8	79·2	98·5	71·3	85·2	79·8	75·3
1940	72·1	79·1	83·8	88·8	104·0	76·9	89·3	87·9	82·9
1939									
Janvier	60·4	72·9	66·2	76·2	97·6	70·3	85·6	78·9	73·2
Février	60·1	73·4	66·2	76·1	97·4	69·8	85·7	78·3	73·1
Mars	60·8	73·3	65·8	76·3	97·4	70·1	85·0	78·1	73·2
Avril	62·1	72·1	65·7	76·4	97·5	69·5	84·9	78·1	73·4
Mai	63·1	71·9	66·3	76·8	96·9	69·2	84·7	78·0	73·7
Juin	62·0	71·2	66·5	77·1	97·0	69·2	84·6	77·7	73·3
Juillet	59·9	71·1	66·4	77·0	97·1	68·6	84·4	77·8	72·6
Août	58·8	70·3	66·6	78·4	97·1	69·9	84·1	77·6	72·4
Septembre	68·6	77·6	72·5	82·4	99·3	74·6	84·6	81·5	78·2
Octobre	68·2	80·8	75·1	83·6	100·5	74·9	86·1	82·3	79·5
Novembre	68·5	80·9	79·1	85·0	101·9	74·5	86·5	83·9	80·4
Décembre	72·0	80·4	81·7	85·3	102·0	75·3	86·5	85·1	81·7
1940									
Janvier	73·7	79·9	82·5	86·0	102·8	76·2	87·6	85·5	82·6
Février	74·1	80·0	83·2	86·1	102·6	76·4	87·6	85·7	82·8
Mars	75·0	79·9	84·0	86·7	102·5	76·4	87·7	85·6	83·2
Avril	76·1	77·5	84·2	86·9	102·4	76·3	87·2	85·5	83·1
Mai	72·9	76·6	83·8	87·1	102·3	76·5	88·9	85·5	82·2
Juin	70·6	77·0	83·9	87·4	102·6	76·7	88·9	85·6	81·6
Juillet	71·3	77·2	84·0	89·9	103·0	76·9	90·3	89·4	82·6
Août	70·3	76·8	83·6	90·5	105·7	77·0	90·3	90·8	82·6
Septembre	69·8	78·7	83·8	91·4	106·0	77·3	90·7	90·4	83·0
Octobre	69·7	80·2	83·7	91·4	106·1	77·7	90·8	90·3	83·3
Novembre	70·9	82·1	84·0	91·4	106·1	77·7	90·8	90·1	83·9
Décembre	70·8	83·5	84·4	91·3	106·1	77·7	90·8	90·8	84·2

5.—Nombres-indices annuels des prix de gros des commodités selon l'usage, 1926-40, et chiffres mensuels pour 1939 et 1940

(1926=100)

NOTA.—Les chiffres annuels de 1914-25 paraissent à la page 850 de l'édition de 1938; ceux de certaines années antérieures paraissent au tableau correspondant d'éditions antérieures.

Année et mois	Pour la consommation			Pour la production					Tous produits
	Ensemble	Aliments, boissons et tabac	Tous autres	Ensemble	Machines et appareils	Matières premières du producteur			
						Ensemble	Du constructeur	Du fabricant	
	Séries utilisées de prix de commodités								
1913-25	98	74	24	146	15	131	32	99	236
1926-33	204	116	88	351	22	329	97	232	502
1934-40	236	126	110	402	24	378	111	267	567
	Nombres-indices								
1926	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**
1927	95·7	99·4	93·3	98·5	101·1	98·2	96·1	98·6	97·7
1928	95·6	99·6	92·9	96·7	93·7	97·0	97·4	96·9	96·4
1929	94·7	100·0	91·1	96·1	94·6	96·3	99·0	95·9	95·6
1930	89·3	93·1	86·8	82·5	92·9	81·7	90·8	79·7	86·6
1931	76·2	70·4	80·0	67·1	90·0	64·6	81·9	61·7	72·1
1932	71·3	61·5	77·8	62·4	88·7	59·5	77·2	56·5	66·7
1933	71·1	63·8	76·0	63·1	86·0	60·5	78·3	57·5	67·1
1934	74·1	69·7	77·0	67·8	88·9	65·5	82·5	62·6	71·6
1935	73·6	70·4	75·7	69·5	89·8	67·2	81·2	64·8	72·1
1936	74·7	73·4	75 5	72·4	90·0	70·4	85·3	67·9	74·6
1937	79·5	81·2	78·4	86·1	93·8	85·2	94·4	83·6	84·6
1938	77·2	77·1	77·2	75·8	95·1	73·7	89·1	71·1	78·6
1939	76·4	74·0	78·0	70·4	95·4	67·6	89·7	63·9	75·3
1940	83·4	79·4	86·1	78·7	100·0	76·3	95·6	73·0	82·9
1939									
Janvier	74·2	71·7	75·8	68·1	95·0	65·1	87·2	61·3	73·2
Février	74·4	71·9	76·1	67·9	95·0	64·9	87·3	61·1	73·1
Mars	74·1	72·2	75·4	68·0	94·9	65·0	87·4	61·2	73·2
Avril	74·2	72·3	75·4	68·3	94·9	65·3	87·6	61·5	73·4
Mai	74·0	72·2	75·2	69·0	94·9	66·1	87·9	62·4	73·7
Juin	73·7	71·9	74·9	68·0	94·9	65·0	88·1	61·1	73·3
Juillet	73·4	71·4	74·8	66·6	94·9	63·4	88·5	59·1	72·6
Août	72·8	70·0	74·7	66·7	94·9	63·6	90·2	59·1	72·4
Septembre	77·4	77·2	77·6	74·5	95·7	72·1	91·3	68·8	78·3
Octobre	79·9	79·1	80·4	74·4	96·4	72·0	92·8	68·5	79·5
Novembre	80·6	79·0	81·6	74·6	96·5	72·0	93·9	68·5	80·4
Décembre	81·3	79·1	82·7	78·1	96·6	76·0	94·2	72·9	81·7
1940									
Janvier	82·4	79·6	84·3	78·9	96·6	76·9	93·6	74·1	82·6
Février	82·9	79·7	85·1	79·2	96·6	77·3	93·5	74·5	82·8
Mars	83·2	79·7	85·6	79·9	96·6	78·0	94·1	75·3	83·2
Avril	82·6	78·8	85·1	80·3	96·6	78·5	94·2	75·8	83·1
Mai	82·3	77·9	85·2	78·7	100·3	76·3	94·3	73·3	82·2
Juin	82·5	78·4	85·3	77·2	100·4	74·6	94·3	71·3	81·6
Juillet	83·7	79·3	86·7	77·7	102·3	75·0	95·3	71·6	82·6
Août	83·5	78·2	87·1	77·9	102·0	75·2	96·7	71·5	82·6
Septembre	84·0	78·8	87·5	78·3	102·2	75·6	97·6	71·9	83·0
Octobre	84·1	79·4	87·3	78·4	102·2	75·7	98·0	71·9	83·3
Novembre	84·8	81·1	87·3	78·8	102·1	76·2	98·2	72·5	83·9
Décembre	85·2	81·8	87·5	79·1	102·2	76·5	98·0	72·9	84·2

6.—Nombres-indices annuels des prix de gros des commodités classifiées suivant l'origine et le degré de fabrication, 1934-40

(1926=100)

NOTA.—Les chiffres de 1918, 1919 et 1921-29 se trouvent à la page 881 de l'Annuaire de 1934-35 et ceux de 1930-33, à la page 824 de l'Annuaire de 1937.

Item	Nombre de commodités		1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	1926-33	1934-40							
Indices combinés, matières premières et partiellement ouvrées	**232**	**245**	**63·5**	**66·0**	**70·8**	**84·3**	**72·7**	**67·4**	**75·3**
Indices combinés, matières entièrement et principalement ouvrées	**276**	**322**	**73·4**	**72·8**	**73·6**	**80·5**	**78·2**	**75·3**	**81·5**
ARTICLES D'ORIGINE AGRICOLE—[1]									
Cultures (grains, etc.)—									
Brutes et partiellement transformées	98	95	54·2	56·2	63·8	82·8	63·0	50·7	59·4
Entièrement et principalement transf	69	91	73·9	72·8	73·8	82·4	76·5	73·1	79·2
Indices combinés	167	186	64·8	65·1	69·2	83·1	70·3	62·8	70·1
Produits animaux—									
Bruts et partiellement ouvrés	41	46	66·0	71·6	73·6	82·7	79·8	80·1	84·1
Entièrement et principalement ouvrés	49	59	69·8	69·9	71·4	76·2	74·3	72·0	78·6
Indices combinés	90	105	68·2	70·6	72·4	79·0	76·7	75·5	81·0
PRODUITS DE LA FERME CANADIENNE—									
Cultures (grains, etc.)	46	52	53·8	57·3	65·8	88·3	69·0	54·2	56·0
Produits animaux	13	18	67·7	74·0	75·3	85·0	81·3	81·2	85·8
Indices combinés	59	70	59·0	63·5	69·4	87·1	73·6	64·3	67·1
ARTICLES D'ORIGINE MARINE—									
Bruts et partiellement ouvrés	5	5	60·3	61·8	67·1	72·1	65·4	67·2	74·6
Entièrement et principalement ouvrés	11	11	75·1	72·0	70·1	71·7	72·0	72·7	81·3
Indices combinés	16	16	71·1	69·2	69·3	71·8	70·2	71·2	79·5
ARTICLES D'ORIGINE FORESTIÈRE—									
Bruts et partiellement ouvrés	31	37	76·3	74·5	80·8	94·0	85·5	88·0	103·4
Entièrement et principalement ouvrés	21	20	56·1	56·1	57·5	61·1	69·9	70·9	75·5
Indices combinés	52	57	65·5	64·7	68·4	76·4	77·2	78·9	88·5
ARTICLES D'ORIGINE MINÉRALE—									
Bruts et partiellement ouvrés	57	62	77·5	79·6	79·9	85·3	81·5	82·2	88·8
Entièrement et principalement ouvrés	126	141	86·0	85·3	85·2	91·6	90·5	88·6	92·0
Indices combinés	183	203	82·2	82·8	82·8	88·8	86·5	85·7	90·6

[1] Produits domestiques et étrangers.

7.—Nombres-indices mensuels des prix de gros des commodités classifiées d'après l'origine et le degré de fabrication, 1933, 1939 et 1940

(1926=100)

NOTA.—Les chiffres comparables de 1926-38 se trouvent aux tableaux correspondants des éditions antérieures.

Origine et année	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Totaux, bruts et partiellement ouvrés—												
1933	**51·2**	**50·6**	**52·1**	**53·0**	**56·0**	**57·6**	**62·9**	**60·9**	**59·9**	**57·5**	**59·3**	**58·9**
1939	**64·8**	**64·6**	**65·1**	**65·5**	**66·5**	**64·9**	**63·1**	**62·8**	**70·9**	**71·7**	**72·1**	**74·4**
1940	**75·3**	**75·7**	**76·3**	**76·8**	**75·2**	**74·0**	**74·9**	**73·8**	**74·3**	**74·8**	**76·1**	**76·1**
Totaux, entièrement et principal. ouvrés—												
1933	**67·2**	**66·8**	**67·8**	**69·6**	**70·4**	**70·2**	**72·4**	**71·7**	**71·5**	**71·2**	**71·7**	**72·0**
1939	**73·4**	**73·5**	**73·2**	**73·3**	**73·3**	**73·0**	**72·9**	**72·7**	**77·9**	**79·5**	**80·3**	**81·3**
1940	**81·5**	**81·7**	**81·9**	**81·5**	**80·5**	**80·0**	**80·7**	**81·3**	**81·6**	**81·8**	**82·4**	**83·0**
ARTICLES D'ORIGINE AGRICOLE—[1]												
A. Cultures (grains, fruits, coton, etc.)—												
Bruts et partiellement ouvrés—												
1933	35·1	35·8	38·3	40·7	46·5	48·8	58·6	53·5	49·4	44·4	46·3	45·3
1939	46·7	46·1	47·0	48·4	50·5	49·2	45·9	44·5	57·1	55·8	55·7	60·4
1940	62·0	62·6	63·6	65·4	61·1	58·1	58·0	55·8	55·4	55·9	57·4	57·2

[1] Produits domestiques et étrangers.

7.—Nombres-indices mensuels des prix de gros des commodités classifiées d'après l'origine et le degré de fabrication, 1933, 1939 et 1940—suite

Origine et année	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
ARTICLES D'ORIGINE AGRICOLE—fin[1]												
Entièrement et principalement ouvrés												
1933	64·6	64·2	64·7	70·2	73·2	72·5	77·3	75·0	74·1	72·7	73·3	73·2
1939	69·1	69·4	69·2	69·9	70·0	69·0	68·4	68·4	74·5	75·2	76·3	78·2
1940	79·1	79·0	79·5	79·9	78·7	77·8	79·0	79·7	79·6	79·0	79·7	80·2
Totaux, cultures—												
1933	51·0	51·1	52·5	56·6	60·9	61·6	68·7	65·1	62·7	59·6	60·8	60·3
1939	58·8	58·6	59·0	60·0	61·0	59·9	58·0	57·4	66·5	66·2	66·8	70·0
1940	71·2	71·4	72·2	73·2	70·6	68·7	69·3	68·7	68·4	68·3	69·4	69·6
B. Produits animaux—												
Bruts et partiellement ouvrés—												
1933	57·9	55·0	55·9	56·2	57·7	57·4	58·5	59·9	62·2	62·0	65·3	65·1
1939	80·0	80·2	80·7	79·7	79·3	75·5	74·8	74·9	80·2	85·2	84·6	84·6
1940	83·7	83·6	83·6	82·6	82·4	82·6	83·2	82·3	84·4	85·2	87·6	88·4
Entièrement et principalement ouvrés—												
1933	59·2	58·9	62·3	63·8	61·9	61·9	63·0	63·3	63·0	63·1	64·0	65·4
1939	69·0	69·2	68·4	67·9	67·8	68·6	68·9	68·2	75·3	79·2	80·3	80·6
1940	80·0	80·9	81·0	78·7	76·5	76·0	76·0	76·0	76·9	78·6	80·2	81·6
Totaux, prod. anim.—												
1933	58·6	57·2	59·5	60·5	60·1	59·9	61·0	61·8	62·7	62·6	64·6	65·3
1939	73·8	74·0	73·8	73·0	72·8	71·6	71·5	71·2	77·8	80·7	82·2	82·2
1940	81·6	82·1	82·1	80·4	79·1	78·9	79·1	78·7	80·2	81·5	83·4	84·5
TOTAL, PRODUITS DE LA FERME CANAD.—												
CULTURES (grains, etc.)—												
1933	34·8	35·8	37·8	40·7	46·9	49·4	60·8	55·1	49·5	44·1	46·7	45·3
1939	54·7	54·7	54·9	56·1	55·9	55·6	55·0	48·2	53·9	51·7	51·8	58·6
1940	60·8	61·5	63·1	64·9	58·2	52·9	52·..	50·4	50·7	51·1	52·5	52·5
PRODUITS ANIMAUX—												
1933	58·3	54·7	56·1	56·3	58·3	57·7	58·9	60·6	63·2	63·0	67·7	67·4
1939	81·6	81·3	81·9	81·1	80·5	76·0	75·4	75·4	81·8	86·6	86·8	86·4
1940	85·4	85·0	84·9	84·1	84·3	83·5	83·9	83·3	85·8	87·3	91·0	91·6
TOTAUX—												
1933	43·6	42·9	44·6	46·5	51·2	52·5	60·1	57·2	54·6	51·2	54·6	53·6
1939	64·8	64·6	65·0	65·5	65·1	63·2	62·6	58·4	64·3	64·8	64·9	69·0
1940	70·0	70·3	71·3	72·1	68·0	64·3	64·4	62·7	63·8	64·6	66·9	67·1
ARTICLES D'ORIGINE MARINE—												
Bruts et partiellement ouvrés—												
1933	54·5	44·6	49·6	46·6	48·1	54·8	56·5	59·2	63·3	67·5	71·0	58·9
1939	63·3	63·1	64·0	58·8	71·0	61·6	57·5	58·8	68·0	80·5	82·2	78·8
1940	74·8	75·1	77·8	65·5	75·5	72·7	68·6	70·9	76·5	79·8	82·8	74·6
Entièrement et principalement ouvrés—												
1933	60·8	61·2	61·8	63·0	62·7	62·3	63·6	67·7	67·7	68·9	69·0	69·7
1939	68·9	69·0	69·1	67·8	67·8	69·3	69·7	69·1	79·4	80·0	80·3	87·4
1940	78·8	78·8	78·6	78·5	79·3	80·2	80·4	82·1	84·5	85·4	84·6	86·0
TOTAUX, ARTICLES D'ORIGINE MARINE—												
1933	59·1	56·7	58·5	58·6	58·7	60·3	61·7	65·4	66·5	68·5	69·5	66·8
1939	67·4	67·4	67·7	65·4	68·7	67·2	66·4	66·3	76·3	80·1	80·8	85·1
1940	77·7	77·8	78·4	75·0	78·3	78·2	77·2	79·1	82·3	83·9	84·1	82·9
ARTICLES D'ORIGINE FORESTIÈRE—												
Brut et partiellement ouvrés—												
1933	66·0	65·2	65·2	64·4	64·8	69·7	71·5	72·8	74·0	74·7	74·4	74·4
1939	83·1	83·0	83·7	83·9	84·8	85·2	85·6	88·3	91·5	93·8	96·6	97·1
1940	98·0	98·0	99·1	99·6	100·1	100·4	105·3	106·7	108·6	108·5	108·5	108·3

[1] Produits domestiques et étrangers.

7.—Nombres-indices mensuels des prix de gros des commodités classifiées d'après l'origine et le degré de fabrication, 1933, 1939 et 1940—fin

Origine et année	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
ARTICLES D'ORIGINE FORESTIÈRE—fin												
Entièrement et principalement ouvrés—												
1933	61·8	61·6	61·3	55·3	55·2	55·1	55·2	55·3	55·3	56·0	56·1	56·2
1939	69·6	69·5	69·2	69·3	69·3	69·2	68·9	69·1	73·6	74·0	74·3	74·4
1940	74·8	75·2	75·2	75·2	75·2	75·5	76·1	76·1	75·8	75·7	75·8	75·8
TOTAUX, ARTICLES D'ORIGINE FOREST.—												
1933	63·8	63·3	63·1	59·5	59·7	61·9	62·8	63·5	64·0	64·7	64·6	64·7
1939	76·0	76·0	76·0	76·1	76·5	76·7	76·7	78·0	81·9	83·2	84·7	85·0
1940	85·6	85·8	86·3	86·6	86·8	87·1	89·7	90·4	91·1	91·0	91·0	90·9
ARTICLES D'ORIGINE MINÉRALE—												
Bruts et partiellement ouvrés—												
1933	75·8	75·6	75·9	74·9	74·1	74·4	75·7	75·0	76·5	75·9	76·2	77·3
1939	81·1	81·0	80·8	80·5	80·2	80·2	79·7	80·0	81·3	82·0	83·8	83·9
1940	85·5	86·6	86·7	86·3	88·3	88·9	90·5	90·5	90·6	90·7	90·7	90·7
Entièrement et principalement ouvrés—												
1933	84·2	83·3	83·4	83·6	83·7	84·2	84·3	84·7	85·8	86·1	86·1	86·1
1939	88·2	88·2	88·1	88·0	87·6	87·5	87·8	87·6	88·9	90·3	90·7	91·0
1940	91·3	91·2	91·2	91·0	90·9	90·9	91·6	92·7	93·2	93·3	93·3	93·3
TOTAUX, ARTICLES D'ORIGINE MINÉRALE—												
1933	80·4	79·9	80·0	79·7	79·4	79·8	80·5	80·4	81·6	81·5	81·7	82·2
1939	85·0	85·0	84·8	84·6	84·3	84·2	84·2	84·2	85·5	86·6	87·6	87·8
1940	88·7	89·1	89·2	88·9	89·7	90·0	91·1	91·7	92·0	92·1	92·1	92·1

Importations et exportations.—Les indices des prix de gros des importations et des exportations accusent des augmentations nettes sur les niveaux de fermeture de 1939, mais la marge continue de s'élargir entre les importations et les exportations. A la fin de 1939, l'indice des importations est de 32·4 p.c. au-dessus de celui des exportations; cette marge atteint 36·8 p.c. en juin 1940 pour se rétrécir légèrement à 36·1 p.c. durant la deuxième moitié de l'année.

En décembre 1940, l'indice des importations à 98·0 est de 3·5 p.c. au-dessus du niveau de janvier. Parmi les importations accusant le pourcentage d'augmentation le plus marquant sont le caoutchouc brut, les fruits frais, le tabac, le riz et le chiclé dans le groupe des substances végétales, et le fil de cuivre électrolytique, le charbon, le verre, les produits du pétrole et les engrais artificiels. La soie brute et quelques autres articles de moindre importance accusent de légers déclins.

Les fluctuations des prix sont plus variées dans les exportations. Bien que l'indice composite enregistre au cours de l'année une augmentation nette de 0·7 p.c., ceux de plusieurs sous-groupes accusent des déclins. Les plus remarquables parmi ceux-ci sont les substances végétales; les grains, les produits de meunerie et les pommes de terre enregistrent des pertes sensibles. Les produits animaux; les fibres, textiles et tissus; le bois, les produits du bois et le papier et le fer et ses produits sont tous beaucoup plus élevés; les métaux non ferreux et les métalloïdes accusent des augmentations moins marquées. Les produits chimiques restent inchangés.

8.—Nombres-indices des prix de gros des exportations et importations classifiées d'après la principale matière constituante, 1929-40

(1926=100)

NOTA.—Les statistiques de 1913-28 paraissent à la p. 864 de l'Annuaire de 1938.

Année	Légumes et leurs produits	Animaux et leurs produits	Fibres, textiles et produits textiles	Bois, produits du bois et papier	Fer et ses produits	Métaux non-ferreux et leurs produits	Minéraux métalloïdiques et leurs produits	Substances chimiques et produits connexes	Total
	EXPORTATIONS								
1929	89·3	107·9	85·8	91·9	91·3	88·0	83·7	95·6	92·2
1930	65·3	94·2	69·5	87·3	87·4	75·4	81·5	92·9	77·4
1931	41·7	70·7	56·7	78·3	82·7	66·2	67·8	87·9	60·5
1932	40·4	55·7	39·6	68·1	81·3	65·2	66·1	68·3	54·9
1933	44·9	58·0	46·1	60·0	75·8	68·6	65·7	69·9	55·2
1934	53·4	64·5	59·1	62·5	78·0	67·6	71·2	72·2	60·6
1935	56·7	65·7	49·5	60·8	78·0	73·8	70·5	71·7	62·2
1936	63·9	69·5	61·4	65·0	80·1	71·1	71·3	71·8	66·8
1937	87·2	76·5	73·1	72·1	95·2	79·9	69·7	72·1	81·1
1938	66·4	69·1	54·5	73·4	93·9	70·7	80·0	78·1	70·9
1939	47·4	70·7	42·4	75·8	94·5	68·3	79·8	86·6	63·5
1940	55·3	80·3	57·5	86·1	102·8	73·5	87·9	86·9	71·9
	IMPORTATIONS								
1929	85·6	113·3	93·4	–	95·0	116·9	89·4	92·0	94·2
1930	75·0	94·5	75·5	–	91·1	84·7	87·3	87·5	83·7
1931	60·1	72·5	59·9	–	88·7	57·5	80·3	83·3	72·4
1932	57·6	59·1	52·6	–	91·1	46·5	84·8	86·3	70·5
1933	61·4	67·7	57·3	–	92·2	59·1	79·4	86·9	73·0
1934	65·0	69·7	64·2	–	92·7	66·7	83·6	88·0	76·5
1935	68·5	74·6	63·6	–	94·4	68·0	82·5	89·7	77·9
1936	68·4	78·7	67·7	–	96·3	71·5	82·0	86·9	79·4
1937	79·7	89·9	72·1	–	114·5	93·6	82·8	95·1	89·8
1938	68·8	75·9	61·2	–	113·7	72·7	84·1	84·5	83·1
1939	71·3	78·0	66·0	–	112·2	83·8	82·3	83·5	84·4
1940	83·4	86·7	84·3	–	119·2	94·9	94·1	90·8	96·0

Section 2.—Coût de la vie et prix de détail

Sous-section 1.—Indice du coût de la vie

Les indices du coût de la vie au Canada ont été unifiés en 1940 et l'indice donné à la p. 739 et basé sur la période de 1935–39 fixée à 100, a remplacé les séries antérieures du Bureau de la Statistique basées sur 1926 fixé à 100 et l'indice du Ministère du Travail basé sur 1913 fixé à 100. Le nouvel indice du Bureau a été édifié en collaboration avec le Ministère du Travail et la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre. Il est considéré comme l'indice officiel du coût de la vie au Canada.

Cet indice reflète les changements qui se sont opérés dans un budget fixe représentant les prix des denrées, le coût des services et les frais de logement basés sur l'expérience de 1,439 familles de salariés urbains l'année terminée le 30 septembre 1938. Les feuilles remplies par ces familles avaient pour objet particulier d'établir les données nécessaires à un calcul exact de l'indice du coût de la vie. Il convient

de se rappeler toutefois que le nouvel indice reflète les changements dans les frais ménagers d'un type de famille prédéterminé. Il n'est pas tenu compte des changements du degré d'aisance amenés par les circonstances économiques, e.g., variations du revenu ou de la taxe directe, ou par le changement d'âge ou la variation du nombre de membres composant la famille. Une brève description du genre de familles qu'il représente permettra à ceux qui recourent à cet indice de se faire une meilleure idée du degré d'aisance et du genre de familles auquel il s'applique.

Le genre de familles a été déterminé avant que soit fait le relevé des dépenses afin que les feuilles recueillies soient bien obtenues de familles caractérisant la population salariée urbaine. Après une étude soigneuse des feuilles urbaines du recensement de 1931 en ce qui concerne l'importance de la famille, le nombre d'enfants, l'état conjugal des chefs de famille, le gain, la tenure et l'origine raciale, il fut décidé de faire un relevé des dépenses des familles répondant aux conditions suivantes:

1. L'époux et l'épouse vivant ensemble et ayant d'un à cinq enfants.

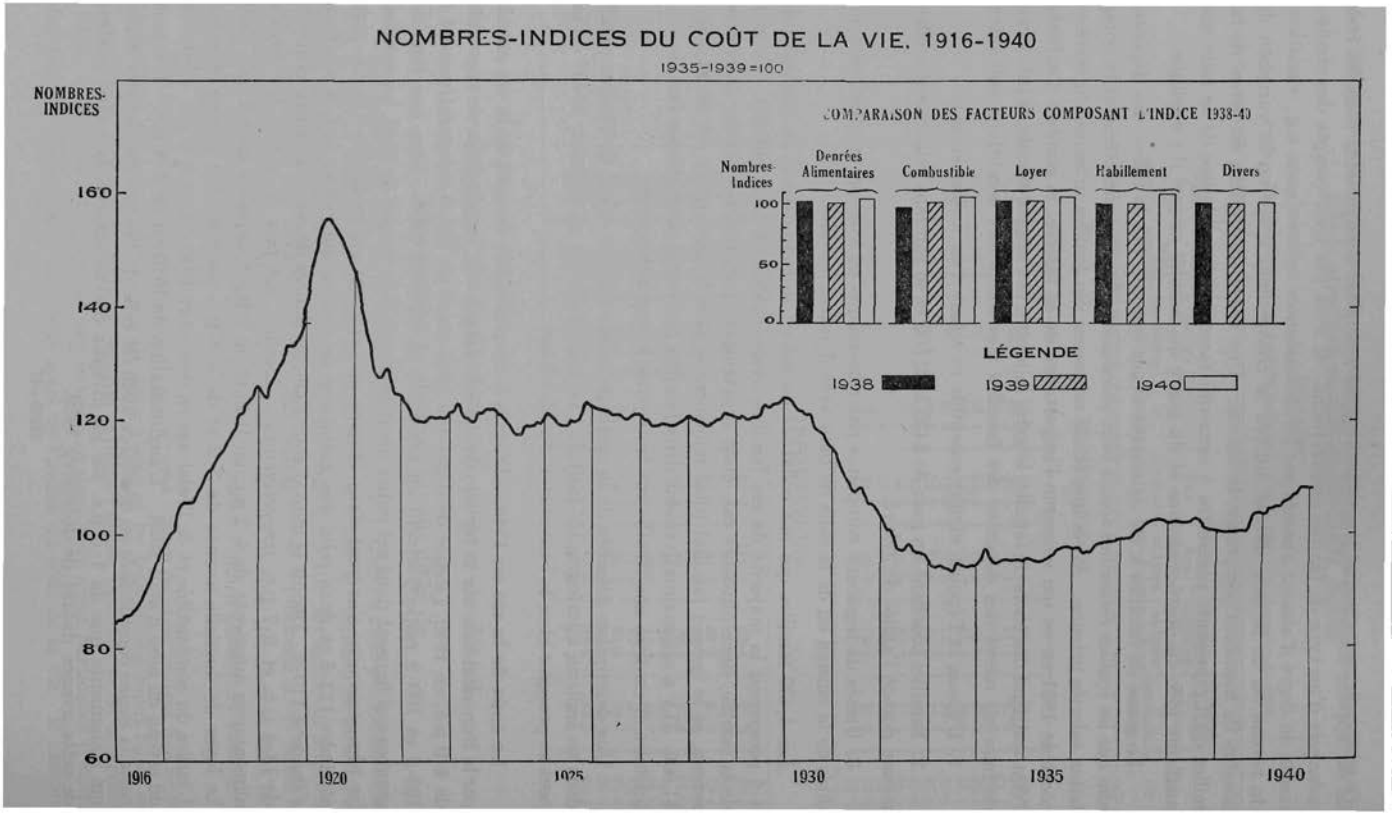
2. Familles touchant un gain de $450 à $2,500 et se suffisant totalement à elles-mêmes durant l'année du relevé.

3. Unités de logement complètes par elles-mêmes et sans partage des commodités de la cuisine ou de la salle de bain avec d'autres familles.

Les 1,439 familles qui ont collaboré au relevé se composaient en moyenne de 4·6 personnes; la majorité de ces familles avaient deux ou trois enfants. Le gain de la famille, dans plusieurs cas, était supplémenté par d'autres petites sources de revenu, et le revenu familial total rencontré le plus fréquemment est de $1,200 à $1,600. Il y a approximativement deux familles locataires pour chaque famille propriétaire et environ une famille sur trois possède une automobile.

Une description détaillée de la méthode suivie dans le calcul de l'indice paraît dans un bulletin miméographié intitulé "Le coût de la vie au Canada, 1940" qu'on peut se procurer chez le Statisticien du Dominion.

Le coût de la vie en 1940.—D'après le nouvel indice du coût de la vie calculé par le Bureau et basé sur la période de 1935–39 fixée à 100, le coût de la vie augmente de 4·0 p.c. en 1940, l'indice de décembre 1940 étant de 108·0 comparativement à 103·8 et 100·8 respectivement en décembre et en août 1939. Bien que tous les groupes qui figurent dans cet indice aient contribué à la hausse de 1940, les avances les plus marquées s'avèrent dans l'indice du vêtement qui monte de 9·9 p.c. pour atteindre 113·5 et dans celui des garnitures de maison qui s'élève de 6·3 p.c. pour s'établir à 110·7. Depuis le mois d'août 1939, les indices de ces deux séries avancent de 13·4 p.c. et 9·7 p.c. respectivement. L'indice des prix de détail des denrées alimentaires augmente de 4·2 p.c. en 1940 et de 9·9 p.c. depuis le mois d'août 1939. Le loyer de domicile avance de 3·2 et de 3·8 p.c. au cours des mêmes périodes. L'indice du combustible et de l'éclairage en décembre 1940 est de 9·6 p.c. au-dessus du niveau du mois d'août 1939. L'augmentation de 1940 est de 2·9 p.c. L'avance nette la moins considérable en décembre 1940 est celle de l'indice des articles divers qui n'augmente que de 1·5 p.c. sur les niveaux d'avant-guerre, la moitié environ de cette avance datant de décembre 1939.


NOMBRES-INDICES DU COÛT DE LA VIE, 1916-1940
1935-1939=100
NOMBRES-INDICES
160
140
120
100
80
60
1916
1920
1925
1930
1935
1940
COMPARAISON DES FACTEURS COMPOSANT L'IND.CE 1938-40
Nombres-Indices
Denrées Alimentaires
Combustible
Loyer
Habillement
Divers
100
50
0
LÉGENDE
1938
1939
1940

9.—Nombres-indices du coût de la vie, 1929-40, et par mois, janvier 1939 à avril 1941

(1935-39=100)

Année	Indice, aliments	Indice, combustible	Indice, loyer	Indice, vêtement	Indice, garnitures de maison et services	Indice, divers	Indice, total
1929	**134·7**	**112·6**	**119·7**	**134·8**	**105·0**		**121·7**
1930	**131·5**	**111·8**	**122·7**	**130·6**	**105·4**		**120·8**
1931	**103·1**	**110·0**	**119·4**	**114·3**	**103·3**		**109·1**
1932	**85·7**	**106·8**	**109·7**	**100·6**	**100·4**		**99·0**
1933	**84·9**	**102·5**	**98·6**	**93·3**	**98·2**		**94·4**
1934	**92·4**	**102·6**	**92·8**	**96·9**	**97·7**		**95·7**
1935	**94·6**	**100·9**	**94·0**	**97·6**	**95·4**	**98·7**	**96·2**
1936	**97·8**	**101·5**	**96·1**	**99·3**	**97·2**	**99·1**	**98·1**
1937	**103·2**	**98·9**	**99·7**	**101·4**	**101·5**	**100·1**	**101·2**
1938	**103·8**	**97·7**	**103·1**	**100·9**	**102·4**	**101·2**	**102·2**
1939							
Janvier	99·9	101·0	103·4	100·2	101·7	101·1	101·1
Février	98·7	101·0	103·4	100·2	101·7	101·1	100·7
Mars	98·5	100·4	103·4	99·9	101·2	101·1	100·6
Avril	98·3	100·4	103·4	99·9	101·1	101·4	100·6
Mai	98·2	100·2	103·8	99·9	101·1	101·4	100·6
Juin	98·1	99·8	103·8	100·1	101·0	101·3	100·5
Juillet	99·0	99·3	103·8	100·1	100·9	101·3	100·8
Août	99·3	99·0	103·8	100·1	100·9	101·3	100·8
Septembre	99·4	98·9	103·8	99·6	100·8	101·3	100·8
Octobre	106·3	104·4	104·4	99·6	101·0	101·7	103·5
Novembre	107·1	105·3	104·4	99·6	101·0	101·9	103·8
Décembre	104·7	105·4	104·4	103·3	104·1	102·0	103·8
Moyennes de 1939	**100·6**	**101·2**	**103·8**	**100·7**	**101·4**	**101·4**	**101·5**
1940							
Janvier	104·5	105·5	104·4	103·3	104·3	101·8	103·8
Février	104·5	105·8	104·4	103·3	104·3	101·9	103·8
Mars	104·8	105·7	104·4	107·8	105·9	101·9	104·6
Avril	104·8	105·9	104·4	107·8	106·1	101·8	104·6
Mai	104·4	106·1	106·9	107·8	106·2	101·8	104·9
Juin	103·8	106·0	106·9	109·1	106·5	101·8	104·9
Juillet	105·3	107·9	106·9	109·1	106·9	102·2	105·6
Août	105·4	108·4	106·9	109·1	106·9	103·0	105·9
Septembre	105·4	108·5	106·9	112·4	108·9	102·8	106·4
Octobre	106·1	108·0	107·7	113·5	109·7	102·8	107·0
Novembre	108·7	108·5	107·7	113·5	110·0	102·8	107·8
Décembre	109·1	108·5	107·7	113·5	110·7	102·8	108·0
Moyennes de 1940	**105·6**	**107·1**	**106·3**	**109·2**	**107·2**	**102·3**	**105·6**
1941							
Janvier	109·7	108·6	107·7	113·7	110·8	103·1	108·3
Février	108·8	108·7	107·7	114·1	111·5	103·1	108·2
Mars	109·0	108·9	107·7	114·2	111·6	102·9	108·2
Avril	110·1	108·9	107·7	114·3	111·7	102·9	108·6

Sous-section 2.—Prix de détail

Prix des denrées alimentaires dans les villes.—Le Bureau Fédéral de la Statistique a établi en 1940 une nouvelle série de nombres-indices des prix de détail des denrées alimentaires dans huit centres importants de distribution représentant les principales divisions géographiques du Canada. Ces indices, publiés dans le tableau qui suit pour les années 1939 et 1940, forment le premier stage des nombres-indices régionaux du coût de la vie en voie d'établissement.

Au cours de la période écoulée depuis août 1939 jusqu'à décembre 1940, aucun des indices particuliers des villes ne diffère de l'indice moyen du Dominion par autant que 7 p.c. En dehors d'Halifax, la plus grande différence n'atteint pas 5 p.c. Les différences accusées par les indices complets du coût de la vie seraient probablement encore moins marquées.

10.—Nombres-indices mensuels des prix de détail des denrées alimentaires dans huit villes du Canada, janvier 1939 à avril 1941

(1935-39=100)

Année et mois	Halifax	Saint John	Montréal	Toronto	Winnipeg	Saskatoon	Edmonton	Vancouver
1939								
Janvier	100·2	99·6	104·1	100·3	103·4	102·1	100·0	98·0
Février	98·7	99·7	103·0	99·1	102·3	99·3	98·6	96·0
Mars	98·0	98·9	103·0	98·8	101·9	101·2	98·8	97·0
Avril	94·1	99·3	100·4	98·7	102·2	98·4	98·8	96·4
Mai	97·1	100·1	101·3	97·8	100·0	96·0	97·8	97·9
Juin	97·0	98·0	100·0	98·2	98·8	96·1	98·6	96·8
Juillet	98·3	99·7	101·5	101·7	100·6	97·6	99·5	98·2
Août	99·6	100·5	100·6	100·2	100·6	97·9	100·3	98·1
Septembre	97·4	100·0	99·7	99·0	100·7	97·4	100·0	97·4
Octobre	106·2	106·9	109·4	106·7	108·2	108·3	108·5	104·2
Novembre	107·9	107·5	109·3	106·7	107·8	109·2	111·9	104·9
Décembre	106·1	108·4	107·9	106·4	106·9	109·1	109·4	103·9
Moyennes, 1939	**100·1**	**101·5**	**103·3**	**101·1**	**102·8**	**101·0**	**101·8**	**99·1**
1940								
Janvier	108·5	107·5	107·3	103·6	106·5	107·3	107·2	101·4
Février	106·4	106·6	107·1	103·8	106·2	107·4	107·1	104·1
Mars	107·1	105·8	107·9	102·9	106·0	106·7	106·2	103·0
Avril	107·7	106·7	107·7	104·2	106·2	106·7	107·1	103·9
Mai	108·4	107·4	106·0	103·2	105·3	104·9	108·2	105·3
Juin	106·1	106·1	106·0	103·7	105·2	103·3	106·6	102·5
Juillet	110·6	108·1	108·2	104·9	109·0	105·9	105·8	103·2
Août	111·9	108·9	106·1	104·7	108·5	103·8	104·8	103·9
Septembre	111·3	107·0	106·9	105·9	106·8	103·4	103·5	103·4
Octobre	111·6	108·4	107·9	106·1	107·6	104·3	105·4	103·7
Novembre	113·3	111·3	110·9	108·5	110·2	107·5	108·4	106·1
Décembre	114·7	113·0	111·2	107·8	110·9	109·7	110·1	107·0
Moyennes, 1940	**109·8**	**108·0**	**107·8**	**105·0**	**107·3**	**105·8**	**106·7**	**104·0**
1941								
Janvier	115·9	112·0	112·7	107·7	111·8	111·5	109·2	107·2
Février	113·9	111·0	111·7	108·2	109·6	109·1	108·4	108·8
Mars	111·2	110·0	111·9	108·6	109·5	109·5	107·8	109·0
Avril	113·5	110·8	112·1	109·0	110·5	110·0	108·3	109·9

Prix des services.—Les service absorbent approximativement 19 p.c. des dépenses familiales qui figurent au calcul des nouveaux nombres-indices du coût de la vie du Bureau Fédéral de la Statistique. Les tendances du coût de certains des services les plus importants à compter de la nouvelle période servant de base (1935–39) sont indiquées dans le tableau qui suit. En dehors de la hausse des taux du gaz et de l'éclairage en 1939 (due aux impôts) les changements dans ces indices sont peu marqués depuis 1935. Il y a toutefois des augmentations graduelles dans les frais d'hospitalisation et dans les taux du téléphone.

11.—Nombres-indices du coût des services ménagers

(1935-39=100)

Item	1935	1936	1937	1938	1939	1940
Taux du gaz combustible pour usage ménager	100·6	99·5	100·0	99·9	101·9	106·7
Taux de l'éclairage électrique ménager	102·4	101·4	96·5	96·0	103·6	109·9
Taux du téléphone pour usage ménager	99·2	99·2	100·3	100·6	100·6	101·9
Tarif des tramways	100·1	99·6	100·1	100·1	100·1	100·1
Taux d'hospitalisation	97·4	98·7	100·2	101·0	102·7	102·7

Sous-section 3.—Enquête sur le budget alimentaire et familial*

En 1937, un comité interministériel a été organisé pour étudier la possibilité de répondre à la demande de renseignements précis sur les frais alimentaires et familiaux en général, particulièrement dans les centres urbains. Ce comité se composait de représentants du Bureau de la Statistique, du Ministère des Pensions et de la Santé Nationale, du Ministère du Travail, du Ministère de l'Agriculture et du Conseil National de Recherches. Pour faire suite aux recommandations de ce comité, le Parlement vota au Bureau Fédéral de la Statistique les crédits nécessaires à la tenue de cette enquête en 1938. Les détails de la méthodologie employée et un résumé des résultats de l'enquête sont donnés aux pp. 841-43 de l'Annuaire de 1940. Les constatations détaillées paraissent dans un rapport intitulé "Budgets familiaux au Canada, 1937–1938".

Section 3.—Nombres-indices des valeurs mobilières

Les cours des valeurs mobilières servent depuis longtemps à la mensuration statistique des phénomènes économiques. Ils sont généralement sensibles aux changements des conditions commerciales bien que cette caractéristique précieuse soit quelquefois infirmée, parce que ces mouvements peuvent souvent être influencés grandement par un intérêt spéculatif très éloigné des conditions économiques intrinsèques. Ainsi, en 1928 et 1929, le cours des actions ordinaires a avancé beaucoup au-delà des niveaux indiqués dans les profits actuels ou prévus. Les tendances du cours de ces valeurs ont aussi différé des autres indices commerciaux durant la guerre de 1914–18, et se comportent de la même façon durant la présente guerre.

La marche du cours des actions ordinaires canadiennes a grandement différé de celle du cours des denrées depuis 1914. Il n'y a pas eu d'avance de valeurs mobilières au cours de la guerre de 1914–18 semblable à l'inflation prononcée du cours des denrées. Entre 1926 et 1929 toutefois, comme le prix des denrées déclinait graduellement, le cours des actions ordinaires a plus que doublé. Les deux listes de prix montrent une baisse prononcée entre 1929 et 1933 et les deux se sont relevées par la suite. Dans la dernière partie de 1939 et en 1940, tandis que le prix des denrées augmentait, celui des valeurs mobilières déclinait.

Nombres-indices des actions ordinaires de portefeuilliste.—Les fluctuations du cours des valeurs mobilières, sauf les obligations à long terme, reflètent fidèlement la bonne ou la mauvaise fortune des armes Alliées en 1940. Au cours des six premiers mois, les actions ordinaires industrielles et d'utilités accusent des déclins substantiels, surtout au cours des mois de mai et juin. Vers la fin de juin, une moyenne des titres industriels et d'utilités s'établit à 32·3 p.c. plus bas que le cours de fermeture en 1939 et se rapproche des moyennes des premiers mois de 1933.

* Revisé par H. F. Greenway, statisticien des prix et chargé de l'enquête sur les frais alimentaires et ménagers, Bureau Fédéral de la Statistique.

Les titres industriels accusent leur déclin le plus marqué entre janvier et juin, l'indice de ce groupe perdant 36·2 p.c. pour toucher 58·1 vers la fin de juin, tandis que celui des utilités perd 24·6 p.c. pour toucher 68·2 et celui de 8 banques, 14·7 p.c. pour toucher 87·9. La reprise de septembre est graduelle et ne se prolonge pas au-delà de la première partie du mois. Par la suite, les moyennes du marché fluctuent légèrement jusqu'à la fin de l'année. L'indice de 70·6 des actions ordinaires au 31 décembre accuse une augmentation de 13·1 p.c. sur les bas de la mi-année mais indique en même temps un déclin net d'environ 23·4 p.c. comparativement à l'indice final de 1939 qui était de 92·2. Parmi les indices de groupes, la pulpe et le papier accusent le déclin le plus marqué de l'année, soit 38·9 p.c., tandis que les boissons accusent le moins marqué, soit 1·1 p.c.

12.—Nombres-indices mensuels des actions ordinaires de portefeuilliste, 1940

(1935-39=100)

Mois	Grand total	Types de titres										
		Total des banques	Industries									
			Total des industries	Machinerie et outillage	Pulpe et papier	Minoterie	Huiles	Textiles, vêtement	Aliments et produits connexes	Boissons	Matériaux de construction	Mines industrielles
Janvier	90·9	103·3	89·1	107·4	122·0	116·5	78·2	128·0	113·9	107·9	108·3	92·2
Février	90·2	103·0	88·6	103·8	116·5	116·0	79·4	134·4	114·8	106·8	105·5	90·2
Mars	90·3	104·0	87·5	107·2	114·0	113·7	78·0	135·4	115·6	107·9	105·3	88·3
Avril	88·4	102·4	85·1	105·9	122·4	113·0	74·1	135·7	115·0	109·9	105·2	84·9
Mai	73·3	97·4	69·2	82·0	81·1	91·5	62·6	119·3	102·7	94·0	83·2	65·0
Juin	65·5	91·3	61·2	74·5	65·2	74·1	59·3	104·2	89·7	85·2	74·3	62·7
Juillet	66·1	85·5	62·6	73·5	69·2	79·1	59·8	110·4	90·8	91·0	73·5	65·8
Août	69·3	88·1	65·8	78·7	76·2	80·6	52·4	114·0	93·5	95·9	77·5	71·2
Septembre	75·8	92·9	73·1	85·5	82·1	95·5	60·7	121·4	101·6	99·5	87·0	77·4
Octobre	74·2	91·9	71·3	84·0	80·1	93·5	56·2	120·8	101·4	99·5	88·9	77·7
Novembre	74·5	92·7	71·3	86·0	82·6	81·4	54·5	121·5	100·7	105·8	91·2	77·8
Décembre	70·3	94·6	65·9	78·6	76·7	75·2	48·7	116·8	99·6	106·5	87·6	71·4

Mois	Types de titres			
	Services publics			
	Total des services publics	Transports	Téléphone et télégraphe	Energie et traction
Janvier	90·7	69·9	107·4	92·3
Février	89·9	71·2	107·1	90·8
Mars	93·4	84·0	107·7	92·0
Avril	93·4	82·7	106·1	93·2
Mai	78·2	57·1	99·3	78·3
Juin	71·0	47·3	95·6	70·8
Juillet	70·4	49·0	91·4	70·9
Août	73·6	55·0	95·3	73·2
Septembre	78·0	60·1	99·5	77·2
Octobre	77·0	55·4	100·2	76·9
Novembre	78·2	62·2	101·4	76·2
Décembre	76·4	55·8	101·3	75·6

Actions de priorité.—Les fluctuations du cours des actions de priorité en 1940 suivent de près celles des titres industriels et d'utilités. De 110·1 en décembre 1939, cet indice tombe à 86·9 en juin, son plus bas point de 1940 et niveau qui n'avait pas été touché depuis octobre 1935. Ensuite l'indice fluctue généralement vers la hausse pour atteindre 101·7 en décembre. Il accuse au cours de l'année une perte nette de 7·6 p.c. ou environ un tiers de celle des titres industriels et d'utilités.

13.—Nombres-indices mensuels des titres de priorité, janvier 1927 à mai 1941

(1935-39=100)

Année	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1927	123·2	123·6	123·9	123·8	123·6	123·2	123·6	125·2	126·4	130·0	133·7	134·9
1928	134·5	133·8	132·6	134·4	134·7	134·1	133·1	129·7	129·8	128·1	125·5	130·2
1929	129·6	130·4	128·8	125·8	125·8	126·4	126·4	127·4	126·8	124·1	120·4	121·1
1930	118·1	119·2	120·6	124·7	123·8	120·0	117·5	117·1	116·0	103·0	98·8	99·5
1931	100·4	100·6	101·6	95·1	89·0	87·6	86·6	83·4	77·4	77·1	80·2	76·0
1932	72·6	74·4	73·6	70·3	61·5	57·4	63·0	67·3	67·9	67·3	66·2	63·8
1933	59·8	59·8	57·1	56·9	65·9	70·6	74·7	74·4	73·6	72·0	71·3	72·6
1934	77·3	80·2	81·2	82·6	82·9	82·5	82·1	81·2	81·3	83·8	85·2	86·1
1935	88·7	89·0	85·9	83·5	82·5	82·5	84·0	85·5	83·5	83·8	87·5	89·0
1936	90·3	93·1	92·0	91·7	90·0	91·9	95·9	97·2	101·1	104·7	109·9	113·3
1937	119·7	121·1	123·8	124·4	120·9	119·8	119·9	122·4	109·8	99·2	98·9	97·7
1938	100·6	99·0	93·5	94·3	96·6	98·7	105·2	104·7	98·1	106·2	105·5	104·8
1939	102·5	101·8	101·2	95·2	95·3	98·8	100·1	97·7	100·5	107·4	108·7	110·1
1940	110·7	109·7	108·8	108·9	96·7	86·9	89·0	93·9	99·1	100·7	103·0	101·7
1941	101·4	97·6	98·7	97·9	96·3	-	-	-	-	-	-	-

Nombres-indices pondérés des titres miniers.—Les cours des titres miniers suivent les mêmes tendances générales que les titres industriels et d'utilités en 1940. A la fin de 1939, un indice des titres miniers représentatifs s'établit à 101·5, mais par la suite il décline graduellement pour toucher un bas de 60·1 la dernière semaine de juin en 1940—perte de 40·8 p.c. Les titres des bas métaux accusent un déclin légèrement plus sensible, soit 42·9 p.c., au cours de cette période, tandis que l'or perd 39·4. Au cours des six mois suivants, les titres miniers se resaisissent plus énergiquement que les titres industriels et des utilités. Vers la fin de l'année l'indice des titres miniers s'établit à 80·3, soit une reprise de la moitié environ des pertes de la première partie de l'année comparativement à un quart dans le cas des titres industriels et des utilités.

14.—Nombres-indices pondérés mensuels des titres miniers, de janvier 1939 à mai 1941

(1935-39=100)

Année et mois	Or	Bas métaux	Total	Année et mois	Or	Bas métaux	Total
1939				**1940**—fin			
Janvier	103·1	122·9	110·2	Avril	81·3	110·8	91·2
Février	102·9	126·1	110·8	Mai	67·6	88·5	74·5
Mars	100·4	122·3	108·1	Juin	57·7	74·7	63·4
Avril	93·5	113·1	100·2	Juillet	59·1	75·1	64·8
Mai	97·3	121·4	105·6	Août	64·6	83·7	71·0
Juin	99·0	123·5	107·3	Septembre	70·8	91·0	77·5
Juillet	100·0	126·0	108·7	Octobre	72·9	91·3	79·2
Août	95·8	124·2	105·6	Novembre	76·3	94·5	82·4
Septembre	84·6	119·4	96·0	Décembre	74·9	90·0	80·2
Octobre	90·5	119·9	100·9				
Novembre	90·3	121·7	100·9				
Décembre	89·2	119·3	99·3	**1941**			
1940				Janvier	74·4	89·2	79·4
				Février	70·6	83·2	74·9
Janvier	91·1	119·6	100·9	Mars	70·0	84·7	75·1
Février	86·5	115·3	96·2	Avril	69·0	87·6	75·1
Mars	82·0	112·8	92·5	Mai	66·1	81·2	71·2

Section 4.—Nombres-indices du rendement des obligations

Les exigences exceptionnelles des années de guerre de 1914–18 ont orienté les autorités fédérales vers le marché intérieur, domaine qui jusqu'alors avait servi principalement aux besoins des provinces et des municipalités. C'est donc aux sources provinciales et municipales seulement qu'il faut recourir pour obtenir des données historiques sur le rendement des obligations à long terme sur le marché intérieur antérieurement à 1914. Les émissions ontariennes depuis 1900 jusqu'à date ont été relevées dans ce domaine et utilisées par le Bureau Fédéral de la Statistique dans la compilation de son premier indice du rendement des obligations à long terme. La période relativement longue durant laquelle ces documents ont été conservés leur ajoute une valeur considérable. Un état indiquant les mouvements des rendements des obligations de la province d'Ontario depuis 1900 paraît aux pages 835 et 836 de l'Annuaire de 1937.* En raison de l'importance croissante des emprunts nationaux sur le marché domestique depuis la guerre de 1914–18, il a été jugé opportun de compléter la série de l'Ontario par l'indice des rendements des obligations à long terme du Dominion indiqué au tableau **15.** Les données ont été revisées depuis la publication de l'Annuaire de 1940 en substituant à la base de 1926 la moyenne des années 1935 à 1939 inclusivement. Les nouveaux indices correspondent très étroitement à ceux des années 1932 à 1939, qui paraissent à la p. 911 de l'Annuaire de 1939.

Les indices revisés sont basés sur de simples moyennes arithmétiques des prix du marché et des rendements calculés de deux émissions représentatives à long terme du Dominion. Au commencement de 1932, les deux émissions sur lesquelles sont basés les indices étaient: Dominion du Canada, 4½ p.c., 1948–58 (utilisée jusqu'en décembre 1936) et Dominion du Canada, 4½ p.c., 1949–1959 (utilisée jusqu'en décembre 1937). La première a été remplacée par une émission du Dominion à 3 p.c., 1950–55 utilisée de décembre 1936 à décembre 1938. Les deux émissions qui forment présentement la base de l'indice sont: Dominion du Canada, 3¼ p.c., 1956–66, en usage depuis décembre 1937, et Dominion du Canada, 3 p.c., 1953–58, en usage depuis décembre 1938.

* L'indice des rendements des obligations à long terme de l'Ontario se trouve dans le bulletin mensuel du Bureau intitulé "Prix et Indices des Prix" que l'on peut se procurer chez le Statisticien du Dominion.

15.—Nombres-indices mensuels du rendement des obligations à long terme du Dominion du Canada, janvier 1935 à mai 1941

(1935-39=100)

Mois	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941
Janvier	102·4	106·5	94·1	99·2	93·5	103·3	96·3
Février	105·9	103·6	99·0	98·6	93·8	101·9	96·1
Mars	104·1	102·4	105·0	97·9	92·1	101·9	95·8
Avril	104·5	101·8	106·2	96·2	93·8	100·2	95·9
Mai	103·0	100·9	104·6	94·6	95·0	99·8	95·9
Juin	105·8	98·0	102·5	95·4	93·0	101·4	–
Juillet	105·2	95·5	101·8	95·7	92·9	101·1	–
Août	104·4	92·6	100·8	96·1	94·5	100·0	–
Septembre	112·8	91·8	100·6	98·0	108·7	98·9	–
Octobre	113·9	96·0	102·8	97·2	106·3	98·6	–
Novembre	108·3	94·7	102·4	94·6	102·7	98·0	–
Décembre	109·1	93·3	100·0	94·0	104·3	97·0	–

CHAPITRE XXI.—FINANCES PUBLIQUES

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Statistiques comparatives des finances publiques	745
Section 2. Finances fédérales	756
Sous-section 1. Bilan du Dominion	759
Sous-section 2. Recettes et dépenses	761
Sous-section 3. Analyse du revenu provenant des taxes	771
Sous-section 4. Subsides et prêts aux provinces	781
Sous-section 5. Dette nationale	785
Section 3. Finances provinciales	794
Sous-section 1. Recettes et dépenses provinciales	795
Sous-section 2. Actif et passif des provinces	800
Section 4. Finances municipales	802
Section 5. Richesse et revenu de la nation	807
Sous-section 1. Richesse nationale	807
Sous-section 2. Revenu national	808
Sous-section 3. Capital britannique et étranger engagé au Canada et capital canadien engagé à l'étranger	811

Section 1.—Statistiques comparées des finances publiques

Dans l'élaboration de ce chapitre de l'Annuaire, l'idée de publier les statistiques financières collectives de tous les gouvernements du Canada—fédéral, provinciaux et municipaux—a déterminé des revisions du genre de celles qui ont été faites dans les éditions récentes, spécialement en ce qui concerne les statistiques financières des provinces. Il n'a pas été facile d'y arriver toutefois. Il y a relativement peu longtemps, il n'était même pas possible d'obtenir des chiffres raisonnablement comparables sur les finances provinciales en raison des différences entre les années fiscales* et aussi du manque d'uniformité dans les méthodes de comptabilité. Dans les éditions de 1936 à 1939 de l'Annuaire du Canada, à la suite d'une conférence sur les finances provinciales convoquée par la Branche des Finances du Bureau Fédéral de la Statistique, des chiffres basés sur une classification modifiée ont été publiés. Ce sont les chiffres composites les plus comparables à date sur les finances provinciales. Les organismes de recherches créés pour la Commission Royale des Relations entre le Dominion et les Provinces ont accompli une somme de travail considérable en unifiant les statistiques des finances publiques et en analysant les fins de cette Commission; au livre III du Rapport de la Commission Royale, publié en 1940, paraît une longue série de tableaux faisant voir les résultats réunis des études. L'appendice VI de l'édition de 1940 de l'Annuaire du Canada donne le bilan unifié et les recettes et déboursés au compte courant de tous les gouvernements pour les années 1913, 1921, 1926, 1930 et 1937. A cette époque il n'existait pas de méthode permettant de continuer la série. Néanmoins, l'utilité du travail accompli était si évidente qu'il fut décidé de la continuer en prévision de la conférence fédérale-provinciale projetée pour janvier 1941. Le travail fut confié au conseiller des comptes publics de ce comité. Il en est fait mention dans le rapport intitulé "Statistiques comparatives des finances publiques, 1936–40". Ces statistiques sont même plus complètes que celles contenues dans le rapport de la Commission Royale et portent à un stage plus avancé les analyses précieuses déjà faites. La Branche des Finances du Bureau Fédéral de la Statistique s'est intéressée directement à ces deux études et des dispositions ont été prises pour que le travail soit continué avec l'aide de la machinerie

* Les années fiscales des provinces sont les suivantes: I.P.-E., 31 décembre; N.-E., 30 septembre avant 1935 et 30 novembre par la suite; N.-B., 31 octobre; Qué., 30 juin; Ont., 31 octobre avant 1935 et 31 mars par la suite; Man. et Sask., 30 avril; Alta. et C.B., 31 mars.

12380—48

du Bureau Fédéral de la Statistique. La publication des tableaux qui suivent dans l'Annuaire du Canada justifiera, espère-t-on, la continuation des calculs des statistiques comparées de tous les gouvernements. Ces statistiques gagneront en valeur à mesure que s'étendra la période en revue.

Les tableaux donnés plus bas ne donnent que les traits caractéristiques des statistiques comparées sur lesquels ils reposent. L'espace ne permet pas de publier plus que cette esquisse, mais les exposés sommaires de l'Annuaire seront amplifiés à mesure que le système prendra de l'expansion. La dette réunie de tous les gouvernements, qui constitue présentement l'un des aspects les plus importants des finances publiques, est indiquée aux tableau **1**, **2** et **3**, les deux premiers portant sur la composition et les pourcentages de la dette totale au 30 novembre 1940 et le tableau **3**, sur le fardeau du service de la dette qui pèse sur le pays en général au cours de la période de cinq ans qui se termine le plus près du 31 décembre, 1936–40.

1.—Composition de la dette globale de tous les gouvernements au 30 nov. 1940

Item	Total	Distribution				
		Dette consolidée moins fonds d'amortissement	Billets du trésor	Dette flottante	Prêts garantis des banques	Autres passifs éventuels
	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000
Tous gouvernements	**8,922,744**	**7,948,979**	**349,090**	**557,411**	**64,758**	**2,506**
Moins dettes intergouvernementales—						
Fédérales-provinciales	240,637	46,591	157,296	2,989	33,761	Nil
Provinciales—municipales	48,398	6,322	–	12,047	25,012	5,017
Fédéral (y comp. le C.N.R.)	**5,878,567**	**5,199,931**	**230,325**	**363,245**	**85,066**	**Nil**
Provinces	**2,189,769**	**1,755,418**	**276,061**	**112,302**	**38,465**	**7,523**
Municipalités	**1,143,443**	**1,046,543**	–	**96,900**	**Nil**	**Nil**
Provinces et municipalités						
Ile du Prince-Edouard—						
Provinciales	9,657	6,716	Nil	2,720	214	7
Municipales	2,670	2,370	–	300	[1]	[1]
Totaux, Ile du Prince-Edouard	12,327	9,086	Nil	3,020	214	7
Nouvelle-Ecosse—						
Provinciale	101,019	95,652	Nil	3,419	1,230	718
Municipale	23,965	22,465	–	1,500	[1]	[1]
Totaux, N.-Ecosse	124,984	118,117	Nil	4,919	1,230	718
Nouveau-Brunswick—						
Provinciale	99,446	92,471	3,951	1,634	926	464
Municipale	20,350	17,850	–	2,500	[1]	[1]
Totaux, Nouveau-Brunswick	119,796	110,321	3,951	4,134	926	464
Québec—						
Provinciale	415,634	383,934	12,200	18,003	1,300	197
Municipale	451,433	414,933	–	36,500	[1]	[1]
Totaux, Québec	867,067	798,867	12,200	54,503	1,300	197
Ontario—						
Provinciale	872,094	754,448	64,000	48,251	5,395	Nil
Municipale	360,400	340,400	–	20,000	[1]	[1]
Totaux, Ontario	1,232,494	1,094,848	64,000	68,251	5,395	Nil

[1] Non relevés.

1.—Composition de la dette globale de tous les gouvernements au 30 nov. 1940—fin

Item	Total	Distribution				
		Dette consolidée moins fonds d'amortissement	Billets du trésor	Dette flottante	Prêts garantis des banques	Autres passifs éventuels
Provinces et municipalités—fin	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000
MANITOBA—						
Provinciale	119,020	79,823	36,978	2,117	102	Nil
Municipale	72,800	69,800	–	3,000	[1]	[1]
TOTAUX, MANITOBA	191,820	149,623	36,978	5,117	102	Nil
SASKATCHEWAN—						
Provinciale	234,090	107,087	89,419	8,366	25,945	3,273
Municipale	64,600	38,600	–	26,000	[1]	[1]
TOTAUX, SASKATCHEWAN	298,690	145,687	89,419	34,366	25,945	3,273
ALBERTA—						
Provinciale[2]	161,176	119,103	28,153	9,713	3,336	871
Municipale	46,400	44,200	–	2,200	[1]	[1]
TOTAUX, ALBERTA	207,576	163,303	28,153	11,913	3,336	871
COLOMBIE BRITANNIQUE—						
Provinciale	177,633	116,184	41,360	18,079	17	1,993
Municipale	100,825	95,925	–	4,900	[1]	[1]
TOTAUX, COLOMBIE BRITANNIQUE	278,458	212,109	41,360	22,979	17	1,993

[1] Non relevés. [2] Ne comprend pas les intérêts en défaut de paiement, estimés à $13,300,000.

2.—Pourcentages de la dette totale de tous les gouvernements au 30 nov. 1940

Item	Total	Distribution				
		Dette consolidée moins fonds d'amortissement	Billets du trésor	Dette flottante	Prêts garantis des banques	Autres passifs éventuels
Tous gouvernements						
Dettes intergouvernementales ne figurant pas dans les chiffres définitifs						
Fédérales-provinciales	−2·61	−0·58	−31·06	−0·52	−27·33	–
Provinciales-municipales	−0·53	−0·08	–	−2·10	−20·25	−66·68
Dette nette, tous gouvernements	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**
Fédéral (y compris le C.N.B.)	**63·82**	**64·98**	**15·48**	**63·45**	**68·86**	–
Provinces	**23·77**	**21·94**	**54·52**	**19·62**	**31·14**	**100·00**
Municipalités	**12·41**	**13·08**	–	**16·93**	–	–
Provinces et municipalités						
ILE DU PRINCE-EDOUARD—						
Provinciale	0·44	0·38	–	2·42	0·56	0·09
Municipale	0·23	0·23	–	0·31	–	–
NOUVELLE-ECOSSE—						
Provinciale	4·61	5·45	–	3·04	3·20	9·54
Municipale	2·10	2·15	–	1·55	–	–
NOUVEAU-BRUNSWICK—						
Provinciale	4·54	5·27	1·43	1·45	2·41	6·17
Municipale	1·78	1·71	–	2·58	–	–

2.—Pourcentages de la dette totale de tous les gouvernements au 30 nov. 1940—fin

Item	Total	Distribution				
		Dette consolidée moins fonds d'amortissement	Billets du trésor	Dette flottante	Prêts garantis des banques	Autres passifs éventuels
Provinces et municipalités—fin						
QUÉBEC—						
Provinciale	18·98	21·87	4·42	16·03	3·38	2·62
Municipale	39·47	39·64	-	37·67	-	-
ONTARIO—						
Provinciale	39·83	42·98	23·18	42·97	14·02	-
Municipale	31·52	32·53	-	20·63	-	-
MANITOBA—						
Provinciale	5·44	4·55	13·40	1·89	0·27	
Municipale	6·37	6·66	-	3·10	-	
SASKATCHEWAN—						
Provinciale	10·69	6·10	32·39	7·45	67·45	43·51
Municipale	5·65	3·69	-	26·83	-	-
ALBERTA—						
Provinciale	7·36	6·78	10·20	8·65	8·67	11·58
Municipale	4·06	4·22		2·27	-	-
COLOMBIE BRITANNIQUE—						
Provinciale	8·11	6·62	14·98	16·10	0·04	26·49
Municipale	8·82	9·17	-	5·06	-	-

3.—Service de la dette de tous les gouvernements, années fiscales terminées le plus près du 31 déc. 1936-40

Item		1936	1937	1938	1939	1940
Tous gouvernements—						
Intérêt payé, net	$'000	226,318	219,641	226,055	221,507	215,113
Dominion du Canada (y comp. le C.N.R.)—						
Intérêt payé, net[1]	$'000	174,648	167,043	170,316	161,983	150,900
Pourcentage du total, tous gouvernements		77·17	76·05	64·02	73·13	70·15
Tous gouvernements provinciaux—						
Intérêt payé, net[2]	$'000	53,247	54,026	57,187	61,001	65,645
Pourcentage du total, tous gouvernements		23·53	24·59	21·49	27·54	30·52
ILE DU PRINCE-EDOUARD—						
Intérêt payé, net	$'000	221	221	247	266	318
Pourcentage du total, toutes provinces		0·42	0·41	0·43	0·44	0·48
NOUVELLE-ECOSSE—						
Intérêt payé, net	$'000	2,435	2,616	2,867	3,068	3,367
Pourcentage du total, toutes provinces		4·57	4·84	5·01	5·03	5·13
NOUVEAU-BRUNSWICK—						
Intérêt payé, net	$'000	2,644	2,784	3,411	3,551	3,785
Pourcentage du total, toutes provinces		4·97	5·15	5·97	5·82	5·77
QUÉBEC—						
Intérêt payé, net	$'000	5,740	6,583	8,052	10,445	11,986
Pourcentage du total, toutes provinces		10·78	12·18	14·08	17·12	18·26
ONTARIO—						
Intérêt payé, net	$'000	19,397	18,539	19,301	20,193	22,100
Pourcentage du total, toutes provinces		36·43	34·32	33·75	33·10	33·67
MANITOBA—						
Intérêt payé, net	$'000	3,896	3,701	3,605	3,702	3,779
Pourcentage du total, toutes provinces		7·32	6·85	6·30	6·07	5·76
SASKATCHEWAN—						
Intérêt payé, net	$'000	5,758	6,083	6,301	6,745	6,587
Pourcentage du total, toutes provinces		10·81	11·26	11·02	11·06	10·03

Voir renvois à la fin du tableau, p. 749.

3.—Service de la dette de tous les gouvernements, années fiscales terminées le plus près du 31 déc. 1936-40—fin

Item	1936	1937	1938	1939	1940
Tous gouvernements provinciaux—fin					
ALBERTA—					
Intérêt payé, net[2] ..... $'000	6,491	6,959	6,804	6,241	6,593
Pourcentage du total, toutes provinces.....	12·19	12·88	11·90	10·23	10·04
COLOMBIE BRITANNIQUE—					
Intérêt payé, net..... $'000	6.665	6,540	6,599	6,790	7,130
Pourcentage du total, toutes provinces.....	12·51	12·11	11·54	11·13	10·86

[1] Y compris les déficits des Chemins de fer Nationaux: 1936, $43,303,000; 1937, $42,346,000; 1938, $54,702,000; 1939, $40,523,000. [2] Y compris l'intérêt (estimatif) impayé 1936, $2,695,000; 1937, $3,400,000; 1938, $3,300,000; 1939, $3,100,000; 1940, $3,000,000.

Recettes et dépenses classifiées de tous les gouvernements, ces dernières années.—Comme il est dit plus haut, il n'était pas facile autrefois de comparer les recettes et les dépenses de tous les gouvernements. Non seulement les années fiscales des provinces ne coïncident pas,* mais encore la comparabilité des données et des systèmes de taxation varie grandement d'une province à l'autre de sorte que, avant de pouvoir édifier un tableau composite, il a fallu faire une analyse détaillée de la matière première et compenser pour les différences là où c'était possible. Des chiffres collectifs ainsi calculés ont été publiés pour la première fois dans le rapport préparé pour la conférence fédérale-provinciale de janvier 1940 et sont résumés ici dans les tableaux **4** à **7**.

Les recettes globales de tous les gouvernements en 1940 est de $1,304,491,000, réparties entre le Fédéral, les provinces et les municipalités dans les proportions respectives de 57 p.c., 21 p.c. et 23 p.c. Les dépenses globales de tous les gouvernements s'établissent à $1,775,433,000 dont 71 p.c. au compte du Fédéral, 15 p.c. à celui des provinces et 15 p.c. à celui des municipalités. Depuis cinq ans, les dépenses de tous les gouvernements dépassent les recettes. Il en est de même pour le Gouvernement fédéral en 1939 et 1940 et les gouvernements provinciaux en 1939. Les recettes des gouvernements provinciaux sont plus considérables toutefois que les dépenses en 1940 et celles des gouvernements municipaux dépassent les dépenses en 1939 et 1940.

* Voir renvoi, p. 745.

4.—Recettes et dépenses au compte courant de tous les gouvernements, années fiscales terminées le plus près du 31 décembre, 1913, 1921, 1926, 1930 et 1937-40

NOTA.—Les tirets dans ce tableau indiquent que les item correspondants du talons ne s'appliquent pas à ces années.

Item	1913	1921	1926	1930	1937	1938	1939	1940
Recettes courantes	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000
Taxes—								
Douanes.....	104,691	105,687	141,969	131,209	112,077	78,751	104,301	129,000
Accise.....	21,452	36,755	48,513	57,747	52,037	51,314	61,032	86,000
Taxes sur les manufact.	–	6,639	11,053	10,474	17,185	39,572	28,582	36,000
Taxes de vente.....	–	61,273	81,196	20,147	144,360	128,785	144,851	194,153
Taxes sur les corporat.—								
Revenu et profits.....	138	64,119	32,952	48,653	84,964	99,775	92,803	147,940[1]
Autres.....	3,352	11,051	14,581	15,828	20,780	26,953	27,935	34,723
Taxe sur revenu person...	157	40,379	22,838	32,642	64,351	72,239	71,874	87,423[1]
Taxe de la défense nat..	–	–	–	–	–	–	–	26,000
Taxe de guerre sur le change.....	–	–	–	–	–	–	–	61,000
Droits de succession.....	3,611	9,724	15,304	20,780	35,757	32,508	27,519	24,548
Taxes sur la gazoline.....	–	–	6,411	23,487	38,906	41,268	52,986	53,082
Taxes immobilières.....	92,067	199,376	228,640	263,826	250,811	250,832	248,830	249,463
Taxes d'amusement.....	–	3,032	4,910	4,525	2,838	2,399	2,405	2,511
Autres taxes.....	8,199	25,295	32,701	27,825	30,733	24,732	24,755	25,992
Total, taxes.....	233,667	563,330	641,068	657,143	854,799	849,128	887,873	1,157,835

Voir renvois à la fin du tableau, p. 750.

4.—Recettes et dépenses au compte courant de tous les gouvernements, années fiscales terminées le plus près du 31 décembre, 1913, 1921, 1926, 1930 et 1937-40—fin

Item	1913	1921	1926	1930	1937	1938	1939	1940
	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000
Recettes courantes—fin								
Licences, permis et honoraires—								
Véhicules-moteur, automobiles	470	8,381	16,014	19,907	25,937	25,822	27,919	27,332
Autres licences, permis et honoraires	12,580	17,646	20,824	23,310	21,024	21,051	21,095	20,767
Total, licences, permis et honoraires	13,050	26,027	36,838	43,217	46,961	46,873	49,014	48,099
Domaine public	14,466	18,328	23,686	19,334	23,619	25,277	21,756	23,421
Régie des liqueurs	2,248	7,856	17,592	30,985	29,798	29,990	33,434	32,174
Vente de commodités et de services	2,633	4,260	6,651	7,075	13,409	12,327	15,234	15,952
Autres recettes courantes	10,707	20,263	24,982	31,168	26,627	26,502	27,429	27,010
Total, recettes courantes	**276,771**	**640,064**	**750,817**	**788,922**	**995,213**	**990,097**	**1,034,740**	**1,304,491**
Dépenses courantes								
Service de la dette nette, moins amortissement	34,794	202,475	190,958	232,522	271,339	279,220	274,673	267,587
Défense nationale	13,781	17,249	14,454	23,256	33,614	35,632	133,365	852,500[2]
Pensions, soins ultérieurs	94	53,688	44,503	55,341	54,437	55,632	56,990	55,500
Bienfaisance sociale—								
Secours	–	916	168	11,753	126,627	99,790	110,200	59,845
Autre	15,121	35,218	43,294	72,129	124,383	121,305	128,074	128,780
Education	37,515	88,057	107,231	119,191	108,899	112,221	115,340	116,696
Voirie et transports	56,663	80,747	63,838	99,570	73,750	82,056	77,258	80,150
Domaine public	12,820	17,298	20,045	29,236	24,258	28,681	29,883	29,450
Agriculture	5,583	9,424	9,944	15,248	14,287	41,030[3]	45,049[3]	14,055
Autres dépenses courantes	76,836	131,333	138,682	177,849	164,456	169,371	171,161	170,880
Total, dépenses courantes, moins l'amortissement	**253,207**	**636,405**	**633,117**	**836,095**	**996,050**	**1,024,938**	**1,141,993**	**1,775,443**
Surplus (+) ou déficit (−) à l'exclusion de l'amortissement	+23,564	+3,659	+117,700	−47,173	−837	−34,841	−107,253	−470,952

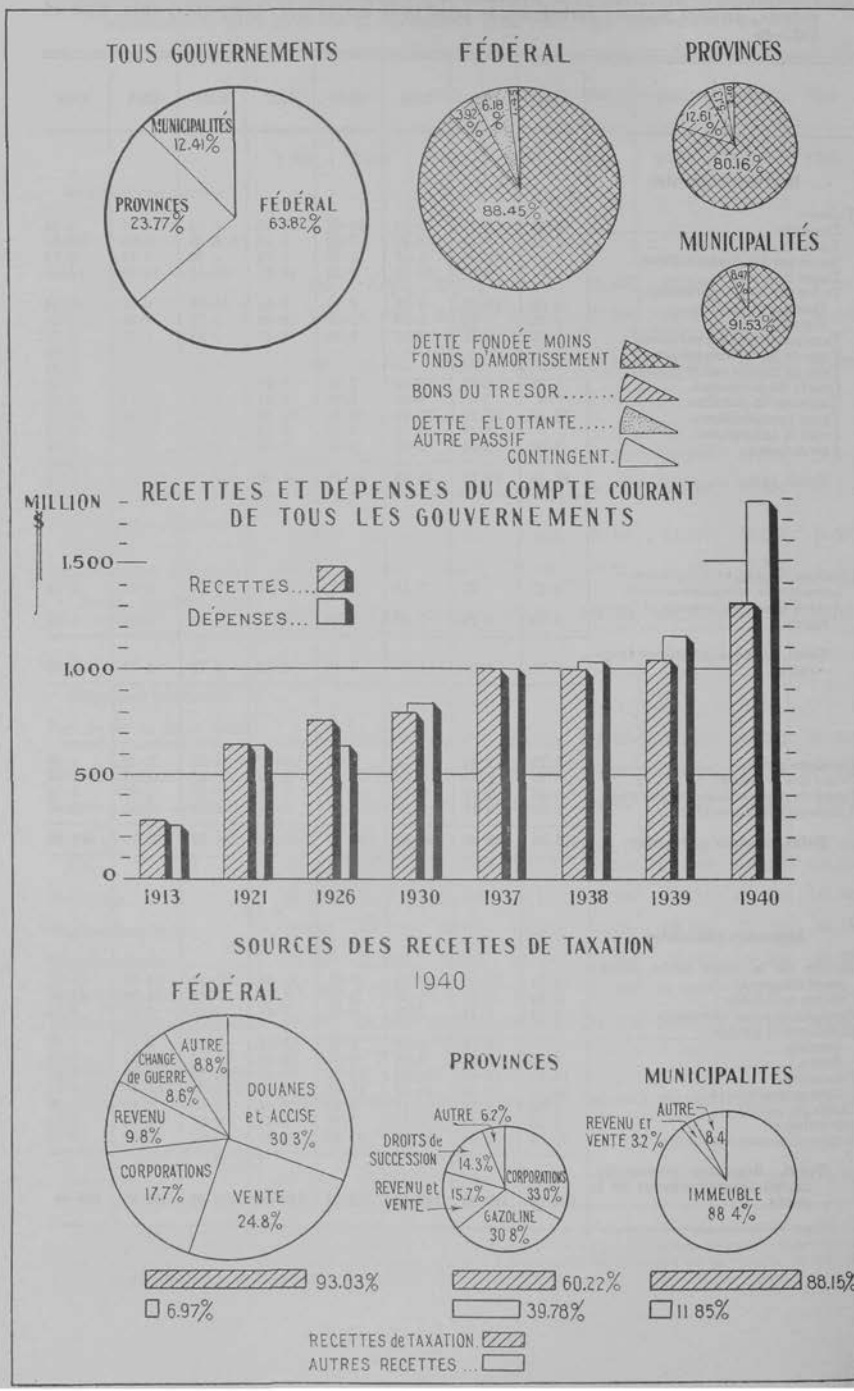
[1] Ne comprend aucune estimation des taxes payées d'avance sur le revenu et l'excédent de bénéfices en vertu du plan facultatif ne portant pas intérêt. [2] Les prévisions de déboursés de guerre sont hautement provisoires. [3] Comprend une réserve de $25,000,000 pour la mévente de la récolte de blé de 1938 et de $27,000,000 pour la mévente de celle de 1939.

5.—Pourcentages des recettes et dépenses du compte courant de tous les gouvernements, années fiscales terminées le plus près du 31 déc. 1913, 1921, 1926, 1930 et 1937-40

Item	1913	1921	1926	1930	1937	1938	1939	1940
Recettes courantes								
Taxes—								
Douanes	37·83	16·51	18·91	16·63	11·26	7·95	10·07	9·88
Accise	7·75	5·74	6·46	7·32	5·23	5·18	5·90	6·59
Taxes sur les manufactures	–	1·04	1·47	1·33	1·73	4·00	2·76	2·76
Taxes de vente	–	9·57	10·81	2·55	14·51	13·01	14·00	14·88
Taxes sur les corporations—								
Revenu et profits	0·05	10·02	4·39	6·17	8·54	10·08	8·97	11·34
Autres	1·21	1·73	1·94	2·01	2·09	2·72	2·70	2·66
Taxe sur le revenu personnel	0·06	6·31	3·04	4·14	6·47	7·30	6·95	6·70
Taxe de la défense nationale	–	–	–	–	–	–	–	1·99
Taxe de guerre sur le change	–	–	–	–	–	–	–	4·68
Droits de succession	1·30	1·52	2·04	2·63	3·59	3·28	2·66	1·88
Taxes sur la gazoline	–	–	0·85	2·98	3·91	4·17	5·12	4·07
Taxes immobilières	33·26	31·15	30·46	33·44	25·19	25·33	24·05	19·13
Taxes d'amusement	–	0·47	0·65	0·57	0·29	0·24	0·23	0·19
Autres taxes	2·96	3·95	4·36	3·53	3·09	2·50	2·39	1·99
Total, taxes	84·42	88·01	85·38	83·30	85·89	85·76	85·81	88·74
Licences, permis et honoraires—								
Licences de véhicules-moteur	0·17	1·31	2·13	2·52	2·61	2·61	2·70	2·10
Autres licences, permis et honoraires	4·55	2·76	2·77	2·95	2·11	2·13	2·04	1·59
Total, licences, permis et honoraires	4·71	4·07	4·91	5·48	4·72	4·73	4·74	3·69
Domaine public	5·23	2·86	3·15	2·45	2·37	2·55	2·10	1·80
Régie des liqueurs	0·81	1·23	2·34	3·93	2·99	3·03	3·23	2·47
Vente de commodités et services	0·95	0·67	0·89	0·90	1·35	1·25	1·47	1·22
Autres recettes courantes	3·87	3·17	3·33	3·95	2·68	2·68	2·65	2·07
Total, recettes courantes	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**
Dépenses courantes								
Service de la dette nette, moins amortissement	13·74	31·82	30·16	27·81	27·24	27·24	24·05	15·07
Défense nationale	5·44	2·71	2·28	2·78	3·37	3·48	11·68	48·03
Pensions et soins ultérieurs	0·04	8·44	7·03	6·62	5·47	5·43	4·99	3·12
Bienfaisance sociale—								
Secours	–	0·14	0·03	1·41	12·71	9·74	9·65	3·37
Autre	5·97	5·53	6·84	8·63	12·49	11·84	11·21	7·25
Education	14·82	13·84	16·94	14·26	10·93	10·95	10·10	6·57
Voirie et transports	22·38	12·69	10·08	11·91	7·40	8·01	6·77	4·51
Domaine public	5·06	2·72	3·17	3·50	2·44	2·80	2·62	1·66
Agriculture	2·20	1·48	1·57	1·82	1·43	4·00	3·94	0·79
Autres dépenses courantes	30·34	20·64	21·90	21·27	16·51	16·52	14·99	9·62
Total, dépenses courantes, moins amortissement de la dette	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**

FINANCES PUBLIQUES

COMPOSITION DE LA DETTE NETTE AU 30 NOV. 1940



6.—Recettes et dépenses du compte courant, par gouvernement, années fiscales terminées le plus près du 31 déc. 1939 et 1940

NOTA.—Les tirets indiquent que l'item correspondant ne s'applique pas pour ces années.

Item	Tous gouvernements		Fédéral	
	1939	1940	1939	1940
	$'000	$'000	$'000	$'000
Recettes courantes				
Taxes—				
Douanes	104,301	129,000	104,301	129,000
Accise	61,032	86,000	61,032	86,000
Taxes sur les manufactures	28,582	36,000	28,582	36,000
Taxes de vente	144,851	194,153	137,446	176,000
Taxes sur les corporations—				
Revenu et profits	92,803	147,940[1]	77,920	124,000[1]
Autres	27,935	34,723	1,875	1,850
Taxe sur le revenu personnel	71,874	87,423[1]	56,529	69,500[1]
Taxe de la défense nationale	–	26,000	–	26,000
Taxe de guerre sur le change	–	61,000	–	61,000
Droits de succession	27,519	24,548	–	–
Taxes sur la gazoline	52,986	53,082	–	–
Taxes immobilières	248,830	249,463	–	–
Taxes d'amusement	2,405	2,511	–	–
Autres taxes	24,755	25,992	446	500
Total, taxes	887,873	1,157,835	468,131	709,850
Licences, permis et honoraires—				
Licences de véhicules-moteur	27,919	27,332	–	–
Autres licences, permis et honoraires	21,095	20,767	2,890	2,650
Total, licences, permis et honoraires	49,014	48,099	2,890	2,650
Domaine public	21,756	23,421	1,510	1,500
Régie des liqueurs	33,434	32,174	–	–
Vente de commodités et services	15,234[2]	15,952[2]	42,475	44,200
Subsides	–	–	–	–
Autres recettes courantes	27,429[2]	27,010[2]	3,794	4,800
Total, recettes courantes	**1,034,740[2]**	**1,304,491[2]**	**518,800**	**763,000**
Dépenses courantes				
Service de la dette nette, moins amortissement	274,673	267,587	161,983	150,900
Défense nationale	133,365	852,500[3]	133,365	852,500[3]
Pensions et soins ultérieurs	56,990	55,500	56,990	55,500
Bienfaisance sociale—				
Secours	110,200	59,845	63,334	31,000
Autre	128,074	128,780	37,343	37,300
Education	115,340	116,696	282	210
Voirie et transports	77,258	80,150	17,424	17,137
Domaine public	29,883	29,450	12,779	12,100
Agriculture	45,049[4]	14,055	37,615[4]	7,700
Autres dépenses courantes	171,161	170,880	57,855	57,710
Subsides et octrois spéciaux aux provinces	–	–	19,243	19,243
Postes	–	–	35,150	36,700
Total, dépenses courantes, moins amortissement de la dette	**1,141,993[2]**	**1,775,443[2]**	**633,363**	**1,278,000**

[1] Ne comprend aucune estimation de paiement à l'avance de taxes sur le revenu et l'excédent de profits d'après le plan facultatif sans intérêt. [2] L'addition recroisée ne concorde pas à cause d'éliminations et d'ajustements. [3] Les prévisions de déboursés de guerre pour 1940 sont hautement provisoires. [4] Comprend une réserve de $27,000,000 pour les pertes de vente du blé de la récolte de 1938.

6.—Recettes et dépenses du compte courant, par gouvernement, années fiscales terminées le plus près du 31 déc. 1939 et 1940—fin

Item	Provinciaux		Municipaux	
	1939	1940	1939	1940
	$'000	$'000	$'000	$'000
Recettes courantes				
Taxes—				
Douanes	-	-	-	-
Accise	-	-	-	-
Taxes sur les manufactures	-	-	-	-
Taxes de vente	2,716	12,753	4,689	5,400
Taxes sur les corporations—				
Revenu et profits	14,883	23,940[1]	-	-
Autres	26,060	32,873	-	-
Taxe sur le revenu personnel	12,188	14,361[1]	3,157	3,562[1]
Taxe de la défense nationale	-	-	-	-
Taxe de guerre sur le change	-	-	-	-
Droits de succession	27,519	24,548	-	-
Taxes sur la gazoline	52,986	53,082	-	-
Taxes immobilières	6,471	5,863	242,359	243,600
Taxes d'amusement	2,405	2,511	-	-
Autres taxes	2,591	2,384	21,718	23,108
Total, taxes	147,819	172,315	271,923	275,670
Licences, permis et honoraires—				
Licences de véhicule-moteur	27,919	27,332	-	-
Autres licences, permis et honoraires	8,312	8,242	9,893	9,875
Total, licences, permis et honoraires	36,231	35,574	9,893	9,875
Domaine public	20,246	21,921	-	-
Régie des liqueurs	33,434	32,174	-	-
Vente de commodités et services	1,052	1,662	6,857	6,790
Subsides	19,217	19,218	-	-
Autres recettes courantes	3,712	3,286	21,389	20,390
Total, recettes courantes	**261,711**	**286,150**	**310,062**	**312,725**
Dépenses courantes				
Service de la dette nette, moins amortissement	61,001	65,645	53,166	52,474
Défense nationale	-	-	-	-
Pensions et soins ultérieurs	-	-	-	-
Bienfaisance sociale—				
Secours	35,713	23,161	11,153	5,684
Autre	54,164	55,154	36,567	36,326
Education	34,800	35,986	80,258	80,500
Voirie et transports	28,020	31,318	31,814	31,695
Domaine public	17,104	17,350	-	-
Agriculture	7,434	6,355	-	
Autres dépenses courantes	41,533	40,545	71,773	72,625
Subsides et octrois spéciaux aux provinces	-	-	-	-
Postes	-	-	-	-
Total, dépenses courantes, moins amortissement de la dette	**279,769**	**275,514**	**284,731**	**279,304**

[1] Ne comprend aucune estimation de paiement à l'avance de taxes sur le revenu et l'excédent de profits d'après le plan facultatif sans intérêt.

7.—Pourcentages des recettes et dépenses du compte courant, par gouvernement, années fiscales terminées le plus près du 31 déc. 1939 et 1940

NOTA.—Les tirets indiquent que l'item correspondant ne s'applique pas.

Item	Tous gouvernements		Fédéral		Provinciaux		Municipaux	
	1939	1940	1939	1940	1939	1940	1939	1940
Recettes courantes								
Taxes—								
Douanes	10·08	9·89	20·10	16·91	–	–	–	–
Accise	5·90	6·59	11·76	11·27	–	–	–	–
Taxes sur les manufactures	2·76	2·76	5·51	4·72	–	–	–	–
Taxes de vente	14·00	14·88	26·49	23·07	1·04	4·46	1·51	1·73
Taxes sur les corporations—								
Revenu et profits	8·97	11·34	15·02	16·25	5·69	8·37	–	–
Autres	2·70	2·66	0·36	0·24	9·96	11·49	–	–
Taxe sur le revenu personnel	6·95	6·70	10·90	9·11	4·66	5·02	1·02	1·14
Taxe de la défense nationale	–	1·99	–	3·41	–	–	–	–
Taxe de guerre sur le change	–	4·68	–	7·99	–	–	–	–
Droits de succession	2·66	1·88	–	–	10·51	8·58	–	–
Taxes sur la gazoline	5·12	4·07	–	–	20·25	18·55	–	–
Taxes immobilières	24·05	19·12	–	–	2·47	2·05	78·16	77·89
Taxes d'amusement	0·23	0·19	–	–	0·92	0·88	–	–
Autres taxes	2·39	1·99	0·09	0·06	0·99	0·83	7·01	7·39
Total, taxes	85·81	88·74	90·23	93·03	56·48	60·22	87·70	88·15
Licences, permis et honoraires—								
Licences de véhicule-moteur, d'automobiles	2·70	2·10	–	–	10·67	9·55	–	–
Autres licences, permis et honoraires	2·04	1·59	0·56	0·35	3·18	2·88	3·19	3·16
Total, licences, permis et honoraires	4·74	3·69	0·56	0·35	13·84	12·43	3·19	3·16
Domaine public	2·10	1·80	0·29	0·20	7·74	7·66	–	–
Régie des liqueurs	3·23	2·47	–	–	12·76	11·24	–	–
Vente de commodités et services	1·47	1·22	8·19	5·79	0·40	0·58	2·21	2·17
Subsides	–	–	–	–	7·34	6·71	–	–
Autres recettes courantes	2·65	2·08	0·73	0·63	1·42	1·15	6·90	6·52
Total, recettes courantes	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**
Dépenses courantes								
Service net de la dette, moins amortissement	24·05	15·07	25·58	11·81	21·80	23·83	18·67	18·79
Défense nationale	11·68	48·02	21·06	66·71	–	–	–	–
Pensions et soins ultérieurs	4·99	3·13	9·00	4·34	–	–	–	–
Bienfaisance sociale—								
Secours	9·65	3·37	10·00	2·43	12·77	8·40	3·92	2·03
Autre	11·21	7·25	5·90	2·92	19·36	20·02	12·84	13·01
Education	10·10	6·57	0·04	0·02	12·44	13·06	28·19	28·82
Voirie et transports	6·77	4·51	2·75	1·34	10·02	11·37	11·17	11·35
Domaine public	2·62	1·66	2·02	0·95	6·11	6·30	–	–
Agriculture	3·95	0·79	5·94	0·60	2·66	2·31	–	–
Autres dépenses courantes	14·98	9·63	9·12	4·51	14·84	14·71	25·21	26·00
Subsides et octrois spéciaux aux provinces	–	–	3·04	1·50	–	–	–	–
Postes	–	–	5·55	2·87	–	–	–	–
Total, dépenses courantes, moins amortissement de la dette	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**

Section 2.—Finances fédérales*

Historique.—Sous le régime français, puis au début de l'administration anglaise, les revenus territoriaux ou casuels du Canada, consistant en certains droits seigneuriaux et le produit de la vente des terres et du bois des forêts domaniales, étaient réservés à la Couronne, le droit d'imposer des taxes et de réglementer le commerce de la colonie appartenant théoriquement au Parlement britannique après 1763.

L'Acte de Québec de 1774 imposait des droits sur les spiritueux et la mélasse, dont le produit devait contribuer à défrayer le coût de l'administration de la justice et à rémunérer les fonctionnaires civils de la province. Peu après, en 1778, par l'Acte déclaratoire (18 Geo. III, c. 12), le Gouvernement britannique renonçait à tout jamais au droit de taxer les colonies en faveur du trésor impérial, mais maintenait sa prétention au prélèvement de droits jugés nécessaires à la réglementation du commerce, les sommes perçues devant contribuer à défrayer les déboursés de l'administration coloniale. Après l'Acte Constitutionnel de 1791, les droits de douane restèrent sous le contrôle du Gouvernement impérial; les recettes qui en découlaient de même que le revenu territorial dont il est parlé plus haut étaient perçus par l'administration, hors la connaissance de l'Assemblée Législative, revenus qui rendaient le pouvoir exécutif à peu près indépendant de la Législature. Lorsque ces ressources étaient insuffisantes, on prélevait le supplément sur l'allocation consentie par le Gouvernement impérial pour l'entretien de l'armée. Toutefois, avec le temps, les revenus de la Couronne devinrent de plus en plus insuffisants à couvrir les dépenses croissantes et, d'autre part, la rigide économie qui régna en Grande-Bretagne après 1815 rendit impossible tout prélèvement sur l'extraordinaire de l'armée. Par contre, les revenus purement provinciaux perçus en vertu de l'autorisation de la Législature provinciale augmentèrent de plus en plus. A partir de ce moment, les Législatures commencèrent à s'emparer des cordons de la bourse et, en 1831, le Parlement britannique passait une loi mettant les revenus des douanes à la disposition des autorités provinciales.

La loi d'Union prescrivit l'établissement d'un budget. Toutes les lois budgétaires devaient nécessairement émaner de l'Assemblée Législative à laquelle il était interdit de sanctionner, sous quelque forme que ce fût, une dépense d'argent à moins que cette dépense n'eût été, au préalable, recommandée par message écrit du Gouverneur Général. Le Gouvernement britannique abandonnait tout contrôle sur les revenus héréditaires ou casuels, qui devaient être dorénavant versés dans le trésor de la province pour être affectés à tel usage que la Législature ordonnerait.

Aux conférences interprovinciales qui précédèrent la Confédération il fut décidé que le nouveau Gouvernement fédéral jouirait, comme principale source de revenus, des droits de douane et d'accise qui avaient fourni la plus grande partie des revenus des provinces séparées (la taxe directe étant aussi impopulaire dans l'Amérique Britannique du Nord que dans les autres nouveaux pays), qu'il assumerait les dettes des provinces et qu'il verserait à celles-ci une subvention annuelle en espèces prélevée sur les recettes fédérales. Jusqu'à la guerre de 1914–18, qui rendit nécessaire l'imposition d'autres taxes, les droits de douane et d'accise constituaient la principale ressource du Gouvernement fédéral, les recettes de l'administration des

* Cette section a été revisée sous la direction du Dr W. C. Clark, sous-ministre, Ministère des Finances, à l'exception des parties traitant de la taxe et de l'impôt de guerre sur le revenu, pages 773–781 qui ont été revisées par le Ministère du Revenu National.

Postes et des Chemins de fer de l'Etat, recettes qui à proprement parler ne sont pas des taxes, étant entièrement ou presque absorbées par l'exploitation de ces services. En fait, pendant de nombreuses années précédant la guerre, les droits de douane et d'accise, auxquels s'ajoutait la taxe per capita payée par les immigrants chinois, étaient les seules recettes classifiées comme taxes par le Ministère des Finances. Au cours de la dernière année fiscale avant la guerre de 1914 ces deux taxes rapportèrent ensemble $126,143,275 sur un total de recettes de $163,174,395, les Postes et les Chemins de fer fournissant ensembles $26,348,847 du reste, d'ailleurs entièrement absorbés par les dépenses de ces deux services, qui atteignaient $27,757,196. Des revenus divers, composés principalement de redevances, ne constituaient qu'une fraction relativement minime du total, c'est-à-dire $10,682,273. Les douanes et l'accise étant des taxes indirectes, la population canadienne supportait allègrement le poids des taxes fédérales.

Les dépenses énormes de la guerre de 1914 à 1918 entraînèrent nécessairement des emprunts. Un principe général en matière de finances veut que, lorsqu'un Etat contracte une dette, il doive pourvoir par des taxes nouvelles au paiement de l'intérêt de cette dette et créer un fonds d'amortissement en vue de son extinction. La taxation de guerre commença au Canada dès l'ouverture des hostilités, puisque la brève session législative d'août 1914 augmentait les droits de douane et d'accise sur différents produits, tels que le café, le sucre, les liqueurs spiritueuses et le tabac. En 1915, une nouvelle loi imposait un droit spécial additionnel de 5 p.c. ad valorem sur les marchandises soumises au tarif préférentiel britannique et de 7½ p.c. ad valorem sur celles de tarifs intermédiaire et général, sauf certaines exceptions. De nouvelles taxes furent également imposées sur les banques, frappant leur monnaie fiduciaire en circulation, sur les gains réalisés par les compagnies de prêt et de fiducie, sur les compagnies d'assurance autres que les assurances sur la vie et les assurances maritimes, sur les télégrammes et les câblogrammes, sur les billets de chemin de fer, couchettes des wagons-lits, etc., ainsi que sur les chèques, mandats et bons de poste, lettres et cartes postales. L'année suivante vit naître la taxe sur les bénéfices de guerre (abrogée en 1921)* et l'année 1917, l'impôt sur le revenu. En 1918, elles furent l'une et l'autre augmentées et leur application s'élargit; en 1919, l'impôt, sur le revenu fut de nouveau élevé et, enfin, il s'augmentait en 1920 d'une surtaxe de 5 p.c. du montant de la taxe sur les revenus de $5,000 et plus. Cette même année fut créée la taxe sur les ventes. Le formidable produit de ces taxes de guerre fit reculer au second plan l'encaisse des douanes; en effet, pendant l'année fiscale terminée le 31 mars 1921, les recettes des douanes s'élevaient à $163,266,804, tandis que les taxes de guerre produisaient $168,385,327. La situation est demeurée telle quelle jusqu'à 1941 à l'exception de la période entre 1928 et 1931, alors que les recettes des douanes occupèrent temporairement leur ancienne position.

L'importance de la taxe de vente comme source de revenu est indiquée au tableau **19.** Lorsqu'elle fut introduite en 1920, cette taxe était d'un p.c. sur les ventes, mais par la suite ce taux a varié d'année en année. Il est de 8 p.c. depuis le 2 mai 1936. A la page 870 de l'Annuaire de 1938 paraît un exposé des changements apportés à cette taxe depuis son inauguration. Une caractéristique proéminente de la période de guerre présente est la brusque augmentation des taux de la taxe sur le revenu et l'extension de cette taxation, par l'intermédiaire de la taxe de la Défense Nationale, jusqu'à un niveau de revenu qui jamais auparavant ne s'était trouvé dans le rayon de la taxation directe du Gouvernement fédéral.

* Des arrérages de cette taxe ont été perçus les années fiscales subséquentes jusqu'en 1933. (Voir tableau **19**, p. 773).

Récentes modifications au système de taxation.—Un exposé plus détaillé des changements apportés à la taxation de 1914 à 1926 paraît aux pages 768–771 de l'Annuaire de 1926; les mêmes renseignements pour 1927–1929 sont donnés aux pages 807–808 de l'Annuaire de 1930; pour 1930–35, aux pages 856–860 de l'Annuaire de 1936; pour 1936–37 aux pages 871–873 de l'Annuaire de 1938; pour 1938, aux pages 916–17 de l'Annuaire de 1939 et pour 1939 aux pp. 852–853 de l'Annuaire de 1940.

Le deuxième budget de guerre.—Le 24 juin 1940, le Ministre des Finances, suivant le mode de financer la guerre en tâchant, autant que possible, de "payer comptant", soumet au Parlement un programme de taxation qui sans doute est plus sévère que tout autre que le peuple canadien a été prié d'accepter. Afin d'assurer que le fardeau de la guerre soit réparti autant que possible d'après l'aptitude à payer, une partie substantielle des recettes additionnelles doit provenir de taxes directes sur le revenu.

Les exemptions personnelles en vertu de la loi de la taxe de guerre sur le revenu sont réduites de $2,000 et $1,000 à $1,500 et $750 pour les gens mariés et les célibataires respectivement. Toute la structure est revisée à la hausse avec augmentation particulièrement forte pour les revenus moyens et inférieurs. En plus de la taxe sur le revenu régulière et graduée, il y a imposition d'une taxe uniforme de 2 p.c. sur le revenu global dépassant $600 dans le cas des célibataires et $1,200 dans le cas des gens mariés. Le taux de la taxe est de 3 p.c. pour les célibataires gagnant plus de $1,200. Un rabais annuel de $8 sur la taxe est accordé pour chaque dépendant.

La taxe sur l'excédent des profits est revisée sur une vaste échelle au budget de juin. D'après la loi amendée, les profits excédentaires sont taxés à 75 p.c. (50 p.c. auparavant) et il y a stipulation d'une taxe minimum de 12 p.c. sur tous les profits. Une Commission d'Arbitrage est autorisée par la nouvelle loi à faire des ajustements dans certains cas.

Les taxes sur les articles de fumeurs sont encore beaucoup haussées et il y a de nouveaux droits sur les radios, les lampes de radio, les cameras et les phonographes.

En vertu du tarif de la douane, les taux sur le tabac sont augmentés pour contrebalancer les taxes domestiques plus élevées et les droits spéciaux sur le thé sont rajustés pour assurer des recettes additionnelles. Les autres changements tarifaires se limitent presque exclusivement aux produits qui ont trait à la production de guerre. Ils sont de nature technique et n'impliquent pas de changement important dans le niveau général des taux.

En plus des taxes ci-dessus, dont l'objet principal est de fournir un revenu, le budget introduit une taxe de guerre de 10 p.c. sur le change sur toutes les importations de pays en dehors de l'Empire. Cette mesure est destinée à restreindre la demande de change en fait de devises "tendues" bien que le revenu dérivé de cette source soit important. Des taxes abruptement graduées sont imposées sur les automobiles; cette mesure est aussi destinée à conserver le change et la capacité de production de matériel de guerre dans les manufactures canadiennes. Ces nouvelles taxes et augmentations de taxes doivent rapporter approximativement $280,000,000 en une année.

Législation du 2 déc. 1940.—Le 2 déc. 1940, le Ministre des Finances a introduit une mesure connue sous le nom de loi de conservation du change en temps de guerre qui prohibait l'importation d'une longue liste d'articles non essentiels de pays en dehors du sterling et pourvoyait à la réduction graduelle d'une autre liste d'articles provenant de ces mêmes pays. Cette mesure voyait aussi à la réduction des droits tarifaires sur une liste d'item importés en vertu du tarif préférentiel britannique; l'objet général de cette mesure est de décourager l'importation d'articles des pays à monnaie "tendue" et d'encourager le commerce avec les pays du bloc du sterling. A la même date des amendements à la loi spéciale du revenu de guerre ont aussi été introduits, pourvoyant à des taux augmentés de taxation sur les automobiles de tourisme et les cameras, les phonographes, les récepteurs radiophoniques et les lampes de radio, et à de nouvelles taxes sur les appareils électriques et à gaz, y compris poêles, réfrigérateurs, appareils d'éclairage, etc., et appareils à jeton et vendeuses automatiques.

Un exposé paraissant aux pages 842–847 de l'Annuaire de 1937 donne les détails complets sur le système de taxation du Dominion en juillet 1936 et des exposés paraissant aux pages 870–871 de l'Annuaire de 1938 montrent les changements apportés à la taxe de vente et à la taxe spéciale d'accise sur les importations depuis l'institution de ces taxes en 1920 et 1931, respectivement.

Sous-section 1.—Bilan du Dominion

Les détails concernant l'actif et le passif figurent aux appendices du bilan et paraissent dans les "Comptes Publics"

Il convient de remarquer que sous l'en-tête "actif improductif", p. 760, la revision du capital des Chemins de Fer Canadiens Nationaux en 1938 a eu pour résultat l'élimination de tous les prêts faits les années précédentes au Canadien National pour combler les déficits et pourvoir à l'ouverture de nouveaux comptes pour 1938, 1939 et 1940. Ces derniers représentent la valeur des chemins de fer créditable au Gouvernement (voir p. 557 pour plus amples détails). En ce qui concerne ces item, il n'existe donc aucune comparabilité entre les chiffres de 1938, 1939 et 1940 et ceux des années antérieures.

Dans les "Comptes Publics" pour l'année fiscale terminée le 31 mars 1939, certaines modifications secondaires ont été apportées en ce qui concerne la présentation du bilan. Du côté du passif, il y a un autre en-tête intitulé "Dette flottante" sous lequel est indiquée la dette consolidée, échue et courante, l'intérêt dû et impayé, les stocks payables sur demande et les chèques à toucher. Les fonds d'amortissement, qui figuraient auparavant comme une déduction de la dette consolidée, figurent maintenant à l'actif. Les années passées, le passif net du Dominion sous le rapport du compte débiteur des provinces était indiqué au bilan du côté du passif. Dans le bilan du 31 mars 1939, le passif brut est indiqué du côté du passif et les déductions qui en sont faites, du côté de l'actif. Toutefois, pour conserver l'uniformité du tableau de cinq ans qui suit, ces changements n'ont pas été faits et les chiffres de 1939 et 1940 sont indiqués comme par les années passées.

8.—Bilan du Dominion au 31 mars 1936-40

NOTA.—Les tirets signifient que les item ne sont pas applicables aux années indiquées.

Item	ACTIF				
	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$
Actif vif—					
Espèces en caisse et en banque	20,243,808	26,239,458	8,297,389	32,127,822	178,330,603
Banque hypothécaire centrale	–	–	–	–	250,000
Réserves en espèces	2,236,629	–	–	–	–
Banque du Canada, immobilisation en capital-actions	–	5,100,000	5,100,000	5,920,000	5,920,000
Comptes des chemins de fer[1]	46,087,498	56,335,222	28,784,895	31,016,335	60,419,050
Prêts aux provinces pour le logement	6,768,387	4,730,388	3,308,000	3,203,000	2,504,000
Prêts de secours aux provinces	116,527,165	113,502,587	129,801,198	144,786,039	155,978,087
Province de l'Alberta—surpaiement de subventions	468,750	468,750	468,750	468,750	468,750
Avances à la Commission des Ports Nationaux et aux commissions de ports	83,152,398	83,475,654	85,366,059	86,058,161	87,004,875
Avances à la Commission Canadienne du Crédit agricole	16,789,808	27,760,379	31,598,256	34,418,291	36,694,977
Prêts en vertu de la loi nationale sur le logement, 1935 et de la loi nationale sur le logement, 1938	81,583	1,076,492	2,754,513	5,411,954	9,805,277
Prêts en vertu de la loi pour aider aux municipalités à faire des améliorations rentables	–	–	–	815,088	3,926,355
Avances aux gouvernements étrangers	30,494,720	30,494,720	30,854,262	30,854,262	30,854,262
Prêts aux soldats colons	43,594,540	42,477,774	42,232,502	40,588,430	37,829,462
Société Radio-Canada—prêts		–	500,000	450,000	1,150,000
Paquebots Nationaux (Antilles)—prêts	–	–	450,000	450,000	450,000
Divers comptes courants	59,398,223	66,907,513	69,054,220	69,193,370	76,391,037
Totaux, actif vif	425,843,509	458,568,937	438,570,044	485,761,502	687,976,735
Solde du passif sur l'actif vif, ce qui est la dette nette au 31 mars	3,006,100,517	3,083,952,202	3,101,667,570	3,152,559,314	3,271,259,647
Totaux, dette brute	3,431,944,026	3,542,521,139	3,540,237,614	3,638,320,816	3,959,236,382
Actif improductif—					
Travaux publics, canaux	242,855,235	242,726,334	240,349,604	240,316,691	240,316,048
Travaux publics, chemins de fer	442,910,909	443,109,941	429,690,834	429,584,113	429,586,082
Travaux publics, divers	265,165,018	267,970,363	286,506,741	292,022,857	299,030,325
Immeubles et magasins de la milice	12,035,421	12,035,420	12,049,714	12,056,713	12,056,714
Crédit du compte des terres	9,895,948	9,895,948	9,895,948	9,895,948	9,895,948
Dettes des chemins de fer (anciennes)	88,398,829	88,398,829	62,791,435	62,791,435	62,791,435
Comptes des chemins de fer (prêts improductifs)	655,527,455	655,527,456	[2]	[2]	[2]
Fonds de garantie des chemins de Fer Nationaux du Canada	[2]	[2]	269,325,706	266,612,868	264,012,426
Titres des Chemins de Fer Nationaux du Canada	[2]	[2]	18,000,000	18,000,000	18,000,000
Paquebots Nationaux (prêts improductifs)	15,507,970	13,754,191	13,858,030	13,864,295	13,872,666
Placements divers et autres comptes (improductifs)	79,621,230	100,482,811	101,787,036	104,920,907	90,893,210
Solde du fonds consolidé au 31 mars de l'année précédente	1,042,806,052	1,194,182,502	1,250,050,909	1,657,412,522	1,702,493,487
Excédent des dépenses sur les recettes, année terminée le 31 mars	151,376,450	55,868,407	14,443,347	45,080,965	128,311,306
Compte autorisé par la loi sur la revision du capital des Chemins de Fer Nationaux du Canada, 1937	[2]	[2]	392,918,266	Nil	Nil
Totaux, dette nette	3,006,100,517	3,083,952,202	3,101,667,570	3,152,559,314	3,271,259,647

[1] Compris dans "Divers comptes courants" dans les Annuaires de 1937 et antérieurs. [2] Voir texte de la page 557.

8.—Bilan du Dominion du Canada au 31 mars 1936-40—fin

Item	PASSIF[1]				
	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$
Fonds de rachat des billets de banque en circulation	6,857,942	7,019,898	5,967,227	5,462,028	5,053,595
Administration des Postes, mandats, bons de poste, etc., impayés	2,726,925	4,074,164	3,664,726	2,498,656	2,787,322
Dépôts à la caisse d'épargne postale	22,047,287	21,879,593	22,587,233	23,045,575	23,100,118
Fonds d'assurance de retraite	150,614,097	176,973,747	201,332,556	221,220,852	243,153,278
Fonds en fiducie	20,943,718	20,933,993	20,951,204	21,328,456	22,213,545
Fonds contingents et spéciaux	6,044,065	13,597,412	21,853,040	34,762,566	20,369,529
Comptes des provinces	9,623,817	9,623,817	9,623,817	9,623,817	9,623,817
Dette consolidée moins fonds d'amortissement	3,211,347,008	3,285,066,671	3,252,577,884	3,318,490,049	3,630,954,386
Intérêt échu et impayé	1,739,167	3,351,844	1,679,928	1,888,817	1,980,792
Totaux, passif ou dette brute	**3,431,944,026**	**3,542,521,139**	**3,540,237,615**	**3,638,320,816**	**3,959,236,382**

[1] Passif direct seulement. Le passif indirect ou les garanties données par le Dominion du Canada sont indiqués au tableau **40**, p. 792.

Sous-section 2.—Recettes et dépenses

Les recettes fédérales au compte ordinaire pour l'année fiscale 1940 montrent une augmentation de $43,599,386 sur l'année précédente, tandis que les recettes globales augmentent de $59,922,105. Les dépenses régulières au compte ordinaire diminuent de $14,708,996, bien que les dépenses globales soient de $127,730,694 plus élevées qu'en 1939, par suite surtout d'une dépense de guerre de $118,291,022. Il y a augmentation de $118,700,333 dans la dette nette (dette brute moins l'actif productif) durant l'année. (Voir tableau **38** pour la dette portant intérêt.)

Changements dans les Comptes Publics, 1936.—Plusieurs changements importants sous diverses rubriques ont été apportés aux "Comptes Publics" en 1936. Du côté des recettes, les "Recettes de la guerre et de la démobilisation" qui paraissaient autrefois sous la rubrique "Recettes Spéciales" ont été transférées aux comptes ordinaires (revenu casuel). Du côté des dépenses plusieurs item périodiques ont aussi été transférés des recettes spéciales aux recettes ordinaires, comme il suit: financement d'emprunt, représentant les frais de lancement de nouveaux emprunts et le coût annuel de l'amortissement de l'escompte des obligations; contribution annuelle du Gouvernement à la caisse de retraite; contribution annuelle au maintien de la réserve des rentes viagères du Gouvernement; règlement des réclamations de guerre; déboursés faits en vertu de la loi des passages à niveau. Une nouvelle catégorie de dépenses a été établie sous l'en-tête "Entreprises du Gouvernement" pour parer aux dépenses encourues par le Gouvernement au sujet des Chemins de fer de l'Etat, des Paquebots Nationaux et de diverses commissions de ports. Les autres changements majeurs sont l'établissement d'une catégorie séparée pour les annulations d'actif et le transfert du paiement des pensions de vieillesse du Ministère du Travail à celui des Finances. La nouvelle classification des item aux tableaux **9**, **10** et **15** a été adoptée sur toute la ligne. Certains nouveaux item ont été introduits en 1938 mais ils n'affectent en rien la comparabilité des années précédentes.

9.—Détails des recettes budgétaires, années fiscales 1936-40

NOTA.—Les tirets dans ce tableau indiquent que les item du talon n'étaient pas applicables aux année indiquées.

Item	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$
Recettes ordinaires—					
Impôts—					
Douanes	74,004,560	83,771,091	93,455,750	78,751,111	104,301,487
Accise	44,409,797	45,956,857	52,037,333	51,313,658	61,032,044
Taxe de guerre—					
Banques	1,280,933	1,209,894	1,106,859	1,013,776	948,986
Compagnies d'assurance	760,843	774,363	866,820	891,539	925,936
Revenu	82,709,803	102,365,242	120,365,532	142,026,138	134,448,566
Ventes	77,551,974	112,832,259	138,054,536	122,139,067	137,446,253
Taxes sur chèques, transports, etc.	35,181,074	39,641,163	42,764,231	39,571,505	28,581,692
Taxe sur l'or	1,412,825	–	–	–	–
Totaux, recettes provenant des impôts	317,311,809	386,550,869	448,651,061	435,706,794	467,684,964
Recettes provenant d'autres sources—					
Loi des grains	1,213,087	1,192,099	679,927	1,155,718	1,711,271
Gazette du Canada	49,295	47,697	46,584	49,305	55,132
Canaux	889,764	1,003,765	1,866,286	723,234	762,414
Recettes casuelles	4,636,537	6,275,858	6,596,993	7,439,785	9,372,492
Immigration chinoise	6,476	7,444	2,359	2,459	1,566
Terres domaniales, parcs, etc.	457,680	478,133	540,841	680,477	676,210
Inspection de l'électricité	542,101	646,117	692,361	726,135	715,295
Amendes et confiscations	294,674	134,389	208,988	211,346	87,738
Pêcheries	42,104	55,656	60,443	52,281	53,442
Inspection du gaz	90,948	93,289	87,519	83,465	80,967
Contrôle des assurances	146,874	151,966	161,934	172,177	179,131
Intérêts sur placements	10,614,125	11,231,035	13,120,523	13,163,015	13,393,432
Marine	221,673	263,260	536,163	377,250	348,266
Fonds des marins	187,448	204,525	205,586	210,512	278,374
Collège militaire	19,616	20,012	20,100	20,400	14,040
Revenu des pensions de guerre	178,408	186,515	194,150	209,231	233,432
Champs de tir et camps	15,685	15,451	16,437	19,825	18,413
Brevets d'invention	454,762	463,850	452,150	441,764	415,861
Etablissements pénitentiaires	67,683	62,324	62,820	81,930	137,314
Postes	32,507,889	34,274,552	35,546,161	35,288,220	36,729,105
Primes, escompte et change (net)	35,600	–	26,911	477,430	7,939,273
Travaux publics	251,273	274,431	317,835	296,630	305,928
Permis de radio	1,574,431	989,619[1]	[1]	[1]	[1]
Pensions de la police fédérale	10,807	10,195	10,570	11,028	11,314
Poids et mesures	401,457	395,904	392,879	416,295	410,718
Totaux, recettes provenant d'autres sources	54,910,397	58,478,086	61,646,520	62,309,912	73,931,128
Totaux, recettes ordinaires	**372,222,206**	**445,028,955**	**510,297,581**	**498,016,706**	**541,616,092**
Recettes spéciales (Revenus divers et crédits)	**319,833**	**8,463,997**	**3,009,879**	**1,255,962**	**163,812**
Autres crédits—					
Remboursements sur compte capital	27,033	616,069	1,543,135	40,796	21,244
Crédits aux comptes non productifs	26,924	44,726	1,842,154	2,857,890	20,292,311
Totaux, autres crédits	**53,957**	**660,795**	**3,385,289**	**2,898,686**	**20,313,555**
Grands totaux des recettes	**372,595,996**	**454,153,747**	**516,692,749**	**502,171,354**	**562,093,459**

[1] Depuis novembre 1936, le produit des permis de radio est déposé au crédit de la Société Radio-Canada.

10.—Détails des dépenses budgétaires, années fiscales 1936-40

NOTA.—Les tirets dans ce tableau indiquent que les item ne sont pas applicables à ces années.

Item	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$
Dépenses ordinaires—					
Agriculture	9,399,311	8,741,070	9,016,839	9,527,766	11,816,826
Bureau de l'Auditeur général	428,665	423,367	463,335	473,007	459,435
Commission du Service civil	258,688	304,921	358,252	378,524	398,111
Affaires Extérieures y compris le Bureau du Premier Ministre	1,289,879	1,340,912	1,450,048	1,056,727	1,215,238
Finance—					
Intérêt sur la dette	134,549,169	137,410,345	132,117,422	127,995,617	129,315,442
Financement d'emprunts	3,576,858	3,839,481	4,555,437	4,914,349	4,992,102
Subsides aux provinces	13,768,953	13,735,196	13,735,336	13,752,110	13,768,953
Versements spéciaux aux provinces	3,975,000	3,225,000	7,475,000	7,475,000	5,475,000
Autres versements et contributions	736,505	540,224	560,244	642,577	659,905
Pensions	835,124	768,046	696,557	630,878	560,113
Contribution à la caisse de retraite	1,874,964	2,018,754	2,065,491	2,219,820	2,271,448
Pensions de vieillesse	16,764,484	21,149,352	28,653,005[1]	29,043,639[1]	29,976,554[1]
Prime, escompte et change (net)	–	399,930	–	–	–
Dépenses générales	3,734,888	3,578,449	3,652,961	3,770,328	4,046,109
Pêcheries	1,710,345	1,690,610	1,849,619	2,035,822	2,319,896
Bureau du secrétaire du Gouverneur Général	137,857	143,216	144,179	144,690	146,830
Assurance	162,798	171,658	186,725	193,947	195,276
Ministère de la Justice—					
Justice	2,454,869	2,502,594	2,507,432	2,473,012	2,448,885
Etablissements pénitentiaires	2,376,651	2,371,932	2,577,319	2,675,201	2,940,790
Ministère du Travail—					
Travail (y compris enseig. technique)	758,361	796,598	754,728	815,540	818,456
Rentes viagères—Contributions à la réserve	271,827	540,832	8,941,196[2]	–	379,007
Législation—					
Chambre des Communes	1,485,515	1,759,641	1,515,869	1,799,767	1,285,416
Bibliothèque du Parlement	75,962	74,994	79,052	72,456	76,102
Sénat	491,076	587,326	535,576	600,195	431,787
Générales	54,577	72,817	56,899	75,000	68,360
Bureau du cens électoral	498,208	52,593	76,240	49,897	–
Directeur des élections, y compris élections	1,089,464	71,820	44,609	114,466	458,005
Mines et Ressources—					
Administration et dépenses générales	–	–	1,857,868[3]	182,818[3]	204,563[3]
Immigration et colonisation	1,322,218	1,312,835	1,163,004	1,334,724	1,338,177
Affaires Indiennes	4,868,609	4,903,880	4,896,748	5,304,885	5,675,058
Intérieur	2,938,997	2,887,354	–	–	–
Terres, parcs et forêts	–	–	1,542,790	2,249,010	2,115,890
Arpentage et génie	–	–	933,387	1,324,945	1,301,012
Mines et levés géologiques	1,040,346	1,134,714	658,082	1,339,441	1,303,455
Loi du transport du charbon et du combustible domestique	2,102,631	2,276,735	2,520,922	1,921,130	4,531,922
Défense Nationale—					
Service de la milice	10,141,230	11,345,751	17,221,198	15,772,295	5,997,311
Service naval	2,380,018	4,763,294	4,371,980	6,589,714	1,869,162
Service de l'air	3,777,320[4]	5,821,824[4]	10,018,104	11,216,055	4,851,503
Divers services	878,506	992,224	1,149,025	853,959	470,755
Revenu National (y compris impôt sur le revenu)	10,962,988	11,205,101	11,870,199	11,899,312	12,064,426
Pensions, de guerre, militaires et civiles	43,337,096	43,356,180	42,823,277	42,793,055	42,868,901
Pensions et Santé Nationale	12,053,582	12,452,392	13,066,320	14,582,890	16,010,793
Postes	31,437,719	31,906,272	33,762,269	35,455,182	36,725,870
Conseil Privé	45,802	45,488	47,787	48,783	59,133
Archives publiques	164,953	160,362	169,953	158,697	150,190
Imprimerie et Papeterie publiques	168,697	169,367	161,063	190,572	198,589
Travaux Publics	12,945,277	14,518,757	12,382,073	15,484,196	13,065,212
Royale Gendarmerie à cheval	5,929,815	5,634,760	6,022,503	5,822,638	5,276,797
Secrétaire d'Etat	704,972	654,705	692,331	730,092	836,242
Etablissement des soldats	761,721	805,945	801,036	757,664	624,278
Commerce—					
Subsides postaux et subvention aux service océanique	2,426,484	2,119,915	2,029,211	1,993,323	1,906,620
Loi des grains du Canada	1,848,251	1,738,585	1,675,051	1,846,706	1,932,489
Autres dépenses générales	3,458,235	5,522,518	4,069,797	4,762,994	4,999,053

Voir renvois à la fin du tableau p. 765.

10.—Détails des dépenses budgétaires, années fiscales 1936-40—fin

Item	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$
Dépenses ordinaires—fin					
Transports—					
Administration et dépenses diverses	-	-	417,277[3]	376,407[3]	366,782[3]
Service aérien	-	-	2,935,256[4]	3,457,108[4]	3,861,863[4]
Marine	5,857,428	5,614,342	4,290,279	4,266,775	4,210,968
Société Radio-Canada	1,500,000	878,174	-	-	-
Chemins de fer et canaux	4,250,138	4,019,131	3,911,022	4,616,956	4,066,413
Loi des taux de transport des Provinces Maritimes	2,348,399	2,505,823	3,182,458	2,582,897	2,660,295
Caisse des passages à niveau	127,719	53,966	179,770	186,643	255,438
Totaux, dépenses ordinaires	**372,539,149**	**387,112,072**	**414,891,410**	**413,032,202**	**398,323,206**
Dépenses, compte capital—					
Canaux	457,926	51,945	-	-	-
Chemins de fer	286,887	203,035	71,454	26,348	22,570
Travaux Publics	5,799,341	3,236,564	4,358,698	5,397,928	7,007,468
Totaux, dépenses, compte capital	**6,544,154**	**3,491,544**	**4,430,152**	**5,424,276**	**7,030,038**
Déboursés spéciaux—					
Secours au chômage, 1930	26,338				
Secours au chômage, 1931	26,173				
Secours au chômage, 1932	111,071				
Secours au chômage 1933	493,416	[5]	[5]	[5]	[5]
Secours au chômage, 1934	1,151,357				
Secours au chômage, 1935	48,027,323				
Loi de construction de travaux publics	29,580,578				
Crédits supplémentaires spéciaux—					
Subventions de secours aux provinces	-	28,929,774	19,492,958	17,037,033	19,534,178
Part du Fédéral aux entreprises collectives du Fédéral et des Provinces	-	12,691,397	8,878,166	6,258,672	7,147,306
Facilités de transport vers les régions minières	-	1,221,227	1,323,657	1,212,941	1,121,038
Entretien ferroviaire	-	2,662,084	-	-	-
Administration	-	194,306	377,980	260,466	287,162
Entreprises fédérales telles que prévues aux crédits supplémentaires spéciaux	-	23,553,924	13,875,769	12,980,739	24,918,392
Secours spécial à la région de sécheresse	-	8,750,990	24,585,834	9,145,556	9,104,875
Loi de l'égalisation des paiements de la récolte de blé, 1930	6,600,000	-	-		
Perte sur le cartel du blé et les opérations de stabilisation de 1930, paiement à la Commission Canadienne du blé du passif net tel qu'assumé, le 2 déc. 1935	15,856,645	-	-	-	
Perte sur le cartel de l'avoine de 1930 garantie par les avances des banques à la Coopérative Canadienne des Producteurs de blé	174,383	-	-	-	-
Commission canadienne du blé—réserves contre les pertes estimatives sur les garanties d'écoulement du blé applicables à l'année fiscale 1938-39 et à l'année fiscale 1939-40	-	-	-	25,000,000	27,000,000
Déboursés de guerre	-	-	-	-	118,291,022
Totaux, déboursés spéciaux	**102,047,284**	**78,003,702**	**68,534,364**	**71,895,407**	**207,403,973**
Entreprises du Gouvernement—					
Pertes imputables au fonds du revenu consolidé—					
Canadien National	47,421,465	43,303,394	42,345,868	54,314,196	40,095,520
Ferryboat de l'Ile du Prince-Edouard	-	-	-	387,643	426,854
Paquebots Nationaux	269,969	-	-	-	-
Commission Nationale des Ports	1,126,056	249,718	288,917	138,440	93,904
Lignes aériennes Trans-Canada	-	-	111,005	818,026	411,657
Banque hypothécaire centrale	-	-	-	-	16,069

Voir renvois à la fin du tableau p. 765.

10.—Détails des dépenses budgétaires, années fiscales 1936-40—fin

Item	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$
Entreprises du Gouvernement—fin					
Prêts et avances improductifs—					
Paquebots Nationaux	Cr. 332,664	Cr. 1,753,779	103,839	6,265	8,371
Commission des ports	2,455,576	2,419,193	1,983,759	3,278,924	1,026,774
Totaux, entreprises du Gouvernement	**50,940,402**	**44,218,526**	**44,833,388**	**58,943,494**	**42,079,149**
Autres dépenses—					
Annulation d'actifs imputables au fonds consolidé—					
Réduction des avances aux soldats et colons en général	487,642	627,663	749,766	1,022,617	1,642,533
Pertes annuelles au compte des graines de semence et des secours	26,924	44,425	14,197	17,701	9,711
Annulation du capital-actions du Prêt Agricole	-	20,385	10,135	14,280	10,849
Bons du Trésor du Manitoba	-	-	804,897	-	-
Annulation des prêts de secours à la province de Saskatchewan	-	-	-	-	17,682,157
Réduction des prêts pour aider le mouvement d'immigration et de colonisation		-	247	283	356
Réduction de prêts de secours aux régions atteintes par la sécheresse, province de Saskatchewan	-	-	-	-	1,373,980
Transfert d'actifs vifs à l'actif mort—					
Bons du Trésor du Manitoba	-	804,897	-	-	-
Bons du Trésor de la Saskatchewan	-	17,682,158		-	-
Compte improductif de l'établissement des soldats et des colons en général—ajustement	-	60	139,361	-	-
Obligations, intérêt et billets—ajustement	-	-	200	-	
Canadien National, titres en fiducie—réduction due à l'abandon de lignes	-	-	-	2,712,837	2,600,442
Comptes improductifs—					
Versements de garanties en vertu de la loi garantissant les prêts pour graines de semence en Saskatchewan, 1936	-	-	-	-	2,637,398
Totaux, autres dépenses	**514,566**	**19,179,588**	**1,718,803**	**3,767,718**	**25,957,426**
Grands totaux, dépenses	**532,585,555**	**532,005,432**	**534,408,117**	**553,063,097**	**680,793,792**

[1] Y compris pensions aux aveugles. [2] On a constaté que les tableaux dont on s'est servi antérieurement dans l'évaluation ne donnaient pas toute la valeur du passif débité aux rentes viagères. Ce montant exceptionnel est dû à l'adaptation de tableaux conformes au taux de mortalité des années précédentes. [3] Avant 1937-38, les dépenses générales d'administration n'étaient pas séparées des autres dépenses des services respectifs des ministères qui ont été fusionnés pour former le Ministère des Mines et Ressources et le Ministère des Transports. Les chiffres de 1939 et 1940 ne représentent que l'administration départementale; les autres dépenses d'administration sont comprises, comme pour les autres ministères, sous les services respectifs. [4] Avant 1937-38, les dépenses de l'aviation civile, qui constitue maintenant la Division du service aérien du Ministère des Transports, étaient comprises dans les dépenses de la Division du service aérien du Ministère de la Défense Nationale. [5] Les dépenses de secours en 1937, 1938, 1939 et 1940 ont été faites en vertu de la loi sur le soulagement du chômage et les secours de 1936 et 1937, et les autres item mentionnés suivent immédiatement.

11.—Causes des principales dépenses

NOTA.—De 1868 à 1906 inclusivement, l'année fiscale se terminait le 30 juin; depuis lors elle se termine aux pp. 879-881 de

Année	Dépenses ordinaires							
	Intérêt sur la dette	Pension de vieillesse	Pensions de guerre militaires et civiles	Travaux publics	Défense nationale	Subsides aux provinces	Postes[1]	Total des dépenses ordinaires[2]
	$	$	$	$	$	$	$	$
1868...	4,501,568	-	56,422	126,270	1,013,016	2,753,966	616,802	13,486,093
1870...	5,047,054	-	53,586	120,031	1,245,973	2,588,605	808,623	14,345,510
1875...	6,590,790	-	63,657	1,756,010	1,013,944	3,750,962	1,520,861	23,713,071
1880...	7,773,869	-	192,889	1,046,342	690,019	3,430,846	1,818,271	24,850,634
1881...	7,594,145	-	96,389	1,108,815	667,001	3,455,518	1,876,658	25,502,554
1882...	7,740,804	-	101,197	1,342,000	772,812	3,530,999	1,980,567	27,067,104
1883...	7,668,552	-	98,446	1,765,256	734,354	3,606,673	2,176,089	28,730,157
1884...	7,700,181	-	95,543	2,908,852	989,498	3,603,714	2,312,965	31,107,706
1885...	9,419,482	-	89,879	2,302,363	2,707,758	3,959,327	2,488,315	35,037,060
1886...	10,137,009	-	88,319	2,046,552	4,355,880	4,182,526	2,763,186	39,011,612
1887...	9,682,929	-	102,109	2,133,316	1,193,693	4,169,341	2,818,907	35,657,680
1888...	9,823,313	-	120,334	2,162,116	1,273,179	4,188,514	2,889,729	36,718,495
1889...	10,148,932	-	116,030	2,299,231	1,323,552	4,051,428	2,982,321	36,917,835
1890...	9,656,841	-	107,391	1,972,501	1,287,014	3,904,922	3,074,470	35,994,031
1891...	9,584,137	-	103,850	1,937,546	1,279,514	3,903,757	3,161,676	36,343,568
1892...	9,763,978	-	92,457	1,627,851	1,266,308	3,935,914	3,316,120	36,765,894
1893...	9,806,888	-	90,309	1,927,832	1,419,746	3,935,765	3,421,203	36,814,053
1894...	10,212,596	-	86,927	2,033,955	1,284,517	4,206,655	3,517,261	37,585,025
1895...	10,466,294	-	84,349	1,742,317	1,574,014	4,250,675	3,593,647	38,132,005
1896...	10,502,430	-	86,080	1,299,769	1,136,714	4,235,664	3,665,011	36,949,142
1897...	10,645,663	-	90,882	1,463,719	1,667,588	4,238,059	3,789,478	38,349,760
1898...	10,516,758	-	96,187	1,701,313	1,514,472	4,237,372	3,575,412	38,832,526
1899...	10,855,112	-	96,129	1,902,664	2,112,292	4,250,636	3,603,799	41,903,500
1900...	10,699,645	-	93,453	2,289,889	1,846,179	4,250,608	3,758,015	42,975,279
1901...	10,807,955	-	93,551	3,386,632	2,061,674	4,250,607	3,931,446	46,866,368
1902...	10,975,935	-	83,305	4,221,294	2,060,979	4,402,098	4,023,637	50,759,392
1903...	11,068,139	-	87,925	4,065,553	1,963,009	4,402,503	4,105,178	51,691,903
1904...	11,128,637	-	113,495	4,607,330	2,252,030	4,402,292	4,347,541	55,612,833
1905...	10,630,115	-	140,424	6,765,446	2,650,700	4,516,038	4,634,528	63,319,683
1906...	10,814,697	-	179,023	7,484,716	4,294,125	6,726,373	4,921,577	67,240,641
1907[3].	6,712,771	-	125,832	5,520,571	3,347,038	6,745,134	3,979,557	51,542,161
1908...	10,973,597	-	187,557	8,721,327	5,498,184	9,032,775	6,005,930	76,641,452
1909...	11,604,584	-	191,533	12,300,184	5,230,297	9,117,143	6,592,386	84,064,232
1910...	13,098,160	-	216,697	7,261,218	4,686,698	9,361,388	7,215,338	79,411,747
1911...	12,535,851	-	240,586	8,621,431	8,658,668	9,092,472	7,954,223	87,774,198
1912...	12,259,397	-	245,045	10,344,487	8,814,056	10,281,045	9,172,036	98,161,441
1913...	12,605,882	-	283,188	13,468,505	10,198,135	13,211,800	10,882,804	112,059,537
1914...	12,893,505	-	311,900	19,007,513	11,730,964	11,280,469	12,822,058	127,384,473
1915...	15,736,743	-	358,558	19,343,532	10,573,423	11,451,673	15,961,191	135,523,207
1916...	21,421,585	-	671,133	12,039,252	5,083,225	11,451,673	16,009,139	130,350,727
1917...	35,802,567	-	2,814,546	8,633,096	4,880,365	11,469,148	16,300,579	148,599,343
1918...	47,845,585	-	8,155,691	7,432,901	4,311,379	11,369,148	18,046,558	178,284,313
1919...	77,431,432	-	18,282,440	6,295,060	3,482,604	11,327,236	19,273,758	232,731,283
1920...	107,527,089	-	26,004,461	9,016,246	5,033,479	11,490,860	20,774,312	303,843,930
1921...	139,551,520	-	37,420,751	10,846,875	14,020,854	11,490,860	22,696,561	361,118,145
1922...	135,247,849	-	36,153,031	10,574,364	16,412,602	12,211,924	32,003,189[1]	347,560,691
1923...	137,892,735	-	32,985,998	9,978,440	13,448,176	12,207,313	31,180,814	332,293,732
1924...	136,237,872	-	33,411,081	11,900,847	13,757,103	12,386,136	31,733,351	324,813,190
1925...	134,789,604	-	34,888,665	12,029,578	13,172,318	12,281,391	31,721,543	318,891,901
1926...	130,691,493	-	37,203,700	13,416,045	14,113,167	12,375,128	32,099,644	320,660,479
1927...	129,675,367	-	37,902,939	11,178,054	14,909,500	12,516,740	32,392,659	319,548,173
1928...	128,902,945	131,452[4]	39,778,130	14,037,366	17,659,638	12,516,740	33,823,562	336,167,961
1929...	124,989,950	832,687	41,487,323	17,003,254	19,674,201	12,553,724	34,949,550	350,952,924
1930[5]..	121,566,213	1,537,174	40,406,565	18,134,359	21,986,537	12,496,958	36,557,012	363,237,478
1931...	121,289,844	5,658,143	45,965,723	23,763,284	23,736,447	17,435,736	37,891,693	386,584,863
1932...	121,151,106	10,032,410	48,686,389	16,099,739	18,221,632	13,694,970	36,052,208	372,101,318
1933...	134,999,069	11,512,543	45,078,919	11,778,684	13,750,314	13,677,384	31,607,404	354,643,201
1934...	139,725,417	12,313,595	43,883,132	9,666,753	13,476,862	13,727,565	30,553,768	351,771,161
1935...	138,533,202	14,942,459	44,235,808	8,726,385	14,185,772	13,768,953	30,252,310	359,700,909
1936...	134,549,169	16,764,484	43,337,096	11,718,877	17,177,074	13,768,953	31,437,719	372,539,149
1937...	137,410,345	21,149,352	43,356,180	13,346,345	22,923,093	13,735,196	31,906,272	387,112,072
1938...	132,117,422	28,653,005[10]	42,823,277	11,135,878	32,760,307	13,735,336	33,762,269	414,891,410
1939...	127,995,617	29,043,639[10]	42,793,055	15,484,197	34,432,023	13,752,110	35,455,182	413,032,206
1940...	129,315,442	29,976,554[10]	42,868,901	13,065,212	13,118,732	13,768,953	36,725,870	398,323,202

[1] Les dépenses données comprennent l'argent dépensé pour le gouvernement civil et diverses dépenses depuis 1922. [2] Y compris divers déboursés non énumérés. [3] Comprend les dépenses pour la milice, les terres domaniales et les allocations compensatrices aux provinces; les détails de ces dépenses sous ces rubriques, sous Travaux Publics, et Chemins de Fer et Canaux, paraissent aux pp. 880-881 de l'Annuaire de 1938. [4] Première année d'inscription de ces dépenses sous cette rubrique. [5] Comprend $2,725,504 pour l'amélioration du St-Laurent, somme dépensée antérieurement par la Commission du port de Montréal. [6] Neuf mois.

fédérales, années fiscales 1868-1940

le 31 mars. Les chiffres pour les années intermédiaires non indiquées entre 1868 et 1880 se trouvent l'Annuaire de 1938.

Dépenses, compte capital				Autres dépenses				Dépenses totales	Année
Travaux publics	Chemins de fer	Canaux	Total[2]	Subventions aux chemins de fer	Guerre et démobilisation	Autres frais	Total		
$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
41,690	455,250	51,498	548,438	–	–	37,158	37,158	14,071,689	1868
1,821,887	1,693,229	Nil	3,515,116		–	155,988	155,988	18,016,614	1870
189,484	5,018,428	1,714,830	6,922,742	–	–	2,253,097	2,253,097	32,888,911	1875
8,730	6,109,078	2,123,366	8,241,174	–	–	949,948	949,948	34,041,756	1880
187,370	5,577,237	2,077,028	8,176,317	–	–	117,772	117,772	33,796,643	1881
70,950	5,175,047	1,647,759	7,405,637	–	–	201,885	201,885	34,674,625	1882
119,869	11,707,619	1,763,002	14,147,360	–	–	21,369	21,369	42,898,886	1883
491,376	14,013,075	1,577,295	23,977,702	208,000[1]	–	2,567,453	2,775,453	57,860,862	1884
182,306	11,224,245	1,504,621	13,220,185	403,245	–	502,587	905,832	49,163,078	1885
569,202	4,443,220	1,333,325	9,589,734	2,701,249	–	10,534,973	13,236,222	61,837,569	1886
353,044	1,846,887	1,783,698	4,439,939	1,406,533	–	–	1,406,533	41,504,152	1887
1,033,118	1,765,586	963,778	7,162,964	1,027,042	–	155,623	1,182,665	45,064,124	1888
575,408	2,709,854	972,918	4,420,314	846,722	–	1,333,328	2,180,050	43,518,198	1889
495,421	2,392,768	1,026,364	6,778,663[3]	1,678,196	–	44,947	1,723,143	41,770,333	1890
515,702	1,184,317	1,318,092	3,115,860	1,265,706	–	68,074	1,333,780	40,793,208	1891
224,390	417,426	1,437,149	2,164,457	1,248,216	–	2,093,569	3,341,785	42,272,136	1892
181,878	712,918	2,069,573	3,088,318	811,394	–	139,963	951,357	40,853,728	1893
102,059	585,749	3,027,164	3,862,970	1,229,885	–	330,354	1,560,239	43,008,234	1894
102,393	376,815	2,452,273	3,030,490	1,310,549	–	399,294	1,709,843	42,872,338	1895
114,826	326,065	2,258,779	3,781,311	3,228,745	–	137,185	3,365,930	44,096,384	1896
129,238	204,624	2,348,637	3,523,160	416,955	–	682,881	1,099,836	42,972,756	1897
364,018	270,991	3,207,249	4,143,503	1,414,935	–	943,317	2,358,252	45,334,281	1898
385,094	1,112,348	3,899,877	5,936,343	3,201,220	–	501,572	3,702,792	51,542,635	1899
1,089,827	3,309,130	2,639,565	7,468,843	725,720	–	1,547,624	2,273,344	52,717,467	1900
1,006,983	3,922,989	2,360,570	7,695,488	2,512,329	–	908,681	3,421,010	57,982,866	1901
2,190,125	5,103,288	2,114,690	10,078,638	2,093,939	–	1,038,831	3,132,770	63,970,800	1902
1,268,005	3,083,681	1,823,273	7,052,725	1,463,222	–	1,538,722	3,001,944	61,746,572	1903
1,334,396	2,617,770	1,880,787	7,881,719	2,046,878	–	6,713,618	8,760,496	72,255,048	1904
1,642,042	6,125,482	2,071,594	11,933,492	1,275,630	–	2,275,334	3,550,964	78,804,139	1905
2,359,529	6,102,566	1,552,121	11,913,871	1,637,574	–	2,485,555	4,123,129	83,277,642	1906
1,797,872	7,141,569	887,838	11,329,144	1,324,889	–	1,581,944	2,906,833	65,778,139	1907[8]
2,969,049	23,671,553	1,723,156	30,429,907	2,037,629	–	3,469,692	5,507,321	112,578,680	1908
2,832,295	35,846,185	1,873,868	42,593,167	1,785,887	–	4,998,238	6,784,125	133,441,524	1909
4,514,606	21,505,913	1,650,706	29,756,353	2,048,097	–	4,179,576	6,227,673	115,395,774	1910
3,742,717	24,760,771	2,349,475	30,852,963	1,284,892	–	2,949,197	4,234,089	122,861,250	1911
4,116,385	24,262,253	2,560,938	30,939,576	859,400	–	7,181,665	8,041,065	137,142,082	1912
6,057,515	18,888,889	2,259,642	27,206,046	4,935,507	–	255,787	5,191,294	144,456,878	1913
10,100,017	24,250,498	2,829,661	37,180,176	19,036,237	–	2,640,162	21,676,399	186,241,048	1914
11,049,030	24,907,494	5,490,796	41,447,320	5,191,507	60,750,476[4]	5,186,016	71,127,999	248,098,526	1915
8,471,229	23,924,769	6,170,953	38,566,951	1,400,171	166,197,755	3,186,898	170,784,824	339,702,502	1916
7,838,116	14,737,327	4,304,589	26,880,032	959,584	306,488,815	15,275,345	322,723,744	498,203,118	1917
6,347,201	34,982,746	1,781,957	43,111,904	720,405	343,336,802	10,706,787	355,263,994	576,660,210	1918
5,705,348	17,113,954	2,211,964	25,031,266	43,805	446,519,440	−7,283,582	439,279,663	697,042,212	1919
38,869,683	25,881,433	4,550,762	69,301,878	334,845	346,612,955	19,995,313	366,943,113	786,031,611[7]	1920
27,559,809	7,002,993	5,450,005	40,012,807	Nil	16,997,544	492,048	17,489,592	528,302,513[7]	1921
10,431,698	1,381,024	4,482,610	16,295,332	"	1,544,250	301,518	1,845,768	463,528,389[7]	1922
3,411,510	1,400,430	4,995,184	9,807,124	"	4,464,760	4,042,931	8,507,691	434,735,277[7]	1923
3,804,427	309,455	6,747,395	10,861,277	−1,523	446,083	7,902,759	8,347,319	370,589,247[7]	1924
6,030,320	−99,712	10,619,903	16,550,511	Nil	506,931	3,953,433	4,460,364	351,169,803[7]	1925
4,805,949	−31,856	12,024,456	16,798,549	"	191,392	6,330,092	6,521,484	355,186,423[7]	1926
2,920,670	2,792,344	13,845,689	19,558,703	"	64,485	7,814,977	7,879,462	358,555,751[7]	1927
3,281,097	3,591,646	13,762,905	20,635,648	"	1,656,011	1,705,312	3,361,322	378,658,440[7]	1928
3,342,714	6,301,979	13,164,582	22,809,275	"	−669,399	2,067,153	1,397,754	388,805,953[7]	1929
8,589,022	6,873,511	10,264,187	25,726,720	"	Nil	16,302,185[9]	16,302,185	405,266,383	1930[8]
12,145,264	6,702,854	9,862,574	28,710,692	"	"	26,272,857[9]	26,272,857	441,568,413	1931
7,485,438	6,376,207	3,304,298	17,165,943	"	"	59,475,056[9]	59,475,056	448,742,316	1932
4,233,789	1,658,812	3,156,328	9,048,929	"	"	168,677,810[9]	168,677,810	532,369,940	1933
3,339,751	754,194	1,986,140	6,580,085	"	"	99,806,659[9]	99,806,659	458,157,905	1934
6,243,737	525,772	337,907	7,107,416	"	"	111,298,256[9]	111,298,256	478,106,581	1935
5,799,341	286,887	457,926	6,544,154	"	"	153,502,252[9]	153,502,252	532,585,555	1936
3,236,564	203,035	51,945	3,491,544	"	"	141,401,816[9]	141,401,816	532,005,432	1937
4,358,698	71,454	–	4,430,152	"	"	115,086,555[9]	115,086,555	534,408,118	1938
5,397,928	26,348	–	5,424,276	"	"	134,606,619[9]	134,606,619	553,063,098	1939
7,007,468	22,570	–	7,030,038	"	118,291,022	157,149,526[9]	275,440,548	680,793,792	1940

[2] Comprend certaines avances improductives aux chemins de fer s'élevant à $45,780,690 en 1920, $109,662,655 en 1921, $97,950,645 en 1922, $77,863,938 en 1923, $23,710,617 en 1924, $9,934,453 en 1925, $10,000,000 en 1926, $10,000,000 en 1927; ainsi que des avances de $5,979,856 en 1923, $1,500,000 en 1924, $800,000 en 1925, $668,000 en 1926, $426,817 en 1927, $999,837 en 1928 et $758,000 en 1929 à la marine marchande canadienne, etc. [3] Les chiffres de 1930 et des années subséquentes sont conformes au nouvel arrangement des Comptes Publics tel qu'établi en 1936 (voir p. 761). [4] Pour détails, voir tableau **13**, p. 769. [10] Y compris pensions aux aveugles.

12.—Principales sources de revenu du Dominion, années fiscales, 1868-1940

NOTA.—De 1868 à 1906 inclusivement, les années fiscales se terminent le 30 juin; depuis lors, elles se terminent le 31 mars. Les chiffres des années non inscrites entre 1868 et 1880 paraissent à la p. 882 de l'Annuaire de 1938.

Année	Droits de douane	Droits d'accise	Taxes de guerre[1]	Total des taxes et impôts	Intérêts sur placements	Bureaux de poste et mandats	Total des recettes budgétaires[2]
	$	$	$	$	$	$	$
1868	8,578,380	3,002,588	-	11,700,681	174,073	525,692	13,687,928
1870	9,334,213	3,619,623	-	13,087,882	383,956	573,566	15,539,657
1875	15,351,012	5,069,687	-	20,664,879	840,887	1,155,332	24,649,724
1880	14,071,343	4,232,428	-	18,479,577	834,793	1,252,498	23,364,547
1881	18,406,092	5,343,022	-	23,942,139	751,513	1,352,110	29,635,298
1882	21,581,570	5,884,860	-	27,549,047	914,009	1,587,888	35,182,549
1883	23,009,582	6,260,117	-	29,269,699	1,001,193	1,800,391	36,803,669
1884	20,023,890	5,459,309	-	25,483,199	986,698	1,755,674	32,815,226
1885	18,935,428	6,449,101	-	25,384,529	1,997,035	1,841,372	33,354,041
1886	19,362,308	5,852,905	-	25,215,213	2,299,079	1,901,690	33,479,883
1887	22,373,951	6,308,201	-	28,682,152	990,887	2,020,624	35,775,531
1888	22,091,682	6,071,487	-	28,163,169	932,025	2,379,242	35,908,464
1889	23,699,413	6,886,739	-	30,586,152	1,305,392	2,220,504	38,782,870
1890	23,913,546	7,618,118	-	31,531,664	1,082,271	2,357,389	39,879,925
1891	23,305,218	6,914,850	-	30,220,068	1,077,228	2,515,823	38,579,311
1892	20,361,382	7,945,098	-	28,306,480	1,086,420	2,652,746	36,921,872
1893	20,910,662	8,367,364	-	29,278,026	1,150,167	2,773,508	38,208,609
1894	19,119,030	8,381,089	-	27,500,119	1,217,809	2,809,341	36,374,883
1895	17,585,741	7,805,733	-	25,391,474	1,336,047	2,792,790	33,978,129
1896	19,766,741	7,926,006	-	27,692,747	1,370,001	2,964,014	36,618,591
1897	19,386,278	9,170,379	-	28,556,657	1,443,004	3,202,938	37,829,778
1898	21,622,789	7,871,563	-	29,494,352	1,513,455	3,527,810	40,556,510
1899	25,150,745	9,641,227	-	34,791,972	1,590,448	3,193,778	46,743,103
1900	28,219,458	9,868,075	-	38,087,533	1,683,051	3,205,535	51,031,467
1901	28,293,930	10,318,266	-	38,612,196	1,784,834	3,441,505	52,516,333
1902	31,916,394	11,197,134	-	43,113,528	1,892,224	3,918,416	58,052,333
1903	36,738,033	12,013,779	-	48,751,812	2,020,953	4,397,833	69,348,084
1904	40,461,591	12,958,708	-	53,420,299	2,236,256	4,652,325	70,679,251
1905	41,437,569	12,586,475	-	54,020,124	2,105,031	5,125,373	71,186,072
1906	46,053,377	14,010,220	-	60,063,597	2,140,312	5,933,343	80,141,394
1907[3]	39,717,079	11,805,413	-	51,522,492	1,235,746	5,061,728	67,972,110
1908	57,200,276	15,782,152	-	72,982,428	1,925,569	7,107,887	96,055,417
1909	47,088,444	14,937,768	-	62,026,212	2,256,643	7,401,624	85,549,580
1910	59,767,681	15,253,353	-	75,021,034	2,807,465	7,958,548	101,616,476
1911	71,838,089	16,869,837	-	88,707,926	1,668,773	9,146,952	117,884,328
1912	85,051,872	19,261,662	-	104,313,534	1,281,317	10,492,394	136,108,217
1913	111,764,699	21,447,445	-	133,212,144	1,430,511	12,051,729	168,690,427
1914	104,691,238	21,452,037	-	126,143,275	1,964,541	12,954,530	163,174,395
1915	75,941,220	21,479,731	98,057[4]	97,519,008	2,980,247	13,046,665	133,073,482
1916	98,649,409	22,428,492	3,620,782	124,666,969	3,358,210	18,858,690	172,149,394
1917	134,043,842	24,412,348	16,302,238	174,758,428	3,094,012	20,902,384	232,701,294
1918	144,172,630	27,168,445	25,379,901	196,720,976	4,466,724	21,345,394	260,778,953
1919	147,169,188	30,342,034	56,177,508	233,688,730	7,421,002	21,603,542	312,946,747
1920	168,796,823	42,698,083	82,079,801	293,574,707	17,086,981	24,471,709	349,746,335
1921	163,266,804	37,118,367	168,385,327	368,770,498	24,815,246	26,706,198	436,292,184
1922	105,686,645	36,755,207	177,484,161	319,926,013	21,961,513	26,402,299	382,271,571
1923	118,056,469	35,761,997	181,634,875	335,453,341	16,465,303	29,016,771	403,094,210
1924	121,500,799	38,181,747	182,036,261	341,718,807	11,916,479	28,865,374	406,581,318
1925	108,146,871	38,603,489	147,164,158	293,914,518	11,332,328	28,782,535	351,515,392
1926	127,355,144	42,923,549	157,296,320	327,575,013	8,535,086	30,334,575	382,893,009
1927	141,968,678	48,513,160	156,167,434	346,649,272	8,559,401	29,069,169	400,452,480
1928	156,985,818	57,400,898	150,319,087	364,705,803	10,937,822	31,562,580	429,642,577
1929	187,206,332	63,684,954	145,029,742	395,921,028	12,227,562	30,611,964	460,151,481
1930[5]	179,429,920	65,035,701	134,086,005	378,551,626	13,518,205	33,345,385	453,007,129
1931	131,208,955	57,746,808	107,320,633	296,276,396	10,421,224	30,212,326	357,720,435
1932	104,132,677	48,654,862	122,266,064	275,053,603	9,330,125	32,234,940	334,508,081
1933	70,072,932	37,833,858	146,412,011	254,318,801	11,220,989	30,928,317	311,735,286
1934	66,305,356	35,494,220	170,051,973	271,851,549	11,148,231	30,893,157	324,660,590
1935	76,561,975	43,189,655	181,118,715	304,443,729	10,963,478	31,248,324	361,973,764
1936	74,004,560	44,409,797	197,484,627	317,311,809	10,614,125	32,507,889	372,595,996
1937	83,771,091	45,956,857	256,822,921	386,550,869	11,231,035	34,274,552	454,153,747
1938	93,455,750	52,037,333	303,157,978	448,651,061	13,120,523	35,546,161	516,692,749
1939	78,751,111	51,313,658	305,642,024	435,706,794	13,163,015	35,288,220	502,171,354
1940	104,301,487	61,032,044	302,351,433	467,684,964	13,393,432	36,729,105	562,093,459

[1] Pour exposé détaillé, voir tableau **19**, p. 773. [2] Comprend plusieurs autres plus petites sources de revenu pour les premières années et des recettes spéciales depuis 1921. [3] Neuf mois, voir nota. [4] Année d'imposition de cette taxe. [5] Les chiffres de 1930 et des années subséquentes sont conformes au nouvel arrangement des Comptes Publics tel qu'établi en 1936 (voir p. 761).

13.—Analyse des "Autres dépenses" (montrées au tableau 11), 1930-40

Année	Dépenses spéciales		Entreprises du Gouvernement		Autres déboursés		Total
	Loi de soulagement au chômage et de construction et travaux publics	Prime sur le blé et perte sur la vente des grains, etc.	Pertes imputables sur le fonds consolidé	Prêts et avances improductives	Annulation d'actifs imputables au fonds consolidé	Comptes improductifs	
	$	$	$	$	$	$	$
1930	Nil	Nil	4,308,357	8,244,950	3,731,536	17,342	16,302,185
1931	4,431,655	"	6,712,239	5,487,941	9,640,997	25	26,272,857
1932	38,295,515	10,908,429	6,631,856	3,112,285	526,971	Nil	59,475,056
1933	36,720,935	1,811,472	62,139,413	66,453,050[1]	105,717	1,447,223	168,677,810
1934	35,898,311	Nil	58,955,388	2,095,773	1,857,087	1,000,100	99,806,659
1935	60,659,856	"	48,407,901	1,728,900	490,191	11,408	111,298,256
1936	79,416,256	22,631,029	48,817,489	2,122,912	514,566	Nil	153,502,252
1937	78,003,702[2]	Nil	43,553,112	665,414	692,473	18,487,115	141,401,816
1938	68,534,364[2]	"	42,745,791	2,087,597	1,579,242	139,561	115,086,555
1939	46,895,407[2]	25,000,000[3]	55,658,306	3,285,188	3,767,718	Nil	134,606,619
1940	54,612,951[2]	34,500,000[4]	41,044,004	1,035,145	23,320,028	2,637,398	157,149,526

[1] Comprend une annulation d'actif de $62,938,239. [2] Entreprises de secours, subventions aux provinces et autres travaux votés comme crédits supplémentaires spéciaux et secours à la région de sécheresse de l'Ouest autorisés par mandats du Gouverneur Général. [3] Réserves contre des pertes estimatives sur les garanties contre l'écoulement du blé applicables à l'année fiscale 1938-39. [4] Réserves de $27,000,000 contre des pertes estimatives sur les garanties contre l'écoulement du blé, applicables à l'année fiscale 1939-40.

14.—Recettes et dépenses per capita, années fiscales 1868-1940

NOTA.—Les années marquées d'un astérisque (*) sont celles qui correspondent aux recensements des 6 avril 1891, 1er avril 1901, 1er juin 1911, 1921 et 1931. Quant aux autres années, les estimations de la population se font le 1er juin (voir p. 70). Voir tableaux 9-13 pour les chiffres relatifs aux recettes et déboursés sur lesquels ce tableau est fondé. Les chiffres pour les années intermédiaires non indiquées entre 1868 et 1885 se trouvent à la p. 883 de l'Annuaire de 1938.

Année	Per capita				Année	Per capita			
	Impôts et taxes	Recettes budgétaires	Dépenses ordinaires	Dépenses totales		Impôts et taxes	Recettes budgétaires	Dépenses ordinaires	Dépenses totales
	$	$	$	$		$	$	$	$
1868	3·33	3·90	3·84	4·01	1911*	12·31	16·36	12·18	17·04
1870	3·61	4·29	3·96	4·97	1912	14·12	18·42	13·28	18·56
1875	5·23	6·23	6·00	8·32	1913	17·45	22·10	14·68	18·93
1880	4·34	5·49	5·84	8·00	1914	16·01	20·71	16·17	23·64
1885	5·60	7·37	7·72	10·84	1915	12·22	16·67	16·98	31·09
1886	5·56	7·31	8·60	13·63	1916	15·58	21·52	16·29	42·46
1887	6·20	7·73	7·71	8·97	1917	21·68	28·87	18·44	61·81
1888	6·02	7·68	7·85	9·63	1918	24·14	32·01	21·88	70·77
1889	6·47	8·20	7·81	9·20	1919	28·12	37·65	28·00	83·87
1890	6·60	8·34	7·53	8·74	1920	34·31	40·88	35·51	91·87
1891*	6·25	7·98	7·52	8·44	1921*	41·96	49·65	41·09	60·11
1892	5·80	7·56	7·53	8·66	1922	35·87	42·86	38·97	51·97
1893	5·94	7·75	7·47	8·29	1923	37·24	44·74	36·88	48·26
1894	5·52	7·31	7·55	8·64	1924	37·38	44·47	35·53	40·53
1895	5·05	6·76	7·59	8·53	1925	31·63	37·82	34·32	37·78
1896	5·46	7·22	7·52	8·69	1926	34·66	40·51	33·93	37·59
1897	5·58	7·39	7·49	8·40	1927	35·98	41·56	33·17	37·21
1898	5·70	7·84	7·50	8·76	1928	37·09	43·69	34·19	38·51
1899	6·65	8·93	8·00	9·85	1929	39·49	45·88	35·00	38·78
1900	7·18	9·63	8·11	9·94	1930	37·09	43·68	35·06	39·01
1901*	7·19	9·78	8·72	10·79	1931*	28·55	34·32	37·55	42·41
1902	7·85	10·57	9·24	11·64	1932	26·18	32·05	35·73	42·92
1903	8·63	12·27	9·15	10·93	1933	23·81	29·13	33·57	49·79
1904	9·17	12·13	9·54	12·40	1934	25·12	29·98	32·03	42·31
1905	9·00	11·86	10·72	13·13	1935	27·84	33·09	32·41	43·71
1906	9·69	12·93	10·85	13·44	1936	28·77	33·79	33·78	48·29
1907[1]	8·31	10·60	8·32	10·61	1937	34·76	40·84	34·81	47·84
1908	11·02	14·50	11·57	16·99	1938	40·03	46·10	37·01	47·68
1909	9·12	12·58	11·36	19·62	1939	38·51	44·38	36·50	48·88
1910	10·74	14·54	11·36	16·51	1940	40·95	49·21	34·87	59·60

[1] Neuf mois (voir nota, tableau 12).

15.—Principales sources des recettes et causes des dépenses budgétaires, per capita, 1936-40

NOTA.—Voir tableau **9**, p. 762, pour recettes budgétaires et le tableau **10**, pp. 763-765, pour dépenses sur lesquelles reposent ces chiffres per capita. Les tirets dans ce tableau indiquent qu'il n'y eut pas de recettes ou de dépenses sous les rubriques correspondantes parce que les item n'étaient pas applicables dans les années indiquées.

Nomenclature	1936	1937	1938	1939	1940
	RECETTES				
Recettes ordinaires—	$	$	$	$	$
Impôts—					
Douanes	6·71	7·53	8·34	6·96	9·13
Accise	4·02	4·13	4·64	4·54	5·34
Taxes de guerre—					
Banques	0·11	0·11	0·10	0·09	0·08
Compagnies d'assurance	0·07	0·07	0·08	0·08	0·08
Impôt sur le revenu	7·49	9·21	10·74	12·55	11·77
Impôt sur les ventes	7·03	10·15	12·32	10·79	12·03
Chèques, transports, etc	3·19	3·56	3·82	3·50	2·50
Impôt sur l'or	0·13	–	–	–	–
Total, recettes provenant des impôts	28·75	34·76	40·03	38·51	40·95
Autres revenus—					
Loi des grains du Canada	0·11	0·11	0·06	0·10	0·15
Canaux	0·08	0·09	0·17	0·06	0·67
Terres domaniales	0·04	0·04	0·05	0·06	0·06
Intérêts sur placements	0·96	1·01	1·17	1·16	1·17
Brevets et droits d'auteur	0·04	0·04	0·04	0·04	0·04
Postes	2·94	3·08	3·19	3·12	3·22
Total, autres revenus[1]	4·98	5·26	5·50	5·51	6·47
Total, recettes ordinaires	33·75	40·02	45·53	44·01	47·42
Recettes spéciales et autres crédits	0·03	0·82	0·57	0·37	1·79
Grand total, recettes	33·78	40·84	46·10	44·38	49·21
	DÉPENSES				
Dépenses ordinaires—	$	$	$	$	$
Agriculture	0·85	0·79	0·80	0·84	1·03
Finances—					
Service de la dette	12·20	12·36	11·79	11·31	11·32
Subsides aux provinces	1·25	1·24	1·23	1·22	1·21
Pensions de vieillesse	1·52	1·90	2·56[2]	2·57[2]	2·64[2]
Pêcheries	0·15	0·15	0·17	0·18	0·20
Justice (y compris les pénitenciers)	0·44	0·44	0·45	0·45	0·47
Travail y compris enseignement technique et rentes viagères sur l'Etat	0·09	0·12	0·87[2]	0·86	0·10
Mines et Ressources—					
Immigration et colonisation	0·12	0·12	0·10	0·12	0·12
Affaires Indiennes	0·44	0·44	0·44	0·47	0·50
Intérieur	0·27	0·26	0·22	0·32	0·30
Mines et levés géologiques	0·09	0·10	0·06	0·12	0·11
Loi concernant le transport du charbon et du combustible	0·19	0·20	0·22	0·17	0·40
Défense Nationale	1·56	2·06	2·92	3·04	1·15
Revenu National (y compris impôt sur le revenu)	0·99	1·01	1·06	1·05	1·06
Pensions, de guerre, militaires et civiles	3·93	3·90	3·82	3·78	3·75
Pensions et Santé Nationale	1·09	1·12	1·17	1·29	1·40
Postes	2·85	2·87	3·01	3·13	3·22
Travaux Publics	1·17	1·31	1·10	1·37	1·14
Royale Gendarmerie à cheval	0·54	0·51	0·54	0·51	0·46
Commerce	0·70	0·84	0·69	0·76	0·77
Transports—					
Marine	0·53	0·50	0·38	0·38	0·37
Société Radio-Canada	0·14	0·08	–	–	–
Chemin de fer et canaux (y compris la loi des taux de transport des Provinces Maritimes et la caisse des passages à niveau)	0·61	0·59	0·65	0·65	0·61
Total, dépenses ordinaires[1]	33·78	34·81	37·01	36·50	34·87
Total, dépenses au compte capital	0·59	0·31	0·40	0·48	0·62
Total, dépenses spéciales	9·25	7·01	6·11	6·35	18·16
Entreprises du Gouvernement	4·62	3·98	4·00	5·21	3·68
Autres dépenses	0·05	1·73	0·15	0·33	2·27
Grand total, dépenses	48·29	47·84	47·68	48·88	59·60

[1] Comprend d'autres postes non spécifiés, renvoi 2, tableau **10**, p. 765.

[2] Comprend pensions aux aveugles.

[3] Voir

Sous-section 3.—Analyse du revenu provenant des taxes

Comme l'indique le tableau **15**, sur un revenu de $49·21 per capita en 1940, $40·95 ou 83·2 p.c. proviennent des taxes. Les recettes douanières sont de $104,301,487 ou seulement 22·3 p.c. des recettes totales provenant des taxes, lesquelles sont de $467,684,964, tandis que les recettes d'accise s'élèvent à $61,032,044 ou 13·1 p.c. Ainsi les deux sources les plus importantes de revenu provenant des taxes avant la guerre de 1914–1918 ne contribuent plus qu'un tiers environ du revenu total provenant de la taxation en 1940.

Ce traitement du revenu provenant des taxes se limite aux droits d'accise et aux taxes de guerre parce que les recettes provenant des douanes constituent un poste par elle-même dans les "Comptes publics" et ne peuvent plus être analysées ici. Les statistiques de l'accise couvrent la distillation et l'alcool et le tabac dédouanés, et celles des taxes de guerre comprennent une analyse des catégories d'occupations et de revenus des particuliers et des corporations sujets à l'impôt, de même qu'un exposé du revenu d'après lequel les taxes sont établies.

Droits d'accise.—Les droits d'accise proprement dits sont présentés ici avec un résumé du tarif d'accise et des statistiques qui découlent de l'administration, telles que les quantités de grain et autres produits employés dans la distillation et les quantités de marchandises imposables dédouanées. Les taxes d'accise de guerre paraissent sous la rubrique "taxes de guerre".

Tarif de l'accise canadienne.—Tarif de l'accise canadienne à la date du 31 octobre, 1940:—

1. Spiritueux distillés au Canada, par gallon de preuve ..... $ 7·00
   Brandy canadien, par gallon de preuve ... 6·00
   Excepté les spiritueux suivants—
   a) Employés en régie pour la fabrication de produits médicinaux, extraits, etc. par gallon de preuve ..... 1·50
   b) Employés en régie pour la fabrication de parfums, par gallon de preuve ..... 1·50
   c) Employés en régie pour la fabrication du vinaigre, par gallon de preuve ..... 0·60
   d) Employés dans des compositions chimiques, approuvées par le Gouverneur en conseil, par gallon de preuve ..... 0·15
   e) Vendus à des pharmaciens brevetés pour des préparations pharmaceutiques, par gallons de preuve ..... 1·50
   f) Distillés de fruits indigènes et employés par un fabricant breveté de vins pour fortifier les vins domestiques, par gallon de preuve ..... en franchise
2. Spiritueux importés (en outre de tout autre droit), par gallon de preuve ..... $ 0·30
3. Bière ou liqueur de malt:—
   a) Brassée en tout ou en partie de toute substance autre que le malt, par gallon ..... 0·30
   b) Importée (en outre de tout autre droit), par gallon ..... 0·07
4. Malt:—
   a) Produit au Canada et tamisé, par livre 0·10
   b) Importé, la livre ..... 0·10
5. Sirop de malt:—
   a) Produit au Canada, la livre ..... 0·15
   b) Importé, la livre ..... 0·25
6. Tabac, cigares et cigarettes:—
   a) Tabac ouvré, la livre ..... 0·35
   b) Cigarettes ne pesant pas plus de 2½ livres par mille, par M ..... 6·00
   c) Cigarettes pesant plus de 2½ livres par mille, par M ..... 11·00
   d) Cigares, par M ..... 3·00
   e) Tabac canadien naturel vendu en feuille pour la consommation ..... 0·10

Un drawback de 99 p.c. des droits de douane payés peut être consenti sur les quantités limitées d'alcools domestiques ne tirant pas moins de 50 degrés de preuve utilisés dans les universités, les laboratoires scientifiques ou de recherches et les hôpitaux pour fins médicales seulement.

Revenu des droits d'accise.—L'année fiscale 1940, le tabac, y compris les cigarettes, contribue environ 64 p.c. du revenu des droits d'accise.

16.—Relevé des droits d'accise perçus, années fiscales 1935-40

(Revenu prélevé d'après le rapport du commissaire de l'accise)

Item	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$	$
Spiritueux	8,155,162	7,401,581	8,316,669	9,844,227	9,929,585	12,478,114
Honoraires de validation	443,550	600,417	1,055,719	918,607	390,763	374,117
Bière ou liqueur de malt	1,143,910	408,760	390,277	363,208	254,819	281,164
Sirop de malt	168,705	163,710	160,175	132,210	113,127	123,446
Malt	6,263,464	7,691,832	8,050,380	8,852,924	8,177,299	11,402,151
Tabac (y comp. les cigaret.)	27,903,910	28,678,512	28,334,748	32,428,275	32,840,490	40,132,994
Cigares	376,136	373,668	372,058	409,010	383,994	423,940
Licences	45,201	40,540	38,891	38,557	34,339	34,629
Totaux	**44,500,038**	**45,359,020**	**46,718,917**	**52,987,018**	**52,124,416**	**65,250,555**

Statistiques des licences et de la distillation.—Comme autre source de revenu de l'accise, les statistiques sont compilées des licences de régie et de la distillation

17.—Statistiques de la distillation, années fiscales 1935-40

Détail	1935	1936	1937	1938	1939	1940
Patentes émises.....nomb.	18	18	18	19	19	20
Droits de patente..... $	5,000	4,750	4,500	5,250	5,250	5,250
Impôts perçus au sortir de l'entrepôt sur évaluat. et déficits—						
Gallons	80	664	678	848	71	Nil
Montant..... $	559	2,655	2,942	3,391	284	"
Total des droits perçus outre les patentes... $	5,559	7,405	7,442	8,641	5,534	5,250
Grain, etc. pour distillation—						
Malt..... lb	3,878,133	6,460,673	8,674,360	11,476,111	12,163,156	15,939,969
Maïs..... "	22,508,624	32,961,102	52,575,085	72,192,878	70,882,809	80,538,799
Seigle..... "	4,772,654	7,128,903	10,440,518	11,076,495	15,093,490	23,823,962
Autres grains..... "	119,000	192,098	328,960	392,124	358,094	815,878
Total, grain pour distillation..... "	31,278,411	46,742,776	72,018,923	95,137,608	98,497,549	121,118,608
Mélasse utilisée..... "	48,550,415	74,932,898	87,235,183	88,986,256	73,455,645	86,165,160
Vins et autres matières "	2,387,528	304,531	2,247,560	4,160,731	1,445,688	436,616
Alcool de preuve, manufacturé..... gall.	4,321,457	6,553,190	8,723,005	10,198,330	9,642,830	11,821,317

Les quantités de spiritueux manufacturés ont grandement fluctué depuis 1920, variant de 2,356,329 gallons de preuve à 16,816,312 en 1929.

Alcools et tabac dédouanés.—Des quantités sans précédent de tabac et de cigarettes ont été dédouanées pour la consommation en 1940. De même les chiffres de la liqueur de malt, du malt et des cigares indiquent une plus forte consommation, tandis que les quantités de spiritueux dédouanées accusent une diminution de plus de 11 p.c.

18.—Quantités de spiritueux, boissons de malt, malt et tabac dédouanés pour consommation, années fiscales 1921-40

NOTA.—Pour les années antérieures à 1900, voir l'Annuaire de 1916-17, p. 546; pour 1901-10, celui de 1933, p. 852, et pour 1911-20, celui de 1938, p. 889.

Année	Spiritueux	Boissons de malt	Malt	Cigares	Cigarettes	Tabac[1]
	gall.	gall.	lb	nomb.	nomb.	lb
1921	2,816,071[2]	35,509,757	82,210,351	214,262,197	2,439,832,278	19,389,268
1922	730,474	38,404,346	87,561,176	181,255,533	2,450,397,154	20,528,228
1923	729,678	36,789,195	84,922,024	183,965,151	1,917,773,908	22,072,709
1924	899,291	43,717,823	105,446,169	198,042,909	2,420,052,731	21,172,307
1925	910,316	48,106,177	118,237,385	168,097,387	2,531,693,150	20,870,651
1926	1,082,785	52,443,505	127,789,729	174,363,188	2,883,448,160	21,595,483
1927	1,404,111	51,726,251	126,967,976	175,335,838	3,333,999,860	21,589,772
1928	1,896,357	58,391,360	142,543,947	181,730,614	3,927,022,325	21,907,747
1929	2,016,802	65,719,129	158,490,019	190,981,166	4,607,500,425	21,973,221
1930	1,926,063	62,992,156	149,746,711	196,251,957	5,035,878,655	22,195,455
1931	1,180,536	58,641,404	137,997,652	177,841,987	5,082,314,590	22,520,345
1932	781,612	52,001,768	121,257,234	152,159,301	4,401,628,765	22,801,035
1933	769,527	40,632,084	95,604,954	122,664,715	3,728,832,089	22,815,839
1934	933,946	40,105,883	92,319,768	115,988,080	4,342,728,835	22,315,295
1935	1,063,928	51,703,781	117,985,480	125,519,841	4,958,250,855	22,891,129
1936	1,621,286	56,913,069	128,204,424	124,570,870	5,310,132,016	23,113,501
1937	1,900,714	59,920,298	134,154,965	123,956,872	5,855,935,609	24,122,763
1938	2,302,210	67,019,336	147,568,751	136,275,443	6,848,693,442	25,155,143
1939	2,299,474	63,069,959	136,284,405	127,756,146	6,912,920,315	25,929,546
1940	2,032,987	65,912,495	143,056,382	139,698,605	7,301,419,960	28,403,208

[1] Y compris le tabac à priser. [2] A l'exclusion des alcools importés mais comprenant les spiritueux non potables.

Taxes de guerre.—Un exposé des différentes taxes imposées en 1915 et par la suite est donné à la p. 757. Les montants provenant de ces taxes depuis leur institution sont donnés au tableau **19.** Les taxes sur les banques, les compagnies de fiducie et de prêt et les compagnies d'assurance sont perçues par le Ministère des Finances; les taxes d'accise et les taxes sur le revenu sont perçues par le Ministère du Revenu National.

19.—Taxes de guerre encaissées par le Receveur Général, années fiscales 1915, 1919, 1920 et 1926-40

NOTA.—Les statistiques des années intermédiaires de 1916 à 1925 se trouvent à la p. 885 de l'Annuaire de 1938. Les recettes de ces années sont contenues dans les totaux.

Année	Banques[1]	Compagnies de prêt et de fiducie[1]	Compagnies d'assurance[2]	Bénéfices commerciaux[3]	Impôt sur le revenu	Taxes d'accise sur les ventes et autres	Total des impôts et taxes de guerre
	$	$	$	$	$	$	$
1915	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	98,057	98,057
1919	1,099,764	323,340	546,114	32,970,062	9,349,720	11,888,508	56,177,508
1920	1,170,223	274,216	638,731	44,145,184	20,263,740	15,587,707	82,079,801
1926	1,176,869	326,714	950,221	1,173,449	55,571,962	98,097,106	157,296,321
1927	1,174,665	335,368	947,830	710,102	47,386,309	105,613,160	156,167,434
1928	1,224,645	345,430	999,003	956,031	56,571,047	90,222,931	150,319,087
1929	1,242,399	7,641	894,864	455,232	59,422,323	83,007,283	145,029,742
1930	1,408,420	Nil	74,416	173,300	69,020,726	63,409,143	134,086,005
1931	1,429,264	6	74,250	34,430	71,048,022	34,734,661	107,320,633
1932	1,390,121	Nil	12,152	3,000	61,254,400	59,606,391	122,266,064
1933	1,327,535	"	826,150	54	62,066,697	82,191,575	146,412,011
1934	1,335,546	"	741,681	Nil	61,399,171	106,575,575	170,051,973
1935	1,368,480	"	750,100	"	66,808,066	112,192,069	181,118,715
1936	1,280,933	"	760,843	"	82,709,903	112,733,048	197,484,627
1937	1,209,894	"	774,363	"	102,365,242	152,473,422	256,822,921
1938	1,106,859	"	866,820	"	120,365,531	180,818,767	303,157,977
1939	1,013,776	"	891,539	"	142,026,138	161,710,572	305,642,025
1940	948,987	"	925,936	"	134,448,566	166,027,944	302,351,433
Totaux, 1915-40	**30,688,987**	**3,922,644**	**17,185,942**	**198,544,083**	**1,517,307,251**	**2,108,241,130**	**3,875,890,037**

[1] Les chiffres sont pour taxes spéciales seulement, imposées en 1915 tel qu'indiqué p. 757. [2] Les compagnies d'assurance-vie et maritime non comprises. [3] Bien que cette taxe n'ait pas été imposée sur les bénéfices réalisés après le 31 décembre 1920 (voir 14-15 Geo. V, c. 10), les paiements en retard se sont faits jusqu'en 1933.

Taxe sur le revenu.—La taxe sur le revenu fut instituée en 1917 comme partie de ce qui est encore désigné comme taxe de guerre sur le revenu. Le tableau **21**, p. 775 fait voir les recettes totales de cette source les années fiscales 1919, première année où cette taxe a été perçue, à 1940.

C'est une taxe de guerre de nom seulement, puisque même avant la présente guerre, elle était devenue une institution permanente et une partie importante de l'ossature de l'impôt au Canada en même temps que le principal moyen d'augmenter le revenu ordinaire (voir tableau **9**, p. 762). Elle est destinée à n'en pas douter à jouer un rôle encore plus important dans l'augmentation du revenu nécessitée par les dépenses sans précédent qui sont faites présentement. A de multiples points de vue, c'est la forme idéale de l'impôt direct. Elle est acceptée comme juste et raisonnable et la machinerie nécessaire à sa perception existe déjà.

Cette analyse plus complète des statistiques des taxes sur le revenu comparativement aux exposés des éditions antérieures de l'Annuaire est justifiée par l'importance croissante des taxes (depuis 1919 les perceptions ont passé de $9,000,000 à $123,000,000) et par une demande plus grande de renseignements de la part du public sur son application. Ces taxes telles qu'imposées aux particuliers et aux corporations sont en réalité des taxes différentes appliquées d'après des bases différentes et dans le dernier cas, pour des périodes fiscales différentes. Le traitement en est donc divisé en trois parties de la façon suivante: exposé historique sur la taxe en général; la taxe sur le revenu imposée aux particuliers en 1940; la taxe sur le revenu imposée aux corporations la même année.

Il convient de faire remarquer que jusqu'à 1939, les comparaisons entre le revenu imposable des particuliers et la taxe payée sont sujettes à la réserve importante voulant que si le revenu imposable est le revenu net d'après lequel les impositions ont été approuvées pour l'année mais qui a été gagné deux ans auparavant, les chiffres de la taxe payée comprennent les arrérages des années passées et même les versements anticipatifs. Comme ces versements sont appelés à constituer une proportion croissante des perceptions à venir, la Division de l'Impôt sur le Revenu du Ministère du Revenu National a discontinué l'analyse des taxes payées, leur substituant l'analyse des taxes à imposer. Ce nouveau système permettra de faire une comparaison beaucoup plus étroite entre le revenu imposable et les taxes prélevées que les anciens chiffres sur les revenus imposables et les perceptions réelles.

Le bulletin intitulé "Revenus imposables pour fins de taxes sur le revenu" qu'on peut se procurer chez le Statisticien du Dominion, contient une analyse beaucoup plus détaillée des statistiques de la taxe sur le revenu que n'en peut publier l'Annuaire.

Revenus imposables.—Le tableau **20** donne le revenu global des particuliers et des corporations sur lequel sont établies les répartitions au cours des années fiscales 1921 à 1940. Il donne en outre les chiffres provinciaux pour les dernières années. L'Annuaire de 1940, p. 868, donne la répartition de ces chiffres entre les particuliers et les corporations pour les années fiscales terminées en 1921–39. Les mêmes répartitions pour 1940 se trouvent dans les tableaux **23** et **27**, pp. 776 et 779 de la présente édition. Le "revenu net" est défini comme étant le revenu brut, avant exonérations statutaires, moins les déductions allouées.

20.—Revenu (des particuliers et des corporations) imposé pour fin d'impôt de guerre sur le revenu, années fiscales 1921-40 et par province, 1940

Année	Montant	Année	Montant	Année	Montant
	$		$		$
1921	912,410,429	1928	1,040,232,948	1935	928,555,030
1922	1,462,529,170	1929	1,195,402,267	1936	1,073,442,116
1923	1,092,407,925	1930	1,325,193,444	1937	1,080,890,070
1924	1,108,027,871	1931	1,371,478,640	1938	1,066,034,544
1925	999,160,248	1932	992,606,220	1939	1,127,211,180
1926	1,003,110,646	1933	944,091,564	1940	1,546,122,334
1927	744,184,891	1934	829,331,564		

Provinces, 1940

Province	Montant	Province	Montant	Province	Montant
	$		$		$
Ile du Pr.-Ed.	10,075,624	Ontario	759,734,943	Col. Britannique	143,324,109
Nouv.-Ecosse	37,481,982	Manitoba	72,911,887	Yukon	3,389,452
N.-Brunswick	23,969,030	Saskatchewan	21,606,690		
Québec	425,597,215	Alberta	48,031,402	**Total**	**1,546,122,334**

Taxes perçues.—En plus de la taxe sur le revenu proprement dite et la taxe spéciale sur les dividendes et les intérêts, la Division de l'Impôt sur le Revenu dût aussi percevoir la taxe sur les bénéfices d'affaires, en vigueur de 1917 à 1920 (tableau 19).

21.—Taxes perçues sur le revenu (à l'exclusion de la taxe spéciale de cinq pour cent sur les intérêts et des dividendes), années fiscales 1919-40 et par province, 1940

Année	Montant	Année	Montant	Année	Montant
	$		$		$
1919	9,349,720	1927	47,386,309	1934	56,569,537
1920	20,263,740	1928	56,571,047	1935	60,991,631
1921	46,381,824	1929	59,422,323	1936	75,502,202
1922	78,684,355	1930	69,020,726	1937	93,455,228
1923	59,711,538	1931	71,048,022	1938	110,213,444
1924	54,204,028	1932	61,254,400	1939	132,123,093
1925	56,248,043	1933	62,066,697	1940	123,326,934
1926	55,571,962				

Provinces, 1940

Province	Montant	Province	Montant	Province	Montant
	$		$		$
Ile du Pr.-Ed.	332,210	Ontario	67,580,372	Col. Britannique	9,131,919
Nouv.-Ecosse	2,049,720	Manitoba	3,592,660	Yukon	90,530
N.-Brunswick	1,296,144	Saskatchewan	553,751	Quartier général	10,870
Québec	35,817,240	Alberta	2,871,518	**Total**	**123,326,934**

La taxe spéciale de 5 p.c. imposée en 1933 est perçue à la source sur les intérêts ou les dividendes versés par des débiteurs canadiens à l'étranger et sur les intérêts ou dividendes touchés par des personnes domiciliées au Canada en coupons ou chèques au porteur lorsque ceux-ci sont payables par des débiteurs canadiens, sur option ou autrement, en devise étrangère et lorsqu'ils sont négociés contre une devise à prime sur la devise canadienne. Il n'existe aucune autre classification que celle par province.

22.—Produits de la taxe spéciale de cinq pour cent sur les intérêts et dividendes, années fiscales 1934-40

Province	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$	$	$
Ile du Pr.-Ed..	7,218	186,857	134,726	502,316	387,732	166,390	277,873
N.-Ecosse.....	41,627	42,047	72,733	50,084	49,845	43,681	57,899
N.-Brunswick..	21,898	6,284	8,836	12,006	14,653	17,567	36,491
Québec.....	1,490,648	1,413,800	1,532,864	1,967,221	2,525,363	2,382,755	2,842,833
Ontario.....	2,933,351	3,830,920	4,903,102	5,940,309	6,697,199	6,696,446	6,970,927
Manitoba.....	69,287	52,705	65,203	56,821	63,357	77,758	311,950
Saskatchewan..	8,311	6,590	8,096	12,093	7,461	7,468	14,300
Alberta.....	47,036	38,546	52,622	50,206	48,968	56,179	59,320
Colombie Britannique..	210,227	238,686	429,419	318,958	357,510	454,801	548,013
Yukon.....	32	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	2,026
Totaux....	**4,829,635**	**5,816,435**	**7,207,601**	**8,910,014**	**10,152,088**	**9,903,045**	**11,121,632**

Taxe sur le revenu des particuliers.—Les statistiques données ici sur le revenu et sur les taxes imposées s'appliquent principalement aux revenus de l'année civile 1938, les impositions ayant été approuvées dans le premier trimestre de l'année fiscale (i.e. avril, mai et juin 1939), peu de temps après que les taxes furent dues. Les livres naturellement furent fermés le 31 mars 1940. Les tableaux **23** à **26** donnent le montant de revenu net des particuliers sur lequel les répartitions ont été établies, et la taxe imposée à ce revenu selon les catégories de revenus et d'occupations pour l'année fiscale 1940.

L'Annuaire de 1940, pp. 869–70, donne des statistiques semblables (d'après l'ancienne méthode, i.e., taxes payées plutôt que taxes imposées) pour les années fiscales terminées en 1936, 1937, 1938 et 1939.

La répartition cumulative selon les catégories de revenus indiquée au tableau **24** révèle le fait intéressant que des 293,097 particuliers imposables, ceux qui touchent des revenus nets de $4,000 ou moins se chiffrent par 232,252 ou près de 80 p.c. de tous les contribuables bien qu'ils ne soient imposables que pour un peu plus de 8 p.c. de la perception totale. Le tableau **25** faisant voir le montant moyen de la taxe imposable à chaque catégorie de revenu, est de même intéressant à ce même point de vue.

23.—Particuliers et revenu net imposable pour fin de taxe sur le revenu, par catégorie de revenu, année fiscale, 1940

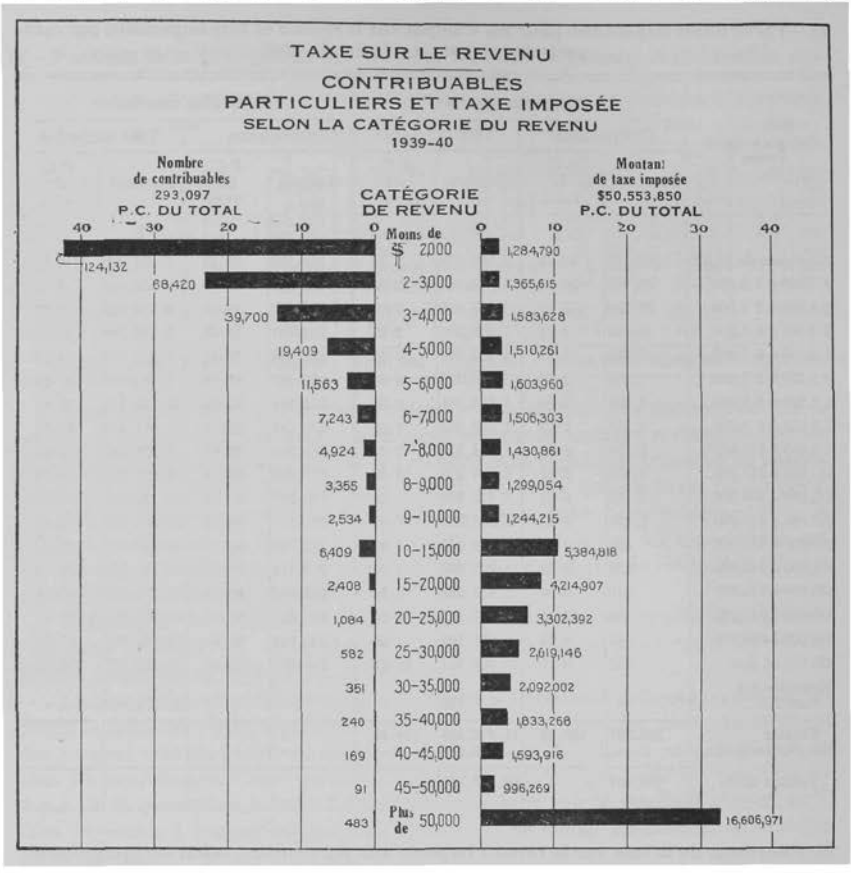
Catégorie de revenu	Contribuables		Revenu net imposable		
	Nombre	P.C. du total	Montant	P.C. du total	Moyenne de revenu net
			$		$
De moins de $2,000	124,132	42·35	167,353,533	16·73	1,348
$ 2,000 à $ 3,000	68,420	23·34	169,109,545	16·91	2,472
$ 3,000 à $ 4,000	39,700	13·54	136,477,717	13·64	3,438
$ 4,000 à $ 5,000	19,409	6·62	86,525,433	8·65	4,458
$ 5,000 à $ 6,000	11,563	3·95	63,575,746	6·36	5,498
$ 6,000 à $ 7,000	7,243	2·47	46,869,386	4·68	6,471
$ 7,000 à $ 8,000	4,924	1·68	36,692,103	3·67	7,452
$ 8,000 à $ 9,000	3,355	1·15	28,596,933	2·86	8,524
$ 9,000 à $10,000	2,534	0·86	24,267,573	2·43	9,577
$10,000 à $15,000	6,409	2·19	78,307,339	7·83	12,218
$15,000 à $20,000	2,408	0·82	41,493,508	4·15	17,232
$20,000 à $25,000	1,084	0·37	24,749,701	2·47	22,832
$25,000 à $30,000	582	0·20	16,506,415	1·65	28,362
$30,000 à $35,000	351	0·12	11,609,115	1·16	33,074
$35,000 à $40,000	240	0·08	9,140,758	0·91	38,086
$40,000 à $45,000	169	0·06	7,386,851	0·74	43,709
$45,000 à $50,000	91	0·03	4,384,317	0·44	48,179
$50,000 ou plus	483	0·17	47,244,305	4·72	97,814
Totaux	**293,097**	**100·00**	**1,000,290,278**	**100·00**	**3,413**

24.—Particuliers imposables pour fin d'impôt sur le revenu et taxe imposable, par catégorie de revenu, année fiscale, 1940

Catégorie de revenu	Répartition simple				Répartition cumulative			
	Contribuables		Taxe imposable		Contribuables		Taxe imposable	
	Montant	P.C. du total	Montant	P.C. du total	Montant	P.C. du total	Montant	P.C. du total
			$				$	
De moins de $2,000	124,132	42·35	1,284,790	2·50	124,132	42·35	1,284,790	2·50
$ 2,000 à $ 3,000	68,420	23·34	1,365,615	2·65	192,552	65·70	2,650,405	5·15
$ 3,000 à $ 4,000	39,700	13·54	1,583,628	3·08	232,252	79·24	4,234,033	8·23
$ 4,000 à $ 5,000	19,409	6·62	1,510,261	2·93	251,661	85·86	5,744,294	11·16
$ 5,000 à $ 6,000	11,563	3·95	1,603,960	3·12	263,224	89·81	7,348,254	14·28
$ 6,000 à $ 7,000	7,243	2·47	1,506,303	2·93	270,467	92·28	8,854,557	17·21
$ 7,000 à $ 8,000	4,924	1·68	1,430,861	2·78	275,391	92·96	10,285,418	19·99
$ 8,000 à $ 9,000	3,355	1·15	1,299,054	2·52	278,746	95·10	11,584,472	22·51
$ 9,000 à $10,000	2,534	0·86	1,244,215	2·42	281,280	95·97	12,828,687	24·93
$10,000 à $15,000	6,409	2·19	5,384,818	10·46	287,689	98·16	18,213,505	35·39
$15,000 à $20,000	2,408	0·82	4,214,908	8·19	290,097	98·98	22,428,412	43·58
$20,000 à $25,000	1,084	0·37	3,302,392	6·42	291,181	99·35	25,730,804	50·00
$25,000 à $30,000	582	0·20	2,619,146	5·09	291,763	99·54	28,349,950	55·09
$30,000 à $35,000	351	0·12	2,092,002	4·06	292,114	99·67	30,441,953	59·15
$35,000 à $40,000	240	0·08	1,833,268	3·56	292,354	99·75	32,275,221	62·71
$40,000 à $45,000	169	0·06	1,593,916	3·10	292,523	99·80	33,869,137	65·81
$45,000 à $50,000	91	0·03	996,269	1·93	292,614	99·83	34,865,406	67·74
$50,000 ou plus	483	0·17	16,606,971	32·26	293,097	100·00	51,472,377	100·00
Montants non classifiés	–	–	132	–	–	–	51,472,509	–
Totaux	**293,097**	**100·00**	**51,472,509**	**100·00**	–	–	–	–
Remboursements		–	918,659	–	–	–	–	–
Totaux nets	**293,097**	–	**50,553,850**	–	–	–	–	–

25.—Moyenne de la taxe sur le revenu imposée aux particuliers, selon les catégories de revenu et d'occupation, année fiscale 1940

Catégorie de revenu	Moyenne de la taxe	Catégorie d'occupation	Moyenne de la taxe
	$		$
De moins de $2,000	10·35	Agriculteurs	88·05
$ 2,000 à $ 3,000	19·95	Professionnels	272·59
$ 3,000 à $ 4,000	39·88	Employés	85·81
$ 4,000 à $ 5,000	77·81	Marchands, détail	158·81
$ 5,000 à $ 6,000	138·71	Marchands, gros	347·56
$ 6,000 à $ 7,000	207·96	Manufacturiers	310·41
$ 7,000 à $ 8,000	290·58	Ressources naturelles	214·33
$ 8,000 à $ 9,000	387·16	Financiers	787·06
$ 9,000 à $10,000	491·00	Corporations personnelles	5,835·58
$10,000 à $15,000	840·19	Toutes autres	353·97
$15,000 à $20,000	1,750·37		
$20,000 à $25,000	3,046·48		
$25,000 à $30,000	4,500·25		
$30,000 à $35,000	5,960·12		
$35,000 à $40,000	7,638·61		
$40,000 à $45,000	9,431·45		
$45,000 à $50,000	10,948·01		
$50,000 ou plus	34,382·96		
Moyenne générale	**172·48**		



26.—Particuliers imposables pour fin d'impôt sur le revenu, revenu net imposable et taxe imposée, selon la catégorie d'occupation, année fiscale 1940

Catégorie d'occupation	Nombre	P.C. du total	Revenu net		Taxe imposée	
			Montant	P.C. du total	Montant	P.C. du total
			$		$	
Agriculteurs	1,721	0·59	6,312,255	0·63	151,549	0·29
Professionnels	11,838	4·04	63,625,796	6·36	3,226,989	6·27
Employés	227,261	77·54	641,473,559	64·13	19,502,030	37·90
Marchands, détail	13,817	4·71	61,296,004	6·13	2,194,306	4·26
Marchands, gros	1,867	0·64	11,248,134	1·12	649,895	1·26
Manufacturiers	1,705	0·58	10,179,670	1·02	529,253	1·03
Ressources naturelles	314	0·10	1,516,605	0·15	67,300	0·13
Financiers	18,188	6·21	112,437,217	11·24	14,315,183	27·81
Corporations personnelles	919	0·31	20,598,257	2·06	5,362,903	10·42
Toutes autres	15,467	5·28	71,602,781	7·16	5,472,969	10·63
Non classifiées	–	–	–	–	132	–
Totaux	**293,097**	**100·00**	**1,000,290,278**	**100·00**	**51,472,509**	**100·00**
Remboursements	–	–	–	–	918,659	–
Totaux nets	**293,097**	–	–	–	**50,553,850**	–

Impôt sur le revenu des corporations.—La même méthode que dans le cas des individus est suivie dans celui des corporations et le tableau **28** indique une tendance semblable à celle déjà remarquée dans le tableau **24.** La proportion de taxes selon les catégories de revenus aux corporations d'un revenu net imposable de $50,000 ou plus ne s'applique qu'à 7·58 p.c. de toutes les corporations mais représente 84·6 p.c. du montant prélevé. D'autre part, les corporations d'un revenu de $10,000 et moins constituent 77 p.c. de toutes les corporations payant taxe mais ne contribuent que moins de 5 p.c. du montant total.

27.—Corporations et revenu net imposable pour fin d'impôt sur le revenu, par catégorie de revenu, année fiscale 1940

Catégorie de revenu	Contribuables		Revenu net imposable		
	Nombre	P.C. du total	Montant	P.C. du total	Moyenne de revenu net
			$		$
De moins de $2,000	9,201	52·22	5,354,098	0·98	593
$ 2,000 à $ 3,000	1,268	7·20	3,114,363	0·57	2,552
$ 3,000 à $ 4,000	844	4·79	2,939,573	0·54	3,483
$ 4,000 à $ 5,000	608	3·45	2,746,126	0·50	4,616
$ 5,000 à $ 6,000	495	2·81	2,710,875	0·50	5,476
$ 6,000 à $ 7,000	372	2·11	2,396,207	0·44	6,441
$ 7,000 à $ 8,000	305	1·73	2,295,534	0·43	7,527
$ 8,000 à $ 9,000	297	1·69	2,511,955	0·46	8,458
$ 9,000 à $10,000	230	1·31	2,167,853	0·40	9,425
$10,000 à $15,000	866	4·91	10,783,085	1·98	12,452
$15,000 à $20,000	582	3·30	10,125,077	1·85	17,397
$20,000 à $25,000	359	2·04	8,146,550	1·49	22,692
$25,000 à $30,000	276	1·57	7,547,187	1·38	27,345
$30,000 à $35,000	185	1·05	5,996,803	1·10	32,415
$35,000 à $40,000	171	0·97	6,445,598	1·19	37,694
$40,000 à $45,000	127	0·72	5,515,844	1·00	43,432
$45,000 à $50,000	89	0·50	4,419,233	0·81	49,643
$50,000 ou plus	1,335	7·58	460,380,344	84·34	344,854
Montants non classifiés	8	0·05	235,750	0·04	29,461
Totaux	**17,618**	**100·00**	**545,832,055**	**100·00**	**30,981**

28.—Corporations imposables pour fin d'impôt sur le revenu et taxe imposée, selon la catégorie de revenu, année fiscale 1940

Catégorie de revenu	Répartition simple				Répartition cumulative			
	Contribuables		Taxe imposée		Contribuables		Taxe imposée	
	Nombre	P.C. du total	Montant	P.C. du total	Nombre	P.C. du total	Montant	P.C. du total
			$				$	
De moins de $2,000	9,201	52·22	809,608	1·02	9,201	52·22	809,608	1·02
$ 2,000 à $ 3,000	1,268	7·20	458,711	0·58	10,469	59·42	1,268,319	1·60
$ 3,000 à $ 4,000	844	4·79	436,581	0·55	11,313	64·21	1,704,900	2·15
$ 4,000 à $ 5,000	608	3·45	403,201	0·51	11,921	67·66	2,108,100	2·66
$ 5,000 à $ 6,000	495	2·81	406,340	0·51	12,416	70·47	2,514,441	3·18
$ 6,000 à $ 7,000	372	2·11	350,462	0·44	12,788	72·58	2,864,903	3·62
$ 7,000 à $ 8,000	305	1·73	334,783	0·42	13,093	74·31	3,199,686	4·04
$ 8,000 à $ 9,000	297	1·69	364,733	0·46	13,390	76·00	3,564,419	4·50
$ 9,000 à $10,000	230	1·31	311,052	0·39	13,620	77·31	3,875,470	4·90
$10,000 à $15,000	866	4·91	1,563,850	1·98	14,486	82·22	5,439,320	6·87
$15,000 à $20,000	582	3·30	1,432,670	1·81	15,068	85·52	6,871,991	8·68
$20,000 à $25,000	359	2·04	1,142,318	1·45	15,427	87·56	8,014,309	10·12
$25,000 à $30,000	276	1·57	1,070,059	1·35	15,703	89·13	9,084,368	11·48
$30,000 à $35,000	185	1·05	816,556	1·03	15,888	90·18	9,900,924	12·51
$35,000 à $40,000	171	0·97	875,478	1·11	16,059	91·15	10,776,402	13·61
$40,000 à $45,000	127	0·72	758,829	0·96	16,186	91·87	11,535,231	14·57
$45,000 à $50,000	89	0·50	620,077	0·78	16,275	92·37	12,155,307	15·35
$50,000 ou plus	1,335	7·58	66,972,154	84·60	17,610	99·95	79,127,462	99·95
Non classifiées	8	0·05	38,849	0·05	17,618	100·00	79,166,311	100·00
Totaux	**17,618**	**100·00**	**79,166,311**	**100·00**	–	–	–	–
Remboursements	–	–	962,842	–	–	–	–	–
Totaux nets	**17,618**	–	**78,203,469**	–	–	–	–	–

29.—Moyenne de la taxe sur le revenu imposée aux corporations, selon les catégories de revenu et d'occupation, année fiscale 1940

Catégorie de revenu	Moyenne de la taxe	Catégorie d'occupation	Moyenne de la taxe
	$		$
De moins de $2,000	87·99	Agricole	813·41
$ 2,000 à $ 3,000	361·75	Marchands, détail	1,274·05
$ 3,000 à $ 4,000	517·27	Marchands, gros	2,360·74
$ 4,000 à $ 5,000	663·15	Manufacturiers	8,190·61
$ 5,000 à $ 6,000	820·88	Ressources naturelles	30,499·61
$ 6,000 à $ 7,000	942·10	Financiers	2,490·63
$ 7,000 à $ 8,000	1,097·64	Transports et utilités publiques	10,399·10
$ 8,000 à $ 9,000	1,228·05	Toutes autres	1,489·00
$ 9,000 à $10,000	1,352·39		
$10,000 à $15,000	1,805·83		
$15,000 à $20,000	2,462·63		
$20,000 à $25,000	3,181·94		
$25,000 à $30,000	3,877·02		
$30,000 à $35,000	4,413·81		
$35,000 à $40,000	5,119·75		
$40,000 à $45,000	5,975·03		
$45,000 à $50,000	6,967·15		
$50,000 ou plus	50,181·38		
Moyenne générale	**4,438·83**		

30.—Corporations imposables pour fin d'impôt sur le revenu, revenu net imposable et taxe imposée, selon la catégorie d'occupation, année fiscale, 1940

Catégorie d'occupation	Nombre	P.C. du total	Revenu net		Taxe imposée	
			Montant	P.C. du total	Montant	P.C. du total
			$		$	
Agricole	148	0·84	823,078	0·15	120,386	0·15
Marchands, détail	3,440	19·53	28,494,718	5·22	4,382,759	5·54
Marchands, gros	1,931	10·96	30,499,657	5·59	4,558,606	5·76
Manufacturiers	4,711	26·74	257,384,685	47·16	38,585,983	48·74
Ressources naturelles	335	1·90	68,446,791	12·54	10,217,371	12·90
Financiers	3,457	19·62	75,329,174	13·80	8,610,142	10·88
Transports et utilités publiques	823	4·67	56,902,835	10·42	8,558,562	10·81
Toutes autres	2,773	15·74	27,951,117	5·12	4,129,015	5·22
Non classifiées	-	-	-	-	3,487	[1]
Totaux	**17,618**	**100·00**	**545,832,055**	**100·00**	**79,166,311**	**100·00**
Remboursements	-	-	-	-	962,842	-
Totaux nets	**17,618**	-	-	-	**78,203,469**	-

[1] Moins de 0·01 p.c.

Taxes de guerre d'accise.—En plus de la taxe sur le revenu et des taxes de guerre perçues par le Ministère des Finances telles qu'énoncées dans le texte de la page 773, il y a certaines taxes de guerre d'accise perçues par le Ministère du Revenu National, et dont le produit en 1940 s'établit à $169,703,055.

31.—Taxes de guerre d'accise perçues, par commodité et par province, années fiscales 1935-40

(Revenu accumulé)

Commodité ou province	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$	$
Domestique—						
Licences	48,576	41,872	44,734	51,958	44,880	46,880
Timbres	4,419,907	4,404,764	5,543,480	4,824,752	4,527,332	4,435,105
Allumettes	1,457,117	1,566,896	1,496,195	1,609,604	1,728,140	2,032,649
Automobiles	1,241,918	1,261,918	1,317,561	1,258,590	1,171,400	1,314,622
Cartes à jouer	244,000	278,090	222,500	233,000	230,030	249,530
Parfumerie	1,051,997	1,078,376	1,112,021	1,157,111	1,187,505	1,271,891
Cigares	120,795	124,837	121,106	124,632	122,624	126,876
Vins	248,425	203,466	207,191	239,787	230,209	419,839
Ale, bières et porter	1,773,712	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Gaz carbonique	Nil	"	"	"	"	53,243
Produits de malt	64,225	"	"	"	"	Nil
Sucre	10,679,488	10,037,792	10,306,171	10,549,056	10,760,584	11,891,751
Transports et téléphones	1,463,203	1,460,952	1,582,223	1,727,434	1,639,936	1,657,594
Chèques timbrés (à l'usage de l'administration)	216,834	229,511	252,899	233,363	219,282	232,340
Allumoirs	Nil	18,881	26,273	23,974	21,825	27,496
Papier et tubes à cigarettes	"	Nil	Nil	146,152	242,241	536,151
Amendes et intérêts	84,588	85,672	103,764	120,637	93,907	114,137
Ventes domestiques	64,011,591	70,259,941	99,421,015	121,348,801	107,927,690	119,392,244
Totaux sur produits domestiques	87,126,375	91,052,968	121,757,133	143,648,851	130,147,585	143,802,348
Importations—						
Ventes	10,432,314	10,918,243	16,717,786	20,514,447	17,998,740	21,729,120
Accise	1,510,296	1,561,268	1,889,731	1,842,732	1,760,565	2,192,781
Accise spéciale de 3 p.c.	15,007,274	12,939,182	15,415,315	18,621,449	15,591,046	1,978,806
Grands totaux	**114,076,259**[1]	**116,471,661**[1]	**155,779,965**[1]	**184,627,479**[1]	**165,497,936**[1]	**169,703,055**[1]
Ile du Prince-Edouard	66,264	63,532	78,608	92,144	77,680	95,831
Nouvelle-Ecosse	2,880,166	2,615,775	3,226,915	3,911,193	3,466,045	3,853,842
Nouveau-Brunswick	1,355,261	1,174,567	2,591,941	3,549,994	3,225,460	3,771,471
Québec	38,301,415	38,711,344	49,507,285	59,334,505	53,626,296	54,669,669
Ontario	57,371,744	59,675,399	81,461,611	96,429,163	85,416,810	87,640,555
Manitoba	3,413,597	3,645,548	4,965,252	5,518,163	5,283,796	5,520,941
Saskatchewan	983,661	1,069,734	1,432,091	1,434,562	1,379,497	1,398,873
Alberta	2,249,292	2,237,418	2,793,669	3,545,855	3,663,537	3,606,076
Colombie Britannique	7,209,637	7,011,577	9,416,853	10,502,408	9,054,844	8,863,054
Yukon	22,580	29,437	44,562	69,417	75,877	46,472
Ventes du département	221,494	236,218	259,726	238,328	226,479	235,034
Colis postaux venant de la Grande-Bretagne	*1,150*	*1,112*	*1,452*	*1,747*	*1,615*	*1,237*

[1] Comprend des remboursements de $2,352,789 en 1935, $3,270,014 en 1936, $3,306,541 en 1937, $3,808,712 en 1938, $3,787,365 en 1939 et $3,675,115 en 1940.

Sous-section 4.—Subsides et prêts aux provinces

Subsides.—Subordonnément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord et aux accords conclus périodiquement par la suite, le Gouvernement fédéral verse annuellement certaines sommes à chaque province. Ces versements sont ici énumérés.

Allocations compensatrices.—Aux termes de l'union des provinces lors de la Confédération, en 1867, le Gouvernement fédéral assumait toutes les dettes et obligations des provinces et s'engageait à payer à celles-ci, excepté l'Ontario et le Québec, un intérêt de 5 p.c. sur la différence en moins entre la dette réelle per capita et une allocation compensatrice établie à $25 per capita approximativement. Lors de l'entrée de nouvelles provinces dans la Confédération, des arrangements semblables furent consentis au sujet de la responsabilité des dettes antérieures à leur adhésion au pacte fédératif. Périodiquement, la base du calcul des allocations compensatrices aux diverses provinces fut ajustée. Le Fédéral paye en outre un intérêt de 5 p.c. par année aux provinces sur la différence, à leur entrée dans la Confédération, entre

leur dette réelle et leur dette hypothétique telle qu'ajustée. La somme globale payée par le Dominion aux provinces en intérêt sur allocations compensatrices est de $1,609,386.

Allocations pour gouvernement et législature.—Le pacte fédératif stipule encore que des subventions annuelles fixes seront versées aux provinces pour l'entretien de leurs gouvernements et législatures. D'après l'échelle suivante, approuvée en 1907, ces sommes varient avec la population des provinces:—

Population de	$
Moins de 150,000	100,000
150,000, mais pas plus de 200,000	150,000
200,000, " " 400,000	180,000
400,000, " " 800,000	190,000
800,000, " " 1,500,000	220,000
Plus de 1,500,000	240,000

La somme globale payée présentement en allocations annuelles sous ce poste est de $1,750,000.

Allocations per capita.—En vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867, une subvention de 80 cents par tête de sa population était versée à chaque province. L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1907 pourvoit que cette subvention soit payée à raison de 80 cents par tête jusqu'à une population de 2,500,000, et de 60 cents par tête pour l'excédent de ce nombre. Ces allocations aux provinces s'établissent à $8,128,688 au cours de l'année fiscale 1940.

32.—Subsides fédéraux aux gouvernements provinciaux, années fiscales 1935-40

Province	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard[1]	381,932	381,932	381,932	381,932	381,932	381,932
Nouvelle-Ecosse[1]	653,048	653,048	653,048	653,048	653,048	653 048
Nouveau-Brunswick[1]	693,040	693,040	693,040	693,040	693,040	693,040
Québec	2,592,014	2,592,014	2,592,014	2,592,014	2,592,014	2,592,014
Ontario	2,941,424	2,941,424	2,941,424	2,941,424	2,941,424	2,941,424
Manitoba[1]	1,716,484	1,716,484	1,703,022	1,703,092	1,708,171	1,713,284
Saskatchewan[1]	2,144,975	2,144,975	2,120,084	2,120,095	2,126,132	2,132,175
Alberta	1,771,475	1,771,475	1,776,071	1,776,130	1,781,788	1,787,475
Colombie Britannique[1]	874,561	874,561	874,561	874,561	874,561	874,561
Totaux	**13,768,953**	**13,768,953**	**13,735,196**	**13,735,336**	**13,752,110**	**13,768,953**

[1] Reçoit temporairement des allocations spéciales, ne figurant pas à ce tableau (voir texte qui suit.)

33.—Sommes accordées en subsides aux provinces, du 1er juillet 1867 au 31 mars 1940

Province	Allocation fixe	Allocation par tête	Subsides spéciaux[1]	Allocation compensatrice[2]	Totaux
	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	4,320,000	5,749,016	5,599,584	2,796,793	18,465,393[3]
Nouvelle-Ecosse	8,670,000	25,773,670	826,980	3,499,336	38,769,986[3]
Nouveau-Brunswick	8,030,000	19,737,527	10,680,000	1,556,425	40,003,952[3]
Québec	10,720,000	95,778,851	-	5,961,556	112,460,407
Ontario	11,120,000	117,433,047	-	5,740,591	134,293,638
Manitoba	7,875,000	20,204,617	23,269,233	15,640,125	66,988,975[3]
Saskatchewan	6,816,667	19,839,800	21,531,250	14,188,124	62,375,841[3]
Alberta	6,296,666	15,662,806	18,468,750	14,188,125	54,616,347
Colombie Britannique	7,270,000	15,509,830	7,900,000	2,021,207	32,701,037[3]
Totaux	**71,118,333**	**335,689,164**	**88,275,797**	**65,592,282**	**560,675,576[3]**

[1] Compensation pour terrains et allocations pour bâtiments. [2] Allocation en compensation d'une créance abandonnée. [3] Ne comprend pas les subventions spéciales payées temporairement (voir texte qui suit).

Subventions spéciales.—Dans le cas de certaines provinces des subventions ont été ajoutées à l'échelle originale des subsides, en raison de circonstances spéciales, et dont la somme totale au cours de l'année fiscale de 1940 s'est élevée à $2,280,880, ainsi répartie:—

Ile du Prince-Edouard.—Subvention spéciale de $195,000, moins une déduction de $39,120 (subvention nette de $155,880).

Nouveau-Brunswick.—Subvention annuelle de $150,000 depuis 1875 à cause de l'abolition des droits de coupe réservés aux provinces par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867.

Manitoba.—Subvention spéciale basée sur la population et s'élevant actuellement à $562,500 par année.

Saskatchewan et Alberta.—Reçoivent une somme annuelle, en compensation des pertes de revenu imputables aux terres publiques, basée sur leur population respective. Dans le cas de la Saskatchewan cette somme s'élève à $750,000 et dans celui de l'Alberta, à $562,500.

Colombie Britannique.—Une subvention spéciale s'élevant présentement à $100,000 par année.

Autres subventions spéciales.—Il y a, en outre, d'autres subventions spéciales, votées annuellement et payées aux Provinces Maritimes et à la Colombie Britannique. Pour l'année fiscale 1940 elles s'élèvent à $3,225,000, ainsi réparties:—

Ile du Prince-Edouard	$ 275,000
Nouvelle-Ecosse	1,300,000
Nouveau-Brunswick	900,000
Colombie Britannique	750,000

Des subventions provisoires de $750,000 et de $1,500,000 respectivement ont été accordées au Manitoba et à la Saskatchewan au cours de l'année fiscale de 1940.

Avances aux gouvernements provinciaux.—Toutes les avances récentes du Gouvernement fédéral aux gouvernements provinciaux furent faites aux provinces de l'Ouest en vertu de la législation sur le secours, commençant avec la loi du secours au chômage et aux fermes, 1931, et elles ont été couvertes par des billets du Trésor des provinces concernées, à un taux de 3 p.c. depuis le 1er juillet 1936. La somme globale de ces avances, impayée au 31 mars 1941, était de $177,353,329, moins des annulations de $19,861,035, ce qui laisse des avances en souffrance de $157,492,294.

En plus de cette dette, il y avait aussi la somme de $870,500 en souffrance au compte des habitations, étant la balance des prêts faits aux provinces pendant les années qui suivirent la guerre de 1914–18, en vertu des ordres en conseil adoptés en 1918 et 1919 et des budgets de 1920 et 1921. L'Ontario a soldé ces avances en 1928, la province de Québec en 1937 et le Nouveau-Brunswick en 1938. Les autres provinces réduisent, dans la plupart des cas, leur dette d'année en année.

34.—Avances aux gouvernements provinciaux en vertu de la loi de secours au chômage, par province, années fiscales 1937-41

NOTA.—Les chiffres de 1932 (première année de ces avances) et de 1933 se trouvent à la page 878 de l'Annuaire de 1936, ceux de 1934 et 1935, à la page 892 de celui de 1938, et ceux de 1936, à la p. 874 de l'Annuaire de 1940.

Province et item	1937	1938	1939	1940	1941
	$	$	$	$	$
Manitoba—					
Avances au cours de l'année	4,627,000	2,982,000	2,312,000	2,012,000	Nil
Moins repaiements et crédits pour la part du Dominion dans les dépenses	1,000	22,812	906,501	129,507	355,924
Avances nettes pour l'année	4,626,000	2,959,188	1,405,499	1,882,493	−355,924
Avances nettes en souffrance au commencement de l'année	15,504,856	20,130,856	23,090,044	24,495,543	26,378,036
Totaux, 31 mars	**20,130,856**	**23,090,044**	**24,495,543**	**26,378,036**	**26,022,112**

34.—Avances aux gouvernements provinciaux en vertu de la loi de secours au chômage, par province, années fiscales 1937-41—fin

Province et item	1937	1938	1939	1940	1941
	$	$	$	$	$
Saskatchewan—					
Avances au cours de l'année	6,059,461	11,604,787	13,767,910	10,247,750	1,700,000
Moins repaiements et crédits pour la part du Dominion dans les dépenses	582	Nil	59,063	1,057,068	62,994
Avances nettes pour l'année	6,058,879	11,604,787	13,708,847	9,190,682	1,637,006
Avances nettes en souffrance au commencement de l'année	48,368,629	54,427,508	66,032,295	79,741,142	88,931,824
Totaux, 31 mars	**54,427,508**	**66,032,295**	**79,741,142**	**88,931,824**	**90,568,830**
Alberta—					
Avances au cours de l'année	974,450	200,000	Nil	Nil	Nil
Moins repaiements et crédits pour la part du Dominion dans les dépenses	169,252	7,000	"	53,698	7,500
Avances nettes pour l'année	805,198	193,000	Nil	−53,698	−7,500
Avances nettes en souffrance au commencement de l'année	25,081,000	25,886,198	26,079,198	26,079,198	26,025,500
Totaux, 31 mars	**25,886,198**	**26,079,198**	**26,079,198**	**26,025,500**	**26,018,000**
Colombie Britannique—					
Avances au cours de l'année	4,044,000	2,000,000	Nil	1,546,552	271,891
Moins repaiements et crédits pour la part du Dominion dans les dépenses	71,600	458,363	129,506	Nil	31,266
Avances nettes pour l'année	3,972,400	1,541,637	−129,506	1,546,551	240,625
Avances nettes en souffrance au commencement de l'année	27,572,680	31,545,080	33,086,717	32,957,211	34,503,762
Totaux, 31 mars	**31,545,080**	**33,086,717**	**32,957,211**	**34,503,762**	**34,744,387**
Grands totaux	**131,989,642**[1]	**148,288,254**[1]	**163,273,094**[1]	**175,839,122**[1]	**177,353,329**[1]

[1] Moins les annulations suivantes: Manitoba, $804,897; et Saskatchewan, $17,682,158, ce qui laisse une somme nette d'avances en souffrance de $113,502,587 le 31 mars 1937; de $129,801,199 le 31 mars 1938; et de $144,786,039 le 31 mars 1939; moins d'autres annulations pour la Saskatchewan de $1,373,980, laissant des avances nettes en cours au 31 mars 1940 et 1941 de $155,978,087 et de $157,492,294 respectivement.

35.—Avances aux gouvernements provinciaux en souffrance au compte des habitations, par province, le 31 mars 1920-41

Année	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Colombie Britannique	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$
1920	Nil	Nil	600,000	60,000	8,750,000	1,580,000	750,000	11,740,000
1921	"	600,000	1,220,000	1,146,700	8,750,000	1,580,000	1,361,500	14,658,200
1922	"	1,100,000	1,525,000	2,312,885	8,750,000	1,975,000	1,701,500	17,364,385
1923	50,000	1,537,000	1,525,000	4,391,617	9,350,000	1,975,000	1,701,500	20,530,117
1924	50,000	1,537,000	1,525,000	7,359,590	9,350,000	1,975,000	1,701,500	23,498,090
1925	50,000	1,537,000	1,525,000	7,355,305	9,350,000	1,975,000	1,701,500	23,493,805
1926	50,000	1,537,000	1,462,000	7,352,018	9,350,000	1,975,000	1,701,500	23,427,518
1927	50,000	1,537,000	1,308,000	7,337,843	9,350,000	1,825,000	1,701,500	23,109,343
1928	50,000	1,362,000	1,250,000	7,317,403	Nil	1,660,000	1,701,500	13,340,903
1929	50,000	1,212,000	1,198,000	7,304,203	"	1,600,000	1,701,500	13,065,703
1930	50,000	1,077,000	1,136,000	5,796,703	"	1,550,000	1,701,500	11,311,203
1931	36,500	1,017,000	1,057,000	5,384,688	"	1,475,000	1,701,500	10,671,688
1932	35,000	937,000	988,000	5,384,688	"	1,475,000	1,701,500	10,521,188
1933	34,000	877,000	910,000	5,384,688	"	1,475,000	1,701,500	10,382,188
1934	33,000	822,000	860,500	5,384,688	"	1,367,000	1,701,500	10,168,688
1935	33,000	757,000	800,000	5,384,688	"	1,095,000	1,701,500	9,771,188
1936	31,500	682,000	648,700	2,609,688	"	1,095,000	1,701,500	6,768,388
1937	30,500	607,000	588,700	730,688	"	1,072,000	1,701,500	4,730,388
1938	29,500	537,000	Nil	Nil	"	1,040,000	1,701,500	3,308,000
1939	29,500	457,000	"	"	"	1,015,000	1,701,500	3,203,000
1940	26,500	402,000	"	"	"	374,000	1,701,500	2,504,000
1941	23,500	157,000	"	"	"	350,000	340,000	870,500

Sous-section 5.—Dette nationale

A la date du 31 mars 1914, la dette publique du Canada s'élève à $544,391,369 contre un actif de $208,394,519, ce qui laisse une dette nette de $335,996,850. Cette dette relativement légère avait été encourue presque en entier, soit par des travaux publics d'utilité générale, tels que les chemins de fer Intercolonial et Transcontinental et les canaux, lesquels constituent un actif quoique non réalisable, soit comme subventions à certaines entreprises, comme le chemin de fer Canadien Pacifique; ces entreprises tout en n'appartenant pas au Gouvernement ont grandement contribué au développement du pays et, par conséquent, à l'accroissement de sa richesse. C'était donc, en fait, une dette encourue pour des objets productifs; la plus grande partie se trouvait entre des mains étrangères, le principal de la dette consolidée du Dominion payable à Londres au 31 mars 1914 atteignant $302,842,485, contre $717,453 payables au Canada.

La complète transformation de notre dette nationale au cours de 26 années 1914–40, se caractérise ainsi: (1) augmentation énorme, la dette nette étant passée de $335,996,850 à $3,271,259,647; (2) l'argent emprunté ayant servi à couvrir les dépenses de guerre n'est représenté par aucun actif correspondant; (3) la dette actuellement détenue en majeure partie au Canada, une somme de $2,904,773,871 étant remboursable au Canada le 31 mars 1940.

36.—Résumé de la dette publique du Canada et intérêts, du 1er juillet 1867 au 31 mars 1940

Année	Dette brute	Actif total	Dette nette	Dette nette per capita[1]	Augmentation ou diminution durant l'année[2]	Intérêt de la dette	Intéret provenant du placement de l'actif	Intérêt payé per capita[1]
	$	$	$	$	$	$	$	$
1867...	93,046,052	17,317,410	75,728,642	21·87	–	–	–	–
1868...	96,896,666	21,139,531	75,757,135	21·58	28,493	4,501,568	126,420	1·28
1869...	112,361,998	36,502,679	75,859,319	21·28	102,184	4,907,014	313,021	1·38
1870...	115,993,706	37,783,964	78,209,742	21·58	2,350,423	5,047,054	383,956	1·39
1871...	115,492,683	37,786,165	77,706,518	21·06	—503,225	5,165,304	554,384	1·40
1872...	122,400,179	40,213,107	82,187,072	21·89	4,480,554	5,257,231	488,042	1·40
1873...	129,743,432	29,894,970	99,848,462	26·10	17,661,390	5,209,206	396,404	1·36
1874...	141,163,551	32,838,587	108,324,964	27·81	8,476,502	5,724,436	610,863	1·47
1875...	151,663,402	35,655,024	116,008,378	29·34	7,683,414	6,590,790	840,887	1·67

Pour renvois, voir fin du tableau p. 786.

36.—Résumé de la dette publique du Canada et intérêts, du 1er Juillet 1867 au 31 mars 1940—fin

Année	Dette brute	Actif total	Dette nette	Dette nette per capita[1]	Augmentation ou diminution durant l'année[2]	Intérêt de la dette	Intérêt provenant du placement de l'actif	Intérêt payé per capita[1]
	$	$	$	$	$	$	$	$
1876..	161,204,688	36,653,174	124,551,514	31·07	8,543,136	6,400,902	798,906	1·60
1877..	174,675,835	41,440,526	133,235,309	32·78	8,683,795	6,797,227	717,684	1·67
1878..	174,957,269	34,595,199	140,362,070	34·07	7,126,761	7,048,884	605,774	1·71
1879..	179,483,871	36,493,684	142,990,187	34·17	2,628,117	7,194,734	592,500	1·72
1880..	194,634,441	42,182,852	152,451,589	35·83	9,461,402	7,773,869	834,793	1·83
1881..	199,861,537	44,465,757	155,395,780	35·93	2,944,191	7,594,145	751,513	1·76
1882..	205,365,252	51,703,601	153,661,651	35·12	−1,734,129	7,740,804	914,009	1·77
1883..	202,159,104	43,692,390	158,466,714	35·77	4,805,063	7,668,552	1,001,193	1·73
1884..	242,482,416	60,320,566	182,161,850	40·60	23,695,136	7,700,181	986,698	1·72
1885..	264,703,607	68,295,915	196,407,692	43·29	14,245,842	9,419,482	1,997,936	2·08
1886..	273,164,341	50,005,234	223,159,107	48·72	26,751,415[3]	10,137,009	2,299,079	2,21
1887..	273,187,626	45,873,851	227,314,775	49·14	4,155,668	9,682,929	990,887	2·09
1888..	284,513,842	49,982,484	234,531,358	50·13	7,216,583	9,823,313	932,025	2·10
1889..	287,722,063	50,192,021	237,530,042	50·23	2,998,684	10,148,932	1,305,392	2·15
1890..	286,112,295	48,579,083	237,533,212	49·70	3,170	9,656,841	1,082,271	2·02
1891..	289,899,230	52,090,199	237,809,031	49·21	275,819	9,584,137	1,077,228	1·98
1892..	295,333,274	54,201,840	241,131,434	49·38	3,322,403	9,763,978	1,086,420	2·00
1893..	300,054,525	58,373,485	241,681,040	49·01	549,606	9,806,888	1,150,167	1·99
1894..	308,348,023	62,164,994	246,183,029	49·44	4,501,989	10,212,596	1,217,809	2·05
1895..	318,048,755	64,973,828	253,074,927	50·35	6,891,898	10,466,294	1,336,047	2·08
1896..	325,717,537	67,220,104	258,497,433	50·95	5,422,506	10,520,430	1,370,001	2·07
1897..	332,530,131	70,991,535	261,538,596	51·06	3,041,163	10,645,663	1,443,004	2·08
1898..	338,375,984	74,419,585	263,956,399	51·01	2,417,803	10,516,758	1,513,455	2·03
1899..	345,160,903	78,887,456	266,273,447	50·86	2,317,048	10,855,112	1,590,448	2·07
1900..	346,206,980	80,713,173	265,493,807	50·08	−779,640	10,699,645	1,683,051	2·02
1901..	354,732,433	86,252,429	268,480,004	49·99	2,986,197	10,807,955	1,784,834	2·01
1902..	366,358,477	94,529,387	271,829,090	49·48	3,349,086	10,975,935	1,892,224	2·00
1903..	361,344,098	99,737,109	261,606,989	46·29	−10,222,101[4]	11,068,139	2,020,953	1·96
1904..	364,962,512	104,094,793	260,867,719	44·77	−739,270[5]	11,128,637	2,236,256	1·91
1905..	377,678,580	111,454,413	266,224,167	44·36	5,356,448	10,630,115	2,105,031	1·77
1906..	392,269,680	125,226,703	267,042,977	43·09	818,810	10,814,697	2,140,312	1·75
1907[6]..	379,966,826	116,294,966	263,671,860	41·13	−3,371,117	6,716,771	1,235,746	1·05
1908..	408,207,158	130,246,298	277,960,860	41·96	14,289,000	10,973,597	1,925,569	1·66
1909..	478,535,427	154,605,148	323,930,279	47·64	45,969,419	11,604,584	2,256,643	1·71
1910..	470,663,046	134,394,500	336,268,546	48·12	12,338,267	13,098,161	2,807,465	1·87
1911..	474,941,487	134,899,435	340,042,052	47·18	3,773,506	12,535,851	1,668,773	1·74
1912..	508,338,592	168,419,131	339,919,461	46·00	−122,591	12,259,397	1,281,317	1·66
1913..	483,232,555	168,930,930	314,301,625	41·18	−25,617,836	12,605,882	1,430,511	1·65
1914..	544,391,369	208,394,519	335,996,850	42·64	21,695,225	12,893,505	1,964,541	1·64
1915..	700,473,814	251,097,731	449,376,083	56·31	113,379,233	15,736,743	2,980,247	1·97
1916..	936,987,802	321,831,631	615,156,171	76·88	165,780,088	21,421,585	3,358,210	2·68
1917..	1,382,003,268	502,816,970	879,186,298	109·08	264,030,127	35,802,567	3,094,012	4·44
1918..	1,863,335,899	671,451,836	1,191,884,063	146·28	312,697,765	47,845,585	4,466,724	5·87
1919..	2,676,635,725	1,102,104,692	1,574,531,033	189·45	382,646,970	77,431,432	7,421,002	9·32
1920..	3,041,529,587	792,660,963[7]	2,248,868,624	262·84	674,337,591	107,527,089	17,086,981	12·57
1921..	2,902,482,117	561,603,133[7]	2,340,878,984	266·37	92,010,360	139,551,520	24,815,246	15·88
1922..	2,902,347,137	480,211,335[7]	2,422,135,802	271·57	81,256,817	135,247,849	21,961,513	15·16
1923..	2,888,827,237	435,050,368[7]	2,453,776,869	272·34	31,641,067	137,892,735	16,465,303	15·30
1924..	2,819,610,470	401,827,195[7]	2,417,783,275	264·44	−35,993,594	136,237,872	11,916,479	14·90
1925..	2,818,066,523	400,628,837[7]	2,417,437,686	260·11	−345,589	134,789,604	11,332,328	14·50
1926..	2,768,779,184	379,048,085[7]	2,389,731,099	252·85	−27,706,587	130,691,493	8,535,086	13·83
1927..	2,726,298,717	378,464,347[7]	2,347,834,370	243·65	−41,896,729	129,675,367	8,559,401	13·46
1928..	2,677,137,243	380,287,010[7]	2,296,850,233	233·54	−50,984,137	128,902,945	10,937,822	13·11
1929..	2,647,033,973	421,529,268[7]	2,225,504,705	221·91	−71,345,528	124,989,950	12,227,562	12·46
1930..	2,544,586,411	366,822,452[7]	2,177,763,959	213·34	−47,740,746	121,566,213	13,518,205	11·91
1931..	2,610,265,698	348,653,762[7]	2,261,611,937	217·94	83,847,978	121,289,844	10,421,224	11·69
1932..	2,831,743,563	455,897,390[7]	2,375,846,172	226·14	114,234,236	121,151,106	9,330,125	11·53
1933..	2,996,366,665	399,885,839[7]	2,596,480,826	243·09	220,634,654	134,999,069	11,220,989	12·64
1934..	3,141,042,097	411,063,957[7]	2,729,978,141	251·96	133,497,314	139,725,417	11,148,231	12·91
1935..	3,205,956,369	359,845,411[7]	2,846,110,958	259·94	116,132,817	138,533,202	10,963,478	12·67
1936..	3,431,944,027	425,843,510[7]	3,006,100,517	271·68	159,989,559	134,549,169	10,614,125	12·20
1937..	3,542,521,139	458,568,937[7]	3,083,952,202	277·33	77,851,685	137,410,345	11,231,035	12·36
1938..	3,540,237,614	438,570,044[7]	3,101,667,570	276·71	17,715,368	132,117,422	13,120,523	11·79
1939..	3,638,320,816	485,761,502[7]	3,152,559,314	278·62	50,891,744	127,995,617	13,163,015	11·31
1940..	3,959,236,382	687,976,735[7]	3,271,259,647	286·40	118,700,333	129,315,442	13,393,432	11·32

[1] Les chiffres per capita sont basés sur les estimations officielles de la population données à la page 70.
[2] Le signe moins (−) indique une diminution.
[3] Cette somme comprend $10,199,520, valeur des terres rétrocédées par le chemin de fer Canadien Pacifique.
[4] Cette somme comprend $3,305,450 nécessités pour le règlement des comptes avec l'Ontario et le Québec.
[5] Il est tenu compte de $5,397,503 alloués à l'Ontario et au Québec en vertu de la loi 47 Vict., c. 6.
[6] Neuf mois en raison du changement dans l'année fiscale.
[7] Actif vif seulement.

Opérations récentes sur la dette fondée.—Un aperçu des conversions et autres opérations sur la dette fondée entre 1914 et 1930 paraît dans l'Annuaire de 1933, pp. 854–855; entre 1931 et 1934, dans celui de 1934–35, pp. 922–923; en 1936, aux pp. 879–880 de celui de 1936; en 1937, à la p. 893 de celui de 1938; en 1938 et 1939, à la p. 941 de celui de 1939; et en 1940, aux pp. 877–878 de celui de 1940. Ce qui suit continue cet aperçu jusqu'au 31 mars 1941.

Le 1er mai 1940, le Dominion vend à la Banque du Canada des bons d'un an, 1 p.c., au montant de $250,000,000 à 100, et l'intérêt couru et des bons du Trésor au montant de $75,000,000 au rendement moyen de 0·739 p.c. Cette transaction a pour but de fournir des fonds à la Commission de Contrôle du Change Etranger pour l'achat d'or détenu par la Banque du Canada et de change étranger que les résidants du Canada sont tenus de vendre à la Commission en vertu de l'ordonnance sur l'acquisition du change étranger, 1940, et généralement pour les fins de la Commission.

Le 1er juin, un montant de $80,000,000 d'obligations à 1½ p.c., lancé le 1er juin 1936, échoit et est racheté à même le produit d'une émission de $65,000,000 d'obligations à 2 p.c. datée du 1er mars 1940 et devant échoir le 1er mars 1945, vendue à la Banque du Canada et aux banques à charte à 99⅜ p.c. au rendement de 2·13 p.c. Le reste du montant requis pour le rachat est fourni par le Trésor.

Le second emprunt de guerre est émis à l'automne de 1940 au montant de $324,945,700, dont $24,945,700 pour conversion d'obligations à 4½ p.c. échues le 1er septembre 1940 que leurs détenteurs peuvent convertir à la nouvelle émission. L'emprunt est daté du 1er octobre 1940, devant échoir le 1er octobre 1952, rapporte 3 p.c. et est vendu à 98·75 au rendement de 3·125 p.c. Le nombre de souscripteurs particuliers est de 150,890.

En janvier 1941, il y a émission de $250,000,000 de bons de 2½ ans à 1½ p.c. aux banques à charte. Les bons sont datés du 2 janvier 1941 et échoient le 2 juillet 1943; ils sont vendus à 99·695 au rendement de 1·625 p.c. Le produit de cette émission sert à des fins de guerre et générales.

En plus de ces émissions, le Dominion commence la vente de certificats d'épargne de guerre en mai 1940. Ces certificats sont vendus à escompte et, à maturité, ils équivaudront à un rendement de 3 p.c., calculé tous les six mois. Le montant émis (valeur à l'échéance) au 31 mars 1941 s'élève à $62,120,215.

En juillet 1940, à la suite de plusieurs demandes du public, le Gouvernement autorise l'émission de $10,000,000 de certificats sans intérêt. Ces certificats sont datés du 15 du mois durant lequel le paiement est reçu et écherront le 15 juin 1945; le détenteur enregistré a le privilège de liquider ses certificats au pair en tout temps six mois après la date d'émission. Ces certificats sont pour tout montant depuis $1, sont enregistrés et ne sont pas transférables. Le montant émis au 31 mars 1941 est de $6,212,057.

En plus de trouver des fonds pour fins de guerre et générales, il a fallu fournir des fonds pour le rapatriment d'émissions en sterling détenues en Grande-Bretagne. Ces opérations de rachat ont pour effet ultime de procurer des dollars canadiens au Royaume-Uni pour l'achat de commodités primaires et de produits manufacturés canadiens nécessaires à la conduite de la guerre.

La première de ces opérations est le rachat le 17 avril 1940 de titres enregistrés du Dominion du Canada à 3½ p.c. devant échoir le 1er juillet 1950, mais pouvant être rachetés en tout temps après le 1er juillet 1930. Cette émission se trouve alors au montant de £28,162,775–11–0, dont £7,732,779–18–9 sont détenus dans divers

comptes de fonds d'amortissement. A la suite de cette opération, des dollars canadiens au montant de $91,000,000 environ sont mis à la disposition du gouvernement du Royaume-Uni.

L'opération suivante est le rachat au 1er octobre 1940 des titres enregistrés du Dominion du Canada, 1940–60, à 4 p.c. Cette émission s'élève alors au montant de £19,300,000 contre-balancé par £2,463,000 en fonds d'amortissement, ce qui laisse un montant net à racheter de £16,037,000, soit $74,900,000 au taux courant du change.

En plus des opérations relatives à la dette fondée directe du Canada, le Gouvernement prend des mesures pour acheter du gouvernement du Royaume-Uni le montant de titres consolidés perpétuels à 4 p.c. (garantis quant au paiement de l'intérêt par le Dominion du Canada) du Chemin de Fer Grand Tronc du Canada, acquis de leurs détenteurs au Royaume-Uni par le gouvernement britannique. Ces titres s'élèvent alors à £24,624,455. Au taux courant du change cette opération fournit au gouvernement britannique environ $109,579,000.

Au cours des six dernières années, le Canada a trouvé pour ses bons du Trésor à brève échéance un marché hautement satisfaisant. Sauf deux exceptions (quand les bons furent vendus directement à la Banque du Canada) chaque émission a été offerte à la souscription publique. Une liste complète des bons du Trésor vendus par souscription publique pour la période du 1er mars 1934 au 15 février 1937 paraît dans l'Annuaire de 1937, p. 870; les ventes de l'année fiscale 1937–38 paraissent dans un tableau de la p. 879 de l'Annuaire de 1940.

Les ventes du 1er mars 1938 à maintenant sont les suivantes:—

BILLETS DU TRÉSOR VENDUS AU CANADA, DU 1er MARS 1938 AU 2 AVRIL 1941

Date d'émission	Date d'échéance	Montant	Coût moyen	Date d'émission	Date d'échéance	Montant	Coût moyen
		$	p.c.			$	p.c.
1er mars 1938	1er juin 1938	25,000,000	0·584	29 sept. 1939	29 déc. 1939	25,000,000	0·925
15 mars 1938	15 juin 1938	25,000,000	0·524	13 oct. 1939	15 janv. 1940	30,000,000	0·880
1er avril 1938	30 juin 1938	25,000,000	0·510	1er nov. 1939	1er fév. 1940	25,000,000	0·858
14 avril 1938	15 juillet 1938	30,000,000	0·503	15 nov. 1939	15 fév. 1940	25,000,000	0·872
30 avril 1938	30 juillet 1938	30,000,000	0·490	1er déc. 1939	1er mars 1940	25,000,000	0·831
16 mai 1938	15 août 1938	25,000,000	0·471	15 déc. 1939	15 mars 1940	25,000,000	0·806
1er juin 1938	1er sept. 1938	25,000,000	0·466	29 déc. 1939	1er avril 1940	25,000,000	0·787
15 juin 1938	15 sept. 1938	25,000,000	0·465	15 janv. 1940	15 avril 1940	30,000,000	0·784
30 juin 1938	30 sept. 1938	25,000,000	0·479	1er fév. 1940	1er mai 1940	25,000,000	0·752
15 juill. 1938	14 oct. 1938	30,000,000	0·489	15 fév. 1940	15 mai 1940	25,000,000	0·746
30 juillet 1938	1er nov. 1938	25,000,000	0·501	1er mars 1940	31 mai 1940	25,000,000	0·751
15 août 1938	15 nov. 1938	25,000,000	0·519	15 mars 1940	14 juin 1940	25,000,000	0·747
1er sept. 1938	1er déc. 1938	25,000,000	0·532	1er avril 1940	3 juil. 1940	25,000,000	0·742
15 sept. 1938	15 déc. 1938	25,000,000	0·608	15 avril 1940	16 juil. 1940	30,000,000	0·739
30 sept. 1938	30 déc. 1938	25 000,000	0·760	1er mai 1940	1er août 1940	25,000,000	0·736
14 oct. 1938	13 janv. 1939	30,000,000	0·747	15 mai 1940	15 août 1940	40,000,000	0·738
1er nov. 1938	1er fév. 1939	25,000,000	0·717	31 mai 1940	30 août 1940	40,000,000	0·738
15 nov. 1938	15 fév. 1939	25,000,000	0·693	14 juin 1940	13 sept. 1940	40,000,000	0·738
1er déc. 1938	1er mars 1939	25,0 0,000	0·675	3 juillet 1940	1er oct. 1940	35,000,000	0·733
15 déc. 1938	15 mars 1939	25,000,000	0·672	16 juill. 1940	16 oct. 1940	40,000,000	0·718
30 déc. 1938	31 mars 1939	25,000,000	0·681	1er août 1940	1er nov. 1940	35,000,000	0·673
13 janv. 1939	14 avril 1939	30,000,000	0·690	15 août 1940	15 nov. 1940	40,000,000	0·649
1er fév. 1939	1er mai 1939	25,000,000	0·691	30 août 1940	29 nov. 1940	40,000,000	0·641
15 fév. 1939	15 mai 1939	25,000,000	0·680	13 sept. 1940	13 déc. 1940	40,000,000	0·647
1er mars 1939	1er juin 1939	25,000,000	0·669	1er oct. 1940	31 déc. 1940	35,000,000	0·648
15 mars 1939	15 juin 1939	25,000,000	0·655	16 oct. 1940	16 janv. 1941	40,000,000	0·652
31 mars 1939	30 juin 1939	25,000,000	0·643	1er nov. 1940	31 janv. 1941	35,000,000	0·635
14 avril 1939	14 juill. 1939	30,000,000	0·636	15 nov. 1940	14 fév. 1941	40,000,000	0·636
1er mai 1939	1er août 1939	25,000,000	0·631	29 nov. 1940	28 fév. 1941	40,000,000	0·656
15 mai 1939	15 août 1939	25,000,000	0·631	13 déc. 1940	14 mars 1941	40,000,000	0·630
1er juin 1939	1er sept. 1939	25,000,000	0·622	31 déc. 1940	2 avril 1941	35,000,000	0·643
15 juin 1939	15 sept. 1939	25,000,000	0·614	16 janv. 1941	18 avril 1941	40,000,000	0·631
30 juin 1939	29 sept. 1939	25,000,000	0·604	31 janv. 1941	2 mai 1941	35,000,000	0·626
14 juill. 1939	13 oct. 1939	30,000,000	0·584	14 fév. 1941	16 mai 1941	40,000,000	0·624
1er août 1939	1er nov. 1939	25,000,000	0·569	28 fév. 1941	30 mai 1941	40,000,000	0·623
15 août 1939	15 nov. 1939	25,000,000	0·553	14 mars 1941	13 juin 1941	40,000,000	0·609
1er sept. 1939	1er déc. 1939	25,000,000	0·683	2 avril 1941	4 juill. 1941	35,000,000	0·600
15 sept. 1939	15 déc. 1939	25,000,000	0·846				

37.—Dette fondée et bons du Trésor du Dominion, au 31 mars 1940

NOTA.—Le rachat de presque toutes ces émissions est soumis à des conditions pleinement expliquées dans les "Comptes Publics", pp. 70-71.

Date de l'échéance	Nom de l'emprunt	Taux	Où payable	Montant impayé	Intérêt annuel
1940—1er juin	Emprunt de 1936	1½	Canada	80,000,000 00	1,200,000 00
1er juill.	Obligations, terres scolaires	4	Canada	33,293,470 85	1,331,738 83
1er sept.	Empr. de remboursement, 1925	4½	Canada	75,000,000 00	3,375,000 00
1941—15 mars	Billets à quatre ans et demi	1	Canada	45,000,000 00	450,000 00
1er mai	Billets à vingt-sept mois	1½	New-York	20,000,000 00	250,000 00
15 oct.	Billets à deux ans	2	Canada	200,000,000 00	4,000,000 00
15 nov.	Emprunt du Service National	5	Canada	141,663,000 00	7,083,150 00
1942—15 mai	Emprunt de 1939	1½	Canada	95,500,000 00	1,432,500 00
1er juin	Emprunt de conversion, 1937	2	Canada	60,000,000 00	1,200,000 00
15 oct.	Empr. de remboursement, 1934	3	Canada	40,409,000 00	1,212,270 00
1943—1er juin	Emprunt de 1935	2½	Canada	20,000,000 00	500,000 00
15 oct.	Empr. de remboursement, 1923	5	Canada	147,000,100 00	7,350,005 00
1944—15 janv.	Emprunt de 1937	2¼	New-York	30,000,000 00	675,000 00
1er juin	Emprunt de 1938	2	Canada	90,625,000 00	1,812,500 00
15 oct.	Empr. de remboursement, 1924	4½	Canada	50,000,000 00	2,250,000 00
15 nov.	Empr. de remboursement, 1937	2½	Canada	20,000,000 00	500,000 00
1945—1er mars	Emprunt de 1940	2	Canada	40,000,000 00	800,000 00
1945—15 août	Emprunt de 1935	2½	New-York	76,000,000 00	1,900,000 00
15 oct.	Empr. de remboursemnt, 1933	4	Canada	88,337,500 00	3,533,500 00
1946—1er fév.	Empr. de remboursement, 1926	4½	Canada	45,000,000 00	2,025,000 00
1947—1er oct.	Emprunt de 1897—£1,004,421-14-2	2½	Londres	4,888,185 64	122,204 64
1948—1er fév.	1er emprunt de guerre, 1940	3½	Canada	50,000,000 00	1,625,000 00
1949—1er fév.	1er emprunt de guerre, 1940	3½	Canada	50,000,000 00	1,625,000 00
1er juin	Emprunt de conversion 1937	3½	Canada	33,500,000 00	1,088,750 00
15 oct.	Empr. de remboursement, 1934	3½	Canada	138,322,000 00	4,841,270 00
1950—1er fév.	1er emprunt de guerre, 1940	3½	Canada	50,000,000 00	1,625,000 00
1er juill.	Emprunt de 1930-50—£10,841,740-3-3	3½	Londres	52,763,135 43	1,846,709 74
1951—1er fév.	Emprunt de guerre, 1940	3½	Canada	50,000,000 00	1,625,000 00
15 nov.	Empr. de remboursement, 1937	3½	Canada	60,000,000 00	1,950,000 00
1952—1er fév.	1er emprunt de guerre, 1940	3½	Canada	50,000,000 00	1,625,000 00
1er mai	Emprunt de 1922	5	New-York	100,000,000 00	5,000,000 00
15 oct.	Emprunt de 1932	4	Canada	56,191,000 00	2,247,640 00
1955—1er mai	Emprunt de 1934—£10,000,000-0-0	3½	Londres	48,666,666 67	1,581,666 67
1er juin	Emprunt de 1935, daté du 1er juin	3	Canada	40,000,000 00	1,200,000 00
1er juin	Emprunt de 1935, daté du 15 nov.	3	Canada	55,000,000 00	1,650,000 00
1956—1er nov.	Emprunt de conversion, 1931	4½	Canada	43,125,700 00	1,940,656 50
1957—1er nov.	Emprunt de conversion, 1931	4½	Canada	37,523,200 00	1,688,544 00
1958—1er juin	Emprunt de 1938-39	3	Canada	88,200,000 00	2,646,000 00
1er sept.	Emprunt de 1933—£15,000,000-0-0	4	Londres	73,000,000 00	2,920,000 00
1er nov.	Emprunt de conversion, 1931	4½	Canada	276,687,600 00	12,450,942 00
1959—1er nov.	Emprunt de conversion, 1931	4½	Canada	289,693,300 00	13,036,198 50
1960—1er oct.	Emprunt de 1940-60—£19,300,000-0-0	4	Londres	93,926,666 66	3,757,066 67
1er oct.	Emprunt de 1930	4	New-York	100,000,000 00	4,000,000 00
1961—15 janv.	Emprunt de 1936	3¼	New-York	48,000,000 00	1,560,000 00
1963—1er juill.	Emprunt de 1958-63—£10,000,000-0-0	3½	Londres	48,666,666 66	1,581,666 67
1966—1er juin	Emprunt de 1936	3½	Canada	54,703,000 00	1,777,847 50
1967—15 janv.	Emprunt de 1937	3	New-York	55,000,000 00	1,650,000 00
1968—15 nov.	Emprunt de 1938	3	New-York	40,000,000 00	1,200,000 00
Perpétuelle	Emprunt de 1936	3	Canada	55,000,000 00	1,650,000 00
1940—1er avril	Bons du Trésor	0·788	Canada	25,000,000 00	197,000 00
15 avril	Bons du Trésor	0·784	Canada	30,000,000 00	235,200 00
1er mai	Bons du Trésor	0·752	Canada	25,000,000 00	188,000 00
15 mai	Bons du Trésor	0·746	Canada	25,000,000 00	186,500 00
31 mai	Bons du Trésor	0·751	Canada	25,000,000 00	187,750 00
14 juin	Bons du Trésor	0·747	Canada	25,000,000 00	186,750 00
				3,695,685,191 91	125,574,026 72
Récapitulation—					
	Payable au Canada			2,904,773,870 85	97,529,712 33
	Payable à New-York			469,000,000 00	16,235,000 00
	Payable à Londres			321,911,321 06	11,809,314 39
				3,695,685,191 91	125,574,026 72
	Moins les obligations et les autres titres des emprunts ci-dessus détenus comme fonds d'amortissement			67,196,067 16	
	Dette fondée nette et billets du Trésor			**3,628,489,124 75**	

Dette du Canada portant intérêt.—On peut juger de l'énormité du fardeau que la dette nationale impose au peuple canadien par le fait que pour l'année fiscale 1940 les intérêts sur la dette globale productive ont absorbé environ 28 p.c. des recettes totales provenant des impôts et près de 23 p.c. des recettes totales obtenues de toutes sources.

Avant la guerre 1914–18, le taux d'intérêt était relativement peu élevé, mais l'écoulement sans précédent du capital mondial au cours de ce conflit gigantesque a eu pour résultat, dans tous les pays intéressés, le lancement d'emprunts énormes portant intérêt à des taux relativement élevés, emprunts qui dans bien des cas demeurent impayés en attendant qu'il soit possible d'en effectuer le remboursement aux termes des ententes conclues entre les différentes nations et leurs créanciers. Au Canada, la moyenne du taux d'intérêt payable sur l'ensemble des obligations directes portant intérêt, qui n'était que de 3·368 p.c. le 31 mars 1913, avait augmenté le 31 mars 1922 à 5·164 p.c. pour retomber graduellement à 3·421 p.c. le 31 mars 1940.

38.—Dette portant intérêt, intérêts annuels et taux moyens de l'intérêt, 31 mars 1913-40

Date	Bons, obligations et billets du Trésor	Intérêt annuel sur bons, obligations et billets du Trésor	Taux moyens de l'intérêt sur les bons, obligations et billets du Trésor	Dépôts d'épargne, fiducies et autres fonds	Intérêt annuel sur dépôts d'épargne et autres fonds	Dette totale portant intérêt[1]	Intérêt annuel	Moyenne du taux de l'intérêt
	$	$	p.c.	$	$	$	$	p.c.
1913...	260,869,037	8,973,746	3·439	91,735,123	2,904,287	352,604,160	11,878,033	3·368
1914...	311,833,272	11,162,047	3·579	93,031,928	2,957,544	404,865,200	14,119,591	3·487
1915...	358,659,932	13,075,447	3·645	91,910,510	2,935,881	450,570,442	16,011,328	3·554
1916...	508,000,366	20,499,696	4·035	92,240,955	2,960,002	600,241,321	23,459,698	3·908
1917...	893,208,877	39,098,579	4·376	96,885,192	3,114,315	990,094,069	42,212,894	4·263
1918...	1,472,098,608	71,121,368	4·831	95,796,899	3,096,532	1,567,895,507	74,217,900	4·733
1919...	2,035,218,097	102,218,489	5·022	100,636,102	3,441,803	2,135,854,199	105,660,292	4·947
1920...	2,596,816,821	134,559,302	5·181	107,038,317	4,275,480	2,703,855,138	138,834,782	5·134
1921...	2,520,997,021	130,416,007	5·173	107,345,348	4,429,302	2,628,342,369	134,845,309	5·130
1922...	2,564,587,671	133,482,113	5·204	105,379,439	4,399,661	2,669,967,110	137,881,774	5·164
1923...	2,547,105,821	131,476,511	5·161	106,763,391	4,531,156	2,653,869,212	136,007,667	5·125
1924...	2,504,033,820	128,571,337	5·134	110,113,766	4,626,715	2,614,147,586	133,198,052	5·092
1925...	2,503,763,169	125,928,071	5·029	113,943,282	4,758,780	2,617,706,451	130,686,851	4·992
1926...	2,484,410,336	125,108,738	5·035	119,205,393	4,977,889	2,603,615,729	130,086,627	4·996
1927...	2,439,340,736	123,399,911	5·058	126,310,527	5,274,429	2,565,651,263	128,674,340	5·015
1928...	2,377,581,086	119,479,400	5·025	136,485,482	5,721,330	2,514,066,568	125,200,730	4·980
1929...	2,325,413,986	116,843,934	5·024	145,780,369	6,156,036	2,471,194,355	122,999,970	4,977
1930...	2,250,837,286	112,942,215	5·017	154,997,435	6,572,018	2,405,834,721	119,514,233	4·967
1931...	2,320,832,286	115,491,955	4·976	163,994,443	6,969,151	2,484,826,729	122,461,106	4·928
1932...	2,579,238,724	128,188,969	4·970	136,356,977	5,522,579	2,715,595,701	133,711,548	4·923
1933...	2,715,977,874	132,866,543	4·892	144,176,675	5,858,850	2,860,154,549	138,725,393	4·850
1934...	2,858,624,524	132,354,806	4·630	154,137,868	6,093,937	3,012,762,392	138,448,743	4·595
1935...	3,061,955,821	127,074,870	4·150	171,554,957	6,683,560	3,233,510,778	133,758,430	4·136
1936...	3,265,314,332[2]	128,598,908	3·938	196,197,897[2]	7,679,285	3,461,512,729	136,278,193	3·937
1937...	3,337,358,832	125,093,381	3·748	224,157,683	8,798,557	3,561,516,514	133,891,938	3·759
1938...	3,314,558,032	117,062,907	3·532	248,176,039	9,771,812	3,562,734,071	126,834,719	3·560
1939...	3,385,722,462	119,198,476	3·521	272,692,286	9,879,428	3,658,414,748	129,077,904	3·528
1940...	3,695,705,919	125,575,106	3·398	288,066,211	10,726,716	3,983,772,130	136,301,822	3·421

[1] Comprend des obligations rachetées et détenues par le Trésor en fonds d'amortissement. [2] En 1936, une somme de $11,827 payée en compensation aux seigneurs, comprise antérieurement dans les dépôts d'épargne et autres fonds, a été transportée aux bons, obligations et billets du Trésor.

Dette garantie du Dominion.—En plus de la dette dont nous avons déjà parlé, le Canada a des obligations indirectes attribuables notamment à la main-mise de l'Etat sur les chemins de fer qui constituent de nos jours le réseau national et la construction de nouvelles lignes. La dette comprend en outre d'autres petites obligations indirectes provenant de la garantie, par le Dominion, des obligations des services de Paquebots Nationaux et des commissions de ports émises principalement dans le but de perfectionner les ports. Depuis 1932, des garanties de certains emprunts de banque ont été données sous les différentes lois de secours. Avec l'entrée en affaire de la Banque du Canada le 11 mars 1935, la garantie, autorisée par l'article 27 (6) de la loi de la Banque du Canada, du dépôt qui doit être maintenu par chaque banque à charte à la Banque du Canada est entrée en vigueur. Cette garantie devra être invoquée "dans le cas où la propriété et l'actif de la Banque sont insuffisants pour payer ses obligations, et si la Banque suspend le paiement d'aucune de ses obligations". Aux termes de la loi garantissant des emprunts pour réfection de maisons, 1937, le Gouvernement garantit les banques à charte et toutes autres maisons de prêt approuvées contre les pertes jusqu'à concurrence de 15 p.c. de la valeur globale des prêts consentis pour le financement des réparations, modifications et améliorations des habitations rurales et urbaines. La loi stipule que le montant global de prêts pouvant être garanti ne doit pas dépasser $50,000,000 et limite la garantie fédérale à $7,500,000. Au 31 oct. 1940, presque tout le montant autorisé de $50,000,000 avait été garanti et le gouvernement n'acceptait plus de prêts pour garantie en vertu du plan pour l'amélioration des logements.

Conformément aux dispositions de la loi garantissant les emprunts pour graines de semence, 1937, le Gouvernement du Dominion a garanti les principal et intérêt des prêts consentis par les banques à charte aux fermiers de l'Alberta, du Manitoba et de la Saskatchewan pour l'achat de graines de semence au printemps de 1937. Les prêts à chaque province sont d'abord garantis par le gouvernement provincial et la responsabilité du Dominion se limite à la portion de la garantie à laquelle la province est incapable de faire face. Le montant global impayé de ces prêts au 31 janvier 1940 est de $6,891,858.

En vertu de la loi de 1938, ces garanties au printemps de 1938 ne sont étendues qu'à l'Alberta et à la Saskatchewan et la responsabilité du Gouvernement du Dominion ne doit pas dépasser $1,900,000 pour l'Alberta et $14,500,000 pour la Saskatchewan. Dans le cas de l'Alberta, le montant principal garanti le 31 janvier 1940 était de $932,189. Pour ce qui est de la Saskatchewan, ce montant n'a pas encore été déterminé.

En vertu d'un amendement de la loi sur la Commission Canadienne du Blé 1935 (3 Geo. VI, c. 39), un prix de 70 cents le boisseau (pour le N° 1 Nord, Fort-William) a été fixé comme prix de base devant être payé par la Commission Canadienne du Blé pour tout le blé de la récolte de 1939 livré à la Commission par les producteurs. Les opérations de la Commission en ce qui touche cette récolte ont été financées au moyen de prêts consentis par un groupe de banques à charte et garantis par le Gouvernement du Dominion. Le montant impayé des prêts garantis des banques le 31 mars 1940 était de $42,998,100; ce montant se rapporte surtout à la récolte de 1939.

La garantie du Dominion à la Winnipeg Grain and Produce Clearing Association, Limited, au sujet des transactions et des échanges faits par la Commission Canadienne du Blé est maintenue. Il ne s'accumule aucun passif de jour en jour au sujet de cette garantie puisque les dépôts marginaux sont fait quotidiennement par la Commission à l'Association.

39.—Dette garantie du Dominion (montants détenus par le public), 31 mars 1914-40.

NOTA.—Les tirets dans ce tableau indiquent qu'il y a pas de garantie sous ces rubriques, pour les années correspondantes.

Date	Chemins de fer, garanties en intérêt et principal	Chemins de fer, garanties en intérêt seulement	Paquebots Nationaux	Commissions de ports	Autres garanties	Banque du Canada	Total
	$	$	$	$	$	$	$
1914	94,738,584	–	–	–	–	–	94,738,584
1915	114,644,310	–	–	–	–	–	114,644,310
1916	135,546,098	–	–	–	–	–	135,546,098
1917	135,546,098	–	–	–	–	–	135,546,098
1918	135,546,098	–	–	–	–	–	135,546,098
1919	130,436,098	–	–	–	–	–	130,436,098
1920	130,436,098	–	–	–	–	–	130,436,098
1921	197,545,125	–	–	–	–	–	197,545,125
1922	248,987,789	–	–	–	–	–	248,987,789
1923	237,878,762	216,207,142 [1]	–	–	–	–	454,085,904
1924	309,628,762	216,207,142	–	–	–	–	525,835,904
1925	365,915,762	216,207,142	–	–	–	–	582,122,904
1926	364,415,762	216,207,142	–	–	–	–	580,622,904
1927	397,795,002	216,207,142	–	4,000,000 [1]	–	–	618,002,144
1928	440,224,186	216,207,142	828,789 [1]	9,467,165	–	–	666,727,282
1929	472,709,509	216,207,142	7,936,486	17,355,118	–	–	714,208,255
1930	590,091,292	216,207,142	9,400,000	21,335,118	–	–	837,033,552
1931	707,474,852	216,207,142	9,400,000	21,835,118	–	–	954,917,112
1932	753,080,146	216,207,142	9,400,000	21,835,118	–	–	1,000,522,406 [2]
1933	748,874,239	216,207,142	9,400,000	21,670,472	28,272,301 [1,2]	–	1,024,424,154 [2]
1934	746,035,434	216,207,142	9,400,000	21,634,472	93,296,073 [2]	–	1,086,573,121 [2]
1935	740,117,976	216,207,142	9,400,000	21,601,481	104,525,860	149,028,902 [1]	1,240,881,361
1936	747,366,632	216,207,142	9,400,000	21,576,481	96,044,370	188,202,917	1,278,797,542
1937	756,163,072	216,207,142	9,400,000	21,565,595	14,836,167	194,275,314	1,212,447,290
1938	803,740,048	216,207,142	9,400,000	21,260,595	18,399,635 [3]	194,859,595	1,263,867,015 [3]
1939	838,658,616	216,207,142	9,400,000	21,200,338	87,617,198 [3]	205,641,646	1,378,724,940 [3]
1940	837,708,753	216,207,141	9,400,000	21,163,338	68,430,115 [3]	202,324,405	1,355,233,752 [3]

[1] Première année du relevé. [2] Les avances non spécifiées relatives au blé ne sont pas comprises.
[3] Ne comprend pas les montants indéterminés et les montants non encore déterminés.

40.—Obligations garanties par le Dominion, 31 mars 1940

Titres	Somme de la garantie autorisée	Somme impayée et due au public	Où payable
	$	$	
Garanties en principal et intérêt—			
Canadian Northern Ry. Co., obligations 3 p.c., échéance 1953, £1,923,287-0-0	9,359,997	9,359,997	Londres.
Canadian Northern Ry. Co., obligations 3½ p.c., échéance 1958, £1,622,586-19-9	6,896,590	7,896,542	[1]
Canadian Northern Ontario Ry. co., obligations 3½ p.c., échéance 1961, £7,350,000-0-0	35,770,000	34,229,997	Londres.
Canadian Northern Alta. Ry. Co., obligations 3½ p.c., échéance 1960, £647,260-5-6	3,150,000	3,149,998	Londres.
Grand Trunk Pacific Ry. Co., obligations 3 p.c. échéance 1962, £14,000,000-0-0	68,040,000	34,992,000	Londres, New-York et Canada.
Canadian Northern Alta. Ry. Co., actions 3½ p.c., échéance 1962, £733,561-12-10	3,570,000	–	Londres et Canada.

40.—Obligations garanties par le Dominion, 31 mars 1940—suite

Titres	Somme de la garantie autorisée	Somme impayée et due au public	Où payable
Garanties en principal et intérêt—			
Grand Trunk Pacific Ry. Co., obl. 4 p.c., éch. 1962, £3,280,000-0-0	15,940,800	8,440,848	Londres, New-York et Canada.
Canadian Northern Ry. Co., obligations 6½ p.c., échéance 1946	25,000,000	24,238,000	New-York.
Canadian National Ry. Co., obligations 5 p.c., échéance 1954	50,000,000	50,000,000	Canada.
Canadian National Ry. Co., 1927, obligations garanties, 2 p.c., £7,176,801-0-0	34,927,098	21,401,371	Londres.
Canadian National Ry. Co., obligations or 4½ p.c., échéance 1957	65,000,000	65,000,000	New-York et Canada.
Canadian National Ry. Co., obligations or 5 p.c., échéance 1er juillet 1969	60,000,000	60,000,000	Londres, New-York et Canada.
Canadian National Ry. Co., obligations or 5 p.c., échéance 1er octobre 1969	60,000,000	60,000,000	Londres, New-York et Canada.
Canadian National Ry. Co., obligations or 5 p.c. échéance 1970	18,000,000	18,000,000	Londres, New-York et Canada.
Canadian National Ry. Co., obligations or 4¾ p.c., échéance 1955	50,000,000	50,000,000	Londres, New-York et Canada.
Canadian National Ry. Co., obligations or 4½ p.c., échéance 1956	70,000,000	70,000,000	Londres, New-York et Canada.
Canadian National Ry. Co., obligations or 4½ p.c., échéance 1951	50,000,000	50,000,000	Londres, New-York et Canada.
Canadian National Ry. Co., obligations 3 p.c., échéance 1950	20,500,000	20,500,000	Canada.
Canadian National Ry. Co., obligations 3 p.c., échéance 1944	35,000,000	35,000,000	Canada.
Canadian National Ry. Co., obligations 2 p.c., échéance 1943	55,000,000	55,000,000	Canada.
Canadian National Ry. Co., obligations 3 p.c., échéance 1953	25,000,000	25,000,000	Canada.
Canadian National Ry. Co., obligations 2¼ p.c., échéance 1944	15,500,000	15,500,000	Canada.
Canadian National Ry. Co., obligations 3 p.c., échéance 1952	20,000,000	20,000,000	Canada.
Canadian National Ry. Co., obligations 2 p.c., échéance 1942	20,000,000	20,000,000	Canada.
Canadian National Ry. Co., obligations 3 p.c., échéance 1950	30,000,000	30,000,000	Canada.
Canadian National Ry. Co., obligations 2¼ p.c., échéance 1946	15,000,000	15,000,000	Canada.
Canadian National Ry. Co., obligations 3 p.c., échéance 1959	35,000,000	35,000,000	Canada.
Totaux	**897,654,485**	**837,708,753**[2]	
Garanties quant à l'intérêt seulement—			
Acquisition du Grand Trunk Rly—			
Grand Trunk, oblig., 4 p.c., non remb., £12,500,000	60,833,333	60,833,333	Londres.
Grand Trunk, oblig., 5 p.c., non remb., £4,270,375.	20,782,492	20,782,492	Londres.
Great Western, oblig., 5 p.c., non remb., £2,723,080	13,252,323	13,252,323	Londres.
Grand Trunk, oblig., 4 p.c., non remb., £24,624,455	119,839,014	119,839,014	Londres.
Northern Ry. of Can., oblig., 4 p.c., non remb., £308,215	1,499,980	1,499,980	Londres.
Totaux	**216,207,142**	**216,207,142**	

[1] Une partie de cette émission est payable au Canada, une autre à Londres et le reliquat à Londres et au Canada. [2] Obligations ferroviaires additionnelles garanties en intérêt et principal au montant de $45,657,952 détenues le 31 mars 1940 par le Fonds de Fiducie du Canadien National, mais on ne peut les considérer comme payables dans le même sens que celles détenues par le public.

40.—Obligations garanties par le Dominion, 31 mars 1940—fin

Titres	Somme de la garantie autorisée	Somme impayée et due au public	Où payable
	$	$	
Autres garanties en principal et intérêt—			
Commissaires du port de Montréal — Pont Jacques-Cartier, 5 p.c., remboursables 1969	19,500,000	19,000,000	Londres, New-York et Canada.
Paquebots Nationaux (lignes des Antilles), 5 p.c. remboursables 1955	10,000,000	9,400,000	Londres, New-York et Canada.
Commission du port de Saint John—			
(a) Dette obligataire de la cité de Saint John assumée par la Commission	1,467,165	795,385	$219,000 payable à Londres, New-York, et Canada, le reste au Canada.
(b) Débentures de la Commission émises à la cité de Saint John, échéance 1952	667,953	667,953	Canada.
Commissaires du port de New-Westminster 4½ p.c., remboursables 1948	700,000	700,000	New-York et Canada.
Totaux	**32,335,118**	**30,563,338**	
Autres garanties—			
Avances aux banques *re* Banque d'épargne de la province de Manitoba	12,442,400	6,399,822	Canada.
Avances aux banques *re* Gouvernement de Terre-Neuve	625,000	625,000	Canada.
Bons du Trésor de la province de la Colombie Britannique	626,534	626,534	Canada.
Bons du Trésor de la province de Manitoba	5,894,127	4,878,764	Canada.
Prêts consentis par des maisons approuvées en vertu de la loi fédérale sur le logement	Non spécifiée.	Indéterminée.	Canada.
Prêts consentis par des maisons approuvées en vertu de la loi garantissant des prêts pour réfection de maisons	7,500,000	6,079,595	Canada.
Avances des banques *re* Commission Canadienne du Blé	110,000,000	42,998,100	Canada.
Winnipeg Grain and Produce Association, Ltd. Marges au jour le jour de la Commission Canadienne du Blé (calculées tous les jours)	Non spécifiée.	–	Canada.
Prêts des banques garantis par la loi sur les emprunts pour graines de semence, 1937	8,950,000	6,998,821[1]	Canada.
Prêts des banques garantis par la loi sur les emprunts pour graines de semence, 1938	16,400,000	Non déterminée.	Canada.
Banque du Canada—			
Dépôt maintenu par les banques à charte à la Banque du Canada	Non spécifiée.	205,641,646	Canada.

[1] Principal impayé, 31 janvier 1940.

Section 2.—Finances provinciales*

Les gouvernements provinciaux du Canada ont droit à certaines subventions qui leur sont versées par le Trésor fédéral en vertu de l'article 118 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867 (30 et 31 Vict., chap. 3) et de son amendement de 1907 (7 Edouard VII, chap. 11), dont les détails pour 1935 à 1940 figurent aux pages 781 et 784 de ce chapitre. De plus, ayant conservé la propriété de leurs terres, de leurs minéraux et de leurs autres ressources naturelles, ces provinces, qui sont entrées dans la Confédération par la volonté de leurs administrations antérieures, encaissent des revenus considérables provenant de ventes de terre et de bois, de droits régaliens sur les mines, de l'affermage de leurs forces hydrauliques, etc., tandis que les Provinces des Prairies, bien qu'en possession de leurs ressources naturelles depuis 1930, recevaient antérieurement du Dominion des allocations

* Revisé par le col. J. R. Munro, chef de la Branche des Finances du Bureau Fédéral de la Statistique. Cette section publie des relevés de la finance provinciale qu'on peut obtenir en s'adressant au Statisticien du Dominion. Le chapitre XXVIII, section 1, donne une liste de ces publications.

pour leur tenir lieu des revenus de leurs terres. En outre, l'article 92 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord autorise les législatures provinciales à imposer des taxes directes pour leurs propres fins et à contracter des emprunts sur le seul crédit de la province. Les recettes totales des gouvernements provinciaux pour leurs années fiscales terminées en 1937 sont analysées selon leurs sources aux pages 954–955 de l'Annuaire de 1939.

Pendant le demi-siècle qui a suivi la Confédération, les budgets provinciaux publiés par chaque gouvernement d'après sa propre méthode de comptabilité ne permettaient pas de comparer entre elles les diverses provinces. Lors de la création du Bureau Fédéral de la Statistique en 1918, sa Branche des Finances s'efforça d'établir une base de comparaison entre les budgets provinciaux, groupant ensemble, par exemple, les recettes provenant des droits de succession, de la taxe sur les compagnies, des ventes des terres domaniales, des droits régaliens sur les forêts, les mines et les pêcheries, de même que les dépenses des services comme ceux de l'agriculture, de l'administration civile, de l'instruction publique et des travaux publics. Après une analyse minutieuse des différents budgets provinciaux, un état sommaire des recettes et des dépenses ordinaires des gouvernements provinciaux pût être publié pour la première fois dans l'Annuaire de 1919. Chaque item des recettes ou déboursés a été classifié sous un en-tête approprié et suivant une terminologie uniforme. Les chiffres pour les années 1916–20 se trouvent aux pp. 700–703 de l'Annuaire de 1921; ceux de 1921, aux pp. 813-815 de l'Annuaire de 1922–23; et ceux de 1922 à 1926, aux pp. 860–867 de l'Annuaire de 1927–28.

Le Bureau poursuit présentement une analyse plus détaillée des finances provinciales, y compris les comptes au capital, les comptes en fiducie ainsi que les dépenses et les revenus ordinaires. Cette analyse est basée sur une classification uniforme adoptée à une conférence tenue en 1933 entre les représentants des trésoreries provinciales et le Bureau Fédéral de la Statistique. Elle n'infirme en rien toutefois la comparabilité des totaux sommaires du tableau **45.**

Sous-section 1.—Recettes et dépenses provinciales*

Sources des recettes provinciales.—Autrefois, les subsides du Gouvernement fédéral, s'ajoutant aux revenus que les provinces tiraient de leurs ressources naturelles et aux émoluments perçus pour certains services, couvraient à peu près la totalité de leurs dépenses, supprimant dans la plupart des provinces la nécessité de toute taxation. Cependant, cet état de choses s'est complètement transformé depuis le commencement du siècle en raison de l'essor pris par les attributions gouvernementales et aujourd'hui les cinq principales sources des recettes provinciales sont: la taxation; les subsides et allocations du Gouvernement fédéral; les permis; les profits découlant du commerce des liqueurs; et les intérêts, les recettes et le change. Ce dernier item est formé surtout des intérêts découlant d'actifs productifs comme ceux détenus par les commissions hydroélectriques, les commissions de prêts agricoles et les réseaux téléphoniques des gouvernements provinciaux.

Les cinq sources mentionnées contribuent, l'année fiscale 1937, plus de 87 p.c. des recettes globales ordinaires des gouvernements provinciaux, soit: taxation, 43·8 p.c.; sources fédérales, 15·2 p.c.; permis, etc., 11·5 p.c.; profits sur la vente des liqueurs,† 9·6 p.c.; et intérêts, etc., 7·1 p.c.

* Les chiffres donnés dans cette sous-section ne concordent pas avec ceux donnés pour les recettes et dépenses provinciales dans la section I de ce chapitre. Ces derniers, comme nous l'expliquons à la p. 745, sont des chiffres ajustés basés sur le travail du Comité Spécial sur les Relations entre le Fédéral et les provinces, tandis que ceux de cette sous-section sont obtenus des rapports des provinces sans qu'aucun effort n'ait été tenté pour les rendre comparables.

† Pour recettes découlant de la vente des liqueurs, voir p. 539.

Accroissement de la taxation provinciale.—En 1916, les recettes provinciales provenant de la taxation atteignaient $12,521,816 et en 1940 elles s'établissent à $142,682,913 ou près de douze fois plus. En 1937, dernière année pour laquelle des statistiques comparables sont connues, trois sources principales contribuent 73·4 p.c. des recettes de taxation. Elles sont: taxe sur la gazoline, 30·1 p.c.; droits de succession, 22·6 p.c.; et taxes des corporations, 20·7 p.c.

Les tableaux **41-44** donnent une analyse de ces trois sources de taxation. Le tableau **41** donne en résumé, pour chaque province, la proportion que les rendements de ces trois taxes forment vis-à-vis les recettes globales de taxation en 1937, suivie de tableaux historiques détaillés pour chacune de ces taxes. Le système standardisé de la présentation des statistiques sur les finances provinciales a été appliqué pour la première fois aux données de 1932 et il est par conséquent impossible de faire des comparaisons avec des périodes antérieures à cette dernière année; cependant, pour les droits de succession nous avons pu retracer ces données jusqu'à 1921, et pour ce qui est de la taxe sur la gazoline elle est donnée depuis sa création dans chaque province.

41.—Rendement proportionnel des taxes sur la gazoline, des droits de succession et des taxes des corporations par rapport aux recettes globales de la taxation, gouvernements provinciaux, années fiscales respectives terminées en 1937

NOTA.—Pour les périodes couvertes par les années fiscales, voir renvoi de la p. 745.

Province	Pourcentage des recettes de taxation reçu des—			Pourcentage des trois taxes par rapport à la taxation globale
	Taxes sur la gazoline	Droits de succession	Taxes des corporations	
Ile du Prince-Edouard	42·6	6·1	0·2	48·9
Nouvelle-Ecosse	45·7	13·8	23·1	82·6
Nouveau-Brunswick	57·3	15·4	18·7	91·4
Québec	28·8	33·5	32·2	94·5
Ontario	30·3	30·8	19·8	80·9
Manitoba	26·6	6·1	16·3	49·0
Saskatchewan	36·9	5·5	17·1	59·5
Alberta	33·3	4·6	14·6	52·5
Colombie Britannique	18·6	5·6	11·9	36·1
Canada	**30·1**	**22·6**	**20·7**	**73·4**

42.—Recettes des gouvernements provinciaux provenant des taxes sur la gazoline, années fiscales respectives terminées en 1923-40

NOTA.—Pour les statistiques du gallonage sur lequel ces taxes sont imposées, voir p. 585. Pour les périodes couvertes par les années fiscales, voir renvoi, p. 745.

Année	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
1923....	–	–	–	–	–	39,156[1,2]	–	241,248[1]	–
1924....	4,641[1]	–	–	66,398[1]	–	142,877	–	294,166	51,462[1]
1925....	3,902	–	–	652,577	1,974,434[1]	102,371[2]	–	311,404	476,701
1926....	5,013	157,830[1]	118,574[1]	1,012,003	3,376,091	432,391	–	423,778	579,037
1927....	42,921	242,820	216,575	1,285,654	4,032,942	445,645	–	601,312	681,880
1928....	71,619	476,418	274,388	1,680,491	4,607,380	561,865	–	111,521[3]	783,752
1929....	123,909	680,074	538,692	3,253,040	8,497,594	657,585	1,299,665[1]	1,306,627	905,394
1930....	141,059	810,508	650,808	3,972,039	10,756,836	763,834	981,907	1,793,252	1,086,347
1931....	151,128	870,073	693,587	4,405,160	10,950,645	1,184,753	1,918,833	1,931,603	1,753,285
1932....	156,480	925,983	767,769	5,107,380	12,341,238	1,227,947	1,210,537	1,501,197	1,748,742
1933....	189,050	947,955	809,160	4,919,522	12,629,057	1,483,368	1,394,544	1,517,094	2,041,730
1934....	202,596	1,160,600	854,288	4,822,401	12,961,344	1,610,395	1,420,963	1,724,453	2,055,235
1935....	211,249	1,794,133[4]	1,022,607	5,115,439	4,788,664[5]	1,834,584	1,498,843	1,945,261	2,264,197
1936....	231,410	1,735,965	1,175,332	5,790,624	15,021,994	1,854,906	1,749,059	2,220,907	2,530,156
1937....	315,970	2,006,489	1,477,645	6,565,051	15,761,877	2,015,129	2,097,792	2,455,397[6]	2,719,711
1938....	341,829	2,424,355	1,846,766	7,347,410	17,644,164	2,316,214	1,995,045	2,610,211	3,162,978
1939....	384,087	2,608,189	1,921,060	7,882,718	18,503,789	2,536,838	1,876,379	2,953,128	3,284,485
1940....	380,653	2,875,400	2,120,971	10,783,953	25,105,359	2,789,088	2,999,951	3,096,644	3,454,834

[1] Première année pour laquelle une taxe sur la gazoline est déclarée dans cette province. [2] Huit mois. [3] Trois mois. [4] Quatorze mois. [5] Cinq mois. [6] Y compris une taxe sur l'huile à brûler.

43.—Recettes des gouvernements provinciaux provenant des droits de succession, années fiscales respectives terminées en 1921-40

NOTA.—Pour les périodes couvertes par les années fiscales, voir renvoi p. 745.

Année	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
1921....	10,569	158,972	151,326	2,100,456	4,821,811[1]	457,563	331,370[2]	172,598	342,259
1922....	20,592	120,740	241,753	3,005,293	6,523,245[1]	168,503	314,235[2]	123,745	563,573
1923....	9,165	222,679	152,609	2,620,337	3,858,260	290,850[3]	280,985	164,087	682,919
1924....	6,088	135,846	163,123	2,977,850	4,175,198	455,808	489,082	189,808	772,712
1925....	15,289	258,408	290,530	2,423,149	5,786,893	592,257[3]	287,698	459,659	708,880
1926....	18,788	536,635	293,775	2,257,277	8,761,863	422,199	337,354	253,611	565,017
1927....	8,587	188,385	461,386	3,690,543	9,468,950	757,489	295,192	471,859	701,737
1928....	17,122	221,637	413,797	3,744,721	4,667,958	606,576	368,800	115,095[4]	758,136
1929....	29,325	290,457	319,600	4,213,583	6,610,382	732,697	410,626	383,102	735,990
1930....	25,946	311,720	198,982	5,294,274	11,229,439	1,033,564	468,893	897,302	836,637
1931....	11,640	256,415	293,941	6,697,262	9,504,814	452,023	323,007	552,767	558,790
1932....	35,453	515,086	190,558	3,798,795	6,136,624	346,952	199,094	258,098	410,720
1933....	30,713	262,925	208,586	3,070,138	8,081,322	267,078	177,376	470,741	535,808
1934....	50,452	298,337	245,542	2,697,771	6,515,071	423,416	148,944	256,850	382,650
1935....	19,839	462,733[5]	415,040	3,401,574	3,469,467[6]	340,214	223,211	292,701	979,401
1936....	42,811	566,856	618,985	4,697,618	11,984,720	375,045	324,328	270,901	1,067,101
1937....	45,380	606,367	398,103	7,636,875	15,991,351	463,963	311,019	342,841	825,047
1938....	67,782	745,997	318,947	11,837,572	20,214,183	403,878	240,809	1,326,346	1,261,091
1939....	75,312	557,221	177,276	12,277,427	15,314,854	605,426	375,585	372,169	703,780
1940....	44,036	550,057	374,996	12,404,322	11,500,282	875,449	352,427	374,996	1,161,975

[1] Y compris "Fonds au lieu de Droits de succession" [2] Y compris honoraires de la "Loi des droits de succession." [3] Huit mois. [4] Trois mois. [5] Quatorze mois. [6] Cinq mois.

44.—Recettes des gouvernements provinciaux provenant des taxes des corporations, années fiscales respectives terminées en 1932-37

NOTA.—Pour les périodes couvertes par les années fiscales, voir renvoi p. 745.

Année	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
1932....	115,678	830,090	541,064	3,488,071	6,732,651	1,375,367	711,149	982,434	1,785,259
1933....	125,040	801,558	509,321	3,960,246	6,249,872	1,692,241	1,369,649	1,200,779	1,783,422
1934....	132,963	962,739	488,374	3,966,266	6,511,269	1,601,861	1,109,046[1]	1,036,715	1,733,904
1935....	146,964	1,114,840[1]	495,155	4,062,954	379,288[2]	1,262,342	588,032[3]	1,028,789	1,694,826
1936....	160,920	987,272	498,291	6,182,182	7,708,288	1,334,277	1,422,939[3]	1,074,215	1,730,816
1937....	164,081	1,015,010	481,412	7,337,456	10,294,085	1,233,610	975,066	1,074,162	1,740,549

[1] Quatorze mois. [2] Cinq mois. [3] Une taxe de chemins de fer de $404,000 pour 1935 a été payée en 1936.

Recettes et dépenses ordinaires.—Les recettes croissent très rapidement au cours de la période couverte par le tableau **45**. Les dépenses croissent presque aussi rapidement. Depuis 1916, c'est-à-dire dans le court espace de 25 ans, tandis que les recettes totales des provinces augmentent de 505 p.c., les dépenses ordinaires augmentent de presque 470 p.c. Le détail des recettes et des dépenses ordinaires en 1937 est donné aux pages 954–957 de l'Annuaire de 1939.

Années fiscales des provinces.—Voir renvoi p. 745.

45.—Relevé des recettes et dépenses ordinaires des gouvernements provinciaux au cours de leur année fiscale respective terminée les années de recensement 1871-1931 et chaque année de 1932 à 1940

NOTA.—Pour les recettes et déboursés ordinaires des provinces se rapportant aux autres années fiscales depuis la Confédération, voir l'Annuaire de 1932, pp. 748-751. Les chiffres des années d'intervalle entre 1916 et 1931 sont donnés à la p. 908 de l'Annuaire de 1938. Pour la date de fin d'année fiscale des provinces, voir renvoi p. 745.

Année	Ile du Prince-Edouard		Nouvelle-Ecosse		Nouveau-Brunswick		Québec	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
	$	$	$	$	$	$	$	$
1871	385,014	406,236[1]	525,824	600,344	451,076	438,407	1,632,032	1,575,545
1881	275,380	261,276[1]	476,445	494,582	607,445	598,844	3,191,779	3,566,612
1891	274,047	304,486[1]	661,541	692,538	612,762	680,813	3,457,144	4,095,520
1901	309,445	315,326	1,090,230	1,088,927	1,031,267	910,346	4,563,432	4,516,554
1906	258,235[2]	264,135[1,2]	1,391,629	1,375,588	887,202	879,066	5,340,167	5,179,817
1911	374,798	398,490[1]	1,625,653	1,790,778	1,347,077	1,403,547	7,032,745	6,424,900
1916	508,455	453,151[1]	2,165,338	2,152,773	1,580,419	1,568,340	9,647,984	9,436,687
1921	769,719	694,042[1]	4,586,840	4,678,146	2,892,905	3,432,512	15,914,521	14,624,088
1926	832,551	756,114[1]	5,744,575	6,327,043	4,206,853	4,078,775	27,206,335	26,401,480
1931	1,149,570	1,453,191[1]	8,104,602	8,194,592	5,980,914	6,761,420	41,630,620	40,854,245
1932	1,206,026	1,277,401[1]	8,874,095	9,037,199	6,495,573	6,898,263	39,349,193	39,933,901
1933	1,263,063	1,392,276[1]	8,013,463	9,632,347	5,691,138	5,770,207	33,324,760	40,165,668
1934	1,385,777	1,656,924[1]	8,876,506	10,168,838	5,809,975	6,434,035	31,018,343	36,612,816
1935	1,535,709	1,912,006[1]	13,642,410[3]	14,540,011[3]	6,486,481	7,189,598	35,195,579	40,134,814
1936	1,718,466	1,743,120[1]	12,841,266	12,689,548	7,330,142	7,755,111	40,497,031	42,420,207
1937	1,830,260	1,951,034[1]	14,101,342	14,038,953	9,630,144	9,601,052	47,924,840	43,956,275
1938	1,894,135	1,974,248	14,870,251	14,724,114	10,551,806[12]	10,492,396[12]	56,303,738	53,295,451
1939	2,042,050	2,196,717	15,039,476[12]	15,263,267[12]	10,529,634[12]	11,404,721[12]	64,287,576[12]	59,399,567[12]
1940	2,030,366	2,152,101	16,443,946[12]	15,497,608[12]	12,459,611[12]	11,921,467[12]	59,153,857[12]	66,441,201[12]

	Ontario		Manitoba		Saskatchewan	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
	$	$	$	$	$	$
1871	2,333,180	1,816,784	–	–	–	–
1881	2,788,747	2,592,800	121,867	226,808	–	–
1891	4,138,589	4,158,460	590,484	664,432	–	–
1901	4,466,044	4,038,834	1,008,653	988,251	–	–
1906	7,149,478	6,720,179	2,089,652	1,572,691	1,441,258[3]	1,364,352[3]
1911	9,370,834	9,916,934	4,454,190	4,002,826	2,699,603	2,575,145
1916	13,841,339	12,706,333	5,897,807	6,147,780	4,801,064	5,258,756
1921	30,411,396[4]	28,579,688	9,358,956	10,063,139	11,789,920	12,151,665
1926	52,039,855[4]	51,251,781	10,582,537	10,431,652	13,317,398	13,212,483
1931	54,390,092[5]	54,846,994[5]	13,842,511	14,491,673	14,346,010	18,202,677
1932	68,999,855[6]	71,060,654[6]	15,726,641	15,726,641	13,254,871	19,075,161
1933	67,800,543	67,324,118	13,838,339	15,782,904	16,177,784	16,756,421
1934	61,426,935	103,578,686	13,966,921	14,003,533	15,585,918	16,979,911
1935	30,941,953[7]	41,382,625[7]	16,092,546	15,933,111	15,278,905	18,115,533
1936	90,321,896	103,664,602	16,415,993	16,294,294	17,838,692	18,890,607
1937	107,088,435	97,774,496	17,214,854	16,934,472	18,388,857	19,635,392
1938	105,893,469	101,283,751	18,993,927	18,488,738	20,909,136	21,351,207
1939	102,839,891	102,517,396	19,058,042	19,058,042	22,831,542	23,477,341
1940	106,384,870	109,618,967	20,223,411	20,223,411	24,958,420	25,258,324

Pour renvois, voir fin du tableau p. 799.

45.—Relevé des recettes et dépenses ordinaires des gouvernements provinciaux au cours de leur année fiscale respective terminée les années de recensement 1871-1931 et chaque année 1932-40—fin

Année	Alberta		Colombie Britannique		Totaux, toutes provinces	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
	$	$	$	$	$	$
1871	–	–	191,820[8]	97,692[8]	5,518,946[9]	4,935,008[9]
1881	–	–	397,035	378,779	7,858,698[9]	8,119,701[9]
1891	–	–	959,248	1,032,104	10,693,815[9]	11,628,353[9]
1901	–	–	1,605,920	2,287,821	14,074,991	14,146,059
1906	1,425,059[2]	1,485,914[2]	3,044,442	2,328,126	23,027,122[9]	21,169,868[9]
1911	3,309,156[10]	3,437,088[10]	10,492,892	8,194,803	40,706,948[9]	38,144,511[9]
1916	5,281,695	6,018,894	6,291,694	10,083,505	50,015,795[9]	53,826,219[9]
1921	11,086,937	13,109,304	15,219,264	15,236,931	102,030,458[9]	102,569,515[9]
1926	11,912,128	11,894,328	20,608,672	19,829,522[11]	146,450,904[9]	144,183,178[9]
1931	15,710,962	18,017,544	23,988,199	27,931,866[11]	179,143,480[9]	190,754,202[9]
1932	13,492,430	18,645,481	25,682,892	32,734,453	193,081,576[9]	214,389,154[9]
1933	15,426,265	17,533,786	23,333,115	26,169,492	184,868,470[9]	200,527,219[9]
1934	15,178,607	17,056,639	22,618,367	22,992,344	175,867,349[9]	229,483,726[9]
1935	15,790,170	17,528,221	25,603,942	24,439,767	160,567,695[9]	181,175,686[9]
1936	16,636,652	18,287,450	29,016,044	26,396,869	232,616,182[9]	248,141,808[9]
1937	20,743,046	20,665,193	31,575,892	28,886,870	268,497,670[9]	253,443,737[9]
1938	24,127,806	21,359,739	34,395,477	31,130,578	287,939,745[9]	274,100,222[9]
1939	24,269,817	21,242,625	35,908,899	34,907,898	296,836,927[9]	289,467,574[9]
1940	24,410,040	21,922,189	36,417,312	33,037,276	302,481,833[9]	306,072,544[9]

[1] Comprend les dépenses au compte capital non séparables. [2] Neuf mois. [3] Quatorze mois. [4] Comprend les recettes au compte capital relatives aux terres et qui ne peuvent être séparées. [5] Moins les intérêts payés par la Commission Hydroélectrique et autres commissions. [6] Extrait des comptes publics de la province d'Ontario. [7] Cinq mois. [8] Six mois. [9] Voir renvois pour les provinces en particulier. [10] Comprend quelques petites sommes en recettes et dépenses au compte capital qui ne peuvent être séparées. [11] Comprend le fonds d'amortissement pris aux dépenses capitales (dépenses à même le revenu.) [12] Ces totaux sont les plus comparables à 1937 qu'il soit présentement possible d'obtenir. [13] Subvention fédérale pour secours en espèces, non connue.

46.—Recettes et dépenses ordinaires per capita des gouvernements provinciaux pour leurs années fiscales respectives, 1931-40

NOTA.—Les chiffres per capita sont calculés d'après les statistiques de la population qui figurent à la page 70. Voir aussi la note en tête du tableau 45. Les chiffres pour les années 1871–1930 sont donnés à la p. 953 de l'Annuaire de 1939.

Année	Ile du Prince-Ed.	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Moyenne de toutes les provinces
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
	RECETTES ORDINAIRES									
1931	13·06	15·80	14·66	14·48	15·85[1]	19·77	15·56	21·46	34·56	17·27[2]
1932	13·55	17·10	15·73	13·52	19·86[3]	22·18	14·21	18·23	36·48	18·13[2]
1933	14·19	15·35	13·55	11·22	19·02	19·49	17·36	20·62	32·77	17·31
1934	15·57	16·91	13·67	10·28	16·93	19·64	16·72	20·08	31·20	16·22
1935	17·26	25·89[4]	15·12	11·49	8·42[5]	22·63	16·41	20·67	34·84	14·68[2]
1936	18·68	23·91	16·85	13·08	24·48	23·09	19·16	21·55	38·69	21·09
1937	19·68	26·02	21·89	15·29	28·86	24·01	19·58	26·66	42·05	24·15
1938	20·15	27·14	23·71[6]	17·75	28·38	26·38	22·22	30·81	45·20	25·69[2]
1939	21·50	27·20[7]	23·35[6]	20·03[6]	27·41	26·21	24·06	30·76	46·39	26·23[7]
1940	21·15	29·36[7]	27·26[8]	18·19[8]	28·17	27·58	26·08	30·67	46·81	26·48[2]
	DÉPENSES ORDINAIRES									
1931	16·51[8]	15·97	16·57	14·22	15·98[1]	20·70	19·74	24·61	40·25[9]	18·38[2]
1932	14·35[8]	17·41	16·70	13·72	20·45[8]	22·18	20·44	25·20	46·50	19·77[2]
1933	15·64[8]	18·45	13·74	13·52	18·89	22·23	17·98	23·44	36·75	18·77[2]
1934	18·62[8]	19·37	15·14	12·13	28·54	19·70	18·22	22·56	31·71	20·11[2]
1935	21·48[8]	27·59[4]	16·76	13·11	11·27[5]	22·41	19·46	22·94	33·25	16·57[2]
1936	18·95[8]	23·63	17·83	13·70	28·09	22·92	20·29	23·69	35·20	22·50[2]
1937	20·98[8]	25·90	21·82	14·02	26·35	23·62	20·91	26·56	38·46	22·79[2]
1938	21·00	26·87	23·58[8]	16·80	27·15	25·68	22·69	27·28	40·91	24·45[2]
1939	23·12	27·55[7]	25·29[8]	18·51[6]	27·32	26·15	24·74	26·92	45·10	25·58[2]
1940	22·42	27·67[7]	26·09[8]	20·42[3]	29·02	27·58	26·39	27·54	42·46	26·80[2]

[1] Moins l'intérêt payé par la Commission Hydroélectrique. [2] Voir renvois relatifs aux chiffres de chaque province. [3] Extraits des comptes publics de l'Ontario. [4] Quatorze mois. [5] Cinq mois. [6] Aussi comparable que possible pour le moment à 1937. [7] Subvention fédérale pour secours en espèces non connue. [8] Comprend les dépenses au compte capital non séparables. [9] Comprend le fonds d'amortissement pris aux dépenses capitales (dépenses à même le revenu).

Sous-section 2.—Actif et passif des provinces

Dette obligataire des provinces.—La plus grande partie du passif des provinces est représentée par la dette obligataire, payable au pays et à l'étranger. Le montant global de cette dette s'élevait à $1,715,576,637 en 1940 comparativement à seulement $218,875,927 en 1916, une augmentation de plus de 683 p.c. en 24 ans. Outre cette dette obligataire, il y a aussi des bons du Trésor au montant de $264,310,203 en 1940. La rapide croissance de la dette obligataire des provinces s'explique en grande partie par l'étatisation de services publics, tels que l'hydroélectricité en Ontario, l'extension des grandes routes et l'amélioration de la voirie dans toutes les provinces (les obligations courantes pour les travaux de voirie, en 1939, s'élevaient à $685,648,472), et la participation aux activités industrielles, ainsi qu'au bien-être public et social. Pour faire face à ces dépenses, le revenu courant n'est pas suffisant. Les emprunts, tout en augmentant la dette publique, sont dans l'ensemble considérés justifiables parce que les services publics, dans la plupart des cas, sont maintenus à même les revenus qu'ils produisent et rapportent assez pour couvrir en même temps l'intérêt sur la dette encourue par leur construction, et l'actif provincial est généralement assez solide pour protéger les engagements de capitaux nécessaires aux autres services requis pour développer le pays.

47.—Dette obligataire brute, à l'exclusion des bons du Trésor, des gouvernements provinciaux, années fiscales 1916, 1921, 1926 et 1931-40

NOTA.—Les chiffres des années d'intervalle entre 1917 et 1930 sont donnés à la p. 911 de l'Annuaire de 1938. Pour la date de fin d'année fiscale des provinces, voir p. 745.

Année	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
	$	$	$	$	$
1916	733,000	13,443,087	9,100,647	38,346,128	52,411,401
1921	858,000	20,678,267	23,573,432	51,652,113	184,693,420
1926	1,873,000	35,986,324	35,325,909	78,004,926	280,559,094
1931	2,104,000	60,325,613	45,858,996	84,235,292	455,375,344
1932	3,504,000	61,740,747	58,739,663	91,987,692	499,986,011
1933	3,754,000	66,439,880	61,935,163	110,237,892	522,687,345
1934	4,554,000	73,476,013	63,570,920	126,518,007	600,454,102
1935	5,754,000	85,866,647	67,562,920	149,748,007	594,088,188
1936	6,029,000	86,974,113	74,049,920	164,747,607	602,027,288
1937	6,104,000	92,969,247	76,613,920	195,170,199	576,886,147
1938	6,690,000	102,666,380	89,801,573	257,576,099	585,557,531
1939	7,218,000	101,733,513	103,568,573	294,673,099	607,788,555
1940	8,518,000	105,122,647	101,412,573	383,846,099	630,690,211

Année	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Total
	$	$	$	$	$
1916	30,396,274	24,292,044	29,000,200	21,153,146	218,875,927
1921	61,929,870	41,785,436	59,010,257	46,511,436	490,692,231
1926	64,433,595	54,114,176	86,894,666	71,485,736	708,677,426
1931	81,381,906	85,141,205	106,866,573	95,358,236	1,016,647,165
1932	89,630,906	101,831,236	128,970,593	111,932,236	1,148,323,084
1933	90,938,906	109,209,642	133,837,260	125,332,736	1,224,372,824
1934	90,024,906	112,868,207	129,055,260	129,163,236	1,329,684,651
1935	92,136,606	121,109,740	129,744,260	127,311,236	1,373,321,604
1936	95,480,881	124,446,374	128,140,260	144,398,236	1,426,293,679
1937	94,962,481	124,043,319	127,999,260	145,546,236	1,440,294,809
1938	93,997,481	123,949,693	127,999,260	145,286,236	1,533,524,253
1939	93,399,481	123,800,273	127,998,287	142,268,236	1,602,448,017
1940	93,177,481	123,677,353	127,974,537	141,157,736	1,715,576,637

Dette publique totale des provinces.—Les statistiques du tableau **48** ont été réunies sur une base aussi comparable que possible, mais la différence des écritures d'une province à l'autre expliquera les petits détails non comparables. Le Nouveau-Brunswick, par exemple, considère les bons du Trésor comme une dette courante, tandis que l'Ontario ne considère pas comme actif disponible des item comme le compte de la dette fédérale, la caisse des écoles primaires, les chemins de péage du Québec, les usines, le bétail et l'outillage. Le bulletin du Bureau intitulé "La dette publique du Canada, gouvernements fédéral et provinciaux, 1939, et municipalités, 1938", contient de plus amples détails sur le sujet.

48.—Dettes des gouvernements provinciaux à la fin de leur année fiscale respective en 1939 et 1940

NOTA.—Voir texte de la page 800 pour variations secondaires dans la classification; pour les dates des années fiscales des provinces, voir renvoi, page 745. Pour les données de 1935-36, voir l'Annuaire de 1937, p. 885 et pour les données de 1937 et 1938, l'Annuaire de 1940, p. 892.

Année et Province	Passif direct									Passif indirect total
	Dette fondée					Autre passif direct	Dette obligataire brute totale (moins fonds d'amortissement)	Actif disponible ou réalisable[1] (à déduire)	Passif direct net total	
	Dette obligataire			Bons du Trésor	Dette fondée nette					
	Brute	Fonds d'amortissement (à déduire)	Nette							
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Totaux, 1936	**1,426,293,679**	**105,602,435**[2]	**1,320,691,244**	**232,928,298**	**1,553,619,542**	**180,100,165**	**1,733,719,707**	**649,612,505**	**1,084,107,202**	**224,549,202**
Totaux, 1937	**1,440,294,809**	**113,846,980**[2]	**1,326,447,829**	**241,598,174**	**1,568,046,003**	**180,410,972**	**1,748,456,975**	**548,976,216**	**1,199,480,759**	**250,645,142**
Totaux, 1938	**1,533,524,253**	**124,107,443**[2]	**1,409,416,810**	**229,361,796**	**1,638,778,606**	**146,841,756**	**1,785,620,362**	**525,363,741**	**1,260,256,621**	**275,728,633**
1939										
Ile du Prince-Edouard	7,218,000	1,498,462	5,719,538	Nil	5,719,538	4,078,698	9,798,236	963,715	8,834,521	Nil
Nouvelle-Ecosse	101,733,513	7,789,708	93,943,805	3,184,000	97,127,805	4,891,737	102,019,542	26,300,019	75,719,523	4,197,987
Nouveau-Brunswick	103,568,573	11,305,233[3]	92,263,340	Nil	92,263,340	3,871,382	96,134,722	10,766,569	85,368,153	2,500,922
Québec	294,673,099	41,953,817[4]	252,719,282	25,000,000	277,719,282	20,786,218	298,505,500	41,377,314	257,128,186	39,198,956
Ontario	607,788,555	10,898,423	596,890,132	60,000,000	656,890,132	55,877,251	712,767,383	234,498,757[5]	478,268,626	143,838,874
Manitoba	93,399,481	12,655,303	80,744,178	35,607,944	116,352,122	14,639,677[6]	130,991,799	65,853,899[6]	65,137,900	6,737,041
Saskatchewan	123,800,273	13,835,547	109,964,726	82,637,576	192,602,302	9,382,598[7]	201,984,900	77,423,804[7]	124,561,096	32,488,486
Alberta	127,998,287	12,592,981	115,405,306	28,006,948	143,412,254	17,455,919	160,868,173	40,244,038[8]	120,624,135	9,125,131
Colombie Britannique	142,268,236	32,634,974	109,633,262	40,223,117	149,856,379	24,593,090	174,449,469	28,057,131[9]	146,392,338	49,004,446
Totaux, 1939	**1,602,448,017**	**145,164,448**	**1,457,283,569**	**274,659,585**	**1,731,943,154**	**155,576,570**	**1,887,519,724**	**525,485,246**	**1,362,034,478**	**287,091,843**
1940										
Ile du Prince-Edouard	8,518,000	1,703,096	6,814,904	Nil	6,814,904	3,622,034	10,436,938	994,504	9,442,434	Nil
Nouvelle-Ecosse	105,122,647	8,655,366	96,467,281	"	96,467,281	5,276,488	101,743,769	25,687,425	76,056,344	3,733,278
Nouveau-Brunswick	101,412,573	11,375,829[3]	90,036,744	2,951,000	92,987,744	2,174,502	95,162,246	10,219,306	84,942,940	2,847,752
Québec	383,846,099	44,041,418[4]	339,804,681	Nil	339,804,681	28,359,120	368,163,801	58,853,838	309,309,963	14,915,900
Ontario	630,690,211	11,945,757	618,744,454	64,000,000	682,744,454	54,333,542	737,077,996	229,874,850[5]	507,203,146	134,651,516
Manitoba	93,177,481	13,944,278	79,233,203	36,993,881	116,227,084	17,056,260[6]	133,283,344	70,051,717[6]	63,231,627	3,554,702
Saskatchewan	123,677,353	15,688,580	107,988,773	88,076,903	196,065,676	7,677,558[7]	203,743,234	82,225,070[7]	121,518,164	31,760,708
Alberta	127,974,537	13,217,100	114,757,437	28,168,750	142,926,187	10,833,710	153,759,897	34,717,029[8]	119,042,868	9,253,229
Colombie Britannique	141,157,736	34,285,897	106,871,839	44,119,669	150,991,508	21,346,898	172,338,406	23,954,963[9]	148,383,443	50,474,696
Totaux, 1940	**1,715,576,637**	**154,857,321**	**1,560,719,316**	**264,310,203**	**1,825,029,519**	**150,680,112**	**1,975,709,631**	**536,578,702**	**1,439,130,929**	**251,191,781**

[1] En plus de leur actif disponible, la plupart des provinces ont partiellement garanti des prêts et avances en relation avec les chemins de fer, les districts d'endiguage, le secours-chômage et l'assistance pour l'achat de graines de semence, etc., dont une bonne portion sera réalisable. [2] A l'exclusion du montant impayé d'un prêt consenti à la Banque Canadienne Nationale ($12,527,239 en 1938). Cet item fait partie de l'actif disponible. [3] Comprend un solde créditeur de $529,299 auprès du Gouvernement fédéral. [4] Comprend $15,000,000 pour obligations émises à la Banque Canadienne Nationale. [5] Dans la classification de l'actif disponible, l'Ontario n'inclut pas le compte de la dette fédérale, la caisse des écoles primaires, les chemins de péage de Québec, les usines, le bétail et l'outillage. [6] Les autres fonds capitaux en fiducie ne sont pas considérés comme "passifs", de même que les terres scolaires et certains comptes en fiducie ne sont pas considérés comme "actifs". [7] Les réserves pour la caisse d'amortissement et les comptes en fiducie, y compris les terres scolaires ne sont considérés ni comme "actif" ni comme "passif". [8] La caisse des terres scolaires, les valeurs en espèces et les placements ne sont pas compris dans "actif". [9] En plus de l'actif disponible, il y a des projets, prêts et avances partiellement garantis dont la réalisation d'une certaine portion est prévue.

Section 4.—Finances municipales*

L'unité locale de gouvernement autonome a toujours été la caractéristique des sociétés démocratiques, particulièrement au Canada. La lutte pour le gouvernement parlementaire fut marquée naturellement d'une agitation en faveur de l'autonomie des cités et villes du Canada, et après que le gouvernement représentatif eût été accordé, un système complet de municipalités fut établi dans toute la vieille province de Canada subordonnément à la loi municipale de 1849.† En vertu de l'attribution des pouvoirs déterminés par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord entre les gouvernements fédéral et provinciaux, la législation municipale, à cause de son caractère local, fut naturellement confiée aux provinces dont le mode respectif d'organisation municipale diffère beaucoup. Ainsi, dans l'Ile du Prince-Edouard les seules municipalités érigées en corporations sont la cité de Charlottetown et sept autres villes. En Colombie Britannique sept des trente-trois cités ont une population de moins de 1,000 habitants, il n'y a pas une seule ville et on n'y compte que 19 villages. En outre, dans la même province, les districts ruraux sont pour la plupart administrés par la province et il n'y a que 28 municipalités rurales. Enfin, dans la Saskatchewan et l'Alberta, il existe des districts d'améliorations locales (territoires non encore organisés en municipalités rurales) où les taxes sont établies, perçues et dépensées par les gouvernements provinciaux. Toutefois, ces districts peuvent devenir des municipalités rurales autonomes; c'est pourquoi leurs statistiques figurent au tableau **49.**

49.—Municipalités canadiennes, par catégorie et par province, 1938

Province	Cités	Villes	Villages	Comtés	Autres municipalités rurales	Districts d'améliorations locales	Municipalités suburbaines	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du P.-E.	1	7	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	8
Nouv.-Ecosse	2	43	"	[1]	24	"	"	69
Nouv.-Brunswick	3	20	2	15	Nil	"	"	40
Québec	26	107	303	76	1,048	"	"	1,560
Ontario	27	148	156	38[2]	571[3]	"	"	940
Manitoba	4	31[4]	22	Nil	112	"	5	174
Saskatchewan	8	82	382	"	302	82	Nil	856
Alberta	7	53	146	"	151	240	"	597
Colombie Britann.	33	Nil	19	"	28	Nil	"	80
Totaux	**111**	**491**	**1,030**	**129**	**2,236**	**322**	**5**	**4,324**

[1] La Nouvelle-Ecosse a 18 comtés dont quelques-uns constitués en municipalités et d'autres subdivisés comme telles. [2] Il y a en tout 43 comtés géographiques, mais un certain nombre d'entre eux sont unis pour des fins municipales. [3] Connue sous le nom de townships. [4] Y compris le district municipal de Flin Flon.

Produits de la taxation municipale.‡—A la suite d'emprunts accumulés dans le but de faire face aux conditions particulières à la dépression, l'avance sans relâche des charges d'intérêt à l'encontre de la taxation réalisable a entraîné dans certaines municipalités cette situation que les dépenses sont tout à fait disproportionnées aux recettes, en dépit du fait que la tendance des taux d'intérêt a été continuellement à la baisse. Dans de telles conditions, il est naturel que la taxation en général reçoive une attention particulière du public. De toutes les formes de taxation, l'imposition des taxes municipales—là où la taxe est appliquée sur les évaluations

* Revisé par le Col. J. R. Munro, chef de la Branche des Finances du Bureau Fédéral de la Statistique. Cette Branche publie les statistiques financières des cités de 10,000 âmes et plus, ainsi que les détails de la dette obligataire et des valeurs imposables des municipalités. Le chapitre XXVIII, Section 1, rubrique "Finances", contient une liste de ses publications.

† Voir dans l'Annuaire de 1922-23, p. 115, la naissance du système municipal dans l'Ontario.

‡ Voir le bulletin intitulé: "Taxes municipales imposées et perçues, par province" qu'on peut se procurer chez le Statisticien du Dominion.

estimatives des maisons et autres immeubles, sur les revenus et sur les affaires commerciales—frappe le plus directement le portefeuille du contribuable.

Le tableau 50 donne, dans la mesure où elles sont connues, les recettes provenant des taxes. Il existe malheureusement certaines contradictions et omissions d'une province à l'autre et auxquelles il est impossible de remédier en raison de l'absence d'uniformité dans les méthodes de perception des données municipales.

50.—Produits de la taxation municipale au Canada, par province, 1913-38

Année	I.P.-E.[1]	N.-E.	N.-B.[2]	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	C.B
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
1913....				[3]					
1914....									[3]
1915....		[3]		33,288,115					
1916....				32,131,489					
1917....				33,222,593			[3]		9,382,099
1918....		3,462,587		36,628,407	[3]			[3]	10,630,355
1919....		3,443,681		47,001,911					14,096,799
1920....		4,099,780		53,929,349					15,519,092
1921....		4,727,730		60,400,650			22,278,621		14,664,292
1922....	[3]	5,229,302	[3]	57,311,990		[3]	27,314,503		14,627,777
1923....		6,367,966		58,857,190			26,079,908		14,506,982
1924....		6,184,398		64,236,251	94,526,271		26,009,764	10,706,183	13,856,416
1925....		6,012,030		65,654,871	94,559,210		27,245,639	9,694,632	14,748,216
1926....		6,397,612		67,779,258	96,703,171		26,300,069	12,433,696	14,858,435
1927....		6,576,609		71,044,091	103,426,618		26,241,928	10,572,853	15,208,181
1928....		6,801,365		62,619,679	107,449,970		27,369,597	9,583,254	16,153,676
1929....		6,813,918		69,450,228	116,693,006		26,612,226	11,005,241	17,345,523
1930....		6,642,094		73,337,620	120,627,896		20,779,829	10,424,676	17,989,046
1931....	168,646	6,605,580	2,598,910	73,761,481	122,316,767	6,998,963[4]	18,392,914	10,255,692	18,260,430
1932....	145,830	6,613,675	2,441,063	79,612,584	121,284,311	17,290,889	17,616,414	12,032,471	17,089,972
1933....	156,135	6,440,471	2,295,247	79,471,242	116,920,000	17,104,553	15,822,648	11,661,595	17,521,554
1934....	164,158	7,108,035	2,207,230[2]	59,729,973[5]	117,892,884	18,187,714	16,624,783	12,218,328	18,002,475
1935....	168,262	7,273,053	2,353,811	59,253,714	122,108,912	16,622,464	16,769,993	10,900,409	17,185,917
1936....	186,152	7,403,541	5,033,039[2]	65,445,212	121,825,930	18,342,869	16,672,335	11,325,644	17,070,680
1937....	198,127	4,804,779	5,090,231	65,354,034	120,502,561	19,127,157	11,376,192	11,405,962	18,006,961
1938....	202,132	4,803,802	4,911,501	65,729,798	118,929,645	18,463,821	14,704,495	11,327,595	18,900,372

[1] Les statistiques ne sont que pour Charlottetown. [2] Les cités de Saint John, Moncton et Fredericton seulement pour 1931-33; Saint John et Moncton pour 1934 et 1935; toutes les municipalités pour 1936-38. [3] Chiffres non connus. [4] Ces chiffres sont pour toutes les municipalités excepté les cités. [5] Les statistiques ne sont pas comparables avec celles des autres années en raison des modifications apportées aux rapports provinciaux.

Taxation municipale.—La principale base de la taxation municipale est la propriété foncière située dans les limites des municipalités; néanmoins, certaines provinces ont également des taxes sur les biens mobiliers, les revenus et les affaires. La taxe foncière ou taxe générale est ordinairement fixée au taux de tant de millins au dollar d'évaluation taxable. Dans les Provinces des Prairies, les constructions et autres améliorations ne supportent qu'une très minime proportion de la taxe; par exemple, dans la Saskatchewan, la valeur imposable des bâtiments est d'environ 13 p.c. de celle des terres et dans l'Alberta d'environ 26 p.c., comme le montre le tableau 51.

L'estimation de la valeur immobilière sur laquelle est basée la taxe foncière est très variable en raison des différences que l'on constate dans les lois et les méthodes des diverses catégories de municipalités canadiennes.* L'évaluation des terres de l'Ouest, qui autrefois était généralement fort élevée, se fait maintenant d'après une base plus solide et, dans certaines provinces, les commissions de péréquation s'efforcent de créer une uniformité de bases pour l'évaluation des terres dans les différentes municipalités rurales.

* Cette question fait le sujet d une étude plus détaillée dans le rapport spécial du Bureau Fédéral de la Statistique sur "L'Evaluation de la propriété foncière par province" qu'on peut se procurer chez le Statisticien du Dominion.

51—Relevé de la valeur imposée des municipalités, par province, 1933 et 1935-38

NOTA.—Les chiffres correspondants de 1927 et 1928 paraissent à la page 840 de l'Annuaire de 1930; ceux de 1929-32 à la page 908 de l'Annuaire de 1936 et ceux de 1934, à la page 889 de l'Annuaire de 1937. Les chiffres des années antérieures paraissent dans les éditions précédentes.

Province	Immeuble taxable		Biens mobiliers	Revenu	Total, valeurs imposables[1]	Propriété exonérée
	Terrain	Totaux, terrain et bâtiments				
	$	$	$	$	$	$
I.P.-E.....1933		33,731,795	6,307,809		40,220,965	5,183,790
1935		34,065,474	6,322,012		40,388,851	8,225,030
1936	[2]	34,131,877	6,427,925	[2]	40,561,202	8,259,050
1937		34,305,065	6,421,647		40,728,099	8,146,550
1938		34,665,548	6,612,100		41,279,009	8,196,650
N.-E.....1933		139,323,274	22,616,603[4]	1,198,436[4]	174,180,858	45,513,267
1935		137,172,626	22,298,294[4]	1,133,393[4]	171,345,143	47,309,476
1936	[2]	137,076,180	22,796,404[4]	725,348[4]	171,109,587	45,940,264
1937		186,324,890	21,157,256[4]	1,068,215[4]	219,257,116	47,866,312
1938		184,420,027	22,014,547	1,336,570	171,154,983	49,246,021
N.-B.....1933		129,634,462	19,580,954	[2]	149,215,416	[2]
1935		123,570,899	18,227,865		141,798,764	
1936	[2]	117,976,386	13,072,457	28,024,270	168,456,159	64,319,825
1937		123,329,347	14,584,307	28,622,121	173,705,975	52,009,103
1938		117,508,276	14,691,075	30,858,729	170,425,105	53,877,550
Qué.....1933		2,192,446,982			2,240,825,176	741,701,310[5]
1935		2,173,591,643			2,224,039,302	734,498,153[5]
1936	[2]	2,146,101,583	[2]	[2]	2,199,369,834	738,067,746[5]
1937		2,130,452,112			2,180,743,058	748,078,891[6]
1938		2,144,048,879			2,195,380,151	745,740,987[5]
Ont.....1933	1,298,794,571	2,817,352,141		105,838,712[6]	3,163,733,491	578,130,065
1935	[2]	2,685,249,332		71,500,340	3,000,835,872	380,845,652[7]
1936	1,263,202,479	2,679,132,724	[2]	10,930,854[6]	3,002,146,474	386,428,507[7]
1937	1,312,183,104	2,677,749,749		8,633,910[6]	3,003,425 657	391,910,347[7]
1938	1,299,729,102	2,682,900,814		8,087,699[6]	3,018,414,721	400,812,189[7]
Man.....1933		502,767,941	5,769,755		517,628,197	162,430,924
1935		471,645,195	5,479,320		487,829,469	159,039,314
1936	[2]	461,402,958	5,329,075	[2]	477,221,364	159,619,526
1937		455,012,254	5,398,365		471,012,168	160,179,240
1938		446,106,710	5,418,988		462,289,323	160,328,995
Sask.....1933	959,838,291	1,076,520,081			1,115,773,324	
1935	941,489,766	1,058,009,449			1,096,061,102	
1936	932,992,544	1,049,145,800	[2]	[2]	1,087,413,856	[2]
1937	913,548,145	1,030,218,868			1,068,558,074	
1938	903,244,199	1,018,761,092			1,056,585,068	
Alta.....1933	445,610,003	567,605,428			586,965,175	
1935	383,233,937	501,630,807			518,180,058	[2]
1936	384,883,284	501,092,352	-	[3]	519,710,605	
1937	454,250,660	570,663,047			588,072,856[8]	1,381,988[9]
1938	454,037,982	570,844,491			587,382,464[8]	1,320,044[9]
C.B.....1933	277,291,181	640,461,800			640,461,800	145,988,409
1935	243,225,090	583,756,323			583,756,323	146,685,827
1936	242,488,675	452,684,537	[3]	[3]	452,684,537	146,925,242
1937	230,845,861	440,372,156			440,372,156	150,939,644
1938	225,366,996	448,523,783			448,523,783	169,073,104
Totaux....**1933**		**8,099,843,904**			**8,629,004,402**	
1935		**7,768,691,748**			**8,264,234,884**	
1936	[2]	**7,578,744,397**	[2]	[2]	**8,118,673,618**	[2]
1937		**7,648,427,488**			**8,185,875,159[8]**	
1938		**7,647,779,620**			**8,151,434,607[8]**	

[1] Comprend certaines autres valeurs imposables. [2] Chiffres inconnus. [3] Pas d'évaluation dans cette province. [4] En Nouvelle-Ecosse, propriété mobilière et taxes du revenu dans les cités sont pour Sydney seulement. [5] Ces montants comprennent la propriété temporairement exonérée. [6] Revenu de corporation seulement. [7] Cités seulement. [8] Exemptions statutaires pour districts municipaux non séparables. [9] Districts municipaux seulement.

Dette obligataire.—Comme les autres corps gouvernementaux canadiens, les municipalités de la plus grande partie du Canada ont emprunté plutôt librement durant la période de prospérité de 1900–12 et de nouveau de 1920 à 1930.

52.—Dette obligataire des municipalités, par province, 1919-38

NOTA.—Les chiffres sont pour la dette obligataire brute à moins d'indication contraire.

Année	Ile du Prince-Edouard[1]	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick[1]	Québec	Ontario
	$	$	$	$	$
1919	970,100	17,863,881	11,188,467	199,705,568	243,226,877
1920	1,086,500	19,192,462	10,841,466	224,269,714	269,727,271
1921	1,202,200	22,451,743	7,578,567	230,955,538	317,613,283
1922	1,254,900	23,541,759	10,025,633	246,920,376	349,276,606
1923	1,290,800	24,248,782	7,974,362	260,907,356	376,512,002
1924	1,143,550	25,348,664	17,350,225	276,834,787	430,010,501
1925	1,163,050	25,722,635	10,660,863	281,213,213	405,178,853
1926	1,247,545	26,281,152	17,091,550	296,746,090	413,474,813
1927	1,452,425	28,381,616	15,707,699	313,416,960	434,464,056
1928	1,515,125	29,049,412	19,584,335	335,784,811	435,912,807
1929	1,598,624	29,029,119	21,343,890	352,291,456	451,936,592
1930	1,863,211	30,182,264	20,942,988[1]	384,763,515	485,280,182
1931	1,959,672	31,386,025	22,165,501	427,815,926	499,002,074
1932	2,129,350	31,606,140	24,752,873	463,613,696	504,755,977
1933	2,147,650[1]	32,772,717	24,667,909	479,608,472	494,433,956
1934	2,348,275	33,318,115	26,495,037	493,867,826	483,952,700
1935	2,479,550	33,866,913	27,538,898	500,788,727	461,653,182
1936	2,510,675	34,211,220	26,796,910	513,113,001	431,546,483
1937	2,901,175	34,695,716	26,591,813	513,533,544	425,744,206
1938	2,924,650	35,107,542	26,351,143	513,137,878	404,290,461

Année	Manitoba	Saskatchewan[2]	Alberta	Colombie Britannique	Total[3]
	$	$	$	$	$
1919	55,562,788	39,585,388[4]	66,870,464[4]	94,741,615	729,715,148
1920	57,820,588	40,611,271	57,205,275[4]	96,107,911	776,862,458
1921	65,463,239	41,180,255	53,429,558[4]	97,495,984	837,370,367
1922	68,811,040	59,719,165	60,832,650[4]	98,761,630	919,143,759
1923	73,908,963	59,011,174	70,999,611[4]	96,273,987	971,127,037
1924	73,944,105	57,763,699	65,414,317[4]	96,106,151	1,043,915,999
1925	79,211,867	55,835,505	57,908,593[4]	99,055,201	1,015,949,780
1926	80,716,272	54,844,759	56,950,712[4]	102,853,228	1,050,206,121
1927	83,017,302	54,361,158	62,414,660[4]	107,376,118	1,100,591,994
1928	85,651,906	53,092,330	63,428,853[4]	110,124,819	1,134,144,398
1929	85,901,404	54,913,100	78,473,392	118,483,618	1,193,971,195
1930	84,879,707	59,000,183	78,645,803	125,832,088	1,271,389,941
1931	91,615,195	59,146,592	78,679,571	129,913,890	1,341,684,446
1932	92,471,256	59,238,281	76,892,413	129,332,791	1,384,792,777
1933	96,076,856[5]	57,288,400	69,455,181	128,094,159	1,384,545,300
1934	90,767,215	55,692,110	67,886,011	127,172,942	1,381,500,231
1935	95,557,149[6]	55,519,672	67,251,233	127,370,560	1,372,025,884
1936	95,883,699[6]	55,582,491	67,641,130	125,838,619	1,353,124,228
1937	94,487,659[6]	55,507,932	60,964,770	122,780,368	1,337,207,183
1938	91,867,809[6]	54,440,737	52,910,982	121,170,198	1,302,201,400

[1] Les statistiques au-dessus de la ligne ne sont pas strictement comparables, à cause du nombre variable de municipalités à faire rapport. [2] Les statistiques de la dette scolaire pour les villages et municipalités rurales ne sont pas comprises. [3] Dans l'interprétation de ces totaux il faut tenir comptes des renvois des item qui les composent. [4] Dette obligataire nette. [5] Comprend des sommes passibles différées, non séparables. [6] Comprend les écoles.

53.—Statistiques financières et autres statistiques des cités et des villes canadiennes de 10,000 âmes ou plus, 1938

Province et cité	Superficie	Population (chiffres des municipalités)	Valeur totale de la propriété imposable	Grand total des recettes	Grand total des dépenses	Grand total de l'actif	Grand total du passif
Ile du Prince-Edouard—	acres	nomb.	$	$	$	$	$
Charlottetown	810	15,500	9,336,281	347,807	317,465	3,228,672	3,228,672
Nouvelle-Ecosse—							
Halifax	4,400	66,425	59,608,600	2,655,279	2,631,470	13,240,694[1]	23,413,664
Sydney	3,730	26,000	12,209,474	1,082,155	1,078,682	2,064,297[1]	4,010,583
Glace-Bay	6,400	25,000	5,275,850	510,805	530,652	821,108	1,936,598
N.-Brunswick—							
Saint-John	13,440	50,306	46,792,050	2,670,420	2,668,359	17,055,373	9,920,349
Moncton	2,093	24,152	23,496,879	1,216,677	1,259,574	8,219,901	5,315,193
Québec—							
Montréal	32,254	897,000	947,630,491	45,274,450	45,948,159	437,316,292	429,373,757
Québec	5,754	153,719	121,962,691	6,171,369	6,434,750	58,103,210	55,667,222
Verdun	1,426	63,944	41,862,740	2,388,858	2,421,194	18,800,017	18,338,132
Trois-Rivières	3,000	44,000	28,423,400	2,028,857	2,047,883	15,930,742	18,099,956
Sherbrooke	3,104	33,069	29,079,830	1,672,725	1,606,651	14,488,732	9,580,150
Hull	4,000	30,667	20,058,204	1,574,612	1,580,167	7,617,584	7,787,971
Outremont	975	29,950	37,647,706	1,408,209	1,402,739	11,085,986	10,538,279
Westmount	976	26,000	67,445,062	2,232,448	2,071,237	16,861,583	15,462,058
Lachine	2,996	19,581	19,806,815	916,988	913,925	10,988,077	10,113,015
Shawinigan-Falls	1,610	17,706	27,248,589	838,397	846,595	7,807,067	7,360,425
St-Hyacinthe	1,170	16,703	14,933,048	522,771	516,851	3,786,978	2,231,656
Chicoutimi	1,570	14,330	7,021,754	320,701	324,976	4,131,874	2,999,300
St-Jean	1,331	13,198	11,921,820	385,877	366,998	3,060,520	2,402,726
Valleyfield	600	13,091	6,795,158	333,362	313,044	2,150,954	1,944,926
Granby	960	12,700	7,454,786	241,847	270,674	1,849,423	1,295,922
Joliette	1,288	12,510	5,964,670	305,806	307,660	2,915,255	1,763,169
Lévis	2,222	11,873	5,993,393	270,518	279,437	2,393,693	2,361,040
Jonquière	1,800	11,800	4,476,310	301,080	276,730	2,709,848	2,527,108
Thetford Mines	2,080	11,483	6,142,225	216,312	231,963	1,589,679	571,144
Sorel	2,000	11,200	5,605,630	259,449	265,917	2,231,048	2,456,274
Cap-de-la-Madeleine	4,275	10,831	5,692,122	204,619	224,682	2,006,426	1,921,183
St-Jérôme	9,404	10,323	4,851,290	235,204	238,896	2,035,823	1,165,840
Drummondville	1,360	10,278	6,108,570	313,771	303,769	2,273,910	2,148,195
La Tuque	4,580	10,142	7,077,988	210,404	220,546	2,139,776	1,751,680
Ontario—							
Toronto	12,921	647,803	970,686,055	36,211,542[2]			
Hamilton	9,694	154,751	165,386,816	6,721,493[2]			
Ottawa	2,893	144,202	155,883,595	6,669,763[2]			
Windsor	4,135	103,813	93,521,270	4,294,955[2]			
London	7,231	73,846	82,139,245	3,602,698[2]			
Kitchener	3,270	33,080	26,704,434	1,279,772[2]			
Brantford	1,709	31,369	26,922,145	1,329,036[2]			
St. Catharines	1,860	27,647	24,913,639	1,222,959[2]			
Sudbury	1,479	26,463	14,440,426	920,882[2]			
Timmins	1,619	25,119	13,385,228	687,409[2]			
Oshawa	2,589	24,756	26,177,355	908,599[2]			
Fort William	8,634	24,301	28,380,461	1,296,541[2]			
Peterborough	2,313	23,984	24,501,146	915,703[2]			
Sault Ste-Marie	3,216	23,853	19,179,658	784,335[2]	[3]	[3]	[3]
Kingston	2,641	23,355	19,179,907	872,058[2]			
Guelph	2,164	21,514	13,959,332	829,487[2]			
Port Arthur	3,888	20,872	25,968,266	1,044,275[2]			
Niagara Falls	1,278	18,928	18,406,903	799,527[2]			
Sarnia	1,316	18,269	18,514,699	764,260[2]			
Stratford	1,877	17,159	13,755,125	680,353[2]			
Chatham	1,000	16,517	14,391,887	518,542[2]			
St-Thomas	1,898	16,352	15,134,208	614,376[2]			
North Bay	960	15,358	9,430,910	644,568[2]			
Belleville	1,800	14,589	10,402,558	565,301[2]			
Galt	1,330	14,219	11,101,210	495,605[2]			
Owen Sound	2,148	13,411	8,592,515	422,135[2]			
Cornwall	709	13,347	10,149,585	331,115[2]			
Woodstock	1,525	11,418	7,465,645	320,135[2]			
Welland	743	11,072	9,869,788	429,904[2]			
Pembroke	1,323	10,412	4,958,393	246,706[2]			

[1] En plus il y a un actif capital de plus de $13,000,000 pour Halifax et de plus de $3,000,000 pour Sydney. [2] Les recettes totales ne sont pas connues; ce chiffre de perception totale de taxes représente de beaucoup la majeure partie des recettes. [3] Par suite d'une revision de la méthode de faire rapport sur les statistiques municipales, des données incomplètes seulement sont disponibles pour les recettes, les dépenses, l'actif et le passif.

53.—Statistiques financières et autres statistiques des cités et des villes canadiennes de 10,000 âmes ou plus, 1938—fin

Province et cité	Superficie	Population (chiffres des municipalités)	Valeur totale de la propriété imposable	Grand total des recettes	Grand total des dépenses	Grand total de l'actif	Grand total du passif
	acres	nomb.	$	$	$	$	$
Manitoba—							
Winnipeg	15,287	215,814[1]	197,931,453	[2]	[2]	40,967,588[3]	78,752,080
Brandon	5,427	16,461[1]	10,032,183	[2]	[2]	3,325,294[3]	4,394,271
St-Boniface	11,642	16,275[1]	9,197,085	[2]	[2]	524,816[3]	4,423,441
Saskatchewan—							
Regina	8,936	55,000	41,251,877	6,160,016	5,770,653	27,469,794	18,443,017
Saskatoon	8,000	41,750	32,392,144	4,814,315	4,696,907	21,162,052	17,440,252
Moose Jaw	9,760	19,500	15,064,615	1,260,680	1,208,415	12,008,403	7,280,611
Prince Albert	9,713	11,500	6,667,350	575,819	624,952	4,983,374	3,907,336
Alberta—							
Calgary	27,200	88,887	53,407,195	9,400,986	7,477,442	[2]	32,337,674
Edmonton	25,920	85,726	59,197,129	5,074,930	4,985,826	[2]	16,367,416
Lethbridge	6,944	13,520	9,508,595	859,974	778,123	[2]	4,112,697
Medicine Hat	10,880	10,000	6,961,205	675,990	653,527	[2]	2,692,094
Col. Britannique—							
Vancouver	27,965	270,000	214,081,251	14,039,306	14,384,206	86,829,572	78,284,427
Victoria	4,637	39,000	38,526,916	4,444,157	4,501,322	19,067,908	14,149,308
New Westminster	3,481	20,500	16,619,837	2,266,063	2,309,787	7,971,735	7,218,153

[1] Chiffre du recensement de 1936. [2] Données inexistantes. [3] Propriété immobilière et utilités publiques non comprises.

Section 5.—Richesse et revenu de la nation

Sous-section 1.—Richesse nationale

Il est essentiel à la considération intelligente de plusieurs problèmes nationaux et internationaux d'avoir une idée générale de la grandeur et de la composition de la richesse nationale et, en dépit des nombreux eléments d'incertitude dans un calcul de ce genre, les statistiques doivent être regardées comme indicatrices plutôt que strictement exactes. Ces statistiques, soigneusement préparées, tiennent une place importante dans un système national de statistiques.

La richesse nationale d'un pays, c'est-à-dire la valeur collective des biens de toutes sortes au pays, autres que les ressources naturelles inexploitées, peut être mesurée selon différentes méthodes. La plus habituelle de ces méthodes consiste à prendre l'impôt sur le revenu et d'en dégager le capital, mais elle ne peut être appliquée que dans les pays où les petits revenus sont assujettis à l'impôt comme les gros. Une deuxième méthode a pour base les déclarations de successions, la valeur des biens laissés par les défunts servant à l'établissement d'une moyenne. Une troisième méthode est celle d'un recensement complet, basé sur des questions à chaque individu. Une quatrième méthode, appelée méthode de l'"inventaire", est souvent en usage.* Les estimations de la richesse du Canada présentées dans les diverses éditions de l'Annuaire sont basées sur la méthode de l'inventaire, c'est-à-dire une tentative d'obtenir pour la nation un inventaire approximatif, comme l'homme d'affaires in-

* Une explication de la méthode et de la situation des premières estimations telles qu'appliquées au Canada sera trouvée dans l'article "La richesse du Canada et des autres nations" par R. H. Coats, Statisticien du Dominion, publié dans le journal de l'Association des Banquiers Canadiens, octobre 1919.

ventorie ses possessions. Cette méthode consiste à totaliser les montants engagés dans l'agriculture, l'industrie, les logements, etc. Elle ne comprend pas la valeur des ressources naturelles inexploitées mais seulement la richesse naturelle déjà appropriée.

La première estimation officielle de la richesse nationale publiée par le Bureau Fédéral de la Statistique remonte à 1921. Elle était basée sur les données de recensement de la même année. Elle paraît aux pages 794–797 de l'Annuaire de 1924. La richesse nationale s'établissait alors à $22,195,000,000. Les estimations subséquentes sont de $25,673,000,000 pour 1925, (pp. 875–878, Annuaire de 1927–28) et $27,668,000,000 pour 1927 (pp. 843–846, Annuaire de 1930). Les estimations de 1921, 1925 et 1927 ne sont pas strictement comparables avec celles de 1929 et de 1933 données aux pp. 899–901 de l'Annuaire de 1940. Elles le sont suffisamment toutefois pour servir à la plupart des fins. L'estimation de $31,276,000,000 pour 1929 donne une idée du sommet de la prospérité tandis que celle de $25,768,000,000 pour 1933 reflète la baisse des valeurs à la suite de la dépression.

La richesse réelle se compose des denrées en mains ajoutées aux facilités en usage, i.e., les habitations, les établissements et leur machinerie, les chemins de fer, les routes, l'outillage et les améliorations de toutes descriptions. Toutefois, la valeur de toutes ces choses doit être exprimée en commun dénominateur de la monnaie nationale dont la puissance d'achat a été sujette à des variations considérables. Il est très probable qu'en 1933, la population canadienne possédait plus de maisons, plus de machinerie et plus de routes—bref, plus de denrées et de facilités qu'elle n'en possédait en 1929—mais en raison des changements marqués dans le niveau des prix et la puissance d'achat, la valeur de ces choses en 1933 était inférieure à celle de 1929.

Le bouleversement de la situation économique à compter de 1930 a modifié le degré utilisable de comparabilité des estimations de la richesse nationale durant cette période. De plus, des études récentes beaucoup plus détaillées du revenu national donnent des aspects nouveaux au sujet connexe qui s'appelle la richesse nationale et déterminent des modifications dans les méthodes d'établir ces estimations. En raison de ces circonstances, les détails concernant les estimations antérieures sont omis. L'estimation de 1933 est la dernière publiée.

Sous-section 2.—Revenu national

Le revenu national est étudié dans plusieurs éditions antérieures de l'Annuaire, le dernier exposé étant celui des pp. 929–930 de l'Annuaire de 1938. Il décrit la double méthode d'étudier la question. L'édition de 1937 donne à la page 898 les statistiques des années 1933 et 1934. Ce sont les chiffres les plus récents calculés d'après un relevé de la production. Ce système a été abandonné parce qu'il reposait sur des bases trop restreintes. Les statistiques données ici sont le résultat d'un vaste relevé et reposent sur des données beaucoup plus complètes qu'il n'en existait à l'époque où les premières estimations du revenu national furent faites.

Une estimation du revenu national du Canada est très utile à de multiples points de vue. Comme meilleure mesure de l'activité économique, elle sert à illustrer l'évolution à long terme et les fluctuations cycliques. En l'ajustant pour les changements de prix, le volume des marchandises et des services assurés par le système économique est enregistré d'une année à l'autre. Le revenu national offre aussi une

unité de mesure servant à l'étude de la dette publique, de la taxation, du commerce extérieur et intérieur, du degré comparatif d'aisance et autres facteurs. La répartition du revenu national entre les groupes industriels et de services, les catégories de revenu et l'origine provinciale, éclaire fortuitement le fonctionnement du système économique. Une mesure exacte du revenu national est non seulement désirable mais essentielle à la plupart des problèmes économiques nationaux.

Définition du revenu national.—Le revenu national est la valeur nette des denrées produites et des services offerts durant une certaine période. Il pourrait être encore défini comme la somme des épargnes positives et négatives des entreprises et le revenu des particuliers domiciliés au Canada, ceci comprenant les salaires et gages, les indemnités aux accidentés, les pensions, les dividendes, les intérêts, les loyers et les retraits des propriétaires qui travaillent. Il se trouve une troisième définition encore plus large dans l'Annuaire de 1938, p. 923.

Revenu national dans la période écoulée entre les deux guerres.—Au cours de l'étude du revenu national qui se poursuit au Bureau Fédéral de la Statistique, toute la période écoulée depuis la guerre de 1914–18 a été revue. Il en est résulté un relevé statistique plus complet de l'activité économique du pays. Les résultats de cette étude sont exposés dans le tableau **54.**

Les revenus en espèces sont sensibles aux niveaux des prix, lesquels ont subi de profonds changements durant cette période. Si l'on écarte l'influence des fluctuations en exprimant le revenu de chaque année d'après les prix de 1926, il ressort que le revenu de 1937 et de 1938 avait une valeur en denrées et en services plus élevée qu'en toute autre année, sauf 1928 et 1929. Le revenu réel du Canada accuse une tendance à la hausse dans la période qui s'est écoulée entre les deux guerres. Malgré l'inactivité industrielle durant la dépression et la persistance de conditions climatériques défavorables dans les régions de culture des céréales de l'Ouest, le revenu réel au cours de la dernière décennie est de $4,240,000,000 en moyenne comparativement à $4,138,000,000 dans la première, ce qui constitue un gain de 2·5 p.c.

Le revenu à la fin de la période se répartit sur une plus grande population et les tendances per capita et par personne active sont indiquées dans les deux dernières colonnes du tableau **54.** En raison de la longue période qui s'est écoulée depuis le recensement de 1931, les estimations de la population en général et de la population active ces dernières années sont nécessairement sujettes à certaines revisions lorsque les résultats du recensement suivant seront connus. La proportion de la population active est beaucoup moins élevée dans la dernière partie de la période de vingt ans que dans les années qui suivirent immédiatement la guerre de 1914–18. Même de 1919 à 1929, cette proportion tombe de 38·6 p.c. à 37·3 p.c., mais le recul le plus marqué se produit dans la dernière décennie, et l'estimation de 1938 place cette population à 32·9 p.c. seulement.

En raison principalement de l'influence accélératrice de l'activité de temps de guerre, le revenu national d'après des estimations préliminaires, monte davantage en 1939 et 1940. Le revenu réel, calculé d'après les prix de 1926 est plus élevé en 1940 qu'en toute autre année. Dans le premier trimestre de 1941, il est estimé que le revenu national a été porté à $1,248,000,000 en regard de $1,133,000,000 au cours de la même période en 1940. Le revenu réel est à raison de $5,111,000,000 pour l'année, ce qui indique un gain sur 1928, année où le cycle de la prospérité a atteint son apogée.

54.—Revenu national en fonction de la population en général et de la population active à temps continu, 1919-40

Année	Revenu national en espèces	Revenu national réel	Population	Population active à temps continu	Revenu réel	
					Per capita	Par personne active
	$'000,000	$'000,000	'000	'000	$	$
1919	4,087	3,834	8,311	3,208	461	1,195
1920	4,614	3,791	8,556	3,353	443	1,131
1921	3,735	3,527	8,788	3,107	401	1,135
1922	3,762	3,891	8,919	3,132	436	1,242
1923	3,945	4,067	9,010	3,194	451	1,273
1924	3,854	3,937	9,143	3,167	431	1,243
1925	4,161	4,194	9,294	3,212	451	1,306
1926	4,494	4,494	9,451	3,326	475	1,351
1927	4,682	4,622	9,637	3,469	480	1,332
1928	5,138	5,022	9,835	3,641	511	1,379
1929	5,149	4,913	10,029	3,742	490	1,313
1930	4,326	4,378	10,208	3,703	429	1,182
1931	3,498	3,975	10,376	3,454	383	1,151
1932	2,893	3,608	10,506	3,286	343	1,098
1933	2,795	3,511	10,681	3,243	329	1,083
1934	3,171	3,890	10,824	3,364	359	1,156
1935	3,381	4,074	10,935	3,455	373	1,179
1936	3,829	4,547	11,028	3,551	412	1,281
1937	4,342	4,835	11,120	3,703	435	1,306
1938	4,246	4,672	11,209	3,691	417	1,266
1939	[1]	–	–	–	–	–
1940	[1]	–	–	–	–	–

[1] D'après un essai de calcul mensuel, le revenu national s'établit à $4,409,000,000 en 1939 et à $4,784,000,000 en 1940.

Revenu individuel et revenu national.—Le revenu des particuliers domiciliés au Canada comprend les salaires et gages, les indemnités aux accidentés, les pensions, les dividendes, les intérêts, les loyers et les retraits des propriétaires qui travaillent, lesquels comprennent les revenus en nature des fermiers. Ainsi la différence entre le revenu individuel et le revenu national total représente les épargnes positives ou négatives des entreprises. Il a été jugé opportun en conséquence d'en donner ici la répartition provinciale d'après le revenu individuel.

Répartition provinciale du revenu individuel.—Les variations dans la répartition provinciale du revenu national sont dues: (1) aux facteurs à long terme, tels que la proximité des ressources, des marchés et des facilités de transport et les avantages qui découlent de l'ancienneté de la colonisation et du développement; et (2) aux influences à court terme inhérentes à la diversité et à l'adaptabilité de l'activité économique. Les fluctuations sont plutôt extensives dans une région où il y a très peu de groupes industriels. Au cours des vingt années en revue, près de 63 p.c. du revenu individuel total est allé à des personnes de l'Ontario et du Québec, lesquelles provinces réunissent en 1931 60·8 p.c. de la population. En raison de la diversité de l'activité économique dans ces provinces, les fluctuations de revenu sont moins extrêmes qu'ailleurs, particulièrement dans les Provinces des Prairies. Malgré la violente dépression économique commencée en 1930, les revenus individuels dans le Québec et l'Ontario sont légèrement plus élevés en moyenne de 1929 à 1938 que de 1919 à 1928 inclusivement. Le déclin dans les Provinces des Prairies, particulièrement en Saskatchewan, a pris des proportions considérables. Les Provinces Maritimes et la Colombie Britannique accusent de légers reculs variant de 1·6 p.c. à 5·2 p.c.

55.—Revenu individuel par province, 1937 et 1938, et moyennes de 1919-28 et 1929-38

Province	1937	1938	Moyenne 1919-28	Moyenne 1929-38	Pourcentage de changement
	$'000,000	$'000,000	$'000,000	$'000,000	p.c.
Ile du Prince-Edouard	22·5	23·1	23·1	22·4	− 2·9
Nouvelle-Ecosse	159·7	163·1	157·8	149·5	− 5·2
Nouveau-Brunswick	121·2	121·4	114·6	112·2	− 2·0
Québec	1,052·5	1,053·2	917·7	961·1	+ 4·7
Ontario	1,721·8	1,733·4	1,564·3	1,591·8	+ 1·8
Manitoba	257·1	261·3	299·3	253·9	−15·2
Saskatchewan	240·1	248·1	339·7	250·3	−26·3
Alberta	257·3	268·3	303·3	258·9	−14·6
Colombie Britannique	368·0	372·7	344·2	338·7	− 1·6

Sous-section 3.—Capital britannique et étranger engagé au Canada et capital canadien engagé à l'étranger*

Des changements fort prononcés se sont produits dans la dette internationale du Canada depuis le commencement du siècle. L'expansion industrielle du pays au cours des années qui ont précédé la guerre de 1914–18 est étroitement apparentée à l'abondante importation de capitaux britanniques. En 1914, la valeur des placements britanniques au Canada ne différait pas beaucoup des placements montrés pour les récentes années. Elle était toutefois légèrement supérieure à celle de 1926. L'augmentation rapide des placements des Etats-Unis au Canada se fit sentir après 1914. Une partie de cette augmentation se produisit après 1926 et il y a eu un changement de $3,161,200,000 à $4,298,400,000 entre 1926 et 1930. L'entrée du capital s'est faite par deux canaux différents. Une grande partie du capital provient de la vente de nouvelles émissions à New-York, tandis que le capital entrant au Canada par le truchement du placement direct a été aussi particulièrement considérable. Le placement de ce capital au Canada a conféré un caractère particulier aux placements des Etats-Unis au Canada. Depuis 1930, il y a eu réduction des placements au Canada par les Etats-Unis, et à la suite du rachat de valeurs canadiennes détenues aux Etats-Unis, il y a eu des changements dans l'équilibre des placements au Canada et dans les autres facteurs de haute finance.

En 1937, date de la dernière estimation, les capitaux britanniques et étrangers placés au Canada s'élèvent à $6,765,000,000 dont $3,932,400,000 viennent des Etats-Unis, $2,684,800,000 du Royaume Uni et $147,800,000 d'autres pays.

Dans le calcul de la dette internationale du Canada, il faut tenir compte aussi des placements canadiens à l'étranger. Ceux-ci s'accroissent de $1,352,800,000 en 1926 à $1,757,900,000 en 1937. L'augmentation la plus marquée s'avère dans les valeurs américaines de portefeuille détenues au Canada, bien qu'au cours de la première partie de cette période les Canadiens aient acheté aussi des sommes considérables de valeurs des gouvernements de l'Amérique latine et de l'Europe. L'augmentation de la somme de ces divers placements dans les autres pays est plus forte que l'augmentation totale des placements canadiens à l'étranger en raison de la

* Revisé par Herbert Marshall, B.A., F.S.S., chef de la Branche du Commerce Intérieur, Bureau Fédéral de la Statistique. Ce sujet est traité plus en détail dans un bulletin intitulé "Capitaux britanniques et étrangers placés au Canada et capitaux canadiens placés à l'étranger, 1926-36", "Canadian Balance of International Payments—A Study of Methods and Results" et dans les rapports récents sur les placements directs, qu'on peut se procurer chez le Statisticien du Dominion. Une liste des publications de cette branche est donné au chapitre XXVIII.

diminution marquée qui s'est produite dans l'actif net des banques canadiennes à l'étranger au cours de cette période. En 1937, les capitaux canadiens à l'étranger sont estimés à $1,757,900,000, dont la majeure partie, soit environ $1,097,600,000, sont placés aux Etats-Unis, $40,900,000 au Royaume-Uni et $619,400,000 dans d'autres pays.

Dans l'étude de l'importance relative de la dette internationale canadienne par rapport à la vie économique de la nation, il est intéressant en outre de tenir compte de la place occupée par les capitaux canadiens dans la somme totale des capitaux placés au Canada. Il est estimé que cette somme est d'environ $18,000,000,000. Elle comprend la dette obligataire des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, les placements dans les chemins de fer, tous les établissements manufacturiers, les industries minières et métallurgiques, les services publics, les établissements de commerce, la finance, les assurances, les biens-fonds et les hypothèques. Elle ne comprend pas le capital privé engagé dans des entreprises domestiques telles que les fermes, les habitations, etc. Il est estimé que 62 p.c. environ de cette somme représentent des capitaux canadiens, 22 p.c. des capitaux des Etats-Unis, 15 p.c. des capitaux anglais et moins d'un p.c. des capitaux d'autres pays.

Les estimations des placements britanniques et étrangers au Canada et des placements canadiens à l'étranger en 1926, et de 1929 à 1937 sont données aux pp. 972–73 de l'Annuaire de 1939, et les statistiques des placements internationaux au 31 décembre 1937, à la p. 904 de celui de 1940.

Placements des compagnies d'assurance canadiennes opérant à l'étranger.—Les soi-disant placements d'assurance, ne sont pas des placements de même nature que les autres. Les actifs considérables des succursales des compagnies d'assurance canadiennes dans d'autres pays sont contre-balancés par l'intérêt fiduciaire des détenteurs de polices en plus du passif ordinaire. De fait, en examinant les réclamations possibles des détenteurs de polices, il est constaté qu'il reste au solde une petite somme de placement de ces succursales au Canada plutôt qu'un placement à l'étranger. Ceci s'explique par le fait que l'actif sur lequel repose le fonds de réserve ne doit pas nécessairement être détenu à l'étranger. D'autre part, le fait que les actifs peuvent être transférés d'un pays à l'autre leur donne une certaine importance en ce qu'ils deviennent un facteur dans le mouvement des capitaux. De plus, les obligations britanniques et étrangères détenues au Canada par les compagnies canadiennes sont déjà inscrites dans la colonne des placements canadiens à l'étranger.

Quant aux placements des compagnies d'assurance britanniques et étrangères au Canada, comme il y a un excédent de l'actif sur le passif, y compris les réserves pour faire face aux réclamations futures des détenteurs de polices, la somme résiduaire est indiquée comme étant un placement de bonne foi au Canada.

CHAPITRE XXII.—RÉGIME MONÉTAIRE ET SYSTÈME BANCAIRE; FINANCE COMMERCIALE DIVERSE

SYNOPSIS

	Page
Partie I.—Régime monétaire et système bancaire	813
Section 1. Esquisse historique	813
Section 2. La Banque du Canada	814
Sous-section 1. Loi de la Banque du Canada et ses amendements	814
Sous-section 2. La Banque du Canada et ses relations avec le système financier canadien	816
Fonctions d'une banque centrale en temps de guerre	816
Sous-section 3. Opérations de la Banque du Canada	819
Section 3. Régime monétaire	820
Sous-section 1. Monnaie canadienne	820
Sous-section 2. Billets du Dominion et de la Banque du Canada	822
Sous-section 3. Billets des banques à charte	823
Section 4. Réserves monétaires	825
Sous-section 1. Réserves de la Banque du Canada	825
Sous-section 2. Réserves en espèces des banques à charte du Canada	825
Section 5. Commerce bancaire	826
Sous-section 1. Historique	826
Sous-section 2. Statistiques combinées des banques à charte	827
Sous-section 3. Statistiques particulières des banques à charte du Canada	837
Section 6. Caisses d'épargne de l'État et autres	841
Section 7. Change étranger	844
Sous-section 1. Taux du change	844
Sous-section 2. Contrôle en temps de guerre sous la Commission de Contrôle du change étranger	847
Partie II.—Finance commerciale diverse	850
Section 1. Compagnies de prêt et de fiducie	850
Section 2. Compagnies de petits prêts	854
Section 3. Ventes d'obligations canadiennes	855
Section 4. Dividendes des corporations	858

Dans ce chapitre sont réunies les statistiques touchant les institutions et les opérations financières autres que les assurances. Celles-ci sont étudies séparément au chapitre XXIII.

PARTIE I.—RÉGIME MONÉTAIRE ET SYSTÈME BANCAIRE

Section 1.—Esquisse historique

Aux pages 934–940, inclusivement, de l'Annuaire de 1938 paraît une esquisse historique du régime monétaire et du système bancaire au Canada. Certains traits du système bancaire central y ont été marqués qui ont finalement conduit à l'établissement de la Banque du Canada. Ces traits sont les suivants, par ordre chronologique:—

1.—*Emission centrale de billets,* établie définitivement lors de l'émission des billets du Dominion, en vertu de la loi de 1868.

2.—*L'Association des Banquiers Canadiens,* établie en 1900, chargée d'assurer une plus étroite coopération entre les banques en ce qui concerne l'émission des billets, la surveillance du crédit et divers autres aspects de l'activité bancaire.

3.—*Les réserves centrales d'or,* établies en vertu de la loi des Banques de 1913.

4.—*Facilités de réescompte,* d'abord établies comme mesures de guerre en vertu de la loi des finances de 1914 et incorporées ensuite définitivement au système bancaire par la loi des finances de 1923, qui autorise le Ministre des Finances à livrer des billets du Dominion aux banques, contre le dépôt de garanties autorisées. Cette loi fournit aux banques le moyen d'augmenter à volonté leurs réserves en billets du Dominion ayant cours forcé.

Section 2.—La Banque du Canada

Sous-section 1.—Loi de la Banque du Canada et ses amendements

Le chapitre 43 des Statuts de 1934, c'est-à-dire de la "Loi constituant en corporation la Banque du Canada", prescrivait l'établissement d'une banque centrale au Canada. Le capital de la Banque est de $5,000,000, divisés en actions d'une valeur au pair de $50. Ces actions ont été offertes au public par le Ministre des Finances le 17 septembre 1934 et ont été de beaucoup sursouscrites. L'attribution maximum à un particulier ou à une corporation était de 15 actions. Les actions de la Banque ne pouvaient être détenues que par des sujets britanniques dont le domicile ordinaire est au Canada, ou par des corporations dirigées par des sujets britanniques qui ont leur domicile ordinaire au Canada. Le nombre maximum d'actions qu'une personne est autorisée à détenir est de 50. La Banque a commencé ses opérations le 11 mars 1935.

En vertu d'un amendement adopté à la session de 1936 du Parlement canadien, la capitalisation de la Banque fut portée à $10,100,000 par la vente de $5,100,000 d'actions de la classe "B" au Ministre des Finances. Les premiers actionnaires étaient de la classe "A".

La loi de la Banque du Canada a encore été amendée en 1938 (c. 42 des Statuts de 1938). Par cette législation, le capital de la Banque est réduit de $10,100,000 à $5,000,000, divisé en 100,000 actions de la valeur nominale de $50 chacune, à échanger pour les actions de la classe "B", détenues par le Ministre des Finances et que la Banque du Canada devait annuler. Toutes les actions "A", détenues par le public, ont été achetées au prix de $59·20 chacune, plus les dividendes courus; ces titres ont aussi été annulés. Cette législation a donc rendu la Banque du Canada propriété intégrale du Gouvernement. A cause de changements dans la constitution et la propriété, il y a eu des ajustements dans la nomination des directeurs et autres méthodes administratives.

La Banque est autorisée à verser des dividendes cumulatifs de 4½ p.c. par an à même ses profits après mise en réserve de toute somme que le conseil jugera appropriée pour les créances mauvaises et douteuses, la dépréciation de l'actif, les fonds de pension et toutes les autres questions du même genre au sujet desquelles les banques prennent des dispositions appropriées. Le surplus restant sera versé au fonds consolidé du Canada et au fonds de réserve de la Banque dans des proportions déterminées jusqu'à ce que le fonds de réserve ait atteint le montant du capital versé. Ensuite tout le surplus restant sera versé au fonds consolidé du Canada.

La Banque peut acheter et vendre des obligations du Dominion et des provinces sans restriction si leur échéance ne dépasse pas deux ans, et en montants limités si leur échéance est plus longue: les obligations à brève échéance du Dominion ou des provinces peuvent être réescomptées. La Banque peut aussi acheter et vendre des obligations à brève échéance des Dominions britanniques, des Etats-Unis ou de la France sans restriction si elles échoient dans moins de six mois, et en montants limités si leur échéance dépasse six mois. La Banque peut acheter et vendre certaines catégories d'effets commerciaux à échéance limitée et, si ces effets portent l'endossement d'une banque à charte, elle peut les réescompter. La Banque peut faire aux banques à charte, aux caisses d'épargnes du Québec, aux gouvernements fédéral et provinciaux, contre certains titres remis en nantissement, des avances remboursables dans six mois, et elle peut avancer, pour une durée déterminée, au gouvernement fédéral ou à toute province des sommes ne dépassant pas une proportion déterminée des revenus du gouvernement en question. La Banque peut accepter des gouvernements fédéral ou provinciaux ou de toute banque à charte

ou de toute banque incorporée en vertu de la loi des caisses d'épargne du Québec, des dépôts qui ne doivent pas porter intérêt. La Banque peut acheter et vendre de la monnaie d'or, d'argent, de nickel et de bronze, ainsi que les matières d'or et d'argent, et du change étranger.

Les dispositions relatives à l'émission des billets de la Banque du Canada sont exposées aux pp. 822-823.

La loi de la Banque du Canada stipule que la Banque doit maintenir une réserve d'or égale à 25 p.c. au moins de son passif en billets et en dépôts au Canada; d'après l'ordonnance du fonds de change, 1940, autorisant le transfert des réserves d'or de la Banque à la Commission de Contrôle du Change Etranger, la réserve minimum requise d'or a été temporairement suspendue. La réserve peut comprendre, outre l'or, du billon d'argent, des soldes en livres sterling à la Banque d'Angleterre; en billets américains à la Federal Reserve Bank de New-York et en or aux banques centrales des pays où existe l'étalon or, ou à la Banque Internationale de Liquidation, des billets du Trésor du Royaume-Uni ou des Etats-Unis d'Amérique à échéance ne dépassant pas 3 mois et des effets de commerce échéant au plus tard dans 90 jours, et payables à Londres, à New-York, ou dans un pays à étalon or, déduction faite de toutes valeurs passives de la Banque qui sont payables en monnaies du Royaume-Uni, des Etats-Unis d'Amérique ou d'un pays à étalon or. Conformément aux termes de l'ordonnance sur l'acquisition du change étranger, 1940, la Banque du Canada a vendu du change étranger au montant de $27,734,444 en monnaie canadienne à la Commission de Contrôle du Change Etranger.

Les banques à charte doivent maintenir une réserve de pas moins de 5 p.c. de leur passif-dépôts payables en dollars canadiens sous forme de dépôts à la Banque du Canada de billets de cette dernière.

La Banque agit comme agent fiscal du Dominion sans frais et peut sur convention agir comme banquier ou agent fiscal pour toute province. La Banque ne peut accepter de dépôts des particuliers, de sorte qu'elle ne peut concurrencer les banques à charte dans le domaine bancaire commercial.

La Banque a son siège social à Ottawa, et elle maintient une agence dans chaque province, comme suit: à Charlottetown, Halifax, Saint-John, Montréal, Toronto, Winnipeg, Regina, Calgary et Vancouver.

Le Gouverneur de la Banque en est l'administrateur en chef et président du conseil d'administration et il est secondé par un sous-gouverneur et un sous-gouverneur adjoint. Les premiers gouverneurs ont été nommés par le Gouvernement. Les nominations futures seront faites par le conseil d'administration de la Banque, subordonnément à l'approbation du Gouverneur en Conseil.

Lors de la première réunion des actionnaires, le 23 janvier 1935, sept administrateurs ont été élus par les actionnaires pour les termes d'office suivants: un administrateur jusqu'à la troisième réunion générale annuelle (1938); deux jusqu'à la quatrième (1939); deux jusqu'à la cinquième (1940) et deux jusqu'à la sixième (1941). Les directeurs sont maintenant nommés par le Ministre des Finances avec l'approbation du Gouverneur en Conseil pour trois ans. Il y a maintenant onze directeurs. Les anciens directeurs sont demeurés en fonction quand le Gouvernement a assumé l'administration de la Banque. Dans la transaction des affaires de la Banque, chaque directeur a une voix.

Il existe en outre un comité exécutif du conseil d'administration, formé du Gouverneur, du gouverneur-adjoint et d'un membre du conseil. Ce comité, qui siège une fois par semaine, possède les mêmes pouvoirs que le conseil, mais chacune de ses décisions est soumise au conseil d'administration à sa réunion suivante. Le

conseil doit se réunir au moins quatre fois l'an. Le sous-ministre des Finances est d'office membre du conseil d'administration et du comité exécutif, mais ne peut voter.

Le Gouverneur, ou en son absence le gouverneur-adjoint, a le droit de veto sur les agissements ou décisions du Conseil d'administration ou du comité exécutif. Ce veto est ensuite sujet à confirmation ou désaveu par le Gouverneur en Conseil.

Sous-section 2.—La Banque du Canada et ses relations avec le système financier canadien

Un article, paru sous ce titre dans l'Annuaire de 1937, aux pages 914–919, traite de sujets tels que les fonctions de la banque, son contrôle et la régularisation du crédit et du numéraire, le mécanisme par lequel ce contrôle est exercé, l'expansion et la contraction du crédit, la mitigation des fluctuations économiques générales, le contrôle sur les opérations de la Bourse, les fonctions consultatives de la Banque et ses devoirs en qualité de banquier du Gouvernement.

FONCTIONS D'UNE BANQUE CENTRALE EN TEMPS DE GUERRE

En général, une banque centrale a une fonction principale, soit, régler la circulation de la monnaie et le crédit. L'accomplissement de cette fonction s'accompagne ordinairement d'autres comme la protection de la valeur extérieure de la monnaie et l'influence d'une directive bancaire experte et impartiale. Pour une description des fonctions et opérations normales d'une banque centrale, voir l'article de l'Annuaire de 1937, pp. 914–919.

Normalement, le niveau de l'activité économique résulte de plusieurs forces, extérieures et intérieures. La politique monétaire est un des facteurs intérieurs: son but est de maintenir un niveau d'activité économique aussi élevé qu'il est praticable en assurant d'opportunes conditions monétaires. La banque centrale ne peut atteindre ce résultat directement car elle n'est pas un producteur ou consommateur important de marchandises et services et elle n'est pas outillée pour inaugurer de grandes entreprises productives. Elle peut, cependant, fournir des conditions financières favorables à l'activité économique sur une base solide.

La guerre introduit dans l'activité économique une force impulsive toute-puissante par la demande de nécessités de guerre. La pression de ces exigences a vite fait de dispenser la politique monétaire—ou tout autre facteur—de stimuler la production qui tend à monter à plein rendement aussi rapidement que les ressources en main-d'œuvre, outillage et matériaux peuvent être effectivement amenées dans les chenaux désirés de production. La politique monétaire, cependant, est un facteur très important pour faciliter la transition de l'économie d'une base de temps de paix à un pied de guerre et déterminer la distribution équitable des sacrifices économiques entre les divers groupes du pays.

Dans la période antérieure à la pleine activité, les problèmes de politique monétaire intérieure sont grandement les mêmes qu'en toute autre période d'expansion économique. A mesure que l'échelle des opérations s'allonge, l'industrie a besoin de plus grandes réserves en fonds de roulement et les établissements qui accroissent ou changent leur outillage pour répondre aux demandes de guerre peuvent avoir besoin de facilités additionnelles de crédit. A cause des incertitudes engendrées par les conditions de guerre, certaines sections de la population peuvent bien désirer augmenter leur actif liquide ou, en d'autres termes, conserver en numéraire une partie de leur actif. Pour toutes ces raisons, il est peut-être judicieux d'avoir une certaine mesure d'expansion monétaire durant cette période.

Quand le point de capacité effective est atteint et que toute demande additionnelle sur les ressources en main-d'œuvre et matériaux tendrait à produire de l'inflation, surgit une situation qui normalement devrait favoriser une politique monétaire restrictive. Cette politique élèverait les taux d'intérêt et contracterait le volume de crédit disponible pour la spéculation et l'encouragement d'autres activités. En temps de guerre, cependant, le seul emprunteur et initiateur de nouvelles entreprises de majeure importance est le gouvernement et, partant, le principal effet d'une politique monétaire restrictive serait ressentie par le gouvernement sous forme d'augmentation du coût de financement et de diminution du crédit disponible pour les industries en vue de la production de guerre. La guerre crée pour les autorités monétaires une situation qui est très semblable par bien des points à une période de "boom" en temps de paix, dans son aspect extérieur immédiat comme dans ses résultats, si elle n'est pas contrôlée. En même temps, elle rend imprudente une politique qui pourrait être sage en temps de paix.

Le problème fondamental du contrôle de cette situation n'est pas tant le volume d'argent dans le pays que le niveau des revenus par rapport au volume de marchandises et services disponibles pour la consommation, vu qu'une forte proportion des revenus proviennent de la production de matériel et services de guerre plutôt que de la production de marchandises et services destinés et accessibles à la consommation ordinaire. Le volume d'argent entre les mains du peuple est l'un des facteurs qui peuvent l'influencer à dépenser davantage, mais l'influence la plus importante sur les tendances inflatoires est le montant de son revenu destiné à l'achat de marchandises et services. Aucun degré de restriction monétaire ne peut rendre le revenu global provenant de la production d'articles de guerre et de consommation équivalent à la valeur seulement de la production de marchandises et services de consommation. Pour maintenir la demande de ces derniers au pas des facilités disponibles, le gouvernement, par des taxes et épargnes, doit réussir à détourner de la dépense une grande partie du revenu du peuple. Si l'épargne ne soustrait pas à la dépense un montant égal à l'excédent des dépenses du gouvernement sur ses recettes courantes, le gouvernement peut avoir à financer ses besoins dans la mesure de la différence par le moyen d'une augmentation inflatoire dans le volume de numéraire. Cette expansion monétaire provoquerait une brusque hausse des prix et, en même temps, le revenu des consommateurs monterait moins vite, ce qui réduirait le pouvoir d'achat réel des revenus en argent sur les marchandises et services au point que les approvisionnements disponibles satisferaient à la demande publique. Pour diverses raisons, la hausse des revenus en espèces de divers groupes du pays varierait considérablement d'un groupe à l'autre; le déclin du revenu réel serait donc inégalement distribué. La seule alternative à l'imposition du fardeau inéquitable de l'inflation serait pour le gouvernement d'établir un système de rationnement des approvisionnements disponibles de commodités parmi la population proportionnellement aux besoins réels. Cette tâche énorme nécessiterait plusieurs milliers de travailleurs et réduirait d'autant la main-d'œuvre disponible pour fins de guerre et autres.

L'heureuse exécution d'un programme de guerre avec le moins possible de sacrifices économiques évitables requiert non seulement une politique monétaire domestique assez flexible pour répondre à tous les besoins légitimes de numéraire et de crédit, mais aussi une taxation et une épargne suffisantes pour détourner des chenaux ordinaires de dépense la partie requise du revenu national. La banque centrale ne devrait pas créer de friction inutile dans l'économie par une politique monétaire trop prudente. En même temps, cependant, elle devrait user de toute son

influence pour souligner l'importance vitale de mesures fiscales adéquates, afin de ne pas se trouver appelée à subvenir à la politique fiscale par l'exercice de sa fonction régulatrice du numéraire et du crédit et à créer une spirale inflatoire des prix et de financer le programme de guerre de cette façon inefficace et coûteuse.

La responsabilité liée à la protection de la valeur extérieure de la monnaie peut être, en temps de paix, l'un des facteurs qui portent une banque centrale à restreindre sa politique monétaire domestique durant une période de 'boom'. La guerre engendre des problèmes extérieurs en fait de monnaie parce que ses incertitudes tendent à induire des mouvements extérieurs de capitaux et parce que le niveau élevé concomitant de l'activité peut augmenter les importations de matières premières et d'outillage au delà des disponibilités de change étranger. La politique monétaire à elle seule ne suffit pas à faire face à cette situation et la nécessité de conserver le change étranger pour les exigences de guerre forcerait généralement le gouvernement à établir un contrôle, chargé spécifiquement du contrôle des transactions de change étranger. La banque centrale peut être étroitement associée au contrôle du change mais l'établissement de ce contrôle direct sur la valeur extérieure du numéraire réduit l'étroite relation habituelle avec la politique monétaire domestique.

On comprend mal souvent dans quelle mesure les changements de prix sont attribuables à la politique monétaire et sujets au contrôle de cette politique. Toutes choses égales d'ailleurs, l'expansion monétaire domestique tend à hausser le niveau général des prix et la contraction, à l'abaisser. Si le commerce extérieur est relativement important, ces mouvements ne peuvent pas ordinairement être très forts sans un changement dans la valeur extérieure de notre devise vis-à-vis celle des autres pays. La politique monétaire, cependant, est seulement un des nombreux facteurs qui influencent les prix. Le prix de chaque commodité est affecté par toutes les conditions relatives à l'offre et la demande et peut changer grandement en comparaison d'autres prix sans qu'il y ait de changement dans les facteurs monétaires. La guerre tend à accroître le nombre et le degré de variation des facteurs non-monétaires affectant les prix. Certaines commodités deviennent rares à cause des demandes de guerre et d'autres surabondent pour avoir perdu leurs débouchés ordinaires. Les articles importés d'outre-mer montent à cause du fret et de l'assurance maritime plus élevés. Afin de mettre en valeur les ressources à faible rendement du système économique, il peut être nécessaire d'avoir des prix plus élevés pour couvrir le coût plus élevé d'unités productives moins efficaces. Non seulement la politique monétaire ne peut pas empêcher de tels facteurs d'altérer la relation entre les divers groupes de prix, mais il peut être peu judicieux de vouloir empêcher le niveau général des prix de changer dans de telles circonstances à cause de la pression qu'une telle politique exercerait sur les prix plus stables.

La valeur d'une banque centrale comme source de directive experte et impartiale devrait grandir beaucoup en temps de guerre. Comme l'échelle du financement du gouvernement s'allonge avec la croissance des dépenses de guerre, la fonction d'aviseur fiscal du gouvernement devient proportionnellement plus importante. Devant les problèmes spéciaux qui se présentent en temps de guerre, et que les méthodes habituelles de politique monétaire ne sont pas assez souples pour atteindre, la banque centrale peut mettre à bon usage l'influence morale qu'elle peut avoir.

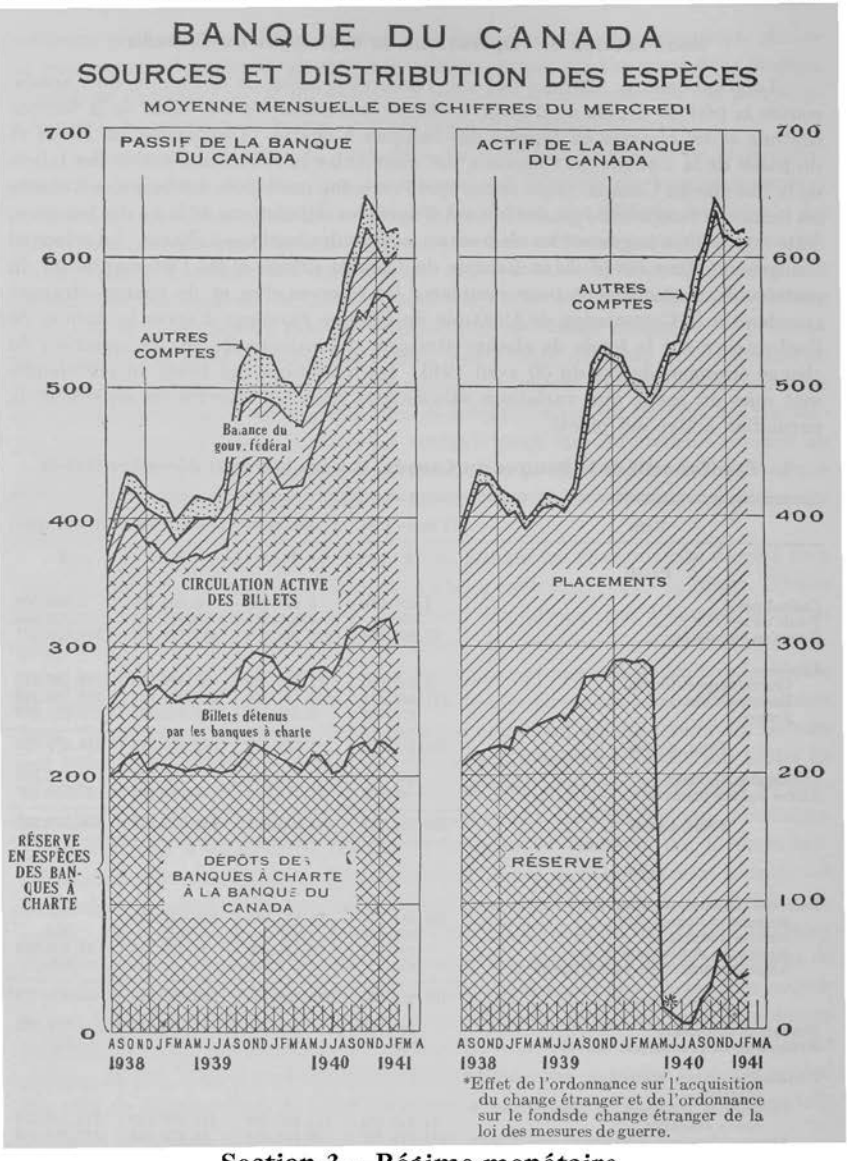
Sous-section 3.—Opérations de la Banque du Canada

Le graphique (p. 820) qui fait voir l'actif et le passif de la Banque du Canada, couvre la période depuis avril 1938; il illustre la relation entre le bilan de la banque centrale et les réserves en espèces des banques à charte. L'expansion de l'actif et du passif de la Banque du Canada a fait augmenter la circulation active des billets de la Banque du Canada, étant donné que l'émission des billets des banques à charte est limitée et remboursée graduellement d'après les stipulations de la loi des banques; cette expansion a augmenté les réserves en espèces des banques à charte. Le principal changement dans l'actif de la Banque du Canada depuis a été l'augmentation du portefeuille, partiellement pour remplacer les réserves d'or et de change étranger transférés à la Commission de Contrôle du Change Etranger d'après les termes de l'ordonnance sur le fonds de change étranger et l'ordonnance sur l'acquisition du change étranger, datées du 30 avril 1940. Les variations des titres en portefeuille sont dues en partie aux variations saisonnières dans les réserves en espèces et la circulation active des billets.

1.—Passif et actif de la Banque du Canada, 13 mars 1935 et 31 décembre 1938-40

Item	13 mars 1935	31 déc. 1938[1]	31 déc. 1939[1]	31 déc. 1940[1]
Passif	$	$	$	$
Capital versé	4,991,640	5,000,000	5,000,000	5,000,000
Fonds de réserve	Nil	1,903,515	2,449,757	3,722,910
Billets en circulation	97,805,665	175,259,573	232,779,327	359,949,121
Dépôts—				
Gouvernement fédéral	*4,212,200*	*17,783,300*	*47,362,964*	*15,426,258*
Banques à charte	*151,927,628*	*200,645,826*	*216,996,201*	*217,738,289*
Autres	*277,922*	*3,086,373*	*17,851,578*	*9,514,892*
Total, dépôts	156,417,750	221,515,499	282,210,743	240,679,439
Dividendes déclarés	Nil	85,000	112,500	112,500
Autres valeurs passives	99,702	1,172,015	4,678,505	17,114,757
Total, passif	**259,314,757**	**404,935,602**	**527,230,832**	**626,578,727**
Actif				
Réserves (au cours du marché)—				
Monnaie et lingots d'or	106,584,356	185,912,017	225,677,320	[2]
Lingots d'argent	986,363	Nil	Nil	Nil
Sterling et dollars américains	394,875	28,354,420	64,324,718	38,429,278
Autres monnaies, de pays à étalon-or	Nil	2,005	47	Nil
Total, réserves	107,965,594	214,268,442	290,002,085	38,429,278[2]
Monnaie divisionnaire	297,335	220,152	90,273	598,312
Avances au Gouvernement fédéral	Nil	Nil	Nil	Nil
Portefeuille (cours n'excédant pas celui du marché)—				
Obligations fédérales et provinciales à brève échéance	*34,846,294*	*144,620,866*	*181,896,520*	*448,439,973*
Autres obligations fédérales et provinciales	*115,013,637*	*40,894,976*	*49,875,738*	*127,323,189*
Autres obligations	*Nil*	*Nil*	*Nil*	*Nil*
Total, obligations	149,859,931	185,515,842	231,772,558	575,763,162
Immeubles de la Banque	Nil	1,647,580	1,635,158	1,703,272
Toutes autres valeurs actives	1,191,897	3,283,586	3,730,758	10,084,703
Total, actif	**259,314,757**	**404,935,602**	**527,230,832**	**626,578,727**

[1] Extrait du rapport annuel de la Banque. [2] L'ordonnance sur le fonds du change, 1940, a autorisé le transfert des réserves d'or de la Banque à la Commission de Contrôle du Change Etranger et a temporairement suspendu les réserves *minimums* requises d'or.



Section 3.—Régime monétaire

Sous-section 1.—Monnaie canadienne*

L'étalon canadien actuel est l'or au titre de 900 millièmes (23·22 grains d'or pur valent un dollar). En vertu de la loi du cours monétaire uniforme de 1871, la monnaie d'or a été autorisée, mais il n'y en a eu que des émissions très limitées. Le souverain et le demi-souverain anglais de même que l'aigle, le demi-aigle et le double-aigle des

* Revisé sous la direction de H. E. Ewart, M.E.I.C., Maître, Monnaie Royale Canadienne, Ottawa.

Etats-Unis ont cours forcé. La monnaie divisionnaire consiste en pièces d'argent* de 50, 25 et 10 cents, au titre de 800 millièmes (le titre était de 925 en 1920). Cette monnaie divisionnaire d'argent a cours forcé jusqu'à concurrence de dix dollars; les pièces de 5 cents (maintenant de nickel), jusqu'à cinq dollars; et la pièce de bronze de 1 cent, jusqu'à vingt-cinq cents. Il n'y a aucune stipulation concernant le rachat de la monnaie divisionnaire.

2.—Particularités des pièces de monnaie en cours au Canada en 1941

Monnaie	Epaisseur du flan	Diamètre de la pièce		Titre	Poids légal			Tolérance légale— Du poids		Tolérance légale— Du titre	Montant pour lequel elles ont cours forcé
	po.	po.	mm.	1,000e.	gr.	on.	g.	gr.	g.	1,000e.	$
En or—											
$10	·068	1·060	26·92	900	258	·5375	16·72	·4	·026	1	illimité.
$ 5	·053	·850	21·59	900	129	·26875	8·36	·25	·016	1	
En argent—											
$1	·09375	1·40	35·56	800	360	·75	23·33	1·50	·097	6	10·00
50c	·064	1·170	29·72	800	180	·375	11·66	1·50	·097	6	10·00
25c	·051	·930	23·62	800	90	·1875	5·83	1·00	·065	6	10·00
10c	·035	·705	17·91	800	36	·075	2·33	par 10 pièces 3·00	·194	6	10·00
En nickel— 5c	·055 to ·057	·835	21·21	1,000	70	lb.av. ·01	4·54	par lb de 100 pièces 100·00	6·480	15	5·00
En bronze— 1c	·0495	·750	19·05	Cu. 955 Sn. 30 Zn. 15	50	·007	3·24	par lb de 140 pièces 140·00	9·072	–	0·25

3.—Circulation des pièces de monnaie canadiennes au 31 déc. 1926-40

NOTA.—Les chiffres portent sur les frappes nettes de pièces depuis 1858. Les chiffres des années 1901-25 paraissent à la p. 884 de l'Annuaire de 1927-28.

Année	Argent	Nickel[1]	Bronze	Total	Par tête
	$	$	$	$	$
1926	27,433,463	564,865	2,043,833	30,042,161	3·18
1927	27,104,534	813,784	2,080,196	29,998,514	3·11
1928	27,737,963	1,063,627	2,171,657	30,973,247	3·15
1929	28,638,195	1,330,498	2,290,789	32,259,482	3·22
1930	28,562,330	1,494,525	2,297,405	32,354,260	3 17
1931	28,706,348	1,775,139	2,346,054	32,827,541	3·16
1932	28,853,740	1,939,923	2,558,962	33,352,625	3·17
1933	28,530,340	2,064,054	2,678,302	33,272,696	3·12
1934	28,702,640	2,256,268	2,745,296	33,704,204	3·11
1935	28,407,168	2,449,278	2,818,341	33,674,787	3·08
1936	28,442,074	2,650,891	2,904,288	33,997,253	3·08
1937	29,387,857	2,999,361	3,003,286	35,290,504	3·17
1938	30,482,924	3,051,594	3,091,873	36,626,391	3·27
1939	32,236,145	3,355,906	3,276,771	38,868,822	3·44
1940	36,944,040	4,015,232	4,092,234	45,051,506	3·94

[1] Les pièces de nickel ont été frappées pour la première fois en 1922.

La Monnaie Royale Canadienne.—La Monnaie d'Ottawa a été établie comme branche de la Monnaie Royale en vertu de la loi de monnayage (impériale), 1870, et inaugurée le 2 jan. 1908. Par le c. 48, 21–22 Geo. V., elle a été constituée comme branche du Ministère des Finances et par la proclamation du 14 nov. 1931, émise en vertu de la section 3 de la loi, elle opère depuis le 1er déc. 1931 comme Monnaie Royale Canadienne. Au début, les provinces de l'Amérique Britannique du Nord, et plus tard le Dominion du Canada, faisaient frapper leur monnaie à la Monnaie Royale de Londres ou à The Mint, Birmingham, Ltd., et dans ses débuts les opérations de la Monnaie au Canada se limitaient à la production de pièces d'or,

* La loi du cours monétaire de 1910 pourvoyait à l'émission de pièces en argent de 1 dollars et de 5 cents. La première ne fut pas frappée avant 1935, alors qu'une émission a été faite comme pièce du Jubilé. La pièce en argent de 5 cents a été frappée librement jusqu'en 1921. Elle a encore cours forcé limité, mais elle a été remplacée dans la frappe des monnaies par la pièce de 5 cents en nickel.

d'argent et de bronze pour la circulation domestique, de souverains britanniques et de petites pièces frappées sous contrat pour Terre-Neuve et la Jamaïque. Avant 1914 un peu d'or en lingots fut affiné, mais durant la guerre de 1914–18 la Monnaie vint à l'aide du gouvernement britannique en établissant une affinerie où près de vingt millions d'onces d'or du Sud-Africain furent traitées pour le compte de la Banque d'Angleterre; le grand développement ultérieur de l'industrie minière de l'or au Canada a fait de l'affinage de l'or l'une des principales activités de la Monnaie. Il n'y a pas eu frappe de pièce d'or depuis 1919; la plus grande partie de l'or fin sorti de l'or vierge expédié par les mines est livrée au Ministère des Finances (depuis le 1er mars 1935, la Banque du Canada agit comme agent du Gouvernement) sous forme de barres d'environ 400 onces fines chacune; le reste est vendu sous forme commode aux manufacturiers. L'argent fin extrait de l'or vierge, s'il n'est pas requis pour le monnayage, est vendu à New-York ou livré aux firmes manufacturières locales.

Un exposé de l'organisation et des méthodes d'opération de la Monnaie Royale Canadienne est donné aux pp. 912–916 de l'Annuaire de 1940.

4.—Rentrées annuelles de matières d'or à la Monnaie Royale Canadienne, et billon et monnaie frappés, 1926-40

NOTA.—Sous une forme un peu différente, les chiffres de 1901–16 paraissent aux pp. 882–888 de l'Annuaire de 1927–28 et ceux de 1917–25 à la p. 928 de l'Annuaire de 1936.

Année	Or reçu	Billon d'or frappé	Monnaie d'argent frappée	Monnaie de nickel frappée	Monnaie de bronze frappée
	onces fines	onces fines	$	$	$
1926	1,375,502	1,347,668	50,000	168,500	28,200
1927	1,448,180	1,451,907	574,000	249,000	37,500
1928	1,325,113	1,305,200	867,000	250,900	92,100
1929	438,351	468,384	1,081,000	267,000	123,300
1930	862,975	722,469	326,000	164,500	13,400
1931	1,721,237	1,735,112	475,400	281,000	51,400
1932	2,829,529	2,873,221	287,000	165,000	213,200
1933	2,568,838	2,589,649	155,000	125,000	120,800
1934	3,008,977	3,038,019	172,300	193,000	69,900
1935	3,159,780	3,177,401	601,020	194,000	75,100
1936	3,603,335	3,625,549	809,200	202,600	87,200
1937	3,933,453	3,937,910	1,322,200	251,100	105,400
1938	4,298,258	4,308,067	1,376,000	153,500	184,300
1939	4,869,239	4,834,214	2,794,032	321,000	214,600
1940	4,990,847	5,026,793	4,845,000	660,500	822,800

Sous-section 2.—Billets du Dominion et de la Banque du Canada

Billets du Dominion.—L'historique qui commence ce chapitre explique que les billets du Dominion ont été créées en 1868. La législation par laquelle l'émission s'est accrue de concert avec l'agrandissement du pays fait l'objet d'une note au bas de la p. 968 de l'Annuaire de 1934–35. Les éditions antérieures de l'Annuaire jusqu'à celui de 1940 donnent un résumé des principaux traits de l'émission précédente de billets du Dominion.

Billets de la Banque du Canada.—La Banque du Canada, quand elle a commencé ses opérations, a pris à son compte les billets du Dominion en cours qui ont été remplacés dans la circulation publique et partiellement comme réserves en espèces par ses propres billets ayant cours forcé, dont les coupures étaient de $1, $2, $5, $10, $20, $50, $100 et $1,000. Les dépôts des banques à charte à la Banque du Canada ont parachevé le remplacement des billets du Dominion comme réserves en espèces.

La loi des banques de 1934 a exigé des banques à charte qu'elles réduisissent l'émission de leurs propres billets graduellement pendant les dix années suivantes jusqu'à un montant n'excédant pas 25 p.c. de leur capital versé au 11 mars 1935. Les billets de la Banque du Canada remplacent ainsi les billets des banques à charte, puisque l'émission de ces dernières est réduite.

Il y a peu de changement dans les coupures au-dessous de $5. Il y a eu augmentation considérable dans les coupures de $5 à $1,000, où les billets de la Banque du Canada ont partiellement remplacé les billets des banques à charte et ceux du Dominion. D'autre part, les billets spéciaux du Dominion en coupures de $1,000 à $50,000, qui ont servi presque exclusivement aux transactions interbancaires ou aux réserves des banques, ne sont plus en usage.

5.—Coupures des billets du Dominion ou de la Banque du Canada en circulation, 1926, 1929, 1932 et 1938-40

NOTA.—Moyennes annuelles des chiffres de la fin du mois. Les totaux en cours ne sont pas toujours les multiples des dénominations des billets à cause des ajustements qui sont faits d'après les échelles établies lorsque des billets mutilés sont apportés pour être détruits.

Coupures	1926	1929	1932	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$	$
Provinciaux	27,624	27,621	27,594	27,578	27,576	27,576
Fractionnaires	1,330,663	1,380,710	1,287,544	1,123,738	1,112,857	1,105,776
$1	17,732,100	20,032,308	18,957,935	23,716,228	24,675,157	27,304,106
$2	12,925,212	14,609,088	13,346,323	15,900,985	16,292,040	18,373,006
$4	33,397	32,138	31,004	29,334	29,204	29,076
Totaux	32,048,996	36,081,865	33,650,400	40,797,863	42,136,834	46,839,540
$5	626,179	730,101	5,137,627	24,005,936	27,651,343	42,516,130
$10	Nil	Nil	Nil	45,738,944	57,562,141	99,364,158
$20	"	"	"	19,849,718	24,325,035	40,399,748
$25	"	"	"	63,390	57,654	51,921
$50	650	650	650	5,591,283	6,991,237	11,736,987
$100	Nil	Nil	Nil	8,056,675	10,518,633	18,739,487
$500	1,875,917	1,811,875	2,530,833	1,411,500	967,292	779,667
$1,000	3,799,250	4,168,917	6,437,583	15,610,750	14,683,750	16,656,667
Totaux	6,301,996	6,711,543	14,106,693	120,328,196	142,757,085	230,244,765
Spéciaux—						
$1,000	671,333	407,667	3,500	1,000	1,000	1,000
$5,000	16,307,500	7,209,583	8,063,750	10,000	10,000	10,000
$50,000	134,675,000	153,970,834	110,054,167	Nil	Nil	Nil
Totaux, spéciaux	151,653,833	161,588,084	118,121,417	11,000	11,000	11,000
Grands totaux	**190,004,825**	**204,381,492**	**165,878,510**	**161,137,059**	**184,904,919**	**277,095,305**

Sous-section 3.—Billets des banques à charte

En référant à l'esquisse historique qui commence ce chapitre, le lecteur peut se rendre compte de l'évolution qui fit des billets de banque le principal moyen d'échange au Canada au cours de la période qui a précédé l'établissement de la Banque du Canada. Les principales phases de cette évolution, qui sont demeurées comme les caractéristiques du système, sont réunies et développées ici. Par la loi des banques de 1870 (plus tard codifiée avec la loi générale des banques de 1871), l'émission des billets d'une banque ne devait pas surpasser son capital versé, aucun billet de banque d'une valeur de moins de $4 ne pouvait être émis (cette valeur fut remplacée plus tard par le $5 et ses multiples) et, tandis que les banques étaient libres d'user de leur propre discernement concernant le montant de leurs réserves en espèces, il fut stipulé qu'au moins un tiers (plus tard augmenté à 40 p.c.) de ces réserves en espèces librement déterminées par elles devait consister en billets du Dominion. Dans la revision de 1880, un détenteur de billet était définitivement reconnu comme créancier privilégié. La loi des banques de 1890 pourvoyait à l'établissement d'un fonds de rachat des billets de banque en circulation consistant en dépôts par les banques entre les mains du Ministre des Finances au montant de 5 p.c. de leurs billets en circulation. L'opération de ce fonds et la constitution des billets en un lien de priorité contre l'actif des banques qui faisaient faillite ont eu pour résultat qu'aucun détenteur de billet de banque au Canada n'a eu à subir une perte depuis 1881. En 1908, après la crise financière de 1907, il y eut une sti-

pulation permettant aux banques d'émettre pendant la saison du transport des récoltes, octobre à janvier inclusivement (plus tard elle s'étendit de septembre à février inclusivement), une circulation excédente jusqu'à concurrence de 15 p.c. de leur capital combiné et de leur "reliquat" ou fonds de réserve, un tel excédent étant sujet à une taxe dont le taux ne surpassait pas 5 p.c. par année. La revision de la loi des banques en 1913 pourvoyait à l'établissement de réserves centrales d'or où les banques pouvaient déposer de l'or ou des billets du Dominion et des émissions additionnelles pour garantir leurs propres billets. La loi financière (c. 3) de 1914 autorisait le Ministre des Finances à consentir des avances aux banques par l'émission de billets du Dominion sur le nantissement de valeurs approuvées. Adoptée d'abord comme une mesure de guerre, elle est devenue une caractéristique permanente du système de la loi financière (c. 48) de 1923 et elle donnait aux banques la faculté d'accroître encore leur émission de billets par le dépôt de billets du Dominion, ainsi obtenu, dans les réserves centrales d'or.

Les billets de banque, bien qu'ils fussent le principal moyen d'échange à la disposition du public, étaient une émission fiduciaire; ils n'avaient pas cours forcé, mais étaient convertibles en billets du Dominion qui avaient cours forcé.

Les dispositions concernant les billets de banque ont été complètement changées avec l'établissement de la Banque du Canada sous l'empire de la loi des banques (c. 24) de 1934. C'est alors qu'a pris fin le pouvoir d'expansion saisonnière et additionnelle des émissions garanties par les dépôts aux réserves centrales d'or. La loi pourvoyait à la réduction graduelle des billets de banque en circulation pendant quelques années, tel qu'il est expliqué à la p. 822. Comme résultat de ces changements, les données courantes sur la circulation des billets de banque ne peuvent être comparées avec celles des années antérieures. Toutefois, les statistiques de tous les billets entre les mains du public en général sont comparables. La circulation publique comprend les billets des banques à charte de même que ceux du Dominion et de la Banque du Canada, à l'exclusion de ceux que les banques détiennent comme réserves. C'est sur cette base que s'appuient les statistiques contenues dans le tableau 6.

6.—Circulation moyenne annuelle des billets entre les mains du public, 1926-40

NOTA.—Les chiffres des billets en circulation entre les mains du public pour 1900-35 paraissent à la p. 931. de l'annuaire de 1936.

Année	Moyennes des chiffres de la fin du mois			Moyennes des chiffres quotidiens du total	
	Banques à charte[1]	Dominion ou Banque du Canada[2]	Total	Montant[3]	Par tête[4]
	$	$	$	$	$
1926	153,931,898	26,314,706	180,246,604	195,000,000	20·63
1927	156,254,231	27,793,500	184,047,731	198,000,000	20·55
1928	160,209,051	28,803,340	189,012,391	204,000,000	20·74
1929	161,483,696	30,003,870	191,487,566	205,000,000	20·44
1930	144,178,819	28,812,059	172,990,878	185,000,000	18·12
1931	128,881,241	28,572,011	157,453,252	167,000,000	16·09
1932	120,918,577	28,483,686	149,402,263	158,000,000	15·04
1933	120,624,661	29,066,051	149,690,712	157,000,000	14·70
1934	125,119,382	30,547,720	155,667,102	163,000,000	15·06
1935	118,512,334	47,288,651	165,800,985	169,000,000	15·45
1936	112,914,641	66,934,958	179,849,599	182,000,000	16·50
1937	104,211,037	94,876,384	199,087,421	200,000,000	17·99
1938	93,978,355	109,748,030	203,726,385	205,000,000	18·29
1939	88,820,636	129,261,655	218,082,291	216,000,000	19·09
1940	87,194,399	206,916,964	294,111,363	287,000,000	25·13

[1] Circulation brute des billets des banques à charte moins les billets détenus par les autres banques. [2] Emission totale, moins les billets détenus par les banques à charte et les billets déposés dans les réserves centrales d'or jusqu'en mars 1935. [3] Chiffres au million près fournis par la Banque du Canada. [4] Chiffres basés sur la population estimative telle qu'indiquée à la page 70.

Section 4.—Réserves monétaires

Sous-section 1.—Réserves de la Banque du Canada

La p. 929 de l'Annuaire de 1936 met sous les yeux la composition des réserves d'or canadiennes détenues par le Gouvernement de 1905 à 1934. La Banque du Canada détient ces réserves d'or depuis mars 1935. Sous l'empire de la loi du fonds du change (c. 60, 1935), effective en juillet 1935, elles doivent être évaluées au prix courant du marché de l'or. Le graphique de la p. 920 de l'Annuaire de 1937 fait voir l'effet de la revaluation à partir de la date mentionnée ci-haut. Les nouvelles données paraissent maintenant sous l'item "réserves" du côté de l'"actif", au tableau 1, p. 819. Comme l'explique le renvoi 2 du tableau, d'après l'ordonnance sur le fonds du change du 30 avril 1940, les réserves d'or de la Banque du Canada ont été transférées à la Commission de Contrôle du Change Etranger et la Banque n'est temporairement plus requise de maintenir une réserve d'or égale à pas moins de 25 p.c. de son passif global en billets et dépôts au Canada.

Sous-section 2.—Réserves en espèces des banques à charte au Canada

Avant l'établissement de la Banque du Canada.—Jusqu'en mars 1935, les réserves en espèces ayant cours forcé étaient constituées en partie par les billets du Dominion (voir p. 822) et en partie par la monnaie et le billon d'or et la monnaie divisionnaire, comprenant ces formes d'espèces détenues par les banques elles-mêmes et comme dépôts dans les réserves centrales d'or. Autant que ces réserves étaient en or de fait ou des billets du Dominion garantis par de l'or, elles étaient sujettes aux influences expansives ou contractives des importations ou exportations d'or monétaire provenant de la balance des paiements internationaux du Canada, tant que le Canada était monométalliste-or.

Depuis l'établissement de la Banque du Canada.—Lors de l'établissement de la Banque du Canada, les banques à charte transférèrent leurs réserves d'or au Canada et leurs billets du Dominion à la nouvelle banque et reçurent en échange soit des notes de crédit de la Banque du Canada, soit ses propres billets. Il a été stipulé que dorénavant les banques à charte devaient transporter des réserves de cette sorte s'élevant à 5 p.c. au moins du passif des dépôts au Canada. Depuis ce temps, en, conséquence, les réserves d'or garanties par la monnaie et le crédit des banques ont été commises à la garde de la banque centrale, sauf exception stipulée par l'ordonnance sur le fonds du change, 1940, comme il est expliqué à la question des réserves de la Banque du Canada à la sous-section 1, ci-dessus.

7.—Moyennes annuelles des réserves en espèces des banques à charte au Canada, 1926-40

NOTA.—Les chiffres, au million près, sont fournis par la Banque du Canada. Les réserves en espèces avant le 11 mars 1935 renferment l'or et la monnaie et les billets du Dominion détenus par les banques au Canada et les dépôts dans les réserves centrales d'or non affecté; depuis cette date, elles comprennent les billets de la Banque du Canada et les dépôts qui y sont faits.

Année	Moyenne annuelle des chiffres quotidiens	Moyenne annuelle des chiffres de la fin du mois	Année	Moyenne annuelle des chiffres quotidiens	Moyenne annuelle des chiffres de la fin du mois
	$	$		$	$
1926	192,000,000	197,000,000	1934	201,000,000	203,000,000
1927	187,000,000	194,000,000			
1928	193,000,000	205,000,000	1935[1]	213,000,000	216,000,000
1929	191,000,000	212,000,000	1936	225,000,000	225,000,000
1930	176,000,000	197,000,000	1937	240,000,000	240,000,000
1931	169,000,000	182,000,000	1938	254,000,000	252,000,000
1932	172,000,000	186,000,000	1939	269,000,000	268,000,000
1933	189,000,000	195,000,000	1940	289,000,000	287,000,000

[1] Voir le texte qui précède immédiatement ce tableau.

Section 5.—Commerce bancaire

Sous-section 1.—Historique

Puisque l'une des principales fonctions des premières banques au Canada consistait à émettre des billets pour fournir une monnaie ou un moyen d'échange convenable, il importe de traiter le système monétaire et la banque dans une esquisse historique que le lecteur trouvera aux pp. 934–940 de l'Annuaire de 1938. Cependant, la fonction de l'émission des billets n'est plus aussi importante qu'elle l'était. Il n'y a pas longtemps, les services des banques à charte consistant à recueillir les dépôts provenant de sources innombrables ont développé l'importance de la banque de dépôt par laquelle les économies des individus sont utilisées comme instrument commercial de production immédiate; le développement de la banque d'escompte a donné plus d'importance aux autres facilités nécessaires à son fonctionnement. Un de ces moyens d'action est le mécanisme des lettres de change qui servent à financer le commerce extérieur. Le mécanisme normal de cette fonction en temps de paix a été affecté, depuis le déclenchement de la guerre en septembre 1939, par l'établissement de la Commission de Contrôle du Change Etranger, dont les opérations sont décrite dans un article spécial aux pp. 847–850 de la présente édition. Les principales caractéristiques de ce développement des facilités de la banque d'escompte dans l'évolution du système bancaire canadien peuvent se résumer comme suit: 1) son origine, en relation étroite avec le commerce des denrées et d'exportation de Montréal et avec le commerce d'Halifax et de Saint John; 2) le développement du système de banque à succursales pour répondre aux nécessités du déplacement rapide des frontières de la colonisation; 3) l'adaptation aux exigences du commerce des grains et des bestiaux de l'Ouest; 4) la consolidation, au cours des années subséquentes, des caractéristiques qui avaient contribué à ses premiers succès. Le développement d'un système stable a été accompagné d'insuccès, particulièrement au milieu du 19e siècle; mais le progrès a cependant été constant et basé sur des principes sains.

La banque à succursales est peut-être la caractéristique la plus distinctive du système canadien tel qu'il existe aujourd'hui et pour un pays tel que le Canada, vaste en superficie mais peu populeux, le système a fait ses preuves. Le résultat de l'expansion des banques à succursales a été le développement d'un système partiellement centralisé—centralisé sous le rapport des banques qui sont maintenant au nombre de dix, au lieu de l'être sous le rapport des district comme dans le système partiellement centralisé des Etats-Unis. Il y avait 28 banques à charte lors de la Confédération. L'élimination des banques chancelantes ou leur absorption par des institutions plus stables a constitué un progrès vers une sécurité et une confiance plus grandes. La liste des banques au temps de la Confédération paraît à la p. 921 de l'Annuaire de 1940. Un tableau aux pages 928–929 de l'Annuaire de 1937 donne les faillites depuis la Confédération. Il n'y a pas d'autres changements depuis.

8.—Fusions de banques canadiennes depuis 1867

Banque absorbante	Banque absorbée	Date[1]
Banque de Montréal	Exchange Bank, Yarmouth, N.-E.	13 août 1903
	People's Bank of Halifax, N.-E.	27 juin 1905
	Ontario Bank	13 oct. 1906
	People's Bank of New Brunswick	15 avril 1907
	Bank of British North America	12 oct. 1918
	Banque des Marchands du Canada	20 mars 1922
	Banque Molson	20 janv. 1925

[1] Les dates données depuis 1900 sont celles des ordres en conseil autorisant les absortions.

8.—Fusions de banques canadiennes depuis 1867—fin

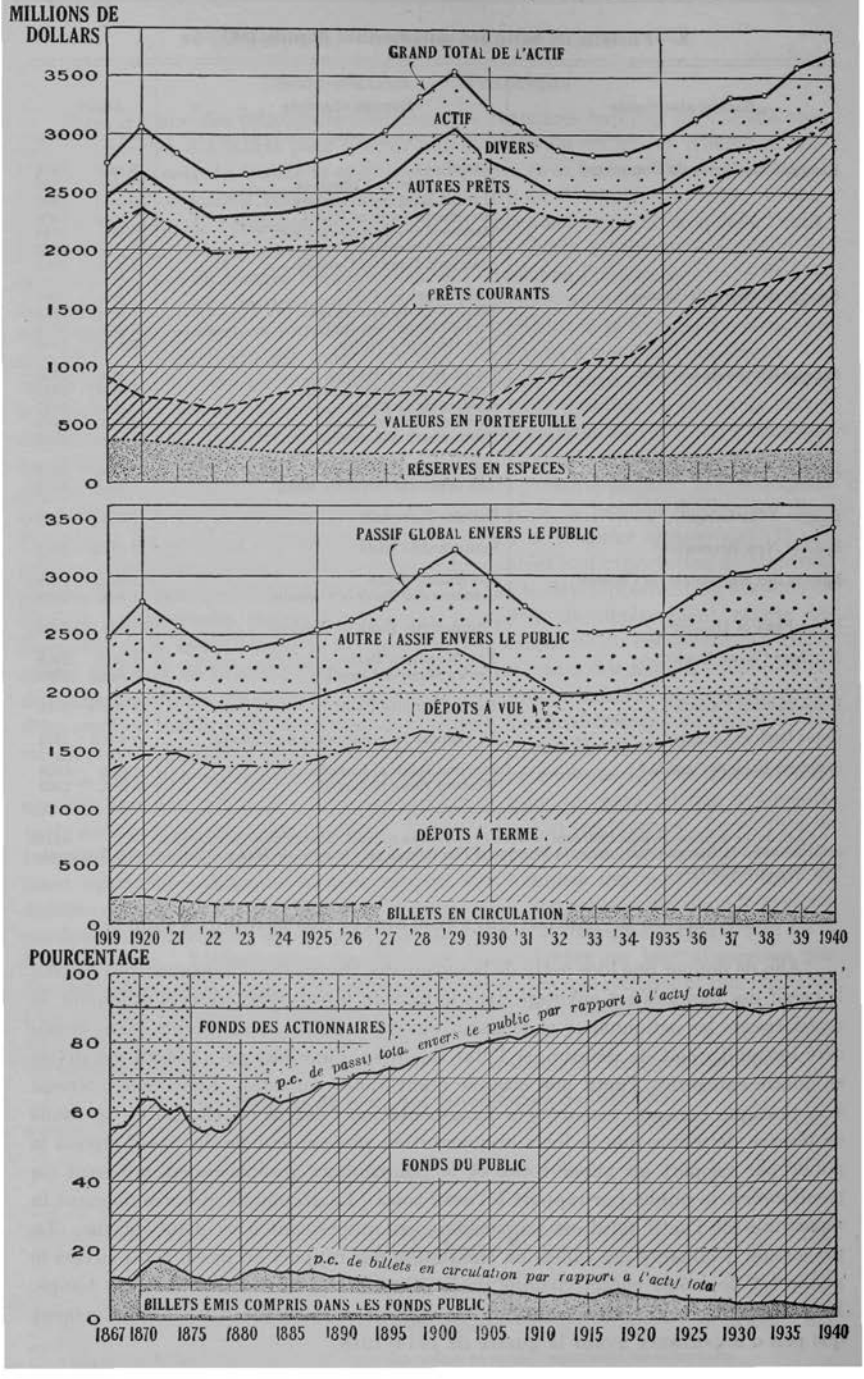
Banque absorbante	Banque absorbée	Date[1]
Banque Canadienne du Commerce	Gore Bank	19 mai 1870
	Bank of British Columbia	31 déc. 1900
	Halifax Banking Company	30 mai 1903
	Merchants Bank of P.E.I.	31 mai 1906
	Banque des Cantons de l'Est	29 fév. 1912
	Bank of Hamilton	31 déc. 1923
	Standard Bank of Canada	3 nov. 1928
Banque de Nouvelle-Ecosse	Union Bank of P.E.I.	1 oct. 1883
	Bank of New Brunswick	15 fév. 1913
	The Metropolitan Bank	14 nov. 1914
	The Bank of Ottawa	30 avril 1919
Banque Royale du Canada	Union Bank of Halifax	1 nov. 1910
	Traders' Bank of Canada	3 sept. 1912
	Banque de Québec	2 janv. 1917
	Northern Crown Bank	2 juil. 1918
	Union Bank of Canada	31 août 1925
Imperial Bank of Canada	Niagara District Bank	21 juin 1875
	The Weyburn Security Bank	1 mai 1931
Banque d'Hochelaga[2]	Banque Nationale	30 avril 1924
Bank of New Brunswick[3]	Summerside Bank	12 sept. 1901
Banque des Marchands du Canada[3]	Merchants' Bank	22 fév. 1868
	Commercial Bank of Canada	1 juin 1868
Union Bank of Halifax[3]	Commercial Bank of Windsor	31 oct. 1902
Northern Crown Bank[3]	The Northern Bank	2 juill. 1908
	Crown Bank of Canada	2 juill. 1908
Union Bank of Canada[3]	United Empire Bank	31 mars 1911
Home Bank of Canada[3]	La Banque Internationale du Canada	15 avril 1913
Standard Bank of Canada[3]	Sterling Bank of Canada	31 déc. 1924
	Western Bank of Canada	13 fév. 1909

[1] Les dates données depuis 1900 sont celles des ordres en conseil autorisant les absorptions. [2] Après avoir absorbé la Banque Nationale, la Banque d'Hochelaga prit le nom de Banque Canadienne Nationale. [3] Ne font plus affaires.

Sous-section 2.—Statistiques combinées des banques à charte

Afin de donner une idée nette de la nature des transactions bancaires au Canada, le passif des banques est envisagé dans le tableau 9 sous deux aspects différents: le passif envers les actionnaires et le passif envers le public, seul celui-ci étant considéré lorsqu'il s'agit de déterminer l'état financier d'une banque. L'actif est divisé en quatre catégories, l'actif non classifié étant ajouté au total. Le lecteur intéressé à la pratique bancaire remarquera l'augmentation relative du capital et du fonds de réserve de même que la forte augmentation proportionnelle du passif envers le public par rapport au passif total, et le pourcentage graduellement croissant du passif envers le public par rapport à l'actif total. Le graphique ci-après donnant la répartition de l'actif total est particulièrement intéressant à ce point de vue. La proportion déclinante des billets en circulation par rapport au passif total envers le public est de même caractéristique de l'évolution bancaire de ces derniers temps. Le portefeuille de titres fédéraux, provinciaux et municipaux n'avait relativement que peu d'importance avant la guerre de 1914–1918.

ACTIF ET PASSIF DES BANQUES À CHARTE



9.—Progrès des banques à charte au Canada, 1867-1940

NOTA.—Ces statistiques sont des moyennes annuelles calculées d'après les douze rapports mensuels. Les tirets indiquent l'absence de renseignements sous les en-têtes correspondants pour les années indiquées. Les chiffres des années intermédiaires non indiqués de 1867 à 1880 se trouvent aux pages 954-955 de l'Annuaire de 1938.

Année	PASSIF						
	Envers les actionnaires		Envers le public				
	Capital	Fonds de réserve	Billets en circulation	Dépôts payables à demande au Canada	Dépôts payables sur avis préalable	Total des dépôts[1]	Total du passif envers le public[2]
	$	$	$	$	$	$	$
1867.....	30,926,470[3]	-	9,346,081[3]	-	-	31,375,316[3]	43,273,969[3]
1880.....	60,052,117	-	22,529,623	-	-	85,303,814	111,838,941
1881.....	59,534,977	-	28,516,692	-	-	94,346,481	127,176,249
1882.....	59,799,644	-	33,582,080	-	-	110,133,124	149,777,214
1883.....	61,390,118	-	33,283,302	-	-	107,648,383	145,938,095
1884.....	61,579,021	18,149,193[4]	30,449,410	-	-	102,398,228	137,493,917
1885.....	61,711,566	17,879,716	30,720,762	-	-	104,014,660	138,762,695
1886.....	61,662,093	17,817,693	31,030,499	-	-	111,449,365	146,954,260
1887.....	60,860,561	17,873,582	32,478,118	-	-	112,656,985	149,704,402
1888.....	60,345,035	18,529,911	32,205,259	-	-	125,136,473	163,990,797
1889.....	60,229,752	19,766,426	32,207,144	-	-	134,650,732	173,029,602
1890.....	59,974,902	21,127,838	32,834,511	-	-	135,548,704	173,207,587
1891.....	60,700,697	22,821,501	33,061,042	-	-	148,396,968	187,332,325
1892.....	61,626,311	24,511,709	33,788,679	-	-	160,668,471	208,062,169
1893.....	62,009,346	25,837,753	33,811,925	-	-	174,776,722	217,195,975
1894.....	62,063,371	27,041,235	31,166,003	-	-	181,743,890	221,066,724
1895.....	61,800,700	27,273,500	30,807,041	-	-	190,916,939	229,794,322
1896.....	62,043,173	26,526,632	31,456,297	-	-	193,616,049	232,338,086
1897.....	62,027,703	27,087,782	34,350,118	-	-	211,788,096	252,660,708
1898.....	62,571,920	27,627,520	37,873,934	-	-	236,161,062	281,076,656
1899.....	63,726,399	28,958,989	41,513,139	-	-	266,504,528	318,624,033
1900.....	65,154,594	32,372,394	46,574,780	-	-	305,140,242	356,394,095
1901.....	67,035,615	36,249,145	50,601,205	95,169,631[4]	221,624,664[4]	349,573,327	420,003,743
1902.....	69,869,670	40,212,943	55,412,598	104,424,203	244,062,545	390,370,493	466,963,829
1903.....	76,453,125	47,761,536	60,244,072	112,461,757	269,911,501	424,167,140	507,527,550
1904.....	79,234,191	52,082,335	61,769,888	117,962,023	307,007,192	470,265,744	554,014,076
1905.....	82,655,828	56,474,124	64,025,643	138,116,550	338,411,275	531,243,476	618,678,633
1906.....	91,035,604	64,002,266	70,638,870	165,144,569	381,778,705	605,968,513	713,790,553
1907.....	95,953,732	69,806,892	75,784,482	166,342,144	413,014,657	654,839,711	769,026,924
1908.....	96,147,526	72,041,265	71,401,697	169,721,755	406,103,063	658,367,015	762,077,184
1909.....	97,329,333	75,887,695	73,943,119	225,414,828	464,635,263	783,298,880	882,598,547
1910.....	98,787,929	79,970,346	82,120,303	260,232,399	532,087,627	909,964,839	1,019,177,601
1911.....	103,009,256	88,892,256	89,982,223	304,801,755	568,976,209	980,433,788	1,097,661,393
1912.....	112,730,943	102,090,476	100,146,541	359,431,895	625,705,765	1,102,910,383	1,240,124,354
1913.....	116,297,729	109,129,393	105,265,336	367,214,143	626,199,470	1,126,871,523	1,287,372,534
1914.....	114,759,807	113,130,626	104,600,185	346,069,908	656,760,687	1,144,211,363	1,309,944,006
1915.....	113,982,741	113,020,310	105,137,092	358,444,252	690,904,274	1,198,340,315	1,353,629,123
1916.....	113,175,353	112,989,541	126,691,913	428,717,781	780,842,383	1,418,035,429	1,596,905,337
1917.....	111,637,755	113,560,997	161,029,606	468,049,790	928,271,838	1,643,203,020	1,866,228,236
1918.....	110,618,504	114,041,500	198,645,254	587,342,904	966,341,499	1,912,395,780	2,184,359,820
1919.....	115,004,960	121,160,774	218,919,261	621,676,065	1,125,202,403	2,189,428,885	2,495,582,568
1920.....	123,617,120	128,756,690	228,800,379	653,862,869	1,239,308,076	2,438,079,792	2,784,068,698
1921.....	129,096,339	134,104,030	194,621,710	551,914,643	1,289,347,063	2,264,586,736	2,556,454,190
1922.....	125,456,485	129,627,270	166,466,109	502,781,234	1,191,637,004	2,120,997,030	2,364,822,657
1923.....	124,373,293	126,441,667	170,420,792	523,170,930	1,197,277,065	2,107,606,111	2,374,308,376
1924.....	122,409,504	123,841,666	166,136,765	511,218,736	1,198,246,414	2,130,621,760	2,438,771,001
1925.....	118,831,327	123,108,366	165,235,168	531,180,578	1,269,542,584	2,221,160,611	2,532,832,064
1926.....	116,638,254	125,441,700	168,885,995	553,322,935	1,340,559,021	2,277,192,043	2,604,601,786
1927.....	121,666,774	130,320,897	172,100,763	596,069,007	1,399,062,201	2,415,132,260	2,758,324,713
1928.....	122,839,879	134,087,485	176,716,979	677,467,295	1,496,608,451	2,610,594,865	3,044,742,165
1929.....	137,269,085	150,636,682	178,291,030	696,387,381	1,479,870,058	2,696,747,857	3,215,503,098
1930.....	144,560,874	160,639,246	159,341,085	622,895,347	1,427,569,716	2,516,611,587	2,909,530,263
1931.....	144,674,853	162,075,000	141,969,350	578,604,394	1,437,976,832	2,422,834,828	2,741,554,219
1932.....	144,500,000	162,000,000	132,165,942	486,270,764	1,376,325,128	2,256,639,530	2,546,149,789
1933.....	144,500,000	157,250,000	130,362,488	488,527,864	1,378,497,944	2,236,841,539	2,517,934,260
1934.....	144,916,667	132,604,166	135,537,793	513,973,506	1,372,817,869	2,274,607,936	2,548,720,434
1935.....	145,500,000	132,750,000	125,644,102	568,615,373	1,445,281,247	2,426,760,923	2,667,950,352
1936.....	145,500,000	133,000,000	119,507,306	618,340,561	1,518,216,945	2,614,895,597	2,855,622,232
1937.....	145,500,000	133,750,000	110,259,134	691,319,545	1,573,654,555	2,775,530,413	3,025,721,653
1938.....	145,500,000	133,750,000	99,870,493	690,485,877	1,630,481,857	2,823,686,934	3,056,684,905
1939.....	145,500,000	133,750,000	94,064,907	741,733,241	1,699,224,304	3,060,859,111	3,298,351,099
1940.....	145,500,000	133,750,000	91,134,378	875,059,476	1,646,891,010	3,179,523,062	3,411,104,825

[1] Y compris les dépôts des gouvernements fédéral et provinciaux ainsi que les sommes déposées après 1901 hors du Canada. [2] Y compris autre passif envers le public. [3] Moyenne de six mois. [4] Rapportés pour la première fois.

9.—Progrès des banques à charte au Canada, 1867-1940—fin

Année	ACTIF						Rapport du passif envers le public à l'actif
	Numéraire et billets du Dominion et de la Banque du Canada	Obligations des gouvernements fédéral et provinciaux	Obligations municipales canadiennes; titres et valeurs étrangers	Total des obligations	Total des prêts	Total de l'actif[1]	
	$	$	$	$	$	$	p.c.
1867...	-	-	-	-	53,889,703[2]	78,294,670[2]	55·27[2]
1880...	-	-	-	-	102,166,115	184,276,190	60·69
1881...	-	-	-	-	116,953,497	200,613,879	63·39
1882...	-	-	-	-	140,077,194	227,426,835	65·86
1883...	-	-	-	-	143,944,957	228,084,650	63·98
1884...	-	-	-	-	130,490,053	219,998,642	62·50
1885...	-	-	-	-	126,827,792	219,147,080	63·32
1886...	-	-	-	-	132,833,313	228,061,872	64·44
1887...	-	-	-	-	139,753,755	230,393,072	64·98
1888...	-	-	-	-	141,002,373	243,504,164	67·35
1889...	-	-	-	-	149,958,980	253,789,803	63·18
1890...	-	-	-	-	153,301,335	254,546,329	68·05
1891...	-	-	-	-	171,082,677	269,307,032	69·56
1892...	17,794,201[3]	-	-	-	193,455,883	291,635,251	71·34
1893...	19,714,648	-	-	-	206,623,042	302,696,715	71·75
1894...	22,371,954	-	-	-	204,124,939	307,520,020	71·87
1895...	22,992,872	-	-	-	203,730,800	316,536,510	72·50
1896...	22,318,627	-	-	-	213,211,996	320,937,643	72·39
1897...	24,178,151	-	-	-	212,014,635	341,163,505	74·06
1898...	25,330,564	-	-	-	223,806,320	370,583,991	75·86
1899...	26,682,971	-	-	-	251,467,076	412,504,768	77·24
1900...	29,047,382	-	-	-	279,279,761	459,715,065	77·52
1901...	32,088,501	11,331,385[3]	13,031,176[3]	-	388,299,888	531,829,324	78·97
1902...	35,478,598	9,804,998	14,487,632	-	430,662,670	585,761,109	79·72
1903...	42,510,574	11,186,607	14,896,472	-	472,019,689	641,543,226	79·11
1904...	50,307,871	10,705,202	15,560,145	-	509,011,993	695,417,756	79·67
1905...	56,590,323	8,833,626	18,820,985	-	559,814,918	767,490,183	80·61
1906...	61,287,581	9,360,614	20,460,670	-	655,869,879	878,512,076	81·25
1907...	70,550,520	9,546,927	21,198,817	-	709,975,274	945,685,708	81·32
1908...	80,654,276	9,522,743	19,788,937	-	670,170,833	941,290,619	80·96
1909...	95,558,461	11,653,798	21,707,363	-	762,195,546	1,067,007,534	82·72
1910...	104,735,626	14,741,621	21,696,987	-	870,100,890	1,211,452,351	84·13
1911...	120,146,690	10,637,580	22,848,170	-	926,909,616	1,303,131,260	84·23
1912...	132,853,405	9,388,968	22,586,119	-	1,061,843,991	1,470,065,478	84·36
1913...	141,872,884[4]	9,995,237	23,183,162	-	1,109,493,263	1,530,093,671	84·14
1914...	165,845,957[4]	11,697,603	22,707,738	-	1,101,880,924	1,555,676,395	84·20
1915...	208,438,854[4]	12,814,898	31,553,091	-	1,066,252,854	1,596,424,643	84·75
1916...	230,113,831[4]	29,717,007	117,902,686	-	1,135,866,531	1,839,286,709	86·82
1917...	265,389,567[4]	131,078,854	138,341,125	-	1,219,161,252	2,111,559,555	88·38
1918...	351,762,841[4]	162,821,026	252,936,568	-	1,339,660,669	2,432,331,418	89·81
1919...	370,775,723[4]	214,621,625	256,270,715	-	1,552,971,202	2,754,568,118	90·60
1920...	367,165,054[4]	120,356,255	210,826,991	-	1,935,449,637	3,064,133,843	90·86
1921...	335,081,032[4]	166,688,146	156,552,503	-	1,781,184,781	2,841,782,079	89·96
1922...	305,522,425[4]	198,826,031	90,131,491	-	1,643,643,443	2,638,776,483	89·62
1923...	291,999,879[4]	242,292,315	112,642,627	401,792,206[3]	1,606,932,483	2,643,773,986	92·16
1924...	266,961,330[4]	314,099,097	135,597,860	502,561,847	1,546,792,080	2,701,427,011	90·28
1925...	259,714,043[4]	358,344,887	147,563,292	565,505,647	1,562,017,009	2,789,619,061	90·80
1926...	252,754,268[4]	343,595,936	127,765,375	532,817,056	1,682,379,658	2,864,019,213	90·94
1927...	252,188,447[4]	324,580,796	133,314,843	520,971,402	1,839,905,275	3,029,680,616	91·04
1928...	264,804,251[4]	333,837,004	124,996,823	522,628,208	2,072,403,628	3,323,163,195	91·62
1929...	261,625,173[4]	341,744,572	104,309,024	499,015,138	2,279,247,504	3,528,468,027	91·13
1930...	232,016,616[4]	316,196,343	101,585,131	471,637,542	2,064,597,746	3,237,073,853	89·88
1931...	207,983,857[4]	454,386,965	154,829,056	674,357,232	1,764,088,477	3,066,018,472	89·42
1932...	206,925,103[4]	489,709,241	150,891,599	695,758,801	1,582,667,313	2,869,429,779	88·73
1933...	209,550,285[4]	626,881,709	163,834,318	841,151,958	1,409,067,110	2,831,393,641	88·93
1934...	214,419,280[4]	633,498,403	139,850,099	866,725,958	1,373,683,071	2,837,919,961	89·81
1935...	227,692,952[5,6]	860,942,292	137,764,626	1,044,351,653	1,276,430,825	2,956,577,704	90·24
1936...	240,596,447[5]	1,074,795,141	161,879,725	1,330,808,991	1,140,557,800	3,144,506,755	90·81
1937...	249,372,724[5]	1,118,893,938	181,972,016	1,426,371,394	1,200,574,223	3,317,087,132	91·22
1938...	262,354,597[5]	1,143,040,485	170,487,703	1,439,666,822	1,200,692,605	3,348,708,580	91·28
1939...	279,161,539[5]	1,234,066,994	179,924,335	1,540,330,246	1,243,616,409	3,591,564,586	91·84
1940...	296,877,855[5]	1,311,641,053	157,361,535	1,579,467,048	1,324,021,841	3,707,316,459	92·01

[1] Comprend d'autres item à l'actif. [2] Moyenne de six mois. [3] Rapportées pour la première fois. [4] Y compris les dépôts aux réserves centrales d'or, Banque du Canada et numéraire. [5] Billets de et dépôts dans la [6] Moyenne de dix mois.

10.—Actif des banques à charte, 1929, 1932 et 1938-40

NOTA.—Les chiffres de ce tableau représentent les moyennes établies chaque année d'après les rapports mensuels. Comme les deux premiers item n'ont été calculés qu'au million près, avant 1937, les totaux de 1929 et 1932 ne représentent pas la somme exacte des item particuliers.

Nomenclature	1929	1932	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$
Réserve en espèces contre dépôts canadiens (d'après le tableau 7)	212,000,000	186,000,000	252,144,266	268,255,213	287,245,925
Emission garantie des billets de banque	25,000,000	2,000,000	[1]	[1]	[1]
Monnaie divisionnaire	[2]	[2]	5,338,991	5,372,204	5,513,183
Billets d'autres banques canadiennes	16,807,334	11,247,365	5,892,138	5,244,271	3,939,979
Chèques d'autres banques	149,545,199	82,948,867	111,586,831	115,190,028	121,502,954
Dépôts aux autres banques canadiennes	4,698,323	3,461,775	4,189,163	4,112,564	4,017,087
Or et monnaie à l'étranger	24,797,260	19,089,489	4,871,340	5,534,122	4,118,747
Devises étrangères	19,468,671	16,022,766	27,223,767	31,683,643	30,023,562
Dépôts aux banques du Royaume-Uni	4,826,444	9,383,994	31,383,908	25,050,301	35,792,886
Dépôts aux banques étrangères	86,178,585	97,999,358	102,293,489	190,186,300	147,398,043
Obligations—					
Obligations des gouvernement fédéral et provinciaux	341,744,572	489,709,241	1,143,040,485	1,234,066,994	1,311,641,053
Autres fonds publics canadiens et étrangers	104,309,024	150,891,599	170,487,703	179,924,335	157,361,535
Autres obligations, débentures et titres	52,961,542	55,157,961	126,138,634	126,338,917	110,464,460
Prêts au jour le jour et à courte échéance—					
Au Canada	267,271,438	117,224,745	66,722,525	54,508,836	44,116,756
Ailleurs	301,091,053	84,227,574	51,427,577	47,693,574	44,366,837
Prêts courants—					
Canada—					
Prêts aux gouvernements provinciaux	19,002,655	34,386,119	19,821,221	18,762,323	15,292,421
Prêts aux cités, villes, municipalités et districts scolaires	93,325,211	130,567,792	109,145,741	114,548,420	106,471,792
Autres prêts courants et escomptes	1,342,666,883	1,032,081,481	786,145,073	854,511,568	968,547,904
Ailleurs qu'au Canada	248,367,887	171,861,621	157,672,674	144,759,685	137,620,051
Créances en souffrance	7,522,377	12,317,980	9,757,794	8,832,002	7,606,080
Autres valeurs actives—					
Immeubles, autres que les édifices des banques	5,618,820	7,141,708	8,305,205	7,870,483	7,521,763
Hypothèques sur immeubles vendus par les banques	7,221,774	6,244,908	4,323,494	4,150,701	3,874,720
Immeubles des banques	75,536,822	79,714,603	73,349,685	72,323,493	71,601,056
Caisse de rachat de circulation bancaire	6,246,861	6,721,355	5,744,888	5,288,771	4,964,540
Passif des déposants couvert par lettres de crédit en contre-partie	100,473,805	48,671,585	58,269,394	53,772,575	62,914,040
Toutes autres valeurs actives	11,957,574	14,520,279	13,432,594	13,583,263	13,399,085
Totaux, actif	**3,528,468,027**	**2,869,429,779**	**3,348,708,580**	**3,591,564,586**	**3,707,316,459**

[1] Système modifié à la suite de l'établissement de la Banque du Canada. [2] Inclus dans la réserve en espèces,

11.—Passif des banques à charte, 1929, 1932 et 1938-40

NOTA.—Les chiffres de ce tableau représentent des moyennes établies chaque année d'après les rapports mensuels.

Nomenclature	1929	1932	1938	1939	1940
PASSIF ENVERS LE PUBLIC	$	$	$	$	$
Billets en circulation	178,291,030	132,165,942	99,870,493	94,064,907	91,134,378
Passif des dépôts—					
Dépôts des gouvernements—					
Fédéral	77,815,312	55,598,660	49,436,735	92,261,070	163,406,469
Provinciaux	24,536,732	26,151,681	44,952,800	53,494,539	63,625,723
Avances garanties de la Banque du Canada	Nil	Nil	416,666	Nil	Nil
Dépôts du public—					
Sur demande	696,387,381	486,270,764	690,485,877	741,733,241	875,059,476
A temps	1,479,870,058	1,376,325,128	1,630,481,857	1,699,224,304	1,646,891,010
Etrangers	418,138,374	312,293,297	408,329,665	474,145,957	430,540,384
Dépôts interbancaires—					
Au Canada	14,528,474	10,694,683	15,609,409	14,800,678	10,830,490
Au Royaume-Uni	25,693,879	5,131,001	11,455,218	24,620,341	29,419,905
Autres	100,254,711	49,732,341	41,236,295	43,716,370	30,291,565
Totaux, passif des dépôts[1]	2,837,224,921	2,322,197,555	2,892,404,522	3,143,996,500	3,250,065,022
Devises canadiennes (estimation)	*2,293,000,000*	*1,955,000,000*	*2,449,000,000*	*2,630,000,000*	*2,763,000,000*
Devises étrangères (estimation)	*544,000,000*	*367,000,000*	*443,000,000*	*514,000,000*	*497,000,000*
Totaux, passif des billets et des dépôts	3,015,515,951	2,454,363,497	2,992,275,015	3,238,061,407	3,341,199,400
Avances en vertu de la loi financière	82,916,667	37,352,667	Nil	Nil	Nil
Autres valeurs passives envers le public—					
Billets payables	10,842,329	1,579,945	411,131	266,334	148,740
Lettres de crédit en cours	100,473,804	48,671,585	58,269,394	53,772,575	62,914,040
Passif non compris sous les rubriques prédédentes	5,754,347	4,182,095	5,729,365	6,250,783	6,842,645
TOTAUX, PASSIF ENVERS LE PUBLIC	3,215,503,098	2,546,149,789	3,056,684,905	3,298,351,099	3,411,104,825
PASSIF ENVERS LES ACTIONNAIRES					
Capital	137,269,085	144,500,000	145,500,000	145,500,000	145,500,000
Reliquat ou fonds de réserve	150,636,682	162,000,000	133,750,000	133,750,000	133,750,000
Grands totaux, passif	**3,503,408,865**	**2,852,649,789**	**3,335,934,905**	**3,577,601,099**	**3,690,354,825**

[1] Les totaux du passif des dépôts ne correspondent pas avec ceux du tableau 9 en raison de l'inclusion ici des dépôts interbancaires.

12.—Comparaisons proportionnelles entre certaines valeurs actives et certaines valeurs passives des banques à charte, 1926-40

NOTA.—Moyennes annuelles des chiffres de la fin du mois, excepté là où c'est autrement spécifié.

Année	Espèces canadiennes par rapport aux dépôts canadiens		Obligations par rapport au passif des billets et des dépôts	Prêts par rapport au passif des billets et des dépôts
	Quotidienne[1]	A la fin du mois		
	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
1926	9·8	10·1	21·3	67·2
1927	9·0	9·4	19·7	69·4
1928	8·5	9·1	18·2	72·0
1929	8·3	9·2	16·6	75·6
1930	8·2	9·2	17·1	74·6
1931	8·1	8·6	25·5	66·7
1932	8·8	9·5	28·4	64·5
1933	9·8	10·1	34·8	58·2
1934	10·2	10·3	35·3	56·0
1935	10·1	10·2	40·1	49·1
1936	10·2	10·0	47·7	40·9
1937	10·2	10·1	48·4	40·7
1938	10·5	10·3	48·1	40·1
1939	10·4	10·2	47·5	38·4
1940	10·6	10·4	47·3	39·6

[1] Chiffres fournis par la Banque du Canada.

Classification des dépôts et des prêts.—Par suite d'une modification apportée en 1934 à la loi des banques, les dépôts et les prêts doivent être classifiés chaque année selon le chiffre du dépôt ou la fin à laquelle doit servir le prêt. Les chiffres ne couvrent que les dépôts et les prêts au Canada.

13.—Dépôts, selon l'importance, aux banques à charte canadiennes, 31 oct. 1938-40

NOTA.—Les chiffres des années précédentes se trouvent au tableau correspondant des éditions antérieures de l'Annuaire.

Nomenclature	1938		1939		1940	
	nomb.	$	nomb.	$	nomb.	$
Dépôts remboursables à vue—						
$1,000 ou moins	604,490	88,127,361	614,045	89,018,025	616,663	96,502,324
$1,000 jusqu'à $5,000	50,094	102,443,022	53,088	109,226,479	57,754	120,491,274
$5,000 jusqu'à $25,000	11,991	121,542,883	13,020	132,366,292	14,428	145,723,452
$25,000 jusqu'à $100,000	2,708	125,413,101	3,019	142,043,879	3,234	152,420,231
Au-dessus de $100,000	861	306,077,873	947	341,237,352	1,084	427,755,840
Item d'ajustement[1]	–	5,752,550	–	7,825,055	–	−1,614,371
Totaux	**670,144**	**749,356,790**	**684,119**	**821,717,082**	**693,163**	**941,278,750**
Dépôts remboursables après avis—						
$1,000 ou moins	3,797,481	452,808,233	3,828,291	454,885,624	3,846,137	461,183,415
$1,000 jusqu'à $5,000	284,243	571,677,424	290,222	588,216,921	268,806	537,276,550
$5,000 jusqu'à $25,000	38,077	330,974,095	40,001	348,860,597	34,672	299,135,942
$25,000 jusqu'à $100,000	2,541	111,882,640	2,757	123,329,760	2,433	105,740,135
Au-dessus de $100,000	621	185,235,546	626	190,117,190	585	190,679,009
Ajustements[1]	–	3,204,167	–	3,746,682	–	5,448,460
Totaux	**4,122,963**	**1,655,782,105**	**4,161,897**	**1,709,156,774**	**4,152,633**	**1,599,463,511**

[1] Représentant les chèques certifiés, les intérêts courus sur les comptes portant intérêt, les item en transit, etc.

14.—Prêts, selon la catégorie, faits par les banques à charte canadiennes et en souffrance, 31 oct. 1938-40

NOTA.—Les chiffres des années précédentes se trouvent au tableau correspondant des éditions antérieures de l'Annuaire.

Nomenclature	1938	1939	1940
	$	$	$
Gouvernements provinciaux	22,847,911	18,454,687	14,582,247
Municipalités et districts scolaires	114,507,761	112,165,925	99,582,464
Agriculture—			
Prêts aux cultivateurs, aux éleveurs de bétail et aux fructiculteurs	56,802,780	56,980,203	53,164,246
Prêts aux marchands de grains, aux exportateurs de grains et aux marchands de graines	91,651,082	211,387,522	235,931,252
Totaux, agriculture	148,453,862	268,367,725	289,095,498
Finances—			
Prêts à vue et autres avances aux courtiers et aux vendeurs d'obligations	62,401,107	51,749,848	39,865,634
Prêts aux compagnies de fiducie, de prêt, de crédit foncier, de placements et d'assurances et à d'autres institutions financières	66,906,329	58,817,649	65,264,177
Prêts à des particuliers sur obligations et titres non autrement classifiés	120,450,926	109,409,126	102,154,182
Totaux, finances	249,758,362	219,976,623	207,283,993
Commerce de gros et de détail	133,652,188	133,977,633	139,079,850
Manufacturiers et marchands de bois d'œuvre, de bois à pulpe et d'articles en bois	75,176,990	56,947,765	45,689,853
Autres genres de produits manufacturés	138,380,018	135,656,465	197,978,242
Exploitation minière	8,904,144	6,419,591	5,686,135
Pêcheries, y compris prêts aux exploitants de conserveries et de sauriseries	8,683,300	7,017,102	7,296,896
Utilités publiques, y compris les compagnies de transport	24,923,530	36,322,931	22,482,165
Prêts aux entrepreneurs en construction et autres, pour des fins de construction	39,248,172	45,772,468	52,125,610
Prêts aux églises, paroisses, hôpitaux et institutions charitables et religieuses	19,359,989	19,034,041	17,544,150
Autres prêts	74,691,584	83,338,328	86,335,166
Grands totaux	**1,058,587,811**	**1,143,451,284**	**1,184,762,269**

Opérations des chambres de compensation.—Dans les sociétés industrielles avancées l'argent proprement dit n'est que "la petite monnaie du commerce". La plupart des transferts monétaires, particulièrement quand il s'agit de grandes transactions, se font par l'intermédiaire des banques. Ainsi, il a été estimé que 6 p.c. environ de toutes les transactions commerciales de l'Amérique du Nord sont financées au moyen d'argent et les autres 94 p.c. au moyen de chèques. De même, si nous connaissions mieux le chiffre global de tous les chèques payés par les banques ou débités aux comptes de leurs clients, nous aurions un état presque absolu du volume d'affaires transigées et, partant, des activités commerciales du pays.

Des statistiques de cette nature ont d'abord été obtenues par le relevé des opérations des chambres de compensation—endroits où les représentants de toutes les banques se rencontrent quotidiennement dans les principales villes et présentent pour acquittement les billets des autres banques et les chèques sur d'autres banques et qui ont été honorés par leurs institutions dans le cours ordinaire des affaires. Au Canada, les premières chambres de compensation établies sont celles de Halifax (1887), de Montréal (1889), de Toronto (1891), de Hamilton (1891) et de Winnipeg (1893), et leur nombre a été subséquemment augmenté jusqu'à 32.

Pour les besoins du système central de compensation, chaque banque maintient dans son compte à la Banque du Canada, à Ottawa, un solde (au delà du dépôt requis par la loi) considéré suffisant pour régler ses obligations de compensation. Montréal, Ottawa, Toronto, Winnipeg et Vancouver sont les centres de compensation de leurs zones respectives. Les soldes débiteurs ou créditeurs des banques aux endroits spécifiés sont communiqués chaque jour par le gérant de la chambre de compensation, et confirmés par chaque banque respective à l'agent local de la Banque du Canada (à la Banque du Canada elle-même s'il s'agit d'Ottawa) pour être transmis à la Banque du Canada, à Ottawa, par téléphone ou par télégraphe, cette dernière débitant ou créditant le jour même, selon le cas, le compte que la banque respective maintient à la Banque du Canada. De la sorte, presque toutes les transactions bancaires du pays sont ajustées quotidiennement à Ottawa dans les comptes que les banques maintiennent à la Banque du Canada.

Les chiffres du tableau **15** représentent non seulement les opérations des succursales urbaines des banques, mais aussi celles de leurs nombreuses succursales rurales dans chaque district.

15.—Opérations des chambres de compensation des banques à charte canadiennes, 1936-40

NOTA.—Les chiffres des années précédentes se trouvent au tableau correspondant des éditions antérieures de l'Annuaire.

Localité	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$
Brandon	16,404,775	16,950,884	17,582,200	16,972,436	18,197,284
Brantford	45,356,164	50,506,997	46,424,869	44,722,995	48,584,907
Calgary	305,417,532	306,818,675	300,161,170	279,663,913	289,115,103
Chatham	25,865,402	31,781,621	30,160,322	30,139,377	32,335,738
Edmonton	197,022,175	206,183,407	201,035,055	201,977,802	217,964,792
Fort-William	37,944,014	40,556,659	37,527,993	34,157,614	41,175,118
Halifax	119,545,816	134,094,626	128,130,093	130,899,207	162,177,604
Hamilton	236,482,873	285,024,414	254,838,784	267,959,422	301,380,568

15.—Opérations des chambres de compensation des banques à charte canadiennes, 1936-40—fin

Localité	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$
Kingston	28,025,967	29,466,619	29,132,380	29,484,373	32,927,159
Kitchener	54,834,963	56,542,066	56,352,022	53,778,980	58,598,321
Lethbridge	24,105,821	25,229,839	26,331,675	26,996,736	26,425,880
London	145,222,921	146,861,077	133,836,073	127,963,282	137,393,049
Medicine-Hat	12,367,706	12,092,715	12,080,166	12,903,438	14,104,394
Moncton	37,250,494	41,278,230	38,511,645	38,648,686	44,330,340
Montréal	5,386,188,857	5,871,146,518	5,382,362,315	5,306,897,388	5,227,824,609
Moose-Jaw	31,587,919	30,976,707	29,487,745	31,805,492	31,483,325
New-Westminster	32,166,195	35,055,324	32,687,614	33,076,133	36,559,100
Ottawa	1,132,979,446	1,091,883,251	998,823,343	1,041,873,213	1,646,954,059
Peterborough	32,347,673	32,660,582	30,946,954	30,242,390	31,278,818
Prince-Albert	17,814,604	18,048,670	15,742,684	16,795,057	18,793,731
Québec	222,901,251	264,680,505	250,085,177	245,139,004	260,549,649
Regina	218,683,823	186,954,514	207,704,393	236,430,344	236,194,332
Saint-John	90,730,398	99,326,689	91,306,823	92,751,127	110,414,986
Sarnia	23,754,497	24,842,473	24,564,744	23,514,866	22,990,528
Saskatoon	77,033,722	70,019,704	64,577,460	69,199,123	74,327,851
Sherbrooke	29,959,127	35,528,449	36,194,610	36,637,764	42,683,523
Sudbury	46,340,527	50,746,395	51,778,260	51,126,380	53,155,916
Toronto	6,465,263,740	6,397,987,564	5,835,980,087	5,735,792,413	5,680,786,868
Vancouver	953,566,363	975,233,058	867,619,815	888,885,944	908,569,780
Victoria	87,484,888	89,962,678	85,997,667	89,366,862	93,191,417
Windsor	142,249,058	161,779,776	145,037,711	137,314,911	154,023,628
Winnipeg	2,925,627,890	2,030,163,981	1,800,572,038	2,379,667,846	2,451,458,922
Totaux	**19,202,526,601**	**18,850,384,667**	**17,263,573,887**	**17,742,784,518**	**18,505,951,299**

Débits bancaires.—Comme le nombre des diverses banques en ces dernières années a continuellement diminué par suite des fusions (voir pp. 000-000)—il n'y en avait que 10 en décembre 1940* contre 18 en 1923—les transactions interbancaires constituent une proportion décroissante du mouvement global des affaires et les compensations bancaires ont cessé d'être le baromètre absolu des affaires en général. L'Association des Banquiers Canadiens a consenti à fournir chaque mois, à partir de janvier 1924, le chiffre des débits relevés dans les centres de compensation au Canada, et le montant mensuel et annuel de tous les chèques débités aux clients (débits bancaires) est publié depuis ce temps par le Bureau Fédéral de la Statistique. De plus, afin d'avoir une estimation de la proportion des transactions bancaires en dehors des villes ayant des chambres de compensation, l'Association des Banquiers a fourni pour le mois de janvier 1935 le grand total de tous les chèques débités aux comptes de toutes les succursales des banques du Canada. Les résultats ont paru dans la Revue Mensuelle de la Situation Economique, publiée par le Bureau, livraison de février 1935, et montrent que la somme globale des transactions en dehors des villes ayant une chambre de compensation était en janvier 1935 de 12½ p.c. du grand total dans les villes ayant une chambre de compensation. Les chiffres correspondants dans les cinq régions économiques étaient comme suit: Province Maritimes, 104·2 p.c.; Québec, 6·9 p.c.; Ontario, 13·5 p.c.; Provinces des Prairies, 8·4 p.c.; Colombie Britannique, 16·7 p.c. Il semble donc que le total des débits bancaires passant par les chambres de compensation représente d'une manière adéquate le grand total de toutes les transactions commerciales de la région dans les Provinces Maritimes seulement.

* La Barclays Bank, fondée en 1929, a été la dernière addition aux banques à charte commerciales au Canada; le nombre s'est maintenu à 10 depuis 1931.

16.—Débits bancaires dans les centres de compensation au Canada, par localité, 1936-40

NOTA.—Les chiffres des années précédentes se trouvent au tableau correspondant des éditions antérieures de l'Annuaire.

Localité	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$
Provinces Maritimes—					
Halifax	341,775,552	406,591,857	339,640,504	381,824,396	466,407,830
Moncton	98,641,301	112,550,923	108,145,304	108,891,549	131,876,159
Saint-John	189,985,161	214,216,666	191,897,145	189,232,027	226,205,847
Totaux, Provinces Maritimes	630,402,014	733,359,446	639,682,953	679,947,972	824,489,836
Québec—					
Montréal	10,150,016,770	10,596,261,705	9,005,746,968	8,759,472,109	8,714,457,293
Québec	717,146,205	888,524,702	875,695,644	977,211,370	1,160,797,219
Sherbrooke	71,484,756	83,635,135	83,739,779	83,715,973	97,806,095
Totaux, Québec	10,938,647,731	11,568,421,542	9,965,182,391	9,820,399,452	9,973,060,607
Ontario—					
Brantford	103,221,469	120,088,991	109,468,693	107,113,483	133,916,143
Chatham	100,652,126	111,553,991	103,272,854	102,259,883	114,928,963
Fort-William	63,348,734	68,085,229	68,129,478	67,033,183	81,267,814
Hamilton	601,358,570	691,483,173	625,033,425	644,434,304	837,849,771
Kingston	67,867,438	76,687,282	71,213,576	72,712,646	92,306,524
Kitchener	128,018,389	143,265,155	141,030,659	145,302,026	174,497,496
London	420,889,625	413,075,352	389,223,524	385,768,062	441,622,178
Ottawa	1,469,292,434	1,348,844,155	1,203,891,077	1,266,268,210	2,191,382,511
Peterborough	68,620,664	75,770,408	70,269,426	70,496,391	90,582,623
Sarnia	74,160,267	81,347,420	75,489,832	76,489,776	79,516,191
Sudbury	72,735,265	88,780,681	84,715,014	85,812,435	90,337,448
Toronto	12,168,836,487	12,226,885,028	10,428,035,428	10,173,866,946	10,510,504,381
Windsor	439,678,369	493,282,632	440,290,022	420,933,103	545,691,437
Totaux, Ontario	15,778,679,837	15,939,149,497	13,810,063,008	13,618,490,448	15,384,403,480
Provinces des Prairies—					
Brandon	28,313,991	31,358,553	32,845,981	33,810,275	41,906,493
Calgary	636,145,594	658,768,183	650,666,363	661,675,521	764,328,600
Edmonton	387,386,725	417,969,669	430,271,739	470,279,314	553,324,680
Lethbridge	45,780,043	51,787,553	57,226,409	56,702,076	56,707,586
Medicine-Hat	26,842,729	26,611,236	28,155,429	27,707,009	32,705,936
Moose-Jaw	77,376,584	73,307,647	68,605,328	83,327,283	89,420,019
Prince-Albert	25,976,662	28,790,736	25,789,444	27,796,295	33,392,384
Regina	495,621,447	428,357,691	507,534,686	555,513,335	558,939,062
Saskatoon	121,553,190	121,374,564	114,863,759	121,853,807	140,267,276
Winnipeg	4,660,521,712	2,988,695,575	2,656,424,383	3,439,564,964	3,847,415,165
Totaux, Provinces des Prairies	6,505,518,677	4,827,021,407	4,572,383,521	5,478,229,879	6,118,407,201
Colombie Britannique—					
New-Westminster	70,089,850	74,751,206	73,972,517	78,647,117	92,380,530
Vancouver	1,682,786,803	1,692,513,585	1,546,113,353	1,587,410,731	1,673,281,545
Victoria	322,481,831	330,844,455	316,964,989	354,226,232	371,451,280
Totaux, Colombie Britan.	2,075,358,484	2,098,109,246	1,937,050,859	2,020,284,080	2,137,113,355
Grands totaux	**35,928,606,743**	**35,166,061,138**	**30,924,362,732**	**31,617,351,831**	**34,437,474,479**

Tendance à long terme.—Le "Rapport annuel des débits bancaires par rapport aux comptes particuliers et à l'égalisation du change, 1940" contient une étude de la tendance à long terme pour la période de 1924–40. D'après la période de 1935–39 comme base, le total du Dominion sans ajustement accuse une tendance à la baisse, mais lorsque les prix sont ajustés en les divisant par l'indice du niveau général des prix, il accuse un tendance nettement à la hausse. Les déclins locaux s'apparentent principalement aux régions les plus dûrement frappées par la sécheresse dans les Provinces des Prairies et aux difficultés du commerce du grain. Ce rapport, qu'on peut se procurer chez le Statisticien du Dominion, donne aussi des analyses de la déviation standardisée par rapport à la période de base et les coefficients de corrélation avec le total national.

Sous-section 3.—Statistiques particulières des banques à charte

Actif et passif.—Les statistiques de la colonne 2 du tabeau **17** représentent pour les années 1935 (date de l'établissement de la Banque du Canada) et de 1938 à 1940, le total des billets de la Banque du Canada détenus par les banques à charte ainsi que des dépôts de celles-ci à la Banque du Canada. Pour 1929 (avant l'établissement de la Banque du Canada), ils représentent les totaux de l'or et du numéraire détenus par les banques au Canada et cette partie des dépôts des banques aux réserves centrales d'or non nécessaires à la couverture de leurs émissions de billets.

17.—Actif principal et total de chaque banque à charte, 1929, 1935 et 1938-40

NOTA.—Les statistiques de ce tableau sont les moyennes calculées d'après les douze rapports mensuels de chaque année.

Banque	Année	Réserve en espèces contre les dépôts canadiens[1]	Total des obligations	Total des prêts	Total de l'actif
		$	$	$	$
Banque de Montréal	1929	86,400,000	130,941,236	581,302,970	913,759,043
	1935	65,400,000	349,672,401	266,878,000	766,144,449
	1938	71,600,000	440,267,982	245,738,502	851,843,235
	1939	78,300,000	468,069,688	260,693,738	925,992,713
	1940	82,105,000	474,602,100	291,336,380	965,842,660
Banque de la Nouvelle-Ecosse	1929	18,400,000	44,107,378	172,881,551	275,257,022
	1935	23,400,000	103,828,021	110,217,442	277,368,870
	1938	23,000,000	123,262,557	113,745,078	305,196,111
	1939	22,700,000	128,464,101	117,409,315	322,729,150
	1940	23,386,000	132,449,893	119,550,289	330,375,354
Banque de Toronto	1929	8,700,000	17,633,621	89,012,432	134,485,442
	1935	11,000,000	43,941,167	51,748,891	121,582,723
	1938	14,600,000	69,015,109	46,781,406	145,714,429
	1939	14,600,000	72,630,780	49,577,778	157,932,947
	1940	19,032,000	84,309,161	53,296,684	172,928,217
Banque Provinciale du Canada	1929	1,200,000	10,203,136	33,956,608	54,648,363
	1935	2,400,000	20,044,145	18,463,790	48,383,082
	1938	5,100,000	27,176,678	19,717,569	58,545,562
	1939	4,900,000	30,766,756	19,986,634	61,891,607
	1940	7,571,000	24,208,543	19,545,892	57,533,566
Banque Canadienne du Commerce	1929	40,000,000	86,446,466	498,345,544	737,542,966
	1935	46,500,000	206,399,787	253,387,099	585,971,609
	1938	49,900,000	279,967,984	231,775,730	646,969,476
	1939	50,200,000	287,270,300	251,199,518	680,265,958
	1940	51,901,000	284,121,670	273,606,233	703,694,975
Banque Royale du Canada	1929	38,300,000	126,757,074	614,062,764	949,919,252
	1935	42,000,000	192,962,019	379,979,253	750,717,195
	1938	53,700,000	321,915,852	342,317,904	864,199,597
	1939	58,600,000	356,990,782	339,970,347	935,002,482
	1940	63,308,000	382,989,792	350,346,607	955,834,189
Banque du Dominion	1929	7,700,000	20,378,753	99,205,694	150,976,550
	1935	8,300,000	36,766,116	62,975,908	126,554,150
	1938	11,800,000	55,808,860	56,527,867	142,288,383
	1939	13,700,000	56,882,370	58,999,340	148,898,691
	1940	12,903,000	48,271,820	71,468,658	153,426,156
Banque Canadienne Nationale	1929	4,400,000	39,444,192	90,376,497	155,406,098
	1935	8,300,000	49,179,738	54,918,167	128,034,699
	1938	11,100,000	54,319,008	67,474,078	150,073,389
	1939	11,300,000	56,858,195	69,747,306	155,671,248
	1940	13,322,000	60,857,393	65,599,247	157,490,674
Banque Impériale du Canada	1929	7,300,000	21,818,113	96,859,437	148,644,987
	1935	7,700,000	36,690,525	75,599,203	137,764,752
	1938	10,300,000	57,871,212	74,455,372	162,228,588
	1939	12,200,000	69,870,089	73,819,560	175,969,083
	1940	12,034,000	76,167,351	76,235,567	185,644,339
Weyburn Security Bank[2]	1929	200,000	1,165,832	3,178,206	6,349,160
Barclays Bank (Canada)	1929[3]	100,000	358,012	197,405	4,437,434
	1935	600,000	4,867,734	2,263,072	14,056,175
	1938	1,000,000	10,061,580	2,159,099	21,649,810
	1939	1,700,000	12,527,185	2,212,873	27,210,707
	1940	1,684,000	11,489,325	3,036,284	24,546,329
Totaux	**1929**	**212,000,000**	**499,015,138**	**2,279,247,504**	**3,528,468,027**
	1935	**215,600,000**	**1,044,351,653**	**1,276,430,825**	**2,956,577,704**
	1938	**252,100,000**	**1,439,666,822**	**1,200,692,605**	**3,348,708,580**
	1939	**268,200,000**	**1,540,330,246**	**1,243,616,409**	**3,591,564,586**
	1940	**287,246,000**	**1,579,467,048**	**1,324,021,841**	**3,707,316,459**

[1] Moins certains petits montants d'or contenus dans ces réserves. Voir aussi le texte qui précède immédiatement ce tableau. [2] Absorbée par la Banque Impériale du Canada le 1er mai 1931. [3] Moyennes de quatre mois. La banque a commencé ses opérations en septembre 1929. Les grands totaux pour 1929 sont toutefois les moyennes de douze mois pour toutes les banques.

18.—Passif principal et total de chaque banque à charte, 1929, 1935 et 1938-40

NOTA.—Les statistiques contenues dans ce tableau sont les moyennes compilées d'après les rapports mensuels de douze mois, chaque année.

Banque	Année	Billets en circulation	Passif des dépôts			Passif envers les actionnaires	Total du passif
			Gouvernement	Public	Interbancaires		
		$	$	$	$	$	$
Banque de Montréal	1929	44,588,405	53,303,709	680,631,822	30,303,442	70,446,677	908,926,178
	1935	29,849,273	23,491,810	617,001,769	9,486,070	74,000,000	764,351,094
	1938	22,457,550	36,021,636	692,210,561	12,892,138	75,000,000	850,271,288
	1939	21,346,573	44,796,211	750,843,149	20,597,881	75,000,000	924,521,059
	1940	20,389,707	68,241,510	761,941,966	23,303,662	75,000,000	963,090,442
Banque de la Nouv.-Ecosse	1929	15,956,549	3,061,797	202,312,043	6,968,960	30,000,000	272,704,813
	1935	10,771,142	2,957,607	215,204,121	4,105,639	36,000,000	276,534,562
	1938	9,337,665	4,096,324	243,885,881	4,818,185	36,000,000	304,153,257
	1939	8,473,645	9,280,712	255,696,020	5,825,746	36,000,000	321,557,115
	1940	8,637,008	15,550,777	255,082,462	5,873,485	36,000,000	328,798,600
Banque de Toronto	1929	8,334,322	1,058,293	100,825,532	4,301,318	14,127,164	132,734,214
	1935	5,260,483	1,914,259	94,232,159	2,500,251	15,000,000	120,647,696
	1938	3,961,319	2,803,875	116,212,605	4,408,036	15,000,000	143,752,583
	1939	3,715,337	6,033,716	124,955,879	4,277,255	15,000,000	155,644,457
	1940	3,503,757	11,491,628	136,409,387	1,904,866	15,000,000	170,182,840
Banque Provinciale du Canada	1929	4,464,714	425,790	42,296,216	121,181	5,500,000	54,146,698
	1935	3,602,388	245,491	38,919,770	45,940	5,000,000	48,052,045
	1938	2,965,134	2,417,226	47,135,326	144,861	5,000,000	58,236,725
	1939	2,757,853	3,192,000	47,741,664	2,824,619	5,000,000	61,570,884
	1940	2,690,065	2,995,882	46,461,146	29,384	5,000,000	57,229,901
Banque Canadienne du Commerce	1929	33,352,567	11,530,442	529,141,722	53,207,388	55,343,749	731,593,634
	1935	25,348,088	14,619,635	466,714,142	10,233,069	50,000,000	584,120,623
	1938	18,250,316	17,078,129	526,457,708	14,683,516	50,000,000	644,930,263
	1939	16,437,765	26,470,370	553,561,604	16,210,772	50,000,000	677,765,630
	1940	16,778,199	43,195,784	558,310,816	12,085,056	50,000,000	700,062,652
Banque Royale du Canada	1929	41,105,812	23,341,461	700,120,040	33,889,308	68,142,960	944,796,101
	1935	30,894,509	14,668,783	614,911,650	10,559,813	55,000,000	748,444,778
	1938	27,126,023	18,691,618	725,013,715	14,624,668	55,000,000	861,061,632
	1939	25,845,811	31,466,558	782,428,491	18,055,054	55,000,000	931,464,933
	1940	24,686,996	45,768,512	794,352,366	13,921,078	55,000,000	952,692,873
Banque du Dominion	1929	7,994,871	1,890,531	107,612,958	6,009,296	15,638,582	150,041,996
	1935	6,264,324	1,343,678	97,065,461	3,234,575	14,000,000	125,952,174
	1938	5,273,824	2,065,475	112,502,498	4,182,107	14,000,000	141,459,442
	1939	5,122,320	4,674,175	117,171,195	3,411,827	14,000,000	148,019,960
	1940	4,563,144	8,918,454	118,346,660	2,491,150	14,000,000	152,468,805
Banque Canadienne Nationale	1929	11,796,049	3,117,266	115,948,289	1,079,893	12,598,742	153,806,492
	1935	6,660,373	1,653,758	104,903,295	1,051,327	12,000,000	127,372,211
	1938	4,714,484	1,358,935	127,909,329	2,313,814	12,000,000	149,203,346
	1939	4,852,045	3,947,263	131,068,530	1,962,173	12,000,000	154,834,376
	1940	4,696,633	6,533,416	130,347,640	2,324,589	12,000,000	156,764,363
Banque Impériale du Canada	1929	10,150,422	4,484,691	110,927,178	3,602,427	15,000,000	146,916,789
	1935	6,704,185	3,757,551	106,821,368	2,803,772	15,000,000	136,675,412
	1938	5,438,889	9,682,274	125,321,823	4,814,740	15,000,000	161,225,972
	1939	5,141,100	15,243,191	134,540,528	3,724,812	15,000,000	175,024,696
	1940	4,784,261	21,967,249	137,663,557	3,130,221	15,000,000	184,533,567
Weyburn Security Bank[1]	1929	511,116	138,064	4,415,648	45,729	774,560	6,258,719
Barclays Bank (Canada)	1929[2]	108,607	Nil	493,097	2,844,367	1,000,000	4,449,695
	1935	289,337	138,598	6,196,018	5,078,168	2,250,000	14,049,157
	1938	345,289	174,043	12,647,953	5,418,857	2,250,000	21,640,397
	1939	372,458	651,413	17,096,442	6,247,250	2,250,000	27,197,989
	1940	404,608	2,368,980	13,574,870	5,477,569	2,250,000	24,530,782
Totaux	**1929**	**178,291,030**	**102,352,044**	**2,594,395,813**	**140,477,064**	**287,905,767**	**3,503,408,865**
	1935	**125,644,102**	**64,791,170**	**2,361,969,753**	**49,098,624**	**278,250,000**	**2,946,200,352**
	1938	**99,870,493**	**94,389,535**	**2,729,297,399**	**68,300,922**	**279,250,000**	**3,335,934,905**
	1939	**94,064,907**	**145,755,609**	**2,915,103,562**	**83,137,389**	**279,250,000**	**3,577,601,099**
	1940	**91,134,378**	**227,032,192**	**2,952,490,870**	**70,541,960**	**279,250,000**	**3,690,354,825**

[1] Absorbée par la Banque Impériale du Canada le 1er mai 1931. [2] Moyenne de quatre mois. La banque a commencé ses opérations en septembre 1929. Les grands totaux de 1929 sont cependant les moyennes de douze mois pour toutes les banques.

Profits des banques canadiennes.—Les banques à charte du Canada sont pour la plupart des institutions couvrant tout le pays. En conséquence, leurs profits reflètent avec une exactitude considérable les fluctuations générales du commerce.

19.—Profits nets des banques canadiennes et taux de dividende payés, années financières terminées en 1935-40

NOTA.—Ces chiffres ne sont pas strictement comparables à cause des variations d'année en année dans les méthodes de chaque banque et entre les banques. A l'exception de la Banque Provinciale du Canada, les profits pour 1936, 1937, 1938, 1939 et 1940 paraissent après avoir déduit les impôts des gouvernements fédéral et provinciaux.

Banque	1935		1936		1937	
	Profits nets	Taux de dividende	Profits nets	Taux de dividende	Profits nets	Taux de dividende
	$	p.c.	$	p.c.	$	p.c.
Banque de Montréal	3,005,212	8	3,181,501	8	3,408,328	8
Banque de la Nouv.-Ecosse	1,834,174	12	1,926,686	12	1,982,140	12
Banque de Toronto	806,391	10	1,141,810	10	1,156,372	10
Banque Provinciale du Canada	400,843	6	402,678	6	444,410	6
Banque Can. du Commerce	3,389,031	8	2,909,124	8	2,934,117	8
Banque Royale du Canada	4,340,522	8	3,504,241	8	3,711,379	8
Banque du Dominion	901,556	10	951,277	10	976,838	10
Banque Canadienne Nationale	915,790	8	727,935	8	774,228	8
Banque Impériale du Canada	1,208,079	10	962,813	10	967,977	10
Barclays Bank (Canada)	[1]	–	[1]	–	[1]	–
Totaux, profits nets	**16,801,598**	–	**15,708,065**	–	**16,355,789**	–

Banque	1938		1939		1940	
	Profits nets	Taux de dividende	Profits nets	Taux de dividende	Profits nets	Taux de dividende
	$	p.c.	$	p.c.	$	p.c.
Banque de Montréal	3,398,390	8	3,462,446	8	3,435,941	8
Banque de la Nouv.-Ecosse	1,980,769	12	2,033,333	12	1,941,330	12
Banque de Toronto	1,163,716	10	1,324,229	10	1,294,549	10
Banque Provinciale du Canada	450,427	6	457,173	6	436,684	6
Banque Can. du Commerce	2,648,975	8	2,938,105	8	3,003,035	8
Banque Royale du Canada	3,696,233	8	3,724,842	8	3,526,894	8
Banque du Dominion	960,121	10	802,296	10	958,788	10
Banque Canadienne Nationale	780,240	8	783,184	8	812,588	8
Banque Impériale du Canada	961,342	10	966,258	10	961,017	10
Barclays Bank (Canada)	[1]	–	[1]	–	[1]	–
Totaux, profits nets	**16,040,213**	–	**16,491,866**	–	**16,373,826**	–

[1] Non déclarés.

Succursales des banques à charte.—Entre les années 1881 et 1901, le nombre de banques à charte opérant au Canada sous la loi des banques ne varia guère; en effet, il y en a 36 en 1881, le même nombre en 1891 et 34 en 1901. Mais au cours du présent siècle les banques, suivant l'exemple des industries, se sont fusionnées, leur nombre se trouvant de ce fait réduit à 25 en 1913 et à 10 en 1931. Les opérations bancaires, loin de souffrir de cette réduction, semblent y avoir trouvé un nouvel essor ainsi qu'on peut en juger par le tableau **9**, qui montre la progression des banques depuis 1867, et par le tableau **20**, qui donne le nombre de leurs succursales au Canada à différentes époques. On y voit que celles-ci sont passées de 123 lors de la Confédération à 4,083 au 31 décembre 1930, y compris les sous-agences. Depuis lors, certaines succursales improductives ont fermé leurs portes: au 31 décembre 1940, le total avait baissé à 3,311, sans compter 134 succursales et sous-agences établies à l'étranger.

20.—Succursales des banques à charte au Canada, par province, le 31 décembre 1868, 1902, 1905, 1920, 1926, 1930 et 1937-40

Province	1868	1902	1905	1920[1]	1926[1]	1930[1]	1937[1]	1938[1]	1939[1]	1940[1]
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Pr.-Ed.	Nil	9	10	41	28	28	27	27	26	25
Nouv.-Ecosse	5	89	101	169	134	138	134	134	134	134
N.-Brunswick	4	35	49	121	101	102	97	98	97	97
Québec	12	137	196	1,150	1,072	1,183	1,074	1,078	1,079	1,083
Ontario	100	349	549	1,586	1,326	1,409	1,209	1,210	1,208	1,208
Manitoba	Nil	52	95	349	224	239	169	164	164	162
Saskatchewan	"	30	87	591	427	447	248	246	241	233
Alberta	"			424	269	304	186	180	174	172
Colombie Brit.	2	46	55	242	186	229	188	190	191	192
Yukon et T. du N.-O.	Nil	Nil	3	3	3	4	4	5	5	5
Totaux	**123**	**747**	**1,145**	**4,676**	**3,770**	**4,083**	**3,336**	**3,332**	**3,319**	**3,311**

[1] Y compris sous-agences recevant des dépôts pour le compte des banques.

21.—Nombre des succursales de chaque banque à charte canadienne dans chaque province et dans les autres pays au 31 décembre 1940

NOTA.—Ce tableau ne comprend pas les sous-agences, au nombre de 599 en 1940, dont 2 en dehors du Canada.

Banque	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Banque de Montréal	1	13	13	110	189	27
Banque de la Nouvelle-Ecosse	8	36	34	21	120	7
Banque de Toronto	Nil	Nil	Nil	15	107	11
Banque Provinciale du Canada	3	"	13	108	15	Nil
Banque Canadienne du Commerce	6	18	6	60	231	35
Banque Royale du Canada	6	63	22	77	220	56
Banque du Dominion	Nil	Nil	1	8	98	12
Banque Canadienne Nationale	"	"	Nil	203	12	4
Banque Impériale du Canada	"	"	"	3	124	8
Barclays Bank (Canada)	"	"	"	1	1	Nil
Totaux	**24**	**130**	**89**	**606**	**1,117**	**160**

Banque	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Yukon	Autres pays	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Banque de Montréal	34	43	46	2	10	488
Banque de la Nouvelle-Ecosse	15	9	6	Nil	37	293
Banque de Toronto	23	7	9	"	Nil	172
Banque Provinciale du Canada	Nil	Nil	Nil	"	"	139
Banque Canadienne du Commerce	50	38	62	3	12	521
Banque Royale du Canada	76	45	47	Nil	70	682
Banque du Dominion	4	3	4	"	2	132
Banque Canadienne Nationale	2	Nil	Nil	"	1	222
Banque Impériale du Canada	27	21	12	"	Nil	195
Barclays Bank (Canada)	Nil	Nil	Nil	"	"	2
Totaux	**231**	**166**	**186**	**5**	**132**	**2,846**

Le nombre de succursales des banques canadiennes, en opération hors du Canada, augmente rapidement durant la guerre de 1914–18 et immédiatement après; le total est de 206 en 1921. Depuis lors le nombre a diminué graduellement à 134 succursales et sous-agences en 1940.

22.—Succursales dans d'autres pays des banques à charte canadiennes le 31 décembre 1939 et 1940

Banque et pays	1939	1940	Banque et pays	1939	1940
	No.	No.		No.	No.
Banque de Montréal—			Banque Royale du Canada—		
Terre-Neuve	5[1]	5[1]	Terre-Neuve	5	5
Angleterre	2	2	Angleterre	2	2
Etats-Unis	3	3	Antilles	11	11
			Etats-Unis	1	1
Banque de la Nouv.-Ecosse—			Cuba	22	22
Terre-Neuve	12	12	Porto-Rico, etc	11	8
Angleterre	1	1	France (auxiliaire)	1	Nil
Antilles	11[1]	11[1]	Espagne	1	"
Etats-Unis	3	2	Amérique centrale et méridionale	21	21
Cuba	8	8			
Porto-Rico, etc	3	3	Banque du Dominion—		
			Angleterre	1	1
Banque Can. du Commerce—			Etats-Unis	1	1
Terre-Neuve	2	2			
Angleterre	1	1	Banque Canadienne Nationale—		
Antilles	3	3	France	1	1
Etats-Unis	5	5			
Cuba	1	1	**Totaux**	138[2]	132[2]

[1] A l'exclusion d'une sous-agence. [2] A l'exclusion de deux sous-agences.

Section 6.—Caisses d'épargne de l'État et autres

Dans un pays comparativement jeune, où le capital est relativement rare, il est naturel que les banques qui financent les institutions commerciales absorbent en même temps le gros des épargnes populaires afin de les diriger à l'avantage du commerce du pays. Ainsi, au Canada, la forte somme des épargnes courantes de la population se trouve dans les caisses d'épargne et les dépôts à termes des banques à charte canadiennes dont le chiffre global annuel en ces dernières années paraît au tableau 9 du présent chapitre. On y voit que la moyenne de 1940 est de $1,646,-891,010. De plus, une forte proportion des épargnes courantes des Canadiens est absorbée par l'assurance-vie dont les primes payées en 1939 donnent $205,015,060. Comparativement aux énormes sommes placées en dépôt à terme dans les banques à charte et à l'assurance en vigueur, les dépôt dans les caisses d'épargne spéciales sont relativement faibles mais n'en ont pas moins leur signification.

Il y a actuellement au Canada trois types distincts de caisses d'épargne, outre les divisions d'épargne des banques à charte et des compagnies de prêts et de fiducie. D'abord, il y a la Caisse d'Epargne des Postes dont les dépôts sont une charge directe du Gouvernement fédéral. En deuxième lieu, il y a les caisses d'épargne des gouvernements provinciaux de l'Ontario et de l'Alberta, où les déposants deviennent des créanciers directs de la province. En troisième lieu, il y a en Québec deux importantes banques d'épargne: la Banque d'Epargne de la Cité et du District de Montréal et la Caisse d'Economie de Notre-Dame de Québec, établies en vertu de statuts fédéraux et faisant des rapports mensuels au Ministère des Finances.

Caisses d'épargne du Gouvernement fédéral.—Avant 1929, il y avait deux catégories distinctes de caisse d'épargne du Gouvernement fédéral au Canada, celle du Ministère des Postes et celle du Ministère des Finances. La première fut établie en vertu de la loi des Postes de 1867 (31 Vict., c. 10) dans le but "d'encourager la petite épargne, de mettre à cette fin le Bureau de Poste à la disposition de l'épargnant et de donner à chaque déposant la garantie de l'Etat pour le remboursement

de son dépôt, en capital et intérêt". Des succursales de la Caisse d'épargne du Gouvernement proprement dite, sous l'autorité du Ministère des Finances, furent ouvertes dans toutes les principales villes canadiennes sous la direction d'un receveur-général-adjoint et, en d'autres endroits dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, sous la direction de gérants nommés par le Gouverneur en Conseil. De $1,483,219 le 30 juin 1868, les dépôts augmentent jusqu'en 1887. Ils s'établissent le 30 juin de cette dernière année à $21,334,525. A compter d'il y a environ 50 ans, les banques individuelles sont absorbées une à une par la caisse d'épargne du Bureau de Poste et, le 31 mars 1928, leurs dépôts en sont réduits à $7,640,566. Finalement en mars 1929, les autres banques sont absorbées à leur tour par la caisse d'épargne du Bureau de Poste.

23.—Dépôts dans les caisses d'épargne du Ministère des Postes et du Gouvernement du Dominion, années fiscales 1918-40

NOTA.—Ces chiffres ne comprennent pas ceux des caisses d'épargne des gouvernements provinciaux. Ceux de 1868-1917 se trouvent à la p. 847 de l'Annuaire de 1926. Les caisses d'épargne du Gouvernement du Dominion ont été fusionnées avec celle du Bureau de Poste en 1929.

Année	Caisse postale	Caisse d'épargne du Ministère des Finances	Année	Caisse postale
	$	$		$
1918	41,283,479	12,177,283	1930	26,086,036
1919	41,654,960	11,402,098	1931	24,750,227
1920	31,605,594	10,729,218	1932	23,919,677
1921	29,010,619	10,150,189	1933	23,920,915
1922	24,837,181	9,829,653	1934	23,158,919
1923	22,357,268	9,433,839	1935	22,547,006
1924	25,156,449	9,055,091	1936	22,047,287
1925	24,662,060	8,949,073	1937	21,879,593
1926	24,035,669	8,794,870	1938	22,587,233
1927	23,402,337	8,519,706	1939	23,045,576
1928	23,463,210	7,640,566	1940	23,100,118
1929	28,375,770	-		

24.—Relevé des opérations de la caisse d'épargne postale au 31 mars 1935-40

Item	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$	$
Dépôts durant l'année	2,223,907	2,292,326	2,830,193	3,671,298	3,812,974	4,305,638
Intérêts sur dépôts	510,592	435,558	426,535	432,436	445,886	450,559
Dépôts et intérêts	2,734,499	2,727,884	3,256,728	4,103,734	4,258,861	4,756,197
Retraits	3,346,412	3,227,602	3,424,422	3,396,094	3,800,518	4,701,655
Au crédit des déposants	22,547,006	22,047,287	21,879,593	22,587,233	23,045,576	23,100,118

Caisses d'épargne des gouvernements provinciaux.—Il existe des caisses d'épargne de ce genre dans les provinces d'Ontario et d'Alberta. Quant au Manitoba, un système de caisses d'épargne provincial a fonctionné de 1924 à 1932, année où les dépôts furent transférés aux banques à charte.

Ontario.—A la session de 1921, la législature d'Ontario créa un système de caisses d'épargne et, en mars 1922, les première succursales furent inaugurées. Le taux d'intérêt aux déposants de ces caisses d'épargne est de 1 et 1½ p.c. par année, calculé tous les six mois. Tous les dépôts sont remboursables sur demande. Le 31 janvier 1941, leur total était de $35,350,000 et le nombre de déposants à cette date, d'environ 110,000. La province compte vingt-trois succursales en opération.

Alberta.—Dans cette province, la Trésorerie accepte des dépôts d'épargne et fait l'émission de certificats d'épargne portant intérêt à 2 p.c. ainsi que des certificats aux échéances d'un, deux et trois ans en coupures de $25 et plus, portant intérêt à 2 p.c. pour un an et à 2½ p.c. pour deux ou trois ans. Les émissions globales effectuées au 31 décembre 1940 se chiffrent par $5,001,655, dont $3,174,821 en certificats à vue et $1,826,834 en certificats à terme.

Caisses de petite économie.—La loi des caisses de petite économie (S.R.C. 1927, c. 13) pourvoit à l'institution de caisses destinées à encourager la petite économie parmi la gent écolière, bien que les facilités offertes par ces caisses ne soient pas limitées aux enfants. Ces caisses ne sont pas des banques au sens de la loi des banques; ce sont des caisses d'épargne au sens de la loi des liquidations et leurs pouvoirs sont strictement limités. La seule caisse en opération en vertu de cette loi est la Penny Bank d'Ontario.

25.—Actif et passif de la Penny Bank d'Ontario, années terminées le 30 juin 1937-40

Item	1937	1938	1939	1940
Actif	$	$	$	$
Valeurs	991,988	816,190	894,136	903,610
Espèces en caisse ou en dépôt	384,299	596,874	565,330	431,761
Total, actif[1]	**1,377,511**	**1,414,027**	**1,460,562**	**1,336,278**
Passif				
Dépôts et intérêt couru	1,350,793	1,384,612	1,428,225	1,299,359
Surplus (caisse de garantie et intérêt gagé)	26,718	29,415	32,337	36,919
Total, passif	**1,377,511**	**1,414,027**	**1,460,562**	**1,336,278**

[1] Les totaux comprennent certains petits item non spécifiés.

Au 30 juin 1940, la Penny Bank d'Ontario dessert une population scolaire de 208,000 enfants dans 531 écoles. Les chapitres 357, article 89-Y, des Statuts Revisés d'Ontario, loi des écoles publiques, et 360, article 25-B, de la loi des écoles secondaires, pourvoient à ce que le bureau des administrateurs puisse fournir des livres, de la papeterie et autres fournitures nécessaires à l'établissement et à l'entretien d'une caisse de petite économie ou tout autre système destiné à encourager l'épargne et l'habitude de l'épargne.

Autres caisses d'épargne.—La Banque d'Epargne de la Cité et du District de Montréal, fondée en 1846 et fonctionnant maintenant en vertu d'une charte de 1871, avait le 31 mars 1941 un capital versé et une réserve de $5,000,000, des dépôts d'épargne au montant de $63,713,069 et un passif total de $66,119,447. L'actif s'élevait à $72,448,960 comprenant plus de $56,000,000 de titres fédéraux, provinciaux et municipaux. La Caisse d'Economie de Notre-Dame de Québec, fondée en 1848 sous les auspices de la Société St-Vincent de Paul, incorporée par une loi de la Législature canadienne en 1855, et plus tard pourvue d'une charte fédérale en vertu du chapitre 7, 34 Victoria, avait le 31 mars 1941 des dépôts de $12,678,706, un capital versé et une réserve de $2,750,000 et un actif global de $16,245,247.

Les caisses populaires ou banques du peuple de Québec (dont 400 on fait rapport au gouvernement provincial en 1939) constituent un élément important pour faciliter l'épargne et assister le commerce dans la province, bien qu'en réalité elles soient des agences de prêt à crédit coopératif plutôt que des banques. Le 31 décembre 1939, les épargnes dans ces caisses s'établissent à $13,442,408, tandis que le montant global des prêts s'élève à $14,588,056. Les prêts consentis en 1939 sont de 27,484 représentant une somme de $5,918,189. Les profits réalisés s'élèvent à $704,628. On trouvera d'autres renseignements sur ces caisses aux pp. 525–526 de cet ouvrage.

26.—Dépôts à la Banque d'Epargne de la Cité et du District de Montréal et à la Caisse d'Economie Notre-Dame de Québec, pour les années fiscales représentatives 1868-1900 et 1905-41

NOTA.—Pour années intermédiaires voir l'Annuaire de 1926, p. 847.

Année	Dépôts	Année	Dépôts	Année	Dépôts
	$		$		$
1868	3,369,799	1912	34,770,386	1927	69,940,351
1870	5,369,103	1913	39,526,755	1928	72,695,422
1875	6,611,416	1914	40,133,351	1929	70,809,603
1880	6,681,025	1915	39,110,439	1930	68,846,366
1885	9,191,895	1916	37,817,474	1931	69,820,422
1890	10,908,987	1917	40,405,037	1932	68,683,324
1895	13,128,483	1918	44,139,978	1933	68,113,501
1900	17,425,472	1919	42,000,543	1934	66,673,219
1905	25,050,966	1920	46,799,877	1935	66,496,595
1906	27,399,194	1921	53,118,053	1936	69,665,415
1907[1]	28,359,618	1922	58,576,775	1937	73,450,133
1908	28,927,248	1923	59,327,961	1938	77,260,433
1909	29,867,973	1924	64,245,811	1939	81,566,754
1910	32,239,620	1925	65,837,254	1940	79,838,963
1911	32,239,620	1926	67,241,344	1941	76,391,775

[1] A compter de 1907, l'année fiscale se termine le 31 mars; antérieurement, elle se terminait le 30 juin.

Section 7.—Change étranger

Sous-section 1.—Taux de change*

Le dollar canadien adopté comme monnaie en 1857 équivalait à 15/73 de la livre sterling, c'est-à-dire que la livre au pair valait $4·866. Cette valeur n'a pas changé jusqu'au commencement de la guerre de 1914–18, sauf pour quelques légères fluctuations entre les gold-points d'importation et d'exportation représentant le coût des expéditions et arrivages d'or. Au cours des onze années qui suivirent la Confédération, le dollar canadien faisait prime aux Etats-Unis, le dollar américain après la guerre civile n'étant pas remboursable contre du métal jaune jusqu'en 1878. A partir de cette année, le dollar des deux pays avait une valeur égale au pair, et les seules fluctuations étaient celles des gold-points d'importation et d'exportation, et n'atteignaient jamais $2 par $1,000.

Lorsque la guerre de 1914–18 éclata, la livre sterling et le dollar canadien se sont détachés de l'étalon-or et se vendirent à escompte à New-York. Toutefois, cet escompte fut tenu à un niveau modéré par la vente de valeurs américaines jusque-là détenues en Grande-Bretagne, par des emprunts aux Etats-Unis et, après l'entrée des Etats-Unis dans la guerre, par des ententes avec le Gouvernement américain.

* Revisé par Herbert Marshall, B.A., F.S.S., chef de la Branche du Commerce Intérieur, Bureau Fédéral de la Statistique.

La guerre terminée, la fixation des changes fut abandonnée en novembre 1920; il s'ensuivit que la livre anglaise et le dollar canadien tombèrent à New-York jusqu'à $3·18 et $0·82 respectivement. Un an ou deux après, le cours remonta presque au pair et en avril 1925 la Grande-Bretagne se remit à payer en or; le Canada suivit le 1er juillet 1926. De là à 1928, les changes étaient remontés en deçà des gold-points, mais en 1929 le dollar canadien était légèrement en perte à New-York. A l'exception de quelques mois du deuxième semestre de 1930, cet escompte causa la persistance de la dislocation du change en 1931. Les taux du dollar ont été inférieurs aux gold-points d'exportation pendant quelques rares intervalles cependant.

Fluctuations récentes de la devise canadienne.—L'équilibre du change international fut violemment troublé en septembre 1931, après que tous les pays eurent concentré pendant six ans leurs efforts sur la stabilisation de leurs systèmes monétaires par le rétablissement de l'étalon-or. Deux mois après que le Royaume-Uni se fût vu obligé de suspendre l'expédition libre de l'or, un très petit nombre de pays, dont les Etats-Unis et la France, gardèrent une devise qui n'avait pas été ébranlée par le mouvement anormal de l'or. L'abandon de l'étalon-or par la Grande-Bretagne (21 septembre 1931) provoqua une brusque dépréciation de la livre sterling à New-York. La dépréciation du dollar canadien s'ensuivit, subissant dans une large mesure les mêmes oscillations que la livre sterling, jusqu'à l'abandon de l'étalon-or par les Etats-Unis le 19 avril 1933.

Depuis cette époque, presque toutes les devises ont subi des ajustements majeurs. Le dollar américain a été rétabli sur une base d'or, mais dévalué à 59·06 p.c. de son ancienne parité-or (13 5/7 grains ou 1/35 d'once d'or au dollar comparativement à 23·22 grains antérieurement) le 31 janvier 1934. Les autres pays suivirent cette initiative à intervalles réguliers jusqu'à la rupture finale du bloc de l'or européen en septembre 1936. Ces pays, y compris la France, la Belgique et la Suisse, furent les derniers à abandonner les étalons-or d'après-guerre établis entre 1925 et 1927. L'établissement de la livre sterling, du franc français, du peseta espagnol et du milreis brésilien à de plus bas niveaux de 1937 à 1939 est un indice de l'instabilité qui règne alors.

L'un des événements les plus importants en 1940 en ce qui concerne le change étranger a été l'imposition des restrictions encore plus vastes sur les transfèrements de numéraire, lesquelles se sont traduites par un nouveau déclin violent dans les transactions de change étranger et la disparition du marché d'un nombre considérable de devises de l'Europe continentale. En 1940, le dollar américian est la seule devise importante exempte de toute restriction. C'est pourquoi elle est en si grande demande durant la majeure partie de l'année. En terme de dollar canadien, la livre sterling et le dollar américain ne subissent pas de changement en 1940. Ces deux devises restent aux niveaux de $4·43–$4·47 et $1·10–$1·11 respectivement, taux fixés par la Commission de Contrôle du Change étranger le 16 septembre 1939. Les diverses unités de l'Empire Britannique sont attachées à la livre sterling depuis le commencement de la guerre, et leurs taux restent inchangés à Montréal durant l'année. Les devises qui dépendent du dollar américain sont fermes, les seules unités à accuser des différences sensibles durant l'année étant les devises chinoises qui accusent une plus grande faiblesse.

27.—Cours des devises (moyennes mensuelles) à Montréal, 1939 et 1940

NOTA.—Les cours de clôture en fonds canadiens sur lesquels sont fondées ces moyennes ont été fournis par la Banque du Canada.

Mois	Australie Pound		Belgique Belga		Danemark Krone		Finlande Markka		France Franc	
Ancienne valeur au pair	4·8666		·1390		·2680		·0252		·0392	
	1939	1940	1939	1940	1939	1940	1939	1940	1939	1940
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Janvier	3·765	3·576	·170	·187	·210	·214	·021	·020	·027	·025
Février	3·767	3·576	·169	·187	·210	·214	·021	·019	·027	·025
Mars	3·764	3·576	·169	·189	·210	·214	·021	·017	·027	·024
Avril	3·763	3·576	·169	·188	·210	·214	·021	·020	·027	·022
Mai	3·759	3·576	·171	·186	·210	[1]	·021	·021	·027	·021
Juin	3·754	3·576	·170	[1]	·209	[1]	·021	·022	·027	·023
Juillet	3·751	3·576	·170	[1]	·209	[1]	·021	·022	·027	[1]
Août	3·706	3·576	·170	[1]	·208	[1]	·021	·022	·026	[1]
Septembre	3·529	3·576	·187	[1]	·212	[1]	·021	·022	·025	[1]
Octobre	3·576	3·576	·186	[1]	·214	[1]	·021	·022	·025	[1]
Novembre	3·576	3·576	·183	[1]	·214	[1]	·020	·022	·025	[1]
Décembre	3·576	3·576	·184	[1]	·214	[1]	·019	·022	·025	[1]

Mois	Allemagne Reichsmark		Pays-Bas Florin		Italie Lire		Norvège Krone		Espagne Peseta	
Ancienne valeur au pair	·2382		·4020		·0526		·2680		·1930	
	1939	1940	1939	1940	1939	1940	1939	1940	1939	1940
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Janvier	·404	[1]	·546	·591	·053	·056	·236	·252	·047	·110
Février	·403	[1]	·539	·590	·053	·056	·237	·252	[1]	·110
Mars	·403	[1]	·533	·590	·053	·056	·236	·252	[1]	·109
Avril	·403	[1]	·534	·589	·053	·056	·236	·252	[1]	·102
Mai	·403	[1]	·538	·589	·053	·056	·236	[1]	·111	·101
Juin	·402	[1]	·533	[1]	·053	·056	·236	[1]	·110	·101
Juillet	·402	[1]	·534	[1]	·053	[1]	·236	[1]	·110	·101
Août	·401	[1]	·537	[1]	·053	[1]	·234	[1]	·111	·101
Septembre	[1]	[1]	·585	[1]	·057	[1]	·249	[1]	·115	·101
Octobre	[1]	[1]	·590	[1]	·056	[1]	·252	[1]	·113	·101
Novembre	[1]	[1]	·589	[1]	·056	[1]	·252	[1]	·111	·101
Décembre	[1]	[1]	·590	[1]	·056	[1]	·252	[1]	·110	·101

Mois	Suède Krone		Suisse Franc		Argentine Peso[2] (papier)		Brésil Milreis[2]		Mexique Peso		Hong-Kong Dollar	
Ancienne valeur au pair	·2680		·1930		·4244		·1196		·4985		·3000	
	1939	1940	1939	1940	1939	1940	1939	1940	1939	1940	1939	1940
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Janvier	·242	·264	·228	·249	·231	·252	·059	·056	·196	·185	·293	·274
Février	·243	·264	·228	·249	·231	·257	·059	·056	·201	·185	·292	·273
Mars	·242	·264	·227	·249	·232	·260	·059	·056	·201	·185	·292	·259
Avril	·242	·263	·225	·249	·232	·255	·059	·056	·201	·185	·288	·243
Mai	·242	·264	·226	·247	·232	·251	·057	·056	·201	·185	·290	·226
Juin	·242	·264	·226	·249	·233	·244	·051	·056	·201	·204	·290	·249
Juillet	·242	·265	·226	·252	·233	·240	·051	·056	·172	·221	·288	·262
Août	·241	·264	·227	·253	·232	·249	·050	·056	·169	·222	·288	·251
Septembre	·261	·264	·248	·253	·257	·258	·055	·056	·212	·221	·274	·252
Octobre	·264	·264	·249	·257	·260	·260	·056	·056	·224	·226	·278	·257
Novembre	·264	·264	·249	·258	·257	·261	·056	·056	·228	·226	·272	·260
Décembre	·264	·264	·249	·258	·253	·261	·056	·056	·202	·227	·272	·262

[1] Pas de cote reçue. [2] Taux en marché libre.

27.—Cours des devises (moyennes mensuelles) à Montréal, 1939 et 1940—fin

Mois	Inde Roupie		Japon Yen		Shanghaï Dollar		Londres Sterling		New-York Dollar	
Ancienne valeur au pair	·3650		·4985		·4167		4·8666		1·00	
	1939	1940	1939	1940	1939	1940	1939	1940	1939	1940
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Janvier	·351	·336	·274	·260	·164	·087	4·706	4·450	1·008	1·105
Février	·352	·336	·274	·260	·160	·078	4·709	4·450	1·005	1·105
Mars	·352	·336	·274	·260	·161	·072	4·704	4·450	1·004	1·105
Avril	·351	·336	·274	·260	·161	·067	4·704	4·450	1·005	1·105
Mai	·351	·336	·274	·260	·161	·057	4·698	4·450	1·004	1·105
Juin	·350	·336	·274	·260	·135	·064	4·692	4·450	1·002	1·105
Juillet	·350	·336	·273	·260	·107	·067	4·689	4·450	1·002	1·105
Août	·335	·336	·270	·260	·072	·061	4·633	4·450	1·005	1·105
Septembre	·328	·336	·258	·260	·075	·058	4·409	4·450	1·095	1·105
Octobre	·336	·336	·261	·260	·086	·063	4·450[1]	4·450[1]	1·105[1]	1·105
Novembre	·335	·336	·260	·260	·093	·065	4·450	4·450	1·105	1·105
Décembre	·336	·336	·250	·260	·083	·064	4·450	4·450	1·105	1·105

[1] La moyenne des taux quotidiens d'achat et de vente est fixée par la Commission canadienne de contrôle du change étranger. Depuis le 16 septembre, 1939, ces taux sont: sterling, $4·43-$4·47 et dollar américain, $1·10-$1·11.

Sous-section 2.—Contrôle en temps de guerre par la Commission de contrôle du change étranger

Raisons de ce contrôle.—La déclaration de la guerre en septembre 1939 a créé de nouveaux et pressants problèmes en ce qui concerne les relations financières du Canada avec les autres pays. Il fallait s'y attendre, ces problèmes, dans une large mesure, étant les résultats inévitables d'une participation totale à une guerre moderne. Aussi les moyens de faire face à une telle situation avaient-ils été, dans leurs grandes lignes, élaborés d'avance. Le contrôle du change étranger et des transactions financières entre personnes du Canada et personnes d'autres pays a été imposé six jours après que le Canada eût déclaré la guerre à l'Allemagne.

Les principales raisons de l'adoption du contrôle du change étranger au Canada sont:—

(1) la conservation de la monnaie américaine pour que l'achat de munitions et de matériel essentiel puisse être intensifié proportionnellement au programme de guerre et aussi rapidement qu'il l'exigera, et aussi pour permettre au Canada de continuer ses paiements sur sa dette à l'étranger;

(2) la stabilisation des taux du change afin d'écarter les risques inutiles des affaires et de la finance en temps de guerre, à un moment où, faute de contrôle, la demande anormale de change étranger et les opérations des spéculateurs pourraient influer gravement sur la valeur internationale du dollar canadien;

(3) la mobilisation de tout le crédit canadien à l'étranger, aux mains des particuliers aussi bien que des banques, des compagnies commerciales et autres institutions de façon à créer un fonds commun utilisable, au besoin, comme réserve de pouvoir d'achat international;

(4) l'interdiction de l'exportation non nécessaire de capitaux pour empêcher la dissipation de cette réserve en placements spéculatifs privés à l'étranger et autres opérations non essentielles;

(5) la collaboration avec les organismes de contrôle du change dans les autres pays britanniques et alliés et, en particulier, pour faciliter l'aide financière du Canada au Royaume-Uni;

(6) la protection des marchés des valeurs mobilières canadiennes et des valeurs canadiennes de placement en général contre la possibilité d'une fuite de capitaux afin de stabiliser la situation économique et faciliter le financement méthodique de la guerre.

Organisation et administration.—L'ordre en conseil* établissant la Commission de contrôle du change étranger a été adopté par le Gouverneur en Conseil subordonnément à la loi des mesures de guerre. Il est entré en vigueur le 16 septembre 1939. Il définit la loi fondamentale et établit la Commission de contrôle du change étranger comme un organisme administratif devant exercer un contrôle continuel sur les transactions qui exigent licences ou permis. La Commission a le pouvoir de faire les règlements† nécessaires à l'application de l'ordre en conseil. Dans l'exercice de son autorité, elle relève des instructions du Ministre des Finances.

Les bureaux principaux de la Commission sont situés à Ottawa; un bureau général a aussi été établi à Vancouver; d'autres bureaux, dont les attributions sont limitées, sont situés à Montréal, Toronto et Windsor.

Chaque succursale, au Canada, des banques à charte canadiennes agit en qualité de négociant et d'agent de la Commission autorisé à acheter et à vendre du change étranger pour le compte de la Commission et d'exercer tels pouvoirs et accomplir tels devoirs que celle-ci peut définir en ce qui concerne l'émission de permis et licences. Les maîtres de poste sont aussi des agents à pouvoirs limités de la Commission pour la vente de change étranger. Subordonnément aux instructions de la Commission, les maîtres de poste et les percepteurs de douane et d'accise sont des agents ayant le pouvoir d'émettre des permis d'exportation et d'importation.

La Commission peut nommer d'autres agents, et des pouvoirs limités ont été accordés pour l'achat et la vente de change étranger à la Banque d'Epargne de la Cité et du District de Montréal, à la Caisse d'Economie Notre-Dame de Québec, aux Caisses d'épargne de la province d'Ontario, aux branches du Trésor de la provinces d'Alberta, à la compagnie Canadian Pacific Express, au département des messageries des Chemins de Fer Nationaux, à la compagnie American Express et à Thos. Cook & Son, Ltd.

Le fonds du change: achat et vente de change étranger.—En vertu de la loi de 1935 sur le fonds du change, un fonds spécial a été créé, composé du profit résultant de l'évaluation, à cette époque, de la réserve d'or de la Banque du Canada. L'article 6 de la loi, qui ne doit entrer en vigueur que par proclamation, autorise le Ministre des Finances à faire usage de ce fonds directement ou par l'entremise de tels organismes qu'il pourra désigner "pour chercher à contrôler la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne ou pour arrêter les fluctuations excessives de sa valeur à l'égard du change". L'exercice de ce pouvoir n'avait pas été jugé nécessaire avant la guerre. Toutefois, l'article 6 de la loi sur le fonds du change a été proclamé en vigueur en même temps que l'ordre en conseil sur le contrôle du change étranger. En vertu de cet ordre en conseil, les pouvoirs conférés au Ministre par la loi du fonds du change peuvent être exercés, subordonnément aux instructions du Ministre, par la Commission, et le fonds du change a été mis à la disposition de celle-ci comme ressource initiale.

* L'ordre original (C.P. 2716 du 15 septembre 1939) et ses modifications subséquentes ont été codifiés dans l'ordre en conseil C.P. 7378 du 13 décembre 1940, entré en vigueur le 16 décembre 1940. De nouvelles modifications ont été apportées par les ordres en conseil C.P. 1672 du 7 mars 1941; C.P. 2786 du 22 avril 1941 et C.P. 3081 du 1er mai 1941, publiés dans des numéros supplémentaires de la *Gazette du Canada* aux environs des mêmes dates.

† Les règlements de la Commission (au moment d'aller sous presse—1er mars 1941) sont contenus dans des éditions spéciales de la *Gazette du Canada*, du 2 mai, du 28 mai, du 8 juillet et du 16 décembre 1940. Des modifications ont été apportées à ces règlements le 1er mars 1941, lesquelles sont publiées dans un numéro supplémentaire de la *Gazette du Canada* du 23 avril 1941.

Tout le change étranger reçu par des personnes domiciliées au Canada doit être vendu à un négociant ou autre agent reconnu de la Commission et tout le change étranger nécessaire à des personnes domiciliées au Canada doit aussi être acheté d'un négociant ou autre agent reconnu. Tous ces achats et toutes ces ventes doivent être faits pour le compte de la Commission aux taux officiels du change que celle-ci, subordonnément aux instructions du Ministre, peut fixer. Au moment d'aller sous presse (1er mars 1941), les taux de la Commission pour le dollar des Etats-Unis et la livre sterling sont les mêmes depuis le 16 septembre 1939: dollar américain, taux d'achat, prime de 10 p.c., taux de vente, prime de 11 p.c.; livre sterling, taux d'achat $4·43, taux de vente $4·47.

Le 30 avril 1940, l'ordre en conseil sur l'acquisition du change étranger (C.P. 1735) a été adopté voulant que toutes les personnes domiciliées au Canada vendent à la Commission tout le change étranger en leur possession, propriété ou contrôle. En même temps, tout l'or détenu en propriété libre par la Banque du Canada a été vendu à la Commission en plus des réserves de change étranger de la Banque, ce qui eut pour effet de centraliser dans les mains de la Commission toutes les ressources de change étranger du Canada immédiatement réalisables. Pour permettre à la Commission de financer ces achats, le fonds du change a été augmenté de $325,000,000, produit de la vente de bons du Trésor et de billets à brève échéance par le Ministre des Finances à la Banque du Canada.

Politique générale.—En vertu de l'ordre en conseil sur le contrôle du change étranger, toutes les transactions financières entre personnes domiciliées au Canada et personnes domiciliées dans d'autres pays sont sujettes au contrôle de la Commission. Les transfèrements de dollars canadiens par des personnes domiciliées au Canada à d'autres personnes non domiciliées au Canada ne peuvent être faits qu'avec la permission de la Commission; toutes les exportations et importations de marchandises, numéraire, valeurs mobilières et autres effets ne sont possibles qu'avec une licence de la Commission; et les ventes de valeurs mobilières au Canada par des personnes non domiciliées au pays ou en leur nom sont sujettes à la permission de la Commission. En vertu d'un règlement, celle-ci exempte de licence ou de permis certaines petites transactions normales.

Les grandes lignes de la politique définie par l'ordre en conseil sur le contrôle du change étranger et les règlements de la Commission pourraient se résumer ainsi:—

(1) Toutes les exportations canadiennes à destination de pays situés en dehors de la zone sterling doivent produire des dollars américains ou de la monnaie étrangère facilement convertible en dollars américains. Les exportations aux pays situés dans la zone sterling doivent être faites contre de l'argent sterling ou contre des dollars canadiens provenant de sources autorisées.

(2) Les personnes domiciliées au Canada doivent exiger paiement en dollars américains (ou devises librement convertibles en dollars américains) pour les services rendus à des personnes non domiciliées au pays autres que des personnes de la zone sterling, sauf en ce qui concerne les services ordinaires rendus aux touristes.

(3) Il est pourvu au change étranger nécessaire et le paiement en dollars canadiens est permis pour toutes importations normales (non prohibées par une autre loi), pour les services normaux rendus par des personnes non domiciliées et pour le revenu courant des non domiciliés s'accumulant au Canada. L'argent sterling ou la monnaie locale d'un pays de la zone sterling est le seul change étranger qui puisse, toutefois, être payé à des personnes de la zone sterling pour des marchandises en provenance de cette zone ou pour toutes autres fins.

(4) Les exportations de capitaux du Canada par des domiciliés ou des non domiciliés sont interdites en général, sauf pour paiements, à l'échéance, de créances légitimes de personnes domiciliées au Canada.

(5) La vente de valeurs mobilières au Canada par des non domiciliés est généralement permise là seulement où ces valeurs ont été achetées au Canada pour de l'argent depuis l'inauguration du contrôle du change, ou lorsque les produits sont réengagés dans des valeurs domestiques canadiennes.

(6) En juillet 1940, le Gouvernement limita l'usage des ressources canadiennes en dollars américains pour des voyages de plaisir à l'étranger et, en conséquence, la Commission ne vend plus de dollars américains à ces fins. Les personnes domiciliées au Canada doivent se munir de permis de la Commission avant de quitter le Canada (sauf dans le cas d'une personne se rendant directement dans des pays de la zone sterling), qu'elles aient ou non avec elles de l'argent canadien ou étranger.

PARTIE II.—FINANCE COMMERCIALE DIVERSE

Section 1.—Compagnies de prêt et de fiducie*

L'Annuaire de 1934-35 donne à la page 1009 un aperçu de l'évolution des compagnies de prêt et de fiducie au Canada de 1844 à 1913.

Les lois régissant ces compagnies ont été refondues et sont devenues les lois des compagnies de prêt et de fiducie de 1914 (4-5 Geo. V, cc. 40 et 55). Comme résultat, les statistiques des compagnies à charte provinciale ne sont plus colligées. Cependant le tableau **1** comprend, pour 1939, certaines statistiques sommaires des compagnies provinciales dues à la courtoisie de ces compagnies et qui donnent une idée plus complète des compagnies de prêt et de fiducie au Canada. Il est estimé que plus de 90 p.c. des affaires des compagnies provinciales sont représentées par ces chiffres, de sorte qu'ils peuvent être acceptés comme assez justes et assez représentatifs du volume des affaires transigées comparativement aux compagnies à charte fédérale. Les statistiques des tableaux **2** et **3** ne réfèrent qu'aux compagnies ayant une charte fédérale, sauf que depuis 1925 les statistiques des compagnies de prêt et de fiducie incorporées par la province de Nouvelle-Ecosse et mises par les lois de cette province sous la surveillance du département fédéral des assurances sont comprises dans le tableau **3** de même que celles des compagnies de fiducie du Nouveau-Brunswick depuis 1934 et du Manitoba pour 1938. Ces séries historiques commencent avec 1920, époque où le département fédéral des assurances s'est chargé de l'administration de la législation concernant les compagnies fédérales de prêt et de fiducie—auparavant le Ministère des Finances en surveillait les activités.

Pour indiquer l'expansion du chiffre d'affaires des compagnies de prêt au Canada, il suffit de mentionner que les inventaires de toutes les compagnies passaient de $188,637,298 en 1922 à $213,649,794 en 1931, soit une augmentation de 13·3 p.c., mais pour diminuer de 8·8 p.c. de 1931 à 1939. L'actif des compagnies de fiducie (sans compter les fonds fiduciaires des successions et des agences qui ne peuvent être considérés comme un actif au sens des fonds des compagnies et des fonds garantis) augmentent de $154,202,165 en 1928 à $232,076,742 ou de 50·5 p.c. en 1939. Les fonds fiduciaires des successions et des agences s'élèvent de $1,077,953,643 en 1931 à $2,664,589,751 en 1939. (Tableau **1**.)

Fonctions des compagnies de prêt.—L'objet essentiel des compagnies de prêt consiste à prêter des fonds sur première hypothèque, l'argent qu'elles mettent

* Revisé sous la direction de G. D. Finlayson, surintendant, département des Assurances.

ainsi en circulation provenant tant des dépôts à elles confiés que de la vente au public d'actions ou d'obligations par elles émises. Quant aux compagnies de prêt possédant une charte provinciale, la majorité d'entre elles se livrent dans les campagnes les plus prospères à des opérations telles que prêt, épargne et hypothèque.

Fonctions des compagnies fiduciaires.—Les compagnies fiduciaires remplissent le rôle d'exécuteurs testamentaires, de dépositaires et d'administrateurs nommés par testament ou autrement; elles sont constituées séquestres, soit par contrat de mariage, soit par autres dispositions; elles gèrent les biens et affaires des vivants; elles sont tutrices ou curatrices des mineurs et des incapables; elles sont les agents financiers des municipalités et des compagnies; elles peuvent être nommées syndics de faillite. Certaines compagnies reçoivent des dépôts de fonds, mais le prêt des fonds qu'elles détiennent en fiducie est réglementé par la loi.

Statistiques des compagnies de prêt et de fiducie.—Les chiffres du tableau 1 offrent un intérêt particulier pour ce qui concerne les compagnies fiduciaires, qui sont essentiellement des institutions provinciales en raison de la nature de leurs affaires; en effet, elles s'occupent surtout de l'homologation et de l'exécution des testaments, sous la juridiction exclusive des provinces.

1.—Opérations des compagnies de prêt et de fiducie à charte fédérale et provinciale du Canada, au 31 décembre 1939

Item	Compagnies à charte provinciale	Compagnies à charte fédérale	Total
	$	$	$
Compagnies de prêt—			
Valeur comptable de l'actif	58,526,904	136,358,786	194,885,690
Passif envers le public	29,613,405	100,881,760	130,495,165
Capitalisation—			
Capital autorisé	36,595,775	59,150,000	95,745,775
Capital souscrit	19,810,193	26,031,300	45,841,493
Capital versé	18,005,126	19,284,714	37,289,840
Fonds de réserve et d'imprévu	9,909,452	14,766,473	24,675,925
Autre passif envers les actionnaires	1,005,688	1,418,655	2,424,343
Total du passif envers les actionnaires	28,920,266	35,469,842	64,390,108
Bénéfices nets réalisés pendant l'année	1,044,499	1,118,290	2,162,789
Compagnies de fiducie—			
Actif (valeur comptable)—			
Fonds des compagnies	61,292,364	20,176,418	81,468,782
Fonds garantis	114,606,960	36,001,000	150,607,960
Totaux, fonds des compagnies et fonds garantis	175,899,324	56,177,418	232,076,742
Successions, dépôts et fonds des agences	*2,422,219,901*	*242,369,850*	*2,664,589,751*
Capitalisation—			
Capital autorisé	53,602,600	25,300,000	78,902,600
Capital souscrit	26,801,200	13,283,570	40,084,770
Capital versé	25,236,113	11,789,264	37,025,377
Fonds de réserve et d'imprévu	16,083,213	6,002,488	22,085,701
Surplus non affecté	4,006,045	827,330	4,833,375
Bénéfices nets réalisés durant l'année	2,721,830	592,367	3,314,197

2.—Actif et passif des compagnies de prêt à charte fédérale, le 31 déc. 1925-39

NOTA.—Pour les années 1914-1924, voir p. 947 de l'Annuaire de 1937. Les chiffres depuis 1924 publiés ici comprennent les compagnies de prêt possédant une charte du gouvernement de la Nouvelle-Ecosse, mais soumises à l'inspection du Département fédéral des Assurances. Les chiffres de ce tableau ne comprennent pas les compagnies de petits prêts (voir section 2 de ce chapitre, pp. 854-855.)

Année	ACTIF						
	Immeubles[1]	Hypothèques sur immeubles	Prêts sur nantissement	Portefeuille	En caisse et en banque	Intérêt, loyers, etc. échus et courus	Total[2]
	$	$	$	$	$	$	$
1925	3,982,921	79,106,407	1,532,366	20,210,387	3,442,928	2,180,700	110,638,667
1926	4,150,307	89,873,578	1,161,886	18,426,169	4,284,648	2,274,535	120,321,095
1927	3,999,808	102,501,193	1,585,891	18,884,434	5,672,479	2,020,087	134,669,734
1928	4,172,704	105,106,365	2,472,312	17,874,808	3,255,166	1,746,138	134,634,288
1929	6,156,227	103,774,850	2,266,288	17,654,463	3,186,180	1,833,545	134,877,701
1930	7,069,914	105,477,328	2,420,927	20,834,907	4,291,855	2,558,238	142,657,134
1931	8,104,521	106,607,563	1,020,076	23,430,382	3,282,016	3,529,451	147,094,183
1932	8,263,875	102,661,879	491,387	21,521,472	4,527,610	4,366,369	142,886,473
1933	8,860,817	98,357,741	240,069	18,767,937	4,311,894	5,437,535	136,990,422
1934	9,112,878	97,169,985	233,458	21,693,414	4,384,592	6,532,256	140,147,053
1935	9,527,647	96,008,289	306,183	20,572,693	3,670,060	6,926,558	137,994,145
1936	9,770,965	97,622,787	271,660	21,175,454	3,496,046	3,928,038	137,210,511
1937	10,593,241	97,050,041	134,333	20,371,285	3,303,863	3,891,070	136,262,516
1938	10,436,985	97,104,591	112,270	20,204,905	3,714,627	3,669,841	136,139,642
1939	10,310,781	96,342,441	103,298	19,955,311	5,184,020	3,604,690	136,358,786

Année	PASSIF							
	Envers les actionnaires			Envers le public				
				Obligations et actions				
	Capital versé	Fonds de réserve	Total[3]	Canada	Ailleurs et divers	Dépôts	Intérêt échu et couru	Total[4]
	$	$	$	$	$	$	$	$
1925	23,632,474	14,555,603	38,461,375	30,052,139	21,600,001	18,660,122	538,755	71,066,398
1926	23,498,336	14,861,280	38,977,937	36,613,088	21,572,810	21,316,150	663,987	80,447,480
1927	20,699,710	14,867,432	38,596,121	47,818,386	19,965,321	27,019,323	868,694	95,895,897
1928	20,038,831	14,112,114	36,067,816	51,269,133	15,292,362	30,671,257	940,528	98,408,186
1929	20,192,840	14,427,948	35,694,166	52,857,277	14,813,287	29,602,789	941,795	98,482,375
1930	20,333,966	14,615,844	35,634,733	58,058,682	15,063,313	31,581,913	978,602	105,896,436
1931	20,407,157	14,717,152	35,765,429	63,158,214	14,837,565	30,823,662	1,027,388	110,280,658
1932	19,174,463	14,724,620	35,455,456	61,959,437	14,858,798	29,418,924	989,303	107,431,181
1933	19,253,370	15,182,125	35,855,209	60,483,299	15,161,505	24,287,270	996,132	101,120,948
1934	19,373,841	15,800,582	36,599,186	61,157,372	16,222,139	24,908,363	1,004,063	103,536,768
1935	19,393,907	15,618,715	36,404,095	59,386,546	14,530,516	26,556,302	898,830	101,578,778
1936	19,361,368	15,262,697	36,005,271	58,918,941	14,939,518	26,250,954	860,115	101,194,543
1937	19,352,276	15,048,254	35,771,946	57,506,233	14,977,437	26,966,644	765,435	100,478,054
1938	19,340,788	14,757,224	35,478,233	57,073,555	14,959,522	27,668,490	705,622	100,655,486
1939	19,284,714	14,766,473	35,469,842	57,418,689	13,390,796	29,132,700	693,353	100,881,760

[1] Valeur comptable des immeubles des compagnies et autres immeubles. [2] Comprend autre actif. [3] Comprend autre passif envers les actionnaires. [4] Comprend autre passif envers le public.

3.—Actif et passif des compagnie de fiducie à charte fédérale, 31 déc. 1925-39

NOTA.—Les chiffres de 1914-24 paraissent aux pp. 948-949 de l'Annuaire de 1937. Ceux de ce tableau comprennent les statistiques des compagnies de fiducie détenant des chartes des gouvernements provinciaux suivants, mais soumises depuis les années indiquées à l'inspection du Département fédéral des Assurances: Nouvelle-Ecosse. 1925; Nouveau-Brunswick, 1934; Manitoba, 1938.

FONDS DES COMPAGNIES—ACTIF

Année	Prêts		Immeubles	Obligations gouvernementales, municipales et scolaires et autres valeurs	Actions	En caisse et en banque	Tout autre actif des compagnies	Total de l'actif des compagnies
	Sur immeubles	Sur titres et valeurs						
	$	$	$	$	$	$	$	$
1925	5,143,123	618,250	1,969,737	2,323,064	432,956	203,431	1,763,355	12,453,916
1926	5,450,907	580,128	2,091,322	2,318,344	477,917	705,064	1,571,595	13,195,277
1927	5,668,574	977,514	2,140,344	1,993,823	494,083	804,469	1,603,906	13,682,713
1928	5,651,201	1,156,698	2,148,354	2,808,630	495,094	917,019	1,589,288	14,766,284
1929	5,652,084	1,121,536	1,959,581	3,228,722	425,077	659,466	1,623,031	14,669,497
1930	5,573,596	1,183,298	2,049,285	3,176,348	458,392	732,025	1,779,338	14,952,282
1931	6,034,794	1,035,169	2,140,792	3,211,183	488,995	551,595	1,996,819	15,459,347
1932	6,057,336	628,586	2,306,950	3,105,079	447,940	773,537	2,042,228	15,361,656
1933	5,413,800	706,146	2,655,924	3,418,374	451,552	624,363	2,081,259	15,351,418
1934	5,034,509	973,532	3,008,327	3,681,872	454,975	667,932	2,080,072	15,901,219
1935	5,162,632	666,465	3,163,130	3,591,823	471,431	1,008,869	1,906,543	15,970,893
1936	5,105,167	884,014	3,304,918	3,960,552	461,014	914,439	1,744,454	16,374,558
1937	5,411,003	971,560	3,734,913	4,008,247	657,507	724,846	1,900,231	17,408,307
1938	6,116,342	901,935	4,518,886	4,423,228	1,103,090	1,020,266	2,163,727	20,247,474
1939	6,269,736	816,795	4,421,183	4,402,444	1,180,163	1,025,731	2,060,366	20,176,418

FONDS GARANTIS—ACTIF

Année	Prêts		Obligations gouvernementales, municipales, scolaires et autres valeurs	Titres	En caisse et en banque	Tout autre actif	Tout actif détenu contre les fonds garantis
	Sur immeubles	Sur titres et valeurs					
	$	$	$	$	$	$	$
1925	12,897,930	490,528	1,463,920	85,062	636,526	323,373	15,897,339
1926	14,005,093	1,334,078	1,488,070	85,062	813,344	253,765	17,979,412
1927	16,596,737	2,407,158	1,978,136	85,062	1,067,790	329,870	22,464,753
1928	17,095,284	2,337,415	2,376,726	85,062	1,911,962	299,275	24,105,724
1929	18,447,949	1,804,750	2,689,069	3,288	1,132,633	387,574	24,465,263
1930	19,513,691	2,075,322	2,491,089	Nil	1,948,592	380,135	26,408,829
1931	20,812,176	887,015	2,598,587	18,300	919,982	482,159	25,718,219
1932	19,336,735	1,480,454	3,286,467	Nil	688,136	431,121	25,222,913
1933	19,141,920	2,551,966	4,072,131	23,400	1,084,150	523,140	27,396,707
1934	19,911,247	3,913,332	5,771,085	Nil	1,444,847	610,546	31,651,057
1935	20,123,641	4,004,017	8,542,061	"	1,345,204	742,469	34,757,392
1936	20,474,810	5,748,256	7,300,519	"	1,199,866	733,156	35,456,607
1937	21,926,852	3,172,609	8,525,407	"	1,486,606	673,202	35,784,676
1938	21,452,863	4,025,109	9,573,096	"	1,353,753	611,322	37,016,143
1939	21,235,726	2,277,963	10,731,590	"	1,219,212	536,509	36,001,000

3.—Actif et passif des compagnies de fiducie à charte fédérale, 31 déc. 1925-39—fin

Année	PASSIF							
	Fonds des compagnies						Fonds garantis	
	Passif envers les actionnaires				Passif envers le public	Total	Principal	Total
	Capital versé	Fonds de réserve	Autre passif	Total	Taxes, argent emprunté, etc.			
	$	$	$	$	$	$	$	$
1925	9,523,618	2,261,890	184,153	11,969,661	232,813	12,202,474	15,897,339	15,897,339
1926	9,666,449	2,313,464	393,932	12,373,845	580,380	12,954,225	17,979,412	17,979,412
1927	9,824,031	2,653,673	443,377	12,921,081	571,279	13,492,360	22,464,753	22,464,753
1928	10,424,249	2,877,766	549,905	13,851,920	741,364	14,593,284	24,105,724	24,105,724
1929	10,512,879	3,325,020	257,288	14,095,187	325,914	14,421,101	24,465,263	24,465,263
1930	10,260,025	3,431,538	718,240	14,409,803	294,897	14,704,700	26,408,829	26,408,829
1931	10,493,608	3,478,889	629,215	14,601,712	464,719	15,066,431	25,718,221	25,718,221
1932	10,601,822	3,461,760	457,518	14,521,100	368,279	14,889,379	25,222,913	25,222,913
1933	10,630,336	3,555,585	444,302	14,630,223	206,372	14,836,595	27,396,708	27,396,708
1934	10,652,618	3,746,260	591,103	14,989,981	246,466	15,236,447	31,651,057	31,651,057
1935	10,590,333	3,744,068	679,078	15,013,479	302,667	15,316,146	34,757,391	34,757,391
1936	9,803,722	4,935,216	805,197	15,544,135	333,926	15,878,061	35,456,607	35,456,607
1937	10,357,757	5,311,158	542,708	16,211,623	359,026	16,570,649	35,784,676	35,784,676
1938	11,949,775	5,946,939	584,149	18,480,863	974,982	19,455,846	37,016,143	37,016,143
1939	11,789,264	6,002,488	951,071	18,742,823	609,016	19,351,839	36,001,000	36,001,000

4.—Successions, dépôts et fonds des agences des compagnies de fiducie à charte fédérale, au 31 décembre 1925-39

NOTA.—Pour les années 1914-24, voir p. 949 de l'Annuaire de 1937. La note du tableau 3 s'applique aussi aux chiffres de ce tableau.

Année	Successions, dépôts et fonds des agences	Année	Successions, dépôts et fonds des agences
	$		$
1925	131,420,502	1933	225,484,151
1926	139,777,235	1934	230,230,283
1927	161,040,061	1935	242,594,310
1928	202,655,185	1936	226,024,454
1929	210,005,726	1937	228,155,009
1930	205,282,593	1938	236,467,735
1931	215,698,469	1939	242,369,850
1932	215,702,235		

Section 2.—Compagnies de petits prêts

Ces dernières années, le Parlement du Canada a incorporé un nombre de compagnies qui font de petits prêts ne dépassant pas habituellement cinq cents dollars chacun, sur billets promissoires des emprunteurs et garantis en plus, dans la plupart des cas, par des endossements ou hypothèques sur des biens meubles. Bien que les compagnies peuvent, en vertu des privilèges de leur charte, faire des prêts sur la valeur des immeubles, ces prêts sont très rares en réalité.

Le 1er janvier 1940, la loi de 1939 sur les petits prêts (3 George VI, c. 23), adoptée par le Parlement du Canada est entrée en vigueur. En vertu de cette loi, les prêteurs d'argent autorisés qui consentent des prêts personnels de $500 ou moins sont limités à un intérêt de 2 p.c. par mois sur les soldes dûs, et les prêteurs sans permis à un taux de 12 p.c. par année, devant comprendre les intérêts et tous les

autres frais. Le 5 avril 1941, 72 permis avaient été accordés à des prêteurs d'argent. Les chiffres des opérations de ces derniers ne sont pas encore connus.

Les compagnies de petits prêts figurant dans ce rapport—elles sont au nombre de trois—détiennent depuis le 1er janvier 1940 des permis comme compagnies de petits prêts, en vertu de la loi de 1939 sur les petits prêts.

5.—Actif et passif des compagnies de petits prêts à charte fédérale, au 31 décembre 1928-39

Année	ACTIF			
	Prêts recevables	En caisse et en banque	Autre actif	Total
	$	$	$	$
1928	138,635	3,597	17,007	159,239
1929	434,432	9,621	36,341	480,394
1930	598,275	21,814	31,551	651,640
1931	777,414	13,020	36,939	827,373
1932	644,339	22,125	13,449	679,913
1933	1,228,180	327,760	14,019	1,569,959
1934	2,353,862	284,761	22,111	2,660,734
1935	2,962,580	194,406	30,403	3,187,389
1936	4,145,066	214,363	32,961	4,392,390
1937	4,875,596	261,864	37,092	5,174,552
1938	4,764,032	412,594	32,182	5,208,808
1939	5,081,320	342,578	42,781	5,466,679

Année	PASSIF									
	Envers les actionnaires					Envers le public				Passif total
	Réserve générale	Réserve pour pertes	Capital versé	Autre passif	Total	Emprunts	Rentes	Autre passif[1]	Total	
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
1928	Nil	1,757	101,000	2,650	105,407	45,000	6,549	397	51,946	157,353
1929	"	10,075	101,000	1,399	112,474	346,924	16,656	1,571	365,151	477,625
1930	"	16,284	141,150	7,418	164,852	450,659	22,211	9,349	482,219	647,071
1931	"	36,028	273,150	3,992	313,170	474,659	24,532	10,759	509,950	823,120
1932	"	14,722	331,600	1,775	348,097	295,930	18,596	12,375	326,901	674,998
1933	"	22,945	976,750	10,871	1,010,566	445,382	96,248	4,075	545,705	1,556,271
1934	"	65,559	976,750	76,518	1,118,827	1,330,797	171,817	17,181	1,519,795	2,638,622
1935	"	91,061	976,750	163,923	1,231,734	1,681,062	222,643	21,742	1,925,447	3,157,181
1936	300,000	146,658	976,750	2,771	1,426,179	2,581,710	315,678	37,559	2,934,947	4,361,126
1937	300,000	220,308	1,001,750	237,643	1,759,701	2,920,840	361,315	95,904	3,378,059	5,137,760
1938	318,000	295,361	1,001,750	441,718	2,056,829	2,653,334	348,355	118,108	3,119,797	5,176,626
1939	318,000	351,850	1,234,250	749,666	2,653,766	2,265,834	369,723	134,724	2,770,281	5,424,047

[1] Comprend les taxes.

Section 3.—Ventes d'obligations canadiennes*

Les sommes requises par le Gouvernement fédéral pour financer les dépenses de guerre sont la cause des fortes ventes d'obligations du Gouvernement canadien dans les dernières années de la guerre de 1914–18.

Le total de plus de $900,000,000 de 1919 n'est dépassé qu'en 1931, époque du remboursement d'un montant élevé d'obligations de guerre à des taux d'intérêt moins élevés. En 1940, première année complète de la guerre actuelle, le total des ventes est de beaucoup plus élevé qu'en toute autre année antérieure, et en raison de la concentration de l'attention sur les emprunts du Gouvernement fédéral, la proportion de tous les autres genres de financement par rapport aux ventes totales est la plus basse depuis 1918.

* Revisé par H. J. Darling, rédacteur adjoint du *Monetary Times*.

Les emprunts du Gouvernement fédéral au moyen d'émissions d'obligations depuis 1907 peuvent se diviser en quatre périodes: de 1907 à 1914, la période de la grande guerre, de 1914 à 1918, de 1919 à 1939 et de 1939 à date. Dans la première période l'argent a été affecté en majeure partie à la mise en valeur intérieure, aux travaux publics et aux chemins de fer; dans la deuxième, les dépenses de guerre nécessitèrent des emprunts très considérables. La troisième est divisée en deux phases par l'année 1929. Jusqu'à cette dernière année, les emprunts annuels du Gouvernement fédéral tendent à décliner, malgré l'importance des emprunts contractés pour le compte des Chemins de fer Nationaux. A compter de 1929, les ventes de nouvelles obligations du Gouvernement fédéral grossissent graduellement. Elles comprennent des emprunts pour défrayer les secours-chômage, les remboursements à des taux d'intérêt moins élevés et divers travaux publics. Depuis le début des hostilités en 1939, le Dominion a dû emprunter comme jamais il ne l'avait encore fait afin de pouvoir faire face aux dépenses colossales imposées par la guerre.

Depuis la guerre de 1914–18, les émissions d'obligations provinciales ont été sur une échelle beaucoup plus vaste, probablement à cause du développement des utilités publiques des provinces et de l'amélioration de la voirie. D'un autre côté, les émissions d'obligations des municipalités canadiennes ont été plus considérables en 1913, vers la fin du boom des biens-fonds, qu'en toute autre année, bien que les ventes de 1930 aient presque atteint le volume de 1913. Cependant, en allouant une marge pour l'augmentation de population dans les cités et villes, on ne relève pas une augmentation aussi marquée dans la moyenne des ventes annuelles d'obligations municipales de la période d'après-guerre, comparativement à la période d'avant-guerre, que celle qu'on constate dans le cas des obligations provinciales. En 1940, le gros des emprunts provinciaux et municipaux a été affecté au remboursement d'émissions échues.

Les ventes d'obligations de corporation, qui entre 1926 et 1930 dépassaient en moyenne $257,000,000 par année, ont fléchi à $10,550,000 en 1932 et à $4,385,000 en 1933, ce qui est dû dans une grande mesure à l'incertitude au point de vue industriel. Depuis lors, le montant des nouveaux emprunts des corporations est relativement peu élevé, la tendance étant plutôt au remboursement et à l'amortissement de la dette obligataire. La guerre n'a créé la nécessité d'aucun nouvel emprunt de corporation, les frais d'expansion industrielle pour fin de guerre étant assumés en majeure partie par le Dominion. Les chemins de fer également accusent un fléchissement, les ventes en 1932 étant tombées à $12,500,000 et au faible chiffre de $1,000,000 en 1933. Pour la première fois de l'histoire, les chemins de fer ne font aucun emprunt direct en 1940, en raison de nouvelles méthodes de faire les fonds. Depuis 1936, à la suite de modifications apportées à la comptabilité, une bonne partie des emprunts des Chemins de fer nationaux ont été contractés directement par le Dominion, tandis que, depuis la guerre, le Dominion a consenti aux deux principaux réseaux, des avances pour l'achat de matériel.

Il s'est opéré un changement frappant depuis le commencement du siècle dans les marchés où se vendent principalement les obligations canadiennes. Avant la guerre de 1914–18, le Royaume-Uni baillait la majeure partie des fonds nécessaires à la mise en valeur des ressources naturelles, des industries, des travaux publics et des chemins de fer. Mais, dès le début de cette guerre, l'emprunteur canadien se voit temporairement privé du marché britannique, et depuis lors, emprunteurs tant publics que privés se dirigent plutôt vers le marché américain pour leurs emprunts à l'étranger. Les besoins financiers se faisant plus pressants, le Gouvernement du Dominion doit tourner les yeux du côté du marché local, de sorte que les emprunts

de la victoire de 1917 et de 1918 sont les deux premières entreprises importantes de financement au moyen d'émission d'obligations à être tentées au Canada. L'instabilité des taux du change depuis 1931 a été coûteuse pour les emprunteurs canadiens aux Etats-Unis et la proportion des ventes faites dans ce pays a diminué sans toutefois incommoder les emprunteurs, grâce au développement des marchés financiers du pays. Depuis l'institution de la Commission de contrôle du change étranger en 1939, les emprunts en dehors du Canada sont à peu près impossibles et en 1940, pour la première fois de l'histoire, toutes les ventes d'obligations sont faites en marché canadien. De plus, le Gouvernement du Dominion a rapatrié un certain nombre de ses principales émissions détenues dans le Royaume-Uni.

6.—Ventes d'obligations canadiennes, par catégorie d'obligations et pays de vente, 1926-40

(Puisé dans le *Monetary Times Annual.*)

NOTA.—Les statistiques de 1904-25 sont données à la p. 933 de l'Annuaire de 1933.

Année	CATÉGORIES D'OBLIGATIONS					
	Fédérales[1]	Provinciales	Municipales	Chemins de fer	Compagnies	Total
	$	$	$	$	$	$
1926	105,000,000	76,633,267	65,020,194	34,500,000	250,919,200	532,072,661
1927	45,000,000	114,795,500	72,742,114	80,000,000	289,680,067	602,217,681
1928	[2]	92,992,500	27,120,588	48,396,000	285,083,000	453,592,088
1929	[2]	119,960,500	98,667,809	199,200,000	243,330,600	661,158,909
1930	140,000,000	160,004,000	109,648,063	137,238,000	220,355,000	767,245,063
1931	858,109,300	126,239,205	85,290,066	121,750,000	59,432,000	1,250,820,571
1932	226,250,000	128,217,000	95,600,632	12,500,000	10,550,000	473,117,632
1933	440,000,000	82,889,000	41,282,513	1,000,000	4,385,000	569,556,513
1934	400,000,000	139,868,000	24,690,132	32,500,000	40,902,696	637,960,828
1935	739,300,000	123,407,000	44,793,200	48,400,000	60,605,700	1,016,505,900
1936	793,000,000	118,735,000	34,356,087	133,000,000	219,983,224	1,299,074,311
1937	919,000,000	174,362,000	52,137,475	30,380,000	89,566,800	1,265,446,275
1938	903,491,667	118,792,000	35,154,344	19,480,000	55,962,500	1,132,880,511
1939	1,024,585,000	154,059,900	26,897,689	6,500,000	236,208,600	1,448,251,189
1940	2,079,946,200	156,820,000	25,211,593	Nil	25,077,000	2,287,054,793

Année	VENTES PAR PAYS			
	Au Canada	Aux Etats-Unis	Au Royaume-Uni	Total
	$	$	$	$
1926	263,862,718	259,209,943	9,000,000	532,072,661
1927	373,637,014	223,714,000	4,866,667	602,217,681
1928	278,080,088	159,512,000	16,000,000	453,592,088
1929	378,395,909	263,654,000	19,109,000	661,158,909
1930	368,868,063	393,632,000	4,745,000	767,245,063
1931	1,090,800,571	155,920,000	4,100,000	1,250,820,571
1932	377,752,632	81,015,000	14,350,000	473,117,632
1933	434,556,513	60,000,000	75,000,000	569,556,513
1934	529,630,828	50,000,000	58,330,000	637,960,828
1935	853,940,900	162,065,000	500,000	1,016,505,900
1936	1,211,824,311	86,000,000	1,250,000	1,299,074,311
1937	1,177,196,275	88,250,000	Nil	1,265,446,275
1938	1,044,038,844	40,175,000	48,666,667	1,132,880,511
1939	1,316,651,189	127,500,000	100,000	1,448,251,189[3]
1940	2,287,054,793	Nil	Nil	2,287,054,793

[1] Comprend les émissions de bons du Trésor à compter de 1934. [2] Non déclarées pour l'année.
[3] Y compris $4,000,000 d'obligations vendues ailleurs.

Section 4.—Dividendes des corporations

La somme estimative totale de dividendes versés par les compagnies canadiennes en 1940 est un peu plus élevée que l'année précédente, et de plus de 93 p.c. du total versé en 1938, année maximum. Durant la soi-disant période de prospérité de 1926–30, les dividendes versés avaient atteint le maximum de $285,000,000 en 1930. Le niveau plus élevé touché depuis est attribuable en grande partie à l'essor de l'industrie minière. Les compagnies minières versent $104,000,000 de dividendes ou 34·0 p.c. du total de 1940.

7.—Dividendes versés par les compagnies canadiennes, par mois, 1933-40

(Extrait du *Financial Post Business Year Book*)

Mois	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000
Janvier	13,855	14,417	14,785	16,032	22,442	23,078	20,671	22,938
Février	3,336	3,783	3,496	4,311	5,722	5,018	7,003	6,779
Mars	16,754	17,267	9,440	19,176	21,500	23,731	26,233	28,740
Avril	11,602	12,266	14,621	16,161	20,917	22,535	20,896	23,488
Mai	2,931	4,793	4,025	3,332	6,847	5,711	6,893	7,927
Juin	17,497	41,939	55,804	61,333	71,562	69,178	64,924	58,509
Juillet	12,672	16,423	18,679	23,408	31,212	27,404	23,543	27,658
Août	3,260	4,464	4,362	3,580	4,585	5,926	6,516	6,920
Septembre	14,271	9,732	12,315	14,610	19,226	19,845	24,299	25,784
Octobre	11,807	13,849	14,801	16,018	19,489	19,506	21,019	23,943
Novembre	3,656	4,188	3,601	4,680	9,046	9,887	6,557	7,689
Décembre	23,038	42,639	66,700	78,000	91,176	94,112	73,467	64,381
Totaux	**134,679**	**185,760**	**222,629**	**260,641**	**323,724**	**325,931**	**302,021**	**304,756**

CHAPITRE XXIII.—ASSURANCES*

SYNOPSIS

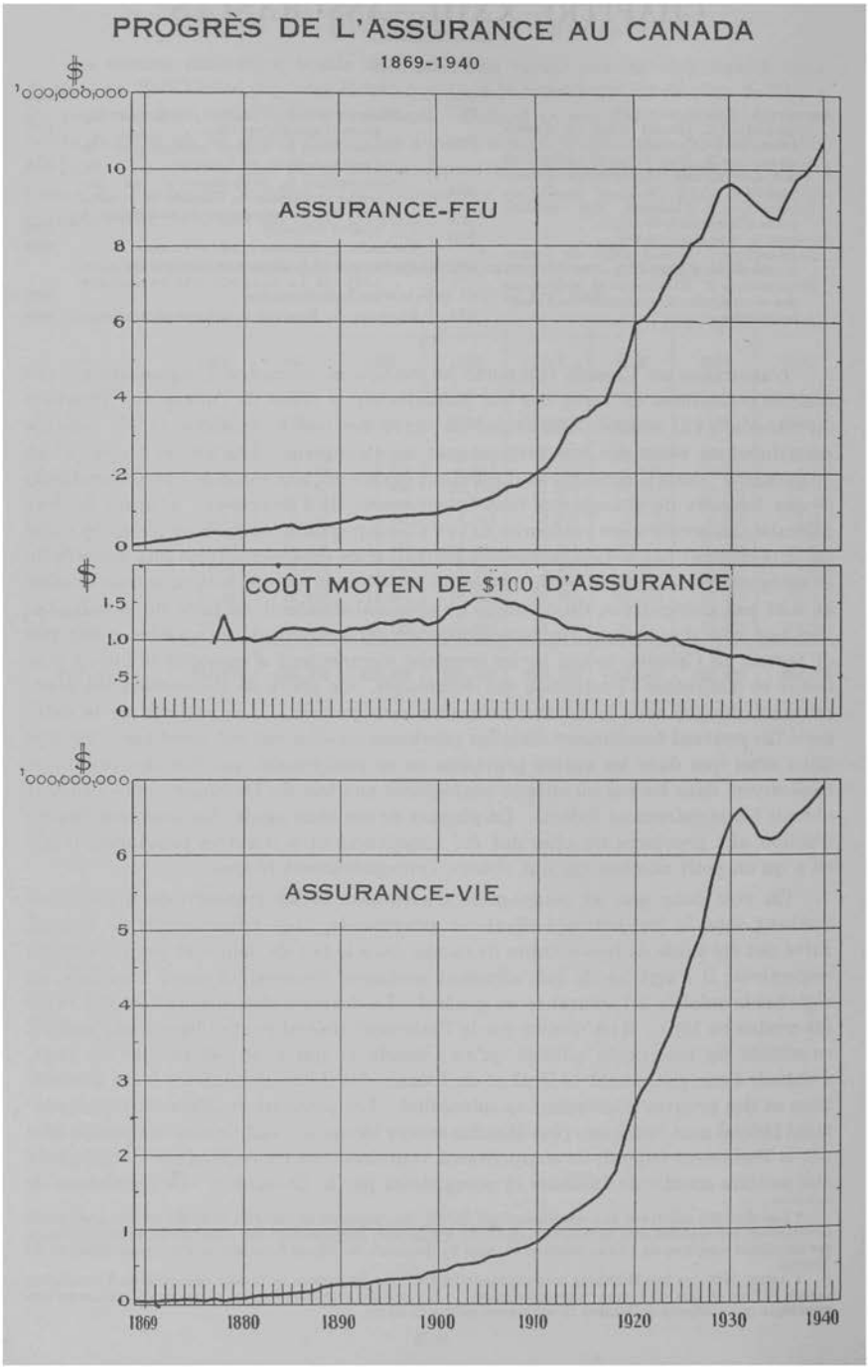
	Page
Section 1. Assurance-feu	861
Sous-section 1. Grand total de l'assurance-feu au Canada	862
Sous-section 2. Historique et opérations des compagnies canadiennes d'assurance-feu	863
Sous-section 3. Finances des compagnies d'assurance-feu	868
Section 2. Assurance-vie	870
Sous-section 1. Grand total de l'assurance-vie au Canada	870
Sous-section 2. Historique et opérations des compagnies d'assurance-vie à charte fédérale	871
Sous-section 3. Finances des compagnies d'assurance-vie	875
Sous-section 4. Autres statistiques de l'assurance-vie au Canada	878
Sous-section 5. Assurance-vie en vigueur en dehors du Canada et vendue par des compagnies canadiennes à charte fédérale	880
Section 3. Assurances diverses	884
Section 4. L'assurance en ce qu'elle affecte la balance des paiements internationaux	887
Section 5. Rentes viagères sur l'état	888

L'assurance au Canada comporte les catégories suivantes d'organisations: (1) sociétés constituées en vertu des lois fédérales ou de celles de l'ancienne "Province du Canada"; (2) sociétés constituées en vertu des lois provinciales et (3) sociétés constituées en vertu des lois britanniques ou étrangères. Les termes "société" et "compagnie" dans le contexte se rapportent également aux sociétés à forme mutuelle et aux bureaux de change qui font le commerce de l'assurance. D'après les lois fédérales, les sociétés des catégories (1) et (3) ne peuvent fonctionner qu'après avoir été enregistrées† par le Gouvernement fédéral, mais elles permettent aux sociétés de la catégorie (3) d'assurer toute propriété au Canada contre le feu, même si elles ne sont pas enregistrées, du moment qu'elles s'abstiennent de faire de la sollicitation par voie d'annonces, de correspondance ou autrement, et qu'elles n'ont pas de bureau au Canada, ce qui ne les empêche aucunement d'inspecter le bien à être assuré et d'effectuer l'évaluation des dommages. Ce genre de transaction est généralement désigné sous le terme "assurance sans permis". Les sociétés de la catégorie (2) peuvent fonctionner dans les provinces où elles ont été constituées comme telles ainsi que dans les autres provinces en se conformant aux lois des provinces respectives; dans les cas où elles se conforment aux lois du Dominion, elles peuvent obtenir l'enregistrement fédéral. La plupart de ces compagnies limitent leur champ d'action aux provinces où elles ont été constituées et à d'autres provinces; il n'y en a qu'un petit nombre qui ont obtenu l'enregistrement fédéral.

On voit donc que les compagnies d'assurance et les transactions d'assurance tombent sous la juridiction fédérale et provinciale. Les tribunaux et le Conseil Privé ont été saisis de bon nombre de causes dans le but de délimiter les juridictions respectives; il s'agit ici de lois affectant certaines compagnies aussi bien que les règlements relatifs à l'assurance en général. La dernière décision du Conseil Privé fut rendue en 1931. Il en résulte que le Parlement fédéral peut obliger toute société, constituée ou incorporée ailleurs qu'au Canada et qui veut fonctionner au pays, d'obtenir l'enregistrement fédéral et de fournir des données relatives à ses transactions et des preuves concernant sa solvabilité. Les pouvoirs conférés au Gouvernement fédéral sont beaucoup plus étendus encore lorsqu'il s'agit de sociétés constituées par le Parlement fédéral; ils comprennent toutefois tous les règlements s'appliquant aux sociétés constituées ailleurs et enregistrées par le Dominion. La législation de

* Les données relatives aux assurances sur la vie, aux assurances contre l'incendie et aux assurances diverses ont été revisées sous la direction de G. D. Finlayson, surintendant des Assurances, et la statistique sur les rentes viagères de l'Etat (section 5), sous la direction de Bryce Stewart, D.Ph., sous-ministre du Travail.

† Avant 1932, les lois fédérales pourvoyaient à l'émission de permis en faveur des sociétés d'assurance; depuis 1932 on se sert du terme "enregistrement". Il s'agit ici tout simplement d'une modification en terminologie qui n'affecte nullement la substance même de la loi.


PROGRÈS DE L'ASSURANCE AU CANADA
1869-1940
$
1,000,000,000
10
8
6
4
2
0
ASSURANCE-FEU
$
COÛT MOYEN DE $100 D'ASSURANCE
1.5
1.0
.5
0
1,000,000,000
6
5
4
3
2
1
0
ASSURANCE-VIE
1869
1880
1890
1900
1910
1920
1930
1940

1932,* telle qu'amendée depuis, accorde au gouvernement le droit d'exercer tous les pouvoirs tels que fixés par les décisions du Conseil Privé.

Les dispositions des lois fédérales en vertu desquelles les sociétés sont enregistrées sont appliquées par le département de l'Assurance, relevant du Ministère des Finances et dirigé par un surintendant. Le premier surintendant qui fut nommé en 1875 était chargé de la direction d'une branche nouvellement créée du Ministère des Finances—la Branche de l'Assurance. En 1910, celle-ci fut constituée en département séparé (département de l'Assurance), qui toutefois resta sous le ministre des Finances.

Afin d'obtenir son premier enregistrement, toute compagnie doit faire certaines déclarations et déposer entre autres un état financier complet, prouver au Ministre qu'elle est solide et solvable et effectuer son premier dépôt de titres dont la valeur varie entre $10,000 et $100,000 selon le genre d'opérations qu'elle se propose d'entreprendre. Les compagnies enregistrées sont obligées de déposer leur déclaration tous les ans; leurs livres sont ouverts à l'inspection du surintendant ou de son représentant, afin de leur permettre de vérifier l'exactitude des déclarations et l'état de solvabilité. Des mesures immédiates peuvent être prises contre toute compagnie dont l'état financier laisse à désirer. La valeur des biens que les compagnies britanniques ou étrangères possèdent au Canada doit être maintenue au même niveau que leurs engagements, tandis que les sociétés canadiennes sont obligées de conserver leur actif entier au pays, sauf les valeurs qu'elles sont obligées de déposer ailleurs en garantie de leurs transactions effectuées à l'étranger.

La statistique relative aux sociétés d'assurance possédant l'enregistrement fédéral se décompose sous trois rubriques, savoir: (1) assurance contre l'incendie; (2) assurance sur la vie; et (3) assurance diverse (accidents, automobiles, aviation, cambriolage, crédit, tremblement de terre, explosion, chutes d'avions, faux, fraude, cautionnement, grêle, transit intérieur, bétail, machinerie, propriété personnelle, bris de glaces, propriété, maladie, fuites d'arrosoir, chaudière à vapeur, titres, cyclones, intempéries). Les données sont tirées des rapports publiés par le département des assurances et couvrent l'année civile dans chaque cas.

C'est depuis 1915 que le département des assurances recueille les statistiques figurant dans le présent volume et concernant les opérations des compagnies patentées par les provinces. Elles se divisent en deux catégories: (1) opérations effectuées dans les provinces où les compagnies sont constituées et (2) opérations effectuées dans d'autres provinces.

Les déclarations relatives à "l'assurance sans permis", mentionnée plus haut, précédemment exigées pour fins de taxation en vertu de la loi du revenu spécial de guerre, ne sont plus requises. Les dernières données sont pour 1933 et paraissent à la page 1032 de l'Annuaire de 1934–35.

Section 1.—Assurance-feu

L'assurance-feu au Canada débuta par l'établissement d'agences de compagnies d'assurance du Royaume-Uni, ces agences étant généralement dans les ports de mer et gérées par des marchands du lieu. La plus ancienne agence d'une compagnie britannique est celle de la Phœnix Fire Office of London, qui s'appelle maintenant la Phœnix Assurance Co., Ltd., laquelle ouvrit ses portes à Montréal en 1804. Comme le chiffre d'affaires de ces agences s'accroissait rapidement, les compagnies britanniques d'assurance créèrent des succursales dans les différentes parties du Canada, mettant à leur tête des gérants locaux.

* Loi concernant les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932 (22-3 Geo. V, c. 46). Loi concernant les compagnies d'assurance étrangères, 1932 (22-3 Geo. V, c. 47).

La Halifax Fire Insurance Co. est la première compagnie purement canadienne que l'on connaisse; fondée en 1809 sous le nom de Nova Scotia Fire Association, elle reçut une charte en 1819 et exerça ses opérations dans la province de Nouvelle-Ecosse jusqu'en 1919, alors qu'elle obtint une charte fédérale. Parmi les autres plus anciennes compagnies d'assurance contre l'incendie, on doit citer les suivantes: Quebec Fire Assurance Co., qui commença ses opérations en 1818 et restreignit son champ à la province de Québec; British America Assurance Co., incorporée en 1833, la plus ancienne compagnie d'Ontario; Western Assurance Co., organisée en 1851 et qui devint rapidement l'une des plus importantes compagnies d'assurance de ce continent; plus deux compagnies américaines: Ætna Insurance Co. of Hartford, Conn., et Hartford Fire Insurance Co., qui étendirent leurs opérations au Canada, l'une en 1821 et l'autre en 1836.

Bien qu'à ses débuts l'assurance contre l'incendie au Canada ne fût pas précisément lucrative, les progrès sérieux accomplis dans la construction des maisons et l'usage de plus en plus répandu des moyens de protection contre l'incendie ont sensiblement réduit le danger de grandes conflagrations et placent les risques assumés au Canada par les compagnies sur un pied d'égalité avec ceux des autres pays.

L'un des faits saillants révélés en ces dernières années, outre la forte proportion de compagnies britanniques et étrangères, est l'augmentation ininterrompue du nombre de compagnies mutuelles et coopératives. Ces compagnies, dont tous les bénéfices sont encaissés par leurs membres et toutes les pertes directement supportées par eux, commencent à faire sentir leur concurrence dans le champ de l'assurance contre l'incendie.

Sous-section 1.—Grand total de l'assurance-feu au Canada

Une partie de l'assurance vendue au Canada chaque année, est vendue par les compagnies détenant des licences et des permis provinciaux. Ces compagnies limitent d'habitude leurs opérations à leur province d'incorporation. Elles peuvent toutefois être autorisées à vendre de l'assurance dans d'autres provinces.

Dans l'analyse plus détaillée de l'assurance-feu au Canada contenue dans le tableau **2**, les statistiques ne s'appliquent qu'aux opérations des compagnies à charte fédérale, mais, comme il est indiqué au tableau **1**, ces compagnies absorbent près de 90 p.c. de l'assurance en vigueur.

1.—Opérations des compagnies d'assurance contre l'incendie, à charte fédérale et à charte provinciale au Canada, 1939, et totaux de 1938

Item	Assurances effectuées, brut	En vigueur à la fin de l'année	Primes encaissées, net	Pertes payées, net
	$	$	$	$
Compagnies à charte fédérale	11,117,212,274	10,200,346,551	40,984,276	15,738,902
Compagnies à patente provinciale—				
(a) Dans les provinces ou elles ont été incorporées	687,448,376	1,177,060,372	4,983,708	2,763,440
(b) Dans les autres provinces	116,419,451	107,938,082	766,594	407,157
Totaux, compagnies à patente provinciale	803,867,827	1,284,998,454	5,750,302	3,170,597
Grands totaux, 1939	**11,921,080,101**	**11,485,345,005**	**46,734,578**	**18,909,499**
Grands totaux, 1938	**11,226,128,429**	**11,168,279,973**	**47,750,140**	**20,487,396**

Sous-section 2.—Historique et opérations des compagnies canadiennes d'assurance-feu

Statistiques historiques de l'assurance-feu au Canada.—Le rapport du surintendant des assurances pour l'année terminée le 31 décembre 1939 fait voir qu'à cette date il existe 279 compagnies d'assurance-feu à charte fédérale, dont 56 sont canadiennes, 70 britanniques et 153 étrangères. En 1875, première année sur laquelle le département des Assurances fait des relevés authentiques, il y a 27 compagnies faisant opérations au Canada, dont 11 canadiennes, 13 britanniques et 3 américaines. L'augmentation proportionnelle du nombre de compagnies britanniques et étrangères de 59 p.c. à 80 p.c. du total constitue une différence bien marquée entre l'assurance-feu et l'assurance-vie au Canada, celle-ci étant vendue en très grande partie par des compagnies canadiennes.

Le tableau 2 fait voir que le prix moyen de $100 d'assurance atteint son maximum en 1904 et 1905. Il diminue graduellement depuis, sauf en 1921 et 1924 où la tendance est apparemment plutôt à la hausse. Il est intéressant de savoir que le coût de l'assurance-feu a diminué de 59·4 p.c. depuis 1905.

2.—Assurance-feu vendue par des compagnies à charte fédérale, 1901-40

NOTA.—Les chiffres de 1869-1900 sont donnés à la page 1017 de l'Annuaire de 1939.

Année	Polices en vigueur à la fin de l'année	Primes nettes encaissées durant l'année	Pertes payées	Proportion des pertes aux primes	Montants bruts des polices émises au cours de l'année	Primes perçues sur les nouvelles polices de l'année	Coût moyen par $100 d'assurance
	$	$	$	p.c.	$	$	$
1901.....	1,038,687,619	9,650,348	6,774,956	70·20	821,522,854	11,688,958	1·42
1902.....	1,075,263,168	10,577,084	4,152,289	39·26	892,049,886	13,087,251	1·47
1903.....	1,140,453,716	11,384,762	5,870,716	51·57	933,274,764	14,038,182	1·50
1904.....	1,215,013,931	13,169,882	14,099,534	107·06	1,002,305,105	16,006,969	1·60
1905.....	1,318,146,495	14,285,671	6,000,519	42·00	1,140,095,372	18,262,037	1·60
1906.....	1,443,902,244	14,687,963	6,584,291	44·83	1,210,099,865	18,554,730	1·53
1907.....	1,614,703,536	16,114,475	8,445,041	52·41	1,364,204,991	20,492,863	1·50
1908.....	1,700,708,263	17,027,275	10,279,455	60·37	1,466,294,021	21,968,432	1·50
1909.....	1,863,276,504	17,049,464	8,646,826	50·72	1,579,975,867	22,293,633	1·41
1910.....	2,034,276,740	18,725,531	10,292,393	54·96	1,817,055,685	24,684,296	1·36
1911.....	2,279,868,346	20,575,255	10,936,948	53·16	1,987,640,591	26,867,170	1·35
1912.....	2,684,355,895	23,194,518	12,119,581	52·25	2,374,161,732	30,639,867	1·29
1913.....	3,151,930,389	25,745,947	14,003,759	54·39	2,925,200,553	36,032,461	1·21
1914.....	3,456,019,009	27,499,158	15,347,284	55·81	3,104,101,568	36,185,927	1·17
1915.....	3,531,620,802	26,474,833	14,161,949	53·49	3,111,552,903	36,048,345	1·16
1916.....	3,720,058,236	27,783,852	15,114,063	54·40	3,418,238,860	37,231,691	1·09
1917.....	3,986,197,514	31,246,530	16,379,101	52·42	4,049,059,999	43,515,822	1·07
1918.....	4,523,514,841	35,954,405	19,359,352	53·84	4,606,035,056	48,770,112	1·06
1919.....	4,923,024,381	40,031,474	16,679,355	41·67	5,423,569,961	57,577,632	1·06
1920.....	5,969,872,278	50,527,937	21,935,387	43·41	6,790,670,610	71,143,917	1·05
1921.....	6,020,513,832	47,312,564[1]	27,572,560[2]	58·28	6,139,531,168	68,161,786	1·11
1922.....	6,348,637,436	48,168,310[1]	32,848,020[2]	68·19	6,471,133,294	68,347,294	1·06
1923.....	6,806,937,041	51,169,250[1]	32,142,494[2]	62·82	7,311,835,110	73,037,471	1·00
1924.....	7,224,475,267	49,833,718[1]	29,186,904[2]	58·57	6,987,536,461	71,146,802	1·02
1925.....	7,583,297,899	51,040,075[1]	26,943,089[2]	52·79	7,646,026,535	74,679,130	0·98
1926.....	8,051,444,136	52,595,923[1]	25,705,975[2]	48·87	8,716,166,834	81,104,612	0·93
1927.....	8,287,732,966	51,375,637[1]	20,831,931[2]	40·55	8,531,139,424	76,423,855	0·90
1928.....	8,761,579,512	54,826,851[1]	25,544,664[2]	46·57	9,187,224,958	80,413,215	0·88
1929.....	9,431,169,594	56,112,457[1]	30,209,839[2]	53·84	10,791,096,165	87,317,411	0·81
1930.....	9,672,996,973	52,646,520[1]	30,427,968[2]	57·71	10,311,193,608	82,700,147	0·80
1931.....	9,544,641,293	50,342,669[1]	29,938,409[2]	59·47	10,789,737,477	86,741,056	0·80
1932.....	9,301,747,991	46,911,929[1]	30,068,923[2]	64·10	10,339,649,769	81,823,235	0·79
1933.....	9,008,262,736	41,573,986[1]	21,655,460[2]	52·09	10,644,787,101	78,980,010	0·74
1934.....	8,804,840,676	41,468,119[1]	16,968,030[2]	40·92	9,506,703,020	68,793,705	0·72
1935.....	8,782,698,099	40,884,876[1]	14,821,465[2]	36·25	9,641,773,674	67,596,146	0·70
1936.....	9,248,273,260	40,218,296[1]	14,072,237[2]	34·99	9,642,269,141	66,831,039	0·69
1937.....	9,773,324,476	42,498,127[1]	14,821,536[2]	34·88	10,432,290,081	71,913,161	0·69
1938.....	9,953,905,417	42,439,688[1]	17,363,670[2]	40·91	10,422,793,265	70,735,709	0·68
1939.....	10,200,346,551	40,984,276[1]	15,738,902[2]	38·40	11,117,212,274	70,897,461	0·64
1940[3].....	10,759,934,401	41,947,268[1]	15,409,613[2]	36·74	12,103,679,434	70,977,179	0·59

[1] Primes reçues. [2] Pertes encourues. [3] Sujet à revision.

Primes encaissées et pertes encourues.—Le tableau 3 donne la relation entre les pertes encourues et les primes encaissées par les compagnies à charte fédérale, par province.

3.—Montant net des primes encaissées et des pertes encourues au Canada par les compagnies canadiennes, britanniques et étrangères à charte fédérale, par province, 1938 et 1939

(Après déduction des réassurances)

Année et province	Compagnies canadiennes		Compagnies britanniques		Compagnies étrangères	
	Primes	Pertes	Primes	Pertes	Primes	Pertes
	$	$	$	$	$	$
1938						
Ile du Prince-Edouard	39,185	11,886	152,217	45,924	65,507	18,499
Nouvelle-Ecosse	396,822	179,935	850,109	356,948	757,509	343,923
Nouveau-Brunswick	251,181	97,157	719,204	301,530	554,817	195,201
Québec	1,983,836	986,343	4,232,180	1,782,282	5,194,612	2,750,411
Ontario	4,297,231	1,518,939	5,843,539	2,257,766	5,541,750	2,513,936
Manitoba	952,795	301,515	940,029	305,456	958,001	304,314
Saskatchewan	973,135	253,575	759,246	153,163	895,708	104,188
Alberta	813,361	233,583	974,292	381,944	1,132,227	403,284
Colombie Britannique	681,561	183,731	1,667,182	1,155,533	1,685,613	626,186
Yukon	13,681	186	45,969	4,562	18,766	146
Canada, 1938	**10,402,788**	**3,766,850**	**16,183,967**	**6,745,108**	**16,804,510**	**7,260,088**
1939						
Ile du Prince-Edouard	39,088	10,079	144,884	40,304	55,331	13,170
Nouvelle-Ecosse	384,529	223,468	740,227	376,261	696,346	408,551
Nouveau-Brunswick	300,032	142,690	785,714	321,111	601,424	316,279
Québec	2,056,315	1,018,700	4,081,067	2,263,881	4,845,619	2,930,284
Ontario	4,308,396	1,530,454	5,497,571	1,692,353	5,536,307	1,825,221
Manitoba	946,617	307,312	856,110	204,779	909,766	164,263
Saskatchewan	1,026,712	201,355	666,685	138,649	867,893	217,852
Alberta	814,743	219,975	860,923	237,998	1,064,177	307,855
Colombie Britannique	681,853	214,384	1,551,658	475,519	1,632,133	371,372
Yukon	13,219	526	103,544	6,800	18,912	6,869
Canada, 1939	**10,571,504**	**3,868,943**	**15,288,383**	**5,757,655**	**16,227,908**	**6,561,680**

Pendant quelques années, le Département des Assurances a compilé, à même les renseignements fournis par les compagnies d'assurance-feu autorisées à faire affaires au Canada, des tables d'expérience relatives aux primes et aux pertes des 27 catégories de risques acceptées d'un commun accord. Le tableau 4 en donne les résultats pour les cinq dernières années connues.

4.—Pourcentage des pertes nettes encourues par rapport aux primes nettes encaissées au Canada par les compagnies canadiennes, britanniques et étrangères à charte fédérale, par catégorie de risques, 1935-39, avec moyennes de cinq ans, 1935-39

(Après déduction des réassurances)

Catégorie	1935				1936			
	Compagnies canadiennes	Compagnies britanniques	Compagnies étrangères	Total	Compagnies canadiennes	Compagnies britanniques	Compagnies étrangères	Total
Habitations—protégées	31·98	35·83	39·67	36·18	32·13	36·07	39·51	36·25
Habitations—non protégées	45·47	56·84	58·64	54·56	43·27	48·75	46·05	46·54
Toutes autres habitations et bâtiments agricoles	42·00	54·86	57·14	48·85	45·21	56·08	49·52	49·45
Tous autres risques de deux ou trois ans	30·49	32·15	26·54	29·91	36·92	41·14	40·17	39·83
Risques commerciaux, magasins de gros et entrepôts et contenu	31·31	36·59	44·14	39·23	30·33	20·68	33·51	28·41
Risques commerciaux, magasins de détail et contenu	33·67	33·12	40·83	36·69	30·87	32·78	32·29	32·21
Tous autres risques commerciaux	29·26	18·67	28·20	23·60	18·57	9·56	18·82	14·24
Brasseries et malteries	[1]	·43	11·18	6·81	1·72	1·69	2·56	2·11
Chaussureries	3·18	24·05	4·03	12·63	61·54	74·76	29·43	52·86
Conserveries	23·97	44·39	33·84	37·37	18·91	8·99	24·17	17·72
Confiseries et biscuiteries	16·44	56·37	75·53	55·10	7·12	37·64	40·70	33·30
Moulins à farine et à farine d'avoine	25·44	44·36	20·83	31·25	24·00	29·16	33·04	29·55
Elévateurs à grain	17·20	44·35	19·59	25·03	22·38	92·26	46·91	43·35
Buanderies	40·09	40·45	16·05	31·28	25·33	12·52	26·77	20·04
Scieries	29·01	27·54	30·21	29·38	39·21	13·91	34·28	27·15
Chantiers de bois	39·87	20·62	37·18	32·59	29·83	39·69	32·17	34·11
Boutiques de machinerie et de métallurgie	36·68	16·64	61·94	41·30	27·38	25·22	30·16	28·07
Risques miniers	33·70	75·55	41·59	59·70	25·05	38·94	39·31	37·96
Salaisons de porc	38·80	43·72	55·21	49·12	8·18	24·54	15·69	17·54
Pulperies et papeteries	0·18	8·96	11·37	9·11	39·31	42·11	34·99	38·84
Remises à tramways	53·26	31·84	24·26	31·14	4·26	7·71	15·84	9·14
Tanneries	274·08	145·04	172·28	172·12	84·94	10·32	106·49	66·92
Menuiseries	50·82	33·86	50·08	44·71	47·12	63·18	44·70	51·36
Laineries et tricoteries	121·67	1·67	44·20	37·84	37·54	75·71	57·39	61·82
Tous autres risques manufacturiers	40·87	37·74	35·96	37·47	39·67	43·12	38·36	40·43
Tous autres risques d'un an et à courte échéance	31·42	27·26	36·20	31·65	25·77	27·75	33·25	29·55
Risques contre les fuites d'arrosoir de quelque nature que ce soit	22·12	22·41	21·68	22·07	26·50	24·57	33·36	29·15
Totaux	**33·78**	**35·83**	**38·13**	**36·25**	**33·20**	**35·41**	**35·73**	**35·05**

Catégorie	1937				1938			
	Compagnies canadiennes	Compagnies britanniques	Compagnies étrangères	Total	Compagnies canadiennes	Compagnies britanniques	Compagnies étrangères	Total
Habitations—protégées	25·75	29·40	36·54	30·74	27·74	31·71	36·35	32·09
Habitations—non protégées	39·26	47·44	47·69	45·07	49·91	31·06	40·02	40·51
Toutes autres habitations et bâtiments agricoles	42·70	62·05	56·32	50·40	41·84	51·59	47·87	45·54
Tous autres risques de deux ou trois ans	37·55	27·99	27·91	30·23	42·26	50·82	57·10	51·04
Risques commerciaux, magasins de gros et entrepôts et contenu	24·97	30·38	33·05	30·54	32·61	38·91	65·42	50·00
Risques commerciaux, magasins de détail et contenu	33·01	27·54	35·03	32·06	32·58	35·62	41·65	37·68
Tous autres risques commerciaux	22·14	30·46	26·41	26·91	24·03	22·23	20·79	22·30
Brasseries et malteries	1·40	1·04	2·92	1·85	5·04	1·28	2·31	2·32
Chaussureries	147·86	44·13	46·08	67·00	23·81	27·14	34·07	29·79
Conserveries	55·01	62·47	46·57	52·80	50·04	82·42	182·04	136·31
Confiseries et biscuiteries								
Moulins à farine et à farine d'avoine	13·40	36·44	15·29	21·24	61·13	81·84	9·39	51·67
Elévateurs à grain	55·39	27·50	21·31	33·65	82·42	172·35	58·68	103·57
Buanderies	18·92	20·43	27·46	20·91	35·51	53·78	88·65	50·21
Scieries	17·29	20·31	18·70	19·14	45·50	22·54	9·14	22·22
	57·37	51·80	28·44	40·27	31·91	46·14	31·13	37·01

[1] Aucun déclaré.

4.—Pourcentage des pertes nettes encourues par rapport aux primes nettes encaissées au Canada par les compagnies canadiennes, britanniques et étrangères à charte fédérale, par catégorie de risques, 1935-39, avec moyennes de cinq ans, 1935-39—fin

Catégorie	1937—fin				1938—fin			
	Compagnies canadiennes	Compagnies britanniques	Compagnies étrangères	Total	Compagnies canadiennes	Compagnies britanniques	Compagnies étrangères	Total
Chantiers de bois	19·91	27·33	18·05	20·88	29·68	16·24	23·54	22·15
Boutiques de machinerie et de métallurgie	14·05	61·26	44·23	43·91	41·29	30·17	24·13	28·85
Risques miniers	44·70	40·41	127·11	79·52	15·03	15·06	26·15	20·13
Salaisons de porc	37·11	25·45	34·97	32·46	17·21	8·54	15·64	14·11
Pulperies et papeteries	30·12	33·79	18·41	26·52	171·35	174·90	87·15	129·10
Remises à tramways	54·03	50·27	52·30	50·93	22·93	29·10	13·49	23·23
Tanneries	103·55	100·73	114·39	108·12	56·81	59·47	4·47	30·40
Menuiseries	28·85	25·48	35·02	30·93	66·51	51·03	73·35	65·14
Laineries et tricoteries	86·21	22·53	19·49	27·67	16·73	39·50	10·18	21·92
Tous autres risques manufacturiers	29·62	27·13	35·20	31·17	48·39	32·79	54·97	45·55
Tous autres risques d'un an et à courte échéance	31·93	28·92	36·99	32·79	37·18	64·94	42·17	49·60
Risques contre les fuites d'arrosoir de quelque nature que ce soit	25·22	35·59	35·16	34·50	37·38	42·47	38·04	39·67
Totaux	**32·25**	**33·19**	**38·24**	**34·90**	**36·22**	**41·68**	**43·15**	**40·94**

	1939				Moyennes de cinq ans, 1935-39			
	Compagnies canadiennes	Compagnies britanniques	Compagnies étrangères	Total	Compagnies canadiennes	Compagnies britanniques	Compagnies étrangères	Total
Habitations—protégées	30·87	34·54	40·33	35·40	29·45	33·46	38·15	34·05
Habitations—non protégées	40·57	45·05	51·90	45·59	42·64	48·10	50·28	47·16
Toutes autres habitations et bâtiments de ferme	43·34	47·38	49·44	45·32	42·99	54·60	52·12	47·95
Tous autres risques de deux ou trois ans	43·87	48·07	63·51	52·60	38·41	39·54	43·02	40·52
Risques commerciaux, magasins de gros, et entrepôts et contenu	32·80	31·40	34·40	33·02	30·29	31·61	42·13	36·25
Risques commerciaux, magasins de détail et contenu	39·23	36·35	37·63	37·60	34·05	33·00	37·50	35·24
Tous autres risques commerciaux	28·12	15·40	22·01	20·48	24·39	18·90	23·29	21·53
Brasseries et malteries	26·41	128·47	52·09	77·49	7·15	24·93	14·09	17·40
Chaussureries	8·12	48·44	49·67	40·07	50·09	43·81	33·42	40·60
Conserveries	37·48	67·71	Nil	13·58	37·21	51·27	60·89	54·64
Confiseries et biscuiteries	4·72	10·66	70·25	31·92	25·82	44·81	41·90	38·08
Moulins à farine et à farine d'avoine	91·13	18·52	20·88	35·97	55·44	56·84	31·30	46·38
Elévateurs à grain	12·93	6·14	7·61	10·42	20·78	45·61	35·15	29·64
Buanderies	50·67	29·09	58·47	44·93	36·37	25·04	25·36	27·37
Scieries	126·41	154·42	110·36	129·28	60·84	61·53	45·37	52·66
Chantiers de bois	*18·77*	*26·69*	*25·37*	*25·00*	*26·10*	*25·56*	*26·42*	*26·15*
Boutiques de machinerie et de métallurgie	39·15	34·07	53·00	44·24	30·97	33·47	41·40	37·02
Risques miniers	36·30	25·07	26·21	26·62	31·22	38·69	54·37	44·82
Salaisons de porc	67·24	94·28	49·26	64·44	33·26	37·68	34·26	35·16
Pulperies et papeteries	35·62	40·41	88·99	64·15	49·92	59·45	50·83	54·30
Remises à tramways	6·19	22·82	23·05	20·75	25·47	28·46	24·34	27·11
Tanneries	Nil	0·04	13·53	7·81	99·52	70·20	82·56	80·65
Menuiseries	37·89	58·63	35·28	42·75	45·78	46·04	47·48	46·73
Laineries et tricoteries	70·97	95·12	130·03	107·20	67·58	44·65	45·73	48·74
Tous autres risques manufacturiers	49·01	39·21	45·19	43·98	42·08	36·01	41·78	39·69
Tous autres risques d'un an et à courte échéance	35·08	41·91	45·19	41·68	32·42	37·75	38·82	37·06
Risques contre les fuites d'arrosoir de quelque nature que ce soit	23·83	23·41	29·00	26·39	27·26	29·66	32·05	30·62
Totaux	**36·60**	**37·66**	**40·43**	**38·46**	**34·47**	**36·70**	**39·19**	**37·15**

Pertes par le feu.—La question des pertes causées par le feu est étroitement liée au sujet de l'assurance-feu. L'Association fédérale pour la prévention des incendies publie, sous les auspices du Département fédéral des Assurances et avec la collaboration de l'Association des chefs de pompiers canadiens, un rapport sur les pertes de vies et de biens causées par le feu; les renseignements des tableaux **5** et **6** en sont un résumé. En plus de ces données, le rapport donne des renseignements additionnels comme les pertes per capita par province et par type d'édifice, le nombre d'incendies déclarés, l'origine des incendies et les enquêtes criminelles occasionnées par les incendies.

En 1940, c'est en Nouvelle-Ecosse que les pertes per capita sont le plus grandes: $2·75 contre $2·01 pour le Dominion. Les pertes non assurées sont de $1,476,354, soit 19·7 p.c. du total. Sur les 46,629 incendies constatés en 1940, 1,332 ont été l'objet d'enquêtes officielles, 147 ont amené des poursuites et 119 ont abouti à des condamnations.

5.—Pertes par le feu au Canada, 1926-40

NOTA.—Pour les pertes de 1923–25, voir le *Rapport statistique sur les pertes par le feu au Canada, 1926*, publié par le Département fédéral des Assurances. Une estimation des pertes de 1898–1922 a été publiée dans le *Bulletin statistique n° 27 (1922)*, publié par le même département.

Année	Biens perdus	Pertes per capita	Vies perdues	Année	Biens perdus	Pertes per capita	Vies perdues
	$	$	nomb.		$	$	nomb.
1926	38,295,096	4·15	288	1934	25,437,840	2·44	268
1927	32,254,084	3·29	465	1935	23,221,521	2·12	293
1928	36,402,018	3·79	314	1936	21,549,484	1·95	347
1929	47,499,746	4·85	233	1937	22,746,058	2·01	246
1930	46,109,875	4·70	311	1938	25,899,180	2·31	263
1931	47,117,334	4·54	251	1939	24,632,509	2·18	263
1932	42,193,815	4·06	285	1940	22,735,264	2·01	243
1933	32,676,314	3·15	254				

6.—Pertes par le feu et pourcentage des pertes couvertes par l'assurance, par province, 1931-40

Province	1931		1932		1933		1934		1935	
	Pertes	P.c., couvertes	Pertes	P.c., couvertes	Pertes	P.c., couvertes	Pertes	P.c., couvertes	Pertes	P.c., couvertes
	$'000		$'000		$'000		$'000		$'000	
Ile du Pr.-Ed.	821	44·3	615	62·8	273	52·9	191	56·3	167	77·8
Nouv.-Ecosse	1,735	79·8	1,687	81·3	1,780	74·8	1,219	69·3	1,156	67·7
N.-Brunswick	4,222	40·5	1,508	67·2	2,188	74·8	824	69·4	1,059	64·9
Québec	12,085	76·0	13,912	80·8	10,862	77·2	7,568	83·0	7,405	75·7
Ontario	15,959	82·9	15,466	88·6	11,250	88·2	10,040	84·5	8,164	83·8
Manitoba	2,517	86·6	1,586	74·6	1,146	90·4	1,195	82·1	1,040	79·4
Saskatchewan	3,565	88·4	1,674	92·6	1,870	69·2	1,233	80·5	1,189	70·9
Alberta	2,983	82·2	2,377	85·0	1,436	93·2	1,177	90·1	1,088	89·2
Col. Britannique	3,162	82·5	3,299	84·0	1,852	72·8	1,989	73·6	1,942	72·1
Totaux	**47,049**	**77·0**	**42,124**	**83·7**	**32,657**	**81·0**	**25,436**	**81·7**	**23,210**	**78·0**

Province	1936		1937		1938		1939		1940	
	Pertes	P.c., couvertes	Pertes	P.c., couvertes	Pertes	P.c., couvertes	Pertes	P.c., couvertes	Pertes	P.c., couvertes
	$'000		$'000		$'000		$'000		$'000	
Ile du Pr.-Ed.	164	62·9	223	62·6	200	56·9	137	60·6	186	54·3
Nouv.-Ecosse	1,247	72·9	1,409	70·0	1,442	68·3	1,658	65·8	1,509	67·6
N.-Brunswick	886	68·0	866	63·6	836	74·7	1,210	74·0	925	71·0
Québec	6,645	80·8	6,499	76·4	8,552	79·1	9,334	79·7	7,095	83·2
Ontario	7,867	86·2	8,135	79·5	9,397	85·5	7,922	82·8	8,100	84·8
Manitoba	846	87·8	893	89·6	1,053	90·9	800	90·1	1,029	91·0
Saskatchewan	1,081	77·2	1,056	64·4	502[1]	100·0[1]	717	77·8	658	96·9
Alberta	1,099	75·7	1,503	87·4	1,387	79·0	1,148	66·7	1,266	84·5
Col. Britannique	1,690	66·4	2,144	85·6	2,530	78·4	1,706	62·2	1,967	54·2
Totaux	**21,525**	**80·5**	**22,728**	**78·1**	**25,899**	**81·3**	**24,633**	**77·9**	**22,735**	**80·3**

[1] Ce montant est donné comme la perte totale, aucune perte non couverte n'étant déclarée pour la Saskatchewan en 1938.

Sous-section 3.—Finances des compagnies d'assurance-feu

Les tableaux suivants montrent pour ces dernières années l'actif, le passif, les recettes et les déboursés des compagnies autorisées d'assurance-feu au Canada. La majorité des compagnies d'assurance-feu s'occupent également d'assurances diverses (assurance-accident), dont il est traité à la section 3 de ce chapitre. Comme il est impossible pour ces compagnies de répartir leur actif et passif et leurs recettes et déboursés généraux parmi les divers genres d'assurance, les totaux seuls sont mentionnés ici. Le tableau **25** de la section 3 donne des renseignements semblables pour quelques compagnies canadiennes autorisées dont les transactions se confinent à des genres d'assurance autres que le feu et la vie.

7.—Actif des compagnies canadiennes et actif au Canada des compagnies britanniques et étrangères d'assurance-feu ou combinant la branche incendie avec d'autres genres de risques, 1935-39

Enumération	1935	1936	1937	1938	1939
	$	$	$	$	$
Compagnies canadiennes					
Immeubles	1,989,144	1,833,914	1,835,280	1,881,384	1,860,229
Prêts sur immeubles	1,801,885	1,938,969	2,500,869	2,692,587	2,560,179
Portefeuille	50,515,906	56,674,057	61,819,268	64,012,380	66,072,110
Balance des agents et primes différées	3,179,405	3,259,316	3,798,305	3,848,582	4,175,000
Argent en caisse et en banque[1]	5,857,871	5,587,889	6,111,766	6,332,151	8,438,004
Intérêts et loyers	530,024	524,483	607,413	611,540	600,285
Autre actif	3,448,895	3,064,360	3,213,985	2,767,451	3,024,145
Total, compagnies canadiennes	**67,323,130**	**72,882,988**	**79,886,886**	**82,146,075**	**86,729,952**
Compagnies britanniques					
Immeubles	3,020,175	2,290,810	2,256,975	2,240,275	1,862,684
Prêts sur immeubles	2,535,040	1,999,665	1,904,856	1,884,562	1,299,362
Portefeuille	50,353,298	49,196,988	46,219,454	44,304,812	40,222,840
Balances des agents et primes différées	3,807,444	3,872,727	3,921,247	3,940,107	3,988,259
Argent en caisse et en banque[1]	4,579,638	4,462,608	4,599,708	4,919,277	6,143,985
Intérêts et loyers	284,484	266,540	242,987	241,930	225,367
Autre actif au Canada	922,161	804,109	1,025,148	1,047,995	941,725
Total, compagnies britanniques[2]	**65,502,240**	**62,893,447**	**60,170,375**	**58,578,958**	**54,684,222**
Compagnies étrangères					
Immeubles	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Prêts sur immeubles	13,000	13,000	12,875	12,625	12,325
Portefeuille	33,969,892	35,387,700	33,801,847	35,857,190	37,315,283
Balances des agents et primes différées	2,682,621	2,892,533	3,046,224	2,981,469	3,204,910
Argent en caisse et en banque[1]	7,137,333	6,740,761	6,911,974	8,152,561	10,481,794
Intérêts et loyers	245,152	272,387	227,344	237,207	228,526
Autre actif au Canada	170,899	95,450	132,913	139,831	181,290
Total, compagnies étrangères[2]	**44,218,807**	**45,401,831**	**44,136,177**	**47,380,883**	**51,427,128**
Toutes compagnies					
Immeubles	5,009,319	4,124,724	4,092,255	4,121,659	3,722,913
Prêts sur immeubles	4,349,925	3,951,634	4,418,600	4,589,774	3,871,866
Portefeuille	134,839,096	141,258,745	141,843,569	144,174,382	143,610,233
Balances des agents et primes différées	9,669,470	10,024,576	10,765,776	10,770,158	11,368,169
Argent en caisse et en banque[1]	17,574,842	16,791,258	17,623,448	19,403,989	25,066,783
Intérêts et loyers	1,059,660	1,063,410	1,077,744	1,090,677	1,054,178
Autre actif	4,541,865	3,963,919	4,372,046	3,955,277	4,147,160
Total, toutes compagnies	**177,044,177**	**181,178,266**	**184,193,438**	**188,105,916**	**192,841,302**

[1] Ou déposé au Trésor. [2] Actif au Canada seulement.

8.—Passif des compagnies canadiennes et passif au Canada des compagnies britanniques et étrangères d'assurance-feu ou combinant la branche incendie avec d'autres genres de risques, 1935-39

Enumération	1935	1936	1937	1938	1939
	$	$	$	$	$
Compagnies canadiennes					
Sinistres non réglés	4,970,058	4,644,185	5,393,839	5,205,698	5,378,968
Réserve pour primes non acquises	12,589,143	13,033,448	15,275,117	15,714,087	16,128,186
Divers	6,640,900	8,055,097	7,880,190	8,062,815	9,699,390
Total, compagnies canadiennes[1]	**24,200,101**	**25,732,730**	**28,549,146**	**28,982,600**	**31,206,544**
Excédent de l'actif, capital non compris	43,123,029	47,150,259	51,337,740	53,163,475	55,523,408
Capital versé	17,201,092	17,412,854	18,394,690	18,475,575	18,721,890
Compagnies britanniques					
Sinistres non réglés	3,190,800	3,188,672	3,625,504	3,920,496	3,345,869
Réserves pour primes non acquises	15,828,479	15,568,239	16,052,912	16,336,321	16,159,609
Divers	1,996,588	1,751,518	1,918,415	1,843,674	2,107,305
Total, compagnies britanniques[2]	**21,015,867**	**20,508,429**	**21,596,831**	**22,100,491**	**21,612,783**
Excédent de l'actif, capital non compris	44,481,373	42,385,018	38,573,544	36,478,467	33,071,439
Compagnies étrangères					
Sinistres non réglés	1,254,840	1,100,262	1,494,564	1,997,718	1,503,464
Réserve pour primes non acquises	10,720,926	12,322,459	13,206,175	13,491,624	13,601,751
Divers	1,162,783	1,247,252	1,227,574	1,252,026	1,534,505
Total, compagnies étrangères[2]	**13,138,549**	**14,669,973**	**15,928,313**	**16,741,368**	**16,639,720**
Excédent de l'actif, capital non compris	31,080,258	30,731,858	28,207,864	30,639,515	34,787,407
Toutes compagnies					
Sinistres non réglés	9,415,698	8,933,119	10,513,907	11,123,912	10,228,301
Réserve pour primes non acquises	39,138,548	40,924,146	44,534,204	45,542,032	45,889,546
Divers	9,800,271	11,053,867	11,026,179	11,158,515	13,341,200
Total, toutes compagnies[1]	**58,354,517**	**60,911,132**	**66,074,290**	**67,824,459**	**69,459,047**
Excédent de l'actif, capital non compris	118,689,660	120,267,135	118,119,148	120,281,457	123,382,254
Capital versé[3]	17,201,092	17,412,854	18,394,690	18,475,575	18,721,890

[1] Capital non compris. [2] Passif au Canada seulement. [3] Compagnies canadiennes seulement.

9.—Recettes et déboursés des compagnies canadiennes, britanniques et étrangères à charte fédérale vendant de l'assurance-feu ou combinant la branche incendie avec d'autres risques, 1935-39

Enumération	1935	1936	1937	1938	1939
RECETTES	$	$	$	$	$
Compagnies canadiennes					
Recettes nettes des primes, incendie et autres	22,082,758	22,911,717	27,164,951	27,565,605	28,300,085
Intérêts et div. sur titres en portefeuille	2,369,553	2,500,051	2,929,554	2,897,289	2,937,748
Divers	4,071,625	4,770,420	1,374,879	16,932	10,827
Total, compagnies canadiennes	**28,523,936**	**30,182,188**	**31,469,384**	**30,479,826**	**31,248,660**
Compagnies britanniques					
Recettes nettes des primes	25,474,312	25,210,739	26,709,676	27,169,022	26,668,954
Intérêts et div. sur titres en portefeuille	1,108,045	907,527	926,068	879,140	776,613
Divers	1,878	84,338	1,179	476	1,330
Total, compagnies britanniques[1]	**26,584,235**	**26,202,604**	**27,636,923**	**28,048,638**	**27,446,897**

[1] Recettes au Canada seulement.

9.—Recettes et déboursés des compagnies canadiennes, britanniques et étrangères à charte fédérale vendant de l'assurance-feu ou combinant la branche incendie avec d'autres risques, 1935-39—fin

Enumération	1935	1936	1937	1938	1939
	$	$	$	$	$
Compagnies étrangères					
Recettes nettes des primes	18,605,796	19,260,146	20,943,128	21,925,770	21,936,077
Intérêts et div. sur titres en portefeuille	1,165,140	1,114,610	1,076,579	1,092,830	1,134,404
Divers	145	2,222	993	831	12,329
Total, compagnies étrangères[1]	**19,771,081**	**20,376,978**	**22,020,700**	**23,019,431**	**23,082,810**
DÉBOURSÉS					
Compagnies canadiennes					
Déboursés pour sinistres (feu)	4,271,020	4,179,480	4,408,141	4,884,296	5,030,115
Frais généraux (feu)	6,969,212	6,837,687	8,388,119	6,254,822	6,343,168
Branches autres que vie ou incendie	11,629,827	11,207,478	14,915,314	13,607,265	13,443,049
Dividendes ou boni aux actionnaires	1,257,937	2,044,148	1,694,073	1,829,525	1,663,349
Taxes	1,018,258	1,259,924	1,265,219	1,323,617	1,577,651
Total, compagnies canadiennes	**25,146,254**	**25,528,717**	**30,670,866**	**27,945,652**[2]	**28,104,853**[2]
Excédent des recettes sur les déboursés	3,377,682	4,653,471	798,518	2,534,174	3,143,807
Compagnies britanniques					
Déboursés pour sinistres (feu)	6,251,193	5,839,751	5,545,301	6,745,108	5,757,649
Frais généraux (feu)	8,074,949	7,755,018	7,714,303	7,618,842	7,267,682
Dépenses des branches autre que vie ou incendie	8,033,050	8,721,614	9,811,510	10,648,364	10,159,656
Taxes	1,297,532	1,267,445	1,320,171	1,183,618	1,366,984
Total, compagnies britanniques[3]	**23,656,724**	**23,583,828**	**24,391,285**	**26,195,932**	**24,551,971**
Excédent des recettes sur les déboursés	2,927,511	2,618,776	3,245,638	1,852,706	2,894,926
Compagnies étrangères					
Déboursés pour sinistres (feu)	5,942,698	5,629,986	6,338,724	7,260,092	6,561,678
Frais généraux (feu)[4]	7,093,073	7,105,345	7,499,756	7,584,659	7,473,142
Dépenses des branches autres que vie ou incendie	2,636,652	2,951,588	4,101,968	4,990,420	4,256,791
Taxes	1,003,448	1,107,679	1,091,998	1,041,277	1,273,731
Total, compagnies étrangères[3][4]	**16,675,871**	**16,794,598**	**19,032,446**	**20,876,448**	**19,565,342**
Excédent des recettes sur les déboursés	3,095,210	3,582,380	2,988,254	2,142,983	3,517,468

[1] Recettes au Canada seulement. [2] Comprend $46,127 de dividendes aux assurés en 1938 et $47,521 en 1939. [3] Déboursés au Canada seulement. [4] Y compris dividendes distribués aux détenteurs de polices (feu et autres).

Section 2.—Assurance-vie

Un article traitant des progrès et de l'évolution de l'assurance-vie au Canada, avec référence plus particulièrement à la législation sur l'assurance, rédigé par A. D. Watson, du Département des Assurance, Ottawa, a paru dans l'Annuaire de 1933, pages 949–956.

Sous-section 1.—Grand total de l'assurance-vie au Canada

Total de l'assurance-vie au Canada.—En plus des transactions des compagnies d'assurance-vie à charte fédérale, les compagnies à charte provinciale font aussi un volume considérable d'affaires. Les statistiques de ces compagnies provinciales sont colligées depuis 1915 par le Département des Assurances. Le tableau

10 résume le volume des transactions des compagnies d'assurance-vie canadiennes, britanniques et étrangères, de même que celles des sociétés fraternelles, à charte fédérale ou provinciale.

Les statistiques historiques du tableau **11** et les analyses détaillées des tableaux **12** à **18** portent sur les opérations des compagnies d'assurance-vie à charte fédérale seulement. Toutefois, les chiffres du tableau **10** révèlent que ces compagnies s'attribuent environ 95 p.c. du chiffre net d'assurances en vigueur au Canada.

10.—Assurance-vie fédérale et provinciale au Canada, par genre de charte et par genre de compagnie, 1939

Item	Nouvelles polices émises (net)	En vigueur au 31 déc., net	Primes encaissées, net	Réclamations payées, net
	$	$	$	$
GENRE DE CHARTE				
A charte fédérale—				
Compagnies d'assurance-vie	588,576,140	6,776,262,587	198,042,144	73,936,661
Sociétés fraternelles	16,921,305	177,476,211	3,481,514	3,909,695
Totaux, à charte fédérale	**605,497,445**	**6,953,738,798**	**201,523,658**	**77,846,356**
A charte provinciale—				
Compagnies provinciales dans la province d'incorporation—				
Compagnies d'assurance-vie	9,288,558	46,462,362	1,617,098	560,843
Sociétés fraternelles	3,637,306	35,624,084	789,794	954,470
Compagnies provinciales ailleurs que dans la province d'incorporation—				
Compagnies d'assurance-vie	2,492,704	18,330,153	498,231	348,595
Sociétés fraternelles	3,441,549	34,137,835	586,279	1,314,696
Totaux, à charte provinciale	**18,860,117**	**134,554,434**	**3,491,402**	**3,178,604**
Grands totaux	**624,357,562**	**7,088,293,232**	**205,015,060**	**81,024,960**
GENRE DE COMPAGNIE				
Compagnies canadiennes d'assurance-vie—				
Fédérales	388,024,424	4,469,776,480	125,413,895	45,133,071
Provinciales	11,781,262	64,792,515	2,115,329	909,438
Sociétés fraternelles canadiennes—				
Fédérales	9,982,175	109,063,645	1,933,470	2,845,342
Provinciales	7,078,855	69,761,919	1,376,073	2,269,166
Compagnies britanniques d'assurance-vie	15,105,474	145,373,802	4,371,584	2,629,304
Compagnies étrangères d'assurance-vie	185,446,242	2,161,112,305	68,256,665	26,174,286
Sociétés fraternelles étrangères	6,939,130	68,412,566	1,548,044	1,064,353

Sous-section 2.—Historique et opérations des compagnies d'assurance-vie à charte fédérale

Statistiques historiques de l'assurance-vie.—Le chiffre net d'assurance-vie de toutes les compagnies à charte fédérale en 1869 n'était que de $35,680,082, tandis qu'en 1939 il atteignait $6,776,262,587.* La somme par tête de la population estimative du Canada a plus que doublé depuis 1919, preuve que l'assurance-vie est de plus en plus appréciée comme protection de la famille. Une autre fait qui saute aux yeux est l'amoindrissement en importance des compagnies britanniques, au premier rang en 1869, qui ont été devancées ensuite de beaucoup par les compagnies canadiennes et étrangères.

* Ce total ne comprend pas $177,476,211 d'assurance fraternelle.

11.—Assurance-vie en vigueur et effectuée au Canada par les compagnies à charte fédérale (moins l'assurance fraternelle),[1] 1901-40

NOTA.—Les chiffres des années 1869-1900 paraissent à la page 995 de l'Annuaire de 1938.

Année	Montant net des assurances en vigueur				Assurances en vigueur par tête de la population estimative[2]	Montant des nouvelles assurances effectuées durant l'année
	Compagnies canadiennes	Compagnies britanniques	Compagnies étrangères	Total		
	$	$	$	$	$	$
1901	284,684,621	40,216,186	138,868,227	463,769,034	86·35	72,854,859
1902	308,202,596	41,556,245	159,053,464	508,812,305	92·61	79,638,914
1903	335,638,940	42,127,260	170,676,800	548,443,000	97·05	90,732,415
1904	364,640,166	42,608,738	180,631,886	587,880,790	100·89	97,617,402
1905	397,946,902	43,809,211	188,578,127	630,334,240	105·02	104,719,585
1906	420,864,847	45,655,951	189,740,102	656,260,900	106·46	93,722,510
1907	450,573,724	46,462,314	188,487,447	685,523,485	106·93	88,784,250
1908	480,266,931	46,161,957	193,087,126	719,516,014	108·61	98,644,410
1909	515,415,437	46,985,192	217,956,351	780,356,980	114·76	130,122,008
1910	565,667,110	47,816,775	242,629,174	856,113,059	122·51	150,785,305
1911	626,770,154	50,919,675	272,530,942	950,220,771	131·85	173,341,738
1912	706,656,117	54,537,725	309,114,827	1,070,308,669	144·85	212,772,151
1913	750,637,902	58,176,795	359,775,330	1,168,590 027	153·12	225,606,787
1914	794,520,423	60,770,658	386,869,397	1,242,160,478	157·65	212,977,464
1915	829,972,809	58,087,018	423,556,850	1,311,616,677	164·34	218,205,427
1916	895,528,435	59,151,931	467,499,266	1,422,179,632	177·75	227,210,162
1917	996,699,282	58,617,506	529,725,775	1,585,042,563	196·66	277,532,095
1918	1,105,503,447	60,296,113	619,261,713	1,785,061,273	219·08	307,279,759
1919	1,362,631,562	66,908,064	758,297,691	2,187,837,317	263·25	517,863,639
1920	1,664,348,605	76,883,090	915,793,798	2,657,025,493	310·55	630,110,900
1921	1,860,026,952	84,940,938	989,875,958	2,934,843,848	333·96	514,654,111
1922	2,013,722,848	93,791,180	1,063,874,968	3,171,388,996	355·58	502,279,333
1923	2,187,434,147	98,023,020	1,148,051,506	3,433,508,673	381·03	548,640,800
1924	2,413,853,480	103,519,236	1,246,623,756	3,763,996,472	411·64	615,372,723
1925	2,672,989,676	108,565,248	1,377,464,924	4,159,019,848	447·44	712,091,889
1926	2,979,946,768	111,375,336	1,518,874,230	4,610,196,334	487·65	797,940,009
1927	3,277,050,348	113,883,716	1,653,474,770	5,044,408,834	523·44	838,475,057
1928	3,671,325,188	115,340,577	1,820,979,858	5,607,645,623	570·16	918,742,064
1929	4,051,612,499	116,545,637	1,989,104,071	6,157,262,207	613·94	978,141,485
1930	4,319,370,209	117,410,860	2,055,502,125	6,492,283,194	636·00	884,749,748
1931	4,409,707,938	119,262,511	2,093,297,344	6,622,267,793	638·17	782,716,064
1932	4,311,747,692	115,831,319	2,044,029,535	6,471,608,546	615·99	653,249,366
1933	4,160,351,570	113,807,916	1,973,466,488	6,247,625,974	584·93	578,585,659
1934	4,139,796,088	116,745,642	1,964,184,199	6,220,725,929	574·13	595,194,820
1935	4,164,893,298	123,148,855	1,971,116,251	6,259,158,404	571·66	588,353,277
1936	4,256,850,150	129,940,311	2,016,247,016	6,403,037,477	580·62	618,264,819
1937	4,304,631,608	137,862,702	2,099,130,736	6,541,625,046[3]	588·28	671,957,904
1938	4,363,517,357	140,838,697	2,125,827,540	6,630,183,594[3]	591·54	626,989,339
1939	4,469,776,480	145,373,802	2,161,112,305	6,776,262,587	598·87	588,576,140
1940[4]	4,609,213,977	145,599,185	2,220,505,184	6,975,318,346	610·69	590,205,536

[1] Pour les statistiques des sociétés fraternelles, voir pp. 878-880. [2] Pour les chiffres estimatifs de la population sur lesquels ces données sont basées, voir p. 70. [3] En 1937 environ $85,000,000 et en 1938 environ $60,000,000 ont été transférés de l'assurance en vigueur au Canada. Ces montants représentent principalement des transferts à des affaires hors du Canada de certaines réassurances classifiées antérieurement comme affaires canadiennes. Ils comprennent aussi des transferts à la rente de contrats pourvoyant aux avantages ou options combinés de l'assurance et de la rente. [4] Sujet à revision.

En 1939, il y avait au Canada 41 compagnies d'assurance-vie à charte fédérale, dont 28 canadiennes, 4 britanniques et 9 étrangères; une de ces compagnies étrangères était autorisée à faire de la réassurance seulement. Il y avait également 8 compagnies britanniques et 5 compagnies étrangères autorisées à fonctionner, qui ont à peu près cesser de vendre de nouvelles assurances, tandis qu'une autre compagnie britannique et trois autres compagnies étrangères ont été autorisées à continuer leurs opérations en ce qui concerne seulement les contrats effectués avant le 31 mars 1878. Une compagnie étrangère a été autorisée en 1931 à faire de l'assurance-

vie au Canada, mais elle n'y a pas encore émis de polices excepté par mode de réassurance. Une autre compagnie étrangère a été enregistrée en 1938 pour la réassurance seulement. En raison du rachat, en 1938, de sa dernière police canadienne, une des compagnies britanniques qui ont cessé d'émettre des polices au Canada en 1878 s'est retirée du pays.

Les opérations analysées dans les tableaux suivants de cette sous-section, à l'exception du tableau **15**, n'ont trait qu'aux compagnies à charte fédérale et ne comprennent pas les sociétés fraternelles et les compagnies à charte provinciale. Cependant, comme il est expliqué à la sous-section 1, leurs opérations englobent environ 95 p.c. de l'assurance en vigueur au Canada.

12.—Assurance-vie, compagnies à charte fédérale, 1937-39

Année et nationalité de la compagnie	Polices émises		Polices en vigueur		Primes nettes encaissées	Réclamations nettes payées[1]
	Nombre	Montant net	Nombre	Montant net		
		$		$	$	$
1937						
Compagnies canadiennes	276,576	418,796,687	2,210,957	4,304,631,608	125,956,518	39,799,509[2]
Compagnies britanniques	24,244	18,609,592	154,627	137,862,702	4,281,570	1,852,762[2]
Compagnies étrangères	511,105	234,551,625	4,119,300	2,099,130,736	68,857,439	20,971,421[2]
Totaux, 1937	**811,925**	**671,957,904**	**6,484,884**	**6,541,625,046**	**199,095,527**	**62,623,692[2]**
1938						
Compagnies canadiennes	250,499	408,990,281	2,250,696	4,363,517,357	125,824,719	42,417,007
Compagnies britanniques	19,404	15,645,335	155,859	140,838,697	4,236,091	2,598,014
Compagnies étrangères	449,974	202,353,723	4,064,402	2,125,827,540	68,567,269	22,104,002
Totaux, 1938	**719,877**	**626,989,339**	**6,470,957**	**6,630,183,594**	**198,628,079**	**67,119,023**
1939						
Compagnies canadiennes	213,022	388,024,424	2,273,531	4,469,776,480	125,413,895	45,133,071
Compagnies britanniques	19,246	15,105,474	158,624	145,373,802	4,371,584	2,629,304
Compagnies étrangères	366,961	185,446,242	3,987,549	2,161,112,305	68,256,665	26,174,286
Totaux, 1939	**599,229**	**588,576,140**	**6,419,704**	**6,776,262,587**	**198,042,144**	**73,936,661**

[1] Réclamations pour décès, dotations échues et invalidité. [2] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

13.—Progrès de l'assurance-vie au Canada effectué par les compagnies à charte fédérale, 1935-39

Opérations		1935	1936	1937	1938	1939
Compagnies canadiennes—[1]						
Polices nouvelles	nomb.	241,514	262,200	276,576	250,499	213,022
Polices en vigueur à la fin de l'année	"	2,100,310	2,156,693	2,210,957	2,250,696	2,273,531
Polices échues	"	20,284	20,818	22,095	22,457	24,031
Montant net des nouvelles polices	$	365,542,246	389,909,385	418,796,687	408,990,281	388,024,424
Montant net des polices en vigueur	$	4,164,893,298	4,256,850,150	4,304,631,608	4,363,517,357	4,469,776,480
Montant net des polices échues	$	34,395,990	37,337,200	38,661,918	39,791,863	42,892,625
Montant des primes	$	128,714,106	129,258,259	125,956,518	125,824,719	125,413,895
Réclamations payées[2]	$	36,114,865	38,207,604	39,799,509	42,417,007	45,133,071
Réclamations non réglées	$	4,884,373	5,569,363	6,159,083	5,586,049	5,692,119
Compagnies britanniques—						
Polices nouvelles	nomb.	25,690	23,050	24,244	19,404	19,246
Polices en vigueur à la fin de l'année	"	145,111	148,612	154,627	155,859	158,624
Polices échues	"	1,954	2,244	2,632	2,628	2,533
Montant net des nouvelles polices	$	17,961,436	18,623,741	18,609,592	15,645,335	15,105,474
Montant net des polices en vigueur	$	123,148,855	129,940,311	137,862,702	140,838,697	145,373,802
Montant net des polices échues	$	1,560,289	1,894,351	2,073,469	2,525,556	2,568,878
Montant des primes	$	4,733,100	3,975,367	4,281,570	4,236,091	4,371,584
Réclamations payées[2]	$	1,432,254	1,910,261	1,852,762	2,598,014	2,629,304
Réclamations non réglées	$	466,822	453,075	654,708	521,733	433,421

[1] Opérations au Canada seulement. [2] Réclamations pour décès, dotations échues et invalidité.

13.—Progrès de l'assurance-vie au Canada effectué par les compagnies à charte fédérale, 1935-39—fin

Opérations		1935	1936	1937	1938	1939
Compagnies étrangères—						
Polices nouvelles	nomb.	510,090	513,696	511,105	449,974	366,961
Polices en vigueur à la fin de l'année	"	4,106,278	4,107,888	4,119,300	4,034,402	3,987,549
Polices échues	"	47,394	49,772	54,068	60,350	62,992
Montant net des nouvelles polices	$	204,849,595	209,731,693	234,551,625	202,353,723	185,446,242
Montant net des polices en vigueur	$	1,971,116,251	2,016,247,016	2,099,130,736	2,125,827,540	2,161,112,305
Montant net des polices échues	$	17,842,159	18,855,083	19,644,098	21,400,849	23,888,966
Montant des primes	$	66,710,361	67,307,639	68,857,439	68,567,269	68,256,665
Réclamations payées[2]	$	19,281,966	20,315,814	20,971,421	22,104,002	26,174,286
Réclamations non réglées	$	1,523,459	1,700,718	2,020,583	2,885,545	1,833,575
Toutes compagnies—						
Polices nouvelles	nomb.	777,294	798,946	811,925	719,877	599,229
Polices en vigueur à la fin de l'année	"	6,351,699	6,413,193	6,484,884	6,470,957	6,419,704
Polices échues	"	69,632	72,834	78,795	85,435	89,556
Montant net des nouvelles polices	$	588,353,277	618,264,819	671,957,904	626,989,339	588,576,140
Montant net des polices en vigueur	$	6,259,158,404	6,403,307,477	6,541,625,046[1]	6,630,183,594[1]	6,776,262,587
Montant net des polices échues	$	53,798,438	58,086,634	60,379,485	63,718,268	69,350,469
Montant des primes	$	200,157,567	200,541,265	199,095,527[1]	198,628,079[1]	198,042,144
Réclamations non payées[2]	$	56,829,085	60,433,679	62,623,692	67,119,023	73,936,661
Réclamations non réglées	$	6,874,654	7,723,156	8,834,374	8,993,327	7,959,115

[1]En 1937 environ $85,000,000 et en 1938 environ $60,000,000 ont été transférés de l'assurance en vigueur au Canada. Ce montant représente principalement des transferts à la rente de contrats pourvoyant aux avantages ou options combinés de l'assurance et de la rente. Il comprend aussi des transferts aux affaires hors du Canada de certaines réassurances antérieurement classifiées comme affaires canadiennes. [2] Réclamations pour décès, dotations échues et invalidité.

14.—Polices d'assurance-vie ordinaires, "industrielles" et de groupe en vigueur au Canada et émises par les compagnies à charte fédérale, 1939

Type de polices et nationalité de la compagnie	Polices nouvelles			Polices en vigueur		
	Nombre	Montant total	Moyenne par police	Nombre	Montant total	Moyenne par police
		$	$		$	$
Polices ordinaires						
Compagnies canadiennes	167,927	346,555,952	2,064	1,754,457	3,832,038,101	2,184
Compagnies britanniques	6,208	12,397,979	1,997	50,887	126,390,899	2,484
Compagnies étrangères	86,789	110,340,642	1,271	767,788	1,233,684,549	1,607
Totaux, polices ordinaires	**260,924**	**469,294,574**	**1,799**	**2,573,132**	**5,192,113,549**	**2,018**
Polices "industrielles"						
Compagnies canadiennes	44,927	19,687,225	438	516,805	194,914,124	377
Compagnies britanniques	13,038	2,707,495	208	107,733	17,942,403	167
Compagnies étrangères	280,148	68,305,075	244	3,219,354	684,305,386	213
Totaux, polices "industrielles"	**338,113**	**90,699,795**	**268**	**3,843,892**	**897,161,913**	**233**
Polices de groupe						
Compagnies canadiennes	168	21,781,246	129,650	2,269	442,824,255	195,163
Compagnies britanniques	Nil	-	-	4	1,040,500	260,125
Compagnies étrangères	24	6,800,525	283,355	407	243,122,370	597,352
Totaux, polices de groupe	**192**	**28,581,771**	**148,863**	**2,680**	**686,987,125**	**256,338**

15.—Taux des décès dans les assurances au Canada, 1936-39

Compagnies	Polices exposées au risque	Polices terminées par décès	Taux des décès par 1,000	Polices exposées au risque	Polices terminées par décès	Taux des décès par 1,000
	1936			1937		
	nomb.	nomb.		nomb.	nomb.	
Compagnies ordinaires	2,433,360	15,105	6·2	2,459,433	15,688	6·4
Comp. pratiq. l'ass. industr.	3,976,250	27,103	6·8	4,009,140	28,198	7·0
Société fraternelles	202,181	3,284	16·2	209,516	3,362	16·0
Totaux	**6,611,791**	**45,493**	**6·9**	**6,678,089**	**47,248**	**7·1**
	1938			1939		
	No.	No.	No.	No.	No.	
Compagnies ordinaires	2,491,871	15,271	6·1	2,543,492	15,657	6·2
Comp. pratiq. l'ass. industr.	4,004,485	26,426	6·6	3,920,037	25,995	6·6
Sociétés fraternelles	216,361	3,391	15·7	218,743	3,437	15·7
Totaux	**6,712,717**	**45,088**	**6·7**	**6,682,272**	**45,089**	**6·7**

Sous-section 3.—Finances des compagnies d'assurance-vie

Les statistiques financières des tableaux suivants n'ont trait qu'aux compagnies d'assurance-vie à charte fédérale et ne comprennent pas les sociétés fraternelles et les compagnies à charte provinciale. Dans le cas des compagnies britanniques et étrangères, les chiffres ne s'appliquent qu'à leur actif, leur passif et leurs opérations au Canada; mais dans le cas des compagnies canadiennes, leur actif et leur passif au Canada, leurs recettes encaissées et leurs déboursés faits au Canada peuvent provenir en partie de transactions à l'étranger.

16.—Actif des compagnies canadiennes d'assurance-vie à charte fédérale et actif au Canada des autres compagnies d'assurance-vie, 1935-39

NOTA.—Certaines compagnies britanniques font au Canada tout à la fois l'assurance-vie et l'assurance-incendie; aucune distinction n'étant faite de l'actif spécial à chacune de ces branches, leur actif au Canada ne figure pas ici, mais il est porté au tableau 7, p. 868, à l'actif des compagnies britanniques.

Enumération	1935	1936	1937	1938	1939
	$	$	$	$	$
Compagnies canadiennes[1]					
Immeubles	75,503,841	80,495,129	77,011,766	78,103,230	77,656,623
Biens immeubles sous convention de vente	15,134,489	17,658,063	20,220,895	21,542,612	23,056,780
Prêts sur immeubles	300,707,103	297,992,429	298,146,148	300,715,173	304,879,724
Prêts sur titres	809,128	223,113	745,124	154,386	152,490
Prêts sur polices	272,158,603	261,172,955	259,578,690	255,627,400	246,946,020
Portefeuille	1,100,025,515	1,250,954,257	1,366,540,901	1,477,298,236	1,561,818,800
Intérêts et loyers dus et acquis	31,115,498	29,413,033	30,044,101	30,060,944	30,011,849
Argent en caisse et en banque	40,240,011	31,289,540	39,860,753	42,424,853	58,965,015
Primes à encaisser et différées	41,464,884	40,878,240	42,490,962	42,612,312	43,585,734
Autre actif	3,585,954	3,127,374	2,327,975	2,471,133	2,916,765
Totaux, compagnies canadiennes[2]	**1,880,745,026**	**2,013,204,133**	**2,136,997,315**	**2,251,010,279**	**2,349,990,830**
Compagnies britanniques					
Immeubles	933,158	1,049,529	1,035,402	1,081,187	1,134,520
Biens immeubles sous convention de vente	31,364	24,610	15,818	15,563	4,153
Prêts sur immeubles	10,867,000	10,151,601	9,628,225	8,925,688	8,244,862
Prêts sur titres	38,510	13,510	13,510	13,510	13,510
Prêts sur polices	4,307,469	4,041,957	3,962,924	3,847,118	3,680,827
Portefeuille	51,161,817	53,896,211	52,562,569	55,214,868	52,781,845
Intérêts et loyers dus et acquis	594,190	575,502	536,607	523,901	522,689
Argent en caisse et en banque	987,736	832,282	853,305	921,823	1,254,737
Primes à encaisser et différées	451,784	476,225	488,057	516,587	492,036
Autre actif	26,264	17,215	10,264	31,046	9,041
Totaux, compagnies britanniques[3]	**69,399,292**	**71,078,642**	**69,136,681**	**71,091,291**	**68,141,220**

Pour renvois, voir à la fin de ce tableau, p. 876.

16.—Actif des compagnies canadiennes d'assurance-vie à charte fédérale et actif au Canada des autres compagnies d'assurance-vie, 1935-39—fin

Enumération	1935	1936	1937	1938	1939
	$	$	$	$	$
Compagnies étrangères					
Immeubles	5,269,627	5,696,573	6,618,667	5,731,165	5,483,514
Biens immeubles sous convention de vente	[4]	[4]	[4]	[4]	[4]
Prêts sur immeubles	26,619,081	24,981,149	22,079,857	21,732,063	17,544,094
Prêts sur titres	[4]	[4]	[4]	[4]	[4]
Prêts sur polices	60,695,186	60,296,544	60,452,038	60,158,174	58,618,293
Portefeuille	376,622,542	391,066,447	383,669,030	399,703,037	416,541,141
Intérêts et loyers dus et acquis	6,196,987	6,203,412	6,125,310	6,111,599	6,368,509
Argent en caisse et en banque	8,396,188	9,918,566	9,918,311	10,040,932	15,798,161
Primes à encaisser et différées	8,510,123	8,320,073	8,236,123	8,210,940	8,542,687
Autre actif	10,119	11,549	12,020	11,514	16,056
Totaux, compagnies étrangères[3]	**492,319,853**	**506,494,313**	**497,111,356**	**511,699,424**	**528,912,455**

[1] Une classification détaillée de l'actif indiquant les placements et le pourcentage du total pour chaque groupe et sous-groupe en 1938 et 1939 se trouve à la p. xx du rapport du surintendant des Assurances, vol. II, *pour l'année terminée le 31 décembre 1939.* [2] *Valeur comptable.* La valeur du *marché* (ou autorisée) de cet actif était de $1,868,987,065 en 1935, $2,012,215,355 en 1936, $2,135,373,567 en 1937, $2,249,795,908 en 1938 et $2,348,857,928 en 1939. [3] Actif au Canada seulement. [4] Aucun rapporté.

17.—Passif des compagnies canadiennes d'assurance-vie à charte fédérale et passif au Canada des autres compagnies d'assurance-vie, 1935-39

Enumération	1935	1936	1937	1938	1939
	$	$	$	$	$
Compagnies canadiennes					
Réclamations non réglées	13,050,445	14,181,886	15,541,724	14,989,024	16,257,607
Réserve nette de réassurance	1,588,098,044	1,687,181,483	1,793,814,530	1,885,390,870	1,962,766,788
Divers	219,453,533	246,686,777	259,033,682	278,073,251	295,126,197
Totaux, compagnies canadiennes[1]	**1,820,602,022**	**1,948,050,146**	**2,068,389,936**	**2,178,453,145**	**2,274,150,592**
Excédent de l'actif, capital non compris	48,385,043	64,165,209	66,983,631	71,342,763	74,707,336
Capital versé	10,714,596	11,091,148	11,141,228	11,281,228	11,430,590
Compagnies britanniques					
Réclamations non réglées	466,822	453,075	654,709	521,733	433,422
Réserve nette de réassurance	34,195,194	35,014,871	37,116,823	38,270,148	39,338,423
Divers	553,201	715,501	738,851	796,774	794,008
Totaux, compagnies britanniques[2]	**35,215,217**	**36,213,450**	**38,510,383**	**39,588,655**	**40,565,853**
Excédent de l'actif au Canada[3]	34,190,390	34,872,208	30,633,314	31,509,652	27,583,097
Compagnies étrangères					
Réclamations non réglées	1,523,458	1,700,718	2,020,585	2,885,545	1,833,575
Réserve nette de réassurance	391,152,923	404,775,317	419,263,754	431,878,508	443,523,521
Divers	19,161,479	21,518,345	21,805,227	23,060,267	24,744,500
Totaux, compagnies étrangères[2]	**411,837,860**	**427,994,380**	**443,089,566**	**457,824,320**	**470,101,596**
Excédent de l'actif au Canada	80,481,993	78,499,933	54,021,790	53,875,104	58,810,859

[1] Capital non compris. [2] Passif au Canada, capital non compris. [3] A l'exclusion d'une compagnie qui n'a pas réparti son actif entre la branche incendie et la branche vie.

18.—Recettes et déboursés des compagnies canadiennes d'assurance-vie à charte fédérale et recettes et déboursés au Canada des compagnies d'assurance-vie britanniques et étrangères, par principal item, 1935-39

Item	1935	1936	1937	1938	1939
RECETTES	$	$	$	$	$
Compagnies canadiennes					
Recettes nettes en primes (y compris fonds d'amortissement)	242,592,120	241,855,580	242,767,374	245,417,469	246,908,554
Provision pour rentes viagères	24,682,052	25,508,449	30,170,769	32,784,213	31,560,105
Intérêts, dividendes et loyers	79,205,749	84,402,395	88,672,914	89,714,320	94,139,373
Divers	37,823,442	53,954,295	44,258,474	46,966,418	53,370,051
Totaux, compagnies canadiennes[1]	**384,303,363**	**405,720,719**	**405,869,531**	**414,882,420**	**425,978,083**
Compagnies britanniques					
Recettes nettes en primes (y compris fonds d'amortissement)	4,735,989	3,978,180	4,284,383	4,238,904	4,374,397
Provision pour rentes viagères	236,353	416,589	335,966	562,653	290,520
Intérêts, dividendes et loyers	2,627,766	2,461,065	2,399,259	2,380,545	2,357,487
Divers	93,109	200,745	206,969	205,492	192,938
Totaux, compagnies britanniques[2]	**7,693,217**	**7,056,579**	**7,226,577**	**7,387,594**	**7,215,342**
Compagnies étrangères					
Recettes nettes en primes (y compris fonds d'amortissement)	66,710,361	67,307,639	68,857,439	68,567,269	68,256,665
Provision pour rentes viagères	1,272,025	1,609,131	1,630,831	1,581,682	1,452,454
Intérêts, dividendes et loyers	24,569,493	21,456,301	21,140,106	20,838,629	20,526,737
Divers	2,706,000	3,238,487	3,353,590	3,464,789	4,573,310
Totaux, compagnies étrangères[2]	**95,257,879**	**93,611,558**	**94,981,966**	**94,452,369**	**94,809,166**
DÉBOURSÉS					
Compagnies canadiennes					
Versements au assurés	194,269,254	190,307,438	186,189,872	201,844,569	219,405,927
Frais généraux	54,788,893	56,678,411	57,434,391	58,166,254	57,955,496
Dividendes aux actionnaires	1,042,022	1,123,781	1,355,104	1,480,345	1,483,472
Autres déboursés	21,170,341	23,463,163	24,727,370	24,506,579	28,199,691
Totaux, compagnies canadiennes[1]	**271,270,515**	**271,572,793**	**269,706,737**	**285,997,747**	**307,044,586**
Excédent des recettes sur les déboursés	113,032,848	134,147,926	136,162,794	128,884,673	118,933,497
Compagnies britanniques					
Versements aux assurés	3,791,435	3,373,878	3,040,135	3,950,186	3,943,305
Frais généraux	1,149,283	1,267,760	1,282,760	1,240,536	1,263,608
Autres déboursés	122,985	86,687	83,438	106,944	104,580
Totaux, compagnies britanniques[3]	**5,063,703**	**4,728,325**	**4,406,333**	**5,297,666**	**5,311,493**
Excédents des recettes sur les déboursés	2,629,514	2,328,254	2,820,244	2,089,928	1,903,849
Compagnies étrangères					
Versements aux assurés	53,897,929	53,586,710	53,802,628	54,446,857	58,776,173
Frais généraux	13,617,539	13,494,715	13,902,443	14,151,371	14,299,588
Autres déboursés	1,790,883	1,914,591	2,469,658	2,316,784	2,499,343
Totaux, compagnies étrangères[3]	**69,306,351**	**68,996,016**	**70,174,729**	**70,915,012**	**75,575,104**
Excédent des recettes sur les déboursés	25,951,528	24,615,542	24,807,237	23,537,357	19,234,062

[1] Comprend les recettes ou déboursés hors du Canada. [2] Recettes au Canada. [3] Dépenses au Canada.

Sous-section 4.—Autres statistiques de l'assurance-vie

Cette sous-section traite brièvement des particularités suivantes: transactions au Canada des sociétés fraternelles; opérations des compagnies canadiennes d'assurance-vie en dehors du Canada; résumé de toute l'assurance-vie au Canada ainsi que de celle des compagnies canadiennes en dehors du Canada.

Assurance-vie effectuée par les sociétés fraternelles.—En plus de l'assurance-vie les opérations de quelques sociétés fraternelles comprennent, entre autres, le paiement d'indemnités en cas de maladie; ces opérations sont toutefois peu importantes. Le tableau **19** contient des données sur l'assurance-vie effectuée par l'entremise des sociétés fraternelles ainsi que la statistique relative à l'actif, au passif, aux recettes et aux déboursés des sociétés canadiennes et des sociétés étrangères faisant affaires au Canada. Les taux de ces sociétés sont calculés de façon à couvrir les indemnités, en tenant compte de tous les principes actuariels. La caisse de bénéfice de chaque société doit être évaluée chaque année par un actuaire qualifié (devenu membre, après examen, de l'Institut des Actuaires de Londres; de la Faculté des Actuaires d'Ecosse; de la Société des Actuaires d'Amérique ou de l'Institut Américain des Actuaires) et, à moins que l'actuaire ne certifie la solvabilité de chaque caisse, un rajustement des taux ou des bénéfices doit être effectué. Les statistiques de la première partie de ce tableau portent sur 11 sociétés canadiennes faisant rapport au Département des Assurances du Gouvernement fédéral, dont une seule n'accorde pas de bénéfices d'assurance-vie.

En vertu d'un amendement à la loi des assurances, qui devint en vigueur le 1er janvier 1920, il est maintenant nécessaire à toute société fraternelle étrangère de se procurer une charte fédérale avant de faire affaires au Canada. Cependant, toutes les sociétés qui autrefois faisaient affaires en vertu de chartes provinciales peuvent continuer à faire les transactions nécessaires relativement à l'assurance déjà en vigueur, mais il leur est défendu d'accepter de nouveaux membres. Depuis lors, la plupart de ces sociétés se sont procuré une charte fédérale; il en est de même de quelques sociétés étrangères qui auparavant n'étaient pas munies de chartes provinciales. Vingt-huit sociétés appartenant à l'une ou l'autre de ces deux classes faisaient affaires au Canada en 1939.

19.—Assurance des sociétés fraternelles faisant rapport au Département des Assurances, 1935-39

Opérations	1935	1936	1937	1938	1939
SOCIÉTÉS CANADIENNES (Assurance-vie au Canada)	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre
Polices émises	11,382	9,356	13,857	17,216	12,459
Polices échues	2,907	2,946	3,113	3,100	3,326
	$	$	$	$	$
Sommes payées par les membres	1,882,790	1,802,479	1,810,873	1,931,515	1,933,470
Montant des polices nouvelles	9,335,867	7,343,950	10,858,832	14,445,147	9,982,175
Assurances en vigueur	106,882,394	103,673,283	108,743,852	112,698,333	109,063,645
Montant des polices échues	2,569,401	2,582,490	2,649,682	2,649,795	2,901,633
Réclamations payées	3,381,297	3,505,486	3,183,242	3,234,829	3,574,316
Réclamations non réglées	199,672	232,166	258,419	233,624	270,295
Assurances ayant pris fin par—					
Décès	1,944,665	1,998,792	1,940,583	1,898,776	2,013,588
Résiliation, échéance, abandon, etc.	14,290,452	11,386,571	10,650,996	12,490,938	13,729,773
Totaux, terminées	16,235,117	13,385,363	12,591,579	14,389,714	15,743,361

19.—Assurance des sociétés fraternelles faisant rapport au Département des Assurances, 1935-39—fin

Opérations	1935	1936	1937	1938	1939
	$	$	$	$	$
SOCIÉTÉS CANADIENNES—fin					
(Assurance-vie au Canada)—fin					
Actif[1]					
Immeubles	10,397,022	11,193,596	11,155,559	11,328,650	10,599,975
Prêts sur immeubles	15,554,444	14,204,277	13,052,672	11,742,512	10,751,459
Prêts sur polices	9,694,277	9,075,256	8,685,975	8,535,744	8,050,651
Valeurs en portefeuille	41,510,089	43,744,256	47,674,717	49,548,912	51,238,379
En caisse et en banque	1,597,591	1,398,799	1,160,077	1,042,243	1,537,897
Intérêts et loyers échus et courus	875,755	872,229	876,312	669,913	640,449
Contributions des membres	266,475	229,175	275,563	309,561	282,997
Autre actif	1,387,957	1,227,336	1,161,418	1,068,204	887,000
Totaux, actif[2]	**81,283,610**	**81,944,924**	**84,042,293**	**84,245,739**	**83,988,807**
Passif[1]					
Réclamations non réglées	262,719	310,891	346,968	329,959	360,183
Réserve	64,959,678	64,861,647	66,189,870	68,242,149	68,150,028
Autre passif	4,386,740	5,339,604	5,379,673	4,523,400	5,301,752
Totaux, passif	**69,609,137**	**70,512,142**	**71,916,511**	**73,095,508**	**73,811,963**
Recettes[1]					
Primes	4,003,059	3,913,675	3,769,475	3,892,824	3,970,824
Contributions	1,227,896	1,290,622	1,437,808	1,397,527	1,227,507
Intérêt et loyers	3,532,387	3,430,954	3,589,554	3,810,516	3,590,229
Autres recettes	213,156	373,074	126,150	141,142	256,482
Totaux, recettes	**8,976,498**	**9,008,325**	**8,922,987**	**9,242,009**	**9,045,042**
Déboursés[1]					
Payé au membres	6,619,470	6,589,420	6,302,558	6,229,003	6,655,686
Frais généraux	1,338,747	1,415,766	1,603,334	1,563,248	1,396,664
Autres	198,249	160,567	224,416	48,111	60,761
Totaux, déboursés	**8,156,466**	**8,165,753**	**8,130,308**	**7,840,362**	**8,113,111**
Excédent des recettes sur les dépenses	820,032	842,572	792,679	1,401,647	931,931
SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES					
(Assurance-vie au Canada)	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre
Polices émises	4,060	6,023	6,501	6,581	6,820
Polices échues	937	1,018	1,057	1,071	980
	$	$	$	$	$
Sommes payées par les membres	979,666	1,438,081	1,446,716	1,483,104	1,548,044
Montant de polices nouvelles	3,836,683	5,350,134	5,943,093	6,567,445	6,939,130
Assurances en vigueur	50,642,333	64,912,851	65,607,329	66,892,644	68,412,566
Montant des polices échues	926,068	1,114,864	1,155,782	1,124,021	1,064,344
Réclamations payées	1,015,819	1,164,726	1,290,020	1,270,704	1,398,150
Réclamations non réglées	68,877	144,723	141,575	119,480	121,780
Assurances ayant pris fin par—					
Décès	782,952	872,797	919,072	958,825	898,890
Résiliation, échéance, abandon, etc.	4,887,648	5,297,111	5,249,921	5,395,821	5,828,457
Totaux, terminées	5,670,600	6,169,908	6,168,993	6,354,646	6,727,347

[1] Affaires globales. [2] Valeur comptable. La valeur du marché (ou autorisée) de cet actif était de $79,520,428 en 1935, $80,619,538 en 1936, $81,728,539 en 1937, $82,797,534 en 1938 et $82,305,985 en 1939.

19.—Assurance des sociétés fraternelles faisant rapport au Département des Assurance, 1935-39—fin

Opérations	1935	1936	1937	1938	1939
	$	$	$	$	$
SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES—fin					
(Assurance-vie au Canada)—fin					
Actif[1]					
Immeubles	Nil	Nil	1,200	3,722	3,722
Prêts sur immeubles	6,275	20,250	121,107	163,550	161,732
Prêts sur polices	515,440	617,839	726,576	813,346	885,844
Valeurs en portefeuille	4,341,378	5,589,268	6,444,230	7,345,430	7,768,304
En caisse et en banque	386,155	359,497	330,755	545,035	927,210
Intérêt et loyers échus et courus	58,400	70,349	84,065	89,918	98,143
Contributions des membres	108,166	106,625	111,550	106,827	115,247
Autre actif	179	16	1,614	2,756	4,694
Totaux, actif	**5,415,993**	**6,763,844**	**7,821,097**	**9,070,584**	**9,964,896**
Passif[1]					
Réclamations non réglées	94,816	189,947	171,689	147,393	158,266
Réserve	9,786,781	10,646,026	10,938,525	11,456,464	12,015,077
Autre passif	81,137	221,596	327,264	447,015	561,857
Totaux, passif	**9,962,734**	**11,057,569**	**11,437,478**	**12,050,872**	**12,735,200**
Recettes[1]					
Primes	1,126,971	1,593,970	1,620,408	1,672,125	1,773,780
Contributions	179,500	304,217	343,801	371,789	363,040
Intérêts et loyers	154,376	190,179	221,296	246,603	256,591
Autres recettes	12,769	40,159	72,618	78,130	71,154
Totaux, recettes	**1,473,616**	**2,128,525**	**2,258,123**	**2,368,647**	**2,464,565**
Dépenses[1]					
Payé aux membres	1,140,766	1,304,327	1,443,439	1,424,105	1,564,340
Frais généraux	179,042	218,171	221,125	217,949	245,758
Autres	6,379	13,877	18,831	25,004	29,493
Totaux des dépenses	**1,326,187**	**1,536,375**	**1,683,395**	**1,667,058**	**1,839,591**
Excédent des recettes sur les déboursés	147,429	592,150	574,728	701,589	624,974

[1] Commerce canadien.

Sous-section 5.—Assurance-vie en vigueur en dehors du Canada et vendue par des compagnies canadiennes à charte fédérale

Les tableaux **20** et **21** donnent des résumés statistiques de l'assurance en vigueur le 31 décembre 1939, en devises autres que la devise canadienne, classifiée respectivement par compagnie et par devise dans laquelle l'assurance a été vendue. Les données sont exprimées en dollars canadiens convertis au pair avec les valeurs des pays intéressés. Mais il y a des exceptions là où pour fins de comptabilité certaines compagnies ont converti les devises étrangères en des taux autres que ceux du pair, notamment dans les pays où le cours ordinaire diffère sensiblement du cours au pair. Plus de 63 p.c. de l'assurance vendue a été vendue en devise des Etats-Unis et plus de 23 p.c. en sterling. Par ailleurs, plus de 32 p.c. de l'assurance a été vendue en devises des pays britanniques autres que le Canada et près de 67 p.c. en devises de pays étrangers.

Les compagnies canadiennes d'assurance-vie à charte fédérale avaient au 31 décembre 1939 pour $3,190,177,901 de contrats d'assurance en vigueur en dehors du Canada. Comme le fait voir le tableau **20**, l'assurance en vigueur en devises autres que la devise canadienne s'élève à $3,089,351,411. La différence entre ces chiffres représente vraisemblablement le montant net d'assurance non canadienne vendue en devise canadienne. Comparativement au total de l'assurance non canadienne, qui comprend aussi les rentes viagères, les placements des compagnies d'assurance-vie canadiennes à l'étranger le 31 décembre 1939 sont de $841,-152,116. Le chiffre d'assurance de ces compagnies au Canada le 31 décembre 1939 étant de $4,469,776,480, leurs chiffres globaux d'assurance canadienne et non canadienne s'établit à $7,659,954,381. Ainsi plus de 41 p.c. de l'assurance totale en vigueur est en dehors du Canada.

20.—Assurance-vie effectuée et en vigueur, et réserves des compagnies canadiennes (à l'exclusion des sociétés fraternelles) à charte fédérale, en devises autres que la devise canadienne, par compagnie, 1939, et totaux de 1938

NOTA.—Les chiffres sont donnés en dollars canadiens, principalement au pair du change.

Compagnie	Assurance effectuée			Assurance en vigueur		
	Devises britanniques	Devises étrangères	Total	Devises britanniques	Devises étrangères	Total
	$	$	$	$	$	$
Canada	6,146,905	10,379,665	16,526,570	141,751,770	194,970,566	336,722,336
Commercial	Nil	24,000	24,000	Nil	38,000	38,000
Confederation	6,759,237	8,727,686	15,486,923	75,894,440	66,477,190	142,371,630
Continental	10,951	79,104	90,055	13,241	171,750	184,991
Crown	4,505,276	8,740,838	13,246,114	24,509,235	39,827,488	64,336,723
Dominion	461,227	3,120,843	3,582,070	2,762,572	10,243,535	13,006,107
Dominion of Canada	272,781	8,000	280,781	1,330,105	19,433	1,349,538
T. Eaton	Nil	Nil	Nil	18,000	24,000	42,000
Equitable of Canada	"	4,802	4,802	Nil	620,076	620,076
Great-West	"	12,794,627	12,794,627	"	124,378,891	124,378,891
Imperial	3,121,112	1,532,063	4,653,175	19,505,550	25,552,517	45,058,067
London	Nil	128,359	128,359	Nil	2,277,907	2,277,907
Manufacturers	13,702,467	18,213,128	31,915,595	125,865,580	144,766,748[1]	270,632,328[1]
Maritime	60,978	7,150	68,128	2,022,241	36,582	2,058,823
Monarch	Nil	51,312	51,312	Nil	55,812	55,812
Montreal	54,602	85,773	140,375	748,471	442,989	1,191,460
Mutual of Canada	77,599	864,400	941,999	1,036,753	13,389,160	14,425,913
National Life	342,298	62,100	404,398	1,201,326	435,518	1,636,844
North American	137,586	2,356,729	2,494,315	664,980	13,628,617	14,293,597
Northern	Nil	883,686	883,686	23,133	1,528,934	1,552,067
Sun	39,922,985	105,615,685	145,538,670	604,296,604	1,448,710,444	2,053,007,048
Western	Nil	48,253	48,253	Nil	111,253	111,253
Totaux, 1939	**75,576,004**	**173,728,203**	**249,304,207**	**1,001,641,001**	**2,087,707,410**[1]	**3,089,351,411**[1]
Totaux, 1938	**81,739,360**	**168,810,535**	**250,549,895**	**988,711,519**	**2,044,421,373**[1]	**3,033,132,892**[1]

[1] Comprend diverses devises.

20.—Assurance-vie effectuée et en vigueur, et réserves des compagnies canadiennes (à l'exclusion des sociétés fraternelles) à charte fédérale, en devises autres que la devise canadienne, par compagnie, 1939, et totaux de 1938—fin

Compagnies	Réserves		
	Britanniques	Etrangères	Total
	$	$	$
Canada	52,232,224	45,688,485	97,920,709
Commercial	Nil	10,214	10,214
Confederation	23,079,949	12,695,591	35,775,540
Continental	1,483	23,646	25,129
Crown	3,086,534	4,108,973	7,195,507
Dominion	519,608	1,080,435	1,600,043
Dominion of Canada	96,693	5,210	101,903
T. Eaton	7,856	5,055	12,911
Equitable of Canada	Nil	95,677	95,677
Great-West	"	16,997,022	16,997,022
Imperial	4,085,916	6,076,341	10,162,257
London	Nil	420,000	420,000
Manufacturers	29,383,056	31,780,250[1]	61,163,306[1]
Maritime	545,745	5,072	550,817
Monarch	Nil	6,703	6,703
Montreal	2,519	87,300	89,819
Mutual of Canada	177,031	2,226,494	2,403,525
National Life	154,303	51,856	206,159
North American	128,154	2,830,973	2,959,127
Northern	4,488	52,961	57,449
Sun	203,371,080	261,452,102	464,823,182
Western	Nil	19,163	19,163
Totaux, 1939	**316,876,639**	**385,719,523[1,2]**	**702,596,162[1,2]**
Totaux, 1938	**310,207,382**	**370,430,912[1,2]**	**680,638,294[1,2]**

[1] Comprend diverses devises. [2] Comprend réserves pour droits acquis et annuités au montant de $623,953 en 1938 et $796,712 en 1939.

21.—Assurance sur la vie en vigueur dans les compagnies canadiennes (à l'exception des sociétés fraternelles) à charte fédérale, en devises autres que la devise canadienne, par devise, 1939, et totaux de 1938

NOTA.—Les chiffres sont donnés en dollars canadiens, principalement aux taux du change au pair

Devise	Assurance effectuée	Assurance en vigueur	Réserve
	$	$	$
Britannique			
Livres—			
Sterling	49,635,008	718,463,561	235,096,391
Antilles britanniques	1,677,882	13,173,465	4,101,611
Palestine	291,826	560,092	23,856
Sud-Africain	11,475,306	89,753,176	18,178,704
Rhodésia du sud	142,895	1,358,399	290,915
Dollars—			
Guyane britannique	292,250	1,395,325	172,463
Antilles britanniques	2,083,627	17,167,680	4,287,127
Hong-Kong	833,319	10,124,113	2,086,474
Straits Settlements	548,486	7,950,699	2,090,527
Roupies—			
Inde Britannique	8,595,405	141,697,491	50,548,571
Totaux, britannique	**75,576,004**	**1,001,644,001**	**316,876,639**

21.—Assurance sur la vie en vigueur dans les compagnies canadiennes (à l'exception des sociétés fraternelles) à charte fédérale, en devises autres que la devise canadienne, par devise, 1939, et totaux de 1938—fin

Devise	Assurance effectuée	Assurance en vigueur	Réserve
Etrangères	$	$	$
Cordobas (Nicaragua)	Nil	238,070	61,738
Dollars (Chine)	801,456	4,480,840	1,021,671
Dollars (Shanghai)	777,068	7,292,189	1,142,671
Dollars (Etats-Unis)	160,520,767	1,953,590,785	349,973,071
Florins (Pays-Bas)	319,654	1,717,155	262,581
Francs (Belgique)	1,390	1,390	35
Francs (France)	27,605	409,113	139,869
Francs (Suisse)	Nil	16,124	2,191
Guilders (Pays-Bas)	2,411,934	13,854,300	3,108,254
Pesos (Argentine)	3,003,721	30,166,882	6,026,058
Pesos (Chili)	Nil	3,979,884	1,711,011
Pesos (Colombie)	6	505,785	191,280
Pesos (Cuba)	247,874	1,569,060	25,002
Pesos (Mexique)	1,427,582	7,718,008	1,298,324
Pesos (Philippines)	2,172,513	15,469,162	4,323,296
Livres (Egypte)	1,419,590	15,944,684	3,145,108
Soles Oros (Pérou)	Nil	2,328,576	914,547
Taels (Shanghai)	"	112,350	22,486
Ticals (Siam)	585,178	2,701,649	600,869
Yen (Japon)	11,865	25,544,487	11,739,633
Diverses	Nil	66,917	9,828
Totaux, étrangères	**173,728,203**	**2,087,707,410**	**385,719,523**
Grands totaux, 1939	**249,304,207**	**3,089,351,411**	**702,596,162**
Grands totaux, 1938	**250,549,895**	**3,033,132,892**	**680,638,294**[1]

[1] Comprend réserves pour droits acquis et annuités au montant de $623,953 en 1938 et $796,712 en 1939

Grand total de toute l'assurance-vie au Canada et les affaires des organisations canadiennes à l'étranger.—La première partie du tableau **22** résume les affaires des compagnies d'assurance-vie et sociétés fraternelles canadiennes en dehors du Canada. Si l'on ajoute à ces chiffres les affaires de ces organisations au Canada, inscrites au tableau **10**, on peut obtenir le total des affaires intérieures et extérieures de toutes les compagnies d'assurance-vie et sociétés fraternelles canadiennes, comme l'indique la deuxième partie du tableau **22**. En outre, si l'on ajoute les affaires au Canada des compagnies et sociétés fraternelles britanniques et étrangères, on obtient le grand total de toute l'assurance-vie au Canada et celle des organisations canadiennes à l'étranger.

22.—Affaires des compagnies canadiennes d'assurance-vie à l'étranger et ensemble de toute l'assurance-vie au Canada et des affaires des compagnies canadiennes à l'étranger, 1939

NOTA.—Les données des affaires au Canada paraissent au tableau **10**, p. 871.

Item	Nouvelles polices (net)	En vigueur au 31 déc. (net)	Primes nouvelles encaissées	Réclamations nouvelles payées
Compagnies canadiennes à l'étranger	$	$	$	$
Compagnies canadiennes (vie)—				
Fédérales	256,272,594	3,190,177,901	121,320,733	54,577,088
Provinciales	[1]	[1]	[1]	[1]

[1] Aucune déclaration.

22.—Affaires des compagnies canadiennes d'assurance-vie à l'étranger et ensemble de toute l'assurance-vie au Canada et des affaires des compagnies canadiennes à l'étranger, 1939—fin

Item	Nouvelles polices (net)	En vigueur au 31 déc. (net)	Primes nouvelles encaissées	Réclamations nouvelles payées
	$	$	$	$
Compagnies canadiennes à l'étranger—fin				
Sociétés fraternelles canadiennes—				
Fédérales	5,566,892	92,201,564	1,677,097	2,403,047
Provinciales	[1]	[1]	[1]	[1]
Compagnies britanniques (vie)	Nil	Nil	Nil	Nil
Compagnies étrangères (vie)	"	"	"	"
Sociétés fraternelles étrangères	"	"	"	"
Totaux	**261,839,486**	**3,282,379,465**	**122,997,830**	**56,980,135**
Toute assurance-vie au Canada et affaires canadiennes à l'étranger				
Compagnies canadiennes (vie)				
Fédérales	644,297,018	7,659,954,381	246,734,628	99,710,159
Provinciales	11,781,262	64,792,515	2,115,329	909,438
Sociétés fraternelles canadiennes—				
Fédérales	15,549,067	201,265,209	3,610,567	5,248,389
Provinciales	7,078,855	69,761,919	1,376,073	2,269,166
Compagnies britanniques (vie)	15,105,474	145,373,802	4,371,584	2,629,304
Compagnies étrangères (vie)	185,446,242	2,161,112,305	68,256,665	26,174,286
Sociétés fraternelles étrangères	6,939,130	68,412,566	1,548,044	1,064,353
Grands totaux	**886,197,048**	**10,370,672,697**	**328,012,890**	**138,005,095**

[1] Aucune déclaration.

Section 3.—Assurances diverses

Depuis 1875, l'assurance sur les risques autres que la vie ou le feu a fait des progrès constants. Le rapport du surintendant de l'assurance pour l'année civile 1880 fait voir que le nombre de compagnies autorisées à vendre de l'assurance-accident, de cautionnement, contre le bris de glace et contre les explosions de chaudières à vapeur—les seuls genres d'assurance vendus alors—est de 5, 3, 1 et 1 respectivement. Le rapport de l'année 1939 indique que l'assurance diverse au Canada comprend maintenant différentes formes d'accidents et 24 autres genres d'assurance vendue par les compagnies à charte fédérale. En 1880, il y a dix compagnies qui s'occupent d'assurances diverses, mais en 1939 il y en a 250 dont 54 canadiennes, 66 britanniques et 130 étrangères; 189 de ces 250 compagnies vendent aussi de l'assurance-feu. En outre, 18 sociétés ou ordres fraternels vendent de l'assurance-accident et de l'assurance-maladie aussi bien que de l'assurance-vie et deux sociétés ou ordres fraternels ne vendent que de l'assurance-accident.

Le tableau **23**, qui donne la répartition des affaires dans ce domaine entre les compagnies à charte fédérale et provinciale, montre que, comme dans le cas de l'assurance-vie et de l'assurance-feu, la majeure partie des affaires (soit environ 85 p.c. dans le cas présent) est effectuée par les compagnies à charte fédérale.

Etant donné, comme on l'indique plus haut, que la plupart des compagnies qui s'occupent d'assurances diverses au Canada vendent aussi l'assurance-feu, leur actif, leur passif, leurs recettes et leurs dépenses pour toutes opérations sont compris dans les statistiques financières des compagnies d'assurance-feu données à la section 1, sous-section 3, de ce chapitre. Le tableau **25** contient des chiffres semblables pour les 10 compagnies canadiennes dont les opérations se limitent à l'assurance autre que l'assurance-feu et l'assurance-vie. De même, en 1939, on compte 4 compagnies britanniques et 44 compagnies étrangères qui se limitent au même domaine.

23.—Opérations des compagnies d'assurance autre que vie et feu, à charte fédérale et à charte provinciale, au Canada, 1939

Genre de risque	A charte fédérale	A charte provinciale			Grand total
		(a) Dans les provinces où elles sont incorporées	(b) Dans les autres provinces	Total pour les compagnies à charte provinciale	
	$	$	$	$	$
	PRIMES ENCAISSÉES, CHIFFRE NET				
Accidents—					
Personnels	3,228,608	120,934	Nil	120,934	3,349,542
Responsabilité des patrons, accidents du travail	763,724	169,037	693	169,730	933,454
Autres	2,191,872	294,342	971	295,313	2,487,185
Accidents et maladie combinés	3,091,018	124,090	63,759	187,849	3,278,867
Automobile	18,859,873	4,558,551	83,760	4,642,311	23,502,184
Aviation	285,197	27,737	Nil	27,737	312,934
Cambriolage	1,575,403	74,119	38	74,157	1,649,560
Crédit	206,575	Nil	Nil	Nil	206,575
Tremblement de terre	3,064	"	"	"	3,064
Explosions	109,417	"	"	"	109,417
Chutes d'avions	387	"	"	"	387
Contre les faussaires	58,711	"	"	"	58,711
Fraude	9,638	"	"	"	9,638
Cautionnements (caissiers)	1,229,628	213,287	826	214,113	1,443,741
Cautionnements (judiciaires)	754,359	Nil	Nil	Nil	754,359
Grêle	1,757,593	208,324	"	208,324	1,965,917
Transit intérieur	913,173	55,592	"	55,592	968,765
Bétail	26,231	18,733	"	18,733	44,964
Machinerie	233,172	Nil	"	Nil	233,172
Propriété personnelle	1,616,595	16,249	"	16,249	1,632,844
Bris de glaces	513,690	67,020	375	67,395	581,085
Propriété	222,310	119,658	Nil	119,658	341,968
Maladie	1,573,771	2,505	"	2,505	1,576,276
Arroseuses automatiques[1]	3,741	Nil	"	Nil	3,741
Chaudières à vapeur	481,225	59,977	"	59,977	541,202
Cyclones	133,639	Nil	"	Nil	133,639
Intempéries	7,373	69,169	"	69,169	76,542
Totaux	**39,849,987**	**6,199,324**	**150,422**	**6,349,746**[2]	**46,199,733**[2]
	PERTES PAYÉES, CHIFFRE NET				
Accidents—					
Personnels	1,256,477	45,557	Nil	45,557	1,302,034
Responsabilité des patrons, accidents du travail	292,058	90,014	598	90,612	382,670
Autres	641,841	208,634	460	209,094	850,935
Accidents et maladie combinés	1,848,076	63,333	19,792	83,125	1,931,201
Automobiles	8,949,542	2,715,457	36,454	2,751,911	11,701,453
Aviation	131,519	38,114	Nil	38,114	169,633
Cambriolage	636,705	55,936	"	55,936	692,641
Crédit	32,722	Nil	"	Nil	32,722
Tremblement de terre	189	"	"	"	189
Explosions	39	"	"	"	39
Chutes d'avions	Nil	"	"	"	Nil
Contre les faussaires	−3,859	"	"	"	−3,859
Fraude	2,213	"	"	"	2,213
Cautionnements (caissiers)	289,348	149,751	"	149,751	439,099
Cautionnements (judiciaires)	−97,397	Nil	"	Nil	−97,397
Grêle	321,878	31,140	"	31,140	353,018
Transit intérieur	276,814	23,002	"	23,002	299,816
Bétail	20,928	9,000	"	9,000	29,928
Machinerie	75,754	Nil	"	Nil	75,754
Propriété personnelle	570,159	2,862	"	2,862	573,021
Bris de glaces	237,759	28,860	144	29,004	266,763
Propriété	44,494	48,127	Nil	48,127	92,621
Maladie	978,396	1,316	"	1,316	979,712
Arroseuses automatiques[1]	−429	Nil	"	Nil	−429
Chaudières à vapeur	24,746	7,571	"	7,571	32,317
Cyclones	57,777	Nil	"	Nil	57,777
Intempéries	5,017	31,442	"	31,442	36,459
Totaux	**16,592,766**	**3,550,116**	**57,448**	**3,607,564**[3]	**20,200,330**[3]

[1] Ces risques ont été pris par une compagnie ne détenant pas de permis d'assurance contre l'incendie. [2] A l'exclusion de $1,385,910 de primes versées à des sociétés fraternelles pour accidents, maladie et frais funéraires. [3] A l'exclusion de $892,216 de pertes payées par des sociétés fraternelles pour accidents, maladie et frais funéraires.

24.—Primes nettes perçues et pertes nettes encourues au Canada (moins la réassurance enregistrée) par les compagnies à charte fédérale autres que vie et incendie, par genre de risque, 1937-39

Genre de risque	1937		1938		1939	
	Primes nettes	Pertes encourues	Primes nettes	Pertes encourues	Primes nettes	Pertes encourues
	$	$	$	$	$	$
Accidents—						
Personnels	3,199,319	1,356,466	3,246,458	1,272,422	3,228,608	1,256,477
Responsabilité des patrons et indemnités d'accidents de travail	623,713	215,606	761,013	441,397	763,724	292,058
Autres	1,894,090	575,915	2,119,726	840,951	2,191,872	641,841
Accidents personnels et maladie	2,319,214	1,293,069	2,696,848	1,535,805	3,091,018	1,848,076
Automobile	16,810,675	9,659,005	18,015,202	9,930,504	18,859,873	8,949,542
Aviation	82,828	72,507	187,157	85,924	285,197	131,519
Cambriolage	1,522,799	586,549	1,515,603	693,630	1,575,403	636,705
Crédit	197,112	13,510	212,015	29,883	206,575	32,722
Tremblement de terre	9,006	9	5,561	8	3,064	189
Explosion	48,053	418	33,391	6,331	109,417	39
Chutes d'avions	25	1	137	Nil	387	Nil
Assurance contre les faussaires	40,383	8,117	45,850	22,085	58,711	−3,859
Fraude	10,641	2,786	10,324	1,927	9,638	2,213
Cautionnement—						
Caissiers	1,240,064	291,098	1,260,160	359,793	1,229,628	289,348
Judiciaires	928,040	299,597	759,488	131,109	754,359	−97,397
Grêle	567,833	408,949	1,444,039	1,098,981	1,757,593	321,878
Transit intérieur	918,778	356,671	826,729	331,026	913,173	276,814
Bétail	28,511	11,455	27,083	14,339	26,231	20,928
Machinerie	286,401	66,378	218,725	52,875	233,172	75,754
Propriété personnelle	1,058,017	390,648	1,154,108	398,829	1,616,595	570,159
Bris de glaces	549,105	238,544	539,208	253,236	513,690	237,759
Propriété	53,719	7,386	129,839	22,466	222,310	44,494
Maladie	1,501,763	913,810	1,558,883	959,724	1,573,771	978,396
Fuite d'arrosoir[1]	4,650	396	4,343	2,133	3,741	−429
Chaudière à vapeur	552,557	22,362	640,537	37,311	481,225	24,746
Cyclones	132,147	86,609	140,421	46,101	133,639	57,777
Intempéries	6,284	3,771	7,448	2,793	7,373	5,017
Totaux	**34,585,727**	**16,881,732**	**37,560,296**	**18,571,583**	**39,849,987**	**16,592,766**

[1] Vendue par une compagnie ne possédant pas de certificat pour faire de l'assurance-feu.

25.—Bilan des compagnies canadiennes d'assurance et à charte fédérale autres que vie et incendie, 1939

Compagnies	Recettes	Dépenses	Excédant des recettes sur les dépenses	Actif	Passif[1]	Excédent de l'actif sur le passif
	$	$	$	$	$	$
Boiler Inspection	397,091	386,792	10,299	1,193,826	526,600	667,226
Chartered Trust	489,091	447,199	41,892	5,446,228[2]	4,133,689	1,312,539
Confederation Life	158,318	134,016	24,302	196,871	44,455	152,415
T. Eaton General	7,754	77,620	−69,866	86,000	Nil	86,000
Fidelity Insurance	273,928	244,914	29,014	554,332	222,658	331,674
Guarantee Co. of North America	580,766	450,923	129,843	4,614,515	1,011,120	3,603,395
London Life	478,343	428,748	49,595	484,084	273,649	210,435
North American Accident	113,477	87,091	26,386	666,843	34,290	632,553
Protective Association	352,236	368,458	−16,222	317,555	167,398	150,157
Royal Guardians	2,265	2,763	−498	16,219	13,036	3,183
Totaux	**2,853,269**	**2,628,524**	**224,745**	**13,576,473**	**6,426,894**	**7,149,579**

[1] Capital-actions non compris. [2] Comprend $609,727 de prêts sur nantissement et $2,199 de dépôts confiés à des compagnies de fiducie pour placement.

Section 4.—L'assurance en ce qu'elle affecte la balance des paiements internationaux*

Une brève explication de l'effet produit par les opérations des compagnies d'assurance sur les paiements internationaux, dont les données sont puisées dans la publication mentionnée au renvoi ci-dessous, paraît pp. 976–77 de l'Annuaire de 1940.

Il a déjà été mentionné dans les sections précédentes de ce chapitre qu'il existe un grand nombre de compagnies britanniques et étrangères qui peuvent vendre de l'assurance-feu, vie ou diverse au Canada. Les différents tableaux indiquent le volume de leurs opérations. De même, comme l'indiquent les pp. 883-884, des compagnies canadiennes d'assurance-vie effectuent un volume considérable d'affaires en dehors du Canada. On compte aussi certaines compagnies canadiennes d'assurance-feu et accident qui s'occupent d'assurance à l'étranger.

Dans le cas des compagnies non canadiennes au Canada et des compagnies canadiennes à l'étranger, les opérations s'effectuent par l'entremise de branches dans les différents pays. Ces succursales revêtent plusieurs des caractéristiques des corporations domestiques, en ce qui concerne, par exemple, l'actif détenu et le contrôle des recettes et dépenses. En de telles circonstances, leurs opérations ne soulèvent pas un mouvement international de fonds aussi considérable que le volume de leurs affaires le laisserait supposer. Il existe toutefois un mouvement de fonds et de titres entre les succursales à l'étranger et les sièges sociaux.

Le mouvement de fonds entre le Canada et les autres pays, par groupe de compagnies, et le mouvement de tels fonds suivant la catégorie de compagnies sont indiqués dans les tableaux qui suivent. Les mouvements de fonds déterminés par les ventes ou achats internationaux de valeurs effectués par l'intermédiaire de courtiers, négociants en valeurs ou autres agences établies au Canada ne sont pas contenus dans ces tableaux vu qu'ils paraissent au relevé du commerce international en valeurs mobilières.

Les chiffres montrent jusqu'à quel point ces opérations sont généralement imprévisibles. Elles n'ont aucune tendance uniforme ni aucun mouvement total net qui puisse être considéré comme typique bien que, dans le cas des compagnies canadiennes indiquées au tableau **26**, le mouvement net de rentrée soit considérable comparativement au mouvement net de sortie des compagnies étrangères.

* Une étude beaucoup plus détaillée de ce sujet paraît au chapitre XX de la publication intitulée "La Balance Canadienne des Paiements Internationaux—Une étude des méthodes et résultats" par Herbert Marshall, B.A., F.S.S., chef de la Branche du Commerce Intérieur, Bureau Fédéral de la Statistique. Prix, $1. La balance internationale des paiements est étudiée en détail au chapitre du commerce extérieur, pp. 478–481.

26.—Mouvements de fonds entre le Canada et tous les autres pays, par groupe de compagnies, 1927-38

(En millions de dollars)

Groupe	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938
COMPAGNIES CANADIENNES—												
Rentrée	3·7	3·5	18·4	8·9	28·3	9·6	17·7	20·0	13·1	14·6	20·1	13·2
Sortie	9·8	6·6	1·7	1·7	1·3	1·2	4·2	5·1	11·1	17·5	12·5	21·6
Rentrée nette	–	–	16·7	7·2	27·0	8·4	13·5	14·9	2·0	–	7·6	–
Sortie nette	6·1	3·1	–	–	–	–	–	–	–	2·9	–	8·4
COMPAGNIES BRITANNIQUES, DES ETATS-UNIS ET AUTRES PAYS—												
Rentrée	6·3	4·5	11·6	12·1	12·7	4·4	2·3	7·0	6·9	4·4	3·9	3·9
Sortie	15·2	13·4	9·3	10·3	5·7	13·8	16·8	18·9	26·9	27·5	21·5	17·9
Rentrée nette	–	–	2·3	1·8	7·0	–	–	–	–	–	–	–
Sortie nette	8·9	8·9	–	–	–	9·4	14·5	11·9	20·0	23·1	17·6	14·0
TOUTES COMPAGNIES—												
Rentrée	10·0	8·0	30·0	21·0	41·0	14·0	20·0	27·0	20·0	19·0	24·0	17·1
Sortie	25·0	20·0	11·0	12·0	7·0	15·0	21·0	24·0	38·0	45·0	34·0	39·5
Rentrée nette	–	–	19·0	9·0	34·0	–	–	3·0	–	–	–	–
Sortie nette	15·0	12·0	–	–	–	1·0	1·0	–	18·0	26·0	10·0	22·4

Malgré les brusques virevoltes qui se produisent d'une année à l'autre, il existe d'habitude un mouvement apparemment défini dans une direction pendant plusieurs années. Cela laisse prévoir que les facteurs sous-jacents fondamentaux des virements de fonds peuvent devenir sujets à des changements qui mettront quelque temps à se produire.

Le tableau **27** fait voir qu'en 1938 les opérations entre le Canada et les Etats-Unis absorbent plus de la moitié du mouvement total de fonds et plus que le mouvement total net de rentrée à cause de l'influence des Etats-Unis sur les compagnies d'assurance-vie étrangères.

27.—Mouvements de fonds entre le Canada et les autres pays, par catégorie de compagnies, 1938

(En millions de dollars)

Entre le Canada et—	Toutes compagnies	Vie, compagnies canadiennes	Feu et autre, compagnies canadiennes	Vie, compagnies britanniques	Feu et autre, compagnies britanniques	Vie, compagnies des Etats-Unis	Feu et autre, compagnies des Etats Unis
Royaume-Uni—							
Rentrée du	3·6	3·0	0·1	0·3	0·2	[1]	[1]
Sortie vers	18·4	14·5	0·4	1·6	1·8	0·1	[1]
Etats-Unis—							
Rentrée des	10·6	6·9	0·6	1·2	[1]	0·1	1·8
Sortie vers	19·5	5·1	0·3	0·2	[1]	11·1	2·7
Autres pays—							
Rentrée des	2·9	2·5	0·2	0·1	[1]	–	0·1
Sortie vers	1·6	1·2	0·1	0·1	0·1	–	0·1
Tous pays—							
Rentrée de	17·1	12·4	0·8	1·6	0·3	0·1	1·9
Sortie vers	39·5	20·8	0·8	1·9	1·9	11·2	2·9
Rentrée nette	–	–	[1]	–	–	–	–
Sortie nette	22·4	8·4	–	0·3	1·6	11·1	1·0

[1] Moins de 0·1.

Section 5.—Rentes viagères sur l'Etat

Depuis plus de 30 ans, le Gouvernement fédéral maintient un service qui autorise et encourage les Canadiens, durant la période de gain de leur vie, à pourvoir à leur vieil âge. La législation nécessaire a été établie en 1908 comme loi des rentes viagères sur l'Etat (c. 7, S.R.C., 1927, amendée par c. 33, 1931), qui est administrée par le Ministre du Travail, et qui stipule que toute personne résidant ou domiciliée au Canada peut acheter une rente viagère du Gouvernement du Canada.

Une rente viagère du Gouvernement canadien est un revenu annuel fixe versé par le Gouvernement du Canada. La rente est payable par versements trimestriels (à moins qu'il y ait stipulation contraire expresse) la vie durant, mais peut être garantie pour 10, 15 ou 20 ans dans tous les cas. Le minimum de rente que l'on peut obtenir sur la vie d'une personne ou de deux personnes conjointement est de $10 par année et le maximum payable à tous crédirentier ou crédirentiers conjoints est de $1,200 par année.

Les contrats de rentes viagères sont de deux classes, différées et immédiates, qui peuvent s'obtenir sous divers plans. Les contrats de rente différée sont pour les jeunes personnes qui désirent pourvoir à leur vieil âge; l'achat peut se faire par prime mensuelle, trimestrielle ou annuelle, ou encore par un seul paiement en bloc. Les contrats de rente immédiate sont pour les vieilles gens qui désirent obtenir régulièrement un revenu immédiat grâce à leurs épargnes accumulées.

Le capital et l'intérêt de tout crédirentier dans tout contrat de rente du Gouvernement est inaliénable et insaisissable. Si le bénéficiaire meurt avant d'avoir commencé à toucher sa rente, tous les fonds versés seront remboursés à l'acheteur ou à ses représentants légaux avec intérêt à 4 p.c. composé annuellement.

Bien que la grande majorité des contrats de rente émis sur la vie d'individus soient achetés par les individus eux-mêmes, la loi pourvoit à ce que les employeurs puissent par contrat acheter des rentes en faveur de leurs employés, ou bien les associations en faveur de leurs membres. Dans ce dernier cas, l'argent servant à l'achat provient en partie des gages des employés et en partie des contributions des employeurs.

Du 1er septembre 1908, date de la création du système des rentes du Gouvernement, jusqu'au 31 mars 1940 inclusivement, le nombre de contrats et de certificats de rente émis est de 60,155. De ces contrats, 4,855 ont été cancellés, laissant 55,300 contrats et certificats en vigueur au 31 mars 1940. Les versements globaux pour rentes au cours de la même période sont de $153,300,030.

Le 31 mars 1940, des contrats existent entre quelque 50 firmes et institutions et le Gouvernement pour l'achat de rentes viagères s'appliquant à 7,700 employés ou membres. Les contrats suivent différents plans de rentes par groupe, rédigés dans chaque cas suivant des besoins particuliers. Ce genre de rentes suscite un intérêt croissant au cours de l'année 1939–40. Le nombre de rentes cette dernière année comprend 1,240 certificats de rentes différées émis aux employés suivant un nouveau système en vertu duquel un contrat de groupe est émis à l'employeur et un certificat à l'employé. Le développement du système de rentes viagères ces dernières années donne une idée de l'esprit de collaboration qui règne entre le travail et le capital dans l'organisation industrielle.

28.—Rentes viagères: contrats et prix d'achat, années fiscales closes le 31 mars 1909-40

Année	Contrats et certificats	Prix d'achat	Année	Contrats et certificats	Prix d'achat
	nomb.	$		nomb.	$
1909[1]	66	50,391	1926	668	1,938,921
1910	566	434,491	1927	503	1,894,885
1911	1,069	393,441	1928	1,223	3,843,088
1912	1,032	441,601	1929	1,328	4,272,419
1913	373	417,136	1930	1,257	3,156,475
1914	318	390,887	1931	1,772	3,612,234
1915	264	314,765	1932	1,726	4,194,384
1916	325	441,696	1933	1,375	3,547,345
1917	285	432,272	1934	2,412	7,071,439
1918	187	332,792	1935	3,930	13,376,400
1919	147	322,154	1936	6,357	21,281,981
1920	204	408,719	1937	7,806	23,614,824
1921	195	531,800	1938	5,724	13,550,483
1922	277	748,160	1939	8,518	18,189,319
1923	339	1,028,353	1940	9,014	20,001,533
1924	409	1,458,819			
1925	486	1,606,822	**Totaux**	**60,155**	**153,300,030**

[1] Sept mois.

Le 31 mars 1940, 20,416 rentes immédiates et 34,884 rentes différées, soit un total de 55,300, sont en vigueur. La valeur totale de ces annuités à cette date est de $140,420,970 et le montant des paiements en vertu de contrats échus en vigueur à cette date est de $8,363,114.

29.—Situation des rentes viagères sur l'Etat, années fiscales 1936-40

Bilan	1936	1937	1938	1939	1940
Actif	$	$	$	$	$
Fonds au commencement de l'année	46,906,192	66,441,822	87,984,936	107,644,200	123,066,398
Recettes durant l'année, moins paiements	19,535,630	21,543,114	19,659,264	15,422,198	17,354,572
Fonds à la fin de l'année	66,441,822	87,984,936	107,644,200	123,066,398	140,420,970
Passif					
Valeur actuelle nette des contrats en vigueur	66,982,654	88,224,794	107,644,200	122,764,923	140,420,970
Recettes					
Rentes viagères immédiates	14,881,398	14,883,153	6,740,308	9,859,844	9,998,410
Rentes viagères différées	6,458,204	8,841,716	6,854,850	8,412,712	10,064,294
Intérêt produit par le fonds	2,111,374	3,039,106	3,615,612	4,437,942	5,103,477
Remboursements	737	Nil	Nil	Nil	Nil
Montant affecté à l'entretien des réserves	271,827	540,832	8,941,196	"	379,007
Totaux des recettes	**23,723,540**	**27,304,807**	**26,151,966**	**22,710,498**	**25,545,188**
Paiements					
Rentes payées (contrats échus)	4,097,230	5,556,153	6,369,494	7,057,224	7,928,711
Ristournes payées avec intérêt	33,059	95,496	78,533	147,839	200,735
Ristournes payées sans intérêt	57,621	110,044	44,675	83,237	61,170
Totaux des paiements	**4,187,910**	**5,761,693**	**6,492,702**	**7,288,300**	**8,190,616**

30.—Evaluation, le 31 mars 1939 et 1940, des titres de rente viagère émis

Classification	1939			1940		
	Rentes	Total des paiements annuels	Valeur nette des contrats en vigueur au 31 mars	Rentes	Total des paiements annuels	Valeur nette des contrats en vigueur au 31 mars
	nomb.	$	$	nomb.	$	$
Immédiates	9,107	3,563,907	35,405,948	9,696	3,799,775	37,574,099
Immédiates garanties	6,472	2,691,550	34,545,259	7,749	3,242,174	41,342,212
Réversibles	2,717	1,207,194	16,922,774	2,971	1,321,165	18,446,443
Différées	28,674	[1]	35,890,942	34,884	[1]	43,058,216
Totaux	**46,970**	**7,462,651**[2]	**122,764,923**	**55,300**	**8,363,114**[2]	**140,420,970**

[1] Indéterminé. [2] Montant de rentes immédiates.

CHAPITRE XXIV.—INSTRUCTION PUBLIQUE ET RECHERCHES*

SYNOPSIS

	Page
ARTICLE SPÉCIAL—PROGRÈS RÉCENTS DANS LE DOMAINE DE L'INSTRUCTION AU CANADA	891
SECTION 1. ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET SUPÉRIEUR	899
Sous-section 1. Ecoles sous contrôle provincial	900
Sous-section 2. Ecoles privées	905
Sous-section 3. Instruction supérieure	905
SECTION 2. RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES AU CANADA	911
SECTION 3. BIBLIOTHÈQUES	911
SECTION 4. MUSÉES ET BEAUX-ARTS AU CANADA	916

PROGRÈS RÉCENTS DANS LE DOMAINE DE L'INSTRUCTION AU CANADA

La guerre actuelle a porté à son point culminant le conflit entre le système démocratique et le système totalitaire de contrôle politique. A la démocratie, il incombe d'affronter ce défi et de fournir un système d'éducation qui donnera à l'individu le concept de sa responsabilité comme citoyen, dans le fonctionnement heureux du gouvernement représentatif. Les autorités de l'enseignement et les instituteurs canadiens ont déjà coordonné leurs forces pour faire face à ce défi. Au cours des quelques dernières années, les chefs de file du progrès de l'enseignement au Canada ont fait des efforts constructifs pour reviser et revivifier les méthodes éducationnelles au Canada.

Avant le XXe siècle, il n'y avait que deux organismes pédagogiques dont le champ d'action s'étendait à tout le Dominion; au cours des deux décennies depuis la guerre de 1914–18, plus de douze ont vu le jour et chacun, à sa façon, a aidé à créer une perspective nationale plus vaste en matière d'éducation. A la p. 1020 de l'Annuaire de 1938, il y a une énumération des plus grands organismes qui ont collaboré à établir un tel point de vue et fourni les moyens propres à l'échange de buts et d'intentions et à la discussion des méthodes à adopter. Le Conseil Canadien de l'Education Civique, établi en novembre 1940, a pour objectif un effort conjoint, de la part des autorités provinciales de l'enseignement et des instituteurs, en vue de formuler un programme d'activités et d'études à l'usage des écoles canadiennes qui enseignera à la jeunesse la véritable signification du civisme démocratique.

Les pages suivantes renferment une brève description des récents changements dans les méthodes éducationnelles au Canada. Bien que ces changements aient été inaugurés par des autorités distinctes, on ne peut se tromper sur leur similitude.

Enseignement primaire, secondaire et supérieur

Décentralisation du contrôle administratif.—La constitution du Canada stipule que les gouvernements provinciaux ont un contrôle autonome sur l'enseignement officiel. Le Dominion a certaines responsabilités en matière de protection des droits des groupes minoritaires et pourvoit aux écoles séparées pour la conservation

* Préfacé ou revisé, à moins d'indications contraires, par J. E. Robbins, M.A., Ph.D., chef, Branche de la Statistique de l'Education, Bureau Fédéral de la Statistique. Cette branche s'occupe de la compilation et de la publication de données comparables concernant les maisons d'enseignement de tout le Canada et collabore à cette fin avec les ministères provinciaux de l'Instruction Publique. Une liste des publications de cette branche paraît aux chapitres XXVIII, section 1, sous "Instruction Publique".

de leurs traditions religieuses et culturelles, à l'éducation générale des Indiens et à l'éducation de la population en dehors des frontières provinciales. De plus, il a collaboré avec les provinces dans l'établissement d'écoles techniques et a contribué généreusement à des mouvements plus récents en vue de l'éducation des adultes.

Il y a en effet dix systèmes d'instruction publique sous le contrôle provincial—la province de Québec a deux systèmes distincts sous une seule administration pour desservir les sections de langue française et de langue anglaise de la province. Au sein de l'administration provinciale, il y a encore une autre délégation de l'administration financière aux autorités municipales ou locales des districts scolaires. Cette politique a nécessairement retardé le rythme du développement de l'enseignement sur une base nationale. En plusieurs cas, les progrès ont été restreints par les conditions sociales et économiques locales; de plus, il s'est présenté des situations anormales où les facilités étaient inégales en des régions avoisinantes.

D'autre part, le système de contrôle provincial et local distinct a plusieurs avantages. Il a eu pour résultat de porter l'instruction à un degré élevé au pays—le recensement de 1931 révèle que plus de 96 p.c. de la population savaient lire et écrire—et il a favorisé le processus de l'assimilation raciale en sauvegardant les intérêts des groupes minoritaires. Grâce à ce système, les districts urbains et les districts ruraux progressifs ont pu ajouter à leurs programmes locaux les services médicaux scolaires et les arts culturels et appliqués. Bien qu'il ne se soit pas entièrement prêté au développement chez le peuple d'une conscience nationale et de concepts politiques de grande envergure, ce système a eu pour résultat de développer la conscience civique et la fierté collective.

Les provinces de l'Ouest ont récemment entrepris une expérience dans les grandes régions administratives. L'Alberta a amalgamé quelque 3,000 districts scolaires en 50 divisions scolaires environ et les résultats de l'expérience de trois ans sont très prometteurs. D'après ce système, la répartition plus équitable des taxes a permis d'obtenir des écoles centralisées pour les régions rurales, des instituteurs plus compétents, de l'outillage pour l'enseignement des sujets techniques et le transport gratuit de la maison à l'école et vice versa. En outre, il a été possible de dispenser régulièrement les services médicaux préventifs et la culture physique, que l'on ne pouvait pas maintenir dans les petits districts.

Coïncidemment avec l'expérience de l'Alberta, les provinces d'Ontario et de Manitoba ont fait leurs débuts en établissant, en quelques régions, une administration de township semblable au système adopté par la province de Québec. La Colombie Britannique et la Saskatchewan ont organisé des unités plus grandes sur une base expérimentale, et la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick en suivent étroitement les résultats en vue d'adopter des systèmes similaires.

Jardin d'enfance et enseignement élémentaire.—Les nouvelles approches de l'éducation démocratique au Canada mettent en relief les relations sociales en chaque stage de développement. Les jardins d'enfance ont pendant plusieurs années formé les jeunes Canadiens aux activités en groupe, aux jeux et à la dextérité, mais ce n'est qu'en ces dernières années que de semblables méthodes d'activité coopérative ont été adoptées dans les classes de l'instruction officielle.

Les habitudes de concentration mentale, contractées par suite d'un intérêt profond en une œuvre constructive entreprise par le groupe, constituent l'objectif des méthodes modernes de l'enseignement. L'instruction s'y incorpore, et les instincts naturels et la curiosité des enfants sont orientés vers les voies naturelles de l'expression sous une surveillance expérimentée.

Plusieurs jeunes Canadiens cessent leurs études proprement dites à leur sortie de l'école élémentaire. Pour cette raison, on met tout en œuvre pendant cette période de fréquentation scolaire pour insister sur l'importance de l'hygiène, pour enseigner la discipline dans les relations sociales, le respect des droits d'autrui et la nécessité de l'assistance mutuelle. Les instituteurs d'école élémentaire sont choisis pour leurs traits de personnalité contribuant à des relations heureuses dans la classe; il y a des cours spéciaux d'hygiène et de préparation et de réalisation de plans.

L'inspection médicale, une alimentation supplémentaire et des services de toxoïde sont à la disposition des enfants des classes élémentaires dans tous les centres urbains et dans un grand nombre de districts ruraux. Les autorités provinciales encouragent la formation de cercles et de clubs de jeunes patronnés par des organismes philantropiques et sociaux du pays. Les festivals de musique et de théâtre, de même que les concours sportifs, sont maintenant devenus une caractéristique des relations interscolaires et régionales.

Dans la plupart des provinces, les examens établis par les autorités départementales ont été remplacés dans une large mesure par un système d'avancement sur recommandation de l'instituteur. Il est maintenant possible pour un enfant d'avancer jusqu'à l'immatriculation universitaire sans se soumettre aux examens départementaux officiels. Ce système d'avancement est arrangé de façon à permettre plus de flexibilité dans le choix des sujets d'étude et à augmenter l'adaptabilité des élèves.

Enseignement secondaire.—A ce stage de développement éducationnel, alors que le sens du civisme reçoit sa première expression proprement dite, les degrés de l'enseignement ont été remodelés de manière à inclure une phase transitionnelle d'"études sociales" par laquelle l'adolescent passe à une étude plus explicite et plus détaillée de l'histoire, de la fonction gouvernementale et des sciences élémentaires. On a organisé des débats oratoires afin de former la jeunesse aux méthodes démocratiques de procédure. Des connaissances de première main sur le mécanisme du gouvernement représentatif s'obtiennent des conseils d'étudiants et du gouvernement autonome des étudiants; des organisations politiques, sociales et du bien-être public des "jeunes" fournissent des occasions de participer aux affaires régionales et publiques.

Les élèves qui poursuivent leurs études après l'école élémentaire, afin de développer leurs talents et leurs aptitudes, ont augmenté rapidement en nombre. On donne plus de temps à la culture physique et à l'hygiène—y compris l'économie domestique, les études sur la nutrition, un cours général sur la prévention des accidents et le secourisme.

Les écoles secondaires et les écoles de continuation des centres ruraux ont développé une technique d'enseignement qui, espère-t-on, restaurera l'équilibre entre la ville et la campagne au point de vue des chances de s'instruire et de trouver de l'emploi. Les cours sont basés sur l'enseignement pratique de l'agriculture, la mécanique agricole, l'économie domestique et les problèmes de l'écoulement des produits. Pour cette raison, l'école secondaire est devenue un facteur plus important dans la vie sociale et civique à la campagne. L'école et son outillage sont à la disposition des organismes de la région; la musique, le théâtre, la science ménagère et des programmes cinématographiques ayant trait aux affaires courantes sont devenus des caractéristiques régulières de cette œuvre. Ces activités ont suscité plus d'intérêt pour les affaires publiques, de même que pour la relation entre l'action législative et la vie sociale et économique de la communauté. De récentes expériences en forums agricoles effectués au moyen de la radio et de groupes d'auditeurs ont été couronnées

de succès. Les écoles secondaires rurales ont exercé une influence en ce sens sur la population agricole.

Enseignement supérieur.—La Conférence Nationale des Universités Canadiennes a été établie en 1911 pour discuter et étudier les problèmes relatifs à l'enseignement supérieur au Canada. Ses membres comprennent maintenant des représentants d'environ trente institutions canadiennes d'enseignement supérieur et du Conseil Consultatif Honoraire des Recherches Scientifiques et Industrielles.

Les Universités et les collèges canadiens obtiennent 32 p.c. de leurs recettes des honoraires versés par les étudiants, 42 p.c. des subventions du gouvernement, 13 p.c. de fondations privées et le reste de sources diverses. D'après ce système d'aide financière, les institutions dispensent le genre d'instruction requis par la région et, comme résultat, l'érudition extensive en plusieurs cas a été subordonnée à la spécialisation professionnelle. L'adoption d'un système combinant les arts et la formation professionnelle (avec le double but de dispenser l'érudition et la souplesse professionnelle) a donné à l'université canadienne un rang unique au monde. Par ce système, on a réussi à produire des diplômés qui ont fait des contributions louables au développement scientifique et humanitaire.

Les problèmes sociaux qui sont nés de la guerre de 1914–18 ont fait naître au Canada la politique d'obtenir une inscription plus représentative dans les universités basée sur des normes intellectuelles-potentielles et académiques plutôt que sur la situation économique. Pendant cette période, la formation des instituteurs s'est ajoutée pour la première fois aux activités de plusieurs universités, et toutes les provinces ont conféré des degrés en pédagogie dans le but d'améliorer les niveaux secondaire et élémentaire de l'enseignement. Une décennie de dépression économique prouva que l'assistance devait être plus considérable afin d'être efficace et afin que les universités pussent fournir le maximum d'influence sur le développement du pays dirigé d'après le système démocratique. Des sociétés savantes, des diplômés d'université, des organisations sociales et des personnes riches établirent des bourses et des systèmes d'aide aux étudiants qui furent d'un précieux secours.

Cependant, la déclaration de la guerre en septembre 1939 a de nouveau relégué à l'arrière-plan plusieurs questions relatives à l'enseignement avancé. En collaboration avec le Gouvernement, les méthodes administratives et la procédure ont été modifiées. Les cours en sciences appliquées et en médecine ont été condensés de manière à accélérer la création de diplômés. L'entraînement militaire, imposé par le Gouvernement à tous les universitaires, a été substitué aux sports pratiqués en temps de paix et l'on a entrepris des recherches intensives sur le développement scientifique et les problèmes sociaux. Les institutions de haut savoir n'ont pas moins contribué efficacement à l'effort de guerre en soutenant le moral de la population civile. Par l'intermédiaire de la presse et de la radio, les facultés des universités ont interprété les développements, clarifié les résultats et proclamé leur foi aux principes démocratiques. Ce service est une projection des activités extra-murales des universités dont fait mention la section sur l'éducation post-scolaire (voir pp. 895–896).

Enseignement professionnel et technique

Pendant plusieurs années, on a critiqué l'enseignement secondaire au Canada parce qu'il était livresque et manquait de contact avec l'industrie. Ce système a créé une 'brèche' psychologique entre les classes dirigeantes et les classes professionnelles, qui rendit difficiles la conciliation et les concessions mutuelles entre ces classes d'occupations. Pour permettre à ceux dont les talents sont d'une nature technique

plutôt qu'académique de poursuivre leurs études au delà de l'école élémentaire, les sujets commerciaux et les arts et les sciences appliqués sont maintenant au programme de l'école secondaire. Le cours est le même que celui des écoles académiques pour les études sociales, l'économie élémentaire et les éléments d'anglais (ou de français), mais il diffère au point de vue des arts et du commerce pratiques. Le Gouvernement fédéral aida les provinces à établir ces écoles au moyen de subventions substantielles et, afin d'obtenir un rendement maximum des immobilisations en outillage et en immeubles, les cours du soir pour les adultes et les jeunes gens employés devinrent la plus grande caractéristique de ce système.

Les changements dans l'économie nationale, les besoins pressants créés par le chômage et le déclenchement des hostilités nécessitèrent certains ajustements du plan original de collaboration fédérale. Sur recommandation de la Commission Royale sur le Chômage, on inaugura en 1937 le programme fédéral-provincial d'orientation de la jeunesse. Chaque province conclut un accord avec le Gouvernement fédéral en vue d'enseigner certains métiers aux jeunes gens inactifs et nécessiteux, les dépenses étant partagées également entre le Fédéral et les provinces. On établit des programmes régionaux destinés à faire acquérir de l'expérience pratique et l'on fit des arrangements avec les organisations industrielles locales pour la formation des apprentis. Le succès de ce système a permis de l'amplifier de façon à inclure la formation industrielle pour les exigences de guerre. Ces récents développements sont décrits en détail sous l'en-tête "Formation de la jeunesse et programme de formation industrielle de temps de guerre, 1940–41", aux pp. 686–692 du chapitre "Travail et Salaires".

Orientation professionnelle.—Aucune caractéristique du développement éducationnel moderne n'a plus d'influence directe sur la préparation au civisme démocratique que le travail accompli par les conseillers expérimentés de la jeunesse et par les psychologues.

Les recherches scientifiques sur les problèmes sociaux et la situation du chômage, entreprises durant la dernière décennie, ont révélé dans une certaine mesure le gaspillage d'argent, d'énergie et de talent causé par les inadaptés professionnels dans le monde ouvrier. Dans un effort pour avoir raison de ce gaspillage social, les autorités progressives de l'enseignement, en collaboration avec les autorités de l'hygiène publique, font maintenant entrer dans leurs personnels scolaires des psychologues et des conseillers. Les problèmes de comportement et de retard de formation sont étudiés avec sympathie et l'on fait des ajustements au plus tôt dans le stage de développement éducationnel; les enfants exceptionnellement brillants ont des chances d'avancement progressif, tandis que les enfants doués de talents spéciaux reçoivent des cours appropriés.

L'une des principales fonctions du personnel des conseillers consiste à aider l'étudiant âgé dans le choix d'une vocation ou d'une profession conforme à ses aptitudes naturelles et à ses intérêts. L'étude des chances courantes, des tendances dans les occupations et du coût de la formation, de même que la discussion des relations personnelles et de l'arrière-plan économique, forment la base du choix intelligent d'une carrière pour le futur citoyen.

Education post-scolaire.—*Œuvre extra-murale des universités.*—Les universités canadiennes ont contribué d'une façon caractéristique à l'éducation des adultes grâce aux cours extra-muraux et aux cours d'été ou partiels. Douze des dix-neuf institutions conférant des degrés ont des cours d'été réguliers qui donnent droit à des certificats en diverses matières menant au titre de bachelier ès arts et dans un ou deux cas, à celui de maître es arts. Dans la majorité des écoles, les étudiants

subissent le même examen que les étudiants réguliers; mais les conditions requises de la part de ceux qui suivent les cours réguliers diffèrent considérablement; toutefois la fréquentation n'est jamais plus longue que deux ans.

L'école d'été a été principalement établie pour permettre aux instituteurs des écoles élémentaires et secondaires de se perfectionner; l'inscription de ces étudiants a augmenté continuellement au cours des deux dernières décennies.

En outre des cours menant aux degrés, la plupart des universités donnent des cours abrégés sur des sujets intéressant spécialement la région desservie par l'université. Par exemple, l'Université St-François Xavier, en Nouvelle-Ecosse, a réhabilité de nombreux groupes de la population locale, dont les moyens de subsistance reposaient sur une industrie primaire, lorsque cette industrie a essuyé des revers. Elle a établi, pour les adultes, des cercles et des programmes d'études coopératives qui ont connu de grands succès. Ce système, une fois adapté, s'est répandu aux autres provinces du Canada et à des parties des Etats-Unis où les conditions économiques et sociales étaient semblables à celles où il a pris naissance.

Les universités de l'Ouest, considérant l'isolation géographique de certaines parties du pays et la diversité des origines raciales de la population, ont entrepris de fondre en un tout versatile et balancé les contributions culturelles de l'Ouest. Grâce à la radio, aux cours par correspondance et aux professeurs itinérants, les départements d'extension des universités font parvenir aux districts éloignés des programmes de beaux-arts, musique, littérature, arts manuels, hygiène et civisme.

Des cours d'été d'une semaine à dix jours, tout en constituant un congé, permettent d'acquérir des connaissances aux hommes et femmes qui, pendant de longues périodes de l'année, n'ont pas de contact personnel avec les influences sociales et culturelles ou à ceux dont les occupations ne laissent pas beaucoup de loisir pour l'étude.

Les répercussions de récents événements sur l'industrie agricole du Canada ont poussé les producteurs primaires d'aliments à s'organiser. Ce mouvement est étroitement lié à l'activité extra-murale des collèges agricoles canadiens et comprend un programme d'instruction pratique, de forums radiophoniques, de conférences saisonnières et d'entretiens offerts par les ministères provinciaux de l'Agriculture et la Société Radio-Canada.

Association pour l'Education des Travailleurs.—Le travail organisé dans la province d'Ontario, en 1918, a adopté un plan modelé sur celui qui existait au Royaume-Uni pour enseigner aux travailleurs professionnels des sujets étrangers à leurs métiers.

L'Université de Toronto a institué des classes du soir, des conférences de fin de semaine et des écoles saisonnières sous la direction de professeurs d'université ou de conférenciers diplômés d'université. Les cours d'études comprennent l'économie, la rhétorique et les problèmes administratifs du travail, les affaires internationales et les arts culturels. Les années suivantes, on a vu l'établissement d'écoles extra-murales semblables en collaboration avec les universités Dalhousie, McGill, Queen's, Western Ontario, du Manitoba et de l'Alberta; les universités de la Saskatchewan et de la Colombie Britannique projettent de tels cours. En 1919, il y avait 33 classes et près de 1,000 personnes inscrites; en 1937–38, il y avait 59 classes et 2,635 personnes inscrites.

Les activités de cette association sont financées par les subventions des gouvernements provinciaux ou les universités, les rétributions scolaires et des subventions substantielles de la Corporation Carnegie.

Association Canadienne pour l'Education des Adultes.—L'établissement d'un organisme national, en 1935, pour la coordination des organisations existantes s'occupant de l'éducation des adultes a suscité beaucoup d'intérêt parmi le public et a eu pour résultat une augmentation marquée des inscriptions aux cours. Grâce à l'aide substantielle fournie par la Corporation Carnegie, cette association s'est assuré un personnel à temps entier, a lancé un programme de cours d'études systématiques et progressives et éliminé les doubles emplois dans les organisations de district et les organisations nationales. L'Association accorde une attention particulière à l'arrangement de programmes d'activité et d'étude pour les sections rurales et isolées de la population, car elle considère que dans ce domaine l'amélioration de l'instruction constitue un besoin défini.

Organismes officieux.—Afin d'empêcher l'exploitation des occasions illimitées de propagande éducationnelle fournies par la radio, les chenaux d'irradiation de matières éducationnelles 'condensées' ont été soumis à des règlements nationaux. Les matières destinées à la radiodiffusion doivent être conformes aux normes reconnues et les groupes qui discutent à la radio doivent observer les règles de la discussion et les méthodes parlementaires reconnues.

Les organisations nationales collaborent avec la Société Radio-Canada dans l'organisation de programmes d'enseignement en affaires internationales, bien-être public, arts culturels, sciences et économique.

Service éducationnel pour les forces armées du Canada.—Lorsque la guerre éclata en 1939, la Légion Canadienne demanda au Ministère de la Défense Nationale l'autorisation de dispenser aux forces armées des services éducationnels et récréatifs. Elle avait en vue trois objectifs spécifiques: faire acquérir aux hommes sous les armes les qualités académiques et techniques supérieures requises pour la guerre mécanisée moderne; maintenir leur moral durant les périodes d'inactivité au moyen d'études et de récréations constructives; les préparer longtemps d'avance pour la démobilisation et le rétablissement dans la vie civile.

La Légion reçut le mandat précis de dispenser ces services éducationnels, en collaboration avec l'Association Canadienne pour l'Education des Adultes; les Services Educationnels de la Légion Canadienne devinrent l'intermédiaire officiel servant à fournir d'autres sujets d'étude à la Marine, à l'Armée et à l'Aviation.

Les quartiers administratifs ont été établis à Ottawa en relation étroite avec les autorités de la Défense et les activités ont été groupées sous cinq rubriques: administration, services sur place, cours par correspondance, services de bibliothèque, et autres plans d'enseignement et d'expérimentation.

Les autorités éducationnelles des provinces furent approchées en vue d'obtenir leur adhésion au projet; on leur demanda d'esquisser un cours d'études, comportant les mêmes avantages qu'un cours ordinaire, où se trouveraient incorporées les normes éducationnelles des neuf provinces et de Terre-Neuve et qui serait accepté par tous. Après avoir bien considéré le projet et examiné la valeur des cours, les provinces

donnèrent leur approbation, offrirent une collaboration et une assistance entières, et accordèrent une reconnaissance officielle aux cours proposés.

Services sur place.—Des organisateurs de l'enseignement furent assignés à chaque district militaire au Canada et l'on prit des dispositions pour les services d'outre-mer. Ces organisateurs ont une éducation universitaire ou l'équivalent, avec formation et expérience comme instituteurs d'école secondaire quand c'est possible. Le Ministère de la Défense Nationale a collaboré en fournissant des officiers éducateurs choisis parmi les officiers d'unités au Canada et en Grande-Bretagne pour aider à l'organisation des services sur place. Les activités de ces officiers comprennent l'enregistrement des étudiants, les épreuves individuelles et l'évaluation du niveau éducationnel de l'étudiant, l'organisation des classes et l'instruction proprement dite.

Cours par correspondance.—Un homme en service doit s'inscrire aux cours par correspondance par l'intermédiaire de l'officier commandant de son district qui peut lui accorder la permission de les entreprendre si, dans son opinion, il peut les poursuivre. Des demandes approuvées sont envoyées aux quartiers généraux et l'étudiant reçoit par la poste les instructions, les manuels et le nom de son instructeur par correspondance. Où qu'il se trouve, l'étudiant expédie par la poste ses cours complétés directement à son instructeur assigné. Des épreuves périodiques, sous la surveillance de l'officier éducateur sur place, sont également envoyées par la poste à l'instructeur par correspondance. Une fois terminé d'une façon satisfaisante l'équivalent d'une année d'étude en un sujet, un rapport certifié est porté au dossier militaire permanent de l'étudiant aux quartiers généraux de la Défense Nationale.

Les inscriptions à ces cours pour les hommes postés au Canada excèdent maintenant 18,000. Environ 53 p.c. des étudiants inscrits se sont enregistrés pour des cours techniques. Le génie automobile et les principes de la radio sont les sujets techniques où les inscriptions sont les plus considérables; les mathématiques ménent aux cours académiques. Cette répartition nous indique le degré élevé d'instruction requis par les forces de la défense.

Services de bibliothèque.—Pour compléter l'œuvre des services éducationnels et fournir des références, il a été établi un système moderne de bibliothèque avec quartier général à Ottawa. Des bibliothécaires professionnels et des autorités en fait d'entraînement pour la Marine, l'Armée et l'Aviation ont choisi des œuvres approuvées sur des sujets techniques et culturels pour distribution dans les différents districts militaires. Ces bibliothèques fonctionnent d'après des systèmes reconnus de bibliothéconomie et reçoivent la collaboration et l'assistance des associations de bibliothécaires.

Autres plans d'instruction et d'expérimentation.—On maintient une collaboration étroite avec le plan de formation aux métiers de l'armée et les cours de rafraîchissement du Corps d'Aviation Royal Canadien. Les jeunes gens possédant une instruction secondaire, excepté pour la dernière année, peuvent porter leur formation académique jusqu'au niveau de l'immatriculation junior—minimum requis pour la

formation des équipages de l'air—grâce aux cours d'anglais, de mathématiques et de physique établis par la Légion. On étudie présentement l'extension des cours de manière à inclure les sujets de la première année d'université et l'établissement de cours généraux sans cote d'équivalence.

Activités outre-mer.—Le directeur de l'enseignement outre-mer est responsable de la coordination des services pour l'armée active canadienne en Grande-Bretagne. La façon de procéder est semblable à celle qui a cours au Canada et des classes locales sont établies dans les divers cantonnements.

Les mathématiques, le génie diesel, le génie automobile, l'anglais et la comptabilité sont les sujets les plus populaires. On a établi une école d'art commercial, une école pour la formation des commis militaires et des classes pour l'enseignement pratique de la construction et de la métallurgie. Les conférences par des écrivains, des correspondants de guerre et des éducateurs éminents sont des caractéristiques régulières des services et les classes de conversation en anglais et autres langues, auxquelles s'ajoute l'attraction des disques de linguaphone, sont populaires.

Graduellement le cadre des cours a été amplifié de manière à inclure les sujets de la première année d'université, la musique, le journalisme et l'agriculture. Sous ce dernier rapport, on a organisé des excursions hebdomadaires à l'Université Reading où les jeunes fermiers ambitieux assistent à des conférences et à des démonstrations sur les méthodes agricoles anglaises.

Tous les membres de l'armée ont l'occasion de parvenir gratuitement à l'immatriculation universitaire, préparatoire à la formation en la profession ou métier de leur choix. Cette entreprise très récente d'enseignement post-scolaire ou d'instruction des adultes fait espérer des effets de grande portée sur la société démocratique canadienne au cours de la période de reconstruction qui doit suivre la cessation de la guerre.

Section 1.—Enseignement primaire, secondaire et supérieur

En vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, l'instruction publique au Canada, à l'exception des écoles des Indiens, relève des gouvernements provinciaux. Chaque province a maintenant un système d'écoles élémentaires et secondaires, en majeure partie administré financièrement par des commissions locales et aidé par des octrois provinciaux. Il y a aussi des écoles privées dans toutes les provinces, c'est-à-dire des écoles qui ne sont pas administrées par des commissions électives ou nommées par la population et qui ne sont pas soutenues à même les fonds publics. Mais, comparativement aux écoles publiques, leur fréquentation n'est pas considérable. Dans le domaine de l'instruction supérieure, six provinces entretiennent chacune une université. Chacune des trois autres ont un ou plusieurs collèges soutenus à même les fonds de la province.

Le tableau 1 donne les statistiques de l'inscription dans quatre catégories différentes de maisons d'enseignement, y compris les écoles des Indiens relevant du Fédéral. Ces écoles sont étudiées plus en détail dans le chapitre XXVII, "Administrations diverses", qui donne aussi d'autres renseignements sur les affaires indiennes.

1.—Inscription des maisons d'enseignement, par province, année scolaire 1938-39

Genre d'institution	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ecoles sous contrôle provincial—					
Ordinaires et techniques de jour	18,308	116,958	94,243	595,060[1]	679,345
Du soir	Nil	3,807	2,050	18,643[1]	39,050
Ecoles par correspondance	"	681	Nil	Nil	2,800
Ecoles spéciales[2]	"	452	"	1,242	2,346
Ecoles normales	[3]	312	280	2,893	990
Ecoles sous contrôle privé—					
Ecoles ordinaires du jour	612	2,671	2,633	55,484	12,498
Ecoles de commerce	178	834	325	5,209	7,692
Fédérales—Ecoles indiennes	13	431	326	1,708	4,829
Universités et collèges—					
Cours préparatoires	505	339	512	14,451	3,024
Cours universitaires	116	2,546	1,245	12,403	19,161
Autres cours universitaires[4]	64	22,435	571	11,514	15,537
Totaux	**19,796**	**151,466**	**102,185**	**718,607**	**787,272**
Population, 1939[5]	95,000	554,000	451,000	3,210,000	3,752,000

	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Canada
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ecoles sous contrôle provincial—					
Ordinaires et techniques de jour	137,220	206,603	163,241	120,934	2,132,087[6]
Du soir	930	1,412	1,400	34,285	101,577
Ecoles par correspondance	2,502	8,299	2,815	3,103	20,200
Ecoles spéciales[2]	608	107	210	97	5,062
Ecoles normales	148	840	472	200	6,135
Ecoles sous contrôle privé—					
Ecoles ordinaires du jour	4,764	2,026	3,834	5,138	89,660
Ecoles de commerce	3,192	913	1,644	1,634	21,621
Fédérales—Ecoles indiennes	2,433	2,478	2,010	4,086	18,752[7]
Universités et collèges—					
Cours préparatoires	465	518	371	Nil	20,185
Cours universitaires	3,194	3,811	2,342	3,387	48,205
Autres cours universitaires[4]	1,977	1,997	418	1,117	55,630
Totaux	**157,433**	**229,004**	**178,757**	**173,981**	**2,519,114[6,7]**
Population, 1939[5]	727,000	949,000	789,000	774,000	11,315,000[8]

[1] Chiffres de 1937-38. [2] Ecoles pour aveugles, sourds et arriérés mentaux. Ce sont des pensionnats et plusieurs élèves viennent d'une province autre que celle ou ils vont à l'école. [3] Compris avec "Universités et Collèges—Cours préparatoires". [4] Y compris ces écoles départementales d'été pour instituteurs en Ontario et en Colombie Britannique dont les cours ne sont pas donnés dans les universités ou les collèges. [5] Estimation officielle, du 1er juin, p. 70. [6] Comprend 175 dans les écoles ordinaires de jour pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest. [7] Comprend 438 dans les écoles indiennes fédérales du Yukon et des Territoires du Nord Ouest. [8] Comprend une population estimative de 14,000 au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest.

Sous-section 1.—Ecoles sous contrôle provincial

Un aperçu des systèmes provinciaux d'administration scolaire paraît aux pp. 996–998 de l'Annuaire de 1937. Le tableau **1** donne l'inscription dans les écoles sous contrôle provincial, les écoles privées, les écoles fédérales, les universités et collèges. Un tableau, à la p. 1000 de l'Annuaire de 1937, donne un état de l'enregistrement annuel par province de 1911 à 1935, de même que la moyenne d'assistance quotidienne, indiquée aussi au tableau **2.** Les données sur la moyenne d'assistance quotidienne sont les plus comparables entre les provinces et probablement les plus

significatives à plusieurs points de vue. Les deux chiffres sont presque stationnaires, sinon à la baisse, depuis plusieurs années dans toutes les provinces, en raison du nombre décroissant chaque année de jeunes enfants entrant aux écoles. La diminution serait beaucoup plus marquée si les enfants plus âgés n'avaient pas une tendance à fréquenter les écoles plus longtemps. L'importance de cette dernière tendance est signalée aux pp. 992–993 de l'Annuaire de 1937.

2.—Moyenne d'assistance quotidienne dans les écoles provinciales, par province, 1926-39

NOTA.—Les chiffres des années antérieures à 1911 se trouvent aux pp. 853-854 de l'Annuaire de 1932 et ceux de 1911 à 1925, à la p. 1000 de l'Annuaire de 1937.

Année	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man	Sask.	Alta	C.B.	Total
1926.....	11,823	80,446	58,731	448,252	512,175	106,809	152,430	108,881	85,293	1,564,840
1927.....	11,777	81,426	61,070	452,757	528,485	106,793	157,392	112,401	88,306	1,600,407
1928.....	12,123	82,591	62,205	461,228	535,691	114,270	157,207	116,245	91,760	1,633,320
1929.....	12,144	84,275	63,312	468,537	583,334	116,766	161,658	120,229	94,410	1,704,665
1930.....	12,201	85,080	65,726	478,682	592,265	117,037	169,893	129,371	96,196	1,746,451
1931.....	12,721	87,418	70,856	502,890	597,164	120,703	176,716	134,112	99,375	1,801,955
1932.....	13,119	89,513	71,423	518,921	606,867	122,843	176,916	136,711	103,510	1,839,823
1933.....	13,810	93,866	72,204	525,215	614,357	121,190	175,002	137,558	104,978	1,858,180
1934.....	13,399	93,294	72,109	542,355	611,000[1]	120,314	175,457	139,155	103,408	1,870,491[1]
1935.....	13,496	90,565	70,757	539,441	609,269	117,379	175,323	136,202	104,824	1,857,256
1936.....	13,140	92,279	71,132	539,675	601,758	115,671	164,104	132,725	101,873	1,832,357
1937.....	13,313	92,713	72,691	541,681	605,778	117,244	165,465	133,109	104,044	1,846,038
1938.....	13,498	93,231	73,041	549,398	607,851	116,650	173,205	135,163	106,515	1,868,552
1939.....	13,439	93,291	73,248	[2]	605,501	116,255	163,356	138,392	107,660	–

[1] Approximation. [2] Inconnu.

Un relevé de la distribution d'âge des élèves dans les écoles provinciales de toutes les provinces est présenté dans le tableau **3.** Les âges des garçons et des filles ne sont pas indiqués séparément et il convient de mentionner que chez les garçons il y a une tendance évidente à quitter l'école plus tôt que les filles. Le tableau de la page 1001 de l'Annuaire de 1937 établit une comparaison entre le nombre de garçons et celui de filles dans les degrés secondaires de sept provinces, de 1911 à 1935.

3.—Distribution d'âge des élèves fréquentant les écoles provinciales, par province, 1939

Age	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.
5 ans ou moins...	193	1,411	7,577	65,238	12,576	589	1,184	141	92
6 "	1,090	6,723			42,928	7,912	9,691	5,826	4,577
7 "	1,652	10,442	9,240		60,000	11,844	17,650	14,155	9,419
8 "	1,819	11,281	9,444		63,438	12,398	19,384	15,757	10,405
9 "	1,815	11,043	9,311		65,593	12,862	19,632	15,871	10,741
10 "	1,807	11,013	9,358	481,324	65,843	12,793	19,712	15,594	10,610
11 "	1,757	11,024	9,267		63,879	13,192	19,440	15,015	10,437
12 "	1,856	10,688	9,437		62,245	13,290	19,681	15,288	10,738
13 "	1,785	10,902	8,694		64,554	13,248	19,188	15,176	11,014
14 "	1,638	10,367	7,490	72,112	58,224	12,803	18,941	14,832	11,218
15 "	1,368	8,749	5,498		47,679	10,366	15,369	12,893	10,580
16 "	753	6,294	3,732	23,857	31,287	7,906	10,296	9,068	8,544
17 "	355	3,942	2,232		20,214	4,905	7,269	6,535	6,455
18 "	123	1,999	1,244		12,208	2,184	4,527	3,999	3,560
19 "	34	778	442	3,858	5,407	679	2,157	2,032	1,267
20 "	3	200	131		1,813	249	836	648	249
21 ans ou plus.....	8	102	81		914		733	411	153
Totaux, classifiés	**18,056**	**116,958**	**93,148**	**646,389**	**678,802**	**137,220**	**205,690**	**163,241**	**120,059**
Non classifiés....	**252**	**Nil**	**1,095**	**Nil**	**Nil**	**Nil**	**913**	**Nil**	**875**

Personnel enseignant.—En 1939, le personnel enseignant des écoles de jour sous le contrôle provincial se compose de 74,549 instituteurs, dont 19,554 hommes et 54,995 femmes. L'augmentation de 4,700 instituteurs depuis 1930 est fournie en entier par les hommes. Le tableau **4** résume les statistiques relatives au traitement des instituteurs, excepté pour le Québec où il n'existe pas de données comparables. Un rapport distinct, "Education élémentaire et éducation secondaire au Canada, 1938–40", traite en détail de la classification de ces instituteurs, de leurs traitements et leur expérience dans l'enseignement.

4.—Instituteurs dans toutes les écoles sous contrôle provincial, classifiés selon le traitement qu'ils reçoivent, pour huit provinces, 1939

NOTA.—Les chiffres comparables n'existent pas pour le Québec.

Traitement	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
Moins de $325	25	Nil	19	5	6	31	Nil	Nil
$ 325–$ 424	50	194	574	86	44	611	"	"
425– 524	382	921	721	404	854	2,663	"	"
525– 624	83	685	303	1,530	838	1,582	47	"
625– 724	35	300	181	3,338	363	703	732	"
725– 824	32	256	176	2,285	291	370	1,052	468
825– 924	33	177	116	1,908	181	271	1,987	430
925– 1,024	8	173	84	1,407	226	261	463	352
1,025– 1,124	2	135	47	1,062	123	115	209	277
1,125– 1,224	3	171	101	966	113	87	198	322
1,225– 1,324	Nil	115	84	665	108	110	138	256
1,325– 1,424	"	66	132	671	76	93	105	220
1,425– 1,524	5	33	38	833	76	149	150	201
1,525– 1,624	1	21	30	637	237	47	98	163
1,625– 1,724	Nil	25	17	457	88	37	192	478
1,725– 1,824	2	20	15	594	66	41	111	89
1,825– 1,924	Nil	22	23	467	119	46	58	75
1,925– 2,024	"	10	16	361	22	20	50	83
2,025– 2,124	"	15	16	296	29	18	59	61
2,125– 2,224	"	10	15	1,085	18	19	38	85
2,225– 2,324	"	16	24	313	38	15	21	69
2,325– 2,424	"	8	8	198	47	17	27	52
2,425– 2,524	"	12	3	189	22	13	36	55
2,525– 2,624	"	5	3	244	14	31	22	24
2,625– 2,724	"	3	2	198	6	4	59	64
2,725– 2,824	"	4	5	263	7	6	16	30
2,825– 2,924	"	2	Nil	258	34	8	18	31
2,925– 3,024	"	1	"	134	2	1	10	109
3,025– 3,524	"	8	1	613	20	8	54	54
3,525– 4,024	"	1	2	217	1	Nil	13	10
4,025 ou plus	"	Nil	Nil	36	4	"	Nil	6
Non spécifié	6	"	11	1	27	38	"	12
Totaux	**667**	**3,409**	**2,767**	**21,721**	**4,100**	**7,415**	**5,963**	**4,076**

Enseignement technique.—Depuis la guerre de 1914–18, l'instruction tend à se diversifier une fois arrivée au stage secondaire. L'inscription aux écoles techniques de jour a augmenté au cours des cinq dernières années et, grâce à la collaboration du Fédéral et des provinces, les édifices ont été agrandis et l'outillage augmenté. Des renseignements concernant l'utilisation des écoles techniques pour la formation de la jeunesse et le programme de formation industrielle de temps de guerre se trouvent aux pp. 686–691. Durant la période de dix ans, les étudiants en technique ont augmenté en plus grande proportion que les étudiants académiques. Ils ont presque doublé, tandis que les autres ont augmenté de moins de la moitié.

Sur 35 villes canadiennes ayant une population de plus de 20,000 âmes, il y en a 26 qui ont une école technique de jour. Trois des villes qui n'en ont pas—Verdun, Outremont et Westmount—ont accès à l'école technique de Montréal. Les autres sont, par ordre d'importance: Winnipeg, Halifax, Sherbrooke, Sydney, Glace Bay et Moncton, les quatre dernières étant parmi les plus petites villes du groupe. Les classes techniques du soir existent dans presque le même nombre de grandes villes, quoique ce ne soit pas les mêmes; celles qui n'en ont pas se trouvent toutes dans l'Ontario et le Québec.

Parmi les 103 villes dont la population varie entre 5,000 et 20,000 âmes, environ un quart ont des écoles techniques de jour et un même nombre ont des classes techniques du soir. Dans les petits centres, les écoles de jour sont extrêmement rares, car il y a près de 400 endroits dont la population varie entre 1,000 et 5,000 âmes et il n'y a que six écoles. Toutefois, un nombre considérable fournissent des cours du soir ayant un caractère technique.

Comme il n'y a pas de renseignements relatifs au nombre de centres dispensant l'enseignement commercial dans le Québec, mention n'est faite que pour huit provinces. La différence principale à remarquer, comparativement à l'étendue de l'autre enseignement technique, c'est qu'environ deux fois autant de villes et de cités plus petites donnent des cours commerciaux dans leurs lycées. Il y a des écoles commerciales privées dans un bon nombre d'autres, bien qu'elles soient également rares dans les endroits dont la population est inférieure à 5,000 âmes.

*Loi d'enseignement technique**.—En vertu des stipulations de la loi d'enseignement technique de 1919 et de ses modifications, seule la province de Manitoba reçoit encore des subventions; toutes les autres provinces ont reçu en entier la part qui leur était allouée. La décennie au cours de laquelle des subventions étaient accordées en vertu de la loi de 1919 a pris fin le 31 mars 1929. A cette époque, seule la province d'Ontario avait reçu toute la somme qui lui était appropriée; le ch. 8 des statuts de 1929 accordait aux huit autres provinces une nouvelle période de cinq ans pour acquérir le reste de leurs parts respectives. A l'expiration de ce délai, plusieurs provinces avaient encore des sommes importantes à leur crédit, et la loi a été maintenue pour un autre terme quinquennal lors de la session du Parlement en 1934. A la fin de cette période seule la province de Manitoba avait une balance indépensée; le ch. 8 des statuts de 1939 a accordé une fois de plus à cette province cinq autres années pendant lesquelles elle acquerra le reste de sa répartition original, lequel s'élevait à $244,490 au début de l'exercice financier de 1940–41.

Statistiques financières.—Le tableau 5 donne des états comparables des finances des commissions scolaires dans les provinces, autant que les données existantes le permettent.

* Revisé sous la direction de Bryce M. Stewart, Ph.D., sous-ministre, Ministère du Travail.

5.—Budget des écoles sous le contrôle provincial au Canada, par province, 1926, 1931, 1936 et les dernières années fiscales

NOTA.—Les recettes données dans le tableau suivant ne comprennent aucune somme provenant de prêts ou de la vente d'obligations, vu que tout revenu de cette sorte doit être payé plus tard avec l'argent provenant des taxes. A l'exception des Provinces Maritimes, dont les statistiques ne sont pas connues, la dette obligataire totale des écoles de chaque province est donnée annuellement, indiquant ainsi l'augmentation ou la diminution nette par année. Les chiffres de 1914 à 1925 paraissent aux pp. 1019–1021 de l'Annuaire de 1936 et ceux des années intermédiaires depuis 1926, au tableau correspondant des éditions de 1937-1938, 1939 et 1940.

Province et année	Subventions du gouvernement	Taxes locales	Revenu des comtés	Revenu total courant[1]	Dette obligataire	Ecoles ouvertes
	$	$	$	$	$	nomb.
Ile du Prince-Edouard—						
1926	242,336[2]	171,650	Nil	413,986		469
1931	258,905[2]	189,444	"	448,349		469
1936	265,723[2]	199,172	"	464,895		473
1938	271,934[2]	170,509	"	442,443		475
1939	274,323[2]	175,244	"	449,567		474
Nouvelle-Ecosse—						
1926	365,219[2]	2,393,155	497,229	3,255,603	[3]	1,704
1931	509,462[2]	2,657,780	493,533	3,660,775		1,714
1936	650,606[2]	2,556,905	482,398	3,689,909		1,719
1938	688,073[2]	2,650,580	479,063	3,817,716		1,767
1939	718,546[2]	2,863,433	478,256	4,060,235		1,775
Nouveau-Brunswick—						
1926	511,350[2]	2,263,082	213,066	2,987,498		1,459
1931	459,029[2]	2,467,510	210,500	3,137,039		1,483
1936	462,182[2]	1,964,287	223,493	2,649,962	4,961,800	1,518
1938	519,639[2]	[3]	225,244	[3]	4,747,500	1,547
1939	534,315[2]	2,410,130	227,690	3,172,135	[3]	1,553
Québec—						
1926	993,509	15,647,512	Nil	17,271,783	50,413,950	1,800
1931	1,429,033	18,697,183	"	20,742,951	65,886,105	1,827
1936	1,316,019	18,575,530	"	20,548,403	79,556,117	1,860
1937	1,306,691	17,752,626	"	19,754,490	79,275,399	1,868
1938	—	—	—	—	—	1,883
Ontario—						
1926	4,775,853	30,903,925[4]	1,774,592	37,605,519	71,061,955	
1931	6,276,666	39,544,376[4]	3,100,225	49,351,714	88,781,934	
1936	4,837,275	35,930,987[4]	2,173,659	42,941,921[5]	76,623,629	6,600
1937	5,645,381	37,411,648[4]	2,003,486	45,060,515	67,521,000	(approx.)
1938	6,721,576	38,958,906[4]	1,968,253	47,648,735	64,695,323	
Manitoba—						
1926	1,091,151	7,302,044[6]	Nil	8,393,195	14,790,474	1,862
1931	1,310,587	7,675,879[6]	"	8,986,466	15,006,997	1,938
1936	988,434	5,635,473[6]	"	6,623,907	14,592,013	1,902
1938	1,128,656	7,890,471[6]	"	9,019,127	14,805,883	1,892
1939	1,172,783	6,850,783[6]	"	8,023,566	14,056,112	1,889
Saskatchewan—						
1926	2,265,481	10,696,154	Nil	13,111,829	11,933,064	4,525
1931	2,704,242	8,114,719	"	11,015,486	15,945,934	4,796
1936	1,638,417	6,307,000	"	8,106,904	13,999,736	4,938
1938	2,310,660	5,369,000	"	7,679,660	13,406,617	4,927
1939	2,305,375	7,254,500	"	9,559,875	12,936,569	—
Alberta—						
1926	1,137,638	8,241,715	Nil	9,491,130	10,704,634	3,124
1931	1,511,776	8,931,880	"	10,599,204	12,026,157	3,395
1936	1,390,238	7,540,419	"	9,065,132	9,359,594	3,542
1938	1,635,503	8,060,275	"	9,841,294	8,006,090	3,592[7]
1939	1,809,392	8,387,514	"	10,325,334	7,653,468	3,596[7]
Colombie Britannique—						
1926	2,380,668	5,095,420	Nil	7,476,088	12,101,417	[3]
1931	2,856,376	6,226,661	"	9,083,037	15,936,753	811
1936	2,270,466	5,802,969	"	8,073,435	14,631,839	773
1938	2,613,981	6,668,404	"	9,282,385	14,440,995	741
1939	2,722,702	7,009,070	"	9,731,772	14,379,553	721
1940	2,635,680	6,935,916	"	9,571,596	[3]	720

[1] Y compris les honoraires d'enseignement quand ils sont déclarés. [2] Y compris les contributions aux salaires des instituteurs dans les Provinces Maritimes; y compris au Nouveau-Brunswick les subventions aux écoles par la commission de l'instruction professionnelle. [3] Chiffres non disponibles. [4] Comprend la subvention du township pour les salaires des instituteurs des écoles publiques rurales. [5] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940. [6] Dans les municipalités rurales du Manitoba environ les trois cinquièmes de support des écoles sont défrayés par une taxe uniforme imposée à toute la municipalité. [7] Des "divisions scolaires" plus importantes sont établies pour exercer plusieurs des fonctions administratives autrefois limitées aux districts d'écoles rurales, bien que les districts soient maintenus pour certaines fins.

Sous-section 2.—Ecoles privées

Ecoles élémentaires et secondaires privées.—Dans chaque province, sauf le Québec, il y a plusieurs écoles qui donnent un enseignement similaire à celui des écoles ordinaires sous le contrôle provincial mais qui ne sont ni financées ni administrées par la province et qui, par conséquent, ne sont pas comprises dans la sous-section 1. A l'exception du Québec, les écoles privées dans les différentes provinces comprennent environ 2 à 4 p.c. des élèves élémentaires ou secondaires. Dans le Québec, la proportion est d'environ 10 p.c., mais la plupart de ces écoles sont subventionnées par le gouvernement et les rapports en tiennent un relevé semblable à celui des écoles publiques; dans quelques cas (moyenne de fréquentation quotidienne par exemple) ce relevé est inséparable de celui des écoles publiques. Aussi leurs statistiques sont-elles comprises dans la sous-section 1. Cependant le tableau 6 rend compte, à intervalles, de l'inscription depuis 1921 alors que la Branche de l'Education du Bureau Fédéral de la Statistique commençait à colliger les rapports des écoles privées. Un répertoire des écoles a paru dans l'"Aperçu Annuel sur l'Education, 1936".

6.—Inscription dans les écoles élémentaires et secondaires privées au Canada, par province, 1921, 1926, 1931 et 1936-39

NOTA.—Les chiffres pour les années d'intervalle sont donnés à la page 1007 de l'Annuaire de 1937

Année	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Total
1921	682	3,047	2,607	54,671	9,961	3,149	1,608	2,274	3,159	81,158
1926	580	2,956	3,528	54,767	10,126	4,534	2,358	2,281	4,624	85,754
1931	570	2,746	3,625	57,320	12,214	5,864	2,853	2,944	5,276	93,412
1936	547	3,044	2,784	55,775	12,097[1]	5,131	2,003	3,083	4,530[1]	88,994[1]
1937	597	2,977	2,395	57,031	12,531[1]	5,157	1,931	3,594	4,686	90,899[1]
1938	552	2,723	2,954	60,993	12,782[1]	5,011	1,897	3,222	4,968	95,102[1]
1939	612	2,671	2,633	55,484	12,983	4,764	2,026	3,834	5,138	90,145

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.

Collèges commerciaux.—Dans le domaine de l'instruction, il y a des écoles autres que les élémentaires et secondaires, dont le groupe le plus important s'occupe de l'initiation aux affaires et au commerce. Un rapport sur l'inscription de ce groupe a aussi été préparé par la Branche de l'Education du Bureau Fédéral de la Statistique, depuis 1921.

7.—Collèges commerciaux privés au Canada: inscription par province, 1921, 1926, 1931 et 1936-39

NOTA.—Les chiffres pour les années d'intervalle sont donnés aux pp. 1007-08 de l'Annuaire de 1937.

Année	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Alta	Sask.	C.B.	Total
1921	85	1,280	740	4,319	14,537	3,538	1,333	2,216	1,986	30,034
1926	114	766	722	2,743	10,314	3,502	1,436	2,739	2,230	24,566
1931	140	775	671	2,807	9,732	3,087	1,400	1,629	2,180	22,421
1936	175	585	366	3,218	6,790	2,773	873	1,527	1,197	17,504
1937	188	720	373	4,133	7,548	3,164	912	1,641	1,853	20,532
1938	173	775	336	5,367	9,085	3,814	870	1,742	1,781	23,943
1939	178	834	325	5,209	7,692	3,192	913	1,644	1,634	21,621

Sous-section 3.—Instruction supérieure

Les éditions de l'Annuaire, antérieurement à 1938, renferment d'abondants détails sur les universités et collèges au point de vue inscription, degrés, personnels enseignants et finances. On peut obtenir des statistiques détaillées et historiques plus récentes à ce sujet en consultant le rapport "Education supérieure au Canada, 1938-40", publié par le Bureau Fédéral de la Statistique.

Tendances des revenus courants depuis 1921.—Les revenus déclarés s'élèvent de moins de $10,000,000 en 1921 et 1922 à près de $14,000,000 en 1931, puis après avoir décliné pendant quatre ans, remontent à leur niveau actuel de $16,000,000. Depuis le déclin commencé en 1931, plusieurs institutions ont accusé de lourds déficits. La preuve que les fonds au compte capital ont servi dans une certaine mesure à subvenir à ces déficits est indiquée dans la dernière colonne du tableau 8 où est inscrite la valeur des fondations et autres propriétés rapportant des revenus.

Les sources de revenu ont subi des changements importants. Les pourcentages suivants résument ces modifications:—

	P.c. du revenu total contribué	
	1921	1940
Subventions du gouvernement	49·8	42·9
Honoraires reçus des étudiants	20·1	32·3
Fondations	16·4	12·5
Diverses (y compris les ordres religieux)	13·7	12·3
Toutes sources	100·0	100·0

Les étudiants sont appelés à contribuer une proportion nettement plus forte de l'argent nécessaire à l'administration des universités, tandis que les autres sources de revenu—subventions provinciales, intérêt, etc.—ont décliné, relativement, de façon à peu près égale. C'est une tendance qui, non accompagnée d'une augmentation substantielle quelconque des fonds disponibles pour venir en aide à l'étudiant, est de nature à faire des moyens financiers, plutôt que des aptitudes intellectuelles, la condition fondamentale requise pour l'instruction universitaire au Canada.

D'après les bourses d'études actuellement existantes, un seul diplômé de high school sur cent peut recevoir une aide financière, c'est-à-dire un seulement sur sept ou huit qui s'inscrivent à l'université. Les autres doivent dépendre de moyens privés—sauf quelques exceptions comme ceux qui bénéficient actuellement de l'assistance accordée aux étudiants en vertu du plan fédéral-provincial pour la formation de la jeunesse.

Même dans les universités soutenues par les provinces, en temps normal, les étudiants ne sont pas admis sans honoraires comme c'est encore la pratique dans certaines universités d'Etats américains et d'autres pays. Ces dix dernières années, l'augmentation des rétributions pour un an dans le cours des Arts aux universités provinciales a varié de 37 à 200 p.c. ou, en moyenne, d'environ 80 p.c. pour les 7,000 étudiants concernés.

Revenus des universités et des collèges en 1940.—Le revenu courant des universités et des collèges (environ $16,244,000 en 1940), indiqué au tableau 8, ne comprend pas celui de la pension et du logement. Toutefois, il ne représente pas tout le revenu pour fins d'instruction supérieure. Certains collèges ont des départements préparatoires et la plupart des universités importantes dépensent des parties considérables de leurs revenus pour des services d'extension ouverts au public en général. La déduction de telles sommes et l'addition d'une estimation pour les institutions qui n'ont pas fait rapport (comprenant 20 p.c. de l'inscription totale) semblent indiquer que le montant total disponible pour l'administration des institutions d'enseignement supérieur au Canada se chiffre entre $17,000,000 et $18,000,000 l'année académique terminée en 1940.

Pour mieux saisir la portée de cette somme, on peut la considérer en fonction du soutien accordé à d'autres institutions éducationnelles ou culturelles. Elle équivaut à environ la moitié des recettes des cinémas, à environ le tiers de la somme

requise pour la publication de nos journaux et magazines ou au huitième du montant contribué au soutien des écoles élémentaires et secondaires.

Ressources immobilisées.—La valeur des établissements universitaires (terrains, édifices et outillage) a presque doublé de 1921 à 1932; la moyenne d'augmentation annuelle des institutions qui ont fait rapport atteint près de $4,000,000. Il y a eu très peu de changement de 1932 à 1939 et la moyenne de huit ans s'établit à moins de $2,500,000 par année. Cependant, l'augmentation en 1940 par rapport à 1939 s'élève à $3,300,000.

Comme on pouvait s'y attendre, les additions aux fondations n'ont pas marché de pair avec les additions aux établissements. Même durant la crise économique il s'est fait un peu de construction, mais apparemment l'effondrement du marché en 1929 a fait cesser de façon décisive les additions aux fondations. Pour la période de vingt ans, l'augmentation annuelle moyenne des propriétés autres que les établissements équivaut à environ $1,500,000. De fait, la valeur nominale, qui en 1921 était de $28,000,000, a doublé mais sa productivité, sous forme d'intérêt et de dividendes, ne s'est accrue que d'environ un tiers.

L'augmentation des ressources immobilisées de toutes sortes, au cours de la période de vingt ans, de 1921 à 1940, s'établit à $4,000,000 par année—de $76,000,000 à $152,000,000.

8.—Statistiques financières des universités et des collèges au Canada, 1921-40

NOTA.—Ce tableau donne un relevé du revenu annuel depuis 1921 des grandes universités et de plusieurs collèges du Canada. Les institutions omises sont en majeure partie celles qui sont dirigées par des ordres religieux, où les professeurs ne reçoivent que peu ou pas de salaires, et dont par conséquent les rapports financiers ne présentent pas un état comparable. Les institutions incluses comptent environ 80 p.c. des universitaires réguliers au cours de la période.

Année	Revenu courant					Déficits[2]	Surplus[2]	Valeur des ressources immobilisées	
	Fondations	Subventions du Gouvernement	Honoraires des étudiants[1]	Divers	Total			Etablissements[3]	Fondations
	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000
1921....	1,497	4,522	1,826	1,244	9,089	80	194	48,124	28,328
1922....	1,709	4,811	1,974	1,295	9,789	96	275	52,784	33,313
1923....	1,848	5,186	2,070	1,063	10,167	148	191	56,461	36,394
1924....	1,934	5,141	2,077	1,457	10,609	192	100	59,765	39,724
1925....	1,924	5,038	2,114	1,562	10,638	247	214	61,665	39,744
1926....	2,148	5,471	2,380	1,236	11,235	192	132	65,708	42,157
1927....	2,183	5,860	2,473	1,233	11,749	262	139	68,158	43,842
1928....	2,293	6,132	2,810	1,211	12,446	379	255	70,480	44,577
1929....	2,340	6,195	3,030	1,194	12,759	426	213	71,639	48,554
1930....	2,344	6,529	3,142	1,637	13,652	507	311	74,865	48,112
1931....	2,258	6,925	3,323	1,455	13,961	600	126	82,403	48,459
1932....	2,135	6,578	3,615	1,453	13,781	931	85	89,017	50,172
1933....	1,933	5,972	3,992	1,540	13,437	462	156	89,961	49,274
1934....	1,924	5,587	3,975	1,625	13,111	610	175	89,635	52,339
1935....	1,879	5,635	3,919	1,483	12,916	600	93	89,973	53,939
1936....	1,950	5,359	4,457	1,535	13,301	543	115	88,541	54,378
1937....	1,986	5,883	4,616	1,396	13,881	406	142	89,111	49,918
1938....	2,099	6,040	4,784	1,739	14,662	555	102	90,867	56,685
1939....	2,017	6,417	4,977	1,807	15,218	676	45	91,342	57,070
1940....	2,025	6,974	5,255	1,990	16,244	333	286	94,644	57,945

[1] Pension et logement non compris. [2] Déficit ou surplus global des institutions faisant rapport.
[3] Terrains, édifices et outillage.

Gradués des institutions d'enseignement supérieur.—Il y a une augmentation d'environ 50 p.c. dans le nombre annuel de gradués d'universités depuis 1923 ou 1924, années où les anomalies de l'enregistrement résultant de la guerre de 1914-18 disparurent presque toutes. Près de 3 p.c. des jeunes canadiens et cana-

diennes deviennent des diplômés d'université—environ 4 p.c. des jeunes hommes et 1·5 p.c. des jeunes filles. La proportion de ceux qui obtiennent leurs diplômes en arts ou en sciences est présentement près du double de celle d'il y a quinze ans. Par contre, dans plusieurs autres facultés, cette proportion n'a pas augmenté du tout ou a même diminué sensiblement.

Il est intéressant de rappeler que l'instruction universitaire pour les femmes au Canada ne date que du vivant des femmes encore de ce monde. D'après les archives de la Fédération canadienne des femmes universitaires, ce n'est que vers 1850 que les femmes ont d'abord été admises à un cours universitaire au Canada, et la pratique en est devenue générale depuis environ 50 ans seulement.

Il n'y a pas eu de tendance de la part des femmes à augmenter leurs inscriptions aux cours d'études professionnelles comme ceux de la médecine, la dentisterie, la pharmacie, le droit et les cours théologiques ou de missionnaires. Il y en a quelques-unes dans le relevé de chaque branche d'études où l'inscription peut être divisée, excepté dans la sylviculture; mais elles se trouvent surtout dans les arts, y compris les sciences, le commerce, la pédagogie, les services sociaux et la santé publique. Somme toute, elles constituent environ un quart des diplômés d'université; mais leur proportion par rapport au total n'a pas eu une tendance à s'accroître notablement depuis que l'inscription anormale des anciens combattants a pris fin au début de la décennie de 1920. Leur proportion est la plus élevée dans l'Ontario et les Provinces de l'Ouest.

9.—Gradués des universités et collèges du Canada, 1930-39

NOTA.—Les chiffres de 1920-29 sont aux pp. 1030-1034 de l'Annuaire de 1938

Année	GRADUÉS DANS LES ARTS, LES SCIENCES PURES ET LE COMMERCE							
	Bacheliers ès arts[1]		Bacheliers ès sciences (arts)		Bacheliers en commerce[2]		Total	
	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Deux sexes	Femmes
1930	2,499	989	237	38	134	17	2,870	1,044
1931	2,474	981	252	45	169	17	2,895	1,043
1932	2,629	1,020	277	41	199	15	3,105	1,076
1933	2,881	1,143	259	35	244	32	3,384	1,210
1934	3,081	1,157	293	45	241	33	3,615	1,235
1935	3,034	1,162	288	39	200	26	3,522	1,227
1936	3,175	1,168	320	45	202	25	3,697	1,238
1937	3,342	1,168	280	28	211	23	3,833	1,219
1938	3,364	1,187	297	41	221	23	3,882	1,251
1939	3,354	1,119	356	55	242	29	3,952	1,203

Année	GRADUÉS EN SCIENCES APPLIQUÉES							
	Bacheliers en sciences appliquées et en génie		Bacheliers en architecture[3]		Bacheliers en sylviculture		Total	
	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Deux sexes	Femmes
1930	384	1	25	Nil	44	Nil	453	1
1931	418	Nil	24	"	41	"	483	Nil
1932	439	1	22	1	32	"	493	2
1933	554	1	32	Nil	27	"	613	1
1934	624	2	31	"	32	"	687	2
1935	642	1	21	2	37	"	700	3
1936	564	2	53	Nil	21	"	638	2
1937	536	1	26	2	17	"	579	3
1938	604	Nil	37	6	18	"	659	6
1939	629	"	30	3	21	"	680	3

[1] Comprend bacheliers en lettres et en sciences sociales. [2] Comprend bacheliers en comptabilité et en secrétariat. [3] Comprend les diplômes en architecture des écoles des beaux-arts de Montréal et Québec.

9.—Gradués des universités et collèges du Canada, 1930-39—suite

Année	GRADUÉS EN AGRICULTURE, SCIENCE VÉTÉRINAIRE ET SCIENCE MÉNAGÈRE						
	Bacheliers en science agricole		Gradués en science vétérinaire		Bachelières en science ménagère	Total	
	Total	Femmes	Total	Femmes		Deux sexes	Femmes
1930	131	1	21	Nil	122	274	123
1931	160	2	28	"	112	300	114
1932	150	1	34	"	146	330	147
1933	198	2	37	"	137	372	139
1934	215	2	36	"	164	415	166
1935	243	10	52	"	128	423	138
1936	238	7	53	"	138	429	145
1937	216	3	40	"	162	418	165
1938	237[1]	5	62	1	184	483[1]	190
1939	258	3	77	1	194	529	198

Année	DIPLÔMES D'INSTITUTEURS ET DE GRADUÉS EN PÉDAGOGIE ET SERVICE DE BIENFAISANCE										
	Diplômes d'instituteurs	Degrés en éducation et en pédagogie		Degrés ou diplômes en bibliotechnie		Diplômes de culture physique		Diplômes de services de bienfaisance		Total	
	Total	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Deux sexes	Femmes[2]
1930	523	77	31	36	36	41	41	20	20	697	128
1931	581	60	19	39	37	45	45	18	18	743	119
1932	744	72	21	48	46	41	41	55	51	960	159
1933	807	56	18	53	51	25	25	48	42	989	136
1934	810	74	14	61	58	24	24	36	36	1,005	132
1935	649	61	18	54	53	26	25	48	44	838	140
1936	584	100	25	66	63	21	20	45	39	816	147
1937	517	108	19	43	42	31	29	65	55	764	145
1938	466[1]	100[1]	17	79	78	33	33	71	59	749[1]	187
1939	485	100	25	60	56	39	38	62	58	746	177

Année	GRADUÉS EN MÉDECINE ET EN SCIENCES CONNEXES									
	Docteurs en médecine		Dentistes		Pharmaciens		Diplômes d'infirmières post-graduées[2]	Diplômes en physiothérapie et en thérapie professionnelle	Total	
	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Femmes	Femmes	Deux sexes	Femmes
1930	518	31	114	1	204	11	111	27	974	181
1931	535	26	90	Nil	208	10	122	20	975	178
1932	511	24	78	"	203	12	159	24	975	219
1933	483	25	70	1	162	10	174	25	914	235
1934	488	18	83	2	160	9	125	1	857	155
1935	472	20	80	1	150	13	150	6	858	190
1936	497	21	106	Nil	190	10	191	27	1,011	249
1937	511	22	113	"	164	14	166	31	985	233
1938	544	15	98	1	181[1]	19	214[1]	31	1,068[1]	280[1]
1939	565	27	111	2	190	23	204	34	1,104	290

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940.
[2] Non compris les diplômes d'instituteurs.
[3] Y compris 12 à 24 infirmières dentaires annuellement.

9.—Gradués des universités et collèges du Canada, 1930-39—fin

Année	GRADUÉS EN DROIT ET EN THÉOLOGIE				
	Des facultés de droit		Des séminaires de théologie catholiques	Des facultés de théologie protestantes	
	Total	Femmes	Total	Total	Femmes
1930	211	8	269	161	16
1931	223	5	245	189	18
1932	235	8	265	173	15
1933	213	7	258	162	17
1934	209	8	288	202	20
1935	238	11	289	202	15
1936	209	7	310	174	16
1937	236	7	338	183	19
1938	258[1]	7	343	165	18
1939	254	10	348	154	19

Année	POST-GRADUÉS ET DEGRÉS HONORIFIQUES							
	Docteurs honoraires		Docteurs en cours		Maîtres ès arts[2]		Maîtres ès sciences[3]	
	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes
1930	127	1	61	7	238	78	68	4
1931	95	Nil	46	7	274	94	93	4
1932	78	2	80	11	239	80	124	5
1933	102	Nil	87	9	287	101	145	7
1934	96	"	89	11	254	87	134	4
1935	76	3	77	4	254	93	115	7
1936	100	2	68	5	252	73	133	3
1937	129	4	78	7	265	70	107	8
1938	94	5	84[1]	11[1]	281	80	117[1]	5
1939	107	9	80	7	286	75	95	2

Année	Bacheliers en théologie	Licenciés (sauf en théologie)		Autres cours post-gradués et diplômes[4]		Total	
	Total	Total	Femmes	Total	Femmes	Deux sexes	Femmes
1930	41	94	1	107	Nil	736	91
1931	37	91	2	100	2	736	109
1932	33	130	2	107	2	791	102
1933	32	97	4	97	Nil	847	121
1934	46	129	16	108	5	856	123
1935	36	112	7	95	3	765	117
1936	43	100	7	90	Nil	786	90
1937	45	121	4	88	88	833	101
1938	35	121	3	90	11	822[1]	115[1]
1939	42	133	10	85	7	828	110

Année	ESTIMATION DES ÉTUDIANTS RECEVANT LES PREMIERS DEGRÉS								
	Grand total[5]			Déductions pour doubles entrées			Total net		
	Hommes et femmes	Hommes	Femmes	Hommes et femmes	Hommes	Femmes	Hommes et femmes	Hommes	Femmes
1930	5,185	3,839	1,346	467	453	14	4,718	3,386	1,332
1931	5,290	3,952	1,338	449	437	12	4,841	3,515	1,326
1932	5,552	4,109	1,443	459	447	12	5,093	3,662	1,431
1933	5,891	4,307	1,584	440	428	12	5,451	3,879	1,572
1934	6,272	4,687	1,585	479	467	12	5,793	4,220	1,573
1935	6,226	4,648	1,578	460	449	11	5,766	4,199	1,567
1936	6,441	4,834	1,607	455	444	11	5,986	4,390	1,596
1937	6,541	4,926	1,615	505	493	12	6,036	4,433	1,603
1938	6,756[1]	4,918[1]	1,838[1]	528	516	12	6,228[1]	4,402[1]	1,826[1]
1939	6,882	5,193	1,889	567	554	13	6,315	4,639	1,676

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1940. [2] Comprend M. Com. et M. Ed. ou M. Paed. [3] Comprend M.A.Sc., M.S.A., M.Sc.F., M. Arch., M.Sc.V., M.Sc. Dent., M. Chirurgie (quand le degré est accordé séparément). [4] Excepté les diplômes d'instituteurs et de théologiens. [5] Non compris les diplômes en Education et Services sociaux, quelques autres diplômes, ni les degrés de post-gradués et honorifiques.

Section 2.—Recherches scientifiques et industrielles au Canada

Le champ des recherches scientifiques et industrielles au Canada est couvert, en tant que les gouvernements sont concernés, par les ministères fédéraux et provinciaux de l'Agriculture, des Forêts, des Pêcheries, des Mines, etc., de même que par des organismes de recherches tels que le Conseil National de Recherche, l'Ontario Research Foundation et le Research Council of Alberta. Le champ des recherches privées est naturellement plus vaste; il comprend toute l'œuvre effectuée dans les universités, patronnée par les sociétés et fondations scientifiques, et le vaste domaine des recherches techniques et industrielles exploré par des industries privées, qui dans bien des cas profitent de leur affiliation à des organisations mères aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Un relevé complet de l'œuvre accomplie par tous les organismes de recherches au Canada se trouve aux pp. 1103–1038 de l'Annuaire du Canada de 1940.

Section 3.—Bibliothèques

Le Bureau Fédéral de la Statistique publie tous les deux ans un Relevé des Bibliothèques au Canada; la dernière édition donne la liste des bibliothèques publiques, universitaires, gouvernementales et autres spéciales, montrant la localité, la grandeur, etc. de chacune. Les renseignements suivants sont résumés du dernier relevé pour 1938–40.

Bibliothèques publiques.—Les bibliothèques publiques au Canada sont principalement des institutions urbaines. Dans les villes de plus de 10,000 âmes, environ 92 p.c. des gens jouissent dans une certaine mesure d'un service de bibliothèque; dans les petits centres urbains la proportion est de 42 p.c. Bien que 5 p.c. seulement des ruraux aient présentement un service de bibliothèque, l'intérêt que l'on a récemment montré pour le service de bibliothèque à la campagne, fourni par les bibliothèques régionales et ambulantes, promet de modifier cette situation dans un avenir rapproché. En interprétant les statistiques provinciales des bibliothèques publiques données au tableau **10**, il faut se rappeler que dans les provinces où l'élément rural prédomine, comme dans les Provinces Maritimes et les Provinces des Prairies, les bibliothèques urbaines ne peuvent pas desservir plus d'un tiers de la population, tandis que dans les provinces plus urbaines d'Ontario, de Québec et de Colombie Britannique il leur est possible d'en desservir près de deux fois plus. Les autres genres de bibliothèques, dont les chiffres ne sont pas compris avec ceux des bibliothèques publiques, fournissent au public plus de matière à lire dans quelques provinces que dans d'autres. Par exemple, les bibliothèques paroissiales du Québec se chiffraient à 332 en 1933 (dernière année où les chiffres sont connus) et desservaient 869,037 paroissiens. Dans les autres provinces il n'y a pas de relevé des bibliothèques des églises ou des paroisses; toutefois, on sait qu'elles sont assez nombreuses. Les bibliothèques circulantes commerciales sont également une source importante de lecture, surtout d'ouvrages d'imagination, mais aucune statistique n'a été colligée à ce sujet depuis le recensement de 1931. Il faut également tenir compte des bibliothèques des particuliers et, comme il est impossible d'en faire le relevé, il faut considérer les statistiques des bibliothèques publiques comme le relevé d'un certain genre d'institution plutôt que comme le relevé complet des bibliothèques auxquelles le public a accès.

10.—Bibliothèques publiques, par province, 1939, avec totaux pour années représentatives, 1931-37

Année et province	Volumes	Circulation	Abonnés	Dépenses en livres, périodiques et réparations	Dépenses totales
	nomb.	nomb.	nomb.	$	$
Totaux, 1931	**4,516,206**	**21,135,354**	[1]	**509,322**	[1]
Totaux, 1933	**4,770,981**	**22,376,340**	**1,114,201**	**421,142**	[1]
Totaux, 1935	**4,848,793**	**21,106,742**	**1,097,247**	**448,251**	[1]
Totaux, 1937	**5,070,132**	**19,560,375**	**1,062,187**	**502,509**	**2,041,486**
Totaux, 1939	**5,175,811**	**20,728,151**	**1,045,521**	**494,776**	**2,131,199**
1939					
PROVINCE					
Ile du Prince-Edouard	50,228	242,751	13,024	5,875	24,597
Nouvelle-Ecosse	119,917	204,509	26,267	4,262	13,896
Nouveau-Brunswick	105,066	268,659	18,116	4,476	20,357
Québec	652,565	697,440	24,945	36,362	170,037
Ontario	3,277,452	13,999,414	679,384	309,620	1,384,555
Manitoba	145,818	877,104	43,436	20,923	78,580
Saskatchewan	242,154	1,052,557	56,546	26,830	102,881
Alberta	256,790	1,364,350	62,361	28,968	120,002
Colombie Britannique	309,846	2,008,320	121,138	56,921	213,947
Yukon	15,975	13,047	304	539	2,347

[1] Inconnues.

Dans les grands centres, les bibliothèques sont entretenues comme des institutions municipales, habituellement par une commission nommée par le conseil de ville. Près de 300 sont dans cette catégorie. Les petites bibliothèques plus nombreuses sont maintenues par des associations volontaires. De petites allocations provinciales sont données aux bibliothèques des deux types dans la plupart des provinces, mais non pas au Nouveau-Brunswick, dans le Québec et le Manitoba. Il y a un centre provincial pour la direction et l'encouragement du développement de la bibliothèque publique à la Branche des bibliothèques publiques du ministère de l'Education d'Ontario, et à la Commission des bibliothèques publiques de la Colombie Britannique. Ce semble être un des plus effectifs moyens d'assistance de l'organisation des bibliothèques; le service de bibliothèque publique est plus complet dans l'Ontario et la Colombie Britannique que dans les autres provinces. L'Ile du Prince-Edouard possède maintenant un centre aux quartiers généraux de la bibliothèque provinciale, de même que la Nouvelle-Ecosse dans sa Commission des bibliothèques régionales récemment fondée.

Circulation.—La circulation d'une année représente environ deux livres par personne au Canada; mais, comme le service se limite à environ 40 p.c. de la population, la moyenne annuelle est d'environ cinq livres par personne. On estime qu'environ un quart des abonnés des bibliothèques sont des enfants, proportion à peu près la même que celle de l'inscription scolaire par rapport à la population globale du pays.

En 1937, la circulation d'environ 80 p.c. des bibliothèques publiques est classifiée comme ouvrages d'imagination pour adultes, autres ouvrages pour adultes et ouvrages pour enfants; les résultats de cette classification paraissent au tableau **11.** La circulation des bibliothèques de l'Ontario, s'attribuant environ deux tiers de celle de tout le Dominion, est la suivante: 56 p.c. d'ouvrages d'imagination pour adultes, 18 p.c. d'autres ouvrages pour adultes et 26 p.c. d'ouvrages pour enfants. En fait de lecture pour adultes, la proportion d'ouvrages autres que ceux d'imagination est la plus élevée dans les bibliothèques du Manitoba, du Québec et de la Colombie Britannique.

11.—Circulation des bibliothèques publiques, par province, 1939

Province	Adultes, ouvrages d'imagination	Adultes, Autres ouvrages	Ouvrages pour enfants	Non classifiés	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Prince-Edouard	116,792	41,432	84,527	Nil	242,751
Nouvelle-Ecosse	92,538	32,079	23,172	56,720	204,509
Nouveau-Brunswick	154,592	38,437	33,617	42,013	268,659
Québec	316,252	188,304	84,333	108,551	697,440
Ontario	7,023,120	2,528,444	4,206,088	241,762	13,999,414
Manitoba	363,546	207,644	217,282	88,632	877,104
Saskatchewan	558,992	172,120	291,856	29,589	1,052,557
Alberta	576,821	231,846	390,632	165,051	1,364,350
Colombie Britannique	1,017,560	556,030	376,341	58,389	2,008,320
Yukon	5,600	1,000	100	6,347	13,047
Canada	**10,225,813**	**3,997,336**	**5,707,948**	**797,054**	**20,728,151**

Une analyse de la circulation des ouvrages non d'imagination dans le centres de population d'importances diverses fait voir que les personnes des plus grands centres lisent de préférence des ouvrages philosophiques et celles des plus petits centres, des ouvrages religieux. La sociologie et les arts sont davantage étudiés dans les plus grands centres (sauf où il y a des bibliothèques régionales) tandis que les centres plus petits préfèrent le roman, l'histoire et les récits de voyage. La biographie est populaire partout; après les récits de voyage, les ouvrages biographiques sont les plus répandus.

Bibliothèques régionales.—Grâce à l'aide de la Corporation Carnegie de New York, des expériences ont été tentées aux débuts de la période de 1930–1940 dans le but d'assurer un meilleur service de bibliothèque aux petits centres et aux régions rurales. Ces expériences ont été poursuivies avec la conviction que le comté ou tout district semblable plutôt que la cité ou la ville isolée constituent l'unité idéale pour le travail et l'administration des bibliothèques. L'expérience de la vallée Fraser, la première, a donné naissance à une bibliothèque régionale permanente. Deux autres bibliothèques semblables ont été établies en Colombie Britannique. Dans l'Ile du Prince-Edouard, l'expérience s'est étendue à toute la province et a déterminé un système permanent de bibliothèques provinciales. La Nouvelle-Ecosse a créé en 1938 la Commission des Bibliothèques Régionales qui emploie un directeur à temps continu chargé d'aider les régions de la province à s'organiser. Une petite bibliothèque régionale a été établie au Nouveau-Brunswick en 1937. En Ontario, un certain nombre de systèmes de bibliothèques de comté ont été établis dans le sud-ouest de la province et leur fonctionnement repose sur une collaboration s'étendant à tout un comté ou tout un township.

Bibliothèques ambulantes.—L'objet des bibliothèques ambulantes est de supplémenter l'assortiment de livres des petites bibliothèques publiques et scolaires et d'assurer un service de bibliothèque publique dans les centres qui autrement en seraient privés. Il y a de ces bibliothèques dans toutes les provinces. Trois universités, Acadia, Dalhousie et St-François-Xavier, maintiennent un service de cette

nature en Nouvelle-Ecosse, tandis que l'Université McGill fait circuler des bibliothèques dans le Québec et les Provinces Maritimes. Chacune des cinq provinces les plus à l'ouest du pays a son système provincial de bibliothèques ambulantes avec quartier général dans les capitales provinciales. Dans les Provinces des Prairies, le service provincial est supplémenté par des bibliobus envoyés en tournée par la Bibliothèque publique de Saskatoon et les Bibliothèques Lady Tweedsmuir. Ces dernières ont été fondées à l'automne de 1936 sous la direction personnelle de Son Excellence Lady Tweedsmuir.

Bibliothèques des universités et des collèges.—Les statistiques résumées plus bas embrassent 175 maisons d'enseignement supérieur, dont les collèges classiques, les écoles préparatoires et les séminaires théologiques. Elles ne comprennent pas les écoles normales qui figurent dans le même tableau des relevés antérieurs.

Assez peu de bibliothèques collégiales tiennent des registres de leur circulation, et comme les plus grandes bibliothèques des universités sont principalement des centres de consultation, un relevé de leur circulation ne donnerait pas une idée exacte de leur utilité comme centre de lecture critique et de recherches particulières de la part des étudiants.

12.—Bibliothèques des collèges et des universités, 1939

Province	Bibliothèques	Volumes	Brochures (où elles sont enregistrées)	Périodiques reçus	Dépenses en livres et périodiques
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	$
Ile du Prince-Edouard	2	11,432	Nil	81	437
Nouvelle-Ecosse	16	327,205	97,545	866	20,286
Nouveau-Brunswick	5	97,309	9,500	402	4,100
Québec	81	2,065,720	268,601	7,726	83,260
Ontario	39	1,357,940	194,596	7,643	44,371
Manitoba	8	163,421	5,930	1,081	7,604
Saskatchewan	11	129,944	16,901	477	964
Alberta	9	120,290	5,600	757	8,336
Colombie Britannique	4	144,398	106,321	557	14,750
Canada	**175**	**4,417,659**	**704,994**	**19,590**	**184,108**

Bibliothèques des établissements commerciaux, des sociétés techniques et des gouvernements.—Les bibliothèques représentées par le groupe du tableau **13** sont classifiées d'après leurs propriétaires plutôt que d'après les catégories de lecteurs.

Les bibliothèques du Gouvernement fédéral sont pour la plupart centralisées à Ottawa et 40 p.c. de leurs volumes appartiennent à la Bibliothèque du Parlement. Environ six d'entre elles sont des bibliothèques départementales et contiennent au total plus de 50,000 volumes.

Les bibliothèques des gouvernements provinciaux sont d'un peu plus de la moitié aussi nombreuses que celles du Gouvernement fédéral et, en dehors des bibliothèques législatives, sont surtout à l'usage des divers départements de l'administration provinciale.

Les bibliothèques des sociétés techniques comprennent celles de l'Académie de Médecine et de l'Institut Royal Canadien; les bibliothèques commerciales servent purement de centres de référence à l'usage des techniciens et des membres de l'exécutif bien que quelques-unes soient des bibliothèques éducationnelles à l'usage du personnel en général. Le groupe des "autres bibliothèques" comprend les bibliothèques pour aveugles, et les bibliothèques des associations historiques locales et autres organismes semblables.

13.—Bibliothèques des établissements commerciaux, des sociétés techniques et des gouvernements, 1939

Classification	Bibliothèques	Volumes	Brochures (où elles sont enregistrées)	Périodiques et journaux reçus	Bibliothèque avec bibliothécaires à temps entier			Bibliothèques prêtant des livres à d'autres bibliothèques
					Nombre	Personnel	Personnes avec formation bibliotechnique[1]	
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Bibliothèques de gouvernements								
Fédéral	41	1,265,654	412,935	9,555	24	82	23	23
Provinciaux	25	820,888	276,246	2,335	16	58	11	5
Sociétés techniques—								
Barreaux	13	237,313	784	678	9	19	1	2
Autres	21	118,789	23,813	2,429	3	4	3	4
Etablissements commerciaux	35	112,746	64,260	4,167	19	47	13	8
Y.M.C.A., Y.W.C.A., Y.M.H.A.	6	13,965	1,235	162	2	2	1	Nil
Autres bibliothèques	15	61,139	12,259	374	3	11	2	1
Totaux	**156**	**2,630,494**	**791,532**	**19,700**	**76**	**223**	**54**	**43**

[1] 14 personnes à l'emploi des bibliothèques n'employant pas de bibliothécaires à temps entier ont une formation bibliotechnique.

Bibliothèques scolaires.—Le problème d'assurer aux diverses écoles un assortiment satisfaisant de livres devient de plus en plus difficile depuis quelques années. Dans un but d'économie et aussi pour donner plus de satisfaction, les autorités scolaires font des arrangements coopératifs avec les bibliothèques publiques et régionales—ou de comté—pour l'achat et l'échange de livres. En Ontario et en Colombie Britannique, certaines écoles contribuent en particulier au maintien de leur bibliothèque et reçoivent en retour plusieurs fois l'année autant de livres que leur contribution en achèterait. Dans d'autres cas, l'école contribue directement à la bibliothèque publique locale tandis que dans les villes, où l'école et la bibliothèque publique relèvent d'une même administration municipale, les écoles jouissent souvent d'un service de bibliothèque à titre gracieux.

Dans certaines parties du pays, comme en Alberta, où il existe de plus grandes unités d'administration scolaire, les facilités augmentées des bibliothèques ont été centralisées et un système de rotation ou de circulation choisie a été établi par les autorités scolaires.

Les Provinces Maritimes veillent avec une attention croissante à fournir des livres aux écoles rurales. Depuis dix ans, la Nouvelle-Ecosse a triplé le nombre de livres dans les bibliothèques scolaires. En outre, treize comtés maintiennent des bibliothèques ambulantes qui mettent à la disposition des écoles rurales quelque 25,000 volumes choisis.

Cette incorporation des bibliothèques scolaires aux bibliothèques publiques a éloigné la possibilité d'obtenir des données statistiques exactes sur les bibliothèques scolaires.

Ecoles de science bibliotechnique.—Il existe des cours complets de science bibliotechnique conduisant à un diplôme à l'Université de Toronto, l'Université McGill de Montréal et au collège du Mont Saint-Vincent, à Halifax. L'Université

Acadia offre deux cours facultatifs en bibliotechnie aux étudiants qui visent au baccalauréat ès arts.

L'Ecole des Bibliothécaires de l'Université de Montréal a été fondée en 1937 et offre un cours à temps partiel pendant l'année scolaire. L'Université d'Ottawa en 1938 a établi une série de cours du soir en sciences bibliotechniques données deux fois la semaine: deux cours la première année et d'autres les années subséquentes.

Des cours conduisant à un diplôme ou à des certificats spécialisés s'obtiennent dans les collèges pédagogiques et dans les facultés d'enseignement.

Un exposé des diplômés en science bibliotechnique de 1930 à 1939 paraît à la p. 909 du présent ouvrage.

Section 4.—Les musées et les beaux-arts

L'Annuaire du Canada de 1939 renferme aux pages 1070–1071 la liste des 37 musées (y compris les musées de beaux-arts) du Canada qui emploient un personnel à service continu. Cette liste indique l'espace occupé et la fréquentation quotidienne moyenne de chacun.

Un rapport intitulé "Les Musées au Canada"* en donne une liste complète. Le Bureau Fédéral de la Statistique l'a publié en 1938.

Un article intitulé "Progrès des Beaux-Arts au Canada", par M. Newton MacTavish, M.A., D.Litt., apparaît aux pages 1005 à 1020 de l'Annuaire du Canada de 1931 et un article plus court, traitant plus particulièrement de la Galerie Nationale du Canada, paraît aux pages 903 et 904 de l'Annuaire du Canada de 1924.

* On peut obtenir cette publication au prix de 25 cents l'exemplaire en s'adressant au Bureau Fédéral de la Statistique.

CHAPITRE XXV.—SANTÉ PUBLIQUE ET INSTITUTIONS CONNEXES

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Administration	917
Sous-section 1. Activités fédérales en matières d'hygiène et de santé	918
Sous-section 2. Services d'hygiène des provinces	921
Section 2. Statistiques des institutions	927
Sous-section 1. Hôpitaux autres que pour aliénés	928
Sous-section 2. Hôpitaux pour maladies mentales	933
Sous-section 3. Institutions de charité et de bienfaisance	935
Sous-section 4. Etablissements pénitentiaires et correctionnels	935
Section 3. Ordre des Infirmières Victoria	935
Section 4. La Croix Rouge Canadienne	936

Section 1.—Administration

La santé publique au Canada est administrée par les gouvernements fédéral et provinciaux au moyen de leurs départements respectifs de la Santé.

Le Gouvernement fédéral ne s'occupe au point de vue santé publique que de matières exclusivement nationales ou de matières interprovinciales que les provinces ne peuvent administrer avec satisfaction. De plus, le Gouvernement fédéral accorde des subventions aux organisations volontaires qui s'occupent de la santé publique, notamment: Le Conseil Canadien du Bien-Etre, l'Institut National Canadien pour les Aveugles, l'Association Canadienne pour les Tuberculeux, le Comité National Canadien d'Hygiène Mentale, l'Ordre des Infirmières Victoria, l'Association Canadienne d'Ambulance St-Jean, la Société Canadienne de la Croix Rouge, la Ligue de la Santé du Canada, le Conseil Canadien d'Hygiène Mentale.

Le Conseil Fédéral de la Santé a été créé en 1919 dans un but d'uniformisation de la législation et de la procédure entre les diverses provinces. Le Conseil se compose du sous-ministre fédéral des Pensions et de la Santé Nationale, comme président; des directeurs des bureaux de Santé de chaque province et de cinq autres particuliers nommés par le Gouverneur en Conseil et qui doivent rester en fonction pendant trois années. Quatre de ceux-ci représentent les sections suivantes: agriculture, travail, œuvres féminines dans les campagnes et œuvres sociales et bien-être de l'enfance, tandis que le cinquième agit comme aviseur scientifique dans tout ce qui se rapporte à la santé publique. Le Conseil se réunit deux fois l'an à Ottawa où sont discutés des problèmes de santé publique et adoptés des règlements et une législation uniformes.

Généralement parlant, toutes les activités de santé publique au Canada, y compris l'établissement et l'administration des institutions sous cette rubrique, sont entre les mains des gouvernements provinciaux, conformément aux dispositions de l'article 92 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867. C'est sous leur direction que les municipalités, les sociétés et les particuliers exercent presque toujours leur œuvre humanitaire, comptant en partie sur l'assistance financière du gouvernement et sur l'inspection uniforme et compétente des méthodes et des systèmes. Très importants sous ce rapport sont les règlements pour l'examen médical des écoliers. Ils font voir clairement les bienfaits résultant de ce travail. Dans certains cas, ce sont les chefs ou les adjoints du service régional de la Santé qui s'en occupent et dans d'autres le travail se fait par des infirmières qui se dévouent entièrement à ce service. L'assistance et des conseils d'experts sont fournis,

en outre, gratuitement aux enfants, aux instituteurs et aux parents. L'inspection dentaire se fait dans bien des endroits et, bien que ce service n'ait été établi sur une grande échelle que depuis peu d'années, on s'aperçoit déjà des grands avantages qui en découlent, notamment par une amélioration générale de la santé des enfants et des conditions sanitaires et par une plus grande efficacité dans la lutte contre les épidémies.

Les hôpitaux publics sont les plus nombreuses de nos institutions de santé. Ils sont habituellement construits et supportés par les municipalités, l'administration en étant confiée à des conseils de régie; leur revenu, en outre de sommes accordées par la municipalité, provient de subventions des gouvernements provinciaux, de dons de particuliers et de sociétés et de montants payés par les patients. L'admission et les traitements y sont gratis pour toutes les personnes indigentes qui en font la demande ou dont les ressources sont si limitées qu'elles ne pourraient autrement recevoir les soins médicaux nécessaires, alors qu'il est entendu que les autres personnes doivent défrayer dans la mesure de leurs moyens les soins de l'hôpital. Ces hôpitaux publics comprennent les hôpitaux d'isolation et de maternité, les sanatoriums pour tuberculeux, etc. Les deux lazarets pour lépreux sont administrés par le Gouvernement fédéral, de même que les hôpitaux pour les vétérans et certains hôpitaux pour les marins et les immigrants.

Il y a de nombreux hôpitaux privés lesquels ne sont pas subventionnés par les pouvoirs publics. Il y a aussi des hôpitaux, surtout dans la province de Québec, qui sont sous la direction de diverses communautés religieuses, des hôpitaux et des avant-postes de la Croix Rouge, et des hôpitaux spéciaux qui peuvent être administrés privément ou soutenus par les provinces.

Les institutions pour aliénés, les refuges pour faibles d'esprit et épileptiques sont dans la plupart des cas administrés par la province, bien qu'en Nouvelle-Ecosse les institutions de comté prennent soin des aliénés.

Les municipalités de comté et les grands centres supportent habituellement les orphelinats, les refuges et les hospices pour vieillards, entre autres institutions de charité et de bienfaisance. Les foyers ou écoles pour les sourds-muets et les aveugles sont généralement administrés par le gouvernement provincial.

Dans le cas des institutions pénales et correctionnelles, le Gouvernement fédéral administre les pénitenciers tandis que les gouvernements provinciaux administrent les écoles industrielles et correctionnelles, les fermes de détention et autres semblables institutions de correction.

Sous-section 1.—Activités fédérales en matière d'hygiène et de santé

La loi créant le Ministère fédéral des Pensions et de la Santé Nationale (18–19 Geo. V, chap. 39—loi du Ministère des Pensions et de la Santé Nationale) définit clairement les fonctions de ce ministère, qui se compose de deux divisions, comme l'indique le titre. Les principales fonctions de la division de la Santé Nationale (qui était le département de la Santé entre 1919 et 1929) sont: protéger le pays contre l'entrée des maladies infectieuses; exclure les immigrants qui pourraient devenir à la charge du pays; soigner les marins malades ou blessés; voir à ce que les hommes travaillant à des travaux publics reçoivent les soins médicaux requis; établir un étalon des aliments et des drogues et en contrôler la qualité excepté dans le cas des viandes et des conserves alimentaires qui sont sous le contrôle du Ministère de l'Agriculture; contrôler les remèdes brevetés et l'importation ou l'exportation de narcotiques, telles que la morphine, la cocaïne, etc.; prendre soin des lépreux; en collaboration avec les ministères provinciaux ou les bureaux d'hygiène, poursuivre

certaines recherches; et coopérer avec les provinces à toute œuvre tendant à la protection et à l'amélioration de la santé publique. Les différentes divisions du Ministère de la Santé, avec un exposé de leurs fonctions, sont les suivantes:

Division de la quarantaine, de la lèpre, du service médical de l'immigration, des hôpitaux pour marins et de marine.—*Quarantaine*—Le but de la quarantaine est d'empêcher l'entrée de maladies infectieuses au pays par eau, terre ou air, comme par exemple la peste, le choléra, la fièvre jaune, la petite vérole et le typhus. A cette fin, des stations de quarantaine sont établies à Halifax, N.-E., Saint-John, N.-B., Québec, Qué., et William Head, C.B. Tout vaisseau venant de l'étranger est inspecté et les passagers ou membres de l'équipage qui souffrent de quelque maladie infectieuse ainsi que ceux avec lesquels ils sont venus en contact sont détenus à la station de quarantaine, et les précautions nécessaires sont prises concernant l'infestation des vaisseaux par les rats et autre vermine conformément aux principes approuvés par la Convention de Paris, 1926. *Lèpre*—La Branche de la lèpre de cette division maintient deux lazarets pour le traitement de tous les cas de lèpre qui pourraient se déclarer au Canada, l'un à Tracadie, N.-B., et l'autre dans l'île Bentinck, C.B. *Service médical de l'immigration*—Des avis médicaux sont donnés au Ministère de l'Immigration concernant l'état mental et physique des immigrants attendus au pays. A cette fin un personnel de médecins canadiens a été posté en Grande-Bretagne, en Irlande et en Europe continentale. Ces médecins sont chargés d'examiner tous les émigrants en partance pour le Canada avant leur embarquement. Par cet arrangement, les frais, les inconvénients, les déceptions et même les misères qui accompagnaient autrefois la déportation d'immigrants qui venaient de traverser l'océan pour se rendre au Canada et dont l'état mental et physique laissait à désirer sont évités. Des médecins sont aussi postés aux principaux ports d'entrée du Canada. Ils font subir un examen final aux immigrants et prodiguent des soins à ceux qui arrivent malades. *Hôpitaux de marins et maritimes*—Conformément à l'article V de la loi de la navigation du Canada (c. 44, 1934), les hôpitaux de marins et les hôpitaux maritimes prodiguent des soins médicaux et chirurgicaux et tous autres soins nécessaires à tous les marins arrivant malades ou blessés dans les ports canadiens, sur paiement de certains droits par les propriétaires de navires.

Division du génie sanitaire.—Les attributions ordinaires de cette division comprennent: l'application de certaines lois fédérales, dont la loi sanitaire dans les travaux publics, ayant pour objet de préserver la santé des ouvriers employés aux chantiers de construction, aux canaux, aux chemins de fer et autres travaux publics. En vertu d'une entente conclue avec les autorités sanitaires des Etats-Unis, ce service comporte également l'inspection des sources d'approvisionnement d'eau des voituriers publics qui font le service interprovincial et international; il poursuit des investigations concernant la pollution des cours d'eau limitrophes en collaboration avec les officiers de la Santé des Etats-Unis; il exerce sa surveillance sur les approvisionnements de glace et d'eau destinés à l'usage des vaisseaux des Grands Lacs et des eaux intérieures canadiennes de même que des voituriers publics qui font le transport des voyageurs sur les routes interprovinciales et internationales. Cette division collabore avec le Ministère de la Défense Nationale et autres Ministères fédéraux en matière d'assainissement; elle contribue à l'assainissement des parcs nationaux et des campements d'été sur les terres domaniales et à d'autres entreprises connexes; elle fait des relevés de la salubrité des régions projetées de pêche aux mollusques pour exportation aussi bien que pour le marché domestique; elle collabore avec l'Association Américaine des Chemins de Fer en ce qui regarde les règlements de la salubrité; avec les départements provinciaux de Santé et le Service de Santé

des Etats-Unis en ce qui regarde l'approvisionnement d'eau des voituriers publics qui font le service interprovincial et international.

Division des médicaments brevetés.—Cette division voit à ce que les préparations médicinales brevetées ne soient pas nuisibles à la santé et que les étiquettes ne puissent induire le public en erreur. L'enregistrement de médicaments préparés selon des formules secrètes et qui ne figurent pas à la pharmacopée est obligatoire; elle a un contrôle sur les drogues nocives entrants dans la fabrication de ces remèdes et les représentations concernant leur usage.

Laboratoire d'hygiène.—Ce laboratoire s'occupe principalement du contrôle de produits biologiques dont on se sert pour le traitement des maladies humaines, surtout en ce qui concerne la puissance de certaines toxines, antitoxines et autres préparations sérologiques. Les vaccins bactériens et autres sont examinés pour en déterminer la pureté, la stérilité et la puissance. La puissance de drogues à effet violent, telles que la digitaline, la strophantine, l'ergotine, la piturine et les salvarsans, est mise à l'épreuve, et la standardisation de ces drogues est effectuée par le laboratoire conformément aux normes établies par le comité de santé de la Société des Nations. Elles sont ensuite fournies à tous les manufacturiers qui désirent en faire usage dans la préparation de leurs produits. La fabrication et la vente des vitamines et des hormones sont contrôlées. L'analyse des désinfectants a pour but la vérification des propriétés germicides. Le laboratoire rend toutes sortes d'autres services aux départements administratifs et s'occupe également de recherches.

Produits alimentaires et drogues.—Dans cette branche, les services d'inspection et de laboratoire s'occupent principalement de l'administration de la loi des produits alimentaires et des drogues, loi réglementaire passée dans le but d'empêcher l'importation et la vente de produits adultérés ou portant des étiquettes qui peuvent induire en erreur. Les laboratoires établis à Halifax, Montréal, Ottawa, Toronto, Winnipeg et Vancouver analysent des échantillons pris parmi des stocks suspects et, chaque fois que l'on découvre une contravention, des mesures correctives sont appliquées immédiatement. La qualité d'un grand nombre de produits a été standardisée; on s'efforce surtout d'avoir des étiquettes aussi descriptives et véridiques que possible. Le service de laboratoire s'étend également à d'autres divisions et il existe une collaboration réelle avec les autres départements de l'administration.

Narcotiques.—Depuis que l'opiomanie a pris pied au Canada voilà une quarantaine d'années, l'usage des narcotiques tels que la morphine, l'héroïne et la cocaïne a augmenté. Une des premières mesures que prit le Ministère de la Santé fut la création de la Branche des Narcotiques, qui contrôle l'importation et la vente conformément aux principes établis par les conventions de La Haye et de Genève. Les maisons de gros ainsi que les pharmaciens sont obligés de tenir des écritures relativement à la vente et à l'importation et de communiquer les chiffres au ministère à intervalles réguliers. C'est ainsi qu'on tâche de contrôler l'usage des narcotiques.

Hygiène industrielle.—La division d'hygiène industrielle établit des méthodes de protection et d'amélioration de la santé et de nature à assurer la sécurité des travailleurs industriels. Des données sont recueillies sur la santé dans l'industrie, lesquelles sont ensuite distribuées parmi l'industrie et aux autorités de la Santé et du Travail. Les attributions de cette division comprennent aussi: la collaboration avec les autres Ministères fédéraux en ce qui concerne la santé des fonctionnaires de l'Etat, et avec les autorités provinciales de la Santé et du Travail, les commissions d'accidents de travail, etc., en vue de la solution des problèmes suscités par la santé dans l'industrie.

Hygiène infantile et maternelle.—La principale fonction de cette division est de trouver les moyens de réduire la mortalité et la morbidité infantiles et maternelles au Canada. Ceci nécessite la collection de renseignements sur les causes, une étude des méthodes les plus modernes de prendre soin des mères et des enfants, et la vulgarisation des connaissances concernant les meilleures mesures préventives parmi les autorités de la Santé et les groupes s'occupant du bien-être aussi bien que parmi le public en général. Un ouvrage de 230 pages intitulé "La Mère Canadienne et l'Enfant" sur les soins prénataux et postnataux, pour distribution gratuite aux mères canadiennes, a été publié au cours de l'année.

Division de l'investigation médicale.—Cette division s'occupe, au nom de la Commission du Service Civil, de l'examen médical des fonctionnaires, du contrôle des congés de maladie et des pensions des employés civils. Elle poursuit aussi certaines études de nature à intéresser le Ministère. Des études statistiques sont publiées sur: la morbidité dans le service civil du Canada; la mortalité parmi les pensionnés de guerre, etc. Un code standard de morbidité pour le Canada a été préparé et mis en usage lequel, au commencement de la guerre, a été adopté par les services médicaux de la Défense Nationale comme guide officiel pour l'enregistrement des maladies, des accidents et des blessures dans les forces armées du Canada.

Publicité et enseignement sur l'hygiène.—Comme son nom l'indique, cette division s'occupe de la vulgarisation de renseignements sur tous les aspects de la santé publique. Son travail consiste dans la compilation et la distribution d'imprimés et d'exhibits sur l'hygiène, à donner des conférences, etc. Elle peut compter sur la collaboration de la presse, de la Société Radio-Canada et de plusieurs postes de radio privés dans sa campagne en faveur de l'hygiène. Elle publie le magazine trimestriel du Ministère, La Revue de la Santé Nationale, lequel a une circulation de 12,000, maintient un service de coupures de presse pour le compte de la Branche de la Santé Nationale, et agit en qualité de division des relations publiques pour le compte des Branches des Pensions et de la Santé Nationale.

Sous-section 2.—Services d'hygiène des provinces*

Ile du Prince-Edouard.—Le service d'hygiène de cette province relève depuis le 1er juillet 1931 d'un ministère spécial, présidé par un ministre et un sous-ministre. Deux médecins à temps partiel, cinq infirmières à temps continu et deux inspecteurs chargés du travail sanitaire et du contrôle des produits alimentaires constituent le personnel technique. La province est divisée en cinq districts sanitaires et chacune des infirmières, sous la direction du sous-ministre, est chargée de l'examen des écoliers, des visites à domicile, des classes d'hygiène, des cliniques de vaccination et d'immunisation, etc. dans le district qui lui est confié. Les deux inspecteurs visitent à intervalles réguliers les fabriques de denrées alimentaires, les écoles, hôtelleries, pensions, restaurants, etc.

Le gouvernement administre l'hôpital Falconwood, pour les aliénés, et une infirmerie provinciale; il subventionne également un sanatorium provincial de 80 lits qui a opéré à pleine capacité depuis le 1er juillet 1931. Un surintendant médical, son assistant et des infirmières expérimentées y sont en charge. Le surintendant tient des cliniques pour affections poitrinaires à intervalles réguliers dans toute la province ainsi que des cliniques hebdomadaires régulières au sanatorium où sont examinés les cas rapportés par les médecins.

Le ministère de la Santé dirige le laboratoire provincial. Un technicien qualifié en a la charge et il examine les substances que lui envoient les médecins de toute la province.

*Revisé par les ministères des provinces respectives.

Le ministère dirige en outre deux cliniques pour maladies vénériennes, une à Charlottetown et l'autre à Summerside. Tous les détenus des prisons de comté de Prince et Queens y sont examinés et traités en conséquence. Les autres patients qui habitent trop loin des cliniques pour pouvoir s'y rendre sont soignés par leur médecin personnel à qui sont fournis les médicaments nécessaires.

Nouvelle-Ecosse.—En Nouvelle-Ecosse, le ministère de la Santé publique consacre ses efforts à l'enrayement des maladies contagieuses; à l'hygiène prénatale, postnatale et scolaire; aux systèmes de drainage; à la pureté du lait et de l'eau; au recueil des statistiques vitales; à l'hygiène mentale et à l'éducation sanitaire. Ces divers services ont donné naissance à un vaste organisme, présidé par un ministre et qui agit en qualité de conseiller auprès des autorités locales, réglemente toutes les questions relatives à la santé publique, maintient un personnel sur place et assure un service consultatif sur la tuberculose et autres questions de santé, fournit un service public d'infirmières formées spécialement et qui accomplissent leur travail tant dans les écoles qu'à domicile, pourvoit à un service public de laboratoire gratuit qui s'étend à toute la province, assure la surveillance des hôpitaux provinciaux, tant généraux que spéciaux; fait l'inspection des hôpitaux généraux publics et des institutions de secours, recueille et fournit des sérums et vaccins et distribue des imprimés sur toutes les questions d'hygiène.

A l'automne de 1940, la province a été divisée en cinq districts ou unités sanitaires dont chacune a été confiée à la charge d'un médecin-hygiéniste. Chaque unité a son bureau et des préposés, un personnel d'infirmières publiques, un outillage portatif de radiologie et un dépôt de distribution des sérums et vaccins. En outre, un hygiéniste a été chargé de l'administration des services d'hygiène dans la ville d'Halifax. Il découle de tout ceci une amélioration marquée de la santé publique. Grâce à cette organisation, il sera possible de coordonner et de standardiser plus complètement le travail d'hygiène qui se poursuit dans toute la province.

Nouveau-Brunswick.—Le Ministère de la Santé, administré par un Ministre de la Santé, a été créé en 1918. Il assure les services suivants: assainissement en général, y compris les sources d'approvisionnement d'eau potable et les systèmes de drainage; le contrôle des maladies contagieuses, y compris la tuberculose et les maladies vénériennes; un laboratoire d'hygiène publique et son approvisionnement de médicaments, l'inspection médicale des écoles, le relevé des statistiques vitales, un service d'infirmières et du bien-être de l'enfance, éducation sanitaire et surveillance générale et coordination du travail des bureaux de santé des sous-districts. Sous l'autorité du Ministre, ce Ministère est dirigé par un médecin en chef qui est aussi registraire général des statistiques vitales. Le personnel se compose d'un directeur des laboratoires, de 11 médecins à temps entier, d'un directeur du service public d'infirmerie et, en plus, d'un directeur à temps partiel des cliniques pour maladies vénériennes.

Il y a dix districts d'hygiène, chacun relevant d'un médecin de district qui s'occupe aussi de diagnostiquer les cas de tuberculose et de faire l'inspection médicale des écoles. Il y a 16 sous-districts ayant chacun son bureau de santé dont le médecin de district est le président. Les bureaux de santé des sous-districts ont leur propre personnel d'inspecteurs des aliments, de la plomberie et autres, de registraires des statistiques vitales et d'infirmières publiques, tous relevant de la loi provinciale de la santé publique et des règlements qui en découlent. Le ministère maintient également 26 dépôts pour la distribution de médicaments et 14 cliniques pour maladies vénériennes. Le vingt-troisième rapport annuel du médecin en chef contient une revue des divers services, les statistiques vitales de la province et les rapports des membres du personnel et des bureaux de santé des sous-districts.

Québec.—Le ministère de la Santé, sous la juridiction du Ministre de la Santé, a été substitué à l'ancien Service Provincial d'Hygiène à la fin de 1936.

En 1926, la province de Québec a inauguré un nouveau système connu sous le nom d'"unités sanitaires de comté", comportant un service sanitaire régulier à temps entier pour chaque comté ou groupement de deux ou trois comtés voisins l'un de l'autre. Il existe présentement 44 unités de ce genre qui embrassent 54 comtés. D'autres comtés demandent le même privilège. Les anciens officiers sanitaires de district, dont le nombre est maintenant réduit à 11, voient à tous les comtés non encore organisés en unités sanitaires.

Les services de tous les officiers et de leur personnel d'infirmières, inspecteurs, etc. sont dispensés sous forme de consultations, conférences publiques, inspections scolaires, cliniques de pédiatrie et cliniques ambulantes de tuberculose, enquêtes de toutes sortes, immunisation, assainissement, etc.

Le ministère de la Santé maintient, en plus de son service administratif, les divisions suivantes: laboratoires, génie sanitaire, démographie, hygiène mentale, institutions de charité publique, districts et unités sanitaires, épidémiologie, hygiène industrielle, alimentation (y compris l'hygiène maternelle et la puériculture), maladies vénériennes et tuberculose.

Au nombre des activités du ministère, il y a encore le travail de prévention des épidémies, plus particulièrement de la tuberculose et les causes les plus importantes de la mortalité infantile. A cette fin, le ministère a établi 21 dispensaires antituberculeux et 70 cliniques de pédiatrie, y compris ceux et celles subventionnés par le gouvernement. Au cours de l'année 1938–39, les cliniques ambulantes et les dispensaires antituberculeux ont examiné 35,544 personnes. Les unités sanitaires de comté ont immunisé 50,385 enfants contre la diphtérie, formant un total de 322,304 avec ceux ayant déjà été immunisés.

Ontario.—Le ministère de la Santé est administré par un ministre du gouvernement. Celui-ci est assisté d'un sous-ministre et d'un officier médical en chef de la santé dans l'application du programme du ministère. Ses activités comportent les divisions suivantes: hôpitaux, prévention de la tuberculose, prévention des maladies vénériennes, maladies évitables, laboratoires, hygiène maternelle et infantile et service public d'infirmières, hygiène de la bouche, génie sanitaire, hygiène industrielle et enregistrement des infirmières, y compris l'inspection des écoles d'infirmerie.

Le travail local (1940–41) est effectué par un conseil d'hygiène et un officier sanitaire pour chacune des 900 municipalités. Quatorze municipalités emploient des officiers sanitaires à leur service exclusif.

Les nouvelles responsabilités du Ministère créées par la guerre s'étendent non seulement au contrôle des maladies vénériennes mais aussi à celui d'autres maladies contagieuses. La législation qui confère au Ministère aussi bien qu'aux autres services locaux d'hygiène l'autorité en matière de contrôle et de traitement des maladies vénériennes a été renforcie proportionnellement au problème et des mesures appropriées ont été invoquées pour en assurer une application rigide. La centralisation des rapports sur la syphilis et la gonorrhée a plus que justifié cette législation.

La concentration des jeunes adultes dans les camps de formation, dont un grand nombre sont susceptibles d'être atteints des maladies communicables ordinaires, entraîne avec elle une forte augmentation de ces maladies, particulièrement de la fièvre scarlatine. Il est possible aussi que la diphtérie accuse de même une augmentation marquée. Le Ministère s'est efforcé par tous les moyens possibles d'aider aux personnels médicaux des forces actives à faire face aux problèmes créés par de telles recrudescences.

Le personnel du laboratoire provincial assure le service de diagnostic de laboratoire exigé tant par l'armée de terre que de l'air.

La division de l'hygiène industrielle a sensiblement accru son activité en ce qui concerne les maladies professionnelles et les recherches sur la fatigue résultant de l'accélération de la production de matériel essentiel de guerre.

Le défraiement par le Gouvernement des frais d'entretien de toutes les personnes souffrant de tuberculose et n'ayant pas les moyens d'aller au sanatorium porte déjà ses fruits. Le plan en vertu duquel les municipalités collaborent en assurant les soins de convalescence aux personnes ayant reçu tous les traitements nécessaires aux sanatoriums mais qui ne sont pas encore physiquement aptes à y pourvoir, met des lits à la disposition de celles qui en ont besoin.

Les autres divisions du Ministère maintiennent aussi une activité intense en raison de la demande continuelle de personnel expérimenté en hygiène publique de la part des forces actives.

Manitoba.—Le Manitoba possède un ministère de la Santé et du Bien-Etre public. La loi de la santé et du bien-être statue que le ministre doit présider et avoir la direction du ministère, et que celui-ci doit avoir juridiction administrative sur tous les points qui dans la province ont trait à l'hygiène et au bien-être social. Le ministère comprend les divisions suivantes: prévention des maladies (inspection des produits alimentaires et des laiteries, infirmières publiques, assainissement, prévention des maladies vénériennes, maladies contagieuses, hygiène industrielle, maternelle et infantile, éducation sanitaire et enregistrement central des cas de tuberculose); laboratoires provinciaux, statistiques vitales, hospitalisation, psychiatrie (hôpitaux pour maladies mentales établis à Selkirk et à Brandon, école du Manitoba pour personnes atteintes de maladies mentales établie à Portage-la-Prairie, institut psychothérapique à Winnipeg); bien-être de l'enfance, succession des aliénés, inspection fiscale des institutions publiques, aide sociale dans les territoires inorganisés, surveillance des vieillards et des infirmes (secourus à même les fonds publics); inspection du service médical (subventionnée par la province).

Le bureau de Santé et le comité du bien-être social qui existaient précédemment agissent en qualité de corps consultatifs auprès du ministre de la Santé et du Bien-Etre social, et le bureau du Bien-Etre de l'enfance est en même temps consultatif et administratif, dirigeant l'administration de la loi du bien-être de l'enfance en ce qu'elle se rapporte aux allocations maternelles.

Saskatchewan.—Le ministère de la Santé est organisé depuis 1923 et il est sous la direction d'un ministre et d'un sous-ministre. La loi de l'hygiène de la Saskatchewan pourvoit également à un comité du bien-être social, comprenant le sous-ministre comme président, trois médecins pratiquants, un vétérinaire et un ingénieur civil. Ce conseil agit en qualité de corps consultatif pour la considération de nouvelles lois d'hygiène et des problèmes qui s'y rattachent.

Le travail se répartit sur sept divisions. La division administrative, relevant directement du sous-ministre qui est en même temps archiviste général, coordonne les services du ministère en général, dirige l'administration générale de l'hygiène publique, contrôle les finances, surveille la législation, les subventions aux hôpitaux, les bureaux municipaux d'hygiène et les secours médicaux dans certains territoires non encore organisés. Le service public d'infirmières surveille les subventions de la maternité, organise en collaboration avec les médecins locaux l'examen des enfants fréquentant les écoles, les visites à domicile et les cliniques préscolaires et préventives, et assure un service général d'infirmerie à travers la province. La division des maladies contagieuses s'occupe de l'épidémiologie dans toutes ses phases et applique les règlements concernant les cimetières et voit au soin et à la translation des morts. La surveillance de la trachome, des maladies vénériennes et de la tuberculose (là où il n'y a pas conflit avec la Ligue antituberculeuse) relève aussi de cette division.

La division de l'assainissement est chargée de l'inspection des produits alimentaires, de l'eau, du lait et de la glace, des systèmes de drainage, de l'assainissement rural et urbain et de l'organisation des districts d'hôpitaux unis. La division des laboratoires comprend les services de bactériologie, sérologie, pathologie, analyses chimiques et expertises médico-légales. Le bureau de l'archiviste général (autrefois la division des statistiques vitales) administre la loi des statistiques et la loi du mariage. Le système en usage dans la classification des statistiques vitales a été déterminé en collaboration avec les autres provinces et le Bureau Fédéral de la Statistique. La loi de l'hygiène mentale et les institutions établies en vertu de ses dispositions à North-Battleford, Weyburn et Regina (salle psychopathologique) sont administrées par le ministère; le commissaire des services de l'hygiène mentale voit à l'administration interne de ces institutions.

Hôpitaux unis.—Il existe dans la Saskatchewan, en plus des hôpitaux généraux, un système dit des hôpitaux unis, dont le but est de fournir l'hospitalisation dans les districts ruraux. En vertu de la constitution de ce système deux municipalités ou plus peuvent coopérer à la construction, l'outillage et l'entretien d'un hôpital. Les municipalités qui constituent par elles-mêmes un district d'hospitalisation peuvent s'entendre avec la commission des hôpitaux pour l'hospitalisation de certaines catégories de patients, aux frais des municipalités auxquelles ces patients appartiennent.

Commission du cancer.—Cette commission, créée en 1940, se compose du sous-ministre de la Santé, qui en est le président, de deux médecins comme membres et d'un autre médecin comme secrétaire. Des cliniques de consultation diagnostique et de traitement ont été établies à Regina et Saskatoon. Il y a aussi dans ce dernier endroit un établissement d'émanation où l'on fabrique le radon. La commission se tient sans cesse au courant de la science préventive, du diagnostic et du traitement du cancer.

Bureau de services d'hygiène.—Ce bureau se compose du sous-ministre, qui en est le président, d'un représentant du collège provincial des médecins et chirurgiens et d'un représentant de l'association des municipalités rurales. Il a le pouvoir d'approuver les règlements et les accords établis et conclus par les conseils municipaux au sujet des services médicaux et d'hospitalisation et en outre peut étudier les méthodes de répartition équitable du coût de la maladie et les besoins du peuple en ce qui concerne les services d'hygiène publique en général.

Branche des services médicaux aux chômeurs assistés.—Actuellement des octrois sont versés aux médecins, aux dentistes et aux hôpitaux approuvés pour qu'ils fournissent aux habitants des régions de sécheresse et à un groupe connu sous le nom de "colons du nord" qui a dû se transporter de la région de sécheresse du sud aux municipalités du nord de la province. L'officier médical en charge de la branche des services médicaux aux chômeurs assistés, en plus de s'occuper de ces octrois, surveille aussi les services médicaux et connexes du Bureau du Travail et du Bien-Etre Public. Les célibataires et les familles de passage relèvent de ces services. L'Institut National Canadien des Aveugles voit aux fournitures d'optique des patients incapables de payer.

Alberta.—Le Ministère de la Santé Publique, établi en vertu d'une loi de la législature provinciale en 1919, applique les lois suivantes: loi de la chirurgie pédicure, loi du Ministère de la Santé Publique, loi des hôpitaux, loi de la stérilisation sexuelle, loi de la célébration des mariages, loi des maladies mentales, loi des arriérés mentaux, loi des infirmières enregistrées, loi des infirmières de la santé publique, loi et règlements de la santé publique, loi de la tuberculose, loi de l'optométrie, loi de la chiropratique, loi de ceux qui souffrent de la poliomyélite, loi de l'association dentaire,

loi des hôpitaux municipaux, loi des hôpitaux privés, loi de la profession médicale, loi des produits pharmaceutiques de l'Alberta, loi de prévention des maladies vénériennes, loi des statistiques vitales, loi des cimetières, loi de l'hôpital de l'Université d'Alberta, loi des remèdes contre le cancer et loi du traitement et de la prévention du cancer.

Le ministère comprend les divisions suivantes: maladies contagieuses; génie sanitaire et assainissement; propagande sur l'hygiène; laboratoire; services publics d'infirmerie; hôpitaux municipaux; inspection des hôpitaux; hygiène sociale; statistiques vitales; hygiène mentale; hygiène dentaire. Les institutions suivantes sont administrées par le ministère: le sanatorium central de l'Alberta; l'hôpital provincial pour maladies mentales, Ponoka; l'école provinciale de formation, Red Deer; l'hôpital auxiliaire provincial, Claresholm; l'hôpital auxiliaire provincial, Raymond; et l'institut provincial des maladies mentales, Edmonton.

Il existe des cliniques gratuites pour le traitement des maladies vénériennes dans quatre des principales villes et deux des principales prisons. Au moyen de conférences, du cinéma, de bulletins et de causeries radiophoniques, on poursuit une campagne de vulgarisation sur l'hygiène sociale.

Des traitements gratuits pour les types contagieux de tuberculose sont fournis à tout domicilié de bonne foi, i.e. à toute personne qui a habité la province un an au moins avant de faire sa demande d'admission au sanatorium.

La loi des personnes atteintes de poliomyélite de 1938 pourvoit au traitement gratuit dans des hôpitaux privés des personnes frappées de cette maladie. Elle pourvoit également à l'instruction académique, à la formation professionnelle et à la réhabilitation de ceux qui restent paralysés à la suite de cette maladie.

Le Ministère de la Santé Publique a été l'initiateur d'un service pour le traitement du cancer dans la province. Des cliniques de diagnostic ont été établies à Edmonton et à Calgary, lesquelles se tiennent toutes les semaines. Il est pourvu à ce que les patients envoyés à ces cliniques par leurs médecins et dont l'examen révèle la nécessité de traitement à la radiologie profonde ou au radium soient traités gratuitement. Aucune responsabilité financière n'est assumée en ce qui concerne le coût des opérations chirurgicales ou des traitements ni pour l'entretien d'un patient quelconque à l'hôpital.

Colombie Britannique.—L'officier provincial de la santé, qui relève du bureau provincial de la santé applique les lois concernant la santé publique en Colombie Britannique. Six divisions et deux bureaux assurent les services spécialisés suivants: contrôle de la tuberculose, contrôle des maladies vénériennes, laboratoires, génie de la santé publique, propagande en faveur de la santé publique et statistiques vitales, de même que les bureaux de l'administration et les services locaux de santé. Des cliniques provinciales pour le diagnostic et le traitement ont été établies à Vancouver, Victoria, New Westminster et Trail, tandis qu'un service consultatif et de médicaments gratuits est assuré aux médecins privés de toute la province. La réorganisation de la division des statistiques vitales s'est effectuée le 1er avril 1939 sous la surveillance d'un directeur. Elle place cette branche des services de la santé publique sur un pied d'égalité avec les autres. La division des laboratoires a agrandi le champ de ses activités de sorte qu'elle surveille maintenant les laboratoires de toutes les branches à travers la province, en plus du laboratoire central à Vancouver. La division du contrôle de la tuberculose a fait d'autres progrès; elle assure un service de diagnose et de traitement à toutes les parties de la province. On augmente sans cesse le service public d'infirmerie afin qu'un plus grand nombre de régions rurales de la province puissent en bénéficier; l'éducation sanitaire reçoit une attention particulière. Un directeur du service public d'infirmières a été ajouté au personnel.

Section 2.—Statistiques des institutions*

En vertu des pouvoirs accordés par le Gouvernement fédéral en 1930, le Bureau Fédéral de la Statistique, en collaboration avec les autorités provinciales, a créé la Branche du Recensement des Institutions et collige des statistiques pour les types suivants d'institutions: (1) *hôpitaux*—institutions s'occupant principalement de la prévention et de la guérison des maladies physiques telles que les hôpitaux pour les malades, les sanatoriums et les institutions pour incurables; (2) *les institutions pour maladies mentales et nerveuses*—pour le traitement et le soin de toutes les maladies mentales, comme les asiles d'aliénés, les institutions pour les faibles d'esprit, les épileptiques, etc.; (3) *institutions de charité et de bienfaisance*—prenant soin des pauvres des deux sexes et de tous les âges, telles que les refuges pour vieillards, refuges de comtés, orphelinats, etc. et (4) *institutions pénales et correctionnelles*—qui ont pour but de réformer les criminels, de rééduquer et réformer les jeunes délinquants, garçons et filles. Les statistiques des institutions, telles que résumées dans le tableau 1 peuvent donc être considérées comme traitant des quatre types principaux de pathologie sociale, sous leurs aspects physique, mental, économique et moral.

Historique.—Un bref historique des débuts et de la croissance de plusieurs classes d'institutions au Canada a paru aux pages 1040-1043 de l'Annuaire de 1936.

* Cette section a été revisée par J. C. Brady, Branche du Recensement des Institutions, Bureau Fédéral de la Statistique.

1.—Institutions au Canada, par province, 1939

Genre d'institution	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Yukon et T. du N.-O.	Canada
	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.
Population (en milliers)	95	554	451	3,210	3,752	727	949	789	774	14	11,315
Hôpitaux—(Hôpitaux pour aliénés exclus)—											
Publics—[1]											
Généraux	4	26	16	56	111	38	77	81	69	9	487
Pour femmes	Nil	2	1	3	3	Nil	Nil	1	Nil	Nil	10
Pédiatrie	"	1	Nil	3	2	1	1	1	1	"	10
Isolation	"	1	"	3	6	2	Nil	3	Nil	"	15
Convalescence	"	Nil	"	3	8	1	"	Nil	"	"	12
Croix Rouge	"	"	"	Nil	30	Nil	10	"	"	5	45
Maladies incurables	"	"	1	4[2]	8	1	2	3	1	"	20
Autres	"	"	Nil	7	1	Nil	Nil	2	Nil	"	10
Totaux, publics	*4*	*80*	*18*	*79*	*169*	*43*	*90*	*91*	*76*	*9*	*609*
Privés	Nil	7	7	38	53	10	84	40	37	Nil	276
Fédéraux—											
Ministère des Pensions et de la Santé Nationale—											
Vétérans de guerre	Nil	1	1	1	2	1	Nil	1	1	Nil	8
Quarantaine et immigration	"	1	1	1	Nil	Nil	"	Nil	1	"	4
Léproserie	"	Nil	1	Nil	"	"	"	"	1	"	2
Marine	"	1	Nil	"	"	"	"	"	Nil	"	1
Ministère des Mines et Ressources (Indiens)	"	Nil	"	"	1	3	1	4	"	"	9
Ministère de la Défense Nationale	5	14	8	25	43	14	10	18	12	"	149
Totaux, fédéraux	*5*	*17*	*11*	*27*	*46*	*18*	*11*	*23*	*15*	Nil	*173*
Tuberculose	1	3	3	11	13	4	3	1	1	Nil	40
Totaux, hôpitaux	**10**	**57**	**39**	**155**	**281**	**75**	**188**	**155**	**129**	**9**	**1,098**

[1] Autres que pour maladies mentales et tuberculose.

[2] Y compris une unité de 84 lits dans un hôpital général.

1.—Institutions au Canada, par province, 1939—fin

Genre d'institution	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Yukon et T. du N.-O.	Canada
	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.
Institutions psychothérapiques—											
Hôpitaux publics	1	1	1	6	12	2	2	4	3	Nil	32
Ecoles de formation	Nil	1	Nil	1	1	1	Nil	1	Nil	"	5
Hôpitaux de psychiatrie	"	Nil	"	Nil	1	1	"	Nil	"	"	2
Institutions de comté et de municipalité	"	14	"	"	Nil	Nil	"	"	"	"	14
Hôpitaux fédéraux	"	Nil	"	1	1	"	"	"	"	"	2
Institutions privées	"	"	"	1	2	"	"	"	1	"	4
Totaux, psychothérapiques	**1**	**16**	**1**	**9**	**17**	**4**	**2**	**5**	**4**	**Nil**	**59**
Institutions charitables et bénévoles—[1]											
Refuges pour adultes	1	16	8	33	64	6	Nil	2	7	Nil	137
Refuges pour adultes et enfants	1	7	10	48	15	3	1	1	2	"	88
Orphelinats	2	10	7	39	28	14	4	6	8	"	118
Garderies	Nil	1	Nil	3	8	2	Nil	Nil	1	"	15
Sociétés d'assistance pour enfants	2	14	3	2	58	5	5	3	3	"	95
Sociétés d'immigration juvénile	Nil	1	1	1	2	Nil	Nil	Nil	1	"	6
Totaux, charitables, etc.	**6**	**49**	**29**	**126**	**175**	**30**	**10**	**12**	**22**	**Nil**	**459**
Pénitenciers et maisons de réforme—											
Pénitenciers	Nil	Nil	1	1	2	1	1	Nil	1	Nil	7
Institutions de correction et réforme	"	4	3	4	10	3	2	2	2	"	30
Garçons	"	*2*	*1*	*2*	*3*	*1*	*1*	*Nil*	*1*	"	*11*
Filles	"	*Nil*	*Nil*	*1*	*1*	*Nil*	*Nil*	*1*	*1*	"	*4*
Hommes	"	"	"	*Nil*	*4*	"	*1*	*Nil*	*Nil*	"	*5*
Femmes	"	"	*1*	"	*1*	"	*Nil*	"	"	"	*2*
Femmes et filles	"	*2*	*1*	*1*	*1*	*2*	"	*1*	"	"	*8*
Totaux, pénitenciers, etc.	**Nil**	**4**	**4**	**5**	**12**	**4**	**3**	**2**	**3**	**Nil**	**37**
Grand totaux	**12**	**111**	**64**	**272**	**443**	**95**	**189**	**165**	**143**	**9**	**1,503**

[1] Ces institutions ne font rapport qu'à tous les cinq ans, les derniers rapports remontant à 1936.

Sous-section 1.—Statistiques des hôpitaux autres que pour aliénés*

Le tableau 1 fait voir qu'en 1939, en plus des 609 hôpitaux publics, il y a 276 hôpitaux privés, 40 sanatoriums pour tuberculeux et 173 hôpitaux tenus par le Gouvernement fédéral. Ces derniers comprennent 8 hôpitaux pour vétérans, 4 de quarantaine et d'immigration, 1 de marine et 2 léproseries administrés par le Ministère des Pensions et de la Santé Nationale; 149 hôpitaux militaires sous le Ministère de la Défense Nationale et 9 hôpitaux pour Indiens sous le Ministère des Mines et Ressources. Le nombre d'hôpitaux relevant du Ministère de la Défense National passe de 9 en 1938 à 149 à la fin de 1939. La déclaration de la guerre en septembre 1939 et l'expansion subséquente des services de la Défense Nationale expliquent cette augmentation. Bien que ces hôpitaux soient désignés comme des hôpitaux militaires, ils s'étendent aussi aux services navals et de l'air.

*Un répertoire complet de tous les hôpitaux du Canada, donnant le nom, la localité, le genre et le nombre de lits en 1939 peut être obtenu du Bureau Fédéral de la Statistique.

2.—Sommaire des hôpitaux publics et privés faisant rapport au Canada, 1935-39

NOTA.—Les chiffres comprennent les hôpitaux et les asiles pour incurables, mais non les hôpitaux fédéraux et les hôpitaux pour maladies mentales ou les tuberculeux.

Item	1935	1936	1937	1938	1939
	No.	No.	No.	No.	No.
Hôpitaux publics—					
Faisant rapport	572[1]	573[1]	584[2]	610	609
Capacité en lits[3]	52,428	52,442	54,176	56,327	57,385
Patients sous traitement[4]	746,597	804,970	852,624	888,875	885,819[5]
Jours collectifs d'hospitalisation[4]	12,221,506	12,688,606	12,803,441	13,117,881	11,054,989[5]
Hôpitaux privés—					
Faisant rapport	267	259	241	267	276
Capacité en lits[3]	3,409	3,386	3,389	3,217	3,915
Patients sous traitement[4]	32,363	35,707	36,425	31,487	36,766
Jours collectifs d'hospitalisation[6]	410,890	423,239	433,912	417,724	519,909

[1] Trois hôpitaux publics du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest n'ont pas fait rapport. [2] Un hôpital des Territoires du Nord-Ouest n'a pas fait rapport. [3] Y compris les lits d'adultes, les lits d'enfants et les berceaux. [4] Y compris les nouveau-nés. [5] Les rapports de 3 hôpitaux généraux du Nouveau-Brunswick et de 3 hôpitaux généraux du Québec ne satisfont pas aux exigences minimum et ne figurent pas ici. [6] Y compris le séjour des nouveau-nés.

3.—Statistique des hôpitaux publics et privés du Canada, par province, personnel, outillage et mouvement des patients, 1939

NOTA.—Y compris les hôpitaux et les asiles pour incurables, mais non les hôpitaux fédéraux ou pour maladies mentales ou les tuberculeux.

Détails	Hôpitaux publics		Hôpitaux privés	Hôpitaux publics		Hôpitaux privés
	Généraux	Autres[1]		Généraux	Autres[1]	
	ILE DU PRINCE-EDOUARD			NOUVELLE-ECOSSE		
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Hôpitaux faisant rapport	4	Nil	Nil	26	4	7
Ecoles d'infirmières	3	"	"	13	2	Nil
Personnel—						
Médecins salariés	1	"	"	13	Nil	3
Internes	1	"	"	20	4	Nil
Infirmières diplômées	22	"	"	293	27	14
Elèves-infirmières	76	"	"	547	51	Nil
Totaux, personnel	**149**	"	"	**1,429**	**143**	**36**
Outillage—						
Radiographie	4	"	"	26	1	1
Laboratoire de clinique	3	"	"	19	Nil	Nil
Physiothérapie	1	"	"	13	1	"
Mouvement des hospitalisés—						
Entrées	5,171	"	"	41,396	2,787	433
Naissances (enfants vivants)	485	"	"	3,963	1,078	106
Patients sous traitement	**5,786**	"	"	**46,634**	**4,036**	**557**
Sorties	5,467	"	"	43,979	3,772	529
Décès	168	"	"	1,320	128	22
Journées collectives d'hospitalisation	55,907	"	"	488,585	52,622	5,346
	NOUVEAU-BRUNSWICK			QUÉBEC		
Hôpitaux faisant rapport	16	2	7	56	23	38
Ecoles d'infirmières	13	Nil	Nil	26	7	1
Personnel—						
Médecins salariés	11	"	2	141	87	23
Internes	14	"	Nil	275	46	Nil
Infirmières diplômées	147	6	23	1,345	458	107
Elèves-infirmières	463	Nil	Nil	1,656	272	11
Totaux, personnel	**1,034**	**20**	**48**	**7,929**	**1,926**	**310**
Outillage—						
Radiographie	15	Nil	4	52	8	21
Laboratoire de clinique	14	"	3	44	11	15
Physiothérapie	12	"	Nil	41	9	16
Mouvement des hospitalisés—						
Entrées	15,578	171	1,432	121,249	20,943	7,539
Naissances (enfants vivants)	1,464	152	135	9,360	2,785	1,050
Patients sous traitement	**17,490**	**376**	**1,598**	**135,303**	**26,642**	**8,874**
Sorties	16,374	306	1,500	124,817	22,627	8,339
Décès	632	11	48	5,640	946	174
Journées collectives d'hospitalisation	201,146	14,982	16,518	2,133,873	943,871	127,631

[1] Ces institutions sont classifiées en détail dans le tableau 1.

3.—Statistique des hôpitaux publics et privés du Canada, par province, personnel, outillage et mouvement des patients, 1939—fin

Détails	Hôpitaux publics		Hôpitaux privés	Hôpitaux publics		Hôpitaux privés
	Généraux	Autres[1]		Généraux	Autres[1]	
	Ontario			Manitoba		
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb	nomb.
Hôpitaux faisant rapport	111	58	53	38	5	10
Ecoles d'infirmières	58	4	Nil	15	3	Nil
Personnel—						
Médecins salariés	131	24	27	48	12	3
Internes	231	33	Nil	63	8	Nil
Infirmières diplômées	1,990	424	152	359	74	15
Elèves-infirmières	3,243	207	Nil	819	71	Nil
Totaux, personnel	**10,780**	**2,010**	**470**	**2,250**	**550**	**41**
Outillage—						
Radiographie	107	18	17	22	3	3
Laboratoire de clinique	60	7	11	19	2	3
Physysiothérapie	54	6	10	12	3	1
Mouvement des hospitalisés—						
Entrées	226,889	28,350	8,061	61,030	5,184	1,167
Naissances (enfants vivants)	30,460	4,156	1,941	8,308	17	207
Patients sous traitement	**266,093**	**34,783**	**10,351**	**71,423**	**5,747**	**1,399**
Sorties	246,396	31,380	9,775	66,902	4,909	1,342
Décès	11,079	1,222	229	2,203	113	19
Journées collectives d'hospitalisation	3,365,159	873,346	124,738	791,148	224,581	12,498
	Saskatchewan			Alberta		
Hôpitaux faisant rapport	77	13	84	81	10	40
Ecoles d'infirmières	10	Nil	Nil	10	Nil	Nil
Personnel—						
Médecins salariés	17	1	"	33	4	9
Internes	24	Nil	"	39	Nil	Nil
Infirmières diplômées	541	28	66	653	30	31
Elèves-infirmières	651	Nil	Nil	767	Nil	Nil
Totaux, personnel	**2,271**	**86**	**198**	**2,883**	**99**	**107**
Outillage—						
Radiographie	64	2	3	71	2	8
Laboratoire de clinique	34	Nil	3	34	1	2
Physiothérapie	24	"	1	19	1	3
Mouvement des hospitalisés—						
Entrées	66,610	1,868	3,876	80,503	1,152	1,812
Naissances (enfants vivants)	8,491	408	1,422	10,853	418	469
Patients sous traitement	**76,991**	**2,509**	**5,532**	**93,747**	**1,737**	**2,355**
Sorties	72,858	2,190	5,187	89,281	1,496	2,251
Décès	2,173	88	91	2,426	84	45
Journées collectives d'hospitalisation	844,839	89,131	92,700	1,006,137	88,827	33,327
	Colombie Britannique			Canada[2]		
Hôpitaux	69	7	37	487	122	276
Ecoles d'infirmières	7	Nil	Nil	155	16	1
Personnel—						
Médecins salariés	74	1	9	472	129	76
Internes	57	Nil	Nil	724	91	Nil
Infirmières diplômées	956	22	103	6,327	1,069	511
Elèves-infirmières	831	Nil	Nil	9,053	601	11
Totaux, personnel	**3,733**	**112**	**275**	**32,537**	**4,946**	**1,485**
Outillage—						
Radiographie	66	1	9	433	35	66
Laboratoire de clinique	34	1	7	264	22	44
Physiothérapie	21	1	6	197	21	37
Mouvement des hospitalisés—						
Entrées	81,274	635	4,920	701,103	61,090	29,240
Naissances (enfants vivants)	9,722	36	724	83,197	9,053	6,054
Patients sous traitement	**93,893**	**875**	**6,100**	**808,962**	**76,705**	**36,766**
Sorties	87,661	603	5,209	755,193	67,283	34,132
Décès	3,367	50	370	29,081	2,642	998
Journées collectives d'hospitalisation	1,179,092	80,551	185,257	10,107,272	2,367,911	598,015

[1] Ces institutions sont classifiées en détail au tableau **1.**

[2] Y compris 9 hôpitaux généraux du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest qui font rapport de 3 médecins à salaire, 21 infirmières diplômées et un personnel global de 79; 6 appareils de rayons X et 3 laboratoires de clinique; 1,403 admissions, 91 naissances vivantes, un total de 1,602 patients sous traitement, 1,428 sorties, 73 décès et un total de 41,386 journées collectives d'hospitalisation.

Services organisés dans les hôpitaux généraux publics.—Les services organisés, analysés au tableau **4**, peuvent être définis comme départements ou services spécialisés d'hôpital confiés à des spécialistes et dotés d'outillage moderne et d'un personnel technique voués aux problèmes des domaines indiqués. Les facilités existantes d'un hôpital destinées simplement à l'usage des practiciens généraux ne sont pas considérées comme services organisés. On ne considère ici que les services organisés dans les hôpitaux généraux publics et non pas ceux des hôpitaux généraux autres que publics (comme le montre la première partie du tableau **1**) ni ceux des hôpitaux privés, fédéraux, pour tuberculeux ou aliénés. C'est, cependant, dans les grands hôpitaux généraux publics que la majorité de ces services spéciaux organisés se rencontrent. Plusieurs petits hôpitaux généraux publics ont des facilités pour l'étude et le traitement de cas relevant des domaines indiqués ici, mais comme ce ne sont pas des services organisés d'après la définition ci-dessus, ces facilités ne sont pas comptées. Le tableau **1** indique qu'en 1939 il existe 487 hôpitaux généraux publics. Seulement 221 de ceux-ci ont un personnel médical organisé avec 7,871 médecins attachés.

4.—Services et personnels organisés des hôpitaux généraux publics, par province, 1939

NOTA.—Les tirets indiquent qu'on n'a pas rapporté de service organisé dans le cas en question.

Service et personnel	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Canada
	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.
Médecine générale	1	5	10	34	45	7	10	13	13	138
Pédiatrie	1	2	5	27	34	7	5	9	7	97
Cardiologie	1	1	4	15	21	4	–	4	3	53
Dermatologie	–	2	–	17	12	4	3	2	2	42
Neuro-psychiatrie	–	1	–	7	7	3	1	1	1	21
Tuberculose	–	3	–	8	9	1	4	4	4	33
Vénérologie	–	3	1	15	13	3	2	2	3	42
Maladies contagieuses	–	–	3	5	6	3	6	2	5	30
Chirurgie générale	1	5	10	35	45	8	9	13	12	138
Orthopédie	–	2	2	21	24	6	4	3	4	66
Neurologie	–	–	–	9	11	3	1	1	3	28
Dentisterie	1	4	1	16	14	3	1	3	2	45
Obstétrique	2	3	8	27	46	9	8	13	11	127
Gynécologie	1	2	4	32	37	7	4	7	6	100
Ophtalmologie	1	4	4	28	29	6	5	3	4	84
Oto-laryngologie	1	3	3	27	29	6	5	3	4	81
Urologie	1	3	3	22	30	5	5	4	5	78
Pathologie	1	3	5	19	29	7	4	5	6	79
Bactériologie	1	5	5	24	31	8	5	6	7	92
Rayons X	2	9	11	34	53	10	8	14	12	153
Radiologie profonde	1	4	3	16	18	3	5	4	6	60
Radium	–	2	1	8	13	2	1	4	3	34
Laboratoire clinique	2	6	11	30	36	9	7	13	9	123
Physiothérapie	–	4	7	26	36	6	6	6	6	97
Personnel										
Personnels organisés	3	19	14	39	74	11	26	18	17	221
Médecins attachés	37	404	270	1,689	3,134	548	462	703	624	7,871

Dispensaires pour patients externes.—Les dispensaires pour patients externes sont administrés conjointement avec les hôpitaux ou autres institutions et soignent les malades non hospitalisés. Ce service est très avantageux et important pour les malades dont la situation est modeste. Il leur évite les frais d'hôpital ou leur permet de s'y faire admettre si leur état le nécessite. Règle générale, les dispensaires pour patients externes sont subventionnés à même les fonds de l'hôpital général et il n'y a pas de registre séparé. Tant qu'un système uniforme de comptabilité n'aura pas été adopté, il ne sera pas possible d'établir le coût moyen par malade.

Les statistiques du tableau 5 se compliquent inutilement à cause du manque d'uniformité dans la façon de déclarer les patients et les traitements. La majorité des hôpitaux déclarent les deux, mais un nombre considérable déclarent soit les patients, soit les traitements et non les deux.

5.—Hôpitaux publics faisant rapport de dispensaires pour patients externes, 1939

NOTA.—Les chiffres des sanatoriums pour la tuberculose et des cliniques gouvernementales ou municipales tenues dans les hôpitaux ne sont pas compris.

Province	Total, dispensaires	Patients et traitements			Patients seulement		Traitements seulement	
		Ayant fait rapport	Patients	Traitements	Ayant fait rapport	Patients	Ayant fait rapport	Traitements
Ile du Prince-Edouard	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Nouvelle-Ecosse	1[1]	"	"	"	"	"	"	"
Nouveau-Brunswick	2[1]	1	1,402	3,262	"	"	"	"
Québec	22	14	144,977	503,735	2	21,365	6	385,446
Ontario	19[1]	9	60,642	238,686	2	33,324	7	387,825
Manitoba	4	3	37,377	112,628	Nil	Nil	1	738
Saskatchewan	Nil	Nil	Nil	Nil	"	"	Nil	Nil
Alberta	2	2	4,591	22,519	"	"	"	"
Colombie Britannique	1	Nil	Nil	Nil	"	"	1	56,645
Totaux	**51**	**29**	**248,989**	**880,830**	**4**	**54,689**	**15**	**830,654**

[1] Un hôpital n'a pas fait rapport.

Institutions pour tuberculeux.—Les statistiques des institutions consacrées au traitement de la tuberculose, données au tableau 6 comprennent les unités spéciales pour le traitement de la tuberculose dans les hôpitaux généraux aussi bien que les sanatoriums spécialisés indiqués séparément au tableau 1. La mortalité dans ces institutions due à la tuberculose, indiquée ici pour 1939, n'est que de 33 p.c. de la mortalité globale due à la maladie au Canada comme il est montré aux Statistiques Vitales, pp. 91–94 de la présente édition. Cependant, la mortalité due à la tuberculose manifeste un déclin encourageant depuis 1926. Des détails plus complets sur ces institutions et le traitement des patients sont donnés dans le "Rapport Annuel des Institutions pour Tuberculeux", publié par le Bureau Fédéral de la Statistique.

6.—Hôpitaux pour tuberculeux, par province, et personnel, facilités et mouvement des hospitalisés, 1939

Item	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Canada
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Capacité en lits	80	554	525	2,739	3,624	853	740	210	658	9,983
Personnel										
Médecins salariés	2	6	9	29	73	22	16	10	19	186
Infirmières diplômées	10	34	55	111	421	79	72	23	63	868
Total, personnel[1]	**32**	**210**	**255**	**787**	**1,915**	**533**	**366**	**118**	**351**	**4,567**
Facilités—										
Rayons X	1	2	3	11	13	4	1	1	1	37
Laboratoires cliniques	1	2	3	9	13	3	1	1	1	34
Physiothérapie	[2]	1	2	3	7	3	1	[2]	1	18
Mouvement des hospitalisés—										
Admissions	71	731	537	3,500	2,935	1,024	889	333	730	10,750
Total, patients sous traitement	**135**	**1,199**	**987**	**5,525**	**6,105**	**1,733**	**1,655**	**718**	**1,368**	**19,425**
Sorties	49	530	396	2,535	2,234	849	797	283	521	8,194
Décès	19	142	78	664	559	143	90	57	208	1,960
Jours de séjour collectif	24,282	181,861	179,883	865,748	1,208,833	260,943	296,713	74,832	240,645	3,333,740

[1] Le total comprend d'autre personnes. [2] Aucun déclaré.

Sous-section 2.—Hôpitaux pour aliénés

Le recensement des institutions pour aliénés au Canada, le 1er juin 1931, place le nombre de patients dans toutes ces institutions à 31,686, dont 24,188 déments, 7,006 faibles d'esprit et 492 épileptiques. Le nombre par 100,000 de population est de 305·4 le 1er juin 1931, 316·5 le 31 décembre 1932, 324·9 le 31 décembre 1933, 335·6 le 31 décembre 1934, 348·2 le 31 décembre 1935, 359·5 le 31 décembre 1936, 373·5 le 31 décembre 1937; et 378·7 le 31 décembre 1938.

Le 31 décembre 1939, il y avait 43,275 patients dans ces institutions au Canada et 3,972 libérés sur parole, faisant un total de 47,247, tandis que la capacité normale en lits était de 39,277. Cet état accuse un encombrement sérieux si l'on considère le nombre de patients le 1er janvier 1939 ainsi que les admissions et séparations. Cet encombrement se fait surtout sentir en Colombie Britannique, Manitoba, Saskatchewan, Ontario et Québec. Des 43,275 hospitalisés en 1939, 33,792 sont déments, 8,659 faibles d'esprit, 684 épileptiques et 140 atteints de diverses maladies mentales. Le nombre de patients par 100,000 de population à la fin de l'année est de 380·4.

Il n'existe pas de données pour indiquer dans quelle mesure la proportion croissante de patients par 100,000 âmes est due à un diagnostic plus complet et des soins plus grands que par le passé et dans quelle mesure il y a réelle augmentation dans la proportion de la population exigeant un traitement mental.

7.—Capacité, personnel, mouvement des patients et finances des institutions pour aliénés au Canada, par province, 1939

Détail		Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
Institutions faisant rapport	nomb.	1	16	1	9	17
Capacité normale	"	275	2,275	1,150	11,916	13,711
Personnel—						
Médecins, temps entier	"	3	4	7	47	122
Médecins, temps partiel	"	Nil	17	4	21	39
Infirmières diplômées	"	14	35	20	196	724
Autres infirmières	"	4	70	Nil	272	431
Totaux, personnel[1]	"	**68**	**361**	**180**	**2,200**	**3,270**
Mouvement des hospitalisés—						
Admissions	nomb.	92	644	431	2,742	7,097
Totaux, sous traitement	"	**358**	**2,678**	**1,804**	**16,465**	**19,728**
Séparations	"	88	627	327	2,611	6,825
Patients le 31 déc.	"	270	2,167	1,104	12,587	14,325
Recettes—						
Subventions du gouvern. et des municipalités	$	119,437	579,189	296,569	2,906,262	5,164,549
Versements des patients	$	4,240	25,309	41,117	434,954	948,965
Autres recettes	$	726	3,852	1,387	956,430	347,609
Totaux, recettes	$	**124,403**	**608,350**	**339,073**	**4,297,646**	**6,461,123**[2]
Déboursés—						
Salaires	$	37,053	226,765	139,273	1,346,714	3,207,144
Vivres	$	36,311	162,436	78,012	845,450	998,042
Autres frais d'entretien	$	48,991	188,545	106,790	1,057,487	1,358,387
Totaux, frais d'entretien	$	122,355	577,746	324,075	3,249,651	5,563,573
Nouvelles constructions et améliorations	$	2,048	30,295	14,998	788,674	889,211
Autres déboursés	$	–	72	–	252,384	1,547
Totaux, déboursés	$	**124,403**	**608,113**	**339,073**	**4,290,709**	**6,454,331**[2]

[1] Y compris tout autre personnel.

[2] Recettes et dépenses de l'Ontario Hospital à Langstaff non comprises.

7.—Capacité, personnel, mouvement des patients et finances des institutions pour aliénés au Canada, par province, 1939—fin

Item		Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Total pour le Canada
Institutions faisant rapport	nomb.	4	2	5	4	59
Capacité normale	$	2,348	2,700	2,443	2,459	39,277
Personnel—						
Médecins, temps entier	$	16	12	12	14	237
Médecins, temps partiel	$	5	2	1	3	92
Infirmières diplômées	$	58	14	50	29	1,140
Autres infirmières	$	169	178	72	180	1,376
Totaux, personnel[1]	$	**656**	**649**	**506**	**700**	**8,590**
Mouvement des hospitalisés—						
Admissions	$	736	796	809	1,000	14,347
Totaux, sous traitement	$	**3,455**	**4,239**	**3,306**	**4,834**	**56,867**
Séparations	$	711	649	696	882	13,416
Patients le 31 déc.	$	2,782	3,594	2,724	3,722	43,275
Recettes—						
Subventions du gouvern. et des municipalités	$	880,941	1,166,501	864,849	1,160,055	13,138,352
Versements des patients	$	90,376	102,888	80,182	258,490	1,986,521
Autres recettes	$	30,164	127,882	30,185	659	1,498,894
Totaux, recettes	$	**1,001,481**	**1,397,271**	**975,216**	**1,419,204**	**16,623,767**
Déboursés—						
Salaires	$	445,435	693,089	463,594	641,919	7,200,986
Vivres	$	233,913	291,845	177,589	305,940	3,129,538
Autres frais d'entretien	$	294,277	411,001	235,943	449,028	4,150,449
Totaux, frais d'entretien	$	973,625	1,395,935	877,126	1,396,887	14,480,973
Nouvelles constructions et améliorations	$	10,225	1,336	98,090	19,556	1,854,433
Autres déboursés	$	17,631	–	–	–	271,634
Totaux, déboursés	$	**1,001,481**	**1,397,271**	**975,216**	**1,416,443**	**16,607,040**

[1] Comprend autre personnel.

Sous-section 3.—Institutions de charité et de bienfaisance

Les statistiques des institutions qui s'occupent des orphelins, des enfants à charge et négligés et des vieillards et des infirmes sont colligées tous les cinq ans. Les derniers chiffres connus sont ceux du 1er juin 1936.

Le relevé couvre les institutions et organismes suivants: refuges pour adultes seulement; refuges pour adultes et enfants; orphelinats; maisons de refuge provinciales, de comté et municipales; sociétés protectrices des enfants; sociétés d'immigration juvénile et pouponnières. Ces dernières années, il y a eu une tendance définie à placer les enfants dans des foyers d'adoption plutôt que dans les institutions et même dans celles-ci l'objet ultime de l'observation et du traitement est de préparer les enfants à la vie en société.

Des 459 institutions existantes le 1er juin 1936, 8 p.c. sont administrées par les provinces, 19 p.c. par les comtés, 5 p.c. par les municipalités ou les villes, 19 p.c. par des corporations laïques ou des organismes privés, 3 p.c. par des sociétés fraternelles et 45 p.c. par des institutions religieuses. Le 1er juin 1936, il y a dans toutes ces institutions 48,094 personnes sous soins, dont 14,681 sont des adultes et 33,413 des enfants. De ceux-ci, 17,058 ou 51 p.c. reçoivent des soins en dehors des institutions administrées par les organismes de bienfaisance. Le résumé statistique le plus récent sur ces institutions, par province, est celui de 1936, paraissant aux pages 1091-92 de l'Annuaire de 1939.

Age des personnes sous soins.—Le tableau 8 présente une intéressante analyse des personnes sous les soins de ces institutions en 1936. Les chiffres montrent que les services de ces institutions sont consacrés presque entièrement aux mineurs et aux vieillards. Sur les 48,094 personnes sous soins, seulement 5,453 ou 11·3 p.c. ont de 20 à 59 ans et 1,128 ou 2·3 p.c. de ces dernières ont 20 ans tandis que 1,607 ou 3·3 p.c. ont de 50 à 59 ans; la plupart approchent probablement la soixantaine. Les chiffres de proportion par 10,000 de la population générale estimative montrent que les mineurs sous soins sont le plus nombreux entre 10 et 14 ans. Les femmes forment une proportion plus faible parmi les jeunes mais une proportion plus forte dans les groupes d'âges moyens et les plus avancés.

8.—Personnes sous soins dans les institutions de charité par groupe d'âge, et proportions par rapport à la population, 1936

Groupe d'âge	Population estimative		Personnes sous soins		Personnes sous soins par 10,000 de population		
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	p.c.	p.c.	p.c.
0– 4 ans	524,401	508,112	3,857	2,960	73·5	58·2	66·2
5– 9 ans	521,492	513,557	4,471	3,685	85·7	71·7	78·8
10–14 ans	566,691	556,119	6,010	5,034	106·0	90·5	99·4
15–19 ans	536,899	526,389	2,850	3,418	53·1	64·9	58·9
20–29 ans	974,328	947,570	866	1,266	8·9	13·4	11·1
30–39 ans	763,902	702,800	258	518	3·3	7·4	5·3
40–49 ans	688,027	611,280	409	529	6·0	8·5	7·2
50–59 ans	560,195	464,146	853	754	15·2	16·3	15·7
60–69 ans	318,214	277,504	1,703	1,455	53·5	52·4	53·0
70 ans ou plus	205,394	199,175	3,439	3,759	167·4	188·7	178·0
Total, tous âges	**5,659,543**	**5,306,652**	**24,716**	**23,378**	**43·7**	**44·0**	**43·9**

Sous-section 4.—Etablissements pénitentiaires et correctionnels

Le 1er juin 1936 il y a au Canada 38 établissements pénitentiaires et correctionnels d'une population totale de détenus de 3,722 dont 3,004 hommes et 718 femmes. Vingt-quatre de ces établissements sont pour les hommes et 14 pour les femmes. Les statistiques détaillées de la criminalité (sur une base annuelle) en ce qu'elles diffèrent de celles de ces institutions paraissent au chapitre XXVI.

Section 3.—Ordre des Infirmières Victoria

L'Ordre des Infirmières Victoria est une agence volontaire de santé publique, opérant dans tout le pays, dont l'objet est de visiter les malades à domicile. En 1940 les 91 branches de l'Ordre se répartissent comme suit: Nouvelle-Ecosse, 15; Nouveau-Brunswick, 7; Québec, 5; Ontario, 49; Manitoba, 1; Saskatchewan, 3; Alberta, 2; et Colombie Britannique, 9. Les affaires de chaque branche sont dirigées par un comité local qui se procure les fonds nécessaires. Cependant, les programmes et les étalons professionnels établis par l'organisation nationale sont acceptés par les comités locaux. Le Bureau des Gouverneurs de l'organisation nationale est en grande partie formé de représentants nommés par les branches.

Les infirmières employées par l'Ordre doivent être diplômées et avoir, après leur graduation, reçu une formation en santé publique. Toutes les nominations sont sujettes à l'approbation du quartier général à Ottawa qui est aussi responsable de la surveillance du travail actif des infirmières, ce qui assure un standard uniforme de service.

L'Ordre procure un service communal, à la disposition de toute personne de la région desservie, sans considération de race, de croyance ou situation économique. L'œuvre des infirmières consiste en visites aux cas médicaux, chirurgicaux ou de maternité sous une direction médicale. L'enseignement hygiénique est partie intégrale de chaque visite. Le résultat pratique des soins et de l'enseignement hygiénique donnés aux jeunes mères se traduit par la basse mortalité maternelle parmi les personnes soignées. La mortalité puerpérale par 1,000 naissances vivantes assistées par les infirmières de l'Ordre en 1935–39 (inclusivement) est de 2·2 contre 4·7 pour tout le Canada durant la même période (voir p. 103 de cette édition).

En 1940, les 367 infirmières actives ont soigné 87,341 patients. Comme l'enseignement de l'hygiène est une fonction importante de l'infirmière visitante, cette entrée dans tant de foyers offre une occasion sans pareille de contribuer activement à l'amélioration de la santé du peuple canadien.

L'Ordre Victoria assure des soins compétents d'infirmerie à un fort groupe de gens qui autrement seraient négligés. Le budget de l'homme moyen fait une part bien minime au coût de la maladie. Le patient est supposé payer le coût de la visite qui ne lui est jamais refusée même s'il ne peut payer. Sur les 742,741 visites de 1940, 57 p.c. sont gratuites, 26 p.c. sont payées et 17 p.c. sont partiellement payées. Le coût du service à ceux qui ne peuvent payer est soldé par des allocations municipales et des fonds recueillis par des quêtes.

Bien que les infirmières fassent leur part en s'occupant des familles des soldats et en aidant à maintenir le moral du peuple, le programme n'a pas été changé à cause de la guerre. Peu après la déclaration de guerre, l'exécutif national de l'Ordre a indiqué sa politique en ces termes: "L'œuvre primordiale de l'Ordre des Infirmières Victoria, c'est-à-dire l'infirmerie compétente dans les foyers des citadins et des ruraux à travers le Canada d'après les circonstances du patient ou de la famille, ne doit pas se relâcher à cette époque mais aller plutôt hardiment de l'avant avec une vigueur et une détermination nouvelles. Les services domestiques essentiels ne doivent pas être abandonnés à cette époque. L'Ordre Victoria a été institué et a été maintenu depuis plus de quarante ans dans un but défini—service d'infirmerie au foyer—en temps de guerre comme en temps de paix".

Section 4.—La Croix Rouge Canadienne*

La Croix Rouge Canadienne est intimement liée aux gouvernements fédéral et provinciaux tant dans la poursuite de la guerre que dans leurs activités ayant pour objet la santé du peuple. Fondée en 1896, elle a pour but de secourir volontairement, en temps de guerre, les malades et les blessés de l'armée, et en temps de paix, de travailler à l'avancement de l'hygiène, à la prévention des maladies et au soulagement des souffrances.

Services actuels de la Croix Rouge en temps de paix.—Depuis l'inauguration de son programme de temps de paix en 1920, la Société de la Croix Rouge a établi des hôpitaux d'avant-poste dans 77 centres du Canada septentrional, dont 24 ont été remis aux municipalités et 4 jugés désormais inutiles. En 1940, il y a 49 avant-postes opérant sous l'emblème de la Croix Rouge lesquels, au cours de l'année, prodiguent 106,702 jours de soins à 33,404 patients dans les hôpitaux. Sans l'aide de ces avant-postes, des milliers de nos concitoyens qui vivent aux confins de la civilisation seraient privés de tous secours appropriés en cas de maladie ou de blessures.

*Revisé par W. S. Caldwell, M.D., assistant-directeur, division de l'Ontario, La Croix Rouge Canadienne, Toronto.

La Croix Rouge cadette, un mouvement pour les enfants des écoles élémentaires et les étudiants des écoles secondaires, a pour but d'encourager la pratique des principes d'hygiène, du civisme et de la bienveillance internationale. N'ayant pour seul guide que l'instituteur-directeur, les enfants tracent leur propre programme d'hygiène personnelle et scolaire en se basant sur les douze règles fondamentales de la Croix Rouge cadette, de service local et d'échange de renseignements avec les jeunes des autres pays. C'est un mouvement éducationnel tant au point de vue hygiène que service. Depuis sa fondation, la Croix Rouge cadette est venue en aide à près de 20,000 enfants infirmes ou autrement désavantagés. La Croix Rouge cadette au Canada et à Terre-Neuve comprend maintenant 621 127 membres et 20,783 branches. Les membres sont entrés avec enthousiasme dans le service de guerre en procurant des fournitures, en donnant 4 ambulances, en assistant les enfants évacués et en contribuant plus de $140,000 en espèces à même leurs propres gains.

Services de guerre de la Croix Rouge.—La réorganisation et l'expansion des services de guerre de la Croix Rouge Canadienne durant les trois mois de guerre de 1939 ont été améliorées et consolidées en 1940. A la fin de l'année, plus de 2,500 branches à charte, déclarant chacune une année active au service de la Croix Rouge, comptent plus de 1,000,000 de membres. Ces branches sont situées dans toutes les parties des neuf divisions provinciales, à partir des plus grands centres métropolitains jusqu'aux hameaux les plus éloignés du nord du pays.

Ces membres, grâce aux facilités centrales de la Société, accomplissent une énorme somme de travail; 7,104,344 articles de fournitures d'hôpital, pansements chirurgicaux, tricots, édredons, vêtements civils et commodités de campagne de toute variété sont fabriqués par des femmes. Des centaines de milliers de ces articles sont distribués aux unités de l'armée et aux hôpitaux militaires au Canada et à Terre-Neuve, y compris 116,000 articles ($104,000) aux membres de la marine de guerre et de la marine marchande débarquant aux ports canadiens de l'Est. Le reste forme une partie des 9,717,338 articles expédiés outre-mer pour être distribués à toutes les branches des forces armées, aux hôpitaux militaires, à la marine marchande et aux milliers de civils rendus sans domicile par suite de la guerre aérienne.

En réponse à un appel en mai de la part des réfugiés civils en France, 125,000 couvertures neuves ou presque neuves sont reçues par la Croix Rouge. Elles n'ont pas pu se rendre à destination, mais elles ont été distribuées au Royaume-Uni et ont été grandement appréciées par les victimes des raids aériens.

La demande de 50 ambulances pour la Croix Rouge britannique suscite le don de 240 ambulances. De celles-ci, 163 sont envoyées au Royaume-Uni, 27 sont données au Corps d'Aviation Royal Canadien et 50 sont encore à livrer en 1941.

De concert avec d'autres organisations, 138,768 lb de fruits et confitures sont recueillies pour distribution aux hôpitaux militaires outre-mer.

Durant l'année, le Corps Féminin de Service Volontaire de la Croix Rouge canadienne, maintenant connu sous le nom de Corps de la Croix Rouge canadienne, est organisé. Quelque 1,300 volontaires, revêtus d'un uniforme, formés et disciplinés, sont inscrits à l'une quelconque des quatre sections du Corps—Transport, Administration commerciale, Administration des aliments et Infirmerie auxiliaire. En plus de l'assistance que ce Corps procure directement à l'œuvre de la Croix Rouge, les membres ont déjà rendu service aux divers ministères du Gouvernement et aux efforts patriotiques.

En 1940, les expéditions de la Croix Rouge au Royaume-Uni se chiffrent à 87,347 caisses, ou l'équivalent de 14,000 tonnes de jaugeage. Il y a aussi des expédi-

tions à l'Islande, à la Jamaïque, aux Pays-Bas, aux Antilles, aux Antilles Britanniques, à la Roumanie et à la Finlande. La valeur globale des marchandises expédiées est de $2,944,928 et les principaux item sont: fournitures d'hôpital et commodités de la Croix Rouge ($1,736,490), vêtements civils ($307,847), couvertures, édredons et couvre-lit ($341,850), outillage et meubles d'hôpital ($69,760), ambulances, camions et autres véhicules ($217,795), aliments, radios et tabac ($229,300). Les pertes causées par l'ennemi sont d'environ 3 p.c.

Les activités outre-mer embrassent plusieurs services en sus de la distribution des fournitures. A Taplow, Angleterre, l'hôpital de 600 lits construit et outillé par la Croix Rouge canadienne est terminé et cédé aux autorités militaires en août. Depuis sont ouverture, cet établissement qui est l'un des hôpitaux militaires les plus beaux et les plus complets jamais construits, a été continuellement affairé. Deux "Maple Leaf Clubs", résidences pour hommes en congé, ont été endommagés par bombardement aérien en septembre et ont dû fermer. Plusieurs bureaux assurent des services personnels aux soldats, retracent les soldats canadiens et alliés manquant à l'appel ainsi que les prisonniers de guerre et aident en général à résoudre un nombre infini de problèmes personnels.

Des visiteurs voient régulièrement tous les soldats canadiens dans tout hôpital des Iles Britanniques, leur apportant d'autres douceurs, des services personnels, des friandises et des cigarettes du Canada, le journal de chez eux et des réjouissances spéciales à Noël et autres occasions de fête. En certains hôpitaux, des diètes spéciales et des appareils orthopédiques sont aussi procurés.

Un département spécial surveille la distribution de secours aux civils victimes de la guerre; l'étendue de cette distribution les trois premiers mois de 1941 dépasse toute la distribution de 1940. En plus des civils britanniques, les autres groupes à bénéficier des plus de 500,000 articles de vêtement et de 283,000 boîtes ou paquets d'aliments comprennent des réfugiés de France, de Finlande, de Tchécoslovaquie, de Belgique, de Hollande, de Gibraltar et des îles de la Manche.

A la demande de la Croix Rouge britannique, la Société canadienne a entrepris d'emballer et d'expédier chaque semaine 10,000 colis aux prisonniers de guerre britanniques en Allemagne. A la fin de l'année, des dispositions avaient été prises pour l'emballage de 5,000 colis chaque semaine et le reste devait être arrangé pour le commencement de 1941.

La Croix Rouge canadienne et les Laboratoires Connaught de l'Université de Toronto ont élargi le programme destiné à la préparation de sérum séché commencé à titre d'expérimentation en 1939 et maintenant universellement accepté comme moyen de traiter le sang; le Ministère de la Défense Nationale a demandé que la Croix Rouge obtienne 2,000 donneurs chaque semaine, arrange des cliniques pour la prise de sang et le transport du sang ou du sérum aux Laboratoires Connaught pour y être traités. Ce développement était bien en marche à la fin de l'année: il remplit les fins de la Croix Rouge en temps de guerre comme en temps de paix.

Nombre d'activités de temps de paix de la Croix Rouge contribuent aux services de guerre. Les plus importantes sont: continuation des soins aux anciens combattants malades et invalides; opération des hôpitaux d'avant-poste de la Croix Rouge; développement de la Croix Rouge cadette et traitement des enfants infirmes ou invalides de quelque façon; maintien d'une organisation d'assistance en cas de désastre toujours prête à une action immédiate; organisation de classes pour le soin des malades à domicile, et cours de nutrition; formation et maintien en disponibilité de ménagères visiteuses pour les familles où la maîtresse de maison est malade;

collaboration avec les ministères gouvernementaux et organisations volontaires de lutte contre la maladie; développement du bien-être de l'enfance; et soin des infirmes—en général le secours des affligés et des indigents.

Le financement des activités de la Croix Rouge.—Pour financer la continuation de ses activités, la Croix Rouge canadienne a fait un second appel national de guerre en septembre 1940. L'objectif national de $5,035,000 a été dépassé d'approximativement 25 p.c. avec des contributions brutes au comptant et des engagements de $6,232,044—merveilleux hommage à l'œuvre de la Croix Rouge et à la loyauté du peuple du Canada.

L'état financier consolidé de la Société pour 1940 montre des recettes globales de $9,586,675 dont $7,176,583 en contributions volontaires pour le travail de guerre, $1,225,376 pour les activités de temps de paix et $705,049 pour des entreprises définies de temps de paix et de service de guerre. Les dépenses brutes pour le travail de guerre sont de $5,632,036 dont $2,921,114 pour des marchandises, $734,800 pour construction et outillage d'hôpital, $351,023 pour la Croix Rouge britannique et autres organisations en Angleterre et $445,535 pour des déboursés de service de guerre défini. Les dépenses brutes pour les services de temps de paix sont de $1,008,-043 dont $488,497 pour des hôpitaux d'avant-poste, $95,520 pour des services aux anciens combattants, $74,564 pour les activités de la Croix Rouge cadette et $64,383 pour les services des branches locales.

Ces dépenses n'ont trait qu'aux déboursés en espèces de la Société. Il y a en plus les grandes contributions sous forme de temps et services de la vaste armée de volontaires à travers le Dominion; ces contributions ne peuvent pas se mesurer en termes de valeurs monétaires ou matérielles.

CHAPITRE XXVI.—STATISTIQUES JUDICIAIRES ET PENITENTIAIRES*

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Analyses générales	940
Section 2. Offenses d'adultes	943
Sous-section 1. Condamnations d'adultes pour offenses indictables	944
Sous-section 2. Condamnations sommaires d'adultes	950
Section 3. Jeunes délinquants	954
Section 4. Statistiques de la police municipale	958
Section 5. Statistiques pénitentiaires	958

Loi et procédures criminelles du Canada.—Un résumé du développement du code criminel du Canada a paru aux pp. 1102–1104 de l'Annuaire de 1934–35. Cet article a donné un aperçu de la procédure et de l'étendue et de la juridiction des différentes classes de juges et de magistrats.

Les statistiques des tableaux qui suivent et qui sont puisés dans le rapport annuel "Statistique des Offenses Criminelles et autres Offenses" sont colligées directement des tribunaux criminels des différents districts judiciaires du Dominion. Il y a 156 districts judiciaires, comprenant deux sous-districts, répartis comme suit entre les provinces: Ile du Prince-Edouard 3, Nouvelle-Ecosse 18, Nouveau-Brunswick 15, Québec 25, Ontario 47, Manitoba 6, Saskatchewan 21, Alberta 12, Colombie Britannique 8 et Yukon 1.

Section 1.—Analyses générales

La compilation et la publication des statistiques criminelles, maintenant faites par le Bureau Fédéral de la Statistique, ont commencé en 1876 (39 Vict., c. 13). Tous les dossiers depuis cette époque paraissent dans les publications de la Branche des Statistiques Judiciaires du Bureau. Les statistiques couvrent les exercices se terminant le 30 septembre, les plus récentes étant celles de 1939. Une innovation, introduite dans le rapport de 1922, établit une distinction entre les offenses commises par les adultes et celles commises par les adolescents.

Les offenses sont réparties en deux classes définies, les offenses "criminelles" ou "indictables", qui comprennent tous les crimes sérieux couverts par le code pénal (voir pp. 944–950), et les offenses "mineures" ou "non indictables", qui comprennent les infractions aux règlements municipaux, lois du trafic et autres offenses moins sérieuses (voir pp. 950–954). Au sens large, les offenses indictables doivent se plaider devant les jurés mais dans certains cas l'accusé peut choisir entre un procès par jury et un procès devant un juge sans jury, tandis que dans d'autres cas la juridiction du magistrat est absolue et ne dépend pas du consentement de l'accusé. Les offenses non indictables sont habituellement jugées sommairement par les magistrats de police, en vertu de la loi des convictions par voie sommaire. Le mot "indictable" s'applique uniquement aux adultes, l'expression offenses "majeures" lui ayant été substituée dans le cas de criminalité juvénile† et les offenses non indictables à la charge des adultes sont qualifiées d'offenses "mineures" lorsqu'il s'agit de jeunes gens.

En 1939, on compte 484,960 cas de délinquants adultes jugés devant les tribunaux, comparativement à 465,662 en 1938. Les données font voir 56,352 offenses

* Revisé par H. M. Boyd, chef de la Statistique de la Criminalité, Bureau Fédéral de la Statistique. Le 64e rapport annuel statistique sur la criminalité couvrant l'exercice terminé le 30 septembre 1939 est envoyé sur demande adressée au Bureau Fédéral de la Statistique. Le prix est de 50 cents.

† Le mot juvénile ne s'applique qu'aux personnes âgées de moins de 16 ans.

indictables et 428,608 non indictables contre 50,998 et 414,664 respectivement l'année précédente. Dans le cas des jeunes délinquants, 9,497 enfants ou adolescents ont comparu en cour; de ce nombre, 1,884 ont été renvoyés ou leur cause a été ajournée *sine die*.

Condamnations pour toutes offenses.—En 1939, les condamnations augmentent de 19,030, soit 4·1 p.c. comparativement à 1938. Dans le total, on compte 7,613 cas où des adolescents ont été trouvés coupables de délits majeurs ou mineurs, soit une augmentation de 578 ou de 8·2 p.c. sur 1938. Les condamnations d'adultes sont traitées en détail dans la section 2 de ce chapitre et celles des adolescents sont indiquées dans la section 3.

Dans l'appréciation des chiffres de tableau **1**, il est bon de remarquer que si le code pénal ne subit que peu de changement pendant de longues périodes de temps, les chiffres des convictions sommaires subissent fortement l'influence de l'évolution des mœurs et sont susceptibles d'augmenter en raison de l'urbanisation croissante de la population. En général, les condamnations sommaires ont augmenté en proportion de toutes les offenses, mais le détail le plus remarquable de ce tableau est le pourcentage d'offenses indictables par 100,000 âmes. On peut remarquer l'augmentation dans la proportion des offenses indictables et sommaires par rapport à la population ces dernières années.

1.—Condamnations pour toutes offenses (y compris juvéniles), montrant les offenses indictables et sommaires (ou non indictables), années terminées le 30 sept. 1921-39

NOTA.—Les chiffres des années intermédiaires entre 1886 et 1920 sont aux pp. 1096-1097 de l'Annuaire de 1939.

Année	Offenses indictables							Offenses sommaires, totaux et proportions			Total des condamnations
	Offenses contre—			Autres offenses indictables	Totaux et proportions d'offenses indictables						
	la personne	la propriété, avec violence	la propriété, sans violence								
	Nomb.	Nomb.	Nomb.	Nomb.	Nomb.	Pourcentage de l'ensemble	Par 100,000 habitants	Nomb.	Pourcentage de l'ensemble	Par 100,000 habitants	Nomb.
1921...	3,007	2,611	10,735	3,043	19,396	10·9	221	157,777	89·1	1,795	177,173
1922...	2,976	2,783	10,817	3,209	19,785	12·5	222	138,555	87·5	1,554	158,340
1923...	2,753	2,080	10,782	3,738	19,353	12·1	215	139,899	87·9	1,553	159,252
1924...	3,144	2,536	11,891	3,342	20,913	12·5	229	146,103	87·5	1,598	167,016
1925...	3,111	2,728	12,890	3,570	22,299	12·6	240	154,632	87·4	1,664	176,931
1926...	3,588	2,284	13,250	3,416	22,538	11·5	238	172,654	88·5	1,827	195,192
1927...	3,388	2,682	14,315	3,607	23,992	10·8	249	196,269	89·2	2,037	220,261
1928...	3,862	2,991	15,233	4,697	26,783	9·7	272	248,399	90·3	2,526	275,182
1929...	4,238	3,529	16,305	5,131	29,203	9·1	291	292,763	90·9	2,919	321,966
1930...	4,513	4,647	19,617	5,333	34,110	9·9	334	311,531	90·1	3,052	345,641
1931...	4,739	5,288	20,649	6,177	36,853	10·0	355	330,235	90·0	3,183	367,088
1932...	4,323	5,194	19,902	7,060	36,479	10·9	347	300,176	89·1	2,857	336,655
1933...	4,266	5,319	20,693	7,808	38,086	11·4	357	294,982	88·6	2,762	333,068
1934...	3,815	5,310	20,255	7,657	37,037	10·6	342	331,197	89·4	3,060	368,234
1935...	4,233	5,178	20,774	8,860	39,045	9·7	357	364,807	90·3	3,336	403,852
1936...	4,660	5,860	21,174	9,335	41,029	9·7	372	379,946	90·3	3,445	420,975
1937...	5,010	5,826	22,803	8,733	42,372	9·1	381	422,704	90·9	3,801	465,076
1938...	5,808	6,631	23,941	12,274	48,654	10·5	434	416,644	89·5	3,717	465,298
1939...	5,668	7,354	25,628	14,475	53,125	10·9	469	431,203	89·0	3,811	484,328

En 1939 il y a augmentation de condamnations dans la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick, le Québec, l'Ontario, la Saskatchewan, l'Alberta, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

2.—Condamnations et sentences pour toutes offenses (y compris juvéniles), par province, années terminées le 30 sept. 1933-39

Province et item	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Prince-Edouard—							
Condamnations	737	831	1,017	1,051	1,587	1,745	1,609
Sentences—							
Pénitencier	16	16	7	13	10	9	17
Prison ou amende	688	776	913	989	1,453	1,658	1,457
Maison de correction	4	8	7	9	6	6	10
Peine capitale	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Autres sentences	29	31	90	40	118	72	125
Nouvelle-Ecosse—							
Condamnations	5,432	5,651	6,132	7,157	7,844	8,208	9,447
Sentences—							
Pénitencier	127	133	123	137	170	202	205
Prison ou amende	4,474	4,615	5,239	6,078	6,728	7,190	8,482
Maison de correction	39	79	76	78	80	83	89
Peine capitale	3	2	1	Nil	1	Nil	Nil
Autres sentences	789	822	693	864	865	733	671
Nouveau-Brunswick—							
Condamnations	4,318	4,400	4,899	5,701	6,834	6,468	6,537
Sentences—							
Pénitencier	110	70	68	72	80	70	151
Prison ou amende	3,519	3,560	3,778	4,769	5,548	5,403	5,559
Maison de correction	63	58	48	46	63	49	72
Peine capitale	1	1	Nil	2	Nil	3	1
Autres sentences	625	711	1,005	812	1,143	943	754
Québec—							
Condamnations	127,416	125,533	130,337	122,932	109,552	102,035	104,987
Sentences—							
Pénitencier	659	683	761	741	545	825	903
Prison ou amende	108,031	108,885	111,752	96,531	87,250	82,695	85,099
Maison de correction	280	229	271	293	225	315	401
Peine capitale	5	4	7	5	4	5	2
Autres sentences	18,441	15,732	17,546	25,362	21,528	18,195	18,582
Ontario—							
Condamnations	140,256	175,083	206,169	221,263	254,886	258,238	270,328
Sentences—							
Pénitencier	826	740	869	901	1,143	1,146	1,326
Prison ou amende	94,968	129,695	150,758	175,738	208,524	215,716	233,386
Maison de correction	261	393	548	2,657	2,622	3,137	3,803
Peine capitale	10	1	3	6	4	6	6
Autres sentences	44,191	44,254	53,991	41,961	42,593	38,233	31,807
Manitoba—							
Condamnations	19,100	20,398	18,649	20,431	31,557	36,023	35,015
Sentences—							
Pénitencier	251	243	294	305	320	380	396
Prison ou amende	7,149	8,546	9,012	11,035	19,308	25,584	24,144
Maison de correction	123	107	117	100	110	76	105
Peine capitale	3	3	1	2	Nil	6	3
Autres sentences	11,574	11,499	9,225	8,989	11,819	9,977	10,367
Saskatchewan—							
Condamnations	8,564	8,292	8,007	8,182	10,994	9,909	11,826
Sentences—							
Pénitencier	54	58	92	171	180	179	526
Prison ou amende	7,345	7,124	6,865	6,976	9,569	8,455	9,863
Maison de correction	22	42	42	36	41	40	47
Peine capitale	2	3	2	Nil	1	Nil	1
Autres sentences	1,141	1,065	1,006	999	1,203	1,235	1,389
Alberta—							
Condamnations	12,538	11,077	11,202	12,364	14,947	15,032	18,347
Sentences—							
Pénitencier	152	177	194	371	434	356	312
Prison ou amende	9,672	8,513	8,595	9,512	11,603	12,194	16,015
Maison de correction	10	9	15	22	17	18	1
Peine capitale	Nil	2	1	Nil	2	1	Nil
Autres sentences	2,704	2,376	2,397	2,459	2,891	2,463	2,019
Colombie Britannique—							
Condamnations	14,602	16,899	17,344	21,793	26,738	27,510	26,011
Sentences—							
Pénitencier	290	139	248	192	198	252	222
Prison ou amende	12,244	14,587	14,015	17,395	22,699	23,385	21,922
Maison de correction	28	42	86	110	129	245	85
Peine capitale	Nil	3	Nil	7	Nil	1	1
Autres sentences	2,040	2,128	2,995	4,089	3,712	3,627	3,781

2.—Condamnations et sentences pour toutes offences (y compris juvéniles), par provinces, années terminées le 30 sept. 1933-39—fin

Province et item	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Yukon et T.N.-O.—							
Condamnations	105	70	96	101	137	130	221
Sentences—							
Pénitencier	Nil	1	Nil	2	Nil	Nil	Nil
Prison ou amende	87	57	81	94	120	113	192
Maison de correction	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Peine capitale	"	"	"	"	1	"	"
Autres sentences	18	12	15	5	16	17	29
Canada—							
Condamnations	**333,068**	**368,234**	**403,852**	**420,975**	**465,076**	**465,298**	**484,328**
Sentences—							
Pénitencier	**2,485**	**2,260**	**2,656**	**2,905**	**3,080**	**3,419**	**4,058**
Prison ou amende	**248,177**	**286,358**	**311,008**	**329,117**	**372,802**	**382,393**	**406,119**
Maison de correction	**830**	**967**	**1,210**	**3,351**	**3,293**	**3,969**	**4,613**
Peine capitale	**24**	**19**	**15**	**22**	**13**	**22**	**14**
Autres sentences	**81,552**	**78,630**	**88,963**	**85,580**	**85,888**	**75,495**	**69,524**

Appels.—L'année civile 1939, 16·5 p.c. des appels dans les causes criminelles entraînent la cassation; 8·7 p.c. seulement donnent suite à de nouveaux procès et 55·0 sont rejetés. Dans les causes mineures 60·7 p.c. des appels sont rejetés.

3.—Appels, par province, 1939

Province, etc.	Appels réglés par les cours	Disposition			
		Condamnations cassées	Renvois	Nouveaux procès	Divers
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
	CAUSES CRIMINELLES				
Ile du Prince-Edouard	2	Nil	1	1	Nil
Nouvelle-Ecosse	4	"	3	Nil	1
Nouveau-Brunswick	2	1	1	"	Nil
Québec	42	6	29	4	3
Ontario	137	32	62	11	32
Manitoba	56	7	31	1	17
Saskatchewan	30	3	16	4	7
Alberta	92	13	51	12	16
Colombie Britannique	55	6	37	4	8
Cour Suprême du Canada	4	2	2	Nil	Nil
Canada	**424**	**70**	**233**	**37**	**84**
	CAUSES MINEURES				
Ile du Prince-Edouard	28	12	9	Nil	7
Nouvelle-Ecosse	104	22	73	"	9
Nouveau-Brunswick	14	4	9	"	1
Québec	33	12	18	"	3
Ontario	113	30	71	"	12
Manitoba	75	11	57	"	7
Saskatchewan	33	10	16	"	7
Alberta	36	15	16	"	5
Colombie Britannique	60	26	32	1	1
Canada	**496**	**142**	**301**	**1**	**52**

Section 2.—Offenses d'adultes

Les statistiques du tableau **4** sont comparables avec celles des jeunes délinquants du tableau **18.** La distinction entre les délinquants adultes et juvéniles n'existe que depuis 1922, mais les totaux des offenses d'adultes les années 1922-34 peuvent être obtenus en soustrayant ceux du tableau **18** de ceux du tableau **1.**

4.—Condamnations d'adultes pour offenses indictables et sommaires, par classe d'offense, années terminées le 30 sept. 1935-39

Classe d'offense	NOMBRE				
	1935	1936	1937	1938	1939
Offenses indictables—					
Offenses contre la personne	3,985	4,457	4,824	5,624	5,478
Offenses contre la propriété avec violence	4,147	4,841	4,604	5,509	6,147
Offenses contre la propriété sans violence	16,600	17,514	19,085	20,267	22,113
Autres offenses indictables	8,799	9,247	8,635	12,199	14,369
Totaux, offenses indictables	33,531	36,059	37,148	43,599	48,107
Offenses mineures—					
Lois défendant le jeu	25,889	40,670	14,360	10,537	11,106
Lois sur les boissons	8,826	10,073	11,142	12,442	13,513
Règlements sur la circulation	246,123	237,183	288,688	285,951	292,904
Vagabondage et conduite déréglée	13,610	14,595	16,453	17,602	17,884
Ivresse	25,643	28,433	34,606	36,894	36,007
Fréquentation des maisons de désordre	2,674	2,725	3,598	3,518	2,580
Autres offenses mineures	39,877	44,027	51,365	47,720	54,614
Totaux, offenses mineures	362,642	377,706	420,212	414,664	428,608
Grands totaux	**396,173**	**413,765**	**457,360**	**458,263**	**476,715**

Classe d'offense	POURCENTAGE DU TOTAL ET PROPORTION PAR 100,000 ÂMES									
	1935		1936		1937		1938		1939	
	P.c.	Par 100,000 âmes	P.c.	Par 100,000 âmes	P.c.	Par 100,000 âmes	P.c.	Par 100,000 âmes	P.c.	Par 100,000 âmes
Offenses indictables—										
Offenses contre la personne	1·0	37	1·1	41	1·0	44	1·2	50	1·1	48
Offenses contre la propriété avec violence	1·1	38	1·2	44	1·0	41	1·2	49	1·3	54
Offenses contre la propriété sans violence	4·2	152	4·2	158	4·1	171	4·4	181	4·6	196
Autres offenses indictable	2·2	80	2·2	84	2·0	78	2·7	109	3·1	127
Totaux, offenses indictable	8·5	307	8·7	327	8·1	334	9·5	389	10·1	425
Offenses mineures—										
Lois défendant le jeu	6·5	237	9·8	369	3·2	129	2·3	94	2·3	98
Lois sur les boissons	2·2	81	2·4	91	2·4	100	2·7	111	2·9	119
Règlements sur la circulation	62·2	2,251	57·4	2,151	63·1	2,596	62·4	2,551	61·4	2,589
Vagabondage et conduite désordonnée	3·4	124	3·5	132	3·6	148	3·8	157	3·8	158
Ivresse	6·4	235	6·9	258	7·6	311	8·1	329	7·6	318
Fréquentation des maisons de désordre	0·7	24	0·7	25	0·8	32	0·8	31	0·5	23
Autres offenses mineures	10·1	364	10·6	399	11·2	463	10·4	426	11·4	483
Totaux, offenses mineures	91·5	3,316	91·3	3,425	91·9	3,779	90·5	3,699	89·9	3,788
Grands totaux	**100·0**	**3,623**	**100·0**	**3,752**	**100·0**	**4,113**	**100·0**	**4,088**	**100·0**	**4,213**

Sous-section 1.—Condamnations d'adultes pour offenses indictables

Le progrès de la population d'un pays, au point de vue moral, est souvent apprécié d'après la fréquence des condamnations encourues pour offenses indictables, lesquelles sont moins influencées que les offenses non indictables par les circonstances extérieures et les différences de temps et de lieu dans l'application des lois. Toutefois, dans l'étude de telles statistiques, il est important d'avoir des données comparables pour un certain nombre d'années; elles sont établies pour chaque année depuis 1921, par province, au tableau **5.**

Il est à noter que durant les quarante années (1900 à 1939) les crimes ont augmenté de 5,768 à 48,107, soit de 734·0 p.c. L'augmentation de la population au cours de la même période est seulement de 113·4 p.c., révélant que l'accroissement de la criminalité est six fois plus rapide que celui de la population.

5.—Condamnations d'adultes pour offenses indictables, par province, années terminées le 30 sept. 1921-39

NOTA.—Pour chiffres de 1900-20, voir p. 1025 de l'Annuaire de 1933

Année	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	C.B.	Yukon	T.N.-O.	Canada
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1921.....	15	712	313	2,654	7,548	1,159	1,220	1,263	1,282	3	1	16,169
1922.....	27	701	322	2,885	7,021	1,188	1,391	1,171	1,004	10		15,720
1923.....	13	400	148	2,655	6,886	1,094	1,446	1,424	1,116	6		15,188
1924.....	25	595	224	2,729	7,180	1,160	1,647	1,423	1,265	10		16,258
1925.....	3	624	244	3,084	7,751	1,215	1,654	1,254	1,385	2	3	17,219
1926.....	14	752	222	3,053	7,248	1,383	2,052	1,463	1,252	3	6	17,448
1927.....	14	680	287	3,621	7,962	1,457	1,492	1,483	1,833	3	4	18,836
1928.....	43	891	365	4,299	9,052	1,672	1,761	1,701	1,931	5	Nil	21,720
1929.....	55	869	358	4,780	9,489	1,988	1,918	2,201	2,425	8	6	24,097
1930.....	59	875	354	5,540	11,774	2,272	2,355	2,525	2,694	6	3	28,457
1931.....	57	1,184	461	5,737	12,000	3,102	2,716	2,887	3,385	8	5	31,542
1932.....	78	1,072	514	7,086	12,428	2,982	1,893	2,241	3,072	6	11	31,383
1933.....	70	1,160	479	7,713	13,152	2,667	2,049	2,544	3,094	7	7	32,942
1934.....	88	992	525	7,687	11,761	2,571	2,396	2,708	2,946	3	7	31,684
1935.....	59	1,002	576	9,354	12,653	2,382	1,976	2,424	3,088	3	14	33,531
1936.....	75	1,147	744	9,497	13,594	2,631	2,194	3,138	3,021	8	10	36,059
1937.....	98	1,081	759	7,781	14,569	2,839	3,083	3,589	3,331	8	10	37,148
1938.....	225	1,269	912	10,277	17,248	3,041	2,555	3,619	4,443	7	3	43,599
1939.....	268	1,635	1,107	10,804	19,804	3,220	3,450	4,087	3,701	7	24	48,107

[1] Compris avec le Manitoba depuis que cette partie des Territoires du Nord-Ouest, d'où venaient les premiers rapports, a été incorporée au Manitoba en vertu de la loi concernant l'extension des frontières, 1912. Les chiffres plus récents sont pour la superficie actuelle des Territoires.

Condamnations multiples.—Le nombre de condamnations ne doit pas être confondu avec le nombre de personnes condamnées au cours d'une année, vu qu'un nombre croissant de personnes accusées d'offenses indictables ont été condamnées pour plus d'une offense au même procès. La tendance de telles "condamnations multiples" intéresse les sociologues.

6.—Nombre de personnes condamnées pour plus d'un crime lors de leur procès, comparé au nombre condamnées pour un crime, années terminées le 30 sept. 1935-39

Personnes condamnées pour—	1935	1936	1937	1938	1939
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
2 offenses	1,507	2,179	2,177	2,546	2,901
3 "	406	505	528	624	713
4 "	214	272	296	285	340
5 "	110	146	122	172	164
6 "	76	89	73	107	103
7 "	37	42	77	59	87
8 "	40	23	44	44	60
9 "	16	24	28	23	39
10 "	17	19	15	17	32
11 à 20 offenses	61	51	61	73	68
21 offenses ou plus	12	21	18	14	25
Totaux, condamnées pour plus d'un crime	2,496	3,371	3,439	3,964	4,532
Totaux, condamnées pour un crime	25,374	25,692	26,296	31,478	33,700
Grand totaux	**27,870**	**29,063**	**29,735**	**35,442**	**38,232**

En 1939, chaque province, sauf la Colombie Britannique et les Territoires, accuse une augmentation des condamnations pour offenses indictables.

7.—Accusations, condamnations et pourcentages des acquittements d'adultes pour offenses indictables, par province, années terminées le 30 sept. 1937-39

Province	1937		1938		1939		Pourcentage d'acquittements		
	Accusations	Convictions	Accusations	Convictions	Accusations	Convictions	1937	1938	1939
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.			
Ile du Prince-Edouard	122	98	246	225	280	268	19·7	7·7	4·3
Nouvelle-Ecosse	1,214	1,081	1,437	1,269	1,875	1,635	11·0	11·7	12·8
Nouveau-Brunswick	826	759	1,013	912	1,205	1,107	8·1	10·0	8·1
Québec	8,879	7,781	11,549	10,277	11,884	10,804	12·4	11·0	8·3
Ontario	17,896	14,569	21,114	17,248	24,736	19,804	18·6	18·3	19·9
Manitoba	3,428	2,839	3,593	3,041	3,730	3,220	17·2	15·4	13·7
Saskatchewan	3,445	3,083	2,838	2,555	3,710	3,450	10·5	10·0	6·7
Alberta	4,361	3,589	4,269	3,619	4,732	4,087	17·7	15·2	13·6
Colombie Britannique	3,774	3,331	4,924	4,443	4,168	3,701	11·7	9·8	11·2
Yukon et T.N.-O	23	18	15	10	32	31	21·7	33·3	3·2
Canada	**43,968**	**37,148**	**50,998**	**43,599**	**56,352**	**48,107**	**15·5**	**14·3**	**14·6**

Classes d'offenses indictables et analyse des condamnations.—Il y a augmentation d'offenses dans toutes les classes à l'exception de la classe I, Offenses contre la personne. Le nombre total de condamnations en 1939 est de 10·3 p.c. supérieur à celui de 1938. La classe V, Faux et faux monnayage, est celle qui contribue le plus à cette augmentation, soit 2,126 condamnations contre 1,319 en 1938.

8.—Offenses indictables d'adultes, par classe, années terminées le 30 sept. 1937-39

Classe et offense	1937		1938		1939	
	Accusations	Condamnations	Accusations	Condamnations	Accusations	Condamnations
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Classe I.—Offense contre la personne						
Enlèvement	27	18	33	22	26	23
Avortement et tentative d'avortement	43	26	46	28	51	37
Voies de fait graves	1,408	965	1,558	1,074	1,735	1,255
Rixe	1,920	1,475	2,012	1,565	2,229	1,741
Violence contre femme ou fille	143	101	125	81	158	107
Coups et sévices contre l'épouse	241	189	244	198	223	182
Attentat à la pudeur	285	184	365	262	336	257
Voies de fait et résistance à la police	1,070	963	1,510	1,365	923	860
Bigamie	71	56	43	34	42	41
Chantage	26	22	33	28	48	33
Commerce charnel illicite	187	141	159	108	153	116
Blessures causées par excès de vitesse	51	24	51	29	26	11
Dissimulation de naissance	16	15	20	17	14	12
Cruauté envers les enfants	6	2	24	21	20	16
Mise en péril des voyag. de chemin de fer	32	30	21	20	20	18
Inceste	56	43	81	68	80	62
Diffamation	11	7	19	12	39	19
Homicide non prémédité	148	44	139	46	142	56
Meurtre	35	13	45	22	37	14
Meurtre, tentative de	17	12	21	9	19	10
Refus de pourvoir aux besoins de sa famil.	404	304	601	410	525	394
Proxénétisme	71	43	81	56	84	58
Viol	33	14	53	27	42	16
Viol, tentative de	8	7	18	10	18	12
Séduction	38	21	37	19	41	22

8.—Offenses indictables d'adultes, par classe, années terminées le 30 sept. 1937-39—fin

Classe et offense	1937		1938		1939	
	Accusations	Condamnations	Accusations	Condamnations	Accusations	Condamnations
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Classe I—Offenses contre la personne—fin						
Coups de feu et blessures graves	153	99	115	86	131	95
Abandon du foyer	8	6	12	7	11	10
Autre attentat contre la personne	Nil	-	Nil	-	1	1
Totaux, classe I	**6,508**	**4,824**	**7,466**	**5,624**	**7,174**	**5,478**
Classe II.—Offenses contre la propriété avec violence						
Vols avec effraction, cambriolage de maisons, entrepôts et magasins	4,690	4,215	5,632	5,080	6,144	5,577
Vols et demandes avec menaces	496	389	555	429	748	570
Totaux, classe II	**5,186**	**4,604**	**6,187**	**5,509**	**6,892**	**6,147**
Classe III.—Offenses contre la propriété, sans violence						
Introduction au Canada d'objets volés	6	6	2	2	7	7
Détournement	261	190	116	85	238	175
Escroquerie	3,423	2,930	3,627	3,123	4,315	3,67[illegible]
Recel	2,375	1,762	2,497	1,881	2,735	2,001
Fraude et entente frauduleuse	499	403	681	544	855	737
Vol de gros bétail	180	145	178	138	237	207
Vol simple	13,838	11,905	14,635	12,612	15,114	13,038
Vol de matières postales	31	18	33	27	26	23
Vol d'automobiles	1,249	1,135	1,422	1,271	1,746	1,495
Totaux, classe III	**21,862**	**18,494**	**23,191**	**19,683**	**25,273**	**21,358**
Classe IV.—Offenses criminelles contre la propriété						
Incendie	94	62	114	67	139	104
Dommages intentionnels aux chevaux, bestiaux et autres biens	658	529	682	517	817	651
Totaux, classe IV	**752**	**591**	**796**	**584**	**956**	**755**
Classe V.—Faux et faux monnayage						
Faux monnayage	65	52	38	32	65	64
Faux et usage de faux	1,259	1,190	1,376	1,287	2,158	2,062
Totaux, classe V	**1,324**	**1,242**	**1,414**	**1,319**	**2,223**	**2,126**
Classe VI.—Autres offenses non comprises dans les classes précédentes						
Négligence au volant	[1]	[1]	[1]	[1]	1,967	1,536
Conduite d'automobile en état d'ivresse	[2]	[2]	1,932	1,877	1,925	1,736
Contrefaçon des marques de fabrique	31	31	15	12	48	46
Tentative de suicide	175	135	207	164	177	137
Port d'arme illégal	292	241	319	278	432	366
Négligence criminelle	267	127	288	148	121	70
Conspiration	236	139	415	270	508	372
Indécence et autres délits contre la morale publique	224	193	266	241	238	203
Intimidation	143	93	172	121	164	82
Prostitution (tenanciers et pensionnaires)	1,934	1,877	2,335	2,248	2,987	2,916
Infraction aux lois contre le jeu et les loteries	2,889	2,674	3,522	3,395	2,986	2,832
Infraction aux lois contre l'opium et les narcotiques	226	209	212	174	262	222
Infraction aux lois fiscales	520	479	747	695	725	666
Distillation illicite	499	460	510	440	356	324
Parjure et subornation de témoins	161	107	221	162	224	160
Evasion de prison	184	180	179	162	157	151
Emeute et tumulte	297	229	287	234	307	233
Sodomie et bestialité	163	134	189	137	116	92
Divers autres délits	95	85	128	122	134	99
Totaux, classe VI	**8,336**	**7,393**	**11,944**	**10,880**	**13,834**	**12,243**
Grands totaux	**43,968**	**37,148**	**50,998**	**43,599**	**56,352**	**48,107**

[1] Classée comme offense non indictable avant 1939.

[2] Classée comme offense non indictable avant 1938.

9.—Accusations, acquittements, condamnations et peines en matière d'offenses indictables, années terminées le 30 sept. 1933-39

Item	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Accusations	38,927	37,408	39,506	42,541	43,968	50,998	56,352
Acquittements	5,942	5,695	5,934	6,381	6,768	7,346	8,194
Envoyés dans les asiles d'aliénés	43	29	41	101	52	53	51
Condamnations	32,942	31,684	33,531	36,059	37,148	43,599	48,107
Hommes	*29,465*	*28,539*	*30,195*	*32,689*	*33,365*	*39,423*	*43,282*
Femmes	*3,477*	*3,145*	*3,336*	*3,370*	*3,783*	*4,176*	*4,825*
Premières condamnations	24,576	22,805	23,844	24,109	24,291	28,536	29,875
Deuxièmes condamnations	3,584	3,219	3,163	3,864	4,273	4,974	5,744
Récidivistes	4,782	5,660	6,524	8,086	8,584	10,089	12,488
Peines—							
Option d'amende	8,973	8,614	9,374	9,593	9,310	11,368	13,047
Prison, moins d'un an	10,128	10,492	10,631	11,319	12,224	15,115	16,246
Prison, un an et plus	2,656	2,391	2,357	1,651	1,506	1,740	1,904
Indéterminées	4	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Pénitencier, de deux à cinq ans	2,018	1,902	2,191	2,371	2,434	2,804	3,558
Pénitencier, cinq ans et plus	451	353	462	528	644	608	497
Pénitencier à perpétuité	15	5	3	6	2	7	3
Mort	24	19	15	22	13	22	14
Maison de correction	168	297	467	2,572	2,519	3,122	3,629
Autres peines	8,505	7,611	8,031	7,997	8,496	8,813	9,209

Condamnations de femmes.—Dix pour cent de toutes les condamnations d'adultes pour offenses indictables en 1939 se rapportent aux femmes. Ceci est une légère augmentation sur la moyenne de 9·6 p.c. en 1938.

Dans le Québec, la Saskatchewan, l'Alberta, le Yukon et les Territoires, les condamnations des femmes forment un plus fort pourcentage des condamnations en 1939 qu'en 1938. Les données de toutes les autres provinces montrent des déclins.

10.—Femmes condamnées pour offenses indictables, par province, années terminées le 30 sept. 1935-39

Province	Nombre de condamnations					Pourcentage du total				
	1935	1936	1937	1938	1939	1935	1936	1937	1938	1939
Ile du Prince-Edouard	2	1	5	15	16	3·4	1·3	5·1	6·7	6·0
Nouvelle-Ecosse	67	67	78	71	73	6·7	5·8	7·2	5·6	4·5
Nouveau-Brunswick	39	50	52	59	50	6·8	6·7	6·8	6·5	4·5
Québec	1,533	1,466	1,652	1,880	2,589	16·4	15·4	21·2	18·3	23·9
Ontario	865	847	983	947	897	6·8	6·2	6·7	5·5	4·5
Manitoba	252	270	273	258	240	10·6	10·3	9·6	8·4	6·3
Saskatchewan	76	86	167	133	210	3·9	3·9	5·4	5·2	6·1
Alberta	140	229	246	246	317	5·8	7·3	6·8	6·8	7·7
Colombie Britannique	362	354	325	567	427	11·7	11·7	9·7	12·8	11·5
Yukon et T. du N.-O.	Nil	Nil	2	Nil	6	–	–	11·1	–	19·3
Canada	**3,336**	**3,370**	**3,783**	**4,176**	**4,825**	**9·9**	**9·4**	**10·2**	**9·6**	**10·0**

11.—Personnes condamnées pour offenses indictables, classifiées par occupation, état conjugal, lieu de naissance, religion, etc., années terminées le 30 sept. 1933-39

Item	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939
Occupation—							
Agriculture	2,087	2,267	1,935	2,531	3,286	3,198	3,778
Commis de bureau	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	2,088
Coupe du bois	119	92	85	98	136	194	202
Eclairage et énergie électriques	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	78
Divertissement et sport	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	146
Finance et assurance	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	100
Pêche	98	149	124	181	218	242	372
Buanderie et nettoyage	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	53
Mines	313	263	315	368	434	515	699
Manufactures et construction	3,294	3,127	3,305	3,197	3,491	3,696	4,435
Transports	786	769	827	1,406	1,424	1,779	1,938
Commerce	3,603	3,991	4,875	6,003	5,052	6,112	4,237
Service—							
Domestique	4,311	3,436	3,858	3,777	4,187	3,862	3,946
Personnel	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	956
Public	[1]	[1]	[1]	445	415	376	260
Professionnel	191	196	179	169	156	210	218
Main-d'œuvre	10,911	10,077	11,773	13,470	14,325	16,400	19,303
Dans des institutions éducationnelles	[1]	[1]	[1]	647	733	806	869
Chômeurs	[1]	[1]	[1]	1,170	1,477	2,216	1,789
Non donné	7,229	7,317	6,255	2,597	1,814	3,993	2,640
Totaux	**32,942**	**31,684**	**33,531**	**36,059**	**37,148**	**43,599**	**48,107**
Etat conjugal—							
Mariés	10,657	10,731	11,197	12,392	12,835	13,787	16,580
Célibataires	17,424	16,074	18,710	20,759	22,061	25,017	28,187
Veufs	485	485	515	581	642	823	810
Divorcés	11	9	7	23	33	23	42
Inconnu	4,365	4,385	3,102	2,304	1,577	3,949	2,488
Degré d'instruction—							
Totalement illettrés	485	378	369	375	332	487	832
Primaire	27,904	26,498	29,756	34,339	35,461	39,594	43,908
Supérieure	407	527	388	575	791	703	1,203
Inconnu	4,146	4,281	3,018	770	564	2,815	2,164
Age—							
De 16 à 21 ans	7,050	6,130	6,097	6,875	7,503	8,492	10,480
De 21 à 40 ans	19,445	16,496	18,180	19,244	20,446	22,751	25,393
De 40 ans et plus	5,657	5,667	6,058	6,948	7,215	8,019	8,966
Inconnu	790	3,391	3,196	2,992	1,984	4,337	3,268
Consommation d'alcool—							
Modérée	23,938	22,809	26,827	30,561	32,838	35,625	40,231
Immodérée	2,645	2,199	2,528	3,487	3,637	5,702	5,990
Absence d'information	6,359	6,676	4,176	2,011	673	2,272	1,886
Lieu de naissance—							
Angleterre et Pays de Galles	1,659	1,394	1,503	1,518	1,548	1,619	1,747
Irlande	456	382	393	368	449	477	515
Ecosse	761	643	678	813	772	894	870
Canada	21,522	21,176	23,082	26,751	28,082	31,601	37,677
Autres possessions britanniques	145	273	140	132	147	206	123
Etats-Unis	896	781	703	1,116	818	948	986
Autres pays étrangers	3,844	3,556	3,614	3,536	3,880	3,960	3,942
Inconnu	3,659	3,479	3,418	1,825	1,452	3,894	2,247
Religion—							
Baptiste	705	679	856	837	1,045	1,081	1,116
Anglicane	2,961	2,865	3,024	3,323	4,103	4,321	4,729
Juive	606	622	807	538	486	646	743
Méthodiste[2]	449	377	346	268	254	Nil	Nil
Presbytérienne	2,277	1,927	1,945	2,004	2,430	2,749	3,087
Catholique	12,088	11,271	13,341	15,464	15,678	17,854	20,410
Eglise Unie	2,212	2,230	2,356	2,887	3,567	4,099	5,127
Protestante	4,528	4,447	4,684	4,747	3,724	4,464	5,352
Autres confessions	2,806	2,373	2,555	3,129	4,040	4,179	4,026
Sans religion	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	388
Inconnue	4,310	4,893	3,617	2,862	1,821	4,206	3,129
Résidence—							
Urbaine	22,395	24,718	26,203	27,749	28,247	33,611	36,911
Rurale	7,260	6,801	6,952	8,310	8,901	9,988	11,196
Inconnue	3,287	165	376	Nil	Nil	Nil	Nil

[1] Non indiqués séparément cette année. [2] Bien que l'organisation de l'Eglise Unie du Canada fût terminée en 1926, ces personnes se sont inscrites comme méthodistes.

Récidivisme.—Le nombre de délinquants à retomber dans le crime après une première condamnation a continuellement augmenté. Le nombre de personnes condamnées pour la première fois pour offenses indictables baisse de 71·1 p.c. du total des condamnations pour cette classe d'offenses en 1935 à 62·1 p.c. en 1939.

12.—Nombres et pourcentages de premières et deuxièmes offenses et de récidives de nature indictable, années terminées le 30 sept. 1935-39

Offense	Nombre de condamnations					Pourcentage du total				
	1935	1936	1937	1938	1939	1935	1936	1937	1938	1939
Premières	23,844	24,109	24,291	28,536	29,875	71·11	66·86	65·39	65·45	62·10
Deuxièmes	3,163	3,864	4,273	4,974	5,744	9·43	10·72	11·50	11·41	11·94
Récidives	6,524	8,086	8,584	10,089	12,488	19·46	22·42	23·11	23·14	25·96
Totaux	**33,531**	**36,059**	**37,148**	**43,599**	**48,107**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**

Sous-section 2.—Condamnations sommaires d'adultes

Les statistiques qui suivent traitent des offenses non indictables par les adultes (personnes âgées de 16 ans et plus) traduits devant les magistrats de police ou autres juges de paix, en vertu des dispositions de la loi sur les condamnations sommaires. L'année terminée le 30 septembre 1939 les condamnations se sont élevées à 428,608, augmentation de 13,944 ou 3·4 p.c. comparativement à 1938. L'Ile du Prince-Edouard, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba, la Colombie Britannique accusent des diminutions, tandis que chacune des autres provinces montre une augmentation.

13.—Condamnations sommaires d'adultes, par province, années terminées le 30 sept. 1911-39

NOTA.—Pour les chiffres de 1900-10, voir l'Annuaire de 1933, p. 1032.

Année	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	C.B.	Yukon	T.N.-O.	Canada
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1911..	375	5,306	2,766	17,729	34,871	12,366	7,317	9,350	10,380	145	28	100,633
1912..	437	5,920	3,022	24,335	42,104	13,985	9,184	15,254	16,472	163	84	130,960
1913..	443	6,353	3,136	29,714	51,396	16,513	11,711	17,513	17,882	157		154,818
1914..	498	6,613	2,872	30,563	56,874	14,840	11,854	16,806	20,481	196		161,597
1915..	346	5,774	2,833	24,152	49,942	11,266	9,650	12,331	15,993	143		132,430
1916..	405	5,924	2,664	20,767	41,732	7,826	9,287	9,526	6,344	156		104,631
1917..	323	4,700	2,564	22,560	42,655	7,065	6,007	5,726	6,768	84		98,452
1918..	209	4,794	1,611	25,374	46,448	7,298	6,536	6,744	6,821	64	1	105,899
1919..	236	5,533	2,447	30,881	44,587	8,128	6,180	5,961	7,638	32		111,623
1920..	340	5,790	3,405	40,801	55,049	11,093	6,523	7,219	13,996	49		144,265
1921..	373	4,639	2,680	45,042	63,874	9,563	6,137	8,571	14,460	37		155,376
1922..	309	3,332	2,281	31,441	63,015	9,530	6,876	7,766	11,720	52		136,322
1923..	321	3,033	2,179	27,563	64,639	11,377	8,346	8,359	11,639	37		137,493
1924..	232	3,355	2,499	22,803	73,768	11,189	7,274	8,342	13,508	29		142,999
1925..	235	2,790	2,417	25,364	79,470	10,724	8,020	7,840	14,875	29	61	151,825
1926..	345	3,568	2,418	24,428	90,061	13,913	8,614	8,142	18,337	45	42	169,913
1927..	392	4,362	2,565	28,732	101,345	16,420	8,243	8,801	22,292	54	34	193,240
1928..	662	4,499	3,031	29,302	146,586	19,921	9,108	10,927	21,598	72	57	245,763
1929..	783	6,231	4,032	51,099	153,385	26,536	11,413	13,939	22,499	94	32	290,043
1930..	906	6,299	4,072	60,098	163,913	26,879	11,574	12,904	21,989	86	39	308,759
1931..	838	5,324	4,533	99,381	153,451	22,625	10,691	13,113	17,671	80	71	327,778
1932..	825	3,573	3,841	112,132	131,374	18,218	7,538	8,180	12,148	55	25	297,909
1933..	655	3,922	3,483	117,433	124,589	15,396	6,355	9,698	11,051	68	23	292,673
1934..	733	4,216	3,598	115,313	160,895	16,985	5,680	7,896	13,369	28	31	328,744
1935..	924	4,818	3,968	118,499	190,763	15,685	5,749	8,398	13,759	41	38	362,642
1936..	956	5,593	4,691	111,254	204,744	17,476	5,750	8,810	18,349	58	25	377,706
1937..	1,438	6,249	5,706	99,404	237,309	28,500	7,580	10,910	22,997	62	57	420,212
1938..	1,497	6,552	5,299	89,443	238,224	32,748	7,113	10,973	22,695	60	60	414,664
1939..	1,293	7,503	5,095	91,607	247,609	31,467	8,147	13,816	21,881	89	101	428,608

[1] Compris avec le Manitoba depuis que cette partie des Territoires du Nord-Ouest, d'où venaient les premiers rapports, a été incorporée au Manitoba en vertu de la loi concernant l'extension des frontières, 1912. Les chiffres plus récents sont pour la superficie actuelle des Territoires.

L'augmentation marquée des douze dernières années est presque entièrement attribuable aux infractions aux règlements de la circulation, qui passe de 96,340 en 1927 à 292,904* en 1939, ou de 50 p.c. à près de 68·3 p.c. du total des condamnations sommaires. Les infractions aux lois de pêche et de chasse, aux lois des jeux de hasard, à la loi des inspections et ventes, aux lois des denrées alimentaires et drogues, aux lois sur les spiritueux, aux règlements municipaux, de même que les infractions relatives au vagabondage, montrent toutes des augmentations dans les condamnations en 1939 comparativement à 1938. Les condamnations pour ivresse montrent une diminution.

14.—Condamnations sommaires, par offense, années terminées le 30 sept. 1935-39

Offense	1935	1936	1937	1938	1939	Augmentation ou diminution, 1938-39
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Voies de fait	3,690	3,433	3,508	3,236	3,112	−124
Port d'arme illégal	258	388	323	418	342	−76
Mépris de cour	66	116	37	34	30	−4
Cruauté envers les animaux	263	259	266	206	198	−8
Perturb. de réunions religieuses et autres	19	43	48	24	29	+5
Infraction aux lois de pêche et de chasse	1,724	2,149	2,500	2,704	3,181	+477
Infraction aux lois défendant le jeu	25,889	40,670	14,360	10,537	11,106	+569
Infraction aux lois sur l'immigration	24	28	19	23	13	−10
Infraction à la loi des ventes	399	340	272	488	552	+64
Falsification de denrées alimentaires	244	201	321	100	209	+109
Infraction aux lois sur les poids et mesures	379	361	331	213	164	−49
Infraction aux lois sur les spiritueux, la prohibition et la tempérance	8,826	10,073	11,142	12,442	13,513	+1,071
Dommages malicieux à la propriété	790	785	806	902	886	−16
Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs	224	292	353	845	588	−257
Non-paiement de salaires ou gages	1,540	1,385	1,489	1,718	1,436	−282
Infraction des règl. de la circulation	246,123	237,183	288,688	285,951[1]	292,904[1]	+6,953
Infraction des règl. municipaux	17,646	20,456	25,414	21,914	25,852	+3,938
Négligence de pourvoir aux besoins de l'épouse et des enfants	1,415	1,607	2,062	1,574	2,211	+637
Complicité aux délits des enfants	862	1,033	931	1,335	1,362	+27
Infraction aux lois sur l'opium et les stupéfiants	29	32	11	9	4	−5
Profanation du dimanche	869	1,087	1,426	978	913	−55
Infraction aux lois des chemins de fer	1,150	959	731	948	593	+45
Circulation sur les voies ferrées	713	588	565	522	637	+115
Voyages sans billet	1,017	524	388	394	437	+43
Infraction aux lois fiscales	2,694	3,345	4,011	4,267	1,610[2]	−2,657
Empiètement	381	505	560	557	777	+220
Vagabondage	7,966	7,416	8,744	9,273	12,623	+3,350
Ivresse	25,643	28,433	34,606	36,894	36,007	−887
Langage insultant, obscène, profane	180	347	144	126	240	+114
Fréquentation des lupanars	2,674	2,725	3,598	3,518	2,580	−938
Scandale et mauvaise conduite, etc.	5,777	7,515	8,623	8,458	5,585	−2,873
Radio sans permis[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	4,479	+4,479
Autres	3,258	3,428	3,935	4,056	4,435	+379
Totaux	**362,642**	**377,706**	**420,212**	**414,664**	**428,608**	**+13,944**

[1] Voir renvoi (*) du texte précédant ce tableau. [2] Les condamnations sous ce chef etaient auparavant classifiées comme des infractions aux lois sur le revenu.

Condamnations pour ivresse.—Les condamnations sommaires pour ivresse au Canada en 1939 baissent de 2·4 p.c. sur 1938. Les données les plus élevées ont été atteintes en 1913 et 1914. Elles accusent une baisse au cours de la guerre de 1914–18 et, bien qu'elles aient varié depuis, elles n'ont jamais approché les niveaux élevés de 1913 et 1914.

* A l'exclusion de 1,736 condamnations pour conduite d'automobiles en état d'ivresse et de 1,536 autres pour négligence au volant. Ces dernières sont maintenant classifiées comme offenses indictables (voir tableau 8.)

15.—Condamnations pour ivresse, par province, années terminées le 30 sept. 1911-39

NOTA.—Pour les chiffres de 1900-10, voir p. 1033 de l'Annuaire de 1933.

Année	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	C.B.	Yukon	T.N.-O.	Canada
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1911.....	238	3,149	1,944	6,805	11,347	5,832	2,359	4,041	5,594	63	7	41,379
1912.....	309	3,693	2,116	9,863	12,785	6,925	2,462	6,657	8,275	72	14	53,171
1913.....	324	3,955	2,073	12,265	16,236	7,493	2,970	7,283	8,316	60	[1]	60,975
1914.....	342	3,999	1,765	12,776	17,703	6,193	2,142	5,710	9,376	61	[1]	60,067
1915.....	231	3,436	1,694	8,939	12,553	4,154	1,332	2,802	5,960	60	[1]	41,161
1916.....	219	3,614	1,696	7,108	11,728	3,114	1,062	1,809	2,327	53	[1]	32,730
1917.....	207	2,546	1,516	8,025	10,945	1,085	770	391	2,372	25	[1]	27,882
1918.....	96	2,435	704	6,680	7,932	1,123	434	825	778	19	[1]	21,026
1919.....	116	2,879	1,350	7,116	8,498	1,570	618	1,057	1,004	9	1	24,217
1920.....	120	3,140	1,882	11,863	15,021	2,330	919	1,536	2,948	10	[1]	39,769
1921.....	144	2,156	1,264	9,944	14,498	1,429	708	1,838	2,379	2	[1]	34,362
1922.....	162	1,492	1,088	7,103	10,063	1,623	816	1,606	1,081	12	[1]	25,048
1923.....	164	1,392	1,074	6,260	11,370	1,680	884	1,277	1,443	21	[1]	25,565
1924.....	94	1,456	1,176	6,146	12,993	1,948	505	1,464	1,545	11	[1]	27,338
1925.....	112	1,466	1,171	6,342	11,811	1,948	668	1,374	1,844	9	6	26,751
1926.....	168	1,898	1,234	5,364	13,752	1,871	487	1,413	2,114	6	10	28,317
1927.....	182	2,053	1,397	7,000	14,334	1,883	618	1,182	2,496	26	Nil	31,171
1928.....	263	2,176	1,285	6,362	15,931	1,863	1,014	1,538	2,758	34	"	33,224
1929.....	406	3,284	1,814	8,328	17,620	1,830	794	1,810	2,898	42	"	38,826
1930.....	393	3,236	1,706	7,649	15,970	1,292	674	1,551	3,183	35	"	35,789
1931.....	446	2,137	1,541	7,461	12,404	1,089	466	1,191	2,372	41	"	29,148
1932.....	355	1,402	1,142	5,913	10,388	1,023	319	908	1,195	19	"	22,664
1933.....	297	1,478	1,127	4,575	8,724	737	286	589	1,068	28	1	18,910
1934.....	401	1,486	1,595	4,776	9,060	826	304	609	1,781	12	4	20,764
1935.....	475	1,933	1,755	4,705	12,386	1,054	379	692	2,230	29	5	25,643
1936.....	558	2,221	2,187	5,332	13,049	1,125	418	785	2,734	21	3	28,433
1937.....	559	2,577	2,809	7,544	15,960	1,050	425	929	2,720	14	19	34,606
1938.....	595	2,628	2,730	7,220	17,585	1,286	848	922	3,053	17	10	36,894
1939.....	546	2,463	2,179	6,427	18,120	985	895	1,130	3,226	23	13	36,007

[1] Compris avec le Manitoba depuis que cette partie des Territoires du Nord-Ouest, d'où venaient les premiers rapports, a été incorporée au Manitoba en vertu de la loi concernant l'extension des frontières, 1912. Les chiffres plus récents sont pour la superficie actuelle des Territoires.

Infractions aux lois des spiritueux.—Jusqu'à l'époque de la guerre de 1914–18, les breuvages alcooliques étaient vendus par des hôtels et des magasins soumis à certaines conditions spécifiées par la loi. Les offenses contre les lois sur les spiritueux étaient généralement des infractions aux conditions régissant la vente. Pendant la guerre, la prohibition a été établie dans presque tout le pays, mais plus récemment la tendance est plutôt de placer la vente des liqueurs alcooliques sous le contrôle immédiat des gouvernements provinciaux qui, au moyen de commissions voyant à la vente, en retirent des revenus (voir p. 539). Huit des neuf provinces ont maintenant leurs commissions des spiritueux et l'Ile du Prince-Edouard reste la seule province prohibitionniste. En 1929, les condamnations pour infraction aux lois sur les spiritueux ont atteint leur maximum, à savoir 19,327, mais elles ont baissé à 13,513 en 1939.

16.—Condamnations pour contraventions aux lois des liqueurs, par province, années terminées le 30 sept. 1921-39

NOTA.—Pour les chiffres de 1900-20, voir p. 1034 de l'Annuaire de 1933.

Année	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	C.B.	Yukon	T.N.-O.	Canada
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1921.....	44	362	419	1,384	4,938	427	583	907	1,394	2		10,460
1922.....	28	267	366	954	3,246	392	708	1,043	1,503	12	1	8,519
1923.....	39	264	364	1,724	3,958	542	997	990	1,196	14		10,088
1924.....	29	293	375	1,549	4,678	452	966	817	1,286	4		10,449
1925.....	51	235	319	1,919	5,047	512	1,078	758	1,699	9	9	11,636
1926.....	53	499	393	2,104	6,362	786	1,231	737	1,345	2	Nil	13,512
1927.....	66	610	271	2,025	5,620	627	1,245	814	1,186	13	"	12,477
1928.....	69	688	478	2,096	7,812	598	1,174	944	1,350	22	32	15,263
1929.....	81	804	486	3,392	9,034	1,399	1,542	1,017	1,556	8	8	19,327
1930.....	98	532	469	3,043	8,995	1,180	1,392	970	1,432	14	7	18,132
1931.....	52	588	541	2,956	8,014	1,144	1,042	888	907	13	10	16,185
1932.....	50	353	489	2,379	6,057	900	629	557	790	14	8	12,226
1933.....	52	586	559	1,755	5,067	708	553	410	782	13	4	10,489
1934.....	80	750	622	2,325	4,324	826	543	452	820	3	9	10,754
1935.....	79	699	567	1,776	3,225	792	506	472	692	8	10	8,826
1936.....	37	698	610	1,252	4,185	940	570	784	965	24	8	10,073
1937.....	166	706	596	1,376	4,788	849	734	1,018	874	28	7	11,142
1938.....	333	794	487	1,837	5,873	886	606	810	793	16	7	12,442
1939.....	230	1,181	619	2,423	5,144	1,052	593	913	1,307	24	27	13,513

[1] Voir renvoi du tableau **15**, p. 952.

Infractions aux règlements du trafic.—Les condamnations pour infractions aux règlements du trafic (tableau **17**), qui n'étaient que de 185 pour tout le Canada au commencement du siècle, sont devenues beaucoup plus nombreuses avec la vulgarisation de l'automobile et sont le plus fort élément des délits non passibles de la cour d'assises. Les condamnations de ce genre représentent, en 1939, 68·3 p.c. du total des 428,608 (voir tableau **14**) condamnations sommaires.

17.—Condamnations pour infractions aux règlements du trafic, par province, années terminées le 30 sept. 1921-39

NOTA.—Pour les chiffres de 1900-20, voir p. 1035 de l'Annuaire de 1933.

Année	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Sask.	Alta.	Man.	C.B.	Yukon	Canada[1]
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1921.....	109	443	87	12,335	26,860	4,995	700	1,845	4,412	2	51,788
1922.....	38	289	315	3,344	31,813	4,968	1,112	1,996	4,101	1	47,977
1923.....	36	397	196	1,746	33,402	6,182	1,246	2,514	4,095	1	49,815
1924.....	49	350	237	3,818	40,530	6,412	1,282	2,301	5,084	Nil	60,063
1925.....	27	200	281	4,976	44,618	5,971	1,375	1,940	4,389	1	63,778
1926.....	64	263	180	5,534	52,727	8,588	1,730	2,059	6,882	Nil	78,027
1927.....	69	402	244	6,418	62,037	10,871	1,610	2,459	12,268	2	96,380
1928.....	228	462	516	6,273	101,356	14,099	2,100	3,481	12,976	2	141,493
1929.....	152	859	887	19,427	105,703	19,460	3,643	5,612	10,592	2	166,337
1930.....	212	831	757	28,633	115,073	20,672	3,727	4,903	10,776	Nil	185,584
1931.....	95	999	1,200	64,611	111,718	16,556	4,259	5,070	7,851	2	212,361
1932.....	174	643	842	70,253	94,188	13,251	2,811	2,755	5,743	Nil	190,660
1933.....	82	628	693	72,464	91,521	11,021	1,859	3,282	5,298	"	186,848
1934.....	57	638	528	64,429	128,604	12,725	1,624	2,819	6,403	"	217,827
1935.....	101	760	609	69,671	153,142	11,664	1,720	2,669	5,787	"	246,123
1936.....	77	1,099	720	46,464	162,951	12,900	1,839	2,817	8,315	1	237,183
1937.....	252	1,179	1,011	57,174	186,825	23,711	2,706	3,536	12,294	Nil	288,688
1938.....	200	1,572	835	52,395	185,709	26,682	2,939	4,068	11,550	1	285,951[2]
1939.....	191	1,725	725	51,858	193,815	24,732	3,055	5,397	11,403	3	292,904[3]

[1] Pas une condamnation n'est rapportée pour les Territoires du Nord-Ouest. [2] A l'exclusion de 1,877 condamnations pour conduite d'automobile en état d'ivresse. Cette offense, précédemment comprise sous infractions des règlements de la circulation, a été en 1938 classifiée comme offense indictable. (Voir tableau 8.). [3] A l'exclusion de 1,736 condamnations pour conduite d'automobile en état d'ivresse et de 1,536 autres pour conduite dangereuse et négligence au volant.

En 1939, l'Ontario a 47 p.c. des enregistrements d'automobiles au Canada (voir p. 580) et 66 p.c. du total des condamnations; en cette même année, Québec avait 14 p.c. des automobiles et 18 p.c. des condamnations; le Manitoba avait 6 p.c. des automobiles et 9 p.c. des condamnations. Il ne faut toutefois pas tirer

de conclusion de ces chiffres sans faire remarquer que les codes routiers sont loin d'être uniformes au Canada et qu'aucun compte n'est tenu des degrés d'urbanisation dans les provinces. Ainsi, les trois provinces mentionnées ci-dessus ont de grandes agglomérations, tandis que dans les provinces Maritimes, la Saskatchewan et l'Alberta, dont le degré d'urbanisation est inférieur, les condamnations étaient minimes comparativement au nombre d'automobiles enregistrées.

Condamnations par sexe.—Entre 1926 et 1939, le nombre de condamnations sommaires chez les femmes augmente de 117·8 p.c. Cependant, proportionnellement au nombre de condamnations chez les hommes, les femmes montrent une très faible augmentation, seulement 5·3 p.c. des condamnations sommaires en 1939 se rapportent aux femmes comparativement à 6·1 p.c. en 1926. Les condamnations sommaires par sexe sont les suivantes: 1926, 159,528 hommes et 10,385 femmes; 1927, 182,392 hommes et 10,848 femmes; 1928, 232,554 hommes et 13,209 femmes; 1929, 274,977 hommes et 15,066 femmes; 1930, 292,557 hommes et 16,202 femmes; 1931, 312,111 hommes et 15,667 femmes; 1932, 281,318 hommes et 16,591 femmes; 1933, 275,229 hommes et 17,444 femmes; 1934, 311,542 hommes et 17,202 femmes; 1935, 339,494 hommes et 23,148 femmes; 1936, 355,772 hommes et 21,934 femmes; 1937, 395,699 hommes et 24,513 femmes; 1938, 389,648 hommes et 25,016 femmes; et 1939, 405,993 hommes et 22,615 femmes.

Section 3.—Jeunes délinquants

Les termes "indictable" (passible de procès devant jury) et "non indictable" ne s'appliquent qu'aux offenses des adultes; les offenses semblables commises par les jeunes gens (personnes de moins de 16 ans) sont appelées offenses "majeures" et offenses "mineures" respectivement.

Le tableau **18** montre le nombre de condamnations de jeunes gens pour toutes offenses, majeures et mineures, les années judiciaires 1922–39. Il n'existe aucune séparation par classe d'offenses avant 1922. Les taux par 100,000 de population dans ce tableau s'appliquent à la population totale, aucune estimation par groupe d'âge n'étant disponible pour les années entre recensements. Entre 1930 et 1939, il y a une tendance définie à la hausse dans la colonne du pourcentage des offenses majeures par rapport à toutes les offenses; mais si nous étudions cette tendance relativement à la croissance de la population, nous remarquons que les offenses majeures et les offenses mineures montrent une augmentation définie depuis 1930.

18.—Condamnations de jeunes gens pour offenses mineures et majeures, années terminées le 30 sept. 1922-39

NOTA.—Dans ce tableau "Propriété sans violence" comprend les classes III et IV et "Autres offenses majeures", les classes V et VI du tableau 8, pp. 846-847.

Année	Offenses majeures							Offenses mineures, total et pourcentage			Grand total des délinquants
	Offenses contre—			Autres offenses majeures	Offenses majeures, total et pourcentage						
	La personne	La propriété, avec violence	La propriété, sans violence								
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	p.c. de toutes les offenses	par 100,000 de population	nomb.	p.c. de toutes les offenses	par 100,000 de population	nomb.
1922...	172	806	3,001	86	4,065	64·6	46	2,233	35·4	25	6,298
1923...	179	755	3,204	27	4,165	63·4	46	2,406	36·6	27	6,571
1924...	221	818	3,510	106	4,655	60·0	51	3,104	40·0	34	7,759
1925...	207	794	3,899	180	5,080	64·4	55	2,807	35·6	31	7,887
1926...	220	659	4,053	158	5,090	65·0	54	2,741	35·0	29	7,831

18.—Condamnations de jeunes gens pour offenses mineures et majeures, années terminées le 30 sept. 1922-39—fin

Année	Offenses majeures							Offenses mineures, total et pourcentage			Grand total des délinquants
	Offenses contre—			Autres offenses majeures	Offenses majeures, total et pourcentage						
	La personne	La propriété, avec violence	La propriété, sans violence								
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	p.c. de toutes les offenses	par 100,000 de population	nomb.	p.c. de toutes les offenses	par 100,000 de population	nomb.
1927...	179	772	4,109	96	5,156	63·0	54	3,029	37·0	32	8,185
1928...	184	824	3,902	153	5,063	64·4	51	2,636	35·6	27	7,699
1929...	223	976	3,786	121	5,106	65·2	51	2,720	34·8	27	7,826
1930...	199	951	4,419	84	5,653	67·1	55	2,772	32·9	27	8,425
1931...	256	961	3,938	156	5,311	68·5	51	2,457	31·5	24	7,768
1932...	232	927	3,799	138	5,096	69·2	49	2,267	30·8	22	7,363
1933...	247	972	3,825	100	5,144	69·0	48	2,309	31·0	22	7,453
1934...	227	1,072	3,918	136	5,353	68·6	49	2,453	31·4	23	7,806
1935...	248	1,031	4,174	61	5,514	71·8	50	2,165	28·2	20	7,679
1936...	203	1,019	3,660	88	4,970	68·9	45	2,240	31·1	20	7,210
1937...	186	1,222	3,718	98	5,224	67·7	47	2,492	32·3	22	7,716
1938...	184	1,122	3,674	75	5,055	71·9	45	1,980	28·1	18	7,035
1939...	190	1,207	3,515	106	5,018	65·9	44	2,595	34·1	23	7,613

19.—Jeunes délinquants condamnés pour offenses majeures et pour offenses mineures, par province et par sexe, années terminées le 30 sept. 1938 et 1939

Province	Offenses majeures				Offenses mineures			
	Garçons		Filles		Garçons		Filles	
	1938	1939	1938	1939	1938	1939	1938	1939
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Prince-Edouard	20	41	1	4	2	3	Nil	Nil
Nouvelle-Ecosse	262	216	21	12	79	63	25	18
Nouveau-Brunswick	217	238	7	6	33	78	Nil	13
Québec	1,319	1,215	38	30	661	951	297	380
Ontario	2,084	2,094	78	70	492	643	112	108
Manitoba	206	281	16	12	11	24	1	11
Saskatchewan	221	193	4	8	16	28	Nil	Nil
Alberta	286	305	12	16	136	118	6	5
Colombie Britannique	257	259	6	18	85	136	24	16
Canada[1]	**4,872**	**4,812**	**183**	**176**	**1,515**	**2,044**	**465**	**551**

[1] Pas une condamnation n'est rapportée pour les Territoires.

Officiellement les juvéniles sont des personnes de moins de 16 ans; mais, comme l'intérêt public concernant les offenses commises par les "jeunes personnes" a beaucoup augmenté ces dernières années, le tableau suivant a été compilé. Dans ce tableau, les condamnations pour offenses indictables des personnes de plus de 16 ans et de moins de 21 ont été ajoutées aux données des juvéniles trouvés coupables d'offenses majeures. Les taux par 100,000 de population sont la proportion des offenses commises par les personnes de tout groupe d'âge, les données de population provenant des recensements décennaux, excepté dans le cas des deux dernières années alors que la population dans chaque groupe d'âge est une estimation officielle.

A remarquer que le groupe d'âge de 16 à moins de 21 ans montre un taux de criminalité beaucoup plus élevé que le groupe juvénile (7 à 16 ans) ou le groupe total des jeunes personnes (de 7 ans à moins de 21 ans). En ces dernières années, le taux de ce groupe a continué d'augmenter, atteignant par 100,000, en 1939, 686 condamnations de plus que le taux des juvéniles et 434 de plus que le taux des jeunes personnes.

20.—Condamnations des juvéniles pour offenses majeures et des adultes âgés de 16 à 21 ans pour offenses indictables, par groupe d'âge, et taux par 100,000 de population du même âge, années terminées le 30 sept. 1911, 1921, 1931 et 1937-39

Année	Condamnations de personnes de 7 à moins de 16 ans (juvéniles)	Condamnations de personnes de 16 à moins de 21 ans	Condamnations globales des personnes de 7 à moins de 21 ans	Taux par 100,000 âmes		
				7 à moins de 16 ans	16 à moins de 21 ans	7 à moins de 21 ans
1911	1,439	1,640	3,079	111	238	155
1921	3,247	3,288	6,535	192	419	264
1931	5,311	6,453	11,764	271	630	394
1937	5,224	7,503	12,727	265	708	419
1938	5,055	8,492	13,547	263	786	452
1939	5,018	10,480	15,498	264	950	516

Offenses majeures.—A remarquer, d'après le tableau **21,** que le vol et recel, le cambriolage et les autres offenses contre la propriété sont les accusations les plus fréquentes; en 1939, 93 p.c. des offenses majeures sont de cette nature.

21.—Jeunes délinquants condamnés pour offenses majeures, par offense, années terminées le 30 septembre 1932-39

Offense	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Meurtre	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Homicide non prémédité	"	1	"	"	1	"	"	"
Viol, connaissance charnelle et inceste	5	8	15	8	10	8	5	17
Assaut indécent	34	28	24	29	31	32	41	54
Assaut grave et blessures	68	16	36	60	24	31	32	26
Assaut simple	104	139	115	98	102	83	68	66
Obstruction de voies ferrées	17	50	31	48	30	27	30	21
Autres offenses contre la personne	4	5	6	5	5	5	8	6
Effraction et vol	914	957	1,071	1,022	1,015	1,204	1,110	1,189
Vol	13	15	1	9	4	18	12	18
Vol et recel	3,093	3,155	3,094	3,548	3,094	3,128	3,043	2,916
Abus de confiance et fraude	9	9	20	14	12	14	19	10
Incendie	19	24	28	13	15	10	10	11
Autres offenses contre la propriété	676	637	776	599	539	565	602	578
Faux et écriture et faux monnayage	11	4	11	12	11	10	9	13
Immoralité	85	72	73	35	52	48	45	36
Autres offenses	44	24	52	14	25	41	21	57
Totaux	**5,096**	**5,144**	**5,353**	**5,514**	**4,970**	**5,224**	**5,055**	**5,018**

Récidivisme.—Le nombre de jeunes délinquants qui ont précédemment paru devant une cour a généralement augmenté, mais il y a des différences assez grandes entre chaque année la période pour laquelle des données sont disponibles. Comme le montre le tableau **22,** plus d'un quart (28·42 p.c.) des juvéniles condamnés pour offenses majeures en 1939 avaient été précédemment trouvés coupables, comparativement à moins d'un quart des condamnés pour offenses semblables en 1929 (23·27 p.c.)

22.—Jeunes délinquants condamnés pour offenses majeures, montrant le nombre de fois condamnés, années terminées le 30 sept. 1929-39

Année	Nombre de fois condamnés					Total des délinquants	Total des récidivistes	P.c. des récidivistes par rapport au total de délinquants
	Une	Deux	Trois	Quatre	Cinq ou plus			
1929	3,918	425	287	165	311	5,106	1,188	23·27
1930	4,354	527	296	169	307	5,653	1,299	22·98
1931	4,013	540	308	158	292	5,311	1,298	24·48
1932	3,660	597	323	199	317	5,096	1,436	28·18
1933	3,787	586	339	145	287	5,144	1,357	26·38
1934	3,907	617	357	177	295	5,353	1,446	27·01
1935	4,053	674	397	185	205	5,514	1,461	26·50
1936	3,446	721	353	203	247	4,970	1,524	30·66
1937	3,637	787	359	197	244	5,224	1,587	30·38
1938	3,537	767	357	144	250	5,055	1,518	30·05
1939	3,588	709	306	192	223	5,018	1,430	28·42

Offenses mineures.—Le tableau **23** révèle qu'il y a eu une augmentation de 31 p.c. dans le nombre de condamnations pour offenses mineures en 1939 comparativement à 1938.

23.—Condamnations de juvéniles pour offenses mineures, par genre d'offense, années terminées le 30 sept. 1935-39

Offense	NOMBRE				
	1935	1936	1937	1938	1939
Infractions aux règlements de la circulation	107	159	193	201	131
Conduite désordonnée et perturbation de la paix	312	476	428	312	454
Incorrigibilité	495	530	702	677	761
Ecole buissonnière	234	277	274	264	264
Vagabondage et désertion du domicile	301	203	117	77	138
Autres offenses mineures	716	595	778	449	847
Totaux	**2,165**	**2,240**	**2,492**	**1,980**	**2,595**

	POURCENTAGE DU TOTAL ET PAR 100,000 ÂMES									
	1935		1936		1937		1938		1939	
	P.c. du total	Par 100,000 âmes	P.c. du total	Par 100,000 âmes	P.c. du total	Par 100,000 âmes	P.c. du total	Par 100,000 âmes	P.c. du total	Par 100,000 âmes
Infractions aux règlements de la circulation	1·4	1	2·2	1	2·5	2	2·9	2	1·7	3
Conduite désordonnée et perturbation de la paix	4·1	3	6·6	4	5·5	4	4·4	3	6·0	4
Incorrigibilité	6·4	5	7·4	5	9·1	6	9·6	6	10·0	7
Ecole buissonnière	3·1	2	3·8	3	3·6	2	3·8	2	3·5	2
Vagabondage et désertion du domicile	3·9	2	2·8	2	1·5	1	1·1	1	1·8	1
Autres offenses mineures	9·3	7	8·3	5	10·1	7	6·4	4	11·1	6
Totaux	**28·2**	**20**	**31·1**	**20**	**32·3**	**22**	**28·2**	**18**	**34·1**	**23**

Section 4.—Statistiques de la police municipale

En 1939, 160 cités et villes de 4,000 âmes et plus en 1931 (1936 pour les trois Provinces des Prairies), qui formaient un total de 4,435,472 personnes, ont fourni des statistiques sur leur police municipale. Le nombre global d'agents de police est de 5,665, représentant une moyenne d'un agent par 783 personnes de ces cités et villes.

Les relevés laissent voir un total de 471,894 crimes connus; il y a eu 116,940 arrestations et 251,273 citations devant les tribunaux. Les poursuites se sont élevées à 368,213 et les condamnations, à 297,073.

On a signalé le vol de 7,494 automobiles en 1939, tandis que les automobiles volés mais rendus à leur propriétaire se sont chiffrés à 7,448; 13,133 bicyclettes ont été volées, mais 8,774 ou 66·8 p.c. ont été recouvrées. Quant aux autres objets dont le vol a été rapporté, ils avaient une valeur de $2,489,990, dont $1,142,741 ou 46 p.c. a été recouvré. Il y a eu 46,037 accidents d'automobiles signalés à la police; ces accidents ont causé la mort de 421 personnes, tandis que les blessés se sont élevés à 14,229. Dans les autres accidents constatés, 516 personnes ont trouvé la mort et 7,234 autres ont été blessées.

24.—Statistiques de la police des cités et villes canadiennes, par province, 1938 et 1939

Année et province	Cités et villes	Population	Agents de police	Arrestations	Sommations	Population par agent de police	Arrestations par agent de police
1938	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Prince-Edouard.	1	12,361	10	579	283	1,236	58
Nouvelle-Ecosse.....	13	176,444	152	5,765	1,468	1,161	38
Nouveau-Brunswick....	6	93,985	92	3,815	722	1,022	41
Québec.....	43	1,435,170	2,208	33,809	57,960	650	15
Ontario.....	69	1,764,789	2,006	44,484	141,798	880	22
Manitoba.....	6	265,232	292	5,125	28,538	908	18
Saskatchewan.....	8	146,004	132	2,966	3,246	1,106	22
Alberta.....	4	192,296	211	4,526	5,307	911	21
Colombie Britannique.	10	349,191	493	10,553	13,149	708	21
Totaux, 1938.....	**160**	**4,435,472**	**5,596**	**111,622**	**252,471**	**793**	**20**
1939							
Ile du Prince-Edouard.	1	12,361	11	551	284	1,124	50
Nouvelle-Ecosse.....	13	176,444	148	4,826	2,054	1,193	33
Nouveau-Brunswick....	6	93,985	88	3,120	746	1,068	35
Québec.....	43	1,435,170	2,192	39,825	51,384	655	18
Ontario.....	69	1,764,789	2,042	43,651	146,941	864	21
Manitoba.....	6	265,232	336	5,243	26,059	789	16
Saskatchewan.....	8	146,004	138	3,068	3,577	1,058	22
Alberta.....	4	192,296	214	7,543	6,107	899	35
Colombie Britannique.	10	349,191	496	9,113	14,121	704	18
Totaux, 1939.....	**160**	**4,435,472**	**5,665**	**116,940**	**251,273**	**783**	**21**

Section 5.—Statistiques pénitentiaires

La division des pénitenciers du Ministère de la Justice est chargée de l'administration de ces établissements, qui sont au nombre de sept, les deux principaux étant situés à Portsmouth, Ont., et St-Vincent-de-Paul, Qué., et les cinq autres à Dorchester, N.-B., Prince-Albert, Sask., Stony-Mountain, Man., New-Westminster, C.B. et Collins-Bay, Ont. Au cours de l'année fiscale terminée le 31 mars 1940, la moyenne quotidienne de détenus dans ces institutions était de 3,736 et les déboursés totaux nets de l'année se chiffraient à $2,788,540 ou $2·05 par tête par jour, comparativement à une moyenne journalière de 3,618 détenus et une dépense globale de $2,694,375 ou $2·04 par tête par jour pour 1939.

Le pénitencier spécial pour les Doukobors, dans l'île Piers, qui était administré par le directeur de l'établissement de New-Westminster, a été en opération de 1932 au 28 mars 1935, alors que les 39 pensionnaires qui restaient ont été transférés à New-Westminster. Les statistiques de cette colonie pénitentiaire spéciale sont incluses dans celles des pénitenciers ordinaires dans les tableaux suivants, et le lecteur est référé à la p. 1069 de l'Annuaire de 1936 pour détails sur la colonie de l'île Piers donnés par sexe, âge, race et état civil.

Les détenues sont internées au pénitencier de Portsmouth, faubourg de Kingston, où les bâtiments et un personnel spéciaux leur sont affectés. Les femmes internées à ce pénitencier le 31 mars 1940 étaient au nombre de 33 contre 34 en 1939 et 36 en 1938.

Population des établissements pénitentiaires—Les établissements pénitentiaires du Canada peuvent être divisés en trois classes: (1) les pénitenciers où les détenus font de longs séjours et dont la population ne varie guère; (2) les maisons de détention et d'éducation correctionnelle où également la population varie peu; et (3) les prisons ordinaires dont les détenus se renouvellent constamment. Si l'on admet que la moyenne pour l'année puisse être basée sur le nombre de détenus au commencement et à la fin de l'année et que le mouvement des détenus soit représenté par le nombre des sorties, on obtient alors les résultats suivants. En 1939, le mouvement des détenus fut: dans les pénitenciers, 52 p.c.; dans les maisons de détention et d'éducation correctionnelle, 214 p.c.; et dans les prisons, pas moins de 1,436 p.c. La moyenne du temps passé en prison est donc de 3·6 semaines. Il ne faut toutefois pas oublier que la population des prisons change de jour en jour, puisqu'elle se compose en partie d'accusés qui le lendemain peuvent être soit libérés, soit condamnés au pénitencier ou la maison de correction.

25.—Détenus dans les différents établissements pénitentiaires, 1937-39

NOTA.—Les statistiques pénitentiaires jusqu'en 1919 étaient fournies par chaque établissement et couvraient l'année civile. Depuis 1920, elles sont fournies par le surintendant des pénitenciers et couvrent l'année fiscale qui se termine le 31 mars. A partir de l'année fiscale 1937 elles ont été compilées par le Bureau Fédéral de la Statistique. Pour les autres institutions l'année se termine le 30 sept.

Année et genre d'établissements	Détenus au commencement de l'année	Admis durant l'année	Libérés durant l'année	Détenus à la fin de l'année
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1937				
Pénitenciers	3,098	1,521	1,355	3,264
Maisons de correction et de formation	4,108	9,001	8,577	4,532
Prisons	3,948	60,397	59,933	4,412
Totaux, 1937	**11,154**	**70,919**	**69,865**	**12,208**
1938				
Pénitenciers	3,264	1,718	1,402	3,580
Maisons de correction et de formation	4,532	10,469	10,121	4,880
Prisons	4,412	66,760	66,243	4,929
Totaux, 1938	**12,208**	**78,947**	**77,766**	**13,389**
1939				
Pénitenciers	3,580	2,135	1,912	3,803
Maisons de correction et de formation	4,880	10,267	10,343	4,804
Prisons	4,978	65,672	66,383	4,267
Totaux, 1939	**13,438**	**78,074**	**78,638**	**12,874**

Les tableaux **26-28** contiennent les plus importantes statistiques puisées dans les rapports au Bureau. Le nombre de détenus qui était en 1910 de 1,865 monta à 2,118 en 1916 pour retomber à 1,468 en 1918. Après la démobilisation et la crise de 1921, le nombre de détenus s'éleva à 2,640 en 1922, redescendit à 2,225 en 1924,

puis remonta à 4,164 en 1932. L'augmentation fut particulièrement rapide après 1929, car elle atteignait 1,395 ou 44 p.c. en trois ans. Le nombre de condamnés, qui était de 3,098 en 1936, était moindre qu'en aucune année depuis 1929; mais il y eut une augmentation de 5·4 p.c. en 1937, ainsi que d'autres augmentations de 9·7 p.c. en 1938 et de 6·2 p.c. en 1939. Il y a diminution de 0·8 p.c. en 1940. Comme l'indique le tableau **26,** le nombre de libérations conditionnelles s'établit à 373 en 1940.

26.—Mouvement des détenus dans les pénitenciers, années fiscales 1936-40

Item	1936	1937	1938	1939	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Détenus au commencement de l'année	**3,552**	**3,097**[1]	**3,264**	**3,580**	**3,803**
Entrées—					
Des prisons	1,364	1,332	1,457	1,696	1,607
Par transfert	180	176	246	434	203
Par annulation de la liberté conditionnelle	8	12	4	4	10
Par nouvelle capture	Nil	1	9	1	17
Révocation de permission	6	Nil	Nil	Nil	Nil
Evasion—en liberté	Nil	"	2	"	"
Totaux des entrées	1,558	1,521	1,718	2,135	1,837
Elargissements—					
Par expiration de peine	1,263	738	897	1,131	1,087
Par transfert	182	178	247	438	211
Par libération conditionnelle	431	351	187	280	373
Par déportation	45	35	19	24	29
Par libération sans condition	Nil	Nil	Nil	16	71
Par décès	13	17	16	13	13
Par pardon	76	34	18	7	52
Par évasion	Nil	1	12	2	2
Rayé du registre	"	Nil	Nil	1	Nil
Par libération sur injonction de la cour	2	"	4	Nil	5
Par pardon conditionnel (dans les hôpitaux pour maladies mentales)	Nil	"	1	"	18
Par révocation de permission, réintégration	"	"	1	"	Nil
Remis aux autorités provinciales	"	"	Nil	"	7
Totaux des élargissements	2,012	1,354	1,402	1,912	1,868
Détenus à la fin de l'année	**3,098**	**3,264**	**3,580**	**3,803**	**3,772**

[1] Cette différence entre le nombre de détenus à la fin de l'année fiscale 1936 et au commencement de l'année fiscale 1937 paraît dans le rapport du surintendant des pénitenciers.

Le tableau **27** classifie les détenus par groupe d'âge. En 1940, les 3,772 détenus se partagent ainsi: 10 p.c. de moins de 21 ans; 45 p.c. entre 21 et 30 ans; soit 55 p.c. de 30 ou moins. En 1914, il y avait 2,003 internés dont 9·3 p.c. avaient moins de 20 ans et 44·4 p.c. avaient entre 20 et 30 ans, soit au total 53·7 p.c. de moins de 30 ans. En 1923, les 2,486 forçats comprenaient 11·3 p.c. de moins de 20 ans et 46·6 p.c. de 20 à 30 ans, soit 57·9 p.c. de moins de 30 ans. Le tableau **28** contient une statistique détaillée de l'origine raciale, de la nationalité par lieu de naissance, de l'état conjugal, du sexe et de la religion des détenus.

27.—Age des détenus dans les pénitenciers au 31 mars 1933-40

Groupe d'âge	1933[1]	1934[1]	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Moins de 21 ans	467	409	325	280	317	194	421	377
De 21 à 30 ans	2,052	1,916	1,677	1,471	1,515	1,632	1,714	1,719
De 31 à 40 ans	1,027	941	861	740	806	1,008	955	989
De 41 à 50 ans	574	538	433	361	378	431	423	429
De 51 à 60 ans	257	214	167	178	174	211	200	173
Plus de 60 ans	210	202	89	68	74	104	90	85
Totaux	**4,587**	**4,220**	**3,552**	**3,098**	**3,264**	**3,580**	**3,803**	**3,772**

[1] Voir renvoi 1 du tableau **28.**

28.—Détenus dans les pénitenciers classifiés par race, lieu de naissance, religion, etc. au 31 mars 1933-40

NOTA.—Les statistiques de ce tableau ont été compilées par la Branche de la Statistique des Institutions, Bureau Fédéral de la Statistique.

Classification	1933[1]	1934[1]	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Par race—								
Anglaise							703	704
Irlandaise							530	510
Ecossaise							372	401
Française							1,207	1,178
Allemande							117	121
Hébraïque							65	54
Italienne	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	92	82
Polonaise							88	118
Russe							55	47
Ukranienne							192	191
Autres races européennes							210	192
Asiatique							43	51
Indienne							73	69
Nègre							56	54
Par lieu de naissance—								
Canada							3,015	3 018
Iles et possessions britanniques							312	303
Autriche ou Hongrie	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	60	50
Italie							46	36
Pologne							58	71
Russie							57	39
Autres pays d'Europe							103	97
Asie							28	38
Etats-Unis							124	120
Par état conjugal—								
Célibataires	2,581	2,373	2,165	1,934	2,034	2,326	2,475	2,467
Mariés	1,777	1,647	1,227	1,008	1,039	1,078	1,059	1,038
Veufs	203	179	144	130	140	138	130	141
Divorcés	26	21	16	26	51	38	139	126
Par sexe—								
Hommes	4,261	3,907	3,512	3,068	3,232	3,541	3,768	3,739
Femmes	326	313	40	30	32	39	35	33
Par consommation d'alcool—								
Abstèmes	1,682	1,560	999	884	873	990	1,012	978
Tempérants	2,544	2,311	2,191	1,898	2,037	2,200	2,288	2,315
Intempérants	361	349	362	316	354	390	503	479
Par religion—								
Anglicane	603	547	488	447	471	393	511	564
Baptiste	168	169	172	136	129	157	171	166
Religions orientales	58	34	19	4	2	3	5	14
Doukhobore	593	542	46	2	8	8	3	5
Grecque catholique	54	51	50	57	63	55	42	45
Grecque orthodoxe	[3]	[3]	[3]	[3]	[3]	[3]	[3]	45
Juive	80	83	72	53	55	61	63	52
Luthérienne	96	90	75	66	87	85	88	77
Méthodiste[4]	82	73	58	42	34	19	17	–
Presbytérienne	437	403	398	293	270	279	316	353
Catholique romaine	2,008	1,842	1,800	1,646	1,658	1,874	1,942	1,890
Armée du salut	[3]	[3]	[3]	[3]	[3]	[3]	[3]	31
Eglise Unie	257	244	264	259	338	384	387	407
Autres croyances	151	142	110	93	149	262	258	123
Totaux	**4,587**	**4,220**	**3,552**	**3,098**	**3,264**	**3,580**	**3,803**	**3,772**

[1] Les chiffres extraordinairement élevés de plusieurs item et les totaux de 1933 et 1934 sont dus à l'internement de Doukhobors au pénitencier de l'île Piers, C.B. (voir p. 959). [2] La classification des détenus par race et lieu de naissance a été changée en 1939. Les chiffres d'après la classification antérieure pour les années 1932-38 sont donnés à la p. 1119 de l'Annuaire de 1939. [3] Chiffres non donnés séparément dans les rapports précédents. [4] Ces personnes se sont inscrites comme méthodistes, en dépit de l'union de leur secte avec celle des presbytériens et des congrégationalistes pour former l'Eglise Unie du Canada en 1925.

CHAPITRE XXVII.—ADMINISTRATIONS DIVERSES

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Terres domaniales	962
Sous-section 1. Terres publiques du Dominion	963
Sous-section 2. Terres publiques provinciales	966
Section 2. Défense Nationale	966
Section 3. Ministère des Travaux Publics	967
Section 4. Les Indiens et les Esquimaux du Canada	967
Sous-section 1. Les Indiens du Canada	967
Sous-section 2. Les Esquimaux du Canada	970
Section 5. Pensions et autres dispositions en faveur des anciens combattants de 1914–18	971
Section 6. Etablissement des soldats au Canada	973
Section 7. Secrétairerie d'État	974
Section 8. La Royale Gendarmerie à Cheval	977
Section 9. Service Civil du Canada	978
Section 10. Paris de Course	982
Section 11. Commission du Tarif	983
Section 12. Commission de l'Industrie et du Commerce du Dominion	984
Section 13. Autres administrations diverses	985

Section 1.—Terres domaniales

Le tableau **1** donne une classification sommaire des terres du Canada. Les item 3, 4 et 5 proviennent de sources fédérales et les item 1, 2 et 7, de sources provinciales. Dans la plupart des cas, la superficie des terres provinciales (item 6), telle que calculée par juxtaposition des chiffres, concorde avec la superficie, telle qu'estimée par les ministères provinciaux. Ainsi, toutes les différences constatées d'une année à l'autre dans la superficie des terres concédées ou en voie de concession sont compensées par l'ajustement de terres restant la propriété de la Couronne sous la juridiction des provinces concernées.

1.—Classification des terres du Canada selon le mode de possession, vers 1940

Nota.—La superficie des terres du Canada, classifiée selon les ressources, paraît à la p. 18

Mode de possession	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.
	milles carrés	milles carrés	milles carrés	milles carrés	milles carrés
1. Aliénées, patentées, concédées, etc.	2,175	17,233[1]	16,439	39,018	40,266[1]
2. En voie d'aliénation	Nil	–	535	6,065	–
3. Terres fédérales à l'exclusion des parcs nationaux et des réserves indiennes	"	13	3	28	161
4. Parcs nationaux du Dominion	7	390	Nil	Nil	12
5. Réserves indiennes	2	29	77	261	2,488
6. Terres provinciales, y compris terres cédées à bail et réserves forestières, mais à l'exclusion des parcs provinciaux	Nil	3,078	10,419	472,399	315,466
7. Parcs provinciaux	"	Nil	Nil	5,763	4,889
Totaux, superficie en terre[2]	**2,184**	**20,743**	**27,473**	**523,534**	**363,282**

Pour renvois, voir fin du tableau, p. 963.

1.—Classification des terres du Canada selon le mode de possession, vers 1940—fin

Mode de possession	Man.	Sask.	Alta.	C.B.	Yukon et T. du N.-O.	Total, Canada
	milles carrés	milles carrés	milles carrés	milles carrés	milles carrés	milles carrés
1. Aliénées, patentées, concédées, etc....	43,850	101,673	80,837	19,493[3]	8	360,992[4]
2. En voie d'aliénation.....	310	2,959	5,160	6,788	Nil	21,817[4]
3. Terres fédérales à l'exclusion des réserves indiennes et des parcs nationaux.....	3	47	103	161	1,459,927[6]	1,460,446[4]
4. Parcs nationaux du Dominion.....	1,148	1,869	20,937[7]	1,715	3,625[8]	29,703[4]
5. Réserves indiennes.....	844	2,007	1,915	1,248	3	8,874
6. Terres provinciales, y compris terres cédées à bail et réserves forestières, mais à l'exclusion des parcs provinciaux.....	173,568	128,873	139,846	319,880	Nil	1,563,529
7. Parcs provinciaux.....	Nil	547	2	9,994	"	21,195
Totaux, superficie en terre[2]	**219,723**	**237,975**	**248,800**	**359,279**	**1,463,563**	**3,466,556**

[1] Comprend les terres en voie d'aliénation. [2] Estimation du Service Hydrographique et Topographique, Ministère des Mines et Ressources. [3] Y compris 94 milles carrés, détenus par la Commission de Colonisation, qui sont retournés à la Couronne ou sont détenus comme hypothèque pour prêts agricoles. [4] Voir renvois des item constitutifs. [5] Pour les provinces indiquées seulement. [6] Dans le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, une superficie de 380,542,080 acres a été constituée par ordre en conseil en réserves et sanctuaires de gibier ou seuls les Indiens aborigènes et les Esquimaux ont le droit de faire la chasse; mais le Parlement n'a pas affecté ces terres à cette fin de façon permanente, de sorte qu'elles ne peuvent être considérées comme des parcs. [7] Y compris le parc du Buffalo des Bois (qui, bien que constitué en réserve par le Gouvernement fédéral, n'est pas administré comme Parc National) et la Réserve des sables bitumineux. [8] Cette portion du Parc du Buffalo des Bois comprise dans les Territoires du Nord-Ouest.

Sous-section 1.—Terres publiques du Dominion*

Les terres publiques qui restent sous l'administration du Gouvernement fédéral comprennent les Territoires du Nord-Ouest, y compris l'archipel arctique et les îles du détroit et de la baie d'Hudson; le territoire du Yukon; les parcs nationaux (voir pp. 9–12) et les sites historiques; les réserves indiennes (voir p. 970); les terres de l'artillerie et de l'amirauté et, en général, toutes les terres détenues par les divers ministères du Gouvernement fédéral pour fins variées se rapportant à l'administration du Dominion. Les terres et autres ressources naturelles à l'intérieur du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie Britannique, administrées précédemment par le Gouvernement fédéral, ont été transférées en 1930 à l'administration des provinces concernées. (Voir p. 1030 de l'Annuaire de 1931.)

La plus grande partie des terres fédérales sont celles du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest; la superficie globale en est de 936,680,000 acres, soit 42 p.c. de la superficie terrienne du Canada entier. En général, la limite sud du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest est constituée par le 60° de latitude nord. En Europe, les villes d'Oslo, de Stockholm et de Léningrad sont situées près de cette ligne; tandis que les trois quarts environ de la Norvège, les deux tiers de la Suède, la Finlande entière et une grande partie de la Russie s'étendent plus au nord. Cette partie septentrionale du domaine national est sous la juridiction de la Branche des Terres, Parcs et Forêts, Ministère des Mines et Ressources. La Royale Gendarmerie à Cheval du Canada fait respecter la loi et maintient l'ordre dans le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Territoires du Nord-Ouest.—Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest est dévolu à un commissaire, un commissaire adjoint et un comité composé de cinq membres nommé par le Gouverneur Général en Conseil, siégeant à Ottawa. Pour les fins administratives, les Territoires forment trois subdivisions provisoires, savoir: les districts de Mackenzie, Keewatin et Franklin. C'est le premier qui jusqu'ici est le mieux connu et le plus développé, des comptoirs et autres établisse-

* Préparé sous la direction de R. A. Gibson, commissaire-adjoint, Administration des Territoires du Nord-Ouest, Ottawa.

ments s'échelonnant le long des grands cours d'eau qui forment le système du fleuve Mackenzie.

Le chef-lieu du district de Mackenzie est Fort-Smith, sur la rivière de l'Esclave, directement au nord de la frontière provinciale de l'Alberta. De là à l'océan Arctique, la navigation se fait sans interruption sur un parcours de 1,300 milles et le long du littoral arctique jusqu'à l'île King-William. Lorsque les conditions de navigation le permettent, les communications sont maintenues entre l'Arctique occidental et l'Arctique oriental en passant par le détroit Bellot qui sépare la péninsule Boothia, extrémité la plus au nord de la terre ferme canadienne, de l'île Somerset.

L'administration assure un service médical et infirmier, accorde des subventions aux missions anglicanes et catholiques pour l'instruction et l'hospitalisation, et s'occupe du bien-être général de la population des Territoires. Lors du recensement de 1931, la population des Territoires était de 9,723 âmes.

Des terrains qui couvrent une superficie globale de 583,997 milles carrés environ et abritent un grand nombre des plus célèbres sanctuaires de chasse ont été constitués en réserves où seuls les Indiens, les Esquimaux et les Métis qui les habitent peuvent chasser et piéger. Cette région comprend la nouvelle réserve des Montagnes Mackenzie, qui couvre toute la terre au nord de la rivière Liard entre le fleuve Mackenzie et la frontière du Yukon et jusqu'à la réserve de la Rivière Peel au nord. Afin de protéger le gibier dans les régions non comprises dans les réserves, des permis de chasse et de piégeage ne peuvent, d'après les règlements, être accordés qu'aux:—

1. Habitants des Territoires du Nord-Ouest tels que définis par ces règlements et qui le 3 mai 1938 détenaient un permis de chasse et de piégeage et qui continuent d'habiter les Territoires du Nord-Ouest.

2. Enfants de ceux qui habitent les Territoires du Nord-Ouest depuis les quatre dernières années, à condition que ces enfants continuent d'habiter les Territoires du Nord-Ouest.

Le parc du Buffalo des Bois, près de Fort-Smith, est réservé spécialement pour la conservation du buffalo. Il comprend 3,625 milles carrés dans les Territoires du Nord-Ouest et 13,675 milles carrés dans l'Alberta. Le sanctuaire de Thelon à l'est du Grand lac des Esclaves, d'abord réservé pour la conservation du bœuf musqué, fournit maintenant une retraite à toutes espèces de gibier. En vertu de la loi du gibier du Nord-Ouest, la chasse au bœuf musqué est interdite en tout endroit des Territoires du Nord-Ouest. A l'été de 1940, une région d'environ 14,000 milles carrés englobant le delta du Mackenzie a été établie comme sanctuaire du castor et la chasse ou le piégeage de cet important animal à fourrure y furent interdits jusqu'à nouvel ordre.

Le troupeau de 2,370 rennes d'Alaska, placé sur une réserve du Gouvernement près du delta du Mackenzie, dans les Territoires du Nord-Ouest, constituait le noyau d'une industrie croissante établie au bénéfice de la population indigène. En plus du troupeau mère sur la réserve, fort de quelque 4,000 têtes, il y avait à la fin de 1940 deux troupeaux de plus de 2,000 têtes sous la surveillance des indigènes près des rivières Anderson et Horton. Avec l'augmentation des faons en 1941, le nombre de rennes des divers troupeaux dépassera probablement 8,000 têtes. L'entraînement des jeunes indigènes à la garde des troupeaux est un des aspects importants de cette entreprise.

L'usage de plus en plus répandu de l'avion pour le courrier et le transport en général a engagé l'administration a établir des champs d'atterrissage dans tout le district de Mackenzie. Des parcs d'atterrissage d'hiver ont été aménagés à Fort-

Smith, Resolution, Providence, Wrigley, Simpson et Norman. Des pontons, etc., ont été construits en plusieurs endroits pour les hydravions.

Le Ministère des Postes fournit un excellent service postal aérien, tandis que le Ministère de la Défense Nationale exploite un réseau de stations radiophoniques qui relient les principaux établissements et les centres miniers des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon à Edmonton en Alberta. En dehors des postes commerciaux privés, il y a de ces postes à Fort-Smith, Resolution, Simpson, Norman, Aklavik, Yellowknife, Dawson, Mayo et Whitehorse. Le Ministère des Transports maintient des postes de repérage et des stations météorologiques à Chesterfield, aux îles Nottingham et Resolution et à Coppermine.

Des travaux d'exploration ont été commencés à travers les Territoires de même que de nombreux levés aériens particulièrement dans les régions minérales du district de Mackenzie. Les prospecteurs explorent de nouvelles régions, se servant de l'avion comme principal moyen de transport. Le Bouclier Précambrien, renommé pour sa richesse en minéraux précieux dans le Canada méridional, se prolonge jusque dans les Territoires—cette partie située entre le Grand Lac des Esclaves et le Grand Lac de l'Ours, et la baie d'Hudson. D'importantes découvertes y ont été faites. Les riches gisements d'argent natif et de pechblende de haute teneur découverts en 1930 sur la rive est du Grand Lac de l'Ours, ont été exploités jusqu'à une profondeur de 800 pieds et de fortes expéditions de concentrés ont été faites à l'affinerie de Port Hope, Ont. A cause de la guerre, la mine a été fermée en juin 1940 mais l'affinerie reste en opération. Les puits d'huile près de Norman, sur le Mackenzie, sont actifs depuis 1932 et la plus grande partie de la production est employée dans les opérations minières des Territoires. Il s'est fait beaucoup de prospection les cinq dernières années dans la région du Grand Lac de l'Esclave où il y a eu des découvertes d'or. Quatre mines sont maintenant en production dans la région de Yellowknife et leur rendement global en 1940 dépasse $2,000,000; plusieurs autres propriétés importantes doivent entrer en production sous peu. Le peu de terre agricole des Territoires se trouve presque entièrement dans le prolongement de la plaine centrale le long de la vallée du Mackenzie.

Il est connu qu'il y a dans les Territoires plusieurs sources potentielles d'énergie hydroélectrique disséminées un peu partout et une a été aménagée en 1941 au Lac Prospère, rivière Yellowknife, où il y a génération de 4,200 h.p. transmis aux mines. Une bonne partie de la vallée du Mackenzie est couverte de forêts qui fournissent du bois d'œuvre et du combustible pour les besoins locaux. La prise et l'exportation de fourrures ont jusqu'à récemment été l'industrie principale du district de Mackenzie; cependant, les mines prennent rapidement de l'importance et, depuis 1938, la valeur de la production minérale dépasse celle de l'industrie des fourrures. La pêche, l'agriculture et l'abatage du bois se pratiquent un peu. Plusieurs postes de traite sont disséminés à travers les régions de la côte arctique, de la Baie d'Hudson et des grands systèmes fluviaux intérieurs.

Yukon.—Le Yukon constitue un territoire distinct depuis juin 1898. La loi stipule l'établissement d'un gouvernement local composé d'un fonctionnaire exécutif en chef comme contrôleur et d'un conseil électif avec juridiction sur les questions d'ordre local et composé de trois membres dont la durée d'office est de trois ans. Le contrôleur administre le Territoire conformément aux instructions qui lui sont données par le Gouverneur Général en Conseil ou le Ministre des Mines et Ressources. Le siège du gouvernement est à Dawson. Le territoire est doté d'hôpitaux, d'écoles et d'autres commodités de la vie moderne, y compris des postes radiophoniques et des télégraphes. La population en 1931 était de 4,230 âmes.

La route ordinaire au Yukon est la suivante: en bateau à vapeur des ports de la côte du Pacifique à Skagway, Alaska; de cet endroit à Whitehorse, en passant par le défilé de White-Pass, sur le chemin de fer du Yukon, et de là à Dawson par le bateau fluvial. Il y a des envolées régulières d'avions d'Edmonton, Alta., et Vancouver, C.B., à des points du Territoire du Yukon; des terrains d'atterrissage ont été aménagés à Dawson, Mayo, Whitehorse et Carcross. Un permis provisoire a été accordé pour le terrain de Whitehorse, qui devient important parce qu'il est situé sur la route principale du commerce international. On a exécuté quelques travaux sur les terrains d'urgence de Selkirk, Carmacks, McQuesten et Minto.

Depuis la ruée du Klondike, le Yukon a produit plus de $200,000,000 d'or et les vieux claims que l'on exploitait anciennement à l'aide du berceau, de la pioche et de la pelle ont été englobés par de grands consortiums utilisant des dragues hydrauliques et outillage moderne. L'exploitation des gisements de plomb argentifère du district de Mayo a été l'un des principaux facteurs de l'essor de l'exploitation filonienne. On trouve également du cuivre, du tungstène et de la houille dans le Yukon. Il y a une installation hydroélectrique de 18,199 h.p., qui fournit l'énergie électrique aux exploitants des placers et à la cité de Dawson.

La pêche, l'agriculture, l'élevage des animaux à fourrure et le débit du bois constituent des industries auxiliaires du Yukon, mais l'avenir de la région est inévitablement lié au développement minier et au commerce des fourrures.

Réserves des sables bitumineux.—La réserve des Sables Bitumineux embrasse quatre régions d'une superficie globale de 2,068 acres dans le district albertain de Fort-McMurray. Ces régions furent réservées en 1926 pour l'usage du Bureau des Parcs Nationaux, Ministère des Mines et Ressources, comme source de sables bitumineux pour la construction routière dans les parcs nationaux.

Sous-section 2.—Terres publiques provinciales

Dans les Provinces Maritimes et les provinces de Québec, d'Ontario et de Colombie Britannique (excepté la zone ferroviaire et le quadrilatère de la Rivière-la-Paix) les terres du domaine public sont administrées par les gouvernements provinciaux depuis la Confédération. Depuis le transfert des Ressources naturelles aux provinces des Prairies et à la Colombie Britannique (voir p. 1030, Annuaire de 1931), les terres publiques de toutes les provinces relèvent de celles-ci. Dans l'Ile du Prince-Edouard, toute la terre est aliénée et il n'y a pas de terres provinciales.

On peut obtenir des renseignements sur les terres publiques provinciales auprès des personnages suivants des différentes provinces: Ministre des Terres et Forêts, Halifax (N.-E.); sous-ministre des Terres et Mines, Fredericton (N.-B.); sous-ministre des Terres et Forêts, Québec (Qué.); sous-ministre des Terres et Forêts, Toronto (Ont.); directeur des Terres, département des Mines et des Ressources naturelles, Winnipeg (Man.); directeur des Terres, département des Ressources Naturelles, Regina (Sask.); directeur des Terres, département des Terres et des Mines, Edmonton (Alta.); sous-ministre des Terres, Victoria (C.B.).

Section 2.—Défense nationale

En raison du caractère rapidement changeant des conditions dans les services de défense à cause du présent état de guerre, le texte descriptif concernant la Marine Royale Canadienne, l'Armée Canadienne et le Corps d'Aviation Royal Canadien paraissant d'habitude dans cette section (voir pp. 1124–29 de l'Annuaire de 1939) a été omis. Un exposé de l'effort de guerre du Canada est donné dans l'introduction du présent ouvrage.

Section 3.—Ministère des Travaux Publics*

Les services de construction du Gouvernement fédéral étaient connus sous le nom de Ministère des Travaux Publics même avant la Confédération. Le travail de ce Ministère se divise en trois services principaux: le génie, l'architecture et les télégraphes.

Génie.—Cette Division a charge de la construction des quais, jetées, brise-lames, digues, barrages et des réparations à y faire ainsi que de la protection des côtes et des rivages; du dragage des ports et des cours d'eau; de la construction, de l'utilisation et de l'entretien du matériel de dragage; de la construction, de l'utilisation et de l'entretien des bassins de carénage; de la construction et de l'entretien des ponts interprovinciaux et de leurs approches, ainsi que des ponts à travée mobile sur certaines routes; des relevés hydrographiques et topographiques requis pour la préparation de plans, rapports et devis; l'exécution de forages d'essai en vue de déterminer la nature des fondations d'édifices; l'essai des ciments et des matériaux de construction; la surveillance des ferry-boats internationaux ou interprovinciaux et le contrôle des travaux effectués dans ou sur les eaux navigables en vertu de la loi sur la protection des eaux navigables (S.R.C., 1927, c. 140).

Architecture.—Cette Division s'occupe de la construction et de l'entretien des édifices publics, bureaux de poste et de douane, et examine les entrepôts, stations de quarantaine, bâtiments des fermes expérimentales et ceux affectés à l'immigration, hôpitaux militaires et bureaux de télégraphe. Elle construit aussi des arsenaux et des salles d'exercice militaire et loue les locaux requis pour les divers Ministères.

Télégraphes.—La Division des télégraphes se consacre à la construction, l'opération et entretien des lignes télégraphiques, aériennes et sous-marines, appartenant à l'Etat. Ces lignes sont situées dans les provinces de Nouvelle-Ecosse, de Nouveau-Brunswick, de Québec, d'Ontario, de Saskatchewan, d'Alberta, de Colombie Britannique et au Yukon. (Voir aussi p. 633).

Bassins de radoub.—Le Ministère des Travaux Publics a construit cinq cales sèches qu'il subventionne en vertu de la loi des subventions aux cales sèches de 1910 (9-10 Edouard VII, c. 17). Le lecteur trouvera au chapitre des Transports, p. 593 une description de ces cales sèches.

Section 4.—Les Indiens et les Esquimaux au Canada

Sous-section 1.—Les Indiens du Canada†

Les Indiens du Canada, dont les affaires sont administrées par la Branche des Affaires Indiennes du Ministère des Mines et Ressources, forment une population de 118,406 (d'après un recensement fait par cette branche en 1939). La notion populaire voulant que cette race soit en train de disparaître ne concorde pas avec les faits. Avant de subir les effets déprimants de la civilisation européenne et avant d'être décimés par les nombreuses guerres coloniales, les Indiens étaient à n'en pas douter plus nombreux; malheureusement, il n'existe aucune information sûre relativement à la population aborigène durant le régime français ou le régime anglais, ni aucune base certaine de comparaison entre le passé et le présent. Le rapport de la Branche des Affaires Indiennes de 1927 contient une esquise intéressante du progrès des Indiens au Canada depuis la Confédération.

locaux au service du Gouvernement fédéral. La tutelle exercée sur les Indiens par

Administration.‡—Des réserves ont été attribuées aux différentes peuplades indiennes du Dominion, leurs occupants étant placés sous la surveillance d'agents

* Revisé par J. M. Somerville, secrétaire, Ministère des Travaux Publics.

† Revisé par T. R. L. MacInnes, secrétaire, Branche des Affaires Indiennes, Ministère des Mines et Ressources.

‡ Voir l'historique à la page 951 de l'Annuaire de 1932.

l'administration comporte l'obligation de les instruire, de veiller sur leur santé, de leur enseigner l'agriculture et autres industries connexes, de gérer leurs terres, leurs fonds et leurs propriétés et d'assurer leur bien-être.

La surveillance immédiate des bandes d'Indiens dispersées dans toutes les parties du Canada s'exerce au moyen des agences du département, au nombre de 114; chaque agence veille sur un nombre variable de clans, tantôt un seul et tantôt plus de trente. Outre l'agent lui-même, le personnel d'une agence comporte différents personnages, tels qu'un médecin, un commis, un instructeur agricole, une sage-femme, un garde, un instructeur-éleveur, etc., selon les besoins spéciaux des localités. Les travaux des agences sont contrôlés par des inspecteurs, chacun de ceux-ci étant chargé d'un certain nombre d'agences. Les dépenses faites en faveur des Indiens nécessiteux sont prélevées par le Gouvernement fédéral soit sur le budget fédéral, soit sur les fonds appartenant aux tribus indiennes.

La loi des Indiens pourvoit à leur émancipation. Lorsqu'un Indien est émancipé, il cesse d'être un Indien aux yeux de la loi et acquiert tous les droits de citoyenneté. Dans ces anciennes provinces, où les aborigènes ont été plus longtemps en contact avec la civilisation, nombre d'entre eux jouissent de cette prérogative. Toutefois, le Gouvernement ne l'accorde qu'avec une grande discrétion, car du fait de leur affranchissement les Indiens se trouvent soustraits à la protection que leur confère leur état légal de mineurs.

Jusqu'au 1er mai 1941, 232 Indiens se sont enrôlés dans l'armée active canadienne; 3 bandes ont souscrit $2,768 en certificats d'épargne de guerre; 14 bandes ou agences ont donné $2,993 à la Croix Rouge canadienne; 4 bandes ont souscrit $950 aux services de guerre canadiens; 1 bande a donné $69 aux enfants réfugiés catholiques; et d'autres bandes ou particuliers ont donné $1,105 à l'effort de guerre canadien.

Traités.—Dans les vieilles provinces de l'Est, l'histoire des Indiens est celle d'un lent développement en même temps que celui de la communauté. Dans l'ouest de l'Ontario, les Provinces des Prairies et les Territoires, la situation a été différente. Là, la propagation rapide de la civilisation nécessita des mesures promptes et efficaces pour protéger les droits moraux des Indiens, reconnus par le Gouvernement. Aussi, des traités furent conclus avec les Indiens par lesquels ils cédaient à la Couronne leurs droits comme propriétaires naturels du pays. En échange, la Couronne s'engagea à: mettre de côté des réserves suffisantes; accorder des subventions en espèces; verser des annuités per capita; aider à l'agriculture, à l'élevage, à la chasse, au piégeage, etc., suivant l'exigence de circonstances particulières; pourvoir à l'éducation des jeunes Indiens; et en général sauvegarder les intérêts des Indiens. Ces traités ont été conclus de temps en temps quand l'occasion s'est présentée et à mesure que de nouveaux territoires étaient ouverts. Aucun traité n'a été conclu avec les Indiens de la Colombie Britannique, excepté ceux du bloc de la Rivière-la-Paix, mais le Gouvernement ne s'est pas moins pour cela occupé de leur bien-être.

Dépenses du Gouvernement.—Au 31 mars 1940, le fonds fiduciaire des Indiens est de $14,297,757 contre $14,149,503 l'année précédente. Les dépenses budgétaires à même le revenu consolidé sont: crédits votés par le Parlement pour les besoins du Ministère, $5,310,438; annuités statutaires, $259,594; et crédits spéciaux supplémentaires, $161,854.

Population.—La Branche des Affaires Indiennes fait un recensement quinquennal des Indiens commis à ses soins. Les résultats du dernier de ces recensements, celui de 1939, donnent une population indienne totale de 118,406 comparativement à 112,510 en 1934 et 108,012 en 1929, soit une augmentation de 9·9 p.c. en 10 ans.

Les détails en sont donnés dans le Rapport annuel du Ministère des Mines et Ressources de 1940. Les chiffres du tableau 2 sont ceux des sept recensements décennaux du Dominion depuis la Confédération et comprennent des milliers de personnes d'origine indienne qui ne sont plus sur les réserves mais qui vivent comme des citoyens ordinaires du Canada.

2.—Population indienne du Canada, recensements décennaux de 1871-1931

Province ou territoire	1871[1]	1881[1]	1891[2]	1901	1911	1921	1931
Ile du Prince-Edouard	323	281	314	258	248	235	233
Nouvelle-Ecosse	1,666	2,125	2,076	1,629	1,915	2,048	2,191
Nouveau-Brunswick	1,403	1,401	1,521	1,465	1,541	1,331	1,685
Québec	6,988	7,515	13,361	10,142	9,993	11,566	12,312
Ontario	12,978	15,325	17,915	24,674	23,044	26,436	30,368
Colombie Britannique	23,000	25,661	34,202	28,949	20,134	22,377	24,599
Manitoba				16,277	7,876	13,869	15,417
Saskatchewan				26,304	11,718	12,914	15,268
Alberta	56,000	56,239	51,249		11,630	14,557	15,258
Yukon				3,322	1,489	1,390	1,543
Territoires du Nord-Ouest				14,921	15,904	3,873[3]	4,046
Canada	**102,358**	**108,547**	**120,638**	**127,941**[4]	**105,492**	**110,596**	**122,920**

[1] Chiffres du recensement pour les provinces organisées et estimation pour le reste du Canada. [2] L'origine raciale ne fut pas relevée en 1891; chiffres du département des Affaires Indiennes. [3] L'extension des frontières de Québec, d'Ontario et de Manitoba en 1912 eut pour effet d'augmenter leur population indienne au recensement de 1921, au détriment des Territoires du Nord-Ouest. [4] Y compris 34,481 métis.

Instruction des Indiens.—Le département a un outillage très complet pour l'instruction des Indiens. Au cours de l'année fiscale de 1940, 378 écoles indiennes étaient ouvertes, dont 79 écoles-pensionnats pour Indiens comptant 9,027 élèves et 288 externats pour Indiens en comptant 9,140; il y a en plus 11 écoles publiques fréquentées par 229 jeunes Indiens. L'inscription totale aux écoles indiennes a augmenté de 12,799 en 1915–16 à 18,396 en 1939–40, et une fréquentation moyenne de 8,080 à 15,060 ou de 63·1 p.c. à 81·8 p.c. Plusieurs des externats et pensionnats pour Indiens donnent des cours de continuation et tout le programme d'enseignement secondaire. Le budget des écoles indiennes s'élève à $2,331,554 pour l'année fiscale 1940.

3.—Inscription et fréquentation moyenne aux écoles indiennes, années fiscales 1930-40

NOTA.—Pour les chiffres de 1916-29, voir p. 1091, Annuaire de 1940.

Année	Internats		Externats		Toutes écoles		
	Inscription	Moyenne de fréquentation	Inscription	Moyenne de fréquentation	Inscription	Fréquentation	
						Nombre	Pourcentage d'inscription
1930	7,302	6,476	8,441	5,103	15,743	11,579	73·6
1931	7,831	6,917	8,584	5,314	16,415	12,231	74·5
1932	8,213	7,400	8,950	5,707	17,163	13,107	76·4
1933	8,465	7,613	8,960	5,874	17,425	13,487	77·4
1934	8,596	7,760	8,852	5,592	17,448	13,352	76·5
1935	8,709	7,882	8,851	5,560	17,560	13,442	76·5
1936	8,906	8,061	9,127	5,788	18,033	13,849	76·8
1937	9,040	8,176	9,257	5,790	18,297	13,966	76·3
1938	9,233	8,121	9,510	5,978	18,743	14,099	75·2
1939	9,179	8,276	9,573	6,232	18,752	14,508	77·4
1940	9,027	8,643	9,369	6,260	18,396	15,060	81·9

Statistiques économiques.—Les statistiques sur les activités agricoles et d'élevage des Indiens, et sur la valeur de leurs propriétés et de leurs biens personnels, paraissent dans le Rapport annuel du Ministère des Mines et Ressources.

4.—Terres indiennes, par classe et province, au 31 mars 1940

Province ou territoire	Superficie boisée	Terres défrichées mais non cultivées	Terre en culture	Superficie totale des réserves
	acres	acres	acres	acres
Ile du Prince-Edouard	1,444	15	49	1,508
Nouvelle-Ecosse	14,117	3,775	358	18,250
Nouveau-Brunswick	43,966	5,020	230	49,216
Québec	138,379	24,720	4,191	167,290
Ontario	1,353,241	196,214	42,840	1,592,295
Manitoba	326,873	201,520	11,744	540,137
Saskatchewan	529,378	709,562	45,811	1,284,751
Alberta	350,851	817,165	57,694	1,225,710
Colombie Britannique	447,922	325,053	25,548	798,523
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	1,905	120	59	2,084
Canada	**3,208,075**	**2,283,164**	**188,525**	**5,679,761**

5.—Valeur et source des revenus des Indiens, par province, 1940

Province ou territoire	Valeur reçue de—					Salaires reçus	Total des revenus des Indiens[1]
	Produits de la ferme, compris le foin	Bœuf vendu ou consommé	Pêche	Chasse	Autres occupations		
	$	$	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	1,500	200	450	150	550	1,700	4,550
Nouvelle-Ecosse	11,374	710	1,090	2,300	12,920	22,845	53,851
Nouveau-Brunswick	6,450	130	950	1,195	6,298	13,800	31,847
Québec	68,850	8,945	2,090	44,765	23,200	114,420	295,769
Ontario	509,620	27,370	165,130	326,980	207,295	626,090	2,331,592
Manitoba	129,306	20,794	32,970	110,035	35,900	73,290	507,105
Saskatchewan	310,992	53,021	28,695	63,285	41,366	52,325	714,669
Alberta	261,344	86,018	5,075	115,444	54,817	46,746	858,834
Colombie Britannique	397,569	94,710	508,525	166,295	165,630	533,835	1,999,086
Yukon et Territ. du N.-O.	12,813	113	14,790	192,800	4,860	12,750	257,778
Canada	**1,709,818**	**292,011**	**759,765**	**1,023,249**	**552,836**	**1,497,801**	**7,055,081**

[1] Y compris les revenus provenant de la coupe du bois, des mines et des annuités perçues à titre d'intérêts sur les fonds fiduciaires des Indiens et des loyers.

Sous-section 2.—Les Esquimaux du Canada*

Les Esquimaux habitent les côtes de la terre ferme du nord et du littoral de la baie d'Hudson, de même que les îles de cette baie et de l'archipel arctique. Toutefois, dans la région Baker Lake-Chesterfield Inlet, sur le littoral occidental de la baie d'Hudson, se trouvent des bandes d'Esquimaux qui vivent principalement à l'intérieur des terres et qui tirent leur subsistance presque entièrement du caribou. Quant aux Esquimaux de la côte, ils se nourrissent surtout d'amphibies et de poissons et quelquefois de caribous venant de l'intérieur à l'époque de leur migration saisonnière. Ils se font des vêtements d'hiver avec la peau de ces animaux.

* Préparé sous la direction de R. A. Gibson, directeur, Branche des Terres et Forêts, Ministère des Mines et Ressources, Ottawa.

Il est difficile d'établir exactement le nombre d'Esquimaux au Canada à cause de leur vie nomade et l'immensité de la région à travers laquelle ils sont dispersés. D'après les plus récentes données, leur nombre total pour tout le Canada est d'environ 6,500 dans les Territoires du Nord-Ouest, à peu près 1,590 dans le Québec, 85 au Yukon, 62 au Manitoba et 3 en Alberta.

Les Esquimaux habitant les territoires qui ne sont pas constitués en provinces relèvent du Ministère des Mines et Ressources qui, grâce à certains règlements administratifs, y compris la création de réserves de chasse où seuls les indigènes ont droit de chasser et l'établissement d'un troupeau de rennes, conserve les ressources naturelles nécessaires à leur subsistance. Les autorités restent en contact avec les Esquimaux grâce aux stations permanentes établies dans l'Arctique oriental, central et occidental (il y a des médecins dans un certain nombre de ces stations) par des patrouilles de la Gendarmerie à cheval et au moyen de la patrouille annuelle de l'Arctique oriental du Canada, par bateau.

Section 5.—Pensions et autres dispositions en faveur des anciens combattants de 1914-18

L'administration des affaires des anciens combattants est confiée à la Branche des Pensions du Ministère des Pensions et de la Santé Nationale. Cette Branche exécute en outre, sous la direction de la Commission Canadienne des Pensions, certaines fonctions administratives en vertu de la loi des pensions et de la loi des assurances des anciens soldats. Le représentant de la Trésorerie est responsable de tous les paiements effectués conformément à ces lois.

Par suite d'un arrangement avec le Ministère de la Défense Nationale, qui facilitait aux membres des forces du service actif le recours aux services d'hospitalisation du Ministère des Pensions et de la Santé Nationale, le nombre d'hommes à être hospitalisés pour traitement durant l'année fiscale 1939–40 augmente à 27,292 de 12,453 en 1938–39 et de 11,443 en 1937–38. En cette dernière période, seuls les anciens membres des forces ont été traités. Le Ministère maintient des hôpitaux dans huit villes principales du Canada.

Le Ministère assure aussi des soins dans ses hôpitaux pour les pensionnés qui, à cause de leur âge avancé ou de leurs infirmités, ne peuvent pourvoir à eux-mêmes. Ces cas se chiffrent à 360 le 31 mars 1940 contre 407 à la date correspondante de 1939, 337 en 1938 et 299 en 1937. La distribution d'appareils orthopédiques et chirurgicaux reste la même. Le nombre de pensionnés secourus en l'année fiscale 1939–40 est de 8,907 contre 10,732 en 1938–39 et 11,178 en 1937–38. Les frais de secours se montent à $1,847,229 en 1939–40, $2,186,683 en 1938–39 et $2,232,398 en 1937–38.

Le Ministère assume toujours la responsabilité financière dans les accidents industriels survenus à des ouvriers bénéficiant d'une pension de 25 p.c. ou plus. En l'année fiscale 1939–40, $74,995 sont payés dans 502 cas contre $77,841 en 455 cas en 1938–39 et $39,997 en 317 cas en 1937–38.

Les déboursés du Ministère (y compris $1,123,676 pour la Santé Nationale et $903,176 d'appropriations de guerre) sont de $60,553,471 en l'année fiscale 1939–40. De ce montant, $42,437,744 sont payés comme pensions $7,058,011 en allocations aux vétérans et $1,856,318 en secours aux chômeurs. Le détail des dépenses paraît dans le rapport annuel du Ministère pour 1939–40 à la p. 56.

Commission canadienne des pensions.—La Commission, aux termes de la loi des pensions, a juridiction exclusive pour traiter et décider de toutes les affaires

relatives à l'adjudication et au montant d'une pension pour invalidité ou décès à la suite du service dans l'armée. Les règlements de la loi des mesures de guerre lui donne le pouvoir de régler les cas provenant du service durant la guerre actuelle.

6.—Pensions en cours le 31 mars 1918-40

Année terminée le 31 mars	Personnes à charge		Invalides		Total	
	Pensions	Montant	Pensions	Montant	Pensions	Montant
	nomb.	$	nomb.	$	nomb.	$
1918	10,488	4,168,602	15,335	3,105,126	25,823	7,273,728
1919	16,753	9,593,056	42,932	7,470,729	59,685	17,063,785
1920	17,823	10,841,170	69,203	14,335,118	87,026	25,176,288
1921	19,209	12,954,141	51,452	18,230,697	70,661	31,184,838
1922	19,606	12,687,237	45,133	17,991,535	64,739	30,678,772
1923	19,794	12,279,621	43,263	18,142,145	63,057	30,421,766
1924	19,971	12,037,843	43,300	18,787,206	63,271	30,825,049
1925	20,015	11,804,825	44,598	19,816,380	64,613	31,621,205
1926	20,005	11,608,530	46,385	21,456,941	66,390	33,065,471
1927	19,999	11,419,276	48,027	22,811,373	68,026	34,230,649
1928	19,975	11,209,351	50,635	24,374,502	70,610	35,583,853
1929	20,002	11,090,158	54,620	26,095,150	74,622	37,185,308
1930	19,644	10,742,518	56,996	27,059,992	76,640	37,802,510
1931	19,676	10,985,518	66,669	29,226,208	86,345	40,211,726
1932	19,308	10,859,806	75,878	30,998,571	95,186	41,858,377
1933	18,745	10,624,775	77,967	31,124,543	96,712	41,749,318
1934	18,236	10,339,971	77,855	30,453,454	96,091	40,793,425
1935	18,241	10,372,607	78,404	30,406,414	96,645	40,779,021
1936	18,175	10,381,121	79,124	30,473,353	97,299	40,854,474
1937	18,186	10,417,158	79,789	30,365,865	97,975	40,783,023
1938	18,105	10,411,095	79,876	30,270,960	97,981	40,682,055
1939	17,896	10,318,775	80,104	30,094,890	98,000	40,413,665
1940	18,177	10,610,293	80,133	29,845,959	98,310	40,456,252

Bureau des vétérans.—En vertu d'une loi passée en 1930, le Bureau des vétérans a été organisé comme branche du Ministère, ses activités datant du 1er octobre de la même année. Le Bureau constitue un organisme d'assistance aux soldats pour la préparation et la présentation de leur cas. Il y a un solliciteur en chef des pensions avec personnel à Ottawa et des solliciteurs de pensions ont un bureau dans les principales villes. Le gros des demandes est mené à terme par une préparation minutieuse, sans nécessité d'auditions locales.

Commissions d'allocations aux anciens combattants.—La loi des allocations aux anciens combattants a été adoptée en 1930 pour venir en aide aux anciens combattants qui, en raison de leur âge ou de leurs infirmités, sont incapables de pourvoir à leur subsistance. Cette loi pourvoit au versement d'allocations aux anciens combattants ayant les états de service requis, à l'âge de 60 ans, ou à tout autre âge s'ils sont devenus inemployables en permanence à cause de leur invalidité.

La loi a été amendée en 1936 et 1938; l'amendement de 1936 faisait appliquer la loi aux vétérans de plus de 55 ans incapables de subvenir à eux-mêmes par suite de vieillesse prématurée, invalidité et inaptitude générale; l'amendement de 1938 rend éligibles les vétérans qui, ayant servi sur un théâtre de guerre réelle, sont incapables, et apparemment sans espoir de réhabilitation, de subvenir à eux-mêmes par suite de difficultés économiques et de leurs infirmités.

7.—Adjudications et rétablissements en vertu de la loi des allocations aux anciens combattants du 1er sept. 1930 au 31 mars 1940

Enumération	Au-dessus de 60 ans	Au-dessous de 60 ans	Total
	nomb.	nomb.	nomb.
Allocations approuvées du 1er septembre 1930 au 31 mars 1939	11,133	14,332	25,465
Allocations du 1er avril 1939 au 31 mars 1940	972	3,207	4,179[1]
Rétablissement du 1er avril 1939 au 31 mars 1940	82	75	157[1]
Total des adjudications et rétablissements au 31 mars 1940	12,187	17,614	29,801
Annulations pour toutes causes, décès, etc., du 1er sept. 1930 au 31 mars 1940	[2]	[2]	6,590
Nombre des bénéficiaires au 31 mars 1940	-	-	23,211[3]

[1] Y compris 2,580 adjudications et 35 rétablissements à la suite des amendements de 1938 à la loi des allocations aux anciens combattants. [2] Non disponible par groupe d'âge. [3] Le passif annuel occasionné par 23,211 cas en vigueur au 31 mars 1940 s'élève à $7,483,366.

Assurance des anciens combattants.*—La loi de l'assurance des anciens combattants est sous la juridiction de la Commission canadienne des Pensions, agissant pour le compte du Ministre des Finances. Le département fait les perceptions et le représentant de la Trésorerie effectue les paiements. Après plusieurs extensions, la période prescrite pour la réception des demandes s'est terminée le 31 août 1933.

8.—Opérations en vertu de la loi de l'assurance des anciens combattants, années fiscales 1937-40

Nomenclature		1937	1938	1939	1940
Polices remises en vigueur	nomb.	444	1,051	907	852
Polices rachetées contre espèces	"	583	441	521	546
Polices en vigueur	"	24,801	23,880	22,939	22,016
Chiffre d'assurance	$	52,802,684	50,677,796	48,450,034	46,262,798
Chiffre du revenu de primes	$	1,327,149	1,250,516	1,152,924	1,083,663
Dépenses	$	852,548	843,813	870,525	918,776
Réclamations au décès depuis le début des opérations	nomb.	4,085	4,361	4,654	4,931
Chiffres des réclamations	$	1,563,631	531,619	1,133,651	513,679
Solde en caisse	$	15,765,227	16,826,686	17,783,544	18,683,091

Section 6.—Etablissement des soldats au Canada†

En vertu de la loi de l'établissement des soldats de 1919, 25,001 colons-soldats ont été établis sur les terres à l'aide de prêts. Au 31 décembre 1940, il y a 8,029 soldats-colons et 6,203 colons ordinaires qui ont pris les terres abandonnées par d'anciens soldats-colons. A la fin de 1940, l'Etablissement des soldats du Canada compte 17,904 propriétés agricoles sous sa juridiction, soit un placement net de $31,958,201. Il y a 2,174 fermes dont 1,601 sont louées; 4,374 colons ont remboursé leurs emprunts en entier et 2,719 propriétés ont été transférées aux municipalités et aux provinces en vertu de l'article 21A de la loi de l'établissement des soldats.

En vertu du plan d'établissement de 3,000 familles britanniques, 3,346 familles sont venues s'établir au pays. De ces familles, 1,943 avaient abandonné la terre le 31 décembre 1940 et 47 avaient remboursé leurs emprunts, ce qui laisse 1,356

* Revisé par C. H. Burton, chef de la Division des Assurances, Ministère des Pensions et de la Santé Nationale.

† Revisé par G. Murchison, directeur de l'établissement des soldats au Canada.

familles encore sur leurs fermes. En vertu de l'accord pour l'établissement de familles au Nouveau-Brunswick, 359 familles sont venues s'y établir dont sept ont remboursé leurs emprunts, 210 ont abandonné la terre et 142 y sont restées.

Le nombre suivant de colons ont demandé à bénéficier de la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers: 4,279 soldats-colons, 1,948 colons ordinaires et 1,546 familles de colons britanniques et du Nouveau-Brunswick. Par ailleurs, 3,884 colons-soldats ont obtenu ces avantages, contractant une dette globale de $12,172,972 —réduction de $6,189,190; 1,777 colons ordinaires, dette de $4,921,558 et réduction de $2,404,175; 1,487 familles britanniques, dette de $7,683,042 et réduction de $3,593,546.

Le personnel de direction du Ministère a fait des évaluations de la terre et fait rapport sur les demandes des fermiers (autres que ceux qui relèvent de l'Etablissement des soldats au Canada) en vertu de la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers.

Au 31 décembre 1940, 15,322 évaluations de terres et rapports avaient été faits en Colombie Britannique, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario et les Provinces Maritimes.

Les autres services d'enquête sont: pour le Ministère des Mines et Ressources, 609; dans des districts ruraux au sujet de demandes faites en vertu de la loi des allocations aux anciens combattants de 1930, 5,666; pour le Ministère des Pensions et de la Santé Nationale et la Commission canadienne des Pensions, au sujet des demandes de secours, et des enquêtes spéciales au sujet de cas de pension dans les districts ruraux, 1,627; pour la Commission des allocations aux personnes à charge, 6,994.

Section 7.—Secrétairerie d'État†

Le Ministère du Secrétaire d'Etat fut institué sous sa forme actuelle en 1873 par la fusion en un seul organisme des secrétaireries d'Etat du Dominion et des provinces. Le Secrétaire d'Etat est le porte-parole officiel du Gouvernement et le truchement de communication entre les gouvernements fédéral et provinciaux, toute la correspondance entre ceux-ci étant échangée entre lui et les lieutenants-gouverneurs. Il a également la garde du grand sceau du Canada et du sceau privé; enfin c'est l'intermédiaire par lequel les citoyens peuvent se faire entendre du Gouvernement.

Le Secrétaire d'Etat remplit aussi les fonctions de Registraire fédéral et contresigne toutes les proclamations, nominations, chartes, ordonnances, lettres patentes et autres documents revêtus du grand sceau et du sceau privé. Il a dans ses attributions l'application des lois sur les Chambres de Commerce, sur les compagnies, la loi de tempérance, les droits d'auteur, la naturalisation, les brevets d'invention, les syndicats ouvriers, la libération conditionnelle des détenus, la concurrence commerciale déloyale 1932, les banqueroutes, ainsi que le rassemblement et la garde des documents parlementaires. D'autres lois et règlements appliqués par le Secrétaire d'Etat à la suite de la déclaration de guerre sont: l'ordre d'urgence sur les brevets, les dessins, les droits d'auteur et les marques de fabrique, 1939; les règlements sur le maintien de la discipline parmi les prisonniers de guerre et leur traitement, ainsi que certaines sections des règlements de la Défense du Canada, et les règlements consolidés sur les échanges avec l'ennemi, 1939. Le Secrétaire d'Etat s'occupe aussi de l'organisation et de l'administration des services de l'in-

† Revisé par E. H. Coleman, C.R., LL.D., sous-secrétaire d'Etat, Secrétariat d'Etat.

ternement, du Bureau du Gardien des biens de l'ennemi et de la Branche de la censure de la presse du Comité de coordination de la censure. Les statistiques concernant les brevets d'invention et les droits d'auteur paraissent au chapitre XVII, pp. 534–535.

Chartes d'incorporation.—Le tableau 9 donne les statistiques des compagnies incorporées en vertu de la loi des compagnies.

9.—Nombre et capitalisation des compagnies incorporées sous la loi des compagnies et ses amendements, années fiscales 1926-40

NOTA.—Les statistiques des années 1900–25 ont paru à la p. 1100 de l'Annuaire de 1938

Année	Nouvelles compagnies		Anciennes compagnies avec—				Augmentation brute de capital[1]	Augmentation nette de capital[1]
			Capitalisation augmentée		Capitalisation diminuée			
	Nombre	Capitalisation[1]	Nombre	Montant[1]	Nombre	Montant[1]		
		$		$		$	$	$
1926	801	353,342,800	48	33,303,500	47	43,797,780	386,646,300	342,848,520
1927	836	692,540,900	70	33,524,000	40	16,905,045	726,064,900	709,159,855
1928	1,102	538,595,570	82	179,167,100	31	37,123,580	717,762,670	680,639,090
1929	1,202	1,406,006,340	128	412,396,320	40	48,005,533	1,818,402,660	1,770,397,127
1930	1,280	1,346,138,367	127	293,496,800	35	46,955,000	1,639,635,167	1,592,680,167
1931	898	562,613,797	75	153,524,400	39	50,604,545	716,138,197	665,533,652
1932	760	294,770,312	43	27,981,750	44	52,773,618	322,752,062	269,978,444
1933	548	145,453,718	38	44,621,950	46	31,636,447	190,075,668	158,439,221
1934	531	175,239,320	38	62,615,060	61	86,810,799	237,854,380	151,043,581
1935	472	171,689,140	47	35,416,353	60	73,634,742	207,105,493	133,470,750
1936	371	141,237,550	41	54,073,000	76	79,640,610	195,310,550	115,669,940
1937	410	130,767,280	72	143,597,766	105	123,837,999	274,365,046	150,527,047
1938	358	104,401,299	47	22,571,383	60	33,229,414	126,972,682	93,743,267
1939	317	116,819,350	65	38,160,031	55	56,213,867	154,979,381	98,765,515
1940	296	53,497,600	49	18,222,400	27	14,204,053	71,720,000	57,515,947

[1] Comprend les montants reçus contre des actions sans valeur nominale ou déclarée.

Naturalisations.—Les naturalisations effectuées sous le régime de la loi (S.R.C., 1906, c. 77) pendant les années civiles 1908 à 1917, inclusivement, sont relatées dans l'Annuaire de 1919, p. 612. Depuis le 1er janvier 1918, il n'existe d'autre méthode de naturalisation que celle connue sous le nom de loi de naturalisation "impériale", qui a été mise en vigueur le 1er janvier 1915. Jusqu'au 7 juillet 1919, cette loi avait été connue comme la loi de naturalisation de 1914; elle fut alors abrogée et la loi de naturalisation de 1919 la remplaça. Le 1er juillet 1920, la loi de naturalisation de 1919 fut à son tour abrogée et celle de 1914 fut rétablie et modifiée sous le titre de lois de naturalisation de 1914 et 1920. Un amendement adopté par le Parlement en 1923 supprima l'exclusion frappant les sujets de puissances ennemies pendant dix ans après la fin de la guerre. Toutes ces lois ont été refondues dans S.R.C. de 1927, c. 138. Actuellement tout aubain peut demander la naturalisation, quelle que soit sa nationalité. Cependant, en vertu de l'article 4,

partie II de la loi, l'octroi d'un certificat de naturalisation à tout aubain est laissé à l'entière discrétion du Ministre qui peut, sans donner de raison, accorder ou refuser le certificat, selon qu'il le juge le plus avantageux au bien public. Depuis le 15 janvier 1932, toute sujette britannique qui épouse un aubain conserve sa nationalité britannique, à moins que par le mariage elle n'acquière la nationalité de son mari, tandis que la femme d'un aubain ne devient plus sujette britannique par le fait que son mari s'est fait naturaliser. Elle doit s'adresser au Secrétaire d'Etat.

Le tableau **10** donne le nombre de certificats de naturalisation émis aux célibataires ou aux chefs de famille sous l'empire de ces lois les années civiles 1930 à 1939. Le nombre de personnes naturalisées au cours des années fiscales de 1930 à 1939, y compris (sauf les exceptions mentionnées ci-dessus) les femmes et les enfants mineurs de ceux qui ont reçu des certificats de naturalisation, paraît au tableau **11.**

10.—Naturalisation au Canada, par nationalité principale, années civiles 1930-39

NOTA.—Les tirets dans ce tableau indiquent que les naturalisations n'ont pas été rapportées sous l'item correspondant du talon.

Nationalité	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Albanais	4	4	2	2	4	4	5	13	1	4
Argentins	4	3	3	2	5	4	10	3	2	3
Autrichiens	1,004	1,050	1,057	659	804	1,015	996	1,069	750	457
Austro-Hongrois	4	5	3	5	Nil	3	4	6	Nil	2
Belges	274	257	284	305	267	383	373	486	314	305
Brésiliens	1	Nil	2	Nil	2	Nil	4	Nil	2	Nil
Bulgares	41	37	44	30	37	46	53	72	44	27
Chinois	23	22	5	1	1	7	6	2	4	4
Costa-Ricains	–	–	–	–	–	1	Nil	Nil	Nil	Nil
Tchécoslovaques	237	646	1,078	964	910	1,052	1,080	1,364	991	977
Danois	217	249	285	390	418	677	771	686	327	379
Dantzikois	1	2	5	4	5	2	7	10	4	5
Egyptiens	1	Nil	Nil	2	Nil	1	Nil	2	Nil	1
Estoniens	10	14	16	24	34	51	44	34	29	14
Finlandais	276	319	329	359	410	601	601	687	624	547
Français	119	154	127	126	103	154	219	277	195	223
Allemands	420	449	530	675	899	1,495	2,079	1,851	997	951
Grecs[1]	181	97	121	113	157	216	193	185	175	121
Hongrois	396	780	829	721	856	1,166	1,138	1,224	913	730
Islandais	17	30	21	8	24	31	29	22	14	23
Italiens	1,186	1,183	1,418	1,265	779	829	894	1,067	969	946
Japonais	33	7	Nil	1	10	49	49	41	16	17
Lettons	25	29	34	29	39	61	56	55	41	26
Lithuaniens	46	130	192	275	332	427	514	396	286	246
Luxembourgeois	2	4	8	5	Nil	4	12	8	6	13
Territoire de Memel	–	–	–	–	–	1	Nil	Nil	Nil	Nil
Mexicains	Nil	2	Nil	1	Nil	3	"	1	1	"
Monténégrins	–	–	–	–	–	2	"	2	Nil	"
Hollandais	143	203	229	197	181	356	434	442	262	264
Norvégiens	381	412	453	498	521	687	737	724	395	352
Palestins	6	4	1	5	10	15	11	9	8	7
Persans	4	1	4	3	Nil	3	4	2	6	3
Polonais	1,218	2,623	4,240	3,749	4,279	6,113	6,302	6,949	5,104	4,186
Roumains	588	614	781	720	852	1,195	1,157	1,087	848	806
Russes	1,940	2,527	2,936	1,970	1,807	2,178	2,256	2,216	1,475	1,074
Espagnols	8	8	9	5	5	5	7	11	2	
Suédois	310	442	375	385	444	638	704	681	376	377
Suisses	38	27	61	47	64	90	125	152	147	118
Syriens	–	53	86	77	60	69	55	80	70	46
Turcs[2]	174	56	40	30	33	54	28	31	29	28
Etats-Unis	1,104	1,652	1,877	1,374	1,240	1,905	2,170	2,013	1,098	1,072
Yougoslaves (Serbes-Croates-Slovènes)	404	646	1,018	1,160	979	882	888	845	686	660
Tous autres	16	11	24	54	47	66	55	61	77	117
Totaux	**10,906**	**14,752**	**18,527**	**16,240**	**16,618**	**22,541**	**24,070**	**24,866**	**17,288**	**15,137**

[1] Y compris un Grec macédonien en 1930.

[2] Y compris turcs syriens, arméniens, grecs, bulgares, palestins et mésopatamiens.

11.—Personnes naturalisées au Canada, par nationalité principale, années civiles 1930-39

Nationalité	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Albanais	6	6	2	2	4	4	5	13	1	4
Argentins	9	3	3	3	6	6	11	3	3	3
Autrichiens	1,938	2,015	1,320	817	973	1,190	1,193	1,276	945	572
Austro-Hongrois	5	11	3	7	11	5	7	8	Nil	3
Belges	542	540	387	387	331	474	453	601	365	359
Brésiliens	2	Nil	3	Nil	2	Nil	4	Nil	4	Nil
Bulgares	69	66	47	30	42	49	56	76	50	30
Chinois	29	24	8	1	1	11	7	4	6	6
Costa-Ricains	Nil	Nil	Nil	Nil	1	1	Nil	Nil	Nil	Nil
Tchécoslovaques	616	1,471	1,503	1,313	1,154	1,450	1,447	1,858	1,439	1,298
Danois	337	407	334	486	526	829	898	782	378	437
Dantzikois	2	2	6	6	5	5	7	11	4	5
Egyptiens	1	Nil	Nil	2	Nil	1	Nil	2	Nil	1
Estoniens	19	20	16	28	40	57	48	36	29	15
Finlandais	524	634	409	431	477	697	679	790	709	611
Français	191	273	146	134	123	169	246	300	219	245
Allemands	744	810	648	851	1,076	1,716	2,415	2,071	1,121	1,057
Grecs	263	162	136	121	171	229	202	196	186	145
Hongrois	919	1,951	1,438	1,085	1,196	1,636	1,545	1,643	1,247	994
Islandais	23	52	26	9	29	34	37	25	15	28
Italiens	2,227	2,249	1,738	1,485	912	987	1,075	1,295	1,135	1,096
Japonais	47	9	Nil	2	18	61	60	51	23	24
Lettons	42	47	47	31	50	74	74	74	53	26
Lithuaniens	83	249	256	335	391	501	602	471	331	271
Luxembourgeois	2	8	10	6	Nil	4	17	11	6	15
Territoire de Memel	Nil	Nil	Nil	Nil	"	1	Nil	Nil	Nil	Nil
Mexicains	"	4	"	1	"	3	"	1	1	"
Monténégrins	4	5	3	1	"	2	"	3	Nil	"
Hollandais	276	405	303	253	236	467	548	570	318	307
Norvégiens	672	726	564	620	624	822	860	876	452	406
Palestins	11	7	2	5	13	15	11	11	13	11
Persans	7	1	9	3	Nil	6	4	2	8	4
Polonais	2,387	5,396	5,568	5,123	5,535	7,987	8,312	8,876	6,491	5,146
Roumains	1,040	1,209	944	934	1,086	1,513	1,540	1,354	1,044	959
Russes	4,301	5,823	5,464	2,987	2,575	2,989	3,167	2,887	1,889	1,343
Espagnols	13	14	10	5	11	10	7	11	2	6
Suédois	515	752	446	455	516	743	810	815	425	423
Suisses	52	50	73	54	78	101	141	164	156	135
Syriens	Nil	81	111	90	67	79	67	102	92	55
Turcs	270	96	53	35	40	60	39	38	35	32
Etats-Unis	2,170	3,251	2,375	1,757	1,535	2,309	2,624	2,390	1,314	1,260
Yougoslaves (Serbes-Croates-Slovènes)	869	1,390	1,379	1,487	1,199	1,186	1,182	1,106	883	843
Tous autres	24	11	27	60	46	70	68	74	96	140
Totaux	**21,251**	**30,230**	**25,817**	**21,442**	**21,100**	**28,553**	**30,468**	**30,877**	**21,488**	**18,315**

Section 8.—La Royale Gendarmerie à Cheval*

La Royale Gendarmerie à Cheval Canadienne est une force constabulaire civile, entraînée sur un pied militaire, maintenue par le Gouvernement fédéral. Organisée en 1873 comme Gendarmerie à Cheval du Nord-Ouest, son développement est narré succinctement à la p. 1099 de l'Annuaire de 1940.

Maintenant la Royale Gendarmerie à Cheval est responsable à travers le Canada de l'application des lois contre la contrebande par terre, par mer et par air. Elle met en vigueur les stipulations de la loi d'accise, voit à la suppression du trafic des narcotiques et drogues et à la mise en vigueur de la loi des oiseaux migrateurs; elle doit en plus coopérer avec les Ministères fédéraux des Mines et Ressources, des Pêcheries et divers autres à l'application de leurs lois respectives et, dans certains cas, à leurs devoirs administratifs. Elle est responsable de la surveillance des édifices publics et des docks. C'est la seule force constabulaire opérant dans le Yukon

* Revisé par S. T. Wood, Commissaire de la Royale Gendarmerie à Cheval.

et les Territoires du Nord-Ouest et elle est chargée de divers services fédéraux dans toutes les provinces du pays et dans les Territoires.

En vertu des dispositions de la loi concernant la Gendarmerie Royale, toute province peut conclure une entente avec le Gouvernement fédéral dans le but d'obtenir, moyennant rétribution, l'aide de la gendarmerie fédérale dans l'application des lois provinciales et du code criminel; dans le moment de telles ententes ont été conclues avec les provinces de l'Ile du Prince-Edouard, de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta.

Ce corps se trouve sous la juridiction d'un ministre de la Couronne, actuellement le Ministre de la Justice, et peut être employé dans le Canada entier. Avec un personnel de 300 en 1873, cette force se chiffre le 31 décembre 1940 à 4,154. Ses moyens de transport à la même date comprennent 150 chevaux, 571 véhicules-moteur, 4 avions et 300 chiens de trait. Elle entraîne et fait aussi usage de chiens policiers, au nombre de 20 à la fin de l'année. Le corps de gendarmerie comporte 13 divisions à effectifs inégaux réparties dans le Canada entier. L'engagement est de cinq ans, renouvelable pour une période de cinq autres années au plus. Les officiers reçoivent leur brevet de la Couronne. L'entraînement des recrues se fait à Regina (Saskatchewan). Des collèges sont établis pour la Gendarmerie à Ottawa et Regina où des cours de formation et d'instruction sont donnés pour maintenir la Force au courant des derniers développements de criminologie. Toutes les forces policières du pays peuvent suivre ces cours.

En 1937, le Parlement a autorisé le recrutement d'un corps de 300 réservistes. Depuis lors, les réservistes requis ont été recrutés principalement dans les grands centres, tels que Toronto et Winnipeg, où les hommes peuvent être facilement rassemblés et où l'instruction peut être donnée le soir.

Etant donné que les fonctions de la Force se sont considérablement accrues depuis le début de la guerre en septembre 1939, le Commissaire a reçu l'autorisation de réengager au besoin 500 anciens membres de la Force et 2,500 constables spéciaux. Le Commissaire de la Royale Gendarmerie à Cheval est le Registraire général des sujets d'un pays ennemi. La garde des endroits vulnérables à travers le Dominion repose en grande partie sur la Milice Canadienne et la Royale Gendarmerie à Cheval. La Royale Gendarmerie à Cheval a fourni une compagnie de prévôté, comprenant environ 120 hommes, à la Force Active Canadienne.

Section 9.—Service Civil du Canada

Organisation.*—Antérieurement à 1882, les nominations de fonctionnaires étaient faites directement par le Gouvernement. Cette année-là, un bureau d'examinateurs du service civil fut constitué et chargé de s'assurer du mérite des candidats et de leur délivrer des certificats d'aptitude. Toutefois, le Gouvernement conserva le droit de faire les nominations.

Une Commission Royale de 1907, chargée de faire enquête sur les modalités de l'application de la loi du service civil, se prononça en faveur de la création d'une Commission du service civil. Cette Commission fut établie en 1908. Elle consistait alors de deux membres nommés par le Gouverneur Général en Conseil, à titre ina-

* Revisé par Mlle E. Saunders, secrétaire, Commission du Service Civil, Ottawa.

movible, mais destituables par le Gouverneur Général à la demande du Sénat et de la Chambre des communes. Les fonctionnaires furent classifiés en trois divisions sous la dépendance des sous-ministres. Chaque division se composait de deux subdivisions dont chacune avait sa propre échelle d'appointements. La Commission fut chargée de l'organisation et des nominations du service intérieur (à Ottawa), certaines nominations devant être faites après concours et d'autres après examens de qualification, et de la tenue des examens de qualifications pour le service extérieur (le service en dehors d'Ottawa), pour la sélection de personnes à nommer par les différents ministères. Tout sujet britannique entre les âges de 18 et 35 ans et ayant résidé au Canada depuis trois ans était admis à ces examens.

En 1918, un troisième membre fut nommé à la Commission du service civil et la loi du service civil de la même année étendait au service extérieur aussi bien qu'au service intérieur le principe de la nomination après concours. Cette loi pourvoyait aussi à l'organisation par la Commission des différents services ministériels, à la classification de toutes les positions du service d'après les fonctions, à l'établissement d'une nouvelle échelle de salaires et au principe de la promotion au mérite chaque fois que la chose est compatible avec les meilleurs intérêts du service. Elle décrétait aussi que dans les nominations la préférence devait être donnée aux postulants qualifiés ayant servi outre-mer ou dans les forces navales de Sa Majesté au cours de la guerre de 1914–18.

Des modifications subséquentes ont soustrait à la juridiction de la Commission certaines branches du service telles que les occupations d'ouvriers spécialisés et de manœuvres et les personnels de certaines unités. Il y a également certaines commissions et branches de département qui, en vertu de la législation qui les a établis, ne tombent pas sous la loi du Service Civil.

Statistique du Service Civil.*—Depuis avril 1924, chaque département transmet au Bureau Fédéral de la Statistique un état mensuel de son personnel et de sa rémunération, conformément à un plan qui permet la comparaison entre les départements et d'une année à l'autre. L'institution de ce système fut précédée d'une investigation qui remonta jusqu'en 1912.

De 1914 à 1920, le nombre de fonctionnaires augmenta très rapidement en raison de l'expansion des fonctions administratives et de l'imposition de nouvelles taxes, celles-ci nécessitant l'engagement d'employés supplémentaires en qualité de percepteurs. De nouveaux services tels que le Ministère des Pensions et de la Santé Nationale et la Commission de l'établissement des soldats furent de même créés. En janvier 1920, l'on comptait 47,133 employés; c'est le plus haut niveau atteint jusqu'à janvier 1940 alors que leur nombre s'élève à 49,624. L'augmentation de plus de 4,000 employés en 1939 est surtout due à l'établissement de services de guerre sous le Ministère de la Défense Nationale et à l'augmentation du personnel, par suite de la guerre également, de Ministères tels que ceux des Pensions et de la Santé Nationale, des Postes, de l'Agriculture et des Finances. En mars 1940, 12,857 personnes étaient employées au Ministère des Postes, remplissant des fonctions d'un caractère plutôt industriel qu'administratif et étant payées à même les bénéfices de ce Ministère plutôt qu'à même le produit des impôts.

* Revisé par le colonel J. R. Munro, chef de la Branche des Finances, Bureau Fédéral de la Statistique, Ottawa.

12.—Employés du Service Civil (permanents et temporaires) ainsi que les salaires globaux, janvier 1925-40

NOTA.—Ces chiffres ne comprennent pas les personnes des "classes non énumérées" dont le nombre ne peut pas être donné tous les mois. De plus, les chiffres ci-dessous ne sont pas comparables avec ceux des années antérieures donnés à la p. 1146 de l'Annuaire de 1939 parce que diverses classes autrefois omises d'employés (à temps partiel, saisonniers, etc.) sont maintenant comprises.

Année	Employés	Salaires	Bonis	Salaires et bonis
	nomb.	$	$	$
1925	38,645	4,473,470	166,461	4,639,931
1926	39,097	4,699,076		4,699,076
1927	39,440	4,786,615		4,786,615
1928	40,740	5,161,558		5,161,558
1929	42,038	5,428,058		5,428,058
1930	43,525	5,543,749		5,543,749
1931	45,167	5,757,554		5,757,554
1932	43,784	5,653,169	Nil	5,653,169
1933	41,920	4,775,591		4,775,591
1934	41,346	4,698,536		4,698,536
1935	41,348	4,757,045		4,757,045
1936	40,813	5,000,539		5,000,539
1937	43,413	5,210,210		5,210,210
1938	43,859	5,505,877		5,505,877
1939	45,437	5,725,081		5,725,081
1940	49,624	6,114,363		6,114,363

13.—Employés du Service Civil et dépenses globales en salaires et gages, par ministère et branche principale, mars 1939 et mars 1940

NOTA.—Dans ce tableau, les tirets indiquent qu'il n'existe pas de données aux item du talon correspondant. Le nombre de personnes dans les "classes non énumérées" n'est pas compris dans ce tableau, mais leur rémunération est entrée dans les "dépenses".

Ministère et branche	Mars 1939		Mars 1940	
	Nombre	Rémunération	Nombre	Rénumération
		$		$
Agriculture—				
Administration centrale	101	17,631	101	14,393
Service des marchés	670	93,055	745	117,826
Service de la production	1,233	174,966	1,285	191,807
Fermes expérimentales	456	115,541	523	119,679
Service scientifique	397	65,031	429	63,524
Réhabilitation des fermes des Prairies	265	55,515	270	50,029
Services spéciaux de guerre—				
Commission du bacon	[1]	–	7	990
Achat de pommes	[1]	–	2	379
Totaux, Agriculture	3,122	521,739	3,362	558,627
Archives	67	12,035	69	10,821
Auditeur général	231	36,292	280	36,692
Directeur des élections	15	2,267	38	5,955
Commission du service civil	235	29,668	277	28,545
Affaires Extérieures—				
Bureau du Premier Ministre	27	3,625[2]	34	4,244[2]
Administration centrale et passeports	66	11,048	73	11,211
Bureau du Haut-Commissaire, Londres, Angl.	47	7,535[2]	46	10,846[2]
Bureau du Haut-Commissaire, Canberra, Australie	[1]	–	2	1,777[2]
Bureau du Haut-Commissaire, Wellington, N.-Z.	[1]	–	1	1,084[2]
Bureau du Haut-Commissaire, Dublin, Irlande	[1]	–	3	1,619[2]
Bureau du Haut-Commissaire, Prétoria, Af. du Sud	[1]	–	1	625
Légation canadienne à Washington	21	5,087[2]	21	6,395[2]
Légation canadienne à Paris	14	4,122[2]	14	4,387[2]
Légation canadienne à Bruxelles, Belgique	2	2,443[2]	5	2,528[2]
Légation canadienne à La Haye, Pays-Bas	1	568[2]	4	779[2]
Légation canadienne à Tokio, Japon	9	2,014[2]	10	2,275[2]
Société des Nations	6	1,820[2]	5	1,597[2]
Totaux, Affaires Extérieures	193	38,262[2]	219	49,367[2]

[1] Non établi l'année fiscale 1939.

[2] Comprend allocations de subsistance.

13.—Employés du Service Civil et dépenses globales en salaires et gages, par ministère et branche principale, mars 1939 et mars 1940—suite

Ministère et branche	Mars 1939		Mars 1940	
	Nombre	Rémunération	Nombre	Rémunération
		$		$
Finances—				
Administration centrale	200	29,435	210	32,150
Contrôleur de la Trésorerie	1,073	150,026	1,735	211,312
Monnaie Royale Canadienne	126	16,874	140	21,572
Surintendant des faillites	13	2,375	[1]	–
Commission du tarif	20	6,027	18	4,333
Totaux, Finances	1,432	204,737	2,103	269,367
Pêcheries	325	71,219	312	64,753
Secrétariat du Gouverneur Général[2]	14	2,900	11	2,500
Chambre des Communes	516	72,046	225	32,223
Assurances	53	10,169	53	10,626
Commission Internationale des eaux limitrophes	6	2,615	6	2,625
Justice—				
Administration centrale	53	10,537	54	10,477
Division des pardons	14	2,091	16	2,203
Division des achats	6	840	6	810
Pénitenciers	985	123,348	1,010	129,237
Cour Suprême	24	3,996	20	3,653
Cour de l'Echiquier	9	1,777	9	1,827
Totaux, Justice	1,091	142,589	1,115	148,207
Travail—				
Administration centrale	110	18,037	114	18,460
Rentes viagères	53	22,020	63	19,153
Enseignement technique	1	192	1	192
Secours aux chômeurs	80	12,337	70	10,330
Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre	[3]	–	55	6,352
Totaux, Travail	244	52,586	303	54,487
Bibliothèque du Parlement	27	4,793	24	4,527
Mines et Ressources—				
Administration centrale	70	13,452	67	12,747
Immigration	595	94,306	600	85,605
Affaires Indiennes	1,038	88,976	1,067	89,491
Terres, parcs et forêts	558	69,733	599	75,210
Mines et géologie	437	83,516	441	82,717
Arpentage et génie	449	81,598	403	74,405
Totaux, Mines et Ressources	3,147	431,581	3,177	420,175
Défense Nationale—				
Administration centrale	190	24,440	188	25,514
Service de la Milice	779	71,102	725	68,416
Service Naval	178	39,642	208	69,746
Aviation	104	11,206	141	16,952
Topographie militaire	16	3,805	16	3,820
Collège Royal Militaire	89	12,053	83	11,175
Arsenal de Québec et inspection des munitions	68	75,300	74	95,263
Urgence de guerre (tous services)	[3]	–	2,157	172,904
Totaux, Défense Nationale	1,424	237,548	3,592	463,790
Conseil National de Recherches	226	39,817	310	47,656
Revenu National—				
Administration centrale	4,415	739,786	4,385	760,734
Division de l'impôt sur le revenu	1,291	181,670	1,315	183,885
Totaux, Revenu National	5,706	921,456	5,700	944,619

[1] Transféré au Secrétariat d'Etat le 1er avril 1939. [2] Comprend les salaires des aides de camp, mais non leur nombre. [3] Non établi l'année fiscale 1939.

13.—Employés du Service Civil et dépenses globales en salaires et gages, par ministère et branche principale, mars 1939 et mars 1940—fin

Ministère et branche	Mars 1939		Mars 1940	
	Nombre	Rémunération	Nombre	Rémunération
		$		$
Pensions et Santé Nationale—				
Pensions	1,819	224,983	2,047	248,056
Commission canadienne des pensions	208	34,881	200	33,840
Santé	269	45,438	301	57,668
Tribunal d'Appel des pensions	11	3,477	5	682
Commission d'assistance aux anciens combattants	28	3,465	25	3,076
Totaux, Pensions et Santé Nationale	2,335	312,244	2,578	343,322
Postes—[1]				
Administration centrale	927	121,910	937	119,405
Service extérieur	11,591	4,780,905	11,920	4,828,489
Totaux, Postes	12,518	4,902,815	12,857	4,947,894
Conseil Privé—				
Bureau du Conseil Privé	19	4,057	21	3,969
Bureau de l'Information Publique	[2]	–	1	250
Bureau du Registraire des Ordres en Conseil	[2]	–	1	115
Imprimerie Nationale et Papeterie	652	114,159	665	101,723
Travaux Publics—				
Administration centrale	271	49,135	261	48,670
Service extérieur	3,853	428,527	3,989	390,506
Totaux, Travaux Publics	4,124	477,662	4,250	439,176
Royale Gendarmerie à Cheval	86	227,475	127	281,800
Secrétaire d'Etat	346	52,589	408	62,840
Surintendant des banqueroutes	[3]	–	13	2,437
Sénat	145	19,332	79	11,947
Etablissements des soldats sur la terre	303	44,961	265	38,907
Commerce—				
Quartiers généraux et branches diverses	75	13,022	74	12,794
Commission des grains	642	104,169	621	106,291
Bureau Fédéral de la Statistique	550	63,395	552	65,804
Poids et mesures	145	20,817	148	21,062
Gaz et électricité	104	17,697	105	17,729
Office des Renseignements Commerciaux	99	51,041	102	48,392
Bureau cinématographique	27	4,443	30	4,841
Expositions	24	8,428	20	3,993
Elévateurs du Gouvernement canadien	128	18,377	143	19,517
Commission canadienne de la marine marchande	[2]	–	6	839
Totaux, Commerce	1,794	301,389	1,801	301,262
Transports—				
Administration centrale	5,613	568,696	5,313	573,771
Commissaire des transports	97	22,400	101	23,050
Totaux, transports	5,710	591,096	5,414	596,821
Grands totaux	**46,106**	**9,882,098**	**49,656**	**10,288,025**

[1] Les statistiques ne comprennent pas un certain nombre de bureaux de poste non comptables. Il convient de noter aussi que les dépenses des bureaux de poste sont contre-balancées par les recettes; voir texte, p. 979. [2] Non établi l'année fiscale 1939. [3] Montré sous le Ministère des Finances.

Section 10.—Paris de courses

Par la modification apportée en 1920 à l'article 235 du code criminel, le contrôle des paris de courses, d'après le système du pari mutuel, tombe sous la juridiction du Ministère de l'Agriculture. La contrôle est exercé par la Gendarmerie Royale depuis la saison de courses de l'année 1921. On en recueille des statistiques depuis 1924.

14.—Paris de courses au Canada, années fiscales 1930-39

NOTA.—Les chiffres de 1924-29 paraissent à la page 1104 de l'Annuaire de 1940.

Année	Sociétés	Journées de courses	Somme des paris	Pourcentage retenu	Somme des prix
	nomb.	nomb.	$	$	$
1930	30	332	36,007,146	2,657,059	1,802,095
1931	30	326	33,377,786	2,379,558	1,564,945
1932	29	315	28,695,438	2,066,672	1,285,563
1933	28	324	25,137,598	1,831,411	1,147,871
1034	26	295	20,976,498	1,548,848	986,128
1935	27	321	20,891,669	1,534,739	1,065,835
1936	27	300	20,951,710	2,182,112	1,002,795
1937	27	302	22,275,787	2,281,239	1,046,440
1938	24	281	23,115,252	2,390,128	1,034,970
1939	26	285	21,695,523	1,594,438	1,070,770

15.—Paris de courses au Canada, par province, année fiscale 1939

Province	Sociétés	Journées de courses	Somme des paris	Pourcentage retenu	Somme des prix
	nomb.	nomb.	$	$	$
Québec	4	56	1,838,285	174,869	147,500
Ontario	7	98	12,858,640	1,311,401	544,400
Manitoba	2	28	2,266,603	234,613	109,100
Saskatchewan	2	12	373,205	57,675	23,600
Alberta	6	33	1,113,997	117,689	66,375
Colombie Britannique	5	58	3,244,793	324,215	179,795
Totaux	**26**	**285**	**21,695,523**	**2,220,462**	**1,070,770**

Section 11.—Commission du Tarif*

La Commission du Tarif a été constituée par une loi du Parlement en 1931 (c. 55, 21-22 Geo. V). Elle comprend trois membres (un président, un vice-président et un membre ordinaire) et un secrétaire, tous nommés par le Gouverneur en conseil.

La Commission fait enquête et soumet des rapports sur toute question au sujet de laquelle le Ministre des Finances désire des renseignements relativement aux marchandises qui, introduites ou produites au Canada, sont assujetties à des droits de douane ou d'accise ou en sont exemptes. L'étude de toute question semblable peut comprendre une enquête sur l'effet qu'une hausse ou une baisse du tarif douanier pour une denrée particulière peut avoir sur l'industrie ou sur le commerce et sur la mesure dans laquelle le consommateur est protégé contre l'exploitation. La Commission a en outre le devoir de faire enquête sur toute autre question ou tout sujet relatif au commerce du Canada que le Gouverneur en conseil juge opportun de lui soumettre pour enquête et rapport.

La loi prescrit que des rapports devront être soumis au Ministre des Finances pour être déposés par lui à la Chambre des Communes. Les principales denrées étudiées étaient les tissus de laine, les chaussures, les filés et les ficelles de jute; les fruits et les légumes; les fermoirs-éclair; les portes de bois; les articles de toilette en argent; les peaux de lapin; les articles d'usage général en laiton, en cuivre et en alliage nickel-argent; les tubes de chaudières à vapeur; les tôles à cintrer; les chapeaux

* Revisé par James R. MacGregor, secrétaire, Commission du tarif, Ottawa.

et coiffes; les biscuits; les planches de liège, les dosses et les madriers; le pétrole brut et ses dérivés; les filés de soie artificielle, les filés et tissus de coton; les matériaux plastiques de toutes sortes; la laine d'acier; certains articles de sports; les radios; les huiles animales et végétales; les graisses et gras; les cigares; le coke; les filés de worsted pour tissage; les paillassons de fibre de cacao; les amidons et dextrines; les automobiles; et les meubles. En vertu de l'annexe B du tarif douanier, des rapports ont été soumis en 1940 couvrant les drawbacks sur les matières premières entrant dans la fabrication du cyanure de potassium et du cyanure de sodium, de même que dans la brique réfractaire et l'avionnerie. Un autre rapport a également été soumis sur l'industrie de la radio. La Commission étudie actuellement la situation de l'industrie du sucre.

La Commission a le pouvoir de se prononcer sur les appels portés contres les décisions du Ministère du Revenu National touchant la juste valeur marchande de marchandises pour fins douanières, les évaluations erronées et le tarif douanier applicable à une catégorie quelconque de marchandises. En vertu d'un arrêté du Conseil, la Commission a l'autorité et le pouvoir, premièrement, de déterminer si certaines marchandises importées sont "d'une catégorie ou d'une variété fabriquée ou produite au Canada"; deuxièmement, de reviser la valeur pour fins douanières appliquée par le service douanier à des marchandises neuves ou non usagées en vertu des dispositions de l'article 36 de la loi des douanes et rendre les décisions qui s'imposent; troisièmement, de vérifier et de déclarer s'il y a drawback payable en vertu des dispositions de l'annexe B du tarif douanier et quel drawback il y a à payer.

Section 12.—Commission de l'Industrie et du Commerce du Dominion*

La Commission de l'industrie et du commerce du Dominion a été constituée par une loi du Parlement en 1935 (c. 59, 25–26 Geo. V). Elle comprend trois commissaires dont l'un est le commissaire en chef et un autre est son adjoint. La loi stipule que pour le moment les membres de la Commission du tarif (voir section 11) doivent être les commissaires et que le président et le vice-Président de la Commission du tarif doivent être le commissaire en chef et son adjoint. L'administration de la loi relève du Ministre du Commerce.

La Commission a le devoir de faire enquête et de recommander la poursuite des infractions aux lois du Parlement concernant l'étalonnage des denrées; de préparer des projets de devis pour cet étalonnage; de voir à l'apposition de la marque de commerce nationale "Canada Standard" aux denrées conformes aux exigences d'une désignation établie en vertu de toute loi du Parlement; de faire enquête sur les plaintes relatives aux pratiques déloyales dans le commerce et de recommander la poursuite des infractions aux lois fédérales prohibant ces pratiques déloyales; de convoquer des conférences afin de considérer les pratiques commerciales en cours dans l'industrie et de déterminer quelles pratiques sont déloyales ou indésirables, et ce, dans l'intérêt de l'industrie et du public en général. Les offenses contre les lois et les règlements concernant l'étalonnage des denrées et les pratiques commerciales déloyales sont rapportées par la Commission au Solliciteur Général du Canada avec recommandation de poursuivre.

En 1939, un amendement de la loi a été passé, rendant possible l'établissement d'étalonnages qui n'étaient alors prévus par aucune loi du Parlement. Des règle-

* Revisé par James R. MacGregor, secrétaire, Commission du commerce et de l'industrie, Ottawa.

ments visant au marquage du matériel dont sont faits les bas ont été établis par des ordres en conseil des 27 juillet et 2 août 1939. Le 2 nov. 1940, un ordre en conseil a été passé incluant dans l'étalonnage des bas une nouvelle matière connue sous le nom de nylon, et les règlements ont été amendés pour inclure ce produit. Une demande a été faite par l'Association canadienne des manufacturiers de lainages et tricots pour des règlements sur la matière première des bas et, après enquête par la Commission, des étalonnages ont été établis. Ils sont devenus en vigueur pour les fabricants et les importateurs de bas le 1er février 1940 et ils le deviendront le 1er février 1941 pour les revendeurs, les marchands de gros et les marchands de détail.

Section 13.—Autres administrations diverses

De nouveaux départements et plusieurs commissions spéciales et administratives ont été organisés comme partie de l'effort de guerre du Canada; de plus, de nouvelles fonctions ont été assumées par d'anciens départements. Ces fonctions sont décrites en détail dans l'introduction du présent volume.

Certaines phases de l'activité gouvernementale fédérale, comme les opérations de la Commission des Eaux Limitrophes et certaines activités spécialisées du Ministère des Mines et Ressources, sont étudiées dans l'édition de 1930 de l'Annuaire, comme suit:—

Commission des Eaux Limitrophes, pp. 1030–1031;
Service Géodésique, p. 1031;
Service Topographique, p. 1032;
Observatoires du Dominion, p. 1033.

CHAPITRE XXVIII.—SOURCES DE LA STATISTIQUE ET AUTRES INFORMATIONS OFFICIELLES CONCERNANT LE CANADA

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Bureau Fédéral de la Statistique	986
Section 2. Lois appliquées par les Ministères fédéraux	999
Section 3 Publications des Ministères fédéraux	1002
Section 4. Publications des Gouvernements provinciaux	1008
Section 5. Rapports des Commissions Royales fédérales et provinciales, et rapports choisis de Commissions Royales britanniques intéressant le Canada	1016

La principale source d'information sur la situation actuelle du pays se trouve au Bureau Fédéral de la Statistique, organisé comme centre des statistiques canadiennes et dont une description paraît à la section 1. La section 2 contient une liste des lois du Parlement appliquées par les différents ministères fédéraux et la section 3, une bibliographie des publications officielles de ces différents ministères. La section 4 donne une bibliographie des publications des gouvernements provinciaux. La section 5 présente une liste de commissions royales nommées par le Dominion ou les provinces ainsi que de commissions royales britanniques intéressant le Canada.

Section 1.—Bureau Fédéral de la Statistique*

Le Bureau Fédéral de la Statistique fut créé par une loi de 1918 (8-9 George V, c. 43)† comme département statistique central du Canada. La loi était la consolidation de toute la législation antérieure sur les statistiques et était basée sur le rapport d'une commission sur les statistiques, nommée en 1912, qui recommandait (a) une série de réforme et d'agrandissements spécifiques dans les statistiques canadiennes et (b) des directives de coordination statistique pour le Dominion, sous une direction centrale. En 1915, à la suite des recommandations de ce rapport, la fonction de Statisticien du Dominion a été créée, mais ce n'est qu'en 1918 que les recommandations de la commission prirent corps dans la législation. Voici quelques-unes des nombreuses stipulations de la loi:—

3. Il doit être établi un bureau, sous l'autorité du Ministre du Commerce, portant le nom de Bureau Fédéral de la Statistique, dont les attributions doivent être de recueillir, résumer, compiler et publier des renseignements statistiques se rapportant aux activités commerciales, industrielles, sociales, économiques et générales et aux conditions de la population, de collaborer avec tous les autres services du Gouvernement en vue de compiler et de publier des rapports statistiques administratifs, conformes aux règlements, et de faire le recensement du Dominion suivant que ci-après stipulé.

. . . . .

9. (1) Le Ministère peut conclure tous arrangements quelconques avec le gouvernement de toute province pour toute chose nécessaire ou convenable aux fins de mettre à exécution ou de donner effet à la présente loi, et en particulier pour tous les objets ou l'un quelconque des objets suivants:

a) l'exécution par des officiers provinciaux de tout pouvoir ou devoir conféré ou imposé à tout officier en vertu de la présente loi ou des règlements;

b) la compilation par tout ministère ou officier provincial de tous renseignements d'ordre statistique ou autre nécessaires aux fins de la mise à exécution de la présente loi; et

c) la communication de renseignements statistiques par tout ministère ou officier provincial au Statisticien du Dominion.

. . . . .

* Un état plus complet de la formation et des activités du Bureau de la Statistique paraît aux pp. 984-987 de l'Annuaire de 1922-23.

† Consolidé comme loi de la statistique (c. 190, S.R.C. 1927).

15. (1) Aucun rapport individuel et aucune partie d'un rapport individuel, qui a été fait, et aucune réponse à une question posée, pour les objets de la présente loi, ne doivent être rendus publics, sans le consentement préalable par écrit de la personne ou des propriétaires, dans le temps, de l'entreprise au sujet de laquelle le rapport ou la réponse a été fait ou donné; et pareillement, sauf pour les fins d'une poursuite en vertu de la présente loi, toute personne qui n'est pas engagée dans un travail se rapportant au recensement, ne doit être autorisée à prendre communication d'aucun pareil rapport individuel ni d'aucune pareille partie de tout rapport individuel quelconque.

(2) Aucun rapport, sommaire de statistiques ou autre publication relevant de la présente loi ne doit contenir des détails quelconques, compris dans tout rapport individuel, disposés de telle manière que toute personne puisse reconnaître que tous détails quelconques ainsi publiés sont des détails se rapportant à toute personne ou affaire quelconque.

. . . . .

33. Subordonnément aux instructions du Ministre, le Bureau doit recueillir, résumer et classifier tous les ans les statistiques concernant toutes les matières suivantes ou l'une quelconque d'entre elles: *(a)* population; *(b)* naissances, décès et mariages; *(c)* immigration et émigration; *(d)* agriculture; *(e)* éducation; *(f)* finances publiques et privées; *(g)* toutes autres matières que prescrit le Ministre ou le Gouverneur en Conseil.

Tel qu'établi* d'abord le Bureau comprenait, par transfèrement ou absorption, les divisions suivantes: (1) Bureau des recensements et statistiques, qui embrassait le recensement et les statistiques de l'Agriculture, des Manufactures et de la Criminalité; (2) Statistiques des Pêcheries; (3) Statistiques des Mines; (4) Statistiques des Forêts; (5) Statistiques des Industries Laitière et Fruitière; (6) Statistiques de l'Hydroélectricité; (7) Branche de la Statistique des Chemins de Fer et Canaux, du Ministère des Chemins de Fer et Canaux; (8) Branche de la statistique du Commerce (exportations et importations); (9) Statistiques du Commerce des Grains; (10) Statistiques du Bétail; (11) Statistiques des Prix et (12) Statistiques de l'Emploiement. De plus, quatre nouvelles Branches furent créées, traitant des finances publiques, du commerce intérieur, des statistiques vitales et de l'instruction publique.

Depuis son organisation en 1918, le Bureau a réuni ces nombreuses unités hétérogènes en un système nationale unifié de statistiques dont le but premier est d'établir la corrélation entre les divers sujets et d'en permettre l'interprétation d'un point de vue franchement national. Grâces à des conférences sur la statistique convoquées de temps à autre entre le Dominion et les provinces, un degré appréciable de coopération et d'uniformité de classification et de système statistiques a pu être atteint et il y a amélioration sans cesse à ce point de vue. Tels ne sont pas cependant les seuls résultats importants obtenus de la centralisation de la statistique. Ce traitement des statistiques a gagné en importance au point de devenir non seulement une simple agglomération de chiffres, mais de fournir une base à l'interprétation des phénomènes sociaux et économiques, d'habitude si compliqués. Cet aspect d'une statistique vraiment nationale comme agent révélateur de l'entre-maillage des forces économiques modératrices et la valeur d'une telle statistique dans l'organisation administrative nationale ajoute naturellement une fonction nouvelle au Bureau: son utilité comme laboratoire national de recherches économiques et sociales. C'est un attribut qui en est encore à l'enfance; mais les fondations d'un tel service, proportionné à l'importance croissante du Canada dans le monde économique et politique, ont déjà été jetées.

Telles que présentement organisées, les branches du Bureau Fédéral de la Statistique sont: I. Administration; II. Démographie—Recensement et Statistiques Vitales; III. Statistique Agricole; IV Pêcheries et Produits Animaux; V. Mines, Métallurgie et Produits Chimiques, VI. Forêts et Industries connexes; VII. Manufactures; VIII. Commerce Extérieur (importations et exportations); IX. Commerce

* Voir le premier Rapport Annuel du Statisticien du Dominion, pour l'année fiscale terminée le 31 mars 1919.

Intérieur; X. Construction; XI. Transports et Utilités publiques; XII. Statistique Financière; XIII. Statistique Judiciaire; XIV. Statistique de l'Instruction Publique; XV. Recensement des Institutions; XVI. Analyse du Recensement et statistiques sociales.

Tout en servant d'abord le gouvernement, le Bureau comprend que dans un pays démocratique chaque citoyen fait partie du gouvernement et a droit d'être bien renseigné sur les conditions économiques et sociales de son pays. En conséquence, le Bureau répond à toutes sortes de questions sur tous les sujets. En particulier, il procure aux hommes d'affaires de toutes catégories des renseignements sur l'état des affaires et des statistiques sur la production, les importations, les exportations, les prix, les stocks, etc. de denrées de toute espèce afin de leur permettre d'orienter leurs opérations avec plus de succès pour eux et pour le plus grand avantage du Canada. Il peut se faire des tableaux spéciaux ou des enquêtes moyennant des honoraires basés seulement sur le coût additionnel au Bureau.

Publications.—Les crédits que le Parlement vote chaque année au Bureau affectent des sommes spécifiées à l'impression et à la polygraphie de rapports et bulletins. Les rapports imprimés sur caractère sont confiés à l'Imprimeur du Roi, mais le Bureau lui-même opère une batterie de presses à copier où sont polygraphiés et brochés tous les autres bulletins publiés par le Bureau Fédéral de la Statistique.

La méthode présente de distribution des publications est basée sur les ventes au public au coût réel du papier et du travail d'impression seulement; la compilation, la rédaction et les autres frais généraux ne sont pas compris. Le but est de mettre le plus possible ce service à la disposition du public et d'en répartir ainsi les frais de compilation et généraux qui sont les principaux item dans le coût total. Un abonnement spécial de $30 par année donne droit à un exemplaire de chaque publication excepté les bulletins de nouvelles. Il y a également d'autres abonnements spéciaux pour des séries de publications dans des groupes distincts; ceux-ci sont montrés dans les différentes sections de la liste qui suit.

Les demandes de rapports doivent être adressées au Bureau Fédéral de la Statistique; elles doivent indiquer la publication particulière ou la série de rapports auxquels sont intéressés ceux qui les demandent et contenir la remise nécessaire sous forme d'un chèque ou mandat de poste payable au Receveur Général du Canada, Ottawa.

ADMINISTRATION—

Rapport annuel du Statisticien du Dominion. (Compris dans le rapport annuel du Ministère du Commerce, *prix 25 cents.*)

POPULATION—

I. RECENSEMENT—

A) Rapport du Septième Recensement du Canada, 1931:—

Vol. I. Sommaire—Rapport de l'administration du septième recensement suivi d'un résumé des faits principaux des recensements de la population et de l'agriculture, des institutions, des établissements de commerce et de service, etc., et d'analyses recoupées s'y rattachant. L'appendice donne une bibliographie complète du matériel de recensement et reproduit pour les années spécifiées les chiffres les plus importants depuis 1605, disposés en ordre chronologique. Le volume contient aussi une série de tables de longévité pour le Dominion et chaque province. *Prix, toile $1·50, broché $1.*

Vol. II. Population par subdivision locale—état conjugal, origine raciale, religion, lieu de naissance, année d'immigration, langue, degré d'instruction, fréquentation scolaire, etc. *Prix, toile $1·50, broché $1.*

Vol. III. Age de la population—classifiée par sexe, état conjugal, origine raciale, religion, lieu de naissance, langue, degré d'instruction, année d'immigration, naturalisation, etc. *Prix, toile $1, broché 75 cents.*

POPULATION—suite

I.—RECENSEMENT—suite

A) Rapport du Septième Recensement du Canada, 1931—fin

Vol. IV. Lieu de naissance, origine raciale et année d'immigration de la population—classification et classifications recoupées par état conjugal, naturalisation et citoyenneté, religion, langue, degré d'instruction, fréquentation scolaire. *Prix, toile $1, broché 75 cents.*

Vol. V. Gains des employés à gages, habitations, ménages, familles, aveugles et sourds-muets—classifications recoupées par lieu de naissance, état conjugal, année d'immigration, naturalisation et citoyenneté, origine raciale, religion, langue, degré d'instruction, fréquentation scolaire. *Prix, toile $1, broché 75 cents.*

Vol. VI. Chômage—classifié par industrie, occupation, cause, âge, sexe, état conjugal, période de chômage, lieu de naissance, origine raciale, année d'immigration. *Prix toile $1, broché 75 cents.*

Vol. VII. Occupations et industries—classifications recoupées par lieu de naissance, race, âge, sexe, etc. *Prix, toile $1, broché 75 cents.*

Vol. VIII. Agriculture—Population des fermes, exploitations agricoles et superficies, tenure, valeur des propriétés et des produits de la ferme, étendue et rendement des récoltes, bétail, dettes hypothécaires et dépenses des fermes, outillage des fermes, facilités et chemins, marchés coopératifs, etc. *Prix, toile $1, broché 75 cents.*

Vol. IX. Institutions—Hôpitaux pour les malades—genre, lits, facilités, mouvement des hospitalisés, personnel, capital engagé, entretien, recettes et dépenses, etc.; hôpitaux pour les maladies mentales—mouvement des hospitalisés, leurs psychoses, âge, nativité, origine raciale, condition économique, état conjugal, entourage, degré d'instruction, religion, administration et personnel, etc.; institutions de bienfaisance et de charité—genre, mouvement des hospitalisés, finances, hospitalisés, âge, sexe, administration et personnel, etc.; établissements pénitentiaires et correctionnels—détenus, offenses, sentences, âge, lieu de naissance, citoyenneté, origine raciale, occupation antérieure, entourage, instruction, état conjugal, conditions sociales, service outre-mer, personnel administratif, recettes et dépenses. *Prix, toile $1, broché 75 cents.*

Vols X et XI. Etablissements de commerce et de service—Classifications recoupées du commerce de détail par genre d'affaires, type d'exploitation, importance du commerce, employés, salaires et gages, capitaux engagés, loyer et autres dépenses d'opération, crédit, etc.; classifications recoupées du commerce de gros par type d'établissement, genre d'affaires, dépenses d'opération, etc.; avec rapports spéciaux sur le commerce de détail dans les centres urbains et ruraux, les magasins en chaînes, les magasins d'alimentation de détail, les pharmacies, les hôtels, les cinémas, les achats et les ventes coopératifs, etc. *Prix, toile $1, broché 75 cents, chaque volume.*

Vols XII et XIII. Monographies tirées des recensements—consistant en une série d'études de problèmes canadiens importants tels que: (1) croissance de la population; (2) répartition de l'âge du peuple canadien; (3) fécondité de la population du Canada; (4) origines raciales et lieux de naissance du peuple canadien; (5) analphabétisme et fréquentation scolaire au Canada; (6) composition rurale et urbaine du peuple canadien; (7) la famille canadienne; (8) le logement au Canada; (9) dépendance de la jeunesse; (10) structure occupationnelle du peuple canadien; (11) chômage; (12) population agricole fondamentale; (13) tables de longévité canadienne, 1931. Les nos 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11 et 13 ont déjà paru séparément; les nos 9 et 13 épuisés. Le reste est en voie de préparation. *Prix de chaque monographie, 35 cents, excepté le no 11: 50 cents chacun.*

AGRICULTURE—

Population des fermes, superficies, tenure, valeurs, facilités et bétail; valeur des grandes cultures, légumes, fruits et produits forestiers: publiés séparément pour chaque province. *Prix, 25 cents chacune.*

B) Bulletins du Septième Recensement du Canada, 1931:—

1) POPULATION.—*Bulletins définitifs.*—(XIII) Cités, villes et villages au Canada, par province. (XVI) Ages par province. (XIX) Appareils radiophoniques au Canada en 1931. (XXVI) Répartition d'âges pour chaque âge, au Canada, par province, 1931. (XXVII) Population immigrée classifiée par sexe, pays de naissance, province de résidence, année d'arrivée au Canada et citoyenneté des nés à l'étranger, 1931. (XXVIII) Population active de dix ans et plus, classifiée selon l'occupation et le sexe dans les cités de 30,000 âmes et plus, 1931. (XXIX) Lieu de naissance de la population classifiée selon la nativité des parents au Canada et par province, 1931. (XXX) Canadiens et autres nationaux. (XXXI) Population active de dix ans et plus du Canada et par province, 1931. (XXXII) Degré d'instruction, langue et état conjugal et la population de dix ans et plus, 1931. (XXXIII) Gains des employés à gages du Canada et des provinces, 1931. (XXXIV) Age de la popu-

POPULATION—suite

1.—RECENSEMENT—suite

B) Bulletins du Septième Recensement du Canada, 1931—fin

lation active de dix ans et plus du Canada et par province, 1931. (XXXVII) Répartition d'âge par groupe d'âge de cinq ans pour les cités, villes et villages de 5,000 âmes et plus, 1931. (XXXVIII) Population des divisions municipales de la cité de Montréal par groupe d'âge de cinq ans, état conjugal, lieu de naissance, origine raciale, religion, fréquentation scolaire et degré d'instruction, par sexe, 1931. (XL) Population des divisions municipales des cités de Toronto, Vancouver, Winnipeg, Hamilton, Québec et Ottawa par groupe d'âge de cinq ans, état conjugal, lieu de naissance, origine raciale, religion, fréquentation scolaire et degré d'instruction, par sexe, Recensement de 1931. (XLI) Orientaux, de dix ans et plus, actifs, par race, occupation et sexe, en Colombie Britannique, 1931. (XLII) Personnes parlant le gaélique. (XLIII) Aveugles. (XLIV) Sourds-muets. (XLV) Origine raciale de la population active de dix ans et plus du Canada et des provinces. (XLVI) Lieu de naissance de la population active de dix ans et plus du Canada et des provinces, 1931. (XLVII) État conjugal de la population féminine active de quinze ans et plus du Canada et des provinces, 1931. Répartition des occupations par industrie. Chômage et gains des employés à gages—(I) Saint-John, N.-B.; (II) Winnipeg, Man.; (III) Kitchener, Ont.; (IV) Ottawa, Ont.; (V) Vancouver, C.B. Tendances occupationnelles au Canada, 1891-1931. *Réimpressions.* —Distribution d'âge. Gains des employés à gages.

[NOTA.—*Pour les monographies du recensement sur la population, voir vols XII et XIII, p. 989.*]

2) AGRICULTURE.—*Bulletins définitifs.*—Produits animaux sur les fermes, par comté—(VII) Ontario; (VIII) Québec; (IX) Colombie Britannique. Bétail sur les fermes, par comté—(X) Ile du Prince-Edouard; (XI) Nouvelle-Ecosse; (XII) Nouveau-Brunswick; (XIII) Manitoba; (XIV) Saskatchewan; (XV) Alberta; (XVI) Colombie Britannique; (XVII) Ontario. (XX) Bétail vendu vivant, bétail abattu, jeunes animaux élevés, 1930, et bétail de race pure sur les fermes, 1931, par comté ou division de recensement. (XXIV) Produits forestiers des fermes, par comté ou division de recensement, 1930. (XXV) Etat des terres agricoles, par comté ou division de recensement, 1931. (XXVI) Superficie des grandes cultures, par comté ou division de recensement, 1931.

C) Rapport du recensement quinquennal des Provinces des Prairies, 1936:—

Vol. I. Population et agriculture.

Partie I. POPULATION—Âge, état conjugal, lieu de naissance, origine raciale, immigrés, citoyenneté, naturalisation, langue parlée et langue maternelle, années d'école, degré d'instruction, fréquentation scolaire.

Partie II. AGRICULTURE—Population agricole, main-d'œuvre agricole et semaines de travail loué, superficie et état de la terre agricole occupée, valeur des fermes et valeur des produits agricoles, revenus agricoles, dépenses agricoles, hypothèques, liens et taux d'intérêts, grandeur de la ferme, tenure, grandes cultures, récoltes manquées, bétail, animaux vendus vivants, animaux abattus et produits animaux, types de ferme, machinerie agricole, achat et vente coopératifs, fermes de non résidents, vacantes ou abandonnées, âge du fermier, nombre d'années qu'il est fermier et nombre d'années sur sa ferme actuelle, lieu de naissance du fermier, origine raciale du fermier, immigrés fermiers et durée au Canada, ruchers.

Vol. II. Employés rémunérés, employés à gages, chômage au 1er juin 1936. Gains et emploiement durant l'année de recensement terminée le 1er juin 1936, bâtiments, habitations, ménages et familles—Occupation, âge, état conjugal, lieu de naissance, période d'arrivée des immigrés, origine raciale, status, années d'école, industrie, hommes à la retraite, causes du chômage le 1er juin 1936, durée du chômage, assistance, employés à gages potentiels (14-24 ans), bâtiments, habitations, tous ménages, ménages normaux, ménages d'employés à gages, tenure et sous-tenure, valeur de la maison, loyer mensuel, chambres occupées, genre d'habitation, grandeur du ménage, familles dans le ménage, logeurs, gains des chefs de ménage, toutes familles, familles normales, familles d'employés à gages, familles ayant une femme comme chef, gains des chefs de famille.

[NOTA.—*Les vols I et II sont publiés séparément pour chaque province, prix 50 cents chacun.*]

D) Bulletins du cinquième recensement des Provinces des Prairies, 1936:—

1) POPULATION.—*Bulletins définitifs.*—(XX) Population définitive des Provinces des Prairies, *prix 25 cents.* (XXI) Occupations et industries des employés avec rémunération des cités de 10,000 âmes et plus, *prix 25 cents.* (XXIII) Classifications de la population par province, *prix 25 cents.* (XXIV) Chômage parmi les employés à gages des cités de 10,000 âmes et plus, *prix 25 cents.* (XXVI) Gains

POPULATION—fin

I.—RECENSEMENT—fin

D) Bulletins du cinquième recensement des Provinces des Prairies, 1936—fin

et emploiement parmi les employés à gages des cités de 10,000 âmes et plus, *prix 25 cents.* (XXVII) Occupations et industries des employés avec rémunération pour les provinces de Manitoba, Saskatchewan et Alberta, *prix 25 cents.* (XXIX) Chômage parmi les employés à gages des provinces de Manitoba, Saskatchewan et Alberta, *prix 25 cents.* (XXX) Chômage et gains parmi les employés à gages secourus et non secourus dans les cités de 30,000 âmes et plus, *prix 25 cents.* (XXXI) Gains et emploiement parmi les employés à gages des provinces de Manitoba, Saskatchewan et Alberta, *prix 25 cents.* (XXXII) Gains des chefs de famille employés à gages par tenure et grandeur de la famille dans les cités de 10,000 âmes et plus, *prix 25 cents.* (XXXIII) Occupations relativement à la durée de la vie scolaire pour le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta, *prix 25 cents.*

2) AGRICULTURE.—*Bulletins définitifs.*—(XXII) Manitoba—Rapport préliminaire sur l'agriculture, *prix 25 cents.* (XXV) Saskatchewan—Rapport préliminaire sur l'agriculture, *prix 25 cents.* (XXVIII) Alberta—Rapport préliminaire sur l'agriculture, *prix 25 cents.* (XXXV) Types de ferme, *prix 25 cents.*

II. ESTIMATION DE LA POPULATION DANS LES INTERVALLES DE RECENSEMENT

III. STATISTIQUES VITALES

Rapport annuel des statistiques vitales du Canada, par province et municipalité, *prix 50 cents.* Rapport préliminaire annuel des statistiques vitales du Canada, *prix 25 cents.* Rapport préliminaire trimestriel des statistiques vitales du Canada, *prix 50 cents par année.* Rapport mensuel des naissances, décès et mariages enregistrés dans les cités, *prix 50 cents par année.* Rapport spécial des causes contributoires de décès, 1926; Ordre des naissances dans le territoire d'enregistrement du Canada, 1925; Manuel de la nomenclature internationale des causes de décès, revision de 1929 (tirage restreint). Rapport spécial sur la mortalité au Canada par hémorragie cérébrale et certaines maladies du coeur, des artères et des reins, 1921-32; Rapport spécial sur la mortalité au Canada par lieu de résidence, 1930-32; Rapport spécial sur la mortalité par tuberculose au Canada, par lieu de résidence, 1930-32; Circonstances des décès accidentels au Canada 1937, *prix 25 cents* Rapport spécial sur les naissances au Canada, par lieu de résidence de la mère, 1930-32; Rapport spécial sur la mortalité au Canada, 1921-32; Aide-mémoire sur l'enregistrement et la certification des décès, contenant une nomenclature internationale des causes de décès (distribution spéciale); Rapport spécial sur la mortalité au Canada, 1921-35, *prix 25 cents* Rapport spécial sur la mortalité occupationnelle au Canada, 1931-32, *prix 25 cents* Rapport spécial sur les décès au Canada, classifiés suivant la résidence des décédés, 1935 (Parties I et II), *prix 25 cents, chaque partie.* Rapport spécial sur les naissances et les décès au Canada, classifiés suivant la résidence, 1936 (Parties I, II et III), *prix 25 cents, chaque partie.*

PRODUCTION—

I. RELEVÉ ANNUEL DE LA PRODUCTION

Comprenant et donnant séparément les valeurs brute et nette—(I) La production primaire (agriculture, forêts, pêche, piégeage, mines et énergie électrique), (2) la production secondaire (industrie manufacturière en général, travail à façon et réparation et construction), et (3) les analyses provinciales et per capita, explication de méthode, *prix 25 cents.*

II. AGRICULTURE—Prix d'abonnement à toutes les publications de la Branche de l'Agriculture, $10 par année.

1) Production agricole—Bulletin trimestriel de la statistique agricole avec table des matières et index, *prix $1 par année.* (Le registre officiel des statistiques courantes sur l'agriculture. Comprend les rapports sur l'état des cultures, les prix, la température, etc.—les estimations des superficies, des rendements, de la qualité et de la valeur des grandes cultures—la valeur des terres agricoles—les gages des employés—le nombre et la valeur du bétail et des volailles des fermes—l'industrie laitière—les fruits—les œufs—le tabac—l'apiculture—les produits de l'érable—la graine de trèfle et d'herbe—diverses cultures—les stocks de grain—le sommaire annuel de la valeur de la production agricole—les nombres-indices des prix agricoles, production et valeurs—statistiques agricoles internationales). Extraits du Bulletin Mensuel de la Statistique Agricole:—*(a)* Le commerce d'engrais chimiques au Canada; *(b)* Dépenses des fermes en Alberta et en Saskatchewan, 1934; *(c)* Relevé des dépenses d'opération des fermes, Canada, 1938, *prix 10 cents, (d)* Production d'animaux de bouche-

PRODUCTION—suite

AGRICULTURE—fin

1) Production agricole—fin

rie et consommation de viande au Canada, 1920–38. Statistiques annuelles des fruits, des pépinières et de la floriculture, *prix 25 cents.* Manuel statistique du tabac canadien, *prix 25 cents.* Manuel d'instructions des correspondants agricoles et sommaires des principales statistiques agricoles annuelles. Rapport sur les récoltes—publiés aux dates indiquées dans le programme des rapports sur les récoltes couvrant: *(a)* Projets d'ensemencement des grandes cultures; *(b)* Pertes causées par le froid et état printanier des prairies de blé d'automne, de seigle d'automne et des prairies de foin et trèfle; *(c)* Progrès des semailles de printemps; *(d)* Acréage, état, rendement, stocks en main et valeur des grandes cultures; *(e)* Rapports agricoles télégraphiques, juin-septembre, toutes les semaines pour les Provinces des Prairies et tous les quinze jours pour tout le Canada, *prix $2 par année.* Rapports mensuels sur l'état (saisonnier) avec estimations préliminaires de la production pour:*(a)* Fruits et légumes, *prix $1 par année; (b)* Tabac, *prix $1 par année. (Voir aussi le recensement agricole sous la rubrique "Population".)*

2) Grains et produits du grain—(a) Rapport annuel sur le commerce du grain du Canada, *prix 50 cents; (b)* Revue mensuelle sur la situation du blé; *prix $1 par année; (c)* Statistique grainière du Canada (Rapport hebdomadaire sur les stocks et les mouvements du grain), *prix $2 par année; (d)* Statistiques des meuneries du Canada (mensuel) *prix 50 cents par année; (e)* Liste des meuneries et leur capacité, *prix $1; (f)* La situation du grain en Argentine (mensuel), *prix $1 par année; (g)* Commerce mondial d'orge, 1927–1937, *prix 50 cents; (h)* Commerce mondial de farine de blé, 1926–38, *prix 50 cents.*

(3) Bétail et produits animaux (a) Rapport annuel statistique sur le bétail et les produits animaux, *prix 50 cents; (b)* Estimations annuelles de la consommation de viande, volaille, beurre, fromage et œufs, *prix 15 cents; (c)* Relevés annuels du bétail et de la volaille aux 1er juin et 1er décembre, *prix 25 cents; (d)* Rapport annuel sur la production de volaille et œufs, *prix 25 cents; (e)* Rapports mensuels sur les stocks des entrepôts frigorifiques au Canada (1) Stocks de beurre, fromage et œufs dans les principales cités du Canada, *prix 50 cents par année;* (2) Viande et saindoux, *prix $1 par année;* (3) Poisson, *prix $1 par année;* (4) Produits laitiers et de basse-cour, *prix $1 par année;* (5) Fruits et légumes canadiens, *prix 50 cents par année; (f)* Résumé annuel des stocks des entrepôts frigorifiques, *prix 25 cents; (g)* Stocks en gros de denrées alimentaires au Canada en entreposage frigorifique et ordinaire, 1920–1939, *prix 25 cents; (h)* Revue mensuelle de la situation laitière, *prix $1 par année; (i)* La situation laitière au Canada (trimestriel), *prix $1 par année; (j)* Rapport annuel sur la statistique de l'industrie laitière du Canada, *prix 25 cents.*

4) Autres.—Rapport mensuel sur le sucre brut ou raffiné (stocks visibles, fondus, expéditions, exportations et importations), *prix $1 par année.* Sommaire annuel des rapports sur le sucre. Rapport annuel sur la production et la valeur de miel et cire d'abeille. Rapport annuel sur les produits de l'érable. Rapport de la Conférence sur les statistiques agricoles, Ottawa, 30 mars–2 avril 1936.

III. FOURRURES

Rapport préliminaire sur les fermes à fourrure, *prix 10 cents.* Rapport annuel sur les fermes à fourrure, *prix 25 cents.* Liste de compagnies, firmes et particuliers engagés dans l'industrie des fermes à fourrure au Canada (publiée en quatre sections), *prix $1 par section.* Bulletin provisoire des statistiques sur la production de fourrures brutes, *prix 10 cents.* Bulletin annuel sur la production de fourrures brutes (comprenant les pelleteries des trappeurs et les ventes des fermes à fourrure), *prix 25 cents.*

IV. PÊCHERIES

Rapport statistique annuel des pêcheries, *prix 35 cents.* Bulletins provisoires sur le poissons pris et vendu, par province: Ile du Prince-Edouard, *prix 10 cents;* Nouvelle-Ecosse, *prix 10 cents;* Nouveau-Brunswick, *prix 10 cents;* Québec, *prix 10 cents;* Ontario, les Provinces des Prairies et le Yukon, *prix 10 cents;* Colombie Britannique, *prix 10 cents;* Canada, *prix 10 cents.*

V. FORÊTS

Résumé annuel de la valeur, etc. de la production forestière (couvrant l'abatage en forêts, les scieries, les fabriques de bardeaux, les papeteries et pulperies, etc., la production d'étais de mines et de poteaux et traverses et la production des fermes en bois de chauffage, piquets, etc.), *prix 25 cents.*

[*Voir aussi les rapports sur les manufactures de produits forestiers sous l'en-tête "Manufactures", section VII, sous-section (5).*]

PRODUCTION—suite

VI. PRODUCTION MINÉRALE (MINES ET METALLURGIE)

NOTA.—*Tous les rapports miniers, métallurgiques et chimiques comprenant les rapports des groupes (6), (7), (8) et (9), pp. 994 et 995, $15 par année.*

1) Général—*(a)* Rapport annuel sur la production minérale au Canada, *prix 50 cents; (b)* Rapports préliminaires (semi-annuels) sur la production minérale au Canada, *prix, 25 cents; (c)* Rapports mensuels sur les principaux minéraux—rapports sur la production d'or, de pétrole-gaz naturel, les produits de l'argile-ciment, *abonnement annuel $1 le rapport;* Rapports sur l'argent, le gypse, le sel, l'amiante, le feldspath, *abonnement annuel 50 cents le rapport.*

2) Charbon—*(a)* Rapport annuel statistique de la houille au Canada, *prix 50 cents; (b)* Relevé sommaire mensuel statistique de la houille et du coke au Canada, *prix $1 par année; (c)* Rapport trimestriel statistique de la houille et du coke au Canada, *prix 50 cents par année.*

3) Bulletins annuels sur l'industrie minière—Métaux—L'industrie minière de l'or au Canada (comprenant l'or alluvionnaire, l'extraction du quartz aurifère, du cuivre-or-argent, et tableaux relatifs à la production canadienne et mondiale), *prix 50 cents.* L'industrie minière de l'argent au Canada (comprenant le minerai argent-cobalt-arsenic et argent-plomb-zinc), *prix 25 cents.* L'industrie de l'extraction, du smeltage et de l'affinage du nickel-cuivre, *prix 25 cents.* L'industrie du fondage et de l'affinage des non ferreux, *prix 25 cents. La série complète des rapports miniers (à l'exception du charbon), prix $7.*

Métalloïdes—Abrasifs, *prix 15 cents;* Feldspath et quartz, *prix 25 cents;* Gypse, *prix 25 cents;* Oxydes de fer, *prix 15 cents;* Gaz naturel, *prix 25 cents;* Pétrole brut, *prix 25 cents;* Sel, *prix 25 cents;* Talc et stéatite, *prix 15 cents;* divers métalloïdes (comprenant actinolite, barytes, sables bitumineux, fluorine, sulfate de magnésie, manganèse de marais, eaux minérales, tourbe, phosphate, brique siliceuse, carbonate de sodium, sulfate de sodium), *prix 25 cents.*

Matériaux de construction—Ciment, *prix 25 cents;* Argile et produits de l'argile, *prix 25 cents;* Chaux, *prix 25 cents;* Sable et gravier, *prix 25 cents;* Pierre, *prix 50 cents.*

[*Voir aussi les rapports sur le fer et l'acier et leurs produits, manufactures de métaux non ferreux, de métalloïdes et de produits chimiques et connexes, sous l'en-tête "Manufactures", section VII, sous-section (6), (7), (8) et (9).*]

VII. MANUFACTURES

NOTA.—*Pour statistiques des forces motrices et des usines centrales électriques, voir l'en-tête "Utilités publiques", p. 997.*

1) Général—Rapport général sur les industries manufacturières du Canada, *prix 50 cents;* Distribution géographique des industries manufacturières du Canada, *prix 50 cents;* Aussi des rapports sur les provinces et les principales villes: Québec, *prix 25 cents;* Ontario, *prix 25 cents;* Colombie Britannique, *prix 25 cents;* Provinces des Prairies, *prix 25 cents;* Provinces Maritimes, *prix 25 cents.* Quantité de la production manufacturière au Canada, 1923-29; Gains hebdomadaires des employés à gages des deux sexes engagés dans les industries manufacturières du Canada, 1934-36, *prix 25 cents.*

2) Transformation des substances végétales (Biennal)—Rapport général de la transformation des substances végétales, *prix 50 cents.* Bulletins annuels: *(a)* café, thé, épices et divers aliments, *prix 25 cents. (b)* Préparation des fruits et légumes, comprenant mise en boîtes, évaporation et mise en conserves et marinades, sauces, vinaigre et cidre, *prix 25 cents; (c)* Farine et produits de meunerie, *prix 25 cents; (d)* Pain et autres produits de boulangerie, *prix 25 cents; (e)* Biscuits et confiserie, comprenant cacao et chocolat, *prix 25 cents; (f)* Macaroni et vermicelle, *prix 15 cents; (g)* Liqueurs distillées, *prix 25 cents; (h)* Brasseries, *prix 25 cents; (i)* Vin, *prix 25 cents; (j)* Industrie du caoutchouc, *prix 25 cents; (k)* Aliments préparés pour le déjeuner, *prix 15 cents; (l)* Raffineries de sucre, *prix 25 cents; (m)* Produits du tabac, *prix 25 cents; (n)* Huiles de graine de lin et de fèves soya, *prix 15 cents; (o)* L'industrie de la mise en conserve, *prix 25 cents; (p)* Crème glacée, *prix 15 cents; (q)* Empaquetage de fruits et légumes—(préliminaire), *prix 10 cents; (r)* Eaux gazeuses, *prix 25 cents; (s)* Provende pour le bétail et la volaille, *prix 25 cents; (t)* Stocks de tabac non ouvré en mains (rapport trimestriel), *prix $1; (u)* Stocks de fruits et légumes en conserves (rapport trimestriel), *prix $1.*

3) Produits animaux et leur transformation—Rapport annuel comme suit: L'industrie des produits laitiers, *prix 25 cents.* Bulletins annuels: *(a)* Abatage, conservation des viandes et saucisses et boyaux à saucisse, *prix 25 cents; (b)* Fromage composé, *prix 10 cents; (c)* Tanneries, *prix 25 cents; (d)* Diverses marchandises en cuir, courroies en cuir, crépins en cuir, *prix 25 cents; (e)* Chaussures en cuir, *prix 25 cents; (f)* Gants et mitaines en cuir, *prix 20 cents; (g)* Fourrures, préparation et teinture, *prix 25 cents.* Bulletin mensuel sur la production de chaussures, *prix $1 par année* (y compris l'annuel.) Bulletin mensuel sur les produits concentrés du lait, *prix $1 par année* (y compris rapport annuel sur l'industrie des fabriques laitières). Rapport mensuel sur les ventes à la fabrique de poudres de lait, *prix $1 par année.*

(Voir aussi rapports sur le bétail, etc., sous l'en-tête "Agriculture".)

PRODUCTION—suite

VII. MANUFACTURES—suite

4) Industries textiles et connexes (Biennal)—Rapport général des industries textiles au Canada, *prix 50 cents*. Bulletins annuels suivants: *(a)* Tissus de coton (cotonnades, filés, fils et déchets), *prix 35 cents; (b)* Tissus de laine (étoffes, filés, déchets, tapis et lainages, *n.a.é.), prix 35 cents; (c)* Industrie de la soie, *prix 25 cents; (d)* Vêtement, confection pour hommes, y compris mercerie, *prix 25 cents; (e)* Vêtements, confection pour femmes, *prix 25 cents; (f)* Chapeaux et casquettes, *prix 25 cents; (g)* Bonneterie et tricots, *prix 25 cents; (h)* Vêtements huilés et imperméables, *prix 15 cents; (i)* Cordage, corde et ficelle, *prix 25 cents; (j)* Corsets, *prix 15 cents; (k)* Sacs de coton et de jute, *prix 15 cents; (l)* Teinture et finissage des textiles, *prix 15 cents; (m)* Auvents, tentes et voiles, *prix 15 cents*.

*5) Transformation des produits forestiers**—Rapports imprimés, *prix 50 cents chacun: (a)* Industrie du bois; *(b)* Industrie de la pulpe et du papier; *(c)* Industries utilisant le bois; *(d)* Industries utilisant le papier. Bulletins annuels: *(a)* L'industrie du bois, *prix 35 cents; (b)* Répartition du bois au Canada et aux Etats-Unis (biennal), *prix 35 cents; (c)* L'industrie de la pulpe et du papier, *prix 30 cents; (d)* Industries utilisant le bois (résumé), *prix 35 cents*. Rapports préliminaires annuels sur les industries utilisant le bois: *(a)* Ateliers de rabotage, fabriques de portes et châssis, *prix 20 cents; (b)* Bois dur à parquet, *prix 15 cents; (c)* Meuble, *prix 15 cents; (d)* Boîtes, paniers et cageots, *prix 15 cents; (e)* Voitures, traîneaux et pièces détachées, *prix 15 cents; (f)* Tonnellerie, *prix 15 cents; (g)* Cercueils et bières, *prix 10 cents; (h)* Industrie des glacières en bois, *prix 10 cents; (i)* Construction de bateaux, *prix 10 cents; (j)* Formes, embauchoirs et crépins, *prix 10 cents; (k)* Manches, bobines et tournage, *prix 10 cents; (l)* Articles en bois, *prix 10 cents; (m)* Bois filamenté, *prix 10 cents; (n)* Les fournitures propres à l'apiculture et à l'aviculture, *prix 10 cents; (o)* Diverses industries utilisant le bois, *prix 10 cents*. Rapports préliminaires annuels sur les industries utilisant le papier: *(a)* Les métiers de l'impression (comprenant les industries suivantes: Impression et édition; Impression et reliure, Lithographie; Gravure, stéréotypie et électrotypie; Typographie pour le commerce et impression au prussiate, *prix 35 cents; (b)* Boîtes et sacs de papier, *prix 25 cents; (c)* Papier à toiture, *prix 10 cents; (d)* Divers articles en papier, *prix 10 cents*. Bulletins mensuels: *(a)* Production de toiture d'asphalte, *prix 10 cents l'exemplaire ou 50 cents par année; (b)* Ventes de toiture d'asphalte, *prix 10 cents l'exemplaire ou 50 cents par année*.

6) Fer et acier et leurs produits—Rapport biennal, *prix 50 cents*. Bulletins annuels: Résumé provisoire sur l'industrie du fer et de l'acier, *prix 15 cents—(a)* sidérurgie, *prix 25 cents; (b)* Coulages et pièces forgées, *prix 25 cents; (c)* Appareils de chauffage et de cuisson, *prix 25 cents; (d)* Chaudières, réservoirs et moteurs, *prix 25 cents; (e)* Instruments et machines aratoires, *prix 25 cents; (f)* Pièces et accessoires d'automobiles, *prix 25 cents; (g)* Statistiques sur les automobiles au Canada, *prix 50 cents; (h)* Matériel roulant de chemin de fer, *prix 25 cents; (i)* Fil de fer et treillis métallique, *prix 25 cents; (j)* Tôlerie, *prix 25 cents; (k)* Quincaillerie, outils et coutellerie, *prix 25 cents; (l)* Construction de ponts et acier de charpente, *prix 25 cents; (m)* Machinerie, *prix 25 cents; (n)* Bicyclettes, *prix 15 cents; (o)* Construction de bateaux, *prix 15 cents; (p)* Avions, *prix 15 cents; (q)* Divers produits du fer et de l'acier, *prix 25 cents; (r)* Fer et acier et leurs produits (résumé définitif), *prix 10 cents*. Bulletins sur la production de fonte en gueuse, acier, machines à blanchissage, centrifuges, fournaises à air chaud, tôle galvanisée, clous filés, câble et fil de fer, fil d'acier, treillis à clôture, poêles, etc. Rapports mensuels: *(a)* Fonte en gueuse, acier et ferro-alliages, *prix $1 par année; (b)* Statistiques de l'automobile au Canada, *prix $1 par année; (c)* Acier en lingots, *prix $1 par année*. Rapport trimestriel sur la tôle galvanisée, *prix $1 par année*.

7) Transformation des métaux non ferreux—Rapport biennal, *prix 50 cents*. Bulletins annuels: *(a)* Produits d'aluminium, *prix 15 cents; (b)* Produits de laiton et de cuivre, *prix 25 cents; (c)* Alliage de métal blanc, *prix 25 cents; (d)* Joaillerie et argenterie, *prix 25 cents; (e)* Appareils et accessoires électriques, *prix 50 cents; (f)* Divers produits de métaux non ferreux, *prix 15 cents; (g)* Fonte et affinage des métaux non ferreux, *prix 25 cents; (h)* Transformation des métaux non ferreux (résumé définitif), *prix 10 cents*. Rapports trimestriels sur la production et la vente de récepteurs radiophoniques, *prix $1 par année*. Vente d'accumulateurs, *prix $1 par année*. Bulletins sur la production d'accumulateurs, d'argenterie, de nettoyeurs-aspirateurs, de moteurs et générateurs électriques, de transformateurs électriques, de lampes incandescentes, etc.

8) Transformation des métalloïdes—Rapport biennal, *prix 50 cents*. Bulletins annuels: Résumé préliminaire sur la transformation des métalloïdes, *prix 10 cents—(a)*

* *Prix d'abonnement à toutes les publications de la Branche des Produits Forestiers, $5 par année.*

PRODUCTION—fin

VII. MANUFACTURES—fin

8) Transformation des métalloïdes—fin

Industrie de l'extraction de l'amiante et industrie des produits d'amiante, *prix 25 cents; (b)* Ciment, *prix 25 cents; (c)* Coke et gaz, *prix 25 cents; (d)* Verre (soufflé, taillé, ornemental, etc.), *prix 15 cents; (e)* Extraction du gypse et produits, *prix 25 cents; (f)* Chaux, *prix 25 cents; (g)* Produits de pétrole, *prix 50 cents; (h)* Argile et produits d'argile, *prix 25 cents; (i)* Sel, *prix 25 cents; (j)* Brique de chaux et sable, *prix 15 cents; (k)* Pierre (primaire, à monuments et ornementale), *prix 50 cents; (l)* Abrasifs, *prix 15 cents; (m)* Produits métalloïdiques divers (comprenant les électrodes de carbone—les produits de gypse—les produits de mica—les métalloïdes) *n.a.é., prix 15 cents.* Produits métalloïdiques (résumé définitif), *prix 10 cents.* Rapport spécial sur la consommation de coke au Canada, *prix 25 cents.* Rapports mensuels sur les statistiques du charbon et coke, *prix $1 par année.*

9) Produits chimiques et connexes—Rapport biennal, *prix 50 cents.* Bulletins annuels: Résumé préliminaire sur les produits chimiques et connexes, *prix 15 cents—(a)* Distillation du coaltar, *prix 15 cents; (b)* Acides, alcalis et sels: *prix 15 cents; (c)* Gaz comprimés, *prix 15cents;(d)* Engrais chimiques, *prix 15 cents; (e)* Préparations médicinales et pharmaceutiques, *prix 25 cents; (f)* Peintures, pigments et vernis, *prix 25 cents; (g)* Savons, préparations de nettoyage et de blanchissage, *prix 25 cents; (h)* Préparations de toilette, *prix 25 cents; (i)* Encres, *prix 15 cents; (j)* Adhésifs, *prix 15 cents; (k)* Substances à polissage et à apprêtage, *prix 15 cents; (l)* Distillation du bois, *prix 15 cents; (m)* Divers produits chimiques (comprenant substances pour dégraissage de chaudières—produits de la cellulose—insecticides—ingrédients à balayage—désinfectants—allumettes—teintures et couleurs—produits chimiques, *n.a.é.), prix 15 cents;* Produits chimiques et connexes (résumé définitif), *prix 10 cents.* Bulletin sur l'acide sulfurique, le sulfate d'ammonium, etc. Rapports spéciaux—Commerce des engrais chimiques au Canada, *prix 25 cents;* Répertoire des industries chimiques au Canada, telles qu'au 1er janvier 1938, *prix $1.* Consommation de produits chimiques par les aqueducs municipaux au Canada, 1936 et 1937, *prix 25 cents.*

10) Fabrications diverses—Rapport général, *prix 25 cents.* Bulletins annuels: *(a)* Balais, brosses et vadrouilles, *prix 15 cents; (b)* Instruments de musique (comprenant pianos, orgues et phonographes) et matériel et pièces détachées pour instruments de musique, *prix 15 cents; (c)* Boutons, *prix 15 cents; (d)* Sommiers et matelas, *prix 15 cents; (e)* Articles de sport, *prix 15 cents.*

VIII. CONSTRUCTION

Permis de bâtir—Rapports mensuels et annuel, *prix $1 par année.* Rapport annuel, séparément, *prix 25 cents.* Rapport annuel, industrie de la construction au Canada, *prix 25 cents.* Rapport préliminaire sur la construction, *prix 10 cents.*

COMMERCE EXTÉRIEUR (IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS)

NOTA.—*Les rapports énumérés sous (1) et (2) sont les plus récents. Les autres rapports sous ces rubriques sont discontinués pour la durée de la guerre.*

1) Rapport annuel du commerce du Canada, année civile 1939. Vol. 1, Résumé et analyses; Vol. II, Exportations; Vol. III, Importations, *prix $2 le volume.*

2) Rapport préliminaire condensé du commerce du Canada, pour l'année civile 1939, *prix 25 cents.*

3) Bulletins mensuels des statistiques du commerce: *(a)* Résumé des importations et exportations et des droits de douane perçus (pendant le dernier mois, l'exercice en cours et les douze derniers mois), *prix 75 cents par année; (b)* Résumé des importations canadiennes du derniers mois, *prix 75 cents par année; (c)* Résumé des exportations canadiennes du dernier mois, *prix 75 cents par année; (d)* Importations du Canada des principaux pays pour le derniers mois et l'exercice en cours, *prix 75 cents par année; (e)* Exportations canadiennes aux principaux pays pour le dernier mois et l'exercice en cours, *prix 75 cents par année. La série complète de cette section* (3) *peut être obtenu pour $2 par année.*

4) Bulletins mensuels sur le commerce de certaines denrées qui nécessitent des informations statistiques opportunes. Pour détails, s'adresser au Bureau Fédéral de la Statistique.

5) Rapports spéciaux du commerce: *(a)* Le commerce du Canada avec les pays du Pacifique (1932); *(b)* Commerce Canada-Belgique, 1933; *(c)* Importations canadiennes de denrées non produites au Canada, 1929-1933; *(d)* Commerce Canada-Autriche, 1934; *(e)* Commerce Canada-Allemagne, 1934; *(f)* Commerce de l'Allemagne (1939); *(g)* Commerce de la Scandinavie (1940).

COMMERCE INTÉRIEUR—

1. COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL (voir les vols X et XI sous le *Rapport du Septième Recensement, p. 989*):—

a) Recensement des établissements de commerce et de service, 1931:—

Rapports définitifs (imprimés)—Commerce de détail du Canada et des provinces, montrant le nombre d'établissements, le genre d'affaires, les types d'opération, les employés à temps entier ou temps partiel et les gages, les dépenses d'opération, l'étendue des affaires, les ventes à crédit, genres d'organisation, immobilisations et les ventes par denrée; les détails dans les cités de 30,000 âmes et plus par genre d'affaires et types d'opérations, par genre d'affaires pour les comtés ou divisions de recensement et les localités constituées en corporation d'une population de 1,000 âmes et plus. Commerce de détail, Canada, *prix 50 cents;* Ontario, *prix 50 cents*, Québec, *prix 50 cents*, rapports semblables pour chacune des autres provinces, *prix 25 cents chacun*. Rapports sur le commerce de gros semblables en forme et en étendue à la série du détail. Commerce de gros au Canada, *prix 25 cents;* rapports semblables pour chacune des cinq divisions économiques du pays, *prix 25 cents*. Recensement du Canada, 1931, vol. X—comprend les statistiques du commerce contenues dans la série du détail ainsi qu'une analyse de résultats et des tableaux spéciaux donnant les ventes de denrées; vol. XI—comprend (1) des statistiques sur les services au détail contenues dans la série du commerce de détail, (2) toutes les statistiques sur le commerce de gros, (3) des sections spéciales traitant des chaînes de détail, des hôtels, et de la distribution des ventes des établissements manufacturiers, (4) une analyse des résultats. *Prix, toile $1, broché 75 cents pour chaque volume.*

b) Rapports annuels (en préparation)—Estimation du commerce total de détail et de gros, par province et genre d'affaires. Commerce de détail au Canada, *prix 25 cents*. Rapports séparés pour les cinq divisions économiques, *prix 10 cents chacun*. Commerce de gros au Canada et dans les provinces, *prix 10 cents*. Résultats divers sur le commerce de détail (stocks, liste de paie, comptes en cours), *prix 10 cents*. Rapports semblables sur le commerce de gros, *prix 10 cents*. Chaînes de détail au Canada, *prix 25 cents*. Chaînes de produits alimentaires au Canada, *prix 10 cents*. Cinémas du Canada, *prix 25 cents*. Buanderies, établissements de nettoyage et teintureries mécanisés, *prix 25 cents*. Ventes de machines et outillage agricole, *prix 25 cents*. Ventes de véhicules à moteur et financement des véhicules à moteur (résumé de séries mensuelles), *prix 25 cents*.

c) Rapports mensuels—Indices mensuels des ventes de gros, Indices mensuels des ventes de détail. Indices mensuels des ventes des magasins généraux de campagne, Tendances courantes de la distribution des aliments, Financement mensuel des ventes de véhicules à moteur, Ventes mensuelles de véhicules à moteur neufs; *prix $1 par année pour chaque publication, les deux dernières ensemble, $1·50 par année.*

d) Rapports spéciaux—Données sur le marché de consommation (résumé donnant à la fois des données sur la population, la production, le commerce de gros et de détail et autres facteurs utiles à ceux qui enquêtent sur le marché; les chiffres sont donnés par comté ou division de recensement et, quand c'est possible, par localité de 2,000 âmes ou plus), *prix 50 cents*. Résumé des indices mensuels des ventes au détail, 1929–40, *prix 25 cents*. Résumé des indices mensuels des ventes au gros, 1935–40, *prix 10 cents*. Rapports spéciaux donnant des analyses sur le résultat des opérations des genres suivants de commerce de détail: quincaillerie, magasin d'alimentation, pharmacie, magasin de vêtement et de chaussure, poste d'essence et garage, magasin général de campagne, *prix 15 cents chacun*. Vente au détail des véhicules à moteur, 1937 (montrant le nombre de véhicules neufs et usagés vendus par comté et grand centre de population), *prix 25 cents*.

2. STATISTIQUE DES PRIX

Rapports annuels—Prix et indices des prix [comprenant les données sur l'indice des prix de gros et du coût de la vie pour le Canada et autres pays, des valeurs mobilières (actions ordinaires au Canada et aux Etats-Unis, titres miniers, titres privilégiés, cours des obligations et rendements et change étranger), prix et nombres-indices des taux des tramways, frais d'hôpitaux, gaz artificiel et gaz combustible, taux d'éclairage électrique, taux de téléphone et prix de gros des importations et des exportations] (données sur le coût des services omises dans l'édition de 1939 seulement), *prix 25 cents*. Résumé préliminaire du mouvement des prix, 1940.

Rapports semestriels—Nombres-indices des prix de gros et du coût de la vie au Canada, dans l'Empire Britannique et les pays étrangers, *prix 25 cents par année.* Nombres-indices du coût de la vie de famille de la ferme, 1940, *prix 10 cents.*

COMMERCE INTÉRIEUR—fin

2. STATISTIQUE DES PRIX—fin

Rapports mensuels—Nombres-indices des prix de gros et du coût de la vie au Canada —Prix des valeurs mobilières—Taux du change. *Prix $1 par année.*

Rapports hebdomadaires—Nombre-indices des prix de gros (y compris données sur les prix de gros en général et les prix des matières industrielles), *prix $1 par année.*

Rapports spéciaux—Revenu et dépenses de la famille au Canada, 1937-38, *prix 50 cents.* Indice officiel du coût de la vie au Canada, 1940, *prix 10 cents.*

La série complète des rapports sur les prix, prix $2.

3. BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX, MOUVEMENTS DES CAPITAUX ET PLACEMENTS INTERNATIONAUX

a) Rapports annuels—La balance canadienne des paiements internationaux, 1926–1937. (Transactions courantes internationales de marchandises, d'or et de services et mouvements de capitaux), *prix 25 cents.* La balance canadienne des paiements internationaux, état revisé, 1938, et état préliminaire, 1939, *prix 15 cents.* Capital britannique et étranger placé au Canada et capital canadien placé à l'étranger, 1926–1936, *prix 25 cents.* Placements directs britanniques et étrangers au Canada et placements directs canadiens à l'étranger, 1937, *prix 50 cents.*

b) Rapports mensuels. Ventes et achats de valeurs immobilières entre le Canada et les autres pays. *Prix, le numéro 10 cents, par année $1.*

c) Rapport spécial—La balance canadienne des paiements internationaux—Etude des méthodes et des résultats (imprimé), *prix $1.*

TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET UTILITÉS PUBLIQUES—

1) Chemins de fer et tramways.—Rapports annuels: *(a)* Statistiques des chemins de fer, *prix 50 cents; (b)* Statistiques des tramways, *prix 25 cents; (c)* Parcours des voies de chemins de fer, *prix 10 cents; (d)* Résumé du rapport mensuel sur le trafic des chemins de fer, *prix 25 cents; (e)* Chemins de fer Nationaux Canadiens, 1923–1939, *prix 20 cents; (f)* Chemin de fer Pacifique Canadien, 1923–1939, *prix 20 cents.* Rapports mensuels: *(a)* Recettes, dépenses, revenus et statistiques d'opération des chemins de fer, *prix 50 cents par année; (b)* Fret des chemins de fer, *prix 50 cents par année.* Rapports hebdomadaires: Chargements de wagons de fret payant, *prix $1·50 par année;* Rapport spécial: Nombres-indices des taux de fret des chemins de fer, *prix 25 cents. Tous les rapports sur les chemins de fer, prix d'abonnement $8 par année.*

2) Messageries.—Rapport annuel statistique des messageries, *prix 25 cents.*

3) Télégraphes.—Rapport annuel statistique des télégraphes, *prix 25 cents.*

4) Téléphones.—Rapport annuel statistique des téléphones, *prix 25 cents.*

5) Transport par eau.—*(a)* Rapport annuel statistique des canaux, *prix 25 cents; (b)* Rapport mensuel statistique des canaux, *prix 50 cents par année.*

6) Navigation maritime.—Rapport annuel des arrivées et départs de vaisseaux, ports canadiens, *prix 25 cents.*

7) Usines électriques.—*(a)* Rapport annuel sur les usines centrales électriques du Canada, *prix 25 cents; (b)* Rapport sur les nombres-indices des taux d'éclairage électrique, *prix 25 cents; (c)* Rapport sur l'usage d'énergie électrique par les industries, *prix 25 cents; (d)* Rapport mensuel sur la production des usines électriques centrales, *prix 50 cents par année.* Abonnement à tous les rapports sur les usines électriques centrales, *$1 par année.*

8) Véhicules à moteur.—*(a)* Rapport annuel sur l'enregistrement des véhicules à moteur, *prix 10 cents; (b)* Rapport annuel sur le parcours des routes carrossables; construction et dépenses pour construction et entretien, *prix 25 cents.*

9) Aviation civile.—Rapport mensuel—Statistiques d'opération (commençant en 1940), *prix $1·50 par année.* Rapport annuel, *prix 25 cents.*

NOTA.—*Toutes les publications de la Branche des Transports, des Communications et des Utilités Publiques, prix d'abonnement $5 par année.*

FINANCES—

DETTE PUBLIQUE DU CANADA, FÉDÉRALE, PROVINCIALE ET MUNICIPALE, 1934, 1936, 1937 et 1938 (1935, épuisé), *prix 25 cents.*

FINANCES PROVINCIALES

1) Statistiques financières des gouvernements provinciaux.—*(a)* 1921 à 1937, comprenant des analyses et des résumés spéciaux (1923, 1924 et 1927-31, épuisés), *prix 25 cents.*

FINANCES—fin

FINANCES MUNICIPALES

1) Statistiques des cités et villes.—*(a)* Municipalités urbaines de 10,000 âmes et plus, 1919 et 1920; *(b)* 1925 à 1938 (1925 et 1928, épuisés), *prix 25 cents; (c)* Municipalités urbaines de 3,000 à 10,000 âmes, 1919; *(d)* Municipalités urbaines de 1,000 à 3,000 âmes, 1920; *(e)* Municipalités urbaines de 5,000 âmes et plus et de 1,000 à 5,000 âmes, 1922.

2) Evaluation. Analyse par classe de municipalités.—*(a)* 1919 à 1923; *(b)* 1924 à 1938, *prix 25 cents.*

3) Dette obligataire par classe de municipalités urbaines et rurales.—*(a)* 1924 à 1938, *prix 25 cents.*

4) Taxes et recettes municipales.—Analyse historique, 1913-38, *prix 25 cents.*

STATISTIQUES DU SERVICE FÉDÉRAL

Personnel et dépenses en salaires, par mois, *prix 25 cents*—(1) 1925-31; (2) 1932-34; (3) 1935-36; (4) 1937-39.

JUSTICE—

Statistiques de la criminalité.—Rapport annuel (couvre les condamnations, pénalités, statistiques des prisons, de la police, les pardons, les appels, les commutations et les exécutions,, *prix 50 cents.*

ÉDUCATION—

Aperçu sur l'éducation au Canada (1921-36), comprend une bibliographie d'études canadiennes sur l'éducation et un répertoire des associations fédérales et provinciales éducationnelles (depuis 1932) et un indice des périodiques canadiens sur l'éducation (depuis 1934), *prix 50 cents.*

Relevé biennal de l'éducation au Canada, publié en trois volumes séparés, *i.e.* (1) Education élémentaire et éducation secondaire au Canada, 1936-38, comprend un répertoire, une bibliographie et un index des périodiques, 115 pp., *prix 50 cents.* (2) Education supérieure au Canada, 1939-40 et 1936-38, comprend l'inscription, les gradués et le personnel depuis 1921; (les bourses des universités canadiennes, l'offre et la demande dans les professions au Canada, compris dans l'édition de 1936-38); une bibliographie sur l'éducation supérieure au Canada, *prix 35 cents.* (3) Relevé des bibliothèques au Canada, 1938-40 comprend une liste des bibliothèques publiques, universitaires et collégiales, gouvernementales, techniques et d'autres spéciales, avec adresse, importance, etc., et comprend une bibliographie des "Récentes publications sur les bibliothèques canadiennes". *prix 35 cents.*

BULLETINS SPECIAUX SUR L'ÉDUCATION—

1) Musées et galeries des beaux-arts auxiliaires des écoles.—En décrit l'usage au Canada, *prix 15 cents.*

2) Salaires des instituteurs dans six provinces, 1937.—Donne séparément la distribution des salaires pour les écoles rurales, de village, de ville et cité de chaque province et pour chacune des grandes cités, *prix 15 cents.*

3) Le facteur importance dans les écoles à classe unique. Compare le progrès des élèves, les différences entre les instituteurs et le coût dans les petites et grandes écoles, *prix 15 cents.*

4) Les musées au Canada.—Premier rapport sur les musées canadiens, y compris les galeries d'art. Comprend un répertoire classifié, *prix 25 cents.*

5) Revenus des collèges et des universités, 1921-39.—Statistiques sommaires sur les tendances de la période de 19 années, *prix 15 cents.*

6) Salaires et qualifications des instituteurs dans huit provinces, 1939.—"Qualifications" comprend les certificats, l'expérience et la continuité de service dans l'école où ils sont actuellement, *prix 25 cents.*

7) Enseignement de l'hygiène et services médicaux dans les écoles canadiennes, prix 25 cents.

NOTA.—*Toutes les publications de la Branche de l'Education peuvent s'obtenir au prix d'abonnement de $1 par année.*

INSTITUTIONS—

1) Rapport annuel sur les institutions pour maladies mentales, 1939, *prix 25 cents.* (2) Répertoire des hôpitaux, 1939, *prix 50 cents.* (3) Rapport annuel sur les hôpitaux pour malades, 1939, *prix 25 cents.* (4) Rapport sur les pénitenciers, 1939, *prix 25 cents.* (5) Rapport sur les institutions de charité, 1936, *prix 25 cents.* (6) Rapport sur les institutions pour tuberculeux, 1938, *prix 25 cents.*

STATISTIQUE GÉNÉRALE—

RAPPORTS RÉGULIERS—

1) *Richesse nationale et revenu.*—Rapport annuel sur: estimation de la richesse nationale du Canada, par province, industrie, etc., *prix 25 cents;* Rapport préliminaire sur le revenu national du Canada, 1919–1938, *prix 25 cents;* Impôt de guerre sur le revenu, *prix 25 cents.*

2) *Emploiement.*—Rapports mensuels et annuels de l'emploiement (et nombres-indices de l'emploiement par région économique, cité et industrie), *prix $1 par année.*

3) *Faillites commerciales.*—Rapports mensuels et annuels, *prix 50 cents par année.*

4) *Débits bancaires.*—Rapports mensuels et annuels sur le débit des banques aux comptes individuels "aux centres de compensation" du Canada, les compensation bancaires et l'égalisation du change, Analyse des débits bancaires, *prix 50 cents par année.*

5) *Statistiques économiques.*—Revue mensuelle de la situation économique. Résumé statistique avec graphiques, commentaires et tableaux sur 1,400 facteurs des conditions économiques courantes au Canada, *prix $1 par année.* Suppléments spéciaux, *prix 25 cents chacun*—Statistiques économiques canadiennes des douze années 1919–30; Indices mensuels du volume physique des affaires au Canada, 1919–32; Statistiques mensuelles originales de première importance économique, 1919–33; Récentes tendances économiques au Canada, 1919–1934. Fluctuations économiques au Canada durant la période d'après-guerre. Etat des affaires au Canada pendant les mois écoulés de l'année courante (mensuel), *prix $1 par année.*

6) *Divorce.*—Rapport annuel, *prix 10 cents.*

7) *Régie des liqueurs.*—Rapport annuel sur la régie et la vente des liqueurs, *prix 25 cents.*

8) *Tourisme.*—Rapport annuel, *prix 25 cents.*

9) *Annuaire du Canada.*—Ouvrage statistique officiel annuel traitant de la physiographie, des ressources, de l'histoire, des institutions et des conditions sociales et économiques du Dominion, avec un résumé statistique des progrès du Canada, cartes, diagrammes, etc., *prix $1·50.*

(Les éditions de 1920, 1921, 1924, 1926, 1929, 1930, 1931, 1933, 1934–35, 1936, 1937, 1939 et 1940 de l'Annuaire du Canada sont disponibles.)

10) *Canada.*—Manuel Officiel des Conditions Présentes et des Progrès Récents (publié tous les ans), *prix 25 cents.*

11) *Bulletin quotidien.*—Rapport miméographié résumant les principaux item sous forme de communiqué à la presse et donnant une liste des rapports publiés de jour en jour par le Bureau Fédéral de la Statistique, *prix $1·50 par année.*

12) *Bulletin hebdomadaire.*—Rapport miméographié résumant les statistiques de quelque importance sous forme de communiqué à la presse et donnant la liste des rapports publiés chaque semaine par le Bureau Fédéral de la Statistique, *prix $1 par année.*

13) *Un fait par jour sur le Canada.*—Compilation mensuelle de faits quotidiens, particulièrement utiles au travail scolaire, *prix 25 cents par année.*

RAPPORTS SPÉCIAUX—

1) *Les Provinces des Prairies et leur rôle dans l'économie nationale du Canada.*—Etude statistique des conditions sociales et économiques au vingtième siècle, *prix 50 cents.*

2) *Dépenses pour le soin de la santé, prix 10 cents.*

3) *Composition de la famille du salarié relativement à ses dépenses, prix 15 cents.*

4) *Dépenses ménagères sur les fermes canadiennes, 1938, prix 15 cents.*

5) *Valeur nutritive des achats alimentaires des familles d'employés à gages, prix 25 cents.*

NOTA.—*Le service complet de toutes les publications du Bureau de la Statistique (à l'exception des communiqués à la presse) s'obtient sur versement d'un taux spécial de $30 par année.*

Section 2.—Lois appliquées par les ministères fédéraux

Principales lois du Parlement appliquées par les ministères du Gouvernement fédéral du Canada, telles qu'elles sont compilées d'après les renseignements fournis par les divers ministères.

[Les chiffres entre parenthèses, sauf indication contraire, indiquent le chapitre des Statuts Revisés du Canada, 1927—S.R.C., 1927.]

NOTA.—*On peut se procurer des copies de ces lois en s'adressant à l'Imprimeur du Roi, à un prix variant de 10 cents à $1, selon le nombre de pages.*

Agriculture.—Ministère de l'Agriculture (4); Fermes et stations expérimentales (61); Industrie laitière (45); Installations frigorifiques (25); Semences (1937, c. 40); Aliments du bétail (1937, c. 30); Généalogie des animaux de ferme (1932, c. 49); Animaux de ferme et leurs produits (1939, c. 47); Epizooties (6); Viandes et conserves alimentaires (77); Insectes

et fléaux destructeurs (47); Engrais chimiques (69); Section 235, Code criminel (paris de courses) (36); Inspection et ventes (1938, c. 32); Industrie du sucre d'érable (1930, c. 30); Produits antiparasites en agriculture (1939, c. 21); Inspection du foin et de la paille (1932-33, c. 26); Réhabilitation des fermes des Prairies (1935, c. 23); Fruits, légumes et miel (1935, c. 62). Vente coopérative des produits agricoles (1939, c. 28); Vente coopérative du blé (1939, c. 34); Assistance à l'agriculture des Prairies (1939, c. 50); Amélioration du fromage et des fromageries (1939, c. 13).

Auditeur général.—Revenu consolidé et vérification (1931, c. 27).

Commission du Service Civil.—Service Civil (22), telle qu'amendée (1929, c. 38; 1932, c. 40; 1938, c. 7).

Affaires extérieures—Ministère des Affaires Extérieures (65).

Finances.—Appropriations: Appropriations de guerre; Banques (1934, c. 24); Banque du Canada (1934, c. 43; 1936, c. 22; 1938, c. 42); Lettres de change (16) et (1934, c. 17); Commissions de vérification des comptes (10); Prêt aux fermiers canadiens (66) et (1934, c. 46 et 1935, c. 16); Prêt aux pêcheurs canadiens (1935, c. 52); Remboursement du Canadien National (1938, c. 22); Financement et garantie du Canadien National (1940, c. 24); Banque hypothécaire centrale (1938, c. 40); Pensions de retraite du Service Civil (24); Revenu consolidé et vérification des comptes (1931, c. 27); Circulation monétaire (40); Ministère des Finances et Bureau du Trésor (71) et (1931, c. 48); Fonds de change (1935, c. 60); Loi d'arrangement entre les fermiers et leurs créanciers (1934, c. 53 et 1935, cc. 20 et 61; 1938, c. 47); Commission du district fédéral (1927, c. 55; 1928, c. 26); Garantie des prêts pour l'amélioration du logement (1937, c. 11); Intérêt (102); Emprunt (1940, c. 11); Améliorations municipales (1938, c. 33); Loi nationale sur le logement (1938, c. 49); Pensions de vieillesse (156) et (1931, c. 42; 1937, c. 13); Caisse de petite épargne (13) et (1932-33, c. 51); Subsides provinciaux (192); Caisses populaires du Québec (14) et (1934, c. 39); Garantie sur les emprunts par la Saskatchewan pour graines de semence (1936, c. 9); Loi garantissant les emprunts pour graines de semence (1937, c. 39; 1938, c. 13); Revenu spécial de guerre (en partie) (179) et (1928, c. 50; 1934, c. 42); Exportation d'or (1932, c. 33; 1935, c. 21); Commission du tarif (1931, c. 55; 1932-33, c. 51; 1940, c. 42); Loi des liquidations (213). Non régulièrement administrées par le Ministère mais sous la juridiction du Ministre des Finances. Déshérences (58); Prêteurs d'argent (135); Prêteurs sur nantissement (152); Garanties satisfaites (184).

Pêcheries.—Pêcheries (1932, c. 42; 1934, c. 6; 1935, c. 5); Inspection du poisson (72); Viandes et conserves alimentaires (77) et (1934, c. 38; 1935, c. 31, autant qu'appliquée au poisson et aux coquillages); Pêcheries de haute mer (74); Pêche du flétan dans le Pacifique nord (Convention) (1937, c. 36); Pêche pélagique du phoque (1938, c. 39); Protection des douanes et des pêcheries (43) autant qu'appliquée aux pêcheries; Protection des eaux navigables (140, en partie); Loi concernant la convention des pêcheries du saumon sockeye (1930, c. 10); Office du poisson de conserve (1939, c. 51); La loi du Conseil de recherches sur les pêcheries (1937, c. 31) est aussi administrée par le Ministre des Pêcheries.

Assurance.—Département de l'Assurance (1932, c. 45); Compagnies d'assurance canadiennes et britanniques (1932, c. 46; 1932-33, c. 32; 1934, cc. 27, 45; 1936, c. 18; 1937, c. 5; 1938, c. 21; 1939, c. 10); Compagnies d'assurance étrangères (1932, c. 47; 1934, c. 36; 1939, c. 18); Compagnies de prêt (28) et (1934, c. 56); Compagnies de fiducie (29), (1931, c. 57) et (1939, c. 9); Assurance du Service Civil (23).

Justice.—Ministère de la Justice (106); Solliciteur général (107); Royale Gendarmerie à Cheval (160); Cour Suprême (35); Pénitenciers (154) et (1939, c. 6) (non encore en vigueur); Prisons et maisons de correction (163); Libération conditionnelle (197); Extradition (37); Dettes dues à la Couronne (1932, c. 18); Secrets officiels (1939, c. 49); Code criminel (36); Administration de la justice au Yukon (1929, c. 62); Territoires du Nord-Ouest (142); Yukon (215); Amirauté (loi de l'Amirauté, 1934, c. 31); Loi de la preuve au Canada (59); Cour de l'Echiquier (34); Criminels fugitifs (81); Identification de criminels (38); Juges (105); Jeunes délinquants (1929, c. 46); Pétition de droit (158); Expropriation (64); Mesures de guerre (206); Compensation (Défense), (1940, c. 28); Ministère des Munitions et Approvisionnements (1939, 2e session, c. 3, amendée par 1940, c. 31); Trahison (1940, c. 43); Règlements de la défense du Canada; Tribunaux des prises de guerre (C.P. 2892 du 27 sept. 1939); Réclamations de dommages auprès de la Couronne (C.P. 80/1045 du 19 mars 1940).

Imprimeur du Roi et Contrôleur de la papeterie.—Imprimerie nationale et papeterie (162); Publication des statuts (2).

Travail.—Ministère du Travail (111); Conciliation et travail (110); Enquête sur les différends industriels (112); Résolution de la Chambre sur les salaires équitables, 1900; Gages et heures de travail équitables (1935, c. 39): Coordination des bureaux de placement (57); Education technique (193) telle qu'amendée (1929, c. 8; 1934, c. 9; 1939, c. 8); Rentes viagères du Gouvernement (7) et (1931, c. 33); Enquête sur les coalitions (26) telle qu'amendée (1935, c. 54, et 1937, c. 23); Législation fédérale sur le soulagement du chômage, 1930-40; Formation de la jeunesse (1939, c. 35); Assurance-chômage (1940, c. 44).

Mines et Ressources.—Commission de contrôle du Lac des Bois (1921, c. 10); Explosifs (62); Réserves forestières et parcs (78); Géologie et mines (83); Graines de semence (87); Cautions des graines de semence (88); La loi de l'immigration (93); La loi de l'immigration chinoise (95); Loi sur les Indiens (98); Irrigation (104); Terres domaniales (113) Concessions de terres publiques (114); Terrains de l'artillerie et de l'amirauté (115); Zone de chemin de fer (116); Arpentage des terres domaniales (117); Titres des biens-fonds (118); Dispositions supplémentaires du Manitoba (124); Convention concernant les oiseaux migrateurs (130); Gibier du Nord-Ouest (141); Territoires du Nord-Ouest (142); Réclamation (175); Chemins de la Saskatchewan et de l'Alberta (180); Etablissement des soldats (188); Forces hydrauliques du Canada (210); Eaux de la zone du chemin de fer (211); Yukon (215); Extraction de l'or dans le Yukon (216); Extraction du quartz dans le Yukon (217); Iles St-Régis (1927, c. 37); Loi concernant certaines dettes dues à la Couronne (1927, c. 51); Combustible domestique (1927, c. 52); Conservation du Lac Seul (1928, c. 32); Loi concernant les chutes d'eau en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba (1929, c. 61); Ressources naturelles de l'Alberta (1930, c. 3); Ressources naturelles du Manitoba (1930, c. 29); Parcs Nationaux (1930, c. 33); Zone du chemin de fer et du Bloc de la rivière La Paix (1930, c. 37); Ressources naturelles de la Saskatchewan (1930, c. 41); Remboursements (Ressources naturelles) (1932, c. 35).

Défense Nationale.—Ministère de la Défense Nationale (136); Service Naval (139); Discipline navale; Milice (132); Pensions à la Milice (133); Collège Militaire Royal (1928, c.7); Secrets officiels (1939, c. 49); Armée; Dettes régimentaires; Aviation (3); Forces aériennes; Corps d'Aviation Royal Canadien (1940, c. 15); Visite des Forces (Commonwealth Britannique), 1933 (1932-33, c. 21).

Revenu National.—Douanes (42); Tarif douanier (44); Accise (60); Exportations (63); Taxe de guerre sur le revenu, 1917 (97); Pétrole et naphte (159); Revenu spécial de guerre, 1915 (179). *Les lois suivantes sont administrées en partie.*—Epizooties (6); Navigation canadienne (1934, c. 44); Droits d'auteur (32); Protection de la douane et des Pêcheries (43); Industrie laitière (45); Insectes et fléaux destructeurs (47); Explosifs (62); Exportation de l'or (1932, c. 33); Engrais chimiques (69); Denrées alimentaires et drogues (76); Fruits, légumes et miel (1935, c. 62); Importation des boissons enivrantes (1928, c. 31); Inspection et vente (100); Animaux de ferme et leurs produits (1939, c. 47); Industrie du sucre d'érable (1930, c. 30); Viandes et conserves alimentaires (77); Opium et narcotiques (144); Médicaments brevetés et spécialités pharmaceutiques (151); Produits antifléaux (5); Poinçonnage des métaux précieux (84); Quarantaine (168); Semences (185); Transports (1938, c. 53); Poids et mesures (212).

Pensions et Santé Nationale.—*Pensions.*—Ministère des Pensions et de la Santé Nationale (Partie I) (1928, c. 39); Allocations aux anciens combattants (1930, c. 48 et amendements); Commission d'aide aux anciens combattants (1936, c. 47); Pensions (157 et amendements); Assurance des anciens combattants (1920, c. 54 et amendements). Les adjudications en vertu de ces deux lois sont faites par la Commission des pensions. *Santé Nationale:* Ministère des Pensions et de la Santé Nationale (Partie II) (1928, c. 39); Quarantaine (168); Hygiène des chantiers publics (91); Léproseries (119); Navigation canadienne (Partie V); Marins malades et hôpitaux de marine (1934, c. 44); Médicaments brevetés et spécialités pharmaceutiques (151); Opium et narcotiques (1929, c. 49 et amendements); Aliments et drogues (miel compris) (76 et amendements).

Postes.—Postes (161); Revenu spécial de guerre (en partie) (179).

Archives Publiques.—Archives publiques (8).

Travaux Publics.—Expropriation (64); Passages d'eau (68); Ports, jetées et brise-lames du Gouvernement (Section 5) (89); Protection des eaux navigables (Partie I) (140); Travaux publics (166);Droits de passage dans les ouvrages de l'Etat (167); Chemins de fer (Section 248) (170); Subventions aux cales sèches (191); Télégraphes (194); Galerie Nationale (1913, c.33); Loi régularisant la circulation des véhicules sur les propriétés du Gouvernement fédéral (1930, c. 47).

Secrétaire d'Etat.—Compagnies (27) telle qu'amendée; Naturalisation (138) telle qu'amendée; Brevets (150) telle qu'amendée; Droits d'auteur (32) telle qu'amendée; Concurrence déloyale (1932, c. 38); Tempérance du Canada (196); Chambres de commerce (19) telle qu'amendée; Libération conditionnelle (197) telle qu'amendée; Unions ouvrières (202); Arrangements avec les créanciers des compagnies (1932-33, c. 36); Nationaux canadiens (21); Secrétariat d'Etat (189); Bureau des Traductions (1934, c. 25); Traités de Paix; Marquage du bois (198) telle qu'amendée; Marques de commerce et dessins de fabriques (201) telle qu'amendée; Officiers publics (164); Enregistrement des affiches syndicales (1938, c. 41); Banqueroute (11) telle qu'amendée; Règles consolidées concernant le commerce avec l'ennemi (1939); Ordre sur les brevets, dessins de fabriques,drois d'auteur et marques de commerce (d'urgence) (1939).

Commerce.—Grains du Canada (1930, c. 5; 1932-33, cc. 9, 24; 1934, c. 26; 1938, c. 5; 1939, c. 36; 1940, c .6); Exportation d'électricité et de fluide (54); Inspection de l'électricité (55); Unités électriques (56); Inspection du gaz (82); Taux de fret par navigation intérieure (208); Poinçonnage des métaux précieux (84) et (1928, c. 40; 1929, c. 53; 1940-41, c. 8); Statistiques (190); Inspection des poids et mesures (212) et (1935, c. 48); Hydromètres (209); Conseil des Recherches (1924, c. 64); Commission canadienne du blé (1935, c. 53); Commission fédérale du commerce et de l'industrie (1935, c. 59); Films nationaux (1939, c. 20); Marché de grain à terme (1939, c. 31).

Transports.—Marine marchande du Canada (1934, c. 44); Ports et jetées de l'Etat (89); Expédition de bétail (122); Conventions maritimes (126); Protections des eaux navigables—Partie II (140); Discipline à bord des bâtiments de l'Etat (203); Transport des marchandises par eau, 1936 (1936, c. 49); Sauveteurs des Etats-Unis (214); Commission du port de Belleville (1889, c. 35); Commission du port de Hamilton (1912, c. 98); Commission du port de North-Fraser (1913, c. 162); Commission du port de New-Westminster (1913, c. 158); Commission du port de Trenton, Ontario (1922, c. 50); Commission du port de Toronto (1911, c. 26); Commission du port de Winnipeg et de St-Boniface (1912, c. 55); Commission nationale des ports (1936, c. 42); Radiodiffusion canadienne (1936, c. 24); Ministère des Transports (171), telle qu'amendée en 1936, c. 34; Chemins de fer du Gouvernement (173); Fonds de prévoyance des employés des chemins de fer Intercolonial et de l'Ile du Prince-Edouard (1907) c. 22); Chemin de fer National Transcontinental (1903, c. 71); Chemins de fer Nationaux du Canada (172); Indemnisation des employés de l'Etat (30); Navires Nationaux du Canada (1927, c. 29); Taux de transport des marchandises dans les Provinces Maritimes (79); Canadien National-Canadien Pacifique (1933, c. 33 telle qu'amendée par 1936, c. 25); Chemin de fer (170); Lignes aériennes trans-canadiennes (1937, c. 43); Aviation (3); Transport, 1938 (1938, c. 53); Radio, 1938 (1938, c. 50); Transport aérien, 1939 (1939, c. 12); Loi concernant la Beauharnois Light, Heat and Power Co. (1931, c. 19); Loi déclarant d'utilité publique pour le Canada certains ouvrages de la Beauharnois Light, Heat and Power Company (1931, c. 20).

Section 3.—Publications des ministères fédéraux

Liste des principales publications du Gouvernement fédéral du Canada, dressée d'après les renseignements fournis par les différents ministères

NOTA.—*Un catalogue des publications officielles du Parlement et du Gouvernement du Canada et leur prix est publié régulièrement chaque année avec supplément lorsque requis; on peut se les procurer en s'adressant à l'Imprimeur du Roi, à Ottawa.*

Agriculture.—Rapports annuels du Ministre, du directeur général vétérinaire et des rapports courants de l'Agrostologue du Dominion, 1934-36, Zootechnicien du Dominion, 1930-36, Apiculteur du Dominion, 1934-36, Bactériologiste du Dominion, 1937, Botaniste du Dominion, 1935-37, Céréaliste du Dominion, 1934-37, Chimiste du Dominion, 1934-36, Agriculteur du Dominion, 1931-35, Horticulteur du Dominion, 1931-33, Aviculteur du Dominion, 1934-36, Production de la filasse économique, 1934-36, Stations d'illustration, 1934-38 Divisions de la Branche des Fermes expérimentales. Rapports courants couvrant les travaux exécutés sur les Fermes et Stations expérimentales situées à Agassiz, C.B., 1931-35, Brandon, Man., 1931-36, Beaverlodge, Alta., 1931-36, Cap-Rouge, Qué., 1933-35, Charlottetown, I.P.-E., 1932-36, Farnham, Qué., 1931-35, Fort Vermilion, Alta, 1931-38, Fredericton, N.-B., 1931-36, Harrow et Delhi, Ont., 1932-36, Indian-Head et Sutherland, Sask., 1932-36, Indian-Head, Sask., 1931-36, Kapuskasing, Ont., 1931-36, Kentville, N.-E., 1931-36, Lacombe, Alta., 1932-36, L'Assomption, Qué., 1930-36, Lennoxville, Qué., 1931-36, Lethbridge, Alta., 1931-36, Manyberries, Alta., 1927-36, Morden, Man., 1931-37, Nappan, N.-E., 1932-36, Regina, Sask., 1931-36, Rosthern, Sask., 1931-36, Saanichton, C.B., 1932-36, Scott, Sask., 1931-36, Ste-Anne-de-la-Pocatière, Qué., 1931-36, Summerland, C.B., 1932-36, Ranch de renards, Summerside, I.P.-E., 1931-34, Swift-Current, Sask., 1931-36, Windermere, C.B., 1931-36. Bulletins et circulaires de la Division des fermes expérimentales sur une grande variété de sujets agricoles, y compris les publications des services suivants: Grande Culture; Elevage Horticulture; Céréales; Chimie; Plantes fourragères; Botanique; Entomologie; Pathologie animale; Volailles; Tabac; Filasse économique; Bactériologie; Apiculture et Stations de démonstration. Bulletin et circulaires des diverses divisions du Service de la production et du Service de la vente comprenant les publications de la Division des produits laitiers relatives à l'industrie laitière et à la réfrigération au Canada, à la fabrication du beurre et du fromage, aux recherches en industrie laitière, à la coopération, etc. Rapports, bulletins, circulaires, etc., de la division de l'Industrie animale sur les bêtes à cornes, les moutons, les porcs, les volailles, la vente des oeufs, la laine, etc. Bulletins du service sanitaire des animaux, avec règlements sur: avortement infectieux; rage; gale des moutons; actinomycose; anthrax; morve; choléra des porcs; tuberculose; fièvre aphteuse; quarantaine et inspection de la viande. Bulletins et rapports de la Division des Semences sur l'essai des graines, la production et l'emploi des grains de semence, la loi régissant les semences, la loi des aliments du bétail et la loi des engrais chimiques. Bulletins et circulaires de la Division de l'Entomologie et des instructions aux importateurs de plants de pépinière. La Division des Fruits publie des rap-

ports sur la vente des fruits et des légumes et sur leur conservation, la loi sur les fruits, les légumes et le miel et la loi sur l'industrie du sucre d'érable.

Une brochure intitulée "Annuaire du Ministère et liste des publications" présente la liste de toutes les publications du Ministère, au nombre de plus de 300. Sont compris dans cette liste, des rapports, des bulletins et circulaires sur les grandes cultures, le bétail, l'industrie laitière, les vergers et les jardins, les maladies des animaux et des plantes, les insectes, l'apiculture, les volailles et divers autres sujets. A peu d'exceptions près, les publications de ce Ministère peuvent être obtenues gratis sur demande en s'adressant au Bureau des Publications.

Auditeur Général.—Rapport annuel.

Commission des Transports du Canada.—Rapport annuel. Brochure contenant les jugements, ordonnances, règlements et décisions; bi-mensuelle.

Commission du Service Civil.—Rapport annuel; Règlements de la Commission du Service Civil; La classification du Service Civil du Canada; Examens pour commis, sténographes et dactylographes; Examens pour le service douanier; Examens pour le service des Postes; Examens pour commissaires juniors du commerce. Positions exemptes de la loi du Service Civil. On peut obtenir de l'Imprimeur du Roi des sujets échantillons d'examen au prix de 25 cents.

Affaires Extérieures.—Rapport annuel. Série annuelle des traités. Représentants des gouvernements britanniques et étrangers au Canada.

Finances.—Rapport annuel sur les Comptes Publics du Canada. Etats mensuels de la situation des banques à charte du Canada. Estimations. Réimpressions du discours sur le budget du Ministre des Finances. Rapport sur l'administration des pensions de vieillesse au Canada. Rapport de la Monnaie Royale Canadienne.

Pêcheries.—

NOTA.—*La distribution des publications du Ministère des Pêcheries est laissée à la discrétion du Ministère et ceux qui désirent se les procurer doivent déclarer dans quel but ils les désirent. En certains cas, elles sont sujettes à déboursement.*

(*Les publications marquées d'un * paraissent en français et en anglais.*) *Rapport annuel, comprenant un rapport de la culture du poisson. Rapport annuel statistique (bilingue). Rapport de la culture du poisson. Appellations populaires d'un grand nombre de poissons canadiens—A. Halkett. *Pêcheries du Canada. Carte des provinces de la côte de l'Atlantique montrant les lieux de pêche du littoral et de pleine mer. Statistiques de la pêche de l'églefin dans les eaux de l'Amérique du Nord.—A. W. H. Needler. Statistiques de la pêche à la morue sur les bancs est de l'Amérique du Nord, 1926—O.E. Sette. Statistiques de la pêche au maquereau sur les bancs est de l'Amérique du Nord, 1804 à 1930—O. E. Sette et A. W. H. Needler. Décoloration, moisissure et noircissement du homard en boîtes—Harrison et Hood. Histoire de l'industrie du homard en boîtes—par R. H. Williams. *Mise en boîtes du poisson au Canada (non-technique). *Bulletin des Pêcheries (mensuel). *La pêche au saumon de la Colombie Britannique. Rapport sur les enquêtes à la baie d'Hudson, 1930. *Rapport préliminaire de MM. Cockfield, Brown and Company, Limited, sur la vente du poisson canadien et des produits du poisson. *Ostréiculture sur les côtes canadiennes de l'Atlantique. *Durcissement du limon pour l'ostréiculture (miméographié). *Facteurs dans l'expédition de homards vivants de l'Est de la Nouvelle-Ecosse. Recherches sur l'histoire naturelle du hareng—Hjort. *La vie du saumon dans l'Atlantique. *Comptes rendus N° 1 sur les Pêcheries par le Conseil de l'Amérique du Nord des enquêtes sur les pêcheries, 1921-1930. *Comptes rendus N° 2, 1931-1933 et *Comptes rendus N° 3, 1934-1936. *Rapport de la Commission royale enquêtant sur les pêcheries des Provinces Maritimes et des Iles de la Madeleine, 1927. L'entreposage des huîtres—A. W. H. Needler. Nomenclature illustrée des poissons du Canada et de Terre-Neuve; *prix $2.*—A. Halkett. *Memoranda (miméographiés) sur certaines méthodes d'apprêtage du poisson. *Memorandum descriptif de quelques méthodes des viviers. Rapport sur les marchés du poisson sec et mariné—O. F. MacKenzie et F. Homer Zwicker. Deux brochures sur la cuisson du poisson, *100 recettes attrayantes pour le poisson et *Recettes économiques pour le homard, également distribuées aux femmes par le Ministère. *La distribution est gratuite quand il s'agit d'un seul exemplaire.*

Assurances.—Relevé trimestriel contenant une liste des compagnies enregistrées. Extrait annuel des relevés sur les compagnies d'assurance du Canada (sujet à correction). Rapports annuels du département de l'Assurance, vol. I (feu et divers); vol II (Assurance sur vie et associations fraternelles). Liste annuelle des valeurs détenues par les compagnies d'assurance, de prêt et de fiducie et évaluations départementales. Extrait annuel des relevés sur les compagnies de prêts, de petits prêts et de fiducie au Canada (sujet à correction). Rapport annuel des compagnies de prêts et de fiducie. Rapport annuel des compagnies de petits prêts. Classification des risques de l'assurance contre l'incendie. Tableau des cautionnements. Rapport statistique sur les pertes causées par le feu.

Justice.—Rapport annuel du surintendant des pénitenciers. Décisions constitutionnelles canadiennes du comité judiciaire, *prix $5.*

Imprimeur du Roi et Contrôleur de la papeterie.—

NOTA.—*Le prix des livres bleus est presque toujours imprimé sur leur couverture et est basé sur le coût. On peut les obtenir en s'adressant à l'Imprimeur du Roi, à Ottawa. Un catalogue des publications officielles du Parlement et du Gouvernement du Canada s'obtient de l'Imprimeur du Roi, à Ottawa.*

La Gazette du Canada (*publication hebdomadaire, avec suppléments*), *abonnement: Canada et Etats-Unis, $8 par an, payable d'avance, ou 20 cents le numéro; autres pays, $10 par an ou 25 cents le numéro.* Jugements de la Commission des Transports, bi-mensuel, *$3 par an, le numéro 20 cents.* Rapports judiciaires du Canada, mensuels, *abonnement annuel $6.* Statuts Revisés du Canada, 1927 (5 volumes), *$10.* Statuts annuels, 1928-39, *$5 chacun.* Lois d'intérêt public et d'intérêt privé, mises à jour, *de 10 cents a $1 l'exemplaire.* Guide postal du Canada, *$1, avec suppléments, 25 cents de plus.* Débats parlementaires ou Hansard, publiés quotidiennement pendant la session, en français et en anglais, *$3 par session chacun, Chambre des Communes et Sénat, 5 cents l'exemplaire.*

Travail—*Mensuel.*—La Gazette du Travail (*publiée en anglais et en français*) *au prix de 20 cents par année, frais de poste payés a l'avance, pour les abonnés du Canada, des Etats-Unis d'Amérique et du Mexique, et de $1 par année pour les abonnés de tous les autres pays. Annuel.*— Rapports du Ministère du Travail (il existe des réimpressions séparées des chapitres traitant de l'administration des statuts suivants: Loi d'enquête sur les conflits industriels; Loi des rentes viagères du Gouvernement; Loi de coordination des bureaux de placement; Loi de l'enseignement technique; Loi d'enquête sur les coalitions; Soulagement du chômage et assistance à l'agriculture; Loi sur la formation de la jeunesse. Rapport sur les gages et les heures de travail au Canada. Rapport sur les prix au Canada et dans d'autres pays. Rapport sur les grèves et contre-grèves au Canada et dans d'autres pays. Rapport sur l'organisation ouvrière au Canada. Rapport sur la législation ouvrière au Canada (des rapports consolidés sont publiés de temps à autre, dont le plus récent reproduit le texte ou un résumé de toute la législation ouvrière fédérale ou provinciale au 31 déc. 1937.) *Rapports généraux.*—Rapport sur l'industrie, le commerce et les professions au Canada (le numéro le plus récent est celui de 1937). Rapport sur les procédures judiciaires concernant la validité constitutionnelle de la loi d'enquête sur les différends industriels de 1907 et ses amendements de 1910, 1918 et 1920. L'emploiement des enfants et des adolescents au Canada. Loi des unions ouvrières au Canada. Rapport définitif de la Commission nationale de placement. *Rapport des enquêtes faites en vertu de la loi sur les coalitions.*—(1) Rapport du Commissaire sur une coalition présumée pour la distribution de fruits et légumes dans l'ouest du Canada, 1925; (2) Rapport du Registraire sur une coalition présumée détrimentaire au commerce des pommes de terre au Nouveau-Brunswick, 1925; (3) Rapport du Registraire sur une coalition présumée dans la fabrication et la vente du pain à Montréal, 1926; (4) Rapport du Commissaire sur une coalition présumée pour la production et la distribution de fruits et légumes en Ontario, 1926; (5) Rapport du Registraire sur l'Association commerciale de spécialités pharmaceutiques, coalition présumée des pharmaciens détaillants et grossistes et des manufacturiers, établie pour fixer et maintenir les prix de revente des spécialités pharmaceutiques et des articles de toilette, 1926; (6) Rapport du Commissaire sur l'Association commerciale des spécialités pharmaceutiques, 1927; (7) Rapport du Commissaire sur le Conseil des constructeurs amalgamés et autres organisations connexes, présumée coalition des entrepreneurs en plomberie et chauffage et autres en Ontario, 1929; (8) Rapport du Commissaire sur l'Association des évaluateurs en électricité, présumée coalition des entrepreneurs électriques de la cité de Toronto, 1930; (9) Rapport du Registraire sur la coalition présumée de l'industrie de la fabrication du pain au Canada, 1931; (10) Rapport du Commissaire sur la coalition présumée de l'industrie cinématographique du Canada, 1931; (11) Rapport du Registraire sur la présumée coalition des fabricants de tabac et autres acheteurs de tabac brut en Ontario, 1933; (12) Rapport du Registraire sur l'importation et la distribution de l'anthracite anglais au Canada, 1933; (13) Rapport du Commissaire en vertu de la loi des enquêtes sur le charbon anthracite, 1937; (14) Rapport du Commissaire sur la présumée coalition dans la distribution des produits du tabac en Alberta et ailleurs au Canada, 1938; (15) Rapport du Commissaire sur la présumée coalition dans la fabrication et la vente des récipients de carton pour l'expédition et produits connexes, 1939; (16) Rapport du Commissaire sur la présumée coalition des grossistes et expéditeurs de fruits et légumes et dans l'Ouest du Canada, 1939. *Série de bulletins sur les relations industrielles.*—(1) Conseils industriels conjoints; (2) Rapport d'une conférence sur les relations industrielles, tenue à Ottawa, 1921; (3) Conférence mixte des industries du bâtiment et de la construction au Canada, 1921; (5) Le Canada et la Conférence Internationale du Travail; (7) Commission de rajustement des Chemins de fer canadiens, N° 1, deuxième rapport; (8) Rapport de la Conférence nationale traitant du travail d'hiver au Canada, 1924; (9) Commission de rajustement des Chemins de fer N° 1, troisième rapport; (10) Commission de rajustement des Chemins de fer N° 1, quatrième rapport; (12) Commission de rajustement des Chemins de fer canadiens N° 1, cinquième rapport; (13) Commission de rajustement des Chemins de fer N° 1, sixième rapport; (14) Commission de rajustement des Chemins de fer N° 1, septième rapport.

Mines et Ressources.—

NOTA.—*Le Ministère des Mines et Ressources a publié un grand nombre de rapports et de cartes sur les ressources naturelles du Canada et il faut demander les publications, autres que le rapport annuel du Ministère aux directeurs des Branches concernées. Ci-dessous est donnée la liste des publications les plus importantes de 1940. Des catalogues énumérant la liste complète des rapports seront aussi envoyés sur demande.*

MINISTÉRIEL.—Rapport annuel du Ministère des Mines et Ressources pour les années fiscales.

BRANCHE DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE.—Rapport annuel séparé de la Branche des Mines et de la Géologie. *Bureau de Géologie et de Topographie.*—Mémoire 221: Géologie des plaines du sud de l'Alberta, par L. S. Russell et R. W. Landes; Mémoire 222: Région de Malartic, Québec, par H. C. Gunning et J. W. Ambrose; Mémoire 223: Les ressources minérales, régions de Hazelton et de Smithers, C.B., par E. D. Kindle; Mémoire 224: Géologie paléozoïque de la région de Toronto-Hamilton, Ontario, par J. F. Caley; Mémoire 225: Le bassin houiller de Pictou, Nouvelle-Ecosse, par W. A. Bell. *Musée National du Canada.*—Bulletin 92: Botanique de l'arctique-est canadien, partie I—Pteridophyta et Spermatophyta, par le Dr Polunin. Bulletin 94: Site du village préhistorique de Lawson, comté de Middlesex, Ontario, par W. J. Wintemberg. Bulletin 96: Recherche biologique du sanctuaire à gibier de Thelon, par C. H. D. Clarke. *Bureau des Mines.*—Combustibles de pétrole au Canada, 1939; N° 792, Rapport combiné d'enquêtes sur l'apprêtage du minerai et la métallurgie, juillet-décembre 1938; N° 802, essais comparatifs de divers combustibles brûlés dans une chaudière à eau chaude domestique, 1935-1938, par C. E. Baltzer et E. S. Malloch; N° 803, talc, stéatite, pierre de savon; pyrophyllite, par H. S. Spence. *Division des Explosifs.*—Loi des explosifs et règlements. L'emmagasinage des explosifs.

BRANCHE DES TERRES, PARCS ET FORÊTS.—Rapport annuel séparé de la Branche des Terres, Parcs et Forêts. *Bureau des Affaires des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon.*—Les Territoires du Nord-Ouest (français et anglais); Renne du Canada; L'oie bleue, *prix 50 cents;* Règlements de chasse du Nord-Ouest; Le Territoire du Yukon; Ordonnance sur le gibier et ordonnance sur la taxe d'exportation des fourrures du Yukon. *Bureau des Parcs Nationaux.*—(Brochures)—Endroits de récréation dans les montagnes du Canada (Parcs Nationaux de Banff, Jasper, lacs Waterton, Yoho, Kootenay, Glacier et de Mont Revelstoke); Endroits de récréation des Prairies (Parcs Nationaux de Riding Mountain, Prince Albert, Elk Island, Nemiskam et Buffalo des Bois); Endroits de récréation de l'Est du Canada (Parcs Nationaux et Parcs Nationaux Historiques des Hautes Terres de Cap-Breton, de l'Ile du Prince-Edouard, des Iles de la Baie Georgienne, des Iles du St-Laurent, de Pointe Pelée); Parc historique national de Fort-Anne; Guide to Fort Chambly; Guide du Fort Chambly; Guide to Fort Lennox; Guide du Fort Lennox; Guide to Fort Wellington; La Croix du lac Erié; Géologie des Parcs Nationaux du Canada dans les Rocheuses et les Selkirks, *prix 10 cents;* La pêche comme sport dans les Parcs Nationaux du Canada; Catalogue de films produits par le Bureau des Parcs Nationaux du Canada; Loi de convention sur les oiseaux migrateurs et règlements fédéraux pour la protection des oiseaux migrateurs; Attracting Birds with Food and Water; L'art d'attirer les oiseaux en leur offrant le manger et le boire; Bird Houses and Their Occupants; Maisons d'oiseaux et leurs occupants; Lessons in Bird Protection; Leçons concernant la protection des oiseaux. *(Dépliants descriptifs)*—Les Parcs Nationaux du Canada; Parc National de Banff; Parc National des Hautes Terres de Cap-Breton; Parc National d'Elk Island; Parcs Nationaux des Iles de la Baie Georgienne, des Iles du St-Laurent et de la Pointe Pelée; Parc National de Jasper; Parcs Nationaux de Kootenay, Yoho, Glacier et de Mont Revelstoke; Parc National de l'Ile du Prince-Edouard; Parc National de Prince-Albert; Parc National de Riding Mountain; Parc National des lacs Waterton. *Service des Forêts.*—(N° 2) Epinette blanche; (N° 53) Tache brune dans le sucre d'érable; (N° 54) Résistance des poutres d'épinette de l'Est canadien dans les dimensions des expéditions au Royaume-Uni; (N° 55) Réservoirs de bois dans l'industrie; (N° 56) Traitement préservatif des poteaux de clôture; (N° 57) Taches de sève, moisissure et pourriture relativement aux expéditions de bois mous de la Colombie Britannique; (N° 61) Arbres originaires du Canada; (N° 91) Forêts du Nouveau-Brunswick; (N° 92) Aspects économiques des forêts et des industries forestières du Canada; (N° 94) Densité et croissance de l'épinette et du sapin baumier de l'Est du Canada; (N° 95) La pénétration dans le bois des liqueurs de cuisson et autres moyens; (N° 96) Colles animales et leur emploi dans la boiserie.

BRANCHE DES ARPENTAGES ET DU GÉNIE.—Rapport annuel séparé de la Branche des Arpentages et du Génie. *Observatoires du Dominion.*—Programme du samedi soir (trimestriel); Publications de l'Observatoire du Dominion, vol XI, N° 5—Déterminations de gravité en 1937 et 1938, *prix 25 cents;* Vol. XII, N° 20, Bibliographie de sismologie, *prix 25 cents;* Vol. XIII, N°s 1 et 2, Bibliographie de sismologie, *prix 25 cents chacun. Observatoire astrophysique du Dominion,* Victoria, C.B.—Publications de l'Observatoire astrophysique du Dominion, vol. VII, N° 8, The spectroscopic Orbits of the Components of Boss 2112, *prix 25 cents;* Vol. VII, N° 9, Mass Ratio of the Lithium Isotopes Determined from the Red Bands of Li^2, *prix 50 cents. Service Hydrographique et Cartographique.*—Tables de marée pour: Côte de l'Atlantique, *prix 25 cents;* Prince Rupert; Halifax et Sydney; Saint John; Québec et Pointe-au-Père; Charlottetown; Vancouver et Sand Heads, *prix 10 cents chacune;* Côte du Pacifique, *prix 25 cents;* Pilote de la Nouvelle-Ecosse (côte s.-e.) et de la Baie de Fundy, *prix $1.25;* Catalogue de cartes, plans et publications. *Bureau des Forces Hydrauliques et Hydrométriques.*—Ressources hydrauliques, documents N°s 76 et 81—Ontario et Québec;

Drainage, 1933-35, et Drainage des Provinces Maritimes, 1934-36. *Service Géodésique.*—N° 19—Nivellement précis dans l'Ontario au sud de Parry Sound, *prix 25 cents;* N° 62—Repères de nivellement dans le Québec au sud du fleuve St-Laurent, *prix 25 cents;* N° 63—Repères de nivellement dans le Québec au nord du fleuve St-Laurent, *prix 25 cents.*

Munitions et Approvisionnements.—Etat des contrats adjugés (mensuel). Anglais et français.

Défense Nationale.—Rapport annuel: Liste des officiers, Forces défensives du Canada, Service Naval, Militaire et Aérien; liste du Service Naval Canadien; Ordres généraux du Service Naval; Ordres généraux de l'Armée, Ordres de l'Armée canadienne; Règlements de l'Aviation; Ordres généraux du Service aérien.

Conseil National de Recherche.—Une liste de 773 publications du Conseil National de Recherche, 1918-38, est disponible pour distribution gratuite sur demande. Les suppléments à cette liste donnent le total des publications jusqu'à septembre 1940 s'élevant à 924. Cette liste comprend les rapports annuels du Conseil; les rapports techniques Nos 1-18; les bulletins Nos 1-19; des rapports miméographiés non énumérés jusqu'ici comme publications du Conseil; des articles reproduits du Canadian Journal of Research qui contiennent (i) des rapports sur les travaux d'expérimentation exécutés dans les Laboratoires Nationaux de Recherches, (ii) des rapports sur le travail accompli ailleurs avec l'aide financière du Conseil National de Recherche. Tous ces rapports sont disposés par ordre chronologique de publication et numérotés en conséquence. Cette nouvelle série de publications est précédée des lettres "N.R.C. No."

Le *Canadian Journal of Research* n'est pas compris dans la série du N.R.C. No. Fondé comme moyen de publication au Canada des résultats de recherches originales scientifiques poursuivies au Canada, le Canadian Journal of Research est maintenant publié en quatre sections: A—Sciences physiques; B—Sciences chimiques; C—Sciences botaniques; D—Sciences zoologiques. Le journal a un fort tirage et se trouve dans les principales bibliothèques scientifiques du monde. Depuis ses débuts en mai 1929 jusqu'à la fin du volume 12, en juin 1935, le Journal paraissait en un seul volume chaque mois. *Des numéros de ces 12 volumes non reliés peuvent s'obtenir au prix de $1.50 chacun. Il existe un index des volumes 1-12 au prix de $1.* Depuis juillet 1935, le Journal est publié en quatre sections comme il est dit plus haut. Chaque section est paginée séparément. Les sections A et B sont reliées en un seul couvert chaque mois et les sections C et D sont de même reliées ensemble. Les numéros de juillet à décembre 1935 constituent le volume 13 *(prix $2).* Le volume 14 contient les numéros publiés en 1936; depuis lors un volume a été publié chaque année. *Le prix de chaque numéro du Journal est de 50 cents; la souscription annuelle pour les sections A et B est de $2.50; pour les sections C et D, de $2.50; pour les quatre sections, $4.*

Revenu National.—Rapport annuel, contenant des états relatifs aux importations, aux exportations, à l'accise et au revenu. Revue du Revenu National (mensuelle).

Pensions et Santé Nationale.—(1) Hygiène—Système d'égouts pour les maisons isolées et les petites institutions où un système d'égout municipal n'existe pas; (2) La mère et l'enfant canadiens; (3) Paralysie infantile; (17) Puits; (18) Traitement domestique de l'approvisionnement rural d'eau; (19) Soin des pieds; (21) Logement; (23) Conditionnement de l'air et chauffage relativement à la santé; (24) Renseignement pour hommes—syphilis et blennorragie; (25) Renseignements pour jeunes femmes sur l'hygiène sexuelle; (26) Informations pour les parents—enseignement de l'hygiène sexuelle aux enfants; (27) Prévention de la cécité chez les nouveau-nés; (29a) Goitre—Faits pour le public en général; (30) Comment assurer une bonne dentition; (31) Ce qui doit être connu concernant la tuberculose; (32) Variole et vaccination; (34) Menace du rat; (35) Age mûr—Vos artères et votre cœur; (36) Le rhume ordinaire; (100) Fièvre des foins et Asthme; (102) L'hygiène en vacances—Guides pour les campeurs et les villégiatureurs; (103) Fièvre typhoïde; (104) Maximes d'hygiène—petites notes; (105) Le sommeil; (107) Le maintien; (108) Prévention de la diphtérie—Exposé des principes de contrôle des maladies contagieuses.

A l'intention de la profession médicale et des services de santé et d'hygiène, le Ministère publie un magazine trimestriel "La Santé Nationale" qui est gratuit pour toutes les personnes de ce domaine d'activités. Il y a souvent réimpression d'articles d'intérêt général pris dans la Revue que l'on peut se procurer sur demande.

Quelques problèmes industriels sont étudiés dans des brochures sur l'empoisonnement par le T.N.T., le benzol et les vapeurs nitreuses.

Postes.—Rapport annuel du Ministre des Postes. Guide postal officiel. Règlements concernant la poste rurale. Brochure de l'information postale.

Archives Publiques.—*Rapports annuels.*[1]—1914-15 *(60 cents),* 1921 *(30 cents),* 1923 *(55 cents),* 1926 *(10 cents),* 1928 *(25 cents),* 1929 *(50 cents),* 1930 *(50 cents),* 1931 *($1),* 1932 *($1).* 1933 *($1),* 1934 *(10 cents),* 1935 *($1),* 1936 *($1),* 1937 *($1),* 1938 *($1),* 1939 *(50 cents),* 1940 *(50 cents).*

Publications numérotées.—N° 9, Première législation du Nord-Ouest canadien—Oliver (2 vol.), 1914–15, *$2;* N° 12, Rapports sur les lois du Québec, 1767–70—Kennedy et Lanctôt (1931), *$1;* N° 13, vol. I. Catalogue de brochures,[2] 1493–1877—Casey (1931), *$1;* Vol. II, Catalogue de brochures,[2] 1878–1931—Casey (1932), *$1.*

Publications spéciales—(h) Documents—Histoire constitutionnelle du Canada, 1759–91—Short et Doughty, 2 éd. (2 vol.), (1918), *$2; (i)* Catalogue de gravures, etc.,[3] Partie I, Sec. 1—Kenney (1925), *$2.50; (j)* Documents—Monnaie canadienne, change, etc., sous le régime français[4]—Shortt (2 vol.), (1925–26), *$3; (l)* La collection Kelsey[5] (Journaux de la Hudson Bay Co., 1683–1722)—Doughty et Martin (1929), *$2; (m)* Documents—Monnaie en Nouvelle-Ecosse,[6] 1675–1758—Shortt, Johnson, Lanctôt (1933), *$2; (n)* Documents—Histoire constitutionnelle du Canada, 1819–28—Doughty et Story (1935), *$2; (o)* Les documents Elgin-Grey,[7] 1846–52—Doughty (4 vol.), 1937, *$5; (p)* La collection Oakes, nouveaux documents par Lahontan-Lanctôt (1940), *50 cents.*

[1] Contient des textes, calendriers et catalogues de documents et des rapports sur le travail administratif des divisions. [2] Page titre et introduction en français et en anglais, même volume; titres des brochures selon l'original; index en anglais. [3] Titre, préface et introduction en français et en anglais dans le même volume; notes en anglais; titres exacts des gravures. [4] Volumes complets y compris index; en français et en anglais dans le même volume. [5] Titres et introduction en français et en anglais dans le même volume; notes et index en anglais; textes des journaux selon l'original (anglais) exact. [6] Titre et avant-propos en anglais et en français, sinon en anglais seulement. [7] Titre et introduction en anglais et français, sinon en anglais.

Travaux Publics.—Rapport annuel.

Secrétaire d'Etat.—Rapport annuel, *prix 10 cents.* Les armes du Canada, *prix 50 cents.* La Gazette du Bureau des brevets, *abonnement annuel, $10, le numéro 10 cents.* Rapport annuel du commissaire des brevets, *prix 10 cents.*

Commerce—

NOTA.—*Pour les publications ci-dessus il faut s'adresser à l'Imprimeur du Roi à l'exception de la dernière pour laquelle il faut s'adresser au Bureau Fédéral du Film. Les publications du Service de Renseignements Commerciaux sont compilées en vue de fournir aux exportateurs canadiens des informations sur les possibilités de vente des denrées canadiennes à l'étranger, le genre de compétition qui s'y rencontre, les règlements de douane, etc., et ne sont pas pour distribution générale. Les publications disponibles comprennent des feuillets donnnt les exigences des connaissements et une série de recommandations aux exportateurs, couvrant tous deux les pays compris dans les territoires assignés aux commissaires du commerce. De temps à autre, des rapports spéciaux sont publiés séparément; les abonnés du Bulletin des Renseignements Commerciaux ont droit à les recevoir gratuitement. Leur distribution dans tous les autres cas est controlée par l'Imprimeur du Roi qui en fixe le prix.*

Rapport annuel du Ministère du Commerce, *25 cents.* Rapport annuel de la Commission des grains au Canada, *25 cents.* Rapport annuel sur l'électricité et le gaz, *25 cents;* Rapports annuels du laboratoire de recherches du Dominion concernant le grain, *prix 10 cents;* Liste des élévateurs licenciés, etc., *50 cents;* Vues cinématographiques (catalogue de), *gratuit.*

Office de Renseignements Commerciaux.—Bulletin des renseignements commerciaux.—Publié chaque semaine en anglais et en français, comprenant des rapports des commissaires du commerce et autres renseignements commerciaux. *Abonnement annuel, Canada, $1; étranger, $3·50.*

Bureau Fédéral de la Statistique.—(Pour les publications du Bureau Fédéral de la Statistique, voir pp. 988 à 999).

Transports.—*(Les publications marquées d'un astérisque sont disponibles en anglais et en français.) (Disponibles chez l'assistant du sous-ministre et secrétaire, Ministère des Transports, Ottawa)*—*Rapport annuel du Ministère des Transports, *prix 50 cents*†. Le pont de Québec, 2 vols, *prix $5·00.* Pont de Québec, 2 vols, rapport de la commission sur la chute du, *prix $1·50.* Le canal maritime de Welland, 1913–1933, *prix $10·00.* Projet de canalisation du St-Laurent, rapport de la commission conjointe d'ingénieurs, avec plaques, *prix $5·00.* Rapport de la Conférence des ingénieurs canadiens sur la section des rapides internationaux, *prix $2·50.* Rapport de la commission conjointe des ingénieurs (nouvelle assemblée), *prix $2·50.* Chemin de fer de la Baie d'Hudson—Rapport Palmer sur le choix du terminus maritime, *prix $1·00.* *Chemin de fer Canadien National—Rapport Palmer sur les facilités de terminus à Montréal, *prix $1·00.* Histoire statutaire des chemins de fer à vapeur et à l'électricité du Canada, 1836–1937—dressée par Robert Dorman, *prix $3·00.*

Service des Canaux.—* Canaux du Canada, *prix 10 cents.* * Lois et règlements (canaux), *prix 10 cents.* Canal maritime de Welland, 1934, *prix 10 cents.*

Service marin.—Convention internationale pour la sûreté de la vie en mer, *prix 25 cents.* Convention internationale concernant les lignes de charge, etc., *prix 50 cents.* Liste de navigation (bilingue),† *prix 50 cents.* Règlements concernant l'expédition de bétail du Canada, *prix 10 cents.* Règlements concernant le transport de pontée de bois de charpente, *prix 10 cents.* Règlements concernant l'examen des marins et autres pour le certificat d'efficacité aux sauveteurs, *prix 10 cents.* (Disponibles chez l'Imprimeur du Roi, Ottawa)—Liste de phares, etc., au Canada:—*(a)* Côte du Pacifique, *prix 15 cents; (b)* Côte de l'Atlantique, *prix 35 cents; (c)* Eaux intérieures, *prix 25 cents.* * Règlements, quais du Gouvernement au

† On peut l'obtenir en s'adressant à l'Imprimeur du Roi à Ottawa.

Canada, *prix 10 cents.* Renseignements sur le chenal maritime du fleuve St-Laurent à partir de Pointe-au-Père jusqu'à Montréal avec tables de marée. De Montréal au lac Ontario et à la rivière Ottawa (bilingue), *prix 25 cents.* Expédition à la Baie d'Hudson, N.B. McLean, directeur en charge, 1927-28, *prix 50 cents.* Règlements pour les maîtres de port, *prix 10 cents.* * Lois et règlements concernant l'examen des maîtres et seconds de la marine marchande pour les certificats de compétence de long-courrier (examen 1), *prix 25 cents.* * Lois et règlements concernant l'examen des maîtres et seconds des navires canadiens côtiers et fluviaux, *prix 10 cents.* * Lois internationales de la route, *prix 10 cents.* * Lois de la route sur les Grands Lacs, *prix 10 cents.* Loi du transport des marchandises par eau, 1936, *prix 10 cents.* Règlements concernant le chargement et le transport de cargaisons de grain, *prix 10 cents.* * Instructions relatives à l'inspection des chaudières et de la machinerie des bateaux à vapeur, *prix 10 cents.* * Règlements concernant les appareils de sauvetage, *prix 10 cents.* * Règlements concernant l'inspection des coques et de l'outillage des bateaux à vapeur, *prix 10 cents.* * Règlements concernant l'émission de certificats d'ingénieur-mécanicien, *prix 10 cents.* * Règlements concernant l'examen des mécaniciens, *prix 10 cents.* *Règlements concernant les extincteurs, *prix 10 cents.* * Loi sur la ligne de charge pour les bateaux naviguant sur les lacs ou les fleuves, *prix 10 cents.* * Lois générales sur la ligne de charge, *prix 10 cents.* * Règlements relatifs à la protection des débardeurs contre les accidents, *prix 10 cents.*

Services de l'Air.—(Disponibles chez le contrôleur de la Radio, Ottawa). * Extraits de la loi de la radio, 1938, et règlements émis en vertu d'icelle avec référence aux postes amateurs d'expérimentation. * Extraits de la loi de la radio, 1938, et règlements émis en vertu d'icelle gouvernant l'installation et l'opération d'appareils récepteurs privés pour la réception des programmes radiophoniques. Sommaire de la procédure d'examen pour les certificats commerciaux de compétence en radio. Aides de la radio à la navigation. * La loi de la radio, 1938, *prix 10 cents.* Liste des postes radiophoniques au Canada, *prix 10 cents.* Carte de conversion des kilocycles en mètres, *prix 10 cents.* Carte montrant les postes radiophoniques comme aides à la navigation, *prix 25 cents.* Manuel du Ministre des Postes britannique pour les sans-filistes revisé conformément à la Convention internationale de Madrid sur les télécommunications, 1932 (revision du Caire, 1938), *prix 25 cents.* Extraits de la loi canadienne de la navigation et règlements en vertu d'icelle et de la Convention internationale pour la sûreté de la vie en mer concernant l'équipement radiophonique sur les bateaux, *prix 10 cents. (Disponibles chez l'Imprimeur du Roi, Imprimerie Nationale, Ottawa.)* Loi de la radio, 1938, et règlements en vertu d'icelle, *prix 10 cents.* Convention internationale de Madrid sur les télécommunications, 1932, avec les règlements généraux de radiocommunication (revision du Caire, 1938), y annexés, *prix 25 cents.* Bulletin N° 2—Interférence inductive à la radio (1932), *prix 35 cents.* Supplément "A" au bulletin N° 2 (1934), *prix 15 cents. (Disponibles chez le contrôleur de l'aviation civile, Ottawa.)*—Règlements de l'air, 1938. Circulaires d'information aux pilotes civils et propriétaires d'avions—revisées annuellement. Circulaires d'information aux mécaniciens et aux propriétaires d'avions—revisées annuellement. Entraînement pour l'aviation civile. Conditions de l'émission de certificats de mécanicien d'avion et instructions aux postulants. Bulletin des lignes aériennes, N° 2—Description des aéroports, aérodromes intermédiaires et ports d'hydravion au Canada. *(Disponibles au Bureau météorologique, 315 ouest, rue Bloor, Toronto (5), Ont.)*—Rapports annuels (1895-1915), *prix $1.* Expédition canadienne durant l'année polaire 1932-33. 2 v. (vol. 1: Météorologie. —vol. 2: Magnétisme terrestre, courants de la terre, aurore boréale.), *prix $10.* Observations de nuages en 1896 et 1897 à Toronto. Carte de la température quotidienne. Edition de Toronto. Abonnement annuel, *prix $4.* Pluie et neige mensuelles et annuelles du Canada de 1903 à 1913. Résumé météorologique mensuel avec données comparatives de Toronto, Ontario, 1941. Carte de la température mensuelle. (Editions courantes seulement), *prix 10 cents l'exemplaire, abonnement annuel $1.* Pluie et neige du Canada jusqu'à la fin de 1902, avec cartes de la précipitation annuelle. Température et précipitation de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba.

Bureau canadien du tourisme.—Le Canada vous invite. Comment pénétrer au Canada. Canada (dépliant illustrant les plaisirs récréatifs). Les plaisirs de la pêche au Canada. Les districts de chasse au Canada. Randonnées en canot au Canada. Randonnées en canot jusqu'à la Baie d'Hudson. Sport et voyage au Canada. Projetez vos vacances au Canada comme d'habitude. Carte routière du Canada et des Etats-Unis—*(a)* carte générale; *(b)* carte de l'Est; *(c)* carte du centre; et *(d)* carte de l'Ouest. Randonnée en automobile à travers le Canada. Emploi des cameras au Canada en temps de guerre. Message du Premier Ministre—"Le Canada parle".

Section 4.—Publications des gouvernements provinciaux

ILE DU PRINCE-EDOUARD

Journal de l'Assemblée Législative. Statuts. *Gazette Royale.* Rapports annuels de l'Auditeur provincial sur les comptes publis. Education; Agriculture; Hôpital Falconwood (pour aliénés) et Infirmerie provinciale; Statistiques Vitales et Santé Publique. Etat comparatif des finances publiques, 1925-1938.

NOUVELLE-ECOSSE

Gazette Royale. Statuts, journal et débats de l'Assemblée Législative. Journal de l'Education. Manuel des lois et règlements sur l'Instruction Publique et les règlements du Conseil de l'Instruction Publique. *Rapports annuels.*—Comptes publics; Hygiène publique—comprenant Statistiques vitales, Institutions de bienfaisance, Institutions pénitentiaires, Bien-être de l'Enfance, Ecole de formation de la Nouvelle-Ecosse pour les arriérés mentaux, Hôpital Général Victoria, Hôpital de la Nouvelle-Ecosse, Sanatorium de la Nouvelle-Ecosse, Allocations aux mères, Pensions de vieillesse; Education; Prévôt des incendies; Mines; Musée provincial et Bibliothèque scientifique; Archives publiques; Bibliothèque législative; Secrétaire provincial—comprenant les compagnies de téléphone rural, les unions de crédit, la Commission des censeurs; Département de l'Agriculture; Département de la Voirie et des Travaux Publics; Département des Terres et Forêts; Département du Travail—comprenant la Commission des gages minimums, les Bureaux d'emploiement, l'Inspection des manufactures, les Secours aux chômeurs; Statistiques des cités, villes et municipalités constituées en corporation; Imprimerie; Migrateurs pauvres; Commission des utilités publiques; Commission de compensation aux ouvriers; Commission des forces hydrauliques; Commission de régie des liqueurs; Commission du logement de la Nouvelle-Ecosse; Royale Gendarmerie à Cheval (section de la Nouvelle-Ecosse). Rapports spéciaux.—Une enquête sur le lait et la crème; Une enquête sur la Franchise; Des recherches sur les agissements de la Commission des compensations; Exposé par le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse à la Commission royale sur les relations financières fédérales-provinciales; Conseil économique, vol. I, II, III et IV.

NOUVEAU-BRUNSWICK

Gazette Royale. Statuts. Rapports annuels du Contrôleur Général de la Commission de Santé, du ministère de l'Education et de l'Agriculture (y compris l'horticulture). Rapports annuels: Travaux Publics, Terres de la Couronne, Hôpital pour aliénés, Rapport du Jordan Memorial Tuberculosis Sanatorium à River-Glade, Rapports des Women's Institutes, Rapport de la Commission de compensation aux ouvriers, Rapport de la Commission des Utilités Publiques, Rapport de la Commission Hydroélectrique du N.-B., Rapport de la Boy's Industrial Home, Saint-John, Rapport de la Commission de régie des liqueurs du N.-B., Rapport de la Commission des pensions de vieillesse, Rapport de la Commission de la prévention des incendies du N.-B., et Rapport de la Commission des conducteurs de véhicules à moteur. Rapport du département des relations fédérales et municipales; et Rapport du Bureau des gages raisonnables.

QUEBEC

NOTA.—*Les titres des publications disponibles en anglais sont donnés en anglais.*

Procureur Général.—Liste annuelle des fonctionnaires de la Province de Québec.

Conseil Exécutif.—*Bureau du Tourisme.—Les publications précédées du signe (1), (2) ou (3) sont respectivements bilingues, françaises ou anglaises.*

(1) Carte officielle des routes et du tourisme (annuelle); (3) Roaming and Rambling in La Province de Québec, Canada—historic, romantic, picturesque (guide de 64 pp., illustré); (3) Hunting and Fishing in La Province de Québec; (2) La Province de Québec—pays de l'histoire, de la légende et du pittoresque (guide de 32 pp., illustré); (3) Romantic Quebec, Gaspé Peninsula (brochure de luxe de 20 pp.).

Affaires Municipales, Commerce.—Rapport annuel du Ministre des Affaires Municipales; Liste des corporations municipales (annuelle); Annuaire Statistique; Statistiques de l'Instruction Publique; Statistiques financières des corporations scolaires; Statistiques municipales (annuel); Bulletin météorologique (mensuel). Production de beurre et fromage (mensuel); Rapports de statistiques agricoles; Caisses populaires d'économie et cercles et coopératives agricoles; Statistiques des hôtelleries, 1938; Bibliothèques et musées, 1938; Statistiques des accidents d'automobile (mensuelles).

Secrétaire Provincial.—Rapport annuel du secrétaire et registraire; Gazette Officielle de Québec, bilingue (hebdomadaire); Les Statuts de la Province (annuel); Statuts Revisés de la Province (1925); Rapport de l'Archiviste (annuel); Monuments commémoratifs de la province de Québec—P.-G. Roy.

Santé.—Rapport annuel; Résumé des statistiques vitales (mensuel).

Trésorerie.—Comptes publics annuels; Estimations annuelles; Discours sur le budget (annuel); Rapport annuel sur les compagnies d'assurance; Rapport annuel sur les associations de secours mutuel; Rapport annuel sur les compagnies de fiducie.

Bureau du Revenu.—Rapport annuel de la Commission des Liqueurs; Rapport annuel sur l'enregistrement des véhicules-moteur.

Terres et Forêts.—Rapport annuel du ministre; Circulaire N° 1—La rouille vésiculaire du pin blanc—G.-C. Piché; Nomenclature des noms géographiques de la province de Québec; Commission géographique du Québec; Dictionnaire des lacs et rivières; Rapport annuel de la Commission des Eaux Courantes du Québec; Notes sur les forêts du Québec—G.-C. Piché; Rapport du service de protection; Tableau des forces hydrauliques concédées de 1867 à 1923 (supplément 1923 au 7 avril 1930); Forêts et chutes d'eau; Ressources naturelles du Québec.

Agriculture.—*Rapports annuels:*—Ministère de l'Agriculture. *Bulletins:*—(55) L'Aviculture dans les villes et les villages; (40) Comment planter vos arbres fruitiers; (89) Le drainage des terres arables; (90) Expérience sur les céréales; (92) La pyrale du maïs; (95) Livre de compte agricole; (100) Drainage des sols; (103) Les mauvaises herbes; (115) Jardins pour légumes; (118) Guide de la protection des cultures; (122) Culture du tabac; (123) Cueillette et emballage des pommes; (124) Arrosage du verger commercial (français et anglais); (125) Culture de la tomate, du piment et des aubergines; (127) Plantation d'un verger commercial; (135) Les arrosages du verger; (137) Polyarthrite du poulain; (138) L'exploitation du troupeau laitier; (139) A.B.C. du fermier laitier; (140) La volaille et les œufs; (142) Production de veaux de lait; (143) Plans de porcherie; (144) L'élevage du porc à bacon; (149) L'exploitation de la ferme; (151–152) Moutons et agneaux. *Circulaires.*—(42) Sélection des troupeaux de volailles; (117) Recettes, viande de lapin; (125) Guide des cercles de fermières; (65) Mauvaises herbes communes et leur contrôle; (66) Culture de la luzerne dans le Québec. *Divers.*—(221–222) Plans de poulailler et de couveuse; (224) Livre de compte de la ferme, *prix 15 cents;* (293) L'érable, orgueil du Québec.

Voirie.—Rapport annuel du ministre de la Voirie (bilingue); Loi concernant le ministère de la Voirie (1934), (éditions française et anglaise séparées).

Mines et Pêcheries.—Extraits des rapports sur le district de l'Ungava, par T. C. Denis (1929); Esquisse géologique et minéraux économiques de la province de Québec (1924); Rapports annuels sur les opérations minières de la province de Québec; Rapports annuels du Bureau des Mines de Québec, années 1928 à 1939; Le Parc National des Laurentides.

Colonisation.—Rapport annuel du ministre; Le guide du colon, 1932; Le Manuel de référence du Québec.

Travail.—Rapport du ministre; Loi des accidents du travail; Rapport annuel de la Commission des accidents du travail; Rapport de la Commission de l'Assurance Sociale du Québec; Statistiques des pensions de vieillesse et des pensions aux mères nécessiteuses et aux aveugles.

Travaux Publics.—Rapport du ministre; Statistiques des pertes par le feu dans la province.

Instruction Publique.—Code scolaire (1927); Loi sur l'instruction (1911); Règlements du comité catholique (1936); Règlements du comité protestant (1921); Memoranda of Instructions to Teachers for Intermediate and High Schools (1934); Rapport annuel; Rapport financier du Surintendant de l'Instruction Publique (annuel); Mon premier livre (1ère et 2ème parties) (1900), une nouvelle édition est imprimée chaque année; L'Enseignement primaire; Educational Record; Circulaires annuelles avec instructions aux commissions scolaires et aux inspecteurs d'écoles; Cours d'anglais et de français pour les écoles anglaises catholiques (1926); Manuel des cours au programme des écoles élémentaires protestantes; Liste des manuels autorisés.

Conseil Législatif.—Agenda du Conseil Législatif; Votes et procès-verbaux du Conseil Législatif; Journaux du Conseil Législatif; Règles et règlements du Conseil Législatif.

Assemblée Législative.—Agenda de l'Assemblée Législative; Votes et procès-verbaux de l'Assemblée Législative; Journaux de l'Assemblée Législative; Documents de la Législature; Rapports des départements et répliques aux ordres et adresses de l'Assemblée Législative; Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie sur les élections (publié à la suite de chaque élection générale); Rapport du bibliothécaire de la Législature; Règlements annotés et ordres permanents de l'Assemblée Législative du Québec; Les bills privés à l'Assemblée Législative du Québec (manuel contenant le texte annoté des règles qui régissent les bills privés); Gouvernement et Législature; Liste des présidents et membres des comités de la Législature.

ONTARIO

Agriculture.—*Rapports annuels:*—Ministre de l'Agriculture; Collège agricole et Ferme expérimentale; Bureau d'inscription des étalons; Statistiques agricoles; Association de maraîchers et de fructiculteurs; Société entomologique; Sociétés agricoles; Sociétés horticoles; Rapport annuel du Collège Vétérinaire de l'Ontario; Opérations des unions de crédit. *Bulletins:*—FRUITS.—(342) Maladie bactérienne (1929); (383) Jaunissement de la pêche et petite pêche; (392) Emondage des arbres fruitiers en Ontario (1938); (403) Les maladies les plus importantes des arbres fruitiers (1939). INDUSTRIE AGRICOLE EN GÉNÉRAL.—(296) Trèfle

d'odeur (1938); (326) Granges de ferme (1927); (327) Nœuds et épissures: corde sur la ferme (1937); (331) Discours et débats publics (1933); (348) Théâtre amateur (1929); (349) Nielles du grain; (360) Drainage de la ferme (1931); (364) Fumiers et engrais chimiques (1931); (385) Mites du fromage et leur contrôle (1937); (397) Champignons de l'Ontario (1939), *prix 10 cents;* (398) Approvisionnements d'eau de la ferme (1939); (399) Système de plomberie et d'égout pour la maison de ferme (1939); (405) Peinturage sur la ferme (1939); (406) Production d'un foin de plus grande valeur alimentaire (1939); (407) Fèves de soja en Ontario (1940); (408) Préservation par la mise en boîte (1940); (409) Mauvaises herbes d'Ontario (1940); (410) Avantages de l'engrais chimique pour les récoltes; (411) Séchage du foin coupé tôt sur des trépieds (1940); (412) Fruits et légumes gelés rapidement dans les armoires d'emmagasinage (1940). BÉTAIL.—(304) Avortement infectieux des vaches (1938); (337) Parasites nuisibles au mouton (1928); (350) L'hypoderme (1934); (367) Le porc sur la ferme (1940); (378) L'œstre et son contrôle (1934); (380) Parasites nuisibles au porc (rev. 1938); (396) Mastite ou mammite chez la vache (1938); (401) Alimentation et soin du cheval de travail (1939); (402) Elevage et soin du cheval de trait (1939). VOLAILLE.—(363) Parasites nuisibles à la volaille (1931); (394) Maladies de la volaille (1938); (395) Volaille de ferme (1938); (400) Production du dindon (1939); (413) Détermination du sexe des poussins (1940); (414) Chaponnage en Ontario (1940). LÉGUMES.—(358) La pyrale européenne du maïs (1931); (386) Maladies des légumes (1937); (393) Insectes nuisibles aux légumes (1938); (404) Production de tomates de qualité dans l'Est de l'Ontario (1939); (415) Résultats de quatre années de travail de démonstration avec les pommes de terre (1941). ABEILLES.—(384) Maladies des abeilles (1937). *Publications spéciales.*—Manuel d'alimentation et de surveillance du cochon; Manuel d'alimentation et de surveillance des vaches laitières; Les oiseaux de l'Ontario et l'agriculture, *prix 25 cents;* Livre de compte de la ferme, *prix 25 cents;* Analyse économique des opérations de la fabrication du fromage en Ontario; Destruction des loups; Entretien du sol et recommandations sur l'engrais chimique; Valeur des oiseaux pour l'homme; Sols pour le tabac dans le comté de Norfolk.

Procureur Général.—Rapports de l'inspecteur des bureaux légaux; Rapport annuel du prévôt des incendies; Rapport annuel du commissaire de la police pour Ontario.

Education.—*Rapports.*—Rapport annuel du ministre; Personnel des écoles publiques et séparées; Personnel des instituts collégiaux, des écoles d'orientation professionnelle, etc.; Comité d'enquêtes sur le coût de l'éducation en Ontario (1938); Opérations de la loi régissant les écoles de métiers; Fonds de retraite. *Lois.*—Réimpression de 15 lois sur l'éducation et les bibliothèques publiques, *prix 25 cents chacune. Règlements.*—Vingt-quatre règlements d'administration sont publiés. *Cours d'études.*—Neuf programmes ou cours sont publiés concernant les divers degrés ou classes du système éducationnel. *Manuel.*—Sept listes comprenant les manuels de professeurs, les livres de lecture supplémentaire et les besoins de l'upper-school relativement aux langues modernes. *Divers.*—Annonce générale des cours d'été; Année scolaire et congés; Lectures choisies dans la Bible; Bibliothèque de professeurs pour les instituteurs des écoles publiques et séparées (1938); Manuel d'hygiène pour les instituteurs des écoles publiques et séparées (1938); Canadian Intelligence Examination.

Le titre de toutes les publications paraît dans le rapport annuel du ministre, ou peut s'obtenir du ministère.

Chasse et Pêche.—Rapport annuel du Ministère de la Chasse et de la Pêche; Lois et règlements sur la chasse et la pêche; Relevé des lois et règlements sur la chasse et la pêche; Rapport du comité spécial du poisson, 1928-1930; Rapport du comité spécial du gibier, 1931-1933; Conservation de l'achigan noir à petite bouche; Conservation du maskinongé; Bulletin mensuel du Ministère.

Santé.—*Lois.*—Loi sur l'hygiène publique; Loi de la vaccination; Loi de prévention des maladies vénériennes; Loi sur les cimetières; Loi des hôpitaux publics; Loi des hôpitaux privés; Loi des sanatoriums pour tuberculeux; Loi des maisons de maternité; Loi des hôpitaux pour aliénés, 1935; Loi des sanatoriums privés; Loi de l'enregistrement des gardes-malades; Loi du contrôle du lait, 1934; Loi de la literie; Loi des hôpitaux psychiatriques; Loi du remède au cancer; Loi de l'optométrie; Loi des embaumeurs et directeurs de funérailles. *Règlements.*—Contrôle des maladies contagieuses; Règlements sur les maladies vénériennes; Règlements concernant la fabrication des boissons non enivrantes, eaux distillées et minérales, la fabrication des sirops, vins et bières; Mesures sanitaires dans les camps forestiers et miniers; Construction et aménagement des piscines; Règlements sur l'entrecroisement des systèmes d'aqueduc; Règlements par suite de la loi des hôpitaux pour aliénés, 1935; Règlements par suite de la loi des hôpitaux publics; Règlements sur les hôpitaux privés; Lois et règlements concernant l'enregistrement des gardes-malades; Règlements concernant l'usage de l'acide hydrocyanique ou des composés de cyanure pour fins de désinfection; Règlements sur la literie; Règlements concernant les établissements laitiers et de pasteurisation; Règlements découlant de la loi des sanatoriums pour phtisiques; Règlements concernant l'examen aux rayons-X et l'épreuve à la tuberculine pour les gardes-malades dans les sanatoriums et les hôpitaux publics; Règlements relatifs aux récipients pour le fumier et relatifs aux abattoirs; Règlements sur l'inspection dentaire dans les écoles; Règlements sur les unités sanitaires; Règlements sur les cours d'instruction et les qualifications des officiers

de santé, les inspecteurs sanitaires et les infirmières de santé publique; Règlements sur les permis de camp d'été; Lois et règlements sur la demande de crémation; Règlements découlant des stipulations de la loi de l'optométrie; Règlements découlant des stipulations de la loi des embaumeurs et directeurs de funérailles. *Publications.*—Rapport annuel sur les hôpitaux publics, hôpitaux privés, hôpitaux pour incurables, hôpitaux pour convalescents et sanatoriums pour phtisiques; Rapport annuel du Ministère de la Santé; Rapport annuel sur les hôpitaux ontariens pour les malades mentaux, les sous-normaux mentaux et les épileptiques.

(Des brochures sur différents sujets en rapport avec la santé peuvent être obtenues du Ministère de la Santé, Edifices du Parlement, Toronto.)

Voirie.—Rapport annuel, Ministère de la Voirie; Loi du trafic sur les grandes routes, 1937, et amendements et règlements; Lois des véhicules commerciaux, 1937, avec amendements et règlements; Loi des véhicules publics, 1937, avec amendements et règlements; Loi d'amélioration des grandes routes, 1937, avec amendements; Loi de la taxe sur la gazoline, 1937, avec amendements et règlements; Loi de la manutention de la gazoline, 1937, avec amendements et règlements; Carte routière de la province d'Ontario, *gratuite sur demande;* Cartes de comté, district et township, *liste de prix sur demande;* Bulletins routiers hebdomadaires officiels de l'Ontario, *gratuit sur demande.*

Assurance.—Rapports, Surintendant des Assurances; Registraire des corporations de prêt.

Travail.—*Législation.*—Loi du Ministère du Travail; Loi régissant la construction des manufactures, des ateliers et des édifices à bureaux; Loi des chaudières à vapeur; Loi concernant les mécaniciens de moteurs fixes et règlements concernant l'émission de certificats; Loi des bureaux de placements et règlements régissant les agences de placement; Loi des apprentis et règlements généraux régissant la formation des apprentis dans les métiers spécifiés et règlements de métier concernant chaque métier spécifié; Règlements concernant la protection des personnes travaillant dans l'air comprimé; Règlements concernant la protection de personnes travaillant dans les tunnels et les caissons ouverts; Loi du salaire minimum; Ordonnances de la commission du salaire minimum: Loi de l'étalonnage industriel et listes des gages et des heures approuvées par un ordre en conseil. *Rapports.*—Rapport annuel du Ministère du Travail, y compris les rapports du surintendant général des bureaux du gouvernement sur le service de placement au Canada, de l'inspecteur en chef des manufactures, de l'inspecteur des chaudières à vapeur, du bureau des examinateurs des mécaniciens pour moteurs fixes, du Bureau de l'Industrie et du Travail, de la Branche de l'apprentissage, de la Branche du salaire minimum, de la Branche des étalons industriels et de la Branche de conciliation et d'arrangement. *Brochures.*—Pourquoi des certificats pour les ingénieurs de moteurs fixes et de grues à vapeur; Chaudières, moteurs, turbines, condensateurs, pompes; Réfrigération et air comprimé; Combustion; Débutants dans les opérations d'une usine à force motrice; L'outillage d'une usine à vapeur; Ecole de formation aérienne, Galt.—Traité de formation pour le Corps d'Aviation Royal Canadien et besoins industriels.

Terres et Forêts.—Rapport annuel; Pli sur les sites d'été; Les arbres des forêts pour la distribution; Reboisement; Terres de colons; Cueillette des cônes de pin; Liste de townships; Ressources forestières de l'Ontario.

Mines.—Loi des mines, S.R.O., 1937 (chap. 47, avec amendements à date) Manuel—Mines et ressources minérales de l'Ontario, sixième édition, 1936. Vol. XLIX, Partie I, 1940, Rapport sur la production minérale d'Ontario en 1939; Rapport de la Commission Royale d'Ontario sur le nickel, 1917, *prix $5;* Rapport du Comité sur le minerai de fer d'Ontario, 1923, *prix $2,* Volume XXX, Partie II, Gisements d'or en Ontario; Volume XXXIII, Partie II, 1924, Région aurifère de Porcupine, *prix $2;* Rapport définitif du Comité conjoint sur la tourbe, 1925, *prix $1;* Volume XXXVII, Partie II, 1928, Région aurifère de Kirkland-Lake, *prix $2;* Bulletin N° 25, Liste des publications (troisième édition) avec suppléments; Bulletins N°s 80 et 93, Le numéraire et la crise mondiale; Guide du prospecteur dans les champs miniers d'Ontario, (sixième édition, 1939). Loi de la taxe minière; Lois et règlements sur le gaz naturel et le pétrole; Loi de la vente des métaux non ouvrés; Bulletin 131, Accidents miniers en 1940, Carte 1939-a, Index des cartes géologiques; Etude des minéraux et roches.

Affaires municipales.—Rapport annuel; Statistiques municipales (annuelles), *prix $5;* Résumé de la législation municipale et scolaire, *prix 10 cents;* Manuel de comptabilité pour les villages et townships d'Ontario, *prix $2. (Des brochures et bulletins occasionnels sont aussi publiés traitant de divers aspects des affaires municipales.) Commission municipale de l'Ontario.*—Rapport annuel; Réseaux téléphoniques (index du rapport de la Commission sur les réseaux téléphoniques municipaux); Règlements de pratique et procédure et formes de pratique; Règlements, spécifications et formules.

Premier Ministre.—Rapports de la Commission de régie des liqueurs de l'Ontario et de la Commission du chemin de fer Témiscamingue et Nord-Ontario. Manuel du touriste. Rapports de la commission des parcs de Niagara; Rapport de l'Ontario Research Foundation. Rapport de la Commission d'énergie hydroélectrique.

Secrétaire Provincial.—*Rapports annuels.*—Prisons et maisons de correction y compris Bureau des pardons conditionnels; Rapport annuel du secrétaire et registraire de la province d'Ontario (ce rapport est présenté chaque année à l'Assemblée Législative, mais n'a pas été imprimé depuis plusieurs années). Rapport annuel des naissances, mariages et décès; Loi des compagnies, y compris Loi des corporations extra-provinciales; Loi dite de main-morte et institutions de charité; Loi de l'information sur les compagnies et Loi d'enregistrement des garanties des compagnies. Loi du mariage. Loi des statistiques vitales. Manuel des médecins avec liste internationale des causes de décès.

[*Le Manuel à l'usage des médecins avec liste internationale des causes de décès est publié par le Bureau Fédéral de la Statistique, mais cette Branche possède des exemplaires pour distribution.*]

Registres et Archives Publics.—(9) Comptes rendus de l'Assemblée Législative du Haut-Canada, 1812 (1912); (10) Comptes rendus de l'Assemblée Législative du Haut-Canada, 1818–1821 (1913); (11) Comptes rendus de l'Assemblée Législative du Haut-Canada, 1821–1824 (1914); (12) Comptes rendus du Conseil Législatif du Haut-Canada, 1821–1824 (1915); (13) Voyages de la Rochefoucault-Liancourt au Canada, 1795 (1916); (14) Registres des premières cours de justice du Haut-Canada (1917); (15) Manuscrits des Hurons (1918–1919); (16) Colonisation dans le Haut-Canada (1920); (17) Concessions de terres de la Couronne dans le Haut-Canada, 1787–1791 (1928); (18) Concessions de terres de la Couronne dans le Haut-Canada, 1792–1796 (1929); (19) Concessions de terre de la Couronne dans le Haut-Canada, 1796–1797 (1930); (20) Concessions de terres de la Couronne dans le Haut-Canada, 1797–1798 (1931); (21) Minutes de la cour de district locale des sessions trimestrielles, 1800–1811 (1932); (22) Minutes de la cour de district de London des sessions trimestrielles, 1800–1818 (1933).

Bien-être Public.—*Rapports.*—Rapport annuel, Rapport de la Commission des pensions de vieillesse (y compris pensions aux aveugles); Commissions des allocations aux mères; Commission médicale des allocations aux mères; Branche des secours au chômage; Commission de l'aide aux soldats; Branche de l'aide à l'enfance; Orphelinats; Refuges et foyers pour les vieillards et les infirmes; Rapport spécial sur les jeunes hôtes britanniques. *Lois.*—Lois et règlements des pensions de vieillesses; Loi et règlements des allocations aux mères; Loi des institutions de charité; Loi de l'entretien des parents; Loi et règlements des parents non mariés; Loi et règlements de l'adoption. *Brochures.*—Manuel d'information générale pour les anciens combattants (publié par la Commission de l'aide aux soldats).

Travaux Publics.—Rapport annuel du Ministre, avec rapports par le sous-ministre, l'architecte, l'ingénieur, le secrétaire et le comptable.

Trésorerie.—Etats annuels; Estimations des dépenses; Comptes publics; Etat financier présenté par le trésorier à l'Assemblée Législative; Rapport du vérificateur des comptes. Rapport de la Commission de la censure des vues cinématographiques.

Autres publications.—*Commission d'énergie hydroélectrique.*—Rapport annuel; Bulletin mensuel; Lois et règlements concernant l'installation et l'outillage électrique; L'Hydro en Ontario. *Commission de contrôle du lait.*—Rapport annuel. *Commission des parcs de Niagara.* Rapport annuel. *Ontario Research Foundation.*—Rapport annuel; Bulletin trimestriel. Les documents scientifiques dus au personnel, publiés dans les journaux scientifiques ou commerciaux, sont énumérés dans le rapport annuel. *Commission de compensation aux accidents.*—Rapport annuel.

MANITOBA

Agriculture.—*Brochures.*—Rapports annuels sur les récoltes et le bétail. *Bulletins et circulaires.*—*(Une longue série est publiée sur les grandes cultures, les mauvaises herbes, la machinerie de ferme, l'industrie laitière, l'élevage, la volaille, les insectes, le ménage, l'horticulture, la production diverse et de temps de guerre.)*

Education.—Rapport annuel; Programme des études, élémentaires et senior; Loi des écoles publiques; Règlements; Embellissement des terrains scolaires; Agenda des cours d'été; Loi de la fréquentation; Loi du Ministère de l'Education; Règlements pour les écoles secondaires; Règlements de la Commission consultative sur les exercices religieux.

Commissaire Municipal.—Renseignements statistiques sur les municipalités de la province et liste du nom et adresse des fonctionnaires de l'administration et de l'hygiène de chaque municipalité; Commission de la répartition du Manitoba.

Travaux Publics.—Rapport annuel, y compris documents sessionnels. Rapport sur l'assurance.

Procureur Général.—Rapport annuel. Commission des liqueurs du gouvernement. Commission des accidents de travail. Rapport annuel du réseau téléphonique du Manitoba.

Trésorier Provincial.—Comptes publics; Estimations; Discours sur le budget; Rapport de l'Association des prêts aux fermiers du Manitoba.

Secrétaire Provincial.—Manitoba Gazette; Journaux et documents sessionnels. Statuts de la province.

Mines et Ressources Naturelles.—Rapport annuel; Mines et minéraux du Manitoba, 1928; Guide des prospecteurs; La pêche est bonne au Manitoba; Cartes minières; Cartes régionales des terres. Clos de brise-vent et lot à bois de ferme (1938); "The Whiteshell".

Santé et Bien-être Public.—Rapport annuel; Soins donnés à la mère avant et après l'accouchement (mensuel); Le bébé au Manitoba; L'enfant au Manitoba; Matériel pour les études des enfants dans les petits centres; Patrons pour layettes d'enfants *(10 cents)*; Règlements pour les pensionnats, les hôpitaux de maternité et les pouponnières; Règlements de quarantaine; Les rhumes; La rougeole; La scarlatine; La diphtérie; Immunisation contre la diphtérie; Coqueluche; Le tachome; La fièvre typhoïde; Matériel des instituteurs propres à l'entraînement pour la santé.

Les publications du Ministère fédéral des Pensions et de la Santé Publique, du Conseil du Bien-être de l'enfance, de l'Institut national pour les aveugles sont aussi employées par le service éducationnel.

SASKATCHEWAN

Agriculture.—Rapport annuel du Ministère de l'Agriculture. Rapports annuels des branches, etc.:—Industrie laitière; Bétail; Grandes cultures; Statistiques; Coopération et marchés; Rapport de la Division des abeilles; Rapport du département d'extension du Collège de l'Agriculture. Rapports de la Commission des marchés: Marché du bétail. Bulletins et feuillets sur le bétail, les grandes cultures, l'industrie du lait, les méthodes de labour, etc.

Autres publications.—*Rapports annuels:* Bureau du Travail et du Bien-être Public; Ministère de l'Education; Ministère de la Voierie et des Transports; Ministère des Affaires Municipales; Ministère des Travaux Publics; Bureau de la protection de l'enfance; Ministère de la Santé; Département des Téléphones; Département des Ressources Naturelles; Commission des gouvernements municipaux; Comptes publics; Commission du cancer; Hôpitaux mentaux; Saskatchewan Gazette. *Du Bureau des Publications;* Bulletin hebdomadaire de nouvelles (Weekly News Bulletin); Brochures sur les attractions pour touristes, les routes, les ressources naturelles, les industries, etc. de la Saskatchewan. Législation concernant les femmes et les enfants; Sécurité de la route.

ALBERTA

Agriculture.—Notes hebdomadaires du Ministère de l'Agriculture; Rapport agricole de l'Alberta (tous les quinze jours, de mai à septembre); Rapport annuel; Résumé statistique de la production de l'année précédente; Agenda des écoles provinciales d'agriculture; Semaine de la fermière (circulaire); Semaine de la ferme et de la maison (circulaire). Le Ministère de l'Agriculture—Ses fonctions et ses services. *Bulletins.*—Elevage du dindon en Alberta; *Conservation des fruits, légumes et viandes; Embellissement des abords du* domicile; Production de crème de haute qualité; Plantation d'arbres décidus et d'arbustes; Plantation d'arbres à feuilles persistantes; Décoration de la maison; Valeur et emploi du lait; Cuisson de la viande; Emploi varié des légumes; Production de pommes de terre en Alberta; Quatre mauvaises herbes; Apiculture pour commençants en Alberta. *Circulaires et feuillets. (Il en existe un certain nombre traitant de plusieurs problèmes de la ferme.)*

Education.—Rapport annuel; Programme d'étude des écoles élémentaires; Examens de promotion au grade VIII; Examens départementaux pour les grades IX-XII; Brochures sur l'étude de la peinture, de l'architecture et de la sculpture; Prospectus annonçant les cours d'été; Prospectus concernant les écoles normales; Programme d'étude des lycées techniques (revisé en 1932 et 1937); Règlements du Ministère de l'Education concernant le cours d'étude des grades VII, VIII et IX; Cours d'études secondaires par correspondance; Horaire suggéré pour les écoles à classe unique; Instructions sur l'enseignement du français dans les écoles élémentaires; Supplément au programme d'étude des écoles élémentaires—Choix de lectures; Suggestions concernant le travail sédentaire dans les grades juniors; Table de logarithmes à cinq décimales; Règlements du Ministère de l'Education concernant le programme d'étude et les examens annuels des écoles secondaires; Liste de prix et formule de réquisition—Branche des livres de classe; L'éducation rurale en Alberta telle qu'elle est et telle qu'elle devrait être; Règlements du Ministère de l'Education concernant le programme d'étude et les examens annuels des écoles commerciales (revisés en 1932 et 1937); Bulletins et règlements concernant les édifices scolaires dans les districts scolaires de la campagne et des villages; Série de plans et de spécifications pour résidence de professeurs; Série de plans pour écoles à une ou deux salles de classe, avec spécifications; Prospectus annuel de l'Institut provincial de Technologie et d'Arts; Cours d'étude pour les écoles secondaires techniques; Loi scolaire; L'éducation physique dans les écoles rurales; L'éducation physique dans les écoles secondaires; Rapport du Comité législatif sur l'instruction rurale;

L'éducation rurale en Alberta; Manuel de civisme pour les écoles secondaires; Instructions concernant la tenue d'examens; Instructions spéciales aux examinateurs en fonction; Instructions spéciales aux examinateurs en fonction concernant les examens commerciaux; "Après trois ans"—Rapport sur les grandes divisions; *(Librairie enfantine d'Alberta).* Catalogue de manuels scolaires.

Imprimeur du Roi.—Gazette de l'Alberta, *prix $2 par année.* Projets de loi et statuts.

Terres et Mines.—Rapport annuel; Rapport annuel de la Branche des Mines; Revue annuelle de l'huile; Histoire de l'huile en Alberta; Minéraux de l'Alberta. Rapport annuel de la Branche de la Chasse; Règlements sur la chasse.

Affaires Municipales.—Rapport annuel du Ministère; Liste des municipalités de l'Alberta.

Secrétaire Provincial.—Règlements sur les véhicules de service public. *Branche de l'Assurance.*—Rapport annuel.

Hygiène Publique.—Rapport annuel du Ministère; Rapport annuel des statistiques vitales. Bulletins publiés sur divers sujets concernant la santé. Brochures sur les maladies contagieuses au nombre de 12; Livre de la mère d'Alberta; Ce que vous devriez savoir sur le cancer (livre); Renseignements généraux sur les amygdales; Règlements d'hygiène pour les écoliers; Goitre; Connaissances utiles sur les mouches; De nos jours (brochure sur la nutrition); Histoire et organisation du Ministère et des commissions d'hygiène; Hôpitaux et sanatoriums; Protection des approvisionnements alimentaires de la communauté; Protection des approvisionnements laitiers publics; Destruction sanitaire des rebuts et déchets publics; Maladies communiquées par les excréments; Unités sanitaires de district; Pour combattre la syphillis à ses débuts; Traitement des maladies sociales à la sulfanilamide; *Bulletins alimentaires.*—(1) Préparation de la viande dure; (2) Le dîner à l'école; (3) Salades.

Travaux Publics.—Rapport annuel; Carte routière annuelle.

Commerce et industrie.—Législation ouvrière. *Commission des Relations Industrielles.* Rapport annuel; Manuel de procédure. *Commission de l'Ecoulement de l'Alberta.*—Répertoire des manufacturiers de l'Alberta; Catalogue de pièces de machinerie de ferme. *Commission de l'Ecart des Prix.*—Résumé hebdomadaire. *Bureau de Publicité.*—Livre de voyage; Faits sur l'Alberta; *(diverses autres publications).* *Commission du Crédit Social.*—Rapport annuel; *(diverses autres publications).* *Branche de la Statistique.*—Résumés mensuels et annuel.

Trésorerie.—Discours sur le budget contenant des extraits des comptes publics et autres états financiers; Comptes publics; Estimations des recettes et dépenses; Comment recourir aux branches de la Trésorerie.

Autres publications.—Des rapports annuels sont aussi publiés par la Commission des Utilités Publiques et la Commission de Compensation aux Accidentés.

COLOMBIE BRITANNIQUE

Agriculture.—*Le Ministère publie une liste de publications sur l'industrie laitière, les maladies et insectes, les grandes cultures, la culture des fruits et légumes, le bétail et divers autres sujets, ainsi que des rapports sur la statistique agricole et le climat.*

Pêcheries.—*(Rapports annuels et bulletins disponibles au Ministère).*

Imprimeur du Roi.—Gazette de la Colombie Britannique.

Terres.—*Branche des Terres.*—Comment obtenir du terrain par préemption; Questions et réponses sur la Colombie Britannique; *(les autres bulletins des Terres couvrent des districts particuliers d'enregistrement de la terre.)* *Branche Forestière.*—Comment effectuer une vente de bois; Règlements du pâturage. *Branche Hydraulique.*—Forces hydrauliques—Colombie Britannique; Forces Hydrauliques—Fleuve Fraser.

Mines.—*(Rapports annuels élaborés et bulletins spéciaux disponibles au Ministère).*

Bureau de Voyages du Gouvernement de la Colombie Britannique.—L'attirante Colombie Britannique; Cours d'automobiles et endroits de stationnement en Colombie Britannique; Colombie Britannique—Canada; Carte dépliante de la Colombie Britannique; Routes pittoresques de la Colombie Britannique; La C.B. présente la grande route Big Bend; "Fuyez l'hiver" *(dépliant de voyage d'hiver);* La chasse et la pêche en Colombie Britannique; Catalogue de films (16mm.); Synopsis des règlements sur le sport de la pêche; Parc Tweedsmuir, Colombie Britannique; Parc Thunderbird.

Section 5.—Rapports des Commissions Royales fédérales et provinciales et rapports choisis de Commissions Royales britanniques intéressant le Canada

COMMISSIONS ROYALES FÉDÉRALES

La liste des Commissions Royales Fédérales, de 1870 à 1939, paraît aux pages 1137-1140 de l'Annuaire de 1940.

COMMISSIONS ROYALES PROVINCIALES

NOTA.—*Sont donnés ci-dessous les rapports de Commissions Royales Provinciales parus depuis la publication de la liste aux pages 1140-1145 de l'Annuaire de 1940 ainsi que les revisions de cette liste et les rapports de Commissions Royales publiées depuis l'impression de la liste.*

Nouvelle-Ecosse.—Commission sur la législation concernant le travail, 1910. Robert Magill, président, Henry Macdonald, D. W. Robb, commissaires. 136 p. bibl.

Ontario.—Commission Royale d'enquête sur certaines affaires de l'Abitibi Power & Paper Co. M. le juge McTague, président; Sir James Dunn, Albert E. Dyment, commissaires, 1940.

Manitoba.—Commission Royale sur le contrôle, l'administration et le fonctionnement du département de police de la ville de Winnipeg, 1940. W. J. Donovan, président, N. J. Black, A. S. McKechnie, commissaires, 92 p. miméo.

Saskatchewan.—Commission Royale d'enquête sur le crédit agricole, 1913—*revisée pour se lire*—"Commission du crédit agricole de la province de la Saskatchewan, 1913"; Hon. George Langley, J. H. Haslam, C. A. Dunning, E. H. Oliver, commissaires, 224 + 3 p.

Alberta.—Commission Royale sur le désastre de la mine Imperial, 1936—*revisée pour se lire* "Commission. ., pour établir. la cause de l'explosion de la mine Imperial exploitée par les Lethbridge Collieries à Coalhurst, Alberta, Calgary, 14 avril 1936. H. W. Lunney, commissaire, 15 p. miméo." Industrie de l'huile en Alberta, 1940: Rapport d'une Commission Royale d'enquête sur des questions liées au pétrole et aux produits du pétrole. Hon. juge A. A. McGillivray, président, L. R. Lipsett.

Colombie Britannique.—Rapport de la Commission d'enquête sur le lait, 1928; présenté à la Législature, le 22 janv. 1929, F. M. Clement, président, 112 p.

COMMISSIONS ROYALES BRITANNIQUES CONCERNANT LE CANADA

La liste des Commissions Royales Britanniques, qui ont trait au Canada, paraît à la p. 1145 de l'Annuaire de 1940.

CHAPITRE XXIX.—ANNALES

SYNOPSIS

	Page		Page
Section 1. Principaux événements de l'année	1017	Section 3. Extraits de la *Gazette du Canada*, nominations officielles, commissions, etc.	1020
Section 2. Nécrologie	1018	Section 4. Législation fédérale, 1940	1026

Section 1.—Principaux événements de l'année

La guerre.—Un relevé des principaux événements de la guerre, jusqu'au 8 juillet 1940, se trouve aux pp. 1174–1180 de l'Annuaire de 1940. Les événements depuis cette date jusqu'à la mise sous presse paraissent dans l'Appendice I, pp. 1030–1040.

Nominations diplomatiques.—Le personnel de la représentation diplomatique du Canada à l'étranger et des envoyés britanniques et étrangers au Canada, au 15 avril 1941, paraît aux pp. 42–45 du présent volume. Depuis l'envoi à l'imprimerie du chapitre III—Constitution et Gouvernement—les Présidents de l'Argentine et du Brésil ont accrédité leurs premiers Ministres auprès du Canada. Le Ministre du Brésil, l'hon. Joao Alberto Lins de Barros, a présenté ses lettres de créance à Son Excellence le Gouverneur Général le 15 mai 1941; le Ministre de l'Argentine, le Dr Pablo Santos Munoz, a présenté ses lettres de créance le 3 juin 1941.

Accords commerciaux.—Les renseignements concernant les accords commerciaux conclus au cours de l'année paraissent au chapitre du commerce extérieur, dans la sous-section 2, Relations tarifaires avec les autres pays, pp. 386–398. Depuis l'envoi sous presse de ce chapitre, la Grèce (1er mai 1941), la Syrie, le Liban et la Somalie française (27 mai) sont entrés dans l'orbite des règlements sur le commerce avec l'ennemi. Ces renseignements s'ajoutent à la matière précédant la section 2, p. 399.

Relations fédérales-provinciales.—Le 2 novembre 1940, à la suite de la Commission Royale sur les relations entre le Dominion et les provinces dont le rapport a été soumis en mai 1940, une conférence avec les provinces a été proposée afin d'adopter, si possible, les recommandations de la Commission. Les Premiers Ministres de toutes les provinces acceptèrent la proposition, et la conférence s'assembla à Ottawa le 14 janvier 1941. Les Premiers Ministres de trois provinces ne voulurent pas discuter les recommandations du rapport et, en conséquence, la conférence fut ajournée au 15 janvier 1941. Certaines mesures proposées par le Ministre des Finances dans son budget du 29 avril 1941 ont une grande portée sur les relations fédérales-provinciales. L'effet de ces mesures est discuté dans l'introduction de ce volume à la p. xxxiv.

Elections provinciales générales.—Une élection générale au Manitoba, le 22 avril 1941, maintient au pouvoir le gouvernement de coalition de l'hon. John Bracken.

Changements dans les Ministères provinciaux.—Voici quels sont les changements dans les ministères provinciaux et les corrections à faire depuis l'impression du chapitre "Constitution et Gouvernement" de ce volume:—

Nouvelle-Ecosse.—Le nom du Ministre de l'Industrie et de la Publicité doit se lire l'hon. *Harold* Connolly.

Nouveau-Brunswick.—Les dates de nomination du Secrétaire-Trésorier et du Ministre de l'Education doivent se lire le 10 janvier 1940.

Ontario.—Le 27 mai 1941, l'hon. Peter Heenan devient Ministre du Travail, l'hon. N. O. Hipel devient Ministre des Terres et Forêts, et l'hon. F. R. Oliver assume le portefeuille du Bien-Etre Public en outre de celui des Travaux Publics.

Manitoba.—Le 3 mai, l'hon. M. Bracken assume le portefeuille des Relations Fédérales-Provinciales et l'hon. James O. McLenaghen est assermenté comme Procureur Général à la place de l'hon. W. J. Major. Le 15 mai, l'hon. S. S. Garson assume le portefeuille des Téléphones et Télégraphes.

Saskatchewan.—A la suite de l'entrée en service actif du Secrétaire Provincial, l'hon. E. M. Culliton, une réorganisation du Ministère vient en vigueur le 3 mai 1941; l'hon. M. Culliton demeure dans le Cabinet comme Ministre sans portefeuille et ses anciennes fonctions sont réparties comme suit entre les autres membres du Cabinet: le secrétariat provincial et la fonction d'administrateur de la loi des théâtres et des cinématographes reviennent à l'hon. M. Uhrich; la fonction d'administrateur des lois de l'impression publique et du Bureau des Publications est dévolue à l'hon. W. F. Kerr; et la fonction d'administrateur de la loi de la Commission provinciale des taxes échoit à l'hon. A. T. Procter.

Canalisation du St-Laurent.—Les développements relatifs à cette vaste entreprise sont mentionnés dans l'introduction de ce volume, p. xxix.

Honneurs impériaux à des Canadiens.—Le 15 décembre 1940, M. Arthur B. Purvis, directeur général de la Commission britannique d'achat aux Etats-Unis, est créé membre du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté. La liste d'honneurs à l'occasion de la fête du Roi, publiée le 12 juin 1941, annonce l'élévation au titre de vicomte du Très hon. R. B. Bennett, C.P., ancien Premier Ministre du Canada et maintenant domicilié en Angleterre, en reconnaissance de ses œuvres de guerre au Royaume-Uni. Sur la même liste, l'hon. Vincent Massey, Haut Commissaire du Canada au Royaume-Uni, est nommé au Conseil Privé Impérial. Le 1er juillet, l'hon. Raoul Dandurand, Ministre sans portefeuille dans le Cabinet canadien et leader du Gouvernement au Sénat, est nommé au Conseil Privé Impérial.

Section 2.—Nécrologie

1940.—(Voir aussi pp. 1165–1166 de l'Annuaire de 1940.) 8 juillet, Gérard Power, Québec, Qué., ancien membre du Conseil Législatif du Québec. 12 juillet, Murdoch C. MacLean, M.A., Ottawa, Ont., chef de la Branche de l'Analyse Sociale, Bureau Fédéral de la Statistique. 17 juillet, Frank N. Darke, Regina, Sask., ancien député de Regina. 20 juillet, Nicol Jeffrey, Guelph, Ont., ancien juge de la Cour Suprême de l'Ontario. 25 juillet, Sir Thomas Tait, St. Andrews, N.-B., ancien directeur général du Service National. 28 juillet, Marie-Joseph Demers, Montréal, Qué., juge de la Cour Supérieure du district de Montréal et ancien député de St-Jean-Iberville. 29 juillet, l'hon. Frank Carrel, Québec, Qué., conseiller législatif pour la division du golfe St-Laurent. 30 juillet, le col. S. Maynard Rogers, Ottawa, Ont., ancien surintendant du parc national Jasper. 1er août, l'hon. J. F. Daniel, Montréal, Qué., conseiller législatif pour de Lanaudière. 18 août, Dr Leonard J. Simpson, Picton, Ont., Ministre de l'Education en Ontario. 25 août, l'hon. J. A. Guibault, Joliette, Qué., juge de la Cour Supérieure. 29 août, Edward M. Kindle B.A., M.S., LL.D., Ottawa, Ont., ancien paléontologiste en chef, Relevés Géologiques. 10 septembre, l'hon. Guillaume-André Fauteux, Montréal, Qué., sénateur pour de Salaberry; l'hon. Joseph-Marcelin Wilson, Montréal, Qué., ancien sénateur

pour Sorel. 14 septembre, Charles Edward Stewart, Ottawa, Ont., ancien assistant-commissaire des Phares, Département de la Marine. 16 septembre, John T. Johnston, B.A.Sc., Toronto, Ont., contrôleur du Bureau de l'Hydraulique et de l'Energie, Branche des Relevés et du Génie, Ministère des Mines et Ressources. 27 septembre, Louis K. Jones, I.S.O., Ottawa, Ont., ancien adjoint du sous-ministre des Chemins de Fer et Canaux; Sir Frederick Stupart, Toronto, Ont., ancien directeur du Service Météorologique du Canada. 30 septembre, l'hon. Henry W. Laird, Burlington, Ont. sénateur pour Regina. 1er oct., R. M. Motherwell, Ottawa, Ont., astronome, Observatoire du Dominion, Ottawa. 7 octobre, professeur George Harcourt, Edmonton, Alta, premier sous-ministre de l'Agriculture en Alberta. 9 octobre, Sir Wilfred Grenfell, Charlotte, Vt, E.-U., fondateur de l'International Grenfell Association. 15 octobre, col. Sir Arthur Percy Sherwood, Ottawa, Ont., ancien commissaire de la police fédérale. 18 octobre, William A. Walsh, Montréal, Qué., ancien député de Mont-Royal. 24 octobre, Edward B. Robertson, Ottawa, Ont., ancien assistant-commissaire de l'Immigration. 28 octobre, l'hon. David B. Mullen, Edmonton, Alta, Ministre de l'Agriculture en Alberta. 31 octobre, col. William H. Robinson, O.B.E., Ottawa, Ont., ancien directeur des Approvisionnements et Transports. 9 novembre, très hon. Neville Chamberlain, Odiham, Angleterre, ancien Premier Ministre du Royaume-Uni. 11 novembre, George E. Hazen, Halifax, N.-E., membre élu de la Législature de la Nouvelle-Ecosse. 14 novembre, James B. Fairbairn, Vineland, Ont., ancien sous-ministre de l'Agriculture en Ontario. 16 novembre, George Kyte, K.C., St. Peters, N.-E., membre de la Commission des Eaux Limitropes et ancien député de Richmond-Cap Breton Ouest; lieut.-gén. Sir Percy Lake, K.C.B., K.C.M.G., Victoria, C.B., ancien inspecteur général, Milice canadienne. 21 novembre, col. Edward C. Chambers, Ottawa, Ont., directeur des Services du Génie, Ministère de la Défense Nationale. 24 novembre, Vicomte Craigavon, Belfast, Irlande du Nord, premier Premier Ministre de l'Irlande du Nord. 26 novembre, l'hon. M. J. O'Brien, Renfrew, Ont., ancien sénateur pour Renfrew. 1er décembre, l'hon. A. A. Bruneau, Montréal, Qué., ancien juge de la Cour Supérieure du Québec et ancien député de Richelieu. 2 décembre, col. V. I. Smart, Ottawa, Ont., sous-ministre des Transports. 4 décembre, Dr Alexis Bouthillier, St-Jean, Qué., M.A.L. pour St-Jean-Napierville. 6 décembre, Geo. W. Allan, K.C., Victoria, C.B., ancien député de Winnipeg Sud. 8 décembre, Lord Baden-Powell, Nyeri, colonie du Kenya, fondateur du scoutisme. 12 décembre, l'hon. A. A. McGillivray, Edmonton, Alta, juge de la Cour Suprême de l'Alberta. 13 décembre, Alex Henderson, K.C., ancien Procureur Général de la Colombie Britannique. 14 décembre, l'hon. Gordon W. Scott, M.C.L., en mer, aviseur financier du Ministère des Munitions et Approvisionnements et membre du Conseil Législatif pour Victoria, Qué. 16 décembre, William F. O'Connor, K.C., Ottawa, Ont., rédacteur des lois et conseiller parlementaire au Sénat. 21 décembre, major L. T. Burwash, Cobourg, Ont., ancien aviseur technique du Ministère de l'Intérieur et explorateur arctique. 23 décembre, Charles Paxton Blair, Ottawa, Ont., ancien assistant-commissaire des Douanes. **1941.**—5 janvier, Athol C. Wright, Ottawa, Ont., ancien surintendant du parc national Jasper. 17 janvier, Dr Joseph Sirois, Québec, Qué., président de la Commission fédérale de l'assurance-chômage et ancien président de la Commission Royale sur les relations entre le Dominion et les provinces. 28 janvier, Oscar D. Skelton, M.A., Ph.D., Ottawa, Ont., sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Extérieures. 29 janvier, général Jean Metaxas, Athènes, Grèce, Premier Ministre de la Grèce. 1er février, Joseph-Oscar Patenaude, O.S.I., Ottawa, Ont., ancien Imprimeur du Roi. 4 février, Dr James Bonar, Londres, Ang., ancien sous-directeur de la Monnaie Royale à la succursale d'Ottawa; Frank Nicolas,

Worthing, Angleterre, ancien rédacteur en chef, Ministère des Mines, Ottawa. 18 février, R. H. MacKay, New Glasgow, N.-E., sous-ministre du Travail en Nouvelle-Ecosse. 21 février, major Sir Frederick Banting, Musgrave Harbour, Terre-Neuve, président du Comité médical associé de l'Aéronautique. 5 mars, sénateur J. J. Hughes, Souris Ouest, I.P.-E., sénateur pour King's, I.P.-E. 9 mars, l'hon. John Hall Kelly, Dublin, Eire, Haut Commissaire canadien en Eire. 19 mars, William F. Garland, Ottawa, Ont., ancien député de Carleton, Ont. 20 mars, Frederick C. Casselman, M.C., M.P., Ottawa, Ont., député d'Edmonton Est. 22 mars, Ira A. Humphries, Toronto, Ont., ancien assistant-procureur général de l'Ontario. 25 mars, Dr John L. MacIsaac, Antigonish, N.-E., M.L.A. pour le comté d'Antigonish. 3 avril, l'hon. James R. Wilson, C.P., Saskatoon, Sask., ancien ministre sans portefeuille. 8 avril, l'hon. Loring C. Christie, New-York, E.-U., Ministre canadien aux Etats-Unis. 1er mai, Albert Allard, Ottawa, Ont., ancien député d'Ottawa. 7 mai, Reginald E. Watts, F.S.S., Ottawa, Ont., ancien chef de la Branche des Statistiques Judiciaires, Bureau Fédéral de la Statistique. 11 mai, l'hon. J. D. Taylor, Winter, Sask., sénateur pour New Westminster. 28 mai, Hermas Deslauriers, M.D., Montréal, Qué., député de Ste-Marie (Montréal). 11 juin, Alexander C. Rutherford, Edmonton, Alta, premier Premier Ministre de l'Alberta.

Section 3.—Extraits de la Gazette du Canada—Nominations officielles, commissions, etc.*

Lieutenants-Gouverneurs, 1940.—Roland Fairbairn McWilliams, C.R., Winnipeg, Man.: Lieutenant-Gouverneur de la province de Manitoba, à partir du 1er novembre 1940.

Conseillers Privés, 1940.—8 juillet, William Pate Mulock, C.R., M.P., Toronto, Ont.; col. Colin William George Gibson, M.C., V.D., C.R., M.P., Hamilton, Ont.: membres du Conseil Privé de Sa Majesté pour le Canada. 12 juillet, Angus Lewis Macdonald, C.R., B.A., LL.B., S.J.D., Halifax, N.-E.; membre du Conseil Privé de Sa Majesté pour le Canada. **1941.**—24 février, Leighton Goldie McCarthy, C.R., Toronto, Ont.; membre du Conseil Privé de Sa Majesté pour le Canada. 11 juin, Joseph T. Thorson, C.R., B.A., LL.B., J.D., M.P., Winnipeg, Man.: membre du Conseil Privé de Sa Majesté pour le Canada.

Membres du Cabinet, 1940.—5 juillet, l'hon. James Layton Ralston, C.P.: Ministre de la Défense Nationale. 8 juillet, l'hon. Pierre-Joseph-Arthur Cardin, C.P., Ministre des Travaux Publics: Ministre des Transports, en remplacement de l'hon. C. D. Howe, démissionnaire; l'hon. James Lorimer Ilsley, C.P.: Ministre des Finances, en remplacement de l'hon. J. L. Ralston, démissionnaire; l'hon. William Pate Mulock, C.R., M.P., Toronto, Ont.: Ministre des Postes, en remplacement de l'hon. C. G. Power, démissionnaire; l'hon. col. Colin William George Gibson, M.C., V.D., C.R., M.P., Hamilton, Ont.: Ministre du Revenu National, en remplacement de l'hon. J. L. Ilsley, démissionnaire. 12 juillet, l'hon. Angus Lewis Macdonald, C.P., C.R., B.A., LL.D., S.J.D.: Ministre de la Défense Nationale pour les Affaires Navales; l'hon. Charles Gavin Power, C.P., Ministre de la Défense Nationale pour l'Air: Ministre associé de la Défense Nationale; l'hon. James Garfield Gardiner, C.P., Ministre de l'Agriculture: Ministre des Services Nationaux de Guerre. 11 juin l'hon. Joseph T. Thorson, C.R., B.A., LL.B., J.D., M.P., Winnipeg, Man.: Ministre des Services Nationaux de Guerre, en remplacement de l'hon. J. G. Gardiner, démissionnaire.

* Cette liste est la continuation de celle des pp. 1167-1173 de l'Annuaire de 1940.

Sénateurs, 1940.—7 novembre, Léon Mercier Gouin, C.R., LL.D., Montréal, Que.

Nouveaux députés à la Chambre des Communes, 1940.—12 août, l'hon. Angus Lewis Macdonald (lib.), Cité de Kingston, Ont. 19 août, A. H. Bence (cons.), Saskatoon, Sask.; G. R. Boucher (cons.), Carleton, Ont.; L. O. Breithaupt (lib.), Waterloo Nord, Ont. **1941.**—2 juin, Mme Cora T. Casselman (lib.), Edmonton Est, Alta.

Aides de camp honoraires, 1940.—Il a plu à Son Excellence le Gouverneur Général de faire les nominations suivantes: 7 septembre, maj.-gén. T. L. Tremblay, C.M.G., D.S.O., E.D., inspecteur général, Est du Canada, Québec, Qué.; col. (brig.-gén. hon.) C. H. Maclaren, C.M.G., D.S.O., V.D., R.O., Ottawa, Ont.; commodore de l'air A. E. Godfrey, M.C., A.F.C., V.D., C.A.R.C., Victoria, C.B.; commodore de l'air N. R. Anderson, C.A.R.C., Halifax, N.-E.; commodore de l'air A. B. Shearer C.A.R.C., Winnipeg, Man.; commodore de l'air H. Edwards, C.A.R.C., Ottawa, Ont.; commodore G. C. Jones, M.R.C., Halifax, N.-E.; commodore W. J. R. Beech, M.R.C., Victoria, C.B.; col. (brig. temporaire) H. Riley, D.S.O., D.O.C., dist. mil. n° 10, Winnipeg, Man.; col. A. E. Dubuc, D.S.O., V.D., R.O., Ottawa, Ont.; col. C. M. Edwards, D.S.O., V.D., R.O., Ottawa, Ont.; col. H. S. Tobin, D.S.O., V.D. R.O., Vancouver, C.B.; capitaine de groupe G. E. Brookes, O.B.E., C.A.R.C., Toronto, Ont.; capitaine de groupe G. M. McEwen, M.C., D.F.C., C.A.R.C., Montréal, Qué.; col. C. R. Scott, liste générale, C.M., Ottawa, Ont.; capitaine de groupe L. F. Stevenson, C.A.R.C., Regina, Sask.; lt-col. S. C. Oland, V.D., R.O., Halifax, N.-E.; lt-col. F. A. S. Dunn, V.D., C.R., C.E.O.C. de l'univ. de l'Alberta, Edmonton, Alta; lt-col. Gavin L. Ogilvie, R.O., Montréal, Qué.; lt-col. G. E. Full V.D., R.O., Charlottetown, I.P.-E.; lt-col. A. C. Prince, V.D., R.O., Windsor, Ont.; lt-col. A. E. Duncanson, D.S.O., V.D., C.R., R.R.C., Toronto, Ont.; commander J. A. Heenan, R.M.R.C., Ottawa, Ont.; lt-col. J. D. Fraser, V.D., 4th P.L.D.G., Ottawa, Ont.; lt-col. H. S. McGreevy, à sa retraite, Québec, Qué.; lt-col. W. H. G. Wurtele, M.C., V.D., G.G.F.G., Ottawa, Ont.; lt-col. R. P. Locke, E.D., G.G.H.G., Toronto, Ont.; lt-col. M. C. Grison, le Régiment de Hull, Ottawa, Ont.; lt-col. H. Strachan, V.C., M.C., 15th A.L.H., Calgary, Alta; commander P. B. Cross, R.V.M.R.C., Saint John, N.-B.; major H. E. J. Vautelet, C.R., 2nd régt (Montréal), A.R.C., Montréal, Qué.; lieutenant commander H. R. Wade, R.V.M.R.C., Vancouver, C.B.; surintendant H. A. R. Gagnon, R.G.C.C., Montréal, Qué.; lieut. de vaisseau P. Major, R.V.M.R.C., Montréal, Qué. **1941.**—20 mars, assistant-commissaire C. H. Hill, M.C., R.G.C.C., Vancouver, C.B.

Nominations officielles, 1940.—20 juin, Yves Lamontagne, Commissaire du Commerce, Ministère du Commerce: membre de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, en remplacement de Charles P. Hébert. 25 juin, Sir Shuldham Redfern, K.C.V.O.: secrétaire du Gouverneur Général et secrétaire privé, à partir du 21 juin 1940. 2 juillet, John Edward Gibben, magistrat stipendiaire, qui agissait comme sous-registraire minier à Yellowknife: registraire minier, agent des terres fédérales et agent des terres de la Couronne pour le district minier de Yellowknife, avec quartier général à l'établissement de Yellowknife, T.N.-O., à partir du 1er juillet 1940. 4 juillet, Frederick William Riddell, Ottawa, Ont., secrétaire exécutif du Conseil des Ports Nationaux: quatrième membre du Conseil des Ports Nationaux. 9 juillet, très hon. Sir Lyman P. Duff, C.P., G.C.M.G.: député de Son Excellence le Gouverneur Général; Jules Castonguay, directeur général des élections: officier en chef de l'enregistrement avec le titre de registraire en chef pour le Canada. 11 juillet, Robert D. Defries, M.D., D.P.H., professeur d'hygiène et

d'épidémiologie, Université de Toronto: membre du Conseil fédéral de l'Hygiène, à partir du 1er juillet 1940. 15 juillet, l'hon. Juge Thibaudeau Rinfret, juge puîné de la Cour Suprême du Canada: député de Son Excellence le Gouverneur Général. 19 juillet, F. E. Artlett, Ottawa, Ont., et E. F. Whyte, Halifax, N.-E., membres du personnel technique assigné aux services du Ministère des Pensions et de la Santé Nationale et dûment désignés comme analystes du Dominion: désignés comme inspecteurs pour l'application de la loi des aliments et drogues. 23 juillet, l'hon. Thomas C. Davis, juge puîné de la Cour d'Appel de la Saskatchewan: sous-ministre adjoint du Ministère des Services Nationaux de Guerre. 19 septembre, Howard Alfred Lorne Conn, M.C.: de nouveau membre de la Commission canadienne des pensions pour une autre période de trois ans, à partir du 1er octobre 1940; Frank Foster Chute, B.A., M.D., C.M., Canning, N.-E.: membre de la Commission canadienne des pensions pour une période de sept ans, à partir du 1er octobre 1940. 24 septembre, membres de la Commission de l'assurance-chômage: Joseph Sirois, B.A., LL.L., LL.D., notaire, Québec, Qué,. commissaire en chef; R. J. Tallon, secrétaire-trésorier du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, Ottawa, Ont., et Allan Monroe Mitchell, président de Robert Mitchell Co. Ltd., Montréal, Qué., commissaires, conformément à la loi sur l'assurance-chômage, 1940. L'hon. Robert Spelman Robertson, juge en chef de l'Ontario: administrateur du gouvernement de la province d'Ontario pendant l'absence du Lieutenant-Gouverneur, du 24 sept. au 8 oct. 1940. 26 septembre, l'hon. Paul Leduc, C.R., Ottawa, Ont., Ministre des Mines de l'Ontario: greffier de la Cour Suprême du Canada, à partir du 1er octobre 1940. Leolyn Dana Wilgress, B.A.: sous-ministre du Commerce, depuis le 1er octobre 1940. 2 octobre, Leolyn Dana Wilgress, sous-ministre du Commerce: président de la Commission canadienne de la marine marchande, en remplacement de James Grannis Parmelee, à sa retraite. 4 octobre, Bryce Morrison Stewart, M.A., Ph.D.: sous-ministre du Travail, à partir du 1er novembre 1940 et pendant la durée de la guerre. 9 octobre, l'hon. Robert Spelman Robertson, juge en chef de l'Ontario: administrateur du gouvernement de la province d'Ontario pendant l'absence du Lieutenant-Gouverneur pour cause de maladie, pour une autre période du 9 oct. 1940 au 22 oct. 1940. 10 octobre, membres de la section canadienne de la Commission permanente canado-américaine de défense: O. M. Biggar, président, brigadier Kenneth Stuart, capitaine L. W. Murray, commodore de l'air A. A. L. Cuffe et H. L. Keenleyside, secrétaire, à partir du 22 août 1940, lieut.-col. G. P. Vanier, à partir du 10 octobre 1940. Edmond Cloutier, Ottawa, Ont.: Imprimeur du Roi et contrôleur de la Papeterie, à partir du 20 octobre 1940. 18 octobre, major-général Victor Wentworth Odlum et Nathan Louis Nathanson: de nouveau gouverneurs de la Société Radio-Canada pour un terme de trois ans à partir du 2 novembre 1940, et ledit M. Nathanson nommé également vice-président de ladite Société pour un terme de trois ans à partir du 2 novembre 1940. 22 octobre, Leolyn Dana Wilgress, sous-ministre du Commerce: membre de la Commission nationale du cinématographe, en remplacement de James Grannis Parmelee, à sa retraite, à partir du 2 octobre 1940. L'hon. Robert Spelman Robertson, juge en chef de l'Ontario: de nouveau administrateur du gouvernement de la province d'Ontario pendant l'absence du Lieutenant-Gouverneur pour cause de maladie, pour une autre période à partir du 23 octobre 1940 au 5 novembre 1940. 26 octobre, Charles H. Read, Amherst, N.-E.: de nouveau directeur de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada pour un autre terme de trois ans à partir du 1er octobre 1940. 19 novembre, Arthur MacNamara, Winnipeg, Man.: sous-ministre associé du Travail, à partir du 1er décembre 1940. 25 novembre, Theodore McCombs, C.R., Hamilton, Ont.: commissaire du port de Hamilton, en remplacement de Ellis H.

Corman, démissionnaire. Peter Andrew McLennan, M.D., Vancouver, C.B.; George S. MacCarthy, M.D., Ottawa, Ont.; et H. H. Christie, M.D., Esterhazy, Sask.: représentants du Gouverneur en Conseil dans le Conseil Médical du Canada pour un terme de quatre ans à partir du 26 novembre 1940. **1941.**—7 janvier, W. A. MacDonald, Halifax, N.-E.: membre du comité consultatif d'assurance-chômage, à la place de Harold Brownhill qui est incapable d'agir comme tel. 29 janvier, lieutenant-commander Charles Peter Edwards, O.B.E.: sous-ministre des Transports. 31 janvier, capitaine H. E. Reid: membre de la section canadienne de la Commission permanente canado-américaine de défense, à la place du commander Murray qui est maintenant en service actif, à partir du 16 décembre 1940. 3 février, Samuel Laurence de Carteret, Montréal, Qué.: sous-ministre de la Défense Nationale pour l'Air, à partir du 1er février 1941. 5 février, l'hon. Malcolm A. Macdonald, juge en chef de la Colombie Britannique: administrateur du gouvernement de la province de Colombie Britannique pendant l'absence du Lieutenant-Gouverneur, du 16 février 1941 au 2 mars 1941. 13 février, Hugh Llewellyn Keenleyside, M.A., Ph.D., conseiller, Ministère des Affaires Extérieures: membre du Conseil des Territoires du Nord-Ouest, en remplacement d'Oscar Douglas Skelton, M.A., Ph.D., LL.D., décédé. 1er avril, membres de la Commission nationale du cinématographe: Donald Cameron, département d'extension de l'Université d'Alberta, Edmonton, Alta, pour une période de trois ans à partir du 31 août 1940 (en remplacement de Walter C. Murray, Saskatoon); Georges Bouchard, sous-ministre adjoint, Ministère de l'Agriculture, Ottawa, pour une période de trois ans à partir du 31 août 1940 (en remplacement de R. S. Hamer, Ottawa); C. P. Edwards, sous-ministre des Transports, Ottawa, Ont., pour finir le terme non expiré de feu V. I. Smart, jusqu'au 31 août 1941. 4 avril, l'hon. Robert Spelman Robertson, juge en chef de l'Ontario: administrateur du gouvernement de la province d'Ontario pendant l'absence du Lieutenant-Gouverneur, du 24 avril 1941 au 27 avril 1941. 1er mai, le doyen C. J. Mackenzie, président suppléant, Conseil National de Recherche, Ottawa, Ont.; Son Excellence Mgr A. Vachon, archevêque d'Ottawa, Ottawa, Ont.; Dr J. B. Collip, professeur titulaire de la chaire Gilman Cheney de biochimie et chef de la faculté, Université McGill, Montréal, Qué.; Dr H. E. Bigelow, professeur titulaire de la chaire Carnegie de chimie, Université Mount Allison, Sackville, N.-B.; Dr Duncan Graham, chef de la faculté de médecine, Université de Toronto, Toronto, Ont.: membres du Conseil National de Recherche pour une période de trois ans, tel que prévu par la loi du Conseil de recherches, jusqu'au 31 mars 1944. 14 mai, l'hon. Robert Spelman Robertson, juge en chef de l'Ontario: administrateur du gouvernement de la province d'Ontario pendant l'absence du Lieutenant-Gouverneur, du 24 mai 1941 au 31 mai 1941. 20 mai, l'hon. Malcolm A. Macdonald, juge en chef de la Colombie Britannique: administrateur du gouvernement de la province de Colombie Britannique au cours de l'absence du Lieutenant-Gouverneur, pendant deux semaines à partir du 22 mai 1941. 28 mai, E. T. Bynoe, membre du personnel technique du Ministère des Pensions et de la Santé Nationale: par les présentes désigné comme Analyste du Dominion, son nom s'ajoutant à la liste des analystes du Dominion publiée dans l'art. VIII, division I des règlements établis en vertu de la loi des aliments et drogues. 12 juin, l'hon. Horace Harvey, juge en chef de l'Alberta: administrateur du gouvernement de la province d'Alberta pendant l'absence du Lieutenant-Gouverneur, du 13 juin 1941 inclusivement au 4 juillet 1941 inclusivement. L'hon. juge H. Y. MacDonald: administrateur du Gouvernement de la province de Saskatchewan pendant l'absence du Lieutenant-Gouverneur de ladite province, du 5 juin 1941 au 30 juin 1941 inclusivement. L'hon. juge J. F. L. Embury: administrateur du gouvernement de la province de Saskatchewan pendant l'absence du Lieutenant-Gou-

verneur de ladite province, du 1er juillet 1941 au 15 juillet 1941 inclusivement. 24 juin, Norman Alexander Robertson, conseiller du Ministère des Affaires Extérieures: sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Extérieures, à partir du 29 janvier 1941. L. P. Pearson, conseiller, Ministère des Affaires Extérieures, et H. L. Keenleyside, conseiller, Ministère des Affaires Extérieures: sous-secrétaires d'Etat adjoints aux Affaires Extérieures, conformément aux stipulations de la loi des mesures de guerre. 25 juin, John Kennedy Matheson, M.C., Vancouver, C.B.: membre de la Commission canadienne des pensions pour une période de sept ans, à partir du 1er juillet 1941, conformément aux stipulations de la loi des pensions. Arthur MacNamara, Ottawa, Ont.: sous-ministre adjoint du Travail, conformément aux stipulations de la loi du Ministère du Travail, à partir du 25 juin 1941.

Nominations judiciaires, 1940.—8 août, Dr J. A. Bildfell, Pangnirtung, île de Baffin, T.N.-O.: juge de paix dans et pour les Territoires du Nord-Ouest. 11 septembre, l'hon. David A. Macdonald, juge puîné de la Cour Suprême de la Colombie Britannique: juge des appels à la Cour d'Appel de la Colombie Britannique. 17 septembre, Simon Stanley Mason Wood, registraire minier à Mayo, territoire du Yukon: juge de paix dans et pour le territoire du Yukon, avec les pouvoirs et l'autorité de deux juges de paix en vertu de toute loi ou ordonnance, civile ou criminelle, en vigueur dans ledit territoire. 26 septembre, Sidney A. Smith, Vancouver, C.B., avocat: juge puîné de la Cour Suprême de la Colombie Britannique. 13 décembre, Charles Percy Plaxton, C.R., Ottawa, Ont.: juge de la Haute Cour de justice de l'Ontario. A. J. Gordon, C.R., Windsor, Ont.: juge junior de la Cour de Comté du comté d'Essex dans ladite province et juge local de la Haute Cour de justice de l'Ontario. E. Salvas, C.R., Sorel, Qué.: juge puîné de la Cour Supérieure dans et pour la province de Québec, la cité de Montréal ou ses environs immédiats devant être son lieu de domicile. Charles Auguste Bertrand, C.R., Montréal, Qué.: juge puîné de la Cour Supérieure dans et pour la province de Québec, la cité de Montréal ou ses environs immédiats devant être son lieu de domicile. **1941.**—13 janvier, George Bligh O'Connor, C.R., Edmonton, Alta: juge de la division des procès de la Cour Suprême de l'Alberta et, ex officio, juge de la division des appels de ladite Cour. L'hon. Albert Freeman Ewing, juge de la division des procès de la Cour Suprême de l'Alberta: juge de la division des appels de ladite Cour et, ex officio, juge de la division des procès. 29 janvier, Arnold Danford Patrick Heeney, Ottawa, Ont., avocat, greffier du Conseil Privé et secrétaire du Cabinet: Conseil du Roi. Frederick Percy Varcoe, Ottawa, Ont., avocat et sous-ministre adjoint de la Justice: Conseil du Roi. 24 juin, Ernest Sydney Boyton Covell, sergent, Royale Gendarmerie à Cheval du Canada, Aklavik, T.N.-O.: juge de paix dans et pour les Territoires du Nord-Ouest, avec les pouvoirs et l'autorité de deux juges de paix en vertu de toute loi ou ordonnance, civile ou criminelle, en vigueur dans lesdits Territoires.

Commissaires, 1940.—24 juillet, l'hon. Lucien Cannon, juge de la Cour d'Amirauté du district de Québec, Québec, Qué.: commissaire, sous l'empire de la partie I de la loi des enquêtes, pour enquêter et faire rapport sur la navigation des petits navires dans le chenal maritime du fleuve St-Laurent et sur l'effet d'une telle navigation sur la sécurité de la navigation en général et sur les matières de pilotage dans le district du St-Laurent—Kingston—Ottawa, entre Montréal et Kingston, et sur les matières pertinentes qui, au cours de l'enquête, peuvent surgir ou se révéler et qui, dans l'opinion du commissaire, doivent faire partie de l'enquête et du rapport. 17 septembre, lieutenant Arthur Edward Andrews, Ministère de la Défense Nationale: commissaire pour recevoir les serments, affidavits, déclarations et affirmations au Canada en toutes poursuites ressortissant à la Cour Suprême du Canada et à la Cour de l'Echiquier du Canada. Wilbur Roy Jackett, conseiller junior du

Ministère de la Justice: commissaire pour recevoir les serments, affidavits, déclarations et affirmations au Canada en toutes poursuites ressortissant à la Cour Suprême du Canada et à la Cour de l'Echiquier du Canada. 18 octobre, Son Honneur Albert Constantineau, juge de la Cour de Comté pour les comtés de Prescott et de Russell, province d'Ontario: commissaire, sous l'empire de la partie I de la loi des enquêtes, 1927, pour enquêter sur le conflit industriel à l'usine de Courtaulds (Canada) Limitée, Cornwall, Ont. 11 décembre, M. J. Vechsler, Commissaire du Commerce du Gouvernement canadien à Lima, Pérou: commissaire pour recevoir les serments, affidavits, déclarations et affirmations que la loi lui autorise de recevoir au Pérou. **1941.**—29 janvier, Gordon R. Holmes, avocat, Charlottetown, I.P.-E.: commissaire, sous l'empire de la partie I de la loi des enquêtes, pour enquêter sur des accusations de partisannerie politique portées contre des employés du Gouvernement. 24 février, l'hon. M. B. Archibald, juge de la Cour Suprême de la Nouvelle-Ecosse, Halifax, N.-E.: commissaire, sous l'empire de la partie I de la loi des enquêtes, pour enquêter sur les causes du manque de production à pleine capacité des mines de charbon du district de Minto-Chipman, province de Nouveau-Brunswick. 27 février, l'hon. C. P. McTague, juge de la Cour Suprême de l'Ontario, Toronto, Ont.; Ralph P. Bell, Ottawa, Ont.; et le professeur F. H. Scott, Montréal, Qué.: commissaires, sous l'empire de la partie I de la loi des enquêtes, pour enquêter sur les conflits ou toutes matières ou particularités relatives à la Dominion Coal Company, Ltd.; à la Cumberland Railway and Coal Company, Ltd.; à l'Acadia Coal Company, Ltd; et aux Old Sydney Collieries, Ltd. L'hon. juge C. P. McTague est nommé président de ladite Commission. 24 mars, William H. Furlong, C.R., Windsor, Ont.: commissaire, sous l'empire de la partie I de la loi des enquêtes, pour enquêter sur le conflit industriel et toutes matières ou particularités s'y rapportant à l'usine de Windsor de la Chrysler Corporation of Canada, Ltd. 19 mai, John J. Robinette, Toronto, Ont.: commissaire, sous l'empire de la partie I de la loi des enquêtes, pour enquêter sur la culpabilité de tout employé ou de tous employés qui firent la grève à la fabrique de la Schofield Woollen Company, Ltd., Oshawa, Ont. 21 mai, Lionel Shirley Yuill, censeur en chef du télégraphe: commissaire pour recevoir les serments requis en vertu du règlement 13 des règlements de la défense du Canada (codification), 1940. 24 juin, Francis Reginald Wade, Cyril Powell Thomas et William Dan Joynt, surveillants sur place, établissement des soldats, Saskatoon: commissaires pour recevoir les affidavits, serments, déclarations statutaires ou affirmations solennelles en vertu de la loi d'établissement de soldats.

Jour d'actions de grâce.—Lundi, 14 octobre 1940, a été désigné par proclamation "jour d'actions de grâce au Dieu Tout-Puissant pour les abondantes moissons et tous les autres bienfaits dont Il a gratifié le Canada".

Jour d'humbles prières et d'intercession.—Dimanche, 23 mars 1941, a été désigné par proclamation jour d'humbles prières et d'intercession au Dieu Tout-Puissant pour la cause dont le Royaume-Uni, le Canada et les autres Dominions du Commonwealth des nations britanniques, ainsi que les pouvoirs alliés et associés, se sont faits les champions, et pour tous ceux qui offrent leur vie pour notre cause et pour l'établissement d'une paix prochaine et durable reposant sur la justice et la bonne entente.

Jour spécialement dédié au Service national et au Sacrifice.—Dimanche, 29 juin 1941, a été désigné par proclamation jour spécialement dédié au Service national et au Sacrifice, afin d'assurer la survivance de notre civilisation, d'invoquer les bénédictions du Tout-Puissant sur notre juste cause et d'implorer, par ses humbles prières et son intercession, la Divine Providence de nous éclairer et de nous guider.

Section 4.—Législation fédérale, 1940

Législation de la première session du dix-neuvième Parlement, 16 mai 1940 au 5 novembre 1940

NOTA.—Cette liste classifiée des lois fédérales est un résumé tiré des Statuts. Naturellement, en résumant pareille matière il n'est pas toujours facile de donner toute la portée de la législation. Le lecteur intéressé en toute loi particulière est donc référé aux Statuts eux-mêmes. Ce résumé donne les références appropriées.

Chapitre et date de la sanction		Synopsis
Finance et taxation.—		
2	29 mai	*La loi des subsides n° 1, 1940* accorde le paiement de $41,455,066·47 à même le Fonds consolidé pour dépenses du service public durant l'année fiscale terminée le 31 mars 1941, de même que des sommes additionnelles de $2,318,646·13, $507,316·67 et $5,543,071.67 pour certains articles.
3	29 mai	*La loi de 1940 sur les crédits de guerre* autorise l'affectation, à même le Fonds du revenu consolidé, d'une somme d'au plus $700,000,000 pour dépenses faites pour la sécurité, la défense et le bien du Canada; la conduite des opérations navales, militaires et aériennes à l'intérieur ou hors du Canada; favoriser la continuation du commerce, de l'industrie et des relations d'affaires. Elle autorise également, par l'émission et la vente de valeurs du Canada, le prélèvement d'une somme d'au plus $700,000,000 pour les fins susmentionnées.
11	21 juin	*La loi sur l'emprunt, 1940*, autorise le prélèvement par voie d'emprunt, au moyen de l'émission et de la vente de valeurs du Canada, d'une somme qui ne doit pas excéder $750,000,000 pour le rachat d'emprunts et le service public en général.
30	7 août	*Une loi modifiant la loi concernant les dettes à la Couronne* (c. 18, 1932) autorise le Ministre des Finances à déduire de toutes sommes d'argent payables à tout fonctionnaire, serviteur ou employé de Sa Majesté le montant de toute dette de telle personne en raison de certaines taxes provinciales.
32	7 août	*La loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices* impose à toute personne résidant au Canada ou faisant affaires au Canada une taxe sur les bénéfices annuels ou les surplus de bénéfices annuels. Certaines déductions et exemptions sont permises. *La loi sur la taxation des surplus de bénéfices* (c. 4, 1939) est abrogée.
34	7 août	*Une loi modifiant la loi de l'impôt de guerre sur le revenu* (c. 97, S.R.C., 1927 et ses modifications). Les changements les plus importants apportés par cette loi sont l'élévation des taux de l'impôt sur le revenu applicables à tous les particuliers et l'imposition d'une taxe de défense nationale déduite par les employeurs du salaire des personnes recevant $600 ou plus par année dans le cas des célibataires et $1,200 ou plus par année dans le cas des personnes mariées. Il y a également d'autres changements concernant le paiement de l'impôt sur le revenu par les particuliers et les corporations.
40	7 août	*Une loi modifiant la loi des traitements* (c. 182, S.R.C., 1927, et ses modifications) fixe à $10,000 le traitement du Ministre des Services Nationaux de Guerre.
46	7 août	*La loi des subsides n° 2, 1940*, accorde le paiement de $20,727,533·23, à même le Fonds du revenu consolidé, pour dépenses du service public durant l'année fiscale terminée le 31 mars 1941.
47	7 août	*La loi des subsides n° 3, 1940*, accorde le paiement des sommes de $178,176,682·65 et de $3,197,488·00, à même le Fonds du revenu consolidé, pour dépenses du service public durant l'année fiscale terminée le 31 mars 1941. Cette loi autorise aussi le prélèvement, par voie d'emprunt, de $200,000,000 pour des travaux publics et fins générales.
		Revenu National
10	21 juin	*Une loi modifiant la loi du Ministère du Revenu National* (c. 137, S.R.C., 1927, et ses modifications). Cette loi annule l'autorisation relative à la nomination et au transfert de certains fonctionnaires du Ministère du Revenu National par le Ministre. Toutes les personnes au service des départements du Gouvernement du Canada sont validement nommées au service civil et sont assujetties, à tous égards, à la *loi du service civil*.
29	7 août	*Une loi modifiant le tarif des douanes* (c. 44, S.R.C., 1927, et ses modifications). Cette loi apporte certains changements aux annexes A et B du tarif des douanes.
33	7 août	*Une loi modifiant la loi de l'accise, 1934* (c. 52, 1934) apporte des changements aux droits d'accise sur le tabac ouvré, le tabac brut et le sirop de malt.

Législation de la première session du dix-neuvième Parlement, 16 mai 1940 au 5 novembre 1940—suite

Chapitre et date de la sanction	Synopsis
Finance et taxation—fin	*Revenu National—fin*
41 7 août	*Une loi modifiant la loi spéciale des revenus de guerre* (c. 179, S.R.C., 1927, et ses modifications). Cette loi revise les règlements de la loi de l'accise principalement en ce qui concerne les allumettes, les papiers à cigarettes, les tubes de papier à cigarettes, les cigares, les automobiles, les bandages et les chambres à air, les pelleteries, etc. Une taxe de guerre sur le change de 10 p.c. est imposée sur la valeur imposable de toutes les marchandises (sauf certaines exceptions) importées au Canada.
42 7 août	*Une loi modifiant la loi de la Commission du tarif* (c. 55, 1931, et sa modification, c. 51, 1932-33). Les modifications de cette loi se rapportent aux pensions, à la retraite et aux traitements des membres de la Commission du tarif.
Agriculture.—	
6 21 juin	*Une loi modifiant la loi des grains du Canada* (c. 5, 1930, et ses modifications) revise la définition de l'avoine n° 3 extra de l'Ouest canadien dans l'annexe 1 de la loi.
8 21 juin	*Une loi modifiant la loi de l'industrie laitière* (c. 45, S.R.C., 1927, et ses modifications) fait un léger changement dans les règlements concernant le fromage empaqueté.
16 21 juin	*Une loi modifiant la loi sur les semences, 1937* (c. 40, 1937) autorise l'établissement de règlements concernant les droits et le refus de services additionnels aux personnes devant des droits pour inspection, essai, etc., antérieurs.
18 21 juin	*Une loi modifiant la loi de 1939 sur la vente coopérative du blé* (c. 34, 1939). Ces modifications ont trait au calcul de la moyenne du prix de vente du blé, au rapport à présenter au Parlement, au paiement des obligations du Ministre dérivant de cette loi et à celui des dépenses administratives.
19 12 juillet	*Une loi modifiant la loi de 1939 sur la vente coopérative des produits agricoles* (c. 28, 1939). Cette loi renferme certains changements dans les définitions, dans la législation relative aux paiements aux organismes de vente, dans les règlements que doit prescrire le Ministre, etc.
25 7 août	*Une loi modifiant la loi sur la Commission canadienne du blé, 1935* (c. 53, 1935, et sa modification, c. 39, 1939). En outre des modifications se rapportant principalement aux pouvoirs de la Commission relativement à l'achat du blé, cette loi stipule l'imposition d'une taxe de transformation sur les produits du blé destinés à la consommation au Canada à un taux n'excédant pas 15 cents le boisseau de blé utilisé pour la fabrication de tels produits.
26 7 août	*Une loi modifiant la loi sur l'amélioration du fromage et des fromageries* (c. 13, 1939) apporte de légers changements à la législation relative aux allocations pour l'amélioration des fromageries.
38 7 août	*Une loi modifiant la loi de 1939 sur l'assistance à l'agriculture des Prairies* (c. 50, 1939) prévoit l'établissement d'un Conseil de revision pour déterminer l'admissibilité d'un township ou d'un agriculteur à une allocation sous l'empire de la loi. Elle prévoit également, en rapport avec le paiement d'allocations, à la substitution d'une partie de township inadmissible à une partie de township admissible et apporte d'autres modifications, entre autres celle des conditions pour déclarer une zone de récolte déficitaire.
Justice.—	
5 21 juin	*Une loi modifiant la loi de la preuve en Canada* (c. 59, S.R.C., 1927) déclare que dans certaines circonstances il n'est pas nécessaire de prouver la qualité officielle des personnes souscrivant les affidavits.
37 7 août	*Une loi modifiant la loi des pénitenciers et la loi de 1939 sur les pénitenciers* (c. 154, S.R.C., 1927, et c. 6, 1939) change la législation relative à la détention dans les prisons et pénitenciers des prévenus trouvés coupables dans le territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.
39 7 août	*Une loi modifiant la loi de la Royale gendarmerie à cheval du Canada* (c. 160, S.R.C., 1927, et ses modifications). La législation antérieure permettait au gouvernement de toute province du Canada de conclure des arrangements pour l'utilisation de la Royale gendarmerie à cheval du Canada, afin d'aider à l'administration de la justice dans cette province. D'après la loi ci-dessus, cette concession s'étend aux municipalités. De tels arrangements permettent à la Royale gendarmerie d'assumer la direction de certains officiers et membres de la force policière municipale concernée, mais les bénéfices de pension prévus pour la Royale gendarmerie ne s'étendent pas à tels officiers et membres. Il est fait certains rajustements concernant les pensions des constables et il y a des stipulations relatives à l'indemnité en cas de blessure. Il y a également d'autres modifications moins importantes.

Législation de la première session du dix-neuvième Parlement, 16 mai 1940 au 5 novembre 1940—suite

Chapitre et date de la sanction		Synopsis
Travail.—		
23	12 juillet	*Loi de 1940 sur le soulagement du chomage et l'assistance à l'agriculture.* Cette loi a pour objet d'aider à remédier au chômage et à la crise agricole. En dépit d'un accroissement considérable de l'emploiement attribuable à la situation née de la guerre, il semble encore nécessaire dans l'intérêt national que le Dominion continue de suppléer aux mesures prises par les provinces en vue de secourir les nécessiteux, de trouver de l'emploi aux chômeurs et de préparer et d'adapter les personnes compétentes à des emplois rémunérateurs, ce qui diminuera les fardeaux provinciaux et municipaux résultant du chômage extraordinaire et en même temps augmentera l'effort économique de la nation dans la poursuite de la guerre.
Défense nationale.		
1	22 mai	*Une loi modifiant la loi du Ministère de la Défense Nationale* (c. 136, S.R.C., 1927) autorise la nomination d'un Ministre de la Défense Nationale pour l'Air ainsi que la nomination de sous-ministres pour les services de l'armée, de la marine et de l'air, respectivement. (Abrogée par le c. 21.)
9	21 juin	*Une loi modifiant la loi du Ministère de la Défense Nationale* (c. 136, S.R.C., 1927) autorise l'établissement de règlements sur le recouvrement, l'administration et la distribution des successions militaires des membres de l'armée de terre, de mer ou de l'air.
13	21 juin	*La loi de 1940 sur la mobilisation des ressources nationales* confère au Gouverneur en Conseil des pouvoirs d'urgence spéciaux pour permettre la mobilisation de la totalité des ressources effectives de la nation, en hommes comme en matières, aux fins de la défense et de la sécurité du Canada
15	21 juin	*La loi sur le Corps d'Aviation Royal Canadien* ajoute aux stipulations relatives à la constitution et à l'administration du Corps d'Aviation Royal Canadien, qui a été établi en vertu des pouvoirs conférés par la loi de l'aéronautique (c. 3, S.R.C., 1927).
21	12 juillet	*Une loi modifiant la loi du Ministère de la Défense Nationale* (c. 136, S.R.C., 1927). Cette loi abroge le c. 1, 1940 (voir ci-dessus) et prévoit la nomination d'un Ministre associé de la Défense Nationale, d'un Ministre de la Défense Nationale pour le Service Naval et d'un Ministre de la Défense Nationale pour l'Air. Elle prévoit également la nomination de sous-ministres additionnels pour les services de l'armée, de la marine et de l'air, respectivement.
22	12 juillet	*La loi de 1940 sur le Ministère des Services Nationaux de Guerre* prévoit la création d'un Ministère des Services Nationaux de Guerre pour aider à l'accomplissement des fins de la *loi de 1940 sur la mobilisation des ressources nationales* (c. 13), en conduisant l'inscription nationale, en facilitant et organisant diverses formes d'aide volontaire, et en coordonnant les services publics actuels de renseignements du Gouvernement.
28	7 août	*La loi de 1940 sur les indemnités (Défense)* porte sur la détermination de l'indemnité à payer pour le réquisitionnement, pour fins de guerre, de tout bâtiment ou aéronef ou pour espace ou aménagement dans tout bâtiment en vertu de la loi des mesures de guerre (c. 206, S.R.C., 1927).
31	7 août	*Une loi modifiant la loi sur le Ministère des Munitions et Approvisionnements* (c. 3, 1939, 2e session). Cette loi fait ressortir d'une façon plus spécifique les pouvoirs et les fonctions du Ministre relativement à la production de munitions de guerre et d'approvisionnements, à la construction et à la réalisation de projets de défense requis par le Ministère de la Défense Nationale. A défaut d'accord au sujet de la rétribution pour emmagasinage, la réclamation doit être déférée au Ministre de la Justice ou à la Cour de l'Echiquier du Canada plutôt qu'à un conseil d'arbitres, tel que stipulé auparavant. Il y a également d'autres modifications de moindre importance.
35	7 août	*Une loi modifiant la loi du service naval* (c. 139, S.R.C., 1927). Cette loi a pour objet de soumettre à la loi du service naval certaines personnes n'appartenant pas au service naval mais en service sur les navires de Sa Majesté.
43	7 août	*La loi sur la trahison* déclare que la trahison entraîne la peine de mort et que certains actes accomplis dans le dessein d'aider l'ennemi comportent l'emprisonnement à perpétuité. Les détails sont également donnés au sujet des poursuites et des procès pour infractions à cette loi.
Pensions et assurance.—		
12	21 juin	*Une loi modifiant la loi des pensions de la milice* (c. 133, S.R.C., 1927, et ses modifications) a trait à la période de service dans la Réserve Navale Royale Canadienne ou la Réserve Navale Royale de Volontaires Canadiens comptée pour la pension.

Législation de la première session du dix-neuvième Parlement, 16 mai 1940 au 5 novembre 1940—fin

Chapitre et date de la sanction		Synopsis
Pensions et assurance—fin		
27	7 août	*Une loi modifiant la loi de la pension du service civil, 1924* (c. 24, S.R.C., 1927) met en vigueur l'arrêté ministériel stipulant que les nouveaux contributeurs du sexe masculin dont le traitement est supérieur à $1,200 sont tenus de verser un pourcentage un peu plus élevé de leur traitement et que les nouveaux contributeurs ne peuvent compter, pour fins de pension, que la partie du service temporaire pour lequel ils versent des contributions. Le service actif outre-mer sur un théâtre réel de guerre est crédité aux contributeurs qui détenaient un emploi temporaire ou un emploi permanent avant leur enrôlement.
44	7 août	*Loi de 1940 sur l'assurance-chômage.* Cette loi a pour objets l'établissement d'une Commission d'assurance-chômage, d'une assurance contre le chômage, d'un service de placement, et vise à d'autres fins connexes.
Transport.—		
4	21 juin	*Une loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer Nationaux* prévoit la nomination de vérificateurs indépendants pour 1940, afin d'effectuer une vérification continuelle des comptes des Chemins de fer Nationaux.
7	21 juin	*Une loi ratifiant et confirmant un certain contrat relatif à l'usage en commun par les Chemins de fer Nationaux du Canada de certaines voies ferrées et propriétés de la compagnie dite "The Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company", à Vancouver, dans la province de Colombie Britannique.*
17	21 juin	*Une loi modifiant la loi sur les Lignes aériennes Trans-Canada, 1937* (c. 43, 1937) étend la période initiale au 31 décembre 1940 et prévoit la fixation des taux au mois de janvier 1941, pour l'année courante.
24	7 août	*La loi de financement et de garantie des Chemins de fer Nationaux du Canada, 1940*, est une loi autorisant la prestation de fonds pour couvrir des dépenses de capital effectuées et des dettes de capital contractées par le réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada pendant l'année civile 1940, prévoyant le remboursement d'obligations financières et autorisant la garantie par Sa Majesté de certaines valeurs à émettre par la Compagnie des Chemins de fer Nationaux du Canada.
Divers.—		
14	21 juin	*Une loi autorisant un contrat entre Sa Majesté le Roi et la Corporation de la cité d'Ottawa* (c. 15, 1920, et ses modifications) proroge d'un an, à compter du 1er juillet 1939, le contrat du 30 mars 1920 avec la cité d'Ottawa relatif au paiement, comme partie de taxes et tarifs, des services civiques et de l'eau, et au règlement de certaines réclamations.
20	12 juillet	*Une loi concernant la Beauharnois Light, Heat and Power Company* accorde à cette compagnie le droit de détourner du lac St-François 30,000 autres pieds cubes d'eau par seconde, laquelle eau doit être retournée au lac St-Louis et utilisée pour la production d'énergie hydroélectrique.
36	7 août	*Une loi modifiant la loi des Territoires du Nord-Ouest* (c. 142, S.R.C., 1927 et sa modification, c. 38, 1938) apporte des modifications à la juridiction, dans les Territoires du Nord-Ouest, des cours supérieures provinciales en matière civile et des cours provinciales ayant les pouvoirs d'homologuer les testaments. Il y a également une modification de la législation relative à l'internement des aliénés dans les institutions provinciales.
45	7 août	*Une loi modifiant la loi du Yukon* (c. 215, S.R.C., 1927) prévoit le prélèvement d'une taxe sur les fourrures à exporter du Territoire.

APPENDICE I

Chronologie spéciale de guerre, 1940-41

NOTA.—Cette chronologie fait suite à la Chronologie de Guerre paraissant aux pp. 38-41 et 1174-80 de l'Annuaire de 1940.

Afin de donner une vue plus claire des événements dans les différentes zones de guerre, la chronologie a été classifiée comme suit: Généralités, pp. 1030–1037; la Bataille d'Angleterre, pp. 1037–1040; Généralités en Méditerranée, pp. 1041; Egypte-Lybie, pp. 1042–1043; Afrique orientale, pp. 1043–1044; les Balkans, pp. 1044–1045; le Proche-Orient, pp. 1045–1046; et la Bataille de l'Atlantique, pp. 1046–1047. Les événements dans les pays qui étaient neutres au commencement du conflit sont donnés dans la section des généralités jusqu'à ce que ces pays deviennent activement associés à l'un des pays belligérants et les événements qui sont maintenant donnés sous "Bataille de l'Atlantique" paraissaient, avant le 23 fév. 1941, sous "Bataille d'Angleterre".

Généralités

1940

9 juil. La formation d'un Corps de Forestiers Canadiens pour service outremer est annoncée. Le Parlement français autorise le Premier Ministre Pétain à créer une nouvelle constitution selon les principes totalitaires.

10 juil. Le Ministre de la Défense Nationale annonce que 40,000 hommes sont requis pour les forces actives.

10–28 juil. Offensive diplomatique de l'Axe dans le sud-est de l'Europe—*10 juil.* Les délégués hongrois confèrent avec Herr von Ribbentrop et le comte Ciano à Munich. *26 juil.*, les délégués roumains confèrent avec Herr Hitler et Herr von Ribbentrop à Salzbourg. *27 juil.*, Herr Hitler reçoit les délégués bulgares. *28 juil.*, Signor Mussolini reçoit les délégués roumains. Le Royaume-Uni proteste contre la politique pro-axiste de la Roumanie.

12 juil. On procède à l'organisation de l'Enregistrement National en vertu de la loi sur la mobilisation des ressources nationales.

14 juil. La Grande-Bretagne consent à fermer la route de Birmanie pour 3 mois à condition que le Japon essaie de négocier une paix avec la Chine durant cette période.

16 juil. Le Cabinet japonais et l'amiral Mitsumasa Yonai résignent. Les Etats-Unis protestent contre la fermeture de la route de Birmanie.

17 juil. La R.A.F. déclare que jusqu'au 12 juillet 573 avions britanniques ont été détruits par l'ennemi, comparativement à plus de 2,500 avions ennemis descendus.

19 juil. Herr Hitler, s'adressant au Reichstag, "fait appel à la raison" de la Grande-Bretagne qu'il considère comme vaincue, et il laisse entendre qu'il serait magnanime si la Grande-Bretagne demandait immédiatement la paix.

21 juil. Les Parlements de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lithuanie votent de se joindre à l'U.R.S.S.

21–30 juil. Conférence pan-américaine à la Havane: cette conférence propose un mandat pan-américain sur les possessions européennes de l'hémisphère occidentale; 8 pays ne donnent pas leur plein consentement. Une collaboration interaméricaine dans le domaine économique est projetée.

22 juil. Le Ministre des Munitions et des Approvisionnements annonce la construction immédiate de 12 usines additionnelles de munitions au coût de $19,000,000. Le vicomte Halifax irradie un refus décisif aux offres de paix de l'Allemagne du 19 juillet.

23 juil. Le budget britannique renferme £239,000,000 par année de nouvelles taxes. La Grande-Bretagne reconnaît le gouvernement provisoire tchécoslovaque sour la direction du Dr Edouard Benes, ancien président.

24 juil. Le gouvernement roumain s'empare d'une grande raffinerie britannique d'huile.

25 juil. L'Amirauté annonce la perte de 2,823 soldats et réfugiés britanniques dans le coulage du transport de troupes *Lancastria* durant l'évacuation de St-Nazaire le 17 juin. On annonce un agrandissement de $400,000 à l'usine de mitrailleuses Bren à Toronto.

1940

29 juil. Le Premier Ministre et le Ministre de la Défense Nationale font une revue de l'effort de guerre canadien. L'effectif des troupes canadiennes en Angleterre formera un corps d'armée.

30 juil. La Grande-Bretagne annonce l'extension du blocus à toute l'Europe et le besoin de 'navicerts' pour tous les navires à destination de l'Europe.

1er août. Tokyo annonce une nouvelle politique étrangère de la domination japonaise dans la "grande Asie orientale", comprenant l'Indochine française et les Indes néerlandaises. Le Ministre de l'Air annonce que l'Allemagne a perdu 240 avions en juillet.

2 août. Le plus gros contingent canadien à traverser l'Atlantique à date dans le présent conflit arrive au Royaume-Uni. Les avions allemands font pleuvoir des feuillets au-dessus de l'Angleterre; ces feuillets renferment le discours d'Herr Hitler au Reichstag le 19 juillet. Les territoires roumains de la Bessarabie et du nord de la Bukovine sont incorporés à l'U.R.S.S.

4 août. L'hon. M. Howe annonce de nouveaux agrandissements des usines de munitions du Canada, entraînant des dépenses probables de $170,000,000.

5 août. Le service naval canadien annonce qu'il a acquis du Royaume-Uni le destroyer H.M.C.S. *Margaree* en remplacement du H.M.C.S. *Fraser*. Les pertes de la Marine Royale depuis le commencement de la guerre s'établissent à 6,221 tués ou disparus; celles de la R.A.F. atteignent 3,499 tués ou disparus.

6 août. La colonie française de Nouvelle-Calédonie se joint à la cause du général de Gaulle.

8 août. Le premier avion de bombardement Hampden de fabrication canadienne subit une épreuve à Montréal. Des navires marchands britanniques sont attaqués dans la Manche par 800 avions; 53 avions allemands et 16 britanniques sont descendus.

13 août. La Grèce refuse la demande italienne de renoncer aux garanties britanniques.

14 août. L'hon. M. Power annonce que le Canada dépensera $1,000,000 pour la défense des bases aéronautiques à Terre-Neuve.

15 août. On annonce la perte du croiseur marchand armé *Transylvania* (16,923 tonnes).

16 août. La Hongrie demande à la Roumanie de lui remettre les deux tiers de la Transylvanie.

17 août. Conférence à Ogdensburg, N.-Y., entre le Président Roosevelt et le Premier Ministre King et annonce d'une Commission conjointe permanente de défense pour la moitié nord de l'hémisphère occidental.

19 août. Commencement de l'Enregistrement National au Canada.

20 août. Le Royaume-Uni annonce l'entente par laquelle des territoires britanniques de l'hémisphère occidental sont loués aux Etats-Unis pour fins de défense.

21 août. La conférence pour la défense du Canada et de Terre-Neuve annonce que l'on en est venu à une entente sur toutes les questions de cette politique. On annonce la formation de la première brigade de tanks au Canada.

24 août. L'organisation de la troisième division canadienne est complétée.

26 août. Première réunion de la Commission de Défense du Canada et des Etats-Unis.

27 août. La Roumanie et la Hongrie sont convoquées par Herr Hitler à une conférence avec les puissances de l'Axe à Vienne.

29 août. Les colonies françaises du Cameroun et du Congo embrassent la cause du général de Gaulle.

30 août. La Russie accuse la Roumanie de violations répétées des frontières. La Roumanie cède la moitié de la Transylvanie à la Hongrie, ce qui entraîne de vastes désordres au pays.

1er sept. Pertes officielles en avions la première année de guerre: Allemagne, 3,914; Grande-Bretagne, 1,099.

3 sept. Le Président Roosevelt annonce le transfert de 50 destroyers démodés à la Marine Royale en échange de droits de location de sites dans les Antilles et la Guyane britanniques pouvant servir d'avant-postes de défense pour les Etats-Unis. Le Royaume-Uni donne aux Etats-Unis le droit d'établir des bases semblables à Terre-Neuve et aux Bermudes. Le Japon envoie un ultimatum virtuel à l'Indochine française lui demandant le pouvoir d'y établir des bases militaires et le droit de transporter des troupes sur le chemin de fer français Yunnan jusqu'à la frontière chinoise. Tahiti se joint à la cause britannique.

4 sept. Les Etats-Unis avertissent le Japon de se tenir à l'écart de l'Indochine française.

5 sept. Le roi Carol dissout le Parlement roumain et accorde des pouvoirs suprêmes au général Antonescu désigné Premier Ministre. Les soldats hongrois occupent la Transylvanie.

1940

6 sept. Le roi Carol de Roumanie abdique et son fils Michel est proclamé roi. Il y a rencontre des soldats roumains et de l'armée hongroise d'occupation en Transylvanie.

8 sept. Toutes les Eglises de l'Empire Britannique observent un jour national de prière.

9 sept. Le second emprunt de guerre canadien de $300,000,000 est offert au public. Le premier groupe de destroyers démodés des Etats-Unis est remis à la Marine Royale. On informe officiellement la population française qu'elle doit payer 400,000,000 de francs par jour pour les dépenses de l'armée d'occupation allemande.

14 sept. Proclamation au Canada appelant les célibataires et les veufs sans enfants des classes de 21 à 24 ans pour entraînement militaire obligatoire à partir du 9 octobre.

17 sept. Le navire *City of Benares*, transportant des enfants et des réfugiés, est coulé avec perte de 248 personnes.

19 sept. Conférence entre Herr von Ribbentrop et le comte Ciano à Rome. La C.A.R.C. annonce l'établissement d'un corps médical séparé.

20 sept. On annonce que le Canada prend 6 des destroyers américains échangés pour des bases.

21 sept. Les cahiers du deuxième emprunt de guerre canadien de $300,000,000 sont fermés, avec des souscriptions s'élevant à $342,248,300. Le Japon modifie ses demandes à l'Indochine française.

23–25 sept. Les forces françaises libres commandés par le général de Gaulle et supportées par des navires de guerre britanniques, tentent un débarquement à Dakar, en Afrique occidentale française, mais elles doivent se retirer en face d'une vigoureuse résistance.

24 sept. Le H.M.C.S. *Prince Robert*, croiseur marchand armé, capture le navire allemand *Weser* (9,180 tonnes) au large de la côte du Mexique.

25 sept. Les forces françaises se retirent de Langsan, Indochine française, devant les troupes japonaises.

26 sept. La délégation commerciale japonaise aux Indes néerlandaises négocie afin d'obtenir de plus grandes quantités d'huile, de caoutchouc et d'autres matières premières.

27 sept. L'Allemagne l'Italie et le Japon signent un traité militaire et économique de dix ans.

3 oct. Réorganisation du Cabinet britannique: M. Chamberlain résigne et M. Churchill devient Premier Ministre.

4 oct. La Commission de Défense conjointe des Etats-Unis et du Canada complète ses recommandations pour la défense de l'hémisphère occidental. Herr Hitler et Signor Mussolini se rencontrent à Brenner.

6 oct. Le général de Gaulle annonce la formation d'un comité national de Français Libres dans 10 pays, tandis que l'organisation bat son plein dans 29 autres pays.

8 oct. Les Etats-Unis discontinuent leur politique de subventionner les exportations de blé à l'Extrême-Orient. Le Canada interdit les exportations de cuivre, excepté à l'Empire Britannique.

9 oct. Le journal *Il Popolo d'Italia* de Rome 'offre' le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Antilles britanniques aux Etats-Unis comme prix de leur neutralité. Le général de Gaulle débarque à Douala, Cameroun français.

10 oct. Le Canada forme une armée du Pacifique. L'hon. M. Howe annonce les plans pour la construction de 3,000 tanks au Canada. Le Ministre des Affaires étrangères du Japon déclare que le traité germano-italo-japonais n'est pas dirigé contre les Etats-Unis. Les citoyens des Etats-Unis sont avisés de quitter le Japon. Les Etats-Unis renforcent la garnison d'Hawaii, appellent 5,700 fusiliers marins de la réserve et défendent les exportations d'avions au Thailand.

12 oct. Le Président Roosevelt déclare que la politique étrangère des Etats-Unis est la défense totale de toutes les Amériques et des océans adjacents.

15 oct. Des unités de l'air et tanks allemands occupent le port roumain de Galati, sur le Danube, à la frontière russo-roumaine.

16 oct. Plus de 16,000,000 de jeunes gens des Etats-Unis commencent à s'enregistrer en vertu du plan d'entraînement militaire obligatoire.

18 oct. Réouverture de la route de Birmanie. L'Allemagne et l'Italie font une demande en 5 points à la Grèce.

20 oct. La Turquie augmente ses préparatifs militaires aux Dardanelles.

21 oct. La radio turque accuse l'Allemagne, l'Italie et la Hongrie d'exercer de jour en jour une pression plus forte sur les Balkans. Les envoyés britanniques en Yougoslavie, Grèce et Turquie confèrent à Ankara.

22 oct. Le H.M.C.S. *Margaree* est coulé dans une collision dans le nord de l'Atlantique; perte de 142 vies. Herr Hitler rencontre Pierre Laval, alors sous-chef de l'Etat français, dans un effort pour obtenir le reste des navires de guerre français pour l'Allemagne.

1940

23 oct. Herr Hitler et le général Franco se rencontrent à la frontière franco-espagnole avec le but présumé d'entraîner l'Espagne dans le camp de l'Axe.

24 oct. Le Canada reconnaît officiellement le gouvernement tchécoslovaque en exil.

25 oct. Tous les sujets belges au Canada entre 19 et 25 ans sont conscrits par le gouvernement belge de Londres.

26 oct. Le R.M.S. *Empress of Britain* est coulé par l'aviation allemande; 45 morts.

27 oct. Le général de Gaulle annonce la formation du Conseil de Défense de l'Empire français devant fonctionner comme un gouvernement de guerre.

31 oct. Ankara rapporte que la Grèce a averti la Turquie qu'elle peut tenir sans l'aide turque, et ajoute que la Turquie n'entrera en guerre que si la Bulgarie attaque la Grèce.

1er nov. L'Amirauté annonce qu'un champ de mines a été semé à partir des îles Sorlingues jusqu'à la côte française près de la frontière espagnole.

4 nov. L'Espagne dissout la Commission de quatre puissances de Tanger et en assume le contrôle complet.

5 nov. La réélection de M. Roosevelt est acclamée par les nations démocratiques.

6 nov. La presse et la radio italiennes accusent la Suisse d'attitude probritannique.

8 nov. Le Président Roosevelt promet à la Grande-Bretagne 50 p.c. de la production de guerre des Etats-Unis.

9 nov. Des tremblements de terre destructifs en Roumanie réduisent la production d'huile pour l'Allemagne.

10 nov. La R.A.F. déclare que 250 avions italiens ont été descendus à date dans les combats d'Afrique. Un camp d'entraînement aérien norvégien est ouvert à Toronto. Les forces françaises libres débarquent à Libreville et s'emparent de l'administration du Gabon français.

12 nov. Le Gouverneur de l'Indochine française résigne, vu le mouvement croissant dans la colonie en faveur de la France Libre. Entente commerciale entre le Japon et les Indes néerlandaises par laquelle le Japon recevra plus d'huile que précédemment, mais non encore en quantités suffisantes pour satisfaire les demandes japonaises.

12–14 nov. Le Premier Ministre soviétique Molotoff confère avec des hauts fonctionnaires allemands à Berlin.

14 nov. Le Royaume-Uni annonce l'envoi de renforts en Extrême-Orient et la nomination d'un commandant en chef dans cette région. Le gouvernement de Vichy proteste auprès de l'Allemagne contre l'expulsion par cette dernière des habitants français de la Lorraine. Berlin rapporte que la conférence russo-allemande place la Turquie, l'Iran, l'Afghanistan et l'Inde dans la sphère d'influence de la Russie.

15 nov. Les Etats-Unis protestent auprès de l'Espagne parce que cette dernière a pris le contrôle de la zone internationale de Tanger. Les Etats-Unis reconnaissent officiellement l'état de guerre entre l'Italie et la Grèce.

16 nov. L'U.R.S.S. reconnaît de façon implicite le protectorat allemand sur la Slovaquie en publiant le texte du traité germano-slovaque.

17–24 nov. Offensive diplomatique dans les Balkans—*17 nov.*, le roi Boris de Bulgarie visite Berlin. *18 nov.*, les Ministres des Affaires étrangères de l'Italie et de l'Espagne confèrent avec Herr Hitler à Berchtesgaden. *20 nov.*, la Hongrie signe un traité militaire, politique et économique avec les puissances de l'Axe. *22 nov.*, le Premier Ministre Antonescu de Roumanie confère avec Herr Hitler. *23 nov.*, la Roumanie et (*24 nov.*) la Slovaquie signent des traités analogues.

19 nov. L'honorable M. Macdonald déclare que les forces navales du Canada comprennent 13,272 hommes et 155 vaisseaux.

20 nov. Le Canada prohibe les nouveaux modèles de véhicules-moteur et accessoires afin de conserver le plus de machines-outils possible pour la production de guerre.

22 nov. La Russie nie que l'union de la Hongrie à l'Axe se soit faite avec sa collaboration et son approbation. La loi martiale est proclamée en Turquie d'Europe.

23 nov. Rencontre entre les forces du Thaïland et les forces françaises de l'Indochine sur la frontière du Cambodge.

26 nov. Le Ministre britannique de la navigation déclare que les pertes en navires dépassent les nouvelles constructions et fait appel aux Etats-Unis pour des navires. Le Japon demande des bases aéronautiques et navales en Indochine (à portée de Singapour).

27 nov. Le Canada nomme un contrôleur de la construction et réparation navales. La Garde de Fer de Roumanie assassine 64 prisonniers politiques à Bucharest.

1940

28 nov. Les troupes roumaines et allemandes prennent contrôle de Bucharest.

1er déc. Le Canada impose de nouvelles restrictions sur les importations d'articles de luxe.

4 déc. Entente financière entre le Royaume-Uni et la Turquie.

5 déc. La législature de Pondichéry, Inde française, affirme sa loyauté à la cause du général de Gaulle. Des rapports de Sofia indiquent que l'Allemagne exerce une pression sur la Bulgarie en offrant le sud de Dobroudja à la Roumanie.

6 déc. Le maréchal Badoglio, chef de l'état-major italien, offre sa démission comme résultat de la campagne dans les Balkans.

9 déc. Ottawa annonce que le H.M.C.S. *Saguenay* a été endommagé par une torpille et qu'il y a eu 39 victimes.

10 déc. Le gouvernement britannique refuse aux Etats-Unis la permission d'expédier des denrées alimentaires à la France et aux autres nations conquises, comme l'avait proposé l'ancien président Hoover.

12 déc. La lutte de frontière entre le Thailand et l'Indochine française prend de l'ampleur. Mort de Lord Lothian, ambassadeur britannique aux Etats-Unis.

14 déc. M. Laval de France est relevé de ses postes de vice-président du Conseil et de Ministre des Affaires Etrangères.

16 déc. Des rapports de Washington indiquent que le Royaume-Uni demande une aide financière.

17 déc. Le Président Roosevelt annonce un nouveau plan de prêt par lequel le gouvernement des Etats-Unis expédiera le matériel requis par le Royaume-Uni sur une base de prêt, ce matériel devant être payé en nature après la guerre.

22 déc. Le vicomte Halifax nommé ambassadeur britannique aux Etats-Unis.

25 déc. Corps canadien formé au Royaume-Uni. Les troupes allemandes, fortes de 300,000 hommes, traversent la Hongrie et envahissent la Roumanie.

26 déc. Le huitième gros contingent de troupes canadiennes arrive au Royaume-Uni, complétant ainsi la 2ième Division. Concentration de troupes russes sur la frontière roumaine.

29 déc. Le Ministre hongrois de l'Agriculture résigne son poste en protestation des mouvements de troupes allemandes en Hongrie estimées à 600,000 hommes. Tension en Bulgarie comme les troupes allemandes atteignent la frontière bulgare-roumaine. Le Président Roosevelt réaffirme que les Etats-Unis aideront à la Grande-Bretagne.

30 déc. Les banques à charte du Canada achètent pour $250,000,000 de billets à brève échéance du gouvernement.

1941

1er janv. Tous les résidants du Canada sont priés d'obtenir un permis de la Commission de Contrôle du Change étranger avant de quitter le pays avec ou sans fonds.

1-3 janv. L'Eire essuie trois bombardements.

2 janv. Le Ministre britannique de la guerre économique annonce qu'après le 22 janv. les exportations de l'Eire sont susceptibles de saisie à moins d'être munies de 'navicerts'.

3 janv. Après une visite avec Herr Hitler, l'amiral Darlan retourne à Vichy. Réorganisation du Cabinet français, l'amiral Darlan devenant Ministre de l'Intérieur et de la Marine.

5 janv. Les ambassadeurs russes en Bulgarie, en Yougoslavie, en Roumanie et en Hongrie sont appelés à Moscou pour une conférence. Toutes les communications roumaines avec les autres pays sont coupées.

8 janv. La loi martiale est proclamée dans 24 provinces du Thailand et les troupes de ce dernier pays envahissent le Cambodge. On annonce un enregistrement spécial de tous les résidants japonais en Colombie Britannique.

9 janv. Assemblée spéciale du Cabinet bulgare, comme la pression de l'Allemagne sur ce pays augmente.

10 janv. Le bill de 'prêt-location' est introduit au Congrès des Etats-Unis. Le bill permet également la réparation des navires britanniques dans les chantiers des Etats-Unis. L'Allemagne annonce la signature d'ententes et traités commerciaux avec la Russie, qui auront pour résultat un plus grand écoulement de denrées alimentaires et de munitions en Allemagne.

13 janv. Le Secrétaire du Trésor des Etats-Unis annonce que des dispositions sont prises pour l'achat des placements directs du Royaume-Uni aux Etats-Unis (estimés à $850,000,000). Ces achats seront faits par des trusts de placements et auront pour but de financer les achats britanniques avant que le bill de prêt-location n'entre en vigueur. Reprise de l'activité diplomatique allemande en Bulgarie, après que la Russie eût nié avoir approuvé l'entrée des troupes allemandes en Bulgarie.

15 janv. Sir Gerald Campbell, Haut Commissaire du Royaume-Uni au Canada est nommé Ministre senior aux Etats-Unis. La représentation britannique à Washington comprend maintenant un ambassadeur et deux Ministres.

1941

18 janv. Le cargo français *Mendoza* en route de l'Uruguay pour la France avec une cargaison de denrées alimentaires mais sans 'navicert' britannique est capturé par le H.M.A.C. *Asturias* au large du Brésil.

19 janv. Herr Hitler et Signor Mussolini se rencontrent en conférence secrète pour discuter de politique de guerre.

21 janv. Le gouvernement de Vichy proteste contre la saisie du S.S. *Mendoza*. Grands désordres en Roumanie où les forces allemandes et roumaines combattent les Gardes de Fer.

23 janv. La Hongrie appelle sous les armes des troupes additionnelles et le Cabinet de la Turquie se réunit par suite des désordres en Roumanie.

27 janv. On rapporte la destitution du maréchal Graziani.

27–31 janv. Le comte Ciano, Ministre des Affaires étrangères de l'Italie, et 6 autres ministres du Cabinet sont destitués et envoyés dans la zone de guerre.

31 janv. Le Thailand et l'Indochine française signent un armistice rédigé par les médiateurs japonais. Les plans pour la construction d'avions de bombardement lourds au Canada sont annoncés par le Ministre des Munitions et des Approvisionnements.

2 fév. Le Premier Ministre King, dans une émission radiophonique, annonce la formation de 25 nouvelles escadrilles pour service outre-mer, le doublement de force actuelle de 36,000 hommes dans le Plan d'Entraînement Aérien, l'augmentation de la R.C.N. à 413 navires et 27,000 hommes et l'envoi outre-mer de la 3ième division, d'une division canadienne mécanisée et de plusieurs troupes auxiliaires.

3 fév. Extension de l'entraînement militaire obligatoire du Canada de 30 jours à 4 mois.

9 fév. Réorganisation du Cabinet français avec l'amiral Darlan nommé vice-président du Conseil.

10 fév. Le Gouvernement britannique rompt ses relations diplomatiques avec la Roumanie.

11 fév. Les dépêches de Belgrade déclarent que plus de 1,000 avions allemands sont déjà entrés en Bulgarie.

12 fév. Signor Mussolini et le général Franco se rencontrent à Bordighera, Italie, et se déclarent "en parfait accord sur les affaires européennes".

13 fév. Le général Franco confère avec le maréchal Pétain après sa rencontre avec Signor Mussolini. L'aide japonaise aux raiders allemands dans le Pacifique et les menaces à l'endroit de Singapour causent une tension dans les relations anglo-japonaises.

14 fév. Le Premier Ministre et le Ministre des Affaires Etrangères de Yougoslavie rencontrent Herr Hitler à Berchtesgaden.

16 fév. La Grande-Bretagne annonce la pose de mines aux entrées maritimes de Singapour.

17 fév. La Bulgarie et la Turquie signent un pacte de non-aggression sans préjudice aux engagements contractés avec les autres pays.

18 fév. Un fort contingent australien débarque à Singapour pour y renforcer la garnison. Un budget de guerre pour le Canada de $1,300,000,000 est présenté à la Chambre des Communes. Le Japon s'offre comme médiateur entre les puissance de l'Axe et la Grande-Bretagne.

20 fév. La Roumanie appelle près de 1,000,000 de réservistes sous les armes.

24 fév. Le gouvernement de Vichy est réorganisé et tout le pouvoir est centralisé entre les mains de 5 ministres, l'amiral Darlan détenant les portefeuilles de vice-président du Conseil, des Affaires étrangères, de la Marine et de l'Intérieur.

25 fév. La Grande-Bretagne rejette l'offre japonaise de médiation du 18 fév.

26 fév. M. Anthony Eden, secrétaire des Affaires étrangères pour le Royaume-Uni et chef de l'Etat-Major Impérial, arrive à Ankara pour conférer avec les dirigeants turques. Quatorze divisions allemandes sont massées sur la frontière prêtes à traverser le Danube.

28 fév. M. Eden rencontre à Ankara l'ambassadeur britannique en Russie. Un communiqué anglo-turque confirme l'alliance anglo-turque.

1er mars. La Bulgarie se joint à l'Axe Rome-Berlin-Tokyo par un traité signé à Vienne.

2 mars. De nouveaux contingents canadiens de soldats et aviateurs arrivent en Grande-Bretagne. M. Eden et Sir John Dill arrivent à Athènes pour conférer avec le Cabinet grec.

3 mars. Une note russe à la Bulgarie désapprouve les facilités données aux troupes allemandes.

4 mars. Les Britanniques font un raid sur l'usine allemande d'huile de poisson des îles Lofoten et coulent 11 navires. Une mission allemande visite Ankara. Le Président Roosevelt déclare que les interruptions dans les industries de défense n'ont pas affecté un quart d'un pour cent de la production.

5 mars. La Grande-Bretagne rompt ses relations diplomatiques avec la Bulgarie. La Grèce annonce sa détermination de combattre au côté de la Grande-Bretagne.

1941

9 mars. L'Amirauté annonce le coulage du raider de navires marchands italien *Ramb I* par le H.M.N.Z.S. *Leander*, dans l'océan Indien.

10 mars. L'amiral Darlan, Ministre des Affaires étrangères de France, annonce que des navires de guerre français escorteront les navires marchands si le blocus britannique n'est pas levé.

11 mars. Le Président Roosevelt signe le bill de prêt-location et demande immédiatement au Congrès un crédit de $7,000,000,000 pour financer le programme d'aide à la Grande-Bretagne. Tentative d'assassinat du Ministre britannique en Bulgarie à son arrivée à Istanboul.

12 mars. La Yougoslavie consent en principe à se joindre à l'alliance germano-italo-japonaise.

13 mars. Des grèves dans les industries de défense aux Etats-Unis causent la perte de 724,000 heures-homme depuis le 1er février.

15 mars. Le Président Roosevelt déclare que la victoire totale sur les dictateurs est le but des Etats-Unis et que la nation ne tolérera pas de grèves sans raisons valables dans les industries de la défense.

19 mars. Une entente entre le Canada et les Etats-Unis sur la canalisation du St-Laurent est signée à Ottawa. La Grande-Bretagne et la Turquie annoncent une "complète identité de vues" après la rencontre de leurs Ministres des Affaires étrangères à Chypre.

20 mars. Le Sénat des Etats-Unis vote un crédit naval de $3,446,991,000.

22 mars. Crise du Cabinet en Yougoslavie et 3 Ministres résignent pour protester contre la signature du traité proposé entre l'Allemagne et la Yougoslavie.

23 mars. Le Ministre des Affaires étrangères du Japon arrive à Moscou. Réorganisation du Cabinet en Yougoslavie, permettant au gouvernement de collaborer avec l'Axe.

24 mars. Echange de notes entre le Canada et les Etats-Unis modifiant le traité Rush-Bagot de 1817 de façon à ce que les navires de guerre puissent être construits et armés sur les Grands Lacs.

25 mars. On rapporte que plus de 18 divisions allemandes sont stationnées en Italie pour maintenir l'ordre intérieur. La Russie promet à la Turquie "une neutralité bienveillante et utile" au cas d'une attaque par l'Allemagne. La Chambre des Communes du Canada adopte des crédits de guerre de $1,300,000,000. La Yougoslavie signe une alliance avec les puissances de l'Axe.

26 mars. Le Ministre japonais des Affaires étrangères arrive à Berlin. Entente de troc par laquelle la France non occupée échangera du bétail et des légumes pour du grain, du sucre et des pommes de terre de la France occupée.

27 mars. On annonce la capture de deux navires-citernes danois dans la mer des Antilles par des unités navales canadiennes et néerlandaises. Le Président Roosevelt signe un bill d'aide à la Grande-Bretagne de $7,000,000,000. Une révolte militaire en Yougoslavie résulte en la défaite du gouvernement pro-axiste et l'avènement au pouvoir du roi Pierre II. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni promettent leur appui au nouveau gouvernement.

28 mars. La production des usines canadiennes d'automobiles est restreinte afin de contrôler la consommation canadienne.

30 mars. Les perquisitions britanniques sur un convoi français au large d'Algérie sont interrompues par des attaques des batteries françaises de la côte et des bombardements par avions.

1er avril. La presse et la radio allemandes accusent les Yougoslaves de terrorisme et d'atrocités sur les sujets allemands. On rapporte que cinq divisions allemandes sont concentrées sur la frontière hongro-yougoslave.

2 avril. Mobilisation générale en Yougoslavie. La frontière hongro-yougoslave est fermée.
(Pour événements ultérieurs, voir sous Balkans.)

4 avril. Le Ministre de l'Air annonce que les pertes d'avions de l'Axe en mars sont de 268, contre 70 britanniques. Les pertes globales d'avions de l'Axe depuis le début de la guerre s'établissent à 4,342, contre 1,821 pour les Britanniques.

5 avril. Les gouvernements canadien et polonais annoncent des arrangements pour la création d'une armée polonaise au Canada.

6 avril. L'U.R.S.S. et la Yougoslavie signent un traité de non-agression.

8 avril. On annonce que le Canada aura besoin de 116,000 recrues pour la Marine, l'Armée et l'Aviation au cours de l'année.

10 avril. Les Etats-Unis annoncent une entente pour l'établissement de bases navales au Groenland.

11 avril. Un état de siège est déclaré en Turquie et les civils doivent évacuer les Dardanelles. Le Président Roosevelt ouvre la mer Rouge et le canal de Suez à la navigation américaine.

13 avril. La Russie et le Japon signent un pacte de neutralité.

1941

19 avril. Vichy rapporte que l'Allemagne a réquisitionné 53 navires français d'un tonnage global de 240,000 tonnes au cours des derniers mois.

20 avril. Le Président Roosevelt et le Premier Ministre King annoncent une entente concernant la mise en commun du matériel de guerre.

22 avril. Institution de la médaille de l'Empire Britannique, une nouvelle décoration militaire et civile pour service méritoire.

24 avril. De grands renforts australiens débarquent à Singapour. Le Secrétaire d'Etat et le Secrétaire de la Marine des Etats-Unis réclament une aide plus effective à la Grande-Bretagne.

26 avril. On annonce que les miliciens canadiens seront maintenus en service pour la défense du Canada.

27 avril. De nouveaux renforts canadiens débarquent en Grande-Bretagne, dont un grand nombre d'aviateurs formés d'après le plan d'entraînement aérien du Commonwealth Britannique.

29 avril. Le budget canadien exige $300,000,000 de taxes additionnelles. Le Président Roosevelt déclare que l'on n'a pas défendu aux navires de guerre américains d'entrer dans les zones de combat.

2 mai. Réorganisation du Cabinet au Royaume-Uni. Lord Beaverbrook devient Ministre d'Etat.

7 mai. Vichy annonce des négociations avec l'Allemagne concernant la réduction de 25 p.c. des charges d'occupation de l'armée allemande. M. Staline devient Premier Ministre de l'U.R.S.S.; ce fait est interprété comme indiquant une plus étroite collaboration entre l'Allemagne et la Russie.

9 mai. L'U.R.S.S. ne reconnaît plus la Belgique, la Norvège et la Yougoslavie comme pays indépendants. L'Amirauté annonce que le raider allemand *Hansa* a été coulé dans l'océan Indien par le H.M.S. *Cornwall*.

10 mai. Herr Rudolf Hess atterrit en parachute en Ecosse.

11 mai. Le Canada demande 32,000 volontaires pour l'armée.

12-13 mai. L'Allemagne annonce que la mer Rouge est une zone de combat.

14 mai. Le gouvernement de Vichy approuve une entente négociée par Herr Hitler et le vice-président du Conseil Darlan, entraînant la France dans une plus étroite collaboration avec l'Allemagne.

15 mai. Le Président Roosevelt demande à la France de ne pas se livrer à l'Allemagne.

18 mai. On annonce que le navire égyptien *Zamzam* a été coulé par un raider de surface allemand dans l'Atlantique sud le 17 avril; plus de 150 citoyens des Etats-Unis à bord sont transportés en France. Les puissances de l'Axe créent le royaume de Croatie avec le duc de Spolète comme roi.

21 mai. Un nouveau contingent d'aviateurs de l'Empire, gradués en vertu du plan d'entraînement aérien du Commonwealth Britannique, débarque en Angleterre. On rapporte que du matériel de guerre allemand est transporté sur les chemins de fer de la Turquie.

22 mai. La Marine Royale saisit le navire-citerne *Sheherazade* en route des Etats-Unis pour Casablanca. Londres avertit Vichy qu'aucune distinction ne sera faite entre la France occupée et la France non occupée à moins que la politique d'aide à l'Allemagne ne soit abandonnée.

23 mai. Le Royaume-Uni annonce que l'entraînement initial aérien sera transféré au Canada et aux Etats-Unis.

25 mai. L'Amiral Raeder (après le coulage du H.M.S. *Hood*, voir Bataille de l'Atlantique, p. 1047), commandant de la marine allemande, avertit les Etats-Unis que le convoyage par les E.-U. sera considéré comme un acte de guerre.

27 mai. Le Président Roosevelt, dans une adresse à la radio, annonce la proclamation d'un état d'urgence nationale illimitée, proclame la liberté des mers et assure la Grande-Bretagne de la livraison du matériel requis.

28 mai. Les Ministres de Vichy se rencontrent à Paris pour des négociations sur la collaboration avec l'Allemagne.

29 mai. Le Japon demande le droit de négocier avec les Indes néerlandaises sans intervention du gouvernement britannique ou du gouvernement néerlandais.

30 mai. Les premiers cadets d'aviation britanniques à être entraînés aux Etats-Unis arrivent au Canada.

31 mai. Trois bombes tombent sur Dublin; 30 personnes sont tuées.

La bataille d'Angleterre

1940

10 juil. L'Amirauté annonce qu'un champ de mines a été semé depuis les Orcades jusqu'à l'Islande et le Groenland.

18 juil. M. Churchill déclare que la situation militaire ne justifie plus l'évacuation d'enfants britanniques au Canada.

1940

23 juil. La R.A.F. annonce que les pertes d'avions britanniques depuis les attaques aériennes allemandes du 17 juin se chiffrent à 91 et les pertes allemandes connues, à 133.

2 août. Pluie de feuillets au-dessus de l'Angleterre. Les Allemands laissent tomber des copies du discours prononcé par Herr Hitler devant le Reichstag le 19 juillet. A la suite de bombardements aériens britanniques, on rapporte que le port de Hambourg est en ruines.

4 août. La R.A.F. signale de lourdes concentrations de troupes allemandes dans les ports français de la Manche.

8–18 août. Première phase de la bataille aérienne d'Angleterre; elle consiste surtout d'attaques sur le transport maritime et les ports.

11 août. Raids violents sur l'Angleterre, y compris la première attaque sur le barrage côtier de ballons; 60 appareils allemands et 26 appareils britanniques sont abattus.

12 août. Les Allemands se servent pour la première fois de canons tirant outre-Manche et détruisent des maisons à Douvres.

12–13 août. Des appareils allemands en masse attaquent le transport maritime, Douvres, Portsmouth et l'île de Wight; les Allemands perdent 69 avions de bombardement et les Britanniques, 11. Seize avions de bombardement britanniques manquent à l'appel à la suite d'attaques de grande envergure sur les bases allemandes.

13 août. Le Ministère de l'Air annonce que les pertes allemandes au cours des attaques sur l'Angleterre se chiffrent à 606 avions depuis le début des hostilités.

15 août. Plus de 1,000 avions allemands effectuent des raids sur l'Angleterre; les Allemands perdent 144 appareils et les Britanniques, 27.

16 août. L'Angleterre reproche aux avions allemands d'avoir attaqué à dessein la ville résidentielle d'Eastbourne; pertes de la journée: 71 appareils allemands et 18 britanniques.

18 août. Perte de 152 avions allemands sur 600 au-dessus de l'Angleterre; les pertes britanniques se chiffrent à 16.

19 août–5 sept. Deuxième phase de la bataille aérienne d'Angleterre, où les aérodromes constituent les principales cibles.

21 août. Les Allemands reviennent à leurs anciennes tactiques et effectuent de nombreux raids de petite envergure.

22 août. Lors du premier usage important qu'ils font de leurs canons tirant outre-Manche, les Allemands bombardent un convoi et la ville de Douvres.

23 août. Premier raid aérien nocturne sur Londres. Les Britanniques se servent pour la première fois de leurs canons tirant sur la rive opposée de la Manche et la R.A.F. bombarde des emplacements de canons sur la côte française.

26 août. Le premier raid aérien important des Britanniques au-dessus de Berlin dure trois heures.

27 août. Les pertes d'avions au-dessus de l'Angleterre du 8 au 26 août s'établissent à 856 appareils allemands et 202 appareils britanniques.

29 août. Une formation en masse de 200 avions allemands est repoussée de la côte de Kent.

30 août. Les usines Krupp à Essen sont bombardées par la R.A.F.

2 sept. Raids aériens violents sur Londres en fin de semaine; 100 appareils allemands sont abattus.

5 sept. La R.A.F. déclenche de lourdes attaques sur les ports d'invasion.

6 sept.–15 oct. Troisième phase de la bataille aérienne d'Angleterre, où les attaques se concentrent sur Londres.

7 sept.–10 mai. VIOLENTS RAIDS AERIENS SUR LONDRES—7 sept.–5 oct., "la bataille de Londres": 38 raids aériens importants en plein jour sur Londres. 14 oct., les raids sont marqués par l'apparition de la nouvelle bombe incendiaire à haut explosif. 29 oct., reprise des raids massifs en plein jour. 6–7 nov., violents raids nocturnes. 29 nov., reprise des raids nocturnes intenses dans le but de vérifier si les défenses contre-avions ont été transportées dans les villes provinciales. 27 déc., violent raid nocturne. 29 déc., raid incendiaire dont les dégâts sont évalués à des millions de livres; le Guildhall, des églises et autres édifices historiques sont en ruines. 7 janv., raid violent en plein jour. 11–12 janv., de nouvelles tentatives d'incendier Londres échouent, mais donnent suite à la conscription pour service des incendies dans toute l'Angleterre. 30 janv., raid intense en plein jour. 19 mars, raid nocturne de six heures. 16 avril, des raids du crépuscule à l'aube causent de nombreuses pertes de vie ainsi que des dommages considérables. 19 avril, raid nocturne de grande envergure. 10 mai, à la suite d'un raid nocturne intense, l'abbaye de Westminster, les Chambres du Parlement et le British Museum sont endommagés; 33 appareils allemands sont abattus, dont 29 par des avions de combat de nuit.

10 sept. Par mesure de représailles, à la suite du raid du 7 septembre sur Londres, la R.A.F. déclenche une lourde attaque sur Berlin.

1940

11 sept. La Marine Royale et la R.A.F. attaquent des ports de la Manche occupés par les Allemands. M. Churchill, dans un discours radiodiffusé par tout l'Empire, révèle qu'une invasion allemande de l'Angleterre est imminente.

15 sept. 185 avions allemands sont abattus.

16 sept. La R.A.F. attaque et disperse de grandes concentrations de troupes allemandes dans les ports de la Manche.

17 sept. M. Churchill annonce que le nombre de civils tués ou blessés du 1er juillet au 15 septembre s'établit à 12,719.

19–21 sept. La R.A.F. attaque des points de concentration allemands le long de la côte française et le canal Dortmund-Ems.

22 sept. Message radiophonique de Sa Majesté le Roi annonçant l'institution de la croix George et de la médaille George pour signaler la bravoure des civils.

27 sept. Plus de 1,000 avions allemands bombardent Londres et plusieurs autres endroits en Angleterre; 133 appareils allemands et 34 appareils britanniques sont abattus.

29 sept. Les premiers destroyers cédés par les Etats-Unis arrivent en Angleterre.

3 oct. Attaques aériennes de grande envergure sur Londres et autres endroits d'Angleterre.

6–21 oct. Quatrième phase de la bataille aérienne d'Angleterre, caractérisée par des raids nocturnes sur des centres vitaux et l'emploi de bombes incendiaires à haut explosif.

11 oct. La Marine Royale bombarde Cherbourg.

12 oct. Duel d'artillerie lourde à longue portée au dessus du Pas de Calais. La R.A.F. bombarde 40 points différents, y compris Berlin pendant une heure et les usines Krupp à Essen pendant deux heures.

13 oct. Le Ministère de l'Air annonce le coulage récent de 2 gros navires et la mort de 3,000 Allemands, à Lorient, au cours de préparatifs apparents d'invasion de l'Angleterre.

22 oct. Raids aériens sur l'Angleterre, concentrés sur Liverpool, Bristol et Glasgow. La R.A.F. jette 1,000 bombes incendiaires sur Hambourg et bombarde aussi la Ruhr, des ports de la Manche et des convois allemands.

24 oct. Les appareils italiens se joignent aux Allemands pour la première fois dans des rais aériens sur l'Angleterre.

29 oct. Les Allemands reprennent les raids aériens en masse de jour sur Londres et Portsmouth; les Allemands perdent 22 appareils et les Britanniques, 7.

31 oct. Les pertes allemandes en fait d'avions depuis le 8 août sont de 2,375.

2–3 nov. La R.A.F. bombarde Berlin, Amsterdam, Kiel et Flessingue.

4 nov. L'Amirauté annonce la perte des croiseurs marchands armés *Laurentic* et *Patroclus*.

5 nov. Un corsaire allemand de surface coule le croiseur marchand armé *Jervis Bay* et 4 des 38 vaisseaux de son convoi en mi-Atlantique. M. Churchill, dans un discours à la Chambre des Communes, souligne la menace des sous-marins et l'incapacité de l'Angleterre à utiliser les ports irlandais pour fins navales.

6–7 nov. La R.A.F. bombarde Bremerhaven, Emden, Brême et Hambourg et aussi la 'côte d'invasion'.

7 nov. Le Premier Ministre de Valera rejette la suggestion que les ports irlandais soient ouverts à la M.R.

8 nov. L'Amirauté rapporte que les pertes maritimes britanniques et neutres causées par les sous-marins allemands, de juin à octobre, sont de 1,951,000 tonnes.
La R.A.F. bombarde Munich pendant le discours de Herr Hitler.

10 nov. Les attaques britanniques aériennes sont portées jusqu'à Dantzig.

11 nov. Premiers avions italiens (13) abattus au-dessus de l'Angleterre ainsi que 13 appareils allemands.

13 nov. Les victimes civiles des raids aériens en Angleterre en octobre se montent à 6,334 tués et 8,695 blessés.

14 nov.–17 mai. RAIDS SUR LES CENTRES INDUSTRIELS ET LES PORTS.—Nouveau programme allemand de raids aériens concentrés causant une grande destruction de propriétés: *Coventry*, 14 nov. (422 morts), 9 avril; *Southampton*, 17 nov.; *Birmingham*, 19 nov., 22 nov., 3 déc., 11 déc.; *Bristol*, 24 nov., 1er déc., 3 janv., 16 janv., 16 mars, 4 avril, 11 avril; *Plymouth*, 27 nov., 13 janv., 20 mars, 21–23 avril, 28–29 avril; *Liverpool*, 28 nov., 20 déc., 12 mars (500 morts), 8 avril, 2 mai; *Sheffield*, 12 déc.; *Manchester*, 22–23 déc.; *Portsmouth*, 10 janv., 27 avril; *Swansea*, 19–21 fév.; *Cardiff*, 3 mars; *Glasgow*, 13 mars (1,000 morts), 14 mars, 5 mai; *Hull*, 18 mars; *Belfast*, 15 avril, 4 mai; *Newcastle*, 26 avril.

25 nov. Les premiers aviateurs canadiens, formés d'après le Plan d'Entraînement Aérien du Commonwealth, Britannique, arrivent en Angleterre.

1940

3 déc. Le Gouvernement britannique annonce la commande de 60 nouveaux navires aux chantiers maritimes américains. Pertes maritimes britanniques et alliées depuis le commencement de la guerre estimées à 3,000,000 de tonnes.

4 déc. La R.A.F. bombarde Dusseldorf 12 heures durant.

17 déc. Activité aérienne allemande très faible au-dessus de l'Angleterre.

18 déc. Mannheim bombardé pour la troisième nuit consécutive. Autres raids aériens sur Milan et Gênes.

21 déc. Attaques nocturnes sans précédent par la R.A.F. sur les bases de l'Axe à partir de la Ruhr jusqu'à l'Adriatique.

25 déc. Accalmie de raids aériens sur l'Angleterre le jour de Noël.

26 déc. Les premiers gradués australiens du Plan d'Entraînement Aérien du Commonwealth Britannique arrivent au R.-U.

28 déc. Raids aériens de durée et de violence sans précédent sur les 'ports d'invasion' le long de la Manche.

31 déc. Les Britanniques commencent des raids aériens de jour étendus contre des points allemands et hollandais.

1941

1er–3 janv. Raids aériens nocturnes successifs sur Brême.

7 janv. L'Angleterre permet à la Croix Rouge américaine d'envoyer des expéditions limitées de blé à l'Espagne et de lait condensé à la France.

11 janv. Raids de jour et de nuit de la R.A.F. sur Wilhelmshaven.

15–16 janv. Violent raid aérien sur Wilhelmshaven.

19 janv. Le Ministère de l'Air annonce plus de 1,400 raids aériens en Allemagne à partir du déclenchement de la guerre jusqu'au 31 déc. 1940.

30 janv. Violents raids aériens de jour sur Londres, Douvres, l'est central et le sud-est de l'Angleterre.

2 fév. Violentes attaques de jour de la R.A.F. sur la côte d'invasion.

8 fév. Violentes attaques aériennes sur Boulogne, Calais, Dunkerque et Ostende.

11 fév. La M.R. bombarde Ostende. La R.A.F. attaque violemment Hanovre.

15 fév. Violent bombardement par la R.A.F. de la Ruhr occidentale, de Rotterdam, Calais et Boulogne.

18 fév. Victimes civiles des raids aériens en Angleterre en janvier portées à 1,502 tués et 2,012 blessés.

27 fév. Attaque incendiaire violente sur Cologne par la R.A.F.

11 mars Le Secrétaire britannique de l'Air annonce que la R.A.F. a détruit 5,350 avions ennemis en 10 mois, alors que les pertes britanniques sont de 1,800.

18 mars. Violents raids aériens sur Kiel et Wilhelmshaven.

23 mars. Violent bombardement aérien sur Berlin; plus de 10,000 bombes incendiaires sont jetées.

7 avril. Raid aérien de cinq heures sur Kiel.

7–10 avril. Dans des raids aériens nocturnes sur l'Angleterre, 29 avions allemands sont abattus grâce à des avions de combat nocturne améliorés.

8 avril. Première longue attaque aérienne sur l'Irlande du Nord. Victimes civiles des raids aériens en mars: 4,259 tués, 5,557 blessés. De juin 1940 à mars 1941, 29,630 tués et 40,930 blessés.

17 avril. Violents raids aériens sur Brême et les ports d'invasion.

18 avril. Violent raid aérien sur Berlin par la R.A.F., utilisant des appareils plus lourds et un nouveau type de bombe.

25 avril. Pertes allemandes sur l'Angleterre en avril, 100 avions dont 75 abattus la nuit.

26 avril. Violents raids aériens sur Hambourg et Bremerhaven.

27 avril. La R.A.F. étend le rayon de ses raids de jour sur le Continent.

30 avril. Violent raid aérien sur Emden.

1er mai. Raids aériens de jour sur Den Helder et Brest.

3 mai. Violent raid aérien sur Cologne.

7 mai. Vingt-quatre appareils allemands sont abattus dans des raids aériens nocturnes sur l'Angleterre, par des avions et des canons contre-avions.

8 mai. Huitième jour d'intenses raids aériens renouvelés sur l'Angleterre; 47 appareils allemands sont abattus durant cette période. Les plus violents raids britanniques de toute la guerre à date; Hambourg et Brême sont les nouveaux objectifs.

10 mai. Plus de 100 appareils de la R.A.F. bombardent Hambourg.

11 mai. Hambourg et Brême fortement endommagés par les attaques renouvellées de la R.A.F.

13 mai. Attaques aériennes britanniques sur Héligoland.

16–17 mai. Violents raids aériens sur Cologne durant 2 nuits consécutives; plusieurs édifices mis en feu.

Généralités en Méditerranée

1940

9 juil. Engagement entre les flottes britannique et italienne dans la Méditerranée orientale, causant la fuite des Italiens et des dommages à un cuirassé et un croiseur italiens. Annonce de la démilitarisation des vaisseaux de guerre français à Alexandrie.

15 juil. L'Angleterre annonce avoir semé des mines le long de toutes les côtes du territoire italien en Méditerranée.

19 juil. Le croiseur italien *Bartolomeo Colleoni* est coulé par H.M.A.S. *Sydney*, au nord-ouest de la Crète.

16 août. La M.R. bombarde Bardia et force les Italiens à se retirer de Fort Capuzzo.

4 sept. La R.A.F. bombarde le port de Gênes pour la première fois.

5 sept. La M.R. et la R.A.F. bombardent les îles italiennes du Dodécanèse.

21 sept. Raid italien sur Haïfa; 100 victimes.

12 oct. Le croiseur H.M. *Ajax* coule 3 contre-torpilleurs italiens au large de la Sicile.

29 oct. Les aéroplanes navals britanniques bombardent Maltezana, bases aériennes italiennes dans les îles du Dodécanèse.

1er nov. La R.A.F. bombarde Naples pour la première fois.

10 nov. La R.A.F. bombarde la Sardaigne pour la première fois.

11 nov. L'aviation navale bombarde la flotte italienne dans le port de Tarante, coulant 2 cuirassés, 2 croiseurs et 2 bateaux auxiliaires de la flotte et endommageant un autre cuirassé.

14 nov. Bateaux de guerre italiens sous les coups du plus violent raid aérien sur Naples à date.

25 nov. Les forces britanniques navales et aériennes prétendent avoir le contrôle de l'Adriatique.

26 nov. Violente attaque aérienne sur Turin.

27 nov. Un cuirassé, un croiseur et 2 contre-torpilleurs italiens endommagés au large de la Sardaigne.

8 déc. Des rapports parviennent à Londres de graves désordres à Naples, Padoue, Venise et Milan. L'amiral Cavagnari, commandant de la flotte italienne et sous-secrétaire de la Marine, démissionne.

1941

10 janv. La R.A.F. en raid sur le port et les docks de Messine. Un convoi britannique, portant des fournitures de guerre à la Grèce, est attaqué par des vaisseaux italiens et des avions italiens et allemands. Le convoi est protégé, mais le croiseur *Southampton* est coulé, un porte-avions et un destroyer britanniques sont endommagés; un contre-torpilleur italien est coulé et 12 avions de l'Axe sont abattus.

17 janv. La R.A.F. bombarde la base allemande à Catane, Sicile.

18–20 janv. Les Allemands perdent 39 aéroplanes dans l'attaque de 3 jours sur Malte. On annonce que les pertes aériennes allemandes en Méditerranée s'élèvent à 87 avions en moins d'un mois.

26 janv. La radio turque rapporte que des officiers d'état-major allemands sont attachés aux troupes italiennes.

8 fév. La flotte britannique bombarde les ouvrages électriques, la station génératrice, les réservoirs d'huile et les ouvrages du port à Gênes—base navale italienne et centre possible d'expéditions de l'Axe en Afrique du Nord.

10 fév. Des parachutistes britanniques atterrissent en Calabre et rompent les communications.

23 fév. L'Angleterre déclare une superficie de 36,000 milles carrés de la Méditerranée centrale "dangereuse pour la navigation". Signor Mussolini, dans un discours radiophonique, annonce que des unités aériennes et blindées allemandes sont arrivées en Sicile et en Libye.

26 fév. Les Britanniques s'emparent de l'île italienne de Kastelorizo, dans le Dodécanèse.

28 fév. Les forces britanniques se retirent de Kastelorizo.

12 mars. Intenses raids aériens sur Rhodes et Scarpanto.

28–30 mars. Engagement dans la Méditerranée orientale causant la perte de 3 croiseurs et 2 contre-torpilleurs italiens.

15 avril. Un convoi de 3 contre-torpilleurs et de 5 cargos italiens est détruit entre la Sicile et Tripoli par la Marine Royale. Un contre-torpilleur britannique est perdu.

5 mai. L'Allemagne occupe Lesbos, Chios et 6 autres îles grecques de l'Egée.

28 mai. Des avions britanniques, attaquant un convoi italien pour la Lybie, suivent les navires dans le port tunisien de Sfax et les y bombardent, mettant feu à un navire français.

29 mai Vichy fait de fortes protestations contre le bombardement à Sfax et le prétendu bombardement de la station ferroviaire à Homs, Syrie.

Egypte–Lybie

1940

12 sept. Les Italiens commencent à envahir l'Egypte.

12–17 sept. Les Italiens avancent à Sidi Barrani, occupant Solloum (14 sept.) et Buqbuq (15 sept.)

21 sept. Raid aérien italien sur Alexandrie.

23 sept. L'Egypte est placée sous la loi martiale et les ressortissants italiens sont arrêtés.

1er oct. La R.A.F. fait un raid sur Tobruk.

8 oct. La R.A.F. bombarde Bardia et Solloum.

9 oct. Les Italiens tentent d'avancer de Sidi Barrani vers l'Egypte mais reculent à leurs positions premières.

20 oct. Premier raid italien sur le Caire.

1er nov. Raid italien sur Mersa Matruh; 8 appareils italiens sont abattus. La R.A.F. bombarde des bases en Libye.

19 nov. Les patrouilles mécanisées britanniques défont une colonne italienne de 50 tanks à Hilquit, à 15 milles au sud de Sidi Barrani.

9 déc. Les forces britanniques en Egypte prennent l'offensive, attaquent les Italiens près de Sidi Barrani et capturent 1,000 prisonniers.

10 déc. Les Britanniques brisent les communications italiennes derrière Sidi Barrani.

11 déc. Prise de Sidi Barrani.

12 déc. L'Angleterre annonce que les opérations combinées de la Marine, de l'Armée et de l'Aviation en Egypte ont amené la capture de 20,000 Italiens.

16 déc. Les Britanniques prennent Solloum, Egypte, et Fort Capuzzo, Lybie, et pénètrent en Libye.

17 déc. Les Britanniques cernent Bardia et capturent 3 forts de la frontière italienne.

18 déc. La R.A.F. rapporte que les Italiens retraitent vers Derna, à moins de 150 milles de la frontière de la Lybie. La M.R. et la R.A.F. attaquent Bardia, tandis que les forces de terre avancent à moins de 5 milles de la ville.

20 déc. Bardia est complètement cerné.

1941

5 janv. Bardia est capturé par les Britanniques et les Australiens. Les forces françaises libres coupent la route de Bardia-Tobruk.

8 janv. Les forces britanniques cernent Tobruk.

12 janv. La R.A.F. obtient la suprématie de l'air sur le front de Lybie.

22 janv. Tobruk est capturé par les forces britanniques, australiennes et françaises libres.

24 janv. Le quartier-général italien à Cyrène se retire à cause des attaques de la R.A.F.

28 janv. Les forces françaises libres, opérant de Tchad, annoncent la capture de l'oasis de Fezzan, dans le sud-ouest de la Lybie.

29 janv. Les prisonniers italiens à Tobruk déclarent que 1,000 aviateurs et techniciens allemands sont stationnés en Lybie.

30 janv. Derna est capturé par les forces britanniques et australiennes.

2 fév. Violents raids aériens sur Castel Benito et Zanzur, Tripoli.

7 fév. Bengazi est capturé par les forces britanniques et australiennes. La colonne motorisée française libre atteint la région de Cufra du sud-est de la Libye après une marche de 600 milles à travers le désert.

9 fév. Les Britanniques occupent El Agheila, Libye.

27 fév. Les Britanniques chassent les chars blindés allemands à l'ouest d'El Agheila.

1er mars. Les forces françaises libres prennent l'oasis de Cufra, Libye.

6 mars. Les forces mécanisées britanniques avancées défont des détachements motorisés allemands à l'ouest d'El Agheila.

21 mars. Les Britanniques prennent l'oasis de Giarabub.

24 mars. Les détachements allemands occupent El Agheila, à 150 milles au sud-ouest de Bengazi.

4 avril. Les Britanniques se retirent de Bengazi devant les forces mécanisées de l'Axe.

8 avril. Le troupes de l'Axe occupent Derna. Le Ministère britannique de l'Information annonce que les pertes italiennes en Libye, au 4 mars, se chiffrent à 140,000 hommes.

12 avril. Les forces mécanisées britanniques et de l'Axe s'affrontent à l'ouest de Tobruk.

13 avril. Les Allemands occupent Bardia et encerclent Tobruk. Les forces de l'Axe atteignent Solloum, Egypte.

14 avril. L'attaque de tanks de l'Axe sur Tobruk est repoussée.

15 avril. Les forces de l'Axe attaquant Tobruk sont repoussées, perdant 22 avions et 15 tanks. Violent combat à Solloum.

16 avril. Les Britanniques attaquent l'arrière des Allemands près de Fort Capuzzo.

17 avril. La garnison britannique assiégée à Tobruk détruit 20 tanks de l'Axe.

22 avril. La M.R. bombarde Tripoli. Raids aériens sur Fort Capuzzo, Bardia, Derna et Ain El Gazala.

1941
23 avril. Les Australiens, dans une sortie de Tobruk, capturent 447 Italiens.

26 avril. Les forces mobiles de l'Axe entrent en Egypte au sud de Solloum.

8 mai. La M.R. bombarde Bengazi.

10 mai. La M.R. bombarde encore Bengazi.

13 mai. Cinq colonnes de l'Axe avancent à Sofali, mais sont repoussées à Solloum.

17 mai. Les Britanniques reprennent Solloum.

18 mai. Raids généraux de la R.A.F. sur les bases de l'Axe en Cyrénaïque.

29 mai. Les Allemands occupent Solloum et les Britanniques se retirent de la passe Halfaya.

Afrique orientale

1940
15 juil. Les Italiens occupent Moyale, Kénya.

16 juil. Les Italiens prétendent occuper le saillant de Dolo, sur la frontière Kénya-Ethiopie.

4 août. Trois colonnes italiennes de l'Ethiopie envahissent la Somalie britannique.

7 août. Les Italiens occupent Zeila, Hargeisa et Oadweina, en Somalie britannique.

11 août. Les Britanniques repoussent l'attaque italienne à 35 milles au sud-est de Berbéra.

19 août. Les Britanniques annoncent l'évacuation de la Somalie.

1er sept. Les Italiens prétendent avoir pris Buna, Kénya.

21 sept. L'attaque italienne d'un convoi sur la mer Rouge est repoussée avec perte d'un contre-torpilleur italien.

1er oct. Raids de la R.A.F. sur Massawa.

8 oct. Raid de la R.A.F. sur la position italienne en Erythrée.

19 oct. Les Britanniques et les Italiens s'affrontent sur la frontière Erythrée-Soudan. Les Italiens bombardent les puits d'huile sur l'île Bahrein.

1er nov. Raids de la R.A.F. sur les bases italiennes en Ethiopie. Les Italiens bombardent Périm.

7 nov. Les troupes britanniques et hindoues reprennent Gallabat, Soudan.

18 nov. Des vaisseaux britanniques bombardent Dante et Mogadiscio, Somalie italienne.

1941
15 janv. On rapporte que l'armée éthiopienne s'assemble à Gojjam.

19 janv. Les Britanniques reprennent Kassala, Soudan.

20 janv. Les Britanniques envahissent l'Erythrée à 2 points. On rapporte que la retraite italienne est générale sur 200 milles de front.

27 janv. Les Italiens retraitent en Erythrée, de Umm Hagar, leur dernier poste sur la frontière du Soudan. Les forces britanniques et sud-africaines de Kénya sont à 80 milles en dedans de l'Erythrée, menaçant Agordat.

2 fév. Les Britanniques capturent Agordat, Erythrée.

3 fév. Les Britanniques occupent Barentu, Erythrée.

10 fév. Les forces britanniques occupent le port de Mersa Taclai et la ville de Kakora.

11 fév. Les forces britanniques prennent Elgena, l'Erythrée et Afmadu, Somalie italienne.

14 fév. Les Britanniques prennent Bulo Erillo et Kisimayu, Somalie italienne.

16 fév. Les Britanniques réoccupent Kurmuk, sur la frontière Ethiopie-Soudan.

19 fév. Les tribus entraînées par les Britanniques prennent Enjabara et occupent Piccolo Abbai, Ethiopie.

23 fév. Les forces britanniques et éthiopiennes prennent Shoghai, Ethiopie.

24 fév. La R.A.F. bombarde les aéroports à Addis Abéba et les troupes sud-africaines et françaises libres sénégalaises capturent Gélib et Marghérita sur le front de Juba. Les forces britanniques en Erythrée atteignent Cubcub.

25 fév. Les forces de l'Afrique britannique de l'ouest prennent le port de Brava sur l'océan Indien, Somalie italienne. Les soldats irréguliers éthiopiens prennent Moyale, sur la frontière Kénya-Ethiopie.

26 fév. *Toute la Somalie italienne se trouve* aux Britanniques avec la capture de Mogadiscio.

27 fév. Une colonne britannique capture Kélamet (à 30 milles au nord-est de Chéren) et Nafka, Erythrée (à 60 milles au nord de Chéren.)

3 mars. Les Britanniques occupent Villagio Duca Degli Abruzzi, sur l'océan Indien.

5 mars. Les Ethiopiens défont 20,000 Italiens dans la province de Gojjam et prennent le fort de Burye.

6 mars. Les Britanniques occupent Fer-Fer, Somalie italienne.

11 mars. Les Britanniques capturent Dambacha, à 180 milles au nord-ouest d'Addis-Abéba.

12 mars. Les Britanniques dans l'Ethiopie orientale prennent Dagha Bur, à 400 milles au nord de Mogadiscio.

1941

13 mars. Le détroit de Bab el Mandeb est miné par la M.R. Les Ethiopiens prennent Yavello.

16 mars. Les Britanniques reprennent Berbéra, capitale de la Somalie britannique.

17 mars. Les Ethiopiens prennent Jijiga, Ethiopie orientale.

18 mars. Violente contre-attaque italienne près de Chéren repoussée par les Britanniques.

19 mars. Les Britanniques capturent d'importantes positions italiennes autour de Chéren.

21 mars. Les Britanniques reprennent Hargeisa, Somalie britannique.

23 mars. Les Britanniques de Kénya prennent Néghelli, Ethiopie.

24 mars. L'Angleterre annonce la reprise du contrôle de la Somalie britannique.

27 mars. Harar, deuxième cité de l'Ethiopie, est prise par les Britanniques. Chéren, Erythrée, est occupé par les Britanniques après un siège de 7 semaines.

30 mars. Les Italiens abandonnent Diredawa, Ethiopie.

1er avril. Les Britanniques capturent Asmara, capitale de l'Erythrée italienne.

4 avril. L'Amirauté annonce le coulage de 3 contre-torpilleurs italiens et le sabordage de 2 autres dans la mer Rouge la semaine dernière.

6 avril. Les Britanniques occupent Addis Abéba.

8 avril. Le Ministère britannique de l'Information rapporte que les pertes italiennes, au 5 avril, en Erythrée et en Ethiopie sont de 20,169 et en Somalie, de 31,000.

9 avril. Les Britanniques prennent Massawa, Erythrée.

27 avril. Les Britanniques prennent Dessie, Ethiopie.

5 mai. L'empereur Hailé Sélassié entre dans Addis Abéba et rétablit la cité comme capitale de l'Ethiopie indépendante.

19 mai. La garnison d'Amba Alaji, Ethiopie, se rend.

25 mai. Une colonne italienne dans les montagnes du nord d'Addis Abéba se rend.

28 mai. Les troupes italiennes résistant encore en Ethiopie sont estimées à 17,000 dans la région de Gondar et à 25,000 dans les secteur de Gimma.

La campagne est terminée, si ce n'est quelques opérations mineures de nettoyage.

Les Balkans

1940

27 oct. Ultimatum italien à la Grèce, demandant l'occupation de points stratégiques, suivi, 3 heures plus tard, d'invasion par l'Albanie.

28 oct. Bombardement de Patras et du Pirée.

29 oct. Les Grecs tiennent la ligne Metaxas contre les envahisseurs italiens. Les Italiens attaquent en Epire avec de puissantes troupes et de l'artillerie lourde.

30 oct. Les troupes britanniques débarquent sur les îles grecques.

1er nov. Les Italiens bombardent Crète, Corfou, Larissa, Le Pirée et Salonique. L'armée grecque avance près de Koritza.

5 nov. Des avions italiens bombardent Bitolj, Yougoslavie.

8 nov. Succès grec près de Koritza. La R.A.F. bombarde Valona, Albanie.

9 nov. Les Grecs détruisent un régiment d'Alpins sur la rivières Aoos.

11 nov. Les Grecs défont une division italienne dans les montagnes du Pinde et défont l'attaque italienne sur la rivière Kalamas.

12 nov. Les troupes italiennes sont chassées hors de Grèce, excepté dans un saillant.

13 nov. Les Grecs annoncent l'occupation de collines en Albanie.

15 nov. Les Grecs annoncent la défaite de 2 divisions italiennes dans les montagnes du Pinde.

22 nov. Les Grecs capturent Koritza et beaucoup de fournitures; les pertes italiennes sont lourdes.

24 nov. Les Italiens sont en pleine retraite sur tous les fronts grecs. Les Grecs atteignent Pogradetz et prennent Moschopolis.

27 nov. Les Grecs défont les Italiens renforcés sur le front albanais du sud.

28 nov. La R.A.F. bombarde Durazzo et Porto Edda.

30 nov. Les Grecs prennent Pogradetz.

4 déc. Les Grecs prennent Premet.

7 déc. Les Grecs prennent Porto Edda.

8 déc. Les Grecs prennent Argirocastro.

12 déc. Les Grecs avancent vers les bases aériennes de Tépélini et Chimara à Durazzo et Tirana. On rapporte que la R.A.F. a rendu par ses bombardements le port de Valona inutile.

18 déc. La M.R. entre dans l'Adriatique et bombarde Valona.

23 déc. Des unités de génie allemandes arrivent en Albanie. Les Grecs prennent Chimara.

25 déc. La R.A.F. attaque l'aérodrome de Valona.

27 déc. Violent combat gréco-italien près de Klisura.

1941

5 janv. Les navires de guerre grecs bombardent Valona.

10 janv. Les Grecs prennent Klisura.

1er fév. Les Grecs gagnent des positions importantes dans les montagnes albanaises et défont des tanks italiens en contre-attaque dans le secteur côtier.

24 fév. 20,000 Italiens ont été capturés par les Grecs durant les 4 mois de combat en Albanie.

28 fév. Des avions britanniques descendent plus de 30 appareils italiens sur le front albanais du sud.

3 mars. Les troupes allemandes avancent à travers la Bulgarie et atteignent des points sur les frontières grecque et turque. La Turquie mine les Dardanelles et ferme les détroits à tous les navires, excepté ceux spécialement autorisés.

12 mars. Les Grecs repoussent les Italiens à 6 points dans le plus violent combat de la guerre albanaise.

17 mars. Belgrade rapporte l'arrivée de 16 divisions allemandes à la frontière bulgare-grecque.

6 avril. Allemands et Bulgares envahissent la Grèce et la Yougoslavie. *(Voir item des 25–27 mars de la section "générale" de cette chronologie.)* L'Angleterre annonce la présence de forces britanniques en Grèce. Raids aériens dévastateurs sur Belgrade.

7 avril. La R.A.F. bombarde les bases allemandes à Sofia. Le Royaume-Uni rompt ses relations diplomatiques avec la Hongrie. Les Allemands prennent les forts grecs d'Istenberg et de Kelkaya sur le fleuve Struma.

8 avril. Les Yougoslaves prennent Scutari, Albanie.

9 avril. Les Allemands occupent Salonique et isolent l'armée grecque dans la Macédoine orientale.

10 avril. Les Britanniques et les Allemands viennent en contact sur le secteur est de la ligne de défense alliée.

11 avril. Les unités mécanisées allemandes, se lançant à travers une brèche du front allié à Monastir, atteignent les lignes grecques près de Florina. D'autres forces allemandes attaquent la droite des Alliés, près du mont Olympe. Les troupes hongroises entrent en Yougoslavie. Les Allemands occupent Zagreb, où le nouvel Etat croate est proclamé. Les Yougoslaves, contre-attaquant au nord de Skoljhe, rapportent avoir empêché la jonction des Allemands et des Italiens.

12 avril. Violent combat entre les Alliés et les Allemands près de Florina.

13 avril. Les Allemands rapportent l'occupation de Belgrade. Les Yougoslaves contre-attaquent sur la Morava et reprennent du terrain dans le sud-ouest des montagnes de Yougoslavie.

14 avril. Des renforts britanniques sont envoyés au front grec.

15 avril. Les Italiens reprennent Koritza.

16 avril. L'armée yougoslave est réduite à faire une guérilla.

18 avril. Les troupes britanniques et impériales repoussent d'incessants assauts près du mont Olympe, mais les Grecs sont forcés de reculer. Les Allemands prétendent que les forces yougoslaves ont capitulé.

19 avril. La ligne alliée raccourcie tient bon contre les assauts allemands en Grèce. Les Allemands défont les Grecs à la passe de Grevena et atteignent la plaine thessalonienne. Mort du Premier Ministre Korizis de Grèce et formation d'un nouveau Cabinet sous le roi George II.

20 avril. Les forces gréco-britanniques continuent de retraiter devant les violents assauts allemands. Les Allemands prennent Trikkala et Larissa.

21 avril. Emmanuel Tsouderos est nommé Premier Ministre de Grèce.

22 avril. Les forces britanniques sont établies dans de nouvelles positions de défense. Les Allemands occupent Volos. Les troupes yougoslaves au nombre de 300,000 à 400,000 tiennent encore dans le centre du pays.

1941

23 avril. Les troupes britanniques et grecques tiennent ferme au nord d'Athènes. Les armées grecques du nord-ouest capitulent et le Gouvernement grec se transporte en Crète.

25 avril. Les Allemands prennent les îles de Lemnos et de Samothrace. Les forces britanniques continuent de retraiter en bon ordre et infligent de rudes pertes aux assaillants, estimées à 200,000 morts et blessés depuis l'invasion de la Grèce.

27 avril. Les Allemands entrent dans Athènes.

30 avril. L'Angleterre déclare que 80 p.c. de la force expéditionnaire a retraité de Grèce.

(Les faits des combats ultérieurs en Crète paraissent dans la section du "Proche-Orient" de cette chronologie.)

Proche-Orient

4 avril. Coup d'Etat d'inspiration allemande en Iraq. Rashid Ali Al Gailani supplante le premier ministre Emir Abdul Illah.

19 avril. Des troupes britanniques débarquent à Basra pour protéger les champs pétrolifères.

1941

1er mai. D'autres troupes britanniques débarquent à Basra.

2 mai. L'armée de l'Iraq bombarde la base aérienne britannique à Habbaniyah.

4 mai. L'Iraq interrompt le débit d'huile au pipe-line aboutissant à Haïfa.

5 mai. Les efforts de médiation de la Turquie entre l'Angleterre et l'Iraq faillissent.

8 mai. Un raid de deux heures sur le canal de Suez cause des dommages aux propriétés ferroviaires; pas de victime.

11 mai. Les chars blindés britanniques occupent Fort Rutba, sur la ligne pétrolière de Mosul.

12 mai. L'U.R.S.S. convient d'établir des relations diplomatiques avec l'Iraq.

14 mai. On rapporte que le personnel allemand se sert des aérodromes syriens à la suite de l'entente Hitler-Darlan.

15 mai. Le Q.G. britannique au Caire rapporte que plusieurs avions allemands de bombardement et de combat arrivent aux aérodromes de la Syrie française et de l'Iraq. La R.A.F. donne ordre d'attaquer ces appareils sur les aérodromes syriens et bombarde les appareils allemands à Rayak, Palmyre et Damas.

16 mai. Le général Catroux, chef des Français Libres au moyen Orient, fait appel aux Syriens de prendre les armes contre les forces allemandes en Syrie.

18 mai. La R.A.F. fait des raids sur les bases de l'Axe en Iraq.

20 mai. Les autorités en Syrie et au Liban ordonnent la fermeture des consulats britanniques.

20 mai—1er juin. "Bataille de Crète"—*20 mai.* Invasion aérienne de Crète par les Allemands, caractérisée par l'usage de planeurs pour la première fois dans la guerre. *21 mai.* On rapporte que l'invasion de Crète est arrêtée. *22 mai.* De forts renforts aériens allemands arrivent en Crète et prennent pied à Héraclèion et à l'aérodrome de Malémi. Des tentatives de débarquement des assaillants par mer occasionnent une grande bataille aéro-navale, plusieurs appareils allemands sont descendus, et les Britanniques perdent 2 croiseurs et 4 destroyers. Les avions de combat de la R.A.F. se retirent à cause de la destruction des aérodromes britanniques et le manque de défense terrienne. *25 mai.* le roi George de Grèce et son Gouvernement arrivent en Egypte. On note que les renforts allemands faiblissent par suite de l'intensification des attaques des forces aériennes britanniques, avec base en Egypte, sur les bases aériennes allemandes en Grèce. *26 mai.* Les Allemands enfoncent les positions britanniques à l'ouest de La Canée, Crète. Les Néo-Zélandais contre-attaquent à l'aérodrome de Malémi. La R.A.F. abat 24 appareils de l'Axe. *27 mai.* Les Allemands élargissent leur point d'appui à Malémi sur une bande de 7 milles de plaine autour de l'aéroport. Candie (Héraclèion) en ruines est encore tenu par les Britanniques. Les pertes allemandes à date sont estimées à 18,000. *28 mai.* Les Britanniques se retirent derrière La Canée devant un lourd bombardement en plongeon et de constants renforts allemands. *29 mai.* L'aviation et l'armée allemandes délogent les Britanniques et les Grecs de la Crète occidentale. H.M.S. *York* est détruit dans la Baie de Suda. *30 mai.* On rapporte que les forces britanniques occupent encore Retimo. *1er juin.* Le War Office annonce le retrait de 15,000 soldats britanniques de Crète et la fin de la Bataille de Crète. Cette phase des opérations dans le Proche-Orient est reconnu comme l'engagement le plus furieux de la guerre à date. Le croiseur *Calcutta* et 2 destroyers sont perdus durant l'évacuation.

21 mai. Les Britanniques consolident leur position à Fallujah, Iraq, pris par des troupes transportées par avion. On rapporte que les batteries contre-avions allemandes sont actives aux bases aériennes syriennes.

22 mai. Le Gouvernement égyptien avertit ses ressortissants en Syrie et au Liban de retourner en Egypte. Un régiment français en Syrie passe aux forces françaises libres.

29 mai. Les forces britanniques avançant sur Bagdad capturent Khanuqta, à 20 milles de la capitale.

30 mai. Le premier ministre Rashid Ali Al Gailani de l'Iraq fuit en Iran. Les troupes britanniques arrivent à 5 milles de Bagdad et une autre colonne atteint Ur.

31 mai. Armistice conclu entre les forces britanniques et celles de l'Iraq.

Bataille de l'Atlantique

1941

23 fév. Pertes maritimes de la semaine, 60,868 tonnes, presque autant que celles des quinze jours précédents.

2 mars. Pertes maritimes de la semaine, 150,700 tonnes.

5 mars. Le Premier Lord de l'Amirauté déclare que les pertes maritimes britanniques, alliées et neutres, sont en moyenne de 40,000 tonnes par semaine jusqu'à mai 1940, de 90,000 tonnes par semaine les 7 mois suivants et 51,000 tonnes les 11 semaines terminées le 24 février.

1941

9 mars. Pertes maritimes de la semaine, 98,832 tonnes.

14 mars. L'Amirauté annonce la nomination du Commandant en chef des abords occidentaux de l'Angleterre.

16 mars. Pertes maritimes alliées et britanniques de la semaine, 146,098 tonnes.

17 mars. Les pertes maritimes durant les 18 mois de guerre (au 2 mars) sont déclarées à 1,245 navires britanniques, alliés et neutres, soit un total de 4,692,257 tonnes, ou 600,000 tonnes de plus que durant les 36 premiers mois de la guerre de 1914–18.

18 mars. M. Churchill déclare que des croiseurs de bataille et des sous-marins allemands ont coulé des navires britanniques non convoyés à moins de 1,500 milles de New-York.

21 mars. Des messages radiophoniques sont captés provenant d'un cargo-citerne bombardé par un corsaire au large des Grands Bancs.

22 mars. L'Allemagne prétend que ses corsaires de surface, ses sous-marins et ses avions ont détruit 224,000 tonnes de navires dans un vaste raid dans l'Atlantique nord.

23 mars. Les pertes de la semaine en navires coulés sont de 59,141 tonnes: 10 navires britanniques, 24,940 tonnes; 6 alliés, 27,528 tonnes; 1 neutre, 6,672 tonnes.

25 mars. L'Allemagne annonce que la zone de ses opérations militaires a été étendue à moins de 3 milles du Groenland, y compris l'Islande et les eaux environnantes.

30 mars. La R.A.F. bombarde les cuirassés *Schärnhorst* et *Gneisenau* dans le port de Brest. Les E.-U. saisissent 28 navires italiens, 2 allemands et plus de 30 danois dans les ports américains par suite de sabotage accompli ou anticipé. Le total des navires coulés durant la semaine est de 77,575 tonnes: 13 britanniques, 58,870 tonnes; 5 alliés, 14,975 tonnes; 2 neutres, 3,730 tonnes.

1er avril. Neuf navires de l'Axe sont brûlés ou sabordés dans des ports de l'Amérique latine et 15 autres sont pris par le Mexique et le Venezuela. Notes allemandes et italiennes de protestation contre la saisie des E.-U.

2 avril. Deux navires marchands allemands sont mis en feu par leur équipage à 200 milles au sud de Callao, Pérou. Autres protestations plus fermes de l'Allemagne et de l'Italie contre la saisie de leurs navires dans les ports américains.

3 avril. Les E.-U. demandent le rappel de l'attaché naval italien à la suite du sabotage des navires italiens dans les ports américains.

7 avril. Le Mexique rejette les demandes allemande et italienne de restitution des navires de l'Axe saisis dans les ports mexicains.

8 avril. Le Président Roosevelt annonce que les Etats-Unis ont l'intention d'acheter 39 navires danois sous garde protective.

23 avril. On annonce la perte de H.M.S. *Rajputana*, croiseur marchand armé.

25 avril. Le Président Roosevelt annonce l'extension de la patrouille américaine dans l'Atlantique.

29 avril. Le coulage de S.S. *Nerissa* cause les premières pertes militaires canadiennes en mer.

30 avril. Le Président Roosevelt demande à la Commission maritime des Etats-Unis de réquisitionner 2,000,000 de tonnes de navires marchands américains pour transporter des munitions en Angleterre.

1er mai. Washington annonce que 50 gros navires-citernes sont mis en état de transporter de l'huile en Angleterre.

6 mai. Le Secrétaire américain de la Marine recommande l'usage immédiat de la marine américaine pour assurer sur mer le libre passage des munitions à l'Angleterre.

10 mai. Pertes maritimes d'avril, 106 navires, 488,124 tonnes: 60 britanniques, 293,089 tonnes; 43 alliés, 189,473 tonnes; 3 neutres, 5,562 tonnes. (Total revisé plus tard à 581,251 tonnes.)

15 mai. Le Sénat américain adopte la loi autorisant le Président à réquisitionner les navires étrangers dans les ports américains et à les utiliser pour la défense nationale ou les programmes d'aide à l'Angleterre. Les gardes côtiers américains mettent les navires français dans les ports américains sous garde protective. Quinzième raid sur le *Schärnhorst* et le *Gneisenau* dans le port de Brest.

24 mai. Le H.M.S. *Hood*, croiseur de bataille de 42,100 tonnes, est coulé dans le détroit du Danemark par le cuirassé allemand *Bismarck*.

27 mai. Le cuirassé allemand *Bismarck* est coulé par des navires de guerre britanniques à 400 milles à l'ouest de Brest, après une chasse de 1,750 milles; le destroyer britannique *Mashona* est perdu au cours de l'engagement.

30 mai. On rapporte de New-York que 4 navires britanniques, d'un total de 18,248 tonnes, sont coulés à 450 milles à l'est du Groenland par une attaque en masse de sous-marins.

APPENDICE II

Commerce extérieur du Canada, année civile 1940

Les chiffres du commerce extérieur du Canada l'année civile 1940 n'ont été connus qu'après la préparation du texte du chapitre du Commerce Extérieur. Le commerce global vaut $2,275,168,311 contre $1,686,977,247 l'année précédente, augmentation de $588,191,064. L'augmentation des importations est de $330,895,185. Les exportations domestiques augmentent de $254,028,316 et les réexportations, de $3,267,563. Les chiffres des groupes industriels paraissent au tableau ci-dessous.

Importations et exportations du Canada (à l'exclusion de l'or), année civile 1940

Groupe industriel	Valeur
Importations	$
Produits agricoles et substances végétales	157,249,595
Bétail et produits animaux	35,365,835
Fibres, textiles et tissus	147,328,745
Bois, produits du bois et papier	38,100,146
Fer et ses produits	298,902,743
Métaux non ferreux et leurs produits	71,143,931
Métalloïdes et leurs produits	161,198,044
Produits chimiques et connexes	51,824,059
Marchandises diverses	120,837,621
Total, importations	**1,081,950,719**
Total, importations imposables	582,937,741
Total, importations en franchise	499,012,978
Droits perçus	138,972,091
Exportations	
Produits agricoles et substances végétales	218,263,811
Bétail et produits animaux	164,723,794
Fibres, textiles et tissus	21,571,023
Bois, produits du bois et papier	348,006,396
Fer et ses produits	127,666,846
Métaux non ferreux et leurs produits	194,711,984
Métalloïdes et leurs produits	33,754,096
Produits chimiques et connexes	31,222,806
Marchandises diverses	39,033,664
Total, exportations domestiques	1,178,954,820
Total, réexportations	14,263,172
Total, exportations	**1,193,217,592**
Grand total, commerce extérieur	**2,275,168,311**

APPENDICE III

Relevé de la production, 1938-39

Les entreprises engagées dans la production de commodités sont définitivement plus actives en 1939 qu'en 1938. La valeur nette de production des neuf principales branches, après élimination de double emploi entre groupes et du coût des matières premières, est de $3,224,000,000 contre $2,975,000,000 en 1938. Le gain de 8·4 p.c. est partagé par les activités primaires et secondaires, mais l'avance des opérations élémentaires est plus prononcée.

1.—Valeur brute et valeur nette de la production au Canada, par industrie, 1938[1] et 1939

Division de l'industrie	1938		1939		Valeur nette en p.c. de la production totale, 1939
	Brute[1]	Nette[1]	Brute[1]	Nette[1]	
	$	$	$	$	p.c.
Agriculture	1,062,645,000	742,020,000	1,224,616,000	846,066,000	26·24
Forêts	425,019,266	244,564,571	466,032,290	271,723,416	8·43
Pêcheries	53,182,700	35,593,009	52,883,913	34,378,681	1·07
Piégeage	6,572,824	6,572,824	7,919,412	7,919,412	0·25
Mines	653,781,836[2]	374,415,674	663,342,816[2]	393,232,044	12·20
Energie électrique	144,331,627	142,320,725	151,880,969	149,863,892	4·65
Totaux, production primaire	2,345,533,253	1,545,486,803	2,566,675,400	1,703,183,445	52·84
Construction	353,223,285	176,661,077	373,203,680	183,706,338	5·70
Travail à façon et réparations	146,399,500	99,086,100	163,259,301	96,652,386	3·00
Manufactures[3]	3,337,681,366	1,428,286,778	3,474,783,528	1,531,051,901	47·49
Totaux, production secondaire[4]	3,837,304,151	1,704,033,955	4,011,246,509	1,811,410,625	56·19
Grands totaux	**5,431,756,699**	**2,974,673,454**	**5,821,781,248**	**3,223,956,573**	**100·00**

[1] Voir chapitre VII pour l'explication de la valeur brute et de la valeur nette. [2] La valeur brute comprend la production minérale industrielle indiquée au chapitre XII, tableau 1. plus la valeur des minerais, etc., de l'industrie du smeltage. [3] L'item "manufactures" comprend les fabriques laitières, les scieries, les pulperies et papeteries, etc. qui sont aussi comprises sous d'autres en-têtes ci-dessus. Ce double emploi, s'établissant en 1938 à une valeur brute de $751,080,705 et une valeur nette de $274,847,304 et en 1939 à une valeur brute de $756,140,661 et une valeur nette de $290,637,497, est éliminé du grand total. [4] La production secondaire comprend le double emploi ci-haut mentionné. Le pourcentage de la valeur nette des produits ouvrés, moins les doubles emplois, par rapport à la production totale nette en 1939 est de 38·5.

2.—Valeur brute et valeur nette de la production au Canada, par province, 1938 et 1939

Province	1938				1939			
	Valeur brute	Valeur nette			Valeur brute	Valeur nette		
		Montant	Pourcentage	Per capita[1]		Montant	Pourcentage	Per capita[1]
	$	$		$	$	$		$
I.P.-E.	20,458,390	11,832,958	0·40	125·88	22,705,070	12,748,646	0·40	134·20
N.-E.	168,300,064	99,158,589	3·33	180·95	181,518,282	103,459,716	3·21	186·75
N.-B.	126,852,056	70,047,728	2·35	157·41	138,843,805	75,136,314	2·33	166·60
Qué.	1,450,142,365	764,189,933	25·69	240·92	1,569,855,174	830,013,220	25·74	258·57
Ont.	2,429,302,024	1,292,574,329	43·46	346·44	2,519,670,167	1,354,389,317	42·00	360·98
Man.	263,484,363	145,101,719	4·88	201·53	277,843,898	149,256,552	4·63	205·30
Sask.	231,430,092	136,980,819	4·60	145·57	328,720,576	225,576,383	7·00	237·70
Alta.	308,419,193	208,382,832	7·01	266·13	331,044,275	219,734,377	6·82	278·50
C.B., Yukon et T.N.-O.	433,368,161	246,404,547	8·28	317·94	451,520,001	253,642,048	7·87	321·88
Totaux	**5,431,756,699**	**2,974,673,454**	**100·00**	**265·38**	**5,821,781,248**	**3,223,956,573**	**100·00**	**284·93**

[1] Basée sur l'estimation de la population donnée à la p. 70.

INDEX

NOTA.—Cet index ne couvre pas les références aux articles spéciaux parus dans les éditions antérieures de l'Annuaire. Ceux-ci sont donnés aux pp. vii-xi.

PAGE

Abatage, bois..... 197
Abattoirs..... 501
— déchets d', exp..... 460
— stat. manufacturières.....320–21, 330–32, 345–47
Abrasifs, exportations..... 466
— stat. manufacturières..... 324–25
Abricotiers et abricots..... 173–74
Abricots en boîte, imp..... 436
Abyssinie, commerce avec l'.....416, 418
Acadienne, région forestière..... 185
Accidents, assurance..... 885
— automobiles..... 586–87
— aviation..... 632
— chemins de fer..... 569
— travail, assurance..... 885
—— compensation, commissions.....698, 702
Accise, droits, tarifs, revenus..... 771–72
— recettes.....749, 51, 53–55, 62
— taxe de guerre d'..... 780
Accroissement naturel, population.....55, 104–06
Accumulateurs, importations..... 450
Accusations, offenses indictables..... 946, 48
Acides, exp., imp.....435, 52, 66
— stat. manufacturières..... 324–25
Acier, articles en, stat., manuf..... 322–23
— charpente (de), imp..... 446
—— et poutres, stat. manuf.....345, 347
— primaire, stat. manuf.....331, 333
— rebuts d', export..... 464
Açores, commerce avec les.....417, 419
Acquittements, offenses indictables.....946, 948
Actions de grâce, jour d'..... 1025
Actions, ordinaires, priorité, n.-indices..... 741–42
Additionneuses, imp..... 448
Aden, commerce avec.....416, 418
Adhésifs, stat., manuf.....324, 325
Administrations diverses..... 962
— publications, B.F.S..... 988
Adultes, offenses d', condamnations..... 943–44
Adventistes..... 61
Aéroclubs..... 617
Aérodromes, construction, développement.382, 621
Aéronautique, radio, service de..... 643
Aéroplanes, hangars, construction..... 381
Aéroports..... 623–27
— municipaux..... 617
Aéroposte, matières transportées.....624, 656–57
Affaires extérieures, ministère, lois..... 1000
— rapport annuel..... 1003
Affaires, indices des..... li
— volume, 1871–1940..... xxiv
Affinage, métaux, stat. manuf.....324–25, 330–32
Affranchissement postal..... 654
Afghanistan, commerce avec l'.....416, 418
Afrique, commerce avec.....414–19, 423, 427, 473
— orientale, campagne d' (guerre)..... 1043
— Sud, du, haut commissaire canadien.... 43
—— commerce, p.c..... 409
—— relations tarifaires avec..... 389
Agave et fibre de, importations.....432, 444, 474
Age, époux..... 84
— parents..... 77
— population, répartition par..... 57
— premier, maladies du, décès..... 92, 94
Agneau, caracul, nombre, valeur, peaux vendues..... 213–14
— Perse, peaux, importations..... 217
— viande, cons., exp., imp., prod. stock.503, 505–06
Agneaux, prix des..... 179
— ventes..... 500
Agriculture..... 137
— 1871–1940..... xiv
— apiculture..... 178
— assistance à l', loi d'..... 683–84
— collèges et écoles agricoles..... 150
— coopératives..... 524
—— ventes des..... 529

PAGE

Agriculture, cultures spéciales..... 175
— dépenses pour l'.....750–51, 753–55
— fermes, valeur..... 155
—— électrification..... 283
— fonds agricole..... 153
— Gouvernement (le) et l'..... 137
— gradués en science agricole..... 909
— grandes cultures, sup., rend., valeur..... 156
— guerre, effets de la..... 138
— horticulture..... 172
— instruments, matériaux, outillage, exp., imp.....431, 435, 448, 464
—— stat. manufacturières.....322–23, 328, 345–47
— lait, statistiques..... 167–69
— législation, 1940..... 1026
— machines agricoles, commerce détail... 514
— main-d'œuvre, salaire moyen..... 712
— ministères, fédéral, lois..... 999
—— provinciaux..... 147
— population agricole..... 67
— prêt agricole, commission du..... 145
— production, valeur.....129, 133–34, 153
— produits, exp., imp.....436, 438, 440, 456–58, 470, 475
—— mercuriale des.....179, 729, 733
—— office du ravitaillement..... xl
—— stat. manufacturières..... 329
—— vente, revenu de la..... 151
— publications, B.F.S..... 989–991
— situation 1941..... xlvi
— statistiques, recensement et autres.....150, 153, 183–84
— terres, valeur..... 8, 155
Aide fédérale au logement..... 371
Aides de camp..... 1021
Aiguilles, importations..... 448
Air, armée de l'.....xxxii–xxxiii
— comprimé, machines, import..... 448
— transport par..... xxii
—— matériaux, exp., imp..... 477
Alarme, sirène d'..... 590
Alaska, commerce avec.....417, 419
Albanie, commerce avec.....416, 418
Alberta—
— agriculture, coopératives..... 527
—— fermes et terres, valeur..... 155
—— grandes cultures, sup., rend., val.....157, 161
—— lait, production..... 168–69
—— ministère..... 148
—— production, valeur..... 154
— allocations aux mères..... 725
— caisses d'épargne..... 843
— chômage..... 677
—— avances du fédéral pour secours..... 686
— commerce, échanges interprovinciaux... 487
—— faillites.....543, 545
—— gros et détail.....507, 509–10, 512
— commissions royales, rapports..... 1016
— construction, contrats, permis..... 375–77
— finances, dette, recettes, dépenses, taxation.....747, 795–901
— forces hydrauliques, communalisation, usines.....275–78, 293
— forêts, bois de production, réserves et parcs.....190, 193–94, 207
— fourrures, fermes, animaux, peaux, production.....213, 215
— hygiène, service provincial..... 925
— instruction, maisons d'enseign., inscriptions..... 900
— logement, aide fédérale..... 372–74
— manufactures.309, 320–21, 334, 337, 339–40, 344, 356, 361
— mines, lois et règlements, production....233, 241
— pêcheries, valeur..... 222
— pensions, vieillards, aveugles..... 720–21
— population..... 48

PAGE

Alberta, population indienne 969
— production 131
— publications provinciales 1014
— radio, postes de 645
— statistiques vitales 74–104
— subsides fédéraux 782
— superficie 2, 36, 50
— travail, accidents, commission, indemnités 706
—— législation 668
— voirie, accidents d'auto 586–87
—— dépenses pour, dette fondée 582–83
—— grandes routes 559
—— règlements 578
—— véhicules-moteur 580
Alcalis, stat., manuf 324–25
Alcools, boissons, prod., import., export 317, 438, 456
— dédouanés 772
— régie et vente, consomm 538, 540
Ale, exportations 435
Aliénés, hôpitaux pour 933
Aliments, commerce gros et détail 509, 512
— entrepôts frigorifiques (en) 505–506
— importations, exportations 436, 438, 456, 477–78
— inspection des 920
— prix, nombres-indices 732, 739
— production manufacturière 317, 326–27
Allemagne, commerce 409
— commerce avec 415, 417–18, 424, 427, 472
— papier à journal, production, exp 205
— pulpe de bois, exportations 203
— relations tarifaires avec 394
Alliages, importations 450
— métal blanc, stat., manuf 324–25
Allocations, anciens combattants 972
— compensatrices, provinces 781
— fédérales, programme de formation 686
— mères (aux) 721–22
Allumage, bougies d', importations 450
Allumettes, éclisses, exportations 462
Alumine et sulfate d', importations 454, 474
Aluminium, barres et blocs, exp., imp 434, 450, 464
— production, stat., manuf 324–25
Ameublement, fer et autre, importations 448
— prod. et stat. manufacturières 317, 326–27
Amériques, commerce avec les 414, 472
Amiantes et articles en, exp., import. 434, 450, 466
— production 237, 239–40, 242, 268–69
— stat. industr. et manuf 249, 324–25
Amidon, stat., manuf 320–21
Amis (Quakers) 61
Ammoniaque et sulfate d', imp., export 454, 466
Amusements, articles d', comm. de gros 509
— export., import 478
— salles, construction 381
— taxes sur les, recettes 749, 751, 753–55
Ananas en boîte, importations 436
Anciens combattants, allocations, commission, assurance 972–73
— pensions 971
Anémie, décès 92, 94
Angleterre, bataille de l' 1037
Anglicans 61
Anguille, prise, valeur 223
Aniline, teinture d', import 452
Animaux et produits, boucherie, de, exp., imp 478
— commerce 497
— consommation 502, 515
— ferme (de) 153, 163–65
— fourrure (à) 213
—— peaux vendues 214–15–16
— export., import 429, 440, 442, 458, 470, 504
—— prix de gros des, nombres-indices 736
—— prix, nombres-indices 731, 733
— production, stat., manuf 311–12, 317, 319–21, 334–35, 337, 340, 344, 346–47
publications, B.F.S 992
— vivants, importations 433
Annales historiques 15, 1017
Anne, Fort-, parc historique 12

PAGE

Années fiscales, provinces 797
Annonces, brochures, importations 446
Anthracite, export., import., prod 263, 265, 450
Antilles, commerce avec 416–19, 424, 472
— paquebots nationaux 597
— relations tarifaires avec les 390
Antimoine, production 237, 241
Apiculture 178–79
— fournitures pour, stat., manuf 322–23
Appareils divers, prix, nombres-indices 732
Appels, causes criminelles 943
— téléphoniques 637
Appendices I, II, III 1030, 1048, 1049
Appendicite, décès 92, 94
Approvisionnements, ministère des xxxvii
Aqueducs, construction 382
Arachides, huile d', importations 438
Arbitrage, conflits de travail 663
— en temps de guerre xli
Arbres et arbrisseaux, arbustes, importations 432, 438
— fruitiers 174
— publications 1006
Architecture, gradués en 908
Archives publiques, loi 1001
— publications 1006
Ardoise, production 238
Argent, minerai et lingots, export., import 435, 450, 464
— production 237, 239–40, 242, 259–61
—— mondiale 255
Argent-cobalt, stat. industr 248
Argent-plomb-zinc, stat., industr 248
Argenterie et coffrets, stat., manuf 324–25
Argentine, commerce, p.c 409
— commerce avec 415–16, 418, 424, 427, 472
— relations tarifaires avec 392
Argile et dérivés, produits, etc., import 432, 450
— production 238–39, 243–44, 247, 249, 271
—— stat. manuf 324–25
Arithmographes, exportations 464
Armée, effort de guerre xxxi
— services éducationnels pour l' 897
Armements, export., import 478
Arroseuses automatiques, assurance 885
Arsenaux, construction d' 381
Arsenic, production 237, 241
Art, objets, œuvres, etc., import 454
— stat. manufacturières 324–25
Arts, Beaux 916
— gradués dans les 908, 910
Artères, maladies des, décès 92–94
Articles parus, éditions antérieures vii
Asie, commerce avec 414, 417, 419, 473
Asphalte, importations 452
Aspirateurs électriques, exportations 464
Assistance, agriculture, loi 683
— chômage 678
— enfants, sociétés 928
— publique, personnes secourues 681
Association Évangélique 61
Assurances, anciens combattants 973
— chômage, loi, service de placement 676, 678–79
— compagnies, placements à l'étranger 812
—— taxes sur les, recettes 762
— décès, taux dans les 875
— département de l', lois 1000
—— publications 1003
— diverses 884
— en ce qu'elle affecte la balance des paiements internationaux 887
— feu xxiv, 861
—— compagnies, finances des 868
—— pertes 864–65
— législation, 1940 1028
— rentes viagères de l'Etat 888
— vie xxiv, 870
—— compagnies 871–73
——— finances, opérations, réserves 875, 881–884
—— en vigueur 872, 881
——— en dehors du Canada 880
—— progression, polices 859–60, 874
—— sociétés fraternelles 878
—— statistiques diverses 878

PAGE

Atlantique, bataille de l' 1046
Atterrissage, facilités, aéroports 626
— terrains, construction 382
Aucune religion, personnes n'ayant 61
Auditeur général, loi du revenu consolidé... 1000
— rapport général 1003
Australie, commerce, p.c. 409
— commerce avec 415-16, 424, 427, 473
— haut-commissaire canadien en 42
— relations tarifaires avec 389
Auteur, droits 532, 534
Autobus, commerce détail 518
Automobiles, accidents 586
— assurance 885
— commerce de gros et de détail 509, 512
— consommation, export., import. 434, 464, 581
— licences, permis, etc., recettes 750-51, 753, 755
— moteurs, importations 448
— permis de conduire 577
— pièces, importations, exportations 431, 435, 448
— règlements 577
— stat. manufacturières 322-23, 330-32, 345-47
— tissus pour, stat. manufacturières 324-25
Autriche, commerce avec 416, 418
— papier à journal, prod., export 205
— pulpe de bois, export 203
Auvents, stat. manuf. 320-21
Avances aux gouvernements provinciaux... 783
— secours 686
Aveugles, pensions 718, 720
— population 68
Aviateurs, formation, programme de 620
Aviation, accidents 632
— assurance 885
— administration 622
— aéroports et avions 625
— civile, avant la guerre, programme de défense 617
—— recettes et dépenses relatives à 629
—— résumé statistique 625
— commerciale, opérations 632
— écoles d' 622
— évolution de l' 616
— finances et employés dans l' 628-29
— route aérienne Transcanada 618
— trafic 630
Aviculture, fournitures pour, stat. manuf... 322-23
Avions 625
— chutes d'assurance 885
— fabrication et avions autorisés 627
— inspection des 624
— stat. manufacturières 322-23
Avoine, distribution 492-93
— exportations 435, 456
— farine d', exportations 435, 456
— prix 179, 181
— stocks 162-63
— superficie, rendement, valeur 156, 158, 162

Bacheliers, enseignement supérieur 908
Bacon, exportations 460
Bactériologie, service dans hôpitaux 931
Baie Georgienne, îles de la, parc national.. 12
Balais, stat. manuf. 324-25
— sorgho à, importations 440
Balance des paiements internationaux, assurance et la 887
Balata, importations 474
Balayures d'orfèvre, exportations 464
Baleine, huile de, exportations 460
Balisage des eaux, ouvrages divers 589
Balkans, campagne des (guerre) 1044
Ballast, production 273
Bananes, importations 436
Bandages, caoutchouc, commerce détail... 512
— exportations, importations 435, 438
Bandes, fer, importations 446
Banff, parc national 10
Banques, système bancaire xxii, 813
— à charte, actif, passif 831-32
—— billets 832-34
—— dépôts et prêts, classification 833
—— réserves monétaires 825
—— statistiques combinées 827-28

PAGE

Banques, caisses d'épargne 841
— Canada (du) 814
—— billets 822
—— opérations 819-20
—— relations avec le système financier 814, 816
—— réserves monétaires 825
— chambres de compensation 834
— commerce des 826
— débits bancaires 835
— fusions de 826
— profits 839
— progression 829-30
— situation, 1941 1
— statistiques particulières 837
— succursales 839
— taxes sur les, recettes provenant des 762
Baptistes 61
Barbades, commerce avec les 415-16, 418, 424, 472
Bardeaux, bois, exportations 435, 462
— production 207
Barques de pêche 225
Barytine, production 237, 242
Bas, exportations 460
— laine, importations 444
Bassins flottants 594
— hydrographiques 5
— radoub, administration 967
Bateaux, chantiers et réparations 322-23
— phares 590
— vapeur, inspection des 595
Bâtiments, agricole, valeur 155
— emploiement dans le 378
— ferme et mines, construction 381
— permis de bâtir 376-78
Batailles, Angleterre 1037
— Atlantique 1046
— Méditerranée 1041
Batteries, commerce détail 512
Bauxite, importations 450, 474
Bazars, commerce détail 512
Beauséjour, Fort-, parc historique 12
Beaux-Arts 916
Belette, nombre, valeur, peaux vendues 213-14, 216
Belgique, commerce, p.c. 409
— commerce avec 415-16, 418, 424, 427, 472
— ministre canadien en 43
— papier à journal, prod., export 205
— relations tarifaires avec la 392
Belleville, Ont., population 66
Bénévoles, institutions 928
Bentonite, production 238, 243
Bermudes, commerce avec 416, 418, 423, 427, 472
Bestiaux, sur les fermes, valeur 155, 163-65
— ventes, commerce 497, 499, 501
Bétail, 1871-1940 xvi
— abattu 501
— arrivage et disposition, marchés 498
— assurance sur le 885
— commerce du 497-501
— importations, exportations 440, 442, 458, 470, 504
— préparations alimentaires pour le 320-21
— prix, nombres-indices 731
— publications, B.F.S. 992
— ventes, par province 499
—— coopératives 529
Bêtes à cornes, abattues 501
— exportations 434, 458
— fermes, sur les 163-65
— ventes 499
Béton, production 273
Betteraves sucrières, prix, n.-indices 181
— superficie, rendement, valeur 158, 162, 175
Beurre, consommation 169-71, 503
— exportations, importations 172, 433, 435, 442, 460, 503
— production 169-71, 503
— statistiques manufacturières 320-21, 330-32, 345-47
— stocks, entrepôts frigorifiques 505-506
Bibelots de réclame, stat. manuf. 324-25
Bible Students, International 61
Bibles, importations 446
Bibliographie, histoire du Canada 15

PAGE

Bibliotechnie, diplômés en 909
Bibliotechnique, écoles de 915
Bibliothèques, circulation 911-13
— forces armées, pour les 898
Bicyclettes, commerce 512
— stat. manufacturières 322-23
Bienfaisance, dépenses pour 750-51, 753-55
— institutions de 934
— service de, gradués en 909
Bière, exportations 435
Bières et cercueils, stat. manuf 322-23
Bijouterie, importations 454
— production et stat. manuf 317, 324-25, 327
Bijoux, commerce, gros et détail 509, 514
— écrins à, stat. manuf 324-25
Bilan du Dominion 759-61
Billes, bois, exportations 435
Billettes, fer, exportations 464
Billets, circulation, 1871-1940 xxii
— Dominion, B. du C. et b. à charte 822
— Trésor, du 788-89
Billots, bois, abatage, valeur 198
— importations, exportations 444, 462
Bimensuelles, publications 658
Birmanie, commerce avec 416, 418, 424, 427, 473
Biscuits, importations 436
— stat. manuf 320-21, 331-33, 345-47
Bismuth, production 237, 241
Bison-des-Bois, réserve d'élevage 12
Bitumineux, charbon, export., import. 263-65, 450
— production 263-65
Blaireau, nombre, valeur, peaux vendues 213-14, 216
Blanc de zinc, importations 452
Blé, consommation, distribution 492-93
— exportations, importations 434, 456, 492
— farine de, exportations 434, 456
— mouvement du 490-91
— prix, nombres-indices 179, 181
— production 492
— stocks 162-63
— superficie, rendement, valeur 156, 158, 162
Blousses, laine, importations 432, 444
— worsted, importations 474
Bobines, bois, exportations 462
Bœuf, viande de, consommation, exp., import., prod. 460, 502
— stocks, entrepôts frigorifiques 505-06
Bœufs, prix 179
Bois et produits, futaie, abatage, chantiers 190, 197-99
— billes de, exportations 435
— boîtes et caisses, stat. manuf 322-23
— charbon de, stat. manuf 322-23
— charpente, commerce, gros et détail 509, 512
— consommation de 315
— distillation du, stat. manuf 324-25
— dur, à parqueterie, stat. manuf 322-23
— équarri, exportations 435, 462
— exportations, importations 429, 444-46, 462, 470
— prix de gros, nombres-indices 736
— industries utilisant le 209
— laine de, stat. manuf 322-23
— lattes, exportations 435
— non ouvré, importations 432
— œuvre (d'), production, exportations 207, 209
— prix, nombres-indices 731
— production manufacturière 317
— pulpe, bois à, cons., exp., imp., prod. 200, 202, 462
— pulpe, bois de, export., import 434, 446, 462
— production 201
— sciage 207
— service, bois de, marques sur 534
— stat. manufacturières 311-12, 319-23, 334-35, 337, 340, 344, 346-47
Boissons, alcooliques et autres, cons 540
— exportations, importations 432, 438, 456, 478
— malt, boissons de, dédouanées 773
— prix, nombres-indices 732
— production 317
— régie et vente 538
— statistiques manufacturières 327
Boîtes, bois et papier, importations 446, 454
— stat. manufacturières 332-33, 345-47

PAGE

Bolivie, commerce avec 416, 418
— relations tarifaires avec 392
Bombes de brume, sig. maritimes 590
Bonbons, commerce détail 512
— exportations 456
Bonneterie, stat. manufacturières 322-23, 331-33, 345-47
Bons du Trésor 789
Boréale, région forestière 186
Bort, importations 452
Boucherie, animaux de, export., import 478
Boucheries, commerce de détail des 512
Boudhistes 61
Boudinages de rayonne, importations 474
Bouées à gaz, à sirène, à cloche 590
Bougies d'allumage, importations 450
Boulangerie et produits de, magasins, commerce 512
— statistiques manufacturières 320-21, 331, 333, 345, 347
Bouleau, madriers et planches, exportations 462
Bourres de laine, importation 432
Bouteilles, importations 452
Boutons, importations 454
— statistiques manufacturières 324-25
Bouvillons, bovins pour engrais, ventes 499
Boyauderies, stat. manufacturières 320-21
Boyaux à saucisse, exportations, importations 435, 442, 460
Brandon, Man., population 66
Brandy, importations 438
Brantford, Ont., population 66
Brassards, stat. manufacturières 324-25
Brasseries, stat. manufacturières 320-21, 331, 333, 345-47
Brésil, commerce, p.c 409
— commerce avec 415-16, 418, 424, 427, 472
— relations tarifaires avec 392
Brevets d'invention 532-33
Brique, argile, chaux réfractaire, siliceuse 271
— importations 450
— production 237-38, 242-43, 249
— stat. manufacturières 324-25
Bris de glaces, assurance 885
Brochet, prise, valeur 223-24
Brochures d'annonce, importations 446
Brockville, Ont., population 66
Broderies, importations 442
Bronchite, décès, mortalité infantile 92, 94, 98
Brosmius, prise, valeur 223
Brosses, importations 454
— statistiques manufacturières 324-25
Brume, sirènes, cloches, cornes, canons bombes 590
Budget, alimentaire et familial, enquête sur 741
— Dominion, recettes, dépenses 761-65
Buffalo, parc d'élevage 12
Bulbeuses, quantité, valeur 174
Bulgarie, commerce avec 416, 418
Bulletins, Renseignements Commerciaux 400
— statistiques agricoles, mensuel 153
Bureau Fédéral de la Statistique 986
— activité de guerre xliv
Bureau, fournitures de, commerce 514
Bureaux, construction 375, 381
— poste (de) recettes, revenus 651-54, 768

Cabinet fédéral, 16ème 25
— membres nommés en 1940 1020
Câble, stat. manuf 322-23
Câbles sous-marins 634
Cabotage 607
Cacao, importations 432, 438
— stat. manufacturières 320-21, 331, 333, 345, 347
Cadmium, production 237, 241
Café, importations 432, 438
— stat. manufacturières 320-21, 332-33
Cafétérias, commerce 514
Caisses, bois, stat. manuf 322-23
— épargne, dépôts, opérations xxii, 841-42
— Populaires (Québec) 524
Calcaire, pierre, production 238
Calcium, chlorure de, importations 454

PAGE

Cales-sèches ... 593
Calgary, Alta., population ... 65
Cambriolage, assurance contre le ... 885
Camions, commerce détail ... 518
— importations, exportations ... 448, 464
Canada, population ... 48
— superficie ... 50
Canadien National, actif, capital, finances ... 562
— dette ... 564
— millage et trafic ... 567–68
Canadiens rapatriés ... 124
Canards, sur les fermes ... 163
Canalisation du St-Laurent ... 1018
Canaries, îles, commerce avec ... 417, 419
Canaux ... xx, 591
— immobilisations dans les, dépenses pour ... 598, 600–01, 767
— trafic des ... 610–15
Cancer, commission du (Saskatchewan) ... 925
— décès ... 92–94
Canons de brume ... 590
Caoutchouc, articles, produits, etc.—
— bandages et tubes, exportations ... 435
— chaussures, exportations ... 435
— importations, exportations ... 431, 438, 456, 474
— stat. manufacturières ... 320–21, 331, 333, 345–47
— timbres et stencils, production ... 324–25
Cap-Breton, Hautes terres du, parc national ... 12
Cap-de-la-Madeleine, Qué., population ... 66
Capital britannique et étranger au Canada ... 811
— canadien à l'étranger ... 811
Capitaux avancés à l'industrie en temps de guerre ... 371
— mouvement des, bal. des paiements intern. ... 479
Caracul, agneau, nombre, valeur, peaux vendues ... 213–214
Carbonate de soude, production ... 237, 243
Carbone, noir de, importations ... 452
Carbones électriques, importations ... 452
Carcajou, peaux, production ... 216
Cardiologie, service dans les hôpitaux ... 931
Carillon, canal de ... 592
Carpettes, importations ... 444
— stat. manufacturières ... 320–21
Carrières, lois et règlements ... 232
Cartes, liste ... vi
Carton, papier cartonné, planche, exp., imp. ... 435, 446, 462
— production, stat. manufacturière ... 203, 322–23
Cartouches, importations ... 454
Casquettes, importations ... 433, 444
— statistiques manufacturières ... 322–23
Castor, nombre, valeur, peaux vendues ... 213–14, 216
— exportations ... 217, 458
Catholiques romains ... 61
Causes de décès ... 91–94, 98
Cautionnement, assurance ... 885
Celluloïde, importations ... 433
Cellulose, importations ... 452
Censure, radio, temps de guerre ... 646
Centrales électriques ... 278
— communalisation de l'électricité ... 283
— forces hydrauliques ... 277, 280
— outillage ... 282
— privées ... 293
— statistiques diverses ... 284
Ceps de vigne ... 174
Cercles, fer, importations ... 446
Cercueils, statistiques manufacturières ... 322–23
Céréales, alimentaires, stat. manuf ... 320–21, 327
— importations, exportations ... 436, 456
— préparées, exportations ... 435
— production manufacturière ... 317
Cerises, cerisiers ... 173–74
Ceylan, commerce avec ... 415–16, 418, 424, 427, 473
Chaîne, magasins en, commerce ... 515
Chaînes de fer, importations ... 448
Chambly, Qué., canal de ... 591
Chambre des Communes ... 29
— députés nouveaux ... 1021
Chambres à air (caoutch.), exportations ... 456
Chambres de compensation ... 834

PAGE

Champlain, cale-sèche, Lauzon, Qué ... 593
Change étranger, fonds ... 848
— taux ... 844
— contrôle en temps de guerre ... 847
— taxe de guerre sur le, recettes ... 749, 751, 753–55
Chantiers, bateaux, stat. manuf ... 322–23
— bois, production ... 198
— et charbon, commerce détail ... 514
Chanvre, importations ... 431, 442, 474
Chapeaux, importations ... 433, 444
— stat. manufacturières ... 322, 323
Chapellerie, production manufacturière ... 317, 327
Charbon, dérivés, produits—
— bois (de), stat. manuf ... 322–23
— commerce, gros et détail ... 509, 514
— consommation ... 264
— exportations, importations ... 263–65, 431, 435, 450, 466
— production ... 236–37, 239–40, 242, 262, 265
Charité, institutions de ... 928, 934
Charlottetown, I.P.-E., population ... 66
Charpente, acier, fer, stat. import ... 446
— stat. manufacturières ... 322–23, 345–47
Charpente, bois de, commerce de gros ... 509
Chat, peaux, production ... 216
Chatham, Ont., population ... 66
Chaudières et tubes de, importations ... 432, 448
— installation de ... 382
— stat. manufacturières ... 322–23
— vapeur (à), assurance ... 885
Chauffage, appareils, fourniture, matériel, outillage, commerce ... 509, 512
— production ... 318
— statistiques manufacturières ... 322–23, 328, 345–47
Chauffage, bois de, abatage, valeur ... 198
Chaussettes, laine et autres, imp., exp ... 444, 460
Chaussures, caoutchouc, exportations ... 435, 456
— statistiques manufacturières ... 320–21, 331, 345–47
Chaussures, cuir, importations ... 440
— statistiques manufacturières ... 320–21, 327, 331, 333, 345–47
Chaussures, magasins de, commerce ... 512, 516
— production manufacturière ... 317
Chaux, production ... 238–39, 240, 244
— statistiques industrielles ... 249
— statistiques manufacturières ... 324–25
Cheminée, gaines de, production ... 238
Chemins, construction de ... 375, 382
Chemins de fer, 1871–1940 ... xx
— accidents ... 569
— construction, dépenses ... 379, 382
— dépenses fédérales pour les ... 767
— emploiement dans les, salaires et gages ... 559
— Etat, de l' ... 561
— finances ... 555
— matériel roulant ... 553–54
— statistiques manuf ... 322–23, 330–31, 333, 345–47
— messageries ... 574
— obligations garanties par les gouvernements ... 561
— parcours ... 553
— rails, importations ... 446
— recettes, dépenses, frais d'exploit ... 558, 570
— subsides aux ... 560
— taux réduits, service de placement ... 675
— trafic ... 565–66
— marchandises ... 487
— tramways électriques ... 571
— traverses, exportations, importations ... 444, 462
— production, valeur ... 198
Chêne, extrait de, importations ... 452
Chevaux, exportations ... 458
— fermes, sur les ... 163–65
Cheveux, articles en, importations ... 440
— statistiques manufacturières ... 320–21
Chèvres, importations ... 448
Chicoutimi, Qué., population ... 66
Chicorée, importations ... 438
Chiffons, importations, exportations ... 444, 460, 474
Chimiques, produits, commerce de gros ... 509
— consommation ... 315
— exportations, importations ... 429, 452, 466, 470
— prix de gros, nombres-indices ... 736

PAGE

Chimiques, prix 731
— production et statistiques manufacturières...311-12, 317, 319-21, 324-25, 332-35, 337, 340, 344, 346-47
Chinchilla, lapin, nombre, valeur, peaux vendues 213-14
Chili, commerce avec 416, 418, 427
Chine, commerce avec 416, 418, 424, 427, 473
Chinois, immigrés 122
Chirurgie, hôpitaux 931
— instruments de, importations 433, 454
— pansements, importations 444
Chlorure de calcium, importations 454
Chlore liquide, importations 454
Chocolat, importations 432, 438
Chômage, chômeurs 668
— assurance et autres mesures 678
—— loi, service de placement 676
— ouvriers syndiqués (parmi les) 676
— personnes secourues, enregistrement des 681
— soulagement, législation 683
— réhabilitation, chômeurs âgés 685
Chrétiens 61
Chromite, production 237, 241
Chronologie 15
— de guerre 21, 1030
Chutes d'avion, assurance 885
Cierges, production 324-25
Cigares dédouanés 773
— stat. manufacturières...320-21, 331, 333, 345-47
Cigarettes dédouanées 773
— stat. manufacturières...320-21, 331, 333, 345-47
Ciment, consommation, production 238-40, 244
— exportations, importations 272
— stat. industrielles et manufacturières.246, 324-25
Cinéma, films de, production 324-25
— statistiques 520
Circulation, aéroports 624
— règlements provinciaux 576-77
Cire, production, valeur 153
— exportations 460
Cités, commerce 508
— manufactures 362, 364-67
— mortalité infantile 100
— naissances 75
— population 65
— statistiques financières 896
Citoyenneté, population 68
Citrons, importations 436
Classe, livres de, importations 446
Climat 14
Clinique, laboratoires, hôpitaux 929-31
Cloches de brume, signaux maritimes 590
Clôture, piquets, production 198
Clubs, construction 375, 381
Coalitions nuisibles au commerce, loi 530-31
— enquêtes, poursuites 718
Cobalt, production 237, 239-41, 250
— oxydes et sels, exportations 466
Cobourg, Ont., population 67
Coco, noix de, importations 436
Colon, effets de, exportations 466
Cœur, maladie du, décès 92-94
Coffrets à argenterie, production 324-25
Cognassiers 174
Coke, commerce 509
— importations, exportations 432, 450, 466
— stat. manufacturières...324-25, 331, 333, 345-47
Colis de messagerie, importations 454
— postaux, importations 454
Collèges, agricoles 150
— bibliothèques dans les 914
— commerciaux 905
— gradués des 908-09
— inscriptions 900
— revenus des 906
Collingwood, Ont., cale-sèche 594
Colombie, commerce avec ...415-18, 424, 427, 472
— relations tarifaires avec 392
Colombie Britannique—
— agriculture, coopératives 527
—— fermes et terres, valeur 155
—— fruits, production 173
—— grandes cultures, sup., rend., valeur.157, 161-62

PAGE

Agriculture, lait, production 168-69
—— ministère 149
—— production, valeur 154
— allocations aux mères 725
— chômage 677
—— avances du fédéral pour secours 686
— commerce, échanges interprovinciaux 487
—— faillites 543, 545
—— gros et détail 507, 509, 510, 512
— commissions royales, rapports 1016
— construction, contrats, permis 375-77
— finances, dette, recettes, dépenses, taxation 747, 795-99, 800-07
— forces hydrauliques, communalisation, usines 275-78, 293
— forêts, bois, production, réserves, parcs 190, 193-94, 207
— fourrures, fermes, animaux, peaux, production 213, 215
— hygiène, services provinciaux 925
— instruction, maisons d'enseig., inscriptions 900
— logement, aide fédérale 372-74
— manufactures.309, 320-21, 334, 337, 339-40, 344, 356, 362
— mines, lois, règlements, production 233, 241
— papier, production 204
— pêcheries, valeur 222
— pensions, vieillards, aveugles 720-21
— population 48
—— indienne 969
— production 131
— publications provinciales 1014
— radio, postes 645
— statistiques vitales 74-104
— subsides fédéraux 782
— superficie 2, 36, 50
— travail, accidents, commission, indemnités 706
—— emploiement 670
—— législation 668
— voirie, accidents d'auto 586-87
—— dépenses pour, dette fondée 582-83
—— grandes routes 579
—— règlements 578
— véhicules-moteur 580
Colombienne, région forestière 188
Colonisation 109, 126
Colons, effets de, importations, exportations 432, 435, 454
— rétablissement 685
Combustibles, énergie produite par le 301
— exportations, importations 477
— huile, importations 452
— lois et règlements 231
— manufactures (dans les) 302, 320-25
— mines (dans les) 303
—production 237, 239-40, 242, 262
— statistiques industrielles 247, 249
Combustion interne, moteurs à, importations 448
Commerce 383
— accords 1017
— bancaire 826
— collèges de 905
— commissaires du 399
— commission du 984
—— en temps de guerre xxxviii
— détail ..... xviii, 510-11, 517-18
— établissements de, bibliothèques dans les 914
— extérieur, 1871-1940 xviii
—— avec le E.-U. et les pays étrangers 426
—— avec le R.-U. et l'Empire 426
—— Bulletin des Renseignements commerciaux 400
—— distribution géographique 409
—— échanges avec les pays d'outre-mer 427
—— extérieurs, résumé 478
—— exportations, importations..406, 430, 433, 435
—— publications, B.F.S 995
—— Gouvernement (le) et le 384
—— historique du 404
—— marchandises 401

PAGE

Commerce extérieur, Office des Renseignements commerciaux 399
— par continent et principaux pays 413-14-19
— produits bruts et ouvrés 471
— relations avec les autres pays 386
— selon les marchandises importées ou exportées 428
— situation, 1941 1
— tarif, évolution, politique 384
— tourisme 482
— finance diverse 850
— gradués, science commerciale 908
— gros xviii, 507-08
— impérial 422
— intérieur 485
— aide et contrôle, Gouvernement 520
— bétail et produits animaux 497
— boissons alcooliques, régie et vente 538-41
— entrepôts frigorifiques 504-06
— établissements 506
— faillites xxiv, 541
— grains 488
— mouvement coopératif 521
— mouvement et écoulements des commodités et échanges interprovinciaux 486
— poids et mesures 535
— primes 537
— situation, 1941 xlix
— maritime, récapitulation 609
— marques de 532, 534
— matières auxiliaires pour le, exp., imp 478
— ministère du, lois 1002
— publications 1007
— outillage de, production 318, 328
— per capita 409
— vingt principaux pays 409
Commissaires, du commerce 399
— nommés en 1940 1024
Commissions, accidents de travail 702
— allocations anciens combattants 972
— combustible (fédérale) 262
— contrôle du change étranger, temps de guerre 847
— eaux limitrophes 985
— établies en 1940 1020
— grains 488
— prêt agricole 145
— prix et commerce en temps de guerre xxxviii
— royales, rapports 1016
— Service Civil, lois 1000
— publications 1003
— tarif 983
— transports 551
— publications 1003
Commodités, mouvement et écoulement 486
— prix de gros 727, 731
— vente, recettes 750-51, 753-55
Communes, Chambre des 29
Communications, 1871-1940 xxii
— fil (par) 633
— publications, B.F.S 997
— sans fil, administration, permis 637-38
— opérations, postes du Gouv. fédéral 642
— transports (et) 549
Commutateurs, importations 450
Compagnies incorporées, lois des 975
Compensation, accidentés (aux) 698
— chambres de 834
Comptes publics, changements récents dans les 761
Compteurs, électricité, gaz 537
Comptoirs, tabac, commerce de détail 514
— viande, magasins en chaîne 516
Comtés, institutions des 928
Conciergeries, construction 375, 381
Conciliation ouvrière en temps de guerre xli
Condamnations, toutes offenses 941-43-51, 954-55
Conducteurs, véhicules-moteur, permis 577
Conduites, construction de 375, 382
Confections pour hommes et femmes, stat. manuf 320-23, 331, 333, 345-47
Confiseries, commerce 509, 512
— importations 438

PAGE

Confiseries, statistiques manufacturières 320-21, 331, 333, 345-47
Conflits, industriels 707
— causes et résultats 709
— travail, arbitrage 663
Conformation congénitale, vice de, décès 92, 94, 98
Confucéens 61
Congo belge, commerce avec le 416, 418
Congrégationalistes 61
Congrès, Métiers (des) et du Travail 693
— Pan-canadien du Travail 693
Conifères, en futaie, volume 190
Conseil National de Recherches xliii
— publications 1006
Conseil des Ports Nationaux 593
— immobilisations administrées par le 599
Conseil Privé 26
— membres nommés en 1940 1020
Conserves, fruits, légumes, importations, exportations 436, 456
— statistiques manufacturières 320-21, 331, 333, 345, 347
Conserves et conserverie, poisson, export 226, 458
— statistiques manufacturières 332-33
Consommateurs, articles de, export., import 478
Consommation, coopératives de 521
Constitution 22-23
Construction 368
Construction xviii, 368
— contrats et permis 374
— guerre (de) 369-370
— description, classification, valeur 381
— emploiement, rémunération 379, 382-83
— faillites 544
— logement, aide fédérale 371-74
— matériaux, commerce, gros et détail 509, 512
— production 236, 238-40, 243-44, 271, 317
— statistiques manufacturières 247, 249, 328
— matières premières, prix 733
— production, valeur 129
— recensement annuel de la 378
— situation, 1941 xlviii
— statistiques industrielles 379-83
— travaux, valeur 380
Contagieuses, maladies, service 931
Contrats de construction 374
Contraventions, lois des liqueurs 953
Contrôle, change étranger, commission 847
Contrôleur de la papeterie 1000
— publications 1004
Convalescence, hôpitaux de 927
Convulsions, décès, mortalité infantile 92, 94, 98
Coopératif, mouvement 718
Coopératives d'achat et de vente 529
— agricoles 524, 528
— consommation (de) 521
— syndicats de crédit 522
Coques, conserveries 228-29
— prise, valeur 223
Coqueluche, décès, mortalité infantile 92, 94, 98
Cordage, exportations, importations 577
— statistiques manufacturières 422-23
Corée, commerce avec la 417, 419
Corégone, exportations 458
— prise, valeur 223-24
Corinthe, raisin de, importations 436
Cornes de brume, signaux maritimes 590
Cornwall, Ont., population 66
— canal de 591
Corporations, dividendes des 858
— taxes sur les, recettes 749, 751, 753-55, 779
Corps législatif et exécutif 23
Correction, institutions de 928, 935
Correspondance, cours par, forces armées 898
Correspondants agricoles 150
Corsets, statistiques manufacturières 322-23
Costa Rica, commerce avec 417-18
— relations tarifaires avec 392
Côte de l'Or, commerce avec 416, 418, 423, 427
Côtière, région forestière 188
Coton, cotonnades, déchets, dérivés, production 320-23, 331-33, 345-47

PAGE

Coton, fils, filés, tissus, import., export.....431-32, 442, 460, 474
— huile de, importations.....438, 474
Coudre, machines à, importations, exportations.....448, 464
Coulages, fer, importations.....446
— stat. manufacturières.....332-33, 345-47
Courrier, transport du.....651
Courroies, caoutchouc, exportations.....456
— cuir, stat. manufacturières.....320-21
Cours, correspondance, pour forces armées.....898
Cours d'eau.....587
— balisage des eaux.....589
— canaux.....591
— dépenses pour les.....602
— marine marchande, loi de la.....588
— matériel et facilités.....588
— ports.....592
— revenus du Gouv., provenant des.....603
— services maritimes et opérations du G. Fédéral.....594
— statistiques des.....597
— trafic et services par.....605
— transport maritime.....588
Courses, paris de.....982
Coût de la vie.....736
— enquête sur le budget alimentaire et familial.....741
— nombres-indices, graphique.....738
Coutellerie, importations, exportations.....432, 435, 448, 464
Couvertures, laine, importations.....444
Coyote, nombre, valeur, peaux vendues.213-14, 216
Crayons, importations, exportations.....454, 466
— stat. manufacturières.....324-25
Crédit, assurance.....885
— coopératif, syndicats de.....522
Crème, fraîche, exportations.....435
— glacée, oublies à, stat. manufacturières..320-21
Crèmes à polissage, stat. manufacturières..324-25
Crépins, stat. manufacturières.....320-23
Crime, loi et procédure.....940
— statistiques, 1871-1940.....xxiv
Crins, exportations.....435
Croix Rouge, hôpitaux de la.....927
— société de la.....936
Crustacés, conserveries et saurisseries.....228
Cryolithe, importations.....450, 474
Cuba, commerce avec.....417-18, 424, 427, 472
Cuir et articles en, commerce de gros.....509
—chaussures, stat. manufacturières.....320-21, 327, 331, 333, 345-47
— courroies, crépins, gants, mitaines.....320-21
— exportations.....435, 460
— graisse pour, importations.....442
— importations.....432, 440
Cuisine, ustensiles de (aluminium), import.....450
Cuisson, appareils de, stat. manuf...322-23, 345-47
Cuivre et produits, importations, exportations.....433-34, 450, 464
— production.....236-27, 239-41, 250-51
— statistiques manufacturières.....324-25, 332-33, 345-47
Cuivre-or-argent, stat. industrielles.....248
Culte, objets de, stat. manuf.....324-25
Culture physique, diplômés en.....909
Cultures, grandes, 1871-1940.....xiv
— prix, nombres-indices.....181, 733
— production.....153
— produits des, exp., imp.....475
— spéciales.....175
— superficie, rendement, valeur.....156
Cyclones, assurance.....885
Cylindres, importations.....448
— statistiques manufacturières.....322-23

Dactylotypes, fournitures, pièces, import., export.....448, 464
— statistiques manufacturières.....324-25
Danemark, commerce avec.....409, 417-18, 424, 427, 472
—relations tarifaires avec.....393
Dantzig, commerce avec.....417, 419
Dartmouth, N.-E., population.....66

PAGE

Dattes, importations.....436
Débilité congénitale, mortalité infantile....98
Débits bancaires.....835
Décès, causes.....55, 88-104
— mortalité infantile.....97
—— puerpérale.....102
— par province.....106
— selon le domicile.....95
— taux dans les assurances.....875
Déchets, coton et laine, production.....322-23
— importations.....444
Décidue, région forestière.....186
Défense, programme de, aviation.....617
— Nationale.....966
—— dépenses.....750-51, 753-55, 766
—— effort de guerre.....xxiv
—— législation, 1940.....1028
—— Ministère, hôpitaux.....927
——— lois du.....1001
——— radio, service.....644
—— taxe, recettes.....749, 751, 753-55
Degrés honorifiques.....910
Délinquants, jeunes.....954
Demandes de travail.....676
Démobilisation, dépenses pour.....767
Denrées, alimentaires, production, prix de détail.....317, 739
— diverses, exportations, importations.....429
— principales, transportées par les canaux..612
Dentelles, coton, importations.....442
Dentisterie, hôpitaux de.....931
— instruments, importations.....454
Dentistes.....909
Dépenses budgétaires, causes, per capita.....766, 767, 769
— fédérales.....761, 763-65
— gouvernements (des).....749-55
— provinces.....795-99
Dépôts, banques.....833
Dépression, effets sur les manufactures.....308, 318
Députés, 19ème Parlement.....30-35
— nouveaux.....1021
Dermatologie, hôpitaux.....931
Dessins de fabrique.....534
Détail, commerce de.....xviii, 510
— faillites.....544
— prix.....736, 739-40
— statistiques, mensuelles, spéciales.....517-18
— ventes, indices.....512, 514
Détenus, dans les pénitenciers.....961
Dette, garantie du Dominion.....791
— gouvernements (des).....746-49
— intérêt, dépenses.....766
— municipalités.....805
— nationale, opérations récentes.....785, 787
—— billets du Trésor vendus.....788
— provinces.....800
— service de la.....748, 750-51, 753-55
Devise canadienne, fluctuations récentes....845
Diabète, décès.....92, 94
Diagrammes, liste.....vi
Diamants, et poussières de, importations..433, 452
Diaphones, signaux maritimes.....590
Diarrhée, décès, mortalité infantile.....92, 94, 98
Diatomite, production.....237, 242
Diésel, moteurs et pièces, importations.....448
Digues, construction.....382
Dindons sur les fermes.....163-65
Diplomatie, représentants canadiens.....43, 1017
Diplômes, instituteurs.....909
Diphtérie, décès, mortalité infantile.....92, 94, 98
Disciples, église du Christ.....61
Dispensaires, patients externes.....931
Distillation, bois pour la, production....198, 324-25
— licences de.....772
Distilleries, stat. manufacturières.....320-21
Districts électoraux.....30-35
Divisions électorales.....30
Divorces.....87-88
Docteurs honoraires et en cours.....910
Dolomite magnésitique, production.....237, 242
Domaine public, dépenses pour le, recettes du.....750-51, 753-55
Domaniales, terres.....962

PAGE

Dominicaine, République, commerce avec.417, 419
— relations tarifaires avec ... 393
Dominion, bilan du ... 759-61
Doré, prise, valeur ... 223-24
Douanes, droits perçus ... 406, 425
— recettes, source de revenus ... 749, 751, 753-55, 762, 768
Douves, importations, exportations ... 446, 462
Douglas, sapin, exportations ... 462
Doukhobors ... 61
Drap de laine, stat. manufacturières ... 322-23
Drogues, commerce ... 509
— importations, exportations ... 432, 452, 466
— inspection ... 920
Droit, gradués en ... 910
Droits, accise, revenus ... 771
— auteur ... 532, 534
— douanes ... 406, 425, 768
— succession, recettes ... 749, 751, 753-55
Drummondville, Qué., population ... 67
Duke of Connaught, bassin flottant, Montréal ... 594
Dynamos, importations ... 450

Eastview, Ont., population ... 67
Eaux, balisage des ... 589
—gazeuses et minérales, stat. manuf. ... 237, 242, 320-21, 332-33, 345-47
— limitrophes, Commission des ... 985
— matériaux de navigation, exp., imp. ... 477
— superficie des, Canada ... 2
— *trafic et services par* ... 605
— transport par, 1871-1940 ... xxii
Ecailles, importations ... 440
Echanges commerciaux, valeur p.c. ... 427
— extérieurs, résumé des ... 478
— interprovinciaux ... 486
Eclairage électrique, fournitures, importations ... 450
— outillage, production ... 318, 328
Eclisses pour allumettes, exportations ... 462
Ecoles, agricoles ... 150
— assistance, fréquentation ... 68, 901
— aviation ... 622
— bibliotechniques et bibliothèques dans les ... 915
— construction d' ... 375
— formation (de) ... 928
— fournitures, commerce ... 514
— indiennes ... 969
— inscriptions dans les ... 900
— personnel enseignant ... 902
— privées ... 905
— provinciales ... 900-01
— statistiques financières des ... 903
Economie mondiale, rôle du Canada dans l' ... 409
Economie, petites caisses ... 843
Ecrins, importations ... 451
— stat. manufacturières ... 324-25
Ecrous, importations ... 448
Ecureuil, peaux, production, importations ... 216-17
Edifices publics, construction ... 375
Edition, stat. manufacturières ... 322-23, 331, 333, 345-47
Edmundston, N.-B., population ... 67
Edmonton, Alta., population ... 65
Education, adultes ... 897
— appareils, importations ... 454
— dépenses pour ... 750-51, 753-55
— diplômés en ... 909
— post-scolaire ... 895
— publications, B.F.S. ... 998
Eglefin, prise, valeur ... 223-24
Eglises, du Christ, religion ... 61
— construction d' ... 375, 381
— Grecque ... 61
— Unie ... 61
Egouts, construction ... 375, 382
Egypte, campagne d' (guerre) ... 1042
— commerce avec ... 417-18, 424, 427, 473
Eire (Irlande), commerce avec ... 472
Electeurs inscrits ... 30-35
Elections générales, 1940 ... 30-35
— électorat fédéral et suffrages exprimés ... 35

PAGE

Elections, provinciales ... 1017
Electricité ... 278
— appareils, fournitures, matériel, outillage, commerce ... 509, 512
—— importations, exportations ... 431, 435, 450, 466
—— production ... 318
—— statistiques manufacturières ... 324-25, 330-31, 333, 345-47
— exportations, importations ... 295, 435, 477
— inspection, compteurs ... 536-37
— production, valeur ... xviii, 133-34
— thermique ... 301
Electrotypie, stat. manufacturières ... 322-23
Elémentaire, enseignement ... 891
Elévateurs à grain ... 494-95
— construction ... 381
— recettes et dépenses ... 604
Elevage, produits de, production, export., impor. ... 329, 475
— réserves et parcs ... 12
Elk Island, parc d'élevage ... 12
Emballage, papier, exportations, importations ... 435, 446, 462
— production ... 203
— récipients, importations, exportations ... 454, 466
Embarcations, stat. manufacturières ... 322-23
Embauchoirs, stat. manufacturières ... 322-23
Embolie, décès ... 92, 94
Emigration ... 124
Empire Britannique, commerce avec ... 415-16, 418-25, 427, 473
— *honneurs impériaux* ... 1018
— relations tarifaires avec ... 386
— superficie et population ... 71
Emploiement ... 668
— agriculture, assistance-chômage ... 684
— aviation ... 629
— chemins de fer ... 559
— construction ... 382-83
— graphique ... 673
— manufactures ... 308-12, 319, 335-42
— nombres-indices ... 671
— par industrie ... 672
— par région économique, indices mensuels ... 670
— service de placement ... 675
— tel que déclaré par les patrons ... 669
— villes (dans les) ... 671
Employés dans les manufactures ... 320-342
Emprunts agricoles ... 146
Encéphalite, décès ... 92, 94
Encre, production ... 324-25
Enduits, objets enduits, import., export ... 432, 448
Energie électrique, export., import. ... 278, 295, 435, 454, 466
— outillage, production ... 318
— production, valeur ... 129, 278
— situation, 1941 ... xlviii
— thermique ... 301
— utilisation dans l'industrie ... 296
Enfance, jardin d' ... 892
Enfants, assistance aux, sociétés ... 928
— décès d' ... 97
— refuges pour ... 928
Engerbage, ficelle, export., import. ... 435, 444, 460
Engins, importations ... 432
— pêche ... 225
Engrais chimiques, importations ... 432, 435, 452, 466, 477
— production ... 324-25
Enquêtes sur les coalitions, loi ... 531
— poursuites ... 718
Enregistrement national, 1940 ... 70
Enseignement ... 891, 899
— élémentaire ... 891
— maisons, inscriptions ... 900
— professionnel et technique ... 894, 902
— secondaire ... 893
— supérieur ... 894
—— institutions, gradués des ... 907
Enseignes électriques, production ... 324-25
Ensoutage, importations ... 450, 452
Entérite, décès, mortalité infantile ... 92, 94, 98
Entrepôts, construction ... 375, 381
— frigorifiques, stocks dans les ... 504-06

PAGE

Entrepreneurs, confections pour hommes et femmes 322-23
Epargne, caisses d' xxii, 841
Eperlan, prise, valeur 223-24
Epiceries, commerce de gros et de détail 509, 512
— magasins en chaîne 516
Epices, importations 433, 438
— stat. manufacturières 320-21, 332-33
Epinette, madriers et planches, exportations 462
Epingles, importations 448
Epoux, pays de naissance des 84
Epuisement des forêts 190
Equateur, commerce avec 417-18
Erable, coopératives de vente de produits de l' 529
— produits, valeur 153
— sirop et sucre, production 175
—— exportations 456
Erié, lac 4
Erysipèle, mortalité infantile 98
Espadon, prise, valeur 223-24
Espagne, commerce avec 417, 419, 424, 472
— pourcentage de commerce 409
— relations tarifaires avec 396
Esquimalt, C.B., cale-sèche 593
Esquimaux 970
Essence, postes, commerce détail 512
Essences forestières 189
Essoreuses, exportations 464
Estampes, objets estampés, export., import. 432, 448
Estimations annuelles de la population 69-70
Estomac, maladies de l', décès 98
Estonie, commerce avec 417-18
— relations tarifaires avec 393
Esturgeon, prise, valeur 223
Etablissement de secours 685
— soldats 973
Etablissements, commerce et service 506, 510
— commerciaux, bibliothèques dans les 914
— industriels, construction 375
— manufacturiers 308-12, 350
— selon l'origine, matière première 328
—— statistiques 326
— pénitentiaires et correctionnels 935
Etain, importations 450, 474
Etais de mine (bois), production, valeur 198
Etalage, accessoires, production 324-25
Etat conjugal, immigrés 111
— population 58
Etat—
— marine marchande 596
— secrétairerie 974
Etats-Unis, commerce 409
—commerce
avec 415, 417, 419, 424, 430, 472-73, 477
— ministre canadien aux 43
— papier à journal, production, exportations 204-05
— pulpe de bois, exportations 203
— relations tarifaires avec 397
Etiquettes syndicales 534
Etoffe à pardessus, importations 444
Europe, commerce avec 414, 472
Evénements, principaux, année 1017
Explosifs, importations 452
Explosions, assurance 885
Exportations xviii, 406-08
— commerce du Canada selon les 428
— d'après l'origine et la destination 474-78
— détail des 435
— par continents et pays 414-15, 418-19, 421-22
— principales 433, 456
— prix de gros, nombres-indices 735
— publications, B.F.S. 995
— Royaume-Uni, Etats-Unis, autres pays 429
— suivant le degré de fabrication 472
— volume, valeur, nombres-indices 468
Extraits de la Gazette du Canada 1020

Fabrique, dessins de 534
Fabriques, portes et fenêtres, stat. manuf. 322-23
Façon, travail à, production, valeur 129, 133-34
Facteurs ruraux 651
Faillites commerciales xxiv, 541-41, 544-45, 547

PAGE

Faîtières, production 238
Falkland, Iles, commerce avec 416, 418
Familles de colons établies 685
Fantaisie, écrins et boîtes de, importations 454
Farine, avoine, blé, exportations 434-35, 456
Farineux, importations, exportations 436, 456
Farran, canal 591
Faune du Canada 7
Faussaires, assurance contre les 885
Faux, faux monnayage, offenses 947
Fécondité des mères canadiennes 76
Fédéral, relations avec les provinces 1017
Fédération, canadienne du Travail 693
— ouvriers catholiques 693
Feldspath, production, stat. industrielles 237, 242, 249
Femmes, condamnations de 948
— confections et lingerie pour, stat. manuf. 321-23, 331, 333, 345-347
—— commerce 512, 516
— hôpitaux pour 927
— salaires minimums 714
Fenêtres, fabriques de, stat. manuf. 322-23
Fer, articles en, dérivés, produits, cons., exp., imp. 315, 429, 446-48, 464, 470
— fil de, importations 432
— gueuse, lingots, exportations 435
— minerai, importations 432, 474
—— production 237, 241
— oxyde, production 237, 242
—— statistiques industrielles 249
— prix, nombres-indices 731
— production 256, 317
— statistiques manufacturières 311-12, 319-23, 331, 333-35, 337, 340, 344, 346-47
— tubes et tuyaux, importations, exportations 432, 435
Fermes, animaux, production, valeur 153
— bâtiments de, construction 381
— bestiaux, grain, volailles, sur les 163-65
— électrification des 283
— fourrure, (à) 153, 212-13
— matériaux, production 317
— matières de, export., import 477
— outillage, commerce 509
—— production 318
— produits 329
—— exportations, importations 475
—— prix 729, 733
— valeur des 155
Ferraille, importations 446
Ferro-manganèse, exportations 464
Ferronnerie, importations, exportations 448, 464
Ferro-silicon, exportations 464
Feu, assurance, 1871-1940 xxiv
— cies, finances 860, 862, 864, 868
— forêts, protection 194
— pertes par le, assurances 865, 867
Feuilles de placage, importations 444
Feutre, articles en, exportations 460
Fibre, agave, manille, etc., import 432, 444
— coton, importations 442
— exportations, importations 429, 442-45, 460, 470
—— prix de gros, nombres-indices 736
— lin, production 153, 177
— planche de, exportations 462
— prix, nombres-indices 731
Fibrille, importations 474
Ficelle, d'engerbage, exportations, importations 435, 444, 460
— statistiques manufacturières 322-23
Fidji, Iles, commerce avec 415-16, 418, 424, 473
Fiducie, compagnies, actif, passif xxiv, 850, 583
Fièvre typhoïde, décès 92, 94
Finances, chemins de fer 555
— commerciale, change étranger 844
—— diverse 813, 850
——— dividendes des corporations 858
——— obligations, ventes 855
——— prêt, fiducie, compagnies 850-54
— législation, 1940 1026
— Ministère des, caisses d'épargne 842
—— lois, publications 1000, 1003

PAGE

Finances, publications, B.F.S. 997
— publiques 745
—— fédérales xxii, 756
——— dette nationale 785
——— revenus et taxes 771
——— subsides et prêts aux provinces 781
—— municipales 802
—— provinciales xxii, 794
——— recettes, dépenses 795
— richesse et revenu de la nation 807
Finlande, commerce avec 417-18
— papier à journal, exportations 205
— pulpe de bois, exportations 203
— relations tarifaires avec 393
Fil, communications par 633
— coton (et filés), stat. manuf. 322-23
— fer, importations 432, 448
— métallique, exportations 464
— toile, importations 442
Filés, coton, importations 432, 442
— statistiques manufacturières 331, 333, 345-47
Filés de laine, importations 432, 444
— statistiques manufacturières 322-23
— lin, chanvre et jute, importations 442
— rayonne, importations 444, 474
Filets, pêche 225
Films, exportations 435
— statistiques manufacturières 324-25
Finissage, produits textiles 322-23
Flétan, prise, valeur 223-24
Fleurs, artificielles, production 324-25
— commerce détail 514
— plantes à fleurs, quantité, valeur 174
Flore du Canada 7
Floriculture 174
Fluorine, production 237, 242
Foin, exportations 438
— prix, nombres-indices 181
— superficie, rendement, valeur 157-58, 162
Fonctionnaires civils 980-82
Fonds agricole 153-55
Forces, armées, service éducationnel pour les 897
— hydrauliques et ressources xviii, 274
—— outillage 282
— motrices, dans les manufactures 299-301, 320-25
—— outillage, évolution, production 296, 328
—— utilisation 274
—— usines centrales électriques 278
Forêts xvi, 185
— administration, protection contre le feu 192, 194
—— sylviculture 196
— articles d'origine forestière, prix 733
— épuisement et récupération 190
— essences importantes 189
— futaies, volume des 190
— outillage d'exploitation, importations 448
— production, valeur 129, 133-34
—— produits d'origine forestière, exp., imp. 476
——— statistiques manufacturières 329
— publications B.F.S. 992
— ressources 189
— situation, 1941 xlvii
— terres boisées 8
— utilisation 197, 199, 207, 209
Forge, coulages et pièces forgées, importations 446
— statistiques manufacturières 322-23, 332-33, 345-47
Formation, écoles de 928
— industrielle, temps de guerre, jeunesse 686
Formes, bois, stat. manuf. 322-23
Fort-Anne, parc historique 12
Fort-Beauséjour, parc historique 12
Fort-William, population 66
Fournaises électriques, importations 448
Fourrages, exportations 458
Fourrures xvi, 211
— apprêtage et confection 320-21
— articles en, production 317
— commerce extérieur des 216
— coopératives de vente 529
— exportations 434, 458
— fermés et animaux 212-213

PAGE

Fourrures, fermes et animaux, production, valeur 153
— importations 432, 440
— production 214
— publications B.F.S. 992
— statistiques manufacturières 327
Fraises, importations 436
— production 173
Fraisiers 174
Framboises, production 173
Framboisiers 174
France, commerce de la 409
— commerce avec la 415, 417-18, 424, 427, 472
— ministre canadien en 43
— papier à journal, production, exportations 205
— relations tarifaires avec 393
Franklin, territoire de, superficie 2, 36
Fraternelles, sociétés 878
Fraude, assurance contre la 885
Fredericton, N.-B., population 66
Fréquentation scolaire 68, 901
Frères, frères de Plymouth, religion 61
Fromage, consommation 169-71, 504
— exportations, importations 172, 434, 442, 460, 504
— production 169-71, 504
— statistiques manufacturières 320-21, 330-32, 345-47
— stocks, entrepôts frigorifiques 505-06
Fruits, arbres fruitiers 174
— commerce, gros et détail 509, 512
— conserves de, importations 436
—— statistiques manufacturières 320-21, 331-33, 345, 347
— coopératives de vente 529
— exportations 435, 456
— frais, importations 436
— importations 431
— jus de, importations 436
— pépinières 173
— préparations, production manufacturière 317
— production 153, 172-73
— secs, importations 436
— statistiques manufacturières 327
— stocks en entrepôts frigorifiques 506
Fumeurs, articles de, exp., imp. 477-78
Furet, nombre, valeur 213
Futaies, volume des 190
Fûts, importations 448

Gages, aviation 629
— chemins de fer 559
— main-d'œuvre agricole 713
— manufactures 308-12, 319-30, 343, 350
Gain, salaires et 710, 713
— manufactures 344
Gaines de cheminée, production 238
Gallops, canal de 591
Galt, Ont., population 66
Galvanoplastie, objets plaqués, importations 450
Gambie, commerce avec 416, 418
Gants, cuir et tissus, importations 440, 444
— production 317
— statistiques manufacturières 320-23, 327
Garages, commerce 512
— construction 375, 381
Garderies 928
Gardiens de phares 590
Gasparot, prise, valeur 223
Gaz, comprimé, stat. manuf. 324-25
— dérivés du, stat. manuf. 331, 333
— inspection, compteurs, ventes 536-37
— naturel, production 236-37, 239-40, 242, 266
—— statistiques industrielles 249
—— statistiques manufacturières 324-25, 345, 347
Gazette du Canada, extraits 1020
Gazette du Travail 664
Gazeuses, eaux, stat. manuf. 320-21, 332-33, 345, 347
Gazoline, consommation, ventes 585
— importations 452
— taxe sur la 749, 751, 753-55
Gélatine comestible, importations 442

PAGE

Gendarmerie à cheval ... 977
Générateurs, importations ... 450
Génie, sanitaire ... 919
— travaux de, construction ... 375
Genièvre, importations ... 438
Génisses, prix, ventes ... 179, 500
Géodésique, service ... 985
Géologie du Canada ... 6
Georgienne, Baie, îles de la, parc national ... 12
Gibier, parcs nationaux et provinciaux ... 13
Gibraltar, commerce avec ... 416, 418
Glace Bay, N.-E., population ... 66
Glace artificielle, stat. manuf ... 324-25
Glaces, bris de, assurance ... 885
— importations ... 452
Glacier, parc national ... 11
Glacières, importations ... 454
— poisson (à) ... 228
— statistiques manufacturières ... 322-23
Glucose, stat. manuf ... 320-21
Glycérine, importations ... 452
Gommes, importations ... 433, 438
Goudron et produits, stat. manuf., exportation ... 324-25, 466
— teinture de, importations ... 452
Gouvernement ... 22-23
— provinces ... 36
Gouverneur général ... 23-24
Grâce, jour d'actions de ... 1025
Gradués, institutions enseignement supérieur ... 907-09
Grains, commerce, commission, loi ... 488
— élévateurs à, construction ... 381
— entreposage, inspection ... 494
— expéditions, manutention ... 496-97
— importations ... 431
— mélangés, superficie, rendement, valeur ... 158-162
— prix, nombres-indices ... 181
— publications B.F.S ... 992
— superficie, production, stocks ... 162
Graines de semence, importations, exportations ... 432, 435, 440, 458
Graissage, huile de, importations ... 452
Graisses, animales, importations, exportations ... 442, 460
— statistiques manufacturières ... 320-21, 327
Granby, Qué., population ... 66
Grandes cultures, prix, nombres-indices ... xiv, 181
— produits des, exportations, importations ... 475
— production, valeur ... 153
— superficie, rendement valeur ... 156
Grandes routes ... 579
— construction, entretien ... 582
Grand'Mère, Qué., population ... 67
Grands-Lacs-Saint-Laurent, région forestière ... 186
Granit, production ... 238
Graphite et dérivés, importations ... 452
— production ... 237, 242
Gras, production ... 317
Gravier, production ... 238-40, 244, 249, 272-73
Gravures, importations ... 446
— production ... 322-23
Grèce, commerce avec ... 417-18
Grêle, assurance contre la ... 885
Grenville, Qué., canal de ... 592
Grès, production ... 238
Grèves ... 708
Groenland, commerce avec ... 417-18, 424
— consul canadien au ... 43
Gros, commerce et magasins ... xviii, 507
— faillites ... 544
— prix de ... 727
— exportations, importations ... 735
— ventes, indices ... 508-09
Groscilliers ... 174
Grues, *machines, importations* ... 448
Grume, bois en, exportations ... 462
Guam, commerce avec ... 417, 419
Guatémala, commerce avec ... 417-18, 427
— relations tarifaires avec ... 394
Guelph, Ont., population ... 66

PAGE

Guerre—
— batailles d'Angleterre, de l'Atlantique, de la Méditerranée ... 1037, 1046, 1041
— campagnes, Afrique orientale, Balkans, Egypte-Lybie, Proche-Orient ... 1043, 1044, 1042, 1045
— chronologie ... 21, 1030
— construction en temps de, avances à l'industrie ... 371
— effets sur l'agriculture ... 138
— sur la réglementation du travail et de la main-d'œuvre ... xl
— effort de ... xxvii, xxxiv
— pensions et dépenses ... 766
— principaux événements de l'année ... 1017
— tarifs, mesures de guerre ... 391
— taxe sur le change, recettes, revenus ... 749, 751, 753-55, 762, 768
— taxes diverses ... 773
— accise ... 780
Gueuse, fer en, importations, exportations ... 446, 464
Guyane, britannique, commerce avec ... 415-16, 418, 424, 427, 472
— française, commerce avec ... 417-18
Gynécologie, service, hôpitaux ... 931
Gypse, et produits du, exportations ... 466
— production ... 237, 239-40, 242, 269-70
— statistiques industrielles ... 249, 324-25

Habitations, avances aux provinces ... 784
— construction ... 381
— population ... 69
Haïti, commerce avec ... 417-18
— relations tarifaires avec ... 394
Halifax, N.-E., population ... 65
— port de ... 593
Hamilton, Ont., emploiement ... 672
— manufactures ... 363
— population ... 65
Hangars d'aéroplanes, construction ... 381
Hareng, prise, valeur ... 221, 223-24
Haricots, superficie, rendement, valeur ... 158-162
— prix, nombres-indices ... 181
Harnais, cuir, importations ... 440
Hauts commissaires canadiens ... 42
Hawaii, commerce avec ... 417, 419, 473
Hawkesbury, Ont., population ... 67
Hebdomadaires, journaux, publications ... 658
Hémorragie, décès ... 92, 94
Herbe, graine d', importations, exportations ... 440, 458
— production ... 153
Hermine, peaux, production ... 210
Hernie, décès, mortalité infantile ... 92, 94, 99
Heure légale ... 14
Heures de travail ... 710
— arrêtés par ordre en conseil ... 717
— manufactures, dans les ... 338
Hindous, immigrés ... 123
Histoire et chronologie ... 15
— parcs ... 12
— sites ... 10
Holiness Movement ... 61
Homard, exportations ... 458
— prise, valeur ... 221, 223-24
Homard en boîte, exportations ... 458
Homarderies ... 228-29
Hommes, confections et lingerie, commerce ... 512, 516
— stat. manuf ... 320-21, 331, 333, 345, 347
— salaires minimums ... 716
Honduras, commerce avec ... 416-18, 427
Hong Kong, commerce avec ... 416, 418, 424, 427, 473
Hongrie, commerce avec ... 417-18
— relations tarifaires avec ... 394
Honneurs impériaux à des Canadiens ... 1018
Honoraires, recettes provenant d' ... 750-51, 753-55
Hôpitaux ... xxiv, 927
— aliénés ... 933
— construction ... 375, 381
— marins et de marine ... 919
— services dans les ... 931
— statistiques ... 928-29
— Unis, (Saskatchewan) ... 925

PAGE

Horlogerie, production....317, 327
— horloges, importations....432, 450
Horticulture....172
Hôtels, construction....375, 381
Houblon, importations....438
Houille, consommation, exportations, importat., production....263–65
— statistiques industrielles....249
Houillères, production des....263
Huiles, animales, production, importations....320–21, 442
— combustible, importations....452
— coton, importations....474
— et gras, production....317
— exportations....460
— lin, production....320–21
— minérales, exportations....466
— pour savon, importations....474
— statistiques manufacturières....327
— végétales, importations....431
—— alimentaires et autres....438
Huileries, poisson....228
Huilés, vêtements, production....322–23
Huîtres, prise, valeur....223
Hull, Qué., population....66
Huron, lac....4
Hutterites (voir Mennonites).
Hydrographie, bassins....5
Hygiène, activité fédérale....918
— industrielle, infantile, maternelle....920
— laboratoire d'....920
— publicité et enseignement....921
— services provinciaux....921

Iles....6
— Baie Georgienne, de la....12
— Canaries, commerce avec....417, 419
— Falkland, commerce avec....416, 418
— Philippines, commerce avec....417, 419, 424
— Saint-Laurent, parc national....11
— Vierges, américaines, commerce avec...417, 419
Ile du Prince-Edouard—
— agriculture, coopératives....527
—— fermes et terres....155
—— grandes cultures, sup.. rend., val....157–58
—— lait, production....168–69
—— ministère....147
—— production....154
— chômage, avances du fédéral pour....677, 686
— commerce, échanges interprovinciaux....487
—— faillites....543–45
—— gros et détail....507–10, 512
— construction, contrats, permis....375–77
— finances, dette....746, 800–01
—— recettes, dépenses, taxation....795–99
— forces hydrauliques, usines centrales....275–78
— forêts, bois production....190, 207
—— réserves et parcs....193
— fourrures, fermes et animaux, peaux, prod....213, 215
— hygiène, service provincial....921
— instruction, maisons d'enseignement, inscriptions....900
— logement, aide fédérale....372–74
— manufactures....309, 320–21, 334, 337, 339–40, 355, 357
— parc national....12
— pêcheries, valeur....222
— pensions, vieillards, aveugles....720–21
— population....48
—— indienne....969
— production....131
— publications provinciales....1008
— statistiques vitales....74–104
— subsides fédéraux....782
— superficie....2, 36, 50
— travail, législation....666
— voirie, accidents d'auto....586–87
—— dépenses, dette fondée....582–83
—— grandes routes....579
—— règlements....577
—— véhicules-moteur....580
Illégitimité des naissances....76, 81
Illustrations, liste....vi

PAGE

Immigration....xix, 109
— accroissement depuis la Confédération....111
— dépenses pour l', statistiques....110
— élément de croissance de la population....55
— émigration et Canadiens rapatriés....124
— juvénile....120–21
—— sociétés....928
— orientale....121–24
— prohibée....119
— service médical de l'....919
Immigrés de 1852 à 1940....111
— jeunes....120–21
— langue et origine raciale....112–13
— pays de naissance et nationalité....114–15
— port d'entrée, destination, occupation....116
— refusés, déportés....119–20
— sexe et état conjugal....111
Immobilières, taxes, recettes....749, 751, 753–55
Imperméables, production....317, 322–23, 327
Importations....xx, 406–07, 416–17
— commerce selon les....428
— continents (des)....414–17, 421
— d'après l'origine et la destination....474–78
— droits de douanes perçus....425
— imposables et en franchise....423
— pourcentages....425
— pour consommation....436
— principales....430
— principaux pays, en prov. des....414
— prix de gros, nombres-indices....735
— publications, B.F.S....995
— restrictions sur les....387
— Royaume-Uni, Etats-Unis et autres pays....429
— spéciales....454
— suivant le degré de fabrication....472
— volume, valeur, nombres-indices....468
Impôts, recettes provenant des....762, 768
Imprimerie, presses d', importations....448
Imprimeur du Roi, loi sur l'....1000
— publications....1004
Impression, papier, importations....446
— statistiques manufacturières....322–23, 331, 333, 345, 347
Imprimés, importations, exportations....431, 446, 462
— coton imprimé, importations....442
Incandescence, lampes à, importations....450
Incendie, assurance....xxiv
Incurables, hôpitaux....927
Inde Britannique, commerce....409
— commerce avec....415, 473
Indes, françaises (orientales) commerce avec....417–18
— néerlandaises, commerce avec....417, 419, 424, 427, 473
— orientales britanniques, commerce avec....415–16, 418, 424, 427
Indemnisation, accidentés....698
Indices, annuels, mensuels, prix de gros....727, 729
— coût de la vie....736
— prix, agricoles....179
—— détail, denrées alimentaires....740
— production minière....240
— valeurs mobilières....741
— ventes, détail....512, 517
—— gros....508–09
Indiens....967–970
Industrie, comité canadien d'organisation....693
— commission....984
— conflits....707
— construction (de la)....368
— diverses....311–12, 315, 317, 319–21, 324–25, 334–35, 337, 340, 344, 346–47
— emploiement par....672
— énergie électrique dans l'....296
— établissements, construction....375
— faillites....542–43
— formation industrielle, temps de guerre....686
— hygiène industrielle....920
— manufacturières....307–362
— matières pour, prix....729
—— exportations, importations....478
— organisation industrielle, comité canadien....693
— outillage pour, production....317–18; 326–27

	PAGE
Industrie, recherches	911
Infantile, hygiène	921
— maladies infantiles, causes de décès, mortalité	93–102
Infirmières, diplômées	909
— écoles d'	929
— Victoria	935
Influenza, décès	92, 94
Infractions, lois des spiritueux	952
— règlements du trafic	953
Infusions, production	317, 327
Inscriptions, maisons d'enseignement	900
Insignes, production	324–25
Inspection, avions	624
— bateaux à vapeur	595
— électricité et gaz, poids et mesures	536
— récoltes	492
Instituteurs, diplômés	909
— écoles provinciales	902
Institutions	927
— charités, bienfaisance	934
— enseignement supérieur, gradués	907
— publications, B.F.S	998
Instruction publique	xxiv, 891
— enseignement	899
—— écoles provinciales, privées, inst., sup.	900, 905
— Indiens	969
— population	68
Instruments agricoles	155
Intempéries, assurance contre les	885
Intercession, Jour de prières et d'	1025
Intérêt, dette et placements, dép., rev.	766, 768
International Bible Students	61
Intestin, obstruction, décès, mort. infant.	92, 94, 98
Invention, brevets	532–33
Investigation médicale	921
Iran (Perse), commerce avec	417, 419
Irak (Mésopotamie), commerce avec	417–18
Irlande (Eire), commerce avec	415–16, 418, 423, 427, 472
— haut-commissaire canadien	43
— relations tarifaires avec	388
Irradiation, programmes (R.-C.)	646
Irridium, production	237, 242
Irrigation agricole	183
— systèmes, construction	382
Islande, commerce avec	417–18
Isolation, hôpitaux	927
Issues de meunerie, importations	431
Italie, commerce de l', p.c.	409
— commerce avec	417, 419, 424, 427, 472
— papier à journal, production, exportations	205
— relations tarifaires avec	394
Ivoire, importations	440
Ivresse, condamnations pour	951
Jamaïque, commerce avec	415–16, 418, 424, 472
Jambon, exportations	460
Japon, commerce	409
— commerce avec	415, 417, 419, 424, 427, 473
— ministre canadien au	43
— papier à journal, production, exportation	205
— relations tarifaires avec	394
Japonais, immigrés	123
Jardin d'enfance	892
Jarres de verre, importations	452
Jasper, parc national	11
Jetées, construction	375
Jeunes délinquants, condamnations	954–55
Jeunesse, formation, allocations du fédéral	686
Joaillerie, exportations, importations	478
Joliette, Qué., population	66
Jonquière, Qué., population	66
Jouets, importations	454
— et jeux, stat. manuf	324–25
Jour d'actions de grâce	1025
— dédié au service national et au sacrifice	1025
— prière et intercession	1025
Journal, papier à, exportations	434, 462
— production	203–04
Journaux	658
— importations	446
Joyaux, commerce détail	514
Judiciaires, statistiques	940
Juifs	61
Jus de fruits, importations	436
Justice, législation	1026
— ministère, lois, publications	1000, 1004
— publications, B.F.S	998
Jute, importations	431, 442
— sacs en, production	320–21
Juvénile, immigration, sociétés d'	928
Kamloops, C.B., population	67
Kaolin, importations	450
Keewatin, territoire, superficie	2, 36
Kenora, Ont., population	67
Kérosène, importations	452
Kingston, Ont., cale-sèche	593
— population	66
Kitchener, Ont., population	66
Kootenay, parc national	11
Laboratoire d'hygiène	920
Lachine, Qué., canal de	591
— population	66
Lacs, superficie, altitude, profondeur	4
— Waterton, parc national	11
Lainages, production, importations	322–23, 431
Laine et produits—	
— blousses, peignés et bourre, importations	432
— bois (de), production	322–23
— consommation	166
— coopératives de vente	529
— déchets, drap, filés, production, importations (filés seul)	322–23, 432
— importations, exportations	166, 444, 460, 474
— production, valeur	153, 166
Lait, dérivés et produits—	
— commerce de gros et détail	509, 512
— condensé, production	320–21
— consommation	171
— coopératives, ventes	529
— exportations, importations	442, 460
— frais et préparé, exportations	435
— production, valeur	xvi, 153, 170–71, 317, 327
— statistiques	167–69
— stocks, entrepôts frigorifiques	505–06
Laiton, importations, exportations	432, 435, 450, 464
— production	324, 25– 332–33, 345–47
Laminages, fer, importations	446
Laminoirs, produits des, importations, exportations	431, 464
Lampes à incandescence, importations	450
Langue française publications de	660
— immigrés (des)	112–13
— population (de la)	68
Lapin, nombre, valeur, peaux vendues	213–14, 216–17
Lattes, bois, exportations	435, 462
— production	207
La Tuque, Qué., population	66
Lauzon, Qué., cales-sèches Champlain et Lorne	593
— population	67
Laver, machines à, importations	448
Législation, Fédérale 1940	1026
— ouvrière	665–66
Légitimité des naissances	76
Légumes, commerce, gros et détail	509, 512
— conserves de, production	320–21, 331, 333, 345–47
— coopératives de vente	529
— exportations, importations	432, 435–36, 456
—— prix de gros, n.-indices	736
— production	153, 174
— statistiques manufacturières	327
Lèpre, division de la	919
Léproserie	927
Lessive, savon à, importations	454
Lessiveuses, exportations	464
Lethbridge, Alta., population	66
Lettonie, commerce avec	417, 419
— relations tarifaires avec	395
Lévis, Qué., population	66
Levure, importations	438
Libérie, commerce avec	417, 419

PAGE

Librairies, commerce ... 512
Licences, distillation ... 772
— recettes provenant des ... 750–51, 753–55
Liège, articles en, importations ... 446
Lieutenants-gouverneurs ... 37–42, 1020
Lignes, navigation, subventions, subsides ... 604–05
— pêche, importations ... 444
— télégraphiques, téléphoniques, transmission, construction ... 382
—— parcours (téléphoniques seul.) ... 635
Lignite, importations, exportations, production ... 263, 265
Limitrophes, eaux, Commission des ... 985
Lin, fibre de, production ... 153, 177
— graine de, importations, exportations ... 440, 458
—— prix, nombres-indices ... 179, 181
—— récolte, distribution ... 492, 494
—— stocks de ... 162–63
—— superficie, rendement, valeur ... 156, 158, 162
— huile de, production ... 320–21
— importations ... 431, 442
Lindsay, Ont., population ... 67
Lingerie, commerce détail ... 512
— coton, importations ... 442
— hommes et femmes, commerce ... 516
—— statistiques manufacturières ... 320–23
— laine, importations ... 444
— production ... 317
— soie, importations ... 444
— statistiques manufacturières ... 327
Lingue, prise, valeur ... 223–24
Liqueurs, loi, contraventions ... 953
— magasins de, commerce de détail ... 514
— production ... 317
— régie, recettes ... 750–51, 753–55
— tabacs (et), stat. manufacturières ... 326–27
Lithium minéral, production ... 237
Lithographie, stat. manufacturières ... 322–23
Lithopone, importations ... 452
Lithuanie, commerce avec ... 417, 419
— relations tarifaires avec ... 395
Livres, exportations, importations ... 431, 446, 462, 478
— papier à, exportations ... 462
—— production ... 203
— production ... 317
— statistiques manufacturières ... 326–27
Locomotives, nombre ... 555
Lockouts ... 708
Logan, mûres de, production ... 173
Logement, aide fédéral au ... 371
— amélioration, plan, prêts ... 373
— lois sur le ... 371
— pour travailleurs en temps de guerre ... 371
Lois, appliqués par les ministères fédéraux ... 999
— criminelles ... 940
— enquête sur les coalitions ... 531, 718
— grains ... 489
— logement, sur le ... 371
— marine marchande ... 588
— minières ... 230–31
— soulagement au chômage, assistance à l'agric ... 683
— spiritueux, infractions ... 952
London, Ont., population ... 65
Longueuil, Qué., population ... 67
Lorne, cale-sèche, Lauzon, Qué ... 593
Loup, peaux, production ... 216
Loutre, peaux, production ... 216
Lubrifiants, exportations, importations ... 477
Luthériens ... 61
Luzerne, superficie, rendement, valeur ... 157–58, 162
— prix, nombres-indices ... 181
Lybie, campagne de (guerre) ... 1042
Lynx, peaux, production, exportations ... 213, 216–17

Macaroni, production ... 320–21
Machinerie, assurance sur la ... 885
— importations, exportations ... 431, 434, 448
— industrielle, production ... 328
— installation de ... 382
— outillage mécanique, commerce ... 509
— production ... 331, 333, 345, 347
Machines, à coudre, importations, exportations ... 448, 464
— agricoles, valeur ... 155
— exportations ... 464
— laver (à), importations ... 448
— prix, nombres-indices ... 732
— statistiques manufacturières ... 322–23
— textile (pour l'industrie), importations ... 448
Mackenzie, territoire, superficie ... 2, 36
Madagascar, commerce avec ... 417–18
Madère, commerce avec ... 417, 419
Madriers, exportations ... 209, 434, 462
Magazines, importations ... 446
Magasins, accessoires d'étalage, production ... 324–25
— en chaîne ... 515
— construction de ... 375, 381
— fournitures de, commerce ... 514
— généraux, à rayons, commerce ... 512
— gros ... 507
— nouveautés ... 516
Magnésie, sulfate de, production ... 237, 242
Magog, Qué., population ... 67
Main-d'œuvre, agricole, salaires ... 712
— marché de la, effets de la guerre sur le ... xl
Maïs, et maïs à grain, importations ... 436
— prix, nombres-indices ... 181
— superficie, rendement, valeur ... 158–162
Maîtres, ès arts, ès sciences ... 910
— port (de) ... 593
Maladies, assurances ... 885
— causes de décès et de mortalité infantile ... 92, 94, 98
— contagieuses, hôpitaux ... 931
Malais, immigrés ... 123
Malt, boissons de, consommation ... 540–41
— dédouanées ... 773
— exportations ... 435, 456
Malte, commerce avec ... 416, 418, 427
Malteries et produits, production ... 320–21
Mandats-poste ... 665
— recettes ... 768
Manganèse, et minerai de, production ... 237, 241
— ferro-, exportations ... 464
Manille et fibre de, importations ... 432, 444, 474
Manitoba—
— agriculture, coopératives ... 527
—— fermes et terres, valeur ... 155
—— grandes cultures, sup., rend., val ... 157, 160
—— lait, production ... 168–69
—— ministère ... 148
—— production, valeur ... 154
— allocations aux mères ... 724
— chômage et avances fédérales, secours ... 677, 686
— commerce, gros et détail ... 507, 509, 510, 512
—— échanges interprovinciaux ... 487
—— faillites ... 543, 545
— commissions royales, rapports ... 1016
— construction, contrats, permis ... 375–77
— finances, dette, recettes, dépenses, taxation ... 747, 795–801
— forces hydrauliques, usines centrales ... 275–78
—— communalisation ... 290
— forêts, bois, production ... 190, 207
—— réserves et parcs ... 193–94
— fourrures, fermes et animaux, production ... 213, 215
— hygiène, service provincial ... 924
— instruction, maisons d'enseignement ... 900
— logement, aide fédérale ... 372–73
— manufactures ... 309, 320–21, 334, 337, 339–40, 344, 356, 361
— mines, lois et règlements ... 232
—— production ... 241
— ministères, changements ... 1018
— papier, production ... 204
— pêcheries, valeur ... 222
— pensions, vieillesse, aveugles ... 720–21
— population ... 48
—— indienne ... 969
— production ... 131
— publications provinciales ... 1013
— radio, postes de ... 645
— statistiques vitales ... 74–104
— subsides fédéraux ... 732
— superficie ... 2, 36, 50

PAGE

Manitoba, travail, accidents, commissions, indemnités 704
—— législation 667
— voirie, accidents d'auto 586-87
—— dépenses, dette fondée 582-83
—— grandes routes 579
—— règlements 578
—— véhicules-moteur 580
Manuels, exportations, importations 478
Manufactures, analyse générale xviii, 307
— cités et villes 362
— combustible utilisé dans les 302
— construction de 381
— emploi dans les 319
— établissements, importance 350
—— selon l'origine des matières premières 328
—— selon l'usage du produit fini 326
— évolution 305
— faillites 544
— forces motrices dans les, installation 299
— industries principales 330
— matériaux pour les, production 328
—— matières premières, importations, exportation 474, 477
— outillage, production 318, 328
— production, valeur 129, 133-34, 368-72, 315-16, 318-19
—— distribution provinciale 354
—— principaux éléments de 334
— publications, B.F.S 993
— salaires et gages 319, 343
— *situation*, 1941 xlviii
— statistiques diverses 308, 313-14, 319
— taxes sur les, recettes 749, 751, 753-55
Maquereau, prise, valeur 223-24
Marbre, production 238
Marchandises générales, commerce ext., int 401-05, 509
— exportations, importations 428, 454, 466, 470
— prix, nombres-indices 731
Mariages 83-87
— par province 106
Marinades, importations, exportations 436, 456
Marine, articles d'origine, prix, n.-indices 733
— effort de guerre xxix
— hôpitaux de 919, 927
— marchande de l'Etat 596
—— loi de la 588
— produits d'origine marine, production 329
Marins, hôpitaux pour 919
— moteurs, importations 448
Maritime, produits d'origine, exp., imp 476
— commerce, récapitulation 609
— services et opérations du gouv. fédéral 594
—— immobilisations dans les, dépenses 598, 601
—— radio 642
— transport 588, 607
—— subventions aux 604
Maritimes, Provinces, emploiement dans les 670
— manufactures, statistiques 356-57
Maritimes, signaux 590
Maroc, commerce avec 417, 419
Marques, bois de service (sur) 534
— commerce (de) 532, 534
Martre, nombre, valeur, peaux vendues, production 213-14, 216-17
— exportations 458
Matelas, production 324-25
Matelots, embarqués, débarqués 595
Matériaux, agricoles, de ferme, production 317, 328
— construction, commerce, gros, détail 509, 512
—— production 236, 238-40, 243-44, 317
—— statistiques industrielles 247, 249, 328
— manufactures, production 328
— production (de) 317, 326-27
Matériel roulant, chemin de fer 554
— production 322-23, 330-31, 333, 345-47
Matières grasses, animales, import., export 442, 460
— industrielles, prix 729
— premières pour manufactures, coût 308-12, 320, 333
—— importations 474
—— producteur (de), prix 732

PAGE

Maternelle, hygiène 921
Medicine Hat, Alta., population 66
Médecine, générale, hôpitaux 931
— gradués en 909
— préparations médicinales, importations 452
—— production 324-25, 332-33, 345-47
Médicaments, brevetés, division des 920
— importations 432
Méditerranée, bataille de la 1041
Mélasses, importations 438
Ménage(s), articles de, imp., exp., commerce 454, 478, 509, 514
— population des 69
Ménagère, science, gradués 909
Méningite, décès, mortalité infantile 92, 94
Mennonites 61
Mensuelles, publications 658
Merceries, commerce, gros et détail 509, 512
Mercure, production 237, 241
Merlan, prise, valeur 223
Merluche, prise, valeur 223
Mères, allocations 721
— fécondité des 76
— pays de naissance des 76
Mésopotamie (Irak), commerce avec 417-18
Messageries 574-76
— colis de, importations 454
Mesures, poids et 535-36
Métal, articles en, commerce 509
— blanc, alliages de, production 32-25
— timbres et stencils, production 324-25
Métalloïdes, consommation 315
— exportations, importations 429, 450-52, 466, 470
—— prix de gros, n.-indices 736
— prix, n.-indices 731
— production 236, 37- 239-40, 242-43, 317
— statistiques industrielles et manufacturières 247, 249, 311-12, 319-21, 324-25, 334-35, 337, 340, 344, 346-47,
— usines 248
Métaux, machines à travailler les, imp 448
— non ferreux, consommation 315
—— exportations, importations 429, 450, 464, 470
——— prix de gros, nombres-indices 736
—— prix, nombres-indices 731
—— production 317
—— réduction et affinage 330-32
—— statistiques manufacturières 311-12, 319-21, 324-25, 334-35, 337, 340, 344-47
— précieux, importations, exportations 450, 464
— production 236-37, 239-42
— statistiques industrielles 246, 248
Météorologie 14
Méthodistes 61
Métiers et Travail, Congrès 693
Meubles, commerce, gros et détail 509, 514
— importations 446
— statistiques manufacturières 322-23, 332-33, 345, 347
Meules, pierre à, production 237, 242
Meunerie, issues 431
— statistiques manufacturières 330-32, 345, 347
Mexique commerce avec 415, 417, 419, 424, 427, 472
Mica, production, statistiques industr. 237, 242, 249
Michigan, lac 4
Midland, Ont., population 67
Miel, coopératives de vente 529
— exportations 460
— production 153, 179
Militaires, pensions, dépenses pour 766
Millage, chemins de fer 555
Mimico, Ont., population 67
Minérales, eaux, production 320-21, 345-47
Mines et Minéraux 230
— argile et produits 271
— articles d'origine minérale, prix 733
— bâtiment de mine, const 381
— combustibles, production 262
—— utilisés dans les mines 303
— étais de, production 198
— force motrice, installations 300

PAGE

Mines et minéraux, industries minières, statistiques 244, 248
— lois et règlements 230-31
— matériaux de construction 271
— métalloïdes, production 268-69
— métaux, production 250
— outillage d'exploitation, import 448
— produits d'origine minérale 329
—— exportations, importations 476
— production minière ..... xvi, 129, 133-34, 233-44
— situation, 1941 xlviii
— terrains miniers, administration 230
— titres miniers, nombres-indices 743
Mines et Ressources, Ministère, hôpitaux 927
— lois, publications 1001, 1004
— radio, service de 645
Ministères fédéraux, publications 23-25, 1002
— provinciaux 37-42
—— changements dans 1017
Minoteries, statistiques manufacturières 319-21, 330-32, 345-47, 497
Miquelon, commerce avec 417-18
Mitaines, cuir et tissu, importations 440
— production 317
— statistiques manufacturières 320-23, 327
Mobilier, bureau, école, magasin, commerce 514
Mollusques, conserveries et saurisseries 228
Molybdénite, concentrés de, production 237, 241
Moncton, N.-B., population 66
Monnaie, billets du Dom. et de la B. du C. 822
— change étranger 844
— commerce bancaire 826
— pièces de, circulation 820-21
— régime monétaire 813
— réserves monétaires 825
— Royale du C., or, rentrées 821-22
Monnayage, faux, offenses 946
Montane, région forestière 188
Montréal, bassin flottant, Duke of Connaught 594
— emploiement 672
— manufactures 363
— population 65
— port de 593
Montres, importations, exportations 432, 450, 478
Moose Jaw, Sask., population 66
Moquettes, production 320-21
Mormons 61
Mortalité 89, 93
— différents pays 96
— infantile 97-102
— puerpérale 102
— villes canadiennes 94
Mortinatalité 82
Morts violentes 92-94
Morue, exportations 458
— prise, valeur 221, 223-24
Moteurs, électriques et autres, importations 448, 450
— pompes à, importations 448
— statistiques manufacturières 322-23
Motocyclettes, commerce 512
Mouchoirs, coton, lin, chanvre et jute, import 442
Mouffette, nombre, valeur, peaux vendues 213-14, 216
Moulages, statistiques manuf 322-23
Moulée, exportations 456
Mousseux, vins, importations 438
Mouton, viande, consommation, exp., imp., prod 503
— stocks en entrepôts frigorifiques 505-06
Moutons, abattus 501
— prix des 179
— sur les fermes 163-65
— ventes 499-500
Mouvement coopératif 521, 718
Muets, sourds-, population 68
Municipalités, dette, finances, taxation 746, 802-03
— institutions dans les 928
— valeur imposée 804
Munitions, export., import 478
— ministère des xxxvii
—— publications 1006

PAGE

Murray, canal 592
— trafic 611-13
Mûres de Logan, production, mûriers 173-74
Musées 916
Musique, commerce de détail 514
— instruments de, importations 433, 454
—— statistiques manufacturière 324-25
Myopotame, nombre, valeur, peaux vendues 213-14, 216

Naissances 55, 73
— âge des parents 77
— fécondité des mères 76
— légitimité et illégitimité 76, 81
— lieux de, de la population 62
—— parents, et origine des 78-81
— mortinatalité 82
— multiples 77
— natalité en différents pays 83
— par province 106
— pays de, des immigrés 114
—— mères 76
— prématurées, mortalité infantile 98
Nanaimo, C.B., population 67
Narcotiques, inspection 920
Natalité, différents pays 83
Nationalité, des immigrés 114-15
Naturalisation, population 68, 975-77
Naufrages 596
Navets, exportations 456
— prix, nombres-indices 181
— superficie, rendement, valeur 158-162
Navigation, aérienne, règlements 623
— intérieure et cabotage 607
— lignes de, subventions aux 604-05
— océanique 606
— saison de 590
Navires, enregistrés au C., tonnage 589
— exportations 466
— importations 454
— océaniques, entrées et sorties 606, 608-09
— production 317-318, 326-27
Nécrologie 1018
Nectarines 174
Nelson, C.B., population 67
Nemiskam, parc d'élevage 12
Néphrite, décès 92-94
Neurologie, service dans les hôpitaux 931
Neuro-psychiatrie, service, hôpitaux 931
New Glasgow, N.-E., population 66
New Toronto, Ont., population 67
New Westminster, C.B., population 66
Niagara Falls, Ont., population 66
Nicaragua, commerce avec 417, 419
Nickel, articles nickelés, importations 433
— exportations, importations 434, 450, 464
— production 236-37, 239-41, 258
Nickel-cuivre, statistiques industrielles 248
Nigérie, commerce avec 416, 418
Noir de carbone, importations 452
Noix, importations 432, 436
Nombres-indices, coût de la vie 737
— emploiement 671
— exportations, importations 470
— obligations, rendement 744
— prix, agricoles 181
—— denrées alimentaires, détail 740
—— gros 728-29, 732-35
— salaires 710-11
— titres miniers 743
— valeurs mobilières 741
Nominations, diplomatiques 1017
— officielles 1020-21, 1024
Non ferreux, métaux, articles divers, production 324-25
— exportations, importations 429, 450, 464, 470
—— prix, nombres-indices 731, 736
— réduction et affinage, statistiques industrielles 319-31, 324-25, 330-32, 334-57, 337, 340, 344-47
Nord-Ouest, Territoires du, administration 968
— commerce dans les 510
— chômage, avances du fédéral 686
— forces hydrauliques 275

PAGE

Nord-Ouest, Territoire du, fourrures, peaux, production 215
— pensions, vieillards, aveugles 720–21
— population 48
—— indienne 969
— superficie 2, 36, 50
— statistiques vitales 73
— travail, législation 668
North-Bay, Ont., population 66
North-Vancouver, C.B., bassin flottant 594
Norvège, commerce de la, p.c 409
— commerce avec 415, 417, 419, 424, 472
— papier à journal, exportations 205
— pulpe de bois, exportations 203
— relations tarifaires avec 395
Nouveau-Brunswick—
— agriculture, coopératives 527
—— fermes et terres 155
—— fruits, production 173
—— grandes cultures, superficie, rendement, val 157, 159
—— lait, production 168–69
—— ministère de l' 147
—— production agricole 154
— chômage, avances du fédéral, secours 677, 686
— commerce, échanges interprovinciaux 487
—— faillites 543, 545
—— gros et détail 507, 509–10, 512
— construction, contrats, permis 375–77
— crédit coopératif, syndicats de 524
— finances, dette, recettes, dépenses, taxation 746, 795–801
— forces hydrauliques, communalisation 285
—— usines centrales 275–78
— forêts, bois, production 190, 207
—— réserves et parcs 193
— fourrures, fermes et animaux, peaux, production 213, 215
— hygiène, service provincial 922
— instruction, maisons d'enseignement, inscrip 900
— logement, aide fédérale 372–74
— manufactures 309, 320–21, 334, 337, 339–40, 344, 355, 357
— mines, lois et règlements 232
—— production minière 241
— ministères, changements 1018
— papier, production 204
— pêcheries, valeur 222
— pensions, vieillesse, aveugles 720–21
— population 48
—— indienne 969
— production 131
— publications provinciales
— statistiques vitales 74–104
— subsides fédéraux 782
— superficie 2, 36, 50
— travail, accidents, commissions, indemnités 703
—— législation 666
— voirie, accidents d'auto 586–87
—— dépenses, dette fondée 582–83
—— grandes routes 579
—— règlements 578
—— véhicules-moteur 580
Nouveautés, magasins de, commerce 516
Nouvelle-Ecosse—
— agriculture, coopératives 527
—— fruits, production 173
—— grandes cultures, superficie, rendement, val 157–159
—— lait, production 168–69
—— ministère 147
—— production agricole 154
— allocations aux mères 723
— chômage, avances du fédéral, secours 677, 686
— commerce, échanges interprovinciaux 487
—— faillites commerciales 543, 545
—— gros et détail 507, 509–10, 512
— commissions royales, rapports 1016
— construction, contrats, permis 375–77
— crédit coopératif, syndicats 524
— finances, dette, recettes, dépenses, taxation 746, 795–801

PAGE

Nouvelle-Ecosse, forces hydrauliques, communalisation 284
—— usines centrales 275–78
— forêts, bois, production 190, 207
—— réserves et parcs 193
— fourrures, fermes et animaux 213, 215
— hygiène, service provincial 922
— instruction, maisons d'enseig., inscriptions 900
— logement, aide fédérale 372–74
— manufactures 309, 320–21, 334, 337, 339–40, 344, 355, 357
— mines, lois et règlements 232
—— production minière 241
— ministères, changements 1017
— papier, production 204
— pêcheries, valeur 222
— pensions, vieillesse, aveugles 720–21
— population 48
—— indienne 969
— production 131
— publications provinciales 1009
— statistiques vitales 74–104
— superficie 2, 36, 50
— subsides fédéraux 782
— travail, accidents, commission, indemnités 702
—— législation 666
— voirie, accidents d'auto 586–87
—— dépenses, dette fondée 582–83
—— grandes routes 579
—— règlements 577
—— véhicules-moteur 580
Nouvelles, irradiation des 647
Nouvelle-Zélande, commerce de la 409
— commerce avec 415–16, 418, 424, 427, 473
— haut-commissaire canadien 42
— relations tarifaires avec 389
Nuptialité de la population 86–87

Obligations, garanties par le Dominion 792–93
— rendement, nombres-indices 744
— ventes 855–57
Observatoires 985
Obstétrique, hôpitaux 931
Obstruction intestinale, décès 92, 94, 98
Occupations, immigrés 116–17
— population active 69, 668
Océanie, commerce avec 414, 416, 418, 424, 473
Océaniques, navires, entrés et sortis 606, 608–09
Octrois spéciaux, provinces, dépenses en 753–55
Œufs, consommation 504
— exportations, importations 442, 460, 504
— production 166–67, 153, 504
— stocks en entrepôts frigorifiques 505–06
Offenses, adultes, condamnations 941, 943–44
— personne, propriété, contre la 946–47
Offices, ravitaillement en produits agricoles xl
— Renseignements commerciaux 399
— Travail, provinces 665
Oies, sur les fermes 163
Oignons, importations 436
Oiseaux migrateurs, traité des 10
Olive, huile, importations 438
Ombrelles, production 324–25
Ontario—
— agriculture, coopératives 527
—— fermes et terres, valeur 155
—— fruits, production 173
—— grandes cultures, superficie, rend., val 157, 160
—— lait, production 168–69
—— ministère 147
—— production agricole 154
— allocations aux mères 724
— caisses d'épargne 842
— chômage, avances du fédéral 677, 686
— commerce, échanges interprovinciaux 487
—— faillites 543, 545
—— gros et détail 507–10, 512
— commissions royales, rapports des 1016
— construction, contrats, permis 375–77
— finances, dette, recettes, dépenses, taxation 747, 795–80

PAGE

Ontario, forces hydrauliques, communalisation 288
—— Commission Hydroélectrique 289
—— usines centrales 275-78
— forêts, bois, production 190, 207
—— réserves et parcs 193
— fourrures, fermes, animaux, peaux, production 213, 215
— hygiène, services provinciaux 923
— instruction, maisons d'enseign., inscriptions 900
— lac 4
— logement, aide fédérale 372-74
— manufactures 309, 320-21, 334, 337, 339-40, 344, 355, 359
— mines, lois et règlements 232
—— production 241
— ministères, changements dans les 1018
— papier, production 204
— pêcheries, valeur 222
— pensions, vieillesse, aveugles 720-21
— population 48
—— indienne 969
— production 131
— publications provinciales 1010
— radio, postes de 645
— statistiques vitales 74-104
— subsides fédéraux 782
— superficie 2, 26, 50
— travail, accidents, commission, indemnités 704
—— emploiement 670
—— législation 667
— voirie, accidents d'auto 586-87
—— dépenses, dette fondée 582-83
—— grandes routes 579
—— règlements 578
—— véhicules-moteur 580
Ophtalmologie, hôpitaux 931
Optique, articles d', commerce 509
— instruments, importation 433
Or, classement, statistiques du commerce 403
— matières, rentrées à la M.R. 822
— non monétaire, exportations 404
— production 236-37, 239-41, 252-54
— statistiques industrielles 248
Oranges, importations 436
Orfèvres, balayures et rebuts, exportations 464
Organisation, industrielle, comité canadien 693
— internationale du travail 697
Orge, distribution 492-93
— exportations 435, 456
— prix 179, 181
— stocks 162-63
— superficie, rendement, valeur 156, 158-162
Orient, Proche, campagne du (guerre) 1045
Orientation professionnelle 895
Origine raciale, immigrés 112-13
— parents 78-81
— population 59
Ornementation, arbres et plantes 174
— pierre, production 324-25
Orographie 2
Orphelinats 928
Orthodoxes 61
Os, importations 440
Oshawa, Ont., population 66
Oto-laryngologie, service dans les hôpitaux 931
Ottawa, Ont., emploiement 672
— population 65
— rivière, canaux de la, trafic 592, 611-13
Ouate, production 320-21
Oublies, crème glacée, production 320-21
Ours, peaux, production 216
Outillage, agricole, prod., exp., imp. 328, 448, 464
— exploitation forestière, importations 448
— ferme, commerce de gros 509
— forces motrices, usines centrales 282, 296
— hôpitaux 929
— industriel, production 317-18, 326-27
— mécanique, commerce 509
— minier, importations 448
— papeterie, importations 448
— producteur, exportations, importations 477

PAGE

Outils, importations, exportations 432, 448, 464
— production 322-23, 345, 347
Outremont, Qué., population 66
Ouvriers, Catholiques, Fédération 693
— salaires et heures de travail 710-11
— syndicats 692
—— chômage 676
Owen Sound, Ont., population 66
Oxydes, importations 452
Oxydes, fer, production 237, 242, 249

Paiements internationaux, balance des 478-481
— l'assurance et la 887
Païens 61
Pain, production 320-21, 331, 333, 345, 347
Palestine, commerce avec 416, 418, 427
Palladium, production 237, 242
Pamplemousses, importations 436
Panama, canal de, trafic 614-15
— commerce avec 417, 419
— relations tarifaires avec 395
Pan-Canadien, Congrès du Travail 693
Pansements chirurgicaux, importations 444
Paquebots nationaux 597
Papeterie, contrôleur de la, lois sur le, publications 1000, 1004
— exportations 435
— outillage de, importations 448
— production 317, 326-27
Papier, articles en, produits du, etc., consom 315
— commerce de gros 509
— exportations, importations 429, 432, 435, 444-46, 462, 470
—— prix de gros des, nombres-indices 736
— industrie du 199, 205, 209
— journal (à), production, exportations 205, 434
— prix, nombres-indices 731
— production 203
— statistiques manufacturières 311-12, 317, 319-23, 330-35, 337, 340, 344-47
— vieux, importations 454
Paraguay, commerce avec 417, 419
— relations tarifaires avec 395
Paralysie, décès 92, 94
Parapluies, production 324-25
Parcs, du Canada 193
— construction de 382
— élevage (d') 12
— historiques 12
— nationaux et provinciaux 9-13
Pardessus, étoffe à, importations 444
Parents, âge des 77
— lieu de naissance et origine 78-81
Parfumerie, produits de, importations 454
— production 324-25
Paris de courses 982
Parlement, 19ème, législation 1940 1026
— fédéral 23
— lois principales du 999
— Sénat, Chambre des Communes 27-29
— sessions du 27
Parqueterie, bois dur, à, production 322-23
Passages inférieurs, construction 382
Patates, importations 436
Pâtes à polissage, production 324-25
Pathologie, services dans les hôpitaux 931
Patients externes, dispensaires pour 931
— hôpitaux (dans les) 929
Paysage, parcs nationaux 13
Pays-Bas, commerce des 409
— commerce avec 415, 417, 419, 424, 427, 472
— ministre canadien dans les 43
— papier à journal, production, export 205
— relations tarifaires avec 395
Pays de naissance, époux 84-85
— immigrés 114
Peaux, animaux à fourrure, production 214-216
— exportations, importations 217, 432, 435, 440, 458, 460, 474
Pêche, lignes de, importations 444
Pêcheries, et produits, 1871-1940 xvi
— débuts, lieux de pêche, etc 218

PAGE

Pêcheries, emploiement dans les 226
— exportations 458
— industrie moderne 222
— intérieures et maritimes, engins utilisés. 225
— ministère des, lois du 1000
— poisson, conservation du 229
—— conserverie et saurisserie 226
— production 129, 133-34, 221, 224, 458
— publications, B.F.S. sur les 992
Pêchers 174
— pêches, production 173
—— en boîte, importations 436
Pédagogie, gradués en 909
Pédiatrie, hôpitaux 927, 931
Peignés, laine, worsted, importations 432, 444, 474
Peines, pour offenses indictables 948
Peintures, commerce, gros et détail 509, 512
— importations, exportations 452, 466
— production 324-25, 332-33
Pékan, nombre, valeur, peaux vendues 213-14, 216
Pellicules, importations, exportations 454, 466
Peluches, importations 444
Pembroke, Ont., population 66
Pénitenciers 928
— détenus dans les, population 959, 961
— statistiques 940, 958
Pénitentiaires, établissements 935
Penny Bank, Ontario 843
Pensions, anciens combattants 971
— aveugles, vieillards 718, 766
— dépenses pour 750-51, 753-55, 766
— guerre, militaires, civiles 766
— législation de 1940 sur les 1028
— ministère des, hôpitaux 927
—— lois du 1001
—— publications 1006
Pentecostale 61
Pépinières fruitières 173
Perche, prise, valeur 223-24
Perches, sciées, valeur 198
Permis de bâtir 374
— conducteur (de) 577
— radio 639
— recettes provenant des 750-51, 753-55
Pérou, commerce avec 417, 419, 424, 472
Perse, agneaux de, peaux, importations 217
Perse (Iran), commerce avec 417, 419
Personne, offenses contre la, condamnations 941, 946
Personnel, effets, importations 454
— production 317, 326-27
— propriété personnelle, assurance 885
Perte, assurance-feu 864-65, 867
Peterborough, Ont., population 66
Petite économie, caisses 843
Petits prêts, compagnies de 854
Pétoncle, prise, valeur 223
Pétrole et dérivés, produits, etc., commerce 509
— importations, exportations 431, 435, 452, 466, 474
— production 236-37, 239-40, 242, 249, 267-68, 330-32, 324-25, 345, 347
Phares et bateaux-, gardiens 590
Pharmacie, préparations, commerce 514, 517
— production 324-25, 332-33, 345-47
Pharmaciens 909
Philippines, commerce avec les îles 417, 419, 424, 473
Phosphate, exportations 466
— production 237, 242
Photographie, articles, commerce 509
— importations 446
Physiographie 1
Physiothérapie, diplômés en 909
— services dans les hôpitaux 929
Pièces forgées, importations 446
— production 322-23, 332-333, 345, 347
Piégeage, production, valeur 129, 133-34
Pièges, pêche 225
Pierre et produits, importations, exportations 432, 435
— meulière, production 237, 242
— précieuses, importations 454
— production 238-240, 244, 249, 272-73

PAGE

Pierre et produits, taillée et d'ornementation, production 324-25
Pigments, production 324-25, 332-33
Pilchard, prise, valeur 223
Pilotage 594
Pin, madriers et planches, exportations 462
Pipes, importations 454
— production 324-25
Piquets et perches, clôture, production 198
Placage, feuilles de, importations 444
Placement, service de 675
Placements, cies d'assurance 812
— intérêts sur, revenus 768
Placers, lois et règlements 231
Planche, carton-, production 322-23
Planches, exportations 209, 434, 462
— pulpe et fibre, exportations 462
Plantes, importations 433
— quantité, valeur 174
Plants, fruitiers 174
— importations 438
Plaques, fer, importations 446
Platine, platinides, exportations 435, 464
— production 237, 239-40, 242, 258-59
Plomb, exportations, importations 435, 450, 464
— production 237, 239-41, 257
— tétraéthylique et composés, importations 432, 454
Plomberie, appareils, fournitures, matériel, commerce 509, 512
Plumes, artificielles, production 324-25
— pour écrire, exportations 466
— tiges de, importations 440
Plymouth, frères de 61
Pneumonie, décès, mortalité infantile 92-94, 98
Poêles, importations 448
Poids et mesures, inspection 535, 536
Poil pour chapelier, importations 440
Poils, exportations 435, 460
Pointe Pelée, parc national 11
Poires, importations 436
— production 173
Poiriers 174
Pois, prix, nombres-indices 181
— superficie, rendement, valeur 158-62
Poisson, commerce du 229, 509
— conserverie et saurisserie 226
—— conserves de, production 332-33
— exportations 434, 458
— huile de, importations, exportations 442, 460
— importations 432, 440
— préparation et mise en boîte, stat. manuf. 320-21
— prise 223-24
— production manufacturière 317, 327
— produits du, valeur des 221-222
— stocks en entrepôts frigorifiques 505-06
Poisson gris, prise, valeur 223
Poix, exportations 466
Police municipale, statistiques 958
Polices, assurance-vie 874
Polioencéphalite, décès 92, 94
Poliomyélite, décès 92, 94, 98
Polissage, crèmes et pâtes, production 324-25
Pologne, commerce avec 417, 419
— papier à journal, production, exportations 205
— pulpe de bois, exportations 203
— relations tarifaires avec 395
Pommes, exportations 435, 456
— production 173
Pommes de terre, exportations 456
— importations 436
— prix, nombres-indices 181
— semence (de), exportations 458
— stocks en entrepôts frigorifiques 506
— superficie, rendement, valeur 157, 158-162
Pommetiers 174
Pommiers 174
Pompes à moteur, importations 448
Ponts, recettes et dépenses 604
— et ponceaux, construction 382
Population 46
— 1871-1940 xiv
— active, occupations 69, 668

PAGE

Population, âge, répartition par..... 57
— agricole..... 67
— aveugles, sourds-muets dans la..... 68
— centres de la..... 49
— cités et villes..... 65
— citoyenneté et naturalisation..... 68
— comtés et divisions de recensement..... 50–52
— croissance et éléments de..... 55
— densité de la..... 49, 54
— Empire Britannique et univers..... 71
— enregistrement national, 1940..... 70
— estimations annuelles..... 69–70
— état conjugal de la..... 58
— fréquentation scolaire..... 68
— habitations et ménages..... 69
— indienne..... 968–69
— instruction de la..... 68
— langues..... 68
— lieux de naissance..... 62
— mouvement entre le Canada et les Etats-Unis..... 123
—— entre le Royaume-Uni et l'Amérique.. 123
— origines raciales..... 59
— publications statistiques (B.F.S.)..... 988
— recensement..... 48
—— quinquennal des Prairies..... 69
— rurale et urbaine..... 62
— sexes, répartition par..... 56
Porc, viande de, consommation..... 503
— en entrepôts frigorifiques..... 505–06
— exportations, importations.....440, 460, 503
— production..... 503
Porcs, abattus..... 501
— exportations, importations..... 458
— prix des..... 179
— sur les fermes..... 163–65
— ventes..... 499–500
Porcelaine, vaisselle, importations..... 450
Portage-la-Prairie, Man., population..... 67
Port-Arthur, Ont., cale-sèche..... 594
— population..... 66
Portefeuilliste, actions ordinaires..... 741
Porte-monnaie, importations..... 454
Porter, exportations..... 435
Portes, bois, exportations..... 462
— fabriques de, statistiques manuf..... 322–23
Porto-Rico, commerce avec..... 417–19
Ports..... 592
— Conseil des Ports Nationaux..... 593
—— immobilisations administrées..... 599
— construction de..... 382
— recettes et dépenses..... 604
— trafic dans les..... 616
— transport maritime par les..... 607
Portugal, commerce avec.....417, 419
— relations tarifaires avec..... 396
Postes..... 650
— 1871–1940..... xxii
— aéroposte.....624, 656–57
— affranchissement..... 654
— bureaux de, recettes, source de revenu.....651–54, 768
— colis postaux, importations..... 454
— dépenses.....753–55, 766
— mandats..... 655
— ministère des, lois..... 1001
—— publications..... 1006
— services auxiliaires..... 655
— subsides aux lignes de navigation..... 604–05
Postes de radio, commerciaux..... 645
— construction de..... 381
— gouvernement fédéral et provinces..... 642–45
Post-gradués..... 910
— scolaire, éducation..... 895
Potasse et potassium, importations..... 454
Poteaux, bois, abatage..... 198
— exportations..... 435
— télégraphe, téléphone, exportations..... 462
Poterie, production.....243, 249
Poules et poulets sur les fermes..... 163–65
Poupées, importations..... 545
Poussière de diamants, importations..... 452
Poutres, acier, stat. manuf.....322–23, 345, 347

PAGE

Prairies, loup des, peaux, production..... 216
— Provinces des, forêts, bois, production.. 190
—— grain, superficie, rendement, valeur... 162
—— manufactures..... 360
—— recensement quinquennal..... 69
—— travail, emploiement..... 670
Précipitation..... 14
Préface..... iii
Préférences impériales (tarif)..... 386
Prélarts, commerce..... 514
Premier âge, maladies du, décès..... 92, 94
Préparations, alimentaires diverses, production..... 320–21
— médicinales et pharmaceutiques, importations..... 452
—— production.....324–25, 332–33, 345–47
Presbytériens..... 61
Presse, la..... 657
Presses à imprimer, importations..... 448
Prêt, agricole, commission..... 145–46
Prêts, banques (des)..... 833
— compagnies de, 1871–1940.....xxii, 850
—— actif et passif..... 852
— logement (pour), lois fédérales..... 372–74
— petits, compagnies de..... 854
— provinces (aux)..... 781
Prières, jour de..... 1025
— livres de, importations..... 446
Primaire, enseignement..... 899
Primes, assurance-feu..... 864
— commerce..... 537
— pêcheries..... 220
Prince-Albert, Sask,. parc national..... 11
— population..... 66
Prince-Rupert, C.B., bassin flottant..... 594
Principaux événements de l'année..... 1017
Priorité, actions de..... 746
Prix..... 727
— Commission des, temps de guerre..... xxxviii
— coût de la vie et prix de détail.....736, 739
— *gros, indices*..... 727–29
—— exportations, importations..... 735
—— mouvements..... 728
— obligations, rendement, nombres-indices 744
— produits agricoles.....179, 181
— services..... 740
— temps de guerre (en)..... xli
— valeurs mobilières..... 741
Proche Orient, campagne du (guerre)..... 1045
Procédure criminelle..... 940
Producteur, matières et outillage de, exp., imp..... 477
— prix, nombres-indices..... 732
Production.....127, 132
— branches principales..... 131
— brute et nette..... 133–34
— distribution provinciale de la..... 130
— *matériaux de, stat. manuf*.....317, 326–27
— publications B.F.S.....991, 993
Produits divers, stat. manufacturières..... 324–25
— ouvrés, consommation.....313, 315
Professionnel, enseignement..... 894–95
Professions, appareils pour les, production. 324–25
Programmes radiophoniques (R.-C.)..... 648–49
— irradiation et régie..... 646
Propriété, assurance sur la..... 885
— offenses contre la, condamnations.....941, 947
Prostate, maladie de la, décès..... 92, 94
Protestants..... 61
Provende, exportations, importations..... 477
— production..... 320–21
Provendes animales, production..... 320–21
Provinces—
— agriculture, fermes et terres, valeur..... 155
—— ministères..... 147
—— production, valeur..... 154
— années fiscales des..... 797
— avances aux..... 783
— commerce, échanges entre les..... 486–87
— écoles..... *900–01*
— élections générales..... 1017
— énergie électrique..... 282
— épargne, caisses..... 842
— finances, dette.....746, 794

PAGE

Provinces, forêts, administration 192–93
— gouvernement des 36
— hygiène 921
— lieutenants-gouverneurs, ministères 37–42
— changements 1017
— population 48
— densité 50
— production 131
— publications 1008
— radiophonie, postes 645
— relations avec le Fédéral 1017
— statistiques vitales 74–104
— subsides aux, dépenses pour, prêts 766, 781
— superficie 2, 36, 50
— terres publiques 966
— travail, législation, ministères, etc 665, 666
— voirie, règlements 576
Provinces des Prairies, forêts, bois, prod. 190
— grain, superficie, rendement, valeur 162
— manufactures, statistiques 360
— recensement 69
— travail, emploiement 670
Provinces Maritimes, emploiement 670
— manufactures 356
Prunes et pruneaux, production 173
— séchés, importations 436
Prussiate, stat. manuf 322–23
Psychiatrie, hôpitaux 928
Psychothérapie, institutions 928
Publications canadiennes 658
— gouvernements provinciaux 1008
— langue française 660
— ministères fédéraux 1002
— statistiques 988
Publicité, articles pour la, exp., imp 478
Puerpérale, maladies, mortalité 92, 94, 102
Pulpe, bois à, de bois, abatage, production 198, 200, 202
— consommation 200–02
— exportations, importations 200, 202–03, 434, 446, 462
— industrie de la 199, 205
— planches de, exportations 462
— statistiques manufacturières 322–23, 330–32, 345, 347
Pulvérisation, préparations pour, import 452
Putois, nombre, valeur, peaux vendues 213–14, 216

Quais, construction 375
Quakers 61
Quarantaine, division de la 919
— hôpitaux 927
Quartz, aurifère, stat. indus 248
— production, indices, valeur 237, 239–40, 242, 270
— stat. industrielles 249
Québec—
— agriculture, coopératives 527
— fermes et terres, valeur 155
— fruits, production 173
— grandes cultures, superficie, rend., valeur 157, 159
— lait, production 168–69
— ministère 147
— production valeur 154
— allocations aux mères 723
— caisses populaires 844
— chômage, avances du fédéral 677, 686
— commerce, échanges interprovinciaux 487
— faillites 543, 545
— gros et détail 507–09, 510–12
— construction, contrats, permis 375–77
— crédit coopératif 523
— finances, dette, recettes, dépenses, taxation 746, 795–801
— forces hydrauliques, communalisation 286
— usines centrales 275–78
— forêts, bois, production 190, 207
— réserves et parcs 193
— fourrures, fermes, animaux, peaux, prod. 213, 215
— hygiène, services provinciaux 923
— instruction, maisons d'ens., inscriptions 900
— logement, aide fédérale 572–74
— manufactures 309, 320–21, 334, 337, 339–40, 344, 355, 357

PAGE

Québec, mines, lois et règlements 232
— production 241
— papier, production 204
— pêcheries, valeur 222
— pensions, vieillesse, aveugles 720–21
— population 48
— indienne 969
— production 131
— publications provinciales 1009
— statistiques vitales 74–104
— subsides fédéraux 782
— superficie 2, 36, 50
— travail, accidents, commission, indemnités 703
— emploiement 670
— législation 666
— voirie, accidents 586–87
— dépenses, dette fondée 582–83
— grandes routes 579
— règlements 578
— véhicules-moteur 580
Québec (ville), emploiement 672
— population 65
— port de 593
Québracho, extrait de, importations 452
Quincaillerie, commerce, gros et détail 509, 512
— exportations, importations 432, 435
— statistiques manufacturières 322–23
Quotidiens, journaux 658

Rabotage, ateliers 345, 347
Races, origines, population 59
Radio, administration, dépenses, revenus 640
— appareils, commerce 514
— censure en temps de guerre 646
— communications, opérations 642
— interférence inductive, recherches 641
— postes 645
— permis 639
— Radio-Canada, finances 649–50
— postes 648
— régie des programmes 646
— tubes de, importations 450
Radiographie, services de, hôpitaux 929
Radiologie profonde, services, hôpitaux 931
Radiotéléphonie, postes, construction 381
Radium, dérivés du, production, valeur 239, 242, 259
— services de, dans les hôpitaux 931
Radoub, bassins de, administration 967
Raffineries de sucre 331, 333
Rails, chemins de fer, importations, exportat 446, 477
Raisin, importations 436
— production 173
Rapatriement des canadiens 124
Rapide Plat, canal de 591
Rat musqué, nombre, valeur, peaux exportées 213–14, 216–17, 458
— importations 217
Raton laveur, nombre, valeur, peaux vendues 213–14, 216
Ravitaillement, produits agricoles, Office du xl
Rayonne, importations 444, 474
— production 345, 347
Rayons, magasins à, commerce 512
Rayons X, services dans les hôpitaux 931
Rebut, matière de, commerce 509
Rebuts, fer et acier, exportations 464
Recensement 46–48
— construction (de la) 378
— divisions de, population 50–53
— emploiement et chômage 668
— publications B.F.S 988
— quinquennal des Prairies 69
Recettes budgétaires 768–69
— fédérales 761–62
— gouvernements (des) 749–55
— provinces (des) 795–99
Recherches 891
— Conseil National de xliii
— publications 1006
— pêcheries 219

PAGE

Recherches, scientifiques et industrielle... 911
Récidivisme 950
Récipients, emballage et autres, imp., export 446, 454, 466, 478
Réclame, bibelots de, production 324-25
Récoltes, distribution, entreposage, inspection 492
Recoupes, exportations 435, 456
Recréation, articles de, importations 454
— production 317, 327
Récupération des forêts 190
Réduction, métaux non ferreux 324-25, 330-32, 345, 347
Réforme, maisons de 928
Refuges 928
Régie, liqueurs, recettes 750-51, 753-55
— programes de radio, Radio-Canada 646
Régime monétaire 813, 820
Regina, Sask., population 65
Régions forestières 185
Réglisse, importations 438
Réhabilitation, chômeurs âgés 685
Relais, construction 381
Relations fédérales-provinciales 1017
Religions de la population 60
Reliure 322-23, 331, 333, 345, 347
Rembourrage 332
Remèdes, exportations, importations 478
Renard, nombre, valeur, peaux 213-14
— exportations, importations 217, 458
— production 216
Renfrew, Ont., population 67
Renseignements commerciaux, Bulletin des 400
— office des 399
Rentes viagères de l'Etat 888
Réparations, statistiques 129, 133-34
— bateaux 322-23
Représentants à l'étranger 42
— autres pays au Canada 44
République Dominicaine, commerce avec 417, 419
— relations tarifaires avec 393
Réserves, élevage 12
— forestières 193
— monétaires 825
Réservoirs, construction de 382
— importations 448
Résidences, construction de 375
Résines, importations 433, 438
Ressources, forestières 189
— Ministère des M. et, hôpitaux 927
—— publications 1005
— terriennes, scéniques, giboyeuses 7
Restaurants, commerce 514
— construction 381
Rétablissement, colons 685
Revelstoke, Mont, parc national 11
Revenu, nation (de la) 807-08
— National, ministère, lois, publications 1001, 1006
— taxes, provenant des 749, 751, 753-55, 762, 771
—— sur le 774
Revue statistique et économique xliv
Rhodésia du Sud, commerce avec 416, 418, 423, 427, 473
— relations tarifaires avec 389
Rhodium, production 237, 242
Rhum, importations 438
Richelieu, canaux du, trafic 591, 611-13
Richesse nationale 807
Rideau, canal, trafic 592, 611, 613
Rideaux, commerce 514
Riding Mountain, parc national 11
Rimouski, Qué., population 67
Rivière-du-Loup, Qué., population 66
Rivières, aménagement des 382
— superficie, altitude, profondeur 4
Riz, importations 437
Rizerie, statistiques manufacturières 320-21
Rognures, papier, importations 454
Rondelles, fer, importations 448
Roses, quantité, valeur 174
Rougeole, décès, mortalité infantile 92, 94, 98
Romains, Catholiques 61
Roumanie, commerce avec 417, 419
— relations tarifaires avec 396

PAGE

Route aérienne transcanadienne 616, 618
Routes 578
— aériennes, administration 623
— construction de 382
— matériaux pour, exportations, importations 477
— trafic sur les 584
— transports sur les xx, 576
—— finances 581
Royale Gendarmerie à Cheval 977
Royales, Commissions, rapports 1016
Royaume-Uni, commerce du 409
— commerce avec le 414-16, 418-25, 427, 429, 472-73, 477
— haut-commissaire canadien au 42
— papier à journal, production, exportations 205
— relations tarifaires avec 387
Ruches sur les fermes 163
Rues, construction de 375, 382
Russie (U.R.S.S.) commerce avec 417, 419, 424
— papier à journal, production, exportations 205
— relations tarifaires avec 392

Sable, bitumineux, siliceux, etc., importations 452
— production 237-40, 244, 272-73
— réserves 966
— statistiques industrielles et manufacturières 240, 324-25
Sacrifice, jour dédié au 1025
Sacs, coton et jute, production 320-21
— papier, production 322-23, 332-33, 345, 347
Saindoux, consommation, production 503
— exportations, importations 460, 503
— stocks en entrepôts frigorifiques 505-06
Salaires, aviation 629
— chemins de fer 559
— équitables 664
— gain (et) 710
— manufactures 308-12, 319-50
— minimums, hommes et femmes 713-14, 716-17
— nombres-indices des 710-11
— temps de guerre, en xli
— travail (et) 662
Salaisons 501
— statistiques manufacturières 320-21, 330-32, 345-47
Salles, amusement, construction 381
— manger (à), commerce 514
Salutistes 61
Salvador, commerce avec 417, 419
— relations tarifaires avec 396
Sandre, prise, valeur 223-24
Sandwich, Ont., population 66
Sans fil, appareils, importations 450
— communications 637
Santé, activité fédérale 918
— Nationale, ministère, hôpitaux 927
—— lois et publications 1001, 1006
— publique, institutions connexes 917
Sapin Douglas, exportations 462
Saponacés, stat. manufacturières 324-25
Sardine, prise, valeur 223-24
— exportations 458
Sardineries 228
Sorgho à balai, importations 440
Sarnia, Ont., population 66
Sarrasin, prix, nombres-indices 181
— superficie, rendement, valeur 156, 158, 162
Saskatchewan—
— agriculture, coopératives 527
—— fermes et terres, valeur 155
—— grandes cultures, superficie, rend., val. 157-161
—— lait, production 168-69
—— ministère 148
—— production agricole 154
— allocations aux mères 725
— chômage, avances fédérales 677, 686
— commerce, échanges interprovinciaux 487
—— faillites 543, 545
—— gros et détail 507, 509-10, 512
— commissions royales, rapports 1016
— construction, contrats, permis 375-77

PAGE

Saskatchewan, finances, dette, recettes, dépenses, taxation 747, 795–801
— forces hydrauliques, communalisation ... 291
—— usines centrales 275–78
— forêts, bois, production 190, 207
—— réserves et parcs 193–94
— fourrures, fermes, animaux, production .. 213, 215
— hygiène, services provinciaux 924
— instruction, maisons d'enseign., inscriptions 900
— logement, aide fédérale 372–74
— manufactures ... 309, 320–21, 334, 337, 339–40, 344, 356, 361
— mines, lois et règlements 233
—— production 241
— ministères, changements dans les 1018
— pêcheries, valeur 222
— pensions, vieillesse, aveugles 720–21
— population 48
—— indienne 969
— production 131
— publications provinciales 1014
— radio, postes de 645
— statistiques vitales 74–104
— subsides fédéraux 732
— superficie 2, 36, 50
— travail, accidents, commission, indemnités 705
—— législation 667
— voirie, accidents d'autos 586–87
—— dépenses, dette fondée 582–83
—— grandes routes 579
—— règlements 578
—— véhicules-moteur 580
Saskatoon, Sask., population 66
Sauces, importations, exportations 436, 456
Saucisses, boyaux à, exportations, importations 435, 442, 460
— production 320–21
Sault Ste-Marie, canal, trafic 591, 611–14
— population 66
Saumon, exportations 458
— prise, valeur 221, 223–24
Saumonneries 228–29
Saurisseries 226
Sauvage, produits d'origine, exp., imp. 476
— production 329
Savon, huiles et graisses pour, importations 438, 442, 474
— importations, exportations 433, 454, 466
— production 324–25
Scarlatine, décès, mortalité infantile 92, 94, 98
Sciage, bois de, du bois 190, 207
Sciences, appareils, production, importations 324–25, 454
— gradués dans les 908
—— maîtres ès 910
—— recherches 911
Scientistes 61
Scieries, produits des 207
— statistiques manufacturières 322–23, 330–33, 345, 347
Sécheresse 14
Secondaire, enseignement 893, 899
Secours, dépenses pour 750–51, 753–55
— en espèces 683
— établissement de 685
— lois de 686
Secrétaire d'Etat, lois, publications 1001, 1007
Secrétairerie d'Etat 974
Seigle, distribution 492, 494
— exportations 435, 456
— prix 179, 181
— stocks 162–63
— superficie, rendement, valeur 156, 158–162
Sel, importations 433, 452
— production 237, 239–240, 242, 249, 270–71
— statistiques manufacturières 324–25
Sélénium, production 237, 242
Sellerie, cuir de, importations 440
Semelles, caoutchouc, exportations 456
Semences, graines de, coopératives de vente 529
— importations, exportations 432, 435, 440, 458, 477

PAGE

Semences, pommes de terre de, exportations 458
Semi-hebdomadaires, publications 658
Semi-mensuelles, publications 658
Sénat 27–28
— sénateurs nommés en 1940 1021
Sénilité, décès 92, 94
Sentences, toutes offenses 942
Serges, importations 444
Services, aérien transatlantique 616
— Civil, employés, traitements 970, 980–82
—— Commission du, lois de la 1000
——— publications 1003
— commerciaux, faillites 545
— dette (de la) 750–51, 53–55
— établissements de 506, 510
— maritimes 594, 598, 601
— national, jour dédié au 1025
— nationaux de guerre, Ministère xxxviii
— outillage de, production 318, 328
— placement (de) 675
— par eau 605
— prix des 740
— ventes de, recettes 750–51, 753–55
Serviettes, importations 442
Sessions du Parlement 27
Sexe, immigrés 111
— population 56
Shawinigan Falls, Qué., population 66
Sherbrooke, Que., population 66
Siam (Thailand), commerce avec 417, 419
Sidérurgie, statistiques industrielles 322–23, 345, 347
Sierra Leone, commerce avec 416, 418
Signaux maritimes 590
Silicon, ferro-, exportations 464
Sinistres maritimes 596
Sirènes de brume, d'alarme 590
Sirop d'érable, production 175
Sirops (sucre), importations 438
Sismologie 7
Sites historiques 10
Smith's Falls, Ont., population 67
Société des Nations, le Canada et la 45
Sociétés fraternelles 878
Sodium, composés de, exportations 466
Soie et articles en, import., export 432, 440, 444, 460, 474
— papier de, production 203
— production 322–23, 332, 345, 347
Soins ultérieurs, dépenses en 750–51, 753–55
Soldats, établissement des 973
Sole, prise, valeur 223
Sommiers, production 324–25
Son, exportations 435, 456
Sorel, Qué., population 66
Soudan britannique, commerce avec 416, 418
Soude, carbonate de, production 237, 243
— composés de, importations, exportations 432, 435, 454
— sulfate de, production 237, 243
Soufre, importations 432, 452
— production 237, 239–40, 243, 271
Soulagement, chômage, loi sur le 683
Soulanges, canal de 591
Souliers, toile, exportations 456
Sourds-muets, population 68
Sous-marins, câbles 634
Spiritueux, consommation 540
— dédouanés 773
— lois des, infractions aux 952
Sport, articles de, commerce 509
— importations 454
— production 324–25
St. Andrews, canal, trafic 611–13
Ste-Anne, canal de 592
St-Boniface, Man., population 66
St. Catharines, Ont., population 66
Sainte-Claire, lac 4
Saint-Domingue, commerce avec 417, 419
— relations tarifaires avec 393
St-Hyacinthe, Qué., population 66
St-Jean, Qué., population 66
St-Jérôme, Qué., population 66

PAGE

Saint John, N.-B., bassin flottant..... 594
— population..... 66
— port de..... 593
Saint-Laurent, canalisation..... 1018
— canaux du, trafic.....591, 611–14
— îles du, parc national..... 11
Saint-Laurent, Qué., ville, population..... 67
— région forestière..... 186
St-Ours, canal de..... 591
St-Pierre, canal, trafic.....592, 611–13
St-Pierre et Miquelon, commerce avec..... 417–18
St. Thomas, Ont., population..... 66
Statistiques générales, publications B.F.S.. 999
— 1871–1940..... xiii
— revue..... xliv
— sources..... 986
— vitales.....xiv, 72–104
—— publications, B.F.S..... 991
Statues, production..... 324–25
Stéatite, production.....237, 243, 249
Stencils, production..... 324–25
Stéréotypie, stat. manufacturières..... 322–23
Straits Settlements, commerce avec.....415–16, 418, 424, 427, 473
Stratford, Ont., population..... 66
Structure générale, construction..... 375
Stylographes, production..... 324–25
Sub-alpine, région forestière..... 187
Subdivisions politiques..... 1
Subsides, chemins de fer..... 560
— postaux, lignes de navigation..... 604–05
— provinces.....753–55, 766, 781
Substances adhésives, production..... 324–25
— tannage (de), importations..... 432
— végétales, consommation..... 315
—— exportations, importations.....429, 436, 440, 456, 470
—— prix, nombres-indices..... 751
—— production..... 317
—— statistiques manufacturières.....311–12, 319–21, 334–35, 337, 340
Subventions spéciales aux provinces..... 783
— transport maritime, lignes de navigation. 604
Succession, droits de, recettes.....749, 751, 753–55
Sucre et produits, transformations, etc.—
— betterave (de), production..... 175
— érable (d'), production..... 175
— importations, exportations.....431, 435, 438, 456, 474
— production.....317, 327
— raffineries.....331, 333
Sud-Africain britannique, commerce avec. 415
Sudbury, Ont., population..... 66
Suède, commerce de la..... 409
— commerce avec.....415, 417, 419, 424, 472
— papier à journal, production, exportations. 205
— pulpe de bois, exportations..... 203
— relations tarifaires avec..... 396
Suffrages, élections..... 35
Suicides..... 92, 94
Suif, exportations..... 460
Suisse, commerce avec.....415, 417, 419, 424, 472
— papier à journal, production, exportations 205
— pulpe de bois, exportations..... 203
— relations tarifaires avec..... 396
Sulfate, alumine, importations..... 454
— ammoniaque, exportations..... 466
— magnésie, production.....237, 242
— soude, production.....237, 243
Superficie, Canada..... 1
— Empire Britannique, univers..... 71
— densité de la population (et)..... 50
Supérieur, enseignement.....894, 899, 905
Supérieur, lac..... 4
Sydney, N.-E., population..... 66
Syénite éléolithique, production.....237, 242, 249
Sylviculture..... 196
— formation, assistance-chômage..... 684
— gradués en..... 908
Syndicats, crédit coopératif..... 522
— étiquettes des..... 534
— ouvriers..... 692
Syphilis, décès..... 98
Syrie, commerce avec la.....417, 419

PAGE

Tabac, commerce, gros et détail.....509, 514
— coopératives..... 529
— dédouané..... 772–73
— exportations, importations.....432, 435, 440, 458, 474, 477
— pipes à, import..... 454
— prix, nombres-indices..... 732
— production, valeur, stat. manuf.....153, 176–77, 317, 320–21, 326–27, 331, 333, 345, 347
Table des matières..... v
Talc, production, stat. indus.....237, 249
Talons, caoutchouc, export..... 456
Tampico, importations..... 474
Tannage, substances, import.....432, 452
Tanneries, statistiques manufacturières.... 320–21
Tapis, commerce de détail..... 514
— importations.....431, 444
— statistiques manufacturières..... 320–21
Tarif, accise..... 771
— commission du..... 983
— évolution..... 384
— mesures de guerre..... 391
— préférentiel..... 422
— relations avec les autres pays..... 386
— traitement de la nation la plus favorisée. 390
Taureaux, prix, vente.....179, 500
Taxation, législation 1940..... 1026
— municipale..... 802–03
— provinciale..... 796
— système, modifications..... 758
Taxes, automobiles et circulation..... 584
— guerre (de), accise.....773, 780
—— recettes, sources.....762, 768
— revenu provenant des, recettes.....749, 751, 753–55, 771
— sur le revenu.....774, 776, 779
Tchécoslovaquie, commerce avec.417–18, 424, 472
— papier à journal, production, export..... 205
— pulpe de bois, exportations..... 203
— relations tarifaires avec..... 393
Technique (s), enseignement.....894, 902
— sociétés, bibliothèques..... 914
Teinturage, prod. textiles..... 322–23
Teintures, importations.....432, 452
Télégraphe, construction.....379, 382
— poteaux, exportations.....435, 462
— services et réseaux..... 633–34
Téléphone, appareils..... 636
— appels..... 637
— construction, dépenses..... 379
— importations..... 450
— lignes, construction, matériel.....382, 635
— poteaux, exportations..... 462
Tellure, production.....237, 242
Température..... 14
Tentes, stat. manuf..... 320–21
Térébenthine, esprit de, import..... 440
Terrains, atterrissage, construction..... 382
— miniers, administration..... 230
Terre, produits de la, stat. manuf..... 329
— superficie, Canada..... 2
Terre-Neuve, commerce avec.415–16, 418, 424, 427
— papier à journal..... 205
Terres..... 7–8
— agricoles, valeur..... 155
— domaniales, publiques..... 962–63
— Indiens..... 970
— octroyées aux ch. de f..... 560
— publiques provinciales..... 966
Territoires du Nord-Ouest, adminis..... 968
— chômage, avances du féd..... 686
— commerce, détail.....510, 512
— forces hydrauliques..... 275
— fourrures..... 215
— pensions, vieillesse, aveugles..... 720–21
— population..... 48
—— indienne..... 969
— statistiques vitales..... 73
— superficie.....2, 36, 50
— travail, législation..... 668
Textes, éditions antérieures..... vii
Textiles, export., import.....429, 442–45, 460, 470, 477, 736

PAGE

Textiles, industries, machines, import..... 448
— prix, nombres-indices..... 731-736
— production, consom., stat. manuf., val.....311-12, 315, 317, 319-23, 334-35, 337, 340, 344, 346-47
— teinturage, finissage..... 322-23
Thaïland (Siam), commerce avec.....417, 419
Thé, importations.....431, 438
— statistiques manufacturières.....320-21, 332-33
Théâtres, construction.....375, 381
Théologie, gradués en..... 910
Thérapie professionnelle..... 909
Thetford Mines, Qué., population..... 66
Thrombose, décès..... 92, 94
Timbres, stat. manuf..... 324-25
Timmins, Ont., population..... 66
Tissus, accessoires d'auto..... 324-25
— coton, import..... 442
—— statistiques manufacturières.....322-23, 331, 333, 345, 347
— consommation..... 315
— gants et mitaines..... 322-23
— importations..... 432
— laine, import..... 444
— lin, chanvre et jute, import..... 442
— prix, nomb.-ind..... 731
— production, stat. manuf....317, 319-23, 334-37, 340, 344, 346-47
— rayonne, import..... 444
Titanium, minerai de, prod..... 242
Titres miniers, nomb.-ind..... 743
Tobago, commerce avec.....415-16, 418, 424, 472
Toile, cirée, import..... 444
— fil de, import..... 442
— souliers de, export..... 456
Toilette, savon de, import..... 454
Toiture, papier à..... 322-23
Tôlerie, stat. manuf.....322-23, 331, 333, 345, 347
Tôles, import..... 446
Tomates, fraîches, import..... 436
Tonnellerie, s.m..... 322-23
Topographique, service..... 985
Toronto, emploiement..... 672
— manufactures..... 363
— population..... 65
Tourbe, production.....237, 242
Tourisme, dépenses..... 482
— voitures de, commerce, import.....448, 518
Tournage, du bois, s.m..... 322-23
Tourteaux, oléagineux, import..... 438
— stat. manuf..... 320-21
Tracteurs, et pièces, importations..... 448
Trafic, aviation..... 630
— canaux..... 610
— chemins de fer..... 565-66
— marchandises..... 487
— par eau..... 605
— ports, dans les..... 616
— règlements, infractions..... 953
— routier..... 564
Traîneaux, production..... 322-23
Traitement de la nation la plus favorisée.. 390
Traités, oiseaux migrateurs..... 10
Tramways, 1871-1940, etc..... xx, 571
— matériel, millage, finances, trafic..... 572-74
Transactions, balance des paiements internationaux..... 479
Transatlantique, service aérien..... 616
Transcanadienne, route aérienne.....616, 618
Transit intérieur, assurance..... 885
Transformateurs, importations..... 450
Transmission, lignes de, construction..... 382
Transports et communications..... 549
— aviation..... 616
— chemins de fer..... 553
— Commission des, publications..... 1003
— communications, par fil et sans fil.....633, 637
— contrôle du Gouvernement sur les moyens de..... 550
— cours d'eau..... 587
— dépenses pour les.....750-51, 753-55
— légi-lation de 1940..... 1029
— maritime, subventions au.....588, 604, 607
— matières de, exportations, importations. 477

PAGE

Transports et communications, ministère des, lois, publications.....1002, 1007
—— services radiophoniques du..... 642
— postes, administration..... 650
— presse (la)..... 657
— publications B.F.S..... 997
— routier, 1871-1940.....xx, 576, 584
—— finances du..... 581
—— routes et véhicules..... 578
—— situation en 1941..... xlix
Travail à façon.....129, 133-34
Travail et salaires..... 662
— accidents, assurance..... 885
—— compensation..... 698
— allocations aux mères..... 721
— conflits, arbitrage.....663, 707
— demandes de..... 676
— emploiement et chômage..... 668
— enquêtes sur les coalitions, poursuites.... 718
— Gazette du..... 664
— Gouvernement (le) et le..... 662
— heures de.....338, 710
— législation.....665, 1028
— ministères, fédéral, lois, publications..1000, 1004
—— provinciaux et offices..... 665
— mouvement coopératif..... 718
— organisation internationale, le Canada et l'..... 697
— pensions, aveugles, vieillards..... 718
— population active, occupations..... 668
— réglementation en temps de guerre..... xl
— salaires et gain.....710, 713
— syndicats ouvriers..... 692
Travaux Publics, dépenses pour..... 766
— ministère, lois, publications.....967, 1001, 1007
—— radio, service de..... 645
Traverses de chemin de fer, abatage..... 198
— importations, exportations.....444, 462
Trèfle, graine de, exportations..... 458
— prix, nombres-indices..... 181
— production, valeur..... 153
— superficie, rendement, valeur..... 157-162
Tréflerie..... 322-23
Tremblement de terre, assurance..... 885
Trent, canal de, trafic.....592, 611-13
Tricots, production.....317, 322-23, 327, 331-33, 345, 347
Trihebdomadaires, publications..... 658
Trimestrielles, publications..... 658
Trinidad, commerce avec....415-16, 418, 424, 472
Tripoli, commerce avec.....417, 419
Trois-Rivières, P.Q., population..... 66
— port de..... 593
Truro, N.-E., population..... 66
Truite, prise, valeur..... 223-24
Tuberculose, décès.....92, 94, 98
— hôpitaux..... 327
Tuberculeux, institutions pour..... 932
Tubes, caoutchouc, exportations..... 435
— et tuyaux, fer, importations, exportations.....432, 435, 448, 464
— radio, importations..... 450
Tuile, production.....238, 243, 249, 271
Tullibee, prise, valeur..... 223-24
Tungstène, concentrés de, production.....237, 242
Turbines hydrauliques, installations..... 276
Turquie, commerce avec.....417, 419, 424
Tuyaux (argile), production.....243, 249
— égouts, production..... 238
— fer, importations, exportations.....432, 435, 448, 464
Tweeds, importations..... 444
Typographie commerciale..... 322-23

Union Sud-Africaine, commerce de l'..... 409
— relations tarifaires avec..... 389
Unions ouvrières..... 692
Unitariens..... 61
Univers, superficie et population..... 71
Universités, bibliothèques dans les..... 914
— gradués des..... 908-09
— inscriptions dans les..... 900
— revenus des..... 906
Uranium, production.....237, 239, 242, 259

PAGE

Urologie, services dans les hôpitaux..... 931
U.R.S.S. (Russie), commerce avec...417, 419, 424
Uruguay, commerce avec l'.....417, 419
— relations tarifaires avec..... 398
Usines centrales électriques..... 278
— construction d'..... 382
— graphique..... 280
— privées..... 293
— production..... 278-88
— outillage de..... 281-83
— service fermier..... 283
Ustensiles de cuisine, aluminium, importations..... 450
— bois (en), production..... 322-23
Utilités publiques, publications B.F.S..... 997

Vaches, prix..... 179
— sur les fermes..... 163-65
— ventes..... 500
Vadrouilles, production..... 324-25
Vaisseaux, importations, exportations.....454, 466
— pêche (de)..... 225
Vaisselle, porcelaine, importations..... 450
Valeurs mobilières, nombres-indices..... 741
Valleyfield, Qué., population..... 66
Valves, importations..... 448
Vancouver, C.B., emploiement..... 672
— manufactures..... 364
— population..... 65
— port de..... 593
Veau, viande de, cons., exp., imp., production..... 502
— stocks en entrepôts frigorifiques..... 505-06
Veaux abattus..... 501
— ventes..... 499-500
Véhicules, automobiles, commerce..... 518
— enregistrés..... 580
— financement..... 519
— importations, exportations.....454, 464
— licences, permis, recettes.....750-51, 753-55
— production.....317-18, 326-27
— règlements..... 576-77
— voirie..... 578
Végétales, substances, exp., imp.....429, 436, 440, 456, 470
— prix, nombres-indices..... 731
— production.....311, 315, 317, 319-21
— statistiques manufacturières....334-35, 337, 340
Velours, importations.....442, 444
Velvetine, importations..... 442
Vénérologie, services, hôpitaux..... 931
Venezuela, commerce avec.....417, 419, 424, 472
— relations tarifaires avec..... 398
Vente, commodités et services, recettes.....750-51, 753-55
— gros et détail.....508-09, 512, 514
— taxes de, recettes.....749, 751, 753-55
Verdun, Qué., population..... 65
Vermicelle, production..... 320-21
Vernis, importations, exportations.....452, 466
— production.....324-25, 332-33
Verre et verrerie, importations.....432, 452
— production..... 324-25
Vêtements, coton, laine, soie, etc., hommes et femmes, commerce.....509, 512, 516
— huilés et imperméabilisés, production.... 322-23
— importations, exportations.442, 444, 460, 477-78
— production.....317, 326-27, 345, 347
Vétérans, bureau des..... 972
— hôpitaux de..... 927
Vétérinaires..... 909
Viandes, commerce.....509, 512, 516
— consommation..... 502
— importations, exportations.....432, 434, 440, 460, 502
— production.....317, 327, 502
Vices de conformation congénitaux, décès.92, 94, 98
Victoria, C.B., population..... 66
Victoria, infirmières..... 935
Victoriaville, Qué., population..... 67
Vie, assurance, 1871-1940, etc.....xxiv, 860, 870
— compagnies.....871, 873, 875
— en vigueur..... 872
— progression, polices..... 874
— sociétés fraternelles..... 878
— statistiques diverses..... 878

PAGE

Vie, coût de la..... 736
Vieillards, pensions.....718, 766
Vierges, fles, commerce avec.....417, 419
Vigne, ceps de..... 174
— importations..... 438
— quantité, valeur..... 174
Villes, commerce..... 511
— emploiement..... 671
— manufactures.....362, 364-67
— mortalité infantile..... 100
— naissances..... 75
— population..... 65
— statistiques financières..... 806-07
Vins, consommation..... 540-41
— importations..... 438
— production..... 320-21
Vison, nombre, valeur, peaux vendues...213-14, 216
— exportations.....217, 458
— importations..... 217
Vitres, commerce..... 512
— importations..... 452
Voies, ferrées, millage..... 554
— navigables, dépenses, revenus..... 600
Voiles, production..... 320-21
Voirie..... 578
— dépenses.....581, 750-51, 753-55
— revenus des gouvernements provenant de la..... 583-84
Voitures, automobiles, tourisme, importations..... 448
— statistiques manufacturières..... 322-23
Volaille, 1871-1940..... xvi
— commerce..... 509
— consommation..... 504
— coopératives de vente..... 529
— exportations, importations.....460, 504
— fermes, sur les..... 163-65
— préparations alimentaires pour, production..... 320-21
— production, valeur.....153, 504
— stocks en entrepôts frigorifiques.....505-506
Votants, inscrits, votes enregistrés..... 30, 35

Wagons, chemins de fer..... 555
— et pièces, importations..... 448
— statistiques manufacturières..... 322-23
Walkerville, Ont., population..... 66
Waterloo, Ont., population..... 66
Waterton, lacs, parc national..... 11
Welland, Ont., canal, trafic.....591, 611-14
— population..... 66
Westmount, Qué., population..... 66
Whisky, exportations, importations...435, 438, 456
Windsor, Ont., emploiement..... 672
— manufactures..... 364
— population..... 65
Windsor est, Ont., population..... 66
Winnipeg, Man., emploiement..... 672
— manufactures..... 364
— population..... 65
Woodstock, Ont., population..... 66
Worsted, blousses et peignés de, importations.....444, 474

Yarmouth, N.-E., population..... 67
Yoho, parc national..... 11
Yougoslavie, commerce avec.....417, 419
— relations tarifaires avec..... 398
Yukon, administration..... 965
— chômage, avances du fédéral..... 686
— commerce.....510, 512
— forces hydrauliques..... 275
— fourrures, fermes et animaux.....213, 215
— manufactures..309, 320-21, 334, 337, 339-40, 344
— pêcheries..... 222
— population..... 48
— indienne..... 969
— production..... 131
— statistiques vitales..... 73
— superficie.....2, 36, 50
— voirie, règlements..... 578
— véhicules-moteur..... 580

Zinc, blanc de, importations..... 452
— exportations, importations.....435, 466, 450
— production.....237, 239-40, 242, 261